

Hannah Arendt

**Les Origines du totalitarisme
Eichmann à Jérusalem**



Quarto Gallimard

Hannah Arendt

Les Origines du totalitarisme

Eichmann à Jérusalem

Édition établie sous la direction de
Pierre Bouretz
directeur d'étude à l'École des Hautes Études en Sciences
sociales

LES ORIGINES DU TOTALITARISME
traductions de
Micheline Pouteau (« L'Antisémitisme »),
Martine Leiris (« L'Impérialisme »)
Jean-Loup Bourget, Robert Davreu et Patrick Lévy
(« Le Totalitarisme »)
révisées pour la présente édition par Hélène Frappat

EICHMANN À JÉRUSALEM
traduction d'Anne Guérin (1966),
revue par Michelle-Irène Brudny-de Launay (1991) pour folio
histoire
révisée pour la présente édition par Martine Leibovici

Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre

Quarto Gallimard

Les Origines du totalitarisme (Titre original : *The Origins of Totalitarianism*) :

© Gallimard 2002 pour tous les textes de Pierre Bouretz

« Preface to the Part Two : Imperialism »

© 1973, 1968, 1966, 1958, by Hannah Arendt © 1951, 1948 by Hannah Arendt

© renewed 1979 by Mary McCarthy West © renewed 1994, 1979, 1976 by Lotte Kohler Published by arrangement with Harcourt Inc.

© Gallimard 2002 pour la traduction française « Préface à la deuxième partie : L'Impérialisme »

L'Antisémitisme (Titre original : *Antisemitism*)

© 1973, 1968, 1966, 1958, by Hannah Arendt © 1951, 1948 by Hannah Arendt'

© renewed 1979 by Mary McCarthy West © renewed 1994, 1979, 1976 by Lotte Kohler Published by arrangement with Harcourt Inc.

© Calmann-Lévy, 1973, *Sur l'Antisémitisme*

L'Impérialisme (Titre original : *Imperialism*)

© 1973, 1968, 1966, 1958, by Hannah Arendt © 1951, 1948 by Hannah Arendt

© renewed 1979 by Mary McCarthy West © renewed 1994, 1979, 1976 by Lotte Kohler Published by arrangement with Harcourt Inc.

© 1982, Librairie Arthème Fayard, *Il Impérialisme*

Le Totalitarisme (Titre original : *Totalitarianism*)

© 1973, 1968, 1966, 1958, by Hannah Arendt © 1951, 1948 by Hannah Arendt

© renewed 1979 by Mary McCarthy West © renewed 1994, 1979, 1976 by Lotte Kohler Published by arrangement with Harcourt Inc.

© Éditions du Seuil, 1972, *Le Système totalitaire*

« Les techniques de la science' sociale et l'étude des camps de concentration » in *Auschwitz et Jérusalem* © 1991, pour la traduction en langue française, Deux-Temps Tierce, Éditions Payot & Rivages

Chapitre XIII de l'édition de 1951 de *The Origins of Totalitarianism* (Titre original : *ConcludingRemarks*) © 1973, 1968, 1966, 1958, by Hannah Arendt © 1951, 1948 by Hannah Arendt

© renewed 1979 by Mary McCarthy West © renewed 1994, 1979, 1976 by Lotte Kohler Published by arrangement with Harcourt Inc.

© Gallimard 2002 pour la traduction française « En guise de conclusion ».

Understanding communism

Texte extrait de *Essays in understanding*, vol. I, 1930-1954

© 1994 The Literary Trust of Hannah Arendt Blücher, pour les textes de Hannah Arendt

© 1994 Harcourt Inc. Pour l'édition américaine

© Éditions Payot et Rivages pour l'édition américaine

© Gallimard 2002 pour la traduction française « Comprendre le communisme ».

« Autorité, tyrannie et totalitarisme »

© *Preuves*, n° 67, septembre 1956

Chapitre XIV de l'édition de 1958 des *Origines du Totalitarisme* (Titre original : *Epilogue : Reflexions on the Hungarian Revolution*)

© 1958 by Hannah Arendt, second and large edition

© 1958 Meridian Books
Reprinted by arrangement with Harcourt, Brace and Cie
© Gallimard 2002 pour la traduction française « Réflexions
sur la révolution hongroise ».
Hannah Arendt/Karl Jaspers, *Correspondance 1926-1969*
© Hannah Arendt Literary Trust
© Hans Saner
© 1985 R. Piper GmbH & Co, KG
© 1995 pour la traduction en langue française Editions Payot
& Rivages
Hannah Arendt/Kurt Blumenfeld, *Correspondance 1933-1963*
© Noomi Shemer/Rachel Sloutskis, Tel-Aviv
©1995 Rotbuch Verlag, Hamburg
© Desclée de Brouwer 1998 pour la traduction française
Eric Voegelin, « The Origins of Totalitarianism » et
« Concluding Remark », *Review of Politics*, janvier 1953
© Gallimard 2002 pour la traduction française « Les Origines
du totalitarisme » et « Pour conclure ».

A Reply to Eric Voegelin
Texte extrait de *Essays in understanding*, vol. I, 1930-1954
© 1994 The Literary Trust of Hannah Arendt Blücher, pour
les textes de Hannah Arendt
© 1994 Harcourt Inc. Pour l'édition américaine
© Editions Payot et Rivages pour l'édition américaine
© Gallimard 2002 pour la traduction française « Une réponse
à Éric Voegelin ».

Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal (Titre
original : *Eichmann in Jerusalem*)
© 1963 Hannah Arendt

© Éditions Gallimard 1966 pour la première traduction française, 1991 pour folio histoire, 2002 pour la présente édition révisée.

Hannah Arendt/Heinrich Blücher, *Correspondance 1936-1968*

© Hannah Arendt Blücher Literary Trust, Lotte Kohler, Trustee, 1996

© Piper Verlag, Munich, 1996

© Calmann-Lévy 1999 pour la traduction française

Hannah Arendt/Mary McCarthy, *Correspondance 1949-1975*

© 1995 by the Literary Trust of Hannah Arendt Blücher, Lotte Kohler, Trustee.

© 1995 by the Literary Trust of Mary McCarthy West, Margo Viscusi and Eve Stwertka, Trustees

© 1996 Éditions Stock pour la traduction française.

Gershom Scholem/Hannah Arendt, *Correspondance 1948-1970*, vol. II

© C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung (Oscar Beck) Munich, 1995

© Gallimard 2002 pour la traduction française

Gershom Scholem/Hannah Arendt, in *Fidélité et Utopie*

© Calmann-Lévy 1978

« La controverse autour d'*Eichmann à Jérusalem* »

© *Aufbau*, 20 décembre 1963

© *Rue Descartes* pour la traduction française

« Le cas Eichmann et les Allemands » entretien avec Thilo Koch in *Politique et Pensée. Colloque Hannah Arendt*

© 1989 pour la traduction en langue française, Éditions Tierce

© 1996 Éditions Payot & Rivages

Table des matières

[Hannah Arendt](#)

[Les Origines du totalitarisme](#)

[Eichmann à Jérusalem](#)

[PIERRE BOURETZ](#)

[HANNAH ARENDT](#)

[ENTRE PASSIONS ET RAISON](#)

[PENSER AUX SOMBRES TEMPS](#)

[L'OBLIGATION ENVERS LE MONDE](#)

[ESPOIRS ET ILLUSIONS DU JUDAÏSME MODERNE](#)

[COMPRENDRE L'INÉDIT : LE TOTALITARISME](#)

[DE PHILADELPHIE À BUDAPEST :](#)

[LA POLITIQUE AU MIROIR DES RÉVOLUTIONS](#)

[QUELLE LIBERTÉ POUR LES MODERNES ?](#)

[POURQUOI AGIR ?](#)

[POLITIQUE ET POLÉMIQUE](#)

[VIE ET ŒUVRE](#)

[1906](#)

[1910](#)

[1911](#)

[1913](#)

[1917-1919](#)

[1914](#)

[1920](#)

[1921](#)

[1924](#)

[1927](#)

[1926](#)

[1927](#)

[1929](#)

[1930](#)

[1931](#)

[1931-1932](#)

[1932](#)

[1933](#)

[1933-1934](#)

[1936](#)

[19\)7](#)

[1940](#)

[1941](#)

[1943](#)

[1944](#)

[1945](#)

[1946](#)

[V\)41](#)

[1948](#)

[1949](#)

[1950](#)

[1954](#)

[1956](#)

[1958](#)

[1959](#)

[1960](#)

[1961](#)

[1962](#)

[1963](#)

[1964](#)

[1965](#)

[1967](#)

[1968](#)

[1969](#)

[1970](#)

[1971](#)

[1972](#)

[1975-1974](#)

[1975](#)

[LES ORIGINES](#)

[DU TOTALITARISME](#)

[INTRODUCTION AUX ORIGINES DU TOTALITARISME](#)

[NOTE SUR LA RÉVISION DE LA TRADUCTION](#)

[LES ORIGINES DU TOTALITARISME](#)

[PRÉFACE À LA PREMIÈRE PARTIE](#)

[L'ANTISÉMITISME](#)

[PRÉFACE À LA DEUXIÈME PARTIE](#)

[L'IMPÉRIALISME](#)

[PRÉFACE À LA TROISIÈME PARTIE](#)

[LE TOTALITARISME](#)

[PREMIÈRE PARTIE](#)

[L'ANTISÉMITISME](#)

[CHAPITRE PREMIER](#)

[L'ANTISÉMITISME, INSULTE AU SENS COMMUN](#)

[CHAPITRE II](#)

[LES JUIFS, L'ÉTAT-NATION](#)

[ET LA NAISSANCE DE L'ANTISÉMITISME](#)

[I. LES ÉQUIVOQUES DE L'ÉMANCIPATION ET LE BANQUIER D'ÉTAT
JUIF](#)

[II. LES DÉBUTS DE L'ANTISÉMITISME](#)

[III. LES PREMIERS PARTIS ANTISÉMITES](#)

[IV. L'ANTISÉMITISME DE GAUCHE](#)

[V. L'ÂGE D'OR DE LA SÉCURITÉ](#)

[CHAPITRE III](#)

[LES JUIFS ET LA SOCIÉTÉ](#)

[I. ENTRE LE PARIA ET LE PARVENU](#)

II. LE PUISSANT MAGICIEN 419

III. ENTRE LE VICE ET LE CRIME

CHAPITRE IV

L'AFFAIRE DREYFUS

I. LES FAITS

II. LA III^e RÉPUBLIQUE ET LES JUIFS FRANÇAIS

III. L'ARMÉE ET LE CLERGÉ CONTRE LA RÉPUBLIQUE

IV. LE PEUPLE ET LA POPULACE

V. LES JUIFS ET LES DREYFUSARDS

VI. LA GRÂCE ET SA SIGNIFICATION

DEUXIÈME PARTIE

L'IMPÉRIALISME

CHAPITRE V

L'ÉMANCIPATION POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

I. L'EXPANSION ET L'ÉTAT-NATION

II. LE POUVOIR ET LA BOURGEOISIE

III. L'ALLIANCE DE LA POPULACE ET DU CAPITAL

CHAPITRE VI

LA PENSÉE RACIALE AVANT LE RACISME

CHAPITRE VII

RACE ET BUREAUCRATIE

I. LE MONDE FANTÔME DU CONTINENT NOIR

II. L'OR ET LA RACE

III. L'IMPÉRIALISTE

CHAPITRE VIII

L'IMPÉRIALISME CONTINENTAL LES MOUVEMENTS

ANNEXIONNISTES

I. LE NATIONALISME TRIBAL

II. L'HÉRITAGE DU MÉPRIS DE LA LOI

III. PARTI ET MOUVEMENT

TROISIÈME PARTIE

LE TOTALITARISME

CHAPITRE X

UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSES

I. LES MASSES

CHAPITRE XI

LE MOUVEMENT TOTALITAIRE

I. LA PROPAGANDE TOTALITAIRE

CHAPITRE XII

LE TOTALITARISME AU POUVOIR

I. CE QU'ON APPELLE L'ÉTAT TOTALITAIRE

II. LA POLICE SECRÈTE

III. DOMINATION TOTALE

CHAPITRE XIII

IDÉOLOGIE ET TERREUR : UNE FORME NOUVELLE DE GOUVERNEMENT

LES ORIGINES DU TOTALITARISME

TEXTES COMPLÉMENTAIRES D'HANNAH ARENDT

INTRODUCTION

LES TECHNIQUES DE LA SCIENCE SOCIALE ET L'ÉTUDE DES CAMPS DE CONCENTRATION

EN GUISE DE CONCLUSION

CHAPITRE XIII (1951)

COMPRENDRE LE COMMUNISME

AUTORITÉ, TYRANNIE ET TOTALITARISME

LE PROBLÈME DE L'AUTORITÉ

DEUX DÉFINITIONS DE LA LIBÉRATION

DICTATURE CLASSIQUE ET DOMINATION TOTALITAIRE

LE TOTALITARISME COMME RÉVOLUTION PERMANENTE

STRUCTURE DES MOUVEMENTS TOTALITAIRES

NÉCESSITÉ DES DISSOCIATIONS EN SOCIOLOGIE

AMBIGUÏTÉS DU LIBÉRALISME ET DU CONSERVATISME

AU-DELÀ DE LA SOCIOLOGIE FONCTIONNELLE

RÉFLEXIONS SUR LA RÉVOLUTION HONGROISE

CHAPITRE XIV (1958)

I. LA RUSSIE APRÈS LA MORT DE STALINE

II. LA RÉVOLUTION HONGROISE

III. LE SYSTÈME DES SATELLITES

LES ORIGINES DU TOTALITARISME

CORRESPONDANCES ET DOSSIER CRITIQUE

PRÉSENTATION

ÉCHANGE AVEC KARL JASPERS

LETTRE DE KURT BLUMENFELD

ERIC VOEGELIN

LES ORIGINES DU TOTALITARISME

HANNAH ARENDT

UNE RÉPONSE À ERIC VOEGELIN

ERIC VOEGELIN

POUR CONCLURE

EICHMANN À JÉRUSALEM

INTRODUCTION À EICHMANN À JÉRUSALEM

NOTE SUR LA RÉVISION DE LA TRADUCTION

EICHMANN À JÉRUSALEM

RAPPORT SUR LA BANALITÉ DU MAL

NOTE AU LECTEUR

I

LA COUR

II

L'ACCUSÉ

III

UN SPÉCIALISTE DE LA QUESTION JUIVE

IV

LA PREMIÈRE SOLUTION : L'EXPULSION

V

LA DEUXIÈME SOLUTION : LA CONCENTRATION

VI

LA SOLUTION FINALE : LE MEURTRE

VII

LA CONFÉRENCE DE WANNSEE, OU PONCE PILATE

VIII

LES DEVOIRS D'UN CITOYEN RESPECTUEUX DE LA LOI

IX

LES DÉPORTATIONS DU REICH. L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE ET LE PROTECTORAT

X

LES DÉPORTATIONS D'EUROPE OCCIDENTALE. FRANCE, BELGIQUE, ALLEMAGNE,

XI

LES DÉPORTATIONS DES BALKANS. YOUGOSLAVIE, BULGARIE, GRÈCE, ROUMANIE

XI

LES DÉPORTATIONS DES BALKANS. YOUGOSLAVIE, BULGARIE, GRÈCE, ROUMANIE

XII

LES DÉPORTATIONS D'EUROPE CENTRALE. HONGRIE ET SLOVAQUIE

XII

LES DÉPORTATIONS D'EUROPE CENTRALE. HONGRIE ET SLOVAQUIE

XIII

LES CAMPS DE LA MORT DE L'EST

XIV

PREUVES ET TÉMOINS

XIV

PREUVES ET TÉMOINS

XV

LE JUGEMENT, L'APPEL, L'EXÉCUTION
ÉPILOGUE

[POST-SCRIPTUM](#)

[EICHMANN À JÉRUSALEM](#)

[CORRESPONDANCES ET DOSSIER CRITIQUE](#)

[CORRESPONDANCES CROISEES](#)

[HANNAH ARENDT À KARL JASPERS](#)

[KARL JASPERS À HANNAH ARENDT](#)

[HANNAH ARENDT À KARL JASPERS](#)

[KARL JASPERS À HANNAH ARENDT](#)

[HANNAH ARENDT À KARL JASPERS](#)

[KARL JASPERS À HANNAH ARENDT](#)

[HANNAH ARENDT À KARL JASPERS](#)

[HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER](#)

[HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER](#)

[HANNAH ARENDT À KARL JASPERS](#)

[HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER](#)

[HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER](#)

[HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY](#)

[HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY](#)

[GERSHOM SCHOLEM À HANNAH ARENDT](#)

[HANNAH ARENDT À KARL JASPERS](#)

[HANNAH ARENDT À GERSHOM SCHOLEM](#)

[KARL JASPERS À HANNAH ARENDT](#)

[HANNAH ARENDT À KARL JASPERS](#)

[KARL JASPERS À HANNAH ARENDT](#)

[GERSHOM SCHOLEM À HANNAH ARENDT](#)

[HANNAH ARENDT À GERSHOM SCHOLEM](#)

[HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY](#)

[HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY](#)

[MARY MCCARTHY À HANNAH ARENDT](#)

[HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY](#)

[GERSHOM SCHOLEM À HANNAH ARENDT](#)

[KARL JASPERS À HANNAH ARENDT](#)

[KARL JASPERS À HANNAH ARENDT](#)

[HANNAH ARENDT À KARL ET GERTRUD JASPERS](#)

[KARL JASPERS A HANNAH ARENDT](#)

[LA CONTROVERSE AUTOUR D'EICHMANN À JÉRUSALEM](#)

[HUGO HAHN : ON N'EN A PAS FINI AVEC HANNAH ARENDT](#)

[MARTIN BUBER : EN MÉMOIRE DE LA CATASTROPHE](#)

[JOSEPH MAIER 1707 : « QÜ'EST-CE QU'HANNAH ARENDT A VRAIMENT DIT ? »](#)

[LE "CAS EICHMANN" ET LES ALLEMANDSENTRETIEN AVEC THILO KOCH](#)

[BIBLIOGRAPHIES](#)

[BIBLIOGRAPHIE DES ORIGINES DU TOTALITARISME ÉTABLIE PAR HANNAH ARENDT](#)

[L'ANTISÉMITISME](#)

[L'IMPÉRIALISME](#)

[LE TOTALITARISME](#)

[DOSSIER COMPLÉMENTAIRE AUX ORIGINES DU TOTALITARISME](#)

[1. LES TECHNIQUES DE LA SCIENCE SOCIALE ET L'ÉTUDE DES CAMPS DE CONCENTRATION](#)

[2. AUTORITÉ, TYRANNIE ET TOTALITARISME](#)

[3. RÉFLEXIONS SUR LA RÉVOLUTION HONGROISE](#)

[CORRESPONDANCE BLUMENFELD-ARENDT](#)

[BIBLIOGRAPHIE DE EICHMANN À JÉRUSALEM ÉTABLIE PAR HANNAH ARENDT](#)

[DOSSIER COMPLEMENTAIRE À EICHMANN À JÉRUSALEM](#)

[1. CORRESPONDANCE SCHOLEM-ARENDT](#)

[2. CORRESPONDANCE JASPERS-ARENDT](#)

PIERRE BOURETZ

HANNAH ARENDT

ENTRE PASSIONS ET RAISON

« Une passagère sur le navire du XX^e siècle » : résumant ainsi la biographie de son amie Hannah Arendt, Hans Jonas évoque une expérience partagée qui caractérise parfaitement sa vie et son œuvre ¹ . Lorsqu'ils se rencontrent à l'automne 1924 au séminaire de Martin Heidegger, non seulement ils se destinent tous deux à la philosophie, mais ils ont le sentiment d'assister à un événement qui la bouleverse de fond en comble et lui impose un nouveau départ. Formé à l'école de Husserl, Hans Jonas a 21 ans. Hannah Arendt n'en a que 18, mais rayonne déjà pour son aîné d'une singulière promesse : « Timide et réservée, avec des traits d'une étonnante beauté et des yeux esseulés, elle apparaissait d'emblée comme quelqu'un d'exceptionnel, d'unique, de façon pourtant indéfinissable. Le brio intellectuel n'était pas chose rare en ces lieux. Mais il y avait en elle une intensité, une direction intérieure, une recherche instinctive de la qualité, une quête tâtonnante de l'essence, une façon d'aller au fond des choses, qui répandaient une aura magique autour d'elle. On ressentait une détermination absolue à être elle-même, une volonté tenace qui

n'avait d'égale que sa grande vulnérabilité ² . » Désormais et jusqu'à la fin de ses jours, Hannah Arendt cherchera à se protéger de cette fragilité par l'amitié : garantie d'une pensée qui ne peut s'élaborer tout à fait dans la solitude, rempart contre la violence du siècle, refuge aux époques de polémiques. Quant à la passion de comprendre, elle sera bientôt et pour longtemps détournée du royaume des concepts vers l'empire plus obscur de l'événement, arrachée à la quiétude de la spéculation pour s'adapter à l'anxiété suscitée par l'histoire, privée de l'insouciance d'une contemplation de l'Etre au nom de la responsabilité envers le monde. Mais elle trouvera un jour le loisir de s'exprimer : viendra le temps des livres après celui de la guerre.

On pourrait ainsi résumer l'expérience d'Hannah Arendt : formée à la vie de l'esprit et happée par l'histoire. Catégories romaines auxquelles elle redonnera une actualité, la *vita contemplativa* et la *vita activa* seront les horizons qui délimitent son univers intellectuel. Après avoir payé un lourd tribut à l'époque, elle élaborera sa pensée autour de ce qui relie ces deux domaines : l'action. Préoccupée de ce qui peut offrir une stabilité aux affaires humaines dans un siècle qui les rend plus que jamais précaires, elle fera de l'histoire son souci et de la politique son principal objet. Tandis que d'autres philosophes s'exercent à scruter l'essence des choses, excellent à décrire les phénomènes, ou s'attachent à fonder des principes de la connaissance, c'est dans la Cité qu'elle sera souveraine. Rien ne la destinait à penser le monde de l'action. En 1924, Heidegger élabore l'ouvrage qui s'annonce comme une révolution et qui paraîtra trois ans plus tard : *Sein und Zeit*. Chez lui, on écoute une parole volontiers oraculaire. Dans l'université allemande, les philosophes bâtissaient leurs systèmes en commentant les systèmes d'autres philosophes : ici, l'objet d'érudition doit s'effacer, pour laisser la place à une « chose pensée ». La métaphysique mise en pièces, d'autres catégories surgissent, qui en imposent d'autant plus qu'elles se tiennent au plus près des

expériences premières de la mort et de l'angoisse : « Présence et absence, abri et désabritement, proximité et éloignement ³ . » Qu'ils se nomment Hans Jonas, Emmanuel Lévinas ou Léo Strauss, tous ceux qui ont entendu le prince de Marburg ces années-là témoignent de l'enchantement parfois mâtiné d'un peu d'effroi suscité par son enseignement. Pour Hannah Arendt, la rencontre n'est pas seulement spirituelle et l'on sait ce qu'il adviendra de cette relation, brièvement amoureuse, longtemps distante, jamais effacée. L'essentiel est pour l'heure que son éducation philosophique la tient à l'écart des affaires du monde. Lorsque vient le temps de se soumettre aux exigences académiques en choisissant un sujet de thèse, l'irénisme prime toujours : Arendt rédige *Le Concept d'amour chez Augustin* sous la direction de Karl Jaspers, qui publiera l'ouvrage en 1929 dans une collection qu'il dirige. Figure désormais paternelle, Jaspers la reconduit sans doute vers des territoires de la pensée moins arides que ceux qu'arpente Heidegger, mieux encadrés par l'histoire de la philosophie, balisés par des catégories plus familières. Mais nul ne sait quel chemin elle se serait frayé en philosophie sans l'irruption de l'histoire dans sa vie. En 1933, elle a déjà croisé le personnage de Rahel Varnhagen, qui lui ouvrait une fenêtre encore étroite sur le judaïsme du XIX^e siècle. Une amitié s'est nouée avec Kurt Blumenfeld, qui l'initie comme Jonas au sionisme. En Waldemar Gurian, elle a trouvé l'un de ses mentors en politique, rôle qui sera définitivement joué après 1936 par Heinrich Blücher. Mais rien n'indique encore qu'elle quittera pour de nombreuses années le ciel éthéré des idées pour la tourmente de l'action.

Hannah Arendt avoue être demeurée parfaitement indifférente à la politique et à l'histoire durant ses années d'apprentissage. Si les choses en étaient restées là, on pourrait dire à son sujet ce qu'Allan Bloom écrit à propos de Léo Strauss, et qui vaudrait pour de nombreux philosophes : « L'histoire d'une vie dans laquelle les seuls événements véritables furent les pensées est vite raconté⁴ . » Chez Hannah Arendt rien de

tel, mais au contraire un engagement délibéré dans l'époque, qui rend l'œuvre indissociable de la vie. On trouvera ailleurs ⁵ les éléments biographiques montrant cette liaison, qui préside également au choix des ouvrages rassemblés dans ce volume : la trilogie des *Origines du totalitarisme*, élaborée pour tenter' de comprendre une forme radicalement nouvelle de la domination ; *Eichmann à Jérusalem*, conçu comme une dette à l'égard du passé et porté par le souhait de saisir sous le visage d'un bourreau les sources et les mécanismes de la terreur. Hannah Arendt reprochera toujours à nombre de ses contemporains d'avoir préféré construire des théories sur Hitler plutôt que de le combattre. C'est volontairement qu'elle s'échappe pour sa part de l'univers protecteur des idées pour entrer dans le monde de l'action, au risque d'avoir à différer pour près de vingt ans la publication d'un livre qui lui assurerait la reconnaissance intellectuelle. Dans son souvenir, la décision est prise sans effort et pour des motifs évidents, avant même que l'arrivée pressentie des nazis au pouvoir se concrétise : « L'appartenance au judaïsme était devenue mon propre problème et mon propre problème était politique ⁶ . »

Pendant plus d'une décennie, Hannah Arendt se consacre exclusivement aux affaires du monde ; parmi elles s'imposent avec le temps celles qui concernent précisément la politique juive. Puisqu'elle sait désormais qu'on ne peut plus « se contenter d'être spectateur », elle accepte dès le printemps 1933, à la demande de Kurt Blumenfeld, de collecter pour les organisations sionistes d'Allemagne des documents sur l'antisémitisme, tout en mettant son appartement à la disposition d'opposants clandestins. Arrêtée avec sa mère, presque miraculeusement relâchée, elle échappe de peu à l'expérience directe de la persécution, saisissant aussitôt l'occasion de fuir tant qu'il est encore temps. Réfugiée à Paris, elle se met à nouveau au service du sionisme pour plusieurs années, organisant notamment le départ d'enfants juifs pour la Palestine. Internée en mai 1940 sur ordre du gouverneur mili-

taire de Paris, comme tous les étrangers d'origine allemande, elle est envoyée au camp de Gurs, dont elle parvient à s'échapper. Ayant enfin obtenu un mois plus tard un visa pour les États-Unis, elle parvient à partir de nouveau à temps, quelques semaines avant le suicide de Walter Benjamin, persuadé quant à lui qu'il est déjà trop tard. A. New York, Hannah Arendt paraît abritée de la tempête qui souffle en Europe, pourrait se contenter des soucis du quotidien, mais confirme sa volonté d'agir. Bulletin de la communauté juive de langue allemande, *VAufbau* lui offre une tribune pour une bataille essentiellement interne au mouvement sioniste : la participation directe des Juifs à la guerre. Il lui faudra attendre la fin du conflit pour pouvoir élaborer *Les Origines du totalitarisme*. Mais l'expérience de l'exil a forgé quelques-unes de ses convictions essentielles. Le corpus de guerre contient les linéaments de livres à venir. L'engagement dans l'histoire a déjà esquissé une conception audacieuse des responsabilités de la pensée.

PENSER AUX SOMBRES TEMPS

Si l'on revient aux origines de ce parcours dans l'univers de l'action, on constate qu'Hannah Arendt retient surtout un certain nombre de composantes négatives de ses choix, soulignant des refus qui se convertiront un jour en une attitude positive envers le monde. Autour d'elle, on disserte sur le nazisme, manière à ses yeux d'accompagner plus ou moins involontairement le mouvement. Même si elle reste discrète à ce sujet, les égarements de Heidegger, sa résolution à se risquer à « l'inhabituel et l'incalculable », son acceptation du poste de recteur de l'Université de Fribourg, doivent jouer un rôle. Toujours est-il que non seulement elle refuse pour sa part d'entrer dans les jeux de l'esprit des stratèges en chambre, mais se fait une promesse qui ne sera démentie que longtemps après : « Jamais plus aucune histoire d'intellectuels ne me touchera ; je

ne veux plus avoir affaire à cette société ⁷ . » Plus encore que celle des apprentis sorciers de la pensée, une attitude commune suscite sa méfiance : celle des partisans d'une « émigration intérieure ⁸ ». D'un point de vue purement factuel, l'ambiguïté de cette démarche est flagrante : il s'agit de demeurer en Allemagne tout en se considérant comme parti ailleurs ; ce simulacre d'exil ne peut offrir qu'une illusion de résistance, en fait une sorte de collaboration passive ; tout cela relève d'une parfaite incompréhension de la situation politique et morale. Mais l'essentiel pour Arendt concerne la conception de la vie de l'esprit implicitement au principe d'une telle attitude. Ceux qui l'adoptent se comportent comme si l'on pouvait s'abriter des vents de l'histoire en se retirant dans le domaine d'une pure intériorité, dans « l'invisibilité du penser et du sentir ». A quoi s'ajoute que cette apparence d'émigration, qui n'est exil que hors du monde de l'action, a existé ailleurs qu'en Allemagne et n'a pas cessé avec la fin du III^e Reich. Posture trop classique de l'intellectuel, elle livre une leçon qui touche à la nature de la pensée et aux tâches de la philosophie : l'impossibilité de « quitter le monde et son espace public pour une existence intérieure, ou même, simplement, d'ignorer le monde au profit d'un monde imaginaire “tel qu'il devrait être”, ou tel qu'il fut autrefois ⁹ ».

Choissant l'exil avant même qu'il ne devienne la seule issue de survie, Hannah Arendt devait prendre conscience d'un risque inhérent à cette situation. Il est une expérience universelle qui veut que l'oppression façonne une forme particulière d'humanité, faite de fraternité pour ceux qui la subissent et de compassion du point de vue de ceux qui la regardent. Nouée aux sentiments philanthropiques des spectateurs, la dignité que préservent la fuite ou l'isolement génère une sorte de chaleur rassurante, capable de susciter des formes de bonté largement inconnues par ailleurs et qui ajoute à la simple joie d'être encore en vie une sorte de vitalité spécifique. Relevant de ce que Jan Patocka nommera la

« solidarité des ébranlés », une telle atmosphère n'est étrangement pas sans charme et représente pour Arendt « le grand privilège des peuples parias ¹⁰ ». Il reste qu'à ses yeux, celui-ci se paie d'un prix très élevé : une considérable « perte en monde ». En expliquant cette idée, Hannah Arendt esquisse quelques traits de l'anthropologie qui préside à sa philosophie politique. Afin de pouvoir penser et agir, les hommes ont besoin qu'existe entre eux un espace qui préserve la particularité de chacun et permette le dialogue. Or, le propre de la persécution est de rapprocher ceux qui la subissent jusqu'au point où cet espace finit par disparaître, pour ne laisser place qu'au partage d'une souffrance commune. Naît ainsi ce qui ressemble à une société organique, douce à vivre dans la mesure où elle soulage de la responsabilité personnelle, mais qui altère la capacité d'initiative requise par l'expérience politique. Rêvée par les philosophes du XVIII^e siècle et vécue par les humiliés de toujours, l'humanité de la fraternité est déterminée par l'existence de ceux que l'on nommera selon les époques les « malheureux », les « misérables » ou les « exploités ». Dans les temps où les relations humaines semblent affectées d'une « irréalité mystérieuse », sa chaleur offre à des hommes serrés les uns contre les autres un sentiment rassurant d'invisibilité. On ne peut toutefois s'empêcher de penser qu'un tel désir de s'effacer se transforme en déni de la réalité, puis en refus de la responsabilité. Réfugiés dans la douceur paradoxale de l'exil, les réprouvés vivent une expérience qui impose une nouvelle leçon : « Les parias de ce monde jouissent du grand privilège d'être déchargés du souci du monde » ; « l'acosmisme, hélas, est toujours une forme de barbarie » ¹¹ .

De même que les considérations d'Hannah Arendt sur les conditions de la *vita activa* et la responsabilité envers le monde laissent entendre l'écho d'expériences personnelles, elle glisse souvent quelque chose d'elle-même dans les portraits d'un certain nombre de contemporains dont elle juge l'existence exemplaire. Exercices d'admiration conçus comme dette

d'amitié par-delà le souvenir, ces hommages lui donnent l'occasion d'inscrire les trajectoires individuelles au sein d'un cadre générationnel. Dans cette perspective, elle distingue trois générations parmi ceux qui sont nés entre 1890 et 1920. Celle tout d'abord des fils de la guerre, initiés au monde dans les tranchées, nourris de la camaraderie vécue devant l'horreur, sans doute à jamais incapables de « vivre des vies normales [12](#) [13](#) ». Lui succède la génération des enfants de la crise, formée à l'école de l'inflation, du chômage et de l'agitation révolutionnaire, confrontée à l'instabilité persistante de ce que les années de massacre semblaient avoir laissé intact. Restent enfin ceux à qui il ne fut permis d'entrer dans le monde qu'en des circonstances plus tragiques encore : « les camps de concentration nazis, la guerre civile espagnole et les procès de Moscou ». De ces trois « générations perdues », c'est la première qui retient surtout l'attention d'Arendt, sans doute parce que ses choix ont imposé une tonalité aux suivantes, en donnant le *la* de l'époque. Qu'ils aient ou non directement combattu, voici des hommes radicalement désenchantés, dont Brecht formule l'illusion et prédit le destin :

*Nous avons vécu, génération légère,
Dans des maisons que l'on disait indestructibles
(Ainsi nous avons élevé les longs buildings de l'île Manhattan,
Et ces minces antennes devisant dont s'amuse la mer Atlantique).*

De ces villes restera ce qui passait à travers elles : le vent !

Les voici donc presque d'emblée perdus, « pour eux-mêmes aussi bien que pour le monde » : offusqués de ce que celui-ci soit incapable de les héberger, orphelins de sécurité, privés de l'abri nécessaire à la réalisation de leur individualité. Au moment de leur entrée dans l'âge adulte, ils pouvaient avoir le sentiment de découvrir un monde « devenu aussi innocent et frais qu'il l'était au jour de la Création » : quatre années de

destruction l'avaient nettoyé de toutes les anciennes valeurs et des jalons de moralité que l'on croyait inébranlables, effaçant presque toute « empreinte humaine » et démodant les objets culturels du passé ¹⁴ . Sans rien dire de ceux qui choisirent directement la politique en s'engageant aux extrêmes, nombre d'entre eux produisirent une « curieuse littérature », ni larmoyante ni véritablement nihiliste : un « curieux mélange de désespoir et de joie de vivre ¹⁵ ». Certains firent preuve d'une « déplorable tendance à mal se conduire », comme Brecht lui-même, ou Ezra Pound dans l'autre camp ¹⁶ . Arendt admet que Brecht ne fit jamais partie de « l'école du délabrement », ce groupe d'écrivains et de penseurs fascinés par le morbide, que représentent mieux Gottfried Benn en Allemagne et Céline en France. Mais il lui revient d'avoir finalement cédé au « zèle compatissant » autrefois cher à Robespierre : sentiment qu'il faut distinguer du désir d'agir en vue du bonheur public et de changer le monde, en ce qu'il autorise des moyens injustifiables pour une fin mal définie. Quant à Pound, qui s'engagea bien au-delà de la séduction pour les « exercices oratoires de Mussolini », en épousant l'antisémitisme le plus virulent, Arendt lui trouve au moins l'excuse que n'avait pas Brecht d'être un « poète fou ». Ensemble et avec d'autres, ils incarnent une génération que la guerre avait rendue impropre « à supporter les conventions et à remplir les devoirs de la vie quotidienne ¹⁷ ». Une génération de poètes égarés en politique et d'hommes trop prompts à sacrifier la réalité sur l'autel de leurs systèmes théoriques. Une génération enfin dont Wystan H. Auden formule l'héritage, incompris d'elle-même : « Aux vaincus, l'histoire peut dire “hélas”, mais ne peut ni aider ni pardonner ¹⁸ . » Le paradoxe de la génération de la guerre tient en cela qu'elle croyait transmettre une expérience indépassable, mais qui serait rapidement dépassée. Trace à nouveau de l'enseignement de Heidegger, Hannah Arendt souligne la manière dont la pensée allemande des années 20 accordait à l'expérience de la mort une dignité philosophique,

pour faire apparaître à travers elle le phénomène plus central encore de l'angoisse. Mais si l'horizon philosophique de Heidegger, ou littéraire d'Hermann Broch, s'arrête à cette expérience issue de la guerre, les générations suivantes sont contraintes de le percer, lorsque surgissent les formes nouvelles de la domination totalitaire. Un constat s'impose à elles, qui sera au cœur du projet des *Origines du totalitarisme**. « Nous savons aujourd'hui que le meurtre n'est pas, de loin, la pire chose que l'homme puisse infliger à l'homme et que, d'autre part, la mort n'est aucunement ce que l'homme redoute le plus ¹⁹ . » Née en 1906, Hannah Arendt appartient de par sa biographie à la seconde des générations qu'elle isole, celle qu'elle dit dominée par les expériences de l'inflation, du chômage et de la révolution. Elle en donne toutefois une définition plus précise, qui fixe directement le cadre dans lequel elle tentera d'inscrire la naissance du système totalitaire. Cette fois, c'est l'idée d'une crise de la tradition qui est mise en avant : « Du point de vue politique, c'était le déclin et la chute de l'Etat-nation, du point de vue social, la transformation d'un système de classes en une société de masse, et c'était, spirituellement, l'avènement du nihilisme, qui avait longtemps été l'affaire de quelques-uns, mais était devenu soudain un phénomène de masse ²⁰ . » Il faudra attendre longtemps pour qu'apparaisse l'ambiguïté de cette situation. Arendt prête à Sartre le fait d'avoir compris dans le second après-guerre en France ce qui était déjà advenu vingt-cinq ans plus tôt en Allemagne : « Le monde apparaît avec une fraîcheur enfantine et terrible. » Mais elle insiste moins sur les conséquences existentielles de ce phénomène que sur la dimension politique de « l'effondrement de la tradition ». Sans qu'elle le sache encore clairement, l'Europe avait atteint dès les années 20 un point de non-retour. Découvrir les sources de celui-ci dans le siècle précédent reviendrait à comprendre comment avaient pu naître des formes radicalement inédites de domination et de terreur. En cherchant à rendre raison de l'essence et des

mécanismes du totalitarisme, on recommencerait à imaginer les conditions d'un monde habitable. Si Hannah Arendt entre par sa naissance dans la seconde des « générations perdues », elle s'identifie à la troisième et s'adresse principalement à celles qui viennent ensuite mais n'appartiennent plus au cercle de ses contemporains. Puisant comme elle le fait souvent des repères dans la littérature, elle trouve chez Hermann Broch la caractérisation la plus précise d'un abîme secrètement ouvert vers la fin du XIX^e siècle, amplement élargi à « la date fatidique de 1914 » et devenu de plus en plus vertigineux : « jusqu'à ce que les usines de la mort, érigées au cœur de l'Europe, aient définitivement coupé le fil déjà rongé par lequel nous pouvions être liés à une entité historique vieille de plus de deux mille ans ²¹ ». Chez l'auteur des bien nommés *Somnambules*, qui seront publiés en 1948, elle perçoit un territoire situé « entre passé et futur ». D'un point de vue littéraire, celui-ci occupe une place entre Proust et Kafka. Le premier signait un adieu au monde du XIX^e siècle, donnant à son œuvre la tonalité du « déjà plus », qui sied aux humeurs des regrets et du chagrin. Le second quant à lui apparaît moins de plain-pied dans le XX^e siècle que dans une sorte de « pas encore », comme s'il écrivait du point de vue d'un futur demeurant éloigné. Mais là où Walter Benjamin ou Gershom Scholem s'attachent à un Kafka prophétique, offrant une sorte de messianisme désespéré laissant malgré tout place à l'utopie, Arendt le considère installé dans une « position particulièrement avantageuse » : comme si l'imaginaire de l'avenir, fût-il obscur, demeurerait une fuite hors du monde. C'est pourquoi Hermann Broch lui semble plus authentiquement contemporain, lorsqu'il s'attache à construire son œuvre entre Proust et Kafka, « déjà plus » et « pas encore » : là où se trouvent les hommes qui ont découvert le monde entre la guerre et les camps. *Between Past and Future*. Arendt donnera ce titre à son livre sur l'effondrement de la tradition (*La Crise de la culture*). Il désigne à nouveau clairement l'endroit où elle voit les premières générations de son siècle : un « espace vide », qui les

confronte à « une réalité qu'aucune des idées traditionnelles du monde et de l'homme que nous avons pu concevoir n'est en mesure d'éclairer ».

Hannah Arendt use souvent pour résumer son époque d'une formule de Brecht : « les sombres temps ». Véritable leitmotiv de ces pages où elle tente d'inscrire des biographies exemplaires dans leur contexte, cette image permettait à son auteur de plaider la clémence auprès des générations à venir :

*Vous qui émergerez du flot
Dans lequel nous aurons sombré,
Pensez
Quand vous parlerez de nos faiblesses
Aux sombres temps
Dont vous serez sortis.
[...] Ah ! nous,
Qui voulions préparer le terrain pour un monde amical,
Nous n'avons pas pu être amicaux.
[...] Pensez à nous
Avec indulgence ²².*

A l'instar de Brecht, Hannah Arendt écrit souvent pour « ceux qui naîtront après nous », mais elle refuse de réclamer l'indulgence à l'avance. On pourrait dire que les huit années qui les séparent suffisent à lui donner la facilité des « tard-venus », comme si dans le temps accéléré du XX^e siècle d'infimes écarts biographiques rendaient compte d'expériences à ce point différentes qu'elles font à elles seules le partage entre aveuglement et lucidité. On doit toutefois constater qu'est apparu très tôt chez elle un sentiment de la responsabilité qui ne s'accommode ni du refuge dans la nostalgie ni de la fuite en avant vers l'avenir. Aux temps de sa jeunesse, sans doute guidée en l'occurrence par des maîtres comme Karl Jaspers, c'est cette disposition d'esprit qui l'incita à renoncer à la spéculation pour l'action, tout en préférant l'engagement dans le présent aux mirages de la révolution. Plus tard, elle fera de la présence au

monde un gage de vertu morale et une donnée constitutive de l'expérience politique. Toute sa pensée enfin porte la trace d'un souci des affaires humaines qui se défie des abstractions, de la solitude et de la défausse théorique. En cela, elle agit toujours en témoin des « sombres temps », mais qui évite la complaisance envers soi-même, une bienveillance sans réserve pour une génération perdue et ce qui ressemblerait à une condescendance amusée ou distraite vis-à-vis des successeurs.

Il est significatif qu'Hannah Arendt ait consacré ses deux plus longs portraits à Brecht et Walter Benjamin. Chez le premier, Gershom Scholem voyait une sorte de mentor démoniaque du second, qui l'accueillait dans son refuge suédois pour l'attirer vers un matérialisme ossifié, l'éloignait du judaïsme et l'empêchait de partir s'installer en Palestine. Arendt est consciente du fait que Benjamin se trouvait déchiré dans un champ de forces contradictoires, respectivement incarnées par Scholem et par Brecht : celui qui tout à la fois le couvait et le rudoyait, pour cultiver en lui une aspiration purement métaphysique ; celui qui jouait au contraire de son désir éperdu de chaleur communautaire, afin de l'enrôler dans les causes dialectiques de la révolution. Nul doute par ailleurs qu'elle ait préféré Benjamin. Durant leurs années parisiennes, elle avait aimé chez lui un mélange unique de puissance intellectuelle et de fragilité. Puis elle s'était exercée à protéger celui qui se décrivait lui-même comme le « petit bossu » d'une comptine, dont elle connaissait le secret : « Avec une assurance de somnambule, sa maladresse le conduisait toujours en un foyer de malchance, actuel ou futur » Elle serait enfin la messagère du malheur auprès de ses amis, leur apprenant les conditions de son suicide à la frontière espagnole le 26 septembre 1940 : « Un jour plus tôt, Benjamin serait passé sans difficulté ; un jour plus tard, on aurait su à Marseille qu'il n'était pas possible à ce moment de passer en Espagne. C'est seulement ce jour-là que la catastrophe était possible ²². » Chez Benjamin, elle voit un être « jeté du XIX^e siècle dans le XX^e siècle comme à la côte d'un pays

étranger », une sorte de témoin paradoxal de son temps, qui subit une loi valant tout autant pour Proust, Kafka ou Karl Kraus : « Souvent une époque marque le plus visiblement de son sceau l'homme qui a été le moins formé par elle, s'est tenu le plus éloigné d'elle et a par conséquent le plus souffert sous elle ^{23 24} . » Elle lui sait gré aussi d'avoir compris mieux que quiconque le caractère irrémédiable de la « rupture de la tradition » et de la « perte de l'autorité » advenues en son temps, admirant son art de la citation et ses talents de critique, pour l'inclure enfin dans la cohorte peu fournie de ceux qui savent « penser poétiquement ». Rapprochant ainsi Benjamin de Heidegger, découvrant chez l'un ce que l'autre nomme « une écoute de la tradition qui ne soit pas à la remorque du passé, mais qui médite le présent », l'a-t-elle mieux compris que Scholem, qui soulignait quant à lui la rémanence d'une idée messianique prenant par métamorphose « un caractère profondément apocalyptique et destructeur » ? Par-delà une fidélité qui n'a d'égal que celle de Scholem, Hannah Arendt manifeste à l'égard de Benjamin une tendresse presque maternelle, qui s'oppose à la brutalité dont elle fait preuve envers Brecht. Elle offre toutefois à ce dernier une sorte de clémence paradoxale, dont elle emprunte une fois encore la formulation à Wystan H. Auden, comme si seuls les mots énigmatiques du poète pouvaient exprimer les nuances d'un jugement :

*Oui tu espères
que tes livres t'excuseront te sauveront de l'enfer ;
pourtant,
sans paraître triste,
sans du tout
avoir l'air de blâmer
Dieu pourrait bien te condamner le jour du Jugement
à pleurer de honte
en récitant par cœur les poèmes que tu aurais écrits si
ta vie avait été bonne ² **.*

D'où vient qu'Hannah Arendt ait si souvent cherché chez les écrivains et les poètes une manière d'approcher le monde, de saisir l'histoire et de juger les hommes ? La littérature était à l'évidence au cœur de son univers, tout comme l'amitié en était le ciment et la pensée partagée l'horizon. La manière dont Shakespeare, Goethe ou Kafka nourrissent ceux de ses textes qui touchent à l'intimité des êtres, le fait que Proust, Kipling ou Joseph Conrad puissent offrir un précieux matériau à l'enquête des *Origines du totalitarisme*, son admiration pour Isak Dinesen (Karen Blixen), Randall Jarrell et surtout Wystan H. Auden, attestent qu'elle a vécu à la mesure de la définition qu'elle propose d'une personne cultivée : « quelqu'un qui sait choisir ses compagnons parmi les hommes, les choses et les pensées, dans le présent comme dans le passé ²⁵ ». De Randall Jarrell, qui lui fit découvrir l'anglais littéraire et discutait à l'infini avec Heinrich Blücher des mérites respectifs de Rilke et de Yeats, elle retient une aptitude dont elle déteste l'absence chez nombre d'intellectuels : regarder la réalité en face, plutôt que fuir le monde et construire « un château de rêves ²⁶ ». Chez Wystan H. Auden, dont elle connaissait mieux que quiconque la détresse et la sensibilité à « l'insuccès de l'homme », elle retrouve l'antique sagesse des poètes grecs affirmant que « les dieux adressent maux et calamités aux mortels, afin que ceux-ci puissent conter les histoires et entonner les chants ²⁷ ». Mais elle perçoit aussi chez les romanciers quelque chose qui touche de près son propre métier. Evoquant la Première Guerre mondiale, non seulement elle affirme qu'il fallut plusieurs décennies pour s'en faire une image précise, mais que celle-ci provint d'une œuvre d'art : la *Parabole* de Faulkner, qui déployait « la vérité interne de l'événement » avec une telle transparence qu'il devint possible de dire « Oui, c'est ainsi que cela fut ²⁸ ». De cet exemple, Arendt tire plusieurs leçons. Le fait tout d'abord que le héros tragique « parvient au savoir en ré-expérimentant sur le mode du pâtir ce qui fut fait », en sorte que toute narration

procède d'une réminiscence. A quoi s'ajoute que, si le sens d'une action ne se révèle qu'au moment où elle a pris fin pour devenir une « histoire racontable », l'historien et le poète pourraient être mieux à même que le penseur d'assurer au monde une permanence et une durée : « Aucune philosophie, aucune analyse, aucun aphorisme, quelques profonds qu'ils soient, ne se peuvent comparer en intensité et en plénitude de sens avec une histoire bien racontée. » Ouvrage qui s'inscrit mal dans un genre, *Les Origines du totalitarisme* ont probablement été rédigées à l'ombre de cette incertitude. Arendt s'en souvenait sans doute encore lorsqu'elle acceptait d'assurer un « reportage » sur le procès Eichmann, au risque de manquer cette fois de repères entre la narration, l'analyse et le jugement. Reste de cette méditation où les tâches de l'historien et du philosophe s'exposent à l'aune de celles de l'écrivain ou du poète une conclusion imparable, qui nourrit tous les aspects de l'œuvre d'Hannah Arendt : « Nous ne pouvons pas plus maîtriser le passé que nous ne pouvons le défaire. »

L'OBLIGATION ENVERS LE MONDE

À l'intersection de la méditation sur les « sombres temps », des réflexions concernant le destin des premières générations du siècle et des leçons retenues de quelques vies exemplaires, on découvre la question majeure posée par Hannah Arendt : « Jusqu'à quel point demeure-t-on l'obligé du monde, même quand on en a été chassé, ou quand on s'en est retiré ? » Il apparaît déjà que cette question détermine pour elle la compréhension des événements du XX^e siècle, de la manière dont ils bouleversent toutes les familiarités de l'expérience et du fait qu'ils découlent d'un effondrement de la tradition. On va voir qu'elle organise une définition des sources de la pensée, de son statut et de ses responsabilités. Il faudra enfin saisir comment elle organise une œuvre qui ne doit rien à l'idée d'un système, semble portée par des préoccupations dissemblables,

mais génère sa propre cohérence au fil de ses rebondissements. On sait désormais qu'entre le choix d'une « émigration intérieure », le refuge dans la chaleur d'une humanité de la fraternité et diverses formes de fuite dans la nostalgie ou l'utopie, de nombreux hommes de ce siècle se sont sentis très peu « responsables du monde ». Bien en deçà de la « désolation » que produira la domination totalitaire, « l'histoire connaît maintes époques où le domaine public s'obscurcit, où le monde devient si incertain que les gens cessent de demander autre chose à la politique que de les décharger du soin de leurs intérêts vitaux et de leur liberté privée ²⁹ ». Les « sombres temps » de ce siècle sont l'un de ces moments, peut-être le plus dramatique d'entre eux, assurément celui dont les contemporains ont été le plus enclins à épouser l'attitude qui caractérise de telles époques : « mépriser le monde et le domaine public ». A leur décharge, on pourrait dire qu'il est d'ancienne tradition d'offrir à ceux qui estiment subir « l'esclavage du monde » la perspective d'un retrait à l'intérieur de soi. Les stoïciens l'ont enseigné comme le principe constitutif de la sagesse. Les philosophes en général ont souvent plaidé que la liberté de pensée offrait un abri contre l'oppression extérieure. Aux yeux d'Arendt, à l'instar des Juifs, des peuples mêmes ont fait de cette idée le principe de leur rapport à l'histoire.

Tant à l'encontre d'un peuple juif dont elle dénonce le désir d'invisibilité et l'inexpérience politique qu'au détriment d'un idéalisme philosophique trop prompt à s'affranchir de la charge du monde dans le royaume des concepts, Hannah Arendt récuse ces formes d'indifférence, qu'elle nomme « acosmisme ». Son guide dans ce combat est Lessing : philosophe du xvnr siècle déjà conscient du piège des Lumières ; militant de la volonté de « penser par soi-même » et pourtant soucieux du domaine public ; par avance lucide quant aux limites de la compassion et de la pitié qui seront bientôt érigées en principes d'une politique réduite à la sentimentalité. Plus que quiconque,

Lessing avait le loisir d'imaginer que le retrait hors du monde pourrait ne pas être un bien grand mal pour l'homme et laisse même de grands talents « s'élever jusqu'au génie, et ainsi, par un détour, être encore utiles au monde ³⁰ ». Mais il connaissait parfaitement la conséquence de cette posture : « une perte en monde presque démontrable » ; la destruction de « l'intervalle spécifique et habituellement irremplaçable qui aurait dû se former entre cet homme et ses semblables ». Le monde comme intervalle entre les hommes où naît la liberté : Hannah Arendt apprend chez Lessing les catégories autour desquelles se construira sa philosophie politique. Ce qu'ignore ou refuse d'améliorer la pensée solitaire, c'est effectivement le « monde » : « cela même qui surgit entre les hommes et où tout ce que chacun apporte par naissance peut devenir visible et audible ³¹ ». Le monde tel que le définit ainsi Arendt n'est guère différent de celui de la phénoménologie. Elle l'observe toutefois d'un autre point de vue, moins transcendantal que politique : non pour décrire sa constitution et la manière dont la conscience se détermine par rapport à lui, mais pour estimer ce qu'il requiert afin d'accorder à l'homme une place habitable. Sous cet angle, la principale attente vis-à-vis du monde est la stabilité, c'est-à-dire ce qui est susceptible de garantir « la constance et la permanence sans lesquelles il ne peut offrir aux hommes mortels le foyer relativement sûr, relativement impérissable, dont ils ont besoin ». L'une des raisons du caractère inhumain de la société totalitaire s'attachera au fait qu'elle procède de lois du mouvement, de règles soumises à d'incessantes transformations, de critères d'action radicalement étrangers au sens commun. A l'inverse, la réflexion sur les conditions à remplir pour que « l'humanité ne soit pas réduite à un vain mot ou à un fantôme » devra s'orienter vers ce qui assure une continuité de l'expérience des hommes : le phénomène de la natalité, qui l'arrache à sa ruine naturelle ; l'œuvre d'art, « patrie non mortelle d'êtres mortels » ; la Cité, comme « mémoire organisée » ³² .

La notion du « monde » que propose Hannah Arendt ne vise donc pas directement la nature ou les objets : « Quelque intensément que les choses du monde nous affectent, quelque profondément qu'elles puissent nous émouvoir et nous stimuler, elles ne deviennent humaines pour nous qu'au moment où nous pouvons en débattre avec nos semblables³³. » Voici ce qu'avait compris Lessing. Si la pensée est un moyen de s'orienter dans le monde, elle ne peut s'acquérir dans la solitude et se suffire de l'isolement. Plaçant au centre de sa réflexion le *Selbsdenken* (penser par soi-même), Lessing s'accorde avec l'idéal d'autonomie des Modernes. Mais il se souvient aussi des Anciens, qui destinaient l'homme à l'action, plutôt qu'à la « ratiocination ». Hannah Arendt entend à son tour que ce « lien secret entre action et pensée » incite à mettre au premier plan de l'investigation philosophique ce qui est le lieu par excellence de l'agir dans le monde : la politique. Là encore, c'est l'Antiquité classique qui impose ses leçons : « l'humain ne se manifeste pas dans l'exaltation, mais dans la sobriété et la lucidité » ; l'humanité s'atteste moins dans la fraternité que dans l'amitié ; l'amitié elle-même n'est pas « intimement personnelle », mais « pose des exigences politiques et demeure référée au monde »³⁴. Arendt puisait enfin chez Lessing l'idéal de vie qu'elle pratiquait et une certitude qu'elle aurait souvent l'occasion d'expérimenter. Parce qu'il plaçait l'amour de la discussion au-dessus de la sentimentalité, « il voulait être l'ami de beaucoup d'hommes et le frère d'aucun³⁵ ». Puisque sa manière de penser n'est pas un solipsisme, mais « l'anticipation d'un parler avec d'autres », elle est « essentiellement polémique »³⁶.

Avant d'entrer plus directement dans l'œuvre d'Hannah Arendt, que retenir de ces considérations conduites à la lumière de Lessing, nourries de l'expérience de l'action, enrichies de réflexions sur l'époque et les contemporains ? Le fait tout d'abord qu'elle voulait garantir la validité de la pensée dans la *vita activa*, par le souci du monde et la responsabilité vis-à-vis

des affaires humaines. L'idée ensuite qu'à ses yeux la dérégulation des « sombres temps » interdisait tout autant la douceur de la nostalgie que l'enthousiasme en faveur de l'utopie ; incitait à préserver en même temps l'autonomie de la vie de l'esprit et la permanence du domaine public ; forçait enfin à admettre que tant que l'on cédera à la tentation du repli dans l'intériorité, « on jettera l'humanité avec la réalité, comme le bébé avec l'eau du bain ³⁷ ». L'intuition enfin d'une obligation envers le monde qu'elle poussera très loin : au point où celle-ci devient le principe de sa pensée, lui donne une orientation essentiellement politique et lui confère souvent des allures polémiques.

Présenter une œuvre comme celle d'Hannah Arendt oblige à faire des choix. Celui qui concerne tout d'abord les contours du corpus. Cette œuvre n'offre ni la forme rassurante d'un système imaginé a priori et qui se réaliserait plus ou moins sereinement, ni même l'allure d'un édifice qui se bâtit au rythme apaisé de questions qui s'engendrent les unes les autres dans une réflexion ininterrompue. Le souci de la présence au monde et l'accueil fait à l'événement jouent un rôle trop important pour que l'on puisse se dispenser d'éclairer les différents ouvrages qui façonnent une pensée par leurs alentours. De ce choix en découle un autre, qui s'attache à l'ampleur qu'il convient de donner à cette périphérie. Un certain nombre de textes sont suffisamment proches des principaux livres, soit qu'ils les préparent, soit qu'ils les éclairent a posteriori, pour que s'impose la nécessité de les inclure. Ainsi, parmi d'autres qui apparaîtront également dans ce volume, d'un article sur « Les techniques des sciences sociales et l'étude des camps de concentration » (1950), où se forge l'une des hypothèses des *Origines du totalitarisme*, ou de quelques interventions dans la polémique suscitée par *Eichmann à Jérusalem*, qui soulignent ses enjeux ³⁸ . Restent pourtant des ensembles qui pourraient sembler plus lointains, trop liés à l'engagement dans l'époque, voire attachés à des préoccupations annexes. Une décision

s'impose notamment face à ce que l'on peut appeler le « corpus de guerre » d'Arendt : celui que forment en particulier les articles rédigés pour *VAufbau* entre 1941 et 1945, au sujet du rôle des Juifs dans le conflit et des perspectives du sionisme. Doit-on les considérer comme des textes de circonstance ? Faut-il simplement y voir une contribution à « l'effort de guerre » ? Peut-on les imaginer au contraire formant une partie de l'aile politique d'une œuvre largement dévouée à cette activité, tout comme le feraient plus tard des interventions dans les discussions sur la reconstruction de l'Allemagne, le communisme, ou la vie civique américaine ? Hannah Arendt est trop soucieuse du lien entre l'action et la pensée pour que l'on puisse les renvoyer dans un domaine étranger à cette dernière et retarder ainsi sa naissance. On y verra plutôt un laboratoire où se façonnent des questions, se profilent des problématiques et s'esquissent des notions qui seront capitales. On pourra enfin y chercher des indications sur le rapport d'Arendt au judaïsme, le sens des polémiques qu'elle a plusieurs fois fait naître à son sujet et la place qu'elle lui accordait dans son identité.

Plusieurs présentations de l'œuvre d'Hannah Arendt sont imaginables, comme c'est le cas chez tous les philosophes, mais plus qu'il en va pour nombre d'entre eux. On pourrait choisir d'insister sur ses différentes thématiques, et en l'occurrence trois d'entre elles s'imposeraient. Celle qui concerne le judaïsme tout d'abord : univers de son entrée dans l'histoire, unique objet de *Eichmann à Jérusalem* et l'un des principaux de l'enquête des *Origines du totalitarisme*, composante enfin de ses attachements qu'elle met en avant avec plus ou moins de réticence. Viendrait ensuite la dimension la plus familière et la mieux reçue : celle qui s'attache à la philosophie politique, complétée par des analyses de son histoire dans la tradition occidentale et reliée à différentes formes de participation aux discussions à ce sujet dans son époque. Resterait enfin le domaine plus difficilement accessible d'une philosophie au sens large : investigation des catégories de la pensée, de la volonté et du jugement. Une

seconde approche serait envisageable, classique à nouveau, qui présente l'avantage d'éclairer l'œuvre du point de vue de sa genèse : celle de la chronologie. On verrait ainsi comment les préoccupations d'Arendt naissent effectivement dans l'action, s'adaptent aux circonstances de l'histoire, répondent aux sollicitations du monde. Dans cette perspective on comprendrait mieux la manière dont elle a parfois hésité entre plusieurs définitions de son activité intellectuelle, provoqué des réorientations de sa démarche, tenté d'en offrir sinon une synthèse, du moins une sorte de reconstruction spéculative, sur un plan qui était peut-être celui de ses premières amours. Resterait enfin un angle plus aigu. Il s'agirait cette fois de rechercher la cohérence interne d'une œuvre qui pourrait a priori sembler disparate, dessinant des massifs faiblement reliés entre eux, sacrifiant en partie l'exigence d'unité au désir d'adapter la vie de l'esprit au temps de l'histoire comme elle va. De ce point de vue, il faudrait proposer une architectonique : en décelant quelques articulations majeures entre les questions et les livres, les niveaux de la philosophie et les horizons de la réflexion. Ce serait sans doute la manière la moins contestable de mettre en scène les *opus* d'Hannah Arendt qui composent ce volume et d'en justifier le choix, mais aussi la plus difficile. Afin de parvenir à ce point, tout en cherchant à alléger cette difficulté, on choisira de suivre à divers moments l'une ou l'autre de ces trois approches. En s'épaulant, les perspectives thématique, chronologique et architectonique devraient conduire à des rythmes différents vers le noyau de l'œuvre, tout en organisant ses composantes et en éclairant son contexte. On peut espérer qu'apparaissent ainsi les principes qui régissent la structuration de ce volume, le souci de respecter le lien entre pensée et action caractéristique de la démarche d'Arendt, le souhait d'éclairer enfin la manière dont elle cherche à garantir la spéculation sur le monde par la responsabilité envers les affaires humaines.

ESPOIRS ET ILLUSIONS DU JUDAÏSME MODERNE

La place du judaïsme dans l'œuvre d'Hannah Arendt a été souvent trop laissée dans l'ombre, parfois surévaluée. On l'a longtemps vue accessoire, étrangère aux motifs d'une pensée essentiellement inscrite dans le sillage des philosophies de Heidegger et de Jaspers, relevant simplement des activités annexes d'une citoyenne fidèle à ses origines. Corrigée récemment, cette perspective peut se renverser au point de donner lieu à d'improbables reconstructions, centrées sur de strictes composantes identitaires : juive, allemande, féminine... Arendt aimait l'image d'elle-même que donne une expression empruntée à Schiller par Heinrich Blücher : « La jeune fille venue de l'étranger » (*Das Mädchen aus der Fremde*). Celle-ci suggère parfaitement un certain nombre de clivages dans la formation de sa personnalité. Naissance en Allemagne, appartenance au judaïsme, choix de la vie de l'esprit : Hannah Arendt pouvait peiner à se voir une place dans le triangle de ces identités. Celle qui procède de la nation d'origine serait trop tôt brisée par l'exil pour demeurer stable. Mais Arendt reconnaît à la fin de sa vie qu'au fil de ses pérégrinations « rien ne remplace la langue maternelle »³⁹. Elle a par ailleurs constamment affirmé son sentiment d'appartenance au peuple juif, militant sans compter en sa faveur durant les années de guerre, fière des victoires d'Israël en 1967, solidaire pendant la guerre du Kippour, soulignant toujours cette part d'elle-même dans ses rares confidences autobiographiques. Pourtant, la polémique provoquée par la publication de *Eichmann à Jérusalem* l'inciterait à trancher entre plusieurs acceptions de ce sentiment, comme elle le fait brutalement en répondant à Gershom Scholem qui lui reproche de manquer à « l'amour d'Israël » qu'elle n'a jamais aimé quelque peuple que ce soit, réservant l'affection aux personnes⁴⁰. Affirmant enfin au même Scholem, qui la considère essentiellement issue de l'univers de la gauche allemande des années 30, qu'elle ne s'accorde comme lieu d'origine que « la tradition philosophique

allemande », elle semble accepter une identité intellectuelle permanente. Il lui arrivera cependant à plusieurs occasions d'exprimer des doutes à ce sujet, hésitant à se dire philosophe, pour chercher vers la théorie politique ou l'histoire d'autres définitions de son métier. Venue d'ailleurs dans l'Allemagne de son enfance, maintenant une part d'étrangeté vis-à-vis du judaïsme, incertaine de la nature de son activité, Arendt préfère assurément la distance critique à la fusion, en sorte que chacune de ces composantes identitaires dit quelque chose d'elle, sans qu'aucune puisse absorber sa personnalité. Il serait donc vain de la réduire à l'une d'entre elles, fût-elle le judaïsme. A l'inverse, il serait tout aussi faux d'occulter cette dimension, qui motive un long engagement dans la sphère de l'action, apparaît fréquemment sur la scène publique et contient sans doute quelques-unes des passions qui stimulent plus ou moins ouvertement l'œuvre.

Entre octobre 1941 et avril 1945, Hannah Arendt publie 45 articles dans *VAufbau*, journal rédigé en allemand à New York depuis 1924, d'abord bulletin de liaison de la communauté juive allemande des États-Unis, puis tribune des réfugiés de langue allemande ⁴¹. Sa rubrique s'intitule *This means you* (« Cela vous concerne ») jusqu'à la fin de 1942, puis plus clairement *Zionistische Tribune*, au moment où les questions du sionisme la préoccupent de plus en plus et donnent lieu à des prises de position fortement controversées. Plusieurs thématiques traversent ce corpus, qui tout à la fois affinent quelques opinions déjà formées et annoncent plusieurs thèses qui structureront *Les Origines du totalitarisme* et *Eichmann à Jérusalem*, laissant déjà apparaître certains des éléments provocateurs de ces livres. Dès la fin de 1941, Arendt a choisi son combat : celui de la formation d'une armée juive. Entre une question posée le 14 novembre 1941 (« L'armée juive, le début d'une politique juive ? ») et une attaque des dirigeants sionistes qui refusent d'y répondre (« La “prétendue armée juive” », 22 mai 1942), le ton politique et polémique est déjà donné : « S'il y

avait un miracle, si l'on pouvait combattre ses ennemis sans se battre, si les millions de Juifs des camps de concentration et des ghettos pouvaient ne mourir que sur le papier des statistiques, si nous avions la miraculeuse garantie que la Palestine ne se trouve pas sur les rivages de la Méditerranée mais sur la lune et qu'elle est hors de portée de toute attaque, si les morts du *Struma* pouvaient ressusciter, en bref, si ma grand-mère avait des roues et était un autobus, alors nous autres fous et hommes du peuple nous commencerions peut-être aussi à nous intéresser à la question de savoir si cet autobus va tourner à gauche ou à droite ⁴² ! » Puisque la liberté n'est ni un « cadeau » ni une « récompense pour les souffrances que l'on endure », il revient aux Juifs de comprendre que l'on ne peut se défendre que sur le terrain où l'on est attaqué, à leurs dirigeants d'arrêter de se contenter des « obscurs gribouillages » de pétitions en faveur de la bienveillance, aux nations alliées d'au moins admettre que des soldats juifs combattent sur un pied d'égalité dans leurs rangs. Mais cette revendication est rapidement en butte à l'hostilité des milieux concernés. Nombre de Juifs américains craignent de se voir reprocher un manque de loyauté envers la nation qui les accueille, tandis qu'Arendt leur propose de lutter contre Hitler « en qualité de peuple européen ». A quoi s'ajoute un fait dont la critique deviendra l'un des leitmotive de l'analyse de l'antisémitisme : « Pendant deux siècles nous nous sommes laissés gouverner et représenter dans le monde par les ploutocrates et les philanthropes ⁴³ . » Quant aux nations engagées dans la guerre, elles se méfient d'une autonomie politique et militaire qui pourrait un jour se retourner contre elles en Palestine, même si finalement l'armée anglaise admet la création en son sein d'une brigade juive, dans laquelle s'engagera notamment Hans Jonas. Restent enfin les dirigeants sionistes. Arendt leur reproche de ne penser qu'au foyer palestinien et de s'en remettre à d'autres pour défendre leurs frères de la Diaspora. Constatant bientôt que seuls les partisans du courant révisionniste s'intéressent à

la question de l'armée, elle ouvrira la perspective sur un plan plus large. Naît ainsi l'une des thématiques majeures de ses futurs travaux sur le judaïsme : celle d'une politique du peuple juif, qui tout à la fois a été privé de cette expérience par l'histoire et s'en tient volontairement à l'écart dans le monde contemporain.

En mettant en avant la question politique, Arendt profile donc les thèses qui vont structurer la première partie des *Origines du totalitarisme*. la critique de l'acosmisme du peuple juif, la dénonciation de sa tendance à ne se définir que par l'antisémitisme et la mise en lumière de ce qu'elle voit comme une fâcheuse habitude de se complaire dans le sentiment de persécution ⁴⁴. Mais elle forge également sa propre ligne dans les discussions internes au mouvement sioniste. Parlant dès la fin 1942 d'une « Crise du sionisme », elle dénonce la tentation du statu quo, les concessions à la *Realpolitik* des Alliés et le risque de « transformer le “peuple du Livre” en peuple de papier » ⁴⁵. Bientôt, sa polémique se déplacera vers les projets palestiniens. « La question judéo-arabe peut-elle être résolue ? » (décembre 1943) ; « La déclaration Balfour et le mandat sur la Palestine » (19 mai 1944) ; « Nouvelles propositions pour une entente judéo-arabe » (25 août 1944) : à mesure que l'heure de la victoire sur le nazisme approche, Arendt entre vigoureusement dans les batailles futures, sans hésiter à pratiquement rompre avec les organisations sionistes. Refusant les différentes perspectives proposées lors de la conférence du Biltmore de 1942, elle s'installe sur une position minoritaire : « Un État juif en Palestine avec une majorité juive dominante, voire une Palestine purement juive, constituerait un édifice très précaire en l'absence d'un accord préalable avec les peuples arabes vivant à ses frontières ⁴⁶. » A l'heure de la création de l'Etat d'Israël, elle dénoncera ceux qui envisagent l'événement au travers de l'idée d'une hostilité permanente des nations, les accusant de ne pratiquer qu'un « simple chauvinisme raciste », qui ne diffère pas « d'autres théories de la race des maîtres » ⁴⁷.

Restent enfin ses réactions à ce que l'on connaît progressivement de l'extermination en Europe : elles seront quant à elles décisives au moment de la rédaction [^]*Eichmann à Jérusalem*. Sur ce plan, ce sont essentiellement les informations qui pourraient infirmer l'idée d'une « passivité » des Juifs qui retiennent pour l'heure son attention. Lorsqu'une agence de presse soviétique rapporte l'histoire d'une jeune fille qui a tué six Allemands dans les rues de Vilna, Arendt entend une leçon qui pourrait s'avérer plus contradictoire qu'il n'y paraît : « Elle a effacé la honte des victimes, des victimes incapables de se défendre et dociles ⁴⁸ . » Ici, elle voit un phénomène qui semble toutefois se confirmer ailleurs. Dans les camps et les ghettos, des Juifs ont compris qu'il vaut mieux « appartenir à une troupe de guérilla que d'être enfermé dans un camp de concentration ou d'être envoyé aux travaux forcés ⁴⁹ ». Dans les rues de Varsovie, une aventure grandiose a commencé : celles de « ces douzaines d'unités de combat juives qui parcourent depuis lors les champs et les forêts polonaises et qui ont combattu pour la paix, pour *notre* paix ⁵⁰ ». Ceux-là et quelques autres ont indéniablement réalisé leur rêve : sauver « l'honneur et la gloire du peuple juif ⁵¹ ».

Que restera-t-il de ces réactions à chaud et de ces analyses dans *Les Origines du totalitarisme*, auxquelles Hannah Arendt commence à penser dès la fin de 1944 ? On peut tout d'abord se demander si elle croit encore à ce qu'elle écrivait en un rare mouvement d'enthousiasme devant les combattants de Varsovie : « C'est ainsi qu'ils mirent un terme à la situation de paria du peuple juif en Europe ⁵² . » Elle retiendra en tout cas la face sombre de la « Leçon en six coups de fusil » de la jeune fille de Vilna qui semblait venger l'honneur des victimes : « Elle ne sait pas encore que nous nous glorifions justement de n'être que des victimes ⁵³ . » A cela s'ajoutera enfin que l'héritage des plus grands moments d'héroïsme demeure ambigu : si l'insurrection du ghetto a sauvé l'honneur, « dans les rues de Varsovie le

judaïsme a parcouru une fois de plus toutes les étapes passées caractéristiques de l'attitude politique juive ⁵⁴ ». Les idées les plus amères sur la docilité prêtée à la majorité des Juifs massacrés et le comportement de leurs dirigeants seront retenues jusqu'au livre sur le procès Eichmann. Mais le spectre de la passivité et surtout de l'impréparation plus ou moins volontaire à l'action politique hante déjà le travail qui s'élabore sur l'antisémitisme. Un manuscrit beaucoup plus ancien contribuera lui aussi à l'élaboration de ce livre. Hannah Arendt a rencontré Rahel Varnhagen en 1926, grâce à son amie Anne Mendelssohn. L'épisode intervenant peu de temps après la rupture d'Arendt avec Heidegger, sa biographe voit l'affinité élective entre ces deux femmes que près d'un siècle et demi sépare naître d'expériences communes : Rahel avait vécu un amour impossible avec le comte de Finkenstein, tandis qu'Hannah s'éloigne douloureusement de son amant ; les introspections déchirées de la première se superposent aisément aux hallucinantes *Schatten (Ombres)* de la seconde, texte autobiographique qui dissimule mal une profonde dépression sous la rhétorique de l'angoisse entendue chez Heidegger ⁵⁵ . Sans rien dire à ce sujet, Arendt elle-même se défendra d'avoir voulu saisir l'opportunité de traiter ses « propres problèmes juifs ⁵⁶ ». Un grand nombre de chapitres de son livre sont écrits au moment du départ de 1933, les derniers le seront en 1938, mais il ne paraîtra qu'en 1958 en anglais et l'année suivante en allemand. A partir de ce qu'il a lu en 1933, Walter Benjamin admire un travail qui « rame vigoureusement à contre-courant ». Jaspers sera plus réservé en 1952.

Quoi qu'il en soit de la manière dont Hannah Arendt pratique ou non l'autobiographie par la biographie, celle de Rahel Varnhagen esquisse le futur portrait des Juifs européens aux temps de l'Emancipation. Dès 1933, Arendt avait décrit la situation originelle de son héroïne, à l'occasion du centième anniversaire de sa mort : « Aucune tradition ne lui avait été transmise, son existence n'a été prévue dans aucune histoire ⁵⁷

. » Pour paraître dans le monde, elle était donc contrainte à l'originalité et l'espace social susceptible d'assurer sa reconnaissance serait son salon : un temps célèbre et brillamment fréquenté, il sera déserté à la suite de la défaite prussienne de 1806. C'est donc une sorte de destin qui l'emportera vers l'assimilation, par son baptême et le mariage avec Varnhagen de 1814, jusqu'à cette déclaration crépusculaire : « Quelle histoire ! – Moi, ici, je suis une réfugiée d'Egypte et de Palestine, et c'est chez vous que je trouve aide, affection et soins attentifs ! [...] Ce qui fut pour moi, si longtemps, dans ma vie, la honte extrême, la souffrance et le malheur les plus amers : être née juive – désormais, je ne voudrais pour rien au monde y renoncer⁵⁸ . » Pour Arendt, il est assurément trop tard, puisque Rahel a mis soixante-trois ans à comprendre ce qui avait commencé mille sept cents ans avant sa naissance. Mais son histoire est remarquable : « Juive et *Schlemihl* », passant l'essentiel de son existence à chercher une compensation à ce qu'elle vit comme « l'infamie de sa naissance », elle offre un miroir où se reflète le judaïsme européen de son époque. L'illusion qui procède de son goût pour l'introspection est commune à la génération romantique éduquée par Goethe : « croire que l'on puisse faire de sa propre vie, en se “cultivant”, une sorte d'œuvre d'art⁵⁹ ». Il reste que ses effets sont plus redoutables lorsqu'il s'agit des Juifs, c'est-à-dire d'hommes et de femmes qui, de toute façon, demeurent des « parvenus » lorsqu'ils cherchent à « faire figure dans le monde⁶⁰ ». Les salons ont fait d'eux l'équivalent moderne des « Juifs de cour », qui avaient autrefois bénéficié d'un rôle et de quelques privilèges accordés par la société politique, quitte à demeurer, d'un point de vue social, « situés dans le vide⁶¹ ». Aux yeux d'Arendt, en se séparant de la masse du peuple juif pour entrer en société, Rahel et ses semblables ont goûté au sentiment de dignité qui naît de la certitude d'être « exceptionnel », dans une situation qui ne l'était pas moins, et peut même susciter une sorte de nostalgie : « Avec cette idylle précoce d'une société

mixte, quelque chose disparut, qu'on ne devait plus jamais retrouver, en aucun temps et en aucun lieu ⁶² . » Mais il faut souligner un aspect essentiel de l'aventure de celle qui fut conduite à la conversion : « La manière dont le processus d'assimilation à la vie spirituelle et mondaine du milieu ambiant a concrètement agi sur une vie humaine, et a pu devenir ainsi le destin d'une personne ⁶³ . » Quant à l'histoire qui se dessine sous cette expérience exemplaire, elle délivre une leçon qui deviendra le noyau de « L'Antisémitisme » : les Juifs européens se sont émancipés au fil de la construction de l'Etat-nation et leur déclin social accompagne celui de cette forme politique, jusqu'à leur commune destruction par le totalitarisme.

Hannah Arendt avait très tôt perçu dans l'ambiguïté des Lumières qui sont à la source du processus de l'Emancipation le principe de la situation finalement impossible des Juifs dans le monde moderne. Trop facilement accepté par Mendelssohn, le paradigme de *VXufklârung* reposait sur l'idée d'une autonomie de la raison, qui conduit à un idéal de « formation » imposant à l'homme de « penser par lui-même ». L'admiration d'Arendt pour Lessing tient en cela qu'il avait compris le danger d'isolement qui accompagne la réalisation de ce projet. Conscient du fait que l'on ne peut penser seul, refusant de se détourner du domaine public, il s'attachait à conserver un lien entre l'histoire et la raison, pour ne pas renvoyer celle-ci dans la sphère de l'abstraction. Défendant au contraire la pureté de la raison, Mendelssohn cherchait quant à lui à la faire sortir de l'obscurité et des contraintes du monde réel, en sorte qu'il en excluait tout élément historique, au nom du contenu éternel de la vérité. Avec lui, la légitimation de la raison se détachait des réalités extérieures : « l'environnement, les autres hommes, l'histoire ⁶⁴ ». On sait qu'à l'époque de l'Emancipation, c'est Mendelssohn qui représentera l'autorité, Lessing demeurant par trop polémiste pour imposer ses vues. Du triomphe de la conception orthodoxe de *Xkufklârung* qu'il incarne découlera le

renforcement d'une tendance séculaire chez les Juifs à mépriser la réalité historique, au point que pour eux la liberté pourra s'imaginer sans recours à l'expérience politique. Aux yeux d'Arendt, c'est là que réside la source d'une incompréhension de leur situation qui fera leur malheur. Pour

eux désormais, « l'histoire est l'histoire du mauvais passé, ou du présent encore grevé de préjugé ⁶⁵ ». La conséquence immédiate de ce désir conscient d'éliminer leur tradition est que le gain de l'Emancipation paraît annulé au moment même où il est acquis : « Le Juif "cultivé" comme le Juif opprimé, cantonné dans son ghetto, témoignent d'une égale indifférence à l'égard du monde plongé dans l'histoire ⁶⁶ . » Avec *VXufklärung*, « les Juifs deviennent, dans l'histoire, ceux qui n'ont pas d'histoire », perspective commune à l'image que se fait d'eux le monde extérieur et à l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes.

Etrangers de leur plein gré à l'histoire et de ce fait vulnérables aux attentes des sociétés où ils vivent, les Juifs modernes se voient offrir dans l'Europe née des Lumières une alternative redoutable : demeurer des « parias » ou devenir des « parvenus ». Tandis que la grande masse des Juifs de l'est continue de subir l'exclusion et le mépris qui caractérisent le paria au sens strict, ceux qui sont sortis du ghetto grâce à l'assimilation relèvent pour Arendt d'une catégorie qu'elle emprunte à Bernard Lazare : « le paria conscient ⁶⁷ . » Celui-ci connaît la situation des Juifs, dispersés dans le monde et partout étrangers. Mais il veut la retourner à leur avantage, « devenir un rebelle et se faire le défenseur d'un peuple opprimé, luttant pour conquérir sa liberté ». De là vient sa tendance à l'idéalisme et à l'utopie, ainsi que la manière dont il offre aux regards extérieurs ce que l'on vante des « qualités » de son peuple : « le "cœur juif", l'humanité, l'humour, l'intelligence désintéressée ⁶⁸ . » Aussi longtemps qu'il se contentera d'incarner ces vertus, Charlie Chaplin rencontrera le succès, tout comme Heine était entré dans la culture européenne grâce au « seigneur du monde des rêves », ou Kafka en semblant

défendre l'homme de bonne volonté. A l'inverse, le parvenu correspond au stéréotype des défauts prêtés aux Juifs : « manque de tact, imbécillité politique, complexe d'infériorité et avarice ». Réaliste, son projet est de faire la paix avec « le monde dans lequel le fait d'être juif vous excluait de l'humanité », tandis que le paria espère quant à lui renoncer à un tel monde ⁶⁹. Arendt retient toutefois de Bernard Lazare les paradoxes qui font de ces deux types antagonistes deux figures ayant partie liée, tant pour les Juifs que pour la société. Au XX^e siècle, cette dernière tendra non seulement à effacer leur différence, mais à imposer au paria comme au parvenu le statut de hors-la-loi, avec les conséquences qui en découlent. Mais dans l'explication de cette histoire, Arendt voudra également mettre en avant les confusions qui régissent au sein du monde juif lui-même en raison de cette dichotomie. Expérience vécue comme réfugiée à Paris dans les années 30, la classe des parvenus à laquelle appartiennent les philanthropes fera preuve d'un profond manque de solidarité à l'égard de parias dont ils peuvent d'autant moins comprendre les « rêves sauvages » qu'ils se sentent humiliés à l'idée de soudain partager leur destin. Se révélera ainsi brutalement la situation réelle du paria, telle que l'avait décrite Bernard Lazare : une « double servitude », faite d'aliénation à un monde extérieur hostile et de dépendance vis-à-vis des « frères haut placés ⁷⁰ ». Reste que pour Arendt, la leçon essentielle de l'histoire des Juifs modernes est politique. Leur destin s'est construit au travers d'une tendance tant subie que voulue à l'acosmisme, attitude vis-à-vis du monde qui est toujours un « grand malheur ⁷¹ ». Leur avenir ne peut se dessiner qu'en renonçant en même temps au sentiment de j'élection et au désir d'être invisibles : « Seul un peuple vivant en communauté avec d'autres peuples peut contribuer à établir sur la terre habitée par nous tous un monde des hommes créé et contrôlé en commun par nous tous ⁷². »

Indignité du parvenu et illusion du paria ; connivence entre les stéréotypes bienveillants ou antisémites et la représentation

qu'ont les Juifs d'eux-mêmes ; incapacité à comprendre l'histoire et tendance à la fuite hors du monde : Hannah Arendt tissera l'intrigue de la première partie des *Origines du totalitarisme* avec ces différents ingrédients. On peut ajouter que chacun d'entre eux conserve la trace d'expériences connues à Berlin, Paris ou New York, comme spectatrice des dégâts de l'assimilation, des paradoxes de l'exil, ou du désarroi politique face à la guerre. Que penser de la relation entre ces composantes du rapport d'Arendt au judaïsme et *Eichmann à Jérusalem*[^]. A la différence des autres, ce livre n'était pas prévu. Envisagé sous la forme d'un reportage, il sera présenté comme un « rapport ». Tandis que ceux qui l'avaient précédé avaient été accueillis dans une relative quiétude, il déchaînera une tempête. Où l'inclure ? A posteriori, Arendt lui donnera une série de définitions négatives : « Ce livre ne traite pas de l'histoire du plus grand désastre qui se soit jamais abattu sur le peuple juif, il n'est pas non plus une analyse du totalitarisme, ni une histoire du peuple allemand sous le III^e Reich, ni enfin et encore moins un traité théorique sur la nature du mal » En acceptant de se lancer dans l'aventure du procès Eichmann, Arendt avait toutefois fourni une indication sur son état d'esprit, en parlant d'une obligation envers son passé. De ce point de vue, *Eichmann à Jérusalem* appartient indéniablement au corpus des œuvres consacrées au judaïsme, sous un angle qui ressemble à celui des textes de guerre : à la charnière de l'engagement dans l'histoire et de la réflexion sur le monde. Mais il ne faut sans doute pas l'y réduire. On peut penser qu'en se voulant disponible à un événement inattendu, Hannah Arendt avait en tête une occasion de tester les hypothèses des *Origines du totalitarisme*, de rechercher sous les visages du bourreau et des victimes quelques témoignages à l'appui de sa description des comportements conduisant au règne de la terreur, de vérifier sa thèse sur les sources et les mécanismes d'une forme de domination tout aussi radicale qu'inconnue auparavant. S'exerçant enfin au jugement philosophique par-

delà le verdict du tribunal, elle livrerait l'idée d'une « banalité du mal », qui pourrait entrer en contradiction avec ses réflexions antérieures sur le « mal radical ». Maîtrisée ou intempestive, cette perspective reçue comme une provocation fait sans doute sortir *Eichmann à Jérusalem* du cadre qui lui était initialement fixé. Réveillant la passion polémique d'Arendt, il la projette sur la sphère publique dans le domaine qu'elle aime le plus, mais qui en l'espèce la trouve désarçonnée : celui de la politique. L'exposant à la critique, il l'incitera enfin à prendre une distance qui n'est pas étrangère à ses derniers projets. Qu'il puisse avoir un lien avec *La Vie de Lesprit* en dit long sur la manière dont elle concevait et vivait l'expérience philosophique.

COMPRENDRE L'INÉDIT : LE TOTALITARISME

Le paysage des livres politiques d'Hannah Arendt est particulièrement accidenté, dominé par un massif à ce point imposant qu'il pourrait cacher les autres et renvoyer le reste des écrits sur la question aux circonstances. Comment rattacher les monumentales *Origines du totalitarisme* à un *Essai sur la révolution* de facture classique, puis à *Crisis of the Republic (Du mensonge à la violence)* qui semble ne se consacrer qu'aux avatars de la vie politique américaine contemporaine ? Peut – on se contenter de voir leur enchaînement comme celui d'une analyse des facteurs qui ont produit une forme de domination inconnue auparavant, d'un retour aux sources de la liberté moderne et d'une méditation sur l'avenir de la démocratie toujours hantée par le spectre d'un inachèvement du processus de destruction ? *Les Origines du totalitarisme* sont-elles le fondement d'une pensée politique qui prendra par la suite des allures plus sereines, ou une œuvre qui fait table rase de son objet et ne peut laisser place qu'à la redécouverte des formes familières de la vie publique ? Ce livre est torrentiel. Arendt a finalement refusé d'en préparer la lecture par une véritable

introduction. Il donne l'impression d'être composé de morceaux faiblement reliés entre eux, « écrit à la diable ⁷³ ». Arendt a mis cinq ans à le rédiger : c'est peu au regard de la masse d'informations qu'il brasse et de l'ampleur qu'elle voulait donner au sujet. Pendant la période de sa préparation, elle était contrainte à d'autres activités pour subsister. Le livre agence des textes rédigés en fonction des sollicitations et parfois des besoins. Les ouvrages théoriques sur la question sont rares : Arendt fera son miel sans toujours le dire d'analyses développées notamment par les immigrés allemands, comme son ami Waldemar Gurian, Frank Borkenau ou Franz Neumann. Mais elle construit aussi ses problématiques dans les cadres qui lui sont familiers : Tocqueville et Marx permettent de façonner l'analyse des liens entre les Juifs et les sociétés européennes au XIX^e siècle dans la partie consacrée à l'antisémitisme ; Rosa Luxemburg offre l'ossature des transformations du capitalisme dans celle qui concerne l'impérialisme ; Hobbes et Burke organisent l'interprétation des fondements et de la crise des droits de l'homme... L'immense bibliographie laisse transparaître les couches accumulées de la culture d'Arendt : allemande, française et finalement anglo-américaine. Elle puise volontiers dans la littérature antisémite pour la première partie et nationaliste dans la seconde, tandis que la troisième se nourrit à la fois de documents de propagande et des témoignages de rescapés.

On sent passer plusieurs souffles dans *Les Origines du totalitarisme*. Celui de la grande historiographie allemande du XIX^e siècle impose son goût des fresques, de cadres qui embrassent plusieurs siècles, de problématiques qui rassemblent un gigantesque matériau à l'appui d'une idée. A l'inverse, de nombreux passages descendent dans le détail d'une séquence historique, pour approcher l'événement qui marque un changement d'époque, décrire un fragment de société éclairant une structure, saisir l'essence d'une biographie exemplaire. C'est parfois la littérature qui offre la meilleure

expression d'un milieu, d'une ambiance ou d'une aventure significatives. D'un autre point de vue, la passion politique porte souvent le livre. On perçoit alors la trace des expériences d'Arendt : celle d'une militante exaspérée par ce qu'elle a vécu comme une incapacité politique des Juifs ; celle de la réfugiée particulièrement sensible au statut des peuples privés d'Etat ; celle enfin d'une exilée voulant croire à la stabilité du monde qui l'accueille, sans pouvoir tout à fait s'en convaincre. Transparaît également le souvenir d'un agacement à l'égard de l'univers intellectuel allemand des années 30 : lorsqu'il s'agit de montrer la connivence entre des interprétations d'allure sophistiquée et de simples stéréotypes, de dénoncer la paresse qui s'attache aux idées les mieux reçues, ou encore de renvoyer dos à dos des thèses antagonistes. Des affects plus anciens resurgissent enfin ici ou là. Outre les pages où s'exprime le mépris à l'égard du judaïsme des parvenus et des philanthropes, il en est de nombreuses qui manifestent une véritable haine du monde bourgeois. Quelques-unes d'entre elles sont presque hallucinées : elles montrent une société décadente, fascinée par le vice, prête à livrer son ressentiment aux mains des tueurs. Finalement, une forme de rage souffle au travers de ce livre. Arendt a connu l'impuissance face aux événements, la lutte pour tenter de les maîtriser, mais aussi le sentiment d'une amère victoire. Elle veut désormais tenter de comprendre, certaine qu'aucun concept n'est disponible pour le faire, disposée à lancer une puissance intellectuelle trop longtemps contenue dans la bataille, prête à faire feu de tout bois. Hannah Arendt combat et polémique : non pas avec ses contemporains, sur une scène où elle est encore solitaire, mais contre la réalité du monde et l'opacité de l'histoire.

On a souvent suggéré qu'à l'encontre de leur structure visible, *Les Origines du totalitarisme* sont composées de deux livres. Mais comment les distinguer ? Il est aisé de percevoir le recours à deux disciplines : l'histoire dans les deux premières parties ; la philosophie pour la troisième. Affinée, cette

différence opposerait une recherche des causes plus ou moins lointaines du totalitarisme propre aux deux premiers moments et une approche phénoménologique doublée d'un essai d'interprétation développée dans le troisième. D'un autre point de vue, c'est le projet lui-même qui se transformerait : analysant les origines de l'antisémitisme moderne et des idéologies raciales, le premier ensemble se focalise sur la genèse du nazisme ; seul le dernier introduit une comparaison entre les régimes hitlérien et stalinien. Arendt a elle-même exprimé à chaud le sentiment d'une inflexion, au moment où elle rédigeait la troisième partie, seul endroit d'ailleurs où elle se risque à une préface synthétique, après plusieurs hésitations. On pourrait imaginer que le livre doit ses changements d'approche, la diversité de ses plans d'analyse et ses ruptures de style au mouvement de la réflexion, à la manière dont il s'émancipe petit à petit du matériau empirique pour s'avancer vers la formulation de concepts, ou se rapproche du point focal de la terreur. Hannah Arendt avait-elle en tête dès le départ une logique d'organisation du livre ? A-t-elle, au contraire, découvert plus tardivement ce qui lui donnerait une cohérence, comme en apprivoisant progressivement son objet ? Revenait-elle à mesure qu'elle avançait vers la sphère familière des catégories, des typologies et d'une sorte de dialectique, après avoir fourni un travail d'historienne qui lui était plus étranger mais nécessaire ? On retrouvera ces questions dans la présentation des *Origines du totalitarisme*. Il faut toutefois se demander si le livre contient un fil conducteur, une problématique susceptible de nouer ses trois moments et de le relier au reste de l'œuvre politique.

A la fin du bref premier chapitre du livre, Hannah Arendt offre ce qui pourrait ressembler à l'introduction d'un travail qui ne comporterait encore que deux parties : « La simultanéité du déclin de l'Etat-nation européen et de la montée des mouvements antisémites, la coïncidence de l'effondrement d'une Europe organisée en nations et de l'extermination des

Juifs, qui a été préparée par la victoire de l'antisémitisme sur toutes les autres idéologies en compétition, lors de la lutte antérieure en vue de conquérir l'opinion publique grâce à l'arme de la persuasion, nous fournissent une indication sérieuse concernant l'origine de l'antisémitisme ⁷⁴ . » Au moment où elle écrit ces lignes, Arendt n'a sans doute pas encore en tête la nécessité de ce qui sera la troisième partie de son livre : celle qui se consacre au totalitarisme à proprement parler ⁷⁵ . Mais elle tient probablement déjà l'une des idées directrices de l'ensemble des *Origines du totalitarisme*, le rôle de l'Etat – nation, de sa crise et de son effondrement dans la naissance du phénomène totalitaire. L'histoire de l'antisémitisme est construite autour de cette figure. Entre l'Etat-nation et les Juifs, une alliance s'est forgée très tôt, avant même l'existence effective de cette forme politique. Lorsque celle-ci est acquise, une convergence d'intérêts les unit presque définitivement : l'Etat-nation a besoin des Juifs pour garantir ses activités économiques, à une époque où la bourgeoisie demeure indifférente à la politique et aux affaires ; les Juifs ont besoin d'un rôle dans l'Etat-nation, pour préserver une identité qui n'est plus assurée par leurs traditions. Cette alliance que l'on dirait volontiers « objective » scelle un destin commun : l'âge d'or des Juifs dans les sociétés européennes sera celui de l'Etat-nation ; la décomposition de ce dernier engendrera l'antisémitisme et finalement leur destruction. Construisant ce schéma, Arendt prend soin d'installer une distinction entre l'antisémitisme et une haine récurrente du peuple juif dans les sociétés chrétiennes, pour évacuer a priori une thèse tout autant rassurante que paresseuse à ses yeux : voir les Juifs comme éternel « bouc émissaire » suppose une « innocence parfaite de la victime » ; cette perspective empêche de comprendre la spécificité d'une idéologie moderne et ses conséquences. Le présupposé de l'explication d'Arendt est que c'est en tant que groupe séparé que l'Etat-nation a besoin des Juifs, leur offrant de ce fait des privilèges dans une société qui

repose sur l'abolition de ceux-ci. Quant à sa thèse elle-même, elle emprunte à Tocqueville : de même que les Français n'ont commencé à véritablement haïr l'aristocratie qu'au moment où elle avait perdu son rôle politique pour ne plus afficher que la richesse, le ressentiment envers les Juifs sera contenu aussi longtemps qu'ils bénéficieront d'un pouvoir dans l'Etat-nation, pour se manifester lorsqu'ils n'auront plus qu'une puissance économique d'autant plus insupportable qu'elle paraît inutile.

Le paradigme qui unit le destin des Juifs à celui de l'Etat-nation est à ce point structurant qu'Arendt semble presque considérer au début du livre qu'il traitera dans son ensemble de l'antisémitisme et fournit de ce point de vue la seule chronologie synthétique qui se rencontrera dans les trois parties. Dès l'époque de la monarchie absolue, les « Juifs de cour » avaient offert aux princes les moyens d'assurer leurs transactions financières. Après la Révolution française, l'Etat-nation proprement dit élargira les privilèges accordés aux Juifs à une couche plus large, le volume de capitaux et de crédit nécessaire à ses activités excédant celui que pouvaient fournir à eux seuls les anciens Juifs de cour. De là procèdent l'émancipation et son ambiguïté : elle sera accordée aux Juifs des « États-nations pleinement évolués » grâce à leurs banquiers, qui subviennent aux besoins financiers du gouvernement ; mais cette place à part attribuée par la société politique les laisserait d'un point de vue social « situés dans le vide ». La troisième phase de cette histoire commence au moment où apparaît l'impérialisme. La dialectique qu'impose ce dernier repose sur une relation paradoxale entre un phénomène d'allure inoffensive et sa conséquence catastrophique : l'activité financière assurée par l'alliance du pouvoir politique et des banquiers juifs génère un surplus de production ; l'exportation du capital nécessite un élargissement de l'espace économique ; l'expansionnisme qui résout ce problème rend subitement inutile l'argent des Juifs et déstabilise le concert des nations européennes. Les quelques

années qui précèdent la Première Guerre mondiale achèvent ce processus et sonnent le glas de la communauté juive occidentale en même temps que celui de l'Etat-nation : « A une époque impérialiste, la richesse des Juifs était devenue insignifiante ; dans une Europe qui n'avait plus le sens de l'équilibre du pouvoir entre nations ni celui de la solidarité européenne, l'élément Juif, cosmopolite et intereuropéen, devint un objet de haine universelle en raison de sa richesse inutile, et un objet de mépris parce qu'il n'avait plus aucun pouvoir ⁷⁶ . » De ce point de vue , parce que la France offrait alors l'expression par excellence de l'Etat-nation, l'affaire Dreyfus prendrait la forme d'une « répétition générale » de ce qui arriverait trente ans plus tard.

La marche vers le totalitarisme s'effectue sur ce terrain, à un rythme qui sera bientôt infernal. Que le mouvement de « l'expansion pour l'expansion » se soit développé dans l'Etat-nation, qui offrait plus que tout autre régime une définition du corps politique par ses frontières, voilà une première occasion d'éprouver ce qui renaîtra souvent au spectacle de l'histoire contemporaine : l'impression de « souris qui auraient accouché de montagnes ⁷⁷ ». Si la base matérielle de l'impérialisme réside dans le fait que le cadre de l'Etat-nation est devenu trop étroit pour contenir un surplus de capital, si son soutien idéologique se trouve dans une doctrine de l'unité raciale qui se substitue à celle de l'émancipation nationale, c'est l'articulation entre une transformation sociale et une attitude politique qui s'avère décisive. En partie plus ancien que l'apparition d'une richesse superflue, mais renforcé par elle, un autre « sous-produit de la production capitaliste » envahit la scène européenne : « les déchets humains que chaque crise, succédant invariablement à chaque période de croissance industrielle, éliminait en permanence de la société productive ⁷⁸ ». L'Etat-nation débordé par l'extension des marchés, les financiers juifs devenus incapables de les contrôler, leur alliance laisse la place à une tout autre association : celle des détenteurs de la richesse

superflue et d'hommes eux-mêmes rendus superflus par une « monstrueuse accumulation du capital ». On entre ainsi dans le monde de Joseph Conrad ou de Rudyard Kipling : celui des aventuriers et des agents secrets, de la « mêlée pour l'Afrique » et du « Grand Jeu » ; une « ronde de la mort et du négoce » (Conrad) où se tisse une légende littéraire offrant l'image séduisante d'une réalité dont l'idéologie raciale exprime la face sordide. L'acteur politique qui émerge alors est la foule, c'est-à-dire ni le peuple ni la classe ouvrière, mais un rassemblement des « déchets de toutes les classes » ⁷⁹. Outre le fait de renforcer une admiration de la bourgeoisie pour les bas-fonds dont Arendt voit des traces dans tout le XIX^e siècle et l'apothéose au moment de l'affaire Dreyfus, cette foule va faire éclater les cadres politiques de l'Etat-nation. Là où les anciens partis européens s'attachaient à représenter des intérêts dans une société de classes, ce sont des « mouvements » qui apparaissent désormais et préfigurent les organisations de masse totalitaires. En s'affirmant « au-dessus des partis », ces mouvements impérialistes ou annexionnistes « se mirent à raconter à la populace que chacun de ses membres pouvait devenir l'incarnation vivante, ô combien sublime et cruciale, de quelque chose d'idéal ⁸⁰ ». En ce sens, ils bâtissent l'antichambre d'un univers où des masses qui ont le sentiment d'être inutiles deviendront politiquement indifférentes, d'autant plus réceptives à des idéologies décrivant le monde par des lois cachées, en termes de lutte et de survie.

Tel est donc le terreau du totalitarisme. Les masses que voient naître les débuts du XX^e siècle partagent avec la foule qui les précédait une caractéristique : « elles sont étrangères à toutes les ramifications sociales et à toute représentation politique normale ⁸¹ ». Rassemblement informe « d'individus furieux », elles reposent après la Première Guerre mondiale sur une forme de solidarité négative entre des couches qui n'ont en commun que la haine du *statu quo* et de l'ordre établi : chômeurs, petits propriétaires expropriés, fractions des classes

moyennes déclassées par la crise. Les mouvements totalitaires ne peuvent exister sans une telle société atomisée, composée d'individus parfaitement isolés : Hitler en avait hérité ; Staline la fabriquera artificiellement pour transformer la dictature révolutionnaire de Lénine en un totalitarisme authentique ⁸² . C'est donc une fois cette réalité acquise que le totalitarisme prend son véritable visage, celui qui le rend étranger aux formes classiques de la tyrannie. S'il ne commence selon Arendt à user de la terreur qu'au moment précis où toute opposition politique a cessé d'exister, c'est qu'il ne se contentera pas de gouverner par l'intermédiaire d'un appareil de violence, mais découvre un moyen de dominer les êtres humains « de l'intérieur ⁸³ ». De la même manière, les traits informes de l'Etat totalitaire bousculent les catégories familières du pouvoir : ignorant délibérément les intérêts matériels, parfaitement affranchi des mobiles du profit, bientôt indifférent à sa propre idéologie, il tend à introduire « dans la politique contemporaine un élément imprévisible inouï ⁸⁴ ». Lorsqu'il atteint son apogée, les massacres de masse échappent à tout ce qui pourrait ressembler à une utilité et la police, qui représente mieux que l'armée son instrument de prédilection, peut agir sans critères établis : « Tout crime imaginé par les dirigeants doit être puni, sans se soucier de savoir s'il a ou non été commis ⁸⁵ . » Pour Arendt, ce phénomène permet d'approcher le noyau de la domination totalitaire et sa spécificité radicale. Dans l'Etat de droit, le corps politique se forme et agit dans un cadre où les lois assurent une stabilité des affaires humaines. Si les tyrannies du passé abolissaient l'ordre juridique légal, du moins faisaient-elles valoir leur propre *consensus juris* des règles régissant encore le comportement du pouvoir et définissant les critères de l'innocence ou du crime. Le régime totalitaire se défie quant à lui de toute justice humaine. La loi qu'il prétend imposer est celle de la Nature ou de l'Histoire. Celle-ci refuse de se traduire « en normes de bien et de mal pour la conduite individuelle ⁸⁶ ». Son effet n'est autre qu'une terreur qui rend

toutes les parties à son procès « subjectivement innocentes » : « les victimes parce qu'elles n'ont rien fait contre le système, et les meurtriers parce qu'ils n'ont pas vraiment commis de meurtre mais ont exécuté une sentence de mort prononcée par un tribunal supérieur ⁸⁷ ».

La polémique autour d'*ÜEichmann à Jérusalem* sera déclenchée par ce qu'Hannah Arendt retiendra du spectacle de telles victimes et d'un meurtrier de ce genre : la « banalité du mal ». Au moment où elle achève *Les Origines du totalitarisme*, c'est plutôt la notion kantienne d'un « mal radical » qui lui vient à l'esprit. A partir d'idéologies dont ils se sont finalement affranchis, les régimes totalitaires ont commencé par proposer à des masses privées d'ancrage dans le monde d'intégrer les forces éternelles d'une lutte économique entre classes ou d'un combat naturel entre races, menaçant ceux qui s'y refuseraient de « rater le train de l'histoire » ou de « détériorer leur sang ». Par la suite, ils se sont attachés à systématiquement détruire chez les individus la personne juridique et morale, jusqu'à l'abolition finale de l'identité unique de chaque homme que réalisent les camps. Dans la définition d'un concept dont elle propose d'user avec parcimonie, Arendt inclut la transformation des classes en masses, l'organisation de ces dernières par une loi qui met en avant le mouvement, le déplacement du pouvoir de l'armée vers la police et une politique étrangère tournée vers la domination mondiale : toutes choses qui soulignent la manière dont le totalitarisme détruit les formes de l'Etat-nation et se distingue des tyrannies ordinaires ; ce qui justifie l'inclusion dans la même catégorie de l'Etat nazi et de l'Etat stalinien. Ajoutant pour l'édition définitive de 1971 un dernier chapitre destiné à remplacer les « Remarques en manière de conclusion » des versions antérieures, elle franchit un pas dans l'interprétation. « Idéologie et terreur » : désignant ainsi le principe d'un « nouveau type de régime », Arendt semble vouloir s'approcher de ce qui serait son essence. Si le camp finit par devenir le lieu

par excellence de la domination totalitaire, c'est que la « désolation » qui y règne a été préparée par les sentiments d'inutilité et de déracinement éprouvés par les masses modernes, leur impression de « n'avoir pas de place dans le monde, reconnue et garantie par les autres⁸⁸ ». Le nihilisme du XIX^e siècle avait lancé son défi au monde à partir de la certitude d'un effondrement des valeurs. Le système totalitaire va plus loin. Son hypothèse n'est plus que « tout est permis », mais que « tout est possible ». Son intention ultime est de la prouver par l'expérience. Les camps sont le laboratoire où il la vérifie. Avec eux, il veut être montré que des catégories entières de l'humanité sont radicalement superflues, que toute spontanéité humaine peut être détruite, que finalement l'inimaginable est réalisable : un univers où les hommes sont « superflus⁸⁹ ». Voilà ce qui fait dire à Arendt qu'il existe des crimes que les hommes ne peuvent « ni punir ni pardonner », ce dont elle se souviendra devant Eichmann. Pourtant, elle s'éloignera de ce qui ressemble à la conclusion des *Origines du totalitarisme** ; « Le mal radical est, peut-on dire, apparu en liaison avec un système où tous les hommes sont, au même titre, devenus superflus⁹⁰ . »

Dans *Les Origines du totalitarisme*, Hannah Arendt dégage rarement des structures de causalité entre les phénomènes qu'elle décrit et s'en justifie : « Comprendre [...] ne signifie pas nier ce qui est révoltant et ne consiste pas à déduire à partir de précédents ce qui est sans précédent⁹¹ . » Mais l'examen systématique de la crise de l'Etat-nation, de son déclin et de son effondrement final met régulièrement en cause la responsabilité des bourgeoisies européennes. Tant en France où elle en héritait qu'en Allemagne où elle aurait dû en faire son idéal, la bourgeoisie n'a jamais été à la hauteur du « trésor » des révolutions⁹² . Dans l'*Æraz sur la résolution* publié quinze ans plus tard, Arendt fera le point sur la question, soulignant les promesses attachées à l'irruption de la liberté, mettant en lumière la différence entre les modèles américain et français,

déplorent l'oubli d'un legs qui fondait la modernité politique. A quoi s'ajoute qu'oscillant toujours entre la maîtrise de la sphère économique et l'exercice du pouvoir politique, s'abstenant souvent d'assumer les charges de l'une et de l'autre, la bourgeoisie n'a finalement accepté de gouverner qu'au moment où commençait de triompher l'impérialisme, au risque de nourrir alors la vindicte des foules par les scandales financiers. Le spectacle qu'elle a offert est définitivement celui de l'hypocrisie. Au temps des salons du Faubourg Saint-Germain, alors que planaient plus que jamais sur la société française le « terrible ennui » et la « lassitude générale » qui furent les maux caractéristiques du XIX^e siècle, elle persistait à voir dans les homosexuels des « criminels » et chez les Juifs des « traîtres » ⁹³. Mais elle révisa un moment son attitude vis-à-vis du crime et de la trahison : pour faire de la contemplation du « vice » un passe-temps agréable, avant de néanmoins rejoindre la populace qui criait « mort aux Juifs » et de finalement livrer son lot à la masse des tueurs. A peu près à la même époque en Allemagne, se manifestait également une fascination de la société bourgeoise pour le monde des bas-fonds. Arendt précise que cette autre caractéristique du XIX^e siècle ne devait rien au hasard. Une telle complicité était celle « du géniteur et de sa progéniture », née du fait que le « péché originel » de l'accumulation du capital imposait des péchés supplémentaires pour assurer le fonctionnement du système : « C'est ainsi que la bourgeoisie allemande finit par jeter bas le masque de l'hypocrisie et par avouer ouvertement ses liens avec la populace »

Quelle définition Hannah Arendt pouvait-elle donner de l'Etat – nation, dont la décomposition joue un rôle tellement important dans *Les Origines du totalitarisme*[^]. Celui-ci n'est précisément décrit que négativement, au travers de la mise au jour des facteurs qui provoqueront sa destruction. Dans le long dernier chapitre de la deuxième partie, qui pourrait ressembler à une parenthèse où se règle un compte avec l'expérience de

l'expulsion, de l'exil et du déracinement, elle montre que l'Etat-nation est le seul espace où les droits de l'homme sont susceptibles d'être garantis. S'agissant plus précisément du « droit à avoir des droits » qu'il met en avant comme la promesse moderne par excellence, tout est cependant joué aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Qu'il soit question des « minorités » créées par le traité de Versailles, ou de la masse de ceux qui seront bientôt privés de nationalité par leur État pour devenir apatrides, le cadre national est impuissant à s'imposer, trahit de lui-même ses engagements, ou refuse d'accorder un droit d'asile qui figurait à son principe. Faute d'un territoire protégé par un pouvoir politique autonome, les « minorités » n'offrent à leurs ressortissants qu'une façade de citoyenneté. A cause de leur répugnance à accorder aux émigrés des droits sociaux, les nations démocratiques façonnent une population contrainte de transgresser leurs lois. Les camps d'internement finissent par devenir le seul pays des « sans État », dont les Juifs sont plus que jamais l'archétype. Ce phénomène contribue à renforcer la dissolution d'une seconde composante de l'État-nation : le fait d'être une société de classe. Tissu de relations qui relie le peuple à l'Etat en accordant aux individus une place dans l'édifice social, celle-ci permettait encore l'organisation d'un système politique reposant sur la représentation des intérêts et la concurrence des idéologies dans la conquête de l'opinion publique. L'antisémitisme fut la première idéologie ouvertement orientée vers une domination totale de l'espace public, mue par la volonté de surplomber le système des partis, en fait moins nourrie de nationalisme que d'une haine envers l'Etat-nation. A son exemple, la doctrine raciale de l'impérialisme parvint également à accaparer les opinions publiques, jusqu'à ce que triomphent des idéologies dont le contenu importerait moins que la capacité à produire un mouvement perpétuel de déstabilisation des institutions politiques. Apparaît ainsi la fragilité de ce qui devait être en dernier ressort le rôle de l'Etat-nation : garantir les conditions d'une authentique vie publique. Laisser ouvert un espace entre

les hommes permettant à chacun l'initiative, faire du pouvoir un exercice partagé de la responsabilité, assurer les droits civiques : telles étaient les attentes déposées dans une construction politique rêvée par le XVIII^e siècle et que les suivants imaginaient avoir réalisées. Qu'elle ne fût au départ qu'une illusion brutalement dévoilée à la fin, ou que sa destruction ait été le résultat d'une série de lâchetés, ^z de petites trahisons et d'attaques en règle, la forme politique de l'Etat-nation devait être balayée jusqu'aux racines par le totalitarisme. Au point qu'il arrive à Arendt de penser que sa crise ne puisse survivre à la fin de l'ère totalitaire.

DE PHILADELPHIE À BUDAPEST :

LA POLITIQUE AU MIROIR DES RÉVOLUTIONS

Au moment où Hannah Arendt rédigeait *Les Origines du totalitarisme*, elle connaissait la faible résistance de l'Etat-nation aux attaques qui s'étaient accumulées contre lui. Elle constatait également que, si l'une des histoires du totalitarisme s'était achevée en 1945 par une défaite militaire, l'autre continuait sous ses yeux sans qu'une telle issue soit envisageable. Elle devait enfin imaginer qu'aucune vie politique stable ne renaîtrait sur les ruines de l'Europe des nations, de la sécurité et de la liberté. Que pouvait être son idéal politique ? Devenue citoyenne des États-Unis, elle exprime une gratitude envers le modèle américain de la République, qui se manifeste notamment au travers de *V Essai sur la révolution*. Ici, il s'agit pour elle de revenir aux sources de la liberté moderne, de la saisir à l'état naissant entre 1776 et 1789 et d'observer sous cet angle la formation du corps politique. Travaillant à ce livre en 1958, elle confie à Jaspers un authentique enthousiasme, toutefois mâtiné d'inquiétude : « C'est passionnant et extraordinaire cette révolution américaine, la fondation de la République, la Constitution. Madison, Hamilton, Jefferson, John

Adams – quels hommes ! Et quand on voit la situation aujourd'hui, quel déclin ⁹⁴ . » Le véritable objet du livre est la fondation de la liberté. Que l'on puisse en quelque sorte y assister en regardant les révolutionnaires français et américains en action, cela tient au fait qu'ils s'y risquaient sans réelle préparation, portant le rêve de changer d'époque, offrant cette « emphase de la nouveauté » qui caractérise les grandes expériences politiques ⁹⁵ . De ce point de vue, les révolutions paraissent équivalentes, bien qu'elles offrent deux modèles de l'idéal politique moderne : le « bonheur public » dans un cas, lorsqu'un vaste territoire, une égalité donnée des conditions et l'existence d'un sens commun semblent permettre l'invention à l'état pur ; la « liberté publique » dans l'autre, puisqu'il est nécessaire de commencer par dégager la scène, d'abolir des privilèges et de façonner une opinion commune ⁹⁶ . C'est pourtant l'opposition entre deux processus que retient essentiellement Arendt. En promettant un droit à la « poursuite du bonheur », la fondation de la République en Amérique semble répondre à une attente de liberté qui vient d'aussi loin que l'Antiquité classique et correspond à une aspiration universelle : « Chaque individu est fortement poussé par le désir d'être vu, entendu, discuté, approuvé et respecté par les gens qui l'entourent et qu'il connaît ⁹⁷ . » A l'inverse, la seconde phase de la Révolution française provoque avec Robespierre un détournement de l'héritage politique des Lumières destiné à se reproduire. Sur les bancs de la Convention, c'est moins l'esprit de la liberté qui finit par souffler que la hantise de l'inégalité. Ce que l'on a devant les yeux n'est plus l'image de citoyens qui s'exercent à la vie publique, mais celle d'une souffrance sociale qui autorise la suspension des libertés formelles. Désormais, la raison qui cherchait à tâtons l'équilibre des pouvoirs doit céder le pas à la « compassion » : une vertu qui surgit sur le forum politique moderne pour ne plus le quitter aux heures où l'on voudra encore l'ouvrir à l'innovation.

Arendt ne tire toutefois pas de cette comparaison que la lumière de la liberté brille à jamais sur l'Amérique, tandis que la France l'aurait obscurcie pour l'Europe. Si la seconde a vécu une perversion de l'idéal politique moderne, la première avait connu la forme d'imperfection qui risquait déjà de rendre son accomplissement improbable. À la différence des Jacobins, les Pères Fondateurs étaient conscients d'un phénomène qu'ils ne parvinrent cependant pas à enrayer : la Révolution avait donné la liberté au peuple, mais demeurait incapable de lui trouver un espace où s'exercer. Dans les pages infiniment moins apaisées des *Origines du totalitarisme*, Arendt semble voir au travers de cette impossibilité une tare originelle de la démocratie moderne, une aporie brutalement révélée par les mouvements totalitaires et qui pourrait à jamais interdire l'expérience d'une authentique citoyenneté dans le cadre de l'Etat-nation : on maintient l'illusion d'un peuple prenant une part active au gouvernement, ce qui dissimule en fait des « masses politiquement neutres et indifférentes », toujours susceptibles de former une majorité passive et manipulable ⁹⁸. Sans ces allures dramatiques, le spectacle quotidien de la vie politique américaine la conforte dans le sentiment d'une fragilité congénitale de la démocratie moderne. Suspicion politique généralisée, révoltes des Noirs ou des étudiants impitoyablement réprimées, invasion de la sphère publique par le mensonge, Arendt multiplie les textes amers, comme si grandissait inéluctablement la déception pressentie dès l'instant d'un bref émerveillement : « Réflexions sur Little Rock » ; « L'Amérique est – elle par nature une société violente ? » ; « Retour à l'envoyeur. Discours du bicentenaire » ⁹⁹. Son testament politique est pessimiste. *Crises of the Republic*. en 1972, Arendt souligne les périls d'une politique américaine embourbée, soupèse les promesses du mouvement étudiant, médite sur la violence. Pour ce qui concerne cette dernière, elle tient à marteler ce qui la distingue du pouvoir, de la force et de la puissance. Mais c'est pour avertir conjointement ceux qui

fuient en avant dans la guerre et leurs opposants, tentés quant à eux de s'affranchir par la révolution de la sombre sagesse qu'enseigne l'histoire : « Nous savons, ou nous devrions savoir, que tout affaiblissement du pouvoir est une invite manifeste à la violence ¹⁰⁰ . » Il lui est parfois arrivé d'éprouver un espoir, en apercevant dans les manifestations contre la guerre du Vietnam une liberté sans *Neltdanschauung*, quelque chose qui ressemblerait à la *potestas in populo*, un désir chez la jeune génération de « peut-être redécouvrir la République, la chose publique ¹⁰¹ ». Mais c'est pour constater aussitôt que l'idéologie rôde toujours, prête à faire entendre son éternelle chanson : le nouvel « Indigènes de toutes les colonies... unissez-vous ! » est encore plus aberrant que son modèle marxiste ¹⁰² . Resterait enfin la perspective paradoxale d'une résurrection civique de la démocratie par la désobéissance civile. Dans l'Amérique des années 70, celle-ci paraît d'autant plus à l'ordre du jour qu'elle représente depuis le pacte fondateur le remède « aux défaillances des institutions, à l'impossibilité de faire totalement confiance aux hommes et aux incertitudes de l'avenir » ¹⁰³ . A quoi s'ajoute que, si elle requiert la violation du droit, c'est moins en contestant sa valeur de principe que pour en proposer une forme meilleure. Mais peut-elle avoir autre chose qu'une fonction « d'alerte » ? L'imagine-t-on inventant une forme politique durable ? En quoi saurait-elle mieux que les révolutions du passé garantir, plus que la liberté formelle, le « droit à avoir des droits » ?

Hannah Arendt donne parfois l'impression de n'avoir croisé dans les livres ou non loin d'elle qu'une seule forme heureuse de la politique. Pour l'édition de 1958, elle ajoute aux *Origines du totalitarisme* un Epilogue en forme de « Réflexions sur la révolution hongroise ». Fidèle à son engagement d'être disponible à l'événement, elle s'applique à déchiffrer celui que forment les douze jours de Budapest à la fin octobre 1956. Voici l'un des rares textes lyriques qu'on lira sous sa plume. Peut-être le seul, et encore, tempéré du sentiment, presque de la

certitude, qu'il ne s'agit pas encore du crépuscule d'un système totalitaire soviétique exporté aux pays « satellites » sur le modèle impérial. Il n'empêche : sur l'instant, même si Jaspers et Mary McCarthy en avaient été privés, elle avait confié sa « joie » à Blücher, toutefois teintée de peur pour Israël pris dans l'aventure de Suez ¹⁰⁴ . Douze jours : « davantage d'histoire » que les douze ans écoulés depuis la « libération » du pays de la domination nazie par l'armée Rouge. D'où provient le soudain enthousiasme d'Arendt ? Un bref instant, la révolution hongroise a interrompu l'inlassable répétition des « péripéties mécaniques » qui scandaient l'histoire du communisme. Mais c'est surtout la manière qui importe. Une manifestation d'étudiants qui devient une foule immense, renverse la statue de Staline, attaque la police pour prendre la radio, entraîne les ouvriers et se rallie l'armée : « Désormais, plus aucun programme, plus aucun point, plus aucun manifeste n'allaient jouer de rôle ¹⁰⁵ . » C'est ce dont ont toujours rêvé les révolutions, pour régulièrement le perdre : « l'action en commun de tout un peuple ». Il ne s'agit plus de savoir quelle marge de liberté concéder à l'action, mais comment institutionnaliser une liberté déjà prise. Dans l'histoire des révolutions, le phénomène relève presque de l'inédit : « ce soulèvement soudain d'un peuple opprimé, luttant pour la liberté et pratiquement pour rien d'autre, sans le chaos d'une défaite militaire qui le précéderait, sans le recours aux techniques du *coup d'Etat*, sans le réseau dense d'un appareil d'organiseurs et de conspirateurs, sans la propagande déstabilisante d'un parti révolutionnaire ¹⁰⁶ . » Dans la grammaire de la politique moderne, cette perspective a toutefois sa référence et s'attache à un nom : la « révolution spontanée » de Rosa Luxemburg.

Dans sa galerie de portraits des contemporains exemplaires, Hannah Arendt a dessiné celui de Rosa Luxemburg, qui ressemble parfois à l'épure d'une autobiographie. La voici décrite comme une éternelle étrangère, « non seulement parce qu'elle était et demeurerait une Juive polonaise dans un pays

qu'elle détestait, et un parti qu'elle se mit bientôt à mépriser, mais aussi parce que c'était une femme ¹⁰⁷ ». Son enfance juive lui avait ouvert un horizon exceptionnel, « où respect mutuel et confiance inconditionnelle, ainsi qu'un sentiment universel d'humanité et un authentique, quasi naïf, mépris des distinctions sociales et ethniques, étaient choses établies ¹⁰⁸ ». Puis, en s'éduquant au monde dans un « groupe de pairs », elle avait bénéficié de ce dont Arendt fait souvent ailleurs le symbole d'une inaptitude des Juifs à comprendre l'histoire : un « isolement vraiment superbe », qui forgeait un « code de l'honneur » inconnu des sociétés alentour. Dans son cas, cette expérience avait été celle d'un monde « non disloqué », et elle la convertirait en souci d'une morale de la révolution. Le lieu par excellence où Rosa Luxemburg exerce sa « petite différence » est bien entendu la politique. Délibérément, elle y sera marginale, ne connaissant que « des moments relativement brefs de splendeur et de grand rayonnement ». Son assassinat aux côtés de Karl Liebknecht en janvier 1919, sous les yeux de socialistes au pouvoir peut-être complices, marque la fin d'une époque de la gauche européenne, au point qu'après d'autres catastrophes, sa légende deviendrait le symbole de « la nostalgie à l'égard du bon vieux temps ». Surtout, la lucidité acquise dans les luttes internes au mouvement, sa conscience du danger des « révolutions déformées », sa défiance naturelle envers « les arts raffinés du dédain et de la méfiance » lui faisaient comprendre ce qui arrivait devant ses yeux : « l'égout s'ouvrait » et elle savait qu'émergeait parmi les communistes ce qu'elle aurait appelé « une autre espèce zoologique ¹⁰⁹ ». Fidèle en cela à sa mère qui avait soutenu les Spartakistes, Arendt retient de Rosa Luxemburg la leçon du spontanéisme : « L'organisation de l'action révolutionnaire peut et doit être apprise dans la révolution elle-même, de même que l'on ne peut apprendre à nager que dans l'eau ¹¹⁰ . »

Hannah Arendt n'a sans doute aimé en politique que la révolution spontanée, et elle en retrace la genèse.

Officiellement, l'histoire des conseils commence en 1848, passe par la Commune de Paris, occupe quelques semaines de la première révolution russe de 1905, trouve son heure de gloire aux débuts de celle d'octobre 1917, ainsi qu'en novembre de la même année à Berlin et à Vienne. Arendt lui donne toutefois des compléments, ou du moins des équivalents et des préfigurations. Elle cite souvent une formule de René Char pour désigner le sens d'une résistance européenne qui pourrait y entrer, lui trouver des sources et en tirer une leçon néanmoins paradoxale : « Notre héritage n'est précédé d'aucun testament » ; un lien s'est cependant tissé entre l'été 1776 à Philadelphie, celui de 1789 à Paris et l'automne 1956 à Budapest ; pourtant, politiquement, « l'histoire la plus intime de l'âge moderne pourrait être racontée sous la forme d'une parabole, comme la légende d'un trésor sans âge qui, dans les circonstances les plus diverses, apparaît brusquement, à l'improviste, et disparaît de nouveau dans d'autres conditions mystérieuses, comme s'il était une fée Morgane ¹¹¹ ». L'inclusion des révolutions américaine et française dans l'histoire des conseils pourrait sembler étrange. Arendt y tient néanmoins, pour des raisons moins contradictoires à ses yeux qu'il pourrait y paraître. Sous leurs formes contemporaines les plus pures, les conseils ont surgi sans préparation, dans les lieux par excellence de la vie partagée : les usines, les quartiers, les cafés. Les assemblées de la fin du XVIII^e siècle n'avaient pas cette souplesse. Mais elles offrent pourtant un visage authentique de ces « créations spontanées » qui symbolisent la possibilité de nouveaux commencements en politique, attestent que ne leur est pas nécessaire une cohésion forcée par la présence d'un ennemi, font naître l'unique alternative au système plus ou moins réifié des partis. Examinant ce phénomène exceptionnel, elle souligne un point qui pourrait étonner. A Philadelphie et à Paris, mais également à Budapest ou ailleurs, si les conseils ou leurs aînés ont assuré le choix de leurs membres sans l'aide d'une avant-garde ou la lumière d'une idéologie, cette sélection

avait pour critère la recherche sourcilleuse des plus aptes. Ce pourrait-il qu'un tel élitisme soit une composante du « trésor » des révolutions ? Arendt n'hésite guère à accepter l'allure « aristocratique » de l'expérience qui a sa préférence dans toute l'histoire moderne. S'il est vrai que la fondation d'un corps politique, puis la recherche du bon gouvernement pour une république bien ordonnée requièrent la participation des meilleurs, c'est que « les joies du bonheur public et les responsabilités des affaires publiques » doivent être réservées à ceux qui aiment la politique au point de ne pouvoir être « heureux » sans l'exercer

Si cet éloge du bonheur politique est presque le dernier mot d'Hannah Arendt sur la question, il n'est pas sans mélange. La joie qu'elle aime dans l'expérience des conseils est celle de la spontanéité, de la liberté à l'état pur, de la fondation. Mais ne sont-ils pas en même temps une forme par nature instable, aussi fragile qu'un mince écart entre le passé et le futur, toujours menacée par des forces organisées, l'habileté des médiocres, ou simplement l'habitude ? La brèche qu'ils ont ouverte au plus intime de l'histoire moderne n'est-elle pas devenue le trésor perdu des révolutions, l'incertaine illumination de la désobéissance civile, l'impossible rêve de la politique ? Celle-ci n'a-t-elle d'ailleurs pas besoin de la durée, d'une pérennité des institutions, de la permanence du pouvoir ? Arendt semble avoir le sentiment que le bonheur politique se confond avec celui de « commencer quelque chose de nouveau », comme si le domaine public ne pouvait s'accommoder du temps qui passe, de la routine, des espaces trop fermés. Il y a du Rousseau là-dedans : quelque chose comme le souhait d'une liberté révolutionnaire des Modernes vécue sur le forum des Anciens, d'un langage abstrait de l'idéal issu des Lumières conjugué dans la grammaire politique de l'Antiquité, d'une citoyenneté fondée sur l'égalité mais dont l'exercice ne peut revenir qu'à une aristocratie. Historiquement séduite par la révolution américaine, intellectuellement rassérénée à la lecture de Rosa

Luxemburg, brièvement émerveillée par les conseils de Budapest, Hannah Arendt demeurait sombre face à l'expérience politique contemporaine : la permanence d'une moitié de la domination totalitaire, l'invasion de la démocratie par le mensonge et la velléité des hommes, la vulnérabilité des institutions républicaines. Sans doute avait-elle un jour renoncé à imaginer la réalisation proche ou lointaine d'une forme politique trop paradoxale, qui ressemblerait à l'alliage du spontané et du stable, du nouveau et de l'ancien, du désir de commencer et de la nécessité de durer. Il est probable qu'elle ait alors décidé d'abandonner ses goûts de spectatrice engagée pour retrouver ceux d'une philosophe méditant plutôt les conditions de possibilité de la politique que ses expériences plus ou moins déprimantes. Revenant aux catégories, croisant à nouveau les Grecs et les Romains, rejouant la question de l'action sur le terrain d'une anthropologie, elle quitterait ainsi le domaine public sans tout à fait le perdre de vue. On pourrait alors dire qu'une fois gagnée par le pessimisme de la volonté, elle cherchait encore à sauver un optimisme de la raison.

Dans *Les Origines du totalitarisme*, Hannah Arendt portait « le fardeau de notre temps » (*The Burden of Our Time*, titre du livre pour son édition anglaise). Elle se battait contre l'histoire, s'acharnait à la comprendre, polémiquait avec le monde. Qu'elle ait ensuite eu besoin de quitter cette tourmente pour se protéger grâce à ce qui ressemblerait à la paix de l'esprit ne saurait surprendre. C'est sans doute ce qu'imaginait Karl Jaspers lorsqu'il écrivait dès juillet 1952 à Heinrich Blücher que « sa terrible colère a presque disparu ¹¹² ». Trois ans plus tard, elle fera au même Jaspers une confidence qui éclaire probablement à l'avance l'horizon ultime de sa philosophie : « J'ai commencé tard à aimer vraiment ce monde, à vrai dire ces dernières années seulement, et je devrais être capable de le faire maintenant ¹¹³ . » A cette date, elle travaille à *Condition de l'homme moderne* et souhaite l'intituler *Kmor mundi*. L'hypothèse selon laquelle elle aurait cherché une sorte de

refuge dans la pensée devrait être confirmée négativement par le fait qu'elle s'était engagée en 1952 à rédiger pour la Fondation Guggenheim un livre consacré à Marx ¹¹⁴ . La perspective d'un travail de ce type aurait encore été celle des *Origines du totalitarisme*. Le projet semblait au demeurant porté par la conviction que cet ouvrage présentait quelques défauts. Explicitement, une trop faible importance donnée à la généalogie des doctrines totalitaires, à l'analyse de leur contenu et surtout de la contribution des courants les plus nobles de la pensée moderne à leur genèse. A quoi s'ajoute qu'il n'est pas impossible qu'Arendt ait considéré le livre trop déséquilibré vers le versant nazi de la domination totalitaire, au détriment de la variante communiste. Une fois encore, c'est Jaspers qui perçoit cet éventuel regret, tout en craignant qu'Arendt puisse être quelque peu entravée dans l'analyse des responsabilités du marxisme par sa propre culture. Proposant à Blücher de considérer qu'après s'être consacrée à la « voie basse » adoptée par l'histoire moderne, elle souhaite désormais s'attaquer à la « voie haute », il expose sa réserve : « Dans son respect pour l'esprit, elle tient à ne pas faire partager aux grands penseurs la responsabilité du désastre qui est sorti de la réalité qu'analyse son livre. C'est un beau, un noble point de vue que le sien. Je ne la suis pas toujours ¹¹⁵ . » Arendt n'écrira pas le livre sur Marx, chez qui Jaspers s'attache pourtant à lui montrer un caractère « néfaste » et une passion « impure à l'origine » qu'il ne faudrait pas renvoyer trop vite vers Lénine et Staline ¹¹⁶ . D'un point de vue factuel, quelques-unes des composantes du projet vont être réalisées de façon disséminée dans les livres qui seront publiés au cours des dix années suivantes : *Condition de l'homme moderne* (1958) ; *Betwen Past and Future* (première forme de *La Crise de la culture*, 1961) et *Essai sur la révolution* (1965). Mais Jaspers a vu juste : Arendt a renoncé à l'idée d'un complément direct aux *Origines du totalitarisme*, évité la mise en cause de Hegel, Marx ou Nietzsche dans la formation des idéologies totalitaires, se tenant à l'écart d'une critique de l'historicisme

qui eût ressemblé à celle de Karl Popper dans *La Société ouverte et ses ennemis* (1945), ou, sur un autre mode, à celle du Léo Strauss de *Droit naturel et histoire* (1953). Cela tient sans doute effectivement à sa culture, mais également à une sensibilité politique jamais tout à fait neutralisée, ou encore à un désir de s'abriter un moment d'un combat harassant dévoué à l'intelligence politique du XX^e siècle en revenant à des investigations philosophiques plus classiques.

QUELLE LIBERTÉ POUR LES MODERNES ?

Pourquoi s'arrêter sur le corpus strictement philosophique d'Hannah Arendt ? Au regard d'une œuvre dont on souligne l'importance politique, ses objets paraissent lointains. S'agissant de guider le lecteur vers *Les Origines du totalitarisme* et *Eichmann à Jérusalem*, le détour peut sembler trop long. Retenir l'attention sur des livres apparemment étrangers à l'engagement dans le siècle risquerait de brouiller l'image de leur auteur. Cet effort est pourtant nécessaire. Parce que tout d'abord Arendt n'a jamais abordé les problèmes posés par l'histoire de son temps sans avoir à l'esprit une question philosophique. Parce qu'ensuite sa conception de la pensée lui interdisait une spéculation totalement affranchie du souci de comprendre le monde et d'éclairer l'action. Parce qu'enfin d'un point de vue plus intime, sa vie intellectuelle connaît un mouvement perpétuel par lequel la passion politique et la patience philosophique se relaient, les colères de l'une s'apaisant souvent grâce à la quiétude que l'autre peut offrir, tandis que la fatigue née de l'affrontement avec l'opacité de l'époque invite à chercher refuge et lumière dans la compagnie des penseurs du passé. On pourrait ainsi déceler la répétition d'une sorte de cycle dans toute l'œuvre d'Hannah Arendt : *Condition de l'homme moderne* marque un déplacement vers la philosophie après les *Origines du totalitarisme* et leur engagement dans la compréhension du siècle ; *La Vie de l'esprit*

ressemblera à une manière de reprendre souffle après *Eichmann à Jérusalem* et sa controverse publique.

L'œuvre philosophique d'Hannah Arendt repose sur trois livres. *Condition de l'homme moderne* est le seul qui ait été réalisé tel qu'il avait été conçu. Recueil d'articles, *La Crise de la culture* sera remanié après *Eichmann à Jérusalem* ¹¹⁷. Ultime travail, *La Vie de l'esprit* restera inachevée. Avant de montrer la présence d'un lien spéculatif profond entre ces trois ouvrages, on peut essayer de présenter quelques-unes des thématiques qui unissent notamment les deux premiers. Si Arendt renonce progressivement au projet d'un livre sur Marx, elle n'abandonne pas tout à fait l'idée de rechercher des origines du totalitarisme dans la pensée moderne, comme l'indique le titre d'un cycle de conférences de 1953 : *The Great Tradition and the Nature of Totalitarianism*. Mais tout se passe comme si la mise en cause d'une éventuelle responsabilité de la philosophie dans la catastrophe politique contemporaine cessait d'être focalisée sur l'œuvre de Marx. Quelle est la « grande tradition » qu'Arendt peut avoir à l'esprit ? Au sens étroit, il devrait s'agir de celle qui appartient aux auteurs respectables du XIX^e siècle, par opposition aux idéologues dont les doctrines ont été croisées dans *Les Origines du totalitarisme*. La perspective est cependant plus large. Pour comprendre comment la raison occidentale a pu engendrer ces monstres sans le savoir, c'est toute son histoire qu'il faut convoquer. En ce sens, la « grande tradition » est celle de la philosophie depuis ses origines, avec l'hypothèse selon laquelle, dans cette longue durée, une rupture pourrait être essentielle. Sur cette piste, non seulement Hannah Arendt n'est pas seule, mais elle emprunte un schéma devenu classique depuis la fin du XIX^e siècle. Saisir une césure dans l'histoire de la philosophie, lui imputer des conséquences dramatiques pour la vie de l'esprit et un impact destructeur sur le monde : cette démarche a été inaugurée par Nietzsche et accomplie chez Heidegger. Au premier, Arendt reprend l'idée de généalogie : comprendre une crise ne revient pas à se projeter

vers l'avant pour la dépasser, mais suppose au contraire d'en dévoiler la cause masquée. Quant au second, il incite au plus grand saut vers le passé : celui qui consiste à revenir vers une origine oubliée, pour surmonter un gouffre qui ne s'est révélé qu'à la fin d'une longue histoire de la métaphysique.

Jouant sur les mots, on pourrait dire qu'Hannah Arendt finit par s'attacher moins à une crise de la modernité qu'à l'idée de la modernité comme crise. Dans la première de ces perspectives, il serait question de mettre au jour au sein de l'histoire de la philosophie moderne une inflexion ou une rupture qui pourraient avoir partie liée avec la naissance des idéologies totalitaires. S'agissant notamment de la généalogie du communisme, il faudrait remonter au-delà de Marx : pour trouver chez Hegel l'idée d'une « ruse de la raison », d'un mouvement de l'histoire indépendant de la conscience des hommes, d'une nécessité accoucheuse d'institutions tout à la fois irremplaçables en leur temps et destinées à être dépassées dans le suivant, jusqu'à la fin du processus. Dans ce schéma d'une critique interne de la modernité, celle-ci devrait pouvoir être sauvée de sa déviation par ses propres ressources, se remettre dans le droit fil de son projet initial et se donner à nouveau pour tâche de remplir sa promesse. Pour ce qui est de penser l'histoire sans tout lui sacrifier, de préserver les idéaux politiques de la liberté des Modernes et d'imaginer les conditions d'un droit universel, c'est Kant qui serait mobilisé contre Hegel et a fortiori Marx. Tel n'est pas le schéma dont use Hannah Arendt. A ses yeux, la « crise de notre temps » n'est pas celle d'une modernité infidèle à son projet, mais relève largement de ce projet lui-même. Par conséquent, la séquence moderne est trop courte pour comprendre ce qui est arrivé. Non seulement il faut regarder de plus loin, mais encore à la lumière des modèles du passé qui ont fait leurs preuves en leurs temps : pour ce qui est de la politique, ceux des Grecs et des Romains. C'est avec eux qu'Arendt explore ce qu'elle nomme les crises de la culture et de l'éducation, interroge les

notions d'autorité et de liberté, reconstruit le concept d'histoire en opposant ses formes antique et moderne. C'est avec leurs catégories qu'elle écrit une *Condition de l'homme moderne* peut-être mieux titré dans sa traduction allemande *Vita activa*. C'est enfin de leur point de vue qu'elle cherche à penser le monde sur l'horizon de sa durabilité, de sa capacité à offrir aux hommes une demeure habitable, de la possibilité de surmonter l'expérience de la mortalité. Lorsque Hannah Arendt regarde le sens qu'ont les Modernes de l'autorité, de la liberté et de l'histoire, c'est avec l'œil du soupçon. L'analyse du concept d'autorité est sans doute la plus caractéristique, dans la mesure où elle s'attaque aux préjugés les mieux enracinés dans la modernité et installe plusieurs catégories essentielles de sa pensée : La mise en valeur de l'autorité au centre de l'expérience politique est spécifiquement romaine. Les Grecs concevaient encore la nécessité d'un élément de violence dans « l'édification de l'artifice humain », processus qu'ils percevaient comme un affrontement continu avec la nature. Les Romains ont inventé un paradigme qui se transportera dans la vision chrétienne du monde et sera préservé aussi longtemps que durera la prééminence de celle-ci : la permanence d'une tradition garantie par le caractère sacré de sa fondation. Comme pour la notion d'autorité elle-même, l'étymologie est parlante lorsqu'il s'agit de saisir le principe de la politique romaine : l'existence d'une *patria* liée à la fondation de Rome et grâce à laquelle pour la première fois les membres d'une communauté historique sont « réellement enracinés dans le sol ». Que ce qui a été institué à l'origine demeure « source d'obligation pour toutes les générations futures », voici ce qu'Arendt nomme le « miracle » romain. D'un point de vue historique, il correspond au plus long phénomène de continuité d'un monde commun jamais observé, puisque la longévité de l'Eglise comme institution publique s'inscrit dans le prolongement des mille ans de l'expérience romaine. Mais c'est sous l'angle d'une anthropologie politique que la valeur de l'idée romaine d'autorité apparaît de manière décisive. Grâce à

elle, chaque homme qui naît est « attendu » dans le monde : l'existence d'une patrie stable lui assure une place ; la persistance du passé le relie à une origine ; la permanence d'une tradition lui fournit des repères préétablis. Arendt propose une généalogie de la destruction de ce modèle, qui se manifeste notamment au travers de deux phénomènes : la crise de l'éducation, entendue comme l'activité qui garantit l'accueil de l'enfant dans une communauté durable ; la confusion qu'entretient l'idéologie libérale lorsqu'elle s'acharne à identifier le totalitarisme à un autoritarisme ¹¹⁸ . Mais il ne s'agit là que de symptômes. La réalité est plutôt que l'hostilité des sociétés contemporaines à l'autorité et le danger qu'elle fait courir aux hommes de ce temps sont la « phase finale » d'une histoire séculaire ¹¹⁹ . Pour étayer cette idée, Arendt remonte loin dans le temps et descend au plus profond des principes de la modernité. S'il faut trouver une origine à la décomposition moderne du concept d'autorité, elle est à chercher dès avant les Lumières : dans l'attaque de Luther contre l'autorité temporelle de l'Eglise et son appel à un jugement individuel qui pourrait se guider sans recours à une tradition. Au regard d'une telle généalogie, la revalorisation de l'autorité oblige à reconnaître que celle-ci est incompatible avec ce qui fonde la modernité d'un point de vue intellectuel et politique : « la persuasion qui présuppose l'égalité et opère par un processus d'argumentation ¹²⁰ . » Dans sa simplicité, le plaidoyer d'Arendt en sa faveur pourrait provenir d'un Péguy et nourrit la nostalgie républicaine. Le sentiment qui s'y attache fait aujourd'hui florès, lorsqu'il s'agit d'affirmer « la seule forme d'autorité qui existe dans toutes les sociétés historiquement connues » : celle « des parents sur les enfants, des maîtres sur les élèves et, en général, de l'aîné sur les cadets » ¹²¹ .

Aux yeux d'Hannah Arendt, la disparition de l'autorité n'entraîne rien moins que « la perte des assises du monde ¹²² ». Qu'en est-il de la liberté, où les Modernes ont cherché une alternative à l'obligation vis-à-vis de la nature ou de l'histoire ?

Arendt semble moins assurée dans son analyse, avouant d'emblée que la question soulève des antinomies et des dilemmes logiques qui ressemblent à ceux que contiendrait la notion de « cercle carré ¹²³ ». Cette fois, elle reconnaît à Kant d'avoir au moins clarifié le problème de la liberté, en distinguant entre ses formes théorique et pratique. Inversement, elle impute au christianisme la responsabilité de deux idées aux conséquences hasardeuses : la liberté se confond avec le libre arbitre, qui peut s'exercer dans la solitude ; elle se garantit par une « retraite hors du monde », qui justifie le paradoxe d'Augustin selon lequel on peut être esclave et néanmoins libre ¹²⁴ . Si le passé peut encore apporter sa lumière, c'est toujours dans l'Antiquité qu'il faut directement la chercher, mais cette fois du côté d'Athènes plutôt que de Rome. Sur la question, c'est la Grèce qui a fourni à la tradition occidentale le concept définitif et la meilleure description de la réalité à laquelle il s'attache : la *polis* était la forme de gouvernement qui offrait aux hommes « une scène où ils pouvaient jouer une sorte de théâtre où la liberté pouvait apparaître ¹²⁵ ». Quant à cette forme précise de la liberté, elle garantissait une expérience dont Arendt fera l'un des principaux objets de *Condition de l'homme moderne*, l'existence d'un monde « tangible en paroles que l'on peut entendre, en actes que l'on peut voir, en événements dont on parle, dont on se souvient et que l'on peut transformer en histoire, avant de les incorporer dans le grand livre de l'histoire humaine ¹²⁶ ». C'est une fois encore dans la perspective du soupçon que la doctrine moderne est examinée à partir de ce modèle. Chez les Grecs, la politique se vivait au travers du pouvoir partagé et se nourrissait de vertu. Elle s'exerce désormais sous la domination de la sphère économique et sociale, tend à ne s'attacher qu'au souci de la sécurité et s'est repliée sous sa forme authentique dans le domaine des relations internationales, le seul où persistent l'hostilité et la sympathie. D'où vient pourtant qu'Arendt affirme en l'espèce que le recours à la « grande tradition » ne peut aider ? Du fait

sans doute qu'elle voit dans la liberté moderne l'héritage chrétien d'un libre arbitre qui la détache du domaine politique et finit par l'opposer à lui. Mais en redéfinissant le lien entre politique et liberté, si elle retrouve ce qui lui est cher dans la première de ces expériences, c'est d'un point de vue antinomique avec son éloge de l'autorité : la liberté se confond avec la « pure capacité de commencer ¹²⁷ ».

On peut comprendre comment Hannah Arendt bute sur cette antinomie. Si elle invoque cette fois comme « miracle » de la liberté le fait que celle-ci surgisse à l'improviste, c'est qu'elle veut croire qu'une telle possibilité est ce qui demeure intact « dans les époques de pétrification et de fatale prédestination ». Sa défense de l'autorité puise à une autre source de sa pensée politique : le souci de la permanence du monde, la conviction d'une nécessaire stabilité du domaine public, la recherche de ce qui peut offrir une durée aux actions des mortels. Le conflit peut-il être résolu comme elle le souhaite par une clarification du concept d'histoire ? Ce problème recoupe celui que pose la définition de la modernité comme crise de la tradition et s'inscrit sur une trajectoire bien délimitée : la pensée politique occidentale a une origine parfaitement identifiée chez Platon et Aristote ; elle a connu sa fin non moins déterminée avec la doctrine de Marx. La vision qu'a ce dernier de la violence comme « sage-femme de l'histoire » relève d'une « rébellion consciente » contre la philosophie politique classique : en fait de la volonté de saper la manière dont toute la métaphysique avait placé le *logos* au fondement de l'expérience humaine, pour tenter de construire le monde où elle se déploie sur la parole et la sociabilité qui s'y attache ¹²⁸ . On pourrait entrer dans le détail de l'analyse que propose Arendt de la théorie marxiste de la valeur, de son principe et du fait qu'elle conduit au seuil d'un nihilisme qui s'exprimera en révoltes au XIX^e siècle, avant que le totalitarisme du XX^e l'accomplisse par la destruction. La description du résultat de l'entreprise sciemment conduite par Marx suffit toutefois à éclairer la thèse.

Ce que Marx voulait atteindre par sa dialectique de l'histoire, c'est l'idée classique selon laquelle « le monde édifié par la fabrication est d'une permanence durable et d'une immense solidité ¹²⁹ ». Mais ce qu'il faut surtout admettre, c'est que sa vision d'une histoire qui se réalise par la violence dévoile le présupposé de la philosophie moderne à son sujet.

Cette fois, c'est le fondement le plus intime de la modernité qui est en cause : le lien entre la découverte d'une erreur millénaire concernant le monde, la désillusion qu'elle entraîne et la posture de suspicion où elle installe l'homme. Dès l'invention du télescope, le triomphe de la philosophie de Descartes et la généralisation du doute, l'orgueil de la science commençait à supplanter l'humilité devant la nature, en sorte que l'histoire changeait de sens : « Elle n'était plus composée par les actions et les souffrances des hommes, elle ne racontait plus l'histoire des événements touchant les diverses vies des hommes ¹³⁰ . » Que l'histoire devienne un processus fait par l'homme, tout en devant cette révolution à la conjonction d'un instrument technique et d'une décision philosophique, il se pourrait pour Arendt qu'une telle perspective ait moins nourri la confiance attendue de l'humanité en elle-même qu'une forme de « désespoir ». Depuis Hérodote, elle était perçue comme un « magasin d'exemples », où l'on puisait la trace de vies remarquables susceptibles d'orienter l'action en constituant une tradition. Désormais, elle n'offre plus que le spectacle d'un flux ininterrompu, dans lequel la vie et le monde sont devenus « périssables, mortels et fugaces ¹³¹ ». Dans un tel cadre, même le doux Kant est en cause, puisqu'il finit par ne percevoir qu'une « contingence désolante » dans l'ordre des affaires humaines. Ce qui s'est perdu au cours de cette aventure n'est autre que le principe de la sagesse politique des Grecs et des Romains : le fait de savoir que le corps politique est engendré par le besoin qu'a l'homme de « dépasser la mortalité de la vie humaine et la fragilité des actes humains ¹³² ». En cherchant à renouer le lien entre histoire et mémoire dont Hérodote avait

offre le modèle, Arendt ouvre l'un des principaux chemins que suit *Condition de l'homme moderne*, le domaine par excellence où l'on peut s'installer durablement est la politique ; celle-ci a partie liée avec la « pluralité humaine » ; en cela elle repose en dernier ressort sur le phénomène de la natalité, « grâce auquel le monde humain est constamment envahi par des étrangers, nouveaux venus dont les actions et réactions ne peuvent être prévues par ceux qui sont déjà là et vont s'en aller sous peu ¹³³

». Mais elle assure également une articulation entre cette perspective à venir de son œuvre et les analyses des *Origines du totalitarisme*. D'un point de vue généalogique, le phénomène était précisément apparu dans un monde où l'autorité de la nature et du passé avait déjà été sapée par l'idée dialectique d'une histoire faite par l'homme et qui néanmoins le dépasse. Dans une perspective plus concrète, les régimes totalitaires se sont appuyés sur l'effet de la disparition d'un tel cadre de référence pour l'action : une génération d'hommes privés d'un monde commun, « qui vivent dans une séparation et un isolement sans espoir, ou bien sont pressés ensemble en une masse ¹³⁴ ».

POURQUOI AGIR ?

Dans *Condition de l'homme moderne*, Hannah Arendt reprend ces questions à partir de la philosophie grecque et les traite avec ses catégories. Elle s'est souvent défendue d'éprouver une nostalgie de l'Antiquité, préférant avancer de façon prudente qu'il ne s'agit pour elle que de puiser parmi les auteurs toujours susceptibles d'éclairer la pensée et l'action. Il reste que le pivot de l'argumentation de ce livre est à sa fin : dans une critique du principe de la philosophie moderne qui fait écho à la description de l'expérience humaine à l'intérieur d'un cadre essentiellement dessiné par Aristote. Conformément aux analyses de *La Crise de la culture*, il s'agit de montrer les conséquences intellectuelles et pratiques des trois grands

événements qui « dominant le seuil de l'époque moderne » : la découverte de l'Amérique, la Réforme et l'invention du télescope ¹³⁵. Si on leur ajoute, sans causalité mais par analogie, une Révolution française qui repose sur la table rase du passé, invente une nouvelle manière de déchiffrer la société et promeut un type d'organisation politique inédit, c'est le socle complet de la modernité qui est en cause. Au cœur de l'affaire, on retrouve Descartes. Chez lui, s'opère une synthèse spéculative des trois événements : la découverte « d'océans insoupçonnés », qui est le plus spectaculaire ; la Réforme, sans doute le plus troublant ; la fabrication d'un nouvel instrument, le moins remarqué. De ce dernier fait, la philosophie moderne retiendra avec Descartes que « si l'œil peut trahir l'homme au point que tant de générations ont cru que le soleil tourne autour de la terre, il faut renoncer à la métaphore des yeux et de l'esprit ¹³⁶ ». Naît de ce constat l'idée selon laquelle c'est le doute qui doit être mis au principe de toute connaissance, en sorte que celle-ci ne pourra s'appuyer que sur les ressources de la raison et le modèle abstrait du calcul. La Réforme avait préparé cette révolution, en contestant déjà le principe d'une autorité de la tradition, tandis que la découverte du Nouveau Monde offrait un premier élargissement de l'univers. Qu'il ne faille désormais plus rien accepter de confiance, voilà ce qui donnait à la raison un nouveau départ, tout en privant l'humanité du sens commun dans lequel elle s'était pensée.

C'est une nouvelle fois en arrière de cette révolution qu'Arendt propose de remonter pour décrire les fondements de la condition humaine. En quoi les catégories de la philosophie grecque sont-elles supérieures à celles de la métaphysique moderne dans une telle entreprise ? En cela tout d'abord que c'est une anthropologie philosophique qu'elle souhaite produire : une description des expériences de l'homme telle que la pratiquait Aristote, en lieu et place d'une réflexion sur les conditions de possibilité de la connaissance. A cela s'ajoute que la fondation de cette dernière sur l'introspection à laquelle

invite Descartes impose une solitude de la pensée. Reste enfin ce qui est sans doute essentiel aux yeux d'Arendt : le fait que les Grecs préféreraient la présence au monde à l'arrogance d'une raison qui finit par s'imaginer le créer d'elle-même. Trois catégories permettent de conduire un projet consistant essentiellement à cerner les composantes les plus durables de l'expérience humaine. Le travail s'attache à ce qui est le plus élémentaire et donc le moins stable : le processus biologique. Lieu de ce que Marx nommait « le métabolisme de l'homme avec la nature », il a pour caractéristique de « ne rien laisser derrière soi », dans la mesure où les choses qu'il produit sont destinées à s'effacer « après un bref séjour dans le monde ». En cela, il reste enfermé dans l'ordre de la vie : « un processus qui partout épuise la durabilité, qui l'use, la fait disparaître, jusqu'à ce que la matière morte, résultante de petits cycles vitaux individuels, retourne à l'immense cycle universel de la nature, dans lequel il n'y a aucun commencement ni fin, où toutes choses se répètent dans un balancement immuable ». Relevant intégralement de la nécessité, le travail a en outre pour effet de ne pas organiser un domaine public, laissant *Ranimailaborens* à l'état d'être pré-politique, puisqu'il renvoie chaque individu à la seule contrainte de rester en vie. Paradoxalement, même son abolition maintiendrait encore ce phénomène, ainsi que Marx le soulignait avec une sorte de jubilation perverse : la fin de la propriété privée pourrait ouvrir la perspective d'une société de loisir ; mais l'homme y demeurerait seul, redevenu une sorte d'élément de la nature, à l'instar de l'animal. Jusqu'au bout, le travail laisse donc l'homme « hors du monde ».

Les caractéristiques de l'œuvre sont a priori exactement inverses. Propriété la plus élémentaire de *Vhomo faber*, la fabrication ne consistait qu'en réification, de la part d'un être qui se conduit en « seigneur et maître de la terre ». La création artistique s'inscrit quant à elle dans un ordre étranger à toute utilité, qui ne connaît que l'unicité et défie l'égalisation par un médium universel tel que l'argent. Dans un univers de choses

prisonnières du cycle de la consommation et de la destruction, elle offre les seuls objets qui soient susceptibles de s'arracher aux « effets corrosifs des processus naturels». Plus encore, parce que les productions de l'art ne doivent rien au besoin, ne relèvent pas des exigences de la vie quotidienne, échappent à toute logique de l'usage, elles sont l'unique univers dans lequel l'artifice humain peut acquérir « la stabilité sans laquelle les hommes n'y trouveraient point de patrie». Bénéficiant enfin d'une durabilité qui peut atteindre à la permanence au travers des siècles, les œuvres deviennent à proprement parler aux yeux d'Arendt « la patrie non mortelle d'êtres mortels». D'où vient pourtant qu'après le travail n'apportant que de l'éphémère et l'œuvre qui dure, une troisième catégorie soit encore nécessaire à cette description des fondements de l'expérience humaine : l'action ? La réponse tient en cela qu'avec l'œuvre, c'est la présence au monde qui a été décrite, tandis que l'action permettra d'éclairer les conditions de l'entrée dans ce monde. Étroitement liée à la parole, l'action est ce qui façonne un domaine public où l'homme « apparaît » et peut s'insérer dans le monde en construisant un tissu de relations avec d'autres hommes. A ce sujet, Arendt n'hésite pas à parler d'une « seconde naissance » : naturelle, la première n'était qu'un fait brut, enfermé dans l'ordre biologique ; celle-ci correspond à un autre commencement, fondé quant à lui sur l'initiative. L'arrière – plan de cette distinction est l'essentielle fragilité des affaires humaines. Entre naissance et mort, la vie individuelle s'inscrit dans le cycle de la nature, relève de ce qui passe et demeure sous l'emprise du besoin. Une seule chose peut la sauver de son inéluctable disparition : la possibilité d'être racontée comme une histoire ayant un commencement et une fin, parvenant à s'insérer dans la grande histoire, qui forme elle-même à la longue « le fablier de l'humanité ¹³⁷ ».

De ce point de vue, les hommes d'action et de parole s'appuient nécessairement sur *Yhomofaber&ans* sa manifestation la plus élevée : « Ils ont besoin de l'artiste, du

poète et de l'historiographe, du bâtisseur de monuments ou de l'écrivain, car sans eux le seul produit de leur activité, l'histoire qu'ils jouent et qu'ils racontent, ne survivrait pas un instant ¹³⁸
¹³⁹. » Il reste qu'aux yeux d'Hannah Arendt, cette forme « pré-politique » de survie qu'acquiert l'existence humaine par la possibilité d'être l'objet d'un récit ne compense pas tout à fait sa fragilité. Une nouvelle fois, ce sont les Grecs qui ont imaginé le véritable remède contre ce phénomène : « la fondation de la *polis*TM. » Ce retrouve ainsi la prééminence d'un domaine politique particulièrement cher à Arendt, qui se justifie en l'espèce par une anthropologie. Ce dont elle avait constaté l'importance dans le combat quotidien en faveur d'un peuple juif ignorant en la matière, ce qu'elle avait découvert progressivement détruit au cœur du processus conduisant au totalitarisme, ce qu'elle admirait enfin dans la dimension lumineuse des révolutions modernes se trouve désormais ancré au plus profond des besoins de l'homme : là où il affronte sa qualité d'être mortel, ressent la futilité des choses et exprime son désir de durer. L'action peut ainsi être définitivement placée au sommet des catégories qui décrivent la condition humaine : à l'opposé du travail, qui s'épuise dans le métabolisme avec la nature ; au-dessus même de l'œuvre, qui offrait pourtant une forme de permanence. Regardant cette architecture de manière plus précise, il faut comprendre que l'antagonisme du travail et de l'œuvre n'est préservé que par la séparation entre la sphère économique de la production et la sphère politique de l'action. Cette distinction peut encore être affinée une dernière fois : à l'encontre de Marx et de la dérive totalitaire du communisme, l'économie doit rester dans le domaine privé de la maisonnée (*oi'kia*) dont parlait Aristote ; le domaine politique est le seul qui soit authentiquement un monde commun. Définitivement, parce qu'elle promeut une sorte de « mémoire organisée », la Cité est l'unique espace qui peut « offrir aux mortels un séjour plus durable et plus stable qu'eux-mêmes ¹⁴⁰ ».

Quel sens peut avoir cet éloge de l'action et de la Cité si l'on s'inquiète de la cohérence de l'œuvre d'Hannah Arendt, de son horizon et de sa réussite ? La réponse à cette question est subordonnée à la découverte d'une architectonique : une articulation justifiée entre les problèmes et les livres, différents langages de la philosophie, des intentions qui peuvent a priori sembler dissemblables. Elle peut être empruntée à Paul Ricœur : après *Les Origines du totalitarisme* et leur souci de descendre au plus profond de la catastrophe politique du XX^e siècle, *Condition de l'homme moderne* est « le livre de la résistance et de la reconstruction ¹⁴¹ ». Dans la préface pour l'édition de 1971 des *Origines du totalitarisme*, Arendt formulait tardivement les trois questions du livre : « Que s'est-il passé ? Pourquoi cela s'est-il passé ? Comment cela a-t-il été possible ¹⁴² ? » Pourtant, là où l'on attendrait en réponse la mise au jour de structures de causalité historique, on ne rencontre que ce qui ressemble à des manières biaisées d'aborder l'événement : « origine » évoque une généalogie plutôt qu'une logique d'imputation ; la traduction du titre en allemand parle des « éléments » de la domination totalitaire ; Arendt décrit leur « cristallisation » et non leur enchaînement. La préface de « L'Antisémitisme » annonçait ces choix et une formule énigmatique voudrait par la suite en rendre raison : « L'événement éclaire son propre passé, mais il ne saurait en être déduit ¹⁴³ . » Ricœur voit dans cette déclaration plus que l'expression d'une sensibilité au caractère radicalement nouveau et imprévisible du phénomène totalitaire : le fait que face à lui, « l'explication ne cesse de tourner autour de l'inexplicable ¹⁴⁴ ». Partant de loin dans l'espace et le temps, s'approchant progressivement du noyau d'un régime inconnu de la théorie politique, Arendt découvre que celui-ci repose sur une hypothèse qu'il cherche à vérifier : la possibilité de construire un système dans lequel « les hommes sont de trop ». Mais la compréhension d'une telle hypothèse butte sur une remarque de David Rousset souvent

citée : « Les hommes normaux ne savent pas que tout est possible ¹⁴⁵ . »

Ce constat pourrait justifier ce qui a été souvent souligné comme un défaut du livre : le fait qu'il passe brutalement « de la contingence de l'événement à l'irruption du concept » (Ricoeur), d'une phénoménologie montrant que « les mouvements totalitaires sont des organisations de masse d'individus atomisés et isolés » à une formalisation affirmant que la terreur est leur « essence » ¹⁴⁶ . Faut-il penser qu'au travers d'un tel saut, Arendt avoue qu'au bout du compte la logique totalitaire est inexplicable ? Ricoeur le propose, pour lui faire droit d'avoir mobilisé toutes les ressources disponibles afin de cerner ce qui demeure impensable à la lumière de la raison commune. Multiplier tout d'abord les « visées obliques » sur le phénomène, en soulignant quelques-uns de ses éléments : un « monde fictif » imaginé par l'idéologie et réalisé par l'organisation ; la substitution du « crime objectif » à la faute juridiquement prévue ; la planification de la destruction d'une partie de l'humanité. Tourner ensuite autour de l'hypothèse selon laquelle « tout est possible », à défaut de pouvoir la comprendre et au risque d'épaissir l'énigme en laissant l'analyse proliférer. Substituer enfin à l'impossible description de l'univers des camps des pages d'une « sobriété angoissante », nourries du récit des rares rescapés. Mais par cette défense d'une sorte d'incohérence logique des *Origines du totalitarisme*, Ricoeur invite surtout à saisir la nécessité qui préside au « changement de front » opéré par le livre suivant : si Arendt ne pouvait finalement concevoir la possibilité d'un monde totalitaire que par le biais d'une réflexion sur le « mal radical », elle voudra rechercher les moyens d'une résistance qui rendrait crédible un monde non totalitaire en explorant les fondements de la condition humaine. *Human Condition* en anglais, *Nita activa* en allemand, les titres de *Condition de l'homme moderne* désignent parfaitement son projet et son résultat : c'est une anthropologie philosophique qui doit permettre de déterminer

les conditions d'une stabilité du monde, d'un univers où l'homme ne soit pas superflu, d'une existence opposée à celle de l'isolement vécu par les masses contemporaines ; l'espace dans lequel la reconstruction de ces expériences peut être imaginée est celui de l'action, dans le domaine politique.

QU'EST-CE QUE PENSER ?

Travail, œuvre, action : les trois catégories d'une description de la condition humaine peuvent-elles à leur tour être reliées à celles qui vont organiser *La Vie de l'esprit* ? C'est cette fois chez Hans Jonas que l'on peut chercher des indications¹⁴⁷. Inachevé, le dernier livre d'Hannah Arendt repose lui aussi sur une trilogie : penser, vouloir, juger¹⁴⁸. A quoi s'ajoute que les deux ouvrages strictement spéculatifs se font écho par leurs questions. *Condition de l'homme moderne* se proposait de « penser ce que nous faisons¹⁴⁹ ». *La Vie de l'esprit* va demander : « Que fait-on quand on ne fait que penser¹⁵⁰ ? » La symétrie demeure toutefois imparfaite : *Condition de l'homme moderne* était clairement dévoué à la *vita activa*, quoi qu'il ait pu en être, *La Vie de l'esprit* n'aurait consacré à la *vita contemplativa* qui forme l'antithèse classique que le premier de ses trois tomes. Cette allure non systématique de l'œuvre d'Arendt pourrait se confirmer sur le plan des intentions qui l'ordonnent et des passions qui l'animent. Arendt déclarait avoir tardivement appris à aimer le monde, et une architecture se dessine effectivement sur ce plan : le souffle de colère qui parcourait *Les Origines du totalitarisme* accompagnait le rejet d'un monde qui avait rendu possible ce phénomène ; *Condition de l'homme moderne* devait à l'inverse se nommer *Namor mundi*. Mais lorsqu'elle répond à sa propre question, *La Vie de l'esprit* s'éloigne de ce monde : « Quand je pense, je ne suis pas là où je me trouve en fait ; je ne suis pas entouré d'objets perceptibles aux sens, mais d'images invisibles à quiconque n'est pas moi. C'est comme si je m'étais retiré dans un pays magique, le pays des invisibles¹⁵¹ . » Dans l'introduction, Arendt confirme

l'antagonisme entre l'objet des deux livres : « La vie active est “laborieuse”, la vie contemplative tranquillité pure ; la vie active se déroule en public, la vie contemplative “a.u désert” ; la vie active est vouée à la “nécessité d'un voisinage”, la vie contemplative à “la vision de Dieu” ¹⁵². » Quant à la justification qu'elle fournit du choix de son sujet pour les *Gifford Lectures* dont est issue *La Vie de l'esprit*, elle semble paradoxale : la « banalité du mal » découverte à Jérusalem sous les traits d'Eichmann ne relevait pas de sa stupidité, mais d'un évident « manque de pensée ¹⁵³ ».

On peut une nouvelle fois imaginer qu'en se consacrant désormais à *La Vie de l'esprit*, Hannah Arendt recherchait l'apaisement que peut offrir la pensée. Elle dit pourtant vouloir encore affronter une énigme : des comportements monstrueux peuvent-ils s'expliquer par un banal « manque de profondeur » ? L'activité de penser fait – elle inversement partie « des conditions qui poussent l'homme à éviter le mal » ? Ces questions reliaient parfaitement le livre délibérément polémique qu'était *Lichmann à Jérusalem* aux préoccupations d'allure plus sereine de *La Vie de l'esprit*. Arendt évoque toutefois à demi-mot une inquiétude proprement philosophique, qui rapprocherait cette fois en les opposant ce dernier livre et *Condition de l'homme moderne*, dans celui-ci, elle avait traité du problème le plus ancien de la pensée politique qu'est la *vita activa*, mais cette notion elle-même avait été forgée « par des gens plongés dans la vie contemplative et qui observaient toutes les espèces du vécu selon cette perspective ^{154 155} ». Interrogée à la même époque sur son œuvre par un aréopage choisi, elle s'approprie ce problème et reconnaît un « défaut » de *Condition de l'homme moderne*. « Je regardais encore ce qui s'appelle dans la tradition *vita activa* du point de vue de la *vita contemplativa*, sans jamais dire quoi que ce soit de réel sur la *vita contemplativa*^{x^}. » A quoi elle ajoute une formule d'allure paradoxale empruntée à Caton l'Ancien : « Quand je ne fais rien, c'est alors que je suis le plus actif et c'est quand je suis tout

entier avec moi-même que je suis le moins seul ¹⁵⁶ . » Action ou contemplation, solitude ou insertion dans le monde des hommes : Arendt conserve —t-elle son système de catégories tout en inversant leur organisation et en renversant ses préférences ? Est-elle à ce point incertaine des liens entre l'activité de penser et la capacité à faire des choix dans le domaine de l'expérience qu'elle semble ne plus vouloir se consacrer qu'à la contemplation ? Quel est finalement le projet de *La Vie de l'esprit* ?

Lorsqu'elle cherche à caractériser l'activité de penser, Hannah Arendt le fait au travers de l'idée de « retrait ». Retrait hors de l'espace, puisque avec elle l'on n'est pas où l'on se trouve. Egalement retrait hors du temps : « Le moi pensant n'est nulle part, n'a pas d'âge ¹⁵⁷ . » Ce dernier phénomène se confirme quand elle précise ce que vise la pensée : réunir des « temps absents », c'est-à-dire le « pas encore » et le « ne plus » ¹⁵⁸ . Une continuité semble ainsi se dessiner entre cette définition, les catégories de l'anthropologie proposées par *Condition de l'homme moderne* et le projet de *La Crise de la culture*. Du point de vue du premier de ces livres : chaque nouvelle génération, chaque être humain, « doivent découvrir et tracer à grand-peine le chemin de la pensée », parce qu'ils prennent conscience de s'insérer « entre un passé infini et un futur infini » ; l'espèce de survie qu'acquièrent les grandes œuvres tient au fait « d'être nées sur la petite piste discrète de non-temps que la pensée de leurs auteurs avait ouverte entre un passé infini et un futur infini ¹⁵⁹ ». Si l'on se souvient du titre original du second : *Beftsnen Past and Future* cherchait à analyser la crise de la tradition qui marque le monde intellectuel et politique de la modernité. Est-il surprenant qu'Arendt se réfère pour la première fois directement à la démarche de Heidegger lorsqu'elle présente celle de son dernier livre : « Démanteler la métaphysique ainsi que la philosophie et ses catégories, telles que nous les connaissons toutes deux, depuis leurs débuts en Grèce et jusqu'à ce jour ¹⁶⁰ ? » Une telle

déclaration ne désigne plus un changement de front tel que celui qui s'opérait entre *Les Origines du totalitarisme* et *Condition de l'homme moderne*, mais une rupture délibérée avec l'histoire de la philosophie. Il n'est plus question de résistance et de reconstruction, mais d'un abandon du domaine public et d'une déconstruction de la métaphysique. Il semble que l'horizon ne soit plus celui d'une anthropologie cherchant à décrire avec l'œil des Anciens une expérience humaine falsifiée par les Modernes, mais celui de la mise au jour d'une illusion propre à ce projet lui-même.

On pourrait dire qu'Hannah Arendt renonce désormais à l'optimisme de la raison, après avoir été gagnée par un pessimisme de la volonté. Le constat déjà ancien d'une crise de la tradition est confirmé. Mais elle affirme cette fois que le fil rompu ne pourra être renoué. On savait déjà que dans la longue durée, « ce qui a cédé, c'est la Trinité romaine qui, pendant des millénaires, a uni religion, autorité et tradition ». Mais elle précise maintenant que cette disparition concerne tout autant « notre histoire politique » que celle des idées. On connaissait Arendt familière d'une critique de la modernité visant à sortir de ses impasses par le haut. Mais désormais, même la philosophie grecque est soumise au « démantèlement ». Quelle perspective peut ouvrir cette démarche ? Comme souvent lorsqu'elle veut exprimer des pensées intimes en se protégeant peut-être de leurs effets trop brutaux, Hannah Arendt cite les poètes.

Shakespeare, un passage de *La Tempête* rencontré à propos de Walter Benjamin :

*Par cinq brasses sous les eaux
Ton père étendu sommeille.
De ses os naît le corail,
De ses yeux naissent les perles
Rien chez lui de périssable
Que le flot marin ne change
En tel ou tel faste étrange..* **161**

Elle propose ainsi d'entendre une invitation à ne pas détruire le « faste étrange », le « corail » et les « perles ». Mais si la proposition se réfère ailleurs à l'art qu'avait Benjamin de collectionner les citations pour en faire son miel, elle veut ici dire au sujet de la philosophie que l'on n'en peut conserver que des « fragments ».

Le cher Wystan H. Auden ensuite :

*Oh, enfonce, tes mains dans l'onde,
Enfonce-les jusqu'au poignet,
Et regarde au fond de la vasque,
Pour voir ce que tu as manqué ¹⁶².*

Une seconde fois Auden, cette fois en prose : « Il est des livres qui ne méritent pas qu'on les publie, il n'en est pas qui ne méritent pas qu'on s'en souviene. » Comme toujours, celui qui « Chante l'insuccès humain / Dans un enchantement de détresse » offre une sagesse résignée qui sauve néanmoins par un paradoxe une fragile lumière. Mais si lui voulait dire qu'il vaut mieux renoncer au « meilleur des mondes possibles », Arendt semble retenir que toute idée d'unité de la pensée doit elle-même être abandonnée.

Rupture du « fil de la tradition », impossibilité de le renouer, certitude que ne sauraient être sauvés de la philosophie que des « fragments » : où Hannah Arendt voulait-elle en venir ? S'agissant d'un livre inachevé et dans lequel elle a jeté ses dernières forces, on peut imaginer qu'elle ne le savait pas tout à fait. Au terme de la première partie, elle avait découvert ce qui semblait la surprendre, mais pouvait la conforter dans l'une de ses convictions les plus profondes : si par sa présence entre passé et futur l'activité de penser connaît une forme d'intemporalité, celle-ci n'est pas l'éternité, en sorte qu'elle ne peut offrir à elle seule un refuge contre la finitude dont les hommes ont besoin ; ce constat inviterait à retourner encore

vers la *vita activa*, pour confirmer que c'est là que réside la perspective d'une stabilité du monde, d'une continuité des générations, d'une satisfaction du désir de durer des mortels. En annonçant les deux parties qui devraient être consacrés aux autres « activités mentales » que sont la volonté et le jugement, le *Post-scriptum* de *La Pensée* précise qu'il s'agit bien de cela. On voudrait « laver l'activité de penser du reproche d'être inutile et mal commode », mais cette tentative « se solde par un échec ». On pourrait concevoir que les « délibérations de l'intellect » préparent en les éclairant les décisions que prend la volonté : il faut admettre au contraire que celle-ci n'existe qu'en tant qu'organe de « la spontanéité libre », qui brise « tous les enchaînements de motivations causales qui pourraient l'entraver ». On est enfin tenté de faire valoir en sa faveur que la volonté et le jugement portent tout autant qu'elle sur des « objets absents », qui n'existent pas encore, ou n'existent déjà plus : ils ont du moins l'avantage d'être plus proches du monde de l'expérience, visant toujours ce qui est particulier, là où elle ne peut s'empêcher de généraliser. Le déplacement interne à *La Vie de l'esprit* semble ainsi justifié. En passant de la pensée à la volonté, le livre s'attache à convertir les défauts de la première en qualités de la seconde : la volonté n'est pas contemplative, mais active ; elle se pratique dans le domaine public et non dans la solitude ; elle conduit à des décisions plutôt que d'en rester à la spéculation.

La lecture du second volume de *La Vie de l'esprit* réserve pourtant une nouvelle surprise. Comme annoncé, on y voit Arendt penser à l'aide de « fragments » empruntés à toute l'histoire de la philosophie : Epic – tête et Paul ; Thomas d'Aquin et Duns Scot ; Hegel, Nietzsche et Heidegger. Elle ne propose effectivement plus de grandes antithèses construites dans l'histoire de la philosophie : Grecs et Romains ; Anciens contre Modernes ; idéalisme ou pragmatisme... On s'imagine progressant lentement vers un passage tranquille, presque classique, de la faculté d'agir à celle de juger. Pourtant, soudain

tout se brise : Arendt affirme que la volonté elle aussi conduit à une impasse théorique. Elle était certaine que la volonté relevait de la pure spontanéité. Déçue par les « penseurs de profession » dont parlait Kant, elle s'est tournée vers les hommes d'action, pour trouver la confirmation de sa thèse chez ceux qui tout à la fois ne s'embarrassent pas des « délibérations de l'intellect » et ont pour unique intention de « transformer de fond en comble la structure du monde futur et de créer un *novus ordo seculorum* ¹⁶³ ». Mais elle se découvre trahie. Ceux qui cherchaient une nouvelle forme de gouvernement dans leur siècle des Lumières n'ont fait que regarder en arrière, sans même le savoir. Pire encore que leur « pillage des archives de l'Antiquité », ils ont fait preuve d'une absence totale de rébellion à son égard. Ainsi formée, leur conception du futur n'était que la nostalgie d'un âge d'or : « une idée mélancolique », y compris lorsque Marx promet le « royaume de la liberté » par le retour au communisme primitif. S'affirmant frustrée d'aboutir à une telle conclusion, Arendt exprime cette fois sa colère par un « démantèlement » qui n'a plus rien à envier aux déconstructions de Heidegger : « L'abîme de la pure spontanéité qui, dans les fondations légendaires, est traversé par le hiatus entre la libération et la constitution de la liberté, était dissimulé par un stratagème, typique de la tradition occidentale (la seule pour laquelle la liberté a toujours été *la raison d'être* de toute politique) consistant à voir, dans le *nouveau*, un nouvel énoncé, amélioré, de l'ancien ¹⁶⁴ . »

Voici Hannah Arendt semblant tout renier. Elle a aimé chez quelques révolutionnaires modernes une disponibilité à l'invention de la liberté, leur reprochant seulement d'avoir dévié devant le spectacle de la société de leur temps pour fuir dans l'utopie : elle constate soudain qu'ils n'avaient d'yeux que pour le passé. Elle-même a souvent puisé chez les Anciens une sagesse plus haute que celle des Modernes, mais subitement leurs modèles ont de ternes couleurs. Désespérée par les philosophes, elle a enfin cherché chez les hommes d'action une

conscience pure de la volonté, pour cependant découvrir qu'ils n'étaient pas plus audacieux que les moins timides des spéculateurs. *Work in progress* interrompu, *La Vie de l'esprit* présente une intrigue philosophique inachevée. Si sa dernière page rédigée offrait le dernier mot d'Arendt, celui-ci serait « spontanéité ». Elle ne serait ainsi restée fidèle qu'à une seule idée : le monde, la vie, l'expérience humaine n'ont de sens qu'au travers de la possibilité de « nouveaux commencements ». On a déjà noté que cette perspective dessine une antinomie dans l'œuvre politique d'Hannah Arendt, puisqu'en même temps qu'une irruption de la liberté à l'état pur, celle-ci s'attache à la continuité, à la permanence et à la stabilité. On peut désormais ajouter qu'il existe une contradiction tenace entre le projet initial de son dernier livre et sa démarche : *La Vie de l'esprit* voulait explorer les conditions de la *vita contemplativa* pour achever un cycle philosophique ouvert par l'ouvrage auparavant consacré à la *vita activa**, non seulement Arendt renonce à regarder les choses avec l'œil des Grecs comme elle l'avait fait en usant de leurs catégories, mais elle disloque celles-ci en démembrant l'ensemble de la philosophie à laquelle elles donnaient naissance. Où voulait-elle aller en dévoilant ce qu'elle nomme le « stratagème » des philosophes ? Qu'espérait-elle trouver en n'avançant qu'au milieu de « fragments » ? Rêvait-elle encore de parvenir à concilier son amour du spontané et son désir de la durée ?

Du dernier projet d'Hannah Arendt, il ne reste que des fragments... Mary McCarthy raconte : « Hannah Arendt est morte subitement le 4 décembre 1975. C'était un jeudi soir ; elle recevait des amis. Le samedi précédent, elle avait terminé *La Volonté*, seconde partie de *La Vie de l'esprit*. Comme *Condition de l'homme moderne*, qui l'avait précédé, l'ouvrage était conçu en trois parties... Après sa mort, on trouva sur sa machine à écrire une feuille de papier, vierge à l'exception de deux épigraphes. Elle a dû s'installer, à un moment donné, entre le samedi où elle a fini *La Volonté* et le jeudi de sa mort, avec

l'intention d'attaquer la dernière partie » Le livre publié en français sous le titre *Juger* est plus modeste dans son original anglais : *Lectures on Kant's Political Philosophy* Son hypothèse peut toutefois se justifier, puisque l'on sait que les cours sur Kant donnés ces années – là à la New School de New York et à l'université de Chicago accompagnaient le travail de *La Vie de l'esprit*, offrant donc une image au moins probable de ce qu'aurait été son dernier volume. S'il faut s'étonner, c'est d'autre chose. Arendt avait affirmé de manière fracassante qu'elle rompait avec la clique des philosophes : voici l'un d'entre eux qui revient et non des moindres. Elle voulait ne penser qu'au travers de « fragments », mais c'est un seul livre qu'elle a ouvert : la *Critique de la faculté de juger*. On l'imaginait bloquée dans son effort, s'avouant incapable de trouver une issue, revenue de tout : elle retrouve la patience de lire ligne à ligne, une confiance perdue dans les vertus du commentaire, une sorte de quiétude. Est – ce une tranquillité qui revient à l'enseignement mais n'aurait pas subsisté dans un livre, une façon quelque peu factice de se reposer dans un univers malgré tout familier avant de s'attacher de nouveau à le mettre en pièces, peut-être même un pressentiment de la mort ? Reste que s'il s'agit là de brouillons, ils dessinent un magistral paradoxe : Arendt revient sur les terres qu'elle brûlait encore quelques mois auparavant, rend les armes au héraut d'une philosophie moderne qu'elle avait depuis longtemps congédiée, renie ses reniements ; mais elle découvre peut-être un moyen de résoudre le conflit qu'elle croyait insoluble au sujet de la volonté, tout en comprenant mieux ses réserves vis-à-vis de la pensée.

Une confidence pourrait commencer à valider cette hypothèse. Pendant les dernières années de sa vie, Hannah Arendt a relu Kant avec bonheur, trouvant sans doute chez lui un réconfort contre la tristesse qui l'avait envahie depuis la mort d'Heinrich Blücher le 21 octobre 1970 et avait été régulièrement entretenue par la disparition des proches,

comme celle d'Auden en septembre 1973. Elle le confirme à Ludwig Greve pendant le bref moment de repos qu'elle passe à Locarno quatre mois avant sa mort : « Je lis avec un plaisir intense ce bon vieux Kant, et ne me laisse troubler par rien d'autre. Cela me rend heureuse ¹⁶⁵ . » Que pouvait-elle plus précisément retenir de la *Critique de la faculté de juger* ? Tout d'abord que celle-ci ne peut être apprise, mais seulement « exercée ». Qu'ensuite le jugement ne consiste pas à appliquer une règle générale sur des cas particuliers, mais au contraire à s'élever du singulier à l'universel. Qu'il n'est enfin pas un solipsisme sollicitant le sujet dans la solitude, mais une activité qui procède par un élargissement progressif de la pensée et produit un sens commun. Chez Kant, ce modèle est construit sur le jugement esthétique, s'attache à la question du goût préjugé indiscutable et montre la possibilité d'une idée universelle du beau. Si Arendt cherche là une lumière, c'est pour éclairer les questions qui demeurent malgré tout les siennes : l'action, la politique, l'histoire.

Hypothétique, ce qu'elle aurait fait de ses découvertes kantiennes dans son domaine de prédilection doit être dessiné en pointillés ; le plus clairement esquissé concerne l'histoire. Dans les textes de *La Crise de la culture* consacrés à cette question, elle avait rangé Kant avec Hegel et a fortiori Marx dans le camp des penseurs modernes à qui revient la responsabilité d'avoir détruit le concept classique d'histoire. Avec eux, celle-ci avait cessé d'être la mémoire des grands hommes du passé grâce auxquels s'étaient manifestées des « interruptions » du cours des choses relevant de « l'extraordinaire », pour devenir une manière de « se réconcilier avec la réalité par la compréhension du sens le plus intime du processus historique ¹⁶⁶ ». Dès le *Post-scriptum* de *La Pensée*, elle avait toutefois aperçu une autre perspective chez Kant. Dans la *Critique de la faculté de juger*, celui-ci affirmait une autonomie de l'esprit humain qui lui offre une indépendance « vis-à-vis des choses telles qu'elles sont ou telles qu'elles sont

advenues ¹⁶⁷ ». C'est donc à rebours de l'évolution de la philosophie moderne que peut être formulée une antinomie fructueuse des points de vue sur l'histoire. Désormais, c'est au seul Hegel qu'il revient d'avoir dégagé une perspective terrible : « L'histoire du monde est le tribunal du monde », en sorte que c'est elle qui impose son jugement et le fait uniquement dépendre de la réussite. Mais avant lui, Kant avait en quelque sorte retrouvé une définition conforme à celle d'Hérodote : l'historien est celui qui enquête sur le passé, « le curieux qui, en le racontant, le soumet à son jugement ». Dans cette forme de renaissance kantienne du concept classique, Arendt peut voir s'ouvrir au dernier moment une perspective heureuse : « S'il en est ainsi, nous recouvrerons peut-être notre dignité humaine, nous la reprendrons, pour ainsi dire, à la pseudo-déesse de l'époque moderne appelée Histoire, sans nier l'importance de l'histoire, mais en lui refusant d'être le juge ultime ¹⁶⁸ . »

L'héritage de Kant en matière politique est plus incertain, en sorte que c'est une ébauche de ce qu'il pourrait être que laisse Hannah Arendt. A la différence de la plupart de ses prédécesseurs, Kant n'a pas écrit sa politique. S'étant longtemps désintéressé de cette activité, il s'est toutefois réveillé de son « sommeil politique » à l'occasion de l'enthousiasme suscité par les deux Révolutions, pour faire grâce à elles de la « sociabilité » humaine l'une de ses dernières questions ¹⁶⁹ . À quoi s'ajoute qu'avec le jugement il a découvert une faculté nouvelle, ignorée des philosophes antérieurs et susceptible de modifier partiellement le statut de la pensée. Idée chère à Arendt, son anthropologie affirme que « la compagnie est indispensable au penseur ¹⁷⁰ ». Quant à la *Critique de la faculté de juger*, elle s'approche bien davantage des questions politiques que ne le faisaient les deux précédentes : elle ne parle plus de la connaissance ou de la vérité, n'aborde pas l'action du point de vue abstrait de la loi morale, mais montre comment l'homme peut s'exercer au jugement face à des situations concrètes. En ce sens, bien qu'appartenant aux facultés de l'esprit, ce dernier

offre la seule d'entre elles qui ne soit pas étrangère à la *vita activa*. Au lendemain du procès Eichmann, Arendt se demandait si la pensée peut aider à éviter le mal. Il lui semble désormais clair que la réponse est négative aussi longtemps qu'elle demeure uniquement définie comme elle l'est couramment : « l'habitude de tout examiner et de réfléchir à tout ce qui arrive sans égard au contenu spécifique et sans soucis des conséquences ¹⁷¹ . » Bien que chez Kant lui-même cette idée demeure dominante, les choses peuvent cependant changer grâce à la théorie du jugement. La pensée qui demeure impuissante devant le mal est celle qui ne s'applique qu'à des « objets absents ». Mais celle qui s'associe à la faculté de juger se propose au contraire de traiter des objets présents de la vie quotidienne, des situations où il est question de faire des choix susceptibles d'être justifiés. Voici la dette déjà esquissée en janvier 1973 : « La pensée vous laisse en un sens vide... Et une fois vide, d'une façon difficile à dire, vous êtes prêt à juger. A savoir que, sans disposer d'aucun recueil des règles sous lesquelles un cas particulier peut être subsumé, il vous faut dire “ceci est bon”, “cela est mauvais”, “ceci est juste”, “cela est faux”, “ceci est bien”, “cela est laid”... C'est-à-dire que nous sommes maintenant prêts à rencontrer les phénomènes pour ainsi dire sur un coup de tête, sans système préconçu ¹⁷² . » De ce point de vue, Arendt aperçoit à la fin de l'œuvre de Kant les linéaments d'une pensée politique, qui reposerait sur un concept rarement souligné chez lui : non pas l'homme ou l'humanité, qui ne désignent que des abstractions, mais « les hommes », « créatures terrestres, vivant en communautés, dotées d'un sens commun... chacun ayant besoin, même pour penser, de la compagnie des autres ¹⁷³ ». Elle reconnaît ainsi tardivement chez Kant l'idée de « pluralité » qu'elle considère au fondement de l'expérience politique. L'une des formules provocatrices de *Eichmann à Jérusalem* consistait à affirmer que celui-ci pouvait faire valoir à bon droit qu'en exécutant les ordres qui lui étaient donnés, il obéissait au principe kantien du

respect de la loi, en tout cas à ce qu'il nommait lui-même l'adaptation de celui-ci « à l'usage domestique du petit homme ¹⁷⁴ ». Arendt pourrait désormais mieux expliciter cette proposition. Sans le savoir, Eichmann avait en quelque sorte découvert le défaut de l'idéalisme philosophique : sa loi est trop abstraite pour apprendre à l'homme le discernement. A l'inverse, l'exercice de la faculté de juger place l'individu devant le tribunal d'autres individus, qu'il devra convaincre de la validité de ses décisions. En ce sens, on pourrait dire d'Eichmann qu'il faisait moins preuve d'un « manque de pensée » que d'une absence de jugement. Quant à la pensée elle-même, si elle apprenait à renoncer à la volonté farouche d'être pure pour valoriser la faculté de juger, elle pourrait enseigner comment éviter le mal et « prévenir des catastrophes ». Du moins « dans les rares moments où les cartes sont sur la table » ¹⁷⁵ .

POLITIQUE ET POLÉMIQUE

Hans Jonas rapporte une confidence d'Hannah Arendt datant de l'époque où elle préparait les *Gifford Lectures*, substance de *La Vie de P esprit*. « En théorie politique, j'ai joué mon rôle, maintenant cela suffit ; à partir de maintenant et pour le temps qui me reste, je ne m'occuperai plus que de choses qui dépassent la politique ¹⁷⁶ . » Traduisant ce propos dans le vocabulaire qu'ils s'étaient forgé à l'époque de leur jeunesse et d'un commun enthousiasme pour la philosophie, Jonas résume la décision prise par Arendt de ne plus aborder que des « sujets “suprêmes” » : « Maintenant, passons aux choses urgentes. » On sait que dans les dernières années de sa vie, Hannah Arendt considérait effectivement que l'heure était venue de redéfinir les conditions de la pensée : non seulement à cause d'une sollicitation extérieure, mais également en raison d'une question laissée en suspens après le procès Eichmann. Cette déclaration ouvre néanmoins une perspective inattendue

sur son œuvre et pourrait désigner son point d'Archimède : à l'exception d'un dernier livre proprement philosophique, celle-ci aurait été exclusivement dédiée à la politique. S'agissant d'un certain nombre de ses ouvrages, la chose est évidente : *Les Origines du totalitarisme*, *VEssai sur la révolution*, *Du mensonge à la violence*. A quoi s'ajoute qu'il en aurait été par définition de même d'une « Introduction à la politique » qu'Arendt envisageait de rédiger à la demande de l'éditeur allemand Piper : projet qu'elle voyait en 1958 commencer là où *Condition de l'homme moderne* s'achevait, qu'elle ne réalisera jamais, mais dont elle développera quelques éléments dans *La Crise de la culture*TM. Il reste toutefois trois livres qui pourraient s'éclairer d'une lumière inédite au travers de la classification implicite contenue dans la confidence à Jonas : *Condition de l'homme moderne*, *La Crise de la culture* et *Eichmann à Jérusalem*.

En quoi chacun de ces livres devrait-il relever du domaine politique ? Le cas du premier semble relativement facile à résoudre. *Les Origines du totalitarisme* avaient non seulement affronté la catastrophe politique du XX^e siècle, mais remis en cause les catégories classiques, notamment celles qui servaient à désigner la face obscure du phénomène : tyrannie, despotisme, dictature... A leur suite, Arendt aurait pu se consacrer à un aménagement de la théorie politique, à l'élaboration d'une nouvelle typologie des régimes ou une délimitation plus précise des critères du totalitarisme, ce à quoi s'attachera essentiellement la discussion académique après la publication du livre. L'ambition de *Condition de l'homme moderne* serait d'une tout autre nature : penser la résistance à une crise interne de la démocratie qui avait entraîné sa faillite et la menaçait encore ; concevoir les conditions d'une reconstruction de la sphère publique sur des bases solides ; revenir pour ce faire vers les composantes fondamentales de l'expérience humaine. *La Crise de la culture* s'éclaire d'un jour nouveau et contribue également à redessiner le paysage de l'œuvre si l'on regarde son contenu sous l'angle de la

philosophie politique. A première vue, ce livre ressemble à une série de leçons consacrées à des notions classiques : autorité, liberté, histoire... ¹⁷⁷ Cette impression est toutefois contrariée par l'aspect souvent polémique de l'ouvrage : moins un exposé didactique qu'une opposition systématique des Anciens et des Modernes, une critique des seconds sous l'œil des premiers, la redécouverte d'une tradition dilapidée par la philosophie depuis les débuts de la modernité. Finalement, il s'apparente davantage à la défense d'un héritage qu'à l'illustration d'un catalogue. Les concepts qu'il discute appartiennent encore au vocabulaire de la politique. Si Arendt les conjugue dans la grammaire des Grecs et des Romains, c'est toujours pour expliquer à ses contemporains ce qu'ils ont perdu en les oubliant. A l'inverse, en cherchant à réimplanter un langage devenu étranger à la sphère publique de son temps, elle persiste à éclairer les origines de sa décomposition et les conditions de sa reconstruction. C'est sans doute de ce point de vue qu'elle répondait à une question de Hans Morgenthau concernant ses propres choix politiques en refusant de se situer dans les camps familiers ¹⁷⁸ . S'affirmant extérieure à tous les groupes constitués depuis qu'elle a quitté les rangs sionistes auxquels elle avait appartenu entre 1933 et 1943, elle rappelle n'avoir pas été communiste, affirmant même ne s'être jamais reconnue dans le socialisme, en dépit de son milieu familial. A quoi elle ajoute qu'elle ne se considère pas davantage libérale, au sens américain du terme, racontant avoir offusqué les éditeurs de *Partisan Review* peu de temps après son arrivée aux États-Unis en avouant ne pas croire au progrès. Arendt était pourtant particulièrement fière d'une anecdote qu'elle rapporte à Kurt Blumenfeld : en 1955 à Berkeley, des étudiants qui avaient écouté son cours d'histoire de la théorie politique s'étaient dit entre eux « Rosa est revenue ¹⁷⁹ ». Que Rosa Luxemburg et elle soient « cousines », comme le lui confirme Blumenfeld, voilà qui conforte une vieille connivence, mais ne contribue guère à clarifier ses engagements. Elle finira

d'ailleurs par l'admettre : « Je ne suis nulle part... en quelque sorte, je ne colle pas [*I don't fit*] ¹⁸⁰ . »

Hannah Arendt avait-elle enfin une idée politique à l'esprit en écrivant *Eichmann à Jérusalem*[^], Parmi les perspectives d'ordre général qu'il ouvre, ce livre en contient une qui s'inscrit directement dans ce registre. Elle concerne le seul exemple évoqué au procès d'un Allemand ayant aidé des Juifs : Anton Schmidt, qui avait fourni des faux papiers et des camions militaires à des partisans en Pologne, avant d'être arrêté et exécuté. Arendt tire une leçon de ce cas : « Politiquement parlant, elle est que, dans des conditions de terreur, la plupart des gens s'inclineront, mais que *certaines ne s'inclineront pas* | de même, la leçon que nous donnent les pays où l'on a envisagé la Solution finale, est que “cela a pu arriver” dans la plupart d'entre eux, mais que *cela ri'est pas arrivé partout*. Humainement parlant, il n'en faut pas plus, et l'on ne peut raisonnablement en demander plus, pour que cette planète reste habitable pour l'humanité ¹⁸¹ . » L'un des principaux éléments de la controverse suscitée par *Eichmann à Jérusalem* tient cependant eh cela qu'Arendt insiste sur un phénomène inverse : la « coopération » de nombreux dirigeants des communautés juives d'Europe au processus de la destruction. A ses yeux, on a volontairement évité de citer les témoins auxquels on aurait pu demander : « Pourquoi avez-vous coopéré à la destruction de votre propre peuple, et, en fin de compte, à votre propre perte ? » C'est donc par ses propres moyens qu'Arendt instruit ce dossier, dans une perspective qui laisse affleurer l'une de ses plus anciennes colères : si les nazis étaient parvenus à provoquer « l'effondrement moral [...] dans la société européenne respectable », ils avaient obtenu le même résultat s'agissant de la « société juive respectable » ¹⁸² . L'affaire avait commencé sous des formes dont elle avait été le témoin : l'acceptation de privilèges en faveur des anciens combattants juifs, des familles installées depuis longtemps, des citoyens allemands opposés aux émigrants récemment arrivés de l'est. Elle

s'était achevée avec les Conseils juifs qui s'imaginaient que leurs policiers seraient « plus doux et plus secourables » que ceux des nazis, devenant ainsi « les instruments entre les mains des assassins » ¹⁸³ . Posée sur le plan politique de l'attitude des autorités juives, cette accusation sera discutée du même point de vue, dans un contexte où Arendt se considérera l'objet de manœuvres internes au judaïsme américain.

De façon plus explicite, dès le début du livre, Hannah Arendt inscrit le procès dans la perspective d'une politique de l'Etat d'Israël ¹⁸⁴ . C'est ici l'attitude de Ben Gourion qu'elle met en cause. « Architecte de l'Etat », celui-ci a conçu le procès d'Eichmann comme un théâtre où doit se rejouer toute l'histoire du peuple juif. « Régisseur invisible de la pièce », il parle au tribunal par l'intermédiaire du procureur Hausner, qui fait ce qu'il peut pour « obéir à son maître ». Sa « mise en scène » vise à justifier ce qui n'allait pas de soi : le fait qu'Israël soit habilité à juger. Arendt va plus loin encore, pour montrer que la vision de Ben Gourion relève d'une politique conçue à l'échelle mondiale. Pour lui, il s'agit d'accuser l'ensemble des nations, de démontrer que l'Allemagne nazie n'est pas la seule responsable de l'extermination des Juifs européens. De là découle l'orientation du procès, traduite dans le réquisitoire : contrairement à Nuremberg, ce ne sont pas des représentants de toutes les victimes d'Eichmann qui sont convoqués, mais seulement ceux qui incarnent la souffrance juive sous son joug ; il s'agit moins de juger les crimes nazis que de rendre justice au peuple juif. Des considérations plus secrètes ou triviales nourriraient enfin le projet : à ce moment précis de son histoire, l'Etat d'Israël voit les liens se distendre avec les communautés de la Diaspora ; l'Allemagne est moins empressée à verser l'argent qu'elle consent à titre de réparation. La stratégie de Ben Gourion apparaît ainsi transparente aux yeux d'Arendt. La salle a été remplie par plusieurs sortes de public : des survivants venus du monde entier, « qui savaient par cœur tout ce qu'il y avait à savoir » et n'avaient pas besoin que l'on forge leur

opinion ; des Israéliens trop jeunes pour connaître l'histoire et à qui il fallait la raconter ; des Juifs orientaux parfaitement ignorants des événements d'Europe, dont on devait construire la conscience historique. A eux tous, Ben Gourion voulait donner une leçon parfaitement claire : « Le procès était censé leur montrer ce que cela signifiait que de vivre parmi les non-Juifs, et les convaincre qu'un Juif ne pouvait vivre honorablement et en toute sécurité qu'en Israël »

En inscrivant le procès Eichmann dans une stratégie sioniste, puis en accusant les Conseil juifs, Hannah Arendt devait s'attendre à une réception polémique de son livre. La voici donc projetée dans la sphère publique qu'elle a toujours placée au centre de sa théorie politique. On la verra combattante, incisive, parfois vindicative en privé, mais également blessée, incertaine de ses réponses aux critiques et finalement découragée par la virulence de certaines d'entre elles. Dans ses livres, elle a souvent mis en avant la nécessité d'affronter l'événement, de penser l'inattendu, de se risquer au jugement. Pendant les années de guerre, elle avait mené une bataille politique qui ne l'avait pas épargnée. *Les Origines du totalitarisme* avaient suscité une discussion à laquelle elle s'était soumise de bon gré. Un certain nombre d'articles l'avaient conduite à affronter des objections ou des refus, comme ses « Réflexions sur Little Rock » de 1959, qui contestaient la pertinence des mesures prises contre la ségrégation aux États-Unis ¹⁸⁵. Dès *Les Origines du totalitarisme*, ses proches l'avaient parfois mise en garde contre des « exagérations ». Moins bien intentionnés, d'autres avaient douté de ses sentiments démocratiques. Quelques lecteurs avaient enfin perçu une certaine arrogance dans les débats. Cette fois on lui reproche un manque d'amour du peuple juif (Scholem), on l'accuse d'imaginer que les Juifs se sont finalement menés eux-mêmes à l'abattoir (Golo Mann), certains vont jusqu'à suggérer qu'elle ressemble aux nazis (*Le Nouvel Observateur*). Elle-même pense que ressurgissent de vieilles

inimitiés, se voit victime de conflits qui la dépassent et croit au complot. Ses amis font bloc, l'encouragent, la protègent. Hannah Arendt est-elle débordée par son propre goût de la polémique ? A-t-elle été trop vite rattrapée par une histoire qu'elle s'était attachée à dompter ? En savait-elle trop peu sur la brutalité des échanges dans une arène publique qu'elle pensait essentielle à la vie politique ? Pour répondre à ces questions, il faudra regarder de près *Eichmann à Jérusalem** : percevoir ses intentions, peser son style, cerner ses résultats. On devra également consulter les pièces d'une controverse intellectuelle qui n'est pas sans présupposés politiques, arrière-pensées morales et enjeux historiques. Mais on peut d'ores et déjà dire que ce livre appartient au rang de ceux d'Arendt qui croisent pensée et passion, distance et engagement, réflexion et colère.

Hannah Arendt dit de Lessing qu'il était un penseur « essentiellement polémique ¹⁸⁶ ». S'agissant à ses yeux d'un compliment, on pourrait aisément le lui retourner. Quoi qu'il en soit des réserves qu'ils peuvent susciter, ses meilleurs livres sont sans doute les plus visiblement portés par la rage de comprendre, le souci de détruire des préjugés, le goût de la provocation intellectuelle. *Les Origines du totalitarisme* et *Eichmann à Jérusalem* sont de ceux-là. L'un relève de l'histoire monumentale, l'autre du rapport d'enquête, mais ils ont en commun de vouloir percer l'énigme de la tragédie politique du XX^e siècle. Dans chacun d'entre eux, Arendt s'attache à un aspect de la « question juive » telle qu'elle l'avait directement éprouvée durant la guerre, et elle les construit en brisant ce qu'elle estime être des tabous. Leur réception sera enfin controversée : dans le monde feutré des discussions académiques d'un côté, là où elle saura demeurer ferme en gagnant de l'assurance ; sur la place publique et sous l'orage de l'autre, dans des circonstances où elle restera moins sereine et révélera ses faiblesses. Un lien plus profond relie toutefois ces deux livres. En acceptant d'effectuer un « reportage » sur le procès Eichmann, Hannah Arendt évoquait non seulement une

« obligation » à l'égard de son passé, mais aussi le souhait de voir « en chair et en os » l'un des acteurs de sa trilogie. Après avoir observé de haut le phénomène totalitaire, pour saisir ses origines, agencer les éléments de son histoire et percer sa logique, elle espérait sans doute mieux le comprendre en regardant d'en bas les comportements d'un homme, un rouage de la mécanique, le miroir d'une société. Il n'est enfin pas impossible qu'elle ait eu en tête l'occasion de vérifier quelques hypothèses plus ou moins précises de son grand livre. L'une d'entre elles était que le système totalitaire cherchait à prouver que « tout est possible », ce que les gens normaux ne pouvaient imaginer : l'interrogatoire de l'un des principaux agents de ce projet aiderait sans doute à mieux l'appréhender. En convoquant autour de l'accusé des témoins de tous les aspects du drame, le tribunal confirmerait peut-être un pressentiment concernant les zones les plus troubles du monde totalitaire : ce qu'il devait à une somme de petites compromissions et de grandes trahisons, à une dégénérescence déjà ancienne des sociétés européennes, à des pulsions plus complexes que le seul antisémitisme. Restait enfin le mot lâché à la fin des *Origines du totalitarisme*, comme un rempart contre le sentiment de ne pas tout comprendre, une construction conceptuelle destinée à enfermer ce que la description des faits ne pouvait complètement saisir, une protection contre l'angoisse suscitée par une obscurité imparfaitement dissipée : « le mal radical ».

Du « mal radical » à la « banalité du mal », l'œuvre d'Hannah Arendt dessine un parcours que ce volume va restituer en rassemblant *Les Origines du totalitarisme* et *Eichmann à Jérusalem*. Les deux livres ont été rédigés en anglais, langue qu'Arendt parlera toute sa vie avec des intonations allemandes et qu'elle écrit dans une syntaxe qui ne lui est pas toujours naturelle. Pour cette édition, ils ont été décapés, afin d'offrir des traductions plus fidèles, mieux attachées à la précision des concepts et aux nuances de l'expression. Parfois inédits, les textes ajoutés ont été travaillés dans le même esprit : respecter

la clarté des démonstrations, laisser vivre la langue plus familière des polémiques, conserver les particularités de ceux qui ont été écrits en allemand. Onomastique et thématique, les index permettront enfin de circuler dans un corpus élargi, en sorte que l'on trouvera facilement les correspondances entre les livres, mais aussi les endroits où les documents complémentaires les éclairent ou les discutent. Entourant les deux livres d'éléments qui entraient dans leur préparation, ce volume laissera le lecteur pénétrer dans un atelier unique : celui où Arendt est à la fois philosophe et historienne, douée du sens des concepts et consciente des dangers de l'abstraction, inquiète de comprendre et soucieuse de prouver. Cette préface espère avoir montré comment *Les Origines du totalitarisme* et *Eichmann à Jérusalem* s'inscrivent dans l'œuvre d'Arendt, en forment deux piliers, se nouent entre eux et tissent néanmoins des liens avec des livres dont les objets sont plus facilement identifiables, la facture plus classique et le ton moins assertif. Celle qui sera consacrée au premier livre cherchera davantage à en montrer la nouveauté, à souligner le bouleversement qu'imposait la comparaison du nazisme et du communisme, à estimer son actualité en traçant sa postérité. Introduisant le second, on voudra clarifier les motifs qui poussaient Arendt à interrompre ses travaux pour se lancer dans un combat qu'elle savait incertain, ses réactions face à l'acteur d'une histoire qu'elle n'avait pas directement vécue mais analysée de haut avec une ténacité sans égal, la manière dont se forge une conviction qui tout à la fois confirme quelques intuitions, déplace certains accents de sa théorie et semble fermer ce que celle-ci laissait ouvert. On se demandera également d'où provient la violence de la polémique, ce qu'elle doit aux affects d'Hannah Arendt et à ceux de ses détracteurs, comment elle impose un cadre où seront plus ou moins contraints d'entrer ceux qui se risqueront par la suite à saisir les ressorts de l'extermination. Il faudra enfin tenter d'évaluer la pertinence d'un concept heureusement neuf aux yeux de certains et trop incertain pour d'autres, qui surgit peut-être au bon moment,

mais sans doute de façon intempestive, dont il faut comprendre le succès sans en ignorer les raisons.

Ajoutant les dossiers de la réception des œuvres et les principaux éléments des controverses qu'elles suscitèrent, ce volume pourra également dessiner des paysages intellectuels dont Hannah Arendt est le centre. Celui tout d'abord des discussions savantes sur un phénomène non anticipé, difficilement analysable, mal pensé. Ici, elle est pionnière, brise les routines, déplace les lignes. Dans un débat largement stéréotypé, parfois lourdement encombré d'idéologie, souvent ennuyeux, elle impose une montagne de sources à ceux qui bâtissent des systèmes sur une tête d'épingle, oppose à ses détracteurs leurs a priori ou la faiblesse d'argumentations peu informées, propose à qui veut la suivre un voyage qui débute dans la zone d'ombre des Lumières, traverse le sombre XIX^e siècle et conduit au cœur des ténèbres du suivant. Dans ce domaine des analyses du totalitarisme, elle demeure souveraine. Elle s'est davantage exposée en voulant se faire une place dans le monde juif. Son éducation et ses premières amours l'avaient mal préparée, l'incitant à la spéculation plutôt qu'à l'action, lui inculquant le goût de la culture européenne plus que l'intérêt pour le judaïsme, l'engageant vers saint Augustin au moment où d'autres autour d'elle choisissaient l'univers étrange de la Gnose ou les mystères de la Kabbale. Mais l'histoire l'avait rattrapée et elle lui avait concédé beaucoup plus que nombre de ses contemporains, jouant son rôle dans la guerre plutôt que de la regarder passer, rattrapant en politique ce qu'elle avait perdu en connaissance. Dès l'instant de son entrée sur cette scène, elle disputait tout autant avec ses amis qu'elle combattait avec eux leur ennemi. Revenue sur la terre ferme de l'analyse, elle avait donné des Juifs une image peu flatteuse dans la généalogie du totalitarisme. Ce n'était toutefois que l'une des composantes d'un gigantesque tableau, l'un des objets de sa lutte contre les lieux communs, une manière de bousculer les conventions parmi bien d'autres.

Kichmann à Jérusalem s'inscrit dans un tout autre contexte. Cette fois, l'événement est vécu au présent, elle accepte de le commenter mais a dès le départ des soupçons ; envoyée comme observateur, elle revient avec un brûlot. La réception d'un tel livre ne pouvait ressembler à celle du précédent. Elle sait que ses propos vont choquer, mais ne s'embarrasse pas de précautions. Ses détracteurs à leur tour iront sans détour là où elle instruit son propre procès, accuse et condamne. La lecture de sa correspondance à ce sujet donne parfois l'impression qu'elle veut régler des comptes : avec une société qu'elle déteste, des institutions qu'elle méprise et quelques souvenirs. Elle y perdra des amis, mais resserrera les liens de ce qu'elle appelle sa « tribu ».

Un visage d'Hannah Arendt se dessinera au travers de ces deux livres et de ce qui les entoure. Chez elle, l'activité de penser est toujours inquiète, souvent portée par le sentiment d'une urgence, jamais futile. Ici plus qu'ailleurs, elle est ancrée dans ce qu'elle nomme la brèche entre le passé et le futur : entre une époque obscure dont elle veut saisir les commencements et un avenir incertain qu'elle refuse d'enfermer dans la certitude d'un accomplissement ; là où le présent fait du souci de comprendre une injonction à laquelle il serait en quelque sorte immoral de se dérober. Hannah Arendt se demandait jusqu'à quel point l'on demeure « l'obligé du monde ». Certains de ses livres vont très loin dans cette direction, fondant un tel devoir dans une anthropologie, dénonçant son oubli dans l'insouciance des Modernes, désignant la Cité comme l'espace où l'homme peut lui obéir. *Les Origines du totalitarisme* et *Eichmann à Jérusalem* expriment au contraire une colère contre le monde qui a permis la tragédie politique du XX^e siècle, l'a laissé faire et empêche encore de la comprendre. Arendt avait dit un jour à Kurt Blumenfeld qu'elle aimait sans réserve le monde « tel que le bon Dieu l'a fait ». Ces deux livres pourtant polémiquent avec lui. Il y a là sans doute une contradiction, mais on ne peut définitivement savoir si elle

relève d'un combat intérieur, d'un conflit entre la rage de comprendre et le besoin de trouver un abri, ou d'une antinomie laissée irrésolue dans une œuvre inachevée. Que l'on ne cherche pas ici l'un des visages heureux d'Hannah Arendt. Celui des exercices d'admiration pour quelques compagnons, du goût de la conversation et de la littérature, d'une passion de l'amitié. Celui de l'éloge d'une politique pensée à partir de ses commencements, imaginée comme l'espace d'une vie authentiquement humaine, rêvée dans la spontanéité. Celui enfin de l'amour du monde, lorsqu'il offre la permanence et la durée, comme un sentiment d'immortalité. Le visage d'Hannah Arendt que l'on va rencontrer est sombre, tourmenté, presque torturé. C'est celui de qui s'offusque de la trahison des promesses du monde moderne, veut en dévoiler les illusions, finit par les rejeter. Celui encore du refus de s'en laisser conter par les convenances académiques, les discussions routinières, la paresse de l'esprit. Celui enfin d'une femme qui sait que son temps ignore la douceur, s'interdit l'indifférence et se fait un principe d'assumer ce que Tocqueville nommait « le trouble de penser et la peine de vivre ».

Avril 2002

VIE ET ŒUVRE

1906

14 OCTOBRE

Naissance de Hannah Johannah Arendt à Linden, près de Hanovre, dans une famille juive originaire de Königsberg en Prusse orientale. Son grand-père paternel, Max (1843-1913), émigré de Russie, conseiller municipal de Königsberg, est l'un des notables du Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glauben (Association centrale des citoyens allemands de confession juive). Les Cohn, la famille de sa mère, sont des négociants en thé qui possèdent l'entreprise la plus importante de Königsberg et mènent une vie aisée.

Son père, Paul, est ingénieur diplômé de l'Albertina (université) de Königsberg. Sa mère Martha a fait des études de français et de musique à Paris où elle a séjourné pendant trois ans. Tous deux sympathisent avec l'aile réformiste, dirigée par Eduard Bernstein, du parti social-démocrate allemand. Paul Arendt possède une bibliothèque riche en classiques grecs et latins dans laquelle Hannah puisera.

PAUL ARENDT, PÈRE D'HANNAH, VERS 1900.

Ni lui ni son épouse - ils se sont mariés en 1902 - ne sont religieux («Ma mère était complètement irréligieuse... Elle était évidemment juive et ne m'aurait jamais baptisée», Entretien avec Günter Gaus, 1964) mais Hannah reçoit à partir de 7 ans une instruction religieuse de la part du rabbin réformateur Vogelstein, par ailleurs social-démocrate.

«Je suis issue d'une vieille famille de Königsberg. Cependant le mot

“juif” n’a jamais été prononcé entre nous à l’époque où j’étais une petite fille. C’est par le biais de réflexions antisémites proférées par des enfants dans la rue - et qui ne valent pas la peine d’être rapportées - que ce mot m’a, pour la première fois, été révélé. C’est à partir de ce moment que j’ai été pour ainsi dire “éclairée” [...]. Je savais par exemple, alors que j’étais enfant - un peu plus âgée toutefois - que j’avais l’air juif, c’est-à-dire un air différent des autres. J’en étais tout à fait consciente. Pourtant cela

ne revêtait nullement une forme d'infériorité: c'était comme cela voilà tout» (Entretien avec Günter Gaus, 1964).

1910

Les Arendt reviennent à Königsberg en raison de la maladie de Paul Arendt. Celui-ci avait contracté la syphilis dans sa jeunesse, maladie qu'on avait crue guérie.

1911

Au printemps, la maladie de Paul Arendt atteint une phase critique.

Durant tout l'été, Hannah fait preuve d'une grande attention pour son père. Dans son journal intitulé *Unser Kind*, Martha Arendt note: «Durant tout l'été 1911, elle a joué aux cartes avec lui, m'interdisant toute parole blessante contre lui ; parfois, pourtant, elle souhaitait son départ. Elle a prié pour lui matin et soir alors que nul ne lui a appris à le faire. » Le père d'Hannah est bientôt transféré dans un hôpital psychiatrique. Son grand-père Max se substitue à son père malade ; il lui raconte des histoires lors des promenades du dimanche matin.

1913

MARS

Mort de son grand-père Max.

HANNAH ET MARTA ARENDT EN 1914.

AOÛT

1917-1919

Hannah entre à l'école élémentaire.

OCTOBRE

Mort de son père Paul. A 7 ans, l'enfant ne semble pas profondément affectée par ces deux disparitions. Sa mère observe : « Au cours des semaines suivantes, elle parle si peu de son grand-père, ce compagnon de jeu qu'elle aimait tant, que je suis en peine de savoir si elle pense le moins du monde à lui. Jusqu'à ce jour, elle me dit qu'il ne faut pas penser aux choses tristes... »

1914

23 AOÛT

Lors de l'offensive russe en Prusse-Orientale, Martha et Hannah quittent Königsberg dans la précipitation et gagnent Berlin.

AUTOMNE

Hannah étudie dans un lycée de Charlottenburg, quartier de Berlin.

MI-NOVEMBRE Martha Arendt ouvre sa maison à ses amis sociaux-démocrates. Admiratrice de Rosa Luxemburg, elle soutient, en 1919, les Spartakistes favorables à la révolution bolchevique.

ROSA LUXEMBURG. EN 1966, ARENDT CONSACRE UN LONG ARTICLE À LA BIOGRAPHIE QUE J. P. NETTL DONNE DE LA FONDATRICE DU MOUVEMENT SPARTACUS. LES ÉTUDIANTS D'ARENDT LA COMPARAIENT VOLONTIERS À LA RÉVOLUTIONNAIRE.

1920

FÉVRIER

Retour à Königsberg. Hannah y poursuit une scolarité normale en dépit d'une santé fragile. Martha Arendt se remarie avec Martin Beerwald, veuf, père de deux filles Clara et Eva, « associé moyennement riche de la quincaillerie de son beau-frère » (Elisabeth Young-Bruehl, *Hannah Arendt, biographie*, 1999). Hannah se lie avec Anne Mendelssohn, fille d'un médecin condamné à deux ans de prison à la suite d'accusations portées contre lui par une de ses patientes.

1921

Hannah organise un cercle d'études avec ses amis. Elle proclame son athéisme en classe; à la même époque, elle se heurte à un jeune professeur et organise le boycott de son cours, ce qui lui vaut d'être renvoyée de la Luiseschule. Sa mère l'envoie alors à Berlin où elle est accueillie par ses amis sociaux-démocrates. Hannah étudie Kant; elle lit *Psychologie der Weltanschauungen* (*Psychologie des visions du monde*, Berlin, Springer, 1919) de Karl Jaspers puis commence à s'intéresser à Søren Kierkegaard.

1924

PRINTEMPS

En avance d'un an, Hannah réussit son *abitur* (baccalauréat) en candidate libre. Entrée à l'université de Marburg, elle choisit la théologie comme discipline principale. A Marburg, elle fait la connaissance d'un jeune professeur de 35 ans: Martin Heidegger, « protégé d'Edmund Husserl », marié, père de deux enfants.

« La rumeur le disait tout simplement: la pensée est redevenue vivante [...] il y a un maître; il est peut-être possible d'apprendre à penser» (*Martin Heidegger à quatre-vingts ans*, 1969).

AUTOMNE

Hannah rencontre Hans Jonas (1903-1993), un étudiant juif très engagé dans le mouvement sioniste; il devient son ami. Jonas avait suivi les cours de Husserl avant de rejoindre le séminaire de Heidegger et de soutenir son doctorat en 1928. En 1933, il émigrera en Palestine. En 1975, rendant hommage à Hannah Arendt, il fit le portrait de la jeune étudiante : « Elle apparut au premier semestre du cours de philosophie au milieu de jeunes gens qui, des quatre coins de l'Allemagne, affluaient en masse à Marburg. Timide, introvertie, avec son beau visage et son regard solitaire, elle se détachait aussitôt, de façon inexplicable, comme quelqu'un d'"exceptionnel" et d'"unique". L'éclat intellectuel n'était pas rare à l'époque. Mais une intensité, une rectitude

*CI-CONTRE, HANNAH EN 1925, À L'ÉPOQUE DE SA LIAISON AVEC
MARTIN HEIDEGGER.*

intérieure, un instinct pour la qualité, une recherche de l'essentiel, un désir d'aller au fond des choses "l'auréolaient de quelque chose de magique. On la sentait résolue à être elle-même avec ténacité et capable d'y parvenir bien que vulnérable... » (*Éloge funèbre*, New York, 1975).

1927

FÉVRIER

Hannah devient la maîtresse de Heidegger. «... Vous ne sortirez plus de ma vie... » (lettre de Heidegger, 10 février 1925). Leur relation reste secrète.

Elle éprouve une « inflexible dévotion envers un être unique » qu'elle seconde tandis qu'il travaille à *Être et temps* et *Kant et le problème de la métaphysique*.

AVRIL-MAI

Rupture avec Heidegger qui n'a nullement l'intention de quitter son épouse. Hannah traverse une crise profonde - elle subit la tentation du désespoir; elle transpose son histoire dans un récit à la troisième personne intitulé *Die Schatten (Les Ombres)* dédié à Heidegger. Hannah Arendt quitte Marburg pour suivre les cours de Husserl, à Fribourg, pendant un semestre, puis avec une recommandation de

MARTIN HEIDEGGER EN 1920.

Heidegger, elle part pour Heidelberg rejoindre le séminaire de Karl Jaspers.

A Marburg, elle a fait la connaissance de Günther Stern, un ami de Jonas et cousin de Walter Benjamin, fils de William et Clara Stern, pionniers en matière de psychologie de l'enfant.

1926

Hannah a 20 ans. Parallèlement aux cours de Karl Jaspers, elle fréquente les cercles philosophiques d'Heidelberg. Par l'intermédiaire

de son amie Anne Mendelssohn qui en est une grande admiratrice, Hannah Arendt découvre le personnage de Rahel

Varnhagen (1771-1833) à travers ses lettres et journaux intimes. Elle s'identifie à cette femme écartelée entre son désir d'intégration et sa judéité et qui fut confrontée à un drame qu'elle compare au sien. Elle retrouve Kurt Blumenfeld (1884-1963), un ami de sa famille, originaire de Königsberg, qui a connu Hannah enfant. Ce sioniste convaincu préside la Zionistische Vereinigung für Deutschland (ZVfD, Union sioniste d'Allemagne) depuis 1924. Entre lui et Arendt naît une indéfectible amitié.

Hannah suit également les cours de Rudolf Bultmann (1884-1976), professeur de théologie protestante, qui enseigne à l'université de Marburg depuis 1921. Elle a une liaison avec Erwin Loewenson, essayiste et écrivain expressionniste.

1927

JANVIER

Hannah retrouve Günther Stern au cours d'un bal masqué berlinois. Elle s'installe avec lui à Berlin un mois plus tard, dans une certaine précarité matérielle. Günther Stern vient d'achever sa thèse avec Husserl. Arendt fréquente les cours de Friedrich Gundolf, le professeur de littérature le plus prestigieux d'Allemagne.

Elle commence sa thèse *Le Concept d'amour chez Augustin*, sous la direction de Karl Jaspers, l'homme qui la fit accéder à la raison dira-t-elle plus tard. « Arendt trouve chez saint Augustin un amour dirigé vers le monde (*appetitus*), un amour existentiel (l'amour du prochain) et un amour transcendant (l'amour du Créateur) », écrit sa biographe Elisabeth Young-Bruehl.

AVRIL

Parution de *Sein und Zeit (Etre et temps)* de Martin Heidegger.

KURT BLUMENFELD (1884-1963).

LEUR AMITIÉ DEVAIT DURER JUSQU'À LA VEILLE DE SA MORT.

Moscou. DÉFILÉ DES JEUNESSES COMMUNISTES.

LORS DE LA COLLECTIVISATION, LES JEUNES (OUVRIERS OU ÉTUDIANTS) SONT ENVOYÉS EN TRUPES DANS LES CAMPAGNES. ILS S'Y COMPORTENT SANS PITIÉ, AFFICHANT UN MÉPRIS TOTAL POUR LA VIE DES ENFANTS, DES FEMMES ET DES PRÉTENDUS «KOULAKS».

ÉTÉ

19 OCTOBRE

Hannah obtient une bourse de la

Société d'aide à la science allemande pour poursuivre ses recherches sur le romantisme, grâce à l'appui de Karl Jaspers, Martin Heidegger et du théologien évangéliste Martin Dibelius qui lui ont fourni des attestations. Elle termine sa thèse de doctorat sur saint Augustin avec l'aide de son compagnon; sa thèse sera publiée en 1929 dans la collection « Recherches philosophiques » que dirige Karl Jaspers.

Heidegger devient titulaire de la chaire de philosophie de l'université de Marburg.

1929

À Berlin, Hannah épouse civilement Günther Stern. En 1950, Hannah Arendt écrira à Heidegger: «J'étais fermement résolue, voyez-vous, lorsque j'ai quitté Marburg, à ne plus jamais aimer un homme de ma vie, ce qui ne m'a d'ailleurs pas empêchée de me marier par la suite avec le premier venu, sans l'aimer. »

1930

Le couple s'installe à Francfort où il suit le séminaire du sociologue Karl Mannheim et assiste aux conférences du théologien protestant Paul Tillich. Günther Stern soumet son travail d'habilitation à professer à Theodor Adorno, Max Horkheimer, Paul Tillich et Karl Mannheim. Finalement recalé, il se tourne vers le journalisme (il prend quelque temps plus tard le nom de Günther Anders); le couple déménage à

Berlin. Au contact de Kurt Blumenfeld, Hannah commence à s'intéresser au judaïsme.

12 AVRIL

Arendt publie son premier article de presse dans le *Frankfurter Zeitung*, à l'occasion du 1 500^e anniversaire de la mort de saint Augustin.

JUILLET

Elle publie un second article sur le livre de Karl Mannheim, *Idéologie et Utopie*, dans la revue du social-démocrate Rudolf Hilferding: *Die Gesellschaft*.

SEPTEMBRE

Lors des élections au Reichstag, les nazis passent de 12 à 107 députés.

1931

Vers la fin de l'année, elle entreprend la lecture de Marx et Trotski. «Je n'ai pris conscience que bien tard de l'importance de Marx, parce que je ne m'intéressais dans ma jeunesse ni à l'histoire ni à la politique... » (Lettre à Gershom Scholem, 1963).

1931-1932

Par l'entremise de Blumenfeld, elle rencontre les professeurs juifs de la Hochschule für Politik (Berlin). Par la suite, elle accepte de faire à la demande de Blumenfeld, une série de conférences dans différentes villes sur le sionisme et l'histoire de l'antisémitisme allemand.

1932

Sous l'influence de la critique sioniste de l'assimilation et devant la montée en puissance du nazisme, Hannah Arendt songe à quitter l'Allemagne.

Elle fait la connaissance de Waldemar Gurian. Née au début

ÉDITION FRANÇAISE DU LIVRE DE
WALDEMAR GURIAN.

du siècle dans une famille juive de Saint-Pétersbourg, la mère de Waldemar Gurian s'était installée, avec son fils, en Allemagne avant 1914. Converti au catholicisme, ancien élève de Max Scheler et Carl Schmitt, Gurian devient en 1933 professeur à l'institut politique de Berlin. En 1931, il fait paraître *Der Bolchewismus*, publié en France en février 1933 sous le titre *Le Bolchevisme. Introduction historique et doctrinale*. Après la prise du pouvoir par Hitler, il revendique ses origines juives puis émigre en 1934. Grâce à son mari qui évolue dans un milieu composé d'artistes et d'écrivains sympathisants du parti communiste allemand (KPD), Hannah fréquente Bertolt Brecht.

AVRIL

Clara Beerwald, l'une des filles de son beau-père, se suicide. Hannah Arendt en est très affectée.

31 JUILLET

Aux élections au Reichstag, les nazis obtiennent 37 % des voix et 230 sièges. C'est désormais le parti le plus puissant d'Allemagne.

HIVER 1932-1933

Heidegger envoie une lettre à Hannah Arendt pour réfuter les accusations portées contre lui au sujet de son attitude envers les étudiants juifs qu'il aurait refusé d'inviter aux séances préparatoires à son séminaire.

1933

A Berlin, Hannah rencontre le spécialiste de la mystique juive, Gershom Scholem.

30 JANVIER

Hitler devient chancelier. «Depuis 1931 j'étais intimement

CI-CONTRE HANNAH ARENDT EN 1933, ANNÉE DE L'EXIL.

convaincue que les nazis allaient prendre le pouvoir... » (Entretien avec Günter Gaus, 1964).

27 FÉVRIER

Incendie du Reichstag: début de la répression nazie contre les responsables et les militants des partis de gauche et des syndicats. Dès ce moment, Arendt, persuadée que la situation ne peut qu'empirer et se refusant à devenir un «citoyen de seconde zone», a l'intention d'émigrer. Günther Stern quitte l'Allemagne peu de temps après. « On parlait de "détentions préventives" : vous savez que les gens échouaient en réalité dans les

AFFICHE DE PROPAGANDE NAZIE.

caves de la Gestapo ou dans les camps de concentration [...].

Ce fut pour moi un choc immédiat et c'est à partir de ce moment-là que je me suis sentie responsable. Cela signifie que j'ai pris conscience du fait que l'on ne pouvait plus se contenter d'être spectateur. » (Entretien avec Günter Gaus, 1964.)

MARS

Dans l'article qu'elle consacre à Rahel Varnhagen à l'occasion du centenaire de sa mort (*Kölnische Zeitung*, 7 mars), Arendt avance que l'époque inaugurée par son héroïne - la recherche de l'assimilation -est révolue; la prise du pouvoir par Hitler et la politique raciste du Reich en ont sonné le glas.

Le livre, qui ne sera publié qu'en 1958, s'ouvre sur les paroles de Rahel Varnhagen sur son lit de mort: «Cette chose qui fut la plus grande de toute ma vie, sa misère et sa malchance - être juive -, cela, je ne voudrais pour rien au monde l'avoir manquée. »

1^{er} AVRIL

Les nazis décrètent cette journée «jour du boycott des Juifs». Leurs magasins sont interdits d'accès par des piquets de SA (*SturmAbteilung*, Sections d'assaut), des milliers de personnes sont chassées de leur emploi.

Au cours du mois,

*JOURNÉE DE LA JEUNESSE ALLEMANDE À NUREMBERG EN SEPTEMBRE 1938.
L'ENTHOUSIASME DES MEMBRES DE LA LIGUE DES JEUNES FILLES ALLEMANDES
AU PASSAGE DE LA VOITURE DU FÜHRER.*

Arendt se rend à Heidelberg pour s'entretenir avec Jaspers. Ce sera leur dernière rencontre jusqu'à la fin de la guerre.

MAI

Martin Heidegger accepte les fonctions de recteur de l'université de Fribourg. D'après les propos qu'il tiendra dans l'interview donnée au *Spiegel* le 31 mai 1976, il refuse la pose d'une affiche des étudiants nationaux-socialistes réclamant l'interdiction de l'université aux Juifs. Cependant, en mai, il adhère au parti nazi et, le 27, prononce un discours intitulé « L'Affirmation de soi de l'Université allemande », dans lequel on relève cette phrase qui alimentera les suspicions sur son attitude envers le nazisme : « La "liberté académique" tant chantée est expulsée de l'Université allemande; car cette liberté n'était pas vraie, étant seulement négative. » Suspicion renforcée par un article paru dans le journal des étudiants où l'on trouve la formule: « Le Führer lui-même et seul est le présent et l'avenir de la réalité allemande et sa loi », affirmation que Heidegger reniera en 1966.

Il démissionnera de ses fonctions de recteur en février 1934.

PRINTEMPS, ÉTÉ

A la demande de Kurt Blumenfeld, Hannah Arendt rassemble à la Bibliothèque d'Etat prussienne (Berlin) des documents sur la propagande antisémite diffusée dans les associations, les corporations et les revues professionnelles. Travail d'enquête qu'elle accomplit pendant plusieurs semaines.

Par ailleurs, elle met son appartement à la disposition des opposants au régime hitlérien -pour la plupart, des communistes -contraints de se cacher avant de fuir.

Hannah et sa mère sont arrêtées et interrogées, leur appartement est perquisitionné. Hannah Arendt, qui a réussi à gagner la sympathie du fonctionnaire de la police judiciaire chargé de son dossier, est libérée au bout de huit jours. Elle décide de quitter l'Allemagne mais prend le risque d'organiser une soirée d'adieu en compagnie de Kurt Blumenfeld. Hannah et sa mère passent en Tchécoslovaquie, traversant la frontière de nuit dans le massif forestier de l'Erzgebirge, arrivent à Karlsbad (Karlovy-Vary) d'où elles gagnent Prague. Le gouvernement tchécoslovaque offre des conditions d'accueil exceptionnelles en Europe: il autorise les émigrés à séjourner avec ou sans passeport et leur fournit des papiers

(*Eviden^bogen*), ce qui constitue une forme de protection juridique. Divers organismes viennent en aide aux émigrés qui peuvent poursuivre leurs activités littéraires ou politiques. Après un court séjour dans la capitale tchèque, Hannah se rend à Genève chez Martha Mundt, une vieille amie de sa mère qui travaille au Bureau international du Travail (BIT).

HANNAH ARENDT EN 193), À PARIS.

Grâce à elle, Hannah Arendt travaille d'abord comme secrétaire chargée des rapports officiels de l'assemblée du BIT puis intègre les services de l'Agence juive.

AUTOMNE

Tandis que sa mère retourne à Königsberg, Hannah gagne Paris où elle trouve un premier travail dans l'association Agriculture et

Artisanat, association qui dispensait une formation technique aux candidats à l'immigration en Palestine. Devenue l'amie de Chanan Klenbort, un Polonais venu de Palestine, à qui elle procure un emploi, elle en fait son professeur d'hébreu.

1933-1934

Hannah Arendt commence à s'occuper de l'organisation du transfert d'enfants et d'adolescents juifs en Palestine dans le cadre de *VMiyah* des jeunes. Hannah et son mari nouent des relations avec Walter Benjamin, fréquentent épisodiquement Arnold Zweig et Bertolt Brecht.

Ils rencontrent à plusieurs reprises Raymond Aron, alors secrétaire du Centre d'études sociales de l'Ecole normale supérieure, qui les introduit au séminaire d'Alexandre Kojève consacré à Hegel. Ils y font la connaissance d'Alexandre Koyré qui les présente au philosophe Jean Wahl.

/977

Hannah Arendt assiste à une conférence de Walter Benjamin donnée sous l'égide de l'institut pour l'étude du fascisme, organisme

*UNE COMPARAISON SOUS FORME DE PHOTOMONTAGE DE
MARINUS JACOB KJELGAARD, PARU DANS MARIANNE EN 193).*

1936

Hannah Arendt fait la connaissance de Heinrich Blücher. Né en 1899, Heinrich Blücher est un militant communiste qui a participé à la révolution de novembre 1918 en Allemagne puis au mouvement spartakiste. En 1936, il est toujours en contact avec les dirigeants communistes réfugiés à Paris mais entretient des relations conflictuelles avec eux: «Un singe du bureau du parti voulait faire croire à ton vieux Heinrich qu'il fallait absolument avoir une foi inébranlable dans la direction du parti et "croire en la justesse des décisions" » (lettre d'août 1936).

fondé par le communiste Willi Münzenberg. Walter Benjamin écrit à Gershom Scholem (25 août):

« Il y a quelques semaines, j'ai rencontré ici l'épouse de mon cousin, Hannah Stern, qui organise actuellement à Paris le départ d'enfants pour la Palestine... »

PRINTEMPS-ÉTÉ

Secrétaire générale de *VALiyaA* des jeunes à Paris, Hannah Arendt accompagne des enfants en Palestine où elle séjourne trois mois. Elle y retrouve Gershom Scholem, arrivé dès 1923.

HEINRICH BLÜCHER.

Ses désaccords le poussent, vers la fin de l'année, à rejoindre le Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition (KPO), fondé en 1929 par deux anciens dirigeants du parti communiste allemand: Heinrich Brandler et August Thalheimer. Ses relations avec eux prennent également une tournure conflictuelle. Pendant ces années, Heinrich Blücher se rend à plusieurs reprises en Allemagne pour aider des Juifs à fuir. Dix ans plus tard, Hannah Arendt indiquera quelle fut sa dette envers son compagnon puis époux: « Grâce à mon mari, j'ai appris à penser politiquement et à avoir un regard d'historienne et, d'autre

*WALTER BENJAMIN, PARIS, VERS 1938, PHOTOGRAPHIÉ PAR GISEÈLE
FREUND.*

part, je n'ai pas cessé de m'orienter historiquement et politiquement à partir de la question juive » (lettre à Karl Jaspers, 29 janvier 1946). Une intense amitié se noue entre Hannah Arendt et Benjamin chez lequel de nombreuses discussions ont lieu avec le juriste Erich Cohn-Bendit (père de Daniel), et le psychanalyste Fritz Frankel.

JUIN

Le gouvernement de Front populaire annule le décret du 6 février 1935 qui limitait la validité de la carte d'identité délivrée aux étrangers au seul département où elle a été établie.

AOÛT

Hannah Arendt fait la connaissance de Samuel Schwartzbard qui avait assassiné l'ataman Simon Petlioura en mai 1926. Petlioura était accusé d'être responsable des pogroms commis en Ukraine pendant la guerre civile par les nationalistes, accusation relayée par les autorités soviétiques alors que Petlioura la récusait. Elle se rend à Genève le 8 pour assister à la création du Congrès juif mondial, à l'initiative de Nahum Goldmann et du rabbin Stephen Wise.

17 SEPTEMBRE

Le gouvernement de Front populaire institue un « certificat de réfugié en provenance d'Allemagne » sans restriction d'origine. Ces réfugiés peuvent désormais voyager dans les pays membres de la SDN.

DÉCEMBRE

Hannah Arendt participe à la campagne de défense de David Frankfurter qui avait tué en février 1936, en Suisse, un dirigeant nazi. Elle participe aux activités de la Ligue internationale contre l'antisémitisme.

19)7

26 AOÛT

Hannah Arendt et Günther Stern divorcent. Dans le courant de l'année, Hannah donne des conférences sur l'histoire de l'antisémitisme allemand

pour le compte de la section allemande de la Women International Zionist Organisation (Wizo).

Scholem, de passage à Paris, est convié à participer aux débats qui ont lieu chez Walter Benjamin: « Notre rencontre à quatre, à Paris, donna lieu à des discussions animées. Hannah et Blücher prirent une position violemment négative sur les procès de Moscou ; pour ma part, je me demandai, avec une inquiétude croissante, ce qui motivait les hésitations manifestées par Walter à ce sujet... » (G. Scholem, Walter Benjamin, *Histoire d'une amitié*, Calmann-Lévy, 1981). Le premier procès (Zinoviev, Kamenev) a eu lieu en août 1937, le second (Radek, Piatakov) en mars 1937, le troisième (Boukharine, Rykov) en mars 1938. Après les millions de morts de la collectivisation, la « grande purge » fait près de 700000 victimes. Hannah Arendt considère qu'avec ces procès l'alignement total des communistes aux ordres de Moscou est achevé.

14 AVRIL

Le ministre de l'intérieur Albert Sarraut adresse une circulaire aux préfets leur enjoignant de faire respecter la neutralité politique à laquelle sont tenus les réfugiés.

27 AVRIL

Mort de Husserl à 79 ans.

2 ET 14 MAI

Les décrets-lois du gouvernement Daladier confient aux seuls préfets le pouvoir d'accorder ou de refuser la prolongation de la carte d'identité pour les étrangers. Celle-ci ne peut désormais être délivrée que pour un département déterminé. Les logeurs ou hôteliers

PROJET PHARAONIQUE DE L'ÉTAT SOVIÉTIQUE, LE CANAL MER BLANCHE-BALTIQUE (BIÉLOMORKANAL) FUT CREUSÉ PAR LES DÉTENUS DU GOULAG, LES ZEKS, DONT DES MILLIERS PÉRIRENT. DANS LES ANNÉES TRENTE, LE TRAVAIL FORCÉ EST GÉNÉRALISÉ PAR L'ÉTAT SOVIÉTIQUE.

qui accueillent des immigrants doivent les déclarer au commissariat de police. Toute infraction est passible d'expulsion. Les étrangers entrés en France de manière irrégulière sont passibles d'amende et d'emprisonnement. Toutes mesures qui soulèvent des protestations.

ÉTÉ

Hannah est poussée par Blücher et Walter Benjamin à terminer sa biographie de Rahel Varnhagen dont les deux derniers chapitres restaient encore à écrire. Benjamin conseillera à Hannah d'envoyer son manuscrit à Gershom Scholem.

9 NOVEMBRE

Prenant prétexte de l'assassinat d'un conseiller d'ambassade allemand à Paris, Ernst vom Rath, par le jeune Juif polonais Herschel Grynszpan, les nazis déclenchent la Nuit de Cristal contre la population juive.

23 AOÛT 1939. SIGNATURE (RIBBENTROP, MOLOTOV, STALINE) DU PREMIER PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE QUI «EXPRIME LA VRAIE NATURE CONVERGENTE DES SYSTÈMES TOTALITAIRES», JORGE SEMPRUN, MAL ET MODERNITÉ, CONFÉRENCE MARC-BLOCH, 1990.

1939

21 JANVIER

Ouverture du centre d'internement de Rieucros (Lozère) en vertu du décret du 12 novembre 1938.

PRINTEMPS

Walter Benjamin vivant dans une situation très précaire, Hannah Arendt lui propose de l'aider.

15 MARS

Création du camp de Gurs (Basses-Pyrénées) pour les réfugiés républicains espagnols.

AVRIL

Arendt participe à la défense de Grynszpan.

12 NOVEMBRE

Martha Arendt quitte Königsberg pour Paris.

23 AOÛT

Un décret-loi prévoit des centres d'internement pour les étrangers susceptibles, selon des autorités, d'avoir des « activités dangereuses pour la sécurité nationale ».

DÉCEMBRE

A la fin du mois, Hannah Arendt commence à travailler pour le compte de l'Agence juive à Paris.

Signature du pacte Ribbentrop-Molotov qui ouvre la porte à la guerre. Ses clauses secrètes prévoient le partage de l'Europe orientale entre les régimes nazi et communiste.

30 AOÛT

Une circulaire prévoit qu'en cas de guerre, les ressortissants de territoires appartenant à l'ennemi seront rassemblés dans des centres spéciaux. Les autorités françaises n'établissent aucune distinction entre les réfugiés anti-hitlériens et les autres, pro-nazis ou non.

SEPTEMBRE

A Paris, après la déclaration de guerre (3 septembre), nombre de réfugiés allemands sont rassemblés au stade de Colombes, à Roland-Garros, au Vélodrome d'Hiver, dans les écuries de Maisons-Laffitte, au stade Buffalo à Montrouge, etc. Ils deviennent la « lie de la terre », pour reprendre le titre du pathétique récit d'Arthur

POLOGNE, NOVEMBRE 1939. DE VIEUX JUIFS SONT CONTRAINTS DE CREUSER DES FOSSÉS. LA PHOTOGRAPHIE EST PUBLIÉE DANS L'ILLUSTRIÉE BEOBACHTER PUIS DANS UN VOLUME INTITULÉ THE GERMAN NEW ORDER IN POLAND, LONDRES, GOUVERNEMENT POLONAIS, HUTCHINSON & Co, 1942.

Koestler. Heinrich Blücher est interné avec le juriste Erich Cohn-Bendit au camp de Villemalard, près d'Orléans (Loiret). Hannah Arendt lui rend visite le plus souvent possible jusqu'à sa libération deux mois plus tard.

12 OCTOBRE

Un premier contingent de réfugiés allemands est envoyé au camp du Vernet (Ariège) où ils sont parqués dans des conditions déplorables.

HIVER 1939-1940

Hannah et Heinrich Blücher poursuivent de longues discussions avec Walter Benjamin autour du manuscrit de Scholem, *Les Grands Courants de la mystique juive* (dont la première édition paraîtra en 1941) et de la situation politique. Envisageant un départ aux Etats-Unis, tous trois décident d'apprendre l'anglais.

1940

L'American Philosophical Society organise un colloque sur «L'Etat totalitaire». L'ancien militant communiste Franz Borkenau, devenu ensuite chercheur à l'institut de recherches sociales de Francfort, publie à Londres *The Totalitarian Enemy*.

16 JANVIER

Hannah Arendt et Heinrich Blücher se marient à Paris à la mairie du XV^e. Martha Arendt et Charlotte Klenbort (l'épouse de son grand ami Chanan Klenbort) sont les témoins du couple.

5 MAI

Le gouverneur militaire de Paris fait interner les étrangers originaires d'Allemagne encore en liberté. Alors que Walter Benjamin et Heinrich Blücher sont envoyés au camp du Vernet, Hannah Arendt est contrainte de se présenter au Vel'd'Hiv.

10 MAI

Offensive allemande à travers la Belgique et les Ardennes.

23 MAI

Arendt et ses compagnes sont emmenées gare de Lyon d'où elles sont convoyées jusqu'au camp de Gurs dans les Pyrénées.

22 JUIN

La France vaincue, les plénipotentiaires du gouvernement Pétain signent l'armistice.

Le paragraphe 19 de la convention prévoit l'extradition des sujets d'origine allemande réclamés par les autorités allemandes.

Hannah Arendt réussit à s'échapper de Gurs.

« Quelques semaines après notre arrivée au camp, la France était battue et toutes les communications interrompues. Dans le chaos qui suivit, nous parvînmes à mettre la main sur des papiers de libération grâce auxquels nous fûmes en mesure de quitter le camp » (dans la revue *Midstream*, 1962). Elle gagne les parages de Montauban où deux de ses amies, Lotte Klenbort et Renée Barth, avaient loué une maison.

Elle retrouve Heinrich Blücher à Montauban même. Hannah, qui lit Proust, Simenon et Clausewitz, commence à former le projet d'un livre

sur l'antisémitisme et l'impérialisme. Martha Arendt quitte Paris et rejoint Hannah à Montauban. Les Blücher tentent d'obtenir des visas pour les Etats-Unis et se rendent à plusieurs reprises à Marseille où ils retrouvent Walter Benjamin qui, lors de leur dernière entrevue, confie à Hannah plusieurs manuscrits dont les *Thèses sur le concept d'histoire*, texte destiné à Adorno. Arendt les lui remettra à son arrivée aux Etats-Unis mais en gardera une copie.

Grâce à l'appui de Günther Stern déjà parvenu aux Etats-Unis, Heinrich et Hannah reçoivent des visas par l'Emergency Rescue Committee de Varian Fry.

Les autorités allemandes de la zone occupée font recenser et ficher les Juifs, français ou étrangers. Walter Benjamin, qui tente de passer la frontière espagnole à Port-Bou, est refoulé. Il se suicide. Hannah Arendt apprend la nouvelle à Gershom Scholem dans une lettre datée du 21 octobre. «A l'époque, l'atmosphère de sauve-qui-peut était horrible et le suicide restait le seul acte noble, si l'on tenait encore à mourir noblement » (lettre à Karl Jaspers, 20 mai 1946).

3 ET 4 OCTOBRE

Le régime de Vichy promulgue, le 3, le statut des Juifs.

Le lendemain, il autorise l'internement des Juifs étrangers sur simple décision préfectorale.

1941

JANVIER

Heinrich Blücher et Hannah sont autorisés à partir pour Lisbonne. Ils voyagent en train. A Lisbonne, ils attendront trois mois leurs billets pour les Etats-Unis.

MAI

Les Blücher arrivent à New York avec 25 dollars en poche. Grâce à

ADOLF EICHMANN. EN UNIFORME SS (DATE INCONNUE).

MI-JUILLET

Hannah Arendt travaille deux mois chez un couple à Winchester (Massachusetts). Elle apprend l'anglais. Heinrich Blücher éprouve plus de difficultés à s'insérer dans la société américaine; il est d'abord manœuvre dans une usine de produits chimiques tandis qu'Hannah assure un enseignement à mi-temps au Brooklyn College.

25 OCTOBRE

L'aide de l'Organisation sioniste d'Amérique, ils s'installent au 315 de la 95^e rue Ouest. Martha Arendt réussit à son tour à gagner Lisbonne avant de débarquer à New York le 21 juin.

22 JUIN Hannah Arendt publie son premier article dans *kufbau* (*Reconstruction*) le journal de langue allemande dirigé par Manfred George qui a ouvert aux réfugiés ce bulletin de la communauté allemande aux Etats-Unis.

Elle poursuivra sa collaboration jusqu'en 1966.

L'Allemagne attaque l'Union soviétique. Les *Einsatzgruppen* («Groupes d'intervention») - quelques milliers d'hommes qui suivent la progression de la Wehrmacht - massacrent systématiquement les communautés juives de Biélorussie, Lituanie et Russie. On estime qu'environ 1,3 million de Juifs ont été victimes de ces unités spéciales.

14 NOVEMBRE

Xufbau publie l'article qu'Hannah Arendt consacre à l'idée d'une armée juive (« Die jüdische Armee - der beginn einer jüdische Politik ? » « L'Armée juive, début d'une politique juive?»). Par la suite, elle participe activement à l'organisation des activités du Comité pour une armée juive, avec Joseph Maier (autre collaborateur du journal) et Kurt Blumenfeld.

DÉCEMBRE

Heinrich Blücher devient assistant de recherche auprès du Committee for National Morale, organisme destiné à convaincre les Etats-Unis d'entrer en guerre contre l'Axe. Par la suite, il donne des conférences sur l'histoire militaire allemande pour l'US Army Training Program.

7 DÉCEMBRE entre à la « légion autrichienne » de la SS. En 1934, il intègre, à sa demande, le Service de sécurité du Reich. En 1938, il est chargé de créer une centrale pour l'émigration juive. En 1940, Reinhardt

Heydrich lui confie la section IV-B 4 de l'Office central de Sécurité du Reich, section chargée des « Affaires juives et des évacuations ».

11 MARS .

Les Japonais attaquent la base américaine de Pearl Harbor.

20 JANVIER

À la conférence secrète de Wannsee, les hauts responsables nazis de l'administration, de la police, des SS, etc., rassemblés sous la présidence de Reinhardt Heydrich (responsable de l'Office central de Sécurité du Reich, RSHA), décident la mise en œuvre de la « Solution finale de la question juive », arrêtée au cours de l'été 1941. Le colonel SS Adolf Eichmann fait fonction de secrétaire de séance ; il deviendra le coordinateur de toutes les opérations de déportations à travers l'Europe. Né en 1906, adhérent du parti nazi autrichien depuis 1931, Eichmann revient en Allemagne en 1933 et

Hannah Arendt participe à la constitution du Groupe de la jeunesse juive (*Die jungjüdische*

EICHMANN LORS DE SON PROCÈS À JÉRUSALEM.

Gruppe) qui entendait promouvoir l'idée de la participation militaire des Juifs au combat contre le nazisme.

AVRIL-MAI

Dans les *Cahiers du Témoignage chrétien* intitulé « Antisémites », on peut lire : « On apprend par la presse suisse les événements tragiques de l'automne dernier, amenant la déportation de plusieurs dizaines de milliers de Juifs de Berlin et de Vienne vers la grande réserve de Lublin [Pologne] dans des conditions draconiennes. »

GHETTO DE VARSOVIE, CARTE D'ALIMENTATION.

2 JUIN

La BBC donne lecture d'une lettre du Bund, le parti socialiste juif de Pologne, qui alerte les démocraties sur le déclenchement de la Solution finale.

1^{er} JUILLET

Jean Marin, le speaker de la France libre à Londres, parle de l'extermination des Juifs dans une émission à la BBC.

8 JUILLET

Le gouvernement polonais en exil à Londres avertit les gouvernements alliés du processus d'extermination.

22-23 JUILLET

Les nazis entreprennent la liquidation du ghetto de Varsovie : des dizaines de milliers de personnes sont déportées à Treblinka pour y être gazées. Le Conseil juif, présidé par Adam Czerniakow, est contraint de rendre public l'ordre allemand par voie d'affiches. Refusant de cautionner la déportation, notamment celle des enfants, Czerniakow se suicide : « On exige de moi de tuer de mes propres mains les enfants de mon peuple. Il ne me reste que la mort », écrit-il. L'un des chefs de la résistance armée dans le ghetto, Marek Edelman, condamnera son attitude : « Il savait parfaitement que la prétendue déportation à l'est signifiait la mort de centaines de milliers de Juifs dans des chambres à gaz et il ne voulait pas en être responsable. N'ayant pas le pouvoir de s'y opposer, il préféra

ADAM CZERNIAKOW, PORTRAIT DE ROMAN KRAMSZTYK.

disparaître. Nous avons pensé qu'il n'avait pas le droit de faire ça, que son devoir, en tant qu'unique personnalité jouissant d'une autorité dans le ghetto, était d'avertir toute la population juive de la réalité et dissoudre toutes les institutions, surtout la police juive qui dépendait officiellement du Conseil juif, et avait été fondée par celui-ci » (*Le Ghetto lutte*, édition du comité central du Bund, 1945). Dans son livre *Eichmann à Jérusalem*, Hannah Arendt ouvrira à nouveau le dossier de la politique suivie par les Conseils juifs.

8 AOÛT

Se fondant sur des informations transmises par un industriel allemand donnant à penser qu'un plan d'ensemble est mis en oeuvre pour exterminer les populations juives, Gerhart Riegner, le directeur du bureau de l'Agence juive à Genève, informe les consuls britannique et américain des massacres systématiques perpétrés par les nazis. Il envoie un télégramme à Stephen Wise, le président du Congrès juif mondial aux

Etats-Unis, afin que celui-ci alerte le président Roosevelt, son ami. Le Département d'Etat ne délivre pas immédiatement le télégramme à son destinataire. S. Wise ne le reçoit que le 28 août.

*CYWIA LUBETKIN, MEMBRE DE L'ORGANISATION JUIVE DE COMBAT,
ELLE PARTICIPA À L'INSURRECTION DU GHETTO (19 AVRIL-22 MAI
1943). ELLE TÉMOIGNE AU PROCÈS EICHMANN.*

17 DÉCEMBRE

Les onze gouvernements alliés et la France libre rendent publique une déclaration sur la « politique d'anéantissement de la race juive »: «[...] Les autorités allemandes [...] mettent en pratique la menace maintes fois répétée par Hitler d'exterminer les Juifs d'Europe. » Se souvenant de l'annonce de la Solution finale, Hannah Arendt expliquera: « Et tout d'abord nous n'y avons pas cru, bien qu'à vrai dire mon mari et moi-même estimions ces assassins capables de tout. Mais cela, nous n'y avons pas cru, en partie aussi parce que cela allait à l'encontre de toute nécessité, de tout besoin militaire.

Mon mari qui avait été autrefois historien des questions militaires et qui s'y connaît un peu en la matière, m'a dit: Ne prête pas foi à ces racontars, ils ne peuvent aller jusque-là ! Et cependant, nous avons dû y croire six mois plus tard lorsque nous en avons eu la preuve [...]. C'était vraiment comme si l'abîme s'ouvrait devant nous... » (Entretien avec Günter Gaus, 1964).

1943

Dans le courant de l'année, Hannah Arendt occupe un emploi à plein temps comme directrice de recherches à la Conférence on Jewish Relations qui deviendra plus tard la Conférence on Jewish Social Studies.

TREBLINKA. LE MONUMENT ÉRIGÉ À L'EMPLACEMENT DU CAMP.

19 AVRIL

Insurrection du ghetto de Varsovie. L'organisation juive de combat qui rassemble les différentes tendances (bundiste, sioniste, etc.) résiste aux nazis jusqu'au 16 mai.

2 AOÛT

Les membres des kommandos spéciaux du camp de Treblinka se révoltent. Le 14 octobre, les détenus du camp de Sobibor s'insurgent à leur tour; les évadés gagnent les forêts ; bien peu survécurent.

DÉCEMBRE

Dans *kufbau*, Arendt publie en deux livraisons une étude sur le problème judéo-arabe: «Can the Jewish-Arab Question Be Solved ? » Elle se démarque des conceptions du recteur de l'Université hébraïque de Jérusalem, Judah Magnes - partisan d'un Etat binational où les Juifs seraient minoritaires - défendant l'idée d'une Palestine intégrée après la guerre au Commonwealth britannique.

1944

AUTOMNE

Arendt publie pour la première fois dans *Partisan Review*'. « Franz Kafka: une réévaluation». Dans les années d'après-guerre, elle participera aux rencontres organisées autour de la revue ; elle y fera la connaissance de la romancière Mary McCarthy mais leur amitié ne commencera qu'en 1948.

1945

Hannah Arendt devient directrice de recherches à la Commission on European Jewish Cultural Reconstruction, organisation créée pour la sauvegarde du patrimoine juif par la Conference on Jewish Social Studies. Ce travail de récupération des biens culturels juifs dérobés par *VEinsatzstab* Rosenberg (Agence placée sous l'autorité d'Alfred Rosenberg, ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est, chargée de rassembler les « écrits juifs et autres créations culturelles et artistiques dues à des Juifs », en vue d'études « scientifiques »), qui les remettait aux centres de recherches antisémites, lui permet d'approcher la complexité des dispositifs de l'Etat national-socialiste, leur structure concentrique. Elle enseigne également comme maître de conférences d'histoire européenne au Brooklyn College (Université Columbia).

JANVIER

Jewish Frontier publie son article : « Organized Guilt and Universal Responsibility » dans lequel elle récusé l'idée de culpabilité collective.

AOÛT

Arendt publie dans le *Menorah Journal* un article intitulé : « Zionism Reconsidered ».

SEPTEMBRE

Correspondant de la *Partisan Review* en Allemagne, Melvin Lasky (né en 1920) rencontre Karl et Gertrud Jaspers qui ont échappé de peu à l'arrestation. Lasky leur permet de reprendre contact avec Hannah Arendt par lettre (28 octobre). Elle leur fait parvenir des colis de nourriture et de vêtements. Elle leur écrit au sujet d'elle-même: « Depuis que je suis en Amérique [...] je suis devenue une sorte d'écrivain indépendant, quelque chose entre un historien et un journaliste politique. »

1946

Waldemar Gurian publie à New York *Essays on Antisemitism*. Hannah devient lectrice aux éditions Schocken Books. Elle le restera jusqu'en juin 1948. Elle fait paraître la seconde édition des

W. H. AUDEN, PHOTOGRAPHIÉ CHEZ ELLE PAR HANNAH ARENDT EN 1967.

Grands Courants de la mystique juive de Gershom Scholem. En 1949, c'est le livre de Bernard Lazare, *Le Fumier de Job*, qui paraîtra précédé d'une introduction d'Hannah Arendt.

Elle fait la connaissance du poète Randall Jarrell ; elle l'aide à mettre au point ses traductions de l'allemand.

Jarrell lui fait découvrir Wystan H. Auden.

9 JUILLET

A propos de l'attitude de Heidegger envers Husserl, elle écrit à Jaspers: « ...J'ai toujours pensé qu'au moment

où il a été contraint d'apposer sa signature sous ce texte, Heidegger aurait dû démissionner... On pouvait attendre de lui qu'il ait suffisamment le

sens de ses responsabilités... Comme je sais que cette lettre et cette signature l'ont quasiment assassiné [Husserl], je ne puis m'empêcher de tenir Heidegger pour un meurtrier potentiel. »

JUILLET-AOÛT

Karl Jaspers publie *Die Schuldfrage (La Culpabilité)* dans lequel, se référant à l'article d'Arendt paru dans *Jewish Frontier*, il écrit : « Des voix se sont élevées d'hommes justes qui avaient percé à jour l'appareil de terreur et ses conséquences. Ainsi Dwight Macdonald...

Ainsi Hannah Arendt: la terreur produisit un phénomène étonnant, elle fit que le peuple allemand participa aux crimes des chefs. Ceux qui étaient asservis devinrent des complices. Certes, ce fut dans une mesure limitée seulement; pourtant des hommes dont on ne l'eût jamais cru possible, des pères de famille, des citoyens qui exerçaient consciencieusement leur métier [...] se mirent avec la même conscience à assassiner... » Hannah Arendt fera éditer le livre de Jaspers aux Etats-Unis.

V)41

Hannah Arendt et Max Brod s'occupent ensemble de la publication des *Journal* de Franz Kafka pour Schocken.

4 SEPTEMBRE

Dans une lettre à Karl Jaspers, Hannah Arendt qui a entrepris depuis la fin de la guerre l'analyse du phénomène totalitaire, lui écrit: « La deuxième partie, que je suis en train d'écrire, analyse la corrélation entre l'impérialisme (c'est-à-dire dans ma terminologie

KARL JASPERS. DANS LES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE, UN ÉCHANGE INTENSE EUT LIEU ENTRE ARENDT ET JASPERS. LEUR ARONDANTE CORRESPONDANCE EN TÉMOIGNE.

la pure politique d'expansion qui commence au cours des années 1880) et la décadence de l'Etat national.

Si tout se passe bien, j'aurai terminé cela à la fin de l'année. La troisième et dernière partie sera consacrée aux structures de l'Etat totalitaire.

Il me faudra la récrire entièrement car je viens seulement de comprendre des points essentiels, surtout en rapport avec la Russie. » Son projet s'intitule provisoirement : *Les Eléments de la honte. Antisémitisme, impérialisme, racisme* ou *Les Trois Piliers de T'enfer*.

DANS LES ORIGINES DU TOTALITARISME, ARENDT ANALYSE L'AFFAIRE DREYFUS,
QUI CONNUT UN RETENTISSEMENT UNIVERSEL.

À BERNARD LAZARE (1865-1903), PREMIER DÉFENSEUR DE
DREYFUS, ELLE EMPRUNTERA L'IDÉE DU "PARIA CONSCIENT".

1948

Parution de *Seeks Essays* à Heidelberg dans une collection associée à la revue de Jaspers *Die Véandlung (La Métamorphose)*. Hannah Arendt devient directrice de la Commission on European Jewish Cultural Reconstruction, fonction qu'elle occupera jusqu'en 1952. Grâce à cette organisation, 1,5 million de volumes (*Hebraica* et *Judaica*) sont rassemblés, des milliers d'objets d'art et de culte et plus d'un millier de rouleaux de la Loi.

14 MAI

Proclamation de l'Etat d'Israël. Dans le courant de l'été, Hannah Arendt accepte de jouer le rôle de *political adviser* auprès de Judah Magnes de passage aux Etats-Unis; leur échange a lieu par lettres, Arendt étant en vacances. Magnes est alors partisan d'un rapprochement entre Juifs et Arabes au sein du nouvel Etat. Hannah y côtoie David Riesman, Erich Fromm, Hans Kohn, etc.

Lettre à Karl Jaspers: «Maintenant les deux premières parties [des *Origines du totalitarisme*] sont complètement achevées et la dernière en chantier [...]. Entretemps j'ai dû m'informer un peu plus à fond sur le déroulement de la révolution russe. »

4 DÉCEMBRE

JUILLET

Partisan Review publie son étude intitulée: « Concentration Camps ». A l'automne, elle envisage de mener un « projet plus important de recherche sur les conditions sociales, politiques et psychologiques des camps de concentration dans les régimes totalitaires » (lettre du 31 octobre à Karl Jaspers).

27 JUILLET

Partie rejoindre Eva Beerwald en Grande-Bretagne, Martha Arendt décède à son arrivée, à l'âge de 74 ans.

27 OCTOBRE

Mort de Judah Magnes. Hannah Arendt participe à la mise sur pied d'une fondation destinée à perpétuer l'engagement de son ami.

Le *New York Times* publie un appel signé d'Hannah Arendt et d'Albert Einstein dénonçant le « parti de la liberté » de Menahem Begin - alors en visite aux Etats-Unis - comme parti terroriste responsable du massacre des Palestiniens de Deir Yassin : ce parti est qualifié de « nouvelle expression du fascisme».

1949

JUIN-JUILLET

Les Blücher s'installent au 130 Morningside Drive dans un appartement en copropriété.

DÉCEMBRE

Voyage en Allemagne comme chargée de mission de la Jewish Cultural Association (Wiesbaden) dont elle est *executive director*. Elle rentre aux Etats-Unis le 16 août 1950. Pendant son absence, le

couple, qui ne vit pas dans l'aisance, a sous-loué une partie de l'appartement.

1950

8 FÉVRIER

Hannah Arendt, en séjour à Fribourg, contacte Martin Heidegger qui lui rend visite immédiatement. Heidegger lui écrit le jour même: « [...]

Le dialogue ainsi noué n'avait pas d'autre sens que de permettre à la rencontre qu'il y eut entre nous deux, et à ce qui en elle est appelé à demeurer, de s'installer dans un climat serein de confiance réciproque entre nous trois, pour toi comme pour moi.

Ce que ma femme a pu te dire ne visait qu'zz *cela*, et non à t'extorquer l'aveu d'une faute vis-à-vis d'elle. » Arendt se rend chez les Heidegger.

Elle écrit à Heinrich Blücher : « Ce matin il y a eu une discussion avec sa femme - qui depuis vingt-cinq ans, ou en tout cas depuis qu'elle est au courant de cette histoire, fait de sa vie un enfer. Et lui qui est notoirement un menteur invétéré n'a visiblement jamais lors de ces vingt-cinq ans, du moins c'est ce qui est apparu lors d'une pénible discussion à trois, nié que cela avait été la grande passion de sa vie... »

2-6 MARS

Deuxième séjour à Fribourg et vraisemblablement deuxième rencontre avec Heidegger.

Au cours de ce voyage en Europe, Arendt retrouve Eva Beerwald.

A Paris, elle renoue avec Alexandre Koyré et Jean Wahl. Elle se rend à Bâle pour rencontrer les Jaspers -Karl lui montre sa correspondance avec Heidegger.

A son retour, elle donne à *Commentary* un article intitulé : «The Aftermath of Nazi Rule, Report from Germany » qui paraîtra en octobre.

ÉTÉ

Hannah Arendt consacre ses vacances à la relecture des épreuves des *Origines du totalitarisme* dont elle a soumis le manuscrit à David Riesman qui fera la critique du livre dans *Commentary*. Alfred Kazin, jeune historien de la littérature, l'aide à réviser les épreuves, travail qui se prolonge jusqu'à l'automne. L'index de l'ouvrage est établi par Mrs E. O. Haskell.

AUTOMNE

Heinrich Blücher obtient des cours d'histoire de l'art et de philosophie à la New School for Social Research, grâce à Alfred Kazin.

COUVERTURE DU MAGAZINE DE LITTÉRATURE SATURDAY REVIEW (24 MARS 1951), À L'OCCASION DE LA PUBLICATION DES ORIGINES DU TOTALITARISME.

25 JUIN

Les troupes communistes de Corée du Nord envahissent la Corée du Sud.

Sans croire aux rumeurs de guerre générale, Hannah Arendt et Heinrich Blücher n'écartent pas cette hypothèse. Stimulée par ce climat, elle entreprend de compléter son travail sur le totalitarisme et prépare une conférence sur « Idéologie et Terreur » dont le texte, publié dans *The Review of Politics* en juillet 1953, deviendra le dernier chapitre des *Origines du totalitarisme*.

OCTOBRE

FÉVRIER

Parution des *Origines du totalitarisme* qu'Hannah Arendt dédie à Heinrich Blücher. Elle a 44 ans.

AVRIL

Heinrich Blücher commence à enseigner la philosophie de l'art à la New School for Social Research, grâce à Günther Stern.

30 MAI

Mort de Hermann Broch. Hannah Arendt contribue au classement des archives du romancier.

L'éditorial anonyme

(dû à François Bondy) de la revue *Preuves* signale le livre :

« Le totalitarisme est sans doute le phénomène le plus neuf, le plus bouleversant de notre époque et c'est aussi le moins bien connu; les ouvrages qui l'étudient en profondeur, comme celui d'Hannah Arendt, sont encore rares... » *Preuves* est une publication du Congrès pour la liberté de la culture, fondé à Berlin en juin 1950, et dont Karl Jaspers est président d'honneur. Arendt entretiendra des relations conflictuelles avec le Congrès.

Hannah Arendt obtient la nationalité américaine.

AVRIL

Hannah Arendt part pour un voyage de cinq mois en Europe (Munich, Heidelberg).

De Paris, elle écrit à son mari : « Cette nuit je verrai Koyré, avec qui les choses vont un peu mieux, bien qu'il ait beaucoup vieilli. Sartre et Cie, je ne les verrai pas; cela n'aurait aucun sens. Ils sont entièrement drapés

dans leurs théories et vivent dans un monde organisé de manière hégélienne. J'ai assisté à un des séminaires de [Eric] Weil sur Hegel, tout à fait ennuyeux et verbeux.

Hier, j'ai vu Camus; c'est sans aucun doute le meilleur en France à l'heure actuelle. Il dépasse les autres intellectuels de la tête et des épaules. Cela vaut également pour Raymond Aron, si chaleureux et si amical avec moi que je n'ose le dire tout haut... »

AOÛT

Bien que n'ayant aucun diplôme

- il n'est même pas bachelier -Heinrich Blücher devient enseignant au Bard College (Annandale on Hudson). Hannah Arendt transmet à la Fondation Guggenheim le projet d'une étude sur les « éléments totalitaires du marxisme», étude complémentaire, dans son esprit, aux *Origines du totalitarisme*. Ce projet d'examen critique du marxisme sera à l'origine de *The Human Condition* (1958), *Between Past and Future* (1961) et *On Revolution* (1963).

Ï9J5

Hannah Arendt donne un cycle de conférences à Princeton.

MARS

À l'invitation de Carl J. Friedrich, émigré allemand, Hannah Arendt participe, à Boston, à un colloque sur le totalitarisme aux côtés de George Kennan. La troisième partie de son livre y est discutée.

Le colloque s'ouvre le jour où la mort de Staline (5 mars) est annoncée.

17 JUIN

Les émeutes ouvrières de Berlin sont réprimées par les chars soviétiques. Un important mouvement de grève en RDA et Tchécoslovaquie prolonge

la révolte. C'est le premier grand ébranlement du bloc soviétique.

AUTOMNE

Prenant le prétexte de la parution des souvenirs d'un ancien dirigeant communiste, Whittaker Chambers, Hannah Arendt, dans un article paru dans *Commonweal*, critique le maccarthysme et s'élève contre le mot d'ordre: « Rendez l'Amérique plus américaine », dont l'application ne peut, à ses yeux, que signifier la destruction de la démocratie elle-même.

1954

JANVIER

Dans la revue *Critique*, Raymond Aron donne un très long compte rendu des *Origines du totalitarisme*. Il s'agit, en France, de la première recension sérieuse du travail d'Arendt. Invitée à l'université de Notre Dame (Indiana) par son ami Waldemar Gurian, elle donne une série de conférences sur le thème « Philosophie et politique ». Arendt est lauréate du prix du National Institute of Arts and Letters.

/1955

Hannah Arendt fait paraître deux volumes posthumes d'Hermann Broch : *Dichten und Erkennen, Erkennen und Handeln* (Zurich) ; elle rédige l'introduction au volume I.

Parution à Francfort des *Origines du totalitarisme* dans une traduction d'Hannah Arendt elle-même.

FÉVRIER-MAI

Arendt est professeur invité à Berkeley.

Elle donne un cours sur « Les théories politiques européennes ».

7 AOÛT

Heinrich Blücher devient citoyen américain. Arendt entreprend un nouveau voyage en Europe qui dure jusqu'au 13 décembre. Elle rencontre l'éditeur Klaus Piper qui lui propose d'écrire une « Introduction à la politique ». De ce projet jamais réalisé sont issus des manuscrits rassemblés sous le titre *Qu'est-ce que la politique ?* (1993, trad., Le Seuil, 1995).

12-17 SEPTEMBRE

À Milan, elle participe à la conférence du Congrès pour la liberté de la culture et y présente une communication (« The Rise and Development of Totalitarianism and Authoritarian Forms of Government in the

DANS BUDAPEST INSURGÉE, DES COMBATTANTS DANS L'ATTENTE.

Twentieth Century») qui sera publiée ensuite en français dans la revue *Preuves* en septembre 1956.

1956

24 FÉVRIER

Au cours du XX^e congrès du parti communiste d'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev donne lecture, en séance secrète, d'un rapport sur les crimes de Staline. Il dénonce le « culte de la personnalité » et prône le retour à la norme léniniste. Le 4 juin, le rapport secret est publié par le Département d'Etat américain.

28 JUIN

À Poznan (Pologne), les ouvriers de l'usine Gegielski manifestent pour le « pain et la liberté ». La répression menée par les blindés fait des dizaines de morts. Les Blücher suivent avec intérêt un processus de libéralisation qui culmine en automne.

SEPTEMBRE-NOVEMBRE

Arendt effectue un troisième voyage en Europe.

24 OCTOBRE

A Budapest, la manifestation des étudiants hongrois, appelée en soutien aux Polonais par le cercle Petôfi, tourne au défi : la statue de Staline est abattue. Le secrétaire du parti communiste hongrois, Ernô Gerô, appelle les troupes soviétiques pour rétablir l'ordre. Des combats opposent Soviétiques et Hongrois.

26 OCTOBRE

Des comités de grève se forment dans les usines hongroises, des appels à la grève générale circulent. Hannah Arendt s'enthousiasme pour cette révolution antitotalitaire qui fait resurgir du passé les conseils ouvriers.

4 NOVEMBRE le déclenchement d'un troisième conflit mondial.

L'opération de Suez échoue, sous la double pression des Etats-Unis et de l'URSS.

1958

Au cours de l'année paraissent aux Etats-Unis

The Human Condition (Condition de l'homme moderne, 1961) et à Londres *Rahel Narnhagen : The Life of a Jewess* avec la collaboration de

Lotte Kôhler (*Rahel Narnhagen, la vie d'une Juive allemande à l'époque du romantisme*, Pocket, 1986).

4 MAI-28 JUILLET

Les troupes soviétiques investissent une seconde fois Budapest. Les combats font rage. La répression fait des dizaines de milliers de victimes. Imre Nagy, le premier ministre du gouvernement démocratique, sera pendu.

5 NOVEMBRE

À la suite de la nationalisation unilatérale du canal de Suez par Nasser, les troupes franco-britanniques occupent Port-Saïd et Port-Fouad. Simultanément, l'armée israélienne lance l'offensive contre l'armée égyptienne. Arendt craint Hannah Arendt se rend en Europe - Suisse, Allemagne et France -pour la quatrième fois.

24 SEPTEMBRE

A Francfort, Hannah Arendt prononce un discours en l'honneur de Karl Jaspers à l'occasion de la remise du prix de la Paix des libraires allemands.

1959

Les Blücher emménagent au 370 Riverside Drive.

5 SEPTEMBRE-NOVEMBRE

Mi-septembre, Arendt revient pour la cinquième fois en Europe pour recevoir le prix Lessing; elle se rend à Hambourg et y prononce un discours le 9 ou 10 novembre.

1960

23 MAI

David Ben Gourion annonce l'arrestation d'Adolf Eichmann qui résidait dans la banlieue de Buenos Aires sous le nom de Ricardo Klement. Il a été enlevé par les services secrets israéliens le 11 mai pour être transféré en Israël.

29 MAI

L'interrogatoire d'Eichmann commence dans une prison israélienne.

1961

Arendt publie *Between Past and Future: Six Exercises in Political Thought* (publié en français sous le titre : *La Crise de la culture*, 1972).

7 AVRIL-FIN JUILLET

Arendt, qui a proposé au *New Yorker* de suivre le procès d'Adolf Eichmann - elle considère qu'il s'agit là d'une obligation envers son passé -, assiste aux premières semaines du procès qui s'ouvre le 11 avril à Tel-Aviv et prend soin de lire les reportages en hébreu que lui transmet Kurt Blumenfeld. Quelques semaines après son retour, Blücher est victime d'une rupture d'anévrisme.

15 DÉCEMBRE

Le président du tribunal, Moshe Landau, qu'Arendt avait rencontré, les juges Benjamin Halévi et Yitzak Raveh condamnent Adolf Eichmann à la peine de mort pour crimes contre le peuple juif, crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

Le pourvoi en appel qu'Eichmann présente sera rejeté le 29 mai 1962; il sera pendu le 31 mai. Après son départ en juillet, Kurt Blumenfeld et Karl Jaspers ont communiqué à Arendt les articles commentant en Israël et en Europe le procès en cours.

1962

19 MARS

Hannah Arendt est victime d'un accident de la circulation. Elle profite de sa convalescence pour reprendre sa documentation sur le procès Eichmann et mettre au point le manuscrit du livre, achevé en novembre.

1963

FÉVRIER-MARS

Hannah Arendt publie dans le *New Yorker* en cinq livraisons « A Reporter at Large : Eichmann in Jerusalem ». Elle quitte les Etats-Unis

pour Zurich le 19 février. Une polémique contre elle commence à l'initiative de l'Anti-Defamation League du B'nai B'rith. Hannah Arendt repousse la suggestion de Siegfried Moses qui lui demandait de surseoir à la publication de son reportage en volume.

MARS

Hannah Arendt séjourne à Bâle où elle traduit en allemand son livre *On Revolution*. Parution de *Eichmann in Jerusalem, A Report on the Banality of Evil*. Son essai intitulé *On Revolution* paraît au printemps mais ne rencontre que peu d'intérêt. Elle voyage ensuite en Italie en compagnie de Mary McCarthy, James West, Nicola Chiaramonte, Ignazio Silone et son épouse. Elle retrouve Heinrich Blücher à Naples.

AVRIL

Voyage en Grèce avec son mari et son amie Charlotte Beradt, journaliste à la radio et écrivain.

MAI

Arendt retourne quatre jours en Israël pour y voir Kurt Blumenfeld. Celui-ci, hospitalisé, a été indigné par les articles d'Arendt. Il n'avait pu les lire directement et Arendt supposait que leur teneur avait été déformée dans les comptes rendus qu'on lui en avait faits. Arendt peut l'éclairer à ce sujet avant son décès, le 21 mai.

11 JUIN

Sollicitée de répondre aux critiques par l'American Council for Judaism (de tendance antisioniste), Arendt répond: «Vous savez bien que j'ai été sioniste et que les raisons qui m'ont conduite à rompre avec l'organisation sioniste sont très différentes des positions antisionistes du Conseil: Je ne suis pas par principe opposée à Israël, mais je suis contre certains aspects importants de la politique d'Israël. Je sais, ou je crois savoir, que si une catastrophe devait atteindre cet Etat juif, pour quelque raison que ce soit (et s'il s'agissait de sa propre folie), ce serait sans doute la catastrophe finale pour le peuple juif tout entier, quelles que puissent être alors les opinions de chacun d'entre nous. »

17 JUIN

Newsweek publie une interview d'Arendt réalisée en Italie.

Le couple séjourne en Sicile puis regagne Paris par le sud de la France. Arendt rentre à New York le 8 juillet.

JUILLET

Après la publication dans la *Partisan Review* d'un article de Lionel Abel qui, selon le directeur même de la revue, tenait plus de la polémique ouverte que d'une recension, Hannah Arendt rompt toute relation avec cette revue à laquelle elle avait souvent donné des articles. Quelques mois plus tard, *Partisan Review* publie deux articles favorables à Arendt, de Daniel Bell et Mary McCarthy. En revanche, ses amis Gershom Scholem et Hans Jonas désavouent son livre et cessent toute relation avec elle. Jaspers, invité à appartenir au jury d'un prix de la Paix, sollicite les conseils d'Hannah Arendt qui, convaincue que ce prix doit revenir à un « homme (ou une femme) qui combat pour la paix entre les races » (lettre à Karl Jaspers, 20 juillet 1963), lui transmet des matériaux concernant l'avocat sud-africain Nelson Mandela.

13 OCTOBRE

Article de Hugh Trevor-Roper dans le *Sunday Times*. «Mme Arendt ne dit pas littéralement que les Juifs furent plus coupables qu'Eichmann mais, comme elle tient à diminuer la responsabilité de ce dernier et à mettre en lumière celle des Juifs, elle suggère parfois cette impression... » Arendt précisera: «A aucun endroit dans ce livre je n'ai reproché au peuple juif son absence de résistance. C'est un autre homme qui l'a fait, M. Hausner, procureur israélien, au cours du procès contre Eichmann. J'ai qualifié les questions qu'il a posées en ce sens aux témoins de Jérusalem d'insensées et cruelles. » Hannah Arendt devient professeur à l'université de Chicago où elle enseignera jusqu'en 1967.

1964

Arendt intervient en faveur de Rolf Hochhuth dont la pièce, *Le Vicaire*, qui soulève la question de l'attitude de Pie XII face à la Solution finale, lui vaut alors de nombreuses attaques.

2-26 SEPTEMBRE

Huitième voyage en Europe.

1965

31 JUILLET-7 SEPTEMBRE

Arendt accomplit son neuvième séjour en Europe.

1966

3 FÉVRIER

L'historien Walter Laqueur réagit à la polémique provoquée par *Eichmann à Jérusalem* : « Miss Arendt a moins été attaquée pour ce qu'elle a dit que pour la manière dont elle l'a dit, [...] tandis que ses adversaires étaient trop souvent enclins à jeter le bébé avec l'eau du bain. »

15 FÉVRIER

Arrêtés en septembre 1965, les deux écrivains Andreï Siniavski et Iouli Daniel sont condamnés à 7 et 5 ans de camp pour «activités antisoviétiques». Hannah Arendt intervient en leur faveur, avec d'autres personnalités, auprès du ministre soviétique des Affaires étrangères, Alexeï Kossyguine.

SEPTEMBRE-OCTOBRE

Arendt séjourne à Zurich et Bâle du 15 septembre à début octobre.

5 ET 12 OCTOBRE

*AFFICHE DE PROPAGANDE (1971) CONTRE LIN PIAO ET CONFUCIUS. LA GRANDE
RÉSOLUTION CULTURELLE PROLÉTARIENNE LANCÉE EN MAI 1966 PAR MAO
ZEDONG A TOURNÉ A LA CATASTROPHE COMME LES CAMPAGNES
POLITIQUES PRÉCÉDENTES INITIÉES PAR CELUI QUI SE FAIT
APPELER LE «GRAND TIMONIER»: DESTRUCTION DE RIENS
CULTURELS, EXÉCUTIONS EN MASSE, TERREUR, CANNIBALISME
POLITIQUE,
LE TOTALITARISME VERSION ASIATIQUE ATTEINT UN
PAROXYSMES.*

(Conseils juifs) mis en place par les nazis dans les ghettos d'Europe centrale.

26 NOVEMBRE

Le Nouvel Observateur publie deux extraits de *Eichmann à Jérusalem* à paraître aux éditions Gallimard.

Le second concerne l'attitude des *Judenrate* *Le Nouvel Observateur* publie les réactions suscitées par les extraits du livre d'Hannah Arendt.

Une lettre collective est titrée par la rédaction:
« Hannah Arendt est-elle nazie ? »

1967

Hannah Arendt reçoit le prix Sigmund-Freud de l'Académie allemande pour la langue et la littérature.

5-10 JUIN

Guerre des Six Jours opposant Israël aux pays arabes. Arendt en suit le déroulement.

1968

Hannah Arendt obtient la chaire de philosophie politique à la New School for Social Research à New York.

AVRIL-M AI-JUIN

Arendt s'intéresse aux mouvements étudiants américains et français. Elle écrit au fils de son ami décédé Erich Cohn-Bendit: «Je suis convaincue que tes parents, surtout ton père, seraient très fiers de toi s'ils étaient encore en vie [...]. Au cas où tu aurais des ennuis et peut-être besoin d'argent, tu nous trouveras toujours [...] pour t'aider... »

JUIN

Heinrich Blücher reçoit le titre de Docteur *honoris causa* de Bard College.

31 AOÛT

Départ pour Zurich puis Bâle où Hannah Arendt prononce un discours de *laudatio* pour son ami Karl Jaspers.

19 OCTOBRE

Dans le *New Yorker*, Hannah Arendt rend hommage à Walter Benjamin.

1969

26 FÉVRIER

Mort de Karl Jaspers. Aux côtés de Jeanne Hersch et Hans Saner, à l'université de Bâle, elle prononce son éloge funèbre : « Pendant près d'un quart de siècle il a été la conscience de l'Allemagne... »

26 SEPTEMBRE

Hannah Arendt participe aux « Mélanges rassemblés » en l'honneur de Heidegger à l'occasion de son 80^e anniversaire.

17 OCTOBRE

Dans une lettre à Mary McCarthy, Hannah Arendt explicite ses sentiments sur Israël:

« ... Je sais que toute véritable catastrophe survenant en Israël me toucherait plus profondément que n'importe quoi d'autre, ou presque. »

HANNAH ARENDT VERS 1968.

1970

Parution de *On Violence*.

SEPTEMBRE

Arendt organise un séminaire sur la *Critique de la faculté de juger* de Kant.

31 OCTOBRE

Mort d'Heinrich Blücher.

Le 4 novembre, elle fait réciter le *Kaddish*, la prière juive pour les morts, sur la tombe de son mari.

1971

PRINTEMPS

Voyage à Paris puis en Sicile en compagnie de Mary McCarthy et son mari, James West.

1972

Parution de *Crises of the Republic*.

1975-1974

Arendt intervient régulièrement dans les cycles des conférences Gifford, à Aberdeen (Ecosse).

MAI

À Aberdeen, au cours d'une conférence sur le thème de la volonté, elle est victime d'un infarctus. Roger Errera réalise une série d'entretiens filmés avec elle (INA, « Un certain regard », 1974); elle y déclare : « Il n'existe pas de pensée dangereuse pour la simple raison que le fait de penser est en lui-même une entreprise très dangereuse. Mais ne pas penser est encore plus dangereux.

Ne pas réfléchir c'est plus dangereux encore. »

1975

Elle célèbre la Pâque juive avec des amis.

PRINTEMPS

Arendt reçoit le prix Sonning de l'université de Copenhague: «Rien de plus éphémère en notre monde, de plus précaire que cette forme de réussite qui confère la renommée. Rien n'advient plus aisément que l'oubli. » Elle rend une dernière visite à Heidegger.

ÉTÉ

Elle travaille sur Kant et le troisième volume de son ouvrage *La Vie de l'esprit* dont les deux premiers paraîtront en 1978.

4 DÉCEMBRE

Hannah Arendt meurt à son domicile. Elle est enterrée le 8 au côté de son mari Heinrich Blücher dans le cimetière du campus du Bard College à Annandale on Hudson. Son amie Mary McCarthy, Jerome Kohn, son dernier assistant, et Hans Jonas lui rendent hommage.

LES ORIGINES

DU TOTALITARISME

Pierre Bouretz

INTRODUCTION AUX ORIGINES DU TOTALITARISME

Rien n'est fait pour faciliter l'entrée dans *Les Origines du totalitarisme*. Après plusieurs hésitations, Hannah Arendt ne s'est pas résolue à proposer une introduction générale. Elle n'a finalement donné que peu d'indications sur sa méthode. Les informations sur la genèse du livre sont rares. On imagine que le projet a germé vers le début de 1944. On sait qu'à l'époque de ses premières esquisses, il devait s'intituler *Les Eléments de la honte : antisémitisme – impérialisme – racisme*, peut-être *Les Trois piliers de ! Enfer*, ou plus simplement *Histoire du totalitarisme* ¹⁸⁷. On peut toutefois reconstituer à grands traits les étapes de sa rédaction : nourries d'un certain nombre d'articles déjà publiés, les parties consacrées à l'antisémitisme et à l'impérialisme étaient achevées à la fin de 1947 ou au début de l'année suivante ; 1948 et 1949 verront l'élaboration de la troisième partie sur le système totalitaire ¹⁸⁸. L'unique présentation synthétique du projet initial se trouve dans une lettre à Mary Underwood datée du 14 septembre 1946. Arendt nomme son objet « l'impérialisme florissant sous sa forme totalitaire ». Puis elle le décrit comme « un amalgame de certains éléments qu'on retrouve dans toutes les situations et tous les problèmes politiques de notre temps ». Elle formalise enfin la manière dont chacun de ces éléments « cache un vrai problème non résolu » : « Derrière l'antisémitisme, la question juive ; derrière le déclin de l'Etat-nation, le problème non résolu de la nouvelle organisation des peuples ; derrière le racisme, le problème non résolu d'un nouveau concept d'humanité ; derrière l'expansion

pour l'expansion, le problème non résolu de l'organisation d'un monde qui rétrécit constamment et que nous sommes contraints de partager avec des peuples dont les histoires et les traditions n'appartiennent pas au monde occidental ¹⁸⁹. » Si l'on ajoute « l'alliance entre le capital et la plèbe », visée sans être associée à un « problème », mais qui deviendra l'une des clés du livre, on découvre donc tous les ingrédients des deux premières parties des *Origines du totalitarisme*. Il reste que la dernière n'est pas encore imaginée, tandis que son concept demeure vague et non différencié de l'idée d'un impérialisme accompli.

Cet état du projet en 1946 est confirmé par le plan déposé au dos de la lettre à Mary Underwood ¹⁹⁰. Une ébauche des *Trois piliers de T Enfer* datant de l'année précédente avait envisagé onze chapitres, organisés en une trinité : « De l'antisémitisme » ; « De l'impérialisme » ; « Du racisme ». Désormais, Hannah Arendt conçoit treize chapitres, dans une structure moins formelle « Les Juifs en route vers la tourmente » ; « La désintégration de l'Etat-nation » ; « Expansion et race » ; « L'impérialisme accompli ». Sous des titres parfois inchangés et dans un ordre quelque peu différent, douze de ces chapitres seront repris dans le plan définitif, réorganisé selon le triptyque initial. Le chapitre le plus significatif de ce projet d'étape est le dernier : « L'impérialisme racial : le nazisme ». On constate qu'à cette date, Arendt n'a toujours pas en vue une comparaison entre le communisme et le nazisme. A quoi s'ajoute qu'elle ne perçoit encore ce dernier que sous la forme de l'accomplissement d'un impérialisme appuyé sur la doctrine raciale. Les choses deviennent plus précises un an plus tard, dans une lettre à Karl Jaspers du 4 septembre 1947 : « Je n'ai pas de titre, je ne peux donc donner que des indications. La première partie, qui est terminée, décrit l'histoire politique et sociale des Juifs depuis le milieu du XVIII^e siècle, sous l'unique aspect de leur aptitude à cristalliser des idéologies décisives du XX^e siècle. La deuxième partie, que je suis en train d'écrire, analyse la corrélation entre l'impérialisme (c'est-à-dire dans ma

terminologie la pure politique d'expansion qui commence au cours des années 80) et la décadence de l'Etat national. Si tout se passe bien, j'aurai terminé cela à la fin de l'année. La troisième et dernière partie sera consacrée aux structures de l'Etat totalitaire. Il me faudra la récrire entièrement, car je viens seulement de comprendre des points essentiels, surtout en rapport avec la Russie ¹⁹¹. »

En un an, la transformation a donc été considérable. Arendt a définitivement organisé sa trilogie. Elle a forgé son concept d'Etat totalitaire. Celui-ci vise le nazisme et le stalinisme, pour occuper toute la dernière partie, en trois chapitres : « Ce qu'on appelle l'Etat totalitaire » ; « La police secrète » ; « La domination totale ». Il reste que si la conception ultime du livre doit essentiellement au passage d'un « impérialisme racial », qui ne concernait que le nazisme, à un totalitarisme qui conjoint les deux régimes, quelques transformations seront encore opérées par la suite. La modification essentielle concerne l'ajout pour la deuxième édition de 1958 de ce qui sera définitivement le dernier chapitre : « Idéologie et terreur : un nouveau type de régime ». La lecture de celui-ci confirme son importance : c'est ici que se perçoit le mieux la cohérence de la dernière partie des *Origines du totalitarisme*, c'est à partir de lui que l'on peut saisir une forme d'unité de l'ensemble du livre. En 1966, la troisième édition offrira une préface brièvement placée en tête du livre, avant de ne plus l'être qu'au début du *Totalitarisme*. C'est l'unique endroit où Arendt fournit des indications lapidaires sur la genèse et l'histoire du projet. Elle se risque à une conjecture sur l'avenir du totalitarisme communiste. On voit posées pour la première fois les questions qui ont nourri le livre : Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi cela s'est-il passé ? Comment cela a-t-il été possible ?

Si l'on fait débiter leur histoire avec la lettre de 1946 à Mary Underwood et son plan pour la clore avec la rédaction de cette ultime préface, *Les Origines du totalitarisme* sont demeurées |*Nork in Progress* pendant vingt ans. Hannah Arendt ne s'est par

ailleurs jamais risquée à en fournir une présentation synthétique. L'édition originale de 1951 proposait une introduction, qui fournissait des indications éparses mais importantes : quelques considérations sur l'époque et les éléments d'une réflexion géopolitique ; une remarque sur la notion de compréhension et la causalité ; plusieurs concepts essentiellement issus de la troisième partie, comme ceux de « monde fictif » et de « mal absolu », ou encore l'idée selon laquelle le totalitarisme « détruit l'essence de l'homme ¹⁹² ». Pourtant, cette préface disparaîtra dès la seconde édition pour n'être jamais remplacée, au profit d'introductions propres à chacune des trois parties. A l'inverse, Arendt a toujours voulu qu'existe un chapitre terminal, a beaucoup hésité sur son contenu, mais s'est finalement arrêtée sur « Idéologie et terreur ». En 1951, la première édition s'achevait sur des remarques conclusives, mais Arendt les jugera « peu concluantes » et les supprimera ¹⁹³ . Celle de 1958 verra s'ajouter les remarques enthousiastes sur la révolution hongroise, mais elles seront retirées ¹⁹⁴ . Restera donc définitivement le chapitre sur les deux composantes d'un « nouveau régime », qui confirme ainsi son importance et son statut.

Rassemblant les trois parties des *Origines du totalitarisme* autrefois traduites en ordre dispersé, ce volume respecte bien entendu l'ultime volonté d'Hannah Arendt concernant leur agencement. Mais il fait un choix, cette fois conforme à l'édition américaine d'aujourd'hui : offrir au début du livre et dans l'ordre chronologique les différentes préfaces rédigées par Arendt, dont l'une était restée inédite en français (celle de « L'Impérialisme »). Il propose enfin ce qui n'apparaît dans aucune autre édition : les deux textes qu'Arendt avait souhaité voir terminer le livre en 1951, puis en 1958, avant de les faire successivement disparaître : les « Remarques en guise de conclusion » et les « Réflexions sur la révolution hongroise ». Cet agencement demande au lecteur une discipline

intellectuelle et un effort d'imagination. Mais, sous ces deux conditions, il pourra se faire une image de l'atelier d'Hannah Arendt, reconstituer les étapes de son travail et surtout percevoir l'évolution de sa pensée, s'agissant d'une œuvre qui ne l'a jamais tout à fait quittée pendant vingt ans.

De même qu'Hannah Arendt n'a finalement pas préparé la lecture des *Origines du totalitarisme* par une présentation synthétique de leur objet, de leur organisation et de sa démarche, le livre contient peu d'indications sur la méthode. A l'exception de quelques formules lapidaires, c'est aux alentours qu'il faut chercher des explications à ce sujet, toujours formulées a posteriori et jamais réintroduites à l'occasion des ajouts effectués pour les différentes éditions. L'une d'entre elles est sollicitée par une critique : celle d'Eric Voegelin, qui soulignait la force des émotions traversant le livre, mais également un décalage entre des intuitions puissantes et une construction qui « s'affaisse jusqu'à une regrettable platitude ¹⁹⁵ ». En lui répondant, Arendt admet que l'émotion déterminait en quelque sorte la méthode et le style. Procédant par analogie, elle décrit la conséquence d'une hypothétique description *sine ira et studio* de l'extrême pauvreté des classes laborieuses au début de la révolution industrielle : en interdisant à l'indignation d'interférer, « j'aurais retiré ce phénomène particulier de son contexte dans la société humaine, je lui aurais dérobé une part de sa nature ¹⁹⁶ ». L'élément le plus important de cette réponse s'attache toutefois à la seconde critique. Sur ce plan, elle reconnaît que le titre peut « malencontreusement » orienter le lecteur sur une fausse piste : l'idée d'origine laisse attendre une unité produite sur le modèle historiographique dont on pourrait lui reprocher l'absence ; mais la véritable intention était de montrer « des éléments qui ont cristallisé sous forme de totalitarisme ». En évoquant ici la discussion sur la « compréhension » qui déchire la science historique depuis ses débuts, puis la notion kantienne d'imagination, elle esquisse une justification méthodologique

plus développée dans un texte de la même année : « Compréhension et politique ».

Cette fois, Arendt installe clairement la différence entre compréhension et analyse causale, pour défendre la première. La définition liminaire d'une compréhension distincte de la « connaissance scientifique » et de « l'information exacte » peut sembler étrange : « C'est une activité sans fin, qui nous permet, grâce à des modifications et des ajustements continuels, de composer avec la réalité, de nous réconcilier avec elle, et de nous efforcer de nous sentir chez nous dans le monde » A quoi elle ajoute aussitôt qu'une telle définition ne doit pas laisser entendre que « tout comprendre, c'est tout pardonner », reproche qu'elle cherche parfois à retourner contre le récit historique classique, qui finit toujours à ses yeux par ressembler à « une justification suprême de ce qui s'est passé ¹⁹⁷ ¹⁹⁸ ». Comment Arendt peut-elle affirmer ce qui rendrait effectivement raison de l'apparent désordre des *Origines du totalitarisme*, « la causalité n'est qu'une catégorie totalement déplacée et source de distorsions » ; « quiconque, dans le domaine des sciences historiques, croit en toute bonne foi à la causalité disqualifie en réalité l'objet même de sa discipline » ¹⁹⁹ ? Trois arguments paraissent présider à ce refus de la causalité. La part trop belle faite tout d'abord à l'historien, lorsqu'il se présente comme un « prophète tourné vers le passé », au motif qu'il saurait intégralement expliquer un événement par un enchaînement de faits antérieurs. Puis la « déformation professionnelle » qui le conduit à imaginer qu'un objet historique puisse parfaitement coïncider avec une séquence temporelle, alors qu'au contraire « l'histoire est un récit qui a plusieurs commencements et pas de fin » ²⁰⁰ . Reste un dernier argument, essentiel aux yeux d'Arendt : le recours à la causalité, la recherche obsessionnelle d'une explication du présent par le passé, le désir d'imputer chaque événement à des facteurs qui l'avaient en quelque sorte rendu nécessaire, empêchent absolument de saisir la nouveauté. « L'événement éclaire son

propre passé, il ne saurait en être déduit » : cette formule énigmatique veut sans doute articuler la conviction d'une radicale nouveauté du régime totalitaire à la forme d'un livre qui passe sans transitions de recherches généalogiques sur l'antisémitisme et l'impérialisme à la formalisation d'un concept et à la description des phénomènes auxquels il s'attache. Elle explique également le fait qu'Arendt regrettait l'équivoque de la notion d'origine dans le titre, puis son insistance sur l'idée d'éléments qui se cristallisent sans cohérence logique. Elle permet enfin d'imaginer qu'Arendt avait en tête la crainte de voir une explication causale de la naissance du totalitarisme s'adapter de façon mimétique au déterminisme historique des doctrines qu'il s'agissait de démonter, tout particulièrement le marxisme.

Il est désormais possible de répondre aux questions posées dans la préface de ce volume au sujet des *Origines du totalitarisme*[^]. Hannah Arendt n'avait au départ en tête ni le principe d'organisation de son travail ni même une vision précise de l'endroit où la conduirait son enquête, pas davantage une définition claire du concept qui lui donnerait finalement sa force. Ce livre est le résultat d'une investigation qui a progressivement apprivoisé son objet, pour en délimiter les contours et définitivement le nommer. Cela rend raison de la diversité de ses plans d'analyse, de ses changements d'approche et de ses ruptures de style. Cela éclaire également la faible coordination entre les trois parties qui le compose, les liens flottants entre l'approche historique caractéristique des deux premières et la démarche plus essentialiste de la dernière, le décalage entre l'accumulation de matériel destiné à une généalogie de l'antisémitisme puis de l'impérialisme et l'économie de moyens compensée par la rigueur conceptuelle propre à l'analyse finale du système totalitaire. Sans peut-être le justifier parfaitement, cela explique enfin la difficulté que pouvait avoir Arendt à fournir une synthèse, le fait qu'elle n'expose sa méthode que de manière collatérale et ce qui

ressemble à une impossible discussion avec d'autres théoriciens du totalitarisme.

On avait cherché à saisir quelques fils qui, faute d'avoir été a priori conducteurs, pourraient tisser a posteriori un lien logique entre les différentes parties du livre : celui d'une histoire de l'Etat-nation, de sa crise et de sa décomposition ; la trajectoire qui conduit d'une société de classe aux foules de la fin du XIX^e siècle, puis aux masses atomisées des débuts du suivant ; la récurrence d'une mise en cause de la responsabilité des bourgeoisies européennes dans la marche vers la domination totale. Plutôt que de prolonger en l'élargissant cette perspective, on peut ici choisir un autre angle, qui tirerait profit des découvertes concernant la genèse des *Origines du totalitarisme*. Puisque ce livre s'est progressivement approché du centre de ce qu'il voulait saisir, avant de le décrire et de le formaliser, il semble souhaitable de repartir de ce point. Dans la mesure où Arendt se déclarait hostile à toute recherche de causalité, on peut accepter de considérer les « éléments » qui composent son étude, là où l'on est tenté de renforcer le cadre en stabilisant ses contenus. Devraient ainsi mieux apparaître l'originalité de ce livre et ses défauts, l'admiration qu'il provoque et les agacements qu'il suscite, ce pour quoi en dépit de ses imperfections, il continue de s'imposer là où tant d'autres théories sur le sujet se sont effondrées.

La singularité qu'avait dès le départ l'analyse d'Hannah Arendt est relativement facile à saisir. A l'époque de la rédaction des *Origines du totalitarisme* et surtout dans la décennie suivante, on forgeait des deux côtés de l'Atlantique une théorie qu'elle ignorera jusqu'aux dernières éditions de son livre : entre *Les Guerres en chaîne* de Raymond Aron en 1951 et le *Totalitarianism* de Carl J. Friedrich (1954), puis *Totalitarian Dictatorship and Autocracy* (Carl J. Friedrich et Zbigniew Brzezinski, 1965) et *Démocratie et totalitarisme* de Raymond Aron (1965). C'est essentiellement ce modèle qui sera au cœur de la discussion immédiate, bénéficiant de l'honneur des

controverses savantes, tout en subissant l'outrage d'être dénoncé comme un instrument de la guerre froide. A titre d'illustration, on peut retenir les cinq composantes du système totalitaire mises en avant par Raymond Aron ²⁰¹ . Le phénomène totalitaire naît dans un régime qui accorde le monopole de l'activité politique à un parti. Ce parti monopolistique s'appuie sur une idéologie qui lui confère une autorité absolue et devient vérité officielle de l'Etat. Afin de garantir son pouvoir par une telle vérité, ce dernier accapare tous les moyens de communication et de persuasion. A mesure que le processus se réalise, l'essentiel des activités économiques et professionnelles est contrôlé par l'Etat. Finalement, la terreur s'installe au moment où toute faute devient une atteinte à l'idéologie, mesurée et réprimée à cette aune.

L'affaire étant désormais sortie de son contexte idéologique, on voit mieux en quoi ce modèle repose sur une démarche qui s'oppose presque point par point à celle des *Origines du totalitarisme*¹ . En premier lieu, il est statique, décrivant les structures d'un État total, là où Arendt s'attache à souligner une dynamique de la domination totalitaire. A cela s'ajoute qu'il se focalise sur une typologie et une classification de critères d'identification du phénomène, perspective qui n'est qu'incidente chez Arendt. Il est enfin construit en négatif du système démocratique, alors qu'Arendt part du principe de la nouveauté absolue et plaide les limites de la comparaison. Pendant de nombreuses années, la discussion académique tournera autour de tels critères. Elle consistera essentiellement à savoir dans quelle mesure il convient de les modifier ou de compléter la liste, d'adapter le modèle aux évolutions des régimes totalitaires, d'affiner le dessin des frontières entre différentes modalités de ceux-ci et les dictatures, ou diverses formes d'autoritarisme. A la veille de l'effondrement du communisme, on délibérait encore de sa force et de ses failles, de ce qui semblait lui promettre une sorte d'éternité et des amorces

d'une décomposition, des transformations du visage de l'autocrate et des brèches dans les pieds du colosse.

Les deux piliers d'un « nouveau type de régime » auxquels Hannah Arendt s'est finalement arrêtée sont l'idéologie et la terreur. La première trouve son principe dans le mouvement, la seconde son accomplissement dans les camps. L'une forge l'hypothèse que l'autre s'acharne à prouver. Tout est possible : voici ce que la raison commune ne peut concevoir et que réalise néanmoins le totalitarisme. De ce point de vue, son objectif est plus qu'un règne despotique sur les hommes, ce qui le différencie des tyrannies classiques et interdit de ²⁰² le décrire à la lumière du passé. Son horizon est un système dans lequel « les hommes sont superflus » ²⁰³. L'instrument du totalitarisme dans l'accomplissement de ce dessein est une administration de la mort qui ne relève d'aucune stratégie politique, échappe à tout ce qui pourrait ressembler à une « utilité » et finit même par s'émanciper de l'idéologie qui la demandait : une manière de détruire l'identité la plus élémentaire de l'individu avant même de le tuer. Arendt souligne le fait que ces incohérences logiques de la terreur et ce procédé relèvent toutefois d'une nécessité absolue pour le système totalitaire. Sans les camps, sans la peur qu'ils entretiennent, sans l'ombre impalpable de *Nacht und Nebel* (Nuit et Brouillard), ni le fanatisme des militants ni l'apathie du peuple ne pourraient perdurer. Sans ce laboratoire où s'expérimente une hypothèse inconcevable, l'Etat totalitaire se serait usé à la manière dont s'étiole ordinairement le despotisme : par la renaissance du sentiment de révolte, la possibilité du soulèvement, ou plus simplement encore le poids de la vie quotidienne. Sans eux, les observateurs des débuts de ce phénomène auraient eu raison, lorsqu'ils attendaient l'émergence d'une opposition, pariaient sur des conflits internes aux appareils, imaginaient enfin qu'il succomberait au retour de la « vieille routine bourgeoise » ²⁰⁴. Mais ils vivaient dans le monde de la sécurité, celui où l'on pensait d'expérience et où l'on croyait la nature humaine inaltérable. Ils ne pouvaient

encore comprendre que les camps visaient plus loin que la neutralisation d'adversaires, l'élimination de criminels artificiellement définis, ou même la réduction en esclavage de populations entières. Personne n'avait les moyens de savoir comment la destruction systématique relevait d'une présomption et conduisait à un point sans précédent, moins encore pourquoi cette fuite en avant était consubstantielle au système.

Ce dernier élément est l'un de ceux qui caractérisent le mieux la nouveauté du système totalitaire telle que la perçoit Hannah Arendt et l'une des raisons de son indifférence » aux typologies proposées par la science politique. Pour cette dernière, l'Etat total est, comme son nom l'indique, un appareil de domination qui exerce le monopole de l'activité politique, maîtrise la sphère économique et finit par contrôler la société civile au point de la détruire. Dans cette perspective, comprendre sa genèse revient à montrer la formation d'une idéologie totalisante, la marche vers le pouvoir d'un parti qui l'incarne et la manière dont il parvient à éliminer toute forme de résistance pour instaurer la terreur. Le décrire consiste enfin à saisir les composantes d'une structure par définition plus stable que celle de tout autre régime : une bureaucratie envahissante, des rouages qui relient les différents cercles d'un parti à l'autocrate, la mainmise sur tous les moyens de propagande, de communication et d'éducation. A l'inverse, Arendt insiste continuellement sur l'« absence de structure » de l'Etat totalitaire ²⁰⁵. Premier trait de cet édifice instable : le « dédoublement des fonctions ». L'exemple le plus frappant de ce qu'Arendt nomme une « infortité planifiée » est celui de l'organisation de l'antisémitisme scientifique. En 1933 avait été créé à Munich, en surplus des départements d'histoire des universités, un Institut pour l'étude de la question juive. Mais dès 1940, Alfred Rosenberg se vit confier un nouveau Centre situé à Francfort, pour recevoir les documents provenant du pillage des communautés juives d'Europe. C'est pourtant

finalement à Berlin, dans un département de la Gestapo dirigé par Adolf Eichmann, que ces collections furent centralisées. D'où cette situation en 1944, tandis qu'aucune de ces institutions n'avait été supprimée : « Derrière la façade qu'étaient les départements d'histoire des universités se tenait, menaçant, le pouvoir plus réel de l'institut de Munich ; derrière ce dernier pointait, à son tour, l'institut de Rosenberg à Francfort ; et c'est seulement derrière ces trois façades que, caché et protégé par elles, se trouvait le véritable centre de l'autorité, le *Reichssicherheitshauptamt*, division spéciale de la Gestapo ²⁰⁶ . » On trouverait en Union soviétique des exemples de ce type de parcellisation d'apparence surréaliste, mais en fait nécessaire à l'instabilité que cherche à produire l'Etat totalitaire. Outre les organisations uniquement destinées aux observateurs étrangers, il s'agit globalement dans ce cas d'une tripartition : le soviétique, l'appareil du parti et celui du NKVD.

Cette incohérence de façade procède de la coexistence volontaire entre un gouvernement apparent et le pouvoir réel. De ce point de vue, l'Union soviétique et le III^e Reich ont connu deux processus inverses. Dans le premier cas, l'autorité politique était à l'origine l'émanation du Congrès des soviets. Mais ce dernier perdit dès la guerre civile son influence au profit du parti bolchevique, phénomène symbolisé par le fait que la police secrète fut confiée à celui-ci. L'habileté de Staline consista à ne pas abolir les soviets, mais à en faire une sorte d'ornement, avant de ressusciter un gouvernement fantôme paré d'une constitution fictive. Dans l'Allemagne nazie, c'est à une translation du pouvoir réel que l'on assiste : au départ, c'est la SA qui l'exerçait, tandis que le parti n'était qu'une façade ; par la suite, il glissa de la SA aux SS, avant d'être monopolisé par le Service de sécurité. Qu'elle soit artificiellement inventée ou progressivement acquise, l'opposition entre l'apparence du pouvoir et sa réalité produit partout le même résultat : ni ceux qui subissent la domination totalitaire ni même ceux qui la mettent en œuvre aux niveaux inférieurs ne peuvent déchiffrer

la hiérarchie des institutions ; pour le faire et savoir à qui finalement obéir, il leur faudrait développer une sorte de « sixième sens ²⁰⁷ ». D'un point de vue empirique, Arendt insiste sur le fait que le pouvoir effectif dans les régimes totalitaires est au bout du compte toujours accaparé par la police secrète. Sous l'apparence d'un État maintenu pour représenter le pays dans le monde extérieur, dans un dédale de services sciemment organisé, c'est elle et non l'armée comme dans les dictatures ordinaires qui installe et assure la terreur, au moment où elle apparaît véritablement : « une fois l'extermination des ennemis réels achevée et la chasse aux “ennemis objectifs” ouverte ²⁰⁸ ». Dès lors, il revient à cette police d'appliquer l'une des composantes de l'hypothèse du totalitarisme selon laquelle tout est possible : la répression de tout crime imaginé par les dirigeants au gré des besoins, sans se soucier de savoir s'il a été ou non commis.

Pour comprendre la nécessité du caractère informe d'un État destiné à masquer la réalité du pouvoir, Arendt propose de revenir au moment où s'installe la domination totalitaire proprement dite ²⁰⁹ . L'essentiel tient en cela que lorsqu'un mouvement international dans son organisation, universel du point de vue de sa visée idéologique et planétaire quant à ses aspirations politiques prend le pouvoir, il se trouve dans une situation paradoxale. A l'instar d'une tyrannie classique, il pourrait se contenter de maîtriser l'appareil étatique, pour exercer un contrôle sans faille sur son territoire. Mais une telle évolution vers l'absolutisme et le nationalisme présenterait deux dangers au regard de ses objectifs ultimes : celui d'une sclérose bureaucratique qui entraverait sa poussée sur le plan intérieur et celui d'un arrêt de l'expansion vers l'extérieur, sans laquelle il ne pourrait survivre longtemps. Une contradiction profonde semble ainsi s'installer entre le besoin de donner au « monde fictif » dessiné par l'idéologie une réalité tangible dans la vie quotidienne et la nécessité d'entretenir perpétuellement un mouvement sans lequel la domination totalitaire finirait par

se réifier. Qu'il s'agisse des purges symbolisées par les procès de Moscou ou de la liquidation de fractions du parti, Staline et Hitler avaient compris le risque mortel que faisait planer sur leur projet la résurgence d'une forme de stabilité. « Révolution permanente », ou affirmation de ce que la sélection raciale « ne connaîtra jamais de trêve », l'un et l'autre ont « fait miroiter des promesses de stabilité afin de masquer leur intention de créer un état d'instabilité permanente » ²¹⁰. Là encore, ni les concepts classiques de la théorie politique ni la comparaison avec le système démocratique ou la simple description des structures d'un État total ne permettent de saisir l'essence du phénomène totalitaire. Ici, il n'est plus question d'autorité, notion qui dans ses formes extrêmes entraîne une restriction absolue de la liberté, mais ne requiert pas son abolition. Puisqu'il est effectivement question d'aboutir à cette fin, le principe le plus profond de la domination totalitaire est « l'élimination de toute spontanéité humaine en général ²¹¹ ». Quant à l'ultime réalisation de ce projet, elle s'effectue une fois encore dans les camps.

Découvrant que le principe de la domination totalitaire réside dans une destruction permanente de toute forme de stabilité, Hannah Arendt souligne d'autres facteurs qui donnent à l'Etat un caractère informe et contribuent à rendre le fonctionnement du système indéchiffrable : « sa négligence délibérée des intérêts matériels, son affranchissement à l'égard du mobile du profit, ses comportements non utilitaires en général ²¹² ». Mais elle insiste surtout sur le rôle de l'idéologie. Dans « L'Impérialisme », elle en avait donné une définition : « une idéologie diffère d'une simple opinion en ce qu'elle affirme détenir soit la clé de l'histoire, soit la solution à toutes les “énigmes de l'univers”, soit encore la connaissance profonde des lois universelles cachées, censées gouverner la nature et l'homme ²¹³ ». Quant au contenu des idéologies totalitaires, il est bien connu : « La propagande communiste menace les gens de rater le train de l'histoire, de rester désespérément en retard

sur leur époque, et de mener une vie inutile, de même que les nazis les menaçaient de vivre en désaccord avec les lois éternelles de la nature et de la vie, en détériorant leur sang d'irréparable et mystérieuse façon ²¹⁴ . » A cela s'ajoute enfin que l'on peut précisément décrire la fonction de ces idéologies dans le contexte social qui préside à la naissance du totalitarisme : « Le langage de la scientificité prophétique répondait aux besoins des masses qui, ayant perdu leur point d'attache dans le monde, étaient prêtes, dès lors, à être réintégrées au sein de forces éternelles et universellement contraignantes qui, à elles seules, porteraient l'homme, ce nageur, sur les vagues de l'adversité, jusqu'aux rivages de la sécurité ²¹⁵ . » Sur ce plan, Arendt renoue avec l'un des éléments d'une généalogie du totalitarisme déposé dans « L'Impérialisme » : le fait que celui-ci avait produit une foule qui n'était plus ni le peuple encadré par l'Etat-nation ni la classe ouvrière issue du triomphe du capitalisme, mais le rassemblement informe « des déchets de toutes les classes ²¹⁶ ». Quitte à devoir le fabriquer artificiellement comme en Union soviétique, le système totalitaire apparaît donc définitivement attaché à une masse atomisée d'individus déracinés, étrangers à toutes les ramifications sociales, submergés par le sentiment d'être inutiles. A ceux-là, l'idéologie totalitaire promet qu'ils peuvent incarner « la destinée de masse de l'époque ²¹⁷ ».

Reste à comprendre comment l'idéologie parvient à promouvoir ce qui est d'un bout à l'autre de son histoire indispensable au totalitarisme : « la constante marche en avant vers des objectifs sans cesse nouveaux ²¹⁸ . » Cette question singularise une fois encore l'analyse d'Hannah Arendt. Là où d'autres s'attachent prioritairement au contenu des doctrines totalitaires, à leurs racines plus ou moins lointaines et aux systèmes qui les organisent, elle met surtout en avant une logique de l'idéologie. Sur ce plan, elle accepte d'aborder la nouveauté radicale par la comparaison, mettant en avant une notion classique de la théorie politique et les catégories de sa

propre anthropologie philosophique. Si la tyrannie est clairement définie par la première comme un régime sans lois, le système totalitaire met en place une réalité paradoxale : arbitraire dans son fonctionnement, à l'instar de toute forme de despotisme, non seulement il se réfère à une loi, mais s'appuie sur l'hypertrophie de celles qu'il prête à la Nature ou à l'Histoire ²¹⁹ . Que le nazisme invoque directement la doctrine de la sélection naturelle, ou que Engels puisse faire compliment à Marx d'être le « Darwin de l'histoire », les deux variantes du totalitarisme ont en commun de mobiliser une loi qui surplombe le domaine de l'homme : celle de la Nature, qui élimine des races inférieures ; celle de l'Histoire, qui supprime des classes dépassées. Arendt propose de nommer « loi du mouvement » ces principes de l'idéologie qui visent à assurer la pérennité du système grâce à la vision d'un processus jamais achevé ²²⁰ . L'opposition entre ce type de loi et celles que promet un régime constitutionnel est ainsi limpide : « Au lieu de former le cadre stable où les actions et les mouvements humains peuvent prendre place, celle-ci devint l'expression du mouvement lui – même ²²¹ . » En précisant du point de vue des composantes fondamentales de l'expérience politique le sens des lois positives dans un système légal, Arendt prépare en négatif son analyse des formes de la terreur. Qu'il s'agisse de sociétés antiques ou modernes, la fonction de celles-ci est immuable : « Elles garantissent la préexistence d'un monde commun, la réalité d'une certaine continuité, qui transcende la durée de la vie individuelle de chaque génération, absorbe tous les nouveaux commencements et se nourrit d'eux. » En d'autres termes, parce qu'elles assurent une stabilité des affaires humaines, sans cesse menacées par les phénomènes de la natalité et de la mortalité, « les barrières des lois positives sont à l'existence politique de l'homme ce que la mémoire est à son existence historique » ²²² .

Ce sont précisément ces garanties de stabilité que détruit progressivement le totalitarisme, jusqu'à l'avènement d'une

terreur qui éradique toute forme de spontanéité humaine. Hannah Arendt décrit trois étapes d'une marche vers la domination totale qui prépare des « cadavres vivants » ²²³ . En premier lieu, il s'agit de « tuer en l'homme la personne juridique ». L'accomplissement de ce projet commence par la soustraction de certaines catégories de personnes à la protection de la loi, passe par la confusion entre ces éléments jugés « asociaux » et les criminels, aboutit enfin à une sélection parfaitement arbitraire de victimes dont les crimes supposés ne sont plus qualifiés à l'avance. Vient ensuite « le meurtre en l'homme de la personne morale ».

S'agissant cette fois de l'assassinat institutionnalisé dans les camps, le procédé consiste à abolir ce qui avait toujours été respecté de mémoire d'homme : le droit de l'ennemi tué au souvenir, la possibilité laissée à ses proches de pleurer sur son corps, l'existence d'une sépulture. De ce point de vue, la terreur totalitaire triomphe lorsqu'elle parvient à effacer toute trace de ceux qu'elle détruit et réussit à rendre leur mort anonyme, afin que celle-ci cesse d'apparaître comme le terme d'une « vie accomplie » et devienne une sorte de preuve par l'absurde qu'ils n'ont jamais existé. Reste enfin une dernière étape de la destruction, dans la réalisation d'une « loi du mouvement » qui vise moins la domination totale en tant que telle qu'une transformation radicale de la nature humaine à partir de ses composants élémentaires : celle qui s'attaque à « l'identité unique de chacun », attachée à la différence entre les individus. Ce processus de déshumanisation qui requiert l'éradication de toute individualité est amorcé dès l'arrivée au camp, après des conditions de transport monstrueuses : lorsque les premières heures sont savamment planifiées pour produire une homogénéité d'apparence des détenus ; quand sont ensuite pratiquées des tortures qui diffèrent inlassablement la mort en manipulant les corps jusqu'aux limites de leur possibilité de survie, afin de mieux montrer que la destruction de toute dignité humaine peut précéder l'élimination physique. A cela

s'ajoute que dans l'application de ces méthodes, une ultime perversité consiste à associer certaines catégories des victimes au meurtre des autres, en les installant dans un dilemme sans issue : tuer ou être tué, en sorte que s'estompe toute ligne de démarcation entre persécuteurs et persécutés.

C'est au terme de cette restitution des étapes de la destruction qu'Hannah Arendt rencontre les limites de la phénoménologie. L'impossibilité de décrire procède tout d'abord à ses yeux de la fragilité des récits et plus encore de la suspicion que le survivant non seulement affronte de la part de ceux qui l'écoutent, mais finit par s'infliger lui-même : « Si celui qui parle a résolument regagné le monde des vivants, il est souvent assailli de doutes sur sa propre bonne foi, aussi tenaces que s'il avait pris un cauchemar pour la réalité » Au regard du témoin lui-même, cela tient au fait qu'il a subi comme ceux dont il cherche à rapporter l'expérience l'épreuve difficilement communicable d'appartenir à quelque chose qui n'existe pas : « une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule "liberté" consisterait à "préserver l'espèce" ²²⁴ ». Quant aux hommes « normaux » qui sont censés l'accueillir, ils ne peuvent comprendre l'hypothèse que les camps voulaient démontrer : le fait que « tout est possible », y compris un massacre parfaitement « inutile », mais qui efface les frontières entre la vie et la mort, fabrique des cadavres qui seront privés de trace, concrétise l'image de l'Enfer qui n'existait que dans l'imagination. Il se peut que de ce point de vue, Arendt perçoive l'univers des camps comme le terme d'un processus qui avait débuté dès avant l'avènement du totalitarisme. Dans l'arrière-fond de ce dernier, se loge l'expérience des masses contemporaines qui sont déjà passées du sentiment commun de la « solitude » au règne de la « désolation » : d'une impression d'isolement que peut ressentir tout un chacun à certains moments de son existence à la réalité du déracinement, de l'inutilité et de la non-appartenance au monde ²²⁵ . En ce sens, le monde non totalitaire préparait

effectivement la domination totale dès l'instant où il produisait un nombre croissant d'individus atomisés, sans attaches sociales stables et privés de la capacité d'agir ensemble que doit offrir la sphère politique. A ceux-là, le totalitarisme devait imposer l'expérience désespérante de la désolation : plus que l'isolement qu'imposent les tyrannies ordinaires, la certitude d'être inutile au monde. Les camps ne seraient alors que l'ultime expression de ce mouvement : absurdes lorsqu'ils sélectionnent leurs victimes de façon arbitraire, mais nécessaires pour entretenir la peur et garantir une continuelle marche en avant du système vers un objectif inlassablement fuyant.

Si *Les Origines du totalitarisme* demeure un livre sans conclusion, Hannah Arendt retient de son voyage jusqu'aux portes de l'Enfer plusieurs leçons destinées à s'amplifier ou à se transformer sur un mode polémique dans *Eichmann à Jérusalem*. Elle souligne en premier lieu le fait que « des millions d'êtres humains se sont laissés mener sans résistance à la chambre à gaz ²²⁶ ». Dans le contexte d'une analyse de la destruction de l'individualité, ce phénomène est imputé à la manière dont la « société de la mort » instituée dans les camps parvient à éradiquer toute spontanéité et finit par supprimer toute capacité d'initiative chez ceux qui n'ont pourtant rien à perdre. Mais lorsqu'il s'agira d'instruire le procès en responsabilité des dirigeants juifs dans la « catastrophe », les préliminaires de l'affaire seront retournés à leur charge, comme « instrument entre les mains des assassins » qui prêchaient la passivité ²²⁷ . D'un autre point de vue, Arendt avance que la « loi du mouvement » qui impose l'élimination de « l'ennemi objectif » de la Nature ou de l'Histoire prive de sens les notions de culpabilité et d'innocence, en sorte que devant le tribunal de la terreur « toutes les parties en cause sont subjectivement innocentes » : les victimes, parce qu'elles n'ont commis d'autre faute envers le système que d'exister ; mais aussi les bourreaux, puisqu'ils n'ont fait qu'exécuter une

sentence de mort prononcée par une instance surhumaine contre des « races inférieures » ou des « classes agonisantes » ²²⁸. Au moment d'esquisser un bilan de l'expérience totalitaire, il en ressort qu'est apparue une sorte de crime que les hommes ne peuvent « ni punir ni pardonner ²²⁹ ». A l'occasion du procès Eichmann, la première de ces idées orientera sans doute la perception de l'accusé, tandis que la seconde entretiendra un doute sur la valeur du résultat et le sens de la sentence. Reste enfin la manière de qualifier l'inqualifiable, de nommer ce que la raison commune ne peut appréhender, de fixer dans une notion ce que la description ne peut parfaitement enfermer. A la fin des *Origines du totalitarisme*, Arendt se résout à emprunter à Kant le concept de « mal radical ». Pourtant, là où ce dernier cherchait encore à le rationaliser en l'attachant à une « volonté perverse » porteuse d'intentions intelligibles, elle efface la trace de tout mobile compréhensible : « les viles motivations de l'intérêt personnel, de la culpabilité, de la convoitise, du ressentiment, de l'appétit de puissance et de la couardise. » Face à une réalité qui brise toutes les normes connues, devant des crimes « que la colère ne pouvait venger, que l'amour ne pouvait endurer, ni l'amitié pardonner », elle ne retient ainsi qu'une chose : « Le mal radical est, peut-on dire, apparu en liaison avec un système où tous les hommes sont, au même titre, devenus superflus ²³⁰. » En l'espèce, elle semble donc préserver plus que ne le faisait Kant lui-même le caractère « inscrutable » du « mal radical ». On pourra toutefois se demander si cette indétermination et la prudence qui préside à son énonciation seront encore présentes dans *Eichmann à Jérusalem*, lorsque le mal entrera dans l'ordre de la « banalité ».

Il faut désormais se demander comment ces « éléments » de la terreur totalitaire achevée dans les camps peuvent se coordonner aux généalogies que proposent les deux premières parties des *Origines du totalitarisme*. Une liaison à rebours avec certaines des composantes de « L'Impérialisme » pourrait être relativement aisée. Dans ce moment du livre, qui est le plus

classique dans sa facture et demande le moins d'explication, Hannah Arendt décrit le processus qui avait généré les foules amorphes de la fin du XIX^e siècle à partir d'un phénomène économique et politique : l'apparition d'un surplus de capital qui allait faire éclater le cadre de l'Etat-nation et détruire la structure de classes qui tissait des liens solides entre l'individu, la société et l'Etat, garantissant des formes de solidarité plus ou moins stables entre groupes humains. Cette analyse est l'une des rares pour lesquelles Arendt recourt à la causalité, même si elle souligne une disproportion entre cause et effet caractéristique de l'histoire moderne, l'impression de « souris qui auraient accouché de montagnes » ²³¹. Né d'une crise économique paradoxale, dans la mesure où elle relève d'un excès de richesse, l'impérialisme est moins à ses yeux le stade suprême du capitalisme que le début de la domination d'une bourgeoisie qui avait jusqu'alors refusé les responsabilités du pouvoir politique. Son origine peut ainsi être précisément située : « lorsque la classe dirigeante détentrice des instruments de production capitaliste s'insurgea contre les limitations nationales imposées à son expansion économique ²³² ». Quant à son principe, qui reposerait sur la division de l'humanité entre une race de maîtres et une race d'esclaves, il se forge dans une alliance entre la populace et le capital, les « déchets » de la société de classe et une bourgeoisie soudain projetée aux premières loges, les « hommes superflus accourant des quatre coins de la planète » et les détenteurs d'une richesse tout autant superflue ²³³. De ce point de vue, l'Afrique du Sud sera tout à la fois le « berceau de l'impérialisme » et le premier « paradis des parasites » : l'endroit où une nouvelle soif du profit coïnciderait pour la première fois avec « la vieille course au trésor ». Arendt y voit le laboratoire d'une doctrine raciale qui pourra bientôt conquérir les opinions publiques d'une Europe sapée dans ses fondements par la Première Guerre mondiale. C'est au sujet de cette histoire qu'elle laisse éclater l'une des dimensions de sa passion antibourgeoise : l'admiration des classes élevées pour

les bas-fonds, dont l'affaire Dreyfus offre une autre expression à la même époque, n'est ni un hasard ni un accident, mais la « réunion du géniteur et de sa progéniture » ; l'occasion inattendue d'une richesse superflue « a déclenché une force qui avait toujours existé dans la structure de base de la société bourgeoise, bien qu'elle fût jusqu'alors dissimulée par de plus nobles traditions et par cette bienheureuse hypocrisie dont La Rochefoucauld disait qu'elle est l'hommage du vice à la vertu »

234 .

Si Hannah Arendt puise sans trop le dire dans un marxisme révisé par Rosa Luxemburg pour construire son schéma généalogique, elle emprunte aux écrivains les thèmes et les images qui l'aident à exprimer la réalité d'un impérialisme dont Cecil Rhodes proclamait l'intention : « L'expansion, tout est là... Si je le pouvais, j'annexerais les planètes. » Voici, sous la plume de Joseph Conrad ou de Rudyard Kipling, les héros de la « mêlée pour l'Afrique » et du « Grand Jeu ». Conrad les montre « téméraires sans hardiesse, gourmands sans audace et cruels sans courage », même s'ils peuvent n'être pas dénués d'un talent pervers, à l'instar de Kurtz dans *Au cœur des ténèbres*. Mus par le sentiment d'être inutiles au monde de la vieille Europe, ils se ruent vers le « continent noir » pour devenir une « race de maîtres ». Si les « sauvages » les fascinent, c'est qu'ils leur sont incompréhensibles et les inquiètent : « Nous passions doucement, tels des fantômes, perplexes et secrètement épouvantés, comme le seraient des gens sains d'esprit devant un débordement d'enthousiasme subit dans une maison de fous. Nous ne pouvions pas comprendre parce que nous étions trop loin et ne pouvions nous rappeler, parce que nous parcourions la nuit des premiers âges, de ces âges qui ont disparu, ne laissant guère de signes – et aucun souvenir [...]. Ils hurlaient et bondissaient, et tournoyaient et faisaient d'horribles grimaces ; mais ce qui vous faisait frémir, c'était précisément l'idée de leur humanité [...] la pensée de votre lointaine parenté avec ce tumulte effréné et passionné 235 . » Ils

sauraient pourtant stabiliser leur empire et asseoir leur domination, en sorte que la fièvre de l'investissement dans des continents ignorés n'en resta pas à « la ronde de la mort et du négoce » (Conrad). La bureaucratie offrira le moyen d'organiser un jeu qui n'aurait plus rien à voir avec ceux de l'aventure et de la piraterie. L'agent secret sera par excellence le personnage impérialiste et le garant d'un mouvement qui fait de chaque région soumise un tremplin vers d'autres conquêtes. S'il est vrai que « les légendes ont toujours joué un grand rôle dans la construction de l'histoire », c'est qu'elles proposent « une vérité au-delà des réalités, une mémoire au-delà des souvenirs », dans un subtil partage des moyens de conquérir les imaginaires dont le XX^e siècle sera friand : « Les légendes attirent ce qu'il y a de meilleur en notre temps, tout comme les idéologies attirent l'élément moyen, et les contes qu'on chuchote en coulisse, à propos d'horribles pouvoirs secrets, attirent ce qu'il peut y avoir de pire ²³⁶ . » En l'espèce, c'est Kipling qui forge le légendaire de l'impérialisme : autour de Kim, qui aimait « le jeu pour l'amour du jeu », fait de l'Inde son royaume privé et s'exalte d'une vie qui semble affranchie de toutes les contraintes familiales.

Le racisme étant constitué avant même d'acquiescer sa doctrine, Hannah Arendt peut montrer la manière dont il cristallise un certain nombre d'éléments qui entrent dans la composition du totalitarisme. Les différentes dimensions tout d'abord d'un impérialisme continental qui se traduit en mouvements annexionnistes. Avec la redéfinition par la race de l'identité collective, c'est le principe même de l'Etat – nation qui est transformé, passant d'une communauté de citoyens construite par le droit à l'expression d'un nationalisme tribal qui invoque la Nature. Peuple, territoire, Etat : la vieille trinité européenne se brise dans l'Autriche-Hongrie, la Russie tsariste ou les Balkans, là où vivent des masses qui n'ont pas « la moindre notion du sens de la *patria* et du patriotisme, la plus vague idée de la responsabilité envers une communauté

partagée par tous et nettement délimitée ²³⁷ ». Quant aux systèmes politiques européens qui vivent encore dans les cadres hérités de la Révolution française, ils voient naître ces partis « au-dessus des partis » qui préfigurent les « mouvements » totalitaires : des organisations qui prétendent transcender les intérêts de classes pour incarner une nécessité de la Nature ou de l'Histoire. La encore, la société politique bourgeoise n'est pas sans responsabilité. A la différence du bipartisme anglo-saxon, le système des partis continental vivait dans l'hypocrisie : chacun d'entre eux représentait une classe d'intérêts, mais avait honte de le faire, s'acharnant à inventer des idéologies prétendant au bonheur de l'humanité. Une telle combinaison de « philosophie éthérée et d'intérêts terre à terre » ne pouvait qu'avoir des conséquences en chaîne : la transformation du citoyen en bourgeois, l'exclusion des masses du gouvernement et leur attirance pour ceux qui leur promettent qu'elles incarnent un avenir bâti sur les ruines du vieux monde ²³⁸ .

Dans la foulée de l'impérialisme, puis au travers d'une guerre qui mettait définitivement fin à l'âge d'or de la sécurité européenne, le totalitarisme va surgir sur un dernier cimetière : celui des droits de l'homme. Sur ce plan, c'est une part de son expérience personnelle qu'Arendt mobilise au profit de son analyse : pour dessiner un tableau où le déracinement des apatrides chassés par leur propre État complète l'absence d'un cadre politique stable imposé aux « minorités » créées par les traités d'après-guerre. Plus encore qu'une crise des droits de l'homme, c'est une sorte de vacuité de la notion elle-même qu'elle met au jour. A ses yeux, comme à ceux de Burke devant la Révolution française, l'illusion qui s'attache à cette idée consiste à imaginer que l'homme serait d'autant mieux protégé que l'on penserait ses droits à partir de l'abstraction d'une humanité universelle. Or, la perte des droits de l'homme relève d'un paradoxe : elle survient « au moment où une personne devient un être humain en général – sans profession, sans

citoyenneté, sans opinion, sans actes par lesquels elle s'identifie et se particularise ^{239 240} ». Arendt façonne ici les catégories de l'anthropologie politique que proposera *Condition de l'homme moderne*[^]. Depuis les Grecs, la vie publique s'est construite au travers d'une mise en question du domaine privé : l'une requiert une égalité qui est tout sauf naturelle, ne relève que de l'invention humaine et dépend des qualités d'une organisation sociale fabriquée ; l'autre fait obstacle à cette construction parce que nous est « mystérieusement donné », rend chacun irréductible à tous les autres et laisse planer la menace d'une différenciation à l'infini ²⁴¹ . De ce point de vue, c'est par la privation d'un système politique et non d'un droit formel que les sans – patrie déversés sur les chemins de l'Europe ont été exclus du reste de l'humanité. Quant aux survivants des camps, ils n'avaient pas besoin de Burke pour savoir que « l'abstraite nudité de celui qui n'est rien qu'un homme constituait pour eux le pire des dangers ²⁴² ».

Le statut de cette critique des droits de l'homme dans l'économie interne des *Origines du totalitarisme* n'est toutefois pas très précis. Arendt veut sans doute montrer que le spectacle dérisoire des organisations censées les garantir ne pouvait que susciter le mépris de ceux qui forgeaient le dessein totalitaire, en les confirmant dans la certitude d'une impuissance ontologique de l'Etat-nation. Mais elle suggère peut-être une sorte d'homologie fantomatique entre l'homme abstrait rêvé par les penseurs du droit naturel moderne et les corps décharnés des camps, tout en s'interdisant d'évidence de voir cependant en ceux-ci un miroir de la société démocratique. Reste qu'elle profère une sombre prédiction au regard d'une foule croissante d'individus déracinés, privés des protections d'un État et d'une expérience politique : « Le danger est qu'une civilisation globale, coordonnée à l'échelle universelle, se mette un jour à produire des barbares nés de son propre sein, à force d'avoir imposé à des millions de gens des conditions de vie qui, en dépit des apparences, sont les conditions de vie de sauvages

²⁴³ . » Mêlant ainsi une critique de type conservateur des droits de l'homme et une hostilité farouche à toute idée de société mondiale, Hannah Arendt nourrit l'une des composantes d'un autoportrait et s'ouvre une postérité contradictoire. Conformément à un aveu futur, elle ne « colle » assurément pas dans les structures communes de la vie politique contemporaine ²⁴⁴ . Dès lors, son œuvre pourra tout autant inspirer une critique sceptique de la démocratie qu'un radicalisme en faveur de l'extension du « droit à avoir des droits ».

La dernière partie des *Origines du totalitarisme* frappe par sa sobriété de moyens et sa puissance conceptuelle. La précédente se caractérise par une démarche historique classique. Celle qui est consacrée à l'antisémitisme est d'emblée polémique, souvent ironique et toujours portée par la volonté de récuser les liaisons causales les mieux admises. Ici, Hannah Arendt semble s'attacher à brouiller les pistes. L'antisémitisme appartient à la « préhistoire » du totalitarisme, mais elle n'en fera pas l'histoire « complète » ²⁴⁵ . La politique totalitaire en use et en abuse, comme elle le fait du racisme ou du communisme, mais son mystère réside en cela que ces éléments idéologiques survivent et demeurent efficaces bien au-delà de la « base concrète » qui leur a donné leur force comme moyens de propagande. Enfin, si l'antisémitisme a eu le privilège de « déclencher la catastrophe », c'est qu'il correspondait à l'un des « grands problèmes politiques restés sans solution à notre époque » ²⁴⁶ . Mais Arendt ne lui voit comme « conséquence directe et sans mélange » que le sionisme ²⁴⁷ . D'un autre point de vue, on trouvera d'autant moins ici une analyse doctrinale conventionnelle de l'antisémitisme que c'est souvent une sorte d'effet de vérité de celui-ci qui est convoqué lorsqu'il s'agit de décrire la situation réelle des Juifs dans le monde moderne, en dévoilant leurs illusions à ce sujet.

L'allure polémique des premières pages s'éclaire à la lumière de ce refus du conformisme intellectuel et des explications trop linéaires. On a voulu croire que l'antisémitisme n'était qu'une manifestation du nationalisme, parmi d'autres formes de xénophobie : les nazis n'avaient que mépris pour « le provincialisme de l'Etat-nation ²⁴⁸ ». De façon plus grave, il est courant d'imputer ce phénomène au fait que les Juifs seraient d'éternels « bouc émissaires », comme aurait pu l'être n'importe quel groupe social. Face à cette thèse, Arendt laisse germer un argument provocateur qui se retrouvera dans *Eichmann à Jérusalem*. une telle idée suppose « l'innocence parfaite de la victime », considère que celle-ci n'a « causé aucun tort » et finalement « n'a rien fait qui ait le moindre rapport avec le problème en jeu » ²⁴⁹. La principale raison d'effacer ce point de vue procède pour elle du fait que chaque groupe humain a sa part aux affaires du monde et demeure en cela « coresponsable » de la cruauté qui lui est infligée. En l'espèce, la responsabilité des Juifs qu'instruit Arendt semble tenir en cela qu'ils auraient trouvé dans l'antisémitisme un moyen providentiel de maintenir leur unité, à un moment où leurs valeurs dépérissaient en se laïcisant. « Superstition » qui travestit l'idée d'élection et l'espoir messianique dans une époque qui les voit disparaître, la vision d'un éternel antisémitisme était une « idée désespérée » qui pouvait être consolante dans l'immédiat. Mais elle ancrerait les Juifs dans une irresponsabilité politique préparée par l'histoire d'un peuple « sans gouvernement, sans pays et sans langue ²⁵⁰ ». Après les faits, elle les exonère encore de toute charge et empêche de comprendre ce qui leur est arrivé. Largement issu de l'expérience d'Hannah Arendt, ce motif est le vecteur d'une colère qui traverse l'analyse de l'antisémitisme et deviendra l'une des composantes de la polémique avec le monde juif où elle s'exposera en plusieurs occasions.

Dans une structure complexe, cette partie des *Origines du totalitarisme* est sans doute la plus solidement charpentée,

autour de deux thèses gigognes et d'un événement qui ressemble à une préfiguration : le statut des Juifs dans le monde occidental moderne a été strictement accordé à l'histoire de l'Etat-nation ; dans ce cadre, leur relation à la société était régie par la règle découverte par Tocqueville selon laquelle les privilèges sont d'autant plus insupportables qu'ils se détachent d'un pouvoir effectif ; l'affaire Dreyfus sera une « répétition générale » Le cadre global que construit Hannah Arendt est à ce point formel qu'elle donne parfois l'impression de forcer le réel pour l'y faire entrer. L'histoire commence dès avant la naissance officielle de l'État-nation : lorsque les « Juifs de cour » savent se rendre indispensables aux maisons princières et aux monarchies en assurant leurs transactions financières. Le moment décisif est toutefois la Révolution française, qui dessine le modèle de formation de l'Etat moderne, définit les principes qui doivent le régir et les transgresse presque aussitôt en faveur d'une partie des Juifs. Si tant est que l'échec de la monarchie absolue avait été son incapacité à trouver une classe capable de remplacer la noblesse, l'Etat-nation surgit comme l'unique structure politique susceptible de s'élever au-dessus des groupes sociaux et de représenter l'intérêt général. Dans cette perspective, il lui est nécessaire de garantir sa légitimité en affirmant une égalité des citoyens qui requiert elle-même l'abolition des privilèges. Reste que d'un autre point de vue, il a tout autant besoin pour s'affermir de la mobilisation des capitaux nécessaires au développement d'activités économiques étatiques. C'est précisément là que surgit une sorte de rencontre providentielle entre l'Etat-nation et les Juifs. Le premier trouve dans un groupe aux contours plus larges que les anciens « Juifs de cour » des hommes d'affaires qui ont une longue expérience du prêt, auquel répugne le reste de la population. Quant aux seconds, ils découvrent un moyen de compenser l'érosion des valeurs traditionnelles qui les unifiaient. Cette alliance se noue toutefois d'une manière parfaitement ambiguë. Pour être fidèles à leur principe, les gouvernements doivent effacer au plus vite les inégalités

héritées de l'ordre ancien. Mais leur intérêt commande en même temps d'accorder et d'étendre des privilèges en faveur de ceux sans qui l'industrie et le commerce seraient entravés. D'où la naissance d'une structure longtemps efficace comme conjonction de bénéfices, mais lourde de menaces à plus ou moins long terme : les Juifs se voient accorder l'égalité comme citoyens et des avantages en tant qu'acteurs économiques ; leur assimilation juridique se paie d'une séparation sociale

Les héros de cette histoire où la gloire, le déclin et la destruction des deux partenaires auront partie liée sont les banquiers juifs. Dans un cycle qui s'était ouvert vers le début du XVIII^e siècle et qui s'achèvera entre les deux guerres mondiales, leur apogée, leur effacement et leur disparition sont intimement liés à ceux de l'Etat-nation. L'âge d'or est relativement bref : le moment où ils ont presque le monopole de la garantie des activités économiques de l'Etat, bénéficiant de ce fait à la fois de l'égalité et de privilèges. Mais la faillite est plus rapide encore, dans la mesure où elle se confond avec l'avènement d'un impérialisme qui procède d'un surplus de capital largement obtenu par leurs soins et qui néanmoins les rend superflus, en même temps qu'il fait éclater les cadres trop étroits de l'Etat-nation. Un instant, les Juifs pourront encore préserver un pouvoir largement entamé grâce aux réseaux qu'ils tissent à travers l'Europe : dans une époque où l'on croit encore à l'équilibre des puissances, ils forment une société transnationale qui maintient des liens diplomatiques durant les guerres ; aussi longtemps du moins que celles-ci conservent la forme classique d'un conflit où l'on cherche à préserver les chances d'une paix. L'âge du totalitarisme commence précisément au moment où se détruit une forme de solidarité européenne qui avait survécu aux guerres : lorsque celles-ci en viennent à viser l'anéantissement total de l'ennemi ; quand il devient question de conquête planétaire. Désormais, non seulement les Juifs cessent d'être les médiateurs potentiels de compromis futurs, mais ils sont au premier rang de ce que

veulent détruire les nouveaux régimes : une solidarité des nations européennes dont ils offrent le symbole. En l'affaire, ils ne sont donc pas aux yeux d'Arendt d'éternels boucs émissaires une fois encore objet de la haine des nations, mais les victimes désignées d'une histoire dont ils ont été l'un des agents. L'Etat-nation triomphant les avait consacrés dans un rôle économique ouvert et une influence politique discrète. L'impérialisme était venu marginaliser leur fortune et affaiblir leurs alliés. Au sein d'une Europe désunie et prête à l'effondrement, leur cosmopolitisme inquiète, une richesse devenue inutile les voue à la vindicte universelle, tandis que privés de pouvoir ils suscitent le mépris.

Dans la mise en place des archétypes de cette histoire, l'ironie d'Hannah Arendt prête parfois à sourire, sinon à s'agacer un instant lorsqu'elle se plaît à entremêler les stéréotypes. Comme attendu, la famille Rothschild est au centre d'un tableau brièvement esquissé mais essentiel à l'établissement de la thèse. A sa manière, le fondateur de la maison avait compris le danger de l'émancipation telle qu'elle le décrit elle-même : en offrant aux Juifs de bénéficier de l'égalité juridique au sein de leurs nations, elle les privait de l'influence européenne et de ses avantages. Son coup de génie a donc été de construire une dynastie en plaçant ces cinq fils dans les capitales financières qu'étaient à l'époque Francfort, Paris, Londres, Naples et Vienne. Redevenus indispensables à l'époque des guerres napoléoniennes, les Juifs pourront ainsi progressivement acquérir le monopole des emprunts d'Etat, forgeant leur alliance avec l'autorité politique, restaurant leur puissance, inventant même une forme de cohésion inédite à l'échelle de toute l'Europe centrale et occidentale. Aux yeux d'Arendt, le résultat de cette aventure fait que la vision qu'ont les Juifs d'eux-mêmes en vient à coïncider parfaitement avec celle des antisémites : « une famille étroitement unie par les liens du sang » rassure les uns au sujet d'une identité devenue flottante et suscite chez les autres l'idée d'un pouvoir occulte.

Formalisant le premier de ces points de vue, elle ne s'embarrasse pas de nuances : « La position unique des Rothschild dans le monde juif remplaçait d'une certaine façon les anciens liens traditionnels, religieux et spirituels, dont la disparition progressive, sous l'influence de la culture occidentale, menaçait pour la première fois l'existence même du peuple juif » Serait – ce trop caricaturer cette thèse que de la résumer d'un trait d'humour dans le ton des lieux et de l'époque : « Nous avons perdu le Messie, nous avons les Rothschild » ? Reste en tout état de cause à se demander quel pourcentage du judaïsme européen pourrait être englobé dans ce paradigme d'une sécularisation compensée par la fierté d'être lointains cousins d'une famille anoblie pour sa richesse ; ce que l'extermination des Juifs de Lituanie ou de Pologne devra à cette histoire ; dans quelle mesure Arendt n'est pas prisonnière de son goût du paradoxe, du désir de faire se superposer les stéréotypes des Juifs et des antisémites, ou même de la tentation de chercher sous le regard des seconds une vérité maquillée par la fausse conscience des premiers. Le souci de montrer dans quelle illusion tragique ont vécu les Juifs d'Europe pousse Hannah Arendt à souvent saisir au sein du monde juif les racines d'un antisémitisme qui est moins un corps de doctrines qu'une sorte de résultante de forces contradictoires finalement en décomposition. Le mélange ambigu d'égalité et de privilèges qui avait présidé à l'émancipation durant l'âge d'or de l'État-nation avait tout d'abord imposé des divisions dans la communauté juive, selon une logique de l'exception dont Arendt connaît d'expérience le résultat. La nation accordait des avantages au nom des services rendus à la prospérité, mais elle les réservait à des « Juifs d'exception ». Mus par le désir de reconnaissance, pris dans le jeu de la société bourgeoise, gagnés par le goût des distinctions, ceux-ci en vinrent aisément à interioriser ce rôle, sacrifiant beaucoup d'eux-mêmes pour figurer, compensant leur séparation d'avec les leurs par la philanthropie. Lorsque la catastrophe devint imminente, chacun d'entre eux s'imaginait une particularité protectrice : citoyens allemands face aux

populations du ghetto, anciens arrivants devant les nouveaux venus, anciens combattants confrontés aux déracinés ²⁵¹ ... Dans une structure similaire, l'illusion des élites juives avait en France une forme spécifique : elles connaissaient Céline, *Bagatelles pour un massacre* publié en 1937, puis *UEcole des cadavres* de 1938, qui plaidait l'élimination de tous les Juifs sans exception ; mais elles ne percevaient encore qu'un vieil antisémitisme rationaliste, qui établissait des distinctions plus ou moins sophistiquées grâce auxquelles l'exclusion serait toujours celle du voisin ²⁵² . Si ce spectacle donne le sentiment d'une « autodestruction sans effusion de sang » qui précède l'extermination, Arendt s'attache plus encore à un phénomène qu'elle a combattu pendant la guerre : l'irresponsabilité politique des Juifs. En un sens, celle-ci est à ses yeux congénitale, explicable sinon justifiable par l'absence de terre et la privation d'Etat, jusqu'au moment du moins où elle devient cécité devant une situation admise pour en tirer avantage. La rançon du jeu subtil mais pervers d'égalité et de privilèges conférés par l'Etat-nation était pour les Juifs de se retrouver sans attaches dans une société de classe. Alliés du pouvoir politique, mais suspendus dans le vide d'un point de vue social, ils prirent l'habitude d'aimer l'autorité en tant que telle et quels qu'en soient les détenteurs, certains qu'elle leur serait toujours favorable tandis que le peuple était dangereux, convaincus jusqu'à la République de Weimar que quoi qu'il advienne elle les défendrait, plus sensibles aux humiliations sociales subies qu'à une invalidité politique acceptée.

C'est aux racines de ces illusions, aux passions qui nourrissaient la haine sous couvert des formes ambiguës de la reconnaissance et à leurs conséquences que s'attache Hannah Arendt lorsqu'elle traite des liens entre les Juifs et les sociétés européennes. Apparaît ici la seconde thèse qui structure son analyse. Observant le destin de la noblesse à la veille de la Révolution, Tocqueville avait formulé l'une des rares lois qui puisse saisir le jeu social dans l'intimité des relations

humaines : « l'oppression et l'exploitation ne sont jamais en tant que telles le véritable motif du ressentiment ; la richesse sans fonction apparente est beaucoup plus intolérable, parce que personne ne comprend pourquoi on devrait la tolérer ²⁵³ ». Arendt semble voir cette idée comme inventée pour s'appliquer directement à son objet : « plus la condition des Juifs devenait l'égale de celle des autres populations, plus les caractéristiques qui les en différenciaient devenaient surprenantes ²⁵⁴ ». Il reste qu'elle la complique pour mieux l'adapter à un cas d'espèce plus complexe, marqué surtout par les situations en miroir propres aux Juifs d'Allemagne et de France : « Leur succès social fut toujours acquis au prix de la détresse politique, et leur succès politique au prix d'un affront social ²⁵⁵ . » La chose la plus difficile à saisir réside dans le fait que le ressentiment social naîtrait d'une « attirance particulière » dont le paradigme des « Juifs d'exception » cristallise discrètement la forme.

De manière générale, les sociétés européennes exigeaient que l'assimilation précède l'émancipation. Le modèle de citoyenneté inventé par la Révolution obtiendra aisément ce résultat, en sorte que la France du XIX^e siècle sera le « paradis politique des Juifs ». Mais dans les contextes où l'empreinte de l'État-nation est moins affirmée, le jeu social est plus subtil, puisqu'on demande aux Juifs de s'éduquer suffisamment pour ne plus se conduire en Juifs ordinaires, tout en attendant d'eux qu'ils demeurent un peu juifs, « en raison de leur attrait étranger et exotique ²⁵⁶ ». De ce point de vue, c'est l'expérience allemande qui est significative. Ici, l'humanisme de la fin du XVIII^e siècle recherchait des « nouveaux spécimens d'humanité » (Herder), destinés à prouver que tous les hommes sont humains sans besoin d'une égalité juridique formelle. En ce sens, les « amis des Juifs » se délectaient de la découverte d'un « étrange peuple d'Asie poussé vers nos climats » (Herder), tandis qu'eux-mêmes acceptaient de bon gré les conditions requises pour obtenir leur « billet d'entrée » dans la société cultivée. Tel est le ressort d'une brève idylle dont le salon de Rahel Varnhagen est

le symbole. Le paradoxe de cette situation tient toutefois en cela qu'elle devait aux aléas de l'histoire allemande : c'est la défaite de la Prusse en 1808 qui avait entraîné pour les Juifs l'obtention de droits civiques d'autant mieux concédés qu'elle avait perdu la majorité de sa population juive avec ses provinces orientales ; à l'inverse, la reconquête de ces territoires en 1815 rendra les Juifs prussiens moins exceptionnels, redevenus représentants d'un peuple méprisé et destinés à retrouver un statut de paria sur le plan social.

Afin d'illustrer le terrible choix imposé aux Juifs de se vouloir parias ou parvenus, Hannah Arendt s'arrête sur un personnage particulièrement lucide vis-à-vis de cette contrainte, farouchement décidé à la retourner en faveur de son peuple, mais également apprenti sorcier d'un imaginaire redoutable : Disraeli. Mieux que quiconque dans un monde demeuré particulièrement fermé, il sait que pour s'élever dans la société, un paria ne doit jamais courber l'échine. Là où tant d'autres se contentent de petites compromissions pour un grand compromis, il décide de jouer plus habilement que les « philistins allemands » le jeu biaisé de la reconnaissance : il connaît les règles qu'il faut respecter pour se faire admettre par l'aristocratie et saura en user avec effronterie pour lui-même et son peuple ; la première survit grâce à l'honneur d'une caste, lui mobilisera « l'orgueil d'une race ». Arendt est à l'évidence fascinée par un Disraeli qui agit en politique à la manière dont un acteur de théâtre joue son rôle et rêve sa vie comme un conte de fées : « Voici un homme qui était décidé à vendre son âme au diable, mais le diable n'en a pas voulu, et les dieux lui ont donné tout le bonheur de la terre ²⁵⁷ . » Son jeu est tout à la fois sincère, nourri d'un étrange instinct et construit grâce à une singulière pénétration des codes de la société anglaise. Sa découverte lui permettra de pratiquer le paradoxe avec une sorte d'innocence et un cynisme avoué : « Ce qui est un crime pour le grand nombre n'est qu'un vice pour quelques – uns ²⁵⁸ . » Tout comme le peuple, le milieu qu'il fréquente voit effecti-

vement le fait d'être juif comme un « crime ». Mais pour s'y imposer, plutôt qu'afficher la vertu, il choisit de séduire par l'exotisme, l'étran-

geté, le mystère : une sorte de prestidigitation retournant ce qui révolte en « vice séduisant ». Le résultat est foudroyant : « Les hommes politiques s'éprirent du charlatan qui transformait des transactions d'affaires ennuyeuses en rêves qui avaient une saveur orientale ; et lorsque la société crut humer des effluves de magie noire dans les pratiques avisées de Disraeli, le “puissant magicien” avait gagné le cœur de son époque ²⁵⁹ . » Par-delà les excentricités parfaitement maîtrisées de Disraeli, Arendt découvre chez lui l'expression sans fard d'un souci qui s'exposera ailleurs de manière différente : celui de trouver un substitut à l'espoir messianique et au sentiment d'élection qui avaient forgé l'identité juive pendant deux millénaires. Pour ce faire, il n'hésite pas à emprunter au pire : une doctrine raciale dont il a compris qu'elle est le meilleur moyen de combattre le sentiment d'infériorité sociale et d'imposer le respect. Un peu plus tard, d'autres imagineront une solution plus élégante : remplacer le Messie par la révolution, offrir une pensée qui promet une solution définitive aux problèmes politiques, travailler à la venue du paradis sur terre. L'intention des rêveurs est de restaurer la fierté du peuple élu en le montrant comme « le moteur de l'histoire et le sel de la terre ²⁶⁰ ». Disraeli joue brillamment avec le feu, au risque de fabriquer ou de conforter les stéréotypes antisémites. Sans le savoir, ils forgent ensemble la fantasmagorie dont Hitler fera son miel : « l'alliance secrète du capitaliste juif et du socialiste juif » ²⁶¹ .

Quoi qu'il en soit de la véracité du portrait de Disraeli tracé par Hannah Arendt, celui-ci met en scène la manière dont à la même époque la société française pratique dans la pénombre le jeu dont il expose les règles au grand jour. Voici cette fois l'univers de Proust. A Paris comme ailleurs, les Juifs sont des « traîtres » et les homosexuels des « criminels ». Mais au

Faubourg Saint-Germain, on veut se divertir du « terrible ennui » qui avait plané sur le XIX^e siècle : parias et réprouvés sont à la mode, on leur trouve du charme, un parfum d'exotisme, ce vice séduisant dont Disraeli avait compris la fascination. Le retour de flamme sera terrible. Les « amis » des Juifs aimaient l'ambiguïté, ouvrant les portes de leurs salons à ceux qui acceptaient un « jeu complexe de secret et de publicité, de demi-confessions et de falsifications mensongères, d'humilité exagérée et d'arrogance extrême ²⁶² ». Il y avait là tout ce qu'exécrait au même moment la populace qui criait « Mort aux Juifs » dans les rues. A l'instant, ces deux mondes s'ignoraient. Pourtant, les « admirateurs » deviendraient un jour des assassins de fait ou d'esprit, estimant finalement comme les autres que le vice devait être exterminé. L'affaire Dreyfus avait réveillé un antique stéréotype en désignant un « traître », mais paradoxalement la révélation d'une parodie devait pour un temps éteindre l'antisémitisme politique. Clemenceau et Jaurès avaient défait celui de la gauche. La droite et le clergé avaient joué un rôle attendu. Le Parlement avait au dernier moment sauvé la face. Reste que cet épisode qui appartenait encore au XIX^e siècle préparait par bien des aspects le suivant : un antique antisémitisme converti en haine de la République ; une populace déclassée prête à acclamer quiconque lui promettrait un destin ; des Juifs prisonniers d'un « attachement quasi fétichiste à l'égalité juridique » et sans conscience politique ²⁶³ . Arendt affirme une fois encore que la seule conséquence visible d'un événement qui mettait en pleine lumière les forces souterraines du siècle achevé fut le sionisme. Mais elle y voit aussi une « répétition générale » de ce qui se produira quarante ans plus tard et surtout le résultat d'équivoques trop profondes pour ne pas éclater : « Une société qui s'était montrée prête structurellement à accepter le crime sous la forme du vice serait bientôt prête à se laver de son vice en accueillant ouvertement des criminels et en commettant publiquement des crimes ²⁶⁴ . »

S'il est vrai que la valeur des livres s'estime moins aux impressions que fait naître leur première lecture qu'à ce que les suivantes manifestent d'une capacité à résister aux effets corrompteurs du temps, *Les Origines du totalitarisme* procure un sentiment singulier. Soit la première partie sur l'antisémitisme. L'histoire de l'affaire Dreyfus a vieilli. Empreintes d'une sorte de lyrisme halluciné, les pages consacrées au rapport des Juifs à la société française séduisent sans toujours convaincre. Le portrait de Disraeli impressionne, tout en restant d'une crédibilité incertaine. Le lien entre le destin des Juifs et celui de l'Etat – nation offre un solide fil conducteur à l'ensemble de l'ouvrage, mais son formalisme contraint parfois la réalité afin qu'elle y entre. Reste enfin le ton d'Hannah Arendt, mélange d'autorité professorale forgée sur le modèle allemand, d'ironie qui se placera par la suite de façon moins heureuse, et de dédain à l'égard de la plupart des acteurs qu'elle met en scène, lorsqu'ils ne sont pas simplement des monstres. Pour n'évoquer que la réaction d'un ami, Kurt Blumenfeld résumait en deux mots ses sensations : « Les Juifs s'en tirent vraiment mal » ; « tu as sans doute du mal à imaginer que l'on aime ce peuple juif²⁶⁵ . » Soulignant une admiration réservée au seul Bernard Lazare qui s'oppose à un dégoût massif pour « l'abjecte populace juive », suggérant que l'on puisse percevoir une sorte de « haine de soi », constatant l'absence totale de tout « amour du peuple juif », Blumenfeld voit loin dans la direction des critiques que sollicitera *Eichmann à Jérusalem'*, au point que l'on peut s'inquiéter de ce qu'aurait été son jugement définitif sur ce livre et l'imaginer peu différent de ce que sera celui de Gershom Scholem²⁶⁶ . D'où vient cependant la puissance des *Origines du totalitarisme*, qui continue de trôner royalement sur un domaine où tant d'autres théories ne sont plus que curiosités d'antiquaires des idées ?

Si tout d'abord la tonalité du livre est souvent irritante, elle s'excuse en partie par le souffle d'une passion que Voegelin déplore, mais qui manifeste une rage de comprendre, le souci

de régler en pensée des comptes avec l'expérience, la hantise de voir le fardeau du passé récent se dissoudre dans le retour des routines du quotidien. A quoi s'ajoute, ce qui n'est pas rien, une écriture tendue même lorsqu'elle est rapide, étrangère au morne discours des sciences sociales, d'autant plus impressionnante qu'elle se déploie dans une langue acquise depuis peu. Paradoxalement, c'est peut-être la facture incertaine de ce livre qui lui a fait grâce d'échapper aux discussions académiques sur son objet, à l'ennui que susciteront rapidement d'interminables disputes sur les critères du totalitarisme, à la vacuité de querelles infinitésimales autour de ses contours. Trop torrentiel pour être hâtivement saisi, résistant comme son auteur aux embrigadements, subtil jusque dans ses excès, il traversera également sans grandes difficultés une lutte idéologique où le totalitarisme est dénoncé comme un concept de guerre froide. Reste enfin la force de sa dernière partie. Ici, Hannah Arendt rompt les chaînes de la prudence et pousse sa certitude d'observer un phénomène nouveau jusqu'à renoncer sans retour aux protections que pouvaient offrir les notions classiques de la théorie politique. Plus téméraire encore, elle s'acharne à approcher le noyau d'un régime qu'elle sait insaisissable, à dessiner un univers pratiquement sans témoins, à montrer dans les camps la forme paroxystique d'une logique absurde et pourtant nécessaire au fonctionnement du système, le laboratoire où s'expérimente une hypothèse inconcevable au sens commun, l'aboutissement des raisons d'une fabrique de la mort que la raison ne peut comprendre. Au risque d'être intempestive, elle propose enfin d'emprunter un concept pour cerner l'indiscernable : ce « mal radical » que Kant disait « inscrutable » et qu'elle impute à un univers où l'homme est devenu « superflu ».

Hannah Arendt a mis dans ce livre une énergie intellectuelle d'autant plus vive qu'elle avait été contenue durant de longues années au nom des devoirs envers le présent et des impératifs de l'action. Avec lui, elle a dit combien elle déteste l'histoire

dans laquelle a surgi le totalitarisme, souvent perspicace vis-à-vis de ses forces souterraines, parfois injuste à l'égard de ses acteurs, toujours appliquée à convertir ses haines du passé en intelligence du présent. Comme elle le confie à quelques intimes, on peut l'imaginer épuisée à la fin, asphyxiée par le cauchemar qu'elle tentait de dissiper, aspirée comme pour renaître par le désir d'aimer le monde, de cultiver l'amitié et de rebâtir par l'esprit la demeure humaine dont elle a éclairé la destruction. Les livres qui suivent accompliront cette tâche et on l'y retrouvera reposée, confiante, dévouée à la gratitude. Un jour pourtant, cette histoire la rattrapera comme une part de son propre passé. Elle s'y projettera une nouvelle fois sans réserve, avec son enthousiasme intellectuel et ses passions. Il n'est pas certain qu'alors l'une d'entre elles ne l'égare.

NOTE SUR LA RÉVISION DE LA TRADUCTION

Les *Origines du totalitarisme* mettent en œuvre une méthode et un ton qu'Hannah Arendt désigne par le terme de « compréhension ». Que signifie « comprendre » ? La compréhension est « cette forme de connaissance grâce à laquelle [...] les hommes qui agissent [...] sont en mesure d'accepter finalement ce qui s'est passé de manière irrémédiable et de se réconcilier avec ce qui existe de façon incontournable ²⁶⁷ ». Cependant cette « réconciliation » est aussi éloignée du pardon qu'elle l'est de la consolation. La compréhension, elle, est le processus infini par lequel l'individu pourra tenter de se sentir à nouveau chez lui dans le monde. Cette attitude philosophique, qui s'oppose au déni de réalité que visent les « sophistes modernes », passe par une écriture toujours soucieuse de se confronter au « choc de l'expérience », à « l'impact de la réalité », au « fardeau des événements ». Voilà pourquoi le ton propre à la pensée d'Arendt, particulièrement dans les *Origines du totalitarisme*, se caractérise par sa nature frontale : au risque de la brutalité, du trivial (de certaines métaphores), de la lourdeur (des répétitions volontaires), Arendt fait entendre cette « ironie poignante » que, dans *V Impérialisme*, elle juge caractéristique des paradoxes de la politique contemporaine. L'ironie est le style tranchant d'une pensée qui préfère l'humour noir aux « idées consolantes » (telle la croyance en un « antisémitisme éternel »), la compréhension à la « lamentation » et à la « dénonciation » (rappelons que « seuls les mauvais livres peuvent être de bonnes armes ²⁶⁸ »). Sa violence ou son courage, surgissent d'une manière d'autant plus saillante lorsque la philosophe souligne, sans jamais s'y attarder, les « aspects les plus émouvants » de l'histoire juive. C'est cette voix d'Hannah Arendt que j'ai cherché, le plus littéralement possible, à restituer.

Hélène Frappat

LES ORIGINES DU TOTALITARISME

I. L'ANTISÉMITISME

Traduction de Micheline Fouteau

II. L'IMPÉRIALISME

Traduction de Martine Leiris

III. LE TOTALITARISME

Traduction de Jean-Loup Bourget, Robert Davreu et Patrick Lévy

PRÉFACE À LA PREMIÈRE PARTIE

L'ANTISÉMITISME

Idéologie laïque du xix^e siècle, qui n'apparaît sous ce nom qu'après les années 1870, bien que l'on connût ses arguments auparavant, l'antisémitisme n'est à l'évidence pas la même chose que la haine des Juifs d'origine religieuse, inspirée quant à elle par l'hostilité réciproque entre deux croyances antagonistes. On peut même se demander jusqu'à quel point l'antisémitisme tire son argumentation et son pouvoir de séduction de cette haine des Juifs d'origine religieuse. L'idée d'une succession ininterrompue de persécutions, d'expulsions et de massacres depuis la fin de l'Empire romain jusqu'au Moyen Âge, à l'époque moderne et jusqu'à aujourd'hui, souvent enjolivée par cette autre idée que l'antisémitisme moderne n'est qu'une version laïcisée de superstitions populaires médiévales n'est pas moins fallacieuse, ²⁶⁹ encore que moins pernicieuse, bien entendu, que l'idée antisémite qui lui correspond : celle d'une société secrète juive qui aurait gouverné – ou aspiré à gouverner – le monde depuis l'Antiquité. Historiquement, le fossé entre la fin du Moyen Âge et les temps modernes est encore plus profond qu'entre l'Antiquité romaine et le Moyen Âge, ou encore entre le haut Moyen Âge et les catastrophes occasionnées par les premières croisades, bien qu'il soit souvent considéré comme le moment critique le plus important de l'histoire juive de la diaspora. Ce hiatus dura en effet près de deux siècles, du xv^e à la fin du xvi^e siècle. Pendant tout ce temps, les relations entre Juifs et non-Juifs se maintinrent au niveau le plus bas, les Juifs témoignant la plus grande « indifférence aux conditions et aux événements du monde extérieur », tandis que le judaïsme devenait « plus que jamais

un système clos de pensée ». C'est alors que, sans aucune intervention extérieure, les Juifs commencèrent à penser que « ce qui séparait les Juifs des nations n'était pas fondamentalement une divergence en matière de croyance et de foi, mais une différence de nature profonde », et que l'ancienne dichotomie entre Juifs et non-Juifs était « plus probablement d'origine raciale que doctrinale ²⁷⁰ ». Ce changement d'optique, cette vision nouvelle du caractère étranger du peuple juif, qui ne devait se généraliser chez les non-Juifs que beaucoup plus tard, à l'époque des Lumières, apparaît clairement comme la condition *sine qua non* de l'apparition de l'antisémitisme. Il est important de noter que cette notion s'est formée d'abord dans la réflexion des Juifs sur eux-mêmes, et à peu près au moment où la Chrétienté européenne éclata en groupes ethniques qui accéderont plus tard à l'existence politique dans le système des États-nations modernes.

L'histoire de l'antisémitisme, comme celle de la haine des Juifs, fait partie de la longue et complexe histoire des relations entre Juifs et non-Juifs dans les conditions de dispersion qui étaient celles des Juifs. Avant le milieu du xix^e siècle, cette histoire ne suscita presque aucun intérêt. L'intérêt naît au moment de la montée de l'antisémitisme, qui s'est accompagnée d'une réaction de rejet particulièrement violente à l'égard des Juifs émancipés et assimilés. On ne pouvait évidemment imaginer de pires conditions pour établir objectivement les faits historiques ²⁷¹. Depuis lors, l'historiographie juive et non juive, le plus souvent pour des motifs opposés, a commis la même erreur d'isoler les éléments d'hostilité dans les sources juives et chrétiennes, et de mettre l'accent sur la série de catastrophes, d'expulsions et de massacres qui ponctuent l'histoire juive, tout comme les conflits, armés ou non, les guerres, les famines et les pestes ponctuent celle de l'Europe. Naturellement, ce fut l'historiographie juive qui, animée par son intention polémique et apologétique, entreprit de retracer, dans l'histoire chrétienne, la tradition de haine à l'égard des

Juifs, tandis que les antisémites, de leur côté, détectaient dans les sources juives émanant des anciennes autorités une tradition assez analogue du point de vue intellectuel. Lorsqu'on mit en évidence cette tradition juive d'hostilité souvent violente à l'égard des chrétiens et des non-Juifs, « le public juif en général fut non seulement indigné mais sincèrement étonné ²⁷² », car ses porte-parole s'étaient à tort persuadés, et avaient persuadé les Juifs, que, s'ils étaient ainsi séparés des autres nations, la faute en revenait à l'hostilité des non-Juifs et à leur obscurantisme. Les historiens juifs étaient désormais les premiers à assurer que le judaïsme avait toujours été supérieur aux autres religions dans la mesure où il croyait à l'égalité entre les hommes et à la tolérance. Cette théorie spécieuse, par laquelle les Juifs se trompaient eux-mêmes, accompagnée de la conviction qu'ils n'avaient jamais cessé d'être l'objet passif, souffrant, des persécutions chrétiennes, revenait en fait à prolonger et à moderniser l'ancien mythe du peuple élu. Le résultat allait être nécessairement une séparation de type nouveau, souvent mise en pratique de façon complexe et destinée à préserver l'antique dichotomie, par une de ces ironies que le sort réserve à ceux qui, pour une raison ou une autre, tentent d'embellir et de manipuler les faits politiques et la vérité historique. Car ce que les Juifs avaient en commun avec leurs voisins non juifs et qui pouvait servir de base à l'égalité qui venait d'être proclamée, c'était précisément leur passé d'hostilité mutuelle, pour des raisons religieuses, un passé aussi riche en réalisations culturelles au niveau le plus élevé qu'entaché de fanatisme et de superstitions grossières en ce qui concerne les masses ignorantes.

Cependant, même les stéréotypes irritants de ce type d'historiographie juive reposent sur des faits historiques plus solides que les aspirations politiques et sociales dépassées des Juifs européens du xix^e et du début du xx^e siècle. L'histoire culturelle juive était infiniment plus variée qu'on ne le croyait alors, et les causes du désastre varièrent en fonction des

circonstances historiques et géographiques, mais elles varièrent incontestablement bien davantage dans l'environnement non juif qu'à l'intérieur des communautés juives elles-mêmes. Deux facteurs très réels déterminèrent de manière décisive ces fatales pseudoconceptions que l'on trouve encore couramment dans les vulgarisations de l'histoire juive. À aucun moment, et nulle part après la destruction du Temple, les Juifs n'ont possédé leur propre territoire et leur propre État ; leur existence physique a toujours dépendu de la protection d'autorités non juives, bien qu'on ait accordé parfois certains moyens de défense, comme le droit de porter des armes, aux « Juifs de France et d'Allemagne, assez tard au ²⁷³ x^e siècle ». Cela ne signifie pas pour autant que les Juifs ne détenaient absolument aucun pouvoir, mais il est vrai que dans tout conflit violent, quelles qu'en fussent les raisons, ils étaient non seulement vulnérables mais sans défense ; c'est pourquoi, surtout pendant les siècles d'isolement total qui précédèrent leur accession à l'égalité politique, ils ressentirent naturellement toutes les flambées de violence comme des phénomènes récurrents de leur histoire. D'autre part, la tradition juive interprétait toutes les catastrophes comme des martyres ; le fondement historique d'une telle interprétation remontait aux premiers siècles de notre ère, époque à laquelle Juifs et chrétiens avaient résisté tous deux à l'Empire romain, ainsi qu'à l'époque médiévale, durant laquelle les Juifs avaient la possibilité d'échapper aux persécutions en acceptant le baptême, même lorsque la violence n'était pas d'origine religieuse, mais politique et économique. Tous ces faits ont produit une illusion d'optique dont les historiens juifs et non juifs n'ont cessé jusqu'à ce jour d'être les victimes. L'historiographie « s'est jusqu'à présent occupée bien davantage de la dissociation des chrétiens d'avec les Juifs que du processus inverse ²⁷⁴ », masquant ainsi le fait autrement plus important que la dissociation des Juifs d'avec les non-Juifs, et plus particulièrement d'avec les chrétiens, a pesé plus lourd dans l'histoire

juive que l'inverse. La raison évidente en est que la préservation même du peuple juif, en tant qu'entité identifiable, dépendait de cette séparation voulue, et non pas, comme on l'a généralement cru, de l'hostilité des chrétiens et des non-Juifs. Ce n'est qu'aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, après l'émancipation et la généralisation de l'assimilation, que l'antisémitisme joua un rôle dans la conservation de ce peuple, car c'est seulement depuis lors que les Juifs aspirèrent à être admis dans la société non juive.

Alors que, tout au long du ^{xix}^e siècle, les sentiments antijuifs étaient très largement répandus dans les classes cultivées d'Europe, l'antisémitisme en tant qu'idéologie resta, à de rares exceptions près, l'apanage d'excentriques en général et de quelques fous en particulier. Même les douteuses productions de l'apologétique juive, qui ne convainquirent jamais que les convaincus, paraissaient des sommets d'érudition et de rigueur scientifique comparées aux prétendues recherches historiques des antisémites ²⁷⁵ . Lorsque, après la fin de la guerre, j'ai commencé à rassembler les matériaux nécessaires à ce livre, puisés dans des sources documentaires et des monographies parfois excellentes publiées au cours d'une période de plus de dix années, il n'existait pas une seule vue d'ensemble de l'antisémitisme dont on pût dire qu'elle répondît aux critères les plus élémentaires de la méthode historique. La situation n'a guère changé depuis. Cela est d'autant plus déplorable que, depuis une période récente, un besoin accru s'est fait sentir d'une étude impartiale et véridique de l'histoire juive. Les événements politiques du ^{xx}^e siècle ont placé les Juifs au centre de la tourmente. La question juive et l'antisémitisme, phénomènes relativement peu importants en termes de politique mondiale, devinrent les agents catalyseurs, d'abord de la montée du mouvement nazi et de l'organisation du III^e Reich, puisque chaque citoyen dut prouver qu'il *n'était pas* juif, puis d'une guerre mondiale d'une férocité sans équivalent, enfin de l'émergence d'un crime de génocide sans précédent accompli au

sein de la civilisation occidentale. Une chose me parut évidente : il fallait non seulement se lamenter sur ces phénomènes et les dénoncer, mais aussi les expliquer. Ce livre constitue une tentative de compréhension de faits qui, au premier coup d'œil, et même au second, semblaient simplement révoltants.

Comprendre, toutefois, ne signifie pas nier ce qui est révoltant et ne consiste pas à déduire à partir de précédents ce qui est sans précédent ; ce n'est pas expliquer des phénomènes par des analogies et des généralités telles que le choc de la réalité s'en trouve supprimé. Cela veut plutôt dire examiner et porter en toute conscience le fardeau que les événements nous ont imposé, sans nier leur existence ni accepter passivement leur poids, comme si tout ce qui est arrivé en fait devait fatalement arriver. Comprendre, en un mot, consiste à regarder la réalité en face avec attention, sans idée préconçue, et à lui résister au besoin, quelle que soit ou qu'ait pu être cette réalité.

Pour une telle compréhension, une certaine familiarité avec l'histoire juive en Europe au xix^e siècle et avec le développement connexe de l'antisémitisme est nécessaire, mais non suffisante. Les chapitres qui suivent traitent uniquement des éléments de l'histoire du xix^e siècle qui appartiennent en fait aux « origines du totalitarisme ». L'histoire complète de l'antisémitisme reste encore à écrire et dépasse les limites de ce livre. Cette lacune justifie, tant qu'elle existe, la publication des chapitres qui suivent et qui se veulent une contribution indépendante à une histoire plus complète, bien qu'à l'origine ils aient été conçus comme une partie de la préhistoire, pour ainsi dire, du totalitarisme. En outre, ce qui est vrai de l'histoire de l'antisémitisme, à savoir qu'elle est tombée entre les mains d'illuminés non juifs et d'apologistes juifs, les historiens respectables l'ayant soigneusement évitée, est vrai, *mutatis mutandis*, de presque tous les éléments dont la conjonction ultérieure devait former le phénomène totalitaire, lui – même tout à fait nouveau ; ni l'opinion publique ni les spécialistes ne

les avaient remarqués, parce qu'ils appartenaient à un courant souterrain de l'histoire européenne où, à l'insu du public comme de l'opinion éclairée, ils avaient pu gagner en virulence d'une manière totalement inattendue.

Comme tous ces courants souterrains ne surgirent au grand jour qu'à l'occasion de la catastrophe finale qui les cristallisa, on a eu tendance à assimiler le totalitarisme à ses éléments constitutifs et à ses origines, comme si toute explosion d'antisémitisme, de racisme ou d'impérialisme pouvait être une manifestation de « totalitarisme ». Cette erreur est aussi dangereuse pour la recherche de la vérité historique que pour le jugement politique. La politique totalitaire – loin d'être simplement antisémite, ou raciste, ou impérialiste, ou communiste – use et abuse de ses propres éléments idéologiques et politiques jusqu'à ce que la base concrète qui avait fourni aux idéologies leur force et leur valeur de propagande – la réalité de la lutte des classes, par exemple, ou les conflits d'intérêts entre les Juifs et leurs voisins – ait presque disparu. Ce serait certainement une grave erreur que de sous-estimer le rôle que le racisme pur et simple a joué, et joue encore, dans le gouvernement des États du Sud aux États-Unis ; mais ce serait une erreur plus grave encore que d'en conclure rétrospectivement que des régions entières des États-Unis ont été soumises à un régime totalitaire depuis plus d'un siècle. La seule conséquence directe et sans mélange des mouvements antisémites du xix^e siècle n'est pas le nazisme mais le sionisme qui, au moins sous sa forme idéologique occidentale, fut en quelque sorte une contre-idéologie, la « réponse » à l'antisémitisme. Non pas, bien entendu, que la conscience juive ait jamais été une simple création de l'antisémitisme ; une connaissance même sommaire de l'histoire juive, dont le souci constant, depuis l'exil babylonien, a toujours été la survie du peuple juif, en dépit des dangers énormes résultant de sa dispersion, suffirait à écarter le mythe le plus récent sur ce sujet, devenu à la mode dans les cercles intellectuels depuis que l'« existentialisme » sartrien a

défini le Juif comme celui qui est considéré et défini comme Juif par les autres ²⁷⁶.

La meilleure illustration, à la fois de la différence et du lien entre l'antisémitisme prétotalitaire et l'antisémitisme totalitaire, est peut-être l'histoire grotesque des *Protocoles des Sages de Sion*. L'emploi que firent les nazis de ce faux comme d'un document de base pour une conquête totale ne fait certainement pas partie de l'histoire de l'antisémitisme, mais seule cette histoire peut expliquer pourquoi cet invraisemblable conte fut assez plausible pour servir en premier lieu la propagande antijuive. Ce qu'elle ne peut expliquer, en revanche, c'est pourquoi l'ambition totalitaire d'une domination absolue, qui doit être exercée par les membres d'une société secrète et avec les méthodes correspondantes, peut devenir un objectif politique séduisant. Cette fonction, beaucoup plus importante politiquement (mais non du point de vue de la propagande), trouve son origine dans l'impérialisme en général et plus particulièrement dans la forme extrêmement explosive qu'il prit sur le continent européen, à travers, en particulier ce qu'on appelle des mouvements annexionnistes.

Ce livre est donc limité dans l'espace et dans le temps, tout comme dans son sujet. Il concerne l'analyse de l'histoire juive en Europe centrale et occidentale, depuis l'époque des Juifs de cour jusqu'à l'affaire Dreyfus, dans la mesure où elle a joué un rôle dans la naissance de l'antisémitisme et où elle a été influencée par lui. Ce livre traite des mouvements antisémites qui étaient encore assez solidement liés aux réalités concrètes des relations entre Juifs et non-Juifs, c'est-à-dire au rôle joué par les Juifs dans le développement de l'État-nation d'une part, dans la société non juive de l'autre. L'apparition des premiers partis antisémites dans les années 1870 et 1880 marque le moment où la base concrète et limitée des conflits d'intérêts est dépassée et où s'ouvre la route qui se terminera par la Solution finale. À partir de ce moment, c'est-à-dire à l'époque de l'impérialisme,

suivie par la période des mouvements et des régimes totalitaires, il n'est plus possible de séparer la question juive ou l'idéologie antisémite de questions presque sans aucun rapport, en fait, avec la réalité de l'histoire juive moderne. Mais ce n'est ni seulement ni principalement parce que ces autres questions jouèrent un rôle primordial dans l'histoire mondiale. C'est parce que l'antisémitisme lui-même servait maintenant à d'autres buts qui, tout en exigeant finalement les Juifs comme victimes principales, dépassaient de loin les problèmes des Juifs et des antisémites.

Les versions impérialiste et totalitaire de l'antisémitisme du xx^e siècle sont analysées respectivement dans le deuxième et le troisième volume de cet ouvrage.

HANNAH ARENDT *JUILLET 1967*

PRÉFACE À LA DEUXIÈME PARTIE

L'IMPÉRIALISME

Rares sont les périodes historiques comme l'ère impérialiste, dont on a pu dater avec autant de précision le début et dont les observateurs contemporains ont eu autant de chance d'attester la fin. Car l'impérialisme, qui est né du colonialisme et a pour cause l'inadéquation du système de l'État-nation aux évolutions économiques et industrielles du dernier tiers du xix^e siècle, ne s'est pas lancé dans sa politique d'expansion pour l'expansion avant l'année 1884. Et cette nouvelle version de la politique de puissance est aussi différente des conquêtes nationales issues de guerres entre voisins que de l'édification d'un véritable empire sur le mode romain. Sa fin sembla inévitable quand la déclaration d'indépendance de l'Inde signa « la liquidation de l'empire de Sa Majesté » à laquelle Churchill avait refusé de « présider ». Il faut toutefois compter au nombre des événements les plus importants de l'histoire du xx^e siècle le fait que les Britanniques ont volontairement liquidé leur empire colonial ; à partir de ce moment-là, aucune nation européenne n'a pu garder ses possessions d'outremer. Seul le Portugal fait exception, et l'étonnante capacité de ce pays à poursuivre un combat que toutes les autres puissances coloniales d'Europe avaient dû abandonner s'explique sans doute encore plus par son retard national que par la dictature de Salazar ; en effet, ce ne sont pas seulement la faiblesse et l'épuisement imputables à la succession de deux guerres meurtrières en l'espace d'une génération, mais aussi les scrupules moraux et les craintes politiques qui ont dissuadé les États-nations les plus développés d'adopter des mesures radicales, de recourir à « des massacres administratifs » (A. Carthill) capables de briser le soulèvement

non violent de l'Inde, et de maintenir un « gouvernement des races assujetties » (lord Cromer). C'est qu'ils redoutaient les effets en retour de telles mesures sur les métropoles. Quand la France eut enfin le courage, grâce à l'autorité encore intacte de De Gaulle, d'abandonner l'Algérie, cette terre qu'elle avait toujours considérée comme une partie d'elle-même au même titre que le *département de la Seine*^{# * 277}, il est apparu qu'on avait atteint un point de non-retour.

Cet espoir aurait été fondé si, à la guerre chaude contre l'Allemagne nazie, n'avait succédé la guerre froide entre la Russie soviétique et les États-Unis. Quoi qu'il en soit, on est tenté rétrospectivement d'identifier les vingt dernières années à la période qui a vu une lutte pour la suprématie s'instaurer entre les deux pays les plus puissants de la terre, chacun manœuvrant pour l'emporter sur l'autre dans des régions qui étaient à peu de choses près celles que les nations européennes avaient auparavant colonisées. Dans le même esprit, on est tenté de voir dans les nouveaux rapports de *détente* qui s'instaurent difficilement entre la Russie et l'Amérique le résultat de l'émergence d'une possible troisième puissance mondiale, la Chine, plutôt que la conséquence saine et naturelle de l'abandon du totalitarisme par la Russie après la mort de Staline. Et si des évolutions ultérieures devaient corroborer des interprétations aussi fragiles, cela voudrait dire, historiquement parlant, que nous sommes revenus, avec un changement d'échelle considérable, à notre point de départ, c'est-à-dire à l'ère impérialiste et sur la voie conflictuelle qui a mené à la Première Guerre Mondiale.

On a souvent dit que les Britanniques ont acquis leur empire par distraction, sous l'effet d'évolutions automatiques plutôt qu'en suivant une politique délibérée, en allant vers ce qui semblait possible et ce qui était tentant. Si cela est vrai, alors la route de l'enfer peut tout aussi bien n'être pavée d'aucune intention que des bonnes intentions dont parle le proverbe. Et les faits objectifs, susceptibles d'encourager un retour aux

politiques impérialistes, sont en vérité si convaincants, à l'époque actuelle, qu'on est tenté de croire du moins à la demi-vérité de ce proverbe, malgré les assurances trompeuses que chacun des deux côtés donne de ses bonnes intentions – d'une part, les « engagements » de l'Amérique en faveur d'un statu quo intenable, où régner la corruption et l'incompétence, d'autre part, le discours pseudo-révolutionnaire que tient la Russie sur les guerres de libération nationale. Le processus de construction de la nation dans des territoires peu évolués, où les conditions requises pour l'indépendance nationale sont d'autant moins réunies que le chauvinisme est plus agressif et plus stérile, a engendré d'énormes vides de pouvoir. Ils sont devenus l'enjeu d'une rivalité d'autant plus acharnée entre les deux superpuissances que le développement des armes atomiques semble définitivement exclure une confrontation directe de leurs instruments de violence comme dernier recours pour « résoudre » tous les conflits. Non seulement chaque conflit qui éclate dans ces vastes contrées entre de petits pays sous-développés, qu'il s'agisse d'une guerre civile comme au Vietnam ou d'un conflit entre nations comme au Moyen – Orient, appelle potentiellement ou réellement l'intervention immédiate des superpuissances, mais on peut présumer que ces conflits eux-mêmes, ou du moins le choix du moment où ils se déclenchent, ont été manipulés ou directement causés par des intérêts et des agissements qui n'ont strictement rien à voir avec les conflits et les intérêts en jeu dans la région même. Ce qui caractérisait le mieux la politique de puissance à l'ère impérialiste, c'était de substituer à des objectifs d'intérêt national localisés et limités, donc prévisibles, la recherche illimitée de toujours plus de puissance, qui pouvait sillonner et dévaster la planète entière sans finalité nationale ou territoriale bien définie et par conséquent sans orientation prévisible. Cette rechute est devenue manifeste aussi sur le plan idéologique, car la célèbre théorie des dominos, à laquelle se conforme la politique étrangère américaine, lorsqu'elle se croit obligée de faire la guerre dans un pays pour préserver l'intégrité d'autres

pays qui ne sont même pas ses voisins, n'est clairement qu'une nouvelle version de l'ancien « Grand Jeu ». Ses règles permettaient et même prescrivaient de considérer des nations entières comme des marchepieds ou comme des pions, pour employer une terminologie actuelle, afin de s'assurer des richesses et la domination sur un troisième pays, qui à son tour devenait un simple marchepied dans la course sans fin à l'expansion et à l'accumulation. De cette réaction en chaîne propre à la politique de puissance impérialiste, et dont la meilleure représentation est, humainement parlant, le personnage de l'agent secret, Kipling disait (dans *Kim*) : « Quand tout le monde est mort, le Grand Jeu s'achève. Pas avant. » Or, si sa prophétie ne s'est pas réalisée, c'est seulement à cause du frein que représente la constitution de l'État-nation, tandis qu'aujourd'hui, le seul espoir que nous ayons de la fausseté de cette prophétie repose sur les freins constitutionnels de la République américaine, sans oublier les freins technologiques de l'ère nucléaire.

Il n'en demeure pas moins que le renouveau inattendu des politiques et des méthodes impérialistes se produit dans des conditions et dans des circonstances qui ont considérablement changé. L'initiative d'une expansion outremer s'est déplacée vers l'ouest, de l'Angleterre et de l'Europe occidentale vers l'Amérique, et l'initiative d'une expansion continentale vers des territoires immédiatement voisins ne vient plus de l'Europe centrale ou de l'Europe de l'Est, elle se situe maintenant exclusivement en Russie. Les politiques impérialistes ont joué un rôle plus important dans le déclin de l'Europe que tout autre facteur pris à part. Les hommes d'État et les historiens qui prédisaient que les deux géants, situés sur les flancs occidental et oriental des nations européennes, hériteraient un jour de leur puissance ont apparemment vu juste. Plus personne ne justifie l'expansion en alléguant soit « le fardeau de l'homme blanc », soit « une conscience tribale élargie » censée unir les individus de même origine ethnique ; à la place, nous enten-

dons parler des « engagements » contractés envers des États clients, des responsabilités incombant à une puissance et de la solidarité avec les mouvements révolutionnaires de libération nationale. Le mot même d'« expansion » a disparu de notre vocabulaire politique, et nous employons désormais les mots d'« extension » ou, sur le mode critique, de « surextension » pour désigner quelque chose de très proche. Mais il y a plus important sur le plan politique : l'aide économique et politique extérieure, fournie directement par les gouvernements, l'exporte aujourd'hui sur les investissements privés dans les contrées lointaines qui ont été à l'origine la cause première des progrès de l'impérialisme. (Rien qu'en 1966, le gouvernement américain a dépensé 4,6 milliards de dollars en aide économique et en crédits extérieurs, auxquels il faut ajouter 1,3 milliard par an d'aide militaire au cours de la décennie 1956-1965, tandis que les sorties de capitaux privés s'élevaient en 1965 à 3,69 milliards et en 1966 à 3,91 milliards de dollars ²⁷⁸.) Cela signifie que ce qu'on a appelé l'impérialisme du dollar, c'est-à – dire la version spécifiquement américaine de l'impérialisme d'avant – guerre qui, du point de vue politique, est la moins dangereuse de toutes, appartient définitivement au passé. Les investissements privés – « les activités d'un millier de compagnies américaines opérant dans une centaine de pays étrangers » et « concentrées dans les secteurs les plus modernes, les plus stratégiques, les plus dynamiques de l'économie des pays étrangers » – créent de nombreux problèmes politiques, même lorsque la puissance de la nation n'est pas là pour les protéger ²⁷⁹ ; mais l'aide extérieure, quand bien même elle serait dispensée pour des raisons purement humanitaires, est, quant à elle, politique par nature, justement parce qu'elle n'est pas motivée par la recherche du profit. On a dépensé des milliards de dollars dans des régions politiquement et économiquement incultes où ils ont disparu en raison de l'incompétence et de la corruption, avant qu'on ait pu mettre sur pied une entreprise productive. Et cet argent n'est plus le

capital « superflu » qu'on ne pouvait pas investir d'une manière rentable et lucrative en métropole, mais le trop-plein miraculeux né de la seule abondance que les pays riches, les nantis, peuvent se permettre de perdre, contrairement aux pays déshérités. En d'autres termes, le mobile du profit dont on a souvent surestimé, même par le passé, le rôle joué dans les politiques impérialistes, a désormais complètement disparu ; seuls des pays très riches et très puissants peuvent se permettre d'assumer les pertes immenses qu'entraîne l'impérialisme.

Il est probablement trop tôt pour analyser ces évolutions récentes et en apprécier l'importance avec un tant soit peu de certitude ; cela en tout cas dépasse le champ de mes réflexions. Ce qui apparaît malheureusement dès à présent en toute clarté, c'est la force avec laquelle certains processus apparemment incontrôlables tendent à briser tous les espoirs qu'on pouvait mettre dans la transformation des jeunes nations en États constitutionnels et sapent les institutions républicaines des vieilles nations. Les exemples sont trop nombreux pour qu'il soit possible de les citer tous, même hâtivement, mais l'émergence d'un « gouvernement invisible » aux mains des services secrets, dont l'influence sur les affaires intérieures, sur la vie culturelle, éducative et économique a été révélée seulement récemment, est un bien trop mauvais présage pour devoir être passé sous silence. Il n'y a aucune raison de mettre en doute l'affirmation de Mr. Allan Dulles selon laquelle le renseignement jouirait dans notre pays, depuis 1947, d'« une position plus influente auprès de notre gouvernement que celle dont le renseignement jouit auprès de tout autre gouvernement du monde ²⁸⁰ » ; il n'y a pas de raison non plus de croire que cette influence aurait diminué depuis 1958, date à laquelle il a fait cette déclaration. On a souvent souligné le danger mortel qu'un « gouvernement invisible » fait courir aux institutions du « gouvernement visible » ; ce qu'on a peut-être moins remarqué, c'est la relation étroite qui existe traditionnellement entre la politique impérialiste et le règne du « gouvernement

invisible » et des agents secrets. L'erreur serait de croire qu'en créant, après la Seconde Guerre mondiale, un réseau de services secrets, notre pays répondait à une menace directe du réseau d'espions de la Russie soviétique sur la survie de la nation ; la guerre avait propulsé les États-Unis au rang de plus grande puissance mondiale et c'était ce rang, plutôt que son existence comme nation, que contestait la puissance révolutionnaire du communisme d'obédience moscovite ²⁸¹ .

Parmi les causes de l'accession de l'Amérique au rang de puissance mondiale ne figurent ni la poursuite d'une politique étrangère qui y conduirait, ni une quelconque prétention à la domination planétaire. Et il en va sans doute de même des quelques pas timides que ce pays a faits récemment, en direction d'une politique de puissance impérialiste à laquelle sa forme de gouvernement le prédispose moins que celle des autres pays. Le fossé énorme qui sépare les pays occidentaux du reste du monde, non seulement en matière de richesses, mais aussi et surtout en matière d'éducation, de savoir-faire technique et de qualification générale, empoisonne les relations internationales depuis qu'il existe une politique mondiale digne de ce nom. Et, loin de s'amoinrir au cours des dernières décennies sous l'effet du développement rapide des systèmes de communication et du rétrécissement consécutif des distances terrestres, ce gouffre n'a cessé de s'élargir et a pris désormais des proportions vraiment alarmantes. « Les taux de croissance démographique des pays les moins développés sont deux fois plus élevés que ceux des pays les plus avancés ²⁸² . » À lui seul, ce facteur devrait les obliger à se tourner vers ceux qui disposent d'un excédent alimentaire et d'un excédent de savoir technologique et politique, pourtant c'est également ce même facteur qui réduit toute l'aide à néant. De toute évidence, plus la population est nombreuse, moins elle reçoit d'aide par tête d'habitant, et la vérité est qu'après vingt ans de programmes d'aides massives, tous les pays qui n'ont pas été capables de se prendre en charge – à l'instar du Japon –, sont devenus plus

pauvres et plus éloignés que jamais de toute stabilité économique ou politique. Quant aux chances de l'impérialisme, cette situation les accroît terriblement, tant il est vrai que les données chiffrées pures n'ont jamais compté aussi peu ; en Afrique du Sud, la domination des Blancs n'a probablement jamais couru moins de dangers qu'aujourd'hui – d'aujourd'hui, alors que cette minorité tyrannique ne représente guère plus d'un dixième de la population. C'est cette situation objective qui transforme toute aide de l'étranger en instrument de la domination étrangère ; c'est elle qui place tous les pays qui ont besoin de cette aide, en raison de leurs chances de plus en plus faibles de survie, devant une alternative : se soumettre à une forme de « gouvernement des races assujetties » ou entrer rapidement dans un état de décomposition et d'anarchie.

Ce livre traite uniquement de l'impérialisme colonial strictement européen, lequel a pris fin avec la liquidation de la domination britannique en Inde. Il raconte l'histoire de la désintégration de l'État-nation, une histoire qui s'est avérée contenir tous les éléments sans lesquels l'essor ultérieur des mouvements et des gouvernements totalitaires eût été impossible. Avant l'ère impérialiste, ce qu'on appelle une politique mondiale n'existait pas ; sans elle, la prétention totalitaire à la domination de la terre n'aurait eu aucun sens. Tout au long de cette période, le système des États-nations se révéla aussi peu capable d'inventer de nouvelles règles dans le domaine des affaires étrangères, devenues des affaires planétaires, que d'imposer une Pax Romana au reste du monde. Sa mesquinerie et sa myopie politiques entraînèrent la catastrophe du totalitarisme, dont les horreurs sans précédent ont éclipsé les événements inquiétants et la mentalité non moins inquiétante de l'époque antérieure. La recherche spécialisée s'est presque exclusivement focalisée sur l'Allemagne de Hitler et la Russie de Staline, au risque de négliger leurs précurseurs moins malfaisants. Le règne de l'impérialisme est à moitié oublié, si ce n'est que le mot sert maintenant d'injure ; la chose est d'autant

plus déplorable que ces dernières années ont montré d'une manière assez évidente l'application qu'on pouvait en faire aux événements contemporains. Ainsi, dans la controverse sur la guerre du Vietnam, que les États-Unis n'auraient pas déclarée, on raisonne d'un côté comme de l'autre par analogie avec Munich ou avec d'autres précédents tirés des années 30, en se référant à un temps où en réalité le seul danger clairement présent, par trop présent, était celui de la domination totalitaire. Mais les actes et les paroles qui donnent à la politique d'aujourd'hui son caractère si menaçant présentent une ressemblance bien plus sinistre avec les actions et les justifications verbales qui ont précédé le déclenchement de la Première Guerre mondiale : il suffisait alors qu'une étincelle jaillisse d'une contrée marginale présentant peu d'intérêt pour les parties concernées pour que s'embrase le monde entier.

Insister sur le rapport malheureux entre cette période à demi-oubliée et les événements contemporains ne signifie pas, bien entendu, que les dés sont jetés et que nous entrons dans une période de renouveau des politiques impérialistes, ni que l'impérialisme doit dans tous les cas déboucher sur les désastres du totalitarisme. Quelle que soit notre capacité à tirer des leçons du passé, elle ne nous permettra pas de connaître le futur.

HANNAH ARENDT *JUILLET 1967*

Texte inédit, traduction de Didier Maes

PRÉFACE À LA TROISIÈME PARTIE

LE TOTALITARISME

I

Le manuscrit original des *Origines du totalitarisme* fut achevé à l'automne 1949, soit plus de quatre ans après la défaite de l'Allemagne hitlérienne, et moins de quatre ans avant la mort de Staline. La première édition du livre parut en 1951. Rétrospectivement, les années que j'ai passées à l'écrire, à partir de 1945, apparaissent comme la première période de calme relatif après des décennies de tumulte, de confusion et d'horreur pure – les révolutions qui suivirent la Première Guerre mondiale, l'essor des mouvements totalitaires et l'usure du régime parlementaire, suivis de toutes sortes de tyrannies nouvelles, fascistes et semi-fascistes, dictatures du parti unique et de l'armée et, finalement, l'établissement apparemment solide de gouvernements totalitaires s'appuyant sur un substrat de masses^{#160}; en Russie en 1929, l'année de ce qu'aujourd'hui on appelle souvent la « seconde révolution », et en Allemagne en 1933.

Avec la défaite de l'Allemagne nazie, une partie de cette histoire avait trouvé sa conclusion. Pour la première fois, le moment semblait venu de considérer les événements contemporains avec le regard rétrospectif de l'historien et le zèle analytique du spécialiste en sciences ²⁸³ politiques. C'était la première occasion d'essayer de dire et de comprendre ce qui s'était passé, pas encore *sine ira et studio*, toujours avec douleur et affliction, et, par conséquent, avec une tendance à la lamentation, mais le temps de l'indignation muette et du sentiment de l'horreur paralysante était révolu. (La Préface originale à la présente édition s'est chargée d'évoquer

l'ambiance qui régnait durant ces années-là.) C'était, de toute façon, la première fois qu'il était possible d'articuler et d'élaborer les questions en compagnie desquelles ma génération avait été forcée de vivre la meilleure part de sa vie adulte : *Que s'est-il passé ? Pourquoi cela s'est-il passé ? Comment cela a —t-il été possible ?* En effet, de la défaite allemande, qui laissait derrière elle un pays en ruine et une nation qui avait le sentiment d'en être arrivée au « point zéro » de son histoire, avaient émergé, virtuellement intactes, des montagnes de papier, une surabondance de matériel documentaire concernant tous les aspects des douze ans qu'avait réussi à durer le *Tausendjahriges Reich* de Hitler. Les premières et généreuses sélections de cet *embarras de richesses**, qui aujourd'hui encore sont très loin d'être adéquatement publiées et étudiées, commencèrent à apparaître en liaison avec le procès des principaux criminels de guerre à Nuremberg en 1946, dans les douze volumes de *Nazi Conspiracy and Aggression* ²⁸⁴.

Pendant, des quantités considérables de matériel nouveau, documentaire et autre, portant sur le régime nazi, étaient devenues accessibles dans les bibliothèques et les archives, lorsqu'en 1958 parut la deuxième édition (en livre de poche). Ce que j'appris alors était intéressant certes, mais n'appelait pas de changements essentiels, ni dans l'analyse, ni dans l'argument de ma présentation originale. Dans les notes, il parut souhaitable de remplacer et d'ajouter de nombreuses citations, et le texte fut considérablement augmenté. Mais ces changements avaient tous un caractère technique. En 1949, on ne connaissait les documents de Nuremberg que partiellement et en traduction anglaise, et un grand nombre de livres, de brochures et de revues publiés en Allemagne entre 1933 et 1945 n'avaient pas été accessibles. De plus, dans un certain nombre d'additions, je pris en considération certains des événements les plus importants qui suivirent la mort de Staline – la crise de succession et le discours de Khrouchtchev devant le XX^e

congrès du parti – ainsi que des informations nouvelles, émanant de publications récentes, sur le régime stalinien. C'est ainsi que je procédai à une révision de la troisième partie et du dernier chapitre de la deuxième partie, tandis que la première partie sur l'Antisémitisme et les quatre premiers chapitres sur l'impérialisme n'ont pas été modifiés. De plus, je n'étais pas en possession de certains aperçus de nature strictement théorique, en relation étroite avec mon analyse des éléments de la domination totale, lorsque j'achevai le manuscrit original qui se terminait sur de peu concluantes « Remarques en manière de conclusion ». Le dernier chapitre de la présente édition, « Idéologie et Terreur », a remplacé ces « Remarques », qui, dans la mesure où elles semblaient encore valides, ont été réparties dans d'autres chapitres. À la deuxième édition, j'avais ajouté un Épilogue où je discutais brièvement l'introduction du système russe dans les pays satellites, et la révolution hongroise. Cette discussion, rédigée beaucoup plus tard, avait un ton différent puisqu'elle traitait d'événements contemporains, et de nombreux détails en sont dépassés. Je l'ai maintenant éliminée, et tel est le seul changement substantiel de la présente édition par rapport à la deuxième (en livre de poche).

Il est évident que la fin de la guerre ne signifia pas la fin du gouvernement totalitaire en Russie. Au contraire, elle fut suivie par la bol – chevisation de l'Europe orientale, c'est-à-dire par l'extension du gouvernement totalitaire, et la paix n'offrit rien de plus qu'un tournant significatif à partir duquel analyser les ressemblances et les différences des deux régimes totalitaires dans leurs méthodes et dans leurs institutions. Ce n'est pas la fin de la guerre, mais la mort de Staline huit ans plus tard, qui fut décisive. Rétrospectivement, il semble que cette mort ne fut pas simplement suivie par une crise de succession et un « dégel » provisoire jusqu'à ce qu'un nouveau leader se fût affirmé, mais bien par un processus, authentique quoique toujours ambigu, de détotalitarisation. Aussi, du point de vue des événements, n'y

avait-il pas lieu de mettre à jour cette partie de mon récit ; et notre connaissance de la période en question n'a pas changé assez fondamentalement pour appeler des additions et des révisions étendues. Contrairement à l'Allemagne où Hitler utilisa consciemment sa guerre pour développer et, pour ainsi dire, parfaire le gouvernement totalitaire, la période de la guerre, en Russie, vit se relâcher provisoirement la domination totale. Dans la perspective qui est la mienne, ce sont les années 1929 à 1941 et 1945 à 1953 qui présentent un intérêt central, et, pour ce qui les concerne, nos sources sont aussi rares et de la même nature qu'en 1958 ou même en 1949. Rien ne s'est passé, rien ne semble devoir se passer à l'avenir, qui nous apporte la même conclusion sans équivoque ou le même témoignage horriblement précis et irréfutable, que dans le cas de l'Allemagne nazie.

Seule addition importante à nos connaissances, le contenu des archives de Smolensk (publiées en 1958 par Merle Fainsod) a montré à quel point la pénurie du matériel documentaire et statistique le plus élémentaire demeure l'obstacle décisif à toutes les recherches sur cette période de l'histoire de la Russie. En effet, bien que les archives (découvertes au quartier général du parti à Smolensk par les services de renseignements allemands et plus tard saisies par les forces d'occupation américaines en Allemagne) contiennent quelque 200000 pages de documents et soient virtuellement intactes pour la période de 1917 à 1938, la quantité d'informations qu'elles ne nous fournissent pas est réellement stupéfiante. Malgré « une abondance de matériaux presque ingérable survies purges » de 1929 à 1937, elles ne contiennent aucune indication du nombre des victimes ni aucune autre donnée statistique d'importance vitale. Chaque fois que des chiffres sont donnés, ils sont désespérément contradictoires, les diverses organisations donnant toutes des ensembles différents, et tout ce que nous apprenons avec certitude est que beaucoup des statistiques, si tant est qu'elles existèrent jamais, furent retenues à la source

par ordre du gouvernement ²⁸⁵ . De plus, les archives ne contiennent aucun renseignement sur les rapports entre les différentes branches de l'autorité, « entre le parti, les militaires et le NKVD », ou entre le parti et le gouvernement, et se taisent sur les circuits de communication et de commandement. Bref, nous n'apprenons rien de la structure d'organisation du régime, sur laquelle nous sommes si bien informés en ce qui concerne l'Allemagne nazie ²⁸⁶ . En d'autres termes, si l'on a toujours su que les publications soviétiques officielles avaient des fins de propagande et n'étaient nullement sûres, il apparaît maintenant que les sources sûres et le matériel statistique n'ont probablement jamais existé nulle part.

C'est une question plus sérieuse que de savoir si une étude du totalitarisme peut se permettre d'ignorer les événements qui se sont produits, et continuent à se produire, en Chine. Aujourd'hui encore, notre connaissance des événements passés et présents en Chine est moins assurée que celle que nous avons de la Russie dans les années 30, d'abord parce que le pays a réussi à se protéger plus complètement des observateurs étrangers après la victoire de la révolution, mais surtout parce qu'il ne s'est pas trouvé de transfuges de rang élevé du parti communiste chinois pour nous venir en aide – c'est là du reste en soi un phénomène hautement significatif. Dix-sept ans après, le peu que nous savons d'une manière certaine indique des différences essentielles : après une phase initiale très sanglante – le nombre des victimes au cours des premières années de la dictature peut être évalué à quinze millions, soit environ 3 % de la population en 1949, rien d'une amplitude comparable aux pertes en vies humaines de la « seconde révolution » de Staline – et après la disparition de toute opposition organisée, il n'y a pas eu accroissement de la terreur, pas de massacre d'innocents, pas de recours à la catégorie d'« ennemis objectifs », pas de procès-spectacles, en dépit d'un grand nombre de confessions publiques et d'« autocritiques », et pas de crimes hors du commun. Le fameux discours de Mao en

1957, « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », habituellement connu sous le titre trompeur : « Laissons fleurir les cent fleurs », n'était certes pas un plaidoyer pour la liberté, mais il reconnaissait, en fait, des contradictions non antagonistes entre les classes et surtout entre le peuple et le gouvernement sous une dictature communiste. La manière d'agir à l'égard des opposants, la « rectification de pensée », était une procédure élaborée de modelage et de remodelage constant des cerveaux, à laquelle presque toute la population paraissait soumise. Nous n'avons jamais très bien su comment cela fonctionnait dans la vie de tous les jours, qui en était exempté – c'est-à-dire qui effectuait le « remodelage » – et nous n'avons pas d'indication sur les résultats du « lavage de cerveau » : a-t-il eu des résultats durables aboutissant à de sensibles modifications de la personnalité ? À en croire les déclarations actuelles des dirigeants chinois, ses résultats consistèrent surtout en une hypocrisie de grande ampleur, véritable « terreau de la contre-révolution ». S'il s'agissait de terreur – et c'était très certainement le cas – c'était une terreur d'un genre différent ; quels qu'en soient les résultats, elle n'a pas décimé la population. L'intérêt national, le bien-être du peuple tout entier, est resté le critère décisif dans les affaires intérieures comme dans les affaires étrangères : c'est ce qui a permis au pays, sans aucune aide extérieure, de se développer dans la paix et d'éviter le retour de désastres comme la famine et les inondations auxquelles il était autrefois soumis comme les autres pays asiatiques ; on a eu recours avec succès à la compétence des descendants des anciennes classes dirigeantes, ce qui paraît avoir permis de maintenir le niveau universitaire et professionnel, malgré les désordres de la révolution culturelle ²⁸⁷ . [²⁸⁸ Certains traits totalitaires de la politique étrangère chinoise, comme l'insistance à réhabiliter Staline et à dénoncer comme des déviations « révisionnistes » les efforts russes sous Khrouchtchev pour remettre en cause le

totalitarisme, le noyautage des mouvements révolutionnaires étrangers par des agents chinois et la reconstitution du Komintern sous la direction de Pékin, tout cela constituait des signes inquiétants mais paraît avoir été abandonné au cours des dernières années.] En tout cas, il a toujours été clair que la « pensée » de Mao Tsé-toung ne s'est pas développée selon les voies tracées par Staline (ou par Hitler, en l'occurrence), qu'il est profondément un révolutionnaire et non un assassin ²⁸⁹ . Tout cela semble contredire certaines inquiétudes exprimées dans ce livre (p. 618) [et justifier l'omission de la dictature chinoise dans l'examen du phénomène de domination totale.] ²⁹⁰

[Cependant, la difficulté la plus grave qui s'est développée de notre côté pour un examen sérieux de ces questions paraît sur le point de disparaître.] Car une « contre-idéologie » officielle héritée de la guerre froide, l'anticommunisme, qui tendait elle aussi à devenir [« internationale comme organisation, visant à tout embrasser dans sa perspective idéologique, et globale dans sa visée politique »], ne facilitait pas les choses en matière de théorie et de pratique politiques. Elle nous amenait à construire notre propre fiction, si bien que nous nous refusions à distinguer les différents types de dictatures communistes à parti unique, auxquels nous étions confrontés dans le monde réel, de l'authentique gouvernement totalitaire tel qu'il tend à se développer, quoique dans des formes différentes, en Chine. L'essentiel, bien sûr, n'est pas que la Chine communiste soit différente de la Russie communiste, ni que la Russie de Staline fût différente de l'Allemagne de Hitler. L'ivrognerie et l'incompétence, qui occupent une part si importante dans toute description de la Russie des années 20 et 30 et qui sont répandues aujourd'hui encore, ne jouèrent absolument aucun rôle dans l'histoire de l'Allemagne nazie. Inversement, l'innommable cruauté gratuite des camps de concentration et d'extermination allemands semble avoir été largement absente des camps russes, où les prisonniers périrent à cause de la négligence plus que de la torture. La corruption, péché originel

de l'administration russe, exista aussi pendant les dernières années du régime nazi mais, apparemment, est restée inconnue de la Chine, après la révolution. On pourrait multiplier les différences de ce genre ; elles sont hautement significatives et font partie intégrante de l'histoire nationale des pays respectifs, mais elles n'ont pas d'incidence directe sur la forme du gouvernement. Sans aucun doute, la monarchie absolue fut chose très différente en Espagne, en France, en Angleterre, en Prusse ; pourtant, elle fut partout la même forme de gouvernement. Dans notre contexte, le point décisif est que le gouvernement totalitaire diffère des dictatures et des tyrannies ; distinguer entre celui-là et celles-ci n'est nullement un point d'érudition qu'on pourrait tranquillement abandonner aux « théoriciens », car la domination totale est la seule forme de gouvernement avec laquelle la coexistence n'est pas possible. Aussi avons – nous toutes les raisons d'utiliser le mot « totalitaire » avec parcimonie et prudence.

[D'autre part, nous avons toutes les raisons d'être fort inquiets. Nous assistons maintenant en Chine à la première purge de parti à l'échelle nationale et à des menaces de massacres non voilées. Si ces menaces étaient réalisées, il se pourrait bien qu'elles créent ces mêmes conditions que nous connaissons si bien par la Russie stalinienne. Nous ne connaissons pas les causes de ce brusque développement, « dont on dit qu'il a surpris même les plus expérimentés des fonctionnaires chinois » (Max Frankel dans le *New York Times* du 26 juin 1966), nous ne savons pas s'il est le dénouement d'une lutte de succession soigneusement cachée, ou la suite des récents désastres chinois dans les relations internationales. Mais les dénonciations hystériques d'une « contre-révolution bourgeoise » qui n'existe évidemment pas, prétendument aidée et encouragée par des « révisionnistes » à l'intérieur du parti, et par des « serpents à sonnette » et des « plantes vénéneuses » parmi les intellectuels, pourraient aisément introduire ce même changement de régime qui, telle une « seconde révolution »,

abolit la dictature de Lénine pour établir le règne totalitaire de Staline. Quoi qu'il en soit, de telles observations ne sont encore que pures spéculations, et le fait demeure que la Chine est encore moins connue que la Russie ne l'était pendant sa pire période. Il serait présomptueux même d'ébaucher une analyse de sa forme de régime actuelle, ne serait-ce que parce que cette forme n'a pas encore été établie.]

Contraste saisissant avec la rareté et l'incertitude des nouvelles sources de renseignements, nous voyons depuis quinze ans proliférer les études de toutes les variétés de dictatures nouvelles, qu'elles soient totalitaires ou non. C'est, bien entendu, particulièrement vrai de l'Allemagne nazie et de la Russie soviétique. Il existe maintenant de nombreux travaux qui sont absolument indispensables à toute recherche à venir sur le sujet, et j'ai fait de mon mieux pour compléter mon ancienne bibliographie en conséquence. (La deuxième édition [en poche] ne comportait pas de bibliographie.) La seule littérature qu'à quelques exceptions près, j'aie délibérément écartée, consiste dans les nombreux Mémoires publiés par d'anciens généraux et hauts fonctionnaires nazis après la fin de la guerre. [Que ce genre d'apologétique ne brille pas par l'honnêteté, c'est bien compréhensible, et ce n'est pas ce qui nous interdit de le prendre en considération. Mais ces réminiscences manifestent à un degré stupéfiant une absence de compréhension de ce qui s'est réellement passé et du rôle que jouèrent les auteurs eux-mêmes dans le cours des événements, ce qui les prive de tout intérêt autre que psychologique. ²⁹¹]

II

En ce qui concerne les preuves, la date précoce à laquelle ce livre a été conçu et écrit n'a pas constitué un obstacle aussi grand qu'on aurait pu raisonnablement le penser, et la chose est vraie du matériel concernant les deux variétés de totalitarisme, nazie et bolchevique. C'est une des étrangetés de la littérature

sur le totalitarisme que les toutes premières tentatives des contemporains pour écrire l'« histoire » de celui – ci, qui, selon toutes les règles scientifiques, étaient destinées à s'effondrer faute de sources irréprochables et par excès d'engagement émotionnel, ont remarquablement bien résisté à l'épreuve du temps. La biographie de Hitler par Konrad Heiden et celle de Staline par Boris Souvarine, toutes deux écrites et publiées dans les années 30, sont à maints égards plus précises et à tous égards plus importantes que les biographies classiques, par Alan Bullock et Isaac Deutscher respectivement. Il y a sans doute bien des raisons à cela, mais l'une d'elles est certainement le simple fait que les documents, dans les deux cas, ont tendu à confirmer et à compléter ce que l'on avait toujours su par les transfuges haut placés et autres témoins oculaires.

Pour dire la chose un peu brutalement : nous n'avions pas besoin du discours secret de Khrouchtchev pour savoir que Staline avait commis des crimes, ou que cet homme prétendument « méfiant jusqu'à la folie » avait décidé de placer sa confiance en Hitler. Sur le dernier point, cette confiance prouve précisément que Staline n'était pas fou ; il soupçonnait à juste titre tous les gens qu'il souhaitait ou qu'il était près d'éliminer, c'est-à-dire pratiquement tout le monde aux plus hauts échelons du parti et du gouvernement ; il eut naturellement confiance en Hitler parce qu'il ne lui souhaitait pas de mal. Sur le premier point, les étonnantes révélations de Khrouchtchev, lesquelles – pour la raison évidente que son auditoire et lui-même étaient directement concernés par l'histoire véridique – dissimulaient infiniment plus qu'elles ne dévoilaient, eurent ce résultat malheureux qu'aux yeux de nombreuses personnes (parmi lesquelles, bien sûr, les spécialistes, avec leur amour professionnel des sources officielles) elles minimisèrent les crimes gigantesques du régime stalinien qui, après tout, ne consistèrent pas seulement à calomnier et à exécuter quelques centaines ou quelques milliers de grandes figures politiques et littéraires, qu'il est

toujours possible de « réhabiliter » à titre posthume, mais aussi à exterminer des millions, littéralement incalculables, de gens que personne, pas même Staline, n'aurait pu soupçonner d'activités « contre-révolutionnaires ». C'est précisément en admettant quelques crimes que Khrouchtchev dissimula la culpabilité du régime dans son ensemble, et c'est précisément contre ce camouflage et cette hypocrisie des dirigeants russes actuels – tous formés et promus sous Staline – que la jeune génération des intellectuels russes est maintenant en rébellion presque ouverte. Car ils savent tout ce qu'il y a à savoir sur « les purges massives, et la déportation et l'annihilation de peuples entiers ²⁹² ». De plus, l'explication par Khrouchtchev des crimes qu'il admettait – la méfiance maladroite de Staline – dissimulait l'aspect le plus caractéristique de la terreur totalitaire, qui veut qu'elle se déchaîne lorsque toute opposition organisée a disparu et que le dirigeant totalitaire sait qu'il n'a plus besoin d'avoir peur. C'est particulièrement vrai de l'évolution de la Russie. Staline ne commença pas ses gigantesques purges en 1928, lorsqu'il admettait : « Nous avons des ennemis intérieurs », et qu'il avait peur, non sans raison – il savait que Boukharine le comparait à Gengis Khan et se disait convaincu que la politique de Staline « conduisait le pays à la famine, à la ruine, et à un régime policier ²⁹³ », ce qui arriva effectivement – mais en 1934, quand tous les anciens opposants eurent « confessé leurs erreurs », et que lui-même, devant le XVII^e congrès du parti, qu'il appelait aussi le « congrès des vainqueurs », eut déclaré : « Le présent congrès... n'a plus rien à prouver, ni, semble-t-il, personne à combattre ²⁹⁴ . » Ni le caractère spectaculaire ni l'importance politique décisive du XX^e congrès du parti pour la Russie soviétique et le mouvement communiste en général ne font de doute. Mais cette importance est de nature politique ; les lueurs que les sources officielles de la période post-stalinienne ont jetées sur ce qui s'était passé auparavant ne devraient pas être confondues avec la lumière de la vérité.

Pour notre connaissance de l'ère stalinienne, la publication par Fainsod des archives de Smolensk, que j'ai déjà mentionnée, est restée de loin la source la plus importante, et il est regrettable que la première sélection n'ait pas encore été suivie par une publication plus étendue et systématique. À en juger par le livre de Fainsod, il y a beaucoup à apprendre sur la période où Staline lutta pour le pouvoir, au milieu des années 20 : nous savons maintenant combien la position du parti était précaire ²⁹⁵ , non seulement parce que prévalait dans le pays une atmosphère d'opposition déclarée, mais parce que le parti était pourri par la corruption et l'ivrognerie ; nous savons qu'un antisémitisme déclaré accompagnait presque toutes les demandes de libéralisation ²⁹⁶ ; que la marche vers la collectivisation et la dékoulakisation à partir de 1928 interrompit en fait la NEP, la nouvelle politique économique de Lénine, et avec elle la réconciliation naissante entre le peuple et son gouvernement ²⁹⁷ ; nous savons qu'à ces mesures résista farouchement la solidarité de la classe paysanne tout entière, qui décida : « mieux vaut ne pas voir le jour plutôt que rejoindre le kolkhoze ²⁹⁸ » et refusa de se laisser diviser en paysans riches, moyens et pauvres pour se dresser contre les koulaks ²⁹⁹ : « il y a là quelqu'un qui est pire que ces koulaks et qui ne cherche qu'à nous réduire aux abois ³⁰⁰ » ; et que la situation n'était guère meilleure dans les villes, où les travailleurs refusaient de coopérer avec les syndicats contrôlés par le parti et qualifiaient leur direction de « diables repus », « hypocrites espions », et ainsi de suite ³⁰¹ .

Fainsod souligne à juste titre que ces documents montrent clairement, non seulement un « mécontentement général et profond », mais aussi l'absence de toute « opposition suffisamment organisée » contre le régime dans son ensemble. Ce qu'il ne perçoit pas, et qui à mon avis est également démontré, c'est qu'il existait une alternative évidente à la prise du pouvoir par Staline et à la transformation de la dictature du

parti unique en domination totale : cette alternative consistait à poursuivre la NEP telle qu'elle avait été inaugurée par Lénine ³⁰² . De plus, les mesures prises par Staline avec le premier plan quinquennal de 1928, alors qu'il contrôlait presque entièrement le parti, prouvent que la transformation des classes en masses et l'élimination parallèle de toute solidarité de groupe sont la condition *sine qua non* de la domination totale.

Pour la période du règne incontesté de Staline à partir de 1929, les archives de Smolensk tendent à confirmer ce que nous savions déjà de source moins irréfutable. Cela est même vrai de quelques-unes de leurs étranges lacunes, spécialement celles qui concernent les données statistiques. Car cette absence prouve simplement qu'à cet égard comme à tous les autres, le régime stalinien était impitoyablement cohérent : tous les faits qui ne concordaient pas, ou qui étaient susceptibles de ne pas concorder, avec la fiction officielle – statistiques sur les récoltes, la criminalité, incidences véritables des activités « contre-révolutionnaires » par opposition aux complots fictifs ultérieurs – étaient traités comme si ce n'étaient pas des faits. En complète adéquation avec le mépris totalitaire pour les faits et la réalité, toutes les statistiques de ce genre, au lieu d'être rassemblées à Moscou depuis les quatre coins de l'immense territoire, étaient d'abord portées à la connaissance des localités respectives par leur publication dans la *Pravda*, les *Izvestia*, ou quelque autre organe officiel de Moscou, si bien que chaque région, chaque district de l'Union soviétique recevait ses données statistiques, officielles et fictives, absolument comme elle recevait les normes non moins fictives qui lui étaient allouées par les plans quinquennaux ³⁰³ .

J'énumérerai rapidement quelques-uns des points les plus frappants, qu'on ne pouvait auparavant que deviner, et qui sont maintenant étayés par des documents probants. Nous avons toujours soupçonné, mais nous savons aujourd'hui que le régime ne fut jamais « monolithique », mais « consciemment construit autour de fonctions qui se recoupaient, qui se

doublaient ou qui étaient parallèles », et que cette structure grotesquement amorphe tenait debout en vertu du même principe du Führer – le prétendu « culte de la personnalité » – que nous trouvons dans l'Allemagne nazie ³⁰⁴ ; que le bras séculier de ce gouvernement particulier n'était pas le parti mais la police, dont « les activités opérationnelles n'étaient pas réglées par le canal du parti ³⁰⁵ » ; que les gens entièrement innocents que le régime liquida par millions, les « ennemis objectifs » en langage bolchevique, savaient qu'ils étaient des « criminels sans crime ³⁰⁶ » ; que c'était précisément cette catégorie nouvelle (par opposition aux précédents et authentiques ennemis du régime – assassins de fonctionnaires du gouvernement, incendiaires, ou bandits) qui réagissait avec la même « passivité complète ³⁰⁷ » que nous connaissons si bien par les types de conduite des victimes de la terreur nazie. On n'a jamais douté que le « flot de dénonciations mutuelles » pendant la grande purge fût aussi désastreux pour le bien – être économique et social du pays, qu'efficace pour renforcer la position du dirigeant totalitaire, mais c'est aujourd'hui seulement que nous savons que Staline mit délibérément « en marche cette chaîne tragique de dénonciations ³⁰⁸ », lorsqu'il proclama officiellement le 29 juillet 1936 : « *La qualité inaliénable de tout Bolchevik dans les conditions présentes devrait être la faculté de reconnaître un ennemi du parti, si bien masqué soit-il* ³⁰⁹ . » (C'est nous qui soulignons.) En effet, de même que la « Solution finale » de Hitler équivalait en fait à rendre le commandement ; « Tu tueras » contraignant pour l'élite du parti nazi, de même la déclaration de Staline prescrivait : « Tu porteras de faux témoignages » comme règle de conduite pour tous les membres du parti bolchevique. Finalement, on pouvait encore croire qu'il y avait une part de vérité dans la théorie courante suivant laquelle la terreur de la fin des années 20 et des années 30 fut le « tribut de souffrance » exigé par l'industrialisation et le progrès économique ; tous les doutes sont levés par ce premier aperçu sur le véritable état des

choses et le cours des événements dans une région particulière ³¹⁰. La terreur ne produisit rien de tel. Les résultats les mieux établis de la dékoulakisa – tion, de la collectivisation et de la grande purge ne furent ni le progrès ni l'industrialisation rapide, mais la famine, le chaos dans la production alimentaire, et la dépopulation. Les conséquences en furent une crise permanente de l'agriculture, une interruption de la croissance de la population, et l'impuissance à développer et à coloniser l'hin – terland sibérien. De plus, comme les archives de Smolensk le montrent en détail, les méthodes de gouvernement de Staline réussirent à détruire entièrement la compétence et le savoir-faire technique que le pays avait acquis après la révolution d'Octobre. Et tout cela constitua effectivement le « tribut » incroyablement élevé, et pas seulement en souffrance, qu'on exigea pour ouvrir des carrières dans les bureaucraties du parti et du gouvernement à des sections de la population qui souvent n'étaient pas « illettrées du seul point de vue *politique* ³¹¹. » La vérité est que le prix du règne totalitaire fut si élevé que, ni en Allemagne ni en Russie, il n'a encore été complètement acquitté.

III

J'ai déjà mentionné le processus de détotalitarisation qui suivit la mort de Staline. En 1958, je n'étais pas encore sûre que le « dégel » fût autre chose qu'une détente provisoire, une sorte de mesure d'urgence due à la crise de succession et assez semblable à l'atténuation considérable des contrôles totalitaires pendant la Seconde Guerre mondiale. Même aujourd'hui, nous ne pouvons savoir si ce processus est définitif et irréversible, mais assurément on ne peut plus le qualifier de temporaire ou provisoire. Car, de quelque façon qu'on lise la ligne en zigzag, souvent déroutante, de la politique soviétique depuis 1953, il est indéniable que l'énorme empire policier a été liquidé, que la plupart des camps de concentration ont été fermés, qu'on n'a

pas déclenché de nouvelles purges contre les « ennemis objectifs », et que les conflits entre membres de la nouvelle « direction collégiale » sont aujourd'hui résolus par la rétrogradation et l'exil loin de Moscou plutôt que par des procès fabriqués, des confessions et des assassinats. Sans doute, les méthodes utilisées par les nouveaux dirigeants pendant les années qui suivirent la mort de Staline demeurèrent très proches du modèle établi par Staline après la mort de Lénine : à nouveau émergea un triumvirat qualifié de « direction collégiale », terme forgé par Staline en 1925, et au bout de quatre années d'intrigues et de lutte pour le pouvoir, on assista à une répétition du *coup d'État* de Staline en 1929, à savoir la prise du pouvoir par Khrouchtchev en 1957. Techniquement, le *coup d'État* de Khrouchtchev suivait de très près les méthodes de son maître défunt et décrié. Lui aussi avait besoin d'une force extérieure pour emporter le pouvoir dans la hiérarchie du parti, et il utilisa le soutien du maréchal Joukov et de l'armée exactement comme Staline avait utilisé ses relations avec la police secrète dans la lutte de succession, trente ans plus tôt ³¹² .

Dans le cas de Staline, c'est le parti, non la police, qui continua à détenir le pouvoir suprême ; de même, dans le cas de Khrouchtchev, « à la fin de 1957, le parti communiste de l'Union soviétique en était venu à occuper une position de suprématie indiscutée dans tous les aspects de la vie soviétique ³¹³ » ; car, de même que Staline n'avait jamais hésité à épurer les cadres de sa police et à liquider leur chef, de même Khrouchtchev avait poursuivi ses manœuvres en excluant Joukov du présidium et du comité central du parti, auxquels il avait été élu après le *coup d'État**, et en lui ôtant le poste de commandant suprême de l'armée.

Assurément, lorsque Khrouchtchev demanda à Joukov de lui venir en aide, la suprématie de l'armée sur la police était en Union soviétique un fait accompli. Cela avait été une des conséquences automatiques de la dislocation de l'empire policier, dont la maîtrise sur une énorme partie des industries,

des mines et des terrains soviétiques avait été transférée au groupe des administrateurs, lesquels s'étaient soudain vus débarrassés de leur rival économique le plus sérieux. La suprématie automatique de l'armée fut encore plus décisive : celle-ci avait maintenant le monopole évident des instruments de violence avec lesquels trancher les conflits internes du parti. Preuve de l'astuce de Khrouchtchev, il perçut les conséquences de ce qu'ils avaient sans doute accompli ensemble, plus vite que ses collègues. Mais, quels que fussent les mobiles de Khrouchtchev, les conséquences du transfert du pouvoir de la police aux militaires furent considérables. Certes, la suprématie de la police secrète sur l'appareil militaire est caractéristique de nombreuses tyrannies, non du seul régime totalitaire ; pourtant, dans ce dernier cas, la prépondérance de la police ne répond pas seulement au besoin de supprimer la population nationale, mais s'accorde avec la prétention idéologique à la domination planétaire. Car il est évident que ceux qui considèrent la terre entière comme leur territoire futur vont mettre l'accent sur l'organe de la violence intérieure et gouverner le territoire conquis avec des méthodes et du personnel policiers plutôt qu'avec l'armée. Ainsi les nazis utilisèrent-ils leurs troupes SS, qui étaient essentiellement une force de police, pour administrer et même conquérir des territoires étrangers, avec l'objectif ultime d'amalgamer l'armée et la police sous la direction des SS.

D'ailleurs, la signification de ce nouvel équilibre du pouvoir avait déjà été manifeste lors de la suppression par la force de la révolution hongroise. L'écrasement sanglant de la révolution, pour terrible et efficace qu'il fût, avait été accompli par des unités de l'armée régulière et non par des forces de police, si bien qu'il ne représenta nullement une solution typiquement stalinienne. Bien que l'opération militaire fût suivie par l'exécution des dirigeants et par des milliers d'emprisonnements, il n'y eut pas de déportations massives ; en fait, on n'essaya pas de dépeupler le pays. Et puisqu'il s'agissait d'une

opération militaire et non de police, les Soviétiques purent se permettre d'envoyer au pays vaincu une aide suffisante pour prévenir la famine et pour empêcher un effondrement complet de l'économie pendant l'année qui suivit la révolution. Rien n'aurait été plus étranger aux préoccupations de Staline dans des circonstances comparables.

Le signe le plus clair que l'Union soviétique ne peut plus être qualifiée de totalitaire au sens strict du mot est, bien sûr, la renaissance étonnamment rapide et riche des arts pendant la dernière décennie. Certes, les efforts en vue de réhabiliter Staline et de faire taire l'aspiration à la liberté de parole et de pensée, de plus en plus déclarée parmi les étudiants, les écrivains et les artistes, ces efforts réapparaissent de temps à autre, mais aucun d'eux n'a eu beaucoup de succès ou ne saurait en avoir sans le rétablissement intégral de la terreur et du régime policier. Sans doute, on refuse aux Soviétiques toutes les formes de liberté politique, non seulement la liberté d'association, mais aussi la liberté de pensée, d'opinion et d'expression. Il semble que rien n'ait changé, alors qu'en fait tout a changé. À la mort de Staline, les tiroirs des écrivains et des artistes étaient vides ; aujourd'hui, il existe toute une littérature qui circule sous forme manuscrite, et toute sorte de peinture moderne s'élabore dans les ateliers des peintres et se diffuse bien qu'elle ne soit pas exposée. Il ne s'agit pas ici de minimiser la différence entre une censure tyrannique et la liberté de la culture, mais simplement de souligner que la différence entre une littérature clandestine et l'absence de littérature équivaut à la différence entre un et zéro.

De plus, le fait même que des membres de l'opposition intellectuelle puissent avoir un procès (quoique à huis clos), puissent se faire entendre dans l'enceinte du tribunal et compter sur un soutien extérieur, ne rien confesser mais au contraire plaider non coupable, démontre que nous n'avons plus affaire à la domination totale. Ce qui est arrivé à Siniavski et Daniel, les deux écrivains qui, en janvier 1966, furent jugés

pour avoir publié à l'étranger des œuvres qu'ils n'auraient pu publier en Union soviétique, et qui furent condamnés respectivement à sept et cinq ans de travaux forcés, est certainement scandaleux selon tous les critères de la justice dans un régime constitutionnel ; mais ce qu'ils avaient à dire fut entendu dans le monde entier et n'est pas près d'être oublié. Ils n'ont pas disparu dans les oubliettes que les dirigeants totalitaires réservent à leurs opposants. Fait moins connu mais peut-être encore plus convaincant, la propre tentative très ambitieuse de Khrouchtchev de renverser le processus de détotalitarisation se solda par un échec complet. En 1957, il introduisit une nouvelle « loi contre les parasites sociaux », qui aurait permis au régime de réintroduire les déportations de masse, de rétablir une sorte de travail forcé sur une grande échelle, et – ce qui est capital pour la domination totale – de libérer un nouveau flot de dénonciations massives ; car les « parasites » étaient supposés être sélectionnés par les gens eux-mêmes lors de meetings de masse. La « loi », cependant, rencontra l'opposition des juristes soviétiques et fut abandonnée avant même de recevoir un début d'application ³¹⁴. En d'autres termes, le peuple de l'Union soviétique est sorti du cauchemar du règne totalitaire pour connaître les rigueurs, les dangers et les injustices multiples de la dictature du parti unique ; et s'il est entièrement vrai que cette forme moderne de tyrannie n'offre aucune des garanties du gouvernement constitutionnel, que « même en acceptant les présupposés de l'idéologie communiste, tout pouvoir en URSS est illégitime en dernière analyse ³¹⁵ », et que d'un jour à l'autre le pays peut donc retomber dans le totalitarisme sans bouleversements majeurs, il est également vrai que la plus horrible de toutes les nouvelles formes de régime, dont j'ai entrepris d'analyser les éléments et les origines historiques, n'a pas moins connu sa fin en Russie avec la mort de Staline, qu'en Allemagne avec la mort de Hitler. Ce livre traite du totalitarisme, de ses origines et des éléments qui le constituent, tandis que ses suites en Allemagne

ou en Russie ne nous intéressent que dans la mesure où elles sont susceptibles d'éclairer ce qui les a précédées. Aussi n'est-ce pas la période qui suit la mort de Staline, mais plutôt son règne de l'après-guerre, qui importe dans notre contexte. Et ces huit années, de 1945 à 1953, confirment et développent, elles ne contredisent ni ne modifient ce qui était manifeste depuis le milieu des années 30. Les événements qui suivirent la victoire, les mesures qui furent prises pour réaffirmer la domination totale après la détente provisoire de la guerre, en Union soviétique, comme celles qui introduisirent le règne totalitaire dans les pays satellites, étaient toutes en accord avec les règles du jeu telles que nous avons appris à les connaître. La bolchevisation des satellites commença par une tactique de front populaire et une façade de système parlementaire, et passa rapidement à l'établissement avoué de dictatures du parti unique qui liquidèrent les dirigeants et les membres des partis tolérés auparavant. La dernière phase vit les dirigeants communistes nationaux, dont Moscou se défiait à tort ou à raison, brutalement chargés, humiliés dans des procès-spectacles, torturés et tués, sous la férule des éléments les plus corrompus et les plus méprisables du parti, à savoir ceux qui étaient d'abord, non des communistes, mais des agents de Moscou. On aurait dit que Moscou réitérait en grande hâte toutes les étapes de la révolution d'Octobre, jusqu'à la naissance de la dictature totalitaire. Tout en étant indiciblement horrible, cette histoire est donc sans grand intérêt propre et ne varie guère : ce qui s'est passé dans un pays satellite se passait presque au même moment dans tous les autres, de la Baltique à l'Adriatique. Le cours des événements fut différent dans les régions qui ne faisaient pas partie du système des satellites. Les États baltes furent directement incorporés à l'Union soviétique et leur sort fut bien pire que celui des satellites : plus de 500000 personnes furent déportées de ces trois petits pays, et un « énorme afflux de colons russes » commença à menacer les populations autochtones de devenir minoritaires dans leur propre pays ³¹⁶ .

À l'inverse, c'est aujourd'hui seulement, depuis l'érection du mur de Berlin, qu'on commence à incorporer lentement l'Allemagne de l'Est dans le système des satellites : jusqu'à présent, on l'avait plutôt traitée comme un territoire occupé avec un gouvernement Quisling.

Dans notre contexte, les développements internes de l'Union soviétique, spécialement après 1948 – année de la mort mystérieuse de Jdanov et de l'« affaire de Leningrad » – ont plus d'importance. Pour la première fois depuis la grande purge, Staline fit exécuter un grand nombre de hauts et très hauts fonctionnaires, et nous savons avec certitude que ces exécutions devaient donner le signal d'une nouvelle purge à l'échelle nationale. Celle-ci aurait été déclenchée par le « complot des blouses blanches » si n'était intervenue la mort de Staline. Un groupe de médecins, en majorité juifs, était accusé d'avoir comploté « pour supprimer les cadres dirigeants de l'URSS ³¹⁷ ». Tout ce qui se passa en Russie entre 1948 et janvier 1953, lorsqu'on « découvrit » le « complot des blouses blanches », ressemblait de façon frappante et sinistre aux préparatifs de la grande purge pendant les années 30 : la mort de Jdanov et la purge de Leningrad correspondaient à la mort non moins mystérieuse de Kirov en 1934, laquelle fut immédiatement suivie d'une sorte de purge préparatoire « de tout ce qu'il restait d'anciens opposants dans le parti ³¹⁸ ». De plus, le contenu même de l'absurde accusation formulée contre les médecins, qu'ils voulaient assassiner tous les dirigeants du pays, dut remplir de pressentiments funestes tous ceux qui connaissaient la méthode de Staline : accuser un ennemi fictif d'un crime que lui-même était sur le point de commettre. (L'exemple le plus célèbre est bien sûr celui de Toukhatchevski accusé de conspirer avec l'Allemagne, au moment précis où Staline songeait à une alliance avec les nazis.) Il est évident qu'en 1952, l'entourage de Staline était plus au courant du sens réel de ses paroles qu'il n'avait pu l'être dans les années 30, et le libellé même de l'accusation dut répandre la panique parmi

tous les hauts fonctionnaires du régime. Peut-être cette panique est-elle l'explication la plus plausible de la mort de Staline, des circonstances mystérieuses qui l'entourèrent, et de la rapidité avec laquelle on serra les rangs aux plus hauts échelons d'un parti notoirement perclus de luttes et d'intrigues, aux premiers mois de la crise de succession. Si peu que nous sachions sur les détails de cette histoire, nous en savons plus qu'assez pour étayer ma conviction première que les « opérations de sabotage » telles que la grande purge ne furent pas des épisodes isolés, ni des excès du régime provoqués par des circonstances extraordinaires, mais qu'elles constituaient une institution de terreur et devaient reparaître à intervalles réguliers – à moins, bien entendu, que ne changeât la nature même du régime.

Le nouvel élément le plus dramatique de cette dernière purge, planifiée par Staline durant les dernières années de sa vie, fut un tournant idéologique décisif, l'introduction d'une conspiration juive mondiale. Depuis des années, le terrain avait été soigneusement préparé par différents procès dans les pays satellites : le procès Rajk en Hongrie, l'affaire Ana Pauker en Roumanie, et, en 1952, le procès Slansky en Tchécoslovaquie. Ces mesures préparatoires distinguèrent de hauts fonctionnaires du parti en raison de leurs « origines juives bourgeoises », et les accusèrent de sionisme ; l'accusation se transforma progressivement jusqu'à impliquer des organismes qui n'avaient notoirement rien de sioniste (spécialement l'American Jewish Joint Distribution Committee), ceci afin d'indiquer que tous les Juifs étaient sionistes et que toutes les organisations sionistes étaient « à la solde de l'impérialisme américain ³¹⁹ ». Le « crime » de sionisme n'était bien sûr pas nouveau, mais, comme les attaques commençaient à se concentrer sur les Juifs de l'Union soviétique, un autre changement significatif eut lieu : les Juifs se voyaient maintenant accusés de « cosmopolitisme » plutôt que de sionisme, et les accusations qui se développèrent à partir de ce slogan suivirent d'encore

plus près le schéma nazi d'une conspiration juive mondiale, au sens des Sages de Sion. On vit alors avec une surprenante clarté quelle impression profonde ce dogme de l'idéologie nazie devait avoir exercée sur Staline – les premières indications de cette influence étant apparues après le pacte Hitler-Staline. Cela s'explique d'abord par la valeur évidente d'une telle propagande en Russie comme dans tous les pays satellites, où les sentiments antijuifs étaient largement répandus et où la propagande antijuive avait toujours joui d'une grande popularité. En outre, ce type de conspiration mondiale fictive fournissait aux ambitions totalitaires une toile de fond plus appropriée idéologiquement que Wall Street, le capitalisme et l'impérialisme. L'adoption ouverte et sans vergogne de ce qui était devenu aux yeux du monde entier le signe le plus évident du nazisme fut le dernier hommage que rendit Staline à son défunt collègue et rival en domination totale, avec lequel, à son grand dam, il n'avait pu parvenir à un accord durable.

Staline, comme Hitler, mourut au beau milieu d'une horrible tâche inachevée. Et quand survint cette mort, l'histoire que ce livre raconte, les événements qu'il essaie de comprendre et d'expliquer de l'intérieur, connurent une fin au moins provisoire.

HANNAH ARENDT *Juin 1966-novembre 1971*

PREMIÈRE PARTIE

L'ANTISÉMITISME

*... c'est un fameux siècle, celui qui a
commencé par la Révolution et qui finit par 1'Affaire !...
... On l'appellera peut-être : le siècle de la camelote !*

Roger Martin du Gard,
Jean Barois (1913), p. 372.

CHAPITRE PREMIER

L'ANTISÉMITISME, INSULTE AU SENS COMMUN

Nombreux sont ceux qui pensent encore que c'est par accident que l'idéologie nazie s'est cristallisée autour de l'antisémitisme et que la politique nazie s'est fixée pour but, délibérément et implacablement, la persécution puis l'extermination des Juifs. Seuls l'horreur de la catastrophe finale, et plus encore le sort des survivants, déracinés et sans patrie, ont donné à la « question juive » la place essentielle qu'elle a occupée dans notre vie politique quotidienne. Ce que les nazis eux – mêmes revendiquaient comme leur découverte majeure – à savoir le rôle du peuple juif dans la politique mondiale –, et leur but principal – la persécution des Juifs dans le monde entier –, l'opinion publique l'a considéré comme un moyen pour gagner les masses, ou un intéressant artifice démagogique.

Il est assez facile de comprendre pourquoi on n'est pas parvenu à prendre au sérieux ce que les nazis eux-mêmes proclamaient. C'est l'un des faits les plus irritants et les plus déconcertants de l'histoire contemporaine que, parmi tous les grands problèmes politiques restés sans solution à notre époque, ce soit le problème juif, apparemment limité et de peu d'importance, qui ait eu l'honneur douteux de déclencher la machine infernale. Une telle disproportion entre la cause et l'effet offense le sens commun, sans même parler du sens de l'équilibre et de l'harmonie propre à l'historien. Confrontées aux faits, toutes les interprétations de l'antisémitisme semblent avoir été improvisées à la hâte et de manière hasardeuse, pour donner à tout prix une réponse à un problème qui menace si gravement notre sens de la mesure et notre désir d'être sains d'esprit.

Une de ces interprétations hâtives a consisté à identifier l'antisémitisme avec un nationalisme latent et avec ses manifestations, qui se sont traduites par des explosions de xénophobie. Les faits montrent malheureusement que l'antisémitisme moderne prit de l'ampleur à mesure que le nationalisme traditionnel déclinait ; son apogée coïncida exactement avec l'effondrement du système européen des États-nations et la rupture de l'équilibre précaire des puissances qui en résultait.

On a déjà noté que les nazis n'étaient pas simplement des nationalistes. Leur propagande nationaliste était destinée à leurs compagnons de route, et non pas aux adhérents convaincus ; à ceux-ci, le parti rappelait sans cesse sa conception logiquement supranationale de la politique. Le « nationalisme » nazi a plus d'un aspect en commun avec la récente propagande nationaliste en Union soviétique, qui ne sert aussi qu'à nourrir les préjugés des masses. Les nazis éprouvaient un mépris authentique, et qui ne se démentit jamais, pour l'étroitesse du nationalisme et le provincialisme de l'État-nation ; ils répétèrent sans cesse que leur « mouvement », de dimension internationale comme le mouvement bolchevique, était pour eux plus important qu'un État, quel qu'il soit, nécessairement lié à un territoire donné. Outre les nazis eux-mêmes, cinquante ans d'histoire de l'antisémitisme témoignent contre l'identification de l'antisémitisme avec le nationalisme. Dans les dernières décennies du xix^e siècle, les premiers partis antisémites furent aussi les premiers à nouer entre eux des relations internationales. Dès le début, ils tinrent des congrès internationaux et se soucièrent de coordonner leurs activités au niveau international ou tout au moins européen.

On ne peut pas expliquer de manière satisfaisante par une seule raison ou une seule cause des tendances générales, telle la coïncidence du déclin de l'État-nation avec le développement de l'antisémitisme. L'historien a affaire, dans la plupart de ces cas, à une situation historique très complexe, où il peut à volonté

isoler un facteur – d'où son sentiment d'être désorienté – pour en faire l'« esprit du temps ». Il existe pourtant quelques règles générales utiles. Dans le cas qui nous occupe, il y a la grande découverte de Tocqueville (dans *UAncien Régime et la Révolution*, livre II, chapitre i) : étudiant les causes de la haine violente des masses françaises pour l'aristocratie au moment où éclate la Révolution, une haine qui fit dire à Burke que la Révolution était davantage dirigée contre la « condition de gentilhomme » que contre l'institution monarchique, Tocqueville montre que le peuple français haïssait les aristocrates près de perdre leur pouvoir plus qu'il ne les avait jamais haïs auparavant, précisément parce que la perte rapide de leur pouvoir ne s'accompagnait pas d'un déclin équivalent de leur fortune. Aussi longtemps que l'aristocratie détint de grands pouvoirs en matière de juridiction, elle fut non seulement tolérée, mais respectée. Quand les nobles perdirent leurs privilèges, et en particulier le privilège d'exploiter et d'opprimer, le peuple vit en eux des parasites, sans aucune fonction réelle dans le gouvernement du pays. En d'autres termes, l'oppression et l'exploitation ne sont jamais en tant que telles le véritable motif du ressentiment ; la richesse sans fonction apparente est beaucoup plus intolérable parce que personne ne comprend pourquoi on devrait la tolérer.

De la même façon, l'antisémitisme atteignit son point culminant au moment où les Juifs avaient perdu leurs fonctions publiques et leur influence, et ne conservaient plus que leur richesse. Lorsque Hitler accéda au pouvoir, les Juifs avaient perdu presque tous les postes clés qu'ils avaient détenus pendant plus de cent ans dans les banques allemandes, qui étaient déjà presque toutes « *judenrein* ³²⁰ ». La communauté juive allemande dans son ensemble, après une longue et constante progression en nombre et en importance sociale, déclinait si rapidement que les statisticiens prévoyaient sa disparition dans quelques décennies. Les statistiques, il est vrai, n'indiquent pas toujours les véritables processus historiques ;

on peut cependant remarquer que, pour le statisticien, les persécutions et l'extermination nazies pouvaient apparaître comme une accélération absurde d'un processus qui se serait, de toute façon, probablement accompli.

Il en va de même pour presque tous les pays d'Europe occidentale. L'affaire Dreyfus explosa non pas sous le Second Empire, au moment où les Juifs français étaient à l'apogée de leur prospérité et de leur influence, mais sous la III^e République, alors que les Juifs avaient presque disparu des postes importants, bien qu'ils eussent encore un rôle sur la scène politique. L'antisémitisme autrichien ne donna pas libre cours à sa violence sous le règne de Metternich et de François – Joseph, mais sous la République autrichienne après-guerre, alors qu'il était évident que la disparition de la monarchie des Habsbourg avait ôté aux Juifs, plus qu'à tout autre groupe, influence et prestige.

La persécution de groupes sans pouvoir, ou en train de perdre leur pouvoir, n'est sans doute pas un spectacle agréable à contempler, mais la bassesse humaine n'est pas ici seule en cause. Si les hommes obéissent au pouvoir réel ou le tolèrent et si, en revanche, ils haïssent les personnes qui possèdent la richesse sans le pouvoir, c'est qu'il existe un instinct rationnel qui permet de pressentir que le pouvoir occupe une certaine fonction et possède une utilité générale. Même l'exploitation et l'oppression servent à faire fonctionner la société et à y établir un certain ordre. Mais la richesse sans pouvoir et une réserve hautaine sans influence politique sont ressenties comme des privilèges de parasites, inutiles et intolérables, parce qu'alors les relations qui lient les hommes entre eux n'existent plus. À la richesse qui n'exploite pas fait défaut le lien qui, d'une certaine façon, unit l'exploiteur et l'exploité ; la réserve hautaine qui ne s'accompagne pas d'une politique donnée suppose que l'opresseur n'éprouve même pas un minimum d'intérêt pour ceux qu'il opprime.

Le déclin général des Juifs en Europe occidentale et centrale n'est cependant que l'ambiance générale dans laquelle les événements qui suivent ont pris place. Ce déclin, à lui seul, n'explique pas plus les faits que la simple perte de pouvoir de l'aristocratie n'explique la Révolution française. Il faut simplement être conscient de ces lois générales pour réfuter les arguments du sens commun qui nous poussent à croire qu'une haine violente ou une révolte soudaine sont toujours une réaction contre un pouvoir immense et des abus manifestes, et que, par conséquent, la haine déchaînée systématiquement contre les Juifs est forcément une réaction contre leur influence et leur puissance.

Autre erreur du sens commun, et plus grave, dans la mesure où elle séduit plus facilement des hommes plus éclairés : parce que les Juifs étaient un groupe dépourvu de tout pouvoir, pris dans les conflits généralisés et insolubles de leur temps, on pouvait rejeter la faute sur eux et les faire apparaître finalement comme les responsables occultes de tous les maux. La meilleure illustration – et la meilleure réfutation – de cet argument, cher au cœur de bien des libéraux, est une histoire drôle que l'on racontait après la Première Guerre mondiale. Un antisémite prétend que les Juifs sont à l'origine de la guerre. Quelqu'un lui répond : « Oui, les Juifs et les cyclistes. – Pourquoi les cyclistes ? demande le premier. – Pourquoi les Juifs ? » demande l'autre.

Cette théorie qui présente les Juifs comme d'éternels boucs émissaires implique que le bouc émissaire aurait pu être tout aussi bien n'importe qui d'autre. Elle suppose l'innocence parfaite de la victime, une innocence telle que non seulement la victime n'a causé aucun tort mais encore qu'elle n'a rien fait qui ait le moindre rapport avec le problème en jeu. La théorie du bouc émissaire, sous sa forme absolument arbitraire, n'apparaît, il est vrai, dans aucun ouvrage. Mais lorsque ceux qui y adhèrent essaient péniblement d'expliquer pourquoi un bouc émissaire déterminé était particulièrement désigné pour

ce rôle, ils démontrent qu'ils ont renoncé à la théorie pour se livrer à la recherche historique habituelle, où l'on ne découvre jamais rien, si ce n'est que l'histoire est faite par des groupes multiples et que, pour certaines raisons, un certain groupe a été distingué pour tenir un certain rôle. Le soi-disant bouc émissaire cesse nécessairement d'être l'innocente victime que le monde charge de tous ses péchés afin d'échapper au châtiment ; il devient un groupe parmi d'autres groupes, et tous ont leur part dans les affaires de ce monde. Et ce groupe-là, en devenant la victime de l'injustice et de la cruauté du monde, ne cesse pas pour autant d'être tenu pour coresponsable.

Récemment encore, le manque de logique interne de la théorie du bouc émissaire suffisait à la discréditer comme l'une des nombreuses théories dont la raison d'être est la fuite devant les vrais problèmes. Mais l'emploi de plus en plus fréquent de la terreur comme instrument de gouvernement a rendu cette théorie plus plausible que jamais auparavant.

Une différence fondamentale entre les dictatures modernes et toutes les autres tyrannies d'autrefois est que la terreur ne sert plus à exterminer et à épouvanter les adversaires, mais à gouverner des masses parfaitement dociles. La terreur telle que nous la connaissons aujourd'hui frappe sans qu'il y ait eu auparavant provocation, et ses victimes sont innocentes, même du point de vue de l'oppresseur. Ce fut le cas dans l'Allemagne nazie, où la terreur fut pleinement employée contre les Juifs, c'est-à-dire contre des personnes qui avaient en commun certaines caractéristiques indépendantes de leur comportement spécifique. En Russie soviétique, la situation est moins claire, mais les faits sont malheureusement trop évidents. D'une part, le bolchevisme, à la différence du nazisme, n'a jamais professé la théorie de la terreur contre des innocents ; si l'on considère certaines pratiques, on peut y voir de l'hypocrisie, mais il n'en demeure pas moins que la différence est grande. D'autre part, sur un point au moins, la pratique est plus « évoluée » en Russie soviétique qu'en Allemagne : l'arbitraire de la terreur ne tient

même pas compte de différenciations raciales, tandis que les anciennes catégories de classe ont disparu depuis longtemps, si bien que n'importe qui peut tout à coup devenir la victime de la terreur policière. Nous n'examinerons pas ici la conséquence extrême du gouvernement par la terreur, à savoir que personne, pas même les bourreaux, n'est jamais à l'abri de la peur ; ce qui nous occupe, c'est l'arbitraire dans le choix des victimes ; il est fondamental qu'elles soient objectivement innocentes et qu'elles soient choisies indépendamment de ce qu'elles peuvent avoir ou n'avoir pas fait.

Cela peut sembler à première vue une confirmation tardive de la vieille théorie du bouc émissaire, et il est vrai que la victime de la terreur moderne présente toutes les caractéristiques du bouc émissaire : elle est objectivement et absolument innocente, puisque rien de ce qu'elle a fait ou n'a pas fait n'a d'importance, ni la moindre relation avec le sort qui la frappe.

Il est donc tentant de revenir à une explication qui décharge automatiquement la victime de toute responsabilité : elle semble convenir parfaitement à une réalité où ce qui frappe le plus est la totale innocence de l'individu pris dans l'engrenage de l'horreur, et sa totale impuissance à modifier son propre sort. Mais ce n'est que dans la dernière phase de son développement que la terreur devient une simple forme de gouvernement. Pour établir un régime totalitaire, il faut présenter la terreur comme l'instrument qui va servir à mettre en pratique une certaine idéologie ; et ce n'est que lorsque cette idéologie est adoptée par le grand nombre, voire la majorité, que la terreur peut devenir permanente. Pour l'historien, le fait important est que les Juifs, avant de devenir les principales victimes de la terreur moderne, se trouvèrent au centre de l'idéologie nazie. Or, une idéologie qui a besoin de persuader et de mobiliser les gens ne peut pas choisir sa victime arbitrairement. En d'autres termes, si tant de gens croient authentique un faux aussi flagrant que les *Protocoles des Sages de Sion*, au point que ce

document peut devenir le texte de base de tout un mouvement politique, la tâche de l'historien n'est plus de découvrir l'imposture. Ce n'est pas non plus d'inventer des explications qui dissimulent le fait historique et politique essentiel : on a cru à ce faux. Ce fait est plus important que la circonstance (historiquement parlant, secondaire) qu'il s'agit d'un faux.

La théorie du bouc émissaire reste donc l'une des principales tentatives d'éluder l'importance de l'antisémitisme et la signification du fait que les Juifs ont été placés au centre de la tourmente. La doctrine inverse, qui postule l'existence d'un « éternel antisémitisme », est également très répandue ; d'après elle, la haine des Juifs est une réaction normale et naturelle, à laquelle l'histoire donne plus ou moins d'occasions de se manifester. Les explosions d'antisémitisme n'ont pas besoin d'explication spéciale puisqu'elles ne sont que des conséquences naturelles d'un problème éternel. Rien d'étonnant à ce que cette doctrine ait été adoptée par des antisémites professionnels ; c'est le meilleur des alibis pour toutes les horreurs. S'il est vrai que, pendant plus de deux mille ans, l'humanité a mis une grande insistance à tuer des Juifs, alors le meurtre de Juifs est une occupation normale, voire humaine, et la haine des Juifs se justifie sans avoir besoin d'aucune explication.

L'aspect le plus surprenant de cette explication, à savoir l'idée d'un éternel antisémitisme, est qu'elle a été adoptée par un grand nombre d'historiens impartiaux, et par un nombre encore plus grand de Juifs. C'est cette curieuse coïncidence qui rend la théorie si dangereuse et propre à entraîner la confusion. Dans l'un et l'autre cas, on trouve à la base le même désir de fuite devant la réalité : de même que les antisémites tentent, et c'est bien normal, de fuir la responsabilité des actes qu'ils ont commis, de même les Juifs, attaqués et sur la défensive, ne souhaitent pas, et c'est encore plus normal, discuter leur part de responsabilité. Dans le cas des Juifs adeptes de cette théorie, et souvent chez les chrétiens, cette tentative de fuite

devant le problème, constatée chez les apologistes officiels, se fonde sur des motifs plus importants et moins rationnels.

La naissance et la croissance de l'antisémitisme moderne se sont accompagnées d'un phénomène auquel elles étaient directement liées : l'assimilation des Juifs, la laïcisation et le dépérissement des anciennes valeurs religieuses et spirituelles du judaïsme. Ce qui s'est passé, en fait, c'est qu'une grande partie du peuple juif s'est trouvée en même temps menacée, de l'extérieur d'extinction physique, et de l'intérieur de désintégration. Dans de telles conditions, les Juifs, préoccupés de la survie de leur peuple, en vinrent à penser qu'après tout l'antisémitisme était peut-être un excellent moyen de maintenir l'unité du peuple juif ; c'était une curieuse erreur d'interprétation, de dernier recours, mais une idée dans l'immédiat consolante, puisqu'il semblait que ce soi – disant antisémitisme éternel garantissait au peuple juif une existence éternelle. Cette superstition, travesti laïque de l'idée d'éternité contenue dans la croyance à l'élection et à l'espoir messianique, a été renforcée par le fait qu'au cours des siècles, l'hostilité chrétienne qu'ont rencontrée les Juifs a puissamment concouru, en fait, à leur conservation spirituelle et politique. Les Juifs virent à tort dans l'antisémitisme moderne antichrétien l'antique haine des Juifs d'origine religieuse. L'erreur était d'autant plus compréhensible que leur assimilation s'était faite en marge du christianisme du point de vue culturel et religieux. Face à un évident symptôme de déclin du christianisme, ils pouvaient, en toute innocence, croire assister à une sorte de retour aux « siècles obscurs ». Ils connaissaient mal ou comprenaient mal leur passé ; c'est pourquoi ils sous-estimèrent les dangers réels et sans précédent qui les guettaient. Mais il faut aussi se rappeler que son histoire a mal préparé le peuple juif au discernement et à la capacité politiques ; c'est l'histoire d'un peuple sans gouvernement, sans pays et sans langue. L'histoire juive offre ce spectacle extraordinaire d'un peuple, unique à cet égard, qui a

commencé son histoire avec une conception précise de l'histoire, une résolution presque consciente de réaliser un projet bien défini sur cette terre, et qui, sans renoncer à cette conception, a évité toute action politique pendant deux mille ans. L'histoire politique du peuple juif s'est ainsi trouvée dépendre de facteurs imprévus et accidentels, plus encore que celle des autres nations, si bien que les Juifs sont passés d'un rôle à un autre, sans jamais assumer la responsabilité d'aucun.

En considération de la catastrophe finale qui a mené les Juifs si près de la disparition totale, la thèse d'un éternel antisémitisme est devenue plus dangereuse que jamais. Elle tend aujourd'hui à absoudre les ennemis jurés des Juifs de crimes si énormes qu'on les croyait impossibles. Loin d'être une mystérieuse garantie de la survie du peuple juif, l'antisémitisme s'est révélé contenir clairement la menace de son extermination. Pourtant, cette explication de l'antisémitisme, comme la théorie du bouc émissaire et pour des raisons analogues, a survécu au démenti infligé par la réalité. Avec des arguments différents, mais autant de persistance, elle met en lumière cette innocence parfaite, inhumaine, qui constitue la caractéristique saisissante des victimes de la terreur moderne ; elle reçoit donc, apparemment, une confirmation dans les faits. Mieux que la théorie du bouc émissaire, elle donne une réponse à l'embarrassante question : pourquoi, de tous les peuples de la terre, les Juifs ? La réponse : l'éternelle hostilité, appelle d'ailleurs d'autres questions.

Il est remarquable que les deux seules doctrines qui tentent au moins d'expliquer la signification politique du mouvement antisémite démentent toute responsabilité spécifique de la part des Juifs et refusent toute discussion du problème en termes spécifiquement historiques. En niant ainsi la portée du comportement humain, elles se rapprochent dangereusement de ces pratiques et de ces formes modernes de gouvernement qui utilisent la terreur arbitraire pour supprimer la possibilité de toute activité humaine. Dans les camps d'extermination, tout

s'est passé comme si l'on massacrait les Juifs en vertu des explications que ces doctrines donnaient de la haine dont ils étaient l'objet : le massacre n'avait rien à voir avec ce que les victimes avaient fait, ou n'avaient pas fait, rien à voir avec le vice ou la vertu. Qui plus est, les bourreaux eux-mêmes, se bornant à obéir aux ordres et fiers de leur efficacité froide, ressemblaient de façon inquiétante aux instruments « innocents » d'événements impersonnels et inhumains que la doctrine de l'éternel antisémitisme avait vus en eux.

Ces dénominateurs communs entre la théorie et la pratique ne sont pas en eux-mêmes une garantie de vérité historique, mais ils indiquent l'« opportunité » de telles opinions et expliquent qu'elles paraissent si plausibles aux yeux des foules. Elles n'intéressent l'historien que parce qu'elles font elles-mêmes partie de son histoire et parce qu'elles gênent sa recherche de la vérité. Comme n'importe lequel de ses contemporains, l'historien risque de succomber à leur puissance de persuasion. L'historien des temps modernes doit se montrer particulièrement prudent devant les idées généralement acceptées qui prétendent expliquer des courants entiers de l'histoire : le siècle dernier a produit nombre de ces idéologies qui se veulent des clés de l'histoire, et qui ne sont en fait qu'autant de tentatives désespérées de refuser toute responsabilité. Dans sa lutte célèbre contre les sophistes, Platon découvrit que leur « art universel d'enchanter l'esprit par des arguments » (*Phèdre*, 261) n'avait rien à voir avec la vérité, mais avait pour but les opinions, changeantes par leur nature même, et valides uniquement « quand un accord se fait et aussi longtemps qu'il dure » (*Théétète*, 172). Il découvrit aussi l'instabilité de la vérité dans le monde, car « c'est des opinions que procède la persuasion, mais non point de la vérité » (*Phèdre*, 260). La différence la plus frappante entre les sophistes antiques et les sophistes modernes est que les anciens se contentaient d'une victoire fugitive dans la discussion, aux dépens de la vérité, tandis que les modernes veulent une

victoire plus durable, aux dépens de la réalité. En d'autres termes, les premiers détruisaient la dignité de la pensée humaine, tandis que les seconds détruisent la dignité de l'action humaine. Dans l'Antiquité, les manipulateurs de la logique embarrassaient le philosophe, tandis que les manipulateurs de faits, à notre époque, gênent l'historien. Car l'histoire elle-même est détruite, et sa compréhension – fondée sur le fait qu'elle est l'œuvre des hommes et peut donc être comprise par eux – est en danger si les faits ne sont plus regardés comme des composants et des parcelles du monde passé et présent, mais sont utilisés à tort afin de prouver telle ou telle opinion.

Si l'on écarte les opinions, si l'on n'accepte plus la tradition sans la discuter, il ne reste à coup sûr que bien peu de chose pour nous guider à travers le labyrinthe des faits bruts. Néanmoins, ces perplexités de l'historien sont des effets très mineurs par rapport aux profonds bouleversements de notre temps, ainsi qu'à leurs conséquences sur les structures historiques de l'humanité occidentale. Le premier résultat de ces bouleversements a été de révéler toutes les composantes de notre histoire qui nous étaient restées jusqu'ici cachées. Non pas que cette crise (peut-être la plus profonde de l'histoire occidentale depuis la chute de l'Empire romain) n'ait causé que l'effondrement d'une façade ; cependant, bien des choses que l'on prenait pour des essences indestructibles il y a quelques dizaines d'années se sont révélées n'être que des façades.

La simultanéité du déclin de l'État-nation européen et de la montée des mouvements antisémites, la coïncidence de l'effondrement d'une Europe organisée en nations et de l'extermination des Juifs, qui a été préparée par la victoire de l'antisémitisme sur toutes les autres idéologies en compétition, lors de la lutte antérieure en vue de conquérir l'opinion publique grâce à l'arme de la persuasion, nous fournissent une indication sérieuse concernant l'origine de l'antisémitisme. Il faut replacer l'antisémitisme moderne dans le cadre plus général du développement de l'État-nation ; en même temps, sa

source doit être recherchée dans certains aspects de l'histoire juive et, en particulier, des fonctions occupées par les Juifs au cours des derniers siècles. Pour expliquer qu'au stade final de la désintégration, des slogans antisémites aient été le meilleur moyen de stimuler et d'organiser de grandes masses d'hommes à des fins d'expansion impérialiste et de destruction des anciennes formes de gouvernement, il faut chercher dans l'histoire des relations entre les Juifs et l'État les germes de l'hostilité entre certains groupes sociaux et les Juifs. C'est ce que nous montrerons dans le prochain chapitre.

Par ailleurs, la populace moderne toujours plus nombreuse – c'est-à-dire les *déclassés** de toutes les couches sociales – a produit des chefs qui, sans se demander si les Juifs étaient suffisamment importants pour servir à cristalliser une idéologie, n'ont cessé de voir en eux la « clé de l'histoire » et la cause principale de tous les maux ; l'histoire des relations entre les Juifs et la société doit donc nous indiquer les raisons de cette hostilité entre la populace et les Juifs. Les relations entre les Juifs et la société sont l'objet du troisième chapitre.

Le quatrième chapitre traite de l'affaire Dreyfus, sorte de répétition générale des événements de notre temps. Cette affaire sera traitée en détail. En un bref moment historique, elle révèle en effet les potentialités, normalement cachées, que contenait l'utilisation de l'antisémitisme comme arme importante de la vie politique relativement rationnelle et équilibrée du xix^e siècle.

Les trois chapitres qui suivent n'analysent que les éléments préparatoires. Leur pleine réalisation dut attendre le déclin de l'État-nation et le développement de l'impérialisme, placé au premier plan de la scène politique.

CHAPITRE II

LES JUIFS, L'ÉTAT-NATION

ET LA NAISSANCE DE L'ANTISÉMITISME

I. LES ÉQUIVOQUES DE L'ÉMANCIPATION ET LE BANQUIER D'ÉTAT JUIF

Au xix^e siècle, l'État-nation, alors à son apogée, accorda à ses résidents juifs l'égalité des droits. L'illogisme de cette abstraction est manifeste : les Juifs reçoivent alors leur citoyenneté de gouvernements qui, depuis des siècles, ne reconnaissaient la qualité de citoyens qu'aux individus possédant déjà la nationalité et faisaient de l'homogénéité de la population la caractéristique essentielle du corps politique. Cette contradiction en dissimule d'autres, plus profondes, plus anciennes et plus fatales.

Une série de décrets d'émancipation suivirent, avec lenteur et hésitation, le décret français de 1792. Mais avant ces décrets, et alors même qu'ils les proclamaient, les États-nations conservaient à l'égard des Juifs une attitude ambiguë. Avec la chute de la féodalité était né le nouveau concept révolutionnaire d'égalité, selon lequel la présence d'une « nation dans la nation » ne pouvait plus être tolérée. Il fallait abolir les restrictions aux droits des Juifs et leurs privilèges en même temps que les autres libertés et droits particuliers. Mais cet élargissement de l'égalité dépendait dans une large mesure du développement d'un appareil d'État indépendant qui, soit en tant que despotisme éclairé, soit en tant que gouvernement constitutionnel placé au-dessus de toutes les classes et de tous les partis, fût capable, dans un splendide isolement, de fonctionner, de gouverner et de représenter les intérêts de la nation dans son ensemble. À partir de la fin du xvii^e siècle, on assiste

en conséquence à une expansion sans précédent de l'activité économique de l'État et, parallèlement, de son besoin de capitaux. Parmi les populations européennes, aucun groupe n'était en mesure de fournir à l'État les capitaux nécessaires, ni de prendre une grande part au développement d'activités économiques étatiques. Les Juifs, au contraire, avaient une longue expérience du prêt et des relations avec la noblesse européenne, qui souvent les protégeait localement et les employait comme hommes d'affaires. Il était donc naturel qu'on eût recours à eux. Pour ses nouvelles activités économiques, l'État avait tout intérêt à accorder aux Juifs certains privilèges et à les traiter comme un groupe à part. L'État ne pouvait en aucun cas les laisser s'assimiler complètement à une population qui refusait de prêter à l'État, qui répugnait à prendre part à ses entreprises et à les développer, et qui se cantonnait au modèle routinier de l'entreprise capitaliste privée.

Octroyée par le système de l'État-nation en Europe au ^{xix}^e siècle, l'émancipation des Juifs a donc une double origine et un sens constamment ambigu. D'une part, elle s'inscrivait dans la structure politique et juridique d'un nouveau corps politique qui, pour fonctionner, avait besoin de l'égalité politique et juridique. Dans leur propre intérêt, les gouvernements étaient obligés d'effacer aussi vite et aussi totalement que possible les inégalités de l'ordre ancien. Mais cette émancipation résultait aussi d'une extension progressive de privilèges spécifiques des Juifs, accordés d'abord à des individus, puis étendus à un petit groupe de Juifs riches ; ce n'est que lorsque ce petit groupe ne put plus faire face aux besoins sans cesse croissants du commerce d'État que ces privilèges furent enfin étendus à l'ensemble des Juifs d'Europe occidentale et centrale ³²².

Ainsi, au même moment et dans les mêmes pays, l'émancipation signifiait à la fois l'égalité *et* les privilèges, la destruction de l'ancienne autonomie de la communauté juive *et* la conservation consciente des Juifs en tant que groupe à part dans la société, l'abolition des restrictions et des droits spéciaux

et l'extension de ces droits à un groupe d'individus de plus en plus vaste. La nouvelle société politique posait comme prémisses l'égalité de condition de tous les citoyens. Tandis que cette égalité était réalisée au moins dans la mesure où les anciennes classes dominantes avaient perdu le privilège de gouverner et les anciennes classes opprimées le droit d'être protégées, on vit en même temps apparaître la société de classes, qui divisa à nouveau les citoyens, sur le plan économique et social, aussi efficacement que l'avait fait l'ancien régime. L'égalité des conditions, au sens où les Jacobins l'avaient entendue durant la Révolution française, ne devint une réalité qu'en Amérique, tandis qu'en Europe on lui substitua immédiatement une égalité de pure forme, l'égalité devant la loi.

Cette contradiction fondamentale entre un corps politique fondé sur l'égalité devant la loi et une société fondée sur l'inégalité d'un système de classes empêcha et le développement des républiques qui existaient alors, et la formation d'une nouvelle hiérarchie politique. Les insurmontables inégalités sociales, et le fait qu'un individu, sur le continent européen, et jusqu'à la Première Guerre mondiale, appartenait à une classe quasiment par le droit de sa naissance, étaient incompatibles avec l'égalité politique. Seuls des pays possédant un retard politique, l'Allemagne par exemple, conservaient quelques traces de l'ancienne féodalité. L'aristocratie, qui commençait dans l'ensemble à se transformer en classe, y possédait un statut politique privilégié et donc, en tant que groupe, une relation particulière avec l'État. Mais ce n'était là que vestiges. Dans un système de classes parvenu à son stade de maturité, le statut de l'individu était défini par son appartenance à sa propre classe et sa relation à une autre classe, et non par sa situation personnelle dans l'État ou dans l'appareil d'État.

Seuls les Juifs faisaient exception à cette règle générale. Ils ne formaient pas une classe distincte et n'appartenaient à aucune des classes de leurs pays respectifs. Considérés comme groupe, ils n'étaient ni ouvriers, ni membres des classes

moyennes, ni propriétaires fonciers, ni paysans. Leur richesse faisait d'eux apparemment des membres de la classe moyenne, mais ils ne participaient pas à son développement capitaliste ; c'est à peine s'ils étaient présents dans le secteur industriel et lorsque, dans un passé récent, il arriva à certains Juifs européens d'être à la tête d'entreprises importantes, leur personnel fut composé d'employés et non d'ouvriers. En d'autres termes, les Juifs se définissaient socialement en tant que Juifs, et non par leur relation avec une autre classe. La protection spéciale qu'ils reçurent de la part de l'État (conservation de privilèges anciens avoués, ou décret d'émancipation dont eux seuls avaient besoin, et qu'il fallut à plusieurs reprises renforcer face à l'hostilité de la société) et les services particuliers qu'ils rendirent aux gouvernements les empêchèrent à la fois de se fondre dans un système de classes et d'accéder eux-mêmes au statut de classe distincte ³²³ . Ainsi, dans tous les cas où ils furent admis dans la société et y pénétrèrent, ils devinrent un groupe nettement défini, préservant son identité au sein de l'aristocratie ou de la bourgeoisie.

Il ne fait pas de doute que deux intérêts se rejoignaient ici. L'État – nation avait besoin que les Juifs restent un groupe distinct et ne s'intègrent pas à la société de classes ; les Juifs avaient besoin de préserver leur identité et de survivre en tant que groupe. Sans cette concordance, il est plus que probable que les efforts des gouvernements seraient restés vains. D'une part, en effet, l'État tendait à rendre tous les citoyens égaux ; d'autre part, la société tendait à faire entrer tout citoyen dans une classe. Cette double pression, qui devait normalement amener l'assimilation totale des Juifs, ne fut tenue en échec que grâce à l'intervention gouvernementale, jointe à la coopération spontanée des Juifs. La politique officielle à l'égard des Juifs n'a pas toujours été aussi cohérente et aussi déterminée qu'on pourrait le croire, à en juger par ses résultats ³²⁴ . La constance avec laquelle les Juifs ont négligé les possibilités que leur

offraient l'entreprise capitaliste ordinaire et les affaires a de quoi surprendre ³²⁵ . Néanmoins, sans les intérêts et les pratiques des gouvernements, les Juifs n'auraient sans doute pas pu conserver leur identité de groupe.

À la différence de tous les autres groupes, les Juifs se virent assigner une place et une identité par le corps politique. Mais puisque ce corps politique ne reposait pas sur un ordre social correspondant, les Juifs se trouvaient, socialement parlant, situés dans le vide. D'un point de vue social, leur inégalité n'était pas l'inégalité inhérente au système des classes ; elle tenait principalement à leur relation particulière avec l'État. Dans la société, le fait d'être né juif pouvait constituer un privilège – la protection particulière du gouvernement –, ou une tare – la privation de certains droits et de certaines possibilités, refusés aux Juifs dans le but d'empêcher leur assimilation.

Une esquisse schématique de l'ascension et du déclin simultané de l'État-nation et de la communauté juive d'Europe fait apparaître approximativement les phases suivantes :

1. Aux ^{xvn}e et ^{xvm}e siècles, les États-nations se développèrent lentement sous la tutelle des monarchies absolues. Partout, des Juifs sortirent de leur obscurité et s'élevèrent à des positions parfois brillantes, toujours influentes : ce sont les Juifs de cour, qui finançaient les transactions d'État et servaient d'hommes d'affaires aux princes. Les masses, qui vivaient sous un système plus ou moins féodal, ne furent pas plus touchées par ce phénomène que ne le furent les Juifs dans leur ensemble.
2. Après la Révolution française, qui bouleversa la situation politique dans l'ensemble du continent européen, on vit apparaître les États – nations, au sens moderne du terme. Pour leurs transactions économiques, ils avaient besoin d'un volume de capitaux et de crédit bien supérieur à ce

qu'on avait jamais demandé aux Juifs de cour de mettre à la disposition d'un prince. Pour ces nouveaux besoins des gouvernements, il fallut faire appel aux couches plus riches des populations juives d'Europe occidentale et centrale, qui confièrent leurs capitaux, à cette fin, à quelques grands banquiers juifs. Les privilèges, qu'il n'avait été nécessaire jusque-là d'accorder qu'aux seuls Juifs de cour, furent alors étendus à une large couche de Juifs riches, qui s'étaient implantés dans les principaux centres urbains et financiers au cours du xvm^e siècle. L'émancipation fut enfin accordée dans tous les États – nations pleinement évolués, et refusée dans les pays où l'arriération de la société et l'importance numérique des Juifs les avaient empêchés de s'organiser en groupe distinct ayant pour fonction économique de pourvoir aux besoins financiers du gouvernement.

3. Puisque cette relation intime entre les Juifs et le gouvernement national avait reposé sur l'indifférence de la bourgeoisie à la politique en général et aux finances de l'État en particulier, cette phase prit fin avec la montée de l'impérialisme à la fin du xix^e siècle, au moment où le capitalisme expansionniste ne pouvait plus se passer d'une aide active et d'une intervention politique de l'État. D'autre part, l'impérialisme sapait les fondements mêmes de l'État-nation et instaurait dans le concert des nations européennes l'esprit de concurrence des grandes affaires. Dès les premières décennies de cette nouvelle phase, les Juifs durent céder leur monopole des transactions d'État à des hommes d'affaires tournés vers l'expansion impérialiste ; ils perdirent de leur influence en tant que groupe, même si, individuellement, certains Juifs surent la conserver comme conseillers financiers et intermédiaires à

l'échelle européenne. Mais, à la différence des banquiers d'État du xix^e siècle, ces Juifs avaient encore moins besoin de la communauté juive, quelle que fût sa richesse, que les Juifs de cour des xvn^e et xvm^e siècles, et bien souvent ils rompirent complètement avec elle. Les communautés juives n'étaient plus organisées sur le plan financier et, même si certains Juifs, qui occupaient de hautes situations, représentaient les Juifs dans leur ensemble aux yeux des non-Juifs, cela n'était guère l'expression d'une réalité matérielle.

4. En tant que groupe, la communauté juive occidentale se désintégra en même temps que l'État-nation dans les quelques dizaines d'années qui précédèrent la Première Guerre mondiale. Le déclin rapide qui affecta l'Europe d'après-guerre trouva déjà les Juifs privés de leur ancien pouvoir, et atomisés parmi une foule d'individus aisés. À une époque impérialiste, la richesse des Juifs était devenue insignifiante ; dans une Europe qui n'avait plus le sens de l'équilibre du pouvoir entre nations ni celui de la solidarité européenne, l'élément Juif, cosmopolite et intereuropéen, devint un objet de haine universelle en raison de sa richesse inutile, et un objet de mépris parce qu'il n'avait plus aucun pouvoir.

Les gouvernements qui, les premiers, eurent besoin de revenus réguliers et de finances sûres, furent les monarchies absolues qui servirent de berceau à l'État-nation. Les princes et les rois du temps de la féodalité avaient eu besoin d'argent, eux aussi, de crédit même ; mais c'était pour des buts bien précis et seulement pour des opérations de courte durée. Même lorsqu'au xvi^e siècle les Fugger mirent leur crédit à la disposition de l'État, ils ne pensaient pas encore à instaurer un

crédit propre à l'État. Dans une première phase, les monarques absolus eurent recours à la fois à leurs anciennes méthodes de guerre et de pillage, et à la méthode nouvelle du monopole de l'impôt. Ce faisant, ils compromirent l'autorité de la noblesse et ruinèrent celle-ci, sans pour autant conjurer l'hostilité grandissante de la population.

Pendant longtemps, les monarchies absolues cherchèrent sur quelle classe de la société elles pourraient s'appuyer aussi solidement que la monarchie féodale s'était appuyée sur la noblesse. En France, depuis le ^{xv}^e siècle, une lutte incessante opposait les guildes et la monarchie, qui voulait les intégrer dans l'État. Les phénomènes les plus intéressants, dans ce domaine, sont certainement le développement du mercantilisme et les efforts de la monarchie absolue afin de s'assurer le monopole du commerce et de l'industrie nationaux. On sait le désastre et la banqueroute qui s'ensuivirent, en raison de la résistance organisée de la bourgeoisie alors en plein essor ³²⁶ .

Avant les décrets d'émancipation, chaque maison princière et chaque monarque possédaient en Europe leur Juif de cour, qui traitait les transactions financières. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, il s'agissait toujours de personnalités qui entretenaient des relations dans l'Europe tout entière, qui jouissaient d'un crédit à l'échelle européenne, mais ne formaient pas une organisation financière internationale ³²⁷ . Notons ces faits, caractéristiques de l'époque :

alors que des Juifs, en tant qu'individus, et les premières petites communautés juives prospères jouissaient d'un pouvoir plus grand qu'ils n'en auront jamais au ^{xix}^e siècle ³²⁸ , leurs privilèges et leur droit à un statut privilégié étaient l'objet de discussions ouvertes, et les autorités témoignent avec précision de l'importance des services qu'ils rendaient à l'État. Aucun doute, aucune ambiguïté ne régnaient en ce qui concerne le lien entre les services rendus et les

privilèges accordés. Des titres de noblesse furent tout naturellement conférés à certains Juifs privilégiés, en France, en Bavière, en Autriche et en Prusse, si bien que, même de l'extérieur, ils étaient davantage que simplement des hommes riches. Si les Rothschild, en revanche, eurent tant de mal à obtenir un titre du gouvernement autrichien – ils l'obtinrent en 1817 – c'est que, déjà, les temps avaient changé.

À la fin du xvm^e siècle, il était bien évident qu'aucune classe, aucun état de la société, dans aucun pays, n'avait le désir ou la possibilité de devenir la nouvelle classe dirigeante, c'est-à-dire de s'identifier au gouvernement, comme l'avait fait la noblesse des siècles durant ³²⁹. La monarchie absolue n'ayant pas réussi à trouver dans la société existante une classe capable de remplacer la noblesse, l'État-nation acheva son développement et se proclama au-dessus de toutes les classes, totalement indépendant de la société et de ses intérêts particuliers, seul et véritable représentant de la nation tout entière. D'autre part, le fossé entre l'État et la société, condition nécessaire sur laquelle reposait le corps politique, se creusa encore. C'est ce qui rendit nécessaire, et même possible, l'entrée des Juifs dans l'histoire européenne sur un pied d'égalité.

Lorsque tous ses efforts en vue de s'allier à l'une ou l'autre des classes importantes de la société eurent échoué, l'État choisit de devenir une énorme entreprise économique. Le but était purement administratif, certes, mais l'ampleur des intérêts, financiers et autres, et des coûts était telle qu'il faut bien reconnaître, à partir du xvm^e siècle, l'existence d'un secteur économique d'État. Le développement indépendant de ce secteur est dû à un conflit entre l'État et les puissances financières d'alors : la bourgeoisie choisit l'investissement privé, repoussa toute intervention de l'État, et refusa de participer financièrement à ce qui semblait être une entreprise « improductive ». Les Juifs apparurent alors comme le seul groupe disposé à financer ces débuts de l'État et à lier son sort à son développement ultérieur. Avec le crédit dont ils disposaient

et leurs relations internationales, ils se trouvaient en excellente position pour aider l'État-nation à prendre sa place parmi les plus grandes entreprises et les employeurs les plus importants de l'époque ³³⁰ .

Pour prix de ces services, et pour récompenser en même temps de tels risques, il fallait accorder de grands privilèges et transformer radicalement la condition juive. Le plus grand des privilèges était l'égalité. Lorsque les *Münzjuden* ³³¹ de Frédéric de Prusse ou les Juifs de cour de l'empereur d'Autriche se virent accorder, par des « privilèges généraux » et des « lettres patentes », le statut que devaient recevoir, un demi – siècle plus tard, tous les Juifs prussiens sous le nom d'émancipation et d'égalité des droits ; lorsque, à la fin du xvm^e siècle et à l'apogée de leur richesse, les Juifs de Berlin empêchèrent l'afflux des Juifs des provinces orientales, dans le souci de ne pas partager leur « égalité » avec des Juifs pauvres, leurs frères mais non leurs égaux ; lorsqu'en France, à l'époque de l'Assemblée nationale, les Juifs de Bordeaux et d'Avignon protestèrent violemment contre le décret accordant l'égalité des droits aux Juifs des provinces de l'Est – il devint évident que les Juifs, quant à eux, ne raisonnaient pas en termes d'égalité des droits mais de privilèges et de libertés particulières. En réalité, il n'est pas surprenant que les Juifs privilégiés, étroitement associés aux entreprises économiques de leurs gouvernements et parfaitement conscients de la nature et des conditions de leur statut social, aient répugné à voir étendre à tous les Juifs cette liberté, achetée sciemment au prix de leurs services, calculée sur cette base, et qui, en conséquence, pouvait difficilement devenir un droit pour tous ³³² .

Ce n'est qu'à la fin du xix^e siècle, avec la montée de l'impérialisme, que les classes possédantes commencèrent à réviser leur jugement initial sur l'improductivité des entreprises d'État. L'expansion impérialiste, jointe au perfectionnement des armements, monopole absolu de l'État, fit

de l'État un secteur économique particulièrement intéressant. Pour les Juifs, cela signifia, bien entendu, le déclin lent mais inexorable de leur situation privilégiée et unique.

Mais la chance des Juifs, leur ascension de l'obscurité vers une importance politique auraient été de courte durée s'ils n'avaient eu qu'une fonction économique dans les États-nations en développement. Au milieu du siècle dernier, certains États avaient assez de crédit pour fonctionner sans que les Juifs financent et garantissent les emprunts gouvernementaux ³³³. Les citoyens comprenaient de plus en plus que leur sort personnel dépendait de celui de leur pays et étaient prêts à consentir au gouvernement une plus large part du crédit nécessaire. Le fait que tous puissent souscrire des emprunts d'État devenait un symbole de l'égalité et on considérait même qu'ils étaient le plus sûr des investissements, puisque l'État, qui pouvait déclarer la guerre, était seul capable de protéger efficacement les biens des citoyens. À partir du milieu du xix^e siècle, les Juifs ne purent conserver leur position éminente que grâce au rôle nouveau qu'ils étaient en mesure d'assumer, un rôle plus important, plus décisif et plus étroitement lié au sort de l'État. Sans territoire, sans gouvernement propre, les Juifs avaient toujours constitué un élément intereuropéen ; l'État-nation avait dû protéger ce statut international car les services financiers des Juifs reposaient sur lui. Même lorsque l'utilité économique des Juifs déclina, leur position intereuropéenne resta très importante pour l'État, en cas de guerres et de conflits nationaux.

Alors que les États-nations avaient de plus en plus besoin des services que leur rendaient les Juifs, conséquence logique, quoique lente à venir, du contexte général de l'histoire européenne, l'importance nouvelle de leur rôle politique et économique sembla, aux Juifs et à leurs voisins, aussi soudaine qu'inattendue. À la fin du Moyen Âge, le prêteur juif avait perdu toute l'importance qu'il détenait précédemment. Au début du xvi^e siècle, les Juifs avaient déjà été expulsés des villes et des

centres commerciaux et relégués dans les villages et les campagnes, perdant ainsi la protection des hautes et lointaines autorités, pour un sort incertain dépendant de la petite noblesse locale ³³⁴. Au xvn^e siècle, la guerre de Trente Ans avait représenté un tournant crucial : grâce à leur dispersion, ces petits prêteurs insignifiants purent assurer l'approvisionnement des armées mercenaires des chefs de bandes dans des contrées éloignées et, avec l'aide de petits colporteurs, acheter des vivres dans des provinces entières. Mais ces guerres étaient encore à demi féodales et demeuraient plus ou moins l'affaire privée des princes ; les intérêts des autres classes n'y étaient pas engagés, les peuples n'y prenaient point part, et les Juifs n'y gagnaient apparemment pas grand-chose du point de vue de leur statut social. Cependant le nombre des Juifs de cour augmenta dans la mesure où chaque maison féodale avait désormais besoin d'avoir le sien.

Aussi longtemps que ces Juifs de cour servirent de petits seigneurs féodaux qui, en tant que membres de la noblesse, n'aspiraient nullement à représenter une quelconque autorité centralisée, leurs services allaient à un seul groupe de la société. Les biens qu'ils géraient, l'argent qu'ils prêtaient, les fournitures qu'ils achetaient, tout était la propriété privée de leur maître. Ces activités ne pouvaient donc les hausser à un rôle politique. Favorisés ou haïs, les Juifs ne pouvaient pas constituer un problème politique d'envergure.

Toutefois, lorsque la fonction du seigneur féodal se transforma et qu'il devint prince ou roi, la fonction de son Juif de cour se transforma également. Les Juifs, élément étranger, qui ne s'intéressaient que médiocrement à ces modifications de la société environnante, étaient en général les derniers à se rendre compte que leur statut social s'élevait. Ils continuaient, en ce qui les concernait, à traiter les affaires privées et leur loyalisme restait purement personnel, sans aucune implication politique. Le loyalisme signifiait l'honnêteté ; il n'impliquait pas de prendre parti dans un conflit ou de rester fidèle pour des

raisons politiques. Pourvoir aux approvisionnements, vêtir et nourrir une armée, prêter de l'argent pour recruter des mercenaires, tout cela consistait à prendre un intérêt actif aux affaires d'un associé, sans plus.

Ce type de relations entre les Juifs et l'aristocratie était le seul qui eût jamais lié un groupe juif à une autre couche de la société. Après sa disparition au début du xix^e siècle, il ne fut jamais remplacé. Il n'en resta, chez les Juifs, qu'un goût pour les titres aristocratiques (en particulier en Autriche et en France) et, chez les non-Juifs, une forme d'antisémitisme libéral qui associait les Juifs à la noblesse et dénonçait une sorte d'alliance financière dirigée contre la bourgeoisie montante. Cette argumentation, courante en Prusse et en France, resta assez plausible aussi longtemps que les Juifs ne furent pas totalement émancipés. Les privilèges des Juifs de cour présentaient en effet une ressemblance évidente avec les droits et les franchises de la noblesse ; il est également vrai que les Juifs avaient tout aussi peur que les membres de la noblesse de perdre leurs privilèges, et qu'ils utilisaient les mêmes critiques qu'eux contre l'égalité. L'argumentation devint plus plausible encore au xvm^e siècle, lorsque la plupart des Juifs privilégiés reçurent des titres mineurs, et au début du xix^e siècle, lorsque des Juifs riches, qui n'avaient plus aucun lien avec les communautés juives, cherchèrent un nouveau statut social et se mirent à imiter l'aristocratie. Mais tout cela était de peu de conséquence, d'abord parce qu'il était évident que la noblesse était à son déclin et que les Juifs, au contraire, étaient en ascension constante, ensuite parce que l'aristocratie elle-même, surtout en Prusse, fut la première classe à professer une idéologie antisémite.

Les Juifs avaient été des fournisseurs en temps de guerre et les serviteurs des rois, mais jamais ils ne s'étaient engagés eux-mêmes dans les conflits, et jamais on ne le leur avait demandé. Lorsque ces conflits devinrent des guerres nationales, les Juifs demeurèrent un élément international, important et utile

précisément parce qu'indépendant des différentes causes nationales. N'étant plus banquiers d'État ni fournisseurs (la dernière guerre financée par un Juif fut la guerre austro-prussienne de 1866, au cours de laquelle Bleichröder fournit à Bismarck les crédits refusés par le Parlement prussien), les Juifs devinrent conseillers financiers et jouèrent un rôle dans la conclusion des traités de paix et, de façon moins organisée et plus vague, assurèrent la transmission d'informations. Les derniers traités élaborés sans le concours de Juifs furent ceux du congrès de Vienne, conclus entre les puissances européennes et la France. Le rôle de Bleichröder dans les négociations entre la France et l'Allemagne, en 1871, dépassait déjà en importance l'aide qu'il avait fournie durant la guerre ³³⁵. Ses services furent plus décisifs encore vers la fin des années 1870 lorsque, grâce à ses relations avec les Rothschild, il fournit à Bismarck un moyen indirect de communication avec Benjamin Disraeli. C'est au traité de Versailles que les Juifs jouèrent, pour la dernière fois, ce rôle important de conseillers. Le dernier Juif qui joua un rôle éminent sur la scène nationale grâce à ses relations internationales avec des Juifs fut Walter Rathenau, malheureux ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar. Comme devait le dire l'un de ses collègues après sa mort, il paya de sa vie le don qu'il fit à la jeune république et à ses ministres, tous complètement inconnus sur la scène internationale, de son propre prestige dans le monde de la finance et de l'appui des Juifs du monde entier ³³⁶.

Il est assez logique que les gouvernements antisémites aient refusé d'utiliser des Juifs pour les affaires de la guerre et de la paix. Mais l'élimination des Juifs de la scène internationale eut une portée plus profonde et générale qui dépasse de beaucoup le simple antisémitisme. Parce que les Juifs avaient eu leur utilité en tant qu'élément non national, leur rôle n'avait de valeur, dans la guerre comme dans la paix, qu'aussi longtemps que chacun cherchait, pendant la guerre, à préserver

volontairement les chances de la paix, et recherchait une paix de compromis, le retour à un *modus vivendi*. Dès l'instant où l'expression « la victoire ou la mort » tint lieu d'objectif politique déterminant, et où les guerres eurent pour but déclaré l'annihilation totale de l'ennemi, le recours à l'entremise des Juifs n'eut plus de raison d'être. Cette politique signifiait de toute manière la fin de leur existence en tant que collectivité, mais leur disparition de la scène politique et même la fin d'un genre de vie spécifique à ce groupe n'auraient certainement pas entraîné nécessairement leur extermination physique. On a souvent dit que, si on le leur avait permis, les Juifs auraient adhéré au nazisme aussi facilement que leurs concitoyens allemands, comme ils adhérèrent au parti fasciste en Italie avant l'adoption de la législation raciale ; ce n'est qu'une demi-vérité. Ce n'est vrai que si l'on considère la psychologie des Juifs pris un par un, qui, bien entendu, ne différait pas beaucoup de celle des autres membres de leur environnement. C'est totalement faux d'un point de vue historique. Même sans l'antisémitisme, le nazisme portait en lui la mort du peuple juif en Europe ; y adhérer aurait été un suicide, pas nécessairement pour les individus d'origine juive, mais pour les Juifs en tant que peuple. Nous avons vu que le sort des Juifs européens au cours des derniers siècles a été déterminé par la contradiction entre deux éléments : l'égalité et les privilèges (ou, plus exactement, l'égalité accordée sous la forme d'un privilège et dans ce but). À cette première contradiction, il faut ajouter une autre : les Juifs, seule population européenne dépourvue de statut national, était aussi celle qui redoutait le plus l'effondrement soudain du système des États-nations. Une telle situation est moins paradoxale qu'il n'y paraît de prime abord. Les représentants de la nation, qu'ils fussent jacobins, de Robespierre à Clemenceau, ou chefs de gouvernements réactionnaires d'Europe centrale, de Metternich à Bismarck, avaient une préoccupation sincère en commun : l'« équilibre des puissances » en Europe. Ils s'efforçaient, bien entendu, de modifier cet équilibre en faveur de leur pays, mais ils ne

rêvèrent jamais de dominer totalement l'Europe ou d'anéantir leurs voisins. Non seulement les Juifs pouvaient être utilisés pour le maintien de cet équilibre précaire, mais ils devinrent même une sorte de symbole de l'intérêt commun des nations européennes.

Ce n'est donc pas un hasard si les défaites catastrophiques des peuples d'Europe commencèrent par la catastrophe qui frappa le peuple juif. Il était particulièrement facile de commencer à détruire le fragile équilibre européen des puissances en éliminant les Juifs, et particulièrement difficile de comprendre que cette élimination représentait bien plus qu'une manifestation exceptionnellement cruelle du nationalisme ou un réveil inopportun de « vieux préjugés ». Quand la catastrophe se produisit, on considéra que le peuple juif constituait un « cas particulier », que son histoire suivait des lois exceptionnelles, donc que son sort ne pouvait avoir de portée générale. Cette rupture de la solidarité européenne se traduisit immédiatement par une rupture de la solidarité juive dans toute l'Europe. Quand les persécutions commencèrent contre les Juifs allemands, les Juifs des autres pays d'Europe découvrirent que les Juifs allemands constituaient une exception et qu'il ne saurait y avoir de ressemblance entre leur sort et le leur. De même, la communauté juive allemande, avant de s'effondrer, éclata en factions innombrables, dont chacune se croyait protégée par des privilèges spéciaux qui devraient, espérait-elle, assurer le respect de ses droits fondamentaux : le privilège d'être un ancien combattant de la Première Guerre mondiale, le fils d'un ancien combattant, fier que son père soit tombé au champ d'honneur. C'était comme si l'on assistait à une autodestruction et à une autodissolution, sans effusion de sang, du peuple juif, précédant l'extermination de tous les individus d'origine juive, comme si le peuple juif n'avait dû son existence qu'aux autres peuples et à leur haine.

L'un des aspects les plus émouvants de l'histoire juive demeure le fait que les Juifs prirent une part active à l'histoire

européenne précisément parce qu'ils étaient un élément intereuropéen et non national, dans un monde où seules les nations existaient ou étaient sur le point de naître. Ce rôle fut plus durable et plus essentiel que leur fonction précédente de banquiers des États, et c'est là l'une des raisons matérielles du nouveau type, moderne celui-ci, de productivité juive dans le domaine des arts et des sciences. On peut voir une sorte de justice historique dans le fait que le désastre qui frappa le peuple juif coïncida avec la ruine d'un système et d'un corps politique qui, quels que fussent par ailleurs ses défauts, avait eu besoin d'un élément purement européen dont elle pouvait tolérer l'existence.

Beaucoup de traits, certainement moins favorables, de l'histoire juive des derniers siècles ne doivent pas faire oublier la grandeur de ce rôle qui ne cessa d'être européen. Les quelques auteurs européens qui ont eu conscience de cet aspect de la « question juive » n'avaient pas de sympathie particulière pour les Juifs, mais avaient simplement fait une analyse impartiale de la situation d'ensemble de l'Europe. Parmi eux, citons Diderot, le seul des philosophes français du xvm^e siècle qui ne fut pas hostile aux Juifs et qui reconnut en eux un lien utile entre les Européens de différentes nationalités ; Wilhelm von Humboldt qui, voyant les Juifs émancipés par la Révolution française, observa qu'ils allaient perdre leur universalité en devenant des Français ³³⁷ ; enfin Friedrich Nietzsche qui, dégoûté par le Reich de Bismarck, forgea le mot « bon Européen » qui lui permit d'évaluer correctement le rôle des Juifs dans l'histoire européenne, sans tomber dans le piège d'un philosémitisme facile ou d'un paternalisme soi-disant progressiste.

L'analyse qui précède a beau être exacte en ce qui concerne les manifestations extérieures du phénomène, elle ne tient pas compte du paradoxe le plus profond que recèle la singulière histoire politique des Juifs. De tous les peuples européens, les Juifs étaient les seuls à ne pas constituer un État. À ce titre, ils

étaient parfaitement disponibles pour des alliances avec des gouvernements et des États, quoi que ceux-ci représentent ; ils étaient désireux de nouer ces alliances. D'autre part, les Juifs n'avaient ni expérience ni tradition politiques. Ils étaient aussi peu conscients des tensions entre la société et l'Etat, que des risques évidents que leur faisait courir leur nouveau rôle, et des possibilités de pouvoir qui s'offraient ainsi à eux. Le peu de connaissances et de pratique qu'ils avaient de la politique leur venait d'abord de l'Empire romain, où ils avaient été en quelque sorte protégés par le soldat romain, puis du Moyen Âge, où ils avaient sollicité et reçu des autorités monarchiques et ecclésiastiques éloignées une protection contre la population et les potentats locaux. Ils avaient en quelque sorte conclu de ces expériences que l'autorité, et particulièrement l'autorité supérieure, leur était favorable, tandis que les autorités subalternes, et particulièrement les gens du peuple, étaient dangereux. Ce préjugé, qui exprimait assurément une vérité historique mais ne correspondait plus aux circonstances nouvelles, était aussi profondément enraciné chez la grande majorité des Juifs, et aussi inconsciemment partagé par eux, que les préjugés correspondants, à l'encontre des Juifs, étaient communément acceptés par les non-Juifs.

L'histoire des relations entre les Juifs et les gouvernements abonde en exemples de rapides changements d'allégeance de banquiers juifs envers des gouvernements successifs, même après des révolutions. En 1848, il fallut à peine vingt-quatre heures aux Rothschild de France pour passer du service de Louis-Philippe à celui de l'éphémère II^e République ; ils passèrent ensuite sans plus de difficultés à celui de Napoléon III puis, après la chute du Second Empire, à celui de la III^e République, quoique, dans ce dernier cas, plus lentement. En Allemagne, pareil retournement soudain et aisé est symbolisé, après la révolution de 1918, par la politique financière des Warburg, et par les ambitions politiques fluctuantes de Walter Rathenau ³³⁸.

Il y a, dans ce type de comportement, autre chose que le simple état d'esprit bourgeois, pour lequel le succès appelle toujours le succès ³³⁹. Si les Juifs avaient été des bourgeois au sens ordinaire du terme, ils auraient évalué correctement les immenses possibilités de pouvoir que leur ouvraient leurs nouvelles fonctions ou, tout au moins, ils auraient essayé de jouer ce rôle fictif d'une puissance occulte internationale, capable de faire et de défaire les gouvernements, que les antisémites leur attribuèrent de toute façon. Mais rien n'était plus éloigné de la réalité. Les Juifs, qui n'avaient pas d'expérience du pouvoir et ne s'y intéressaient pas, se bornèrent à exercer d'assez timides pressions pour des objectifs secondaires et uniquement défensifs. Les plus assimilés parmi les fils des banquiers et des hommes d'affaires juifs leur reprochèrent plus tard amèrement ce manque d'ambition. Tandis que certains, comme Disraeli, rêvèrent d'une société secrète juive à laquelle ils pourraient appartenir, et qui n'exista jamais, d'autres, mieux informés, comme Rathenau, se permirent des tirades à moitié antisémites contre les riches marchands qui ne possédaient ni pouvoir ni statut social.

Les hommes d'État et les historiens non juifs n'ont jamais bien compris cette innocence. En même temps, ce désintérêt à l'endroit du pouvoir semblait si évident aux notables ou aux auteurs juifs qu'ils n'en parlaient que pour manifester leur surprise devant les soupçons absurdes que l'on nourrissait contre eux. Dans les Mémoires d'hommes d'État du siècle dernier, on trouve des remarques de ce genre : il n'y aura pas de guerre parce que Rothschild, à Londres, à Paris ou à Vienne, n'en veut pas. Même un historien aussi prudent et aussi sûr que J. A. Hobson écrivait en 1902 : « Peut-on croire sérieusement qu'une grande guerre aurait pu être entreprise par un État européen, ou qu'un grand emprunt d'État aurait été couvert, si la maison Rothschild et ses alliés s'y étaient opposés ³⁴⁰ ? » Cette erreur de jugement est aussi amusante, dans sa manière naïve de croire que tout le monde est semblable à soi, que la ferme

conviction de Metternich, pour qui « la maison Rothschild jouait en France un rôle plus important que n'importe quel gouvernement étranger », ou la prédiction pleine d'assurance du même Metternich aux Rothschild de Vienne, peu de temps avant la révolution autrichienne de 1848 : « Si je suis jeté aux chiens, vous le serez avec moi. » La vérité est que les Rothschild avaient aussi peu de projets politiques concernant la France que les autres banquiers juifs, sans parler d'un projet précis qui aurait pu tendre, même de loin, à la guerre. Au contraire, comme les autres Juifs, ils ne s'allièrent jamais avec un gouvernement déterminé mais avec les gouvernements en place, avec l'autorité en tant que telle. Si, à ce moment et plus tard, ils montrèrent une préférence pour les gouvernements monarchiques plutôt que pour les républiques, c'est qu'ils pensaient, à juste titre, que les républiques étaient davantage fondées sur la volonté populaire, envers laquelle ils avaient une méfiance instinctive.

Les dernières années de la République de Weimar montrèrent combien les Juifs avaient confiance en l'État, et quelle était leur profonde ignorance de la situation réelle de l'Europe. Poussés par une appréhension justifiée concernant leur sort à venir, ils s'essayèrent pour une fois à la politique. Avec l'aide de quelques non-Juifs, ils fondèrent un parti de classes moyennes qu'ils appelèrent « parti de l'État » (*Staatspartei*), ce qui était déjà une contradiction dans les termes. Ils étaient si naïvement convaincus que leur « parti », qui était censé les représenter dans les luttes politiques et sociales, devait se confondre avec l'État lui-même, qu'ils ne se posèrent même pas la question des relations entre le parti et l'État. Si quelqu'un s'était soucié de prendre au sérieux ce parti de messieurs respectables et inquiets, il aurait pu uniquement en conclure que le loyalisme à tout prix n'était qu'une façade dissimulant des forces sinistres et une conjuration visant à s'emparer de l'État.

De même qu'ils n'avaient nullement conscience de la tension croissante entre l'État et la société, les Juifs furent les derniers à se rendre compte que les circonstances les avaient placés au centre du conflit. C'est pourquoi ils ne surent jamais donner son vrai sens à l'antisémitisme ou, plus exactement, ne sentirent jamais le moment où la discrimination sociale se transforma en argument politique. Depuis plus de cent ans, l'antisémitisme s'était lentement et progressivement infiltré dans presque toutes les couches sociales de presque tous les pays d'Europe, jusqu'au jour où il devint brusquement la seule question susceptible de créer une quasi-unanimité dans l'opinion. La loi de ce processus était simple : chaque classe de la société qui, à un moment ou un autre, entra en conflit avec l'État en tant que tel devenait antisémite parce que les Juifs étaient le seul groupe social qui semblât représenter l'État. Et la seule classe qui se révéla à peu près imperméable à la propagande antisémite fut la classe ouvrière qui, absorbée dans la lutte de classe et interprétant l'histoire à la lumière du marxisme, n'entra jamais en conflit direct avec l'État, mais seulement avec une autre classe sociale, la bourgeoisie. Or les Juifs ne représentaient certainement pas la bourgeoisie, et n'en constituèrent jamais une partie importante.

L'émancipation politique des Juifs dans certains pays, à la fin du xvm^e siècle, et le débat qui s'ouvrit à son sujet dans le reste de l'Europe centrale et occidentale eurent d'abord pour conséquence une transformation radicale de l'attitude des Juifs eux-mêmes à l'égard de l'État ; on peut en prendre pour symbole l'ascension des Rothschild. Ces Juifs de cour furent les premiers à devenir de véritables banquiers d'État. Bientôt, ils ne se contentèrent plus de servir un prince ou un gouvernement déterminés en utilisant leurs relations internationales avec les Juifs de cour d'autres pays ; ils décidèrent, et c'était une nouvelle politique, de s'établir sur un pied international, de manière à servir simultanément les gouvernements d'Allemagne, de France, de Grande – Bretagne, d'Italie et

d'Autriche. Ce comportement sans précédent était, dans une large mesure, une réaction des Rothschild face aux dangers d'une véritable émancipation qui, avec l'égalité, risquait de ne faire des Juifs que des citoyens de leurs pays respectifs et de détruire du même coup leur position européenne et ses avantages, sur lesquels avait reposé la situation des banquiers juifs. Le vieux Meyer Amschel Rothschild, fondateur de la maison, dut sentir la menace qui pesait sur la position européenne des Juifs ; il décida qu'il valait mieux établir sa propre famille sur cette base internationale en plaçant ses cinq fils dans les cinq capitales financières européennes : Francfort, Paris, Londres, Naples et Vienne. Telle fut sa réponse originale à l'embarrassante émancipation des Juifs ³⁴¹ .

Les Rothschild avaient commencé leur spectaculaire carrière au service financier du Kurfürst ³⁴² de Hesse, l'un des illustres prêteurs de son temps, qui leur enseigna le métier et leur fournit beaucoup de leurs clients. Ils avaient la chance de vivre à Francfort, seul grand centre urbain d'où les Juifs n'avaient jamais été expulsés, et où ils formaient presque 10 % de la population au début du xix^e siècle. Les Rothschild furent d'abord des Juifs de cour, sans jamais dépendre de la juridiction d'un prince ni d'une ville libre, mais placés directement sous l'autorité du lointain empereur, à Vienne. Ils combinaient ainsi tous les avantages du statut médiéval et du statut moderne des Juifs ; ils étaient beaucoup moins tributaires de la noblesse ou d'autres autorités locales que les autres Juifs de cour. On connaît l'activité financière qu'ils eurent par la suite, l'immense fortune qu'ils amassèrent et leur renommée symbolique, encore plus grande, depuis le début du xix^e siècle ³⁴³ . Ils firent leur entrée dans le monde des grandes affaires au cours des dernières années des guerres napoléoniennes : à cette époque, de 1811 à 1816, près de la moitié des subventions anglaises aux puissances continentales passèrent par leurs mains. Après la chute de Napoléon, lorsque les États européens eurent tous besoin de grands emprunts publics pour réorganiser leurs

administrations et se donner des structures financières sur le modèle de la Banque d'Angleterre, les Rothschild jouirent d'un quasi-monopole dans la gestion des emprunts d'État. Pendant trois générations, ils défendirent avec succès ce monopole contre tous leurs concurrents, juifs ou non. « La maison de Rothschild, dit Capefigue, devint pour ainsi dire la haute Trésorerie de la Sainte-Alliance ³⁴⁴. » L'ascension soudaine de la maison Rothschild au-dessus de tous les autres banquiers juifs et son installation sur un plan international changèrent entièrement la structure des activités financières des Juifs liées à l'État. Le temps n'était plus où des Juifs travaillaient individuellement, sans plan d'ensemble et sans organisation, profitant parfois d'une occasion unique pour amasser des fortunes fabuleuses et retombant ensuite dans la plus profonde misère, le tout dans l'espace d'une vie, sans que leur sort personnel affectât en rien celui du peuple juif dans son ensemble, sauf dans la mesure où ces Juifs avaient quelquefois été les représentants et les protecteurs de communautés lointaines. Le temps n'était plus où, malgré l'existence de très nombreux prêteurs juifs riches et de Juifs de cour très influents, il n'y avait pas à proprement parler de collectivité juive définie, rendant des services précis et jouissant de privilèges particuliers. Ce fut précisément le monopole d'émission des emprunts d'État, détenu par les Rothschild, qui permit et imposa le recours aux capitaux juifs sur une grande échelle ; une grande partie de la richesse des Juifs se trouva ainsi engagée dans les activités d'État, ce qui constitua la base naturelle d'une nouvelle cohésion à l'échelle européenne pour les Juifs d'Europe centrale et occidentale. Des liens spontanés existaient aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles entre des Juifs de différents pays ; désormais une seule firme, présente dans toutes les grandes capitales européennes, en contact constant avec toutes les communautés juives, en possession de toutes les informations utiles, disposant de toutes les facultés d'organisation, était

capable d'utiliser systématiquement toutes ces possibilités éparses ³⁴⁵.

La position unique des Rothschild dans le monde juif remplaçait d'une certaine façon les anciens liens traditionnels, religieux et spirituels, dont la disparition progressive, sous l'influence de la culture occidentale, menaçait pour la première fois l'existence même du peuple juif. Aux yeux du monde extérieur, cette famille devint également le symbole de la réalité de l'internationalisme juif dans un monde d'États – nations et de peuples organisés sur un plan national. Quelle meilleure preuve, en vérité, de l'existence d'un fantasmagorique gouvernement mondial des Juifs que cette unique famille, partagée en cinq nationalités, éminente partout, en étroites relations d'affaires avec au moins trois gouvernements différents (les gouvernements français, autrichien et britannique), dont les fréquents conflits n'ébranlèrent jamais la solidarité d'intérêts de leurs banquiers respectifs ? Aucune propagande n'aurait pu créer un symbole politiquement plus efficace qu'une telle réalité.

L'idée populaire selon laquelle les Juifs – contrairement aux autres peuples – entretenaient des relations plus étroites et plus solides, fondées sur la famille et l'origine communes, était largement confirmée par l'existence de cette famille, qui était le symbole vivant de l'importance économique et politique du peuple juif. Lorsque, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la question juive, les problèmes raciaux apparurent au premier plan sur la scène politique, l'image du peuple juif sembla correspondre parfaitement à la définition d'un peuple que donnaient certaines doctrines ou idéologies : des traits de famille et les liens du sang.

Néanmoins un autre fait, moins fortuit, explique cette idée reçue du peuple juif. Dans la conservation de ce peuple, la famille avait joué un rôle plus important que pour aucun autre groupe social ou politique occidental, exception faite de la noblesse. C'est notamment par des liens familiaux très forts et

très persistants que le peuple juif résista à la dissolution et à l'assimilation. De même que la noblesse européenne, à son déclin, renforça ses lois matrimoniales et lignagères, de même les Juifs occidentaux devinrent d'autant plus conscients de l'importance de la famille que leur désintégration spirituelle et religieuse était proche. Ayant perdu l'antique espoir de la rédemption messianique et le support vigoureux des traditions populaires, les Juifs occidentaux ne cessèrent de penser au fait que leur survie s'était effectuée dans un milieu étranger et souvent hostile. Le milieu familial apparut comme une sorte de dernier rempart, et le groupe tout entier fut considéré comme une grande famille. Il y avait, en d'autres termes, une ressemblance entre l'image antisémite qui représentait le peuple juif comme une famille étroitement unie par les liens du sang, et l'idée que les Juifs se faisaient d'eux-mêmes.

Cette situation constitue un facteur important pour les débuts et le développement de l'antisémitisme au xix^e siècle. L'antisémitisme d'un groupe donné dans tel pays, à tel moment historique, dépendit exclusivement des circonstances générales qui le conduisaient à s'opposer violemment au gouvernement. Mais la similitude remarquable des arguments et des images, inlassablement et spontanément reproduits, s'explique par leur lien avec la réalité qu'ils déformaient. Les Juifs sont constamment représentés comme une organisation commerciale internationale, une famille ayant des ramifications dans le monde entier et des intérêts partout identiques, une force secrète embusquée à l'ombre des trônes, transformant les gouvernements en simples façades, ou encore en marionnettes dont les fils sont tirés en coulisse. En raison de leur étroite relation avec les sources du pouvoir étatique, les Juifs furent constamment identifiés au pouvoir. Parce qu'ils se tenaient à distance de la société, repliés sur le cercle familial clos, ils furent constamment soupçonnés de travailler à la destruction de toutes les structures sociales.

II. LES DÉBUTS DE L'ANTISÉMITISME

On oublie souvent cette loi pourtant évidente : l'hostilité envers les Juifs ne prend un sens politique que lorsqu'elle se combine avec un problème politique majeur, ou bien en cas de conflit entre les intérêts des Juifs en tant que groupe et ceux d'une des classes importantes de la société. L'antisémitisme moderne, celui des pays d'Europe centrale et occidentale, avait des causes politiques plutôt qu'économiques, alors que des conditions de classes complexes occasionnaient une violente haine populaire contre les Juifs en Pologne et en Roumanie. Dans ces deux pays, les gouvernements ne parvinrent pas à résoudre le problème agraire et à introduire dans l'État-nation un minimum d'égalité en libérant les paysans ; l'aristocratie féodale put ainsi non seulement conserver son pouvoir politique mais aussi empêcher le développement normal d'une classe moyenne. Les Juifs de ces pays, forts en nombre mais faibles pour tout le reste, semblaient jouer en partie le rôle de la classe moyenne : c'étaient en effet surtout des boutiquiers et des négociants ; socialement, ils se situaient entre les grands propriétaires fonciers et les classes non possédantes. Il peut cependant exister de petits propriétaires dans une économie féodale comme dans une économie capitaliste. Là comme ailleurs, les Juifs ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas, suivre la voie du capitalisme industriel, si bien qu'ils étaient tout juste parvenus à constituer un réseau de distribution, dispersé et peu efficace, ne reposant sur aucun système de production adéquat. Leur position constituait un obstacle à un développement capitaliste normal, car eux seuls en apparence étaient capables d'assurer un progrès économique ; en réalité, ils n'étaient pas en mesure de répondre à cette attente. Les couches de la population qui auraient été capables de donner naissance à une classe moyenne se sentaient donc en conflit avec les Juifs, en raison de l'aspect que revêtaient les intérêts de ces derniers. De leur côté, les gouvernements tentaient sans conviction d'encourager la formation d'une classe moyenne, sans liquider

la noblesse et la grande propriété foncière. Leur seule tentative sérieuse visa à obtenir la liquidation économique des Juifs, en partie en manière de concession à l'opinion publique, en partie parce que les Juifs appartenaient encore en fait au vieil ordre féodal. Pendant des siècles ils avaient été des intermédiaires entre la noblesse et les paysans ; à présent ils constituaient une classe moyenne sans en remplir les fonctions de production ; bien plus, ils étaient l'un des obstacles à l'industrialisation et au développement capitaliste ³⁴⁶. Cette situation sociale en Europe orientale, bien qu'elle constituât le fond du problème juif en tant que problème de masse, n'est pas d'une grande importance en ce qui nous concerne. Sa signification politique est limitée ; il s'agit en effet de pays arriérés, où la haine des Juifs était si universellement partagée qu'il était presque impossible de l'utiliser comme arme dans un but bien défini.

La première flambée d'antisémitisme eut lieu en Prusse immédiatement après la défaite devant les armées napoléoniennes, en 1807, lorsque les « réformateurs » transformèrent la structure politique, ôtant à la noblesse ses privilèges et donnant à la classe moyenne la liberté de se développer. Cette réforme, « révolution décrétée d'en haut », abolit les structures semi-féodales du despotisme éclairé et fit de la Prusse un État-nation presque moderne, qui devait atteindre son plein développement avec le Reich allemand de 1871.

À cette époque, la majorité des banquiers de Berlin étaient des Juifs, mais les réformateurs n'eurent guère besoin d'une contribution financière substantielle de leur part. Les sympathies déclarées des réformateurs prussiens et le fait qu'ils préconisaient l'émancipation des Juifs étaient la conséquence de l'égalité nouvelle entre tous les citoyens, de l'abolition des privilèges et de l'introduction du libre-échange. Ils ne s'intéressaient pas particulièrement à la préservation des Juifs en tant que tels dans un but précis. À l'objection selon laquelle, dans des conditions d'égalité, « les Juifs risquaient de

disparaître », ils auraient sans aucun doute répondu : « Qu'ils disparaissent. En quoi cela concerne-t-il un gouvernement qui ne leur demande que de devenir de bons citoyens ³⁴⁷ ? » L'émancipation, d'ailleurs, était de peu de conséquence, puisque la Prusse venait de perdre ses provinces orientales où vivait une population juive nombreuse et pauvre. L'édit d'émancipation de 1812 ne touchait que les milieux de Juifs riches et utiles, qui jouissaient déjà de la plupart des droits civiques à titre de privilèges, et pour qui l'abolition générale des privilèges aurait entraîné une sensible détérioration de leur statut civil. Pour eux, l'émancipation n'était guère plus qu'une affirmation et une généralisation juridiques du statu quo. Cependant, la sympathie des réformateurs prussiens pour les Juifs n'était pas simplement la conséquence logique de leurs aspirations politiques générales. Lorsque, dix ans plus tard, et en pleine montée de l'antisémitisme, Wilhelm von Humboldt déclara : « En fait, je n'aime réellement les Juifs qu'*à massé**, *en détail* j'aime mieux les éviter ³⁴⁸ », il prit ouvertement le contre-pied d'une mode qui raffolait alors des Juifs individuellement et les méprisait en tant que peuple. En véritable démocrate, il voulait libérer un peuple opprimé et non accorder des privilèges à des individus. Il suivait également la vieille tradition de l'administration prussienne qui, tout au long du XVIII^e siècle, s'était efforcée, ainsi qu'on l'a fréquemment noté, de faire bénéficier les Juifs de meilleures conditions de vie et d'instruction. Il y avait à cette sollicitude non seulement des motifs économiques et politiques, mais aussi une sympathie naturelle pour le seul groupe social vivant à la fois en marge de la société et en relation avec l'État, bien que pour des raisons entièrement différentes. L'une des réalisations remarquables du vieil État prussien fut la formation d'une administration dévouée à l'État, quel que soit le gouvernement, et coupée de ses attaches de classe. Ces fonctionnaires constituaient un groupe essentiel dans la Prusse du xviii^e siècle et étaient les précurseurs des réformateurs ; ils demeurèrent la charpente de

l'appareil d'État durant tout le xix^e siècle, bien qu'après le congrès de Vienne ils aient perdu beaucoup de leur influence au profit de l'aristocratie ³⁴⁹.

L'intérêt particulier de l'État pour les Juifs se manifesta de façon curieuse à travers l'attitude des réformateurs et l'édit d'émancipation de 1812. Le temps n'était plus où l'on reconnaissait franchement leur utilité en tant que Juifs, et où Frédéric II de Prusse, entendant parler d'un projet de conversion en masse, s'écriait : « J'espère qu'ils ne feront pas une chose aussi diabolique ³⁵⁰ ! » La Prusse accordait l'émancipation au nom d'un principe et, pour la mentalité du temps, toute allusion à des services particuliers rendus par les Juifs aurait été sacrilège. Les conditions spéciales qui avaient conduit à l'émancipation, bien connues des parties concernées, devaient être dissimulées comme s'il se fût agi d'un grand et terrible secret. L'édit lui-même apparaissait d'autre part comme la dernière touche, la plus éclatante en un sens, apportée à la transformation d'un État féodal en un État-nation, et en une société qui ne tolérerait plus désormais de privilèges d'aucune sorte.

La classe la plus durement touchée était l'aristocratie ; l'une de ses réactions, mêlée naturellement d'amertume, fut une flambée soudaine et inattendue d'antisémitisme. Son porte-parole le plus éloquent, Ludwig von der Marwitz (qui joua un rôle important dans l'élaboration d'une idéologie conservatrice), adressa au gouvernement une longue pétition dans laquelle il disait que les Juifs seraient désormais le seul groupe jouissant d'avantages spéciaux ; il parlait de la « transformation de l'antique et respectable monarchie prussienne en une nouveauté inattendue : un État de Juifs ». L'attaque politique s'accompagna d'un boycott social qui changea l'aspect de la société berlinoise presque du jour au lendemain. En effet, les aristocrates avaient été parmi les premiers à nouer des relations sociales amicales avec les Juifs ; ils avaient fait la notoriété de ces salons juifs où se retrouva,

l'espace d'un moment, au début du siècle, une société réellement mélangée. Cette largeur d'esprit venait en partie, il est vrai, des services rendus par le prêteur juif, exclu pendant des siècles de transactions financières plus importantes, et qui avait trouvé l'occasion de pénétrer dans la société grâce à des prêts, certes économiquement improductifs et insignifiants mais socialement importants, consentis à des gens qui avaient tendance à vivre au-dessus de leurs moyens. Il est cependant remarquable que ces relations sociales aient survécu lorsque les monarchies absolues, avec les possibilités financières plus importantes dont elles disposaient, firent du prêt privé et du petit Juif de cour des phénomènes du passé. Quand ils perdirent cette ressource fort utile en cas de besoin, les aristocrates ne se mirent pas pour autant à haïr les Juifs mais essayèrent plutôt de redorer leur blason en épousant la fille d'un Juif riche.

L'explosion d'antisémitisme dans l'aristocratie n'était pas non plus la conséquence d'un contact plus étroit entre elle et les Juifs. Ils avaient au contraire en commun, pour des raisons tout à fait analogues, un refus instinctif des nouvelles valeurs des classes moyennes. Chez les Juifs comme dans les familles de la noblesse, l'individu était considéré avant tout comme un membre de la famille ; ses devoirs étaient d'abord fixés par la famille, qui transcendait la vie et l'importance de l'individu. Les uns comme les autres étaient intereuropéens et a-nationaux. Chacun de ces deux groupes était à même de comprendre comment vivait l'autre et pourquoi l'attachement à la nation ne venait qu'après l'attachement à la famille, dont les membres étaient le plus souvent dispersés dans toute l'Europe. Enfin, ils avaient en commun cette idée que le présent n'est qu'un maillon insignifiant dans la chaîne des générations passées et à venir. Les auteurs antisémites libéraux ne manquèrent pas de signaler cette curieuse analogie de principes. Ils en conclurent que, pour se débarrasser de la noblesse, peut-être fallait-il d'abord se débarrasser des Juifs, non pas à cause des relations financières qui existaient entre eux, mais parce que tous deux

apparaissaient comme un obstacle au développement de cette « personnalité innée » et de cette idéologie du respect de soi, armes des classes moyennes libérales dans leur lutte contre les idées de naissance, de famille et d'héritage.

Malgré tout ce qui la rapprochait des Juifs, l'aristocratie fut la première à se lancer dans l'antisémitisme politique. Le fait n'en est que plus notable. Les liens économiques et les relations sociales ne comptaient plus dès lors qu'il s'agissait pour elle d'attaquer ouvertement l'État-nation égalitaire. Socialement, l'attaque dirigée contre l'État identifiait les Juifs au gouvernement. Les classes moyennes, économiquement et socialement, eurent beau profiter réellement des réformes, elles n'en portèrent pas moins la responsabilité politique, et n'en continuèrent pas moins d'être tenues à distance et méprisées.

Après le congrès de Vienne, pendant les longues décennies de réaction et de paix dominées par la Sainte-Alliance, la noblesse prussienne avait retrouvé beaucoup de son influence sur l'État et devint même pour un temps plus puissante qu'au xvm^e siècle ; son antisémitisme fût aussitôt place à une discrimination discrète sans autre portée politique ³⁵¹ . À la même époque, avec l'aide des intellectuels romantiques, le conservatisme, pleinement épanoui, devint l'une des idéologies politiques allemandes qui adoptèrent à l'égard des Juifs une attitude très caractéristique et ingénieusement ambiguë. Dès lors, l'État-nation, armé d'arguments conservateurs, établit une distinction entre les Juifs indispensables, donc acceptés, et ceux qui ne l'étaient pas. Prenant prétexte du caractère essentiellement chrétien de l'État – conception parfaitement étrangère aux despotes éclairés ! – on put ouvertement opérer une discrimination à l'encontre de l'intelligentsia juive en plein essor sans gêner le moins du monde les activités des banquiers et des hommes d'affaires. Ce type de discrimination, qui tentait d'exclure les Juifs des universités en leur fermant l'administration, avait le double avantage de montrer que l'État – nation plaçait certains services particuliers au-dessus de

l'égalité, et d'empêcher, ou au moins de retarder, la formation d'un nouveau groupe de Juifs apparemment inutiles à l'État, et d'ailleurs capables de s'intégrer à la société ³⁵². Lorsque, dans les années 1880, Bismarck essaya, non sans peine, de protéger les Juifs contre la propagande antisémite de Stocker, il dit *expressis verbis* qu'il protestait seulement contre les attaques qui visaient « les Juifs riches [...] dont les intérêts sont liés à la conservation de nos institutions d'Etat » et que son ami Bleichröder, le banquier prussien, ne se plaignait pas des attaques contre les Juifs en général (sur lesquelles il aurait pu fermer les yeux), mais contre les Juifs riches ³⁵³.

Cette apparente ambiguïté avec laquelle les hauts fonctionnaires d'une part protestaient contre l'égalité (surtout contre l'égalité professionnelle) accordée aux Juifs, ou se plaignaient, plus tard, de l'influence juive sur la presse, et, d'autre part, sincèrement, leur « souhaitaient tout le bien possible ³⁵⁴ », répondait beaucoup mieux aux intérêts de l'État que le zèle antérieur des réformateurs. Après tout, le congrès de Vienne avait rendu à la Prusse les provinces où vivaient depuis des siècles des masses de Juifs pauvres, et personne, sauf quelques intellectuels rêvant de la Révolution française et des droits de l'homme, n'avait jamais songé à leur accorder le même statut qu'à leurs riches coreligionnaires, qui étaient certainement les derniers à réclamer une égalité à laquelle ils n'avaient qu'à perdre ³⁵⁵. Ils savaient, comme chacun, que « toute mesure juridique ou politique en faveur de l'émancipation des Juifs amène nécessairement une détérioration de leur situation civile et sociale ³⁵⁶ ». Ils savaient aussi, mieux que personne, à quel point leur pouvoir dépendait de leur position et de leur prestige à l'intérieur des communautés juives. La seule politique cohérente pour eux était donc d'« essayer de s'assurer davantage d'influence, et de maintenir les autres Juifs dans leur isolement national, sous prétexte que cette séparation était voulue par leur religion. Pourquoi ? [...] Parce qu'ainsi les autres seraient plus encore sous leur dépendance tandis qu'eux-

mêmes, en tant que *unsere Leut#* ³⁵⁷, seraient exclusivement au service des détenteurs du pouvoir ³⁵⁸ ». En effet, au xx^e siècle, lorsque l'émancipation des masses juives fut enfin achevée pour la première fois, le pouvoir des Juifs privilégiés avait disparu.

C'est ainsi que s'établit une parfaite harmonie d'intérêts entre les Juifs puissants et l'État. Les Juifs riches voulaient dominer l'ensemble de la communauté juive et la tenir à l'écart de la société non juive ; ils y parvinrent. L'État pouvait pratiquer une politique de bienveillance envers les Juifs riches en même temps qu'une discrimination juridique dirigée contre l'intelligentsia et une ségrégation sociale renforcée, qui trouvait son expression dans la théorie conservatrice de l'essence chrétienne de l'État.

L'antisémitisme de la noblesse n'avait eu aucune conséquence politique et s'estompa rapidement pendant les décennies que dura la Sainte-Alliance. Mais au lendemain du congrès de Vienne, les intellectuels libéraux et radicaux formèrent un nouveau mouvement. L'opposition libérale au régime policier établi par Metternich en Europe et les violentes attaques dirigées contre le gouvernement prussien réactionnaire conduisirent bientôt à des explosions d'antisémitisme et à un véritable flot de pamphlets antijuifs. Moins ouvertement et franchement opposés au gouvernement qu'un aristocrate comme Marwitz dix ans auparavant, les libéraux attaquaient précisément les Juifs plus que le gouvernement. Soucieux avant tout d'égalité des chances, et sensibles par-dessus tout à la réapparition des privilèges aristocratiques susceptibles de limiter leur accès à l'administration, ils introduisirent dans le débat la distinction entre les Juifs pris individuellement, « nos frères », et les Juifs pris collectivement, distinction qui n'a cessé, depuis, de caractériser l'antisémitisme de gauche. Ils ne comprenaient pas tout à fait pourquoi et comment le gouvernement, jaloux de son indépendance à l'égard de la société, préservait et protégeait les Juifs en tant

que groupe séparé, mais ils savaient fort bien qu'il existait une relation politique, et que la question juive dépassait le problème des Juifs pris individuellement et de l'humaine tolérance. Ils inventèrent les nouvelles formules nationalistes d'« État dans l'État » et de « nation dans la nation ». Ils se trompaient dans le premier cas, car les Juifs n'avaient pas d'ambition politique propre et étaient tout simplement le seul groupe social inconditionnellement loyal vis-à-vis de l'État ; ils avaient à moitié raison dans le second cas, dans la mesure où les Juifs, en tant que corps social et non politique, formaient bien un groupe distinct au sein de la nation ³⁵⁹ .

En Prusse, à la différence de l'Autriche et de la France, cet antisémitisme radical fut aussi bref et sans conséquence que l'antisémitisme de la noblesse qui l'avait précédé. Les radicaux se trouvèrent de plus en plus absorbés par le libéralisme des classes moyennes en plein essor économique, qui devait vingt ans plus tard réclamer, partout en Allemagne, dans ses programmes, l'émancipation des Juifs et la réalisation de l'égalité politique. Il en demeura cependant une certaine tradition théorique, voire littéraire, dont on sent encore l'influence dans les célèbres écrits antijuifs du jeune Marx, si souvent et si injustement taxé d'antisémitisme. Si le Juif Karl Marx pouvait s'exprimer de la même façon que ces extrémistes antijuifs, c'est que, réellement, cette sorte d'argumentation antijuive avait vraiment bien peu à voir avec un véritable antisémitisme. Marx, en tant que Juif, était aussi peu gêné par ces arguments contre « les Juifs » que, par exemple, Nietzsche par ses propres attaques contre l'Allemagne. Il est vrai que Marx ne traita plus jamais ensuite de la question juive et n'émit même plus d'opinion à ce sujet ; mais rien ne laisse supposer qu'il ait jamais changé fondamentalement sa conception initiale. Il se préoccupait exclusivement de la lutte des classes, phénomène intérieur à la société, et des problèmes de la production capitaliste à laquelle les Juifs ne prenaient aucune part, ni comme acheteurs ni comme vendeurs de force de travail. De là

vient qu'il négligea totalement les questions purement politiques et n'examina jamais la structure de l'État, donc pas davantage le rôle des Juifs. La forte influence exercée par le marxisme sur le mouvement ouvrier allemand est l'une des raisons pour lesquelles les mouvements révolutionnaires allemands ont manifesté si peu de sentiment antijuif ³⁶⁰ . En fait, les Juifs n'avaient que peu ou pas d'importance dans les luttes sociales de l'époque.

L'antisémitisme moderne commence partout à se manifester dans le dernier tiers du xix^e siècle. En Allemagne, il s'éveille de façon inattendue dans la noblesse, dont l'opposition à l'État fut à nouveau aiguisée par la transformation de la monarchie prussienne en État-nation achevé, après 1871. Bismarck, le véritable fondateur du Reich allemand, avait conservé d'étroites relations avec des Juifs depuis le temps où il était devenu chancelier. On l'accusait à présent de dépendre des Juifs et d'être stipendié par eux. Ses efforts, partiellement couronnés de succès, pour supprimer la plupart des vestiges de féodalité dans l'administration entraînèrent inévitablement un conflit avec l'aristocratie ; les aristocrates qui l'attaquaient voyaient généralement en Bismarck une victime innocente ou un agent à la solde de Bleichröder. En fait, c'est le contraire qui était vrai : Bleichröder était indubitablement un agent de Bismarck, hautement estimé et bien rétribué ³⁶¹ .

L'aristocratie féodale, si elle était encore assez puissante pour influencer l'opinion publique, ne l'était pas suffisamment pour lancer un véritable mouvement antisémite comme celui qui prit son essor après 1880. Son porte-parole était Stocker, prédicateur à la Cour, lui-même issu de la petite bourgeoisie. C'était un représentant des intérêts conservateurs beaucoup moins doué que ses prédécesseurs, les intellectuels romantiques qui, cinquante ans auparavant, avaient déjà formulé l'essentiel de l'idéologie conservatrice. De plus, il découvrit l'efficacité de la propagande antisémite non pas à la suite de considérations théoriques ou pratiques, mais par

hasard : mettant à profit un grand talent de démagogue, il s'aperçut que l'antisémitisme faisait salle comble. Il ne comprit même pas les raisons de son succès soudain. En sa qualité de prédicateur à la Cour, au service de la famille royale et du gouvernement, il n'était guère en position d'exploiter convenablement ce succès. Ses auditoires enthousiastes se composaient exclusivement de petits-bourgeois, de boutiquiers, de négociants, d'artisans et de représentants des métiers traditionnels. Les sentiments antijuifs de ces couches de la population n'étaient pas encore, et certainement pas exclusivement, motivés par un conflit avec l'État.

III. LES PREMIERS PARTIS ANTISÉMITES

L'apparition simultanée de l'antisémitisme en tant que facteur politique important, en Allemagne, en Autriche et en France, dans les vingt dernières années du xix^e siècle, fut précédée par une série de scandales financiers et d'affaires frauduleuses, dont la cause principale était une accumulation de capitaux disponibles. En France, une majorité de parlementaires et un nombre incroyable de fonctionnaires se trouvèrent très vite tellement impliqués dans des affaires de corruption et d'escroquerie que la III^e République ne devait jamais retrouver le prestige qu'elle perdit dans les premières décennies de son existence. En Autriche et en Allemagne, c'est l'aristocratie qui était la plus compromise. Dans ces trois pays, les Juifs jouèrent un simple rôle d'intermédiaires ; pas une seule maison juive ne fit fortune dans l'affaire de Panama ou dans le *Gründungsschwindel* ³⁶².

À côté des aristocrates, des fonctionnaires et des Juifs, un autre groupe avait pris part aux investissements énormes qui promettaient des profits fabuleux et se soldèrent par des pertes incroyables : il s'agissait principalement de la petite bourgeoisie, qui devint alors brusquement antisémite. Elle fut plus durement frappée qu'aucun des autres groupes, car elle

avait investi de petites épargnes individuelles, irrémédiablement perdues. Sa crédulité s'explique par bien des raisons. L'expansion capitaliste intérieure tendait à faire disparaître les détenteurs de petits capitaux ; il leur fallait faire fructifier rapidement le peu qu'ils avaient, sous peine, probablement, de tout perdre. C'était pour eux une question de vie ou de mort. Ils prenaient conscience que s'ils ne se hissaient pas jusqu'à la bourgeoisie, ils risquaient de sombrer dans le prolétariat. Une prospérité qui dura plusieurs dizaines d'années ne changea rien à ce mouvement, mais elle le ralentit au point de faire paraître prématurée la panique qui s'empara des petits-bourgeois. Maintenant, la peur hantait cette petite bourgeoisie dont Marx avait prédit la prompte disparition.

Ces petits-bourgeois étaient les héritiers des guildes d'artisans et de commerçants, protégés depuis des siècles contre les coups du sort par un système qui prohibait la concurrence et, en dernière instance, par l'État. Ils accusèrent donc de leur malheur le système manches – térien qui les avait exposés aux duretés de la concurrence et les avait privés de l'ensemble de leurs privilèges et de la protection spéciale des autorités. Aussi furent-ils les premiers à réclamer un « État providence » dont ils attendaient non seulement qu'ils les mettent à l'abri du danger, mais encore qu'il leur garantisse les emplois et les métiers hérités de leur famille. L'un des traits caractéristiques de ce siècle de libre-échange étant l'accession des Juifs à toutes les professions, la petite bourgeoisie ne manqua pas de voir dans les Juifs les champions du « système de Manchester poussé à ses extrêmes limites ³⁶³ ». Rien n'était plus inexact.

Il s'agissait d'un ressentiment dévié de son véritable objet ; on le trouve d'abord chez certains auteurs conservateurs qui attaquaient, à l'occasion, autant la bourgeoisie que les Juifs. Il s'accrut beaucoup lorsque ceux qui avaient espéré l'assistance du gouvernement ou misé sur des miracles durent accepter l'aide à double tranchant des banquiers. Pour le petit boutiquier, le banquier semblait être un exploiteur, au même

titre que le grand industriel pour l'ouvrier. Mais tandis que les ouvriers européens savaient, grâce à leur expérience et à leur formation économique marxiste, que le capital les exploitait tout en leur donnant la possibilité de produire, le petit boutiquier, lui, n'avait trouvé personne pour l'éclairer sur son sort économique et social. Il se trouvait dans une situation pire que celle de l'ouvrier, et son expérience lui faisait considérer que le banquier était un parasite et un usurier, qu'il était bien obligé d'accepter, de fait, comme associé, même si ce banquier, à la différence de l'industriel, ne jouait absolument aucun rôle dans ses affaires. On comprend qu'un homme qui se sert de son argent uniquement et directement pour que ses capitaux en engendrent d'autres soit plus amèrement haï que celui qui recueille un bénéfice au terme d'un long et difficile processus de production.

Comme, à cette époque, personne ne demandait de crédit s'il pouvait l'éviter – pas les petits commerçants en tout cas –, les banquiers passaient pour les exploiters, non de la force de travail et des capacités de production, mais du malheur et de la misère.

Beaucoup de ces banquiers étaient juifs. De plus, et surtout, le personnage type du banquier avait des traits juifs, pour des raisons historiques. Ainsi le mouvement de gauche, dans la petite bourgeoisie, et toute la propagande dirigée contre le capitalisme bancaire devinrent – ils plus ou moins antisémites, événement qui revêtit moins d'importance dans l'Allemagne industrielle qu'en France ou, dans une moindre mesure, en Autriche. Il sembla un moment qu'il y avait, pour la première fois, un conflit direct entre les Juifs et une classe de la société, sans que l'État intervînt. Dans un État-nation, où le gouvernement tendait à se définir par sa position de domination au-dessus des classes concurrentes, un tel conflit aurait même pu être une manière, dangereuse certes, de normaliser la situation des Juifs.

Un autre élément, plus lourd de conséquences à long terme, vint toutefois s'ajouter rapidement à cet aspect socio-économique. La position des Juifs en tant que banquiers ne dépendait pas de l'octroi de prêts à de petites gens en difficulté, mais essentiellement de prêts consentis à l'État. Les prêts modestes étaient l'affaire des petits banquiers, qui se préparaient ainsi à suivre la carrière de leurs confrères plus riches et plus honorés. Le ressentiment social de la petite bourgeoisie contre les Juifs devint un facteur politique extrêmement explosif parce qu'on croyait que ces Juifs tant haïs s'engageaient dans la voie du pouvoir politique. On ne connaissait que trop bien leurs liens avec le gouvernement sur d'autres plans. La haine sociale et économique renforça la thèse politique, et l'anima d'une violence qui, jusque-là, lui avait fait totalement défaut.

Friedrich Engels a fait remarquer un jour que les protagonistes de l'antisémitisme de son époque étaient les aristocrates, la populace petite-bourgeoise déchaînée jouant le rôle du chœur. On peut en dire autant, outre l'Allemagne, des chrétiens-sociaux d'Autriche et des antidreyfusards français. Dans chaque cas, l'aristocratie menait une ultime lutte désespérée et cherchait à s'allier aux forces conservatrices des Églises : l'Église catholique en Autriche et en France, l'Église protestante en Allemagne, sous prétexte de combattre le libéralisme avec les armes du christianisme. La populace ne servait qu'à amplifier ses clameurs et à renforcer sa position. Manifestement, l'aristocratie ne voulait pas, et ne pouvait pas organiser cette populace ; elle était prête à l'abandonner aussitôt son but atteint. Cependant elle découvrit que les slogans antisémites possédaient un extraordinaire pouvoir mobilisateur auprès de larges couches de la population.

Les disciples de Stocker, prédicateur à la Cour, n'organisèrent pas les premiers partis antisémites en Allemagne. Dès que le succès des slogans antisémites fut patent, les antisémites extrémistes se séparèrent du mouvement berlinois de Stocker,

lancèrent une attaque de grande envergure contre le gouvernement et fondèrent des partis dont les députés au Reichstag votèrent avec le principal parti d'opposition, le parti social-démocrate, sur toutes les grandes questions de politique intérieure ³⁶⁴. Ils se débarrassèrent vite de la compromettante alliance initiale avec les puissances du passé ; Bôckel, premier antisémite déclaré élu au Parlement, devait son siège aux paysans de Hesse qu'il défendait contre « les Junkers et les Juifs », c'est-à-dire contre la noblesse qui possédait trop de terres, et contre les Juifs dont ces paysans dépendaient pour le crédit.

Si petits qu'ils fussent, ces premiers partis antisémites se distinguèrent immédiatement des autres partis. Ils proclamèrent qu'ils n'étaient pas un parti parmi d'autres mais un parti « au-dessus de tous les partis ». Dans l'État-nation divisé en classes et en partis, seuls l'État et le gouvernement avaient prétendu être au-dessus de tous les partis, de toutes les classes, et représenter la nation dans son ensemble. Les partis se donnaient pour ce qu'ils étaient : des groupes dont les députés représentaient les intérêts de leurs électeurs. Même lorsqu'ils se disputaient le pouvoir, il était entendu implicitement que le gouvernement était là pour préserver l'équilibre entre les intérêts en présence, et entre leurs représentants. En se disant « au-dessus de tous les partis », les partis antisémites annonçaient clairement leur ambition de représenter la nation tout entière, de s'assurer le monopole du pouvoir, de s'emparer de l'appareil d'État et de se substituer à l'État. Puisque, d'un autre côté, ils demeuraient organisés en tant que parti, il était également manifeste qu'ils revendiquaient le pouvoir étatique en tant que parti, de sorte que leurs électeurs pourraient dominer de fait la nation.

Le corps politique de l'État-nation fut institué alors qu'aucun groupe n'était en mesure d'occuper à lui seul le pouvoir ; le gouvernement assumait alors le pouvoir politique réel, qui cessa de dépendre de facteurs sociaux et économiques. Les

mouvements révolutionnaires de la gauche, qui luttèrent en faveur d'une transformation radicale des conditions sociales, ne s'étaient jamais attaqués directement à cette autorité politique suprême. Ce qu'ils contestaient, c'était le pouvoir de la bourgeoisie et son influence sur l'État. Par conséquent, ils étaient toujours prêts à accepter les décisions du gouvernement en matière de politique étrangère, là où les intérêts d'une nation supposée unifiée étaient en jeu. En revanche, les nombreux programmes des groupes antisémites portaient surtout, et dès le début, sur la politique étrangère. Ils s'attaquaient de façon révolutionnaire au gouvernement plutôt qu'à une classe sociale ; en fait ils voulaient détruire la structure politique de l'État-nation en utilisant comme moyen un parti politique. La revendication d'un parti d'être au-dessus de tous les partis avait d'autres conséquences, plus importantes encore que l'antisémitisme. S'il ne s'était agi que d'éliminer les Juifs, la proposition de Fritsch lors de l'un des premiers congrès antisémites ³⁶⁵ de ne pas créer un nouveau parti, mais plutôt de diffuser l'antisémitisme et de rendre ainsi tous les partis hostiles aux Juifs, aurait eu des résultats beaucoup plus rapides. Cette proposition ne fut pas accueillie favorablement car l'antisémitisme était déjà un instrument destiné à liquider, non pas simplement les Juifs, mais aussi le corps politique de l'État-nation.

La revendication de ces partis antisémites coïncida, et ce n'est pas un hasard, avec les débuts de l'impérialisme. En Grande-Bretagne, certains courants analogues ne présentèrent pas la composante antisémite. Dans le reste de l'Europe, en revanche, des mouvements annexionnistes furent farouchement antisémites ³⁶⁶ . Ce n'est qu'en Allemagne que l'antisémitisme en tant que tel fut à l'origine de ces nouvelles tendances, et que des partis antisémites précédèrent la formation des groupes purement impérialistes et lui survécurent. Ces groupes, le Alldeutscher Verband ³⁶⁷ et d'autres,

prétendaient tous être plus que des partis et au-dessus des partis.

D'autres formations semblables, mais qui ne se réclamaient pas de l'antisémitisme, qui évitaient le charlatanisme des partis antisémites et semblaient donc, au départ, avoir de meilleures chances, furent finalement submergées ou vaincues par le mouvement antisémite, ce qui indique assez l'importance de la question. Lorsque les antisémites réclamaient tout le pouvoir, ils étaient convaincus de ne demander rien d'autre que ce que les Juifs avaient obtenu en fait. Cette idée leur tenait lieu de programme de politique intérieure. Les conditions étaient telles que, pour s'emparer du pouvoir politique, il fallait prendre part aux luttes sociales. Les antisémites pouvaient prétendre combattre les Juifs exactement comme les ouvriers combattaient la bourgeoisie. Ils avaient ceci pour eux qu'en attaquant les Juifs, force secrète supposée à l'œuvre dans l'ombre des gouvernements, ils pouvaient attaquer ouvertement l'État lui-même, tandis que les groupes impérialistes, avec leur antipathie modérée et secondaire pour les Juifs, ne parvinrent jamais à se rattacher aux luttes sociales importantes de leur temps.

Seconde caractéristique très significative des nouveaux partis antisémites : ils fondèrent immédiatement une organisation supranationale de tous les groupements antisémites d'Europe, en dépit des slogans nationalistes courants, à l'opposé desquels ils se situaient ouvertement. Cette préoccupation supranationale montrait bien que leur but n'était pas la conquête du pouvoir dans un seul pays, mais qu'ils avaient déjà prévu l'étape suivante, à savoir l'établissement d'un gouvernement intereuropéen « au-dessus de toutes les nations ³⁶⁸ ». Ce second élément révolutionnaire impliquait une rupture fondamentale avec l'ordre existant. On l'a souvent négligé parce que les antisémites eux-mêmes, en partie à cause du poids des habitudes, et en partie à cause d'un mensonge

conscient, employaient dans leur propagande le langage des partis réactionnaires.

La relation étroite entre les conditions d'existence particulières des Juifs et l'idéologie de ces groupes se montre de manière encore plus évidente encore dans la création d'un groupe au-dessus des nations que dans la création d'un parti au-dessus des partis. Les Juifs étaient, à coup sûr, le seul élément intereuropéen dans une Europe divisée en nations. Il semblait logique que leurs ennemis s'organisent selon le même principe, s'ils entendaient combattre des gens censés manipuler en secret les destinées politiques de toutes les nations.

Sur le plan de la propagande, l'argument était certainement convaincant. Néanmoins le succès de l'antisémitisme supranational dépendait de conditions plus générales. Déjà à la fin du siècle dernier, en particulier depuis la guerre franco-prussienne, une partie croissante de l'opinion sentait que l'organisation de l'Europe en nations était dépassée parce qu'elle ne répondait plus aux nouvelles nécessités économiques. Ce sentiment avait puissamment contribué à l'organisation internationale du socialisme et en avait été renforcé en retour. La conviction selon laquelle des intérêts identiques existaient à travers toute l'Europe se répandait dans les masses ³⁶⁹. Tandis que les organisations socialistes internationales demeuraient passives et se désintéressaient de toutes les questions de politique étrangère (qui auraient pu précisément être la pierre de touche de leur internationalisme), les antisémites, au contraire, partaient des problèmes de politique étrangère et promettaient même une solution aux problèmes intérieurs sur une base supranationale. Si l'on s'arrête moins aux idéologies et si l'on examine de plus près les programmes des différents partis, on découvre que les socialistes, plus préoccupés de problèmes intérieurs, s'accommodaient bien mieux de l'État-nation que les antisémites.

Cela ne signifie nullement, bien entendu, que les convictions internationalistes des socialistes n'étaient pas sincères. Elles étaient au contraire plus fortes et, notons-le, plus anciennes que la découverte d'une communauté d'intérêts de classe débordant les frontières des États nationaux. Mais la conscience même de l'importance suprême de la lutte des classes les amena à négliger l'héritage légué par la Révolution française aux partis ouvriers, et qui, seul, aurait pu les doter d'une théorie politique cohérente. Les socialistes conservèrent implicitement intact le concept fondamental d'une « nation parmi les nations », toutes étant membres de la famille humaine ; mais ils ne découvrirent jamais le moyen de faire de cette idée un concept opératoire dans un monde d'États souverains. Leur internationalisme resta donc une conviction personnelle, à laquelle chacun adhérait ; leur absence fort saine d'intérêt pour la souveraineté nationale se transforma en une indifférence tout à fait malsaine et irréaliste envers la politique étrangère. Comme les partis de gauche n'avaient pas d'objection de principe contre les États-nations, mais seulement contre l'idée de souveraineté nationale, comme leur aspiration inexprimée à un fédéralisme, qui intégrerait peut-être un jour toutes les nations sur un pied d'égalité, supposait d'abord la liberté des nations et l'indépendance de tous les peuples opprimés, le cadre de l'État-nation convenait à leur action. Ils pouvaient même, lorsque surviendrait le dépérissement de ses structures sociales et politiques, apparaître comme le seul groupe à ne pas s'être abandonné à des fantaisies expansionnistes et à des idées visant à détruire d'autres peuples.

Les antisémites, animés par une pensée supranationale, abordaient le problème de l'organisation internationale d'un point de vue diamétralement opposé. Ils voulaient une superstructure toute-puissante qui détruisît de la même façon toutes les structures nationales. Ils pouvaient s'adonner à des discours ultra-nationalistes en même temps qu'ils préparaient la destruction du corps politique de leur propre nation, car le

nationalisme tribal, avec son appétit immodéré de conquêtes, était l'un des instruments les plus efficaces pour briser les limites étroites et modestes de l'État-nation et de sa souveraineté ³⁷⁰ . Plus la propagande chauviniste se montrait efficace, plus il était facile de persuader l'opinion publique de la nécessité d'une organisation supranationale qui exercerait la domination suprême, sans distinctions d'ordre national, grâce à un monopole universel du pouvoir et des instruments de violence.

Il est peu douteux que la situation particulière des Juifs en tant qu'élé – ment intereuropéen aurait pu servir les buts du fédéralisme socialiste au moins aussi bien qu'elle servit les sinistres machinations des supranationalistes. Mais les socialistes portaient tant d'attention à la lutte des classes et si peu aux conséquences politiques de leur propre héritage doctrinal qu'ils ne s'aperçurent de l'importance politique de la question juive qu'au moment où l'antisémitisme en plein essor était déjà pour eux un dangereux concurrent sur la scène politique intérieure. Ils n'étaient pas, à ce moment-là, préparés à intégrer la question juive à leurs théories ; bien plus, ils craignaient de l'aborder. Sur ce point de politique internationale comme sur d'autres, ils laissèrent le champ libre aux supranationalistes, qui semblèrent, de ce fait, les seuls à posséder la réponse aux problèmes mondiaux.

Vers la fin du siècle, l'effet produit par les scandales financiers des années 1870 s'était estompé et une ère de prospérité et de bien-être général, en Allemagne surtout, mit fin aux agitations prématurées des années 1880. Nul n'aurait pu prévoir que ce n'était là qu'un répit temporaire et que toutes les questions politiques non résolues, jointes à toutes les haines politiques demeurrées vivaces, allaient, après la Première Guerre mondiale, redoubler de vigueur et de violence. Après leurs premiers succès, les partis antisémites allemands retombèrent dans le néant ; leurs chefs, après avoir, l'espace d'un instant, accaparé l'opinion publique, s'éclipsèrent par la

porte de service de l'histoire et ces excentriques, ces charlatans amateurs de remèdes miracles retournèrent à l'obscurité.

IV. L'ANTISÉMITISME DE GAUCHE

Si l'antisémitisme n'avait pas eu des conséquences aussi terribles à notre époque, nous aurions pu accorder moins d'attention à son développement en Allemagne. Le meilleur terrain d'étude de l'antisémitisme en tant que mouvement politique, au xix^e siècle, est la France où, pendant près de dix ans, il domina la scène politique. Quant à l'antisémitisme en tant que force idéologique, qui essaie de gagner l'opinion publique au même titre que d'autres idéologies plus respectables, c'est en Autriche qu'il s'exprima le plus nettement.

Nulle part les Juifs n'avaient rendu de plus grands services à l'État qu'en Autriche, où le seul lien entre les différentes nationalités était la double monarchie des Habsbourg et où le banquier d'État juif survécut à la chute de la monarchie, contrairement à ce qui se passa dans tous les autres pays d'Europe. De même qu'au début du xvm^e siècle, le crédit de Samuel Oppenheimer se confondait avec celui de la dynastie des Habsbourg, de même, « à la fin, le crédit de l'Autriche était celui du Creditanstalt », c'est-à-dire d'un établissement financier appartenant aux Rothschild ³⁷¹. Bien que la population de l'empire des Habsbourg ne fût pas homogène et que cette condition essentielle pour devenir un État-nation fit défaut, il ne put éviter d'évoluer du despotisme éclairé à la monarchie constitutionnelle, ni la création d'une administration moderne. Il lui fallut pour cela adopter certaines institutions de l'État-nation. Le système moderne des classes se développa en suivant la division par nationalités, si bien que certaines nationalités se mirent à coïncider avec certaines classes, ou du moins avec certaines professions. Les Allemands devinrent la nationalité dominante, à peu près comme la bourgeoisie dans les États-nations. L'aristocratie foncière hongroise joua un rôle analogue

à celui de la noblesse des autres pays, mais plus accentué. L'appareil d'État essaya, de la même façon, de se tenir à l'écart de la société, de gouverner au-dessus des nationalités, comme le fit l'État – nation face aux classes. En ce qui concerne les Juifs, ils ne pouvaient pas se fondre dans la société, ni devenir eux-mêmes une nationalité, de même que, dans les États-nations, ils n'avaient pu s'intégrer aux autres classes ni devenir une classe. Dans les États-nations, les Juifs s'étaient distingués de toutes les classes de la société par leur relation particulière avec l'État ; de même, en Autriche, ils se distinguèrent des autres nationalités par leur relation particulière avec la monarchie des Habsbourg. Et de même que, partout ailleurs, toute classe qui entraînait en conflit avec l'État devenait antisémite, de même, en Autriche, chacune des nationalités qui s'engageait dans la lutte omniprésente des nationalités et entraînait en conflit ouvert avec la monarchie commença par attaquer les Juifs. Il y avait cependant une nette différence entre ces conflits tels qu'ils se déroulaient en Autriche et les conflits qui se produisaient en Allemagne ou en France. En Autriche, ils étaient plus aigus, mais surtout, à la veille de la Première Guerre mondiale, chaque nationalité, c'est-à-dire chaque couche de la population, était en conflit avec l'État, si bien que, plus que partout ailleurs en Europe occidentale ou centrale, la population était activement antisémite.

Parmi ces multiples conflits figurait l'hostilité de plus en plus virulente de la nationalité allemande contre l'État, qui s'accrut encore après la fondation du Reich et la découverte de l'efficacité des slogans antisémites après le krach financier de 1873. La situation sociale était alors pratiquement la même qu'en Allemagne mais, pour s'assurer les voix de la bourgeoisie, la propagande sociale se lança dans une attaque de l'État beaucoup plus violente, et une déclaration de non – allégeance au pays beaucoup plus explicite. De plus, le parti libéral allemand, dirigé par Schönerer, fut dès le début un parti petit-bourgeois, sans relations ni freins du côté de la noblesse et

nettement à gauche. Il ne parvint jamais véritablement à s'appuyer sur les masses, mais il eut beaucoup de succès dans les universités au cours des années 1880 ; il fonda alors, sur une base délibérément antisémite, la première véritable organisation étudiante. L'antisémitisme de Schönerer, d'abord dirigé presque exclusivement contre les Rothschild, lui gagna les sympathies du mouvement ouvrier, qui le considéra comme un véritable homme de gauche égaré ³⁷² . Il avait principalement pour avantage de pouvoir fonder sa propre propagande antisémite sur des faits précis : en sa qualité de député au Reichsrat autrichien, il s'était battu afin d'obtenir la nationalisation des chemins de fer, pour leur plus grande part entre les mains des Rothschild depuis 1836 en vertu d'une concession de l'État expirant en 1886. Schönerer réussit à réunir 40000 signatures contre son renouvellement et à poser la question juive devant l'opinion publique. La relation étroite entre les Rothschild et les intérêts financiers de la monarchie apparut au grand jour lorsque le gouvernement essaya de prolonger la concession dans des conditions manifestement désavantageuses pour l'État comme pour le public. L'agitation menée par Schönerer sur ce point marqua le début d'un véritable mouvement antisémite en Autriche ³⁷³ . À la différence de Stocker, qui animait un mouvement analogue en Allemagne, Schönerer était absolument sincère et ne se contenta pas d'utiliser l'antisémitisme comme arme de propagande ; il passa très vite à une idéologie pangermaniste qui devait influencer le nazisme plus que toute autre variété allemande d'antisémitisme.

Bien que victorieux à long terme, le mouvement de Schönerer fut temporairement distancé par un second parti antisémite, les chrétiens – sociaux dirigés par Lueger. Alors que Schönerer s'en prenait presque autant à l'Église catholique et à son influence considérable sur la vie politique autrichienne qu'aux Juifs, les chrétiens-sociaux étaient un parti catholique qui essaya, dès le début, de s'allier aux forces conservatrices

réactionnaires qui s'étaient montrées si utiles en Allemagne et en France. Comme ils firent davantage de concessions sur le plan social, ils eurent plus de succès qu'en Allemagne et en France. Avec les sociaux-démocrates, ils survécurent à la chute de la monarchie et devinrent le groupe le plus influent de l'Autriche d'après-guerre. Cependant, longtemps avant la fondation de la République autrichienne, dans les années 1890, lorsque Lueger était devenu maire de Vienne à la suite d'une campagne antisémite, les chrétiens-sociaux avaient déjà adopté cette attitude ambiguë face aux Juifs, si typique de l'État-nation, où l'hostilité à l'égard de l'intelligentsia voisinait avec une attitude amicale envers les hommes d'affaires juifs. Après une lutte âpre et sanglante avec le mouvement ouvrier socialiste, ils s'emparèrent de l'appareil d'État quand l'Autriche, réduite à sa nationalité allemande, devint un État-nation ; ce n'est pas par hasard qu'ils l'emportèrent. Ils se révélèrent le seul parti préparé exactement à jouer ce rôle. Même sous l'ancienne monarchie, les chrétiens-sociaux étaient devenus populaires grâce à leur nationalisme. Les Habsbourg étant une dynastie allemande qui avait accordé à ses sujets allemands une position privilégiée, les chrétiens-sociaux n'attaquèrent jamais la monarchie. Leur fonction était plutôt de gagner le soutien de larges secteurs de la nationalité allemande à un gouvernement essentiellement impopulaire. Leur antisémitisme fut sans conséquences pratiques ; les dizaines d'années pendant lesquelles Lueger gouverna Vienne furent une sorte d'âge d'or pour les Juifs. La propagande des chrétiens-sociaux pouvait aller très loin pour gagner des voix, mais jamais ils n'auraient proclamé, comme Schönerer et les pangermanistes, qu'« ils considéraient l'antisémitisme comme la base même de notre idéologie nationale, comme l'expression la plus essentielle de l'authentique conviction populaire et la grande œuvre nationale du siècle ³⁷⁴ ». Bien qu'ils fussent tout autant sous la coupe des cléricaux que le mouvement antisémite français, ils furent nécessairement beaucoup plus discrets dans leurs

attaques contre les Juifs parce qu'ils ne pouvaient pas s'en prendre à la monarchie comme les antisémites français s'en prenaient à la III^e République.

Les succès et les échecs des deux partis antisémites autrichiens montrent combien les conflits sociaux ont peu de rapport avec les problèmes à long terme de l'époque. Gagner les voix de la petite bourgeoisie était un phénomène éphémère comparé à la mobilisation de tous les opposants au gouvernement en tant que tel. Le mouvement de Schönerer s'appuya surtout, en fait, sur les provinces de langue allemande où n'existait aucune population juive et où la concurrence avec les Juifs ou la haine du banquier juif étaient inconnues. Pourtant, le mouvement pangermaniste et son antisémitisme violent survécurent dans ces provinces tandis qu'ils déclinaient dans les villes. C'est que jamais la prospérité universelle de l'avant-guerre qui réconcilia les populations urbaines avec le gouvernement n'atteignit ces provinces. Les pangermanistes ne se sentaient liés par aucun loyalisme à leur pays et à son gouvernement. Leur loyalisme allait au Reich de Bismarck. Leur conception de la nation était celle d'un élément indépendant de l'État et du territoire ; il en résulta, pour le groupe de Schönerer, une véritable idéologie impérialiste qui fit temporairement la faiblesse puis finalement la force du mouvement. C'est aussi pourquoi le parti pangermaniste allemand (*Alldeutschen*), qui ne dépassa jamais les limites d'un chauvinisme ordinaire, se montra toujours méfiant et très réticent à accepter la main tendue par ses frères, les pangermanistes autrichiens. Le mouvement autrichien voulait davantage que l'accession au pouvoir en tant que parti, davantage que la possession de l'appareil d'État. Il voulait une réorganisation révolutionnaire de l'Europe centrale, dans laquelle les Allemands d'Autriche, alliés aux Allemands d'Allemagne et renforcés par eux, deviendraient le peuple dominant, une Europe centrale dans laquelle les autres peuples seraient réduits à une sorte de semi-servitude, à l'image des

nationalités slaves d'Autriche. Nous examinerons plus tard ce mouvement pangermaniste autrichien, en raison de son affinité étroite avec l'impérialisme et du changement fondamental qu'il apporta au concept de nation. Par les conséquences au moins, il n'est plus un simple mouvement préparatoire appartenant au xix^e siècle. Plus que toute autre variété d'antisémitisme, il appartient aux événements de notre siècle.

On peut dire exactement le contraire de l'antisémitisme français. L'affaire Dreyfus fait apparaître au grand jour tous les autres éléments de l'antisémitisme du xix^e siècle, sous son seul aspect idéologique et politique. Elle est le point culminant d'un antisémitisme qui trouva sa source dans les conditions particulières de l'État-nation. Cependant, les formes violentes qu'elle revêtit annoncent les événements à venir, si bien qu'on a l'impression d'assister, face à l'Affaire et à ses principaux acteurs, à une gigantesque répétition générale d'une représentation qui fut retardée de plus de trente ans. Elle rassembla tous les motifs, politiques ou sociaux, ouverts ou cachés, qui avaient fait de la question juive l'un des problèmes dominants du xix^e siècle. Mais elle éclata trop tôt, et resta ainsi dans le cadre d'une idéologie typique du xix^e siècle ; cette dernière eut beau survivre à tous les gouvernements français et à toutes les crises politiques, elle ne s'adapta jamais tout à fait au contexte politique du xx^e siècle. Lorsque, après la défaite de 1940, l'antisémitisme français connut sa grande heure avec le gouvernement de Vichy, il était définitivement devenu désuet et plutôt inutilisable pour de grands desseins politiques, ce que les auteurs allemands nazis ne manquèrent jamais de souligner ³⁷⁵. Il n'eut aucune influence sur la formation du nazisme et demeure plus significatif en lui-même qu'en tant que facteur historique actif de la catastrophe finale.

La raison principale de cette salutaire faiblesse est que les partis antisémites français, violents sur le plan national, n'avaient aucune ambition supranationale. Après tout, ils

appartenait à l'un des États-nations les plus anciens et les plus achevés d'Europe. Jamais les antisémites français n'essayèrent d'organiser un « parti au-dessus des partis », ni de s'emparer de l'État en tant que parti et dans le seul intérêt du parti. Les quelques tentatives de *coup d'État* que l'on peut porter au compte d'une alliance entre antisémites et officiers supérieurs échouèrent piteusement et sentaient manifestement la machination ³⁷⁶. En 1898, une vingtaine de députés furent élus à la suite de campagnes antisémites, mais cet exploit ne fut jamais renouvelé, et le mouvement déclina rapidement.

Il est vrai que cet épisode constitua le premier exemple de succès de l'antisémitisme comme agent catalyseur de tous les autres problèmes politiques. On peut attribuer ce succès au manque d'autorité de la III^e République, régime adopté à une très faible majorité. Pour les masses, l'État avait perdu son prestige depuis la chute de la monarchie, et les attaques contre l'État n'étaient plus sacrilèges. Cette première explosion de violence en France ressemble de façon frappante à celle qui agita les Républiques autrichienne et allemande après la Première Guerre mondiale. On a si souvent parlé d'un prétendu « culte de l'État » à propos de la dictature nazie que les historiens eux-mêmes ont perdu de vue cette évidence : les nazis ont profité au contraire de la disparition complète du culte de l'État, à l'origine culte du prince régnant par la grâce de Dieu, et que l'on retrouve très rarement dans une République. En France, l'État avait perdu beaucoup de son prestige cinquante ans avant que les pays d'Europe centrale ne connaissent le même phénomène, qui était général. Il était donc plus facile de s'y livrer à une attaque commune contre les Juifs et le gouvernement qu'en Europe centrale, où les attaques contre les Juifs servaient à attaquer le gouvernement.

L'antisémitisme français, en outre, est plus ancien que ses homologues européens, de même que l'émancipation des Juifs remonte en France à la fin du xvm^e siècle. Les hommes des Lumières qui préparèrent la Révolution française méprisaient

tout naturellement les Juifs : ils voyaient en eux les survivants de l'obscurantisme médiéval, les odieux agents financiers de l'aristocratie. Leurs seuls défenseurs déclarés en France furent les écrivains conservateurs qui dénoncèrent l'hostilité envers les Juifs comme « l'une des thèses favorites du xvm^e siècle ³⁷⁷ ». Les auteurs les plus libéraux ou radicaux avaient quasiment pris l'habitude de mettre en garde l'opinion contre les Juifs, décrits comme des barbares vivant encore sous un gouvernement patriarcal et ne reconnaissant aucun autre État ³⁷⁸ . Pendant et après la Révolution française, le clergé et les aristocrates français ajoutèrent leurs voix au sentiment antisémite général, mais pour des raisons différentes et plus concrètes. Ils accusèrent le gouvernement révolutionnaire d'avoir ordonné la vente des biens du clergé pour payer « les Juifs et les marchands envers qui le gouvernement est endetté ³⁷⁹ ». Ces vieux arguments, entretenus en quelque sorte par la lutte éternelle entre l'Église et l'État en France, vinrent renforcer l'aigreur et la violence déclenchées par d'autres forces, plus modernes, à la fin du siècle.

Les cléricaux se trouvant dans le camp antisémite, les socialistes français se déclarèrent finalement contre la propagande antisémite au moment de l'affaire Dreyfus. Jusqu'à là, les mouvements de gauche français du xix^e siècle avaient été ouvertement antisémites. Ils ne faisaient que suivre en cela la tradition des philosophes du xvm^e siècle, à l'origine du libéralisme et du radicalisme français, et ils considéraient leur attitude à l'égard des Juifs comme partie intégrante de leur anticléricalisme. Cette attitude de la gauche fut renforcée par le fait que les Juifs d'Alsace vivaient encore des prêts qu'ils consentaient aux paysans, pratique qui avait déjà entraîné le décret napoléonien de 1808 ³⁸⁰ . Après que la situation se fut modifiée en Alsace, l'antisémitisme de gauche trouva un aliment dans la politique financière des Rothschild, qui financèrent largement les Bourbons, conservèrent des liens

étroits avec Louis-Philippe et furent plus florissants que jamais sous Napoléon III.

Mais il y avait une cause moins évidente, plus profonde et plus particulière, à l'ensemble de la structure des mouvements radicaux français, qui faillit rendre antisémite la gauche française tout entière. Les banquiers avaient une place beaucoup plus importante dans l'économie française que dans aucun autre pays capitaliste. Le développement industriel français, après un bref essor sous Napoléon III, prit un tel retard sur les autres pays que les courants socialistes de la phase précapitaliste continuèrent à exercer une influence considérable. La petite bourgeoisie allemande et autrichienne ne devint antisémite que dans les années 1870 et 1880, quand sa situation désespérée en fit une proie aussi bien pour les réactionnaires que pour les nouveaux mouvements animés par la populace. Mais la petite bourgeoisie française était déjà antisémite cinquante ans auparavant, au moment où, avec l'aide de la classe ouvrière, elle fit triompher l'éphémère révolution de 1848. Dans les années 1840, lorsque Toussenel publia *Les Juifs, rois de l'époque*, l'ouvrage le plus important parmi un flot de pamphlets contre les Rothschild, il fut salué avec enthousiasme par toute la presse de gauche, alors organe de la petite bourgeoisie révolutionnaire. Les sentiments de cette dernière, exprimés par Toussenel, ne différaient guère de ceux du jeune Marx, bien que leur clarté et leur degré d'élaboration fussent moindres et l'attaque de Toussenel contre les Rothschild était une variante moins brillante, mais plus élaborée, des lettres de Paris écrites par Borne quinze ans plus tôt ³⁸¹. Ces Juifs prenaient à tort, eux aussi, le banquier juif pour le personnage central du système capitaliste. Cette erreur a eu une certaine influence sur l'administration municipale et les échelons inférieurs de l'administration française jusqu'à nos jours ³⁸².

Cette flambée d'antisémitisme populaire, alimentée par un conflit économique entre les banquiers juifs et leur clientèle

aux abois, eut une influence politique aussi limitée que d'autres mouvements similaires d'agitation dus à des causes purement économiques ou sociales. Les vingt années du règne de Napoléon III furent des années de prospérité et de sécurité pour les Juifs français, comme les deux décennies qui précédèrent la Première Guerre mondiale en Allemagne et en Autriche.

Le seul antisémitisme durable en France, celui qui survécut à l'antisémitisme social et aux attitudes de mépris des intellectuels anticléricaux, fut lié à une xénophobie générale. Après la Première Guerre mondiale en particulier, les Juifs étrangers devinrent le stéréotype de tous les étrangers. Tous les pays d'Europe centrale et occidentale se mirent à traiter différemment les Juifs nationaux et les « envahisseurs » venus de l'est. Les Juifs polonais et russes furent traités en Allemagne et en Autriche exactement comme les Juifs roumains et allemands étaient traités en France, et ceux de Posnanie en Allemagne ou ceux de Galicie en Autriche étaient considérés avec le même mépris que les Juifs alsaciens en France. Ce n'est qu'en France que cette différenciation prit tant d'importance en politique intérieure. La raison en est sans doute que les Rothschild, objet des attaques antisémites en France plus que partout ailleurs, avaient émigré d'Allemagne en France, si bien que, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, on soupçonna naturellement les Juifs de sympathies pour l'ennemi national.

L'antisémitisme nationaliste, inoffensif si on le compare à des mouvements modernes, n'a jamais été en France le monopole des réactionnaires et des chauvins. Sur ce point, Giraudoux, nommé commissaire général à l'information lorsque Daladier forma son cabinet de guerre, était en plein accord ³⁸³ avec Pétain et le gouvernement de Vichy, lequel d'ailleurs, malgré tous ses efforts pour contenter les Allemands, ne put jamais dépasser les limites que lui assignait cette antipathie démodée pour les Juifs. Ce fait est d'autant plus marquant que la France avait produit un antisémite

exceptionnel, qui avait compris toute la puissance et toutes les possibilités de la nouvelle arme. Le fait que cet homme ait été un romancier de valeur est caractéristique de la situation particulière de la France, où l'antisémitisme n'avait pas été socialement et intellectuellement discrédité comme dans les autres pays d'Europe.

La thèse de Louis-Ferdinand Céline était simple, ingénieuse, et elle avait juste ce qu'il fallait d'imagination idéologique pour compléter l'antisémitisme plus rationaliste des Français. Selon Céline, les Juifs avaient empêché l'unité politique de l'Europe, provoqué toutes les guerres européennes depuis 843 et tramé la ruine de la France et de l'Allemagne en suscitant leur hostilité mutuelle. Céline avançait cette abracadabrante explication de l'histoire dans *L'École des cadavres*, ouvrage écrit au temps des accords de Munich, et publié pendant les premiers mois de la guerre ³⁸⁴. Un pamphlet publié précédemment sur le même sujet, *Bagatelles pour un massacre* (1938), ne donnait pas encore cette nouvelle clé de l'histoire européenne, mais était déjà remarquablement moderne. Céline n'établissait pas de distinctions entre Juifs nationaux et étrangers, entre bons et mauvais Juifs ; il ne se souciait pas de proposer des lois compliquées (l'une des caractéristiques de l'antisémitisme français) : il allait droit au but et réclamait le massacre de tous les Juifs.

Le premier livre de Céline reçut un accueil très favorable de la part des principaux intellectuels français, en partie assez satisfaits de cette attaque contre les Juifs, et en partie convaincus que ce n'était qu'une nouvelle et intéressante fantaisie littéraire ³⁸⁵. Pour exactement les mêmes raisons, les fascistes français ne prirent pas Céline au sérieux, même si les nazis, eux, le considérèrent toujours comme le seul véritable antisémite français. Le bon sens propre aux hommes politiques français et leur respectabilité profonde les empêchèrent d'accueillir ce charlatan et cet illuminé. Quant aux Allemands, qui savaient pourtant à quoi s'en tenir, ils durent se contenter

d'utiliser des alliés aussi peu satisfaisants que Doriot, disciple de Mussolini, et Pétain, vieux Français chauvin qui ne comprenait rien aux problèmes modernes, pour tenter en vain de persuader les Français que l'extermination des Juifs résoudrait tous les problèmes sans exception sur cette terre. La façon dont cette situation évolua pendant les années de collaboration officielle et même officieuse avec l'Allemagne nazie montre bien à quel point l'antisémitisme du xix^e siècle ne pouvait plus servir les desseins politiques du xx^e siècle, même dans un pays où il s'était pleinement développé et où il avait survécu à tous les revirements de l'opinion publique. Peu importait que de bons journalistes du xix^e siècle comme Édouard Drumont, ou même de grands écrivains contemporains comme Georges Bernanos, aient servi une cause où des illuminés et des charlatans l'emportaient de loin sur eux.

Pour différentes raisons, la France n'eut jamais de véritable parti impérialiste, et ce fut, en dernière analyse, l'élément décisif. Comme beaucoup d'hommes politiques français partisans de conquêtes coloniales l'ont souligné ³⁸⁶, seule une alliance avec l'Allemagne aurait permis à la France de concurrencer l'Angleterre pour le partage du monde et de se joindre avec succès à la mêlée pour l'Afrique. Cependant, la France ne se laissa jamais tenter par la compétition, en dépit de son ressentiment et de l'hostilité qu'elle témoigna bruyamment à la Grande-Bretagne. La France était et resta, malgré son déclin, la *nation par excellence** sur le continent, et ses tentatives impérialistes limitées se soldèrent le plus souvent par la naissance de nouveaux mouvements nationaux d'indépendance. Comme, de plus, l'antisémitisme français avait été entretenu surtout par le conflit purement national avec l'Allemagne, la question juive fut presque automatiquement écartée de la politique impérialiste ; pourtant l'Algérie, avec sa population de Juifs indigènes et d'Arabes, aurait pu fournir une excellente occasion ³⁸⁷. La destruction brutale de l'État-nation français du fait de l'agression allemande, la mascarade d'une

alliance franco-allemande fondée sur l'occupation allemande et la défaite française auraient pu prouver que la *nation par excellence* n'avait pas gardé grand-chose d'un passé glorieux ; cela ne changea rien à sa structure politique fondamentale.

V. L'ÂGE D'OR DE LA SÉCURITÉ

Vingt ans seulement ont séparé le déclin temporaire des mouvements antisémites du déclenchement de la Première Guerre mondiale. On a très justement décrit cette période comme « l'âge d'or de la sécurité ³⁸⁸ ». En effet, seuls quelques contemporains ressentirent la faiblesse inhérente à des structures politiques surannées qui, en dépit des prédictions annonçant leur chute, continuaient à fonctionner dans toute leur fausse splendeur et avec une obstination aussi monotone qu'inexplicable. Côte à côte, on voyait fonctionner, en apparence avec une égale stabilité, un despotisme anachronique en Russie, une bureaucratie corrompue en Autriche, un militarisme obtus en Allemagne, une République à moitié acceptée et perpétuellement en crise en France, le tout encore dominé par la puissance mondiale de l'Empire britannique. Aucun de ces gouvernements n'était particulièrement populaire et tous devaient faire face à une opposition intérieure grandissante ; mais nulle part il ne semblait y avoir de véritable volonté politique de changer radicalement les conditions politiques. L'Europe était trop absorbée par son expansion économique pour qu'aucune nation ou aucune couche sociale prît la politique au sérieux. Tout pouvait continuer car personne ne s'en souciait. Selon la formule incisive de Chesterton, « tout prolonge sa propre existence en niant cette existence même ³⁸⁹ ».

L'énorme croissance du potentiel industriel et économique entraîna un affaiblissement régulier des facteurs purement politiques, tandis que les forces économiques prenaient la première place dans le jeu international du pouvoir. On crut

que ce dernier était synonyme de capacité économique, jusqu'à ce que l'on s'aperçoive que la puissance économique et industrielle n'en est que la condition moderne. En un sens, le pouvoir économique pouvait dicter sa loi aux gouvernements, car ceux-ci avaient en l'économie la même foi aveugle que les hommes d'affaires ordinaires, qui étaient parvenus à les convaincre que les moyens de coercition dont disposait l'État devaient servir exclusivement à la protection des intérêts économiques privés et de la propriété de ses ressortissants. Pendant un court laps de temps, Walter Rathenau eut quelque raison de dire que trois cents hommes, qui se connaissaient tous, tenaient entre leurs mains le destin du monde. Cet étrange état de choses dura jusqu'en 1914 où, en raison même de la guerre, les masses perdirent confiance dans le caractère providentiel de l'expansion économique.

Les Juifs furent encore plus trompés que tout autre élément des populations européennes par les apparences de l'âge d'or de la sécurité. L'antisémitisme semblait appartenir au passé. Plus les gouvernements perdaient de pouvoir et de prestige, moins on prêtait d'attention aux Juifs. L'État jouait un rôle de plus en plus restreint et de pure représentation ; le Parlement devenait une sorte de théâtre dont les représentations avaient plus ou moins d'intérêt, jusqu'à ce qu'en Autriche, le théâtre devînt le foyer d'attraction de la vie nationale, une institution assurément plus chargée de signification publique que le Parlement. Le monde politique était devenu à ce point théâtral que le théâtre apparaissait comme la réalité même.

L'influence croissante des grandes affaires sur l'État et le besoin moindre qu'avait celui-ci des services des Juifs menaçaient le banquier juif d'extinction et entraînèrent nécessairement des changements dans les professions exercées par les Juifs. Le premier signe du déclin des établissements bancaires juifs fut leur perte de prestige et d'influence au sein des communautés juives. Ils n'étaient plus assez forts pour centraliser et, dans une certaine mesure, monopoliser

l'ensemble des capitaux juifs. De plus en plus de Juifs abandonnèrent les finances publiques pour les affaires privées. De la fourniture des vivres et des vêtements aux armées et aux gouvernements naquit le commerce alimentaire, celui des grains et l'industrie du vêtement, où ils acquirent bientôt une position prééminente dans tous les pays ; les maisons de prêt sur gages et les magasins où l'on trouvait de tout, dans les petites villes de province, précédèrent les grands magasins des villes importantes. Non que le lien fût rompu entre les Juifs et les gouvernements, mais il ne concernait plus autant d'individus, si bien qu'à la fin de cette période nous retrouvons presque la même image qu'au début : quelques Juifs occupent des positions financières importantes mais n'ont que peu ou pas de liens avec les couches plus larges de la bourgeoisie juive.

À côté de l'expansion d'une classe d'hommes d'affaires juifs indépendants, il y eut un autre changement, plus important, dans la structure professionnelle. Les communautés juives d'Europe centrale et occidentale étaient parvenues à un point de saturation en ce qui concerne leur richesse et leur réussite économique. Le moment était peut-être venu pour elles de montrer si elles voulaient l'argent pour l'argent ou pour le pouvoir qu'il procure. Dans le premier cas, elles pouvaient étendre encore leurs affaires pour les léguer à leurs descendants ; dans le second, elles pouvaient se cantonner plus fermement aux affaires pour le compte de l'État et combattre l'influence des grandes entreprises et de l'industrie sur les gouvernements. Elles ne firent ni l'un ni l'autre. Au contraire, les fils des riches hommes d'affaires et, dans une moindre mesure, ceux des banquiers, abandonnèrent la carrière de leurs pères pour des professions libérales ou pour des activités purement intellectuelles auxquelles ils n'auraient pu se livrer quelques générations auparavant. Ce que l'État-nation avait tant redouté par le passé – la formation d'une intelligentsia juive – progressait maintenant à pas de géant. L'entrée en masse des Juifs de familles aisées dans la sphère culturelle fut

particulièrement remarquable en Allemagne et en Autriche, où une grande partie des institutions culturelles – la presse, l'édition, la musique et le théâtre devinrent des entreprises juives.

Ce phénomène, rendu possible à l'origine par le penchant et le respect traditionnel des Juifs pour les activités intellectuelles, conduisit à une véritable rupture avec la tradition, à l'assimilation et à l'intégration nationale, dans le monde intellectuel, de couches importantes de la population juive d'Europe occidentale et centrale. Politiquement, c'était un indice de l'émancipation des Juifs de la protection de l'État, d'une conscience plus aiguë des liens qui les unissaient à leurs concitoyens et d'un affaiblissement considérable des liens qui avaient fait des Juifs un élément européen. Socialement, les intellectuels juifs furent les premiers à avoir besoin d'être admis en tant que groupe dans la société non juive, et à le désirer. La discrimination sociale, sans importance pour leurs pères qui ne se souciaient guère de relations avec les non-Juifs, devint pour eux un problème crucial.

Cherchant une voie d'accès dans la société, ces intellectuels furent obligés d'adopter les modèles de comportement établis par les Juifs qui avaient été admis dans la société au xix^e siècle à titre d'exceptions individuelles à la règle de discrimination. Ils découvrirent bien vite que ce qui ouvrait toutes les portes, c'était « la puissance radieuse de la Renommée » (Stefan Zweig), rendue irrésistible par un siècle d'idolâtrie du génie. Ce qui distinguait les Juifs, dans cette quête de la renommée, par rapport à l'idolâtrie générale dont elle était l'objet à cette époque, c'est qu'ils ne la recherchaient pas tellement pour eux-mêmes. Il était plus important de vivre dans l'aura des personnages célèbres que de devenir célèbre soi-même ; ainsi, les Juifs excellèrent parmi les critiques, les observateurs, les collectionneurs, les organisateurs de ce qui était célèbre. La « puissance radieuse » était une force sociale très réelle, grâce à laquelle les parias de la société pouvaient se tailler une place.

En d'autres termes, les intellectuels juifs essayèrent et, dans une certaine mesure, réussirent à devenir le lien vivant unissant des personnages célèbres pour en faire une véritable société des hommes illustres, internationale par définition, car les œuvres intellectuelles rayonnent par-delà les frontières nationales. Depuis vingt ans, l'affaiblissement des facteurs politiques avait créé une situation dans laquelle la réalité et l'apparence, la réalité politique et la représentation théâtrale pouvaient aisément se parodier tour à tour. Le même phénomène permettait maintenant aux Juifs d'être les représentants de cette société internationale aux contours flous, dans laquelle les préjugés nationaux ne semblaient plus avoir cours. Paradoxalement, cette société semblait la seule qui reconnût l'intégration nationale et l'assimilation de ses Juifs ; il était bien plus facile pour un Juif autrichien d'être accepté comme Autrichien en France qu'en Autriche. Cette fausse citoyenneté du monde de toute une génération, cette nationalité fictive dont ils se réclamaient dès qu'était mentionnée leur origine juive annonçait déjà ces passeports qui, plus tard, allaient permettre à leur titulaire de séjourner n'importe où, excepté dans le pays d'émission.

Par leur nature même, ces circonstances ne pouvaient qu'attirer l'attention sur les Juifs, au moment même où leurs activités, leur satisfaction et leur réussite dans le monde des apparences prouvaient qu'en tant que groupe ils ne désiraient ni l'argent ni le pouvoir. Les hommes d'Etat et les journalistes sérieux ne s'étaient jamais si peu souciés de la question juive depuis l'émancipation ; l'antisémitisme avait pratiquement disparu de la scène politique, du moins publiquement ; et voici que les Juifs devenaient le symbole de la Société en tant que telle, en même temps que des objets de haine pour tous ceux que la société rejetait. L'antisémitisme avait perdu les bases sur lesquelles il s'était développé à l'origine au cours du xix^e siècle. Les charlatans et les illuminés étaient libres de le reprendre, de l'élaborer à nouveau pour en faire ce mélange étrange de demi-

vérités et de superstitions délirantes qui apparut en Europe après 1914 et devint l'idéologie de tous les éléments frustrés et aigris.

Comme la question juive, sous son aspect social, devint un catalyseur de l'agitation sociale, jusqu'à ce qu'une société désintégrée finisse par se rassembler à nouveau, idéologiquement, autour de l'idée d'un massacre des Juifs, il est nécessaire d'esquisser quelques-uns des traits essentiels de l'histoire sociale des Juifs émancipés dans la société bourgeoise du siècle dernier.

CHAPITRE III

LES JUIFS ET LA SOCIÉTÉ

L'ignorance des Juifs en matière politique les rendait particulièrement aptes à leur rôle spécifique et à leur implantation dans le monde des affaires liées à l'État ; leurs préjugés à l'égard du peuple et leur préférence marquée pour l'autorité, qui les empêchaient de voir les dangers politiques de l'antisémitisme, ne les rendaient que plus sensibles à toutes les formes de discrimination sociale. Il était difficile de discerner une différence décisive entre le motif politique et la simple antipathie lorsqu'ils se développaient côte à côte. Mais ce qui est important, c'est que ces deux attitudes naquirent de deux aspects exactement opposés de l'émancipation des Juifs : l'antisémitisme politique est dû au fait que les Juifs constituaient un corps séparé ; la discrimination sociale, à l'égalité croissante entre les Juifs et tous les autres groupes. L'égalité de condition, à coup sûr un impératif fondamental de justice, est aussi l'une des plus grandes et des plus hasardeuses entreprises de l'humanité moderne. Plus les conditions sont égales, moins il est facile d'expliquer les différences réelles entre les individus et moins, en fait, les individus et les groupes sont égaux entre eux. Cette conséquence troublante apparut pleinement quand l'égalité cessa d'être perçue comme par le passé, l'égalité devant un Dieu omnipotent ou l'égalité devant un destin commun tel que la mort. Chaque fois que l'égalité devient un fait banal, sans possibilité de mesure ou d'explication, il y a très peu de chances pour qu'on la reconnaisse simplement comme le principe de fonctionnement d'une organisation politique dans laquelle des personnes, par ailleurs inégales entre elles, jouissent de droits égaux. Il y a au contraire toutes les chances pour qu'on y voie, à tort, une

qualité innée de chaque individu, que l'on appelle « normal » s'il est comme tout le monde, et « anormal » s'il est différent. Cette perversion du concept d'égalité, transféré du plan politique au plan social, est d'autant plus dangereuse si une société ne laisse que peu de place à des groupes particuliers et à des individus, car alors leurs différences deviennent encore plus frappantes.

Le grand défi lancé à l'époque moderne et son danger particulier furent que, pour la première fois, l'homme a affronté l'homme sans être protégé par les différences de situation et de condition. C'est précisément ce nouveau concept d'égalité qui a rendu si difficiles les relations modernes entre les races car on se trouve là en face de différences naturelles, et on ne peut pas attendre d'un changement quelconque des conditions qu'il les rende moins visibles. C'est parce que l'égalité exige que je reconnaisse tout individu, quel qu'il soit, comme mon égal que les conflits entre des groupes différents qui, pour des motifs qui leur sont propres, refusent de se reconnaître réciproquement cette égalité de base, revêtent des formes si effroyables. Ainsi, plus la condition des Juifs devenait l'égale de celle des autres populations, plus les caractéristiques qui les en différenciaient devenaient surprenantes. Cette nouvelle conscience suscitait à la fois le ressentiment social contre les Juifs et une attirance particulière vis-à-vis d'eux. Ces réactions conjuguées déterminèrent l'histoire sociale des Juifs occidentaux. Toutefois, la discrimination comme l'attirance étaient politiquement stériles. Elles n'allèrent pas jusqu'à entraîner un mouvement politique dirigé contre les Juifs et ne servirent pas davantage à les protéger contre leurs ennemis. Ces deux attitudes parvinrent pourtant à empoisonner l'atmosphère sociale, à dénaturer les relations sociales entre Juifs et non-Juifs, et influencèrent nettement le comportement des Juifs. La formation d'un type juif vient à la fois de cette discrimination et de cette sympathie particulières.

L'antipathie de la société à l'égard des Juifs, avec les formes variées de discrimination qu'elle entraînait, n'eut guère de conséquences politiques graves en Europe, car il n'y eut jamais de véritable égalité sociale et économique. Apparemment, les nouvelles classes se développaient sous forme de groupes auxquels on appartenait par la naissance. C'était d'ailleurs certainement dans ce seul cadre que la société pouvait supporter que les Juifs forment un clan à part.

La situation aurait été totalement différente si, comme aux États-Unis, l'égalité de condition avait été considérée comme acquise ; si chaque membre de la société, quelle que fût son origine, avait été fermement convaincu qu'avec des capacités et de la chance il pouvait devenir le symbole de la réussite. Dans une telle société, la discrimination devient le seul mode de différenciation, une sorte de loi universelle qui peut placer certains groupes hors de la norme d'égalité civile, politique et économique. Là où la discrimination n'est pas liée à la seule question juive, elle peut servir à cristalliser un mouvement politique qui entend résoudre toutes les difficultés et tous les conflits naturels d'un pays multinational au moyen de la violence, de la dictature de la populace et de concepts raciaux vulgaires. C'est l'un des paradoxes les plus féconds et les plus dangereux de la République américaine qu'elle ait osé réaliser l'égalité à partir d'une des populations du monde où l'inégalité, tant physique qu'historique, est la plus marquée. Aux États-Unis, l'antisémitisme social pourrait devenir un jour le noyau d'un dangereux mouvement politique ³⁹⁰. En Europe, il a eu peu d'influence sur la montée de l'antisémitisme politique.

I. ENTRE LE PARIA ET LE PARVENU

L'équilibre précaire entre l'État et la société, sur lequel reposait, socialement et politiquement, l'État-nation, détermina une loi curieuse concernant l'admission des Juifs dans la société. Durant les cent cinquante années où les Juifs vécurent

vraiment parmi les populations d'Europe occidentale et non pas seulement dans leur voisinage, leur succès social fut toujours acquis au prix de la détresse politique, et leur succès politique au prix d'un affront social. Ils n'obtinrent l'assimilation, prise dans le sens de l'admission dans la société non juive, qu'à titre d'exceptions individuelles explicites par rapport aux masses juives dont ils partageaient pourtant encore le statut politique restrictif et humiliant, ou plus tard, après l'émancipation et l'isolement social qui en résulta, quand leur statut politique était déjà menacé par les mouvements antisémites. Face à l'égalité politique, économique et juridique accordée aux Juifs, la société proclama nettement qu'aucune de ses classes n'était prête à leur accorder l'égalité sociale, et que l'on n'admettrait que des cas exceptionnels. Les Juifs, qui s'entendaient faire l'étrange compliment qu'ils étaient des exceptions, des Juifs d'exception, savaient parfaitement que cette ambiguïté même – ils étaient juifs, mais ne *ressemblaient* pourtant pas à des Juifs – leur ouvrait les portes de la société. Ceux qui désiraient ce type de relations s'efforcèrent donc « d'être et de ne pas être des Juifs **391** ».

Ce paradoxe apparent avait un fondement solide. La société non juive exigeait du nouveau venu une « éducation » égale à elle, et en même temps qu'il ne se comportât pas en « Juif ordinaire » mais que lui-même fût hors de l'ordinaire et produisît quelque chose qui sortît de l'ordinaire, puisque après tout il était juif. Tous les partisans de l'émancipation réclamèrent l'assimilation, c'est-à-dire l'adaptation à et l'admission dans la société, qu'ils considéraient soit comme une condition préliminaire de l'émancipation des Juifs, soit comme sa conséquence automatique. En d'autres termes, lorsque ceux qui essayèrent vraiment d'améliorer la situation des Juifs cherchèrent à se placer dans l'optique des Juifs eux-mêmes, ils abordèrent aussitôt le problème sous son seul angle social. L'un des faits les plus malheureux de l'histoire du peuple juif est que

seuls ses ennemis, et presque jamais ses amis, comprirent que le problème juif était un problème politique.

Les partisans de l'émancipation eurent tendance à présenter le problème sous l'angle de l'« éducation », critère appliqué à l'origine aux Juifs comme aux non-Juifs ³⁹². On pensait tout naturellement que l'avant-garde, dans les deux camps, serait composée de personnes particulièrement « éduquées », tolérantes et cultivées. Il s'ensuivit bien sûr que ces non-Juifs tolérants, bien élevés et cultivés, ne pouvaient s'intéresser socialement qu'aux Juifs exceptionnellement bien éduqués. Parmi ces gens cultivés, la revendication de l'abolition des préjugés allait devenir rapidement un processus à sens unique : finalement ce furent les seuls Juifs que l'on pressa d'acquérir l'« éducation ». Ce n'est là qu'un aspect de la question. On demandait aux Juifs de s'éduquer suffisamment pour ne pas se conduire en Juifs ordinaires ; mais, d'autre part, on ne les acceptait que parce qu'ils étaient juifs, en raison de leur attrait étranger et exotique. Au xvm^e siècle, l'origine en était le nouvel humanisme, qui réclamait expressément de « nouveaux spécimens d'humanité » (Herder) avec lesquels entrer en contact pour montrer la possibilité de relations avec tous les types humains. Pour le Berlin éclairé du temps de Mendelssohn, les Juifs étaient la preuve vivante que tous les hommes étaient humains. Pour cette génération, l'amitié avec Mendelssohn ou avec Markus Herz était une démonstration permanente de la dignité humaine. Comme les Juifs étaient un peuple méprisé et opprimé, ils étaient, pour cette raison même, un modèle d'humanité encore plus pur et plus exemplaire. C'est Herder, ami déclaré des Juifs, qui employa le premier cette phrase, dont on ferait plus tard un mauvais usage en la citant mal à propos : « un étrange peuple d'Asie poussé vers nos climats ³⁹³ ». Par ces mots, il entendait, avec ses amis humanistes, saluer les « nouveaux spécimens d'humanité » que le xvm^e siècle avait « cherchés sur la terre entière ³⁹⁴ » pour les trouver enfin en la personne de leurs voisins de toujours. Désireux de souligner

l'unité fondamentale de l'humanité, ils attribuaient aux Juifs des origines plus étrangères, donc plus exotiques qu'elles ne l'étaient en réalité, afin de renforcer la démonstration du caractère universel de l'humanité.

Pendant quelques dizaines d'années, à la fin du xviii^e siècle, alors que les Juifs français étaient déjà émancipés et que les Juifs allemands n'avaient presque ni espoir ni désir d'émancipation, l'intelligentsia prussienne éclairée « appela l'attention des Juifs du monde entier sur la communauté juive de Berlin ³⁹⁵ » (et non sur celle de Paris !). C'était dû en grande partie au succès de *Nathan le sage*, de Lessing, ou plutôt à son interprétation erronée, selon laquelle les « nouveaux spécimens d'humanité », parce qu'ils étaient devenus des exemples de l'humanité, devaient aussi être plus intensément des êtres humains ³⁹⁶. Mirabeau fut fortement influencé par cette idée, et citait souvent Mendelssohn comme exemple ³⁹⁷. Herder espérait que les Juifs instruits se montreraient davantage exempts de préjugés, parce que « le Juif est libéré de certains jugements politiques qu'il nous est très difficile, voire impossible d'abandonner ». Protestant contre l'habitude du temps consistant à « accorder de nouveaux avantages mercantiles », il préconisa l'éducation comme la véritable voie vers l'émancipation des Juifs du judaïsme, des « vieux et fiers préjugés nationaux [...] des coutumes qui n'appartiennent ni à notre siècle ni à nos constitutions », si bien que les Juifs deviendraient « purement humanisés », utiles au « développement des sciences et de toute la culture de l'humanité ³⁹⁸ ». À peu près à la même époque, Goethe, faisant la critique d'un recueil de poèmes, écrivit que l'auteur, un Juif polonais, ne « faisait pas mieux qu'un *étudiant* chrétien *en belles lettres* » ; il avait espéré, disait-il, quelque chose d'authentiquement nouveau, une force au-delà des conventions creuses, et n'avait trouvé qu'une médiocrité ordinaire ³⁹⁹.

L'effet de cette bonne volonté excessive fut immense et désastreux sur les Juifs nouvellement occidentalisés, qui venaient d'accéder à la culture ; elle influença aussi beaucoup leur situation sociale et psychologique. On ne se contentait pas de les démoraliser en leur demandant d'être des exceptions parmi leurs frères, de reconnaître « la différence tranchée existant entre eux et les autres », et de réclamer que cette « séparation [...] soit consacrée légalement » par les gouvernements, ⁴⁰⁰ ce qui ne pouvait qu'affecter leur moral ; on leur demandait même de devenir des spécimens exceptionnels d'humanité. Et puisque c'était là que résidait le « billet d'admission » dans la société européenne cultivée, et non dans la conversion de Heine, que pouvaient faire cette génération de Juifs et les suivantes, sinon essayer désespérément de ne décevoir personne ⁴⁰¹ ?

Tout alla très bien durant les premières décennies de cette entrée dans la société, lorsque l'assimilation n'était pas encore devenue une tradition à suivre, mais un élément réservé à quelques individus exceptionnellement doués. Alors que la France était le paradis politique des Juifs, le premier pays à voir en eux des citoyens, la Prusse semblait sur le point de devenir leur paradis social. Le Berlin éclairé, où Mendelssohn avait noué d'étroites relations avec beaucoup d'hommes éminents de son temps, n'était qu'un début. Les relations de Mendelssohn avec la société non juive ressemblaient encore beaucoup à ces relations entre érudits qui, de tout temps, avaient rapproché les savants juifs et chrétiens dans presque toutes les périodes de l'histoire de l'Europe. Ce qui était nouveau et surprenant, c'est que les amis de Mendelssohn utilisaient ces relations à des fins qui n'étaient pas personnelles, mais idéologiques, voire politiques. Il désavoua lui-même explicitement de tels motifs inavoués et répéta à plusieurs reprises qu'il était pleinement satisfait des conditions dans lesquelles il avait à vivre, comme s'il avait pressenti que sa position sociale exceptionnelle et la liberté dont il jouissait étaient liées au fait qu'il appartenait

encore au groupe des « plus humbles habitants du domaine [du roi de Prusse] ⁴⁰² ».

Cette indifférence aux droits civiques et politiques survécut aux relations innocentes de Mendelssohn avec les hommes éclairés et savants de son temps ; elle se transporta ensuite dans les salons de ces femmes juives où se retrouvait la société la plus brillante que Berlin ait jamais vue. Mais après la défaite prussienne de 1806, avec l'introduction de la législation napoléonienne qui mit l'émancipation des Juifs à l'ordre du jour dans une grande partie de l'Allemagne, et entraîna sa discussion publique, l'indifférence fit place à la peur pure et simple. L'émancipation allait libérer les Juifs cultivés et les Juifs « arriérés », et leur égalité allait effacer cette précieuse distinction sur laquelle reposait le statut social des premiers, qui en étaient bien conscients. Après l'édit d'émancipation, la plupart des Juifs assimilés trouvèrent une échappatoire dans la conversion au christianisme : d'une manière caractéristique, ils estimaient que leur situation, supportable et sûre avant l'émancipation, ne l'était plus désormais.

L'un de ces salons les plus représentatifs, où se retrouvait une société allemande véritablement mixte, était celui de Rahel Varnhagen. Son intelligence naturelle, originale et sans préjugés, alliée à son intérêt constant pour les êtres et sa nature passionnée faisaient d'elle la plus brillante et la plus intéressante de ces femmes juives. Les modestes, mais célèbres soirées qui se déroulaient dans sa « mansarde » rassemblaient des aristocrates « éclairés », des intellectuels de la classe moyenne et des acteurs – c'est-à-dire tous ceux qui, comme les Juifs, n'appartenaient pas à la société respectable. Ainsi, son salon se trouvait, par définition et intentionnellement, en marge de la société et n'acceptait ni ses conventions ni ses préjugés.

Il est amusant de noter combien cette assimilation des Juifs à la société suivait de près les préceptes proposés par Goethe pour l'éducation de son *Wilhelm Meister*, roman qui devait

servir de modèle à l'éducation des classes moyennes. Dans ce livre, le jeune bourgeois est éduqué par des aristocrates et des acteurs ; il doit ainsi devenir capable de présenter et de représenter sa personnalité, et de passer de l'état modeste de fils de bourgeois à celui d'aristocrate. Pour les classes moyennes et pour les Juifs, c'est-à-dire pour ceux qui n'appartenaient pas à la haute société aristocratique, tout dépendait de la « personnalité » et de la capacité de l'exprimer. Le plus important, semblait-il, était de savoir jouer son propre rôle. La particularité de l'Allemagne consista à considérer le problème juif comme un problème d'éducation, et ce fut en raison de ce point de départ précoce. L'une des conséquences en fut le philistinisme qui régna dans l'éducation des classes moyennes, juives et non juives, et la ruée des Juifs vers les professions libérales.

Le charme de ces premiers salons berlinois résidait en ce que seuls comptaient réellement la personnalité, l'originalité, le talent et la façon de s'exprimer. Rien, ni le rang, ni l'argent, ni le succès, ni la gloire littéraire, ne pouvaient remplacer la qualité unique d'une personnalité, qui rendait également possibles un commerce et une intimité sans limites. Dans la « mansarde » de Rahel se rencontrèrent par exemple un prince Hohenzollern, Louis-Ferdinand, et un banquier, Abraham Mendelssohn ; un essayiste et diplomate, Friedrich Gentz, et un écrivain de l'école romantique, alors très moderne, Friedrich Schlegel. Mais, en 1806, ce lieu de rencontre unique « sombra comme un navire porteur des plus sublimes plaisirs de la vie », selon les termes de Rahel. À l'instar des aristocrates, les intellectuels romantiques devinrent antisémites ; ni les uns ni les autres ne renoncèrent d'ailleurs à leurs amis juifs ; mais le temps de l'innocence et de la splendeur était passé.

Le vrai tournant, dans l'histoire sociale des Juifs allemands, survint deux ans après la défaite de la Prusse, en 1808, lors du vote de la loi municipale ⁴⁰³ qui donna aux Juifs la plénitude des droits civiques, mais non des droits politiques. Par le traité de

paix de 1807, la Prusse avait perdu ses provinces orientales, et avec elles la majorité de sa population juive. Les Juifs qui restaient en territoire prussien étaient des « Juifs protégés », c'est-à-dire qu'ils jouissaient déjà des droits civiques sous forme de privilèges individuels. L'émancipation due à la loi municipale ne fit que légaliser ces privilèges, mais fut plus durable que l'émancipation générale contenue dans l'édit de 1812. Lorsque la Prusse eut recouvré la Posnanie et sa nombreuse population juive, après la chute de Napoléon, elle révoqua pratiquement l'édit de 1812, qui aurait étendu les droits politiques même à la partie pauvre de la population juive, mais elle ne toucha pas à la loi municipale.

Bien que de peu d'importance politique pour l'amélioration réelle de la condition juive, ces mesures d'émancipation, jointes à la perte des provinces où vivaient la majorité des Juifs de Prusse, eurent d'immenses conséquences sociales. Avant 1807, les Juifs protégés de Prusse ne formaient que 20 % environ de la population juive totale. Au moment où l'édit d'émancipation fut promulgué, les Juifs protégés étaient la majorité en Prusse, les 10 % de « Juifs étrangers » ne contrastant que davantage avec eux. Il manquait à présent le contexte de profonde misère et d'arriération qui, auparavant, mettait si bien en valeur les « Juifs d'exception », leur richesse et leur éducation. Ce contexte, élément de comparaison si essentiel pour le succès social des Juifs privilégiés et pour le sentiment de leur dignité, ne fut plus jamais ce qu'il avait été avant Napoléon. Lorsque la Prusse retrouva ses provinces polonaises en 1816, les anciens « Juifs protégés » (maintenant inscrits comme citoyens prussiens de religion juive) dépassaient encore 60 % de l'ensemble de la population juive ⁴⁰⁴.

D'un point de vue social, cela signifiait que les Juifs demeurés prussiens avaient perdu le milieu d'origine par rapport auquel ils étaient apparus comme des exceptions. Ils étaient maintenant, à eux seuls, ce milieu, mais un milieu restreint, où il était doublement difficile pour l'individu de se

distinguer. Les « Juifs d'exception » étaient de nouveau des Juifs, simplement, non plus des exceptions mais les représentants d'un peuple méprisé. L'intervention du gouvernement fut sur le plan social tout aussi désastreuse. Non seulement les classes opposées au gouvernement, donc ouvertement hostiles aux Juifs, mais toutes les couches de la société comprirent plus ou moins que les Juifs qu'elles connaissaient n'étaient pas des exceptions individuelles mais des membres d'un groupe en faveur duquel l'État s'apprêtait à prendre des mesures exceptionnelles. C'est exactement ce que les « Juifs d'exception » avaient toujours redouté. La société berlinoise quitta les salons juifs avec un empressement sans précédent. En 1808, ils étaient déjà remplacés par les salons de bureaucrates titrés et de grands bourgeois. Les nombreuses correspondances de l'époque montrent que les intellectuels comme les aristocrates commencèrent alors à diriger leur mépris des Juifs d'Europe orientale, qu'ils connaissaient à peine, contre les Juifs cultivés de Berlin, qu'ils connaissaient très bien. Ceux-ci n'allaient plus jamais retrouver le sentiment de dignité qui naît de la conscience collective d'être exceptionnel ; dorénavant, chacun devait prouver que, bien que juif, il n'était pas vraiment juif. Il ne suffisait plus de se distinguer d'une masse presque inconnue de « coreligionnaires arriérés ». Il fallait être l'individu que l'on félicite parce qu'il est une exception, qui se distingue « *du Juif* », donc du peuple juif tout entier.

C'est la discrimination sociale, et non l'antisémitisme politique, qui créa ce spectre : « *le Juif* ». Le premier auteur à établir une distinction entre l'individu juif et « le Juif en général, le Juif partout et nulle part » fut un obscur journaliste qui, en 1802, écrivit une satire mordante de la société juive et de sa soif d'éducation, la clé magique qui ouvrait toutes les portes de la société. Il décrivait les Juifs comme l'« essence » même d'une société de philistins et de parvenus ⁴⁰⁵. Cet écrit assez vulgaire fut non seulement lu avec délices par de nombreux habitués du salon de Rahel, et des plus éminents,

mais il inspira indirectement à un grand poète romantique, Clemens Brentano, un très spirituel essai dans lequel, à nouveau, il assimilait le Juif et le philistin ⁴⁰⁶.

Avec cette idylle précoce d'une société mixte, quelque chose disparut, qu'on ne devait plus jamais retrouver, en aucun temps et en aucun lieu. Jamais plus aucun groupe social n'accepta les Juifs de cette façon, le cœur et l'esprit libres. On aurait de bonnes relations avec des Juifs, soit parce qu'on était excité par sa propre audace et sa « perversité », soit pour protester contre l'ostracisme dont ses concitoyens étaient frappés. Mais partout où les Juifs cessèrent d'avoir une condition inférieure d'un point de vue politique et civique, ils devinrent des parias sur le plan social.

Il importe de ne pas oublier que l'assimilation ne prit le caractère d'un phénomène de groupe que chez les intellectuels juifs. Ce n'est pas un hasard si le premier Juif instruit, Moses Mendelssohn, fut aussi le premier à être admis dans la société non juive, malgré son statut civique inférieur. Les Juifs de cour et leurs successeurs, les banquiers et hommes d'affaires juifs d'Europe occidentale, ne furent jamais considérés comme socialement acceptables, et d'ailleurs ils ne se souciaient guère de franchir les frontières très étroites de leur ghetto invisible. Au début, comme tous les parvenus candides, ils étaient fiers d'être sortis d'un milieu où régnaient la misère et la pauvreté ; plus tard, quand ils furent attaqués de toutes parts, ils eurent besoin de la pauvreté et même de l'arriération des masses juives, qui devinrent le garant et le signe de leur propre sécurité. Lentement, et à contrecœur, ils durent renoncer aux exigences les plus rigoureuses de la loi juive – ils n'abandonnèrent jamais complètement les traditions religieuses – mais n'en veillèrent qu'avec plus de sévérité à l'orthodoxie des masses juives ⁴⁰⁷. Lorsque les communautés juives perdirent leur autonomie, ces Juifs riches voulurent à tout prix à la fois les protéger contre les autorités et les gouverner avec l'aide de l'État, si bien que l'on put dire à juste

titre que les Juifs pauvres tombèrent sous la « double dépendance du gouvernement et de leurs coreligionnaires fortunés ⁴⁰⁸ ».

Les notables juifs (ainsi qu'on les nommait au xix^e siècle) régnaient sur les communautés juives mais n'en faisaient pas partie, ni socialement ni même géographiquement. Dans une certaine mesure, ils étaient aussi étrangers à la société juive qu'à celle des non-Juifs. Ayant fait, individuellement, de brillantes carrières, et ayant reçu de leurs maîtres des privilèges considérables, ils formaient une sorte de communauté d'exceptions, dont l'horizon social était très limité. Naturellement méprisés par la société de cour, n'ayant pas de contacts d'affaires avec la classe moyenne non juive, leurs relations sociales échappaient aux lois de la société, de même que leur réussite économique avait été indépendante des conditions économiques de l'époque. Leur isolement et leur indépendance leur donnaient souvent un sentiment de puissance et d'orgueil, illustré par l'anecdote suivante que l'on racontait au début du xvm^e siècle : « Un certain Juif [...] à qui un médecin noble et cultivé reprochait avec douceur l'orgueil [des Juifs] bien qu'ils n'eussent point de princes et point de part au gouvernement [...] répondit avec insolence : “Nous ne sommes pas des princes, mais nous les gouvernons” ⁴⁰⁹ . » Un tel orgueil est presque le contraire de l'arrogance de classe, qui ne se développa que lentement chez les Juifs privilégiés. Régnant en monarques absolus sur leur propre peuple, ils se sentaient encore des *primi inter pares*. Ils étaient plus fiers d'être « rabbin privilégié de toute la communauté juive » ou « prince de Terre sainte » que de tous les titres que leurs maîtres pouvaient leur offrir ⁴¹⁰ . Jusqu'au milieu du xvm^e siècle, ils auraient tous souscrit à la phrase du Juif hollandais qui affirmait : « *Neque in toto orbi alicui nationi inservimus* » ; ni alors ni plus tard ils ne pouvaient tout à fait comprendre la réponse du « chrétien cultivé » qui rétorqua : « Cela signifie le bonheur pour quelques-uns seulement. Le peuple, considéré comme un *corpo*

[sic], est partout pourchassé, ne se gouverne pas lui-même, est soumis à une domination étrangère ; il n'a ni pouvoir ni dignité et erre de par le monde, partout étranger ⁴¹¹ . » L'arrogance de classe n'exista que lorsque des relations d'affaires s'établirent entre les banquiers d'État de différents pays. Bientôt il y eut des mariages entre familles éminentes ; c'est ainsi que se constitua un véritable système international de caste, jusque-là inconnu de la société juive. Le phénomène fut d'autant plus frappant, aux yeux des observateurs non juifs, qu'il se produisit au moment où les anciens ordres et corps de la féodalité étaient en train de céder la place aux nouvelles classes. On en conclut, bien à tort, que le peuple juif était un vestige du Moyen Âge au lieu de voir que c'était une caste, et une caste nouvelle. Elle n'atteignit son plein développement qu'au xix^e siècle et dut comprendre alors une centaine de familles au maximum. Ces Juifs-là occupant le devant de la scène, le peuple juif tout entier fut bientôt considéré comme une caste ⁴¹² .

Les Juifs de cour avaient joué un rôle important dans l'histoire politique et dans la naissance de l'antisémitisme. L'histoire sociale pourrait pourtant les négliger aisément s'ils n'avaient, dans leur psychologie et leur comportement, certains traits en commun avec les intellectuels juifs qui, après tout, étaient généralement fils d'hommes d'affaires. Les notables juifs voulaient dominer le peuple juif et n'avaient par conséquent aucune intention de s'en séparer, tandis que les intellectuels juifs cherchaient à quitter leur peuple et à être admis dans la société. Mais les uns comme les autres se considéraient (et étaient considérés par le milieu qui les entourait) comme des exceptions. Les « Juifs d'exception » par la richesse sentaient qu'ils représentaient une exception par rapport au sort commun des Juifs et les gouvernements leur reconnaissaient une utilité exceptionnelle. Les « Juifs d'exception » par l'éducation se voyaient comme des exceptions comparés au peuple juif et aussi des êtres humains exceptionnels, et la société les reconnaissait comme tels.

L'assimilation, qu'elle fût ou non poussée jusqu'à la conversion, ne constitua jamais une menace sérieuse pour la survie des Juifs ⁴¹³. Qu'ils fussent accueillis ou rejetés, c'était en tant que Juifs, et ils le savaient fort bien. Les premières générations de Juifs instruits cherchaient sincèrement à effacer leur identité de Juifs, et Borne écrivit avec beaucoup d'amertume : « Certains me reprochent d'être juif, d'autres me félicitent de l'être, d'autres me le pardonnent, mais aucun ne l'oublie ⁴¹⁴. » Encore imprégnés des idées du xvm^e siècle, ils appelaient de leurs vœux un pays où il n'y aurait ni chrétiens ni Juifs ; ils s'étaient consacrés à la science et aux arts et étaient profondément blessés de voir des gouvernements combler de privilèges et d'honneurs un banquier juif et condamner des intellectuels juifs à crever de faim ⁴¹⁵. Les conversions qui, au début du xix^e siècle, avaient été dictées par la peur de se trouver confondu avec les masses juives, devinrent dès lors une nécessité pour qui devait gagner son pain. C'était une prime à la lâcheté. Toute une génération de Juifs s'en trouva rejetée dans une âpre opposition à l'État et à la société. Les « nouveaux spécimens d'humanité », s'ils avaient un peu de fierté, devinrent tous des révoltés, et, comme les gouvernements les plus réactionnaires de l'époque étaient soutenus et financés par des banquiers juifs, leur révolte se tourna avec une violence particulière contre les représentants officiels du peuple juif. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les écrits antijuifs de Marx et de Borne : ils expriment le conflit entre Juifs riches et intellectuels juifs.

Ce conflit ne se manifesta cependant dans toute sa vigueur qu'en Allemagne, et ne survécut pas au mouvement antisémite du siècle dernier. En Autriche, où il n'y eut pratiquement pas d'intelligentsia juive avant la fin du xix^e siècle, elle se heurta immédiatement à toute la force de l'antisémitisme. Comme leurs frères fortunés, ces intellectuels juifs préférèrent se placer sous la protection de la monarchie des Habsbourg et ne devinrent socialistes qu'après la Première Guerre mondiale,

lorsque le parti social-démocrate accéda au pouvoir. L'exception la plus remarquable à cette règle, mais non la seule, fut Karl Kraus, dernier représentant de la tradition de Heine, Borne et Marx. Les attaques de Kraus contre les hommes d'affaires juifs d'une part, et contre le journalisme juif en tant que culte organisé de la célébrité d'autre part, étaient plus âpres encore que celles de ses prédécesseurs parce qu'il était beaucoup plus isolé dans un pays où n'existait aucune tradition révolutionnaire juive. En France, où la loi d'émancipation était restée en vigueur par-delà tous les changements de gouvernements et de régimes, les rares intellectuels juifs ne furent ni les précurseurs d'une nouvelle classe ni d'une importance particulière dans la vie intellectuelle. La culture en tant que telle et l'éducation considérée comme un programme n'y modelèrent pas le comportement juif comme elles l'avaient fait en Allemagne.

Aucun autre pays ne connut cette brève période de véritable assimilation, si décisive pour les Juifs allemands, où l'avant-garde d'un peuple non seulement accepta les Juifs, mais rechercha leur société avec un étrange empressement. Cette attitude ne disparut jamais entièrement de la société allemande. Jusqu'à la fin, on put en discerner les traces, ce qui indiquait que les relations avec les Juifs n'allèrent jamais de soi. Dans le meilleur des cas, c'était un programme ; dans le pire, une aventure étrange et excitante. Le mot célèbre de Bismarck sur les « étalons allemands à accoupler aux juments juives » n'est que l'expression la plus vulgaire d'un point de vue largement partagé.

Cette situation sociale, bien qu'elle fût des premiers Juifs instruits des rebelles, devait naturellement produire à la longue, non pas une authentique tradition de révolte, mais une forme spécifique de conformisme ⁴¹⁶. Se conformant à une société qui pratiquait une discrimination à l'égard des Juifs « ordinaires », mais admettait plus facilement dans ses cercles à la mode un Juif instruit qu'un non-Juif de condition égale, les

Juifs étaient obligés de se distinguer clairement du « Juif en général » et, tout aussi clairement, de s'affirmer comme juifs ; ils ne pouvaient en aucun cas se contenter de se fondre parmi leurs voisins. Pour trouver une justification rationnelle à une situation ambiguë qu'eux-mêmes ne comprenaient pas pleinement, ils pouvaient s'appliquer à « être un homme dans la rue, un Juif à la maison ⁴¹⁷ ». Cela revenait en fait à se sentir différents, parce que Juifs, des autres hommes dans la rue et, chez eux, différents des autres Juifs, parce qu'ils étaient différents des « Juifs ordinaires ».

Les modèles de comportement des Juifs assimilés, dictés par cet effort constant et appliqué pour se distinguer des autres, créèrent un type juif reconnaissable partout. Les Juifs devinrent un groupe social qui ne se définissait pas par la nationalité ou la religion, mais par certaines caractéristiques psychologiques, par certaines réactions dont la somme était censée constituer la « judéité ». En d'autres termes, le judaïsme devint un attribut psychologique, et la question juive un problème personnel complexe pour chaque Juif pris individuellement. Dans cet effort tragique pour se mettre en conformité, en se différenciant et en se distinguant, ce nouveau type de Juif ressemblait aussi peu au « Juif en général » que l'on redoutait, qu'à « l'héritier des Prophètes, l'éternel promoteur de la justice sur la terre », cette abstraction que les apologistes juifs brandissaient chaque fois que l'on attaquait un journaliste juif. Le Juif des apologistes était doué de ces qualités qui sont le propre des parias, et que possédaient en fait certains Juifs rebelles vivant en marge de la société : l'humanité, la bonté, l'absence de préjugés et la sensibilité à l'injustice. Le problème était que ces qualités n'avaient rien à voir avec les Prophètes et que, pire encore, ces Juifs-là n'appartenaient en général ni à la société juive ni aux cercles à la mode de la société non juive. Dans l'histoire des Juifs assimilés, ils jouaient un rôle insignifiant. Le « Juif en général », lui, tel que le décrivaient les antisémites de profession, était doué des traits de caractère indispensables au

parvenu ambitieux : l'inhumanité, la rapacité, l'insolence, une servilité obséquieuse et l'arrivisme. Le problème, dans ce cas-là, était que ces traits n'avaient pas grand-chose à voir non plus avec des caractéristiques nationales ; de plus, ces hommes d'affaires juifs montraient peu de goût pour la société non juive et jouaient par conséquent un rôle tout aussi insignifiant dans l'histoire sociale juive. Aussi longtemps qu'il y aura des peuples et des classes que l'on diffame, les traits propres au parvenu et au paria se reproduiront de génération en génération avec la même monotonie, chez les Juifs comme dans toute autre société.

Un fait fut décisif pour l'histoire sociale des Juifs dans la société européenne du xix^e siècle ; à chaque génération, chaque Juif eut à un moment donné à choisir son personnage – le paria totalement exclu de la société, le parvenu, ou celui qui s'adapte à la société au prix d'une condition démoralisante, non pas tant dissimuler son origine que « trahir, avec le secret de son origine, le secret de son peuple ⁴¹⁸ ». Cette dernière voie était malaisée, puisque ces secrets n'existaient pas et qu'il fallait les inventer. Depuis que Rahel Varnhagen avait échoué dans sa tentative unique de créer une vie sociale hors de la société officielle, le paria et le parvenu étaient également voués à une extrême solitude, et le conformiste à un regret constant. La soi-disant psychologie complexe du Juif moyen, qui, dans quelques cas privilégiés, se transforma en une sensibilité très moderne, s'explique par l'ambiguïté de sa situation. Les Juifs ressentaient simultanément le regret du paria de n'être pas devenu un parvenu et la mauvaise conscience du parvenu qui a trahi son peuple et troqué l'égalité des droits contre des privilèges personnels. Une chose était certaine : si l'on voulait éviter toutes les ambiguïtés de la vie en société, il fallait se résigner au fait qu'être juif consistait à appartenir soit à une classe supérieure très privilégiée, soit à une masse défavorisée. En Europe centrale et occidentale, on ne pouvait appartenir à cette masse que par une solidarité intellectuelle assez artificielle.

Les destinées sociales des Juifs moyens étaient caractérisées par leur éternel manque de décision. La société ne les poussait certainement pas à faire un choix, car c'était précisément cette ambiguïté de situation et de caractère qui rendait séduisantes les relations avec eux. La majorité des Juifs assimilés vivaient ainsi entre la faveur et le rejet ; une seule chose était sûre pour eux : le succès comme l'échec étaient intimement liés au fait qu'ils étaient juifs. Pour eux, la question juive avait à jamais perdu toute signification politique ; mais elle hantait leur vie privée et influençait leurs décisions personnelles avec d'autant plus de tyrannie. L'adage « un homme dans la rue, un Juif à la maison » devenait une amère réalité : les problèmes politiques étaient faussés jusqu'à l'extrême dénaturation quand les Juifs essayaient de les résoudre au moyen de leur expérience personnelle et de leurs émotions privées ; la vie privée était empoisonnée jusqu'à devenir inhumaine (par exemple, quand se posait la question d'un mariage mixte) par l'invasion de problèmes de caractère public et non résolus : la vie privée obéit bien plus aux lois imprévisibles de la passion qu'à une politique délibérée.

Il était extrêmement difficile de ne pas ressembler au « Juif en général » tout en restant un Juif, de s'efforcer de ne pas être comme les Juifs et de montrer cependant avec assez de clarté qu'on était juif. Le Juif moyen, ni parvenu ni « paria conscient » (Bernard Lazare), pouvait tout au plus accentuer une altérité sans signification, qui continuait, d'un point de vue psychologique, à être interprétée de toutes les façons possibles, depuis l'étrangeté innée jusqu'à l'aliénation sociale. Aussi longtemps que le monde était relativement en paix, cette attitude était viable ; elle devint même une sorte de *modus vivendi* pendant des générations. La concentration qu'impliquait une vie intérieure artificiellement compliquée permit aux Juifs de répondre aux exigences déraisonnables de la société, d'être séduisants et étranges, et d'acquérir une certaine facilité d'expression de soi-même et de présentation,

qualités qui étaient originellement celles de l'acteur et du virtuose, hommes que la société a toujours à demi

reniés et à demi admirés. Les Juifs assimilés, à demi fiers et à demi honteux de leur judéité, appartenaient visiblement à cette catégorie.

Le processus par lequel la société bourgeoise surgit des ruines de ses traditions et de ses souvenirs révolutionnaires ajouta le spectre de l'ennui à la saturation économique et à une indifférence générale pour les questions politiques. Les Juifs devinrent des gens sur qui l'on comptait pour passer le temps. Moins on les considérait comme des égaux, plus ils devenaient attirants et divertissants. La société bourgeoise, dans sa quête du divertissement et son intérêt passionné pour l'individu, dans la mesure où il s'écartait de la norme qu'est l'homme, découvrit l'attrait de tout ce qui paraissait unir le mystère du mal au secret du vice. Ce penchant et cette fièvre ouvrirent précisément aux Juifs les portes de la société ; dans le cadre de celle-ci, en effet, la judéité, d'abord ravalée au rang de caractéristique psychologique, pouvait facilement être dégradée en vice. La tolérance authentique du siècle des Lumières, sa curiosité pour tout ce qui est humain faisaient place à un appétit morbide pour ce qui était exotique, anormal et différent en tant que tel. Différents types sociaux, l'un après l'autre, représentèrent l'exotisme, l'anomalie, la différence, mais aucun d'entre eux n'avait le moindre lien avec des problèmes politiques. Dans cette société décadente, seuls les Juifs pouvaient jouer un rôle dont l'ampleur dépassait les limites étroites d'un problème intéressant la haute société.

Avant de suivre les voies étranges par lesquelles les « Juifs d'exception », ces étrangers célèbres, pénétrèrent les salons du faubourg Saint – Germain de la France *fin de siècle*, il nous faut évoquer le seul grand homme qu'ait jamais produit précisément cette illusion savante qu'était l'existence de « Juifs d'exception ». Il semble que l'idée la plus banale trouve à s'incarner au moins une fois en un individu pour atteindre à ce

que l'on appelait autrefois la grandeur historique. En ce qui concerne les « Juifs d'exception », ce grand homme fut Benjamin Disraeli.

II. LE PUISSANT MAGICIEN ⁴¹⁹

Benjamin Disraeli, qui s'intéressait à une chose par-dessus tout dans la vie, la carrière de lord Beaconsfield, se distinguait par deux traits : d'abord ce don des dieux que nous autres, modernes, appelons banalement la chance et qu'on révérait autrefois sous le nom de la déesse Fortune ; en second lieu, et plus étonnamment proche de la Fortune qu'on ne pourrait l'expliquer, une insouciance, une innocence de l'esprit et de l'imagination qui empêche de voir en lui un ambitieux ordinaire, bien qu'il ne s'intéressât jamais sérieusement qu'à sa carrière. Cette innocence lui fît comprendre quelle sottise ce serait de se sentir *déclassé**, et combien il serait plus intéressant pour lui et pour les autres, plus utile pour sa carrière surtout, d'accentuer le fait qu'il était juif « en s'habillant différemment, en se composant une coiffure inhabituelle, en utilisant des expressions et un langage étranges ⁴²⁰ ». Il rechercha l'accès à la haute et à la très haute société plus passionnément et plus impudemment qu'aucun autre intellectuel juif ; mais il fut le seul à découvrir le secret qui permet de conserver la chance, ce miracle naturel de la condition de paria. Il fut le seul aussi à savoir dès le début que « pour s'élever de plus en plus haut » il ne faut jamais courber l'échine.

Il joua le jeu de la politique comme un acteur de théâtre joue son rôle, mais il le joua si bien qu'il se prit à son propre jeu. Sa vie et sa carrière ressemblent à un conte de fées dont il serait le prince, offrant ta fleur bleue des romantiques – la primevère de l'Angleterre impérialiste – à sa princesse, la reine d'Angleterre. L'entreprise coloniale britannique était le pays enchanté sur lequel le soleil ne se couchait jamais et sa capitale la mystérieuse Delhi, en Asie, où le prince voulait enlever sa

princesse pour échapper aux brumes prosaïques de Londres. C'était peut-être insensé et puéril ; mais quand une femme écrit à son mari, comme le fît lady Beaconsfield : « Vous savez que vous m'avez épousée pour ma fortune, mais moi je sais que si vous deviez le refaire, ce serait par amour ⁴²¹ », on ne peut que se taire devant un bonheur qui semblait aller contre toutes les règles. Voici un homme qui était décidé à vendre son âme au diable, mais le diable n'en a pas voulu, et les dieux lui ont donné tout le bonheur de la terre.

Disraeli venait d'une famille entièrement assimilée. Son père, homme cultivé, fît baptiser son fils pour qu'il eût les mêmes avantages que le commun des mortels. Il avait peu de rapports avec la société juive et ne savait rien de la religion ni des coutumes juives. Dès le début, sa judéité ne fut qu'une donnée de fait, qu'il eut tout loisir d'embellir sans être gêné par trop de connaissances. Il en résulta qu'il considéra ce fait à peu près comme aurait pu le faire un non-Juif. Il comprit, mieux que d'autres Juifs, que le fait d'être juif pouvait être une chance aussi bien qu'un handicap. À la différence de son père, qui était modeste et simple, il ne voulait pas être un mortel ordinaire, et il n'y avait rien qu'il désirât tant que « s'élever au-dessus de tous ses contemporains ⁴²² ». Il se mit à modeler son visage au « teint olivâtre, aux yeux de jais » jusqu'à ce que, avec « le dôme puissant de son front – qui n'avait rien d'un temple chrétien – [il fût] différent de toutes les créatures vivantes que l'on peut rencontrer ⁴²³ ». Il savait d'instinct que tout dépendait de « la distance le séparant des simples mortels » et de la mise en valeur de l'« étrangeté » qui était sa chance.

Tout cela révèle une singulière pénétration de la société et de ses règles. Il est significatif que Disraeli ait dit : « Ce qui est un crime pour le grand nombre n'est qu'un vice pour quelques-uns ⁴²⁴ . » C'est peut-être le jugement le plus pénétrant sur le principe même qui causa le déclin lent et insidieux de la société du xix^e siècle jusqu'à ce qu'elle sombre au niveau moral de la

populace et de la pègre. Connaissant cette règle, il savait aussi que les Juifs n'auraient nulle part de meilleures chances que dans les milieux qui se disaient fermés et qui prétendaient exercer une discrimination à leur égard. Car si ces milieux restreints pensaient comme le peuple que la judéité était un crime, ce « crime » pouvait à tout moment se transformer en un « vice » séduisant. Lorsque Disraeli faisait étalage d'exotisme, d'étrangeté, de mystère, de magie et d'un pouvoir puisé à des sources secrètes, il visait à juste titre ce point sensible de la société. Sa virtuosité au jeu social l'amena à choisir le parti conservateur, lui permit d'obtenir un siège au Parlement, le poste de Premier ministre, enfin et surtout l'admiration durable de la société et l'amitié d'une reine.

L'une des raisons de son succès était la sincérité de son jeu. Aux contemporains les moins prévenus, il donnait l'impression d'un curieux mélange de performance théâtrale et « de sincérité et de spontanéité absolues ⁴²⁵ ». Il y fallait une véritable innocence, due en partie à une éducation dont toute influence juive spécifique avait été bannie ⁴²⁶ . Mais la bonne conscience de Disraeli était surtout due au fait qu'il était né anglais. L'Angleterre ne connaissait pas les masses juives et les Juifs pauvres, car elle n'avait admis les Juifs que des siècles après leur expulsion au Moyen Âge. Les Juifs portugais qui s'installèrent en Angleterre au xvm^e siècle étaient riches et instruits. Les Juifs pauvres, et avec eux la distinction entre les masses et les Juifs riches, ne pénétrèrent à Londres qu'à la fin du xix^e siècle, lorsque les pogroms de Russie déclenchèrent l'émigration moderne des Juifs. À l'époque de Disraeli, la question juive, sous la forme qu'elle avait ailleurs en Europe, était inconnue parce que seuls les Juifs acceptés par l'État vivaient en Angleterre. En d'autres termes, les « Juifs d'exception » anglais n'étaient pas aussi conscients d'être des exceptions que leurs frères continentaux. Quand Disraeli fustigea « cette pernicieuse doctrine des temps modernes, l'égalité naturelle entre les hommes ⁴²⁷ », il suivait

consciemment Burke qui avait « préféré les droits de l'Anglais aux droits de l'homme » mais il négligeait la situation réelle, dans laquelle des privilèges pour quelques-uns avaient remplacé des droits pour tous. Il était à ce point ignorant de la condition réelle des Juifs, à ce point convaincu de « l'influence de la race juive sur les communautés modernes » qu'il réclama carrément que les Juifs « reçoivent, de la part des races nordiques et occidentales, l'honneur et la faveur qui, chez les nations civilisées et raffinées, devraient appartenir à ceux qui charment le goût et élèvent les sentiments du public ⁴²⁸ ». Comme le centre de l'influence politique des Juifs, en Angleterre, était la branche anglaise des Rothschild, il était très fier de la part que ces derniers avaient prise à la chute de Napoléon et ne voyait aucune raison pour ne pas s'exprimer politiquement en tant que Juif ⁴²⁹. Naturellement, étant un Juif baptisé, il ne fut jamais le porte-parole officiel d'aucune communauté juive. Mais il demeure qu'il fut le seul Juif de son siècle à essayer, de son mieux, de représenter politiquement le peuple juif. Disraeli ne contesta jamais que, chez lui, « l'élément fondamental était qu'il était juif ⁴³⁰ ». Il avait pour tout ce qui était juif une admiration égalant son ignorance. Ce mélange d'orgueil et d'ignorance en la matière était d'ailleurs caractéristique de tous les Juifs assimilés de fraîche date. La différence était que Disraeli en savait encore un peu moins que les autres sur l'histoire passée et présente des Juifs ; il n'en était que plus libre pour dire ouvertement ce que les autres laissaient transparaître dans des modèles de comportement à demi conscients dictés par la peur et l'arrogance.

La capacité qu'avait Disraeli de jauger les possibilités des Juifs d'après les aspirations politiques d'un peuple ordinaire eut des conséquences politiques plus sérieuses ; presque automatiquement, il énonça sur l'influence et l'organisation des Juifs toutes les théories que l'on trouve d'ordinaire dans les formes les plus vicieuses d'antisémitisme. Tout d'abord, il se considérait réellement comme « l'élu parmi la race élue ⁴³¹ ».

Quelle meilleure preuve que sa propre carrière ? Un Juif sans nom et sans fortune, avec l'aide seulement de quelques banquiers juifs, parvint au poste le plus éminent d'Angleterre ; l'un des hommes les moins aimés du Parlement devint Premier ministre et véritablement populaire auprès de ceux qui l'avaient pendant longtemps « considéré comme un charlatan et traité comme un paria ⁴³² ». Il ne se contenta jamais du succès politique. Il était plus difficile et plus important d'être admis dans la société londonienne que de conquérir la Chambre des communes ; être élu membre du Grillion's club – « une coterie exclusive, pépinière de politiciens d'avenir des deux partis, d'où sont rigoureusement exclus ceux qui ne sont pas socialement irréprochables ⁴³³ » – était certainement un triomphe plus grand que d'être Premier ministre de Sa Majesté. Le couronnement délicieusement inattendu de tous ces triomphes fut l'amitié sincère de la reine : l'Angleterre était un État-nation strictement constitutionnel, où la monarchie avait perdu la plus grande partie de ses prérogatives politiques mais avait gagné et conservé une primauté incontestée dans la société. Pour mesurer la grandeur du triomphe de Disraeli, il faut se rappeler que lord Robert Cecil, l'un de ses éminents collègues du parti conservateur, pouvait encore, vers 1850, justifier une attaque particulièrement mordante en disant qu'il ne faisait « tout simplement que répéter tout haut ce que tout le monde dit de Disraeli en privé, et que personne n'ose dire en public ⁴³⁴ ». À la fin, et ce fut sa plus grande victoire, personne ne disait plus rien en privé qui ne l'aurait pas flatté, ou qui lui aurait déplu si cela avait été dit en public. Cette authentique popularité, Disraeli la gagna précisément grâce à sa politique consistant à ne voir que les avantages d'être né juif, et à n'en prêcher que les privilèges.

L'une des chances de Disraeli est qu'il fut toujours parfaitement adapté à son temps, si bien que ses nombreux biographes le comprirent mieux que ce n'est le cas de la plupart des grands hommes. Il était l'incarnation vivante de l'ambition, cette puissante passion qui s'était développée dans un siècle qui

semblait refuser les distinctions et les différences. Carlyle, qui interprétait l'histoire du monde en fonction de l'idéal du héros en vogue au ^{xix}^e siècle, commit certainement une erreur lorsqu'il refusa un titre des mains de Disraeli ⁴³⁵. Aucun autre de ses contemporains ne correspondait mieux aux héros de Carlyle que Disraeli, avec son idée de la grandeur pour elle-même, indépendamment de toute réalisation spécifique ; aucun autre homme ne répondait aussi exactement à ce qu'exigeait la fin du ^{xix}^e siècle, l'incarnation du génie, que ce charlatan qui prenait son rôle au sérieux et jouait au Grand Homme avec une vraie naïveté, des tours de virtuose étourdissants et un métier divertissant. Les hommes politiques s'éprirent du charlatan transformant des transactions d'affaires ennuyeuses en rêves qui avaient une saveur orientale ; et lorsque la société crut humer des effluves de magie noire dans les pratiques avisées de Disraeli, le « puissant magicien » avait gagné le cœur de son époque.

L'ambition de Disraeli de se distinguer du commun des mortels et son désir d'entrer dans la société aristocratique étaient typiques des classes moyennes de son époque et de son pays. Ce ne sont pas des raisons politiques ni des motifs économiques, mais l'impétuosité de son ambition sociale qui le fit adhérer au parti conservateur et suivre une politique systématique d'« hostilité envers les whigs et d'alliance avec les radicaux ⁴³⁶ ». En aucun pays d'Europe les classes moyennes n'acquirent suffisamment de dignité pour réconcilier leurs intellectuels avec leur statut social ; l'aristocratie continua donc à régner sur la société alors qu'elle avait perdu toute importance politique. Le malheureux philistin allemand découvrit sa « personnalité innée » dans la lutte désespérée qu'il menait contre l'arrogance de caste, née du déclin de la noblesse et de la nécessité de protéger les titres aristocratiques contre l'argent bourgeois. De vagues théories du sang et un strict contrôle des mariages sont des phénomènes assez récents dans l'histoire de l'aristocratie européenne. Disraeli savait

beaucoup mieux que les philistins allemands ce qui était nécessaire pour se faire admettre par l'aristocratie. Jamais, lorsque la bourgeoisie essaya d'accéder à un rang social, elle ne put convaincre l'arrogante aristocratie, car elle pensait en termes d'individu. Il lui manquait cet élément essentiel de l'orgueil de caste, la fierté qui naît d'un privilège acquis sans effort ni mérite individuels, par la seule vertu de la naissance. La « personnalité innée » ne pouvait renier les efforts et l'éducation que nécessitait son développement. Quand Disraeli « fit appel à l'orgueil d'une race pour affronter l'orgueil d'une caste ⁴³⁷ », il savait que le statut social des Juifs, quoi qu'on pût en dire, ne dépendait que de leur naissance et non de leurs réalisations.

Disraeli alla même plus loin. Il savait que l'aristocratie qui, d'année en année, avait vu un grand nombre de riches bourgeois acheter des titres, doutait très sérieusement de sa valeur personnelle. Il décida donc de la battre sur son propre terrain. Usant de son imagination, plutôt populaire et banale, il ne craignit pas de décrire les Anglais comme « issus d'une race hybride de parvenus, tandis que lui-même provenait du sang le plus pur d'Europe » ; il dit que « la vie d'un pair britannique [était] régie principalement par des lois arabes et des coutumes syriennes » ; qu'« une Juive est la reine du ciel », ou que « la fleur de la race juive est maintenant assise à la droite du Seigneur Dieu Sabaoth ⁴³⁸ ». Et quand il écrivit enfin qu'« il n'y a plus en fait d'aristocratie en Angleterre, car la supériorité de l'homme animal est une qualité essentielle de l'aristocratie ⁴³⁹ », il avait touché le point le plus sensible des théories modernes de l'aristocratie sur la race, qui furent plus tard le point de départ des conceptions raciales des bourgeois et des parvenus.

Ce n'est que chez les Juifs assimilés que le judaïsme et l'appartenance au peuple juif dégénérèrent au point de devenir un simple fait de naissance. À l'origine, ils signifiaient une religion et une nationalité spécifiques, des souvenirs et des espoirs spécifiques en commun : même chez les Juifs

privilégiés, cela impliquait encore au moins le partage d'avantages économiques spécifiques. Avec la laïcisation et l'assimilation de l'intelligentsia juive, la conscience de soi et l'interprétation de soi avaient changé à tel point qu'il ne resta bientôt plus rien des souvenirs et des espoirs anciens, hormis la conscience d'appartenir à un peuple élu. Disraeli n'était certes pas le seul « Juif d'exception » à se croire élu sans croire à Celui qui élit et rejette ; mais il fut le seul qui ait tiré de ce concept vide de mission historique une véritable doctrine raciale. Il n'hésitait pas à affirmer que le principe sémitique « représente toute la spiritualité de notre nature », que « les vicissitudes de l'histoire trouvent leur principale solution dans la race, qui est tout » ; que la race est « la clé de l'histoire », sans considération de « langue et de religion », car « seule une chose fait une race, c'est le sang » ; qu'il n'y a qu'une seule aristocratie, l'« aristocratie de nature », à savoir « une race pure et parfaitement organisée ⁴⁴⁰ ».

Il est inutile de souligner l'étroite relation entre ces théories et les idéologies racistes modernes ; la découverte de Disraeli montre une fois de plus combien elles sont efficaces pour combattre les sentiments d'infériorité sociale. Car si les doctrines racistes ont finalement servi des objectifs politiques immédiats et beaucoup plus sinistres, il demeure qu'une grande partie de leur caractère plausible et convaincant venait de ce qu'elles permettaient à tout homme possédant, par sa naissance, certaines qualifications « raciales », de se sentir un aristocrate. Même si ces nouveaux élus n'appartenaient pas à une élite, restreinte par définition (c'est ce qui, après tout, avait fait l'orgueil de l'aristocrate), même s'ils devaient partager le privilège de leur élection avec une populace toujours plus nombreuse, la doctrine était sauve, car ceux qui n'appartenaient pas à la race élue augmentaient numériquement dans la même proportion.

Les théories raciales de Disraeli lui furent autant inspirées par les lois de la société, qu'il comprenait parfaitement, que par

les particularités de la laïcisation des Juifs assimilés. D'une part, l'intelligentsia juive suivait le mouvement général de laïcisation qui, au xix^e siècle, avait déjà perdu l'attrait révolutionnaire de la philosophie des Lumières en même temps que la foi en une humanité libre et indépendante, laissant ainsi le champ libre à la transformation des croyances religieuses auparavant authentiques en superstitions. D'autre part, l'intelligentsia juive était également exposée à l'influence des réformateurs juifs, qui voulaient transformer une religion nationale en dénomination religieuse. Pour ce faire, il leur fallait transformer les deux éléments fondamentaux de la piété juive : l'espoir messianique et la foi en l'élection d'Israël. Ils effacèrent des livres de prières juifs la vision de la restauration finale de Sion et le pieux espoir du jour où, à la fin des temps, viendrait le terme de la ségrégation du peuple juif et des autres nations de la terre. Sans l'espoir messianique, l'idée d'élection équivalait à une ségrégation éternelle ; sans la foi dans l'élection, qui donnait à un peuple particulier la mission de sauver le monde, l'espoir messianique se dissolvait en une vague philanthropie générale et en un universalisme qui devinrent si caractéristiques des passions politiques des Juifs.

Dans la laïcisation des Juifs, l'élément décisif fut ce divorce entre le concept d'élection et l'espoir messianique, alors que dans la religion juive ils constituaient deux aspects du plan divin de rédemption de l'humanité. L'espoir messianique donna naissance à un penchant pour les solutions définitives apportées aux problèmes politiques, dans le but de réaliser rien moins que le paradis sur terre. L'idée d'élection fit naître cette incroyable illusion, partagée tant par les Juifs non croyants que par les non-Juifs, selon laquelle le peuple juif était par nature plus intelligent, meilleur, plus sain et mieux équipé pour survivre : le moteur de l'histoire et le sel de la terre. L'intellectuel juif enthousiaste qui rêvait du paradis sur terre, qui était si sûr d'être affranchi de tous les liens et de tous les préjugés nationaux, était en fait encore plus éloigné de la

réalité politique que ses pères, qui avaient prié pour la venue du Messie et pour le retour du peuple en Palestine. Les partisans de l'assimilation, de leur côté, qui, sans être mus par aucun espoir ni aucun enthousiasme, s'étaient persuadés qu'ils étaient le sel de la terre, étaient encore plus séparés des nations, par cet orgueil très profane, que leurs pères ne l'avaient été par la barrière de la Loi qui, comme on le croyait fidèlement, séparait Israël des non-Juifs mais serait détruite à l'époque messianique. Cet orgueil des « Juifs d'exception », trop « éclairés » pour croire en Dieu, mais assez superstitieux pour croire en eux-mêmes, vu la position exceptionnelle qui était partout la leur, détruisit de fond en comble le pieux espoir qui avait lié Israël au reste de l'humanité.

La laïcisation eut finalement pour résultat un paradoxe qui est à la base de la psychologie des Juifs modernes : l'assimilation des Juifs, avec ses corollaires (disparition de la conscience nationale, transformation d'une religion nationale en un simple culte confessionnel, réponse aux exigences ambiguës et à demi formulées de l'État et de la société, en termes d'expédients non moins ambigus et de ruses psychologiques), produisit un véritable chauvinisme juif, si du moins on entend par chauvinisme le nationalisme pervers dans lequel, selon les termes de Chesterton, « l'individu est lui-même l'objet du culte ; l'individu est son propre idéal, et même sa propre idole ». À partir de ce moment, le vieux concept religieux d'élection cessa d'être l'essence du judaïsme pour devenir l'essence de la judéité.

Ce paradoxe s'incarna avec autant de force que de charme en Disraeli. C'était un Anglais impérialiste et un Juif chauvin. Mais il est facile de lui pardonner un chauvinisme qui n'était guère qu'un jeu de l'imagination car, après tout, « l'Angleterre était l'Israël de son imagination ⁴⁴¹ ». Il est facile aussi de lui pardonner son impérialisme anglais, si éloigné de la volonté obstinée d'expansion pour l'amour de l'expansion, car après tout il ne fut « jamais tout à fait anglais, et il en était fier ⁴⁴² ».

Toutes ces curieuses contradictions, qui montrent bien que le puissant magicien ne se prit jamais tout à fait au sérieux et qu'il joua toujours un rôle pour se concilier la société et gagner la popularité, ajoutent encore à un charme qui fut unique. Elles prêtent à toutes ses paroles un enthousiasme charlatanesque, un élément de rêverie consciente qui le rendent absolument différent de ses successeurs impérialistes. Il eut la chance de rêver et d'agir en un temps où Manchester et les hommes d'affaires n'avaient pas encore repris le rêve impérialiste à leur compte, et étaient même violemment opposés aux « aventures coloniales ». Sa croyance superstitieuse au sang et à la race, à laquelle se mêlaient de vieilles crédulités populaires et romantiques en une alliance puissante et supranationale du sang et de l'or, ne soupçonnait pas la possibilité de massacres, en Afrique, en Asie ou en Europe même. Disraeli avait débuté comme écrivain peu doué, et resta un intellectuel dont le hasard avait fait un membre du Parlement, le chef de son parti, puis le Premier ministre et l'ami de la reine d'Angleterre.

La conception disraélienne du rôle des Juifs dans la politique date du temps où il n'était qu'un écrivain et où sa carrière politique n'avait pas encore commencé. Ses théories ne venaient donc pas d'une expérience concrète. Il les conserva cependant, avec une ténacité remarquable, pendant tout le reste de sa vie.

Dans son premier roman, *Alroy* (1833), Disraeli traçait le plan d'un empire juif, dans lequel les Juifs seraient la classe gouvernante, strictement séparée. Le roman laisse paraître l'influence d'illusions alors courantes quant au pouvoir potentiel des Juifs et, tout autant, l'ignorance du jeune auteur de ce qu'était véritablement le pouvoir à cette époque. Onze années d'expérience parlementaire et de relations étroites avec des hommes éminents firent comprendre à Disraeli que « les desseins des Juifs, quels qu'ils aient été par le passé, étaient, actuellement, bien éloignés de l'affirmation d'une nationalité politique, sous quelque forme que ce fût ⁴⁴³ ». Dans son

nouveau roman, *Conings by* il renonçait au rêve d'un empire juif et décrivait une machination fantastique dans laquelle l'argent juif fait et défait palais et empires et tire les fils de la diplomatie. Il ne renonça jamais à cette seconde idée d'une influence mystérieuse et secrète, exercée par l'élite de la race élue, qui remplaça chez lui le premier rêve d'une mystérieuse caste dominante existant officiellement. Cette idée devint le cœur de sa philosophie politique. Contrairement à ses banquiers juifs si admirés, qui prêtaient aux gouvernements, contre commissions, Disraeli considérait toute l'affaire de l'œil du profane qui ne peut pas comprendre que de telles possibilités de pouvoir existent quotidiennement dans les mains de gens qui n'avaient aucune ambition dans ce domaine. Il ne pouvait pas comprendre qu'un banquier juif s'intéressait encore moins à la politique que ses collègues non juifs ; pour lui au moins, il était évident que la richesse juive n'était qu'un moyen de la politique juive. Plus il apprenait sur l'excellente organisation des banquiers juifs concernant les affaires et la manière dont ils échangeaient les informations et les nouvelles à l'échelon international, plus il se persuadait qu'il y avait là une sorte de société secrète qui, sans que nul s'en doutât, tenait les destinées du monde entre ses mains. On sait que la propagande antisémite fît grand usage de la croyance en une société secrète, âme d'une conspiration juive ; cet instrument de propagande se montra infiniment plus efficace que toutes les traditionnelles superstitions européennes concernant les meurtres rituels et l'empoisonnement des puits. Il est hautement significatif que Disraeli soit arrivé à des conclusions identiques pour des motifs exactement opposés et à un moment où personne ne pensait sérieusement à des sociétés secrètes. Cela montre clairement combien ces théories naissent de motivations et de ressentiments d'ordre social, et constituent une explication d'événements ou d'activités politiques et économiques en laquelle il est plus facile de croire qu'en la simple vérité. Pour Disraeli, comme pour beaucoup de charlatans moins célèbres et moins honorables que lui, le jeu politique tout

entier se jouait entre des sociétés secrètes. Ce n'était pas seulement les Juifs ; n'importe quel autre groupe influent, politiquement inorganisé, ou bien en opposition à l'ensemble du système politique et social, devenait pour Disraeli une puissance occulte. En 1863, il crut détecter « une lutte entre les sociétés secrètes et les millionnaires européens ; jusqu'ici, c'est Rothschild qui gagne ⁴⁴⁴ ». De même, « les sociétés secrètes ont proclamé l'égalité naturelle entre les hommes et l'abrogation de la propriété privée ⁴⁴⁵ ». En 1870, il parlait encore sérieusement de forces « qui n'apparaissent pas en surface », et croyait sincèrement que « les sociétés secrètes et les forces internationales dont elles disposent, l'Église de Rome, ses prétentions et ses méthodes, le conflit éternel entre science et foi » œuvraient pour déterminer le cours de l'histoire de l'humanité ⁴⁴⁶. L'incroyable naïveté de Disraeli l'amena à croire à un lien entre toutes ces forces « secrètes » et les Juifs. « Les premiers jésuites étaient juifs : la mystérieuse diplomatie russe qui inquiète tant l'Europe occidentale est organisée et principalement dirigée par des Juifs ; cette puissante révolution qui se prépare actuellement en Allemagne, et qui sera une seconde Réforme, plus vaste que la première [...] se développe entièrement sous les auspices de Juifs », « on trouve des hommes de race juive à la tête de chacun [des groupes socialistes et communistes]. Le peuple de Dieu collabore avec des athées ; les plus habiles amasseurs de biens s'allient aux communistes, la race unique, l'élue, donne la main à la lie de la société, aux castes les plus basses d'Europe ! Et tout cela parce qu'ils veulent détruire cette ingrate chrétienté qui leur doit jusqu'à son nom et dont ils ne peuvent plus supporter la tyrannie ⁴⁴⁷ ». Dans l'imagination de Disraeli, le monde était devenu juif.

On trouve déjà dans cette fantasmagorie bizarre l'ingénieuse trouvaille publicitaire de Hitler : l'alliance secrète du capitaliste juif et du socialiste juif. On ne peut nier que cette chimère, pour imaginaire et incroyable qu'elle fût, avait sa logique propre. Si

l'on admettait au départ, avec Disraeli, que les millionnaires juifs réalisaient une politique juive, si l'on prenait en compte les humiliations subies pendant des siècles (réelles, mais stupidement exagérées par la propagande apologétique juive), et les fils de millionnaires juifs (il y en a plusieurs exemples) qui étaient devenus des leaders du mouvement ouvrier, si l'on connaissait par expérience la solidité traditionnelle des liens de famille juifs, l'image, forgée par Disraeli, d'une vengeance concertée contre les peuples chrétiens n'était pas si aberrante. Naturellement, la vérité est que les fils de millionnaires juifs étaient attirés par les mouvements de gauche parce que leurs pères banquiers n'étaient jamais entrés en conflit de classe ouvert avec des ouvriers. Ils manquaient donc totalement de cette conscience de classe que possédait naturellement n'importe quel fils de famille bourgeoise. D'autre part, et exactement pour la même raison, les ouvriers ne nourrissaient pas ces sentiments antisémites, dissimulés ou non, dont faisaient montre toutes les autres classes. Dans la plupart des pays, les mouvements de gauche, à l'évidence, offraient les seules possibilités réelles d'assimilation.

La tendance persistante de Disraeli à voir dans les sociétés secrètes la clé de la politique se fondait sur des expériences qui devaient convaincre plus tard beaucoup d'intellectuels européens moins éminents que lui. Il savait par expérience qu'il était beaucoup plus difficile de se faire une place dans la société anglaise que de remporter un siège au Parlement. La société anglaise de son temps se retrouvait dans des clubs élégants qui ne tenaient pas compte des distinctions de parti. Les clubs, bien qu'extrêmement importants pour la formation d'une élite politique, échappaient à tout contrôle public. Pour qui n'en faisait pas partie, ils paraissaient effectivement très mystérieux. Ils étaient secrets dans la mesure où il n'était pas facile de s'y faire admettre. Ils ne devenaient mystérieux qu'au moment où des membres d'autres classes sollicitaient leur admission et se la voyaient refuser, ou accorder après d'innombrables

épreuves, imprévisibles et apparemment irrationnelles. Aucune gloire politique ne pouvait, à coup sûr, remplacer les triomphes que l'association intime avec l'élite pouvait fournir. Disraeli, d'ailleurs, ne souffrit pas dans son ambition lorsqu'à la fin de sa vie il subit de graves échecs politiques, car il resta « la personnalité dominante de la société londonienne ⁴⁴⁸ ».

Avec sa croyance naïve en la toute-puissance des sociétés secrètes, Disraeli fut un précurseur de ces nouvelles couches sociales nées hors des cadres de la société et qui ne purent jamais en comprendre vraiment la règle du jeu. Elles se trouvèrent dans une situation où il n'y avait pas de distinction nette entre la société et la politique et où, en dépit de cet apparent désordre, le même intérêt de classe étroit l'emportait toujours. Les nouveaux venus étaient fondés à croire qu'une organisation parfaitement structurée, poursuivant des objectifs bien déterminés, obtenait d'aussi remarquables résultats. Et il est vrai qu'il ne manquait à l'ensemble de ce jeu social, à ce jeu à demi conscient des intérêts, à ces intrigues sans but, qu'une volonté politique résolue pour se transformer en une politique véritable. C'est ce qui se produisit en France durant les quelques années de l'affaire Dreyfus, puis en Allemagne durant les dix années qui précédèrent l'accession de Hitler au pouvoir.

Quant à Disraeli, il n'appartenait ni à la société anglaise ni à la société juive. Il ne connaissait guère la mentalité des banquiers juifs qu'il admirait tant, et il aurait été déçu s'il avait compris que ces « Juifs d'exception », bien qu'exclus d'une société bourgeoise dans laquelle ils n'essayèrent jamais vraiment d'être admis, partageaient son premier principe politique, à savoir que l'activité politique a essentiellement pour but de protéger la propriété et les profits. Ce que vit Disraeli, ce qui l'impressionna, c'est un groupe sans organisation politique apparente, dont les membres étaient toutefois liés par un réseau, qui semblait infini, de relations de famille et d'affaires. Son imagination s'exaltait chaque fois qu'il avait affaire à eux et qu'il découvrait de nouvelles « preuves »

pour tout – quand, par exemple, les actions du canal de Suez furent offertes au gouvernement anglais grâce à une information de Henry Oppenheim (qui avait appris que le khédive d'Égypte voulait les vendre), et que l'opération fut menée à bien avec l'aide de Lionel Rothschild, qui prêta quatre millions de livres au gouvernement.

Les convictions raciales de Disraeli et ses théories sur les sociétés secrètes venaient, en dernière analyse, de son désir d'expliquer ce qui paraissait mystérieux et qui était, en fait, chimérique. Il ne pouvait pas faire du pouvoir chimérique des « Juifs d'exception » une réalité politique ; mais il pouvait, et c'est ce qu'il fit, contribuer à transformer des chimères en terreurs collectives, et à divertir une société qui s'ennuyait avec de très dangereux contes de fées.

Avec la logique de la plupart des fanatiques de la race, Disraeli parla toujours avec mépris de « ce principe outrageusement moderne et sentimental des nationalités ⁴⁴⁹ ». Il avait en horreur l'égalité politique qui est à la base de l'État-nation et craignait pour la survie du peuple juif dans de telles conditions. Il s'imaginait que la race pouvait être une sauvegarde sociale aussi bien que politique contre l'égalisation. Connaissant beaucoup mieux la noblesse de son temps que le peuple juif, il se forgea naturellement une idée de la race sur le modèle de l'idée aristocratique de caste.

Ces théories provenant des éléments défavorisés de la société auraient certes pu se développer sans guère de conséquences pour la politique européenne si, après la mêlée pour l'Afrique, il ne s'était trouvé des circonstances politiques se prêtant, après adaptation, à leur utilisation politique. La crédulité de la société bourgeoise accorda à un seul Juif au xix^e siècle, Disraeli, une authentique popularité. Finalement, ce ne fut pas sa faute si la tendance qui avait été à l'origine de sa destinée grandiose et singulière fut plus tard la cause du désastre qui frappa son peuple.

III. ENTRE LE VICE ET LE CRIME

On a appelé Paris, à juste titre, *la capitale du XIX^e siècle* (Walter Benjamin). Le XIX^e siècle avait commencé, plein de promesses, sous les auspices de la Révolution française. Pendant plus d'une centaine d'années, on avait assisté à la lutte inutile contre la dégénérescence du *citoyen** en *bourgeois**. Le siècle atteignit son nadir avec l'affaire Dreyfus. Après quatorze ans de répit morbide, la Première Guerre mondiale put encore être gagnée grâce au recours jacobin à Clemenceau, le dernier des fils de la Révolution. Mais le grand siècle était terminé pour la *nation par excellence** ⁴⁵⁰ et Paris, désormais sans influence politique ni splendeur sociale, fut abandonné à l'avant-garde intellectuelle internationale. La France joua un très petit rôle au XX^e siècle, qui commença, immédiatement après la mort de Disraeli, par la mêlée pour l'Afrique, puis par la lutte pour la domination impérialiste de l'Europe. Le déclin de la France, causé en partie par l'expansion économique des autres pays, en partie par sa propre désintégration, put ainsi prendre des formes et suivre des lois qui semblaient propres à l'État-nation.

Dans une certaine mesure, ce qui se passa en France dans les vingt dernières années du XIX^e siècle réapparut trente ou quarante ans plus tard, dans tous les États-nations européens. Malgré l'écart chronologique, la République de Weimar et la République autrichienne ont beaucoup en commun avec la III^e République et certains modèles politiques et sociaux allemands et autrichiens des années 20 et 30 semblent copier presque consciemment le modèle *fin de siècle* français.

L'antisémitisme propre au XIX^e siècle atteignit son paroxysme en France ; il y fut vaincu parce qu'il ne déborda pas du cadre politique national et qu'il ne trouva aucun point de contact avec des courants impérialistes qui n'existaient pas dans ce pays. Les traits essentiels de ce type d'antisémitisme apparurent à nouveau en Allemagne et en Autriche après la

Première Guerre mondiale, avec à peu près les mêmes conséquences sociales pour les Juifs de ces pays, mais moins âpres, moins extrêmes et tempérés par d'autres influences ⁴⁵¹.

Si nous avons choisi les salons du faubourg Saint-Germain comme exemple du rôle des Juifs dans une société non juive, c'est qu'il n'exista nulle part ailleurs une société aussi brillante, et que d'aucune autre on ne peut trouver des annales aussi fidèles. Lorsque Marcel Proust, lui – même à moitié juif et prêt, quand les circonstances l'imposaient, à affirmer son identité juive, se mit à la recherche du « temps perdu », il écrivit ce que l'un de ses critiques et admirateurs appela une *apologia pro vita sua*. Le plus grand écrivain français du xx^e siècle passa sa vie exclusivement en société ; tous les événements lui apparurent tels qu'ils se reflètent dans cette société pour être ensuite repensés par l'individu ; ces reflets et ces nouvelles perceptions constituent la réalité spécifique, la texture du monde proustien ⁴⁵². Tout au long de la *Recherche du temps perdu*, l'individu et sa réflexion appartiennent à la société, même s'il se retire dans une solitude silencieuse et impénétrable, comme le fit Proust lui-même quand il décida d'écrire son œuvre. Alors cette vie intérieure qui s'emparait de tous les événements concrets pour les transformer en expérience intérieure devint comme un miroir dont le reflet pourrait révéler la vérité. Celui qui contemple l'expérience intérieure ressemble au spectateur de la vie de société dans la mesure où ni l'un ni l'autre n'a de prise directe sur la vie mais perçoit la réalité seulement si elle est reflétée. Proust, né en marge de la société, et qui, bien que venu de l'extérieur, lui appartenait de plein droit, élargit cette expérience intérieure afin qu'elle puisse recevoir tous les aspects de la réalité tels qu'ils apparaissaient aux membres de la société et tels qu'ils étaient reflétés par eux.

On ne saurait, en vérité, trouver de meilleur témoin de cette époque où la société s'était totalement libérée des préoccupations publiques et où la politique même commençait à faire partie de la vie sociale. La victoire des valeurs

bourgeoises sur le sens des responsabilités du citoyen entraînait une décomposition des problèmes politiques en mille facettes reflétées brillamment par la société. Ajoutons que Proust lui-même était un représentant exemplaire de cette société, puisqu'il n'était exempt d'aucun des deux « vices » à la mode, que le plus grand « témoin du judaïsme déjudaïsé » rapprocha, en une « comparaison, la plus sombre qui fut jamais émise à l'égard du judaïsme occidental ⁴⁵³ » : le « vice » de la judéité et le « vice » de l'homosexualité, deux « vices » qui devinrent en vérité très semblables dans leur reflet social et dans la réflexion individuelle ⁴⁵⁴.

C'est Disraeli qui avait découvert que le vice n'est que le reflet du crime dans la société. La méchanceté humaine, si elle est acceptée par la société, subit une transformation : d'acte volontaire, elle devient un trait psychologique particulier que l'homme ne peut ni choisir ni refuser, mais qui lui est imposé de l'extérieur, et qui le domine de façon aussi tyrannique que la drogue domine un drogué. En assimilant le crime et en le transformant en vice, la société supprime toutes les responsabilités et crée un monde de fatalités qui prend les hommes au piège. Le jugement moral, qui considérait comme crime tout ce qui s'écartait de la norme, et que les cercles à la mode taxaient d'étroitesse et de philistinisme, révélait peut-être un manque de pénétration psychologique mais au moins un plus grand respect de la dignité humaine. Si l'on voit dans le crime une sorte de fatalité, naturelle ou économique, tout le monde sera finalement soupçonné d'y être particulièrement prédestiné. « Le châtement est le droit du criminel », et il en est privé, pour citer Proust, si « certains juges supposent et excusent plus facilement l'assassinat chez les invertis et la trahison chez les Juifs pour des raisons tirées du péché originel et de la fatalité de la race... ⁴⁵⁵ ». C'est une attirance pour le meurtre et la trahison qui se cache derrière cette tolérance perversie car, d'un moment à l'autre, elle peut se transformer en une décision de se débarrasser non seulement des criminels

avérés mais de tous ceux qui sont « racialement » prédestinés à commettre certains crimes. C'est ce qui se produit quand la distance entre l'appareil juridique et politique d'une part, et la société d'autre part, disparaît, si bien que les critères sociaux prennent force de loi et deviennent des règles politiques et juridiques. Si on la laisse établir son propre code, cette apparente largeur d'esprit qui assimile le crime et le vice se révélera toujours plus cruelle et plus inhumaine que les lois, si sévères soient-elles, qui reconnaissent et respectent la responsabilité individuelle de l'homme en ce qui concerne son comportement.

Le faubourg Saint-Germain, tel que le décrit Proust, en était au premier stade de cette évolution. Il admettait les invertis parce qu'il se sentait attiré par ce qu'il considérait comme un vice. Proust montre comment M. de Charlus, auparavant toléré « malgré son vice » en raison de son charme personnel et d'un nom ancien, est maintenant porté au zénith social. Il n'avait plus besoin de mener une double vie et de cacher ses relations suspectes ; au contraire, on l'encourageait à les amener dans les salons à la mode. Certains sujets de conversation qu'il eût auparavant évités de crainte qu'on ne soupçonnât son anomalie – l'amour, la beauté, la jalousie – éveillaient maintenant une curiosité avidé « à cause de l'expérience singulière, secrète, raffinée et monstrueuse où il les [ses maximes] avait puisées ⁴⁵⁶ . »

Il arriva aux Juifs une aventure analogue. La société du Second Empire avait toléré et même accueilli avec faveur certains Juifs anoblis et des exceptions individuelles, mais maintenant les Juifs en tant que tels étaient de plus en plus populaires. Dans un cas comme dans l'autre, la société ne revenait pas du tout sur un préjugé. Elle ne doutait pas un instant que les homosexuels fussent des « criminels » ou les Juifs des « traîtres » ; elle ne faisait que réviser son attitude envers le crime et la trahison. L'inconvénient de cette largeur d'esprit nouvelle n'était pas, bien sûr, que ces aristocrates ne

fussent plus horrifiés par les invertis, mais qu'ils ne fussent plus horrifiés par le crime. Ils ne remettaient absolument pas en cause le jugement conventionnel. Le mal le mieux caché du xix^e siècle, son terrible ennui et sa lassitude générale, avait crevé comme un abcès. Les réprouvés et les parias que la société avait appelés à son secours n'étaient pas, quoi qu'ils fussent par ailleurs, tourmentés par l'ennui ; si nous en croyons Proust, ils étaient même les seuls, dans cette société *fin de siècle*, à être encore capables de passion. Proust nous guide à travers le labyrinthe des relations sociales et des ambitions par un seul fil conducteur : la capacité humaine d'aimer, représentée par la passion pervertie de M. de Charlus pour Morel, la fidélité dévorante du Juif Swann pour sa courtisane et la jalousie désespérée du narrateur lui-même à l'égard d'Albertine, qui, dans le roman, incarne le vice. Proust ne fit pas mystère du fait qu'il considérait ces étrangers et ces nouveaux venus, les habitants de *Sodome et Gomorrhe*, non seulement comme plus humains, mais comme plus normaux.

La différence entre le faubourg Saint-Germain, qui venait de découvrir le charme des Juifs et des invertis, et la populace qui criait « Mort aux Juifs » était que les salons ne s'étaient pas encore ouvertement solidarisés avec le crime. Cela signifiait que, d'une part, ils n'étaient pas encore prêts à prendre une part active au massacre et que, d'autre part, ils professaient encore ouvertement une antipathie pour les Juifs et une horreur pour les invertis. D'où, une situation vraiment équivoque, dans laquelle les nouveaux venus ne pouvaient ni déclarer publiquement leur identité ni la cacher. Telles étaient les conditions qui engendrèrent ce jeu complexe de secret et de publicité, de demi-confessions et de falsifications mensongères, d'humilité exagérée et d'arrogance extrême : autant de conséquences du fait que c'était la judéité (ou l'homosexualité) qui avait ouvert les portes des salons les plus fermés, et qui, en même temps, y rendait toute position individuelle extrêmement précaire. Dans cette situation équivoque, la judéité était pour

l'individu juif à la fois une tare physique et un mystérieux privilège personnel, inhérents tous deux à une « prédestination raciale ».

Proust décrit minutieusement la façon dont la société, toujours en quête de l'étrange, de l'exotique et du dangereux, assimile en fin de compte le raffiné et le monstrueux, et se montre prête à admirer des monstruosité, réelles ou imaginaires, comme une étrange, une exotique « pièce russe ou japonaise, jouée par des artistes de là-bas ⁴⁵⁷ » ; ou bien « ce personnage peinturluré, pansu et clos [d'inverti], semblable à quelque boîte de provenance exotique et suspecte qui laisse échapper la curieuse odeur de fruits auxquels l'idée de goûter seulement vous soulèverait le cœur ⁴⁵⁸ » ; ou encore 1'« homme de génie » qui est censé donner « l'impression du surnaturel » et autour duquel la société se rassemble « comme autour d'une table tournante » dans l'espoir d'apprendre « le secret de l'infini ⁴⁵⁹ ». Dans cette atmosphère de « nécromancie », un gentleman juif ou une dame turque peuvent apparaître « comme s'il s'agissait en effet d'êtres évoqués par un effort médiumnique ⁴⁶⁰ ».

Le rôle de l'étrange, de l'exotique et du monstrueux ne pouvait évidemment convenir à ces « Juifs d'exception » qui, depuis presque un siècle, étaient admis et tolérés en qualité d'« étrangers parvenus », et « de l'amitié de qui on n'eût pas eu l'idée de s'enorgueillir, bien au contraire ⁴⁶¹ ! ». Le rôle convenait mieux à ceux que personne ne connaissait, qui en étaient au début de leur assimilation, n'étaient pas représentatifs de la communauté juive et ne s'identifiaient pas à elle, car ce lien avec le connu eût bridé l'imagination de la société et limité ses espoirs. Ceux qui, comme Swann, avaient un sens mondain inné et du goût étaient en général admis. Mais on accueillait avec plus d'enthousiasme celui qui, comme Bloch, appartenait à « une famille peu estimée, supportait comme au fond des mers les incalculables pressions que faisaient peser

sur lui non seulement les chrétiens de la surface, mais les couches superposées des castes juives supérieures à la sienne, chacune accablant de son mépris celle qui lui était immédiatement inférieure ⁴⁶² ». La facilité avec laquelle la société recevait le parfait étranger et, croyait-elle, le parfait corrompu permettait à celui-ci de sauter plusieurs générations dans cette ascension par laquelle les nouveaux venus devaient « percer jusqu'à l'air libre en s'élevant de famille juive en famille juive... ⁴⁶³ ». Ce n'est pas par hasard que cela se produisit peu après que les Juifs français, durant le scandale de Panama, eurent cédé la place à de peu scrupuleux et entreprenants aventuriers juifs allemands. Les individus d'exception, titrés ou non, qui recherchaient plus que jamais le monde des salons antisémites et monarchistes pour y rêver du bon vieux temps du Second Empire, se trouvèrent rangés dans la même catégorie que des Juifs qu'ils n'auraient jamais invités chez eux. Si la judéité, en tant que statut d'exception, était la seule raison d'admettre des Juifs, alors la société préférait nettement « un cortège homogène en soi et entièrement dissemblable des gens qui les regardaient passer », ceux qui n'en étaient pas encore « au même degré d'assimilation » que leurs coreligionnaires parvenus ⁴⁶⁴ . Benjamin Disraeli était encore l'un de ces Juifs que la société acceptait parce qu'ils étaient des exceptions ; mais déjà l'idée laïcisée qu'il se faisait de lui-même, « un élu de la race élue », annonçait et soulignait les traits essentiels de l'image que les Juifs allaient donner d'eux – mêmes. Si cette image extravagante et grossière n'avait pas étrangement correspondu à ce que la société attendait des Juifs, ceux-ci n'auraient jamais pu jouer ce rôle ambigu qui fut le leur. Ils n'avaient pas, naturellement, adopté consciemment les théories de Disraeli, ni développé celles que leurs prédécesseurs prussiens avaient timidement avancées au début du siècle ; la plupart d'entre eux étaient en effet dans une bienheureuse ignorance de l'histoire juive. Mais partout où les Juifs s'étaient éduqués, laïcisés et assimilés dans les conditions incertaines où

se trouvaient la société et l'État en Europe occidentale et centrale, ils perdirent ce sens de la responsabilité politique, imposé par leurs origines, auquel les notables juifs avaient encore été sensibles, fût-ce sous la forme de privilèges et d'autorité. L'origine juive, privée de ses connotations religieuses et politiques, devint partout un attribut psychologique et se transforma en « judéité » ; dès lors, cet attribut se rangeait obligatoirement dans la catégorie des vertus ou des vices. Il est vrai que la « judéité » n'aurait pu être dégradée au rang de vice intéressant s'il n'avait pas existé auparavant un préjugé qui en faisait un crime. Mais il est également vrai qu'une telle dégradation fut préparée par les Juifs qui en faisaient une vertu innée.

On a reproché aux Juifs assimilés de s'être éloignés du judaïsme, et on pense souvent que la catastrophe finale qui les a frappés a constitué une souffrance aussi absurde qu'atroce, puisqu'elle avait perdu l'antique valeur du martyre. C'est oublier qu'en ce qui concerne la foi et le mode de vie antiques, les Juifs d'Europe orientale s'en étaient « éloignés » tout autant. Mais cette idée reçue considérant les Juifs d'Europe occidentale comme « déjudaïsés » est fallacieuse pour une autre raison. Le tableau que nous offre Proust montre que, contrairement à l'opinion bien évidemment intéressée exprimée par le judaïsme officiel, jamais l'origine juive ne joua un rôle aussi décisif dans la vie privée et dans l'existence quotidienne que chez les Juifs assimilés de cette époque. Le réformateur juif qui transformait une religion nationale en simple confession religieuse impliquant que la religion est une affaire privée, le révolutionnaire juif qui se voulait citoyen du monde afin de se débarrasser de sa nationalité juive, le Juif instruit, « un homme dans la rue, un Juif à la maison », chacun de ces Juifs réussit à transformer une caractéristique nationale en affaire privée. Le résultat fut que leur vie privée, leurs décisions et leurs sentiments devinrent le centre même de leur « judéité ». Plus l'origine juive perdait sa signification religieuse, nationale et

socio-économique, plus la judéité devenait obsédante. Les Juifs en étaient obsédés comme on peut l'être par un défaut ou une qualité physique, et s'y adonnaient comme on peut s'adonner à un vice.

La « disposition innée » selon Proust n'est autre que cette obsession personnelle, privée, mais tellement justifiée par une société où le succès ou l'échec dépendaient du fait d'être né juif. Proust y vit à tort une « prédestination raciale », parce qu'il ne vit et ne peignit que ses conséquences sociales et ses effets en retour sur l'individu. Il est vrai que, pour le chroniqueur qui l'observait, le comportement du clan juif dénotait la même obsession que celui des invertis. Les uns comme les autres se sentaient soit supérieurs soit inférieurs, mais en tout cas fiers d'être différents des êtres normaux. Les uns comme les autres voyaient dans leur différence un caractère naturel et inné. Ils justifiaient constamment non ce qu'ils faisaient, mais ce qu'ils étaient. Enfin, ils hésitaient constamment entre une attitude humble et des bouffées soudaines d'arrogance par lesquelles ils proclamaient qu'ils étaient une élite. Leur situation sociale était comme figée par nature, et ni les uns ni les autres ne pouvaient passer de leur clan à un autre. Le besoin d'appartenir à un groupe existait aussi chez d'autres membres de la société (« la question n'est pas, comme pour Hamlet, d'être ou de ne pas être, mais d'en être ou de ne pas en être ⁴⁶⁵ »), mais à un degré moindre. Une société qui se désintérait en clans, qui ne tolérait plus les étrangers, qu'ils fussent juifs ou invertis, en qualité d'individus mais en raison des circonstances particulières de leur admission, semblait bien être l'incarnation même de cet esprit de clan. Toute société exige de ses membres une certaine part de comédie, la capacité de présenter, de représenter, de jouer ce qu'ils sont réellement. Quand la société éclate en clans, cette exigence persiste, non plus à l'égard de l'individu, mais à l'égard des membres des clans. Le comportement est alors dicté par des exigences tacites, et non des capacités individuelles, de même que le jeu d'un acteur doit se fondre dans l'ensemble

constitué par tous les autres rôles de la pièce. Les salons du faubourg Saint-Germain formaient ainsi un ensemble de clans, dont chacun possédait un modèle de comportement extrême. Le rôle des invertis était de montrer leur anomalie, celui des Juifs de pratiquer la magie noire (la « nécromancie »), celui des artistes de manifester une autre sorte de communication surnaturelle et surhumaine, celui des aristocrates de montrer qu'ils n'étaient pas comme les gens ordinaires (les « bourgeois »). En dépit de leur esprit de clan, il est vrai, comme le remarqua Proust, que « hors les jours de grande infortune où le plus grand nombre se rallie autour de la victime, comme les Juifs autour de Dreyfus ⁴⁶⁶ », tous ces nouveaux venus évitaient la société de leurs semblables. La raison en était que, comme toutes les distinctions étaient décernées par l'ensemble des clans, les Juifs et les invertis savaient qu'ils perdraient leur caractère distinctif dans une société de Juifs ou d'invertis où la judéité ou l'homosexualité deviendraient les éléments les plus naturels, les plus banaux et les moins intéressants du monde. Il en allait de même, toutefois, pour leurs hôtes, qui avaient besoin eux aussi de vis-à-vis dont ils puissent se distinguer, de non-aristocrates qui admireraient les aristocrates comme ceux-ci admiraient les Juifs ou les homosexuels.

Ces clans n'avaient pas, à vrai dire, de cohérence propre ; leur existence était liée à la présence, en contraste, de membres d'autres clans. Pourtant, les membres d'un clan donné employaient entre eux un mystérieux langage des signes, comme s'ils avaient besoin d'un moyen étrange pour se reconnaître. Proust décrit longuement l'importance de ces signes, en particulier pour les nouveaux venus. Mais si les invertis, maîtres dans l'art du langage des signes, avaient au moins un secret réel, les Juifs, eux, n'employaient de langage secret que pour créer l'atmosphère mystérieuse que l'on attendait d'eux. Leurs signes traduisaient de manière mystérieuse et ridicule un secret de polichinelle, comme par exemple qu'à l'autre bout du salon de la princesse X se trouvait

un autre Juif qui n'avait pas le droit de dévoiler publiquement son identité mais qui, sans cette qualité, dépourvue de sens, n'aurait jamais pu se glisser à cette place.

Notons que cette nouvelle société mêlée de la fin du xix^e siècle, comme celle des premiers salons juifs berlinois, se regroupait autour de la noblesse. L'aristocratie avait perdu à présent sa soif de culture et sa curiosité pour les « nouveaux spécimens d'humanité », mais elle conservait son vieux mépris de la société bourgeoise. Devant l'égalité politique proclamée par la III^e République et la perte de ses privilèges et de son rôle politique, sa réaction fut de chercher une compensation sur le plan mondain. Après une résurgence artificielle et de courte durée sous le Second Empire, l'aristocratie française ne vivait plus que de son esprit de clan. Elle essayait aussi, sans trop de conviction, de réserver à ses fils les grades supérieurs de l'armée. Beaucoup plus qu'une ambition politique, elle nourrissait un mépris agressif pour les valeurs bourgeoises ; c'était sans doute l'un des plus puissants motifs qui la poussaient à accepter des individus et des groupes entiers d'hommes qui avaient appartenu aux classes socialement inacceptables. La raison qui avait permis aux aristocrates prussiens d'entretenir des relations sociales avec des acteurs et des Juifs créa en France le prestige social des invertis. Les classes moyennes, elles, n'avaient pas su acquérir un sens de la dignité sociale, mais avaient acquis la richesse et le pouvoir. L'absence de hiérarchie politique dans l'État-nation et la victoire de l'égalité rendaient la « société [...] secrètement hiérarchisée au fur et à mesure qu'elle serait en fait plus démocratique ⁴⁶⁷ ». Comme le principe hiérarchique s'incarnait dans les coterie fermées du faubourg Saint-Germain, «... dès qu'une société se forme en France, quels que soient le rang et les idées politiques de ses membres, elle reproduit les traits plus ou moins modifiés, plus ou moins caricaturés, de cette société du faubourg Saint-Germain qu'elle affecte parfois [...] de mépriser ». La société aristocratique n'appartenait au passé qu'en

apparence ; en réalité, elle avait ses ramifications dans l'ensemble du corps social, et pas seulement en France. Elle imposait « la clef et la syntaxe de la vie sociale mondaine ⁴⁶⁸ ». C'est l'analyse qu'en fit Proust quand il sentit le besoin d'une *apologia pro vita sua* et qu'il considéra à nouveau sa propre vie passée dans les cercles aristocratiques.

Le fait le plus important à noter en ce qui concerne le rôle des Juifs dans cette société *fin de siècle* est que l'antisémitisme qui accompagna l'affaire Dreyfus leur ouvrit les portes de la société et que la fin de l'Affaire, ou plutôt la découverte de l'innocence de Dreyfus, mit fin à leur succès social ⁴⁶⁹ . Autrement dit, quelle que fût l'opinion des Juifs sur eux-mêmes ou sur Dreyfus, ils ne pouvaient jouer le rôle qui leur avait été assigné par la société qu'aussi longtemps que la société était persuadée qu'ils appartenaient à une race de traîtres. Quand le traître se révéla être la victime assez stupide d'une machination banale et que l'innocence des Juifs apparut manifeste, la société se désintéressa des Juifs en même temps que disparaissait l'antisémitisme politique. Les Juifs redevinrent de simples mortels et retournèrent à l'insignifiance d'où les avait provisoirement tirés le crime supposé de l'un d'entre eux.

Les Juifs allemands et autrichiens connurent en substance le même type de succès dans la société, mais dans des circonstances bien pires, immédiatement après la Première Guerre mondiale. On les accusait d'être responsables de la guerre, crime qui ne pouvait plus être attribué à l'acte unique d'un seul individu et accusation qui devenait par là impossible à réfuter. Pour la populace, la judéité était toujours un crime. La société, elle, continua à se délecter de ses Juifs et à subir leur fascination. S'il y a quelque vérité psychologique dans la théorie du bouc émissaire, c'est dans les effets de cette attitude sociale envers les Juifs. En effet, quand la législation antisémite amena la société à expulser les Juifs, ces « philosémites » eurent l'impression d'avoir à se purger d'un vice secret, à se laver d'une tache qu'ils avaient aimée en secret d'un amour coupable.

Cette psychologie n'explique certes pas pourquoi ces « admirateurs » des Juifs devinrent finalement leurs assassins ; probablement même n'étaient-ils pas très nombreux parmi ceux qui dirigèrent les usines de la mort, encore que le pourcentage de personnes appartenant aux classes dites cultivées parmi ceux qui furent bel et bien des tueurs est étonnant. Mais cela explique certainement l'incroyable déloyauté de ces couches mêmes de la société qui avaient été le plus proches des Juifs, qui avaient été le plus charmées et fascinées par leurs amis juifs.

En ce qui concerne les Juifs, la transformation du « crime » qu'était le judaïsme en un « vice » à la mode, la judéité, était des plus dangereuses. Des Juifs avaient pu échapper au judaïsme par la conversion ; mais on n'échappait pas à la judéité. À chaque crime son châtiment ; un vice ne peut qu'être exterminé. Il y avait une étroite relation entre l'idée que se faisait la société de l'appartenance juive et du rôle des Juifs dans la vie sociale, et la perfection fatale de la mise en œuvre des pratiques antisémites. L'antisémitisme nazi s'enracina dans ces conditions sociales autant que dans les circonstances politiques. Le concept de race eut d'autres buts et d'autres fonctions plus immédiatement politiques, mais le succès de son application, sous son aspect le plus sinistre, à la question juive, est dû pour beaucoup aux phénomènes et aux convictions existant dans la société et qui constituaient pratiquement un consentement de l'opinion publique.

Les forces décisives qui placèrent les Juifs au centre du cataclysme étaient sans aucun doute des forces politiques. Mais la réaction de la société à l'antisémitisme, et les attitudes psychologiques de l'individu devant la question juive avaient un rapport avec la cruauté particulière, l'agression organisée et calculée contre toute personne d'origine juive, qui caractérisaient déjà l'antisémitisme de l'affaire Dreyfus. On ne comprendrait pas cette chasse acharnée au « Juif en général », au « Juif partout et nulle part » si l'on considérait l'histoire de

l'antisémitisme comme un chapitre séparé ou comme un simple mouvement politique. Il y a des facteurs sociaux qui n'apparaissent pas dans l'histoire politique ou économique, qui sont cachés sous la surface des événements, qui échappent à l'attention de l'historien et que rapportent seuls les poètes et les romanciers grâce à la force supérieure de leur passion et de leur pénétration (des hommes que la société avait relégués dans l'isolement et la solitude désespérée de l'*apologia pro vita sua*). Ce sont de tels facteurs qui poussèrent l'antisémitisme purement politique sur une voie qu'il n'aurait jamais prise de lui-même ; sinon, il y aurait eu peut-être une législation antijuive et même des expulsions en masse, mais non l'extermination collective.

Depuis que l'affaire Dreyfus et la menace politique qu'elle comportait sur les droits des Juifs français avaient créé une situation sociale dans laquelle les Juifs jouissaient d'une notoriété ambiguë, l'antisémitisme était devenu en Europe un mélange inextricable de motifs politiques et de facteurs sociaux. Devant tout mouvement antisémite virulent, la société réagissait d'abord par une préférence marquée pour les Juifs, si bien que la remarque de Disraeli, selon laquelle « il n'y a à présent aucune race [...] qui plaise, fascine, élève et ennoblisse l'Europe autant que les Juifs », se révéla particulièrement exacte au moment du danger. Le « philosémitisme » social finissait toujours par ajouter à l'antisémitisme politique ce mystérieux fanatisme sans lequel l'antisémitisme ne serait certainement pas devenu le meilleur des slogans pour rassembler les masses. Tous les *déclassés** de la société capitaliste se trouvèrent prêts à s'unir, à créer leurs propres organisations regroupant la populace. Leur propagande et l'attrait qu'ils exerçaient reposaient sur cette idée : une société qui s'était montrée prête structurellement à accepter le crime sous la forme du vice serait bientôt prête à se laver de son vice en accueillant ouvertement des criminels et en commettant publiquement des crimes.

CHAPITRE IV

L'AFFAIRE DREYFUS

I. LES FAITS

Les faits se sont produits en France à la fin de l'année 1894. Alfred Dreyfus, officier juif appartenant à l'état-major de l'armée française, fut accusé et reconnu coupable d'espionnage au profit de l'Allemagne. Le verdict – déportation à vie dans l'île du Diable – fut prononcé à l'unanimité après un procès à huis clos. Du dossier prétendument volumineux de l'accusation, on ne montra que le fameux *bordereau**. C'était une lettre, soi-disant écrite de la main de Dreyfus, et adressée à l'attaché militaire allemand, Schwartzkoppen. En juillet 1895, le colonel Picquart fut nommé à la tête du service de renseignement ⁴⁷⁰ de l'état-major. En mai 1896, il déclara au chef d'état-major, Boisdeffre, qu'il avait acquis la conviction de l'innocence de Dreyfus et de la culpabilité d'un autre officier, le commandant Walsin-Esterhazy. Six mois plus tard, Picquart fut muté à un poste dangereux en Tunisie. À la même époque, Bernard Lazare, à la demande des frères de Dreyfus, fit paraître le premier pamphlet sur l'Affaire : *Une erreur judiciaire ; la vérité sur l'affaire Dreyfus*. En juin 1897, Picquart informa Scheurer – Kestner, vice-président du Sénat, des faits concernant le procès et de l'innocence de Dreyfus. En novembre 1897, Clemenceau commença son combat pour la révision du procès. Un mois plus tard, Zola rejoignit les rangs des dreyfusards. « J'accuse » parut dans le journal de Clemenceau en janvier 1898. Au même moment, Picquart fut arrêté. Zola, jugé pour diffamation envers l'armée, fut déclaré coupable par un tribunal et en cour d'appel. En août 1898, Esterhazy fut limogé de manière déshonorante pour détournement de fonds. Il se précipita aussitôt chez un journaliste anglais et lui révéla que c'était lui, et non Dreyfus,

l'auteur du *bordereau**; et qu'il avait imité l'écriture de Dreyfus sur l'ordre du colonel Sandherr, son supérieur, l'ancien chef du service de contre-espionnage. Quelques jours plus tard, le colonel Henry, membre du même service, avoua avoir falsifié plusieurs autres pièces du dossier secret d'accusation contre Dreyfus et se suicida. Alors la cour d'appel ordonna une enquête sur l'affaire Dreyfus.

En juin 1899, la cour d'appel annula la première condamnation prononcée contre Dreyfus en 1894. Le procès en révision eut lieu à Rennes en août. La peine fut commuée en dix ans de détention pour « circonstances atténuantes ». Une semaine plus tard, Dreyfus fut gracié par le président de la République. L'Exposition universelle s'ouvrit à Paris en avril 1900. En mai, le succès de l'Exposition étant assuré, la Chambre des députés se prononça à une écrasante majorité contre toute nouvelle révision de l'affaire Dreyfus. En décembre de la même année, une amnistie globale liquida tous les procès et actions judiciaires en relation avec l'Affaire.

En 1903, Dreyfus déposa une nouvelle demande de révision. Sa requête ne fut pas considérée avant 1906, date à laquelle Clemenceau devint président du Conseil. En juillet 1906, la cour d'appel ⁴⁷¹ annula l'arrêt de Rennes et acquitta Dreyfus de tous les chefs d'accusation. Cependant, il n'était pas en son pouvoir de déclarer l'acquittement et elle aurait dû ordonner la tenue d'un nouveau procès. Une nouvelle révision, devant un conseil de guerre, aurait très probablement, et malgré les preuves écrasantes en faveur de l'innocence de Dreyfus, conduit à une nouvelle condamnation. Par conséquent, Dreyfus ne bénéficia jamais d'un acquittement dans les règles ⁴⁷²; et l'affaire Dreyfus demeura quelque peu en suspens. La réhabilitation de l'accusé ne fut jamais reconnue par les Français, et les passions soulevées à l'origine ne s'apaisèrent jamais complètement. Très tardivement, en 1908, neuf ans après la grâce et deux ans après l'acquittement, alors que le corps de Zola, à l'initiative de Clemenceau, était transféré au Panthéon, Alfred Dreyfus fut

agressé dans la rue au vu et au su de tout le monde. Un tribunal parisien acquitta son agresseur, indiquant ainsi son « désaccord » avec le jugement qui avait innocenté Dreyfus.

Fait plus étrange encore, ni la Première ni la Seconde Guerre mondiales n'ont réussi à ensevelir l'Affaire dans l'oubli. À l'instigation de l'Action française, le *Précis de l'affaire Dreyfus*⁴⁷³ fut réédité en 1924 et est resté depuis l'ouvrage de référence des antidreyfusards. À la première de *Affaire Dreyfus* (une pièce écrite par Rehfisch et Wilhelm Herzog, sous le pseudonyme de René Kestner), en 1931, l'atmosphère des années 1890 régnait encore, avec des incidents dans la salle, des boules puantes dans les fauteuils d'orchestre et les troupes de choc de l'Action française montant la garde aux alentours pour terroriser les acteurs, le public et les badauds. Le gouvernement – dirigé par Laval – agit exactement comme ses prédécesseurs l'avaient fait près de trente ans auparavant : il se déclara volontiers incapable de garantir une seule représentation sans troubles, ce qui assura aux antidreyfusards un dernier triomphe. On dut suspendre les représentations. À la mort de Dreyfus, en 1935, la grande presse évita tout commentaire⁴⁷⁴ ; les journaux de gauche reprirent les vieux arguments de l'innocence de Dreyfus et ceux de droite rappelèrent sa culpabilité. Aujourd'hui encore, quoique dans une moindre mesure, l'affaire Dreyfus reste une sorte de ligne de partage [*shibboleth*] de la vie politique française. Lors de la condamnation de Pétain, un important journal de province, *La Voix du Nord* de Lille compara ce procès à l'affaire Dreyfus et prétendit que « le pays restait divisé comme il le fut après l'affaire Dreyfus », parce que le verdict du tribunal ne pouvait pas régler un conflit politique et « apporter à tous les Français la paix de l'esprit ou du cœur »⁴⁷⁵.

À la différence de l'affaire Dreyfus qui, sous ses aspects politiques les plus généraux, appartient au xx^e siècle, le cas Dreyfus, c'est-à-dire les différents procès du capitaine juif Alfred Dreyfus, sont tout à fait typiques du xix^e siècle, époque à

laquelle les hommes suivaient les affaires judiciaires avec un tel enthousiasme parce que chaque affaire était un test de la plus grande conquête du siècle, l'impartialité totale de la loi. Il est caractéristique de l'esprit de l'époque qu'une erreur judiciaire ait pu faire naître tant de passions politiques, entraîner une série ininterrompue de procès et de nouveaux procès, sans parler des duels et des bagarres. La doctrine de l'égalité devant la loi était encore si fermement implantée dans la conscience du monde civilisé qu'une seule erreur judiciaire était capable de susciter l'indignation publique de Moscou jusqu'à New York. Personne, sauf en France, n'était assez « moderne » pour voir le lien entre une telle affaire et les problèmes politiques ⁴⁷⁶ . L'injustice commise envers un seul officier juif en France pouvait provoquer dans le reste du monde une réaction commune plus véhémente que toutes les persécutions infligées aux Juifs allemands à la génération suivante. La Russie tsariste elle – même put accuser la France de barbarie, tandis qu'en Allemagne des membres de l'entourage de l'empereur exprimaient publiquement une indignation d'une virulence dont on ne trouve d'autre exemple que dans la presse extrémiste des années trente ⁴⁷⁷ .

Les *dramatis personae* de l'Affaire semblaient sortir des pages de Balzac : d'un côté les généraux, conscients d'appartenir à une caste, et prêts à tout pour défendre les membres de leur clan ; face à eux leur adversaire, Picquart, avec son honnêteté calme, lucide et légèrement ironique. Auprès d'eux, la foule indistincte des parlementaires, chacun d'eux terrifié de ce que le voisin savait peut-être ; le président de la République, habitué notoire des bordels parisiens ; et les magistrats chargés de l'instruction, préoccupés seulement de relations sociales. Et puis voici Dreyfus lui-même, un vrai parvenu, qui se vantait sans cesse auprès de ses collègues de la fortune de sa famille, qu'il dépensait pour des femmes ; les frères de Dreyfus, qui offrirent de manière touchante toute leur fortune, puis réduisirent leur offre à 150000 francs contre la

liberté de leur parent, hésitant entre le sacrifice et la tentative de corruption de l'état-major de l'armée ; et l'avocat Démangé, sincèrement convaincu de l'innocence de son client, mais qui bâtit sa défense sur le doute afin de se garder contre les attaques et le dommage qui pourraient être causés à ses intérêts personnels. Il y a enfin un aventurier, Esterhazy, de vieille souche, que ce monde bourgeois ennuie tellement qu'il essaie de se distraire, soit par l'héroïsme, soit par l'escroquerie. Sous-lieutenant dans la Légion étrangère, il avait fait sensation auprès de ses collègues par son audace et son insolence pleines d'orgueil. Toujours dans l'embarras, il se procurait de l'argent en servant de témoin à des officiers juifs dans leurs duels, et en exerçant des chantages sur leurs riches coreligionnaires. Il se servait des bons offices du grand rabbin pour obtenir les lettres d'introduction dont il avait besoin. Même sa chute finale resta fidèle à la tradition balzacienne. Ce ne fut pas la trahison ni les rêves grandioses d'une orgie provoquée par le déferlement de 100000 uhlands prussiens ivres sur Paris ⁴⁷⁸, mais une misérable affaire de détournement de fonds aux dépens d'un parent qui causa sa perte. Et que dire de Zola, de sa ferveur passionnée, de son éloquence un peu creuse, de sa déclaration mélodramatique lorsque, à la veille de s'enfuir à Londres, il dit avoir entendu la voix de Dreyfus le suppliant de faire ce sacrifice ⁴⁷⁹ ?

Tout cela est fort typique du xix^e siècle et n'était pas destiné à survivre aux deux guerres mondiales. L'enthousiasme d'un autre âge de la populace pour Esterhazy comme sa haine pour Zola se sont éteints depuis longtemps, mais aussi cette colère ardente contre l'aristocratie et le clergé qui avait enflammé Jaurès et qui, seule, finit par emporter la libération de Dreyfus. Comme devait le montrer l'affaire de la Cagoule, les officiers de l'état-major n'avaient plus rien à craindre de la colère du peuple quand ils bâtissaient leurs complots en vue d'un *coup d'État*. Depuis la séparation de l'Église et de l'État, la France, qui n'était certes plus cléricale, avait perdu beaucoup de son anticlérica-

lisme, de même que l'Église avait perdu beaucoup de ses ambitions politiques. Lorsque Pétain voulut transformer la République en un État catholique, il se heurta à l'indifférence populaire la plus totale et à l'hostilité du bas clergé au fascisme clérical.

Les aspects politiques de l'affaire Dreyfus n'ont survécu que parce que deux de leurs éléments prirent de plus en plus d'importance au ^{xx}^e siècle. Le premier est la haine des Juifs ; le second est la méfiance à l'égard de la République elle-même, du Parlement et de l'appareil d'État. Une très grande partie du public pouvait encore croire, à tort ou à raison, que ce dernier subissait l'influence des Juifs et du pouvoir des banques. Jusqu'à nos jours, le terme antidreyfusard est resté synonyme d'antirépublicain, d'antidémocratique et d'antisémite. Il y a quelques années encore ⁴⁸⁰ il qualifiait aussi bien le monarchisme de l'Action française que le national-bolchevisme de Doriot ou le social-fascisme de Déat. Ce n'est pourtant pas à ces groupes fascistes, numériquement peu importants, qu'est due la chute de la III^e République. La vérité, si paradoxale qu'elle paraisse, est qu'ils n'eurent jamais aussi peu d'influence qu'au moment de son effondrement. L'effondrement de la France est dû au fait qu'elle n'avait plus de vrais dreyfusards, plus personne qui crût pouvoir encore défendre ou réaliser la démocratie, la liberté, l'égalité et la justice dans un régime républicain ⁴⁸¹. La République finit par tomber comme un fruit mûr dans la main de la vieille clique antidreyfusarde ⁴⁸² qui formait depuis toujours le noyau de l'armée, et cela à un moment où elle avait peu d'ennemis, mais presque pas d'amis. Le clan de Pétain n'était que très marginalement un produit du fascisme allemand, comme le montra son attachement servile à des formules vieilles de quarante ans.

Tandis que l'Allemagne mutilait adroitement la France et ruinait toute son économie au moyen de la ligne de démarcation, les dirigeants français à Vichy réutilisaient tant

bien que mal la vieille formule barré – sienne des « provinces autonomes », qui allait la paralyser plus encore. Ils adoptèrent une législation antijuive plus promptement que Quisling, tout en se vantant de n'avoir aucun besoin de l'antisémitisme importé d'Allemagne, et de l'originalité de leurs lois concernant les Juifs, sur des points essentiels, par rapport aux lois du Reich ⁴⁸³. Ils essayèrent de mobiliser le clergé catholique contre les Juifs dans le seul but de prouver que les prêtres avaient perdu leur influence politique, mais que de plus ils n'étaient pas réellement antisémites. Bien au contraire, ce haut clergé que le régime de Vichy essaya de transformer une fois de plus en puissance politique fut justement celui qui éleva les protestations les plus véhémentes contre la persécution des Juifs.

Ce ne sont pas les péripéties judiciaires du cas Dreyfus mais l'affaire Dreyfus, avec toutes ses implications, qui constitue un signe avant – coureur du xx^e siècle. Comme le souligna Bernanos en 1931, « l'affaire Dreyfus appartient déjà au cycle tragique dont la dernière guerre n'est sans doute pas encore le terme, hélas ! Elle aura ce même caractère inhumain, et, au milieu des passions déchaînées, des feux de la haine, on ne sait quel cœur dur et glacé ⁴⁸⁴ ». Ce n'est certainement pas en France qu'on trouva les véritables prolongements de l'Affaire, mais on comprend ici pourquoi la France fut une proie si facile pour l'agression nazie. La propagande hitlérienne parlait un langage depuis longtemps familier, qui n'avait jamais été vraiment oublié. De fait, et le « césarisme ⁴⁸⁵ » de l'Action française et le nationalisme nihiliste de Barrés et de Maurras ne réussirent jamais sous leur forme initiale, et cela pour maintes raisons, toutes négatives. Ils manquaient de perspectives sociales et n'étaient pas capables de traduire en termes populaires les fantasmagories que leur mépris pour l'intelligence avait engendrées.

Ce qui nous intéresse ici avant tout, ce sont les conséquences politiques de l'affaire Dreyfus, et non pas ses aspects judiciaires.

On y trouve, nettement dessinés, un certain nombre de traits caractéristiques du xx^e siècle. Indistincts et à peine perceptibles dans les premières décennies du siècle, ils sont apparus maintenant en pleine lumière et on peut y reconnaître quelques-uns des courants essentiels des temps modernes. Après trente ans d'une discrimination antijuive modérée et purement sociale, il était devenu assez difficile de se rappeler que le cri de « Mort aux Juifs ! » avait déjà résonné d'un bout à l'autre d'un État moderne, à un moment où sa politique intérieure s'était concentrée sur le problème de l'antisémitisme. Pendant trente ans, les vieilles légendes d'une conspiration mondiale n'avaient été qu'une ressource de la presse à scandales et des romans à deux sous, et le monde eut de la peine à se souvenir qu'en des temps proches encore, où les *Protocoles des Sages de Sion* étaient inconnus, toute une nation avait passé son temps à se demander qui, de la « Rome secrète » ou d'un « Juda secret », dirigeait la politique mondiale ⁴⁸⁶.

De même, cette philosophie véhémement et nihiliste, qui a pour essence une sorte de haine de soi ⁴⁸⁷, subit une éclipse dans un monde provisoirement en paix avec lui-même, sans criminels extraordinaires servant de justification au culte de la brutalité et du manque de scrupules. Il fallut attendre quarante ans avant que des Jules Guérin retrouvent une atmosphère favorable aux troupes de choc paramilitaires. Il fallut que les *déclassés**, produits de l'économie du xix^e siècle, deviennent de fortes minorités au sein des nations avant qu'un *coup d'État*, qui n'avait jamais dépassé le stade du complot grotesque en France ⁴⁸⁸, s'accomplisse en Allemagne presque sans effort. Partout en Europe, il y eut des répétitions générales du nazisme. C'est pourquoi l'affaire Dreyfus est autre chose qu'une affaire « criminelle » étrange et mal éclaircie ⁴⁸⁹, une affaire d'officiers d'état-major déguisés avec de fausses barbes et des lunettes noires, colportant leurs faux documents ridicules la nuit, dans les rues de Paris. Son héros n'est pas Dreyfus, mais Clemenceau,

et l'Affaire commence, non avec l'arrestation d'un officier juif, mais avec le scandale de Panama.

II. LA III^e RÉPUBLIQUE ET LES JUIFS FRANÇAIS

Entre 1880 et 1888, la Compagnie de Panama, sous la direction de Lesseps, qui avait construit le canal de Suez, n'avait guère réussi à avancer les travaux sur le chantier. En France, en revanche, pendant le même laps de temps, elle avait obtenu de souscripteurs privés⁴⁹⁰ pour 1335538454 francs, succès d'autant plus remarquable que la bourgeoisie française était extrêmement prudente en matière financière. Le secret de ce succès est que les différents emprunts publics de la compagnie furent garantis par le Parlement. La construction du canal fut ainsi, dans l'esprit de la plupart des gens, assimilée à une entreprise publique et nationale plutôt que privée. Quand la compagnie fit faillite, c'est la politique étrangère de la République qui, par conséquent, en souffrit. Ce n'est que quelques années plus tard qu'il apparut que la ruine d'un demi-million de personnes appartenant à la classe moyenne française était encore plus importante. La presse et la commission d'enquête parlementaire arrivèrent à peu près à la même conclusion : la compagnie était en faillite depuis plusieurs années. Lesseps, expliquèrent-ils, avait vécu dans l'espoir d'un miracle, de l'arrivée providentielle de nouveaux capitaux qui auraient permis d'une façon ou d'une autre de faire progresser les travaux. Afin d'obtenir l'accord nécessaire à de nouveaux emprunts, il avait été obligé de corrompre la presse, la moitié du Parlement et tous les hauts fonctionnaires. Pour cela, il avait fallu des intermédiaires qui avaient exigé des commissions exorbitantes. Ainsi, ce soutien des emprunts par le Parlement, qui avait précisément inspiré au départ la confiance du public dans l'entreprise, fut ce qui transforma une affaire privée peu saine au départ en une gigantesque escroquerie.

Il n'y avait de Juifs ni parmi les députés soudoyés, ni dans le conseil d'administration de la compagnie. Mais Jacques Reinach et Cornélius Herz se disputaient l'honneur de distribuer les bakchichs à la Chambre, le premier se chargeant de l'aile droite des partis bourgeois, le second des radicaux (parti anticlérical de la petite bourgeoisie) ⁴⁹¹. Reinach fut le conseiller financier secret du gouvernement dans les années 1880 ⁴⁹² et, à ce titre, s'occupa des relations avec la compagnie de Panama. Quant à Herz, il joua un double rôle : d'une part, il servit à Reinach d'agent de liaison avec la gauche de la Chambre, où Reinach lui-même n'avait pas d'entrées ; d'autre part, ce poste lui fit si bien connaître l'étendue de la corruption qui régnait qu'il put se livrer à un chantage sur son patron et le compromettre toujours plus avant dans cette sale histoire ⁴⁹³.

Naturellement, un certain nombre d'hommes d'affaires juifs moins importants travaillaient à la fois pour Herz et pour Reinach. Laissons – les dans l'oubli où ils sont justement tombés. Plus la situation de la compagnie était incertaine, plus le taux des commissions montait, comme il est normal ; à la fin, la compagnie ne recevait plus qu'une infime partie de l'argent qui lui était prêté. Peu avant l'effondrement, Herz reçut jusqu'à 600000 francs d'avance pour une seule transaction à l'intérieur du Parlement. L'avance se révéla prématurée : l'emprunt ne se fit pas, et les actionnaires perdirent purement et simplement ces 600000 francs ⁴⁹⁴. Ces tractations sordides tournèrent au désastre pour Reinach. Harcelé par le chantage de Herz, il finit par se suicider ⁴⁹⁵.

Mais, peu avant sa mort, il avait accompli un acte dont les conséquences devaient être incalculables pour les Juifs français. Il avait donné à *La Libre Parole*, le journal antisémite de Drumont, la liste des parlementaires soudoyés, ceux qu'on appelait les « chéquards » ; sa seule condition était sa propre impunité lors de la publication des noms. Du jour au lendemain, *La Libre Parole*, petite feuille sans importance politique

jusque – là, devint l'un des journaux les plus importants du pays, avec un tirage de 300000 exemplaires. L'occasion en or offerte par Reinach fut utilisée avec une habileté et un soin consommés. La liste des coupables fut publiée à petites doses, si bien que des centaines d'hommes politiques connurent de longs supplices quotidiens. C'est ainsi que le journal de Drumont, et avec lui l'ensemble de la presse et du mouvement antisémites, devinrent une force dangereuse dans la III^e République.

Le scandale de Panama qui, comme le dit Drumont, fit apparaître l'invisible au grand jour, apporta deux révélations. D'abord il révéla que les parlementaires et les fonctionnaires étaient devenus des hommes d'affaires. Ensuite il montra que les intermédiaires entre l'entreprise privée (dans ce cas précis, la compagnie) et l'appareil d'État étaient presque exclusivement des Juifs⁴⁹⁶. Le plus surprenant était que tous ces Juifs qui travaillaient en relation si étroite avec l'État étaient des nouveaux venus. Jusqu'à l'établissement de la III^e République, la gestion des finances de l'État avait été pratiquement monopolisée par les Rothschild. Leurs rivaux, les frères Pereire, avaient essayé de leur en arracher une part en créant le Crédit mobilier ; la lutte s'était terminée par un compromis. En 1882, le groupe Rothschild était encore assez puissant pour être à l'origine de la faillite de l'Union générale, banque catholique dont l'objectif réel avait été de ruiner les banquiers juifs⁴⁹⁷. Immédiatement après la conclusion du traité de paix de 1871, dont les clauses financières avaient été négociées du côté français par Rothschild et du côté allemand par Bleichröder, ancien agent des Rothschild, ces derniers adoptèrent une politique sans précédent : ils prirent ouvertement parti pour la monarchie et contre la République⁴⁹⁸. La tendance monarchiste n'était pas chez eux un fait nouveau ; mais c'était la première fois qu'une grande puissance financière juive se plaçait dans l'opposition au régime établi. Jusque-là, les Rothschild s'étaient accommodés du système politique au pouvoir, quel qu'il fût. Il sembla donc que la République était la

première forme de gouvernement qui n'eût véritablement pas besoin d'eux.

Depuis des siècles, l'influence politique et le statut social des Juifs s'expliquaient parce qu'ils constituaient un groupe fermé travaillant directement pour l'État et directement protégé en retour par celui-ci à raison des services qu'ils rendaient. Cette relation étroite et immédiate avec l'appareil gouvernemental n'était possible qu'aussi longtemps que l'État restait assez loin du peuple, et que les classes dirigeantes ne s'intéressaient pas à son administration. Du point de vue de l'État, les Juifs étaient alors l'élément le plus sûr de la société, précisément parce qu'ils n'en faisaient pas véritablement partie. Le système parlementaire permit à la bourgeoisie libérale de s'assurer le contrôle de l'appareil de l'État. Mais les Juifs n'avaient jamais appartenu à cette bourgeoisie et la regardaient avec une méfiance qui n'était pas injustifiée. Les Juifs n'étaient pas aussi nécessaires à ce régime qu'ils l'avaient été aux précédents, puisqu'il était possible, grâce au Parlement, d'atteindre une expansion financière dépassant les rêves les plus insensés des monarques antérieurs, absolus ou constitutionnels. Les principales familles juives s'effacèrent ainsi peu à peu de la politique financière et s'introduisirent dans les salons antisémites de l'aristocratie, pour y rêver à des mouvements réactionnaires qu'elles financeraient et qui devraient ramener le bon vieux temps ⁴⁹⁹. Pendant ce temps, d'autres milieux juifs, composés de nouveaux venus parmi les ploutocrates, commençaient à prendre une part grandissante à la vie des affaires de la III^e République. Les Rothschild avaient presque oublié, et ils faillirent en perdre leur pouvoir, que s'ils cessaient, ne fût-ce qu'un moment, de prendre un intérêt actif à un régime, ils perdaient immédiatement leur influence, non seulement sur les milieux gouvernementaux, mais aussi sur les Juifs. Les immigrants juifs saisirent immédiatement l'occasion qui leur était offerte ⁵⁰⁰. Ils comprirent parfaitement que cette République-là ne venait pas d'un soulèvement populaire

unanime. Ce qui était sorti du massacre de près de 20000 Communards, d'une défaite militaire et d'un effondrement économique, c'était un régime dont la capacité à gouverner était douteuse depuis l'origine. Trois ans plus tard, cette société, au bord de la ruine, réclamait déjà un dictateur. Quand elle en trouva un, le général président Mac-Mahon (dont le seul titre de gloire était sa défaite à Sedan), il se révéla bientôt un simple parlementaire de la vieille école et, au bout de quelques années (en 1879), il démissionna. Entre-temps, les différentes composantes de la société, des opportunistes aux radicaux, des ralliés à l'extrême droite, avaient décidé quel genre de politique ils voulaient voir mener par leurs représentants et quelles méthodes ces derniers devaient employer. La politique à suivre était la défense des intérêts acquis et la bonne méthode était la corruption ⁵⁰¹ . Après 1881 «... la fraude devient de droit commun » (Léon Say).

On a observé à juste titre qu'en cette période de l'histoire de France, chaque parti politique avait son Juif, de même qu'autrefois chaque maison royale avait son Juif de cour ⁵⁰² . Cependant, il y avait une profonde différence. En plaçant leurs capitaux à la disposition de l'État, les Juifs avaient assumé un rôle productif dans l'économie européenne. Sans leur aide, l'État-nation du xvm^e siècle et son administration indépendante auraient été inconcevables. En fait, c'est à ces Juifs de cour que les Juifs occidentaux devaient leur émancipation. Les louches transactions de Reinach et de ses associés ne leur procurèrent même pas de richesse durable ⁵⁰³ . Elles ne firent qu'épaissir le mystère des relations scandaleuses entre le monde des affaires et celui de la politique. Ces parasites d'un organisme corrompu fournirent à une société totalement décadente un alibi très dangereux. Comme il s'agissait de Juifs, on pouvait au besoin s'en servir comme de boucs émissaires pour apaiser éventuellement l'indignation populaire. On pouvait ensuite continuer à procéder de la même manière. Les antisémites pouvaient désigner les parasites juifs d'une société corrompue

pour « prouver » que, partout, les Juifs n'étaient que les termites d'un organisme et d'un peuple par ailleurs sains. Peu leur importait que la corruption du corps politique eût commencé sans l'aide des Juifs ; que la politique des hommes d'affaires (dans une société bourgeoise à laquelle les Juifs n'appartenaient pas) et leur idéal de concurrence sans limite eussent conduit à la désintégration de l'État au profit des partis politiques ; que les classes dirigeantes se fussent montrées incapables de continuer à sauvegarder leurs propres intérêts, sans parler de ceux du pays dans son ensemble. Les antisémites, qui se désignaient eux-mêmes comme des patriotes, introduisirent ce nouveau genre de sentiment national qui consiste avant tout à nier les torts des siens et à accabler en bloc tous les autres peuples.

Les Juifs pouvaient vivre en groupe séparé hors de la société aussi longtemps qu'un appareil d'État à peu près homogène et stable avait besoin d'eux et intérêt à les protéger. Le déclin de l'appareil d'État amena la désintégration de la société juive, si longtemps liée à lui. Les premiers signes apparurent avec les affaires conduites par des Juifs français nouvellement naturalisés sur lesquels leurs coreligionnaires d'origine française avaient perdu tout contrôle ; on assista d'ailleurs au même phénomène en Allemagne durant la période de l'inflation. Les nouveaux venus assurèrent la liaison entre le monde commercial et l'État.

Un autre phénomène commença alors à se produire, imposé d'en haut et beaucoup plus désastreux. La désintégration de l'État en factions, qui fit éclater le monde clos de la société juive, ne précipita pas les Juifs dans un vide où ils auraient pu continuer à végéter hors de l'État et de la société. Les Juifs étaient trop riches pour cela et, à un moment où l'argent était l'une des conditions essentielles du pouvoir, trop puissants. Ils se trouvèrent plutôt attirés et absorbés par différentes coteries, choisies en fonction de leurs tendances politiques ou, plus souvent, de leurs relations sociales. Mais ils ne disparurent pas

pour autant. Au contraire, ils conservèrent certaines relations avec l'appareil d'État et continuèrent, d'une façon très différente, à manœuvrer les affaires de celui-ci. Ainsi, en dépit de leur opposition connue à la III^e République, les Rothschild se chargèrent du placement de l'emprunt russe ; Arthur Meyer, baptisé et monarchiste convaincu, fut impliqué dans le scandale de Panama. Tout cela montre que les Juifs nouvellement installés en France, principal relais entre les affaires privées et l'appareil du gouvernement, furent suivis par les Juifs nés français. Mais alors que les Juifs avaient constitué précédemment un groupe fortement uni et manifestement utile à l'État, ils se fragmentaient désormais en clans rivaux, mais poursuivant tous le même but : aider la société à s'enrichir aux dépens de l'État.

III. L'ARMÉE ET LE CLERGÉ CONTRE LA RÉPUBLIQUE

L'armée, héritage du Second Empire, était apparemment à l'écart de tout cela, apparemment inaccessible à la corruption. La République n'avait jamais osé lui imposer son autorité, même quand ses sympathies monarchistes et son esprit d'intrigue s'étaient montrés au grand jour, lors de la crise boulangiste. La caste des officiers se composait toujours des fils de ces vieilles familles de l'aristocratie dont les ancêtres émigrés avaient combattu contre leur patrie lors des guerres de la Révolution. Les officiers subissaient fortement l'influence du clergé qui, depuis la Révolution, appuyait systématiquement tous les mouvements réactionnaires antirépublicains. Son influence était peut-être aussi forte sur les officiers de moins bonne naissance qui espéraient accélérer leur avancement avec l'aide du clergé, grâce à la vieille habitude de l'Église de distinguer le talent indépendamment de la naissance.

L'armée, avec son exclusivisme rigoureux, si caractéristique de l'esprit de caste, formait un parfait contraste avec les clans fluctuants de la société et du Parlement, où l'on entrait

facilement et où la fidélité était rare. Ce n'était ni la vie militaire, ni l'honneur professionnel, ni l'*esprit de corps** qui rapprochaient les officiers au point d'en faire un véritable bastion réactionnaire contre la République et contre toutes les influences démocratiques ; c'était simplement le lien de caste ⁵⁰⁴. Le refus de l'État de démocratiser l'armée et de la soumettre aux autorités civiles entraîna des conséquences remarquables. L'armée devint un corps étranger à la nation ; il se créa une puissance militaire dont personne ne pouvait dire où irait son loyalisme. Ce pouvoir de caste, laissé à lui-même, n'était ni pour ni contre personne, comme le montre clairement l'histoire de ces *coups d'Élaf* quasi burlesques auxquels, quoi qu'on en ait dit, l'armée ne voulait pas prendre part. Même le monarchisme avéré de l'armée n'était, en dernière analyse, qu'un prétexte pour demeurer « un groupe d'intérêts ayant ses propres fins et prêt à les défendre malgré la République et contre la République ⁵⁰⁵ ». Les journalistes de l'époque et, plus tard, des historiens, firent de gros efforts pour transformer le conflit entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire durant l'affaire Dreyfus en un antagonisme entre « hommes d'affaires et soldats ⁵⁰⁶ ». Nous savons maintenant à quel point cette interprétation indirectement antisémite est injustifiée. Le service de renseignement de l'état-major s'y connaissait assez bien en affaires. Ses membres ne faisaient-ils pas ouvertement commerce de faux *bordereau*[^]? Ne les vendaient-ils pas aux attachés militaires étrangers aussi tranquillement qu'un négociant qui fait commerce de cuirs et peaux et deviendrait ensuite président de la République, ou que le gendre du président fait trafic d'honneurs et de décorations ⁵⁰⁷ ? Le zèle de Schwartzkoppen, l'attaché militaire allemand, anxieux de découvrir plus de secrets militaires que la France n'en avait à cacher, dut embarrasser quelque peu ces messieurs du service de contre-espionnage qui, après tout, ne pouvaient vendre plus qu'ils ne produisaient.

La grande erreur des hommes politiques catholiques fut d'imaginer que, pour leur politique européenne, ils pourraient utiliser l'armée française, simplement parce qu'elle semblait antirépublicaine. L'Église allait payer cette erreur de la perte totale de son influence politique en France ⁵⁰⁸. Quand le 2^e Bureau se révéla être une vulgaire « officine de faux », comme le dit Esterhazy, qui était bien placé pour le savoir ⁵⁰⁹, personne en France, pas même l'armée, ne se trouva aussi compromis que l'Église. Vers la fin du siècle dernier, le clergé catholique avait essayé de recouvrer son ancien pouvoir politique précisément là où, pour une raison ou pour une autre, l'autorité séculière s'affaiblissait dans le pays. C'était le cas en Espagne, où une aristocratie féodale décadente avait conduit le pays à la ruine économique et culturelle, et en Autriche-Hongrie, où le conflit des nationalités menaçait à tout moment de faire éclater l'État. Tel était aussi le cas en France, où la nation semblait sombrer rapidement dans le borborygme des intérêts opposés ⁵¹⁰. L'armée – que la III^e République laissait dans le vide politique – accepta avec joie d'être guidée par le clergé catholique ; elle retrouvait là au moins l'autorité civile sans laquelle les militaires perdent leur « *raison d'être* » [qui] est de défendre le principe incarné dans la société civile », selon les termes de Clemenceau.

L'Église catholique devait alors sa popularité à un scepticisme très largement répandu dans la population, qui voyait dans la République et la démocratie la fin de l'ordre, de la sécurité et de toute volonté politique. Pour beaucoup, le système hiérarchique de l'Église semblait la seule issue au chaos, et c'est là ce qui fit respecter le clergé, plutôt qu'une quelconque renaissance religieuse ⁵¹¹. À cette époque, les plus farouches partisans de l'Église étaient les tenants d'un catholicisme « cérébral », les « catholiques sans la foi », qui allaient désormais dominer tout le mouvement monarchiste et nationaliste extrémiste. Sans croire à un autre monde, ces « catholiques » réclamaient davantage de pouvoir pour toutes

les institutions autoritaires. Telle était la ligne tracée d'abord par Drumont et adoptée plus tard par Maurras ⁵¹².

La grande majorité du clergé catholique, très engagée dans les intrigues politiques, suivit une politique opportuniste. Elle y réussit remarquablement, comme le montre l'affaire Dreyfus. Par exemple, lorsque Victor Basch prit parti pour la révision, sa maison de Rennes fut prise d'assaut par une foule emmenée par trois prêtres ⁵¹³, tandis qu'un personnage aussi distingué que le frère Didon, dominicain, appelait les élèves du collège d'Arcueil à « brandir le glaive, terroriser, couper les têtes, sévir, frapper ⁵¹⁴ ». Dans un état d'esprit semblable, trois cents ecclésiastiques moins éminents s'immortalisèrent à l'occasion du « Monument Henry », en cotisant à la souscription ouverte par *La Libre Parole* au bénéfice de la veuve du colonel Henry, qui s'était suicidé en prison ⁵¹⁵ ; cette souscription est certainement un monument éternel à la corruption scandaleuse des couches supérieures de la société française de cette époque. Pendant la crise entraînée par l'affaire Dreyfus, ce ne fut pas le clergé régulier, ni les ordres religieux ordinaires, ni les *homines religiosi* qui influencèrent la ligne politique de l'Église catholique. En ce qui concerne l'Europe, sa politique réactionnaire en France, en Autriche et en Espagne, et son appui aux courants antisémites de Vienne, de Paris et d'Alger furent probablement le résultat immédiat de l'influence des jésuites. Ce sont les jésuites qui avaient toujours le mieux représenté, dans la parole comme dans les écrits, l'école antisémite du clergé catholique ⁵¹⁶. C'est en partie la conséquence de la règle jésuite, qui veut que tout novice fasse la preuve qu'il n'a pas de sang juif en remontant jusqu'à la quatrième génération ⁵¹⁷. Or, depuis le début du xix^e siècle, la direction de la politique internationale de l'Église était passée entre les mains des jésuites ⁵¹⁸.

Nous avons déjà vu comment la désintégration de l'appareil d'État facilita l'entrée des Rothschild dans les cercles de l'aristocratie antisémite. Les cercles à la mode du faubourg

Saint-Germain ouvrirent leurs portes non seulement à quelques Juifs anoblis mais également à leurs flagorneurs baptisés, les Juifs antisémites, et à de tout nouveaux venus ⁵¹⁹. Il est curieux de noter que les Juifs d'Alsace qui, comme la famille de Dreyfus, s'étaient installés à Paris après l'annexion, prirent une part importante dans cette ascension sociale. Ils tinrent à se distinguer des immigrants juifs par un patriotisme ostentatoire. La famille Dreyfus faisait partie de ces Juifs français qui essayèrent de s'assimiler en adoptant leur propre variété d'antisémitisme ⁵²⁰. Cette adaptation à l'aristocratie française eut un résultat inévitable : les Juifs essayèrent de lancer leurs fils dans les mêmes carrières militaires que leurs nouveaux amis. C'est là que s'élevèrent les premières causes de friction. L'entrée des Juifs dans la haute société s'était faite assez paisiblement. Les classes supérieures, malgré leurs rêves de restauration monarchique, n'avaient aucune énergie politique et ne réagirent guère, de quelque façon que ce fût. Mais lorsque les Juifs cherchèrent à obtenir l'égalité dans l'armée, ils se heurtèrent à l'opposition déterminée des jésuites, qui n'étaient pas du tout disposés à tolérer des officiers immunisés contre l'influence du confessionnal ⁵²¹. De plus, ils se heurtèrent à un esprit de caste invétéré, que l'atmosphère plus libre des salons leur avait fait oublier, un esprit de caste fortifié par la tradition et la profession, et consolidé par une hostilité irréductible envers la III^e République et l'administration civile.

Un historien moderne a décrit la lutte entre les Juifs et les jésuites comme « une lutte entre deux rivaux » dans laquelle « le haut clergé jésuite et la ploutocratie juive se tenaient face à face au milieu de la France, tels deux invisibles fronts de bataille ⁵²² ». La description est exacte dans la mesure où les Juifs trouvèrent dans les jésuites leurs premiers ennemis irréconciliables, et où ces derniers découvrirent quelle arme puissante pouvait être l'antisémitisme. Ce fut la première et la dernière fois, avant Hitler, qu'on tenta d'exploiter « la grande

pensée politique ⁵²³ » de l'antisémitisme à l'échelle paneuropéenne. Mais d'autre part, si l'on veut voir dans cette lutte celle de deux « rivaux » de force égale, la description est évidemment fausse. Les Juifs ne cherchaient pas à s'assurer davantage de pouvoir que n'en possédaient les différentes factions créées par la désintégration de la République. Ce qu'ils désiraient alors, c'était une influence suffisante pour poursuivre leurs affaires et s'assurer une position sociale. Ils ne cherchaient pas à prendre part à la gestion politique de l'État. C'était, en revanche, ce que recherchaient les jésuites, seuls parmi les groupes organisés. Avant le procès de Dreyfus, un certain nombre d'incidents montrèrent avec quelle détermination et quelle énergie les Juifs essayaient de se faire une place dans l'armée, et quelle hostilité générale, communément, ils rencontraient. Constamment en butte à des insultes grossières, les rares officiers juifs étaient sans cesse obligés de se battre en duel, tandis que leurs camarades non juifs se montraient extrêmement réticents à leur servir de témoins. C'est ainsi que l'infâme Esterhazy se distingue d'abord : il fait exception à la règle ⁵²⁴.

On n'a jamais tout à fait éclairci ce point : l'arrestation et la condamnation de Dreyfus furent-elles simplement une erreur judiciaire qui alluma fortuitement un incendie politique, ou bien l'état-major fabriqua-t-il et introduisit-il délibérément le *bordereau** pour enfin stigmatiser un Juif qui fût un traître ? En faveur de cette dernière hypothèse, il y a le fait que Dreyfus fut le premier Juif à entrer à l'état-major ⁵²⁵, et que cette circonstance dut provoquer non seulement de l'irritation mais de la fureur et de la consternation. De toute façon, la haine anti-juive était déchaînée avant même que le verdict ne fût prononcé. Contrairement à la règle qui voulait qu'aucune information ne fût divulguée dans un procès d'espionnage encore *sub judice*, des officiers de l'état-major fournirent à *La Libre Parole* quantité de détails sur le procès et révélèrent le nom de l'accusé. Apparemment, ils craignaient que des

influences juives auprès du gouvernement ne fissent éviter le procès et étouffer toute l'affaire. Ces craintes parurent assez plausibles parce qu'on savait que certains milieux juifs français s'inquiétaient alors sérieusement de la situation précaire des officiers juifs.

Il faut aussi se souvenir que le scandale de Panama était encore présent dans les esprits et qu'après l'emprunt russe placé par les Rothschild, la méfiance à l'égard des Juifs s'était considérablement accrue ⁵²⁶ . Non seulement la presse bourgeoise encensait le ministre de la Guerre, Mercier, à chaque nouvel épisode du procès, mais même le journal de Jaurès, organe des socialistes, le félicitait « d'avoir résisté à l'incroyable pression des politiciens véreux et des hauts barons de la finance ⁵²⁷ ». Cet éloge arracha à *La Libre Parole* un « Bravo, Jaurès ! » sans réserve. Deux années plus tard, quand Bernard Lazare publia sa première brochure sur le déni de justice, le journal de Jaurès se garda bien d'en analyser le contenu et, de plus, accusa son auteur, socialiste, d'être un admirateur des Rothschild, et probablement un agent stipendié ⁵²⁸ . De même, encore en 1897, alors que la bataille pour la réhabilitation de Dreyfus avait déjà commencé, Jaurès déclara qu'il n'y avait là qu'un conflit entre deux groupes bourgeois, les opportunistes et les cléricaux. Enfin, même après le second procès de Rennes, Wilhelm Liebknecht, le leader social – démocrate allemand, croyait encore à la culpabilité de Dreyfus, ne pouvant imaginer qu'un membre de la haute bourgeoisie pût être victime d'une erreur judiciaire ⁵²⁹ .

Le scepticisme de la presse radicale et socialiste, fortement teinté de sentiments antijuifs, fut renforcé par la tactique bizarre adoptée par la famille Dreyfus pour obtenir un nouveau procès. À en juger par les moyens employés, on aurait pu croire que les Dreyfus essayaient de soustraire un coupable à la justice, et non de sauver un innocent. Ils avaient une terreur mortelle de la publicité et ne se fiaient qu'aux manœuvres en

sous-main ⁵³⁰ . Ils employèrent leur argent sans compter et traitèrent Bernard Lazare, l'un de leurs auxiliaires les plus précieux et l'une des plus nobles figures de l'affaire, comme un agent à leurs gages ⁵³¹ . À la fin, Clemenceau, Zola, Picquart et Labori – pour ne citer que les plus actifs des dreyfusards – furent obligés, pour leur réputation, de prendre leurs distances vis-à-vis des aspects les plus concrets de l'affaire, ce qu'ils firent avec plus ou moins de publicité et de bruit ⁵³² .

Dreyfus aurait pu ou dû être sauvé en utilisant un seul terrain de lutte. Il fallait dénoncer les intrigues d'un Parlement corrompu, le pourrissement d'une société déclinante, la soif de pouvoir du clergé et leur opposer de front la conception jacobine intransigeante d'une nation fondée sur les droits de l'homme, la notion républicaine de la vie collective selon laquelle (d'après Clemenceau) léser les droits d'un seul équivaut à léser les droits de tous. Se fier au Parlement ou à la société, c'était perdre la lutte avant de l'avoir commencée. Les ressources des Juifs n'étaient nullement supérieures à celles de la riche bourgeoisie catholique, et les couches supérieures de la société, depuis les familles aristocratiques et cléricales du faubourg Saint-Germain jusqu'à la petite-bourgeoisie radicale et anticléricale, ne demandaient pas mieux que de voir les Juifs définitivement écartés du corps politique. Ainsi pourraient-ils, du moins ils le pensaient, se laver de toute souillure. Si la perte des contacts sociaux et commerciaux avec les Juifs était le prix à payer, cela en valait la peine. Les déclarations de Jaurès indiquent que le Parlement, à son tour, vit là une occasion de réparer, ou plutôt de retrouver, sa vieille réputation d'incorruptibilité. Enfin et surtout, on découvrit dans des slogans tels que « Mort aux Juifs » ou « La France aux Français » des formules presque magiques permettant de réconcilier les masses avec l'état existant du gouvernement et de la société.

IV. LE PEUPLE ET LA POPULACE

Si l'on commet souvent l'erreur, à notre époque, d'imaginer que la propagande peut tout et qu'on peut persuader un homme de n'importe quoi, à condition de parler assez fort et avec assez de ruse, à cette période on croyait communément que « la voix du peuple est la voix de Dieu » et que la tâche d'un chef était, comme le dit avec tellement de mépris Clemenceau ⁵³³, d'obéir à cette voix avec discernement. Ces deux illusions ont pour base la même erreur : elles confondent le peuple et la populace, au lieu de voir dans la seconde la caricature du premier.

La populace est avant tout un groupe où se retrouvent les résidus de toutes les classes. C'est ce qui rend facile la confusion avec le peuple qui, lui aussi, comprend toutes les couches de la société. Mais tandis que le peuple, dans les grandes révolutions, se bat pour une représentation véritable, la populace acclame toujours l'« homme fort », le « grand chef ». Car la populace hait la société, dont elle est exclue, et le Parlement, où elle n'est pas représentée. Ainsi les plébiscites, où les chefs modernes de la populace ont obtenu de si remarquables résultats, sont-ils une vieille idée des hommes politiques qui comptent sur la populace. L'un des chefs les plus intelligents des antidreyfusards, Déroulède, réclamait « la République par le plébiscite ».

La haute société et les hommes politiques de la III^e République avaient modelé cette populace française à la faveur d'une série de scandales et d'escroqueries publiques. Ils ressentaient maintenant pour leur rejeton une sorte de tendresse paternelle, mêlée d'admiration et de peur. La société ne pouvait faire moins pour son rejeton que de le protéger, au moins en paroles. Alors que la populace mettait à sac les magasins juifs et attaquait les Juifs dans la rue, le langage de la haute société déguisait cette violence réelle et passionnée et la décrivait en des termes qui en faisaient d'innocents jeux d'enfants ⁵³⁴. Le plus important des documents contemporains, à ce sujet, est le « Monument Henry » et les différentes solutions

qu'il proposait à la question juive : les Juifs devaient être écorchés vifs comme Marsyas dans le mythe grec ; Reinach devrait être cuit tout vif ; il fallait faire cuire les Juifs dans l'huile ou les tuer à coups d'aiguilles ; il fallait les « circoncire jusqu'au cou ». Un groupe d'officiers se déclara impatient d'essayer un nouveau type de canon sur les 100000 Juifs que comptait la France. Parmi les souscripteurs, il y avait plus de 1000 officiers, y compris quatre généraux en service actif, et le ministre de la Guerre, Mercier. Le nombre relativement élevé d'intellectuels ⁵³⁵ et même de Juifs figurant sur cette liste est surprenant. Les classes supérieures savaient que la populace était la chair de leur chair et le sang de leur sang. Un historien juif de l'époque, qui avait pu constater lui-même que les Juifs n'étaient plus en sécurité lorsque la populace faisait la loi dans la rue, parla avec une secrète admiration de ce « grand mouvement collectif ⁵³⁶ ». Cela montre simplement combien la plupart des Juifs étaient profondément enracinés dans une société qui s'efforçait de les éliminer.

Lorsque Bernanos, se référant à l'affaire Dreyfus, voit dans l'antisémitisme une grande pensée politique, il a certainement raison en ce qui concerne la populace. Le procédé avait été essayé à Berlin et à Vienne par Ahlwardt et Stocker, Schönerer et Lueger ; mais nulle part son efficacité n'était apparue aussi évidente qu'en France. Il ne fait pas de doute que pour la populace les Juifs servirent d'illustration à tout ce qu'elle détestait. Détestait-elle la société ? Les Juifs y étaient tolérés. Haïssait-elle le gouvernement ? Les Juifs étaient protégés par l'État ou même s'identifiaient à lui. Ce serait une erreur que de croire que la populace s'attaque exclusivement aux Juifs, mais il faut bien reconnaître que les Juifs sont ses victimes de prédilection.

N'ayant ni place dans la société ni représentation politique, la populace se tourne nécessairement vers l'action extra-parlementaire. De plus, elle a tendance à croire que les forces réelles de la vie politique résident dans les mouvements et les

influences occultes qui opèrent en coulisse. Il ne fait pas de doute qu'au ^{xix}^e siècle les Juifs tombèrent dans cette catégorie, comme les francs-maçons (particulièrement dans les pays latins) et les jésuites ⁵³⁷. Naturellement, aucun de ces groupes ne constituait réellement une société secrète visant à dominer le monde au moyen d'une gigantesque conspiration. Mais il est vrai que leur influence, bien qu'elle ne fût point cachée, s'exerçait sur une grande échelle, hors du domaine de la politique officielle, dans les groupes de pression, les loges et les confessionnaux. Depuis la Révolution française, ces trois groupes se sont partagé l'honneur douteux d'être, aux yeux de la populace européenne, les centres névralgiques de la politique mondiale. Pendant la crise liée à l'Affaire Dreyfus, chacun de ces groupes put exploiter cette croyance populaire et accuser les autres de conspirer pour s'assurer la domination du monde. Le slogan « Juda secret » est certainement dû à l'esprit inventif de quelques jésuites qui voulurent voir dans le premier congrès sioniste de 1897 l'âme d'une conspiration juive internationale ⁵³⁸. De la même façon, l'idée d'une « Rome secrète » est due aux francs-maçons anticléricaux, et peut-être aussi aux calomnies inconsidérées de certains Juifs.

La versatilité de la populace est proverbiale ; les adversaires de Dreyfus l'apprirent à leurs dépens quand, en 1899, le vent tourna et le petit groupe de vrais républicains que dirigeait Clemenceau s'aperçut avec une satisfaction mitigée qu'une partie de la populace avait rallié son camp ⁵³⁹. Pour certains, les deux adversaires de la grande controverse ressemblaient maintenant à « deux troupes de charlatans se disputant une clientèle de voyous ⁵⁴⁰ ». La vérité est que la voix du jacobin Clemenceau avait réussi à ramener une partie du peuple français à sa meilleure tradition. Et le savant Émile Duclaux pouvait écrire : « Cela a une grandeur tragique ! Vous souvenez-vous d'un drame pareil, joué devant une nation avec cette liberté de la presse qui fait que c'est la nation tout entière qui

prend part au drame ? Ce sont deux chœurs de tragédie qui s'injurient et la scène est la France, et le théâtre le monde ⁵⁴¹ . »

Menée par les jésuites et aidée par la populace, l'armée entra enfin en lice, sûre de la victoire. La contre-attaque du pouvoir civil avait été neutralisée à l'avance. La presse antisémite l'avait bâillonné en publiant les listes, dues à Reinach, de députés compromis dans le scandale de Panama ⁵⁴² . Tout laissait présager un triomphe facile. La société et les hommes politiques de la III^e République, avec les scandales et les affaires, avaient créé une nouvelle classe de *déclassés**. Ils n'allaient certainement pas se battre contre ce qu'ils avaient créé. Rien au contraire, ils allaient adopter le langage et le point de vue de la populace. Grâce à l'armée, les jésuites allaient l'emporter sur un pouvoir civil corrompu, et la voie serait ouverte pour un *coup d'État* sans effusion de sang.

Aussi longtemps que les seules personnes concernées étaient les membres de la famille Dreyfus essayant, par des méthodes bizarres, de sauver l'un des leurs détenu à l'île du Diable, et les Juifs, inquiets pour leur position dans les salons antisémites et dans une armée encore plus antisémite, cette voie semblait effectivement la meilleure. Rien ne laissait présager une attaque contre l'armée ou contre la société, venant de ce côté-là. Le seul désir des Juifs n'était-il pas de se faire accepter dans la société et tolérer dans l'armée ? *Eux* n'empêchaient personne de dormir dans les milieux civils ou militaires ⁵⁴³ . On apprit donc avec étonnement qu'il y avait, au service de renseignement de l'état-major, un officier supérieur qui, bien qu'issu d'un bon milieu catholique, ayant une belle carrière militaire en perspective et le degré « convenable » d'antipathie à l'égard des Juifs, n'avait cependant pas encore adopté le principe selon lequel la fin justifie les moyens. Cet homme, totalement dénué d'esprit de clan ou d'ambition professionnelle, c'était Picquart, et l'état-major n'allait pas tarder à être plus qu'excédé par cet esprit simple, tranquille et politiquement désintéressé. Picquart n'était pas un héros, et certainement pas un martyr. Il était de

ces citoyens qui prennent un intérêt modéré aux affaires publiques mais qui, à l'heure du danger (pas une minute avant), se dressent pour défendre leur pays avec autant de naturel qu'ils accomplissaient auparavant leurs tâches quotidiennes ⁵⁴⁴ ⁵⁴⁵ . L'affaire, cependant, ne devint sérieuse que lorsque Clemenceau, après bien des hésitations et des attermolements, fut convaincu que Dreyfus était innocent et la République en danger. Au début de la lutte, une poignée d'écrivains connus et de professeurs rallièrent seuls la cause : Zola, Anatole France, Émile Duclaux, l'historien Gabriel Monod, et Lucien Herr, bibliothécaire de l'École normale supérieure. Il faut y ajouter le petit groupe, alors presque inconnu, de jeunes intellectuels qui, plus tard, devaient prendre leur place dans l'histoire avec les *Cahiers de la quinzaine*TM. Mais c'était là tout ce que Clemenceau avait comme alliés. Pas un seul groupe politique, pas un seul homme politique en vue qui fût prêt à se ranger à ses côtés. La grandeur de la position adoptée par Clemenceau est qu'il ne combattait pas une erreur judiciaire en particulier ; il se battait pour des idées « abstraites » : la justice, la liberté, le civisme, ces idées qui avaient été au cœur du patriotisme jacobin d'autrefois et contre lesquelles on avait déjà lancé tant de boue et d'insultes. À mesure que le temps passait et que Clemenceau, en dépit des menaces et des déceptions, continuait à énoncer les mêmes vérités pour exiger la justice, les nationalistes qui avaient le plus l'esprit « concret » perdirent du terrain. Ceux qui avaient suivi des hommes comme Barrés, qui avaient accusé les partisans de Dreyfus de se perdre dans des « confusions métaphysiques », finirent par comprendre que les abstractions du « Tigre » étaient en fait plus proches des réalités politiques que les idées bornées d'hommes d'affaires ruinés ou les traditionalismes stériles d'intellectuels fatalistes ⁵⁴⁶ . Pour voir jusqu'où leur sens concret mena les nationalistes réalistes, rappelons cette merveilleuse anecdote : après la défaite de la France, lors de l'exode vers le sud, Charles Maurras eut « l'honneur et le plaisir » de rencontrer une astrologue qui fit pour lui une

interprétation politique des derniers événements, et lui conseilla de collaborer avec les nazis ⁵⁴⁷ .

L'antisémitisme avait certainement gagné du terrain pendant les trois années qui suivirent l'arrestation de Dreyfus, et avant le début de la campagne de Clemenceau. La presse antisémite avait atteint un tirage comparable à celui des grands journaux, mais la rue demeurait tranquille. Ce n'est que lorsque Clemenceau commença sa série d'articles dans *IfAurore*, lorsque Zola publia son « J'accuse », quand le tribunal de Rennes ouvrit la triste kyrielle des procès en chaîne, que la populace commença à entrer en action. Chaque point marqué par les dreyfusards (dont on savait qu'ils n'étaient qu'une petite minorité) suscita des mouvements de rue plus ou moins violents ⁵⁴⁸ . L'état-major organisa remarquablement la populace. On suit facilement la route qui mène de l'armée à *La Libre Parole*. Ce journal, directement ou indirectement, par ses articles ou par l'intervention personnelle de ses rédacteurs, mobilisait des étudiants, des monarchistes, des aventuriers, parfois même des bandits et les jetait dans la rue. Si Zola pronçait un mot, on lançait aussitôt des pierres dans ses fenêtres. Si Scheurer-Kestner écrivait au ministre des Colonies, on l'attaquait aussitôt dans la rue et les journaux le calomniaient dans sa vie privée. Tous les témoins s'accordent pour dire que Zola, après son inculpation, ne serait jamais sorti vivant du tribunal s'il avait été acquitté.

Le cri de « Mort aux Juifs » se propagea dans le pays tout entier. À Lyon, à Rennes, à Nantes, à Tours, à Bordeaux, à Clermont-Ferrand, à Marseille, partout en fait, des émeutes antisémites éclatèrent, et partout les instigateurs étaient les mêmes. L'indignation populaire explosait partout le même jour, à la même heure précise ⁵⁴⁹ . Sous la direction de Guérin, la populace prit des allures guerrières. Des troupes de choc antisémites apparurent dans les rues, veillant à ce que chaque meeting dreyfusard se terminât de façon sanglante. Partout, la complicité de la police était flagrante ⁵⁵⁰ .

Du côté des antidreyfusards, Jules Guérin était probablement la figure la plus moderne. Homme d'affaires ruiné, il commença sa carrière politique en servant d'indicateur à la police, et il acquit ce sens de la discipline et de l'organisation qui distingue toujours la pègre. Il devait s'en servir en politique en qualité de fondateur et de chef de la Ligue antisémite. La haute société trouva en lui son premier héros criminel. Par le culte qu'elle voua à Guérin, la société bourgeoise fit la preuve qu'elle avait rompu pour de bon avec ses propres valeurs morales et éthiques. La Ligue était soutenue par deux membres de l'aristocratie, le duc d'Orléans et le marquis de Morès. Ce dernier s'était ruiné en Amérique et s'était rendu célèbre en organisant les bouchers de Paris en une brigade d'assassins.

On trouve une illustration de ces tendances modernes dans le siège burlesque de ce qu'on nomma Fort Chabrol. C'est là, dans cette première des « maisons brunes », que la fleur de la Ligue antisémite s'était rassemblée le jour où, enfin, la police se décida à arrêter leur chef. L'installation était un petit chef-d'œuvre de technique. « Toutes les fenêtres sont pourvues de volets doublés en tôle ; des sonneries électriques, des installations téléphoniques le desservent de la cave au grenier. À quatre mètres en retrait de l'énorme porte cochère, toujours close et garnie de triples verrous et de barres de sûreté, s'élève une haute grille de fer forgé. À droite, entre cette grille et la porte cochère, s'ouvre, cuirassée également, une petite porte de service derrière laquelle veille constamment, jour et nuit, un personnel choisi parmi d'anciens tueurs des abattoirs de la Villette ⁵⁵¹. » Un autre personnage apparaît très moderne : Max Régis, l'instigateur des pogroms d'Alger. C'est lui qui, dans sa jeunesse, s'était fait acclamer à Paris par la racaille qu'il invitait à « arroser l'arbre de la liberté avec le sang des Juifs ». Régis représentait cette partie du mouvement qui espérait arriver au pouvoir par la voie légale et parlementaire. Fidèle à ce programme, il se fit élire maire d'Alger et se servit de ce poste pour

déclencher les pogroms au cours desquels plusieurs Juifs furent tués, des femmes attaquées par des criminels et des magasins juifs pillés. C'est également à lui que le raffiné, le cultivé Édouard Drumont, le plus célèbre des antisémites français, dut son siège au Parlement.

La nouveauté, ici, n'est pas l'activité de la populace ; les précédents sont nombreux. Mais le nouveau, le surprenant pour l'époque – malheureusement trop familier pour nous – c'est l'organisation de la populace et le culte dont ses chefs furent l'objet. La populace devint l'agent direct de ce nationalisme « concret » prôné par Barrés, Maurras et Daudet qui, ensemble, formaient sans aucun doute une certaine élite de jeunes intellectuels. Ces hommes, qui méprisaient le peuple et se dégageaient à peine du culte épuisant et décadent de l'esthétisme, virent dans cette populace l'image vivante d'une « force » virile et primitive. Ce sont eux et leurs théories qui, pour la première fois, assimilèrent la populace au peuple, et transformèrent les chefs de la première en héros nationaux ⁵⁵². Leur philosophie du pessimisme et leur délectation devant un monde condamné furent les premiers signes de l'effondrement imminent de l'intelligentsia européenne.

Clemenceau lui-même ne fut pas toujours immunisé contre la tentation d'assimiler la populace au peuple. Ce qui le rendit sujet à cette erreur, c'est l'attitude constamment ambiguë des socialistes sur le problème de la justice « abstraite ». Aucun parti, pas même les socialistes, n'était disposé à se battre pour la justice en soi ; « nul parti ne se présente pour la justice, quelles qu'en soient les conséquences, seul lien de cohésion indestructible entre les hommes civilisés ⁵⁵³ ». Les socialistes défendaient les intérêts des ouvriers, les opportunistes, ceux de la bourgeoisie libérale, les ralliés, ceux des classes supérieures catholiques et les radicaux, ceux de la petite bourgeoisie anticléricale. Les socialistes avaient le grand avantage de représenter une classe homogène et unie, à la différence des partis bourgeois qui représentaient une société divisée en clans

et en cabales. Mais ils étaient avant tout essentiellement préoccupés des intérêts de leur classe. Ils ne se sentaient pas d'obligations supérieures de solidarité humaine et n'avaient aucune idée de ce que signifiait réellement la vie collective. Jules Guesde, principal dirigeant socialiste avec Jaurès, fit cette remarque significative : « Le droit et l'honneur ne sont que des mots. »

Le nihilisme caractéristique des nationalistes n'était pas le monopole des antidreyfusards. Bien au contraire, une grande partie des socialistes et beaucoup de ceux qui, comme Guesde, s'étaient déclarés partisans de Dreyfus, tenaient le même langage. Le journal catholique *La Croix* écrivit un jour que la question n'était plus de savoir si Dreyfus était innocent ou coupable, mais simplement qui allait l'emporter, des amis de l'armée ou de ses ennemis. Les partisans de Dreyfus auraient pu, *mutatis mutandis*, exprimer le même sentiment ⁵⁵⁴ . Non seulement la populace, mais une partie considérable du peuple français se déclarait, dans le meilleur des cas, indifférente au fait qu'un groupe de la population se voyait refuser le bénéfice de la loi.

Quand la populace s'engagea dans sa campagne de terreur contre les partisans de Dreyfus, elle trouva la voie déjà frayée. Les ouvriers parisiens, Clemenceau l'atteste, ne se souciaient guère de toute l'affaire. Si les différentes composantes de la bourgeoisie se disputent entre eux, se disaient-ils, cela ne les regardait pas. « Devant toute la terre attentive, avec le consentement du *Démos*, ils ont proclamé la faillite de leur "démocratie". Par eux, le peuple souverain, arraché de son trône de justice, s'exhibe déchu de son infaillible majesté. Car, il n'y a plus moyen de le nier désormais, c'est avec la complicité du peuple lui – même que le mal est parmi nous [...]. Le peuple n'est pas Dieu. À peine l'a-t-on divinisé que le nouveau dieu tombe au gouffre, après tant d'autres [...]. Le tyran collectif répandu sur le territoire n'est pas plus acceptable que le tyran unique sur un trône ⁵⁵⁵ . »

Clemenceau convainquit enfin Jaurès que la violation des droits d'un homme était la violation des droits de tous. Mais il ne réussit que parce que les coupables se trouvaient être les ennemis irréductibles du peuple depuis la Révolution : l'aristocratie et le clergé. Ce fut *contre* les riches et le clergé, et non *pour la* République, *pour la* justice et la liberté que les ouvriers descendirent enfin dans la rue. Il est vrai qu'on sent passer dans les discours de Jaurès, comme dans les articles de Clemenceau, la vieille passion révolutionnaire pour les droits de l'homme. Il est vrai aussi que cette passion sut amener le peuple à lutter, mais il fallut d'abord le convaincre que ce n'était pas seulement la justice et l'honneur de la République qui étaient en jeu, mais aussi ses propres « intérêts » de classe. En réalité, un grand nombre de socialistes, français et étrangers, considérèrent comme une erreur de se mêler (comme ils dirent) des querelles intestines de la bourgeoisie ou de se donner la peine de sauver la République.

Le premier qui secoua, au moins en partie, cette indifférence des ouvriers fut ce grand ami du peuple, Emile Zola. Dans sa fameuse mise en accusation du régime, il fut cependant aussi le premier à s'écarter d'une présentation précise des faits politiques, et à céder aux passions populaires en évoquant le spectre de la « Rome secrète ». C'est un argument que Clemenceau adopta à contrecœur, mais Jaurès avec enthousiasme. La vraie grandeur de Zola, difficile à retrouver dans ses pamphlets, est le courage indomptable avec lequel cet homme qui, dans sa vie et son œuvre, avait exalté le peuple « jusqu'à l'idolâtrie », se dressa pour défier, combattre et finalement convaincre les masses dans lesquelles, comme Clemenceau, il ne distinguait qu'à peine le peuple de la populace. «... On a trouvé des hommes pour résister aux rois les plus puissants, pour refuser de s'incliner devant eux : on a trouvé très peu d'hommes pour résister aux foules, pour se dresser, tout seuls devant les masses, égarées trop souvent jusqu'aux pires excès de la fureur, pour affronter, sans armes,

les bras croisés, d'implacables colères, pour oser, quand on exige un "oui", lever la tête et dire "non". Voilà ce qu'a fait Zola ⁵⁵⁶ . »

Dès que « J'accuse » parut, les socialistes parisiens tinrent leur première réunion et votèrent une résolution en faveur de la révision du procès Dreyfus. Mais à peine cinq jours plus tard, trente-deux dirigeants socialistes publièrent une déclaration dans laquelle ils disaient que le sort de Dreyfus, l'« ennemi de classe », ne les concernait pas. Cette déclaration était soutenue par de nombreux membres du mouvement socialiste à Paris. En dépit de divisions dans leurs rangs tout au long de l'Affaire, les socialistes comptèrent assez de dreyfusards pour empêcher désormais la Ligue antisémite de faire la loi dans la rue. Au cours d'un meeting socialiste, on dénonça même l'antisémitisme comme « une nouvelle forme de réaction ». Cependant, quelques mois plus tard, lors des élections, Jaurès ne fut pas réélu. Peu après, Cavaignac, ministre de la Guerre, fit à la Chambre un discours dans lequel il attaquait Dreyfus et déclarait l'armée indispensable ; les députés décidèrent, à l'unanimité moins deux voix, de faire afficher le discours sur les murs de Paris. De même, quand une grande grève éclata à Paris en octobre de la même année, Münster, l'ambassadeur d'Allemagne, put communiquer à Berlin cette note confidentielle et sûre : « Pour les grandes masses, ce n'est pas une question politique. Les ouvriers sont simplement en grève pour une augmentation de salaires, et ils l'obtiendront sans aucun doute. Quant à l'affaire Dreyfus, cela ne les a jamais tracassés ⁵⁵⁷ . »

Qui étaient donc, d'une façon générale, les partisans de Dreyfus ? Qui étaient ces 300000 Français qui dévorèrent le « J'accuse » de Zola et qui suivaient religieusement les éditoriaux de Clemenceau ? Qui étaient ces hommes qui parvinrent à diviser chaque classe, chaque famille même en deux factions à propos de l'affaire Dreyfus ? La réponse est qu'ils ne formaient ni un parti ni un groupe homogène. Ils

venaient plutôt des milieux modestes que des classes supérieures ; en effet, ils comprenaient, de manière caractéristique, plus de médecins que d'avocats ou de fonctionnaires. On y trouvait mêlés des éléments divers, des hommes aussi éloignés les uns des autres que Zola et Péguy, Jaurès et Picquart, des hommes qui allaient se séparer ensuite et suivre des voies diverses. « Ils viennent de partis politiques et de communautés religieuses qui n'ont rien en commun, qui sont même en conflit [...]. Ces hommes ne savent rien les uns des autres. Ils se sont combattus et, à l'occasion, se combattront encore. Ne vous y trompez pas ; ils sont l'“élite” de la démocratie française ⁵⁵⁸ . »

Si Clemenceau avait alors eu assez de confiance en lui-même pour considérer comme le véritable peuple de France ceux-là seuls qui l'écoutaient, il ne serait pas devenu la proie de ce fatal orgueil qui marqua le reste de sa carrière. L'affaire Dreyfus lui fît perdre sa confiance dans le peuple, lui inspira du mépris pour les hommes et finalement l'idée que lui, et lui seul, pourrait sauver la République. Jamais il ne s'abassa à flatter les lubies de la populace. Ainsi, quand il se mit à assimiler la populace et le peuple, il mina son propre terrain et se condamna à cette farouche solitude qui le distingua par la suite.

La division des Français se retrouvait dans chaque famille. Mais, fait remarquable, cette division ne trouva son expression politique que dans les rangs des socialistes. Tous les autres partis, et tous les groupes parlementaires, étaient massivement contre Dreyfus au début de la campagne pour la révision. Cela démontre simplement que les partis bourgeois ne représentaient plus les véritables sentiments de l'électorat, car la même division, si patente chez les socialistes, se retrouva dans presque tous les secteurs du peuple. Partout, il y eut une minorité qui reprit le plaidoyer de Clemenceau en faveur de la justice, et cette minorité hétérogène constitua les dreyfusards. Leur lutte contre l'armée et contre la République corrompue, sa complice, fut le facteur dominant de la politique intérieure

française de la fin de 1897 jusqu'à l'ouverture de l'Exposition universelle de 1900. Son influence fut également appréciable sur la politique étrangère du pays. Mais cette lutte, qui devait se terminer par un succès au moins partiel, se passa entièrement hors du Parlement. Dans cette soi-disant assemblée représentative, qui comprenait 600 députés représentant toutes les nuances de la classe ouvrière et de la bourgeoisie, il n'y avait en 1898 que deux défenseurs de Dreyfus, et l'un d'eux, Jaurès, ne fut pas réélu.

Dans l'affaire Dreyfus, il est déconcertant de constater que la populace ne fut pas seule à devoir opérer dans le champ extraparlémentaire. Toute la minorité qui se battait pour le Parlement, la démocratie et la République, fut également obligée de mener sa lutte en dehors de la Chambre. La seule différence est que, alors que l'une se servait de la rue, l'autre eut recours à la presse et aux tribunaux. En d'autres termes, toute la vie politique française, durant la crise dreyfusienne, se déroula en dehors du Parlement. Les différents votes de la Chambre en faveur de l'armée et contre un nouveau procès n'y changent rien. Une chose est significative : lorsque l'opinion commença à tourner au Parlement, peu avant l'ouverture de l'Exposition à Paris, le ministre de la Guerre, Galliffet, put déclarer sans mentir que cela ne représentait en rien l'état d'esprit du pays ⁵⁵⁹. Néanmoins il ne faut pas non plus interpréter le vote hostile à un nouveau procès comme un encouragement à la politique de *coup d'État** que les jésuites et certains antisémites extrémistes voulaient imposer avec l'aide de l'armée ⁵⁶⁰. C'était plus simplement un refus de tout changement. Une majorité tout aussi écrasante aurait rejeté l'éventualité d'une dictature cléricale et militaire.

Ceux des députés pour qui la politique signifiait depuis longtemps la représentation professionnelle des intérêts acquis tenaient naturellement à la préservation d'un état de choses dont dépendaient leur « profession » et leurs profits. L'affaire Dreyfus montra aussi que les Français ne demandaient pas à

leurs représentants d'être des hommes d'État, mais plutôt de veiller aux intérêts de leurs mandants. Il était très peu recommandé de mentionner l'affaire au cours d'une campagne électorale. S'il s'était agi seulement d'antisémitisme, la situation des dreyfusards aurait été désespérée, même si, en fait, au moment des élections, ils reçurent un appui considérable de la part de la classe ouvrière. Les défenseurs de Dreyfus ne cherchèrent cependant pas à introduire ce problème politique dans la campagne électorale. En vérité, c'est parce qu'il tint à placer l'affaire au centre de sa campagne que Jaurès perdit son siège.

Si Clemenceau et les dreyfusards parvinrent à gagner de vastes secteurs de l'opinion, appartenant à toutes les classes, à la cause de la révision, les catholiques réagirent en bloc, sans faille ni divergences. Les jésuites avaient su manœuvrer l'aristocratie et l'état-major. Les assomptionnistes se chargèrent de la bourgeoisie et des milieux populaires. Leur journal, *La Croix*, était le plus largement diffusé parmi les journaux catholiques français ⁵⁶¹. Les uns et les autres centrèrent leur agitation antirépublicaine en prenant pour cible les Juifs. Les uns et les autres se donnèrent pour les défenseurs de l'armée et du bien public contre les machinations de « la juiverie internationale ». Fait plus frappant encore que l'attitude des catholiques français, la presse catholique du monde entier fut massivement antidreyfusarde. « Tous ces journalistes marchèrent et marchent encore au commandement de leurs supérieurs ⁵⁶². » À mesure que l'affaire avançait, il devenait de plus en plus clair que l'agitation antisémite en France n'était qu'une manifestation d'un phénomène international. Ainsi, put-on lire dans la *Civiltà Cattolica* qu'il fallait partout exclure les Juifs de la nation, en France, en Allemagne, en Autriche, en Italie. Les hommes politiques catholiques furent les premiers à comprendre que la politique de puissance devait désormais se fonder sur le jeu des ambitions coloniales. Ils furent donc les premiers à lier

l'antisémitisme à l'impérialisme, à déclarer que les Juifs étaient les agents de l'Angleterre, donc à faire passer leur antisémitisme pour de l'anglophobie ⁵⁶³. L'affaire Dreyfus, avec des Juifs pour protagonistes, leur fournit une excellente occasion de manœuvrer. Si l'Angleterre avait pris l'Égypte aux Français, c'était la faute des Juifs ⁵⁶⁴. Et le mouvement en faveur d'une alliance avec les Anglo-Américains était naturellement suscité par 1'« impérialisme des Rothschild ⁵⁶⁵ ». Ce caractère international de la manœuvre catholique devint manifeste quand l'affaire Dreyfus fut enfin terminée. À la fin de l'année 1899, Dreyfus fut gracié, et l'opinion publique française fit volte-face, de crainte d'un boycott de l'Exposition. Une interview de Léon XIII suffit pour arrêter la progression de l'antisémitisme dans le monde entier ⁵⁶⁶. Même aux États-Unis, où les non-catholiques s'étaient montrés particulièrement ardents à défendre Dreyfus, on vit dans la presse catholique, après 1897, une recrudescence de l'antisémitisme, qui s'apaisa immédiatement après l'interview de Léon XIII ⁵⁶⁷. La « grande stratégie » qui consistait à utiliser l'antisémitisme comme instrument du catholicisme avait avorté.

V. LES JUIFS ET LES DREYFUSARDS

Le procès du malheureux capitaine Dreyfus avait montré au monde que dans tout Juif, même noble et multimillionnaire, subsistait encore quelque chose du paria d'antan, sans patrie, pour qui les droits de l'homme n'existent pas, et que la société exclut volontiers de ses privilèges. Personne n'eut plus de mal à comprendre cet état de choses que les Juifs émancipés. « Prenons les Juifs français, je les connais, ceux-là, et je sais ce dont ils sont capables, ils ne se sont pas bornés à repousser toute solidarité avec les Juifs étrangers, ils ont voulu encore les rendre responsables des maux que leur seule lâcheté engendrait. Ils ne se sont pas contentés de devenir plus chauvins que les Français de France, ils ont, comme dans tous

les pays où les Juifs ont été émancipés, rompu volontairement la solidarité qui existait entre eux, à tel point que si on en a trouvé en France environ trois douzaines pour défendre un de leurs frères martyrs, on en eût trouvé des milliers pour monter la garde autour de l'île du Diable, avec les plus dévoués champions de la patrie ». » N'ayant joué qu'un rôle très mineur dans le développement politique des pays où ils vivaient, ils en étaient arrivés, au cours du xix^e siècle, à un attachement quasi fétichiste à l'égalité juridique. C'était pour eux le fondement indiscutable d'une sécurité éternelle. Quand éclata l'affaire Dreyfus, comme un signal d'alarme, le processus d'assimilation qui désintégrait la communauté juive était très avancé ; cette assimilation allait encore accentuer leur manque de sens politique. Ils s'assimilaient rapidement aux éléments de la société parmi lesquels toutes les passions politiques sont étouffées sous le poids mort du snobisme social, des affaires et des possibilités de profit inespérées. Ils espéraient détourner l'antipathie qu'ils avaient ainsi suscitée et la transférer sur leurs coreligionnaires pauvres, immigrés de fraîche date et non encore assimilés. Employant à leur tour la tactique dont la société non juive avait usé contre eux, ils se donnèrent le plus grand mal pour se dissocier de ceux qu'on appelait les *Ostjuden*TM. Ils refusèrent d'admettre l'existence d'un antisémitisme politique tel qu'il s'était manifesté dans les pogroms de Russie et de Roumanie : ils ne voulaient voir là qu'une survivance du Moyen Âge et non une réalité moderne. Ils ne purent jamais comprendre que, dans l'affaire Dreyfus, il s'agissait de bien autre chose que de statut social, ne fût-ce que parce que bien d'autres forces étaient entrées en jeu que le simple antisémitisme social.

Voilà pourquoi Dreyfus trouva si peu de défenseurs déclarés parmi les Juifs français. Les Juifs, y compris la famille de l'accusé, reculèrent [568 569](#)

devant la lutte politique. C'est pour cette raison que Labori, avocat de Zola, ne put plaider pour Dreyfus au procès de

Rennes, et que le second avocat, Démangé, fut conduit à construire sa défense sur le doute. On espérait ainsi noyer sous un déluge de compliments toute attaque possible de la part de l'armée et des officiers. Le principe était le suivant : le meilleur moyen d'obtenir un acquittement consistait à faire semblant de croire que le fond de l'affaire était simplement la possibilité d'une erreur judiciaire dont, tout à fait par hasard, la victime était un Juif. Le résultat fut une seconde condamnation et Dreyfus, refusant d'affronter le véritable problème, renonça à un nouveau procès et laissa demander sa grâce, ce qui revenait à s'avouer coupable ^{570 571} . Les Juifs ne parvinrent pas à comprendre qu'ils avaient affaire à une attaque en règle dirigée contre eux sur le front politique. Ils refusèrent donc la collaboration d'hommes qui voulaient relever le défi sur ce terrain. Le cas de Clemenceau montre combien ils furent aveugles. Lorsque Clemenceau réclamait que la justice fût le fondement de l'État, il y incluait sans aucun doute le rétablissement de droits égaux pour les Juifs. Néanmoins, en un siècle de lutte des classes d'un côté et de chauvinisme latent de l'autre, cette lutte serait restée une abstraction politique si elle n'avait été conçue, en même temps, en termes d'une lutte concrète des opprimés contre leurs oppresseurs. Clemenceau fut l'un des rares amis des Juifs modernes parce qu'il comprit et proclama devant le monde que les Juifs étaient l'un des peuples opprimés d'Europe. L'antisémite a tendance à voir dans le parvenu juif un paria parvenu ; dans le moindre colporteur, il redoute un Rothschild et dans tout *schnorrer*² , un parvenu. Mais Clemenceau, dans sa passion dévorante pour la justice, voyait encore dans les Rothschild les membres d'un peuple humilié. Son angoisse devant les malheurs de la France lui ouvrit les yeux et même le cœur sur le malheur de ces « malheureux qui, se posant en chefs de leur peuple, commencent par désertre la cause de leurs frères », de ces personnages apeurés, ravalés qui, dans leur ignorance, leur faiblesse et leur peur, se sont laissés tellement éblouir par leur

admiration pour de plus forts qu'eux qu'ils sont devenus incapables de prendre part à une lutte active, qu'ils ne savent plus que « venir au secours de la victoire » quand la bataille est finie ⁵⁷² .

VI. LA GRÂCE ET SA SIGNIFICATION

C'est au dernier acte qu'il apparut que le drame dreyfusien était en réalité une comédie. Le *deus ex machina* qui refit l'unité brisée de la France, convertit le Parlement à la révision puis réconcilia les partis hostiles, de l'extrême droite jusqu'aux socialistes, n'est autre que l'Exposition qui eut lieu à Paris en 1900. Ce que n'avaient pu ni les éditoriaux quotidiens de Clemenceau, ni la rhétorique de Zola, ni les discours de Jaurès, ni la haine populaire du clergé et de l'aristocratie, c'est-à-dire le revirement du Parlement sur le problème de la révision, ce fut la peur du boycott qui l'accomplit. Le même Parlement qui, un an auparavant, avait rejeté la révision à l'unanimité, refusa cette fois, à la majorité des deux tiers, la confiance à un gouvernement antidreyfusard. En juillet 1899, le cabinet Waldeck-Rousseau fut formé. Le président Loubet gracia Dreyfus et liquida toute l'affaire. L'Exposition pouvait s'ouvrir sous les plus brillants auspices commerciaux ; une fraternisation générale s'ensuivit ; même les socialistes purent prétendre à des places au gouvernement. Millerand, le premier socialiste en Europe à être ministre, reçut le portefeuille du commerce.

Le Parlement champion de Dreyfus ! C'était la fin. Pour Clemenceau, bien sûr, c'était une défaite. Jusqu'au bout, il dénonça amèrement cette grâce ambiguë et l'amnistie plus ambiguë encore. « Je suis d'ailleurs de plus en plus convaincu que la lutte est finie, écrivit Zola. Ils vont salement gracier et amnistier les honnêtes gens et les bandits, en tas ⁵⁷³ . » Comme au début, Clemenceau resta absolument seul. Les socialistes, et surtout Jaurès, accueillirent avec satisfaction la grâce et

l'amnistie. Cela ne leur assurait-il pas une place au gouvernement et une représentation plus étendue de leurs intérêts particuliers ? Quelques mois plus tard, en mai 1900, quand le succès de l'Exposition fut assuré, la vérité se fit enfin jour. Tous ces apaisements tactiques se firent aux dépens des dreyfusards. La motion en faveur d'une révision fut rejetée par 425 voix contre 60, et même le gouvernement de Clemenceau, en 1906, ne put changer la situation : il n'osa pas confier la révision à un tribunal régulier. L'acquiescement (illégal) par la Cour de cassation fut un compromis. Mais cette défaite de Clemenceau n'était pas pour autant une victoire pour l'Église et l'armée. La séparation de l'Église et de l'État et l'interdiction de l'enseignement confessionnel mirent fin à l'influence politique du catholicisme en France. De même, l'assujettissement du service de renseignement au ministère de la Guerre, c'est – à dire à l'autorité civile, ôta à l'armée la possibilité de faire chanter le gouvernement et la Chambre, et la priva de tout prétexte pour mener des enquêtes de police de sa propre initiative.

En 1909, Drumont posa sa candidature à l'Académie. Son antisémitisme avait naguère été loué par les catholiques et applaudi par le peuple. Mais le « plus grand historien depuis Fustel », selon Jules Lemaître, fut obligé de s'incliner devant Marcel Prévost, l'auteur des quelque peu pornographiques *Demi-vierges*, et le nouvel immortel reçut les félicitations du Père du Lac ⁵⁷⁴, un jésuite. Même la Société de Jésus dut mettre un terme à sa querelle avec la III^e République. La fin de l'affaire Dreyfus marqua aussi la fin de l'antisémitisme clérical. Le compromis adopté par la III^e République absolvait l'accusé sans lui accorder de procès régulier, et restreignait les activités des organisations catholiques. Alors que Bernard Lazare avait réclamé des droits égaux pour les deux parties, l'État faisait une exception pour les Juifs, et une autre exception qui menaçait la liberté de conscience des catholiques ⁵⁷⁵. Les adversaires étaient tous les deux placés hors la loi, avec ce résultat que la

question juive d'un côté, le catholicisme politique de l'autre étaient désormais bannis de l'arène des réalités politiques.

Ainsi se termine le seul épisode où les forces souterraines du xix^e siècle se soient montrées dans la pleine lumière de l'histoire. Sa seule conséquence visible fut la naissance du mouvement sioniste – seule réponse politique que les Juifs aient jamais trouvée à l'antisémitisme et seule idéologie qui ait tenu sérieusement compte d'une hostilité qui allait les placer au cœur des événements mondiaux.

DEUXIÈME PARTIE

L'IMPÉRIALISME

Si je le pouvais, j'annexerais les planètes.

Cecil Rhodes,
The Last Will and Testament of Cecil John Rhodes, 1902

CHAPITRE V

L'ÉMANCIPATION POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Entre 1884 et 1914, trois décennies séparent le xix^e siècle, qui s'acheva par la mêlée pour l'Afrique et par la naissance de mouvements annexionnistes comme le pangermanisme, et le xx^e siècle, qui commença avec la Première Guerre mondiale. C'est le temps de l'impérialisme, accompagné d'un calme plat en Europe, et d'évolutions saisissantes en Afrique et en Asie ⁵⁷⁶. Il se dégage de certains aspects fondamentaux de cette période une telle similitude avec les phénomènes totalitaires du xx^e siècle qu'on pourrait, non sans raison, y voir l'étape préparatoire des catastrophes à venir. D'un autre point de vue, son calme la place encore tout à fait dans le xix^e siècle. Il est difficile de ne pas observer ce passé si proche de nous, et cependant étranger, avec le regard trop averti de ceux qui connaissent déjà la fin de l'histoire et savent qu'elle devait aboutir à une rupture quasi totale dans le flux ininterrompu de l'histoire occidentale telle que l'homme l'avait connue durant plus de deux millénaires. Mais nous devons également avouer une certaine nostalgie de ce qu'on peut encore appeler un « âge d'or de la sécurité », d'un âge, en tout cas, où l'horreur elle-même demeurait dans les limites d'une certaine modération et sous le contrôle de la respectabilité, et pouvait de ce fait relever d'un monde apparemment sain d'esprit. En d'autres termes, ce passé a beau être très proche de nous, nous sommes parfaitement conscients que notre expérience des camps de concentration et des usines de mort est aussi éloignée de son atmosphère générale qu'elle l'est de toute autre période de l'histoire occidentale.

Pour l'Europe, l'événement majeur de l'ère impérialiste sur le plan de la politique intérieure fut l'émancipation politique de la bourgeoisie, jusque-là seule classe dans l'histoire à avoir obtenu la domination économique sans briguer l'autorité politique. La bourgeoisie s'était développée dans et en même temps que l'État-nation, lequel régnait pour ainsi dire par définition sur et au-dessus d'une société de classes. Même quand la bourgeoisie se fut d'ores et déjà instituée en classe dirigeante, elle laissa à l'État toutes les décisions d'ordre politique. C'est seulement au moment où la structure de l'État-nation se révéla impropre à permettre à l'économie capitaliste de poursuivre son expansion que l'État et la société passèrent du conflit latent à la guerre ouverte pour le pouvoir. Au cours de la période impérialiste, ni l'État ni la bourgeoisie ne l'emportèrent nettement. Les institutions nationales résistèrent bel et bien à la brutalité et à la mégalomanie des aspirations impérialistes, et les tentatives de la bourgeoisie de se servir de l'État et de ses instruments de violence à ses propres fins économiques ne réussirent jamais qu'à moitié. Les choses changèrent lorsque la bourgeoisie allemande décida de tout miser sur le mouvement hitlérien et chercha à gouverner avec l'appui de la populace, mais il était trop tard. La bourgeoisie avait certes réussi à détruire l'État, mais c'était une victoire à la Pyrrhus : la populace se révéla parfaitement capable de régler les questions politiques toute seule, et elle liquida la bourgeoisie en même temps que toutes les autres classes et institutions.

I. L'EXPANSION ET L'ÉTAT-NATION

« L'expansion, tout est là », disait Cecil Rhodes, et il sombrait dans le désespoir, car chaque nuit il voyait au-dessus de lui « ces étoiles [...] ces vastes mondes qui demeurent toujours hors d'atteinte. Si je le pouvais, j'annexerais les planètes ⁵⁷⁷ ». Il avait découvert le moteur de l'ère nouvelle, l'ère impérialiste : en moins de vingt ans, l'Empire britannique devait s'accroître de

12 millions de kmet de 66 millions d'habitants, la nation française gagnait 9 millions de kmet sa population 26 millions d'individus, les Allemands se taillaient un nouvel empire de 2,5 millions de kmet de 13 millions d'indigènes et la Belgique, grâce à son roi, hérita de 2,3 millions de kmet d'une population de 8,5 millions d'individus ⁵⁷⁸. Pourtant le même Rhodes reconnaissait aussitôt dans une lueur de sagesse la folie inhérente à un tel principe, en totale contradiction avec la condition humaine. Naturellement, ni la clairvoyance ni la tristesse ne modifièrent sa ligne de conduite politique. Il n'avait que faire de ces lueurs de sagesse qui le transportaient à tant de lieues des facultés normales d'un homme d'affaires ambitieux, doté d'une forte tendance à la mégalomanie.

« Une politique mondiale est à la nation ce que la mégalomanie est à l'individu ⁵⁷⁹ », disait Eugen Richter (leader du parti progressiste allemand) à peu près au même moment de l'histoire. Toutefois, en s'opposant au sein du Reichstag à la proposition de Rismarck d'aider financièrement les compagnies privées à établir des comptoirs commerciaux et maritimes, Richter montra clairement qu'il était encore moins capable de comprendre les impératifs économiques d'une nation de son temps que Rismarck lui-même. Les hommes qui combattaient ou ignoraient l'impérialisme – tels Richter en Allemagne, Gladstone en Angleterre ou Clemenceau en France – semblaient avoir perdu tout contact avec la réalité et ne pas se rendre compte que les besoins du commerce et de l'industrie avaient d'ores et déjà impliqué toutes les nations dans la politique mondiale. Le principe national conduisait à une ignorance provinciale et la bataille livrée par la raison était perdue.

Modération et confusion d'esprit étaient les seules récompenses accordées aux hommes d'État qui s'entêtaient dans leur opposition à l'expansion impérialiste. Ainsi, en 1871, Bismarck refusa d'échanger l'Alsace – Lorraine contre certaines possessions françaises en Afrique, pour acheter l'île d'Helgoland à la Grande-Bretagne vingt ans plus tard, en

échange de l'Ouganda, de Zanzibar et de l'île de Witu – deux royaumes pour une baignoire, comme le lui firent remarquer, non sans raison, les impérialistes allemands. Ainsi, dans les années 1880, Clemenceau s'opposa au parti impérialiste français qui voulait envoyer un corps expéditionnaire contre les forces britanniques d'Égypte, pour rendre, trente ans plus tard, les gisements de pétrole de Mossoul à l'Angleterre à seule fin de sauvegarder une alliance franco-britannique. Ainsi, Cromer dénonça la politique de Gladstone en Égypte comme celle d'un homme « à qui l'on ne pouvait confier sans dommage le sort de l'Empire britannique ».

Pour ces hommes d'État qui raisonnaient essentiellement en termes de territoire national, il y avait évidemment toutes les raisons de se méfier de l'impérialisme, si l'on excepte qu'il ne se limitait pas à ce qu'ils appelaient des « aventures outre-mer ». Par instinct plutôt que par clairvoyance, ils savaient que ce nouveau mouvement expansionniste, pour qui « le gain [...] est la meilleure preuve de patriotisme » (Huebbe – Schleiden) et le drapeau national une « carte commerciale » (Rhodes), ne pouvait que détruire le corps politique de l'État-nation. L'esprit de conquête et la notion d'empire avaient l'un et l'autre été discrédités non sans raison. Seuls les avaient menés à bien les gouvernements qui, telle la République romaine, reposaient sur le principe de la loi, en sorte que la conquête pouvait se poursuivre par l'intégration des peuples les plus hétérogènes, auxquels était imposée une loi commune. En se fondant sur le consentement actif d'une population homogène à son gouvernement (« *le plébiscite de tous les jours** ⁵⁸⁰ »), l'État-nation, en revanche, se voyait privé de ce principe unificateur et, en cas de conquête, contraint d'assimiler au lieu d'intégrer, de faire respecter le consentement au lieu de la justice, c'est-à-dire de dégénérer en tyrannie. Robespierre en était déjà pleinement conscient lorsqu'il s'écriait : « *Périssent les colonies si elles nous en coûtent l'honneur, la liberté**. »

L'expansion en tant que but politique permanent et suprême est l'idée politique centrale de l'impérialisme. Parce qu'elle n'implique ni pillage temporaire ni, en cas de conquête, assimilation à long terme, c'est un concept entièrement neuf dans les annales de la pensée et de l'action politiques. La raison de cette surprenante originalité – surprenante parce que les concepts vraiment neufs sont très rares en politique – tient tout simplement à ce que ce concept n'a en réalité rien de politique, mais prend au contraire ses racines dans le domaine de la spéculation marchande, où l'expansion signifiait l'élargissement permanent de la production industrielle et des marchés économiques qui a caractérisé le xix^e siècle.

Dans les milieux économiques, le concept d'expansion était parfaitement adéquat puisque la croissance industrielle représentait une réalité effective. Expansion signifiait augmentation de la production existante de biens de consommation et d'usage. Les processus de production sont aussi illimités que la capacité de l'homme à produire pour le monde humain, à l'organiser, à le pourvoir et à l'améliorer. Lorsque la production et la croissance économique commencèrent à ralentir leur rythme, ce ne fut pas tant pour des motifs économiques que politiques, dans la mesure où une multitude de peuples constitués en corps politiques radicalement différents assuraient la production et s'en partageaient les fruits.

L'impérialisme naquit lorsque la classe dirigeante détentrice des instruments de production capitaliste s'insurgea contre les limitations nationales imposées à son expansion économique. C'est par nécessité économique que la bourgeoisie s'est tournée vers la politique : en effet, comme elle refusait de renoncer au système capitaliste – dont la loi implique structurellement une croissance économique constante –, il lui fallut imposer cette loi à ses gouvernements et faire reconnaître l'expansion comme but final de la politique étrangère.

Avec pour mot d'ordre « l'expansion pour l'expansion », la bourgeoisie s'efforça – et elle y parvint en partie – de convaincre ses gouvernements nationaux d'entrer sur la voie de la politique mondiale. La nouvelle politique qu'ils proposaient sembla un moment trouver d'elle-même ses limites et son équilibre naturels, plusieurs nations abordant l'expansion en même temps et dans un même esprit de concurrence. À ses débuts, l'impérialisme pouvait encore se définir comme la lutte d'« empires rivaux », et se distinguer de l'« idée d'empire [qui], dans le monde antique et médiéval, impliquait l'existence d'une fédération d'États, sous la domination d'une hégémonie et couvrant [...] la totalité du monde connu ⁵⁸¹ ». Cet esprit de compétition n'était pourtant que l'un des nombreux vestiges d'une ère révolue, une concession au principe national qui prévalait encore et selon lequel l'humanité se présente comme une famille de nations faisant assaut de mérite, ou à la croyance libérale selon laquelle la concurrence se donnerait d'elle-même ses propres limites stabilisatrices et prédéterminées avant que l'un des concurrents ait liquidé tous les autres. Néanmoins, cet heureux équilibre ne fut guère l'aboutissement inévitable de mystérieuses lois économiques, mais il s'appuya lourdement sur des institutions politiques, et davantage encore sur des institutions policières destinées à empêcher les concurrents d'user de revolvers. Que la compétition entre des intérêts marchands armés jusqu'aux dents – des « empires » – puisse se terminer autrement que par la victoire de l'un et la mort des autres, voilà qui est difficile à comprendre. Autrement dit, pas plus que l'expansion, la compétition n'est un principe politique, et elle ne peut se passer du pouvoir politique, nécessaire aux fins de contrôle et de contrainte.

À la différence de la structure économique, la structure politique ne peut pas s'étendre à l'infini parce qu'elle ne se fonde pas sur la productivité de l'homme qui, elle, est illimitée. De toutes les formes de gouvernement et d'organisation des

gens, l'État-nation est la moins favorable à une croissance illimitée, car le consentement authentique sur lequel il repose ne peut se perpétuer indéfiniment : il ne s'obtient que rarement, et non sans peine, des peuples conquis. Aucun État-nation ne pourrait songer à conquérir en toute conscience des peuples étrangers, puisqu'une telle conscience suppose que la nation conquérante ait la conviction d'imposer une loi supérieure à des barbares ⁵⁸² . Or la nation considèrerait sa loi comme l'émanation d'une substance nationale unique, sans validité au – delà de son propre peuple et des frontières de son propre territoire.

Partout où l'État-nation s'est posé en conquérant, il a fait naître une conscience nationale et un désir de souveraineté chez les peuples conquis, ruinant par là toute tentative authentique de créer un empire. Ainsi la France incorpora-t-elle l'Algérie comme un département de la métropole sans pour autant imposer ses propres lois à une population arabe. Bien au contraire, elle continua à respecter la loi islamique et garantit à ses citoyens arabes un « statut particulier », créant un produit hybride totalement absurde, à savoir un territoire décrété français, juridiquement aussi français que le *département de la Seine* », mais dont les habitants n'étaient pas des citoyens français.

Les premiers « bâtisseurs d'empire » britanniques, qui plaçaient leur foi dans la conquête en tant que méthode de domination permanente, ne parvinrent jamais à embrigader leurs plus proches voisins, les Irlandais, dans la structure très étendue de l'Empire ou du Commonwealth britanniques ; mais quand, après la dernière guerre, l'Irlande s'est vu accorder le statut de dominion et qu'elle a été accueillie comme membre à part entière au sein du Commonwealth, l'échec, pour être moins manifeste, demeura cependant tout aussi réel. Ce pays, à la fois « possession » la plus ancienne et dominion le plus récent, a dénoncé unilatéralement son statut de dominion (en 1937) et rompu tous ses liens avec la nation anglaise lorsqu'il a refusé

d'entrer en guerre à ses côtés. Cette politique de conquête permanente de l'Angleterre, qui « échoua simplement à détruire » l'Irlande (Chesterton), n'avait pas tant éveillé le « génie de l'impérialisme qui sommeillait ⁵⁸³ » en elle que fait naître un esprit de résistance nationale chez les Irlandais.

La structure nationale du Royaume-Uni avait rendu impossibles l'assimilation et l'incorporation rapides des peuples conquis ; le Commonwealth britannique ne fut jamais une « République de nations », mais l'héritier du Royaume-Uni, *une* nation disséminée dans le monde entier. Du fait de cette dissémination et de la colonisation, la structure politique ne fut pas développée mais transplantée ; les membres de ce nouveau corps fédéré demeurèrent par conséquent étroitement liés à leur mère patrie commune car ils partageaient un même passé et une même loi. L'exemple irlandais prouve combien le Royaume-Uni était peu apte à élaborer une structure d'empire dans laquelle une multitude de peuples différents pussent vivre ensemble harmonieusement ⁵⁸⁴ . La nation anglaise se révéla experte, non à pratiquer l'art des bâtisseurs d'empire romains, mais bien à suivre le modèle de la colonisation grecque. Au lieu de conquérir et de doter de leur propre loi des peuples étrangers, les colons anglais s'installèrent dans des territoires fraîchement conquis aux quatre coins du monde, tout en demeurant membres de la même nation britannique ⁵⁸⁵ . Reste à savoir si la structure fédérée du Commonwealth, admirablement construite sur la réalité d'une nation dispersée sur toute la terre, sera assez souple pour équilibrer les difficultés inhérentes à une nation qui bâtit un empire, et pour accueillir indéfiniment des peuples non britanniques en tant que « partenaires à part entière » du Commonwealth. L'actuel statut de dominion de l'Inde – statut que, pendant la guerre, les nationalistes indiens ont d'ailleurs carrément refusé – a souvent été considéré comme une solution temporaire et transitoire

La contradiction interne entre le corps politique de la nation et la conquête considérée comme un moyen politique est devenue manifeste depuis l'échec du rêve napoléonien. C'est à cause de cette expérience, et non en vertu de considérations humanitaires, que la conquête a depuis lors été condamnée et n'a joué qu'un rôle mineur dans le règlement des conflits de frontières. L'incapacité de Napoléon à réaliser l'unité de l'Europe sous le drapeau français indiqua clairement que toute conquête menée par une nation conduisait soit à un éveil de la conscience nationale chez les peuples conquis, donc à leur rébellion contre le conquérant, soit à la tyrannie. Et bien que la tyrannie, parce qu'elle n'a pas besoin du consentement, puisse régner avec succès sur des peuples étrangers, elle ne peut se maintenir au pouvoir qu'à condition de préalablement détruire les institutions nationales de son propre peuple.

À la différence des Britanniques et de toutes les autres nations européennes, les Français ont réellement essayé, dans un passé récent, de combiner le *jus* et l'*imperium*, et de bâtir un empire dans la tradition de la Rome antique. Eux seuls ont au moins tenté de transformer le corps politique de la nation en une structure politique d'empire, et ont cru que « la nation française était en marche [...] pour répandre les bienfaits de la civilisation française » ; ils ont eu le désir d'assimiler ⁵⁸⁶ leurs colonies au corps national en traitant les peuples conquis « à la fois [...] en frères et [...] en sujets – frères en tant qu'unis par la fraternité d'une civilisation française commune, et sujets dans le sens où ces peuples sont les disciples du rayonnement de la France et les partisans de son commandement ⁵⁸⁷ ». Cela se réalisa en partie lorsque des députés de couleur purent siéger au Parlement français et que l'Algérie fut déclarée département français.

Cette entreprise audacieuse devait aboutir à une exploitation particulièrement brutale des colonies au nom de la nation. Au mépris de toutes les théories, on évaluait en réalité l'Empire français en fonction de la défense nationale ⁵⁸⁸ , et les

colonies étaient considérées comme des terres à soldats susceptibles de fournir une *force noire** capable de protéger les habitants de la France contre les ennemis de leur nation. La fameuse phrase prononcée par Poincaré en 1923 : « La France n'est pas un pays de 40 millions d'habitants ; c'est un pays de 100 millions d'habitants », annonçait purement et simplement la découverte d'une « forme économique de chair à canon, produite selon des méthodes de fabrication en série ⁵⁸⁹ ». Quand, lors de la conférence sur la paix de 1918, Clemenceau insista sur le fait qu'il ne désirait rien d'autre qu'« un droit illimité à lever des troupes noires destinées à contribuer à la défense du territoire français en Europe si la France venait à être attaquée par l'Allemagne ⁵⁹⁰ » il ne protégeait pas la nation française contre une agression allemande, comme nous sommes malheureusement désormais en mesure de le savoir, bien que son plan ait été mené à bien par l'état-major, mais il portait un coup fatal à l'existence, jusque-là encore concevable, d'un Empire français ⁵⁹¹. Face à ce nationalisme désespérément aveugle, les impérialistes britanniques qui acceptaient le compromis du système du mandat faisaient figure de gardiens de l'autodétermination des peuples. Et cela, bien qu'ils eussent fait d'emblée un mauvais usage du système du mandat en pratiquant le « gouvernement indirect », méthode qui permet à l'administrateur de gouverner un peuple « non pas directement mais par le biais de ses propres autorités locales et tribales ⁵⁹² ».

Les Britanniques tentèrent d'échapper à la dangereuse incohérence, inhérente à l'effort d'une nation pour se doter d'un empire, en laissant les peuples conquis livrés à eux-mêmes, tant qu'il s'agissait de culture, de religion et de droit, en demeurant à distance et en s'interdisant de répandre la loi et la culture britanniques. Cela n'empêcha pas les indigènes de s'éveiller à une conscience nationale et de revendiquer leur souveraineté et leur indépendance – bien que l'attitude britannique ait peut-être retardé quelque peu ce processus. Mais cela a énormément conforté la nouvelle conscience

impérialiste dans le sentiment d'une supériorité fondamentale, et non pas simplement temporaire, de l'homme sur l'homme, des races « supérieures » sur les races « inférieures ». En retour, ce sentiment devait exacerber la lutte des peuples assujettis pour leur liberté et les rendre aveugles aux incontestables bienfaits de la domination britannique. En raison de cette distance observée par des administrateurs qui, « malgré leur sincère respect pour les indigènes en tant que peuple, et même dans certains cas leur amour pour eux [...] comme pour des êtres presque humains, ne pensent pas qu'ils sont ou qu'ils seront un jour capables de se gouverner eux-mêmes sans surveillance ⁵⁹³ », les « indigènes » ne pouvaient en conclure qu'une chose : c'est qu'on les excluait et qu'on les séparait à tout jamais du reste de l'humanité.

Impérialisme ne signifie pas construction d'un empire, et expansion ne signifie pas conquête. Les conquérants britanniques, ces vieux « briseurs de lois en Inde » (Burke), avaient peu de chose en commun avec les exportateurs de devises britanniques ou les administrateurs des peuples de l'Inde. Si ces derniers s'étaient mis à faire des lois au lieu d'appliquer des décrets, ils auraient pu devenir des bâtisseurs d'empire. Quoi qu'il en soit, la nation anglaise n'en avait cure et elle ne les aurait guère soutenus. De fait, les spéculateurs animés par l'esprit impérialiste étaient secondés par des fonctionnaires qui voulaient que « l'Africain reste africain », cependant qu'une certaine minorité d'hommes qui ne s'étaient pas encore défaits de ce que Harold Nicolson devait appeler leurs « idéaux de jeunesse ⁵⁹⁴ » voulaient aider l'Africain à « devenir un meilleur Africain ⁵⁹⁵ » – quoi que cela pût signifier. Ils n'étaient en aucun cas « disposés à appliquer le système administratif et politique de leur propre pays au gouvernement de populations arriérées ⁵⁹⁶ », ni à rattacher les vastes colonies de la Couronne britannique à la nation anglaise.

À la différence des authentiques structures d'empire où les institutions de la métropole sont diversement intégrées dans

l'empire, l'impérialisme présente cette caractéristique que les institutions nationales y demeurent distinctes de l'administration coloniale, tout en ayant le pouvoir d'exercer un contrôle sur celle-ci. En réalité, la motivation de cette séparation consistait en un curieux mélange d'arrogance et de respect : l'arrogance toute nouvelle des administrateurs allant affronter au loin des « populations arriérées », des « races inférieures », avait pour corrélat le respect suranné des hommes d'État qui, demeurés au pays, étaient fermement convaincus qu'aucune nation n'avait le droit d'imposer sa loi à un peuple étranger. L'arrogance était tout naturellement vouée à s'ériger en mode de gouvernement, tandis que le respect, qui demeurait, lui, totalement négatif, donc incapable d'engendrer le nouveau modèle nécessaire à des peuples appelés à vivre ensemble, ne parvenait qu'à contenir l'impitoyable et despotique administration impérialiste au moyen de décrets. C'est à cette salutaire modération exercée par les institutions nationales et leurs responsables politiques que nous devons les seuls bienfaits qu'il ait été donné aux peuples non européens, malgré tout, de tirer de la domination occidentale. Mais l'administration coloniale n'a jamais cessé de protester contre l'ingérence de la « majorité non avertie » – la nation – qui essayait de faire pression sur la « minorité avertie » – les administrateurs impérialistes – « dans la voie de l'imitation ⁵⁹⁷ », autrement dit, dans la voie d'un gouvernement calqué sur les modèles de justice et de liberté en vigueur dans la métropole.

Qu'un mouvement d'expansion pour l'expansion se soit développé dans des États-nations qui étaient, plus que tout autre corps politique, définis par des frontières et des limitations à toute conquête possible, voilà bien un exemple de ces écarts apparemment absurdes entre cause et effet qui sont devenus la marque de l'histoire moderne. L'extrême confusion qui règne dans la terminologie historique moderne n'est qu'un sous-produit de ces disparités. En dressant des comparaisons avec les Empires de l'Antiquité, en confondant expansion et

conquête, en négligeant la différence entre Commonwealth et Empire (que les historiens pré-impérialistes ont appelée différence entre plantations et possessions, ou colonies et dépendances, ou encore, un peu plus tard, entre colonialisme et impérialisme ⁵⁹⁸), autrement dit en négligeant la différence entre exportation de population (britannique) et exportation de capitaux (britanniques) ⁵⁹⁹ , les historiens se sont efforcés de passer sous silence ce fait gênant : bon nombre des événements importants de l'histoire contemporaine font penser à des souris qui auraient accouché de montagnes.

Devant le spectacle d'une poignée de capitalistes parcourant le globe, tels des prédateurs à la recherche de nouvelles possibilités d'investissement, flattant la soif de profit chez les bien-trop-riches, et l'instinct du jeu chez les bien-trop-pauvres, les historiens contemporains voudraient revêtir l'impérialisme de l'antique grandeur de Rome ou d'Alexandre le Grand, grandeur qui rendrait la suite des événements humainement plus tolérable. Le fossé entre la cause et l'effet a été révélé par la fameuse – et malheureusement juste – observation selon laquelle l'Empire britannique avait été conquis dans un moment d'inadvertance ; cela est devenu cruellement manifeste à notre époque, où il aura fallu une guerre mondiale pour se débarrasser d'un Hitler, phénomène d'autant plus honteux qu'il est aussi comique. L'affaire Dreyfus avait déjà révélé quelque chose d'analogue quand la nation avait dû faire appel à ses meilleurs éléments pour mettre fin à une bagarre qui avait débuté comme une conspiration grotesque et s'était terminée en farce.

L'impérialisme doit sa seule grandeur à la défaite qu'il a infligée à la nation. L'aspect tragique de cette timide opposition ne vient pas de ce que de nombreux représentants de la nation aient pu être achetés par les nouveaux hommes d'affaires impérialistes ; il y avait pire que la corruption, c'est que les incorruptibles fussent convaincus que l'unique voie pour mener une politique mondiale résidait dans l'impérialisme.

Comme les nations avaient toutes réellement besoin de comptoirs maritimes et d'accès aux matières premières, ils en vinrent à croire qu'annexion et expansion allaient œuvrer au salut de la nation. Ils furent les premiers à commettre l'erreur de ne pas discerner la différence fondamentale entre les comptoirs commerciaux et maritimes jadis établis au nom du commerce, et la nouvelle politique d'expansion. Ils croyaient Cecil Rhodes quand il leur disait de « prendre conscience que vous ne pouvez pas vivre à moins d'entretenir un commerce avec le monde », « que votre commerce, c'est le monde, et que votre vie, c'est le monde, non l'Angleterre », et qu'en conséquence ils devaient « régler ces questions d'expansion et de mainmise sur le monde ⁶⁰⁰ ». Sans le vouloir, parfois même sans le savoir, ils devinrent non seulement les complices de la politique impérialiste, mais aussi les premiers à être blâmés et dénoncés pour leur « impérialisme ». Tel fut le cas de Clemenceau qui, parce qu'il se sentait si désespérément inquiet pour l'avenir de la nation française, devint « impérialiste » dans l'espoir que les effectifs en provenance des colonies protégeraient les citoyens français contre des agresseurs.

La conscience nationale, représentée par le Parlement et par une presse libre, avait une action réelle et provoquait la rancœur des administrateurs coloniaux dans tous les pays européens dotés de colonies – aussi bien en Angleterre qu'en France, en Belgique, en Allemagne ou en Hollande. En Angleterre, afin de distinguer entre le gouvernement impérial en place à Londres, contrôlé par le Parlement, et les administrateurs coloniaux, cette influence était désignée sous le terme de « facteur impérial », prêtant de ce fait à l'impérialisme des mérites et des reliquats de légalité que celui-ci mettait tant d'ardeur à détruire ⁶⁰¹ . Le « facteur impérial » se traduisait politiquement par l'idée selon laquelle le « Parlement impérial » britannique non seulement protégeait mais, d'une certaine manière, représentait les indigènes ⁶⁰² . Sur ce point, les Anglais se trouvèrent à deux doigts de l'expérience des bâtisseurs

d'empire français ; toutefois, ils n'allèrent jamais jusqu'à accorder une véritable représentation aux peuples assujettis. Quoiqu'il en fût, ils espéraient manifestement que la nation dans son ensemble pourrait en somme se comporter comme une sorte d'administrateur de biens pour ses peuples conquis, et il faut bien reconnaître qu'elle a invariablement fait de son mieux pour éviter le pire.

Le conflit entre les représentants du « facteur impérial » (qu'il serait plus juste d'appeler facteur national) et les administrateurs coloniaux court en filigrane à travers toute l'histoire de l'impérialisme britannique. On a cité maintes et maintes fois la « supplique » que Cromer, alors gouverneur d'Égypte, adressa en 1896 à lord Salisbury : « Protégez-moi des ministères anglais ⁶⁰³ », jusqu'au moment où, dans les années 20 de ce siècle, le parti ultra-impérialiste s'est mis à blâmer ouvertement la nation et tout ce qu'elle représentait en l'accusant de vouloir la perte de l'Inde. Les impérialistes avaient toujours trouvé profondément irritant que le gouvernement de l'Inde dût « justifier son existence et sa politique aux yeux de l'opinion publique anglaise » ; ce contrôle interdisait désormais de prendre les mesures de « massacres administratifs ⁶⁰⁴ » qui, aussitôt après la fin de la Première Guerre mondiale, avaient été expérimentées à diverses reprises ailleurs comme méthode radicale de pacification ⁶⁰⁵ , et qui auraient certainement pu faire obstacle à l'indépendance de l'Inde.

En Allemagne régnait la même hostilité entre élus nationaux et administrateurs coloniaux d'Afrique. En 1897, Cari Peters fut relevé de ses fonctions dans le Sud-Est africain allemand et dut démissionner des services gouvernementaux en raison des atrocités commises sur les indigènes. Le gouverneur Zimmerer partagea le même sort. Et, en 1905, les chefs tribaux adressèrent pour la première fois leurs plaintes au Reichstag et obtinrent l'intervention du gouvernement allemand lorsque les administrateurs coloniaux les jetèrent en prison ⁶⁰⁶ .

Il en allait de même de la domination française. Les gouverneurs généraux nommés par le gouvernement en place à Paris ou bien étaient l'objet d'une forte pression de la part des coloniaux français, comme ce fut le cas en Algérie, ou bien refusaient carrément d'appliquer en faveur des indigènes les réformes soi-disant « inspirées par la faiblesse des principes démocratiques de [leur] gouvernement ⁶⁰⁷ ». Partout les administrateurs impérialistes voyaient dans le contrôle exercé par la nation un insupportable fardeau et une menace contre leur domination.

Les impérialistes avaient parfaitement raison. Ils connaissaient bien mieux les conditions modernes du gouvernement des peuples assujettis que ceux qui, d'un côté, s'élevaient contre le gouvernement par décrets et contre une bureaucratie arbitraire, et de l'autre espéraient conserver à tout jamais leurs colonies pour la plus grande gloire de la nation. Mieux que les nationalistes, les impérialistes savaient que le corps politique de la nation n'est pas capable de construire un empire. Ils étaient parfaitement conscients que la marche de la nation et sa conquête d'autres peuples, dès qu'on laisse libre cours à sa propre loi, s'achève avec la prise de conscience de l'identité nationale des peuples conquis et la défaite du conquérant. C'est pourquoi les méthodes françaises, qui se sont toujours efforcées de concilier les aspirations nationales et l'édification d'un empire, ont été beaucoup moins fructueuses que les méthodes britanniques qui, après les années 1880, devinrent ouvertement impérialistes, tout en demeurant tempérées par une mère patrie qui tenait à ses institutions démocratiques nationales.

II. LE POUVOIR ET LA BOURGEOISIE

En réalité, les impérialistes souhaitaient une expansion du pouvoir politique sans que soit institué un corps politique. L'expansion impérialiste avait été déclenchée par une curieuse

forme de crise économique, la surproduction de capitaux et l'apparition d'argent « superflu » résultant d'une épargne excessive qui ne parvenait plus à trouver d'investissement productif à l'intérieur des frontières nationales. Pour la première fois, ce ne fut pas l'investissement du pouvoir qui prépara la voie à l'investissement de l'argent, mais l'exportation du pouvoir qui suivit docilement le chemin de l'argent exporté, puisque des investissements incontrôlables réalisés dans les pays lointains menaçaient de transformer en joueurs de larges couches de la société, de changer l'économie capitaliste tout entière de système de production qu'elle était en système de spéculation financière, et de substituer aux profits tirés de la production des profits tirés des commissions. La décennie précédant l'ère impérialiste, c'est-à-dire les années 1870, connut une augmentation inouïe d'escroqueries, de scandales financiers et de spéculation sur le marché des valeurs.

Les pionniers de ce mouvement pré-impérialiste furent les financiers juifs qui avaient bâti leur fortune en dehors du système capitaliste et à qui les États-nations en plein essor avaient dû faire appel pour des emprunts sous garantie internationale ⁶⁰⁸. Une fois instauré un système fiscal permettant d'assainir les finances gouvernementales, ce groupe avait toutes raisons de craindre d'être complètement éliminé. Eux qui pendant des siècles avaient gagné leur argent en percevant des commissions, ils étaient les premiers tentés – et d'ailleurs invités à le faire – de placer le capital qu'on ne pouvait plus investir avec profit dans le marché intérieur. Les financiers juifs internationaux semblaient évidemment tout désignés pour ces affaires possédant une dimension essentiellement internationale ⁶⁰⁹. Bien plus, les gouvernements eux-mêmes, dont l'aide était d'une certaine manière indispensable aux investissements dans les pays lointains, avaient tendance, au début, à préférer les financiers juifs qu'ils connaissaient bien aux nouveaux venus dans la finance internationale, dont beaucoup étaient des aventuriers.

Une fois que les financiers eurent ouvert la voie de l'exportation des capitaux « superflus » qui avaient été condamnés à dormir à l'intérieur des étroites limites de la production nationale, il devint bientôt manifeste que les actionnaires absents n'avaient pas la moindre intention de prendre les risques immenses correspondant à l'immense augmentation de leurs profits. Les financiers à la commission ne disposaient pas, même avec l'aide bénévole de l'État, d'un pouvoir suffisant pour garantir ces risques : seul le pouvoir matériel d'un État pouvait le faire.

Dès qu'il fut devenu clair qu'à l'exportation de capitaux allait devoir succéder une exportation du pouvoir gouvernemental, la position des financiers en général, et celle des financiers juifs en particulier, s'affaiblit considérablement, et la direction des transactions financières et de l'entreprise impérialiste passa peu à peu aux mains des membres de la bourgeoisie locale. À cet égard, la carrière de Cecil Rhodes en Afrique du Sud est fort instructive, si l'on songe que, malgré sa totale ignorance du pays, il réussit en quelques années à évincer les tout – puissants financiers juifs. En Allemagne, Bleichröder, qui, en 1885, participait encore comme coassocié à la fondation de l'*Ostafrikanische Gesellschaft*, se vit évincé quatorze ans plus tard, en même temps que le baron Hirsch, lorsque l'Allemagne entreprit la construction de la ligne ferroviaire de Bagdad, par les futurs géants de l'entreprise impérialiste, Siemens et la Deutsche Bank. Au fond, la répugnance du gouvernement à consentir un pouvoir réel aux Juifs, et la répugnance des Juifs à participer à des affaires impliquant un engagement politique, coïncidaient si bien qu'aucune lutte véritable pour le pouvoir ne s'engagea vraiment, en dépit de la richesse considérable du groupe juif, une fois dépassé le stade initial de la spéculation et de la commission. Les divers gouvernements nationaux observaient avec méfiance la tendance de plus en plus marquée à transformer les affaires en question politique et à identifier les intérêts économiques d'un groupe relativement restreint

aux intérêts nationaux comme tels. Mais il semblait que la seule alternative à l'exportation du pouvoir fût le sacrifice délibéré d'une part importante de la richesse nationale. Seule l'expansion des instruments de violence de la nation pouvait rationaliser le mouvement d'investissement à l'étranger et réintégrer à l'intérieur du système économique de la nation les spéculations sauvages sur le capital superflu qui avaient conduit à risquer l'épargne à tout va. L'État élargit son pouvoir parce qu'entre des pertes supérieures à celles que le corps économique d'une nation était capable de supporter et des gains supérieurs à ceux dont pouvait rêver un peuple livré à lui-même, il ne pouvait que choisir la seconde solution.

La première conséquence de l'exportation du pouvoir fut que les instruments de violence de l'État, police et armée, qui, dans la structure de la nation, allaient de pair avec les autres institutions nationales et demeuraient sous le contrôle de celles-ci, se trouvèrent séparés de ce corps et promus au rang de représentants nationaux dans des pays arriérés ou sans défense. Là, dans ces régions privées d'industries et d'organisation politique, où la violence avait les coudées bien plus franches qu'en n'importe quel pays occidental, les prétendues lois du capitalisme jouissaient en fait du pouvoir de créer les réalités. Le vain désir de la bourgeoisie de voir l'argent engendrer l'argent comme l'homme engendre l'homme était resté un rêve honteux tant que l'argent avait dû passer par la longue route de l'investissement productif ; non que l'argent eût engendré l'argent, mais les hommes avaient créé des choses et de l'argent. Le secret de ce rêve devenu réalité tenait précisément à ce que dorénavant les lois économiques ne faisaient plus obstacle à la voracité des classes possédantes. L'argent pouvait enfin engendrer l'argent parce que le pouvoir, au mépris total de toute loi – économique aussi bien qu'éthique – pouvait s'approprier la richesse. C'est seulement quand l'argent exporté eut réussi à provoquer l'exportation du pouvoir qu'il put accomplir les desseins de ceux qui le détenaient. Seule

l'accumulation illimitée du pouvoir était capable de susciter l'accumulation illimitée du capital.

Les investissements à l'étranger – exportation de capital qui avait débuté comme mesure d'urgence – devinrent l'un des aspects caractéristiques de tous les systèmes économiques dès qu'ils se trouvèrent sous la protection d'un pouvoir exporté. Le concept impérialiste d'expansion, selon lequel l'expansion est une fin en soi et non un moyen temporaire, fit son apparition dans la pensée politique lorsqu'il fut devenu manifeste que l'une des fonctions permanentes les plus importantes de l'État-nation allait être l'expansion du pouvoir. Les agents de la violence appointés par l'État constituèrent bientôt une nouvelle classe à l'intérieur des nations et, bien que leur champ d'action fût très éloigné de la métropole, ils se mirent à exercer une influence considérable sur le corps politique de celle-ci. Étant donné qu'ils n'étaient en fait rien d'autre que des fonctionnaires de la violence, ils ne pouvaient penser qu'en termes d'une politique de pouvoir. Ils furent les premiers à proclamer, en tant que classe et forts de leur expérience quotidienne, que le pouvoir est l'essence de toute structure politique. L'aspect novateur de cette philosophie politique impérialiste n'est pas d'avoir accordé une telle prépondérance à la violence, ni d'avoir découvert que le pouvoir est l'une des réalités fondamentales de la politique. La violence a toujours été *Yultima ratio* en matière d'action politique, et le pouvoir a toujours été l'expression visible de l'autorité et du gouvernement. Mais jamais auparavant ni la violence ni le pouvoir n'avaient représenté le but conscient d'un corps politique ou l'enjeu ultime d'une politique définie. Car le pouvoir livré à lui-même ne saurait produire autre chose que davantage encore de pouvoir, et la violence exercée au nom du pouvoir (et non de la loi) devient un principe de destruction qui ne cessera que lorsqu'il n'y aura plus rien à violenter.

Cette contradiction, que l'on retrouvera dans toutes les politiques de pouvoir qui suivront, prend toutefois un semblant

de sens si on la considère dans le contexte d'un processus supposé permanent et qui n'a pas d'autre terme ou d'autre finalité que lui-même. Alors, en effet, il devient possible de dire que le succès en soi n'a plus la moindre signification, et de considérer le pouvoir comme le moteur perpétuel et autonome de toute action politique, correspondant à la légende de l'accumulation perpétuelle de l'argent qui engendre l'argent. Le concept d'expansion illimitée, seul capable de répondre à l'espérance d'une accumulation illimitée du capital et qui entraîne la vaine accumulation de pouvoir, rend la constitution de nouveaux corps politiques – qui, jusqu'à l'ère de l'impérialisme, avait toujours été une conséquence de la conquête – pratiquement impossible. En fait, sa suite logique est la destruction de toutes les communautés humaines, tant celles des peuples conquis que celles des peuples de la métropole. Car, livrée à elle-même, toute structure politique neuve ou ancienne développe des forces stabilisatrices qui font obstacle à une transformation et à une expansion constantes. C'est pourquoi les corps politiques apparaissent tous comme des obstacles momentanés dès lors qu'ils sont considérés comme membres du flux éternel d'un pouvoir toujours croissant.

Alors qu'au temps de l'impérialisme modéré les administrateurs de ce pouvoir sans cesse grandissant ne cherchaient même pas à incorporer les territoires conquis et qu'ils préservaient les communautés politiques existantes de ces pays arriérés comme les vestiges désertés d'une vie révolue, leurs successeurs totalitaires se sont acharnés à dissoudre et à détruire toutes les structures politiquement stables, aussi bien les leurs que celles des autres peuples. L'exportation de la violence avait suffi à faire des serviteurs des maîtres, sans leur donner la prérogative du maître : la possibilité de créer du nouveau. La concentration monopolistique et l'immense accumulation de la violence dans la métropole firent de ses serviteurs les agents actifs de la destruction, jusqu'à ce que

l'expansion totalitaire devînt finalement une force de destruction dirigée contre les nations et contre les peuples.

Le pouvoir devint l'essence de l'action politique et le centre de la pensée politique lorsqu'il fut séparé de la communauté politique qu'il était supposé servir. Il est vrai que c'est un facteur économique qui avait tout déclenché. Mais ce qui en est résulté, à savoir l'avènement du pouvoir comme unique contenu de la politique, et de l'expansion comme son unique but, n'aurait sans doute pas rencontré une approbation aussi unanime, de même que la dissolution du corps politique de la nation n'aurait pas à son tour rencontré si peu d'opposition, si ces phénomènes n'avaient pas eux-mêmes répondu aussi parfaitement aux désirs cachés et aux secrètes convictions des classes économiquement et socialement dominantes. La bourgeoisie, que l'État – nation et son propre désintérêt pour les affaires publiques avaient si longtemps tenue à l'écart du gouvernement, doit son émancipation politique à l'impérialisme.

L'impérialisme doit être compris comme la première phase de la domination politique de la bourgeoisie bien plus que comme le stade ultime du capitalisme. On sait assez que, jusque-là, les classes possédantes n'avaient guère aspiré à gouverner, et qu'elles s'étaient accommodées de bon gré de n'importe quelle forme d'État pourvu que celui-ci garantît la protection des droits de la propriété. Pour elles, en effet, l'État n'avait jamais été qu'une police bien organisée. Cette fausse modestie avait néanmoins curieusement abouti à maintenir la classe bourgeoise tout entière en dehors du corps politique ; avant d'être sujets d'un monarque ou citoyens d'une république, les membres de la bourgeoisie étaient essentiellement des personnes privées. Ce caractère privé, allié au souci primordial de s'enrichir, avait créé un ensemble de modèles de comportement qui s'expriment dans tous ces proverbes – « le succès sourit au succès », « la raison du plus fort est toujours la meilleure », « qui veut la fin veut les

moyens », etc. – qui naissent fatalement de l'expérience d'une société de concurrence.

Quand, à l'ère de l'impérialisme, les hommes d'affaires devinrent des politiciens et qu'ils se virent acclamés au même titre que des hommes d'État, alors que les hommes d'État n'étaient pris au sérieux que s'ils parlaient le langage des hommes d'affaires couronnés par le succès et « pensaient en termes de continents », ces pratiques et ces procédés qui étaient ceux de particuliers se transformèrent peu à peu en règles et en principes applicables à la conduite des affaires publiques. Le fait marquant, à propos de ce processus de réévaluation qui a commencé à la fin du siècle dernier et se poursuit encore aujourd'hui, tient à ce qu'il est né avec la mise en pratique des convictions bourgeoises en matière de politique étrangère et ne s'est étendu que lentement à la politique intérieure. Par conséquent, les nations concernées furent à peine conscientes que l'imprudence qui avait toujours prévalu dans la vie privée, et contre laquelle le corps public avait toujours dû se protéger et protéger ses citoyens en tant qu'individus, allait être élevée au rang de principe politique officiellement consacré.

Il est significatif que les champions modernes du pouvoir s'accordent totalement avec la philosophie de l'unique grand penseur qui prétendit jamais dériver le bien public des intérêts privés et qui, au nom du bien privé, conçut et esquissa l'idée d'une République qui aurait pour base et pour fin ultime l'accumulation du pouvoir. Hobbes est en effet le seul grand philosophe que la bourgeoisie puisse revendiquer à juste titre comme exclusivement sien, même si la classe bourgeoise a mis longtemps à reconnaître ses principes. Dans son *Léviathan* ⁶¹⁰, Hobbes a exposé la seule théorie politique selon laquelle l'État ne se fonde pas sur une quelconque loi constitutive – que ce soit la loi divine, la loi naturelle, ou celle du contrat social – déterminant les droits et interdits de l'intérêt individuel vis-à-vis des affaires publiques, mais sur les intérêts individuels eux-

mêmes, de sorte que « l'intérêt privé est le même que l'intérêt public ⁶¹¹ ».

Il n'est pratiquement pas un seul modèle de la morale bourgeoise qui n'ait été anticipé par la magnificence hors pair de la logique de Hobbes. Il donne un portrait presque complet, non pas de l'Homme, mais du bourgeois, analyse qui en trois cents ans n'a été ni dépassée ni améliorée. « La Raison [...] n'est rien d'autre qu'un Calcul » ; « Sujet libre, libre Arbitre [sont] des mots [...] vides de sens ; c'est-à-dire Absurdes. » Être privé de raison, incapable de vérité, sans libre arbitre – c'est-à-dire incapable de responsabilité – l'homme est essentiellement une fonction de la société et sera en conséquence jugé selon sa « valeur ou [sa] fortune [...] son prix ; c'est-à-dire la somme correspondant à l'usage de son pouvoir ». Ce prix est constamment évalué et réévalué par la société, l'« estime des autres » variant selon la loi de l'offre et de la demande.

Pour Hobbes, le pouvoir est le contrôle accumulé qui permet à l'individu de fixer les prix et de moduler l'offre et la demande de manière qu'elles contribuent à son propre profit. L'individu envisagera son profit dans un isolement complet, du point de vue d'une minorité absolue, pourrait-on dire ; il s'apercevra alors qu'il ne peut œuvrer et satisfaire à son intérêt sans l'appui d'une quelconque majorité. Par conséquent, si l'homme n'est réellement motivé que par ses seuls intérêts individuels, la soif de pouvoir doit être la passion fondamentale de l'homme. C'est elle qui règle les relations entre individu et société, et toutes les autres ambitions, richesse, savoir et honneur, en découlent elles aussi. Dans la lutte pour le pouvoir comme dans leurs aptitudes innées au pouvoir, Hobbes souligne que tous les hommes sont égaux ; en effet, l'égalité des hommes entre eux se fonde sur le fait que chaque homme a par nature assez de pouvoir pour en tuer un autre. La ruse peut compenser la faiblesse. Leur égalité en tant que meurtriers en puissance place tous les hommes dans la même insécurité, d'où le besoin d'avoir un État. La

*raison d'être** de l'État est le besoin de sécurité éprouvé par l'individu, qui se sent menacé par tous ses semblables.

L'aspect crucial du portrait de l'homme tracé par Hobbes n'est pas du tout ce pessimisme réaliste qui lui a valu tant d'éloges à une époque récente. Car si l'homme était vraiment la créature que Hobbes a voulu voir en lui, il serait incapable de fonder le moindre corps politique. Hobbes, en effet, ne parvient pas – et d'ailleurs ne cherche pas – à faire entrer nettement cette créature dans une communauté politique. L'Homme de Hobbes n'a aucun devoir de loyauté envers son pays si celui-ci est vaincu, et il est pardonné pour toutes ses trahisons si jamais il est fait prisonnier. Ceux qui vivent à l'extérieur de la République (les esclaves, par exemple) n'ont pas davantage d'obligations envers leurs semblables, mais sont autorisés à en tuer autant qu'ils peuvent ; en revanche, « résister au Glaive de la République afin de porter secours à un autre homme, coupable ou innocent, aucun homme n'en a la Liberté », ce qui signifie qu'il n'y a ni solidarité ni responsabilité entre l'homme et son prochain. Ce qui les lie est un intérêt commun qui peut être « quelque crime Capital, pour lequel chacun d'entre eux s'attend à mourir » ; dans ce cas, ils ont le droit de « résister au Glaive de la République », de « se rassembler, et se secourir, et se défendre l'un l'autre [...] ». Car ils ne font que défendre leurs vies ». Ainsi, pour Hobbes, la solidarité dans n'importe quelle forme de communauté est une affaire temporaire et limitée ; elle ne modifie pas essentiellement le caractère solitaire et privé de l'individu (qui ne trouve « aucun plaisir mais au contraire mille chagrins dans la fréquentation de ses semblables, lorsque aucun pouvoir ne réussit à les tenir tous en respect ») ni ne crée de liens permanents entre lui-même et ses semblables. C'est comme si le portrait de l'homme tracé par Hobbes allait à l'encontre de son projet, qui consiste à fonder la République, et qu'il avançait à la place un modèle cohérent de comportements par le biais desquels toute communauté véritable peut être facilement détruite. D'où l'instabilité

inhérente et avouée de la République de Hobbes qui, dans sa conception, inclut sa propre dissolution – « quand, à l'occasion d'une guerre (étrangère ou intestine) les ennemis emportent la Victoire finale [...] alors la République est dissoute et chaque homme se trouve libre de se protéger » –, instabilité d'autant plus frappante que le but primordial et répété de Hobbes était d'assurer un maximum de sécurité et de stabilité.

Ce serait commettre une grave injustice envers Hobbes et sa dignité de philosophe que de considérer son portrait de l'homme comme une tentative de réalisme psychologique ou de vérité philosophique. En fait, Hobbes ne s'intéresse ni à l'un ni à l'autre, son seul et unique souci étant la structure politique elle-même, et il décrit les aspects de l'homme selon les besoins du Léviathan. Au nom du raisonnement et de la persuasion, il présente son schéma politique comme s'il partait d'une analyse réaliste de l'homme, être qui « désire pouvoir après pouvoir », et comme s'il s'appuyait sur cette analyse pour concevoir un corps politique parfaitement adapté à cet animal assoiffé de pouvoir. Le véritable processus, c'est-à-dire le seul processus dans lequel son concept de l'homme ait un sens et dépasse la banalité manifeste d'une méchanceté humaine reconnue, est précisément à l'opposé.

Ce corps politique nouveau était conçu au profit de la nouvelle société bourgeoise telle qu'elle était apparue au cours du xvii^e siècle, et cette peinture de l'homme est une esquisse du type d'Homme nouveau qui s'accorderait avec elle. La République a pour fondement la délégation du pouvoir et non des droits. Elle acquiert le monopole de l'assassinat et offre en retour une garantie conditionnelle contre le risque d'être assassiné. La sécurité est assurée par la loi, qui est une émanation directe du monopole du pouvoir dont jouit l'État (et n'est pas établie par l'homme en vertu des critères humains du bien et du mal). Et comme cette loi découle directement du pouvoir absolu, elle représente une nécessité absolue aux yeux de l'individu qu'elle régit. En ce qui concerne la loi de l'État – à

savoir le pouvoir accumulé par la société et monopolisé par l'État –, il n'est plus question de bien ou de mal, mais uniquement d'obéissance absolue, du conformisme aveugle de la société bourgeoise.

Privé de droits politiques, l'individu, pour qui la vie publique et officielle se manifeste sous l'apparence de la nécessité, acquiert un intérêt nouveau et croissant pour sa vie privée et son destin personnel. Exclu d'une participation à la conduite des affaires publiques qui concernent tous les citoyens, l'individu perd sa place légitime dans la société et son lien naturel avec ses semblables. Il ne peut désormais juger sa vie privée personnelle que par comparaison avec celle d'autrui, et ses relations avec ses semblables à l'intérieur de la société prennent la forme de la compétition. Une fois les affaires publiques réglées par l'État sous le couvert de la nécessité, les carrières sociales ou politiques des concurrents deviennent la proie du hasard. Dans une société d'individus, tous pourvus par la nature d'une égale aptitude au pouvoir et semblablement protégés les uns des autres par l'État, seul le hasard peut décider des vainqueurs ⁶¹².

Selon les critères bourgeois, ceux à qui la chance ou le succès ne sourient jamais sont automatiquement rayés de la compétition, laquelle est la vie de la société. La bonne fortune s'identifie à l'honneur, la mauvaise à la honte. En déléguant ses droits politiques à l'État, l'individu lui abandonne également ses responsabilités sociales : il demande à l'État de le soulager du fardeau que représentent les pauvres, exactement comme il demande à être protégé contre les criminels. La différence entre indigent et criminel disparaît – tous deux se tenant en dehors de la société. Ceux qui n'ont pas de succès sont dépouillés de la vertu que leur avait léguée la civilisation classique ; ceux qui n'ont pas de chance ne peuvent plus en appeler à la charité chrétienne.

Hobbes libère tous les bannis de la société – ceux qui n'ont pas de succès, ceux qui n'ont pas de chance, les criminels – de

toutes leurs obligations envers la société et envers l'État si ce dernier ne prend pas soin d'eux. Ils peuvent lâcher la bride à leur soif de pouvoir et sont invités à tirer profit de leur aptitude élémentaire à tuer, restaurant ainsi cette égalité naturelle que la société ne dissimule que par opportunisme. Hobbes prévoit et justifie l'organisation des déclassés sociaux en un gang de meurtriers comme une issue logique de la philosophie morale de la bourgeoisie.

Étant donné que le pouvoir est essentiellement et exclusivement le moyen d'arriver à une fin, une communauté fondée seulement sur le pouvoir doit tomber en ruine dans le calme de l'ordre et de la stabilité ; sa complète sécurité révèle qu'elle est construite sur du sable. C'est seulement en gagnant toujours plus de pouvoir qu'elle peut garantir le statu quo ; c'est uniquement en étendant constamment son autorité par le biais du processus d'accumulation du pouvoir qu'elle peut demeurer stable. La République de Hobbes est une structure vacillante qui doit sans cesse se procurer de nouveaux appuis à l'extérieur si elle ne veut pas sombrer du jour au lendemain dans le chaos dépourvu de but et de sens des intérêts privés dont elle est issue. Pour justifier la nécessité d'accumuler le pouvoir, Hobbes s'appuie sur la théorie de l'état de nature, la « condition de guerre perpétuelle » de tous contre tous dans laquelle les divers États individuels demeurent encore les uns vis-à-vis des autres exactement comme l'étaient leurs sujets respectifs avant de se soumettre à l'autorité d'une République ⁶¹³. Cet état permanent de guerre potentielle garantit à la République une espérance de permanence parce qu'il donne à l'État la possibilité d'accroître son pouvoir aux dépens des autres États.

Ce serait une erreur de prendre à la légère la contradiction manifeste entre le plaidoyer de Hobbes pour la sécurité de l'individu et l'instabilité fondamentale de sa République. Là encore il s'efforce de convaincre, de faire appel à certains instincts de sécurité fondamentaux dont il savait bien qu'ils ne pourraient survivre, chez les sujets du *Léviathan*, que sous la

forme d'une soumission absolue au pouvoir qui « en impose à tous », autrement dit à une peur omniprésente, irrépressible – ce qui n'est pas exactement le sentiment caractéristique d'un homme en sécurité. Le véritable point de départ de Hobbes est une analyse extrêmement pénétrante des besoins politiques du nouveau corps social de la bourgeoisie montante, chez qui la confiance fondamentale en un processus perpétuel d'accumulation des biens allait bientôt éliminer toute sécurité individuelle. Hobbes tirait les conclusions nécessaires des modèles de comportement social et économique quand il proposait ses changements révolutionnaires en matière de constitution politique. Il esquissait le seul corps politique possible capable de répondre aux besoins et aux intérêts d'une classe nouvelle. Ce qu'il donnait, au fond, c'était le portrait de l'homme tel qu'il allait devoir devenir et tel qu'il allait devoir se comporter s'il voulait entrer dans le moule de la future société bourgeoise.

L'insistance de Hobbes à faire du pouvoir le moteur de toutes choses humaines et divines (même le règne de Dieu sur les hommes est « dérivé, non pas de la Création [...] mais de l'irrésistible Pouvoir ») découlait de la proposition théoriquement irréfutable selon laquelle une accumulation indéfinie de biens doit s'appuyer sur une accumulation indéfinie de pouvoir. Le corollaire philosophique de l'instabilité essentielle d'une communauté fondée sur le pouvoir est l'image d'un processus historique perpétuel qui, afin de demeurer en accord avec le développement constant du pouvoir, se saisit inexorablement des individus, des peuples et, finalement, de l'humanité entière. Le processus illimité d'accumulation du capital a besoin de la structure politique d'« un Pouvoir illimité », si illimité qu'il peut protéger la propriété croissante en augmentant sans cesse sa puissance. Compte tenu du dynamisme fondamental de la nouvelle classe sociale, il est parfaitement exact qu'« il ne saurait s'assurer du pouvoir et des moyens de vivre bien, dont il jouit présentement, sans en

acquérir davantage ». Cette conclusion ne perd rien de sa logique même si, en trois cents ans, il ne s'est trouvé ni un roi pour « convertir cette Vérité de la Spéculation en l'Utilité de la Pratique », ni une bourgeoisie dotée d'une conscience politique et d'une maturité économique suffisantes pour adopter ouvertement la philosophie du pouvoir de Hobbes.

Ce processus d'accumulation indéfinie du pouvoir nécessaire à la protection d'une accumulation indéfinie du capital a suscité l'idéologie « progressiste » de la fin du xix^e siècle et préfiguré la montée de l'impérialisme. Ce n'est pas l'illusion naïve d'une croissance illimitée de la propriété, mais bien la claire conscience que seule l'accumulation du pouvoir pouvait garantir la stabilité des prétendues lois économiques, qui ont rendu le progrès inéluctable. La notion de progrès du xvm^e siècle, telle que la concevait la France prérévolutionnaire, ne faisait la critique du passé que pour mieux maîtriser le présent et contrôler l'avenir ; le progrès trouvait son apogée dans l'émancipation

de l'homme. Mais cette notion n'avait que peu de rapport avec le progrès sans fin de la société bourgeoise, qui non seulement s'oppose à la liberté et à l'autonomie de l'homme, mais qui, de plus, est prête à sacrifier tout et tous à des lois historiques prétendument suprahumaines. « Ce que nous appelons progrès, c'est [le] vent [qui] guide irrésistiblement [l'ange de l'histoire] jusque dans le futur auquel il tourne le dos cependant que devant lui l'amas des ruines s'élève jusqu'aux cieux ⁶¹⁴ . » C'est seulement dans le rêve de Marx d'une société sans classes qui, selon les mots de Joyce, allait réveiller l'humanité du cauchemar de l'histoire, qu'une ultime – bien qu'utopique – influence du concept du xvm^e siècle apparaît encore.

L'homme d'affaires pro-impérialiste, que les étoiles ennuyaient parce qu'il ne pouvait pas les annexer, avait vu que le pouvoir organisé au nom du pouvoir engendrait un pouvoir

accru. Quand l'accumulation du capital eut atteint ses limites naturelles, nationales, la bourgeoisie comprit que ce serait seulement avec une idéologie selon laquelle « l'expansion, tout est là » et seulement avec un processus d'accumulation du pouvoir correspondant que l'on pourrait remettre le vieux moteur en marche. Néanmoins, au moment même où il semblait que le véritable principe du mouvement perpétuel venait d'être découvert, l'esprit explicitement optimiste de l'idéologie du progrès se voyait ébranlé. Non que quiconque commençât à douter du caractère inéluctable du processus lui-même ; mais beaucoup commençaient à voir ce qui avait effrayé Cecil Rhodes, à savoir que la condition humaine et les limitations du globe opposaient un sérieux obstacle à un processus qui ne pouvait ni cesser ni se stabiliser, mais seulement déclencher les unes après les autres toute une série de catastrophes destructrices une fois ces limites atteintes.

À l'époque impérialiste, une philosophie du pouvoir devint la philosophie de l'élite qui découvrit bientôt – et fut rapidement prête à admettre – que la soif de pouvoir ne saurait être étanchée que par la destruction. Telle fut la principale raison d'être de son nihilisme (particulièrement manifeste en France au tournant du siècle, et en Allemagne dans les années 20) qui remplaçait la croyance superstitieuse au progrès par une croyance non moins superstitieuse et vulgaire en la chute, et qui prêchait l'annihilation automatique avec autant d'enthousiasme qu'en avaient mis les fanatiques du progrès automatique à prêcher le caractère inéluctable des lois économiques. Il avait fallu trois siècles pour que Hobbes, ce grand adorateur du Succès, puisse enfin triompher. La Révolution française en avait été pour une part responsable, qui, avec sa conception de l'homme comme législateur et comme *citoyen**, avait failli réussir à empêcher la bourgeoisie de développer pleinement sa notion de l'histoire comme processus nécessaire. Cela résultait également des implications révolutionnaires de la République, de sa rupture farouche avec

la tradition occidentale, que Hobbes n'avait pas manqué de souligner. Tout homme, toute pensée qui n'œuvrent ni ne se conforment au but ultime d'une machine, dont le seul but est la génération et l'accumulation du pouvoir, sont dangereusement gênants. Hobbes estimait que les livres des « Grecs et des Romains de l'Antiquité » étaient aussi « nuisibles » que l'enseignement chrétien d'un « Summum bonum [...] tel qu'[il] est dit dans les Livres des anciens Moralistes », ou que la doctrine du « quoi qu'un homme fasse contre sa Conscience est Péché », ou que « les Lois sont les Règles du Juste et de l'injuste ». La profonde méfiance de Hobbes à l'égard de toute la tradition de la pensée politique occidentale ne nous surprendra pas si nous nous souvenons seulement qu'il souhaitait ni plus ni moins la justification de la Tyrannie qui, pour s'être exercée à plusieurs reprises au cours de l'histoire de l'Occident, n'a cependant jamais connu les honneurs d'un fondement philosophique. Hobbes est fier de reconnaître que le Léviathan se résume en fin de compte à un gouvernement permanent de la tyrannie : « le nom de Tyrannie ne signifie pas autre chose que le nom de Souveraineté... » ; « pour moi, tolérer une haine déclarée de la Tyrannie, c'est tolérer la haine de la République en général... ».

En tant que philosophe, Hobbes avait déjà pu déceler dans l'essor de la bourgeoisie toutes les qualités antitraditionalistes de cette classe nouvelle qui devait mettre plus de trois cents ans à arriver à maturité. Son *Léviathan* n'avait rien à voir avec une spéculation oiseuse sur de nouveaux principes politiques, ni avec la vieille quête de la raison telle qu'elle gouverne la communauté des hommes ; il n'était que le strict « calcul des conséquences » découlant de l'essor d'une classe nouvelle dans une société fondamentalement liée à la propriété conçue comme élément dynamique générateur d'une propriété toujours nouvelle. La fameuse accumulation du capital qui a donné naissance à la bourgeoisie a changé les notions mêmes de propriété et de richesse : on ne les considérait plus

désormais comme les résultats de l'accumulation et de l'acquisition, mais bien comme leurs préalables ; la richesse devenait un moyen illimité de s'enrichir. Étiqueter la bourgeoisie comme classe possédante n'est que superficiellement correct, étant donné que l'une des caractéristiques de cette classe était que quiconque pouvait en faire partie du moment qu'il concevait la vie comme un processus d'enrichissement perpétuel et considérait l'argent comme quelque chose de sacro-saint, qui ne saurait en aucun cas se limiter à un simple bien de consommation.

En elle-même, la propriété est néanmoins vouée à être employée et consommée, et elle s'amenuise donc constamment. La forme de possession la plus radicale et la seule vraiment sûre est la destruction, car seules les choses que nous avons détruites sont à coup sûr et définitivement nôtres. Les possédants qui ne consomment pas mais s'acharnent à étendre leur avoir se heurtent continuellement à une limitation bien fâcheuse, à savoir que les hommes doivent malheureusement mourir. La mort, voilà la véritable raison pour laquelle propriété et acquisition ne pourront jamais devenir un principe politique authentique. Un système social essentiellement fondé sur la propriété est incapable d'aller vers autre chose que la destruction finale de toute forme de propriété. Le caractère limité de la vie de l'individu est un obstacle aussi sérieux pour la propriété en tant que fondement de la société que les limites du globe pour l'expansion en tant que fondement du corps politique. Du fait qu'elle transcende les limites de la vie humaine en misant sur une croissance automatique et continue de la richesse au-delà de tous les besoins personnels et de toutes les possibilités de consommation imaginables, la propriété individuelle est promue au rang d'affaire publique et sort du domaine de la stricte vie privée. Les intérêts privés, qui sont par nature temporaires, limités par l'espérance de vie naturelle de l'homme, peuvent désormais chercher refuge dans la sphère des affaires publiques et leur emprunter la pérennité

indispensable à l'accumulation continue. Il semble ainsi se créer une société très proche de celle des fourmis et des abeilles, où « le bien Commun ne diffère pas du bien Privé ; leur nature les poussant à satisfaire leur profit personnel, elles œuvrent du même coup au profit commun ».

Comme les hommes ne sont néanmoins ni des fourmis ni des abeilles, tout cela n'est qu'illusion. La vie publique prend l'aspect fallacieux d'une somme d'intérêts privés comme si ces intérêts pouvaient suffire à créer une qualité nouvelle par le simple fait de s'additionner. Tous les concepts politiques prétendument libéraux (c'est-à-dire toutes les notions politiques pré-impérialistes de la bourgeoisie) – tel celui d'une compétition illimitée réglée par quelque secret équilibre découlant mystérieusement de la somme totale des activités en compétition, celui de la quête d'un « intérêt personnel éclairé » comme vertu politique adéquate, ou celui d'un progrès illimité contenu dans la simple succession des événements – ont un point commun : ils mettent tout simplement bout à bout les vies privées et les modèles de comportement individuels et présentent cette somme comme des lois historiques, économiques ou politiques. Les concepts libéraux, qui expriment la méfiance instinctive et l'hostilité foncière de la bourgeoisie à l'égard des affaires publiques, ne sont toutefois qu'un compromis momentané entre les vieux principes de la culture occidentale et la foi de la classe nouvelle en la propriété en tant que principe dynamique en soi. Les anciennes valeurs finissent par perdre tant de terrain que la richesse et sa croissance automatique se substituent en réalité à l'action politique.

Bien que jamais reconnu officiellement, Hobbes fut le véritable philosophe de la bourgeoisie, parce qu'il avait compris que seule la prise de pouvoir politique peut garantir l'acquisition de la richesse conçue comme processus perpétuel, dans la mesure où le processus d'accumulation doit tôt ou tard détruire les limites territoriales existantes. Il avait deviné qu'une société qui s'était engagée sur la voie de l'acquisition

perpétuelle devait mettre sur pied une organisation politique dynamique, capable de produire à son tour un processus perpétuel de génération du pouvoir. Il sut même, par la seule puissance de son imagination, esquisser les principaux traits psychologiques du nouveau type d'homme capable de s'adapter à une telle société et à son corps politique tyrannique. Il devina que ce nouveau type humain devrait nécessairement idolâtrer le pouvoir lui-même, qu'il se flatterait d'être traité d'animal assoiffé de pouvoir, alors qu'en fait la société le contraindrait à se démettre de toutes ses forces naturelles, vertus et vices, pour faire de lui ce pauvre type qui n'a même pas le droit de s'élever contre la tyrannie et qui, loin de lutter pour le pouvoir, se soumet à n'importe quel gouvernement en place et ne bronche même pas quand son meilleur ami tombe, victime innocente, sous le coup d'une incompréhensible *raison d'État**. Car un État fondé sur le pouvoir accumulé et monopolisé de tous ses membres individuels laisse nécessairement chacun impuissant, privé de ses facultés naturelles et humaines. Ce régime le laisse dégradé, simple rouage de la machine à accumuler le pouvoir ; libre à lui de se consoler avec de sublimes pensées sur le destin suprême de cette machine, construite de telle sorte qu'elle puisse dévorer le globe en obéissant simplement à sa propre loi interne.

L'ultime objectif destructeur de cet État est au moins indiqué par l'interprétation philosophique de l'égalité humaine comme « égalité dans l'aptitude » à tuer. Vivant avec toutes les autres nations « dans une situation de conflit perpétuel et, aux confins de l'affrontement, ses frontières en armes et ses canons de toutes parts pointés sur ses voisins », cet État n'a d'autre règle de conduite que celle qui « concourt le plus à son profit ». Il dévorera peu à peu les structures les plus faibles jusqu'à ce qu'il en arrive à une ultime guerre « qui fixera le sort de chaque homme dans la Victoire ou dans la Mort ».

« Victoire ou Mort » : fort de cela, le Léviathan peut certes balayer toutes les limitations politiques découlant de l'existence

des autres peuples et englober la terre entière dans sa tyrannie. Mais quand survient la dernière guerre et que chaque homme y a pourvu, une paix ultime n'est pas pour autant établie sur terre : la machine à accumuler le pouvoir, sans qui l'expansion continue n'aurait pu être menée à bien, a encore besoin d'une proie à dévorer dans son fonctionnement perpétuel. Si le dernier État victorieux n'est pas en mesure de se mettre à « annexer les planètes », il n'a plus qu'à se détruire lui-même afin de reprendre à son origine le processus perpétuel de génération du pouvoir.

III. L'ALLIANCE DE LA POPULACE ET DU CAPITAL

Lorsque l'impérialisme fit son entrée sur la scène politique, à l'occasion de la mêlée pour l'Afrique des années 1880, ce fut à l'instigation des hommes d'affaires, contre l'opposition sans merci des gouvernements en place, et avec le soutien d'une partie étonnamment importante des classes cultivées ⁶¹⁵. Pour ces dernières, il paraissait un don de Dieu, un remède à tous les maux, une panacée facile pour tous les conflits. Et il est vrai que, en un sens, l'impérialisme ne déçut point ces espérances. Il donna un nouveau souffle à des structures politiques et sociales que menaçaient très clairement les nouvelles forces sociales et politiques et qui, en d'autres circonstances, sans l'interférence des développements impérialistes, n'auraient guère eu besoin de deux guerres mondiales pour disparaître.

Dans le contexte de l'époque, l'impérialisme balayait toutes les difficultés et offrait ce semblant de sécurité, si universel dans l'Europe d'avant – guerre, qui trompait tout le monde à l'exception des esprits les plus fins. Péguy en France et Chesterton en Angleterre avaient compris d'instinct qu'ils vivaient dans un monde de faux-semblants et que sa stabilité constituait le pire des mensonges. Jusqu'à ce que tout se mît à tomber en miettes, la stabilité de structures politiques manifestement dépassées était un fait, et leur longévité

impavide et obstinée semblait faire mentir ceux qui sentaient le sol trembler sous leurs pieds. La solution de l'énigme, c'était l'impérialisme. À la question fatidique : pourquoi le concert des nations européennes a-t-il permis à ce fléau de se répandre jusqu'à ce que tout fût détruit, le bon comme le mauvais, la réponse est que tous les gouvernements sans exception savaient parfaitement que leurs pays étaient secrètement en train de se désintégrer, que le corps politique se détruisait de l'intérieur et qu'ils vivaient en sursis.

Sous un abord assez inoffensif, l'expansion apparut dans un premier temps comme le débouché pour l'excédent de capitaux auquel elle offrait un remède : l'exportation du capital ⁶¹⁶ . L'enrichissement galopant qu'avait provoqué la production capitaliste dans un système social fondé sur la distribution inégalitaire avait abouti à la « surépargne », autrement dit l'accumulation d'un capital condamné à l'inertie à l'intérieur des capacités nationales existantes à produire et à consommer. C'était véritablement de l'argent superflu, utile à personne, bien que détenu par une classe de plus en plus importante de quidams. Les crises et dépressions qui suivirent pendant les décennies du pré-impérialisme ⁶¹⁷ avaient

conforté les capitalistes dans l'idée que leur système économique de production tout entier dépendait d'une offre et d'une demande qui devaient désormais provenir de « l'extérieur de la société capitaliste ⁶¹⁸ ». Ce système d'offre et de demande venait de l'intérieur de la nation tant que le système capitaliste ne contrôlait pas toutes ses classes au moyen de la totalité de sa capacité productive. Lorsque le capitalisme eut pénétré la structure économique tout entière et que toutes les couches sociales se trouvèrent dans l'orbite de son système de production et de consommation, les capitalistes eurent clairement à choisir entre voir s'écrouler le système entier ou bien trouver de nouveaux marchés, autrement dit pénétrer de nouveaux pays qui n'étaient pas encore soumis au

capitalisme et qui pouvaient par conséquent fournir un système d'offre et de demande nouveau, non capitaliste.

Les dépressions des années 1860 et 1870, qui ont ouvert l'ère de l'impérialisme, ont joué un rôle décisif en contraignant la bourgeoisie à prendre conscience pour la première fois que le péché originel de pillage pur et simple qui, des siècles auparavant, avait permis « l'accumulation originelle du capital » (Marx) et amorcé toute l'accumulation à venir, allait finalement devoir se répéter si l'on ne voulait pas voir soudain mourir le moteur de l'accumulation ⁶¹⁹. Face à ce danger, qui ne menaçait pas uniquement la bourgeoisie, mais aussi la nation tout entière, d'une chute catastrophique de la production, les producteurs capitalistes comprirent que les formes et les lois de leur système de production « avaient depuis l'origine été calculées à l'échelle de la terre entière ⁶²⁰ ».

La première réaction à la saturation du marché intérieur, à la pénurie de matières premières et aux crises grandissantes fut l'exportation de capi – tal. Les détenteurs de la richesse superflue tentèrent d'abord d'investir à l'étranger sans volonté d'expansion ni de contrôle politique, ce qui eut pour résultat une orgie sans pareille d'escroqueries, de scandales financiers et de spéculations boursières, d'autant plus alarmante que les investissements à l'étranger rapportaient beaucoup plus que les investissements intérieurs ⁶²¹. Les gros sous issus de la surépargne ouvraient la voie au modeste bas de laine, fruit du travail du petit peuple. De la même manière, les entreprises métropolitaines, soucieuses de ne pas se laisser distancer par les gros profits de l'investissement à l'étranger, en vinrent elles aussi à des méthodes frauduleuses et attirèrent un nombre croissant de gens qui jetaient l'argent par les fenêtres dans l'espoir d'en tirer des profits miraculeux. Le scandale de Panama en France, le *Gründungsschwindel* ⁶²² en Allemagne et en Autriche, devinrent des exemples classiques. En contrepartie des énormes profits promis, on assistait à des pertes énormes. Les petits épargnants perdirent tant et si vite que les détenteurs

du gros capital superflu restèrent bientôt seuls en course sur ce qui était, en un sens, un champ de bataille. Après avoir échoué à transformer la société entière en une communauté de joueurs, ils se sentaient encore une fois superflus, exclus du processus normal de production auquel toutes les autres classes, après un certain émoi, revinrent tranquillement, bien que quelque peu appauvries et aigries ⁶²³. L'exportation de l'argent et l'investissement à l'étranger ne sont pas en eux-mêmes l'impérialisme et ne mènent pas nécessairement à l'expansion érigée en système politique. Tant que les détenteurs du capital superflu se contentaient d'investir « une part importante de leurs biens dans des contrées étrangères », même si cette tendance allait « à l'encontre de toutes les traditions nationalistes passées ⁶²⁴ », ils ne faisaient guère que confirmer leur séparation d'avec un corps national dont ils étaient de toute manière les parasites. C'est seulement lorsqu'ils demandèrent aux gouvernements de protéger leurs investissements (une fois que l'escroquerie des débuts leur eut ouvert les yeux sur la possibilité d'utiliser la politique contre les risques du jeu) qu'ils reprirent place dans la vie de la nation. À cet égard, ils suivaient néanmoins la tradition bien établie de la société bourgeoise, consistant à ne voir dans les institutions politiques qu'un instrument destiné à protéger la propriété individuelle ⁶²⁵. Seule l'heureuse coïncidence de l'essor d'une nouvelle classe de propriétaires avec la révolution industrielle avait fait de la bourgeoisie le promoteur et le nerf de la production. Tant qu'elle remplissait cette fonction essentielle dans la société moderne, qui est surtout une communauté de producteurs, sa richesse jouait un rôle important pour la nation dans son ensemble. Les détenteurs du capital superflu ont été la première fraction de la classe bourgeoise à vouloir des profits sans remplir de réelle fonction sociale – fût-ce la fonction de producteur exploitant – et la première, par conséquent, qu'aucune police n'aurait pu protéger contre la colère du peuple.

Dès lors, l'expansion représentait une planche de salut pas seulement pour le capital superflu. Plus important encore, elle protégeait les détenteurs de ce capital contre la perspective menaçante de demeurer à tout jamais superflus et parasites. Elle sauva la bourgeoisie des conséquences de la distribution inégalitaire et régénéra son concept de propriété à une époque où la richesse ne pouvait plus servir de facteur de production à l'intérieur de la structure nationale, et où elle était entrée en conflit avec l'idéal de production de l'ensemble de la communauté.

Plus ancien que la richesse superflue, il y avait cet autre sous-produit de la production capitaliste : les déchets humains que chaque crise, succédant invariablement à chaque période de croissance industrielle, éliminait en permanence de la société productive. Les hommes devenus des oisifs permanents étaient aussi superflus par rapport à la communauté que les détenteurs de la richesse superflue. Tout au long du ^{xix}^e siècle, on avait dénoncé la véritable menace que ces hommes faisaient peser sur la société, et leur exportation avait contribué à peupler les dominions du Canada et de l'Australie aussi bien que les États-Unis. L'élément nouveau, à l'ère impérialiste, est que ces deux forces superflues, l'argent superflu et la main-d'œuvre superflue, se sont donné la main pour quitter ensemble le pays. Le concept d'expansion – exportation du pouvoir gouvernemental et annexion de tout territoire où les nationaux avaient investi soit leur argent soit leur travail – semblait être la seule alternative à des pertes de plus en plus lourdes en argent et en hommes. L'impérialisme et sa notion d'expansion illimitée semblaient offrir un remède permanent à un mal permanent ⁶²⁶.

Ironie du sort, le pays où la richesse superflue et les hommes superflus se trouvèrent réunis pour la première fois était lui-même en passe de devenir superflu. L'Afrique du Sud était une possession britannique depuis le début du siècle parce qu'elle assurait la route maritime des Indes. Cependant l'ouverture du

canal de Suez, et la conquête administrative de l'Égypte qui en découla, privèrent bientôt d'une grande part de son importance le vieux comptoir commercial du Cap. Les Britanniques se seraient alors vraisemblablement retirés d'Afrique, tout comme l'avaient fait les autres nations européennes une fois liquidés leurs biens et leur commerce en Inde.

L'ironie particulière et, en un sens, la circonstance symbolique qui firent de manière inattendue de l'Afrique du Sud « le berceau de l'impérialisme ⁶²⁷ », tiennent à la nature même de son soudain attrait alors qu'elle avait perdu toute valeur pour l'empire proprement dit : on y découvrit des gisements de diamants dans les années 1870, et d'importantes mines d'or dans les années 1880. La soif nouvelle du profit à tout prix coïncidait pour la première fois avec la vieille course au trésor. Prospecteurs, aventuriers et déchets des grandes villes émigrèrent vers le continent noir de concert avec le capital des pays industriellement développés. Désormais la populace, engendrée par la monstrueuse accumulation du capital, accompagnait ce qui l'avait engendrée, dans ces voyages de découverte où rien n'était découvert hormis de nouvelles possibilités d'investissement. Les détenteurs de la richesse superflue étaient les seuls hommes susceptibles de se servir des hommes superflus accourant des quatre coins de la planète. Ils établirent ensemble le premier paradis des parasites, dont l'or était le principe vital. L'impérialisme, produit de l'argent superflu et des hommes superflus, commença son extraordinaire carrière en produisant les biens les plus superflus et les plus irréels qui soient.

On peut encore se demander si la panacée de l'expansion aurait inspiré une telle tentation aux non-impérialistes si elle avait proposé ses dangereuses solutions aux seules forces superflues qui, de toute façon, étaient déjà sorties du corps constitué de la nation. La complicité de tous les groupes parlementaires en faveur des programmes impérialistes est un fait notoire. L'histoire du parti travailliste britannique est à cet

égard une chaîne pratiquement ininterrompue de justifications de la précoce prédiction de Cecil Rhodes : « Les travailleurs découvrent qu'en dépit de l'immense attachement que leur témoignent les Américains et des sentiments extrêmement fraternels qu'ils se vouent réciproquement en ce moment même, ceux-ci interdisent toutefois leurs produits. Les travailleurs s'aperçoivent aussi que la Russie, la France et l'Allemagne font localement de même, et ils voient que s'ils n'y prennent pas garde, il n'y aura plus pour eux un seul endroit au monde avec lequel faire du commerce. Voilà pourquoi les travailleurs sont devenus impérialistes, et pourquoi le parti libéral les suit ⁶²⁸ . » En Allemagne, les libéraux (et non le parti conservateur) ont été les véritables promoteurs de cette fameuse politique navale qui devait peser si lourd dans le déchaînement de la Première Guerre mondiale ⁶²⁹ . Le parti socialiste hésitait entre un soutien actif à la politique navale des impérialistes (il vota à plusieurs reprises des crédits pour la création d'une marine de guerre allemande après 1906) et un total mépris vis-à-vis de toute préoccupation de politique étrangère. Les mises en garde isolées contre le *Lumpenproletariat* et la possibilité de corrompre certaines fractions de la classe ouvrière par les miettes du banquet impérialiste ne conduisirent pas à une meilleure compréhension de la fascination qu'exerçaient les programmes impérialistes sur les hommes de troupe du parti. En termes marxistes, le phénomène nouveau d'une alliance entre les masses et le capital semblait tellement contre nature, si manifestement en désaccord avec la doctrine de la lutte des classes, que les réels dangers de l'ambition impérialiste – diviser l'humanité en races de maîtres et races d'esclaves, en races supérieures et inférieures, en hommes blancs et en peuples de couleur, autant de distinctions qui étaient en fait des tentatives pour unifier le peuple en se fondant sur la populace – passèrent totalement inaperçus. Même l'effondrement de la solidarité internationale, lorsque éclata la Première Guerre mondiale, ne parvint pas à

troubler la béatitude des socialistes ni leur foi dans le prolétariat en tant que tel. Les socialistes en étaient encore à étudier les lois économiques de l'impérialisme alors que les impérialistes avaient pour leur part cessé depuis longtemps de leur obéir : dans les pays outre-mer, ces lois avaient été sacrifiées au « facteur impérial » ou au « facteur de race », et seuls une poignée de messieurs d'un certain âge appartenant à la haute finance croyaient encore aux droits inaliénables du taux de profit.

L'étrange faiblesse de l'opposition populaire à l'impérialisme, les nombreuses incohérences et les manquements brutaux à leurs promesses d'hommes d'État libéraux fréquemment taxés d'opportunisme et d'escroquerie, ont d'autres causes plus profondes. Ni l'opportunisme ni l'escroquerie n'auraient pu persuader un homme comme Gladstone, leader du parti libéral, de manquer à sa promesse d'évacuer l'Égypte lorsqu'il deviendrait Premier ministre. Sans en avoir nettement conscience, ces hommes partageaient avec le peuple la conviction que le corps national lui-même était si profondément scindé en classes et que la lutte des classes était une caractéristique si universelle de la vie politique moderne que la cohésion même de la nation était en péril. Là encore, l'expansion apparaissait comme une planche de salut, dès lors et aussi longtemps qu'elle serait capable de susciter un intérêt commun pour la nation dans son intégralité ; c'est principalement pour cette raison que les impérialistes purent devenir les « parasites du patriotisme ⁶³⁰ ».

Pour une part, évidemment, ces espérances s'apparentaient encore à la vieille et perverse pratique consistant à « cicatriser » les conflits intérieurs au moyen d'aventures lointaines. Pourtant la différence est nette. Les aventures sont, par leur nature même, limitées dans le temps et dans l'espace ; elles peuvent réussir à surmonter momentanément les conflits, bien qu'en règle générale elles échouent et tendent plutôt à les aviver. L'aventure impérialiste de l'expansion était apparue

d'emblée comme une solution éternelle, parce qu'on croyait cette expansion illimitée. Du reste, l'impérialisme n'était pas une aventure au sens habituel du terme, car il s'appuyait moins sur les slogans nationalistes que sur la base apparemment solide des intérêts économiques. Dans une société d'intérêts contradictoires, où le bien commun était identifié à la somme globale des intérêts individuels, l'expansion semblait, elle, pouvoir représenter un intérêt commun pour la nation tout entière. Comme les classes possédantes et dominantes avaient convaincu tout le monde que l'intérêt économique et la passion de la propriété confèrent une base raisonnable au corps politique, même les hommes d'État non impérialistes se laissèrent aisément persuader d'applaudir lorsqu'un intérêt économique commun se profila à l'horizon.

Voilà donc les raisons qui ont amené le nationalisme à nourrir un tel penchant envers l'impérialisme, en dépit des contradictions internes entre les deux principes ⁶³¹. Moins les nations étaient aptes à incorporer les peuples étrangers (ce qui allait contre la constitution de leur propre corps politique), plus elles étaient tentées de les opprimer. En théorie, un abîme sépare le nationalisme de l'impérialisme ; dans la pratique, cet abîme peut être franchi, et il l'a été, par le nationalisme tribal et le racisme brutal. Dès le début, et dans tous les pays, les impérialistes déclarèrent bien haut et à qui voulait les entendre qu'ils se situaient « au – delà des partis », et ils furent les seuls à parler au nom de la nation dans son ensemble. Cela était particulièrement vrai des pays d'Europe centrale et orientale, qui avaient peu ou pas de comptoirs outre-mer ; dans ces pays, l'alliance entre la populace et le capital s'effectuait sur place et souffrait d'autant plus fortement des institutions nationales et de tous les partis nationaux (qu'elle attaquait beaucoup plus violemment) ⁶³².

L'indifférence méprisante des politiciens impérialistes à l'égard des questions intérieures était partout évidente, particulièrement en Angleterre. Tandis que l'influence des

« partis au-dessus des partis » comme la Primrose League demeurerait secondaire, c'est principalement à cause de l'impérialisme que le système bipartite dégénéra en système des *Front Benches* ⁶³³, ce qui aboutit à une « diminution du pouvoir de l'opposition » au Parlement et à une augmentation du « pouvoir du cabinet au détriment de la Chambre des communes ⁶³⁴ ». Bien entendu, on présentait aussi cette situation comme une politique dépassant la guerre des partis et des intérêts individuels, et les acteurs en étaient des hommes qui affirmaient parler au nom de la nation tout entière. Comment un tel langage n'aurait-il pas séduit et abusé ceux qui, précisément, conservaient encore une étincelle d'idéalisme politique ? La clameur unitaire ressemblait exactement aux cris de bataille qui, depuis toujours, avaient conduit les peuples à la guerre ; et pourtant personne ne sut déceler dans ce recours universel et permanent à l'unité le germe d'une guerre universelle et permanente.

Les fonctionnaires s'engagèrent plus activement que tous les autres groupes dans le courant impérialiste et furent les principaux responsables de la confusion entre impérialisme et nationalisme. Les États – nations avaient créé une administration en tant que corps permanent de fonctionnaires remplissant leur rôle sans tenir compte des intérêts de classe ni des changements de gouvernement, et ils s'appuyaient sur eux. Leur honneur et leur amour-propre professionnels – surtout en Angleterre et en Allemagne – venaient de ce qu'ils étaient les serviteurs de la nation en tant que telle. Seul leur groupe avait directement intérêt à soutenir la revendication fondamentale de l'État à l'indépendance vis – à-vis des classes et des factions. Que l'autorité de l'État-nation lui-même dépendît largement de l'indépendance économique et de la neutralité politique de ses fonctionnaires semble aujourd'hui évident ; le déclin des nations a invariablement commencé avec la corruption de leurs administrations permanentes et avec la conviction générale que les fonctionnaires sont à la solde non de l'État, mais des classes

possédantes. À la fin du siècle, celles-ci avaient acquis une telle prépondérance qu'il eût été pour ainsi dire ridicule de la part d'un agent de l'État de s'entêter à prétendre servir la nation. La division en classes les excluait du corps social et les contraignait à former une clique à part. Dans les administrations coloniales, ils échappaient à la véritable désintégration du corps national. En gouvernant les peuples étrangers de lointains pays, il leur était beaucoup plus facile de se prétendre les héroïques serviteurs de la nation – « eux qui, par les services rendus, avaient glorifié la race britannique ⁶³⁵ » – que s'ils étaient restés en Angleterre. Les colonies n'étaient plus simplement « une grande organisation de détente en plein air pour les classes supérieures », ainsi que James Mili pouvait encore les décrire ; elles allaient devenir l'ossature même du nationalisme britannique, qui découvrit dans la domination de pays lointains et dans le gouvernement de peuples étrangers le seul moyen de servir les intérêts britanniques et rien qu'eux. L'administration croyait en fait que « le génie particulier d'une nation ne se dévoile jamais plus clairement que dans sa manière de traiter les races assujetties ⁶³⁶ ».

En vérité, c'est seulement une fois loin de son pays qu'un citoyen d'Angleterre, d'Allemagne ou de France pouvait réellement n'être rien d'autre qu'anglais, allemand ou français. Dans son propre pays, il était tellement englué dans des questions d'intérêt économique ou de loyalisme vis-à-vis de la société qu'il se sentait plus proche d'un membre de sa propre classe en pays étranger que d'un homme d'une autre classe dans son propre pays. L'expansion régénéra le nationalisme, et fut accueillie par conséquent comme un instrument de la politique nationale. Les membres des nouvelles sociétés coloniales et des ligues impérialistes se sentaient « bien au-dessus de la lutte entre partis », et plus ils allaient s'expatrier loin, plus s'enracinait leur conviction de « ne représenter qu'un intérêt national ⁶³⁷ ». Cela montre bien la situation désespérée des nations européennes avant l'impérialisme, à quel point

leurs institutions s'étaient affaiblies, et la désuétude de leur système social face à la capacité grandissante de l'homme à produire. Les expédients utilisés étaient eux aussi désespérés, et finalement le remède se révéla pire que le mal – que, d'ailleurs, il ne sut pas guérir.

Il faut s'attendre à trouver l'alliance entre le capital et la populace à l'origine de toute politique impérialiste de quelque importance. Dans certains pays, surtout la Grande-Bretagne, cette nouvelle alliance entre les beaucoup trop riches et les beaucoup trop pauvres était et demeura limitée aux possessions outre-mer. La prétendue hypocrisie des politiques britanniques fut le résultat du bon sens des hommes d'État qui avaient marqué très nettement la limite entre les méthodes coloniales et la politique intérieure normale, évitant de la sorte, et avec un succès considérable, l'effet en retour tant redouté de l'impérialisme sur la métropole. Dans d'autres pays, principalement en Allemagne et en Autriche, l'alliance prit la forme, à l'intérieur, de mouvements annexionnistes, et à un degré moindre, en France, d'une politique dite « coloniale ». Ces « mouvements » avaient pour but d'impérialiser, pour ainsi dire, la nation tout entière (et pas seulement sa frange « superflue »), de combiner politique intérieure et politique étrangère de manière à organiser la nation à seule fin de mieux rançonner les territoires étrangers et d'avilir en permanence leurs peuples étrangers.

L'émergence de la populace au sein même de l'organisation capitaliste a été observée très tôt par tous les grands historiens du xix^e siècle, qui notaient soigneusement et anxieusement son développement. Le pessimisme historique, de Burckhardt à Spengler, découle essentiellement de ce constat. Mais les historiens, tristement préoccupés par le phénomène en soi, échouèrent à saisir que l'on ne pouvait identifier cette populace avec la classe ouvrière grandissante, ni avec le peuple pris dans son ensemble, mais qu'elle se composait en fait des déchets de toutes les classes. Sa composition donnait à croire que la

populace et ses représentants avaient aboli les différences de classe et que ces individus, qui se tenaient en dehors de la nation divisée en classes, étaient le peuple lui-même (la *fôlksgemeinschaft*, comme les appelaient les nazis) plutôt que sa déformation et sa caricature. Les tenants du pessimisme historique comprenaient l'irresponsabilité fondamentale de cette nouvelle couche sociale ; ils avaient également raison de prévoir l'éventualité que la démocratie se transforme en un despotisme dont les tyrans seraient issus de la populace et s'appuieraient sur elle. Ce qu'ils ne parvenaient pas à comprendre, c'est que la populace est non seulement le rebut mais aussi le sous-produit de la société bourgeoise, qu'elle est directement produite par elle et qu'on ne peut, par conséquent, l'en séparer tout à fait. C'est pourquoi ils ne surent pas remarquer l'admiration grandissante de la haute société à l'égard du monde des bas-fonds, qui traverse en filigrane tout le xix^e siècle, sa dérobade, pas à pas, devant toute considération morale, et son goût croissant pour le cynisme anarchiste de sa progéniture. Au tournant du siècle, l'affaire Dreyfus révéla que les bas-fonds et la haute société étaient, en France, si étroitement liés qu'il devenait bien difficile de situer l'un quelconque des « héros » parmi les antidreyfusards de l'une ou l'autre catégorie.

Ce sentiment de complicité, cette réunion du géniteur et de sa progéniture, dont les romans de Balzac ont donné une peinture déjà classique, sont à mettre ici à l'origine de toute considération économique, politique ou sociale, et rappellent les traits psychologiques de ce nouveau type d'homme occidental que Hobbes avait définis trois siècles plus tôt. Mais, il est vrai, c'est essentiellement grâce à la clairvoyance acquise par la bourgeoisie au cours des crises et dépressions qui précédèrent l'impérialisme que la haute société avait fini par admettre qu'elle était prête à accepter le retournement révolutionnaire des valeurs morales que le « réalisme » de Hobbes avait proposé, et qui était de nouveau proposé, cette

fois, par la populace et ses meneurs. Le seul fait que le « péché originel » d'« accumulation originelle du capital » allait rendre indispensables des péchés supplémentaires, afin de permettre le fonctionnement du système, persuadait beaucoup plus efficacement la bourgeoisie de se débarrasser des contraintes de la tradition occidentale que n'auraient pu le faire, au demeurant, son philosophe ou ses bas-fonds. C'est ainsi que la bourgeoisie allemande finit par jeter bas le masque de l'hypocrisie et par avouer ouvertement ses liens avec la populace, en demandant à celle-ci de se faire le champion de ses intérêts de propriété.

Il est significatif que ce phénomène se soit produit en Allemagne. En Angleterre et en Hollande, le développement de la société bourgeoise avait progressé assez paisiblement et la bourgeoisie de ces pays put jouir de plusieurs siècles de sécurité en ignorant la peur. Cependant, en France, son essor fut interrompu par une grande révolution populaire dont les conséquences vinrent contrecarrer la suprématie béate de la bourgeoisie. En Allemagne, où la bourgeoisie dut attendre la seconde moitié du xix^e siècle pour atteindre à son plein épanouissement, son essor s'accompagna d'emblée du développement d'un mouvement révolutionnaire ouvrier de tradition pratiquement aussi ancienne que la sienne. Il allait de soi que plus la classe bourgeoise se sentait menacée au sein de son propre pays, plus elle était tentée de déposer le lourd fardeau de l'hypocrisie. En France, les affinités de la haute société avec la populace surgirent au grand jour plus tôt qu'en Allemagne, mais, en fin de compte, elles devinrent aussi fortes dans l'un et l'autre pays. Du fait de sa tradition révolutionnaire et d'une industrialisation encore faiblement développée, la France produisait toutefois une populace relativement peu nombreuse, si bien que sa bourgeoisie finit par se voir contrainte de chercher appui au-delà de ses frontières et de s'allier avec l'Allemagne de Hitler.

Quelle que soit la nature précise de la longue évolution historique de la bourgeoisie dans les divers pays d'Europe, les principes politiques de la populace, tels qu'ils apparaissent dans les idéologies impérialistes et les mouvements totalitaires, trahissent une affinité étonnamment forte avec le comportement politique de la société bourgeoise quand celui-ci est exempt de toute hypocrisie et de toute concession à la tradition chrétienne. Ce qui, dans une période plus récente, a rendu les attitudes nihilistes de la populace si attirantes, intellectuellement, aux yeux de la bourgeoisie est une relation de principe qui va bien au – delà de la naissance de la populace proprement dite.

En d'autres termes, la disparité entre cause et effet, qui a caractérisé la naissance de l'impérialisme, a ses raisons d'être. L'occasion – une richesse superflue créée par un excès d'accumulation et qui avait besoin de l'aide de la populace pour trouver un investissement à la fois sûr et rentable – a déclenché une force qui avait toujours existé dans la structure de base de la société bourgeoise, bien qu'elle fût jusqu'alors dissimulée par de plus nobles traditions et par cette bienheureuse hypocrisie dont La Rochefoucauld disait qu'elle est l'hommage du vice à la vertu. En même temps, une politique du pouvoir totalement dépourvue de principes ne pouvait s'exercer qu'à partir du moment où il se trouvait une masse de gens, eux-mêmes totalement dépourvus de principes, si importants en nombre qu'ils dépassaient la capacité de l'État et de la société à les prendre en charge. Le fait que seuls des politiciens impérialistes pouvaient utiliser cette populace, et que seules des doctrines raciales pouvaient séduire celle-ci porte à croire qu'il n'y avait que l'impérialisme pour régler les graves problèmes intérieurs, sociaux et économiques, des temps modernes.

La philosophie de Hobbes, il est vrai, ne contient rien des doctrines raciales modernes, qui non seulement excitent la populace mais qui, dans leur forme totalitaire, dessinent très clairement les traits d'une organisation grâce à laquelle

l'humanité pourrait mener à bien le processus perpétuel d'accumulation du capital et du pouvoir jusqu'à son terme logique : l'autodestruction. Du moins Hobbes a-t-il donné à la pensée politique le préalable à toute doctrine raciale, c'est-à-dire l'exclusion a priori de l'idée d'humanité qui constitue la seule idée régulatrice en termes de droit international. En partant du principe que la politique étrangère se situe nécessairement hors du contrat humain, qu'elle s'exprime par une guerre perpétuelle de tous contre tous, ce qui est la loi de « l'état de nature », Hobbes apporte le meilleur fondement théorique possible à ces idéologies naturalistes qui maintiennent les nations à l'état de tribus, séparées par nature les unes des autres, sans nul contact possible, inconscientes de la solidarité humaine et n'ayant en commun que l'instinct de conservation que l'homme partage avec le monde animal. Si l'idée d'humanité, dont le symbole le plus décisif est l'origine commune de l'espèce humaine, n'a plus cours, alors rien n'est plus plausible qu'une théorie selon laquelle les races brunes, jaunes et noires descendent de quelque espèce de singes différente de celle de la race blanche, et qu'elles sont toutes destinées par nature à se faire la guerre jusqu'à disparaître de la surface du globe.

S'il devait se révéler exact que nous sommes emprisonnés dans ce processus perpétuel d'accumulation du pouvoir conçu par Hobbes, alors l'organisation de la populace prendra inévitablement la forme d'une transformation des nations en races, car il n'existe, dans les conditions d'une société d'accumulation, aucun autre lien unificateur possible entre des individus qui, du fait même du processus d'accumulation du pouvoir et d'expansion, sont en train de perdre toutes les relations qui par nature les unissent à leurs semblables.

Le racisme peut conduire le monde occidental à sa perte et, par suite, la civilisation humaine tout entière. Quand les Russes seront devenus des Slaves, quand les Français auront assumé le rôle de chefs d'une *force noire**, quand les Anglais se seront

changés en « hommes blancs », comme déjà, par un désastreux sortilège, tous les Allemands sont devenus des Aryens, alors ce changement signifiera lui-même la fin de l'homme occidental. Peu importe ce que des scientifiques chevronnés peuvent avancer : la race est, politiquement parlant, non pas le début de l'humanité mais sa fin, non pas l'origine des peuples mais leur déchéance, non pas la naissance naturelle de l'homme mais sa mort contre nature.

CHAPITRE VI

LA PENSÉE RACIALE AVANT LE RACISME

Si la pensée raciale était, comme on l'a parfois affirmé, une invention allemande, alors la « pensée allemande » (quelle qu'elle soit) avait triomphé dans de nombreuses régions du monde de l'esprit bien avant que les nazis n'aient entrepris leur désastreuse tentative de conquérir le monde lui-même. L'hitlérisme a exercé sa puissante séduction internationale et inter-européenne au cours des années 30, parce que le racisme, pourtant doctrine d'État dans la seule Allemagne, était déjà fortement implanté dans les opinions publiques. La machine de guerre de la politique nazie était depuis longtemps en marche quand, en 1939, les chars allemands commencèrent leur course destructrice, puisque – en matière de guerre politique – le racisme avait été conçu comme un allié plus puissant que n'importe quel agent stipendié ou que n'importe quelle organisation secrète de la cinquième colonne. Forts des expériences menées depuis presque deux décennies dans les diverses capitales, les nazis étaient convaincus que leur meilleure « propagande » serait précisément cette politique raciale dont, en dépit de nombreux autres compromis et de manquements à leurs promesses, ils n'avaient jamais dévié, fût-ce au nom de l'opportunisme ⁶³⁸. Le racisme n'était ni une arme nouvelle ni une arme secrète, bien que jamais auparavant il n'eût été exploité avec une aussi profonde cohérence.

La vérité historique est que la pensée raciale, dont les racines sont profondément ancrées dans le xvm^e siècle, est apparue simultanément dans tous les pays occidentaux au cours du xix^e siècle. Le racisme a fait la force idéologique des politiques impérialistes depuis le tournant de notre siècle. Il a indéniablement absorbé et régénéré tous les vieux types

d'opinions raciales qui, toutefois, n'auraient jamais été en eux – mêmes assez forts pour créer – ou plutôt pour dégénérer en – ce racisme considéré comme une *Weltanschauung* [une vision du monde] ou comme une idéologie. Au milieu du siècle dernier, les opinions raciales étaient encore mesurées à Faune de la raison politique : jugeant les doctrines de Gobineau, Tocqueville écrivait à ce dernier : « Je les crois très vraisemblablement fausses et très certainement pernicieuses ⁶³⁹ . » La pensée raciale dut attendre la fin du siècle pour se voir célébrée, en dignité et en importance, comme l'une des plus importantes contributions à l'esprit du monde occidental ⁶⁴⁰ .

Jusqu'aux jours fatidiques de la « mêlée pour l'Afrique », la pensée raciale avait fait partie de cette multitude de libres opinions qui, au sein de la structure d'ensemble du libéralisme, se disputaient les faveurs de l'opinion publique ⁶⁴¹ . Seules quelques-unes devinrent des idéologies à part entière, c'est-à-dire des systèmes fondés sur une opinion unique se révélant assez forte pour attirer et convaincre une majorité de gens et suffisamment étendue pour les guider à travers les diverses expériences et situations d'une vie moderne moyenne. Car une idéologie diffère d'une simple opinion en ce qu'elle affirme détenir soit la clé de l'histoire, soit la solution à toutes les « énigmes de l'univers », soit encore la connaissance profonde des lois universelles cachées, censées gouverner la nature et l'homme. Peu d'idéologies ont su acquérir assez de prépondérance pour survivre à la lutte sans merci menée par la persuasion, et seules deux d'entre elles y sont effectivement parvenues en écrasant vraiment toutes les autres : l'idéologie qui interprète l'histoire comme une lutte économique entre classes et celle qui l'interprète comme une lutte naturelle entre races. Toutes deux ont exercé sur les masses une séduction assez forte pour se gagner l'appui de l'État et pour s'imposer comme doctrines nationales officielles. Mais, bien au – delà des frontières à l'intérieur desquelles la pensée raciale et la pensée de classe se sont érigées en modèles de pensée obligatoires, la

libre opinion publique les a faites siennes à un point tel que non seulement les intellectuels mais aussi les masses n'accepteraient désormais plus une analyse des événements passés ou présents en désaccord avec l'une ou l'autre de ces perspectives.

L'immense pouvoir de persuasion inhérent aux idéologies maîtresses de notre temps n'est pas fortuit. Persuader n'est possible qu'à condition de faire appel soit aux expériences, soit aux désirs, autrement dit aux nécessités politiques immédiates. En l'occurrence, la vraisemblance ne provient ni de faits scientifiques, comme voudraient nous le faire croire les divers courants darwinistes, ni de lois historiques, comme le prétendent les historiens en quête de la loi selon laquelle naissent et meurent les civilisations. Les idéologies à part entière ont toutes été créées, perpétuées et perfectionnées en tant qu'arme politique et non doctrine théorique. Il est vrai qu'il est parfois arrivé – tel est le cas du racisme – qu'une idéologie modifie son sens originel mais, sans contact immédiat avec la vie politique, aucune d'elles ne serait même imaginable. Leur aspect scientifique est secondaire ; il découle d'abord du désir d'apporter des arguments sans faille, ensuite de ce que le pouvoir de persuasion des idéologies s'est aussi emparé des scientifiques qui, cessant de s'intéresser au résultat de leurs recherches, ont quitté leurs laboratoires et se sont empressés de prêcher à la multitude leurs nouvelles interprétations de la vie et du monde ⁶⁴². C'est à ces prédicateurs « scientifiques », bien plus qu'aux découvertes scientifiques, que nous devons le fait qu'il ne soit aujourd'hui pas une science dont le système de catégories n'ait été profondément pénétré par la pensée raciale. C'est encore une fois ce qui a conduit les historiens, dont certains ont été tentés de tenir la science pour responsable de la pensée raciale, à prendre à tort certains résultats de la recherche philologique ou biologique pour les causes de la pensée raciale, alors qu'ils en sont les conséquences ⁶⁴³.

Le contraire eût été plus proche de la vérité. De fait, il fallut plusieurs siècles (du xvn^e au xix^e) à la doctrine de la « force fait droit » pour conquérir la science naturelle et produire la « loi » de la survie des meilleurs. Et si, pour prendre un autre exemple, la théorie de Maistre et de Schelling, selon laquelle les tribus sauvages sont les résidus dégénérés de peuples plus anciens, avait aussi bien répondu aux procédés politiques du xix^e siècle que la théorie du progrès, il est probable que nous n'aurions guère entendu parler de « primitifs » et qu'aucun scientifique n'aurait perdu son temps à chercher le « chaînon manquant » entre le singe et l'homme. Le blâme n'en revient pas tant à la science elle-même qu'à certains scientifiques qui n'étaient pas moins hypnotisés par ces idéologies que leurs compatriotes.

Que le racisme soit la principale arme idéologique des politiques impérialistes est si évident que bon nombre des chercheurs donnent l'impression de préférer éviter les sentiers battus du truisme. En revanche, la vieille confusion entre le racisme et une sorte de nationalisme exacerbé est encore monnaie courante. Les remarquables études qui ont été faites, en France surtout, et qui ont prouvé non seulement que le racisme est un phénomène très différent, mais qu'il tend à détruire le corps politique de la nation, sont généralement passées sous silence. Face à la gigantesque compétition que se livrent la pensée raciale et la pensée de classe pour régner sur l'esprit des hommes modernes, certains ont fini par voir dans l'une l'expression des tendances nationales et dans l'autre celle des tendances internationales, par penser que l'une est la préparation mentale aux guerres nationales et l'autre l'idéologie des guerres civiles. Si l'on a pu en arriver là, c'est à cause de la Première Guerre mondiale et de son curieux mélange de vieux conflits nationaux et de conflits impérialistes nouveaux, mélange dans lequel les vieux slogans nationaux ont fait la preuve que, partout dans le monde, ils exerçaient encore sur les masses une influence bien plus grande que toutes les

ambitions impérialistes. Toutefois, la dernière guerre, avec ses Quisling et ses collaborateurs omniprésents, devrait avoir prouvé que le racisme peut engendrer des luttes civiles en n'importe quel pays, et que c'est l'un des plus ingénieux stratagèmes jamais inventés pour fomenter une guerre civile.

Car la vérité est que la pensée raciale est entrée sur la scène de la politique active au moment où les populations européennes avaient préparé – et dans une certaine mesure réalisé – le nouveau corps politique de la nation. D'entrée de jeu, le racisme a délibérément coupé à travers toutes les frontières nationales, qu'elles fussent déterminées par la géographie, la langue, les traditions ou par tout autre critère, et nié toute existence politico-nationale en tant que telle. Bien plus que la pensée de classe, c'est la pensée raciale qui n'a cessé de planer comme une ombre au – dessus du développement du concert des nations européennes, pour devenir finalement l'arme redoutable de la destruction de ces nations. Du point de vue historique, les racistes détiennent un record de patriotisme pire que les tenants de toutes les autres idéologies pris ensemble, et ils ont été les seuls à nier sans cesse le grand principe sur lequel sont bâties les organisations nationales des peuples : le principe d'égalité et de solidarité de tous les peuples, garanti par l'idée d'humanité.

I. UNE « RACE » D'ARISTOCRATES CONTRE UNE « NATION » DE CITOYENS

Un intérêt sans cesse croissant envers les peuples les plus différents, les plus étranges, et même les plus sauvages, a caractérisé la France du xviii^e siècle. C'était l'époque où l'on admirait et copiait les peintures chinoises, où l'un des écrits les plus célèbres du siècle s'appelait les *Lettres persanes*, et où les récits de voyages constituaient la lecture favorite de la société. On opposait l'honnêteté et la simplicité des peuples sauvages et non civilisés à la sophistication et à la frivolité de la culture.

Bien avant que le xix^e siècle et son immense développement des moyens de transport eussent mis le monde non européen à la porte de tout citoyen moyen, la société française du XVIII^e siècle s'était efforcée de s'emparer en pensée du contenu des cultures et des contrées qui s'étendaient loin au – delà des frontières de l'Europe. Un vaste enthousiasme pour les « nouveaux spécimens de l'humanité » (Herder) gonflait le cœur des héros de la Révolution française qui, avec la nation française, libérèrent tous les peuples de toute couleur sous la bannière de la France. Cet enthousiasme à l'égard des pays étrangers et lointains a culminé dans le message de fraternité, parce que celui-ci était inspiré par le désir de prouver auprès de tous ces nouveaux et surprenants « spécimens de l'humanité » le vieil adage de La Bruyère : « *La raison est de tous les climats**. »

C'est pourtant dans ce siècle créateur de nations et dans le pays de l'amour de l'humanité que nous devons chercher les germes de ce qui devait plus tard devenir la capacité du racisme à détruire les nations et à annihiler l'humanité ⁶⁴⁴. Il est remarquable que le premier auteur à faire l'hypothèse de la coexistence, en France, de peuples différents, d'origines différentes, fut aussi le premier à élaborer une pensée de classe définie. Le comte de Boulainvilliers, noble français qui écrivit au début du xvm^e siècle des œuvres qui ne furent publiées qu'après sa mort, interprétait l'histoire de la France comme l'histoire de deux nations différentes dont l'une, d'origine germanique, avait conquis les premiers habitants, les « Gaulois », leur avait imposé sa loi, avait pris leurs terres et s'y était installée comme classe dirigeante, en « pairs » dont les droits suprêmes s'appuyaient sur le « droit de conquête » et sur la « nécessité de l'obéissance toujours due au plus fort » ⁶⁴⁵. Essentiellement préoccupé de trouver de nouveaux arguments contre la montée du pouvoir politique du *Tiers État* et de ses porte-parole, ce « *nouveau corps** » composé de « *gens de lettres et de loi** », Boulainvilliers devait aussi combattre la monarchie parce que le roi de France ne voulait plus représenter les pairs

en tant que *primus inter pares*, mais bien la nation tout entière : en lui, de ce fait, la nouvelle classe montante trouva un moment son allié le plus puissant. Soucieux de rendre à la noblesse une primauté sans conteste, Boulainvilliers proposait à ses semblables, les nobles, de nier avoir une origine commune avec le peuple français, de briser l'unité de la nation et de se réclamer d'une distinction originelle, donc éternelle ⁶⁴⁶ .

Avec beaucoup plus d'audace que la plupart des défenseurs de la noblesse ne le firent par la suite, Boulainvilliers niait tout lien prédestiné avec le sol ; il reconnaissait que les « Gaulois » étaient en France depuis plus longtemps, que les « Francs » étaient des étrangers et des barbares. Sa doctrine se fondait exclusivement sur le droit éternel de la conquête et affirmait sans trop de difficulté que « la Frise [...] fut le véritable berceau de la nation française ». Des siècles avant le développement du racisme impérialiste, et ne suivant que la logique intrinsèque de son concept, il avait vu dans les habitants originels de la France des indigènes au sens moderne du terme ou, selon ses propres mots, des « sujets » – non pas du roi, mais de tous ceux dont le privilège était de descendre d'un peuple de conquérants qui, par droit de naissance, devaient être appelés « Français ».

Boulainvilliers était profondément influencé par les doctrines de la « force fait droit » chères au xvn^e siècle, et il fut certainement l'un des plus cohérents parmi les disciples contemporains de Spinoza, dont il traduisit *VÉthique* et dont il analysa le *Traité théologico-politique*. Selon son interprétation et son application des idées politiques de Spinoza, la force devenait conquête et la conquête agissait comme une sorte de jugement unique quant aux qualités naturelles et aux privilèges humains des hommes et des nations. On décèle ici les premières traces des transformations naturalistes que devait subir par la suite la doctrine de la « force fait droit ». Cette perspective se trouve renforcée par le fait que Boulainvilliers fut l'un des libres penseurs les plus marquants de son époque, et que ses

attaques contre l'Église chrétienne n'auraient pu être motivées par le seul anticléricalisme.

La théorie de Boulainvilliers ne s'applique toutefois qu'aux peuples, non aux races ; elle fonde le droit des peuples supérieurs sur une action historique, la conquête, et non sur un fait physique – bien que l'action historique exerce déjà une certaine influence sur les qualités naturelles des peuples conquis. Il invente deux peuples différents au sein de la France pour s'opposer à la nouvelle idée nationale, telle qu'elle était représentée dans une certaine mesure par l'alliance de la monarchie absolue et du *Tiers État**. Boulainvilliers est antinational à une époque où l'idée de nation était ressentie comme neuve et révolutionnaire, et à un moment où l'on n'avait pas perçu, comme cela se produisit à l'occasion de la Révolution française, combien elle était liée à une forme de gouvernement démocratique. Boulainvilliers préparait son pays à la guerre civile sans savoir ce que la guerre civile signifiait. Il est représentatif d'une bonne fraction des nobles qui ne se considéraient pas comme représentants de la nation mais comme classe dirigeante à part, susceptible d'avoir beaucoup plus en commun avec un peuple étranger de « même société et condition » qu'avec ses compatriotes. Ce sont bien ces tendances antinationales qui ont exercé leur influence dans le milieu des *émigrés** avant d'être finalement absorbées par des doctrines raciales nouvelles et sans ambiguïté de la fin du ^{xix}^e siècle. Ce n'est que lorsque l'explosion proprement dite de la Révolution eut contraint une grande part de la noblesse française à chercher refuge en Allemagne et en Angleterre que les idées de Boulainvilliers se révélèrent une précieuse arme politique. Entre-temps, son influence sur l'aristocratie française était restée intacte, comme en témoignent les travaux d'un autre comte, Dubuat-Nançay ⁶⁴⁷, qui souhaitait voir se resserrer plus encore les liens de la noblesse française avec ses frères du continent. À la veille de la Révolution, ce porte-parole du féodalisme français se sentait si peu en sécurité qu'il appelait de

ses vœux « la création d'une sorte d'*International*⁶⁴⁸ de l'aristocratie d'origine barbare », et comme la noblesse allemande était la seule dont on pût espérer un secours, pour lui la véritable origine de la nation française était supposée identique à celle des Allemands ; quant au bas-peuple français, bien que n'étant plus constitué par des serfs, il n'était pas libre de naissance mais par « *affranchissement* », par la grâce de ceux qui étaient nés libres, les nobles. Quelques années plus tard, les Français en exil tentèrent effectivement de constituer une *internationale** d'aristocrates dans le but d'écraser la révolte de ceux qu'ils considéraient comme un peuple étranger d'esclaves. Et, bien que sous un aspect plus pratique, ces tentatives eussent subi un désastre spectaculaire à Valmy, des *émigrés** comme Charles-François Dominique de Villiers – qui vers 1800 opposait les « *Gallo-Romains** » aux Germains – ou comme William Alter – qui, dix ans plus tard, rêvait d'une fédération de tous les peuples germaniques⁶⁴⁹ – refusaient de s'avouer vaincus. Sans doute ne leur vint-il jamais à l'idée qu'ils étaient en fait des traîtres, tant ils étaient convaincus que la Révolution française était une « guerre entre peuples étrangers », ainsi que devait l'écrire beaucoup plus tard François Guizot.

Tandis que Boulainvilliers, avec la paisible équité d'un temps moins troublé, fondait uniquement les droits de la noblesse sur ceux de la conquête, sans déprécier directement la nature même de l'autre nation conquise, le comte de Montlosier, l'un de ces personnages plutôt douteux qui gravitaient parmi ces Français en exil, exprimait ouvertement son mépris pour ce « nouveau peuple né d'esclaves [...] (mélange) de toutes les races et de tous les temps⁶⁵⁰ ». Il était clair que les temps avaient changé et que les nobles, qui n'appartenaient plus à une race victorieuse, devaient eux aussi changer. Ils abandonnèrent la vieille idée, si chère à Boulainvilliers et même à Montesquieu, selon laquelle seule la conquête, *fortune des armes**, déterminait les destinées des hommes. Les idéologies de la noblesse connurent leur Valmy

quand, dans son fameux pamphlet, l'abbé Sieyès eut invité le *Tiers État** à « renvoyer dans les forêts de Franconie toutes ces familles qui conservent la folle prétention d'être issues de la race des conquérants et d'avoir succédé à leurs droits de conquête ⁶⁵¹ ».

Il est assez étrange que depuis les premiers temps où, à l'occasion de sa lutte de classe contre la bourgeoisie, la noblesse française découvrit qu'elle appartenait à une autre nation, qu'elle avait une autre origine généalogique et qu'elle entretenait des liens plus étroits avec une caste internationale qu'avec le sol de France, toutes les théories raciales françaises aient soutenu le germanisme, ou tout au moins la supériorité des peuples nordiques contre leurs propres compatriotes. Si les hommes de la Révolution française s'identifiaient mentalement à Rome, ce n'est pas parce qu'ils opposaient au « germanisme » de leur noblesse un « latinisme » du *Tiers État**, mais parce qu'ils avaient le sentiment d'être les héritiers spirituels de la République romaine. Cette revendication historique, dans sa différence par rapport à l'identification tribale de la noblesse, pourrait avoir été l'une des raisons qui ont empêché le « latinisme » de se développer en soi comme doctrine raciale. En tout cas, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, le fait est que ce sont les Français qui, avant les Allemands ou les Anglais, devaient insister sur cette *idée fixée** d'une supériorité germanique ⁶⁵² . De la même manière, la naissance de la conscience de race allemande après la défaite prussienne de 1806, alors qu'elle était dirigée contre les Français, ne changea en rien le cours des idéologies raciales en France. Dans les années 1840, Augustin Thierry adhérait encore à l'identification des classes et des races et distinguait entre « noblesse germanique » et « bourgeoisie celte » ⁶⁵³ , cependant que le comte de Rémusat, encore un noble, proclamait les origines germaniques de l'aristocratie européenne. Finalement, le comte de Gobineau développa une opinion déjà couramment admise parmi la noblesse française en une doctrine historique à part

entière, affirmant avoir découvert la loi secrète de la chute des civilisations et promu l'histoire à la dignité d'une science naturelle. Avec lui, la pensée raciale achevait son premier cycle, pour en entamer un second dont les influences devaient se faire sentir jusqu'aux années 20 de notre siècle.

IL L'UNITÉ DE RACE COMME SUBSTITUT À L'ÉMANCIPATION NATIONALE

En Allemagne, la pensée raciale ne s'est développée qu'après la déroute de la vieille armée prussienne devant Napoléon. Elle dut son essor aux patriotes prussiens et au romantisme politique bien plus qu'à la noblesse et à ses porte-parole. À la différence du mouvement racial français qui visait à déclencher la guerre civile et à faire éclater la nation, la pensée raciale allemande fut inventée dans un effort pour unir le peuple contre toute domination étrangère. Ses auteurs ne cherchaient pas d'alliés au-delà des frontières ; ils voulaient éveiller dans le peuple la conscience d'une origine commune. En fait, cette attitude excluait la noblesse et ses relations notoirement cosmopolites – lesquelles étaient d'ailleurs moins caractéristiques des Junkers prussiens que du reste de la noblesse européenne ; en tout cas, cela excluait que cette pensée raciale pût s'appuyer sur la classe sociale la plus fermée. Comme la pensée raciale allemande allait de pair avec les vieilles tentatives déçues visant à unifier les innombrables États allemands, elle demeura à ses débuts si étroitement liée à des sentiments nationaux d'ordre plus général qu'il est assez malaisé de distinguer entre le simple nationalisme et un racisme avoué. D'inoffensifs sentiments nationaux s'exprimaient en des termes que nous savons aujourd'hui être racistes, si bien que même les historiens qui identifient le courant raciste allemand du xx^e siècle avec le langage très particulier du nationalisme allemand ont curieusement été amenés à confondre le nazisme avec le nationalisme allemand, contribuant ainsi à sous-estimer le gigantesque succès international de la propagande hitlérienne. Ces circonstances particulières du nationalisme allemand changèrent seulement

quand, après 1870, l'unification de la nation se fut effectivement réalisée et que le racisme allemand eut, de concert avec l'impérialisme allemand, atteint son plein développement. De ces débuts, un certain nombre de caractéristiques ont toutefois survécu, qui sont restées significatives du courant de pensée raciale spécifiquement allemand.

À la différence des nobles français, les nobles prussiens avaient le sentiment que leurs intérêts étaient étroitement liés à la position de la monarchie absolue et, dès l'époque de Frédéric II en tout cas, ils cherchèrent à se faire reconnaître comme représentants légitimes de la nation tout entière. À l'exception des quelques années de réformes prussiennes (de 1808 à 1812), la noblesse prussienne n'était pas effrayée par la montée d'une classe bourgeoise qui aurait pu vouloir s'emparer du gouvernement, pas plus qu'elle n'avait à craindre une coalition entre les classes moyennes et la dynastie au pouvoir. Le roi de Prusse, jusqu'en 1809 le plus grand propriétaire terrien du pays, demeurait *primus inter pares* en dépit de tous les efforts des réformistes. Aussi la pensée raciale se développa-t-elle à l'extérieur de la noblesse et comme l'arme de certains nationalistes qui, désireux de faire l'union de tous les peuples de langue allemande, insistaient sur l'idée d'une origine commune. Ces hommes étaient des libéraux en ce sens qu'ils étaient plutôt opposés à la domination exclusive des Junkers prussiens. Dans la mesure où cette origine commune était définie par une langue identique, il est encore difficile de parler ici de pensée raciale ⁶⁵⁴.

Il faut noter que c'est seulement après 1814 que cette origine commune est fréquemment décrite en termes de « liens du sang », d'attaches familiales, d'unité tribale, d'origine sans mélange. Ces définitions, qui apparaissent presque simultanément sous la plume du catholique Josef Goerres et de libéraux nationalistes comme Ernst Moritz Arndt ou F. L. Jahn, témoignent de l'échec total de ceux qui avaient espéré éveiller des sentiments nationaux véritables parmi le peuple allemand.

De cet échec à élever le peuple au rang de nation, de l'absence de mémoire historique commune et de l'indifférence du peuple, semblait-il, à la vision d'une commune destinée future, naquit un mouvement naturaliste qui faisait appel à l'instinct tribal en tant que substitut possible à ce qui était apparu aux yeux du monde entier comme le glorieux pouvoir de l'identité nationale française. La doctrine organique d'une histoire pour qui « chaque race est un tout distinct, complet ⁶⁵⁵ » fut inventée par des hommes qui avaient besoin de définitions idéologiques de l'unité nationale à défaut d'une identité nationale politique. C'est un fanatisme frustré qui amena Arndt à affirmer que les Allemands – qui étaient apparemment les derniers à développer une unité organique – avaient la chance d'être de souche pure, sans mélange, d'être un « peuple authentique ⁶⁵⁶ ».

Les définitions organiques et nationalistes des peuples sont un trait saillant des idéologies et de la réflexion historique allemandes. Mais elles ne sont pas pour autant réellement racistes, car les hommes qui parlent en ces termes « raciaux » sont aussi ceux qui soutiennent encore le pilier central de l'identité nationale authentique : l'égalité de tous les peuples. Ainsi, dans l'article même où il compare les lois des peuples aux lois de la vie animale, Jahn insiste-t-il sur l'égale pluralité originelle des peuples dans la multiplicité desquels le genre humain peut seul se réaliser ⁶⁵⁷ . Et Arndt, qui devait par la suite exprimer une chaude sympathie pour le mouvement de libération nationale des Polonais et des Italiens, s'écriait : « Maudit soit celui qui oserait soumettre et gouverner des peuples étrangers ⁶⁵⁸ . » Dans la mesure où le sentiment national allemand n'était pas le fruit d'un élan national authentique, mais plutôt une réaction à l'occupation étrangère ⁶⁵⁹ , les doctrines nationales avaient un singulier caractère négatif, car elles étaient destinées à bâtir un mur autour du peuple, à agir comme substitut à des frontières que ni la géographie ni l'histoire ne pouvaient définir nettement.

Si, à ses débuts au sein de l'aristocratie française, la pensée raciale avait été inventée comme instrument de division interne et s'était révélée arme de guerre civile, cette première forme de la doctrine raciale allemande fut élaborée pour être l'arme de l'unité nationale intérieure, et devint celle des guerres nationales. De même que le déclin de la noblesse française, en tant que classe importante de la nation française, aurait rendu cette arme inutile si les adversaires de la III^e République ne l'avaient ranimée, de même la doctrine organique de l'histoire aurait perdu tout son sens, une fois l'unité nationale allemande réalisée, si les intrigants impérialistes modernes n'avaient eu le désir de la ressusciter afin de séduire le peuple et de cacher leurs faces hideuses sous le couvert d'un nationalisme de bon aloi. Mais il n'en va pas de même d'une autre source du racisme allemand qui, bien qu'apparemment plus éloignée de la scène politique, devait avoir une portée profonde et beaucoup plus puissante sur les idéologies politiques qui ont suivi.

On a accusé le romantisme politique d'avoir inventé la pensée raciale, de même qu'on l'a accusé, à juste titre, d'avoir engendré toutes les opinions irresponsables possibles et imaginables. Adam Mueller et Friedrich Schlegel témoignent au plus haut degré de cet engouement général de la pensée moderne qui permet à pratiquement n'importe quelle opinion de gagner du terrain momentanément. Aucun fait réel, aucun événement historique, aucune idée politique n'échappa à la contagion de l'omniprésente folie destructrice, en vertu de laquelle tous ces maîtres-littérateurs réussissaient toujours à trouver des occasions aussi nouvelles qu'originales pour répandre des opinions aussi inédites que fascinantes. « Il faut romanticiser le monde », disait Novalis, qui voulait « inculquer un sens élevé au commun, une apparence mystérieuse à l'ordinaire, la dignité de l'inconnu au connu ⁶⁶⁰ ». Le peuple était l'un des objets de cette romantisation, et cet objet pouvait devenir à tout moment l'État, la famille, la noblesse ou n'importe quoi d'autre, c'est – à-dire – dans les premiers temps –

tout ce qui pouvait venir à l'esprit de l'un de ces intellectuels, ou – plus tard, quand, avec l'âge, ils eurent appris la réalité du pain quotidien –, tout ce que pouvait commander la bourse d'un mécène ⁶⁶¹. Aussi est-il pratiquement impossible d'étudier le développement de n'importe laquelle de ces libres opinions rivales, dont le xix^e siècle fut si étonnamment prodigue, sans se trouver en présence du romantisme sous sa forme allemande.

Ce que ces premiers intellectuels modernes préparèrent vraiment, ce ne fut pas tant l'apparition d'une opinion particulière que la mentalité générale des penseurs allemands modernes ; ces derniers ont maintes fois prouvé qu'il n'est pas une idéologie à laquelle ils ne se rallient si elle ne tient pas compte de ce seul fait – que même un romantique ne saurait totalement négliger : la réalité de leur position. La meilleure justification de cette singulière attitude, le romantisme l'apportait avec son idolâtrie sans limites de la « personnalité » de l'individu, dont l'arbitraire même devenait preuve de génie. Tout ce qui pouvait servir la prétendue productivité de l'individu, en un mot le jeu totalement arbitraire de ses « idées », pouvait devenir le centre d'une conception globale de la vie et du monde.

Ce cynisme inhérent au culte romantique de la personnalité a ouvert la voie à certaines attitudes modernes parmi les intellectuels. Elles trouvèrent un porte-parole idéal en Mussolini, l'un des derniers héritiers de ce mouvement, quand il se décrivait à la fois comme « aristocrate et démocrate, révolutionnaire et réactionnaire, prolétaire et antiprolétaire, pacifiste et antipacifiste ». L'individualisme à tous crins du romantisme n'a jamais exprimé d'affirmation plus sérieuse que celle – ci : « Chacun est libre de se créer sa propre idéologie. » L'expérience de Mussolini avait ceci de nouveau qu'elle représentait la « tentative de la mener à bien avec toute l'énergie possible ⁶⁶² ».

À cause de ce « relativisme » fondamental, la contribution directe du romantisme au développement de la pensée raciale

est presque négligeable. Dans ce jeu anarchique dont les règles donnent à chacun le droit d'avoir à un moment quelconque au moins une opinion personnelle et arbitraire, il va pratiquement de soi que toutes les opinions imaginables peuvent être formulées et dûment imprimées. Beaucoup plus caractéristique que ce chaos était la croyance fondamentale en la personnalité en tant que but suprême en soi. En Allemagne, où le conflit entre noblesse et classe moyenne montante ne s'est jamais réglé sur la scène politique, le culte de la personnalité s'est développé comme l'unique moyen d'obtenir au moins une sorte d'émancipation sociale. La classe dirigeante de ce pays exprimait ouvertement son mépris traditionnel pour les affaires, et sa répugnance à s'associer avec des marchands en dépit de la richesse et de l'importance croissantes de ces derniers, si bien qu'il n'était pas facile de trouver le moyen de gagner quelque espèce de respect de soi. Le *Bildungsroman* ² ® allemand classique, *Wilhelm Master*, où le héros, issu de la classe moyenne, est éduqué par des nobles et par des acteurs dans la mesure où, dans sa propre sphère sociale, le bourgeois n'a pas de « personnalité », témoigne assez de cette situation désespérée.

Même s'ils ne cherchaient pas vraiment à déclencher une lutte politique en faveur de la classe moyenne à laquelle ils appartenaient, les intellectuels allemands livrèrent une bataille sans merci, et hélas victorieuse, pour obtenir un statut social. Même ceux qui avaient défendu la noblesse dans leurs écrits sentaient néanmoins que leur propre intérêt se trouvait en jeu dès lors qu'il s'agissait de rang social. Afin de pouvoir entrer en lice avec des droits et qualités de naissance, ils formulèrent un concept neuf, celui de « personnalité innée », qui devait rencontrer une approbation unanime auprès de la société bourgeoise. Tout comme le titre dont héritait l'aîné d'une vieille famille, la « personnalité innée » était donnée à la naissance et non acquise à force de mérite. De même que l'absence d'une histoire commune, nécessaire à la construction d'une nation,

avait été artificiellement compensée par le concept naturaliste de développement organique, de même, dans la sphère sociale, la nature elle-même était censée dispenser un titre que la réalité politique avait refusé d'accorder. Les écrivains libéraux ne tardèrent pas à revendiquer une « noblesse vraie » par opposition aux misérables petits titres de baron ou autres, donnés et repris, et à affirmer par déduction que leurs privilèges naturels, tels que « force ou génie », ne sauraient découler d'aucune action humaine ^{663 664} .

L'aspect discriminatoire de ce nouveau concept social s'affirma d'emblée. Pendant la longue période de simple antisémitisme social, qui introduisit et prépara la découverte de la haine des Juifs comme arme politique, c'étaient son absence de « personnalité innée », son absence innée de tact, son absence innée de productivité, ses dispositions innées pour le commerce, etc., qui faisaient la différence entre le comportement de l'homme d'affaires juif et celui de son collègue moyen. Cherchant fiévreusement à trouver quelque orgueil en elle-même face à l'arrogance de caste des Junkers, sans toutefois oser se battre pour le leadership politique, la bourgeoisie s'efforça dès le début de dénigrer, non tant les autres classes en elles-mêmes inférieures, mais tout simplement les autres peuples. Parfaitement significatif de cette volonté est le court ouvrage de Clemens Brentano ⁶⁶⁵ qui fut destiné et lu au club ultra-nationaliste des ennemis de Napoléon groupés en 1808 sous le nom de « die christlich-deutsche Tischgesellschaft ». À sa manière brillante et extrêmement sophistiquée, Brentano insiste sur le contraste entre la « personnalité innée », l'individu de génie, et le « philistin », qu'il identifie immédiatement aux Français et aux Juifs. À la suite de quoi les bourgeois allemands voulurent au moins essayer d'attribuer aux autres peuples toutes les qualités que la noblesse méprisait comme typiquement bourgeoises – d'abord aux Français, plus tard aux Anglais, et de tout temps aux Juifs. Quant à ces mystérieuses qualités qu'une « personnalité innée »

recevait à la naissance, elles étaient exactement les mêmes que celles dont se réclamaient les véritables Junkers.

Bien que, dans ce sens, les valeurs de la noblesse aient contribué à l'essor de la pensée raciale, les Junkers eux-mêmes furent pour ainsi dire étrangers au façonnement de cette mentalité. Le seul Junker de l'époque à avoir développé une théorie politique en propre, Ludwig von der Marwitz, n'employa jamais de termes raciaux. Selon lui, les nations étaient séparées par la langue – différence spirituelle et non physique – et bien qu'il condamnât farouchement la Révolution française, il s'exprimait de la même manière que Robespierre sur la question de l'agression éventuelle d'une nation contre une autre nation : « Celui qui songerait à étendre ses frontières devrait être considéré comme un traître déloyal par la République des États européens tout entière ⁶⁶⁶ . » C'est Adam Mueller qui insista sur la pureté de lignage comme critère de noblesse, et c'est Haller qui, partant de cette évidence que les puissants dominent ceux qui sont privés de pouvoir, n'hésita pas à aller plus loin et à déclarer qu'en vertu de la loi naturelle, les faibles doivent être dominés par les forts. Bien entendu, les nobles applaudirent avec enthousiasme en apprenant que leur usurpation du pouvoir non seulement était légale, mais encore obéissait aux lois naturelles, et c'est à cause de ces définitions bourgeoises que, pendant tout le xix^e siècle, ils prirent encore plus soin que par le passé d'éviter les *mésalliances**

Cette insistance sur une origine tribale commune comme condition essentielle de l'identité nationale, formulée par les nationalistes allemands pendant et après la guerre de 1814, et l'accent mis par les romantiques sur la personnalité innée et la noblesse naturelle, ont intellectuellement préparé le terrain à la pensée raciale en Allemagne. L'une a donné naissance à la doctrine organique de l'histoire et de ses lois naturelles ; de l'autre naquit à la fin du siècle ce pantin grotesque, le surhomme, dont la destinée naturelle est de gouverner le monde. Tant que ces courants cheminaient côte à côte, ils

n'étaient rien de plus qu'un moyen temporaire d'échapper aux réalités politiques. Une fois amalgamés, ils constituèrent la base même du racisme en tant qu'idéologie à part entière. Ce n'est pourtant pas en Allemagne que le phénomène se produisit en premier lieu, mais en France, et il ne fut pas le fait des intellectuels de la classe moyenne, mais d'un noble aussi doué que frustré, le comte de Gobineau.

III. LA NOUVELLE CLEF DE L'HISTOIRE

En 1853, le comte Arthur de Gobineau publia son *Essai sur l'inégalité des races humaines*, qui devait attendre quelque cinquante ans pour devenir, au tournant du siècle, une sorte d'ouvrage modèle pour les théories raciales de l'histoire. La première phrase de cet ouvrage en quatre volumes – « La chute de la civilisation est le phénomène le plus frappant et, en même temps, le plus obscur de l'histoire ^{667 668} » – révèle clairement l'intérêt fondamentalement neuf et moderne de son auteur, ce nouvel état d'esprit pessimiste qui imprègne son œuvre et qui constitue une force idéologique capable de faire l'unité de tous les éléments et opinions contradictoires antérieurs. C'est vrai, l'humanité a de tout temps cherché à en savoir le plus possible sur les cultures passées, sur les empires déchus, sur les populations éteintes ; mais personne avant Gobineau n'avait eu l'idée de découvrir une raison unique, une force unique selon laquelle, de tout temps et en tout lieu, une civilisation naît et meurt. Les doctrines de la décadence semblent avoir un rapport étroit avec la pensée raciale. Ce n'est certainement pas une coïncidence si un autre de ces premiers « croyants en la race », Benjamin Disraeli, éprouvait la même fascination pour le déclin des cultures, tandis que, de son côté, Hegel, dont la philosophie traite pour une grande part de la loi dialectique du développement dans l'histoire, ne montra jamais le moindre intérêt pour l'essor et le déclin des cultures en soi, ni pour une quelconque loi qui expliquât la mort des nations : Gobineau démontrait précisément une telle loi. Ignorant le darwinisme ou toute autre loi évolutionniste, cet historien se piquait d'avoir

introduit l'histoire dans la famille des sciences naturelles, d'avoir su déceler la loi naturelle du cours de tous événements, d'avoir réduit l'ensemble des propositions spirituelles ou des phénomènes culturels à quelque chose « que, de par la vertu de la science exacte, nos yeux peuvent voir, nos oreilles entendre, nos mains toucher ».

L'aspect le plus surprenant de cette théorie, avancée au cœur de cet optimiste xix^e siècle, tient au fait que l'auteur soit fasciné par la chute des civilisations, et fort peu intéressé par leur essor. À l'époque où l'*Essai* fut écrit, Gobineau n'imaginait guère que sa théorie pût être exploitée comme arme réellement politique, aussi avait-il le courage de décrire les sinistres conséquences inhérentes à sa loi de la décadence. À la différence d'un Spengler qui prédit la chute de la seule culture occidentale, Gobineau, avec une précision « scientifique », ne prévoit rien moins que la disparition pure et simple de l'Homme – ou, selon ses propres termes, de la race humaine – de la surface de la terre. Ayant pendant quatre volumes réécrit l'histoire de l'humanité, il conclut : « On serait donc tenté d'assigner à la domination de l'homme sur la terre une durée totale de douze à quatorze mille ans, divisée en deux périodes : l'une, qui est passée, aura vu, aura possédé la jeunesse [...] l'autre, qui est commencée, en connaîtra la marche défaillante vers la décrépitude. »

On a observé avec justesse que Gobineau, trente ans avant Nietzsche, se préoccupait déjà du problème de la « *décadence* »⁶⁶⁹. Mais il y a néanmoins entre eux une différence : Nietzsche possédait l'expérience fondamentale de la décadence européenne, puisqu'il écrivit alors que ce mouvement vivait son apogée avec Baudelaire en France, Swinburne en Angleterre et Wagner en Allemagne, tandis que Gobineau avait à peine conscience de la variété des *taedium vitae* modernes et doit être considéré comme le dernier héritier de Boulainvilliers et de la noblesse française en exil, lesquels, sans complications psychologiques, tremblaient tout simplement (et à juste titre)

pour le sort de l'aristocratie en tant que caste. Non sans naïveté, il prenait pour ainsi dire à la lettre les doctrines du xvm^e siècle à propos de l'origine du peuple français : les bourgeois sont les descendants des esclaves gallo-romains, les nobles sont germaniques ⁶⁷⁰. Même chose lorsqu'il insiste sur le caractère international de la noblesse. Ses théories révèlent un aspect plus moderne si l'on songe qu'il n'était peut-être qu'un imposteur (son titre français étant plus que douteux), et qu'il a exagéré et déformé à tel point les vieilles doctrines qu'elles en devinrent franchement ridicules – ainsi prétendait-il que sa généalogie remontait jusqu'à Odin par le biais d'un pirate Scandinave : « Moi aussi, je suis de la race des Dieux ⁶⁷¹. » Mais sa réelle importance tient à ce qu'au moment où s'épanouissaient les idéologies progressistes il ait prophétisé le jugement dernier, la fin de l'humanité par une lente catastrophe naturelle. Lorsque Gobineau commença son œuvre à l'époque du roi bourgeois Louis-Philippe, le sort de la noblesse semblait réglé. La noblesse n'avait plus à craindre la victoire du *Tiers État*, celle-ci était déjà accomplie et elle ne pouvait plus que se plaindre. Sa détresse, telle que l'exprime Gobineau, est parfois très proche du grand désespoir des poètes de la décadence qui, quelques décennies plus tard, chanteront la fragilité de toutes choses humaines – *les neiges d'antan**. En ce qui concerne Gobineau lui-même, cette affinité est plutôt accidentelle ; mais il est intéressant de noter qu'une fois celle-ci établie, il n'y avait plus rien pour empêcher des intellectuels parfaitement respectables, tels Robert Dreyfus en France ou Thomas Mann en Allemagne, de prendre au sérieux ce descendant d'Odin quand vint la fin du siècle. Bien avant que ne se profile ce mélange humainement incompréhensible d'horrible et de ridicule que notre siècle porte pour sceau, le ridicule avait perdu le pouvoir de tuer.

C'est aussi au singulier esprit pessimiste, au désespoir actif des dernières décennies du siècle que Gobineau dut son succès tardif. Ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il ait lui-même

été un précurseur de la génération de « la joyeuse ronde de la mort et du négoce » (Joseph Conrad). Il n'était ni l'un de ces hommes d'État qui avaient foi dans les affaires, ni l'un de ces poètes qui chantaient la mort. Il était seulement un curieux mélange de noble frustré et d'intellectuel romantique, qui inventa le racisme pour ainsi dire par hasard : lorsqu'il s'aperçut qu'il ne pouvait plus se contenter des vieilles doctrines des deux peuples

réunis au sein de la France et que, vu les circonstances nouvelles, il devait réviser le vieux principe selon lequel les meilleurs se trouvent nécessairement au sommet de la société. À contrecœur, il dut contredire ses maîtres à penser et expliquer que les meilleurs, les nobles, ne pouvaient même plus espérer retrouver leur position première. Petit à petit, il identifia la chute de sa caste à la chute de la France, puis avec celle de la civilisation occidentale, et enfin à celle de l'humanité tout entière. Ainsi fit-il cette découverte – qui lui valut par la suite tant d'admirateurs parmi les écrivains et les biographes – que la chute des civilisations est due à une dégénérescence de la race, ce pourrissement étant causé par un sang mêlé. Cela implique que dans tout mélange la race inférieure est toujours dominante. Ce type d'argumentation, qui devint presque un lieu commun après le tournant du siècle, ne coïncidait pas avec les doctrines progressistes des contemporains de Gobineau, qui connurent bientôt une autre idée *fixe**, la « survie des meilleurs ». L'optimisme libéral de la bourgeoisie victorieuse voulait une nouvelle édition de la théorie de la « force fait droit », non une clef de l'histoire ou la preuve d'une inéluctable déchéance. Gobineau chercha en vain à élargir son public en prenant parti dans la question esclavagiste en Amérique, et en construisant habilement tout son système sur le conflit fondamental entre Blancs et Noirs. Il lui fallut près de cinquante ans pour devenir une gloire auprès de l'élite, et ses ouvrages durent attendre la Première Guerre mondiale et sa

vague de philosophies de la mort pour jouir d'une réelle et large popularité ⁶⁷².

Ce que Gobineau cherchait en réalité dans la politique, c'était la définition et la création d'une « élite » qui remplacerait l'aristocratie. Au lieu de princes, il proposait une « race de princes », les Aryens, qui, du fait de la démocratie, disait-il, risquaient de se voir submergés par les classes inférieures non aryennes. Le concept de race permettait d'introduire les « personnalités innées » du romantisme allemand et de les définir comme les membres d'une aristocratie naturelle, destinée à régner sur tous les autres hommes. Si la race et le mélange des races sont les facteurs déterminants de l'individu – et Gobineau n'affirmait pas l'existence de sangs « purs » –, rien n'empêche de prétendre que certaines supériorités physiques pourraient se développer en tout individu, quelle que soit sa position sociale présente, et que tout homme d'exception fait partie de ces « authentiques fils et survivants [...] des Mérovingiens », les « fils de rois ». Grâce à la race, une « élite » allait se former qui pourrait revendiquer les vieilles prérogatives des familles féodales du seul fait qu'elle avait le sentiment d'être une noblesse ; la reconnaissance de l'idéologie de race allait en soi devenir la preuve formelle qu'un individu était de « bon sang », que du « sang bleu » coulait dans ses veines et qu'une telle origine supérieure impliquait des droits supérieurs. D'un même événement politique, le déclin de la noblesse, le comte tirait donc deux conséquences contradictoires : la dégénérescence de la race humaine et la constitution d'une aristocratie nouvelle et naturelle. Mais il ne vécut pas assez longtemps pour assister à la mise en œuvre pratique de ses enseignements qui résolut leurs contradictions fondamentales – la nouvelle aristocratie de race commença effectivement à réaliser la ruine « inévitable » de l'humanité dans un effort suprême pour la détruire.

Suivant l'exemple de ses prédécesseurs, les nobles français en exil, Gobineau ne voyait pas seulement dans son élite de race

un rempart contre la démocratie, mais aussi un rempart contre la « monstruosité chananéenne » du patriotisme ⁶⁷³ . Et puisque la France se trouvait encore être la « *patrie* » *par excellence*, dans la mesure où son gouvernement – qu'il fût monarchie, empire ou république – continuait à reposer sur le principe de l'égalité fondamentale entre les hommes, et puisque, pis encore, c'était à l'époque le seul pays où même les gens de peau noire pouvaient jouir de droits civiques, il semblait tout naturel à Gobineau de ne pas faire allégeance au peuple français, mais aux Anglais et, par la suite, après la défaite française de 1871, aux Allemands ⁶⁷⁴ . Nul ne saurait prendre ce manque de dignité pour un faux pas, ni cet opportunisme pour une malheureuse coïncidence. Le vieux dicton qui dit que le succès appelle le succès s'applique aux gens qui ont coutume de nourrir des opinions aussi variées qu'arbitraires. Les idéologues qui prétendent détenir la clef de la réalité sont obligés de modifier leurs opinions et de les adapter coûte que coûte aux cas isolés en fonction des événements les plus récents, et ils ne peuvent jamais se permettre d'entrer en conflit avec leur insaisissable dieu, la réalité. Il serait absurde de demander d'être fiables à des gens qui, en vertu de leurs convictions, doivent précisément pouvoir justifier n'importe quelle situation donnée.

Il faut reconnaître que, jusqu'au moment où les nazis, en s'installant comme élite de race, ont exprimé ouvertement leur mépris de tous les peuples, y compris le peuple allemand, le racisme français était resté le plus cohérent car il n'avait jamais eu la faiblesse de céder au patriotisme. (La dernière guerre même n'a rien changé à cette attitude ; au vrai, V« *essence aryenne* » n'était plus désormais le monopole des Allemands, mais plutôt des Anglo-Saxons, des Suédois et des Normands, et, en tout cas, nation, patriotisme et loi étaient toujours considérés comme « préjugés, valeurs factices et nominales ⁶⁷⁵ ».) Taine lui-même croyait fermement au génie supérieur de la « nation germanique ⁶⁷⁶ », et Ernest Renan a probablement été le

premier à opposer les « Sémites » aux « Aryens » en une « *division du genre humain** » décisive, bien qu'il reconnût en la civilisation la grande force supérieure qui détruit les originalités locales aussi bien que les différences de race originelles ⁶⁷⁷ . Tous ces propos déçus, qui caractérisent les écrivains français après 1870 ⁶⁷⁸ , même s'ils ne sont pas racistes au sens strict du mot, obéissent aux principes antinationaux et pro-germaniques.

Si la ligne antinationale cohérente du gobinisme a permis de fournir aux ennemis de la démocratie française, et plus tard de la III^e République, des alliés, réels ou fictifs, par-delà les frontières de leur pays, la fusion spécifique des concepts de race et d'« élite » a offert à l'intelligentsia internationale des jouets psychologiques aussi nouveaux qu'excitants pour se divertir sur le grand terrain de jeux de l'histoire. Les « *filz de rois** » de Gobineau étaient les proches parents des héros romantiques, des saints, des génies et des surhommes du xix^e siècle finissant, dont aucun ne saurait cacher ses origines romantiques allemandes. L'irresponsabilité foncière des opinions romantiques reçut un nouvel élan du mélange des races de Gobineau, parce que celui-ci révélait un fait historique passé dont chacun pouvait retrouver la trace dans les profondeurs de lui – même. Cela signifiait qu'on pouvait accorder un sens historique aux expériences intimes, que le soi était devenu le champ de bataille de l'histoire. « Depuis que j'ai lu *V Essai*, je n'ai pas cessé de sentir vivre dans mon être, chaque fois que quelque conflit, quelque hésitation, quelque anxiété ou au contraire quelque élan irrépressible remuaient mes sources cachées, qu'il se livrait dans mon âme une bataille sans merci [...] l'inexorable bataille du Noir, du Jaune, du jésuite et de l'Aryen ⁶⁷⁹ . » On peut sans doute trouver quelque chose d'aussi significatif que cet aveu et d'autres confessions similaires dans l'état d'esprit des intellectuels modernes, qui sont les héritiers directs du romantisme ; quelle que soit leur opinion, ils n'en expriment pas moins l'innocence et la candeur politiques

propres à ceux que toutes les idéologies qui passent ont pu modeler à leur gré.

IV. LES « DROITS DES ANGLAIS » CONTRE LES DROITS DES HOMMES

Alors que les graines de la pensée raciale allemande ont été semées au moment des guerres napoléoniennes, les prémices du futur développement anglais sont apparues au cours de la Révolution française et l'on peut en suivre la trace jusqu'à l'homme qui la dénonça avec violence comme la crise « la plus ahurissante qui soit jusque-là survenue dans le monde » – Edmund Burke ⁶⁸⁰. On sait quelle énorme influence son œuvre a exercée non seulement sur la pensée politique anglaise, mais aussi allemande. Il faut néanmoins insister sur ce fait, à cause des similitudes entre les pensées raciales anglaise et allemande, par rapport au courant français. Ces ressemblances s'expliquent du fait que ces deux pays avaient vaincu les Tricolores et montraient par conséquent une certaine tendance à critiquer les idées de *Liberté-Éga – lité-Fraternité** en tant qu'inventions étrangères. L'inégalité sociale étant la base de la société anglaise, les conservateurs britanniques éprouvèrent quelque gêne quand on se mit à parler de « droits de l'homme ». Selon l'opinion couramment répandue par les Tories du xix^e siècle, l'inégalité faisait partie du caractère national de l'Angleterre. Disraeli trouvait « quelque chose de mieux que les Droits des Hommes dans les droits des Anglais », et, pour Sir James Stephen, il était apparu dans l'histoire « peu de choses aussi pitoyables que le degré auquel les Français se laissaient aller à s'exciter à ce propos ⁶⁸¹ ». C'est l'une des raisons pour lesquelles les Anglais purent se permettre de développer jusqu'à la fin du xix^e siècle une pensée raciale en accord avec les grands principes nationaux, alors qu'en France les mêmes opinions avaient révélé d'emblée leur vrai visage antinational.

Le principal argument de Burke contre les « principes abstraits » de la Révolution française apparaît dans cette

phrase : « La ligne constante de notre Constitution a toujours été de revendiquer nos libertés et de les faire respecter en tant *qa* » *héritage inaliénable* transmis par nos aïeux et que nous devons transmettre à la postérité ; en tant que bien qui appartient en propre au peuple de ce royaume, sans aucune référence à un autre droit plus général ni plus ancien. » La notion d'héritage, appliquée à la nature même de la liberté, a été le fondement idéologique qui conféra au nationalisme anglais cette curieuse touche de sentiment racial à partir de la Révolution française. Sous la plume d'un écrivain issu de la classe moyenne, cela signifiait la reconnaissance directe du concept féodal de liberté en tant que somme totale des privilèges hérités en même temps que le titre et les terres. Sans empiéter sur les droits de la classe privilégiée au sein de la nation anglaise, Burke élargissait le principe de ces privilèges jusqu'à y inclure le peuple anglais tout entier, en faisant de celui-ci une sorte de noblesse des nations. D'où son mépris pour ceux qui revendiquaient leur liberté au nom des droits des hommes, droits qui, à ses yeux, ne pouvaient se revendiquer qu'au titre de « droits des Anglais ».

En Angleterre, le nationalisme se développa sans s'attaquer sérieusement aux vieilles classes féodales, et cela parce que la petite noblesse anglaise s'était, dès le xvⁿ^e siècle et dans des proportions croissantes, assimilée aux rangs les plus élevés de la bourgeoisie, à tel point qu'il arrivait parfois à l'homme du commun d'atteindre à la position de lord. Par suite, l'habituelle arrogance de caste de la noblesse disparut pour une bonne part, tandis que se créait dans l'ensemble de la nation un sens étendu des responsabilités ; mais, en même temps, la mentalité et les concepts féodaux se trouvaient bien plus qu'ailleurs à même d'influencer les idées politiques des classes inférieures. Ainsi le concept d'héritage se trouva-t-il pratiquement admis tel quel et étendu à la totalité de la « souche » anglaise. Cette assimilation des valeurs de la noblesse finit par rendre la pensée raciale anglaise comme obsédée par les théories de l'héritage et leur

équivalent moderne, l'eugénisme. Chaque fois que les peuples européens ont concrètement tenté d'englober tous les peuples de la terre dans leur conception de l'humanité, ils ont été irrités par l'importance des différences physiques entre eux – mêmes et ceux qu'ils rencontraient sur les autres continents ⁶⁸² . L'enthousiasme du xvm^e siècle pour la diversité des formes que pouvait revêtir la nature identique et omniprésente de l'homme et de la raison n'apportait qu'un bien faible argument à la question de savoir si le dogme chrétien d'unité et d'égalité de tous les hommes entre eux, fondé sur une commune descendance à partir d'un groupe originel de parents, demeurerait dans le cœur d'hommes confrontés à des peuples qui, à notre connaissance, n'avaient jamais su trouver par eux-mêmes une expression adéquate de la raison ou de la passion humaines soit dans des faits culturels, soit dans des coutumes populaires, et qui n'avaient que modérément développé des institutions humaines. Ce nouveau problème, qui apparaissait sur la scène historique de l'Europe et de l'Amérique avec la connaissance plus approfondie des tribus africaines, avait déjà provoqué un retour en arrière, surtout en Amérique et dans certaines possessions britanniques, sous forme de certains types d'organisation sociale que l'on avait crus définitivement liquidés par le christianisme. Pourtant, même l'esclavage, bien que fondamentalement établi sur une base strictement raciale, n'a pas éveillé de conscience de race chez les peuples esclavagistes avant le xix^e siècle. Pendant tout le xvm^e, les esclavagistes américains eux-mêmes l'avaient considéré comme une institution temporaire qu'ils voulaient abolir progressivement. La plupart d'entre eux auraient probablement dit comme Jefferson : « Je tremble quand je pense que Dieu est juste. »

En France, où le problème des tribus noires avait éveillé le désir d'assimiler et d'éduquer, le grand savant Leclerc de Buffon avait donné une première classification des races qui, fondée sur les peuples européens, et classant tous les autres selon leurs

différences par rapport à eux, avait professé l'égalité par stricte juxtaposition ⁶⁸³. Le xviii^e siècle, pour reprendre l'admirable précision de cette formule de Tocqueville, « croyait à la diversité des races, mais à l'unité de l'espèce humaine ⁶⁸⁴. » En Allemagne, Herder avait refusé d'appliquer l'« ignoble mot » de race aux hommes, et même le premier historien de la culture de l'humanité à faire usage de la classification en différentes espèces, Gustav Klemm ⁶⁸⁵, respectait encore assez l'idée d'humanité pour en faire la structure générale de ses recherches.

Mais, en Amérique et en Angleterre, où la population avait à résoudre un problème de coexistence depuis l'abolition de l'esclavage, les choses étaient beaucoup moins simples. À l'exception de l'Afrique du Sud, pays qui n'influença le racisme occidental qu'après la « mêlée pour l'Afrique » des années 1880, ces nations furent les premières à devoir tenir compte du problème racial dans leur politique. L'abolition de l'esclavage aiguïsa les conflits latents au lieu d'apporter une solution aux graves difficultés du présent. C'était notamment le cas en Angleterre où les « droits des Anglais » n'avaient pas été remplacés par une nouvelle orientation politique qui eût permis de proclamer les droits des hommes. L'abolition de l'esclavage dans les possessions britanniques en 1834 et la controverse qui précéda la guerre civile en Amérique trouvèrent par conséquent en Angleterre une opinion publique en pleine confusion, qui constitua un terrain propice aux diverses doctrines naturalistes qui naquirent au cours de ces décennies.

La première de ces doctrines fut celle des polygénistes qui, accusant la Bible d'être un recueil de pieux mensonges, niaient toute parenté entre les « races » humaines ; la destruction de l'idée de loi naturelle, ce lien unissant tous les hommes et tous les peuples, constitua leur plus belle victoire. Bien qu'il ne stipulât pas une supériorité raciale prédestinée, le polygénisme isolait arbitrairement les peuples les uns des autres par les

abysses d'une impossibilité physique des hommes à se comprendre et à communiquer. Le polygénisme explique pourquoi « l'est est l'est et l'ouest est l'ouest, et jamais ne se rencontreront » ; il fut d'une aide précieuse pour empêcher les mariages mixtes dans les colonies et pour encourager la discrimination à l'égard des métis. Selon le polygénisme, ceux-ci ne sont pas de véritables êtres humains ; ils n'appartiennent à aucune race précise, mais sont des sortes de monstres dont « chaque cellule est le théâtre d'une guerre civile ⁶⁸⁶ ». Malgré l'influence durable qu'en fin de compte le polygénisme a exercée sur la pensée raciale anglaise, le xix^e siècle devait bientôt le voir détrôné dans l'opinion publique par une autre doctrine. Celle-ci partait elle aussi du principe d'héritage, mais elle y ajoutait un principe politique cher au xix^e siècle, celui de progrès ; elle en arrivait dès lors à la conclusion inverse, mais beaucoup plus convaincante, que l'homme est non seulement lié à l'homme mais aussi à la vie animale, que l'existence de races inférieures montre clairement que seules des différences de degré séparent l'homme de la bête, et qu'une puissante lutte pour subsister domine tous les êtres vivants. Le darwinisme tira une force particulière du fait qu'il s'inspirait de la vieille doctrine de la « force fait droit ». Mais tandis que cette doctrine, lorsqu'elle était exclusivement le fait des aristocrates, avait parlé le fier langage de la conquête, elle était désormais traduite dans la langue bien plus amère des peuples qui avaient dû lutter pour se procurer leur pain quotidien et s'étaient frayés un chemin jusqu'à la relative sécurité des parvenus. Si le darwinisme a connu un tel succès, c'est parce qu'il apportait, sur la base de l'héritage, les armes idéologiques de la domination de race aussi bien que de classe, et parce que l'on pouvait aussi bien s'en servir en faveur de la discrimination que contre celle-ci. Du point de vue politique, le darwinisme en tant que tel était neutre : il a donné lieu à toutes sortes de pacifisme et de cosmopolitisme aussi bien qu'aux formes les plus aiguës d'idéologie impérialiste ⁶⁸⁷ . Dans les années 1870 et

1880, le darwinisme était encore en Angleterre presque exclusivement aux mains du parti utilitariste anticolonialiste. Et le premier philosophe de l'évolution, Herbert Spencer, qui traitait la sociologie comme une branche de la biologie, pensait que la sélection naturelle profiterait à l'évolution de l'humanité et qu'elle amènerait une paix éternelle. Le darwinisme introduisait dans le débat politique deux concepts importants : la lutte pour la subsistance, avec la foi optimiste en la nécessaire et automatique « survie des meilleurs », et les possibilités infinies qui semblaient s'offrir à l'évolution de l'homme hors du règne animal et qui donnèrent naissance à cette nouvelle « science », l'eugénisme.

La doctrine de la nécessaire survie des meilleurs, qui implique que les couches supérieures de la société pourraient être les « mieux adaptées », mourut de la même mort que la doctrine de la conquête, c'est-à-dire lorsque les classes dirigeantes en Angleterre, ou la domination anglaise dans les possessions coloniales, cessèrent d'être absolument sûres, et qu'il devint bien difficile de savoir si ceux qui étaient aujourd'hui les « mieux adaptés » le seraient encore demain. L'autre aspect du darwinisme, la généalogie de l'homme à partir de la vie animale, a malheureusement survécu. L'eugénisme promettait de résoudre les embarrassantes incertitudes de la doctrine de la survie selon laquelle il était aussi impossible de prédire qui se révélerait le mieux adapté que de procurer aux nations le moyen de rester éternellement fortes. Cette conséquence virtuelle d'un eugénisme appliqué triompha dans l'Allemagne des années 20 comme réaction au *Déclin de l'Occident* de Spengler ⁶⁸⁸. Il suffisait de ne plus voir le processus de sélection comme une nécessité naturelle agissant dans le dos des hommes, mais comme un instrument physique « artificiel » que l'on peut utiliser délibérément. La bestialité avait toujours été inhérente à l'eugénisme, et la remarque de précurseur d'Ernst Haeckel, disant qu'une mort miséricordieuse éviterait des « dépenses inutiles aux familles et à l'État », est

tout à fait caractéristique ⁶⁸⁹ . Finalement, les derniers disciples du darwinisme en Allemagne décidèrent de quitter le domaine de la recherche scientifique, d'oublier la quête du chaînon manquant entre l'homme et le singe, et d'entamer plutôt une recherche pratique visant à transformer l'homme en ce que les darwinistes pensaient être un singe.

Mais avant que le nazisme tentât, par sa politique totalitaire, de changer l'homme en bête, il y eut de nombreuses tentatives pour faire de lui, sur une base strictement héréditaire, un dieu ⁶⁹⁰ . Non seulement Herbert Spencer, mais avec lui tous les évolutionnistes et les darwinistes des premiers temps, « avaient une foi aussi profonde en l'avenir angélique de l'humanité qu'en l'origine simiesque de l'homme ⁶⁹¹ ». De l'héritage sélectif était supposé découler un « génie héréditaire ⁶⁹² », et encore une fois l'aristocratie était présentée comme le fruit naturel, non de la politique, mais de la sélection naturelle, d'un pur lignage. Transformer la nation entière en une aristocratie naturelle dont certains spécimens de choix deviendraient des génies et des surhommes était l'une des nombreuses « idées » élaborées par les intellectuels libéraux frustrés qui rêvaient de remplacer, en employant des moyens non politiques, les vieilles classes gouvernantes par une nouvelle « élite ». À la fin du siècle, les écrivains traitaient tout naturellement des questions politiques en termes de biologie et de zoologie, et les zoologistes écrivaient leurs « Vues biologiques de notre politique étrangère » comme s'ils avaient découvert un guide infallible à l'usage des hommes d'État ⁶⁹³ . Tous proposaient de nouveaux moyens permettant de contrôler et d'organiser la « survie des meilleurs » en accord avec les intérêts nationaux du peuple anglais ⁶⁹⁴ .

L'aspect le plus dangereux de ces doctrines évolutionnistes est d'avoir combiné le concept d'héritage avec l'accent mis sur l'épanouissement personnel et sur le caractère individuel, qui avaient tant compté pour l'amour-propre de la classe moyenne

du ^{xix}^e siècle. Cette classe moyenne voulait des savants capables de prouver que les grands hommes, et non les aristocrates, étaient les véritables représentants de la nation, ceux qui personnifiaient le « génie de la race ». Ces savants fournirent le moyen idéal d'échapper à la réalité politique lorsqu'ils « prouvèrent » le postulat précurseur de Disraeli selon lequel le grand homme est « la personnification de la race, son meilleur exemple ». Le raisonnement de ce « génie » connut son aboutissement logique lorsqu'un autre disciple de l'évolutionnisme déclara tout simplement : « L'Anglais est le Surhomme et l'histoire de l'Angleterre est l'histoire de son évolution ⁶⁹⁵ . »

Il est significatif que la pensée raciale anglaise, tout comme la pensée raciale allemande, ait dû ses origines à des écrivains de la classe moyenne et non de la noblesse, qu'elle soit née du désir d'étendre à toutes les classes les avantages des valeurs de la noblesse et qu'elle se soit nourrie de véritables sentiments nationaux. À cet égard, les idées de Carlyle sur le génie et le héros étaient en réalité bien plus les armes d'un « réformiste social » que la doctrine d'un « père de l'impérialisme britannique », ainsi qu'il en a été bien injustement accusé ⁶⁹⁶ . Ce culte du héros, qui lui valut une si large audience tant en Allemagne qu'en Angleterre, avait les mêmes sources que le culte de la personnalité du romantisme allemand. C'étaient la même affirmation et la même glorification de la grandeur innée du caractère individuel quel que soit son environnement social. Parmi les hommes qui ont influencé le mouvement colonial du milieu du ^{xix}^e siècle à sa fin, avec le déchaînement de l'impérialisme proprement dit, nul n'a échappé à l'influence de Carlyle, mais aucun d'entre eux ne peut être accusé d'avoir ouvertement prêché le racisme. Carlyle lui-même, dans son essai sur la « Question nègre », se préoccupe de trouver le moyen d'aider les Antilles à produire des « héros ». Charles Dilke, dont on considère parfois le livre, *Greater Britain* (1869), comme marquant les débuts de l'impérialisme ⁶⁹⁷ , était un

radical éclairé qui glorifiait les colons anglais comme partie prenante de la nation britannique contre ceux qui prétendaient les mépriser et ne voir en leurs terres que de vulgaires colonies. J. R. Seeley, dont l'*Expansion of England* (1883) se vendit à 80000 exemplaires en moins de deux ans, respecte encore les hindous en tant que peuple étranger et les distingue nettement des « barbares ». Froude lui-même, dont on pourrait trouver suspecte l'admiration qu'il vouait aux Boers, premier peuple à se convertir sans équivoque à la philosophie tribale du racisme, s'opposait à l'octroi de droits trop importants à l'Afrique du Sud, parce que « l'autonomie en Afrique du Sud signifiait le gouvernement des indigènes par les colons européens, ce qui n'est pas l'autonomie ⁶⁹⁸ ».

Exactement comme en Allemagne, le nationalisme anglais a été engendré et promu par une classe moyenne qui ne s'était jamais totalement émancipée par rapport à la noblesse et qui véhiculait ainsi les premiers germes d'une pensée raciale. Mais, à l'inverse de l'Allemagne, dont l'absence d'unité exigeait un rempart idéologique en lieu et place de facteurs historiques ou géographiques, les îles Britanniques étaient complètement séparées du monde environnant par des frontières naturelles, et l'Angleterre en tant que nation devait élaborer une théorie unitaire valable pour tous les individus qui vivaient dans ces lointaines colonies et que des milliers de kilomètres séparaient de la métropole. Leur seul lien était une ascendance commune, une origine commune, une langue commune. La séparation des États-Unis avait montré que ces liens ne suffisaient pas en eux-mêmes à garantir la domination ; et il n'y avait pas que l'Amérique mais aussi d'autres colonies pour montrer, bien que moins violemment, une forte tendance à se développer selon des principes constitutionnels différents de ceux de la métropole. Afin de sauver ces anciens ressortissants britanniques, Dilke, influencé par Carlyle, parla de « Saxonité », expression qui devait séduire le peuple américain, à qui un tiers de son livre est consacré. En tant que radical, Dilke pouvait

prétendre ne pas voir dans la guerre d'indépendance une guerre entre deux nations, mais la forme anglaise de la guerre civile au xvii^e siècle, au cours de laquelle il se rangea tardivement aux côtés des républicains. C'est l'une des raisons pour lesquelles les réformateurs sociaux et les radicaux furent, contre toute attente, à l'origine du nationalisme anglais : ils ne voulaient pas seulement garder les colonies parce qu'ils y voyaient un exutoire indispensable pour les classes inférieures ; en fait, ils voulaient contenir l'influence que ces enfants des îles Britanniques, plus radicaux qu'eux-mêmes, exerçaient sur la métropole. Cette volonté s'exprime avec force chez Froude, qui souhaitait « conserver les colonies parce qu'il croyait possible d'y reproduire un état de société plus simple et une manière de vivre plus noble que ne le permettait l'Angleterre industrielle ⁶⁹⁹ » ; elle eut un impact certain sur l'*Expansion of England* de Seeley : « Quand nous aurons pris l'habitude de contempler dans son ensemble l'Empire et que nous l'appellerons *tout entier* Angleterre, nous verrons que là aussi il s'agit d'États – Unis. » Quelque emploi que les écrivains politiques aient fait par la suite de la « Saxonité », celle-ci avait chez Dilke un sens politique authentique pour une nation qui, désormais, ne pouvait plus compter sur les frontières de son pays pour maintenir sa cohésion. « L'idée qui tout au long de mes voyages a été à la fois ma compagne et mon guide – la clef du mystère des choses cachées de ces étranges nouvelles terres – c'est la conception [...] de la grandeur de notre race dont la terre est déjà ceinte et qui est destinée, peut-être, à la couvrir un jour entièrement » (préface). Pour Dilke, origine commune, héritage, « grandeur de la race » ne constituaient ni des faits physiques ni la clef de l'histoire, mais un guide dont le monde présent avait grand besoin, le seul lien sûr dans un espace sans bornes.

Comme les colons anglais avaient envahi la terre entière, le concept le plus dangereux du nationalisme, l'idée de « mission nationale », devint particulièrement influent en Angleterre. Même si, pendant longtemps, la mission nationale en tant que

telle avait pu se poursuivre, dans tous les pays dont les peuples aspiraient à l'identité nationale, sans s'entacher d'influences raciales, elle se révéla finalement proche de la pensée raciale. Les nationalistes anglais cités plus haut peuvent être considérés comme des cas marginaux à la lumière de l'expérience qui suivit. En eux-mêmes, ils n'étaient guère plus dangereux qu'un Auguste Comte en France lorsque celui-ci exprimait son espoir de voir une humanité unie, organisée, régénérée sous l'égide – la *présidence* – de la France ⁷⁰⁰. Ils n'abandonnaient pas l'idée de genre humain, même s'ils pensaient que l'Angleterre représentait la garantie suprême pour l'humanité. Ils ne pouvaient éviter d'exacerber ce concept nationaliste, parce qu'il impliquait une dissolution du lien entre sol et peuple, contenue dans l'idée de mission, une dissolution qui, pour la politique anglaise, n'était pas une idéologie répandue mais un fait établi avec lequel tout homme d'État devait compter. Ce qui les distingue clairement des racistes ultérieurs tient à ce qu'aucun d'eux ne prôna jamais sérieusement la discrimination contre les autres peuples en les assimilant à des races inférieures, ne serait-ce que parce que les pays dont ils parlaient, le Canada et l'Australie, étaient pratiquement vides et n'avaient pas de véritables problèmes de population.

Aussi n'est-ce pas un hasard si le premier homme d'État anglais à avoir insisté sans relâche sur ses convictions raciales et sur la supériorité de race comme facteur déterminant de l'histoire et de la politique, fut un homme qui, peu soucieux des colonies et des colons anglais – « les colonies, ce poids mort que nous ne gouvernons pas » –, désirait étendre le pouvoir de l'Empire britannique à l'Asie et qui, de fait, renforça considérablement la position de la Grande-Bretagne dans la seule colonie qui connût un grave problème de population et de culture. C'est Benjamin Disraeli, qui fit impératrice des Indes la reine d'Angleterre ; il fut le premier homme d'État anglais à considérer l'Inde comme la pierre angulaire d'un Empire et à vouloir trancher les liens unissant le peuple anglais aux nations

du continent ⁷⁰¹ . Il amorça ainsi une transformation fondamentale de la domination britannique en Inde. Cette colonie avait été gouvernée avec l'habituelle cruauté des conquérants, ces hommes que Burke avait appelés « les briseurs de loi de l'Inde ». Elle allait dorénavant recevoir une administration soigneusement organisée dans le but d'y rétablir un gouvernement permanent par le biais de mesures administratives. Cette expérience conduisit l'Angleterre au bord du danger contre lequel Burke l'avait mise en garde, le danger que les « briseurs de loi de l'Inde » pussent devenir « les faiseurs de loi de l'Angleterre ⁷⁰² ». Car ces hommes pour qui il n'était « aucune action dans l'histoire de l'Angleterre dont nous puissions davantage nous enorgueillir [...] que la fondation de l'Empire des Indes », pensaient que la liberté et l'égalité étaient de « bien grands mots pour peu de chose ⁷⁰³ ».

La politique introduite par Disraeli signifiait l'établissement en pays étranger d'une caste fermée dont le seul rôle se bornait à gouverner, non à coloniser. Le racisme allait évidemment être un indispensable instrument pour réaliser cette conception que Disraeli ne vit pas s'accomplir de son vivant. Il dessinait en filigrane la dangereuse transformation du peuple de l'état de nation en celui de « race sans mélange pourvue d'une organisation de premier plan », et convaincue de constituer elle-même « l'aristocratie de nature » – pour reprendre les termes de Disraeli dans le passage cité plus haut ⁷⁰⁴ .

Ce que nous avons montré jusqu'ici est l'évolution d'une opinion dans laquelle nous ne voyons qu'aujourd'hui, à la lumière des horribles expériences de notre temps, l'aube du racisme. Mais bien que le racisme ait été produit dans tous les pays par les éléments de la pensée raciale, ce n'est pas l'histoire d'une idée dotée de quelque « logique immanente » qui nous intéresse. La pensée raciale a été source d'arguments appropriés pour des conflits politiques variés, mais elle n'a jamais exercé le moindre monopole sur la vie politique des nations concernées ; elle a exacerbé et exploité les intérêts conflictuels

existants ou les problèmes politiques du moment, mais jamais elle n'a provoqué de nouveaux conflits, ni produit de nouvelles catégories de pensée politique. Le racisme est né d'expériences et de constellations politiques jusque-là inconnues et qui auraient paru fort étranges même à d'aussi ardents défenseurs de la « race » qu'un Gobineau ou un Disraeli. Entre les hommes aux conceptions faciles et brillantes et les hommes aux actes brutaux qui ne sont que bestialité en action, il y a un abîme qu'aucune argumentation intellectuelle ne saurait combler. Selon toute vraisemblance, la pensée raciale aurait disparu le moment venu et en même temps que le reste de ces opinions irresponsables du xix^e siècle si la « mêlée pour l'Afrique » et l'ère nouvelle de l'impérialisme n'étaient venues exposer l'humanité occidentale au choc de nouvelles expériences. L'impérialisme aurait dû inventer le racisme comme seule « explication » et seule excuse possibles pour ses méfaits même s'il n'avait jamais existé de pensée raciale dans le monde civilisé.

Comme la pensée raciale existait néanmoins bel et bien, elle se révéla une aide précieuse pour le racisme. L'existence même d'une opinion qui pût se recommander d'une certaine tradition permettait de cacher les forces destructrices de la nouvelle doctrine qui, sans ses allures de respectabilité nationale ou la caution apparente de la tradition, aurait peut-être laissé percer son incompatibilité fondamentale avec toutes les valeurs politiques et morales occidentales héritées du passé, et cela même avant d'avoir pu détruire le concert des nations européennes.

CHAPITRE VII

RACE ET BUREAUCRATIE

Les nouveaux moyens visant à imposer l'organisation politique et l'autorité aux populations étrangères furent découverts au cours des premières décennies de l'impérialisme. L'un était la race en tant que principe du corps politique, l'autre la bureaucratie comme principe de domination à l'étranger. Si l'on n'avait pas utilisé la race comme substitut à la nation, la mêlée pour l'Afrique et la fièvre de l'investissement auraient fort bien pu rester cette vaine « ronde de la mort et du négoce » (Joseph Conrad) de toutes les ruées vers l'or. Si l'on n'avait pas utilisé la bureaucratie comme substitut au gouvernement, le dominion britannique de l'Inde aurait fort bien pu être abandonné à l'impudence des « briseurs de loi de l'Inde » (Burke) sans altérer le climat politique de toute une époque.

En réalité, c'est sur le continent noir que ces deux découvertes ont été faites. La race apportait une explication de fortune à l'existence de ces êtres qu'aucun homme appartenant à l'Europe ou au monde civilisé ne pouvait comprendre et dont l'humanité apparaissait si terrifiante et si humiliante aux yeux des immigrants qu'ils ne pouvaient imaginer plus longtemps appartenir au même genre humain. La race fut la réponse des Boers à l'accablante monstruosité de l'Afrique – tout un continent peuplé et surpeuplé de sauvages –, l'explication de la folie qui les saisit et les illumina comme « l'éclair dans un ciel serein : “Exterminer toutes les brutes” ⁷⁰⁵ . » Cette réponse conduisit aux massacres les plus terribles de l'histoire récente, à l'extermination des tribus hottentotes par les Boers, à l'assassinat sauvage perpétré par Carl Peters dans le Sud-Est africain allemand, à la décimation de la paisible population du Congo – de 20 à 40 millions d'individus, réduite à 8 millions ;

enfin, et peut – être pire que tout le reste, elle suscita l'introduction triomphante de semblables procédés de pacification dans des politiques étrangères ordinaires et respectables. Auparavant, quel chef d'État civilisé aurait jamais prononcé cette exhortation de Guillaume II à un corps expéditionnaire allemand chargé d'écraser l'insurrection des Boxers en 1900 : « Tout comme les Huns, il y a mille ans, se firent, sous la conduite d'Attila, une réputation qui leur vaut de vivre encore dans l'histoire, puisse le nom d'Allemand se faire connaître en Chine de telle manière que plus jamais un Chinois n'osera poser les yeux sur un Allemand ⁷⁰⁶ ! » Alors que la race, soit sous la forme d'idéologie propre à l'Europe, soit sous la forme d'explication de fortune pour des expériences meurtrières, a toujours attiré les pires éléments de la civilisation occidentale, ce sont les meilleurs éléments, et parfois même les plus lucides des couches de l'intelligentsia européenne qui ont découvert la bureaucratie et que celle – ci a attirés en premier lieu. L'administrateur qui gouvernait à l'aide de rapports ⁷⁰⁷ et par décrets, dans un secret plus hostile que celui de n'importe quel despote oriental, sortait d'une tradition de discipline militaire pour se retrouver au milieu d'hommes sans pitié et sans loi ; il avait longtemps vécu à l'image de son rêve d'enfance, honnête et sincère, tel un moderne chevalier à l'armure étincelante envoyé au secours de peuples démunis et primitifs. Et il s'était acquitté de sa tâche pour le meilleur et pour le pire tant qu'il avait évolué dans un monde régi par la vieille « tri – nité – guerre, négoce et piraterie » (Goethe), non dans le jeu complexe de politiques d'investissement à grande échelle qui exigeait qu'un peuple fût dominé, et non pas, comme par le passé, au nom de sa propre richesse, mais au nom de l'opulence d'un autre pays. La bureaucratie devint l'organisation du grand jeu de l'expansion où chaque région était considérée comme un tremplin pour de nouveaux engagements, chaque peuple comme un instrument pour de nouvelles conquêtes.

Bien qu'en fin de compte, racisme et bureaucratie se soient révélés à maints égards étroitement liés, ils furent conçus et se développèrent de manière indépendante. Aucun des hommes qui furent, de près ou de loin, impliqués dans leur accomplissement ne devina jamais quel éventail de potentialités d'accumulation du pouvoir et de destruction cette seule combinaison pouvait offrir. Lord Cromer qui, de simple chargé d'affaires britannique se changea en Égypte en bureaucrate impérialiste, n'aurait pas davantage rêvé de combiner l'administration et le massacre (« massacres administratifs », ainsi que Carthill l'exprima sans détour quarante ans plus tard) que les fanatiques de la race en Afrique du Sud n'auraient songé à organiser des massacres dans le but d'instaurer une communauté politique restreinte et rationnelle (comme le firent les nazis dans les camps d'extermination).

I. LE MONDE FANTÔME DU CONTINENT NOIR

Jusqu'à la fin du siècle dernier, les entreprises coloniales des peuples européens avaient produit au-delà des mers deux grands types de réalisations : sur les territoires récemment découverts et de population clairsemée, la mise en place de nouvelles colonies qui adoptèrent les institutions politiques et juridiques de la métropole ; dans les contrées déjà connues quoique exotiques et de peuplement étranger, l'établissement de comptoirs maritimes et commerciaux dont le seul rôle était de faciliter l'échange, jusque-là mouvementé, des trésors du monde. La colonisation se fit en Amérique et en Australie, deux continents qui, faute d'une histoire et d'une culture bien à eux, étaient tombés aux mains des Européens. Les comptoirs commerciaux étaient particuliers à l'Asie où, des siècles durant, les Européens n'avaient manifesté ni désir d'instaurer un gouvernement permanent ni intentions de conquête, ni dessein de décimer la population indigène et d'installer une colonisation permanente ⁷⁰⁸. Ces deux formes d'entreprise outre-mer

évoluèrent selon un processus lent et régulier qui s'étend sur près de quatre siècles, au cours duquel les colonies obtinrent peu à peu leur indépendance, et la possession de comptoirs commerciaux s'échangea entre nations en fonction de leur faiblesse ou de leur force relatives en Europe.

Le seul continent auquel l'Europe n'avait pas touché au cours de son histoire coloniale, c'était le continent noir, l'Afrique. Sa côte nord, habitée par des populations et des tribus arabes, était bien connue et avait toujours fait partie d'une manière ou d'une autre de la sphère d'influence de l'Europe depuis l'Antiquité. Trop bien peuplées pour attirer les colons, et trop pauvres pour être exploitées, ces régions avaient subi toutes sortes de dominations étrangères et de mauvais traitements anarchiques, mais, chose curieuse, elles n'avaient jamais réussi – après le déclin de l'empire égyptien et la destruction de Carthage – à se doter d'une véritable indépendance ni d'une organisation politique solide. Les pays européens avaient essayé à plusieurs reprises, il est vrai, de traverser la Méditerranée pour imposer leur domination sur les territoires arabes et leur christianisme aux peuples musulmans, mais ils n'avaient jamais tenté de traiter les territoires d'Afrique du Nord comme des possessions d'outre-mer. Bien au contraire, ils avaient souvent souhaité les incorporer à leurs mères patries respectives. Cette tradition séculaire, encore suivie dans un proche passé par l'Italie et la France, fut rompue quand, dans les années 1880, l'Angleterre arriva en Égypte pour protéger le canal de Suez sans intention ni de conquête ni d'intégration. La question n'est pas que l'Égypte ait été utilisée, mais que l'Angleterre (nation qui n'étendait pas son emprise sur les rivages de la Méditerranée) n'aurait jamais prêté le moindre intérêt à l'Égypte si elle n'en avait eu besoin à cause des trésors de l'Inde.

Alors que l'impérialisme fit passer l'Égypte de la situation de pays occasionnellement convoité pour lui-même à celle de base militaire tournée vers l'Inde et de tremplin pour une plus vaste

expansion, c'est l'inverse qui se produisit en Afrique du Sud. Depuis le xvn^e siècle, l'importance du cap de Bonne-Espérance avait dépendu de l'Inde, centre de la richesse coloniale ; toute nation qui y établissait des comptoirs de commerce devait posséder une base maritime au Cap, qui fut abandonnée lorsque le commerce avec l'Inde eut été liquidé. À la fin du xvm^e siècle, la Compagnie anglaise des Indes orientales l'emporta sur le Portugal, la Hollande et la France et obtint le monopole du commerce avec l'Inde ; l'occupation de l'Afrique du Sud suivit par voie de conséquence. Si l'impérialisme s'était contenté de poursuivre les vieux courants du commerce colonial (que l'on confond si souvent avec l'impérialisme), l'Angleterre aurait liquidé sa situation en Afrique du Sud avec l'ouverture du canal de Suez en 1869. Bien qu'aujourd'hui l'Afrique du Sud fasse partie du Commonwealth, elle reste différente des autres dominions ; fertilité et population clairsemée, les deux principales conditions préalables à la colonisation proprement dite, en étaient absentes et la seule tentative pour y fixer 5000 Anglais sans ⁷⁰⁹ emploi, au début du xix^e siècle, s'était soldée par un échec. Non seulement le flot des émigrants des îles Britanniques a soigneusement évité l'Afrique du Sud pendant tout le xix^e siècle, mais c'est aussi le seul dominion que, plus près de nous, un flot ininterrompu d'émigrants a quitté pour rentrer en Angleterre ^{709a}. L'Afrique du Sud, qui devint le « bouillon de culture de l'impérialisme » (Dance), ne fut jamais revendiquée par les défenseurs les plus farouches de la « Saxonité », pas plus qu'elle ne figurait dans les visions d'empire asiatique des rêveurs les plus romantiques que l'Angleterre ait produits. Cela suffit à montrer combien l'influence réelle de l'entreprise coloniale pré-impérialiste et de la colonisation outre-mer fut mineure pour le développement de l'impérialisme proprement dit. Si la colonie du Cap était restée à l'intérieur de la structure des politiques pré-impérialistes, elle aurait été abandonnée au moment précis où elle devint en fait primordiale.

Bien que la découverte de mines d'or et de gisements de diamants dans les années 1870 et 1880 eût été en elle-même de peu de conséquence si elle n'avait agi par hasard comme catalyseur sur les forces impérialistes, il n'en demeure pas moins remarquable que la prétention des impérialistes à trouver une solution durable au problème des capitaux superflus avait été initialement motivée par une ruée vers la matière première la plus superflue que l'on puisse trouver sur terre. L'or n'occupe qu'une petite place dans la production humaine et il est négligeable par rapport au fer, au charbon, au pétrole et au caoutchouc ; en revanche, c'est le symbole le plus ancien de la richesse pure et simple. Par son inutilité dans la production industrielle, l'or présente ironiquement une ressemblance avec les capitaux superflus qui financèrent la prospection des mines d'or et avec les hommes superflus qui effectuèrent les fouilles. À la prétention impérialiste d'avoir trouvé un salut permanent pour une société décadente et une organisation politique archaïque, il ajoutait sa propre prétention à posséder une stabilité apparemment éternelle et une indépendance totale vis-à-vis de facteurs fonctionnels. Il est significatif qu'une société sur le point d'abandonner toutes ses valeurs absolues traditionnelles se soit mise à chercher une valeur absolue dans la sphère économique où, en vérité, une telle chose ne saurait exister, puisque tout y est par définition fonctionnel. Cette croyance illusoire dans sa valeur absolue explique que la production de l'or ait été, depuis une époque reculée, l'affaire d'aventuriers, de joueurs, de criminels, d'éléments au ban de toute société saine et normale. La nouveauté de la ruée vers l'or sud-africain tenait à ce que, cette fois, les chercheurs de fortune n'étaient pas nettement à l'extérieur de la société civilisée, mais au contraire très clairement un sous-produit de cette société, un inévitable résidu du système capitaliste, voire les représentants d'une économie produisant sans relâche une superfluité d'hommes et de capitaux.

Les hommes superflus, « les bohémiens des quatre continents ⁷¹⁰ » qui se ruèrent au Cap avaient encore beaucoup de traits communs avec les aventuriers du passé. Eux aussi pouvaient dire : « Qu'on me débarque dans un coin à l'est de Suez où le meilleur ressemble au pire / Où il n'y a pas les Dix Commandements, et où un homme peut avoir soif. » La différence n'était pas dans leur moralité ou dans leur immoralité, mais plutôt dans le fait que la décision de rejoindre cette foule « de toutes nations et de toutes couleurs ⁷¹¹ » n'était plus leur affaire ; qu'ils n'avaient pas quitté la société, mais qu'ils avaient été rejetés par elle ; qu'ils ne menaient pas une entreprise hors des limites permises par la civilisation, mais qu'ils étaient de simples victimes privées d'utilité ou de fonction. Leur seul choix avait été un choix négatif, une décision à contre-courant des mouvements de travailleurs, par laquelle les meilleurs de ces hommes superflus, ou de ceux qui étaient menacés de l'être, établissaient une sorte de contre-société qui leur permît de trouver le moyen de réintégrer un monde humain fait de solidarité et de finalités. Ils n'étaient rien en eux – mêmes, rien que le symbole vivant de ce qui leur était arrivé, l'abstraction vivante et le témoignage de l'absurdité des institutions humaines. Ils n'étaient pas des individus, comme les vieux aventuriers, ils étaient l'ombre d'événements avec lesquels ils n'avaient rien à voir.

Comme M. Kurtz dans *Au cœur des ténèbres* de Conrad, ils étaient « creux jusqu'au noyau », « téméraires sans hardiesse, gourmands sans audace et cruels sans courage ». Ils ne croyaient en rien et « pouvaient se mettre à croire à n'importe quoi – absolument n'importe quoi ». Exclue d'un monde fait de valeurs sociales reconnues, ils s'étaient vus renvoyés à eux-mêmes et n'avaient toujours rien sur quoi s'appuyer si ce n'est, çà et là, une étincelle de talent qui les rendait aussi dangereux qu'un Kurtz, pour peu qu'ils pussent trouver le moyen de rentrer dans leur pays natal. Car le seul talent qui pût éclore dans leurs âmes creuses était ce don de fascination qui fait « un

splendide chef de parti extrémiste ». Les plus doués étaient des incarnations ambulantes de la rancœur, tel l'Allemand Cari Peters (peut-être le modèle de Kurtz) qui admettait ouvertement qu'il en « avait assez d'être compté au nombre des parias et voulait faire partie d'une race de maîtres ⁷¹² ». Mais, doués ou non, ils étaient tous « prêts à tout, du pile ou face au meurtre prémédité », et, à leurs yeux, leurs semblables n'étaient « rien de plus, d'une manière ou d'une autre, que cette mouche ». Ainsi introduisirent-ils – ou, en tout cas, apprirent-ils vite – le savoir-vivre convenant au futur type de criminel pour qui le seul péché impardonnable est de perdre son sang-froid.

Il y avait indéniablement d'authentiques gentlemen parmi eux, tel le Mr. Jones du *Victoire* de Conrad, que l'ennui poussait à accepter de payer n'importe quel prix pour habiter le « monde du hasard et de l'aventure », ou Mr. Heyst, qui était ivre de mépris pour toutes choses humaines jusqu'à ce qu'il se mît à errer « comme la feuille au vent [...] sans jamais se fixer nulle part ». Ils étaient irrésistiblement attirés par un monde où tout était dérision, un monde capable de leur enseigner la « farce suprême », à savoir « la maîtrise du désespoir ». Le parfait gentleman et la parfaite canaille finissaient par bien se connaître dans la « grande jungle sauvage et sans loi », et ils s'y trouvaient « bien assortis dans leur immense dissemblance ; âmes identiques sous des masques différents ». Nous avons vu l'attitude de la haute société au cours de l'affaire Dreyfus, nous avons vu Disraeli découvrir la relation sociale entre le vice et le crime ; ici encore, de nouveau, la haute société tombe amoureuse de ses propres bas-fonds et le criminel se sent élevé lorsqu'une froideur civilisée, le souci d'éviter des « efforts inutiles », le savoir-vivre l'autorisent à créer une atmosphère vicieuse et raffinée autour de ses crimes. Ce raffinement, le contraste même entre la brutalité du crime et la manière de le perpétrer, devient le terrain d'une profonde entente entre lui-même et le parfait gentleman.

Mais ce qui, après tout, prit des dizaines d'années pour s'accomplir en Europe, à cause de l'effet-retard des valeurs éthiques et sociales, explosa avec la soudaineté d'un court-circuit dans le monde fantôme de l'aventure coloniale.

Hors de toute contrainte sociale et de toute hypocrisie, avec la vie indigène en toile de fond, le gentleman et le criminel éprouvaient non seulement la complicité d'hommes partageant la même couleur de peau, mais aussi le pouvoir d'un monde offrant des possibilités illimitées pour commettre des crimes dans un esprit ludique, pour mêler l'horreur et le rire, autrement dit pour que se réalisât pleinement leur propre existence de fantômes. La vie indigène prêtait à ces événements fantomatiques un semblant de garantie contre toute conséquence, puisque de toute façon elle apparaissait à ces hommes comme un « simple théâtre d'ombres. Théâtre d'ombres que la race dominante pouvait traverser sans émotion et sans inquiétude à la poursuite de ses incompréhensibles buts et besoins ».

Le monde des sauvages indigènes était le décor idéal pour des hommes qui s'étaient échappés des réalités de la civilisation. Sous un soleil sans merci, environnés par une nature totalement hostile, ils se trouvaient confrontés à des êtres humains qui, vivant sans avenir prévisible ni passé d'actions accomplies, leur semblaient aussi incompréhensibles que les pensionnaires d'un asile d'aliénés. « L'homme pré-historique nous adressait ses malédictions, ses prières, ses souhaits de bienvenue, nous suppliait-il, nous faisait-il fête – qui pouvait le dire ? Nous étions totalement coupés de la compréhension de ce qui nous entourait ; nous passions doucement, tels des fantômes, perplexes et secrètement épouvantés, comme le seraient des gens sains d'esprit devant un débordement d'enthousiasme subit dans une maison de fous. Nous ne pouvions pas comprendre parce que nous étions trop loin et ne pouvions nous rappeler, parce que nous parcourions la nuit des premiers âges, de ces âges qui ont

disparu, ne laissant guère de signes – et aucun souvenir. [...] La terre paraissait un autre monde [...] et les hommes étaient – non, ils n'étaient pas inhumains. Eh bien, voyez-vous, c'était ça le pire – se douter qu'ils n'étaient pas inhumains. Ça vous venait tout doucement. Ils hurlaient et bondissaient, et tournoyaient et faisaient d'horribles grimaces ; mais ce qui vous faisait frémir, c'était précisément l'idée de leur humanité – semblable à la vôtre – la pensée de votre lointaine parenté avec ce tumulte effréné et passionné. » (*Au cœur des ténèbres.*)

Il est étrange que, du point de vue historique, l'existence d'« hommes préhistoriques » ait eu si peu d'influence sur l'homme occidental avant la mêlée pour l'Afrique. Mais il faut noter que rien de semblable ne s'était produit depuis aussi longtemps : que les tribus sauvages, moins nombreuses que les colons européens, avaient été exterminées, que des cargaisons de nègres étaient importées comme esclaves dans le monde européenisé des États-Unis, ou même que des individus isolés s'étaient glissés au cœur de ce continent noir où les sauvages étaient assez nombreux pour constituer leur propre monde, un monde de déraison auquel l'aventurier européen venait ajouter la folie du chasseur d'ivoire. Beaucoup de ces aventuriers étaient devenus fous dans la sauvagerie silencieuse d'un continent surpeuplé où la présence d'êtres humains ne faisait que souligner une solitude totale et où une nature intacte, hostile au point d'en être écrasante, et que nul ne s'était jamais soucié de transformer en paysage humain, semblait attendre avec une patience sublime « que disparaisse la fantastique invasion » de l'homme. Mais leur folie n'avait pas dépassé le stade d'une expérience individuelle dénuée de conséquences.

La situation changea avec l'arrivée des hommes de la mêlée pour l'Afrique. Ceux-ci n'étaient plus des individus isolés ; « l'Europe tout entière avait contribué à [les] fabriquer ». Ils se groupèrent dans la partie méridionale du continent où ils rencontrèrent les Boers, groupe séparatiste hollandais que l'Europe avait presque oublié mais qui allait maintenant

pouvoir servir d'introduction naturelle au défi que constituaient ces nouveaux pays environnants. La réaction des hommes superflus fut en grande part déterminée par celle du seul groupe européen qui avait jamais eu à vivre, bien que dans un isolement complet, dans un monde de sauvages noirs.

Les Boers descendent de colons hollandais qui, au milieu du xvn^e siècle, s'étaient installés au Cap pour fournir des légumes frais et de la viande aux bateaux faisant route vers les Indes. Au cours du siècle suivant, il n'y avait eu qu'un petit groupe de huguenots français pour les suivre, si bien que c'est seulement grâce à son taux de natalité élevé que le noyau hollandais avait pu devenir un peuple de dimension restreinte. Complètement à l'écart du courant de l'histoire européenne, ils s'étaient engagés sur une voie telle que « peu de nations l'avaient suivie avant eux, et où aucune n'avait vraiment réussi ⁷¹³ ».

Les deux principaux facteurs matériels du développement du peuple boer étaient d'une part un sol extrêmement pauvre, qui ne pouvait servir qu'à un élevage extensif, et d'autre part une importante population noire organisée en tribus de chasseurs nomades ⁷¹⁴ . La pauvreté du sol interdisait la colonisation groupée et empêchait les fermiers qu'étaient les colons hollandais de s'organiser en villages sur le modèle de leur pays natal. Ces grandes familles, isolées les unes des autres par de vastes étendues de désert, avaient dû se donner une sorte d'organisation de clan, et seule la menace permanente d'un ennemi commun, ces tribus noires bien plus nombreuses que les colons blancs, retenait ces clans de se livrer une guerre active. La solution à ce double problème du manque de fertilité et de l'abondance des indigènes fut l'esclavage ⁷¹⁵ . Esclavage est toutefois un mot qui rend très mal compte de la réalité. Tout d'abord, l'esclavage, tout en domestiquant une certaine partie de la population sauvage, ne la maîtrisa jamais dans sa totalité, si bien que les Boers ne purent jamais oublier leur première et horrible frayeur face à un type d'hommes que leur orgueil et leur sens de la dignité humaine leur interdisaient d'accepter

comme leurs semblables. Cette peur de quelque chose qui vous ressemble et qui ne devrait pourtant en aucun cas pouvoir vous être semblable resta liée au principe même de l'esclavage et devint le fondement d'une société de race.

Le genre humain se souvient de l'histoire des peuples mais ne connaît les tribus préhistoriques qu'à travers la légende. Le mot « race » ne revêt de sens précis qu'aux époques et aux endroits où les peuples sont confrontés à de telles tribus dont ils ne possèdent aucun témoignage historique et qui n'ont, quant à elles, aucune connaissance de leur propre histoire. Ou bien elles représentent l'« homme préhistorique », spécimen d'une survivance accidentelle des premières formes de la vie humaine sur terre, ou bien elles sont les survivantes « posthistoriques » de quelque cataclysme inconnu qui a mis fin à une civilisation dont nous ne savons rien. Elles apparurent certainement plutôt comme les survivantes de quelque grande catastrophe qui aurait pu être suivie par des désastres de moindre importance jusqu'à ce que la succession monotone des catastrophes semblât la condition naturelle de la vie humaine. Quoi qu'il en soit, les races, dans cette acception, furent seulement découvertes dans les régions où la nature était particulièrement hostile. Ce qui les rendait différentes des autres êtres humains ne tenait pas du tout à la couleur de leur peau, mais au fait qu'elles se comportaient comme partie intégrante de la nature, qu'elles traitaient la nature comme leur maître incontesté, qu'elles n'avaient pas créé un monde humain, une réalité humaine, et que la nature, pour elles, était par conséquent demeurée, dans toute sa majesté, la seule et toute-puissante réalité – en comparaison, elles – mêmes faisaient figure de fantômes irréels, d'ombres spectrales. Elles étaient, si l'on peut dire, des êtres humains « naturels » à qui manquait le caractère spécifiquement humain, la réalité spécifiquement humaine, à tel point que, lorsque les Européens les massacraient, ils n'avaient pas, au fond, conscience de commettre un meurtre.

Qui plus est, le massacre insensé des tribus indigènes dans le continent noir restait tout à fait dans la tradition de ces tribus elles-mêmes. Exterminer les tribus hostiles avait toujours été la règle dans les guerres entre indigènes de l'Afrique et elle n'était pas pour autant abolie lorsque, par hasard, un chef noir parvint à unir plusieurs tribus sous son autorité. Le roi Chaka, qui rassembla au début du xix^e siècle les tribus zoulou dans une organisation extraordinairement disciplinée et guerrière, ne put instaurer ni un peuple ni une nation zoulou. Il ne réussit qu'à exterminer plus d'un million de membres de tribus plus faibles ⁷¹⁶. Puisque ni la discipline ni l'organisation militaires ne suffisent par elles-mêmes à établir un corps politique, cette destruction demeura un épisode sans précédent dans un processus irréal, incompréhensible, que l'homme ne saurait accepter et dont, par conséquent, l'histoire humaine ne garde pas mémoire.

Pour les Boers, l'esclavage était une forme d'adaptation d'un peuple européen à une race noire ⁷¹⁷, et ne ressemblait que superficiellement aux exemples historiques où il résultait de la conquête ou du trafic d'esclaves. Aucun corps politique, aucune organisation communautaire n'unissaient les Boers, aucun territoire n'était nettement colonisé, et les esclaves noirs ne servaient aucune civilisation blanche. Les Boers avaient perdu à la fois leurs liens de paysans avec la terre et leur sentiment d'hommes civilisés à l'égard de la solidarité humaine. « Que chacun fuie la tyrannie du foyer de son voisin ⁷¹⁸ » était la règle du pays, et chaque famille boer répétait dans un isolement total le modèle général de l'expérience boer parmi les sauvages noirs, loin du contrôle de « bons voisins prêts à vous faire fête ou à vous rencontrer par hasard, marchant précautionneusement entre le boucher et le policier, dans la sainte terreur du scandale, du gibet et des asiles de fous » (Conrad). À force de régner sur des tribus et de vivre de leur labeur en parasites, les Boers en vinrent à occuper une position tout à fait analogue à celle des chefs de tribus indigènes dont ils

avaient liquidé la domination. Les indigènes les reconnaissaient en tout cas comme une forme supérieure d'autorité tribale, une sorte de souveraineté naturelle à laquelle chacun doit se soumettre, si bien que le rôle divin des Boers avait autant été imposé par leurs esclaves noirs que librement assumé par eux-mêmes. Il va de soi que pour ces dieux blancs régissant sur des esclaves noirs, la loi signifiait seulement la privation de liberté, et le gouvernement la restriction de l'arbitraire sauvage du clan ⁷¹⁹. Les Boers voyaient dans les indigènes l'unique « matière première » que l'Afrique offrit en abondance et ils ne les utilisaient pas dans le but de s'enrichir, mais uniquement pour assurer les stricts besoins indispensables à l'existence humaine.

En Afrique du Sud, les esclaves noirs devinrent rapidement la seule fraction de la population à travailler réellement. Leur labeur était marqué par tous les désavantages connus du travail des esclaves, tels que manque d'initiative, paresse, absence de soin pour les outils, inefficacité générale. Par conséquent, il suffisait à peine à faire vivre leurs maîtres et il ne parvenait jamais à produire le degré d'abondance capable de nourrir une civilisation. C'est cette dépendance totale vis-à-vis du travail d'autrui et ce mépris complet pour toute forme de travail et de productivité qui transformèrent le Hollandais en Boer et donnèrent à son concept de race une signification spécifiquement économique ⁷²⁰.

Les Boers furent le premier groupe européen à se détacher totalement de l'orgueil que l'homme occidental trouvait à vivre dans un monde créé et fabriqué par lui ⁷²¹. Ils traitaient les indigènes comme une matière première et se nourrissaient d'eux comme on pourrait se nourrir des fruits d'un arbre sauvage. Paresseux et improductifs, ils se contentaient de végéter, exactement comme les tribus noires végétaient depuis des millénaires. L'immense horreur qui avait saisi les Européens lorsqu'ils s'étaient trouvés pour la première fois face à la vie indigène était précisément due à cette note d'inhumanité chez des êtres humains qui semblaient

appartenir à la nature au même titre que les animaux sauvages. Les Boers vivaient de leurs esclaves exactement comme les indigènes avaient vécu d'une nature brute et intacte. Quand, dans leur frayeur et leur misère, les Boers résolurent d'exploiter ces sauvages comme s'ils avaient représenté tout simplement une autre forme de la vie animale, ils s'engagèrent dans un processus qui ne pouvait finir qu'avec leur propre dégénérescence en une race blanche vivant à côté et avec des races noires dont, à la fin, ils ne différaient plus que par la couleur de la peau.

L'exemple des Blancs pauvres d'Afrique du Sud, qui représentaient en 1923 10 % de la population blanche totale ⁷²², et dont le niveau de vie ne diffère guère de celui des tribus bantoues, nous met aujourd'hui en garde contre une telle évolution. Leur pauvreté est presque exclusivement la conséquence de leur mépris pour le travail et de leur adaptation au mode de vie des tribus noires. Comme les Noirs, ils abandonnaient le sol quand sa culture, extrêmement primitive, cessait de leur procurer le peu dont ils avaient besoin, ou dès qu'ils avaient exterminé les animaux de la région ⁷²³. Ils arrivèrent aux gisements d'or et de diamants en même temps que leurs anciens esclaves, abandonnant leurs fermes dès que les travailleurs noirs les quittaient. Mais, à la différence des indigènes qui étaient immédiatement engagés comme main-d'œuvre non qualifiée, ils demandaient la charité, qui leur était d'ailleurs garantie par leur peau* blanche, tant ils avaient perdu conscience que, normalement, les hommes ne gagnent pas leur vie avec la couleur de leur peau ⁷²⁴. Si leur conscience de race est aujourd'hui violente, ce n'est pas seulement parce qu'ils n'ont rien à perdre en dehors de leur appartenance à la communauté blanche, c'est aussi parce que le concept de race semble définir leur propre condition bien plus que celle de leurs anciens esclaves qui sont, eux, en passe de devenir des travailleurs, fraction normale de la civilisation humaine. Le racisme comme moyen de domination avait été exploité dans

cette société de Blancs et de Noirs avant que l'impérialisme n'en fasse son idée politique principale. Son fondement et sa justification étaient toujours l'expérience elle-même, la terrifiante expérience d'une différence défiant l'imagination ou toute compréhension ; à la vérité, il était bien tentant de déclarer tout simplement que ces créatures n'étaient pas des êtres humains. Puisque, en dépit de toute explication idéologique, les hommes noirs s'entêtaient néanmoins à conserver leurs traits humains, les « hommes blancs » n'avaient plus qu'à reconsidérer leur propre humanité et à décréter qu'ils étaient eux-mêmes plus qu'humains, et manifestement élus par Dieu pour être les dieux des hommes noirs. C'était la seule conclusion logique si l'on voulait dénier radicalement une communauté de liens quelconque avec les sauvages ; dans la pratique, cela signifiait que le christianisme perdait pour la première fois son pouvoir décisif de garde-fou contre les dangereuses perversions de la conscience humaine, laissant ainsi présager son inefficacité fondamentale dans certaines sociétés raciales plus récentes ⁷²⁵. Les Boers niaient tout simplement la doctrine chrétienne de l'origine commune des hommes et transformaient les passages de l'Ancien Testament qui ne transcendaient pas encore les limites de la vieille religion israélite en une superstition que l'on ne pourrait même pas appeler hérésie ⁷²⁶. Comme les Juifs, ils se percevaient eux-mêmes comme le peuple élu ⁷²⁷, avec cette différence primordiale qu'ils n'avaient pas été choisis au nom de la Rédemption du genre humain, mais pour dominer paresseusement un autre groupe social qui se voyait condamné à une besogne tout aussi paresseuse ⁷²⁸. C'était la volonté de Dieu sur la terre, comme le proclamait et comme le proclame encore l'Église réformée hollandaise dans sa profonde hostilité aux missionnaires de tous les autres cultes chrétiens ⁷²⁹.

Du racisme boer émane, à l'encontre des autres courants, un accent d'authenticité et pour ainsi dire d'innocence. Son absence totale de littérature et d'autres expressions

intellectuelles en est la meilleure preuve ⁷³⁰ . Il fut et demeure une réaction désespérée à des conditions de vie désespérées, réaction informelle et sans conséquence tant qu'il demeurait isolé. Les choses ne commencèrent à bouger qu'avec l'arrivée des Britanniques, qui témoignaient de peu d'intérêt à l'égard de leur colonie la plus récente, laquelle, en 1849, portait encore le nom de base militaire (par opposition à une véritable colonie ou une plantation). Mais leur seule présence – c'est-à-dire leur différence d'attitude envers les indigènes, en qui ils ne voyaient pas une autre espèce animale, puis, plus tard (après 1834), leurs efforts pour abolir l'esclavage, mais surtout pour fixer les frontières de la propriété terrienne – provoqua des réactions violentes au sein de la société stagnante des Boers. Trait caractéristique des Boers, ces réac-

tions se sont répétées selon le même schéma tout au long du xix^e siècle : les fermiers boers fuyaient la loi britannique en s'enfonçant en chariot dans l'intérieur sauvage du pays, abandonnant sans regrets fermes et terres. Plutôt que d'accepter une limitation de leurs biens, ils préféraient s'en séparer tout à fait ⁷³¹ . Ce qui ne signifie pas que les Boers ne se sentaient pas chez eux partout où ils se trouvaient ; ils se sentaient et se sentent encore bien plus chez eux en Afrique qu'aucun des immigrants qui suivirent, en Afrique et non dans un territoire spécifique et délimité. Leurs fantastiques *treks*, qui plongeaient l'administration britannique dans la consternation, montraient clairement qu'ils s'étaient transformés en tribu et qu'ils avaient perdu le sentiment européen du territoire, d'une *patria* bien à soi. Ils se comportaient exactement comme les tribus noires qui depuis des siècles erraient elles aussi à travers le continent noir – se sentant chez eux là où la horde se trouvait être, et fuyant comme la peste toute tentative d'implantation déterminée.

Le déracinement caractérise toutes les organisations de race. Ce que les « mouvements » européens cherchaient sciemment – transformer le peuple en horde – peut être observé comme une

expérience de laboratoire dans la précoce et triste tentative des Boers. Tandis que le déracinement comme but avoué s'appuyait à l'origine sur la haine d'un monde qui ne laissait pas de place aux hommes « superflus », si bien que sa destruction pouvait devenir l'enjeu politique suprême, le déracinement des Boers était le résultat naturel d'une émancipation précoce vis-à-vis du travail, et de l'absence totale d'un monde façonné à l'image de l'homme. On trouve la même similitude frappante entre les « mouvements » et l'interprétation boer de la notion d'« élection ». Mais, alors que la nation d'élection des mouvements pangermaniste et panslaviste ou du mouvement messianique polonais était un instrument de domination plus ou moins conscient, la dénaturation boer du christianisme s'enracinait solidement dans une horrible réalité où de misérables « hommes blancs » étaient adorés comme des divinités par des « hommes noirs » qui partageaient leur infortune. Vivant dans un environnement qu'ils n'avaient pas le pouvoir de transformer en monde civilisé, ils ne pouvaient trouver de valeur plus élevée qu'eux-mêmes. Toutefois, que le racisme apparaisse comme le résultat naturel d'une catastrophe ou comme l'instrument conscient de cette catastrophe, il est toujours étroitement lié au mépris du labeur, à la haine des limitations territoriales, à un déracinement général et à une croyance indéfectible en sa propre élection divine.

À ses débuts, l'autorité britannique, avec ses missionnaires, ses soldats, ses explorateurs, ne comprit pas que l'attitude des Boers tirait en partie sa source de la réalité. Les Britanniques ne voyaient pas que la suprématie absolue de l'Europe – à laquelle ils tenaient après tout autant que les Boers – ne pourrait guère se maintenir que par le biais du racisme, puisque la population européenne permanente des colonies demeurerait toujours aussi désespérément inférieure en nombre ⁷³² ; ils étaient choqués à l'idée que « les Européens établis en Afrique étaient voués à se conduire eux-mêmes en sauvages sous prétexte que c'était la coutume du pays ⁷³³ » et, dans la simplicité de leur esprit

utilitariste, ils trouvaient que c'était folie de sacrifier productivité et profit à un monde fantôme de dieux blancs régnant sur des spectres noirs. C'est seulement avec l'établissement des Anglais et des autres Européens au cours de la ruée vers l'or qu'ils s'adaptèrent peu à peu à une population que plus rien, même l'espoir du profit, ne pouvait ramener à la civilisation européenne, qui avait perdu contact avec ses principes élémentaires et s'était coupée des motivations les plus élevées de l'homme européen, parce que toutes ces notions perdent sens et attrait dans une société où nul ne veut rien réaliser et où chacun est devenu un dieu.

II. L'OR ET LA RACE

Les gisements de diamant de Kimberley et les mines d'or du Witwatersrand se trouvaient dans ce monde fantôme de la race, et « une terre qui avait vu l'une après l'autre des cargaisons d'émigrants en route vers la Nouvelle-Zélande et l'Australie passer sans lui accorder un regard voyait maintenant des hommes se bousculer sur ses débarcadères et traverser le pays en toute hâte pour se précipiter vers les mines. La plupart étaient anglais, mais on trouvait parmi eux plus d'un originaire de Riga et de Kiev, de Hambourg et de Francfort, de Rotterdam et de San Francisco ⁷³⁴ ». Tous appartenaient à « une classe de gens qui préfèrent l'aventure et la spéculation à l'industrie sédentaire, et qui rejettent les contraintes de la vie ordinaire [...] [Il y avait] des chercheurs d'or venus d'Amérique et d'Australie, des spéculateurs allemands, des commerçants, des cabaretiers, des joueurs professionnels, des avocats [...], d'anciens officiers de l'armée et de la marine, des cadets de bonne famille [...] un merveilleux assemblage bigarré où l'argent coulait comme de l'eau grâce à l'extraordinaire productivité de la mine ». Ils furent rejoints par des milliers d'indigènes qui venaient au début pour « voler des diamants et gaspiller leurs gains en fusils et en poudre ⁷³⁵ », mais ne

tardèrent pas à travailler pour un salaire et à devenir une source apparemment inépuisable de main – d'œuvre à bas prix quand « la plus stagnante des régions coloniales se mit soudain à déborder d'activité ⁷³⁶ ».

L'abondance d'indigènes, de main-d'œuvre à bas prix, était la première et peut-être la plus importante différence entre cette ruée vers l'or et d'autres du même type. Il devint vite évident que la racaille accourue des quatre coins du monde n'aurait même pas à creuser ; en tout cas, l'attrait permanent de l'Afrique du Sud, la ressource constante qui donnait aux aventuriers l'envie de s'y installer définitivement, ce n'était pas l'or, mais cette matière première humaine qui promettait de leur fournir le moyen de s'émanciper définitivement du travail ⁷³⁷ . Les Européens jouaient exclusivement un rôle de surintendants et ne fournissaient même pas la main-d'œuvre qualifiée ni les contremaîtres, qu'il fallait constamment importer d'Europe.

En second seulement, dans la liste des causes qui peuvent expliquer l'issue des événements, venait le fait que cette ruée vers l'or n'était pas livrée à elle-même mais qu'elle était financée, organisée et contrôlée par l'économie européenne classique, par le truchement de la masse des capitaux superflus et grâce à l'aide des financiers juifs. D'entrée de jeu, « une bonne centaine de négociants juifs qui se sont rassemblés comme des aigles au-dessus de leur proie ⁷³⁸ » intervinrent effectivement comme intermédiaires pour permettre au capital européen d'investir dans les mines d'or ou les industries du diamant.

La seule fraction de la population sud-africaine qui ne prenait pas et ne voulait pas prendre part aux activités soudain débordantes du pays, c'étaient les Boers. Ils détestaient ces *uitlanders* qui se moquaient bien de la citoyenneté mais demandaient et obtenaient la protection des Britanniques, paraissant ainsi renforcer l'influence du gouvernement anglais au Cap. Les Boers réagirent ainsi qu'ils l'avaient toujours fait, ils

vendirent leurs propriétés de Kimberley et tout le diamant qu'elles recelaient, ils abandonnèrent les mines d'or de leurs fermes proches de Johannesburg et s'enfoncèrent encore une fois dans le désert intérieur. Ils ne comprenaient pas que ce nouvel afflux était différent de celui des missionnaires britanniques, des fonctionnaires du gouvernement ou des colons ordinaires, et ils réalisèrent trop tard, alors qu'ils avaient déjà perdu leur part de richesses dans cette chasse à l'or, que l'Or, cette nouvelle idole, n'était pas du tout incompatible avec le Sang, leur idole, que la nouvelle population répugnait tout autant qu'eux-mêmes à travailler, qu'elle était tout aussi incapable d'établir une civilisation, et qu'elle leur épargnerait par conséquent et les tracasseries de la loi qu'affectionnaient les fonctionnaires britanniques et cet irritant concept d'égalité humaine prôné par les missionnaires chrétiens.

Les Boers redoutaient et fuyaient une chose qui, en fait, ne se produisit pas : l'industrialisation du pays. Ils avaient raison dans la mesure où, effectivement, une production et une civilisation normales auraient automatiquement détruit le type de vie d'une société raciale. Un marché normal du travail et des marchandises aurait liquidé les privilèges de la race. Mais l'or et les diamants, dont vécut bientôt la moitié de la population sud-africaine, n'étaient pas des marchandises au même sens du mot, et n'étaient pas produits de la même manière que la laine en Australie, la viande en Nouvelle – Zélande ou le blé au Canada. La position irrationnelle, non fonctionnelle de l'or dans l'économie le rendait indépendant des méthodes rationnelles de production qui, évidemment, n'auraient jamais toléré ces fantastiques écarts entre les salaires des Noirs et ceux des Blancs. L'or, objet de spéculation et dépendant essentiellement, pour sa valeur, de facteurs politiques, devint le « sang vital » de l'Afrique du Sud ⁷³⁹, mais il n'aurait jamais pu devenir, et ne devint jamais, le fondement d'un nouvel ordre économique.

Les Boers redoutaient aussi la simple présence des *uitlanders*, qu'ils prenaient pour des colons anglais. Or les

uitlanders ne venaient là que pour s'enrichir rapidement, et seuls restaient ceux qui n'y parvenaient pas tout à fait ou qui, comme les Juifs, n'avaient aucun pays où retourner. Aucun de ces groupes ne souhaitait particulièrement établir une communauté calquée sur le modèle européen, comme l'avaient fait les colons britanniques en Australie, au Canada et en Nouvelle-Zélande. C'est Barnato qui eut la bonne idée de découvrir que « le gouvernement du Transvaal ne ressemble à aucun autre gouvernement au monde. En vérité, ce n'est pas du tout un gouvernement, mais une énorme compagnie de quelque vingt mille actionnaires ⁷⁴⁰ ». De la même manière, ce fut plus ou moins par suite d'une série de confusions qu'éclata la guerre des Boers, que les Boers crurent à tort être « le point culminant de la croisade perpétuelle du gouvernement britannique pour une Afrique du Sud unie », alors qu'en réalité elle était essentiellement motivée par des intérêts financiers ⁷⁴¹. Quand les Boers perdirent la guerre, ils ne perdirent rien de plus que ce qu'ils avaient d'ores et déjà délibérément abandonné, autrement dit leur part de pactole ; mais ils gagnèrent de façon décisive le consentement de tous les autres éléments européens, y compris le gouvernement britannique, à l'existence d'une société raciale et sans loi ⁷⁴². Aujourd'hui, toutes les composantes de la population, aussi bien britanniques qu'afrikaanders, travailleurs organisés ou capitalistes, s'accordent sur la question raciale ⁷⁴³, et si la montée de l'Allemagne nazie, avec son dessein avoué de transformer le peuple allemand en race, a considérablement renforcé la position politique des Boers, sa défaite, par la suite, ne l'a pas affaiblie.

Les Boers détestaient et craignaient les financiers plus que tous autres étrangers. Mais ils comprenaient plus ou moins que le financier était un personnage clé dans la combinaison de la richesse superflue et des hommes superflus, que c'était son rôle de faire du caractère essentiellement transitoire de cette chasse à l'or une affaire beaucoup plus vaste et beaucoup plus

permanente ⁷⁴⁴ . En outre, la guerre contre les Britanniques révéla bientôt un aspect encore plus décisif ; il devint parfaitement clair qu'elle avait été encouragée par des investisseurs étrangers qui réclamaient la protection du gouvernement pour leurs énormes profits dans ces pays lointains comme une chose allant de soi – comme si les troupes engagées dans une guerre contre des peuples étrangers n'étaient rien d'autre que des forces de police indigènes engagées dans une lutte contre des criminels indigènes. Aux yeux des Boers, il importait peu que les instigateurs de cette forme de violence dans les ténébreuses affaires de la production de l'or et des diamants ne fussent plus les financiers, mais ceux qui avaient précisément réussi à émerger de la populace et qui, comme Cecil Rhodes, croyaient moins au profit qu'à l'expansion pour l'expansion ⁷⁴⁵ . Les financiers, des Juifs pour la plupart, représentants – mais non propriétaires – du capital superflu, ne jouissaient ni de l'influence politique nécessaire ni d'une puissance économique suffisante pour introduire dans cette spéculation et ce jeu des objectifs politiques et une exploitation de la violence.

11 est indéniable que si, en fin de compte, ils n'apparaissent pas comme l'élément moteur de l'impérialisme, les financiers l'ont toutefois singulièrement bien représenté durant sa phase initiale ⁷⁴⁶ . Ils avaient tiré profit de la surproduction de capitaux et du total renversement des valeurs économiques et morales qui avait suivi. Se substituant au simple commerce de marchandises et au profit résultant de la production, c'est le commerce du capital lui-même qui s'était instauré sur une échelle sans précédent. Cela aurait pu suffire pour les mettre en position dominante ; mais, en outre, les profits nés des investissements dans les pays étrangers augmentèrent rapidement, à une allure bien plus rapide que celle des profits nés du commerce, si bien que négociants et marchands durent céder la première place aux financiers ⁷⁴⁷ . La principale caractéristique économique du financier, c'est qu'il ne tire pas

ses profits de la production et de l'exploitation ou de l'échange des marchandises, ou encore d'opérations bancaires normales, mais exclusivement des commissions. Dans notre contexte, c'est un élément important, car c'est ce qui donne au financier, même au sein d'une économie normale, ce caractère irréal, cette existence fantôme et essentiellement factice qui caractérise tant d'événements sud-africains. Les financiers n'exploitaient assurément personne, et ils n'exerçaient que fort peu de contrôle sur le cours hasardeux de leurs affaires, qu'il en résultât des escroqueries ordinaires ou des entreprises qui, après coup, se révélaient saines.

Il est également significatif que ce soit la partie du peuple juif qui peut s'assimiler à la populace, qui ait fourni ces contingents de financiers. Il est vrai que la découverte des mines d'or d'Afrique du Sud avait coïncidé avec les premiers pogroms modernes en Russie, si bien qu'une poignée d'émigrants juifs y étaient partis. Ils n'y auraient toutefois occupé qu'une place mineure dans la foule de desperados et de chercheurs de fortune de toute nationalité si les quelques financiers juifs qui les y avaient précédés ne s'étaient pas immédiatement intéressés à ces nouveaux venus qui pouvaient manifestement les représenter au sein de la population.

Les financiers juifs provenaient de pratiquement tous les pays d'Europe où ils avaient été, en termes de classe, aussi superflus que les autres immigrants sud-africains. Ils n'avaient rien à voir avec les quelques familles juives de notables dont l'influence s'amenuisait régulièrement depuis 1820 et dans les rangs desquels ils ne pouvaient donc s'assimiler. Ils faisaient partie de cette nouvelle caste de financiers juifs que l'on trouve, à partir des années 1870 et 1880, dans toutes les capitales européennes où ils étaient venus, après avoir la plupart du temps abandonné leur pays d'origine, tenter leur chance au jeu de hasard du marché international des valeurs. Ils sévissaient partout, à la consternation des familles juives plus anciennes, trop faibles pour mettre un frein à l'absence de scrupules de ces

nouveaux venus, et qui étaient par conséquent bien trop heureuses de les voir décider de transférer leur champ d'activités au-delà des mers. Autrement dit, les financiers juifs étaient devenus aussi superflus pour la banque juive légitime que la richesse qu'ils représentaient l'était devenue pour l'entreprise industrielle légitime et les chercheurs de fortune pour le monde du travail légitime. En Afrique du Sud, où le marchand était en passe de devoir céder au financier son pouvoir au sein de l'économie du pays, les nouveaux arrivants, les Barnato, les Beit, les Sammy Marks, eurent beaucoup moins de mal à déloger les vieux colons juifs de leur place originelle qu'en Europe ⁷⁴⁸. En Afrique du Sud, cas pratiquement unique, ils représentaient le troisième élément dans l'alliance initiale du capital et de la populace ; pour une large part, ce furent eux qui mirent l'alliance en mouvement, prirent en main l'afflux du capital et son investissement dans les mines d'or et les gisements de diamant, et furent bientôt plus en vue que quiconque.

Leur origine juive ajoutait un indéfinissable parfum symbolique au rôle des financiers – le parfum d'errance de ceux qui n'ont fondamentalement aucune patrie ni aucune racine – et servit à introduire un élément de mystère, aussi bien qu'à symboliser toute l'affaire. Il faut y ajouter leurs réels contacts internationaux, qui nourrirent bien entendu l'illusion populaire générale quant à un pouvoir politique juif international. Il est bien compréhensible que toutes ces notions fantaisistes sur un pouvoir occulte juif international – notions qui s'étaient répandues à l'origine en raison des rapports étroits existant entre le capital bancaire juif et le monde des affaires de l'État – soient devenues encore plus virulentes en Afrique du Sud qu'en Europe. C'est là que les Juifs se trouvèrent pour la première fois au sein d'une société raciale et presque automatiquement isolés du reste de la population « blanche » par la haine particulière que leur vouaient les Boers, non seulement en tant que symboles de toute l'affaire mais en tant que « race » différente, en tant qu'incarnation d'un principe diabolique introduit dans

le monde normal des « Noirs » et des « Blancs ». Cette haine était d'autant plus violente qu'elle découlait pour une part du soupçon que les Juifs, forts de leur propre revendication, à la fois plus ancienne et plus authentique, à l'élection divine, seraient plus que tous autres difficiles à convaincre de la revendication des Boers d'être, eux, le peuple élu. Si le christianisme se contentait de nier ce principe en tant que tel, le judaïsme faisait figure d'adversaire direct et de rival. Bien avant que les nazis ne déclenchent à dessein un mouvement antisémite en Afrique du Sud, la question raciale avait envahi le conflit entre *uitlander* et Boers sous la forme de l'antisémitisme ⁷⁴⁹, ce qu'il faut d'autant plus souligner que l'importance des Juifs dans l'économie sud-africaine de l'or et du diamant ne survécut pas au tournant du siècle.

Dès que les industries de l'or et du diamant eurent atteint un stade de développement impérialiste, où les actionnaires absents réclamaient la protection politique de leur gouvernement, il apparut que les Juifs ne pouvaient plus maintenir leur position économique prépondérante dans les milieux économiques. Ils n'avaient aucun gouvernement vers qui se tourner et leur position dans la société sud-africaine était si précaire que leur sort même pouvait être mis en question. Ils ne pouvaient assurer leur sécurité économique et leur installation permanente en Afrique du Sud, dont ils avaient plus besoin que tous les autres groupes *üuitlanders*, que s'ils parvenaient à obtenir un statut social – en l'occurrence, à se faire admettre dans les clubs britanniques très fermés. Ils se trouvèrent donc contraints de marchander leur influence contre une position de gentlemen, ainsi que le déclara sans ménagement Cecil Rhodes lorsqu'il acheta sa place dans le Barnato Diamond Trust, après avoir fusionné sa société, la De Beers Company, avec celle d'Alfred Beit ⁷⁵⁰. Ces Juifs avaient cependant davantage à offrir que la seule puissance économique ; c'est grâce à eux que Cecil Rhodes, comme eux aventurier fraîchement débarqué, réussit à se faire accepter

par le respectable milieu financier d'Angleterre, avec lequel les financiers juifs avaient après tout de bien meilleures relations que quiconque ⁷⁵¹ . « Aucune banque anglaise n'aurait avancé fût-ce un shilling sur la garantie d'actions sur l'or. C'était bel et bien l'assurance sans bornes de ces hommes du diamant de Kimberley qui agissait comme un aimant sur leurs coreligionnaires au pays ⁷⁵² . »

La ruée vers l'or ne devint une véritable entreprise impérialiste qu'après que Cecil Rhodes eut dépossédé les Juifs, pris en main la politique d'investissement de l'Angleterre et qu'il fut devenu le personnage central du Cap. 75 % des dividendes versés aux actionnaires partaient à l'étranger, surtout vers la Grande-Bretagne. Rhodes parvint à faire participer le gouvernement britannique à ses propres opérations financières, à le persuader que l'expansion et l'exportation des instruments de violence étaient nécessaires à la protection des investissements, et qu'une telle politique était le devoir sacré de tout gouvernement national. D'autre part, il introduisit au Cap même cette politique économique typiquement impérialiste consistant à négliger toutes les entreprises industrielles qui n'appartenaient pas à des actionnaires absents, si bien qu'en fin de compte, non seulement les compagnies des mines d'or mais le gouvernement britannique lui-même découragèrent l'exploitation de gisements de minerais pourtant importants et la production de biens de consommation ⁷⁵³ . En même temps que la mise en œuvre de cette politique, Rhodes introduisit le facteur qui avait le plus de chance d'apaiser les Boers : décourager toute entreprise industrielle véritable représentait la garantie la plus solide contre le risque d'assister à un développement capitaliste normal, donc contre la fin logique d'une société raciale.

Il fallut plusieurs décennies pour que les Boers comprennent qu'ils n'avaient rien à craindre de l'impérialisme, puisque celui-ci n'allait ni développer le pays comme l'avaient été l'Australie et le Canada, ni en tirer de gigantesques profits, mais se

contenter d'un confortable revenu tiré de ses investissements dans un domaine exclusif. Par conséquent, l'impérialisme était prêt à abandonner les prétendues lois de la production capitaliste et leurs tendances égalitaires, tant que demeuraient saufs les profits tirés d'un investissement bien précis. Ce qui aboutit en fin de compte à l'abolition de la loi du profit pur et simple, faisant de l'Afrique du Sud le premier exemple d'un phénomène qui se produit chaque fois que la populace devient le facteur dominant dans l'alliance qu'elle passe avec le capital.

D'un certain point de vue – le plus important –, les Boers restaient les maîtres incontestés du pays : chaque fois que le travail rationnel et la politique de production entraient en conflit avec la question raciale, cette dernière l'emportait. Les raisons du profit furent sacrifiées plus d'une fois aux exigences d'une société de race, et bien souvent à un prix exorbitant. La rentabilité des chemins de fer fut détruite du jour au lendemain quand le gouvernement licencia 17000 employés bantous et se mit à payer à des Blancs des salaires jusqu'à 200 % supérieurs ⁷⁵⁴ ; les dépenses allouées à l'administration municipale devinrent prohibitives quand on remplaça par des Blancs les employés municipaux indigènes ; le Color Bar Bill ⁷⁵⁵ finit par interdire tous les emplois mécaniques aux travailleurs noirs et contraignit les entreprises industrielles à une gigantesque augmentation de leurs coûts de production. Le monde racial des Boers n'avait désormais plus rien à craindre de personne, et certes pas de la main-d'œuvre blanche, dont les syndicats reprochaient amèrement au Color Bar Bill de ne pas aller assez loin ⁷⁵⁶ .

De prime abord, on peut s'étonner qu'un violent antisémitisme ait survécu à la disparition des financiers juifs, tout comme on peut trouver surprenant le succès de l'endoctrinement raciste dans toutes les fractions de la population européenne. Les Juifs ne faisaient certes pas exception à la règle ; ils s'étaient adaptés au racisme aussi bien que tous les autres et leur attitude envers les Noirs était

irréprochable ⁷⁵⁷ . Et pourtant, sans s'en rendre compte et sous la pression de circonstances particulières, ils avaient rompu avec l'une des plus puissantes traditions du pays.

Le premier signe d'un comportement « anormal » apparut aussitôt après que les financiers juifs eurent perdu leur position dans les industries de l'or et du diamant. Ils ne quittèrent pas le pays, mais s'installèrent de façon permanente ⁷⁵⁸ dans une position unique pour un groupe blanc : ils n'appartenaient ni à la « force vive » de l'Afrique ni aux « pauvres Blancs bons à rien ». Au lieu de quoi, ils entreprirent presque aussitôt de mettre sur pied ces industries et ces professions qui, aux yeux de l'opinion sud-africaine, sont « secondaires » parce que sans rapport avec l'or ⁷⁵⁹ . Les Juifs se mirent à fabriquer des meubles et des vêtements, à exercer des professions libérales, devenant médecins, avocats, journalistes. En d'autres termes, aussi conformes qu'ils aient cru être aux valeurs de la populace et au comportement racial du pays, les Juifs avaient renversé son dogme le plus sacré en introduisant dans l'économie sud-africaine un élément de normalité et de productivité, ce qui valut à Mr. Malan, lorsqu'il déposa au Parlement un projet de loi visant à expulser tous les Juifs de l'Union, le soutien enthousiaste de tous les Blancs pauvres et de la population afrikaander tout entière ⁷⁶⁰ .

Ce changement de fonction économique, cette transformation de la communauté juive sud-africaine qui, après avoir compté parmi les figures les plus fantomatiques de l'univers spectral de l'or et de la race, devenait la seule fraction productive de la population, tout cela apparaissait aux Boers comme une étrange confirmation, après coup, de leurs craintes originelles. Ce* qu'ils avaient détesté chez les Juifs, ce n'étaient pas tant les intermédiaires de la richesse superflue ou les représentants du monde de l'or ; ils les avaient craints et méprisés comme l'image même de ces *uitlanders* qui allaient tenter de faire du pays un élément productif normal de la civilisation occidentale, le profit mettant en danger de mort le

monde fantôme de la race. Et quand les Juifs eurent finalement été coupés du « sang vital », l'or des *uitlanders*, et qu'au lieu de quitter le pays comme l'auraient fait tous autres étrangers en de semblables circonstances, ils se mirent à développer des industries « secondaires », les Boers estimèrent avoir vu juste. De leur seul et unique fait, sans même être l'image de quoi que ce fût ou de qui que ce fût, les Juifs étaient devenus une réelle menace pour la société raciale. Dans cette situation, l'hostilité concertée de tous ceux qui croient en la race ou en l'or, ce qui représente la quasi-totalité de la population européenne d'Afrique du Sud, se développe contre les Juifs. Et pourtant ils ne peuvent faire cause commune avec le seul autre groupe à se détacher lentement de la société de race : les travailleurs noirs, qui deviennent de plus en plus conscients de leur propre humanité sous l'impact du travail régulier et de la vie urbaine. Bien qu'ils aient, eux, à la différence des « Blancs », une authentique origine raciale, ils n'ont pas fait de la race un fétiche, et l'abolition de la société raciale ne signifie rien d'autre que la promesse de leur libération.

À la différence des nazis, pour qui le racisme et l'antisémitisme étaient deux armes politiques primordiales pour la destruction de la civilisation et la constitution d'un nouveau corps politique, le racisme et l'antisémitisme ne représentent en Afrique du Sud qu'un état de fait et une conséquence naturelle du statu quo. Ceux-ci n'avaient nul besoin du nazisme pour naître, et ils ne l'influencèrent que de manière indirecte.

La société raciale de l'Afrique du Sud eut toutefois des effets en retour immédiats et bien réels, sur le comportement des peuples européens : comme l'Afrique du Sud avait déraisonnablement importé une main – d'œuvre indienne et chinoise bon marché chaque fois que ses réserves intérieures se trouvaient momentanément épuisées ⁷⁶¹, un changement d'attitude envers la population de couleur se fit aussitôt sentir en Asie où, pour la première fois, les gens se virent traités à peu

de choses près comme ces sauvages d'Afrique qui avaient effrayé les Européens au point de leur faire perdre la raison. La seule différence, c'est qu'il n'y avait ni excuse ni raison humainement compréhensible pour traiter les Indiens et les Chinois comme s'ils n'étaient pas des êtres humains. En un sens, c'est là seulement que commença le véritable crime, parce que cette fois, chacun aurait dû savoir ce qu'il faisait. Il est vrai que la notion de race subit une certaine transformation en Asie : « lignées supérieures et inférieures », comme disait l'« homme blanc » lorsqu'il se mit à les prendre en charge, indiquent encore une échelle de valeurs et la possibilité d'un développement progressif ; cette idée élude en quelque sorte le concept de deux espèces animales totalement différentes. Par ailleurs, comme le principe de race venait supplanter l'ancienne tradition qui estimait que l'Asie était constituée de peuples autres et étrangers, il constituait, bien plus qu'en Afrique, une arme sciemment utilisée à des fins de domination et d'exploitation.

L'autre expérience que connut la société de race d'Afrique du Sud, pour paraître moins significative à première vue, devait se révéler beaucoup plus importante pour les gouvernements totalitaires : elle apprit que les raisons du profit ne sont pas sacrées et qu'on peut leur faire violence, que les sociétés peuvent fonctionner selon d'autres principes qu'économiques, et que de telles circonstances peuvent avantager ceux qui, dans les conditions de la production rationalisée et du système capitaliste, appartiendraient aux couches défavorisées. La société de race d'Afrique du Sud enseigna à la populace la grande leçon dont celle-ci avait toujours eu la prémonition, à savoir qu'il suffit de la violence pour qu'un groupe défavorisé puisse créer une classe encore plus basse, qu'une révolution n'est pas nécessaire pour y parvenir mais qu'il suffit de se lier à certains groupes des classes dominantes, et que les peuples étrangers ou sous-développés offrent un terrain idéal pour une telle stratégie.

Les premiers à comprendre l'influence décisive de l'expérience sud – africaine furent les meneurs de la populace qui, tel Cari Peters, décidèrent qu'ils devaient eux aussi faire partie d'une race de maîtres. Les possessions coloniales africaines offraient le sol le plus fertile à l'épanouissement de ce qui allait plus tard devenir l'élite nazie. Les dirigeants nazis avaient vu là, de leurs propres yeux, comment des peuples pouvaient être transformés en races et comment, à la seule condition de prendre l'initiative du processus, chacun pouvait élever son propre peuple au rang de race maîtresse. Ils avaient été guéris de l'illusion selon laquelle le processus historique est nécessairement « progressiste », car si les premières colonisations consistaient à émigrer vers quelque chose, le « Hollandais émigrerait, lui, pour tout quitter ⁷⁶² », et si « l'histoire économique avait autrefois enseigné que l'homme s'était développé par étapes successives d'une vie de chasse à des activités pastorales et finalement à une vie sédentaire et agricole », l'histoire des Boers montrait clairement que l'on pouvait aussi venir « d'une terre bénéficiant d'une agriculture économe et intensive [et] devenir pourtant peu à peu berger et chasseur ⁷⁶³ ». C'était précisément parce qu'ils avaient régressé au niveau de tribus, de sauvages, que les Boers demeuraient leurs propres maîtres incontestés, et ces leaders le comprenaient parfaitement. Ils étaient tout à fait prêts à payer le prix, à régresser au niveau d'une organisation de race, pourvu que cela leur permît d'acheter leur suzeraineté sur d'autres « races ». Et ils savaient, d'après leurs propres expériences avec ces peuples accourus des quatre coins de la terre jusqu'en Afrique du Sud, que toute la populace du monde occidental civilisé serait avec eux ⁷⁶⁴ .

III. L'IMPÉRIALISTE

Des deux principaux moyens politiques de domination impérialiste, la race fut découverte en Afrique du Sud et la

bureaucratie en Algérie, en Égypte et en Inde ; la première représentait à l'origine une réaction semi-consciente face à des peuples dont l'humanité faisait honte et peur à l'homme européen, tandis que la seconde fut la séquelle de cette administration grâce à laquelle les Européens avaient essayé de gouverner des peuples étrangers en qui ils ne pouvaient décidément voir que des peuples inférieurs ayant grand besoin de leur protection particulière. La race, autrement dit, était le moyen d'échapper à une irresponsabilité où rien d'humain ne pouvait plus subsister, et la bureaucratie la conséquence d'une responsabilité qu'aucun homme, qu'aucun peuple ne sauraient endosser ni envers son semblable ni envers quelque autre peuple.

Le sens exagéré de leurs responsabilités chez les administrateurs britanniques de l'Inde qui avaient succédé aux « briseurs de loi » dont parlait Burke reposait concrètement sur le fait que l'Empire britannique avait réellement été conquis dans un « moment d'inadvertance ». Aussi ces hommes qui se trouvaient devant le fait accompli, et avec la tâche de conserver ce qui leur était échu par accident, devaient-ils trouver une interprétation qui pût changer l'accident en une sorte d'acte volontaire. Ces modifications historiques des faits ont été colportées depuis les temps anciens par les légendes, et les légendes rêvées par l'intelligentsia britannique ont joué un rôle décisif dans la formation du bureaucrate et de l'agent secret des services britanniques.

Les légendes ont toujours joué un rôle puissant dans la construction de l'histoire. L'homme, qui n'a pas reçu le don de défaire, qui est toujours, bon gré mal gré, l'héritier des actes d'autres hommes, et qui porte toujours le fardeau d'une responsabilité qui apparaît comme la conséquence d'une chaîne ininterrompue d'événements bien plus que d'actes conscients, cherche une explication et une interprétation à ce passé où semble cachée la mystérieuse clef de son destin futur. Les légendes ont constitué les fondements spirituels de toutes

les cités, tous les empires, tous les peuples de l'Antiquité, promesse d'une conduite sûre à travers les espaces illimités du futur. Sans jamais rendre compte des faits de manière fiable, mais exprimant toujours leur signification vraie, elles sont la source d'une vérité au-delà des réalités, une mémoire au-delà des souvenirs.

Les explications légendaires de l'histoire ont toujours servi de rectification après coup des faits et événements réels, rectification précisément nécessaire parce que l'histoire elle-même aurait tenu l'homme pour responsable d'actes qu'il n'avait pas commis et de conséquences qu'il n'avait pas prévues. La vérité des légendes anciennes – ce qui leur donne cette fascinante actualité des siècles après que les cités, les empires et les peuples qu'elles ont servis sont retournés à la poussière – n'est rien d'autre que la forme sous laquelle les événements du passé ont été façonnés pour s'adapter à la condition humaine en général et aux aspirations politiques en particulier. C'est seulement dans les contes à propos d'événements franchement inventés que l'homme a consenti à en endosser la responsabilité et à considérer les événements du passé comme *son* passé. Les légendes l'ont rendu maître de ce qu'il n'a pas fait, et capable d'assumer ce qu'il ne peut défaire. En ce sens, les légendes ne comptent pas seulement au nombre des premiers souvenirs du genre humain, elles constituent en réalité le vrai commencement de l'histoire humaine.

La floraison des légendes historiques et politiques a connu une fin brutale avec la naissance du christianisme. Son interprétation de l'histoire, du temps d'Adam jusqu'au Jugement dernier, comme la seule et unique voie vers la rédemption et le salut, apportait l'explication légendaire de la destinée humaine la plus puissante et la plus complète. C'est seulement après que l'unité spirituelle des peuples chrétiens eut succombé sous la pluralité des nations, quand la voie du salut fut devenue un élément incertain de foi individuelle plutôt qu'une théorie universelle applicable à tous les événements, qu'émergèrent de

nouvelles formes d'explication historique. Le xix^e siècle nous a offert le curieux spectacle de l'éclosion quasi simultanée d'idéologies aussi variées que contradictoires, dont chacune se targuait de connaître la vérité cachée de faits sans elle incompréhensibles. Les légendes ne sont cependant pas des idéologies ; elles ne visent pas une explication universelle, mais parlent toujours de faits concrets. Il semble assez significatif que nulle part l'essor des corps nationaux ne se soit accompagné d'une légende de fondation, et que la première et unique tentative de ce genre n'ait précisément eu lieu que lorsque le déclin du corps national devint manifeste et que l'impérialisme parut prendre la place du nationalisme passé de mode.

L'auteur de la légende impérialiste est Rudyard Kipling, son sujet est l'Empire britannique, son résultat le personnage impérialiste (l'impérialisme a été la seule école formatrice de « personnages » dans la politique moderne). Et tandis que la légende de l'Empire britannique a peu de rapport avec les réalités de l'impérialisme britannique, elle sut utiliser, par la force ou en les berçant d'illusions, les meilleurs fils de l'Angleterre. Car les légendes attirent ce qu'il y a de meilleur en notre temps, tout comme les idéologies attirent l'élément moyen, et les contes qu'on chuchote à propos d'horribles puissances occultes qui se cachent derrière les rideaux, attirent ce qu'il peut y avoir de pire. Sans nul doute, aucune autre structure politique n'aurait pu être davantage évocatrice de contes et de justifications légendaires que l'Empire britannique, que le peuple britannique dérivant de la fondation consciente de colonies jusqu'au gouvernement et à la domination de peuples étrangers dans le monde entier.

La légende des origines telle que Kipling la raconte part de la réalité fondamentale des hommes des îles Britanniques ⁷⁶⁵ . Environnés par les mers, ils ont besoin de l'aide des trois éléments, Eau, Vent et Soleil, et l'obtiennent grâce à l'invention du Navire. Celui-ci rendait possible cette alliance toujours

périlleuse avec les éléments et faisait de l'Anglais le maître du monde. « Vous ferez la conquête du monde, dit Kipling, sans que nul se *soucie* de savoir comment vous aurez fait ; vous garderez le monde, sans que nul *sache* comment vous aurez fait ; et vous porterez le monde sur vos épaules sans que nul *voie* comment vous aurez fait. Mais ni vous ni vos fils ne tirerez avantage de cette mince besogne si ce n'est Quatre Dons – un pour la Mer, un pour le Vent, un pour le Soleil et un pour le Navire qui vous porte [...]. Car pour conquérir le monde, pour garder le monde et pour le porter sur leurs épaules – sur terre, sur mer ou dans les airs – vos fils auront toujours les Quatre Dons. La tête bien remplie, mesurés en parole, et les mains rudes – sacrément rudes –, tel sera leur portrait [...] et toujours serrant un peu le vent face à l'ennemi – de sorte qu'ils puissent toujours être une sauvegarde pour tous ceux qui traversent les mers en leur juste cours. »

Ce qui rend le petit conte du *Premier Navigateur* si proche des légendes originelles antiques, c'est qu'il présente les Britanniques comme le seul peuple politiquement mûr, soucieux de la loi et portant sur ses épaules le salut du monde, au milieu de tribus barbares qui ne se soucient de savoir ni ne savent ce qui fait aller le monde. Il manquait malheureusement à cette présentation la vérité innée des légendes anciennes ; le monde se souciait de savoir et il savait et voyait comment agissaient les Britanniques, et ce n'était pas un conte de ce genre qui pouvait le convaincre qu'ils ne « tiraient aucun avantage de cette mince besogne ». Il y avait pourtant en Angleterre même une certaine réalité qui correspondait à la légende de Kipling et rendait tout cela possible, c'était l'existence de vertus telles que l'esprit de chevalerie, de noblesse, de bravoure, même si elles étaient totalement déplacées dans une réalité politique gouvernée par un Cecil Rhodes ou un lord Curzon.

Le fait que le « fardeau de l'homme blanc » relève ou de l'hypocrisie ou du racisme n'a pas empêché quelques-uns des

Anglais les plus valeureux de porter le fardeau en toute honnêteté et de se faire les fous tragiques et donquichottesques de l'impérialisme. Aussi réelle en Angleterre que la tradition d'hypocrisie, il en est une autre, moins manifeste, que l'on est tenté d'appeler celle de ces pourfendeurs de dragons qui partirent enthousiastes vers des terres lointaines et curieuses, aux peuples étranges et naïfs, pour y attaquer les innombrables dragons qui les dévastaient depuis des siècles. Il y a davantage qu'un air de vérité dans cet autre conte de Kipling, *La Tombe de ses ancêtres* ⁷⁶⁶, dans lequel la famille Chinn « [sert] l'Inde génération après génération, comme les dauphins à la file en haute mer ». Ils tirent sur le cerf qui vole la moisson du pauvre, lui enseignent les mystères de meilleures méthodes agricoles, l'affranchissent de certaines de ses superstitions les plus pernicieuses et tuent lions et tigres dans le meilleur style. Leur seule récompense est bien sûr un « tombeau ancestral » et une légende familiale reconnue par toute la tribu hindoue selon laquelle « l'ancêtre vénéré [...] possède un tigre – un tigre sellé sur lequel il chevauche à travers tout le pays chaque fois qu'il s'y sent enclin ». Malheureusement, cette chevauchée par monts et par vaux est « un signe certain de guerre, ou de peste, – ou encore d'autre chose », et, en l'espèce, c'est un signe de vaccination. Si bien que Chinn le Jeune, petit subalterne dans la hiérarchie des services de l'armée, mais de première importance pour ce qui est de la tribu indienne, doit tuer le monstre de son ancêtre afin que le peuple puisse être vacciné sans peur contre « la guerre, la peste ou encore autre chose ».

Dans le cadre de la vie moderne, les Chinn ont certes « plus de chance que la plupart des gens ». Leur chance est d'être nés dans une carrière qui les conduit doucement et tout naturellement à la réalisation des plus beaux rêves de jeunesse. Là où les autres garçons doivent oublier leurs « nobles rêves », eux se trouvent justement en âge de les réaliser. Et quand, après trente années de service, ils se retireront, leur bateau croiera « le transport de troupes qui emmenait [leur] fils en Orient, où

celui-ci allait poursuivre la mission familiale », de sorte que la puissance gagnée par le vieux Mr. Chinn en ayant vécu comme pourfendeur de dragons fonctionnaire d'État à la solde de l'armée puisse se transmettre à la génération suivante. Certes, le gouvernement britannique paie leurs services, mais au service de qui finissent-ils, rien n'est moins clair. Il y a de grandes chances qu'ils servent en réalité le peuple indien, et c'est pour tous une consolation que le peuple lui – même en soit au moins convaincu. Le fait que les services supérieurs ne sachent pour ainsi dire rien des étranges devoirs et aventures du petit lieutenant Chinn, qu'ils ne se doutent guère qu'il est la réincarnation victorieuse de son grand-père, apporte à sa double vie presque onirique une solide assise dans la réalité. Il est tout simplement chez lui dans les deux mondes, ces mondes séparés par des murailles qui ne laissent filtrer ni les eaux ni les bavardages. Né « au cœur du pays broussailleux des tigres », éduqué parmi les siens dans une Angleterre paisible, bien équilibrée et mal informée, il est prêt à vivre en permanence auprès de deux peuples ; il se sent aussi enraciné et aussi à l'aise dans la tradition, la langue, les superstitions et les préjugés de l'un que de l'autre. Lui, ce docile sous-ordre d'un des soldats de Sa Majesté, au cœur du monde indigène peut se transformer dans l'instant en un personnage fascinant et plein de noblesse, le protecteur bien-aimé des faibles, le pourfendeur de dragons des vieux contes.

Il faut bien voir que ces bizarres et chevaleresques protecteurs des faibles qui jouaient leur rôle dans les coulisses de la tutelle britannique officielle n'étaient pas tant le produit de l'imagination naïve d'un peuple primitif que des rêves véhiculant le meilleur des traditions européennes et chrétiennes, même s'ils étaient déjà retombés dans la futilité d'un idéal de jeunesse. Ce n'étaient ni le soldat de Sa Majesté ni le haut fonctionnaire britannique qui pouvaient enseigner aux indigènes quelque chose de la grandeur du monde occidental. Seuls ceux qui n'avaient jamais été capables de se défaire de

leur idéal de jeunesse et qui, par suite, s'étaient enrôlés dans les services coloniaux étaient aptes à cette tâche. Pour eux, l'impérialisme n'était pas autre chose que l'occasion fortuite de fuir une société où l'homme devait oublier sa jeunesse pour pouvoir devenir adulte. La société anglaise n'était que trop heureuse de les voir partir pour les pays lointains, circonstance qui autorisait à tolérer, voire à encourager les idéaux de jeunesse façonnés par le système des *public schools* ; les services coloniaux les emmenaient loin de l'Angleterre et les empêchaient, si l'on peut dire, de transposer l'idéal de leur adolescence en idées d'homme mûr. Les terres étrangères et étranges ont attiré le meilleur de la jeunesse britannique depuis la fin du xix^e siècle, elles ont enlevé à la société anglaise ses éléments les plus honnêtes et les plus dangereux et ont assuré, outre ces bienfaits, que soit conservée, si ce n'est pétrifiée, cette juvénile noblesse qui a préservé et infantilisé les valeurs morales de l'Occident.

Lord Cromer, secrétaire auprès du vice-roi et conseiller financier dans le gouvernement pré-impérialiste de l'Inde, appartenait encore à la catégorie des pourfendeurs de dragons britanniques. Ne se laissant guider que par le « sens du sacrifice » envers les populations arriérées, et par le « sens du devoir » ⁷⁶⁸ pour la gloire de cette Grande-Bretagne qui « a donné naissance à une classe de fonctionnaires qui ont à la fois le désir et la capacité de gouverner ⁷⁶⁹ », il refusa la fonction de vice-roi en 1894 et, dix ans plus tard, celle de secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Au lieu de jouir de ces honneurs qui eussent satisfait tout homme de moindre envergure, il devint le moins célèbre et tout-puissant consul général britannique en Égypte de 1883 à 1907. Il fut ainsi le premier administrateur impérialiste, « ne le cédant à personne parmi ceux qui, par leurs services, ont glorifié la race britannique ⁷⁷⁰ », et peut-être le dernier à mourir avec une fierté sans mélange : « Puissions-nous trouver là la meilleure gloire de la Grande-Bretagne – /

Plus noble prix jamais ne fut remporté, / La bénédiction d'un peuple libéré / La conscience du devoir accompli ⁷⁷¹. »

Cromer partit pour l'Égypte parce qu'il avait compris que « l'Anglais qui va lutter au loin pour défendre son Inde bien-aimée [doit] poser un pied ferme sur les berges du Nil ⁷⁷² ». L'Égypte n'était pour lui que le moyen d'atteindre une fin, une expansion nécessaire au nom de la sécurité de l'Inde. Presque au même moment, un autre Anglais arriva sur le continent africain, à l'autre extrémité et pour des raisons opposées : Cecil Rhodes allait en Afrique du Sud pour y sauver la colonie du Cap alors qu'elle avait perdu toute importance pour l'« Inde bien-aimée » de l'Anglais. Les idées de Rhodes sur l'expansion étaient beaucoup plus avancées que celles de son respectable homologue du nord ; à ses yeux, l'expansion n'avait nul besoin d'être justifiée par des raisons aussi logiques que le souci de conserver ce que l'on possédait déjà. « L'expansion, tout était là », et l'Inde, l'Afrique du Sud et l'Égypte étaient également importantes ou dépourvues de la moindre importance en tant qu'étapes dans une expansion que seules les dimensions de la terre limitaient. Il y avait certes un abîme entre le vulgaire mégalomane et l'homme cultivé, champion du sacrifice et du devoir ; et pourtant, ils arrivèrent à peu de chose près au même résultat et furent également responsables du « Grand Jeu » du secret, qui n'était pour la politique ni moins fou ni moins déplorable que le monde fantôme de la race.

L'étonnante similitude entre la fêrule de Rhodes en Afrique du Sud et la domination de Cromer en Égypte tenait à ce que ni l'un ni l'autre ne considéraient ces pays comme des fins désirables en soi, mais uniquement comme le moyen d'atteindre des buts soi-disant plus élevés. Ils étaient par conséquent semblables dans leur indifférence et dans leur détachement, dans leur sincère désintérêt à l'égard de leurs sujets, attitude qui différait autant de la cruauté et de l'arbitraire des despotes indigènes en Asie que de l'exploitation méprisante des conquérants ou de l'oppression maniaque et

anarchique exercée par une tribu d'une race sur une tribu d'une autre race. Dès que Cromer se mit à gouverner l'Égypte pour l'amour de l'Inde, il perdit son rôle de protecteur des « peuples arriérés » ; il ne pouvait plus prétendre croire sincèrement que « l'intérêt personnel des races assujetties est le fondement primordial de toute la structure impériale ⁷⁷³ ».

Le détachement devint l'attitude nouvelle de tous les membres de l'administration britannique ; c'était une forme de gouvernement plus dangereuse que le despotisme et l'arbitraire, parce qu'elle ne tolérait pas même cet ultime lien entre un despote et ses sujets, fait de pillages et de présents. L'intégrité même de l'administration britannique rendait son gouvernement despotique plus inhumain et plus inaccessible à ses sujets que ne l'avaient jamais été les chefs asiatiques ou les cruels conquérants ⁷⁷⁴ . Intégrité et détachement furent les symboles d'une division absolue des intérêts au point que ceux-ci ne sauraient même plus s'opposer. En comparaison, l'exploitation, l'oppression et la corruption font figure de remparts de la dignité humaine, car exploiteur et exploité, oppresseur et opprimé, corrupteur et corrompu vivent encore dans le même univers, partagent encore les mêmes ambitions, se battent encore pour la possession des mêmes choses ; et c'est bien ce *tertium comparationis* que le détachement détruisit. Pire que tout, l'administrateur insensible n'était même pas conscient d'avoir inventé une nouvelle forme de gouvernement ; il croyait en réalité que son attitude était conditionnée par « le contact forcé avec un peuple vivant à un niveau inférieur ». Aussi, au lieu de croire en sa supériorité personnelle avec un brin de vanité inoffensive, il avait surtout le sentiment d'appartenir à « une nation qui avait atteint un niveau de civilisation bien plus élevé ⁷⁷⁵ » et se maintenait par conséquent en place par le droit de naissance, sans considération de valeur personnelle.

La carrière de lord Cromer est fascinante en ce qu'elle est l'image même de la transition entre l'ancienne administration coloniale et l'administration impérialiste. Sa première réaction

à son entrée en fonctions en Égypte consista à témoigner son embarras et son inquiétude devant une situation qui n'était pas une « annexion », mais une « forme de gouvernement hybride qu'on ne peut pas nommer et qui n'a connu aucun précédent ⁷⁷⁶ ». En 1885, après deux années de service, il nourrissait encore de sérieux doutes à l'égard d'un système où il avait le titre de consul général britannique mais qui faisait en réalité de lui le dirigeant de l'Égypte, et il écrivait qu'« un mécanisme extrêmement délicat [dont] l'efficacité repose en très grande part sur le jugement et les capacités d'une poignée d'individus [...] ne peut se justifier [que] si nous sommes capables de garder présente à l'esprit la possibilité du départ [...]. Si cette hypothèse s'éloigne au point de perdre toute réalité pratique [...] nous ferions mieux [...] de conclure un accord [...] avec les autres Puissances en vue de prendre en main le gouvernement du pays, de garantir sa dette, etc. ⁷⁷⁷ ». Certes, Cromer voyait juste, et l'une ou l'autre solution, occupation ou évacuation, aurait normalisé la situation. Mais cette « forme hybride de gouvernement » sans précédent allait devenir la caractéristique de toute l'entreprise impérialiste, tant et si bien que quelques décennies plus tard, tout le monde avait oublié l'intuition judicieuse de Cromer quant aux formes de gouvernement possibles ou impossibles, aussi bien que les avertissements de lord Selbourne disant qu'une société raciale, comme mode de vie, était un fait sans précédent. Rien ne pourrait mieux caractériser la phase initiale de l'impérialisme que ces deux jugements sur la situation africaine : un mode de vie sans précédent au sud, un gouvernement sans précédent au nord.

Dans les années qui suivirent, Cromer se réconcilia avec la « forme hybride de gouvernement » ; il commença à la justifier dans ses lettres et à expliquer la nécessité de ce gouvernement sans nom et sans précédent. À la fin de sa vie, il esquissa (dans son essai sur « Le Gouvernement des races assujetties ») les grandes lignes de ce qu'on pourrait appeler une philosophie du bureaucrate.

Cromer commença par reconnaître que l'« influence personnelle » sans traité politique légal ou ratifié pouvait suffire pour « diriger les affaires publiques avec une efficacité satisfaisante ⁷⁷⁸ » en pays étranger. Cette influence officieuse était préférable à une politique clairement définie, parce qu'on pouvait la modifier du jour au lendemain et qu'elle n'impliquerait pas nécessairement le gouvernement de la métropole en cas de difficulté. Elle exigeait des hommes parfaitement entraînés, parfaitement sûrs, dont la loyauté et le patriotisme ne pussent se mêler d'ambition personnelle ou de vanité et dont on pût même exiger de renoncer à l'aspiration bien humaine de voir leurs noms liés à leurs actes. Leur passion suprême devait être la discrétion (« moins on parle des fonctionnaires britanniques, mieux cela vaut ⁷⁷⁹ »), un rôle se jouant en coulisse ; leur suprême mépris devait viser les feux de la rampe et ceux qui les recherchent

Cromer possédait lui-même ces qualités à un degré extrême ; rien n'excitait davantage sa colère que d'être « tiré de [sa] cachette », que de voir « la réalité, qui n'était auparavant connue que de quelques-uns derrière le rideau, étalée aux yeux du monde entier ⁷⁸⁰ ». Car son orgueil était de « rester plus ou moins dissimulé [et] de tirer les ficelles ⁷⁸¹ ». En retour, et pour pouvoir accomplir sa tâche, le bureaucrate doit se sentir à l'abri du contrôle – autrement dit de la louange comme du blâme – de toutes les institutions publiques, qu'il s'agisse du Parlement, des « ministères anglais » ou de la presse. Tout développement démocratique ou même le simple fonctionnement des institutions démocratiques existantes ne peuvent que constituer un danger, car il est impossible de faire gouverner « le peuple par le peuple – le peuple de l'Inde par le peuple de l'Angleterre ⁷⁸² ». La bureaucratie est toujours un gouvernement d'experts, d'une « minorité avertie » qui doit résister tant qu'elle peut à la pression constante de la « majorité non avertie ». Tout peuple est fondamentalement une majorité non avertie ; on ne saurait donc lui confier un domaine aussi hautement spécialisé que la

politique et les affaires publiques. De plus, les bureaucrates ne sont pas supposés avoir d'idées générales sur la moindre question de politique ; leur patriotisme ne doit en aucun cas les égarer au point de leur faire croire à quelque bien-fondé intrinsèque des principes politiques de leur propre pays ; cela n'aboutirait qu'à une mauvaise application « imitative » de leur part « au gouvernement des populations arriérées », ce qui, selon Cromer, constituait le défaut majeur du système français ⁷⁸³.

Nul ne songerait à prétendre que Rhodes souffrait d'un manque de vanité. Selon Jameson, il s'attendait à voir son souvenir se perpétuer pendant au moins quatre millénaires. En dépit de tout son appétit d'autoglorification, il eut cependant, comme l'excessivement modeste lord Cromer, l'idée de gouverner par le secret. Adorant rédiger des testaments, Rhodes insista dans chacun d'eux (au cours des deux décennies de sa vie publique) pour que sa fortune fût consacrée à la fondation d'« une société secrète [...] destinée à réaliser son projet », qui serait « organisée comme celle de Loyola, soutenue par la richesse accumulée de ceux dont l'aspiration est le désir d'accomplir quelque chose », de telle sorte qu'il se trouverait un jour « entre deux et trois milliers d'hommes dans la fleur de l'âge, répandus dans le monde entier, et dont chacun aurait gravé dans son esprit, à l'époque la plus impressionnable de sa vie, le rêve du Fondateur, et dont chacun aurait en outre été spécialement – mathématiquement – sélectionné pour accomplir le rêve du Fondateur ⁷⁸⁴ ». Voyant plus loin que Cromer, Rhodes ouvrait d'emblée sa société à tout membre de la « race nordique ⁷⁸⁵ », si bien que son but n'était pas tant la croissance et la gloire de la Grande-Bretagne – la voir occuper « le continent africain tout entier, la Terre sainte, la vallée de l'Euphrate, les îles de Chypre et de Candie, toute l'Amérique du Sud, les îles du Pacifique, [...] tout l'archipel malais, le littoral de la Chine et du Japon, [et] récupérer finalement les États-Unis ⁷⁸⁶ » – que l'expansion de cette « race nordique » qui, organisée en

société secrète, établirait un gouvernement bureaucratique régissant tous les peuples de la terre.

Ce qui eut raison de la monstrueuse vanité innée de Rhodes et lui fit découvrir les charmes de la discrétion était aussi ce qui avait eu raison du sens inné du devoir de Cromer : la découverte d'une expansion qui n'était pas suscitée par l'appétit spécifique pour un pays particulier, mais qui était conçue comme un processus illimité où chaque pays ne servait que de tremplin à une nouvelle expansion. Au regard d'un tel concept, la soif de gloire ne peut plus se satisfaire du triomphe glorieux sur un peuple spécifique au nom de son propre peuple, pas plus que ne peut s'accomplir le sens du devoir par la seule conscience d'avoir rendu des services et accompli des tâches spécifiques. Peu important quelles qualités ou quels défauts individuels un homme peut avoir une fois qu'il a pénétré dans le maelstrôm d'un processus d'expansion illimité : il a pour ainsi dire cessé d'être ce qu'il était et il obéit aux lois du processus, il s'identifie aux forces anonymes qu'il est censé servir afin de perpétuer le dynamisme du processus tout entier ; il se considère comme une simple fonction et voit désormais dans cette fonctionnalité, dans cette incarnation du principe dynamique son plus haut accomplissement possible. Alors, comme Rhodes fut assez fou pour le dire, l'homme ne pouvait évidemment « rien faire de mal, ce qu'il faisait devenait juste. C'était son devoir de faire ce qu'il voulait. Il se sentait dieu – pas moins ⁷⁸⁷ ». Mais lord Cromer insistait à juste titre sur le phénomène identique d'hommes se dégradant volontairement au rang de simples instruments ou de simples fonctions lorsqu'il définissait les bureaucrates comme des « instruments d'une valeur incomparable pour l'exécution d'une politique de l'impérialisme ⁷⁸⁸ ».

Il est évident que ces agents secrets et anonymes de la force d'expansion ne se sentaient aucune obligation envers les lois faites par l'homme. La seule « loi » à laquelle ils obéissaient était la « loi » de l'expansion, et la seule marque de leur

« légitimité » était le succès. Ils devaient être parfaitement prêts à disparaître dans le plus total oubli dès l'instant où leur échec était avéré, si pour une raison ou une autre ils avaient cessé d'être des « instruments d'une valeur incomparable ». Tant que le succès leur souriait, le sentiment d'incarner des forces plus importantes qu'eux-mêmes leur rendait relativement facile de renoncer à la louange et à la gloire, et même de mépriser celles-ci. Ils étaient des monstres de dissimulation dans leurs succès et des monstres de modestie dans leurs échecs.

À la base de la bureaucratie comme forme de gouvernement, et des décrets temporaires et changeants qu'elle substitue à la loi, repose la croyance superstitieuse en la possibilité d'une identification magique de l'homme aux forces de l'histoire. L'homme qui tire les ficelles de l'histoire dans les coulisses sera toujours l'idéal d'un tel corps politique. Cromer avait fini par délaissé tout « instrument écrit ou, en tout cas, tout ce qui est tangible ⁷⁸⁹ » dans ses relations avec l'Égypte – fût-ce une proclamation d'annexion – de manière à être libre d'obéir à la seule loi de l'expansion, sans obligation envers aucun traité formel. Ainsi le bureaucrate fuit-il toute loi générale, affrontant chaque situation une à une, par décrets, car la stabilité fondamentale d'une loi menacerait d'établir une communauté permanente dans laquelle nul ne saurait être un dieu, puisque tout un chacun doit obéir à la loi.

Les deux personnages clés de ce système, dont l'essence même est un processus sans fin, sont d'une part le bureaucrate, d'autre part l'agent secret. Ni l'un ni l'autre, tant qu'ils ne servaient que l'impérialisme britannique, ne renièrent jamais complètement le fait qu'ils fussent les descendants des pourfendeurs de dragons et des protecteurs des faibles, aussi ne menèrent-ils jamais les régimes bureaucratiques jusqu'à leur degré extrême. Près de deux décennies après la mort de Cromer, un bureaucrate britannique savait que les « massacres administratifs » pouvaient maintenir l'Inde au sein de l'Empire britannique, mais il n'ignorait pas également combien il eût été

utopique d'espérer obtenir l'appui des détestables « ministères anglais » en faveur d'un plan au demeurant tout à fait réaliste ⁷⁹⁰. Lord Curzon, vice-roi des Indes, n'avait rien de la noblesse d'un Cromer, et il était parfaitement conforme à une société de plus en plus encline à accepter les critères raciaux de la populace si on les lui présentait sous la forme d'un snobisme de bon ton ⁷⁹¹. Mais le snobisme est incompatible avec le fanatisme et, par là, jamais réellement efficace.

Il en est de même des membres des services secrets britanniques. Eux aussi sont d'origine illustre – ce qu'était le pourfendeur de dragons au bureaucrate, l'aventurier l'est à l'agent secret – et eux aussi peuvent à bon droit se réclamer d'une légende des origines, la légende du Grand Jeu telle que la rapporte Rudyard Kipling dans *Kim*.

Tout aventurier sait bien sûr ce que veut dire Kipling lorsqu'il fait l'éloge de Kim parce que « ce qu'il aimait, c'était le jeu pour l'amour du jeu ». Tous ceux qui sont encore capables de s'émerveiller devant ce « grand et merveilleux monde » savent que c'est là un bien pauvre argument contre le jeu quand bien même les « missionnaires et secrétaires des œuvres de charité ne pourraient en voir la beauté ». Moins encore, semble-t-il, ont droit à la parole ceux qui considèrent comme « un péché de baiser les lèvres d'une fille blanche, et une vertu de baiser le soulier d'un homme noir ⁷⁹² ». Puisqu'en dernier ressort la vie elle-même doit être aimée et vécue au nom de la vie, l'aventure et l'amour du jeu pour le jeu semblent bien être l'un des symboles les plus intensément humains de la vie. C'est ce fond d'humanité passionnée qui fait de *Kim* le seul roman de l'ère impérialiste où une authentique fraternité réunit les « lignées supérieures et les lignées inférieures », où Kim, « Sahib et fils de Sahib », peut à juste titre dire « nous » lorsqu'il parle des « hommes de chaîne », « tous attelés à la même corde ». Il y a plus dans ce « nous » – étrange dans la bouche d'un champion de l'impérialisme – que le suprême anonymat d'hommes qui sont fiers de n'avoir « pas de nom, mais

seulement un numéro et une lettre », plus que l'orgueil partagé de savoir «[sa] tête mise à prix ». Ce qui fait d'eux des camarades, c'est l'expérience commune d'être – à force de danger, de peur, de perpétuelle surprise, de profonde absence d'habitudes, de se trouver constamment prêts à changer d'identité – les symboles de la vie elle-même, les symboles, par exemple, d'événements qui se produisent partout en Inde, épousant immédiatement la vie de tout ce pays tout comme celle-ci « court telle la navette à travers l'Inde tout entière », et cessant par là d'être « seuls, individus isolés au milieu de tout cela », d'être pris au piège, pour ainsi dire, des limitations de l'individualité ou de la nationalité qui échoit à chacun. En jouant le Grand Jeu, un homme peut avoir le sentiment de vivre la seule vie qui vaille parce qu'il a été dépouillé de tout ce qui peut encore passer pour accessoire. Il semble qu'on quitte la vie elle-même, dans une pureté extraordinairement intense, lorsqu'on s'est coupé de tous ses liens sociaux habituels, famille, occupations régulières, buts précis, ambitions, place réservée dans la communauté à laquelle on appartient par la naissance. « Lorsque chacun est mort, le Grand Jeu est terminé. Pas avant. » Lorsqu'on est mort, la vie est terminée, pas avant, pas lorsqu'on se trouve avoir accompli ce qu'on avait pu souhaiter. Que le jeu n'ait pas de but ultime est ce qui le rend si dangereusement semblable à la vie même.

L'absence de but est ce qui fait le charme de l'existence de Kim. Ce n'est pas pour l'amour de l'Angleterre qu'il a accepté son étrange tâche, ni pour l'amour de l'Inde, ni pour aucune autre cause, bonne ou mauvaise. Les notions impérialistes, telles que l'expansion pour l'expansion ou le pouvoir pour le pouvoir, auraient pu le séduire, mais il ne se serait pas particulièrement enflammé et ce n'est certainement pas lui qui aurait élaboré de telles formules. Il s'engagea dans son étrange voie, cette voie qu'il savait « sienne sans en chercher le pourquoi, sienne rien que pour agir et mourir », sans même poser la question essentielle. Seule le tentait la pérennité fondamentale

du jeu et du secret en tant que tel. Ce secret qui apparaîût de nouveau comme symbole du mystère fondamental de la vie.

Au fond, ce n'était pas la faute des aventuriers-nés, de ceux que leur nature même poussait à vivre hors de la société, hors de tout corps politique, s'ils trouvaient dans l'impérialisme un jeu politique qui fût par définition perpétuel ; ils n'étaient pas supposés savoir qu'en politique, un jeu perpétuel ne peut se terminer que par une catastrophe et que la discrétion en matière politique se termine rarement par quelque chose de plus noble que la vulgaire duplicité de l'espion. Ces acteurs du Grand Jeu étaient victimes d'une mystification, car leurs patrons savaient bien ce qu'ils voulaient et ils utilisaient leur passion de l'anonymat à des fins d'espionnage ordinaire. Mais le triomphe des investisseurs assoiffés de profit ne dura pas, et ce fut leur tour d'être dupés quand, quelques décennies plus tard, ils se trouvèrent face aux acteurs du jeu du totalitarisme, un jeu joué sans objectif ultérieur tel que le profit, donc joué avec une efficacité si meurtrière qu'il dévora jusqu'à ceux qui l'avaient financé.

Mais, avant que tout cela n'arrive, les impérialistes devaient détruire l'homme le plus valeureux qui fût jamais passé du personnage d'aventurier (fortement pénétré de l'esprit « pourfendeur de dragons ») à celui d'agent secret : Lawrence d'Arabie. Jamais depuis lors cette expérience de la politique secrète n'a été vécue avec plus de pureté et par un homme plus honnête. Lawrence ne craignit pas d'être son propre terrain d'expérience, après quoi il en revint et crut appartenir à la « génération perdue ». Il pensait ainsi parce que « les Anciens sont réapparus et ils nous ont pris notre victoire » afin de « refaire [le monde] à l'image de l'ancien monde qu'ils avaient connu ⁷⁹³ ». Les Anciens s'étaient montrés en réalité bien peu efficaces, même à cet égard, ils avaient transmis leur victoire, et du même coup leur pouvoir, à d'autres hommes de cette « génération perdue » qui n'étaient ni plus vieux que Lawrence ni très différents de lui. La seule différence tenait à ce que

Lawrence s'accrochait encore fermement à une moralité qui avait cependant déjà perdu tout fondement objectif et n'était faite que d'une sorte d'esprit chevaleresque personnel et nécessairement chimérique.

Lawrence était séduit par l'idée de devenir agent secret en Arabie en raison de son immense désir de quitter le triste monde de la respectabilité, dont la continuité avait tout simplement perdu toute signification, et de son dégoût du monde autant que de lui-même. Ce qui l'attirait le plus dans la civilisation arabe, c'était son « évangile du dénuement [...] [qui] semble aussi impliquer une sorte de dénuement moral », qui « a su s'épurer des dieux domestiques » ⁷⁹⁴. Ce qu'il essaya le plus d'éviter une fois revenu à la civilisation anglaise, ce fut de vivre une vie personnelle, si bien qu'il finit par s'enrôler, aussi incompréhensible que cela puisse paraître, comme simple soldat dans l'armée britannique, qui était manifestement la seule institution dans laquelle l'honneur d'un homme pût coïncider avec la perte de son identité personnelle.

Quand la déclaration de la Première Guerre mondiale envoya T. E. Lawrence chez les Arabes du Proche-Orient avec pour mission de les inciter à se soulever contre leurs maîtres turcs et à se battre dans les rangs des Britanniques, il se retrouva au cœur même du Grand Jeu. Il ne pouvait atteindre son but que si un mouvement national se déclenchait parmi les tribus arabes, qui devait en dernier ressort servir l'impérialisme britannique. Lawrence devait prétendre que le mouvement national arabe représentait son souci majeur, et il le fit si bien qu'il finit par y croire lui-même. Mais alors il se trouvait encore une fois exclu, il était au fond incapable de « penser leur pensée » et d'« acquérir leur personnalité » ⁷⁹⁵. En se prétendant Arabe, il ne pouvait que perdre son « moi d'Anglais ⁷⁹⁶ » et il était bien plus fasciné par le complet secret de l'effacement personnel que dupé par les justifications banales d'une domination bienveillante sur les peuples arriérés qu'un lord Cromer aurait pu avancer. Plus âgé que Cromer

d'une génération, et plus triste, il prit beaucoup de plaisir à un rôle qui exigeait un reconditionnement de sa personnalité tout entière, jusqu'à ce qu'il fût à la mesure du Grand Jeu, jusqu'à ce qu'il devînt l'incarnation de la force du mouvement national arabe, jusqu'à ce qu'il eût perdu toute vanité naturelle dans sa mystérieuse alliance avec des forces nécessairement supérieures à lui-même, si grand qu'il eût pu devenir, jusqu'à ce qu'il eût acquis un implacable « mépris, non pour les autres hommes, mais pour tout ce qu'ils font » de leur propre initiative et sans s'allier aux forces de l'histoire.

Quand, à la fin de la guerre, Lawrence dut abandonner ses prétentions d'agent secret et recouvrer en quelque sorte son « moi d'Anglais ⁷⁹⁷ », il « regarda l'Occident et ses conventions d'un regard neuf : tout était détruit pour moi ⁷⁹⁸ ». Quittant le Grand Jeu et son incomparable grandeur qu'aucune publicité n'avait glorifié ni limité et qui l'avait élevé, du temps de ses vingt ans, au-dessus des rois et des Premiers ministres parce qu'il les avait « fabriqués ou qu'il en avait fait ses jouets ⁷⁹⁹ », Lawrence rentra au pays avec une soif obsédante d'anonymat et la conviction profonde que rien de ce qu'il pouvait encore faire de sa vie ne saurait le satisfaire. Conclusion qu'il tira pour savoir parfaitement que ce n'était pas lui qui avait été grand, mais seulement le rôle qu'il avait su assumer, que sa grandeur avait été le résultat du Jeu et non un produit de lui-même. Désormais, il ne « voulait plus être grand » et, décidé qu'il était à ne pas « recommencer à être respectable », il se trouva ainsi bien « guéri [...] de tout désir de jamais faire quoi que ce soit pour moi-même ⁸⁰⁰ ». Il avait été le fantôme d'une force, et il devint un fantôme parmi les vivants quand la force, la fonction, lui furent retirées. Ce qu'il cherchait désespérément c'était un autre rôle à jouer, et c'était incidemment le « jeu » sur lequel Bernard Shaw le questionnait avec tant d'affabilité et si peu de compréhension, comme s'il avait parlé depuis un autre siècle, sans comprendre pourquoi un homme si valeureux ne pourrait pas avouer ses exploits ⁸⁰¹ . Seuls un autre rôle, une autre

fonction auraient pu être assez forts pour l'empêcher, et pour empêcher le monde, de l'identifier à ses exploits en Arabie, de remplacer son vieux moi par une nouvelle personnalité. Il ne voulait pas devenir « Lawrence d'Arabie », puisque, fondamentalement, il ne voulait pas retrouver un nouveau moi après avoir perdu l'ancien. Sa grandeur fut d'être assez passionné pour refuser tout misérable compromis et toute voie facile d'un retour à la réalité et à la respectabilité, d'être toujours resté conscient de n'avoir été qu'une fonction et d'avoir joué un rôle et que, par conséquent, il « se devait de ne pas tirer le moindre avantage de ce qu'il avait fait en Arabie. Les honneurs qu'il avait gagnés furent refusés. Les emplois offerts en raison de sa réputation devaient être repoussés, et il ne se serait pas davantage laissé aller à exploiter son succès en se faisant payer pour écrire un seul article sous le nom de Lawrence ⁸⁰² ».

L'histoire de T. E. Lawrence, si émouvante d'amertume et de grandeur, ne fut pas simplement celle d'un fonctionnaire appointé ou d'un espion à la solde, mais précisément l'histoire d'un agent ou fonctionnaire véritable, de quelqu'un qui croyait réellement avoir pénétré – ou avoir été conduit – dans le courant de la nécessité historique pour y devenir un fonctionnaire ou un agent des forces secrètes qui gouver-

nent le monde. « J'avais poussé mon chariot dans le sens du courant éternel, aussi allait-il plus vite que ceux que l'on pousse en travers ou à contre-courant. En fin de compte, je ne croyais pas au mouvement arabe : mais je le croyais nécessaire en son temps et lieu ⁸⁰³ . » Tout comme Cromer avait dominé l'Égypte au nom de l'Inde, ou Rhodes l'Afrique du Sud au nom d'une expansion future, Lawrence avait agi pour un but ultérieur impossible à prédire. La seule satisfaction qui lui était offerte en retour, à défaut de la paisible bonne conscience de quelque accomplissement limité, lui venait du sentiment du fonctionnement pur et simple, de se sentir pris à bras-le-corps et guidé par un énorme mouvement. De retour à Londres et au

désespoir, il allait s'efforcer de trouver un substitut à ce type d'« autosatisfaction » et ne devait « le trouver que dans la folle vitesse d'une moto ⁸⁰⁴ ». Bien qu'il n'eût pas encore été saisi par le fanatisme d'une idéologie du mouvement, probablement parce qu'il était trop bien éduqué pour les superstitions de son époque, Lawrence avait déjà expérimenté cette fascination, fondée sur le désespoir de toute responsabilité humaine possible, qu'exercent le courant éternel et son mouvement perpétuel. Il s'y noya, et rien ne demeure de lui qu'une honnêteté inexplicable et la fierté d'avoir « poussé dans le bon sens » : « J'en suis encore à me demander jusqu'à quel point l'individu compte : pour beaucoup, j'imagine, s'il pousse dans le bon sens ⁸⁰⁵ . » Dans ce cas, telle est la fin de la réelle fierté de l'homme occidental qui désormais ne compte plus comme fin en soi, qui désormais ne fait plus « quelque chose de lui – même ; il ne crée plus une œuvre assez nette pour être sienne ⁸⁰⁶ » en donnant des lois au monde, mais à qui il n'est donné de chance que « s'il pousse dans le bon sens », en accord avec les forces secrètes de l'histoire et de la nécessité – dont il n'est que la fonction.

Lorsque la populace européenne découvrit quelle « merveilleuse vertu » une peau blanche pouvait être en Afrique ⁸⁰⁷ , lorsqu'en Inde le conquérant anglais devint un administrateur qui désormais ne croyait plus à la validité universelle de la loi mais était convaincu de sa propre aptitude innée à gouverner et à dominer, et que les pourfendeurs de dragons se changèrent soit en « hommes blancs » issus de « lignées supérieures », soit en bureaucrates et en espions pour jouer le Grand Jeu de perpétuels objectifs ultérieurs au gré d'un mouvement perpétuel ; quand les services secrets britanniques (surtout après la Première Guerre mondiale) commencèrent à attirer les meilleurs fils d'Angleterre, qui préféraient servir de mystérieuses forces à travers le monde plutôt que le bien public de leur pays, la scène sembla prête à accueillir toutes les horreurs possibles. Là, à la barbe de tous, se trouvaient maints

éléments qui, une fois réunis, seraient capables de créer un gouvernement totalitaire fondé sur le racisme. Des « massacres administratifs » étaient proposés par des bureaucrates aux Indes, tandis que les fonctionnaires en Afrique déclaraient qu'« aucune considération éthique telle que les droits de l'homme ne sera autorisée à barrer la route ⁸⁰⁸ » à la domination blanche.

Par bonheur, et bien que la domination britannique se mît à sombrer dans une certaine vulgarité, la cruauté joua entre les deux guerres un rôle moins important que jamais par le passé, et un minimum de droits humanitaires furent constamment sauvegardés. C'est cette modération, au cœur de la folie pure et simple, qui a préparé la voie à ce que Churchill a appelé « la liquidation de l'Empire de Sa Majesté », et qui pourrait un jour signifier la transformation de la nation anglaise en un Commonwealth de peuples anglais.

CHAPITRE VIII

L'IMPÉRIALISME CONTINENTAL LES MOUVEMENTS ANNEXIONNISTES

Le nazisme et le bolchevisme doivent plus au pangermanisme et au panslavisme (respectivement) qu'à tout autre idéologie ou mouvement politique. C'est particulièrement visible en politique étrangère où les stratégies de l'Allemagne nazie et de la Russie soviétique ont été si proches des fameux programmes de conquête tracés par les mouvements annexionnistes, avant et pendant la Première Guerre mondiale, que l'on a souvent pris les ambitions totalitaires pour la poursuite de simples intérêts permanents russes ou allemands. Ni Hitler ni Staline n'ont jamais reconnu leur dette envers l'impérialisme dans le développement de leurs méthodes de domination, mais ni l'un ni l'autre n'ont hésité à admettre ce qu'ils devaient à l'idéologie des mouvements annexionnistes ou à imiter leurs slogans ⁸⁰⁹.

La naissance des mouvements annexionnistes n'a pas coïncidé avec celle de l'impérialisme ; dans les années 1870, le panslavisme avait déjà dépassé le stade des théories vagues et fumeuses chères aux Slavophiles ⁸¹⁰, et le sentiment pangermaniste était déjà monnaie courante en Autriche dès le milieu du xix^e siècle. Toutefois, ils ne se constituèrent sous la forme de mouvements et ne captèrent l'attention de couches plus vastes que dans les années 1880, avec la triomphale expansion impérialiste des nations occidentales. Les nations d'Europe centrale et orientale, qui ne possédaient pas de colonies et ne pouvaient guère espérer une expansion outre-mer, décidèrent dorénavant qu'elles « avaient le même droit à l'expansion que les autres grands peuples et que s'il ne leur était pas accordé la possibilité de s'étendre outre-mer, [elles se verraient] contraintes de le faire en Europe ⁸¹¹ ».

Pangermanistes et panslavistes concluaient que, vivant dans des « États continentaux » et étant des « peuples continentaux », ils devaient chercher des colonies sur le continent ⁸¹² pour s'étendre selon une continuité géographique à partir d'un centre de pouvoir ⁸¹³ ; que, contre « l'idée de l'Angleterre [...] exprimée par les mots : Je veux gouverner la mer, [se dresse] l'idée de la Russie [exprimée] par les mots : Je veux gouverner la terre ⁸¹⁴ », et qu'un jour ou l'autre l'« énorme supériorité de la terre sur la mer [...] la signification supérieure de la puissance terrestre par rapport à la puissance maritime... » finirait par apparaître ⁸¹⁵ .

La différence capitale entre l'impérialisme continental et celui d'outremer repose sur le fait que son concept d'expansion continue ne tolère aucune distance géographique entre les méthodes et les institutions de la colonie et de la nation, si bien qu'il n'avait nul besoin d'effets en retour pour apparaître et faire sentir toutes ses conséquences en Europe. L'impérialisme continental commence vraiment sur le continent ⁸¹⁸ . S'il partageait avec l'impérialisme colonial un même mépris pour l'étroitesse de l'État-nation, il ne lui opposait pas tant ses arguments économiques, qui après tout exprimaient bien souvent d'authentiques nécessités nationales, qu'une « conscience tribale élargie ⁸¹⁹ » supposée unir tous les peuples partageant des traditions de même origine, indépendamment de leur histoire et sans tenir compte de l'endroit où ils se trouvaient vivre ⁸²⁰ . L'impérialisme continental avait donc d'emblée une affinité beaucoup plus grande avec les théories de la race, il intégrait avec enthousiasme la tradition de la pensée raciale ⁸²⁴ et s'appuyait fort peu sur des expériences spécifiques. Ses concepts de la race étaient à la base totalement idéologiques, et ils purent se développer en arme politique efficace bien plus rapidement que les théories analogues exprimées par les impérialistes coloniaux, celles-ci pouvant toujours prétendre se fonder en partie sur une expérience authentique.

On n'accorde généralement qu'une attention parcimonieuse aux mouvements annexionnistes dans l'analyse de l'impérialisme. Leurs rêves d'empires continentaux furent éclipsés par les résultats bien concrets de l'expansion coloniale, et leur absence d'intérêt pour l'économie ⁸²⁵ les ridiculisait face aux gigantesques profits de l'impérialisme naissant. En outre, à une époque où tout le monde ou presque en était arrivé à penser que politique et économie revenaient plus ou moins au même, on n'avait guère de mal à passer sur les similitudes aussi bien que sur les différences significatives entre les deux courants de l'impérialisme. Les protagonistes des mouvements annexionnistes partageaient avec les impérialistes occidentaux cette lucidité à l'égard de toutes les questions de politique étrangère qu'avaient oubliée les vieux groupes dirigeants de l'État-nation ⁸²⁶. Leur influence sur les intellectuels était encore plus prononcée – l'intelligentsia russe, à quelques exceptions près, était entièrement panslaviste, et en Autriche le pan-germanisme avait plus ou moins débuté sous la forme d'un mouvement étudiant ⁸²⁷. Leur différence capitale par rapport au respectable impérialisme des nations occidentales était due à l'absence d'un soutien capitaliste ; leurs tentatives d'expansion n'avaient pas été et n'auraient pas pu être précédées par une exportation d'argent et d'hommes superflus, parce que l'Europe n'offrait de facilités de colonisation ni à l'un ni aux autres. Parmi leurs leaders, on ne trouve donc pratiquement aucun homme d'affaires et peu d'aventuriers, mais, en revanche, beaucoup de membres des professions libérales, d'enseignants et de fonctionnaires ⁸²⁸.

Tandis qu'en dépit de ses tendances antinationales, l'impérialisme colonial avait réussi à régénérer les institutions surannées de l'État – nation, l'impérialisme continental était et demeura résolument hostile à tous les corps politiques existants. Dans l'ensemble, son esprit était par conséquent bien plus vindicatif, et ses leaders adoptaient une rhétorique révolutionnaire. Là où l'impérialisme colonial avait offert une

panacée réelle aux résidus de toutes les classes, l'impérialisme continental ne pouvait rien donner, si ce n'est une idéologie et un mouvement. C'était pourtant assez pour une époque qui préférait une clef de l'Histoire à Faction politique – une époque où les hommes, pris dans la désintégration de la communauté et l'atomisation de la société, voulaient à tout prix faire partie de quelque chose. De même, la distinction visible d'une peau blanche, dont les avantages peuvent facilement se comprendre dans un environnement noir ou brun, pouvait être remplacée facilement par une distinction purement imaginaire entre âme orientale et âme occidentale, ou entre âme aryenne et non aryenne. Toujours est-il qu'une idéologie fort compliquée et une organisation qui ne servait aucun intérêt immédiat se révélèrent plus attirantes que des avantages concrets ou des convictions banales.

En dépit de leur absence de succès et de la fascination proverbiale que ce dernier exerce sur la populace, les mouvements annexionnistes exercèrent dès le début un attrait bien plus fort que l'impérialisme d'outre-mer. Cette attirance populaire, qui résista à des échecs concrets et à de constants changements de programme, préfigurait les futurs groupes totalitaires qui devaient se montrer tout aussi vagues quant à leurs buts réels et tout aussi propices aux changements de ligne politique permanents. Ce qui rapprochait les membres des mouvements annexionnistes était bien plus un état d'esprit général qu'un but clairement établi. Il est vrai que l'impérialisme colonial plaçait aussi l'expansion en tant que telle au-dessus de tous les programmes de conquête, et qu'il prenait par conséquent possession de tout territoire qui s'offrait à lui comme une opportunité facile. Cependant, aussi capricieuse qu'ait pu être l'exportation de l'argent superflu, elle servit à délimiter l'expansion qui allait suivre ; les objectifs des mouvements annexionnistes ne disposaient pas même de cet élément, au demeurant fort anarchique, de planification humaine et de contrainte géographique. Malgré leur absence de

programme spécifique pour la conquête du monde, ils engendrèrent un état d'esprit de supériorité totale, touchant et englobant toutes les questions humaines, un esprit de « panhumanisme », ainsi que Dostoïevski l'appela un jour ⁸²⁹.

Dans l'alliance impérialiste entre la populace et le capital, l'initiative reposait essentiellement entre les mains des représentants du monde des affaires – excepté dans le cas de l'Afrique du Sud où une politique clairement définie de la populace se développa très tôt. Dans les mouvements annexionnistes, en revanche, l'initiative était toujours exclusivement le fait de la populace, alors menée (comme aujourd'hui) par un certain groupe d'intellectuels. Il leur manquait alors l'ambition de gouverner le monde, et ils n'auraient pas même rêvé de pouvoir exercer une domination totale. Mais ils savaient comment organiser la populace, et ils avaient conscience qu'il est possible d'utiliser les théories de la race à des fins non seulement idéologiques ou de propagande, mais aussi d'organisation. On ne comprend que superficiellement leur portée à la lecture des théories relativement peu élaborées de politique étrangère – une Europe centrale germanisée ou une Europe orientale et méridionale russifiée – qui ont servi de point de départ aux programmes de conquête mondiale du nazisme et du bolchevisme ⁸³⁰. La défense des « peuples germaniques » extérieurs au Reich et de « nos petits frères slaves » à l'extérieur de la Sainte Russie fournissait un commode écran de fumée, fait de droits nationaux à l'autodétermination, faciles tremplins pour une plus vaste expansion. Pourtant, le fait que les gouvernements totalitaires avaient hérité une auréole de sainteté était encore plus important : il leur suffisait d'invoquer le passé de la « Sainte Russie » ou le « Saint Empire romain » pour éveiller toutes sortes de superstitions chez les intellectuels slaves ou allemands ⁸³¹. Ces absurdités pseudo-mystiques, enrichies d'innombrables souvenirs historiques arbitraires, apportaient au nationalisme une séduction qui semblait transcender, en profondeur et en

ampleur, ses limitations. Il en naquit en tout cas cette nouvelle forme de sentiment nationaliste dont la violence se révéla être un excellent moteur pour déclencher l'action massive de la populace, et se montra parfaitement apte à replacer le vieux patriotisme national au cœur de la mobilisation des passions.

Ce type nouveau de nationalisme tribal, plus ou moins caractéristique de toutes les nations et de toutes les nationalités d'Europe centrale et orientale, était tout à fait différent, par son contenu et sa signification – mais non par sa violence –, des excès du nationalisme occidental. Le chauvinisme – que l'on rapproche aujourd'hui du « *nationalisme inté – graF* » de Maurras et de Barrés au tournant du siècle, avec sa glorification romantique du passé et son culte morbide des morts – n'a jamais prétendu, même dans ses manifestations les plus sauvages et les plus extravagantes, que les hommes d'origine française, nés et éduqués dans un autre pays, ignorant tout de la langue et de la culture françaises, seraient « nés français » à la faveur de mystérieuses qualités de corps et d'âme. C'est seulement avec la « conscience tribale élargie » qu'apparut cette curieuse identification de la nationalité de l'individu avec son âme, cette fierté introvertie qui, désormais, ne concerne plus seulement les affaires publiques, mais imprègne toutes les phases de la vie privée au point que, par exemple, « la vie privée de chaque Polonais [...] soit une vie publique de l'âme polonaise ⁸³² ».

En termes de psychologie, la différence capitale entre le chauvinisme, même le plus violent, et ce nationalisme tribal tient à ce que le premier est extraverti, tourné vers les réalisations concrètes, spirituelles et matérielles, de la nation, tandis que le second, même dans ses formes les plus modérées (ainsi le mouvement de jeunesse allemand), est introverti, se concentre sur l'âme particulière de chaque individu qu'il considère comme l'incarnation de qualités nationales générales. La mystique chauviniste vise encore à quelque chose qui a réellement existé dans le passé (comme dans le cas du

« *nationalisme intégral** ») et cherche simplement à en faire un royaume au-delà du contrôle de l'homme ; le tribalisme, au contraire, part d'éléments pseudo-mystiques non existants et propose de les réaliser pleinement dans le futur. On le reconnaît sans peine à cette arrogance démesurée, inhérente à sa concentration sur soi, qui ne craint pas de mesurer un peuple, son passé et son présent, à l'aune de qualités intérieures dont il exalte la gloire, et qui rejette inéluctablement l'existence visible de ce peuple, ses traditions, ses institutions et sa culture.

Du point de vue politique, le nationalisme tribal insiste toujours sur le fait que son peuple est environné d'« un monde d'ennemis », « seul contre tous », qu'il existe une différence fondamentale entre ce peuple et tous les autres. Il proclame son peuple unique, particulier, incompatible avec tous les autres, et il nie dans son principe théorique même la possibilité d'un genre humain commun à tous les peuples bien avant d'être utilisé pour détruire l'humanité de l'homme.

I. LE NATIONALISME TRIBAL

Tout comme l'impérialisme continental avait été engendré par les ambitions frustrées des pays qui n'avaient pu prendre part à la soudaine expansion des années 1880, le tribalisme apparut comme le nationalisme des peuples qui n'avaient pas participé à l'émancipation nationale et n'avaient pas réussi à atteindre à la souveraineté de l'État – nation. Chaque fois que ces deux frustrations se trouvaient conjuguées, comme dans l'Autriche-Hongrie et la Russie, aux nationalités multiples, les mouvements annexionnistes trouvaient naturellement leur terrain le plus fertile. En outre, comme la Double Monarchie recouvrait à la fois des nationalités slaves et allemandes irrédentistes, le panslavisme et le pangermanisme se concentrèrent dès le début sur sa destruction, et l'Autriche-Hongrie devint le centre réel des mouvements annexionnistes. Les panslavistes russes proclamèrent dès 1870 que la désinté-

gration de l'Autriche ⁸³³ serait le meilleur point de départ possible pour la construction d'un empire panslave, et les pangermanistes autrichiens montrèrent une agressivité si violente à l'égard de leur propre gouvernement qu'en Allemagne l'Alldeutsche Verband lui-même eut souvent à se plaindre des « excès » du mouvement frère autrichien ⁸³⁴ . Le plan allemand conçu en vue de l'union économique de l'Europe centrale sous l'égide de l'Allemagne, ainsi que tous les projets analogues imaginés par les pangermanistes allemands en vue d'un empire continental, se transformèrent sur-le-champ, une fois que les pangermanistes autrichiens s'en furent emparés, en une structure vouée à devenir « le centre de la vie allemande sur la terre entière, et à s'allier avec tous les autres États germaniques » ⁸³⁵ .

Il est bien évident que les tendances expansionnistes du panslavisme étaient aussi embarrassantes pour le tsar que les professions de foi spontanées des pangermanistes autrichiens l'étaient pour le Reich, ou leurs serments de déloyauté envers l'Autriche en faveur de Bismarck ⁸³⁶ . En effet, si fort que les sentiments nationaux pussent venir à s'échauffer de temps à autre, ou si ridicules que pussent devenir les revendications nationalistes en période de crise, tant qu'ils étaient liés à un territoire précis et contrôlés par la fierté dans un État-nation délimité ils restaient dans des limites que le tribalisme des mouvements annexionnistes piétina d'emblée.

C'est à leur position radicalement nouvelle à l'égard de l'antisémitisme que la modernité des mouvements annexionnistes se reconnaît le mieux. Les minorités opprimées, comme les Slaves en Autriche et les Polonais dans la Russie tsariste, étaient plus à même, en raison de leur conflit avec le gouvernement, de découvrir les liens secrets entre les communautés juives et les gouvernements des États-nations européens : entre cette découverte et une hostilité plus fondamentale, il n'y avait qu'un pas. Partout où l'antagonisme avec l'État ne s'identifiait pas à une absence de patriotisme –

ainsi en Pologne où la déloyauté envers le tsar était une marque de loyauté envers la Pologne, ou en Autriche où les Allemands considéraient Bismarck comme leur grande figure nationale –, cet antisémitisme revêtait des formes plus violentes parce que les Juifs y apparaissaient alors comme les agents, non seulement d'un appareil d'État oppressif, mais aussi d'un oppresseur étranger. Mais le rôle fondamental de l'antisémitisme dans les mouvements annexionnistes ne saurait s'expliquer davantage par cette position des minorités que par les expériences spécifiques que Schönerer, protagoniste du pangermanisme autrichien, avait connues au début de sa carrière quand, appartenant encore au parti libéral, il s'était aperçu des relations existant entre la monarchie des Habsbourg et la mainmise des Rothschild sur les chemins de fer autrichiens ⁸³⁷. En soi, cela n'aurait pas suffi à lui faire déclarer que « nous, pangermanistes, regardons l'antisémitisme comme la poutre maîtresse de notre idéologie nationale ⁸³⁸ », de même que rien de tel n'aurait pu amener l'écrivain russe panslaviste Rozanov à prétendre qu'« il n'est aucun problème de la vie russe où, comme une ponctuation, ne revienne la question : comment venir à bout des Juifs ⁸³⁹ ».

La raison de la soudaine apparition de l'antisémitisme comme pivot de toute une conception de la vie et du monde – si on le distingue de son simple rôle politique en France à l'occasion de l'affaire Dreyfus, ou de son rôle d'instrument de propagande dans le mouvement allemand dirigé par Stocker – réside dans la nature du tribalisme bien plus que dans les faits et circonstances politiques. Le véritable sens de l'antisémitisme des mouvements annexionnistes est que la haine à l'égard des Juifs s'exprimait pour la première fois en dehors de tout contact réel du peuple juif, que ce soit d'un point de vue politique, social ou économique, et se contentait de suivre la bizarre logique d'une idéologie.

Le nationalisme tribal, cette force motrice cachée derrière l'impérialisme continental, n'avait guère de points communs

avec le nationalisme de l'État-nation occidental pleinement développé. Champion de la représentation populaire et de la souveraineté nationale, l'État – nation, tel qu'il s'était formé depuis la Révolution française à travers tout le xix^e siècle, était le résultat de la combinaison de deux éléments qui se trouvaient encore dissociés au xvm^e siècle et qui l'étaient restés en Russie et en Autriche-Hongrie : la nationalité et l'État. Les nations avaient fait leur apparition sur la scène de l'histoire et s'étaient émancipées lorsque les peuples avaient acquis une conscience d'eux-mêmes en tant qu'entités culturelles et historiques, et une conscience de leur territoire avec leurs frontières permanentes, où l'histoire avait laissé des traces visibles, dont la culture était le fruit du labeur de leurs ancêtres, et dont le futur dépendait du cours d'une civilisation commune. Partout où s'étaient créés des États-nations, l'émigration avait cessé tandis qu'au contraire, dans les pays d'Europe centrale et méridionale, l'instauration d'États-nations avait échoué parce que ceux-ci ne pouvaient s'appuyer sur des classes paysannes solidement enracinées ⁸⁴⁰ . Du point de vue sociologique, l'État-nation constituait le corps politique des classes paysannes émancipées de l'Europe ; c'est pourquoi les armées nationales ne purent maintenir leur position à l'intérieur de ces États que jusqu'à la fin du siècle dernier, c'est-à-dire tant qu'elles restèrent véritablement représentatives de la classe rurale. « L'armée, comme l'a montré Marx, était le “point d'honneur” des petits paysans : à travers elle, ils se transformaient en maîtres, allant défendre au loin leur toute nouvelle propriété [...]. L'uniforme était leur costume d'État, la guerre leur poésie ; le lopin de terre était le pays natal, et le patriotisme était devenu la forme de propriété idéale ⁸⁴¹ . » Ce nationalisme occidental qui devait culminer dans la conscription générale était le produit de classes paysannes bien enracinées *et* émancipées.

Si la conscience nationale est un phénomène relativement récent, la structure de l'État était, elle, le fruit de siècles de

monarchie et de despotisme éclairé. Que ce fût sous la forme nouvelle d'une république ou sous celle d'une monarchie constitutionnelle réformée, l'État avait hérité comme sa fonction suprême la protection de tous les habitants de son territoire sans considération de nationalité, et il était supposé fonctionner comme l'institution juridique la plus haute. La tragédie de l'État-nation fut que la conscience nationale naissante du peuple vint interférer avec ces fonctions. Au nom de la volonté du peuple, l'État fut contraint de ne reconnaître pour citoyens que les « nationaux », de ne garantir la pleine jouissance des droits civiques et politiques qu'à ceux qui appartenaient à la communauté nationale par droit d'origine et fait de naissance. Ce qui signifiait que l'État se transformait partiellement d'instrument de la loi en instrument de la nation.

La conquête de l'État par la nation ⁸⁴² fut considérablement facilitée par la chute de la monarchie absolue et par le nouveau développement des classes qui s'ensuivit. Le monarque absolu était supposé servir les intérêts de la nation dans son ensemble, et agir comme l'interprète et la preuve de l'existence de cet intérêt commun. Le despotisme éclairé reposait sur la formule de Rohan : « Le roi ordonne aux peuples et l'intérêt ordonne au roi ⁸⁴³ » ; avec l'abolition de la royauté et la souveraineté du peuple, cet intérêt commun était constamment menacé de se voir remplacé par un conflit permanent entre intérêts de classe et par une lutte pour le contrôle de l'appareil étatique, autrement dit par une guerre civile permanente. Le seul lien qui subsistait entre les citoyens d'un État-nation où il n'y avait plus de monarque pour symboliser leur communauté fondamentale semblait devoir être un lien national, c'est-à-dire une origine commune. Si bien que dans un siècle où chaque classe, chaque fraction de la population étaient dominées par l'intérêt de classe ou de groupe, l'intérêt de la nation en tant que totalité était prétendument garanti par le fait d'une origine commune qui trouvait son expression sentimentale dans le nationalisme.

Le conflit secret entre l'État et la nation vint au grand jour dès la naissance de l'État-nation moderne, au moment où la Révolution française lia la Déclaration des Droits de l'homme à la revendication d'une souveraineté nationale. Les mêmes droits fondamentaux étaient en même temps proclamés comme l'héritage inaliénable de tous les êtres humains *et* comme l'héritage particulier de nations spécifiques ; la même nation était en même temps déclarée soumise à des lois, découlant bien sûr des Droits de l'homme, e/ souveraine, c'est-à-dire liée par aucune loi universelle et ne reconnaissant rien de supérieur à elle – même ⁸⁴⁴ . Dans la pratique, cette contradiction aboutit à ce que, dès lors, les droits de l'homme ne furent plus protégés et consolidés qu'en tant que droits nationaux, et que l'institution même de l'État, qui avait pour tâche de protéger et de garantir à l'homme ses droits en tant qu'homme, citoyen et membre d'une nation, perdit son apparence juridique et rationnelle, ce qui permit aux romantiques d'interpréter l'État comme la représentation nébuleuse d'une « âme nationale », supposée se placer, du fait même de son existence, au-delà ou au-dessus des lois. La souveraineté nationale perdit de ce fait sa connotation originelle de liberté des peuples et s'entoura peu à peu de l'aura pseudo-mystique d'un arbitraire ignorant toute loi.

Le nationalisme traduit essentiellement cette perversion de l'État en instrument de la nation, et l'identification du citoyen au membre de cette nation. La relation entre l'État et la société était déterminée par le fait de la lutte des classes, qui avait supplanté l'ancien ordre féodal. La société s'imprégnait d'un individualisme libéral qui croyait à tort que l'État régnait sur de simples individus, alors qu'il dominait en réalité des classes ; cet individualisme voyait dans l'État une sorte d'individu suprême devant qui tous les autres devaient s'incliner. La volonté de la nation semblait être de voir l'État la protéger contre les conséquences de son atomisation sociale et lui permettre en même temps de demeurer en état d'atomisation.

Pour être à même de remplir cette tâche, l'État devait encourager toutes les tendances déjà existantes à la centralisation ; une administration fortement centralisée et capable de monopoliser tous les instruments de violence et tous les germes du pouvoir était seule à même de contrebalancer les forces centrifuges constamment produites par une société déchirée entre classes. Dans ces conditions, le nationalisme devenait le précieux ciment capable de lier un État centralisé et une société atomisée, et il se révéla de fait le seul lien efficace, vivant, entre les individus de l'État-nation.

Le nationalisme a toujours maintenu cette profonde loyauté originelle envers le gouvernement et n'a jamais complètement perdu sa fonction de préserver un équilibre précaire entre la nation et l'État d'un côté, les nationaux d'une société atomisée de l'autre. Les citoyens natifs d'un État-nation ont souvent méprisé les citoyens naturalisés, ceux qui ont reçu leurs droits de la loi et non de leur naissance, de l'État et non de la nation ; mais ils ne sont jamais allés jusqu'à proposer la distinction pan-germaniste entre *Staatsfremde*, étrangers à l'État, et *Volksfremde*, étrangers à la nation, distinction qui fut plus tard incorporée dans la législation nazie. Tant que l'État, même dans sa forme pervertie, demeurerait une institution juridique, le nationalisme était contrôlé par une certaine loi, et tant qu'il était le fruit de l'identification des membres d'une nation à leur territoire, il était limité par des frontières définies.

Bien différente fut la première réaction nationale des peuples pour qui la nationalité ne s'était pas encore développée au-delà d'une conscience ethnique inarticulée, dont les parlers n'avaient pas encore dépassé le stade du dialecte par où sont passées toutes les langues européennes avant d'être adaptées à des fins littéraires ; au sein de ces peuples, les classes paysannes n'avaient pas enfoncé dans le sol de solides racines et n'étaient pas près de s'émanciper ; dans ces circonstances, leur qualité nationale semblait bien plus une question privée, sans attaches, inhérente à la personnalité même, qu'une question d'intérêt

public et de civilisation ⁸⁴⁵ . Ces peuples voulaient égaler l'orgueil national des nations occidentales, mais ils n'avaient ni pays, ni État, ni passé historique à mettre en avant, ils ne pouvaient s'appuyer que sur eux-mêmes, ce qui signifiait, au mieux, leur langue – comme si la langue en soi était déjà un acte – et au pire s'inspirer de leur âme, slave, germanique, ou Dieu sait quoi d'autre. Or, dans un siècle qui pensait naïvement que tous les peuples étaient des nations en puissance, il ne restait pratiquement rien pour les peuples opprimés d'Autriche-Hongrie, de la Russie tsariste ou des Balkans, où n'existait aucune des conditions nécessaires à la réalisation de la trinité occidentale peuple-territoire-État, dont les frontières n'avaient pas cessé de fluctuer au fil des siècles et dont les populations étaient toujours dans un état de migration plus ou moins continuelle. Là vivaient des masses qui n'avaient pas la moindre notion du sens de la *patria* et du patriotisme, la plus vague idée de la responsabilité envers une communauté partagée par tous et nettement délimitée. Ce problème se posait pour la « ceinture de populations mêlées » (Macartney) qui s'étendait de la Baltique à l'Adriatique et qui avait trouvé son expression la plus cohérente dans la Double Monarchie.

Le nationalisme tribal naquit de ce climat de déracinement. Il se répandit largement, non seulement parmi les populations d'Autriche – Hongrie, mais également, bien qu'à un niveau plus élevé, parmi les membres de l'intelligentsia insatisfaite de la Russie tsariste. Le déracinement fut la véritable source de cette « conscience tribale élargie » qui signifiait en réalité que les membres de ces peuples n'avaient pas de patrie bien définie mais qu'ils se sentaient chez eux partout où d'autres membres de leur « tribu » se trouvaient vivre. « C'est notre particularité, écrivait Schönerer, [...] de ne pas graviter vers Vienne mais vers tout endroit où des Allemands peuvent vivre ⁸⁴⁶ . » La caractéristique des mouvements annexionnistes est de n'avoir jamais tenté d'obtenir une émancipation nationale, mais d'avoir dépassé d'emblée, dans leurs rêves d'expansion, les limites

étroites d'une communauté nationale et d'avoir proclamé une communauté de tradition assez forte pour demeurer un facteur politique, même si ses membres se trouvaient dispersés de par le monde. De même, et à la différence des mouvements de libération nationale des petits peuples qui commençaient toujours par une exploration du passé national, ils ne considéraient pas simplement leur histoire, mais projetaient le fondement de leur communauté dans un futur vers lequel le mouvement était supposé avancer.

Le nationalisme tribal, en pénétrant toutes les nationalités opprimées d'Europe orientale et méridionale, se transforma en une nouvelle forme d'organisation, les mouvements annexionnistes, parmi ces peuples qui combinaient l'appartenance à un pays national – Allemagne et Russie – avec un vaste irrédentisme dispersé, les Allemands et Slaves de l'étranger ⁸⁴⁷. À la différence de l'impérialisme colonial qui se contentait d'une relative supériorité, d'une mission nationale ou d'un fardeau propre à l'homme blanc, les mouvements annexionnistes commencèrent par proclamer absolument leur élection. On a souvent décrit le nationalisme comme un succédané émotionnel de la religion, mais seul le tribalisme des mouvements annexionnistes offrait vraiment une nouvelle théorie religieuse et un nouveau concept de sainteté. Ce n'est pas la fonction religieuse du tsar ni sa position dans l'Église grecque qui amena les panslavistes russes à affirmer la nature chrétienne du peuple russe, à soutenir qu'ils étaient, selon les mots de Dostoïevski, les « christophores de toutes les nations » transportant directement Dieu dans les affaires de ce monde ⁸⁴⁸. C'est en raison de leurs revendications d'apparaître comme « le vrai peuple divin des temps modernes ⁸⁴⁹ » que les panslavistes abandonnèrent la tendance libérale des débuts et que, ignorant l'opposition gouvernementale et parfois même la persécution, ils devinrent les dévoués défenseurs de la Sainte Russie.

Les pangermanistes autrichiens se réclamaient pareillement de l'élection divine même si, avec un semblable passé libéral, ils demeuraient anticléricaux et devenaient même antichrétiens. Lorsque Hitler, de son propre aveu disciple de Schônerer, déclara au cours de la dernière guerre : « Dieu Tout-Puissant a créé notre nation. Nous défendons Son œuvre en défendant son existence même ⁸⁵⁰ », la réponse de l'autre bord, venant d'un adepte du panslavisme, fut tout aussi conforme : « Les monstres allemands ne sont pas seulement nos ennemis, mais les ennemis de Dieu ⁸⁵¹ . » Ces récentes formulations ne sont pas nées des nécessités de la propagande du moment, et ce genre de fanatisme ne fait pas qu'abuser du langage religieux ; derrière lui se profile une véritable théologie qui a fait la force des mouvements annexionnistes et qui a conservé une influence considérable sur l'évolution des mouvements totalitaires modernes.

Les mouvements annexionnistes prêchaient l'origine divine de leurs peuples respectifs par opposition à la foi judéo-chrétienne en l'origine divine de l'Homme. Selon eux, l'homme, qui appartient inévitablement à un peuple, n'a reçu qu'indirectement son origine divine par l'intermédiaire de son appartenance à un peuple. Par conséquent, l'individu ne possède sa valeur humaine que dans la mesure où il fait partie du peuple distingué par son origine divine. Il se démet de cette valeur dès qu'il décide de changer de nationalité, auquel cas il rompt tous les liens grâce auxquels il avait été doté d'une origine divine et tombe, pour ainsi dire, dans un déracinement métaphysique. Ce concept offrait un double avantage politique. Il faisait de la nationalité une qualité permanente que l'histoire ne pouvait plus entamer, quoi qu'il advînt d'un peuple donné – émigration, conquête, dispersion. Mais il avait un impact encore plus immédiat : dans l'antinomie absolue entre l'origine divine de son propre peuple et tous les autres peuples non divins, toutes les différences entre les membres individuels de ce peuple disparaissaient, qu'elles fussent sociales, écono-

miques ou psychologiques. L'origine divine transformait le peuple en une uniforme masse « élue » de robots arrogants⁸⁵².

La fausseté de cette théorie est aussi manifeste que son utilité politique. Dieu n'a créé ni les hommes – dont l'origine se trouve clairement dans la procréation – ni les peuples – qui sont apparus comme le résultat de l'organisation humaine. Les hommes sont inégaux en fonction de leur origine naturelle, de leurs organisations différentes et de leur destin historique. Leur égalité est seulement une égalité de droits, c'est-à-dire une égalité humaine dans ses intentions ; mais, derrière cette égalité humaine dans ses intentions, il y a selon la tradition judéo-chrétienne une autre égalité, qui s'exprime dans la notion d'une origine commune au-delà de l'histoire humaine, de la nature humaine et de l'intention humaine – origine commune à partir de l'Homme mythique, non identifiable, qui seul est la créature de Dieu. Cette origine divine est le concept métaphysique sur lequel peut se fonder l'égalité politique dans ses intentions, l'intention qui vise à établir l'humanité sur terre. Le positivisme et le progressisme du xix^e siècle ont dénaturé cette finalité d'égalité humaine, lorsqu'ils ont prétendu démontrer ce qui n'est pas démontrable, à savoir que les hommes seraient égaux par nature et différents seulement par l'histoire et les circonstances, de sorte que ce n'est pas par l'acquisition de droits qu'ils peuvent devenir égaux, mais par les circonstances et l'éducation. Le nationalisme et son concept de « mission nationale » ont dénaturé le concept national d'humanité, considérée comme une famille de nations, en une structure hiérarchique où les différences d'histoire et d'organisation ont été faussement interprétées comme différences entre les hommes – différences situées dans leur origine naturelle. Le racisme, qui niait l'origine commune de l'homme et rejetait cette volonté commune d'instaurer l'humanité, introduisit le concept d'origine divine d'un certain peuple par opposition à tous les autres, masquant ainsi le résultat temporaire et chan-

geant des efforts humains derrière la brume pseudo-mystique d'une éternité et d'une finalité divines.

Cette finalité agit comme le dénominateur commun entre la philosophie des mouvements annexionnistes et les théories raciales, et explique leur affinité fondamentale sur le plan théorique. Politiquement, il importe peu qu'on mette Dieu ou la nature à l'origine d'un peuple ; dans les deux cas, quelle que soit l'exaltation d'un peuple à prêcher pour lui-même, les peuples sont changés en espèces animales, si bien que le Russe apparaît aussi différent de l'Allemand que le loup du renard. Un « peuple divin » vit dans un monde où il est le persécuteur – né de toutes les espèces plus faibles que lui, ou la victime-née des espèces plus fortes que lui. Seules les règles du règne animal peuvent éventuellement gouverner ses destinées politiques.

Le tribalisme des mouvements annexionnistes et sa notion d'« origine divine » d'un seul peuple puisèrent une partie de leur immense succès dans leur mépris de l'individualisme libéral ⁸⁵³, de l'idéal du genre humain et de la dignité de l'homme. Toute dignité humaine est balayée si l'individu doit sa valeur au seul fait qu'il est né allemand ou russe ; à sa place, on trouve une nouvelle cohérence, un sens de la confiance mutuelle, parmi tous les membres de ce peuple, qui apaise les justes craintes des hommes modernes inquiets de devenir des individus isolés dans une société atomisée, et qui ne seraient plus protégés par leur nombre même ou par la cohérence d'une uniformité imposée. De la même manière, la « ceinture de populations mêlées », plus exposée que d'autres parties de l'Europe aux tempêtes de l'histoire et moins enracinée dans la tradition occidentale, ressentit plus tôt que les autres peuples européens la terreur de l'idéal d'humanité et de la foi judéo-chrétienne en l'origine commune de l'homme. Ces populations ne nourrissaient aucune illusion à propos du « bon sauvage », parce qu'elles n'avaient nul besoin d'étudier les coutumes des cannibales pour connaître les potentialités du mal. Plus les peuples en savent les uns sur les autres, moins ils acceptent de

reconnaître d'autres peuples pour leurs égaux, et plus ils se défendent contre l'idéal d'humanité.

La séduction de l'isolement tribal et des ambitions d'une race maîtresse résultait en partie du sentiment instinctif selon lequel le genre humain, qu'il corresponde à un idéal religieux ou humaniste, implique un partage commun des responsabilités ⁸⁵⁴. Les distances géographiques diminuant, ce phénomène revêtait une importance politique essentielle ⁸⁵⁵. Il fit aussi du discours idéaliste sur le genre humain et sur la dignité humaine une affaire du passé, pour la bonne raison que toutes ces belles notions imaginaires, fruits d'une tradition séculaire, perdaient soudain de manière terrifiante toute actualité. Même l'insistance sur le péché commun à tous les hommes, naturellement absent de la phraséologie des protagonistes libéraux du « genre humain », ne pourrait suffire à faire comprendre le fait – que le peuple constatait immédiatement – que l'idée d'humanité, toute sentimentalité exclue, implique très sérieusement que les hommes doivent d'une manière ou d'une autre assumer leur responsabilité pour tous les crimes commis par les hommes, et que toutes les nations devront en fin de compte répondre du mal commis par toutes les autres.

Tribalisme et racisme offrent des moyens très réalistes, bien que très destructeurs, d'échapper à ce postulat de la responsabilité commune. Leur refus métaphysique de toutes racines, qui épousait si bien le déracinement territorial des nationalités qu'ils séduisirent d'abord, était tout aussi adapté aux besoins des masses fluctuantes des cités modernes : c'est pourquoi le totalitarisme l'adopta immédiatement ; même l'engouement fanatique des Bolcheviks pour la plus grande des doctrines antinationales, le marxisme, s'en trouva ébranlé et la propagande panslaviste fut réintroduite dans la Russie soviétique, tant était énorme la force d'isolement de ces théories en elles-mêmes ⁸⁵⁶.

Il est vrai que le système de domination de l'Autriche-Hongrie et de la Russie tsariste, qui reposait sur l'oppression des nationalités, avait dispensé un véritable enseignement en matière de nationalisme tribal. En Russie, cette oppression était le monopole exclusif de la bureaucratie, qui opprimait aussi le peuple russe, si bien que seule l'intelligentsia russe devint panslaviste. La Double Monarchie, au contraire, dominait ses nationalités turbulentes en leur accordant juste assez de liberté pour pouvoir opprimer d'autres nationalités, si bien que celles-ci devinrent le véritable socle de l'idéologie des mouvements annexionnistes. Le secret de la survie de la Maison des Habsbourg au xix^e siècle reposait sur un délicat équilibre et sur le soutien d'un appareil supranational fondé sur l'antagonisme réciproque et sur l'exploitation des Tchèques par les Allemands, des Slovaques par les Hongrois, des Ruthènes par les Polonais, et ainsi de suite. Pour toutes ces nationalités, il devint manifeste qu'un peuple pouvait réaliser son identité nationale aux dépens des autres et que ce peuple était prêt à renoncer à la liberté si l'oppression était le fait de son propre gouvernement national.

Les deux mouvements annexionnistes se développèrent sans la moindre aide de la part des gouvernements russe ou allemand. Ce qui n'empêcha pas leurs adeptes autrichiens de s'adonner aux délices de la haute trahison contre le gouvernement autrichien. C'est cette possibilité d'éduquer les masses dans un esprit de haute trahison qui fournit au mouvement annexionniste autrichien l'important soutien populaire qui a toujours fait défaut en Allemagne et en Russie. De même qu'il était plus facile d'amener le travailleur allemand à attaquer la bourgeoisie allemande plutôt que le gouvernement, de même en Russie était-il plus facile « de soulever les paysans contre les seigneurs plutôt que contre le tsar ⁸⁵⁷ ». Le comportement des travailleurs allemands et celui des paysans russes étaient certes dissemblables : les premiers considéraient ce monarque qu'ils n'aimaient guère comme le symbole de l'unité nationale, les seconds avaient le sentiment

que le chef de leur gouvernement était le véritable envoyé de Dieu sur terre. Ces différences étaient toutefois moins importantes que le fait que ni la Russie ni l'Allemagne n'avaient un gouvernement aussi faible que l'Autriche, et que l'autorité gouvernementale n'y était pas tombée assez bas pour que les mouvements annexionnistes pussent tirer une force politique de l'agitation révolutionnaire. C'est seulement en Autriche que la poussée révolutionnaire trouva son aboutissement naturel dans les mouvements annexionnistes. La tactique (bien maladroitement menée) du *divide et impera* ne sut guère affaiblir les tendances centrifuges des sentiments nationaux, mais elle réussit parfaitement à faire naître certains complexes de supériorité et un esprit de déloyauté généralisé.

L'hostilité envers l'État en tant qu'institution se retrouve dans toutes les théories des mouvements annexionnistes. L'opposition des Slavophiles à l'État a été très justement décrite comme « totalement différente de tout ce que l'on peut trouver dans le système du nationalisme officiel ⁸⁵⁸ » ; par nature, l'État était voué à être étranger au peuple. La supériorité slave était ressentie comme résidant dans l'indifférence du peuple russe à l'État, dans sa manière de se maintenir comme *corpus separatum* par rapport à son propre gouvernement. C'est ce que voulaient dire les slavophiles lorsqu'ils parlaient des Russes comme d'un « peuple sans État », et c'est ce qui permit à ces « libéraux » de se réconcilier avec le despotisme ; c'était pour respecter les exigences du despotisme que le peuple se gardait d'« interférer avec le pouvoir de l'État ⁸⁵⁹ », c'est-à-dire avec le caractère absolu de ce pouvoir. Les pangermanistes, politiquement mieux structurés, ont toujours insisté sur la priorité de l'intérêt national sur celui de l'État ⁸⁶⁰ . Ils ont généralement défendu leur position en affirmant que « la politique mondiale transcende la structure de l'État », que le seul facteur permanent dans le cours de l'histoire était les peuples, non les États ; et que, par conséquent, les nécessités nationales, variant avec les circonstances, devaient de tout

temps déterminer les agissements politiques de l'État ⁸⁶¹ . En Allemagne et en Russie, ce mouvement devait en rester au stade de phrases ronflantes jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale ; sous la Double Monarchie, dont le déclin avait engendré un état permanent d'animosité méprisante à l'égard du gouvernement, il prit au contraire un aspect bien réel.

Ce serait une grave erreur de voir dans les leaders des mouvements annexionnistes des réactionnaires ou des « contre-révolutionnaires ». Bien que ne faisant par principe guère cas des questions sociales, ils n'ont jamais commis l'erreur de se ranger du côté de l'exploitation capitaliste et la plupart d'entre eux avaient appartenu – et pour certains appartenaient toujours – aux partis libéraux et progressistes. Il est tout à fait vrai, en un sens, que la Ligue pangermaniste « représentait une tentative réelle de contrôle populaire sur les affaires étrangères. Elle croyait fermement à l'efficacité d'une opinion publique dotée d'un sentiment national fort [...] et à l'avènement d'une politique nationale fondée sur la force de la revendication populaire ⁸⁶² ». À ceci près que la populace, organisée en mouvements annexionnistes et menée par les idéologies raciales, n'avait rien de commun avec le peuple dont les actions révolutionnaires avaient suscité un gouvernement constitutionnel et dont les mouvements ouvriers étaient à l'époque les seuls véritables représentants ; cette populace, avec sa « conscience tribale élargie » et son absence manifeste de patriotisme, ressemblait beaucoup plus à une « race ».

À la différence du pangermanisme, le panslavisme était le fait de l'intelligentsia russe qu'il avait entièrement gagnée. Beaucoup moins développé dans sa forme organisationnelle et nettement moins cohérent dans ses programmes politiques, il se maintint remarquablement longtemps à un très haut niveau de sophistication littéraire et de spéculation philosophique. Tandis qu'un Rozanov s'interrogeait sur les mystérieuses différences entre la puissance sexuelle des Juifs et celle des chrétiens, et qu'il en arrivait à cette surprenante conclusion que

les Juifs sont « unis à cette puissance, les chrétiens en étant, eux, séparés ⁸⁶³ », le leader des pangermanistes autrichiens découvrait allègrement des procédés pour « éveiller l'intérêt du petit peuple au moyen de chansons de propagande, de cartes postales, de chopes à bière, de cannes et d'allumettes à l'effigie de Schônerer ⁸⁶⁴ ». Vint toutefois le moment où « Schelling et Hegel furent mis au rancart et où l'on fit appel à la science naturelle pour fournir les armes théoriques », y compris chez les panslavistes ⁸⁶⁵.

Le pangermanisme, fondé par un seul homme, Georg von Schônerer, et soutenu principalement par les étudiants germano-autrichiens, parla dès le début un langage extrêmement vulgaire, destiné à séduire des couches sociales beaucoup plus larges et diversifiées. Par la suite, Schônerer fut aussi « le premier à percevoir les possibilités de l'antisémitisme comme outil capable d'orienter la politique étrangère et de faire éclater [...] la structure interne de l'État ⁸⁶⁶ ». Certaines des raisons qui faisaient du peuple juif la cible idéale pour ce dessein sont évidentes : leur position prépondérante par rapport à la monarchie des Habsbourg et, en même temps, le fait que dans un pays multinational ils étaient plus facilement reconnaissables comme nationalité distincte que dans les États-nations dont les citoyens étaient, du moins en théorie, de souche homogène. Ce phénomène ne suffit pourtant pas – même s'il explique parfaitement la violence du courant antisémite autrichien et s'il montre quel habile politicien fut Schônerer lorsqu'il exploita ce thème – à nous aider à comprendre le rôle idéologique central de l'antisémitisme dans les deux mouvements annexionnistes. La « conscience tribale élargie » comme dynamique émotionnelle des mouvements annexionnistes s'était pleinement développée avant que l'antisémitisme devienne leur thème central et centralisateur. Le panslavisme, avec sa plus longue et plus respectable tradition de spéculation philosophique et son inefficacité politique encore plus manifeste, ne devint antisémite que dans

les dernières décennies du xix^e siècle ; le pangermaniste Schönerer avait déjà exprimé ouvertement son hostilité à l'égard des institutions d'État alors que nombre de Juifs étaient encore membres de son parti ⁸⁶⁷ . En Allemagne, où le mouvement de Stocker avait démontré l'utilité de l'antisémitisme comme arme de propagande politique, la Ligue pangermaniste témoigna d'emblée une certaine tendance antisémite, mais, avant 1918, elle n'était jamais allée plus loin qu'interdire aux Juifs d'en être membres ⁸⁶⁸ . L'antipathie occasionnelle des slavophiles à l'égard des Juifs se transforma en antisémitisme dans toute l'intelligentsia russe quand, après l'assassinat du tsar en 1881, une vague de pogroms organisés par le gouvernement plaça la question juive au cœur de l'attention générale.

Schönerer, qui découvrait l'antisémitisme au même moment, prit certainement conscience de ses possibilités pour ainsi dire par hasard : puisqu'il souhaitait par-dessus tout détruire l'empire des Habsbourg, il ne lui était pas difficile de calculer l'effet qu'aurait l'exclusion d'une certaine nationalité sur une structure d'État reposant sur une multiplicité de nationalités. On pouvait entièrement briser l'édifice de cette étrange constitution, l'équilibre précaire de sa bureaucratie, si l'oppression modérée par laquelle toutes les nationalités bénéficiaient d'un certain degré d'égalité était sapée par des mouvements populaires. Ce dessein aurait toutefois pu être aussi bien réalisé par la haine furieuse des pangermanistes à l'égard des nationalités slaves, haine qui s'était forgée bien avant que le mouvement redevînt antisémite et que ses membres juifs avaient approuvée.

Ce qui a permis à l'antisémitisme des mouvements annexionnistes d'être assez fort pour survivre au déclin général des propagandes antisémites durant la fausse accalmie qui précéda la Première Guerre mondiale, ce fut sa fusion avec le nationalisme tribal d'Europe orientale. Car il existait une affinité fondamentale entre les théories des mouvements

annexionnistes sur les peuples et sur l'existence déracinée du peuple juif. Les Juifs semblaient être le parfait exemple d'un peuple au sens tribal, leur organisation le modèle que les mouvements annexionnistes s'efforçaient d'imiter, leur survie et leur prétendu pouvoir la meilleure preuve du bien-fondé des théories de la race.

Si les autres nationalités de la Double Monarchie n'étaient que faiblement enracinées dans le sol et n'avaient guère idée de la signification d'un territoire commun, les Juifs apportaient l'exemple d'un peuple qui, bien que n'ayant aucune patrie, avait su préserver son identité à travers les siècles et on pouvait donc le citer comme preuve qu'il n'était nul besoin d'un territoire pour constituer une nationalité ⁸⁶⁹. Si les mouvements annexionnistes insistaient sur l'importance secondaire de l'État et sur l'importance primordiale du peuple, organisé à travers tous les pays sans être nécessairement représenté par des institutions visibles, les Juifs étaient le modèle parfait d'une nation sans État et sans institutions visibles ⁸⁷⁰. Les nationalités tribales avaient beau insister sur leur simple existence comme centre de leur orgueil national, au mépris des faits historiques et de toute participation à des événements réels, et croire qu'une certaine qualité mystérieuse et innée, d'ordre psychologique ou physique, avait fait d'elles l'incarnation non de l'Allemagne mais du germanisme, non de la Russie mais de l'âme russe, elles savaient plus ou moins, même si elles ne savaient comment l'exprimer, que la judéité des Juifs assimilés était exactement le même genre d'incarnation personnelle et individuelle du judaïsme, et que la singulière fierté des Juifs laïcisés, qui n'avaient pas cessé de se proclamer peuple élu, montrait en réalité qu'ils se croyaient différents et meilleurs uniquement parce qu'ils se trouvaient être nés juifs, au mépris des actions et de la tradition juives.

Il faut bien reconnaître que cette attitude juive, ce courant juif, pourrait – on dire, du nationalisme tribal, avoir été l'aboutissement de la situation anormale des Juifs dans les États

modernes, mis au ban de la société et de la nation. Pourtant la situation de ces groupes ethniques fluctuants, qui ne prirent conscience de leur nationalité que face à l'exemple d'autres nations – occidentales –, puis, plus tard, la situation des masses déracinées des grandes villes que le racisme sut si bien mobiliser, étaient à bien des égards très semblables. Eux aussi étaient au ban de la société, eux aussi étaient exclus du corps politique de cet État-nation qui semblait être la seule organisation politique satisfaisante des peuples. Dans les Juifs, ils reconnurent immédiatement leurs rivaux plus heureux, plus chanceux, parce que, de leur point de vue, les Juifs avaient trouvé le moyen de constituer une société de leur propre chef, une société qui, du fait même qu'elle n'avait ni représentation visible ni issue politique normale, pouvait devenir un substitut à la nation.

Ce qui, plus que tout le reste, plaçait les Juifs au centre de ces idéologies raciales, était dû au fait encore plus marquant que la prétention des mouvements annexionnistes à l'élection divine n'avait comme seule rivale sérieuse que celle des Juifs. Peu importait que le concept juif n'eût rien à voir avec les théories tribales sur l'origine divine de leurs propres peuples. La populace n'avait que faire de ces subtilités d'exactitude historique, et elle n'avait guère idée de la différence entre une mission historique commandant aux Juifs d'assurer l'établissement du genre humain et sa propre « mission » de dominer tous les autres peuples de la terre. Les leaders des mouvements annexionnistes savaient parfaitement que les Juifs avaient divisé le monde, exactement comme ils le faisaient eux-mêmes, en deux moitiés : leur peuple et tous les autres ⁸⁷¹. Dans cette dichotomie, les Juifs apparaissaient encore une fois comme des rivaux plus chanceux, qui avaient hérité quelque chose, qui étaient reconnus pour quelque chose que les non-Juifs, eux, devaient construire en partant de zéro ⁸⁷².

On a eu beau le répéter, ce « truisme » selon lequel l'antisémitisme n'est rien d'autre qu'une forme d'envie n'en a

pas été rendu plus vrai. Mais, par rapport à l'élection du peuple juif, la formule est cependant assez juste. Chaque fois que des peuples sont séparés de l'action et de leur propre réalisation, quand ces liens naturels avec le monde ordinaire sont rompus ou que, pour une raison ou une autre, ils n'existent pas, ces peuples sont poussés à se retourner sur eux-mêmes dans la nudité de leurs dons naturels et à se réclamer d'un caractère divin et d'une mission de rédemption envers le monde entier. Lorsque ce phénomène survient dans la civilisation occidentale, ces peuples rencontrent invariablement la revendication séculaire des Juifs sur leur chemin. C'était bien ce qu'éprouvaient les porte-parole des mouvements annexionnistes, et la raison pour laquelle ils demeuraient si impavides face à la question pratique de savoir si le problème juif, en termes de nombre et de puissance, était assez important pour faire de la haine à l'égard des Juifs le pilier de leur idéologie. Tout comme leur propre orgueil national était indépendant de toutes leurs réalisations, de même leur haine des Juifs s'était affranchie de tous les exploits ou méfaits spécifiques des Juifs. Les mouvements annexionnistes s'accordaient tous sur ce point, bien qu'aucun d'eux ne sût comment tirer parti de cet élément idéologique essentiel à des fins d'organisation politique.

Le temps mort qui sépare la formulation de l'idéologie annexionniste de la possibilité d'en tirer des applications politiques sérieuses est manifeste dans le destin que connurent les *Protocoles des Sages de Sion* : élaborés à Paris vers 1900 par des agents de la police secrète russe et sur la suggestion de Pobiedonostsev, conseiller politique de Nicolas II, seul pan – slaviste qui jouît jamais d'une position influente, ils demeurèrent un pamphlet quasi oublié de tous jusqu'en 1919, où ils commencèrent leur cheminement véritablement triomphal à travers tous les pays et dans toutes les langues d'Europe ⁸⁷³ ; quelque trente années plus tard, leur diffusion n'était dépassée que par le *Mein Kampf* de Hitler. Ni le faussaire

ni son employeur ne savaient qu'un temps viendrait où la police fîni – rait par devenir l'institution centrale d'une société et la toute-puissance d'un pays organisé selon les principes dits juifs exposés dans les *Protocoles*. Peut-être Staline fut-il le premier à découvrir toutes les potentialités de domination que recelait la police ; ce fut assurément Hitler qui, plus rusé que Schônenerer, son père spirituel, sut utiliser le principe hiérarchique du racisme, exploiter le postulat antisémite affirmant l'existence d'un peuple qui serait « le pire » afin d'organiser réellement le « meilleur » et, entre les deux, tous les peuples conquis et opprimés, qui parvint à généraliser le complexe de supériorité des mouvements annexionnistes en sorte que chaque peuple, à la nécessaire exception des Juifs, pût mépriser celui qui était encore pire que lui-même.

Apparemment, il fallait encore quelques décennies de chaos déguisé et de désespoir avoué avant que de larges couches de populations fussent prêtes à admettre de bon cœur qu'elles allaient accomplir ce que, croyaient-elles, seuls les Juifs, dans leur noirceur foncière, avaient jusque-là été capables de réaliser. Les leaders des mouvements annexionnistes, en tout cas, bien que déjà vaguement conscients de la question sociale, insistaient surtout sur la politique étrangère. Aussi étaient-ils incapables de voir que l'antisémitisme pouvait constituer le lien indispensable entre méthodes internes et méthodes extérieures ; ils ne savaient pas encore comment établir leur « communauté de tradition », autrement dit la horde complètement déracinée et imprégnée de doctrines fondées sur la race.

Que le fanatisme des mouvements annexionnistes ait choisi les Juifs pour cible idéologique, marquant le commencement de la fin pour la communauté juive européenne, constitue l'une des revanches les plus logiques et les plus amères que l'histoire ait jamais prises. Car il y a bien sûr une part de vérité dans les propos « éclairés » qui, de Voltaire à Renan et à Taine, ont affirmé que le concept d'élection divine des Juifs, leur

identification entre religion et nationalité, leur revendication d'une position absolue dans l'histoire et d'une relation privilégiée avec Dieu, avaient introduit dans la civilisation occidentale d'une part un élément de fanatisme jusque-là inconnu (hérité par une chrétienté qui affirme détenir, elle et elle seule, la Vérité), et, d'autre part, un élément d'orgueil dangereusement proche de sa perversion raciale ⁸⁷⁴ . Du point de vue politique, il était sans importance que le judaïsme et une piété juive préservée eussent toujours été particulièrement libres de l'immanence hérétique du Divin, voire hostiles à celle-ci.

Le nationalisme tribal est précisément la perversion d'une religion qui a fait choisir à Dieu une certaine nation, la nation appartenant à tel peuple ; c'est uniquement parce que ce mythe ancien, lié au seul peuple qui eût survécu à l'Antiquité, avait planté des racines profondes dans la civilisation occidentale que le leader moderne de la populace put, de manière assez plausible, trouver l'impudence de traîner Dieu dans les petits conflits mesquins entre peuples et demander Son consentement à une élection que le leader avait d'ores et déjà manipulée à son gré ⁸⁷⁵ . La haine des racistes à l'égard des Juifs venait d'une appréhension superstitieuse, de la crainte qu'après tout, c'était peut-être les Juifs et non eux-mêmes que Dieu avait choisis, eux à qui le succès était garanti par la divine providence. Il y avait un élément de ressentiment débile contre un peuple qui, craignait-on, avait reçu la garantie, rationnellement incompréhensible, qu'il apparaîtrait un jour, contre toute apparence, comme le vainqueur final dans l'histoire du monde.

En effet, dans la mentalité de la populace, le concept juif d'une mission divine, celle d'instaurer le règne de Dieu sur terre, ne pouvait se traduire que dans les termes vulgaires de succès ou d'échec. La peur et la haine se nourrissaient et tiraient une certaine rationalité du fait que le christianisme, religion d'origine juive, avait d'ores et déjà conquis l'humanité occidentale. Guidés par leur propre superstition ridicule, les

leaders des mouvements annexionnistes finirent par trouver dans le mécanisme de la piété juive le petit rouage caché qui en permettait le renversement complet et la perversion, si bien que l'élection divine cessait d'être le mythe d'une suprême réalisation de l'idéal d'humanité commune pour devenir celui de sa destruction finale.

II. L'HÉRITAGE DU MÉPRIS DE LA LOI

Le mépris déclaré de la loi et des institutions juridiques et la justification idéologique de l'absence de loi ont été beaucoup plus caractéristiques de l'impérialisme continental que de l'impérialisme colonial. Cela vient en partie de ce que l'éloignement géographique n'était pas là pour permettre aux impérialistes continentaux de séparer l'illégalité de leur domination sur des continents étrangers de la légalité des institutions de leur pays natal. Un autre facteur tout aussi important explique cette différence, c'est que les mouvements annexionnistes sont nés dans des pays qui n'avaient jamais connu de gouvernement constitutionnel, si bien que leurs leaders concevaient tout naturellement le gouvernement et le pouvoir en termes de décisions arbitraires prises en haut lieu.

Le mépris de la loi devint la caractéristique de tous ces mouvements. Bien que mieux maîtrisé dans le panslavisme que dans le pangermanisme, il reflétait les véritables conditions de la domination tant russe qu'austro-hongroise. Décrire ces deux despotismes, seuls restants en Europe à la déclaration de la Première Guerre mondiale, en termes d'États multinationaux, ne rend compte que d'une partie de la réalité. Autant que par leur domination sur des territoires multinationaux, ils se distinguaient des autres gouvernements par le fait qu'ils gouvernaient (et pas seulement exploitaient) directement les peuples par le biais de leur bureaucratie ; les partis jouaient un rôle insignifiant, et les Parlements n'avaient aucune fonction législative ; l'État gouvernait par l'intermédiaire d'une

administration qui appliquait ses décrets. Pour la Double Monarchie, le Parlement ne signifiait guère plus qu'une société somme toute pas très brillante consistant à animer des débats. En Russie aussi bien que dans l'Autriche d'avant – guerre, on ne trouvait guère d'opposition sérieuse ; celle-ci ne s'exprimait que dans des groupes extérieurs qui savaient que leur entrée dans le système parlementaire ne ferait que les priver de l'attention et du soutien populaires.

Juridiquement, un gouvernement bureaucratique gouverne par décrets ; son pouvoir qui, dans un gouvernement constitutionnel n'est là que pour promulguer la loi, devient la source directe de toute législation. En outre, les décrets restent anonymes (tandis que les lois permettent toujours de retrouver à leur origine des hommes ou des assemblées donnés) et semblent donc découler de quelque pouvoir gouvernant tout-puissant qui n'a besoin d'aucune justification. Le mépris de Pobiedonostsev pour les « traquenards » de la loi reflétait

l'éternel dédain de l'administrateur pour le prétendu manque de liberté du législateur enfermé dans des principes, et pour l'inaction de ceux qui, appliquant la loi, sont freinés par son interprétation. Le bureaucrate, à qui le simple fait d'utiliser des décrets donne l'illusion d'une action constante, se sent incroyablement supérieur à ces gens « dénués de sens pratique », sans cesse empêtrés dans des « subtilités juridiques », qui restent par conséquent en dehors de cette sphère du pouvoir, source de toutes choses à ses yeux.

L'administrateur considère la loi comme impuissante parce qu'elle est, par définition, séparée de son application. Le décret, au contraire, n'existe que si et lorsqu'il est appliqué ; il n'a nul besoin d'autre justification que son applicabilité. Il est vrai qu'en période de crise, tous les gouvernements usent de décrets, mais la crise elle-même justifie alors et limite leur action. Dans les gouvernements bureaucratiques, les décrets apparaissent dans leur pureté toute nue comme s'ils n'étaient plus le fait d'hommes puissants, mais l'incarnation du pouvoir lui – même,

et l'administrateur, seulement l'agent fortuit de celui-ci. Il n'y a derrière le décret nuis principes généraux que la raison puisse comprendre, mais des circonstances insaisissables que seul un expert peut connaître en détail. Les peuples gouvernés par décrets ne savent jamais ce qui les gouverne, parce que les décrets en eux-mêmes sont incompréhensibles, et à cause de l'ignorance soigneusement étudiée dans laquelle tous les administrateurs tiennent leurs sujets quant à leurs circonstances précises et à leur signification pratique. L'impérialisme colonial, qui gouvernait lui aussi par décrets et que l'on a même quelquefois défini comme le « *régime des décrets* ^{875a} », était relativement dangereux ; toutefois, le fait même que les administrateurs qui régnaient sur les populations indigènes étaient importés et ressentis comme des usurpateurs tempérait son influence sur les peuples assujettis. C'est seulement – ainsi en Russie et en Autriche – là où des dirigeants indigènes et une bureaucratie indigène étaient reconnus comme le gouvernement légitime, pouvaient diriger par décrets que cela créait l'atmosphère d'arbitraire et de dissimulation qui cachait, de fait, le pur opportunisme de ce régime.

Un régime de décrets offre des avantages indéniables pour la domination de territoires lointains aux populations hétérogènes et pour une politique d'oppression. Son efficacité est plus grande pour la bonne raison qu'il ignore toutes les étapes intermédiaires entre la promulgation et l'application et qu'en retenant l'information, il empêche le peuple d'exercer une réflexion politique. Il peut facilement submerger la variété des coutumes locales et n'a nul besoin de s'appuyer sur le processus de développement nécessairement lent de la loi organique. C'est un atout précieux pour la mise en place d'une administration centralisée, parce qu'il passe automatiquement outre toutes les questions d'autonomie locale. Si l'on a parfois appelé régime de la sagesse un gouvernement fondé sur de bonnes lois, on peut dire à juste titre d'un gouvernement fondé sur des décrets appropriés que c'est le régime de l'habileté. C'est

être habile que de s'en remettre à des motifs et à des objectifs ultérieurs, et c'est être sage que de comprendre et créer par déduction à partir de principes généralement admis.

Il ne faut pas confondre le gouvernement bureaucratique avec le simple débordement et la déformation de l'administration qui ont fréquemment accompagné le déclin de l'État-nation, comme ce fut en particulier le cas en France. L'administration y a survécu à tous les changements de régime depuis la Révolution et elle s'est lovée comme un parasite dans le corps politique, défendant ses propres intérêts de classe, pour devenir finalement un organisme inutile dont le seul but semble être de chicaner et d'empêcher un développement économique et politique normal. Il existe bien sûr de nombreuses similitudes superficielles entre les deux types de bureaucratie, surtout si l'on observe de près l'étonnante similitude psychologique des petits fonctionnaires. Cependant, si le peuple français a commis la très grave erreur d'accepter son administration comme un mal nécessaire, il n'a jamais commis l'erreur fatale de lui permettre de gouverner le pays – même si la conséquence en est qu'il n'est pas gouverné du tout. Le climat gouvernemental français se compose désormais d'incapacité et de brimades ; mais il n'a pas créé une aura de pseudo-mysticisme.

Or, ce pseudo-mysticisme est le sceau de la bureaucratie lorsqu'elle devient une forme de gouvernement. Puisque le peuple qu'elle domine ne sait jamais vraiment pourquoi les choses arrivent, et qu'il n'existe pas d'interprétation rationnelle de la loi, il n'y a plus qu'une seule chose qui compte, c'est l'événement brutal, nu. Ce qui peut arriver à quelqu'un devient alors sujet à une interprétation dont les possibilités sont infinies, n'étant ni limitées par la raison ni gênées par la connaissance. Partie prenante à la structure de cette spéculation interprétative sans bornes si caractéristique de tous les courants de la littérature russe prérévolutionnaire, l'ensemble de la texture de la vie et du monde revêt un secret et une

profondeur pleins de mystère. Sa richesse apparemment inépuisable donne à cette aura un charme dangereux ; l'interprétation de la souffrance y jouit d'un champ bien plus vaste que celle de l'action, car la première va au plus profond de l'âme et donne libre cours à toutes les virtualités de l'imagination humaine, tandis que la seconde est sans cesse contrôlée, et parfois conduite à l'absurdité, par les conséquences extérieures et l'expérience vérifiable.

L'une des différences les plus éclatantes entre le vieux régime de la bureaucratie et le courant totalitaire moderne réside dans le fait que les maîtres de la Russie et de l'Autriche d'avant-guerre se contentaient de l'éclat stérile de leur pouvoir et que, satisfaits de contrôler son destin extérieur, ils laissaient intacte toute la vie intérieure de l'âme. La bureaucratie totalitaire, forte de sa meilleure compréhension de la portée du pouvoir absolu, a fait intrusion chez l'individu privé et dans sa vie intérieure avec une égale brutalité. Cette efficacité radicale a eu pour résultat de tuer la spontanéité intime du peuple soumis à son joug et de tuer en même temps les activités sociales et politiques de ce peuple, si bien qu'à la stérilité purement politique du régime des premières bureaucraties a succédé une stérilité complète sous les régimes totalitaires.

Néanmoins, l'époque qui a vu naître les mouvements annexionnistes vivait encore dans l'insouciance ignorance de cette stérilisation totale. Bien au contraire, aux yeux de l'observateur naïf (ce qu'étaient la plupart des Occidentaux), la fameuse âme orientale semblait être incomparablement plus riche, sa psychologie plus profonde, sa littérature plus significative que celles des « vaines » démocraties occidentales. Cette exploration psychologique et littéraire des « profondeurs » de la souffrance n'a pas eu lieu en Autriche-Hongrie, parce que sa littérature était essentiellement une littérature de langue allemande, qui n'a cessé d'être au demeurant une part décisive de la littérature allemande en général. Loin de lui inspirer des balivernes pleines de pro-

fondeur, la bureaucratie autrichienne amena le plus grand de ses écrivains modernes à se faire l'humoriste et le critique de toute sa structure. Franz Kafka connaissait bien la croyance superstitieuse au destin qui habite ceux qui vivent sous la domination perpétuelle du hasard, cet inévitable penchant à trouver une signification suprahumaine particulière en des événements dont le sens rationnel dépasse la connaissance et la compréhension de ceux qu'ils concernent. Il était parfaitement conscient de l'étrange séduction qu'exerçaient ces peuples, avec leur mélancolie et la beauté triste de leurs contes traditionnels qui semblaient tellement supérieurs à la littérature plus légère et plus brillante des peuples plus heureux. Il a décrit l'orgueil dans la nécessité pure, fût-ce la nécessité du mal, et la dissimulation écoeurante qui identifie le mal et l'infortune avec la destinée. Le seul miracle est qu'il ait pu le faire dans un monde où les principaux éléments de cette atmosphère n'étaient pas complètement articulés ; il se fia à sa vaste puissance d'imagination pour tirer toutes les conclusions nécessaires et, pour ainsi dire, compléter ce que la réalité avait en somme négligé de mettre en pleine lumière ⁸⁷⁶.

Seul l'empire russe d'alors offrait le tableau complet d'un régime bureaucratique. Les conditions chaotiques du pays – trop vaste pour être gouverné, habité par des populations primitives dénuées de toute expérience d'organisation politique et qui végétaient sous la tutelle incompréhensible de la bureaucratie russe – y forgeaient une atmosphère d'anarchie et de hasard dans laquelle les caprices contradictoires des petits fonctionnaires et les accidents quotidiens dus à l'incompétence et à l'incohérence inspirèrent une philosophie qui voyait dans l'Accident le véritable Maître de la Vie, une sorte de manifestation de la Divine Providence ⁸⁷⁷. Pour le panslaviste qui faisait valoir à tout propos les conditions beaucoup plus « intéressantes » de la Russie par opposition à la vaine platitude des pays civilisés, il semblait que le Divin eût trouvé dans l'âme du malheureux peuple russe une immanence profonde, à nulle

autre pareille dans le monde entier. Dans un flot intarissable de variations littéraires, les panslavistes opposaient la profondeur et la violence de la Russie à la banalité toute superficielle de l'Occident, qui ne savait rien de la souffrance ou du sens du sacrifice, et dont le stérile vernis de civilisation cachait la futilité et la trivialité ⁸⁷⁸. Les mouvements totalitaires devaient encore une grande part de leur succès à ce vague et amer esprit anti-occidental, particulièrement en vogue dans l'Allemagne et l'Autriche pré-hitlériennes, mais qui s'était également emparé de l'intelligentsia européenne des années 20. Jusqu'au moment de leur véritable prise de pouvoir, ils purent exploiter cette passion d'un « irrationnel » profond et plein de richesses, et, au cours des années cruciales où l'intelligentsia russe en exil exerça une influence non négligeable sur la tonalité spirituelle d'une Europe on ne peut plus troublée, cette attitude purement littéraire se révéla un facteur émotionnel de poids tandis que se préparait le terrain pour le totalitarisme ⁸⁷⁹.

À la différence des partis, les mouvements ne se sont pas contentés de dégénérer en machines bureaucratiques ⁸⁸⁰, mais ils ont vu dans les régimes bureaucratiques des modèles d'organisation possibles. Tous auraient partagé l'admiration qui inspira à Pagodin, un pansla – viste, la description de l'appareil bureaucratique de la Russie tsa – riste : « Une énorme machine [...] construite sur le plus simple des principes, guidée par la main d'un *seul* homme [...] qui la déclenche à tout moment d'un simple geste, quelque direction et quelque vitesse qu'il décide de choisir. Et il ne s'agit pas seulement d'un mouvement mécanique, la machine est entièrement animée par des émotions héritées qui sont subordination, confiance et dévotion sans limites au tsar qui est leur Dieu sur terre. Qui donc oserait nous attaquer, qui ne saurions-nous contraindre à se soumettre ⁸⁸¹ ? »

Les panslavistes étaient moins opposés à l'État que leurs collègues pangermanistes. Ils tentèrent même quelquefois de convaincre le tsar de prendre la tête de leur mouvement. La

position du tsar différait en effet énormément de celle des autres monarques européens, y compris l'empereur d'Autriche-Hongrie, et le despotisme russe ne s'était jamais développé en un État rationnel dans le sens occidental, mais restait au contraire instable, anarchique, inorganisé. Aussi le tsarisme apparaissait-il parfois aux panslavistes comme le symbole d'une gigantesque force motrice entourée d'une auréole de sainteté à nulle autre pareille ⁸⁸² . À la différence du pangermanisme, le panslavisme n'avait pas eu à inventer une nouvelle idéologie adaptée aux besoins de l'âme slave et à son mouvement, mais il pouvait interpréter le tsarisme – et en faire un mystère – comme l'expression anti-occidentale, anticonstitutionnelle et anti-étatique du mouvement lui-même. Cette mystification du pouvoir anarchique a inspiré au panslavisme ses théories les plus pernicieuses sur la nature transcendante et le bien fondamental de tout pouvoir. Celui-ci était conçu comme une émanation divine animant toute activité naturelle et humaine. Ce n'était plus le moyen de réaliser quelque chose ; il existait, c'était tout, les hommes étaient voués à le servir pour l'amour de Dieu, et toute loi susceptible de réglementer ou de restreindre son « infinie et terrible force » était clairement sacrilège. Dans son total arbitraire, le pouvoir en tant que tel était tenu pour sacré, que ce fût le pouvoir du tsar ou celui du sexe. Les lois n'étaient pas seulement incompatibles avec ce pouvoir, elles étaient péché, « traquenards » construits par l'homme pour empêcher le plein épanouissement du « divin ⁸⁸³ ». Le gouvernement, quoi qu'il fit, était toujours le « Pouvoir Suprême en action ⁸⁸⁴ », et le mouvement pan – slaviste n'avait pour toute tâche que d'adhérer à ce pouvoir et d'organiser son soutien populaire, qui rassemblerait un jour tout le peuple et par là le sanctifierait – troupeau colossal, docile à la volonté arbitraire d'un seul homme, gouverné ni par la loi ni par l'intérêt, mais uni par la seule force de cohésion de ses membres et par la conviction de leur propre sainteté.

Dès le début, les mouvements dénués de la « force des émotions héritées » furent contraints à un double égard d'adopter un modèle différent du despotisme russe déjà existant. Ils devaient faire une propagande dont la bureaucratie en place n'avait nul besoin, et, pour ce faire, ils introduisirent un élément de violence ⁸⁸⁵ ; ils trouvèrent un substitut au rôle des « émotions héritées » dans les idéologies que les partis continentaux avaient déjà développées à un degré considérable. Ils exploitaient différemment l'idéologie car non seulement ils ajoutaient une justification idéologique à la représentation de leur intérêt, mais ils utilisaient aussi les idéologies comme principes d'organisation. Si les partis avaient été les organes de l'organisation des intérêts de classe, les mouvements devinrent les incarnations des idéologies. Autrement dit, les mouvements étaient « chargés de philosophie », ils prétendaient avoir mis en marche « l'individualisation de l'universel moral à l'intérieur d'un collectif ⁸⁸⁶ ».

Il est vrai que ces idées avaient été rendues concrètes par Hegel dans sa théorie de l'Histoire et de l'État, et développées par Marx dans sa théorie du prolétariat conçu comme acteur du genre humain. Ce n'est évidemment pas l'effet du hasard si le panslavisme russe a été aussi influencé par Hegel que le bolchevisme l'a été par Marx. Ni Hegel ni Marx n'avaient cependant déclaré que les êtres humains réels, les partis ou les pays réels d'alors incarnaient des idées en chair et en os ; tous deux croyaient plutôt au processus de l'histoire au cours duquel les idées ne pouvaient se concrétiser que dans un mouvement dialectique complexe. Il fallait la vulgarité des leaders de la populace pour découvrir les énormes possibilités de cette concrétisation pour l'organisation des masses. Ces hommes se mirent à raconter à la populace que chacun de ses membres pouvait devenir l'incarnation vivante, ô combien sublime et cruciale, de quelque chose d'idéal, à condition d'adhérer au mouvement. Et alors, plus besoin d'être loyal, ou généreux, ou courageux, il deviendrait automatiquement l'incarnation même

de la Loyauté, de la Générosité, du Courage. Le pangermanisme se révéla en somme supérieur dans sa théorie organisationnelle dans la mesure où il fut assez habile pour priver l'individu allemand de toutes ces merveilleuses qualités s'il n'adhérait pas au mouvement (préfigurant ainsi le violent mépris que le nazisme exprima plus tard à l'égard des Allemands qui n'étaient pas membres du parti), tandis que le panslavisme, profondément absorbé dans ses interminables spéculations sur l'âme slave, affirmait que, consciemment ou inconsciemment, tout Slave possédait une telle âme, qu'il fût dûment embrigadé ou non. Il fallut l'impitoyable cruauté d'un Staline pour introduire dans le bolchevisme un mépris du peuple russe analogue à celui que les nazis exprimèrent envers le peuple allemand. C'est ce caractère absolu des mouvements qui les distingue par-dessus tout des structures des partis et de leur caractère partisan, et sert à justifier leur prétention à dépasser toutes les objections de la conscience individuelle. La réalité particulière de la personne individuelle apparaît alors sur un fond de réalité fallacieuse du général et de l'universel, elle se réduit à quantité négligeable ou est noyée dans le courant du mouvement dynamique de l'universel même. Dans ce courant, la différence entre la fin et les moyens s'évanouit en même temps que la personnalité, ce qui aboutit à la monstrueuse immoralité de la politique idéologique. Tout ce qui compte est incarné dans le mouvement lui-même ; chaque idée, chaque valeur s'évanouit dans le tumulte d'une immanence superstitieuse aux allures pseudo-scientifiques.

III. PARTI ET MOUVEMENT

La différence flagrante et fatidique entre l'impérialisme continental et l'impérialisme colonial tient à ce que leurs succès et leurs échecs ont été d'entrée de jeu exactement opposés. Tandis que l'impérialisme continental avait, même à ses débuts, réussi à développer l'hostilité impérialiste contre l'État-nation

en organisant de larges couches de la population hors du système des partis, et qu'il n'avait jamais pu obtenir de résultats dans une expansion concrète, l'impérialisme colonial, lui, dans sa course effrénée et victorieuse pour annexer sans cesse davantage des territoires lointains, n'eut jamais beaucoup de succès lorsqu'il tenta de transformer la structure politique de ses métropoles respectives. La ruine du système de l'État-nation, que son propre impérialisme colonial avait préparée, fut finalement menée à bien par ces mouvements qui s'étaient constitués hors de sa propre orbite. Et quand vint le moment où les mouvements commencèrent à se mesurer avec succès au système de partis de l'État-nation, on vit aussi qu'ils pouvaient saper uniquement les pays dotés d'un système multipartite, que la seule tradition impérialiste ne suffisait pas à leur assurer la faveur des masses, et que la Grande-Bretagne, exemple classique d'un système bipartite, ne produisait pas, hors de son système de partis, de mouvement d'orientation fasciste ou communiste de quelque envergure.

Le slogan « au-dessus des partis », l'appel lancé aux « hommes de tous les partis » et l'affirmation pleine de vantardise selon laquelle ils allaient « se dresser loin des querelles de partis et ne représenter qu'un but national », tout cela était également caractéristique de tous les groupes impérialistes ⁸⁸⁷. Ces formules apparaissaient comme une conséquence naturelle de leur intérêt exclusif envers une politique étrangère dans laquelle la nation était toujours supposée agir comme un tout indépendant des classes et des partis ⁸⁸⁸. Puisque, de surcroît, dans les systèmes continentaux cette représentation de la nation comme un tout avait été le « monopole » de l'État ⁸⁸⁹, on aurait pu penser que les impérialistes plaçaient l'intérêt de l'État au-dessus de tout, ou que l'intérêt de la nation en tant que tout avait trouvé en eux le soutien populaire longtemps cherché. Pourtant, en dépit de cette recherche d'une véritable popularité, les « partis au-dessus des partis » demeuraient de petites sociétés

d'intellectuels et de gens fortunés qui, tout comme la Ligue pangermaniste, ne pouvaient espérer trouver une plus large audience qu'en cas de crise nationale ⁸⁹⁰ .

Aussi l'invention décisive des mouvements annexionnistes n'a-t-elle pas été de se prétendre, eux aussi, à l'extérieur et au-dessus du système de partis, mais de s'appeler « mouvements », ce nom même renvoyant à la profonde défiance à l'égard des partis qui s'était déjà largement répandue en Europe depuis la fin du siècle et qui devint finalement si décisive, sous la République de Weimar, « chaque groupe nouveau croyant ne pas pouvoir trouver meilleure légitimation ni plus grande faveur auprès des masses qu'en insistant clairement sur le fait qu'il n'était pas un “parti” mais un “mouvement” ⁸⁹¹ ».

En réalité, il faut reconnaître que la désintégration du système de partis européen n'a pas été l'œuvre des mouvements annexionnistes, mais celle des mouvements totalitaires. Les mouvements annexionnistes, qui se situaient quelque part entre les sociétés impérialistes, petites et au fond inoffensives, et les mouvements totalitaires, ont cependant été les précurseurs du totalitarisme, dans la mesure où ils avaient déjà éliminé l'élément de snobisme qui apparaît si nettement dans toutes les ligues impérialistes, que ce soit le snobisme de la richesse et de la naissance en Angleterre, ou bien de l'éducation en Allemagne, et où ils pouvaient par conséquent tirer parti de la profonde haine populaire pour ces institutions censées représenter le peuple ⁸⁹² . Il n'est pas surprenant que la popularité des mouvements en Europe n'ait guère souffert de la défaite du nazisme ou de la peur grandissante devant le bolchevisme. Actuellement, le seul pays d'Europe où le Parlement ne soit pas méprisé et où le système des partis ne soit pas détesté est la Grande-Bretagne ⁸⁹³ .

Face à la stabilité des institutions politiques dans les îles Britanniques et au déclin simultané de tous les États-nations sur le continent, il serait bien difficile de ne pas conclure que la

différence entre le système des partis anglo-saxon et celui du continent doit être un facteur important. Car, d'un point de vue purement matériel, les différences entre une Angleterre considérablement appauvrie et une France intacte n'étaient pas bien grandes à la fin de la dernière guerre mondiale ; le chômage, principal élément révolutionnaire dans l'Europe d'avant-guerre, avait frappé l'Angleterre encore plus durement que la plupart des pays du continent ; et le choc auquel la stabilité politique de l'Angleterre a été soumise après la guerre, alors que le gouvernement travailliste liquidait son administration impérialiste en Inde et tentait de remettre sur pied une politique anglaise mondiale sur une ligne non impérialiste, a probablement été terrible. Ce n'est pas non plus à une simple différence de structure sociale que la Grande – Bretagne doit de jouir d'une certaine force ; car la base économique de son système social a été sérieusement transformée par le gouvernement socialiste sans toutefois apporter de changements décisifs aux institutions politiques du pays.

Derrière la différence extérieure entre le système bipartite anglo – saxon et le système multipartite du continent, il faut voir une distinction fondamentale entre la fonction des partis au sein du corps politique, distinction qui a des conséquences importantes quant à l'attitude des partis vis-à-vis du pouvoir et à la situation du citoyen dans son État. Dans le système bipartite, l'un des partis représente toujours le gouvernement et gouverne effectivement le pays, de sorte que, pour un temps, le parti au pouvoir s'identifie à l'État. L'État, garantie permanente de l'unité du pays, est seulement représenté par la permanence de la Couronne ⁸⁹⁴ (le sous-secrétariat permanent aux Affaires étrangères n'est là que pour assurer une certaine continuité). Comme les deux partis sont conçus et organisés en fonction d'une alternance gouvernementale ⁸⁹⁵, toutes les branches de l'administration sont conçues et organisées en fonction d'elle. Étant donné que le gouvernement par chacun des partis est

limité dans le temps, le parti de l'opposition exerce un contrôle dont l'efficacité est renforcée par sa certitude d'être le gouvernement de demain. En fait, c'est l'opposition bien plus que le pouvoir symbolique du roi qui garantit l'intégrité de l'ensemble contre une dictature de parti unique. Les avantages manifestes de ce système font qu'il n'y a pas de différence essentielle entre le gouvernement et l'État, que le pouvoir comme l'État restent à la portée des citoyens organisés dans le parti, lequel représente le pouvoir et l'État, sinon d'aujourd'hui, en tout cas de demain. Il ne saurait par conséquent y avoir de raisons pour s'abandonner à des spéculations oiseuses sur le Pouvoir et l'État, comme s'ils étaient une réalité échappant à la portée de l'homme, des entités métaphysiques indépendantes de la volonté et de l'action des citoyens.

Le système des partis continental suppose que chaque parti se définisse consciemment comme élément d'un tout, lequel est lui-même représenté par un État au-dessus des partis ⁸⁹⁶. Le gouvernement d'un parti unique ne peut donc que signifier la domination dictatoriale d'un groupe sur tous les autres. Les gouvernements formés par alliances entre leaders de parti ne sont jamais que des gouvernements de partis nettement distincts d'un État qui demeure au-dessus et au-delà d'eux – mêmes. L'une des défaillances mineures de ce système tient à ce que les membres du cabinet ne peuvent pas être choisis en fonction de leur compétence, car trop de partis sont représentés, et les ministres sont nécessairement choisis en fonction des alliances entre partis ⁸⁹⁸ ; le système britannique, au contraire, permet de choisir les meilleurs hommes dans les nombreux rangs d'un seul parti. Mais il est un point encore plus significatif, c'est que le système multipartite ne permet jamais à un seul homme ou à un seul parti d'assumer une pleine responsabilité, d'où il découle naturellement qu'aucun gouvernement, constitué par une alliance entre les différents partis, ne se sent jamais pleinement responsable. Si, contre toute probabilité, il arrive toutefois qu'un parti ait la majorité

absolue au Parlement et qu'il en résulte un gouvernement d'un seul parti, cela ne peut se terminer que par une dictature, parce que le système n'est pas apte à un tel type de gouvernement, ou par la mauvaise conscience d'un leader qui demeure au fond sincèrement démocratique et qui, accoutumé à se concevoir uniquement comme partie d'un tout, craindra naturellement d'user de son pouvoir. Cette mauvaise conscience a fonctionné d'une manière que l'on pourrait dire exemplaire lorsque, après la Première Guerre mondiale, les partis sociaux-démocrates allemand et autrichien sont apparus un court moment comme partis à majorité absolue et qu'ils ont néanmoins repoussé le pouvoir résultant de cette position ⁹⁰¹.

Dès l'apparition des systèmes de partis, on a considéré comme normal d'identifier les partis à des intérêts particuliers, économiques ou autres ⁹⁰² ; tous les partis continentaux, et pas seulement les groupes travaillistes, l'ont admis de bon gré tant qu'ils ont pu être sûrs qu'un État au-dessus des partis exerçait plus ou moins son pouvoir dans l'intérêt de tous. Le parti anglo-saxon, au contraire, fondé sur quelque « principe particulier » pour servir l'« intérêt national » ⁹⁰³, est lui-même l'État présent ou futur du pays ; les intérêts particuliers sont représentés dans le parti lui-même en tant qu'aile droite et aile gauche, et contrôlés par les obligations mêmes du gouvernement. Et puisque dans le système bipartite un parti ne saurait se maintenir s'il n'acquiert pas assez de force pour assumer le pouvoir, nulle justification théorique n'est nécessaire, aucune idéologie ne se développe, et le singulier fanatisme de la politique de lutte entre les partis sur le continent, suscité moins par des intérêts conflictuels que par des idéologies rivales, est totalement absent ⁹⁰⁴.

Le malheur, pour ces partis continentaux séparés par principe du gouvernement et du pouvoir, n'était pas tant d'être coincés dans les étroites limites des intérêts particuliers que d'avoir honte de ceux-ci ; ils ont alors tenté de justifier leur action à l'aide d'une idéologie affirmant que leurs intérêts

spécifiques coïncidaient avec les intérêts les plus généraux de l'humanité. Le parti conservateur ne se contentait pas de défendre les intérêts de la propriété foncière, mais il lui fallait s'appuyer sur une philosophie selon laquelle Dieu avait créé l'homme pour cultiver la terre à la sueur de son front. La même chose est vraie de l'idéologie progressiste des partis de la classe moyenne et des partis socialistes qui proclament le prolétariat leader du genre humain. Cette étrange combinaison d'une philosophie éthérée et d'intérêts terre à terre n'est paradoxale qu'à première vue. Au lieu de s'employer à organiser leurs membres (ou à éduquer leurs leaders) dans l'idée de gérer les affaires publiques, ces partis les présentaient uniquement comme des individus privés, avec des intérêts privés : ils devaient dès lors pourvoir à tous les besoins individuels, tant spirituels que matériels. En d'autres termes, la différence capitale entre le parti anglo-saxon et le parti continental, c'est que l'un est une organisation politique de citoyens devant « agir de concert » pour pouvoir exercer une quelconque action ⁹⁰⁵, tandis que l'autre est l'organisation d'individus privés entendant voir leurs intérêts protégés contre toute interférence des pouvoirs publics.

La logique de ce système voulait donc que la philosophie d'État continentale ne reconnût aux hommes leur citoyenneté que dans la mesure où ils n'étaient pas membres d'un parti, c'est-à-dire dans leur relation individuelle et non organisée avec l'État (*Staatsbürger*) ou en fonction de leur enthousiasme patriotique en temps de crise (*citoyens**) ⁹⁰⁶. Ce qui eut pour triste résultat, d'une part la transformation du *citoyen** de la Révolution française en *bourgeois** du xix^e siècle, d'autre part l'antagonisme entre État et société. Les Allemands voyaient plutôt dans le patriotisme une abnégation docile vis-à-vis des autorités et les Français une loyauté enthousiaste envers le fantôme de la « France éternelle ». Dans les deux cas, patriotisme voulait dire renoncement de chacun à son parti et à ses intérêts particuliers en faveur du gouvernement et de

l'intérêt national. À la vérité, cette déformation nationaliste était pratiquement inévitable dans un système qui créait les partis politiques à partir d'intérêts privés, de sorte que le bien public dépendait nécessairement d'une force venant d'en haut et d'un vague et généreux sacrifice de soi venant d'en bas, lequel ne pouvait s'obtenir à moins d'allumer des passions nationalistes. En Angleterre, au contraire, l'antagonisme entre intérêts privés et intérêt national n'a jamais joué de rôle décisif dans la politique. Par conséquent, plus le système des partis du continent correspondait aux intérêts de classe, plus il était urgent pour la nation de pouvoir s'appuyer sur le nationalisme, sur une expression et un soutien populaires des intérêts nationaux, soutien dont l'Angleterre n'a jamais eu à ce point besoin du fait de son gouvernement direct par le parti majoritaire et par le parti d'opposition.

Si l'on examine la différence entre le système multipartite continental et le système bipartite britannique du point de vue de leur prédisposition au développement de mouvements, on se dit qu'il devrait vraisemblablement être plus facile pour une dictature de parti unique de s'emparer de l'appareil d'État dans les pays où l'État est au-dessus des partis, donc au-dessus des citoyens, que dans ceux où les citoyens, en agissant « de concert », c'est-à-dire à travers une organisation de parti, peuvent également prendre le pouvoir et se sentir propriétaires de l'État de demain, sinon d'aujourd'hui. Il semble encore plus vraisemblable que la mystification du pouvoir inhérente aux mouvements soit d'autant plus facile à réaliser que les citoyens sont plus éloignés des sources du pouvoir – plus facile, donc, dans les pays à gouvernement bureaucratique où le pouvoir transcende vraiment la capacité de comprendre de la part des gouvernés, que dans les pays à gouvernement constitutionnel où la loi est au-dessus du pouvoir et où celui-ci sert uniquement à la promulguer ; plus facile encore dans les pays où le pouvoir d'État se situe hors de la portée des partis, et où, par conséquent, même s'il demeure à portée de la compréhension

des citoyens, il se retranche hors de leur champ d'expérience et d'action pratique.

L'exclusion des masses du gouvernement, qui marqua le début de leur haine et de leur mépris définitifs à l'égard du Parlement n'était pas la même d'une part en France et dans les autres démocraties occidentales, d'autre part dans les pays d'Europe centrale, en Allemagne en particulier. En Allemagne, où l'État se situait par définition au-dessus des partis, les leaders de partis rompaient en règle générale leur serment d'allégeance à leur parti dès l'instant où ils devenaient ministres et se voyaient chargés de fonctions officielles. L'infidélité au parti était le devoir de chacun une fois admis dans la fonction publique ⁹⁰⁷. En France, pays gouverné par des alliances entre partis, aucun véritable gouvernement n'a été possible depuis l'instauration de la III^e République et son fantastique record de cabinets. Sa faiblesse était à l'opposé de celle de l'Allemagne ; elle avait liquidé l'État qui était au-dessus des partis et du Parlement, sans réorganiser son système de partis en un corps capable de gouverner. Le gouvernement devenait nécessairement l'expression dérisoire des sautes d'humeur du Parlement et de l'opinion publique. Le système allemand, de son côté, fit du Parlement le champ de bataille plus ou moins utile d'intérêts et d'opinions contradictoires essentiellement destiné à influencer le gouvernement, mais dont la nécessité pratique pour la direction des affaires d'État était pour le moins discutable. En France, les partis ont étouffé le gouvernement ; en Allemagne, l'État a émasculé les partis.

Depuis la fin du siècle dernier, la réputation de ces Parlements et de ces partis constitutionnels n'a cessé de décliner ; aux yeux du grand public, ce ne sont que d'inutiles et coûteuses institutions. Il n'en fallait pas davantage pour que tout groupe qui prétendît proposer quelque chose au-dessus des intérêts de parti et de classe et qui se constituât à l'extérieur du Parlement eût toutes chances de devenir populaire. De tels groupes semblaient plus compétents, plus sincères et plus

soucieux des affaires publiques. Ils n'en avaient toutefois que les apparences, car l'enjeu réel de chacun de ces « partis au-dessus des partis » était de favoriser un intérêt particulier jusqu'à ce qu'il eût dévoré tous les autres, et de faire d'un groupe particulier le maître de l'appareil d'État. C'est ce qui finit par se produire en Italie sous le fascisme de Mussolini, qui, avant 1938, n'était pas un gouvernement totalitaire, mais simplement une dictature nationaliste ordinaire développée logiquement à partir d'une démocratie multipartite. Tant il est vrai qu'il y a bel et bien une part de vérité dans le vieux truisme de l'affinité entre gouvernement de la majorité et dictature, mais cette affinité n'a rien à voir avec le totalitarisme. Il est évident qu'après de nombreuses décennies d'un gouvernement pluripartite aussi inefficace que confus, la prise de l'État au profit d'un parti unique peut apparaître comme un grand soulagement, parce qu'elle assure au moins, même si c'est pour une durée limitée, une certaine cohérence, un minimum de permanence et un peu moins de contradictions.

Qu'on ait souvent assimilé la prise de pouvoir des nazis à ce type de dictature de parti unique montre tout simplement combien la pensée politique était encore enracinée dans les vieux modèles établis, et combien le peuple était peu préparé à ce qui allait réellement se produire. Le seul aspect typiquement moderne de la dictature du parti fasciste est que, là encore, le parti insistait sur le fait qu'il était un mouvement ; en réalité, il n'était rien de tel et il n'avait usurpé le label « mouvement » que pour attirer les masses. Cela devint évident dès qu'il se fut emparé de l'appareil d'État sans changer radicalement la structure de pouvoir du pays, se contentant de remplir tous les postes gouvernementaux de membres du parti. C'est précisément par suite de l'identification du parti à l'État – chose que les nazis comme les Bolcheviks ont toujours soigneusement évitée –, que le parti cessa d'être un « mouvement » pour devenir indissociable de la structure fondamentalement stable de l'État.

Même si les mouvements totalitaires et leurs prédécesseurs, les mouvements annexionnistes, n'étaient pas des « partis au-dessus des partis » aspirant à s'emparer de l'appareil d'État, mais des mouvements visant à détruire l'État, les nazis ont parfaitement compris l'intérêt de passer pour tels, à savoir de prétendre suivre fidèlement le modèle italien du fascisme. Ainsi purent-ils gagner l'appui de l'élite des classes aisées et du monde des affaires, qui voyaient à tort dans les nazis quelque chose d'analogue aux anciens groupes qu'ils avaient eux – mêmes fréquemment soutenus et qui n'avaient eu que l'ambition relativement modeste de conquérir l'appareil d'État pour imposer un parti unique ⁹⁰⁸ . Les hommes d'affaires qui aidèrent Hitler à prendre le pouvoir croyaient naïvement qu'ils ne faisaient que soutenir un dictateur, et l'une de leurs propres créatures qui gouvernerait naturellement au profit de leur propre classe et au détriment de toutes les autres.

Les « partis au-dessus des partis » d'inspiration impérialiste n'avaient jamais su comment profiter de la haine populaire pour le système des partis en tant que tel ; l'impérialisme frustré de l'Allemagne d'avant – guerre, en dépit de ses rêves d'expansion continentale et de sa violente dénonciation des institutions démocratiques de l'État-nation, n'était jamais devenu un véritable mouvement. Il ne suffisait certes pas de repousser dédaigneusement les intérêts de classe, fondement même du système des partis de la nation, car cette attitude leur laissait encore moins de popularité que celle dont bénéficiaient les partis ordinaires. Ce qui leur faisait manifestement défaut, en dépit de toutes les belles phrases nationalistes, c'était une idéologie véritable, nationaliste ou autre. Après la Première Guerre mondiale, lorsque les pan – germanistes allemands, surtout Ludendorff et sa femme, eurent compris leur erreur et tentèrent d'y remédier, ils échouèrent, malgré leur remarquable habileté à en appeler aux croyances les plus superstitieuses des masses, parce qu'ils restaient respectueusement attachés à un État rétrograde, non totalitaire, et qu'ils n'avaient pas su com-

prendre que le furieux intérêt des masses contre lesdits « pouvoirs supra-étatiques » (*überstaatlichen Mächte*) – c'est-à-dire les jésuites, les Juifs et les francs-maçons – ne découlait pas de leur respect pour la nation ou pour l'État, mais bien au contraire de l'envie et du désir de devenir elles aussi un « pouvoir supra-étatique ⁹⁰⁹ ».

Les seuls pays où, selon toute apparence, l'idolâtrie de l'État et la vénération de la nation n'étaient pas encore démodées et où les slogans nationalistes contre les forces « supra-étatiques » étaient encore une préoccupation sérieuse aux yeux du peuple, étaient ces pays latins d'Europe, comme l'Italie et, à un moindre degré, l'Espagne et le Portugal, dont le développement national avait été nettement et sérieusement entravé par le pouvoir de l'Église. C'est en partie à cause de cet authentique facteur de retard dans le développement national – et en partie à cause de l'habileté de l'Église qui reconnaissait avec une grande sagacité que le fascisme n'était dans son principe ni antichrétien ni totalitaire, mais qu'il établissait seulement la séparation entre l'Église et l'État déjà en vigueur en d'autres pays – que le parfum anticlérical des débuts du nationalisme fasciste disparut assez vite pour faire place à un *modus vivendi*, comme en Italie, ou à une alliance pure et simple, comme en Espagne et au Portugal.

L'interprétation mussolinienne de l'idée d'État corporatiste fut une tentative visant à réduire les périls nationaux évidents, dans une société tyrannisée par ses classes, au moyen d'une nouvelle organisation sociale fondée sur l'intégration ⁹¹⁰, et à résoudre l'antagonisme entre État et société sur lequel avait reposé l'État-nation, en incorporant la société dans l'État ⁹¹¹. Le mouvement fasciste, « parti au-dessus des partis », parce qu'il affirmait représenter l'intérêt de la nation dans sa totalité, s'empara de l'appareil d'État, s'identifia à la plus haute autorité nationale, et tenta de faire de la totalité du peuple une « partie de l'État ». Cependant, il ne se proclamait pas « au-dessus de l'État » et ses leaders ne se considéraient pas comme « au-

dessus de la nation » ⁹¹² . Quant aux fascistes, leur mouvement était arrivé à son terme avec la prise du pouvoir, tout au moins en ce qui concernait la politique intérieure ; il ne pouvait désormais conserver un dynamisme que dans les questions de politique étrangère, dans le sens d'une expansion impérialiste et d'aventures typiquement impérialistes. Avant même de s'emparer du pouvoir, les nazis s'étaient nettement tenus à l'écart de cette forme fasciste de dictature, dans laquelle le « mouvement » ne sert qu'à amener le parti au pouvoir, et ils avaient sciemment utilisé le parti « pour faire avancer le mouvement » qui, contrairement au parti, ne doit pas avoir de « buts définis, nettement déterminés » ⁹¹³ .

Rien n'exprime mieux la différence entre un mouvement fasciste et un mouvement totalitaire que leur attitude respective à l'égard de l'armée, c'est-à-dire à l'égard de l'institution nationale *par excellence*. À la différence des nazis et des Bolcheviks, qui avaient détruit l'esprit de l'armée en la subordonnant aux commissaires politiques ou aux formations d'élite totalitaires, les fascistes pouvaient utiliser des instruments aussi intensément nationalistes que l'armée, à laquelle ils s'identifiaient tout comme ils s'étaient identifiés à l'État. Ils voulaient un État fasciste et une armée fasciste, mais qui fût encore un État, encore une armée ; c'est seulement dans l'Allemagne nazie et dans la Russie soviétique que l'armée et l'État sont devenus des fonctions subalternes du mouvement. À la différence de Hitler et de Staline, le dictateur fasciste fut le seul véritable usurpateur en termes de théorie politique classique, et son gouvernement de parti unique fut en un sens le seul encore intimement lié au système multipartite. Il réalisa ce que les ligues, les sociétés d'inspiration impérialiste, les « partis au – dessus des partis » avaient visé, de sorte que c'est bien le fascisme italien qui constitue le seul exemple d'un mouvement de masse moderne organisé au sein de la structure d'un État existant, inspiré uniquement par une forme radicale de nationalisme, et qui a de façon permanente transformé le

peuple en ces *Staatsbürger* ou ces *patriotes** que l'État – nation n'avait mobilisés qu'en temps de crise et *union sacrée**⁹¹⁴.

Il n'est pas de mouvements sans haine de l'État, et cela était virtuellement inconnu des pangermanistes allemands dans la stabilité relative de l'Allemagne d'avant-guerre. Ces mouvements sont nés en Autriche – Hongrie, où la haine de l'État était une marque de patriotisme pour les nationalités opprimées et où les partis – à l'exception du parti social – démocrate (seul parti sincèrement loyal envers l'Autriche après le parti social-chrétien) – étaient formés selon des valeurs nationales et non de classe. Cela fut possible parce que les intérêts économiques et nationaux y étaient pratiquement identiques, et parce que le statut économique et social reposait en grande partie sur la nationalité ; aussi le nationalisme, qui avait été une force unificatrice dans les États-nations, y devint-il aussitôt un principe de démembrement interne, ce qui aboutit à une différence décisive dans la structure des partis par rapport à ceux des États-nations. Ce qui unissait les membres des partis dans l'Autriche-Hongrie aux multiples nationalités n'était pas un intérêt particulier, comme dans les autres systèmes de partis continentaux, ou un principe particulier servant de base à une action organisée, comme dans le système anglo-saxon, mais essentiellement le sentiment d'appartenir à la même nationalité. À vrai dire, cet élément semblait devoir être – et fut – la grande faiblesse des partis autrichiens, parce qu'il ne pouvait naître aucun but ni programme précis d'un sentiment d'appartenance tribale. Les mouvements annexionnistes firent de ce défaut vertu en transformant les partis en mouvements et en découvrant cette forme d'organisation qui, à la différence de toutes les autres, n'avait jamais besoin d'un but ou d'un programme, mais pouvait changer de politique du jour au lendemain sans danger pour ses membres. Bien avant que le nazisme ne déclarât fièrement que, quoiqu'il eût un programme, il n'en avait nul besoin, le pangermanisme avait découvert combien, pour rallier les masses, un état d'esprit

général importe plus que des grandes lignes ou des plates-formes précises. Car, dans un mouvement, seul compte qu'il se maintienne sans cesse en mouvement ⁹¹⁵ . Aussi les nazis se référaient-ils volontiers aux quatorze années de la République de Weimar comme à l'« époque du Système » – *Systemzeit* –, impliquant par là que cette époque avait été stérile, qu'elle avait manqué de dynamisme, qu'elle n'avait pas « bougé », et que lui avait succédé leur « ère du mouvement ».

L'État, même sous la forme d'une dictature de parti unique, était ressenti comme un obstacle aux besoins toujours changeants d'un mouvement toujours croissant. On ne saurait trouver de différence plus caractéristique entre le « groupe au-dessus des partis » impérialiste de la Ligue pangermaniste en Allemagne même, et le mouvement pan – germaniste en Autriche, que dans leur attitude envers l'État ⁹¹⁶ : tandis que le « parti au-dessus des partis » voulait uniquement s'emparer de l'appareil d'État, le véritable mouvement visait à le détruire ; tandis que l'un reconnaissait encore l'État comme la plus haute autorité une fois que sa représentation était tombée entre les mains des membres d'un parti unique (comme dans l'Italie de Mussolini), l'autre reconnaissait au mouvement une totale indépendance vis-à-vis de l'État et une autorité supérieure à celle de ce dernier.

L'hostilité des mouvements annexionnistes à l'égard du système des partis eut des conséquences pratiques lorsque, après la Première Guerre mondiale, ce système des partis cessa d'être une arme efficace et que le système de classes de la société européenne céda sous le poids de plus en plus lourd des masses déclassées par les événements. On vit que l'on n'avait plus affaire à de simples mouvements annexionnistes mais à leurs successeurs, les mouvements totalitaires, qui déterminèrent en quelques années la politique de tous les autres partis, à tel point que ceux-ci devinrent soit antifascistes, soit antibolcheviques, soit les deux ⁹¹⁷ . Par cette approche négative et comme imposée à eux de l'extérieur, les vieux partis

montraient clairement qu'ils n'étaient plus capables, eux non plus, de fonctionner en tant que représentants d'intérêts de classe spécifiques, mais qu'ils étaient réduits au rôle de défenseurs du statu quo. La rapidité avec laquelle les pangermanistes allemands et autrichiens se rallièrent au nazisme a son pendant dans le processus, beaucoup plus lent et beaucoup plus complexe, par lequel les panslavistes comprirent finalement que la liquidation de la Révolution russe de Lénine avait été assez complète pour qu'il leur fût désormais possible de soutenir Staline avec un enthousiasme sans mélange. Le fait que le bolchevisme et le nazisme à l'apogée de leur pouvoir dépassaient le simple nationalisme tribal et n'avaient que faire de ceux qui y croyaient encore fermement dans le principe, si ce n'est qu'ils pouvaient contribuer à leur propagande, ne fut la faute ni des pangermanistes ni des panslavistes, et ne refréna guère leur enthousiasme.

La dégradation du système des partis continental alla de concert avec le déclin du prestige de l'État-nation. L'homogénéité nationale était gravement perturbée par les migrations et la France, la *nation par excellence*?, devint en quelques années un pays dépendant totalement de la main-d'œuvre étrangère ; une politique de restriction de l'immigration, mal adaptée aux besoins nouveaux, était encore véritablement « nationale », mais il n'en devenait que plus manifeste que l'État – nation n'était plus capable de faire face aux questions politiques majeures du temps ⁹¹⁸. Plus grave encore fut l'infructueux effort des traités de paix de 1919, qui visaient à introduire des structures étatiques nationales en Europe orientale et méridionale où les peuples de ces États n'avaient bien souvent qu'une relative majorité et se trouvaient inférieurs en nombre aux « minorités » réunies. À elle seule, cette situation nouvelle aurait été suffisante pour ébranler sérieusement ce système des partis fondé sur les classes ; dorénavant, les partis s'organisaient partout selon des lignes nationales comme si la liquidation de la Double Monarchie

n'avait servi qu'à permettre à une kyrielle d'expériences similaires de se déclencher sur une échelle miniature ⁹¹⁹ . Dans certains autres pays, où les migrations et l'hétérogénéité de la population n'avaient entamé ni l'État-nation ni ses partis de classe, l'inflation et le chômage avaient provoqué une débâcle analogue ; et il est évident que plus le système de classes du pays avait été rigide, et plus la conscience de classe de son peuple avait été profonde, plus cette débâcle se révélait dangereuse et dramatique.

Telle était la situation dans l'entre-deux-guerres, époque où le moindre mouvement avait plus de chances que n'importe quel parti, parce qu'il s'attaquait aux institutions de l'État et ne faisait pas appel aux classes. Le fascisme et le nazisme ont toujours soutenu qu'ils ne dirigeaient pas leur haine contre les classes en particulier mais contre le système de classes en tant que tel, qu'ils dénonçaient comme une invention du marxisme. Plus significatif encore : les communistes, eux aussi, en dépit de leur idéologie marxiste, furent contraints d'abandonner la rigidité de leur argument de classes quand, après 1935, sous prétexte d'élargir leur base, ils constituèrent partout des Fronts populaires et se mirent à faire appel à ces mêmes masses qui se développaient en dehors de toutes les classifications sociales et qui, jusque-là, avaient été la proie naturelle des mouvements fascistes. Aucun des vieux partis n'était préparé à recevoir ces masses, pas plus qu'ils n'évaluaient à leur juste mesure l'importance croissante de leur nombre et l'influence politique croissante de leurs leaders. Cette erreur de jugement de la part des vieux partis peut s'expliquer par le fait que l'assise de leur position au Parlement et leur confortable représentation au sein des services et des institutions de l'État les faisaient se sentir beaucoup plus proches des sources du pouvoir que des masses ; ils croyaient que l'État resterait à tout jamais le maître incontesté de tous les instruments de violence, et que l'armée, cette suprême institution de l'État-nation, resterait l'élément décisif dans toutes les crises intérieures. Aussi se sentaient-ils

libres de ridiculiser les nombreuses formations paramilitaires qui étaient apparues sans aide officielle. Car plus le système des partis s'affaiblissait sous la pression des mouvements extérieurs au Parlement et aux classes, plus vite disparaissait le vieil antagonisme entre les partis et l'État. Forts de l'illusion d'un « État au-dessus des partis », les partis croyaient voir dans cette harmonie une source de force, une relation privilégiée avec une instance d'ordre supérieur. Pourtant l'État était aussi menacé que le système des partis par la pression des mouvements révolutionnaires et il ne pouvait plus se permettre de conserver sa position hautaine et nécessairement impopulaire au-dessus des luttes internes. L'armée avait depuis longtemps cessé d'être un rempart sûr face à l'agitation révolutionnaire, non pas parce qu'elle avait des sympathies avec la révolution mais parce qu'elle avait perdu son pouvoir. Par deux fois dans l'histoire contemporaine, et à chaque fois en France, *nation par excellence**; l'armée avait prouvé sa répugnance ou son incapacité foncière à aider ceux qui étaient au pouvoir comme à s'emparer elle – même du pouvoir : en 1850, lorsqu'elle avait laissé la populace de la Société du 10 Décembre porter Napoléon III au pouvoir ⁹²⁰, et une nouvelle fois à la fin du xix^e siècle, au cours de l'affaire Dreyfus, alors que rien n'aurait été plus facile que la mise en place d'une dictature militaire. La neutralité de l'armée, prête à servir n'importe quel maître, laissait finalement l'État dans une situation de « médiation entre les intérêts de partis organisés. Il n'était plus *au-dessus* des classes de la société mais *entre* elles ⁹²¹ ». Autrement dit, l'État et les partis défendaient tous le statu quo sans réaliser que cette alliance contribuait précisément à transformer le statu quo.

La débâcle du système des partis européen se produisit de manière spectaculaire avec la montée de Hitler au pouvoir. On oublie aujourd'hui – d'aujourd'hui souvent, et fort à propos, qu'au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale la majorité des pays européens avaient déjà adopté une certaine forme de

dictature et éliminé le système des partis, et que cette transformation révolutionnaire du gouvernement s'était effectuée, dans la plupart des pays, sans insurrection révolutionnaire. L'action révolutionnaire était dans bien des cas une concession théâtrale aux désirs des masses violemment insatisfaites, bien plus qu'une lutte réelle pour le pouvoir. Après tout, où était la différence quand, en Italie, quelques milliers de gens pratiquement sans armes marchaient sur Rome et s'emparaient du gouvernement, ou quand en Pologne (en 1934) un soi-disant « bloc des sans-parti », fort de son programme de soutien à un gouvernement semi-fasciste et de ses membres regroupant à la fois noblesse et paysannerie la plus pauvre, travailleurs et hommes d'affaires, catholiques et Juifs orthodoxes, s'emparaient légalement des deux tiers des sièges du Parlement ⁹²² ?

En France, la montée de Hitler au pouvoir, accompagnée par une poussée du communisme et du fascisme, eut tôt fait de détruire la relation originelle des autres partis entre eux et de transformer du jour au lendemain leurs lignes de conduite traditionnelles. La droite française, jusque-là fortement anti-allemande et favorable à la guerre, devint après 1933 la championne du pacifisme et de l'alliance avec l'Allemagne. La gauche passa non moins rapidement du pacifisme à tous crins à une ferme attitude d'opposition à l'Allemagne, et se vit bientôt accusée d'être un parti de bellicistes par ces mêmes partis qui, quelques années auparavant, avaient dénoncé son pacifisme comme une trahison nationale ⁹²³ . Les années qui suivirent l'ascension de Hitler se révélèrent encore plus désastreuses pour l'intégrité du système des partis français. Pendant la crise de Munich, chaque parti, de la droite à la gauche, vit éclater sa structure interne à propos de la seule question politique pertinente : qui était pour, qui était contre la guerre avec l'Allemagne ⁹²⁴ . Chaque parti abritait en son sein une faction favorable à la paix et une faction favorable à la guerre ; aucun d'eux ne réussit à rester uni face aux décisions politiques

essentielles, et aucun ne passa l'épreuve du fascisme et du nazisme sans se scinder en compagnons antifascistes d'une part, pronazis de l'autre. C'est cette situation de l'avant-guerre qui devait permettre à Hitler de choisir en toute liberté parmi tous les partis pour mettre en place ses gouvernements fantoches, et non une machination nazie particulièrement habile. Il n'est pas un seul parti d'Europe qui, à cette époque, n'ait fourni de collaborateurs.

Face à cette désintégration des vieux partis se dressait partout l'unité sans bavure des mouvements fascistes et communistes – les premiers, hors d'Allemagne et d'Italie, plaidant loyalement en faveur de la paix, fût-ce au prix d'une domination étrangère, et les seconds prêchant inlassablement la guerre, fût-ce au prix de la ruine de la nation. Pourtant, le point essentiel n'est pas tant que l'extrême droite ait renié son nationalisme traditionnel en faveur d'une Europe hitlérienne et que l'extrême gauche ait oublié son pacifisme traditionnel au profit des vieux slogans nationalistes, mais bien que l'un et l'autre mouvement aient pu compter sur la loyauté de membres et de leaders qu'un aussi soudain virage politique n'était pas fait pour troubler. Ce phénomène s'est exprimé de manière tragique dans le pacte de non-agression germano-russe, lorsque les nazis durent laisser tomber leur slogan numéro un contre le bolchevisme et que les communistes furent retournés à un pacifisme qu'ils avaient toujours dénoncé comme petit-bourgeois. Ces revirements brutaux ne leur faisaient pas le moindre tort. On se souvient encore combien les communistes sont restés forts après leur deuxième *volte-face**; moins de deux ans plus tard, lorsque l'Union soviétique fut attaquée par l'Allemagne nazie, et cela bien que les lignes politiques de l'une et de l'autre eussent poussé leurs troupes à des activités politiques aussi sérieuses que dangereuses et qui imposaient des sacrifices réels et une action permanente.

En apparence différente, mais en réalité beaucoup plus violente fut la débâcle du système des partis dans l'Allemagne

pré-hitlérienne. Elle apparut au grand jour à l'occasion des dernières élections présidentielles en 1932, quand tous les partis adoptèrent des formes de propagande de masse radicalement nouvelles et fort complexes.

Le choix des candidats était lui-même déconcertant. Alors qu'il allait de soi que les deux mouvements, qui se tenaient à l'extérieur d'un système parlementaire qu'ils combattaient de deux bords opposés, comptaient présenter leurs candidats respectifs (Hitler pour les nazis, Thälmann pour les communistes), il fut assez surprenant de voir tous les autres partis soudain capables de se mettre d'accord sur un même candidat. Que ce candidat ne fût autre que le vieil Hindenburg, lequel jouissait de la popularité sans pareille qui, depuis l'époque de Mac – Mahon, est l'apanage du général en retraite, n'était pas simplement une bonne plaisanterie ; cela montrait à quel point les vieux partis s'acharnaient exclusivement à s'identifier à l'État du bon vieux temps, cet État au-dessus des partis dont le symbole le plus puissant avait été l'armée nationale ; à quel point, en d'autres termes, ils avaient d'ores et déjà abandonné le système des partis lui-même. Face aux mouvements, les divergences entre partis avaient bel et bien perdu toute signification ; c'était leur vie même qui était en jeu, et par conséquent ils s'unissaient dans l'espoir de maintenir un statu quo qui garantissait cette existence. Hindenburg devint le symbole de l'État-nation et du système des partis, cependant que Hitler et Thälmann rivalisaient pour devenir le véritable symbole du peuple.

Le choix des affiches électorales était aussi significatif que le choix des candidats. Aucune d'elles ne faisait l'éloge de son candidat pour son mérite personnel ; les affiches en faveur de Hindenburg se bornaient à affirmer qu'« une voix pour Thälmann était une voix pour Hitler » – en conseillant aux travailleurs de ne pas gaspiller leurs suffrages sur un candidat assuré d'être battu (Thälmann), ils mettaient ainsi Hitler en bonne position. C'est ainsi que les sociaux-démocrates

choisirent de se réconcilier avec Hindenburg, dont le nom ne fut même pas mentionné. Les partis de droite jouèrent le même jeu et clamèrent à cor et à cri qu'« une voix pour Hitler était une voix pour Thàlmann ». Les uns et les autres, de surcroît, faisaient assez clairement allusion aux circonstances dans lesquelles nazis et communistes avaient fait cause commune, de manière à convaincre tous leurs fidèles partisans, à droite comme à gauche, que seul Hindenburg saurait maintenir le *statu quo*.

À la différence de la propagande en faveur de Hindenburg, qui s'adressait à ceux qui voulaient le statu quo à tout prix – et, en 1932, cela voulait dire chômage pour près de la moitié de la population allemande –, les candidats des mouvements devaient miser sur ceux qui voulaient le changement à tout prix (même au prix de la destruction de toutes les institutions légales), et ceux-ci étaient au moins aussi nombreux que les millions et les millions de chômeurs et leurs familles. Aussi les nazis ne bronchèrent-ils pas devant l'absurde proclamation : « Une voix pour Thàlmann est une voix pour Hitler », dans la mesure où les communistes n'hésitèrent pas à rétorquer qu'« une voix pour Hitler est une voix pour Hindenburg », tout en brandissant à leurs électeurs la menace que constituait le statu quo exactement comme leurs adversaires brandissaient le spectre de la révolution.

Derrière la curieuse uniformité des méthodes employées par les partisans de tous les candidats résidait la conviction tacite que l'électorat irait aux urnes parce qu'il avait peur – peur des communistes, peur des nazis, ou peur du statu quo. Avec cette peur généralisée, toutes les divisions de classe disparaissaient de la scène politique ; tandis que l'alliance des partis au nom du statu quo venait brouiller la vieille structure de classes maintenue par les partis séparés, le gros des mouvements était complètement hétérogène et aussi dynamique et fluctuant que le chômage lui-même ⁹²⁵. Tandis qu'à l'intérieur de la structure des institutions nationales, la gauche parlementaire s'était

jointe à la droite parlementaire, les deux mouvements ⁹²⁶ se hâtaient d'organiser ensemble la célèbre grève des transports dans les rues de Berlin, en novembre 1932.

On ne peut considérer la surprenante rapidité du déclin du système des partis continental sans observer quelle courte vie eut cette institution dans son ensemble. Elle n'existait nulle part avant le xix^e siècle, et dans la plupart des pays européens la formation de partis politiques ne débuta qu'après 1848, si bien que son règne en tant qu'institution incontestée de la politique nationale dura à peine quarante ans. Au cours des vingt dernières années du xix^e siècle, tous les développements politiques importants, en France aussi bien qu'en Autriche – Hongrie, se situaient déjà hors des partis parlementaires et en opposition avec eux, pendant que les plus petits « partis au-dessus des partis » impérialistes attaquaient partout cette institution au profit d'une politique étrangère définie par l'agressivité et l'expansionnisme.

Tandis que les ligues impérialistes se plaçaient au-dessus des partis en vue de s'identifier à l'Etat-nation, les mouvements annexionnistes attaquaient ces mêmes partis en tant qu'élément d'un système global qui incluait l'État-nation ; ils n'étaient pas tant « au-dessus des partis » qu'« au-dessus de l'État », au nom d'une identification directe avec le peuple. Les mouvements totalitaires, marchant sur les traces des mouvements annexionnistes, en arrivèrent au point d'écarter aussi le peuple qu'ils avaient toutefois coutume d'utiliser à des fins de propagande. L'« État totalitaire » n'a d'un État que l'apparence, et le mouvement ne s'identifie même plus véritablement aux besoins du peuple. Désormais, le Mouvement est au-dessus de l'État et du peuple, prêt à sacrifier l'un et l'autre au nom de son idéologie : « Le Mouvement [...] est l'État autant que le peuple, et ni l'État actuel [...] ni le présent peuple allemand ne sauraient se concevoir sans le Mouvement ⁹²⁷ . » Rien ne prouve mieux l'irréversible chute du système des partis que les grands efforts déployés après la Deuxième

Guerre mondiale pour le faire revivre sur le continent, leurs pitoyables résultats, le succès accru des mouvements après la défaite du nazisme et la grossière menace du bolchevisme envers l'indépendance nationale. Le résultat de tous les efforts déployés pour restaurer le statu quo n'a abouti qu'à la restauration d'une situation politique dans laquelle les mouvements destructeurs sont les seuls « partis » qui fonctionnent correctement. Leurs leaders ont maintenu leur autorité à travers les conjonctures les plus éprouvantes et en dépit de lignes de parti sans cesse changeantes. Pour évaluer correctement les chances de survie de l'État-nation européen, il serait sage d'éviter d'accorder trop d'attention aux slogans nationalistes que les mouvements adoptent à l'occasion dans le but de dissimuler leurs véritables intentions, et de considérer plutôt ce que chacun sait désormais : qu'ils ne sont que les branches locales d'organisations internationales, que leurs troupes ne sont pas le moins du monde troublées lorsqu'il devient manifeste que leur politique est au service d'intérêts extérieurs, parfois même hostiles au pouvoir, et que voir leurs leaders dénoncés comme espions, traîtres au pays, etc., n'impressionne pas outre mesure leurs membres. À l'inverse des vieux partis, les mouvements ont survécu à la dernière guerre et ce sont aujourd'hui les seuls « partis » encore vivants, encore chargés de signification aux yeux de leurs adhérents.

TROISIÈME PARTIE

LE TOTALITARISME

Les hommes normaux ne savent pas que tout est possible.

David Rousset,
L'Univers concentrationnaire, 1946, p. 181.

CHAPITRE X

UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSES

I. LES MASSES

Rien ne caractérise mieux les mouvements totalitaires en général, et la gloire de leurs leaders en particulier, que la rapidité surprenante avec laquelle on les oublie et la facilité surprenante avec laquelle on les remplace. Ce que Staline accomplit laborieusement, sur de nombreuses années, à travers d'implacables luttes de factions et des concessions immenses, du moins au nom de son prédécesseur – afin, précisément, d'établir sa légitimité comme héritier politique de Lénine –, les successeurs de Staline essayèrent de le faire sans concession au nom de leur prédécesseur, même si Staline avait disposé d'une période de trente ans et avait pu manipuler, pour immortaliser son nom, un appareil de propagande inconnu du temps de Lénine. Il en va de même de Hitler qui, de son vivant, exerça une fascination contre laquelle, pré – tendait-on, personne n'était immunisé ⁹⁸⁵ et qui, depuis sa défaite et sa mort, est si complètement oublié qu'il ne joue plus guère de rôle, même au sein des groupes néofascistes et néonazis de l'Allemagne d'après-guerre. Cette précarité a sans aucun doute un rapport avec l'inconstance proverbiale des masses et de toute célébrité qui repose sur elles ; mais elle s'explique davantage par l'obsession du mouvement perpétuel des mouvements totalitaires qui restent au pouvoir aussi longtemps qu'ils demeurent en mouvement et mettent en mouvement tout ce qui les entoure. Par conséquent, en un certain sens, cette précarité même constitue un témoignage plutôt flatteur pour les leaders disparus, puisqu'elle atteste qu'ils ont réussi à contaminer leurs sujets avec le virus spécifique du totalitarisme ; car, s'il est vrai qu'il existe une personnalité ou

une mentalité totalitaires, cette capacité d'adaptation et cette absence de continuité extraordinaires en sont assurément les caractéristiques principales. On aurait donc tort de croire que l'inconstance et la capacité d'oubli des masses signifient qu'elles sont guéries de l'illusion totalitaire, qu'on identifie à l'occasion avec le culte de Hitler ou de Staline ; il se pourrait bien que le contraire fût vrai.

Une erreur encore plus grave consisterait, sous prétexte de cette précarité, à oublier que les régimes totalitaires, aussi longtemps qu'ils sont au pouvoir, et les dirigeants totalitaires, tant qu'ils sont en vie, « commandent et s'appuient sur les masses » jusqu'au bout ⁹⁸⁶. L'accession de Hitler au pouvoir fut légale selon la règle majoritaire ⁹⁸⁷, et ni lui ni Staline n'auraient pu maintenir leur autorité sur de vastes populations, survivre à de nombreuses crises intérieures et extérieures, et braver les dangers multiples d'implacables luttes internes au parti, s'ils n'avaient bénéficié de la confiance des masses. Ni les procès de Moscou ni la liquidation de la faction de Rôhm n'auraient été possibles si ces masses n'avaient pas soutenu Staline et Hitler. Une croyance répandue veut que Hitler ait été un simple agent des industriels allemands, et que Staline ait triomphé dans la lutte pour la succession après la mort de Lénine par le seul biais d'une sinistre conspiration. Ce sont là deux légendes, que réfutent de nombreux faits, et d'abord l'indiscutable popularité des deux dirigeants ⁹⁸⁸. Il n'est pas davantage possible d'attribuer leur popularité à la victoire d'une propagande mensongère et bien orchestrée sur l'ignorance et la stupidité. Car la propagande des mouvements totalitaires, qui précède et accompagne les régimes totalitaires, est invariablement aussi franche que trompeuse, et les candidats à la dictature totalitaire commencent généralement leur carrière en se vantant de leurs crimes passés et en annonçant en détail leurs crimes futurs. Les nazis « étaient convaincus que le mal exerce à notre époque une force d'attraction morbide ⁹⁸⁹ » ; c'est devenu un lieu commun de la

propagande communiste, en Russie et à l'étranger, d'affirmer que les Bolcheviks ne reconnaissent pas les critères moraux habituels, et l'expérience a prouvé à maintes reprises que l'impact, en termes de propagande, du crime et du mépris général des critères moraux est indépendant du simple intérêt, dont on suppose qu'il représente le facteur psychologique le plus puissant en politique.

L'attraction qu'exercent le mal et le crime sur la mentalité de la populace n'est nullement nouvelle. La populace n'a jamais manqué de saluer « les actes de violence en remarquant avec admiration : le geste a beau être méprisable, il est ingénieux ⁹⁹⁰ ». Le plus inquiétant, dans le succès du totalitarisme, est plutôt l'authentique désintéressement de ses adhérents : il est compréhensible qu'un nazi ou un Bolchevik ne soit pas ébranlé dans ses convictions lorsque des crimes sont commis contre des gens qui n'appartiennent pas au mouvement ou lui sont même hostiles ; mais l'étonnant est qu'il ne cille pas quand le monstre commence à dévorer ses propres enfants, ni s'il devient lui-même victime de la persécution, s'il est injustement condamné, expulsé du parti, envoyé aux travaux forcés ou dans un camp de concentration. Au contraire, à la stupeur de l'univers civilisé, il peut même être prêt à aider ses accusateurs et à fabriquer sa propre condamnation à mort, pourvu qu'on ne touche pas à son statut de membre du mouvement ⁹⁹¹ . Il serait naïf de considérer cette conviction obstinée, qui survit à toutes les expériences réelles et abolit l'intérêt personnel le plus immédiat, comme la simple expression d'un idéalisme fervent. L'idéalisme, qu'il soit puéril ou héroïque, a toujours sa source dans une conviction et une décision individuelles, et reste soumis à l'expérience et à la contradiction ⁹⁹² . Contrairement à toutes les formes d'idéalisme, le fanatisme des mouvements totalitaires s'effondre à l'instant où le mouvement laisse en rade ses partisans fanatisés, tuant en eux tout reste de conviction qui aurait pu survivre à la débâcle du mouvement lui – même ⁹⁹³ . Mais, à l'intérieur du cadre organisé du mouvement, aussi

longtemps qu'il tient debout, les membres fanatisés ne peuvent être atteints ni par les épreuves, ni par l'argumentation ; l'identification avec le mouvement et le conformisme absolu semblent avoir détruit jusqu'à leur faculté d'être sollicités par une expérience, celle-ci fût – elle aussi extrême que la torture ou la peur de la mort.

Les mouvements totalitaires visent et réussissent à organiser des masses – non pas des classes, comme les vieux partis d'intérêts des États-nations européens ; non pas des citoyens ayant des opinions sur, et des intérêts dans le maniement des affaires publiques, comme les partis des pays anglo-saxons. Si tous les groupes politiques dépendent d'une force relative, les mouvements totalitaires dépendent de la seule force du nombre, à tel point que des régimes totalitaires semblent impossibles, même dans des circonstances par ailleurs favorables, dans des pays à la population relativement réduite ⁹⁹⁴ . Après la Première Guerre mondiale, une vague de mouvements semi-totalitaires et totalitaires, profondément hostile à la démocratie et favorable à la dictature, déferla sur l'Europe ; des mouvements fascistes se répandirent, à partir de l'Italie, dans presque tous les pays de l'Europe centrale et orientale (la partie tchèque de la Tchécoslovaquie fut l'une des exceptions notables) ; pourtant, Mussolini lui-même, qui aimait tant l'expression d'« État totalitaire », n'essaya pas d'établir un régime complètement totalitaire ⁹⁹⁵ et se contenta de la dictature et du parti unique. Des dictatures analogues, non totalitaires, surgirent avant la guerre en Roumanie, en Pologne, dans les États baltes, en Hongrie, au Portugal et dans l'Espagne de Franco. Les nazis, qui avaient un instinct infallible pour détecter de telles différences, faisaient des commentaires méprisants sur les insuffisances de leurs alliés fascistes, tandis que leur authentique admiration du régime bolchevique en Russie (et du parti communiste en Allemagne) n'avait d'égal – et de limite – que leur mépris pour les races d'Europe orientale ^{995a} . Le seul homme pour lequel Hitler eût « un respect sans

borne » était « le génial Staline ^{995b} », et si, dans le cas de Staline et du régime russe, nous n'avons pas (et n'aurons sans doute jamais) la riche documentation qui est disponible pour l'Allemagne, nous savons cependant, depuis le discours de Khrouchtchev devant le XX^e congrès du parti, que Staline n'eut confiance qu'en un seul homme, et que cet homme était Hitler ⁹⁹⁶. L'important est que dans tous ces petits pays européens, les dictatures non totalitaires furent précédées par des mouvements totalitaires : il sembla donc que le totalitarisme était un objectif trop ambitieux, et qu'une fois qu'il avait servi à organiser les masses jusqu'à ce que le mouvement s'emparât du pouvoir, la dimension absolue du pays forçait le candidat au pouvoir totalitaire de masse à se conformer aux schémas plus familiers d'une dictature de classe ou de parti. La vérité est que ces pays ne contrôlaient simplement pas suffisamment de matériel humain pour permettre la domination totale et les lourdes pertes de population qui en sont inséparables ⁹⁹⁷. N'ayant pas grand espoir de conquérir des territoires à la population plus dense, les tyrans de ces petits pays furent contraints d'exercer une relative modération, à l'ancienne, de peur de perdre jusqu'à leurs derniers sujets. Pour la même raison, le nazisme, jusqu'au déclenchement de la guerre et son expansion à travers l'Europe, se montra beaucoup moins cohérent et impitoyable que son homologue russe ; même le peuple allemand n'était pas assez nombreux pour permettre le développement intégral de cette toute nouvelle forme de régime. C'est seulement si l'Allemagne avait gagné la guerre qu'elle aurait connu une domination totalitaire intégrale, et l'on peut se faire une idée des sacrifices que ceci aurait entraînés non seulement pour les « races inférieures », mais aussi pour les Allemands eux-mêmes, d'après les plans de Hitler qui nous sont parvenus ⁹⁹⁸. Quoi qu'il en soit, ce fut seulement pendant la guerre, après que les conquêtes à l'Est eurent fourni de grandes niasses humaines et rendu possibles les camps d'extermination, que l'Allemagne fut à même d'établir un

régime véritablement totalitaire. (Inversement, les risques de régime totalitaire sont effroyablement élevés dans les pays du despotisme oriental traditionnel, l'Inde et la Chine, où il y a une matière première presque inépuisable pour nourrir la machinerie de la domination totale, accumulatrice de pouvoir et destructrice d'hommes, et où ce sentiment d'inutilité, qui caractérise l'homme de masse – phénomène entièrement nouveau en Europe, où il découle du chômage massif et de la croissance démographique des cent cinquante dernières années –, prédomine depuis des siècles, dans le mépris pour la valeur de la vie humaine.) On ne pouvait guère attribuer ni la modération ni des méthodes moins meurtrières au fait que les gouvernements redoutaient une révolte populaire ; c'est la dépopulation du pays lui-même qui représentait une menace autrement sérieuse. C'est seulement là où de vastes masses sont superflues ou là où il est possible de s'en dispenser sans aboutir à une dépopulation désastreuse, que le régime totalitaire, distinct d'un mouvement totalitaire, est tout à fait possible.

Les mouvements totalitaires sont possibles partout où se trouvent des masses qui, pour une raison ou une autre, se sont découvert un appétit d'organisation politique. Les masses ne sont pas unies par la conscience d'un intérêt commun, elles n'ont pas cette logique spécifique des classes qui s'exprime par la poursuite d'objectifs précis, limités et accessibles. Le terme de masses s'applique seulement à des gens qui, soit du fait de leur seul nombre, soit par indifférence, soit pour ces deux raisons, ne peuvent s'intégrer dans aucune organisation fondée sur l'intérêt commun, qu'il s'agisse de partis politiques, de conseils municipaux, d'organisations professionnelles ou de syndicats. Les masses existent en puissance dans tous les pays, et constituent la majorité de ces vastes couches de gens neutres et politiquement indifférents qui n'adhèrent jamais à un parti et votent rarement.

Ce qui caractérisa l'essor du mouvement nazi en Allemagne et des mouvements communistes en Europe, après 1930 ⁹⁹⁹ ,

c'est qu'ils recrutèrent leurs adhérents dans cette masse de gens apparemment indifférents auxquels tous les autres partis avaient renoncé, les jugeant trop apathiques ou trop stupides pour mériter leur attention. Le résultat fut que la majorité de leurs adhérents étaient des gens qui n'avaient jamais paru sur la scène politique auparavant. Cela permit d'introduire des méthodes de propagande politique entièrement nouvelles, et aussi de rester indifférents aux arguments des opposants politiques ; ces mouvements ne se plaçaient pas seulement en dehors du système des partis dans son ensemble et contre lui, ils trouvaient une clientèle qui n'avait jamais été touchée, jamais « gâtée » par le système des partis. Par conséquent ils n'eurent pas besoin de réfuter les arguments qu'on leur opposait, et préférèrent systématiquement des méthodes qui conduisaient à la mort aux tentatives de persuasion, qui impliquaient la terreur plutôt que la conviction. Ils prétendaient que les désaccords proviennent toujours de sources profondes, naturelles, sociales ou psychologiques, qui échappent au contrôle de l'individu, donc à celui de la raison. Ce n'aurait été une faiblesse que s'ils avaient accepté une compétition sincère avec les autres partis ; cela devenait une force s'ils étaient sûrs d'avoir affaire à des gens qui avaient des raisons d'être également hostiles à tous les partis.

Le succès des mouvements totalitaires auprès des masses sonna le glas de deux illusions pour les démocraties en général, et pour les États – nations européens et leur système des partis en particulier. La première illusion voulait que le peuple, dans sa majorité, eût pris une part active au gouvernement, et que tous les individus se reconnaissent dans tel ou tel parti. Au contraire, ces mouvements montraient que les masses politiquement neutres et indifférentes pouvaient facilement constituer la majorité dans un pays gouverné démocratiquement : par conséquent, une démocratie pouvait fonctionner selon des règles qui ne sont activement reconnues que par une minorité. Selon la seconde illusion démocratique

détruite par les mouvements totalitaires, ces masses politiquement indifférentes étaient sans importance, réellement neutres, et ne constituaient que la toile de fond muette de la vie politique nationale. Les mouvements totalitaires faisaient maintenant apparaître ce qu'aucun autre organe de l'opinion publique n'avait jamais pu montrer : le régime démocratique avait reposé autant sur l'approbation et la tolérance silencieuses des couches indifférentes et indistinctes de la population, que sur les institutions et les organisations distinctes et visibles du pays. Aussi, lorsque les mouvements totalitaires envahirent les parlements, leur mépris du régime parlementaire sembla une pure incohérence : en fait, ils réussirent à convaincre une grande partie de la population que les majorités parlementaires étaient factices et ne correspondaient pas nécessairement aux réalités du pays, sapant ainsi le respect et la confiance en des régimes qui croyaient plutôt à la règle majoritaire qu'à leur propre constitution.

On a souvent souligné que les mouvements totalitaires usent et abusent des libertés démocratiques pour les abolir. Il ne s'agit pas là simplement d'habileté diabolique de la part des leaders ni de stupidité puérile de la part des masses. Il est vrai que les libertés démocratiques sont fondées sur l'égalité de tous les citoyens devant la loi ; pourtant elles n'acquièrent leur sens et leur fonction organique que lorsque les citoyens appartiennent à des groupes qui les représentent, ou forment une hiérarchie sociale et politique. L'effondrement du système de classe, seule stratification sociale et politique des États-nations européens, constitua certainement « l'un des événements les plus dramatiques de l'histoire récente de l'Allemagne ¹⁰⁰⁰ ». Il fut aussi favorable à l'essor du nazisme que l'absence de stratification sociale dans l'immense population rurale de la Russie (ce « grand corps flasque, sans aucune éducation politique, presque inaccessible à l'influence des idées susceptibles d'ennoblir les actes de volonté ¹⁰⁰¹ ») le fut au renversement, par les

Bolcheviks, du gouvernement démocratique de Kerenski. Les conditions prévalant dans l'Allemagne préhittlérienne sont révélatrices des dangers que court implicitement l'Occident depuis qu'avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, le même effondrement dramatique du système de classes s'est répété dans presque tous les pays européens, tandis que les événements de Russie indiquent clairement la direction que les inévitables bouleversements révolutionnaires peuvent prendre en Asie. Pratiquement, il importera peu que les mouvements totalitaires adoptent le schéma du nazisme ou du bolchevisme, qu'ils organisent les masses au nom de la race ou de la classe, qu'ils fassent semblant de suivre les lois de la vie et de la nature ou de la dialectique et de l'économie.

L'indifférence aux affaires publiques, la neutralité en matière politique ne sont pas en elles-mêmes une cause suffisante pour l'essor de mouvements totalitaires. La société bourgeoise, fondée sur la compétition et l'acquisition, avait provoqué l'apathie et même l'hostilité envers la vie publique, non seulement – et pas même primordialement – dans les couches sociales qu'elle exploitait et qu'elle excluait de la participation active à la gestion du pays, mais avant tout dans sa propre classe. À la longue période de fausse modestie, pendant laquelle la bourgeoisie se contenta d'être la classe sociale dominante sans aspirer au pouvoir politique qu'elle abandonnait volontiers à l'aristocratie, succéda l'ère impérialiste : la bourgeoisie se déclara alors de plus en plus hostile aux institutions existantes, æt commença à s'organiser en réclamant l'exercice du pouvoir politique. L'apathie première et l'exigence ultérieure d'un monopole dictatorial dans la conduite des affaires étrangères de la nation étaient toutes deux enracinées dans un mode de vie et une philosophie de la vie si constamment et exclusivement axés sur le succès ou l'échec de l'individu dans une compétition impitoyable, que les devoirs et les responsabilités du citoyen n'étaient ressentis que comme une vaine déperdition de temps et d'énergie. Ces

attitudes bourgeoises sont très utiles à ces formes de dictature où un « homme fort » prend sur lui l'encombrante responsabilité de la conduite des affaires publiques ; elles représentent un obstacle réel pour les mouvements totalitaires, qui ne peuvent tolérer aucun individualisme, bourgeois ou non. Les éléments apathiques d'une société dominée par la bourgeoisie, quelle que soit leur répugnance à assumer leurs responsabilités civiques, conservent leur personnalité intacte, ne serait-ce que, parce qu'en la perdant, ils ne pourraient guère espérer survivre dans la compétition pour la vie.

Il est difficile de percevoir les différences décisives entre les organisations de la populace au xix^e siècle et les mouvements de masse du xx^e. En effet, les leaders totalitaires modernes ne diffèrent guère, par leur psychologie et leur mentalité, des meneurs de foules précédents, dont les critères moraux et les procédés politiques ressemblaient de si près à ceux de la bourgeoisie. Pourtant, dans la mesure où l'individualisme caractérisait l'attitude de la bourgeoisie envers la vie comme celle de la populace, les mouvements totalitaires peuvent à juste titre prétendre qu'ils furent les premiers partis réellement antibourgeois ; aucun de leurs prédécesseurs du xix^e siècle – ni la Société du 10 décembre, qui aida Louis-Napoléon à s'emparer du pouvoir, ni les escouades de bouchers pendant l'affaire Dreyfus, ni les Cent-Noirs des pogroms russes, ni les mouvements annexionnistes – ne réussit jamais à embrigader leurs membres au point de leur faire perdre toute exigence et ambition individuelles, aucun d'eux n'avait jamais envisagé qu'une organisation puisse réussir à détruire l'identité individuelle de façon permanente, et pas seulement le temps de l'action collective et héroïque.

Le rapport entre la société de classe, dominée par la bourgeoisie, et les masses issues de son effondrement, diffère du rapport entre la bourgeoisie et la populace, laquelle était un sous-produit de la production capitaliste. Les masses ne partagent avec la populace qu'une seule caractéristique : elles

sont étrangères à toutes les ramifications sociales et à toute représentation politique normale. Les masses n'héritent pas comme la populace – quoique sous une forme dénaturée – des critères et des attitudes de la classe dominante, mais elles reflètent et, d'une certaine façon, dénaturent les critères et les attitudes de toutes les classes à l'égard des affaires publiques. Les critères de l'homme de masse n'ont pas été uniquement, ni même originellement, déterminés par la classe à laquelle il avait appartenu, mais plutôt par la contagion d'influences et de convictions que partageaient également, de manière tacite et indistincte, toutes les classes de la société. L'appartenance à une classe, quoiqu'elle fût plus lâche et moins strictement déterminée par l'origine sociale que dans les ordres et les états de la société féodale, dépendait généralement de la naissance, et seuls des dons ou une chance extraordinaires pouvaient la modifier. Le statut social décidait de la participation de l'individu à la politique et, sauf dans les cas de péril national où cet individu était censé agir uniquement en tant que *membre de la nation*, indépendamment de son appartenance à une classe ou à un parti, il n'était jamais directement confronté aux affaires publiques et ne se sentait jamais directement responsable de leur conduite. Lorsqu'une classe accédait à un rôle plus important dans la communauté, quelques-uns de ses membres étaient toujours éduqués et entraînés pour faire de la politique une profession, en étant payés (ou non, s'ils en avaient les moyens) comme dirigeants et représentants de leur classe au Parlement. La majorité du peuple demeurait en dehors de tout parti ou de toute autre organisation politique, ce qui n'importait à personne, et n'était pas plus vrai d'une classe que d'une autre. En d'autres termes, l'appartenance à une classe, avec ses obligations collectives et limitées, et ses attitudes traditionnelles envers le gouvernement, empêchait la multiplication de citoyens se sentant individuellement et personnellement responsables du gouvernement du pays. Ce caractère apolitique des populations des États-nations ne fut mis en lumière que lorsque le système de classe s'effondra en

emportant dans sa chute tout le réseau de fils visibles et invisibles qui reliaient le peuple au corps politique.

L'effondrement du système de classe eut pour conséquence automatique l'effondrement du système des partis, principalement parce que ceux-ci, étant des partis d'intérêts, ne pouvaient plus représenter des intérêts de classe. Leur survivance avait une certaine importance aux yeux des membres des anciennes classes, qui espéraient contre tout espoir regagner leur statut social antérieur et restaient groupés, non plus parce qu'ils avaient des intérêts communs, mais parce qu'ils espéraient les recouvrer. En conséquence, les partis développèrent de plus en plus de psychologie et d'idéologie dans leur propagande, de plus en plus d'apologie et de nostalgie dans leur approche politique. En outre, ils avaient perdu, sans s'en apercevoir, l'appui de ces soutiens neutres qui ne s'étaient jamais intéressés à la politique parce qu'ils avaient l'impression que n'existait aucun parti qui s'occupât de leurs intérêts. Aussi, les premiers signes de l'effondrement du système européen des partis ne furent pas les désertions des vieux membres des partis, mais l'incapacité à recruter parmi la jeune génération, et la perte du consentement et du soutien muets des masses inorganisées : celles-ci secouèrent soudain leur apathie et allèrent partout où elles virent une occasion d'exprimer leur nouvelle et violente opposition. La chute des murs protecteurs des classes transforma les majorités qui somnolaient à l'abri de tous les partis en une seule grande masse inorganisée et déstructurée d'individus furieux. Ils n'avaient rien en commun, sinon une vague conscience que les espoirs des adhérents des partis étaient vains, que, par conséquent, les membres les plus respectés, les plus organisés, les plus représentatifs de la communauté étaient des imbéciles, et que toutes les puissances établies étaient moins mauvaises moralement qu'également stupides et frauduleuses. Peu importait, pour la naissance de cette terrifiante solidarité négative, sous quelle forme étaient haïs le statu quo et les puissances établies : pour le chômeur,

c'était le parti social-démocrate ; pour le petit propriétaire exproprié, un parti du centre ou de la droite ; et pour les anciennes classes moyennes et supérieures, l'extrême droite traditionnelle. La masse de ces hommes généralement déçus et désespérés augmenta rapidement en Allemagne et en Autriche, après la Première Guerre mondiale, lorsque l'inflation et le chômage aggravèrent la dislocation consécutive à la défaite militaire ; il s'en trouva une grande proportion dans tous les États successeurs, et ils ont soutenu les mouvements extrémistes, en France et en Italie, depuis la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans cette atmosphère d'effondrement de la société de classes que s'est développée la psychologie de l'homme de masse européen. Le fait qu'avec une uniformité monotone mais abstraite le même sort avait frappé une masse d'individus n'empêcha pas ceux-ci de se juger eux-mêmes en termes d'échec individuel, ni de juger le monde en termes d'injustice spécifique. Cependant, cette amertume, ce repli sur soi, tout en se reproduisant dans de multiples cas individuels et isolés, ne constituait pas un trait commun : malgré sa tendance à effacer les différences individuelles, cela ne se fondait sur aucun intérêt commun, économique, social ou politique. Par conséquent, le repli sur soi alla de pair avec un affaiblissement décisif de l'instinct de conservation. Le désintérêt de soi, au sens où l'on n'a pas d'importance à ses propres yeux, le sentiment de pouvoir être sacrifié, n'était plus l'expression de l'idéalisme individuel mais un phénomène de masse. Le vieil adage selon lequel les pauvres et les opprimés n'ont rien à perdre que leurs chaînes ne s'appliquait plus aux hommes de masse, car ils perdirent bien davantage que leurs chaînes de misère lorsqu'ils cessèrent de s'intéresser à leur propre bien-être : la source de toutes les inquiétudes et de tous les soucis qui rendent la vie humaine pénible et angoissante était tarie. En comparaison de l'absence de matérialisme de ces hommes de masse, un moine chrétien semble absorbé dans les affaires de

ce monde. Himmler, qui connaissait si bien la mentalité de ceux qu'il organisait, décrivit non seulement ses propres SS, mais aussi les larges couches dans lesquelles il les recrutait, en disant qu'ils ne s'intéressaient pas aux « problèmes quotidiens », mais seulement « aux questions idéologiques qui importeront pour des décennies et des siècles, si bien que l'homme [...] sait qu'il travaille à une grande tâche, comme il n'en apparaît que tous les deux mille ans ¹⁰⁰² ». Cette gigantesque massification d'individus produisit une mentalité qui, tel Cecil Rhodes quelque quarante ans auparavant, pensait en continents et sentait en siècles.

D'éminents érudits et hommes d'État européens prédisaient, depuis le début du xix^e siècle, la naissance de l'homme de masse et l'avènement d'une ère de masse. Toute une littérature sur le comportement de masse et la psychologie de masse avait éclairé et popularisé l'idée, si familière aux anciens, de l'affinité entre démocratie et dictature, entre gouvernement de la populace et tyrannie. Ces auteurs avaient préparé certains intellectuels occidentaux, dont la conscience politique était développée voire très développée, à l'apparition de démagogues, à la crédulité, à la superstition et à la brutalité. Pourtant, s'il est vrai qu'en un sens toutes ces prophéties se réalisèrent, elles perdirent beaucoup de leur signification lorsque apparurent des phénomènes aussi inattendus et imprévus que la perte radicale de l'intérêt personnel ¹⁰⁰³, l'indifférence cynique ou ennuyée en face de la mort ou d'autres catastrophes personnelles, la tendance passionnée à prendre les notions les plus abstraites comme règles de vie, et le mépris général pour les règles du sens commun même les plus évidentes.

Contrairement aux prédictions, les masses ne furent pas le produit de l'égalité croissante des conditions, ni du développement de l'instruction générale, avec l'inévitable abaissement du niveau et la vulgarisation du contenu qu'il implique. (L'Amérique, exemple classique de l'égalité des

conditions et de la diffusion de l'instruction générale avec toutes ses insuffisances, est peut-être moins représentative de la psychologie des masses qu'aucun autre pays au monde.) Il apparut bientôt que les gens hautement cultivés étaient particulièrement attirés par les mouvements de masse, et que, en général, un individualisme extrêmement raffiné et sophistiqué n'empêchait pas, mais en fait encourageait quelquefois l'abandon de soi dans la masse auquel préparaient les mouvements de masse. Ce fait évident, en vertu duquel l'individualisation et la culture n'empêchent pas la naissance de phénomènes de masse, était si imprévu qu'on en a souvent rendu responsables le caractère morbide ou le nihilisme de l'intelligentsia moderne, une haine de soi qui serait typique des intellectuels, ou encore l'antagonisme entre l'esprit et l'élan vital, l'« hostilité de l'esprit à la vie ». Pourtant, ces intellectuels tant décriés furent seulement l'exemple le plus frappant et les porte-parole les plus visibles d'un phénomène beaucoup plus général. L'atomisation sociale et l'individualisation extrême précédèrent les mouvements de

masse qui attirèrent les gens complètement inorganisés, les individualistes acharnés qui avaient toujours refusé de reconnaître les attaches et les obligations sociales, beaucoup plus facilement et plus vite que les membres, sociables et non individualistes, des partis traditionnels.

En réalité, les masses se développèrent à partir des fragments d'une société hautement atomisée, dont la structure compétitive et la solitude individuelle qui en résulte n'étaient limitées que par l'appartenance à une classe. La principale caractéristique de l'homme de masse n'est pas la brutalité et l'arriération, mais l'isolement et le manque de rapports sociaux normaux. Ces masses provenaient de la société de classes de l'État-nation, criblée de fissures que cimentait le sentiment nationaliste : il est naturel que, dans leur désarroi initial, elles aient penché vers un nationalisme particulièrement violent, auquel les leaders des masses ont cédé, contre leurs propres

instincts et leurs propres objectifs, pour des raisons purement démagogiques ¹⁰⁰⁴ . Ni le nationalisme tribal ni le nihilisme révolté ne sont caractéristiques des masses ou ne leur conviennent d'un point de vue idéologique, comme c'était le cas pour la populace. Mais les leaders de masses les plus doués de notre temps étaient encore issus de la populace plutôt que des masses ¹⁰⁰⁵ . La biographie de Hitler est exemplaire à cet égard, et l'important, chez Staline, est qu'il soit issu de l'appareil de conspiration du parti bolchevique, mélange très particulier de déclassés et de révolutionnaires. À ses débuts, le parti de Hitler, presque exclusivement composé d'inadaptés, de ratés et d'aventuriers, constituait bien cette « armée de bohèmes ¹⁰⁰⁶ » qui n'était que l'envers de la société bourgeoise et que, par conséquent, la bourgeoisie allemande aurait dû savoir utiliser avec succès pour son propre compte. En fait, la bourgeoisie fut bernée par les nazis, exactement comme la faction Rôhm-Schleicher de la Reichswehr : eux aussi pensaient que Hitler, qu'ils avaient utilisé comme indicateur, ou les SA, qu'ils avaient utilisés pour leur propagande militariste et leur entraînement paramilitaire, se conduiraient comme leurs agents et les aideraient à établir une dictature militaire ¹⁰⁰⁷ . Les uns et les autres considéraient le mouvement nazi selon leurs propres termes, selon les termes d'une philosophie politique de la populace ¹⁰⁰⁸ , et négligeaient à la fois le soutien indépendant et spontané qu'apportaient les masses aux nouveaux meneurs de foules et les aptitudes réelles de ces meneurs à créer de nouvelles formes d'organisation. En tant que leader de ces masses, la populace n'était plus l'agent de la bourgeoisie ni de personne d'autre, sinon des masses elles-mêmes.

Les mouvements totalitaires avaient moins besoin de l'absence de structure d'une société de masses, que des conditions spécifiques d'une masse atomisée et individualisée. On le voit très bien en comparant le nazisme et le bolchevisme, qui, dans leurs pays respectifs, prirent naissance dans des circonstances très différentes. Pour transformer la dictature

révolutionnaire de Lénine en un régime complètement totalitaire, Staline fut d'abord obligé de créer artificiellement cette société atomisée que les circonstances historiques avaient déjà préparée en Allemagne pour les nazis.

La victoire étonnamment facile de la révolution d'Octobre eut lieu dans un pays où une bureaucratie despotique et centralisée gouvernait une masse de population dépourvue de toute structure, et que ni les vestiges des ordres ruraux de la féodalité, ni les classes capitalistes urbaines embryonnaires n'avaient réussi à organiser. Lorsque Lénine déclara que nulle part au monde il n'aurait été si facile de s'emparer du pouvoir et si difficile de le garder, il était conscient non seulement de la faiblesse de la classe ouvrière russe, mais aussi du caractère anarchique des conditions sociales en général, propices à des changements soudains. Dépourvu des instincts d'un leader de masse – il n'était pas un orateur et tenait absolument à reconnaître et à analyser ses propres erreurs en public, ce qui est contraire aux règles mêmes de la banale démagogie –, Lénine perçut immédiatement toutes les différenciations possibles – sociales, nationales, professionnelles – qui pourraient introduire une certaine structure dans la population, et il sembla convaincu que le salut de la révolution résidait dans une telle stratification. Il légalisa l'expropriation anarchique des propriétaires terriens par les masses rurales et fonda ainsi, pour la première et probablement pour la dernière fois en Russie, cette classe de paysans émancipés qui, depuis la Révolution française, a constitué le plus ferme soutien des États-nations occidentaux. Il essaya de renforcer la classe ouvrière en encourageant les syndicats indépendants. Il toléra l'apparition timide d'une nouvelle classe moyenne, résultat de la NEP, après la fin de la guerre civile. Il introduisit des distinctions supplémentaires en organisant, et quelquefois en inventant, autant de nationalités que possible, développant le sentiment national et la conscience des différences historiques et culturelles jusque parmi les tribus les plus primitives de

l'Union soviétique. Il semble clair que, sur ces points de politique purement pratique, Lénine écouta son brillant instinct d'homme d'État plutôt que ses convictions marxistes ; en tout cas, sa politique prouve qu'il redoutait davantage l'absence de structure, sociale ou autre, que le développement possible de tendances centrifuges au sein des nationalités récemment émancipées, ou même que l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie issue des nouvelles classes moyennes et paysannes. Sans aucun doute, Lénine subit sa plus lourde défaite lorsque, au début de la guerre civile, le pouvoir suprême, qu'il avait d'abord prévu de concentrer entre les mains des soviets, passa dans les mains de la bureaucratie du parti ; mais même ce développement, aussi tragique qu'il fût pour le cours de la révolution, n'aurait pas conduit nécessairement au totalitarisme. Une dictature du parti unique ne faisait qu'ajouter une classe de plus à la stratification sociale déjà en cours dans le pays, à savoir la bureaucratie, qui, selon les critiques socialistes de la révolution, « possédait l'État comme sa propriété privée ¹⁰⁰⁹ » (Marx). Au moment de la mort de Lénine, aucune voie n'était fermée. Il n'était pas inévitable que la formation de classes ouvrière, paysanne et moyenne conduisît à la lutte des classes qui avait caractérisé le capitalisme européen. L'agriculture pouvait encore se développer sur une base collective, coopérative ou privée, et l'économie nationale demeurerait libre de suivre le schéma du socialisme, du capitalisme d'État ou de la libre entreprise. Aucune de ces alternatives n'aurait automatiquement détruit la nouvelle structure du pays.

Toutes ces classes et ces nationalités nouvelles firent obstacle à Staline lorsqu'il commença de préparer le pays au régime totalitaire. Afin de fabriquer une masse atomisée et déstructurée, il fut d'abord obligé de liquider les vestiges du pouvoir des soviets, lesquels, en tant que principal organe de la représentation nationale, jouaient encore un certain rôle et empêchaient le développement d'une autorité absolue de la hiérarchie du parti. Aussi commença-t-il par saper les soviets

nationaux en créant des cellules bolcheviques où se recrutaient exclusivement les hauts fonctionnaires des comités centraux ¹⁰¹⁰ . Vers 1930, les derniers vestiges des anciennes institutions collectives avaient disparu pour faire place à une bureaucratie du parti fortement centralisée, dont les tendances à la russification ne différaient guère de celles du régime tsariste, à ceci près que les nouveaux bureaucrates n'avaient plus peur d'un certain degré d'instruction.

Le régime bolchevique passa alors à la liquidation des classes et, pour des raisons d'idéologie et de propagande, commença par les classes possédantes, la nouvelle classe moyenne dans les villes, et les paysans à la campagne. À la fois par leur nombre et par leurs biens, les paysans avaient constitué jusque-là la classe potentiellement la plus puissante de l'Union ; en conséquence, leur liquidation fut plus complète et plus cruelle que celle de tous les autres groupes, et fut conduite au moyen de la famine provoquée et de la déportation, sous couvert d'expropriation des koulaks et de collectivisation. La liquidation des classes moyenne et paysanne fut achevée au début des années 30 ; ceux qui ne se trouvaient pas parmi les nombreux millions de morts ou les millions d'esclaves déportés avaient appris « qui était le maître », ils avaient compris que leur vie et celle de leur famille dépendaient non de leurs concitoyens, mais exclusivement de l'humeur d'un régime en face duquel ils étaient complètement isolés, sans aucune aide du groupe auquel ils se trouvaient appartenir. Ni les statistiques ni les sources documentaires ne permettent de déterminer le moment exact où la collectivisation produisit une nouvelle paysannerie liée par des intérêts communs qui, à cause de sa position privilégiée (numérique et économique), représentait de nouveau un danger virtuel pour la domination totalitaire. Mais, aux yeux de ceux qui savent lire les « sources d'information » totalitaires, ce moment était arrivé deux ans avant la mort de Staline, lorsqu'il proposa de dissoudre les kolkhozes et de les transformer en unités plus grandes. Il mourut sans exécuter ce

plan ; cette fois – ci, les sacrifices auraient été encore plus grands, et les conséquences pour l'ensemble de l'économie encore plus catastrophiques que lors de la liquidation de la première classe paysanne, mais rien n'autorise à douter que Staline aurait pu réussir ; on peut toujours éliminer une classe en assassinant un nombre suffisant de ses membres.

La classe des ouvriers fut la suivante à être liquidée collectivement. En tant que classe, ils étaient beaucoup plus faibles et offrirent beaucoup moins de résistance que les paysans. En effet, à la différence des paysans lorsqu'ils exproprièrent les propriétaires terriens, les ouvriers avaient été immédiatement spoliés de leur expropriation spontanée des propriétaires d'usines pendant la révolution : le gouvernement avait confisqué les usines comme propriété de l'État, sous prétexte que, de toute façon, l'État appartenait au prolétariat. Le système stakhanoviste, adopté au début des années 30, brisa toute solidarité et toute conscience de classe parmi les ouvriers, d'abord par la compétition féroce qu'il instaura, ensuite parce qu'il solidifia provisoirement une aristocratie stakhanoviste, dont la distance sociale par rapport à l'ouvrier ordinaire était ressentie de façon beaucoup plus aiguë que la distance entre les ouvriers et la direction. Le processus fut complété en 1938 par l'introduction du livret de travail, qui transforma officiellement l'ensemble de la classe ouvrière en une gigantesque armée de forçats.

Pour couronner toutes ces mesures vint la liquidation de cette bureaucratie qui avait contribué à exécuter les liquidations précédentes. Staline mit à peu près deux ans, de 1936 à 1938, à se débarrasser totalement de l'aristocratie administrative et militaire de la société soviétique ; presque tout, bureaux, usines, organismes économiques et culturels, gouvernement, parti, états-major, passa dans de nouvelles mains, une fois que « près de la moitié du personnel administratif, appartenant ou non au parti, eut été balayée », et qu'on eut liquidé 50 % de tous les membres du parti et « huit

millions d'êtres humains, au moins ¹⁰¹¹ ». De plus, la création d'un passeport intérieur sur lequel devaient être enregistrés et autorisés tous les départs d'une ville pour une autre compléta la destruction de la bureaucratie du parti en tant que classe. Quant au statut juridique, la bureaucratie comme les fonctionnaires du parti se trouvaient maintenant au même niveau que les ouvriers ; elle aussi avait rejoint la vaste multitude des travailleurs forcés, et son statut en tant que classe privilégiée dans la société soviétique appartenait au passé. Et puisque cette purge générale se termina par la liquidation des plus hauts fonctionnaires de la police – ceux-là mêmes qui avaient commencé à organiser l'épuration –, même les cadres de la Guépéou qui avaient mené l'opération de terreur ne purent plus se bercer de l'illusion que leur groupe représentait quoi que ce soit, encore moins un certain pouvoir.

Aucun de ces immenses sacrifices en vies humaines ne fut motivé par une *raison d'État* au vieux sens du mot. Aucune des couches sociales liquidées n'était hostile au régime, ni susceptible de le devenir dans un avenir prévisible. L'opposition active et organisée avait cessé d'exister vers 1930, lorsque Staline, dans son discours devant le XVI^e congrès du parti, mit hors la loi les déviations droitière et gauchiste, et même ces faibles oppositions n'avaient guère pu s'appuyer sur aucune des classes existantes ¹⁰¹². La terreur dictatoriale – qui diffère de la terreur totalitaire dans la mesure où elle ne menace que les opposants authentiques, non les inoffensifs citoyens qui n'ont pas d'opinions politiques – avait été suffisamment sinistre pour étouffer toute vie politique, clandestine ou non, dès avant la mort de Lénine. L'intervention étrangère, qui pouvait faire alliance avec une des fractions mécontentes de la population, n'était plus un danger lorsque, vers 1930, le régime soviétique avait été reconnu par une majorité de gouvernements et avait conclu avec de nombreux pays des accords internationaux, commerciaux et autres. (Non que le gouvernement de Staline ait éliminé une telle possibilité,

du côté des peuples eux-mêmes : nous savons maintenant que Hitler, s'il avait été un conquérant ordinaire et non un rival en domination totalitaire, aurait pu avoir une chance unique de gagner à sa cause au moins le peuple de l'Ukraine.) Politiquement absurde, la liquidation des classes fut littéralement catastrophique pour l'économie soviétique. Les conséquences de la famine provoquée en 1933 se firent sentir dans tout le pays pendant des années ; l'introduction du système stakhanoviste en 1935, avec son accélération arbitraire du rendement individuel et son mépris total des nécessités du travail d'équipe dans la production industrielle, eut pour résultat « une désastreuse rupture d'équilibre » de la jeune industrie ¹⁰¹³ . La liquidation de la bureaucratie, c'est-à-dire de la classe des directeurs d'usine et des ingénieurs, priva les entreprises industrielles du peu d'expérience et de savoir-faire qu'avait pu acquérir la nouvelle élite technicienne russe.

L'égalité de condition parmi leurs sujets a été l'un des principaux soucis des despotismes et des tyrannies depuis l'Antiquité, mais la domination totalitaire ne se satisfait pas d'une telle égalisation, qui laisse plus ou moins subsister entre les sujets certains liens communautaires, non politiques, comme les liens familiaux et les intérêts culturels communs. Si le totalitarisme prend au sérieux ses propres exigences, il doit en venir au point où il lui faut « en finir une bonne fois pour toutes avec la neutralité du jeu d'échecs », c'est-à-dire avec l'existence autonome d'absolument n'importe quelle activité. Les amoureux du « jeu d'échecs pour lui-même », justement comparés par leur liquidateur aux amoureux de « l'art pour l'art ¹⁰¹⁴ », sont les éléments non encore absolument atomisés d'une société de masse dont l'uniformité complètement hétérogène est l'une des conditions originelles du totalitarisme. Du point de vue des dirigeants totalitaires, une société qui se consacre au jeu d'échecs pour l'amour du jeu d'échecs ne diffère qu'en degré d'une classe d'agriculteurs qui se consacre à l'agriculture pour l'amour de l'agriculture, et n'est guère moins

dangereuse. Himmler définit très justement le SS comme un nouveau type d'homme qui en aucun cas ne fera jamais « une chose pour elle-même ¹⁰¹⁵ ».

L'atomisation de masse de la société soviétique fut réalisée par l'usage habile de purges répétées qui précédaient invariablement la liquidation effective des groupes. Pour détruire tous les liens sociaux et familiaux, les purges sont conduites de manière à menacer du même sort l'accusé et toutes ses relations habituelles, des simples connaissances aux amis et aux parents les plus proches. Conséquence de la simple et ingénieuse technique de la « culpabilité par association », dès qu'un homme est accusé, ses anciens amis se transforment immédiatement en ses ennemis les plus acharnés ; afin de sauver leur peau, ils se font mouchards et se hâtent de corroborer par leurs dénonciations les preuves qui n'existent pas contre lui ; tel est évidemment le seul moyen qu'ils ont de prouver qu'ils sont dignes de confiance. Rétrospectivement, ils essaieront de prouver que leur relation ou leur amitié avec l'accusé n'était qu'un prétexte pour l'espionner et le dénoncer comme saboteur, trotskiste, agent étranger, ou fasciste. Puisque le mérite « se juge au nombre de dénonciations de proches camarades ¹⁰¹⁶ », il est bien évident que la plus élémentaire prudence exige que l'on évite tout contact personnel, si cela est possible : il ne s'agit pas d'empêcher qu'on découvre vos pensées secrètes, mais plutôt d'éliminer, dans l'hypothèse presque assurée d'ennuis à venir, toutes les personnes qui pourraient avoir non seulement un banal intérêt à vous dénoncer, mais aussi un besoin irrésistible de provoquer votre ruine, tout simplement parce que leur propre vie serait en danger. En dernière analyse, c'est en poussant cette technique jusqu'à ses limites les plus extrêmes et les plus fantastiques, que les dirigeants bolcheviques ont réussi à créer une société atomisée et individualisée comme on n'en avait jamais vue auparavant, et comme les événements et les catastrophes à eux seuls n'en auraient guère créée.

Les mouvements totalitaires sont des organisations de masse d'individus atomisés et isolés. Par rapport à tous les autres partis et mouvements, leur caractéristique la plus apparente est leur exigence d'une loyauté totale, illimitée, inconditionnelle et inaltérable, de la part de l'individu qui en est membre. Cette exigence est formulée par les leaders des mouvements totalitaires avant même qu'ils ne prennent le pouvoir. D'ordinaire, elle précède l'organisation totale du pays sous leur autorité effective et découle de la prétention de leurs idéologies à englober, en temps voulu, dans leur organisation, l'ensemble du genre humain. Cependant, là où la domination totalitaire n'a pas été préparée par un mouvement totalitaire (tel fut le cas de la Russie, par opposition à l'Allemagne nazie), il faut organiser le mouvement après coup, et créer artificiellement les conditions de son développement, afin de rendre tout à fait possible la loyauté totale – base psychologique de la domination totale. On ne peut attendre une telle loyauté que de l'être humain complètement isolé qui, sans autres liens sociaux avec la famille, les amis, les camarades ou de simples connaissances, ne tire le sentiment de posséder une place dans le monde que de son appartenance à un mouvement, à un parti.

La loyauté totale n'est possible que lorsque la fidélité est vidée de tout contenu concret duquel pourraient naturellement naître certains revirements. Les mouvements totalitaires, chacun à sa façon, ont fait de leur mieux pour se débarrasser des programmes qui spécifiaient un contenu concret, et qu'ils avaient hérités de phases antérieures, non totalitaires, de leur développement. Quelle que soit la forme radicale sous laquelle ils s'expriment, tous les objectifs politiques précis qui ne se contentent pas d'affirmer et de circonscrire le droit à la domination mondiale, tous les programmes politiques qui traitent de points plus spécifiques que « les questions idéologiques qui importent pour des siècles » font obstacle au totalitarisme. Lorsque, par étapes, Hitler organisa le mouvement nazi à partir des effectifs obscurs et un peu cinglés

d'un petit parti typiquement nationaliste, son plus grand exploit consista à délester le mouvement du programme initial du parti, sans le changer ou l'abolir officiellement, mais simplement en refusant d'en parler ou d'en discuter les points, dont le contenu relativement modéré et la phraséologie furent bientôt passés de mode ¹⁰¹⁷ . À cet égard comme à beaucoup d'autres, la tâche de Staline s'annonçait bien plus redoutable ; le programme socialiste du parti bolchevique était un fardeau autrement plus encombrant ¹⁰¹⁸ que les 25 points d'un économiste amateur doublé d'un politicien cinglé ¹⁰¹⁹ . Mais, après avoir détruit les factions du parti russe, Staline obtint finalement le même résultat, en faisant constamment zigzaguer la ligne du parti communiste, en réinterprétant et en appliquant constamment le marxisme d'une manière qui vidait la doctrine de tout son contenu, puisqu'il n'était plus possible de prévoir la direction ou le genre d'action qu'elle inspirerait. La connaissance la plus parfaite du marxisme et du léninisme ne servait nullement de guide en matière de conduite politique – au contraire, on ne pouvait suivre la ligne du parti qu'en répétant le matin ce que Staline avait annoncé la veille au soir –, et la conséquence naturelle en fut le même état d'esprit, la même obéissance compacte et imperméable au moindre effort pour comprendre ce qu'on faisait, qu'exprimait l'ingénieux mot d'ordre inventé par Himmler pour ses SS : « Mon honneur est ma loyauté ¹⁰²⁰ . »

L'absence ou le mépris d'un programme de parti n'est pas nécessairement un signe de totalitarisme. Le premier à considérer programmes et plates-formes comme d'inutiles chiffons de papier et comme des promesses gênantes contradictoires avec le style et l'élan d'un mouvement, fut Mussolini avec sa philosophie fasciste de l'activisme et de l'inspiration puisée au moment historique lui-même ¹⁰²¹ . Un pur appétit de pouvoir, combiné au mépris du « bavardage » sur leurs intentions, caractérise tous les meneurs de foules, mais reste en deçà du totalitarisme. Le véritable objectif du fascisme

consistait simplement à s'emparer du pouvoir et à donner à l'« élite » fasciste la direction incontestée du pays. Le totalitarisme ne se satisfait jamais de gouverner par des moyens extérieurs, c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'État et d'une machinerie de violence ; grâce à son idéologie particulière et au rôle assigné à celle-ci dans l'appareil de contrainte, le totalitarisme a découvert un moyen de dominer et de terroriser les êtres humains de l'intérieur. En ce sens, il élimine la distance entre gouvernants et gouvernés, et réalise un système dans lequel la puissance et la volonté de puissance, telles que nous les entendons, ne jouent aucun rôle ou, au mieux, qu'un rôle secondaire. Le leader totalitaire n'est, en substance, ni plus ni moins que le fonctionnaire des masses qu'il conduit ; ce n'est pas un individu assoiffé de pouvoir qui impose à ses sujets une volonté tyrannique et arbitraire. Étant un simple fonctionnaire, il peut être remplacé à tout moment, et il dépend de la « volonté » des masses qu'il incarne tout autant que ces masses dépendent de lui. Sans lui, elles n'auraient pas de représentation extérieure et demeureraient une horde amorphe ; sans les masses, le chef est une personne insignifiante. Hitler, qui était parfaitement conscient de cette interdépendance, l'exprima un jour dans un discours adressé aux SA : « Tout ce que vous êtes, vous l'êtes à travers moi ; tout ce que je suis, je le suis seulement à travers vous ¹⁰²² . » Nous ne sommes que trop enclins à minimiser de telles déclarations ou à voir en elles, à tort, une définition de Faction en termes d'ordres qu'on donne et qu'on reçoit, comme il est arrivé trop souvent dans la tradition et l'histoire politiques de l'Occident ¹⁰²³ . Mais cette idée a toujours présupposé qu'au poste de commande se trouve quelqu'un qui, doué d'une pensée et d'une volonté, l'impose à un groupe dépourvu de pensée et de volonté, par la persuasion, l'autorité ou la violence. Hitler, cependant, estimait que même « la pensée [n'existe] qu'en vertu des ordres qu'on donne ou qu'on exécute ¹⁰²⁴ ». Il éliminait donc, même en

théorie, la distinction entre la pensée et l'action d'une part, et celle entre les gouvernants et les gouvernés d'autre part.

Ni le national-socialisme ni le bolchevisme ne proclamèrent jamais qu'ils avaient établi un nouveau genre de régime, ni ne déclarèrent que leurs objectifs étaient atteints avec la prise du pouvoir et le contrôle de l'appareil étatique. Leur idée de la domination ne pouvait être réalisée ni par un État, ni par un simple appareil de violence, mais seulement par un groupement animé d'un mouvement constant : à savoir, la domination permanente de chaque individu dans chaque sphère de sa vie ¹⁰²⁵. La prise du pouvoir par la violence n'est jamais une fin en soi, mais seulement le moyen d'une fin et, dans n'importe quel pays, la prise du pouvoir n'est qu'une étape transitoire et bienvenue, mais jamais la fin du mouvement. L'objectif pratique du mouvement consiste à encadrer autant de gens que possible dans son organisation, et de les mettre et de les maintenir en mouvement ; quant à l'objectif politique qui constituerait la fin du mouvement, il n'existe tout simplement pas.

II. L'ALLIANCE PROVISOIRE ENTRE LA POPULACE ET L'ÉLITE

L'incontestable attrait qu'exercent les mouvements totalitaires sur l'élite de la société et pas seulement sur la populace, est plus troublant pour notre tranquillité d'esprit que la loyauté inconditionnelle des membres des mouvements totalitaires et l'audience populaire des régimes totalitaires. Il serait téméraire d'ignorer, sous prétexte de caprice artistique ou de naïveté intellectuelle, la liste impressionnante d'hommes éminents que le totalitarisme compte parmi ses sympathisants, ses compagnons de route et ses membres régulièrement inscrits.

Pour la compréhension des mouvements (mais non des régimes) totalitaires, cet attrait exercé sur l'élite est un indice aussi important que leur rapport plus évident avec la populace. Il indique en effet l'atmosphère spécifique, le climat général dans lequel se situe l'émergence du totalitarisme. Il faut se

rappeler que les leaders des mouvements totalitaires et leurs sympathisants sont, pour ainsi dire, plus âgés que les masses qu'ils organisent, si bien que, chronologiquement parlant, les masses n'ont pas à attendre désespérément l'émergence de leurs propres leaders au sein d'une société de classe en décomposition, dont ils sont le produit le plus remarquable. Ceux qui avaient volontairement quitté la société avant l'écroulement des classes étaient prêts à les accueillir en compagnie de la populace, qui était un sous-produit antérieur du règne de la bourgeoisie. Aujourd'hui encore, les dirigeants totalitaires et les leaders de mouvements totalitaires présentent les traits caractéristiques de la populace, dont nous connaissons assez bien la psychologie et la philosophie politique ; ce qui se passera lorsque l'homme de masse authentique prendra la relève, nous ne le savons pas encore, mais il est probable qu'il aura plus en commun avec la correction méticuleuse et calculée de Himmler qu'avec le fanatisme hystérique de Hitler, qu'il rappellera davantage la froideur têtue de Molotov que la cruauté sensuelle et vindicative de Staline.

À cet égard, la situation de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale n'est pas essentiellement différente de ce qu'elle était après la Première Guerre ; tout comme, dans les années 20, les idéologies fasciste, bolchevique et nazie furent formulées, et les mouvements dirigés, par la génération dite du front, c'est-à-dire par des gens élevés avant la guerre qui se rappelaient encore distinctement cette époque, de même, aujourd'hui, le climat général, politique et intellectuel, du totalitarisme d'après-guerre est déterminé par une génération qui a connu intimement l'époque et le mode de vie précédents. C'est particulièrement vrai de la France, où l'effondrement du système de classes se produisit après la Seconde Guerre et non la Première. Comme les hommes issus de la populace et les aventuriers de l'ère impérialiste, les leaders des mouvements totalitaires ont ceci de commun avec leurs sympathisants intellectuels qu'ils s'étaient trouvés à l'extérieur du système national et du système de

classe de la société européenne respectable dès avant la faillite du système.

Lorsque l'arrogance de la fausse respectabilité fit place au désespoir anarchique, cette faillite apparut comme une chance inouïe pour l'élite aussi bien que pour la populace. C'est manifeste pour les nouveaux leaders de masses, dont la carrière reproduit celle des meneurs de la populace du siècle précédent : échecs dans la vie professionnelle et sociale, perversion et désastre dans la vie privée. Le fait que leur vie, avant leur carrière politique, avait été un échec, était naïvement invoqué contre eux par les leaders plus respectables des vieux partis : or, c'était le facteur déterminant de leur succès auprès des masses. Par là, ils semblaient prouver qu'ils incarnaient individuellement la destinée de masse de l'époque, et que leur désir de tout sacrifier au mouvement, leurs promesses de se dévouer aux victimes de catastrophes, leur détermination à ne jamais se laisser séduire par un retour à la sécurité de la vie normale et leur mépris pour la respectabilité, étaient tout à fait sincères et non dictés par de simples ambitions passagères.

D'un autre côté, l'élite de l'après-guerre était à peine plus jeune que la génération dont l'impérialisme avait usé et abusé moyennant de glorieuses carrières en marge de la respectabilité : joueurs, espions, aventuriers, chevaliers à l'armure étincelante et tueurs de dragons. Ils partageaient avec Lawrence d'Arabie le désir de « perdre leur moi » et un violent dégoût pour toutes les valeurs existantes, pour toutes les puissances établies. Ils se rappelaient encore l'« âge d'or de la sécurité », mais aussi la haine qu'il leur avait inspirée, et la réalité de leur enthousiasme lorsque éclata la Première Guerre mondiale. Hitler et les ratés ne furent pas les seuls à remercier Dieu à genoux quand la mobilisation balaya l'Europe en 1914 ¹⁰²⁶. Ils n'avaient même pas à se reprocher d'avoir été une proie facile pour la propagande chauvine ou les explications mensongères sur le caractère purement défensif de la guerre.

L'élite partit pour la guerre avec l'espoir enivrant que tout ce qu'elle connaissait, la culture, la texture de la vie, se perdrait peut-être dans ses « orages d'acier » (Ernst Jünger). Dans le vocabulaire soigneusement choisi de Thomas Mann, la guerre était « pénitence » et « purification » ; « la guerre en elle-même, plutôt que la victoire, était source d'inspiration pour le poète ». Ou, selon les mots d'un étudiant de l'époque, « ce qui compte, c'est d'être toujours prêt à faire un sacrifice, et non l'objet pour lequel on fait le sacrifice » ; ou bien, selon ceux d'un jeune ouvrier, « peu importe qu'on vive quelques années de plus ou de moins, pourvu qu'on ait quelque chose à montrer en justification de sa vie ¹⁰²⁷ ». Et, bien avant qu'un intellectuel sympathisant des nazis n'ait annoncé : « Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver », les poètes avaient proclamé leur dégoût pour « cette saleté de culture » et poétiquement invité « Barbares, Scythes, Nègres, Indiens, ô vous tous, à la piétiner ¹⁰²⁸ ».

Si l'on se contente de qualifier d'accès de nihilisme ce mécontentement violent à l'égard de l'avant-guerre et des tentatives ultérieures pour y revenir (de Nietzsche et Sorel à Pareto, de Rimbaud et T. E. Lawrence à Jünger, Brecht et Malraux, de Bakounine et Netchaïev à Alexandre Blok), on oublie combien le dégoût peut être justifié dans une société entièrement saturée par l'idéologie et la morale bourgeoises. Mais il est non moins vrai que la « génération du front », contrairement aux pères spirituels qu'elle s'était choisis, était complètement absorbée par son désir de voir périr tout cet univers de fausse sécurité, de fausse culture, de fausse vie. Ce désir était si fort qu'il dépassait, en résonance et en clarté, toutes les tentatives antérieures visant à une « transformation des valeurs » telle que Nietzsche l'avait esquissée, à une réorganisation de la vie politique telle que les écrits de Sorel l'indiquaient, à une résurrection de l'authenticité humaine comme chez Bakounine, ou à un amour passionné de la vie dans la pureté des aventures exotiques comme chez Rimbaud.

La destruction impitoyable, le chaos et la ruine en tant que tels revêtaient la dignité de valeurs suprêmes ¹⁰²⁹ .

Ce qui atteste la sincérité de ces sentiments, c'est que très peu de représentants de cette génération furent guéris de leur enthousiasme pour la guerre par l'expérience réelle de ses horreurs. Les survivants des tranchées ne devinrent pas pacifistes. Ils chérissent une expérience qui, pensaient-ils, les couperait définitivement de l'odieux environnement de la respectabilité. Ils s'accrochèrent aux souvenirs de quatre années vécues dans les tranchées comme si elles constituaient un critère objectif pour la fondation d'une nouvelle élite. Et ils ne cédèrent pas à la tentation d'idéaliser ce passé ; au contraire, les adorateurs de la guerre furent les premiers à reconnaître qu'à l'ère du machinisme elle ne pouvait plus produire de vertus telles que l'esprit chevaleresque, le courage, l'honneur et la virilité ¹⁰³⁰ , qu'elle n'apportait aux hommes que l'expérience de la destruction pure et simple, ainsi que l'humiliation de n'être que de minuscules rouages dans la majestueuse roue de l'abattoir.

Cette génération se remémorait la guerre comme le grand prélude à l'effondrement des classes et à leur transformation en masses. Avec son arbitraire constant et meurtrier, la guerre devint le symbole de la mort, la « grande égalisatrice ¹⁰³¹ » et, par conséquent, le véritable géniteur d'un nouvel ordre mondial. La passion de l'égalité et de la justice, le désir de transcender les frontières étroites et absurdes des classes, d'abandonner des privilèges et des préjugés stupides semblaient trouver dans la guerre un moyen d'échapper aux vieilles attitudes condescendantes de la pitié pour les opprimés et les déshérités. À une époque de misère croissante et de désespoir individuel, il semble aussi difficile de résister à la pitié lorsqu'elle devient une passion exclusive, que de ne pas réprouver son universalité même, qui semble tuer la dignité humaine encore plus sûrement que ne fait la misère.

Pendant les premières années de sa carrière, lorsqu'une restauration du statu quo européen demeurait la menace la plus sérieuse pour les ambitions de la populace ¹⁰³², Hitler fit presque exclusivement appel à ces sentiments de la « génération du front ». Le désintérêt de soi propre à l'homme de masse apparaissait alors comme un désir d'anonymat, le désir d'être un simple numéro et de fonctionner comme un simple rouage, bref le désir de n'importe quelle transformation qui effacerait les identifications fallacieuses à des types spécifiques ou à des fonctions prédéterminées dans la société. La guerre avait été ressentie comme « la plus puissante de toutes les actions de masse », celle qui oblitérait les différences individuelles à tel point que même la souffrance, qui avait traditionnellement marqué des individus à la destinée unique, pouvait maintenant être interprétée comme « un instrument de progrès historique ¹⁰³³ ». Et les masses dans lesquelles l'élite de l'après-guerre voulait être plongée ne furent pas limitées par les distinctions nationales. Non sans quelque paradoxe, la Première Guerre mondiale avait presque aboli les authentiques sentiments nationaux en Europe ; dans l'entre-deux-guerres, il était bien plus important d'avoir appartenu à la génération des tranchées, peu importe de quel côté, que d'être allemand ou français ¹⁰³⁴. Les nazis fondèrent toute leur propagande sur cette camaraderie indistincte, sur cette « communauté de destin », et gagnèrent à leur cause un grand nombre d'organisations d'anciens combattants, dans tous les pays d'Europe, prouvant ainsi combien les slogans nationaux étaient devenus absurdes, jusque dans les rangs de ce qu'on appelle la droite qui les utilisait pour leur connotation de violence plutôt que pour leur contenu national spécifique.

Aucun des éléments de ce climat intellectuel général dans l'Europe d'après-guerre n'était très neuf. Bakounine avait déjà avoué : « Je ne veux pas être *Moi*, je veux être *Nous* ¹⁰³⁵ », et Netchaïev avait prêché l'évangile de l'« homme maudit » qui n'a « pas d'intérêts personnels, pas d'affaires, pas de sentiments,

d'attaches, de propriété, pas même un nom qui lui appartienne ¹⁰³⁷ ». Tels étaient les instincts antihumanistes, antilibéraux, anti-individualistes et anticulturels de la génération du front, qui faisait un éloge brillant et spirituel de la violence, de la puissance et de la cruauté. Auparavant, l'élite impérialiste avait « scientifiquement » prouvé, de façon maladroite et pompeuse, que la lutte de tous contre tous est la loi de l'univers, que l'expansion est une nécessité psychologique avant d'être un moyen politique, et que l'homme doit se conduire conformément à de telles lois universelles ¹⁰⁴⁶ . Ce qui était nouveau dans les écrits de la génération du front, c'était leur qualité littéraire et la profondeur de leur passion. Les écrivains de l'après-guerre n'avaient plus besoin des démonstrations scientifiques de la génétique, et se référaient peu ou pas aux œuvres complètes de Gobineau ou de Houston Stewart Chamberlain, lesquelles appartenaient déjà à la famille culturelle des philistins. Ils ne lisaient pas Darwin mais le marquis de Sade ¹⁰⁴⁷ . À supposer qu'ils aient cru à des lois universelles, il est sûr qu'ils ne se souciaient guère de s'y conformer. Pour eux, la violence, la puissance, la cruauté étaient les qualités suprêmes de ces hommes qui avaient définitivement perdu leur place dans l'univers et qui étaient trop fiers pour appeler de leurs vœux une théorie du pouvoir qui les réintégrerait dans le monde, en toute sécurité. Ils se satisfaisaient d'être les partisans aveugles de tout ce que la société respectable avait banni, sans considération de théorie ou de contenu, et ils élevaient la cruauté au rang de vertu cardinale parce qu'elle contredisait l'hypocrisie humanitaire et libérale de la société.

Si nous comparons cette génération aux idéologues du xix^e siècle avec lesquels elle semble avoir tant en commun, la différence principale est le surcroît d'authenticité et de passion. Ils avaient été touchés plus profondément par la misère, ils se souciaient davantage des angoisses et étaient plus vivement blessés par l'hypocrisie que ne l'avaient été tous les apôtres de

la bonne volonté et de la fraternité. Et ils ne pouvaient plus s'évader dans l'exotisme, ils ne pouvaient plus se permettre d'être des tueurs de dragon parmi des peuples étranges et passionnants. Il n'était pas possible d'échapper à la routine quotidienne de misère, de médiocrité, de frustration et de ressentiment, embellie par la fausse culture d'un langage distingué ; aucune conformité avec les coutumes de pays de contes de fées ne leur épargnerait la nausée croissante qu'une telle combinaison inspirait continûment.

Cette impuissance à s'évader dans le vaste monde, ce sentiment d'être pris sans cesse aux pièges multiples de la société – si différents des conditions qui avaient façonné le caractère impérialiste –, ajoutaient une tension constante et un désir de violence à la vieille passion de l'anonymat et de la perte de soi. Privée de la possibilité d'un changement radical de rôle et de caractère, comme l'identification au mouvement national arabe ou les rites d'un village indien, l'immersion volontaire dans les forces surhumaines de la destruction semblait à la fois sauver de l'identification automatique avec la banalité de fonctions sociales préétablies, et contribuer à détruire le fonctionnement même du système. Ces gens se sentaient attirés par l'activisme prononcé des mouvements totalitaires, et par l'accent que mettaient ceux – ci, de façon curieuse et en apparence seulement contradictoire, à la fois sur le primat de l'action pure et sur la force écrasante de la pure nécessité. C'est que cette combinaison correspondait précisément à l'expérience qu'avait de la guerre la « génération du front » : une activité incessante dans le cadre d'une fatalité écrasante.

De plus, l'activisme semblait fournir de nouvelles réponses à la vieille et encombrante question : « Qui suis-je ? », qui, en temps de crise, se pose toujours avec une insistance redoublée. Si la société maintenait : « Tu es ce que tu semblés être », l'activisme de l'après – guerre répliquait : « Tu es ce que tu as fait » – par exemple, l'homme qui, pour la première fois, avait

traversé l'Atlantique en avion (comme dans *Le Vol de Lindbergh* de Brecht). Après la Seconde Guerre mondiale, Sartre reprit cette réponse en la modifiant légèrement : « Tu n'es rien d'autre que ta vie » (*Huis clos*, scène 5). La pertinence de ces réponses tient moins à leur justesse comme redéfinition de l'identité personnelle qu'à leur utilité lorsqu'on tente d'échapper à l'identification sociale, à la multiplicité de fonctions interchangeables imposées par la société. L'important était d'accomplir quelque chose d'héroïque ou de criminel, qui fût imprévisible et qui ne fût pas déterminé par qui que ce soit d'autre.

L'activisme prononcé des mouvements totalitaires, qui leur faisait préférer le terrorisme à toute autre forme d'activité politique, attirait autant l'élite intellectuelle que la populace, précisément parce que ce terrorisme différait radicalement de celui des groupes révolutionnaires précédents. On n'avait plus affaire à une politique délibérée, qui considérait les actes terroristes comme le seul moyen d'éliminer certaines personnalités de premier plan, devenues, à cause de leur politique ou de leur position, le symbole de l'oppression. Ce qui était si séduisant, c'est que le terrorisme était devenu une sorte de philosophie exprimant la frustration, le ressentiment et la haine aveugle, une sorte d'expressionnisme politique qui s'exprimait à travers les bombes, qui observait avec délice la publicité donnée à ses actions d'éclat et qui était entièrement prêt à payer de sa vie pour contraindre la société normale à reconnaître son existence. C'est ce même esprit, ce même jeu, qui poussèrent Goebbels, longtemps avant la défaite finale de l'Allemagne nazie, à annoncer avec un plaisir évident qu'en cas de défaite, les nazis sauraient claquer la porte derrière eux et laisser un souvenir pendant des siècles.

Pourtant, c'est peut-être ici que nous pouvons trouver un critère valable pour distinguer l'élite de la populace, dans l'atmosphère prétotitaire. Ce que voulait la populace, ce que Goebbels exprima avec force détails, c'était accéder à l'histoire,

même au prix de l'autodestruction. La conviction intime de Goebbels, selon laquelle « le plus grand bonheur que peut éprouver un de nos contemporains » est soit d'être un génie, soit d'en servir un ¹⁰⁴⁸, était caractéristique de la populace, non des masses ni de l'élite des sympathisants. Ces derniers, au contraire, croyaient sérieusement à l'anonymat au point de nier sérieusement l'existence du génie ; toutes les théories artistiques des années 20 essayaient désespérément de prouver que l'excellence est le produit de l'habileté technique, de la logique, qu'elle réalise les possibilités du matériau ¹⁰⁴⁹. C'est la populace, non l'élite, qui était ensorcelée par « la force radieuse de la gloire » (Stefan Zweig) et qui acceptait avec enthousiasme le culte du génie, héritage du monde bourgeois. En cela, la populace du ^{xx}^e siècle suivait fidèlement le modèle des parvenus du passé, qui avaient déjà découvert que la société bourgeoise ouvre ses portes à l'« anormal » fascinant, au génie, à l'homosexuel, ou au Juif, plus volontiers qu'au simple mérite. Le mépris de l'élite pour le génie et sa soif d'anonymat témoignaient encore d'un état d'esprit que ni les masses ni la populace n'étaient capables de comprendre, qui, selon les mots de Robespierre, s'efforçait d'affirmer la grandeur de l'homme contre la petitesse des grands.

Malgré cette différence entre l'élite et la populace, il est vrai que l'élite était heureuse chaque fois que la pègre réussissait, par la terreur, à se faire admettre sur un pied d'égalité par la société respectable. L'élite ne considérait pas que la destruction de la civilisation fût un prix trop élevé pour le plaisir de voir y accéder par la force ceux qui en avaient été injustement exclus dans le passé. Elle ne s'indignait pas particulièrement des monstrueux trucages historiographiques dont tous les régimes totalitaires se rendent coupables et que leur propagande totalitaire proclame avec suffisamment de clarté. Elle s'était convaincue que l'historiographie traditionnelle était un trucage de toute manière, puisqu'elle avait exclu les déshérités et les opprimés de la mémoire de l'humanité. Ceux que rejetait leur

propre époque étaient généralement oubliés par l'histoire, et cette injustice doublée d'une insulte troublait toutes les consciences sensibles depuis qu'avait disparu la foi en un au-delà où les derniers seraient les premiers. Les injustices du passé comme celles du présent devinrent intolérables lorsqu'il n'y eut plus aucun espoir de redresser un jour la balance de la justice. La grande entreprise de Marx de récrire l'histoire universelle en termes de lutte des classes fascinait même ceux qui ne croyaient pas à la justesse de sa thèse, à cause de son intention originale de trouver un biais pour faire accéder à la mémoire de la postérité les destinées de ceux qu'avait exclus l'histoire officielle.

L'alliance provisoire entre l'élite et la populace reposait en grande partie sur le plaisir réel avec lequel la première observait la seconde détruire la respectabilité. Le résultat pouvait être obtenu lorsque les barons allemands de l'acier étaient forcés de traiter avec Hitler et d'inviter chez eux ce peintre en bâtiment, cette ancienne épave – de son propre aveu ; il pouvait être obtenu par le biais des trucages grossiers et vulgaires dont les mouvements totalitaires se rendaient coupables dans tous les domaines de la vie intellectuelle, dans la mesure où ces trucages regroupaient tous les éléments souterrains, non respectables, de l'histoire européenne pour en faire un tableau cohérent. De ce point de vue, il fut plutôt plaisant de voir le bolchevisme et le nazisme commencer par éliminer justement les sources de leur propre idéologie qui étaient tenues en quelque estime par les milieux officiels, académiques ou autres. Ceux qui récrivaient l'histoire cherchèrent l'inspiration non dans le matérialisme dialectique de Marx, mais dans la conspiration des deux cents familles ; non dans le scientisme pompeux de Gobineau et de Chamberlain, mais dans les *Protocoles des Sages de Sion* ; non dans l'influence vérifiable de l'Église catholique et dans le rôle joué par l'anticléricalisme dans les pays latins, mais dans la littérature de bas étage sur les jésuites et les francs-maçons. Le but de ces reconstitutions

variées et d'ailleurs variables était toujours de dénoncer l'histoire officielle comme une farce, de mettre au jour une sphère d'influences secrètes dont la réalité historique visible, vérifiable et connue n'était qu'une façade explicitement plantée pour tromper le peuple.

À cette aversion de l'élite intellectuelle pour l'historiographie officielle, à sa conviction que l'histoire, de toute façon truquée, pouvait sans dommage devenir le terrain de jeu d'illuminés, il convient d'ajouter cette fascination terrible et démoralisante : des mensonges énormes, des contre-vérités monstrueuses, peuvent en fin de compte être posés comme des faits incontestables, l'homme peut être libre de changer de passé à volonté, et la différence entre la vérité et le mensonge peut cesser d'être objective et devenir une simple affaire de puissance et d'astuce, de pression et de répétition infinie. La fascination naissait non de l'habileté de Staline et de Hitler dans l'art du mensonge, mais du fait qu'ils étaient capables d'organiser les masses en une unité collective qui soutenait leurs mensonges avec une impressionnante magnificence. Des trucages purs et simples du point de vue de la science semblaient recevoir la sanction de l'histoire elle-même lorsque toute la réalité en marche des mouvements les soutenait et prétendait tirer d'eux l'inspiration nécessaire à l'action.

L'attrait qu'exercent les mouvements totalitaires sur l'élite, aussi longtemps qu'ils n'ont pas pris le pouvoir, est une source de perplexité parce que les doctrines positives du totalitarisme, évidemment vulgaires et arbitraires, attirent davantage les regards d'un simple observateur extérieur que l'état d'esprit général qui règne dans l'atmosphère prétotitaire. Ces doctrines différaient profondément des critères intellectuels, culturels ou moraux généralement acceptés. Aussi pouvait-on conclure que seuls une insuffisance fondamentale, inhérente au caractère de l'intellectuel, « *la trahison des clercs** » (J. Benda), ou un masochisme pervers de l'esprit expliquaient le plaisir avec lequel l'élite acceptait les « idées » de la populace.

Amèrement déçus, manquant de familiarité avec les expériences contemporaines plus générales, les porte-parole de l'humanisme et du libéralisme oublient souvent une chose : dans une atmosphère d'où se sont évaporées toutes les valeurs et les propositions traditionnelles (après que les idéologies du xix^e siècle se furent réfutées l'une l'autre et qu'elles eurent épuisé leur intérêt vital), il était en un sens plus facile d'accepter, plutôt que de vieilles vérités devenues de pieuses banalités, des propositions manifestement absurdes, précisément parce que nul n'était censé prendre ces absurdités au sérieux. La vulgarité et son refus cynique des critères reçus et des théories admises s'accompagnaient d'une tranquille acceptation du pire et d'un mépris de tous les faux semblants qu'il était facile de prendre pour un style de vie courageux et neuf. Comme prévalaient de plus en plus les attitudes et les convictions de la populace – qui n'étaient autres que les attitudes et les convictions de la bourgeoisie, lavées de leur hypocrisie – ceux qui traditionnellement haïssaient la bourgeoisie et qui avaient volontairement quitté la société respectable ne virent que l'absence d'hypocrisie et de respectabilité, non le contenu lui-même ¹⁰⁵⁰.

Puisque la bourgeoisie prétendait être la garante des traditions occidentales et brouillait tous les problèmes moraux en faisant publiquement étalage de vertus que non seulement elle ne possédait pas dans la vie privée et dans celle des affaires, mais qu'en réalité elle méprisait, il parut révolutionnaire d'admettre la cruauté, le mépris des valeurs humaines et l'absence générale de moralité : cela détruisait au moins la duplicité sur laquelle semblait reposer la société existante. Comme il était tentant de prendre des poses extrêmes dans l'hypocrite clair-obscur d'une moralité réversible, de porter publiquement le masque de la cruauté quand tout le monde était d'évidence égoïste en faisant semblant d'être aimable, de faire étalage de méchanceté dans un monde, non de méchanceté, mais de mesquinerie ! Ignorant presque tout des

rapports antérieurs entre populace et bourgeoisie, l'élite intellectuelle des années 20 était persuadée qu'on pouvait jouer à la perfection le jeu ancien qui consiste à *épater le bourgeois** si l'on commençait par choquer la société avec une caricature ironique de son propre comportement.

À cette époque, personne ne prévoyait que la véritable victime d'une telle ironie serait l'élite plus que la bourgeoisie. L'avant-garde ignorait qu'elle enfonçait non des murs, mais des portes ouvertes, et qu'un succès unanime démentirait sa prétention à être une minorité révolutionnaire, en prouvant au contraire qu'elle était sur le point d'exprimer un nouvel état d'esprit de masse, l'état d'esprit de l'époque. À cet égard, il est particulièrement significatif de voir l'accueil réservé à l'*Opéra de quat'sous* de Brecht par l'Allemagne préhitlérienne. La pièce présentait des gangsters comme de respectables hommes d'affaires, et de respectables hommes d'affaires comme des gangsters. L'ironie fut un peu perdue de vue lorsque des hommes d'affaires respectables, dans le public, considérèrent qu'il s'agissait d'une vue pénétrante des réalités du monde, et que la populace salua dans la pièce une consécration artistique du gangstérisme. Le refrain de la pièce, « *ErstKommt das Fressen, dann kommt die Moral* ¹⁰⁵¹ », souleva les applaudissements frénétiques d'absolument tout le monde, quoique pour des raisons différentes. La populace applaudissait parce qu'elle prenait l'argument à la lettre ; la bourgeoisie, parce que, trompée depuis si longtemps par sa propre hypocrisie, elle était lasse de cette tension et trouvait une sagesse profonde dans l'expression de la banalité qui était sa règle de vie ; l'élite, parce que la mise à nu de l'hypocrisie était un merveilleux spectacle. L'œuvre eut un effet exactement contraire à ce qu'avait cherché Brecht. Il n'était plus possible de choquer les bourgeois ; ils applaudirent la révélation de leur philosophie cachée, dont la popularité prouvait qu'ils avaient raison depuis toujours, si bien que le seul résultat politique de la « révolution » brechtienne fut d'encourager tout un chacun à

jeter le masque encombrant de l'hypocrisie et à accepter ouvertement les critères de la populace.

Quelque dix ans plus tard, en France, une réaction pareillement ambiguë fut suscitée par *Bagatelles pour un massacre*, où Céline proposait de massacrer tous les Juifs. André Gide se dit publiquement ravi dans les pages de la *Nouvelle Revue française*, non qu'il voulût tuer les Juifs de France, mais parce qu'il appréciait l'aveu brutal d'un tel désir, ainsi que la contradiction fascinante entre la brutalité de Céline et la politesse hypocrite dont tous les milieux respectables enrobaient la question juive. Le désir de démasquer l'hypocrisie était irrésistible parmi l'élite : on peut en juger en voyant qu'un tel plaisir ne pouvait même pas être gâté par la persécution très réelle des Juifs par Hitler, laquelle battait déjà son plein au moment où Céline écrivait. Pourtant, cette réaction était due à l'aversion pour le philosémitisme des libéraux, bien plus qu'à la haine des Juifs. La même disposition d'esprit explique un phénomène remarquable : les opinions artistiques, largement répandues, de Hitler et Staline, et leur persécution des artistes modernes n'ont jamais réussi à détruire l'attrait que les mouvements totalitaires exerçaient sur les artistes d'avant-garde ; cela dénote chez l'élite un manque de sens des réalités, ainsi qu'un désintérêt de soi perversi, deux traits qui ne ressemblent que trop au monde fictif et à l'absence d'intérêt personnel parmi les masses. Occasion unique pour les mouvements totalitaires, qui explique que fût possible une alliance provisoire entre l'élite intellectuelle et la populace : de façon élémentaire et indifférenciée, leurs problèmes étaient devenus semblables et préfiguraient les problèmes et la mentalité des masses.

En rapport étroit avec l'attrait qu'exerçaient sur l'élite l'absence d'hypocrisie de la populace et le désintéressement des masses pour elles – mêmes, les mouvements totalitaires exerçaient une séduction également irrésistible ; ils prétendaient à tort avoir aboli la distinction entre vie privée et

vie publique, et avoir rendu à l'homme une plénitude mystérieuse et irrationnelle. Depuis que Balzac avait mis au jour la vie privée des personnages publics de la société française, et que la dramatisation par Ibsen des « Piliers de la société » avait conquis les scènes européennes, le problème de la moralité double était devenu l'un des principaux sujets de tragédies, de comédies et de romans. La moralité double, telle que la pratiquait la bourgeoisie, devint le signe essentiel de l'*esprit de sérieux*?, toujours pompeux, jamais sincère. La distinction entre vie privée et vie publique ou sociale n'avait rien à voir avec la séparation justifiée entre les sphères personnelle et publique, elle était plutôt le reflet psychologique de la lutte entre le *bourgeois** et le *citoyen** au xix^e siècle, entre l'homme qui jugeait et utilisait toutes les institutions publiques à l'aune de ses intérêts privés, et le citoyen responsable qui se préoccupait des affaires publiques comme étant les affaires de tous. À cet égard, la philosophie politique des libéraux, selon laquelle la somme des intérêts individuels aboutit au miracle du bien commun, ne semblait être qu'une rationalisation de l'insouciance avec laquelle on poussait les intérêts privés sans considération du bien commun.

Contre l'esprit de classe des partis européens qui avaient toujours admis représenter certains intérêts, et contre l'« opportunisme » qui résultait de leur vision d'eux-mêmes comme simples éléments d'un tout, les mouvements totalitaires posèrent leur « supériorité », dans la mesure où ils étaient porteurs d'une *Weltanschauung* qui leur permettait de prendre possession de l'homme comme un tout ¹⁰⁵². Avec cette exigence de totalité, les meneurs de la populace à la tête des mouvements ne faisaient, une fois de plus, que formuler à rebours la philosophie politique de la bourgeoisie. La classe bourgeoise avait fait son chemin grâce à la pression sociale et, souvent, grâce au chantage économique exercé sur les institutions politiques ; elle avait toujours cru que les organes publics et visibles du pouvoir étaient mus par leurs propres intérêts et leur propre influence,

secrets et non publics. En ce sens, la philosophie politique de la bourgeoisie avait toujours été « totalitaire » ; elle avait toujours cru à une identité de la politique, de l'économie et de la société, au sein de laquelle les institutions politiques n'étaient que la façade des intérêts privés. La dualité de la morale bourgeoise, sa distinction entre vie publique et vie privée, était une concession à l'État-nation, qui avait désespérément essayé de maintenir les deux sphères séparées.

Ce qui séduisait l'élite, c'était l'extrémisme en tant que tel. Les prédictions optimistes de Marx, selon lesquelles l'État disparaîtrait pour faire place à une société sans classes, n'étaient plus assez extrémistes, plus assez messianiques. Si Berdiaev a raison de dire que « les révolutionnaires russes [...] ont toujours été totalitaires », alors l'attrait que la Russie soviétique exerça presque également sur les intellectuels, compagnons de route du nazisme et du communisme, venait précisément du fait qu'en Russie, « la révolution était une religion et une philosophie, et non simplement un conflit concernant le côté social et politique de la vie ¹⁰⁵³ ». En réalité, la transformation des classes en masses et l'effondrement du prestige et de l'autorité des institutions politiques avaient créé dans les pays d'Europe occidentale des conditions proches de celles qui régnaient en Russie. Aussi n'était-ce pas par accident que les révolutionnaires occidentaux commencèrent à leur tour à adopter ce fanatisme révolutionnaire, typiquement russe, qui appelait de ses vœux, non le changement des conditions sociales ou politiques, mais la destruction radicale de toute croyance, valeur, institution existante. La populace ne fit que profiter de ce nouvel état d'esprit en réalisant une alliance éphémère de révolutionnaires et de criminels, qui avait déjà existé au sein de nombreuses sectes révolutionnaires de la Russie tsariste, mais qui était manifestement inconnue de la scène européenne.

La troublante alliance conclue entre la populace et l'élite et la coïncidence étrange de leurs aspirations, s'expliquent parce

que les couches qu'elles représentaient avaient été, les premières, éliminées de la structure de l'État-nation et du cadre de la société de classes. Elles se rencontrèrent si facilement, bien que provisoirement, parce qu'elles sentaient l'une et l'autre qu'elles incarnaient le destin de l'époque, qu'elles étaient suivies par des masses innombrables, que tôt ou tard la majorité des peuples européens pourraient être à leurs côtés – prêts, pensaient-elles, à faire leur révolution.

L'une et l'autre se trompaient. La populace, les bas-fonds de la classe bourgeoise, espérait que les masses impuissantes l'aideraient à prendre le pouvoir et l'appuieraient lorsqu'elle ferait prévaloir leurs intérêts privés, puis qu'il lui suffirait de renouveler les couches anciennes de la société bourgeoise en leur insufflant l'esprit plus entreprenant de la pègre. Cependant, une fois au pouvoir, le totalitarisme apprit bientôt que l'esprit d'initiative n'était pas l'apanage des couches populacières de la population et qu'en tout cas, un tel esprit d'initiative ne pouvait que menacer la domination totale de l'homme. D'un autre côté, l'absence de scrupules n'était pas non plus l'apanage de la populace, et pouvait, en tout cas, être inculquée en un temps relativement bref. Pour les impitoyables machines de domination et d'extermination, les masses de philistins bien organisées constituaient un matériau bien meilleur et capable de crimes bien plus grands que les criminels soi-disant professionnels, pourvu que ces crimes fussent soigneusement organisés et eussent l'apparence de besognes de routine.

Ce n'est donc pas un hasard si les rares protestations contre les atrocités de masse commises par les nazis contre les Juifs et les peuples d'Europe orientale furent émises, non par des militaires ni par aucune autre partie des masses de respectables philistins bien organisées, mais précisément par ces compagnons de la première heure de Hitler, qui étaient des représentants typiques de la populace ¹⁰⁵⁴. Quant à Himmler, l'homme le plus puissant d'Allemagne après 1936, il

n'appartenait nullement à cette « armée de bohèmes » (Heiden) qui ressemblait de façon si troublante à l'élite intellectuelle. Himmler était lui-même « plus normal », c'est-à-dire plus philistin qu'aucun des chefs initiaux du mouvement nazi ¹⁰⁵⁵ . Ce n'était pas un bohème comme Goebbels, ni un criminel sexuel comme Streicher, un illuminé comme Rosenberg, un fanatique comme Hitler ou un aventurier comme Goering. Il démontra sa capacité supérieure à organiser la domination totale des masses en assurant que la plupart des gens ne sont ni des bohèmes, ni des fanatiques, ni des aventuriers, ni des maniaques sexuels ou des illuminés, ni des ratés, mais d'abord et avant tout des employés consciencieux et de bons pères de famille.

Le philistin qui se retire dans sa vie privée, qui se consacre exclusivement à sa famille et à sa carrière : tel fut le dernier produit, déjà dégénéré, de la croyance bourgeoise au primat de l'intérêt privé. Le philistin est un bourgeois coupé de sa propre classe, un individu atomisé, produit de l'effondrement de la classe bourgeoise elle-même. L'homme de masse, que Himmler conditionna pour lui faire commettre les crimes de masse les plus monstrueux de l'histoire, ressemblait au philistin plutôt qu'à l'homme de la populace ; il était le bourgeois qui, dans les décombres de son univers, se souciait avant tout de sa sécurité personnelle, prêt à tout sacrifier – croyance, honneur, dignité – à la moindre provocation. Rien ne s'avéra plus facile à détruire que l'intimité et la moralité privée de gens qui ne pensaient qu'à sauvegarder leur vie privée. Après quelques années de pouvoir et de mise au pas systématique, les nazis pouvaient proclamer avec raison : « La seule personne qui soit encore un individu privé en Allemagne, c'est celui qui dort ¹⁰⁵⁶ . »

D'un autre côté, il faut être juste envers les membres de l'élite qui, à un moment ou à un autre, se sont laissés séduire par les mouvements totalitaires, et qui, à cause de leurs capacités intellectuelles, sont même accusés quelquefois d'avoir inspiré le totalitarisme : ce que ces désespérés du xx^e siècle ont

fait ou non n'eut absolument aucune influence sur le totalitarisme. Ils ne jouèrent de rôle qu'au début, lorsque les mouvements contraignirent le monde extérieur à prendre leurs doctrines au sérieux. Partout où les mouvements totalitaires s'emparèrent du pouvoir, tout ce groupe de sympathisants fut balayé avant même que les régimes passent à leurs crimes les plus monstrueux. L'initiative intellectuelle, spirituelle et artistique est aussi dangereuse pour le totalitarisme que l'initiative criminelle de la populace, et l'une et l'autre sont plus dangereuses que la simple opposition politique. La persécution systématique de toutes les formes supérieures d'activité intellectuelle par les nouveaux dirigeants de masse a des raisons plus profondes que leur ressentiment naturel pour tout ce qu'ils ne peuvent comprendre. La domination totale ne tolère la libre initiative dans aucun domaine de l'existence ; elle ne tolère aucune activité qui ne soit pas entièrement prévisible. Le totalitarisme, une fois au pouvoir, remplace invariablement tous les vrais talents, quelles que soient leurs sympathies, par ces illuminés et ces imbéciles dont le manque d'intelligence et de créativité reste la meilleure garantie de leur loyauté ¹⁰⁵⁷ .

CHAPITRE XI

LE MOUVEMENT TOTALITAIRE

I. LA PROPAGANDE TOTALITAIRE

Où la populace et l'élite peuvent être attirées par l'élan même du totalitarisme ; il faut gagner les masses par la propagande. Dans les conditions d'un régime constitutionnel et de liberté d'opinion, les mouvements totalitaires qui luttent pour le pouvoir ne peuvent utiliser la terreur que dans une mesure relative, et ils partagent avec les autres partis la nécessité de gagner des adhérents et d'apparaître crédibles à un public qui n'est pas encore coupé de toutes les autres sources d'information.

On a reconnu de bonne heure et souvent affirmé que, dans les pays totalitaires, propagande et terreur sont les deux faces d'une même médaille ¹⁰⁵⁸. Mais ce n'est vrai qu'en partie. Partout où le totalitarisme détient le contrôle absolu, il remplace la propagande par l'endoctrinement et utilise la violence moins pour effrayer les gens (ce qu'il fait seulement au début, lorsque subsiste une opposition politique) que pour réaliser constamment ses doctrines idéologiques et ses mensonges pratiques. Le totalitarisme ne se contentera pas d'affirmer contre l'évidence que le chômage n'existe pas ; sa propagande lui fera supprimer les indemnités de chômage ¹⁰⁵⁹. Ce qui est également important, c'est que le refus d'admettre l'existence du chômage réalisait – quoique de façon plutôt inattendue – la vieille doctrine socialiste : qui ne travaille pas n'aura pas de pain. Prenons un autre exemple : lorsque Staline décida de récrire l'histoire de la révolution russe, la propagande en faveur de la nouvelle version consista à

détruire, en même temps que les livres et documents anciens, leurs auteurs et leurs lecteurs. La publication, en 1938, d'une nouvelle histoire officielle du parti communiste marqua la fin de la grande purge qui avait décimé toute une génération d'intellectuels soviétiques. De même, dans les territoires occupés de l'Est, les nazis commencèrent par utiliser une propagande principalement antisémite pour s'assurer un contrôle plus ferme de la population. Ils n'avaient pas besoin de la terreur pour appuyer cette propagande, et ne l'utilisèrent pas. Lorsqu'ils liquidèrent la majeure partie de l'intelligentsia polonaise, ils le firent non parce qu'elle s'opposait à eux, mais parce que, selon leur doctrine, les Polonais étaient dépourvus d'intelligence, et, lorsqu'ils projetèrent de kidnapper les enfants aux yeux bleus et aux cheveux blonds, leur intention n'était pas d'effrayer la population, mais de sauvegarder « le sang germanique ¹⁰⁶⁰ ». Puisque les mouvements totalitaires existent dans un monde lui – même non totalitaire, ils sont contraints de recourir à ce que nous considérons communément comme de la propagande. Mais une telle propagande s'adresse toujours à une sphère extérieure – qu'il s'agisse des couches non totalitaires de la population nationale ou des pays étrangers non totalitaires. Cette sphère extérieure, à l'égard de laquelle la propagande totalitaire exerce son pouvoir de séduction, est très variable ; même après la prise du pouvoir, la propagande totalitaire peut se tourner vers les fractions de sa propre population dont la mise au pas n'a pas été suivie par un endoctrinement suffisant. À cet égard, les discours de Hitler à ses généraux, pendant la guerre, sont des modèles de propagande, surtout caractérisés par les mensonges monstrueux dont le Führer gratifiait ses hôtes pour essayer de les gagner à sa cause ¹⁰⁶¹ . La sphère extérieure peut également être un groupe de sympathisants qui hésitent encore à accepter les véritables objectifs du mouvement ; enfin, il arrive souvent que le cercle le plus proche du Führer ou les membres des formations d'élite considèrent même certains membres du parti comme

appartenant à cette sphère extérieure : en pareil cas, eux aussi ont encore besoin de subir la propagande, avant de pouvoir être dominés en toute confiance. De peur de surestimer l'importance de la propagande mensongère, il convient de se rappeler les cas, beaucoup plus nombreux, où Hitler fut complètement sincère et écarta brutalement toute équivoque en définissant les objectifs véritables du mouvement. Mais de tels cas furent ignorés par un public qui n'était pas préparé à pareille cohérence ¹⁰⁶² . Fondamentalement, la domination totalitaire s'efforce de restreindre les méthodes de propagande à sa seule politique étrangère ou aux relais du mouvement à l'étranger, pour leur fournir le matériel adéquat. Chaque fois qu'à l'intérieur, l'endoctrinement totalitaire entre en conflit avec la ligne de la propagande destinée à la consommation à l'étranger (cela s'est produit en Russie pendant la guerre, non pas lorsque Staline eut conclu son alliance avec Hitler, mais lorsque la guerre contre Hitler le plaça dans le camp des démocraties), on explique, à l'intérieur, que la propagande est une « manœuvre tactique provisoire ¹⁰⁶³ ». Autant que possible, la distinction entre la doctrine idéologique à l'usage des initiés du mouvement, qui n'ont plus besoin de propagande, et la propagande brute à l'usage du monde extérieur, est établie dès avant que les mouvements ne prennent le pouvoir. Généralement, le rapport entre propagande et endoctrinement dépend de la dimension des mouvements d'un côté et de la pression extérieure de l'autre. Plus le mouvement est petit, plus il dépensera d'énergie en propagande pure ; quant à la pression du monde extérieur – qui ne peut être ignorée entièrement, même derrière un rideau de fer –, plus elle est forte, plus les dictateurs totalitaires s'engageront dans une propagande active. Le point essentiel est que les nécessités de la propagande sont toujours dictées par le monde extérieur et que les mouvements eux-mêmes ne font pas, en réalité, de la propagande mais de l'endoctrinement. Inversement, celui-ci, inéluctablement accompagné de la terreur, augmente avec la force des

mouvements ou l'isolement et la protection des régimes totalitaires contre une ingérence extérieure.

La propagande est à coup sûr une part, un élément de la « guerre psychologique » ; mais la terreur est davantage. Les régimes totalitaires continuent à utiliser la terreur même lorsque ses objectifs psychologiques sont atteints : sa véritable horreur consiste en ce qu'elle règne sur une population complètement soumise. Là où le règne de la terreur est porté à sa perfection, comme dans les camps de concentration, la propagande disparaît complètement ; elle était même expressément interdite dans l'Allemagne nazie ¹⁰⁶⁴ . En d'autres termes, la propagande n'est qu'un des instruments, peut-être le plus important, dont se sert le totalitarisme dans sa manière d'agir avec le monde non totalitaire ; *a contrario*, la terreur est l'essence même de cette forme de régime. Son existence ne dépend pas plus de facteurs subjectifs, psychologiques ou autres, que l'existence de lois, dans un régime constitutionnel, ne dépend du nombre de gens qui les enfreignent.

En tant que contrepartie de la propagande, la terreur joua un rôle plus important dans le nazisme que dans le communisme. Les nazis ne s'attaquèrent pas aux personnalités, comme cela avait été le cas lors d'une première vague de crimes politiques en Allemagne (assassinat de Rathenau et d'Erzberger) ; au lieu de quoi, en assassinant de petits fonctionnaires socialistes ou des membres influents des partis adverses, ils montraient à la population le danger qu'il y avait à être un simple militant. Ce genre de terreur de masse, qui fonctionnait sur une échelle relativement réduite, grandit régulièrement car ni la police ni les tribunaux ne poursuivaient sérieusement les délits politiques commis par ce qu'on appelle la droite. Cette terreur était précieuse en tant que « propagande de puissance ¹⁰⁶⁵ », selon la juste expression d'un essayiste nazi : l'ensemble de la population se rendait bien compte que les nazis étaient plus puissants que les autorités, et qu'il était plus sûr d'être membre d'une organisation paramilitaire nazie que

d'être un républicain loyal. Une telle impression était largement renforcée par l'usage spécifique que faisaient les nazis de leurs crimes politiques. Ils les reconnaissaient toujours publiquement, ne s'excusaient jamais des « excès commis par la base » – seuls les sympathisants s'en excusaient – et ils impressionnaient la population en apparaissant très différents des « désœuvrés bavards » des autres partis.

Les ressemblances entre ce type de terreur et le pur gangstérisme sont trop évidentes pour avoir besoin d'être soulignées. Cela ne veut pas dire que le nazisme était du gangstérisme, comme on l'a quelquefois conclu, mais simplement que les nazis, sans l'admettre, apprirent autant des organisations de gangsters américaines que leur propagande, ce qu'ils admettaient, apprit de la publicité commerciale américaine.

Il est cependant une chose qui, plus que les menaces directes et les crimes contre les individus, est spécifique de la propagande totalitaire : c'est l'usage de suggestions indirectes, voilées et lourdes de menaces, contre tous ceux qui n'écoutent pas son enseignement, suivi du meurtre de masse perpétré aussi bien contre l'« innocent » que le « coupable ». La propagande communiste menace les gens de rater le train de l'histoire, de rester désespérément en retard sur leur époque, et de mener une vie inutile, de même que les nazis les menaçaient de vivre en désaccord avec les lois éternelles de la nature et de la vie, en détériorant leur sang d'irréparable et mystérieuse façon. On a comparé la manière dont la propagande totalitaire souligne fortement la nature « scientifique » de ses assertions à certaines techniques publicitaires qui s'adressent également aux masses. Il est bien vrai que les pages publicitaires de n'importe quel journal donnent des exemples de cette « scientificité », qui permet à un fabricant de prouver, à l'aide de faits, de chiffres et d'un service « recherche », que son savon est « le meilleur du monde ¹⁰⁶⁶ ». Il est non moins vrai qu'il y a un certain élément de violence dans les débordements

d'imagination des publicitaires : derrière l'affirmation que les femmes qui n'utilisent pas cette marque particulière de savon resteront à vie boutonneuses et célibataires, se cache le rêve fou du monopole, le rêve qu'un jour le fabricant du « seul savon qui empêche l'acné » aura le pouvoir de priver de mari toutes les femmes qui n'utilisent pas son savon. Dans le cas de la publicité comme de la propagande totalitaire, la science n'est qu'un produit de remplacement de la puissance. Les mouvements totalitaires cessent d'être obsédés par les preuves « scientifiques » dès qu'ils sont au pouvoir. Les nazis se séparèrent même des savants qui étaient prêts à les servir, et les Bolcheviks utilisent la réputation des leurs à des fins absolument non scientifiques et les forcent à jouer le rôle de charlatans.

Mais là s'arrêtent les ressemblances souvent surestimées entre la publicité de masse et la propagande de masse. En général, les hommes d'affaires ne posent pas en prophètes et ne cherchent pas constamment à démontrer la justesse de leurs prédictions. La scientificité de la propagande totalitaire se caractérise par l'accent qu'elle met presque exclusivement sur la prophétie scientifique, par opposition à la référence plus traditionnelle au passé. L'origine idéologique du socialisme comme du racisme ne se montre jamais plus clairement que lorsque leurs porte-parole assurent avoir découvert les forces cachées qui, dans la chaîne de la fatalité, leur seront providentielles. Les masses se sentent fortement attirées par « des systèmes absolus, qui font dépendre tous les événements de l'histoire de grandes causes premières reliées les unes aux autres par une chaîne fatale, et qui suppriment, pour ainsi dire, les hommes de l'histoire du genre humain » (selon les mots de Tocqueville ¹⁰⁶⁷). Mais il n'est pas douteux que les dirigeants nazis croyaient réellement aux doctrines suivantes, qu'ils ne se contentaient pas d'utiliser pour leur propagande : « Mieux nous reconnaissons et observons les lois de la nature et de la vie [...] plus nous nous conformons à la volonté du Tout-Puissant.

Mieux nous connaissons la volonté du Tout-Puissant, plus grands seront nos succès ¹⁰⁶⁸ . » Il est bien évident qu'au prix de très légères modifications, ces deux phrases pourraient exprimer le credo de Staline : « Mieux nous reconnaissons et observons les lois de l'histoire et de la lutte des classes, plus nous nous conformons au matérialisme dialectique. Mieux nous connaissons le matérialisme dialectique, plus grand sera notre succès. » En tout cas, il n'est pas de meilleure illustration de la notion stalinienne d'« art de la direction ¹⁰⁶⁹ ».

La propagande totalitaire a élevé la scientificité idéologique et sa technique prédictive à un degré inconnu d'efficacité dans la méthode et d'absurdité dans le contenu. En effet, d'un point de vue démagogique, il n'est pas de meilleur moyen d'éviter la discussion que de déconnecter un argument du contrôle du présent et de dire que seul l'avenir peut en révéler les mérites. Cependant, les idéologies totalitaires n'ont pas inventé ce procédé et ne furent pas seules à l'utiliser. En fait, la scientificité de la propagande de masse est d'un usage tellement universel dans la politique moderne qu'on l'a interprété comme un signe plus général de cette obsession de la science qui caractérise le monde occidental depuis l'essor des mathématiques et de la physique au xvi^e siècle ; ainsi, le totalitarisme semble n'être que la dernière étape d'un processus en vertu duquel « la science [est devenue] une idole qui guérira magiquement les maux de l'existence et transformera la nature de l'homme ¹⁰⁷⁰ ». Il est vrai qu'il y eut, très tôt, un rapport entre le progrès scientifique et l'essor des masses. Le « collectivisme » des masses fut salué par ceux qui souhaitaient l'apparition de « lois naturelles du développement historique », susceptibles d'éliminer le caractère imprédictible des actions et des conduites individuelles ¹⁰⁷¹ . On a cité l'exemple d'Enfantin qui, déjà, « voyait venir l'heure où l'« art d'émouvoir les masses » sera si parfaitement développé que le peintre, le musicien et le poète auront le pouvoir de plaire et d'émouvoir avec la même certitude que le mathématicien résout un problème de géométrie ou le chimiste

analyse une substance quelconque », et on en a conclu que la propagande moderne était née là et à ce moment-là ¹⁰⁷². Mais, quelles que soient les insuffisances du positivisme, du pragmatisme et du béhaviorisme et quelle qu'ait été leur influence sur la formation du sens commun au xix^e siècle, ce n'est nullement « la croissance cancéreuse du secteur utilitaire de l'existence ¹⁰⁷³ » qui caractérise les masses séduites par la propagande totalitaire et le scientisme. Telle que nous la connaissons par Comte, la conviction positiviste que l'avenir est en fin de compte prévisible de façon scientifique repose sur un jugement de l'intérêt comme force omniprésente dans l'histoire, et sur le postulat qu'on peut découvrir les lois objectives du pouvoir. Au cœur de l'utilitarisme moderne, qu'il soit positiviste ou socialiste, se trouve la théorie politique traditionnelle de Rohan – « les rois commandent les peuples et l'intérêt commande le roi » : l'intérêt objectif est la règle « qui seule est infaillible », et « selon qu'il est bien ou mal compris, l'intérêt fait vivre ou périr les gouvernements ». Mais aucune de ces théories ne pose qu'il est possible de « transformer la nature de l'homme », comme le totalitarisme en a effectivement l'intention. Au contraire, elles supposent toutes, implicitement ou explicitement, que la nature humaine est toujours la même, que l'histoire est le récit de circonstances objectives qui changent et des réactions humaines à celles-ci, et que l'intérêt bien compris peut amener un changement dans les circonstances, mais non dans les réactions humaines en tant que telles. En matière politique, le « scientisme » continue à présupposer qu'il y a pour objet le bien-être de l'humanité, concept profondément étranger au totalitarisme ¹⁰⁷⁴.

C'est justement parce que le noyau utilitariste des idéologies allait de soi que la conduite anti-utilitariste des régimes totalitaires, leur indifférence complète à l'intérêt des masses, a constitué un tel choc. Cette attitude introduisait dans la politique contemporaine un élément imprévisible inouï. Pourtant, bien avant que le totalitarisme ne s'empare du

pouvoir, sa propagande indique – quoique de façon voilée – combien les masses s'étaient éloignées du simple souci de leur intérêt. Ainsi, lorsque les Alliés attribuèrent l'ordre donné par Hitler, au début de la guerre, de supprimer les fous, au désir de se débarrasser de bouches inutiles, ils avaient complètement tort ¹⁰⁷⁵. Ce n'est pas la guerre qui contraignit Hitler à jeter par-dessus bord toute considération morale, c'est Hitler qui considérait que le massacre de masse occasionné par la guerre était une occasion incomparable pour entamer un programme de meurtres qui, comme tous les autres points de son programme, était calculé en termes de millénaires ¹⁰⁷⁶. Depuis de nombreux siècles, presque toute l'histoire européenne avait appris aux gens à juger chaque action politique par son *cui bono*, et tous les événements politiques par leurs intérêts particuliers sous-jacents : aussi se trouvèrent – ils soudain aux prises avec un élément imprévisible sans précédent. À cause de son caractère démagogique, on ne prit pas au sérieux la propagande totalitaire qui, longtemps avant la prise du pouvoir, avait clairement indiqué combien les masses étaient peu guidées par le fameux instinct de conservation. Mais cette propagande doit son succès moins à la démagogie qu'à la conscience que l'intérêt, en tant que force collective, ne se fait sentir que si des corps sociaux stables fournissent les nécessaires courroies de transmission entre l'individu et le groupe ; une propagande fondée sur le simple intérêt ne saurait être efficace auprès de masses dont la première caractéristique est de n'appartenir à aucun corps social ou politique, et qui présentent donc un véritable chaos d'intérêts individuels. Le fanatisme des membres des mouvements totalitaires, d'une qualité si clairement différente de la très grande loyauté des membres des partis ordinaires, provient du désintéressement des masses prêtes à se sacrifier. Les nazis ont prouvé qu'on peut conduire un peuple entier à la guerre avec le slogan « sinon, c'est la catastrophe » (slogan que la propagande guerrière de 1914 aurait soigneusement évité), et cela à une époque sans

misère, ni chômage ni ambitions nationales frustrées. Le même esprit se manifesta pendant les derniers mois d'une guerre qui, à l'évidence, était perdue, lorsque la propagande nazie consola une population déjà passablement effrayée en lui promettant que le Führer, « dans sa sagesse, avait préparé une mort facile pour le peuple allemand, en le gazant en cas de défaite ¹⁰⁷⁷ ».

Les mouvements totalitaires se servent du socialisme et du racisme en les vidant de leur contenu utilitaire, les intérêts d'une classe ou d'une nation. La forme de prédiction infaillible sous laquelle étaient présentés ces concepts est devenue plus importante que leur contenu ¹⁰⁷⁸. La qualification majeure d'un leader de masses est désormais une infaillibilité éternelle ; il ne peut jamais admettre d'erreur ¹⁰⁷⁹. De plus, la prétention à l'infaillibilité est fondée moins sur une intelligence supérieure que sur une interprétation correcte des forces essentiellement fiables de l'histoire ou de la nature, forces que ni la défaite ni la ruine ne peuvent démentir, puisqu'elles doivent nécessairement s'affirmer à long terme ¹⁰⁸⁰. Une fois au pouvoir, les leaders de masses n'ont qu'un souci, qui passe outre à toutes les considérations utilitaires : réaliser leurs prédictions. À la fin de la guerre, les nazis n'hésitèrent pas à concentrer toute la force encore intacte de leur organisation pour provoquer une destruction de l'Allemagne aussi complète que possible, afin de réaliser leur prédiction que le peuple allemand serait en ruine en cas de défaite.

En termes de propagande, l'effet de l'infaillibilité, le succès frappant de cette attitude qui consiste à se poser en simple interprète de forces qu'on peut prédire, a encouragé chez les dictateurs totalitaires l'habitude d'annoncer leurs intentions politiques sous une forme prophétique. L'exemple le plus célèbre en est la déclaration de Hitler au Reichstag, en janvier 1939 : « Aujourd'hui encore, je veux faire une prophétie : si la finance juive internationale [...] devait parvenir encore une fois à précipiter les peuples dans une guerre mondiale, alors le résultat [...] serait l'anéantissement de la race juive en Europe

¹⁰⁸¹ . » Traduit en langage non totalitaire, cela voulait dire : j'ai l'intention de faire la guerre et j'ai l'intention de tuer les Juifs d'Europe. De même, Staline, dans son grand discours devant le comité central du parti communiste, en 1930, dans lequel il préparait la liquidation physique des déviationnistes de droite et de gauche au sein du parti, les décrivit comme les représentants de « classes moribondes ¹⁰⁸² ». Cette définition ne donnait pas seulement à l'argument son acuité particulière, elle annonçait aussi, en style totalitaire, la destruction physique de ceux dont on venait de prophétiser 1'« extinction ». Dans les deux cas, le même objectif est atteint : la liquidation s'inscrit dans un processus historique où l'homme n'accomplit ou ne souffre que ce qui doit arriver de toute façon, en vertu de lois immuables. Dès que les victimes ont été exécutées, la « prophétie » devient un alibi rétrospectif : rien n'est arrivé qui n'ait été auparavant prédit ¹⁰⁸³ . Peu importe que ce soient les « lois de l'histoire » qui « sonnent le glas » des classes et de leurs représentants, ou les « lois de la nature » qui « exterminent » tous ces éléments – démocraties, Juifs, sous-hommes (*Untermenschen*) de l'Est, ou incurables – qui de toute façon ne sont pas « adaptés à la vie ». Incidemment, Hitler a lui aussi parlé de « classes moribondes » qui devraient être « éliminées sans faire d'histoires ¹⁰⁸⁴ ».

Comme toutes les autres méthodes de propagande totalitaire, celle-ci ne fonctionne parfaitement que lorsque les mouvements ont pris le pouvoir. Dès lors, il devient aussi absurde de discuter la vérité des prédictions d'un dictateur totalitaire que de se disputer avec un meurtrier en puissance pour savoir si sa future victime est morte ou vivante – puisqu'en la tuant, le meurtrier peut promptement fournir une preuve de la véracité de ses dires. Le seul argument qui vaille dans de telles conditions consiste à se porter immédiatement au secours de la personne dont la mort est prédite. Avant que les leaders de masses prennent le pouvoir pour plier la réalité à leurs mensonges, leur propagande se distingue par un complet

mépris pour les faits en tant que tels ¹⁰⁸⁵ : c'est qu'à leur avis les faits dépendent entièrement du pouvoir de celui qui peut les fabriquer. Affirmer que le métro de Moscou est le seul qui existe au monde n'est un mensonge qu'aussi longtemps que les Bolcheviks n'ont pas le pouvoir de détruire tous les autres. En d'autres termes, mieux que toutes les autres techniques de propagande totalitaire, celle de la prédiction infaillible trahit son objectif ultime de conquête du monde, puisque c'est seulement dans un monde entièrement sous contrôle que le dirigeant totalitaire a la possibilité de réaliser tous ses mensonges et d'avérer toutes ses prophéties.

Le langage de la scientificité prophétique répondait aux besoins des masses qui, ayant perdu leur point d'attache dans le monde, étaient prêtes, dès lors, à être réintégrées au sein de forces éternelles et universellement contraignantes qui, à elles seules, porteraient l'homme, ce nageur, sur les vagues de l'adversité, jusqu'aux rivages de la sécurité. « Nous façonnons la vie de notre peuple et notre législation conformément aux verdicts de la génétique ¹⁰⁸⁶ », disaient les nazis, de même que les Bolcheviks assurent leurs fidèles que les forces économiques ont le poids d'un verdict de l'histoire. Par là, ils promettent une victoire indépendante des défaites et des échecs « provisoires » d'entreprises spécifiques. En effet, les masses, contrairement aux classes, veulent la victoire et le succès en tant que tels, sous leur forme la plus abstraite ; elles ne sont pas liées par ces intérêts spéciaux et collectifs qu'elles sentent nécessaires à leur survie en tant que groupe et que, par conséquent, elles peuvent défendre, même en ayant toutes les chances contre elles. Ce qui leur importe, ce n'est pas la cause qui peut être victorieuse, ou l'entreprise particulière qui peut être un succès mais, bien davantage, la victoire de n'importe quelle cause et le succès dans n'importe quelle entreprise.

La propagande totalitaire perfectionne les techniques de la propagande de masse, mais elle ne les invente pas et ne crée pas leurs thèmes. Ceux-ci ont été préparés par les cinquante

années qui virent l'essor de l'impérialisme et la désintégration de l'État-nation, une fois la populace entrée sur la scène politique européenne. Tels auparavant les meneurs de foules, les porte-parole des mouvements totalitaires avaient un flair infailible pour tous les sujets que la propagande habituelle des partis ou l'opinion publique négligeaient ou craignaient d'aborder. Tout ce qui était caché, tout ce qui était passé sous silence devenait hautement significatif, indépendamment de son importance intrinsèque. La populace croyait réellement que la vérité était tout ce que la société respectable avait hypocritement passé sous silence, ou couvert par la corruption.

Dans le choix d'un sujet, le premier critère devint le mystère en tant que tel. L'origine du mystère n'avait pas d'importance : ce pouvait être un désir raisonnable et politiquement compréhensible de garder le secret, comme dans le cas des services secrets britanniques ou du *Deuxième Bureau** français ; ou les exigences de la conspiration pour les groupes révolutionnaires, comme dans le cas des anarchistes et autres sectes terroristes ; ou encore la structure de sociétés dont le contenu, secret à l'origine, était bien connu depuis longtemps, et dont seul l'aspect formel du rituel conservait quelque chose du mystère d'antan, comme dans le cas des francs-maçons ; ou des superstitions séculaires qui avaient brodé des légendes autour de certains groupes, comme dans le cas des jésuites et des Juifs. Si les nazis étaient sans nul doute plus doués pour choisir de tels sujets pour la propagande de masse, les Bolcheviks ont progressivement maîtrisé cet art. Mais ils s'appuient moins sur les mystères traditionnellement acceptés, et préfèrent leurs propres inventions – depuis le milieu des années 30, une mystérieuse conspiration mondiale succède à l'autre dans la propagande bolchevique : ce fut d'abord le complot des trotskistes, puis le règne des deux cents familles, enfin les sinistres machinations impérialistes (c'est-à-dire planétaires) des services secrets britanniques ou américains

L'efficacité de ce genre de propagande met en lumière l'une des principales caractéristiques des masses modernes. Elles ne croient à rien de visible, à la réalité de leur propre expérience ; elles ne font confiance ni à leurs yeux ni à leurs oreilles, mais à leur seule imagination, qui se laisse séduire par tout ce qui est à la fois universel et cohérent en soi. Les masses se laissent convaincre non par les faits, même inventés, mais seulement par la cohérence du système dont ils sont censés faire partie. La répétition – dont on surestime quelque peu l'importance parce qu'on croit les masses peu capables de comprendre et de se souvenir – n'est importante que parce qu'elle les convainc d'une cohérence dans le temps.

Ce que les masses refusent de reconnaître, c'est le caractère fortuit dans lequel baigne la réalité. Elles sont prédisposées à toutes les idéologies parce que celles-ci expliquent les faits comme étant de simples exemples de lois et éliminent les coïncidences en inventant un pouvoir suprême et universel qui est censé être à l'origine de tous les accidents. La propagande totalitaire fleurit dans cette fuite de la réalité vers la fiction, de la coïncidence vers la cohérence.

La principale infirmité de la propagande totalitaire, c'est qu'elle ne peut satisfaire le désir qu'ont les masses d'un monde complètement cohérent, compréhensible et prévisible, sans heurter gravement le sens commun. Si, par exemple, toutes les « confessions » des opposants politiques, en Union soviétique, sont rédigées dans les mêmes termes et reconnaissent les mêmes mobiles, les masses avides de cohérence accepteront cette fiction comme preuve suprême de leur sincérité ; tandis que le sens commun nous dit que c'est précisément leur cohérence qui n'est pas de ce monde et qui prouve qu'elles sont fabriquées. Pour prendre une image, tout se passe comme si les masses réclamaient une répétition constante du miracle des Septante, lorsque, selon une légende ancienne, soixante-dix traducteurs isolés produisirent une version grecque identique de l'Ancien Testament. Le sens commun ne peut accepter ce

récit que comme une légende ou un miracle ; pourtant, on pourrait aussi l'alléguer comme preuve de la fidélité absolue de chacun des mots de la traduction.

En d'autres termes, s'il est vrai que les masses sont obsédées par le désir d'échapper à la réalité parce que, dans leur déracinement essentiel, elles ne peuvent plus en supporter les aspects accidentels et incompréhensibles, il est également vrai que leur soif de fiction a un certain rapport avec ces qualités de l'esprit humain dont la cohérence structurelle domine le simple hasard. La fuite des masses devant la réalité est une condamnation du monde dans lequel elles sont contraintes de vivre et ne peuvent subsister, puisque la coïncidence en est devenue la loi suprême et que les êtres humains ont besoin de transformer constamment les conditions chaotiques et accidentelles en un schéma humain d'une relative cohérence. La révolte des masses contre le « réalisme », le sens commun et toutes « les plausibilités du monde » (Burke) résultait de leur atomisation, de leur perte de statut social. En même temps que celui-ci, elles avaient perdu tout ce champ de relations communautaires qui donne sens au sens commun. Dans leur déracinement spirituel et social, un aperçu mesuré de l'interdépendance de l'arbitraire et de l'intentionnel, de l'accidentel et du nécessaire, n'avait plus de place. La propagande totalitaire ne peut insulter outrageusement le sens commun que lorsque celui-ci n'a plus de valeur. De l'alternative : faire face à la croissance anarchique et à l'arbitraire total de la décadence, ou s'incliner devant une idéologie à la cohérence extrêmement rigide et fantastiquement fictive, les masses choisiront probablement toujours le second terme, prêtes à en payer le prix par leurs sacrifices individuels – non qu'elles soient stupides ou perverses, mais parce qu'au milieu du désastre général, cette évasion leur accorde un minimum de respect de soi.

Alors que la spécialité de la propagande nazie consista à exploiter la soif de cohérence des masses, les méthodes

bolcheviques ont démontré, comme dans un laboratoire, leur impact sur l'homme de masse isolé. La police secrète soviétique, si soucieuse de convaincre ses victimes de leur culpabilité pour des crimes qu'elles n'avaient jamais commis et qu'en bien des cas elles étaient incapables de commettre, isole et élimine complètement tous les facteurs réels, si bien que la logique même, la cohérence même du « récit » que contient la confession préparée, deviennent écrasantes. Une situation, où la frontière entre la fiction et la réalité est brouillée par la monstruosité et la cohérence interne de l'accusation, requiert non seulement une force de caractère pour résister à des menaces constantes, mais aussi une grande confiance dans l'existence d'autres êtres humains – parents, amis, voisins – qui ne croiront jamais au « récit », pour résister à la tentation de céder à la possibilité tout abstraite de la culpabilité.

Sans aucun doute, on ne peut atteindre ce cas extrême d'une folie artificiellement fabriquée que dans un monde totalitaire. Il fait cependant partie de l'appareil de propagande des régimes totalitaires auxquels les confessions ne sont pas indispensables pour punir. Les « confessions » sont la spécialité de la propagande bolchevique, comme celle de la propagande nazie était ce curieux pédantisme, qui consistait à légaliser les crimes au moyen d'une législation rétrospective et rétroactive. Dans les deux cas, le but est d'être cohérent.

Avant de prendre le pouvoir et d'établir un monde conforme à leurs doctrines, les mouvements totalitaires suscitent un monde mensonger et cohérent qui, mieux que la réalité elle-même, satisfait les besoins de l'esprit humain ; dans ce monde, par la seule vertu de l'imagination, les masses déracinées se sentent chez elles et se voient épargner les coups incessants que la vie réelle et les expériences réelles infligent aux êtres humains et à leurs attentes. La force de la propagande totalitaire – avant que les mouvements aient le pouvoir de faire tomber un rideau de fer pour empêcher qu'il y ait de troubler, par la moindre parcelle de réalité, la tranquillité

macabre d'un monde entièrement imaginaire – repose sur sa capacité à couper les masses du monde réel. Les seuls signes que le monde réel offre encore à l'entendement des masses non intégrées et en voie de désintégration – et que chaque nouveau coup du sort rend plus crédules – sont, pour ainsi dire, ses lacunes : les questions qu'il dédaigne de discuter en public, ou les rumeurs qu'il n'ose pas contredire parce qu'elles touchent, quoique de façon exagérée et déformée, un point sensible.

Ces points sensibles fournissent aux mensonges de la propagande totalitaire l'élément de véracité et d'expérience réelle dont ils ont besoin pour combler le fossé qui sépare la réalité de la fiction. Seule la terreur pourrait s'appuyer sur la pure fiction, et même les fictions mensongères des régimes totalitaires, soutenues par la terreur, ne sont pas encore devenues complètement arbitraires, quoiqu'elles soient généralement plus grossières, plus impudentes et, pour ainsi dire, plus originales que celles des mouvements. (Il faut être puissant, et non pas un propagandiste habile, pour faire circuler une nouvelle version de la Révolution russe dans laquelle aucun individu du nom de Trotski n'a jamais été commandant en chef de l'armée Rouge.) D'un autre côté, les mensonges des mouvements sont plus subtils. Ils s'attachent à tous les aspects de la vie sociale et politique cachés aux yeux du public. Ils réussissent au mieux lorsque les autorités officielles se sont entourées d'une atmosphère de secret. Aux yeux des masses, ils acquièrent alors la réputation d'être supérieurement « réalistes », puisqu'ils abordent des conditions réelles dont l'existence est cachée. Les révélations de scandales dans la haute société, de la corruption d'hommes politiques, tout ce qui appartient au journalisme à sensation, devient dans leurs mains une arme dont l'importance dépasse le sensationnel.

La fiction la plus efficace de la propagande nazie fut l'invention d'une conspiration juive mondiale. Insister sur la propagande antisémite était un procédé courant des démagogues depuis la fin du xix^e siècle, fréquent dans

l'Allemagne et l'Autriche des années 20. Plus l'ensemble des partis et des organes de l'opinion publique évitaient de manière systématique de discuter la question juive, plus la populace devenait convaincue que les Juifs étaient les véritables représentants des puissances établies, et le problème juif le symbole de l'hypocrisie et de la malhonnêteté du système dans son ensemble.

Le contenu même de la propagande antisémite de l'après-guerre n'était ni un monopole nazi ni quelque chose de particulièrement neuf et original. Les mensonges concernant une conspiration juive mondiale étaient courants depuis l'affaire Dreyfus et se fondaient sur les rapports internationaux d'interdépendance existant au sein d'un peuple juif dispersé à travers le monde entier. Les notions excessives sur le pouvoir mondial des Juifs sont encore plus anciennes ; on peut les faire remonter à la fin du xvm^e siècle, lorsque était devenu visible le lien étroit entre la finance juive et les États-nations. La représentation *du* Juif comme incarnation du mal est généralement imputée à des vestiges et à des souvenirs superstitieux datant du Moyen Âge ; en fait, elle est étroitement reliée au rôle plus récent et ambigu que les Juifs ont joué dans la société européenne depuis leur émancipation. Il est indéniable que, dans la période de l'après-guerre, les Juifs étaient devenus plus en vue que jamais auparavant.

Quant aux Juifs eux-mêmes, l'important est qu'ils devinrent plus en vue et plus « voyants » en raison inversement proportionnelle de leur influence réelle et de leur degré de puissance. Toute diminution de la stabilité et de la force des États nations portait un coup direct aux positions juives. La conquête, partiellement réussie, de l'Etat par la nation interdisait à la machine gouvernementale de maintenir sa position au – dessus des classes et des partis, et par là rendait vaines les alliances avec la fraction juive de la population qui, elle aussi, était censée se trouver en dehors des rangs de la société et se montrer indifférente à la politique des partis.

L'intérêt grandissant de la bourgeoisie impérialiste pour la politique étrangère et son influence grandissante sur la machinerie étatique s'accompagnèrent d'un refus obstiné de la majeure partie de la fortune juive d'abandonner la tradition du commerce bancaire pour s'engager dans des entreprises industrielles. L'ensemble de ces facteurs mit presque un terme à l'utilité économique, pour l'État, des Juifs en tant que groupe, et aux avantages qu'eux-mêmes tiraient de la ségrégation sociale. Après la Première Guerre mondiale, les communautés juives d'Europe centrale devinrent aussi assimilées et firent autant leur entrée dans la communauté nationale que la communauté juive française l'avait fait dans les premières décennies de la III^e République.

Les États concernés étaient conscients du changement de situation : on le vit bien lorsqu'en 1917 le gouvernement allemand, suivant une tradition très ancienne, essaya d'utiliser ses Juifs d'Allemagne pour tenter des négociations de paix avec les Alliés. Au lieu de s'adresser lui-même aux chefs reconnus de la communauté juive allemande, il se tourna vers la petite et comparativement peu influente minorité sioniste, à qui l'on faisait encore confiance, comme autrefois, précisément parce qu'elle croyait à l'existence d'un peuple juif indépendamment de la citoyenneté, et qu'elle était donc susceptible de rendre des services qui dépendaient de relations internationales et d'un point de vue international. Il s'avéra, cependant, que ce geste était une faute de la part du gouvernement allemand. Les sionistes firent une chose qu'aucun banquier juif n'avait jamais faite auparavant ; ils fixèrent leurs propres conditions et dirent au gouvernement qu'ils ne négocieraient qu'une paix sans annexions ni réparations ¹⁰⁸⁸. C'en était fini de la vieille indifférence juive en matière politique ; on ne pouvait plus utiliser la majorité, puisqu'elle n'était plus à l'écart de la nation, et la minorité sioniste était inutile parce qu'elle avait ses propres idées politiques.

En Europe centrale, le remplacement des régimes monarchiques par des Républiques compléta la désintégration des communautés juives d'Europe centrale, tout comme l'établissement de la III^e République l'avait fait en France quelque cinquante ans plus tôt. Les Juifs avaient déjà perdu beaucoup de leur influence lorsque les nouveaux régimes s'installèrent, dans des conditions où il n'était ni en leur pouvoir ni de leur intérêt de protéger leurs Juifs. Pendant les négociations de paix de Versailles, on utilisa surtout les Juifs comme experts, et les antisémites eux-mêmes durent admettre que les petits escrocs juifs de l'après – guerre, de nouveaux arrivants pour la plupart, n'avaient pas de liens avec les représentants d'une prétendue internationale juive ¹⁰⁸⁹ . (Ces nouveaux arrivants cachaient, derrière leurs activités frauduleuses qui les distinguaient nettement de leurs coreligionnaires de même patrie, une attitude ressemblant curieusement à la vieille indifférence pour les règles en vigueur dans leur entourage.)

Au milieu d'une cohorte de groupes antisémites rivaux et dans une atmosphère lourde d'antisémitisme, la propagande nazie élaborà à ce sujet une méthode différente de toutes les autres et supérieure à elles. Pourtant, pas un seul slogan nazi n'était nouveau – pas même l'habile image hitlérienne d'une lutte des classes causée par l'homme d'affaires juif qui exploite ses ouvriers, tandis qu'en même temps, dans la cour de l'usine, son frère les incite à faire grève ¹⁰⁹⁰ . Seul élément nouveau, le parti nazi exigeait de ses adhérents une preuve d'ascendance non juive, et demeura, malgré le programme de Feder, extrêmement vague quant aux mesures effectives contre les Juifs qu'il prendrait une fois au pouvoir ¹⁰⁹¹ . Les nazis placèrent le problème juif au centre de leur propagande, en ce sens que l'antisémitisme n'était plus une question d'opinions concernant des gens différents de la majorité, ou un souci de politique nationale ¹⁰⁹² , mais la préoccupation intime de chaque individu dans son existence personnelle ; nul ne

pouvait être membre du parti si son « arbre généalogique » n'était pas en ordre, et plus le rang dans la hiérarchie nazie était élevé, plus l'arbre généalogique devait remonter loin ¹⁰⁹³ . De même, mais avec une cohérence moindre, le bolchevisme transforma la doctrine marxiste de l'inéluctable victoire finale du prolétariat en faisant de ses membres des « prolétaires de naissance » et en rendant honteuses et scandaleuses toutes les autres origines de classe ¹⁰⁹⁴ .

La propagande nazie eut l'ingéniosité de transformer l'antisémitisme en un principe d'autodéfinition, le soustrayant ainsi aux fluctuations de la simple opinion. Elle utilisa la persuasion de la démagogie de masse uniquement comme une étape préliminaire et n'en surestima jamais l'influence durable, que ce soit dans les discours ou dans les journaux ¹⁰⁹⁵ . Cela procura aux masses d'individus atomisés, indéfinissables, instables et futiles, un moyen d'autodéfinition et d'identification qui restaurait en partie le respect de soi que leur conférait autrefois leur fonction dans la société, et créait aussi une sorte de stabilité factice qui faisait d'eux de meilleurs candidats pour une organisation. Grâce à ce genre de propagande, le mouvement pouvait se présenter comme une extension artificielle du rassemblement de masse et rationaliser les sentiments, essentiellement futiles, de sa propre importance et de la sécurité hystérique qu'il offrait aux individus isolés d'une société atomisée ¹⁰⁹⁶ .

La même utilisation ingénieuse de slogans, forgés par d'autres et déjà expérimentés, était manifeste dans le traitement par les nazis d'autres questions pertinentes. Lorsque l'attention du public se concentrait de manière égale entre le nationalisme d'un côté et le socialisme de l'autre, lorsqu'on pensait que ces deux doctrines étaient incompatibles et constituaient en fait la ligne de partage idéologique entre la droite et la gauche, le « parti national-socialiste des travailleurs allemands » (nazi) offrit une synthèse censée mener à l'unité nationale, une solution sémantique dont la double étiquette

d'« allemand » et de « travailleur » reliait le nationalisme de la droite à l'internationalisme de la gauche. Le nom même du mouvement nazi s'appropriait le contenu politique de tous les autres partis et prétendait implicitement les incorporer tous. On avait déjà essayé auparavant, et avec succès, de combiner des doctrines politiques prétendument antagonistes (national – socialiste, chrétien-social, etc.) ; mais les nazis réalisèrent leur propre combinaison de telle façon que toutes les luttes parlementaires entre socialistes et nationalistes, entre ceux qui prétendaient être d'abord des travailleurs et ceux qui étaient d'abord allemands, semblèrent un paravent destiné à cacher de sinistres arrière-pensées pour l'avenir – car un membre du parti nazi n'était-il pas tout cela en même temps ?

Il est intéressant de constater que, même à leurs débuts, les nazis eurent la prudence de ne jamais utiliser de slogans comme démocratie, république, dictature ou monarchie qui indiquaient une forme de régime spécifique ¹⁰⁹⁷. Tout se passe comme si, sur ce seul point, ils avaient toujours su qu'ils seraient entièrement originaux. Toute discussion sur la forme réelle de leur futur régime pouvait être écartée comme un bavardage creux sur de simples formalités – l'État, selon Hitler, n'étant qu'un « moyen » pour conserver la race, de même que l'État, selon la propagande bolchevique, n'est qu'un instrument dans la lutte des classes ¹⁰⁹⁸. Pourtant, de façon curieuse et détournée, à la question de savoir quel serait leur rôle futur, les nazis fournirent une réponse de propagande lorsqu'ils utilisèrent les *Protocoles des Sages de Sion* comme modèle pour l'organisation future des masses allemandes en vue de l'« empire mondial ». L'utilisation des *Protocoles* n'était pas l'apanage des nazis ; des centaines de milliers d'exemplaires en furent vendus en Allemagne après la guerre, et le fait même de les adopter ouvertement comme manuel politique n'était pas nouveau ¹⁰⁹⁹. Néanmoins, ce faux était surtout utilisé afin de dénoncer les Juifs et d'alerter la populace sur les dangers de la domination juive ¹¹⁰⁰. En termes de pure propagande, la

découverte nazie consista à voir que les masses étaient moins effrayées par le règne mondial des Juifs qu'intéressées par la façon dont il pouvait être établi : la popularité des *Protocoles* se fondait sur l'admiration et la soif d'apprendre plus que sur la haine, et la sagesse conseillait de rester aussi près que possible de certaines de leurs formules frappantes. Par exemple, le fameux slogan : « Est juste ce qui est bon pour le peuple allemand », était copié sur celui des *Protocoles* : « Tout ce qui est bénéfique pour le peuple juif est moralement juste et sacré ¹¹⁰¹ . »

Les *Protocoles* constituent un document très curieux et remarquable à maints égards. En dehors de leur machiavélisme à bon marché, leur caractéristique politique essentielle est qu'à leur manière délirante, ils abordent tous les problèmes politiques importants de l'époque. Ils sont antinationaux par principe et décrivent l'État-nation comme un colosse aux pieds d'argile. Ils rejettent la souveraineté nationale et croient, comme Hitler le formula un jour, à un empire mondial sur une base nationale ¹¹⁰² . Ils ne se contentent pas de la révolution dans un pays donné, mais visent à la conquête et à la domination du monde. Ils promettent au peuple qu'indépendamment de la supériorité en nombre, en territoire et en puissance étatique, il pourra réaliser la conquête du monde grâce à la seule organisation. Une partie de leur force de persuasion provient assurément d'éléments de superstition très anciens. L'idée de l'existence ininterrompue d'une secte internationale qui, depuis l'Antiquité, a poursuivi les mêmes objectifs révolutionnaires, est très ancienne ¹¹⁰³ et a joué un rôle dans la littérature politique clandestine depuis la Révolution française, même s'il ne vint à l'idée d'aucun écrivain de la fin du xvin^e siècle que la « secte révolutionnaire », cette « nation particulière [...] au sein de toutes les nations civilisées », pouvait être les Juifs ¹¹⁰⁴ .

Dans les *Protocoles*, c'était le thème d'une conspiration mondiale qui séduisait le plus les masses, car il correspondait parfaitement à la nouvelle situation du pouvoir. (Hitler promit très vite que le mouvement nazi « transcenderait les limites étroites du nationalisme moderne ¹¹⁰⁵ » et, pendant la guerre, des tentatives furent faites, à l'intérieur des SS, pour effacer complètement le mot « nation » du vocabulaire national-socialiste.) Seules, les puissances mondiales semblaient conserver une chance de survie indépendante et une politique mondiale une chance d'obtenir des résultats durables. Il n'est que trop compréhensible qu'une telle situation dût effrayer les petites nations qui ne constituent pas des puissances mondiales. Les *Protocoles* semblaient indiquer une issue qui ne dépendait pas de conditions objectives immuables, mais du seul pouvoir de l'organisation.

La propagande nazie, en d'autres termes, découvrit dans le « Juif supranational parce qu'intensément national ¹¹⁰⁶ » le précurseur du maître allemand du monde, et assura les masses que « les nations qui, les premières, ont vu clair dans le jeu du Juif, et qui, les premières, l'ont combattu, vont prendre sa place pour la domination du monde ¹¹⁰⁷ ». L'illusion d'une domination juive mondiale déjà existante était à la base de l'illusion d'une domination allemande mondiale à venir. C'est à cela que pensait Himmler quand il déclara : « nous devons l'art du gouvernement aux Juifs », c'est-à-dire aux *Protocoles* que « le Führer [avait] appris par cœur ¹¹⁰⁸ ». Ainsi, les *Protocoles* présentaient la conquête du monde comme une possibilité pratique, impliquaient qu'elle n'était qu'une question d'inspiration ou de ruse, et que personne ne faisait obstacle à une victoire allemande sur l'univers entier, sinon un peuple évidemment petit, les Juifs, qui le régentaient sans posséder d'instruments de violence, et qui constituaient donc une proie facile, une fois leur secret percé à jour et leur méthode imitée sur une plus grande échelle.

La propagande nazie rassembla toutes ces perspectives nouvelles et prometteuses en un seul concept, qu'elle appela *JAAsksgemeinschaft*. Cette nouvelle communauté, ébauchée par le mouvement nazi durant la période prétotitaire, se fondait sur l'égalité absolue de tous les Allemands, une égalité non de droits, mais de nature, et sur leur différence absolue par rapport à tous les autres peuples ¹¹⁰⁹. Après la prise du pouvoir, ce concept perdit progressivement de son importance et fit place, d'une part ¹¹¹⁰ à un mépris général pour le peuple allemand (mépris que les nazis avaient toujours nourri, mais qu'auparavant ils ne pouvaient guère exprimer publiquement), et d'autre part à un vif désir d'ouvrir leurs rangs à des « Aryens » d'autres nations, idée qui n'avait joué qu'un rôle insignifiant dans la phase précédente de la propagande nazie ¹¹¹¹. La *Volksgemeinschaft* n'était que la préparation par la propagande d'une société raciale, « aryenne », qui finalement aurait voué à leur perte tous les peuples, y compris les Allemands.

Dans une certaine mesure, la *Volksgemeinschaft* était la tentative nazie de contrer la promesse communiste d'une société sans classes. Le pouvoir de séduction d'une propagande par rapport à l'autre semble évident si nous faisons abstraction de toutes les implications idéologiques. Si l'une et l'autre promettaient de niveler toutes les différences sociales et économiques, la société sans classes supposait évidemment que tout le monde serait rabaissé au niveau d'un ouvrier d'usine, tandis que la *Volksgemeinschaft*, qui supposait une conspiration en vue de la conquête mondiale, permettait d'espérer raisonnablement qu'un jour tous les Allemands pourraient devenir propriétaires d'usine. La *Volksgemeinschaft* présentait cependant un avantage encore supérieur : son établissement ne devait pas attendre un futur hypothétique et ne dépendait pas de conditions objectives ; elle pouvait être réalisée immédiatement dans le monde fictif du mouvement.

L'objectif véritable de la propagande totalitaire n'est pas la persuasion, mais l'organisation – l'« accumulation du pouvoir sans la possession de moyens de violence ¹¹¹² ». À cette fin, l'originalité du contenu idéologique ne peut qu'être considérée comme un obstacle superflu. Ce n'est pas par hasard que les deux mouvements totalitaires de notre temps, si effroyablement « neufs » dans leurs méthodes de domination et ingénieux dans leurs formes d'organisation, n'ont jamais prêché de doctrine nouvelle, n'ont jamais inventé d'idéologie qui ne fût déjà populaire ¹¹¹³ . Les masses ne se laissent pas gagner par les succès passagers de la démagogie, mais par la réalité et la puissance visibles d'une « organisation vivante ¹¹¹⁴ ». Ce ne sont pas les dons éclatants de Hitler comme orateur de masse qui lui assurèrent sa position dans le mouvement ; au contraire, ils conduisirent ses adversaires à le sous-estimer comme un simple démagogue, et Staline fut capable de vaincre le meilleur orateur de la révolution russe ¹¹¹⁵ . Ce qui différencie les leaders totalitaires des dictateurs, c'est plutôt la détermination simpliste et exclusive avec laquelle ils choisissent les éléments d'idéologies existantes les plus propres à devenir les fondements d'un autre monde entièrement fictif. La fiction des *Protocoles* était aussi appropriée que la fiction d'une conspiration trotskiste : l'une et l'autre contenaient un élément plausible – influence occulte des Juifs dans le passé ; lutte pour le pouvoir entre Trotski et Staline – dont même le monde fictif du totalitarisme ne peut impunément se passer. Tout l'art consiste à utiliser, et en même temps à transcender les éléments du réel, d'expériences vérifiables empruntés à la fiction choisie, puis à les généraliser pour les rendre définitivement inaccessibles à tout contrôle de l'expérience individuelle. Grâce à de telles généralisations, la propagande totalitaire établit un monde capable de concurrencer le monde réel, dont le principal désavantage est de ne pas être logique, cohérent et organisé. La cohérence de la fiction et la rigueur de l'organisation permettent finalement à la généralisation de

survivre alors que sont anéantis les mensonges plus spécifiques – le pouvoir des Juifs, après qu'ils furent massacrés sans défense ; la sinistre conspiration mondiale des trotskistes après leur liquidation en Russie soviétique et l'assassinat de Trotski.

L'entêtement avec lequel les dictateurs totalitaires ont absurdement maintenu leurs premiers mensonges ne s'explique pas seulement par une gratitude superstitieuse pour un procédé qui a marché. Au moins dans le cas de Staline, on ne peut expliquer cet entêtement par la psychologie du menteur dont le succès même fait de lui sa dernière victime. Une fois que ces slogans de propagande sont intégrés à une « organisation vivante », ils ne peuvent être éliminés sans risquer de ruiner la structure dans son ensemble. La propagande totalitaire transforma l'affirmation d'une conspiration juive mondiale : d'un sujet objectif et ouvert à la discussion, elle fît l'élément clé de la réalité nazie. L'important, c'est que les nazis *agissaient* comme si le monde était dominé par les Juifs et avait besoin d'une contre-conspiration pour se défendre. Pour eux, le racisme n'était plus une théorie contestable à la valeur scientifique douteuse, il était mis en œuvre quotidiennement dans les fonctionnements de la hiérarchie d'une organisation politique dans le cadre de laquelle il aurait été « irréaliste » de le mettre en question. De même, le bolchevisme n'a plus besoin de l'emporter dans une discussion sur la lutte des classes, l'internationalisme et le rapport inconditionnel entre l'intérêt du prolétariat et celui de l'Union soviétique ; le fonctionnement de l'organisation du Komintern est plus convaincant que ne saurait l'être n'importe quel argument purement idéologique.

La raison fondamentale de la supériorité de la propagande totalitaire sur la propagande des autres partis et mouvements est que son contenu, au moins pour les membres du mouvement, n'est plus un problème objectif à propos duquel les gens peuvent avoir une opinion, mais est devenu dans leur vie un élément aussi réel et intangible que les règles de l'arithmétique. L'organisation de la texture entière de la vie

conformément à une idéologie ne peut être complètement menée à bien que sous un régime totalitaire. Dans l'Allemagne nazie, mettre en question la validité du racisme et de l'antisémitisme, quand rien n'importait que l'origine raciale, quand une carrière dépendait d'une physionomie « aryenne » (Himmler sélectionnait les candidats SS sur photographies) et que l'on recevait plus ou moins à manger selon le nombre de grands-parents juifs qu'on avait, c'était comme si on mettait en question l'existence du monde.

Il est inutile de démontrer les avantages d'une propagande qui, constamment, « ajoute la puissance de l'organisation ¹¹¹⁶ » à la voix faible et peu fiable de l'argumentation et réalise, pour ainsi dire instantanément, tout ce qu'elle avance. Inattaquable par des arguments fondés sur une réalité que les mouvements promettaient de changer, inattaquable par une contre-propagande disqualifiée du seul fait qu'elle relève ou prend la défense d'un monde que les masses désemparées ne peuvent ni ne veulent accepter, elle ne peut être réfutée que par une réalité autre, plus forte ou meilleure.

C'est à l'heure de la défaite que la faiblesse inhérente à la propagande totalitaire devient visible. Privés de la force du mouvement, ses membres cessent immédiatement de croire au dogme pour lequel hier encore ils étaient prêts à sacrifier leur vie. Au moment où le mouvement, c'est-à-dire le monde fictif qui les abritait, est détruit, les masses retournent à leur ancien statut d'individus isolés qui, ou bien sont heureux d'accepter une nouvelle fonction dans un monde changé, ou bien retombent dans leur ancien caractère superflu et désespéré. Les membres de mouvements totalitaires, profondément fanatiques aussi longtemps qu'existe le mouvement, ne suivront pas l'exemple du fanatisme religieux pour mourir en martyrs (même s'ils n'ont été que trop enclins à mourir en robots ¹¹¹⁷). Ils abandonneront tranquillement le mouvement comme un mauvais pari et se mettront en quête d'une nouvelle fiction prometteuse, ou bien attendront que l'ancienne fiction

recouvre assez de force pour lancer un nouveau mouvement de masse.

Les Alliés essayèrent vainement de trouver un seul nazi avoué et convaincu parmi le peuple allemand, dont 90 % avaient probablement été des sympathisants sincères à un moment ou à un autre ; ce fait ne doit pas être interprété simplement comme un signe de faiblesse humaine ou d'opportunisme grossier. Le nazisme, en tant qu'idéologie, avait été si complètement « réalisé » que son contenu cessait d'exister comme ensemble autonome de doctrines, qu'il perdait, pour ainsi dire, son existence intellectuelle : la destruction de la réalité n'a donc presque rien laissé derrière elle, à commencer par le fanatisme des croyants.

II. L'ORGANISATION TOTALITAIRE

Les formes de l'organisation totalitaire, contrairement à leur contenu idéologique et aux slogans de la propagande, sont complètement nouvelles ¹¹¹⁸. Elles sont destinées à traduire les mensonges de la propagande, ourdis à partir d'une fiction centrale – la conspiration des Juifs, ou des trotskistes, ou des deux cents familles, etc. –, en une réalité agissante ; à édifier, même dans des circonstances non totalitaires, une société dont les membres agissent et réagissent conformément aux règles d'un monde fictif. Contrairement aux partis et aux mouvements apparemment similaires, à tendance fasciste ou socialiste, nationaliste ou communiste, qui tous étayent leur propagande par le terrorisme dès qu'ils ont atteint un certain degré d'extrémisme (qui dépend surtout du degré de désespoir de leurs membres), le mouvement totalitaire prend vraiment sa propagande au sérieux, sérieux qui s'exprime de façon beaucoup plus effrayante par l'organisation de ses partisans que par la liquidation physique de ses adversaires. Organisation et propagande (plutôt que terreur et propagande) représentent les deux faces de la médaille ¹¹¹⁹.

Dans la phase qui précède la prise du pouvoir, la technique la plus originale consiste à créer des organisations de façade et

à faire une distinction entre membres du parti et sympathisants. Comparés à cette invention, d'autres traits typiquement totalitaires, comme la nomination des fonctionnaires par le sommet et la monopolisation finale des nominations par un seul homme, sont d'importance secondaire. Le prétendu « principe du chef » n'est pas totalitaire en soi ; il a emprunté à l'autoritarisme et à la dictature militaire certains traits qui ont puissamment contribué à obscurcir et à minimiser le phénomène d'essence totalitaire. Si les fonctionnaires nommés par le sommet possédaient une autorité et une responsabilité réelles, nous aurions affaire à une structure hiérarchique dans laquelle l'autorité et le pouvoir sont délégués et régis par des lois. En gros, il en va de même pour l'organisation d'une armée et pour la dictature militaire calquée sur le même modèle ; dans ce cas, le pouvoir absolu de commandement, du sommet à la base, et l'obéissance absolue, de la base au sommet, correspondent à la situation du danger extrême dans le combat, et c'est précisément pour cette raison qu'ils ne sont pas totalitaires. Une chaîne de commandement hiérarchiquement organisée signifie que le pouvoir de celui qui commande dépend de l'ensemble du système hiérarchique dans lequel il opère. Toute hiérarchie, si autoritaire qu'en soit la direction, toute chaîne de commandement, si arbitraire ou dictatorial que soit le contenu de ses ordres, tend à stabiliser, et aurait limité le pouvoir total du chef d'un mouvement totalitaire ¹¹²⁰ . Dans le langage nazi, c'est la « volonté du Führer », jamais en repos, dynamique, qui devient la « loi suprême » dans un État totalitaire – et non pas ses ordres, expression qui pourrait impliquer une autorité fixée et circonscrite ¹¹²¹ . Le principe du chef ne développe son caractère totalitaire qu'à partir de la position où le mouvement totalitaire, grâce à son organisation unique, place le chef – à partir de l'importance fonctionnelle du chef pour le mouvement. D'ailleurs, dans le cas de Hitler comme dans celui de Staline, le principe du chef proprement dit ne s'est cristallisé

qu'assez lentement, parallèlement à la « totalitarisation » progressive du mouvement ¹¹²² .

La naissance de cette nouvelle structure organisationnelle est obscurcie par un anonymat qui contribue grandement à la bizarrerie du phénomène dans son ensemble. Nous ne savons pas qui décida le premier d'organiser les compagnons de route au sein d'organisations de façade, qui vit le premier dans les masses vaguement sympathisantes – sur lesquelles tous les partis comptaient le jour des élections, mais qu'ils considéraient comme trop flottantes pour devenir des membres du parti – non seulement un réservoir où puiser des membres pour le parti, mais une force décisive en elle-même. Les premières organisations de sympathisants d'inspiration communiste, comme les Amis de l'Union soviétique ou les associations du Secours rouge, devinrent des organisations de façade, mais n'étaient à l'origine ni plus ni moins que ce que leur nom indiquait : un rassemblement de sympathisants destiné à fournir une aide financière ou autre (par exemple, juridique). Hitler fut le premier à déclarer que chaque mouvement devrait diviser les masses gagnées par la propagande en deux catégories, sympathisants et membres du parti. La chose est assez intéressante en elle-même ; ce qui est encore plus significatif, c'est que Hitler fondait cette division sur une philosophie plus générale, suivant laquelle, la plupart des gens étant trop paresseux et lâches pour dépasser le pur aperçu théorique, seule une minorité est prête à se battre pour ses convictions ¹¹²³ . Par conséquent, Hitler fut le premier à imaginer la politique délibérée consistant à grossir constamment les rangs des sympathisants, tout en maintenant le nombre des membres du parti à l'intérieur de limites strictes ¹¹²⁴ . Cette idée d'une minorité de membres du parti entourée d'une majorité de sympathisants est très proche de la réalité ultérieure des organisations de façade – un terme qui exprime leur fonction ultime de manière très appropriée, et indique le rapport qui existe entre membres du parti et sympathisants, à

l'intérieur même du mouvement. Car les organisations de façade, regroupant les sympathisants, ne sont pas moins essentielles au fonctionnement du mouvement que ses membres proprement dits.

Les organisations de façade entourent les membres du mouvement d'un mur protecteur qui les sépare du monde extérieur, du monde normal ; en même temps, elles constituent avec cette normalité un trait d'union sans lequel les membres, avant la prise du pouvoir, sentiraient de façon trop aiguë les différences qui séparent leurs croyances et celles des gens normaux, leurs propres fictions mensongères et la réalité du monde normal. L'ingéniosité de cette technique, tout au long de la lutte du mouvement pour conquérir le pouvoir, tient à ce que les organisations de façade ne se contentent pas d'isoler les membres, mais leur offrent un semblant de normalité extérieur qui atténue le choc de la vraie réalité plus efficacement que le simple endoctrinement. C'est la différence entre sa propre attitude et celle du compagnon de route qui confirme un nazi ou un Bolchevik dans sa croyance à l'explication fictive du monde : après tout, le compagnon de route a les mêmes convictions, quoique d'une façon plus « normale », c'est-à-dire moins fanatique et plus confuse. Aussi le membre du parti a-t-il l'impression que quiconque ne lui a pas été désigné expressément comme un ennemi (un Juif, un capitaliste, etc.) est de son côté, que le monde est plein d'alliés secrets qui, simplement, n'ont pas encore la force d'esprit ou de caractère nécessaire pour tirer les conclusions logiques de leurs propres convictions

1125 .

D'un autre côté, le reste du monde a généralement un premier aperçu de ce qu'est un mouvement totalitaire via les organisations de façade de celui-ci. Les sympathisants, qui selon toute apparence sont encore d'inoffensifs citoyens dans une société non totalitaire, ne peuvent guère être qualifiés de fanatiques obstinés ; grâce à eux, les mouvements rendent acceptables leurs mensonges les plus fantastiques, et peuvent

répandre leur propagande sous des formes atténuées et plus respectables, jusqu'à ce que toute l'atmosphère soit empoisonnée d'éléments totalitaires qu'on ne peut guère recon-

naître comme tels, mais qui semblent être des réactions ou des opinions politiques normales. Les organisations de compagnons de route entourent les mouvements totalitaires d'un brouillard de normalité et de respectabilité qui trompe les adhérents sur le vrai caractère du monde extérieur, et le monde extérieur sur le vrai caractère du mouvement. L'organisation de façade a une double fonction : façade du mouvement totalitaire aux yeux du monde non totalitaire, et façade de ce monde aux yeux de la hiérarchie interne du mouvement.

Encore plus frappant que cette relation est le fait qu'elle se répète à différents niveaux, à l'intérieur même du mouvement. Tout comme les membres du parti sont liés aux compagnons de route et séparés d'eux, les formations d'élite du mouvement sont liées aux membres ordinaires et séparées d'eux. Si le compagnon de route semble être un habitant normal du monde extérieur, qui a adopté la croyance totalitaire comme on peut adopter le programme d'un parti ordinaire, le membre ordinaire du mouvement nazi ou bolchevique appartient encore, à maints égards, au monde environnant : ses rapports professionnels et sociaux ne sont pas encore complètement déterminés par son appartenance au parti, quoiqu'il sache peut-être – contrairement au simple sympathisant – qu'en cas de conflit entre son allégeance au parti et sa vie privée, c'est la première qui est censée l'emporter. D'un autre côté, le membre d'un groupe militant s'identifie absolument au mouvement ; il n'a pas de profession ni de vie privée qui en soient indépendantes. Et de même que les sympathisants constituent autour des membres un mur protecteur et représentent le monde extérieur à leurs yeux, de même les membres ordinaires entourent les groupes militants et représentent pour eux le monde normal.

Avantage précis de cette structure : elle amortit le choc d'un des dogmes totalitaires fondamentaux selon lequel, l'univers étant divisé en deux gigantesques camps dont l'un est le mouvement, le mouvement peut et doit combattre le monde entier – exigence qui ouvre la voie à l'agressivité aveugle des régimes totalitaires. Grâce à une hiérarchie soigneusement graduée du militantisme, dans laquelle chaque échelon représente pour l'échelon supérieur l'image du monde non totalitaire, parce qu'il est moins militant et que ses membres sont moins totalement organisés, le choc de la terrifiante et monstrueuse dichotomie totalitaire est dévié et l'on n'en prend jamais complètement conscience ; ce genre d'organisation empêche ses membres d'être jamais directement confrontés avec le monde extérieur, dont l'hostilité demeure pour eux une pure présomption idéologique. Ils sont si bien protégés contre la réalité du monde non totalitaire qu'ils sous-estiment constamment les risques énormes de la politique totalitaire.

Il ne fait pas de doute que les mouvements totalitaires attaquent le statu quo plus radicalement qu'aucun des précédents partis révolutionnaires. Ils peuvent se permettre cet extrémisme, apparemment si impropre aux organisations de masse, parce que leur organisation offre un substitut provisoire à la vie ordinaire, située en dehors de la politique, que le totalitarisme cherche en fait à abolir. Tout l'univers des rapports sociaux apolitiques, dont le « révolutionnaire professionnel » devait se couper ou qu'il devait accepter tel quel, existe à l'intérieur du mouvement sous la forme des groupes les moins militants ; dans ce monde hiérarchiquement organisé, les combattants de la conquête et de la révolution mondiales ne sont jamais exposés au choc que produit inmanquablement le contraste entre les croyances « révolutionnaires » et le monde « normal ». La raison pour laquelle les mouvements, dans la phase révolutionnaire qui précède la prise du pouvoir, peuvent attirer tant de philistins, est que leurs membres vivent dans un paradis de normalité trompeur ; les

membres du parti sont entourés par le monde normal des sympathisants, et les formations d'élite par le monde normal des membres ordinaires.

Autre avantage du schéma totalitaire : il peut se répéter indéfiniment et maintient l'organisation dans un état de fluidité qui lui permet d'insérer constamment de nouvelles couches et de définir de nouveaux degrés de militantisme. Toute l'histoire du parti nazi peut se résumer à celle des formations nouvelles à l'intérieur du mouvement nazi. Les SA, les Sections d'assaut (créées en 1922), furent la première formation nazie censée être plus militante que le parti lui-même ¹¹²⁶ ; en 1926, les SS furent créés en tant que formation d'élite des SA ; trois ans plus tard, les SS étaient séparés des SA et placés sous le commandement de Himmler ; il ne fallut à Himmler que quelques années de plus pour répéter le même manège à l'intérieur des SS. L'un après l'autre, chaque corps étant plus militant que son prédécesseur, on vit naître, d'abord les troupes de choc ¹¹²⁷ , puis les unités SS *Totenkopf* (« troupes chargées de la garde des camps de concentration »), qui furent plus tard fusionnées pour former les *Waffen-SS*, enfin le Service de sécurité (« service de renseignement idéologique du parti », chargé d'exécuter la « politique de peuplement négatif ») et le Bureau pour les questions de race et de colonisation (*Rasse und Siedlungswesen*) dont les tâches étaient d'« ordre positif » – tous ces corps s'étant développés à partir de la SS – Générale, dont les membres, sauf le *FührerKorps*, de rang plus élevé, conservaient leurs occupations civiles. Par rapport à toutes ces formations nouvelles, le membre de la SS-Générale se trouvait maintenant dans la situation du SA par rapport au SS, du membre du parti par rapport au SA, ou du membre d'une organisation de façade par rapport au membre du parti ¹¹²⁸ . La SS-Générale était désormais chargée non seulement de « sauvegarder les [...] incarnations de l'idée nationale-socialiste », mais aussi de « protéger les membres de tous les cadres des SS spéciaux pour qu'ils ne se coupent pas du mouvement lui-même ¹¹²⁹ ».

Cette hiérarchie fluctuante, insérant constamment de nouvelles couches et déplaçant l'autorité, nous est bien connue par l'exemple des organismes secrets, police secrète ou services d'espionnage, où de nouveaux contrôles sont toujours nécessaires pour contrôler les contrôleurs. Dans la phase qui précède la prise du pouvoir, l'espionnage total n'est pas encore possible ; mais la hiérarchie fluctuante, analogue à celle des services secrets, permet, même sans pouvoir effectif, de rétrograder tout échelon ou groupe qui vacille ou donne des signes de relâchement, simplement en intercalant une nouvelle couche plus extrémiste, ce qui pousse automatiquement le groupe ancien vers l'organisation de façade et l'éloigne du centre du mouvement. Ainsi, les formations d'élite nazies étaient avant tout des organisations internes du parti : les SA accédèrent à la position de superparti lorsque le parti sembla perdre de sa radicalité, et furent à leur tour, et pour des raisons similaires, coiffés par les SS.

La valeur militaire des formations d'élite totalitaires, notamment des SA et des SS, est, fréquemment exagérée, tandis que leur signification purement interne au parti a été quelque peu négligée. Aucune des organisations fascistes (Chemises noires, etc.) ne fut créée dans un but spécifiquement défensif ou agressif, bien qu'on alléguât généralement comme prétexte la défense des chefs ou des membres ordinaires du parti. La forme paramilitaire de ces groupes d'élite nazis et fascistes venait de leur création comme « instruments de la lutte idéologique du mouvement ¹¹³⁰ » contre le pacifisme répandu en Europe après la Première Guerre mondiale. Dans un but totalitaire, il était beaucoup plus important d'établir, comme « expression d'une attitude agressive ¹¹³¹ », une fausse armée qui ressemblait d'aussi près que possible à l'armée fantôme des pacifistes (incapables de comprendre la place constitutionnelle d'une armée à l'intérieur du corps politique, les pacifistes avaient dénoncé toutes les formations militaires comme étant des bandes d'assassins volontaires), plutôt que d'avoir une troupe

de soldats bien entraînés. Si les SA et les SS étaient des organisations exemplaires pour la violence et le meurtre arbitraires, elles étaient loin d'être aussi bien entraînées que la Reichswehr noire ¹¹³², et n'étaient pas équipées pour combattre des troupes régulières. Dans l'Allemagne de l'après-guerre, la propagande militariste était plus populaire que l'entraînement militaire, et les uniformes n'augmentaient pas la valeur militaire des troupes paramilitaires, quoiqu'ils fussent utiles pour indiquer clairement qu'étaient abolis critères et morale civils ; apparemment, ces uniformes soulageaient considérablement la conscience des meurtriers, et les rendaient encore plus réceptifs à l'obéissance sans contestation et à l'autorité incontestée. En dépit de cet attirail militariste, la faction interne du parti nazi, qui était d'abord nationaliste et militariste et considérait donc les troupes paramilitaires, non comme de simples formations du parti, mais comme une extension illégale de la Reichswehr (laquelle avait été limitée, aux termes du traité de Versailles), fut la première à être liquidée. Rôhm, qui commandait les Sections d'assaut, avait effectivement rêvé d'incorporer ses SA dans la Reichswehr après que les nazis eurent pris le pouvoir, et négocié à cet effet. Il fut supprimé par Hitler parce qu'il essayait de transformer le nouveau régime nazi en dictature militaire ¹¹³³. Hitler avait clairement montré, plusieurs années auparavant, que le mouvement nazi ne désirait pas une telle évolution, lorsqu'il destitua Rôhm – un vrai soldat, que son expérience dans la guerre et dans l'organisation de la Reichswehr noire aurait rendu indispensable à un programme sérieux de préparation militaire – de sa fonction de chef des SA, et choisit Himmler, qui ignorait tout des problèmes militaires, pour réorganiser les SS.

En dehors de l'importance des formations d'élite pour l'organisation du mouvement (elles renfermaient le noyau changeant du militantisme), leur caractère paramilitaire doit être compris en rapport avec d'autres organisations professionnelles du parti, comme celles des enseignants, des

avocats, des médecins, des étudiants, des universitaires, des techniciens et des ouvriers. Toutes ces organisations étaient avant tout des répliques d'associations professionnelles, non totalitaires, existantes : elles étaient paraprofessionnelles, comme les sections d'assaut étaient paramilitaires. De manière caractéristique, plus les partis communistes européens devenaient clairement des branches d'un mouvement bolchevique dirigé par Moscou et plus, eux aussi, ils utilisaient leurs organisations de façade pour concurrencer les groupes purement professionnels existants. À cet égard, la seule différence entre les nazis et les Bolcheviks était que les nazis avaient une tendance prononcée à considérer ces formations para – professionnelles comme appartenant à l'élite du parti, tandis que les communistes préféraient y recruter les effectifs de leurs organisations de façade. Pour les mouvements, l'important consiste, avant même qu'ils s'emparent du pouvoir, à donner l'impression que tous les éléments de la société sont représentés dans leurs rangs. (L'objectif ultime de la propagande nazie était d'organiser l'ensemble du peuple allemand en autant de sympathisants ¹¹³⁴.) Les nazis poussèrent ce petit jeu encore plus loin, créant une série de faux ministères modelés sur l'administration normale de l'État, tels que leur propre ministère des affaires étrangères, de l'éducation, de la culture, du sport, etc. Aucune de ces institutions n'avait plus de valeur professionnelle que l'imitation de l'armée représentée par les sections d'assaut, mais elles créaient ensemble un monde parfait d'apparences, dans lequel chaque réalité du monde non totalitaire avait sa réplique servile et charlatanesque.

Cette technique de duplication, certainement sans valeur pour renverser directement le régime, s'avérait extrêmement fructueuse pour miner l'activité des institutions existantes, et pour cette « décomposition du statu quo ¹¹³⁵ » que les organisations totalitaires préfèrent toujours à une démonstration de force ouverte. Si la tâche des mouvements est

bien de « forer leur chemin, comme des polypes, vers toutes les positions de pouvoir ¹¹³⁶ », alors ils doivent se tenir prêts à occuper n'importe quelle position sociale ou politique spécifique. En accord avec leur revendication de la domination totale, chaque groupe organisé de la société non totalitaire est ressenti comme un défi spécifique au mouvement, qui doit le détruire ; chacun requiert, pour ainsi dire, un instrument de destruction spécifique. La valeur pratique des fausses organisations fut mise en lumière lorsque les nazis s'emparèrent du pouvoir et se montrèrent immédiatement prêts à détruire les organisations d'enseignants existantes au moyen d'une autre organisation d'enseignants, les cercles d'avocats existants au moyen d'un cercle d'avocats patronné par les nazis, etc. Ils pouvaient changer, du jour au lendemain, toute la structure de la société allemande – et non la seule vie politique – précisément parce qu'ils en avaient préparé la contrepartie exacte dans leurs propres rangs. À cet égard, la tâche des formations paramilitaires fut achevée lorsque, dans la dernière phase de la guerre, il fut possible de placer la hiérarchie militaire régulière sous l'autorité de généraux SS. Cette technique de « coordination » se révéla aussi ingénieuse et irrésistible que la détérioration du niveau professionnel fut rapide et radicale, quoique ces résultats se fissent plus immédiatement sentir dans le domaine hautement technique et spécialisé de la guerre que nulle part ailleurs.

Si l'importance des formations paramilitaires pour les mouvements totalitaires ne se situe pas dans leur douteuse valeur militaire, elle ne réside pas non plus complètement dans leur imitation factice de l'armée régulière. En tant que formation d'élite, elles sont plus nettement coupées du monde extérieur que n'importe quel autre groupe. Les nazis comprirent très tôt qu'il existait un lien étroit entre le militantisme total et la séparation totale d'avec la normalité ; les sections d'assaut n'étaient jamais affectées près de leur lieu de résidence, et les cadres en activité des SA, avant la prise du

pouvoir, et des SS, sous le régime nazi, étaient si mobiles et si fréquemment permutés qu'il leur était absolument impossible de s'habituer à aucune autre partie du monde ordinaire et de s'y enraciner ¹¹³⁷ . Ils étaient organisés sur le modèle des gangs criminels, et utilisés pour le meurtre organisé ¹¹³⁸ . On faisait étalage de ces meurtres en public, et la haute hiérarchie nazie les reconnaissait officiellement si bien que la complicité ouverte interdisait presque aux membres du mouvement de quitter celui-ci, même sous le régime non totalitaire et même s'ils n'avaient pas été menacés, comme c'était le cas, par leurs anciens camarades. À cet égard, la fonction des formations d'élite est exactement opposée à celle des organisations de façade : tandis que ces dernières prêtent au mouvement un air de respectabilité et inspirent confiance, les premières, en étendant la complicité, rendent chaque membre du parti conscient qu'il a quitté pour de bon le monde normal, qui met le meurtre hors la loi, et qu'on le tiendra responsable de tous les crimes commis par l'élite ¹¹³⁹ . Ceci se réalise même avant la prise du pouvoir, lorsque les dirigeants revendiquent systématiquement la responsabilité de tous les crimes et affirment sans aucune ambiguïté qu'ils sont commis pour le bien suprême du mouvement.

La création artificielle de conditions de guerre civile, qui permit aux nazis de parvenir au pouvoir par le chantage, a plus que l'avantage évident de fomenter des troubles. Pour le mouvement, la violence organisée est le plus efficace des nombreux murs protecteurs qui entourent son univers fictif, dont la « réalité » est prouvée une fois qu'un membre craint de quitter le mouvement plus qu'il ne craint les conséquences de sa complicité dans des actions illégales, et se sent plus en sécurité en tant que membre qu'en tant qu'opposant. Ce sentiment de sécurité, résultant de la violence organisée au moyen de laquelle les formations d'élite protègent du monde extérieur les membres du parti, est aussi important pour l'intégrité du monde fictif de l'organisation que la crainte de sa terreur.

Au centre du mouvement, tel le moteur qui lui donne l'impulsion, se trouve le Chef. Il est coupé de la formation d'élite par le cercle intérieur des initiés qui répandent autour de lui une aura de mystère impénétrable correspondant à sa « prépondérance intangible ¹¹⁴⁰ ». Sa position à l'intérieur de ce cercle intime dépend de son habileté à ourdir des intrigues parmi ses membres et de son adresse à changer sans cesse de personnel. Il doit son ascension au sommet à son extrême habileté à manipuler les luttes de pouvoir internes du parti, plutôt qu'à des qualités de démagogie ou d'organisation bureaucratique. Il se distingue des types antérieurs de dictateurs en ce qu'il l'emporte rarement par la simple violence. Hitler n'avait besoin ni des SA ni des SS pour assurer sa position de chef du mouvement nazi ; au contraire, Rôhm, chef des SA et à même de compter sur leur loyauté à sa personne, était l'un des ennemis de Hitler à l'intérieur du parti. Staline l'emporta sur Trotski, qui non seulement jouissait d'une popularité bien plus grande auprès des masses, mais détenait aussi, en tant que chef de l'armée Rouge, la puissance potentielle la plus importante de la Russie soviétique de l'époque ¹¹⁴¹ . De plus, ce n'était pas Staline, mais Trotski, qui avait le plus grand talent d'organisateur, qui était le bureaucrate le plus habile de la révolution russe ¹¹⁴² . D'un autre côté, Hitler comme Staline étaient des maîtres du détail et se consacrèrent, au début de leur carrière, presque exclusivement aux questions de personnel, si bien qu'au bout de quelques années il ne resta guère d'homme en vue qui ne leur dû sa place ¹¹⁴³ .

Bien qu'elles soient un préalable absolu au début d'une carrière de ce genre et soient loin d'être sans signification par la suite, de telles qualités personnelles cessent d'être décisives lorsqu'un mouvement totalitaire a été édifié, a établi le principe que « la volonté du Führer est la loi du parti », et lorsque toute sa hiérarchie a été efficacement entraînée à une seule fin – communiquer rapidement la volonté du Chef à tous les échelons. Cela accompli, le Chef est irremplaçable parce que

toute la structure compliquée du mouvement perdrait sa *raison* (*Pêtre** sans ses ordres. Désormais, en dépit des éternelles cabales de la clique intérieure et des incessantes mutations de personnel, en dépit de ce qu'elles accumulent en fait de haine, d'amertume et de ressentiment personnel, la position du Chef demeure assurée contre des révolutions de palais chaotiques, non pas en vertu de ses dons supérieurs, à propos desquels, souvent, son entourage immédiat ne se fait guère d'illusions, mais à cause de la conviction sincère et raisonnable de ce même entourage que, sans lui, tout serait aussitôt perdu.

La tâche suprême du Chef est d'incarner la double fonction qui caractérise toutes les couches du mouvement – d'agir comme le défenseur magique du mouvement contre le monde extérieur ; et, en même temps, d'être le pont qui relie le mouvement à celui-ci. Le Chef représente le mouvement d'une façon complètement différente de tous les dirigeants ordinaires de partis ; il revendique personnellement la responsabilité de tous les actes, faits ou méfaits commis par n'importe quel membre ou fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. Cette responsabilité totale constitue, sur le plan de l'organisation, l'aspect le plus important de ce qu'on appelle le principe du Chef, selon lequel chacun des cadres, non content d'être nommé par le Chef, en est la vivante incarnation, et chacun des ordres est censé émaner de cette unique source toujours présente. Cette identification complète du Chef avec tous les sous-chefs qu'il a nommés, et ce monopole de la responsabilité pour tout ce qui se fait, sont aussi les signes les plus évidents de la différence décisive entre un dirigeant totalitaire et un dictateur ou un despote ordinaire. Un tyran ne s'identifierait jamais à ses subordonnés, encore moins à chacun de leurs actes ¹¹⁴⁴ ; il se pourrait qu'il les utilise comme boucs émissaires et qu'il soit heureux de les voir critiqués afin de s'épargner à lui-même la colère populaire, mais il maintiendrait toujours une distance absolue à l'égard de tous ses subordonnés et de tous ses sujets. Le Chef, au contraire, ne peut tolérer qu'on critique ses

subordonnés, puisqu'ils agissent toujours en son nom ; s'il veut corriger ses propres erreurs, il doit liquider ceux qui les exécutèrent ; s'il veut imputer ses fautes à d'autres, il doit les tuer ¹¹⁴⁵ . Car, dans le cadre de cette organisation, une faute ne peut être qu'une fraude : l'incarnation du Chef par un imposteur.

Cette responsabilité totale pour tout ce qu'accomplit le mouvement et cette identification totale avec chacun de ses responsables ont une conséquence très pratique : jamais personne n'a l'expérience d'une situation où il doit être responsable de ses propres actes ou peut en expliquer les raisons. Puisque le Chef a monopolisé le droit et la possibilité de l'explication, il apparaît au monde extérieur comme la seule personne qui sait ce qu'elle fait, c'est-à-dire comme le seul représentant du mouvement avec lequel on peut encore parler en termes non totalitaires et qui, critiqué ou contesté, ne peut dire : Ne vous adressez pas à moi, adressez-vous au Chef. Étant au centre du mouvement, le Chef peut agir comme s'il était au-dessus de lui. Il est donc parfaitement compréhensible (et parfaitement futile) que les gens de l'extérieur placent leurs espoirs, à diverses reprises, dans une conversation personnelle avec le Chef lui-même lorsqu'ils doivent traiter avec des mouvements ou des gouvernements totalitaires. Le véritable mystère du Chef totalitaire réside dans une organisation qui lui permet d'assumer la responsabilité totale de tous les crimes commis par les formations d'élite du mouvement *et* de revendiquer simultanément la respectabilité honnête et innocente du plus naïf de ses compagnons de route ¹¹⁴⁶ .

On a appelé les mouvements totalitaires « des sociétés secrètes établies au grand jour ¹¹⁴⁷ ». En effet, si peu que nous connaissions la structure sociologique et l'histoire récente des sociétés secrètes, la structure des mouvements, sans précédent si on la compare aux partis et aux factions, nous rappelle avant tout certains caractères saillants des sociétés secrètes ¹¹⁴⁸ . Les sociétés secrètes, elles aussi, forment des hiérarchies suivant les

degrés d'« initiation », règlent la vie de leurs membres selon une croyance secrète et fictive qui fait que toutes choses semblent être autres, adoptent une stratégie de mensonge cohérent pour tromper les masses extérieures non initiées, exigent une obéissance aveugle de leurs membres, unis par l'allégeance à un chef souvent inconnu et toujours mystérieux, lui-même entouré ou censé être entouré d'un petit groupe d'initiés, eux-mêmes entourés par les semi-initiés qui créent une « zone tampon » contre l'hostilité du monde profane ¹¹⁴⁹ . Avec les sociétés secrètes, les mouvements totalitaires ont aussi en commun la division dualiste du monde entre les « frères de sang jurés » et une masse indistincte, inarticulée, d'ennemis jurés ¹¹⁵⁰ . Cette distinction, fondée sur l'hostilité absolue au monde environnant, est très différente de la tendance des partis ordinaires qui consiste à distinguer ceux qui en font partie et les autres. Les partis et les sociétés ouvertes, en général, ne considèrent comme leurs ennemis que ceux qui s'opposent expressément à eux, alors que le principe des sociétés secrètes a toujours été « quiconque n'est pas expressément inclus, est exclu ¹¹⁵¹ ». Ce principe ésotérique ne semble nullement convenir aux organisations de masse ; pourtant, les nazis donnèrent à leurs membres l'équivalent, au moins psychologique, du rituel d'initiation des sociétés secrètes lorsque, au lieu d'interdire simplement le parti aux Juifs, ils exigèrent de leurs membres une preuve d'ascendance non juive et construisirent une machine compliquée pour faire la lumière sur la ténébreuse origine de quelque 80 millions d'Allemands. On assista bien entendu à une comédie, d'ailleurs coûteuse, lorsque 80 millions d'Allemands se mirent en quête d'un grand-père juif ; mais chacun sortit de l'examen avec le sentiment d'appartenir à un groupe d'inclus qui se détachait sur une multitude imaginaire d'exclus. Le même principe se voit confirmé dans le mouvement bolchevique par les purges à répétition dans le parti, qui réaffirment son sentiment d'inclusion à quiconque n'est pas exclu.

Peut-être la ressemblance la plus frappante entre les sociétés secrètes et les mouvements totalitaires réside-t-elle dans le rôle du rituel. À cet égard, les défilés sur la place Rouge à Moscou ne sont pas moins caractéristiques que les cérémonies pompeuses des journées du parti à Nuremberg. Au centre du rituel nazi se trouvait la prétendue « bannière du sang », et au centre du rituel bolchevique se trouve le cadavre momifié de Lénine, l'une comme l'autre introduisant dans la cérémonie un puissant élément d'idolâtrie. Une telle idolâtrie n'est guère une preuve – comme on le dit quelquefois – de tendances pseudo-religieuses ou hérétiques. Les « idoles » sont de simples procédés d'organisation, rendus familiers par le rituel des sociétés secrètes, qui effrayaient aussi leurs membres afin qu'ils gardent le secret, au moyen de symboles terrifiants qui imposaient le respect. Il est évident que l'expérience commune d'un rituel secret unit plus solidement que la connaissance commune du secret lui-même. Le fait que le secret des mouvements totalitaires soit exposé au grand jour ne change pas nécessairement la nature de cette expérience [1152](#).

Bien entendu, ces ressemblances ne sont pas accidentelles ; elles ne peuvent simplement s'expliquer par le fait que Hitler et Staline avaient tous deux appartenu à des sociétés secrètes modernes avant de devenir des chefs totalitaires – Hitler au service secret de la Reichswehr, et Staline à l'appareil de conspiration du parti bolchevique. Dans une certaine mesure, elles sont le résultat naturel de la conspiration fictive du totalitarisme, dont les organisations ont été théoriquement fondées pour contrer des sociétés secrètes – la société secrète des Juifs ou la « société conspiratrice » des trotskistes. Ce qui est remarquable, c'est plutôt que les organisations totalitaires aient pu emprunter tant de procédés d'organisation aux sociétés secrètes, sans jamais essayer de garder secret leur propre objectif. Les nazis voulaient conquérir le monde, déporter les peuples « étrangers par la race » et exterminer ceux qui avaient un « héritage biologique inférieur », les Bolcheviks, eux,

travaillent à la révolution mondiale : ce ne fut jamais un secret ; ces buts, au contraire, firent toujours partie de leur propagande. En d'autres termes, les mouvements totalitaires imitent tout l'attirail des sociétés secrètes, mais le vident de la seule chose qui pouvait excuser, ou était censée excuser, leurs méthodes – la nécessité de sauvegarder un secret.

À cet égard comme à tant d'autres, le nazisme et le bolchevisme parvinrent au même résultat, dans leur organisation, à partir de prémisses historiques très différentes. Les nazis commencèrent par une fiction de conspiration et se modelèrent, plus ou moins consciemment, sur l'exemple de la société secrète des Sages de Sion, tandis que les Bolcheviks, issus d'un parti révolutionnaire dont l'objectif était la dictature du parti unique, passèrent d'une phase où le parti était « tout à fait à part et au-dessus de tout », au moment où le Politburo était « entièrement à part et au-dessus de tout ¹¹⁵³ » ; finalement, Staline imposa à cette structure du parti la rigidité des règles totalitaires de son appareil et ne découvrit qu'alors le besoin d'une fiction centrale pour maintenir la discipline de fer d'une société secrète dans les conditions d'une organisation de masse. Le développement nazi est peut-être plus logique, plus cohérent en lui-même, mais l'histoire du parti bolchevique illustre mieux le caractère essentiellement fictif du totalitarisme, précisément parce que les conspirations planétaires fictives contre lesquelles, et sur le modèle desquelles, la conspiration bolchevique est théoriquement organisée, n'ont pas été déterminées idéologiquement. Elles ont changé – des trotskistes aux deux cents familles, puis aux divers « impérialismes » et récemment au « cosmopolitisme sans attaches » – et ont été ajustées aux besoins du moment ; pourtant, à aucun instant et dans aucune des circonstances les plus variées, le bolchevisme n'a pu se passer d'une fiction de ce genre.

Pour transformer la dictature russe du parti unique en régime totalitaire, et les partis communistes révolutionnaires

du monde entier en mouvements totalitaires, Staline liquida les factions, abolit la démocratie à l'intérieur du parti, et transforma les partis communistes nationaux en branches du Komintern, dirigées de Moscou. Les sociétés secrètes en général, et l'appareil de conspiration des partis révolutionnaires en particulier, ont toujours été caractérisés par l'absence de factions, la suppression des opinions dissidentes, et la centralisation absolue du commandement. Toutes ces mesures ont pour fin utilitaire évidente de protéger les membres contre la persécution, et la société contre la trahison ; l'obéissance totale exigée de chaque membre et le pouvoir absolu détenu par le chef n'étaient que les inévitables conséquences de nécessités pratiques. L'ennui, cependant, est que les conspirateurs ont une tendance compréhensible à penser que les méthodes les plus efficaces, dans la politique en général, sont celles des sociétés de conspirateurs, et que, si l'on peut les appliquer au grand jour et les appuyer sur les instruments de violence d'une nation entière, les possibilités d'accumuler le pouvoir deviennent absolument illimitées ¹¹⁵⁴. L'appareil de conspiration d'un parti révolutionnaire peut, tant que le parti lui-même est intact, être comparé au rôle de l'armée à l'intérieur d'un corps politique indemne : quoique ses propres règles de conduite diffèrent radicalement de celles du corps civil, il le sert, lui demeure assujetti, et est contrôlé par lui. De même que le risque d'une dictature militaire naît lorsque l'armée ne sert plus le corps politique, mais veut le dominer, de même le risque de totalitarisme naît lorsque l'appareil de conspiration d'un parti révolutionnaire s'émancipe du contrôle du parti et aspire au commandement. C'est ce qu'il advint des partis communistes sous le régime stalinien. Les méthodes de Staline furent toujours typiques d'un homme issu de l'appareil de conspiration du parti : attachement au détail, accent mis sur le côté personnel de la politique, utilisation et liquidation sans scrupules de camarades et d'amis. Son principal appui dans la lutte de succession qui suivit la mort de Lénine vint de la police

secrète ¹¹⁵⁵ qui, à cette époque, était déjà devenue l'un des secteurs les plus importants et les plus puissants du parti ¹¹⁵⁶ . Il était tout naturel que les sympathies de la Tchéka ¹¹⁵⁷ aillent au représentant de l'appareil de conspiration, à l'homme qui la considérait déjà comme une sorte de société secrète et était donc susceptible d'en préserver et d'en étendre les privilèges. Cependant, la mainmise de l'appareil de conspiration sur les partis communistes ne fut que la première étape de leur transformation en mouvements totalitaires. Il n'était pas suffisant que la police secrète russe et ses agents dans les partis communistes étrangers jouent dans le mouvement le même rôle que les formations d'élite que les nazis avaient transformées en troupes paramilitaires. Il fallait transformer les partis eux-mêmes, si l'on voulait maintenir la stabilité de la police secrète. En conséquence, la liquidation des factions et de la démocratie à l'intérieur du parti s'accompagna en Russie de l'enrôlement de vastes masses, « neutres » et sans éducation politique, procédé bientôt imité par les partis communistes étrangers après que la politique de Front populaire l'eut inauguré.

Le totalitarisme nazi débuta par une organisation de masse qui ne fut dominée que progressivement par les formations d'élite, tandis que les Bolcheviks débutèrent par les formations d'élite et organisèrent les masses en conséquence. Le résultat fut le même dans les deux cas. De plus, les nazis, à cause de leur tradition et de leurs préjugés militaristes, modelèrent d'abord leurs formations d'élite sur l'armée, tandis que les Bolcheviks confièrent dès le début l'exercice du pouvoir suprême à la police secrète. Pourtant, au bout de quelques années cette différence disparut également : le chef des SS devint chef de la police secrète, et les formations SS furent progressivement incorporées à la Gestapo, dont elles remplacèrent le personnel en place, bien qu'il fût déjà constitué de nazis sur qui l'on pouvait compter ¹¹⁵⁸ .

C'est à cause de l'affinité fondamentale entre le fonctionnement d'une société secrète de conspirateurs et celui de la police secrète organisée pour la combattre, que les régimes totalitaires, fondés sur une fiction de conspiration planétaire visant à la domination planétaire, concentrent finalement tout le pouvoir entre les mains de la police. Cependant, avant la prise du pouvoir les « sociétés secrètes au grand jour » offrent d'autres avantages en termes d'organisation. La contradiction évidente entre une organisation de masse et une société exclusive qui, seule, peut se voir confier un secret, est sans importance : la structure même des sociétés secrètes de conspirateurs permettait de traduire la dichotomie idéologique totalitaire – cette hostilité aveugle des masses à l'égard du monde existant, sans considération de ses divergences et de ses différences – en principe organisateur. Pour une organisation qui fonctionne selon le principe que quiconque n'est pas inclus est exclu, quiconque n'est pas avec moi est contre moi, le monde perd les nuances, les différenciations et les aspects pluralistes qui, de toute manière, étaient devenus une source de confusion insupportable pour les masses qui y ont perdu leur place et leur repère ¹¹⁵⁹. Ce qui leur insufflait la loyauté jamais démentie des membres des sociétés secrètes était moins le secret que la dichotomie entre Nous et tous les autres. Pour conserver cela, il fallait imiter la structure des sociétés secrètes en la vidant de sa fin rationnelle, la sauvegarde d'un secret. Peu importait qu'une idéologie de la conspiration fût à l'origine de ce développement comme dans le cas des nazis, ou une croissance parasitaire de l'appareil de conspiration d'un parti révolutionnaire, comme dans le cas des Bolcheviks. L'affirmation inhérente à l'organisation totalitaire est que tout ce qui est en dehors du mouvement « se meurt », affirmation qui se réalise de façon radicale dans les conditions meurtrières de la domination totalitaire, mais qui, avant même la prise du pouvoir, paraît

plausible aux masses qui fuient la désintégration et la désorientation pour la patrie fictive du mouvement.

Les mouvements totalitaires ont prouvé à plusieurs reprises qu'ils peuvent inspirer la même loyauté totale, dans la vie et dans la mort, que celle qui avait été la prérogative des sociétés secrètes de conspirateurs ¹¹⁶⁰. L'absence complète de résistance de la part d'une troupe parfaitement entraînée et armée comme les SA, en face du meurtre d'un chef aimé (Rôhm) et de centaines de proches camarades, fut un curieux spectacle. À ce moment-là, c'est probablement Rôhm, et non Hitler, qui avait le pouvoir de la Reichswehr derrière lui. Mais ces incidents qui affectèrent le mouvement nazi ont été éclipsés depuis par le spectacle sans cesse répété des « criminels » des partis bolcheviques confessant leurs crimes. Les procès fondés sur des confessions absurdes sont devenus partie intégrante d'un rituel essentiel à l'intérieur, et incompréhensible à l'extérieur. Mais, quelle que soit la façon dont on prépare aujourd'hui les victimes, ce rituel doit son existence aux confessions, probablement non fabriquées, de la vieille garde bolchevique en 1936. Bien avant l'époque des procès de Moscou, les condamnés à mort apprenaient la sentence avec un grand calme, attitude « qui prévalait particulièrement parmi les membres de la Tchéka ¹¹⁶¹ ». Aussi longtemps que le mouvement existe, sa forme particulière d'organisation fait en sorte qu'au moins les formations d'élite ne puissent plus concevoir d'existence extérieure à la poignée d'hommes qui, même condamnés, se sentent encore supérieurs au reste du monde non initié. Et puisque l'objectif exclusif de cette organisation a toujours été de tromper, de combattre et, finalement, de conquérir le monde extérieur, ses membres font volontiers le sacrifice de leur vie pourvu que cela contribue à tromper le monde une fois encore ¹¹⁶².

Néanmoins, le principal avantage de la structure organisationnelle des sociétés secrètes et de conspirateurs et de leurs critères moraux, à des fins d'organisation de masse, ne

réside pas même dans la garantie d'une appartenance et d'une loyauté inconditionnelles, dans la manifestation par l'organisation d'une hostilité absolue envers le monde extérieur, mais plutôt dans leur capacité inégale à établir et à sauvegarder le monde fictif grâce au mensonge cohérent. Toute la structure hiérarchique des mouvements totalitaires, des naïfs compagnons de route jusqu'aux membres du parti, aux formations d'élite, au cercle rapproché qui entoure le Chef, et au Chef lui-même, peut se décrire comme un mélange curieusement variable de crédulité et de cynisme, avec lequel chacun des membres, selon son rang et sa position dans le mouvement, est censé réagir aux déclarations mensongères et changeantes des chefs, ainsi qu'à la fiction idéologique centrale immuable du mouvement.

Ce mélange de crédulité et de cynisme avait caractérisé la mentalité de la populace avant de devenir un phénomène quotidien chez les masses. Dans un monde toujours changeant et incompréhensible, les masses avaient atteint le point où elles croyaient simultanément tout et rien, où elles pensaient que tout était possible et que rien n'était vrai. Le mélange était déjà remarquable en soi, puisqu'il sonnait le glas de l'illusion qui veut que la crédulité soit une faiblesse des âmes primitives et sans méfiance, et le cynisme le vice des esprits supérieurs et raffinés. La propagande de masse découvrit que son auditoire était prêt à tout moment à croire le pire, quelle qu'en fût l'absurdité, et ne répugnait pas particulièrement à être trompé, puisqu'il pensait que, de toute manière, toute affirmation était mensongère. Les leaders de masse totalitaires fondèrent leur propagande sur le principe psychologiquement exact que, dans de telles conditions, on pouvait faire croire aux gens les déclarations les plus fantastiques un jour, et être sûr que, si le lendemain on leur donnait la preuve irréfutable de leur fausseté, ils se réfugieraient dans le cynisme ; au lieu d'abandonner les chefs qui leur avaient menti, ils protesteraient qu'ils avaient toujours su que la déclaration était mensongère,

et admireraient les chefs pour leur intelligence tactique supérieure.

Ce qui avait été une réaction démontrable des auditoires de masse devint un principe hiérarchique important pour les organisations de masse. Un mélange de crédulité et de cynisme prévaut à tous les échelons des mouvements totalitaires, et plus l'échelon est élevé, plus le cynisme l'emporte sur la crédulité. La conviction essentielle que partagent tous les échelons, du compagnon de route au leader, est que la politique est un jeu où l'on triche, et que le « premier commandement » du mouvement : « le Führer a toujours raison », est aussi nécessaire pour les objectifs de la politique mondiale, c'est-à-dire de la tricherie à l'échelle mondiale, que les règles de la discipline militaire le sont pour les objectifs de la guerre ¹¹⁶³.

La machine qui produit, organise et répand les faussetés monstrueuses des mouvements totalitaires dépend encore de la position du Chef. À l'affirmation de la propagande, selon laquelle tous les événements sont scientifiquement prévisibles selon les lois de la nature ou de l'économie, l'organisation totalitaire ajoute la position d'un homme unique qui a monopolisé cette connaissance et dont la principale qualité est qu'« il a toujours eu raison et qu'il aura toujours raison ¹¹⁶⁴ ». Pour le membre d'un mouvement totalitaire, cette connaissance n'a rien à voir avec la vérité, et le fait d'avoir raison rien à voir avec la véracité objective des déclarations du Chef, qui ne peuvent être démenties par les événements, mais seulement par le succès ou l'échec futurs. Le Chef a toujours raison dans ses actes, et puisque ceux-ci sont planifiés pour les siècles à venir, le jugement ultime sur ce qu'il fait échappe à l'expérience de ses contemporains ¹¹⁶⁵.

Le seul groupe qui est censé croire loyalement et textuellement les paroles du Chef est celui des sympathisants, dont la confiance entoure le mouvement d'une atmosphère d'honnêteté et de simplicité et aide le Chef à remplir la moitié de sa tâche, c'est-à-dire à rendre le mouvement digne de

confiance. Les membres du parti ne croient jamais les déclarations publiques et ne sont pas censés les croire, mais la propagande totalitaire leur fait compliment de cette intelligence supérieure qui est *censée* les distinguer du monde extérieur non totalitaire, qu'à leur tour ils ne connaissent que par l'anormale crédulité des sympathisants. Seuls les sympathisants nazis crurent Hitler lorsqu'il prêta son fameux serment de respecter la légalité devant la Cour suprême de la République de Weimar ; les membres du mouvement savaient très bien qu'il mentait, et lui faisaient plus que jamais confiance parce qu'il était apparemment capable de tromper l'opinion publique et les autorités. Des années plus tard, lorsque Hitler répéta l'exploit face au monde entier, protestant de ses bonnes intentions tout en préparant ses crimes de la façon la plus ouverte, l'admiration des membres du parti nazi ne connut naturellement plus de bornes. De même, seuls les compagnons de route du bolchevisme crurent à la dissolution du Komintern, et seuls les masses inorganisées du peuple russe et les compagnons de route étrangers étaient censés prendre à la lettre les déclarations pro-démocratiques de Staline pendant la guerre. Les membres du parti bolchevique étaient explicitement avertis de ne pas se laisser tromper par des manœuvres tactiques et priés d'admirer avec quelle ruse leur Chef trahissait ses alliés [1166](#).

Si le mouvement n'avait pas une organisation divisée en formations d'élite, membres et sympathisants, les mensonges du Chef ne prendraient pas. Les degrés de cynisme qu'exprime une hiérarchie du mépris sont au moins aussi nécessaires, pour faire obstacle à la réfutation constante, que la crédulité pure et simple. L'important, c'est que les sympathisants des organisations de façade méprisent l'absence complète d'initiation de leurs concitoyens, que les membres du parti méprisent la crédulité et le manque de radicalisme des compagnons de route, que les formations d'élite méprisent, pour des raisons identiques, les membres du parti et, qu'à

l'intérieur des formations d'élite, une identique hiérarchie du mépris accompagne chaque nouvelle création et chaque développement ¹¹⁶⁷ . Le résultat de ce système est que la crédulité des sympathisants rend les mensonges crédibles pour le monde extérieur, en même temps que les graduations dans le cynisme des membres et des formations d'élite éliminent le risque que le Chef soit jamais forcé par l'impact de sa propre propagande de mettre en application ses propres déclarations et sa respectabilité feinte. Cela a été l'un des principaux handicaps du monde extérieur lorsqu'il a eu affaire aux systèmes totalitaires : comme il ignorait le système en question, il croyait, d'une part, que l'énormité même des mensonges totalitaires les dénoncerait et, d'autre part, qu'il serait possible de prendre le Chef au mot et de le forcer, sans considération de ses intentions premières, à tenir ce qu'il disait. Le système totalitaire, hélas, est à l'abri de conséquences si normales ; son ingéniosité consiste précisément à éliminer cette réalité qui soit démasque le menteur, soit le force à mettre son mensonge en pratique.

Si les membres ne croient pas aux déclarations destinées à la consommation publique, ils croient avec d'autant plus de ferveur aux clichés classiques de l'explication idéologique, aux clés de l'histoire passée et future, que les mouvements totalitaires ont empruntés aux idéologies du xix^e siècle, et transformés, par leur organisation, en réalité agissante. De toute manière, ces éléments idéologiques auxquels les masses en étaient venues à croire, quoique de façon plutôt vague et abstraite, furent transformés en mensonges objectifs d'une portée universelle (la domination du monde par les Juifs, au lieu d'une théorie générale des races ; la conspiration de Wall Street, au lieu d'une théorie générale des classes), et intégrés dans un plan général d'action où seuls les « moribonds » – classes moribondes des pays capitalistes ou des nations décadentes – sont censés barrer la route du mouvement. Contrairement aux mensonges tactiques des mouvements, qui

changent littéralement de jour en jour, ces mensonges idéologiques sont censés être crus comme des vérités sacrées et intangibles. Ils sont assortis d'un système soigneusement élaboré de preuves « scientifiques » qui n'ont pas besoin d'être convaincantes pour ceux qui sont complètement « non-initiés », mais qui répondent encore à une certaine soif de vulgarisation en « démontrant » l'infériorité des Juifs ou la misère des gens qui vivent sous un système capitaliste.

Les formations d'élite se distinguent des membres ordinaires du parti en ce qu'elles n'ont pas besoin de telles démonstrations et ne sont même pas censées croire à la vérité littérale des clichés idéologiques. Ces derniers sont fabriqués pour répondre à une recherche de la vérité par les masses, recherche qui, par son exigence d'explications et de démonstrations, a encore beaucoup en commun avec le monde normal. L'élite ne se compose pas d'idéologues ; toute l'éducation de ses membres vise à abolir leur capacité à distinguer le vrai du faux, la réalité de la fiction. Leur supériorité consiste à savoir immédiatement diluer toute affirmation objective en déclaration d'intention. Contrairement à la masse des membres du parti qui, par exemple, a besoin d'une certaine démonstration de l'infériorité de la race juive avant qu'on puisse lui demander à coup sûr de tuer des Juifs, les formations d'élite comprennent que l'affirmation tous les Juifs sont inférieurs veut dire il faut tuer tous les Juifs ; elles savent que lorsqu'on leur dit que seul Moscou a un métro, cela signifie en réalité qu'il faut détruire tous les métros, et elles ne sont pas surprises outre mesure lorsqu'elles découvrent le métro à Paris. Le terrible choc de désillusion que subit l'armée Rouge lors de son voyage victorieux à travers l'Europe ne pouvait être guéri que par les camps de concentration et l'exil forcé pour une grande partie des troupes d'occupation ; mais les formations de police qui accompagnaient l'armée étaient préparées à subir le choc, non pas grâce à une information meilleure et différente – il n'y a pas en Russie soviétique d'institut secret qui divulgue des faits

authentiques sur la vie à l'étranger – mais simplement parce qu'elles étaient, de manière générale, entraînées à mépriser suprêmement tous les faits et toute réalité.

Cette mentalité de l'élite n'est pas un simple phénomène de masse, ni une simple conséquence du déracinement social, du désastre économique et de l'anarchie politique ; elle exige d'être soigneusement préparée et entretenue et tient, dans le cursus des écoles supérieures totalitaires – *Ordensburgen* nazis pour les SS et centres d'entraînement bolcheviques pour les agents du Komintern – une part plus importante, quoique moins facilement reconnaissable, que l'endoctrinement racial ou les techniques de la guerre civile. Sans l'élite, sans son incapacité, artificiellement générée, à admettre les faits en tant que faits, à distinguer le vrai du faux, le mouvement ne pourrait jamais progresser vers la réalisation de sa fiction. La qualité négative qui prédomine chez l'élite totalitaire, c'est qu'elle ne se prend jamais à penser au monde tel qu'il est réellement, et ne confronte jamais les mensonges à la réalité. Parallèlement, la vertu qu'elle cultive par-dessus tout est la loyauté au Chef qui, tel un talisman, assure la victoire finale du mensonge et de la fiction sur la vérité et la réalité.

Dans l'organisation des mouvements totalitaires, l'échelon le plus élevé est le cercle des intimes qui entoure le Chef. Il peut s'agir d'une institution officielle, comme le Politburo bolchevique, ou d'une clique changeante d'hommes qui n'ont pas nécessairement de poste, comme l'entourage de Hitler. Pour eux, les clichés idéologiques sont de simples procédés pour organiser les masses, et ils n'ont pas de scrupules à les changer selon les besoins des circonstances, pourvu que le principe organisateur reste intact. À cet égard, le principal mérite de la réorganisation des SS par Himmler consista à trouver une méthode très simple pour « résoudre le problème du sang par l'action », c'est-à-dire de sélectionner les membres de l'élite d'après la « qualité de leur sang » et de les préparer à « mener une lutte raciale impitoyable » contre quiconque ne pouvait

faire remonter son ascendance « aryenne » jusqu'à 1750, ou mesurait moins de 1,72 m. (« Je sais que les gens qui ont atteint une certaine taille doivent avoir le sang requis dans une certaine mesure ») ou n'avait pas les yeux bleus et les cheveux blonds ¹¹⁶⁸ . L'importance de ce racisme en action était que l'organisation devenait indépendante de presque tous les enseignements concrets d'une « science » raciale quelle qu'elle fût, indépendante aussi de l'antisémitisme, dans la mesure où il s'agissait d'une doctrine spécifique concernant la nature et le rôle des Juifs, et dont l'utilité aurait disparu avec leur extermination ¹¹⁶⁹ . Le racisme était à l'abri et indépendant de la « scientificité » de la propagande, une fois qu'une élite avait été sélectionnée par une « commission raciale » et placée sous l'autorité d'une « législation du mariage » spéciale ¹¹⁷⁰ , tandis qu'à l'autre extrémité, et relevant de la compétence de cette « élite raciale », il existait des camps de concentration « pour mieux démontrer les lois de l'hérédité et de la race ¹¹⁷¹ ». Forts de cette « organisation vivante », les nazis pouvaient se dispenser de dogmatisme et offrir leur amitié à des peuples sémites, comme les Arabes, ou conclure une alliance avec les représentants mêmes du Péril jaune, les Japonais. La réalité d'une société de race, la création d'une élite sélectionnée d'un point de vue prétendument racial, auraient effectivement constitué pour la doctrine du racisme une meilleure sauvegarde que les plus fines preuves scientifiques ou pseudo-scientifiques.

Ceux qui déterminent la politique bolchevique font preuve de la même supériorité envers les dogmes qu'ils proclament. Ils sont parfaitement capables d'interrompre toutes les luttes de classe existantes par une soudaine alliance avec le capitalisme, sans porter atteinte à la foi de leurs cadres ni trahir leur croyance à la lutte des classes. Comme le principe dualiste de la lutte des classes est devenu un procédé d'organisation, comme il s'est, pour ainsi dire, pétrifié en hostilité radicale à l'égard de l'univers entier par l'intermédiaire des cadres de la police secrète en Russie et des agents du Komintern à l'étranger, la

politique bolchevique est devenue remarquablement exempte de « préjugés ».

Cette liberté qu'il prend par rapport à sa propre idéologie caractérise l'échelon supérieur de la hiérarchie totalitaire. Ces hommes considèrent toutes choses et tout le monde en termes d'organisation, ce qui inclut le Chef qui, pour eux, n'est ni un talisman inspiré, ni celui qui a infailliblement raison, mais la simple conséquence de ce type d'organisation ; on a besoin non de sa personne, mais de sa fonction, et, comme tel, il est indispensable au mouvement. Cependant, contrairement aux autres formes despotiques de gouvernement, où règne souvent une clique tandis que le despote joue seulement le rôle représentatif d'un souverain fantoche, les dirigeants totalitaires sont réellement libres de faire tout ce qui leur plaît et peuvent compter sur la loyauté de leurs proches, même s'ils décident de les assassiner.

La raison plus technique de cette loyauté suicidaire, c'est que la succession à la charge suprême n'est réglée ni par l'hérédité ni par d'autres lois. Une révolution de palais réussie aurait, pour le mouvement dans son ensemble, des résultats aussi désastreux qu'une défaite militaire. Il est dans la nature du mouvement qu'une fois que le Chef a assumé sa charge, toute l'organisation s'identifie à lui d'une manière si absolue que tout aveu d'une faute, ou tout changement de titulaire, dissiperait le charme d'infailibilité qui entoure la charge du Chef, et signifierait la perte de tous ceux qui sont liés au mouvement. Le fondement de la structure n'est pas la véracité des paroles du Chef, mais l'infailibilité de ses actes. Sans celle-ci, et dans réchauffement d'une discussion qui sous-entend la faillibilité, tout l'univers fictif du totalitarisme s'effondre, immédiatement écrasé par l'objectivité du monde réel, que seul pouvait esquiver le mouvement dirigé par la main infailible du Chef.

Cependant, la loyauté de ceux qui ne croient ni aux clichés idéologiques, ni à l'infailibilité du Chef, a aussi des raisons plus profondes, d'ordre non technique. Ce qui lie ces hommes est

une croyance ferme et sincère à la toute-puissance humaine. Leur cynisme moral, leur croyance que tout est permis, repose sur la conviction solide que tout est possible. Il est vrai que ces hommes, peu nombreux, ne se laissent pas facilement prendre à leurs propres mensonges et qu'ils ne croient pas nécessairement au racisme ou à l'économie, à la conspiration des Juifs ou à celle de Wall Street. Pourtant, eux aussi sont dupes, dupes de leur suffisance, de leur idée impudente qu'on peut tout faire et de leur conviction méprisante que tout ce qui existe n'est qu'un obstacle provisoire que détruira certainement l'organisation supérieure. Assurés que le pouvoir de l'organisation peut détruire le pouvoir de la réalité, comme la violence d'un gang bien organisé pourrait dérober à un riche ses trésors mal gardés, ils sous-estiment constamment le pouvoir substantiel des communautés stables et surestiment la force d'attraction du mouvement. Puisque, en outre, ils ne croient pas réellement à l'existence objective d'une conspiration mondiale dirigée contre eux, mais s'en servent uniquement comme d'un moyen pour s'organiser, ils ne parviennent pas à comprendre que leur propre conspiration peut, finalement, inciter le monde entier à s'unir contre eux.

Pourtant, quelle que soit la manière dont l'illusion de la toute-puissance humaine, fondée sur l'organisation, est finalement vaincue, sa conséquence pratique, à l'intérieur du mouvement, veut que les proches du Chef, en cas de désaccord avec lui, ne soient jamais très sûrs de leurs propres opinions, puisqu'ils croient sincèrement que leurs désaccords n'ont pas vraiment d'importance, que le procédé, même le plus fou, a de bonnes chances de réussir s'il est convenablement organisé. L'important, dans leur loyauté, n'est pas leur croyance en l'infailibilité du Chef, mais leur conviction que quiconque utilise les instruments de la violence avec les méthodes supérieures de l'organisation totalitaire peut devenir infailible. Cette illusion est encore renforcée lorsque les régimes totalitaires ont le pouvoir de démontrer la relativité du succès

et de l'échec, et de prouver qu'une perte de substance peut être un gain pour l'organisation. (L'effroyable gestion de l'industrie en Russie soviétique mena à l'atomisation de la classe ouvrière, et le traitement épouvantable des prisonniers civils, dans les territoires de l'Est sous occupation nazie, eut beau causer une « déplorable perte de main-d'œuvre », il « ne (devait) pas être regretté si l'on pensait en termes de générations ¹¹⁷² ».) Le succès ou l'échec, dans des circonstances totalitaires, est dans une très large mesure une question d'opinion publique organisée et terrorisée. Dans un monde totalement fictif, les échecs n'ont pas à être enregistrés, admis et rappelés. Pour continuer à exister, la réalité des faits en elle-même dépend de l'existence du monde non totalitaire.

CHAPITRE XII

LE TOTALITARISME AU POUVOIR

Quand un mouvement, international dans son organisation, unifier – selon dans sa visée idéologique, et planétaire dans ses aspirations politiques prend le pouvoir dans un pays, il se met manifestement dans une situation paradoxale. Le mouvement socialiste évita une telle crise, premièrement parce que la question nationale – c'est-à-dire le problème stratégique qu'impliquait la révolution – avait été curieusement négligée par Marx et Engels ; et, deuxièmement, parce que celui – ci n'eut à faire face aux problèmes de gouvernement qu'après que la Première Guerre mondiale eut privé la II^e Internationale de son autorité sur ses sections nationales, qui avaient partout reconnu comme un fait inaltérable la primauté des sentiments nationaux sur la solidarité internationale. En d'autres termes, quand vint pour les mouvements socialistes le moment de prendre le pouvoir dans leurs pays respectifs, ils s'étaient déjà transformés en partis nationaux.

Cette transformation ne s'est jamais produite pour les mouvements totalitaires, bolchevique et nazi. Au moment où ils s'emparèrent du pouvoir, le danger pour eux résidait en ceci : d'une part, en prenant à charge l'appareil étatique, ils risquaient de se scléroser, de se geler en une forme de gouvernement absolu ¹¹⁷³ ; d'autre part, leur liberté de mouvement pouvait se trouver bornée aux frontières du territoire dans lequel ils avaient pris le pouvoir. Pour un mouvement totalitaire, les deux dangers sont également mortels : une évolution vers l'absolutisme mettrait un terme à la poussée du mouvement sur le plan intérieur, une évolution vers le nationalisme le frustrerait de l'expansion à l'extérieur, sans laquelle il ne peut survivre. De la forme de gouvernement

qu'engendrèrent les deux mouvements ou, plutôt, qui se développa presque automatiquement à partir de leur double prétention à une domination totale et à un empire planétaire, nous trouvons dans le slogan de Trotski : « révolution permanente » la caractérisation la plus adéquate, bien que la théorie de Trotski ne fût rien d'autre que la prédiction socialiste d'une série de révolutions depuis celle de la bourgeoisie antiféodale jusqu'à celle du prolétariat antibourgeois qui se propageraient d'un pays à l'autre ¹¹⁷⁴ . Il reste que la formule évoque en elle-même une « permanence », avec toutes les implications semi-anarchistes qu'elle comporte et qu'elle est, au sens strict, inadéquate ; néanmoins, Lénine lui-même fut plus impressionné par elle que par son contenu théorique. En Union soviétique tout au moins, les révolutions devinrent, sous la forme de purges générales, une institution permanente du régime stalinien après 1934 ¹¹⁷⁵ . Ici comme en d'autres occasions, Staline concentra ses attaques sur le slogan à demi oublié de Trotski, précisément parce qu'il avait décidé d'utiliser la même technique ¹¹⁷⁶ . Dans l'Allemagne nazie, une tendance similaire à la révolution permanente était clairement discernable, bien que les nazis n'aient pas eu le temps de la rendre effective au même degré. Il est assez significatif que leur « révolution permanente », ait, elle aussi, commencé par la liquidation de la faction du parti qui avait osé annoncer ouvertement « la prochaine étape de la révolution ¹¹⁷⁷ », et précisément parce que le « Führer et sa vieille garde savaient que le combat réel venait juste de commencer ¹¹⁷⁸ ». Ici, au lieu de l'idée bolchevique de révolution permanente, nous trouvons la notion de « sélection [raciale] qui ne connaîtra jamais de trêve » ; ce qui requiert, en conséquence, une radicalisation constante des normes par lesquelles s'opère la sélection, c'est-à-dire l'extermination de ceux qui ne leur sont pas conformes ¹¹⁷⁹ .

Hitler et Staline, il faut le souligner, ont l'un et l'autre fait miroiter des promesses de stabilité afin de masquer leur intention de créer un état d'instabilité permanente.

Aux difficultés inhérentes à la coexistence d'un gouvernement et d'un mouvement, d'une prétention totalitaire et d'un pouvoir limité en un territoire limité, d'une feinte appartenance à un concert de nations où chacune respecte la souveraineté de l'autre et de l'aspiration à gouverner le monde, il n'était de meilleure solution que cette formule dépouillée de son contenu originel. Car le dirigeant totalitaire doit affronter une double tâche qui, d'abord, semble contradictoire jusqu'à l'absurde : il doit, d'une part, donner au monde fictif du mouvement une réalité tangible, et un fonctionnement perceptible dans la vie quotidienne ; il doit, d'autre part, prévenir la résurgence d'une stabilité nouvelle dans ce monde nouveau, car la stabilisation de ses lois et institutions aboutirait, sans nul doute, à la liquidation du mouvement lui-même et, avec lui, de son espoir de conquérir un jour le monde. Le dirigeant totalitaire doit, à tout prix, éviter que la normalisation devienne telle qu'un nouveau mode de vie puisse apparaître – mode de vie qui serait susceptible, le temps aidant, de perdre son caractère bâtard et de s'assimiler aux modes de vie des autres nations de la terre, si profondément différenciés et opposés. À partir du moment où les institutions révolutionnaires deviendraient un mode de vie national (c'est-à-dire dès le moment où l'affirmation par Hitler que le nazisme n'est pas une marchandise exportable et celle, par Staline, que le socialisme peut être bâti dans un seul pays, seraient davantage qu'une tentative pour mystifier le monde non totalitaire), le totalitarisme perdrait son caractère « total » et s'assujettirait aux lois qui régissent les rapports entre les nations, lois selon lesquelles chacune possède un territoire, un peuple, et une tradition historique spécifiques qui l'apparentent aux autres nations – pluralité qui réfute, *ipso facto*, toute

prétention à soutenir qu'une forme particulière de gouvernement, quelle qu'elle soit, est valable dans l'absolu.

La possession, dans un seul pays, de tous les instruments du pouvoir gouvernemental et de ceux de la violence ne va pas, pour un mouvement totalitaire, sans quelques inconvénients : tel est, dans la pratique, le paradoxe du totalitarisme au pouvoir. Son mépris des faits, son adhésion exclusive aux règles d'un monde fictif, deviennent constamment plus difficiles à maintenir, mais demeurent aussi essentiels qu'aupara – vant. Le pouvoir implique une confrontation directe avec la réalité, et ce défi permanent doit être constamment relevé par le totalitarisme au pouvoir. Propagande et organisation ne suffisent plus pour prétendre que l'impossible est possible, que l'incroyable est vrai, qu'une cohérence insane régit le monde ; le support psychologique principal de la fiction totalitaire – le vif ressentiment des masses à l'égard du statu quo qu'elles refusaient d'accepter comme le seul monde possible – n'est plus là ; la moindre parcelle d'information véritable qui filtre à travers le rideau de fer élevé pour endiguer le flux toujours menaçant de la réalité qui vient de l'autre bord, du bord non totalitaire, constitue pour la domination totalitaire une menace plus grande que ne l'avait été la contre-propagande pour les mouvements totalitaires.

La lutte pour la domination totale de toute la population vivant sur terre, l'élimination de toute réalité non totalitaire concurrente, est inhérente aux régimes totalitaires eux-mêmes ; s'ils ne s'assignent pas pour but ultime la domination planétaire, c'est qu'ils sont bien près de perdre tout le pouvoir dont ils ont déjà pu s'emparer. Même un individu isolé ne peut être dominé de manière absolument certaine que dans un contexte totalitaire global. La conquête du pouvoir, pour le mouvement, suppose donc en premier lieu l'établissement d'un quartier général (ou de ramifications dans le cas des pays satellites) officiel et officiellement reconnu, et l'acquisition d'une sorte de laboratoire où poursuivre l'expérience sur ou

plutôt contre la réalité : expérience d'organisation d'un peuple suivant une finalité qui ne tient aucun compte de l'individu ou de la nation, dans des conditions imparfaites, certes, mais suffisantes pour obtenir des résultats partiels importants. Pour la conquête du monde, son objectif à long terme, et pour l'orientation des branches du mouvement, le totalitarisme au pouvoir se sert de l'administration d'État ; il fait alors de la police secrète l'exécutant et le gardien de ses expériences à l'intérieur pour transformer continuellement la réalité en fiction ; et finalement, il érige des camps de concentration, laboratoires spécialement conçus pour poursuivre l'expérience de domination totale.

I. CE QU'ON APPELLE L'ÉTAT TOTALITAIRE

L'histoire enseigne que l'accès au pouvoir et à la responsabilité modifie profondément la nature des partis révolutionnaires. L'expérience et le sens commun laissent à bon droit prévoir que le totalitarisme au pouvoir perdrait peu à peu sa vigueur révolutionnaire et son caractère utopique, que la tâche quotidienne du gouvernement et la possession d'un pouvoir réel ne manqueraient pas de modérer les prétentions des mouvements avant leur accession au pouvoir, et de détruire petit à petit le monde fictif de leurs organisations. Après tout, c'est semble-t-il dans la nature même des choses, privées ou publiques, que des exigences et des objectifs extrêmes soient freinés par des conditions objectives ; et la réalité, prise comme un tout, n'est qu'à un faible degré déterminée par la tendance à la fiction d'une société de masse composée d'individus atomisés.

Il est clair que bien des erreurs commises par le monde non totalitaire dans ses relations diplomatiques avec les gouvernements totalitaires (les plus manifestes étant la confiance dans le pacte de Munich avec Hitler et dans les accords de Yalta avec Staline) peuvent être mises au compte d'une impuissance soudaine de l'expérience et du bon sens à

avoir prise sur la réalité. Contrairement à toute attente, ni l'importance des concessions faites, ni l'accroissement de leur prestige international ne contribuèrent à la réintégration des pays totalitaires dans le concert des nations, ou à l'abandon du grief mensonger selon lequel le monde entier serait ligué contre eux. Loin de l'empêcher, les victoires diplomatiques précipitèrent manifestement leur recours aux instruments de la violence et accrurent leur hostilité à l'égard des puissances qui s'étaient montrées favorables à un compromis.

Ces déceptions qu'hommes d'État et diplomates ressentirent évoquent les désillusions antérieures des observateurs bienveillants et des sympathisants des nouveaux gouvernements révolutionnaires. Leurs objectifs avaient été la mise en place d'institutions nouvelles et la création d'un nouveau code juridique qui, si révolutionnaire qu'il fût, devait conduire à une stabilisation et, par là, freiner l'élan des mouvements totalitaires, du moins dans les pays où ils s'étaient emparés du pouvoir. Ce qui se produisit à la place, tant en Union soviétique que dans l'Allemagne nazie, fut un accroissement de la terreur inversement proportionnel à l'existence d'une opposition politique intérieure, si bien que celle-ci ne semble pas avoir été le prétexte de la terreur (comme les accusateurs libéraux du régime avaient coutume de l'affirmer), mais le dernier obstacle à son déchaînement total ¹¹⁸⁰.

Encore plus troublante fut la manière dont les régimes totalitaires traitèrent la question constitutionnelle. Durant leurs premières années d'exercice du pouvoir, les nazis firent pleuvoir une avalanche de lois et de décrets, mais ne se soucièrent jamais d'abolir officiellement la Constitution de Weimar. Ils maintinrent même, à peu de choses près, les administrations en place, ce qui induisit bien des observateurs nationaux et étrangers à espérer une limitation de l'activité du parti et une normalisation rapide du nouveau régime. Cependant, lorsque la promulgation des lois de Nuremberg mit un terme à cette évolution, il apparut que les nazis eux-mêmes

ne se sentaient nullement concernés par leur propre législation. Bien plutôt, seule comptait pour eux « la constante marche en avant vers des objectifs sans cesse nouveaux » ; si bien que, finalement, « le but et le champ d'action de la police secrète d'État » comme de toutes les autres institutions de l'État et du parti créées par les nazis ne pouvaient « en aucune manière rentrer dans le cadre des lois et des règlements édictés pour elles ¹¹⁸¹ ». En pratique, cet état permanent d'anarchie se traduisit dans le fait que « nombre de règlements en vigueur ne furent plus rendus publics ¹¹⁸² ». Sur le plan théorique, cela répondait à la maxime de Hitler selon laquelle « l'État total doit ignorer toute différence entre la loi et l'éthique ¹¹⁸³ » ; car si l'on pose en principe que la loi en vigueur est identique à l'éthique commune, telle qu'elle jaillit de la conscience de tous, il n'est assurément plus nécessaire de rendre publics les décrets. L'Union soviétique, où l'administration prérévolutionnaire avait été exterminée sous la révolution, et où le régime n'avait porté qu'un intérêt minime aux questions constitutionnelles à l'époque du changement révolutionnaire, ne négligea pas cependant de promulguer en 1936 une Constitution très élaborée, entièrement nouvelle (« voile de phrases et de promesses libérales jeté sur la guillotine qui se trouvait à l'arrière-plan ¹¹⁸⁴ ») ; événement qui fut salué, en Russie et à l'étranger, comme la conclusion de la phase révolutionnaire. Pourtant, la promulgation de la Constitution fut le signal de la gigantesque purge qui, en presque deux ans, liquida l'administration en place, effaça toute trace de vie normale et annula le redressement économique opéré au cours des quatre années qui avaient suivi l'élimination des koulaks et la collectivisation forcée de la population rurale ¹¹⁸⁵ . À compter de ce moment, la Constitution de 1936 joua exactement le même rôle que la Constitution de Weimar sous le régime nazi : on n'en tint aucun compte mais on ne l'abolit jamais. La seule différence fut que Staline put se permettre une absurdité de plus : à l'exception de

Vychinski, tous ceux qui avaient rédigé la Constitution toujours en vigueur furent exécutés comme traîtres.

Pour un observateur, la structure monolithique de l'État totalitaire n'est certes pas ce qu'il y a de plus frappant. Bien au contraire, tous ceux qui ont sérieusement étudié la question s'accordent au moins sur la coexistence (ou le conflit) d'une autorité duale, le parti et l'État. Beaucoup ont, en outre, mis l'accent sur l'étrange « infirmité [1186](#) » du gouvernement totalitaire [1187](#) . Thomas Masaryk fut l'un des premiers à remarquer que « le prétendu système bolchevique n'a jamais été qu'une absence complète de système [1188](#) », et il est parfaitement vrai que « même un expert deviendrait fou s'il essayait de démêler les relations entre le parti et l'État [1189](#) » dans le III^e Reich. On a souvent noté aussi que les rapports entre les deux sources d'autorités, État et parti, sont ceux d'une autorité apparente et d'une autorité réelle, de sorte que l'appareil gouvernemental est généralement décrit comme la façade dénuée de tout pouvoir qui dissimule et protège le pouvoir réel exercé par le parti [1190](#) .

À tous les niveaux, la machine administrative du III^e Reich était sujette à un curieux dédoublement des services. Avec une extraordinaire minutie, les nazis s'assurèrent que chaque fonction de l'administration étatique fût doublée de quelque organe du parti [1191](#) : la division weimarienne de l'Allemagne en États et en provinces fut doublée de la division nazie en *Gaue* : les frontières de l'une ne coïncidaient toutefois pas avec celles de l'autre, si bien que chaque localité donnée relevait, même au point de vue géographique, de deux circonscriptions administratives tout à fait différentes [1192](#) . Après 1933, lorsque des personnalités marquantes du parti nazi occupèrent les ministères officiels de l'État, le dédoublement des fonctions ne fut pas abandonné pour autant : quand Frick, par exemple, devint ministre de l'intérieur, ou Guertner ministre de la Justice. Ces vieux hommes de confiance du parti, du jour où ils se

laissèrent embarquer dans des carrières officielles hors du parti, perdirent leur pouvoir et devinrent aussi peu influents que les autres fonctionnaires. Tous deux tombèrent sous l'autorité réelle de Himmler, chef de la police en pleine ascension qui, normalement, aurait dû être le subordonné du ministre de l'intérieur ¹¹⁹³ . Mieux connu à l'étranger fut le sort du vieux ministère des Affaires étrangères allemand de la Wilhelmstrasse. Les nazis épargnèrent presque tout son personnel et ne le supprimèrent évidemment jamais, malgré le maintien simultané du bureau des Affaires étrangères du parti qui datait d'avant la prise du pouvoir, à la tête duquel se trouvait Rosenberg ¹¹⁹⁴ . Comme ce service s'était spécialisé dans le maintien des contacts avec les organisations fascistes en Europe orientale et dans les Balkans, ils créèrent un autre organisme pour concurrencer les services de la Wilhelmstrasse, le bureau Ribbentrop, qui eut la haute main sur les affaires étrangères pour l'ouest et survécut au départ de son patron comme ambassadeur en Angleterre, c'est-à-dire à son incorporation dans l'appareil officiel de la Wilhelmstrasse. Enfin, en plus de ces institutions du parti, les Affaires étrangères se virent encore doublées d'un Bureau SS, chargé « des négociations avec les groupes de race germanique du Danemark, de Norvège, de Belgique et des Pays-Bas ¹¹⁹⁵ ». Ces exemples prouvent que, pour les nazis, le dédoublement des services était une question de principe et non un simple expédient pour fournir des emplois aux membres du parti.

La même division entre gouvernement réel et gouvernement apparent s'instaura en Russie soviétique sur des bases très différentes ¹¹⁹⁶ . Le gouvernement apparent fut, à l'origine, l'émanation du Congrès des soviets de toutes les Russies qui, pendant la guerre civile, perdit son influence et son pouvoir au profit du parti bolchevique. Ce processus commença lorsque l'armée Rouge se vit accorder l'autonomie et que la police secrète fut rétablie comme organe du parti et non du Congrès des soviets ¹¹⁹⁷ ; enfin, il se renforça en 1923, pendant

la première année où Staline occupa les fonctions de secrétaire général ¹¹⁹⁸ . Dès lors, les soviets devinrent le gouvernement fantôme au sein duquel, par l'intermédiaire des cellules formées par les membres du parti bolchevique, agissaient les représentants du pouvoir réel désignés par le comité central, à Moscou, et responsables devant lui. Le point crucial, dans cette dernière évolution, n'était pas la conquête des soviets par le parti mais ce fait : « quoique cela n'eût présenté aucune difficulté, les Bolcheviks n'abolirent pas les soviets et s'en servirent en guise d'ornement et de symbole de leur autorité pour l'extérieur ¹¹⁹⁹ ».

Cette coexistence de deux gouvernements, l'un apparent, l'autre réel, était donc, en partie, une conséquence de la révolution elle-même et précéda la dictature totalitaire de Staline. Néanmoins, tandis que les nazis se contentaient de maintenir en place l'administration en la privant de tout pouvoir, Staline eut à ressusciter son gouvernement fantôme qui, au début des années 30, avait perdu toutes ses fonctions et était à demi oublié en Russie ; il présenta la Constitution soviétique comme le symbole de l'existence aussi bien que de l'impuissance des soviets. (Aucun de ses paragraphes n'a jamais eu la moindre signification pratique dans la vie et le droit en Russie.) Manquant totalement du prestige que la tradition confère, prestige si nécessaire à un gouvernement de façade, le soi-disant gouvernement russe avait besoin en apparence de l'auréole sacrée de la loi écrite. La défiance totalitaire à l'égard de la loi et de la légalité (qui « en dépit des plus grands changements [...] demeure toujours l'expression d'un constant désir d'ordre ¹²⁰⁰ »), trouvait dans la Constitution écrite soviétique comme dans celle, jamais abolie, de Weimar, un arrière-plan de stabilité pour sa propre anarchie, défi lancé en permanence au monde non totalitaire et à ses normes, dont on pouvait démontrer quotidiennement le vide et l'impuissance ¹²⁰¹ .

Le dédoublement des services, la division de l'autorité, la coexistence d'un pouvoir réel et d'un pouvoir apparent suffisent

à créer la confusion mais non à expliquer l'« informité » de la structure tout entière. On ne devrait jamais oublier que seul un édifice peut avoir une structure, mais qu'un mouvement – à prendre le terme aussi sérieusement, aussi littéralement que le faisaient les nazis – ne peut avoir qu'une direction, et que toute espèce de structure légale ou gouvernementale ne peut qu'être un handicap pour un mouvement qui va se propageant à une vitesse croissante dans une direction déterminée. Même avant la prise du pouvoir, les mouvements totalitaires représentaient ces masses qui ne voulaient plus vivre dans aucune structure, quelle qu'en soit la nature ; des masses qui avaient entrepris de balayer les frontières légales et géographiques fermement définies par le gouvernement. C'est pourquoi, si nous nous référons à nos conceptions de la structure de l'État et du gouvernement, ces mouvements, aussi longtemps qu'ils voient leur champ d'action physiquement borné à un territoire donné, doivent nécessairement tenter de détruire toute structure, et pour qu'une telle volonté de destruction s'accomplisse, un simple dédoublement de tous les services entre parti et institutions étatiques ne saurait suffire. Puisque le dédoublement implique une relation entre la façade de l'État et le noyau du parti, il pourrait également en résulter un certain type de structure, où la relation entre le parti et l'État finirait automatiquement par se fixer en une réglementation codifiée qui délimiterait et stabiliserait l'autorité de chacun [1202](#).

De fait, le dédoublement des services, apparente solution à la question parti-État dans toutes les dictatures à parti unique, n'est que la manifestation la plus visible d'un phénomène plus complexe auquel, mieux que celui de dédoublement, convient le terme de multiplication des services. Non contents d'instaurer des *Gaue* en plus des vieilles provinces, les nazis introduisirent bien d'autres divisions géographiques, correspondant aux différentes organisations du parti : les unités territoriales relevant de la SA ne recouvrirent jamais ni celles des *Gaue* ni celles des provinces ; qui plus est, elles

différait de celles des SS et aucune d'entre elles ne correspondait aux zones entre lesquelles était répartie la Jeunesse hitlérienne ¹²⁰³ . À cette confusion géographique on doit ajouter le fait que la relation d'origine entre pouvoir réel et pouvoir apparent se répétait partout, bien que d'une manière toujours changeante. L'habitant du III^e Reich hitlérien ne vivait pas seulement sous les autorités simultanées – et souvent en conflit – des pouvoirs concurrents, tels que les administrations, le parti, la SA et les SS ; il ne pouvait jamais savoir avec certitude, et on ne lui disait jamais explicitement, quelle autorité il était censé placer au-dessus de toutes les autres. Il devait développer une sorte de sixième sens pour savoir, à un moment donné, à qui obéir et de qui se moquer.

Ceux qui, d'un autre côté, étaient chargés d'exécuter les ordres que les dirigeants jugeaient, dans l'intérêt du mouvement, réellement nécessaires – ordres dont l'exécution, à l'inverse des mesures gouvernementales, était exclusivement confiée aux formations d'élite du parti – n'étaient guère mieux lotis. Pour la plupart, ces ordres « intentionnellement vagues, étaient donnés avec le ferme espoir que le destinataire reconnaîtrait l'intention du donneur d'ordre, et qu'il agirait en conséquence ¹²⁰⁴ » ; car les formations d'élite n'étaient pas uniquement tenues d'obéir à la lettre aux ordres du Führer (c'était, de toute façon, une obligation pour toutes les organisations existantes), mais « d'exécuter la *volonté* de la direction ¹²⁰⁵ ». Et, comme on peut en juger d'après la foule des procédures pour « excès » devant les tribunaux du parti, ce n'était nullement là une seule et même chose. La seule différence résidait en ce que les formations d'élite, grâce à leur endoctrinement spécialement conçu pour ce genre de tâches, avaient été exercées à comprendre que certaines « suggestions signifiaient plus que leur simple contenu verbal ¹²⁰⁶ ».

Techniquement, le mouvement à l'intérieur de l'appareil de domination totalitaire tire sa mobilité du fait que la direction

ne cesse de déplacer le centre effectif du pouvoir, souvent à d'autres organisations, sans dissoudre, ni même révéler publiquement, les groupes qui ont été ainsi privés de leur pouvoir. Durant la première phase du régime nazi, immédiatement après l'incendie du Reichstag, la SA exerçait l'autorité réelle et le parti l'autorité apparente ; par la suite le pouvoir passa de la SA aux SS, et, pour finir, des SS au Service de sécurité ¹²⁰⁷. L'important est que jamais aucun des organes du pouvoir ne fut privé de son droit à prétendre incarner la volonté du Chef ¹²⁰⁸. Mais ce n'était pas seulement la volonté du Chef qui était d'une instabilité telle qu'en comparaison les caprices des despotes orientaux sont un éclatant exemple de constance ; la cohérente et perpétuelle division entre l'autorité secrète réelle et la prétendue représentation publique faisait du siège effectif du pouvoir par définition un mystère, et ce à un tel degré que même les membres de la clique dirigeante ne pouvaient jamais savoir avec une absolue certitude quelle était leur propre position dans la hiérarchie secrète du pouvoir. Alfred Rosenberg, par exemple, malgré sa longue carrière dans le parti, malgré l'impressionnant pouvoir qu'il détenait en apparence et le nombre de charges qu'il avait accumulées dans la hiérarchie du parti, continuait à parler de la création d'une série d'États d'Europe orientale comme d'un mur défensif contre Moscou, à une époque où ceux qui étaient investis du pouvoir réel avaient déjà décidé qu'aucune structure étatique ne serait mise en place après la défaite de l'Union soviétique, que les populations des territoires occupés de l'Est étaient définitivement devenues apatrides et qu'en conséquence on pouvait les exterminer ¹²⁰⁹. En d'autres termes, comme le fait de savoir à qui obéir et la mise en place d'une hiérarchie relativement permanente auraient introduit un élément de stabilité par essence absent de la domination totalitaire, les nazis désavouaient systématiquement l'autorité réelle chaque fois que celle-ci sortait de l'ombre et créaient de nouveaux organes de gouvernement en comparaison desquels les

précédents devenaient un gouvernement fantôme – jeu qui manifestement pouvait ne jamais prendre fin. Une des différences techniques les plus importantes entre les systèmes soviétique et national-socialiste est que, chaque fois qu'à l'intérieur de son propre mouvement Staline déplaçait l'accent du pouvoir d'un appareil à un autre, il avait tendance à liquider le personnel en même temps que l'appareil ; alors que Hitler, malgré ses propos méprisants à l'égard de ces gens qui « sont incapables de sauter par-dessus leur ombre ¹²¹⁰ », entendait bel et bien continuer à utiliser ces ombres, même si c'était pour une autre fonction.

La multiplication des services était extrêmement utile au constant déplacement du pouvoir. Au reste, plus longtemps un régime totalitaire demeure au pouvoir, plus sont nombreux les services et les postes qui dépendent exclusivement du mouvement, puisque aucun service n'est supprimé alors même que son autorité est liquidée. Le régime nazi engagea ce processus de multiplication en coordonnant initialement toutes les associations, sociétés et institutions existantes. Dans cette manipulation à l'échelle nationale, il était remarquable que coordination ne signifiât pas incorporation aux organes respectifs du parti déjà existants. Il en résulta que jusqu'à la fin du régime, il n'y eut pas une, mais deux organisations des étudiants nationaux-socialistes, deux organisations nazies des femmes, deux organisations nazies des professeurs d'Université, des avocats, des médecins, etc. ¹²¹¹ . On n'avait cependant jamais la certitude que, dans tous les cas, le premier organe du parti serait plus puissant que celui qui lui faisait pendant ¹²¹² . Personne n'était d'ailleurs à même de montrer plus d'assurance pour prédire quel organe du parti gravirait les échelons de la hiérarchie interne de celui-ci ¹²¹³ .

Exemple classique de cette informité planifiée : l'organisation de l'antisémitisme scientifique. En 1933, un institut pour l'étude de la question juive (Institut zur Erforschung der Judenfrage) fut fondé à Munich. Comme on

pensait que la question juive avait été déterminante pour l'histoire tout entière de l'Allemagne, celui-ci s'élargit rapidement en un institut de recherche d'histoire moderne de l'Allemagne. Dirigé par le célèbre historien Walter Frank, celui-ci transforma les universités traditionnelles en sièges d'un savoir apparent, autrement dit en façades. En 1940 fut créé à Francfort un autre institut d'étude de la question juive, dirigé par Alfred Rosenberg, dont le prestige en tant que membre du parti était considérablement plus grand. L'institut de Munich fut, en conséquence, relégué dans l'ombre ; c'était l'institut de Francfort, non celui de Munich, qui était censé recevoir les trésors provenant du pillage des collections juives d'Europe et devenir le siège d'une bibliothèque complète en matière de judaïsme. Pourtant, lorsque ces collections arrivèrent effectivement en Allemagne quelques années plus tard, ce n'est pas à Francfort qu'allèrent les pièces les plus précieuses, mais à Berlin, où le bureau spécial de la Gestapo de Himmler pour la liquidation (et pas seulement l'étude) de la question juive, dirigé par Eichmann, les accueillit. Aucune des institutions plus anciennes ne fut jamais supprimée, si bien qu'en 1944 la situation était la suivante : derrière la façade qu'étaient les départements d'histoire des universités se tenait, menaçant, le pouvoir plus réel de l'institut de Munich ; derrière ce dernier pointait, à son tour, l'institut de Rosenberg à Francfort ; et c'est seulement derrière ces trois façades que, caché et protégé par elles, se trouvait le véritable centre de l'autorité, le *Reichssicherheitshauptamt* [RSHA : Office central de Sécurité], division spéciale de la Gestapo.

La façade du gouvernement soviétique, érigée plus exclusivement encore à l'intention des observateurs étrangers, est, en dépit de sa Constitution écrite, encore plus inconsistante que l'administration d'État héritée de la République de Weimar et conservée par les nazis. Les services que les nazis avaient accumulés pendant la période initiale de coordination lui faisant défaut, le régime soviétique compta encore davantage

sur la création continuelle de nouveaux services pour rejeter dans l'ombre les anciens centres du pouvoir. La gigantesque inflation de l'appareil bureaucratique, inhérente à une telle méthode, est enrayée grâce à cette liquidation périodique au moyen des purges. Toujours est – il qu'en Russie également, nous pouvons distinguer au moins trois organisations nettement séparées : le soviét ou appareil d'État, l'appareil du parti et l'appareil du NKVD, chacun d'eux possédant son propre département d'économie indépendant, un département politique, un ministère de l'éducation et de la culture, un département militaire, etc. ¹²¹⁴ .

En Russie, l'opposition entre le pouvoir apparent de la bureaucratie du parti et le pouvoir réel de la police secrète correspond au dédoublement originel du parti et de l'État tel qu'on le connut en Allemagne nazie. La multiplication ne devient évidente que dans la police secrète elle-même, avec son réseau d'agents extrêmement complexe et tentaculaire, dont un département est toujours chargé de surveiller et d'espionner l'autre. Il n'est pas d'entreprise en Union soviétique qui n'ait son département spécial de la police secrète, lequel espionne les membres du parti aussi bien que le personnel ordinaire. Coexiste avec ce département une autre division de la police du parti lui – même qui, à son tour, surveille tout le monde, y compris les agents du NKVD, et dont les membres ne sont pas connus de ceux du corps rival. À ces deux organisations d'espionnage, il faut ajouter les syndicats qui, dans les usines, ont pour mission de veiller à ce que les travailleurs remplissent bien les quotas prescrits. Le « département spécial » du NKVD, beaucoup plus important encore que tous ces appareils, constitue « un NKVD à l'intérieur du NKVD », c'est-à-dire une police secrète à l'intérieur de la police secrète ¹²¹⁵ . Tous les rapports produits par ces corps de police concurrents parviennent finalement au comité central, à Moscou et au Politburo. C'est là qu'on décide lequel est décisif et, parmi les divisions de la police, celle qui sera chargée d'exécuter les

mesures. Bien entendu, ni le citoyen moyen, ni aucun des départements de la police ne sait quelle décision sera prise ; aujourd'hui, ce peut être la division spéciale du NKVD, demain, le réseau des agents du parti ; le jour suivant, ce peuvent être les comités locaux ou l'un des organes régionaux. Entre tous ces départements, il n'existe aucune hiérarchie du pouvoir ou de l'autorité qui soit légalement fondée. La seule certitude est qu'en fin de compte, l'un d'entre eux pourra être choisi pour incarner la « volonté de la direction ».

La seule règle sûre, dans un État totalitaire, est que plus les organes de gouvernement sont visibles, moins le pouvoir dont ils sont investis est grand ; que moins est connue l'existence d'une institution, plus celle-ci finira par s'avérer puissante. C'est conformément à cette règle que les soviets, reconnus par une Constitution écrite comme la plus haute autorité de l'État, ont un pouvoir moindre que le parti bolchevique ; que le parti bolchevique, qui recrute ouvertement ses membres et qui est censé former la classe dirigeante, a moins de pouvoir que la police secrète. Le pouvoir réel commence où le secret commence. À cet égard, les États nazi et bolchevique furent tout à fait semblables ; la principale différence réside dans le fait que, d'un côté, les services de la police secrète étaient monopolisés et centralisés par Himmler, alors que de l'autre, en Russie, c'était un dédale d'activités de police sans relations ni liens apparents.

Si nous considérons l'État totalitaire seulement en tant qu'instrument du pouvoir, c'est-à-dire en faisant abstraction des questions d'efficacité administrative, de capacité industrielle et de productivité économique, son infirmité s'avère alors l'instrument idéal pour la réalisation du soi-disant principe du Chef. La continuelle concurrence entre les services, dont non seulement les fonctions se chevauchent, mais dont les tâches sont identiques ¹²¹⁶, ne laisse à l'opposition ou au sabotage pratiquement aucune chance de se traduire en actes. Un prompt déplacement d'inflexion qui relègue un service dans

l'ombre, tout en donnant l'autorité à un autre, peut résoudre tous les problèmes, sans que personne prenne conscience du changement ou de la manifestation d'une opposition. Ce système présente, en outre, un avantage : le service en opposition n'apprend jamais rien de sa défaite, soit qu'on ne le supprime jamais (comme dans le cas du régime nazi), soit qu'on le liquide beaucoup plus tard, sans liaison apparente avec ce qui en fut la cause réelle. Cette manière d'agir est d'autant plus facile que personne, hormis de rares initiés, ne connaît les rapports exacts des autorités entre elles. C'est seulement de temps à autre que le monde non totalitaire perçoit cet état de choses : quand, par exemple, un haut fonctionnaire à l'étranger confesse qu'un obscur secrétaire d'ambassade avait été son supérieur hiérarchique immédiat. Souvent, on peut déterminer rétrospectivement les causes d'une telle perte de pouvoir ou plutôt qu'elle a eu lieu. Par exemple, il n'est pas difficile de comprendre aujourd'hui pourquoi, lorsque la guerre éclata, des gens comme Alfred Rosenberg ou Hans Frank furent mutés à des fonctions officielles et du même coup évincés du véritable centre du pouvoir, c'est-à-dire du premier cercle entourant le Führer ¹²¹⁷. L'important est que non seulement ils n'ont pas connu les raisons de ces mutations mais, apparemment, n'ont même pas soupçonné que des postes aussi élevés, semble-t-il, que ceux de gouverneur général de la Pologne, ou de ministre du Reich pour tous les territoires de l'Est, loin de marquer l'apogée de leur carrière nationale-socialiste, en marquaient la fin.

Le principe du Chef n'établit pas plus une hiérarchie dans l'État totalitaire qu'il ne le fait dans le mouvement totalitaire ; l'autorité de haut en bas du corps politique n'est pas filtrée par toute une série de niveaux intermédiaires, comme c'est le cas dans les régimes autoritaires. La vraie raison en est qu'il n'y a pas de hiérarchie sans autorité et que, malgré les nombreux malentendus au sujet de la « personnalité autoritaire », le principe d'autorité est, pour l'essentiel, diamétralement opposé

à celui de la domination totalitaire. Pour ne pas parler de son origine dans l'histoire romaine, l'autorité, sous quelque forme que ce soit, implique toujours une limitation de la liberté, mais jamais l'abolition de celle-ci. C'est cependant à cette abolition et même à l'élimination de toute spontanéité humaine en général que tend la domination totalitaire, et non simplement à une restriction, si tyrannique qu'elle soit, de la liberté. Techniquement, cette absence de toute autorité ou hiérarchie qui caractérise le système totalitaire, est bien mise en évidence par le fait qu'entre le pouvoir suprême (le Führer) et les gouvernés, il n'existe pas de niveaux intermédiaires responsables et susceptibles de recevoir chacun leur juste part d'autorité et d'obéissance. La volonté du Führer peut s'incarner en tout lieu et en tout temps, et lui-même n'est assujéti à aucune hiérarchie, pas même à celle qu'il aurait mise en place. Il est donc faux de dire que le mouvement, après la prise du pouvoir, fonde une multitude de principautés, royaumes au sein desquels chaque petit chef est libre d'agir à sa guise et d'imiter le grand chef au sommet ¹²¹⁸. La prétention des nazis : « Le parti est l'ordre des Führers ¹²¹⁹ », était un mensonge ordinaire. De même que la multiplication à l'infini des services, et la confusion dans l'autorité donnent lieu à un état de choses tel que chaque citoyen se sent directement confronté à la volonté du Chef, qui choisit arbitrairement l'organe chargé d'exécuter ses décisions, de même, le million et demi de « Führers » du III^e Reich ¹²²⁰ était parfaitement conscient du fait que son autorité procédait directement de Hitler, sans les niveaux intermédiaires qu'implique l'existence d'une hiérarchie ¹²²¹. La dépendance directe était réelle, la hiérarchie, sans doute importante socialement, n'était qu'un leurre, la contrefaçon d'un État autoritaire.

Le monopole absolu du Chef en matière de pouvoir et d'autorité apparaît de la manière la plus évidente dans les rapports que celui-ci entretient avec son chef de la police, personnage qui, dans un pays totalitaire, occupe la position

publique la plus puissante. Pourtant, en dépit du pouvoir immense, matériel et organisationnel dont il dispose, comme chef d'une véritable armée policière ainsi que des formations d'élite, le chef de la police ne semble pas être en mesure de jamais s'emparer du pouvoir et diriger lui-même le pays. Ainsi, avant la chute de Hitler, jamais Himmler ne songea à mettre en cause la prétention de Hitler aux fonctions de chef ¹²²², et il ne fut jamais proposé comme son successeur. Dans ce contexte, la tentative malheureuse de Beria de s'emparer du pouvoir après la mort de Staline est encore plus intéressante. Bien que Staline n'ait jamais permis que ses chefs de la police jouissent d'une position comparable à celle d'un Himmler durant les dernières années du régime nazi, Beria disposait lui aussi de troupes assez nombreuses pour faire pièce à l'autorité du parti après la mort de Staline. Il lui suffisait d'occuper entièrement Moscou et tous les accès au Kremlin ; personne, à l'exception de l'armée Rouge, n'eût été en mesure de briser sa conquête du pouvoir ; cela aurait abouti à une sanglante guerre civile dont l'issue eût été rien moins qu'assurée. L'important est que Beria abandonna volontairement toutes ses fonctions quelques jours plus tard seulement : il n'était pourtant pas sans savoir qu'il paierait de sa vie les quelques jours où il avait eu l'audace de miser sur le pouvoir de la police contre celui du parti ¹²²³.

Le fait qu'il n'a pas le pouvoir absolu n'empêche bien sûr nullement le chef de la police d'organiser l'énorme appareil dont il a la charge conformément aux principes du pouvoir totalitaire. Tout à fait remarquable est ainsi la manière dont Himmler, après sa désignation, entreprit la réorganisation de la police allemande, en introduisant dans l'appareil jusque-là centralisé de la police secrète la multiplication des services – autrement dit, il fit apparemment ce que tous les experts en matière de pouvoir qui précédèrent les régimes totalitaires auraient tenu pour une décentralisation redoutable menant à un affaiblissement du pouvoir. Au service de la Gestapo, Himmler adjoignit d'abord le Service de sécurité

[Sicherheitsdienst], qui était à l'origine une division des SS créée afin de constituer le corps de police interne du parti. Tandis que les principaux services de la Gestapo et du Service de sécurité étaient en définitive centralisés à Berlin, les branches régionales de ces deux services secrets gigantesques conservaient chacune leur identité et envoyaient directement leurs rapports au bureau personnel de Himmler à Berlin ¹²²⁴ . Durant la guerre, Himmler créa deux services de renseignements supplémentaires. L'un était formé d'inspecteurs censés contrôler et coordonner le Service de sécurité et la police, et relevait de la juridiction de la SS. Le second était un bureau de renseignement spécifiquement militaire qui agissait indépendamment des forces armées du Reich et qui réussit finalement à absorber les propres services de renseignements de l'armée ¹²²⁵ .

L'absence complète de révolutions de palais, victorieuses ou non, est l'une des caractéristiques les plus remarquables des dictatures totalitaires. (À une exception près, aucun nazi mécontent ne prit part à la conspiration militaire de juillet 1944 contre Hitler.) En apparence, le principe du Chef semble appeler de sanglants changements de pouvoir personnel sans changement de régime. Ce n'est là qu'un signe parmi d'autres montrant que la forme totalitaire de gouvernement a bien peu de rapports avec la soif de pouvoir, ou même avec le désir d'une machine génératrice de pouvoir, ou avec ce jeu du pouvoir pour le pouvoir qui caractérisa les dernières phases du mode de domination impérialiste. Techniquement parlant, c'est pourtant là un des signes les plus importants, en dépit de toutes les apparences, que le gouvernement totalitaire n'est pas dirigé par une clique ou un gang ¹²²⁶ . L'exemple de la dictature de Hitler, tout comme celle de Staline, met clairement en lumière que l'isolement d'individus atomisés constitue non seulement le fondement dans les masses du pouvoir totalitaire mais encore se répercute jusqu'au sommet de la structure tout entière. Staline exécuta presque tous ceux qui pouvaient se vanter

d'appartenir à la clique dirigeante, il recourait à la rétrogradation et à l'avancement des membres du Politburo chaque fois qu'une clique était en passe de s'implanter solidement. Hitler détruisit les cliques dans l'Allemagne nazie avec des méthodes moins drastiques – la seule purge sanglante étant celle qui frappa la clique de Rôhm dont la cohésion, à dire vrai, était liée à l'homosexualité des dirigeants ; il prévenait leur formation en déplaçant sans cesse le pouvoir et l'autorité, en renouvelant fréquemment le cercle de ses intimes, de sorte que toute solidarité entre ceux qui étaient arrivés au pouvoir avec lui disparut rapidement. En outre, il paraît évident que la défiance monstrueuse qui fut, dit-on – et en des termes presque identiques –, le trait marquant des deux personnalités de Hitler et de Staline, leur interdisait de présider quelque chose d'aussi tenace et durable qu'une clique. Quoi qu'il en soit, l'important est qu'il n'existe pas d'interconnexion entre les gens en place. Ils ne sont liés ni par un statut d'égalité à l'intérieur d'une hiérarchie politique ni par les rapports de supérieurs à subordonnés, ni par la douteuse loyauté des gangsters. En Russie soviétique, chacun sait que le directeur d'un grand complexe industriel peut, tout comme le ministre des Affaires étrangères, être, du jour au lendemain, rejeté au bas de l'échelle sociale et politique et remplacé par quelqu'un de totalement inconnu. D'un autre côté, le sentiment d'une complicité entre gangsters, qui ne fut pas sans jouer un certain rôle aux premiers temps de la dictature nazie, perdit toute force de cohésion, dans la mesure où, justement, le totalitarisme usa de son pouvoir pour répandre cette complicité dans la population, jusqu'à organiser la culpabilité du peuple tout entier sous sa domination ¹²²⁷.

L'absence d'une clique dirigeante a rendu particulièrement déroutante et embarrassante la question de savoir qui succéderait au dictateur totalitaire. Il est vrai que cette question a tourmenté tous les usurpateurs, et il est assez significatif qu'aucun des dictateurs totalitaires n'ait eu recours à la vieille

méthode : établir une dynastie et désigner leurs fils. Où Hitler multipliait les désignations, qui ainsi s'annulaient d'elles-mêmes, Staline usait d'une méthode qui faisait de la succession l'un des honneurs les plus redoutables en Union soviétique. Dans une situation totalitaire, où la connaissance de l'écheveau des courroies de transmission équivaut au pouvoir suprême, chaque successeur désigné qui en arrive à savoir ce qui se passe véritablement est automatiquement destitué après un certain temps. Une désignation valable et relativement permanente présupposerait assurément l'existence d'une clique dont les membres partageraient avec le Chef le monopole de la connaissance des rouages, ce que le Chef doit à tout prix éviter. Hitler s'expliqua là-dessus à sa manière devant les commandants en chef de la Wehrmacht qui, au milieu de la tourmente de la guerre, se torturaient probablement les méninges à ce propos : « Au bout du compte, je dois, en toute modestie, qualifier ma propre personne d'irremplaçable [...]. La destinée du Reich dépend de moi seul ¹²²⁸ . » Nul besoin de chercher une quelconque ironie dans le mot modestie ; se démarquant nettement de tous les usurpateurs, despotes et tyrans précédents, le chef totalitaire semble croire que la question de sa succession n'est pas d'un intérêt primordial, qu'aucune qualité, qu'aucune préparation particulières ne sont requises pour la tâche, que le pays obéira en fin de compte à quiconque se trouvera désigné au moment de sa mort, qu'aucun rival assoiffé de pouvoir ne viendra lui disputer sa légitimité ¹²²⁹ . En tant que techniques de gouvernement, les procédés totalitaires paraissent, dans leur simplicité, d'une ingénieuse efficacité. Ils assurent non seulement un monopole absolu du pouvoir mais encore une certitude sans pareille : celle que tous les ordres seront toujours exécutés. La multitude des courroies de transmission, la confusion de la hiérarchie assurent la complète indépendance du dictateur à l'égard de ses subordonnés et rendent possibles les brusques et surprenants revirements de politique qui ont fait la renommée du

totalitarisme. Le corps politique du pays, en raison de son infirmité, est à l'abri de tout choc.

Les raisons pour lesquelles jamais auparavant on n'a fait preuve d'une efficacité aussi extraordinaire sont aussi simples que le dispositif lui – même. La multiplication des services détruit tout sens des responsabilités et toute compétence ; ce n'est pas seulement une inflation terriblement onéreuse et improductive de l'administration mais bien une entrave à la productivité, les ordres contradictoires retardant sans cesse le travail réel jusqu'à ce que le Chef ait tranché la question par ses ordres. Le fanatisme des cadres d'élite, absolument essentiel à la bonne marche du mouvement, abolit systématiquement tout intérêt véritable pour des tâches particulières et engendre une mentalité qui voit dans n'importe quel acte un instrument pour quelque chose de tout à fait différent ¹²³⁰ . Et cette mentalité n'est pas seulement le fait d'une élite ; elle gagne peu à peu toute la population dont la vie, jusque dans ses détails les plus intimes, et la mort dépendent de décisions politiques – c'est-à-dire de causes et de motifs secrets qui n'ont rien à voir avec les actes accomplis. Les continuelles destitutions, rétrogradations, promotions rendent impossible tout travail d'équipe sérieux, et empêchent que se développe une véritable expérience. Économiquement parlant, le travail forcé est un luxe que la Russie n'était pas en mesure de s'offrir : en un temps où les compétences techniques faisaient cruellement défaut, les camps étaient remplis d'« ingénieurs hautement qualifiés [qui] se disputaient le droit d'effectuer des travaux de plomberie, de réparer des réveils, l'électricité, le téléphone ¹²³¹ ». Mais alors, d'un point de vue purement utilitaire, la Russie ne pouvait pas non plus s'offrir le luxe des grandes purges qui, dans les années 30, vinrent interrompre un redressement économique longtemps attendu ; non plus que l'élimination physique de l'état-major de l'armée Rouge, qui la mena au bord de la défaite dans la guerre russo-finlandaise.

En Allemagne, les choses se présentèrent de manière sensiblement différente. Au début, les nazis montrèrent une certaine tendance à garder en place les compétences techniques et administratives, à autoriser le profit dans les affaires, à dominer l'économie sans trop y intervenir. Lorsque la guerre éclata, l'Allemagne n'était pas encore complètement totalitarisée : si l'on admet que la préparation à la guerre est un objectif rationnel, on doit concéder que dans l'ensemble, jusqu'en 1942, l'économie allemande a pu fonctionner de manière plus ou moins rationnelle. En soi, la préparation à la guerre n'est pas, en dépit de son coût prohibitif ¹²³², anti-utilitaire ; car, assurément, il peut être « moins coûteux de s'emparer par la conquête des biens et des ressources des autres nations que de les acheter à des pays étrangers ou que de les produire chez soi ¹²³³ ». Les lois économiques de l'investissement et de la production, de l'équilibre des gains et des profits, et de l'épuisement des ressources ne s'appliquent plus dès lors qu'on cherche, en toute occasion, à renflouer une économie intérieure épuisée avec les produits du pillage des autres pays. Il est bien vrai, et le peuple allemand sympathisant en était parfaitement conscient, que le fameux slogan nazi « des canons ou du beurre » signifiait en réalité « du beurre par les canons ¹²³⁴ ». C'est seulement en 1942 que les règles de la domination totalitaire commencèrent à primer toute autre considération.

La radicalisation commença aussitôt que la guerre éclata ; on pourrait même avancer l'hypothèse suivante : cette guerre fut provoquée par Hitler entre autres raisons parce qu'elle lui permettait d'accélérer le processus d'une manière qui aurait été inconcevable en temps de paix ¹²³⁵. Le plus étonnant dans ce processus cependant est qu'il ne fut aucunement stoppé par une défaite aussi cuisante que celle de Stalingrad ; le danger de perdre la guerre ne faisait, somme toute, qu'inciter encore davantage à jeter par-dessus bord toute considération utilitaire et à mettre les bouchées doubles pour tenter d'atteindre, grâce

à une organisation totale impitoyable, les buts de l'idéologie raciale totalitaire, si court que soit le temps laissé ¹²³⁶ . Après Stalingrad, les formations d'élite qui avaient été strictement séparées du peuple s'accrurent considérablement ; l'interdiction pour ceux qui servaient dans les forces armées d'appartenir au parti fut levée et le commandement militaire placé sous la tutelle de commandants SS. Le monopole du crime, que les SS gardaient jalousement, fut aboli et les soldats se virent indistinctement assignés à l'exécution des meurtres de masse ¹²³⁷ . Aucune considération – ni militaire, ni économique, ni politique – ne tint contre le lourd et coûteux programme d'extermination et de déportation de masse.

Si l'on considère les dernières années de la domination nazie et sa version d'un « plan quinquennal » qu'elle n'eut pas le temps de mener à bien, mais qui visait à l'extermination des peuples polonais et ukrainiens, de 170 millions de Russes (comme il est mentionné dans un plan), de l'intelligentsia d'Europe occidentale, par exemple en Hollande, et de la population d'Alsace-Lorraine, ainsi que de tous les Allemands qui étaient voués à l'extermination par la loi de santé du Reich ou par le projet de loi « sur les étrangers à la Communauté » [*Gemeinschaftffemdenengesetz*][^] on ne peut s'empêcher de le comparer au plan quinquennal bolchevique de 1929, première année de dictature nettement totalitaire en Russie. De vulgaires slogans eugénistes dans un cas, de pompeuses considérations sur l'économie dans l'autre furent le prélude à « une folie prodigieuse dans laquelle toutes les règles de la logique et tous les principes économiques étaient mis sens dessus dessous ¹²³⁸ ».

Certes, ce n'est pas consciemment que les dictateurs totalitaires se sont engagés dans la voie de la démence. Disons plutôt que notre étonnement devant le caractère anti-utilitaire des structures de l'État totalitaire naît de l'idée erronée que nous avons affaire, somme toute, à un État comme les autres – une bureaucratie, une tyrannie, une dictature. Lorsque les

dirigeants totalitaires proclament que le pays où ils ont réussi à s'emparer du pouvoir n'est à leurs yeux que le quartier général temporaire d'un mouvement international en marche pour la conquête du monde, lorsqu'ils considèrent victoires et défaites en termes de siècles ou de millénaires et que les intérêts planétaires priment toujours les intérêts locaux de leur propre territoire ¹²³⁹ , nous tenons ces propos pour négligeables. La fameuse phrase « le droit est ce qui est bon pour le peuple allemand » n'était employée qu'à des fins de propagande de masse ; aux nazis, on disait que le « droit est ce qui est bon pour le mouvement ¹²⁴¹ », et les intérêts de l'un et de l'autre étaient loin de toujours coïncider. Les nazis ne pensaient pas que les Allemands formaient une race de seigneurs, à qui le monde appartenait ; ils pensaient au contraire que ceux-ci devaient être guidés, au même titre que toutes les autres nations, par une race de seigneurs, laquelle était sur le point de naître ¹²⁴² . Ce n'étaient point les Allemands qui formaient l'aurore de cette race de maîtres, mais les SS ¹²⁴³ . « L'empire mondial germanique », comme disait Himmler, ou l'empire mondial « aryen » comme aurait plutôt dit Hitler, n'était de toute façon envisageable qu'à des siècles de distance ¹²⁴⁴ . Pour le « mouvement » il était plus important de démontrer qu'il était possible de fabriquer une race anéantissant d'autres « races » que de gagner une guerre aux objectifs limités. Ce qui frappe l'observateur extérieur comme « une folie prodigieuse » n'est que la conséquence de l'absolue primauté du mouvement, non seulement sur l'État, mais aussi sur la nation, le peuple, et le pouvoir dont sont investis les dirigeants eux-mêmes. L'ingénieux système du gouvernement totalitaire, avec cette concentration absolue, inégalée, du pouvoir dans les mains d'un seul homme, n'avait jamais été expérimenté auparavant parce qu'aucun tyran ordinaire ne fut jamais assez fou pour écarter toute considération d'intérêt limité et local – économique, national, humain, militaire – en faveur d'une réalité purement fictive dans on ne sait quel avenir lointain et indéfini.

Dans la mesure où le totalitarisme au pouvoir demeure fidèle aux principes originels du mouvement, on ne peut guère être surpris par les similitudes frappantes entre les procédés d'organisation du mouvement et l'État appelé totalitaire. La répartition entre membres du parti et compagnons de route organisés dans des organisations de façade, loin de disparaître, prépare la « coordination » de toute la population, sous forme d'organisations de sympathisants. La prodigieuse inflation du nombre des sympathisants est compensée par l'attribution à une « classe » privilégiée – quelques millions de personnes – de la force que représente le parti, et par la création d'un super-parti, fort de quelques centaines de milliers de membres, constituant les formations d'élite. La multiplication des services, le dédoublement des fonctions, et l'adaptation des rapports du sympathisant du parti à la nouvelle situation, signifient simplement que la structure particulière du mouvement, structure en oignon où chaque enveloppe recouvre la formation suivante, plus militante encore, est maintenue. L'appareil d'État est transformé en organisation de façade composée de bureaucrates sympathisants, dont la fonction consiste, pour les affaires intérieures, à répandre la confiance parmi les masses de citoyens seulement coordonnés, et pour les affaires étrangères, à donner le change au monde extérieur non totalitaire. Le Guide, en sa double qualité de chef de l'État et de guide du mouvement, réunit en sa personne une inflexibilité de militant portée à son plus haut degré et la confiance que la normalité inspire.

L'une des différences les plus importantes entre un mouvement totalitaire et un État totalitaire réside en ce que le dictateur totalitaire peut et doit pratiquer l'art du mensonge totalitaire d'une manière plus cohérente et à une plus large échelle que le guide d'un mouvement. C'est pour partie la conséquence automatique de l'accroissement du nombre des compagnons de route et pour partie dû au fait qu'un homme d'État ne peut revenir sur des déclarations qui déplaisent aussi

aisément qu'un guide de parti démagogue. À cette fin, Hitler choisit de recourir sans aucun détour au nationalisme passé de mode qu'il avait maintes fois dénoncé avant son accession au pouvoir ; en posant au nationaliste ardent, en soutenant que le national-socialisme n'était pas une « marchandise exportable », il rassurait les Allemands autant que les non-Allemands et donnait à entendre que les ambitions nazies seraient satisfaites quand le seraient les traditionnelles revendications d'une politique étrangère allemande nationaliste – le retour des territoires cédés au traité de Versailles, *VAnschluss* de l'Autriche, l'annexion des régions germanophones de Bohême. Staline, de même, comptait à la fois avec l'opinion publique russe et le monde non russe lorsqu'il inventa sa théorie du « socialisme dans un seul pays » et mit sur le dos de Trotski l'idée de révolution mondiale ¹²⁴⁵ .

Mentir systématiquement au monde entier ne peut se faire impunément que si les conditions d'une domination totalitaire sont réunies, dans lesquelles le caractère fictif de la réalité quotidienne rend la propagande en grande partie superflue. Avant la prise du pouvoir, les mouvements ne peuvent se permettre de dissimuler à ce point leurs véritables buts – après tout, ceux-ci sont faits pour inspirer des organisations de masse. Mais, une fois acquise la possibilité d'exterminer les Juifs comme des punaises, au moyen de gaz toxiques, il n'est plus nécessaire de propager l'idée que les Juifs sont des punaises ¹²⁴⁶ ; une fois acquis le pouvoir d'enseigner l'histoire de la révolution russe sans mentionner le nom de Trotski, la propagande contre Trotski devient inutile. Mais l'emploi des méthodes qui permettent d'atteindre les buts idéologiques peut être « escompté » seulement de ceux « dont la fermeté idéologique est absolue » – qu'ils aient acquis une telle fermeté dans les écoles du Komintern ou dans les centres spéciaux d'endoctrinement nazis – même si ces buts continuent à être rendus publics. En de telles occasions, il apparaît invariablement que les simples sympathisants ne comprennent

jamais ce qui se passe ¹²⁴⁷ . Cela conduit au paradoxe que « la société secrète au grand jour » n'est jamais plus subversive dans son caractère et dans ses méthodes qu'après avoir été reconnue comme membre à part entière du concert des nations. Il n'y a rien que de logique dans le refus opposé par Hitler, avant la prise du pouvoir, à toutes les tentatives d'organiser le parti et même les formations d'élite sur une base subversive ; pourtant, après 1933, il se montra très impatient de faciliter la transformation des SS en une sorte de société secrète ¹²⁴⁸ . De manière semblable, les partis communistes dirigés depuis Moscou, en net contraste avec leurs prédécesseurs, montrent une curieuse tendance à préférer des conditions de clandestinité, même là où une complète légalité est possible ¹²⁴⁹ . Plus est visible le pouvoir du totalitarisme, plus ses véritables buts deviennent secrets. Pour connaître les fins ultimes de la domination hitlérienne en Allemagne, mieux valait se fier aux discours de propagande et à *Mein Kampf* qu'à l'éloquence du chancelier du III^e Reich ; de même qu'il eût mieux valu ne pas croire les phrases de Staline sur « le socialisme dans un seul pays », opportunément inventées afin de s'emparer du pouvoir après la mort de Lénine, et prendre plus au sérieux l'hostilité dont il ne cessa de faire preuve à l'égard des pays démocratiques. Les dictateurs totalitaires ont prouvé qu'ils étaient on ne peut plus conscients du danger inhérent à leur affectation de normalité ; c'est-à – dire du danger d'une véritable politique nationaliste ou de la construction effective du socialisme dans un seul pays. Ils se sont efforcés de surmonter ce danger en maintenant en permanence un écart considérable entre des paroles rassurantes et la réalité du régime, en appliquant sciemment la méthode qui consiste à faire toujours le contraire de ce qu'on dit ¹²⁵⁰ . Staline a poussé cet art de l'équilibre, qui demande plus d'habileté que la simple routine de la diplomatie, au point qu'une certaine modération en politique étrangère ou dans la ligne politique du Komintern était presque invariablement accompagnée de purges radicales

dans les rangs du parti russe. Il y a assurément plus qu'une coïncidence entre la politique de Front populaire, la rédaction d'une Constitution soviétique relativement libérale et les procès de Moscou.

La preuve évidente que les gouvernements totalitaires aspirent à conquérir le globe et à faire entrer dans leur mouvance tous les pays de la terre se trouve de manière réitérée dans la littérature bolchevique et nazie. Cependant, ces programmes idéologiques, hérités des mouvements prétotalitaires (partis supranationalistes antisémites, rêves d'empire pangermanique en ce qui concerne les nazis ; concept international de révolution socialiste dans le cas des Bolcheviks) ne sont pas décisifs. L'élément décisif, c'est que les régimes totalitaires conduisent leur politique étrangère à partir de l'hypothèse logique qu'ils atteindront cet objectif à un moment ou à un autre, que jamais ils ne le perdent de vue, si lointain qu'il puisse paraître, si grave que puisse être le conflit entre les exigences « idéales » et les nécessités du moment. Ils ne considèrent aucun pays comme définitivement étranger mais, bien au contraire, tous les pays comme leur territoire potentiel. La marche au pouvoir, le fait que, dans un pays, le monde fictif du mouvement est devenu une réalité tangible, crée avec les autres nations un mode de relation qui rappelle la situation du parti totalitaire sous un pouvoir qui ne l'est pas : la réalité tangible de la fiction, soutenue par un pouvoir d'État internationalement reconnu, peut être exportée de la même manière que le mépris pour le Parlement peut être importé dans un Parlement non totalitaire. À cet égard, la « solution » de la question juive proposée avant-guerre était une première marchandise d'exportation de l'Allemagne nazie : l'expulsion des Juifs permit d'exporter une bonne dose de nazisme dans d'autres pays ; en forçant les Juifs à quitter le Reich sans passeport et sans argent, on donnait corps à la légende du Juif errant, et en les forçant à manifester contre eux une hostilité intransigeante, les nazis avaient créé le prétexte à une question

passionnée dans la politique intérieure de toutes les nations ¹²⁵¹

En 1940, on comprit à quel point les nazis prenaient au sérieux leur fiction subversive, qui faisait d'eux les futurs maîtres du monde, lorsque – malgré la nécessité et malgré leurs chances bien trop réelles de se concilier les peuples occupés de l'Europe – ils commencèrent leur politique de dépeuplement des territoires de l'Est sans tenir compte du manque de main-d'œuvre ni des graves conséquences qui en résulteraient sur le plan militaire, et qu'ils introduisirent dans les pays occupés à l'Ouest ¹²⁵² une législation avec effet rétroactif en y important une partie du code pénal du III^e Reich. Il n'y avait guère de façon plus efficace de faire connaître la prétention nazie à gouverner le monde que de punir comme crime de haute trahison tout propos ou toute action hostile au III^e Reich, sans distinction de circonstance, de lieu ni de personne. La loi nazie traitait le monde entier comme tombant potentiellement sous sa juridiction ; si bien que l'armée d'occupation n'était plus un instrument de conquête qui apportait avec elle la nouvelle loi du conquérant, mais un organe exécutif qui faisait respecter une loi dont on supposait l'existence déjà acquise pour tous.

Le postulat que la loi nazie valait au-delà des frontières de l'Allemagne et la punition des non-Allemands étaient plus que de simples moyens d'oppression. Les régimes totalitaires ne s'effraient pas des implications logiques de la conquête du monde, même si elles vont à contre-sens et sont au détriment des intérêts de leur propre peuple. Logiquement, il est

incontestable qu'un plan de conquête du monde comporte l'abolition des différences entre la mère patrie conquérante et les territoires conquis, ainsi que de la distinction entre politiques étrangères et intérieures sur laquelle sont fondées toutes les institutions et toutes les relations internationales non totalitaires. Si le conquérant totalitaire se conduit partout comme s'il était chez lui, il doit en outre traiter son propre

peuple aussi durement que s'il était un conquérant étranger ¹²⁵³. Et il est parfaitement vrai que le mouvement totalitaire s'empare du pouvoir tout à fait dans le même esprit qu'un conquérant étranger qui occupe un pays et le gouverne, non pour son propre bien mais au profit de quelque chose ou de quelqu'un d'autre. Les nazis se comportèrent comme des conquérants étrangers en Allemagne lorsque, à l'encontre de tous les intérêts nationaux, ils essayèrent, non sans un certain succès, de transformer leur défaite en une catastrophe finale pour tout le peuple allemand ; de même, en cas de victoire, ils avaient bien l'intention de poursuivre leur politique d'extermination dans les rangs des Allemands « racialement inaptes » ¹²⁵⁴.

Une attitude similaire semble avoir inspiré la politique étrangère soviétique après la guerre. Le coût de l'agressivité de celle-ci fut prohibitif pour le peuple russe lui-même : elle conduisit à renoncer au grand prêt américain de l'après-guerre qui aurait permis à la Russie de reconstruire les zones dévastées et d'industrialiser le pays d'une manière rationnelle et productive. L'extension de gouvernements komintemien ¹²⁵⁵ un peu partout dans les Balkans et l'occupation de vastes territoires à l'Est, loin de procurer des bénéfices tangibles, amenuisèrent encore davantage les ressources de la Russie. Mais cette politique servait sans doute les intérêts du mouvement bolchevique, qui s'est étendu à presque la moitié du monde habité.

Comme un conquérant étranger, le dictateur totalitaire considère les richesses naturelles et industrielles de chaque pays, y compris le sien, comme une source de pillage et un moyen de préparer la prochaine étape de l'expansion agressive. Étant donné que cette politique économique de spoliation systématique est poursuivie pour le bien du mouvement et non pour celui de la nation, ni le peuple ni le territoire, en tant que bénéficiaires potentiels, ne sont en mesure de fixer un point de saturation à ce processus. Le dictateur totalitaire est comme un

conquérant étranger qui ne vient de nulle part et le produit de son pillage ne profite vraisemblablement à personne. La répartition du butin ne se calcule pas en fonction d'un renforcement de l'économie intérieure du pays mais uniquement d'une manœuvre tactique opportune. Pour les questions économiques, les régimes totalitaires sont aussi bien chez eux dans leurs pays que les fameuses nuées de sauterelles. Le fait que le dictateur totalitaire gouverne son propre pays comme un conquérant étranger aggrave les choses car il ajoute au caractère impitoyable du régime une efficacité qui fait visiblement défaut aux tyrannies s'exerçant en milieu étranger. La guerre que Staline mena contre l'Ukraine au début des années 30 fut deux fois plus efficace que l'invasion et l'occupation affreusement sanglantes de la Russie par les Allemands ¹²⁵⁶ . C'est pourquoi le totalitarisme préfère les gouvernements Quisling à la domination directe, malgré les dangers évidents de tels régimes.

L'ennui avec les régimes totalitaires n'est pas qu'ils manipulent le pouvoir politique d'une manière particulièrement impitoyable, mais que derrière leur politique se cache une conception du pouvoir entièrement nouvelle et sans précédent, de même que derrière leur *Realpolitik* se trouve une conception entièrement nouvelle, sans précédent, de la réalité. Suprême dédain des conséquences immédiates plutôt qu'inflexibilité ; absence de racines et négligence des intérêts nationaux plutôt que nationalisme ; mépris des considérations d'ordre utilitaire plutôt que poursuite inconsidérée de l'intérêt personnel ; « idéalisme », c'est-à-dire foi inébranlable en un monde idéologique fictif, plutôt qu'appétit de pouvoir – tout cela a introduit dans la politique internationale un facteur nouveau, plus troublant que n'aurait pu l'être l'agressivité pure et simple.

Le pouvoir, tel que le conçoit le totalitarisme, réside exclusivement dans la force produite par l'organisation. Staline ne voyait dans chaque institution, indépendante de sa fonction

réelle, qu'une « courroie de transmission reliant le parti au peuple ¹²⁵⁷ ». Il croyait sincèrement que les plus précieux trésors de l'Union soviétique n'étaient pas les richesses de son sol ou la capacité de production de son énorme main-d'œuvre, mais les « cadres » du parti ¹²⁵⁸ (c'est-à-dire la police). Comme lui, Hitler, dès 1929, voyait « la grande œuvre » du mouvement dans le fait que cent mille hommes « étaient devenus, quand on les regardait de l'extérieur, presque un individu unique, que ces membres sont en vérité uniformes, non seulement par les idées, mais même par l'expression du visage qui est presque semblable. Regardez ces yeux rieurs, cet enthousiasme fanatique et vous découvrirez [...] comment une centaine de milliers d'hommes dans un mouvement arrivent à avoir un seul et même type ¹²⁵⁹ ». Toute association, jadis présente à l'esprit de l'homme occidental, entre pouvoir et biens terrestres, opulence, trésors, et richesses, a été dissoute en une sorte de mécanisme dématérialisé, dont chaque mouvement génère du pouvoir comme le frottement ou les courants galvaniques génèrent de l'électricité. La distinction totalitaire des États entre pays Possédants et pays Non Possédants est plus qu'un truc démagogique ; ceux qui la font sont effectivement persuadés que le pouvoir qui vient des biens matériels est négligeable et constitue seulement un obstacle au développement du pouvoir d'organisation. Pour Staline, la croissance et le développement ininterrompu de l'encadrement policier étaient incomparablement plus importants que le pétrole de Bakou, le charbon et le minerai de l'Oural, les céréales d'Ukraine, et les trésors que recelait en puissance la Sibérie – bref que le plein développement du potentiel russe. C'est le même état d'esprit qui conduisit Hitler à sacrifier toute l'Allemagne à l'encadrement SS : il prit conscience de la défaite, non pas quand les villes allemandes furent sous les décombres et que la puissance industrielle fut détruite, mais seulement à la nouvelle qu'on ne pouvait plus compter sur les troupes SS ¹²⁶⁰ . Pour un homme qui croyait à l'omnipotence de l'organisation contre

toutes les données simplement matérielles, militaires ou économiques, et qui, en outre, évaluait en siècles la victoire éventuelle de son entreprise, la défaite ne résidait pas dans une catastrophe militaire ni dans la menace de famine pour la population, mais uniquement dans la destruction des formations d'élite censées, de génération en génération, mener jusqu'à son terme – si terme il y avait – la conspiration pour la domination du monde.

La déstructuration de l'État totalitaire, sa négligence délibérée des intérêts matériels, son affranchissement à l'égard du mobile du profit, ses comportements non utilitaires en général, ont contribué, plus que tout autre facteur, à rendre la politique contemporaine pratiquement imprévisible. L'inaptitude du monde non totalitaire à saisir une mentalité qui fonctionne indépendamment de toute action calculable en termes d'hommes et de matériel, qui est complètement indifférente à l'intérêt national et au bien-être de son peuple, est patente dans le curieux dilemme où se débat le jugement : ceux qui comprennent bien la terrible efficacité de l'organisation et de la police totalitaires ont tendance à surestimer la puissance matérielle des pays totalitaires ; ceux, au contraire, qui comprennent la ruineuse inefficacité de l'économie totalitaire sont bien près de sous-estimer le pouvoir virtuel qui peut naître dans le mépris de tous les facteurs matériels.

II. LA POLICE SECRÈTE

Jusqu'à présent, nous ne connaissons que deux formes authentiques de domination totalitaire : la dictature du national-socialisme après 1938, et celle du bolchevisme depuis 1930. Ces formes de domination diffèrent fondamentalement de toutes les autres sortes de pouvoir dictatorial, despotique ou tyrannique ; et bien qu'elles se soient développées, avec une certaine continuité, à partir des dictatures de parti, leurs traits,

en ce qu'ils ont d'essentiellement totalitaire, sont nouveaux et ne peuvent être rapportés aux systèmes de parti unique. L'objectif des systèmes de parti unique n'est pas seulement de s'emparer de l'administration gouvernementale mais d'investir tous les postes avec les membres du parti afin de réaliser l'amalgame complet de l'État et du parti, de sorte qu'après la prise du pouvoir le parti devient une sorte d'organe de propagande en faveur du gouvernement. Ce système n'est « total » qu'en un sens négatif : le parti dirigeant ne tolère l'existence d'aucun autre parti, d'aucune opposition, d'aucune liberté d'opinion politique. Une fois au pouvoir, une dictature de parti laisse intact le rapport de force qui existait originellement entre l'État et le parti ; le gouvernement et l'armée exercent le même pouvoir que précédemment et la « révolution » consiste uniquement en ce que les postes gouvernementaux sont dorénavant occupés par des membres du parti. Dans tous ces cas, le pouvoir du parti repose sur un monopole garanti par l'État et le parti ne possède plus son propre centre de pouvoir.

La révolution instaurée par les mouvements totalitaires après qu'ils se sont emparés du pouvoir est d'une nature autrement plus radicale. Dès le début, ils s'emploient consciemment à maintenir les différences essentielles entre l'État et le mouvement, à empêcher que les institutions « révolutionnaires » du mouvement ne soient absorbées par le gouvernement ¹²⁶¹. La difficulté qu'il y a à se saisir de la machine étatique sans s'amalgamer avec l'appareil est levée : il suffit de limiter à ceux dont l'importance est secondaire pour le mouvement le droit de s'élever dans la hiérarchie de l'État. Tout le pouvoir réel est investi dans les institutions du mouvement et se trouve en dehors des appareils étatiques et militaires. C'est à l'intérieur du mouvement, qui demeure le centre agissant du pays, que toutes les décisions sont prises ; bien souvent, l'administration officielle n'est pas même informée de ce qui se trame et les membres du parti, dont l'ambition était de s'élever au poste de ministre, ont tous sans exception payé d'aussi

« bourgeoises » aspirations en perdant leur influence sur le mouvement en même temps que la confiance de leurs chefs.

Le totalitarisme au pouvoir use de l'État comme d'une façade, destinée à représenter le pays dans le monde non totalitaire. Comme tel, l'État totalitaire est l'héritier logique du mouvement totalitaire, auquel il emprunte sa structure organisationnelle. Les dirigeants totalitaires traitent avec les gouvernements non totalitaires de la même façon qu'ils traitaient avec les partis représentés au Parlement ou les factions internes au parti avant d'accéder au pouvoir. Les voilà de nouveau, quoique sur une scène élargie au monde entier, confrontés au double problème de protéger le monde fictif du mouvement (ou du pays totalitaire) de l'impact de la réalité tout en présentant au monde extérieur normal une apparence de normalité et de bon sens.

Au-dessus de l'État et derrière les façades du pouvoir apparent, dans le dédale des multiples services, sous-jacent à tous les déplacements d'autorité et dans le chaos de l'inefficacité, se trouve le noyau du pouvoir dans le pays : les services hyper-efficaces et hyper-compétents de la police secrète ¹²⁶². L'accent mis sur la police comme unique organe du pouvoir et, en regard, l'ignorance qui va de pair du potentiel apparemment plus considérable de l'armée – caractéristiques de tous les régimes totalitaires – peuvent encore s'expliquer en partie par l'aspiration totalitaire à la domination mondiale, par l'abolition consciente de la différence entre pays étranger et patrie, entre affaires étrangères et intérieures. Les forces armées, entraînées à combattre un agresseur étranger, ont toujours été un instrument douteux dans des perspectives de guerre civile ; même dans une situation totalitaire, elles ont du mal à considérer leur propre peuple avec les yeux d'un conquérant étranger ¹²⁶³. Cependant, plus important à cet égard est le fait que leur valeur devient douteuse, même en temps de guerre. Puisque le dirigeant totalitaire oriente sa politique en fonction d'un hypothétique gouvernement du

monde, il traite les victimes de son agression en tant que des rebelles, coupables de haute trahison et par conséquent préfère donc gouverner les territoires occupés à l'aide de la police, et non des forces armées.

Même avant de s'emparer du pouvoir, le mouvement possède une police secrète et un service d'espionnage avec des ramifications dans divers pays. Plus tard, ses agents reçoivent plus d'argent et d'autorité que les services de renseignement réguliers de l'armée et sont souvent les chefs secrets des ambassades et des consulats à l'étranger ¹²⁶⁴ . Ses tâches principales consistent à former des cinquièmes colonnes, de diriger les ramifications du mouvement, d'influencer les politiques intérieures des pays respectifs et, d'une manière générale, de tout préparer pour le moment où le dirigeant totalitaire – après renversement du gouvernement ou victoire militaire – pourra ouvertement se sentir chez lui. En d'autres termes, les ramifications internationales de la police secrète sont les courroies de transmission qui transforment continuellement la politique étrangère affichée de l'État totalitaire en affaire interne virtuelle du mouvement totalitaire.

Cependant, ces fonctions que remplit la police secrète en vue de préparer l'utopie totalitaire d'une domination mondiale, sont secondaires par rapport à celles que requiert la réalisation présente de la fiction totalitaire dans un seul pays. Le rôle dominant de la police secrète dans la politique intérieure des pays totalitaires a naturellement beaucoup contribué aux conceptions erronées qui ont cours sur le totalitarisme. Tous les despotismes s'appuient lourdement sur les services secrets et se sentent beaucoup plus menacés par leur propre peuple que par n'importe quel peuple étranger. Toutefois, cette analogie entre totalitarisme et despotisme ne vaut que pour les phases liminaires de la domination totalitaire, tant que subsiste une opposition politique. En ceci et à d'autres égards, le totalitarisme tire avantage et encourage consciemment les conceptions erronées non totalitaires, même si elles s'avèrent

peu flatteuses. Himmler, dans son fameux discours devant l'État-major de la Reichswehr en 1937, joua le rôle d'un tyran ordinaire lorsqu'il expliqua l'inflation constante des forces de police par la nécessité d'assumer l'existence « d'un quatrième théâtre d'opérations en cas de guerre, interne à l'Allemagne ¹²⁶⁵ ». Pareillement, Staline, presque au même moment, réussit en partie à convaincre la vieille garde bolchevique dont les confessions lui étaient nécessaires, qu'une menace de guerre pesait sur l'Union soviétique et, par conséquent, que le pays devait rester à tout prix uni, même derrière un despote. L'aspect le plus frappant de ces déclarations était qu'elles furent toutes deux faites après la disparition de toute opposition politique : ainsi, les services secrets continuèrent à se développer alors qu'il n'y avait en réalité plus d'opposants à espionner. Quand vint la guerre, Himmler n'eut besoin ni ne fît usage des *PVaffen-SS* en Allemagne, sinon pour le fonctionnement des camps de concentration et la surveillance du travail forcé étranger. Le gros de l'armée SS servit sur le front de l'Est où elle fut utilisée à des « tâches spéciales » – généralement le meurtre de masse – et au renforcement d'une politique qui allait souvent à l'encontre de la hiérarchie nazie, tant militaire que civile. Comme la police secrète en Union soviétique, les formations SS arrivaient ordinairement après que les militaires avaient pacifié le territoire conquis et avaient liquidé l'opposition politique déclarée.

Néanmoins, dans les premières phases d'un régime totalitaire la police secrète et les formations d'élite du parti continuent à jouer un rôle semblable à celui qu'elles jouaient sous d'autres formes de dictature, dans les régimes de terreur bien connus du passé ; l'excessive cruauté de leurs méthodes n'est sans égale que dans l'histoire des pays modernes d'Occident. La première phase de la chasse aux ennemis secrets et de la traque des anciens opposants s'accompagne en général de l'embrigadement de la population entière dans des organisations de façade et de la rééducation de vieux membres du parti

pour en faire des volontaires des services d'espionnage, si bien que les sympathies plutôt douteuses des sympathisants embrigadés n'ont pas à donner d'inquiétude aux cadres spécialement entraînés de la police. À ce stade, pour celui qui en vient à nourrir des « pensées dangereuses » un voisin devient peu à peu un ennemi plus dangereux que les agents officiels de la police. La fin de la première phase intervient avec la liquidation de toute résistance organisée, ouverte et secrète ; on peut en fixer la date à 1935 environ pour l'Allemagne, et approximativement à 1930 en ce qui concerne la Russie soviétique.

Une fois l'extermination des ennemis réels achevée et la chasse aux « ennemis objectifs » ouverte, alors seulement la terreur devient la substance réelle des régimes totalitaires. Sous prétexte de bâtir le socialisme dans un seul pays, ou d'utiliser un territoire donné comme laboratoire pour une expérience révolutionnaire, ou encore de réaliser la *Volksgemeinschaft* [la Communauté du peuple], la seconde prétention du totalitarisme, la prétention à la domination totale, se traduit dans les faits. Et, bien qu'en théorie la domination totale ne soit possible qu'à condition d'avoir étendu son règne au monde entier, les régimes totalitaires ont prouvé que cette partie de l'utopie totalitaire peut être réalisée presque à la perfection, car elle est temporairement indépendante de la défaite ou de la victoire. Ainsi Hitler pouvait-il se réjouir, au milieu des revers militaires, de l'extermination des Juifs et de la mise en place d'usines de mort. Peu importe le résultat final : sans la guerre, il n'aurait jamais été possible de « brûler les ponts » et de réaliser certains des objectifs du mouvement totalitaire ¹²⁶⁶.

Les formations d'élite du mouvement nazi et les « cadres » du mouvement bolchevique œuvraient pour la domination totale plus que pour la sécurité du régime au pouvoir. Tout comme la prétention totalitaire à régir le monde est, en apparence seulement, de même nature que l'expansion impérialiste, ainsi la prétention à la domination totalitaire

semble seulement familière à qui étudie le despotisme. Si la différence majeure entre l'expansion totalitaire et l'expansion impérialiste tient à ce que la première ne reconnaît aucune différence entre une patrie et un pays étranger, la différence majeure entre une police secrète despotique et une police secrète totalitaire tient à ce que la seconde ne fait pas la chasse aux pensées secrètes et n'use pas de la vieille méthode des services secrets, la provocation ¹²⁶⁷.

Étant donné que la police secrète totalitaire commence sa carrière après la pacification du pays, elle apparaît toujours comme entièrement superflue à tous les observateurs étrangers – à moins qu'au contraire elle ne les incite à imaginer à tort l'existence d'une résistance secrète ¹²⁶⁸. L'inutilité des services secrets n'a rien de nouveau ; ils ont toujours été obsédés par le besoin de prouver leur utilité et de garder leur place, une fois accomplie la tâche pour laquelle ils ont été créés. Les méthodes employées à cette fin ont fait de l'étude historique des révolutions une entreprise plutôt difficile. Il apparaît, par exemple, que sous le règne de Louis-Napoléon il n'y eut pas une seule action antigouvernementale qui n'eût été inspirée par la police secrète elle – même ¹²⁶⁹. De manière similaire, le rôle des agents secrets dans tous les partis révolutionnaires de la Russie tsariste donne fortement à penser que, sans les actions provocatrices qu'ils suscitèrent, le cours du mouvement révolutionnaire russe eût été bien moins jalonné de succès ¹²⁷⁰. En d'autres termes, la provocation contribua autant à maintenir la continuité de la tradition qu'à briser à maintes reprises l'organisation révolutionnaire.

Le rôle ambigu de la provocation est peut-être l'une des raisons qui incitèrent les dirigeants totalitaires à l'écarter. En outre, la provocation n'est évidemment nécessaire que dans l'hypothèse où le soupçon ne suffit pas à entraîner l'arrestation et le châtement. Aucun dirigeant totalitaire n'a, bien entendu, jamais songé à des situations où il devrait recourir à la provocation pour prendre au piège un ennemi supposé. Plus

important que ces considérations techniques, le totalitarisme a défini idéologiquement ses ennemis avant de s'emparer du pouvoir, de sorte que les catégories de « suspects » n'étaient pas établies en fonction des informations de la police. Ainsi les Juifs dans l'Allemagne nazie, pas plus que les descendants des anciennes classes dirigeantes en Russie soviétique, n'étaient-ils pas suspects d'activités hostiles : ils s'étaient vus déclarer ennemis « objectifs » du régime, conformément à l'idéologie de celui-ci.

La différence majeure entre la police secrète despotique et la police secrète totalitaire est celle qui sépare le « suspect » de l'« ennemi objectif ». Ce dernier se définit en fonction de la ligne politique du gouvernement et non par le désir qu'il a de le renverser ¹²⁷¹. Il n'est jamais un individu dont les pensées dangereuses doivent être l'objet d'une provocation ou dont le passé justifie les soupçons qui pèsent sur lui, mais un « porteur de tendances » comme d'autres sont porteurs d'une maladie ¹²⁷². Concrètement, le dirigeant totalitaire agit comme un homme qui en insulte un autre avec opiniâtreté, jusqu'à ce que tout le monde sache que ce dernier est son ennemi : alors il peut, avec quelque chance d'être cru, aller le tuer en invoquant la légitime défense. C'est assurément un peu sommaire, mais cela marche – comme le sait toute personne qui a eu l'occasion d'observer comment certains carriéristes heureux éliminent leurs rivaux.

L'introduction de la notion d'« ennemi objectif » est bien plus décisive pour le fonctionnement des régimes totalitaires que la définition idéologique des catégories qui lui correspondent. S'il n'était question que de la haine des Juifs ou des bourgeois, les régimes totalitaires pourraient, après la perpétration d'un unique et gigantesque crime, en revenir, comme avant, à des règles de vie et de gouvernement normales. Comme on le sait, c'est l'inverse qui est vrai. La catégorie des ennemis objectifs survit aux premiers adversaires, idéologiquement définis, du mouvement ; de nouveaux ennemis objectifs sont découverts au gré de changements de circonstances : les nazis, devant

l'achèvement prochain de l'extermination des Juifs, avaient pris les premières dispositions nécessaires pour la liquidation du peuple polonais, tandis que Hitler allait jusqu'à projeter de décimer certaines catégories d'Allemands ¹²⁷³ ; les Bolcheviks, qui s'en étaient d'abord pris aux descendants des anciennes classes dirigeantes, appliquèrent à plein leur terreur contre les koulaks (au début des années 30) ; ceux – ci furent bientôt suivis par les Russes d'origine polonaise (entre 1936 et 1938), les Tatars et les Allemands de la Volga pendant la guerre, les anciens prisonniers de guerre et les unités d'occupation de l'armée Rouge après la guerre, et la communauté juive de Russie après la fondation d'un État juif. Le choix de telles catégories n'est jamais complètement arbitraire : étant donné qu'on les rend publiques et qu'on s'en sert à des fins de propagande à l'étranger, elles doivent pouvoir faire figure d'ennemis potentiels plausibles. Le choix d'une catégorie déterminée peut même être dû à certains besoins que ressent le mouvement dans son ensemble en matière de propagande : ainsi en est-il, par exemple, de l'apparition entièrement nouvelle de l'antisémitisme gouvernemental en Union soviétique ; sans doute comptait-elle par là s'attirer des sympathies dans les pays satellites d'Europe. Les procès – spectacles où sont requis des aveux subjectifs de culpabilité de la part d'ennemis « objectivement » identifiés s'inscrivent dans la même ligne. Les meilleures représentations sont celles où se produisent ces acteurs qui ont reçu un endoctrinement totalitaire : cela les rend en effet capables de comprendre « subjectivement » leur propre nocivité « objective » et d'avouer « pour les besoins de la cause ¹²⁷⁴ ». Le concept d'« opposant objectif », dont l'identité varie au gré des circonstances – si bien que, sitôt une catégorie liquidée, la guerre peut être déclarée à une autre –, correspond exactement à la situation de fait, répétée tant et tant de fois, par les dirigeants totalitaires : leur régime n'est, en aucun sens traditionnel, un gouvernement mais un *mouvement* qui, dans sa progression, ne cesse de buter sur

de nouveaux obstacles à éliminer. Dans la mesure où l'on peut vraiment parler d'une pensée légale à l'intérieur du système totalitaire, l'« opposant objectif » en constitue l'idée centrale.

Le changement de position de la police secrète dans l'État totalitaire est étroitement lié à cette métamorphose du suspect en ennemi objectif. Les services secrets ont toujours été appelés à juste titre un État dans l'État, et non seulement dans les régimes despotiques, mais aussi sous des gouvernements constitutionnels ou semi-constitutionnels. La simple possession d'informations secrètes a toujours conféré à ce secteur une supériorité décisive sur tous les autres secteurs de l'administration ; elle a toujours constitué une menace ouverte pour les membres du gouvernement ¹²⁷⁵ . La police totalitaire, au contraire, est totalement assujettie à la volonté du Chef : lui seul peut décider qui sera le prochain ennemi potentiel et peut aussi bien désigner, comme le fit Staline, les cadres de la police à la liquidation. En effet, depuis que la police s'est vue interdire l'usage de la provocation, ceux-ci ont été privés des moyens leur permettant de perpétuer leur indépendance à l'égard du gouvernement. Ils sont tombés, en ce qui concerne la sécurité de leurs emplois, dans une complète dépendance à l'égard des autorités supérieures. Comme l'armée dans un État non totalitaire, la police dans les pays totalitaires se contente d'exécuter la politique prescrite et a perdu toutes les prérogatives qui étaient les siennes dans les bureaucraties de type despotique ¹²⁷⁶ .

Le devoir de la police totalitaire n'est pas de découvrir les crimes mais de passer à l'action quand le gouvernement décide de faire arrêter une certaine catégorie de la population. Politiquement, elle se distingue surtout par le fait qu'elle est seule à partager les secrets de l'autorité suprême, que seule elle sait sur quelle ligne politique sera mis l'accent. Cela ne vaut pas seulement pour les questions de haute politique, comme la liquidation d'une classe tout entière ou d'un groupe ethnique (les cadres de la Guépéou étaient seuls à connaître les véritables

but du gouvernement soviétique au début des années 30, de même que les SS étaient seuls à savoir que les Juifs devaient être exterminés au début des années 40) ; en vérité, c'est pour toute la vie quotidienne qu'il en va ainsi dans une situation totalitaire : seuls les agents du NKVD savent ce que veut Moscou, quand, dans une entreprise industrielle, elle ordonne par exemple d'accélérer les cadences de fabrication des tuyaux – car Moscou peut tout simplement vouloir plus de tuyaux, comme il peut vouloir ruiner le directeur de l'usine, ou liquider toute la direction, ou encore supprimer cette usine particulière, ou enfin voir cet ordre répété à l'échelle nationale, de sorte qu'une nouvelle purge peut commencer.

Une des raisons du dédoublement des services secrets, dont les agents ne se connaissent pas entre eux, est que la domination totale exige la plus extrême flexibilité : pour reprendre notre exemple sur les tuyaux, Moscou peut très bien, au moment où il transmet son ordre, ne pas encore savoir si ce sont des tuyaux qu'il veut – on en a toujours besoin – ou une purge. La multiplication des services secrets rend toujours possibles les changements de dernière minute, si bien qu'un réseau peut s'apprêter à décorer le directeur de l'usine de l'ordre de Lénine tandis qu'un autre se dispose à l'arrêter. L'efficacité de la police tient à ce que des missions aussi contradictoires peuvent être préparées simultanément.

Sous les régimes totalitaires comme sous les autres, la police secrète détient le monopole de certains renseignements vitaux. Mais le genre de savoir que seule la police peut posséder a subi une importante modification : la police n'a plus à se préoccuper de savoir ce qui se passe dans la tête des futures victimes (la plupart du temps, elle ignore qui seront ces victimes), elle est devenue le dépositaire des plus grands secrets d'État. Cela signifie automatiquement un surcroît de prestige et une promotion, si rude que soit la perte certaine de pouvoir réel dont ceux-ci s'accompagnent. Les services secrets ne savent

plus rien que le Chef ne sache mieux qu'eux ; en termes de pouvoir, ils sont déchus au rang d'exécutants.

D'un point de vue légal, plus intéressante encore que la mutation du suspect en ennemi objectif est la substitution totalitaire du crime possible à la faute suspectée. Le crime possible n'est pas plus subjectif que l'ennemi objectif. Tandis que le suspect est arrêté parce qu'on le croit capable de commettre un crime qui correspond plus ou moins à sa personnalité (ou à sa personnalité suspectée ¹²⁷⁷), la version totalitaire du crime possible se fonde sur une anticipation logique d'évolutions objectives. Les procès de Moscou de la vieille garde bolchevique et des chefs de l'armée Rouge donnèrent des exemples classiques de châtiments pour des crimes possibles. Derrière les extravagantes accusations forgées de toutes pièces, on peut aisément détecter le calcul logique suivant : l'évolution en Union soviétique peut mener à une crise ; une crise peut mener au renversement de la dictature stalinienne ; cela peut affaiblir la puissance militaire du pays et créer une situation où le nouveau gouvernement serait contraint de signer une trêve ou même de conclure une alliance avec Hitler. Sur quoi, Staline en vint à déclarer qu'un complot se tramait en vue de renverser le gouvernement avec la complicité de Hitler ¹²⁷⁸. En face de ces possibilités « objectives », quoique tout à fait improbables, il n'y avait que des facteurs « subjectifs », telles la loyauté des accusés, leur fatigue, leur incapacité à comprendre ce qui se passait, leur ferme conviction que sans Staline tout serait perdu, leur sincère haine du fascisme – c'est – à-dire un certain nombre de détails factuels auxquels manquait, naturellement, la cohérence du crime fictif, logique, possible. L'hypothèse centrale du totalitarisme selon laquelle tout est possible conduit donc à l'élimination systématique de tout ce qui pourrait gêner la réalisation de son absurde et terrible conséquence : que tout crime imaginé par les dirigeants doit être puni, sans se soucier de savoir s'il a ou non été commis. Le crime possible, comme l'ennemi objectif,

dépasse bien sûr la compétence de la police, qui ne peut ni le découvrir, ni l'inventer, ni le provoquer. Ici encore, les services secrets dépendent entièrement des autorités politiques. Leur indépendance en tant qu'État dans l'État a disparu.

Il n'y a qu'un aspect par lequel la police secrète totalitaire ressemble encore étroitement aux services secrets des pays non totalitaires. Traditionnellement, c'est-à-dire depuis Fouché, la police secrète a toujours tiré profit de ses victimes pour augmenter de certaines ressources peu orthodoxes le budget qui lui est officiellement accordé par l'État : il lui suffit de prendre une place d'associée dans les activités qu'elle est censée supprimer, comme le jeu et la prostitution ¹²⁷⁹. Ces méthodes illégales d'autofinancement, allant de l'acceptation amicale de pots-de-vin au chantage pur et simple, étaient un facteur essentiel de la liberté dont jouissaient les services secrets à l'égard des autorités publiques et renforçaient leur position d'État dans l'État. Il est curieux de constater que le financement des activités de la police au moyen des subsides fournis par les victimes a survécu à tous les autres changements. En Russie soviétique, le NKVD dépend presque entièrement de l'exploitation du travail forcé qui, de fait, ne semble avoir d'autre profit ni d'autre objectif que de financer le gigantesque appareil secret ¹²⁸⁰. Himmler finança d'abord les troupes SS, qui formaient les cadres de la police secrète nazie, au moyen des biens confisqués aux Juifs ; puis il conclut un accord avec Darré, le ministre de l'Agriculture, aux termes duquel il recevrait les quelques centaines de millions de marks que Darré gagnait chaque année en achetant à bas prix les produits agricoles à l'étranger pour les revendre à prix fixes en Allemagne ¹²⁸¹. Cette source de revenus réguliers disparut évidemment pendant la guerre. Albert Speer, le successeur de Todt et le plus grand employeur de main-d'œuvre en Allemagne après 1942, proposa un marché semblable à Himmler en 1942 : si Himmler acceptait de soustraire à l'autorité des SS les travailleurs forcés qui étaient importés, dont le travail avait été

remarquablement inefficace, l'organisation Speer verserait un certain pourcentage de ses profits aux SS ¹²⁸² . À de telles sources de revenus plus ou moins régulières, Himmler ajouta les vieilles méthodes de chantage des services secrets en temps de crise financière : dans leurs communautés, les unités SS formèrent des groupes d'« Amis des SS » qui devaient fournir « volontairement » les fonds nécessaires pour couvrir les besoins des représentants locaux des SS ¹²⁸³ . (Il convient de noter que, dans ces diverses opérations financières, la police secrète nazie n'exploitait pas ses prisonniers. Sauf pendant les dernières années de la guerre, lorsque l'utilisation du matériel humain dans les camps de concentration ne fut plus du ressort du seul Himmler, le travail dans les camps « n'avait pas de dessein rationnel, sinon celui d'augmenter le fardeau et la torture des infortunés prisonniers ¹²⁸⁴ ».)

Cependant ces irrégularités financières sont les seules traces d'un lien avec la tradition de la police secrète – et elles n'ont, à vrai dire, guère d'importance. Le mépris général des régimes totalitaires pour les questions économiques et financières les a rendues possibles, en sorte que les méthodes qui seraient illégales dans des conditions normales et qui distingueraient la police secrète d'autres départements plus respectables de l'administration, s'indiquent plus que nous avons ici affaire à un service qui jouit de son indépendance, qui ne relève d'aucune autre autorité, qui vit dans une atmosphère d'irrégularité, de non-respectabilité et d'insécurité. La position de la police secrète totalitaire s'est, au contraire, complètement stabilisée et ses services sont totalement intégrés à l'administration. Non seulement l'organisation n'outrepasse *pas* les limites fixées par la loi, mais elle est l'incarnation même de la loi, et sa respectabilité est au-dessus de tout soupçon. Elle n'organise plus de meurtres de sa propre initiative, ne provoque plus les crimes contre l'État et la société, et elle réprime sévèrement toutes les formes de corruption, de chantage et de gains financiers illicites. Le sermon, assorti de

menaces bien réelles, que Himmler pouvait se permettre de faire à ses hommes en pleine guerre – « Nous avons le droit moral [...] d'exterminer ce peuple [juif] résolu à nous exterminer, mais nous n'avons pas le droit de nous enrichir, de quelque manière que ce soit, serait-ce d'un manteau de fourrure, d'une montre, d'un seul mark, ou d'une cigarette ¹²⁸⁵ » – rend un son tout à fait inouï dans l'histoire de la police secrète. Si celle-ci se préoccupe encore des « pensées dangereuses », ce ne sont pas celles dont les personnes suspectées savent qu'elles sont dangereuses ; l'embrigadement de toute vie artistique et intellectuelle exige une refonte et une révision perpétuelles des critères ; il s'accompagne naturellement d'éliminations répétées d'intellectuels dont les « pensées dangereuses » consistent ordinairement en idées jugées la veille parfaitement orthodoxes. Par conséquent, alors que le rôle proprement policier de la police secrète est devenu superflu, son rôle économique, dont on pense parfois qu'il a remplacé le premier, est encore plus douteux. Il est certes indéniable que le NKVD rafle périodiquement un certain pourcentage de la population soviétique pour l'envoyer dans des camps connus sous l'appellation flatteuse et fausse de camps de travaux forcés ¹²⁸⁶ ; il est bien possible que ce soit la manière soviétique de résoudre le problème du chômage ; mais on sait aussi généralement que le rendement dans ces camps est infiniment plus bas que celui du travail normal en Union soviétique et qu'il suffit à peine à couvrir les dépenses de l'appareil policier.

Le rôle politique de la police secrète, le « mieux organisé et le plus efficace » de tous les services du gouvernement ¹²⁸⁷ dans l'appareil du pouvoir du régime totalitaire, n'est ni douteux ni superflu. Il constitue le véritable organe exécutif du gouvernement par l'intermédiaire duquel tous les ordres sont transmis. Avec le réseau d'agents secrets, le dirigeant totalitaire a créé pour son usage personnel une courroie de transmission directement exécutive qui, par contraste avec la structure en

oignon de la hiérarchie apparente, est complètement coupée et isolée de toutes les autres institutions ¹²⁸⁸. En ce sens, les agents de la police secrète sont la seule classe ouvertement dirigeante des pays totalitaires ; leurs critères et leur échelle de valeurs imprègnent toute la texture de la société totalitaire.

De ce point de vue, il n'est guère surprenant que certaines qualités particulières de la police secrète soient, plutôt que des particularités de la police secrète totalitaire, des qualités générales de la société totalitaire. Dans des conditions totalitaires, la catégorie de suspect englobe la population entière : toute pensée qui dévie de la ligne officiellement prescrite, et sans cesse changeante, est déjà suspecte, quel que soit le champ d'activité où elle se manifeste. Du seul fait qu'ils sont capables de penser, les êtres humains sont suspects par définition, et une conduite exemplaire ne met jamais à l'abri du soupçon car la capacité humaine de penser est aussi celle de changer d'avis. En outre, puisqu'il est impossible de connaître avec une absolue certitude le cœur d'un autre homme – la torture n'est dans ce contexte que la tentative désespérée, éternellement vaine d'atteindre ce qui ne peut l'être – le soupçon ne peut plus être dissipé dès lors que ni une communauté de valeurs, ni les comportements prévisibles de l'intérêt personnel n'existent en tant que réalités sociales (distinctes des réalités purement psychologiques). Ainsi, la défiance mutuelle imprègne toutes les relations sociales des pays totalitaires et engendre un climat qui règne partout, même en dehors du domaine réservé de la police secrète.

Dans les régimes totalitaires la provocation, autrefois l'apanage du seul agent secret, devient une façon de se comporter avec son voisin, méthode que chacun, bon gré mal gré, est obligé de suivre. Chacun est en quelque sorte *Y agent provocateur** de n'importe qui d'autre ; car, manifestement, chacun se qualifierait lui-même *d'agent provocateur** ; si jamais un échange familial et amical d'« idées dangereuses » (ou qui entre-temps le seraient devenues) venait à la connaissance des

autorités. La collaboration de la population pour dénoncer les opposants politiques, ses offres volontaires de service pour le mouchardage, ne sont certainement pas sans précédent, mais ils sont si bien organisés dans les pays totalitaires que le travail des spécialistes est presque superflu. Dans un système d'espionnage omniprésent, où tout un chacun peut être un agent de la police, où chaque individu se sent constamment surveillé ; dans des circonstances, en outre, où les carrières sont extrêmement périlleuses, où les ascensions aussi bien que les chutes les plus spectaculaires sont devenues quotidiennes, chaque mot devient équivoque et susceptible d'une « interprétation » rétrospective.

La manière dont la société totalitaire est imprégnée par les méthodes et les critères de la police secrète trouve sa plus frappante illustration dans le domaine des carrières. L'agent double dans les régimes non totalitaires servait la cause qu'il était censé combattre, presque autant, sinon plus parfois, que les autorités. Il n'était pas rare qu'il nourrisse une sorte d'ambition double : il voulait s'élever à la fois dans les rangs des partis révolutionnaires et dans ceux de l'administration. Pour obtenir une promotion sur les deux tableaux, il lui suffisait d'adopter certaines méthodes qui, dans une société normale, font partie des rêves du petit employé qui avance à l'ancienneté : grâce à ses accointances avec la police il pouvait, à coup sûr, éliminer ses rivaux et ses supérieurs dans le parti, et grâce à ses accointances avec les révolutionnaires, il avait au moins une chance de se débarrasser de son chef dans la police [1289](#) . Si nous considérons les conditions requises pour faire carrière dans la société russe actuelle, la ressemblance avec les méthodes que nous venons d'évoquer est frappante. Ce ne sont pas seulement les hauts dignitaires qui doivent leurs places aux purges qui ont chassé leurs prédécesseurs, mais les promotions qui, à tous les stades de la vie, s'accélèrent de cette manière. Une purge nationale, tous les dix ans, fait de la place à la nouvelle génération, fraîchement diplômée et avide de postes.

C'est le gouvernement lui-même qui a institué ces conditions d'avancement que le membre de la police avait dû autrefois créer.

Ce renouvellement périodique et violent de la gigantesque machine administrative tout entière, s'il interdit le développement des compétences, a maints avantages : il assure la relative jeunesse des fonctionnaires et empêche une stabilisation des conditions qui, en temps de paix du moins, constituent un danger pour le pouvoir totalitaire ; en éliminant l'ancienneté et le mérite, il prévient le développement de ces loyautés qui lient généralement les jeunes collaborateurs à l'opinion et au bon vouloir d'ainés dont dépend leur avancement ; il élimine définitivement tous les risques de chômage et assure à chacun un travail compatible avec sa formation. Ainsi, en 1939, une fois terminée la gigantesque purge en Union soviétique, Staline pouvait noter avec une grande satisfaction que « le parti était en mesure de promouvoir à des postes de direction dans les affaires de l'État ou du parti plus de 500000 jeunes Bolcheviks ¹²⁹⁰ ». L'humiliation sous-jacente de devoir sa place à l'élimination injuste de son prédécesseur a le même effet démoralisant qu'a eu l'élimination des Juifs des professions en Allemagne : il fait de chaque titulaire d'un emploi un complice conscient des crimes commis par le gouvernement et leur bénéficiaire, qu'il s'en félicite ou non, avec ce résultat que l'individu humilié défendra le régime avec d'autant plus d'acharnement qu'il y est plus sensible. En d'autres termes, ce système n'est que le déploiement logique du principe du Chef avec toutes ses implications ; il est aussi la meilleure garantie possible de loyauté : en effet il rend chaque génération nouvelle tributaire, quant à ses moyens d'existence, de la ligne politique du Chef qui donne le signal de la purge créatrice d'emplois. Il réalise également cette identité des intérêts publics et privés dont les défenseurs de l'Union soviétique ont coutume d'être si fiers (dans la version nazie, c'est l'abolition de la sphère de la vie

privée), à tel point que tout individu de quelque importance doit son existence entière à l'intérêt politique du régime ; et quand cette identité effective d'intérêt est brisée, quand la purge suivante l'a balayé hors de son emploi, le régime s'assure qu'il disparaît du monde des vivants. D'une manière à peine différente, on a identifié l'agent double à la cause de la révolution (sans laquelle il perdrait sa place), et non pas uniquement à la police secrète car, là aussi, une spectaculaire ascension aboutirait nécessairement à une mort anonyme, le double jeu ne pouvant, selon toute vraisemblance, se pratiquer indéfiniment. Le gouvernement totalitaire, en fixant pour toutes les carrières les conditions de promotion qui ne valaient auparavant que pour le rebut de la société, a effectué un des changements les plus lourds de conséquences dans la psychologie sociale. La psychologie de l'agent double, qui voulait payer d'une vie courte quelques années d'existence exaltée, est par nécessité devenue la philosophie personnelle de toute la génération post-révolutionnaire en Russie, et à un degré moindre, quoique encore fort dangereux, de l'Allemagne de l'après-guerre.

Imprégnée des critères qui furent autrefois le monopole de la police secrète, et vivant de ses méthodes, telle se présente la société où sévit la police secrète totalitaire. Ce n'est qu'au début, quand il existe encore une lutte pour la prise du pouvoir, que ses victimes peuvent être soupçonnées d'opposition. Par la suite, elle s'engage dans la course totalitaire en persécutant l'ennemi objectif, qu'il s'agisse des Juifs ou des Polonais (comme dans le cas des nazis), ou des prétendus « contre – révolutionnaires » – accusation qui, « en Russie soviétique [...], est établie [...] avant qu'aucune question ait jamais été posée quant à [la] conduite [des accusés] » –, ces derniers pouvant être des gens qui, à un moment donné, avaient une boutique ou une maison, ou dont « les parents ou les grands-parents possédaient de tels biens ¹²⁹¹ », ou bien qui se trouvaient avoir appartenu à l'une des forces d'occupation de l'armée Rouge, ou

encore qui étaient russes d'origine polonaise. C'est seulement dans sa phase ultime, quand le totalitarisme connaît son accomplissement, que les concepts d'ennemi objectif et de crime logiquement possible sont abandonnés, que les victimes sont choisies complètement au hasard et déclarées, sans même avoir été accusées, inaptes à vivre. Cette nouvelle catégorie « d'indésirables » peut se composer soit, comme dans le cas des nazis, des malades mentaux ou des malades cardiaques et pulmonaires, soit, comme en Union soviétique, des gens qui se trouvent faire partie du pourcentage prévu pour la déportation, variable d'une province à l'autre.

Cette cohérence dans l'arbitraire nie la liberté humaine plus efficacement que ne pourrait le faire aucune tyrannie. On pouvait au moins être l'ennemi de la tyrannie, afin d'être châtié par elle. La liberté d'opinion n'était pas abolie pour ceux qui avaient assez de courage pour risquer leur tête. Théoriquement, choisir l'opposition reste également possible dans les régimes totalitaires ; mais une telle liberté est, en vérité, annihilée si commettre un acte volontaire assure seulement un « châtiment » que n'importe qui d'autre pourrait subir de toute façon. Dans ce système, la liberté a non seulement été réduite à son ultime et apparemment encore indestructible garantie, la possibilité du suicide, mais elle a de plus perdu sa marque distinctive car les conséquences sont les mêmes pour celui qui l'exerce et pour ceux qui sont tout à fait innocents. Si Hitler avait eu le temps de réaliser son rêve d'une loi générale sur la Santé en Allemagne, l'homme atteint d'une maladie pulmonaire eût connu le même sort qu'un communiste durant les premières années ou qu'un Juif pendant les dernières années du régime nazi. De même, l'opposant au régime qui partage en Russie le destin de millions de gens désignés pour les camps de concentration afin de remplir les quotas, ne fait qu'ôter à la police le fardeau d'un choix arbitraire. L'innocent et le coupable sont au même titre indésirables.

Le changement dans la conception du crime et des criminels détermine les nouvelles et terribles méthodes de la police secrète totalitaire. Les criminels sont châtiés, les indésirables disparaissent de la surface du globe ; la seule trace qu'ils laissent derrière eux est le souvenir de ceux qui les connaissaient et les aimaient, et l'une des tâches les plus ardues de la police secrète est de s'assurer que ces traces elles – mêmes disparaissent avec le condamné.

L'Okhrana, prédécesseur tsariste de la Guépéou, avait, dit-on, inventé un système d'enquête : chaque suspect était inscrit sur une grande carte au centre de laquelle figurait son nom entouré de rouge ; ses amis politiques étaient désignés par des cercles rouges plus petits et ses connaissances non politiques par des cercles verts ; des cercles bruns indiquaient les personnes qui étaient en contact avec les amis du suspect mais qui n'étaient pas connues de lui personnellement ; les recoupements entre les amis du suspect, politiques et non politiques d'une part et, d'autre part, les amis de ses amis, étaient indiqués par des lignes joignant les cercles respectifs ¹²⁹². Manifestement cette méthode n'a d'autres limites que la dimension des cartes ; de plus, théoriquement, une seule gigantesque feuille montrerait les relations et le recoupement des relations de la population tout entière. Or, tel est précisément le but utopique de la police secrète totalitaire. Celle-ci a abandonné le vieux rêve traditionnel de la police que le détecteur de mensonges est encore censé pouvoir réaliser : elle n'essaie plus de découvrir qui est qui ou qui pense quoi. (Le détecteur de mensonges est peut-être l'exemple le plus pittoresque de la fascination que ce rêve exerce apparemment sur les esprits de tous les policiers ; car il est évident qu'un appareil de mesure complexe ne permet pas d'établir grand-chose, si ce n'est le sang-froid ou la nervosité de ses victimes. De fait, la débilité du raisonnement qui préside à l'utilisation de ce mécanisme ne peut s'expliquer que par le désir irrationnel qu'une forme de lecture de la pensée soit malgré tout possible.) Ce vieux rêve suffisamment terrifiant, a,

depuis des temps immémoriaux, invariablement engendré la torture et les plus abominables cruautés. Il n'avait qu'une chose pour lui : il demandait l'impossible. Le rêve moderne de la police totalitaire, avec ses techniques modernes, est incomparablement plus terrible. Maintenant, la police rêve qu'un seul coup d'œil à la gigantesque carte sur le mur du bureau suffise pour établir, à n'importe quel moment, qui est lié à qui, et à quel degré d'intimité ; en théorie, ce rêve n'est pas irréalisable, même si son exécution technique présente inévitablement quelques difficultés. Si cette carte existait réellement, la mémoire elle – même ne pourrait se dresser contre l'ambition totalitaire de domination ; avec une telle carte, il serait possible de faire disparaître les gens sans laisser aucune trace, comme s'ils n'avaient jamais existé.

À en croire les récits des agents du NKVD arrêtés, la police secrète russe s'est approchée d'une manière inquiétante de cet idéal du pouvoir totalitaire. La police possédait sur chacun des habitants du vaste pays des dossiers secrets où étaient consignées les multiples relations existant entre les gens, des connaissances fortuites aux amitiés véritables et aux liens familiaux ; car c'est uniquement pour découvrir ces relations que les accusés, dont les « crimes » ont de toute façon été établis « objectivement » avant leur arrestation, sont soumis à un interrogatoire aussi serré. Finalement, quant à ce don de la mémoire si dangereux pour le pouvoir totalitaire, les observateurs étrangers sentent que « s'il est vrai que les éléphants n'oublient jamais, les Russes nous semblent être tout le contraire des éléphants [...] la psychologie de la Russie soviétique semble rendre réellement possible l'amnésie totale [1293](#) »,.

On mesure l'importance de cette complète disparition de ses victimes, pour l'appareil de domination totale, dans ces occasions où, pour une raison ou pour une autre, le régime fut confronté à la mémoire des survivants. Pendant la guerre, un commandant SS commit la terrible faute d'informer une

Française que son mari était mort dans un camp de concentration allemand ; cette inadvertance provoqua une avalanche d'ordres et d'instructions à tous les commandants de camps, les avertissant qu'en aucun cas des informations ne devaient être données au monde extérieur ¹²⁹⁴ . En vérité, en ce qui concerne la veuve française, son mari était censé avoir cessé de vivre au moment de son arrestation ; ou plutôt, il avait cessé d'avoir jamais vécu. De même, les officiers de police soviétiques, accoutumés dès leur naissance à ce système, ne pouvaient que regarder avec stupeur ces gens qui, en Pologne occupée, essayaient désespérément de savoir ce qui était arrivé à leurs amis ou à leurs parents arrêtés ¹²⁹⁵ .

Dans les pays totalitaires, tous les lieux de détention dirigés par la police sont faits pour être de véritables oubliettes où les gens glissent par accident, sans laisser derrière eux ces signes d'une existence révolue que sont ordinairement un corps et une tombe. Au regard de cette invention toute nouvelle pour se défaire des gens, la vieille méthode du meurtre, politique ou criminel, est assurément inefficace. Le meurtrier laisse un cadavre derrière lui et, même s'il essaie d'effacer les traces de sa propre identité, il n'a pas le pouvoir d'extirper celle de sa victime de la mémoire du monde survivant. La police secrète opère au contraire le miracle de faire en sorte que la victime n'ait jamais existé du tout.

La liaison entre la police secrète et les sociétés secrètes est évidente. Pour affermir sa position, la première a toujours dû agiter la menace que fait planer l'existence de ces dernières. La police secrète totalitaire est la première dans l'histoire qui n'ait jamais eu besoin et n'a jamais utilisé ces prétextes désuets dont usent les tyrans. Le caractère anonyme de ses victimes, qui ne sont pas à proprement parler des ennemis du régime, et dont l'identité est inconnue des persécuteurs jusqu'à ce qu'une décision arbitraire du gouvernement les élimine du monde des vivants, et extermine leur souvenir du monde des morts, est au – delà de tout secret ; au-delà du silence le plus strict, au-delà

même de la parfaite maîtrise en matière de double vie que la discipline des sociétés de conspirateurs avait coutume d'imposer à leurs membres.

Les mouvements totalitaires qui, durant leur ascension au pouvoir, imitent certains faits caractéristiques de l'organisation des sociétés secrètes tout en s'affirmant au grand jour, ne créent une véritable société secrète qu'après l'établissement de leur suprématie. La société secrète des régimes totalitaires est la police secrète ; le seul secret strictement gardé dans un pays totalitaire, le seul savoir ésotérique concerne les activités de la police et les conditions qui régissent dans les camps de concentration ¹²⁹⁶ . Bien sûr, la population dans son ensemble, et singulièrement les membres du parti, connaissent la situation dans ses grandes lignes – que les camps de concentration existent, que des gens disparaissent, que des innocents sont arrêtés. Mais chacun sait en même temps que le plus grand crime, dans un pays totalitaire, est de parler de ces « secrets ». Pour autant que le savoir d'un homme dépend de l'affirmation et de la compréhension de ses semblables, ces informations partagées par tous mais gardées par chacun, et qui ne sont jamais communiquées, perdent leur caractère réel et se métamorphosent en un pur cauchemar. Seuls ceux qui détiennent ce savoir strictement ésotérique qu'est la connaissance des nouvelles catégories à venir d'indésirables, et des méthodes opérationnelles des cadres, sont en position de communiquer entre eux à propos de ce qui constitue véritablement pour tous la réalité. Eux seuls sont en position de croire en ce qu'ils savent être vrai. Tel est leur secret, et c'est afin de le garder qu'ils sont constitués en organisation secrète. Ils en demeurent membres même si cette organisation secrète les arrête, les force à faire des aveux, et finalement les liquide. Aussi longtemps qu'ils conservent le secret, ils appartiennent à l'élite, et ils ont pour règle de ne jamais trahir, même lorsqu'ils sont en prison ou dans des camps de concentration ¹²⁹⁷ .

Nous avons déjà remarqué que, parmi les nombreuses aberrations qui choquent le bon sens du monde non totalitaire, figure l'usage apparemment irrationnel que le totalitarisme fait des méthodes propres aux conspirateurs. Les mouvements totalitaires, apparemment persécutés par la police, n'usent que très modérément dans leur lutte pour le pouvoir des méthodes dont se servent les conspirateurs pour renverser le gouvernement, tandis que le totalitarisme au pouvoir, après qu'il a été reconnu par tous les gouvernements et qu'il a, en apparence, dépassé sa phase révolutionnaire, met en place une véritable police secrète et en fait le noyau de son gouvernement et de son pouvoir. Tout se passe comme si la reconnaissance officielle était ressentie comme une plus grande menace pour cette conspiration qu'est le mouvement totalitaire – une menace de désintégration interne – que les timides mesures prises par la police des régimes non totalitaires.

En vérité, les dirigeants totalitaires ont beau être fermement convaincus qu'il leur faut persévérer dans la fiction et dans les principes du monde fictif qui furent établis durant la lutte pour la prise du pouvoir, ils ne découvrent que peu à peu toutes les implications de ce monde fictif et de ses règles. Leur foi dans la toute-puissance de l'homme, leur certitude que tout est possible grâce à l'organisation, les amènent à expérimenter ce que des imaginations humaines avaient pu ébaucher mais qu'aucune activité humaine n'avait certainement jamais pu réaliser. Leurs hideuses découvertes dans le royaume du possible sont inspirées par un parti pris idéologique de scientificité qui s'est révélé être moins gouverné par la raison et moins disposé à reconnaître les faits que les plus aberrantes élucubrations de la spéculation préscientifique et préphilosophique. En fondant la société secrète qui désormais n'opère plus au grand jour, la société de la police secrète, du soldat politique ou du combattant idéologiquement aguerri, ils se donnent les moyens de poursuivre leur indécente investigation expérimentale dans le monde du possible.

La conspiration totalitaire contre le monde non totalitaire, sa prétention à la domination planétaire, demeure d'un autre côté aussi ouvertement déclarée sous le règne totalitaire que dans les mouvements totalitaires. En pratique, elle est inculquée à la population des « sympathisants » embrigadés sous la forme d'une prétendue conspiration du monde entier contre leur propre pays. On propage la dichotomie totalitaire en faisant un devoir pour chaque ressortissant à l'étranger d'envoyer des rapports dans son pays aussi consciencieusement que s'il était un agent secret, et en traitant tout étranger comme s'il était un espion à la solde de son gouvernement ¹²⁹⁸. C'est pour rendre cette dichotomie effective en pratique, plutôt que pour des secrets précis, militaires ou autres, que des rideaux de fer séparent les habitants d'un pays totalitaire du reste du monde. Leur véritable secret, les camps de concentration, ces laboratoires d'expérimentation de la domination totale, est soustrait par les régimes totalitaires aux yeux de leur propre peuple aussi bien qu'à ceux de tous les autres.

Pendant très longtemps, la normalité du monde normal constitue la protection la plus efficace contre la divulgation des crimes de masse totalitaires. « Les hommes normaux ne savent pas que tout est possible ¹²⁹⁹ » ; en présence du monstrueux, ils refusent d'en croire leurs yeux et leurs oreilles, tout comme les hommes des masses ne font confiance ni à leurs yeux ni à leurs oreilles devant une réalité normale où il ne reste pas de place pour eux ¹³⁰⁰. La raison pour laquelle les régimes totalitaires peuvent aller si loin dans la réalisation d'un monde fictif, sans queue ni tête, est que le monde non totalitaire, auquel appartient toujours une grande partie de la population du pays totalitaire lui-même, se plaît lui aussi à prendre ses désirs pour la réalité, cette réalité qui est celle de la démence, tout autant que les masses en face du monde normal. Cette répugnance du sens commun à croire le monstrueux, le dirigeant totalitaire lui-même ne cesse de l'encourager : il s'assure qu'aucune statistique digne de foi, qu'aucun fait ni qu'aucun chiffre

contrôlables ne soient jamais rendus publics, de telle sorte qu'il n'y ait que des récits subjectifs, invérifiables et sujets à caution à propos des lieux où sont relégués les morts-vivants.

Du fait de cette politique, les résultats de l'expérience totalitaire ne sont que partiellement connus. Bien que nous ayons assez de documents provenant des camps de concentration pour affirmer que la domination totale est possible et pour avoir un aperçu de l'abîme du « possible », nous ne connaissons pas l'étendue de la transformation des mentalités sous un régime totalitaire. Nous savons encore moins combien de gens normaux autour de nous seraient prêts à accepter le mode de vie totalitaire – autrement dit à payer d'une considérable amputation de la durée de leur vie l'assurance que tous leurs rêves de carrière seront accomplis. On saisit aisément à quel point la propagande et même certaines des institutions totalitaires répondent aux besoins des nouvelles masses déracinées, mais il est presque impossible de savoir combien d'entre eux, exposés plus longtemps à la perpétuelle menace du chômage, acquiesceraient avec joie à une « politique de la population » qui consiste à éliminer régulièrement ceux qui sont en surnombre ; combien, après avoir pleinement pris conscience de leur inaptitude croissante à porter les fardeaux de la vie moderne, se conformeraient de gaieté de cœur à un système qui, en même temps que la spontanéité, élimine la responsabilité.

En d'autres termes, nous avons beau connaître les activités et le rôle spécifique de la police secrète totalitaire, nous ne savons pas dans quelle mesure et jusqu'à quel point le « secret » de cette société secrète correspond, à notre époque, aux désirs secrets et aux secrètes complicités des masses.

III. DOMINATION TOTALE

Les camps de concentration et d'extermination des régimes totalitaires servent de laboratoires où la conviction

fondamentale du totalitarisme que tout est possible se vérifie. En comparaison de celle-ci, toutes les autres expériences sont secondaires – y compris celles qui touchent au domaine médical et dont les horreurs figurent en détail dans les minutes des procès intentés aux médecins du III^e Reich – bien qu'il soit caractéristique que ces laboratoires aient été utilisés pour des expériences de toutes sortes.

La domination totale, qui s'efforce d'organiser la pluralité et la différenciation infinies des êtres humains comme si l'humanité entière ne formait qu'un seul individu, n'est possible que si tout le monde sans exception peut être réduit à une identité immuable de réactions : ainsi, chacun de ces ensembles de réactions peut à volonté être changé pour n'importe quel autre. Le problème est de fabriquer quelque chose qui n'existe pas, à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule « liberté » consisterait à « préserver l'espèce ¹³⁰¹ ». La domination totalitaire essaie d'atteindre ce but de deux manières à la fois : par l'endoctrinement idéologique des formations d'élite, et par la terreur absolue dans les camps ; et les atrocités pour lesquelles les formations d'élite sont utilisées sans merci deviennent, en somme, l'application pratique de l'endoctrinement idéologique – le banc d'essai où ce dernier doit faire ses preuves – tandis que l'effroyable spectacle des camps eux-mêmes est censé fournir la vérification « théorique » de l'idéologie.

Les camps ne sont pas seulement destinés à l'extermination des gens et à la dégradation des êtres humains : ils servent aussi à l'horrible expérience qui consiste à éliminer, dans des conditions scientifiquement contrôlées, la spontanéité elle-même en tant qu'expression du comportement humain et à transformer la personnalité humaine en une simple chose, en quelque chose que même les animaux ne sont pas ; car le chien de Pavlov qui, comme on sait, était dressé à manger, non quand il avait faim, mais quand une sonnette retentissait, était un animal dénaturé.

Dans des circonstances normales, ce projet ne peut jamais être accompli parce que la spontanéité ne peut jamais être entièrement éliminée dans la mesure où ce n'est pas seulement à la liberté humaine mais à la vie elle-même qu'elle est liée, dans le sens d'un simple maintien en vie. C'est seulement dans les camps de concentration qu'une telle expérience est tant soit peu possible, et donc ils ne sont pas seulement « *la société la plus totalitaire encore réalisée* » (David Rousset), mais aussi l'idéal social exemplaire de la domination totale en général. Comme la stabilité du régime totalitaire dépend de l'isolement du monde fictif du mouvement par rapport au monde extérieur, l'expérience de domination totale menée dans les camps de concentration dépend de leur soustraction de ces derniers au monde de tous les autres, le monde des vivants en général, même du monde extérieur constitué par un pays où règne le totalitarisme. Cet isolement explique le singulier manque de réalité et de crédibilité qui caractérise tous les récits en provenance des camps de concentration. Il constitue l'un des plus grands obstacles à une vraie compréhension de la domination totalitaire, dont le maintien ou la chute dépend de l'existence de ces camps de concentration et d'extermination, car, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, ces camps sont la véritable institution centrale du pouvoir d'organisation totalitaire.

Nombreux sont les récits des survivants ¹³⁰². Plus ils sont authentiques, moins ils cherchent à communiquer de choses qui échappent à l'entendement et à l'expérience des hommes – c'est-à-dire des souffrances qui transforment les hommes en « animaux résignés ¹³⁰³ ». Aucun de ces récits n'inspire cette colère devant le crime et cette sympathie qui ont toujours mobilisé les hommes au service de la justice. Au contraire, tout homme qui parle ou écrit à propos des camps de concentration est encore tenu pour suspect ; et si celui qui parle a résolument regagné le monde des vivants, il est souvent assailli de doutes

sur sa propre bonne foi, aussi tenaces que s'il avait pris un cauchemar pour la réalité ¹³⁰⁴.

Ce doute des gens quant à eux-mêmes et à la réalité de leur propre expérience ne fait que révéler ce que les nazis ont toujours su : que les hommes déterminés à commettre des crimes trouveront commode de les organiser à l'échelle la plus vaste et la plus invraisemblable. Ce n'est pas seulement que cela rende inadéquats et absurdes tous les châtiments dont dispose le système juridique ; c'est que l'immensité même des crimes donne aux meurtriers qui proclament leur innocence à grand renfort de mensonges l'assurance d'être crus plus volontiers que les victimes qui disent la vérité. Les nazis ne jugèrent même pas nécessaire de garder pour eux cette découverte. Hitler mit en circulation des millions d'exemplaires de son livre où il déclarait que, pour réussir, un mensonge doit être énorme – ce qui n'empêcha pas les gens de le croire, lui ; de même les proclamations des nazis, répétées *ad nauseam*, selon lesquelles les Juifs seraient exterminés comme des punaises (c'est-à-dire au moyen de gaz toxiques), n'empêchèrent personne de *ne pas* y croire.

On est fortement tenté de trouver satisfaisante une explication de ce qui est intrinsèquement incroyable au moyen de rationalisations généreuses. En chacun de nous se cache une telle générosité, qui nous enjôle en prenant la voix du bon sens. La route qui mène à la domination totalitaire passe par bien des étapes intermédiaires, auxquelles nous pouvons trouver bien des analogies et des précédents. La terreur extraordinairement sanglante qui marque la première étape de la domination totalitaire sert évidemment l'unique dessein de défaire l'adversaire et de rendre toute opposition impossible à l'avenir ; mais la terreur totale ne se déclenche qu'une fois la première étape franchie, lorsque le régime n'a plus rien à craindre de l'opposition. Dans ce contexte, on a souvent fait remarquer que les moyens étaient alors devenus la fin : mais, après tout, on ne fait ainsi qu'admettre, sous le déguisement du paradoxe, que la

catégorie « la fin justifie les moyens » ne convient plus, que la terreur a perdu son « propos », qu'elle n'est plus le moyen qui permet d'effrayer les gens. Tout aussi insuffisante est l'explication d'après laquelle la révolution, comme dans le cas de la Révolution française, dévorait ses propres enfants. En effet, la terreur continue bien longtemps après qu'a été dévoré quiconque pourrait à un titre ou à un autre – appartenance aux factions russes, aux centres de décision du parti, à l'armée, à la bureaucratie – être décrit comme un enfant de la révolution. Bien des comportements qui sont de nos jours devenus la spécialité des gouvernements totalitaires ne sont que trop connus grâce à l'étude de l'histoire. Il y a pratiquement toujours eu des guerres d'agression ; le massacre des populations ennemies après une victoire s'était impunément

pratiqué jusqu'à ce que les Romains le tempèrent par l'institution du *parcere subjectis* ; au long des siècles, l'extermination des populations indigènes alla de pair avec la colonisation des Amériques, de l'Australie et de l'Afrique ; l'esclavage est l'une des plus vieilles institutions de l'humanité et tous les empires de l'Antiquité furent fondés sur le travail d'esclaves appartenant à l'État qui construisirent leurs bâtiments publics. Les camps de concentration eux-mêmes ne sont pas une invention des mouvements totalitaires. Ils apparaissent pour la première fois au début du siècle, pendant la guerre des Boers, et on continua à les utiliser en Afrique du Sud ainsi qu'en Inde pour les « éléments indésirables » ; là aussi nous trouvons l'expression de « détention protectrice » qui fut plus tard adoptée par le III^e Reich. Ces camps correspondent à bien des égards aux premiers camps de concentration de la domination totalitaire. Ils étaient utilisés pour les « suspects » dont les crimes ne pouvaient être prouvés, et qui ne pouvaient être condamnés en suivant le cours ordinaire de la justice. Tout cela met clairement en relief les méthodes totalitaires de domination : ce sont ces éléments qu'elles utilisent, développent et cristallisent sur la base du principe nihiliste du « tout est

permis » dont elles héritèrent et qu'elles tinrent aussitôt pour acquis. Mais partout où ces nouvelles formes de domination revêtent leur structure authentiquement totalitaire, elles dépassent ce principe, encore trop lié à des motivations utilitaires et à l'intérêt personnel des gouvernants, et s'essaient à un domaine jusqu'à présent complètement ignoré de nous – le domaine où « tout est possible ». Et, de manière assez caractéristique, il s'agit d'un domaine qu'aucune motivation utilitaire ou égoïste ne peut limiter, indifférent qu'il est à l'intérêt personnel.

Ce qui heurte le sens commun, ce n'est pas le principe nihiliste du « tout est permis » que l'on trouvait déjà au xix^e siècle dans la conception utilitaire du sens commun. Ce que le sens commun et « les gens normaux » refusent de croire, c'est que tout est possible ¹³⁰⁵. Nous essayons de comprendre des faits, dans le présent ou dans l'expérience remémorée, qui dépassent tout simplement nos facultés de compréhension. Nous essayons de classer dans la rubrique du crime ce qu'aucune catégorie de ce genre, selon nous, ne fut jamais destinée à couvrir. Quelle est la signification de la notion de meurtre lorsque nous nous trouvons en face de la production massive de cadavres ? Nous essayons de comprendre du point de vue psychologique le comportement des détenus des camps de concentration et des SS, alors que nous devons prendre conscience du fait que la psyché *peut* être détruite sans que l'homme soit, pour autant, physiquement détruit ; que, dans certaines circonstances, la psyché, le caractère et l'individualité ne semblent assurément se manifester que par la rapidité ou la lenteur avec lesquelles ils se désintègrent ¹³⁰⁶. Cela aboutit en tout cas à l'apparition d'hommes sans âmes, c'est-à-dire d'hommes dont on ne peut plus comprendre la psychologie, dont le retour au monde humain intelligible, soit psychologiquement, soit de toute autre manière, ressemble de près à la résurrection de Lazare. Toutes les affirmations du sens commun, qu'elles soient de nature psychologique ou

sociologique, ne servent qu'à encourager ceux qui pensent qu'il est « superficiel » de « s'appesantir sur des horreurs ¹³⁰⁷ ».

S'il est vrai que les camps de concentration sont la plus importante institution de la domination totalitaire, « s'appesantir sur des horreurs » devrait sembler indispensable pour comprendre le totalitarisme. Mais le souvenir ne peut pas plus nous éclairer que le récit retenu du témoin oculaire. À ces deux genres est inhérente la tendance à fuir l'expérience : par instinct ou par raison, les deux types d'écrivain sont si conscients du terrible abîme qui sépare le monde des vivants de celui des morts-vivants, qu'ils ne peuvent fournir rien de plus qu'une série d'événements remémorés qui semblent aussi incroyables à ceux qui les relatent qu'à ceux qui les écoutent. Seule l'imagination terrifiée de ceux qu'ont éveillés de tels récits, sans qu'ils aient eux-mêmes été frappés dans leur propre chair, de ceux qui, épargnés par la terreur animale et désespérée – terreur qui, confrontée à l'horreur réelle, à l'horreur présente, paralyse inexorablement tout ce qui n'est pas pure réaction – seule cette imagination-là peut être capable d'une réflexion sur ces horreurs. De telles réflexions ne sont utiles que pour la perception des contextes politiques et pour la mobilisation des passions politiques. Un changement de personnalité, sous quelque forme que ce soit, ne peut pas davantage être causé par une réflexion sur les horreurs que par l'expérience réelle de l'horreur. La réduction d'un homme à un ensemble de réactions le sépare aussi radicalement qu'une maladie mentale de tout ce qui, en lui, est personnalité ou caractère. Lorsque, comme Lazare, il se lève d'entre les morts, il retrouve sa personnalité ou son caractère inchangés, exactement comme il les avait laissés.

De même que l'horreur, ou l'insistance sur l'horreur, ne peut modifier un caractère, ni rendre les hommes meilleurs ou pires, de même l'horreur ne peut davantage devenir la base d'une communauté politique ou, en un sens plus restreint, d'un parti. Les tentatives de formation d'une élite européenne, avec un

programme de compréhension intra-européenne fondé sur la commune expérience européenne des camps de concentration, ont échoué d'une manière tout à fait semblable à celles qui suivirent la Première Guerre mondiale, quand il s'agissait de tirer les conclusions de l'expérience internationale de la génération du front. Dans les deux cas, il s'est avéré que les expériences elles-mêmes ne pouvaient communiquer rien de plus que des banalités nihilistes ¹³⁰⁸ . Les conséquences politiques, comme, par exemple, le pacifisme d'après-guerre, dérivait de la peur générale de la guerre, non de l'expérience de la guerre. Au lieu de produire un pacifisme dénué de réalité, la connaissance intime de la structure des guerres modernes, guidées et mues par la peur, aurait dû faire prendre conscience qu'il n'existe qu'un seul critère pour juger de la nécessité d'une guerre : que celle-ci soit un combat contre des conditions de vie que les peuples n'acceptent plus – et les expériences que nous avons connues, avec les tourments et l'enfer des camps totalitaires, ne nous ont que trop bien éclairés sur la possibilité de telles conditions ¹³⁰⁹ . Ainsi, la peur des camps de concentration et l'aperçu qui en résulte sur la nature de la domination totale, peuvent-elles servir à invalider toutes les distinctions politiques obsolètes entre droite et gauche, et à fournir, par-delà celles-ci, la principale aune à laquelle apprécier les événements de notre temps, à savoir : servent-ils ou non la domination totalitaire ?

En tout cas, l'effroi dont est frappée l'imagination a le grand avantage de réduire à néant les interprétations sophistico-dialectiques de la politique, toutes fondées sur la superstition que du mal peut sortir le bien. De telles acrobaties dialectiques eurent un semblant de justification aussi longtemps que le pire traitement qu'un homme pouvait infliger à un autre était de le tuer. Mais, nous le savons aujourd'hui, le meurtre n'est qu'un moindre mal. Le meurtrier qui tue un homme – un homme qui devait de toute façon mourir – se meut encore dans le domaine de la vie et de la mort qui nous est familier ; toutes deux ont assurément un lien nécessaire, sur lequel se fonde la

dialectique, même si elle n'en est pas toujours consciente. Le meurtrier laisse un cadavre derrière lui et ne prétend pas que sa victime n'a jamais existé ; s'il efface toutes traces, ce sont celles de son identité à lui, non le souvenir et le chagrin des personnes qui ont aimé sa victime ; il détruit une vie, mais il ne détruit pas le fait de l'existence lui-même.

Les nazis, avec la précision qui les caractérisait, avaient l'habitude d'enregistrer toutes opérations dans les camps de concentration sous la rubrique « Nuit et Brouillard (*Nacht und Nebel*) ». Le radicalisme des mesures prises pour traiter les gens comme s'ils n'avaient jamais existé, et pour les faire disparaître au sens littéral du terme, n'apparaît généralement pas à première vue parce que les deux systèmes allemand et russe, loin d'être uniformes, comprennent un ensemble de catégories par lesquelles les gens sont traités très différemment. Dans le cas de l'Allemagne, les différentes catégories utilisées coexistaient généralement dans le même camp, sans pour autant entrer en contacts entre elles ; fréquemment l'isolement des catégories entre elles fut plus strict que l'isolement vis-à-vis du monde extérieur. Ainsi, abstraction faite des considérations raciales, les ressortissants Scandinaves, malgré leur hostilité déclarée aux nazis, étaient traités par les Allemands pendant la guerre d'une façon tout à fait différente que les membres des autres peuples. Ces derniers étaient à leur tour divisés entre ceux dont l'« extermination » était immédiatement programmée, par exemple les Juifs, ou était prévue dans un avenir proche, par exemple les Polonais, les Russes et les Ukrainiens, et ceux qui n'avaient fait l'objet d'aucune instruction allant dans le sens d'une aussi définitive « solution finale », comme les Français et les Belges. En Russie, d'un autre côté, nous devons distinguer trois systèmes plus ou moins indépendants. Premièrement, les groupes condamnés au travail forcé véritable qui jouissent d'une relative liberté et sont condamnés à des peines de durée limitée. Deuxièmement, il existe des camps de concentration où le matériau humain est

exploité sans merci et où le taux de mortalité est extrêmement élevé mais qui sont essentiellement organisés en vue du travail. Il y a enfin les camps d'anéantissement où l'on extermine systématiquement les prisonniers, en les faisant mourir de faim et en les laissant dans le plus grand abandon.

La véritable horreur des camps de concentration et d'extermination réside en ce que les prisonniers, même s'il leur arrive d'en réchapper, sont coupés du monde des vivants bien plus nettement que s'ils étaient morts ; c'est que la terreur impose l'oubli. Là, le meurtre est aussi impersonnel que le fait d'écraser un moucheron. La mort peut être la conséquence de la torture systématique et de la privation de nourriture, ou parce que le camp est surpeuplé et qu'il faut liquider le matériau humain superflu. Réciproquement, il peut se faire que, par suite d'une pénurie de livraison de nouveaux êtres humains, le danger d'un dépeuplement des camps se fasse sentir : ordre est alors donné de réduire à tout prix le taux de mortalité ¹³¹⁰. David Rousset a intitulé le récit du temps qu'il a passé dans un camp de concentration allemand : *Les Jours de notre mort* ; tout se passe effectivement comme s'il y avait une possibilité de rendre permanent le processus de la mort lui-même et d'imposer un état où vie et mort soient également vidées de leur sens.

C'est l'apparition d'un mal radical, inconnu de nous auparavant, qui met un terme à l'idée que des qualités évoluent et se transforment. Ici, il n'existe ni critères politiques, ni historiques, ni simplement moraux, mais tout au plus la prise de conscience qu'il y a peut-être dans la politique moderne quelque chose qui n'aurait jamais dû se trouver dans la politique au sens usuel du terme, à savoir le tout ou rien – tout, c'est – à-dire une infinité indéterminée de formes humaines de vie commune ; ou rien, dans la mesure où une victoire du système concentrationnaire signifierait la même inexorable condamnation pour les êtres humains que l'emploi de la bombe à hydrogène aurait pour le destin de la race humaine.

Rien ne peut être comparé à la vie dans les camps de concentration. Son horreur, nous ne pouvons jamais pleinement la saisir par l'imagination, pour la raison même qu'elle se tient hors de la vie et de la mort. Aucun récit ne peut en rendre compte pleinement, pour la raison même que le survivant retourne au monde des vivants, ce qui l'empêche de croire pleinement à ses expériences passées. Cela lui est aussi difficile que de raconter une histoire d'une autre planète : car le statut des prisonniers dans le monde des vivants, où personne n'est censé savoir s'ils sont vivants ou morts, est tel qu'il revient pour eux à n'être jamais nés. C'est pourquoi toutes les comparaisons créent la confusion et distraient l'attention de ce qui est essentiel. Le travail forcé dans les prisons et les colonies pénitenciaires, le bannissement, l'esclavage, semblent tous fournir, un temps, d'utiles éléments de comparaison ; mais, en dernière analyse, ils ne mènent nulle part.

Le travail forcé en tant que châtiment est limité aussi bien en temps qu'en intensité. Le forçat conserve ses droits quant à sa personne physique ; il n'est pas absolument torturé, et il n'est pas absolument dominé. Le bannissement ne bannit que d'une partie du monde vers une autre partie du monde, également habitée par des êtres humains ; il n'exclut pas totalement du monde des hommes. Au cours de l'histoire, l'esclavage a été une institution inhérente à un ordre social ; les esclaves n'étaient pas, comme les prisonniers des camps de concentration, soustraits aux regards et par conséquent à la protection de leurs semblables ; comme instruments de travail, ils avaient un prix défini et, comme propriété, une valeur non moins définie. Le prisonnier d'un camp de concentration n'a pas de prix, puisqu'on peut toujours le remplacer ; personne ne sait à qui il appartient puisque personne ne le voit jamais. Du point de vue d'une société normale, il est absolument superflu, même si, lorsque la pénurie de main-d'œuvre se fait durement sentir, comme ce fut le cas en Russie et en Allemagne pendant la guerre, on l'utilise comme travailleur.

Le camp de concentration en tant qu'institution n'a pas été établi en vue d'une productivité possible. L'unique fonction économique permanente des camps a consisté à financer leur propre appareil de surveillance ; par conséquent, du point de vue économique les camps de concentration existent surtout pour eux-mêmes. Quel que soit le travail qui y est accompli, il l'eût été bien mieux et à moindres frais dans des conditions différentes ¹³¹¹ . L'exemple de la Russie – dont les camps de concentration sont le plus souvent décrits comme des camps de travail forcé, la bureaucratie soviétique ayant voulu les honorer de cette appellation – montre très clairement que le travail forcé n'est pas la destination première. Le travail forcé est la condition normale de tous les travailleurs russes, qui ne jouissent pas de la liberté de mouvement et peuvent à tout moment être affectés arbitrairement n'importe où. Le caractère incroyable des horreurs est étroitement lié à leur inutilité sur le plan économique. Les nazis poussèrent carrément l'inutile jusqu'au nuisible quand, en pleine guerre, et malgré la pénurie de matériaux de construction et de matériel roulant, ils bâtirent d'énormes et coûteuses usines d'extermination et organisèrent le transport de millions de gens ¹³¹² . Du point de vue d'un monde strictement utilitaire, la contradiction manifeste entre cette façon d'agir et les impératifs militaires donne à toute l'entreprise un air d'irréalité folle.

Cette atmosphère de folie et d'irréalité, créée par une apparente absence de but, est le véritable rideau de fer qui dissimule aux yeux du monde toutes les formes de camps de concentration. Vus de l'extérieur, ceux-ci, et ce qui s'y passe, ne peuvent être décrits qu'à l'aide d'images tirées d'une vie après la mort, d'une vie affranchie des soucis terrestres. On peut fort justement distinguer trois types de camps de concentration qui correspondent à trois conceptions fondamentales de la vie après la mort en Occident : Hadès, le Purgatoire, et l'Enfer. À Hadès correspondent ces manières relativement douces, autrefois populaires même dans les pays non totalitaires, de

mettre à l'écart les éléments indésirables de toutes sortes – réfugiés, apatrides, asociaux et chômeurs ; comme tous les camps de personnes déplacées, qui ne sont rien d'autre que des camps pour des personnes devenues superflues et importunes, ils ont survécu à la guerre. Le Purgatoire est représenté par les camps de travail en Union soviétique, où la négligence se combine avec un travail forcé chaotique. L'Enfer au sens le plus littéral a été incarné par ces types de camps réalisés à la perfection par les nazis : là, l'ensemble de la vie fut minutieusement et systématiquement organisé en vue des plus grands tourments possibles.

Ces trois types ont un point commun : les masses humaines qui y sont enfermées sont traitées comme si elles n'existaient plus, comme si ce qu'il advenait d'elles ne présentait plus d'intérêt pour personne, comme si elles étaient déjà mortes et qu'un esprit malin, pris de folie, s'amusait à les maintenir un temps entre la vie et la mort, avant de les admettre à la paix éternelle.

Ce ne sont pas tant les barbelés que l'irréalité soigneusement fabriquée de ceux qu'ils enferment qui provoque des sévices aussi extrêmes et fait en définitive passer l'extermination pour une mesure parfaitement normale. Tout ce qui a été accompli dans les camps nous est connu par le monde des fantasmes pervers et malins. Ce qui est difficile à comprendre, c'est que ces fantasmes, ces crimes sordides, ont eu lieu dans un monde fantomatique qui, néanmoins, s'est, pour ainsi dire, matérialisé en un monde achevé, pourvu de toutes les données sensorielles de la réalité, mais auquel manque la cohérence et la responsabilité sans lesquelles la réalité ne demeure pour nous qu'une masse de données incompréhensible. Le résultat en est qu'un lieu a été créé où des hommes peuvent être torturés et abattus, sans que pourtant ni les tourmenteurs ni les tourmentés, et encore moins les autres à l'extérieur, ne s'avisent qu'il s'agit là de quelque chose de plus qu'un jeu cruel ou qu'un rêve absurde ¹³¹³ .

Les films que les Alliés diffusèrent, en Allemagne et ailleurs, après la guerre, montrent clairement que cette atmosphère de folie et d'irréalité n'est pas dissipée par le reportage pur. Pour le spectateur non prévenu, ces images sont à peu près aussi convaincantes que des instantanés de substances mystérieuses pris lors de séances de spiritisme ¹³¹⁴. Le sens commun réagit aux horreurs de Buchenwald et d'Auschwitz par cet argument plausible : « Quel crime doivent avoir commis ces gens pour qu'on leur fasse des choses pareilles ! » ; ou, en Allemagne et en Autriche, au milieu de la famine, du surpeuplement et de la haine générale : « Dommage qu'ils aient arrêté de gazer les Juifs ! » ; et partout, il y eut ce haussement d'épaules sceptique qui accueille la propagande ratée.

Si la propagande de la vérité échoue à convaincre l'individu moyen parce qu'elle est trop horrible, elle est positivement dangereuse pour ceux qui savent d'après leurs propres fantasmes ce qu'ils sont capables de faire, et qui sont donc parfaitement prêts à croire à la réalité de ce qu'ils ont vu. Soudain, il devient évident que ce que l'imagination humaine avait depuis des milliers d'années rejeté dans un royaume hors du pouvoir humain peut se forger ici-bas maintenant : l'Enfer et le Purgatoire, et même l'ombre de leur durée éternelle, peuvent être créés grâce aux méthodes les plus modernes de destruction et de thérapie. À ces gens (et ils sont plus nombreux dans n'importe quelle grande ville que nous ne sommes prêts à l'admettre) l'enfer totalitaire ne prouve qu'une chose : que le pouvoir de l'homme est plus grand qu'ils n'eussent jamais osé l'imaginer ; que l'homme peut réaliser des visions d'enfer sans que le ciel tombe ou que la terre s'ouvre.

Ces analogies, répétées dans maints récits du monde des mourants ¹³¹⁵, semblent exprimer plus qu'une tentative désespérée de dire ce qui est étranger au domaine du discours humain. Rien peut-être ne distingue plus radicalement les masses modernes de celles des siècles passés que la perte de la foi en un Jugement dernier : les pires ont perdu leur peur, les

meilleurs leur espoir. Aussi incapables qu'avant de vivre sans peur et sans espoir, ces masses sont attirées par toute entreprise qui semble promettre la fabrication par l'homme du Paradis qu'elles avaient désiré et de l'Enfer qu'elles avaient redouté. De même qu'en ses aspects les plus populaires, la société sans classes de Marx présente une étrange ressemblance avec l'âge messianique, de même la réalité des camps de concentration ne ressemble à rien tant qu'aux représentations médiévales de l'Enfer.

La seule chose qui ne peut être reproduite, c'est ce qui a rendu tolérables pour l'homme les conceptions traditionnelles de l'Enfer : le Jugement dernier, l'idée d'un critère absolu de justice combinée à la possibilité infinie de la grâce. Car, pour les hommes, il n'y a pas de crime ni de péché qui aient de commune mesure avec les tourments éternels de l'Enfer. D'où la déconfiture du sens commun, qui s'en – quiert : quel crime ces gens peuvent-ils avoir commis pour souffrir de manière aussi inhumaine ? D'où également l'innocence absolue des victimes : aucun homme n'a jamais mérité cela. D'où enfin le grotesque hasard qui présidait au choix des victimes des camps de concentration dans l'état de terreur achevée : un tel « châtiment » peut être infligé à quiconque avec une égale justice et injustice.

En comparaison de la démente du résultat final – la société concentrationnaire –, le processus par lequel les hommes sont préparés à cette fin, les méthodes employées pour adapter les individus à cet état de choses sont limpides et logiques. La fabrication massive et démentielle de cadavres est précédée par la préparation historiquement et politiquement intelligible de cadavres vivants. L'impulsion et, ce qui est plus important, le consentement tacite, donnés à l'apparition de cet état de choses sans précédent, sont le fruit de ces événements qui, dans une période de désintégration politique, ont soudain privé, contre toute attente, des centaines de milliers d'êtres humains de domicile et de patrie, en ont fait des hors-la-loi et des

indésirables, tandis que des millions d'autres êtres humains sont devenus, à cause du chômage, économiquement superflus et socialement onéreux. Cela n'a pu à son tour se produire que parce que les droits de l'homme qui, philosophiquement, n'avaient jamais été établis mais seulement formulés, qui, politiquement, n'avaient jamais été garantis mais seulement proclamés, ont, sous leur forme traditionnelle, perdu toute validité.

Le premier pas essentiel sur la route qui mène à la domination totale consiste à tuer en l'homme la personne juridique. À cette fin, d'une part on soustrait certaines catégories de personnes à la protection de la loi tout en forçant par le biais de l'instrument de la dénationalisation le monde non totalitaire à les reconnaître hors-la-loi ; d'autre part, on place le camp de concentration en dehors du système pénal normal et on sélectionne les détenus en dehors de la procédure judiciaire normale selon laquelle un crime déterminé encourt une sanction prévue d'avance. Ainsi, les criminels qui, pour d'autres raisons, sont un élément essentiel de la société concentrationnaire ne sont généralement envoyés dans un camp que pour l'achèvement de leur condamnation à la prison. En toutes circonstances, la domination totalitaire veille à ce que les catégories rassemblées dans les camps – les Juifs, les porteurs de maladies, les représentants des classes moribondes – aient déjà perdu toute capacité d'accomplir une action tant normale que criminelle. En termes de propagande, cela signifie que la « détention protectrice » est maniée comme une « mesure de police préventive » ¹³¹⁶, autrement dit comme une mesure qui met les gens hors d'état d'agir. Les dérogations à cette règle en Russie peuvent être mises au compte d'un catastrophique manque de prisons et d'un désir, qui ne s'est pas jusque-là réalisé, de transformer tout le système pénal en un système concentrationnaire ¹³¹⁷.

L'inclusion de criminels est nécessaire pour rendre plausible la propagande du mouvement qui prétend que l'institution est

destinée à des éléments asociaux ¹³¹⁸ . Si les criminels ne font pas à proprement parler partie des camps de concentration, c'est seulement parce qu'il est plus difficile de tuer la personne juridique chez un homme qui s'est rendu coupable d'un crime que chez quelqu'un qui est totalement innocent. Si les criminels constituent une catégorie permanente parmi les détenus, il faut voir là une concession de l'État totalitaire aux préjugés de la société qui, de cette façon, est mieux préparée à s'accommoder de l'existence des camps. D'un autre côté, pour garder intact le système des camps, il est capital, aussi longtemps qu'existe un système pénal dans le pays, de n'y envoyer les criminels que pour parachever leur peine, c'est-à-dire au moment où ils devraient recouvrer la liberté. En aucun cas, le camp de concentration ne doit devenir un châtiment applicable à des délits bien définis.

L'amalgame des criminels à toutes les autres catégories a en outre l'avantage de faire brutalement sentir aux autres arrivants qu'ils sont tombés au plus bas degré de l'échelle sociale. Et, assurément, il s'avère bientôt qu'ils ont toutes les raisons d'envier le plus vil des voleurs ou des meurtriers. Mais en attendant, ce plus bas degré est un bon commencement. Plus, c'est un moyen efficace de camouflage : cela n'arrive qu'aux criminels et rien de pire n'arrive que ce qui, de manière méritée, arrive aux criminels.

Partout les criminels forment l'aristocratie des camps. (En Allemagne, pendant la guerre, ils furent remplacés dans ce rôle de direction par les communistes, car même un minimum de travail rationnel ne pouvait être effectué dans les conditions chaotiques créées par une administration formée de criminels. Ce ne fut là qu'une transformation temporaire des camps de concentration en camps de travail forcé, un phénomène étrangement atypique de durée limitée ¹³¹⁹ .) Ce qui porte les criminels à la direction, ce n'est pas tant l'affinité du personnel de surveillance avec des éléments criminels – en Union soviétique, les surveillants n'appartiennent apparemment pas,

à la différence des SS, à une élite spécialement dressée à commettre des crimes ¹³²⁰ – c'est que les criminels sont les seuls à avoir été envoyés dans les camps en fonction d'une activité définie. Eux savent au moins pourquoi ils sont dans un camp de concentration et ils ont donc conservé un vestige de leur personne juridique. Pour les prisonniers politiques, cela n'est vrai que subjectivement : leurs actions, si tant est qu'il s'agisse vraiment d'actions et non de simples opinions, voire des vagues soupçons de quelqu'un d'autre, ou encore d'une appartenance accidentelle à un groupe politiquement réprouvé, ne relèvent pas en règle générale du système légal normal du pays et ne sont pas juridiquement définies ¹³²¹ .

À l'amalgame des détenus politiques et criminels, par lequel commencèrent les camps de concentration en Russie et en Allemagne, s'ajouta très vite un troisième élément, qui devait bientôt devenir majoritaire parmi les détenus de tous les camps de concentration. Ce groupe majoritaire se composa dès lors de gens dont aucun acte ne pouvait motiver rationnellement l'arrestation, ni à leurs propres yeux, ni aux yeux de leurs bourreaux. En Allemagne, cet élément fut, après 1938, représenté par la masse des Juifs, et en Russie par tout groupe qui, sans rapport aucun avec ses agissements, avait déplu aux autorités. Ces groupes, innocents dans tous les sens du terme, sont les cobayes idéaux pour mener à bien l'expérience d'abolition et de destruction de la personne juridique et, par conséquent, ils forment, à la fois qualitativement et quantitativement, la principale catégorie de la population des camps. Ce principe trouva sa plus complète réalisation dans les chambres à gaz qui, ne serait-ce qu'à cause de leur énorme capacité, n'étaient pas destinées à des cas particuliers mais aux gens en général. Dans cet ordre d'idée, le dialogue suivant résume bien la situation de l'individu : « Est-ce que je puis demander pourquoi la chambre à gaz ? – Pourquoi êtes-vous né ¹³²² ? » C'est ce troisième groupe des totalement innocents qui, à tout coup, subit dans les camps le sort le plus effroyable.

Assimilés à cette catégorie, les criminels et les politiques, ainsi privés de la distinction protectrice d'avoir fait quelque chose, sont entièrement exposés à l'arbitraire. Mais le but ultime, partiellement atteint en Union soviétique et clairement indiqué dans les dernières phases de la terreur nazie, est de n'avoir pour toute population dans les camps que cette catégorie de gens innocents.

À la sélection totalement arbitraire des détenus s'oppose la répartition de ceux-ci à leur arrivée en catégories non significatives en elles – mêmes, mais utiles du point de vue de l'organisation. Dans les camps allemands on distinguait au moyen d'insignes, les criminels, les politiques, les asociaux, les délinquants religieux et les Juifs. Quand, après la guerre d'Espagne, les Français installèrent des camps de concentration, ils introduisirent immédiatement l'amalgame typiquement totalitaire entre politiques, criminels et innocents (en l'occurrence les apatrides) et, malgré leur inexpérience, ils se montrèrent remarquablement inventifs dans la création des catégories de prisonniers tout à fait vides de sens ¹³²³. Destinée au départ à empêcher que ne se développât tout sentiment de solidarité entre les détenus, cette technique s'avéra particulièrement efficace parce que personne en effet ne pouvait savoir s'il appartenait à une catégorie meilleure ou pire que les autres. En Allemagne, cet édifice éternellement mouvant, quoique organisé de manière sophistiquée, fut doté d'une apparence de solidité par le fait qu'en toutes circonstances, et sans exception, les Juifs constituèrent la catégorie la plus basse. L'horrible et le grotesque là – dedans étaient que les détenus eux-mêmes s'identifiaient à ces catégories, comme si elles représentaient un dernier vestige authentique de leur personne juridique. Même si nous faisons abstraction de toutes les autres données, il n'est pas étonnant qu'un communiste de 1933 ait dû sortir des camps plus communiste qu'il n'y était entré, un Juif plus Juif, et, en France, la femme d'un légionnaire plus convaincue encore de la valeur

de la Légion étrangère ; tout se passait, semblait-il, comme si ces catégories contenaient la dernière promesse d'un sort prévisible, comme si elles incarnaient quelque identité juridique ultime, donc plus fondamentale encore.

Tandis que la répartition des détenus en catégories n'est qu'une mesure tactique, une mesure d'organisation, la sélection arbitraire des victimes met en lumière le principe essentiel de l'institution. Si les camps de concentration avaient reposé sur l'existence d'adversaires politiques, ils n'auraient guère survécu aux premières années des régimes totalitaires. Il suffit de considérer le nombre des détenus à Buchenwald dans les années qui suivirent 1936 pour comprendre combien était indispensable à la survie des camps la présence d'innocents. « Les camps auraient complètement disparu si la Gestapo n'avait retenu que l'opposition pour critère des arrestations auxquelles elle procédait ¹³²⁴ » ; et, vers la fin de 1937, Buchenwald, avec moins de 1000 détenus, fut bien près de disparaître, avant que les pogroms de novembre n'y amènent plus de 20000 nouveaux venus ¹³²⁵ . En Allemagne, après 1938, cet élément que formaient les gens innocents fut en majorité fourni par les Juifs ; en Russie il consista en groupes choisis arbitrairement parmi la population, et qui, pour une raison n'ayant aucunement trait à leurs agissements, étaient tombés en disgrâce ¹³²⁶ . Mais si, en Allemagne, il fallut attendre 1938 pour que soit établi le camp de concentration sous sa forme typiquement totalitaire, avec son immense majorité de détenus complètement « innocents », c'est au début des années 30 qu'il faut remonter en Russie, puisque, jusqu'alors, la population des camps consistait encore en criminels, en contre-révolutionnaires et en « politiques » (ce dernier terme désignant en l'occurrence les membres des factions déviationnistes). Depuis lors, il y eut tant de gens innocents dans les camps qu'il est difficile de les classer : ceux qui avaient un certain genre de contact avec un pays étranger, les Russes d'origine polonaise (de 1936 à 1938 en particulier), des paysans

dont les villages, pour quelque raison économique, avaient été liquidés, des nationalités déportées, des soldats démobilisés de l'armée Rouge qui se trouvaient avoir appartenu à des régiments ayant trop longtemps stationné à l'étranger comme forces d'occupation ou qui étaient devenus prisonniers de guerre en Allemagne, etc. Mais l'existence d'une opposition politique n'est qu'un prétexte pour un système concentrationnaire, et l'objectif du système n'est pas atteint, même lorsque, sous l'effet de la plus monstrueuse terreur, la population se laisse plus ou moins volontairement « coordonner », autrement dit, lorsqu'elle renonce à ses droits politiques. Le but d'un système arbitraire est de détruire les droits civils de la population tout entière, de telle sorte qu'elle finisse par être mise hors-la-loi dans son propre pays, au même titre que les apatrides et les sans-logis. La destruction des droits de l'homme, l'assassinat de la personne juridique en lui sont un préalable nécessaire à la complète domination de celui-ci. Et cela ne vaut pas seulement pour ces catégories spéciales que sont par exemple les criminels, les adversaires politiques, les Juifs, les homosexuels, sur lesquelles se firent les premières expériences ; elle vaut pour tout ressortissant d'un État totalitaire. Le libre consentement constitue pour la domination totale un obstacle aussi grand que la libre opposition ¹³²⁷ . L'arrestation arbitraire de personnes innocentes détruit la validité du libre consentement, de même que la torture – à la différence de la mort – détruit la possibilité d'opposition.

Toute restriction, même la plus tyrannique, à cette persécution arbitraire de certaines opinions de nature religieuse ou politique, de certains types de comportement social, intellectuel ou érotique, de certains « crimes » fraîchement inventés, rendrait les camps superflus, car à la longue aucune attitude ni aucune opinion ne peuvent résister à la menace d'une telle horreur. Surtout, elle favoriserait la mise en place d'un nouveau système judiciaire, qui, doté d'un peu de stabilité, ne manquerait pas de faire apparaître en l'homme une

nouvelle personne juridique. Or, cela mettrait en échec la domination totalitaire. Le prétendu *Volksnutzen* [« Ce qui est utile à la Communauté »] des nazis, perpétuellement fluctuant (ce qui est utile aujourd'hui peut être nuisible demain), la ligne éternellement mouvante du parti en Union soviétique, qui, de par leur rétroactivité, renouvellent presque tous les jours le stock de gens susceptibles d'être envoyés dans les camps de concentration, constituent les uniques garants de la pérennité de ces derniers, et par là de la poursuite de l'entreprise d'abolition totale des droits de l'homme.

Le pas décisif suivant dans la préparation de cadavres vivants est le meurtre en l'homme de la personne morale. On y procède en rendant d'une manière générale, et pour la première fois dans l'histoire, le martyre impossible : « Combien, ici, croient encore à l'importance, même historique, d'une protestation ? Ce scepticisme-là, c'est le vrai chef-d'œuvre des SS. Leur grande réussite. Ils ont corrompu toutes les solidarités humaines. Ici la nuit est tombée sur l'avenir. Lorsqu'il n'y a plus de témoins, aucun témoignage n'est possible. Manifester alors que la mort ne peut plus être écartée, c'est vouloir lui donner un sens, agir au-delà de sa mort. Pour s'accomplir, un geste exige une signification sociale. Nous sommes ici des centaines de milliers à vivre sciemment dans l'absolue solitude. C'est pourquoi ils acceptent. Le sens de la résignation ¹³²⁸ . »

Les camps et le meurtre des adversaires politiques font seulement partie de l'oubli organisé qui non seulement enveloppe ce véhicule de l'opinion publique qu'est la parole dite et écrite, mais s'étend même aux familles et aux amis des victimes. Chagrin et souvenir sont interdits. En Union soviétique, une femme devra entamer une procédure de divorce immédiatement après l'arrestation de son mari afin de protéger la vie de ses enfants ; si son mari a la chance de revenir, elle lui refusera avec indignation la porte du foyer ¹³²⁹ . Le monde occidental a jusqu'ici, même dans ses périodes les plus noires, accordé à l'ennemi tué le droit au souvenir : c'était

reconnaître comme allant de soi le fait que nous sommes tous des hommes (et *seulement* des hommes). C'est seulement parce qu'Achille se rendit aux funérailles d'Hector, parce que les gouvernements les plus despotiques honorèrent l'ennemi tué, parce que les Romains permirent aux chrétiens d'écrire leurs martyrologes, parce que l'Église gardait ses hérétiques vivants dans la mémoire des hommes, que tout ne fut pas perdu et ne put jamais l'être. Les camps de concentration, en rendant la mort elle-même anonyme (en faisant qu'il soit impossible de savoir si un prisonnier est mort ou vivant) dépouillaient la mort de sa signification : le terme d'une vie accomplie. En un sens ils dépossédaient l'individu de sa propre mort, prouvant que désormais rien ne lui appartenait et qu'il n'appartenait à personne. Sa mort ne faisait qu'entériner le fait qu'il n'avait jamais vraiment existé.

Cette attaque contre la personne morale pouvait encore se heurter à l'opposition de l'homme auquel sa conscience dit qu'il vaut mieux mourir en victime que vivre en bureaucrate du meurtre. La terreur totalitaire connut son suprême et terrifiant triomphe lorsqu'elle réussit à séparer la personne morale du salut individualiste et à rendre absolument problématiques et équivoques toutes les décisions de la conscience. Quand un homme est confronté à l'alternative de trahir et donc de tuer ses amis ou d'envoyer sa femme et ses enfants, dont il est en tout sens responsable, à la mort ; quand même le suicide signifierait le meurtre immédiat de sa propre famille – qu'est-il en mesure de décider ? L'alternative n'est plus entre le bien et le mal, mais entre le meurtre et le meurtre. Qui pourrait résoudre le dilemme moral de cette mère grecque, que les nazis laissèrent libre de choisir parmi ses trois enfants lequel devait être tué ¹³³⁰ ?

Grâce à la création de conditions où la conscience n'est plus d'aucun secours, où bien faire devient radicalement impossible, la complicité consciemment organisée de tous les hommes dans les crimes des régimes totalitaires s'étend aux victimes et prend

ainsi un caractère vraiment total. Les SS impliquaient les détenus des camps de concentration – criminels, politiques, Juifs – dans leurs crimes en leur confiant dans une large mesure les responsabilités de l'administration ; ils les confrontaient ainsi à un dilemme sans issue : ou bien ceux-ci envoyaient leurs amis à la mort, ou bien ils participaient au meurtre d'autres hommes qui se trouvaient leur être étrangers, et les contraignaient à se conduire, dans tous les cas, en meurtriers ¹³³¹ . L'important n'est pas seulement que la haine soit détournée des coupables (les *kapos* étaient plus haïs que les SS) mais que la ligne de démarcation entre persécuteur et persécuté, entre le meurtrier et sa victime, soit constamment estompée ¹³³² .

Une fois tuée la personne morale, il ne subsiste qu'un obstacle à la métamorphose des hommes en cadavres vivants : la différenciation des individus, l'identité unique de chacun. Sous une forme stérile cette individualité peut être préservée grâce à un stoïcisme tenace et il est certain que bien des hommes sous la domination totalitaire ont trouvé, et trouvent encore quotidiennement refuge dans cet absolu isolement d'une personnalité sans droits ou sans conscience. Il ne fait aucun doute que cet aspect de la personne humaine, dans la mesure où précisément il tient si essentiellement à la nature et à des forces échappant au contrôle de la volonté, est le plus difficile à détruire (détruit, il est aussi celui qui se reconstitue le plus aisément ¹³³³).

Les méthodes utilisées pour en finir avec ce caractère unique de la personne humaine sont nombreuses et nous n'essaierons pas d'en donner la liste. Il y a d'abord les monstrueuses conditions de transport vers les camps lorsque des milliers d'hommes sont entassés, nus, agglutinés les uns aux autres, dans des wagons à bestiaux, debout, des jours d'affilée, ballottés à travers la campagne ; il y a ensuite l'arrivée au camp, avec le choc savamment préparé des premières heures, avec le rasage du crâne, avec la tenue grotesque du camp, il y a enfin

les tortures absolument inimaginables, juste dosées pour ne pas tuer le corps, en tout cas pas rapidement. Le but de toutes ces méthodes est toujours le même : il s'agit de manipuler le corps humain – avec ses infinies possibilités de souffrir – de manière à lui faire détruire la personne humaine aussi inexorablement que certaines maladies mentales d'origine organique.

C'est ici que se dévoile au grand jour la complète démente du processus tout entier. La torture est assurément un trait essentiel de tout l'appareil policier et judiciaire totalitaire ; on s'en sert chaque jour pour faire parler les gens. Ce type de torture, dans la mesure où il poursuit un but défini, rationnel, a certaines limites : ou bien le prisonnier parle au bout d'un certain temps, ou bien on le tue. À cet usage rationnel de la torture s'ajouta dans les premiers camps de concentration nazis et dans les caves de la Gestapo celui d'un autre genre de torture, irrationnel et sadique. Pratiquée le plus souvent par les SA, cette dernière, loin d'avoir un but et d'être systématique, dépendait de l'initiative d'éléments dans une large mesure anormaux. La mortalité était si élevée que seul un petit nombre des détenus de 1933 survécut à ces premières années. Ce type de torture n'était, semblait-il, pas tant une institution à visée politique qu'une concession du régime à ses éléments criminels et anormaux, qui se voyaient ainsi récompensés des services rendus. Derrière l'aveugle bestialité des SA, il y avait souvent une haine profonde et un ressentiment pour tous ceux qui, socialement, intellectuellement ou physiquement, étaient mieux lotis qu'eux et qui désormais, comme pour réaliser leurs rêves les plus sauvages, se trouvaient en leur pouvoir. Ce ressentiment, qui ne disparut jamais entièrement des camps, nous frappe comme une dernière trace de sentiment humainement intelligible ¹³³⁴.

La véritable horreur ne commença toutefois que lorsque les SS prirent en main l'administration des camps. L'ancienne bestialité spontanée fit place à une destruction absolument froide et systématique des corps humains, dans le dessein

prémédité de détruire la dignité humaine ; la mort était indéfiniment évitée ou reportée. Dès lors, les camps ne furent plus des parcs d'attraction pour des bêtes à forme humaine, pour des hommes qui relevaient d'asiles d'aliénés et de prisons ; c'est l'inverse qui devint vrai : ils se transformèrent en « terrains d'entraînement », où des hommes parfaitement normaux furent entraînés à être des SS à part entière ¹³³⁵ .

L'assassinat de l'individualité, de ce caractère unique dont la nature, la volonté et le destin ont pourvu également tous les hommes, et qui est devenue une prémisse si évidente à tous les rapports humains que des jumeaux identiques inspirent un certain malaise, engendre une horreur qui éclipse largement l'atteinte à la personne juridique et politique et le désespoir de la personne morale. C'est cette horreur qui est à la source des généralisations nihilistes et de l'énorme plausibilité de leurs affirmations selon lesquelles, par essence, les hommes sont tous pareillement des bêtes ¹³³⁶ . En réalité, l'expérience des camps de concentration montre bien que des êtres humains peuvent être transformés en des spécimens de l'animal humain et que la « nature » de l'homme n'est « humaine » que dans la mesure où elle ouvre à l'homme la possibilité de devenir quelque chose de non naturel par excellence, à savoir un homme.

Après le meurtre de la personne morale et l'anéantissement de la personne juridique, la destruction de l'individualité est presque toujours couronnée de succès. On peut concevoir de faire appel à certaines lois de la psychologie des masses afin d'expliquer pourquoi des millions d'êtres humains se sont laissés mener sans résistance à la chambre à gaz mais ces lois n'expliqueraient rien d'autre que la destruction de l'individualité. Il est plus significatif que ceux qui, individuellement, avaient été condamnés à mort aient très rarement tenté d'entraîner avec eux un de leurs bourreaux, qu'il n'y ait guère eu de révoltes sérieuses, et que, même au moment de la libération, l'on n'ait vu que très peu de massacres

spontanés de SS. Car détruire l'individualité, c'est détruire la spontanéité, le pouvoir qu'a l'homme de commencer quelque chose de neuf à partir de ses propres ressources, quelque chose qui ne peut s'expliquer à partir de réactions à l'environnement et aux événements ¹³³⁷ . Rien donc ne demeure, sinon d'affreuses marionnettes à faces humaines, qui toutes se comportent comme le chien dans les expériences de Pavlov, qui toutes réagissent d'une manière parfaitement prévisible même quand elles vont à leur propre mort, et qui ne font que réagir. Tel est le véritable triomphe du système : « Le triomphe des SS exige que la victime torturée se laisse conduire à la corde sans protester, renonce, s'abandonne, dans le sens où elle cesse de s'affirmer. Et ce n'est pas pour rien. Ce n'est pas gratuitement, par sadisme uniquement, que les SS veulent cette défaite. Ils savent que le système qui réussit à détruire la victime avant qu'elle monte sur l'échafaud [...] est le meilleur, incomparablement, pour maintenir tout un peuple en esclavage. Dans la soumission. Rien n'est plus terrible que ces défilés de gens qui vont à la mort comme des mannequins. Celui qui les voit se dit : “Pour qu'ils aient pu être réduits ainsi, quelle puissance se cache dans la main des maîtres”, et il retourne chez lui plein d'amertume, mais dompté ¹³³⁸ . »

Si nous prenons au sérieux les aspirations totalitaires et si nous refusons de nous laisser abuser par ce qu'affirme à leur propos le sens commun – qu'elles sont utopiques, irréalisables –, il apparaît que la société de la mort instituée dans les camps est la seule forme de société où il soit possible de dominer entièrement l'homme. Ceux qui aspirent à la domination totale doivent liquider toute spontanéité, telle que ne manquera pas de la faire surgir la simple existence de l'individualité ; ils doivent les traquer toutes deux jusque dans leurs formes les plus intimes, si apolitiques et inoffensives qu'elles puissent paraître. Le chien de Pavlov, l'échantillon humain réduit aux plus élémentaires réactions, le faisceau de réactions auquel peut toujours être substitué un autre faisceau de réactions

déterminant exactement le même genre de comportement, est le « citoyen » modèle d'un État totalitaire ; et un tel citoyen ne peut qu'être imparfaitement produit en dehors des camps.

L'inutilité des camps, l'aveu cynique de leur anti-utilité, ne sont qu'une apparence. En réalité ils sont plus utiles à la sauvegarde du pouvoir du régime qu'aucune de ses autres institutions. Sans les camps de concentration, sans la peur mal définie qu'ils inspirent, sans l'entraînement fort bien défini qu'ils offrent en matière de domination totalitaire (nulle part ailleurs on ne pourrait en éprouver pleinement toutes les possibilités les plus radicales), un État totalitaire ne pourrait jamais inspirer le fanatisme aux troupes qui en sont le noyau, ni maintenir un peuple tout entier en complète apathie. Les dominants et les dominés ne retomberaient que trop vite dans « la vieille routine bourgeoise » ; après les « excès » de la jeunesse, ils succomberaient au poids de la vie quotidienne et de ses lois humaines ; bref, ils évolueraient dans la direction que tous les observateurs, encouragés par le sens commun, aimaient tant à prédire. L'erreur tragique de toutes ces prophéties, qui prirent naissance en un monde encore en sécurité, était de supposer l'existence d'une nature humaine unique et inaltérable ; elle était d'identifier cette nature humaine à l'histoire, et d'en conclure que la domination totale était non seulement inhumaine mais encore irréaliste. Entre-temps, nous avons appris que le pouvoir de l'homme est si grand qu'il peut réellement devenir ce qu'il désire être.

Il est dans la nature même des régimes totalitaires de revendiquer un pouvoir illimité. Un tel pouvoir ne peut être assuré que si tous les hommes littéralement, sans exception aucune, sont dominés de façon sûre dans chaque aspect de leur vie. Dans le domaine des affaires étrangères, les nouveaux territoires neutres ne doivent jamais cesser d'être soumis, tandis qu'à l'intérieur, des groupements humains toujours nouveaux doivent être domptés par l'expansion des camps de concentration ou, quand les circonstances l'exigent, être

liquidés pour faire place à d'autres. Le problème de l'opposition est sans importance, tant dans les affaires étrangères qu'intérieures. Toute neutralité, toute amitié même, dès lors qu'elle est spontanément offerte, est, du point de vue de la domination totalitaire, aussi dangereuse que l'hostilité déclarée : car la spontanéité en tant que telle, avec son caractère difficile à apprécier, est précisément le plus grand de tous les obstacles à l'exercice d'une domination totale sur l'homme. Aux communistes des pays non communistes qui se réfugièrent ou furent appelés à Moscou, une amère expérience apprit qu'ils constituaient une menace pour l'Union soviétique. Les communistes convaincus sont en ce sens, qui est le seul à avoir quelque réalité aujourd'hui, aussi ridicules et aussi menaçants aux yeux du régime russe que les nazis convaincus de la faction Rôhm l'étaient par exemple aux yeux des nazis.

Ce qui rend si ridicules et si dangereuses toute conviction et toute opinion dans la situation totalitaire, c'est que les régimes totalitaires tirent leur plus grande fierté du fait qu'ils n'en ont pas besoin, non plus que d'aucune forme de soutien humain. Les hommes, dans la mesure où ils sont plus que la réaction animale et que l'accomplissement de fonctions, sont entièrement superflus pour les régimes totalitaires. Le totalitarisme ne tend pas vers un règne despotique sur les hommes, mais vers un système dans lequel les hommes sont superflus. Le pouvoir total ne peut être achevé et préservé que dans un monde de réflexes conditionnés, de marionnettes ne présentant pas la moindre trace de spontanéité. Justement parce qu'il possède en lui tant de ressources, l'homme ne peut être pleinement dominé qu'à condition de devenir un spécimen de l'espèce animale homme.

C'est pourquoi le caractère est une menace et même les règles légales les plus iniques sont un obstacle ; mais l'individualité, comme tout ce qui, bien sûr, distingue un homme d'un autre, est intolérable. Aussi longtemps qu'on n'a pas rendu tous les hommes également superflus – et c'est là ce

qui ne s'est fait que dans les camps de concentration – l'idéal de la domination totalitaire n'a pas été pleinement réalisé. Les États totalitaires s'efforcent sans cesse, même s'ils n'y réussissent pas toujours complètement, de démontrer que l'homme est superflu, en pratiquant la sélection arbitraire des divers groupes à envoyer dans les camps, en procédant constamment à des purges dans l'appareil dirigeant et à des liquidations de masse. Le sens commun proteste désespérément que les masses sont soumises et que tout ce gigantesque appareil de terreur est donc superflu ; s'ils étaient capables de dire la vérité, les dirigeants totalitaires répliqueraient : l'appareil ne vous semble superflu que parce qu'il sert à rendre les hommes superflus.

La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses modernes de leur superfluité sur une terre surpeuplée. Le monde du mourir, où l'on enseigne aux hommes qu'ils sont superflus à travers un mode de vie où le châtiment n'est pas fonction du crime, où l'exploitation se pratique sans profit, où le travail ne produit rien, est un lieu où se fabrique quotidiennement de l'absurde. Pourtant, dans le cadre de l'idéologie totalitaire, rien ne pourrait être plus sensé ni logique ; si les détenus sont de la vermine, il est logique qu'on doive les tuer avec des gaz toxiques ; s'ils sont dégénérés, on ne doit pas les laisser contaminer la population ; s'ils ont des « âmes d'esclaves » (Himmler), personne ne doit perdre son temps à tenter de les rééduquer. Du point de vue de l'idéologie, le défaut des camps est presque qu'ils ont trop de sens, et que l'exécution de la doctrine est trop cohérente.

Ainsi, tout en vidant résolument et cyniquement le monde de la seule chose qui ait un sens pour le sens commun et ses prévisions utilitaires, les régimes totalitaires lui imposent une sorte de sur-sens que les idéologies ont effectivement toujours eu en vue lorsqu'elles prétendaient avoir découvert la clef de l'histoire, ou la solution aux énigmes de l'univers. Par-delà le

non-sens de la société totalitaire, et sur lui, s'établit le règne du ridicule sur-sens de sa superstition idéologique. Les idéologies ne sont inoffensives, elles ne sont des opinions arbitraires que tant qu'on ne les prend pas au sérieux. Une fois prise en son sens littéral leur prétention à une totale validité, celles-ci deviennent les centres de systèmes logiques où, comme dans les systèmes des paranoïaques, tout s'enchaîne de manière intelligible et même obligatoire dès lors qu'est acceptée la première prémisse. La démence de tels systèmes réside non seulement dans leur première prémisse, mais encore dans la logique même de leur construction. La curieuse logique de tous les « ismes », leur foi simpliste en la valeur salutaire d'une dévotion aveugle qui ne tient aucun compte des facteurs spécifiques et changeants, contiennent déjà en germes le mépris totalitaire pour la réalité et les faits en eux-mêmes.

Le sens commun, enclin qu'il est à penser de manière utilitaire, n'est d'aucun secours contre ce sur-sens idéologique, dans la mesure où les régimes totalitaires instaurent un monde qui fonctionne dans le non – sens. Le mépris idéologique des faits en eux-mêmes contenait encore la prétention d'une maîtrise humaine du monde ; après tout, c'est le mépris de la réalité qui permet de changer le monde, de promouvoir la création humaine. Ce qui détruit l'élément d'orgueil présent dans le mépris totalitaire de la réalité (et qui, du même coup, le distingue radicalement des théories et des attitudes révolutionnaires), c'est le sur-sens qui donne au mépris de la réalité sa force, sa logique, sa cohérence. Ce qui constitue un édifice véritablement totalitaire, c'est, hormis l'affirmation bolchevique que l'actuel système russe est supérieur à tous les autres, le fait que le dirigeant totalitaire tire de cette affirmation la conclusion suivante, d'une logique impeccable : sans ce système les gens n'auraient pu construire quelque chose d'aussi merveilleux que, mettons, le métro. De là, il tire à nouveau la conclusion logique que quiconque connaît l'existence du métro parisien est suspect, car il peut amener les

gens à douter que la politique bolchevique soit la seule possible. Ceci conduit enfin à la conclusion que pour demeurer un Bolchevik loyal, il faut détruire le métro parisien. Seule compte la cohérence.

Avec ces nouvelles structures, bâties sur la force du sur-sens et mues par leur dimension de système logique, nous sommes certes à la fin de l'ère bourgeoise des profits et de la puissance, à la fin tout, aussi bien de l'impérialisme et de l'expansion. L'agressivité du totalitarisme ne naît pas de l'appétit de puissance et son expansionnisme ardent ne vise pas l'expansion pour elle-même, non plus que le profit ; leurs raisons sont uniquement idéologiques : il s'agit de rendre le monde cohérent, de prouver le bien-fondé de son sur-sens.

C'est principalement au nom de ce sur-sens, au nom d'une complète cohérence, que le totalitarisme doit nécessairement détruire toute trace de ce qu'il est convenu d'appeler la dignité humaine. Car le respect de la dignité humaine implique que l'on reconnaisse les autres hommes ou les autres nations au même titre que soi comme des sujets, comme des bâtisseurs de mondes ou comme les cofondateurs d'un monde commun. Aucune des idéologies qui visent à donner une explication exhaustive des événements historiques du passé et à tracer le cours de tous les événements futurs ne peut supporter l'imprévisibilité inhérente à la créativité des hommes, à leur faculté de créer quelque chose de tellement nouveau que personne n'aurait pu le prévoir.

Le dessein des idéologies totalitaires n'est donc pas de transformer le monde extérieur, ni d'opérer une transmutation révolutionnaire de la société, mais de transformer la nature humaine elle-même. Les camps de concentration sont les laboratoires où l'on expérimente des mutations de la nature humaine, et leur infamie n'est donc pas seulement l'affaire de leurs détenus et de ceux qui les administrent selon des critères strictement « scientifiques » ; elle est l'affaire de tous les hommes. Les souffrances – qui ont toujours été trop

nombreuses sur la terre – ne sont pas le fond du problème, non plus que le nombre des victimes. C'est la nature humaine en tant que telle qui est en jeu ; et même s'il semble que ces expériences ne réussissent pas à changer l'homme, mais seulement à le détruire, en créant une société où la banalité nihiliste de *Vhomo homini lupus* est réalisée de manière conséquente, on ne devrait jamais perdre de vue les nécessaires limites d'une expérience qui requiert un contrôle global des résultats concluants.

Jusqu'à présent, la croyance totalitaire que tout est possible semble n'avoir prouvé qu'une seule chose, à savoir : que tout peut être détruit. Néanmoins, en s'efforçant de prouver que tout est possible, les régimes totalitaires ont découvert sans le savoir l'existence de crimes que les hommes ne peuvent ni punir ni pardonner. En devenant possible, l'impossible devint le mal absolu, impunissable autant qu'impardonnable, celui que ne pouvaient plus expliquer les viles motivations de l'intérêt personnel, de la culpabilité, de la convoitise, du ressentiment, de l'appétit de puissance et de la couardise ; celui, par conséquent, que la colère ne pouvait venger, que l'amour ne pouvait endurer, ni l'amitié pardonner. De même que les victimes, dans les usines de la mort ou dans les oubliettes, ne sont plus « humaines » aux yeux de leurs bourreaux, de même, cette espèce entièrement nouvelle de criminels est au-delà des limites où la solidarité humaine peut s'exercer dans le crime.

C'est un trait inhérent à toute notre tradition philosophique que nous ne pouvons pas concevoir un « mal radical » : cela est vrai aussi bien pour la théologie chrétienne qui attribuait au diable lui-même une origine céleste, que pour Kant, le seul philosophe qui, dans l'expression qu'il forgea à cet effet, dut avoir au moins soupçonné l'existence d'un tel mal, quand bien même il s'empessa de le rationaliser par le concept d'une « volonté perverse », explicable à partir de mobiles intelligibles. Ainsi, nous n'avons, en fait, rien à quoi nous référer pour comprendre un phénomène qui ne cesse de nous confronter à une

réalité accablante, et qui brise toutes les normes connues de nous. Une seule chose semble claire : le mal radical est, peut-on dire, apparu en liaison avec un système où tous les hommes sont, au même titre, devenus superflus. Les manipulateurs de ce système sont autant convaincus de leur propre superfluité que de celle des autres, et les meurtriers totalitaires sont d'autant plus dangereux qu'ils se moquent d'être eux – mêmes vivants ou morts, d'avoir jamais vécu ou de n'être jamais nés. Le danger des fabriques de cadavres et des oubliettes consiste en ceci : aujourd'hui, avec l'accroissement démographique généralisé, avec le nombre toujours plus élevé d'hommes sans feu ni lieu, des masses de gens en sont constamment réduites à devenir superflues, si nous nous obstinons à concevoir notre monde en termes utilitaires. Partout les événements politiques, sociaux et économiques conspirent en silence avec les instruments totalitaires élaborés pour rendre les hommes superflus. La tentation implicite envers cet état de choses est bien comprise par les masses qui, avec leur bon sens utilitaire, sont trop désespérées dans la plupart des pays pour garder bien présente la peur de la mort. Les nazis et les Bolcheviks peuvent en être sûrs : leurs entreprises d'anéantissement, qui proposent la solution la plus rapide au problème de la surpopulation, au problème de ces masses humaines économiquement superflues et socialement déracinées, attirent autant qu'elles mettent en garde. Les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires, sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économique d'une manière qui soit digne de l'homme.

CHAPITRE XIII

IDÉOLOGIE ET TERREUR : UNE FORME NOUVELLE DE GOUVERNEMENT

Dans les chapitres précédents, nous avons à plusieurs reprises souligné que les moyens de la domination totale ne sont pas seulement plus drastiques, mais que le totalitarisme diffère par essence des autres formes d'oppression politique que nous connaissons, comme le despotisme, la tyrannie et la dictature. Partout où celui-ci s'est hissé au pouvoir, il a engendré des institutions politiques entièrement nouvelles, il a détruit toutes les traditions sociales, juridiques et politiques du pays. Peu important la tradition spécifiquement nationale ou la source spirituelle particulière de son idéologie : le régime totalitaire transforme toujours les classes en masses, substitue au système des partis, non pas des dictatures à parti unique, mais un mouvement de masse, déplace le centre du pouvoir de l'armée à la police, et met en œuvre une politique étrangère visant ouvertement à la domination du monde. Les régimes totalitaires actuels sont nés des systèmes à parti unique ; chaque fois que ces derniers sont devenus vraiment totalitaires, ils se sont mis à agir selon un système de valeurs si radicalement différent de tous les autres qu'aucune de nos catégories utilitaires, que ce soient celles de la tradition, de la justice, de la morale, ou celles du sens commun, ne nous est plus d'aucun secours pour nous accorder à leur ligne d'action, pour la juger ou pour la prédire.

S'il est bien vrai qu'en retraçant l'histoire et en analysant les implications politiques de ce que nous avons coutume d'appeler la crise de notre siècle, nous pourrions découvrir les éléments constitutifs du totalitarisme, alors s'impose la conclusion que cette crise n'est pas seulement le fruit d'une menace extérieure, le résultat de quelque politique étrangère agressive de

l'Allemagne ou de la Russie, et qu'elle ne disparaîtra pas plus avec la mort de Staline qu'elle ne disparut avec la chute de l'Allemagne nazie. Il se peut même que les véritables difficultés de notre époque ne revêtent leur forme authentique – sinon nécessairement la plus cruelle – qu'une fois le totalitarisme devenu chose du passé.

Il est dans la ligne de telles réflexions de soulever la question de savoir si le régime totalitaire, né de cette crise, et qui en est en même temps le symptôme univoque le plus manifeste, n'est qu'un rapiéçage qui emprunte ses méthodes d'intimidation, ses moyens d'organisation et ses instruments de violence à l'arsenal politique bien connu de la tyrannie, du despotisme et des dictatures et s'il doit son existence à la faillite déplorable, mais peut-être accidentelle, des forces politiques traditionnelles – libérales ou conservatrices, nationales ou socialistes, républicaines ou monarchistes, autoritaires ou démocratiques. Ou bien, au contraire s'il y a quelque chose comme une *nature* du régime totalitaire, si celui-ci a une essence propre et peut être comparé à d'autres types de régime, comme la pensée occidentale en a connu et reconnu depuis les temps de la philosophie antique, et défini de manière semblable. S'il en est ainsi, alors les formes entièrement nouvelles, sans précédent, de l'organisation et du mode d'action totalitaire, doivent reposer sur l'une de ces rares expériences fondamentales que les hommes peuvent faire, chaque fois qu'ils vivent ensemble et qu'ils sont impliqués dans les affaires publiques. S'il existe une expérience fondamentale qui trouve son expression dans la domination totalitaire, alors, et vu la nouveauté de cette forme de régime, ce doit en être une qui, pour une raison ou pour une autre, n'a jamais servi de fondement à un corps politique ; une expérience dont la tonalité générale – quelque familière qu'elle puisse être par ailleurs – n'avait jamais auparavant envahi ni dirigé le maniement des affaires publiques. Considérée sous l'angle de l'histoire des idées, cette hypothèse semble fort sujette à caution. Car les types de régime sous lesquels vivent

les hommes ont été très peu nombreux ; ils furent tôt découverts et répertoriés par les Grecs, et ils se sont avérés d'une extraordinaire longévité. Si nous avons recours à ces découvertes dont l'idée fondamentale, en dépit de maintes variantes, n'a pas changé pendant les vingt-cinq siècles qui séparent Platon de Kant, nous sommes immédiatement tentés d'interpréter le totalitarisme comme quelque forme moderne de tyrannie, à savoir comme un régime sans lois où le pouvoir est monopolisé par un homme. L'arbitraire du pouvoir, non limité par des lois, son exercice au profit du gouvernant et hostile aux intérêts des gouvernés d'une part, et, d'autre part, la peur pour principe d'action, peur du peuple ressentie par le gouvernant, peur du gouvernant éprouvée par le peuple – telles ont été, tout au long de notre tradition, les marques distinctives de la tyrannie.

Au lieu de dire que le régime totalitaire n'a pas de précédent, nous pourrions dire aussi qu'il a fait éclater l'alternative même sur laquelle reposaient toutes les définitions de l'essence des gouvernements dans la philosophie politique : l'alternative entre gouvernement sans lois et gouvernement soumis à des lois, entre pouvoir légitime et pouvoir arbitraire. Que le régime soumis à des lois et le pouvoir légitime d'une part, l'absence de lois et le pouvoir arbitraire d'autre part, aillent de pair au point d'être inséparables, voilà qui n'a jamais fait question. Pourtant, avec le pouvoir totalitaire nous sommes en présence d'un genre de régime totalement différent. Il brave, c'est vrai, toutes les lois positives, jusqu'à celles qu'il a lui-même promulguées (ainsi la Constitution soviétique de 1936, pour ne citer que l'exemple le plus flagrant), ou celles qu'il ne s'est pas soucié d'abolir (la Constitution de Weimar, par exemple, que le régime nazi n'a jamais abrogée). Mais il n'opère jamais sans avoir la loi pour guide et il n'est pas non plus arbitraire : en effet, il prétend obéir rigoureusement et sans équivoque à ces lois de la Nature et de l'Histoire dont toutes les lois positives ont toujours été censées sortir.

Telle est la prétention monstrueuse, et pourtant apparemment sans réplique, du régime totalitaire que, loin d'être « sans lois », il remonte aux sources de l'autorité, d'où les lois positives ont reçu leur plus haute légitimation ; loin d'être arbitraire, il est plus qu'aucun autre avant lui soumis à ces forces surhumaines ; loin d'exercer le pouvoir au profit d'un seul homme, il est tout à fait prêt à sacrifier les intérêts vitaux immédiats de quiconque à l'accomplissement de ce qu'il prétend être la loi de l'Histoire ou celle de la Nature. Son défi aux lois positives est, assure-t-il, une forme plus élevée de légitimité qui, s'inspirant des sources elles-mêmes, peut se défaire d'une légalité mesquine. La légitimité totalitaire se vante d'avoir trouvé un moyen d'instaurer le règne de la justice sur la terre – à quoi la légalité du droit positif, de son propre aveu, ne pourrait jamais parvenir. L'écart entre légalité et justice ne pourrait jamais être comblé parce que les normes du bien et du mal dans lesquelles le droit positif traduit sa propre source d'autorité – la « loi nouvelle » qui gouverne tout l'univers, ou bien la loi divine que révèle l'histoire humaine, ou encore les coutumes et les traditions qui expriment la loi commune aux sentiments de tous les hommes – sont nécessairement générales et elles doivent pouvoir s'appliquer à un nombre incalculable et imprévisible de cas, de sorte que chaque cas concret et individuel, avec son concours de circonstances unique, leur échappe d'une manière ou d'une autre.

La légitimité totalitaire, dans son défi à la légalité et dans sa prétention à instaurer le règne direct de la justice sur la terre, accomplit la loi de l'Histoire ou de la Nature sans la traduire en normes de bien et de mal pour la conduite individuelle. Elle applique la loi directement au genre humain sans s'inquiéter de la conduite des hommes. La loi de la Nature ou celle de l'Histoire, pour peu qu'elles soient correctement exécutées, sont censées avoir la production du genre humain pour ultime produit ; et c'est cette espérance qui se cache derrière la prétention de tous les régimes totalitaires à un pouvoir planétaire.

La politique totalitaire veut transformer l'espèce humaine en un vecteur actif et infaillible d'une loi à laquelle, autrement, les hommes ne seraient qu'à leur corps défendant passivement soumis. S'il est vrai que le lien entre les pays totalitaires et le monde civilisé fut brisé par les crimes monstrueux des régimes totalitaires, il est également vrai que cette criminalité n'était pas imputable à la simple agressivité, à la cruauté, à la guerre et à la perfidie, mais à une rupture consciente de ce *consensus juris* qui, selon Cicéron, constitue un « peuple », et qui, en tant que loi internationale, a dans les temps modernes constitué le monde civilisé, dans la mesure où, même en période de guerre, il demeure la pierre angulaire des relations internationales. Le jugement moral et le châtement légal présupposent tous deux, à la base, ce consentement ; le criminel ne peut être jugé avec équité que parce qu'il est partie prenante dans le *consensus juris* ; et même la loi divine révélée ne peut être en vigueur chez les hommes que lorsqu'ils l'écoutent et y consentent.

C'est ici que s'éclaire la différence fondamentale entre le concept totalitaire du droit et tous les autres. La politique totalitaire ne remplace pas un corpus de lois par un autre ; elle n'institue pas son propre *consensus juris*, elle ne crée pas, à la faveur d'une seule révolution, une nouvelle forme de légalité. Son défi à toutes les lois positives, y compris les siennes propres, implique qu'elle pense pouvoir se passer de tout *consensus juris*, sans pour autant se résigner à l'absence de lois, à l'arbitraire et à la peur qui caractérisent l'état de tyrannie. Elle peut se passer du *consensus juris* parce qu'elle promet d'affranchir l'accomplissement de la loi de toute action et de toute volonté humaines ; et elle promet la justice sur terre parce qu'elle prétend faire du genre humain lui-même l'incarnation de la loi.

Cette identification de l'homme et de la loi, qui semble annuler l'écart entre légalité et justice, casse-tête pour la pensée juridique depuis des temps anciens, n'a rien de commun avec la *lumen naturale* ou la voix de la conscience, grâce auxquelles la

Nature ou la divinité, en tant que sources d'autorité pour le *jus naturale* ou les commandements historiquement révélés de Dieu, sont censées faire connaître leur autorité en l'homme lui-même. Cette dernière conception n'a jamais fait de l'homme une incarnation vivante de la loi, bien au contraire, elle a toujours maintenu la distinction entre celui-ci et celle-là, en tant qu'elle représente l'autorité qui réclame consentement et obéissance. Nature et Divinité en tant que sources d'autorité pour les lois positives étaient perçues comme permanentes et éternelles ; les lois positives étaient changeantes et changeables au gré des circonstances, mais elles possédaient une relative permanence en comparaison des changements bien plus rapides qui affectaient les actions humaines ; elles tiraient cette permanence de la présence éternelle de leur source d'autorité. Aux lois positives est donc en premier lieu assigné le rôle de facteurs de stabilisation pour les mouvements humains sans cesse changeants.

Dans l'interprétation totalitaire, toutes les lois sont devenues des lois de mouvement. Que les nazis parlent de la loi de la Nature ou que les Bolcheviks parlent de celle de l'Histoire, ni la Nature ni l'Histoire ne sont plus la source d'autorité qui donne stabilité aux actions des mortels ; elles sont en elles-mêmes des mouvements. Sous-jacente à la croyance nazie aux lois de la race, qui seraient l'expression en l'homme de la loi naturelle, se trouve l'idée de Darwin selon laquelle l'homme serait le produit d'une évolution naturelle qui ne s'arrête pas nécessairement à l'aspect présent de l'espèce humaine. Il en va exactement de même chez les Bolcheviks : leur croyance en la lutte des classes comme expression de la loi de l'histoire repose sur la conception marxiste de la société comme produit d'un gigantesque mouvement historique qui, selon sa propre loi interne, se précipiterait vers la fin des temps historiques où il s'abolirait lui-même.

La différence entre l'approche historique de Marx et celle, naturaliste, de Darwin a été fréquemment soulignée, le plus

souvent, et à juste titre, pour donner raison à Marx. Mais cela nous a fait oublier le considérable et évident intérêt que Marx prit aux théories de Darwin ; Engels ne pouvait songer à faire un plus grand compliment aux œuvres savantes de Marx qu'en nommant celui-ci le « Darwin de l'histoire ¹³³⁹ ». À considérer non pas l'œuvre réellement accomplie, mais les positions philosophiques fondamentales des deux hommes, il s'avère, en définitive, que le mouvement de l'histoire et celui de la nature ne font qu'un. L'introduction par Darwin du concept d'évolution dans la nature, son insistance sur le fait que, dans le domaine biologique du

moins, le mouvement naturel n'est pas circulaire mais unilinéaire, progressant à l'infini, signifient, en fait, que la nature est engloutie dans l'histoire, que la vie naturelle est tenue pour essentiellement historique. La loi « naturelle » selon laquelle seuls survivent les plus aptes est tout aussi historique – et, comme telle, le racisme pouvait l'utiliser – que la loi de Marx selon laquelle survit la classe la plus progressiste. D'un autre côté, la lutte des classes, en tant que moteur de l'Histoire, n'est, selon Marx, que le reflet de l'évolution des forces productives, lesquelles à leur tour ont pour origine la « force de travail » des hommes. Pour Marx, le travail n'est pas une force historique, mais une force naturelle-biologique – libérée à la faveur du « métabolisme de l'homme avec la nature » grâce auquel celui-ci conserve sa vie individuelle et reproduit l'espèce ¹³⁴⁰ . Engels vit très clairement l'affinité entre les convictions fondamentales des deux hommes parce qu'il comprit le rôle décisif du concept d'évolution dans les deux théories. La formidable mutation intellectuelle qui se produisit au milieu du siècle dernier consista en un refus de regarder ou d'accepter chaque chose « comme elle est » et en une interprétation systématique de toute chose comme n'étant qu'un stade d'une évolution ultérieure. Que la force motrice de cette évolution soit appelée nature ou histoire est relativement secondaire. Dans ces idéologies, le terme de « loi » lui-même change de sens : au lieu

de former le cadre stable où les actions et les mouvements humains peuvent prendre place, celle-ci devint l'expression du mouvement lui-même.

La politique totalitaire qui en vint à suivre les recettes des idéologies a dévoilé la véritable nature de ces mouvements, dans la mesure où elle a clairement montré qu'il ne pouvait y avoir de terme à ce processus. Si c'est la loi de la nature d'éliminer tout ce qui est sans défense et inapte à vivre, ce serait la fin de la nature elle-même si l'on ne pouvait trouver de nouvelles catégories de gens sans défense et inaptes à vivre. Si c'est la loi de l'histoire que, dans une lutte des classes, certaines classes « dépérissent », ce serait la fin de l'histoire humaine elle-même si ne se formaient de nouvelles classes qui puissent à leur tour « dépérir » entre les mains des dirigeants totalitaires. En d'autres termes, la loi du meurtre, par laquelle les mouvements totalitaires prennent et exercent le pouvoir, demeurerait une loi du mouvement, même s'ils réussissaient un jour à soumettre l'humanité tout entière à leur domination.

Par régime légal, nous entendons un corps politique où des lois positives sont requises pour traduire et réaliser l'immuable *jus naturale* ou les éternels commandements de Dieu à travers les normes du bien et du mal. C'est seulement dans ces normes, dans le corps des lois positives de chaque pays, que le *jus naturale* ou les Commandements de Dieu parviennent à leur réalité politique. Dans le corps politique du régime totalitaire, cette place des lois positives est prise par la terreur totale à laquelle il revient de donner réalité à la loi du mouvement historique ou naturel. De même que les lois positives sont indépendantes des infractions qu'elles définissent pourtant – l'absence de crimes dans toute société ne rend pas les lois superflues mais, au contraire, signifie leur plus parfaite autorité –, de même la terreur dans les régimes totalitaires a cessé d'être seulement un moyen de supprimer l'opposition, bien qu'elle ait aussi cet usage. La terreur devient totale quand elle devient indépendante de toute opposition. Son pouvoir est souverain

lorsque plus personne ne s'y oppose. Si la légalité est l'essence du régime non tyrannique et l'absence de lois l'essence de la tyrannie, alors la terreur est l'essence de la domination totalitaire.

La terreur est la réalisation de la loi du mouvement ; son but principal est de faire que la force de la nature ou de l'histoire puisse emporter le genre humain tout entier dans son déchaînement, sans qu'aucune forme d'action humaine spontanée ne vienne y faire obstacle. Comme telle, la terreur cherche à « stabiliser » les hommes en vue de libérer les forces de la nature ou de l'histoire. C'est ce mouvement qui distingue dans le genre humain les ennemis contre lesquels libre cours est donné à la terreur ; et aucun acte libre, qu'il soit d'opposition ou de sympathie, ne peut être toléré, qui viendrait faire obstacle à l'élimination de l'« ennemi objectif » de l'Histoire ou de la Nature, de la classe ou de la race. Culpabilité et innocence deviennent des notions dépourvues de sens : « coupable » est celui qui fait obstacle au progrès naturel ou historique, par quoi condamnation a été portée des « races inférieures », des individus « inaptes à vivre », des « classes agonisantes et des peuples décadents ». La terreur exécute ces jugements et, devant son tribunal, toutes les parties en cause sont subjectivement innocentes : les victimes parce qu'elles n'ont rien fait contre le système, et les meurtriers parce qu'ils n'ont pas vraiment commis de meurtre mais ont exécuté une sentence de mort prononcée par un tribunal supérieur. Les dirigeants eux-mêmes ne prétendent pas être justes ou sages, mais seulement exécuter les lois historiques ou naturelles ; ils n'appliquent pas des lois, mais réalisent un mouvement conformément à la loi qui lui est inhérente. La terreur est légalité si la loi est la loi du mouvement d'une force surhumaine, la Nature ou l'Histoire.

La terreur comme réalisation d'une loi du mouvement, dont la fin ultime n'est ni le bien-être des hommes ni l'intérêt d'un seul homme mais la fabrication du genre humain, élimine

l'individu au profit de l'espèce, sacrifie les « parties » au profit du « tout ». La force surhumaine de la Nature ou de l'Histoire a son propre commencement et sa propre fin, de sorte que seuls peuvent l'entraver ce nouveau début et cette fin individuelle qu'est en vérité une vie d'homme.

Les lois positives dans les régimes constitutionnels ont pour rôle de dresser des barrières et d'aménager des voies de communication entre les hommes, dont la communauté est sans cesse menacée par les hommes nouveaux qui y naissent. Avec chaque naissance nouvelle, c'est un nouveau début qui est venu au monde, c'est un nouveau monde qui est virtuellement venu à être. La stabilité des lois répond au mouvement perpétuel dont souffrent toutes les affaires humaines, un mouvement qui ne peut jamais cesser aussi longtemps que des hommes naissent et meurent. La loi entoure tout nouveau début de barrières et, en même temps, elle assure sa liberté de mouvement, la possibilité qu'advienne quelque chose d'entièrement nouveau et d'imprévisible ; les barrières des lois positives sont à l'existence politique de l'homme ce que la mémoire est à son existence historique : elles garantissent la préexistence d'un monde commun, la réalité d'une certaine continuité, qui transcende la durée de la vie individuelle de chaque génération, absorbe tous les nouveaux commencements et se nourrit d'eux.

Si l'on prend si aisément à tort la terreur totale pour un symptôme du régime tyrannique, c'est que le régime totalitaire, en ses phases initiales, doit se comporter comme une tyrannie et abattre les barrières de la loi instaurée par l'homme. Mais la terreur totale ne laisse pas derrière elle d'anarchie arbitraire ; elle ne se déchaîne pas au profit d'une volonté arbitraire, ou du pouvoir despotique d'un homme seul contre tous, encore moins d'une guerre de tous contre tous. Aux barrières et aux voies de communication entre les hommes individuels, elle substitue un cercle de fer qui les maintient si étroitement ensemble que leur pluralité s'est comme évanouie en un Homme unique aux

dimensions gigantesques. Abolir les barrières des lois entre les hommes – comme le fait la tyrannie – équivaut à supprimer les libertés humaines et à détruire la liberté en tant que réalité politique vivante ; car l'espace entre les hommes tel qu'il est délimité par les lois est l'espace vital de la liberté. La terreur totale utilise ce vieux procédé de la tyrannie, mais elle détruit aussi, en même temps, ce désert de la peur et de la suspicion, sans lois ni barrières, que la tyrannie laisse sur son passage. Ce désert n'est certes plus un espace vital pour la liberté, mais il laisse encore quelque place aux mouvements et aux actions qu'inspirent la peur et la suspicion à ses habitants.

En écrasant les hommes les uns contre les autres, la terreur totale détruit l'espace entre eux. En comparaison de ce qui se passe à l'intérieur de son cercle de fer, même le désert de la tyrannie, dans la mesure où il est encore une sorte d'espace, apparaît comme une garantie de liberté. Le régime totalitaire ne fait pas qu'amputer les libertés, ou qu'abolir les libertés essentielles ; il ne réussit pas non plus, du moins à notre connaissance, qui est limitée, à extirper du cœur des hommes l'amour de la liberté. Il détruit le seul préalable indispensable à toute liberté, tout simplement la possibilité de se mouvoir qui ne peut exister sans espace.

La terreur totale, l'essence du régime totalitaire, n'existe ni pour les hommes, ni contre eux. Elle est censée fournir aux forces de la nature ou de l'histoire un incomparable moyen d'accélérer leur mouvement. Ce mouvement, qui va de l'avant selon une loi qui lui est propre, ne peut à la longue être enrayé ; sa force s'avérera finalement toujours plus puissante que les plus puissantes des forces engendrées par les actions ou la volonté des hommes. Mais il peut être ralenti, et il l'est en fait de manière presque inévitable par la liberté de l'homme, que même les dirigeants totalitaires ne peuvent nier ; car cette liberté – aussi déplacée et arbitraire qu'ils puissent la juger – est identique au fait que les hommes sont parce qu'ils sont nés, que chacun d'eux est donc un nouveau commencement, et

commence, en un sens, un monde nouveau. Du point de vue totalitaire, le fait que les hommes naissent et meurent ne peut être tenu que pour une entrave désagréable à des forces supérieures. La terreur, en tant que servante obéissante du mouvement historique ou naturel, a donc le devoir d'éliminer, non seulement la liberté, quel que soit le sens particulier donné à ce terme, mais encore la source même de la liberté que le fait de la naissance confère à l'homme et qui réside dans la capacité qu'a celui – ci d'engendrer un nouveau commencement. La terreur et son cercle de fer, la destruction de la pluralité des hommes, la création, à partir du multiple, de l'Un qui agira infailliblement comme si lui-même participait du cours de l'histoire ou de la nature, sont un moyen non seulement de libérer les forces historiques et naturelles, mais encore de les accélérer, jusqu'à atteindre une vitesse que, laissées à elles – mêmes, elles n'eussent jamais atteinte. En pratique, cela signifie que la terreur exécute sur-le-champ les sentences de mort que la Nature est censée avoir prononcées contre les races ou les individus « inaptes à vivre », ou l'Histoire contre « les classes moribondes », sans attendre que la nature ou l'histoire elles-mêmes suivent leur cours, plus lent et moins efficace.

À travers cette conception, où le mouvement est devenu l'essence du régime lui-même, il semble qu'une solution ait été trouvée à un vieux problème de la pensée politique, solution semblable à celle, déjà signalée, de la non-coïncidence entre légalité et justice. Si l'essence du gouvernement est définie par la légalité, et si les lois sont comprises comme des forces qui confèrent stabilité aux affaires publiques des hommes (comme cela a toujours été assurément le cas depuis le temps où Platon invoquait Zeus, dieu des limites, dans ses *Lois*| alors se pose le problème du mouvement du corps politique, et des activités des citoyens qui le composent. La légalité fixe des limites aux activités, mais ne les inspire pas. La grandeur, mais aussi l'inconvénient des lois dans les sociétés libres, est qu'elles disent uniquement ce que l'on ne devrait pas, mais jamais ce que l'on

devrait faire. Le mouvement nécessaire à un corps politique ne peut jamais être découvert dans son essence, ne serait-ce que parce que cette essence – depuis Platon encore – a toujours été définie dans la perspective de sa permanence. La durée semble être l'un des critères les plus sûrs de la qualité d'un régime. C'est encore pour Montesquieu la preuve suprême du caractère mauvais de la tyrannie que seules les tyrannies sont susceptibles d'être détruites de l'intérieur, d'engendrer leur propre déclin, quand tous les autres régimes ne sont détruits que par l'effet de circonstances extérieures. Ainsi, ce dont la définition des régimes a toujours eu besoin était ce que Montesquieu nommait un « principe d'action » qui, différent selon chaque type de régime, inspirerait pareillement le gouvernement et les citoyens dans leur activité publique et qui, au-delà du critère seulement négatif de la légalité, servirait de norme pour juger toute action dans le domaine public. Ces principes directeurs et ces critères d'action sont, d'après Montesquieu, l'honneur dans une monarchie, la vertu dans une république et la crainte dans une tyrannie.

Dans un régime totalitaire parfait, où tous les hommes sont devenus Un Homme, où toute action tend à l'accélération du mouvement de la nature ou de l'histoire, où tout acte sans exception est l'exécution d'une sentence de mort que la Nature ou l'Histoire ont déjà prononcée, autrement dit, dans une situation où l'on peut complètement s'en remettre à la terreur pour donner au mouvement un caractère perpétuel, on n'aurait besoin d'aucun principe d'action séparé de son essence. Toutefois, tant que le pouvoir totalitaire n'a pas conquis la terre, tant que, grâce à la terreur et à son cercle de fer, il n'a pas réduit tout homme à l'état d'organe d'un seul genre humain, la terreur, dans sa double fonction d'essence du régime et de principe, non d'action, mais de mouvement, ne peut pleinement se réaliser. De même que la légalité dans un régime constitutionnel ne suffit pas à inspirer et à guider les actions des hommes, de

même la terreur, dans un régime totalitaire, ne suffit pas à inspirer et à guider la conduite humaine.

Tandis que dans les conditions présentes, la domination totalitaire partage encore avec d'autres formes de régime le besoin pour ses citoyens d'une ligne de conduite dans les affaires publiques, elle n'a ni le besoin, ni, à vrai dire, l'usage d'un principe d'action, à proprement parler, puisqu'elle veut précisément éliminer la capacité qu'a l'homme d'agir. Sous une terreur totale, la peur elle-même n'est pas bonne conseillère de la conduite à adopter parce que la terreur choisit ses victimes sans tenir compte des actions et des pensées individuelles, mais exclusivement selon la nécessité objective du processus naturel ou historique. Dans la situation totalitaire, la peur est certainement plus répandue qu'elle ne le fut jamais auparavant ; mais elle a perdu son utilité pratique lorsque les actions qu'elle inspire ne sont plus d'aucun secours pour écarter les dangers redoutés par l'homme. La même chose est vraie pour la sympathie ou le soutien manifestés au régime ; car la terreur totale ne se contente pas de sélectionner ses victimes selon des critères objectifs ; elle choisit aussi ses exécutants en tenant compte le moins possible de la conviction et des sympathies du candidat. L'élimination systématique de la conviction en tant que mobile de l'action est devenue un fait notoire depuis les grandes purges en Russie soviétique et dans les pays satellites. Le but de l'éducation totalitaire n'a jamais été d'inculquer des convictions mais de détruire la faculté d'en former aucune. L'introduction de critères purement objectifs dans le système sélectif des troupes SS fut la grande invention de Himmler en matière d'organisation ; il sélectionnait les candidats d'après des photographies en se fondant sur des critères purement raciaux. C'est la nature elle-même qui décidait, non seulement qui devait être éliminé, mais aussi qui devait subir l'entraînement pour devenir bourreau.

Aucun principe directeur de conduite, lui-même emprunté au domaine des actions humaines, tels la vertu, l'honneur, la

crainte, n'est nécessaire, ni ne peut être utile, pour mettre en mouvement un corps politique qui n'utilise plus la terreur comme moyen d'intimidation, mais dont l'essence *est* terreur. En lieu et place, celui-ci a introduit dans les affaires publiques un principe entièrement nouveau qui se passe complètement de la volonté humaine d'agir et en appelle au besoin insatiable de pénétrer la loi du mouvement selon laquelle opère la terreur et dont, par conséquent, dépendent toutes les destinées particulières.

Les habitants d'un pays totalitaire sont jetés et pris dans le processus de la nature ou de l'histoire en vue d'en accélérer le mouvement ; comme tels, ils ne peuvent être que les exécutants ou les victimes de la loi qui lui est inhérente. Le cours des choses peut décider que ceux qui aujourd'hui éliminent des races et des individus, ou les représentants des classes agonisantes et les peuples décadents, sont demain ceux qui doivent être sacrifiés. Ce dont a besoin le pouvoir totalitaire pour guider la conduite de ses sujets, c'est d'une préparation qui rende chacun d'entre eux apte à jouer aussi bien le rôle de bourreau que celui de victime. Cette préparation à deux faces, substitut d'un principe d'action, est l'idéologie.

Les idéologies – ces « ismes » qui, à la grande satisfaction de leurs partisans, peuvent tout expliquer jusqu'au moindre événement en le déduisant d'une seule prémisse – sont un phénomène tout à fait récent, qui, durant des décennies, a joué un rôle négligeable dans la vie politique. Seule la sagesse du regard a posteriori nous permet de découvrir en elles certains éléments qui contribuèrent à les rendre si fâcheusement utiles à la domination totalitaire. Il fallut attendre Hitler et Staline pour découvrir combien grandes étaient les potentialités des idéologies en matière politique.

Les idéologies sont connues pour leur caractère scientifique : elles allient approche scientifique et résultats d'ordre philosophique, et ont la prétention de constituer une philosophie scientifique. Le mot « idéologie » semble impliquer

qu'une idée peut devenir l'objet d'une science au même titre que les animaux sont l'objet de la zoologie : le suffixe *logie*, dans idéologie comme dans zoologie, ne désignerait rien d'autre que les *logoï*, les discours scientifiques tenus à son propos. S'il en était vraiment ainsi, une idéologie ne serait qu'une pseudo-science et qu'une pseudo-philosophie, transgressant à la fois les limites de la science et celles de la philosophie. Le déisme, par exemple, serait l'idéologie traitant l'idée de Dieu, qui intéresse la philosophie, à la manière scientifique de la théologie pour laquelle Dieu est une réalité révélée. (Une théologie qui ne serait pas fondée sur la révélation d'une réalité donnée, mais traiterait Dieu comme une idée, serait aussi folle qu'une zoologie qui ne serait plus certaine de l'existence physique, tangible, d'animaux.) Cependant nous savons que cela n'est que partiellement vrai. Le déisme, bien qu'il nie la révélation divine, ne s'en tient pas à des discours « scientifiques » sur un Dieu qui n'est qu'une « idée » ; il se sert de l'idée de Dieu afin d'expliquer le cours du monde. Les « idées » qui sont au centre des doctrines en « isme » – la race dans le racisme, Dieu dans le déisme, etc. – ne constituent jamais l'objet des idéologies et le suffixe – *logiene* désigne jamais seulement un ensemble de propositions « scientifiques ».

Une idéologie est très littéralement ce que son nom indique : elle est la logique d'une idée. Son objet est l'histoire, à quoi « l'idée » est appliquée ; le résultat de cette application n'est pas un ensemble d'énoncés sur quelque chose qui *est*, mais le déploiement d'un processus perpétuellement changeant. L'idéologie traite l'enchaînement des événements comme s'il obéissait à la même « loi » que l'exposition logique de son « idée ». Si les idéologies prétendent connaître les mystères du processus historique tout entier, les secrets du passé, les dédales du présent, les incertitudes de l'avenir – c'est à cause de la logique inhérente à leurs idées respectives.

Les idéologies ne s'intéressent jamais au miracle de l'être. Elles sont historiques, concernées par le devenir et le

disparaître, l'ascension et la chute des cultures, même si elles essaient d'expliquer l'histoire par quelque « loi naturelle ». Le mot « race » dans le racisme ne signifie aucunement une curiosité authentique au sujet des races humaines en tant que domaines d'exploration scientifique ; il est une « idée » qui permet d'expliquer le mouvement de l'histoire comme un processus unique et cohérent.

L'« idée » d'une idéologie n'est ni l'essence éternelle de Platon, saisie par les yeux de l'esprit, ni le principe régulateur de la raison selon Kant : elle est devenue un instrument d'explication. Pour une idéologie, l'histoire n'apparaît pas dans la lumière d'une idée (cela supposerait en effet que l'histoire soit vue *sub specie* de quelque idée éternelle, qui serait elle-même au-delà du mouvement historique) mais comme quelque chose qui peut, grâce à elle, faire l'objet d'un calcul. Ce qui habilite « l'idée » à tenir ce nouveau rôle, c'est sa « logique » propre, à savoir un mouvement qui est la conséquence de l'« idée » elle-même et qui ne requiert aucun facteur extérieur pour la mettre en mouvement. Le racisme est la croyance qu'il existe un mouvement inhérent à l'idée même de race, tout comme le déisme est la croyance qu'un mouvement est inhérent à la notion même de Dieu.

Le mouvement de l'histoire et le processus logique de cette notion sont censés se correspondre point par point, de telle sorte que tout ce qui arrive, arrive conformément à la logique d'une seule « idée ». Cependant, le seul mouvement possible dans le domaine de la logique est celui de la déduction à partir d'une prémisse. La logique dialectique, avec son cheminement de la thèse à l'antithèse puis à la synthèse, laquelle devient à son tour la thèse du prochain mouvement dialectique, n'est pas différente dans le principe, une fois qu'une idéologie a jeté sur elle son dévolu ; la première thèse devient la prémisse et l'avantage de ce procédé dialectique pour l'explication idéologique est qu'il permet de rendre compte des contradictions entre les faits

comme de moments d'un mouvement unique, identique et cohérent.

Dès que la logique en tant que mouvement de la pensée – et non en tant que régulation nécessaire du penser – est appliquée à une idée, cette idée se transforme en prémisse. Les explications idéologiques du monde ont procédé à cette opération bien avant de devenir si éminemment fructueuses pour le raisonnement totalitaire. La contrainte purement négative de la logique, l'interdiction des contradictions, devint « productive » en sorte qu'une ligne de pensée pouvait, d'un bout à l'autre, être instituée et imposée à l'esprit, en tirant des conclusions à la manière de la simple argumentation. Ce processus d'argumentation ne pouvait être interrompu, ni par une idée nouvelle (qui aurait constitué une autre prémisse avec un jeu différent de conséquences) ni par une expérience nouvelle. Les idéologies admettent toujours le postulat qu'une seule idée suffit à tout expliquer dans le développement à partir de la prémisse, et qu'aucune expérience ne peut enseigner quoi que ce soit, parce que tout est compris dans cette progression cohérente de la déduction logique. Le danger d'échanger la nécessaire insécurité, où se tient la pensée philosophique, pour l'explication totale que propose une idéologie et sa *Weltanschauung* [vision du monde] n'est pas tant le risque de se laisser prendre à quelque postulat généralement vulgaire et toujours précritique, que d'échanger la liberté inhérente à la faculté humaine de penser pour la camisole de la logique, avec laquelle l'homme peut se contraindre lui – même presque aussi violemment qu'il est contraint par une force extérieure à lui.

Les *Weltanschauungen* et les idéologies du xix^e siècle ne sont pas en elles-mêmes totalitaires et, bien que le racisme et le communisme soient devenus les idéologies décisives du xx^e siècle, ils n'étaient pas, en principe, « plus totalitaires » que les autres ; ceci advint parce que les principes sur lesquels reposait à l'origine leur expérience – la lutte des races pour la domination du monde, la lutte des classes pour la prise du

pouvoir politique dans les différents pays – s'avérèrent plus importants politiquement parlant que ceux des autres idéologies. En ce sens, la victoire idéologique du racisme et du communisme sur tous les autres « ismes » était acquise avant que les mouvements totalitaires n'aient précisément jeté leur dévolu sur ces idéologies. Par ailleurs, toutes les idéologies contiennent des éléments totalitaires, mais qui ne sont pleinement développés que par les mouvements totalitaires ; cela crée l'impression trompeuse que seuls le racisme et le communisme ont un caractère totalitaire. En vérité, c'est plutôt la nature réelle de toutes les idéologies qui s'est révélée seulement dans le rôle que l'idéologie joue dans l'appareil de domination totalitaire. Sous cet angle, il apparaît qu'il existe trois éléments spécifiquement totalitaires, propres à toute pensée idéologique.

Premièrement, dans leur prétention à tout expliquer, les idéologies ont tendance à ne pas rendre compte de ce qui est, mais de ce qui devient, de ce qui naît et meurt. Dans tous les cas elles s'occupent exclusivement de l'élément du mouvement, autrement dit de l'histoire au sens courant du terme. Les idéologies sont toujours orientées vers l'histoire, même lorsqu'elles semblent, comme dans le cas du racisme, choisir la nature pour prémisse dont elles procèdent ; ici, la nature ne sert qu'à expliquer les questions historiques en les réduisant à des questions naturelles. La prétention de tout expliquer promet d'expliquer tous les événements historiques, promet l'explication totale du passé, la connaissance totale du présent, et la prévision certaine de l'avenir. En deuxième lieu, dans ce pouvoir de tout expliquer la pensée idéologique s'affranchit de toute expérience, dont elle ne peut rien apprendre de nouveau, même s'il s'agit de quelque chose qui vient de se produire. Dès lors, la pensée idéologique s'émancipe de la réalité que nous percevons au moyen de nos cinq sens, et affirme l'existence d'une réalité « plus vraie » qui se dissimule derrière toutes les choses que l'on perçoit et règne sur elles depuis cette cachette ;

elle requiert pour que nous puissions nous en apercevoir la possession d'un sixième sens. Ce sixième sens est justement fourni par l'idéologie, à savoir cet endoctrinement idéologique spécial auquel on se livre dans les établissements d'éducation, exclusivement créés à cet effet, afin d'entraîner les « combattants politiques » dans les *Ordensburgen* des nazis, ou les écoles du Komintern et du Kominform. La propagande du mouvement totalitaire sert aussi à émanciper la pensée de l'expérience et de la réalité ; elle s'efforce toujours d'injecter une signification secrète à tout événement public et tangible, et de faire soupçonner une intention secrète derrière tout acte politique public. Une fois au pouvoir, les mouvements entreprennent de changer la réalité conformément à leurs prétentions idéologiques. Le concept d'hostilité est remplacé par celui de conspiration, et ceci crée un état d'esprit où la réalité – l'hostilité réelle ou l'amitié réelle – n'est plus vécue et comprise en ses termes propres mais est automatiquement censée renvoyer à une signification autre.

En troisième lieu, puisque les idéologies n'ont pas le pouvoir de transformer la réalité, elles accomplissent cette émancipation de la pensée à l'égard de l'expérience au moyen de certaines méthodes de démonstration. Le penser idéologique ordonne les faits en une procédure absolument logique, qui part d'une prémisse tenue pour axiome et en déduit tout le reste ; autrement dit, elle procède avec une cohérence qui n'existe nulle part dans le domaine de la réalité. La déduction peut procéder logiquement ou dialectiquement ; dans les deux cas, celle-ci implique un processus cohérent de l'argumentation qui, parce qu'elle pense en termes de processus, est supposée capable de comprendre le mouvement des processus surhumains, naturels ou historiques. L'esprit parvient à la compréhension en imitant, soit logiquement, soit dialectiquement, les lois des mouvements « scientifiquement » établis auxquels, au cours du processus d'imitation, il s'intègre progressivement. L'argumentation idéologique, qui est toujours

un genre de déduction logique, répond aux deux composantes des idéologies précédemment mentionnées – celle du mouvement et celle de l'émancipation à l'égard de la réalité et de l'expérience –, premièrement parce que son mouvement de pensée ne naît pas de l'expérience mais s'auto – génère, et, en second lieu parce qu'elle transforme le seul et unique élément tiré et admis de la réalité expérimentée en une prémisse à valeur d'axiome et, dès lors, s'en remet au déroulement de l'argumentation subséquente que nulle expérience ultérieure ne vient troubler. Une fois les prémisses établies, le point de départ donné, les expériences ne peuvent plus venir contrarier le mode de penser idéologique, pas plus que celui-ci ne peut tirer d'enseignement de la réalité.

Le procédé dont usèrent les deux dirigeants totalitaires, afin de transformer leurs idéologies respectives en armes grâce auxquelles chacun de leurs sujets pouvait de lui-même se contraindre à se mettre au rythme du mouvement de la terreur, était d'une simplicité trompeuse et invisible : ils prenaient les idéologies mortellement au sérieux, ils tiraient vanité, l'un de son don suprême pour « le raisonnement froid comme la glace » (Hitler), l'autre du « caractère impitoyable de sa dialectique », et se mettaient en devoir de déployer les implications idéologiques jusqu'à l'extrême d'une cohérence logique qui semblait déraisonnablement « primitive » et absurde au spectateur : une « classe moribonde » était une classe de gens condamnés à mort ; les races qui sont « inaptes à vivre » devaient être exterminées. Quiconque concédait qu'il existe des choses telles que des « classes moribondes » et n'en déduisait pas qu'il fallait en tuer les membres, quiconque accordait que le droit de vivre n'était pas sans rapport avec la race et n'en déduisait pas qu'il fallait tuer « les races inaptes », était purement et simplement, soit un idiot, soit un lâche. La logique astreignante qui tient lieu de principe d'action imprègne la structure tout entière des mouvements et des régimes totalitaires. Telle est l'œuvre exclusive de Hitler et de Staline ; pour cette seule

raison, et bien qu'ils n'aient pas ajouté la moindre pensée nouvelle aux idées et aux slogans propagandistes de leurs mouvements, on doit les considérer comme des idéologues de la plus grande importance.

Ces nouveaux idéologues totalitaires se distinguaient de leurs prédécesseurs en ceci que « l'idée » idéologique – la lutte des classes et l'exploitation des travailleurs, ou la lutte des races et la préservation des peuples germaniques – n'était plus en premier lieu ce qui les séduisait ; ce qui les attirait, c'était le processus logique qui pourrait se développer à partir d'elle. Selon Staline, ce n'était ni l'idée ni le talent oratoire mais « la puissance irrésistible de la logique qui subjuguait l'auditoire [de Lénine] ». Du pouvoir, dont Marx pensait qu'il naissait quand l'idée s'empare des masses, on découvrit qu'il résidait, non pas dans l'idée elle-même, mais dans son développement logique qui, « tel un tentacule puissant vous saisit de toutes parts comme en un étau et à l'étreinte duquel vous êtes incapables de vous arracher ; vous devez ou bien vous rendre ou bien vous préparer à une défaite totale ¹³⁴¹ ». C'est seulement quand la réalisation des buts idéologiques – la société sans classes ou la race des seigneurs – fut à l'ordre du jour, que cette puissance put apparaître. Tout au long du processus de réalisation, la substance originelle que les idéologies se sont elles-mêmes donnée pour fondement aussi longtemps qu'elles eurent à séduire les masses – l'exploitation des travailleurs, ou les aspirations nationales de l'Allemagne – se perd peu à peu, dévorée qu'elle est pour ainsi dire par le processus lui-même : en parfaite harmonie avec « le raisonnement froid comme la glace » et « la force irrésistible de la logique », les travailleurs perdent sous le pouvoir bolchevique jusqu'aux droits qui leur avaient été octroyés sous l'oppression tsariste, et le peuple allemand subit une sorte de guerre qui ne tient aucunement compte du minimum requis pour que survive la nation allemande. Il est dans la nature même des politiques idéologiques – et ce n'est pas une simple trahison commise pour satisfaire l'intérêt

personnel ou l'appétit du pouvoir – que le contenu réel de l'idéologie (la classe laborieuse ou les peuples germaniques), qui fut à l'origine de l'« idée » (la lutte des classes comme loi de l'histoire ou la lutte des races comme loi de la nature), soit dévoré par la logique avec laquelle « l'idée » est mise à exécution.

La préparation des victimes et des exécutants que requiert le totalitarisme, à la place du principe d'action de Montesquieu, n'est pas l'idéologie elle-même – le racisme ou le matérialisme dialectique – mais sa logique inhérente. L'argument le plus convaincant à cet égard, un argument que Hitler comme Staline affectionnaient particulièrement, est celui-ci : vous ne pouvez poser A sans poser B et C et ainsi de suite, jusqu'à la fin de l'alphabet du meurtre. C'est ici que la force contraignante de la logique semble avoir sa source ; elle naît de notre peur de nous contredire nous-mêmes. Dans la mesure où la purge bolchevique réussit à faire que ses victimes avouent des crimes qu'elles n'ont jamais commis, elle compte au premier chef sur cette peur viscérale et argumente comme suit : nous sommes tous d'accord sur la prémisse que l'histoire est une lutte des classes et sur le rôle du parti dans la conduite de celle-ci. Vous savez donc qu'historiquement parlant le parti a toujours raison (dans les termes de Trotski : « Nous ne pouvons avoir raison qu'avec et par le parti, car l'histoire n'a pas fourni d'autres moyens d'être dans le vrai »). À ce moment historique, c'est-à-dire conformément à la loi de l'histoire, certains crimes ont dû être commis que le parti, connaissant la loi de l'histoire, doit punir. Pour ces crimes, le parti a besoin de criminels ; il se peut que le parti, bien qu'il connaisse les crimes, ne connaisse pas du tout les criminels ; plus importante que la certitude sur la personne des criminels, est la punition des crimes, car sans cette punition on n'aura pas fait avancer l'Histoire et il se peut même que son cours s'en trouve gêné. En conséquence, ou bien vous avez commis les crimes ou bien vous avez été appelé par le parti à jouer le rôle du criminel – dans les deux cas vous êtes

objectivement devenu un ennemi du parti. Si vous n'avouez pas, vous cessez de servir l'Histoire par l'intermédiaire du parti, et vous êtes devenu un ennemi réel. La force contraignante de l'argument est celle-ci : si vous refusez, vous vous mettez en contradiction avec vous – même et, par cette contradiction, vous retirez tout sens à toute votre vie ; le A que vous posiez domine toute votre vie à travers les conséquences B et C qu'il engendre logiquement.

Les dirigeants totalitaires tablent sur la contrainte que nous pouvons nous imposer à nous-mêmes pour mobiliser en partie les gens dont ils ont encore besoin ; cette contrainte intérieure est la tyrannie du système logique auquel rien ne résiste, sinon la grande aptitude de l'homme à commencer quelque chose de nouveau. La tyrannie du système logique commence avec la soumission de l'esprit à la logique comme processus sans fin, sur lequel l'homme compte pour engendrer ses pensées. Par cette soumission, il renonce à sa liberté intérieure de même qu'il renonce à sa liberté de mouvement lorsqu'il s'incline devant une tyrannie extérieure à lui. La liberté, en tant que capacité intérieure de l'homme, est identique à la capacité de commencer, de même que la liberté en tant que réalité politique est identique à un espace entre les hommes où ceux-ci puissent se mouvoir. Sur le commencement, aucune logique, aucune déduction incontestable ne peut avoir aucun pouvoir, car son enchaînement présuppose, sous la forme d'une prémisse, le commencement. De même que le besoin de la terreur naît de la peur qu'avec la naissance de chaque être humain un nouveau commencement n'élève et ne fasse entendre sa voix dans le monde, de même la mobilisation de la force autocontraignante du système logique a pour origine la peur que quelqu'un ne se mette à penser – activité qui, en tant que la plus libre et la plus pure des activités humaines, est justement tout l'opposé du processus contraignant de la déduction. Le régime totalitaire ne peut tenir que dans la mesure où il est capable de mobiliser la propre volonté de puissance de l'homme pour le forcer à entrer

dans ce gigantesque mouvement de l'Histoire ou de la Nature auquel le genre humain est censé servir de matériau et qui ne connaît ni naissance ni mort.

D'un côté, la contrainte de la terreur totale qui, en son cercle de fer, comprime les masses d'hommes isolés *et* les maintient dans un monde qui est devenu pour eux un désert ; de l'autre, la force autocontraignante de la déduction logique, qui prépare chaque individu dans son isolement désolé contre tous les autres : toutes deux se correspondent et ont besoin l'une de l'autre afin de mettre en marche le mouvement régi par la terreur, et de le maintenir en marche. De même que la terreur, y compris dans sa forme pré-totale, simplement tyrannique, ruine toute relation entre les hommes, de même l'auto – contrainte de la pensée idéologique ruine toute relation avec la réalité.

La préparation est couronnée de succès lorsque les gens ont perdu tout contact avec leurs semblables aussi bien qu'avec la réalité qui les entoure ; car en même temps que ces contacts, les hommes perdent à la fois la faculté d'expérimenter et celle de penser. Le sujet idéal de la domination totalitaire n'est ni le nazi convaincu ni le communiste convaincu, mais les gens pour qui la distinction entre fait et fiction (c'est-à-dire la réalité de l'expérience) et la distinction entre vrai et faux (c'est-à-dire les normes de la pensée) n'existent plus.

La question que nous soulevions au début de ces considérations et à laquelle nous revenons maintenant, est celle-ci : quel genre d'expérience fondamentale de la communauté humaine imprègne une forme de régime dont l'essence est la terreur et le principe d'action la dimension de système logique de la pensée idéologique ? Qu'une telle combinaison n'ait jamais été réalisée auparavant dans les diverses formes de domination politique, cela est évident. Pourtant, l'expérience fondamentale sur laquelle elle repose doit être humaine et connue des hommes, dans la mesure où le

plus « original » de tous les corps politiques a été inventé par des hommes et répond d'une certaine manière à leurs besoins.

On a souvent fait observer que la terreur ne peut régner absolument que sur des hommes qui sont isolés les uns des autres, et qu'en conséquence l'un des premiers soucis de tout régime tyrannique est de provoquer cet isolement. L'isolement peut être le début de la terreur ; il est certainement son terrain le plus fertile ; il est toujours son résultat. L'isolement est, pour ainsi dire, prétotalitaire ; il est marqué au coin de l'impuissance dans la mesure où le pouvoir provient toujours d'hommes qui agissent ensemble, qui « agissent de concert » (Burke) ; les hommes isolés sont par définition sans pouvoir.

L'isolement et l'impuissance, c'est-à-dire l'incapacité fondamentale et absolue d'agir, ont toujours été caractéristiques des tyrannies. Dans un régime tyrannique, les contacts politiques entre les hommes sont rompus et les aptitudes humaines pour l'action et le pouvoir sont contrecarrées. Mais ce ne sont pas tous les contacts entre les hommes qui sont brisés, ce ne sont pas toutes les aptitudes humaines qui sont détruites. Toute la sphère de la vie privée, avec ses possibilités d'expérience, d'invention et de pensée est laissée intacte. Nous savons que le cercle de fer de la terreur totale ne laisse pas d'espace à une telle vie privée et que l'autocontrainte de la logique totalitaire détruit chez l'homme la faculté d'expérimenter et de penser aussi certainement que celle d'agir.

Ce que nous appelons isolement dans la sphère politique se nomme désolation ¹³⁴² dans la sphère des relations humaines. Isolement et désolation ne sont pas identiques. Je peux être isolé – c'est-à-dire dans une situation où je ne peux agir parce qu'il n'est personne pour agir avec moi – sans être « désolé » ; et je peux être désolé – c'est-à-dire dans une situation où, en tant que personne, je me sens à l'écart de toute compagnie humaine – sans être isolé. L'isolement est cette impasse où sont conduits les hommes lorsque la sphère politique de leurs vies, où ils agissent ensemble dans la poursuite d'une entreprise

commune, est détruite. Pourtant l'isolement, bien que destructeur du pouvoir et de la faculté d'agir, non seulement laisse intactes mais est même nécessaire aux activités dites productives des hommes. L'homme, dans la mesure où il est *homo faber*, a tendance à s'isoler lui-même dans son travail, autrement dit à quitter temporairement le domaine de la politique. La fabrication (*poiesis*, la production de choses), en tant qu'elle se distingue de l'action (*praxis*) d'une part et du travail pur d'autre part, est toujours menée à bien dans un certain isolement par rapport aux préoccupations communes, que le résultat soit une œuvre d'artisanat ou d'art. Dans l'isolement, l'homme reste en contact avec le monde en tant qu'œuvre humaine ; c'est seulement lorsque la forme la plus élémentaire de la créativité humaine – c'est-à-dire le pouvoir d'ajouter quelque chose de soi au monde commun – est détruite, que l'isolement devient absolument insupportable. C'est ce qui peut se produire dans un monde où les valeurs majeures sont dictées par le travail, autrement dit où toutes les activités humaines ont été transformées en travail. Dans de telles conditions, seul demeure le pur effort du travail, autrement dit l'effort pour se maintenir en vie, et le rapport au monde comme création humaine est brisé. L'homme isolé qui a perdu sa place dans le domaine politique de l'action est tout autant exclu du monde des choses, s'il n'est plus reconnu comme *homo faber* mais traité comme un *animal laborans*, dont le nécessaire « métabolisme naturel » n'est un sujet de préoccupation pour personne. Alors l'isolement devient désolation. Une tyrannie fondée sur l'isolement laisse généralement intactes les capacités productives de l'homme ; une tyrannie sur les « travailleurs », comme par exemple le pouvoir sur les esclaves dans l'Antiquité, serait, dès lors, automatiquement un pouvoir sur des hommes désolés et non simplement isolés, et tendrait à être totalitaire.

Tandis que l'isolement intéresse uniquement le domaine politique de la vie, la désolation intéresse la vie humaine dans

sa totalité. Le régime totalitaire comme toutes les tyrannies ne pourrait certainement pas exister sans détruire le domaine public de la vie, c'est-à-dire sans détruire, en isolant les hommes, leurs capacités politiques. Mais la domination totalitaire, comme forme de gouvernement, est nouvelle en ce qu'elle ne se contente pas de cet isolement et détruit également la vie privée. Elle se fonde sur la désolation, sur l'expérience d'absolue non-appartenance au monde, qui est l'une des expériences les plus radicales et les plus désespérées de l'homme.

La désolation, fonds commun de la terreur, essence du régime totalitaire, et, pour l'idéologie et le système logique, préparation des exécutants et des victimes, est étroitement liée au déracinement et à la superfluité qui ont constitué la malédiction des masses modernes depuis le commencement de la révolution industrielle et qui sont devenus critiques avec la montée de l'impérialisme à la fin du siècle dernier et la débâcle des institutions politiques et des traditions sociales à notre époque. Être déraciné, cela veut dire n'avoir pas de place dans le monde, reconnue et garantie par les autres ; être superflu, cela veut dire n'avoir aucune appartenance au monde. Le déracinement peut être la condition préliminaire de la superfluité, de même que l'isolement peut (mais ne doit pas) être la condition préliminaire de la désolation. Prise en elle-même, abstraction faite de ses causes historiques récentes et de son nouveau rôle dans la politique, la désolation va à l'encontre des exigences fondamentales de la condition humaine *et* constitue en même temps l'une des expériences essentielles de chaque vie humaine. Même l'expérience du donné matériel et sensible dépend de mon être en rapport avec d'autres hommes, de notre sens *commun* qui règle et régit tous les autres sens et sans lequel chacun de nous serait enfermé dans la particularité de ses propres données sensibles, en elles-mêmes incertaines et trompeuses. C'est seulement parce que nous possédons un sens commun, c'est seulement parce que ce n'est pas un homme mais

les hommes au pluriel qui habitent la terre, que nous pouvons nous fier à l'immédiateté de notre expérience sensible. Pourtant, il nous suffit de nous rappeler qu'un jour viendra où nous devons quitter ce monde commun, qui continuera après nous comme avant, et à la continuité duquel nous sommes superflus, pour prendre conscience de notre désolation, pour faire l'expérience d'être abandonnés par tout et par tous.

La désolation n'est pas la solitude. La solitude requiert que l'on soit seul, alors que la désolation n'apparaît jamais mieux qu'en la compagnie d'autrui. Hormis quelques remarques éparses – généralement présentées de manière paradoxale comme le mot de Caton (rapporté par Cicéron, *De Republica*, I, 17) : *numquam minus solum esse, quam cum solus esset*, « il n'était jamais moins seul que lorsqu'il était seul », ou plutôt « il ne se sentait jamais moins seul que lorsqu'il était dans la solitude » – il semble qu'Épictète, l'esclave affranchi, philosophe d'origine grecque, fut le premier à distinguer entre désolation et solitude. Sa découverte était, en un sens, accidentelle, sa préoccupation majeure n'étant ni la solitude ni la désolation, mais l'être seul (*monos*) au sens d'une absolue indépendance. Comme Épictète le fait observer (*Dissertationes*, livre 3, chap. 13) l'homme désolé (*eremos*) se trouve entouré d'autres hommes avec lesquels il ne peut établir de contact, ou à l'hostilité desquels il est exposé. L'homme solitaire, au contraire, est seul et peut par conséquent « être ensemble avec lui-même », puisque les hommes possèdent cette faculté de « se parler à eux-mêmes ». Dans la solitude, en d'autres termes, je suis « à moi-même », en compagnie de mon moi, et donc deux-en-un, tandis que dans la désolation je suis en vérité un, déserté par tous les autres. Toute pensée, à proprement parler, s'élabore dans la solitude, est un dialogue entre moi et moi – même, mais ce dialogue de deux-en-un ne perd pas le contact avec le monde de mes semblables : ceux-ci sont en effet représentés dans le moi avec lequel je mène le dialogue de la pensée. Le problème de la solitude est que ce deux-en-un a besoin des autres pour

redevenir un : l'un d'un individu immuable dont l'identité ne peut jamais être confondue avec celle de quelqu'un d'autre. Pour être confirmé dans mon identité, je dépends entièrement des autres ; et c'est la grande grâce salutaire de l'amitié pour les hommes solitaires qu'elle fait d'eux à nouveau un « tout », qu'elle les sauve du dialogue de la pensée où l'on demeure toujours équivoque, qu'elle restaure l'identité qui les fait parler avec la voix unique d'une personne irremplaçable.

La solitude peut devenir désolation ; cela se produit lorsque, tout à moi-même, mon propre moi m'abandonne. Les hommes solitaires ont toujours été en danger de tomber dans la désolation, quand ils ne trouvent plus la grâce rédemptrice de l'amitié pour les sauver de la dualité, de l'équivoque et du doute. Historiquement, on dirait que ce danger ne devint suffisamment grand pour être remarqué par les autres hommes et relevé par l'histoire qu'au xix^e siècle. Il se montra clairement lorsque les philosophes, pour qui la solitude est à elle seule un mode de vie et une condition de travail, ne se contentèrent plus du fait que la « philosophie soit seulement pour le petit nombre » et commencèrent à soutenir que personne ne les « comprend ». Caractéristique à cet égard est l'anecdote que l'on rapporte à propos de Hegel sur son lit de mort, et que l'on aurait difficilement pu raconter à propos d'aucun autre grand philosophe avant lui : « Il n'y en a qu'un qui m'ait compris ; et lui aussi a mal compris ». Réciproquement, il y a toujours la chance qu'un homme désolé se trouve lui-même et commence le dialogue pensant de la solitude. C'est ce qui, semble-t-il, est arrivé à Nietzsche à Sils Maria quand il conçut *Zarathoustra*. En deux poèmes (« Sils Maria » et « Aus hohen Bergen »), il parle de l'espérance vide et de l'attente languissante de l'homme désolé jusqu'à ce que soudain « *um Mittag war's, da wurde Eins zu Zwei [...]/Nun feiern wir, vereinten Siegs gewiss, / das Fest der Feste ; / Freund Zarathustra kam, der Gast der Gaste !* » (« Il était midi, et il n'y eut plus Un mais Deux [...] / Maintenant nous célébrons,

unis, certains de la victoire, / La fête des fêtes : / Zarathoustra est venu, l'ami, l'hôte des hôtes ! » [1343](#))

Ce qui rend la désolation si intolérable c'est la perte du moi, qui, s'il peut prendre réalité dans la solitude, ne peut toutefois être confirmé dans son identité que par la compagnie confiante et digne de confiance de mes égaux. Dans cette situation, l'homme perd la confiance qu'il a en lui-même comme partenaire de ses pensées et cette élémentaire confiance dans le monde, nécessaire à toute expérience. Le moi et le monde, la faculté de penser et de faire une expérience sont perdus en même temps.

La seule faculté de l'esprit humain qui n'ait besoin ni du moi, ni d'autrui, ni du monde pour fonctionner sûrement, et qui soit aussi indépendante de la pensée que de l'expérience, est l'aptitude au raisonnement logique dont la prémisse est l'évident en soi. Les règles élémentaires de l'évidence incontestable, le truisme que deux et deux font quatre, ne peuvent devenir fausses même dans l'état de désolation absolue. C'est la seule « vérité » digne de foi à laquelle les êtres humains peuvent se raccrocher avec certitude, une fois qu'ils ont perdu la mutuelle garantie, le sens commun, dont les hommes ont besoin pour faire des expériences, pour vivre et pour connaître leur chemin dans un monde commun. Mais cette « vérité » est vide, ou plutôt elle n'est aucunement la vérité car elle ne révèle rien. (Définir, comme certains logiciens modernes le font, la cohérence comme vérité revient à nier l'existence de la vérité). Dans l'état de désolation, l'évident en soi n'est donc plus un simple moyen de l'intelligence et il commence à être productif, à développer ses propres axes de « pensée ». Que des processus de pensée caractérisés par la stricte « dimension de système logique » évidente en soi, à laquelle il n'y a en apparence pas d'échappatoire, aient quelque rapport avec la désolation, c'est ce que remarqua un jour Luther (dont les expériences en matière de solitude et de désolation furent probablement sans égal, au point qu'il eut un

jour l'audace de dire : « il doit exister un Dieu parce qu'il faut à l'homme un être auquel il puisse se fier »), dans une remarque peu connue sur le texte de la Bible « il n'est pas bon que l'homme soit seul » : un homme seul, dit Luther, « déduit toujours une chose d'une autre et pense tout dans la perspective du pire ¹³⁴⁴ ». Le fameux extrémisme des mouvements totalitaires, loin de participer du vrai radicalisme, consiste assurément à « tout penser dans la perspective du pire », à suivre ce processus de la déduction qui aboutit toujours aux pires conclusions possibles.

Ce qui, dans le monde non totalitaire, prépare les hommes à la domination totalitaire, c'est le fait que la désolation, qui jadis constituait une expérience limite, subie dans certaines conditions sociales marginales telles que la vieillesse, est devenue l'expérience quotidienne des masses toujours croissantes de notre siècle. L'impitoyable processus où le totalitarisme engage les masses et les organise ressemble à une fuite suicidaire loin de cette réalité. « Le raisonnement froid comme la glace » et le « tentacule puissant » de la dialectique qui « vous saisit comme en un étau » apparaissent comme un dernier soutien, en un monde où personne n'est digne de foi et où l'on ne peut compter sur rien. C'est la contrainte intérieure, dont le seul contenu est le strict refus des contradictions, qui semble confirmer une identité d'homme en dehors de toute relation à autrui. C'est elle qui l'ajuste au cercle de fer de la terreur, même quand il est seul dans un isolement où la domination totalitaire s'efforce de ne jamais le laisser, sauf dans cette situation extrême qu'est l'isolement du cachot. En détruisant tout espace entre les hommes, en les écrasant les uns contre les autres, elle anéantit jusqu'à la productivité potentielle de l'isolement ; en enseignant et en glorifiant le raisonnement logique de la désolation – cette désolation où l'homme sait qu'il se perdra définitivement si jamais il laisse tomber la première prémisse d'où tout le processus est parti – elle efface jusqu'aux plus infimes chances que la désolation se

transforme en solitude et la logique en pensée. Si l'on compare cette pratique à celle de la tyrannie, on dirait qu'un moyen a été découvert de mettre le désert lui-même en mouvement, de déchaîner une tempête de sable qui pourrait couvrir de part en part la terre habitée.

Nos conditions actuelles d'existence dans le domaine de la politique sont assurément menacées par ces tempêtes de sable dévastatrices. Le danger n'est pas qu'elles puissent instituer un monde permanent. La domination totalitaire, comme la tyrannie, porte les germes de sa propre destruction. De même que la peur et l'impuissance qui l'engendrent sont des principes antipolitiques qui précipitent les hommes dans une situation contraire à toute action politique, de même la désolation, et la déduction logico-idéologique du pire qu'elle engendre, représentent une situation antisociale et recèlent un principe qui détruit toute communauté humaine. Néanmoins, la désolation organisée est bien plus dangereuse que l'impuissance inorganisée de tous ceux qui subissent la volonté tyrannique et arbitraire d'un seul homme. Son danger, nous le connaissons : elle menace de dévaster le monde – un monde qui partout semble avoir atteint sa fin – avant qu'un nouveau commencement, naissant de cette fin, n'ait eu le temps de s'imposer.

Hormis ces considérations – qui, de par leur caractère de prédictions, sont peu utiles et encore moins consolantes – il reste que la crise de notre temps et son expérience centrale ont suscité l'apparition d'une forme de gouvernement entièrement nouvelle. Celle-ci constitue un danger toujours présent et ne promet que trop d'être désormais notre partage, comme toutes les autres formes de gouvernement qui apparurent à différents moments de l'histoire, sur la base d'expériences fondamentales différentes, ont été le partage de l'humanité en dépit de défaites temporaires – les monarchies et les républiques, les tyrannies, les dictatures et le despotisme.

Mais demeure aussi cette vérité que chaque fin dans l'histoire contient nécessairement un nouveau commencement ; ce commencement est la promesse, le seul « message » que la fin puisse jamais donner. Le commencement, avant de devenir un événement historique, est la suprême capacité de l'homme ; politiquement, il est identique à la liberté de l'homme. *Initium ut esset homo creatus est* – « pour qu'il y eût un commencement, l'homme fut créé » a dit saint Augustin ¹³⁴⁵ . Ce commencement est garanti par chaque nouvelle naissance ; il est, en vérité, chaque homme.

LES ORIGINES DU TOTALITARISME

TEXTES COMPLÉMENTAIRES D'HANNAH ARENDT

INTRODUCTION

Le souci de donner une « suite » aux *Origines du totalitarisme* complète la volonté de faire précéder le livre par ses différentes préfaces. La plus significative d'entre elles est celle qui introduit la troisième partie dans l'édition définitive : unique endroit où Hannah Arendt présente les étapes de son travail et ses modifications successives, mais également une réflexion sur le devenir du totalitarisme au regard des évolutions du système soviétique dans les années 60 ¹³⁴⁶. Ce dossier complémentaire va quant à lui tout d'abord montrer les hésitations d'Arendt concernant la fin de l'ouvrage.

Sobrement intitulé « En guise de conclusion », le chapitre XIII de la première édition (1951) développait quelques remarques qu'elle jugera finalement « peu concluantes ». L'une d'elles contient cependant une idée qui occupera une place essentielle dans la pensée d'Arendt après les *Origines*, l'alternative au ressentiment que fait naître l'expérience du totalitarisme serait « une gratitude fondamentale pour les quelques choses élémentaires qui nous sont véritablement et invariablement données, comme la vie elle-même, l'existence de l'homme et le monde ¹³⁴⁷ ». Le texte qui figurait à la fin de la seconde édition en 1958 est d'une tout autre importance. « Réflexions sur la révolution hongroise », voici des pages d'une étonnante richesse : en prise sur l'actualité, nourries d'une analyse de l'URSS après la mort de Staline et d'une histoire de la tradition des conseils à laquelle Arendt est tout particulièrement attachée. C'est l'une des rares occasions de la rencontrer émerveillée par un événement contemporain, lyrique au sujet de sa signification, livrant à ce propos l'un des motifs les plus puissants de sa passion politique ¹³⁴⁸. Mais il disparaîtra lui aussi des éditions suivantes, une fois l'enthous-

siasme retombé et devant la morne routine d'un totalitarisme communiste que l'on avait cru pouvoir enterrer trop tôt. On sait que finalement, *Les Origines du totalitarisme* se termineront sans conclusion sur un chapitre magistral : « Idéologie et terreur ».

Paru dans les *Jewish Social Studies* en 1950, l'article sur « Les Techniques de la science sociale et l'étude des camps de concentration » est contemporain de l'achèvement des *Origines du totalitarisme*, daté par Arendt de l'automne 1949. Ici, les choses sont dites plus crûment que dans le livre : l'institution des camps de concentration et d'extermination est la « pierre d'achoppement sur la voie d'une compréhension adéquate de la politique et de la société contemporaines ». On voit clairement dans ce texte synthétique comment une telle certitude organise une analyse du totalitarisme au pouvoir (chapitre XII du *Totalitarisme*) focalisée sur ce point opaque. Arendt s'en approche par l'histoire : celle des étapes de la destruction de la personne humaine. Mais elle sait aussi que dans sa forme ultime le phénomène concentrationnaire est impossible à saisir : à cause de la rareté des témoignages de survivants et surtout du fait que « les hommes normaux ne savent pas que tout est possible » (David Rousset). On comprend mieux dès lors pourquoi Arendt a ajouté en 1958 « Idéologie et terreur ». Pour décrire autant qu'il se peut la « désolation » qui règne dans les camps, une forme d'anéantissement du lien humain qui va plus loin que l'isolement imposé par les tyrannies ordinaires et fait la nouveauté radicale du totalitarisme. Pour montrer dans l'idéologie le principe de la logique infernale qui veut prouver qu'une partie de l'humanité est « superflue ».

« Comprendre le communisme » est le compte rendu, paru à l'automne 1953 dans *Partisan Review*, du livre de Waldemar Gurian, *Rolshevism : An Introduction to Soviet Communism*. On sent Hannah Arendt embarrassée. Sans doute à cause de l'amitié qui la lie à l'auteur, un homme qu'elle dit « extraordinaire, extraordinairement étrange » et qui fait

comme elle de ce sentiment sa manière d'être « chez lui dans le monde ». Mais plus sûrement parce qu'elle n'est pas convaincue par ce livre, bien qu'elle le présente comme « la meilleure histoire analytique du bolchevisme ». La thèse principale de Gurian la laisse sceptique : celle qui veut que ce phénomène s'analyse en termes religieux, comme le transfert vers des lois de l'histoire de la croyance autrefois tournée vers Dieu. Arendt n'a jamais pris en compte la notion de « religion séculière », propre depuis la fin des années 30 à tout un courant de l'analyse du totalitarisme ¹³⁴⁹. Cette question est l'une de celles qui l'opposent à Eric Voegelin et elle indique discrètement ici que la notion traduit une sorte de fascination vis-à-vis de l'analyse de la religion chez Marx. La manière dont elle évoque un autre point de vue de Gurian est également symptomatique. Celui-ci affirme qu'il existe une continuité intellectuelle et politique reliant Marx non seulement à Lénine, mais aussi à Staline. Questionnée par Jaspers sur ce sujet, elle restera évasive, ce qu'il interprétera comme une répugnance à mettre en cause la pensée du père du communisme dans la généalogie de l'une des formes du totalitarisme. Sous cet angle, ce texte manifeste sans doute ce qui n'est pas tout à fait un regret vis-à-vis des *Origines du totalitarisme*, mais plus que l'intuition d'un éventuel défaut.

Figure centrale de la pensée antitotalitaire, Hannah Arendt a peu fréquenté les cercles où s'élaborait dans les années 50 une « intelligence de l'anticommunisme » (Pierre Grémion). Elle montrait par ailleurs peu de goût pour les meetings d'intellectuels. Sa correspondance avec Jaspers atteste enfin son absence d'affinité avec les membres de l'American Committee for Cultural Freedom et notamment son président Sidney Hook (lettre à Karl Jaspers du 13 mai 1953). « Autorité, tyrannie et totalitarisme » est toutefois issu de sa participation à la conférence internationale sur « L'Avenir de la liberté », organisée en septembre 1955 à Milan par le Congrès pour la Liberté de la Culture. Lors de cette vaste réunion qui se voulait

un « séminaire de recherche », elle était l'un des quinze représentants de l'Amérique du Nord parmi cent quarante participants, parlant notamment après Raymond Aron, Friedrich von Hayek et John Kenneth Galbraith, avant Manès Sperber et Czeslaw Milosz.

La communication d'Arendt dans ce cadre reprend les grandes lignes des *Origines du totalitarisme*, celui-ci se distingue des tyrannies classiques ou des formes connues du despotisme par sa volonté d'éradiquer toute spontanéité humaine ; il procède d'un usage de la terreur d'autant plus difficile à comprendre qu'elle est dénuée de toute utilité politique ; sa dynamique est celle de la « révolution permanente », conduite par des mouvements structurés comme un oignon au centre duquel se trouve le Chef, « dans une sorte d'espace vide ¹³⁵⁰ ». Ce texte oriente cependant les choses dans une perspective délibérément nouvelle. Connaissant le milieu pour lequel il a été rédigé, on peut penser qu'une dose de provocation entre dans la description du libéralisme et du conservatisme comme les deux faces d'une même médaille. Cependant, l'argument prend une forme qui ne sera jamais aussi claire chez Arendt.

Que les régimes totalitaires de Staline après 1929 et de Hitler après 1938 soient apparus sur fond d'un « écroulement plus ou moins général, plus ou moins dramatique de toutes les autorités traditionnelles », voici qui n'étonne guère sous sa plume. On attend alors que soient imputés le déclin d'influence des Églises ou la crise des institutions politiques. Mais Arendt vise autre chose : un « siècle de l'enfant » qui a poussé l'esprit anti-autoritaire jusqu'à concevoir les jeunes comme une classe opprimée et leur promettre une émancipation synonyme d'arrachement à toute espèce de tradition. Telle serait donc l'atmosphère politique et sociale dont ont profité les régimes totalitaires : la fin de « l'autorité des parents sur les enfants, des maîtres sur les élèves, de l'aîné sur les cadets ». A cette aune, on mesure le pessimisme que manifestait souvent Arendt vis-à-vis

de l'avenir de la démocratie. Mais on voit surtout le fil discret qui relie les *Origines du totalitarisme* aux livres qui vont suivre, comme si la réflexion sur le mal du XX^e siècle ne pouvait en rester là, invitant à rechercher chez les Grecs et les Romains les catégories authentiques de la vie politique, une justification éloquente de l'autorité et l'éloge d'une liberté qui ne soit pas licence. C'est ce que feront *Condition de l'homme moderne* et *La Crise de la culture*.

Pierre Bouretz

LES TECHNIQUES DE LA SCIENCE SOCIALE ET L'ÉTUDE DES CAMPS DE CONCENTRATION

Toute science se fonde nécessairement sur un certain nombre de postulats implicites, élémentaires et axiomatiques, qui ne s'exposent et n'explorent que si on les confronte à des phénomènes inattendus, désormais incompréhensibles dans le cadre des catégories de cette science. Les sciences sociales et les techniques qu'elles ont mises au jour durant le siècle dernier ne font pas exception à cette règle. Cet article soutient que l'institution des camps de concentration et d'extermination – c'est – à-dire aussi bien des conditions sociales en vigueur à l'intérieur des camps que leur fonction dans l'appareil plus vaste de terreur propre aux régimes totalitaires – pourrait fort bien devenir ce phénomène inattendu, cette pierre d'achoppement sur la voie d'une compréhension adéquate de la politique et de la société contemporaines. Phénomène qui contraindra les chercheurs en sciences sociales et les historiens à reconsidérer leurs a priori fondamentaux et jamais remis en question sur l'évolution du monde et du comportement humain.

Par-delà les difficultés inhérentes au traitement d'un tel sujet, où la simple énumération des faits suffit à vous faire passer pour « excessif, peu digne de foi ¹³⁵² », où les rapports eux-mêmes furent rédigés par des individus qui, durant l'expérience, eurent du mal « à se convaincre de la réalité de ce qu'ils vivaient, à ne pas croire qu'ils étaient en plein cauchemar », on se trouve devant un problème des plus embarrassants, à savoir que, conformément aux jugements de simple bon sens, ni les institutions elles-mêmes, et ce qui se passait à l'intérieur de leurs étroites limites, ni leur rôle politique n'apparaissent dotés de sens ¹³⁵³ . Si nous présumons

que la plupart de nos actions sont de nature utilitaire et que nos « mauvaises » actions découlent d'un intérêt exacerbé, alors nous sommes obligés de conclure que cette institution bien particulière qu'est le totalitarisme dépasse l'entendement humain. Si, d'autre part, nous faisons abstraction de tous nos critères habituels, pour ne prendre en compte que les invraisemblables revendications idéologiques du racisme dans leur pure logique, alors la politique d'extermination des nazis ne devient que trop claire. Derrière l'horreur se cache la logique inflexible, caractéristique de certains systèmes paranoïaques où tout s'enchaîne avec une nécessité absolue, une fois admise la première prémisse démente. De tels systèmes sont fous non seulement dans leur point de départ, mais dans leur logique même qui se déploie indépendamment de tous les faits sans tenir compte de la réalité, qui, elle, enseigne : quelles que soient nos actions, nous ne pouvons les mener à bien de façon absolument parfaite. En d'autres termes, ce n'est pas seulement le caractère non utilitaire des camps eux-mêmes – l'absurdité de « punir » des gens totalement innocents, l'impuissance à leur extorquer des travaux utiles dans certaines conditions de vie, l'inutilité de terroriser une population déjà complètement soumise – qui confère à ces camps leurs qualités particulières et troublantes mais bien leur fonction anti-utilitaire, le fait que même les urgences prioritaires des activités militaires ne pouvaient interférer avec ces « politiques démographiques ». Tout se passait comme si la gestion de ces usines d'extermination importait plus aux nazis que le fait de gagner la guerre ¹³⁵⁴.

C'est dans ce contexte que le qualificatif « sans précédent ¹³⁵⁵ » appliqué à la terreur totalitaire prend tout son sens. Le chemin de la domination absolue passe par de nombreuses étapes intermédiaires qui sont relativement normales et tout à fait intelligibles. L'agressivité guerrière a des précédents et les massacres de populations ennemies ou même de ce que l'on croit être un peuple hostile sont monnaie courante dans le

passé sanglant de l'histoire. En Amérique, en Australie et en Afrique, le processus de colonisation et l'établissement de nouvelles colonies ont entraîné l'extermination des populations indigènes. L'esclavage est l'une des plus anciennes institutions de l'humanité et les équipes de travail forcé que l'État affectait à la réalisation des bâtiments publics constituaient l'un des piliers de l'Empire romain. L'ambition de gouverner le monde, bien connue de l'histoire des rêves politiques, n'est pas le monopole des gouvernements totalitaires et peut s'expliquer par un appétit de pouvoir démesuré. Tous ces aspects des gouvernements totalitaires, si hideux et criminels soient-ils, ont un point commun qui les distingue du phénomène dont nous traitons : contrairement aux camps de concentration, ils ont un but bien défini et ils profitent aux gouvernants tout comme un cambriolage ordinaire profite à son auteur. Les mobiles sont clairs et les moyens de parvenir au but sont utilitaires au sens convenu du terme. L'extraordinaire difficulté que nous éprouvons à essayer de comprendre l'institution des camps de concentration et à lui trouver une place dans la mémoire de l'histoire humaine vient précisément de l'absence de tels critères utilitaires, absence qui, plus que toute autre chose, est responsable de l'aspect irréel qui entoure cette institution et tout ce qui s'y rapporte.

Afin de mieux saisir la différence entre ce qui est compréhensible et ce qui ne l'est pas, c'est-à-dire entre ces données qui correspondent à nos techniques de recherche et aux concepts scientifiques communément acceptés et ceux qui échappent à ce cadre de références, il serait peut-être utile de rappeler les différentes étapes par lesquelles est passé l'antisémitisme nazi depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933 jusqu'à l'établissement des usines de la mort en plein milieu de la guerre. L'histoire de l'antisémitisme lui-même est si longue et si sanglante que le fait même d'alimenter les usines de la mort avec des « matériaux », de préférence juifs, a quelque peu oblitéré le caractère unique de cette « opération ».

Qui plus est, l'antisémitisme nazi a fait preuve d'un terrible manque d'originalité ; tant dans l'expression idéologique que dans la propagande, on ne trouve pas en lui un seul élément qui n'ait déjà animé les mouvements antérieurs et qui n'ait déjà constitué un cliché dans la littérature de haine contre les Juifs, avant même l'apparition des nazis. La législation antijuive de l'Allemagne hitlérienne des années 30, qui atteignit son point culminant avec la promulgation des lois de Nuremberg en 1935, constituait certes un phénomène nouveau par rapport aux événements des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, mais il n'était pas nouveau au regard de l'objectif déclaré des partis antisémites d'Europe, ni au regard de l'histoire juive plus ancienne. La brutale élimination des Juifs de l'économie allemande entre 1936 et 1938 et les pogroms de novembre 1938 s'inscrivaient encore dans la logique d'événements prévisibles dans l'hypothèse où un parti antisémite aurait obtenu le pouvoir absolu dans un pays européen. L'étape suivante, à savoir l'établissement de ghettos en Europe de l'Est et la concentration de tous les Juifs dans ces ghettos au cours des premières années de la guerre, ne pouvait pas vraiment surprendre un observateur attentif. Tout cela était hideux et criminel, mais tout à fait rationnel. Le but de la législation antijuive allemande visait à satisfaire des exigences populaires : éliminer les Juifs des professions encombrées pour faire de la place à toute une génération sous-employée d'intellectuels ; après 1938, l'émigration forcée, avec son cortège de brigandages purs et simples, avait pour but de répandre l'antisémitisme de par le monde, comme le fit remarquer de façon succincte une note du ministère allemand des Affaires étrangères à tous les responsables en poste à l'étranger ¹³⁵⁶ ; le regroupement des Juifs tel du bétail dans les ghettos d'Europe de l'Est, suivi d'une distribution de leurs biens à la population locale, apparut comme un stratagème politique merveilleux pour gagner l'approbation de larges fractions antisémites de la population d'Europe de l'Est, pour les consoler de la perte de leur indépendance politique et pour leur causer

une frayeur salutaire en leur montrant l'exemple d'un peuple qui endurait un sort bien plus dur que le leur. Pendant la guerre, il était en outre prévisible qu'en cas de victoire, les hommes seraient en proie à la famine qui sévirait et contraints au travail forcé, toutes ces mesures préparant manifestement le terrain au projet annoncé d'une réserve de Juifs à Madagascar ¹³⁵⁷. En fait, c'est à de telles mesures (et non aux usines de la mort) que s'attendaient non seulement le monde extérieur et les Juifs eux-mêmes, mais les plus hautes personnalités allemandes de l'administration des territoires occupés de l'Est, ainsi que les autorités militaires, et même les hauts responsables de la hiérarchie du parti nazi ¹³⁵⁸.

En simples termes d'antisémitisme, on ne peut pleinement comprendre ni le destin des Juifs d'Europe, ni l'établissement des usines de la mort. Tous deux transcendent le raisonnement antisémite ainsi que les mobiles politiques, sociaux et économiques qui se cachent derrière la propagande des mouvements antisémites. L'antisémitisme a simplement préparé le terrain et facilité, avec l'extermination des Juifs, celle d'autres peuples. Nous savons désormais que le programme d'extermination de Hitler projetait même la liquidation de larges fractions du peuple allemand ¹³⁵⁹.

Les nazis eux-mêmes, ou plus exactement cette fraction du parti nazi qui, sous l'inspiration de Himmler et avec l'aide des troupes SS, fut réellement à l'origine de la politique d'extermination, ne doutait nullement du fait qu'ils pénétraient dans un monde complètement différent, qu'ils étaient en train d'accomplir ce à quoi leurs pires ennemis ne s'attendaient pas. Ils étaient tout à fait convaincus que l'une des meilleures chances de succès de leur entreprise résidait dans le fait que personne à l'extérieur ne pourrait y croire ¹³⁶⁰. En vérité, alors que toutes les autres mesures antijuives avaient quelque signification et devaient probablement profiter de quelque manière à leurs auteurs, les chambres à gaz, elles, ne profitaient à personne. Les déportations elles-mêmes, durant

une période de pénurie aiguë de matériel roulant, l'installation d'usines coûteuses, le recours à une main-d'œuvre dont le besoin se faisait sentir pour l'effort de guerre, l'effet démoralisant de ces mesures sur les troupes régulières allemandes comme sur la population des territoires occupés – tout cela interférait de façon désastreuse avec la guerre sur le front Est, comme le répétaient inlassablement les autorités militaires et les responsables nazis qui protestaient contre les troupes SS ¹³⁶¹. De telles considérations n'avaient pas complètement échappé à ceux-là même qui avaient pris la responsabilité de l'extermination. Même Himmler savait qu'en période de pénurie critique de main-d'œuvre, il éliminait une part considérable de travailleurs qui auraient pu être exploités au moins jusqu'à ce que mort s'ensuive au lieu d'être tués sans avoir servi aucun but productif. Le bureau de Himmler donnait sans cesse des ordres avertissant les officiers supérieurs ainsi que les responsables de la hiérarchie nazie qu'aucune considération économique ou militaire ne devait entraver le programme d'extermination ¹³⁶².

Dans le cadre de la terreur totalitaire, les camps d'extermination apparurent comme la forme paroxystique des camps de concentration. L'extermination touche des êtres humains inaptes à toute tâche utile qui sont déjà « morts ». Les camps de concentration existaient bien avant que le totalitarisme n'en fît l'institution centrale du gouvernement ¹³⁶³. Ils se distinguaient par le fait de n'être pas des institutions pénales et de n'avoir aucun détenu pour crime. Ils étaient chargés des « éléments indésirables », c'est-à-dire des gens qui, pour une raison ou une autre, avaient perdu leur identité juridique et la place qui leur revenait dans le cadre juridique de leur pays de résidence. Il est intéressant de remarquer que si les camps de concentration totalitaires furent tout d'abord institués pour des gens qui avaient commis un « crime », en l'occurrence qui s'étaient opposés au régime en place, ils se firent de plus en plus nombreux à mesure que l'opposition

politique décroissait et ils se multiplièrent au moment où le contingent d'individus véritablement hostiles au régime fut épuisé. Les premiers camps nazis étaient eux aussi horribles, mais ils portaient en eux-mêmes leur justification : ils étaient dirigés par des SA aux méthodes bestiales sans autre but manifeste que répandre la terreur, tuer des hommes politiques en vue, priver l'opposition de ses leaders, empêcher leur émergence en leur faisant peur, et satisfaire le désir de vengeance des SA non seulement vis-à-vis de leurs opposants immédiats, mais aussi vis-à-vis des membres des classes supérieures. À cet égard, la terreur SA constituait clairement un compromis entre le régime qui, à cette époque-là, ne souhaitait pas perdre le soutien des puissants industriels et le mouvement qui avait escompté une véritable révolution. La neutralisation complète de l'opposition antinazie eut lieu, semble-t-il, en janvier 1934 ; telle était en tout cas l'opinion de la Gestapo et des responsables nazis de haut rang ¹³⁶⁴. En 1936, le nouveau régime s'était acquis les sympathies de l'écrasante majorité de la population : le chômage était jugulé, le niveau de vie des classes défavorisées était en hausse et les sources les plus puissantes de mécontentement social s'étaient toutes taries. Faute d'opposants actifs, voire de suspects que l'on pût placer en « détention préventive », la population des camps de concentration atteignit son niveau le plus bas.

Après 1936, c'est-à-dire une fois le pays apaisé, le mouvement nazi devint plus radical et plus agressif tant sur le plan intérieur que sur la scène internationale. Moins le nazisme rencontrait d'ennemis en Allemagne, plus il se faisait d'amis à l'étranger et plus « le principe révolutionnaire ¹³⁶⁵ » devenait intolérant et extrémiste. Les camps de concentration se remplirent à nouveau en 1938 à la suite des arrestations massives de tous les Juifs allemands de sexe masculin durant les pogroms de novembre. Mais Himmler lui-même avait signalé cette évolution dès 1937 lorsque, dans un discours devant le Haut Commandement de la Reichswehr, il avait expliqué qu'il

faudrait compter avec un « quatrième théâtre d'opérations en cas de guerre, à l'intérieur de l'Allemagne ¹³⁶⁶ ». Ces craintes ne correspondaient à aucune réalité et le chef de la police allemande le savait mieux que quiconque. Lorsque la guerre éclata un an plus tard, il n'essaya même pas de sauver les apparences ni d'utiliser ses divisions de SS pour maintenir l'ordre en Allemagne, mais il les envoya immédiatement vers les territoires de l'Est, où elles arrivèrent après la réussite des opérations militaires, afin de prendre le contrôle des pays vaincus. Plus tard, lorsque le parti eut décidé de prendre l'armée entière sous son contrôle exclusif, Himmler n'hésita pas à envoyer ses compagnies de SS au front.

Toutefois, le devoir principal des SS était et demeura, même pendant la guerre, de contrôler et d'administrer les camps de concentration, ce dont les SA furent complètement écartés. (Ce n'est que dans les dernières années de la guerre que les SA jouèrent à nouveau un rôle mineur dans le système des camps, mais les troupes SA étaient alors supervisées par les SS.) C'est ce type de camp de concentration qui nous apparaît comme un phénomène nouveau et, à première vue, incompréhensible.

Seul un nombre limité de prisonniers, en général des survivants des années précédentes, pouvaient être considérés comme des opposants au régime. Le pourcentage de criminels envoyés dans les camps après avoir purgé une peine de prison, et d'éléments dits asociaux, homosexuels, vagabonds et autres tire-au-flanc, était beaucoup plus élevé. Mais la plupart des individus qui constituaient la masse de la population du camp ne pouvaient absolument pas être considérés comme des opposants au régime : innocents à tous égards, ils n'étaient coupables ni de convictions politiques ni d'actes criminels.

Autre caractéristique des camps établis par Himmler sous la loi des SS : leur permanence. Comparés à Buchenwald, qui compta plus de 80000 prisonniers en 1944, tous les camps antérieurs perdent de leur importance ^{1366a} . Ressort avec plus d'évidence encore le caractère permanent des chambres à gaz

dont les installations coûteuses rendaient presque indispensable la poursuite de l'approvisionnement en nouveaux « matériaux » pour la fabrication de cadavres.

Le nouveau type d'administration du camp joua un rôle très important dans l'évolution de la société concentrationnaire. La cruauté antérieure des troupes SA, qui étaient autorisées à tuer à leur guise, dut subir une restriction, se contenter d'un quota déterminé de mort ^{1366b} et d'une torture strictement organisée visant non pas tant la mort que l'agonie permanente. Les prisonniers se virent confier de nombreuses tâches d'administration intérieure et furent contraints de maltraiter leurs codétenus comme l'avaient fait à peu de choses près les SS. Le temps passant et le système s'institutionnalisant, la torture et les mauvais traitements devinrent de plus en plus la prérogative de ceux qu'on appelait les *kapos*. Ces mesures n'étaient pas accidentelles ni liées à l'extension des camps : dans bon nombre de cas, on ordonna expressément aux SS de laisser aux prisonniers le soin des exécutions. Parallèlement, dans les camps ordinaires, le massacre collectif – sous la forme du gazage mais aussi sous la forme de l'exécution de masse – se mécanisa de plus en plus ¹³⁶⁷. En conséquence, la durée de vie de la population des camps SS s'accrut considérablement, dépassa celle des premiers camps ; on a le sentiment d'ailleurs que les nouvelles vagues de terreur ou de déportation vers les camps d'extermination attendaient, pour se produire, d'être assurées de nouveaux arrivages.

L'administration fut confiée aux criminels qui formaient l'aristocratie incontestée du camp jusqu'au début des années 40, moment où Himmler céda à contrecœur aux pressions extérieures et autorisa l'exploitation des camps à des fins productives. Les SS s'étant aperçus rapidement qu'il était impossible de faire travailler les détenus dans les conditions chaotiques qu'avait créées l'ancienne aristocratie des criminels, les prisonniers politiques, des anciens pour la plupart, furent promus au rang d'élite. À aucun moment l'administration ne fut

confiée au groupe plus important et manifestement moins dangereux des occupants complètement innocents. Cette catégorie au contraire occupa toujours le plus bas niveau de la hiérarchie sociale interne des camps, souffrit en déportation les pertes les plus lourdes et fut la plus exposée aux cruautés. En d'autres termes, dans un camp de concentration, il était plus sûr d'être meurtrier ou communiste que d'être tout simplement juif, polonais ou ukrainien.

En ce qui concerne les gardiens SS eux-mêmes, il nous faut malheureusement réfuter l'idée selon laquelle ils auraient constitué une sorte d'élite, négative, de criminels, de sadiques et de fous – idée assez valable, en revanche, pour les anciennes troupes SA qui se portaient volontaires dans les camps. Tout tend à prouver que les SS en fonction étaient complètement normaux ; on les sélectionnait en vertu de critères extravagants ¹³⁶⁸ mais sans exigence de cruauté spéciale, ni de sadisme. Qui plus est, l'administration des camps était telle qu'à l'intérieur du système les prisonniers eux-mêmes, semble-t-il, durent accomplir les mêmes tâches que leurs gardiens.

Ce qui est plus difficile à imaginer et plus horrible à comprendre, c'est l'isolement absolu qui séparait les camps du monde extérieur comme si, avec leurs occupants, ils ne faisaient plus partie du monde des vivants. Cet isolement, déjà caractéristique de toutes les formes antérieures de camps de concentration, mais qui fut porté au plus haut point de perfection sous les régimes totalitaires, peut difficilement se comparer à l'isolement des prisons, des ghettos ou des camps de travaux forcés. Les prisons ne sont jamais vraiment coupées de la société dont elles représentent une partie importante, et elles n'échappent pas aux lois et au contrôle de celle-ci. Le travail forcé, de même que les autres formes d'esclavage, n'implique pas la ségrégation absolue ; du fait même de leur tâche, les travailleurs sont constamment en contact avec le monde environnant et les esclaves n'ont jamais vraiment été coupés du monde. Les ghettos de type nazi présentent une forte res-

semblance avec l'isolement des camps de concentration ; pourtant, là encore, c'était sur des familles et non sur des individus que s'exerçait la ségrégation, en sorte qu'elles constituaient une espèce de société fermée où l'on maintenait une apparence de vie normale et où les relations sociales étaient assez denses pour créer au moins un semblant de coexistence et d'appartenance à la collectivité.

Rien de tout cela ne s'applique aux camps de concentration. À partir du moment où l'on arrêtaient quelqu'un, plus personne à l'extérieur n'était censé entendre parler de lui : il avait comme disparu de la surface de la terre, et l'on ne prenait même pas la peine d'annoncer sa mort. La pratique préalablement choisie pour informer la famille de la mort d'un occupant du camp était de lui envoyer soit le cercueil de zinc soit une urne, mais cet usage fut aboli et remplacé par des instructions très strictes selon lesquelles les « tiers [doivent être] laissés dans l'incertitude quant au devenir des prisonniers. Les parents non plus ne doivent pas être informés de la mort de ces prisonniers dans les camps de concentration ¹³⁶⁹ ». L'objectif ultime de tous les gouvernements totalitaires ne réside pas seulement dans l'ambition affichée de confisquer à long terme un pouvoir global, mais également dans la tentative jamais avouée et pourtant instantanément réalisée d'une domination complète de l'homme. Les camps de concentration sont les laboratoires d'une expérience de domination totale et, la nature humaine étant ce qu'elle est, cet objectif ne peut être atteint que dans les circonstances extrêmes d'un enfer fabriqué par les hommes. La domination complète est achevée lorsque la personne humaine, qui consiste toujours en un mélange particulier de spontanéité et de conditionnement, est transformée en un être complètement conditionné dont on peut prévoir les réactions, même lorsqu'on le conduit à une mort certaine. Cette désintégration de la personnalité s'effectue en plusieurs étapes : la première se situe au moment de l'arrestation arbitraire avec la destruction de la personne juridique et ce, non pas à cause de

l'injustice que constitue l'arrestation, mais parce que l'arrestation est sans aucun rapport avec les actions ou les opinions de la personne. La seconde étape de la destruction concerne la personne morale et elle s'opère avec la séparation du reste du monde, une séparation qui rend le martyr dépourvu de sens, vide et ridicule. La dernière étape est la destruction de l'individualité elle-même et elle s'effectue par la permanence et l'institutionnalisation de la torture. On obtient ainsi des êtres humains réduits à leur niveau le plus élémentaire, des êtres humains aux « réactions identiques ». Lorsque les sciences sociales essaient d'enquêter sur les conditions des camps, elles doivent nécessairement avoir affaire à une société où les êtres humains se situent chacun à un niveau différent du parcours qui mène au faisceau de réactions prévisibles. C'est dans cette atmosphère que se fait l'amalgame de criminels, d'opposants politiques et d'« innocents », que les classes dirigeantes se font et se défont, que les hiérarchies internes apparaissent et disparaissent, que l'hostilité à l'encontre des gardiens SS ou de l'administration du camp se mue en complicité et que les occupants du camp alignent leurs façons de voir sur celles de leurs persécuteurs, bien que ces derniers essaient rarement de les endoctriner ¹³⁷⁰ . L'irréalité qui préside à l'expérience infernale est si vivement ressentie par les occupants eux-mêmes qu'elle fait oublier aux gardiens comme aux prisonniers le meurtre perpétré sur une ou plusieurs personnes et, au même titre que le caractère non utilitaire de l'institution, elle constitue un obstacle majeur pour une approche scientifique. Seuls ceux qui, pour une raison ou une autre, ne sont plus guidés par les mobiles ordinaires de l'intérêt personnel et du bon sens, peuvent se laisser aller au fanatisme de convictions pseudo-scientifiques (les lois de la vie ou de la nature), allant manifestement à l'encontre de tout objectif pratique immédiat (gagner la guerre ou exploiter le travail). « Les hommes normaux ne savent pas que tout est possible ¹³⁷¹ », dit l'un des survivants de Buchenwald. Les

chercheurs en sciences sociales, qui sont des gens normaux, auront beaucoup de mal à comprendre que les limites assignées d'ordinaire à la condition humaine ont pu être franchies. Ils auront aussi beaucoup de mal à comprendre que les schémas de comportement et les mobiles qu'on attribue d'ordinaire, non pas à la psychologie d'une nation spécifique ou d'une classe à un moment particulier de son histoire, mais à la psychologie humaine en général, aient été abolis ou n'aient joué qu'un rôle tout à fait secondaire. Enfin ils auront beaucoup de mal à comprendre que les nécessités objectives – partie intégrante du réel lui-même où l'adaptation apparaît comme une simple question de bon sens – aient pu être négligées. Vus de l'extérieur, la victime et le bourreau paraissent fous l'un et l'autre et, pour l'observateur, la vie dans le camp ressemble à celle d'un asile d'aliénés. En effet, le sens commun, habitué à penser en termes d'utilité et pour lequel le bien comme le mal ont un sens, est profondément offusqué par la folie d'un monde où c'est l'innocent et non le criminel qui est châtié, où le travail ne vise pas et ne doit pas viser la productivité et où les crimes ne profitent pas et n'ont même pas pour objectif de profiter à leurs auteurs. Car un bénéfice escompté au terme de plusieurs siècles ¹³⁷² ne peut être considéré comme une motivation, surtout dans un contexte d'urgence militaire.

Que tout ce programme d'extermination et d'annihilation lié à une logique démente ait pu se déduire des prémisses du racisme est un fait encore plus embarrassant car le sur-sens idéologique trônant sur un univers d'insignifiance fabriquée, explique « tout » et n'explique donc rien. Pourtant, il ne fait guère de doute que ceux qui avaient perpétré ces crimes sans précédent l'avaient fait dans l'intérêt de leur idéologie qu'ils croyaient fondée sur la science, l'expérience et les lois de la vie.

Lorsqu'on lit les récits qui se bornent toujours à « relater » de façon monotone « sans vraiment communiquer ¹³⁷³ » les mêmes horreurs et les mêmes réactions, on est presque tenté de dresser une liste des phénomènes qui ne correspondent pas à la

conception générale que nous nous faisons de l'être humain et de son comportement. Nous ne savons pas, et sommes donc réduits à deviner, pourquoi les criminels ont supporté les influences dévastatrices de la vie du camp plus longtemps que d'autres catégories d'internés, et pourquoi ce sont à chaque fois les innocents qui se sont effondrés le plus rapidement ¹³⁷⁴ . Dans cette situation extrême, il était apparemment plus important pour un individu de pouvoir interpréter ses souffrances comme le châtement venant sanctionner un crime réel ou un défi réel contre le groupe dominant, que d'avoir une conscience dite pure. Chez les bourreaux, l'absence complète d'un regret même élémentaire après la fin de la guerre, alors qu'un simple *mea culpa* eût pu les servir au tribunal, et leurs affirmations sans cesse répétées que la responsabilité des crimes était imputable à certaines autorités supérieures, semblent indiquer que la peur de la responsabilité n'est pas seulement plus forte que la conscience, mais que, dans certaines circonstances, elle est encore plus forte que la peur de la mort. Même si nous savons que l'objectif des camps de concentration était de servir de laboratoire d'entraînement visant à réduire les individus à des faisceaux de réactions, c'est-à-dire à susciter des comportements semblables à ceux du chien de Pavlov, en éliminant de la psychologie humaine toute trace de spontanéité, nous pouvons deviner jusqu'où il est effectivement possible d'aller dans cette voie – et la docilité terrifiante qui menait tous les prisonniers du camp vers leur propre mort, ainsi que le pourcentage étonnamment faible de suicides, en sont des preuves effrayantes ¹³⁷⁵ . Et nous pouvons aussi deviner ce qu'il en est du comportement social et individuel, une fois que ce processus a été poussé jusqu'aux limites du possible. Nous connaissons l'atmosphère générale d'irréalité dont les survivants nous livrent des témoignages constants, mais nous ne pouvons que deviner les formes que prend l'existence humaine lorsqu'elle est transplantée sur une autre planète.

Le sens commun est embarrassé devant des actions qui ne sont inspirées ni par la passion ni par l'utilité, et notre morale est incapable de faire face à des crimes que les Dix Commandements n'ont pas prévus. Il est absurde de condamner à la pendaison un meurtrier qui a participé à la fabrication de cadavres (bien qu'il soit difficile d'avoir recours à une autre solution). C'étaient là des crimes à la mesure desquels aucun châtiment ne semblait convenir, car la peine de mort est la limite de tout châtiment.

Le plus grand danger qui menace une juste intelligence de notre histoire récente est la tendance trop compréhensible de l'historien à esquisser des analogies. Le fait est que Hitler ne ressemblait pas à Gengis Khan et qu'il n'était pas pire que n'importe quel grand criminel mais entièrement différent. Ce qui reste sans précédent, ce n'est ni le meurtrier lui-même, ni le nombre de ses victimes, ni même « le nombre de personnes qui se sont unies pour commettre ces crimes ¹³⁷⁶ ». C'est bien plutôt l'absurdité idéologique qui les a provoqués, l'aspect mécanique de leur exécution et l'institution minutieusement programmée d'un monde de mourants où plus rien n'avait de sens.

1950.

EN GUISE DE CONCLUSION

CHAPITRE XIII (1951)

Nous ne connaissons pas toutes les conséquences de la domination totalitaire et il est probable que nous ne les connaîtrons jamais. Ses potentialités ne peuvent se réaliser pleinement que si elle conquiert la terre, et qu'aucune vie humaine ne puisse plus se dérouler à l'écart de son emprise criminelle. L'accomplissement des aspirations des régimes totalitaires ne pourrait pas se produire, même si plusieurs régimes totalitaires se partageaient la terre, car le totalitarisme ne tolère aucune diversité – pas même celle de la simple pluralité, dans la mesure où la rivalité, comme telle, pourrait susciter doute et révolte. À cet égard, la guerre entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique, une guerre entre deux systèmes essentiellement identiques, dont les formes extérieures de domination n'ont cessé de se développer de façon de plus en plus semblable, a sans doute été symbolique. Une telle portée symbolique augmente encore si nous observons que les dirigeants des deux pays étaient tout à fait conscients de leur similitude et se considéraient réciproquement avec une sympathie et un respect qu'ils ne vouaient à aucun pays non totalitaire. Ainsi, il est probable que la domination totale de l'homme ne se produise jamais, car elle présuppose l'existence d'une autorité, *d'un* mode de vie, *d'une* idéologie dans tous les pays et parmi tous les peuples de la terre. Le processus de la domination totale et la transformation de la nature humaine ne commenceraient pour de bon que s'il ne restait plus de concurrent, plus de pays où se réfugier physiquement, et plus d'être humain dont la compréhension pourrait offrir un refuge spirituel.

Les probabilités d'un éventuel succès du totalitarisme s'amenuisent encore, si nous nous souvenons qu'à peu près aucun système n'a été moins capable d'étendre progressivement sa sphère d'influence et de s'accrocher à ses conquêtes. En introduisant immédiatement les aspects les plus extrêmes de sa politique raciale, le gouvernement nazi en Europe occupée a gâché ses chances de gagner si ce n'est la sym-

Les Origines du totalitarisme, *New York, Harcourt, Brace & Co, 1951, chap. xni. Inédit en français. Traduction Martine Leibovici.* pathie, du moins l'acceptation des peuples conquis, et ne leur a pas laissé d'autre alternative que la résistance, même dans des conditions désespérées. Les difficultés du Komintern en Yougoslavie (et sans doute aussi en Chine) et la haine fanatique du communisme dans tous les pays satellites sont du même ordre, même si elles n'ont pas encore trouvé de canal d'expression. Dans les deux cas, les grands succès du début sont délibérément démolis ou négligés au nom du but ultime défini idéologiquement. S'ils s'étaient contentés d'aussi peu, les nazis auraient pu établir un cordon de petits États à l'Est, ils auraient pu unifier l'Europe sous une suprématie allemande incontestée. Ils ne voulaient pas tant régner sur des peuples existants que changer racialement la carte démographique de l'Europe – ce qui aurait conduit à un changement tout aussi radical dans la carte démographique du monde. Le racisme leur interdisait d'attendre la fin de la guerre. Ils devaient exterminer immédiatement certaines catégories de population. De même, les dirigeants de Moscou n'auraient suscité ni l'hostilité du monde anglophone, ni la haine des peuples satellites s'ils s'étaient contentés d'établir une sphère d'intérêts et d'influence russes en Europe de l'Est, dans les Balkans et peut-être même en Chine. Les dirigeants les plus compétents de pays arriérés et politiquement assoupis auraient accepté un pouvoir de satrapes, alors qu'un gouvernement centralisé et dirigé de Moscou, dont les ordres étaient exécutés par des agents du

Komintern, était lourd de danger, mais il n'y avait pas d'autre possibilité pour manipuler totalement et ruiner ces régions. C'est pourquoi, incapable de construire à partir de petites réalisations, de se contenter de succès temporaires, mais capable seulement de penser en siècles et en continents, le totalitarisme n'a qu'une seule chance de vaincre définitivement : une catastrophe intégrale qui devrait se produire, pour ainsi dire, d'un seul coup.

Tout ceci semble indiquer que le totalitarisme disparaîtra simplement un jour, sans laisser d'autre trace dans l'histoire de l'humanité que des peuples épuisés, le chaos social et économique, le vide politique et une *tabula rasa* spirituelle. Il se peut bien que, de son vivant, même notre génération connaîtra une époque où il sera permis de ne plus garder en mémoire les oubliettes, la fabrication massive de cadavres et le fait que des péchés plus graves que le meurtre aient jamais eu lieu. La futilité à long terme du totalitarisme est un aspect du phénomène aussi essentiel que l'absurdité choquante des principes au nom desquels il s'apprête à commettre ses monstruosité. Le tragique, cependant, est que cette futilité et cette absurdité sont plus profondément liées à la crise de ce siècle et plus symptomatiques de ses véritables difficultés que les efforts bien intentionnés du monde non totalitaire pour préserver le statu quo. Ce n'est pas seulement la solidarité humaine qui nous commande de considérer les oubliettes et le monde du mourir comme les questions centrales de notre vie politique ; le fait est que les véritables problèmes de notre époque ne peuvent être compris et encore moins résolus si on ne reconnaît pas que le totalitarisme n'est devenu la malédiction de ce siècle que parce qu'il a pris en charge ses problèmes d'une façon tellement terrifiante.

La troublante pertinence des régimes totalitaires, indépendante de leur futilité et de leur absurdité, se révèle de la façon la plus claire dans les camps de concentration et d'extermination. Nous serions avisés de nous rendre compte

qu'ils sont plus que de simples instruments de terreur, que leur non-sens anti-utilitaire ne correspond que trop bien à la mentalité cynique d'hommes qui, après avoir perdu leur foi religieuse, sont convaincus que la vie n'a pas de sens et qu'il n'y a pas de différence entre le crime et la vertu. Les expériences et les souffrances fondamentales de notre époque s'inscrivent dans une atmosphère où l'innocence est au-delà de la vertu et la culpabilité au-delà du crime. Les camps d'extermination – où tout n'était que péripétie échappant au contrôle des victimes comme des oppresseurs, où les oppresseurs d'aujourd'hui allaient devenir les victimes de demain – ont créé une égalité monstrueuse sans fraternité et sans humanité, une égalité que les chiens et les chats auraient pu facilement partager, et dans laquelle nous voyons comme dans un miroir l'image horrible de la superfluité.

La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses modernes de leur superfluité sur une terre surpeuplée. Le monde du mourir, où l'on enseigne aux hommes qu'ils sont superflus à travers un mode de vie où le châtiment n'est pas fonction du crime, où l'exploitation se pratique sans profit, où le travail ne produit rien, est un lieu où se fabrique quotidiennement de l'absurde. Pourtant, dans le cadre de l'idéologie totalitaire, rien ne pourrait être plus sensé ni logique ; si les détenus sont de la vermine, il est logique qu'on doive les tuer avec des gaz toxiques ; s'ils sont dégénérés, on ne doit pas les laisser contaminer la population ; s'ils ont des « âmes d'esclaves » (Himmler), personne ne doit perdre son temps à tenter de les rééduquer. Du point de vue de l'idéologie, le défaut des camps est presque qu'ils ont trop de sens, et que l'exécution de la doctrine est trop cohérente.

Une analyse des conditions en Afrique du Sud a montré qu'une politique raciale pouvait facilement l'emporter sur des motivations de profit. Ceci n'est cependant qu'un tout petit pas vers la mise en place ultime d'une société dans laquelle toutes

les motivations utilitaires sont abandonnées et qui, vue du monde normal, a l'air d'un asile de fous furieux. De même, la croyance fanatique des mouvements annexionnistes selon laquelle les êtres humains sont les incarnations ambulantes de quelques principes fantastiques et grossiers, l'abandon de soi de l'impérialiste au courant de l'histoire, sa perte de soi et de son intérêt personnel, ne sont que des phases précoces et minimales, si l'on considère qu'un tel processus a abouti à l'adoption consciente d'une ligne de conduite qui, dans la guerre comme dans la paix, a violé toutes les règles de l'intérêt personnel et a ruiné sa propre cause par mépris des motivations utilitaires. Comparés à la fabrication de la superfluité humaine qui a suivi, le Grand Jeu esquissé par Kipling et joué à la perfection par Lawrence d'Arabie, le désir d'anonymat et le mépris pour l'identité personnelle, n'étaient que l'expression d'une attitude ludique que nous trouvons de façon répétée dans les explosions de désespoir authentique. Il y a un abîme entre la sublime absence de but de ceux qui ne croyaient en rien si ce n'est dans le don – inexplicable – de la vie et ceux qui décrétèrent que rien ne devrait jamais être accompli pour soi-même. L'opportunisme de la *Realpolitik*, le désintérêt à l'égard des réalisations concrètes dont font preuve les mouvements prônant l'expansion pour l'expansion, le mépris du racisme pour les profits ne sont que les sombres présages du gigantesque opportunisme de principe de Hitler et de Staline, pour qui la réalité elle-même n'est plus que l'occasion de mettre à exécution des formules idéologiques – l'occasion d'exterminer les gens au nom d'une élite raciale, l'occasion de détruire régulièrement un certain pourcentage de la population au nom de la société sans classes.

Ainsi, tout en vidant résolument et cyniquement le monde de la seule chose qui ait un sens pour les attentes utilitaires du sens commun, les régimes totalitaires lui imposent en même temps une sorte de sursens que les idéologies ont effectivement toujours visé lorsqu'elles prétendaient avoir découvert la clé de

l'histoire ou la solution aux énigmes de l'univers. Par-delà le non-sens de la société totalitaire, et sur lui, s'établit le règne du ridicule sur-sens de sa superstition idéologique. Les idéologies ne sont des opinions inoffensives, acritiques et arbitraires que tant qu'on ne les prend pas au sérieux. Une fois leur prétention à la validité totale prise à la lettre, elles deviennent le noyau de systèmes logiques où, comme dans les systèmes des paranoïaques, tout s'enchaîne de manière intelligible et même contraignante dès lors que la première prémisse est acceptée. La démente de tels systèmes réside non seulement dans leur première prémisse, mais encore dans la logique même de leur construction. L'étrange logique de tous les « ismes », leur foi simpliste en la valeur salvatrice d'une dévotion bornée qui ne tient aucun compte des facteurs spécifiques et changeants contiennent déjà les premiers germes du mépris totalitaire pour la réalité et les faits.

Le sens commun, formé à une pensée utilitaire, n'est d'aucun secours contre ce sur-sens idéologique, dans la mesure où les régimes totalitaires instaurent un monde qui fonctionne au non-sens. Le mépris idéologique des faits contenait encore la fière supposition d'une maîtrise humaine du monde ; après tout, c'est le mépris de la réalité qui rend possible le changement du monde, l'édification de l'artifice humain. Ce qui détruit l'élément de fierté présent dans le mépris totalitaire de la réalité (et qui du même coup le distingue radicalement des théories et des attitudes révolutionnaires) est le sur-sens qui donne sa force, son Système logique et sa cohérence au mépris de la réalité. Ce qui transforme la revendication bolchevique – le système russe d'aujourd'hui est supérieur à tous les autres – en une formule véritablement totalitaire est le fait que le dirigeant totalitaire tire de cette revendication la conclusion suivante, d'une logique imparable : sans un tel système, les gens n'auraient jamais pu construire quelque chose d'aussi merveilleux que, mettons, le métro. De là, il tire à nouveau la conclusion logique que quiconque connaît l'existence du métro

de Paris est suspect, parce qu'il pourrait conduire les gens à douter que la voie bolchevique soit la seule possible. Ceci conduit enfin à la conclusion que pour demeurer un Bolchevik loyal, il faut détruire le métro parisien. Seule compte la cohérence.

Avec ces nouvelles structures, bâties sur la force du sur-sens et mises en mouvement par leur système logique, nous sommes certes à la fin de l'ère bourgeoise des profits et du pouvoir, aussi bien qu'à la fin de l'impérialisme et de l'expansion. L'agressivité du totalitarisme ne jaillit pas de la soif de pouvoir, et s'il cherche ardemment l'expansion, ce n'est ni pour l'expansion elle-même ni pour le profit, mais seulement pour des raisons idéologiques : rendre le monde cohérent, prouver le bien-fondé de son sur-sens.

C'est principalement au nom de ce sur-sens, au nom d'une cohérence complète que le totalitarisme doit nécessairement détruire toute trace de ce qu'il est convenu d'appeler la dignité humaine. Car le respect de la dignité humaine implique que l'on reconnaisse les autres hommes ou les autres nations, au même titre que soi, comme des sujets, bâtisseurs de mondes ou cofondateurs d'un monde commun. Aucune idéologie qui vise à donner une explication exhaustive des événements historiques du passé et à tracer le cours de tous les événements futurs ne peut supporter l'imprévisibilité inhérente à la créativité des hommes, à leur faculté de créer quelque chose de si nouveau que personne ne l'a jamais prévu.

Le dessein des idéologies totalitaires n'est donc pas de transformer le monde extérieur ni d'opérer une transmutation révolutionnaire de la société, mais de transformer la nature humaine elle-même. Les camps de concentration sont les laboratoires où l'on expérimente des mutations de la nature humaine, et leur infamie n'est donc pas seulement l'affaire de leurs détenus et de ceux qui les administrent selon des critères strictement « scientifiques » ; elle est l'affaire de tous les hommes. Le problème n'est pas la souffrance – il y en a toujours

eu beaucoup trop sur la terre – ni le nombre des victimes. C'est la nature humaine en tant que telle qui est en jeu, et même s'il semble que ces expérimentations ne réussissent pas à changer l'homme mais seulement à le détruire, en créant une société dans laquelle la banalité nihiliste de *Vhomo homini lupus* est réalisée de manière conséquente, on ne devrait jamais perdre de vue les limites nécessaires d'une expérimentation qui requiert un contrôle global pour montrer des résultats concluants.

Jusqu'à présent la croyance totalitaire que tout est possible semble n'avoir prouvé qu'une seule chose, à savoir que tout peut être détruit. Néanmoins, en s'efforçant de prouver que tout est possible, les régimes totalitaires ont découvert à leur insu l'existence de crimes que les hommes ne peuvent ni punir ni pardonner. En devenant possible, l'impossible devint le mal absolu, impunissable autant qu'impardonnable, celui que ne pouvaient plus comprendre ni expliquer les viles motivations de l'intérêt personnel, de la cupidité, de la convoitise, du ressentiment, de l'appétit de pouvoir et de la lâcheté ; celui par conséquent que la colère ne pouvait venger, que l'amour ne pouvait endurer ni l'amitié pardonner. De même que les victimes, dans les usines de la mort ou les oubliettes, ne sont plus « humaines » aux yeux de leurs bourreaux, de même cette espèce entièrement nouvelle de criminels est au-delà des limites où la solidarité humaine peut s'exercer dans le crime.

Aussi difficile soit-il de concevoir un mal absolu, alors même que nous sommes confrontés à son existence de fait, celui-ci semble étroitement lié à l'invention d'un système dans lequel tous les hommes sont également superflus. Les manipulateurs de ce système sont autant convaincus de leur propre superfluité que de celle des autres, et les meurtriers totalitaires sont d'autant plus dangereux qu'ils se moquent d'être eux – mêmes vivants ou morts, d'avoir jamais vécu ou de n'être jamais nés. Le danger des fabriques de cadavres et des oubliettes consiste en ceci : aujourd'hui, avec l'accroissement démographique

généralisé, avec le nombre toujours plus élevé d'hommes apatrides, des masses de gens sont continuellement réduites à devenir superflues, si nous continuons à penser notre monde en termes utilitaires. Partout, les événements politiques, sociaux et économiques conspirent en silence avec les instruments totalitaires élaborés pour rendre les hommes superflus. La tentation implicite est bien comprise par le sens commun utilitaire des masses qui sont trop désespérées dans la plupart des pays pour conserver un tant soit peu la peur de la mort. Les nazis et les Bolcheviks peuvent en être sûrs : leurs usines d'anéantissement qui proposent la solution la plus rapide au problème de la surpopulation et des masses économiquement superflues et socialement déracinées, séduisent tout autant qu'elles mettent en garde. Les solutions totalitaires peuvent très bien survivre à la chute des régimes totalitaires sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale ou économique d'une manière qui soit digne de l'homme.

En présence de telles solutions et de l'attaque calculée contre la nature humaine, l'humanité et l'histoire par l'édification d'un monde de morts vivants, par les oubliettes et par la fabrique massive de cadavres – le fait de priver des hommes de leur condition humaine tout en les laissant en vie, d'expulser les vivants de l'humanité et les morts de la mémoire de l'histoire, constitue apparemment, dans la longue histoire de la culpabilité humaine, le premier crime qui soit un péché plus grave que le meurtre lui-même. L'existence abstraite des détenus dans les camps de concentration, leur inutilité complète pour la société, leur retranchement par rapport à tous les événements du monde extérieur, n'est pas seulement une tentation permanente pour les meurtriers mais ne cesse aussi de menacer nos consciences d'assoupissement. De même que le nouveau type de meurtrier tue ses victimes indépendamment de tout but particulier d'intérêt personnel, de même pouvons-

nous ne pas être conscients que quelqu'un a été tué si, en fin de compte, il n'existait pas auparavant.

La tragédie de notre époque fut que l'apparition de crimes inconnus en qualité et en proportion et non prévus par les Dix Commandements nous a été nécessaire pour comprendre ce que les foules savaient depuis le début du siècle : ce n'est pas seulement telle ou telle forme de gouvernement qui est devenue surannée ou certaines valeurs et traditions qu'il faut reconsidérer, mais c'est la totalité de presque trois mille ans de civilisation occidentale, telle que nous l'avons connue dans un courant relativement ininterrompu de tradition, qui s'est brisée ; la structure entière de la culture occidentale, avec ses croyances implicites, ses traditions et ses critères de jugement, s'est effondrée sur nos têtes.

Seule la prétention à la domination mondiale nous a fait prendre conscience que l'humanité n'est plus un beau rêve d'unité ou un horrible cauchemar d'étrangeté, mais une réalité à laquelle il est difficile d'échapper. Seule la folle idée que « tout est possible » a exprimé ce que nous savons au plus profond de nous-mêmes : ce qui est possible va bien au-delà de ce que nous avons jamais pensé. Seule la tentative criminelle de changer la nature de l'homme correspond à notre intuition tremblante de l'impossibilité de considérer désormais aucune nature, pas même la nature de l'homme, comme la mesure de toute chose. Et seul le mépris totalitaire pour les faits a un lien évident avec la méfiance, profondément ancrée en l'homme moderne, pour tout ce qu'il n'a pas fait lui-même.

Certes, rien n'est plus compréhensible que la réticence à admettre une telle situation. Car quand bien même pourrions-nous avoir de nombreuses traditions et les connaître plus intimement qu'aucune génération avant nous, cela signifie que nous ne pouvons nous appuyer sur aucune et que, bien que nous soyons saturés d'expérience et plus compétents pour l'interpréter que n'importe quel siècle avant nous, l'expérience ne nous est d'aucune utilité. Que cela nous plaise ou non, cela

fait longtemps que nous ne vivons plus dans un monde où la foi dans le mythe judéo-chrétien de la création est suffisamment assurée pour constituer une base et une source d'autorité pour les lois existantes, et, à la différence des grands hommes de la Révolution française, nous ne croyons certainement plus que l'homme soit une partie du cosmos universel et qu'il doive imiter ses lois naturelles et s'y conformer.

Seuls les mythes ont jamais percé l'obscurité qui entoure l'origine de l'histoire humaine. En recherchant une telle origine transcendant le processus de l'histoire, on tentait de trouver une signification dernière aux hasards de l'histoire, une signification qui semblait assurée, parce qu'elle se situait au tout début, et garantissait du sens indépendamment des efforts incertains des hommes et des caprices imprévisibles de la fortune. Telle était la fonction de la supposition grecque de l'Âge d'Or par rapport auquel l'histoire entière était un déclin graduel ; ou de l'hypothèse orientale selon laquelle la rédemption pourrait surgir à partir du mal absolu situé à l'origine des choses humaines (et qui est probablement réapparue sous une forme sécularisée dans l'idée d'un progrès sans limites à partir d'une mauvaise origine barbare) ; ou du mythe hébraïque du Paradis perdu qui serait redécouvert à l'âge messianique (probablement réapparu dans la théorie de Marx du communisme primitif qui serait retrouvé dans une société sans classes et sans histoire) ; ou encore du mythe chrétien qui requiert cours entier de l'histoire comme voie nécessaire requise pour le rachat du péché originel.

Ces concepts d'histoire ont un caractère en commun : ils supposent que quelque chose a été, donné, déjà établi avant le début effectif de l'histoire humaine ; en d'autres termes, que le sens de l'histoire était au-delà de l'effort humain, que ses lois émanaient d'une source (ou d'un événement) transcendante et qu'on pouvait seulement leur obéir ou leur désobéir. Seules les Révolutions française et américaine ont tenté, de façon fragile et tâtonnante, de parvenir à un concept radicalement nouveau,

non de l'histoire humaine, mais de sa signification ultime. D'après elles, l'histoire qui a été l'« éducation de l'humanité » (selon l'expression de Lessing), sa croissance et son développement de l'enfance à la maturité, disparaîtrait, s'évanouirait littéralement – comme l'État chez Marx et Lénine – avec l'établissement ferme et universel d'une humanité adulte. Et c'est sur cette base d'accès aux Lumières qu'on a finalement pu déclarer le concept de droits de l'homme. Les droits de l'homme, indépendants des droits historiques, étaient donnés avec la nature humaine comme telle. Solennellement déclarée, la nouvelle dignité de l'homme était d'avoir accédé à la majorité, de s'être émancipé du commandement de Dieu et de sa propre tradition historique, qui l'avaient conduit comme un enfant guidé par son père.

Dès le début cependant, cette nouvelle dignité était d'une nature complexe. Les droits historiques étaient remplacés par des droits naturels ; la « nature » prenait la place de l'histoire ; et l'on admettait implicitement que cette « nature » était moins étrangère que l'histoire à l'essence de l'homme. Le langage même, tant celui de la Déclaration d'indépendance que celui des Droits de l'homme – « inaliénables », « donnés de naissance », « des vérités évidentes par elles-mêmes » – implique que la nature humaine, supposée s'être développée avec la même nécessité que celle qui force un enfant à grandir, était la prémisse à partir de laquelle on devait déduire les lois et le droit humains. À l'époque, il était impossible que quiconque puisse prévoir que la « nature » de l'homme, définie et redéfinie par deux mille ans de philosophie, était susceptible de contenir des possibilités imprévisibles et inconnues ; que la maîtrise de la nature atteindrait un point où l'homme pourrait concevoir la possibilité de détruire la terre avec des instruments de sa fabrication ; et que la connaissance de la nature lui inspirerait un jour de sérieux doutes quant à l'existence même des lois de la nature. En d'autres termes, que l'humanité pourrait un jour s'émanciper de la nature de la même manière que l'homme du

xviir siècle s'était émancipé de l'histoire. Aujourd'hui nous considérons tant l'histoire que la nature comme étrangères à l'essence de l'homme. Ni l'une ni l'autre ne nous procurent plus cette totalité englobante que nous ressentons spirituellement comme notre patrie. Notre nouvelle difficulté est que nous partons d'une méfiance fondamentale à l'égard de tout ce qui est simplement *donné*, une méfiance à l'égard de toutes les lois et prescriptions, morales ou sociales, déduites à partir d'un tout universel, donné et englobant. Une telle difficulté implique les sources de l'autorité de la loi et questionne les buts ultimes des organisations et des communautés politiques ; elle ne nous force pas seulement à trouver et à élaborer de nouvelles lois, mais à trouver et à élaborer leur mesure même, le critère du bien et du mal, le principe de leur origine. Car l'homme, au sens de la nature humaine, n'est plus la mesure, quoi que les nouveaux humanistes aimeraient nous faire croire. Politiquement, cela signifie que, avant d'établir la constitution d'un nouveau corps politique, nous devons créer – et pas seulement découvrir – un nouveau fondement pour la communauté humaine en tant que telle.

En termes historiques, cela ne signifierait pas la fin de l'histoire, mais ce serait la première fois qu'on formerait le projet d'un commencement délibéré, associé à la prise de conscience amère que rien ne nous a été promis, ni Âge messianique, ni société sans classes, ni paradis après la mort. Un tel commencement délibérément projeté n'a manifestement jamais été possible auparavant, parce que l'humanité n'était qu'un concept ou un idéal et jamais une réalité. L'humanité n'est plus divisée par l'espace et la nature et, par voie de conséquence, par les murs spirituellement infranchissables de l'histoire et de la culture. Dès lors, soit elle trouvera une façon de vivre sur une terre surpeuplée ainsi qu'une façon de la gouverner en commun, soit elle périra – et cet événement n'atteindra pas la sublime indifférence de la nature.

La conséquence politique la plus immédiate de cette nouvelle situation historique, dans laquelle l'humanité commence réellement à occuper la place assignée précédemment à la nature ou à l'histoire, est la suivante : une partie de la responsabilité effective partagée par les membres de chaque communauté nationale pour l'ensemble des faits et des méfaits commis en leur nom a maintenant atteint la sphère de la vie internationale. Les peuples du monde ont un vague pressentiment de ce nouveau fardeau et tentent d'y échapper en se réfugiant dans une sorte de nationalisme d'autant plus violent qu'il est constamment frustré. Ils savent qu'ils seront « punis » pour des péchés commis à l'autre bout de la terre et qu'ils n'ont pas eu encore beaucoup d'occasions d'apprendre les bénéfices qu'ils pourraient eux aussi tirer de chaque pas fait ailleurs dans la bonne direction.

Du fait d'une telle situation – l'émergence de l'humanité comme entité politique *une* – le nouveau concept de « crimes contre l'humanité », formulé par le juge Jackson au procès de Nuremberg, devient la première et la plus importante idée du droit international. Il faudrait cependant reconnaître qu'avec une telle idée, le droit international s'inscrit dans le domaine d'une loi au-dessus des nations et transcende le domaine actuel qui n'est concerné que par les lois et accords régulant les rapports entre nations souveraines dans la paix comme dans la guerre. Des crimes comme la conduite agressive et criminelle de la guerre, le non-respect des traités, l'oppression et l'exploitation de son propre peuple ou de peuples étrangers, ne peuvent pas relever de ce nouveau type de loi. À l'avenir, il faudra affronter toutes ces transgressions comme on l'a toujours fait par le passé, par l'action concertée des nations qui constituent les parties lésées. Dans le cadre de l'organisation politique actuelle – qui ne contredit pas du tout l'existence politique simultanée de l'humanité – on ne peut guère mettre ces transgressions hors-la-loi sans en passer par la réciprocité des traités et alliances internationaux. Elles attaquent les droits des

citoyens, qu'ils soient nos concitoyens ou ceux d'un pays étranger, et elles doivent être défendues par les citoyens organisés en nations ou en partis ; mais elles n'attaquent pas les droits de l'homme, au sens strict. Car l'homme en tant qu'homme n'a qu'un droit qui transcende la diversité de ses droits de citoyen : le droit de ne jamais être exclu des droits que lui garantit sa communauté, exclusion qui ne se produit pas quand il est mis en prison mais quand il est envoyé en camp de concentration. Alors seulement il est exclu du domaine entier de la légalité, où les droits jaillissent des garanties mutuelles, seules susceptibles de les garantir.

Les crimes contre l'humanité sont devenus une espèce de spécialité des régimes totalitaires. Il en résultera plus de mal que de bien si, à long terme, nous confondons ce type extrême de crime avec la longue série des autres crimes que ces régimes commettent aussi de façon aveugle – l'injustice et l'exploitation, la privation de liberté et l'oppression politique. De tels crimes sont courants dans toutes les tyrannies mais on hésitera toujours à considérer qu'ils suffisent à justifier l'ingérence dans les affaires d'un autre pays souverain. De la politique étrangère agressive et impérialiste de la Russie soviétique ont résulté des crimes contre de nombreux peuples. Cela intéresse le monde entier au plus haut point, mais c'est une question de politique étrangère ordinaire au niveau international, ce n'est pas l'affaire de l'humanité en tant que telle – c'est-à-dire d'une éventuelle loi au-dessus des nations. En revanche, les camps de concentration russes, dans lesquels plusieurs millions d'hommes sont privés jusqu'aux bénéfices douteux de la loi de leur propre pays, pourraient et devraient devenir le thème d'une action qui n'aurait pas à respecter les droits et les règles de la souveraineté.

Seul le droit de l'homme correspond à l'unicité du crime contre l'humanité. Comme tous les autres droits, il ne peut exister qu'au travers d'accords et de garanties mutuels. En tant que droit de l'homme à la citoyenneté, il transcende les droits

du citoyen. Ce droit est le seul qui puisse être garanti par le concert des nations et par lui seul.

La seule condition donnée pour l'établissement des droits est la pluralité des hommes ; des droits existent parce que nous habitons la terre avec d'autres hommes. Aucun commandement divin, provenant de la création de l'homme à l'image de Dieu, et aucune loi naturelle, provenant de la « nature » de l'homme, ne suffisent pour établir une nouvelle loi sur la terre, car les droits jaillissent de la pluralité humaine alors que le commandement divin ou la loi naturelle seraient vrais même s'il n'existait qu'un seul être humain.

Le commencement conscient de l'histoire de l'humanité signifiera que rien de simplement donné ne peut servir de critère, et que même la vieille équation utilitaire du bien comme « bien pour » quelque entité donnée par avance sera dévaluée. C'est la raison pour laquelle notre sens commun, habitué à juger les événements avec des catégories utilitaires, ne fonctionne plus correctement. Ce n'est pas seulement à des crimes qu'il est constamment confronté mais à des crimes incompréhensibles. Dorénavant, si la formule du xvm^e siècle selon laquelle l'homme a atteint sa majorité a un sens, ce sens ne peut être que celui – ci : l'homme est le seul créateur possible de ses propres lois et le seul artisan possible de sa propre histoire.

L'importance de cette tâche est écrasante et sans précédent. Seule une calamité extrême a pu nous contraindre à l'affronter. Malheureusement, toute autre voie nous mènerait automatiquement dans un désert où le droit est ce qui est « bon pour » – l'individu, la famille ou le peuple. Même si l'unité à laquelle s'applique le « bon pour » est aussi vaste que l'humanité elle-même, une telle définition n'empêchera jamais le meurtre. Car il est tout à fait concevable qu'un beau jour une humanité hautement organisée, mécanisée et centralisée puisse décider qu'il serait meilleur pour le tout de se passer d'une de ses parties.

On peut juger de l'étendue de notre désastre actuel à partir du fait que pour venir à bout même d'une tâche aussi simple que la prévention du meurtre, nous sommes contraints de douter de l'existence incontestable des principes de la moralité sur la base desquels s'élève la structure entière de notre vie et qu'aucun des grands révolutionnaires, de Robespierre à Lénine, n'a jamais sérieusement mis en question. Nous ne pouvons plus croire avec Lénine que « les gens s'habitueront à observer les règles élémentaires de la vie en société qui se sont [...] maintenues pendant des milliers d'années » (*L'État et la Révolution*). C'est pourquoi nous devons essayer de forger ce que Burke, avec son immense bon sens, estimait impossible : « de nouvelles découvertes [...] en matière de moralité [...] ou d'idées de liberté » (*Réflexions sur la Révolution de France*). Le problème est que si nous ne nous y essayons pas, tout porte à croire que les foules, qui, depuis ces cinquante dernières années, ont prouvé plus d'une fois leur capacité supérieure à lire les signes du temps, prendront la relève et détruiront là où nous avons été incapables de produire. Car le premier résultat désastreux de l'accès de l'homme à la maturité est que l'homme moderne a fini par en vouloir à tout ce qui est donné, même sa propre existence – à en vouloir au fait même qu'il n'est pas son propre créateur ni celui de l'univers. Dans ce ressentiment fondamental, il refuse de percevoir rime ou raison dans le monde donné. Toutes les lois simplement données à lui suscitant son ressentiment, il proclame ouvertement que tout est permis et croit secrètement que tout est possible. Et puisqu'il sait qu'il est un être créateur de lois et que, d'après tous les critères de l'histoire passée, sa tâche est « surhumaine », il va jusqu'à en vouloir à ses convictions nihilistes elles-mêmes, comme si elles lui avaient été imposées par quelque blague cruelle du diable.

L'alternative à un tel ressentiment, base psychologique du nihilisme contemporain, serait une gratitude fondamentale pour les quelques choses élémentaires qui nous sont

véritablement et invariablement données, comme la vie elle-même, l'existence de l'homme et le monde. Animés d'une nostalgie compréhensible pour le monde stable du passé où la loi et l'ordre étaient des entités données et s'efforçant vainement de restaurer une telle stabilité en faisant de l'homme la mesure de toutes les choses humaines, les néohumanistes ont brouillé la question, qui est celle du choix entre le ressentiment et la gratitude comme attitudes de base possibles pour la modernité, et ils ont augmenté la peur de l'Homme, l'être le plus inconnu et imprévisible de la terre. D'une manière générale, une telle gratitude n'espère rien si ce n'est, pour chacun, selon Faulkner, « l'occasion anonyme de réaliser quelque chose de passionné, de courageux et de rigoureux afin d'entrer dans la patiente chronique humaine et pas seulement d'y être inclus [...] par gratitude pour le don qui est fait à chacun d'un laps de temps dans cette chronique ». Dans le domaine de la politique, la gratitude insiste sur le fait que nous ne sommes pas seuls dans le monde. Ce n'est que si nous comprenons quel bonheur extraordinaire représente le fait que l'homme a été créé avec le pouvoir de procréer et que ce n'est pas l'homme au singulier mais les Hommes qui habitent la terre, que nous pouvons nous réconcilier avec la diversité de l'humanité, avec les différences entre les êtres humains – qui nous effraient précisément à cause de l'essentielle égalité en droits de tous les hommes et de la responsabilité qui, par conséquent, nous incombe pour tous les faits et méfaits commis par d'autres peuples que nous.

Seul un commencement de l'histoire consciemment projeté, seule une nouvelle politique consciemment élaborée, pourront enfin réintégrer ceux qui, en nombre toujours croissant, continuent d'être expulsés de l'humanité et retranchés de la condition humaine. Par elle-même, la reconnaissance d'un crime contre l'humanité ne fera advenir ni la liberté ni la justice, car elles sont l'affaire de la lutte quotidienne de tous les citoyens ; elle peut seulement garantir la participation de tous les hommes à cette lutte. Le concept des droits de l'homme ne

peut retrouver tout son sens que s'ils sont redéfinis comme le droit à la condition humaine elle-même, qui dépend de l'appartenance à une communauté humaine, le droit de ne jamais dépendre d'une dignité humaine innée qui, si elle n'est pas *de facto* garantie par les autres hommes, non seulement n'existe pas mais est le dernier mythe, vraisemblablement le plus arrogant, que nous ayons inventé dans toute notre histoire. Les Droits de l'Homme ne peuvent être appliqués que s'ils deviennent le fondement prépolitique d'une nouvelle politique, la base prélégal d'une nouvelle structure légale, le fondement préhistorique pour ainsi dire d'où l'histoire de l'humanité tirera sa signification essentielle, à l'instar des mythes d'origine fondamentaux d'où la civilisation occidentale tirait sa propre signification.

En attendant, il n'aura peut-être pas été inutile de trouver l'origine et de contempler les formes de ces nouveaux mouvements qui prétendent avoir découvert la solution à nos problèmes et que l'on croit lorsque, malgré toutes les preuves du contraire, ils revendiquent la fondation fantastique d'empires de mille ans et de temps messianiques, parce qu'ils répondent au terrible défi de notre siècle, bien que d'une façon radicalement destructrice. Ceci ne pourra certainement pas établir une nouvelle loi sur la terre mais c'est un chemin dans la direction d'une nouvelle forme de solidarité universelle.

Car ceux qui furent expulsés de l'humanité et de l'histoire humaine et qui, par là, furent privés de leur condition humaine, ont besoin de la solidarité de tous les hommes pour les assurer de leur place légitime dans la « patiente chronique de l'homme ». Au moins pouvons-nous crier à chacun de ceux qui, à juste titre, se désespèrent : « Ne te fais aucun mal ; car nous sommes tous ici » (Actes des apôtres, XVI, 28).

COMPRENDRE LE COMMUNISME

Inédit. Compte rendu de l'ouvrage de Waldemar Gurian, Bolshevism : An Introduction to Soviet Communism, Notre Dame, In., 1952 ; traduction Étienne Tassin.

Voici, à ma connaissance, la meilleure histoire analytique du bolchevisme. En une centaine de pages, elle résume avec une grande précision les découvertes de la plupart des chercheurs qui ont étudié le sujet, puis présente dans la seconde partie une sélection minutieuse des sources, dont plusieurs dans des traductions originales du russe. Tout au long, l'accent est mis sur les principes de base et les implications idéologiques du système soviétique.

La brièveté n'est pas une vertu courante chez les historiens. Quand ils y parviennent, elle repose sur des qualités qui ne récompensent qu'une vie d'étude, une maîtrise complète du matériau et un sens infailible de ce qui est important. L'étude de Gurian témoigne constamment de ces qualités. Mais son sujet est de ceux qui présentent des difficultés particulières pour les historiens. Même entreprises par les spécialistes les plus fiables, toutes les études du système soviétique souffrent d'un manque crucial de sources. Les archives russes n'ont jamais été ouvertes et nous ne savons pas du tout si le régime bolchevique laissera derrière lui l'habituelle sorte de transparence documentaire sans laquelle aucune historiographie factuelle ne saurait être écrite. Sous l'influence des sciences sociales, les historiens contemporains ont malheureusement perdu presque tout intérêt pour les sources en tant que telles. C'est de plus en plus évident dans la lit-

térature toujours plus abondante consacrée au système soviétique au sujet duquel nous en savons si peu que nous sommes constamment forcés de compter sur des matériaux de seconde main. Et ce défaut de documents dont l'évidence est indiscutable a conduit de nombreux chercheurs à accepter les sources du gouvernement russe et à succomber à la propagande bolchevique simplement parce qu'elles leur paraissaient plus recommandables que les récits des expériences personnelles par les victimes du régime ou les confessions spectaculaires d'anciens responsables.

Gurian ne tombe jamais dans ces pièges. Sa manière de résoudre le problème consiste à se concentrer sur une analyse de l'idéologie, en évitant autant que possible la narration des faits. Cette approche a un défaut majeur : elle ne rend pas vraiment compte des événements eux-mêmes puisque même les plus importants, comme la révolte de Kronstadt, ne sont évoqués qu'allusivement.

Il est inévitable, dans cette situation, que les affirmations générales qui ne se donnent à l'origine que comme des hypothèses de travail finissent vite par acquérir le statut de jugements ultimes et de conclusions. Cela imprègne toute la littérature sur le sujet, et la plupart des auteurs n'en sont même pas conscients. Un des mérites de la présente étude tient à ce que les principes sur lesquels repose la plus grande part de la recherche historique et sociologique sur la nature du bolchevisme sont clairement formulés et mis en œuvre de manière cohérente. Ces principes peuvent être énumérés comme suit :

Une ligne continue de pensée et de conduite politique court de Marx à Lénine et Staline. Marx a découvert et formulé une théorie que Lénine a traduite en termes pratiques et que Staline a mise en œuvre. La stratégie (Marx) est suivie du déploiement des moyens tactiques et aboutit à l'exécution d'un plan préconçu (Staline). À coup sûr, Gurian adhère à cette

argumentation avec une grande circonspection et beaucoup de réserves, mais il est pour l'essentiel d'accord sur le fait qu'il n'y a pas de différence de principe entre Marx et Staline. Le bolchevisme est appréhendé en termes religieux. « Ce que les croyants des religions traditionnelles attribuent à Dieu [...] les Bolcheviks l'attribuent aux lois prétendument scientifiques du développement social. » (Cette équivalence de la loi divine et de la loi historique a apparemment convaincu aujourd'hui tous ceux qui croient que ni l'existence de Dieu ni celle de lois historiques ne peuvent être démontrées scientifiquement.) Dans ce cas, il ne dépend que des convictions religieuses (ou antireligieuses) personnelles des auteurs que cette nouvelle religion séculière soit considérée comme le grand alibi du régime (en raison de son « idéalisme ») ou, ainsi qu'il arrive plus fréquemment, comme une perversion du matérialisme véritable. Dernièrement, en tout cas, la religion séculière du bolchevisme a été comprise comme un substitut à la vraie foi, l'unique grande hérésie moderne née d'une société sécularisée. Dans cette dernière version, qu'adopte l'étude que nous évoquons, l'émergence même d'une « religion séculière » est présentée comme une démonstration du caractère inéluctable des besoins religieux de l'homme et comme un suprême avertissement politique contre l'abandon de la religion traditionnelle. Le nouveau credo immanentiste est le produit logique d'un monde moderne sécularisé et de ses tendances intrinsèques. Une vie politique qui a perdu sa dimension transcendante et croit que les fins ultimes peuvent être atteintes et réalisées sur terre ne peut qu'aboutir à une forme quelconque de totalitarisme.

Ce n'est pas le lieu d'engager une controverse sur la validité de ces jugements, lesquels correspondent, pour chacun d'eux, à une véritable difficulté de la condition politique moderne

puisque aucun d'eux, en qualité de « jugements de valeur », ne peut être prouvé ou infirmé par les faits ou les sources elles-mêmes. Tous constituent des hypothèses de travail, et je soupçonne que l'unique raison pour laquelle celles-ci sont devenues des jugements de valeur axiomatiques est que les matériaux dont elles proviennent sont rares. Il est cependant intéressant de réfléchir à l'origine de ces jugements. Il se trouve, et cela ne saurait être une coïncidence, que ces trois jugements peuvent être renvoyés à des positions idéologiques du marxisme ou à des autointerprétations historiques du bolchevisme lui-même. Dans les faits, seuls l'« évaluation » et l'accent changent.

Sans nul doute, Lénine se comprenait lui-même comme un simple tacticien appliquant fidèlement la stratégie révolutionnaire de Marx aux circonstances changeantes et modifiées. Il est plus que probable que Staline citait Marx et Lénine pour justifier tous ses actes – et pas seulement ni même principalement à des fins de propagande. Bien avant que des chercheurs prennent la peine de l'étudier, l'auto-interprétation bolchevique avait déjà hissé au rang de dogme la ligne continue qui relie Marx à Lénine et à Staline.

Il est en revanche un peu plus difficile de saisir l'origine de la théorie d'une religion séculière ou politique. Ce qui revient à expliquer le rôle des idéologies en politique. Certes, c'est évidemment Marx qui « expliqua » le premier de façon systématique toutes les religions comme des superstructures idéologiques masquant les intérêts des classes dominantes. Il pouvait le faire parce qu'il se représentait la religion comme un phénomène exclusivement social dont la fonction l'intéressait, mais dont il négligeait méthodiquement le contenu substantiel. Les sciences sociales ont franchi un pas de plus dans le même sens en réduisant tous les éléments – matériel, intellectuel et spirituel – de la vie humaine à de simples fonctions sociales et rapports sociaux. Elles se différencient de l'orthodoxie marxiste seulement en ce qu'elles ne croient pas, comme cette dernière,

qu'il suffit de penser l'intérêt du prolétariat pour, en vertu de quelque opération magique, être « vraies » et pas simplement une idéologie. Elles peuvent, en d'autres termes, répondre à Marx que le marxisme est, lui aussi, une idéologie, ni meilleure ni pire que les religions dont Marx a dénoncé le caractère idéologique.

Considérées dans ce seul contexte social, idéologie et religion sont identiques : elles semblent combler le même besoin social fondamental. Le concept de « religion séculière » sans Dieu n'est possible que sur la base de la critique dévastatrice marxienne de toutes les religions : son point nodal n'est pas tant la citation vulgarisée, « la religion est l'opium du peuple » (il est évident qu'on peut user et abuser des religions comme de toute chose), que l'affirmation que l'idée de Dieu elle – même a son origine dans des conditions sociales qui mènent à l'autoaliénation de l'homme. À la manière de Marx qui ne prenait pas au sérieux la proclamation religieuse de l'existence de Dieu, le terme « religion séculière » insinue qu'il n'est pas nécessaire de prendre au sérieux la proclamation idéologique d'athéisme.

Gurian s'efforce d'éviter le relativisme des sciences sociales, où en fin de compte toutes choses sont d'égale valeur si elles fonctionnent également bien, en insistant sur la manière dont la nouvelle religion séculière a perverti l'ancienne : elle a simplement « sécularisé » un contenu doctrinal originellement transcendant dont la vérité consistait précisément dans la transcendance. L'argument souligne que la société sans classes n'est qu'une perversion sécularisée du royaume de Dieu, etc. Que cela soit historiquement vrai ou non, l'argument en faveur de la religion traditionnelle et contre la religion séculière demeure faible parce qu'il repose sur le postulat que l'on ne peut vivre sans religion, ni socialement ni psychologiquement, postulat qui conduit à utiliser une terminologie qui appelle religieuse une attitude antireligieuse... On ne peut faire face à cet argument que si l'on admet qu'un abîme sépare la foi de l'athéisme. Pour autant que Marx puisse à bon droit être appelé

le père des sciences sociales, sa réussite dans le monde moderne n'est nulle part ailleurs plus éclatante que dans l'adoption de sa méthodologie par ses contradicteurs.

Finalement, il est indiscutable que Lénine, comme Marx et tous les marxistes plus cultivés s'enorgueillirent d'être les véritables héritiers de la pensée occidentale sécularisée. L'important, manifestement, n'est pas que la pensée marxiste soit encore solidement ancrée dans la tradition occidentale, sans doute encore plus que Marx lui-même ne pouvait l'imaginer, mais que le monde séculier finisse, inéluctablement, par adopter les schémas de pensée marxistes.

La grande séduction, et dans une large mesure justification, de la vision du bolchevisme présentée par l'étude de Gurian réside dans le fait que le communisme contient, contrairement au racisme, des éléments intrinsèques de la grande tradition de la pensée politique. Le tournant à partir duquel le totalitarisme bolchevique dépasse et liquide le communisme tel que nous le connaissions de Marx à Lénine, est difficile à saisir et peut difficilement être localisé avec précision avant la fin du développement du système soviétique. En attendant, les positions de Gurian, qui applique ses hypothèses de travail avec prudence et les défend avec un grand raffinement érudit, peuvent être considérées comme l'état le plus abouti de notre connaissance et de notre compréhension actuelle de cette question.

AUTORITÉ, TYRANNIE ET TOTALITARISME

Preuves, n°67, *septembre 1936*.

La naissance et le développement des deux régimes intégralement « totalitaires » que nous connaissons, celui de Staline après 1929 et celui de Hitler après 1938, eurent lieu avec à l'arrière-plan d'un écoulement plus ou moins général, plus ou moins dramatique de toutes les autorités traditionnelles. Nulle part cet écoulement ne fut le résultat direct des régimes ou mouvements eux-mêmes, mais il semble que le totalitarisme sous forme de régimes ainsi que de mouvements était particulièrement apte à profiter d'une atmosphère politique et sociale générale dans laquelle était mise en doute la valeur de l'autorité même.

LE PROBLÈME DE L'AUTORITÉ

La manifestation la plus extrême de ce climat qui, avec des exceptions géographiques et chronologiques mineures, a été dominant depuis le commencement de notre siècle, est l'effondrement progressif de *la seule forme d'autorité qui existe dans toutes les sociétés historiquement connues*, l'autorité des parents sur les enfants, des maîtres sur les élèves et, en général, de l'aîné sur les cadets. Même les formes de gouvernement les moins « autoritaires » ont toujours accepté ce genre d'« autorité » comme allant de soi. Elle a toujours semblé être exigée par les nécessités naturelles (l'impuissance de l'enfant) autant que par les nécessités politiques (la continuité d'une civilisation établie qui ne peut être assurée que si les nouveaux venus par naissance sont guidés dans un monde préétabli dans lequel ils naissent comme étrangers). À cause de son caractère

simple et élémentaire, il a été usé et abusé, tout au long de l'histoire de la pensée politique, de cette forme d'une autorité limitée comme d'un modèle structurel pour des systèmes autoritaires très différents et bien moins limités ¹³⁷⁸.

Il semble que notre siècle soit le premier où cet argument ait perdu son caractère écrasant de plausibilité, et nulle part il n'a proclamé plus radicalement son esprit antiautoritaire qu'en promettant l'émancipation des jeunes comme classe opprimée et en s'intitulant le « siècle de l'enfant ». Nous ne pouvons retracer ici les multiples implications de cette interprétation initiale, non plus que ne nous intéressent les diverses écoles d'« éducation progressiste » dans lesquelles ce principe nouveau a trouvé sa réalisation. Mais il convient peut-être de noter que la position antiautoritaire n'a été poussée à son extrême, *Véduca – tion sans autorité*, qu'aux États-Unis, le pays le plus égalitaire de l'Occident et le moins lié par la tradition, où précisément les résultats de cette expérience radicale, plus qu'aucun autre facteur politique ou social isolé, conduisent actuellement à une remise en faveur du concept même d'autorité. Le néoconservatisme qui a rallié ces dernières années un nombre surprenant de partisans, est au premier chef culturel et éducatif et non politique ou social dans sa conception générale ; il correspond à un état d'esprit et à une préoccupation qui sont les résultats directs de l'élimination de l'autorité des rapports entre jeunes et vieux, maîtres et élèves, parents et enfants.

Je ne mentionne cet aspect le plus étrange mais à d'autres égards le moins intéressant du problème de l'autorité dans notre monde que parce qu'il montre jusqu'à quels extrêmes a pu aller le déclin général de l'autorité, au mépris même des plus évidentes nécessités naturelles. Car cela indique combien il est improbable que nous voyions dans notre siècle l'apparition d'authentiques formes autoritaires de gouvernement et, partant, combien nous devons prendre soin de ne pas confondre les formes de gouvernement tyranniques, qui

gouvernent par ordres et décrets, avec les structures autoritaires. Certes, notre siècle a vu nombre de nouvelles variations de la tyrannie et de la dictature, parmi lesquelles nous devons compter les types fasciste et communiste initial de systèmes de parti unique. Mais ceux-ci diffèrent par la structure des institutions, le type d'organisation et le contenu politique des corps autoritaires autant que de la domination totalitaire. À moins de définir l'autorité indépendamment de son contenu historique et verbal et de l'identifier aux ordres arbitraires et à l'abolition totale de la liberté, c'est-à-dire aux réalités politiques qui passaient toujours pour en être l'opposé même, il nous sera en effet difficile de parler d'une « naissance des formes autoritaires de gouvernement au xx^e siècle ». Tout au plus peut-on dire que jusqu'à présent une seule institution authentiquement autoritaire a réussi à survivre à l'assaut de l'âge moderne ; il s'agit de l'Église catholique, qui d'ailleurs a cessé depuis longtemps d'être un corps politique à proprement parler.

DEUX DÉFINITIONS DE LA LIBÉRATION

Les tyrannies et les formes de gouvernement autoritaires sont très anciennes, les premières remontant à l'Antiquité grecque et les secondes ayant leur origine dans l'esprit de la République romaine. Seule la domination totalitaire est nouvelle, aussi nouvelle que le mot lui-même et la prétention à la domination *totale* et non seulement politique. La connaissance que nous en avons est encore très limitée, la seule variété qui s'offre pleinement à notre investigation étant le régime hitlérien sur lequel on dispose depuis quelques années de matériaux et de documents assez complets. C'est en raison même de cette limitation que nous sommes tentés d'examiner le plus récent *corps politique* de notre histoire avec les outils conceptuels qui s'appliquent à des expériences plus familières ou qui en dérivent ; mais cette identification abusive – avec la

tyrannie d'une part et l'autoritarisme de l'autre – nous fait perdre de vue précisément celles des caractéristiques et des institutions qui appartiennent à ce phénomène à l'exclusion de tout autre.

L'identification du totalitarisme avec l'autoritarisme se rencontre le plus fréquemment chez les auteurs libéraux. Ils partent du principe que « la constance du progrès [...] dans le sens de la liberté organisée et assurée est le fait caractéristique de l'histoire moderne ¹³⁷⁹ » et considèrent toute déviation continue comme un processus réactionnaire dans le sens opposé. Cela leur fait perdre de vue que des différences de principe existent entre la restriction de la liberté dans les régimes autoritaires, l'abolition de la liberté politique dans les tyrannies et les dictatures, et l'élimination totale de la spontanéité elle-même, c'est-à-dire de la manifestation la plus générale et la plus élémentaire de la liberté humaine, que seuls visent les régimes totalitaires par diverses méthodes de conditionnement – car la terreur et les camps de concentration sont destinés moins à intimider qu'à conditionner. L'auteur libéral, préoccupé de l'histoire et du progrès de la liberté, plus que des formes de gouvernement, ne voit ici que des différences de degrés, et ignore que le gouvernement autoritaire, résolu à restreindre la liberté, reste lié à la liberté, qu'il limite dans la mesure où il perdrait sa substance même s'il l'abolissait complètement, c'est-à-dire se changeait en tyrannie. Il en est de même de la distinction entre le pouvoir légitime et illégitime qui est le pivot de tout système autoritaire. L'auteur libéral est enclin à négliger cette distinction, dans sa conviction que tout pouvoir corrompt et que la constance du progrès exige une constante diminution du pouvoir, quelle que puisse en être l'origine.

Derrière l'identification libérale du totalitarisme et de l'autoritarisme et le penchant concomitant à voir des tendances « totalitaires » dans toute limitation autoritaire de la liberté, il y a une confusion plus ancienne de l'autorité avec la tyrannie et du pouvoir légitime avec la violence. La différence entre la

tyrannie et le pouvoir autoritaire a toujours consisté en ce que le tyran gouverne selon sa volonté et son intérêt propres, tandis que le gouvernement autoritaire même le plus draconien est lié par les lois ; ses actes sont contrôlés par un code, qui n'a pas été fait par l'homme, comme dans le cas de la loi de nature, des commandements de Dieu ou des idées platoniciennes, ou du moins ne l'a pas été par les hommes qui exercent le pouvoir. La source de l'autorité dans un gouvernement autoritaire est toujours une force extérieure et supérieure à son pouvoir même ; c'est toujours de cette source de cette force extérieure qui transcende le domaine politique que les autorités tirent leur « autorité », c'est-à-dire leur légitimité, et c'est par rapport à elle que peut être authentifié leur pouvoir.

Les porte-parole modernes de l'autorité (qui, même dans les brefs intervalles où l'opinion publique fournit au néoconservatisme un climat favorable, savent bien que leur cause est presque une cause perdue), tiennent bien entendu à mettre en lumière cette distinction entre la tyrannie et l'autorité. Là où l'auteur libéral voit un progrès essentiellement assuré dans le sens de la liberté, progrès interrompu à titre provisoire seulement par des forces obscures du passé, le conservateur voit un processus de ruine qu'a inauguré l'amenuisement de l'autorité, si bien que les libertés, une fois disparues les limitations respectives qui en protégeaient les frontières, sont devenues impuissantes, sans défense, et vouées à la destruction. Il n'est pas très juste de dire que la seule pensée libérale s'intéresse à la liberté ; il n'existe guère, dans notre histoire, d'école ou de pensée politique qui ne soit centrée autour de l'idée de liberté, si considérablement que le concept de liberté puisse varier selon les auteurs et les circonstances politiques. La seule exception de quelque importance à cette constatation me semble être la philosophie politique de Thomas Hobbes, qui est tout ce que l'on voudra, sauf un conservateur. (Tyrannie et totalitarisme sont, chez lui, identifiés, à cela près qu'un gouvernement totalitaire, s'il n'est pas directement

identifié à la démocratie, est vu comme le résultat presque inévitable de celle-ci, c'est-à-dire résulte de la disparition de toutes les autorités traditionnellement reconnues.)

DICTATURE CLASSIQUE ET DOMINATION TOTALITAIRE

Les dictatures modernes à parti unique ressemblent aux tyrannies dans la mesure où leur autorité repose sur un parti et non sur un mouvement. Il est vrai que déjà dans le cas de la plupart des dictatures fascistes, ce fut un mouvement qui porta au pouvoir le dictateur : mais l'essentiel est qu'après la prise de pouvoir ce mouvement s'est gelé en un parti. Les critiques très nettes et fréquemment réitérées adressées par les nazis aux pratiques de Mussolini et du fascisme italien, ainsi que leur admiration non moins nette pour Staline et le bolchevisme de l'ère stalinienne, sont centrées sur cette différence vitale entre une dictature de parti et un mouvement totalitaire (ou, pour reprendre leur propre langage, entre le chef dictatorial d'un État normal et un « révolutionnaire mondial »). La forme de la domination totalitaire dépend entièrement du fait que c'est un mouvement et non un parti qui prend le pouvoir, et que les dirigeants se préoccupent avant tout de garder le mouvement en marche et de l'empêcher de « dégénérer » en parti, de sorte qu'au lieu de la résolution brutale du tyran et de l'habileté démagogique du dictateur à se maintenir au pouvoir à tout prix, nous trouvons l'attention des dirigeants totalitaires dirigée uniquement vers l'accélération du mouvement lui-même. C'est là la signification essentielle des épurations du régime stalinien comme du « processus de sélection » de Hitler qu'on ne « devait jamais laisser s'arrêter » et dont une caractéristique saillante était qu'il ne pouvait fonctionner que comme un processus d'extermination ¹³⁸⁰ . (*Auslese* et *Ausmerzungsprozess* signifiaient dans le langage nazi une seule et même chose.)

C'est à cette logique interne qu'est lié cet emploi apparemment insensé de la terreur dans les régimes

totalitaires, qui les distingue le plus nettement des dictatures et des tyrannies modernes et de celles du passé. La terreur n'est plus un moyen d'intimider et de supprimer les adversaires ; elle augmente au contraire avec la décroissance de l'opposition, atteint son point culminant quand l'opposition n'existe plus et dirige toute sa fureur bien moins encore contre ses ennemis que contre des compagnons de route et des auxiliaires, qui demeurent « innocents » même du point de vue du persécuteur. Seule la catégorie des « ennemis objectifs ou en puissance », c'est-à-dire ceux qui n'ont pas commis de crimes mais qui partagent certaines caractéristiques objectives qui peuvent à tout moment être déclarées « criminelles », est capable de fournir assez de matériel humain aux « épurations » et « exterminations » pour garder au mouvement son dynamisme toujours croissant.

Par opposition aux dictatures, dont les notions de liberté sont bien moins subtiles, le chef totalitaire justifie toutes ses mesures par l'argument même qu'elles sont nécessaires à la liberté. Il n'est pas contre la liberté, pas même pour une limitation de celle-ci. Le seul ennui est que son concept de liberté diffère radicalement de celui du monde non totalitaire. C'est le processus historique de révolution mondiale ou le processus naturel de sélection raciale qui a besoin d'être « libéré » par les épurations et les exterminations. Comme chez certains philosophes du xvm^e siècle, la liberté est comprise ici comme un mouvement que ne restreint aucune force ou obstacle extérieur, quelque chose comme le libre écoulement de l'eau d'une rivière. L'initiative imprévisible des hommes, même s'ils devaient décider de soutenir le mouvement, est autant un obstacle au processus de libre écoulement que les lois, les traditions ou toute institution stable, même la plus tyrannique. Toute une école de théoriciens du droit en Allemagne nazie firent de leur mieux pour prouver que le concept même de loi était en conflit si direct avec le contenu politique d'un mouvement comme tel, que même les nouvelles législations les

plus révolutionnaires finiraient par se révéler une entrave au mouvement ¹³⁸¹ . Et il suffît de lire attentivement certains discours de Staline pour se rendre compte qu'il était parvenu à des conclusions très semblables ¹³⁸² .

LE TOTALITARISME COMME RÉVOLUTION PERMANENTE

Toutes les subtilités dialectiques des discussions sur le concept de liberté entre les matérialistes dialectiques – prêts à défendre les horreurs du système bolchevique au nom de l'histoire – et leurs antagonistes antitotalitaires reposent en dernière analyse sur un malentendu simple et non dialectique : ce qu'ils ont en vue lorsqu'ils parlent de la liberté, c'est la liberté d'un processus qui, apparemment, a besoin d'être libéré des activités encombrantes et importunes des hommes, et ce que nous avons en vue est la liberté des hommes dont les mouvements ont besoin d'être protégés par les bornes fixes et stables des lois, des constitutions et des institutions.

La tâche du gouvernement totalitaire – faire place aux processus de l'Histoire ou de la Nature et balayer de la voie de son mouvement monopolisateur la spontanéité imprévisible des êtres humains – exige des mesures bien plus radicales que la simple substitution des décrets aux lois, caractéristique de toutes les formes bureaucratiques de la tyrannie où le gouvernement et le jeu normal des lois sont remplacés par l'administration et la décision anonyme. Dans le même temps, il n'est que superficiellement exact de voir dans le dévouement aveugle du mouvement au chef une sorte de relation fondée sur le commandement et l'obéissance, comme dans une armée, relation exclusivement étendue aux affaires politiques et civiles, dans le cas d'une dictature militaire. Les nazis qui, surtout dans les dernières années, créèrent une terminologie d'une étonnante précision, proclamaient que la loi suprême en Allemagne est la volonté intime du Führer et non l'ordre donné par lui ¹³⁸⁴ .

Ce qui met le mouvement en marche, en constitue l'élément dynamique, est cette « volonté » sans cesse changeante, dont les manifestations extérieures – ordres, décrets, ordonnances – sont si instables qu'elles ne sont même pas publiées officiellement et portées à la connaissance de ceux dont la vie même dépend de l'obéissance à celles-ci ¹³⁸⁵.

Cette conduite extraordinaire dépasse de loin les caprices les plus arbitraires des tyrans ; ceux-ci savaient du moins qu'afin d'être obéis ils devaient exprimer leur « volonté » et la rendre publique. Le motif le plus déterminant n'est pas ici la crainte de l'opposition ou le souci du secret conspiratif. Nous avons affaire en l'espèce à une inquiétude consciente, bien calculée, de dépassement de toutes les limites, car même un décret aussi draconien et « révolutionnaire » que celui par lequel Hitler commença la Seconde Guerre mondiale (à savoir de tuer tous les malades *incurables*) pouvait, du fait même de cette publication, devenir un facteur de stabilisation et entraver le développement et la radicalisation du mouvement : par exemple, en l'occurrence, faire obstacle aux mesures sur la *santé nationale*, par lesquelles Hitler comptait, après la guerre, exterminer des familles entières, dès lors qu'un membre de la famille était atteint d'une maladie pulmonaire ou cardiaque incurable ¹³⁸⁶.

Des différences d'une nature si décisive doivent se manifester dans l'ensemble de l'appareil des lois et dans la structure même de l'État. De telles distinctions ne peuvent être valables que si elles sont transmises de haut en bas jusqu'au niveau des formes techniques d'administration et d'organisation. Pour abrégé, on nous permettra de résumer les différences techniques de structure entre les gouvernements autoritaires, tyrannique et totalitaire par l'image de trois modèles représentatifs. Comme image du gouvernement autoritaire, je propose la forme de la pyramide, bien connue dans la pensée politique traditionnelle. La pyramide est en effet une image qui convient particulièrement à la structure

gouvernementale dont la source d'autorité réside en dehors d'elle-même ; le centre du pouvoir se situe au sommet, d'où l'autorité et le pouvoir filtrent jusqu'à la base, de façon que chaque couche successive possède quelque autorité, mais moins que la précédente. En raison de ce processus de filtrage soigneux, toutes les couches de haut en bas sont non seulement fermement intégrées à l'ensemble, mais reliées entre elles tels des rayons convergents dont le foyer commun est le sommet de la pyramide, ainsi que la source de l'autorité transcendante au-dessus de lui. (Cette image ne peut, il est vrai, servir que pour le type chrétien du pouvoir autoritaire tel qu'il s'est développé au cours du Moyen Âge sous l'influence constante de l'Église, alors que le foyer au-dessus et au-delà de la pyramide terrestre fournissait le point de référence nécessaire au type chrétien de l'égalité, nonobstant la structure strictement hiérarchique de la vie sur terre. La conception romaine de l'autorité politique, où la source de l'autorité résidait exclusivement dans le passé, dans la fondation de Rome et la grandeur des ancêtres, conduit à une structure d'institutions dont le foyer serait situé dans le fondement de la pyramide ; mais cela n'importe guère dans notre contexte. En tout cas, une forme autoritaire du gouvernement avec sa structure hiérarchique est la moins égalitaire de toutes les formes ; elle incorpore l'inégalité et la distinction comme principes qui imprègnent tout.)

STRUCTURE DES MOUVEMENTS TOTALITAIRES

Tous les théoriciens politiques de la tyrannie s'accordent à reconnaître qu'elle appartient aux formes de gouvernement égalitaire ; le tyran est le dirigeant qui gouverne *seul contre tous*, et ceux qu'il opprime sont égaux, c'est-à-dire également impuissants. Si nous nous en tenons à l'image de la pyramide, tout se passe comme si les couches intermédiaires entre le sommet et la base étaient détruites, de sorte que le sommet reste suspendu, soutenu par les seules baïonnettes prover-

biales, au-dessus d'une masse uniforme d'individus soigneusement isolés, désintégrés et parfaitement égaux. La théorie politique classique excluait complètement le tyran de l'humanité, pour l'appeler un « loup sous l'espèce humaine » (Platon) ; en raison de cette position de un contre tous dans laquelle il se mettait et qui distinguait nettement son gouvernement, le gouvernement d'un seul, que Platon appelle encore sans distinction *mon-archie* ou tyrannie, des diverses formes de royauté ou *ba-i-aia*.

Par contraste avec les régimes tant tyranniques qu'autoritaires, l'image qui convient au gouvernement et à l'organisation totalitaires me semble être la structure de l'oignon dans le centre duquel, *dans une sorte d'espace vide, se trouve le Chef* ; quoi qu'il fasse, qu'il intègre le corps politique comme dans une hiérarchie autoritaire ou qu'il opprime ses sujets comme un tyran, il le fait du dedans, et non du dehors ou d'en haut. Toutes les parties extraordinairement multiples du mouvement : organisations de façade, diverses sociétés professionnelles, membres et hiérarchie du parti, formations d'élite et groupes de police, sont reliées de façon que chacune forme d'un côté la façade et de l'autre le centre, c'est-à-dire joue le rôle du monde extérieur normal pour une couche et celui de l'extrémisme pour l'autre. Les membres « civils » des SS (Himmler, par exemple) représentaient, pour le corps des chefs SS, une façade assez philistine de normalité, tout en étant, idéologiquement, plus dignes de confiance et plus avancés que le membre ordinaire du NSDAP.

Il en est de même des relations entre le sympathisant et le membre du parti, entre le membre du parti et le fonctionnaire du parti ou le SA, entre le *Gauleiter* et un membre de la police secrète, etc. ¹³⁸⁷ . Le grand avantage de ce système est que le mouvement fournit à chacune de ses couches, même dans les conditions du régime totalitaire, la fiction d'un monde normal en même temps que la conscience d'être « différente » en quelque mesure. Ainsi, les sympathisants des organisations de

façade, dont les convictions ne diffèrent qu'en degré de celles des membres du parti, entourent l'ensemble du mouvement d'une façade trompeuse de normalité et l'offrent au monde extérieur en raison de leur manque de fanatisme et d'extrémisme, et en même temps ils représentent le monde normal aux yeux du mouvement totalitaire (dont les membres en viennent à croire que leurs convictions ne diffèrent qu'en degré de celles des autres, si bien qu'ils n'ont jamais à se rendre compte de l'abîme qui sépare leur propre monde de celui qui les entoure en fait). La structure de l'oignon rend le système, du point de vue de l'organisation, invulnérable aux chocs de la réalité extérieure.

Le second avantage de ce type d'organisation est qu'il permet une sorte de double langage dont l'importance est grande pour les relations entre les régimes totalitaires et le monde extérieur. En étroite correspondance avec le double rôle de chaque couche – agir comme façade, dans un sens, et comme miroir tourné vers l'intérieur, dans l'autre – se présente le fait curieux que les mêmes déclarations officielles peuvent souvent être comprises soit comme simple propagande, soit comme endoctrinement sérieux. Les discours violemment nationalistes de Hitler, par exemple (qu'il adressait à son corps d'officiers), étaient destinés à servir d'endoctrinement aux officiers de la Wehrmacht ; mais dans la hiérarchie nazie plus élevée, au mot d'ordre « le droit est ce qui est bon pour le peuple allemand » avait été substitué officiellement « le droit est ce qui est bon pour le mouvement ¹³⁸⁸ », et à cet égard les slogans nationalistes n'étaient que de la propagande à l'usage d'un monde extérieur pas assez « mûr » encore pour comprendre les vrais buts du nazisme. Cette structure particulière est liée à ce fait : le gouvernement totalitaire est basé sur un mouvement dans le sens le plus littéral du mot. Ce mouvement est international dans son essence, et l'accession au pouvoir dans un pays comme l'Allemagne n'implique nullement que le dirigeant totalitaire se retranche de l'intérêt ou du but du mouvement

dans son ensemble. Le pays où il prend le pouvoir est bien moins le siège et la source de son pouvoir personnel que le simple quartier général du mouvement.

NÉCESSITÉ DES DISSOCIATIONS EN SOCIOLOGIE

Il est évident que ces réflexions et descriptions sont fondées sur l'importance des distinctions conceptuelles. Souligner cette conviction semble être un truisme gratuit, étant donné que, du moins pour autant que je sache, personne n'a encore affirmé ouvertement que les distinctions sont absurdes et que nous pouvons poursuivre nos investigations dans les sciences politiques ou autres en ignorant simplement les différences distinctives, et en partant du principe qu'en définitive tout peut être appelé n'importe quoi d'autre, ou que les distinctions n'ont un sens que dans la mesure où chacun de nous a le droit de « définir ses termes ». Or ce curieux droit, que nous accordons dès que nous avons affaire à des questions d'importance – comme s'il s'agissait vraiment de la même chose que le droit d'avoir sa propre opinion – n'indique-t-il pas déjà que des termes tels que *tyrannie*, *autorité*, *totalitarisme* ont simplement perdu leur signification commune, ou que nous avons cessé de vivre dans un monde commun où les mots que nous avons en commun possèdent un sens indiscuté, de sorte que, pour ne pas être condamnés à vivre verbalement dans un monde totalement dénué de sens, nous nous accordons mutuellement le droit de nous retirer dans nos propres mondes de signification et demandons seulement que chacun de nous reste conséquent avec sa propre terminologie privée ? Si, dans ces conditions, nous nous assurons que nous nous comprenons encore, nous entendons non pas que nous comprenons ensemble un monde commun à nous tous, mais que nous comprenons la logique de la discussion et du raisonnement, du processus d'argumentation dans sa formalité pure.

Quoi qu'il en soit, postuler implicitement que les distinctions ne sont pas importantes, ou, mieux, que dans le domaine social-politique-histo – rique, c'est-à-dire dans la sphère des affaires humaines, les choses ne possèdent pas ce caractère distinct que la métaphysique traditionnelle appelait leur *alteritas* est devenu la marque d'un grand nombre de théories dans les sciences sociales, politiques et historiques. Deux d'entre elles me semblent mériter une mention spéciale parce qu'elles touchent d'une manière particulièrement significative le sujet en discussion.

J'ai mentionné la première au début en décrivant les théories libérales et conservatrices : le libéralisme, nous l'avons vu, mesure un processus de liberté décroissante, et le conservatisme un processus d'autorité décroissante ; tous deux appellent totalitarisme le résultat final escompté et voient des tendances totalitaires partout où l'un ou l'autre sont présents. Nul doute que tous deux ne puissent fournir une excellente documentation à l'appui de leurs constatations. Qui nierait les graves menaces qui, depuis le début du siècle, pèsent de tous côtés sur la liberté et la montée de toutes sortes de tyrannies, au moins depuis la fin de la Première Guerre mondiale ? Qui peut nier, d'autre part, que la disparition de toutes les autorités traditionnellement établies est l'une des caractéristiques les plus spectaculaires du monde moderne ? Tout se passe comme s'il suffisait à chacun de fixer son regard sur l'un ou l'autre de ces deux phénomènes pour justifier une théorie du progrès ou une théorie de la fin, selon le goût ou, comme on dit, selon son « échelle de valeurs » propre. Si nous regardons impartialement les déclarations contradictoires des conservateurs et des libéraux, nous pourrions voir facilement que la vérité est également répartie entre eux et que nous sommes, en fait, confrontés à un recul simultané, dans le monde moderne, tant de la liberté que de l'autorité. En ce qui concerne ces processus, on peut même dire que les nombreuses oscillations de l'opinion publique qui, depuis plus de cent cinquante ans, passe à

intervalles réguliers d'un extrême à l'autre, d'un état d'esprit libéral à un état d'esprit conservateur, puis de nouveau au libéralisme, tentant par moments d'affirmer l'autorité et à d'autres de réaffirmer la liberté, n'ont eu pour résultat que de les saper encore davantage, embrouillant les problèmes, brouillant les lignes de distinction entre l'autorité et la liberté et finalement détruisant le sens politique de l'une comme de l'autre.

AMBIGUÏTÉS DU LIBÉRALISME ET DU CONSERVATISME

Le libéralisme et le conservatisme sont nés dans ce climat d'une opinion publique violemment oscillante, et ils sont liés entre eux non seulement parce que l'un comme l'autre perdrait sa substance même sans la présence de son antagoniste dans le domaine de la théorie et de l'idéologie, mais parce que tous deux se préoccupent avant tout de restauration, se proposant de rétablir dans sa position traditionnelle soit la liberté, soit l'autorité (ou la relation entre les deux). C'est dans ce sens qu'ils forment les deux faces d'une même pièce de monnaie, de même que leurs idéologies progrès ou fin ne sont que les deux aspects sous lesquels peut être compris le processus historique en tant que processus, si l'on admet, comme ils le font tous deux, que les processus historiques ont des directions définissables et une fin prévisible.

Il est, de plus, dans la nature même de l'image sous laquelle on conçoit d'habitude l'histoire, en tant que processus, courant ou développement, que tout peut se changer en tout, que les distinctions perdent tout sens parce qu'elles tombent en désuétude, submergées pour ainsi dire par le flot historique, à l'instant même où elles sont formulées. De ce point de vue, libéralisme et conservatisme se présentent comme des philosophies politiques qui correspondent à la philosophie de l'histoire commune à tout le xix^e siècle. Dans la forme et le contenu, ils sont l'expression politique de la conscience de

l'histoire propre au dernier stade de l'époque moderne. Leur inaptitude à distinguer, théoriquement justifiée par les concepts d'histoire et de processus, de progrès ou de destruction, témoigne d'une époque où certaines notions qui dans leur netteté étaient claires à tous les siècles précédents, ont commencé à perdre leur clarté et leur plausibilité parce qu'elles ont perdu leur sens dans la réalité publique-politique – sans toutefois perdre pour autant toute signification.

La seconde théorie, historiquement plus récente, qui conteste implicitement l'importance des distinctions, est, surtout dans les sciences sociales, la fonctionnalisation presque universelle de tous les concepts et idées. Ici comme dans l'exemple cité plus haut, le libéralisme et le conservatisme diffèrent, non par la méthode et le point de vue, mais seulement par l'accent et l'évaluation. Un exemple commode peut en être fourni par la conviction, largement répandue aujourd'hui dans le monde libre, que le bolchevisme et le nazisme sont de nouvelles « religions », nonobstant leur athéisme déclaré ; car, socialement, psychologiquement et « affectivement », ils remplissent la même fonction que remplissait et remplit encore dans le monde libre la religion traditionnelle. Les sciences sociales ne s'occupent pas de ce qu'est le bolchevisme en tant qu'idéologie ou forme de gouvernement, ni de ce qu'ont à dire ses porte-parole ; cela n'intéresse pas les sciences sociales, et beaucoup de représentants des sciences sociales pensent pouvoir se dispenser de l'étude de ce que les sciences historiques appellent les sources. Ils ne s'occupent que des fonctions et, selon ce point de vue, on peut dire que *ce qui remplit la même fonction est la même chose*. Tout se passe comme si j'avais le droit d'appeler marteau le talon de mon soulier, parce que je m'en sers pour enfoncer des clous dans le mur.

AU-DELÀ DE LA SOCIOLOGIE FONCTIONNELLE

Il est évident que l'on peut tirer de ces équations des conclusions toutes différentes. Ainsi, il serait caractéristique du conservatisme d'affirmer qu'après tout un talon n'est pas un marteau, mais que l'usage du talon comme substitut du marteau prouve que les marteaux sont indispensables. En d'autres termes, il trouverait dans le fait que l'athéisme peut remplir la même fonction que la religion la meilleure preuve que la religion est nécessaire et recommanderait le retour à la vraie religion comme seul moyen de combattre une « hérésie ». L'argument est faible : s'il ne s'agit que de fonction et de la façon dont la chose fonctionne, les adhérents d'une « fausse religion » peuvent bâtir une argumentation tout aussi solide pour se servir de la leur comme je me sers de mon talon, lequel ne fonctionne pas si mal non plus. Les libéraux, au contraire, voient dans le même phénomène un mauvais cas de trahison de la cause du laïcisme et croient que seule la véritable laïcité peut nous guérir de la pernicieuse influence qu'exercent sur la politique la fausse comme la vraie religion. Mais ces recommandations contradictoires à l'adresse de la société libre – revenir à la vraie religion et devenir plus religieuse, ou se débarrasser de la religion des institutions (surtout du catholicisme avec son constant défi au sécularisme) – dissimulent à peine l'accord qui se fait entre les adversaires sur un point : tout ce qui remplit la fonction d'une religion est une religion.

Le même argument est souvent employé à propos de l'autorité : si la violence remplit la même fonction que l'autorité, c'est-à-dire si elle fait obéir, alors *la violence est autorité*. Ici encore, nous trouvons ceux qui conseillent un retour à l'autorité parce qu'ils pensent que seul un rétablissement des rapports de commandement-obéissance peut résoudre les problèmes d'une société de masse, et ceux qui croient qu'une société de masse peut se gouverner comme tout autre corps social. Une fois de plus, les deux parties s'accordent sur un point essentiel : *l'autorité est tout ce qui fait obéir*. Tous

ceux qui appellent « autoritaires » les dictatures modernes ou qui prennent le totalitarisme pour une structure autoritaire donnent implicitement pour équivalentes la violence et l'autorité (y compris ceux des conservateurs qui expliquent l'avènement des dictatures dans notre siècle par le besoin de trouver un substitut à l'autorité). Le nœud de l'argument est le même : tout se rattache à un contexte fonctionnel, et l'usage de la violence est pris pour démontrer qu'aucune société ne peut exister autrement que dans un cadre autoritaire.

Le danger de ces équivalences fonctionnelles, tel que je le vois, ne réside pas seulement dans la confusion des problèmes politiques et le brouillage des lignes distinctives qui séparent le totalitarisme de toutes les autres formes de gouvernement. Je ne crois pas que l'athéisme soit un substitut d'une religion ou puisse remplir la même fonction, non plus que je crois que la violence puisse être un substitut de l'autorité. Mais, si nous suivons les recommandations des conservateurs – qui ont en ce moment d'assez bonnes chances d'être entendues –, je suis tout à fait convaincue qu'il ne nous sera pas « difficile » de produire ces substituts : nous userons de la violence et prétendrons avoir rétabli l'autorité, et notre redécouverte de l'utilité fonctionnelle de la religion produira un succédané de religion – comme si notre civilisation n'était pas déjà assez encombrée de toutes sortes de pseudo-choses et d'absurdités.

Comparées à ces théories, les distinctions entre les systèmes tyrannique, autoritaire et totalitaire que nous avons proposées sont *non historiques*, si l'on entend par histoire non l'espace historique dans lequel ont apparu comme entités reconnaissables certaines formes de gouvernement, mais le processus historique dans lequel tout peut toujours se changer en n'importe quoi d'autre, et elles sont *antifonctionnelles* en tant que le contenu du phénomène est considéré comme déterminant aussi bien quant à la nature du corps politique et sa fonction dans la société (et non l'inverse). Politiquement parlant, cela conduit à supposer que dans le monde moderne

l'autorité est presque réduite à néant (et cela dans les systèmes dits autoritaires non moins que dans le monde libre) et que la liberté – c'est-à-dire la liberté de mouvement des êtres humains – est également menacée partout, même dans les sociétés libres, bien qu'elle ne soit abolie radicalement que dans les seuls systèmes totalitaires, à la différence des tyrannies et des dictatures.

RÉFLEXIONS SUR LA RÉVOLUTION HONGROISE

CHAPITRE XIV (1958)

« Epilogue : Reflections on the Hungarian Revolution », chap, XIV de l'édition de 1958 des Origines du Totalitarisme. Inédit en français. Traduction Didier Maes.

Alors que j'écris ces lignes, cela fait plus d'un an que les flammes de la révolution hongroise ont éclairé durant douze longs jours le paysage immense du totalitarisme d'après-guerre. Ce fut un authentique événement dont la dimension est indépendante de la victoire ou de la défaite ; la tragédie qu'il provoqua en conforte la grandeur. Qui peut oublier, en effet, le cortège silencieux des femmes vêtues de noir qui défilèrent dans les rues de Budapest occupé par les Russes, pleurant publiquement leurs morts, qui peut oublier ce geste politique ultime de la révolution ? Et qui peut douter de la force de ce souvenir quand on voit qu'un an plus tard le peuple vaincu et terrorisé a gardé une capacité d'action suffisante pour une fois encore commémorer publiquement la mort de sa liberté en fuyant spontanément et unanimement tous les lieux publics de distraction, les théâtres, les cinémas, les cafés et les restaurants ?

Le contexte dans lequel s'inscrivaient les circonstances qui présidèrent à la révolution avait une grande importance. Mais il n'était pas assez déterminant pour déclencher l'un de ces processus automatiques qui semblent presque toujours tenir l'histoire sous leur emprise, mais qui en réalité n'ont rien d'historique, si l'on entend par historique ce qui est digne d'être remémoré. Ce qui s'est passé en Hongrie ne s'est passé nulle

part ailleurs et les douze jours de la révolution renferment davantage d'histoire que les douze ans qui se sont écoulés depuis que l'armée Rouge a « libéré » le pays de la domination nazie.

Pendant douze ans tout s'était déroulé comme prévu, selon une longue et morne histoire faite de tromperie et d'engagements rompus, d'espoirs envers et contre tout et de désillusion finale : elle commençait par la mise en place d'une tactique de front populaire et d'un système parlementaire truqué, elle se poursuivait jusqu'à l'instauration officielle d'une dictature de parti unique, qui liquidait sans tarder les dirigeants et les membres des partis précédemment tolérés ; elle entraînait dans sa

dernière phase lorsqu'on n'hésitait pas davantage à monter une accusation grossière contre les dirigeants communistes du pays dont Moscou se méfiait à tort ou à raison, à les humilier lors de procès-spectacles, à les torturer, à les assassiner, tandis que les éléments les plus méprisables et les plus corrompus du parti, qui n'étaient pas des communistes mais des agents de Moscou, gouvernaient le pays. Toutes ces choses et bien d'autres encore étaient prévisibles, non parce qu'il y aurait eu des forces sociales ou des forces historiques agissant toujours dans le même sens, mais parce qu'elles résultaient automatiquement de l'hégémonie russe. C'était comme si les dirigeants russes répétaient à toute vitesse chacune des étapes de la révolution d'Octobre jusqu'à l'apparition de la dictature totalitaire. C'est pourquoi cette histoire ne présente pas beaucoup d'intérêt en elle-même, bien que l'horreur en soit inexprimable ; elle varie d'ailleurs très peu, ce qui s'est passé dans l'un des pays satellites s'est passé presque au même moment dans tous les autres, de la Baltique à l'Adriatique.

Il n'y eut que deux exceptions à la règle, les États baltes, d'une part, l'Allemagne de l'Est, d'autre part. Les premiers furent assez malchanceux pour être incorporés directement dans l'Union soviétique, tant et si bien qu'on leur épargna la

répétition rituelle du processus entier et qu'on assimila directement leur statut à celui dont jouissaient les autres nationalités soviétiques. Quand on eut déporté jusqu'à 50 % de la population et qu'on eut comblé cette perte par une immigration forcée à tout va, il apparut clairement qu'on avait réduit ces États au statut des Tatars, des Kalmouks ou des Allemands de la Volga, c'est-à-dire à ceux dont on avait jugé devoir se méfier lors de la guerre contre Hitler. Le cas de l'Allemagne de l'Est constitue une exception en sens inverse. Elle ne devint même jamais un pays satellite, mais demeura un territoire occupé, dirigé par un gouvernement Quisling, malgré le zèle déployé par les agents allemands de Moscou. Il en résulte que le pays se trouva sur le plan économique comme sur le plan politique dans des conditions bien meilleures que les pays satellites, si malheureux qu'il fût malgré tout en comparaison de la Bundesrepublik. Mais ces régions ne font exception que parce qu'elles tombent, elles aussi, dans l'orbite du pouvoir russe ; elles ne font pas exception au système des pays satellites, parce qu'elles ne lui ont jamais appartenu.

On ne peut même pas dire que les difficultés qui commencèrent peu après la mort de Staline survenaient de manière inattendue, tant ils reflétaient fidèlement les ennuis ou plutôt les controverses internes qui divisaient les dirigeants russes. Là encore, la situation des années 20 semblait se répéter, avant donc que le mouvement communiste international ne se fût définitivement coulé dans le moule totalitaire : chaque parti communiste s'était alors scindé en factions qui étaient le miroir fidèle d'un parti russe livré aux factions, chaque groupe dissident vénérant son protecteur russe respectif comme un saint patron – ce qu'il était en vérité, puisque le sort de ses protégés dans le monde entier dépendait complètement de son propre destin. Certes, il n'était pas sans intérêt de l'observer car il y avait de quoi alimenter la réflexion sur certaines structures invariantes de ce mouvement, la mort de Staline ne déboucha pas seulement sur la même crise de succession que la mort de

Lénine, trente ans auparavant (ce qui après tout était normal en l'absence de toute loi de succession), mais pour affronter cette crise on eut recours une fois encore à la solution provisoire de la « direction collective », selon le terme forgé par Staline en 1925, ce qui entraîna une fois encore une lutte désespérée au sein des partis communistes étrangers pour se ranger derrière l'un des leaders et former autour de lui une faction. Ainsi Kadar est un protégé de Khrouchtchev tout comme Nagy était un protégé de Malenkov. Même dans l'atmosphère de tragédie pure et quelquefois sublime que suscita la révolution hongroise, cette répétitivité frisa souvent le comique : ainsi, l'un des derniers communiqués diffusé depuis la Hongrie par Radio-Rajk, la Radio communiste libre, exhorta « les camarades à rallier le pseudo-parti communiste de Kadar » pour le transformer en un « vrai parti communiste hongrois ». Car, dans la même veine, la première opposition à Staline avait exhorté les camarades à ne pas quitter le parti, mais à utiliser la tactique du cheval de Troie, avant que Staline lui-même ne donne l'ordre aux communistes allemands d'employer la même tactique vis-à-vis du mouvement nazi. À chaque fois, le résultat fut le même : les ralliés devinrent en pratique de vrais et bons staliniens et nazis.

La révolution hongroise a interrompu ces sortes de péripéties automatiques et de répétitions conscientes ou inconscientes au moment où le spécialiste du totalitarisme avait fini par s'y habituer et l'opinion publique par sombrer dans l'apathie. Elle ne s'est pas du tout inscrite dans le prolongement des événements de Pologne ¹³⁸⁹. Elle est survenue d'une manière parfaitement inattendue et a pris tout le monde par surprise – ceux qui ont agi et souffert, tout comme ceux qui ont suivi les événements depuis l'étranger avec une rage impuissante, ou ceux qui à Moscou se sont préparés à envahir et à conquérir le pays comme un territoire ennemi ¹³⁹⁰. Car ce qui s'est passé à ce moment-là, c'était ce à quoi plus personne ne croyait, si tant est que quelqu'un y ait jamais cru – ni les

communistes ni les anticommunistes, pour ne rien dire de tous ceux qui parlaient de la possibilité ou du devoir qu'avait le peuple de se révolter contre la terreur totalitaire, sans avoir conscience ou sans s'inquiéter du prix que les autres peuples auraient à payer. Si une chose telle qu'« une révolution spontanée » à la Rosa Luxemburg – ce soulèvement soudain d'un peuple opprimé, luttant pour la liberté et pratiquement pour rien d'autre, sans le chaos d'une défaite militaire qui le précéderait, sans le recours aux techniques du *coup d'État*, sans le réseau dense d'un appareil d'organiseurs et de conspirateurs, sans la propagande déstabilisante d'un parti révolutionnaire, c'est-à-dire ce que tout le monde, les conservateurs comme les libéraux, les radicaux comme les révolutionnaires, avait rejeté tel un beau rêve – si donc une telle révolution a jamais existé, alors c'est nous qui avons eu le privilège d'en être les témoins. Peut-être le professeur hongrois avait-il raison, lorsqu'il déclara devant la Commission des Nations unies : « Fait unique dans l'histoire, la révolution hongroise n'avait pas de chefs. Elle n'était pas organisée ; elle n'était pas dirigée par un organe central. Le désir de liberté était à l'origine de chaque action. »

La seule école qui soit sûre pour les politologues, comme la seule source d'information qui soit digne de confiance pour ceux qui font de la politique, ce sont les événements du passé ou du présent – et non les forces sociales et les tendances historiques, ni les questionnaires et les recherches de motivations, ni aucun des autres gadgets qui font partie de l'arsenal des sciences sociales. Dès lors que se produit un événement comme l'insurrection spontanée de Hongrie, c'est chaque politique, chaque théorie et chaque pronostic sur ce que peut réserver l'avenir qui demande un réexamen. À la lumière de cet événement, il nous faut vérifier et développer notre compréhension de la forme totalitaire de gouvernement comme celle de la nature de la version totalitaire de l'impérialisme.

I. LA RUSSIE APRÈS LA MORT DE STALINE

La révolution hongroise a beau avoir été spontanée, on ne peut la comprendre si on ne la replace pas dans le cadre des évolutions que la mort de Staline a entraînées. Nous le savons aujourd'hui, sa mort survint à la veille d'une nouvelle purge gigantesque. Qu'il soit mort d'une mort naturelle ou qu'il ait été assassiné, les échelons supérieurs du parti ont dû vivre dans une atmosphère de peur intense. Comme il n'existait pas de successeur, personne qui ait été désigné par Staline, ni personne d'assez prompt ou qui se sentît à la hauteur de la tâche, une lutte pour la succession s'ensuivit immédiatement parmi les dirigeants les plus haut placés ; elle est la cause de la crise que traversent la Russie et les pays satellites. Voilà maintenant cinq ans que Staline est mort et il se peut que cette crise n'ait pas encore trouvé d'issue. Mais une chose est sûre : l'une des faiblesses les plus graves de la dictature totalitaire est son incapacité manifeste à résoudre ce problème. Nous connaissions déjà l'attitude des dictateurs totalitaires en la matière : l'insouciance avec laquelle Staline se désignait de temps à autre un successeur, pour mieux l'assassiner ou mieux le démettre quelques années plus tard, avait son pendant et son complément dans les rares remarques éparses que Hitler fit sur le sujet ; d'après ce que nous savions, il y avait tout lieu de penser qu'ils étaient convaincus que la question était mineure ; en effet, n'importe qui ou presque ferait l'affaire pourvu que l'appareil restât intact. Pour bien comprendre cette insouciance, il ne faut pas oublier que le choix se limitait d'évidence à un petit cercle de personnes qui avaient démontré leur supériorité dans un contexte totalitaire, avec tout ce que cette supériorité implique, du seul fait qu'elles étaient au sommet *et* en vie. De plus, du point de vue du totalitarisme, l'établissement de règles contraignantes de succession introduirait un élément de stabilité, qui serait étranger et ferait obstacle aux besoins du « mouvement » et à l'extrême flexibilité de celui-ci. Si une loi de succession existait, elle serait en vérité la seule loi stable,

inaltérable de toute la structure. Il se pourrait du même coup qu'elle fût un premier pas dans la direction d'une certaine forme de légalité.

Nous pouvions savoir bien des choses, mais il nous était impossible de savoir ce qui arriverait dans le cas où le dictateur mourrait. Ce que la mort de Staline, et elle seule, a révélé, c'est que la succession est un problème non résolu et qu'elle cause une crise grave qui met en jeu les relations existant entre les successeurs potentiels eux-mêmes, entre les masses et eux, ainsi que la nature des relations existant entre les divers appareils sur le soutien desquels ils peuvent compter. Parce qu'ils sont des leaders de masse, les dirigeants totalitaires ont besoin de popularité et celle-ci n'est pas moins réelle pour être fabriquée par la propagande et soutenue par la terreur, comme cela se passe dans un contexte totalitaire. La première étape de la bataille pour la succession fut une lutte pour la popularité. En effet, aucun des concurrents n'était bien connu ni a fortiori populaire – à l'exception peut-être de Joukov qui était celui qui avait le moins de chances de réussir à accéder au pouvoir, parce qu'il était militaire. Khrouchtchev emprunta aux Américains leurs procédés éprouvés, il voyagea à la ronde, serra des mains et apprit même à embrasser les bébés. Beria s'engagea dans une politique pacifiste, une politique d'apaisement dont les outrances rappelèrent étrangement les efforts que déploya Himmler dans les derniers mois de la guerre pour prendre la succession de Hitler en devenant l'homme auquel les puissances alliées feraient suffisamment confiance pour conclure la paix avec lui. Malenkov soutint qu'il fallait accorder une plus grande importance aux biens de consommation et promit d'augmenter le niveau de vie. Tous ensemble ils finirent par liquider Beria, non seulement parce que sa politique étrangère était devenue dangereuse, mais aussi parce qu'il était bien évidemment le symbole même de ce qu'en Russie comme à l'étranger le peuple haïssait – ce qu'apparemment, comme dans le cas de Himmler, tout le monde savait sauf lui.

Il ne faudrait pas interpréter cette lutte pour la popularité auprès des masses comme l'expression d'une peur véritable des masses. Certes, la peur joua comme un puissant motif dans l'établissement d'une direction collective, mais à la différence du triumvirat qui s'était instauré après la mort de Lénine et qui était en fait un pacte de sécurité mutuelle pour s'opposer à la « contre-révolution », la direction collective qui s'instaura après la mort de Staline fut un pacte de sécurité mutuelle que ces messieurs conclurent les uns contre les autres. Et quiconque se donne la peine d'aller voir dans leur passé – c'était tous des staliniens convaincus, formés et mis à l'épreuve durant l'ère stalinienne et elle seule – devra admettre que la peur qu'ils avaient les uns des autres était entièrement justifiée.

D'un autre côté, la peur des masses ne se justifiait guère. Au moment de la mort de Staline, l'appareil policier était encore intact et le cours ultérieur des événements démontra que l'on pouvait même se payer le luxe de démembrer l'empire policier et de relâcher l'emprise de la terreur. Certes, les effets en retour de l'agitation qu'on observait dans les pays satellites se reconnaissaient à certains signes – les menées d'une poignée d'étudiants, une grève dans une usine de Moscou, des revendications très prudentes visant plus de latitude dans « l'autocritique », bien qu'il n'y eût guère de revendication de liberté parmi les intellectuels ¹³⁹¹ – mais il n'y eut jamais le moindre signe de révolte déclarée ni de crainte d'une telle révolte de la part du régime. Bien plus, le semblant d'opposition qu'on trouvait parmi les intellectuels fut fortement encouragé d'en haut, car loin de représenter une véritable concession, pareil encouragement était l'un des procédés éprouvés par lesquels Staline assurait sa domination. Les appels à « l'autocritique » ont servi des décennies durant de provocation délibérée pour amener les opposants à se découvrir et pour tester l'opinion publique. En ce qui concerne proprement la Russie, le discours de 1957 où Khrouchtchev accusait les intellectuels d'avoir « mal interprété l'essence même de la

critique que le parti adressait au culte de la personnalité de Staline » et de sous-estimer le rôle positif de Staline, où il les invitait à revenir au « réalisme socialiste [...] [avec ses] opportunités illimitées », en développant « leurs talents de panégyristes », ce discours était à peu de chose près un acte de routine.

Un autre aspect de ce discours est plus intéressant. Khrouchtchev y annonce, en effet, l'instauration de « syndicats de créateurs », grâce auxquels « le développement créatif de chaque écrivain, de chaque artiste, de chaque sculpteur, etc. » serait l'objet de « la constante sollicitude des camarades ». Nous détenons ici la clé qui permet de comprendre ce qu'il entend substituer au relâchement de la terreur policière et ce que veut dire son insistance sur la décentralisation. Il semble vouloir mettre en place une surveillance qui serait exercée, non par un corps (policier) extérieur, mais par des personnes recrutées au sein de la population, en l'occurrence par les écrivains et les artistes eux-mêmes. Ce qui reviendrait à institutionnaliser, voire à perfectionner, le principe de l'espionnage mutuel, qui pénètre toutes les sociétés totalitaires et auquel Staline a donné son efficacité concrète, en faisant de la délation et de la dénonciation d'autrui la seule preuve de loyauté. Une autre innovation va dans le même sens. C'est le nouveau décret de Khrouchtchev sur « les parasites sociaux » : ce sera à la populace elle-même de les sélectionner et de les punir du camp de concentration. En d'autres termes, Khrouchtchev propose de substituer le pouvoir savamment organisé de la foule à certaines fonctions de la police secrète, comme s'il pensait que désormais les citoyens pouvaient en toute confiance devenir leurs propres policiers et prendre l'initiative de la sélection des victimes.

On peut déceler pareillement une nouvelle extension des techniques de domination dans les projets de décentralisation dont on a beaucoup parlé. Loin d'annoncer, en effet, une démocratisation de la société soviétique ou une rationalisation

de l'économie soviétique, ces projets visaient de toute évidence à briser le pouvoir de la classe des gestionnaires en instaurant de nouvelles régions économiques qu'administreraient des hommes nouveaux ¹³⁹² . L'effet le plus sûr du redéploiement vers les provinces du personnel qui était centralisé à Moscou fut son atomisation ; il tomba désormais sous la surveillance des autorités locales du parti, qui ne devraient pas manquer d'exercer cette « constante sollicitude des camarades vis-à-vis du développement créatif » de chaque usine et de chaque branche de production. Cet objectif n'est pas nouveau ; Khrouchtchev a appris de Staline qu'il faut démanteler tout groupe qui commence à montrer des signes d'identité et de solidarité de classe : c'est ainsi que l'on sert, sur le plan idéologique, la cause de la société sans classes et que l'on sert, sur le plan pratique, la cause d'une société atomisée, la seule qui soit susceptible d'une domination totale ¹³⁹³ . Mais les objectifs que Staline est parvenu à réaliser au moyen d'une révolution permanente et de purges périodiques d'une ampleur gigantesque, Khrouchtchev espère les réaliser grâce à de nouveaux procédés, pour ainsi dire incorporés dans la structure sociale et censés assurer l'atomisation de l'intérieur.

Cette différence de méthode et d'approche est on ne peut plus importante, dans la mesure surtout où elle ne se limite pas à la période du « dégel ». Chose frappante, bien qu'on ne l'ait guère remarquée, la solution qu'a représentée l'écrasement sanglant de la révolution hongroise n'était pas typiquement stalinienne, si terrible et efficace qu'elle ait été. Il est fort probable que Staline aurait choisi une action policière plutôt qu'une opération militaire et qu'il aurait procédé à des déportations massives et dépeuplé sciemment le pays pour faire aboutir cette action, sans se contenter de l'exécution des leaders et de l'emprisonnement de milliers de gens. Il n'aurait jamais eu l'idée d'envoyer une aide suffisante pour empêcher l'effondrement total de l'économie hongroise et pour prévenir

une famine massive, comme l'a fait l'Union soviétique durant l'année qui a suivi la révolution.

Il est sans doute trop tôt pour dire si ce changement de méthode s'avérera durable. Il se peut que ce soit un phénomène temporaire, une survivance, pour ainsi dire, du temps où la direction était collective, où des conflits se produisaient à l'intérieur du premier cercle du régime sans trouver de solution et où, du même coup, la terreur et la rigueur idéologique se relâchaient. En outre, jusqu'à présent ces méthodes n'ont pas été expérimentées et leurs effets réels pourraient être très différents des effets qu'on en attend. Pourtant, comme de toute évidence la relative détente de l'ère post-stalinienne n'était pas imputable à la pression de la base, il est raisonnable de penser que certains facteurs objectifs ont joué fortement dans l'abandon de traits et de procédés qui pour nous ont fini par s'identifier avec le pouvoir totalitaire. Au nombre de ces facteurs on retiendra d'abord le fait que l'Union soviétique souffre pour la première fois d'une véritable pénurie de main-d'œuvre. Cette situation est due principalement aux pertes sévères enregistrées durant la guerre, mais aussi à la progression de l'industrialisation du pays, à l'institution du travail forcé. Dans ces conditions, les camps de concentration – et d'extermination – ne sont pas seulement obsolètes, mais franchement dangereux, eux qui avaient entre autres fonctions celle de résoudre le problème aigu du chômage des années 30, dont l'une des causes avait été la collectivisation forcée des paysans. Il est tout à fait possible que la jeune génération se soit opposée au projet qu'avait Staline d'une nouvelle grande purge, non seulement pour des raisons de sécurité personnelle, mais encore parce qu'elle sentait que la Russie n'était plus dans une situation telle qu'elle pouvait se permettre de payer le prix prohibitif que cette purge impliquerait en « matériau humain ». Voilà qui explique de manière plausible pourquoi la liquidation de Beria et de sa clique fut suivie d'une liquidation, qu'on peut croire réelle et réussie, de l'empire esclavagiste policier, de la

transformation de quelques camps en lieux de résidence forcée et de la libération, selon toute vraisemblance, d'un nombre considérable de détenus.

Un second facteur est à relever, qui est en relation étroite avec le premier : c'est l'émergence de la Chine communiste. Forte d'une population trois fois supérieure en nombre – 600 contre 200 millions –, elle place la Russie en position vraiment défavorable dans la lutte voilée, mais néanmoins très réelle, pour la suprématie finale. Mais ce qui est encore plus important, c'est que malgré son adhésion au bloc soviétique la Chine a jusqu'ici refusé de suivre la Russie dans sa politique de dépeuplement. Car, si élevé qu'apparaisse le nombre des victimes durant les premières années de la dictature – le chiffre de 15 millions paraît être une estimation plausible –, il reste peu significatif eu égard à la population totale, quand on le compare avec les pertes que Staline infligeait périodiquement à ses sujets ¹³⁹⁴. À elle seule, cette prise en considération de la pure force du nombre n'exclut pas l'établissement d'un État policier ni n'impose l'abolition de la domination par la terreur. Du moins fait-elle clairement obstacle à cette forme de liquidation massive si caractéristique des deux régimes de Hitler et de Staline : la liquidation des « innocents » ou des « ennemis objectifs ».

Ces facteurs semblent pousser la Russie elle-même vers l'hérésie intra-communiste du national communisme, qui est manifestement le régime maintenant pratiqué en Yougoslavie et en Chine. Il n'est pas surprenant que des communistes tels que Gomulka, Rajk ou Nagy, et Tito lui-même, qui sont à la tête de pays plus petits, soient tentés par ce changement de ligne. Quand ils n'étaient pas de simples agents de Moscou – prêts à devenir des bureaucrates omnipotents en n'importe quel endroit du monde, pour peu que la stratégie de la révolution mondiale exigeât au nom de quelque raison supérieure la disparition de leur pays natal – les communistes n'avaient pas d'autre choix. Le cas de la Chine est différent. Elle aurait pu se

permettre de payer le prix de la terreur totalitaire, et même plus facilement que la Russie. Mais le fait est que Mao a choisi l'alternative nationale et qu'il a formulé dans son célèbre discours de 1957 un grand nombre de théories qui s'accordent avec elle et sont en contradiction flagrante avec l'idéologie officielle de la Russie. Aucun doute n'est permis, le texte intitulé « De la juste solution des contradictions au sein du peuple » constitue le premier écrit sérieux qui ait paru dans l'orbite communiste depuis la mort de Lénine ¹³⁹⁵ . Avec lui l'initiative idéologique est passée de Moscou à Pékin. Voilà qui peut assurément être gros de conséquences importantes ; voilà qui peut même changer la nature totalitaire du régime russe. Mais pour le moment tous les espoirs de cette sorte sont prématurés, pour ne pas dire plus. Pour l'heure, le limogeage de Joukov devrait avoir convaincu quiconque avait des doutes en la matière, car l'une des raisons les moins douteuses de sa destitution est qu'il s'était rendu coupable de « déviation nationaliste », qu'en d'autres termes il s'était mis à parler du « peuple soviétique » quasiment dans le sens où Mao prend le mot et le concept de *peuple* quand il s'efforce de les réintroduire dans l'idéologie communiste.

Il se peut toutefois que la peur de la concurrence chinoise ait joué un rôle important dans la liquidation du pouvoir de la police et dans ce cas on aurait affaire en vérité à tout autre chose qu'une simple manœuvre ou une concession temporaire ; mais si l'on tient compte du fait que l'idéologie n'a pas connu de changement similaire, le but final étant toujours de parvenir à la domination mondiale par la guerre et la révolution, alors on est très loin d'un changement stratégique. On a affaire à une retraite tactique, et il y a des indices qui montrent que Khrouchtchev a sciemment laissé la porte grande ouverte au rétablissement d'une terreur digne de ce nom ainsi qu'au retour des grandes purges.

J'ai déjà relevé l'un de ces indices. Il s'agit de la loi contre les « parasites sociaux » (une expression que le chercheur

spécialiste du totalitarisme nazi ne connaît que trop bien). Elle fait qu'à tout moment un nombre quelconque de personnes peut disparaître dans les camps de concentration sans avoir commis le moindre crime contre le régime. On reconnaît le caractère totalitaire du décret à ce qu'il évite soigneusement de prendre en compte des actes criminels demeurant passibles de poursuites judiciaires, à ce qu'il ne définit pas ce qui constitue un « crime social », à ce que la procédure adoptée pour le châtement sort de la légalité : la déportation en des lieux non identifiés. Pour parler franc, l'entrée en vigueur de cette loi prouve assez que tout le bruit qu'on fait au sujet du nouveau droit soviétique relève de la pure hypocrisie.

Le discours secret que fit Khrouchtchev au XX^e congrès du parti livre un autre indice. À l'origine, ce discours n'était pas destiné à l'oreille du grand public ; il s'adressait aux échelons supérieurs du parti, et en particulier à ceux qui s'étaient engagés dans l'entreprise aventureuse de la « direction collective ». Il est probable que cet auditoire comprit sur-le-champ que le discours pouvait s'interpréter dans deux sens entièrement différents. Ou bien la folie de Staline était la cause de tous les crimes, et alors il ne fallait en rejeter la faute sur personne d'autre, ni sur les auditeurs de M. Khrouchtchev ni sur M. Khrouchtchev lui-même ; et, plus important encore, dans ce cas la peur mutuelle qui était à l'origine de la direction collective n'avait pas de raison d'être, parce qu'il n'y avait qu'un esprit dérangé pour tramer un meurtre. Ou bien son état mental et sa méfiance malade avaient exposé Staline à des influences pernicieuses et dans ce cas ce n'est pas sur lui qu'il fallait rejeter la faute, mais sur tous ceux qui se servirent d'un pouvoir malade pour arriver à leurs propres fins. La première alternative eut valeur d'interprétation officielle jusqu'en 1957, date à laquelle Khrouchtchev s'empara du pouvoir avec l'aide de l'armée. La politique officielle adopta la seconde interprétation lorsque Khrouchtchev voulut justifier son *coup d'État* en insistant sur le rôle qu'avait joué Malenkov dans

l'affaire de Leningrad : il fit implicitement allusion au poste que Malenkov avait occupé à la tête du secrétariat personnel de Staline et qui avait fait de lui le chef officieux du NKVD. Tout le monde sait que les méthodes utilisées dans le *coup d'État** de Khrouchtchev suivaient de près le modèle établi par Staline dans les années 20 pour liquider le triumvirat et les factions de droite et de gauche au sein du parti, et c'est pourquoi tout semblait indiquer que Khrouchtchev réhabiliterait sans tarder son défunt maître et amputerait certaines libertés intellectuelles.

Personne, et M. Khrouchtchev moins que quiconque probablement, ne peut deviner le cours que prendront ses actions futures. Une chose est certaine : sur la base de son discours de *coup d'État*, il peut liquider ses ex-collègues de la direction collective, mais il peut aussi déclencher une purge contre les collaborateurs de Staline qui occupent les échelons supérieurs du parti, de la bureaucratie gouvernementale et gestionnaire. D'un autre côté, la loi qui vise les parasites sociaux permet de réintroduire les déportations de masse et de rétablir le travail forcé sur une vaste échelle, si cela s'avère souhaitable. À l'heure qu'il est, aucune décision n'a été prise ; mais on se demande si les observateurs occidentaux qui mettent leur espoir dans l'avènement d'un « totalitarisme éclairé » ne sont pas en train de prendre leurs désirs pour la réalité quand on lit certaines déclarations du groupe Radar, qui est en Hongrie le reflet très fidèle de Khrouchtchev (la dénonciation de Rakosi par Radar reproduisait comme un modèle la dénonciation antérieure de Staline par Khrouchtchev) : d'après lui, « le groupe des vieux staliniens n'avait pas été assez dur en écrasant les ennemis du socialisme », sa faute résidait dans « une application insuffisante de la dictature du prolétariat ¹³⁹⁶ ».

Parmi les changements qui sont intervenus en URSS après Staline, il en est un encore qui mérite d'être signalé dans le contexte qui nous occupe : le rôle privilégié que le parti

attribuait à la police est transféré provisoirement à l'armée. Il y a quelques années encore, les observateurs occidentaux plaçaient leurs plus grands espoirs de changement au sein du système totalitaire dans l'influence soudaine de l'armée et, en particulier, dans l'ascension du maréchal Joukov au sommet de la hiérarchie soviétique. Ces espoirs n'étaient pas tout à fait sans fondement, car le gouvernement totalitaire a eu jusque-là pour caractéristique notable de faire jouer un rôle subordonné à l'armée et de la mettre dans l'incapacité de rivaliser en puissance et en prestige avec les cadres de la police. Néanmoins ils étaient excessifs, car ils négligeaient un autre trait marquant du gouvernement totalitaire. On oubliait qu'aucune autre forme de gouvernement n'est aussi souple en matière d'institutions, ne peut aussi facilement transférer le pouvoir d'un appareil à l'autre ni en créer de nouveaux sans même avoir à liquider les anciens.

De plus, l'influence exercée par la police sur l'appareil militaire est le signe distinctif de toutes les tyrannies, et pas seulement des tyrannies totalitaires. Dans ce dernier cas elle ne répondait pas uniquement à la nécessité d'exercer une répression sur la population du pays, mais s'accordait avec la prétention idéologique à la domination du globe. Car il est évident que ceux qui considèrent la terre entière comme leur futur territoire voudront mobiliser l'organe préposé à la violence intérieure et gouverner le territoire conquis en utilisant des méthodes et un personnel policiers plutôt que l'armée. Ainsi, les nazis utilisaient les troupes de SS, qui constituaient essentiellement une force de police, pour gouverner et même pour conquérir des territoires étrangers, leur but final étant la fusion de l'armée avec la police sous la conduite de la SS. Connaissant la flexibilité du totalitarisme, nous devrions nous préparer à l'éventualité du processus inverse, la transformation de l'armée et du contingent en organe de police, ou à la fusion des troupes militaires avec les troupes de police sous l'autorité des officiers supérieurs de

l'armée ; tant que le parti demeure l'autorité suprême incontestée, cette éventualité n'exclut pas nécessairement le recours aux méthodes policières de gouvernement. Voilà qui n'eût pas été possible en Allemagne, parce que les traditions militaires de la Reichswehr restaient vigoureuses et qu'elles ne pouvaient être brisées que de l'extérieur. Mais cette explication, si tant est qu'elle ait jamais convenu à la Russie, n'a assurément de valeur qu'aussi longtemps que le corps des officiers ne sort pas exclusivement des rangs du parti et qu'il ne devient pas aussi fiable et docile que les cadres d'élite de la police. Il est tout à fait possible que Khrouchtchev substitue au contrôle des commissaires politiques sur l'armée un contrôle identique, exercé de l'intérieur par des officiers sûrs, et qu'il le renforce en organisant ce même pouvoir de la foule – la foule étant dans ce cas composée de soldats – qu'il s'efforce de substituer au contrôle policier en matière culturelle et économique. Si cela devait arriver, la différence tranchée qui existe entre l'armée et la police cesserait d'exister.

Quand en pleine crise de succession, Khrouchtchev fit appel au soutien de Joukov, l'ascendant de l'armée sur la police était un fait avéré. C'était l'une des conséquences automatiques du démembrement de l'empire policier ; l'autre conséquence étant le renforcement provisoire du groupe des gestionnaires qui se voyaient débarrassés de leur concurrent le plus sérieux sur le plan économique et qui héritaient en même temps de la part énorme qui revenait à la police dans les industries, les mines et les biens immobiliers de l'Union Soviétique. Que Khrouchtchev ait été plus prompt que ses collègues à saisir ces conséquences et à agir en fonction d'elles fait honneur à sa sagacité. Des deux bénéficiaires de la liquidation partielle de l'appareil policier c'est l'armée qui se montra de loin la plus forte, pour une simple raison : elle était le seul instrument de violence qui restât à disposition pour trancher les conflits internes au parti. Et, de fait, Khrouchtchev se servit de Joukov tout comme Staline s'était servi, dans la bataille pour la succession trente ans

auparavant, des liens qu'il avait avec la police secrète. Pourtant, ce ne fut jamais l'armée mais l'appareil du parti qui détint le pouvoir, tout comme, dans le cas de Staline, c'était dans le parti et non dans la police que le pouvoir suprême avait continué à résider. Et tout comme Staline n'hésitait jamais à opérer une purge parmi les cadres de sa police et à liquider leurs chefs, Khrouchtchev pareillement a poursuivi ses manœuvres à l'intérieur du parti pour finir par destituer Joukov du Haut Commandement. Même dans la période où son prestige fut le plus grand, Joukov n'obtint que des concessions mineures, telles qu'une nouvelle directive du parti reconnaissant une autorité souveraine aux ordres des militaires contre toute ingérence des commissaires politiques, et ces concessions présentaient une ressemblance inquiétante avec les circonstances de la guerre qui firent que les considérations militaires ainsi que la propagande nationaliste prévalurent pour quelques petites années sur l'entreprise d'endoctrinement du parti.

Ce dernier point est décisif. Rien n'est jamais vraiment venu justifier les espoirs mis dans une transformation progressive de la domination totalitaire en dictature militaire, et du point de vue de la paix il n'est pas sûr du tout qu'une telle transformation fût à désirer. Chose pour le moins étrange, on en est arrivé à assimiler l'exercice du pouvoir par les militaires à une disposition résolument pacifique. Mais si l'on observe que les généraux comptent parmi les créatures les plus pacifiques et les moins dangereuses du monde, ce qu'on dit est certes tout à fait exact dans l'hémisphère occidental de ces quarante dernières années, mais ne vaut pas nécessairement pour ceux qui sont par définition des agresseurs. Joukov à coup sûr n'était pas Eisenhower, et durant toute la période où l'armée a connu un prestige croissant on a cru à certains signes que la Russie se préparait à la guerre. Cela n'avait que peu de rapport avec le lancement de satellites et la mise au point d'une fusée intercontinentale, bien que ces réussites aient donné son assise matérielle à la politique suivie. Ne l'oublions pas, la déclaration

que fît Malenkov en 1954, dans laquelle il affirmait qu'une troisième guerre mondiale signifierait – dans l'hypothèse d'un conflit nucléaire – l'anéantissement de l'humanité dans son ensemble, cette déclaration a sonné l'heure de sa défaite. L'ennui est qu'il pensait probablement ce qu'il disait, car son programme de développement industriel à des fins non militaires et d'augmentation de la production de biens de consommation allait dans le même sens que sa déclaration – l'un et l'autre lui coûtèrent très vraisemblablement le soutien de l'armée et servirent Khrouchtchev dans la lutte qui se déroulait au sein du parti. Quoi qu'il en soit, Molotov exprima, un an plus tard, la conviction opposée : une guerre nucléaire, dit-il, ne serait désastreuse que pour les puissances impérialistes et capitalistes, en revanche elle ne serait pas moins avantageuse pour le bloc communiste que les deux guerres précédentes. Khrouchtchev exprima la même opinion en 1956 et la confirma officiellement en 1957, avant la chute de Joukov : « Une nouvelle guerre mondiale ne pourrait aboutir qu'à l'effondrement du capitalisme [...] le socialisme continuera à vivre, tandis que le capitalisme ne subsistera pas. Car l'humanité ne fera pas que survivre, en dépit de lourdes pertes, elle poursuivra son développement. » Cette déclaration était si catégorique pour une interview destinée à l'étranger et portant sur la coexistence pacifique, qu'il sentit lui-même que « certains pourraient penser que les communistes ont intérêt à la guerre, dès lors qu'elle conduirait à la victoire du socialisme ¹³⁹⁷ ». Certes, de tels propos n'ont jamais voulu dire que la Russie n'était pas réellement sur le point de déclencher une guerre. Les dirigeants totalitaires peuvent changer d'avis comme n'importe qui, et ceux qui gouvernent la Russie ne balancent pas seulement, cela va sans dire, entre l'espoir d'une victoire et la crainte d'une défaite, mais entre l'espoir d'une victoire qui ferait d'eux les maîtres incontestés du globe et la crainte qu'une victoire trop coûteuse ne les laisse épuisés, seuls à affronter la puissance grandissante du colosse chinois. Ces toutes dernières

considérations qui relèvent bien sûr de suppositions, entrent dans le cadre de politiques nationales ; si elles l'emportent, la Russie peut en fait avoir intérêt à parvenir à un accord avec les États-Unis, afin de geler la situation présente dans laquelle les deux superpuissances sont forcées de reconnaître et de respecter les sphères d'influence existantes.

La destitution de Joukov est la manifestation la plus dramatique peut-être de ce changement d'avis. D'après le peu que nous savons pour l'heure, il semble probable que Joukov ait été accusé d'« aventurisme » – c'est le mot utilisé au sein du parti pour dire bellicisme –, parce qu'il voulait la guerre, comme il semble probable que Khrouchtchev ait décidé après un moment d'hésitation de suivre la « sagesse » de son défunt maître, chez qui une extrême prudence dans les affaires extérieures s'alliait à une absence totale de pitié en politique intérieure. Il n'est pas impossible non plus que Khrouchtchev ait accusé Joukov de préparer la guerre, parce qu'il en caressait lui-même l'idée – comme Staline avait accusé Toukhatchevski de comploter avec l'Allemagne nazie au moment où il s'apprêtait à conclure une alliance avec Hitler. En tout cas, il n'y avait rien d'illogique à ce que le limogeage de Joukov fût suivi de la plus vigoureuse protestation de pacifisme que la Russie eût exprimée depuis la fin de la guerre : elle eut lieu à l'occasion d'un toast saluant l'alliance conclue contre Hitler pendant la guerre où fut lancé un véritable anathème contre les bellicistes – qui dans l'esprit de Khrouchtchev n'étaient pas à ce moment-là les « puissances capitalistes et impérialistes », mais bien les généraux de son propre pays. Malheureusement, bien que nous soyons tentés de croire en un changement sincère dans les sentiments de M. Khrouchtchev, il y a fort à parier qu'il destinait ses paroles au grand public de Russie et des pays satellites : Joukov y jouissait d'une popularité telle qu'il fallait le dénoncer comme belliciste. Ni les paroles en question ni les propositions qui suivirent de mettre fin aux essais d'armes atomiques n'indiquent de manière fiable que le parti ait évolué

dans son estimation des dommages que causerait une guerre, dans l'hypothèse où l'arme atomique serait utilisée.

Voilà bien la nature terrifiante du gouvernement totalitaire : si l'on veut une indication plus fiable de la répugnance actuelle de la Russie à prendre le risque d'une nouvelle guerre mondiale, on la trouve dans le fait que la situation s'est de nouveau partout aggravée dans la sphère de domination soviétique où, depuis des années la vie était devenue relativement plus facile et l'aisance plus grande pour la population russe et les populations des pays satellites. C'était l'un des piliers de la politique stalinienne que de conjuguer une politique étrangère agressive et des concessions de politique intérieure et de compenser les concessions faites à l'extérieur par une intensification de la terreur, pour éviter que la dynamique du mouvement totalitaire en vienne jamais à s'immobiliser. La radicalisation récente de la politique soviétique en Hongrie, en Pologne et en Russie même, radicalisation qui n'est en rien la conséquence de l'agitation et du soulèvement populaires, mais qui s'est accompagnée d'une attitude moins agressive envers le monde occidental signifie peut-être tout simplement que là encore Khrouchtchev entend se montrer le fidèle disciple de son défunt maître.

Devoir juger de sa propre sécurité d'après la tragédie que vivent les autres est une chose détestable, mais il y a pire. Le pire, c'est que dans de telles conditions on ne puisse poser, et a fortiori résoudre, le problème politique le plus important de l'ère atomique, à savoir la question de la guerre. Pour ce qui est du monde non totalitaire, la menace de destruction que la perspective d'une nouvelle guerre mondiale fait peser sur l'existence de l'humanité et même sur l'existence de la vie organique sur terre est une donnée de fait. Il est clair qu'une telle menace rend parfaitement anachronique toute la réflexion politique du passé sur la guerre, sur sa possible justification au service de la liberté, sur sa fonction *d'ultima ratio* en politique étrangère. Mais ce qui pour nous est une donnée de fait est,

pour la mentalité totalitaire, de l'idéologie. La divergence en question ne tient pas à la différence des opinions et des convictions foncières, ni à la difficulté qu'il y aurait du même coup à parvenir à un accord, mais, ce qui est bien plus terrifiant, à l'impossibilité d'un accord sur les faits ¹³⁹⁸ . La contribution que M. Khrouchtchev a apportée en privé au débat sur la guerre – « les coups de feu, ça ne dérange pas les pauvres » – est franchement monstrueuse. En effet, elle n'invoque pas seulement ces vérités populaires d'autrefois, devenues aujourd'hui des incongruités dangereuses, mais elle montre avec une rare précision, si vulgaires qu'en soient les termes, que son auteur pense et agit bel et bien dans l'espace clos de son idéologie et qu'il ne permettra pas aux faits nouveaux d'y pénétrer. On a jusqu'ici sans cesse commis l'erreur de mesurer la menace que représente le totalitarisme à l'aune du conflit qui oppose de façon relativement inoffensive une société communiste à une société capitaliste. On a ainsi négligé la contradiction explosive qui existe entre la fiction totalitaire et le monde de la réalité factuelle où nous vivons quotidiennement. Mais on ne pouvait pas se tromper plus dangereusement qu'aujourd'hui : à l'heure actuelle, en effet, les inventions techniques qui toutes ensemble font de notre monde un monde bien différent dans les faits, sont également aux mains de ceux qui les considèrent avec le plus grand sérieux comme de simples moyens, en l'occurrence comme des dispositifs permettant de transformer en réalité un monde de pure fiction, bâti sur des mensonges et fondé sur la dénégaration des faits. La liberté de l'humanité et a fortiori sa survie ne dépendent pas de l'existence d'une économie de marché ; mais la liberté et survie peuvent très bien dépendre de notre capacité ou de notre incapacité à persuader l'autre partie du monde de reconnaître les faits tels qu'ils sont et de composer avec la réalité factuelle du monde comme il va.

II. LA RÉVOLUTION HONGROISE

Rien peut-être n'illustre mieux la persistance d'une différence de mentalité entre l'Union soviétique et ses satellites que le fait que le discours de Khrouchtchev au XX^e congrès du parti ait pu à la fois signifier la fin du dégel en Russie ¹³⁹⁹ et déclencher l'agitation et finalement l'insurrection dans les territoires récemment tombés sous la coupe des Bolcheviks. Sur ce point, la sinistre ambiguïté dont nous avons parlé plus haut a échappé complètement au lecteur moyen, il a dû comprendre le discours qu'il lisait à peu près de la même façon que le lecteur moyen du monde libre. Interprété de façon aussi naïve, ce discours ne pouvait causer qu'un immense soulagement ; on aurait dit, à l'entendre, qu'un être humain normal parlait d'événements humains normaux – la folie et le crime s'insinuant dans la vie politique ; la phraséologie marxiste et la nécessité historique brillaient par leur absence. Si « l'interprétation correcte » du discours avait été celle – là, le XX^e congrès aurait été un événement d'une importance énorme. Il aurait exprimé une rupture avec les méthodes totalitaires, si ce n'est avec les mesures socialistes et les procédés dictatoriaux et amené une réconciliation entre les deux puissances mondiales. Car Khrouchtchev n'avait fait que confirmer les accusations du monde libre qui reprochait à ce gouvernement non pas tant d'être communiste que d'être livré aux criminels, de ne pas ignorer seulement la légalité de type démocratique, mais toute restriction du pouvoir par la loi, si limitée soit-elle. Si maintenant le gouvernement soviétique avait l'intention de développer une économie socialiste à la même échelle que l'économie de marché dans le monde occidental, alors il n'y avait pas de raison pour que les grandes puissances ne fussent pas capables de coexister et de coopérer pacifiquement et loyalement.

Plusieurs mois s'écoulèrent avant que le discours secret au parti n'atteignît le monde occidental par l'entremise du *New York Times* et ensuite les pays d'obédience communiste. Il eut pour conséquence immédiate quelque chose d'inouï – des

soulèvements se produisirent au grand jour en Pologne et en Hongrie, ce qui n'avait pas été le cas durant toutes les années précédentes. Ni lorsqu'on avait détrôné Staline en silence et de la manière la plus efficace qui soit, ni lorsqu'on avait écarté du pouvoir nombre de staliniens, comme Rakosi en Hongrie, et qu'un relâchement des contrôles avait eu lieu. Cela n'avait pas été le cas non plus, lorsque avant la publication du discours secret on avait déjà peu à peu resserré les contrôles et qu'on avait réhabilité quelques staliniens. Seuls des propos rendus publics – cela mérite d'être souligné – et non des manœuvres silencieuses ont fait se soulever les gens, quoi qu'ait pu penser de ces propos l'observateur de la scène totalitaire. Et la mauvaise foi qu'ils cachaient – une mauvaise foi qui n'était aucunement inactive – n'aurait pu diminuer leur force incendiaire. Ce n'était pas des actes, mais de « simple mots » qui avaient réussi sans le vouloir à rompre le sort funeste que la terreur totalitaire et l'idéologie jettent sur les esprits en les plongeant dans une apathie impuissante.

Cependant, ce n'est pas arrivé partout. C'est arrivé seulement là où quelques communistes de la vieille garde comme Nagy et Gomulka avaient survécu par miracle au soin méticuleux que mettait Staline à éliminer du parti russe, mais aussi du mouvement international quiconque n'était pas un simple agent. Au début, l'évolution des événements fut semblable en Pologne et en Hongrie. Dans les deux pays un clivage s'était produit à l'intérieur du parti entre ces survivants et les « moscovites », et l'état d'esprit général était semblable, y compris l'importance accordée à la tradition nationale, à la liberté religieuse et au violent mécontentement des étudiants. On a envie de dire que ce fut presque un hasard si ce qui s'est passé en Hongrie ne s'est pas passé en Pologne et vice versa. Mais le fait est que Gomulka sut enrayer un début de soulèvement, en mettant le sort tragique de la Hongrie sous les yeux du peuple polonais. C'est pourquoi ni l'expérience vivifiante du pouvoir que procure l'action en commun, ni les

conséquences de l'introduction audacieuse de la liberté sur la place publique ne purent voir le jour.

Un troisième fait mérite d'être rappelé : les premiers à se soulever furent les intellectuels et les étudiants, et dans l'ensemble la jeune génération, c'est-à-dire les couches de la population dont le bien-être matériel et l'endoctrinement idéologique avaient constitué l'une des préoccupations principales du régime. Ce ne sont pas les déshérités, mais les nantis de la société communiste qui prirent l'initiative, et le motif qu'ils avaient d'agir n'était ni leur propre misère matérielle, ni celle de leurs concitoyens, mais uniquement la Liberté et la Vérité ¹⁴⁰⁰. Sur ce point précis, qui reconfortait le monde libre, la leçon a dû être rude pour Moscou. Non seulement il s'est avéré qu'on échouait à acheter les gens, mais l'essor des mouvements et des idéologies totalitaires a jusque-là toujours attiré l'intelligentsia et l'expérience a montré que la corruption et la peur n'ont amené personne aussi promptement que les chercheurs, les écrivains et les artistes à se résigner à l'absurde. La voix qui depuis l'Europe de l'Est parlait si clairement et si simplement de liberté et de vérité, exprimait comme une conviction élémentaire : la nature humaine ne peut être changée, le nihilisme sera vain et une aspiration à la liberté et à la vérité montera toujours du cœur et de l'esprit de l'homme, même là où elles ne sont pas enseignées et où l'endoctrinement est envahissant.

De telles conclusions doivent être nuancées, malheureusement. D'abord, les soulèvements survinrent dans des pays qui n'avaient eu qu'une expérience éphémère de la domination totalitaire. Ce n'est pas avant 1949 que les pays satellites tombèrent, fût-ce superficiellement, sous la coupe des Bolcheviks, et c'est la mort de Staline en 1953 et la période de dégel, qui lui succéda, qui interrompirent le processus. La lutte qui s'ensuivit aboutit à la constitution de factions, et la discussion devint inévitable. C'est dans cette atmosphère de discussions internes au parti que l'appel en faveur de la liberté

retentit, mais uniquement dans les territoires récemment conquis ; car en Russie proprement dite on ne put rien noter qui fut comparable en paroles et en faits. Il se peut qu'Ilya Ehrenbourg, ce vieux bohème et cet *habitué** des bistros parisiens de la rive gauche, ait nourri certains espoirs lorsqu'il forgea le terme de « dégel » pour désigner la nouvelle ligne du parti, mais il est naturellement bien plus représentatif de « ceux qui n'ont pas eu la faveur des dieux » que de l'intelligentsia russe. À la différence du livre de Pasternak, *Le Docteur Jivago*, le roman de Doudintsev *L'Homme ne vit pas seulement de pain* ¹⁵, qui est sans doute un produit obligé de l'attitude d'autocritique qu'on a mentionnée ci-dessus, ne parle pas de liberté, mais des carrières qui s'ouvrent au talent. Et s'il y a la moindre apparence d'insubordination parmi les intellectuels russes, elle trahit une aspiration à jouir du droit de connaître la vérité factuelle plutôt que d'un droit quelconque à la liberté. On trouve un exemple de cela également dans le roman de Doudintsev : l'auteur raconte comment durant les premiers jours de l'invasion nazie il put observer d'une tranchée un combat entre avions allemands et russes qui se conclut ¹⁴⁰¹ par la victoire des Messerschmitt, pourtant très inférieurs en nombre : « Quelque chose se cassa en moi, parce qu'on m'avait toujours dit que nos avions étaient les plus rapides et les meilleurs. » En vérité, l'auteur évoque ici le long instant pendant lequel la dénégation totalitaire des faits fut battue en brèche ; l'expérience de la vérité factuelle démontrait l'inanité de la « vérité historique » qu'allègue le parti quand il affirme que « nos avions sont les plus rapides et les meilleurs » et qu'il veut dire en réalité : nous finirons par avoir les avions les plus rapides et les meilleurs, même s'il nous faut détruire tous ceux qui pourraient nous faire concurrence.

Quels que puissent être nos convictions et nos espoirs sur la nature humaine, l'expérience que nous avons de ces régimes montre infailliblement qu'une fois solidement installés, ils voient un danger bien plus grand dans la réalité factuelle que

dans un désir inné de liberté. Nous le savons au travers la décision de Staline de déporter *en masse* dans des camps de concentration les soldats de l'armée russe d'occupation qui étaient de retour, parce qu'ils avaient été exposés au choc de la réalité ; comme nous connaissons aussi la faillite, qu'on n'aurait pas crue aussi complète, de l'endoctrinement nazi après la mort de Hitler et la destruction automatique de son monde fictif. L'important est que le choc de la réalité factuelle, à l'instar de toutes les autres expériences humaines, nécessite la parole, sans quoi il ne peut survivre au moment où on l'expérimente, nécessite la discussion et la communication avec autrui pour demeurer quelque chose d'indubitable. La domination totale réussit dans l'exacte mesure où elle réussit à couper tous de communication, celles qui relient une personne à une autre entre les quatre murs du domaine privé, comme celles qui sont publiques et que protège dans les démocraties la liberté d'expression et d'opinion. Il est difficile de dire si cette opération de mise au secret de tout un chacun atteint son but en dehors des situations extrêmes d'emprisonnement solitaire et de torture. En tout cas, elle prend du temps et, cela saute aux yeux, elle est loin d'avoir abouti dans les pays satellites. Tant que la terreur ne reçoit pas un renfort de la contrainte produite par l'idéologie, si odieusement patente dans les auto-accusations des procès-spectacles ¹⁴⁰², la capacité qu'ont les individus de distinguer la vérité du mensonge reste intacte au niveau élémentaire des faits ; ils ressentent l'oppression pour ce qu'elle est et revendiquent la liberté.

Les Hongrois, jeunes et vieux, savaient qu'ils « vivaient au milieu des mensonges » et ils réclamaient unanimement et dans tous leurs manifestes quelque chose dont l'intelligentsia russe apparemment avait même perdu l'habitude de rêver, c'est-à-dire la liberté de penser. L'erreur serait probablement de tirer de cette unanimité la conclusion que c'est le même souci de la liberté de pensée qui fut à l'origine du soulèvement des intellectuels et qui transforma ce soulèvement en une

révolution de tout le peuple, en une insurrection se propageant comme un incendie au point de n'exclure personne, si ce n'est les membres de la police politique – les seuls Hongrois à être prêts à défendre le régime. Ce serait une erreur analogue de tirer de l'initiative prise par des membres du parti communiste la conclusion que la révolution fut d'abord une affaire intérieure au parti, la révolte des « vrais » communistes contre les « faux ». Les faits parlent un tout autre langage. Que disent les faits ?

Une manifestation d'étudiants sans armes et essentiellement pacifiques, regroupant quelques milliers de personnes, grossit soudainement et spontanément jusqu'à devenir une foule immense, qui se chargea elle-même de satisfaire l'une des revendications des étudiants, le renversement de la statue de Staline sur l'une des places publiques de Budapest. Le lendemain, des étudiants gagnèrent l'immeuble de la Radio pour persuader la station de diffuser les seize points de leur manifeste. Une foule nombreuse se rassembla sur-le – champ, comme si elle était apparue d'un seul coup, et quand l'AVH ¹⁴⁰⁴, la police politique qui gardait l'immeuble, tenta de disperser la foule en tirant quelques coups de feu, la révolution éclata. Les masses attaquèrent la police et se procurèrent leurs premières armes. Apprenant la situation, les ouvriers quittèrent leurs usines et rejoignirent la foule.

Appelée en renfort pour défendre le régime et venir en aide à la police en armes, l'armée rallia la révolution et donna des armes au peuple. La manifestation étudiante du début était devenue en moins de vingt – quatre heures une insurrection armée.

Désormais plus aucun programme, plus aucun point, plus aucun manifeste n'allaient jouer de rôle. Un seul élan emportait la révolution, l'action en commun de tout un peuple dont les revendications allaient tellement de soi qu'elles pouvaient se passer d'une formulation plus élaborée : les troupes russes devaient quitter le territoire et des élections libres devaient

désigner un nouveau gouvernement. Il ne s'agissait plus de savoir quelle marge de liberté il fallait concéder à l'action, mais comment institutionnaliser une liberté qui était déjà un fait accompli. Car si nous laissons de côté les interventions extérieures des troupes russes – de celles d'abord qui stationnaient dans le pays, puis des bataillons de l'armée régulière qui vinrent de Russie tous prêts à se battre – nous sommes fondés à dire qu'aucune autre révolution n'a atteint les buts qu'elle se proposait aussi rapidement, aussi complètement et avec si peu de pertes. Ce qu'il y a de stupéfiant dans la révolution hongroise, c'est qu'elle ne fut en rien une guerre civile. L'armée hongroise, en effet, se désintégra en quelques heures et la dictature fut dépouillée de tout son pouvoir en l'espace de deux jours. Dès que la volonté du peuple se fit connaître et que sa voix se fît entendre sur la place publique, il n'y eut aucun groupe, aucune classe au sein de la nation pour s'y opposer. Car, s'ils restèrent fidèles au régime jusqu'au bout, les membres de l'AVH ne formaient ni un groupe ni une classe : ceux qui occupaient les échelons inférieurs avaient été recrutés parmi la lie de la population, parmi les criminels, les agents des nazis, les membres les plus compromis du parti fasciste hongrois, tandis que les échelons supérieurs étaient composés d'agents de Moscou, c'est-à-dire de Hongrois qui possédaient la citoyenneté russe et étaient aux ordres des fonctionnaires du NKVD.

La rapide désagrégation de tout l'édifice du pouvoir – parti, armée et ministères – et l'absence de querelle intestinale lors des événements qui suivirent sont d'autant plus remarquables que l'insurrection fut déclenchée par des communistes ; il est vrai qu'ils ne mirent pas de frein à l'initiative et pour autant à aucun moment ils ne devinrent la cible de la colère et de la vengeance des non-communistes ni ne se retournèrent contre le peuple. L'absence frappante de controverse idéologique, le manque simultané de fanatisme et l'atmosphère de fraternité, qui est apparue dans leur sillage dès la première manifestation de rue

et a duré jusqu'au bout, ne peuvent s'expliquer si l'on n'admet pas que l'entreprise d'endoctrinement idéologique s'est désagrégée encore plus rapidement que l'édifice politique. On aurait dit qu'il avait suffi que tout le monde, les intellectuels et les ouvriers, les communistes et les non-communistes, se retrouve dans la rue luttant pour la liberté, pour que l'idéologie, toutes étiquettes confondues, soit purement et simplement rayée de l'existence et de la mémoire ¹⁴⁰⁵ . Sous cet angle, le changement de réalité opéré par la révolution eut à peu près le même effet sur l'esprit des Hongrois que l'écroulement du monde nazi sur l'esprit des Allemands.

Si importantes que soient ces vues, elles nous apprennent davantage sur la nature du régime contre lequel s'est dressée la révolution hongroise que sur la révolution elle-même. Si on en considère la portée positive, l'insurrection présente cette caractéristique remarquable que les actions de gens qui n'avaient ni chefs ni programme préalable n'entraînèrent pas le moindre chaos. D'abord, on ne dénombra aucun acte de pillage, aucune violation de propriété de la part de cette foule de gens dont le niveau de vie était misérable et l'appétit de biens notoire. Il n'y eut pas non plus d'assassinats, car dans les rares cas de pendaisons publiques d'agents de l'AVH, les opérations furent conduites avec une retenue et un discernement remarquables. Alors qu'on aurait pu s'attendre au règne des foules, voilà qu'apparurent, presque en même temps que l'insurrection elle-même, les conseils révolutionnaires et les conseils ouvriers, à savoir cette même organisation qui émerge depuis plus de cent ans toutes les fois qu'on laisse le peuple, l'espace de quelques jours, quelques semaines ou quelques mois, poursuivre ses propres objectifs politiques sans qu'un gouvernement (ou un programme de parti) lui soit imposé d'en haut.

Car les conseils ont fait leur première apparition au cours de la révolution qui balaya l'Europe en 1848 ; ils réapparurent avec la révolte de la Commune de Paris en 1871, eurent une

existence de quelques semaines durant la première révolution russe de 1905 avant de resurgir en force lors de la révolution d'Octobre en Russie et des révolutions de novembre en Allemagne et en Autriche après la Première Guerre mondiale. Jusqu'à présent ils ont toujours été vaincus, et pas du tout par la seule « contre-révolution ». Le régime des Bolcheviks a détruit leur pouvoir sous Lénine déjà et a témoigné de leur popularité en leur volant leur nom (*soviet* est le terme qui en russe désigne le conseil). En Russie, le Soviet suprême est là pour dissimuler le fait que le véritable siège du pouvoir se trouve dans l'appareil du parti et pour offrir au monde extérieur la façade d'un parlement inexistant. Il fonctionne de surcroît comme une sorte de système honorifique ; on acquiert la qualité de membre sur désignation du parti, elle est accordée pour récompenser des réalisations exceptionnelles accomplies dans toutes les professions et tous les milieux. Les membres des soviets russes n'exercent pas d'autorité et ne gouvernent pas non plus ; ils ne légifèrent pas et ne possèdent pas le moindre droit politique, pas même le privilège d'exécuter les ordres du parti. Ils ne sont pas censés agir du tout ; ils sont choisis en reconnaissance de ce qu'ils ont fait sur un plan non politique – en raison de leur contribution à « l'édification du socialisme ». Quand les chars de la Russie soviétique écrasèrent la révolution en Hongrie, ils détruisirent de fait les seuls *soviets* au monde qui étaient alors libres et agissants ¹⁴⁰⁶. De même en Allemagne, ce n'était pas la « réaction », mais les sociaux-démocrates qui avaient liquidé les conseils de soldats et d'ouvriers en 1919.

Dans le cas de la révolution hongroise, d'une manière encore plus marquée que dans le cas des précédentes, l'instauration des conseils a représenté « la première mesure pratique tendant à rétablir l'ordre et à réorganiser l'économie sur une base socialiste, mais sans le contrôle rigide du parti exerce ou l'appareil de terreur ¹⁴⁰⁷ ». Les conseils se virent ainsi confier deux missions, l'une politique, l'autre économique, et quand bien même l'on aurait tort de croire que la ligne de démarca-

tion fût entre elles très nette, nous pouvons considérer que les conseils révolutionnaires remplissaient principalement des fonctions politiques, pendant que les conseils ouvriers étaient censés gérer la vie économique. Dans les pages qui suivent nous traiterons uniquement des conseils révolutionnaires et de l'aspect politique des choses. Leur première tâche fut d'empêcher que le chaos ne survienne et que le crime ne s'étende et ils y réussirent parfaitement. Nous devons laisser sans réponse la question de savoir si les conseils peuvent exercer des fonctions économiques pour autant qu'elles diffèrent des fonctions politiques, s'il est possible, en d'autres termes, de faire marcher des usines dont les ouvriers seraient les dirigeants et les propriétaires. (En réalité, il n'est pas sûr du tout que les principes politiques d'égalité et d'autonomie puissent s'appliquer à la sphère de la vie économique. Après tout, la théorie politique des Anciens n'avait peut-être pas tort lorsqu'elle affirmait que l'économie, liée comme elle est aux nécessités de la vie, requerrait pour bien fonctionner la domination des maîtres. Elle trouve d'ailleurs d'une certaine manière sa confirmation à l'ère moderne, même si cette confirmation est paradoxale : chaque fois qu'à l'ère moderne on a cru que l'histoire est principalement la résultante des forces économiques, on a acquis la conviction que l'homme n'est pas libre et que l'histoire est soumise à la nécessité.) Quoi qu'il en soit, il vaut mieux considérer séparément les conseils révolutionnaires et les conseils ouvriers, bien qu'ils soient apparus ensemble ; les premiers, en effet, furent avant tout une réponse à la tyrannie politique, tandis que les seconds furent, dans le cas de la révolution hongroise, une réaction contre des syndicats qui ne représentaient pas les ouvriers, mais le contrôle que le parti exerçait sur eux. Ce ne sont pas seulement les conseils ouvriers, c'est aussi le programme des conseils révolutionnaires qu'il faut comprendre dans le contexte formé par les conditions particulières de la révolution hongroise. Ainsi, la revendication d'élections générales libres fait partie du programme que les conseils se sont assigné partout dès leur

apparition, alors que la revendication d'une restauration du système des partis, tel qu'il avait eu cours en Hongrie et dans tous les pays européens avant le développement de la tyrannie, constitua la réaction presque automatique aux particularités de la situation, à la suppression et à la persécution scandaleuses de tous les partis qui ont précédé la dictature du parti unique.

Pour comprendre le système des conseils, il est bon de se rappeler qu'il est contemporain du système des partis lui-même ; comme tel, il représente la seule alternative à celui-ci, c'est-à-dire la seule alternative en matière de représentation électorale démocratique au système continental pluripartite, où priment les intérêts de classes d'une part, l'idéologie ou la *Weltanschauung* de l'autre. Mais alors que le système des partis trouve son origine historique dans le Parlement et ses factions, les conseils, eux, naquirent exclusivement des actions et des revendications spontanées du peuple, sans qu'une idéologie eût conclu à leur nécessité et sans qu'aucune théorie les eût prévus ni a fortiori conçus par anticipation. Partout où ils sont apparus, ils ont rencontré l'hostilité la plus radicale des bureaucraties et des dirigeants de partis, de la droite à la gauche, et l'indifférence unanime des théoriciens de la politique et des politologues. Le fait est que les conseils ont toujours été indéniablement démocratiques, mais sur un mode qu'on n'avait jamais vu auparavant et qu'on n'avait jamais imaginé. Et comme personne – ni les hommes d'État, ni les politologues, ni les partis – n'a jamais prêté une attention sérieuse à cette forme d'organisation qui est nouvelle et qui reste entièrement à expérimenter, rien ne pouvait être plus spontané et moins sujet à l'influence d'intérêts et de théories extérieures que sa réapparition obstinée.

Dans le contexte moderne, les conseils sont la seule alternative que nous connaissions au système des partis et les principes qui les fondent tranchent à bien des égards par leur opposition aux principes du système des partis. Ainsi, ceux qui sont élus aux conseils sont choisis dans la base ; l'appareil du

parti n'est pas là pour les sélectionner et proposer leur candidature à l'électorat, soit à titre individuel parmi d'autres choix possibles, soit sur une liste d'inscrits. De plus, le choix que fait l'électeur ne lui est pas suggéré par un programme, ni une plate-forme, ni une idéologie, mais exclusivement par la considération qu'il a pour un homme, dans l'intégrité, le courage et le jugement duquel il est censé avoir suffisamment confiance pour le charger de le représenter. L'élu n'est donc lié par rien, si ce n'est par la confiance qu'on met dans ses qualités personnelles, et sa fierté est « d'avoir été l'élu des ouvriers, et non du gouvernement ¹⁴⁰⁸ » ou d'un parti, c'est-à – dire de ses pairs, et non de ses supérieurs ou de ses inférieurs.

Une fois qu'un tel corps d'hommes de confiance est élu, il générera bien sûr lui aussi des différences d'opinion, qui sont susceptibles à leur tour de déboucher sur la formation de « partis ». Mais ces groupes d'hommes qu'unit la même opinion à l'intérieur des conseils ne seraient pas, à proprement parler, des partis ; ils formeraient des factions semblables à celles qui furent à l'origine du développement des partis au Parlement. L'élection d'un candidat ne dépendrait pas de son adhésion à une faction donnée, mais bien de la force de conviction personnelle avec laquelle il saurait défendre son point de vue. En d'autres termes, les conseils contrôleraient les partis, ils n'en seraient pas les délégués. La force d'une faction donnée ne dépendrait pas de son appareil bureaucratique, ni même du pouvoir d'attraction de son programme ou de sa *fVeltanschauung*, mais du nombre d'hommes de confiance vraiment dignes de confiance qu'elle compte dans ses rangs. Une telle évolution s'est manifestée clairement aux premiers stades de la révolution russe, et la raison principale pour laquelle Lénine a senti qu'il devait émasculer les *soviets*, c'était que les hommes qui avaient la confiance du peuple étaient plus nombreux chez les sociaux-révolutionnaires que chez les Bolcheviks ; le système des conseils qui était né de la révolution

mettait en danger le pouvoir du parti communiste à qui l'on devait la révolution.

Ce qui est remarquable, enfin, c'est la grande souplesse dont fait preuve le système ; son instauration ne semble pas requérir de conditions spéciales, si ce n'est le fait qu'un certain nombre de personnes se rassemblent pour agir ensemble sur des bases qui ne soient pas temporaires. En Hongrie, nous avons vu la création simultanée de toutes sortes de conseils, chacun d'eux correspondant à un groupe qui existait précédemment et réunissait des gens qui avaient l'habitude de vivre ensemble ou se rencontraient régulièrement et qui se connaissaient les uns les autres. Ainsi des conseils de quartier ont surgi de la seule réalité d'une vie menée en commun avant de devenir des conseils de district et autres conseils territoriaux ; des conseils révolutionnaires ont trouvé leur origine dans le combat mené en commun ; des conseils d'écrivains et d'artistes, a-t-on envie de dire, sont nés dans les *cafés** ; des conseils d'étudiants et de jeunes à l'université, des conseils de soldats à l'armée, des conseils de fonctionnaires dans les ministères, des conseils d'ouvriers dans les usines, et ainsi de suite. Au sein de chaque groupe disparate la formation d'un conseil a transformé une coexistence de pur hasard en une institution politique.

Les élus étaient des communistes et des non-communistes ; les directives des partis ne semblent pas avoir joué le moindre rôle, le seul critère étant, comme le dit un journal, qu'il n'y en ait « pas un qui abuserait de ses pouvoirs ou qui ne penserait qu'à sa situation personnelle ». Et il s'agit plus d'un critère de compétence que d'un critère de moralité. Celui qui abuse du pouvoir et le dénature en exerçant la violence ou qui ne s'intéresse qu'à ses propres affaires, sans se soucier du monde commun, n'est tout simplement pas fait pour jouer un rôle dans la vie politique. On observa ces mêmes principes aux stades ultérieurs du processus électoral ; car on invita les conseils, que la base avait élus au suffrage direct, à élire des délégués dans les organismes de niveau plus élevé « sans accorder

d'importance à l'affiliation au parti et en accordant l'importance qu'elle mérite à la confiance des travailleurs ¹⁴⁰⁹ ».

Ce qui frappe le plus dans la révolution hongroise, ce n'est pas seulement que le principe du système des conseils se soit manifesté de nouveau, c'est que ce système ait pu manifester de la sorte, en douze brèves journées, un large éventail de ses potentialités. À peine venait – on d'élire au suffrage direct les membres des conseils que ces tout nouveaux conseils prenaient la liberté de se coordonner entre eux pour choisir en leur sein les délégués qui constitueraient les conseils de niveau plus élevé jusqu'au Conseil national suprême, l'analogue d'un gouvernement normal – et l'initiative en ce domaine vint du parti national paysan ¹⁴¹⁰, qui venait de renaître et qui était certainement le dernier groupe à pouvoir être soupçonné d'idées extrémistes. Ce Conseil suprême en resta au stade préparatoire, mais on avait pris partout les dispositions préalables indispensables : des conseils ouvriers avaient institué des comités de coordination et des conseils centraux d'ouvriers fonctionnaient déjà en bien des secteurs ; les conseils révolutionnaires de province s'étaient coordonnés et projetaient d'instituer un Conseil révolutionnaire national pour remplacer l'Assemblée nationale. Comme dans tous les autres cas où la voix du peuple s'est fait entendre pendant un très bref moment historique, sans être altérée par les cris de la rue et sans être étouffée par les bureaucraties des partis, nous ne pouvons faire davantage ici qu'esquisser très sommairement un tableau des potentialités et de la physionomie du seul système démocratique qui ait jamais connu une réelle popularité en Europe, là où le système des partis s'était discrédité dès sa naissance (nous avons discuté dans la section 3 du chapitre vm de ce livre de la différence cruciale séparant le système continental pluripartite du système anglo-américain bipartite, différence qu'il faut toujours avoir à l'esprit si l'on veut bien comprendre les événements et les révolutions d'Europe). C'est dans l'essor des conseils, et non dans la restauration des partis,

que se trouve le signe évident d'une véritable renaissance de la démocratie contre la dictature, de la liberté contre la tyrannie.

En réfléchissant sur les enseignements de la révolution hongroise, nous ferions peut-être bien de considérer de quelle manière le régime s'y est pris, dès qu'il fut rétabli, pour écraser l'insurrection. Il fallut à l'armée russe trois semaines entières pour pacifier le pays, lors de ce qui fut bel et bien une invasion – ce qui témoigne à l'évidence de la solide capacité d'organisation des conseils. On tint pour nulles les revendications de liberté et de vérité qui émanaient du peuple, mais sur un point tout de même le gouvernement fit une concession. On ne força pas les paysans à retourner dans les fermes collectives, qu'ils avaient spontanément abandonnées en Hongrie comme en Pologne, tant et si bien que l'expérience d'une agriculture collectivisée échoua complètement dans les deux pays et que la production agricole de ces régions chuta bien en dessous des besoins de l'économie nationale. La concession faite aux paysans, c'est-à-dire à la seule classe qui ait tiré quelques profits des soulèvements, du moins jusqu'à présent, était donc aussi importante sur le plan matériel que sur le plan idéologique. Les premiers coups de la sanglante répression, on les destina aux conseils révolutionnaires, qui étaient l'instrument d'action et l'organe représentatif du peuple. Après avoir réduit une fois de plus la nation à l'impuissance, on étouffa impitoyablement la liberté de pensée, sans faire la moindre concession. C'est à ce moment-là seulement que fut entreprise la dissolution des conseils ouvriers dans lesquels le régime voyait un succédané des syndicats dirigés par le parti et le gouvernement plutôt qu'un corps politique.

On notera sans doute avec intérêt que le rétablissement de la domination totale s'est opéré dans le même ordre en Pologne, où les maîtres de la Russie n'eurent pas à écraser de révolution, mais seulement à revenir sur certaines des concessions arrachées lors des événements de 1956. Là aussi, les tout nouveaux conseils ouvriers, c'est-à-dire les syndicats échappant

au contrôle du parti, furent les derniers à disparaître ; ils avaient pu survivre pendant dix-huit mois, jusqu'en avril 1958 et des restrictions de plus en plus sévères des libertés intellectuelles précédèrent et accompagnèrent leur liquidation. Si nous exprimons dans le langage de la théorie l'ordre dans lequel furent prises ces mesures, nous voyons que la priorité des priorités alla à la liberté d'action, telle qu'elle s'incarnait dans les conseils révolutionnaires de Hongrie ; ils furent les premiers à être écrasés et leurs membres furent les premiers à être persécutés. Mais la liberté de pensée fut ressentie comme tout aussi dangereuse, et à la liquidation des conseils succéda immédiatement la persécution des intellectuels. La représentation des intérêts que les ouvriers avaient instituée dans leurs propres syndicats laissait apparemment à l'action un champ bien trop grand pour qu'on la tolérât. Pourtant, on mit plus de temps à la supprimer et on le fit d'une manière moins violente que dans les deux cas précédents. Le plus intéressant est pour la fin : malgré tout ce que les marxistes racontent sur la priorité absolue du système économique, l'unique domaine où l'on estima possible et sage de faire provisoirement des concessions fut précisément le domaine économique où seuls faisaient problème l'organisation du travail et le type de consommation et d'appropriation des biens de consommation.

De toute évidence, ces mesures n'étaient pas dictées par l'idéologie matérialiste. Elles s'appuyaient sur une compréhension très réaliste de la liberté qui voit bien qu'elle réside dans les capacités humaines d'action et de pensée, et non de travailler et de gagner sa vie. Puisque travailler et gagner sa vie comme toutes les activités strictement économiques sont de toute façon soumis à la nécessité, dépendants des besoins vitaux, il y avait peu de chances pour que ceux qui réclamaient plus de franchises dans ce domaine en viennent par là même à revendiquer leur droit à la liberté. Quelque idée que le monde libre se fasse de l'enjeu du conflit qui l'oppose au totalitarisme, les dictateurs totalitaires ont montré eux-mêmes qu'ils savent

très bien dans la pratique que, loin de constituer le noyau ultime du désaccord, la différence des systèmes économiques est au contraire la seule qui permette des concessions.

III. LE SYSTÈME DES SATELLITES

Les dernières paroles à être émises de la Hongrie libre furent prononcées sur les ondes de Radio-Kossuth et se concluaient par la phrase suivante : « Aujourd'hui c'est le tour de la Hongrie et demain ou après – demain, ce sera celui d'autres pays, parce que l'impérialisme de Moscou ne connaît pas de frontières et ne cherche qu'à gagner du temps. » La Radio communiste libre (Radio-Rajk) venait de déclarer quelques jours auparavant qu'« il n'y avait pas que Staline à se servir du communisme comme d'un prétexte à l'expansion de l'impérialisme russe » et que la révolution hongroise avait eu entre autres buts celui de « dresser un tableau clair de la domination coloniale russe dans toute sa brutalité ».

Nous avons dit en commençant que nous devions envisager le développement et l'expansion du totalitarisme soviétique d'après-guerre à la lumière flamboyante de la révolution hongroise. Cette lumière n'est pas stable, elle vacille et tremble ; elle est cependant la seule lumière dont nous disposons. Des hommes agissant en toute liberté et luttant pour cette même liberté ont prononcé durant les événements des paroles qui ont plus de poids et qui, nous l'espérons, touchent davantage de gens que ne le font des réflexions théoriques, justement parce qu'ils les ont prononcées sous l'inspiration et dans l'excitation du moment ¹⁴¹¹. Puisque ces personnes disaient que l'ennemi qu'elles combattaient était l'impérialisme, la science politique doit faire sien ce terme, quand bien même aurions-nous préféré pour des raisons à la fois conceptuelles et historiques réserver le mot d'« impérialisme » à l'expansion coloniale de l'Europe qui a débuté dans le dernier tiers du xix^e siècle et qui s'est achevée par la liquidation de la domination anglaise sur l'Inde. Dès

lors la seule tâche qui s'offre à nous est l'analyse du type d'impérialisme qu'a généré la forme totalitaire de gouvernement.

Comme nous l'avons vu auparavant, nous ignorions tout de l'impérialisme, du mot comme de la chose, avant que la cadence toujours plus rapide de la production industrielle n'eût fait éclater les frontières de l'État-nation ¹⁴¹². Le trait marquant de l'impérialisme s'exprimait dans le slogan de l'époque : l'expansion pour l'expansion, c'est-à-dire l'expansion au mépris de ce qu'on avait tenu jusque-là pour des intérêts nationaux comme de défendre le territoire et de l'agrandir dans certaines limites en annexant les terres limitrophes. L'expansion impérialiste obéissait à des motifs économiques et non politiques et elle a suivi l'expansion économique partout où celle-ci montrait le chemin en investissant des capitaux, l'argent en excédent dans l'économie nationale, en contraignant à émigrer ceux qui étaient sans emploi, et qui eux aussi étaient devenus superflus dans la nation. L'impérialisme résulta ainsi de la tentative que fit l'État-nation pour survivre dans les conditions d'une économie nouvelle et en présence d'un marché mondial naissant. Le dilemme dans lequel il était pris était le suivant : la satisfaction des intérêts économiques des nationaux imposait une expansion qui ne pouvait se justifier sur la base du nationalisme traditionnel et de son attachement à l'identité historique du peuple, de l'État et du territoire.

Cette origine décida du début jusqu'à la fin et pour le meilleur et pour le pire des destinées de l'impérialisme ; du destin qui fut celui des nations dominantes non moins que du sort dont pâtirent les « races assujetties ». La conscience nationale fut pervertie en conscience de race ; elle fut inspirée aux colons par leur solidarité naturelle de « Blancs » vivant dans des terres étrangères, ce qui donna du même coup aux « races assujetties » la conscience de leur couleur de peau. Mais en même temps que le racisme, ce fut le nationalisme qui fit son incursion dans les antiques cultures d'Asie et les contrées

sauvages où vivent les tribus d'Afrique, et si la bureaucratie coloniale acquise à l'impérialisme put rester sourde aux aspirations nationales qu'elle avait elle-même éveillées, ce ne put être le cas de l'État-nation, qui sans cela aurait renié le principe même de sa propre existence. Les bureaucraties coloniales furent en conflit permanent avec leurs gouvernements métropolitains, et si l'impérialisme mina le nationalisme en détournant au profit de la race le loyalisme envers la nation, l'État – nation ne cessa de manifester ses prérogatives à travers ses institutions juridiques et politiques encore intactes, en empêchant les pires excès. La crainte que la mère patrie ne subisse les effets en retour de l'impérialisme resta si forte que l'on érigea les parlements nationaux en rempart de la justice pour défendre les peuples opprimés et contrer l'administration coloniale.

Dans l'ensemble, l'impérialisme fut un échec parce qu'une dichotomie existait entre les principes juridiques de l'État-nation et les méthodes requises pour opprimer en permanence d'autres peuples. Cet échec n'était pas inévitable, il n'était pas non plus imputable à l'ignorance ou à l'incompétence. Les impérialistes britanniques savaient fort bien que des « massacres administratifs » pourraient maintenir l'Inde dans la servitude, mais ils savaient aussi que l'opinion publique de la métropole ne tolérerait pas de pareilles mesures. L'impérialisme aurait pu réussir si l'État-nation avait été disposé à en payer le prix, à adopter une conduite suicidaire et à se transformer en tyrannie. C'est l'un des titres de gloire de l'Europe, particulièrement de la Grande-Bretagne, que d'avoir préféré liquider l'empire.

De tels rappels nous aideront peut-être à ne pas oublier qu'une politique impérialiste a bien plus de chances de réussir quand elle est menée par un gouvernement totalitaire. D'ailleurs, la Russie ne fut jamais ce qu'on peut appeler un État-nation ; les tsars déjà gouvernaient depuis Moscou, où se trouvait le cœur du pouvoir, un empire multinational. Le

principe qui reconnaît aux peuples le droit à disposer d'eux-mêmes donnait des cauchemars aux impérialistes d'autrefois, parce qu'ils devaient refuser aux peuples assujettis le principe même de leur propre existence politique ; de nos jours il ne fait même pas problème aux maîtres du Kremlin. Pour exercer leur domination sur les pays satellites, ils utilisent des procédés qui pour l'essentiel sont identiques à ceux dont ils se servent à l'égard de leur propre empire. S'ils font des concessions aux cultures nationales en matière de folklore et de langue, ils imposent en même temps à ces pays, outre une politique conçue et menée par Moscou, l'usage du russe comme langue officielle de toutes les nationalités. L'étude obligatoire du russe fut l'une des premières exigences de Moscou dans le processus de bolchevisation, de même que la revendication de sa suppression a figuré en bonne place dans tous les manifestes publiés en Hongrie et en Pologne.

Ce n'est donc pas une dichotomie de principe entre le type de pouvoir en vigueur en métropole et le type de pouvoir en vigueur dans les colonies qui imposera des limitations à l'impérialisme totalitaire, et s'il doit craindre, lui aussi, que ses aventures impérialistes n'aient des effets en retour, ces effets ont d'autres causes. Ainsi, le fait qu'on ait dû compter sur l'armée russe pour écraser l'insurrection hongroise explique peut-être en partie pour quelle raison Joukov a pu nourrir l'espoir de prendre l'ascendant sur le parti de son pays et, en tout cas, de consolider l'ascendant qu'il avait acquis de fraîche date sur la police. Car les événements de Hongrie semblaient prouver qu'il ne suffisait pas d'avoir recours aux troupes de la police, pourtant formées sur le modèle du NKVD russe, pour en finir avec un authentique soulèvement. Ce qui revêtait une importance encore plus grande, c'était la désintégration rapide de l'armée hongroise qui seule avait permis à une manifestation de mécontentement, certes gênante mais inoffensive, de se transformer en une insurrection armée : elle démontrait, en effet, à quel point le régime dépendait partout

de la loyauté de ses soldats et des corps d'officiers. En réagissant vite contre de tels espoirs et de telles aspirations, Khrouchtchev montre qu'il est aussi préoccupé que l'étaient les impérialistes de vieille souche par de possibles effets en retour sur le gouvernement de la métropole. Mais, dans le cas présent, le danger d'effets en retour est temporaire parce que le processus de bolchevisation ne peut pas être aussi avancé dans la colonie que dans la mère patrie. Ainsi, le mécontentement qu'éprouvent les armées des pays satellites, leur manque de fiabilité en cas de guerre, prouvent seulement que les traditions militaires nationales survivent intactes dans ces régions et que le processus de bolchevisation y a mis plus de temps à toucher une institution qui était après tout un héritage de l'ancien régime et qu'on n'avait pas créée de toutes pièces comme la police politique.

Naturellement, les effets en retour que provoque l'impérialisme totalitaire se distinguent de ceux que provoque l'impérialisme national en ce qu'ils agissent dans la direction opposée – les rares et faibles foyers d'agitation qu'on trouve en Russie ont pour origine probable les événements de Pologne et de Hongrie – comme se distinguent les mesures que le gouvernement est forcé de prendre pour les combattre. Ainsi l'oppression exercée par l'impérialisme européen n'a jamais pu dépasser certaines limites, même lorsque l'efficacité de mesures radicales était avérée, parce que l'opinion publique de la métropole ne les aurait pas acceptées et qu'un gouvernement légalement constitué ne leur aurait pas survécu, tandis que le totalitarisme russe est contraint d'écraser l'opposition et de revenir sur toutes ses concessions, même lorsqu'il a la possibilité de pacifier pour un certain temps les pays opprimés et de les rendre plus fiables en cas de guerre, parce qu'une telle « modération » mettrait le gouvernement de la métropole en danger et placerait les territoires conquis dans une position privilégiée. Cette dernière question eut en fait une importance considérable dans les premières phases de l'édification du

système des États satellites : ce qui préoccupait alors surtout le pouvoir impérialiste en place ce n'était pas de maintenir la distinction entre un domaine national et un domaine colonial, mais au contraire de ramener la condition des territoires récemment conquis à un niveau d'égalité avec la Russie soviétique elle-même. Ce ne sont pas des considérations économiques qui furent à l'origine de l'expansion qu'a connue la Russie d'après-guerre et qui décidèrent de sa mainmise sur les territoires conquis. Le mobile du profit, si frappant dans l'impérialisme européen outre-mer, fait place ici à de pures considérations de pouvoir. Mais ces considérations ne présentent pas un caractère national et ne sont pas dictées par l'intérêt propre de la Russie. Il est vrai cependant que les maîtres du Kremlin semblèrent pendant près de dix ans n'avoir d'autre intérêt que de dépouiller leurs satellites de leurs richesses industrielles notamment et que de les forcer à conclure des accords commerciaux d'une injustice grossière. Mais la négligence avec laquelle les Russes avaient l'habitude de traiter le butin qu'ils retiraient d'industries démantelées et qu'ils détérioraient souvent avant même de l'avoir expédié en Russie, montre leur véritable objectif : il s'agissait d'abaisser le niveau de vie des satellites plutôt que d'élever le leur. Cette tendance s'est inversée désormais et on réexpédie de grandes quantités de charbon, de fer, de minerai, de pétrole, ainsi que des produits agricoles, dans les régions soumises, dont les besoins ont fini par absorber une part importante des ressources de la Russie et ont provoqué de fortes pénuries en URSS. L'objectif est redevenu celui de l'égalisation des conditions.

Toutefois, toutes ces distinctions entre l'impérialisme national de l'Occident et l'impérialisme totalitaire de la Russie ne vont pas au cœur du problème. Car le prédécesseur immédiat de l'impérialisme totalitaire n'est pas la domination coloniale outre-mer dans sa version britannique, hollandaise ou française, mais l'impérialisme continental dans sa version

allemande, autrichienne ou russe. Comme il n'est jamais réellement arrivé à ses fins, les spécialistes de l'impérialisme le négligent ; mais il a représenté une force politique très puissante en Europe centrale et orientale, incarnée par les mouvements dits annexionnistes tels que le pangermanisme et le panslavisme. Le totalitarisme, nazisme et bolchevisme confondus, doit énormément au pangermanisme et au panslavisme, mais pas seulement en matière d'idéologie et d'organisation. Bien qu'il se distingue de celui des mouvements annexionnistes par sa portée planétaire, son programme d'expansion s'aligne sur les objectifs de l'impérialisme continental. Il est à noter qu'en l'occurrence la stratégie de l'expansion épouse la continuité géographique et s'étend d'un centre de pouvoir jusqu'à une périphérie toujours plus éloignée, qui est alors censée subir « naturellement » l'attraction du centre. Bien entendu, cette extension territoriale continue aurait pu ne jamais admettre de dichotomie entre le gouvernement de la métropole et le pouvoir colonial. Et puisque l'impérialisme continental projetait d'établir son « empire » en Europe même, la ligne de démarcation entre « races supérieures et races inférieures » ne passait pas par la couleur de la peau ; à la place, il se proposait de traiter les peuples européens comme des colonisés sous l'autorité d'une race de maîtres d'origine germanique ou slave.

Le mot « satellite » est une métaphore qui convient vraiment très bien à l'impérialisme totalitaire dans sa version russe. C'est une extension territoriale continue, et non des possessions éloignées ou la fomentation de révolutions communistes dans de lointains pays que vise la stratégie bolchevique actuelle de conquête planétaire. (Il est très probable que la Russie serait presque aussi contrariée que l'Amérique s'il arrivait que sous l'effet accidentel de conditions chaotiques le parti communiste soit en mesure de s'emparer légalement du pouvoir en France.) Puisque l'expansion est continue et commence aux frontières nationales, elle peut facilement dissimuler ses objectifs ultimes

sous l'apparence de revendications nationalistes traditionnelles. Ainsi on n'aurait pas accordé aussi facilement à Staline ce qu'il demandait à Yalta, si les chefs d'État alliés n'avaient eu l'impression qu'il ne demandait rien d'autre que ce que la politique étrangère de la Russie avait traditionnellement visé. C'est d'un malentendu identique que Hitler a tiré parti à Munich, en proclamant qu'il ne voulait rien d'autre que l'annexion de territoires allemands en Autriche et en Tchécoslovaquie et la libération des minorités allemandes.

En lui-même, toutefois, le système des satellites n'est ni la seule ni la plus naturelle des versions de l'impérialisme totalitaire. On doit l'envisager en prenant pour toile de fond l'impérialisme nazi, avec lequel le modèle russe partage un seul point commun, l'attachement à une expansion territoriale continue ; tout le monde sait que Hitler n'avait aucune envie d'acquérir des possessions outremer et de faire accepter la revendication des nationalistes allemands en faveur de la restitution des anciennes colonies allemandes. L'Allemagne nazie a gouverné l'Europe occidentale par Quisling interposés – des politiciens et des collaborateurs locaux corrompus – et a appliqué à l'Est une politique de dépeuplement et d'extermination dont le but était de mettre ces territoires ainsi vidés à la disposition des troupes d'élite pour qu'elles les colonisent après-guerre. Les agents de Moscou dans les pays satellites ne sont pas des Quisling, mais des membres anciens et éprouvés du mouvement communiste, et comme tels ils ne sont pas plus mal placés face à leurs maîtres à Moscou que n'importe quel bureaucrate ukrainien ou russe blanc qui, lui aussi, est censé sacrifier aux besoins du mouvement international ou à ceux de Moscou les intérêts nationaux du peuple auquel il appartient. Staline lui non plus, à ce qu'il semble, n'a pas voulu exterminer les populations des pays satellites et recoloniser leurs territoires. Une alternative pour l'impérialisme russe aurait été de gouverner toute la région comme les Pays baltes, sans prendre les autorités locales pour intermédiaires, c'est-à-

dire d'incorporer cette région directement dans l'Empire soviétique qui prétend être une Union de Républiques fédérales.

Le système des satellites est manifestement un compromis et peut-être un compromis sans avenir. Il est apparu au sein d'une configuration qui caractérise l'après-guerre, formée par deux grandes puissances qui se sont mis d'accord sur leurs sphères d'influence respectives, fût – ce dans un esprit d'hostilité. Ainsi, le système des satellites est la réponse de la Russie au système américain des alliances et la fausse indépendance de ces pays est importante pour la Russie au sens où elle reflète la souveraineté nationale que les alliés de l'Amérique ont conservée intacte. On ne peut que déplorer encore une fois la justesse de la métaphore. Elle rend bien compte en effet des craintes que chaque pays doit éprouver quand il s'engage dans une alliance avec l'une des superpuissances, une crainte non pas tant de perdre complètement son identité que de devenir un pays « satellite » gravitant dans l'orbite, et maintenu en vie seulement par la force d'attraction, du pouvoir central. Sans aucun doute, le danger lié à la coexistence de deux superpuissances ennemies réside dans le fait que chaque système d'alliances dont l'une ou l'autre prend l'initiative tend à dégénérer automatiquement en un système de satellites jusqu'à ce que ces puissances aspirent le monde entier dans l'orbite de leur pouvoir. La politique de l'Amérique a consisté à diviser le monde en pays communistes, alliés ou neutres dans le but de maintenir l'équilibre entre les deux superpuissances en reconnaissant de fait si ce n'est *de jure*, les sphères d'influence respectives et en réaffirmant la neutralité du reste du monde ¹⁴¹³. Si inconfortable que puisse être cet équilibre des puissances, l'image qu'on se fait de la politique étrangère américaine est essentiellement celle d'un dispositif stable. Mais la politique étrangère de la Russie s'inspire d'une représentation différente où les pays neutres n'ont pas de place. Faisant peu de cas des petits États neutres de l'Europe comme la

Suisse qu'ils considèrent comme sans intérêt et focalisant leur attention avant tout sur l'Asie et l'Afrique, les Russes, comme Khrouchtchev l'a fait remarquer récemment, comptent avec la force du nationalisme révolutionnaire, et pas seulement avec « l'impérialisme américain » et le communisme russo-chinois, si bien que l'importance du tiers-monde provient de ce qu'il comprend des territoires où la révolution nationale, selon le communisme, est au rendez – vous de l'histoire et avec elle l'extension automatique de la sphère d'influence de la Russie. En admettant que les déclarations des Russes concernant les avantages d'une concurrence pacifique entre les deux superpuissances ne soient pas qu'un discours de propagande, il ne s'agit pas d'une concurrence se rapportant à la production d'automobiles, de réfrigérateurs et de beurre, mais d'une concurrence dont l'en – jeu est l'extension progressive des deux sphères d'influence.

Bien qu'on ait instauré le système des satellites pour réaliser un compromis entre les tendances inhérentes à la domination totalitaire et le besoin de maintenir un semblant de politique étrangère normale aux yeux du monde libre, les techniques de domination mises en œuvre par l'impérialisme russe furent en adéquation parfaite avec ce système. Dans tous les cas, les conquêtes de la puissance impériale soviétique se sont effectuées de manière à faire croire à des prises de pouvoir par des partis locaux. La partie compliquée qui se joua préalablement dans les années 40 où, avant la bolchevisation complète, plusieurs partis furent d'abord tolérés, puis liquidés au profit d'une dictature du parti unique, a servi à renforcer l'illusion que des évolutions internes indépendantes s'étaient produites. La stratégie de Moscou a consisté à créer des répliques fidèles non seulement de sa propre forme de gouvernement mais des évolutions qui avaient conduit à cette forme de gouvernement. Pour s'assurer que l'évolution ne se ferait pas dans une direction « incorrecte », Moscou prit soin, même à l'époque des tactiques de Front populaire, de réserver

le ministère de l'intérieur aux communistes, ce ministère restant ainsi sous le contrôle de la police, dont le noyau dur avait été constitué par les unités de la police soviétique qui accompagnaient l'armée d'occupation. La police fut organisée selon l'orthodoxie totalitaire, une unité d'élite d'espions au sein de la police fut chargée de collecter des renseignements sur les membres ordinaires de la police, qui de leur côté collectaient des renseignements sur les membres du parti et sur la population dans son ensemble. On inaugura la bolchevisation du pays en montant ces procès-spectacles de membres éminents du parti dont la Russie nous a donné l'exemple ; en même temps, là comme ailleurs, on déporta les seconds couteaux en camps de concentration, vraisemblablement en Russie. En outre, dès le début, on doubla ce réseau de policiers espions par une organisation similaire instaurée par l'armée russe et la seule différence entre les deux corps rivaux était « qu'ils servaient des maîtres différents au sein d'une même oligarchie soviétique ». Ce dédoublement et cette multiplication des services s'inscrivent dans la ligne des institutions de totalitaire. Et comme son modèle russe, la police des pays satellites conservait des dossiers sur chaque citoyen du pays où selon toute probabilité elle ne consignait pas seulement des renseignements compromettants mais aussi des renseignements sur des associations, des amis, des membres de la famille, des connaissances, ce qui a beaucoup plus de valeur pour la terreur totalitaire.

Pourtant, alors que la police était organisée d'une façon rigoureusement conforme au modèle russe, le procédé qui consistait à créer des répliques et à recruter du personnel local pour les faire fonctionner ne fut pas maintenu. Ce fut la seule institution au sein de laquelle les conseillers russes ne restèrent pas à l'arrière-plan mais contrôlèrent les nationaux et même dirigèrent les procès-spectacles. Quelque chose de comparable est arrivé, semble-t-il, aux armées des pays satellites qui, après l'insurrection hongroise, furent placées sous le commandement

d'officiers russes, mais alors que ce contrôle militaire visait clairement à se prémunir contre des événements imprévus, le contrôle de la police fut planifié comme si les dirigeants russes pensaient que tout suivrait automatiquement une fois que ce dispositif clé du processus de domination totale aurait mis le mécanisme en mouvement.

Autre différence, assez peu visible mais non dénuée d'intérêt, entre le système russe et celui des pays satellites : la méthode de sélection des hommes de base de la police. Là aussi, les Russes durent revenir aux pratiques en vigueur dans les premières phases de la domination totalitaire et compter sur des criminels et des éléments de la population compromis sous d'autres rapports. Cette situation contraste radicalement avec le système que les Russes mettent en pratique depuis maintenant plus de vingt-cinq ans et dans lequel la police recrute ses nouveaux membres parmi les militants du parti et même dans la population en général. Il faut bien voir que des membres du NKVD sont appelés à servir dans la police quasiment de la même façon que tous les citoyens sont appelés à servir dans l'armée. Cette imperfection de la réplique est due bien évidemment au décalage dans le temps qui marque le développement du totalitarisme, décalage dont nous avons parlé plus haut ; dans les pays satellites, la police reste un corps d'« élite » au sens originel du terme, ses membres sont choisis en fonction de traits qui ne les distinguent pas seulement du citoyen ordinaire, mais aussi du membre ordinaire du parti.

Jusqu'à présent ce facteur lié au temps a contrarié les tentatives qu'a faites Moscou pour créer dans les pays satellites des répliques exactes du gouvernement russe. Nous ne savons pas si ce décalage dans le temps serait devenu aussi dangereusement perceptible dans l'hypothèse où la crise de succession ouverte par la mort de Staline n'aurait pas engagé toutes les évolutions dans des directions imprévues. En tout cas, ce fut à ce moment-là que le caractère de fac-similé des gouvernements satellites se retourna contre les maîtres du Kremlin

qu'ils imitaient servilement. En effet, si la période de déstalinisation et la crise de succession n'ont pas créé de troubles majeurs en Russie même, leurs conséquences les plus dangereuses se sont fait sentir en Pologne et en Hongrie, pays qui montrèrent le plus d'empressement à suivre la Russie sur la voie de la déstalinisation, pendant que des pays comme la Roumanie et l'Albanie et même la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, où les staliniens avaient réussi à garder le pouvoir en dépit des orientations de Moscou, sont restés calmes et loyaux. Sans nul doute, du point de vue de l'impérialisme totalitaire, la déstalinisation fut une faute capitale.

C'est avant tout cette différence de réaction par rapport aux événements de Russie qui explique la relative diversité des situations que connaissent aujourd'hui les pays satellites, et cette diversité est due aux échecs indiscutables de l'impérialisme totalitaire ; elle n'annonce pas une étape nouvelle, plus prometteuse, de son évolution. C'est le nombre de divisions soviétiques cantonnées dans les pays satellites qui permet le mieux d'apprécier la gravité de ces échecs : on a encore besoin de vingt-huit garnisons pour occuper la Hongrie et on n'ose pas encore mettre des armes entre les mains des soldats hongrois placés désormais sous le commandement direct d'officiers russes, et la situation n'est guère meilleure dans les autres pays. Même légalisée par le Pacte de Varsovie qui à cette occasion a su prendre l'OTAN pour modèle, la présence des troupes russes contribuera peut-être à dissiper l'illusion d'indépendance qui était la raison d'être de tout le système et qui, ferait-on abstraction de toutes les autres atrocités, dépasse en hypocrisie tout ce que l'Europe impérialiste a fait dans le cadre de la domination coloniale. S'asseoir sur des baïonnettes n'est pas seulement un procédé de domination éculé et plutôt inconfortable, c'est un sérieux recul par rapport aux prétentions du totalitarisme qui avait espéré pouvoir garder les pays satellites dans l'orbite de Moscou par la simple force de l'idéologie et de la terreur. Mais jusqu'à maintenant ces

reculs n'ont pas réussi à rompre le charme exercé par ce système en Asie et en Afrique, c'est-à-dire dans toutes les régions dont la vie politique et émotionnelle s'exprime toujours sur le registre de l'opposition à un impérialisme plus ancien qui voyait les étrangers exercer ouvertement le pouvoir. Malheureusement ces peuples, qui ont peu d'expérience de la politique en général et de la politique moderne en particulier, ne sont que trop faciles à berner. Quelle que soit cette politique, ils sont portés à ne voir qu'une chose, ce n'est pas l'impérialisme tel qu'ils l'ont connu ; quelles que puissent être les fautes du régime, ils retiennent qu'il ne viole pas le principe de l'égalité des races. Il est peu probable que cela change tant que les anciens peuples colonisés seront convaincus de l'importance de la couleur de la peau plutôt que de l'importance de la liberté.

Il ne faudrait pas prendre les échecs de l'impérialisme totalitaire moins au sérieux que les succès des techniciens et des ingénieurs soviétiques. Mais ni les échecs de 1956 ni les succès de 1957 n'indiquent que cette forme de gouvernement évolue de l'intérieur dans un sens nouveau, dans le sens d'un despotisme éclairé ou dans celui d'une autre forme de dictature. Si les événements dramatiques de la révolution hongroise démontrent quelque chose, ce sont dans le meilleur des cas les dangers que peuvent générer l'absence de loi et l'absence de forme qui sont inhérentes à la dynamique même de ce régime et qui se manifestent d'une manière si criante dans leur incapacité à résoudre le problème de la succession. À présent, ce danger appartient au passé ; Khrouchtchev s'est emparé du pouvoir en suivant scrupuleusement Staline dans l'emploi de toutes les méthodes qu'il avait utilisées pour accéder au pouvoir, et nous ne savons pas encore si cette répétition d'une période relativement peu sanglante, celle des années 20, sera suivie encore une fois d'une période de véritable terreur comme celle des années 30. Plus important, nous ne pouvons même pas savoir si la crise de succession aurait pris un tour

périlleux, n'était la présence de satellites et leur apprentissage insuffisant du totalitarisme. On est en droit de penser que seule la coïncidence de la crise de succession et d'une expansion récente a mis réellement le régime en danger.

Pourtant, les signaux de danger de 1956 n'avaient que trop de réalité, et même si aujourd'hui ils sont éclipsés par les succès de 1957 et par le fait que le système s'est montré capable de survivre, il serait imprudent de les oublier. S'ils annoncent quelque chose, c'est un effondrement soudain et dramatique du régime bien plus qu'une normalisation progressive. Une évolution aussi catastrophique n'implique pas nécessairement le chaos, comme la révolution hongroise nous l'a appris, quand bien même il serait par trop imprudent d'attendre du peuple russe qu'il montre, après quarante ans de tyrannie et trente ans de totalitarisme, le même esprit et la même inventivité politiques que le peuple hongrois dans ses heures de gloire.

LES ORIGINES DU TOTALITARISME

CORRESPONDANCES ET DOSSIER CRITIQUE

PRÉSENTATION

Un ouvrage aussi imposant par sa taille, son objet et sa problématique que *Les Origines du totalitarisme* ne pouvait s'imposer que lentement. A tout prendre, le dossier de sa réception devrait couvrir plusieurs décennies, inclure un grand nombre de milieux intellectuels et politiques, souligner les silences tout autant que les hommages embarrassés, montrer les jugements sans lecture et des utilisations sans discernement, les malentendus qui président probablement enfin à l'érection d'un livre en monument une fois éteinte la routine des débats idéologiques sur le sujet. Faute de pouvoir donner tous les éléments de cette histoire, on s'est limité aux réactions immédiates, en privilégiant les contrastes. Deux amis proches et un contemporain éloigné, l'intimité des correspondances et le caractère quelque peu solennel d'un échange d'articles de revue : ces documents devraient suffire à dessiner le paysage d'avant la bataille du totalitarisme, en prenant au sommet un débat parfois ennuyeux dans la sphère académique et souvent affligeant en politique.

Hannah Arendt et Eric Voegelin se sont croisés sans véritablement se comprendre, en sorte que ce sont sans doute les raisons de ce dialogue impossible qui importent. Aîné de cinq ans d'Hannah Arendt, Voegelin avait publié dès 1936 deux livres qui entraient directement dans le champ de préoccupation de celle-ci : *Die autoritare Staat* et *Die politischen Religionen* ¹⁴¹⁴. On n'en trouve pas trace dans les *Origines du totalitarisme*. L'année même de la parution de ce livre, il donnait à Chicago les conférences qui formeraient sa *Nouvelle Science du politique* ¹⁴¹⁵. Arendt cette fois l'a lu, consignait son appréciation pour Karl Jaspers : « A mon avis, il se trompe, c'est tout de même un livre important. Le premier débat

d'importance sur les problèmes réels depuis Max Weber » (lettre du 1^{er} novembre 1952).

C'est en lisant ce qu'écrit Arendt à propos de l'analyse du bolchevisme par Waldemar Gurian que l'on comprend son désaccord. Si Gurian utilise la notion de « religion séculière », Voegelin est celui qui a théorisé l'idée. Au sein d'une œuvre par ailleurs considérable, sa science politique repose sur la démonstration d'une survivance de la vision religieuse du monde dans la modernité, plus précisément sur la mise au jour d'une forme de révolte gnostique au cœur de l'expérience politique contemporaine. Penser les idéologies totalitaires comme des « religions politiques », voici ce qu'Arendt refuse. Voegelin regarde les choses de haut, à partir du plus éloigné des phénomènes religieux : elle veut se tenir au plus proche des faits, répugnant à condenser une masse documentaire terrifiante dans un concept, comme pouvait pourtant l'y inciter sa culture. Pour elle, le totalitarisme se caractérise essentiellement par sa nouveauté et ce sont les conditions de son irruption qui font problème, là où Voegelin le perçoit comme le sommet d'une vague venue de plus loin encore que les origines du monde moderne. L'un voit des structures mentales qui se recyclent inlassablement, tandis que l'autre a les yeux rivés sur l'imprévisible et ce qui ne se réduit à aucun modèle.

Eric Voegelin place d'emblée son compte rendu des *Origines du totalitarisme* dans un cadre grandiose : « La putréfaction de la civilisation occidentale a, pour ainsi dire, libéré un poison mortifère répandant son infection à travers tout le corps de l'humanité » ; partisans, compagnons, « complices ingénus », victimes ou individus simplement soucieux d'éviter le désastre, tous les contemporains ont partie liée avec cette expérience ; il faudrait pour la comprendre envisager une genèse remontant à l'Antiquité tardive... Mais il voit bien ce qui est un ressort caché du livre : l'ancrage de la démarche d'Arendt dans le choc psychologique provoqué par ce qu'elle a vécu depuis 1933. Cette

« méthode déterminée par l'émotion » est pour lui tout à la fois une force et une faiblesse. Faire de l'intellect grâce aux sentiments un « instrument sensible », voilà qui donne à l'enquête sur la décomposition de l'Etat-nation une acuité qui évoque celle de Thucydide regardant la catastrophe de son temps. A quoi s'ajoute que l'attention accordée à la pureté des intérêts humains préserve de l'esprit partisan et de la contamination par les idéologies.

Mais ce qui force le respect de Voegelin du côté des motivations engendre à ses yeux une fragilité théorique. Au-delà de remarques somme toute banales sur l'objectivité dans les sciences sociales auxquelles Arendt n'aura guère de mal à répondre, Voegelin juge *Les Origines du totalitarisme* du point de vue de ses propres thèses et dans le cadre qu'elles imposent. Arendt parle de la disparition du Paradis dans l'espoir des masses modernes et perçoit une image de l'Enfer au cœur des camps de concentration, mais ce ne sont que des métaphores. Elle s'attache à l'histoire de l'Europe depuis le XVIII^e siècle et au destin de l'Etat-nation : il s'agit en fait de comprendre « la montée du sectarisme immanentiste depuis le haut Moyen Age ».

Arendt a parfaitement perçu ce qui est en cause et justifie son rejet de l'idée du totalitarisme comme « substitut aux credo perdus des anciennes croyances ». A chacun ses légèretés théoriques, elle suggère que le recours à l'idée de « religion séculière » évite d'affronter l'une des caractéristiques les plus étranges des masses modernes : une atomisation sociale qui ne doit rien à une spiritualité nouvelle, fût-elle pervertie, mais correspond à la destruction de tout lien entre les hommes. De ce point de vue, Voegelin est pour elle victime des proclamations pseudo-théologiques des idéologies totalitaires, qu'il impute trop vite à un « besoin de religion » proclamé intemporel.

Si cet échange confirme une sorte de dialogue de sourds, il offre à Arendt l'occasion de quelques mises au point précieuses. Sur sa méthode, lorsqu'il s'agit de répondre à l'objection de

sentimentalisme : l'analyse du totalitarisme est presque aporétique, puisque le souci d'écrire son histoire pour la conserver dans la mémoire humaine court le risque de permettre des justifications ; il fallait donc inventer une approche originale, quitte à ce que le livre rencontre des objections tenant au fait « qu'il ne relève d'aucune école ». Elle concède par ailleurs à Voegelin que la facture de l'ouvrage peut être déroutante, puisqu'il traite en effet moins des « origines » proprement dites du totalitarisme que d'un ensemble d'éléments dont la cristallisation a produit une forme sociale et politique sans précédent. Mais s'il eût été possible d'envisager un meilleur titre, le projet demeure irréductible aux attentes de Voegelin, à charge pour le lecteur de comprendre que « la structure élémentaire du totalitarisme est la structure cachée du livre, alors que son unité la plus apparente provient de certains concepts fondamentaux qui courent comme des fils rouges à travers l'ensemble ».

Il n'est pas impossible qu'Arendt se soit souvenue des objections de Voegelin en rédigeant « Idéologie et terreur », dernier chapitre des *Origines du totalitarisme*, ajouté pour la deuxième édition et qui renforce considérablement le livre. Mais ce serait alors comme pour répondre sans le dire à l'idée des religions politiques, en montrant que les idéologies totalitaires importent davantage par la dynamique qu'elles impriment que par leur contenu strictement doctrinal, adapté voire abandonné au gré des besoins. Jusqu'au bout donc le désaccord persiste et aucun des deux partenaires ne verra chez l'autre un interlocuteur sérieux pour des travaux futurs.

Au travers de trois lettres échangées à l'occasion de la réception par deux amis des *Origines du totalitarisme*, un coin du voile se lève sur un triangle affectif et intellectuel indéfectible. Kurt Blumenfeld et Karl Jaspers : voici les mentors d'Hannah Arendt dans des domaines différents mais complémentaires. Auprès de Jaspers, elle a beaucoup appris. Qu'il ait été son maître en philosophie l'a sans doute consolée

de ses déboires avec Martin Heidegger, dont elle fut brièvement la maîtresse. Jusqu'à sa mort il restera une sorte de boussole pour la pensée et un refuge contre les polémiques, au fil d'une relation sans accroc. Arendt et Blumenfeld ne cessent au contraire d'insister sur leurs différences, creusant à l'envi entre eux une opposition qui rend l'amitié toujours plus chère. Il l'a initiée au sionisme, mais demeure chagrin de ce qu'elle a fait de cet apprentissage. Entre Jérusalem et New York il sait qu'un monde les sépare, qu'elle n'a aucune envie de traverser. Faute du dialogue attendu sur les choses juives, elle lui offre des paradoxes en lui donnant des nouvelles : « tu sais, c'est bien simple, les usines de l'extermination ne me sortent pas de la tête, cette zone du factuel à l'état brut où ce type de production dernier cri n'a même plus à voir avec les Juifs ni les Allemands. Et autrement, je suis d'excellente humeur [...] le monde tel que le bon Dieu l'a fait me plaît sans réserve » (lettre du 19 juillet 1947).

Karl Jaspers est peu loquace lorsqu'il reçoit le livre, mais lance une formule elliptique qui rendra Hannah Arendt méditative : « Yahvé n'aurait-il pas trop tôt disparu ? » La confiance qui répond croise celle faite à Blumenfeld : « Personnellement, je me défends tant bien que mal (et en réalité plutôt bien que mal) avec une confiance (enfantine ? parce que jamais mise en doute) en Dieu (à la différence de la foi qui croit toujours savoir et tombe de ce fait dans le doute et les paradoxes). » Mais Arendt voit que le mot touche un sujet qui n'a pas fini de l'occuper : celui du mal et de sa nature. On peut noter à cette occasion qu'un échange sur la question a déjà eu lieu cinq ans plus tôt. Jaspers reprochait alors à Arendt d'envisager l'idée d'une faute qui pourrait dépasser toute dimension criminelle, arguant du fait que cela reviendrait à lui accorder une forme de « grandeur ». Il ajoutait alors : « Il faut regarder les choses dans toute leur banalité, dans leur prosaïque nullité » (lettre du 19 octobre 1946). On sait comment

cette proposition fera son chemin, jusqu'à la « banalité du mal » imputée à Eichmann dans le livre consacré à son procès.

Répondant à Jaspers sur ce point, Arendt en reste à ce qu'elle défend à la fin des *Origines du totalitarisme*. « Le mal s'est avéré plus radical que prévu » ; il tient au fait de « déclarer les êtres humains superflus en tant qu'êtres humains ¹⁴¹⁶ ». Mais elle avoue un autre tourment, issu lui aussi d'un dialogue antérieur : savoir si la philosophie est tout à fait « innocente » dans cette histoire. Jaspers l'avait mise sur la piste, à un moment où elle lui parlait de la « tyrannie de la raison » à propos de Platon, tout en louant chez Marx un sens de la justice qui le rapprocherait de Kant. Arendt affirme qu'elle veut désormais « nettoyer de tout soupçon la tradition occidentale de Platon jusqu'à Nietzsche inclus », confirmant qu'il faut sauver Marx comme « rebelle et révolutionnaire ». Elle n'a pas retenu la leçon que proposait Jaspers quelques mois plus tôt : « La passion de Marx me paraît impure à sa source, elle – même injuste a priori, vivant de négatif, sans image de l'homme, la haine incarnée d'un pseudo-prophète du style d'Ezéchiél » (lettre de Jaspers du 7 janvier 1951).

Si Jaspers met le doigt sur des difficultés intellectuelles, Blumenfeld exprime surtout des craintes concernant les passions de son amie. Enrobés dans des expressions de tendresse et quelques précautions, les mots sont durs : « Les Juifs, bien entendu, s'en tirent mal. Un critique malintentionné pourrait en conclure à la haine de soi. Sur un plateau de la balance, Bernard Lazare plane sur les hauteurs et sur l'autre, tout en bas, il y a l'abjecte populace juive ¹⁴¹⁷ . » Lors de la polémique sur *Eichmann à Jérusalem*, nombreux seront ceux qui franchiront le pas d'une telle accusation. Kurt Blumenfeld l'aurait-il fait publiquement s'il n'était mort peu de temps après avoir pris connaissance du livre ? Toujours est-il qu'à la lecture des *Origines du totalitarisme*, il glisse un constat : « Tu as sans doute du mal à imaginer que l'on puisse aimer ce peuple juif. »

C'est très exactement ce que Gershom Scholem reprochera à Arendt dans leur controverse de 1963.

Pierre Bouretz

ÉCHANGE AVEC KARL JASPERS

Hannah Arendt / Karl Jaspers, Correspondance 1926-1969, traduit de l'allemand par Éliane Kaufholz-Messner, Payot, 1955.

À HANNAH ARENDT

Bâle, 15.2.51

Chère Hannah,

Votre livre ¹⁴¹⁹ arrive à l'instant. Avant même de le lire – je me réjouis d'avance –, je tiens à vous remercier et à vous dire que le livre est entre nos mains.

Présentation remarquable – et si bon marché !

Que je suis fier, non, heureux de ce lien entre nous, que vous proclamez dans l'épigraphe ¹⁴²⁰, vous le savez.

J'aime lire dans vos notes biographiques que je suis l'homme chez qui vous avez soutenu votre thèse, même si c'est me faire trop d'honneur. Très cordiales salutations pour vous et *Monsieur* ¹⁴²¹.

Votre Karl Jaspers Je viens de lire rapidement la préface : magistrale, me semble-t-il – jamais encore je n'ai lu quelque chose d'aussi clair, simple et concret sur la situation et les devoirs de notre époque.

Et le dernier chapitre, que je connaissais déjà en partie. Magnifique par son exigence – entièrement vraie et incontournable. Mais comment faire pour que chacun la reconnaisse ? – il faut pour cela sans doute plus que la simple exigence.

Yahvé n'aurait-il pas trop disparu ?

À KARL JASPERS

le 4 mars 1951

Très cher,

Ceci devait être une lettre d'anniversaire avant que j'attrape la grippe (vous connaissez : « Un rhume est tapi sur la terrasse, afin de s'emparer d'une victime ¹⁴²² ») qui m'a rendue pendant près de deux semaines inapte à quoi que ce soit. Je voulais télégraphier mais j'ai pensé que vous avez tous deux trop de parents ici pour n'être pas effrayés peut-être par un télégramme venu d'outre-Atlantique.

Je suis heureuse que le livre ait pu être achevé pour cet anniversaire ; il n'est pas encore en vente, c'est pour la fin du mois seulement.

Tant que je n'avais pas l'épigraphe, je savais qu'il manquait quelque chose ; et puis, inspirée par l'épigraphe, j'ai rédigé la préface tout autrement que je l'avais prévue à l'origine comme libérée par cette phrase.

Voici des semaines que votre « Yahvé n'aurait-il pas trop disparu ? » me poursuit sans que me vienne une réponse. Pas plus sans doute qu'à ma propre exigence dans le chapitre de la fin. Personnellement, je me défends tant bien que mal (et en réalité plutôt bien que mal) avec une sorte de confiance (enfantine ? parce que jamais mise en doute) en Dieu (à la différence de la foi qui croit toujours savoir et tombe de ce fait dans le doute et les paradoxes). On ne peut naturellement rien en faire, sauf être content. Toute religion traditionnelle, juive ou chrétienne, ne me dit plus rien du tout en tant que telle. Je ne crois d'ailleurs plus qu'elle puisse encore fournir quelque fondement pour quelque chose d'aussi directement politique que des lois. Le mal s'est avéré plus radical que prévu. Exprimé superficiellement : le Décalogue n'a pas prévu les crimes modernes. Ou : la tradition occidentale souffre du préjugé selon lequel le pire mal que puisse commettre l'homme naît des vices de l'égoïsme ; alors que nous savons que le pire mal ou le mal absolu n'a plus rien à voir avec ces thèmes du péché que peuvent comprendre les hommes. Je ne sais pas ce qu'est le mal

absolu mais il me semble qu'il a en quelque sorte à faire avec les phénomènes suivants : déclarer les êtres humains superflus en tant qu'êtres humains – non pas les utiliser comme des moyens, ce qui n'entame pas leur humanité et ne blesse que leur dignité d'hommes, mais les rendre superflus bien qu'ils soient des êtres humains. Cela arrive dès qu'on élimine toute *unpredictability* [imprévisibilité], qui, du côté des hommes, correspond à la spontanéité. Tout cela est lié à l'illusion d'une toute-puissance (pas simplement goût du pouvoir) de l'homme lui-même. Si l'homme bien qu'homme était tout-puissant, on ne verrait pas en effet pourquoi il devrait y avoir *des* hommes au pluriel – tout comme dans le monothéisme seule la toute-puissance de Dieu lui confère son unicité. Je veux dire : la toute-puissance de l'homme individuel rend superflus les hommes au pluriel. (Nietzsche, me semble-t-il, n'a rien à voir avec cela et Hobbes non plus. La volonté de puissance tend constamment à devenir plus puissante encore, elle s'en tient par principe à ce comparatif qui respecte encore les limites de la condition humaine, et n'avance jamais jusqu'à la folie du superlatif.)

Or, je soupçonne la philosophie de n'être pas tout à fait innocente quant à ce qui nous est donné là. Pas dans le sens naturellement où Hitler pourrait être rapproché de Platon. (La raison, non la moindre, pour laquelle je me suis donné la peine de déceler les composantes des formes de gouvernement totalitaire, est de nettoyer de tous soupçons la tradition occidentale de Platon jusqu'à Nietzsche inclus.) Mais sans doute au sens où cette philosophie occidentale n'a jamais eu une conception du politique et ne pouvait en avoir parce qu'elle parlait forcément de l'homme individuel et traitait accessoirement la pluralité effective. Mais je n'aurais pas dû écrire tout cela, ce n'est pas encore mûr. Pardonnez-moi.

Votre aimable lettre du début janvier a elle aussi attendu longtemps. Pardonnez-moi. J'ai été très heureuse de votre magnifique critique de l'article d'Elliot Cohen, car cette histoire ne m'a jamais vraiment plu et je ne comprenais pas vraiment

pourquoi. Et voilà que vous présentez le tout de telle sorte que tout redevient clair et chaud autour de moi. Vous aviez parfaitement raison : toutes les réponses étaient « de nouveaux arguments ».

L'impérialisme anglais : le plus grandiose en lui, c'est la façon dont il a été liquidé et comment les véritables intentions du parti impérialiste d'Angleterre ont toujours été tenues en échec par les institutions nationales de la métropole, toujours intactes. Il est difficile, me semble-t-il, de le comparer avec l'Empire romain, car la domination romaine était sans doute souvent bien plus cruelle et excessive ; mais c'était en revanche un véritable empire et pas simplement de l'impérialisme, car les conquérants romains imposaient la loi romaine aux peuples étrangers et ont évité ainsi les ruineuses formations hybrides modernes.

Marx : j'ai naturellement aussitôt demandé conseil à *Monsieur* et il a été entièrement de votre avis selon lequel Marx n'avait aucun sens de la justice mais, pense-t-il, sans doute le sens de la liberté. J'ai quant à moi repensé toute cette affaire et me suis rappelé les « Débats autour de la loi sur le vol de bois [1423](#) » (très tôt). Il explique là que la nature et l'homme ont été dénaturés par l'exploitation du bois, comment ce ne sont pas deux individus qui ont besoin de bois qui s'affrontent mais un possesseur de bois et un voleur de bois (les besoins humains n'importent plus guère et le bois n'importe plus non plus) ; du point de vue de la loi, ce pourrait tout aussi bien être de la sculpture. Ce sont ces deux choses : la déshumanisation de l'homme et la dénaturation de la nature auxquelles pense Marx lorsqu'il parle de l'abstraction de la société, et la révolte contre les faits me paraît rester vivante même chez le vieux Marx. Je ne veux pas le sauver en tant que scientifique (alors qu'il fut un grand scientifique, lui qui a précisément corrompu sa science avec l'idéologie) et sûrement pas en tant que « philosophe », mais sans doute en tant que rebelle et révolutionnaire.

Piper a écrit à Harcourt, Brace : un grand merci. Une édition allemande me ferait bien plaisir et avoir le même éditeur que vous me plairait particulièrement. Cela va donc peut-être prendre tournure.

Heidegger : vous écrivez que vous êtes un peu gêné dans votre correspondance et cela me peine naturellement car j'ai été l'instigatrice à la fois coupable et innocente de l'« aveu de culpabilité ». Vous avez raison en parlant de compréhension pas vraiment réelle, mais cette fois je pense qu'elle est tout de même « authentique ». Des explications n'auraient effectivement rien eu d'authentique car il ne sait vraiment pas et n'est guère dans une situation susceptible de lui faire découvrir quel est le diable qui l'a entraîné jusque-là. Lui-même aurait de beaucoup préféré laisser « engloutir » tout cela, mais il semble que je l'en aie empêché. Vous avez raison, il a écrit comme on ne peut écrire qu'à un ami éprouvé après trente ans d'une amitié sans faille ; mais n'oubliez pas combien prudentes et évasives ont été ses réactions à l'origine. Vous voyez : j'ai mauvaise conscience.

La situation mondiale ne s'est pas améliorée. Je me sens toujours mal en moi-même quand il n'y a pas de guerre en vue car je suis en quelque sorte convaincue que la guerre éclatera au moment où on y pensera le moins. (Ceci me rappelle mon ami Kurt Blumenfeld, qui avait coutume de dire qu'il avait sûrement un cancer parce qu'il n'avait précisément aucun symptôme.) De ce point de vue, nous allons tous devenir hypocondriaques en raison de ces temps assez fous que nous vivons. Je m'accroche fanatiquement à mon espoir européen, je suis tout à fait convaincue qu'une seule action juste pourrait empêcher le pire et nous donner du temps. Mais je pense qu'en tout cas il y aura du temps pour la prochaine visite à laquelle je pense si fort. Je discute sans fin avec *Monsieur et* ne puis le convaincre : s'il se rend en Europe, il devra aller en Allemagne et c'est justement ce qu'il ne veut pas. *Ergo*, il restera où il est. D'ailleurs : on ne devrait voyager que si on y est contraint.

Je suis tombée ici sur une étude de Karl Barth sur l'Amérique et la Russie ¹⁴²⁴. Peut-être l'avez-vous aussi. Très caractéristique des intellectuels européens (où il est déjà difficile de maintenir une différence entre les intellectuels et la canaille) et sans doute le texte le plus mensonger que j'aie eu à lire de ce point de vue.

Cette lettre est devenue bien trop longue. Elle devra pourtant rester telle quelle. J'aimerais tant venir un peu en visite.

Toujours vôtre,

Hannah

LETTRE DE KURT BLUMENFELD

Hannah Arendt-Kurt Blumenfeld. Correspondance 1933-1963 ; *préface de Martine Leibovici, traduction Jean-Luc Evard, Desclée de Brouwer, 1998.*

À HANNAH ARENDT

2 juillet 1951 ¹⁴²⁶

Ma chère Hannah,

Il n'est vraiment pas si aisé de trouver le bon moment pour une lettre que l'on brûle d'écrire. En pensée, je suis presque chaque jour auprès de toi, et souvent aussi de Heinrich.

Lors d'un été de féroce canicule, tu m'écrivais un jour, de New York à Lake Placid ¹⁴²⁷ : « Ici, les gens ont l'air de fruits gâtés. » On ne peut en dire autant de Jérusalem, où, pendant ces jours de *hamsin*, nous avons 12° hygrométriques. Le climat idoine pour des momies. Même les idées dessèchent !

Seuls les hommes politiques ne se laissent pas distraire de leurs activités. Il y a bien des manières de tordre le cou à la démocratie. Que l'on puisse la mettre aussi hors de combat en la contraignant à des préparatifs électoraux sans fin, c'est ce que m'enseignent ces dernières semaines.

Tu aimes tant à dire qu'entre-temps tu as suivi d'autres voies. Évidemment ! Aussi loin que je me souviens, c'est ainsi que tu as agi à tous les moments de ta vie ; et chaque fois que je croyais pouvoir te prendre dans mes filets, tu étais déjà ailleurs.

Les Origines du totalitarisme ne montrent pas que nous serions à des lieues l'un de l'autre. Par des voies différentes, nous aboutissons à des résultats semblables. Tu t'entends à amener les choses à la hauteur du concept. À chaque page de ton livre, je me vois sous ton regard sagace.

J'ai fait l'expérience que le régime totalitaire peut rendre l'homme capable de tout, et je sais que l'ennemi mortel de la vie humaine, c'est le « totalitarisme ». Je me suis rendu compte qu'il n'y a pas de différence dans le comportement des peuples quand le système totalitaire devient le maître.

On ne peut haïr les hommes, il faut plutôt dompter le système qui anéantit l'être humain. On trouvera plus aisément mille hommes qui, sur un signal, seront prêts à donner leur vie que dix résolus à relever la tête contre les décrets du système.

Chez les esprits cultivés, la réflexion sur la liberté, parmi ses supposés adeptes, ne va pas très loin. « Le problème de la liberté, et en particulier de la personnalité libre par rapport à l'État, est pourtant fort sujet à controverse ¹⁴²⁸ . » Ainsi commence et s'achève cette réflexion. – Si ton livre est bien compris, il pourrait apporter une contribution très importante à la connaissance et à la conduite des affaires politiques.

Ci-joint une recension de George Lichtheim ¹⁴²⁹ . Elle part d'un bon sentiment, mais, me semble-t-il, sans te rendre justice. C'est un journaliste qui ignore la matière. Les erreurs historiques qu'il commet le laissent relativement indifférent. La place manquant, une partie de la recension, qui t'aurait plu, a été biffée par la rédaction. Il se rallie à ton point de vue sur Disraeli ¹⁴³⁰ . À mes yeux aussi, au fil des années, Disraeli n'a cessé de perdre de sa consistance. Sa chance fut entre autres que, autrefois, en Angleterre, la question juive n'avait pas d'actualité : il incarnait un type humain dont en Angleterre la rareté faisait le prix.

Je t'avais promis une fois de t'envoyer quelques articles. Je n'ai que peu publié parce que je n'arrive jamais à trouver la forme qui me satisfasse. Pour l'instant, par exemple, le chapitre de mes mémoires ¹⁴³¹ consacré à Einstein est prêt. Je voulais en envoyer des extraits à Philipp Frank ¹⁴³² . Moyennant force amputations, son livre, *Einstein. Sein Leben und seine Zeit*, est paru chez Knopf en 1947, le texte allemand original chez Paul

List, Hambourg-Munich-Fribourg, 1949. Je ne sais si Frank, qui a soixante-quatorze ans, sera encore de ce monde quand je lui enverrai ma lettre. Tu trouves ci-joint un article ¹⁴³³ que ma secrétaire a recopié pour toi. Ce qui était superflu puisque tu peux sûrement te procurer ce numéro du *Mitteilungsblatt* [« Bulletin d'information »] à la Public Library ¹⁴³⁴ . Avant publication, l'article – par égard pour moi, je présume – a été sabré par la rédaction, pas très judicieusement.

Je n'adhère à aucun parti et aucun groupe.

Tout en dictant cette lettre, je sens que je suis tenu de me prononcer de manière plus détaillée sur ton livre. Ce qui m'est excessivement difficile, puisque dans les profondeurs de notre être nous différons tant que, pour toi et pour moi, les mêmes mots n'ont pas la même signification.

En lisant ton livre, on apprend à qui tu t'opposes, et parfois, quand je reprends haleine, il me semble que ton pouvoir de considérer les aspects négatifs s'est régulièrement renforcé. « Toute chose a ses deux faces d'ombre », comme disait un grand-oncle à moi. Chez toi, on a du mal à démêler où vont en fait tes préférences.

Les Juifs, bien entendu, s'en tirent vraiment mal. Un critique malintentionné pourrait en conclure à de la haine de soi. Sur un des plateaux de la balance, Bernard Lazare plane dans les hauteurs ¹⁴³⁵ , et sur l'autre, tout en bas, il y a l'abjecte populace juive.

Pour ce qui est de la critique des mouvements annexionnistes (« Pan ¹⁴³⁶ »), de ton jugement sur la politique coloniale anglaise, tes aversions s'affichent noir sur blanc.

Quant à l'amour de la vie, à l'admiration qu'on éprouve pour le bel ouvrage, quant aux manifestations de créativité dans leur relation avec le négatif tout entier, je n'en ai guère trouvé trace.

Tout cela, j'aimerais t'en entretenir de la façon la plus circonstanciée, et ce serait sans la moindre appréhension. Mais c'est tout simplement une question de temps. Que nous

n'appartenions pas à la même génération est aujourd'hui sans importance.

Si tu veux que je t'en dise plus, il te faudra m'y inciter encore. Je t'écirai, tout en sachant, que j'ai besoin pour cette correspondance non seulement de temps, mais aussi de toute ma tête.

Quel dommage que les perspectives de nous revoir soient si minces. Je serais heureux de pouvoir te rencontrer une fois encore en Europe, en Suisse par exemple, ou à Fribourg, ou en Italie. En Israël, ce qui te rebute prendrait trop de place.

Vamorfati ¹⁴³⁷ n'a pas fini de m'exalter. Je me sens chez moi, ici : je me languis de la nature et des hommes quand un voyage m'en éloigne. Je voyage avec plaisir aussi, bien sûr. Quand j'étais en Italie, l'année dernière, je me suis régalé et j'ai beaucoup appris. J'aime la Méditerranée.

Je tiens pour rien les races et la haine raciale, mais plus j'apprends à connaître l'Asie et les peuples d'Asie, et plus nettement je sens que je suis un Européen. Il me manque certes bien des éléments pour comprendre l'histoire européenne, mais, dans mes bonnes heures, quand il s'agit de l'Europe, elle et moi sommes bien en phase. Avec le monde chrétien, je peux faire un bout de chemin, du côté du monde de l'Islam je n'y suis pas arrivé. Ne vois pas là un jugement de valeur.

Pour définir ma position, je peux seulement dire que, dans mon vocabulaire, le mot « goy » n'apparaît pas, qu'en outre je tiens l'ascèse pour rien et que, rétrospectivement, je regrette sincèrement de n'avoir connu, chez les Jaunes et les Noirs, en particulier chez les Malaisiens, que des hommes.

Quant à la formule de Ringelnatz ¹⁴³⁸ sur Jérusalem,

Les gens ici sont plutôt basanés
On les appelle les sionistes,
Mais en dedans les femmes sont
Exactement comme chez nous les chrétiens,

je n'ai à dire que ceci : y goûter passe avant la théorie. Je ne fais pas là le moins du monde des remarques de cynique, elles me sont parfaitement étrangères. Aussi clairement que possible, je veux seulement dire que m'importe l'individu, non pas l'origine. Mais il y a des peuples, et les Juifs en sont un. Tu as sans doute du mal à imaginer que l'on aime ce peuple juif. On n'aime pas être, mais renaître, on se voit renaître parce qu'on en est. C'est d'être sans terre qui compte pour toi, pour moi d'avoir un sol où poser les pieds. Je ne tiens pas pour rien le lieu où l'on se réalise. C'est ainsi que l'on se peut gouverner, voir si l'humanité n'est pas un simple mot, si elle est mise en pratique.

Mais j'arrête. Tu me connais assez, moi et mes visages : bien des facettes et des mélanges, pas seulement un panaché où puiser à son gré, mais aussi un choix définitif, la tentative toujours recommencée d'être maître du mélange, non son esclave.

Des liens très forts m'attachent à toi, et je sens toujours l'éros de l'amitié que tu avais évoqué quand tu étais venue prendre congé de moi. J'aime beaucoup Heinrich. Je crois que je n'aurais pas moins besoin de lui que de toi. Il est en droit de me montrer comment s'appelle le fils de son père. Souvent, quand je pense à lui, j'entends le dialecte qui m'est familier. Si tu n'avais pas Heinrich, ta patine berlinoise n'aurait pas si belle mine.

J'ai creusé ton livre de A à Z et en ai discuté avec quelques autres qui l'ont lu aussi à fond que moi. Savoir si l'antisémitisme cessera un jour et ce qu'il en est du progrès de l'humanité ne m'intéresse pas tellement. Je tiens les pronostics pour rien, bien difficiles à distinguer de nos espérances. Et il m'est aussi parfaitement indifférent de savoir si les Juifs, comme le pense Sartre, sont pour l'essentiel un antipode de la haine qui leur est vouée, comme si seule la judéophobie leur conférait une réalité.

Chaque fois que je suis d'humeur maussade et que je veux un peu exhaler du mécontentement que m'inspire notre situation, arrive quelque lettre, écrite par quelque intellectuel

juif des États-Unis – aujourd'hui, un médecin de Los Angeles. Je connais le ton et la chanson. Vagues formules qui n'engagent qu'eux, gens qu'angoisse fort l'idée de leur perdition dans un univers non américain.

Quand on m'enseigne ensuite que John Dewey importe plus à l'épanouissement de l'humanité que Platon et Kant, que leur caractère européen empêche Einstein et Planck d'avoir aucune influence en Amérique, je revois toujours une jolie scène du temps de ma jeunesse. Sur une plage près de Königsberg, nous admirions un superbe coucher de soleil. Une des jeunes filles de notre groupe s'exclama en russe : « Magnifique ! » Un étudiant du Bund ¹⁴³⁹ lança avec mépris : « Coucher de soleil bourgeois. »

ERIC VOEGELIN

LES ORIGINES DU TOTALITARISME

Eric Voegelin, « The Origins of Totalitarianism », Review of Politics, janvier 1953. Inédit en français. Traduction Étienne Tassin.

L'immense majorité des êtres humains vivant sur terre est plus ou moins touchée par les mouvements de masse totalitaires de notre époque. Que les hommes en soient membres, partisans, compagnons de route, complices ingénus, victimes réelles ou potentielles, qu'ils soient sous la domination d'un gouvernement totalitaire ou qu'ils soient encore libres d'organiser leur défense contre le désastre, leur lien avec ces mouvements est devenu une part intime de leur existence spirituelle, intellectuelle, économique et physique. La putréfaction de la civilisation occidentale a, pour ainsi dire, libéré un poison mortifère répandant son infection à travers tout le corps de l'humanité. Ce qu'aucun fondateur de religion, aucun philosophe, aucun conquérant d'empire du passé n'a accompli – créer une communauté du genre humain en créant un intérêt commun à tous les hommes – se trouve désormais réalisé par la communauté de souffrance que l'infamie occidentale a répandue sur toute la terre.

Même en des circonstances plus favorables, un processus communautaire d'une telle amplitude et d'une telle complexité ne se prêterait pas aisément à l'investigation et à la théorisation du spécialiste de la science politique. Du point de vue de l'espace, la connaissance des faits doit s'étendre à une pluralité de civilisations ; sur le plan thématique, l'enquête devra aller des expériences religieuses et de leur symbolisation, en passant

par les institutions gouvernementales et l'organisation du terrorisme, jusqu'aux transformations de la personnalité sous l'effet de la peur et de l'accoutumance aux atrocités ; du point de vue du temps, l'enquête devra retracer la genèse des mouvements tout au long d'une civilisation qui dure depuis un millénaire. Aussi regrettable que cela soit, les circonstances ne sont pas favorables. La destruction positiviste de la science politique n'est pas encore surmontée ; et l'insuffisance des instruments théoriques constitue encore le grand obstacle à un traitement adéquat du totalitarisme. Il est difficile de conceptualiser correctement les phénomènes politiques en l'absence d'une anthropologie philosophique aboutie, ou les phénomènes de désintégration spirituelle en l'absence d'une théorie de l'esprit ; car ce qui suscite une répulsion morale et ce qui produit un choc affectif éclipsent alors l'essentiel. En outre, le surgissement révolutionnaire du totalitarisme à notre époque représente l'apogée d'une évolution séculaire. Et, en raison de l'état insatisfaisant de la théorie critique, l'essence parvenue à la réalité, devenue réelle au cours d'un long processus historique, défiera toujours toute identification. Les manifestations catastrophiques de la révolution, le massacre et la misère de millions d'êtres humains impressionnent le spectateur si fortement, comme quelque chose de sans précédent au regard de la période plus paisible qui les a immédiatement précédés, que la différence phénoménale finit par obscurcir l'identité essentielle.

Au vu de ces difficultés, l'œuvre d'Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, mérite un examen attentif. Cette tentative pour rendre intelligibles des phénomènes contemporains fait remonter leur origine au xvm^e siècle, établissant ainsi une unité de temps au cours de laquelle l'essence du totalitarisme s'est déployée dans toute sa plénitude. Pour ce qui est de la nature du totalitarisme, elle pénètre tous les enjeux théoriquement pertinents. Ce livre sur les troubles de notre temps est cependant aussi marqué par ces troubles. Car il

porte les stigmates de l'état insatisfaisant de *la théorie auquel nous faisons allusion. Il abonde en formules brillantes et en intuitions profondes – comme on ne saurait en attendre que d'un auteur qui a su dominer les problèmes en philosophe ; mais, de façon surprenante, lorsque l'auteur prolonge ces intuitions jusque dans leurs conséquences, la construction s'affaisse jusqu'à une regrettable platitude. Bien que troublants, de tels déraillements n'en sont pas moins instructifs – parfois plus instructifs que les intuitions elles-mêmes – parce qu'ils révèlent la confusion intellectuelle du temps, et montrent de façon plus convaincante qu'aucun argument pourquoi les idées totalitaires trouvent audience auprès des masses et la trouveront longtemps encore.

Le livre s'organise en trois parties : l'antisémitisme, l'impérialisme et le totalitarisme. La succession des trois thèmes est approximativement chronologique même si sous ces trois titres, les phénomènes se chevauchent dans le temps. L'antisémitisme commence à faire parler de lui au siècle des Lumières ; l'expansion impérialiste et les mouvements annexionnistes s'étendent du milieu du xix^e siècle jusqu'à aujourd'hui ; les mouvements totalitaires, eux, appartiennent au xx^e siècle. La succession s'ordonne par ailleurs selon un ordre croissant en intensité et en férocité des aspects du totalitarisme jusqu'au paroxysme des atrocités commises dans les camps de concentration. Elle constitue finalement une révélation progressive de l'essence du totalitarisme depuis ses formes inchoatives au xvm^e siècle jusqu'à l'écrasement nihiliste, pleinement abouti, d'êtres humains.

Cependant, on ne peut pas bien saisir cette organisation du matériau indépendamment de l'émotion qui la motive. Il y a plus d'une manière d'appréhender les problèmes du totalitarisme ; et, nous allons le voir, il n'est pas certain que le Dr Arendt ait choisi la meilleure. Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que le destin des Juifs, le massacre de masse et l'errance des personnes déplacées constituent pour l'auteur le

noyau d'un choc émotionnel d'où émane son désir d'enquêter sur les causes de l'horreur, de comprendre les phénomènes politiques qui, dans la civilisation occidentale, appartiennent au même genre, et d'envisager les moyens d'endiguer le mal. Cette méthode, déterminée par l'émotion, qui consiste à procéder à des généralisations à partir d'un point d'impact concret, impose une certaine délimitation du sujet. Le choc est causé par le destin des êtres humains, des dirigeants, des partisans et des victimes des mouvements totalitaires ; en conséquence, l'effondrement des anciennes institutions et la formation des nouvelles, les trajectoires individuelles dans une époque de changement institutionnel, la dissolution et la formation de types de conduite, et les idées quant à l'attitude juste, deviennent sujets d'étude ; le totalitarisme devra être compris par ses manifestations au travers de conduites et d'institutions seulement esquissées. Et de fait, court tout au long du livre – comme son fil conducteur – l'idée de l'obsolescence de l'État-nation comme organisation protectrice des sociétés politiques occidentales, due aux changements technologiques, économiques et à ceux du pouvoir politique qui en ont découlé. À chacun de ces changements, des parties de la société deviennent « superflues », au sens où elles perdent leur fonction et sont ainsi menacées dans leur statut social et leur existence économique. La centralisation de l'État – nation et le développement de la bureaucratie en France rendent la noblesse superflue ; la croissance des sociétés industrielles et les nouvelles sources de revenus à la fin du xix^e siècle rendent superflus des Juifs en tant que banquiers de l'État ; à chaque crise industrielle, le chômage entraîne la superfluité d'êtres humains ; au xx^e siècle, l'impôt et les inflations font disparaître les classes moyennes dans les décombres de la société ; les guerres et les régimes totalitaires produisent des millions de réfugiés, de travailleurs esclaves et de détenus dans des camps de concentration, et réduisent les membres de sociétés entières au rang de matériel humain qu'on peut utiliser à merci. En ce

qui concerne l'aspect institutionnel du processus, le totalitarisme est donc la désintégration de sociétés nationales et à leur transformation en agrégats d'êtres humains superflus.

La délimitation du sujet à partir des émotions suscitées par le destin des êtres humains constitue la force du livre du Dr Arendt. L'intérêt pour l'homme et les causes de son destin dans les bouleversements sociaux est à la source de cette historiographie. La manière dont l'auteur relie les événements mouvants actuels jusqu'à leur origine, dans la concentration de l'État-nation, évoque le souvenir lointain de la splendide manière dont Thucydide avait lui-même relié le mouvement catastrophique de son temps, depuis la grande *kinesis*, jusqu'à ses origines, dans l'émergence de la *polis* athénienne après les guerres médiques. L'émotion, dans sa pureté, fait de l'intellect un instrument sensible pour reconnaître et sélectionner les faits pertinents. Que la pureté des intérêts humains reste préservée de tout esprit partisan, et le résultat sera une étude historique très estimable – comme dans le cas du présent ouvrage qui, dans ses parties décisives, est remarquablement exempt de toute ineptie idéologique. Avec un admirable détachement envers les conflits partisans actuels, l'auteur a réussi à écrire l'histoire des circonstances qui ont donné naissance aux mouvements, y compris celle des mouvements totalitaires, et surtout celle de la désintégration de la personnalité humaine depuis le ressentiment initial antibourgeois et antisémite jusqu'aux horreurs contemporaines de « l'homme qui accomplit son devoir » et de ses victimes.

Ce n'est pas le lieu d'entrer dans les détails. Cependant, il nous faut développer quelques-uns de ses thèmes afin de donner une idée de la richesse de l'œuvre. La première partie est peut-être la brève et meilleure histoire du problème de l'antisémitisme qui existe ; on doit accorder une attention particulière aux passages remarquables sur les Juifs de cour et leur déclin, sur le problème juif dans le Berlin des Lumières et du romantisme, sur le portrait de Disraeli et le compte rendu

précis de l'affaire Dreyfus. La seconde partie – sur l'impérialisme – est la plus pénétrante du point de vue théorique car elle forge les concepts-types requis pour penser les relations entre des phénomènes rarement replacés dans leur contexte, à la fois singulier et plus large. Elle comprend une étude de l'émancipation inéluctable de la bourgeoisie qui entend être une classe supérieure sans assumer les responsabilités du gouvernement, de la désintégration des sociétés nationales occidentales et de la formation des élites et des populations, de la genèse de la pensée raciale au xvin^e siècle, de l'expansion impérialiste des États – nations occidentaux et du problème des races au sein des empires, des mouvements annexionnistes qui leur correspondent sur le continent et de la genèse du nationalisme racial. Au cœur de ces analyses plus vastes sont enchâssées des études miniatures de situations ou de personnalités particulières, telles celles, magnifiques, de Rhodes et Barnato, des caractéristiques des Boers et de leur politique raciale, de la bureaucratie coloniale britannique, de l'incapacité des États-nations occidentaux à créer une culture impériale au sens romain du terme et de la faillite consécutive des impérialismes français et britannique, de l'élément d'infantilisme présent chez Kipling ou Lawrence d'Arabie, et de la question des minorités en Europe centrale. La troisième partie – sur le totalitarisme – comprend des études sur la société sans classes qui résulte de la superfluité générale des membres d'une société, sur la différence entre population et masses, sur la propagande totalitaire, sur la police totalitaire et les camps de concentration.

Le condensé de ce matériau considérable, bien documenté, accompagné de notes de bas de page et de bibliographies, aborde quelquefois les choses dans les grandes lignes, trahissant le plaisir que prend le véritable historien aux finesses du récit, mais les maintient cependant unies grâce à la fermeté conceptuelle de la thèse générale. Néanmoins, qu'une remarque critique nous soit, à ce stade, autorisée.

L'organisation du livre est en quelque sorte moins stricte qu'elle n'aurait pu l'être si l'auteur avait plus volontiers recouru aux instruments théoriques que l'état présent de la science met à sa disposition. Le paradigme qui ordonne la diversité des matériaux en une histoire du totalitarisme est celui de la désintégration d'une civilisation en masses d'êtres humains privées de sécurité économique et de statut social. Les matériaux retenus se révèlent pertinents dans la mesure où ils apportent la preuve de ce processus de désintégration. C'est manifestement ce même processus que Toynbee avait conceptualisé : le développement d'un prolétariat interne et externe. Il est surprenant que l'auteur n'ait pas fait usage des concepts nettement différenciés de Toynbee dont le nom n'apparaît ni en note ni dans la bibliographie ni dans l'index. Le recours à l'œuvre de Toynbee aurait donné un poids substantiel aux analyses du Dr Arendt.

Ce livre excellent, nous l'avons souligné, est cependant, et malheureusement, décevant en raison de certains défauts théoriques. Le traitement des mouvements de type totalitaire sur le plan des situations et des changements sociaux, aussi bien que des types de conduites qu'ils déterminent, est susceptible de doter la causalité historique d'une aura de fatalité. À coup sûr, les situations et les changements appellent une réponse, mais ils ne la déterminent pas. Le caractère d'un homme, la gamme et l'intensité de ses passions, le contrôle exercé par ses vertus, sa liberté spirituelle enfin, entrent aussi en ligne de compte. Si la conduite n'est pas comprise comme la réponse d'un homme à une situation, et la variété des réponses comme enracinée dans les potentialités de la nature humaine plutôt que dans la situation elle-même, alors le processus historique devient un flux contraignant dont chaque carrefour, à un point donné du temps, détermine de manière exhaustive le cours futur. Le Dr Arendt est conscient de ce problème. Elle sait que les changements de situations sociales et économiques ne rendent pas simplement les êtres superflus et que les êtres

superflus n'y répondent pas nécessairement par le ressentiment, la cruauté ou la violence ; elle sait qu'une société de compétition impitoyable doit son caractère à une absence d'entraves et de sens des responsabilités envers les conséquences ; et elle est même avertie, aussi difficile soit-il de l'admettre, que toute la misère des camps de concentration nationaux-socialistes n'est pas causée par les seuls oppresseurs mais provient en partie de la déshérence spirituelle qui habite tant de victimes. Le passage suivant révèle de manière indubitable la compréhension qu'elle a de ces questions : « Rien peut-être ne distingue plus radicalement les masses modernes de celles des siècles passés que la perte de la foi en un Jugement dernier : les pires ont perdu leur peur, les meilleurs leur espoir. Aussi incapables qu'avant de vivre sans peur et sans espoir, ces masses sont attirées par toute entreprise qui semble promettre la fabrication par l'homme du Paradis qu'elles avaient désiré et de l'Enfer qu'elles avaient redouté. De même qu'en ses aspects les plus populaires, la société sans classes de Marx présente une étrange ressemblance avec l'âge messianique, de même la réalité des camps de concentration ne ressemble à rien tant qu'aux représentations médiévales de l'Enfer ¹⁴⁴⁰ . » La maladie spirituelle de l'agnosticisme est le problème spécifique des masses modernes : les Paradis comme les Enfers créés par l'homme en sont les symptômes. Et, dans leur Paradis ou dans leur Enfer, les masses souffrent de cette maladie. L'auteur est donc consciente du problème. Mais, assez étrangement, cette lucidité n'affecte pas la manière dont elle traite ces matériaux. Si la maladie spirituelle est le trait décisif qui distingue les masses modernes de celles des siècles antérieurs, on s'attendrait à ce que l'étude du totalitarisme ne soit pas délimitée par l'effondrement institutionnel des sociétés nationales et la croissance de masses socialement superflues, mais bien plutôt par la genèse de la maladie spirituelle, et particulièrement depuis que la réponse à l'effondrement institutionnel porte clairement la marque de la maladie. Les

origines du totalitarisme ne seraient pas à rechercher en priorité dans le destin de l'État-nation et la série des changements sociaux et économiques qui l'accompagne depuis le xvm^e siècle, mais plutôt dans la montée du sectarisme immanentiste depuis le haut Moyen Âge ; et les mouvements totalitaires ne seraient pas simplement les mouvements révolutionnaires de personnes perturbées dans leurs fonctions, mais des mouvements de croyance immanentiste au sein desquels les hérésies médiévales se sont accomplies. Le Dr Arendt, ainsi que nous l'avons dit, ne tire pas les conclusions théoriques de ses propres intuitions.

Une telle inconséquence a une cause. Elle apparaît clairement à l'occasion d'une autre de ces formulations profondes que l'auteur infléchit d'une manière inattendue : « Le dessein des idéologies totalitaires n'est donc pas de transformer le monde extérieur, ni d'opérer une transmutation révolutionnaire de la société, mais de transformer la nature humaine elle-même ¹⁴⁴¹ . » Telle est, en effet, l'essence du totalitarisme en tant que mouvement de croyance immanentiste. Les mouvements totalitaires ne prétendent pas remédier aux maux de la société par des changements industriels, mais entendent donner naissance à un millenium, au sens eschatologique du terme, en transformant la nature humaine. La foi chrétienne en une perfection transcendante par la grâce de Dieu a été convertie – et pervertie – en l'idée d'une perfection immanente grâce à l'action de l'homme. Et cette compréhension de l'effondrement intellectuel et spirituel est suivie, dans le texte du Dr Arendt, de cette phrase : « C'est la nature humaine en tant que telle qui est en jeu ; et même s'il semble que ces expériences ne réussissent pas à changer l'homme, mais seulement à le détruire, [...] on ne devrait jamais perdre de vue les nécessaires limites d'une expérience qui requiert un contrôle global des résultats concluants ¹⁴⁴² . » Quand j'ai lu cette phrase, j'ai eu du mal à en croire mes yeux. La « nature » est un concept philosophique ; il désigne ce qui

identifie une chose comme étant une chose de telle sorte et pas d'une autre. Une « nature » ne peut être changée ou transformée. Un « changement de nature » est une contradiction dans les termes : toucher à la « nature » d'une chose signifie détruire cette chose. Concevoir l'idée d'un « changement de la nature » de l'homme (ou de quoi que ce soit d'autre) est un symptôme de l'effondrement intellectuel de la civilisation occidentale. L'auteur adopte en réalité l'idéologie immanentiste. Elle conserve son « ouverture d'esprit » pour ce qui concerne les atrocités totalitaires. Elle considère la question d'un « changement de nature » comme un sujet qui ne saurait être tranché que par « expérimentation » ; et puisque « l'expérimentation » n'a pas pu encore bénéficier des opportunités offertes par un laboratoire global, la question doit demeurer pour l'instant en suspens.

Bien entendu, ces phrases du Dr Arendt ne doivent pas être interprétées comme une concession au totalitarisme au sens le plus restreint, c'est-à-dire comme une concession aux atrocités nationales-sociales et communistes. Bien au contraire, elles reflètent une attitude typiquement libérale, progressiste, pragmatique, envers les problèmes philosophiques. Nous suggérions précédemment que les développements théoriques de l'auteur sont parfois plus intéressants que ses intuitions. Et cette attitude revêt, en effet, une importance d'ordre général en ce qu'elle révèle combien les positions libérales et totalitaires partagent de points communs ; l'immanentisme essentiel qui les unit l'emporte sur les différences d'ethos qui les séparent. La véritable ligne de partage dans la crise contemporaine ne passe pas entre les libéraux et les totalitaires, mais entre les partisans d'une transcendance philosophique ou religieuse d'un côté, et les adeptes sectaires de l'immanentisme, libéraux ou totalitaires, de l'autre. Il est regrettable, mais cela doit être mentionné, que l'auteur elle-même trace cette ligne de partage. L'argument prend son point de départ dans la confusion qu'elle fait sur la « nature de l'homme » : « Seule la tentative criminelle

de changer la nature de l'homme correspond à notre intuition tremblante de l'impossibilité de considérer désormais aucune nature, pas même la nature de l'homme, comme la mesure de toute chose ¹⁴⁴³ » – phrase qui, à supposer qu'elle ait un sens, peut seulement signifier que la nature de l'homme cesse d'être la mesure dès lors qu'un imbécile conçoit l'idée de la changer. L'auteur semble impressionnée par cet imbécile et être prête à laisser tomber la nature de l'homme aussi bien que toute civilisation humaine construite sur la compréhension de celle-ci. Les « foules », concède-t-elle, ont fort bien vu que « c'est la totalité de presque trois mille ans de civilisation occidentale [...] qui s'est brisée ¹⁴⁴⁴ ». Finis les philosophes de la Grèce, les Prophètes d'Israël, le Christ, sans même mentionner les Pères de l'Église et les scolastiques ; car l'homme « a atteint sa majorité », ce qui signifie que dorénavant « l'homme est le seul créateur possible de ses propres lois et le seul artisan possible de sa propre histoire » ¹⁴⁴⁵ . Cette majorité doit être acceptée : l'homme est le nouveau législateur ; et sur les tablettes bien nettoyées de tout le passé, il inscrira de « nouvelles découvertes [...] en matière de moralité » ¹⁴⁴⁶ que Burke considérerait encore comme impossibles.

Tout cela résonne comme un cauchemar nihiliste. Et c'est bien un cauchemar plutôt qu'une théorie mûrement réfléchie. Il serait injuste de tenir l'auteur pour responsable au niveau de la pensée critique de ce qui est en réalité manifestement un ébranlement traumatique dû à l'impact d'expériences plus fortes que les forces de la résistance spirituelle ou intellectuelle. Le livre en son ensemble ne doit pas être jugé à l'aune des déraillements théoriques qui apparaissent principalement dans la conclusion. L'examen du sujet est lui-même animé, sinon toujours pénétré, de l'antique connaissance de la nature humaine et de la vie de l'esprit que, dans ses conclusions, l'auteur souhaite abandonner et remplacer par de « nouvelles découvertes ». Trouvons plutôt un réconfort dans l'inconsciente ironie de l'ultime phrase de l'œuvre où l'auteur convoque, en

faveur du « nouvel » esprit de solidarité humaine, les Actes des apôtres (xvi, 28) : « Ne te fais pas de mal ; car nous sommes tous ici. » Peut-être qu'en passant de la citation à l'écoute de ces mots, la frayeur cauchemardesque de l'auteur se dissipera-t-elle comme celle du geôlier à qui ils sont adressés.

HANNAH ARENDT

UNE RÉPONSE À ERIC VOEGELIN

Hannah Arendt, « A Reply », Essays in Understanding, 1930A954, New York, Harcourt, Brace and Co, 1994. Inédit en français. Traduction Étienne Tassin.

Bien que je sois sensible à l'inhabituelle gentillesse des éditeurs de *The Review of Politics* qui m'ont demandé de répondre à la critique que le professeur Eric Voegelin a faite de mon livre, je ne suis pas sûre d'avoir bien fait en acceptant cette offre. Je n'aurais certainement pas accepté s'il ne s'agissait, comme souvent, que d'un compte rendu amical ou inamical. Par leur nature même, de telles réponses incitent tout aussi aisément leur auteur à refaire lui-même le compte rendu de son ouvrage ou à faire le compte rendu du compte rendu. Afin de prévenir de telles incitations, je me suis toujours abstenue dans la mesure du possible, même à titre privé, d'engager la moindre controverse avec aucun critique de mes livres, que je sois d'accord ou non avec lui.

La critique du professeur Voegelin est cependant de celles auxquelles on peut répondre en bonne et due forme. Il soulève certaines questions très générales concernant d'un côté la méthode et de l'autre la portée philosophique d'ensemble. Les unes et les autres vont bien entendu de pair. Mais alors que j'ai le sentiment d'avoir été, dans le cadre nécessairement limité d'une étude historique et d'une analyse politique, suffisamment claire sur les quelques difficultés générales qui sont apparues au cours du plein développement du totalitarisme, je sais aussi que je ne suis pas parvenue à expliquer la méthode particulière à laquelle j'ai recouru, ni à rendre compte d'une approche

plutôt inhabituelle – non pas du point de vue des problèmes historiques ou politiques que les explications ou les justifications ne feraient que distraire – mais au regard de l'ensemble du champ des sciences politiques et historiques en tant que tel. L'une des difficultés de ce livre est qu'il ne relève d'aucune école et ne recourt que rarement aux instruments officiellement reconnus ou officiellement controversés.

Le problème auquel je devais originellement faire face était simple et déconcertant à la fois. Toute historiographie est nécessairement œuvre de salut et souvent de justification : cela tient au fait que l'homme a peur de pouvoir oublier et s'évertue donc à gagner quelque chose qui soit plus encore que le souvenir. Ces motifs sont déjà implicites dans la simple observation de l'ordre chronologique, et il est peu probable que l'interférence des jugements de valeur, qui rompent habituellement le récit et font apparaître la restitution des faits comme influencée et « non scientifique », réussisse à les évincer. Je pense que l'histoire de l'antisémitisme est un bon exemple de cette manière d'écrire l'histoire. La raison pour laquelle toute cette littérature est si extraordinairement pauvre en termes d'érudition est que les historiens – s'ils n'étaient pas consciemment antisémites, ce qu'ils n'ont bien entendu jamais été – avaient à écrire l'histoire d'un sujet qu'ils ne voulaient conserver : il leur fallait écrire d'une manière destructrice, et écrire l'histoire à des fins de destruction est quelque peu contradictoire dans les termes. La manière de s'en sortir était, si l'on peut dire, de se raccrocher aux Juifs, de faire d'eux le sujet de la conservation. Mais ce n'est pas une solution : ne considérer les événements que du point de vue des victimes conduit à l'apologétique – qui n'a bien entendu rien à voir avec l'histoire.

C'est pourquoi mon premier problème fut de savoir comment écrire historiquement à propos de quelque chose – le totalitarisme – que je ne voulais pas conserver mais m'employais, au contraire, à détruire. Ma manière de résoudre

ce problème a prêté le flanc au reproche selon lequel le livre manquait d'unité. Ce que je fis – et ne pouvais que faire, quoi qu'il en soit, en raison de ma formation initiale et de ma manière de penser – fut de pénétrer les principaux éléments du totalitarisme et de les analyser en termes historiques, les faisant remonter dans l'histoire aussi loin que je le jugeais approprié et nécessaire. C'est dire que je n'ai pas écrit une histoire du totalitarisme mais une analyse en termes d'histoire ; je n'ai pas écrit une histoire de l'antisémitisme ou de l'impérialisme, mais analysé l'élément de la haine des Juifs et l'élément de l'expansion dans la mesure où ces éléments étaient encore clairement visibles et jouaient encore un rôle décisif dans le phénomène totalitaire lui-même. Par conséquent, le livre ne traite pas exactement des « origines » du totalitarisme – comme son titre l'affirme malencontreusement – mais rend compte historiquement des éléments qui ont cristallisé sous forme de totalitarisme ; cet examen est suivi par une analyse de la structure « élémentale » des mouvements totalitaires et de la domination elle-même. La structure élémentaire du totalitarisme est la structure cachée du livre alors que son unité la plus apparente provient de certains concepts fondamentaux qui courent comme des fils rouges à travers l'ensemble.

Le même problème de méthode peut être considéré sous un autre angle et se présenter alors comme un problème de « style ». Celui-ci a été loué comme passionné et critiqué comme sentimental. Il me semble que ces deux jugements sont un peu à côté de la question. C'est tout à fait consciemment que je me suis départie de la tradition du *sine ira et studio* dont je reconnais parfaitement la noblesse. C'était pour moi une nécessité méthodologique étroitement liée à la nature particulière de mon sujet.

Supposons – pour prendre un exemple parmi tant d'autres possibles – que l'historien ait à faire face à l'extrême pauvreté dans une société d'opulence, comme la pauvreté des classes laborieuses britanniques au cours des premières étapes de la

révolution industrielle. Colère et indignation constituent la réaction humaine naturelle à de telles conditions si contraires à la dignité humaine. Que je décrive alors ces conditions sans permettre à mon indignation d'interférer, et j'aurai retiré ce phénomène particulier de son contexte dans la société humaine, je lui aurai dérobé une part de sa nature, le privant d'une de ses qualités intrinsèques importantes. Car susciter l'indignation est l'une des qualités de l'extrême pauvreté pour autant que celle-ci se rencontre parmi les êtres humains. Je ne peux donc accorder au professeur Voegelin que « ce qui suscite une répulsion morale et ce qui produit un choc affectif éclipsent alors l'essentiel », puisque je crois qu'ils en sont parties intégrantes. Cela n'a rien à voir avec une attitude sentimentale ou moralisatrice bien que toute deux puissent en effet devenir un piège pour l'auteur. Si j'ai été moralisatrice ou sentimentale, c'est que je n'ai tout simplement pas réussi ce que je m'étais proposé de faire, à savoir décrire le phénomène totalitaire tel qu'il arrive, non sur la lune, mais au sein de la société humaine. Décrire les camps de concentration *sine ira* n'est pas être « objective », c'est fermer les yeux sur leur réalité. Cette forme de cécité ne saurait être atténuée par une condamnation que l'auteur peut croire de son devoir d'ajouter mais qui demeure étrangère à la description elle-même. Quand j'ai eu recours à l'image de l'Enfer, je ne l'entendais pas de manière allégorique mais littérale : il semble assez évident que les hommes qui ne croient plus au Paradis ne seront pas en mesure de l'établir sur terre ; mais il n'est pas aussi certain que ceux qui ne croient plus à l'Enfer dans l'au-delà ne puissent pas vouloir ni être capables d'établir sur terre des imitations exactes de ce qui nourrit les croyances à propos de l'Enfer. En ce sens, je pense que décrire les camps comme l'Enfer sur terre est plus « objectif », c'est-à-dire plus conforme à leur essence que les analyses purement sociologiques ou psychologiques.

Le problème du style est un problème d'adéquation au sujet et de manière d'y réagir. Si j'écris de la même façon « objective »

à propos de l'époque élisabéthaine et du xx^e siècle, ma manière de traiter ces deux périodes peut être inadéquate parce que j'aurai renoncé à la faculté humaine de réagir à chacune. La question du style est ainsi liée au problème de la compréhension, qui a tourmenté les sciences historiques presque depuis leurs débuts. Je ne souhaite pas développer cet aspect ici, mais il me faut préciser que je suis convaincue que la compréhension est étroitement liée à la faculté d'imagination que Kant a nommée *Einbildungskraft* et qui n'a rien à voir avec l'aptitude à la fiction. Les *Exercices spirituels* sont des exercices d'imagination et pourraient bien se révéler plus appropriés à la méthode des sciences historiques que ne le suppose la formation universitaire.

Des réflexions de cette sorte, suscitées par la nature particulière de mon sujet et l'expérience personnelle inévitablement engagée dans une recherche historique qui recourt sciemment à l'imagination comme outil de connaissance, débouchent sur une approche critique de quasi toute interprétation de l'histoire contemporaine. J'y ai fait allusion dans deux courts paragraphes de la Préface où je mettais le lecteur en garde aussi bien contre les concepts de progrès et de destin, « les deux faces d'une même médaille », que contre toute tentative de « déduire de précédents ce qui est sans précédent ». Ces deux approches sont étroitement liées. Le professeur Voegelin ne peut parler d'une « putréfaction de la civilisation occidentale » et de « l'expansion aux dimensions de la terre de l'infamie occidentale » que parce qu'il traite les « différences phénoménales » – toutes importantes pour moi en tant que différences de fait – comme des excroissances mineures de quelque « identité essentielle » de nature doctrinale. Les descriptions des nombreuses affinités entre le totalitarisme et d'autres tendances de l'histoire politique et intellectuelle de l'Occident ont eu, à mes yeux, le résultat suivant : elles ont échoué à montrer la qualité particulière de ce qui s'était passé réellement Loin d'« obscurcir » quelque

similitude essentielle, ces « différences phénoménales » sont au contraire ce qui rend le totalitarisme « totalitaire », ce qui distingue cette forme-ci de gouvernement et de mouvement de toutes les autres. Elles seules, par conséquent, peuvent nous aider à en découvrir l'essence. Ce qui est sans précédent dans le totalitarisme, ce n'est pas d'abord son contenu idéologique, c'est *V événement* de la domination totalitaire lui-même. Cela se voit clairement dès lors que nous reconnaissons que ces pratiques politiques ont fait éclater les catégories traditionnelles de la pensée politique (la domination totalitaire diffère de toutes les autres formes de tyrannie ou de despotisme que nous connaissons) et les normes de notre jugement moral (les crimes totalitaires sont très improprement décrits comme des « meurtres », et les criminels totalitaires peuvent difficilement être punis comme « meurtriers »).

Le professeur Voegelin semble penser que le totalitarisme est seulement l'autre versant du libéralisme, du positivisme et du pragmatisme. Mais que l'on adhère ou non au libéralisme (et je peux bien avouer ici que je suis à peu près certaine de n'être ni libérale ni positiviste ni pragmatique), il est en tout cas clair que les libéraux ne sont pas totalitaires. Cela n'exclut pas, bien entendu, que des éléments libéraux voire aussi positivistes ne conduisent d'eux-mêmes à un mode de penser totalitaire. Mais de telles affinités signifient seulement que l'on doit faire des distinctions très fines en raison du *fait* que les libéraux ne sont pas totalitaires.

J'espère que je n'insiste pas exagérément sur ce point. Il m'importe parce que je crois que ce qui sépare mon approche de celle du professeur Voegelin est que je procède à partir de faits et d'événements et non d'affinités ou d'influences intellectuelles. Cela n'est peut-être pas évident parce que je suis, bien entendu, très concernée par les mutations survenues dans la manière dont le monde moderne s'interprète spirituellement et par leurs implications philosophiques. Mais cela ne signifie certainement pas que je décris « une révélation progressive de

l'essence du totalitarisme depuis ses formes inchoatives au xvm^e siècle jusqu'à son plein développement », parce que cette essence, à mon avis, n'existe pas avant d'être venue à l'être. C'est pourquoi je parle seulement d'« éléments », qui finissent par cristalliser sous la forme du totalitarisme, et dont on peut, pour certains, repérer la trace dès le xvin^e, pour d'autres même plus loin encore (j'émettrais cependant des doutes sur la propre théorie de Voegelin selon laquelle la « montée du sectarisme immanentiste » depuis le haut Moyen Âge devait en fin de compte s'achever dans le totalitarisme). Je ne qualifierais en aucun cas ces éléments de totalitaires.

Pour des raisons semblables et dans le souci de faire la part des idées et des événements concrets de l'histoire, je ne peux acquiescer à la proposition du professeur Voegelin que « la maladie spirituelle est le trait décisif qui distingue les masses modernes de celles des siècles antérieurs ». À mes yeux, ce qui distingue les masses modernes c'est le fait qu'elles sont des « masses » au sens strict du mot. Elles se différencient des multitudes des siècles précédents en ce qu'aucun intérêt commun ne les lie ensemble, aucune sorte de « consentement » commun qui, si l'on en croit Cicéron, constitue *Vinter-est*, ce qui est entre les hommes, ce qui se déploie dans tous les domaines, du matériel au spirituel. Cet « entre », qui peut aussi bien désigner un terrain commun qu'un dessein commun, remplit toujours la double fonction de lier les hommes ensemble *et* de les tenir séparés d'une manière articulée. L'absence d'intérêt commun si caractéristique des masses modernes n'est donc qu'un signe de plus de leur perte de tout foyer et de leur déracinement. Mais cela témoigne seulement de ce fait curieux : ces masses modernes ont été formées par l'atomisation de la société, que les hommes de masse totalement privés de liens communs constituent ainsi le « matériau » idéal des mouvements qui les compriment si étroitement les uns contre les autres qu'ils semblent ne faire plus qu'Un. La perte des intérêts est identique à la perte de « soi » ; les masses modernes

se distinguent à mon avis par leur désintérêt de soi, c'est-à-dire par leur manque d'intérêts égoïstes.

Je sais qu'on pourrait s'épargner ce genre de problèmes si l'on interprétait les mouvements totalitaires comme une religion nouvelle – et perversie –, un substitut aux credo perdus des anciennes croyances. De là, il s'ensuivrait qu'une cause de l'essor du totalitarisme réside dans quelque « besoin de religion ». Je me sens incapable d'aller en ce sens, même sous la forme très subtile dont le professeur Voegelin utilise le concept de religion séculière. Il n'y a pas de substitut de Dieu dans les idéologies totalitaires – l'utilisation par Hitler du « Tout-puissant » étant une concession à ce que lui-même croyait être une superstition. Plus encore, la place métaphysique de Dieu est restée vide. L'introduction de ces arguments semi-théologiques dans la discussion sur le totalitarisme risque tout au plus, par ailleurs, de favoriser les « idées » modernes, très répandues et proprement blasphématoires, au sujet d'un Dieu qui est « bon pour vous » – pour votre santé, mentale ou autre, pour la cohésion de votre personnalité, et Dieu sait quoi –, c'est – à-dire des « idées » qui font de Dieu une fonction de l'homme ou de la société. Cette fonctionnalisation me semble à bien des regards la dernière et peut-être la plus dangereuse étape de l'athéisme.

Par là, je ne veux pas dire que le professeur Voegelin pourrait jamais devenir coupable d'une telle fonctionnalisation. Pas plus que je ne dénie qu'il y ait quelque rapport entre l'athéisme et le totalitarisme. Mais ce rapport me semble purement négatif et nullement limité à l'essor du totalitarisme. Il est vrai qu'un chrétien ne peut pas devenir un partisan de Hitler ou de Staline ; comme il est vrai que la moralité en tant que telle est en péril dès lors que la foi en Dieu qui donna les Dix Commandements n'est plus assurée. Mais c'est au mieux une condition *sine qua non*, rien qui puisse expliquer positivement ce qui est arrivé par la suite. Ceux qui concluent des événements effrayants de notre époque qu'il ne nous reste plus qu'à revenir à la religion et à la foi pour des raisons

politiques me semblent témoigner d'aussi peu de foi en Dieu que leurs opposants.

Le professeur Voegelin déplore, comme moi-même, « l'insuffisance des instruments théoriques » dans les sciences politiques (et, d'une manière qui me paraît inconséquente, m'accuse quelques pages plus loin de ne pas m'être plus volontiers appuyée sur eux). À part les tendances au psychologisme et au sociologisme, à propos desquelles je pense que Mr. Voegelin et moi-même sommes d'accord, mon principal grief à l'encontre des sciences historiques et politiques concerne leur incapacité croissante à faire des distinctions. Des termes comme nationalisme, impérialisme, totalitarisme, etc., sont utilisés sans discrimination pour toutes sortes de phénomènes politiques (la plupart du temps comme de simples mots « savants » pour désigner une agression), et aucun n'est plus compris selon son contexte historique particulier. Il en résulte une généralisation dans laquelle les mots eux – mêmes perdent toute signification. L'impérialisme ne signifie plus rien s'il y est fait référence sans discrimination pour l'histoire assyrienne, romaine, britannique et bolchevique ; le nationalisme est envisagé en des époques et des pays qui n'ont jamais connu l'État-nation ; on découvre le totalitarisme dans toutes sortes de tyrannies ou formes de communautés collectives, etc. Les sciences historiques et politiques modernes me semblent frappées du sceau de ce genre de confusion – où toute distinction disparaît et où tout ce qui est nouveau et frappant est (non pas expliqué mais) justifié en ébauchant quelques analogies ou en les réduisant à un enchaînement de causes et d'influences préalablement connu.

Qu'il me soit permis, en conclusion, de clarifier ma thèse – dans notre situation moderne, c'est « la nature humaine en tant que telle qui est en jeu » – laquelle a provoqué la critique la plus acerbe de Mr. Voegelin qui voit dans la seule idée de « changer la nature de l'homme ou de quelque chose » et dans le seul fait que je prends cette revendication du totalitarisme au sérieux,

« un symptôme de l'effondrement intellectuel de la civilisation occidentale ». Le problème des rapports entre l'essence et l'existence dans la pensée occidentale me semble un peu plus compliqué et discutable que ne le suggère l'affirmation de Mr. Voegelin sur la « nature » (qui identifierait « une chose comme une chose » et ne serait par conséquent, par définition, pas susceptible d'être changée), mais je ne peux guère l'examiner ici. Qu'il suffise de dire, toutes différences terminologiques mises à part, que je pouvais difficilement proposer plus grand changement de nature que ne l'a fait Mr. Voegelin lui-même dans son livre sur *La Nouvelle Science du politique* (*The New Science of Politics*). Discutant de la théorie platonicienne et aristotélicienne de l'âme, il déclare : « On peut presque dire qu'avant la découverte de la psyché, l'homme n'avait pas d'âme [1447](#) . » Pour reprendre les termes de Mr. Voegelin, j'aurais pu dire qu'après les découvertes de la domination totalitaire et ses expériences, nous avons raison de craindre que l'homme ait perdu son âme.

En d'autres termes, le succès du totalitarisme revient à une liquidation bien plus radicale de la liberté en tant que réalité politique et humaine que tout ce dont nous avons pu être témoins jusque-là. Dans ces conditions, ce serait une piètre consolation de s'accrocher à une nature humaine inaltérable pour conclure soit que l'homme lui-même est en voie d'être détruit, soit que la liberté ne fait pas partie des aptitudes fondamentales de l'homme. Historiquement, nous ne connaissons de nature humaine que dans la mesure où elle existe, et aucun domaine d'essences éternelles ne saurait nous consoler si l'homme devait perdre ses aptitudes essentielles.

Ma crainte, lorsque j'écrivais le chapitre de conclusion de mon livre, n'était pas sans ressembler à celle qu'exprime déjà Montesquieu quand il s'aperçoit que la civilisation occidentale n'est plus garantie par des lois, bien que les peuples soient encore régis par des mœurs qu'il ne juge pas pour autant suffisantes pour résister aux assauts du despotisme. Il écrit

dans la Préface à *L'Esprit des lois* : « L'homme, cet être flexible, se pliant dans la société aux pensées et aux impressions des autres, est également capable de connaître sa propre nature lorsqu'on la lui montre, et d'en perdre jusqu'au sentiment lorsqu'on la lui dérobe. »

ERIC VOEGELIN

POUR CONCLURE

« *Concluding remarks* », Review of Politics, janvier 1953.
Inédit en français. Traduction Étienne Tassin.

Il arrive rarement de nos jours qu'une œuvre de science politique possède une consistance théorique suffisante pour mériter un examen de ses principes. Le livre du Dr Arendt se distinguant par une grande perspicacité théorique, j'ai pensé de mon devoir d'honorer cette qualité et de lui rendre un hommage sincère par une critique de certaines de ses formulations. Cette critique eut de surcroît l'heureuse conséquence de susciter une explication plus élaborée des conceptions de l'auteur sur sa méthode. Voilà qui devrait suffire à aider le lecteur de l'ouvrage. Le mot de conclusion que me demandent les éditeurs de la *Review* sera en conséquence des plus brefs – une révérence plutôt qu'un argument.

Je ne ferai qu'attirer l'attention sur le fait que, bien que la réponse du Dr Arendt diffère de la mienne, nous nous accordons sur la question en jeu. C'est celle de l'essence de l'histoire, la question de savoir comment délimiter et définir les phénomènes du genre des mouvements politiques. Le Dr Arendt fixe ces limites au niveau factuel de l'histoire : elle parvient à circonscrire des complexes de phénomènes du type du « totalitarisme », et est disposée à les regarder comme des unités essentielles, ultimes. Je désapprouve cette méthode parce qu'elle néglige le fait que la formation en elle-même des mouvements en histoire n'est pas une formation théorique, pas plus au regard des institutions qu'à celui de l'idéologie. Il est inévitable que l'investigation parte des phénomènes, mais la

question des unités théoriquement justifiables en science politique ne peut être résolue en prenant pour argent comptant celles que charrie le cours de l'histoire. Ce qu'est une unité, cela n'apparaît que lorsque les principes fournis par l'anthropologie philosophique sont appliqués au matériau historique. Il peut alors arriver que les mouvements politiques qui, sur la scène de l'histoire sont durement opposés l'un à l'autre, se révèlent étroitement liés sur le plan de l'essence.

EICHMANN À JÉRUSALEM

INTRODUCTION À EICHMANN À JÉRUSALEM

Buenos Aires, 11 mai 1960, dix-huit heures trente. Comme tous les soirs, un homme descend de l'autobus pour rentrer à son domicile après le travail. Trois individus se précipitent sur lui, le jettent dans une voiture et le conduisent vers une lointaine banlieue de la ville. Interrogé sur son identité, il répond : « *Ich bin Adolf Eichmann* », ajoutant qu'il est certain d'être « entre les mains des Israéliens »[^]. Quelques jours plus tard, il rédigera un texte dans lequel il déclare être prêt à rejoindre Israël pour passer en jugement, affirmant vouloir raconter sans les embellir les dernières années de son activité en Allemagne : pour faire connaître la vérité aux générations futures et pouvoir être en paix avec lui-même. Le 22 mai, Eichmann est à Jérusalem. Dès le 29, il commence à être interrogé par le capitaine Avner Less, trente-cinq jours sans discontinuer, puis de façon plus intermittente jusqu'au 17 janvier 1961. Résulteront de cet interrogatoire 76 bandes magnétiques, dont la transcription occupe 3 564 pages dactylographiées. Suit une chronique judiciaire des plus classiques. Le procès Eichmann débute le 11 avril 1961. Dix semaines plus tard, le procureur en a terminé et la défense prend la parole le 29 juillet. Le 14 août, les débats s'achèvent. Après 144 séances, le procès est ajourné pour quatre mois. Le 11 décembre, les trois juges reviennent et se relaient pendant deux jours pour lire les 244 paragraphes du jugement. Quatre jours plus tard, Eichmann est condamné à mort. Un second procès commencera le 22 mars 1962, durera deux semaines avant d'être à son tour ajourné deux mois. Le 29 mai, le premier jugement est confirmé. Président de l'Etat d'Israël, Itzhak Ben Zvi se voit soumettre une demande de grâce qu'il refuse. Adolf Eichmann est pendu le jeudi 31 mai, peu avant minuit.

Le 23 octobre 1960, Hannah Arendt fait part à Kurt Blumenfeld d'une décision annoncée à Karl Jaspers quelques

jours plus tôt : « J'ai cédé à la tentation de venir en Israël pour le procès Eichmann. » Confiée à Mary McCarthy, l'idée germait depuis juin, attendant pour se réaliser que la direction du *New Yorker* accepte le « reportage » d'une « envoyée spéciale » inattendue, bien connue dans les milieux intellectuels et qui s'était spontanément présentée. Pour réaliser ce projet, Arendt est contrainte de réorganiser son agenda : avancer à janvier et février 1961 un séjour à la Northwestern University de Chicago, déplacer un séminaire pour la Columbia University à New York, annuler une conférence au Vassar College, différer l'entrée en vigueur d'une bourse d'un an accordée par la Fondation Rockefeller. S'expliquant auprès de ces différents interlocuteurs, elle exprime incidemment ses motivations intimes : « vous comprenez, je pense, pourquoi je dois couvrir ce procès ; je n'ai pas pu assister au procès de Nuremberg, je n'ai jamais vu ces gens – là en chair et en os et c'est probablement ma seule chance de le faire » ; « je sais que, d'une certaine façon, assister à ce procès est une obligation que je dois à mon passé ¹⁸⁰¹ ». Kurt Blumenfeld accepte avec plaisir la tâche qui lui est assignée : connaître à l'avance la date du procès, puis organiser le séjour, traduire la presse et les documents de l'hébreu, ouvrir les portes des milieux universitaires et politiques. Karl Jaspers est beaucoup plus réservé : « le procès Eichmann ne vous fera pas plaisir » ; « je crains que ce que vous entendrez ne vous déprime et ne vous révolte » ; la « base juridique » de l'affaire est elle-même « problématique » ¹⁸⁰³ . Mais Arendt confirme sa motivation et se veut rassurante : « N'oubliez pas que j'ai quitté l'Allemagne très tôt et combien peu j'ai vécu cela directement » ; « Je compte en tout cas ne pas consacrer plus d'un mois à cette “plaisanterie” » ¹⁸⁰⁴ . Il reste que la méfiance de Jaspers est plus ancrée qu'il ne semble, en sorte que son ancienne élève est contrainte d'argumenter. Lui pense qu'Israël « n'est pas le judaïsme » et n'a pas le droit de « parler au nom du peuple juif tout entier » ; que le procès est « faussé à la base » et devrait se dérouler devant un tribunal international ; qu'il faudrait enfin

l'esprit des prophètes pour juger un tel homme ¹⁸⁰⁵ . Quitte à réviser plus tard son jugement, elle répond avec fermeté : la seule alternative à l'enlèvement aurait été d'abattre Eichmann en pleine rue ; sinon pour l'ensemble du peuple juif, Israël peut parler « au nom des victimes » ; « le procès à lieu dans le pays où séjournent ceux qui sont concernés et ceux qui ont survécu par hasard » ¹⁸⁰⁶ . Hannah Arendt quitte finalement New York le 7 avril 1961 et passe le lendemain à Paris. Le 9, elle est à Tel-Aviv, puis à Jérusalem le 10. Elle repartira de Tel-Aviv le 7 mai, pour arriver à Bâle chez Jaspers le 8. Il faudra presque deux ans pour qu'elle mène à bien son travail : elle doit avant tout terminer *V Essai sur la révolution*, à l'automne, Heinrich Blücher est victime d'un accident vasculaire ; en mars 1962, elle est elle-même renversée par une voiture dans Central Park et doit se soumettre à une longue convalescence. La version réservée au *New Yorker* paraîtra en cinq livraisons, entre le 16 février et le 16 mars 1963, le livre en mai.

Hannah Arendt passe donc un mois à Jérusalem, période consacrée au début de l'interrogatoire d'Eichmann par le procureur Gideon Hausner et à l'audition des premiers témoins. Son emploi du temps est chargé, entre les séances auxquelles elle assiste, les moments passés avec quelques membres de sa famille (le cousin Ernst Fürst, sa femme et leur fille) et les soirées occupées par des invitations. L'une d'entre elles lui donne l'occasion de rencontrer Golda Meir avec laquelle elle se dispute jusque tard dans la nuit, épreuve au regard de la fatigue qui l'accable : « Comment réussir à aller faire se coucher un ministre des Affaires étrangères quand il, ou plutôt elle, n'en a pas la moindre intention ? » Ses premières impressions d'Israël sont épouvantables, exprimées en privé de manière brutale à ses correspondants. Le 15 avril, à Heinrich Blücher : « l'hôtel où j'étais logée était affreux, et comme tu peux le constater, je suis partie, loin de la ville, qui est bruyante et laide, remplie d'une foule orientale comme on peut en voir au Moyen-Orient, les éléments européens sont vraiment repoussés, la balkanisation a

progressé à tous égards » ; « devant le tribunal, une foule de gamins juifs orientaux et de Juifs à papillotes » ; « tout ça est envahi par des Allemands dont le philosémitisme vous donne envie de vomir ». Deux jours plus tôt, à Karl Jaspers : « Une police qui n'est pas rassurante, ne parle que l'hébreu et a le type arabe ; parfois des types à l'air particulièrement brutal. Ils obéissent à n'importe quel ordre. Et aux portes, la populace orientale, comme si on était à Istanbul ou dans un autre pays semi-asiatique. Et parmi tout ce monde, très visibles à Jérusalem, les Juifs *Peies* [orthodoxes portant des papillotes] et en caftan, qui rendent la vie impossible à toute personne de bon sens. » A Blücher de nouveau, le 20 avril : « Hier, j'ai pu voir la jeunesse juive autour d'un feu de camp chanter des chansons sentimentales, exactement comme du temps de notre jeunesse, et déjà à l'époque nous détestions ça. Les parallèles sont très embarrassants ; surtout dans les détails. » Six jours plus tard enfin, le motif de la discussion orageuse avec Golda Meir et l'un des objets de la vindicte d'Arendt à l'encontre d'Israël : « la question de la constitution, de la séparation de l'Église et de l'Etat, de l'interdiction des mariages mixtes, ou plus exactement de ces lois de Nuremberg qui existent actuellement et qui sont en partie vraiment monstrueuses ¹⁸⁰⁷ ».

Les impressions à chaud consignées dans la correspondance seront souvent réintroduites dans le « reportage ». Observant Eichmann dans sa cage de verre, Arendt voit un « fantôme » plutôt qu'un aigle et trouve le spectacle « absolument normal, indescriptiblement minable et dégoûtant » ¹⁸⁰⁸ . La médiocrité de l'accusé sera fortement soulignée. Sa perception des personnages et des rôles est définitivement fixée. Le procureur Gideon Hausner la révolse : « un Juif galicien qui parle sans aucune ponctuation, qui ne cesse de se répéter et de se contredire, qui fait le savant comme un bon élève qui veut montrer l'étendue de ses connaissances ¹⁸⁰⁹ ». Elle fera de lui une marionnette manipulée en coulisses par Ben Gourion. L'avocat Servatius est « plus intelligent » que son adversaire,

mais « huileux, habile et certainement corrompu ¹⁸¹⁰ ». Arendt sera presque tentée de refaire sa plaidoirie, ce que certains de ses lecteurs verront dans son livre. Ne trouve grâce à ses yeux que le Président du Tribunal, qu'elle rencontre par l'intermédiaire de Kurt Blumenfeld. Moshe Landau : « un homme extraordinaire ! Modeste, intelligent, très ouvert... du meilleur judaïsme allemand ¹⁸¹¹ ». Dans le récit du procès, il apparaîtra comme celui qui sauve l'honneur. Résistant aux pressions politiques et indifférent à l'opinion publique israélienne, il tente de contenir l'allure théâtrale que l'on veut donner aux choses. Quand l'accusation veut convoquer le monde entier à la barre comme témoin de la souffrance juive, il cherche à maintenir une procédure qui ne devrait prendre en compte que les actes de l'inculpé. Son attitude et celle de ses deux assesseurs laissent apparaître ce qu'aurait été un procès équitable, en dépit de leur échec : « Que ces trois hommes n'aient jamais réussi à le [Eichmann] comprendre est peut-être une preuve de leur “bonté”, de leur foi inébranlable et un peu démodée dans les fondements moraux de leur profession ¹⁸¹² . »

Restent enfin les témoins. Nombre d'entre eux agacent Arendt, lorsqu'elle croit percevoir des poses ou entendre des récits commandés. La plupart lui semblent ne pas savoir raconter leur histoire, anonymes au milieu d'une centaine, trop imprécis pour convaincre, ou mêlant maladroitement leurs souvenirs à ce qu'ils ont lu depuis l'époque. Un seul parvient à véritablement l'émouvoir, apparu le 25 avril : « C'était un vieil homme, il portait la traditionnelle calotte juive, était petit, très frêle, avec une barbe et des cheveux blancs clairsemés, et se tenait très droit ¹⁸¹³ . » Zindel Grynszpan raconte : « Le 27 octobre 1938, c'était un jeudi soir, à huit heures, un policier se présenta et nous dit d'aller à la Région [commissariat de police] Onze. [...] un grand nombre de gens, certains debout, d'autres assis, des gens pleuraient. Ils [les policiers] criaient : “Signez, signez, signez.” [...] J'ai dû signer, ils ont tous signé. [...] Ils nous ont emmenés dans la salle de concert et [...] il y avait là des gens

de toute la ville, environ six cents personnes [...] oui, jusqu'au vendredi soir [...]. Puis ils nous ont mis dans des cars de police, des fourgons cellulaires, vingt hommes environ par véhicule, et ils nous ont emmenés jusqu'à la gare. Les rues étaient noires de gens qui criaient : '*duden raus* en Palestine !...' Ils nous emmenèrent en train jusqu'à Neubenschen, à la frontière germano-polonaise. Nous sommes arrivés là le matin du shabbat [...] le 29 octobre [...]. Les SS nous fouettaient, ils frappaient ceux qui traînaient en arrière et le sang coulait sur la route. [...] Ils nous criaient : "Courez, courez !" On m'a frappé et je suis tombé dans un fossé. Mon fils m'a aidé, il a dit : "Cours, père, cours, ou tu vas mourir !" » Dix minutes pour faire ce récit, Hannah Arendt commente : « [...] quand il fut terminé – la destruction absurde, inutile, de vingt-sept années en moins de vingt-quatre heures – on se disait bêtement : chacun, oui, chacun a droit à sa journée au tribunal. Mais c'était pour découvrir ensuite, au fur et à mesure de la succession interminable des audiences, à quel point il était difficile de raconter l'histoire, qu'il fallait – du moins hors du domaine de la transposition poétique – une pureté d'âme, une innocence de cœur et d'esprit irréfléchie et sans complaisance que seuls les justes possèdent. Personne, avant ou après lui, n'eut l'éclatante sincérité de Zindel Grynspan ¹⁸¹⁴ »

Hannah Arendt confiera à Mary McCarthy avoir écrit *Eichmann à Jérusalem* dans un « curieux état d'euphorie ¹⁸¹⁵ ». Mais elle a également noté un doute : « A travailler pour la conscience, soit il faut une foi religieuse très solide – très rare ; soit orgueil, ou même arrogance. Si on commence à se dire dans de tels domaines Qui suis-je pour juger ? – on est déjà perdu ¹⁸¹⁶ . » Probablement inquiet, Kurt Blumenfeld a tenté de l'orienter : « La conduite du procès Eichmann a fortement impressionné les juristes du monde entier... cela devrait suffire à t'inspirer pour écrire ¹⁸¹⁷ . » Mais faisant fi de ce conseil tout en écartant ses réticences à juger, Arendt rédigea un livre dénué de prudence et qui sera lu comme son procès du procès, en dépit

de ses efforts pour restituer les étapes du processus de destruction des Juifs d'Europe au fil des déplacements d'Eichmann et au travers de ses fonctions successives. L'économie et la fonction de ce qu'elle voit comme une mise en scène étaient claires à ses yeux dès le séjour à Jérusalem : tout est dirigé en secret par Ben Gourion ; « les Juifs veulent raconter leurs souffrances au monde entier », en sorte que le procès se déroule comme « une sorte d'inventaire historique » ; il s'agit de montrer que « le massacre des Juifs est une activité normale pour les non-Juifs », ultime expression d'une « mentalité de Ghetto » ¹⁸¹⁸ . Afin de prouver que le procès Eichmann trouve son sens dans le cadre d'une politique d'Israël à l'échelle mondiale, Arendt cite abondamment Ben Gourion : « nous voulons établir devant tous les pays du monde comment des millions d'êtres humains, parce qu'ils se trouvaient être juifs, et un million de bébés, parce qu'ils se trouvaient être des bébés juifs, ont été assassinés par les nazis » ; « que l'opinion mondiale le sache, que l'Allemagne nazie n'était pas la seule responsable de l'extermination de six millions de Juifs européens » ; « il faut que notre jeunesse garde en mémoire ce qui est arrivé au peuple juif » et que chacun sache pourquoi « l'antisémitisme peut conduire à la chambre à gaz et à la fabrique de savon » ¹⁸¹⁹ . Intervenant opportunément à un moment où la Diaspora risque de desserrer ses liens avec Israël, ce procès a donc pour fonction aux yeux d'Arendt de convaincre les Juifs qu'ils ne peuvent vivre en sécurité ailleurs que dans ce pays. A quoi s'ajoute une motivation moins noble : rappeler aux Allemands leur culpabilité, afin qu'ils poursuivent le paiement de « réparations » ¹⁸²⁰ .

Dans le discours du procureur, Hannah Arendt n'entend qu'une traduction judiciaire maladroite des intentions de Ben Gourion. Qu'il s'agisse de parler au nom des victimes, Gideon Hausner le proclame dès l'ouverture : « Si je suis devant vous [...] pour accuser Adolf Eichmann, je ne suis pas seul. En ce moment même, six millions de procureurs se trouvent à mes

côtés. Mais, hélas, ils ne peuvent se lever pour pointer un doigt accusateur vers le box de verre et s'écrier "*J'accuse**" [Car leurs cendres furent entassées à Auschwitz, dispersées dans les champs de Treblinka, emportées par les rivières de Pologne ; leurs tombes sont éparpillées le long des chemins de l'Europe.] Leur sang implore le Ciel, mais on n'entend plus leur voix. C'est donc à moi qu'il incombe d'être leur porte-parole et de livrer, en leur nom, l'horrible accusation ¹⁸²¹ . » Désormais, si Arendt ne dénie pas le droit pour Israël à s'exprimer au nom des victimes qu'elle plaidait auprès de Jaspers, elle s'offusque que l'on ne parle que de la souffrance juive. Dans ce procès « théâtral », orienté par la rhétorique emphatique du procureur et nourri d'arrière – pensées, elle voit les crimes d'Eichmann réduits à ce qui concerne exclusivement les Juifs, mais étendus à des zones géographiques qu'il ne contrôlait sans doute pas ¹⁸²² . D'un point de vue juridique, elle souligne le fait qu'en visant une sorte de crime contre les Juifs, plutôt que des « crimes contre l'humanité », le tribunal de Jérusalem n'a pas mieux compris que celui de Nuremberg la nouveauté radicale du génocide, en sorte qu'étant le dernier des « procès successeurs », celui d'Eichmann ne pourrait mieux que les précédents offrir une doctrine utile pour l'avenir. A ses yeux, le procès Eichmann restera donc une occasion manquée et l'expression d'une fausse conscience de l'histoire. Dès le début, on avait considéré qu'il existait un lien direct entre l'antisémitisme, les lois de Nuremberg, l'expulsion des juifs d'Allemagne et les chambres à gaz. Pour les juges, l'accusation et l'opinion, le génocide n'était que « le pogrom le plus horrible de l'histoire juive ». Elle est quant à elle certaine qu'aucune leçon sérieuse ne saurait être tirée de tout cela : « aucun ne parvint jamais à une claire compréhension de la véritable horreur d'Auschwitz, qui se distingue en nature de toutes les atrocités du passé » ; « cependant, ces "crimes" étaient différents, politiquement et juridiquement, non seulement dans leur gravité mais aussi dans leur nature même » ¹⁸²³ .

Hannah Arendt s'en serait-elle tenue à ces considérations juridiques, aux éléments d'une critique de la conscience juive déjà développés dans *Les Origines du totalitarisme* et au soupçon vis-à-vis de la sincérité d'Israël, on peut penser que la controverse autour de son livre serait demeurée circonscrite. S'il devait susciter une polémique dès sa parution aux États-Unis, puis ailleurs à l'occasion de ses traductions, c'est qu'il contenait au moins trois thèses d'une autre nature, autrement provocatrices et brutalement formulées. Le portrait d'Eichmann en petit homme tout d'abord. Pour l'accusation, il était l'un des principaux artisans de l'extermination, archétype de l'antisémite viscéral et incarnation du mal. Restituant sa biographie, Arendt peut donner l'impression d'entendre son paradoxe lorsqu'il affirme s'être voulu ami des Juifs. Avant qu'ils s'effondrent définitivement à Wannsee, Eichmann qui passait auprès de ses pairs pour un « spécialiste » du judaïsme affirmait avoir eu « trois rêves » semblant corroborer une déclaration réitérée concernant son propre souhait : « mettre de la terre ferme sous [les] pieds [des Juifs], pour qu'ils aient un endroit à eux, un sol qui leur appartînt ¹⁸²⁴ ». Evacuer les Juifs allemands vers l'Est après l'invasion de la Pologne, pour établir un « État juif » sous forme de protectorat ; transporter quatre millions d'entre eux à Madagascar, selon un modèle conçu par Herzl lui-même ; imaginer encore la recherche d'un autre territoire pour les rassembler après l'abandon de ce projet : Eichmann plaide avoir cherché un endroit pour « ses » Juifs, imputant ses échecs aux conflits entre les services, à l'hostilité d'autres responsables, ou à sa propre malchance. Il devait bien sûr savoir que Hitler avait « prophétisé », dès le discours au Reichstag du 30 janvier 1939, « l'anéantissement de la race juive en Europe ». Il aurait dû comprendre que tous les projets évoqués n'avaient d'autre fonction que de masquer celui de la destruction systématique. Dans sa position, il ne pouvait sérieusement croire que ses « rêves » soient susceptibles de devenir « la solution ». Mais Arendt feint au moins d'accorder

un certain crédit à sa recherche d'une manière personnelle d'obéir à l'ordre d'instaurer une Allemagne *judenfrei* sans extermination. De ce point de vue déjà, il n'était à ses yeux ni un imbécile ni un monstre. Seulement un naïf dont la capacité d'initiative céderait bientôt sous une autre disposition : l'exécution aveugle de la loi.

Les débuts de la carrière d'Eichmann convainquent Hannah Arendt qu'il était moins un antisémite forcené qu'une sorte de « petite feuille prise dans le tourbillon du temps ¹⁸²⁵ ». Tout se passe comme si son récit confirmait l'une des thèses des *Origines du totalitarisme* au sujet de ceux sur qui s'étaient appuyés les régimes totalitaires à leurs débuts : « Dans sa vie monotone, vide de sens et dépourvue d'importance, le vent avait soufflé pour le projeter dans ce qu'il croyait être l'Histoire. Il s'agissait en fait, d'un Mouvement qui ne s'arrêtait jamais et dans lequel un homme comme lui – déjà un raté aux yeux de sa classe sociale, de sa famille et donc à ses propres yeux aussi – pouvait repartir de zéro et faire, enfin, carrière ¹⁸²⁶ . » Déclassé, frustré, mais aussi ambitieux, Eichmann n'aurait ainsi gravi les échelons du parti et de l'appareil qu'en saisissant des opportunités de reconnaissance. Telle serait encore son attitude lors de la conférence de Wannsee qui devait organiser la « solution finale ». Jusqu'à cette date, il avait conçu des doutes au sujet d'une « solution » si radicale. Mais il aurait l'honneur d'être secrétaire de cette réunion achevée en quelques heures, heureux de passer un moment avec un Heydrich « fort gai », fermement décidé à être le meilleur dans l'exécution du nouveau plan. « C'est alors que j'ai eu l'impression d'être une espèce de Ponce Pilate, car je ne me sentais absolument pas coupable » : Arendt voit dans cette déclaration la clé de la personnalité d'Eichmann et la vérité de son comportement. Celles-ci tiennent en une conviction : « *Qui était-il pour juger?* ¹⁸²⁷ * » Pour établir le fait qu'Eichmann manquait surtout de la faculté de juger et du sens de la responsabilité personnelle, Arendt pousse très loin le paradoxe : loin de l'antisémite

hystérique et de l'exterminateur enthousiaste que l'on décrit à Jérusalem, il n'était que l'archétype du « citoyen respectueux de la loi » ; on peut le croire lorsqu'il déclare avoir simplement adapté Kant « à l'usage domestique du petit homme » ¹⁸²⁸ . C'est ce constat irrecevable dans le contexte idéologique du procès qui rend compte de son échec : personne ne voulait « admettre qu'une personne moyenne, “normale”, ni faible d'esprit, ni endoctrinée, ni cynique, puisse être absolument incapable de distinguer le bien du mal ¹⁸²⁹ ».

Tel est donc le portrait d'Eichmann en petit homme désespérément « normal » et qui deviendra simple « fonctionnaire » du meurtre. Au regard de cette image, Hannah Arendt peut juger « ridicule » la thèse de l'accusation qui tend à taire de lui 1 inspirateur de Himmler. A quoi elle ajoute un argument souvent soulevé dans les procès similaires : « Le seul fait qu'Eichmann expédiait des Juifs à Auschwitz ne prouvait absolument pas que tous les Juifs qui arrivaient là avaient été expédiés par lui ¹⁸³⁰ . » Mais on retiendra surtout la leçon qu'elle propose de tirer d'une étude sur la « méchanceté humaine » nourrie de l'examen de personnalité : « la leçon de la terrible, de l'indicible, de l'impensable *banalité du mal* » ¹⁸³¹ . S'expliquant a posteriori dans le *Post-scriptum* sur cette idée, Arendt affirme ne l'avoir formulée qu'au niveau des faits, de « ce qui sautait aux yeux » : « Eichmann n'était ni un Iago ni un Macbeth ; et rien n'était plus éloigné de son esprit qu'une décision, comme chez Richard III, de faire le mal par principe ¹⁸³² . » A ses yeux, la source des confusions mal intentionnées entretenues au sujet de son livre tient en cela que l'on voulait à tout prix et pour de multiples raisons voir chez Eichmann une « profondeur diabolique ou démoniaque », tandis qu'elle dévoile une vérité volontairement déniée : en ne s'étant « jamais rendu compte de ce qu'il faisait », l'accusé avait surtout fait preuve d'un « manque d'imagination » ; l'inconscience peut faire « plus de mal que tous les mauvais instincts réunis ». Cette notion sera reçue de manières très diverses. De nombreux

lecteurs s'affirmeront choqués par ce qu'ils verront comme une banalisation des crimes d'Eichmann. Quelques-uns voudront discuter le sens de cette « banalité du mal », en l'opposant au « mal radical » évoqué dans *Les Origines du totalitarisme*. D'autres enfin chercheront à n'imputer le malentendu qu'à la tonalité du propos. Pour l'heure, Arendt rend cette idée d'autant mieux visible qu'elle en fait le sous-titre *A'Eichmann à Jérusalem*. « Rapport sur la banalité du mal ». Mais dans l'immédiat, la controverse va principalement naître d'une troisième thèse, mise en évidence d'une autre façon : la « coopération » des autorités juives à la destruction des Juifs d'Europe.

Si l'idée de « banalité du mal » demeure relativement elliptique dans *Eichmann à Jérusalem*, Hannah Arendt veut argumenter sa démonstration au sujet de la « coopération » des Conseils juifs. La question est pour elle tout à la fois « le plus sombre chapitre de toute cette sombre histoire » et ce qui est volontairement occulté dans le « tableau général » dessiné par l'accusation ¹⁸³³. Elle est choquée par ce que cette dernière demande régulièrement aux témoins : « Pourquoi ne vous êtes-vous pas révoltés ? » À ses yeux, la raison de cette insistance est transparente dans l'économie du procès et son ambiance idéologique : on veut montrer qu'à l'exception des glorieux combattants du ghetto de Varsovie, « les Juifs avaient dégénéré au point d'aller à la mort comme des moutons à l'abattoir » ; il s'agit d'opposer l'héroïsme d'Israël au désarmement moral et politique de la Diaspora ¹⁸³⁴. Pour elle, il reste que cette question a surtout pour fonction d'en « couvrir » une autre, que l'on refuse de poser aux représentants d'ailleurs non convoqués des autorités juives : « Pourquoi avez-vous coopéré à la destruction de votre propre peuple, et, en fin de compte, à votre propre perte ¹⁸³⁵ ? » Puisque le problème de la « coopération » des *Judenrate* est laissé dans l'ombre, Arendt instruit elle-même ce dossier, l'ajoutant systématiquement à l'examen pays par pays du processus de l'extermination, s'efforçant de montrer

que la présence ou l'absence de conseils juifs déterminait dans chaque cas une part du résultat. Une seule comparaison parmi celles qu'elle effectue suffit à illustrer sa démarche : tandis qu'en Belgique le « manque de compréhension » des autorités juives explique le caractère limité des déportations, une catastrophe plus terrible qu'ailleurs s'abattait sur les Juifs hollandais, en raison des « barrières » qu'érigaient entre eux les Conseils et du concours qu'ap – pottait une « police juive » aux SS ¹⁸³⁶ . D'où ce passage du livre qui sera l'un des plus cités, disséqués et commentés : « A Amsterdam comme à Varsovie, à Berlin comme à Budapest, on pouvait faire confiance aux responsables juifs pour dresser les listes des personnes et de leurs biens, pour obtenir, des déportés eux-mêmes, les fonds correspondant aux frais de déportation et d'exlérmination, pour recenser les appartements laissés vides, pour fournir des forces de police qui aidaient à l'arrestation des Juifs et les mettaient dans les trains, jusqu'à ce que, geste ultime, ils remettent dûment les fonds de la communauté juive aux nazis pour confiscation finale ¹⁸³⁷ . »

Affirmant que ce nouveau pouvoir « plaisait » aux membres des *Judenrate*, Arendt restitue leurs sentiments : ils se voyaient comme des capitaines dont le navire était en train de sombrer ; ils pensaient qu'« en faisant cent victimes, [ils] sauvaient mille personnes, en en faisant mille en sauvaient dix mille » ; en cachant leur sort aux victimes, ils prétendaient agir pour des raisons « humanitaires », arguant que « survivre serait encore plus difficile en sachant qu'on serait prochainement gazé » Prêtant cette « touchante attention » à Léo Baeck, Arendt le nommait « le führer juif » dans la première édition du livre ¹⁸³⁸ . Supprimant la formule dans les suivantes, elle persiste à désigner les Conseils comme « instruments des assassins » et suggère qu'en acceptant de garder le silence sur la destination des trains, leurs membres s'assimilaient à ceux des nazis que l'on désignait comme « porteurs de secrets » : les rares responsables qui connaissaient l'objectif de la « solution

fmaie⁴¹ ». Pour elle, ce chapitre de l'histoire que l'on occultait sciemment à Jérusalem était le symptôme d'un phénomène plus vaste. Partout, les nazis avaient provoqué « l'effondrement moral [...] dans la société européenne respectable ». Ce naufrage avait emporté la bonne société juive. Retrouvant ici l'occasion d'exprimer l'une de ses plus anciennes colères, Arendt s'attache également à montrer que l'affaire avait concerné au début les sionistes eux-mêmes : à leurs yeux, la victoire de Hitler pouvait signifier la fin définitive de l'assimilation ; des émissaires de Palestine avaient d'ailleurs pris contact avec la Gestapo et les SS pour organiser une émigration clandestine ¹⁸³⁹. En développant un tel réquisitoire, Arendt ne pouvait imaginer qu'il soit reçu sans réactions. Avec la normalité d'Eichmann et la « banalité du mal », cette thèse est la plus clairement affichée de son livre : «[...] toute la vérité, c'est qu'il existait des organisations de la communauté juive, des associations de secours et d'entraide à l'échelle tant nationale qu'internationale. Partout où les Juifs vivaient, il y avait des dirigeants juifs, reconnus comme tels, et cette direction, presque sans exception, a coopéré, d'une façon ou d'une autre, pour une raison ou une autre, avec les nazis⁴⁴. » A quoi elle ajoute encore ce qu'elle veut être un fait démontré et qui fera couler beaucoup d'encre : « Toute la vérité, c'est que, si le peuple juif avait vraiment été non organisé et dépourvu de direction, le chaos aurait régné, il y aurait eu beaucoup de misère, mais le nombre total des victimes n'aurait pas atteint quatre et demi à six millions. » Paru aux États-Unis en mai 1963, *Etchmarr à Jérusalem* soulève une polémique qui va durer jusqu'à la fin de l'année, avant de rebondir trois ans plus tard à l'occasion de la publication des livres du procureur Gideon Hausner, puis de son conseiller lors du procès Jacob Robinson.

Hannah Arendt et ses amis les plus proches affirmeront que les invectives visent un livre qui n'est pas le sien mais sa caricature, dûment fabriquée pour manipuler l'opinion : elle-même se dit victime d'une « campagne organisée » ; Mary

McCarthy ajout » que les critiques semblent sortir « d'une machine à ronéotype¹⁸⁴⁰ ». Qu'en est-il d » ce soupçon, qui vise essentiellement deux organisations : le Conseil des Juifs d'Allemagne et l'Anti-Defamation League (ADL) du *Bnai Brith*. Dès la publication des articles du *New Yorker*, Siegfried Moses avait écrit à Arendt pour la prévenir de la réponse qu'entendait donner le Conseil des Juifs d'Allemagne à son livre, ainsi qu'à celui d » Raul Hilberg et un article de Bruno Bettelheim qui dénonçait la « mentalité du ghetto¹⁸⁴¹ ». Paraissant pour la plupart dans *VAufbau* où Arendt avait publié ses éditoriaux et articles d » guerre, les réponses des réfugiés allemands visent essentiellement à défendre les dirigeants des communautés juives, au premier rang desquels Léo Baeck, particulièrement mis à mal. Accusant l'auteur *\$ Eichmann à Jérusalem* d'être à tout le moins dénuée de compassion, plus sûrement devenue antisioniste et en tout état d » cause privée d'objectivité vis-à-vis d'événements qu'elle n'avait connus que de loin, ces prises de position défendent pour les plus modérées le fait que les autorités juives avaient recherché le moindre mal, Ernst Simon affirmant pour sa part espérer qu'Arendt « ne savait pas ce qu'elle faisait¹⁸⁴² ». Dans ce milieu, seul son vieil ami Joseph Maier la défendra, suggérant une manipulation en résumant ce dont relève à ses yeux l'attitude majoritaire dans le monde juif : « Toutes les victimes, y compris les Conseils juifs, étaient sous le signe du *Kiddusch haschem* (Sanctification du Nom). On ressent comme *Chillulhaschem* (Profanation du Nom) et blâme ce qui n'est en réalité qu'un “rapport”¹⁸⁴³ . » Une incertitude pèse enfin sur la réaction de Kurt Blumenfeld. Au début de mai 1963, Arendt avait fait un bref voyage de quatre jours en Israël pour rendre visite à son ami qui mourrait le 21. Nul ne sait ce qu'ils se sont dit au sujet de textes que Blumenfeld n'avait pas eus directement entre les mains, mais une controverse existe au sujet de cette rencontre. Pinhas Rosen écrira à Arendt que Blumenfeld s'apprêtait à rendre publique son indignation, avant de laisser entendre dans une nécrologie qu'il avait

effectivement rompu avec elle. Arendt se contentera de discuter en privé le fait que Rosen ait fait état d'une telle chose ¹⁸⁴⁴ . Il n'est pas interdit d'imaginer que la réaction de Kurt Blumenfeld n'ait guère été différente de celle de Gershom Scholem.

Créée en 1913 pour lutter contre l'antisémitisme aux États-Unis, l'Anti-Defamation League organise une partie de la riposte à *Eichmann à Jérusalem*. Entre la parution des articles du *New Yorker* et celle du livre, plusieurs mémorandums sont rédigés et des argumentaires envoyés aux organismes susceptibles de réagir. Les dirigeants de cette organisation ont une crainte explicite : « Les antisémites invoqueront ce document d'Arendt comme la preuve que les Juifs n'étaient pas moins coupables que d'autres de ce qui était arrivé à six millions de leurs coreligionnaires ¹⁸⁴⁵ . » Leurs circulaires quant à elles visent essentiellement à fournir des éléments de réponse factuelle aux accusations d'Arendt, à un moment où les études savantes sur la question sont encore rares. Un homme qui deviendra sa bête noire joue un rôle important : Jacob Robinson. Consultant auprès du juge Robert H. Jackson, procureur des États-Unis au procès de Nuremberg, Robinson a été l'un des assistants de Gideon Hausner à Jérusalem. En juillet 1963, il publie dans le journal de l'ADL un « Rapport sur le mal de la banalité », puis commence à travailler sur un manuscrit provisoirement intitulé « Le criminel vertueux et les crimes des victimes : Eichmann, Arendt et l'histoire juive » ¹⁸⁴⁶ ! Ce document qui a déjà circulé sous différentes versions deviendra un livre dont la parution en 1965 relancera la polémique ¹⁸⁴⁷ . Dans ce dernier, Robinson reprend systématiquement les dossiers ouverts par Arendt : celui du comportement des victimes, du rôle des Conseils et de l'ampleur de la résistance juive ; celui des fondements juridiques du procès, de sa conduite et de la décision du tribunal ; celui enfin du portrait d'Eichmann, de ses motivations et de l'étendue de ses compétences. Tel Ben Gourion à Jérusalem lors du procès Eichmann, Jacob Robinson manipulait-il dans l'ombre celui qui semblait désormais fait à

Arendt ? Ce qu'elle nomme « l'establishment juif » avait-il décidé de la réduire au silence après avoir tenté d'empêcher la parution de son livre ? Était-elle la victime d'un complot ourdi par les dirigeants communautaires et systématiquement relayé par l'ensemble des journaux et revues plus ou moins liés à l'American Jewish Committee ? Blessée par les attaques, elle en était certaine et l'on s'attache parfois aujourd'hui à montrer que le tir de barrage opposé à son livre préfigurait une instrumentalisation de l'Holocauste par un judaïsme américain soucieux de se renforcer et de plaider un soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël. Quoi qu'il en soit du contenu intellectuel de la polémique, tout porte au contraire à penser que les organisations représentatives du judaïsme aux États-Unis étaient encore largement sur la défensive en 1963, légitimement inquiètes de l'usage qui pouvait être fait du livre et sensibles aux confusions qu'il risquait d'entretenir [1848 1849](#) .

Voici quelques titres des principales contributions à la controverse autour à *Eichmann à Jérusalem* : « La thèse d'Hannah Arendt » ; « Le procès Eichmann vu par Hannah Arendt » ; « Réponse à Hannah Arendt » ; « Le rapport d'Arendt sur Eichmann et la communauté juive : une évaluation » ; « Le Eichmann d'Arendt et l'identité juive » ; « Le “roman” d'Hannah Arendt » ; « Un livre d'une Juive : pourquoi A. Eichmann est disculpé et les victimes condamnées » ; « Réponse à une défense juive d'Adolf Eichmann » ; « L'esthétique du mal : Hannah Arendt sur Eichmann et les Juifs » ; « Hannah Arendt sur Eichmann, une étude à propos de la perversité du brio » ; « Hannah Arendt, le procès Eichmann et le complexe de la haine de soi » ; « La haine de soi d'Hannah Arendt »... A ces critiques, Arendt refuse dès le début de répondre et elle ne participera tardivement qu'à deux rencontres organisées par des étudiants. Lorsque, à l'initiative de son directeur Irving Howe, la revue *Dissent* organise une réunion publique, elle estime le rapport de force trop déséquilibré : Mary Syrkin et Lionel Abel d'un côté, respectivement auteurs d'articles sévères

dans *Dissent* et *Partisan Review* ; Daniel Bell et Raul Hilberg de l'autre, ce dernier lui aussi mis en cause pour son livre ¹⁸⁵⁰ . Plus significatif à l'inverse du point de vue du reproche qui lui est fait d'avoir renié ses anciens engagements, elle décline l'invitation du Conseil du Judaïsme Américain, organisation antisioniste qui propose de l'aider : « Vous savez que j'ai été sioniste et que les raisons qui m'ont conduite à rompre avec l'organisation sioniste sont très différentes des positions antisionistes du Conseil : je ne suis pas par principe hostile à Israël, je suis contre certains aspects importants de la politique d'Israël. Je sais, ou je crois savoir, que si une catastrophe devait atteindre cet État juif pour quelque raison que ce soit (et même s'il s'agissait de sa propre folie) ce serait sans doute la catastrophe finale pour le peuple juif tout entier, quelles que puissent être alors les opinions de chacun d'entre nous ¹⁸⁵¹ . » Parmi ceux qui prennent la défense d'Arendt, plusieurs groupes se détachent. Les amis tout d'abord : Mary McCarthy, Dwight Macdonald, puis Karl Jaspers lors de la parution du livre en Allemagne. Deux compagnons d'infortune ensuite, projetés sur la scène au même moment pour leurs propres travaux : Raul Hilberg et Bruno Bettelheim. Quelques personnalités étrangères au conflit encore, comme Daniel Bell et Hans Morgenthau. À quoi s'ajoute un renfort moins prévisible. Il s'agit de celui de représentants d'une jeune génération de Juifs américains qui trouvent dans le livre d'Arendt deux idées qui rallieront la nouvelle gauche radicale : une révolte contre « le mythe de la victoire que les Juifs tendaient à substituer à leur propre histoire » ; une analyse de « la responsabilité du citoyen nécessaire dans tout État moderne pour prévenir la réapparition d'un mouvement totalitaire analogue à celui qui ravagea l'Allemagne » ¹⁸⁵² . Retournement de la solidarité envers Israël en critique systématique de sa politique et déconstruction de ses « mythes » ; ressemblance entre l'Amérique de la guerre du Vietnam et l'Allemagne nazie ; parallèle entre Eichmann, McNamara ou le Président Johnson :

avec ces thèmes et dans de nouvelles générations Hannah Arendt gagnera un public inattendu et destiné à s'imposer peu à peu aux États-Unis comme en Israël.

Un bref regard sur la réception de *Eichmann à Jérusalem* lors de sa traduction française en 1966 pourrait confirmer l'image de la ligne de front. Phénomène rare, l'éditeur a pris la peine de rédiger un « avertissement » qui offre une synthèse du débat américain, signalant à quelques journalistes que ce livre est « de la dynamite ». Le dossier est impressionnant. Le livre à peine sorti des presses, *Le Nouvel Observateur* va donner le ton en trois livraisons, qui tout à la fois préparent le scandale et maintiennent la prudence. Dès le 5 octobre, l'hebdomadaire publie six pleines pages d'extraits en guise de « document », exposant « quelques-unes des questions choquantes et brûlantes qui sont infligées aux lecteurs d'Hannah Arendt, une fois leur malaise surmonté ». Le 12, ce sont les passages sur « Eichmann et les “Conseils juifs” » qui sont livrés à la curiosité du public. Arendt rapporte que l'accusé de Jérusalem souhaitait « la constitution de l'Etat d'Israël » avant la guerre et montre que la logique bureaucratique a provoqué pendant celle-ci une véritable « collaboration » entre les bourreaux nazis et leurs victimes : « Où se situe alors la responsabilité d'Adolf Eichmann ? C'est la question que pose, avec une grinçante brutalité cette juive au cœur scientifique. » « Hannah Arendt est-elle nazie.? » : sous ce titre, *Le Nouvel Observateur* clôt son dossier le 26 octobre, par trois pages en rubrique « Courrier ». Par une « lettre collective » tout d'abord, notamment signée par Vladimir Jankélévitch. Arendt fait preuve de masochisme lorsqu'elle souligne le fait que les criminels de guerre agissaient « par devoir », tandis que les dirigeants juifs obéissaient par « plaisir », réservant ses « dons de pénétration psychologique » au seul Eichmann ; incapable de comprendre « ceux qui, par tradition ou par principe, ne veulent pas se défendre », elle finit presque par affirmer que les victimes se sont « assassinées elles-mêmes » : « Il ne manque jamais de Juifs traumatisés dans

le monde pour reporter sur eux-mêmes la responsabilité des désastres subis par les leurs ou des méfaits dont on les accuse ; » À cela s'ajoute une lettre de lecteur et un texte plus personnel d'Eliane Amado Lévy Valensi, présenté par la rédaction soucieuse de se disculper d'avoir cautionné une œuvre scandaleuse comme « la réponse même que nous souhaitions ». L'auteur évoque une tendance juive à la « négation de soi » comme réponse à l'accusation de paranoïa, dénonce les travers de la prétention à « l'objectivité », demande enfin, au sujet des Conseils, qui peut affirmer qu'il aurait été un héros « dans l'avilissement et l'horreur ». Entre les extraits du livre, de discrètes mises en garde et ces réactions, l'hebdomadaire a atteint son objectif :

la controverse française est lancée et tous les articles qui paraîtront ailleurs se référeront à ce contexte ; le livre d'Arendt est imposé comme incontournable et sulfureux, bouillant par ses questions sur un ton irritant ; il devrait être l'unique objet des débats d'un automne.

Sur cette gamme vont se jouer des partitions moins tranchées qu'aux États-Unis ou en Allemagne, mais les accords sont pour l'essentiel connus. Dans *Le Figaro* du 1^{CT} décembre, Dominique Jamet s'enthousiasme. « Toutes les vérités sont bonnes à dire » : on taxe Arendt d'apologie du nazisme, ce n'est que « mépris pour l'intelligence et l'impartialité » ; on juge son livre « ricanant et persifleur », c'est qu'il heurte « des habitudes de larmoiement, de grandiloquence et de fausse émotion » ; on affirme qu'elle salit la mémoire des victimes, elle n'a pourtant pas inventé les *Judenraee*. En un mot, qui réfute *Eichmann à Jérusalem* est de « ceux qui croient que le premier devoir d'un historien est de mentir si le mensonge leur est doux », et Dominique Jamet de conclure : mieux vaut lire « un livre dont l'esprit libre, critique et désintéressé fait honneur à la race d'Hannah Arendt ». A cette ultime formule près, voilà qui forge une opinion destinée avec le temps à devenir majoritaire, de droite à gauche. Selon son habitude de l'époque parmi les

grands quotidiens, *Le Monde* est plus nuancé, en proposant deux points de vue (13 janvier 1967). Manès Sperber a déjà publié un long article dans *Preuves* au moment de la parution du livre aux États-Unis ¹⁸⁵³ . Ici, il fait droit à Arendt de son portrait d'Eichmann et la disculpe sur un point : son objectif n'était pas de le défendre. Seules les conclusions qu'elle tire de son analyse psychologique demeurent fallacieuses : « Eichmann n'étant la source de rien, même pas du mal qu'il a fait et répandu, la banalité de son être ne saurait rien prouver sur un plan historique, sociologique ou philosophique. » Reste cependant l'essentiel, que Sperber met en lumière par un argument classique : « Un processus de *désintégration* et de *désidentification* rendait le judaïsme mondial non sioniste incapable d'affronter la menace certaine comme il aurait dû et pu le faire. » Voici ce qui discrédite la thèse d'Arendt sur les Conseils juifs. Contrairement à ce qu'elle affirme, la résistance organisée a joué un rôle essentiel, dont l'insurrection du ghetto de Varsovie reste le symbole. À l'inverse, l'immense massacre des Juifs d'URSS doit d'autant moins aux autorités juives que le régime soviétique avait depuis longtemps interdit toute forme d'organisation. Quant à l'illusion dont ont pu être par ailleurs victimes les dirigeants communautaires, elle doit à un phénomène rarement souligné : la certitude que des secours allaient arriver de la part des alliés en guerre contre l'Allemagne et que l'on croyait nécessairement préoccupés du sort de ses principales victimes. Abandon des nations et fragilité d'un peuple qu'avait déserté la certitude de souffrir pour la sanctification du Nom : pour la première fois le peuple juif allait « périr pour rien, au nom de rien ». Loin de ces considérations sur « Le désastre incompris », Pierre Vidal-Naquet vise pour sa part la modération : « Il est vrai que Mme Arendt, sociologue à la fois ironique et passionnée, écrivain au ton souvent cruel, ne tient pas assez compte des nuances et du cas d'espèce. » Citant le journal de son père au lendemain des premières grandes rafles de Marseille le 25

janvier 1943, il rappelle que l'on connaît depuis longtemps les clivages internes à la société juive dont les nazis tiraient profit. Quant à la « banalité du mal », Pierre Vidal-Naquet accepte la notion tout en agrémentant son contenu : ce que montre Eichmann par ses déclarations et ses actes n'est autre que le rôle essentiel de la rhétorique bureaucratique dans les régimes totalitaires ; la principale leçon de l'affaire concerne cet « usage mystifiant du langage ».

On est frappé par le large spectre des réactions dans la presse politique : *La Nation française*, *Candide*, *Le Drapeau rouge*, *La Gauche*... Dans cette dernière, on découvre un débat chez les trotskistes : André Frankin lave Arendt du soupçon de complaisance et nie que l'idée de « banalité du mal » puisse minimiser celui-ci ; Ernest Mandel lui reproche de n'avoir pas vu les « racines morales » et les « raisons sociales » du fascisme. La presse juive est elle aussi divisée. Aux côtés d'un article cinglant de Wladimir Rabi, qui dénonce la cruauté, l'ironie, la suffisance et finalement la haine d'Hannah Arendt, pour la rapprocher de Simone Weil dans l'ordre de l'intelligence dévoyée, *l'Arche* ouvre ses colonnes à Roger Errera. Futur éditeur de *l'Antisémitisme*, celui-ci prend pour l'heure la défense d'*Eichmann à Jérusalem*, comme il le fait également ailleurs : « nous sommes en présence de l'un des très rares livres qui osent regarder en face l'affreuse réalité totalitaire sans recourir aux explications simples et rassurantes tirées du jeu des forces économiques ou de la psychologie individuelle » (*l'Arche*, décembre 1966) ; « saturés d'histoire, nous avons un besoin urgent de la philosophie politique pour comprendre notre temps » (*Quinzaine lit – té^r, 'l* -|S décembre 1966). Dans *Les Nouveaux cahiers*, Michel Borwicz signe « Le “roman” d'Hannah Arendt ». À ses yeux, *Eichmann à Jérusalem* est un ouvrage « brodé » à partir du procès, nourri du goût « d'épater et de scandaliser », de la part d'un auteur essentiellement soucieux de publicité et qui dissimule ses déformations flagrantes de la réalité sous un « verbiage scientifique ». Eichmann comme

« bonhomme tout simple », les Conseils au contraire mus par une sorte de plaisir sadique, l'historien Hugh Trevor-Roper en Angleterre et Golo Mann en Allemagne ont déjà écrit l'essentiel : « Mme Arendt ne dit pas littéralement que les Juifs furent plus coupables qu'Eichmann... elle suggère parfois cette impression » ; « un pas de plus et les Juifs se sont persécutés et exterminés eux-mêmes, en la présence accidentelle de quelques nazis ». Hannah Arendt crie-t-elle enfin à la « campagne concertée » de « l'establishment juif » que l'on peut au moins lui objecter qu'elle se plaît elle-même à jouer l'avocat du diable, lui suggérer même qu'à tant dénoncer un complot elle finirait par conforter les contempteurs des « Sages de Sion » dans la certitude d'une « puissance occulte » des organisations juives. Dans le même numéro, Léon Poliakov s'attache d'abord à la méthode : « L'histoire ne s'écrit pas avec des si... » Puis il s'arrête sur le résultat : « Il faut prendre *Eichmann à Jérusalem* pour ce qu'il est, un grand pamphlet, un témoignage de notre temps, peut-être un cri de douleur. Il ne faut pas le prendre pour ce qu'il n'est pas, la reconstitution de la vérité historique. » Dans *El formation juive* enfin, Arnold Mandel développe une idée rarement formulée et qui pourrait s'avérer précieuse au moment d'estimer la postérité du livre quarante ans après sa parution : Hannah Arendt a d'évidence satisfait son ambition de briser le consensus des Juifs sur l'Holocauste ; mais si « la majorité a souvent tort contre les isolés, les solitaires, les minoritaires », il s'en faut de beaucoup que le non-conformisme soit à lui seul gage de lucidité.

Que le goût d'inventer des tabous pour les briser puisse avoir égaré Hannah Arendt, cette intuition rassemble deux de ses critiques les plus avisés, amis déçus l'un et l'autre bien que de générations et de cultures différentes, tous deux choqués par ce qui va plus loin que les sarcasmes ou l'arrogance et qui se résolvent à le dire publiquement : Gershom Scholem et Norman Podhoretz. Arendt et Scholem n'ont jamais été intimes, mais une vieille complicité berlinoise et la fidélité à Walter Benjamin

les unissent. Ils s'étaient déjà accrochés en privé, quand Arendt dénonçait en 1945 un tournant nationaliste du sionisme : elle voyait le mouvement se pervertir dans l'allégeance à une vieille idéologie européenne ; Scholem lui reprochait de discuter sur une base « trotskiste antisioniste » et de mobiliser des arguments « progressistes » bien connus pour contester l'installation en Palestine. Cette fois, les choses sont plus graves et ils décideront d'un commun accord de publier l'échange de lettres qui expose leurs divergences (*Encounter*, janvier 1964). Comme la plupart de ses lecteurs, Scholem fait grief à Arendt du ton de son livre, souvent sarcastique, parfois malveillant, de manière générale inconvenant vis-à-vis d'événements trop sérieux pour autoriser l'ironie. Sa touche personnelle tient au fait de mobiliser une notion empruntée à la tradition juive qu'Arendt admettra ne pas comprendre : « l'amour d'Israël » (*kvahat Israël*). Avec elle, Scholem implique l'idée d'un attachement à l'histoire du peuple juif, une conscience partagée de ses vicissitudes passées et de son destin, la reconnaissance d'une identité sans doute plus métaphysique que politique. Pour lui, Arendt ne s'est jamais départie d'une posture qui était dans son souvenir déjà la sienne à l'époque de leur jeunesse : celle d'une gauche intellectuelle allemande fière de s'être détachée de toute appartenance communautaire. Tout en contestant être issue de cet univers, Arendt confirmera son absence de sentiment à l'égard de quelque peuple que ce soit : composante « inconditionnelle » de son existence, le fait d'être juive relève d'une gratitude envers tout ce qui est « donné » et non d'une solidarité inconditionnelle ; le rôle du « cœur » en politique est toujours suspect ; « j'aime "uniquement" mes amis et la seule espèce d'amour que je connaisse et en laquelle je croie est l'amour des personnes ». Scholem évoque la fidélité et le « tact du cœur » qui en découlent ; Arendt répond en invoquant l'individualité et son droit à juger sans a priori : ils parlent de deux mondes étrangers l'un à l'autre et sur ce point le dialogue s'avère impossible.

Le point de vue de Scholem sur *Eichmann à Jérusalem* s'enracine dans trois convictions : « certains aspects de l'histoire juive dépassent notre compréhension » ; les faits en cause relèvent de « circonstances extrêmes auxquelles ni vous ni moi n'avons été exposés » ; « nous manquons de recul ». Sous cet angle, Arendt devait à tout le moins s'interdire la désinvolture, s'imposer la prudence et se départir de toute arrogance. Or elle multiplie les affirmations sans retenue : partout les Conseils juifs collaboraient et Léo Baeck apparaissait à tous comme le « Führer juif » ; toute distinction aurait été effacée entre bourreaux et victimes ; on ne peut voir dans cette histoire que « la *faiblesse* de la position des Juifs dans le monde ¹⁸⁵⁴ », implicitement, Arendt persiste à mer dans sa réponse qu'une part du passé puisse demeurer opaque et que son jugement doive se corriger du fait de n'avoir pas été directement impliquée dans les événements. Elle consent toutefois à nuancer en l'explicitant le reproche qu'elle fait aux autorités juives : « J'ai dit que toute résistance était impossible, mais il existait au moins la possibilité de ne *rien faire*. » Voici une proposition que Scholem prend en considération et discute. On peut certes l'admettre au titre des individus, arguant comme le fait Arendt de ce qu'il pouvait jusqu'à un certain point leur rester une liberté d'action minimale. Il reste que projetée à l'échelle du peuple juif tout entier, une telle conjecture demeure dans l'ordre des « plans sur la comète » ou des hypothèses qui ne valent que sur le papier. Imagine-t-on des millions de Juifs dispersés sur les routes d'Allemagne, de Pologne, de Lettonie ou de Roumanie ? Peut – on penser que les Allemands, les Polonais, les Lettons ou les Roumains leur auraient offert à bras ouverts un refuge ? Tout porte à croire qu'Arendt retournerait à des dirigeants juifs agissant comme elle l'aurait voulu une question non moins sévère que celle qu'elle leur adresse pour ce qu'ils ont fait en réalité : « Pourquoi vous êtes – vous jetés précisément dans les bras de vos persécuteurs, plutôt que de n'avoir de cesse de vous organiser, ce qui aurait peut-être

renforcé des chances de survie de quelques milliers d'entre vous ? » Sur ce point encore, le reproche de Scholem concerne l'assurance des jugements d'Hannah Arendt. Elle se veut certaine de ce qu'il fallait faire ; lui s'attache à reconstruire des dilemmes inextricables qui interdisent à qui n'était pas présent les verdicts définitifs : « J'ignore ce qu'aurait dû être la “juste” politique à suivre, mais je prétends que vous l'ignorez tout autant que moi, bien que vous prétendiez le contraire. » Scholem avait balisé dès le départ ce terrain de leur désaccord : « Votre analyse des événements ne m'assure pas que votre certitude ait de meilleurs fondements que mon incertitude. » Mais ni sur le fond ni dans la forme Arendt ne remettra en cause ses convictions, de même qu'elle n'entendra aucune objection sérieuse dans l'ensemble de la controverse. Sans modifier la principale leçon tirée du procès Eichmann, elle fait cependant un aveu : « J'ai changé d'avis et je ne parle plus de “mal radical”. » Scholem avait souligné la contradiction entre ce concept kantien utilisé dans *Les Origines du totalitarisme* et la « banalité du mal » affichée par *Eichmann à Jérusalem*. Arendt lui confie en réponse l'une de ses rares précisions au sujet de cette nouvelle notion : « A l'heure actuelle, mon avis est que le mal n'est jamais “radical”, qu'il est seulement extrême et qu'il ne possède ni profondeur ni dimension démoniaque... Il “défie la pensée” parce que la pensée essaie d'atteindre la profondeur, de toucher aux racines et, du moment qu'elle s'occupe du mal, elle est frustrée parce qu'elle ne trouve rien. C'est là sa “banalité”. Seul le bien a de la profondeur et peut être radical ¹⁸⁵⁵ . » Elle dira plus tard avoir entrepris *La Vie de l'esprit* pour scruter cette différence ¹⁸⁵⁶ . Pour l'heure elle s'en tient à son expression et le débat avec Scholem en reste là. On peut toutefois lui trouver une autre dimension, ouverte par une question à première vue incidente. A la fin du procès Eichmann, Scholem avait signé un texte demandant que l'on renonce à l'exécution et Arendt l'a interrogé à ce sujet. Pour lui répondre, il avance un argument développé dans les deux

pages qu'il rédigera pour la publication de l'échange : « nous avons tout intérêt à ne pas aider les Allemands à liquider leur passé, comme nous l'avons fait avec la mort d'Eichmann » ; « il eût mieux valu que ce bourreau ne soit pas venu s'interposer entre nous et notre grande question, entre nous et le compte déchirant que nous avons à régler avec le monde » ¹⁸⁵⁷ . Voici le point le plus profond du conflit. Au détour d'une explication concernant sa critique des autorités juives, Arendt met en avant l'idée d'un « passé non maîtrisé » et que l'on pourrait surmonter par l'exercice du jugement. Ses certitudes au sujet des leçons du procès et sa manière de les résumer en un mot puisent sans doute à la même source : le besoin d'en finir avec cette histoire, le souci d'offrir à ceux qui ne l'ont pas vécue l'occasion de passer à autre chose, la conviction que rien ne doit entraver la faculté d'entreprendre. C'est cette impatience que récuse Scholem. Pour lui, tant l'exécution sur le plan judiciaire que la notion de « banalité du mal » dans l'ordre intellectuel ont le défaut de vouloir en terminer trop vite. A ses yeux et au nom de l'expérience passée du peuple juif, il faut le temps de plusieurs générations pour commencer à comprendre : les Juifs d'Espagne avaient attendu près d'un siècle pour se faire une idée de l'Expulsion ; il en serait de même pour ceux de l'Europe entière au sujet d'une expérience autrement traumatisante. De ce point de vue, le jugement d'Arendt est intempestif, indépendamment même de sa forme : parce qu'il vient trop tôt, veut conclure et croit possible de liquider ce que l'on appellera bientôt « un passé qui ne veut pas passer ».

C'est dans les souvenirs d' » Norman Podhoretz que l'on trouve l'analyse la plus subtile de la controverse américain » sur *Eichmann à Jérusalem*, autour de l'une des critiques les mieux instruites opposées à Hannah Arendt ¹⁸⁵⁸ . A priori, tout les sépare. A New York, Arendt incarne une sorte d'aristocratie intellectuelle d' » l'Europe en exil, fréquente le cercle des revues d' » gauche mais vit au sein de sa propre « tribu », bénéficie d' » l'aura des *Origines du totalitarisme* tout en étant connue pour

son indépendance d'esprit. Norman Podhoretz est issu d'un milieu qui lui est étranger et sans doute largement indéchiffrable. Venus d'Europe orientale, ses parents cherchaient une certaine liberté religieuse mais ont choisi une communauté orthodoxe. Lui demeure incertain d » son rapport au judaïsme, mais a été éduqué dans une école traditionnelle avant de suivre un cycle complet d'études juives à l'université ; il parle l'hébreu et s'estime solidaire d'Israël, en dépit d'une première visite décevante. Si Arendt est célèbre mais marginal » dans le monde intellectuel new-yorkais, Podhoretz connaît parfaitement la « famille » de la gauche libérale, comme jeune rédacteur en chef adjoint d » *Commentary*. Cinq ans avant la publication *\$Eichmann à Jérusalem*, une aventure les avait rapprochés : après avoir commandé en octobre 1957 à Arendt un article sur l'intégration dans les écoles noires, la revue l'avait jugé trop conservateur ; pris dans la polémique, Podhoretz était parti en démissionnant de ses fonctions ¹⁸⁵⁹ . En 1963, Norman Podhoretz a retrouvé *Commentary* après la mort d'Elliot Cohen et il en assume désormais seul la rédaction en chef. Il sait mieux que quiconque comment réagit Arendt lorsqu'elle est attaquée, mais n'aime pas son livre. Bien que sa revue soit liée aux organisations officielles du judaïsme américain, il souhaite depuis longtemps lui donner une indépendance. Maîtrisant tout le spectre des arguments échangés dans la controverse, il ne voudrait laisser apparaître que ceux qui lui semblent exempts d'agressivité ou d » procès d'intention. Il raconte : « Bien que profondément gêné moi aussi par son livre, je me sentais peu enclin à mettre en danger mes relations avec Hannah en m'associant aux attaques contre elle, notamment nombre d'entre elles hystériques et déplacées. J'avais entendu dire grâce au téléphone arabe de la Famille qu'elle était devenue plus qu'un peu paranoïde au sujet de ce qu'elle prenait pour une campagne contre elle organisée et orchestré » par l'establishment juif. Si j'écrivais un article critique pour *Commentary*, il y avait donc danger que non seu-

lement elle me considère commettant le péché majeur de déloyauté, mais également agissant sur ordre de X:*merican Jewhh Commitee* ¹⁸⁶⁰ . Considérant qu'il n'a pourtant pas le choix, Norman Podhoretz rédige lui-même la recension *^E'^^chmam à Jérusalem* pour *Commentary* : « Hannah Arendt sur Eichmann, une étude à propos de la perversité du brio ». Comme beaucoup, il vise l'un des points majeurs de cristallisation du débat, la déclaration la plus ouvertement provocatrice d'Arendt : « Si le peuple juif avait vraiment été désorganisé et sans chefs, le chaos aurait régné, et beaucoup de misère aussi, mais le nombre des victimes n'aurait pas atteint quatre et demi à six millions. » A posteriori, il soulignera dans son livre l'ambiguïté volontaire du doute sur le nombre des victimes, « petit détail » sous la plume d'Arendt, mais qui pouvait à lui seul outrager de nombreux lecteurs et deviendrait le *leitmotiv* des révisionnistes ¹⁸⁶¹ . Pour l'heure, il résume l'image que projette le livre à partir d'un tel argument : « A la place du nazi monstrueux, elle nous donne le nazi “banal” ; à la place du Juif en martyr vertueux, elle nous donne le Juif comme complice du mal ; à la place de l'opposition entre la culpabilité et l'innocence, elle nous donne la collaboration du criminel et de la victime ¹⁸⁶² . » Soit tout d'abord cette dernière question. Podhoretz aperçoit ici une contradiction avec l'une des thèses majeures des *Origines du totalitarisme* : il appartient en propre à ce dernier d'organiser les choses en sorte que les victimes soient associées à l'entreprise de mort. Pourquoi dès lors reprocher aux Conseils juifs en particulier ce qui relève d'une loi du système ? Le portrait d'Eichmann en citoyen vertueux plutôt qu'antisémite convaincu pose une autre question : jusqu'à quel point peut-on pousser le goût du paradoxe ? Pour Norman Podhoretz, Arendt a franchi la limite au-delà de laquelle ce dernier devient pervers : lorsqu'elle affirme que l'on pouvait être nazi et appartenir aux SS sans antisémitisme ; quand elle décrit Eichmann en homme de conscience bien qu'il agisse en pleine connaissance des massacres de masse ; au

moment enfin où elle le proclame banal, comme s'il était ordinaire d'accomplir une telle entreprise de mort sans le moindre doute. Quelle que soit l'ampleur de l'effondrement moral des sociétés européennes que l'on puisse invoquer, il est inconvenant d'accorder foi aux déclarations d'Eichmann jusqu'à admettre qu'il ignorait que tout le monde ne concevait pas le meurtre des Juifs comme « une occupation raffinée et noble ». Dût-il ne pas briller par l'originalité, un seul constat peut être fait : « Des assassins avec le pouvoir de tuer ont fondu sur un peuple sans défense et en ont assassiné une grande part. Qu'y a-t-il d'autre à dire ¹⁸⁶³ ? »

Norman Podhoretz raconte avoir aimé *Les Origines du totalitarisme* au point d'éprouver à leur lecture un « plaisir esthétique ». Il avait par ailleurs apporté son soutien aux « Réflexions sur Little Rock » en risquant sa carrière pour défendre l'indépendance d'esprit et la virtuosité d'Hannah Arendt. Le voici désormais revenu de ce goût. S'il fait le tri parmi les critiques adressées à *Eichmann à Jérusalem* pour ne retenir que ce qui concerne le portrait d'Eichmann, le rôle des Conseils juifs et les effets d'une histoire hypothétique, il en tire une leçon sur la perversité intellectuelle à laquelle peuvent conduire le souci d'originalité et le désir de briller. Mais il en ajoute une autre, peut-être plus profonde eu égard au sujet. Faisant droit à Arendt de la sincérité de ses idées en dépit de sa recherche de l'éclat, il perçoit chez elle un motif qui la dédouanerait de toute mauvaise foi : demander aux Juifs pour ne pas être damnés de se montrer « meilleurs, plus braves, plus avisés, plus nobles et dignes que les autres peuples ¹⁸⁶⁴ ». Sur l'instant et pour ce qui concerne les faits incriminés, cela veut à nouveau dire qu'il faut ramener les choses à des proportions raisonnables : « La vérité est que les Juifs sous Hitler ont agi comme le ferait tout autre peuple soumis à des assassins, ni mieux ni pire ; la Solution finale ne révèle rien d'autre au sujet des victimes que le fait qu'elles étaient des êtres mortels, désespérément vulnérables dans leur dénuement. » Reste pourtant la

question élargie : que veut dire ce « double standard » qui exige des Juifs plus que des autres peuples et attend d'Israël qu'il soit différent du reste des nations ? Podhoretz rapporte avoir compris la réponse longtemps avant la controverse sur *Eichmann à Jérusalem*, pour la voir confirmée à cette occasion : les Juifs sont toujours sommés de « justifier leur existence », au lieu de se voir reconnu comme un fait acquis le simple droit d'exister. Au travers de cette idée, on pourrait suggérer qu'il faille moins reprocher à Hannah Arendt la « haine de soi » dont elle a été accusée, que ce qui ressemblerait à une déception vis-à-vis des siens qui provoque la distance, nourrit le soupçon et stimule l'ironie. Est-ce en raison de l'âge qui les sépare, au nom d'une gratitude, ou en fonction de la subtilité des arguments de Norman Podhoretz, la réaction d'Arendt à son article est moins brutale que prévu. Il s'attendait à une lettre de rupture, elle le convoque à l'appartement de Riverside Drive. L'accueil est relativement froid et l'une de ses craintes se confirme : elle imagine qu'il a écrit sur commande. Mais elle accepte une discussion qui s'éternise sur les détails d'un texte abondamment annoté de sa main. Quant à la formule qui risquait de la blesser, elle l'évacue d'un mot : « Je peux être brillante, mais en aucun cas perverse⁶⁹. »

Norman Podhoretz ne s'est pas trompé sur l'état d'esprit d'Hannah Arendt pendant la controverse suscitée par *Eichmann à Jérusalem*. La correspondance le confirme : c'est le sentiment de persécution qui domine et ses amis l'y confortent. Dès le départ, elle dit subir une « campagne politique », affirme que les rabbins sont appelés à prêcher contre elle, évoque l'affaire Dreyfus, tandis que Mary McCarthy voit un « pogrome ». Elle est certaine d'un complot et en connaît dirigeants et acteurs : l'Anti-Defamation League, voire le gouvernement israélien ; Jacob Talmon, Isaiah Berlin, Léo Strauss (aux Jaspers, 20 octobre et 24 novembre). Bientôt, elle décrit une véritable atmosphère de terreur et d'étranges images lui viennent à l'esprit : « Les gens qui, si je puis dire, me couvrent de boue viennent en cachette, dans

la nuit et le brouillard pour ainsi dire, chez moi pour me dire d'entamer un procès, que c'est une campagne de haine, que les articles dans *Aufbau* sont "pénibles" et suscitent toutes sortes d'inquiétudes – tout cela de la part de gens qui publieront dans le prochain numéro *„Aufbau“* » (à Jaspers, 9 août 1963). Les choses en arrivent au point où Mary McCarthy s'effraie de certaines formulations : « La populace – intellectuelle ou autre – a été mobilisée avec succès » (16 septembre 1963). Mais Arendt était dès le début convaincue quant aux causes et décidée sur le résultat : « sans le pressentir, j'ai touché une partie du passé juif non surmonté » ; « *à la longue*, il sera peut-être tout de même utile de nettoyer un peu cette fange juive » (à Jaspers, 20 juillet 1963). Jaspers ne cherche pas à calmer ses fantasmes : « La persécution dont tu es l'objet est abominable. C'est certainement comme tu le décris, un terrifiant symptôme de notre situation, de la situation de l'Occident et du rôle qui y est le nôtre. Celui qui dit la vérité est exclu, à moins que personne ne l'écoute. Je suis fermement convaincu que l'«assassinat moral» ne réussira pas » (25 octobre 1963). Volontiers emphatique, il tente de la rassurer à long terme : « Arrivera le moment que tu ne connaîtras pas : celui où les Juifs t'érigeront en Israël, comme à Spinoza, un monument et te revendiqueront fièrement comme une des leurs, et même alors il y aura encore des Juifs, comme récemment Hermann Cohen et Rosenzweig, qui, remplis de haine, donneront raison à la synagogue contre le "traître", te rejeteront. Mais ce ne seront jamais "les Juifs", même si actuellement aucun Juif n'ose se ranger à ton côté. »

Dans cette correspondance souvent cruelle, on trouvera peu de conseils ou d'éléments susceptibles d'aider à la discussion. Si Hannah Arendt attend des lumières de Jaspers dans la bataille intellectuelle, elle doit être déçue par son vieux professeur, trop elliptique lorsqu'il veut préciser un éloge, imprécis s'il esquisse un reproche : « tu as prononcé maintenant les mots décisifs contre le "mal radical", contre la gnose ! » ; « *ce mal-là* est banal, mais pas le mal en soi. De ce point de vue, ta réponse à Scholem

ne m'a pas tout à fait plu telle que tu la formules... à la fois trop agressive et trop faible » (22 octobre ; 13 décembre). Mary McCarthy tente un jour de transmettre des questions qui invitent Arendt à clarifier ses vues en triant parmi les arguments qui lui sont opposés : sur la corrélation entre le rôle des Conseils et le nombre des victimes ; quant à savoir s'il faut entendre au sujet de la « banalité du mal » qu'il y aurait « un petit Eichmann en chacun de nous » (24 septembre). Mais la réponse en reste aux questions de forme : « mon livre est un rapport, et par conséquent ne traite pas du pourquoi et du comment des choses » ; « ma “notion de base” concernant la banalité d'Eichmann est beaucoup moins une notion qu'une description fidèle d'un phénomène » (3 octobre). Hannah Arendt n'entre qu'une seule fois sur le véritable terrain du débat, pour reconnaître trois contradictions entre *Les Origines du totalitarisme* et *Eichmann à Jérusalem* (lettre à Mary McCarthy du 20 septembre⁰). Tout d'abord, le premier livre parlait des « trous de l'oubli » creusés par le système totalitaire, affirmation explicitement démentie dans le second : « Ces oubliettes n'existent pas. Rien d'humain n'est à ce point parfait, et il y a simplement trop de gens dans le monde pour rendre l'oubli possible. Il restera toujours un survivant pour raconter l'histoire⁷¹. » A cela s'ajoute que le portrait d'Eichmann et la description de son action tendent à relativiser l'importance accordée à l'idéologie dans la description des régimes totalitaires : en l'occurrence « l'extermination *perse* est plus importante que l'antisémitisme et le racisme ». Reste enfin un point souvent souligné et déjà admis auprès de Scholem : la « banalité du mal » s'oppose au « mal radical ».

Curia posterior. ainsi Hannah Arendt résumait-elle l'effet produit sur elle par la rédaction à *Eichmann à Jérusalem* ¹⁸⁶⁵. Une cure a posteriori, soit sans doute un travail sur soi et une histoire vécue de loin, une façon d'accorder le destin personnel et l'expérience collective, un effort pour comprendre au plus bas des comportements humains ce qui avait été abordé de

haut par une théorie du totalitarisme. Les confidences à chaud d'Arendt au moment de son départ l'attestaient : accomplir une obligation vis-à-vis de son passé, s'approprier des événements connus mais non ressentis, observer un modèle de criminel seulement croisé dans les livres. Un aveu le confirme : cette « euphorie » de l'écriture qui pourrait ressembler à une libération, une manière de faire le vide ou de tirer un trait. Le style du livre enfin y trouve peut-être sa source : sans réserve, loin de toute prudence, avec ce ton tant reproché et pourtant assumé comme une ironie née du rire au spectacle d'un « clown [1866](#) ». Qu'il faille savoir en finir avec le passé, Arendt l'éprouve à partir d'une conviction philosophique : la permanente nécessité de pouvoir entreprendre quelque chose de nouveau dans le monde. De ce point de vue, elle ressentait probablement le besoin de solder quelques comptes de son aventure personnelle. Le ressentiment à l'égard des autorités juives est l'une de ses passions les plus anciennes : née à Berlin et Paris devant le mépris des « parvenus » pour les « parias », nourrie en Amérique dans les conflits internes au mouvement sioniste, trouvant un exutoire dans le procès des Conseils. A cela s'ajoute une haine de la « bonne société » bourgeoise sous toutes ses formes, de ses lâchetés et ses trahisons. Reste enfin une dimension plus discrète et cependant mise en lumière dans les rares suites qu'elle accepte de donner à la controverse : le souci de renouer un lien avec cette Allemagne interdite comme patrie mais aimée par sa langue, honnie pour ce qu'elle a fait mais sauvée par ceux qui l'ont refusé, sommée de juger ses criminels mais disculpée de la culpabilité collective [1867](#) . Les Juifs, le monde bourgeois et l'Allemagne, autant d'objets de quelques affects déjà sensibles dans les livres et qu'un « essai » rend moins contraints. Le désir de se recomposer en allégeant le poids du passé, la certitude que la pensée est toujours polémique et le goût de secouer les conformismes font le reste.

Cette cure achevée si tel est le cas, Hannah Arendt se retrouve avec un mot presque lâché par hasard, peut-être

prononcé par Heinrich Blücher ou soufflé par Karl Jaspers, reçu comme un slogan alors qu'il se veut un constat : « banalité du mal ». Invitée à s'en expliquer, elle semble souvent embarrassée. On y voit une notion, il ne s'agit que d'un fait. Il est dénoncé comme une banalisation du criminel, il est plutôt question des effets de l'inconscience. Cela ressemble à un principe métaphysique, mais il ne faut entendre que l'expression d'une singularité : celle d'un type humain qui n'entre dans aucune des catégories connues du diabolique, de la perversion ou du monstrueux. Si Arendt décide d'ignorer la controverse, délaisse un débat public où elle se voit maltraitée et envisage quelques correctifs qu'en privé, c'est à ce mot et lui seul qu'elle s'attache. Mais pour le reprendre sur le plan conceptuel abandonné pour un « reportage », comme objet de pensée, afin d'entrer dans l'enquête philosophique de *La Vie de l'esprit*. On pourrait trouver le saut spéculatif déraisonnable. Arendt parlait du « petit homme » tellement dénué d'épaisseur qu'il n'avait pas même celle de la pure méchanceté ; voici qu'elle pose à partir de son expérience une question grandiose : « Que “fait”-on quand on ne fait que penser ¹⁸⁶⁸ ? » Elle niait avoir formulé une idée au travers de la « banalité du mal », mais c'est autour de ce phénomène qu'elle bâtit son livre le plus clairement dévoué aux abstractions philosophiques. Ses lecteurs attendent une clarification, elle leur offre une extrapolation. Cette dernière fournit pourtant ses justifications. Du point de vue des principes intellectuels tout d'abord, sous une forme des plus classiques : « Frappée d'un fait qui, que je le veuille ou non, “m'avait mise en possession d'un concept”, je ne pouvais m'empêcher de soulever la *quaestio juris* et de me demander “de quel droit je le possédais et l'utilisais” (Kant). » A quoi s'ajoute qu'une articulation précise se dessine entre le jugement porté sur Eichmann au risque de choquer et le nouveau problème : il fallait démontrer que l'accusé de Jérusalem ne souffrait que d'un « manque de profondeur » ; on devrait désormais savoir si l'activité de penser fait partie des

« conditions qui poussent l'homme à éviter le mal ». Le lieu commun entre la thèse sur Eichmann engoncé dans ses stéréotypes jusqu'à l'heure de sa mort et l'hypothèse du nouveau livre est désormais acquis : « Les clichés, les phrases toutes faites, l'adhésion à des codes d'expression et de conduite conventionnels et standardisés ont socialement la fonction de nous protéger de la réalité, de cette exigence de pensée que les événements et les faits éveillent en vertu de leur existence [1869](#) . »

Quarante ans plus tard, que reste-t-il *&Eichmann à Jérusalem*^ On devrait tout d'abord être frappé par le flou qui entoure le point de cristallisation de la polémique : le problème des Conseils juifs. Rien n'a permis et ne permettra jamais de valider l'affirmation la plus tranchée d'Hannah Arendt : sans eux, chaos et misère eussent existé, mais le nombre des victimes eût été moindre. Ici, l'historienne a péché par imprudence. Les travaux se sont multipliés depuis et l'on peut en retenir cette proposition de Saul Friedländer : « *Objectivement*, le *Judenrat* à probablement été un instrument de la destruction des Juifs d'Europe, mais *subjectivement* leurs acteurs n'ont pas eu conscience de cette fonction, et, même s'ils en avaient conscience, certains d'entre eux – voire la plupart – ont essayé de faire de leur mieux dans le cadre de leurs possibilités stratégiques fort limitées afin de retarder la destruction [1870](#) . » Il y a plus étonnant, si l'on s'arrête sur la manière dont Arendt met en scène ce dossier dans son analyse de l'économie du procès. Pour elle, voici une occultation volontaire : « l'absence d'un témoin qui aurait attesté de la coopération entre les dirigeants nazis et les autorités juives [1871](#) . » Factuellement, cela est faux. Trente-sept dépositions tournent autour de cette question, de la part d'anciens membres des Conseils convoqués ou de témoins qui l'évoquent. Près d'un tiers des dépositions sur une « omission » : on peut dire à la décharge d'Arendt qu'elle n'a assisté qu'au premier mois du procès, avant les audiences en cause. Mais d'autres

récits attestent l'impact de ces moments sur le public, comme le 24 mai, sous la plume de Haïm Gouri : « Voici que soudain je sens planer le fantôme du passé qui hante cette salle... Nous sommes témoins de rapports inexplicables ; les fonctionnaires et les dirigeants de la communauté, parallèlement à un effort de sauvetage désespéré, collaborent encore... Rapports bizarres en vérité... Jetés au cœur de l'enfer, ces hommes continuent à remplir leurs fonctions comme si d » rien n'était, parlementant avec les bourreaux de leur peuple, dans l'espoir qu'il sera encore possible de survivre et de s'arranger d'une façon ou d'une autre⁷⁹. » C'est cette fois la journaliste qui est prise en défaut, par les lacunes de sources incomplètes. Pour Arendt enfin, l'orchestration politique du procès a interdit que l'on pose cette question à qui d » droit : « Pourquoi avez-vous contribué à l'extermination de votre peuple, à votre propre ruine ? » A tout le moins, elle se méprend sur sa place dans l'histoire d'Israël. Paradoxalement et elle le sait, la loi au nom de laquelle Eichmann est inculpé a été promulgué » afin de poursuivre les « collaborateurs » juifs, puis abondamment utilisé » à cette fin. L'adjoint du procureur Hausner, Gabriel Bach, et Benjamin Halévi, l'un des trois juges, avaient siégé lors du procès Kastner dont elle connaît le retentissement dans la société israélienne. Elle a également compris la place qu'occupe dans le discours sioniste la mise en cause du comportement des Juifs dans la Diaspora. Pourquoi veut-elle faire un tabou d'une question plutôt envahissante qu'escamotée, que les juges et le procureur n'avaient aucune raison juridique d » poser à Eichmann et que son avocat lui-même s'est privé d'aborder eu égard au respect des victimes ? Dans cet ordre d'idée, l'hypothèse d » Norman Podhoretz est crédible : l'intellectuelle brillante a cédé au goût du non-conformisme, éclairant les faits à la lumière d » ses propres colères, inventant l'interdit qu'elle voulait dénoncer.

Si Hannah Arendt a rapidement perdu la main du point de vue des faits, à long terme elle a sans doute gagné la partie » sur

le plan idéologique. La raison d' » ce succès est paradoxale : en se trompant sur l'état d'esprit des dirigeants israéliens et des autorités communautaires américaines elle anticipait une transformation des mentalités ; en déconstruisant les tabous qu'elle arrangeait, elle façonnait une posture qui deviendrait un modèle critique. Arendt a entendu le procureur Hausner réciter une histoire officielle du judaïsme façonnée par Ben Gourion pour inscrire le procès Eichmann dans une opération politique à visée mondiale. Antisémitisme éternel, haine des nations envers Israël, misère de l'exil et gloire du retour : voici un récit qui commence chez Pharaon et s'achève avec Hitler, fait des victimes de celui-ci la dernière cohorte d'un peuple martyr, donne au massacre des Juifs d'Europe l'allure du plus vaste des pogroms. Aux yeux d'Arendt, cette vision appartient au code fondateur de l'Etat d'Israël et organise la

7P. Haïm Gouri, *La Cage d' » verre* (Journal du procès Eichmann), trad. R. Cidor, Albin Michel, 1964, p. 96-97 (riéd. Editions Tirésias, 1995/. Écrit par un « poëlejournaiiste », ce récit qui se veut tout autant subjectif qu'Eichmann à Jérusalem se dit objectif offre un contrepoint passionnant à celui de la philosophe journaliste.

construction du procès : une focalisation sur les seuls crimes commis envers les Juifs, l'opposition manichéenne des bourreaux et des victimes, ce qui ressemble à une sacralisation de l'Holocauste. Sur ce point, elle imagine bien plus qu'elle ne décrit et n'entend qu'une partie du récit sioniste, bien que l'écho de l'autre la touche au travers d'une question qui la choque, mais qu'elle ne parvient pas à situer : « Pourquoi ne vous êtes-vous pas révoltés ? » Au moment du procès Eichmann, la société israélienne est loin d'avoir fait du survivant un héros et des victimes les témoins d'une souffrance millénaire^{8°}. Leurs ombres au contraire sont encore encombrantes, comme une tâche sur un tableau qui met en lumière résistants, combattants et bâtisseurs. On s'accorde généralement aujourd'hui à percevoir dans ce procès le début d'un retournement : le

discours du procureur Hausner convoquant des fantômes arrachés aux charniers des camps et à la fumée des crématoires pourrait en être le symbole. Fallait-il qu'il suscite l'ironie ? Arendt a peut-être eu l'intuition d'un recentrage de l'imaginaire israélien, mais pour l'heure elle démonte un mythe qu'elle vient de façonner pour qu'il entre dans sa critique de l'Etat d'Israël, de son nationalisme, de ses confusions entre religion et politique, ou encore de ses lois civiles qu'elle assimile à celles de Nuremberg. Les choses sont similaires vis-à-vis de la communauté juive américaine. Enfermée dans la certitude d'un complot, confortée par ses amis dans ce sentiment, débordée par la controverse qu'elle savait ouvrir, elle est blessée par des critiques brutales, mais dont elle ne comprend pas la logique. Pour elle, tout est clair : un appareil protège son pouvoir en s'arc-boutant à des mensonges historiques ; l'esprit public est envahi par des icônes de la victime et une caricature des bourreaux ; l'esprit libre affronte le conformisme. Là encore, elle fabrique largement ce qu'elle combat avec rage, au risque de mobiliser des stéréotypes, de réveiller des fantasmes et de brouiller des cartes toujours biaisées : ce que craignent précisément des organisations juives encore sur la défensive, inquiètes de leur perception par l'opinion publique, divisées entre elles par d'anciens clivages. Aux États-Unis comme en Israël, le procès Eichmann est la fin d'un silence de quinze années sur l'Holocauste, le début d'une reconnaissance de victimes longtemps ignorées, l'amorce d'un récit susceptible de relier l'événement à l'histoire⁸¹. Arendt voyait une stratégie d'intimidation là où se manifestait surtout le désarroi. Elle entendait un discours conquérant au moment où l'on sortait d'un balbutiement. Elle croyait que l'époque était à l'idolâtrie, alors qu'un long refoulement s'achevait à peine.

Ce sont pourtant ces erreurs de perspective qui offrent à Hannah Arendt un triomphe posthume. Dans le contexte français, c'est la vision des enthousiastes qui l'a emporté : elle combattait seule contre une pensée paresseuse, des mensonges

rassurants et l'intimidation des larmes ; son essai est un archétype de ce que produisent l'esprit dégagé, l'objectivité sans contrainte, l'indépendance intellectuelle ; ses thèses libèrent de l'héroïsation des victimes, éloignent du manichéisme, préviennent contre l'inflation d'une mémoire envahissante, sclérosée, paralysante. Sur un plan plus large, *Etchmarr à Jérusalem* a construit un modèle critique. Une posture tout d'abord : celle du non – conformiste qui brise les tabous, prend à rebours les consensus, assume la solitude qu'impose le refus des habitudes, des dogmes et des conventions. Pour ce qui concerne ensuite son objet, ce livre tire sa gloire de ce qu'il aurait sonné la fin d'une histoire « lacrymale » du peuple juif, d'une vision « judéocentriste » de la période, d'une « sacralisation » de la *Shoah*. A New York comme à Paris, il est réputé avoir affranchi les études historiques des contraintes idéologiques, permis d'élever la réflexion sur l'événement dans l'ordre philosophique, défait les stéréotypes qui encombraient l'espace public. En Israël aussi, il semble avoir eu ses effets. Son exemple plane sur l'entreprise des « nouveaux historiens », même si elle s'aventure sur de nouveaux terrains et parfois renverse les perspectives. S'agissant de déconstruire les mythes fondateurs de l'Etat, ses héros et la version « officielle » de son histoire, le paradigme peut presque s'importer sans médiations : les résistants magnifiés, Ben Gourion statufié et le grand récit sioniste étaient des cibles désignées. Dans la nouvelle ambiance créée par cette révision du passé, le travail critique a parfois retouché le tableau dessiné par Arendt, comme lorsque la remise en cause des dirigeants du *Yichouv* indifférents à la catastrophe européenne tend à rehausser l'image de ceux des Conseils, pris quant à eux dans la tourmente. Mais le succès d'une démarche s'estime aussi à sa capacité d'être élargie : en roccun'ence pour amplifier la démonstration du malfondé des règles juridiques qui régissent la société israélienne, dénoncer une instrumentalisation de la *Shoah* et une manipulation des mémoires, démontrer les effets

du nationalisme à l'époque de la naissance du pays puis au temps de la question palestinienne.

Dans la controverse américaine sur *Eichmann à Jérusalem*, Hannah Arendt avait reçu un renfort inattendu : celui de jeunes Juifs en rupture de communauté et révoltés contre le pouvoir politique de Washington. Avec d'autres, ceux-là s'essayaient à croiser l'impérialisme américain et le totalitarisme allemand, Johnson et Eichmann, la passivité présente et les collaborations d'hier. Norman Podhoretz est persuadé qu'elle était là durant les dernières années de sa vie : dans le rang des progressistes américains qui tendaient vers l'ultra-gauche, se méfiaient davantage des anticomunistes que des staliniens, inventaient les schémas intellectuels qui triompheraient sur les campus à la fin des années soixante et pendant la décennie suivante. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, c'est dans ce public et sa descendance qu'elle a trouvé ses plus chauds partisans. S'agissant d'Israël, aurait-elle inventé ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « post-sionisme » ? Pour lui expliquer une formule sur son appartenance au peuple juif qu'elle avait prise en mauvaise part, Gershom Scholem lui disait avoir voulu par ce biais la laver d'un tel soupçon. Sans qu'ils le sachent tous, les représentants de ce courant et leurs épigones trouveraient aisément dans *Eichmann à Jérusalem* un arsenal pour leur bataille : une déconstruction des mythes d'Israël et de l'image de ses fondateurs ; une révision du récit national et de l'histoire des Juifs sur laquelle il s'adosse ; un radicalisme critique vis-à-vis de l'Etat doublé d'empathie pour ses adversaires.

Le destin du livre est contrarié. Nécessairement dépassé par une masse de travaux historiques quant à son information, réfuté s'agissant de ses flèches polémiques les plus acérées, toujours discuté lorsqu'il propose de qualifier le mal, il continue de rayonner par ses provocations, son allure intransigeante et la posture intellectuelle qu'il incarne. Qu'il sache conquérir à chaque génération de nouveaux lecteurs, suscite presque tous les ans un colloque, s'invite dans le travail historiographique et

la philosophie morale tout autant qu'il s'impose dans le débat idéologique : autant d'indices qu'il dément avec le temps la modestie affichée de ses intentions. Hannah Arendt partait pour un « reportage » ; elle est revenue avec une thèse. Son essai se voulait un « rapport », mais il a construit une doctrine. On aimait y voir un brûlot promis à ne durer que le temps d'une controverse : celle-ci se survit plus longtemps que prévu, élargit ses frontières et semble conserver un avenir.

NOTE SUR LA RÉVISION DE LA TRADUCTION

Plus que toute autre, la révision de la traduction d'un livre aussi controversé que *Eichmann à Jérusalem* se doit d'être attentive. La polémique qui a suivi sa première publication en 1963 s'est attaquée, comme Arendt le dit elle-même dans le Post-scriptum, à «l'image d'un livre qui n'avait jamais été écrit et qui touchait souvent à des sujets dont je n'avais pas parlé ». Pour qu'advienne la véritable controverse qu'Arendt aurait toujours souhaitée, elle qui déclarait vouloir partager et non endoctriner, partager même dans le désaccord, il fallait que soit offert au jugement un texte qui soit le plus fidèle possible à l'original anglais, afin que la discussion ne parte pas d'un malentendu sur les mots. Ainsi, par exemple, concernant les Conseils juifs, ne parle-t-elle jamais de collaboration mais de coopération (sauf en une occurrence). A chaque fois que cela a été possible dans les limites de la musique de la langue cible, j'ai cherché à rendre le même mot anglais par le même mot français. Sauf peut-être dans le cas de *leader*, *functionary* ou *official*, pour lesquels je disposais de « dirigeant », « fonctionnaire », « notable » ou « responsable », et que j'ai utilisé de façon variable selon les contextes. De même a-t-il fallu veiller à cerner au plus près le rire amer qui saisit parfois Arendt devant le caractère parfois grotesque et désarmant de stupidité d'Eichmann, en évitant de surcharger le texte et de le rendre désinvolte, ce qu'il n'est jamais. La structure des phrases posait aussi problème. Des phrases très longues, entrecoupées de parenthèses, des phrases «à l'allemande» mais pas seulement. On a l'impression d'être devant une partition à deux voix, l'une interrompant constamment la première, pour apporter des précisions ou des corrections, pour indiquer une autre piste, un autre point de vue ou des commentaires. Lorsque Arendt cite ou paraphrase les propos d'Eichmann, elle ne cesse d'intervenir, de traquer ses omissions, les défaillances de sa mémoire. Ainsi

resituées, les déclarations d'Eichmann, qu'Arendt choisit de ne pas considérer a priori comme mensongères deviennent la pièce centrale d'une «longue étude sur la méchanceté humaine » délivrant la leçon « de la terrible, de l'indicible, de l'impensable *banalité du mal*».

Martine Leibovici

EICHMANN À JÉRUSALEM

RAPPORT SUR LA BANALITÉ DU MAL

*Traduction Mine Guérin (1966)
revue par Michelle-Irène Brudny-de Launay (1991)
pour folio histoire*

Révision par Martine Leibovici

NOTE AU LECTEUR

Cet ouvrage est une version revue et augmentée du livre publié pour la première fois en mai 1963. En 1961, j'ai assuré la couverture du procès Eichmann à Jérusalem pour le *New Yorker*, où ce récit, légèrement abrégé, fut publié en février et mars 1963. J'ai écrit ce livre pendant l'été et l'automne 1962 ; je l'ai terminé en novembre de cette même année lors de mon séjour au Center for Advanced Studies de la Wesleyan University, comme chercheur associé.

Les corrections introduites dans cette édition concernent environ une douzaine d'erreurs d'ordre technique ; aucune d'entre elles n'a de conséquence sur l'analyse ou le thème du texte original. Le récit effectif de la période en question n'a pas encore été établi dans tous ses détails ; et il est probable que, sur certaines questions, on ne pourra jamais remplacer une conjecture informée par une information complètement fiable. Ainsi, le nombre total de Juifs victimes de la Solution finale – entre quatre millions et demi et six millions – reste une conjecture qui n'a jamais été vérifiée ; il en va de même pour le nombre de victimes dans chaque pays dont il est question. De nouveaux documents, sur les Pays – Bas en particulier, ont été révélés après la publication de ce livre ; mais aucun d'eux ne modifie l'événement pris dans son ensemble.

La plupart des addenda sont également d'ordre technique : ils éclairent tel ou tel point, introduisent des faits nouveaux et, à l'occasion, des citations à partir de nouvelles sources. Ces nouvelles sources ont été ajoutées dans la bibliographie et sont commentées dans le nouveau « Post – scriptum », qui traite de la controverse ayant fait suite à la première publication du livre. Ce post-scriptum mis à part, les seuls addenda non techniques ont trait au complot allemand du 20 juillet 1944 contre Hitler, dont je n'avais parlé qu'incidemment dans la

première édition. La nature du livre dans son ensemble n'est en rien modifiée.

Je tiens à remercier Richard et Clara Winston pour leur aide lors de la préparation du texte du Post-scriptum pour la présente édition.

Hannah Arendt Juin 1964

Ô Allemagne
On rit en entendant les discours qui résonnent dans ta maison
Mais dès qu'on t'aperçoit, on prend son couteau.

Bertolt Brecht, 1933

I

LA COUR

Beth Hamishpath » – la cour. Ces mots nous font lever d'un bond. Prononcés d'une voix de stentor par l'huissier du palais de justice, ils annoncent l'entrée des trois juges qui, tête nue, en robe noire, pénètrent dans la salle d'audience par une porte latérale et prennent place sur la partie supérieure de l'estrade. Aux deux extrémités de la longue table, bientôt recouverte d'innombrables livres et de plus de quinze cents documents, se tiennent les sténographes du tribunal. Juste en dessous des magistrats, se trouvent les traducteurs dont les services sont requis pour les échanges directs entre l'accusé ou son avocat et la cour ; pour le reste, la partie accusée, ne parlant que l'allemand, suit les débats en hébreu comme presque tout le monde dans la salle, au moyen d'une traduction radiophonique simultanée. Excellente pour le français, supportable pour l'anglais, la traduction en allemand, souvent incompréhensible, est une pure plaisanterie. (Vu la scrupuleuse impartialité avec laquelle fut mis au point l'aménagement technique du procès, le fait que le nouvel État d'Israël, avec sa forte proportion de citoyens d'origine allemande, ait été incapable de fournir un traducteur adéquat dans la seule langue comprise par l'accusé et son avocat est un petit mystère. Car l'ancien préjugé contre les Juifs allemands, très vivace jadis eh Israël, ne l'est plus assez aujourd'hui pour expliquer cette lacune. Reste une autre explication : la « vitamine P » – nom que donnent les Israéliens au « piston » dans les milieux gouvernementaux et l'administration, vitamine plus ancienne encore que les préjugés et toujours aussi puissante.) Sur le gradin inférieur à celui des traducteurs, nous voyons l'accusé dans sa cabine de

verre ainsi que la barre des témoins ; ils se font face l'un l'autre et sont donc de profil par rapport au public. Au bas de l'estrade siègent enfin, dos au public, le procureur, son équipe de quatre assistants et l'avocat de la défense qui, durant les premières semaines, est secondé par un assistant.

À aucun moment le comportement des juges n'est théâtral. Leur démarche n'est nullement étudiée. L'attention, sobre mais intense, qu'ils accordent au procès, est naturelle, visiblement raidie par l'affliction lorsqu'ils écoutent les récits de souffrances. Leur impatience devant les tentatives du procureur pour faire durer les débats, est spontanée et stimulante. Leur attitude envers la défense est peut-être un peu trop polie, comme s'ils gardaient constamment à l'esprit la pensée que « le Dr Servatius doit mener, pour ainsi dire seul, cette rude bataille dans un cadre inconnu de lui ». Leur comportement vis – à-vis de l'accusé est au-dessus de tout reproche. Tous trois sont des hommes si évidemment bons et droits qu'on ne s'étonne guère qu'aucun d'entre eux ne cède à la plus grande tentation de ce dispositif : jouer la comédie, faire comme si eux, tous trois nés et élevés en Allemagne, devaient attendre la traduction en hébreu. Moshe Landau, le président du tribunal, répond presque toujours aux questions avant que le traducteur ait fini son travail, participe souvent à la traduction, la corrige et l'améliore, manifestement reconnaissant de pouvoir se distraire un peu d'une affaire qui sinon l'accablerait. Des mois plus tard, au cours du contre-interrogatoire de l'accusé, il invitera même ses collègues à s'adresser à Eichmann dans leur langue maternelle – preuve, s'il en était encore besoin, de sa remarquable indépendance par rapport à l'opinion publique ordinaire en Israël.

C'est, sans aucun doute, le juge Landau qui, dès le départ, donne le ton ; il fait de son mieux, vraiment de son mieux, pour empêcher que le procès ne devienne un procès-spectacle, sous l'influence du procureur et de son goût pour la mise en scène. S'il n'y réussit pas toujours, c'est, entre autres, parce que, tout

simplement, les débats se déroulent sur une scène devant un public. Au début de chaque audience, l'appel impressionnant de l'huissier fait l'effet d'un lever de rideau. Celui qui a conçu un tel auditorium, situé dans la *Beth Ha'am* (Maison du Peuple) a dû penser à un théâtre, avec son orchestre, ses balcons, son avant – scène, son plateau et ses portes latérales pour l'entrée des acteurs. (Le bâtiment est maintenant entouré de hautes barrières et gardé, depuis le toit jusqu'au sous-sol, par des policiers armés jusqu'aux dents. Dans la cour d'entrée se trouvent des baraquements de bois à l'intérieur desquels les arrivants sont triés sur le volet.) Il est clair que cette salle de tribunal n'est pas un mauvais endroit pour le procès-spectacle que David Ben Gourion, Premier ministre d'Israël, avait en tête, quand il résolut de faire kidnapper Eichmann en Argentine et de le traduire devant le tribunal de Jérusalem pour y faire juger sa contribution à la « Solution finale de la question juive ». Ben Gourion, qu'on a raison d'appeler « l'architecte de l'État », est le metteur en scène invisible des débats. Il n'assiste à aucune audience. Au tribunal, sa voix est celle de Gideon Hausner, le procureur qui, représentant le gouvernement, fait de son mieux, fait vraiment de son mieux, pour obéir à son maître. S'il n'y parvient pas toujours – ce qui est souvent le cas, heureusement – c'est que ce procès se déroule sous la présidence d'un homme qui sert la justice aussi fidèlement que M. Hausner sert l'État d'Israël. La justice exige que l'accusé soit poursuivi, défendu et jugé ; et qu'on laisse en suspens toutes les autres questions, fussent-elles paraître plus importantes – « Comment cela a-t-il pu arriver ? », « Pourquoi cela est-il arrivé ? », « Pourquoi les Juifs ? », « Pourquoi les Allemands ? », « Quel fut le rôle des autres pays ? », « Dans quelle mesure les Alliés étaient-ils coresponsables ? », « Comment les Juifs ont-ils pu coopérer, par l'intermédiaire de leurs propres dirigeants, à leur propre anéantissement ? », « Pourquoi sont-ils allés à la mort comme des moutons à l'abattoir ? » La justice insiste sur l'importance d'Adolf Eichmann, fils de Karl Adolf Eichmann, l'homme dans la cabine de verre construite pour le protéger. De

taille moyenne, mince, d'un certain âge, un peu chauve, myope et les dents mal plantées, pendant toute la durée du procès cet homme étire son cou émacié pour mieux voir le banc des jurés (il n'est jamais face au public) et essaie désespérément, et presque toujours avec succès, de se dominer, en dépit du tic nerveux de la bouche dont il était sûrement affligé bien avant sa comparution devant le tribunal. Le procès est celui de ses actes, et non des souffrances des Juifs, il n'est pas celui du peuple allemand ou de l'humanité, pas même celui de l'anti-sémitisme et du racisme.

Et la justice, chose « abstraite » peut-être aux yeux de ceux qui ont la tournure d'esprit de M. Ben Gourion, se révèle finalement un maître beaucoup plus sévère que le Premier ministre et tout le pouvoir qu'il possède. La loi du Premier ministre comme le prouvera bientôt M. Hausner est laxiste ; elle autorise le procureur à donner, au cours du procès, des conférences de presse et des interviews à la télévision. (Sur les chaînes américaines, les débats sont constamment interrompus par de la publicité immobilière ; l'émission est sponsorisée par la Glickman Corporation – les affaires continuent.) Elle l'autorisera même à s'en prendre « spontanément » aux journalistes présents au palais – le procureur en a assez du contre-interrogatoire d'Eichmann, qui répond par des mensonges à toutes les questions qu'on lui pose. Sont également autorisés de fréquents coups d'œil en coin au public, et un cabotinage trahissant une vanité supérieure à la moyenne, dont l'apothéose aura lieu à la Maison-Blanche, avec les compliments du président des États-Unis pour son « bon travail ». La justice, elle, ne permet pas ce genre d'attitudes ; elle exige la solitude. Elle autorise le chagrin plutôt que la colère et prescrit qu'on s'abstienne le plus soigneusement du charmant plaisir de se mettre soi-même sous les feux de la rampe. Le séjour du juge Landau aux États-Unis peu de temps après le procès ne fit l'objet d'aucune publicité, sauf au sein des organisations juives pour lesquelles il fut organisé.

Et pourtant les juges avaient beau esquiver constamment les feux de la rampe, ils étaient là, au sommet de l'estrade, face au public, comme s'ils étaient sur une scène de théâtre. Ce public était censé représenter le monde entier. Pendant les premières semaines, il était composé surtout de journalistes et de grands reporters venus à Jérusalem en troupes serrées, des quatre points cardinaux. Ils étaient là pour assister à un spectacle aussi sensationnel que le procès de Nuremberg, mais cette fois « la tragédie des Juifs en serait le sujet principal ». Car « si nous allons aussi accuser [Eichmann] de crimes contre des non-Juifs [...] ce n'est pas » simplement parce qu'il les a commis mais, bizarrement, « *parce que nous ne faisons pas de distinctions ethniques* ». Pour un procureur, c'était à coup sûr une phrase étonnante pour commencer un discours d'ouverture ; elle se révéla être la phrase clé de son réquisitoire. Celui-ci était en effet construit sur les souffrances des Juifs et non sur les actes d'Eichmann. La distinction serait d'ailleurs, selon M. Hausner, de peu d'importance puisqu'« il n'y avait eu qu'un homme à s'occuper presque uniquement des Juifs, un homme dont l'affaire avait été leur destruction et dont le rôle, dans l'installation au pouvoir de ce régime inique, s'était borné aux seules affaires juives. Cet homme, c'était Adolf Eichmann ». N'était-il pas logique de présenter à la cour toutes les souffrances que subirent les Juifs (souffrances qui, bien entendu, ne furent jamais mises en question) et de chercher ensuite les preuves qui, d'une façon ou d'une autre, établiraient la relation entre Eichmann et ce qui s'était passé ? Au procès de Nuremberg, où les accusés avaient été « condamnés pour des crimes contre les membres de différents pays », il n'avait pas été question de la tragédie juive pour la simple raison qu'Eichmann n'était pas là.

M. Hausner croyait-il vraiment qu'au procès de Nuremberg on aurait prêté une attention plus grande au destin des Juifs si Eichmann s'était trouvé sur le banc des accusés ? Ce n'est guère probable. M. Hausner pensait, comme presque tout le monde en

Israël, que seul un tribunal juif pouvait rendre justice aux Juifs, et que c'était l'affaire des Juifs de juger leurs ennemis. De là l'hostilité quasi générale en Israël dès qu'on faisait la moindre allusion à un tribunal international qui eût jugé Eichmann non pour ses crimes commis « contre le peuple juif » mais pour ses crimes commis contre l'humanité sur le corps du peuple juif. De là cette étrange vantardise : « nous ne faisons aucune distinction ethnique », moins étrange en Israël apparemment, où les lois rabbi – niques régissent le statut personnel des citoyens juifs de telle manière qu'un Juif ne peut épouser une non-Juive ; les mariages conclus à l'étranger sont reconnus mais les enfants nés de mariages mixtes sont, aux yeux de la loi, illégitimes (alors que sont légitimes les enfants nés hors mariage mais dont les deux parents sont juifs) ; et si quelqu'un se trouve avoir une mère non juive il ne peut ni se marier ni se faire enterrer. Le scandale de cette situation est devenu plus criant depuis qu'en 1953 une part considérable de la compétence en matière de loi familiale a été transférée aux tribunaux laïques. Les femmes peuvent désormais hériter et elles jouissent en général d'un statut égal à celui des hommes. Ce n'est donc pas exactement le respect de la foi ou le pouvoir d'une minorité religieuse fanatique qui empêche le gouvernement d'Israël de remplacer la loi rabbinique par une compétence laïque en matière de mariage et de divorce. Qu'ils soient religieux ou non, les citoyens d'Israël semblent être d'accord pour souhaiter qu'une loi interdise les mariages mixtes, et c'est surtout pour cette raison – les fonctionnaires israéliens l'admettaient volontiers en dehors de la salle d'audience – qu'ils s'accordent aussi pour ne pas souhaiter de constitution écrite dans laquelle une loi de ce genre soit inscrite noir sur blanc, ce qui serait embarrassant (« L'argument contre le mariage civil, c'est qu'il diviserait la maison d'Israël ; et qu'il séparerait les Juifs de ce pays de ceux de la Diaspora », comme le disait récemment Philip Gillon dans *Jewish Frontier*[^] Quelles qu'en fussent les raisons, il est certain qu'il y avait quelque chose de stupéfiant dans la naïveté avec laquelle le procureur

dénonça les lois infâmes de Nuremberg qui, en 1935, avaient interdit le mariage mixte et les rapports sexuels entre Juifs et Allemands. Les mieux informés parmi les correspondants étaient bien conscients de cette ironie, mais ils n'en parlèrent pas dans leurs reportages. Ce n'était pas le moment, pensaient-ils, de dire aux Juifs ce que les lois et les institutions de leur propre pays pouvaient avoir d'injuste.

Si le public du procès devait être le monde entier, et la pièce, l'immense panorama des souffrances juives, la réalité se révéla en dessous de ce qu'on attendait et des buts qu'on poursuivait. Passé les quinze premiers jours, les journalistes ne furent plus fidèles au rendez-vous et le public changea radicalement. Il était supposé se composer maintenant d'Israéliens, de ceux qui étaient trop jeunes pour connaître cette histoire ou à qui on ne l'avait jamais racontée, les Juifs orientaux, par exemple. Le procès était censé leur montrer ce que cela signifiait que de vivre parmi les non-Juifs, et les convaincre qu'un Juif ne pouvait vivre honorablement et en toute sécurité qu'en Israël. (Pour les correspondants, cette leçon était énoncée dans un petit livre sur le système juridique d'Israël, qui fut distribué à la presse. L'auteur, Doris Lankin, cite une décision de la Cour suprême selon laquelle deux pères qui avaient « enlevé leurs enfants et les avaient amenés en Israël » avaient été condamnés à les renvoyer à leurs mères qui, vivant à l'étranger, en avaient légalement la garde. Et cela, ajoutait l'auteur – non moins fière de cette scrupuleuse légalité que M. Hausner d'avoir consenti à accuser Eichmann de meurtre même dans les cas où ses victimes n'étaient pas juives – « en dépit du fait que renvoyer les enfants à leurs mères et les remettre sous leur garde, c'était les obliger à mener un combat inégal contre les éléments hostiles de la Diaspora ».) Mais l'on ne vit guère de jeunes gens dans la salle, et le public n'était pas composé d'Israéliens qu'on aurait pu distinguer des Juifs. Elle était remplie de « survivants », des gens d'un certain âge et des vieillards, des immigrants d'Europe comme moi qui savaient par cœur tout ce

qu'il y avait à savoir, qui n'étaient nullement disposés à apprendre quelque leçon que ce soit et qui n'avaient certainement pas besoin de ce procès pour tirer leurs propres conclusions. Pendant qu'aux témoins succédaient d'autres témoins, pendant que l'horreur s'ajoutait à l'horreur, ils étaient assis là à écouter en public des histoires qu'ils n'auraient guère pu supporter en privé s'ils avaient dû faire face à celui qui les racontait. Et plus on exposait « la calamité qui avait frappé le peuple juif de cette génération », plus la rhétorique de M. Hausner devenait grandiose, plus le personnage assis dans la cabine de verre pâlissait et ressemblait à un fantôme. Aucun doigt accusateur : « Et voici le monstre responsable de tout cela » ne pouvait le ressusciter.

Ce fut précisément le côté théâtral du procès qui s'effondra sous le poids d'atrocités qui faisaient dresser les cheveux sur la tête. Un procès ressemble à une pièce de théâtre en ce sens que l'un et l'autre commencent et finissent avec celui qui agit et non avec la victime. Plus instamment encore qu'un procès ordinaire, un procès-spectacle exige un aperçu précis et bien défini de ce qui a été fait et de la manière dont cela a été fait. Seul celui qui a agi a sa place au centre d'un procès – et il ressemble, à cet égard, au héros de la pièce – et s'il souffre, il doit souffrir pour ce qu'il a fait, et non pour les souffrances dont il est la cause chez les autres. Cela, nul ne le savait mieux que le juge qui présidait le procès, lui qui vit de ses yeux le procès commencer à dégénérer en un spectacle sanglant, « un navire sans gouvernail à la merci des vagues ». Mais ses efforts pour l'éviter échouèrent souvent. Curieusement, cet échec était partiellement la faute de la défense qui contestait très rarement les témoignages, si insignifiants fussent-ils, ou sans rapport avec le sujet. Le Dr Servatius, comme tout le monde l'appelait immanquablement, se montrait un peu plus audacieux lorsque des documents étaient soumis à l'appréciation du tribunal. La plus impressionnante de ses rares interventions eut lieu lorsque l'accusation présenta à titre de preuve le journal de

Hans Frank, ancien chef du *Generalgouvernement* de Pologne, et l'un des principaux criminels de guerre pendus à Nuremberg. « Je n'ai qu'une question. Est – il fait mention du nom d'Adolf Eichmann, du nom de l'accusé, dans ces vingt-neuf volumes ? [en fait, il y en avait trente-huit] [...]. Le nom d'Adolf Eichmann n'est mentionné dans aucun de ces vingt-neuf volumes [...]. Merci, plus de question. »

Ainsi ce procès ne devint jamais une pièce de théâtre, mais le spectacle que Ben Gourion avait en tête au début eut lieu, ou plutôt ce sont les « leçons » dont il pensait qu'il fallait les prodiguer aux Juifs et aux non-Juifs, aux Israéliens et aux Arabes, bref, au monde entier, qui eurent lieu. Ces enseignements à tirer d'un même spectacle devaient être différents selon leurs destinataires. Ben Gourion les avait esquissés avant le début du procès dans une série d'articles destinés à expliquer pourquoi Israël avait enlevé l'accusé. Il y avait la leçon pour le monde non juif : « Nous voulons établir devant tous les pays du monde comment des millions d'êtres humains, parce qu'ils se trouvaient être juifs, et un million de bébés, parce qu'ils se trouvaient être des bébés juifs, ont été assassinés par les nazis. » Ou encore, dans les termes de *Ijavar*, l'organe du Mapai, le parti de M. Ben Gourion : « Que l'opinion mondiale le sache, que l'Allemagne nazie n'était pas la seule responsable de l'extermination de six millions de Juifs européens. » Ou encore, selon les termes de Ben Gourion lui-même : « Nous voulons que tous les pays du monde le sachent [...] et qu'ils aient honte. » Quant aux Juifs de la Diaspora, ils devaient se souvenir que le judaïsme, « vieux de quatre mille ans, avec ses créations spirituelles, sa quête morale et ses aspirations messianiques » avait toujours « affronté un monde hostile » ; que les Juifs avaient dégénéré au point d'aller à la mort comme des moutons à l'abattoir, et que seule la création d'un État juif avait permis aux Juifs de « rendre coup pour coup » – ce que les Israéliens avaient fait au cours de leur guerre d'indépendance, dans l'aventure de Suez, et dans les

incidents quasi quotidiens aux frontières menacées d'Israël. Et s'il fallait montrer aux Juifs résidant hors d'Israël la différence entre l'héroïsme des Israéliens et l'humble soumission des Juifs, il y avait aussi une leçon pour ceux qui vivaient à l'intérieur d'Israël : « La génération d'Israéliens qui a grandi après l'Holocauste » risquait de desserrer ses liens avec le peuple juif, et implicitement, avec sa propre histoire. « Il faut que notre jeunesse garde en mémoire ce qui est arrivé au peuple juif. Nous voulons qu'elle connaisse les faits les plus tragiques de notre histoire. » L'on donnait, enfin, une des raisons pour lesquelles Eichmann comparait devant un tribunal : « Pour dénicher d'autres nazis – et mettre en lumière, par exemple, les rapports entre les nazis et certains dirigeants arabes. »

Si ces raisons avaient été les seules à justifier la comparution d'Adolf Eichmann devant le tribunal de district de Jérusalem, le procès aurait été un échec sur bien des plans. Par certains côtés, ces leçons étaient superflues, par d'autres elles induisaient carrément en erreur. L'antisémitisme a été discrédité grâce à Hitler, sinon pour toujours du moins pour le moment ; non pas parce que les Juifs sont devenus plus populaires tout à coup, mais parce que, pour reprendre les termes de M. Ben Gourion lui-même, la plupart des gens « se sont rendus compte que de nos jours l'antisémitisme peut conduire à la chambre à gaz et à la fabrique de savon ». La leçon destinée aux Juifs de la Diaspora était également superflue, ils n'avaient guère besoin de la grande catastrophe dans laquelle périt le tiers de leur peuple pour être convaincus de l'hostilité du monde. La conviction que l'antisémitisme existe partout et de tout temps n'a pas seulement été le facteur idéologique le plus puissant, depuis l'affaire Dreyfus, qui ait animé le mouvement sioniste ; elle fut aussi la raison sans laquelle la bonne volonté de la communauté juive allemande à négocier avec les autorités nazies dans les premiers temps du régime resterait inexplicable. (Inutile d'ajouter qu'un gouffre séparait ces négociations de la collaboration postérieure des *Judenrâte* ¹⁵²⁶ .

Il n'était pas encore question de problèmes moraux, il s'agissait seulement de prendre une décision politique, dont le « réalisme » était discutable : l'aide « concrète », tel était l'argument, valait mieux qu'une dénonciation « abstraite ». C'était de la *Realpolitik* sans arrière-pensées machiavéliques, dont le danger n'apparut que des années plus tard, après que la guerre eut éclaté, lorsque les contacts quotidiens entre les organisations juives et la bureaucratie nazie permirent aux fonctionnaires juifs de franchir plus aisément le gouffre qui séparait deux formes d'aide : aider les Juifs à s'échapper et aider les nazis à les déporter.) C'est cette même conviction qui produisit chez les Juifs une dangereuse incapacité à distinguer leurs amis de leurs ennemis ; et les Juifs allemands ne furent pas les seuls à sous-estimer leurs ennemis parce qu'ils croyaient que les non-Juifs étaient plus ou moins tous les mêmes. Si le Premier ministre Ben Gourion, qui est, de fait, à la tête de l'État juif, avait l'intention d'affermir cette sorte de « conscience juive », alors l'idée n'était pas bonne ; car changer cette mentalité est l'un des préalables indispensables pour l'État en Israël – État qui, par définition, a fait des Juifs un peuple parmi les peuples, une nation parmi les nations, un État parmi les États, dépendant maintenant d'une pluralité qui exclut la dichotomie séculaire, malheureusement ancrée dans la religion, des Juifs et des non-Juifs.

Le contraste entre l'héroïsme des Israéliens et l'humble soumission des Juifs allant à la mort – arrivant à l'heure dite sur les lieux de transport, marchant de leur plein gré aux lieux d'exécution, creusant leur propre tombe, se déshabillant, faisant de leurs vêtements de petits tas bien ordonnés, et s'étendant par terre les uns à côté des autres pour être fusillés – semblait être un argument pertinent. Et le procureur l'a exploité à fond, qui demandait à tous les témoins : « Pourquoi n'avez – vous pas protesté ? », « Pourquoi êtes-vous montés dans le train ? », « Il y avait quinze mille personnes et devant vous des centaines de gardes ; pourquoi ne vous êtes-vous pas

révoltés ? Pourquoi n'avez-vous pas attaqué ? » Mais la triste vérité est que cet argument était inopérant, car aucun groupe, aucun peuple non juif n'a jamais agi différemment. Il y a seize ans, toujours sous le coup des événements, David Rousset, ancien détenu de Buchenwald, décrivit ce qui – nous le savons maintenant – se passait dans tous les camps de concentration : « Le triomphe des SS exige que la victime torturée se laisse mener à la potence sans protester, qu'elle se renie et s'abandonne au point de cesser d'affirmer son identité. Et ce n'est pas pour rien. Ce n'est pas gratuitement, par pur sadisme, que les hommes des SS désirent sa défaite, ils savent que le système qui consiste à détruire la victime avant qu'elle ne monte à l'échafaud [...] est, sans comparaison, le meilleur pour maintenir tout un peuple en esclavage, en état de soumission. Il n'est rien de plus terrible que ces processions d'êtres humains allant à la mort comme des mannequins » (*Les Jours de notre mort*, 1947). Le tribunal ne reçut aucune réponse à cette question bête et cruelle, mais on aurait pu en trouver une : il suffisait de laisser son imagination s'attarder quelques instants sur le destin de ces Juifs hollandais qui, en 1941, dans le vieux quartier juif d'Amsterdam, osèrent attaquer un détachement de la police allemande de sécurité [*Sicherheitspolizei*] En représailles, quatre cent trente Juifs furent arrêtés et littéralement torturés à mort, d'abord à Buchenwald, ensuite dans le camp autrichien de Mauthausen. Pendant des mois et des mois ils moururent de mille morts, et chacun d'eux aurait envié ses frères à Auschwitz et même à Riga et à Minsk. Certaines choses sont bien pires que la mort, et les SS firent en sorte qu'aucune d'entre elles ne fût jamais très éloignée de l'esprit et de l'imagination des victimes. Sur ce point, de manière peut – être encore plus significative que sur les autres, la vérité, et même la vérité juive, fut déformée pendant ce procès où l'on tenta délibérément de ne raconter que le côté juif de l'histoire. La gloire de la révolte du ghetto de Varsovie, et l'héroïsme des quelques autres qui se défendirent, tient précisément dans leur refus de la mort relativement facile que

leur offraient les nazis : celle de la chambre à gaz ou du peloton d'exécution. Et les témoins qui, à Jérusalem, invoquèrent leur résistance et leur révolte à eux, tout en ne s'attribuant « qu'un petit rôle dans l'histoire de l'Holocauste », montrèrent une fois de plus que seuls les très jeunes avaient été capables de « décider que nous ne pouvions pas aller à l'abattoir comme des moutons ».

Dans un sens, les attentes de M. Ben Gourion ne furent pas déçues : ce procès permit en effet de dénicher d'autres nazis et d'autres criminels ; mais pas dans les pays arabes qui avaient ouvertement offert l'asile à des centaines d'entre eux. Les liens entre le grand mufti et les nazis pendant la guerre n'étaient un secret pour personne : le grand mufti avait espéré que les nazis l'aideraient à trouver quelque « solution finale » au Proche-Orient. C'est pourquoi les journaux de Damas, de Beyrouth, du Caire et de Jordanie ne dissimulèrent pas leur sympathie pour Eichmann ; ou leur regret que celui-ci n'ait pas « fini son travail ». Le jour de l'ouverture du procès, une émission radiophonique du Caire introduisit même une légère note anti-allemande dans ses commentaires : elle se plaignit du fait que « durant toute la dernière guerre mondiale pas un seul avion allemand n'a survolé ni bombardé une colonie juive ». Il est notoire que des nationalistes arabes ont sympathisé avec le nazisme ; leurs raisons en sont évidentes ; et il n'était besoin ni de Ben Gourion ni de ce procès pour les « dénicher » ; ils ne s'étaient jamais cachés. Le procès révéla seulement que tous les bruits qui avaient couru sur les rapports entre Eichmann et Hadj Amin el Husseini, ancien mufti de Jérusalem, étaient sans fondement. (On avait présenté Eichmann, ainsi que d'autres chefs de départements, au mufti lors d'une réception officielle.) Le mufti avait été en rapport étroit avec le ministère allemand des Affaires étrangères, ainsi qu'avec Himmler, mais il n'y avait rien là de nouveau.

Si la remarque de Ben Gourion concernant « les rapports entre les nazis et certains dirigeants arabes » était inutile, il

était surprenant que, dans un tel contexte, il omette de mentionner l'actuelle Allemagne de l'Ouest. Il était, certes, rassurant d'entendre dire qu'Israël « ne tient pas Adenauer pour responsable de Hitler » et qu'« à nos yeux un Allemand convenable est un être humain convenable même s'il fait partie d'une nation qui, il y a vingt ans, contribua à l'assassinat de millions de Juifs ». (On n'évoqua pas d'Arabes convenables.) La République fédérale allemande, même si elle n'avait pas encore reconnu l'État d'Israël – probablement par crainte que les pays arabes ne reconnaissent l'Allemagne d'Ulbricht – avait payé 737 millions de dollars à Israël à titre de réparations au cours des dix dernières années. Ces paiements devant bientôt prendre fin, Israël essaie maintenant de négocier un prêt à long terme avec l'Allemagne de l'Ouest. De ce fait, les relations entre ces deux pays, et particulièrement la relation personnelle entre Ben Gourion et Adenauer, ont été fort bonnes ; et si, à la suite du procès, des députés de la Knesset, le Parlement israélien, ont imposé certaines restrictions au programme d'échanges culturels avec l'Allemagne de l'Ouest, ce n'est certainement pas Ben Gourion qui l'avait prévu ni souhaité. Il est plus remarquable encore qu'il n'ait pas prévu, ou qu'il n'ait pas voulu mentionner, qu'à la suite de la capture d'Eichmann l'Allemagne tenterait sérieusement, et pour la première fois, de faire juger les criminels de guerre, au moins ceux qui étaient directement impliqués dans des meurtres. L'Office central de l'administration judiciaire fédérale pour l'instruction des crimes nationaux – socialistes, tardivement fondé par l'État d'Allemagne de l'Ouest en 1958 et dirigé par le procureur Erwin Schüle, avait rencontré toutes sortes de difficultés. Les raisons en étaient, d'une part, que les témoins allemands répugnaient à coopérer, et, d'autre part, que les tribunaux locaux répugnaient à engager des poursuites sur la base des documents que leur avait envoyés l'Office central. Ce n'est pas que le procès de Jérusalem ait apporté de nouvelles preuves sans lesquelles on n'aurait pas pu dénicher les associés d'Eichmann ; mais la nouvelle sensationnelle de la capture d'Eichmann et du procès

qui s'ensuivrait avait eu suffisamment d'impact pour convaincre les tribunaux locaux d'utiliser les découvertes de M. Schüle, et pour qu'ils surmontent leur réti-

cence congénitale à capturer « les assassins parmi nous » par des méthodes éprouvées, telles que l'offre de récompense pour la capture de criminels bien connus.

Les résultats furent stupéfiants. Sept mois après l'arrivée d'Eichmann à Jérusalem – et quatre mois avant le début du procès –, Richard Baer, le commandant d'Auschwitz qui avait succédé à Rudolf Hôss, fut enfin arrêté. Lui succédèrent rapidement la plupart des membres de ce qu'on appelait le commando d'Eichmann – Franz Novak, qui avait vécu en Autriche où il exerçait le métier d'imprimeur ; le Dr Otto Hunsche, qui s'était installé en Allemagne de l'Ouest où il était avocat ; Hermann Krumei, qui était devenu pharmacien ; Gustav Richter, ancien « conseiller pour les questions juives » en Roumanie ; et Willi Zöpf, qui avait exercé les mêmes fonctions à Amsterdam. Tous furent arrêtés. Bien que les preuves qui les incriminaient aient été rendues publiques des années auparavant en Allemagne, par des livres et des articles de revues, aucun d'entre eux n'avait jugé utile de vivre sous un nom d'emprunt. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, les journaux allemands étaient remplis de comptes rendus des procès faits aux criminels nazis, tous responsables de meurtres de masse. (À partir de mai 1960, le mois où Eichmann fut capturé, on ne pouvait plus engager de poursuites que contre les accusés inculpés de meurtre au premier degré ; tous les autres délits étaient effacés par la prescription, acquise au bout de vingt ans pour un meurtre.) La réticence des tribunaux à poursuivre les crimes se traduisait par l'extraordinaire clémence des sentences infligées aux accusés. (Ainsi le Dr Otto Bradfisch, des *Einsatzgruppen*, les unités mobiles de tuerie SS à l'Est, fut condamné à dix ans de travaux forcés pour avoir tué quinze mille Juifs ; le Dr Otto Hunsche, le conseiller juridique d'Eichmann – personnellement responsable de la déportation, à

la dernière heure, de douze cents Juifs hongrois, dont six cents au moins furent tués –, fut condamné à cinq ans de travaux forcés ; et Joseph Lechthaler, qui avait « liquidé » la population juive de Slutsk et de Smolevitchi en Russie, fut condamné à trois ans et demi.) Parmi les nouveaux individus arrêtés se trouvaient d'importantes personnalités du régime nazi, dont la plupart avaient déjà été dénazifiées par les tribunaux allemands. L'un d'entre eux était le général SS Karl Wolff, ancien chef de l'état-major personnel de Himmler, qui, d'après un document soumis à Nuremberg en 1946, avait accueilli « avec une joie particulière » la nouvelle selon laquelle « depuis quinze jours un train transportait quotidiennement cinq mille membres du peuple élu » de Varsovie à Treblinka, un des centres de mise à mort de l'Est. Un autre, Wilhelm Koppe, avait commencé par mettre au point le système des gazages à Chelmno ; et succéda ensuite à Friedrich-Wilhelm Krüger en Pologne. Après avoir été l'un des plus hauts dirigeants SS dont la tâche avait consisté à rendre la Pologne *judenrein*, Koppe dirigeait une fabrique de chocolats dans l'Allemagne d'après-guerre. De temps en temps une sentence sévère était prononcée ; mais elle n'était guère plus rassurante, quand l'inculpé s'appelait Erich von dem Bach-Zelewski, ancien chef suprême des SS et de la police. Pour avoir participé à la rébellion de Rôhm en 1934, Bach – Zelewski fut condamné, en 1961, à trois ans et demi de prison ; il fut mis en accusation une deuxième fois en 1962 pour avoir tué six communistes allemands en 1933, comparut devant un tribunal à Nuremberg et condamné à la détention perpétuelle. Ni l'un ni l'autre des actes d'accusation ne faisaient allusion au fait que Bach-Zelewski avait été un dirigeant de la lutte contre les partisans sur le front de l'Est et qu'il avait participé aux massacres des Juifs à Minsk et à Moghilev, en Biélorussie. Les tribunaux allemands devaient-ils faire « des distinctions ethniques » sous prétexte que les crimes de guerre ne sont pas des crimes ? Ou est-il possible que cette sentence, exceptionnellement sévère (du moins pour l'Allemagne d'après-guerre), soit due au fait que Bach-Zelewski

était un des rares qui ait réellement été victime d'une dépression nerveuse à la suite des meurtres de masse, qu'il avait essayé de protéger des Juifs contre les *Einsatzgruppen* et qu'à Nuremberg il avait été témoin à charge ? Bach-Zelewski était également le seul qui se fût accusé publiquement, en 1952, de meurtre de masse – crime pour lequel il ne fut jamais poursuivi.

Il n'y a guère d'espoir que les choses changent maintenant, même si l'administration Adenauer a été contrainte d'exclure de la magistrature plus de cent quarante juges et procureurs ainsi que de nombreux officiers de police dont le passé était plus compromettant que la moyenne. Elle dut aussi démettre Wolfgang Immerwahr Frankel, le procureur principal de la Cour suprême fédérale, parce que, en dépit de son deuxième prénom ¹⁵²⁷, il n'avait pas répondu avec une parfaite sincérité aux questions qu'on lui posait sur son passé nazi. L'on avait estimé à cinq mille (sur onze mille cinq cents) les juges de la République fédérale qui avaient exercé leurs fonctions dans les tribunaux du régime hitlérien. En novembre 1962, peu après l'« épuration » de la magistrature et six mois après que le nom d'Eichmann eut disparu des journaux, le procès tant attendu de Martin Fellenz se déroula à Flensburg dans une salle d'audience presque vide. Cet ancien chef suprême des SS et de la police, qui avait été un membre éminent du parti libéral [FDP] dans l'Allemagne d'Adenauer, fut arrêté en juin 1960, quelques semaines après la capture d'Eichmann. On l'accusa d'avoir participé, en Pologne, au meurtre de quarante mille Juifs et d'être en partie le responsable de cette opération. Après plus de six semaines de témoignages détaillés, le procureur demanda la peine maximale – les travaux forcés à perpétuité. Et le tribunal condamna Fellenz à quatre ans, dont il avait déjà fait deux et demi en attendant son procès en prison. Quoi qu'il en soit, c'est en Allemagne que les conséquences du procès Eichmann eurent, sans nul doute, la plus grande portée. L'attitude du peuple allemand envers son propre passé, qui a intrigué des

années durant tous les spécialistes de la question allemande, ne pouvait être plus clairement montrée : ils se sentaient, de quelque façon que ce fût, très peu concernés ; et n'étaient pas particulièrement troublés par la présence d'assassins en liberté dans leur pays, puisqu'il était peu probable que l'un d'entre eux commette un meurtre de son plein gré ; néanmoins, si l'opinion mondiale – ou plutôt *das Ausland*, nom collectif que les Allemands donnent à tous les pays autres que l'Allemagne – devait s'obstiner et exiger que ces gens – là fussent punis, ils seraient tout à fait prêts à rendre service, du moins jusqu'à un certain point.

Le chancelier Adenauer avait prévu que les Allemands seraient gênés et avait exprimé son appréhension que le procès « remue à nouveau toutes ces horreurs » et provoque dans le monde entier une nouvelle vague de germanophobie, ce qui se produisit effectivement. Pendant les dix mois dont Israël eut besoin pour préparer le procès, l'Allemagne s'employa à se barder contre ses conséquences prévisibles et fit preuve d'un zèle sans précédent pour rechercher et inculper des criminels nazis qui se trouvaient dans le pays. Mais à aucun moment les autorités allemandes, ou une fraction importante de l'opinion allemande, n'exigèrent l'extradition d'Eichmann, une démarche pourtant logique pour un État souverain, jaloux de son droit de juger ses propres criminels comme tout État souverain. (La position officielle du gouvernement Adenauer, selon laquelle l'extradition était impossible parce qu'aucun traité d'extradition n'avait été signé entre Israël et l'Allemagne, n'est pas valable ; cet état de choses signifiait seulement qu'on ne pouvait obliger Israël à extraditer quelqu'un. Fritz Bauer, le procureur général de Hesse, le remarqua, et demanda au gouvernement fédéral de Bonn d'entamer la procédure d'extradition. Mais dans cette affaire les sentiments de M. Bauer se trouvaient être ceux d'un Juif allemand, et l'opinion allemande ne les partageait pas ; non seulement Bonn refusa cette demande, mais elle passa presque inaperçue et ne fut soutenue par personne. Un autre argument

contre l'extradition fut proposé par les observateurs que le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest envoya à Jérusalem : puisque l'Allemagne avait aboli la peine capitale, elle ne pouvait prononcer la sentence que méritait Eichmann. Si l'on pense à la clémence dont les tribunaux allemands ont fait preuve à l'égard des nazis coupables de meurtre de masse, il est difficile de ne pas soupçonner la mauvaise foi d'une telle objection. Il est certain que le plus grand danger politique d'un procès Eichmann en Allemagne aurait été l'acquittement pour manque de *mens rea*, comme le signalait J.-J. Jansen dans le *Rheinischer Merkur*, 11 août 1961.)

Il est un autre aspect de la question – plus délicat, et plus significatif sur le plan politique. C'est une chose que de dénicher des criminels et des assassins qui se cachent ; c'en est une autre que de les découvrir en pleine prospérité, occupant d'éminents postes publics – de rencontrer, dans les administrations fédérale et étatique et, d'une manière générale, dans les services *publics*, d'innombrables hommes dont les carrières avaient été florissantes sous le régime hitlérien. Il est vrai que si l'administration Adenauer s'était montrée trop susceptible sur l'emploi de fonctionnaires au passé compromettant, il n'y aurait peut-être pas eu d'administration du tout. Car, bien entendu, la vérité est exactement l'inverse de l'affirmation d'Adenauer selon laquelle « un pourcentage relativement peu élevé » d'Allemands avaient été nazis, et que « la grande majorité des Allemands (avaient été) heureux de venir en aide à leurs concitoyens juifs quand c'était possible ». (Un seul journal allemand, la *Frankfurter Rundschau*, s'est au moins posé la question évidente, énoncée bien tardivement : comment se fait-il que tant de gens qui, par exemple, étaient nécessairement au courant du dossier du procureur général aient gardé le silence ? – ensuite vint la réponse encore plus évidente : « Parce qu'ils se sentaient eux-mêmes incriminés. ») La logique du procès Eichmann, qui devait, selon Ben Gourion, mettre en lumière les questions d'ordre général au détriment des subtilités juridiques,

aurait exigé que soit démasquée la complicité, dans la Solution finale, de toutes les autorités, de tous les bureaux allemands, de tous les fonctionnaires des ministères d'État, des forces armées, de leur état-major, de la magistrature, et du monde des affaires. Mais l'accusation, menée par M. Hausner, eut beau s'écarter de son propos au point de produire témoin sur témoin certifiant des faits qui, tout en étant suffisamment vrais et macabres, n'avaient aucun, ou presque aucun rapport avec les actes de l'accusé, elle évita soigneusement de mettre le doigt sur un sujet explosif – la complicité pratiquement omniprésente qui dépassait, et de beaucoup, les rangs des membres du parti. (Avant le procès, on répandit des bruits selon lesquels Eichmann aurait nommé « plusieurs centaines d'éminentes personnalités de la République fédérale qui auraient été ses complices », mais ces bruits étaient faux. Dans son discours d'ouverture, M. Hausner mentionna les « complices des crimes d'Eichmann qui n'étaient ni des gangsters ni des hommes des bas-fonds de la société » et promit que nous « rencontrerions ces docteurs, avocats, érudits, banquiers et économistes – dans ces conseils qui ont pris la résolution d'exterminer les Juifs ». Il ne tint pas sa promesse, et n'aurait d'ailleurs pas pu la tenir sous cette forme. Car il n'a jamais existé de « conseil » qui ait pris une résolution » quelle qu'elle fût, et les « dignitaires en robes qui possédaient des diplômes universitaires » n'ont jamais décidé d'exterminer les Juifs ; ils ne se réunissaient que pour planifier les étapes nécessaires à l'exécution d'un ordre donné par Hitler.) Néanmoins, un cas de ce genre fut soumis à l'attention du tribunal : celui du Dr Hans Globke, un des plus proches conseillers d'Adenauer qui, plus de vingt-cinq ans auparavant, avait été le coauteur d'un infâme commentaire sur les lois de Nuremberg et, quelque temps après, l'auteur de l'idée géniale d'obliger tous les Juifs allemands à prendre pour deuxième prénom « Israël » ou « Sarah ». Mais le nom de M. Globke – et son nom seul – avait été introduit dans les délibérations du tribunal par la défense, et cela probablement dans l'unique espoir de « convaincre » le gouvernement

Adenauer d'entamer la procédure d'extradition. De toute manière, l'ancien *Ministerialrati* (NdE. Conseiller ministériel.) de l'intérieur, aujourd'hui *Staatssekretar* (NdE. Secrétaire d'État.) à la chancellerie d'Adenauer, méritait sans doute, plus que l'ex-mufti de Jérusalem, une place dans l'histoire des souffrances effectivement infligées aux Juifs par les nazis.

Car c'était l'histoire qui, dans l'esprit de l'accusation, était au centre du procès. « Ce n'est pas un individu qui est au banc des accusés dans ce procès historique, et ce n'est pas le seul régime nazi ; c'est l'antisémitisme à travers toute l'histoire. » C'était le ton donné par Ben Gourion et fidèlement soutenu par M. Hausner qui commença son discours d'ouverture (qui dura trois séances) avec le pharaon d'Égypte et le décret de Aman selon lequel il fallait « les détruire, les abattre et amener à périr ». Il cita ensuite Ezéchiel : « Et quand je [le Seigneur] te croisai, et

NdE. Secrétaire d'État. te vis pollué par ton propre sang, je te dis : “Par ton sang, vis”», expliquant qu'il fallait comprendre ces mots comme « l'impératif imposé à cette nation dès sa première apparition sur la scène de l'histoire ». C'était de la mauvaise histoire et de la rhétorique de pacotille. Pire, on suggérait qu'Eichmann n'était peut-être que l'innocent exécutant d'un destin mystérieusement fixé à l'avance, voire de l'antisémitisme, sans doute nécessaire en l'occurrence pour défricher « le chemin taché de sang qu'a emprunté ce peuple » pour accomplir son destin. Une telle suggestion était, de toute évidence, contraire à la comparution d'Eichmann devant un tribunal. Quelques séances plus tard, le professeur Salo W. Baron de l'Université Columbia ayant témoigné sur l'histoire récente des Juifs d'Europe orientale, le Dr Servatius ne put résister plus longtemps à la tentation et posa les questions qui allaient de soi : « Pourquoi tout ce malheur s'est-il acharné sur le peuple juif ? » et : « Ne pensez-vous pas que des desseins

irrationnels sont à la base du destin de ce peuple ? Des desseins qui se situent au-delà de la compréhension de l'être humain ? » N'y a-t-il pas, peut-être, quelque chose comme « un esprit de l'histoire qui fait avancer l'histoire [...] indépendamment de l'influence des hommes » ? M. Hausner n'est-il pas, au fond, d'accord avec « l'école de la loi historique » – allusion à Hegel – et n'a-t-il pas démontré que « ce que font les dirigeants ne mène pas toujours au but et à la destination qu'ils voulaient ? [...] Dans ce cas précis, l'intention était de détruire le peuple juif ; mais ce but ne fut pas atteint, et un nouvel État prospère fut créé ». L'argument de la défense se rapprochait maintenant dangereusement d'une idée antisémite toute récente concernant les Sages de Sion – idée exposée quelques semaines plus tôt et avec le plus grand sérieux à l'Assemblée nationale égyptienne par le député et vice-ministre des Affaires étrangères Hussein Zulficar Sabri ; Hitler était innocent du massacre des Juifs ; il était la victime des sionistes, qui « l'avaient obligé à perpétrer des crimes qui leur permettraient sans doute un jour d'atteindre leur but : la création de l'État d'Israël ». À ceci près que le Dr Servatius, fidèle à la philosophie de l'histoire exposée par le procureur, avait mis l'histoire à la place habituellement réservée aux Sages de Sion.

Malgré les intentions de Ben Gourion et tous les efforts déployés par le procureur, celui qui demeurerait dans le box des accusés était un individu, une personne en chair et en os ; et si pour Ben Gourion « le verdict prononcé contre Eichmann [lui] était indifférent », la seule tâche du tribunal de Jérusalem était incontestablement d'en prononcer un.

II

L'ACCUSÉ

Otto Adolf, fils de Karl Adolf Eichmann et de Maria née Schefferling, intercepté dans une banlieue de Buenos Aires le 11 mai 1960 au soir, transporté en Israël par avion neuf jours plus tard, comparut devant le tribunal de Jérusalem le 11 avril 1961, et fut l'objet de quinze chefs d'accusation ; « avec d'autres », il avait commis des crimes contre le peuple juif, des crimes contre l'humanité, et des crimes de guerre pendant toute la durée du régime nazi et spécialement pendant la période de la Seconde Guerre mondiale. La loi de 1950 sur le jugement des nazis et de leurs collaborateurs, sous le coup de laquelle tombait Eichmann, prévoyait qu'« une personne ayant commis un de ces [...] délits [...] est passible de la peine de mort ». À tous les chefs d'accusation Eichmann plaida « non coupable dans le sens de l'accusation ». Dans quel sens se croyait-il donc coupable ? Au cours du long contre – interrogatoire, selon lui « le plus long qu'on ait jamais connu », ni la défense, ni l'accusation, ni même aucun des trois juges ne prirent jamais la peine de lui poser cette question évidente. Son avocat, Robert Servatius de Cologne, engagé par Eichmann et payé par le gouvernement israélien (conformément au précédent des procès de Nuremberg, où tous les avocats de la défense avaient été payés par le tribunal des puissances victorieuses), répondit à la question dans une interview accordée à la presse : « Eichmann se sent coupable devant Dieu et non devant la loi » ; mais cette réponse ne fut jamais confirmée par l'accusé lui-même. Apparemment la défense eût préféré qu'il plaidât non coupable, au motif que, dans le cadre du système juridique nazi alors en

vigueur, il n'avait rien fait de mal ; qu'on l'accusait non de crimes mais « d'actes d'État » sur lesquels aucun autre État n'avait juridiction (*par in parem imperium non habet*) ; qu'il avait été de son devoir d'obéir et que – selon les termes employés par Servatius – il avait commis des actes « pour lesquels vous êtes décoré si vous êtes vainqueur et envoyé à l'échafaud si vous êtes vaincu ». (De même, Goebbels avait déclaré en 1943 : « Nous entrerons dans l'histoire soit comme les plus grands hommes d'État de tous les temps, soit comme les plus grands criminels. ») Hors d'Israël (lors d'une réunion de l'Académie catholique en Bavière, consacrée à ce que le *Rheinischer Merkur* appelait « le problème délicat » des « capacités et des limites des procédures criminelles à se charger de la culpabilité historique et politique »), Servatius alla plus loin et déclara que « le seul problème pénal légitime est le jugement des ravisseurs israéliens d'Eichmann, ce qui jusqu'à présent n'a pas été fait » – déclaration qui, d'ailleurs, est assez difficile à concilier avec celles, répétées et largement diffusées, qu'il fit en Israël, où il qualifiait la conduite du procès de « grande réalisation spirituelle », et le comparait favorablement avec ceux de Nuremberg.

L'attitude d'Eichmann lui-même était différente. Tout d'abord, l'inculpation pour meurtre était fausse : « Je n'avais rien à voir avec l'assassinat des Juifs. Je n'ai jamais tué un Juif ni d'ailleurs un non-Juif – je n'ai jamais tué aucun être humain. Je n'ai jamais ordonné qu'on tue un Juif ou un non-Juif. Je ne l'ai simplement pas fait » ou, ainsi qu'il devait plus tard reprendre sa déclaration : « Il s'est trouvé [...] que je n'ai jamais eu à le faire » – car il ne laissa planer aucun doute sur le fait qu'il aurait tué son propre père si on lui en avait donné l'ordre. Il répétait donc indéfiniment que la seule chose dont on pouvait l'accuser était d'avoir « encouragé et contribué » à l'anéantissement des Juifs, « un des plus grands crimes de l'histoire de l'Humanité » selon une de ses déclarations à Jérusalem (qu'il avait déjà faite dans ce qu'on appelait le

document Sassen, l'interview qu'il avait donnée en 1955, en Argentine, au journaliste hollandais Sassen, ancien SS recherché par la justice et qui, après la capture d'Eichmann, parut dans *Life* aux États-Unis et dans *Der Stern* en Allemagne). La défense ne prêta pas la moindre attention à la théorie personnelle d'Eichmann, mais l'accusation perdit, en vain, beaucoup de temps à vouloir prouver qu'Eichmann avait, au moins une fois, tué de ses propres mains (un petit garçon juif, en Hongrie) et elle perdit encore plus de temps, mais avec plus de succès, avec une note que Franz Rademacher, le spécialiste des questions juives du ministère allemand des Affaires étrangères, avait gribouillée, au cours d'une conversation téléphonique, sur un des documents qui concernait la Yougoslavie et qui disait : « Eichmann propose la fusillade. » L'on découvrit par la suite que c'était là le seul « ordre de tuer » – si c'en était bien un – pour lequel il existait même un début de preuve.

Les preuves étaient d'ailleurs plus discutables qu'il n'apparut au cours du procès où les juges acceptèrent la version du procureur malgré le déni catégorique d'Eichmann – déni complètement inutile au demeurant, dans la mesure où il avait oublié « un bref incident [huit mille personnes seulement] qui n'était pas tellement frappant », comme disait Servatius. Cet incident se déroula en automne 1941, six mois après que l'Allemagne eut occupé la partie serbe de la Yougoslavie. Depuis, la guerre de partisans harcelait l'armée et les autorités militaires elles-mêmes décidèrent de faire d'une pierre deux coups en fusillant cent otages juifs et tsiganes pour chaque soldat allemand tué. Ni les Juifs ni les Tsiganes n'étaient des partisans, bien entendu ; mais, selon les termes employés par le chef de l'administration civile du gouvernement militaire, un certain *Staatsraft* (NdE. *Conseiller d'État*.) Harald Turner, «[de toute façon] nous avons des Juifs dans les camps ; après tout, ce sont aussi des ressortissants serbes ; et en outre ils doivent disparaître » (cité par Raul Hilberg dans *La Destruction des Juifs*

d'Europe, 1961). Les camps, installés par le général Franz Böhme, gouverneur militaire de la région, n'hébergeaient que des Juifs de sexe masculin. Ni le général Böhme ni le *Staatsrat* Turner n'attendirent les ordres d'Eichmann pour se mettre à fusiller Juifs et Tsiganes par milliers. Les difficultés commencèrent lorsque Böhme, sans consulter les autorités de police et SS appropriées, décida de *déporter* tous ses Juifs, sans doute pour montrer qu'on n'avait pas besoin de troupes spéciales, opérant sous un commandement différent du sien, pour rendre la Serbie *judenrein*. Eichmann en fut informé, puisque c'était une affaire de déportation, et il refusa son accord parce que ce déplacement allait à l'encontre d'autres projets ; ce n'est toutefois pas Eichmann mais Martin Luther, des Affaires étrangères, qui rappela au général Böhme que « dans d'autres territoires [c'est-à-dire en Russie] d'autres commandements militaires se sont occupés d'un nombre bien plus important de Juifs sans même en faire mention ». Quoi qu'il en soit, si Eichmann « proposa » effectivement la « fusillade », il dit seulement aux militaires de continuer à faire ce qu'ils faisaient depuis longtemps, et que le problème des otages était entièrement de leur ressort. Visiblement, l'affaire relevait de la compétence de l'armée, puisqu'il s'agissait d'hommes exclusivement. La mise en œuvre de la Solution finale en Serbie commença quelque six mois plus tard, quand on rassembla les femmes et les enfants et qu'on les liquida dans des camions à gaz mobiles. Au cours du contre-interrogatoire, Eichmann choisit, comme d'habitude, l'explication la plus compliquée et la plus invraisemblable : Rademacher aurait eu besoin du soutien de l'Office central de sécurité du Reich, l'organisme dont dépendait Eichmann, pour appuyer sa thèse auprès du ministère des Affaires étrangères ; et aurait

donc falsifié le document. (Rademacher lui-même donna de cet incident une explication beaucoup plus raisonnable lors de son propre procès, devant un tribunal d'Allemagne de l'Ouest en 1952 : « L'armée était responsable du maintien de l'ordre en

Serbie et devait tuer les rebelles juifs en les fusillant. » Cela paraissait plus vraisemblable, mais c'était un mensonge : nous savons en effet – de source nazie – que les Juifs n'étaient pas des « rebelles ».) S'il était difficile d'interpréter comme un ordre une remarque faite au téléphone, il était encore plus difficile de croire qu'Eichmann était en position de donner des ordres aux généraux de l'armée.

Aurait-il alors plaidé coupable s'il avait été inculpé en tant que complice de meurtre ? Peut-être ; mais il aurait émis d'importantes réserves. Ce qu'il avait fait n'était un crime que rétrospectivement, et il avait toujours été un citoyen obéissant à la loi, car les ordres de Hitler, qu'il exécuta certainement de son mieux, avaient « force de loi » dans le III^e Reich. (La défense aurait pu citer, pour soutenir la thèse d'Eichmann, le témoignage d'un des plus célèbres spécialistes de droit constitutionnel du III^e Reich, Theodor Maunz, aujourd'hui ministre de l'Éducation et de la Culture en Bavière, qui déclarait en 1943 [dans *Gestalt und Recht der Polizei (Structure et droit de la police)*] : « Le commandement du Führer [...] est le centre absolu de l'ordre juridique actuel ».) Ceux qui, aujourd'hui, disaient à Eichmann qu'il aurait pu agir différemment ne savaient simplement pas, ou avaient oublié, quelle était la situation à l'époque. Il ne voulait pas être de ceux qui prétendaient maintenant « avoir toujours été contre » alors qu'en fait ils s'étaient empressés de faire ce qu'on leur disait de faire. Mais les temps avaient changé et lui, comme le professeur Maunz, « en était venu à des vues différentes ». Ce qu'il avait fait, il l'avait fait, il ne voulait pas le nier, il proposait plutôt de « me pendre en public en guise d'avertissement exemplaire à tous les antisémites de la terre ». Mais il ne voulait pas dire par là qu'il regrettait quoi que ce fût : « Le remords, c'est bon pour les petits enfants » (*sic* !).

En dépit des pressions considérables exercées sur lui par son avocat, il resta sur ses positions. Au cours d'une discussion concernant la proposition que lui avait faite Himmler en 1944,

d'échanger un million de Juifs contre dix mille camions et de son rôle dans un tel projet, on demanda à Eichmann : « Monsieur le témoin, lors de vos négociations avec vos supérieurs, avez-vous exprimé de la compassion pour les Juifs et avez-vous dit qu'il était possible de leur venir en aide ? » Et il répondit : « Je suis ici sous serment et je dois dire la vérité. Ce n'est pas par miséricorde que j'ai lancé cette transaction » (ce qui aurait été très bien, sauf que ce n'était pas Eichmann qui l'avait « lancée »). Puis il continua, tout à fait sincère : « Mes raisons, je les ai données ce matin », et elles étaient les suivantes : Himmler avait envoyé son propre émissaire à Budapest pour s'occuper des questions d'émigration juive. (Celle-ci, incidemment, était devenue une affaire prospère : en payant d'énormes sommes d'argent, des Juifs pouvaient acheter leur émigration. Mais Eichmann ne dit rien de tout cela.) Ce qui l'indignait était le fait que « dans ce cas l'homme qui s'occupait de questions d'émigration n'appartenait pas aux forces de police », car « je devais aider et mettre en œuvre la déportation, alors que les questions d'émigration, que je considérais comme mon domaine d'expertise, avaient été confiées à un nouveau venu dans l'unité [...]. J'en avais assez [...]. Je décidais qu'il me fallait faire quelque chose pour prendre en main les questions d'émigration ».

Pendant tout le procès, Eichmann essaya, sans grand succès, de clarifier cette deuxième partie de sa justification : « Non coupable au sens de l'accusation. » L'accusation supposait non seulement qu'il avait agi intentionnellement – ce qu'il ne niait pas ; mais aussi que ses mobiles avaient été abjects et qu'il avait parfaitement conscience de la nature criminelle de ses actes. En ce qui concerne les « mobiles abjects », il était persuadé qu'au plus profond de lui-même il n'était pas ce qu'il appelait un *innerer Schweinehund*, un véritable salaud ; quant à sa conscience, il se souvenait parfaitement qu'il n'aurait eu mauvaise conscience que s'il n'avait pas exécuté les ordres – ordres d'expédier à la mort des millions d'hommes, de femmes

et d'enfants, avec un grand zèle et le soin le plus méticuleux. De l'aveu général, tout cela était difficile à accepter. Une demi-douzaine de psychiatres avaient certifié qu'il était « normal ». « Plus normal, en tout cas, que je ne le suis moi – même après l'avoir examiné », s'exclama l'un d'eux, paraît-il, tandis qu'un autre découvrit que l'ensemble de son attitude psychologique, son comportement à l'égard de sa femme et de ses enfants, de son père et de sa mère, de ses frères, sœurs et amis, étaient « non seulement normaux mais tout à fait recommandables » – enfin le pasteur qui lui rendait visite régulièrement en prison, à l'issue des délibérations de la Cour suprême qui firent suite à son appel, rassura tout le monde en déclarant qu'Eichmann était « un homme qui a des idées très positives ». Mais derrière la comédie des experts en âme humaine, il y avait un fait incontestable : Eichmann n'était pas fou au sens psychologique du terme et encore moins au sens juridique. (Les révélations récentes de M. Hausner dans le *Saturday Evening Post*, concernant « des éléments qu'il ne pouvait divulguer pendant le procès », vont à l'encontre des informations répandues officieusement à Jérusalem. Les psychiatres, nous dit-on maintenant, auraient prétendu qu'Eichmann était « un homme obsédé par un désir dangereux et insatiable de tuer », qu'il avait « une personnalité perverse et sadique ». Dans ce cas, sa place aurait été dans un asile d'aliénés.) Pire, ce n'était sûrement pas un cas de haine morbide des Juifs, d'antisémitisme fanatique, ni d'endoctrinement d'aucune sorte. Lui, « personnellement », n'avait jamais rien eu contre les Juifs ; au contraire, il avait de nombreuses « raisons personnelles » de ne pas les haïr. Il y avait, certes, des antisémites fanatiques parmi ses amis les plus proches, par exemple, Laszlo Endre, secrétaire d'État responsable des affaires politiques (juives) en Hongrie, qui fut pendu à Budapest en 1946 ; mais, d'après Eichmann, ce n'était rien de plus que quelque chose du genre « certains de mes meilleurs amis sont des antisémites ».

Hélas, personne ne le crut. Le procureur ne le crut pas, parce que ce n'était pas son rôle. L'avocat de la défense n'y prêta aucune attention car, contrairement à Eichmann, les problèmes de conscience ne l'intéressaient manifestement pas. Et les juges ne le crurent pas, parce qu'ils étaient trop bons, et peut-être aussi trop conscients des fondements mêmes de leur métier, pour admettre qu'une personne moyenne, « normale », ni faible d'esprit, ni endoctrinée, ni cynique, puisse être absolument incapable de distinguer le bien du mal. Parce qu'il avait menti de temps en temps, ils préférèrent conclure qu'il était un menteur – et passèrent à côté du plus grand défi moral et même juridique posé par toute cette affaire. Leur argumentation était fondée sur l'hypothèse que l'accusé, comme toutes les « personnes normales », avait dû être conscient de la nature criminelle de ses actes ; Eichmann était en effet normal dans la mesure où « il n'était pas une exception dans le régime nazi ». Cependant, dans les conditions du III^e Reich, il n'y a que de la part d'« exceptions » qu'on pouvait attendre une réaction « normale ». Cette simple vérité créait un dilemme auquel les juges ne pouvaient pas échapper et qu'ils ne pouvaient pas trancher non plus.

Il naquit le 19 mars 1906 à Solingen, une ville allemande de Rhénanie, célèbre pour ses couteaux, ses ciseaux et ses instruments chirurgicaux. Cinquante-quatre ans plus tard, s'adonnant à l'écriture de ses mémoires, son passe-temps favori, voici comment il décrivait ce mémorable événement : « Aujourd'hui, quinze ans et un jour après le 8 mai 1945, je commence à revenir en pensées à ce 19 mars de l'année 1906, jour où, à cinq heures du matin, je débutais ma vie sur terre sous la forme d'un être humain. » (Le manuscrit n'a pas encore été divulgué par les autorités israéliennes. Harry Mulisch a réussi à étudier cette autobiographie « pendant une demi-heure », et l'hebdomadaire juif allemand *Der Aufbau* a pu en publier quelques courts extraits). D'après ses convictions religieuses, qui n'avaient pas changé depuis la période nazie (à

Jérusalem Eichmann s'était déclaré *Gottgläubiger*, terme nazi désignant ceux qui avaient rompu avec le christianisme, et il refusa de prêter serment sur la Bible), un tel événement pouvait être attribué à « un très haut Messenger porteur de Signification », entité apparemment identique à ce « mouvement de l'univers » dont la vie humaine, elle – même dépourvue de « signification très haute », est tributaire. (Cette terminologie est très suggestive. Donner à Dieu le nom de *Hôheren Sinnesträger* signifiait, d'un point de vue linguistique, lui attribuer une place dans la hiérarchie militaire. En effet, les nazis avaient changé le *BefMsempfänger*, le « receveur d'ordres » dans le vocabulaire militaire, en *Befehlsträger*, « porteur d'ordres », désignant par là le fardeau de la responsabilité et le poids qui pesaient littéralement sur ceux qui exécutaient les ordres, comme autrefois sur le « porteur de mauvaises nouvelles ». En outre, comme tous ceux qui étaient liés à la Solution finale, Eichmann était aussi officiellement un « porteur de secrets », un *Geheimnisträger*, ce qui n'était certainement pas négligeable du point de vue de l'importance qu'il s'attribuait à lui-même.) Mais Eichmann, qui n'était pas très intéressé par la métaphysique, passait bizarrement sous silence l'éventualité de rapports plus étroits unissant le « Porteur de Signification » et le « porteur d'ordres » et il enchaînait avec une réflexion sur l'autre raison possible de son existence, ses parents : « Ils ne se seraient sûrement pas tant réjouis de l'arrivée de leur premier – né, s'ils avaient pu remarquer qu'à l'heure de ma naissance, la fée de la Malchance, pour contrarier la fée de la Chance, était déjà en train de filer les fils de la douleur et de la tristesse qui allaient tisser ma vie. Mais une sorte de voile, impénétrable et miséricordieux, empêcha mes parents de lire l'avenir. »

La malchance se manifesta assez tôt ; elle commença à l'école. Le père d'Eichmann, comptable à la Compagnie des tramways et de l'électricité à Solingen, puis, à partir de 1913, employé de la même compagnie à Linz en Autriche, eut cinq

enfants, quatre fils et une fille. Il semble que seul l'aîné, Adolf, ne put terminer ses études secondaires ni même obtenir un diplôme de l'école de formation professionnelle d'ingénieurs où on l'inscrivit par la suite. Tout au long de sa vie, Eichmann trompa les gens à propos de ses « premiers malheurs » qu'il dissimula derrière le fait plus honorable des ennuis financiers de son père. Mais en Israël, lors de ses premiers entretiens avec le capitaine Avner Less, l'officier de police qui devait passer environ trente-cinq jours avec lui et produire 3564 pages dactylographiées d'après 76 bandes magnétiques, il était d'humeur plus loquace, bouillonnant d'enthousiasme à propos de cette occasion unique de pouvoir « raconter tout [...] ce que je sais » et, du même coup, de se hisser au rang de l'accusé le plus coopératif qui ait jamais existé. (Sans jamais s'éteindre tout à fait, son enthousiasme allait bientôt refroidir, quand il dut répondre à des questions concrètes fondées sur des documents irréfutables.) La meilleure preuve de sa confiance illimitée, bien qu'évidemment sans réciprocité, dans le capitaine Less (qui dit à Harry Mulisch : « J'étais le confesseur de M. Eichmann »), c'est que, pour la première fois de sa vie, il admit ses premiers échecs, alors qu'il aurait dû savoir que, de cette manière, il se contredisait à propos de plusieurs éléments importants contenus dans tous les rapports officiels nazis le concernant.

Mais ces échecs, après tout, n'avaient rien d'extraordinaire : comme il « n'était pas précisément l'élève le plus acharné au travail » – ni, pour – rait-on ajouter, le plus doué – son père l'avait retiré d'abord du lycée puis de l'école de formation professionnelle, bien avant son diplôme. De sorte que la profession dont il est fait état dans tous ses papiers officiels – ingénieur des travaux publics – avait à peu près autant de rapport avec la réalité que l'affirmation selon laquelle il était né en Palestine et parlait couramment l'hébreu et le yiddish – un autre mensonge éhonté qu'il aimait raconter à ses camarades SS, ainsi qu'à ses victimes juives. Dans le même ordre d'idées, il

avait toujours prétendu avoir perdu son emploi de représentant de la Compagnie des pétroles Vacuum d'Autriche parce qu'il était membre du parti national-socialiste. La version qu'il confia au capitaine Less était moins dramatique, mais probablement tout aussi fausse que la première : il aurait été licencié parce qu'on était dans une période de chômage et que les employés célibataires étaient les premiers à perdre leur emploi. (Cette explication, plausible à première vue, n'est pas très satisfaisante, car il fut congédié au printemps 1933, alors qu'il était fiancé depuis deux ans avec Veronika, ou Vera, Liebl, qui plus tard devint sa femme. Pourquoi ne l'avait-il pas épousée plus tôt, alors qu'il avait encore un bon travail ? Il finit par se marier en mars 1935, probablement parce que chez les SS comme à la Compagnie des pétroles Vacuum, les célibataires n'étaient jamais assurés d'un emploi et ne pouvaient monter en grade.) Il est évident que la vantardise a toujours été l'un de ses principaux défauts.

Alors que le jeune Eichmann travaillait mal à l'école, son père quitta la Compagnie des tramways et de l'électricité et monta sa propre affaire. Il acheta une petite entreprise minière et y plaça son rejeton peu prometteur comme ouvrier mineur ordinaire, mais seulement le temps de lui trouver un emploi à la section ventes de la Compagnie Oberösterreichischen Elektrobau, où Eichmann resta pendant plus de deux ans. Il avait maintenant vingt-huit ans environ et aucune perspective de carrière ; la seule chose qu'il semble avoir apprise, c'est l'art de vendre. Il arriva alors ce qu'il appelle lui-même son premier coup de chance – dont nous avons, une fois de plus, deux versions assez différentes. Dans un document manuscrit autobiographique qu'en 1939 il présenta chez les SS dans l'espoir d'obtenir une promotion, il le décrivait ainsi : « Entre 1925 et 1927, j'étais représentant de commerce pour la Compagnie autrichienne Elektrobau. Je quittai cet emploi volontairement car la Compagnie des pétroles Vacuum à Vienne m'offrait d'être son représentant pour l'Autriche du Nord. » Le

mot clé, ici, est « offrait » : car, si l'on en croit l'histoire qu'il raconta en Israël au capitaine Less, personne ne lui offrit rien. Sa propre mère était morte quand il avait dix ans, et son père s'était remarié. Un cousin de sa belle-mère – un homme qu'il appelait « oncle » –, président de l'Automobile-Club d'Autriche, et marié, en Tchécoslovaquie, à la fille d'un homme d'affaires juif, avait fait jouer ses relations avec le directeur général de la Compagnie autrichienne des pétroles Vacuum, un certain M. Weiss qui était juif, pour solliciter, à l'intention de son malheureux parent, un emploi de représentant de commerce. Comme il se doit, Eichmann lui en fut reconnaissant ; une de ses « raisons personnelles » de ne pas haïr les Juifs était la présence de Juifs au sein de sa propre famille. Même en 1943 et 1944, quand la Solution finale battait son plein, il n'avait pas oublié : « La fille issue de ce mariage, à demi juive selon les lois de Nuremberg [...] vint me voir pour obtenir mon autorisation d'émigrer en Suisse. J'accédai, naturellement, à sa requête et le même oncle vint aussi me voir pour me demander d'intervenir en faveur d'un certain couple juif de Vienne. Je ne mentionne ces faits que pour montrer que personnellement je n'avais aucune haine pour les Juifs car, tant du côté de ma mère que du côté de mon père, mon éducation a été rigoureusement chrétienne ; ayant des Juifs dans sa famille, ma mère affichait des opinions différentes de celles qui avaient cours dans les milieux SS. »

Il fit de nombreux efforts pour démontrer qu'il n'avait jamais éprouvé la moindre hostilité à l'endroit de ses victimes, mieux, qu'il ne s'en était jamais caché. « C'est ce que j'expliquai au Dr Lôwenherz [chef de la communauté juive de Vienne], je l'ai aussi expliqué au Dr Kastner [vice-président de l'organisation sioniste de Budapest] ; je crois l'avoir dit à tout le monde ; tous mes hommes le savaient, ils me l'avaient tous entendu dire à un moment donné. Même à l'école primaire, j'avais un camarade avec qui je partageais mes loisirs et qui venait chez nous ; sa famille était de Linz, il s'appelait Sebba. À

notre dernière rencontre, nous traversâmes ensemble les rues de Linz, je portais déjà l'insigne du NSDAP [le parti nazi] à ma boutonnière, et il n'en fit pas une histoire. » Si Eichmann avait été un peu moins pudique, ou l'interrogatoire de police un peu moins discret (lequel se garda de procéder à un contre-interrogatoire, probablement afin de s'assurer de sa coopération), son « absence de préjugés » se serait révélée sous un autre jour encore. Il semble en effet qu'à Vienne, où il organisa, avec un si remarquable succès, l'« émigration forcée » des Juifs, il avait une maîtresse juive, une « vieille amie » de Linz. La *Rassenschande* (la « honte raciale », sous-entendu les rapports sexuels avec les Juifs) était probablement le plus grand crime que pût commettre un membre de la SS et même si, pendant la guerre, le viol de jeunes filles juives devint un passe-temps favori sur le front, la liaison d'un officier supérieur SS avec une femme juive n'était nullement chose courante. Ainsi, Eichmann avait peut-être des « raisons personnelles » de dénoncer à plusieurs reprises, et avec violence, Julius Streicher, le fou obscène qui dirigeait *Der Stürmer*, et sa pornographie antisémite ; de telles dénonciations signifiaient davantage que le mépris habituel qu'un SS « éclairé » était censé manifester à l'égard des passions vulgaires de sommités de moindre importance.

Ces cinq années et demie à la Compagnie des pétroles Vacuum furent sans doute les plus heureuses qu'Eichmann ait jamais connues. Il gagnait bien sa vie à une époque où le chômage était très répandu, et habitait encore chez ses parents, sauf quand il voyageait. La date à laquelle ce paradis prit fin – la Pentecôte 1933 – est une des rares dates qu'il n'ait jamais oubliées. En réalité, les choses avaient déjà commencé à se gâter un peu plus tôt. Fin 1932, on l'avait transféré de façon imprévue de Linz à Salzbourg, tout à fait contre sa volonté : « Je perdis toute joie au travail, je n'aimais plus vendre, me présenter chez les gens. » Eichmann devait souffrir toute sa vie durant de ces pertes subites d'*Arbeitsfreude*. La pire d'entre elles

se produisit quand il prit connaissance de l'ordre de Hitler concernant « l'extermination physique des Juifs » dans laquelle il allait jouer un rôle si important. Cet ordre, lui aussi, survint de façon imprévue ; lui-même n'avait « jamais pensé à [...] une solution par la violence », et il décrivit sa réaction avec les mêmes mots : « J'avais alors tout perdu, toute joie au travail, toute initiative, tout intérêt ; j'étais pour ainsi dire balayé. » Il avait déjà dû être balayé de la sorte à Salzbourg, en 1932, et son propre récit montre bien qu'il n'a pas pu être si étonné d'être renvoyé ; cela dit, on n'a pas besoin de le croire lorsqu'il déclare avoir été « très heureux » de sa mise à pied.

Quelles qu'en fussent les raisons, l'année 1932 marqua un tournant dans la vie d'Eichmann. C'est en avril de cette année-là qu'il devint membre du parti national-socialiste et entra dans la SS sur l'invitation d'Ernst Kaltenbrunner, jeune avocat de Linz qui devint ensuite directeur de l'Office central de sécurité du Reich (le *Reichssicherheitshauptamt* ou RSHA comme je l'appellerai désormais). C'est dans l'un des six principaux départements du RSHA – le Bureau IV, sous la direction de Heinrich Müller – qu'Eichmann fut employé par la suite, à la tête de la section B-4. Au tribunal, Eichmann apparut comme le type même du petit-bourgeois ; et cette impression ne faisait que se confirmer à chacune des phrases qu'il prononçait ou écrivait en prison. Mais on faisait fausse route ; il était plutôt le fils *déclassé* d'une solide famille bourgeoise et on pouvait mesurer la façon dont Eichmann était descendu dans l'échelle sociale à la froideur de sa relation avec Kaltenbrunner, dont le père, avocat à Linz lui aussi, était un bon ami du père d'Eichmann : le fils Kaltenbrunner traitait incontestablement le fils Eichmann comme un inférieur sur le plan social. Avant d'entrer dans le parti et dans la SS, il avait montré qu'il était un adhérent dans l'âme et le 8 mai 1945, date officielle de la défaite allemande, était une date surtout significative pour lui, parce que désormais il aurait à vivre sans être membre de quoi que ce soit. « Je pressentais qu'il me faudrait vivre une vie

individuelle, difficile, sans chef ; que je ne recevrais plus de directives de qui que ce soit, qu'on ne me donnerait plus d'ordres ni de commandements, qu'aucune ordonnance appropriée ne serait là pour que je la consulte – bref, que je devrais mener une vie jusque-là inconnue de moi. » Quand il était enfant, ses parents, qui ne s'intéressaient pas à la politique, l'avaient inscrit à la Young Men's Christian Association, d'où il sortit pour s'inscrire au mouvement de la jeunesse allemande, le *Wandervogel*. Au cours de ses quatre malheureuses années au lycée, il avait rejoint le *Jungfrontkdmppfeverband*, la section des jeunes de l'union germano-autrichienne des anciens combattants qui, violemment proallemande et antirépublicaine, était néanmoins tolérée par le gouvernement autrichien. Lorsque Kaltenbrunner suggéra qu'il entre dans la SS, il était juste sur le point de devenir membre d'une tout autre équipe : la loge *Schlaraffia* des francs-maçons, « une association d'hommes d'affaires, médecins, acteurs, fonctionnaires, etc., qui se réunissaient pour cultiver l'amusement et la gaieté [...] ».

Chaque membre devait faire une conférence de temps en temps sur un ton humoristique, mais d'un humour raffiné ». Kaltenbrunner expliqua à Eichmann qu'il devrait abandonner cette joyeuse société parce que, en tant que nazi, il ne pouvait pas être franc-maçon – mot qu'il ne connaissait pas à l'époque. Le choix entre la SS et la *Schlaraffia* (nom dérivé de *Schlaraffenland*, le pays de cocagne des contes de fées allemands) aurait peut-être été difficile à faire ; mais de toute façon il fut « mis à la porte » de la *Schlaraffia* ; il avait commis un péché qui le faisait encore rougir de honte lorsqu'il raconta l'histoire dans la prison israélienne : « Quoique le cadet des membres, j'avais essayé d'inviter mes compagnons à boire un verre de vin – ce qui était contraire à mon éducation. »

Petite feuille prise dans le tourbillon du temps, il fut balayé de la *Schlaraffia*, pays de rêve impossible où les tables étaient dressées par magie et où les poulets rôtis volaient jusque dans

vosre bouche – ou, plus exactement, balayé de cette confrérie de philistins respectables, avec leurs diplômes, leurs carrières assurées et leur « humour raffiné », et dont le pire vice semble avoir été un irrépessible désir de faire des farces – jusque dans les colonnes en marche du Reich de Mille Ans qui dura exactement douze ans et trois mois. En tout cas, il n'entra pas au parti par conviction, et ne fut jamais convaincu par lui – chaque fois qu'on lui demandait de donner ses raisons, il répondait avec gêne par les mêmes clichés sur le traité de Versailles et le chômage ; ou plutôt, comme il le précisa devant le tribunal, « c'était comme si j'avais été avalé par le parti alors que je ne m'y attendais pas et sans que je l'aie décidé auparavant. Cela arriva si vite, si brusquement ». N'ayant eu ni le temps ni encore moins le désir d'être correctement informé, il ignorait jusqu'au programme du parti et n'avait jamais lu *Mein Kampf*. Kaltenbrunner lui avait dit : pourquoi ne pas entrer dans la SS ? Il avait répondu : pourquoi pas ? Voilà comment cela s'était passé et ce fut à peu près tout.

Bien sûr que ce n'était pas tout. Ce qu'Eichmann manqua de dire au président du tribunal lors du contre-interrogatoire, c'est qu'il avait été un jeune homme ambitieux qui en avait eu assez de son travail de représentant de commerce avant même que la Compagnie des pétroles Vacuum en ait eu assez de lui. Dans sa vie monotone, vide de sens et dépourvue d'importance, le vent avait soufflé pour le projeter dans ce qu'il croyait être l'Histoire. Il s'agissait en fait d'un Mouvement qui ne s'arrêtait jamais et dans lequel un homme comme lui – déjà un raté aux yeux de sa classe sociale, de sa famille et donc à ses propres yeux aussi – pouvait repartir de zéro et faire, enfin, carrière. Et s'il n'a pas toujours aimé ce qu'il avait à faire (par exemple, répartir les gens pour les envoyer à la mort par trains entiers, plutôt que de les forcer à émigrer), s'il devina, assez tôt, que toute cette histoire finirait mal, et que l'Allemagne perdrait la guerre ; si tous ses projets les plus chers furent réduits à néant (l'évacuation des Juifs européens à Madagascar, l'établissement

d'un territoire juif dans la région de Nisko en Pologne, la tentative d'entourer son bureau berlinois d'installations défensives méticuleusement conçues afin de repousser les tanks russes) ; et si, à son immense « tristesse et chagrin », il ne s'éleva jamais au-dessus du grade de SS *Obersturmbannführer* (un rang équivalent à celui de lieutenant-colonel) – bref, si, à part l'année qu'il passa à Vienne, sa vie fut remplie de frustrations, il n'oublia jamais quelle aurait été l'alternative. Que ce soit en Argentine, où il menait la triste vie d'un réfugié, ou encore devant le tribunal de Jérusalem, alors qu'il était déjà perdu, à quiconque lui demandant ce qu'il aurait préféré, il aurait sans doute toujours répondu : être pendu comme *Obersturmbannführer a.D.* (retraité) plutôt que finir une vie tranquille et normale comme représentant de commerce pour la Compagnie des pétroles Vacuum.

Les débuts d'Eichmann dans sa nouvelle carrière ne furent guère prometteurs. Il était toujours chômeur lorsque, au printemps 1933, le parti nazi et toutes ses sections furent interdits en Autriche, à cause de l'accession de Hitler au pouvoir. Mais même sans cette nouvelle catastrophe, il aurait été hors de question qu'il fasse carrière dans le parti autrichien ; même ceux qui avaient rejoint les rangs des SS avaient toujours un emploi régulier : Kaltenbrunner était toujours associé dans le cabinet d'avocat de son père. Eichmann résolut donc d'aller en Allemagne : décision d'autant plus naturelle que sa famille n'avait jamais renoncé à la citoyenneté allemande. (Ce fait eut une certaine importance pendant le procès. Le Dr Servatius avait en effet demandé au gouvernement d'Allemagne de l'Ouest d'exiger l'extradition de l'accusé, ou, à défaut, de payer les frais de la défense et Bonn refusa, au motif qu'Eichmann n'était pas de nationalité allemande, ce qui était incontestablement faux.) À Passau, à la frontière allemande, il redevint brusquement représentant de commerce ; et quand il se présenta au responsable de la région, il s'empessa de lui demander « s'il avait peut-être quelque

accointance avec la branche bavaroise de la Compagnie des pétroles Vacuum ». Eh bien, c'était une de ses assez fréquentes rechutes d'une période de sa vie à une autre ; que ce soit en Argentine ou même dans sa prison à Jérusalem, chaque fois qu'il était obligé de reconnaître qu'il présentait les symptômes d'un nazisme inexpugnable, il s'excusait en disant : « Ça recommence, toujours la même rengaine [*die alte Tour*]. » Mais sa « rechute » à Passau fut vite soignée ; on lui dit qu'il ferait mieux de s'enrôler pour un entraînement militaire – « D'accord, ai-je pensé, pourquoi ne pas devenir soldat ? » – et on l'envoya coup sur coup dans deux camps SS bavarois, à Lechfeld et à Dachau (il n'eut pas affaire au camp de concentration qui se trouvait là) où la « Légion autrichienne en exil » subissait l'entraînement. Ainsi devint-il, d'une certaine manière, autrichien, malgré son passeport allemand. Il demeura dans ces camps militaires d'août 1933 jusqu'en septembre 1934, fut promu au rang de *Scharführer* (caporal) et eut tout le temps de réfléchir à sa décision d'embrasser une carrière militaire. D'après son propre témoignage, pendant ces quatorze mois, il ne se distingua qu'en un seul domaine : les exercices punitifs qu'il exécutait avec agressivité et obstination, dans le style « si ma main gèle, ce sera bien fait pour mon père : que ne m'a-t-il acheté des gants ? ». Mais en dehors de ces plaisirs douteux, auxquels il doit sa première promotion, il trouvait cette vie épouvantable : « L'ennui du service militaire, ^Ac'est quelque chose que je ne pouvais pas supporter, jour après jour, toujours la même chose, toujours, toujours la même chose. » Il s'ennuyait à mourir lorsqu'il apprit que le Service de sécurité du *Reichsführer SS* (le *Sicherheitsdienst* de Himmler ou SD, comme je l'appellerai dorénavant), recrutait. Et il posa aussitôt sa candidature.

III

UN SPÉCIALISTE DE LA QUESTION JUIVE

En 1934, le SD était un organisme SS relativement récent lorsqu'il agréa la demande d'emploi d'Eichmann. Fondé deux ans plus tôt par Heinrich Himmler, pour être le service d'espionnage du parti, il était alors dirigé par Reinhardt Heydrich, un ancien officier du service d'espionnage de la marine qui allait devenir, selon Gerald Reitlinger, « le véritable ingénieur de la Solution finale » (*The Final Solution*, 1961). Au début, sa tâche avait été d'espionner les membres du parti, donnant ainsi aux SS un certain ascendant sur l'appareil régulier du parti. Entretemps, le SD avait été chargé d'autres fonctions, il était devenu le centre de renseignements et de recherches de la police secrète d'État ou Gestapo. C'étaient les premiers pas en direction de la fusion entre la SS et la police qui ne fut cependant pas effective avant septembre 1939, quoique Himmler ait joué le double rôle de *Reichsjührer* SS et de chef de la police allemande depuis 1936. Certes, Eichmann ne pouvait prévoir ces développements ultérieurs, mais il semble n'avoir rien su non plus de la nature du SD quand il y entra ; ce qui est assez vraisemblable, dans la mesure où les opérations dirigées par le SD avaient toujours été secrètes. En ce qui le concernait, tout cela était un malentendu et, au départ, « une grande déception. Car je croyais que les choses correspondaient à ce que j'en avais lu dans le *Münchner Illustrierten Zeitung* ; quand les hauts responsables du parti étaient en déplacement, ils étaient accompagnés par un commando de gardes, debout sur le marchepied des voitures [...]. Rref, j'avais confondu le Service de sécurité du *Reichsführer* SS avec le Service de sécurité du Reich [...] et personne ne rectifia mon

erreur ni ne me dit quoi que ce soit. Car je n'avais pas eu la moindre idée de ce que j'avais alors sous les yeux ». La question de savoir s'il disait ou non la vérité, n'était pas sans rapport avec le procès où l'on devait établir s'il s'était porté volontaire, ou s'il avait été désigné, pour exercer ses nouvelles fonctions. Son erreur – si erreur il y eut – n'est pas inexplicable : les SS ou Schutzstaffeln étaient, à l'origine, des unités spéciales destinées à la protection des dirigeants du parti.

S'il était déçu cependant, c'est surtout parce qu'une fois de plus, il devait tout recommencer à zéro, qu'il était revenu au bas de l'échelle et sa seule consolation fut que d'autres avaient fait la même erreur. On l'affecta au service de l'information ; où son premier travail fut de mettre en fiches toutes les informations concernant la franc-maçonnerie (qui, dans la confusion idéologique initiale des nazis, était mise dans le même sac que le judaïsme, le catholicisme et le communisme) et de contribuer à la création d'un musée de la franc-maçonnerie. Il avait maintenant toutes les occasions d'apprendre la signification de ce mot étrange que Kaltenbrunner lui avait jeté à la figure à propos de la Schlaraffia. (Incidentement, l'empressement à fonder des musées à la mémoire de leurs ennemis était tout à fait caractéristique des nazis. Pendant la guerre, plusieurs services se disputèrent implacablement l'honneur de créer des bibliothèques et des musées antijuifs. C'est à cette étrange folie que nous devons le sauvetage de nombreux trésors de la culture juive européenne.) Le problème c'est que, à nouveau, tout cela était très, très ennuyeux et c'est à son grand soulagement qu'au bout de quatre ou cinq mois de franc-maçonnerie, il fut transféré au tout nouveau service chargé de s'occuper des Juifs. Tel fut le véritable début de la carrière qui devait aboutir au tribunal de Jérusalem.

1935 fut l'année où l'Allemagne introduisit le service militaire obligatoire, violant ainsi le traité de Versailles, et annonça publiquement ses projets de réarmement, qui

comprenaient la création d'une armée de l'air et d'une marine. Ce fut aussi l'année où l'Allemagne, qui s'était retirée de la Société des Nations en 1933, se préparait bruyamment et ouvertement à occuper la zone démilitarisée de la Rhénanie. C'était l'époque des discours pacifistes de Hitler : « L'Allemagne a besoin de paix et elle désire la paix », « Nous reconnaissons la Pologne comme étant le pays d'un grand peuple conscient de sa nationalité », « L'Allemagne n'a ni le désir ni l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche, d'annexer l'Autriche ou de conclure un *Anschluss* » – et, par-dessus tout, ce fut l'année où le régime nazi gagna une reconnaissance générale et malheureusement réelle, tant en Allemagne qu'à l'étranger, où Hitler était partout admiré comme un grand homme d'État national. En Allemagne même, ce fut une période de transition. Grâce à un énorme programme de réarmement, le chômage avait été résorbé, la résistance initiale de la classe ouvrière brisée et l'hostilité du régime, dirigée en premier lieu contre les « antifascistes » – communistes, socialistes, intellectuels de gauche et Juifs jouissant de situations en vue – ne s'était pas encore complètement déplacée vers la persécution des Juifs en tant que Juifs.

Certes, l'une des premières mesures prise par le gouvernement nazi avait été, dès 1933, l'exclusion des Juifs de la fonction publique (qui, en Allemagne, comprenait tous les postes d'enseignants, de l'école primaire à l'université, ainsi que la plupart des industries du spectacle dont la radio, le théâtre, l'opéra, et les concerts) et, d'une manière générale, leur révocation des postes relevant du secteur public. Mais on ne toucha pas, ou guère, au secteur privé avant 1938 ; et même les professions juridiques et médicales ne furent que progressivement interdites aux Juifs, bien que les étudiants juifs fussent déjà exclus de la plupart des universités et n'obtinssent plus de diplôme nulle part. Pendant ces années-là, l'émigration des Juifs se poursuivit à un rythme raisonnablement accéléré et de façon généralement ordonnée

et les restrictions monétaires, qui rendaient difficile mais non impossible aux Juifs de sortir leur argent du pays, ou du moins la plus grande partie de celui-ci, étaient les mêmes pour les non-Juifs. Ces restrictions dataient de la République de Weimar. Il y avait déjà un certain nombre d'*Einzelaktionen*, de pressions individuelles sur les Juifs pour qu'ils vendent leurs biens immobiliers à des prix souvent dérisoires, mais elles se produisaient généralement dans les petites villes ; et l'on pouvait effectivement les attribuer aux initiatives spontanées, « individuelles » de quelques membres des Sections d'assaut, les SA, qui avaient le sens du commerce et qui, à l'exception du corps des officiers, étaient généralement recrutées dans les classes les plus basses. Il est vrai que la police ne s'opposait jamais à ces « abus », mais les autorités nazies n'en étaient pas très contentes, car ils portaient atteinte à la valeur des biens immobiliers dans tout le pays. Exception faite pour les réfugiés politiques, les émigrants étaient des jeunes qui avaient compris qu'il n'y avait pas d'avenir pour eux en Allemagne. Et comme ils découvrirent bientôt qu'ils n'en avaient pas davantage dans d'autres pays d'Europe, certains émigrants juifs retournèrent effectivement en Allemagne à cette époque. Quand on demanda à Eichmann comment il avait concilié ses sentiments personnels à l'endroit des Juifs avec l'antisémitisme violent et déclaré du parti dont il était devenu membre, il répondit par un proverbe : « Le plat est moins brûlant lorsqu'on le mange que lorsqu'on le cuit » – proverbe que répétaient à l'époque de nombreux Juifs également. Ils vivaient dans un paradis illusoire, dans lequel Streicher lui-même parlait, pendant quelques années, d'une « solution légale » au problème juif. Il fallut l'organisation des pogroms de novembre 1938, baptisés *Kristallnacht*, la Nuit de cristal où sept mille cinq cents vitrines de magasins juifs furent brisées, où toutes les synagogues furent incendiées et vingt mille hommes juifs expédiés dans les camps de concentration, pour les chasser d'un tel paradis.

Ce qu'on oublie souvent, c'est que les fameuses lois de Nuremberg, promulguées en automne 1935, n'y étaient pas parvenues. Les témoignages des trois témoins venus d'Allemagne, d'anciens hauts responsables de l'organisation sioniste, qui avaient quitté l'Allemagne peu avant le début de la guerre, ne donnèrent que l'aperçu le plus incomplet de la véritable situation des cinq premières années du régime nazi. Les lois de Nuremberg avaient privé les Juifs de leurs droits politiques mais non civiques ; ils n'étaient plus citoyens (*Reichsbürger*) mais ils restaient membres de l'État allemand (*Staatsangehörige*). Même s'ils émigraient, ils n'étaient pas automatiquement apatrides. Les relations sexuelles, le mariage mixte, entre Juifs et Allemands, étaient interdits. De plus, aucune femme allemande de moins de quarante-cinq ans ne pouvait être employée dans une maison juive. Mais seule la dernière de ces mesures était significative sur le plan pratique ; les autres ne faisaient que légaliser une situation de fait. C'est pourquoi on estimait que les lois de Nuremberg avaient stabilisé la nouvelle situation des Juifs dans le Reich allemand. Depuis le 30 janvier 1933, ils avaient été, c'est le moins qu'on puisse dire, des citoyens de seconde classe ; en quelques semaines, en quelques mois, on les avait à peu près complètement isolés du reste de la population – par la terreur mais aussi par la connivence, plus que quotidienne, de leur entourage. « Entre Juifs et non-Juifs il y avait un mur, témoigna le Dr Benno Cohn de Berlin. Je ne me souviens pas d'avoir adressé la parole à un chrétien au cours de tous mes voyages en Allemagne. » Maintenant les Juifs pensaient qu'on avait fait des lois pour eux et qu'ils ne seraient plus des hors-la-loi. S'ils restaient entre eux, comme ils y étaient déjà forcés de toute façon, ils allaient pouvoir vivre tranquilles. Selon les termes employés par la *Reichsvertretung* des Juifs d'Allemagne (la Représentation nationale des fédérations régionales juives, qui, fondée en septembre 1933 à l'initiative de la communauté de Berlin, n'était nullement téléguidée par les nazis), l'intention des lois de Nuremberg était d'« établir un terrain qui (rendrait)

possible une relation supportable entre Allemands et Juifs », à quoi un sioniste radical, membre de la communauté berlinoise, ajoutait : « La vie est possible tant qu'il y a des lois. Autrement on ne peut pas vivre, si on ne sait pas ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Un citoyen utile et respecté peut aussi être membre d'une minorité au sein d'un grand peuple » (Hans Lamm, *Über die Entwicklung des deutschen Judentums*, 1951). Et puisqu'en 1934 Hitler avait brisé, en limogeant Röhm, le pouvoir des SA, les troupes de choc aux chemises brunes qui avaient pratiquement été les seuls responsables des premiers pogroms et des premières atrocités, puisque les Juifs étaient parfaitement inconscients de la puissance croissante des SS en chemises noires qui s'abstenaient habituellement d'employer ce qu'Eichmann qualifiait avec mépris de « méthodes de *Stürmer* » (NdE. *Hommes des SA.*) ils croyaient généralement qu'un *modus vivendi* serait possible. ; ils proposèrent même de coopérer à la « solution de la question juive ». Bref, au moment où Eichmann commençait son apprentissage en matière d'affaires juives, dont, quatre ans plus tard, il allait être reconnu comme un « spécialiste » – au moment où il prenait ses premiers contacts avec des fonctionnaires juifs, les sionistes et les assimilationnistes parlaient d'une grande « renaissance juive », d'un « grand mouvement constructif des Juifs allemands » et se querellaient encore entre eux, en termes idéologiques, sur l'opportunité de l'émigration juive, comme si celle-ci dépendait de leurs propres décisions.

Le récit d'Eichmann sur son entrée dans le nouveau service – déformé, certes, mais non totalement dépourvu de vérité – lorsqu'il fut interrogé par la police, rappelle curieusement ce paradis illusoire. Dès son entrée en fonctions, son nouveau patron, un certain von Mildenstein qui, peu après, obtint son transfert à l'Organisation Todt d'Albert Speer où il fut chargé de la construction de routes (il était vraiment ce qu'Eichmann prétendait être, ingénieur) lui enjoignit de lire *Der Judenstaat* de Theodor Herzl, le grand classique de la littérature sioniste

qui convertit Eichmann, immédiatement et pour toujours, au sionisme. Il semble que ce fût là le premier livre sérieux qu'il ait jamais lu et il en fut durablement marqué. Dès lors, comme il ne cessa de le répéter, il ne pensait à rien de plus qu'à une « solution politique » (à distinguer de la « solution physique » ultérieure, la première signifiant l'expulsion et la seconde, l'extermination) et aux moyens de « mettre un peu de terre ferme sous les pieds des Juifs ». (Il peut être utile de mentionner qu'en 1939 encore il semble avoir protesté contre ceux qui profanaient la tombe de Herzl à Vienne et certains comptes rendus font état de sa présence, en civil, à la commémoration du trente-cinquième anniversaire de la mort de Herzl. Il est assez étrange qu'il n'en ait jamais parlé à Jérusalem, où il se vantait sans cesse de ses bonnes relations avec les responsables juifs.) Pour l'aider dans son entreprise, il se mit à répandre l'évangile sioniste parmi ses camarades SS, fit des conférences et rédigea des brochures. Il glana les quelques éléments d'hébreu qui lui permirent de déchiffrer un journal

en yiddish – ce qui était assez facile puisque le yiddish, pour l'essentiel un ancien dialecte allemand écrit en lettres hébraïques, est compréhensible pour toute personne parlant l'allemand et ayant appris quelques douzaines de mots hébreux. Il alla jusqu'à lire encore un livre : l'*Histoire du sionisme* d'Adolf Bôhm (qu'au cours du procès il confondait constamment avec le *Judenstaat* de Herzl) et c'était là peut-être un effort considérable pour un homme qui, de son propre aveu, avait toujours été complètement réticent à lire quoi que ce fût, à part les journaux, et qui, au grand désespoir de son père, n'avait jamais profité des livres de la bibliothèque familiale. À partir de Bôhm, il étudia l'organisation du mouvement sioniste, avec tous ses partis, ses groupements de jeunes et ses différents programmes. Il n'en devint pas pour autant une « autorité », mais cela fut suffisant pour lui valoir une mission d'espion officiel des bureaux et des réunions

sionistes ; il est à noter que ses études en matière d'affaires juives furent consacrées à peu près exclusivement au sionisme.

Ses premiers contacts personnels avec des responsables juifs, tous des sionistes de longue date et réputés, furent tout à fait satisfaisants. Il expliqua que la raison de la fascination qu'il développa pour « la question juive » était son propre « idéalisme » ; contrairement aux assimilationnistes qu'il avait toujours méprisés et aux Juifs orthodoxes qui l'ennuyaient, ces Juifs étaient des « idéalistes ». D'après les catégories d'Eichmann, un « idéaliste » n'était pas simplement un homme qui croyait en une « idée », ni quelqu'un qui ne volait pas ou n'acceptait pas de pots-de-vin, qualités indispensables au demeurant. Un « idéaliste » était un homme qui *vivait* pour son idée – il ne pouvait donc pas être homme d'affaires – et qui était prêt à tout sacrifier et, notamment, tout le monde, à cette idée. Quand, lors de l'interrogatoire de police, il déclara qu'il aurait envoyé à la mort son propre père si on l'avait exigé de lui, il ne voulait pas seulement souligner à quel point il était soumis à des ordres et prêt à les exécuter ; il voulait aussi montrer quel « idéaliste » il avait toujours été. Comme n'importe qui d'autre, le parfait « idéaliste » avait, bien sûr, ses émotions et ses sentiments personnels, mais il ne leur aurait jamais permis d'interférer avec ses actes, en cas de conflit avec son « idée ». Le plus grand « idéaliste » qu'Eichmann ait jamais rencontré parmi les Juifs était le Dr Rudolf Kastner, avec qui il négocia au moment des déportations des Juifs en Hongrie et avec qui il parvint à l'accord selon lequel, lui, Eichmann laisserait partir « illégalement » quelques milliers de Juifs pour la Palestine (en fait leurs trains étaient gardés par la police allemande) ; en échange, « l'ordre et la tranquillité » régneraient dans les camps d'où des centaines de milliers de Juifs étaient expédiés à Auschwitz. Les quelques milliers de rescapés mentionnés dans cet accord, des notables juifs, et des membres des organisations sionistes de jeunesse, étaient « le meilleur matériel biologique »,

selon les termes d'Eichmann. Eichmann comprenait la conduite du Dr Kastner comme le sacrifice de ses compatriotes juifs à son « idée » et cela était bien ainsi. Le juge Benjamin Halévi, un des trois juges du procès d'Eichmann, avait présidé le procès de Kastner en Israël, où Kastner comparaissait pour coopération avec Eichmann et d'autres nazis haut placés ; d'après Halévi, Kastner avait « vendu son âme au diable ». Maintenant que le diable lui-même était au banc des accusés, on découvrait en lui un « idéaliste » et, si étrange que cela puisse paraître, il est possible que celui qui avait vendu son âme ait été aussi un « idéaliste ».

Bien avant tous ces événements, Eichmann avait déjà eu l'occasion de mettre en pratique ce qu'il avait appris pendant son apprentissage. Après *VAnschluss* (l'incorporation de l'Autriche dans le Reich), en mars 1938, on l'envoya à Vienne pour organiser un mode d'émigration sans aucun précédent en Allemagne, où, depuis l'automne 1938, on maintenait la fiction selon laquelle les Juifs désirant quitter le pays pouvaient le faire mais n'y étaient pas forcés. Parmi les raisons qui expliquent que les Juifs allemands ont cru à cette fiction, il y avait le programme du NSDAP, publié en 1920, qui partagea avec la Constitution de Weimar le même curieux destin de n'avoir jamais été officiellement abrogé ; ses Vingt-Cinq Points avaient même été qualifiés d'« inaltérables » par Hitler. Ses clauses antisémites paraissent bien inoffensives à la lumière des événements postérieurs : les Juifs ne pouvaient être des citoyens à part entière, ni occuper des postes dans la fonction publique, ils seraient exclus de la presse ; et tous ceux qui avaient acquis la citoyenneté allemande après le 2 août 1914 – date du début de la Première Guerre mondiale – seraient dénaturalisés, c'est-à-dire passibles d'expulsion. (Fait caractéristique, on procéda immédiatement à la dénaturalisation, mais l'expulsion globale de quelque quinze mille Juifs qui, du jour au lendemain, furent repoussés au-delà de la frontière polonaise à Zbaszyn, où on les mit

immédiatement dans des camps, n'eut lieu que cinq ans plus tard, quand personne ne s'y attendait plus.) Les responsables nazis ne prirent jamais au sérieux le programme du parti ; ils s'enorgueillissaient d'appartenir à un mouvement et non à un parti ; et un mouvement ne pouvait être lié par un programme. Même avant l'accession des nazis au pouvoir, ces Vingt-Cinq Points n'avaient été rien de plus qu'une concession faite au système des partis et à ceux des électeurs potentiels qui étaient assez vieux jeu pour demander quel était le programme du parti qu'ils allaient rejoindre. Comme nous l'avons vu, Eichmann était au-dessus de telles déplorables habitudes, et il disait probablement la vérité quand il déclara au tribunal de Jérusalem qu'il ne connaissait pas le programme de Hitler : « Le programme du parti n'avait pas d'importance : on savait à quoi l'on souscrivait. » Les Juifs, par contre, étaient assez vieux jeu pour connaître par cœur les Vingt-Cinq Points et pour croire en eux ; ils avaient tendance à attribuer tout ce qui contredisait les applications légales du programme du parti à des « excès révolutionnaires » et temporaires dus à des individus ou à des groupes indisciplinés.

Mais ce qui se passa à Vienne, en mars 1938, ce fut tout autre chose. La tâche d'Eichmann avait été définie comme « émigration forcée » et ces mots disaient exactement ce qu'ils voulaient dire : tous les Juifs, quelles que fussent leurs préférences et leur citoyenneté, seraient forcés d'émigrer – ce qui en langage ordinaire s'appelle expulsion. À chaque fois qu'Eichmann repensait aux douze années qui furent toute sa vie, il mettait à part cette année passée à Vienne à la tête du Centre d'émigration des Juifs autrichiens, comme la période la plus heureuse et la plus réussie, qu'il ait jamais vécue. Peu de temps auparavant il avait été promu au rang d'officier ; il était maintenant *Untersturmführer*, sous – lieutenant, et on avait loué ses « connaissances très étendues de l'organisation et de l'idéologie de l'adversaire, les Juifs ». Son affectation à Vienne était son premier emploi important, toute sa carrière qui avait

progressé plutôt lentement était en jeu. Il devait éprouver le besoin frénétique de réussir et sa réussite fut spectaculaire : en huit mois, quarante-cinq mille Juifs quittèrent l'Autriche, alors que dix-neuf mille Juifs seulement avaient quitté l'Allemagne pendant la même période ; en moins de dix-huit mois, l'Autriche fut « nettoyée » de près de cent cinquante mille personnes, soit environ 60 % de sa population juive, qui toutes émigrèrent « légalement » ; même après le début de la guerre, quelque six mille Juifs purent s'enfuir. Comment avait-il fait ? L'idée de base qui rendit tout cela possible n'était évidemment pas la sienne, mais il s'agissait presque certainement d'une directive spéciale de Heydrich qui avait commencé par l'envoyer à Vienne. (Tout en restant vague sur la question, Eichmann s'attribuait implicitement la paternité de l'idée ; de leur côté, les autorités israéliennes, souscrivaient [selon le *Bulletin* de Yad Vashem] à la thèse fantastique selon laquelle « Adolf Eichmann cumulait toutes les responsabilités » et à la supposition, plus fantastique encore, selon laquelle « derrière tout cela, il n'y avait qu'un seul cerveau ». Elles l'aidèrent beaucoup à se parer de plumes qui n'étaient pas les siennes, attitude à laquelle il était, de toute façon, fortement prédisposé.) L'idée, telle que Heydrich l'exposa lors d'une réunion avec Goering au matin de la *Kristallnacht*, était aussi simple qu'ingénieuse : « Par l'intermédiaire de la communauté juive, nous extorquions une certaine somme d'argent à des Juifs riches qui voulaient émigrer. En versant cette somme, et un supplément en devises étrangères, les riches permettraient aux pauvres de partir. Le problème n'était pas de faire partir les riches mais de se débarrasser de la populace juive. » Et ce n'est pas Eichmann qui résolut ce « problème ». Le procès n'était pas encore terminé que l'institut néerlandais de documentation sur la guerre fit savoir qu'Erich Rajakowitsch, un « brillant avocat » qu'Eichmann employait, selon son propre témoignage, « pour régler les questions juridiques dans les bureaux centraux de l'émigration juive à Vienne, Prague et Berlin », avait eu l'idée de ces « fonds d'émigration ». Un peu plus tard, en avril 1941, Heydrich envoya Rajakowitsch aux

Pays-Bas pour y « établir un bureau central qui devait servir de modèle à la “solution de la question juive” dans tous les pays occupés d'Europe ».

Il restait pourtant suffisamment de problèmes qui ne pourraient être résolus qu'en cours d'opération ; et il ne fait aucun doute que c'est là qu'Eichmann, pour la première fois de sa vie, se découvrit des dons très particuliers. Il savait faire bien, mieux que les autres, deux choses : il savait organiser et il savait négocier. Dès son arrivée, il entama des négociations avec les représentants de la communauté juive, qu'il dut d'abord libérer des prisons et des camps de concentration, car le « zèle révolutionnaire » qui, en Autriche, surpassa de beaucoup les premiers « abus » en Allemagne, avait eu pour résultat l'incarcération de presque tous les notables juifs. Après cette expérience, les fonctionnaires juifs n'avaient pas besoin d'Eichmann pour les convaincre de l'opportunité de l'émigration. Ils lui exposèrent plutôt les difficultés énormes qui restaient à affronter. À part le problème d'argent, déjà « résolu », la difficulté principale était celle du nombre de papiers que tout émigrant devait réunir avant de pouvoir quitter le pays. Chaque papier n'étant valable que pour une période limitée, la validité du premier avait généralement expiré longtemps avant qu'on puisse obtenir le dernier. Dès qu'Eichmann comprit comment tout cela fonctionnait, ou plutôt, ne fonctionnait pas, il « entra en conseil avec lui-même » et « [je] donnai le jour à l'idée qui, selon moi, rendrait justice aux deux parties ». Il imagina une « chaîne de montage, au début de laquelle on met le premier document, puis les autres papiers et à la fin le passeport sort, tel le produit fini ». Mais cette idée n'était réalisable que si tous les responsables concernés – le ministère des Finances, les percepteurs, la police, la communauté juive, etc. – étaient logés sous le même toit et tenus de faire leur travail sur place, en présence du candidat qui n'aurait plus à courir de bureau en bureau et à qui seraient probablement épargnées des chicanes humiliantes et certaines

dépenses à titre de pots-de-vin. Quand tout fut prêt et que la chaîne travaillait avec souplesse et rapidité, Eichmann « invita » les responsables juifs de Berlin pour l'inspecter. Ils furent effarés : « On dirait une usine automatisée, ou une minoterie reliée à une boulangerie. À un bout, on met un Juif qui possède encore quelques biens, une fabrique, ou un magasin, ou un compte en banque ; et il traverse l'immeuble de comptoir en comptoir, de bureau en bureau, et ressort à l'autre bout sans argent, sans droits, avec seulement un passeport où on lit : “Vous devez quitter le pays dans les quinze jours. Sinon, vous irez dans un camp de concentration.” » C'était, bien sûr, l'essentiel de la vérité quant à la procédure, mais ce n'était pas toute la vérité. Car on ne pouvait pas laisser ces Juifs « sans le moindre argent », pour la simple raison qu'à cette époque aucun pays ne les aurait acceptés sans cela. Ils avaient besoin de leur *Vorzeigegeld* ¹⁵²⁸, la somme qu'ils devaient montrer pour obtenir leurs visas et passer les contrôles d'émigration des pays susceptibles de les accueillir, et on le leur donna. Pour obtenir cet argent, ils avaient besoin de devises étrangères que le Reich n'avait nulle intention de gaspiller pour ses Juifs. Ces besoins ne pouvaient pas être couverts par les comptes en banque dont les Juifs étaient titulaires à l'étranger, très difficiles d'accès de toute façon car ils étaient illégaux depuis plusieurs années. Eichmann envoya donc des responsables juifs à l'étranger solliciter des fonds auprès des grandes organisations juives et ces fonds étaient ensuite vendus par la communauté juive aux émigrants potentiels avec un énorme profit – par exemple un dollar était vendu 10 ou 20 marks, alors que sa contre-valeur était de 4,20 marks. C'est principalement de cette manière que la communauté récolta non seulement l'argent nécessaire pour les Juifs pauvres et les gens qui n'avaient pas de comptes en banque à l'étranger, mais réunit aussi les fonds requis pour ses propres activités dont le champ s'était considérablement étendu. Si Eichmann rendit de telles transactions possibles, ce ne fut pas sans rencontrer une forte

opposition de la part des autorités financières allemandes, le ministère et le Trésor, qui, après tout, ne pouvaient pas ignorer que ces transactions revenaient à une dévaluation du mark.

La vantardise est le vice qui perdit Eichmann. Ce qu'il dit à ses hommes pendant les derniers jours de la guerre est de la rodomontade pure et simple : « Je sauterai dans ma tombe en riant, car c'est une satisfaction extraordinaire pour moi que d'avoir sur la conscience la mort de cinq millions de Juifs » (ou « ennemis du Reich », c'est ce qu'il a toujours prétendu avoir dit). Il ne sauta pas et s'il avait quelque chose sur la conscience, il s'avéra que ce n'était pas le meurtre mais une gifle qu'il administra au Dr Josef Lôwenherz, dirigeant de la communauté juive de Vienne, qui devint par la suite un de ses Juifs préférés. (À l'époque il s'était excusé en présence de son état-major, mais cet incident le troubla longtemps.) Revendiquer la mort de cinq millions de Juifs, ce qui est à peu près le nombre total des pertes dues aux efforts combinés de tous les bureaux et autorités nazies, était absurde et il le savait très bien, mais il répétait à qui voulait l'entendre, *ad nauseam*, cette phrase accablante, même douze ans plus tard en Argentine, car « l'idée de sortir de scène de cette manière » lui donnait un « sentiment extraordinaire d'euphorie ». (L'ancien *Legationsrafi* Horst Grell, témoin de la défense, qui avait connu Eichmann en Hongrie, déclara qu'à son avis Eichmann se vantait. Ce qui devait sauter aux yeux de tous ceux qui l'entendirent exprimer son absurde revendication.) Pure vantardise aussi lorsqu'il prétendait avoir « inventé » le système des ghettos ou « donné le jour à l'idée » d'expédier tous les Juifs européens à Madagascar. Le ghetto de Theresienstadt, dont Eichmann s'attribuait la « paternité », fut établi des années après l'introduction du système des ghettos dans les territoires occupés à l'Est ; et réserver un ghetto spécial pour certaines catégories privilégiées était, comme le système des ghettos, l'« idée » de Heydrich. Il semble que le plan Madagascar soit « né » dans les services du ministère des Affaires étrangères allemand, et il s'avéra que la contribution

d'Eichmann devait beaucoup à son bien-aimé Dr Lôwenherz, qu'il avait engagé à coucher sur le papier quelques « idées fondamentales » sur la façon de transporter hors d'Europe quatre millions de Juifs après la guerre – sans doute en Palestine, puisque le projet Madagascar était ultra-secret. (Lorsqu'au procès, Eichmann fut confronté au rapport Lôwenherz, il ne nia pas que ce dernier en était l'auteur ; c'est l'un des rares moments où il parut réellement gêné.) En définitive, c'est sa compulsion à se vanter qui conduisit à sa capture – il en avait « assez d'être un anonyme errant d'un monde à l'autre » – et cette compulsion a dû se renforcer

considérablement à mesure que le temps passait, non seulement parce qu'il n'avait plus rien à faire de valable à ses propres yeux mais encore parce que l'après-guerre lui valut une « célébrité » aussi grande qu'inattendue.

Mais la vantardise est un vice courant et il y avait dans le caractère d'Eichmann un défaut plus spécifique, et aussi plus décisif : une incapacité quasi totale de considérer quoi que ce soit du point de vue de l'autre. Un tel défaut ne fut jamais plus manifeste que dans son récit de l'épisode de Vienne. Lui, ses hommes et les Juifs, tous, « joignaient leurs efforts », et lorsqu'il y avait une difficulté, les fonctionnaires juifs se précipitaient chez lui pour « soulager leur cœur », lui dire « toute leur tristesse et leur désespoir » et solliciter son aide. Les Juifs « désiraient » émigrer et lui, Eichmann était là pour les aider, parce qu'il se trouvait qu'en même temps les autorités nazies avaient exprimé le désir de voir leur Reich *judenrein*. Les deux désirs coïncidaient, et lui, Eichmann, pouvait « rendre justice aux deux parties ». Au procès, il n'a jamais bougé d'un pouce quand il en est venu à cette partie de l'histoire, quoiqu'il ait admis qu'aujourd'hui, « les temps ayant tellement changé », les Juifs ne prendraient plus beaucoup de plaisir à évoquer ces « efforts communs » et il ne voulait pas « leur faire de la peine ».

La police interrogea Eichmann du 29 mai 1960 au 17 janvier 1961. Le texte allemand de l'interrogatoire de police

dactylographié, dont chaque page fut corrigée et approuvée par Eichmann, est une véritable mine pour un psychologue – à condition qu'il ait la sagesse de comprendre que ce qui est horrible peut non seulement être ridicule, mais aussi franchement comique. Une partie de cette comédie ne peut pas être transcrite en anglais, car elle concerne la lutte héroïque d'Eichmann avec la langue allemande, dont il sort toujours vaincu. On rit quand il parle, *passim*, de « mots ailés » (*geflügelte fVorte*, une expression familière allemande pour les citations célèbres de la littérature classique) alors qu'il veut dire « expressions toutes faites », *Redensarten*, ou « slogans », *Schlagworte*. On a ri quand, pendant le contre-interrogatoire concernant les documents Sassen, il employa les mots « *kontra geben* » (un prêté pour un rendu) pour indiquer qu'il avait résisté aux tentatives de Sassen de rendre son récit plus vivant ; le juge Landau, qui semblait tout ignorer des jeux de cartes, ne comprenait pas, et Eichmann n'arrivait pas à trouver une autre formule. Vaguement conscient du défaut qui avait déjà dû lui empoisonner l'existence même à l'école – c'était en fait un cas bénin d'aphasie – il s'excusa en disant : « Le langage administratif (*Amtssprache*) est mon seul langage. » Mais ce qu'il faut remarquer ici, c'est que le langage administratif était devenu son langage parce qu'il était réellement incapable de prononcer une seule phrase qui ne fût pas un cliché. (Étaient-ce ces clichés que les psychiatres considéraient si « normaux » et « souhaitables » ? Sont-ce là les « idées positives » qu'un pasteur désire trouver dans l'âme de ceux dont il a la charge spirituelle ? À Jérusalem, la meilleure occasion qui fut donnée à Eichmann de montrer ce côté positif de son caractère se produisit lorsque le jeune policier responsable de son bien-être moral et psychologique lui donna à lire *Lolita* pour se détendre. Deux jours plus tard Eichmann, visiblement indigné, le lui rendit : « *Das ist aber ein sehr unerfreuliches Buch* » – « mais c'est un livre très malsain » –, dit-il au policier.) Certes, les juges avaient raison lorsqu'ils finirent par dire à l'accusé que tout ce qu'il avait dit était du « bavardage creux » – si ce n'est qu'ils

pensaient que ce « creux » était feint et que l'accusé voulait dissimuler d'autres pensées qui, bien que hideuses, n'étaient pas creuses. Une telle supposition ne tient pas si l'on considère la remarquable constance avec laquelle Eichmann, malgré sa mauvaise mémoire, répétait mot pour mot les mêmes expressions toutes faites et les mêmes clichés de son invention (lorsqu'il parvenait à construire une phrase lui-même, il la répétait jusqu'à ce qu'elle devînt un cliché) chaque fois qu'il faisait allusion à un incident ou à un événement important pour lui. Qu'il écrivît ses mémoires en Argentine ou à Jérusalem, qu'il s'adressât à l'officier de police qui l'interrogeait ou au tribunal, il disait toujours la même chose, avec les mêmes mots. Plus on l'écoutait, plus on se rendait à l'évidence que son incapacité à parler était étroitement liée à son incapacité à *penser* – à penser notamment du point de vue de quelqu'un d'autre. Il était impossible de communiquer avec lui, non parce qu'il mentait, mais parce qu'il s'entourait du plus efficace des mécanismes de défense contre les mots et la présence des autres et, partant, contre la réalité en tant que telle.

Ainsi, confronté, pendant huit mois, à la réalité que constituait l'interrogatoire mené par un officier de police, Eichmann n'hésita pas une seconde à lui expliquer en long et en large et de façon répétée, pourquoi il n'avait pas pu atteindre un grade plus élevé dans la SS, et que ce n'était pas de sa faute. Il avait tout essayé, il avait même demandé à faire son service dans l'active – « si je vais au front, pensai-je, je deviendrai vite *Standartenführer* [colonel] ». Au tribunal, il prétendit au contraire qu'il avait sollicité son transfert parce qu'il voulait échapper à ses devoirs meurtriers. Il n'insista pas beaucoup là-dessus, bien que, bizarrement, il n'ait pas été confronté avec les déclarations qu'il avait faites au capitaine Less, à qui il avait dit aussi qu'il aurait souhaité être nommé dans les *Einsatzgruppen* (les unités mobiles de tuerie à l'Est) parce qu'au moment de leur création, en mars 1941, son bureau était « mort » – il n'y avait plus d'émigration et les déportations n'avaient pas encore

commencé. Voilà finalement quelle était sa plus grande ambition – être promu commissaire de police dans quelque ville allemande ; mais il n'y avait rien à faire, une fois de plus. Ce qui rend ces pages de l'interrogatoire de police si drôle, c'est que tout cela est dit sur le ton de quelqu'un qui est sûr d'éveiller la sympathie « normale, humaine » de son interlocuteur en lui faisant le récit de ses malheurs. « Rien de ce que je préparais ou projetais n'aboutissait jamais ni dans mes affaires personnelles ni dans les tentatives que j'ai faites, des années durant, pour trouver un pays et un sol à mettre sous les pieds des Juifs. Je ne sais pas, c'est comme si un mauvais sort avait été jeté ; comme si le destin s'opposait à tout ce que je désirais, à tout ce que je voulais et projetais de faire. J'étais frustré sur tous les plans. » Lorsque le capitaine Less lui demanda ce qu'il pensait d'un témoignage accablant et peut-être mensonger donné par un ancien colonel SS, il s'exclama, bégayant soudain de rage : « Je m'étonne beaucoup que cet homme ait jamais pu devenir *Standartenführer* SS, oui, cela m'étonne beaucoup. C'est impensable, absolument impensable. Je ne sais pas quoi dire. » Il n'a jamais dit ces choses dans un esprit rancunier, comme s'il voulait, aujourd'hui encore, défendre les normes selon lesquelles il avait vécu dans le passé. Les seuls mots « SS », ou « carrière » ou « Himmler » (qu'il appelait toujours par son titre officiel entier : *Reichsführer* SS et chef de la police allemande, quoiqu'il n'éprouvât pour lui aucune admiration) déclenchaient en lui un mécanisme qui était devenu complètement inébranlable. La présence du capitaine Less, un Juif originaire d'Allemagne, de toute façon peu enclin à croire que les membres de la SS avançaient dans leur carrière grâce à l'exercice de leurs hautes qualités morales, n'a pas grippé une seule minute ce mécanisme.

De temps en temps, la comédie vire à l'horreur et débouche sur des récits, sans doute véridiques, dont l'humour macabre surpasse sans difficulté celui de n'importe quelle invention. C'est un récit de ce genre que fit Eichmann, au cours de

l'interrogatoire de police, à propos du malheureux *Kommerzialraf* (NdE. *Conseiller commercial*.) Storfer de Vienne, un des représentants de la communauté juive. Eichmann avait reçu un télégramme de Rudolf Hôss, le commandant d'Auschwitz, l'informant que Storfer venait d'arriver et qu'il réclamait de toute urgence un entretien avec Eichmann. « D'accord, me suis-je dit, cet homme s'est toujours bien tenu, il mérite que je m'occupe de lui [...]. J'irai moi-même voir ce qu'il a. Et je vais chez Ebner [le chef de la Gestapo à Vienne] et Ebner dit – je ne m'en souviens pas très bien – “Si seulement il n'avait pas été si maladroit : il s'est caché et il a tenté de fuir” ou quelque chose comme ça. Et la police l'a arrêté et l'a envoyé au camp de concentration. Et, selon les ordres du *Reichsführer* [Himmler] personne ne pouvait en sortir une fois qu'il y était entré. On ne pouvait rien faire, ni le Dr Ebner, ni moi, ni personne d'autre ne pouvait faire quoi que ce soit. Je suis allé à Auschwitz et j'ai demandé à Hôss qu'il me laisse voir Storfer. “Bien sûr, bien sûr [dit Hôss], il est dans une des brigades de travail”. Plus tard, avec Storfer, eh bien, c'était normal et humain, nous avons eu un entretien normal, humain. Il m'a dit sa tristesse et son désespoir. : J'ai dit : “Eh bien, mon cher ami [*Ja, mein lieber guter Storfer*], nous voilà dans un sale pétrin. Manque de chance !” Et j'ai dit aussi : “Écoutez, je ne peux vraiment rien pour vous, parce que d'après les ordres du *Reichsführer*, personne ne peut sortir. Je ne peux pas vous faire sortir. Le Dr Ebner ne peut pas vous faire sortir. J'ai entendu dire que vous avez fait une erreur, que vous vous êtes caché ou que vous avez voulu fuir, ce qu'après tout *vous* n'aviez pas besoin de faire” [Eichmann voulait dire que Storfer, en tant que responsable juif, n'était pas passible de déportation]. Je ne sais plus ce qu'il a répondu. Et alors je lui ai demandé comment il allait. Et il a dit, bon, qu'il se demandait si on ne pouvait pas le dispenser de travailler, le travail était très dur. Alors j'ai dit à Hôss : “Le travail. Il ne faut pas que Storfer travaille !” Mais Hôss a dit : “Ici tout le monde travaille.” Alors j'ai dit : “D'accord”, j'ai dit : “Je vais écrire un mot pour qu'on mette

Storfer à l'égalisation du gravier des sentiers avec un balai" ; il y avait des petits sentiers recouverts de gravier, "et qu'il ait le droit de s'asseoir sur un banc avec son balai". J'ai dit [à Storfer] : "Est-ce que ça ira comme ça, M. Storfer ? Est-ce que cela vous conviendra?" Là-dessus, il était très content ; nous nous sommes serré la main, et on lui a donné le balai et il est allé s'asseoir sur son banc. C'était une grande joie intérieure pour moi de pouvoir au moins voir un homme avec qui j'avais travaillé pendant de longues années, et que nous puissions nous parler. » Six semaines après cette rencontre humaine et normale, Storfer était mort – pas dans la chambre à gaz, il semble qu'il ait été fusillé.

Est-ce là un cas d'école de mauvaise foi, d'automystification mensongère combinée à une extrême stupidité ? Ou est-ce simplement un cas de criminel qui ne se repent jamais (dans son journal, Dostoïevski rapporte qu'en Sibérie, parmi des dizaines d'assassins, de violeurs et de cambrioleurs, il n'a jamais rencontré un seul homme qui reconnût avoir mal agi), qui ne peut pas se permettre d'affronter la réalité parce que son crime en est devenu partie intégrante. Pourtant le cas Eichmann n'est pas celui du criminel ordinaire qui ne peut parvenir à se protéger de la réalité d'un monde non criminel que dans les limites étroites de son gang. Pour se persuader qu'il ne mentait ni aux autres ni à lui-même, Eichmann n'avait qu'à évoquer le passé, car il y avait eu autrefois une parfaite harmonie entre lui et le monde dans lequel il vivait. Et cette société allemande, qui comptait quatre-vingts millions d'âmes, s'était défendue, elle aussi, contre la réalité et contre les faits avec exactement les mêmes moyens, la même automystification, les mensonges et la stupidité, qui étaient maintenant enracinées dans l'esprit d'Eichmann. Ces mensonges changeaient d'année en année, et se contredisaient souvent ; en outre, ils n'étaient pas nécessairement les mêmes pour les différentes branches de la hiérarchie du parti ou pour le peuple en général. Mais la pratique de l'automystification, qui

était quasiment une condition morale de la survie, était devenue tellement courante que, même aujourd'hui, dix-huit ans après l'effondrement du régime nazi, alors que la plus grande partie du contenu exact de ses mensonges a été oubliée, il est parfois difficile de ne pas croire que le mensonge est devenu partie intégrante du caractère national allemand. Pendant la guerre, le mensonge qui eut le plus d'efficacité sur l'ensemble du peuple allemand, est le slogan de la « bataille du destin pour le peuple allemand » [*der Schicksalskampf des deutschen Volkes*] lancé par Hitler ou Goebbels, il suggérait, premièrement, que cette guerre n'était pas une guerre ; deuxièmement que c'était le destin, et non l'Allemagne, qui l'avait commencée ; et, troisièmement, que c'était une question de vie ou de mort pour les Allemands qui devaient anéantir leurs ennemis ou être anéantis eux-mêmes.

La stupéfiante complaisance avec laquelle, en Argentine comme à Jérusalem, Eichmann reconnaissait ses crimes, était moins l'effet de sa propre capacité criminelle d'automystification que de l'ambiance de mensonge systématique caractéristique de l'atmosphère générale, et généralement acceptée, du III^e Reich. « Bien sûr », il avait joué un rôle dans l'extermination des Juifs ; bien sûr, « ils n'auraient pas été livrés à la boucherie s'il ne les avait pas transportés ». « Qu'y a-t-il donc à “reconnaître” ? » demandait-il. Maintenant, poursuivait-il, il « aimerait faire la paix avec [ses] anciens ennemis » – un sentiment qu'il partageait non seulement avec Himmler, qui l'avait exprimé au cours de la dernière année de guerre ; avec le chef du Front du travail Robert Ley (qui, avant de se suicider à Nuremberg, avait proposé la constitution d'un « comité de conciliation » composé des nazis responsables des massacres et des survivants juifs) ; mais aussi, si incroyable que cela puisse paraître, avec bon nombre d'Allemands ordinaires qu'on entendit s'exprimer exactement dans les mêmes termes à la fin de la guerre. Ce scandaleux cliché ne leur était plus communiqué d'en haut, c'était une expression toute faite qu'ils

fabriquaient eux-mêmes, aussi dépourvue de réalité que les clichés sur lesquels le peuple avait vécu pendant douze ans ; et l'on pouvait presque observer l'« extraordinaire sentiment d'euphorie » qu'une telle parole donnait à celui qui la prononçait, au moment où elle jaillissait de sa bouche.

L'esprit d'Eichmann était bourré de ce genre de phrases. Il apparut que sa mémoire n'était pas tout à fait fiable sur ce qui s'était vraiment passé ; dans un de ses rares moments d'exaspération, le juge Landau demanda à l'accusé : « De quoi *pouvez-vous* vous souvenir ? » (si vous ne vous souvenez pas des discussions sur les différentes manières de tuer dont il fut question à ce qu'on appelle la conférence de Wannsee) et la réponse était, naturellement, qu'Eichmann se souvenait assez bien des tournants décisifs de sa propre carrière mais que ceux-ci ne coïncidaient pas nécessairement avec les tournants décisifs de l'histoire de l'extermination des Juifs, ou de l'histoire tout court. (Il avait toujours du mal à se souvenir de la date exacte du déclenchement de la guerre, ou de l'invasion de la Russie.) Mais l'essentiel est qu'il n'a jamais oublié une seule de ses propres phrases qui, à un moment ou à un autre, lui avaient procuré un « sentiment d'euphorie ». C'est pourquoi à chaque fois que les juges tentèrent de faire appel à sa conscience, pendant le contre-interrogatoire, ils rencontrèrent de l'« euphorie » et furent scandalisés autant que déconcertés lorsqu'ils apprirent que, pour chaque période de sa vie et pour chacune de ses activités, l'accusé disposait d'un cliché euphorisant. Dans son esprit, il n'y avait pas de contradiction entre « je sauterai dans ma tombe en riant », expression convenant à la fin de la guerre, et « je me pendrais avec plaisir en public en guise d'avertissement exemplaire à tous les antisémites de la terre », qui, dans des circonstances radicalement différentes, remplissait exactement la même fonction de lui remonter le moral.

Pendant le procès, ces habitudes d'Eichmann créèrent d'énormes difficultés – moins pour Eichmann lui-même que

pour ceux qui étaient venus l'accuser, le défendre, le juger ou faire un reportage sur lui. Pour tout cela, il était indispensable de le prendre au sérieux, et c'était très difficile, à moins d'emprunter la voie la plus facile pour résoudre la contradiction entre l'indicible horreur des actes et l'incontestable ridicule de l'homme qui les avait perpétrés et décider qu'il était un menteur intelligent et calculateur – ce qu'il n'était manifestement pas. Ses propres convictions là-dessus étaient loin d'être modestes : « Je suis capable de dire la vérité dans la mesure où cela ne dépend que de moi ; c'est un des rares dons que m'ait faits le destin. » Il s'était attribué cette vertu avant même que le procureur voulût lui faire endosser des crimes qu'il n'avait pas commis. Dans les notes décousues qu'il rédigea au hasard de la plume en Argentine lorsqu'il se préparait à être interviewé par Sassen, quand il était encore, comme il le précisa lui – même à l'époque, « en pleine possession de ma liberté physique et psychologique » – il avait lancé un avertissement invraisemblable « aux historiens futurs, afin qu'ils soient assez objectifs pour ne pas s'éloigner du chemin de la vérité qui est consignée ici » – invraisemblable parce que chaque ligne de ces gribouillages montre sa totale ignorance de tout ce qui n'était pas lié directement, techniquement et bureaucratiquement, à son travail et montre aussi une mémoire extraordinairement défaillante.

Malgré tous les efforts de l'accusation, tout le monde pouvait voir que cet homme n'était pas un « monstre » ; mais il était vraiment difficile de ne pas présumer que c'était un clown. Et comme une telle présomption aurait été fatale à toute l'entreprise, comme il était aussi assez difficile de la soutenir vu les souffrances qu'Eichmann et ses semblables avaient infligées à des millions de personnes, ses pires clowneries passèrent quasiment inaperçues et l'on n'en rendit jamais compte. Que pouvait-on faire avec un homme qui déclara tout d'abord, avec une grande emphase, que la seule chose qu'il avait apprise au cours d'une vie mal vécue était qu'il ne faut jamais prêter

serment (« Aujourd'hui, aucun homme, aucun juge ne pourrait jamais m'amener à prêter serment, à déclarer quelque chose sous serment en tant que témoin. Je refuse, je refuse pour des raisons d'ordre moral. Puisque mon expérience m'a appris que celui qui est fidèle à son serment doit un jour en subir les conséquences, j'ai décidé une fois pour toutes qu'aucun juge au monde, aucune autorité ne parviendra jamais à me faire prêter serment, à témoigner sous serment. Je ne le ferai pas de mon plein gré, et personne ne pourra m'obliger à le faire ») et qui, après qu'on lui eut explicitement dit que, s'il désirait témoigner pour sa défense, il pourrait le faire « sous serment ou non », répondit sans hésiter qu'il préférerait témoigner sous serment ? Ou qui, à plusieurs reprises et, avec de grandes démonstrations d'émotion, assura à la cour, comme auparavant à l'officier de police, que le pire pour lui serait d'essayer de fuir ses véritables responsabilités, de sauver sa peau, d'implorer la miséricorde – et qui, sur les instructions de son avocat, soumit au tribunal un document manuscrit contenant un appel à la clémence ?

Pour ce qui concernait Eichmann, ces questions en revenaient à des d'états d'âme changeants, et tant qu'il était capable de trouver, dans sa mémoire ou sous l'impulsion du moment, une expression toute faite et euphorisante pour les accompagner, il était plutôt content, sans jamais se rendre compte de quelque « incohérence » que ce soit. Comme nous le verrons plus tard, il conserva jusqu'à l'heure de sa mort cet horrible don de se consoler avec des clichés.

IV

LA PREMIÈRE SOLUTION : L'EXPULSION

Si ce procès avait été un procès ordinaire, où, comme d'habitude, l'accusation et la défense sont en compétition pour établir les faits et rendre justice aux deux parties, nous aurions pu nous tourner maintenant vers la version de la défense et découvrir si le compte rendu grotesque qu'Eichmann fît de ses activités à Vienne ne contenait rien de plus que ce qui sautait aux yeux et si ses déformations de la réalité étaient seulement réductibles à l'aptitude au mensonge d'un individu. Bien avant le début du procès, les faits pour lesquels Eichmann allait être pendu avaient été établis « sans doute possible » et, en général, n'importe quel étudiant du régime nazi les connaissait. Il est vrai que le jugement accepta partiellement les faits supplémentaires que l'accusation essaya d'établir, mais cela n'aurait jamais été « sans doute possible » si la défense avait brandi ses propres preuves durant le procès. C'est pourquoi aucun compte rendu de l'affaire Eichmann, qu'il faut peut-être distinguer du procès Eichmann, ne serait complet s'il passait sous silence certains faits suffisamment bien connus mais que le Dr Servatius a préféré ignorer.

Cela est particulièrement vrai pour les conceptions générales et embrouillées et pour l'idéologie d'Eichmann en ce qui concerne la « question juive ». Au cours du contre-interrogatoire, il déclara au président du tribunal qu'à Vienne il « considérait les Juifs comme des adversaires dignes de respect, qu'il fallait trouver une solution mutuellement acceptable, mutuellement équitable [...]. La solution que j'envisageais était de mettre de la terre ferme sous leurs pieds, pour qu'ils aient un endroit à eux, un sol qui leur appartînt. Et je travaillais avec

joie en direction de cette solution. J'ai coopéré, avec joie et avec plaisir, pour atteindre une telle solution, parce que c'était aussi le genre de solution qui était approuvée, au sein du peuple juif lui – même, par leurs mouvements, et je considérais cette solution comme la plus appropriée à cette question ». Là est la véritable raison pour laquelle ils avaient tous « joint leurs efforts », la raison pour laquelle leur travail était « fondé sur une réciprocité ». Bien que tous les Juifs ne l'aient peut-être pas compris, c'était l'intérêt des Juifs de quitter le pays ; « on devait les aider, on devait aider ces fonctionnaires à agir, et c'est ce que j'ai fait ». Si les fonctionnaires juifs étaient « idéalistes », c'est-à-dire sionistes, il les respectait, les « traitait en égaux », écoutait toutes leurs « requêtes, plaintes et demandes de soutien », tenait ses « promesses » aussi longtemps qu'il pouvait – « les gens ont tendance à oublier cela aujourd'hui ». Qui sinon lui, Eichmann, avait sauvé des centaines de milliers de Juifs ? Qu'est-ce qui, sinon son grand zèle et ses dons d'organisateur, leur aurait permis de fuir à temps ? Certes, à cette époque, il ne pouvait pas prévoir la Solution finale ; mais il les avait sauvés, c'était un « fait ». (Dans une interview donnée aux États – Unis pendant le procès, le fils d'Eichmann raconta la même histoire aux journalistes américains. Ce devait être une légende familiale.) Dans un sens, on comprend pourquoi l'avocat de la défense n'a rien fait pour étayer la version que donnait Eichmann de ses rapports avec les sionistes. Eichmann reconnaissait, comme il l'avait déjà fait dans l'interview avec Sassen, qu'il « n'accueillit pas son affectation avec l'apathie d'un bœuf qu'on mène à l'étable », qu'il avait été très différent de ses collègues qui « n'avaient jamais lu un livre fondamental (c'est – à-dire le *Judenstaat* de Herzl), ne l'avaient jamais étudié d'un bout à l'autre, ne l'avaient jamais absorbé, ne l'avaient jamais absorbé avec intérêt » et qui, de ce fait, manquaient de « rapport intime avec leur travail ». Ils n'étaient que des « gratte-papier » pour qui tout était décidé « par paragraphes, par ordres, qui ne s'intéressaient à rien d'autre », qui étaient, en somme, précisément ces « petits rouages » que, selon son

avocat, Eichmann lui-même avait été. Si cela ne signifiait rien de plus qu'obéir sans discuter aux ordres du Führer, alors ils avaient tous été des petits rouages – même Himmler, aux dires de son masseur, Félix Kersten, n'avait pas accueilli la Solution finale avec un grand enthousiasme, et Eichmann assura l'officier de police que Heinrich Müller, son propre patron, n'aurait jamais préconisé quelque chose d'aussi « grossier » que « l'extermination physique ». Du point de vue d'Eichmann, il n'était manifestement pas vraiment question de théorie du petit rouage. Certes, H n'était pas aussi grand que M. Hausner tentait de le faire paraître ; après tout, il n'était pas Hitler et, pour ce qui concerne sa contribution à la « solution » de la question juive, il ne pouvait pas comparer son importance à celle de Müller, de Heydrich ou de Himmler ; il n'était pas mégalomane. Mais il n'était pas non plus aussi petit que la défense l'aurait souhaité.

C'est parce que la réalité était horrible que les déformations que lui faisait subir Eichmann l'étaient aussi, mais, au fond, elles n'étaient pas tellement différentes de ce qui avait cours dans l'Allemagne d'après Hitler. On peut citer, par exemple, Franz-Josef Strauss, l'ancien ministre de la Défense, qui a récemment mené une campagne électorale contre Willy Brandt, aujourd'hui maire de Berlin-Ouest, mais qui s'était réfugié en Norvège pendant la période hitlérienne. En toute impunité, Strauss posa à M. Brandt une question qui fit l'objet de beaucoup de publicité et remporta apparemment un grand succès – « Que faisiez-vous hors d'Allemagne pendant ces douze années ? Nous, nous savons ce que nous faisons ici en Allemagne. » Personne n'a bronché, personne n'a même rappelé à ce membre du gouvernement de Bonn que ce que faisaient les Allemands en Allemagne pendant ces douze années était vraiment devenu de notoriété publique. On retrouve cette même « innocence » dans une récente remarque faite en passant par Heinz Beckmann, un critique littéraire allemand respectable et respecté, qui n'adhéra sans doute jamais au parti ; rendant compte

d'une étude sur la littérature du III^e Reich, il déclarait que l'auteur était « l'un de ces intellectuels qui, sans exception, nous ont abandonnés lorsque la barbarie a éclaté ». Naturellement cet auteur était juif, avait été expulsé par les nazis et abandonné par les non-Juifs, des gens comme M. Heinz Beckmann du *Rheinischer Merkur*. Accessoirement, le mot « barbarie » lui-même, fréquemment employé aujourd'hui par les Allemands pour désigner l'époque hitlérienne, est une déformation de la réalité ; comme si les intellectuels tant juifs que non juifs avaient fui un pays qui n'était plus assez « raffiné » pour eux.

Bien qu'il ait été beaucoup moins raffiné que les hommes d'État et les critiques littéraires, Eichmann aurait pu d'un autre côté conforter son histoire en citant certains faits incontestables, si sa mémoire n'avait été aussi mauvaise ou si la défense l'avait aidé. Car « il est indiscutable que, lors des premières étapes de leur politique juive, les nationaux – socialistes crurent bon d'adopter une politique pro-sioniste » (Hans Lamm) et c'est pendant ces premières étapes qu'Eichmann apprit ses leçons sur les Juifs. Il n'était absolument pas le seul à prendre au sérieux ce « pro-sionisme » ; les Juifs allemands eux-mêmes pensaient qu'il suffirait de défaire l'« assimilation » grâce à un nouveau processus de « dissimulation », et rejoignirent en masse les rangs du mouvement sioniste. (Il n'y a pas de statistiques fiables d'une telle évolution, mais on estime que pendant les premiers mois du régime hitlérien, la vente de l'hebdomadaire sioniste *Die Jüdische Rundschau* passa de cinq mille ou sept mille exemplaires environ à près de quarante mille, et l'on sait que les organisations sionistes de collecte de fonds en reçurent, en 1935-1936, trois fois plus qu'en 1931-1932, alors que la population était de plus en plus pauvre et de moins en moins nombreuse.) Ce qui ne veut pas nécessairement dire que les Juifs souhaitaient émigrer en Palestine ; c'était plutôt une question de fierté : « Soyons fiers de porter l'étoile jaune ! », le

slogan le plus populaire de ces années-là, que Robert Weltsch, le rédacteur en chef de la *Jüdische Rundschau* avait conçu, exprimait l'atmosphère d'émotion générale. Formulé en guise de réponse au Jour du boycott du 1^{er} avril 1933 – plus de six ans avant que les nazis contraignent effectivement les Juifs à porter un insigne, une étoile jaune à six branches sur fond blanc – ce slogan avait une visée polémique, il était dirigé contre les « assimilation – nistes » et tous ceux qui refusaient de s'associer au nouveau « développement révolutionnaire », tous ces « éternels attardés » (*die ewig Gestrigen*). Lors du procès, des témoins venus d'Allemagne évoquèrent ce slogan avec beaucoup d'émotion. Ils oublièrent de mentionner que Robert Weltsch lui-même, un journaliste de très haut niveau, avait déclaré récemment qu'il n'aurait jamais lancé un pareil slogan s'il avait pu prévoir ce qui adviendrait par la suite.

Mais, toutes querelles de slogan et d'idéologie mises à part, c'était un fait quotidien à cette époque que seuls les sionistes avaient une chance quelconque de négocier avec les autorités allemandes, pour la simple raison que leur principal adversaire juif, l'Association centrale des citoyens allemands de confession juive, à laquelle adhéraient 95 % des Juifs organisés en Allemagne, précisait dans ses statuts que sa tâche principale était « la lutte contre l'antisémitisme » ; brusquement cette organisation était devenue, par définition, « hostile à l'État » et aurait effectivement été persécutée – ce qui ne fut pas le cas – si elle avait osé faire ce qu'elle était censée faire. Pendant les premières années, les sionistes considéraient l'accession de Hitler au pouvoir d'abord comme « la défaite décisive de l'assimilationnisme ». Les sionistes ont donc pu, pendant quelque temps du moins, s'engager dans une certaine coopération non criminelle avec les autorités nazies ; les sionistes aussi croyaient que la « dissimulation », combinée avec l'émigration des jeunes Juifs et, ils l'espéraient, de capitalistes juifs en Palestine, pourrait être une « solution mutuellement équitable pour les deux parties ». À l'époque, de nombreux

responsables allemands partageaient cette opinion, et ce genre de langage semble avoir été tenu couramment jusqu'à la fin. Un Juif allemand, survivant de Theresienstadt, raconte dans une lettre que tous les postes importants de la *Reichsvereinigung*¹⁵²⁹ nommée par les nazis étaient détenus par des sionistes (alors que la *Reichsvertretung* qui était authentiquement juive, était composée à la fois de non-sionistes et de sionistes), parce qu'aux yeux des nazis, les sionistes étaient « les Juifs “convenables” » puisque eux aussi pensaient en termes “nationaux”. Certes, aucune personnalité nazie ne parla jamais publiquement dans ce sens ; du début jusqu'à la fin, la propagande nazie était farouchement antisémite, sans équivoque et sans compromis, et en fin de compte, seule comptait cette « propagande pure et simple », comme la nommaient, en la sous-estimant, les gens qui n'avaient pas encore l'expérience des mystères du gouvernement totalitaire. Au cours de ces premières années, les autorités nazies et l'Agence juive pour la Palestine conclurent un accord tout à fait satisfaisant pour les deux parties – la *Haavara*, ou accord de transfert selon lequel un émigrant en Palestine pourrait transférer son argent sous forme de produits allemands et les échanger en arrivant, contre des livres palestiniennes. Ce fut bientôt le seul moyen légal, pour un Juif, d'emporter de l'argent (l'alternative était d'ouvrir un compte en banque bloqué, qu'on ne pourrait fermer à l'étranger qu'avec des pertes de 50 % à 90 %). De sorte que, pendant les années 30, alors que la communauté juive américaine avait le plus grand mal à organiser un boycott des marchandises allemandes, la Palestine était le seul pays à être envahi de toutes sortes de produits « made in Germany ».

L'initiative que les émissaires de Palestine prirent, sans consulter les sionistes allemands ni l'Agence juive pour la Palestine, de prendre contact avec la Gestapo et la SS, fut d'une autre importance pour Eichmann. Ils venaient demander une aide pour faire émigrer les Juifs clandestinement en Palestine, alors sous mandat britannique, et la Gestapo et la SS furent

complaisantes. Ils négocièrent avec Eichmann à Vienne et racontèrent qu'il était « poli », « pas du genre à crier » ; et qu'il leur fournit même des fermes et des installations pour mettre en place des centres de formation professionnelle pour les émigrants potentiels. (« Une fois, il expulsa un groupe de religieuses d'un couvent pour procurer une ferme pilote à de jeunes Juifs » ; et une autre fois, il « [mobilisa] un train spécial et des responsables nazis accompagnèrent » un groupe d'émigrants censés se diriger vers les fermes pilotes sionistes de Yougoslavie, afin qu'ils passent la frontière en toute sécurité.) D'après l'histoire racontée par Jon et David Kimche, « avec la coopération généreuse et totale des principaux acteurs » (*The Secret Roads : The « Illégal » Migration of a People, 1938-1948*, Londres, 1954), les propos tenus par ces Juifs de Palestine n'étaient pas tellement différents de ceux d'Eichmann. Ils avaient été envoyés en Europe par les villages collectifs de Palestine et les opérations de sauvetage ne les intéressaient pas : « Ce n'était pas leur travail. » Ils voulaient sélectionner « les matériaux appropriés » ; jusqu'à l'avènement du programme d'extermination, leur ennemi principal n'était pas les Allemands qui rendaient la vie impossible aux Juifs dans les vieux pays d'Allemagne ou d'Autriche, mais ceux qui leur barraient l'accès à la nouvelle patrie ; cet ennemi était certainement la Grande-Bretagne, pas l'Allemagne. Dans la mesure où ils bénéficiaient de la protection de l'autorité mandataire, leur situation leur permettait, du reste, de négocier avec les autorités nazies sur un pied d'égalité ou presque, ce qui n'était pas le cas des Juifs originaires d'Allemagne ; ils furent probablement parmi les premiers Juifs à parler ouvertement d'intérêts réciproques et certainement les premiers à obtenir la permission de « sélectionner de jeunes pionniers juifs » parmi les Juifs des camps de concentration. Ils étaient évidemment inconscients des implications sinistres de cet accord, qui n'apparurent que plus tard ; mais ils semblent avoir pensé, eux aussi, que si la question était de sélectionner les Juifs destinés à survivre, il était préférable que les Juifs fissent eux-mêmes la

sélection. C'est cette erreur fondamentale de jugement qui, en fin de compte, conduisit à une situation dans laquelle la majorité non sélectionnée des Juifs se trouva inéluctablement aux prises avec deux ennemis – les autorités nazies et les autorités juives. En ce qui concerne l'épisode de Vienne, l'affirmation absurde d'Eichmann selon laquelle il aurait sauvé des centaines de milliers de Juifs, que le tribunal évacua tellement elle était ridicule, trouve un étrange soutien dans le jugement mûrement réfléchi de deux historiens juifs, les Kimche : « Ainsi commença ce qui a dû être l'un des épisodes les plus paradoxaux de l'époque du régime nazi tout entière : celui qui allait passer dans l'histoire comme un des assassins par excellence du peuple juif a figuré sur la liste de ceux qui travaillèrent activement au sauvetage des Juifs d'Europe. »

Le problème d'Eichmann était qu'il ne se souvenait d'aucun des faits qui auraient pu étayer, même faiblement, son incroyable histoire, alors que l'avocat de la défense, si cultivé, ne savait probablement même pas qu'il y eût quoi que ce fût à se rappeler. (Le Dr Servatius aurait pu appeler à la barre des témoins de la défense les anciens agents de *İAliyah Beth*, l'organisation chargée de l'immigration clandestine des Juifs en Palestine ; ils se souvenaient sûrement d'Eichmann, et vivaient aujourd'hui en Israël.) La mémoire d'Eichmann ne fonctionnait que lorsqu'il s'agissait de choses ayant un rapport direct avec sa carrière. Ainsi, il se souvint d'une visite que lui avait faite, à Berlin, un fonctionnaire palestinien qui lui avait parlé de la vie dans les villages collectifs et qu'il avait invité deux fois à dîner, parce que cette visite se termina avec une invitation officielle en Palestine, où les Juifs lui montreraient le pays. Il était ravi ; aucun autre responsable nazi n'avait pu aller « dans un lointain pays étranger » et il obtint la permission de faire le voyage. Le jugement a conclu qu'on l'avait envoyé en « mission d'espionnage », ce qui était sans nul doute vrai, mais cela n'infirme pas l'histoire qu'Eichmann a racontée à la police. (Sur le plan pratique, rien ne sortit de l'entreprise. Eichmann,

accompagné d'un dénommé Herbert Hagen, un journaliste attaché à son service, eut tout juste le temps de faire l'ascension du mont Carmel, à Haïfa, avant que les autorités britanniques ne les expulsent tous deux en Égypte et leur refusent le permis de séjour en Palestine ; selon Eichmann, « l'homme de la Haganah » – l'organisation militaire juive qui devint le noyau de l'armée israélienne – vint leur rendre visite au Caire et ce qu'il leur dit fût l'objet d'un « rapport de part en part négatif » que leurs supérieurs commandèrent, à des fins de propagande, à Eichmann et Hagen ; ce rapport fut dûment publié.)

Ces petits triomphes mis à part, Eichmann ne se souvenait que de ses états d'âme et des phrases chocs qu'il inventait pour les accompagner ; le voyage en Égypte date de 1937, avant la période viennoise, et de Vienne il ne se souvenait que de l'atmosphère générale et combien il s'était senti « euphorique ». Si l'on considère son étonnante virtuosité à ne jamais renoncer à un état d'âme accompagné de sa phrase choc, même lorsque commençait une nouvelle période, incompatible avec la précédente, exigeant d'autres états d'âme et d'autres phrases « euphorisantes » – une virtuosité dont il fût preuve à maintes reprises au cours de l'interrogatoire de police – on est tenté de croire à sa sincérité lorsqu'il qualifiait cette période viennoise d'idyllique. Comme ses pensées et ses sentiments manquent totalement de cohérence, une telle sincérité n'est pas même entamée par le fait qu'il passa cette année à Vienne, du printemps 1938 au mois de mars 1939, à un moment où le régime nazi avait renoncé à son attitude pro-sioniste. Il était dans la nature du mouvement nazi de ne pas cesser d'avancer et de se radicaliser de mois en mois, mais l'une des caractéristiques les plus significatives de ses membres était que, psychologiquement, ils avaient toujours tendance à être toujours un pas en arrière du mouvement – qu'ils avaient la plus grande difficulté à aller aussi vite que lui, ou, comme Hitler avait coutume de le dire, qu'ils étaient incapables de « sauter par-dessus leur ombre ».

La mémoire défaillante d'Eichmann était cependant plus accablante que n'importe quel autre fait objectif. Il se souvenait parfaitement de certains Juifs de Vienne – le Dr Lôwenherz et le *Kommerzialrat* Storfer – mais ils n'étaient pas ces émissaires de Palestine qui auraient pu conforter son récit. Josef Lôwenherz, qui rédigea après la guerre un mémoire fort intéressant à propos de ses négociations avec Eichmann (un des rares documents nouveaux présentés au procès ; on en montra une partie à Eichmann qui se déclara entièrement d'accord avec ses principales affirmations), fut le premier responsable juif à transformer effectivement toute une communauté juive en une institution au service des autorités nazies. Et il fut un de ces très, très rares responsables qui fût récompensé pour ses services – on l'autorisa à demeurer à Vienne jusqu'à la fin de la guerre, avant d'émigrer en Angleterre, puis aux États-Unis ; il mourut en 1960, peu après la capture d'Eichmann. Comme nous l'avons vu, le destin de Storfer fut moins heureux, mais ce n'était certainement pas la faute d'Eichmann. Storfer avait remplacé les émissaires de Palestine devenus trop indépendants, et la tâche que lui avait assignée Eichmann était d'organiser des transports clandestins de Juifs en Palestine sans l'aide des sionistes. Storfer n'était pas sioniste et n'avait manifesté aucun intérêt pour les affaires juives avant l'arrivée des nazis en Autriche. Pourtant, avec l'aide d'Eichmann, il réussit à faire sortir quelque trois mille cinq cents Juifs d'Europe en 1940, alors que la moitié de l'Europe était occupée par les nazis et il semble qu'il ait fait de son mieux pour arranger les choses avec les Palestiniens. (C'est sans doute ce que voulut dire Eichmann lorsqu'il ajouta à son récit concernant Storfer à Auschwitz cette remarque mystérieuse : « Storfer n'a jamais trahi le judaïsme, pas même en paroles, pas Storfer. ») Le troisième Juif qu'Eichmann n'oublia jamais de mentionner au sujet de ses activités d'avant-guerre était le Dr Paul Eppstein, chargé de l'émigration à Berlin pendant les dernières années de la Reichsvereinigung – une organisation centrale juive nommée par les nazis, qu'il ne faut pas confondre

avec la Reichsvertretung authentiquement juive, dissoute en juillet 1939. Eichmann avait envoyé Eppstein à Theresienstadt où il devait servir de *Judenältester* (doyen juif). C'est là qu'on le fusilla en 1944.

En d'autres termes, Eichmann ne se souvenait que des Juifs qui avaient été entièrement sous sa coupe. Il avait oublié non seulement les émissaires de Palestine mais aussi ses premières relations berlinoises, qu'il avait bien connues lorsqu'il travaillait encore au service de renseignement et n'avait encore aucun pouvoir de commandement. Il n'a jamais parlé, par exemple, du Dr Franz Meyer, ancien membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste en Allemagne, qui vint témoigner à charge à propos de ses contacts avec l'accusé entre 1936 et 1939. Son récit confirmait celui d'Eichmann dans une certaine mesure : à Berlin, où les responsables juifs pouvaient « déposer des plaintes et des requêtes », il y avait eu une sorte de coopération. Parfois, dit le Dr Meyer, « nous venions demander quelque chose ; parfois c'était lui qui exigeait quelque chose de nous » ; à cette époque, Eichmann « nous écoutait vraiment et essayait sincèrement de comprendre la situation » ; sa conduite était « tout à fait correcte » – « il avait coutume de m'appeler monsieur et de m'offrir un siège ». Mais en février 1939, tout était changé. Eichmann avait convoqué les dirigeants de la communauté juive à Vienne pour leur exposer les nouvelles méthodes d'« émigration forcée ». Et il était là, dans cette grande salle du rez-de-chaussée du palais Rothschild, on le reconnaissait, bien sûr, mais il était complètement transformé : « J'ai dit aussitôt à mes amis que je n'étais pas certain d'avoir affaire au même homme. Tant la métamorphose était terrible [...]. Je rencontrais là un homme qui se comportait comme s'il était maître de la vie et de la mort. Il nous reçut avec insolence et grossièreté. Il ne nous laissa pas approcher de son bureau. Nous avons dû rester debout. » L'accusation et les juges convinrent que la personnalité d'Eichmann avait subi une métamorphose réelle et durable dès qu'il fut promu à un poste

de commandement. Mais le procès montra que ce n'était pas si simple et que, là aussi, il avait des « rechutes ». Il y avait ce témoin qui évoqua l'entretien qu'il avait eu avec lui à Theresienstadt en mars 1945 où Eichmann avait à nouveau manifesté un grand intérêt pour les questions sionistes – le témoin était membre d'une organisation de jeunesse sioniste et avait un visa pour la Palestine. L'entretien « se déroula sur un ton très agréable et l'attitude était aimable et respectueuse » (il est étrange qu'au cours de sa plaidoirie l'avocat de la défense n'ait jamais mentionné ce témoignage).

Si la métamorphose de la personnalité d'Eichmann à Vienne peut susciter quelques doutes, il est certain que sa nomination a marqué le véritable point de départ de sa carrière. Il obtint quatre promotions entre 1937 et 1941 ; en quatorze mois, il passa de *Untersturmführer* à *Hauptsturmführer* (c'est-à-dire de sous-lieutenant à capitaine) ; et un an et demi plus tard, il était *Obersturmbannführer*, ou lieutenant-colonel. On était en octobre 1941, peu après on le désigna pour le rôle dans la Solution finale qui allait le mener devant le tribunal de Jérusalem. Et là, à son grand désespoir, il se trouva « bloqué » ; comme nous l'avons vu, il n'était plus possible de monter en grade dans la section où il travaillait. Mais il n'aurait pas pu le savoir pendant les quatre années où il avait grimpé plus vite et plus haut qu'il n'avait jamais prévu. À Vienne, il avait montré de quoi il était capable ; et maintenant il était reconnu non seulement comme un spécialiste de « la question juive », des méandres des organisations juives et des partis sionistes ; mais aussi comme une « autorité » en matière d'émigration et d'évacuation ; comme le « maître » qui savait faire bouger les gens. Il connut son plus grand triomphe en novembre 1938, peu après la *Kristallnacht*, alors que le désir de fuir des Juifs allemands était devenu frénétique. À l'initiative de Heydrich probablement, Goering décida de créer à Berlin un Centre du Reich pour l'émigration juive ; et, dans la lettre contenant ses instructions, il citait nommément le bureau d'Eichmann à Vienne comme

modèle à suivre pour la mise en place d'une autorité centrale. Cependant, le directeur du bureau de Berlin ne serait pas Eichmann mais une autre découverte de Heydrich, Heinrich Müller, le patron pour qui Eichmann devait éprouver plus tard une grande admiration. Heydrich venait juste d'arracher Müller à son poste régulier d'officier de police bavarois (il n'était même pas membre du parti et avait été opposant jusqu'en 1933) pour l'affecter à la Gestapo de Berlin, car il était connu pour être un spécialiste du système de police de la Russie soviétique. Pour Müller aussi ce fut le début de sa carrière, mais elle commença par une affectation comparativement mineure. (Moins enclin à la vantardise qu'Eichmann et connu pour « sa conduite de sphinx », Müller a réussi à disparaître ; personne ne sait ce qu'il est devenu, mais des bruits courent selon lesquels l'Allemagne de l'Est d'abord, et maintenant l'Albanie auraient engagé les services de ce spécialiste de la police russe.)

En mars 1939, Hitler pénétra en Tchécoslovaquie et instaura un protectorat allemand en Bohême et en Moravie. On affecta aussitôt Eichmann à Prague, où il devait créer un autre centre d'émigration pour les Juifs. « Au début je n'étais pas tellement content de quitter Vienne, car lorsqu'on a mis sur pied un tel bureau et que tout marche à merveille et en bon ordre, on n'a pas envie de tout abandonner. » Et Prague, il est vrai, était assez décevant, bien que le système ait été le même qu'à Vienne, car « les responsables des organisations juives tchèques allèrent à Vienne, et ceux de Vienne vinrent à Prague, de sorte que je n'avais pas à intervenir du tout. On a simplement copié le modèle viennois et on l'a transporté à Prague. Ainsi, toute l'affaire s'est montée toute seule ». Mais le centre de Prague était beaucoup plus petit, et « je dois dire, à mon grand regret, qu'il n'y avait personne qui eût l'envergure et l'énergie d'un Dr Lôwenherz ». Mais de telles raisons, personnelles, d'être mécontent étaient minimes comparées à la montagne de difficultés de nature différente et tout à fait objectives. Des centaines de milliers de Juifs avaient quitté leur patrie en

l'espace de quelques années, et des millions attendaient derrière eux, car les gouvernements polonais et roumain proclamaient officiellement, et sans aucune équivoque, qu'eux aussi souhaitaient se débarrasser de leurs Juifs. Ils ne pouvaient pas comprendre que le monde s'en indignât s'ils marchaient simplement sur les pas d'une « grande nation cultivée ». (On avait découvert cet immense gisement de réfugiés en puissance lors de la conférence d'Évian, convoquée à l'été 1938 afin de résoudre le problème de la communauté juive allemande par une action intergouvernementale. Ce fut un fiasco retentissant qui fit beaucoup de tort aux Juifs allemands.) Tout comme, un peu plus tôt, les possibilités de fuir à l'intérieur de l'Europe avaient été épuisées, les routes de l'émigration outre-mer étaient maintenant barrées, et même dans les meilleures circonstances, si la guerre n'avait pas entravé son programme, Eichmann aurait eu beaucoup de mal à répéter le « miracle » viennois à Prague.

Il le savait très bien, il était réellement devenu expert en matière d'émigration ; et l'on ne pouvait s'attendre à ce qu'il accueillît avec enthousiasme sa nouvelle affectation. La guerre avait éclaté en septembre 1939 et, un mois plus tard, on rappela Eichmann à Berlin pour succéder à Müller à la tête du Centre du Reich pour l'émigration juive. Un an plus tôt, c'eût été là une véritable promotion, mais maintenant c'était le mauvais moment. Personne ne pouvait plus raisonnablement envisager l'émigration forcée comme la solution de la question juive ; mises à part les difficultés de transférer les gens d'un pays à un autre en temps de guerre, le Reich venait d'acquérir, par la conquête des territoires polonais, deux millions ou deux millions et demi de Juifs supplémentaires. Il est vrai que le gouvernement de Hitler était encore désireux de laisser ses Juifs partir (l'ordre qui mit fin à toute émigration juive ne vint que deux ans plus tard, à l'automne 1941) et si on avait pris la décision d'une « solution finale » quelle qu'elle soit, personne n'avait encore donné d'ordre dans ce sens, bien que des Juifs

fussent déjà concentrés dans des ghettos à l'Est et que les *Einsatzgruppen* fussent aussi en train de les liquider. Il était donc plus que naturel que l'émigration, même organisée à Berlin selon « le principe de la chaîne de montage », s'épuise d'elle – même – Eichmann décrivait ce processus comme « un arrachage de dent [...] apathique, je dirais, des deux côtés. Du côté juif, parce qu'il était vraiment difficile d'obtenir des possibilités quelconques d'émigration si l'on peut parler ainsi, et de notre côté, parce qu'il n'y avait plus de remue – ménage, plus d'empressement, plus personne n'allant et venant Nous étions là, assis dans une grande bâtisse impressionnante, au milieu d'un vide à bailler d'ennui. » À coup sûr, si les affaires juives, sa spécialité, demeuraient une affaire d'émigration, il n'aurait bientôt plus de travail.

V

LA DEUXIÈME SOLUTION : LA CONCENTRATION

Le régime nazi ne devint ouvertement totalitaire et ouvertement criminel qu'à partir du déclenchement de la guerre, le 1^{er} septembre 1939. En termes d'organisation, l'un des pas les plus importants dans cette voie fut un décret, signé Himmler, fusionnant le Service de sécurité de la SS, à laquelle Eichmann appartenait depuis 1934 et qui était un organe du parti, et la police régulière de sécurité de l'État, qui comprenait la police secrète d'État, ou Gestapo. Ces organismes, réunis en un seul, constituaient maintenant l'Office central de sécurité du Reich (RSHA) dirigé tout d'abord par Reinhardt Heydrich ; après la mort de Heydrich en 1942, ce fut le Dr Ernst Kaltenbrunner, vieil ami d'Eichmann à Linz, qui lui succéda. Tous les officiers de police, non seulement de la Gestapo, mais aussi de la police criminelle et de la police d'ordre, reçurent des titres SS correspondant à leurs anciens grades, qu'ils fussent ou non membres du parti. Ce qui signifiait qu'en un seul jour la plus grande partie de l'ancienne fonction publique fut incorporée dans la section la plus radicale de la hiérarchie nazie. Personne, autant que je sache, ne protesta ni ne démissionna. (Bien que Himmler, fondateur et chef de la SS, ait aussi été chef de la police allemande depuis 1936, les deux appareils étaient restés distincts jusque – là.) Le RSHA n'était d'ailleurs qu'un des douze bureaux centraux de la SS, dont le plus important pour notre contexte était le Bureau principal de la police d'ordre, dirigé par le général Kurt Daluge, responsable du rassemblement des Juifs ; et le Bureau principal de l'administration et de l'économie (le SS-Wirtschafts-Verwaltungshauptamt, ou WVHA), dirigé par Oswald Pohl,

responsable des camps de concentration et plus tard de l'aspect « économique » de l'extermination.

Une telle attitude « objective » – parler des camps de concentration en termes d'« administration » et des camps d'extermination en termes d'« économie » – était typique de la mentalité SS, et Eichmann en était encore très fier au moment du procès. Par leur « objectivité » (*Sachlichkeit*), les SS se désolidarisaient des « émotifs » tels que Streicher, ce « rêveur imbécile », et aussi de certaines « grosses huiles du parti germano-teuton qui se conduisaient comme des sauvages affublés de cornes et de peaux de bêtes ». Eichmann avait une grande admiration pour Heydrich parce qu'il n'aimait pas du tout ce genre de sottises ; et il ne sympathisait guère avec Himmler, parce que le *Reichsführer* SS et chef de la police allemande, quoique patron de tous les bureaux centraux SS, avait laissé, entre autres, « ces sottises l'influencer, du moins pendant une longue période ». Mais ce ne fut pas l'accusé, SS *Obersturmbannführer a.D.*, qui devait remporter le premier prix d'« objectivité » durant le procès ; ce fut le Dr Servatius, avocat d'affaires à Cologne, qui n'avait jamais adhéré au parti nazi mais qui allait néanmoins apprendre à la cour ce que signifiait ne pas être « émotif », leçon que tous ceux qui l'ont entendue ne sont pas près d'oublier. Un tel moment, l'un des rares grands moments de tout le procès, se produisit pendant la brève plaidoirie orale de la défense, après laquelle la Cour se retira pendant quatre mois pour rédiger le jugement. L'accusé, déclara Servatius, était innocent des charges impliquant sa responsabilité pour « l'amoncellement de squelettes, les stérilisations, les mises à mort par le gaz et *autres questions médicales* ». C'est alors que le juge Halévi l'interrompit : « Docteur Servatius, je pense que vous avez fait un lapsus : vous avez dit que la mise à mort par le gaz était une question médicale. » À quoi Servatius répondit : « Mais c'était une question médicale, puisque ce sont des médecins qui l'ont mise au point. *C'était une question de mise à mort et mettre à mort est*

aussi une question médicale. » Et, sans doute pour être absolument sûr que les juges de Jérusalem n'oublient pas comment des Allemands – des Allemands moyens, pas d'anciens membres de la SS ou même du parti nazi – sont aujourd'hui encore capables de considérer des actes qu'en d'autres pays on qualifie de meurtres, il répéta la phrase dans ses *Commentaires sur le jugement en première instance*, préparés pour la révision de l'affaire devant la Cour suprême ; il redit que ce n'était pas Eichmann mais un de ses hommes, Rolf Günther, « qui s'occupait toujours de ces questions médicales ». (Le Dr Servatius connaît bien les « questions médicales » du III^e Reich. À Nuremberg, il a défendu le Dr Karl Brandt, médecin personnel de Hitler, plénipotentiaire pour « l'Hygiène et la Santé », et responsable du programme d'euthanasie.)

Pendant la guerre, chacun des bureaux centraux de la SS était divisé en sections et sous-sections et le RSHA vint à compter sept sections principales. La section IV était le bureau de la Gestapo, dirigé par le *Gruppenführer* Heinrich Müller, qui avait conservé son grade de la

1. *NdE.* Ce grade SS n'a pas d'équivalent dans l'armée française. Il se situe entre le général de brigade et le général de division. police bavaroise. Il avait pour tâche de combattre « les adversaires hostiles à l'État » qui comprenaient deux catégories, dont chacune correspondait à une sous-section : la sous-section IV-A s'occupait des « adversaires » accusés de communisme, de sabotage, de libéralisme et d'assassinats, et la sous-section IV-B se consacrait aux « sectes », c'est – à-dire aux catholiques, protestants, francs-maçons (ce poste demeura vacant) et Juifs. Un bureau spécial, désigné par un chiffre arabe, fut affecté à chacune des catégories de ces sous-sections, de sorte qu'en 1941, Eichmann finit par diriger le bureau IV-B-4 du RSHA. Puisque son supérieur immédiat, le chef du IV-B, se révéla être une entité inexistante, son véritable supérieur était toujours Müller. Le supérieur de Müller était Heydrich et, plus tard, Kaltenbrunner, à leur tour chacun d'entre eux était sous le

commandement de Himmler qui recevait directement ses ordres de Hitler.

En plus de ses douze bureaux centraux, Himmler régnait sur un tout autre appareil qui joua aussi un rôle capital dans la mise en œuvre de la Solution finale. Il s'agissait du réseau des chefs suprêmes de la police et des SS qui dirigeaient les organisations régionales ; leur chaîne de commandement ne les rattachait pas au RSHA, ils étaient directement responsables devant Himmler et ils étaient toujours d'un rang supérieur à celui d'Eichmann et des hommes dont il disposait. D'un autre côté, les *Einsatzgruppen* étaient placés sous les ordres de Heydrich et du RSHA – ce qui, bien sûr, ne veut pas dire qu'Eichmann avait nécessairement quoi que ce soit à voir avec eux. Les responsables des *Einsatzgruppen* étaient, eux aussi, toujours d'un rang supérieur à celui d'Eichmann. D'un point de vue technique et organisationnel, Eichmann n'avait donc pas une position très élevée ; son poste ne finit par acquérir une telle importance que parce que, pour des raisons idéologiques, la question juive devenait chaque jour, chaque semaine et chaque mois de la guerre, plus importante, jusqu'à prendre des proportions extraordinaires à partir de 1943, début de la défaite. Quand cela se produisit, le seul bureau qui eût pour tâche officielle et exclusive l'élimination de l'« adversaire, les Juifs » était encore celui d'Eichmann, mais il avait en fait perdu son monopole parce qu'à ce moment-là tous les bureaux et les appareils, l'État et le parti, l'armée et la SS s'occupaient de la « résolution » de ce problème. Même si nous concentrons notre attention sur la machine policière et mettons de côté tous les autres bureaux, le tableau est d'une complexité absurde, car il faut ajouter aux *Einsatzgruppen*, aux chefs suprêmes des SS et de la police, les commandants et les inspecteurs de la police de sécurité et du service de sécurité. Chacun de ces groupes appartenait à une chaîne différente de commandement qui aboutissait finalement à Himmler, mais ils étaient égaux l'un par rapport à l'autre, et le membre d'un groupe ne devait pas

obéissance à l'officier supérieur d'un autre groupe. Il faut dire que l'accusation eut le plus grand mal à se retrouver dans ce labyrinthe d'institutions parallèles, ce qu'elle était obligée de faire chaque fois qu'elle voulait épingler une responsabilité précise sur Eichmann. (Si le procès devait avoir lieu aujourd'hui, cette tâche serait grandement facilitée, depuis que, dans *La Destruction des Juifs d'Europe*, Raul Hilberg a réussi à établir la première description claire de cette machine de destruction, dans toute son incroyable complexité.)

Il ne faut pas oublier non plus que ces divers organismes, qui jouissaient de pouvoirs immenses, se livraient une concurrence féroce – ce qui n'était d'aucune utilité à leurs victimes car ils avaient tous la même ambition : tuer autant de Juifs que possible. Un tel esprit de compétition qui, bien sûr, inspirait à chaque individu une grande loyauté à son propre appareil, a survécu à la guerre, à ceci près qu'il fonctionne maintenant en sens inverse : chacun désire « exonérer son propre appareil » aux dépens de tous les autres. C'est l'explication que donna Eichmann lorsqu'il fut confronté aux mémoires de Rudolf Hôss, le commandant d'Auschwitz, dans lesquels Eichmann est accusé de certaines choses qu'il affirme n'avoir jamais faites et n'avoir pas été en mesure de faire. Il convint assez facilement que Hôss n'avait aucune raison personnelle de lui faire endosser des crimes dont il était innocent, car leurs relations avaient été plutôt amicales ; mais il insista, en pure perte, sur la volonté qu'aurait eue Hôss de disculper son appareil, le Bureau principal de l'administration et de l'économie, et de rejeter tous les torts sur le RSHA. Quelque chose de similaire s'était produit à Nuremberg, où plusieurs accusés se livrèrent au spectacle écoeurant de l'accusation mutuelle – mais nul d'entre eux ne blâma Hitler ! Pourtant aucun de ces hommes n'agissait de la sorte à seule fin de sauver sa peau aux dépens de celle d'un autre ; ces accusés représentaient tous des organisations différentes, profondément hostiles les unes aux autres depuis longtemps. Le

Dr Hans Globke, que nous avons déjà rencontré, fut témoin à charge au procès de Nuremberg, où il tenta de disculper son propre ministère de l'intérieur aux dépens du ministère des Affaires étrangères. D'un autre côté, Eichmann s'efforçait toujours de protéger Müller, Heydrich et Kaltenbrunner, quoique ce dernier l'eût fort mal traité. Il est certain qu'objectivement, l'une des principales erreurs commises à Jérusalem par l'accusation fut évidemment d'ancrer trop fortement l'affaire dans les dépositions, sous serment ou non, d'anciens nazis de haut rang, que ceux-ci fussent morts ou encore en vie ; elle ne voyait pas, mais peut-être ne pouvait-on attendre autre chose d'elle, à quel point ces documents étaient douteux si on les prenait comme sources pour établir les faits. Lorsqu'il évalua les témoignages accablants des autres criminels nazis, même le jugement tint compte, de ce qu'« à l'époque des procès pour crimes de guerre, on avait coutume de charger le plus possible ceux qui étaient absents ou présumés morts » (selon les termes d'un témoin de la défense).

Lorsque Eichmann entra dans son nouveau bureau à la section IV du RSHA, il était toujours face à ce désagréable dilemme : d'un côté, « l'émigration forcée » était la formule officielle pour la solution de la question juive ; et, d'un autre côté, l'émigration n'était plus possible. Pour la première fois de sa vie dans la SS (et ce fut pratiquement la dernière), les circonstances le forcèrent à prendre l'initiative, à voir s'il ne pouvait pas « donner le jour à une idée ». Si l'on en croit la version qu'il donna lors de l'interrogatoire de police, il lui en fut accordé trois. Il dut admettre que les trois échouèrent ; tout ce qu'il tentait de lui-même tournait invariablement mal – le coup de grâce vint lorsqu'il dut « abandonner » sa forteresse privée de Berlin avant d'avoir pu la soumettre à l'épreuve des chars russes. Rien que de la frustration : triste histoire si jamais il en fut. D'après lui, la source inépuisable d'ennuis provenait du fait qu'on ne les laissait jamais tranquilles, lui et ses hommes, que tous ces autres bureaux de l'État et du parti tenaient tous à

apporter leur part à la « solution », avec le résultat qu'une véritable armée de « spécialistes de la question juive » avait surgi de partout, chacun neutralisant l'autre et voulant être le premier dans un domaine auquel il ne connaissait rien. Eichmann nourrissait le plus grand mépris pour ces gens, parce qu'ils étaient du genre à prendre le train en marche d'une part, parce qu'ils cherchaient à s'enrichir et y parvenaient assez souvent au cours de leur travail d'autre part ; et enfin parce qu'ils étaient ignares et n'avaient pas lu un ou deux « livres fondamentaux ».

Il s'avéra que les trois rêves d'Eichmann lui furent inspirés par les « livres fondamentaux », mais on se rendit compte aussi que deux des trois n'étaient pas du tout son idée à lui, quant au troisième : « Ma foi, je ne sais plus très bien si c'était moi ou Stahlecker [son supérieur à Vienne et à Prague] qui donna le jour à cette idée ; de toute façon l'idée était née. » Cette dernière idée était, chronologiquement, la première ; c'était l'« idée de Nisko » et son échec fut, pour Eichmann la preuve la plus claire de la nocivité de l'ingérence. (Le coupable, cette fois, était Hans Frank, *Generalgouverneur* de Pologne.) Pour comprendre ce projet, il faut se rappeler qu'après la conquête de la Pologne et avant l'attaque allemande sur la Russie, l'Allemagne et la Russie s'étaient partagé les territoires polonais ; la partie allemande se composait des régions occidentales, qui furent incorporées au Reich, et de la région dite « orientale », dont Varsovie, connue sous le nom de *Generalgouvernement*. Pour le moment, la région orientale était considérée comme territoire occupé. Comme la solution de la question juive était encore à cette époque 1'« émigration forcée », le but étant de rendre l'Allemagne *juden – rein*, il était normal qu'on refoule les Juifs polonais originaires des territoires annexés, ainsi que les Juifs demeurant encore dans d'autres parties du Reich, dans le territoire du *Generalgouvernement* qui, de toute façon, n'était pas considéré comme faisant partie du Reich. En décembre 1939, les évacuations vers l'Est commencèrent et un million de Juifs

environ – dont six cent mille provenant des territoires incorporés et quatre cent mille du Reich – commençaient à arriver dans le *Generalgouvernement*.

Si Eichmann disait la vérité sur l'aventure de Nisko – et il n'y a pas de raison de ne pas le croire – lui, ou, plus probablement le *Brigadeführer* (général de brigade) Franz Stahlecker, son supérieur à Vienne et à Prague, avaient dû prévoir de tels développements depuis plusieurs mois. Ce *Dr* Stahlecker, comme Eichmann l'appelait consciencieusement, était à son avis un excellent homme, cultivé, plein de bon sens et « dépourvu de haine et de toute espèce de chauvinisme » – à Vienne il avait coutume de serrer la main des responsables juifs. Un an et demi plus tard, au printemps 1941, ce monsieur cultivé devint commandant de *VEinsatzgruppe* A et, en un peu plus d'un an [il fut lui – même tué au combat en 1942], il réussit à tuer par fusillade deux cent cinquante mille Juifs – c'est ce dont il rendit fièrement compte à Himmler lui-même, bien que les *Einsatzgruppen*, qui étaient des unités de police, aient été sous les ordres de Reinhardt Heydrich, chef de la police de sécurité et du SD. Mais n'anticipons pas. Pour le moment, en septembre 1939, alors que l'armée allemande n'avait pas encore fini d'occuper les territoires polonais, Eichmann et le *Dr* Stahlecker commencèrent à se demander « en privé » comment les services de sécurité pourraient obtenir la part d'influence qui leur revenait à l'Est. Ils auraient eu besoin d'une « zone en Pologne, aussi vaste que possible, qu'on isolerait des autres pour en faire un État juif autonome sous la forme d'un protectorat [...]. Cela pourrait être *la* solution ». Et de partir en voyage de reconnaissance, de leur propre chef, sans ordre de personne. Ils allèrent dans le district de Radom, sur la San, non loin de la frontière russe et « virent un immense territoire, des villages, des marchés, des petites villes », et « nous nous sommes dit : voilà ce qu'il nous faut ; et pourquoi ne pas réinstaller des Polonais pour changer, puisqu'on réinstalle des gens partout... » ; ce sera « la solution de la question juive » –

une terre ferme sous leurs pieds – du moins pour quelque temps.

Au départ, tout parut aller très bien. Ils se rendirent chez Heydrich, et Heydrich donna son accord et leur dit de continuer. Il se trouve que leur projet cadrerait très bien avec le plan général de Heydrich à ce stade de la solution de la question juive – chose qu'à Jérusalem, Eichmann avait complètement oubliée. Le 21 septembre 1939, il avait réuni les « chefs de départements » du RSHA et les *Einsatzgruppen* (qui étaient déjà actifs en Pologne) et leur avait donné des directives générales pour l'avenir immédiat : concentration des Juifs dans des ghettos, création de Conseils juifs des Anciens et déportation de tous les Juifs dans la zone du *Generalgouvernement*. Eichmann assista à cette réunion qui instituait le « Centre juif pour l'émigration » – la preuve en fut donnée au procès avec le procès-verbal découvert par le bureau 06 de la police israélienne dans les Archives nationales de Washington. De sorte que l'initiative d'Eichmann, ou de Stahlecker, ne représentait rien de plus qu'un plan concret pour l'exécution des directives de Heydrich. C'est ainsi qu'on déporta pêle-mêle des milliers de personnes, venant principalement d'Autriche, dans ce trou perdu, qu'un officier SS Erich Rajakowitsch, chargé par la suite des déportations des Juifs hollandais – leur présenta comme cette « nouvelle patrie que le Führer avait promise aux Juifs. Il n'y a pas d'habitations, pas de maisons. Si vous en construisez, vous aurez un toit. Il n'y a pas d'eau, les puits alentour sont des foyers infectieux, il y a du choléra, de la dysenterie et de la typhoïde. Si vous creusez, vous trouverez de l'eau. » Comme on le voit, « tout avait l'air formidable », sauf que les SS expulsèrent certains Juifs de ce paradis, les repoussèrent au-delà de la frontière russe ; tandis que d'autres eurent assez de bon sens pour fuir de leur propre initiative. C'est alors, se plaignit Eichmann, que Hans Frank, qu'ils avaient oublié d'informer, alors que c'était « son » territoire, « se mit à faire de l'obstruction ». « Frank alla se plaindre

à Berlin et ce fut le commencement d'une lutte acharnée. Frank voulait résoudre sa question juive tout seul. Il ne voulait plus admettre de Juifs dans son *Generalgouvernement*. Ceux qui étaient arrivés devaient disparaître immédiatement. » Et ils disparurent ; pour la première et la dernière fois, on en rapatria même quelques-uns, et ceux qui revinrent à Vienne furent enregistrés dans les dossiers de la police comme « revenant de ceiltres de formation professionnelle » – curieuse retombée dans le stade pro-sioniste du mouvement.

C'est du point de vue de sa propre carrière qu'on peut le mieux comprendre l'empressement d'Eichmann à acquérir un territoire pour « ses » Juifs. Le plan Nisko « naquit » à l'époque où son avancement progressait rapidement et il est plus que probable qu'il se voyait déjà à la tête d'un État juif comme futur *Generalgouverneur*, tel Hans Frank en Pologne, ou encore comme futur *Protektor*, tel Heydrich en Tchécoslovaquie. Cependant, le complet fiasco de toute l'entreprise dut lui apprendre une leçon sur les possibilités et l'opportunité de l'initiative « privée ». Et puisque lui et Stahlecker avaient agi dans le cadre des directives de Heydrich et avec son accord explicite, ce cas unique de rapatriement de Juifs, qui était manifestement une défaite temporaire pour la police et pour la SS, dut aussi lui faire comprendre que le pouvoir régulièrement grandissant de son propre service n'équivalait pas à une toute-puissance ; que les ministères de l'État et les autres institutions du parti étaient tout à fait résolus à se battre pour maintenir leur propre pouvoir qui, lui, s'amenuisait.

La deuxième tentative d'Eichmann pour « mettre de la terre ferme sous les pieds des Juifs » fut le projet Madagascar. Évacuer quatre millions de Juifs d'Europe sur cette île française située au large de la côte sud-est de l'Afrique – une île qui comptait une population indigène de 4370000 personnes et une superficie de 364227 kilomètres carrés de terre médiocre –, ce plan provenait du ministère des Affaires étrangères et fut transmis ensuite au RSHA car, selon le Dr Martin Luther, chargé

des affaires juives à la Wilhelmstrasse, seule la police « possédait l'expérience et les moyens techniques pour mettre en œuvre l'évacuation *en masse** des Juifs, et pour garantir la surveillance des populations évacuées ». L'« État juif » devait avoir un gouverneur de police relevant de la compétence de Himmler. Le projet lui-même avait une histoire singulière. Eichmann, qui confondait Madagascar et l'Ouganda, a toujours prétendu avoir fait un rêve, « le rêve fait autrefois par le protagoniste juif de l'idée d'État juif, Theodor Herzl », mais il est vrai que d'autres avant lui avaient déjà rêvé dans le même sens – le gouvernement polonais, d'abord, qui, en 1937, se donna la peine d'examiner l'idée à fond pour finir par découvrir qu'il lui serait impossible d'embarquer ses quelque trois millions de Juifs sans les tuer ; peu après, Georges Bonnet, ministre français des Affaires étrangères qui, plus modeste, songea à envoyer dans une colonie française les deux cent mille Juifs étrangers résidant en France. Bonnet alla jusqu'à consulter à ce sujet son homologue allemand, Joachim von Ribbentrop, en 1938. Quoiqu'il en soit, c'est au cours de l'été 1940, alors que son affaire d'émigration marquait complètement le pas, qu'Eichmann reçut l'ordre d'élaborer un plan détaillé pour l'émigration de quatre millions de Juifs à Madagascar et il semble qu'il ait consacré le plus clair de son temps à ce projet jusqu'à l'invasion de la Russie, un an plus tard. (Pour rendre l'Europe *judenrein*, quatre millions est une évaluation singulièrement à la baisse. Elle ne comprenait manifestement pas les trois millions de Juifs polonais qu'on massacrait depuis les premiers jours de la guerre, ce que nul n'ignorait.) Il est peu probable que hormis Eichmann et quelques autres sommités de moindre importance, quiconque ait jamais pris tout cela au sérieux, car – si l'on met à part le fait que le territoire était notoirement inapproprié, et qu'il s'agissait, en fin de compte, d'une possession française – la réalisation de ce plan aurait exigé de mobiliser les bateaux nécessaires au transport de quatre millions de personnes, en plein milieu de la guerre alors que la marine britannique contrôlait tout l'Atlantique. Le projet Madagascar a toujours été

conçu comme une façade derrière laquelle on pouvait mettre au point les préparatifs pour l'extermination physique de tous les Juifs d'Europe (on n'a pas eu besoin d'une telle façade pour l'extermination des Juifs polonais !) Du point de vue de l'armée des antisémites de profession, qui, malgré leur bonne volonté, se tenaient toujours un pas derrière le Führer, son grand avantage était de familiariser l'ensemble des intéressés avec l'idée préalable que seule l'évacuation complète d'Europe conviendrait – que nulle législation spéciale, nulle « dissimulation », nul ghetto ne suffiraient. Lorsqu'un an plus tard on annonça que le projet Madagascar était « dépassé », tout le monde était psychologiquement, ou plutôt logiquement, préparé à l'étape suivante : puisqu'il n'y avait pas de territoire où « évacuer » les Juifs, la seule « solution » était l'extermination.

Mais Eichmann, ce grand révélateur de vérités pour les générations futures, ne soupçonna jamais l'existence de ces sinistres plans. C'est le manque de temps qui fit échouer le projet Madagascar, et le temps fut perdu à cause de l'intervention constante des autres bureaux. À Jérusalem, la police et le tribunal tentèrent d'ébranler sa suffisance. Ils le confrontèrent à deux documents concernant la réunion du 21 septembre 1939 dont nous avons déjà parlé : l'un d'eux, une lettre télétypée écrite par Heydrich et contenant certaines instructions pour les *Einsatzgruppen*, faisait pour la première fois la différence entre un « but final, dont la réalisation demanderait beaucoup de temps » et qui devait être considéré comme « ultra-secret » ; et « les stades intermédiaires permettant d'atteindre ce but final ». L'expression « solution finale » n'apparaissait pas encore et le document ne dit rien de la signification de « but final ». Donc Eichmann aurait pu tout à fait dire que le « but final » était son projet Madagascar qu'à l'époque tous les bureaux allemands se renvoyaient comme un ballon ; pour une évacuation de masse, la concentration de tous les Juifs était un « stade » préliminaire nécessaire. Mais, après

avoir attentivement lu le document, Eichmann dit aussitôt qu'il était convaincu que « but final » ne pouvait signifier que « extermination physique » et conclut que « cette idée fondamentale était déjà enracinée dans l'esprit des principaux dirigeants, ou de ceux qui étaient tout en haut ». Il est effectivement possible que cela ait été vrai ; mais alors il aurait dû admettre que le projet Madagascar ne pouvait être qu'une mystification. Eh bien, il ne le fit pas ; il n'a jamais changé son histoire de Madagascar, et probablement en était-il incapable. Cette histoire devait être enregistrée sur une bande spéciale de sa mémoire et cette bande avait la propriété de l'immuniser contre toute raison, tout argument, toute information et tout discernement quel qu'il soit.

Sa mémoire l'informait qu'entre le déclenchement de la guerre et l'invasion de la Russie, les activités contre les Juifs d'Europe occidentale et centrale avaient marqué une pause. (Dans son discours au Reichstag, le 30 janvier 1939, Hitler avait « prophétisé » que la guerre aurait pour conséquence « l'anéantissement de la race juive en Europe »). Il est vrai que, même pendant cette période, les différents bureaux du Reich et des territoires occupés faisaient de leur mieux pour éliminer « l'adversaire, les Juifs », mais il n'y avait pas de politique d'ensemble ; il semble que chaque bureau eût sa propre « solution », et était autorisé à la mettre en œuvre ou à l'opposer aux solutions préconisées par les bureaux concurrents. La solution d'Eichmann était un État policier et pour cela il avait besoin d'un territoire assez étendu. Tous ses « efforts échouèrent à cause du manque de compréhension des esprits intéressés », à cause des « rivalités », des querelles, des chamailleries, chacun « visant la suprématie ». Puis ce fut trop tard ; la guerre contre la Russie « éclata brusquement, comme un coup de tonnerre ». C'était la fin de ses rêves, comme c'était la fin de « l'époque de la recherche d'une solution dans l'intérêt des deux parties ». Comme il le reconnut dans les Mémoires qu'il écrivit en Argentine, c'était aussi « la fin d'une époque où

existaient des lois, des ordonnances, des décrets concernant la façon de traiter les individus juifs ». Et, d'après lui, il y avait pire encore, c'était la fin de sa carrière, et, si absurde que cela puisse paraître au regard de sa « célébrité » actuelle, il n'avait pas tout à fait tort de le penser. Car son organisation, qui avait jusqu'alors servi d'autorité décisive en matière juive, tant dans le réel de l'« émigration forcée » que dans le « rêve » d'un État juif gouverné par les nazis, « se trouvait, du point de vue de la Solution finale de la question juive, reléguée maintenant au second rang, car désormais les initiatives étaient transférées à des unités diverses, et ce fut un autre Bureau central qui mena les négociations sous les ordres de l'ancien *Reichsführer SS* et chef de la police allemande ». Ces « unités diverses » étaient les groupes de tueurs qui, triés sur le volet, opéraient dans l'Est à l'arrière de l'armée et qui avaient pour tâche maintenant de massacrer les populations civiles autochtones et particulièrement les Juifs ; et l'autre Bureau central était le WVHA, dirigé par Oswald Pohl, auprès de qui Eichmann devait désormais s'informer de la destination finale de chaque convoi de Juifs. Celle-ci était calculée en fonction des « capacités d'absorption » des diverses installations de mise à mort, et aussi des demandes de travailleurs esclaves émanant des nombreuses entreprises industrielles qui avaient découvert tout le profit qu'on pouvait tirer de l'installation de filiales aux alentours des camps de la mort. (À part les entreprises industrielles de la SS qui n'étaient pas très importantes, de célèbres firmes allemandes comme IG Farben, Krupp et Siemens-Schuckert, s'étaient implantées à Auschwitz ainsi qu'aux environs des camps de la mort de Lublin. La coopération entre la SS et les hommes d'affaires était excellente ; Hôss, d'Auschwitz, certifia qu'il avait entretenu des relations sociales très cordiales avec l'IG Farben. Pour ce qui est des conditions de travail, l'idée était explicitement de tuer par le travail ; selon Hilberg, vingt-cinq mille Juifs au moins moururent sur les quelque trente-cinq mille qui travaillaient pour une usine d'IG Farben.) Concernant Eichmann, l'important était que

l'évacuation et la déportation n'étaient plus les dernières étapes de la « solution ». Son service n'était plus qu'un instrument. Il avait donc toutes les raisons d'être « amer et déçu » lorsque le projet Madagascar fut abandonné ; il n'eut, pour se consoler, que le grade *Obersturmbannführer* qui lui fut décerné en octobre 1941.

D'après ses souvenirs, ce fut en septembre 1941 qu'Eichmann tenta pour la dernière fois de prendre une initiative, trois mois après l'invasion de la Russie. Heydrich, qui dirigeait toujours la police de sécurité et le service de sécurité, venait d'être nommé *Reichsprotector* de Bohême-Moravie. Pour célébrer cette nomination, il donna une conférence de presse, au cours de laquelle il promit que son protectorat allait être *judenrein* dans les deux mois. Après la conférence, il en discuta avec ceux qui devaient l'aider à tenir sa promesse ? Franz Stahlecker, qui commandait alors la police de sécurité à Prague, et Karl Hermann Frank, sous-secrétaire d'État, ancien dirigeant sudète qui, peu après la mort de Heydrich, devait lui succéder au poste de

Reichsprotector. D'après Eichmann, Frank était un homme vil qui haïssait les Juifs « à la manière d'un Streicher », qui « ne connaissait rien aux solutions politiques », un de ceux qui « assenaient des ordres en véritables autocrates, ivres de leur puissance, si je puis dire ». Cela dit, l'ambiance de la conférence fut agréable. Pour la première fois, Heydrich se montra sous « un jour plus humain » et avoua, avec une belle franchise, qu'il s'était laissé aller en paroles devant lui – « ce qui n'était pas pour étonner ceux qui connaissaient Heydrich », « un personnage ambitieux et impulsif » qui « laissait souvent les mots s'échapper de sa bouche et le regrettait plus tard ». Et donc Heydrich lui – même dit : « Nous voilà dans le pétrin ! Qu'est-ce que nous allons faire maintenant ? » À quoi Eichmann répondit : « Si vous ne pouvez pas revenir sur ce que vous avez dit, il n'y a qu'une possibilité. Faites de la place quelque part, suffisamment pour y transporter les Juifs actuellement

dispersés dans le Protectorat » (une patrie juive, un rassemblement des exilés de la Diaspora). C'est alors, malheureusement, que Frank – celui qui haïssait les Juifs « à la manière de Streicher » – fit une proposition concrète : qu'on trouve de la place à Theresienstadt. Là-dessus Heydrich, peut-être ivre de sa puissance lui aussi, ordonna tout simplement l'évacuation de la population tchèque de Theresienstadt, pour faire de la place aux Juifs.

Eichmann fut envoyé à Theresienstadt pour superviser les opérations. Grosse déception : cette ville fortifiée de Bohême, située au bord de l'Eger était beaucoup trop petite ; au mieux elle pourrait servir de centre de transit pour une fraction des quatre-vingt-dix mille Juifs de Bohême et de Moravie. (Pour environ cinquante mille Juifs tchèques, Theresienstadt devint en effet un centre de transit sur la route d'Auschwitz, alors que vingt mille autres y parvinrent directement.) Nous savons, de source plus sûre que la mauvaise mémoire d'Eichmann, que dès le début Heydrich avait destiné Theresienstadt à servir de ghetto spécial pour certaines catégories de Juifs privilégiés originaires, principalement mais non exclusivement, d'Allemagne – des responsables juifs, des personnalités, d'anciens combattants hautement décorés, des invalides, les conjoints juifs de mariages mixtes et les Juifs allemands de plus de soixante-cinq ans (d'où le surnom *„Altersghettd“*). Mais la ville n'était pas assez grande, pas même pour accueillir ces catégories restreintes et, en 1943, un an environ après la création du ghetto, débuta le processus d'« éclaircissement » ou de « délestage » (*Auflockerung*), qui permettait de se débarrasser régulièrement de la surpopulation – par le moyen du transfert à Auschwitz. Mais sur un point au moins, la mémoire d'Eichmann ne l'avait pas trahi. Theresienstadt était de fait le seul camp de concentration qui ne dépendît pas de l'autorité du WVHA, mais dont il eut la responsabilité jusqu'à la fin. Ceux qui commandaient le camp étaient des membres de son équipe, toujours d'un rang inférieur au sien ; c'est le seul

camp où il eut au moins une partie du pouvoir qu'à Jérusalem l'accusation lui attribuait.

La mémoire d'Eichmann, qui sautait allègrement par-dessus les années – l'histoire de Theresienstadt qu'il a racontée à l'officier de police se situe deux ans après les événements en question – n'était certainement pas contrôlée par l'ordre chronologique, mais elle n'était pas seulement désordonnée. On aurait dit un entrepôt, rempli d'histoires privées de la pire espèce du point de vue humain. En repensant à Prague, il se souvint d'avoir été admis en présence du grand Heydrich, qui s'était montré « sous un jour plus humain ». Quelques séances plus tard, il évoqua un voyage à Bratislava, en Slovaquie, où il se trouva par hasard au moment où Heydrich fut assassiné. Mais il ne se souvenait que d'avoir été l'hôte de Sano Mach, ministre de l'intérieur d'un gouvernement slovaque fantoche créé par les Allemands. (Dans ce gouvernement, catholique et violemment antisémite, Mach représentait la version allemande de l'antisémitisme ; il refusa de réserver un traitement de faveur aux Juifs baptisés et fut un des principaux responsables de la déportation massive des Juifs slovaques.) Eichmann se rappelait cette rencontre parce qu'il n'avait pas l'habitude de recevoir des invitations mondaines émanant de membres de gouvernements ; c'était pour lui un grand honneur. Mach, tel qu'Eichmann le dépeignit, était un homme agréable, détendu, qui l'invita à jouer aux boules. C'était tout ? N'avait-il donc rien d'autre à faire, à Bratislava, au beau milieu de la guerre, que jouer aux boules avec le ministre de l'intérieur ? Oui, c'était tout ; il se souvenait d'ailleurs parfaitement du jeu de boules, des boissons servies juste avant qu'ils n'apprennent l'attentat contre Heydrich. Quatre mois et cinquante-cinq bandes magnétiques plus tard, le capitaine Less, l'officier de police israélien, revint sur cette histoire et Eichmann la raconta en des termes quasi identiques, ajoutant que cette « journée » était inoubliable parce que son « supérieur avait été assassiné ». Mais cette fois on lui opposa un document indiquant qu'on

l'avait envoyé à Bratislava pour discuter de « l'action d'évacuation des Juifs de Slovaquie alors en cours ». Il reconnut aussitôt qu'il s'était trompé : « C'est clair, c'est clair, c'était un ordre de Berlin ; ils ne m'ont pas envoyé là-bas pour jouer aux boules. » Avait-il menti à deux reprises, avec autant d'esprit de suite ? C'est peu probable. L'évacuation et la déportation des Juifs étaient devenues affaire de routine ; ce qui avait frappé son esprit, c'était le jeu de boules, l'invitation du ministre et la nouvelle de l'attentat contre Heydrich. Qu'il ait été absolument incapable de préciser de quelle année datait la journée mémorable qui vit l'assassinat du « bourreau » par des patriotes tchèques, est caractéristique du genre de mémoire d'Eichmann.

Cette mémoire l'eût-elle mieux servi, il n'aurait jamais raconté cette histoire de Theresienstadt. Car elle datait d'un temps où les « solutions politiques » étaient dépassées, où l'ère de la « solution physique » avait commencé. À ce moment-là, comme il le reconnut plus tard, spontanément et de son plein gré dans un autre contexte, il avait déjà été informé de l'ordre de procéder à la Solution finale donné par le Führer. Rendre un pays *judenrein* – au moment où Heydrich promettait de le faire pour la Bohême et la Moravie – ne pouvait signifier que la concentration et la déportation dans des lieux d'où l'on pourrait aisément transférer les Juifs dans les centres de mise à mort. En réalité, Theresienstadt devait servir à d'autres fins : ce devait être une vitrine pour le monde extérieur – Theresienstadt était le seul ghetto ou camp où l'on allait admettre des représentants de la Croix-Rouge – mais c'était là une autre affaire, dont, vraisemblablement, Eichmann ignorait tout à ce moment-là et qui, du reste, ne relevait nullement de ses compétences.

VI

LA SOLUTION FINALE : LE MEURTRE

Le 22 juin 1941, Hitler lança son attaque sur l'Union soviétique et six ou huit semaines plus tard, Heydrich convoqua Eichmann dans son bureau de Berlin. Le 31 juillet, Heydrich avait reçu une lettre du *Reichsmarschall* Hermann Goering, commandant en chef de l'armée de l'air, Premier ministre de Prusse, plénipotentiaire pour le plan de quatre ans et, surtout, numéro 2 dans la hiérarchie de l'État (qu'il faut distinguer de la hiérarchie du parti). Dans sa lettre, Goering demandait à Heydrich de mettre au point « la solution générale [*Gesamtlösung*] de la question juive dans la zone d'influence allemande en Europe » et de lui soumettre « une proposition d'ensemble [...] pour la mise en œuvre de la Solution finale [*Endlösung*] qu'on souhaite apporter à la question juive ». Au moment où Heydrich reçut ces instructions, on lui avait déjà « confié depuis des années la tâche de mettre au point la Solution finale du problème juif » (Reitlinger) – c'est ce qu'il expliqua au Haut Commandement de l'armée dans une lettre datée du 6 novembre 1941. Et, depuis le début de la guerre avec la Russie, il était responsable des meurtres de masse perpétrés à l'Est par les *Einsatzgruppen*.

Heydrich ouvrit son entretien avec Eichmann par « un petit discours sur l'émigration » (qui, de fait, avait cessé, bien que Himmler ne lui ait donné personnellement l'ordre formel d'interdire, à quelques exceptions près, toute émigration aux Juifs que quelques mois plus tard), puis il dit : « *Le Führer a ordonné Vextermination physique des Juifs.* » Après quoi, « ce qui n'était pas du tout dans ses habitudes, il resta silencieux quelques instants, comme s'il voulait vérifier l'impact de ses

paroles. Je m'en souviens encore aujourd'hui. Au début, je n'arrivais pas à comprendre ce qu'il avait dit, parce qu'il avait choisi ses mots avec tant de soin et puis j'ai compris, et je n'ai rien dit, parce qu'il n'y avait plus rien à dire. Car je n'avais jamais envisagé une chose pareille, une solution qui passait par la violence. Je perdis alors tout, tout goût au travail, toute initiative, tout intérêt ; j'étais pour ainsi dire balayé. Et puis il me dit : «Eichmann, allez donc voir Globocnik [un des chefs suprêmes de la SS et de la police de Himmler dans le *Generalgouvernement*] à Lublin. Le *Reichsführer* [Himmler] lui a déjà donné les ordres nécessaires ; allez voir ce qu'il a réalisé entre-temps. Je crois qu'il se sert des tranchées des chars russes pour liquider les Juifs». Je m'en souviens encore car, même si je devais vivre encore longtemps, je n'oublierais jamais ces phrases qu'il a prononcées lors de notre entretien qui touchait déjà à sa fin. » En réalité, Heydrich dit encore quelque chose : il dit à Eichmann que toute l'entreprise avait été placée sous « l'autorité du Bureau principal SS de l'administration et de l'économie » et non sous la direction de son propre RSHA et aussi que le nom de code officiel pour l'extermination était : « Solution finale ». Eichmann se souvenait encore de cette phrase en Argentine, mais l'avait oubliée à Jérusalem, ce qui n'allait pas vraiment dans le sens de ses intérêts, puisqu'elle concernait la question de sa propre autorité dans la mise en œuvre du processus de mort.

Eichmann n'était nullement un des premiers à être informé de l'intention de Hitler. Nous avons vu que Heydrich œuvrait dans ce sens depuis des années, probablement depuis le début de la guerre, et Himmler prétendit avoir été mis au courant et avoir protesté contre cette « solution » aussitôt après la défaite de la France à l'été 1940. En mars 1941, environ six mois avant l'entretien d'Eichmann avec Heydrich, « ce n'était un secret pour personne dans les milieux les plus élevés du parti, que les Juifs devaient être exterminés », déclara Viktor Brack, de la chancellerie du Führer, qui témoigna à Nuremberg. Mais,

comme il s'efforça en vain de l'expliquer à Jérusalem, Eichmann n'avait pas ses entrées dans les milieux les plus élevés du parti ; on lui disait ce qu'il avait besoin de savoir pour faire un travail précis, limité, rien de plus. Il est vrai qu'il fut un des premiers responsables aux échelons inférieurs à être informé de cette affaire « ultra-secrète », qui demeura ultra secrète même après que la nouvelle en fut répandue dans tous les bureaux du parti et de l'État, toutes les firmes qui faisaient travailler des esclaves, et (tout à fait à la fin) dans tous les corps d'officiers des forces armées. Mais le secret était gardé dans un but pratique. Ceux à qui on parla explicitement de l'ordre du Führer n'étaient plus de simples « porteurs d'ordres » ; ils étaient promus au rang de « porteurs de secrets », dûment et spécialement assermentés. (Tous les membres du service de sécurité, auquel appartenait Eichmann depuis 1936, avaient juré le secret.)

De plus, toute correspondance sur le sujet était soumise à des « règles de langage » très strictes et, exception faite pour les rapports des *Einsatzgruppen*, on trouve rarement, dans les documents des mots crus tels qu'« extermination », « liquidation » ou « tuerie ». À leur place, des noms de code étaient prescrits : pour « tuerie » on devait dire « Solution finale », « évacuation » (*Aussiedlung*) ou « traitement spécial » (*Sonderbehandlung*) ; quand il ne s'agissait pas des Juifs qu'on envoyait à Theresienstadt, le « ghetto des vieillards » pour les Juifs privilégiés – on parlait alors d'un « changement de résidence » – la déportation était rebaptisée « réinstallation » (*Umsiedlung*) ou encore « travail à l'Est » (*Arbeitseinsatz im Osten*), dans la mesure où les Juifs ont souvent été temporairement réinstallés dans des ghettos tout comme une certaine partie d'entre eux fut temporairement utilisée pour le travail forcé. Dans certaines circonstances, il s'avéra nécessaire d'apporter de légères modifications aux règles de langage. C'est ainsi qu'un haut responsable des Affaires étrangères proposa que, dans toute correspondance avec le Vatican, on parle du meurtre des Juifs en termes de « solution radicale » ; l'idée était

ingénieuse, car le gouvernement catholique fantoche de Slovaquie, mis en place avec l'appui du Vatican, n'avait pas été, aux yeux des nazis, « suffisamment radical » dans sa législation antijuive : il avait commis l'« erreur fondamentale » de promulguer des lois contre les Juifs et d'en exclure les Juifs baptisés. Les « porteurs de secrets » ne pouvaient donc parler un langage non codé qu'entre eux, et il est peu probable qu'ils l'aient fait pendant qu'ils vaquaient à leurs tâches meurtrières quotidiennes, ou devant leurs sténodactylos et autres employés de bureau. Quelle que fût la raison de ces « règles de langage », elles contribuèrent considérablement au maintien de l'ordre et de l'équilibre mental dans les nombreux services spécialisés dans les fonctions les plus diverses dont la coopération était indispensable en la matière. Mieux encore, l'expression « règles de langage » (*Sprachregelung*) était elle-même un nom de code ; en langage ordinaire, on appellerait cela un mensonge. En effet, lorsqu'un « porteur de secrets » était envoyé à la rencontre de quelqu'un venant du monde extérieur, on lui donnait, en même temps que les ordres, ses « règles de langage » – comme, par exemple, Eichmann, lorsqu'il fit visiter le ghetto de Theresienstadt aux représentants suisses de la Croix-Rouge internationale. Dans ce dernier cas, il s'agissait d'un mensonge à propos d'une soi-disant épidémie de typhus qui aurait fait rage au camp de concentration de Bergen-Belsen que ces messieurs voulaient aussi visiter. L'effet exact produit par ce système de langage n'était pas d'empêcher les gens de savoir ce qu'ils faisaient, mais de les empêcher de mettre leurs actes en rapport avec leur ancienne notion « normale » du meurtre et du mensonge. Par sa grande sensibilité aux expressions toutes faites et aux slogans, ainsi que par son incapacité à s'exprimer en langage ordinaire, Eichmann était le sujet idéal pour les « règles de langage ».

Ce système ne constituait cependant pas un bouclier infaillible contre la réalité, comme Eichmann allait bientôt s'en rendre compte. Il se rendit à Lublin pour voir le *Brigadeführer*

Odilo Globocnik, ancien *Gauleiter* ¹⁵³⁰ de Vienne – malgré ce que l'accusation prétendit, ce n'était certainement pas pour « l'informer personnellement que l'ordre secret d'extermination physique des Juifs avait été donné », information que Globocnik avait certainement dû avoir avant Eichmann – et il utilisa l'expression « Solution finale » comme une sorte de mot de passe identificateur. (L'accusation affirma également qu'Eichmann avait transmis les ordres du Führer à Rudolf Hôss, commandant d'Auschwitz, ce qui montre à quel point elle était perdue dans le labyrinthe bureaucratique du III^e Reich. La défense releva quand même cette erreur, comme « ne reposant sur aucune preuve ». En fait Hôss lui-même a certifié, lors de son propre procès, qu'il avait reçu ses ordres de Himmler directement, en juin 1941, en ajoutant que Himmler lui avait annoncé la visite d'Eichmann afin qu'ils discutent ensemble de certains « détails ». Dans ses Mémoires, Hôss affirme que ces détails avaient trait à l'utilisation du gaz – ce qu'Eichmann nia vigoureusement. Et il est probable qu'il disait vrai, car tous les autres documents contredisent l'histoire de Hôss et établissent que les directives pour l'extermination, orales ou écrites, passaient toujours par le WVHA et étaient données soit par son chef, l'*Obergruppenführer* (général de division) Oswald Pohl, soit par le *Brigadeführer* Richard Glücks, le supérieur immédiat de Hôss. (Sur la fiabilité douteuse du témoignage de Hôss, voir Robert Pendorf, *Mörder und Ermordete*, 1961.) Et Eichmann n'eut jamais rien à voir avec l'utilisation du gaz. Les « détails » dont il venait, à intervalles réguliers, discuter avec Hôss avaient trait aux capacités meurtrières du camp – combien de convois le camp pouvait absorber par semaine – et, peut-être, à des projets d'agrandissement). Quand Eichmann arriva à Lublin, Globocnik fut très aimable et lui fit faire un tour avec un de ses subordonnés. Ils arrivèrent à une route qui traversait une forêt. À droite se trouvait une maison ordinaire, où logeaient des ouvriers. Un capitaine de la police d'ordre vint les saluer (c'était peut-être le *Kriminalkommissar* Christian Wirth en personne

qui était responsable des aspects techniques de gazage des « incurables » en Allemagne, sous les auspices de la chancellerie du Führer), il leur montra certaines petites cabanes en bois et « d'une voix rauque, vulgaire, fruste », se mit à expliquer, « que la mise en marche du moteur d'un sous-marin russe avait été parfaitement insonorisée, que les gaz pénétreraient à l'intérieur du bâtiment et que les Juifs seraient empoisonnés. Moi aussi, je trouvais cela monstrueux. Je ne suis pas assez dur pour supporter un pareil récit sans réagir [...]. Encore aujourd'hui, je suis absolument incapable de regarder une blessure béante. C'est comme ça que je suis et on m'a très souvent dit que je n'aurais jamais pu devenir médecin. Je me souviens encore que je me suis représenté tout ça, et que j'ai eu un malaise, comme si je venais d'être en proie à une grande agitation. Ce genre de chose arrive à tout le monde et ça vous laisse un certain tremblement à l'intérieur ».

Eh bien, il a eu de la chance, car il n'avait vu que l'ébauche de ce qui allait devenir les chambres à monoxyde de carbone de Treblinka, un des six camps de la mort de l'Est, dans lesquelles plusieurs centaines de milliers de personnes allaient périr. Peu après cette visite, en automne de la même année, son supérieur immédiat, Müller, l'envoya inspecter le centre de mise à mort du Warthegau, région occidentale de la Pologne, incorporée dans le Reich. Le camp de la mort était situé à Kulm (Chelmno, en polonais). C'est là qu'en 1944, plus de trois cent mille Juifs venus d'un peu partout en Europe et qu'on avait d'abord « réinstallés » dans le ghetto de Łódź furent tués. À Chelmno, l'extermination battait déjà son plein, mais la méthode était différente ; on n'utilisait pas des chambres à gaz mais des camions mobiles à gaz. Voilà ce que vit Eichmann : les Juifs étaient rassemblés dans une grande pièce, on leur dit de se déshabiller ; puis un camion arriva et s'arrêta juste à l'entrée de la salle et l'on dit aux Juifs nus de monter dedans. On ferma les portes et le camion démarra. « Je ne peux pas dire [combien de Juifs montèrent], je regardais à peine. Je ne pouvais pas ; je ne

pouvais pas ; j'en avais assez. Les hurlements, et [...] j'étais trop bouleversé, et tout ça, comme je l'ai raconté par la suite à Müller ; il n'a pas tiré grand profit de mon rapport. Ensuite j'ai suivi le camion, en voiture, et alors j'ai vu quelque chose de plus horrible que tout ce que j'avais vu jusque-là. Le camion se dirigea vers un fossé béant, on ouvrit les portes et on jeta les corps qui semblaient encore en vie, tant leurs membres étaient lisses. Ils furent précipités dans le fossé, et je vois encore l'homme habillé en civil qui leur arrachait les dents avec des pinces de dentiste. Alors je suis parti – j'ai sauté dans ma voiture et je n'ai plus ouvert la bouche. À partir de ce jour-là, il m'arrivait de rester assis des heures à côté de mon chauffeur sans échanger un seul mot avec lui. Là, j'en avais eu assez. J'étais achevé. Je me rappelle seulement qu'un médecin en salopette blanche m'a dit de regarder par un trou dans le camion quand ils y étaient encore. J'ai refusé. Je ne pouvais pas. Il fallait que je m'en aille. »

Peu après, il devait voir quelque chose d'encore plus horrible. Cela se produisit quand Müller l'envoya à Minsk, en Biélorussie, en lui disant : « À Minsk ils fusillent les Juifs. Faites-moi un rapport là-dessus. » Il y alla et, dans un premier temps, il a vraisemblablement pensé qu'il avait de la chance, car « l'affaire était presque terminée » au moment où il arriva, ce qui lui fit grand plaisir. « Seuls quelques jeunes tireurs d'élite visaient un grand fossé où ils prenaient les crânes des morts pour cible. » Il vit quand même, « et c'était bien assez pour moi, une femme aux bras écartelés, alors mes genoux ont flanché et je suis reparti ». En conduisant sur le chemin du retour, il eut l'idée de s'arrêter à Lwôw ; une bonne idée, semblait-il, car Lwôw (ou Lemberg) avait été une ville autrichienne et, lorsqu'il arriva, il eut sa « première vision agréable après toutes ces horreurs. Il s'agissait de la gare construite en l'honneur du soixantième anniversaire du règne de François-Joseph » – une époque qu'Eichmann avait toujours « adorée » car il en avait toujours entendu dire tellement de bien dans la maison

familiale et on lui avait dit aussi que des parents de sa belle-mère (nous sommes habitués à comprendre qu'il voulait dire les parents juifs) jouissaient alors d'un bon statut social et gagnaient beaucoup d'argent. La vue de cette gare chassa toutes ses idées noires et il s'en souvenait dans tous ses détails – jusqu'à la plaque commémorative apposée le jour de l'anniversaire. Mais, là, dans cette charmante ville de Lwów, il fit une grave erreur. Il alla voir le commandant local des SS et lui dit : « Eh bien, c'est horrible, tout ce qui se passe par ici ; j'ai dit qu'on transformait des jeunes gens en sadiques. Comment peut-on faire des choses pareilles ? Tirer ainsi sur des femmes et des enfants ? C'est impossible. Notre peuple va devenir fou ou aliéné, notre propre peuple. » L'ennui, c'était qu'on faisait à Lwów exactement la même chose qu'à Minsk, et son hôte fut enchanté de lui montrer les lieux, quoique Eichmann tentât poliment de s'excuser. C'est ainsi qu'il eut « une autre vision d'horreur. Il y avait un fossé, déjà rempli de terre. Et, de cette terre jaillissait une fontaine de sang. Je n'avais jamais rien vu de pareil. J'en avais assez de cette mission et je rentrai à Berlin et fis mon rapport au *Gruppenführer* Müller ».

Mais ce n'était pas fini. Eichmann avait beau répéter à Müller qu'il n'était pas « assez dur » pour supporter ce genre de vision, qu'il n'avait jamais été soldat, n'était jamais allé au front, n'avait jamais vu d'opérations militaires, qu'il ne pouvait pas dormir et qu'il faisait des cauchemars, Müller le renvoya, quelque neuf mois plus tard, dans la région de Lublin où, entre-temps, le très enthousiaste Globocnik avait terminé ses préparatifs. Eichmann déclara que ce fut là, en définitive, qu'il vit la chose la plus horrible de sa vie. Quand il arriva, il ne reconnut pas les lieux, ni les quelques cabanes en bois. Guidé par le même homme à la voix vulgaire, il parvint à une gare munie d'un écriteau, « Treblinka », qui ressemblait à n'importe quelle gare d'Allemagne – mêmes bâtiments, mêmes écriteaux, mêmes horloges, mêmes installations : une imitation parfaite. « Je suis resté en arrière, autant que je pouvais, je ne me suis

pas approché pour voir tout ça. J'ai tout de même vu une colonne de Juifs nus entrer les uns derrière les autres dans une grande salle pour être gazés. On m'expliqua qu'on les tuait là-dedans, avec un produit qui s'appelle de l'acide cyanhydrique. » Le fait est qu'Eichmann ne vit pas grand-chose. Certes, il visita Auschwitz à plusieurs reprises, le plus grand et le plus célèbre des camps de la mort, mais Auschwitz, avec ses 4662 hectares, en Haute Silésie, n'était pas seulement un camp d'extermination ; c'était un énorme agglomérat pouvant contenir jusqu'à cent mille détenus, et il s'y trouvait toutes sortes de prisonniers, dont des non-Juifs et des travailleurs esclaves qui n'étaient pas destinés à être gazés. Il était facile de contourner les dispositifs de mise à mort et Hôss, avec qui il entretenait des relations très amicales, lui épargnait les visions trop épouvantables. De fait, il n'a jamais été présent à une exécution de masse par fusillade, n'a jamais assisté au processus de gazage, ou, à Auschwitz, à la sélection, juste avant, de ceux qui étaient aptes au travail – environ 25 % de chaque convoi. Il en vit juste assez pour être bien renseigné sur le fonctionnement de la machine de destruction : qu'il y avait deux méthodes pour tuer, fusiller et gazer ; que les *Einsatzgruppen* fusillaient et qu'on gazait dans les camps, soit dans les chambres à gaz, soit dans les camions mobiles ; et que dans les camps, on prenait toutes sortes de précautions pour tromper les victimes jusqu'à la fin.

Les bandes enregistrées par la police que j'ai citées furent écoutées par le tribunal au cours de la dixième audience tenue le neuvième jour d'un procès qui allait comporter cent vingt et une audiences et durer près de neuf mois. La voix qui sortait du magnétophone était étrangement désincarnée – doublement désincarnée, car le corps dont c'était la voix était présent mais il apparaissait lui aussi étrangement désincarné derrière les panneaux de verre épais qui l'entouraient. Ni l'accusé ni la défense ne nièrent ce que disait la voix sur la bande. Le Dr Servatius n'éleva aucune objection, il déclara seulement que

« plus tard, quand la défense prendrait la parole », lui aussi soumettrait au tribunal certaines dépositions apportées par l'accusé à la police ; il ne le fit jamais. On sentait que la défense aurait pu se lever tout de suite, car les inculpations dont l'accusé faisait l'objet lors de ce « procès historique » semblaient complètes, et le réquisitoire de l'accusation était fait d'avance. Dans cette affaire, les faits, les actes d'Eichmann ne furent jamais contestés – quoique l'accusation souhaitât qu'il en eût commis d'autres – les faits avaient été établis longtemps avant le début du procès, et il les avait reconnus mille et une fois. Il y avait largement de quoi le pendre, ainsi qu'il lui arriva de le remarquer. (« N'avez-vous pas assez de preuves ? », répondit-il à l'officier de police qui cherchait à lui attribuer des pouvoirs qu'il n'avait jamais eus.) Mais puisqu'il s'était occupé de transport et non de meurtre, restait la question de savoir si, formellement, juridiquement, il s'était au moins rendu compte de ce qu'il faisait ; et il fallait savoir en plus s'il avait été à même de juger de l'énormité de ses actes – si, étant déclaré sain d'esprit, il était responsable au sens juridique du terme. La réponse à ces deux questions était affirmative : il avait vu les endroits vers lesquels les convois étaient dirigés, et il avait été profondément choqué. Les juges, et surtout celui qui présidait le tribunal, lui posèrent, encore et encore, une dernière question, la plus troublante de toutes : le meurtre des Juifs était-il allé à l'encontre de sa conscience ? Mais c'était là une question d'ordre moral, et la réponse n'était peut-être pas valable sur le plan juridique.

Mais si les faits de cette affaire étaient désormais établis, deux autres questions proprement juridiques vinrent à se poser. Premièrement, pouvait-il être exonéré de responsabilité criminelle, car il avait agi « pour parer au danger de sa propre mort immédiate », aux termes du paragraphe 10 de la loi en vertu de laquelle il comparaisait en justice ? Et deuxièmement, pouvait-il plaider les circonstances atténuantes énumérées dans le paragraphe 11 de cette même loi : avait-il fait « de son

mieux pour atténuer la gravité des conséquences de son crime » ? ou « pour éviter des conséquences plus graves encore que celles qui résultèrent de ses actes » ? Il est évident que les paragraphes 10 et 11 de la loi de 1950 sur les nazis et les collaborateurs des nazis avaient été rédigés en pensant aux « collaborateurs » juifs. Des *Sonderkommando* (unités spéciales), composés de Juifs, avaient été employés partout dans la mise en œuvre du processus de tuerie, ils avaient commis des actes criminels « afin de parer au danger de leur mort immédiate » ; et les Conseils juifs et les Conseils des Anciens avaient coopéré parce qu'ils croyaient pouvoir ainsi « éviter des conséquences plus graves encore que celles qui résultèrent de leurs actes ». Dans le cas d'Eichmann, son propre témoignage fournit la réponse à ces deux questions et elle était nettement négative. Il est vrai qu'il déclara un jour que le suicide eût été la seule alternative, mais c'était là un mensonge, car nous savons qu'il était extrêmement facile, pour les membres des bataillons de la mort, de rendre leur tablier sans s'attirer d'ennuis graves ; mais il n'insista pas là-dessus, il n'entendait pas qu'on prît sa déclaration à la lettre. Dans les documents de Nuremberg, « on ne trouve pas trace d'un seul cas où un SS aurait été condamné à mort parce qu'il aurait refusé de participer à une exécution » [Herbert Jäger, « Betrachtungen zum Eichmann-Prozess », dans *Kriminologie und Strafrechtsreform*, 1962]. Et pendant le procès lui – même, von dem Bach-Zelewski, qui témoignait pour la défense, déclara : « Il était possible d'éviter d'accomplir une mission en déposant une demande de transfert. Il est vrai qu'on pouvait éventuellement s'attendre à des mesures disciplinaires. Mais il n'y avait jamais danger de mort. » Eichmann savait très bien qu'il n'était pas du tout dans la classique « situation délicate » du soldat qui « est passible d'être fusillé par une cour martiale s'il désobéit aux ordres, et d'être pendu par un juge et un jury s'il leur obéit », comme dit Dicey dans son célèbre *Law of the Constitution* – pour la simple raison qu'il était membre de la SS et n'aurait jamais pu comparaître devant une cour martiale, mais seulement devant un tribunal de police et de SS.

Dans sa dernière déclaration au tribunal, Eichmann reconnut qu'il aurait pu, sous un prétexte quelconque, faire marche arrière et que d'autres l'avaient fait. Il avait toujours trouvé un tel geste « inadmissible » et même aujourd'hui, il ne pensait pas que ce fût « admirable » ; cela n'aurait rien voulu dire de plus que passer d'un emploi bien rémunéré à un autre. La notion, développée après la guerre, de désobéissance ouverte, était un conte de fées : « Une telle conduite était impossible étant donné les circonstances. Personne n'a agi ainsi. » C'était « impensable ». Si on l'avait fait commandant d'un camp de la mort, comme son bon ami Hôss, il aurait dû se suicider puisqu'il était incapable de tuer. (Hôss, incidemment, avait commis un meurtre dans sa jeunesse. Il avait assassiné un certain Walter Kadow, l'homme qui avait trahi Léo Schlageter – un nationaliste terroriste de Rhénanie dont, par la suite, les nazis firent un héros – en le livrant aux autorités françaises d'occupation et un tribunal allemand l'avait condamné à cinq ans de prison. À Auschwitz, bien sûr, Hôss n'avait pas à tuer.) Mais il est bien improbable qu'on eût proposé ce genre de travail à Eichmann, dans la mesure où ceux qui donnaient les ordres « savaient fort bien qu'il ne faut pas pousser les gens au-delà de certaines limites ». Non, il n'avait pas été en « danger de mort immédiate » et comme il affirmait fièrement qu'il avait toujours « fait son devoir », obéi à tous les ordres ainsi que l'exigeait son serment, il est certain qu'il avait toujours fait de son mieux pour aggraver « les conséquences du crime » au lieu de les atténuer. La seule « circonstance atténuante » qu'il invoqua fut d'avoir essayé « d'éviter autant que possible les souffrances inutiles » dans l'accomplissement de son travail. La requête n'était pas valable : indépendamment de la question de savoir si c'était vrai, et, quand bien même cela aurait été vrai, indépendamment du fait que l'argument était bien insuffisant pour valoir comme « circonstance atténuante » dans ce cas particulier, « éviter les souffrances inutiles » faisait partie des directives ordinaires qu'il recevait.

Ainsi, quand la cour eut écouté le magnétophone, la peine de mort était prévue d'avance même sur le plan juridique. Il restait la possibilité que le châtimement fût atténué pour des actes commis sur ordre supérieur – ce que prévoyait aussi le paragraphe 11 de la loi israélienne, mais cette possibilité était plus que minime vu l'énormité du crime. (Il faut rappeler que l'avocat de la défense n'a pas plaidé les ordres supérieurs, mais les « actes d'État » et a fondé là-dessus sa demande d'acquiescement. Le Dr Servatius avait déjà essayé sans succès une telle stratégie, à Nuremberg, où il défendit Fritz Sauckel, plénipotentiaire des allocations de travail dans le « Conseil du plan de quatre ans » de Goering et qui, responsable de l'extermination de dizaines de milliers de travailleurs juifs en Pologne, fut dûment pendu en 1946. Les « actes d'État » pour lesquels la jurisprudence allemande a trouvé le nom encore plus révélateur de *gerichtsfreie* ou *justizlose Hoheitsakte*, reposent sur l'« exercice d'un pouvoir souverain » [E.C.S. Wade dans *British YearBook for International Law*, 1934] et ne tombent donc pas sous le coup de la loi, alors que les directives et les ordres, quels qu'ils soient, restent, en théorie du moins, sous contrôle judiciaire. Si les actes d'Eichmann avaient été des actes d'État, aucun de ses supérieurs n'aurait pu être jugé par un tribunal, et encore moins Hitler, la tête de l'État. Là théorie des « actes d'État » cadrerait si bien avec la philosophie générale du Dr Servatius qu'il n'était peut – être pas surprenant qu'il la mît une fois de plus à l'essai ; ce qui était surprenant, c'était qu'il n'ait pas pensé à recourir à l'argument des ordres supérieurs qui auraient pu servir de circonstances atténuantes après la lecture du jugement et avant celle de la sentence.) À ce point, on avait peut-être des raisons de se réjouir de ce que ce procès ne fût pas un procès ordinaire dans lequel on aurait dû rejeter certaines déclarations sous prétexte qu'elles étaient négligeables et sans rapport avec les débats. Car les choses n'étaient manifestement pas aussi simples que les législateurs l'avaient pensé. Si la question de savoir combien de temps il faut à une personne ordinaire pour vaincre sa répugnance

innée au crime, et ce qui lui arrive exactement une fois qu'elle a atteint ce stade, avait une pertinence minime du point de vue juridique, elle avait, en revanche, un grand intérêt politique. À une telle question, le cas Adolf Eichmann a donné une réponse on ne peut plus claire et précise.

En septembre 1941, peu après ses premières visites officielles aux centres de mise à mort de l'Est, Eichmann organisa ses premières déportations de masse, au départ d'Allemagne et du Protectorat, conformément à un « souhait » de Hitler qui avait demandé à Himmler de rendre le Reich *judenrein* dans les plus brefs délais. Le premier convoi comptait vingt mille Juifs originaires de Rhénanie et cinq mille Tsiganes. Ce premier convoi fut l'occasion d'un étrange incident. Eichmann, qui ne prenait jamais de décision tout seul, qui faisait toujours très attention à être « couvert » par des ordres, qui répugnait même à faire des suggestions et exigeait toujours des « directives » – ce qui fut confirmé par le témoignage spontané de presque tous ceux qui avaient travaillé avec lui, cette fois-ci, « pour la première et la dernière fois », prit une initiative qui allait à l'encontre des ordres reçus : au lieu de diriger ces gens vers le territoire russe, à Riga ou à Minsk, où ils auraient été fusillés immédiatement par les *Einsatzgruppen*, il dirigea le transport vers le ghetto de Łódź, où il savait qu'aucune mesure d'extermination n'avait encore été prévue – seulement parce que le responsable du ghetto, un certain *Regierungspräsident* ¹⁵³¹ Uebelhôr, avait trouvé moyen de tirer profit de « ses » Juifs. (En fait, Łódź fut le premier ghetto créé et le dernier à être liquidé ; ceux des détenus qui n'avaient pas succombé à la maladie ou à la famine survécurent jusqu'à l'été 1944.) Cette décision valut à Eichmann de gros ennuis. Le ghetto était surpeuplé, M. Uebelhôr n'était pas d'humeur à recevoir des nouveaux venus, et il n'était pas en mesure de les admettre. Il était suffisamment en colère pour aller se plaindre auprès de Himmler, qu'Eichmann l'avait trompé, lui et ses hommes, en lui jouant « des tours pendables qu'il avait appris chez les

Tsiganes ». Mais Himmler, tout comme Heydrich, protégea Eichmann, on lui pardonna, et l'incident fut bientôt oublié.

Oublié en premier lieu par Eichmann lui-même, qui n'en parla jamais au cours de l'interrogatoire de police, ni dans ses différents 'Mémoires. Quand il fut interrogé à la barre des témoins par son avocat qui lui montrait les documents, il souligna qu'il avait eu un « choix » : « Ce jour-là, pour la première et la dernière fois, j'avais un choix [...]. L'un était Łódź [...]. S'il y a des difficultés à Łódź, il allait falloir envoyer ces gens dans l'Est. Ayant assisté aux préparatifs, j'étais déterminé à faire l'impossible, par tous les moyens à ma disposition, pour envoyer ces gens à Łódź. » De cet incident, l'avocat de la défense voulut conclure qu'Eichmann avait sauvé des Juifs chaque fois qu'il avait pu – ce qui était de toute évidence faux. Le procureur, qui procéda un peu plus tard au contre-interrogatoire de l'accusé à propos de ce même incident, souhaitait établir qu'Eichmann décidait lui-même de la destination finale de tous les convois et qu'il décidait donc si tel ou tel transport était voué à l'extermination – ce qui était aussi faux. Mais l'explication d'Eichmann, selon laquelle il n'avait pas désobéi à un ordre, mais simplement profité d'un « choix » qui s'offrait, n'était, en fin de compte pas plus vraie, car il y avait eu des difficultés à Łódź, et il le savait très bien, de sorte que son ordre disait en toutes lettres : Destination finale – Minsk ou Riga. Bien qu'Eichmann ait tout oublié d'un tel incident, ce fut pourtant la seule occasion où il tenta effectivement de sauver des Juifs. Mais trois semaines plus tard, lors d'une réunion à Prague convoquée par Heydrich, Eichmann déclara que « les camps dans lesquels on détenait des communistes [russes] [une catégorie devant être liquidée sur-le-champ par les *Einsatzgruppen*] pouvaient aussi inclure des Juifs » et qu'il était « parvenu à un accord » à ce sujet avec les commandants locaux ; on discuta aussi des difficultés rencontrées à Łódź et on résolut finalement d'envoyer cinquante mille Juifs originaires du Reich (qui incluait alors l'Autriche, la Bohême et la Moravie) dans les

centres de Riga et Minsk où opéraient les *Einsatzgruppen*. De sorte que nous sommes peut-être en mesure de répondre à la question du juge Landau – question qui primait toutes les autres dans l'esprit de presque tous ceux qui suivirent le procès : l'accusé possédait-il une conscience ? Oui, il avait une conscience, et sa conscience, qui avait fonctionné normalement pendant quatre semaines environ, s'était mise à fonctionner à l'envers.

Même pendant les semaines où sa conscience fonctionnait normalement, elle opérait à l'intérieur de limites assez bizarres. Il ne faut pas oublier que cela faisait des semaines et des mois qu'Eichmann était au courant des activités meurtrières des *Einsatzgruppen* dans l'Est, lorsqu'il prit connaissance des ordres du Führer ; il savait que juste derrière les premières lignes on fusillait en masse tous les fonctionnaires russes (« communistes »), tous les Polonais exerçant des professions libérales et tous les Juifs indigènes. De plus, en juillet de la même année, quelques semaines avant que Heydrich ne le convoquât, il avait reçu une note d'un SS affecté au Warthegau, l'informant que « cet hiver, on ne pourra plus nourrir les Juifs » et soumettant à son attention la proposition selon laquelle « la solution la plus humaine serait de tuer les Juifs inaptes au travail par quelque moyen plus rapide. De toute manière, cela serait plus agréable que de les laisser mourir de faim. » L'auteur de la note joignait une lettre adressée au « cher camarade Eichmann » dans laquelle il reconnaissait que « ces mesures peuvent quelquefois paraître invraisemblables, mais elles sont tout à fait réalisables ». Cet aveu montre que l'auteur ignorait encore l'ordre bien plus « invraisemblable » du Führer, mais la lettre montre aussi à quel point l'idée était déjà dans l'air. Eichmann ne fit jamais allusion à cette lettre et il est probable qu'elle ne l'avait pas choqué le moins du monde. Car il était question seulement de Juifs *indigènes* et non de Juifs du Reich ou des autres pays occidentaux. Sa conscience était révoltée non par l'idée de meurtre mais par l'idée du meurtre de Juifs

allemands. (« Je n'ai jamais nié avoir su que les *Einsatzgruppen* avaient ordre de tuer, mais je ne savais pas que des Juifs du Reich évacués vers l'Est subissaient le même traitement. Ça, je ne le savais pas. ») Il en était de même pour la conscience d'un certain Wilhelm Kube, un vétéran du parti et *Generalkommissar* dans les territoires occupés de Russie, qui fut indigné que des Juifs allemands porteurs de la croix de fer arrivassent à Minsk pour y subir un « traitement spécial ». Dans la mesure où Kube s'exprimait mieux qu'Eichmann, son discours peut nous donner une idée de ce qui se passait dans la tête d'Eichmann à l'époque où sa conscience le harcelait : « Certes, je suis un dur et je suis prêt à aider à résoudre la question juive, écrivait Kube à son supérieur en décembre 1941, mais des gens qui viennent de notre milieu culturel sont certainement autre chose que des hordes indigènes bestiales. » Cette espèce de conscience, qui, si jamais elle se rebellait, se rebellait à l'idée de tuer des personnes « appartenant à notre milieu culturel », a survécu au régime hitlérien ; le refus délibéré de s'informer, qui a cours aujourd'hui en Allemagne, produit la conviction que « seuls » les *Ostjuden*, les Juifs d'Europe orientale, auraient été massacrés.

Mais ce mode de pensée, qui fait une différence entre le meurtre de gens « primitifs » et de gens « cultivés », n'est pas le monopole du peuple allemand. Harry Mulisch raconte qu'en écoutant le témoignage du professeur Salo W. Baron sur les réalisations culturelles et spirituelles du peuple juif, ces questions lui vinrent soudain à l'esprit : « La mort des Juifs aurait-elle été un moindre mal s'ils avaient été un peuple sans culture, comme, par exemple, les Tsiganes qui ont été exterminés eux aussi ? Eichmann est-il jugé pour avoir détruit des êtres humains ou pour avoir anéanti une culture ? L'assassin d'êtres humains est-il plus coupable lorsqu'il détruit en même temps une culture ? » Et quand il posa ces questions à l'avocat général, cela donna : « Il [Hausner] pense que oui, moi je pense que non. » Un film récent, *Docteur Folamour*, montre

que nous ne pouvons pas nous permettre d'éluder ce sujet, d'enterrer la question gênante en même temps que le passé. Un amoureux fou de la bombe – représenté, il est vrai, comme un nazi – propose de sélectionner, pour les préserver du désastre à venir, une centaine de milliers de personnes qui devraient survivre dans des abris souterrains. Et qui sont les heureux survivants ? Ceux qui ont le QI le plus élevé !

Ce problème de conscience, si embarrassant à Jérusalem, le régime nazi ne l'avait pas du tout ignoré. Bien au contraire. Si l'on considère le fait que ceux qui participèrent au complot contre Hitler en juillet 1944, ne mentionnèrent que très rarement les massacres systématiques à l'Est dans leur correspondance ou dans les déclarations préparées pour le cas où l'attentat contre Hitler réussirait, on est tenté de conclure que les nazis ont beaucoup surestimé l'importance pratique du problème. Nous pouvons ici mettre de côté les premiers temps de l'opposition allemande à Hitler, quand elle était encore anti-fasciste et l'affaire exclusive de la gauche qui, par principe, n'accordait aucune signification aux problèmes moraux et encore moins à la persécution des Juifs – une pure « diversion » destinée à faire oublier la lutte des classes qui, aux yeux de la gauche, dominait toute la scène politique. D'ailleurs cette opposition avait pour ainsi dire disparu à l'époque en question – éliminée par l'horrible terreur des troupes SA dans les camps de concentration et les caves de la Gestapo, déstabilisée par le plein-emploi rendu possible grâce au réarmement, démoralisée par la tactique du parti communiste qui consistait à rejoindre les rangs du parti hitlérien afin de s'y installer tel un « cheval de Troie ». Ce qui, au début de la guerre, subsistait encore de cette opposition – des responsables syndicalistes, des intellectuels de la « gauche sans patrie » qui ne savaient pas, et ne pouvaient pas savoir si oui ou non ils disposaient d'un soutien – n'acquiesçait d'importance qu'à cause du complot qui aboutit finalement au 20 juillet. (Bien entendu, il est totalement irrecevable de mesurer la force de la résistance allemande au nombre de ceux

qui passèrent par les camps de concentration. Avant le déclenchement de la guerre, il y avait dans les camps des détenus de toutes les catégories, dont certaines, nombreuses, n'avaient rien à voir avec la résistance ; il y avait ceux qui étaient tout à fait « innocents », comme les Juifs ; les « asociaux », comme les criminels endurcis et les homosexuels ; les nazis qu'on estimait coupables de quelque chose, etc. Pendant la guerre, les camps furent peuplés de résistants provenant de toute l'Europe occupée.)

La plupart des conjurés de Juillet étaient en réalité d'anciens nazis, ou du moins ils avaient occupé des postes importants dans le III^e Reich. Ce ne fut pas la question juive qui déclencha leur opposition, mais le fait que Hitler se préparait à faire la guerre, et leurs interminables conflits, leurs crises de conscience tournaient presque exclusivement autour du problème de la haute trahison et du viol de leur serment de fidélité à Hitler. De plus, ils étaient pris dans un dilemme effectivement insoluble : à l'époque où Hitler ne remportait que des succès, ils estimaient qu'ils ne pouvaient rien faire parce que les gens ne comprendraient pas et dans les années des défaites allemandes ils ne craignaient rien tant qu'une autre légende du type « coup de poignard dans le dos ». Leur principale préoccupation, jusqu'à la fin, était la suivante : comment prévenir le chaos et le danger d'une guerre civile ? Et la solution était que les Alliés soient « raisonnables » et qu'ils accordent un « moratoire » jusqu'à ce que l'ordre soit rétabli – et, en même temps, bien sûr, la capacité de résistance de l'armée allemande. Ils possédaient les renseignements les plus précis sur ce qui se passait à l'Est, mais il est probable qu'aucun d'entre eux n'aurait osé penser que la rébellion ouverte et la guerre civile seraient, étant donné les circonstances, ce qui pourrait arriver de mieux à l'Allemagne. La résistance active en Allemagne vint surtout de la droite, mais si l'on considère la conduite passée des sociaux-démocrates allemands, il est permis de penser que la situation aurait été la même, ou à peu

près, si la gauche avait joué un rôle plus important dans la conspiration. De toute façon, la question ne se pose pas, car il n'y eut aucune « résistance socialiste organisée » en Allemagne pendant la guerre, comme le dit très justement l'historien allemand Gerhard Ritter.

En fait, la situation était aussi simple que désespérée : l'immense majorité du peuple allemand croyait en Hitler – même après l'attaque de la Russie et la guerre redoutée sur deux fronts, même après l'entrée en guerre des États-Unis, même après Stalingrad, après la défection de l'Italie et les débarquements en France. Contre cette majorité solide, se détachait un nombre indéterminé d'individus isolés mais parfaitement conscients de la catastrophe nationale et morale ; parfois ils se connaissaient et se faisaient confiance, certains entretenaient des relations amicales et échangeaient des idées, mais ils n'avaient pas de pro – jets ni d'intentions de révolte. Il y avait enfin le groupe de ceux qui, plus tard, devinrent les conspirateurs, mais ils n'avaient jamais su se mettre d'accord sur quoi que ce fût, pas même sur la conspiration. Ils étaient dirigés par Cari Friedrich Goerdeler, ancien maire de Leipzig qui pendant trois ans avait été contrôleur des prix sous les nazis, mais avait démissionné assez tôt – en 1936. Il préconisait une monarchie constitutionnelle et Wilhelm Leuschner, un représentant de la gauche, ancien leader syndicaliste et socialiste, l'assurait du « soutien des masses » ; dans le cercle de Kreisau, sous l'influence de Helmuth von Moltke, on se plaignait de temps en temps que la loi était « maintenant foulée aux pieds », mais la préoccupation principale de ce cercle était la réconciliation des deux Églises chrétiennes et leur « mission sacrée dans l'État laïque », ainsi qu'un engagement déclaré pour le fédéralisme. (Sur la faillite politique de la résistance dans son ensemble depuis 1933, cf. une étude impartiale et bien documentée, la thèse de doctorat de George K. Romoser, à paraître [1958].)

À mesure que la guerre avançait et que la défaite devenait prévisible, les divergences politiques auraient dû moins compter et l'action politique devenir plus urgente, mais là aussi il semble que Gerhard Ritter ait raison : « Sans la détermination du [comte Klaus von] Stauffenberg, le mouvement de résistance se serait enlisé dans une inactivité plus ou moins impuissante. » Ces hommes étaient unis par leur opinion sur Hitler qu'ils voyaient comme un « escroc », un « dilettante » qui « a sacrifié des armées entières contre l'avis de ses experts », un « fou » et un « démon », l'« incarnation de tout le mal », ce qui, dans le contexte allemand, signifiait à la fois plus et moins que ce qu'ils disaient lorsqu'ils le traitaient parfois de « criminel et d'imbécile ». Mais afficher de telles opinions sur Hitler à cette époque tardive « n'empêchait pas du tout qu'on soit membre de la SS ou du parti, ou qu'on ait un poste au gouvernement » (Fritz Hesse). N'étaient donc pas exclus du cercle des conspirateurs de nombreux hommes qui avaient été eux-mêmes profondément impliqués dans les crimes du régime – le comte Helldorf, par exemple, alors commissaire de police de Berlin, serait devenu chef de la police allemande si le *coup d'État* avait réussi (d'après la liste des ministres potentiels établie par Goerdeler) ; ou Arthur Nebe, du RSHA, ancien commandant de l'une des « unités mobiles de tuerie » de l'Est ! En été 1943, alors que le programme d'extermination dirigé par Himmler était à son apogée, Goerdeler considérait Goebbels et Himmler comme des alliés potentiels puisque « ces deux hommes se sont rendus à l'évidence qu'avec Hitler ils sont perdus ». (Himmler – contrairement à Goebbels – devint en effet un « allié potentiel » et fut complètement tenu au courant de leurs plans ; il n'a agi contre les conjurés qu'après leur échec). Je cite le brouillon d'une lettre de Goerdeler adressée au *Feldmarschall* von Kluge ; mais on ne peut expliquer ces étranges alliances par les « considérations tactiques » qui s'imposaient vis-à-vis du Haut Commandement de l'armée, car, selon Ritter, ce furent, au contraire, Kluge et Rommel qui donnèrent « les ordres spéciaux de liquider ces deux monstres »

(Himmler et Goering) – si l'on met de côté le fait que Ritter, le biographe de Goerdeler, souligne que la lettre précitée « est l'expression la plus passionnée de sa haine contre le régime hitlérien ».

Certes, aussi tardive qu'ait été leur opposition à Hitler, ces hommes la payèrent de leur vie et endurèrent une mort absolument horrible ; un grand nombre d'entre eux fit preuve d'un courage admirable, mais il n'était pas inspiré par une indignation morale ou par ce qu'ils savaient des souffrances infligées à d'autres hommes ; ils étaient motivés presque exclusivement par la conviction que l'Allemagne serait bientôt vaincue et ruinée. Il ne s'agit pas de nier que certains d'entre eux, comme le comte York von Wartenburg, auraient pu, au départ, être gagnés à l'opposition politique, du fait de « l'agitation révoltante contre les Juifs en novembre 1938 » (Ritter). Mais c'était le mois où l'on mit le feu aux synagogues et où toute la population était paralysée par la peur : des maisons de Dieu avaient été incendiées, et les croyants, comme les superstitieux, craignaient la vengeance de Dieu. Certes, le corps des officiers supérieurs fut perturbé quand l'ordre qu'on a appelé le *commissar order* ^{1531a} fut donné par Hitler, en mai 1941, et ils apprirent qu'au cours de la prochaine campagne contre la Russie tous les cadres soviétiques et naturellement tous les Juifs devaient être purement et simplement massacrés. Dans ces milieux, on était un peu inquiet du fait que, comme le dit Goerdeler, « l'on employait dans les régions occupées et contre les Juifs des techniques de liquidation d'êtres humains et de persécution religieuse [...] qui pèseront à jamais sur notre histoire ». Mais il ne leur vint jamais à l'esprit, semble-t-il, que cela signifiait quelque chose de plus et de plus terrible que la crainte que « notre position [de négociateurs d'un traité de paix avec les Alliés] allait être extrêmement délicate », que c'était « une tache sur l'honneur de l'Allemagne » et que cela minait le moral de l'armée. « Mais qu'ont-ils fait de la glorieuse armée des guerres de libération [contre Napoléon en 1814] et de

Guillaume I^{er} [dans la guerre de 1870 entre la France et la Prusse] ? » s'écria Goerdeler après avoir écouté le rapport d'un SS qui « déclarait avec nonchalance que ce n'était pas précisément joli d'arroser à la mitrailleuse des fossés bourrés de milliers de Juifs pour ensuite jeter de la terre sur les corps encore animés de mouvements convulsifs ». Il ne leur vint pas non plus à l'esprit que ces atrocités pouvaient avoir quelque rapport avec la demande formulée par les Alliés d'une capitulation sans condition, demande qu'ils se sentaient libres de critiquer comme étant « nationaliste », « déraisonnable » et inspirée par une haine aveugle. En 1943, alors que l'éventualité de la défaite de l'Allemagne était une quasi-certitude, et même encore plus tard, ils croyaient toujours être en droit de négocier « à égalité » avec leurs ennemis pour une « paix juste », alors qu'ils ne savaient que trop bien quelle guerre injuste Hitler avait déclenchée sans provocation de quiconque. Leurs critères d'une « paix juste » étaient encore plus surprenants. Goerdeler les a maintes fois exposés dans d'innombrables notes : « le rétablissement des frontières allemandes de 1914 (ce qui signifiait l'annexion de l'Alsace-Lorraine), avec, en plus, l'Autriche et les Sudètes », ensuite, « une place prééminente pour l'Allemagne sur le continent » et éventuellement la récupération du Tyrol méridional !

Nous savons aussi, d'après les déclarations qu'ils avaient préparées, comment ils entendaient s'expliquer avec le peuple. Il y a, par exemple, le brouillon d'une proclamation à l'armée que devait faire le général Ludwig Beck qui devait devenir chef de l'État, dans lequel il ne cesse de parler de « l'obstination », de « l'incompétence et du manque de modération » du régime hitlérien, de « son arrogance et de sa vanité ». Mais le point décisif, « l'acte le plus malhonnête » du régime, était que les nazis voulaient « tenir les chefs des forces armées pour responsables » de la calamité de la défaite future ; à quoi Beck ajoutait que des crimes avaient été commis « qui sont une tache sur l'honneur de la nation allemande et souillent la bonne

réputation dont elle avait joui dans le monde entier ». Et quelle aurait été l'étape suivante une fois Hitler liquidé ? L'armée allemande aurait continué à se battre « jusqu'à ce qu'une issue honorable à la guerre soit assurée » – ce qui signifiait l'annexion de l'Alsace-Lorraine, de l'Autriche et des Sudètes. L'on a donc quelque raison de souscrire au jugement amer que portait sur ces hommes le romancier allemand Friedrich P. Reck-Malleczewen, assassiné dans un camp de concentration à la veille de la défaite et qui ne fut pas mêlé à la conspiration contre Hitler. Après avoir appris que la tentative d'assassinat de Hitler avait échoué, ce qu'il regretta évidemment, il écrivit, dans son « Journal d'un désespéré » [*Tagebuch eines JSerziveifelten*, 1947] resté presque totalement inconnu : « C'est un peu tard, Messieurs. Vous qui avez fait ce destructeur par excellence de l'Allemagne et lui avez couru après tant que tout paraissait aller bien ; vous qui [...] avez prêté sans hésitation tous les serments qu'on exigeait de vous et vous êtes réduits vous-mêmes au statut de laquais méprisables d'un criminel coupable de l'assassinat de centaines de milliers d'êtres humains et sur qui pèsent les lamentations et la malédiction de la terre entière ; voilà que vous l'avez trahi [...]. Maintenant que la banqueroute apparaît au grand jour, ils trahissent la maison en faillite pour se donner un alibi politique – les mêmes qui ont trahi tout ce qui pouvait faire obstacle à leur soif de puissance. »

Il n'est pas prouvé, et il n'est pas probable, qu'Eichmann ait jamais eu des contacts personnels avec les hommes du 20 juillet, et nous savons que même en Argentine il les considérait encore tous comme des traîtres et des scélérats. Mais s'il avait eu un jour l'occasion de se familiariser avec les idées « originales » de Goerdeler sur la question juive, il aurait pu découvrir qu'ils avaient des points communs. Certes, Goerdeler proposait d'« indemniser les Juifs allemands qui avaient subi des pertes ou été maltraités » – ce, en 1942, en un temps où il ne s'agissait pas que des Juifs *allemands*, et où ceux-ci étaient non

seulement maltraités et volés, mais *gazés* ; mais outre ces considérations techniques, il avait une idée plus constructive, à savoir une « solution permanente » selon laquelle on « délivrerait [tous les Juifs d'Europe] de leur inconfortable position de » nation invitée « plus ou moins indésirable en Europe ». (Dans le jargon d'Eichmann, on appelait cela leur mettre « un peu de terre ferme sous les pieds ».) À cette fin, Goerdeler réclamait « un État indépendant dans un pays colonial » – au Canada ou en Amérique du Sud – une sorte de Madagascar dont il avait certainement entendu parler. Il faisait quand même quelques concessions ; les Juifs ne seraient pas tous expulsés. Dans le droit fil du régime nazi à ses débuts, avec ses catégories de privilégiés alors courantes, il était prêt à « ne pas refuser la nationalité allemande aux Juifs pouvant prouver qu'ils avaient fait pour l'Allemagne un sacrifice d'ordre militaire, ou qu'ils appartenaient à des familles aux traditions établies depuis longtemps ». Eh bien, quel que soit le sens qu'avait la « solution permanente de la question juive » de Goerdeler, cela n'était pas précisément « original » – selon le terme employé, même en 1954, par le professeur Ritter, plein d'admiration pour son héros – et Goerdeler aurait pu trouver, pour cette partie de son programme, de nombreux « alliés potentiels » dans les rangs du parti et même des SS. Dans sa lettre précitée au *Feldmarschall* von Kluge, Goerdeler fit un jour appel à la « voix de la conscience » de von Kluge. Mais il entendait seulement par là que même un général devait comprendre que c'était « un crime patent que de continuer la guerre sans aucune chance de la gagner ». À partir d'une telle accumulation de preuves, comment ne pas conclure que la conscience comme telle s'était apparemment perdue en Allemagne, au point que les gens avaient pour ainsi dire oublié qu'elle existât, et n'avaient plus réalisé que le monde extérieur ne partageait pas l'étonnant « nouveau système de valeurs allemandes » ? Certes, ce n'est pas là toute la vérité. Car il y eut des individus en Allemagne qui, dès le début du régime, s'opposèrent à Hitler sans jamais vaciller ; nul ne sait combien

ils étaient – peut-être cent mille, peut-être beaucoup plus, peut-être beaucoup moins – car on n'entendit jamais leurs voix. On les trouvait partout, dans toutes les couches de la société, chez les gens simples comme chez les gens instruits, dans tous les partis, peut-être même dans les rangs du NSDAP. Très peu d'entre eux étaient connus du public, comme l'étaient Reck – Malleczewen, dont nous avons parlé, ou le philosophe Karl Jaspers. Certains étaient authentiquement et profondément croyants, comme cet artisan que je connais qui préféra renoncer à son existence indépendante en devenant simple ouvrier dans une usine, plutôt que de se résoudre à la « petite formalité » de l'inscription au parti nazi. Quelques-uns prenaient encore un serment au sérieux et ils préférèrent, par exemple, tirer un trait sur une carrière universitaire plutôt que de prêter serment à Hitler. Les ouvriers, à Berlin surtout, étaient un groupe plus important ainsi que des intellectuels socialistes qui tentaient d'aider les Juifs qu'ils connaissaient. Il y avait, enfin, ces deux petits paysans, dont *Der lautlose Aufstand* (1953) de Günther Weisenborn raconte l'histoire qui furent incorporés dans la SS vers la fin de la guerre et refusèrent de signer ; ils furent condamnés à mort, et, le jour de leur exécution, ils écrivirent une dernière lettre à leur famille : « Nous deux nous préférons mourir plutôt que de charger notre conscience de choses aussi terribles. Nous savons quels sont les ordres qu'exécutent les SS. » La position de ces gens qui, d'un point de vue pratique, ne faisaient rien, était très différente de celle des conspirateurs. Ils avaient gardé intacte la faculté de distinguer entre le bien et le mal et n'avaient jamais enduré de « crise de conscience ». Il a pu y en avoir parmi les résistants, mais il est certain qu'ils n'étaient pas plus nombreux dans les rangs des conspirateurs que dans le peuple pris dans son ensemble. Ils n'étaient ni des héros ni des saints et gardèrent un silence total. Cet élément muet et totalement isolé ne se manifesta publiquement qu'à une seule occasion, dans un geste unique et désespéré : ce fut quand les Scholl, frère et sœur, étudiants à l'université de Munich, influencés par leur

professeur Kurt Huber, distribuèrent les célèbres tracts où Hitler était enfin appelé par son nom – un « assassin de masse ».

Mais si l'on examine les documents et les déclarations préparés par les chefs de la soi-disant « autre Allemagne » qui aurait succédé à celle de Hitler si le complot du 20 juillet avait réussi, on ne peut qu'être stupéfait par l'ampleur du gouffre qui séparait même les conjurés du reste du monde. Comment expliquer autrement les illusions de Goerdeler lui-même, ou le fait que Himmler, mais aussi Ribbentrop, se soient pris à rêver dans les derniers mois de la guerre qu'ils pourraient jouer un rôle nouveau et magnifique de négociateurs avec les Alliés pour une Allemagne vaincue ? Certes, Ribbentrop était tout simplement stupide, mais Himmler, quoi qu'on puisse penser de lui par ailleurs, n'était pas un imbécile.

De tous les membres de la hiérarchie nazie, Himmler était le plus doué pour résoudre les problèmes de conscience. Il forgeait des slogans tels que le célèbre mot d'ordre des SS, repris d'un discours prononcé par Hitler devant les SS en 1931 : « Mon honneur est ma loyauté » – ce genre de phrases qui accrochent, Eichmann les qualifiait de « mots ailés », et les juges, de « bavardage creux ». Eichmann se rappelait que Himmler les sortait « en fin d'année », probablement avec les primes de Noël. Eichmann n'en retint qu'une seule qu'il répétait sans cesse : « Ce sont là des batailles que les générations futures n'auront plus à livrer », allusion aux « batailles » livrées contre des enfants, des femmes, des vieillards et autres « bouches inutiles ». Dans les discours que fît Himmler aux commandants des *Einsatzgruppen*, aux chefs suprêmes des SS et de la police, on trouve d'autres phrases chocs : « Nous avons tenu bon et, à quelques exceptions près, dues à la faiblesse humaine, nous sommes restés corrects : c'est ce qui nous a endurcis. C'est une page de gloire de notre histoire qui n'a jamais été écrite et ne doit jamais l'être. » Ou encore : « L'ordre de résoudre la question juive, c'était l'ordre le plus effrayant qu'une organisation pouvait recevoir. » Ou encore : « Nous savons que

ce que nous attendons de vous est “surhumain” : il vous faudra être surhumainement inhumain. » Le moins qu'on puisse dire, c'est que leurs attentes ne furent pas déçues. Mais il faut souligner que Himmler tenta très rarement de se justifier en termes idéologiques et, quand il le faisait, il l'oubliait très vite, semble-t-il. Ces hommes, devenus des assassins, retenaient seulement l'idée qu'ils étaient engagés dans quelque chose d'historique, de grandiose, d'unique (« une grande tâche qui arrive une fois en deux mille ans »), qui serait donc difficile à soutenir. C'était important, car les assassins n'étaient pas des tueurs ou des sadiques par nature ; au contraire, il y eut un effort systématique pour éliminer tous ceux qui tiraient un plaisir physique de leurs actes. On était allé chercher les troupes des *Einsatzgruppen* dans les *Waffen-SS*, une unité militaire qui n'avait pas plus de crimes à son actif que les unités ordinaires de l'armée allemande, et Heydrich avait choisi les commandants parmi les SS d'élite, titulaires de diplômes universitaires. Le problème était donc de faire taire moins la conscience que cette pitié animale que ressent un homme normal en présence de la souffrance physique. Himmler – qui semble avoir été lui-même fortement sujet à de telles affections instinctives – avait trouvé un truc très simple et sans doute très efficace ; il s'agissait de retourner, pour ainsi dire, ces instincts en les dirigeant vers soi. Ainsi, au lieu de dire : « Quelles horribles choses j'ai faites aux gens ! » les assassins devaient pouvoir dire : « À quelles horribles choses j'ai dû assister dans l'accomplissement de mon devoir, comme cette tâche a pesé lourd sur mes épaules ! »

La mémoire défaillante d'Eichmann, dès qu'il s'agissait des phrases ingénieuses de Himmler, peut indiquer l'existence d'autres moyens, plus efficaces encore, de résoudre le problème de la conscience. Au premier plan d'entre eux, comme Hitler l'avait justement prévu, il y avait le simple fait de la guerre. Eichmann insista à plusieurs reprises sur les « différentes attitudes personnelles » envers la mort à partir du moment où

« on voyait des morts partout » et où chacun devenait indifférent à sa propre mort : « Il nous était égal de mourir aujourd'hui ou seulement demain, et il y eut des moments où nous maudissions le matin qui nous trouvait encore en vie. » Ce qui fut particulièrement efficace dans cette atmosphère de mort violente, est le fait que la Solution finale, dans ses derniers stades, ne s'effectuait plus par fusillades, c'est-à-dire par la violence, mais dans les usines à gaz qui, du début jusqu'à la fin, étaient liées au « programme d'euthanasie » lancé par Hitler dès les premières semaines de la guerre et appliqué aux malades mentaux en Allemagne, jusqu'à l'invasion de la Russie. Ainsi le programme d'extermination, commencé en automne 1941, suivait deux voies totalement distinctes. L'une menait aux usines à gaz et l'autre aux *Einsatzgruppen* dont les opérations à l'arrière de l'armée, en Russie particulièrement, prenaient prétexte de la guerre de partisans, leurs victimes n'étant nullement exclusivement juives. En plus des vrais partisans, ils fusillaient les fonctionnaires russes, les Tsiganes, les asociaux, les aliénés et les Juifs. Les Juifs figuraient parmi les « ennemis potentiels », mais malheureusement les Juifs russes ne s'en aperçurent qu'au bout de plusieurs mois, lorsqu'il était trop tard pour prendre la fuite. (La vieille génération se souvenait de la Première Guerre mondiale, quand les soldats allemands avaient été accueillis comme des libérateurs ; et ni la jeune ni la vieille génération n'avaient entendu parler du « traitement infligé aux Juifs en Allemagne, ou même à Varsovie » ; ils étaient « remarquablement mal informés », comme les services d'espionnage allemand le rapportèrent de Biélorussie [Hilberg]. Plus remarquable encore fut l'arrivée, dans ces régions, de Juifs allemands qui gardaient l'illusion d'avoir été envoyés là comme « pionniers » du III^e Reich.) Ces unités mobiles de tuerie, qui étaient au nombre de quatre, et dont chacune avait la taille d'un bataillon, comptaient trois mille hommes en tout. Elles avaient besoin de l'étroite coopération des forces armées et elles l'obtinrent ; et, effectivement, leurs rapports étaient

généralement « excellents » et même, à l'occasion, « affectueux » (*herzlich*). L'attitude des généraux envers les Juifs était « étonnamment bonne » ; non seulement ils remettaient leurs Juifs entre les mains des *Einsatzgruppen*, ils leur prêtaient souvent leurs propres hommes, des soldats ordinaires, pour aider aux massacres. Selon Hilberg, le nombre de leurs victimes juives aurait atteint un million et demi, mais ces exécutions ne résultaient pas de l'ordre d'extermination du peuple juif tout entier donné par le Führer. Elles résultaient plutôt d'un ordre antérieur de Hitler, donné à Himmler en mars 1941, de préparer les SS et la police à « l'accomplissement de tâches spéciales en Russie ».

Donné plus tard, l'ordre d'exterminer tous les Juifs, et pas seulement les Juifs russes et polonais, remontait beaucoup plus loin. L'idée n'était pas née dans le RSHA ni dans les autres bureaux de Heydrich ou de Himmler, mais dans le bureau personnel de Hitler à la chancellerie. Cet ordre n'avait rien à voir avec la guerre et les nécessités d'ordre militaire n'ont jamais été invoquées comme prétexte. L'un des grands mérites du livre de Gerald Reitlinger, *The Final Solution*, est la preuve irréfutable qu'il apporte, documents à l'appui, que le programme d'extermination des usines à gaz de l'Est était issu du programme d'euthanasie préconisé par Hitler et il est regrettable que le procès Eichmann, si attentif à la « vérité historique », n'ait prêté aucune attention à ce lien factuel. Cela aurait pu apporter quelque éclairage sur la question longuement débattue de savoir si Eichmann, homme du RSHA, était impliqué dans des *Gasgeschichten*. Il est probable que non, même si un de ses hommes, Rolf Günther, avait pu s'y intéresser de lui-même. Globocnik, par exemple, qui installa les chambres à gaz dans la région de Lublin et à qui Eichmann rendit visite, ne s'adressait jamais à Himmler ni à aucune autre autorité de police ou des SS quand il avait besoin de personnel ; il écrivait à Viktor Brack, de la chancellerie du Führer, qui transmettait ensuite sa demande à Himmler.

Les premières chambres à gaz furent construites en 1939, en application d'un décret de Hitler du 1^{er} septembre de la même année, selon lequel « on doit accorder une mort miséricordieuse aux personnes incurables ». (C'est sans doute cette origine « médicale » du gazage qui inspira au Dr Servatius la stupéfiante conviction selon laquelle la mise à mort par le gaz devait être considérée comme « une affaire médicale ».) L'idée elle-même était bien plus ancienne. Dès 1935, Hitler avait déclaré à Gerhard Wagner, responsable de la Santé du Reich, que « si la guerre arrivait, il reprendrait et mettrait à exécution cette idée d'euthanasie, car c'était plus facile à faire en temps de guerre ». Le décret visant les malades mentaux fut aussitôt appliqué et, entre décembre 1939 et août 1941, environ cinquante mille Allemands furent exécutés au monoxyde de carbone, dans des institutions où les chambres de la mort étaient camouflées exactement comme elles le furent plus tard à Auschwitz – en salles de douches et en salles de bains. Mais ce programme fut un fiasco. Il était impossible de garder les gazages secrets vis-à-vis de la population allemande environnante ; il y eut des protestations de tous les côtés émanant de gens qui n'avaient sans doute pas encore atteint la compréhension « objective » de la nature de la médecine et du devoir du médecin. Les gazages à l'Est – ou pour parler comme les nazis « le moyen humain » de tuer « en accordant aux gens une mort miséricordieuse » – commencèrent quasiment le jour même où l'on cessa de gazer en Allemagne. Les hommes qu'on avait fait travailler au programme d'euthanasie en Allemagne étaient maintenant envoyés à l'Est pour construire les nouvelles installations destinées à exterminer des peuples entiers – c'est alors seulement que ces hommes qui venaient soit de la chancellerie de Hitler soit du département de la Santé du Reich furent placés sous l'autorité administrative de Himmler.

Des diverses « règles de langage » méticuleusement mises au point pour tromper et pour camoufler, nulle n'eut un effet plus décisif sur l'état d'esprit des tueurs que ce premier décret du

temps de guerre émis par Hitler, dans lequel on avait remplacé le mot « meurtre » par l'expression « accorder une mort miséricordieuse ». Lorsque l'officier de police demanda à Eichmann si l'ordre d'éviter « des souffrances inutiles » n'avait pas un côté ironique, puisque de toute façon ces gens étaient destinés à mourir, il ne comprit même pas la question, tellement la conviction était encore ancrée en lui que le péché impardonnable n'était pas de tuer des gens mais de leur infliger des souffrances inutiles. Au cours du procès, il montra des signes indubitables de sincère indignation quand des témoins évoquèrent les atrocités et les actes de cruauté commis par les SS – pourtant, le tribunal et le public dans son ensemble ne parvinrent pas à remarquer ces signes, parce que l'effort considérable qu'il faisait pour se dominer les conduisit à tort à le croire « insensible » et indifférent. Et l'accusation qui provoqua en lui une grande agitation ne fut jamais celle d'avoir envoyé à la mort des millions de personnes, mais seulement celle (écartée par le tribunal) que proféra un témoin, selon laquelle il aurait battu à mort un petit garçon juif. Certes, il avait aussi envoyé des gens dans le secteur des *Einsatzgruppen* qui fusillaient au lieu d'« accorder une mort miséricordieuse », mais il fut probablement soulagé lorsque, aux stades ultérieurs de l'opération, la fusillade se révéla superflue en raison des capacités sans cesse accrues des chambres à gaz. Il dut penser aussi qu'à la nouvelle méthode correspondait une amélioration décisive de l'attitude du gouvernement nazi à l'égard des Juifs, puisque, au début du programme de gazage, il avait expressément été établi que les bénéfices de l'euthanasie seraient réservés aux vrais Allemands. Alors que la guerre continuait, qu'une mort violente et horrible faisait rage partout – sur le front russe, dans les déserts d'Afrique, en Italie, sur les plages de France, dans les ruines des villes allemandes –, les centres de gazage d'Auschwitz et de Chelmno, de Majdanek et de Belzec, de Treblinka et de Sobibor, devaient réellement faire figure de « fondations charitables pour les soins hospitaliers », comme les appelaient les experts en mort miséricordieuse. De

plus, à partir de janvier 1942, on envoya à l'Est des équipes d'euthanasie qui « portaient secours aux blessés, dans la glace comme dans la neige » et bien que ces exécutions de soldats blessés aient été « ultra-secrètes » elles aussi, beaucoup étaient au courant, dont certainement les exécutants de la Solution finale.

On a souvent remarqué qu'on avait dû stopper le gazage des malades mentaux en Allemagne, à cause des protestations émanant de la population et de certains dignitaires ecclésiastiques courageux, mais que personne ne protesta quand le programme passa au gazage des Juifs, bien que certains des centres de mise à mort fussent situés dans ce qui était alors territoire allemand et environnés de populations allemandes. En fait, il y eut des protestations au début de la guerre ; indépendamment des effets de l'« éducation en matière d'euthanasie » l'attitude envers « une mort sans douleur par le gaz » évolua probablement au cours de la guerre. Ce genre de chose est difficile à prouver ; il n'y a pas de documents à l'appui, car toute l'entreprise était secrète et aucun des criminels de guerre n'en a jamais parlé, ni même les accusés au procès des médecins à Nuremberg, qui puisèrent pourtant dans la littérature internationale de nombreuses citations à ce sujet. Ils avaient peut-être oublié le climat de l'opinion publique dans laquelle ils avaient tué ; peut-être ne se sont-ils jamais souciés de la connaître, puisqu'ils estimaient – à tort – que leur attitude « objective et scientifique » était bien plus avancée que les opinions des gens ordinaires. Dans les journaux tenus pendant la guerre par des hommes dignes de confiance et parfaitement conscients du fait qu'ils étaient restés seuls à éprouver une quelconque indignation, on trouve cependant quelques histoires d'une valeur véritablement inestimable qui ont survécu à la débâcle morale de toute une nation.

Reck-Malleczewen, dont j'ai déjà parlé, raconte qu'au cours de l'été 1944 une responsable féminine nazie vint en Bavière parler aux paysans pour leur remonter le moral. Il semble

qu'elle n'ait pas perdu beaucoup de temps avec les « armes miraculeuses » et la victoire, elle envisageait la défaite avec franchise, chose dont aucun bon Allemand n'avait à s'inquiéter puisque *le Führer*, « dans sa grande bonté, avait prévu pour tout le peuple allemand une mort très douce, par le gaz, au cas où la guerre devrait mal finir ». Et l'auteur ajoute : « Oh ! non, je n'invente rien, cette charmante dame n'est pas un mirage, je l'ai vue de mes propres yeux : une femme au teint jaune, la quarantaine, avec des yeux fous [...]. Et qu'est-il arrivé ? Ces paysans bavarois font-ils au moins plongée dans le lac voisin pour rafraîchir un peu son enthousiasme pour la mort ? Ils n'ont rien fait de tout cela. Ils sont rentrés chez eux en hochant la tête. »

Mon autre histoire est encore plus à propos, car elle concerne quelqu'un qui n'est pas leader ni peut-être même membre du parti. Cela se passa à Königsberg, en Prusse-Orientale, une région d'Allemagne très différente, en janvier 1945 : quelques jours avant que les Russes détruisent cette ville, occupent ses ruines, et annexent toute la province. C'est le comte Hans von Lehndorff qui raconte l'histoire dans son *Ostpreussisches Tagebuch* (1961). Médecin, il était resté dans la ville pour soigner les soldats blessés qu'on ne pouvait évacuer ; il fut appelé dans un de ces énormes centres d'accueil pour les réfugiés de la campagne déjà occupée par l'armée russe. C'est là qu'il fut abordé par une femme qui lui montra une veine variqueuse qu'elle avait depuis des années, mais qu'elle voulait faire soigner maintenant, parce qu'elle avait le temps. « J'essaie de lui expliquer qu'elle ferait mieux de fuir Königsberg et de remettre le traitement à plus tard. Je lui demande où elle veut aller. Elle ne sait pas, mais elle sait que tout le monde retournera dans le Reich. Puis elle ajoute, à mon grand étonnement : *“Les Russes ne nous auront jamais. Le Führer ne le permettra pas. Il nous donnera plutôt le gaz.”* Je regarde autour de moi à la dérobée, mais personne ne semble trouver cette déclaration extraordinaire. » On a l'impression que cette

histoire, comme toutes les histoires vraies, est incomplète. Il aurait dû y avoir une autre voix, de préférence une voix de femme, qui, dans un profond soupir, aurait répondu : et maintenant tout ce bon gaz, qui coûte si cher, on l'a gaspillé pour des Juifs !

VII

LA CONFÉRENCE DE WANNSEE, OU PONCE PILATE

Jusqu'ici, j'ai fondé mon rapport sur la conscience d'Eichmann sur des preuves que lui-même avait oubliées. Selon sa propre version, le tournant décisif survint non pas quatre semaines mais quatre mois plus tard, en janvier 1942, au cours de la conférence des *Staatssekretäre* (sous-secrétaires d'État) comme disaient les nazis, ou conférence de Wannsee, comme on a coutume de l'appeler aujourd'hui, parce que c'est dans une maison de cette banlieue de Berlin que Heydrich avait invité ces messieurs. Comme son nom officiel l'indique, cette conférence était nécessaire parce que si l'on devait appliquer la Solution finale à toute l'Europe, il était clair qu'une acceptation tacite de la part de l'appareil d'État du Reich était insuffisante ; il fallait s'assurer la coopération active de tous les ministères et de l'ensemble de la fonction publique. Neuf ans après l'accession de Hitler au pouvoir, les ministres eux-mêmes étaient tous membres du parti depuis longtemps – ceux qui s'étaient contentés de « s'adapter », plutôt mollement, dans les premiers temps du régime, avaient été remplacés. Mais la plupart d'entre eux n'inspiraient pas une confiance totale, car ceux qui, tels Heydrich et Himmler, devaient leur carrière entièrement aux nazis étaient peu nombreux. ; et dans ce nombre, on avait toutes les chances de ne trouver que des hommes insignifiants, comme Joachim von Ribbentrop aux Affaires étrangères, ex-vendeur de champagne. Cependant, le problème était encore plus aigu pour les postes les plus élevés de la fonction publique qui venaient juste après les ministres, car ces hommes, colonne vertébrale de toute administration gouvernementale, étaient difficiles à remplacer et Hitler les

toléra, tout comme Adenauer devait tolérer ceux d'entre eux qui n'étaient pas irrévocablement compromis. Les sous-secrétaires, experts juridiques et autres employés des différents ministères n'étaient souvent quant à eux pas membres du parti du tout, et on comprend que Heydrich ait pu craindre de ne pas pouvoir s'assurer le concours actif de tels hommes dans les meurtres de masse. Aux dires d'Eichmann, Heydrich « s'attendait aux pires difficultés ». Eh bien, il ne pouvait se tromper davantage. Le but de la conférence était de coordonner tous les efforts afin de mettre en œuvre la Solution finale. On discuta d'abord de « problèmes juridiques complexes », tel le traitement à infliger aux demi-Juifs et aux quarts-de-Juifs – fallait-il les tuer ou seulement les stériliser ? Suivit une discussion, en toute franchise, des « différents types de solutions possibles du problème », autrement dit des différents moyens de tuer et, là encore, « l'accord entre les participants fut plus que parfait » ; la Solution finale fut accueillie avec « un enthousiasme extraordinaire » par tous ceux qui étaient présents, en particulier par le Dr Wilhelm Stuckart, sous-secrétaire du ministère de l'intérieur, connu pourtant pour ses hésitations et sa réticence à l'endroit des mesures « radicales » envisagées par le parti, et qui, à en croire le témoignage du Dr Hans Globke à Nuremberg, était un ardent défenseur de la Loi. Mais certaines difficultés surgirent. Le sous-secrétaire Josef Bühler, le n° 2 du *Generalgouvernement* de Pologne, était consterné par la perspective de nouvelles évacuations de Juifs en direction de l'Est, car cela signifiait encore plus de Juifs en Pologne et il proposa qu'on remette ces évacuations à plus tard et « qu'on commence la Solution finale dans le *Generalgouvernement* où il n'y avait pas de problèmes de transport ». Les messieurs des Affaires étrangères arrivèrent avec leur propre mémorandum qu'ils avaient soigneusement préparé et qui exprimait « les désirs et les idées du ministère des Affaires étrangères concernant la solution totale de la question juive en Europe », mémorandum auquel personne ne fit très attention. Comme Eichmann le remarqua à juste titre,

l'important était que les fonctionnaires appartenant aux services les plus divers ne se contentèrent pas d'exprimer leur opinion mais firent des propositions concrètes. La réunion ne dura qu'une heure ou une heure et demie, après laquelle on but l'apéritif et on passa au déjeuner – « une gentille petite réunion mondaine » destinée à renforcer les indispensables liens personnels. C'était un très grand jour pour Eichmann qui n'avait jamais frayed, sur le plan mondain, avec tant de « hautes personnalités » ; son rang, sa situation sociale étaient de beaucoup inférieurs à ceux des autres. C'est lui qui avait envoyé les invitations et préparé quelques statistiques (pleines d'incroyables erreurs) pour le petit discours introductif de Heydrich – il faudrait tuer onze millions de Juifs, vaste entreprise de grande ampleur – et il était chargé de rédiger ensuite le procès-verbal de la conférence. En somme, il tenait lieu de secrétaire de la réunion. C'est ainsi qu'il lui fut donné, après le départ des dignitaires, de s'asseoir au coin du feu auprès de son chef, Müller, et de Heydrich ; « et pour la première fois, je vis Heydrich boire et fumer ». Ils ne « parlèrent pas bou – tique, mais prirent quelque repos après de longues heures de travail », ils étaient très contents, surtout Heydrich, qui était fort gai.

Le jour de cette conférence fut inoubliable pour Eichmann, pour une autre raison encore. Bien qu'il ait toujours fait de son mieux pour aider à la Solution finale, il entretenait encore quelques doutes quant à « une solution aussi sanglante qui passait par la violence » et, maintenant, ses doutes s'étaient dissipés. « Maintenant, durant cette conférence, les hommes les plus éminents, les papes du III^e Reich avaient parlé. » Maintenant, il pouvait voir de ses propres yeux et entendre de ses propres oreilles que non seulement Hitler, non seulement Heydrich ou ce « sphinx » de Müller, non seulement la SS ou le parti, mais aussi l'élite de la bonne vieille fonction publique étaient en compétition et se disputaient l'honneur de prendre la tête dans ces affaires « sanglantes ». « C'est alors que j'ai eu

l'impression d'être une espèce de Ponce Pilate, car je ne me sentais absolument pas coupable. » *Qui était – il pour juger ?* Qui était-il pour avoir des « idées personnelles sur la question ». Eh bien, il n'était ni le premier ni le dernier dont la modestie causa la perte.

À en croire les souvenirs d'Eichmann, la suite se passa plus ou moins doucement et devint bientôt une affaire de routine. De même qu'il avait été un spécialiste de l'« émigration forcée », de même il devint rapidement spécialiste de l'« évacuation forcée ». Pays après pays, les Juifs durent se faire enregistrer, furent contraints de porter l'étoile jaune pour être plus facilement identifiés, furent rassemblés et déportés, les différents convois étant dirigées vers l'un ou l'autre des centres d'extermination de l'Est, selon leur capacité relative du moment ; lorsqu'un train rempli de Juifs arrivait à un centre, les forts étaient sélectionnés pour le travail, qui consistait souvent à faire fonctionner la machinerie d'extermination, tous les autres étaient tués sur-le-champ. Il y eut quelques contretemps, mais ils furent négligeables. Le ministère des Affaires étrangères était en contact avec les autorités des pays étrangers occupés ou alliés des nazis, afin de faire pression pour qu'ils déportent leurs Juifs, ou, comme cela a pu arriver, pour les empêcher de les évacuer pêle-mêle à l'Est, sans ordre, sans égard pour les capacités d'absorption des centres de mise à mort. (C'était ainsi dans le souvenir d'Eichmann ; en fait ce n'était pas tout à fait aussi simple.) Les juristes élaboraient la législation nécessaire afin de rendre les victimes apatrides, ce qui était important pour deux raisons : toute enquête sur leur sort de la part d'un pays quel qu'il soit était rendue impossible et cela permettait à l'État dans lequel ils résidaient de confisquer leurs biens. Le ministère des Finances et la Reichsbank facilitèrent la réception de l'énorme butin qui arrivait de tous les coins d'Europe, jusqu'aux montres et aux dents en or, le tout étant trié à la Reichsbank puis transmis à la Monnaie de l'État prussien. Même en période de grande pénu-

rie de matériel roulant, le ministère des Transports fournissait les wagons de chemins de fer nécessaires, le plus souvent des wagons de marchandises, et veillait à ce que les horaires des trains de déportation ne coïncident pas avec les autres horaires de train. Eichmann et ses hommes indiquaient aux Conseils juifs des Anciens combien de Juifs il leur fallait pour remplir chaque train, et ils faisaient les listes de déportés. Les Juifs s'inscrivaient, remplissaient d'innombrables formulaires, répondaient à des pages et des pages de questionnaires concernant leurs biens, qu'on allait pouvoir saisir d'autant plus facilement ; puis ils étaient réunis aux points de rassemblement et montaient dans les trains. Les quelques-uns qui tentaient de se cacher ou de fuir étaient repérés par une police spéciale juive. Autant qu'Eichmann pût en juger, personne ne protestait, personne ne refusait de coopérer. « *Immerzu fahren hier die Leute zu ihrem eigenen Begrdbnis* » (Jour après jour les gens, ici, se rendent à leur propre enterrement) comme disait, en 1943, à Berlin, un çbservateur juif.

La seule soumission n'aurait jamais suffi ni à aplanir les énormes difficultés d'une telle opération, qui devait bientôt s'étendre à toute l'Europe occupée par les nazis ou alliée aux nazis, ni à apaiser la conscience des exécutants qui, après tout, avaient été élevés dans le respect du commandement « Tu ne tueras point » et qui connaissaient ce verset de la Bible : « Tu as tué et tu as hérité », que le jugement du tribunal de Jérusalem cita de façon si pertinente. Ce qu'Eichmann appelait le « tourbillon de la mort » qui s'était abattu sur l'Allemagne après les énormes pertes de Stalingrad et rendait quotidiennes les visions d'horreurs, différentes des atrocités évoquées à Jérusalem, mais non moins horribles – les bombardements jusqu'à saturation des villes allemandes, excuse qu'Eichmann avait en réserve pour justifier le meurtre des civils et qui est encore invoquée en Allemagne pour les massacres – aurait pu contribuer à apaiser ou plutôt à éteindre la conscience, s'il était resté de la conscience au moment où cela se produisit. Mais les

documents prouvent que ce ne fut pas le cas. La machinerie d'extermination avait été planifiée et perfectionnée dans tous ses détails longtemps avant que les horreurs de la guerre ne s'imposent à l'Allemagne elle-même, et son inextricable bureaucratie fonctionnait avec la même inébranlable précision aussi bien dans les années des victoires faciles que dans celles de la défaite prévisible. Au début, quand les consciences étaient peut-être encore vives, il y eut peu de défections dans les rangs de l'élite dirigeante, notamment des officiers SS supérieurs ; elles ne commencèrent à se faire sentir que lorsqu'il fut certain que l'Allemagne allait perdre la guerre. De plus, de telles défections ne furent jamais assez graves pour entraver le fonctionnement de la machinerie ; ces actes individuels n'étaient pas motivés par la pitié mais par la corruption et ils n'étaient pas inspirés par la conscience mais par le désir de mettre de côté quelque argent, ou de conserver quelques relations en prévision des jours sombres à venir. À l'automne 1944, l'ordre donné par Himmler de mettre fin à l'extermination et de démanteler les installations des usines de mort, jaillit de sa conviction sincère mais absurde que les puissances alliées apprécieraient ce geste de bonne volonté ; à un Eichmann incrédule, il déclara qu'il pourrait s'appuyer là-dessus pour négocier une *Hubertusburger-Frieden* – allusion au traité de paix de Hubertusburg qui, en 1763, avait mis fin à la guerre de Sept Ans menée par Frédéric II de Prusse, et avait permis à la Prusse de conserver la Silésie tout en ayant perdu la guerre.

Comme Eichmann le déclara, le facteur le plus décisif pour la tranquillisation de sa conscience fut le simple fait qu'il ne vit personne, absolument personne qui ait pris effectivement position contre la Solution finale. Il rencontra cependant une exception, qu'il mentionna plusieurs fois et qui a dû produire une forte impression sur lui. Cela arriva en Hongrie, pendant ses négociations avec le Dr Kastner à propos de l'offre faite par Himmler de relâcher un million de Juifs en échange de dix mille camions. Kastner, apparemment enhardi par la tournure

nouvelle que prenait la situation, avait demandé à Eichmann d'arrêter « les moulins de la mort à Auschwitz » et Eichmann avait répondu qu'il le ferait « avec le plus grand plaisir » (*herzlich gern*) mais qu'hélas, cela ne relevait ni de ses compétences ni de celles de ses supérieurs – ce qui du reste était vrai. Il ne s'attendait évidemment pas à ce que les Juifs partagent l'enthousiasme général pour leur destruction ; mais il attendait effectivement d'eux plus que de la soumission, il attendait – et reçut, à un degré absolument extraordinaire – leur coopération. Comme naguère à Vienne, cette coopération fut « naturellement la pierre angulaire même » de tout ce qu'il fit. Si les Juifs n'avaient pas aidé au travail de la police et de l'administration – j'ai déjà mentionné comment la rafle ultime des Juifs à Berlin fut l'œuvre exclusive de la police juive – il y aurait eu un chaos complet, ou il aurait fallu mobiliser une main-d'œuvre dont l'Allemagne ne pouvait se passer ailleurs. (« Il ne fait aucun doute que, sans la coopération des victimes, il eût été difficile que quelques milliers de personnes, dont la plupart travaillaient, de plus, dans des bureaux, puissent liquider des centaines de milliers d'autres personnes [...]. Tout au long de leur route vers la mort, les Juifs polonais ne virent guère qu'une poignée d'Allemands. » Voir R. Pendorf dans l'ouvrage cité plus haut. Cela est encore plus vrai pour les Juifs qui furent transportés en Pologne pour y trouver la mort.) C'est ainsi que l'établissement de gouvernements Quisling dans les territoires occupés s'accompagnait toujours de la mise en place d'un bureau central juif ; et, comme nous le verrons plus loin, là où les nazis ne parvenaient pas à créer un gouvernement fantoche, ils ne parvenaient pas non plus à s'assurer la coopération des Juifs. Mais si les membres des gouvernements Quisling appartenaient habituellement à des partis d'opposition, les membres des Conseils juifs étaient généralement les dirigeants juifs locaux et reconnus comme tels, à qui les nazis octroyaient d'énormes pouvoirs – avant de les déporter, eux aussi, à Theresienstadt ou Bergen-Belsen s'ils venaient d'Europe

occidentale ou centrale, à Auschwitz s'ils venaient d'une communauté d'Europe orientale.

Pour un Juif, le rôle que jouèrent les dirigeants juifs dans la destruction de leur propre peuple est, sans aucun doute, le plus sombre chapitre de toute cette sombre histoire. On le savait déjà, mais maintenant et pour la première fois Raul Hilberg en a exposé tous les détails, pathétiques et sordides, dans *La Destruction des Juifs d'Europe*, l'ouvrage de référence dont j'ai déjà parlé. En matière de coopération, il n'y avait pas de différence entre les communautés juives très assimilées d'Europe centrale et occidentale, et la masse des Juifs de l'Est, qui parlaient le yiddish. À Amsterdam comme à Varsovie, à Berlin comme à Budapest, on pouvait faire confiance aux responsables juifs pour dresser les listes des personnes et de leurs biens, pour obtenir, des déportés eux-mêmes, les fonds correspondant aux frais de déportation et d'extermination, pour recenser les appartements laissés vides, pour fournir des forces de police qui aidaient à l'arrestation des Juifs et les mettaient dans les trains, jusqu'à ce que, geste ultime, ils remettent dûment les fonds de la communauté juive aux nazis pour confiscation finale. Ils distribuaient les étoiles jaunes et parfois, comme à Varsovie, « la vente de brassards devenait un véritable commerce ; on avait le choix entre les brassards ordinaires en toile et les brassards en plastique, de meilleure qualité et lavables ». En lisant les manifestes qu'ils rédigeaient, inspirés mais non dictés par les nazis, nous pouvons encore sentir à quel point ce nouveau pouvoir leur plaisait. Comme le formulait la première déclaration du Conseil de Budapest : « Le Conseil central juif s'est vu accorder le droit de disposer sans réserve de tous les biens spirituels et matériels juifs et de toute la force de travail juive. » Nous savons comment se sentaient les responsables juifs lorsqu'ils devinrent des instruments de meurtre – comme des capitaines « dont les navires allaient couler et qui réussissaient à les ramener à bon port en jetant par-dessus bord une grande partie d'une précieuse cargaison » ;

comme des sauveurs qui « en faisant cent victimes, sauvaient mille personnes, en en faisant mille en sauvaient dix mille ». La vérité était encore plus horrible. En Hongrie, le Dr Kastner, par exemple, sauva exactement 1684 personnes et il y eut environ 476000 victimes. Pour ne pas laisser la sélection au « hasard aveugle », il fallait que « des principes véritablement sacrés soient la force qui guide la faible main humaine inscrivant sur le papier le nom d'une personne inconnue et décidant ainsi de sa vie ou de sa mort ». Et qui ces « principes sacrés » désignaient-ils pour être sauvés ? Ceux « qui avaient travaillé toute leur vie pour la *zibur* [communauté] » – c'est-à-dire les responsables juifs – et les « Juifs les plus éminents », comme dit Kastner dans son rapport.

Personne ne se souciait de faire jurer le secret aux responsables juifs ; ils s'instituaient volontairement « porteurs de secrets », soit pour assurer l'ordre et éviter la panique, comme ce fut le cas pour le Dr Kastner, soit pour des raisons « humanitaires », comme pour le Dr Leo Baeck, ancien grand rabbin de Berlin, qui pensait que survivre serait encore plus difficile en sachant qu'on serait prochainement gazé. Lors du procès Eichmann, un témoin attira l'attention sur les tristes conséquences, de cette espèce d'« humanité » – les gens se portaient volontaires pour la déportation de Theresienstadt à Auschwitz, et dénonçaient comme « fous » ceux qui tentaient de leur dire la vérité. Nous connaissons très bien les profils des dirigeants juifs de la période nazie ; il y avait Chaïm Rumkowski, doyen des Juifs de Łódź, surnommé Chaïm I^{er}, qui émettait des billets de banque portant sa signature et des timbres-poste à son effigie, et se promenait dans une voiture à cheval bonne pour la réforme ; il y avait Leo Baeck, érudit, aux manières fort civiles, très instruit, qui croyait que des policiers juifs seraient « plus doux et plus secourables » et qu'ils « adouciraient l'épreuve » (alors qu'ils furent, en réalité, plus brutaux et moins corruptibles, puisque l'enjeu était autrement considérable pour eux) ; quelques-uns, enfin, se suicidèrent –

comme Adam Czerniakow, président du Conseil juif de Varsovie, ingénieur juif parlant le polonais, qui n'était pas rabbin mais agnostique, et qui devait toujours se souvenir du précepte rabbinique : « Laisse-les te tuer, mais ne transgresse pas. »

Si soucieuse qu'elle ait été de ne pas embarrasser l'administration Adenauer, il allait presque de soi qu'à Jérusalem l'accusation éviterait d'amener en pleine lumière ce chapitre de l'histoire, pour des raisons encore plus importantes et évidentes. (Les livres de classe israéliens, en revanche, posent ces problèmes ouvertement et avec une étonnante franchise – comme il est facile de le déduire de l'article de Mark M. Krug, « Young Israelis and Jews Abroad. A Study of Selected History Textbooks », *Comparative Education Review*, octobre 1963). Il faut cependant inclure ici ce chapitre, car, autrement, l'existence de certaines lacunes documentaires, dans un procès qui croulait par ailleurs sous la documentation, resterait inexplicable. Les juges remarquèrent, par exemple, l'absence du livre de H. G. Adler, *Theresienstadt 1941- 1945* (1955), que l'accusation, assez gênée, reconnut comme un ouvrage « authentique, fondé sur des sources irréfutables ». La raison d'une telle omission était claire. Ce livre explique en détail comment les « listes de transport » si redoutées étaient rédigées par le Conseil juif de Theresienstadt, suivant les directives générales des SS qui stipulaient combien de personnes devaient être envoyées, leur âge, leur sexe, leur profession et leur pays d'origine. L'argumentation de l'accusation aurait été affaiblie s'il avait fallu reconnaître que la désignation des individus dont on causait la perte était, à quelques exceptions près, le travail de l'administration juive. Et, dans un sens, le procureur de la République adjoint, M. Ya'akov Baror, intervenant à partir du tribunal, le reconnut lorsqu'il déclara : « J'essaie de souligner ces choses qui ont un certain rapport avec l'accusé, sans toutefois nuire au tableau tout entier. » Le tableau aurait certainement beaucoup souffert de la prise en compte du livre

d'Adler, car il aurait été en contradiction avec les déclarations faites par le principal témoin de Theresienstadt, qui affirmait qu'Eichmann lui-même avait effectué ces sélections individuelles. Plus grave encore, c'est le tableau général dessiné par l'accusation, avec sa distinction claire entre bourreaux et victimes, qui aurait souffert. C'est habituellement à la défense de soumettre au tribunal des preuves qui ne renforcent pas les thèses de l'accusation, et il est difficile de répondre à la question de savoir pourquoi le Dr Servatius, qui releva des contradictions mineures dans le témoignage, n'a pas profité de ces documents, faciles à obtenir et bien connus. Il aurait pu faire remarquer qu'Eichmann, sitôt après être passé du statut de spécialiste de l'émigration à celui de spécialiste de l'« évacuation », désigna ses anciens associés juifs à l'émigration au poste d'« Anciens juifs » à Theresienstadt – le Dr Paul Eppstein, qui avait été chargé de l'émigration à Berlin, et le rabbin Benjamin Murmelstein, qui avait exercé les mêmes fonctions à Vienne. Plus que tous les bavardages déplaisants et souvent carrément choquants sur les serments, la loyauté et les vertus de l'obéissance aveugle, de tels documents aurait contribué à décrire l'atmosphère dans laquelle Eichmann travaillait. Le témoignage de Mme Charlotte Salzberger sur Theresienstadt, dont j'ai cité quelques extraits plus haut, nous a permis de jeter au moins un regard sur ce coin négligé du tableau que l'accusation qualifiait toujours de « tableau général ». Le président du tribunal n'aimait pas l'expression et il n'aimait pas le tableau. À plusieurs reprises, il déclara à l'avocat général que « nous ne sommes pas ici pour peindre des tableaux », qu'« il y a un acte d'accusation et que cet acte est la charpente de notre procès », que la cour « a son opinion sur le procès fondée sur l'acte d'accusation » ; et que « l'accusation doit s'adapter aux décisions de la cour » – admirables exhortations pour un procès criminel, dont aucune ne fut suivie. L'accusation ne se contenta pas de ne pas les suivre, elle refusa tout simplement de guider ses témoins – ou, si la cour insistait trop, elle posait, comme en passant, quelques questions prises au hasard – de sorte que les

témoins se conduisaient en orateurs d'une réunion présidée par l'avocat général, qui les présentait au public avant qu'ils ne prennent la parole. Ils pouvaient parler presque aussi longtemps qu'ils voulaient et on ne leur posait qu'exceptionnellement une question bien précise.

C'est lorsque l'accusation appela les témoins les uns après les autres pour témoigner sur la révolte du ghetto de Varsovie et de tentatives analogues à Vilna et Kovno – choses qui n'avaient aucun rapport avec les crimes de l'accusé – qu'on put particulièrement se rendre compte que l'atmosphère n'était pas celle d'un procès théâtral mais d'un meeting de masse dans lequel un orateur après l'autre faisait de son mieux pour émouvoir le public. Le témoignage de ces gens aurait apporté quelque chose au procès s'ils avaient parlé des activités des Conseils juifs, dont les efforts héroïques avaient joué un rôle aussi important que désastreux. Certes, on y fit quelques allusions – évoquant les « SS et leurs aides », des témoins firent remarquer que parmi ces aides il y avait « la police du ghetto qui était, tout autant que le *Judenrat*, un instrument aux mains des meurtriers nazis » – mais ils n'étaient que trop heureux de ne pas avoir à « entrer dans les détails » de cet aspect de leur histoire, et ils faisaient glisser la discussion vers le rôle des véritables traîtres, peu nombreux, et qui étaient « des anonymes, inconnus du public juif » dont « tous les résistants qui combattirent les nazis avaient eu à pâtir ». (Quand ces témoins déposèrent, le public avait encore changé ; c'étaient maintenant des *kibboutzniks*, membres des villages collectifs israéliens auxquels ils appartenaient.) Le récit le plus pur et le plus clair fut celui de Zivia Lubetkin Zuckerman, une femme encore très belle et âgée alors d'une quarantaine d'années, complètement dénuée de sentimentalité et de complaisance envers soi-même. Elle présentait les faits de manière toujours bien organisée et était presque toujours sûre de ce qu'elle voulait souligner. Juridiquement, ces témoignages étaient sans valeur – M. Hausner n'en mentionna pas un seul dans sa dernière

plaidoirie – sauf dans la mesure où ils apportaient la preuve de contacts étroits entre partisans juifs et combattants de la résistance russes et polonais. Ces preuves, que contredisaient pourtant d'autres témoignages (« toute la population était contre nous »), auraient pu être utiles à la défense, car elles justifiaient les massacres collectifs de civils bien mieux que les affirmations répétées d'Eichmann selon lesquelles « Weizmann avait déclaré la guerre à l'Allemagne en 1939 ». (Ce qui était pur non-sens. Chaïm Weizmann avait seulement déclaré, lors de la clôture du dernier congrès sioniste d'avant-guerre, que la guerre des démocraties occidentales « est notre guerre, leur combat est notre combat ». Comme Hausner le remarqua à juste titre, c'est précisément que les nazis ne considéraient pas les Juifs comme des belligérants qui était tragique, car si cela avait été le cas, ils auraient survécu, dans les camps de prisonniers de guerre ou de détention de civils.) Si le Dr Servatius avait fait cette remarque, l'accusation aurait dû admettre à quel déplorable point ces groupes de résistants avaient été restreints, à quel incroyable point ils étaient faibles et fondamentalement inoffensifs – et aussi à quel point minime ils avaient représenté les populations juives auxquelles il est même arrivé de prendre les armes contre eux.

S'il était malheureusement clair que tous ces témoignages, qui prenaient beaucoup de temps, n'étaient pas pertinents juridiquement, il n'était pas difficile non plus de deviner l'intention politique qui incita le gouvernement israélien à les introduire. M. Hausner (ou M. Ben Gourion) voulait probablement démontrer que, s'il y avait eu de la résistance, elle venait des sionistes, comme si, de tous les Juifs, seuls les sionistes savaient que, lorsqu'on ne peut pas sauver sa vie, on peut encore sauver son honneur, selon les termes de Mme Zuckerman ; que, dans de telles circonstances, rien de pire ne pouvait arriver à la personne humaine qu'être et rester « innocente », voilà ce qui ressortait du contenu et du sens général du témoignage de Mme Zuckerman. Cependant, ces

intentions « politiques » firent long feu, car les témoins étaient sincères et dirent à la cour que toutes les organisations juives et tous les partis juifs avaient joué un rôle dans la résistance, de sorte que la distinction pertinente n'était pas entre les sionistes et les non – sionistes, mais entre les gens qui étaient organisés et ceux qui ne l'étaient pas et surtout, entre les jeunes et les gens d'un certain âge. Certes, les résistants furent une minorité, une toute petite minorité, mais, étant donné les circonstances, « le miracle, comme l'a souligné un témoin, fut que cette minorité a existé ».

Toutes considérations juridiques mises à part, la comparution d'anciens résistants juifs à la barre des témoins fut plutôt bien accueillie. Cela dissipa le spectre obsédant d'une coopération universelle, l'atmosphère suffocante, empoisonnée, qui avait entouré la Solution finale. Le fait bien connu que, dans les centres d'extermination, le travail même de tuer était habituellement effectué par les commandos juifs, avait été établi, équitablement et honnêtement, par les témoins à charge – comment ils avaient travaillé dans les chambres à gaz et les crématoires, comment ils avaient arraché les dents en or et coupé les cheveux des cadavres, comment ils avaient creusé les tombes et plus tard recreusé pour effacer les traces de meurtre de masse ; comment des techniciens juifs avaient construit les chambres à gaz de Theresienstadt, où l'« autonomie » juive avait été si grande que même le bourreau était un Juif. Mais il ne s'agissait là que d'horreurs, non de problèmes moraux. La sélection et la classification des travailleurs dans les camps étaient faites par les SS qui avaient une prédilection marquée pour les éléments criminels ; et de toute façon, ce ne pouvait être que la sélection des pires. (C'était vrai surtout en Pologne, où les nazis avaient exterminé une grande partie de l'intelligentsia juive en même temps qu'ils tuaient les intellectuels polonais et les membres des professions libérales polonaises – politique radicalement différente, soit dit en passant, de celle qu'ils adoptèrent en Europe occidentale, où ils

avaient tendance à épargner les notables juifs pour les échanger contre des internés civils ou des prisonniers de guerre allemands ; à l'origine, le camp de Bergen-Belsen était réservé aux « Juifs échangeables »). Le problème moral est celui du degré de vérité qu'il convient d'accorder à la description de la coopération juive par Eichmann, même dans les conditions de la Solution finale : « [À Theresienstadt], on laissait à la discrétion du Conseil la formation du Conseil juif et la répartition des tâches, mais la désignation du président, qui il devait être, dépendait bien sûr de nous. Cela dit, cette nomination n'avait rien d'une décision dictatoriale. Les fonctionnaires avec lesquels nous étions en contact permanent – eh bien, il fallait mettre des gants avec eux. On ne leur donnait pas d'ordres, pour la bonne raison que si on eût parlé aux principaux responsables sur le mode du “vous devez, vous êtes obligés de”, cela n'aurait pas du tout fait avancer les choses. Si la personne concernée n'aime pas ce qu'elle a à faire, alors tout son travail en souffre [...]. Nous avons fait de notre mieux pour rendre les choses agréables en quelque sorte. » Nul doute que c'est ce qu'ils firent ; reste à savoir comment il leur a été possible de réussir.

C'est pourquoi, l'omission la plus grave du « tableau général » fut l'absence d'un témoin qui aurait attesté de la coopération entre les dirigeants nazis et les autorités juives, et à qui on aurait ainsi eu l'occasion de poser la question : « Pourquoi avez-vous coopéré à la destruction de votre propre peuple, et, en fin de compte, à votre propre perte ? » Le seul témoin qui fut naguère membre éminent d'un *Judenrat* était Pinchas Freudiger, ex-baron Philip von Freudiger, de Budapest, et c'est au cours de son témoignage que se produisirent les seuls incidents sérieux dans le public ; des gens se mirent à crier en hongrois et en yiddish en direction du témoin, et la cour dut suspendre l'audience. Freudiger, un Juif orthodoxe très digne, fut ébranlé : « Il y a ici des gens qui disent qu'on ne leur a pas dit de fuir. Mais 50 % de ceux qui se sont enfuis ont été

capturés et tués », alors que ceux qui ne s'enfuyaient pas étaient tués à 99 %/o. « Où auraient-ils pu aller ? Où auraient-ils pu fuir ? » – mais lui – même s'était enfui, en Roumanie, parce qu'il était riche et que Wisliceny l'avait aidé. « Qu'aurions-nous pu faire ? Qu'aurions-nous pu faire ? » Et la seule réponse à cela vint du président du tribunal : « Je ne crois pas que ce soit là une réponse à la question » – une question posée non par la cour mais par le public.

Les juges mentionnèrent deux fois la question de la coopération ; le juge Yitzak Raveh arracha à un témoin qui avait fait de la résistance l'aveu selon lequel la « police du ghetto » avait été « un instrument entre les mains des assassins » ainsi qu'une reconnaissance de « la politique de coopération du *Judenrat* avec les nazis » ; et le juge Halévi découvrit, à partir du contre-interrogatoire d'Eichmann, que les nazis considéraient la coopération des Juifs comme la pierre angulaire même de leur politique juive. Mais la question que, sauf aux résistants, le procureur posait régulièrement à chaque témoin et qui semblait complètement naturelle à ceux qui ne connaissaient rien à l'arrière-plan factuel du procès, la question « Pourquoi ne vous êtes-vous pas révoltés ? », faisait en réalité fonction d'écran de fumée couvrant la question qu'on ne posait pas. Ainsi arriva-t-il que l'ensemble des réponses donné par les témoins à la question posée par M. Hausner, à laquelle il était impossible de répondre, étaient bien en dessous de « la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ». Il était vrai que le peuple juif dans son ensemble n'était pas organisé, qu'il n'avait possédé ni territoire, ni gouvernement, ni armée et qu'à l'heure où il en avait le plus besoin, il n'avait pas de gouvernement en exil qui le représentât auprès des Alliés (sous la présidence du Dr Weizmann, l'Agence juive pour la Palestine n'était rien de plus qu'un misérable substitut), pas de caches d'armes, pas de jeunes bénéficiant d'une formation militaire. Mais toute la vérité, c'est qu'il existait des organisations de la communauté juive, des associations de secours et d'entraide à l'échelle tant

nationale qu'internationale. Partout où les Juifs vivaient, il y avait des dirigeants juifs, reconnus comme tels, et cette direction, presque sans exception, a coopéré, d'une façon ou d'une autre, pour une raison ou une autre, avec les nazis. Toute la vérité, c'est que, si le peuple juif avait vraiment été non organisé et dépourvu de direction, le chaos aurait régné, il y aurait eu beaucoup de misère, mais le nombre total des victimes n'aurait pas atteint quatre et demi à six millions. (Selon les calculs de Freudiger, environ 50 % auraient pu être sauvés s'ils n'avaient pas suivi les instructions des Conseils juifs. Il s'agit bien sûr d'une pure estimation, qui cadre cependant étrangement avec ceux, dignes de confiance, que nous possédons pour la Hollande et que je dois au Dr L. de Jong, directeur de l'institut néerlandais de documentation sur la guerre. En Hollande, où le *Joodsche Raad*, comme toutes les autorités néerlandaises, devint très vite « un instrument des nazis », cent trois mille Juifs furent déportés dans les camps de la mort et cinq mille environ à Theresienstadt, de la manière habituelle, c'est-à-dire avec la coopération du Conseil juif. Cinq cent dix-neuf Juifs seulement revinrent des camps de la mort. Par contre, sur les vingt ou vingt-cinq mille Juifs qui échappèrent aux nazis – et cela signifiait aussi le Conseil juif – et passèrent dans la clandestinité, dix mille survécurent ; à nouveau 40 à 50 %. La plupart des Juifs envoyés à Theresienstadt purent regagner la Hollande.)

J'ai insisté sur ce chapitre de l'histoire, que le procès de Jérusalem omit d'exposer aux yeux du monde dans ses véritables dimensions, parce qu'il permet de comprendre, de la façon la plus saisissante, l'étendue de l'effondrement moral que les nazis provoquèrent dans la société européenne respectable – non seulement en Allemagne mais dans presque tous les pays, non seulement chez les tortionnaires mais aussi chez les victimes. Contrairement à d'autres éléments du mouvement nazi, Eichmann avait toujours été impressionné par la « bonne société » et s'il s'est souvent montré poli avec les responsables

juifs germanophones, c'est en grande partie parce qu'il avait conscience d'être en rapport avec des gens qui étaient ses supérieurs sur le plan social. Il n'était pas du tout, quoi qu'en ait dit un témoin, une « *Landsknecht*na – tur », un mercenaire qui aurait voulu fuir dans des pays « où il n'y a pas les Dix Commandements et où les hommes sont des durs ¹⁵³² ». Jusqu'à la fin, il a cru avec ferveur à la réussite, critère principal de la « bonne société » telle qu'il la connaissait. À cet égard, son dernier propos sur Hitler – qu'avec son camarade Sassen il avait décidé de « rayer » de leur récit – est révélateur ; Hitler, dit-il, « a peut-être eu tort du début jusqu'à la fin, mais il y a un fait indiscutable : cet homme a été capable de se hisser du rang de caporal dans l'armée allemande, à celui de Führer d'un peuple de près de quatre-vingts millions d'âmes [...]. Sa réussite seule était la preuve que je devais m'incliner devant lui ». Sa conscience était effectivement tranquillisée quand il constatait le zèle et l'empressement avec lesquels la « bonne société » réagissait partout comme lui. Il n'avait pas besoin de « fermer ses oreilles à la voix de sa conscience », selon les termes du jugement, non qu'il n'eût pas de conscience, mais parce que sa conscience lui parlait d'une « voix respectable », la voix de la société respectable qui l'entourait.

Eichmann lui-même fit remarquer qu'aucune voix extérieure n'était venue éveiller sa conscience et l'accusation se mit en peine de prouver que cela était faux, que des voix avaient existé qu'il aurait pu écouter, et que, de toute manière, il avait fait son travail avec un zèle qui dépassait de loin le sens du devoir. Ce qui se révéla vrai, dans l'ensemble, à ceci près que, si étrange que cela puisse paraître, son zèle meurtrier n'était pas sans rapport avec l'ambiguïté des voix de ceux qui, à telle ou telle occasion, tentèrent de le retenir. Il nous suffit, à ce propos, de mentionner, ne serait-ce qu'en passant, ce qu'on a appelé j'« émigration intérieure » en Allemagne – ces gens qui, sous le III^e Reich, occupaient souvent des postes importants, voire très élevés, et qui, après la fin de la guerre, se dirent à

eux-mêmes et déclarèrent au monde entier qu'ils s'étaient toujours « opposés » au régime « dans leur for intérieur ». Le problème ici n'est pas de savoir s'ils ont dit ou non la vérité ; il s'agit plutôt de souligner que, dans la hantise du secret caractéristique de l'atmosphère du régime hitlérien, aucun secret ne fut mieux gardé que celui d'une telle « opposition intérieure ». Dans les conditions de la terreur nazie, cela allait de soi ; comme me l'a dit un jour un « émigrant intérieur » assez connu, sans doute persuadé de sa propre sincérité, ils devaient apparaître « extérieurement » encore plus nazis que des nazis ordinaires, s'ils voulaient garder leur secret. (Ce qui, incidemment, pourrait expliquer pourquoi les rares protestations connues contre le programme d'extermination émanaient, non pas de commandants de l'armée mais de vieux membres du parti.) De sorte que la seule manière de vivre sous le III^e Reich sans se conduire comme un nazi, c'était de ne pas apparaître du tout : « Se retirer de toute participation significative à la vie publique » était véritablement le seul critère à l'aune duquel mesurer la culpabilité individuelle, comme l'a récemment remarqué Otto Kirchheimer dans *Political Justice* (1961). S'il fallait donner un sens à cette expression, l'« émigrant intérieur » ne pouvait être que celui qui vivait « tel un proscrit au milieu de son propre peuple, parmi les masses animées d'une foi aveugle », comme y a insisté le professeur Hermann Jahrreiss dans sa « Déclaration à l'intention de tous les avocats de la défense » adressée au tribunal de Nuremberg. C'est qu'en l'absence de toute organisation, l'opposition était en effet « absolument inutile ». Il est vrai que certains Allemands ont vécu dans ce « froid du dehors » pendant douze ans, mais leur nombre était insignifiant, même parmi les membres de la résistance. Ces dernières années, le slogan de l'« émigration intérieure » est devenu une sorte de plaisanterie (le terme lui-même a une saveur très équivoque, car il peut signifier soit une émigration vers les régions intérieures de l'âme, soit une façon de se

conduire comme si on était un émigrant). Le sinistre Dr Otto Bradfisch, ancien membre de l'un des *Einsatzgruppen*, qui supervisa le meurtre d'au moins quinze mille personnes, déclara à un tribunal allemand qu'il s'était toujours « opposé dans son for intérieur » à ce qu'il faisait. Aux yeux des « nazis véritables », l'alibi de la mort de quinze mille personnes lui était sans doute nécessaire. (L'ancien *Gauleiter* du Warthegau, Arthur Greiser, avança, avec beaucoup moins de succès, le même argument devant un tribunal polonais : seule son « âme officielle » avait commis les crimes qui lui valurent d'être pendu en 1946, son « âme privée » les avait toujours réprouvés.)

Eichmann n'a peut-être jamais rencontré un « émigrant intérieur » ; mais il a dû connaître de près beaucoup de ces nombreux fonctionnaires qui affirment aujourd'hui être restés à leur poste dans le seul but de « modérer » les choses et d'empêcher les « nazis véritables » de prendre leur place. Nous avons évoqué le cas célèbre du Dr Hans Globke, sous-secrétaire d'État et chef de la division du personnel de la chancellerie ouest-allemande de 1953 à 1963. Dans la mesure où il fut le seul fonctionnaire de cette catégorie dont on ait parlé au procès, il peut être intéressant d'examiner ses activités modératrices. Avant l'accession de Hitler au pouvoir, le Dr Globke était employé au ministère prussien de l'intérieur et y avait manifesté un intérêt quelque peu prématuré pour la question juive. Il formula la première des directives aux termes desquelles la « preuve de l'ascendance aryenne » devenait obligatoire pour les personnes demandant l'autorisation de changer de nom. Cette lettre circulaire de décembre 1932 – émise à un moment où la prise du pouvoir par Hitler n'était pas encore certaine mais fort probable – anticipait étrangement les « décrets ultra-secrets » – c'est-à-dire le mode typiquement totalitaire de gouverner par des lois qui ne sont pas portées à la connaissance du public – grâce à une note adressée aux destinataires selon laquelle « ces directives ne sont pas destinées à la publication », et que le régime de Hitler introduisit

bien plus tard. Comme je l'ai mentionné, l'intérêt du Dr Globke pour les noms de famille ne s'arrêta pas là et puisqu'il est vrai que son Commentaire des lois de Nuremberg de 1935 était bien plus sévère que l'interprétation précédente de la *Rassenschande* ¹⁵³³ par le Dr Bernhard Lôsener, spécialiste des affaires juives au ministère de l'intérieur et vieux membre du parti, on pourrait même accuser Globke d'avoir rendu les choses encore pires qu'elles ne l'étaient entre les mains de « véritables nazis ». Mais même si l'on admet qu'il avait eu de bonnes intentions, on voit mal, la situation étant ce qu'elle était, ce qu'il aurait pu faire pour rendre les choses meilleures que ce qu'elles auraient été sans lui. Et pourtant, après de longues recherches, un journal allemand a récemment donné des éléments de réponse à cette intrigante question. Il a trouvé un document, signé en bonne et due forme par le Dr Globke, décrétant que les fiancées tchèques de soldats allemands devaient fournir une photographie d'elles en maillot de bain pour obtenir un permis de mariage. Et le Dr Globke a expliqué : « Cette directive confidentielle eut un effet *modérateur* sur un scandale vieux de trois ans » ; car, jusqu'à son intervention, les fiancées tchèques devaient fournir des clichés les représentant entièrement nues.

Le Dr Globke expliqua lui-même à Nuremberg qu'il avait eu la chance de travailler sous les ordres d'un autre « modérateur », le *Staatssekretar* (sous-secrétaire d'État) Wilhelm Stuckart, qui, nous l'avons vu, était l'un des participants enthousiastes à la conférence de Wannsee. Les activités modératrices de Stuckart visaient les demi-Juifs, qu'il proposait de stériliser. (Le tribunal de Nuremberg, disposant du procès-verbal de la conférence de Wannsee, n'a peut-être pas cru qu'il ait tout ignoré du programme d'extermination, mais, pour des raisons de santé, il le condamna à une peine égale à celle qu'il avait déjà purgée en prison à titre préventif. Bien qu'il ait dû au moins savoir que Stuckart appartenait à la « vieille garde » du parti et qu'il avait adhéré tôt à la SS comme membre honoraire, un tribunal allemand de dénazification le

condamna à payer une amende de cinq cents marks et déclara qu'il n'avait été « membre du parti que de nom » – un *Mitläufer*.) Il est donc évident que l'histoire des « modérateurs » présents dans les bureaux de Hitler est à ranger parmi les contes de fées d'après-guerre, et nous ne pouvons pas les considérer comme des voix qui auraient pu atteindre la conscience d'Eichmann.

Le problème de ces voix se posa sérieusement à Jérusalem lorsque le pasteur protestant Heinrich Grüber comparut devant la cour, seul Allemand témoin à charge à s'être rendu au procès et, soit dit en passant, seul non-Juif avec le juge Michael Musmanno venu des États – Unis. (Les témoins allemands pour la défense étaient exclus d'emblée, car, tombant sous le coup de la même loi en vertu de laquelle Eichmann était jugé, ils risquaient d'être arrêtés et inculpés en Israël.) Le pasteur Grüber avait appartenu au groupe, peu nombreux et politiquement insignifiant, de personnes qui s'opposaient à Hitler par principe et non par nationalisme, et dont la position à l'égard de la question juive était sans aucune équivoque. Il promettait d'être un témoin magnifique, puisque Eichmann avait négocié avec lui à plusieurs reprises, et sa seule apparition au tribunal fut une sorte d'événement. Malheureusement son témoignage s'avéra vague ; après tant d'années, il ne se souvenait pas quand il avait parlé à Eichmann, ni même, ce qui était plus grave, de quoi il avait été question. Il ne se souvenait clairement que d'avoir un jour demandé du pain azyme pour l'envoyer en Hongrie à l'occasion de la Pâque juive et d'avoir fait un voyage en Suisse pendant la guerre, pour dire à ses amis chrétiens à quel point la situation était dangereuse et qu'il fallait fournir davantage de possibilités d'émigration. (Ces négociations datent sans doute d'avant la mise en œuvre de la Solution finale, qui coïncida avec le décret de Himmler interdisant toute émigration ; il est probable qu'elles se déroulèrent avant l'invasion de la Russie.) Il obtint son pain azyme et fit sans encombre l'aller-retour de Suisse. Ses ennuis débutèrent plus tard, quand les déportations

commencèrent. Le pasteur Grüber et son groupe de pasteurs protestants n'intervinrent tout d'abord qu'« en faveur de ceux qui avaient été blessés pendant la Première Guerre mondiale et de ceux qui avaient reçu de hautes décorations ; en faveur des vieillards et en faveur des veuves de ceux qui avaient été tués pendant la Première Guerre mondiale ». Ces catégories correspondaient à celles que les nazis eux-mêmes avaient épargnées à l'origine. Grüber fut alors informé que ses activités « allaient à l'encontre de la politique du gouvernement », mais il ne lui arriva rien de grave. Mais peu après, le pasteur Grüber fit réellement quelque chose d'extraordinaire : il tenta de se rendre au camp de concentration de Gurs, dans le sud de la France, où, avec des réfugiés juifs allemands, le gouvernement de Vichy avait interné les quelque sept mille cinq cents Juifs du pays de Bade et de Sarre-Palatinat auxquels Eichmann avait fait clandestinement traverser la frontière franco-allemande à l'automne 1940 et qui, selon les informations de Grüber, étaient en plus mauvaise posture encore que les Juifs déportés en Pologne. À la suite de cette tentative, il fut arrêté et envoyé dans un camp de concentration – à Sachsenhausen puis à Dachau. (Le prêtre catholique Bernard Lichtenberg, prévôt du chapitre de la cathédrale Sainte-Hedwige à Berlin, connut un destin analogue ; non seulement il osa prier publiquement pour tous les Juifs, baptisés ou non – ce qui était bien plus dangereux que d'intervenir en faveur des « cas d'espèce » – mais il demanda aussi l'autorisation de faire partie du transport des Juifs vers l'Est. Il mourut avant d'arriver au camp de concentration.)

Si le pasteur Gruber attesta de l'existence d'une « autre Allemagne », il ne contribua pas beaucoup à éclairer la signification du procès, ni sur le plan juridique ni sur le plan historique. Il avait quantité de jugements préconçus – Eichmann ressemblait à un « bloc de glace », à « du marbre », il était une « *Landsknechtnatur* », un « cycliste » (expression allemande désignant quelqu'un qui se met à plat ventre devant ses supérieurs et donne des coups de pied à ses subordonnés) –

et, outre le fait que l'accusation de « cycliste » était en contradiction avec des témoignages selon lesquels Eichmann avait plutôt été correct avec ses subordonnés, ces jugements montraient qu'il n'était pas spécialement bon psychologue. Quoiqu'il en soit, de telles interprétations et conclusions auraient normalement été rayées de n'importe quel procès-verbal – mais à Jérusalem on trouva moyen de les insérer dans le texte du jugement. Sans elles, le témoignage du pasteur Grüber aurait pu renforcer la thèse de la défense, car Eichmann n'avait jamais donné de réponse directe à Grüber, il lui avait toujours dit de revenir plus tard, car il devait demander de nouvelles instructions. Pour une fois le Dr Servatius prit l'initiative et posa au témoin une question extrêmement pertinente : « Avez-vous essayé de l'influencer ? Avez-vous, homme d'Église, essayé de faire appel à ses sentiments, de le sermonner, et de lui dire que sa conduite était contraire à la morale ? » Le très courageux pasteur n'avait évidemment rien fait de tel, et ses réponses étaient maintenant très embarrassantes. Il déclara que « les actes sont plus efficaces que les mots » et que « les mots auraient été inutiles » ; il s'exprimait avec des clichés qui n'avaient rien à voir avec la réalité de la situation, où « rien que des mots » auraient été des actes ; et où il eût peut-être été du devoir d'un homme d'Église de mettre à l'épreuve l'« inutilité des mots ».

Ce qu'Eichmann dit à propos de cet épisode dans sa dernière déclaration s'avéra encore plus pertinent que la question du Dr Servatius. « Personne, répéta-t-il, ne vint me voir pour me reprocher quoi que ce soit dans l'accomplissement de mon devoir. Le pasteur Grüber lui – même ne le prétend pas. » Puis il ajouta : « Il venait me voir car il cherchait à atténuer les souffrances, mais il n'a effectivement rien objecté à l'accomplissement de mes devoirs en tant que tels. » Le témoignage du pasteur Grüber lui-même fait apparaître qu'il cherchait moins à « atténuer la souffrance » qu'à l'épargner à quelques-uns, en se conformant aux catégories bien établies et

antérieurement reconnues par les nazis. Ces catégories avaient été admises sans protester par les Juifs allemands depuis le début. Et l'acceptation de catégories de privilégiés – les Juifs allemands plutôt que les Juifs polonais ; les anciens combattants et les Juifs décorés plutôt que les Juifs ordinaires ; les familles dont les ancêtres étaient nés en Allemagne plutôt que les citoyens récemment naturalisés, etc. – était le point de départ de l'effondrement moral de la société juive respectable. (Puisque aujourd'hui on traite souvent de ces questions comme s'il y avait une loi de la nature humaine poussant chacun à renoncer à sa dignité face au désastre, nous pouvons rappeler l'attitude des anciens combattants juifs français à qui leur gouvernement proposa les mêmes privilèges et qui répondirent : « Nous déclarons solennellement que nous renonçons à toute faveur exceptionnelle que nous vaudrait notre statut d'anciens combattants » [*American Jewish Yearbook*, 1945].) Inutile de dire que les nazis eux-mêmes ne prirent jamais ces distinctions au sérieux, pour eux un Juif était un Juif, mais les catégories jouèrent un certain rôle même jusqu'à la fin ; car elles contribuèrent à dissiper un certain malaise au sein de la population allemande : seuls les Juifs polonais étaient déportés, seuls les gens qui s'étaient dérobés au service militaire, etc. Ceux qui ne voulaient pas fermer les yeux ont dû comprendre dès le début qu'« accorder quelques exceptions afin de pouvoir d'autant plus facilement confirmer la règle générale était une pratique généralisée » (selon Louis de Jong, dans un article fort éclairant intitulé « Juifs et non-Juifs dans la Hollande occupée par les nazis »).

Ce qui était moralement si désastreux dans l'acceptation de ces catégories privilégiées était que toute personne requérant qu'une « exception » soit faite pour elle reconnaissait implicitement la règle, mais ce point semble avoir échappé à ces « hommes bons », Juifs et non-Juifs, qui s'affairaient autour de tous ces « cas d'espèce » pour qui un traitement de faveur pouvait être demandé. C'est sans doute ce qu'on appelle le

rapport Kastner (qu'on peut lire en allemand sous le titre : *Der Kastner-Bericht über Eichmanns Menschenhandel in Ungarn*, 1961) qui montre de la façon la plus aveuglante à quel point même les victimes juives avaient admis les critères de la Solution finale. La guerre terminée, Kastner s'enorgueillissait encore d'avoir réussi à sauver des « Juifs éminents », une catégorie officiellement introduite par les nazis en 1942, comme si, pour lui aussi, il allait sans dire qu'un Juif célèbre avait davantage le droit de rester en vie qu'un Juif ordinaire ; pour assumer de telles « responsabilités » – aider les nazis dans leurs efforts pour sélectionner des gens « célèbres » dans la masse anonyme, car il s'agissait de cela – « il fallait plus de courage que pour affronter la mort ». Mais si les Juifs et les non-Juifs qui plaidaient en faveur des « cas d'espèce » n'étaient pas conscients de leur complicité involontaire, une telle reconnaissance implicite de la règle, qui signifiait la mort pour tous les cas non spéciaux, a dû être parfaitement claire pour ceux qui étaient engagés dans l'entreprise meurtrière. Étant sollicités pour faire des exceptions qu'ils accordaient de temps à autre, et s'attirant ainsi de la reconnaissance, ils devaient croire, à tout le moins, qu'ils avaient persuadé leurs adversaires de la légalité de ce qu'ils faisaient.

Le pasteur Grüber et le tribunal de Jérusalem avaient d'ailleurs tort de supposer que les demandes d'exemptions étaient déposées par les seuls adversaires du régime. Comme Heydrich le dit explicitement au cours de la conférence de Wannsee, c'est au contraire le grand nombre d'interventions de ce genre émanant de tous côtés qui poussèrent à l'institution de Theresienstadt comme ghetto pour les catégories privilégiées. Plus tard Theresienstadt devint une vitrine pour visiteurs étrangers et servit à leurrer le monde extérieur, mais à l'origine ce n'était pas sa *raison d'être*. L'horrible processus de déblaiement qui se produisait régulièrement dans ce « paradis » – « aussi différent des autres camps que le jour de la nuit », remarqua très justement Eichmann – était une nécessité parce

qu'il n'y avait jamais assez de place pour tous les privilégiés, et, d'après une directive émise par Ernst Kaltenbrunner, chef du RSHA, nous savons qu'« on prenait soin de ne pas déporter les Juifs ayant des liens ou d'importantes relations dans le monde extérieur ». En d'autres termes, les Juifs moins « éminents » étaient constamment sacrifiés à ceux dont la disparition à l'Est entraînerait des enquêtes déplaisantes. Les « relations dans le monde extérieur » ne vivaient pas forcément hors d'Allemagne ; selon Himmler, il y avait « quatre-vingts millions de bons Allemands, et chacun a son Juif honnête. Tous les autres sont des cochons, c'est clair, mais celui-là est de premier ordre » (Hilberg). On dit que Hitler lui – même aurait connu trois cent quarante « Juifs de premier ordre » qu'il aurait assimilés entièrement au statut d'Allemands ou à qui il aurait accordé les privilèges réservés aux demi-Juifs. Des milliers de demi – Juifs ont été exemptés de toute restriction, ce qui explique peut-être le rôle de Heydrich dans la SS, et le rôle du *Generalfeldmarschall* Erhard Milch dans l'armée de l'air de Goering ; car on savait généralement que Heydrich et Milch étaient des demi-Juifs. (Des principaux criminels de guerre, deux seulement se repentirent avant de mourir : Heydrich, pendant les neuf jours qu'il lui fallut pour mourir des blessures infligées par les patriotes tchèques, et Hans Frank, dans sa cellule de condamné à mort à Nuremberg. C'est une constatation désagréable, car on ne peut s'empêcher de penser qu'à la fin, Heydrich ne s'est pas repenti d'avoir tué mais d'avoir trahi son propre peuple.) Si les interventions en faveur des Juifs « éminents » émanaient de personnes « éminentes », elles étaient souvent couronnées de succès. Ainsi Sven Hedin, l'un des admirateurs les plus fervents de Hitler, intervint en faveur d'un géographe connu, un certain professeur Philippsohn de Bonn, qui « vivait à Theresienstadt dans des conditions indignes » ; dans une lettre adressée à Hitler, Hedin l'avertissait que « son attitude envers l'Allemagne dépendrait du sort de Philippsohn » ; à la suite de quoi (d'après le livre de H. G. Adler sur Theresienstadt) une meilleure résidence fut rapidement attribuée à M. Philippsohn.

En Allemagne aujourd'hui, on n'a toujours pas oublié cette notion de Juifs « éminents ». On ne parle plus d'anciens combattants ni d'autres groupes privilégiés, mais on déplore encore le destin de Juifs « célèbres » au détriment de tous les autres. Des voix s'élèvent encore, tout particulièrement au sein de l'élite culturelle, pour déplorer publiquement que l'Allemagne ait obligé Einstein à faire ses bagages, sans se rendre compte que c'était un crime bien plus grand d'avoir tué le petit Hans Cohn du coin, même s'il n'était pas un génie.

VIII

LES DEVOIRS D'UN CITOYEN RESPECTUEUX DE LA LOI

Ainsi, Eichmann eut beaucoup d'occasions de se sentir comme Ponce Pilate, et, au fil des mois et des années, il perdit le besoin de sentir quoi que ce soit. C'était ainsi, c'était la nouvelle loi du pays, fondée sur l'ordre du Führer ; autant qu'il pût en juger, il agissait, dans tout ce qu'il faisait, en citoyen qui obéit à la loi. Il faisait son *devoir*, répéta-t-il mille fois à la police et au tribunal ; non seulement il obéissait aux *ordres*, mais il obéissait aussi à la *loi*. Eichmann soupçonnait vaguement qu'il pouvait y avoir là une distinction importante, mais ni la défense ni les juges ne lui demandèrent d'insister sur ce point. On joua longuement avec les expressions usées jusqu'à la corde d'« ordres supérieurs » ou d'« actes d'État » ; elles avaient dominé toutes les discussions sur ces sujets au procès de Nuremberg, pour la simple raison qu'elles donnaient l'illusion que ce qui est absolument sans précédent pouvait être jugé en fonction de précédents et des critères qui allaient avec. Vu le caractère limité des dons intellectuels d'Eichmann, il était, au procès, certainement le dernier dont on pouvait attendre une élucidation de ces notions et une réflexion autonome. Toujours très soucieux d'être « couvert », il n'avait pas seulement accompli ce qu'il considérait comme les devoirs d'un citoyen qui obéit à la loi, mais il avait aussi agi selon les ordres ; c'est pourquoi il s'embrouilla complètement et finit par insister soit sur les avantages soit sur les inconvénients de l'obéissance aveugle ou « obéissance de cadavre » (*Kadavergehorsam*) comme il disait lui-même.

Pendant l'interrogatoire de police, on s'aperçut pour la première fois qu'Eichmann soupçonnait vaguement que l'enjeu

de toute cette affaire dépassait largement la question du soldat exécutant des ordres clairement criminels dans leur nature et leur intention, lorsque avec une insistance marquée, il déclara soudain qu'il avait vécu toute sa vie selon les préceptes moraux de Kant, et particulièrement selon la définition kantienne du devoir. À première vue, c'était faire outrage à Kant et c'était aussi incompréhensible, dans la mesure où la philosophie morale de Kant est étroitement liée à la faculté humaine de jugement qui exclut l'obéissance aveugle. L'officier de police n'insista pas, mais le juge Raveh, intrigué ou indigné qu'Eichmann ait osé invoquer le nom de Kant en liaison avec ses crimes, décida d'interroger l'accusé. C'est alors qu'à la stupéfaction générale, Eichmann produisit une définition approximative, mais correcte, de l'impératif catégorique : « Je voulais dire, à propos de Kant, que le principe de ma volonté doit toujours être tel qu'il puisse devenir le principe des lois générales. » (Ce qui n'est pas le cas pour le vol, ou le meurtre, par exemple, car il est inconcevable que le voleur, ou le meurtrier, puisse avoir envie de vivre sous un système de lois qui donnerait aux autres le droit de le voler ou de l'assassiner.) Interrogé plus longuement, il ajouta qu'il avait lu *La Critique de la Raison pratique* de Kant. Il se mit ensuite à expliquer qu'à partir du moment où il avait été chargé de mettre en œuvre la Solution finale, il avait cessé de vivre selon les principes de Kant ; qu'il le savait, et qu'il s'était consolé en pensant qu'il n'était plus « maître de ses actes », qu'il ne pouvait « rien changer ». Ce que, au tribunal, il ne parvint pas à discerner est le fait qu'à cette « époque de crimes légalisés par l'État », comme il disait maintenant lui-même, il n'avait pas simplement écarté la formule kantienne comme n'étant plus applicable, il l'avait déformée pour lui faire dire maintenant : Agis comme si le principe de tes actes était le même que celui du législateur ou des lois du pays, ou, selon la formulation de « l'impératif catégorique dans le III^e Reich » donnée par Hans Frank et qu'Eichmann connaissait peut-être : « Agis de telle manière que

le Führer, s'il avait connaissance de ton action, l'approuverait » (*Die Technik des Staates*, 1942, p. 15-16). Certes, Kant n'a jamais rien voulu dire de tel ; pour lui, au contraire, tout homme est législateur dès qu'il commence à agir ; en utilisant sa « raison pratique », l'homme découvre les principes qui peuvent et doivent être les principes de la loi. Mais il est vrai que la déformation inconsciente d'Eichmann correspond à ce qu'il nommait lui-même une adaptation de Kant « à l'usage domestique du petit homme ». Dans un tel usage domestique, tout ce qui reste de l'esprit kantien est l'exigence qu'un homme doit faire plus qu'obéir à la loi, qu'il doit aller au-delà du simple impératif d'obéissance et identifier sa propre volonté au principe qui sous-tend la loi – la source d'où jaillit la loi. Dans la philosophie de Kant, cette source était la raison pratique ; dans l'usage domestique qu'en faisait Eichmann, c'était la volonté du Führer. Pour une bonne part, on peut trouver l'origine du soin horriblement minutieux avec lequel l'exécution de la Solution finale fut conduite – une méticulosité qui frappe généralement l'observateur et qu'il considère comme typiquement allemande ou encore comme caractéristique du parfait bureaucrate – dans cette étrange notion, en réalité fort répandue en Allemagne, selon laquelle obéir à la loi signifie non seulement obéir aux lois, mais aussi agir comme si l'on était le législateur des lois auxquelles on obéit. Ce qui donne la conviction que tout ce qui n'excède pas le simple appel du devoir ne convient pas.

Quel qu'ait pu être le rôle de Kant dans la formation de la mentalité du « petit homme » en Allemagne, il ne fait aucun doute que, dans un certain sens, Eichmann suivait effectivement les préceptes de Kant : la loi, c'était la loi ; on ne pouvait faire d'exceptions. À Jérusalem, il n'avoua que deux exceptions datant de l'époque où chacun des « quatre-vingts millions d'Allemands » avait « son Juif honnête » : il avait aidé un cousin demi-juif ainsi qu'un couple juif à Vienne sur l'intervention de son oncle. Aujourd'hui encore, cette incohérence l'embarrassait quelque peu, et lorsqu'on le

questionna à ce sujet lors du contre-interrogatoire, il commença ouvertement à s'en excuser : il avait « confessé ses fautes » à ses supérieurs. Plus que toute autre chose, une telle attitude de non-compromission à l'égard de l'exécution de ses devoirs meurtriers le condamnait aux yeux de ses juges – ce qui était compréhensible –, mais, de même qu'elle avait un jour fait taire les quelques restes de conscience qu'il avait encore, c'est justement cette attitude qui le justifiait à ses propres yeux. Pas d'exceptions – voilà la preuve qu'il avait toujours agi contre ses « penchants », sentimentaux ou intéressés, qu'il n'avait jamais fait que son « devoir ».

Faire son « devoir » finit pourtant par le mettre en conflit ouvert avec les ordres de ses supérieurs. Au cours de la dernière année de la guerre, plus de deux ans après la conférence de Wannsee, il vécut une dernière crise de conscience. Alors que la défaite approchait, il rencontrait, dans ses propres rangs, de plus en plus d'hommes qui réclamaient des exceptions avec une insistance croissante et au bout du compte l'arrêt de la Solution finale. C'est à ce moment-là que sa prudence cessa et qu'il se remit à prendre des initiatives – il organisa, par exemple, les marches forcées des Juifs, de Budapest à la frontière autrichienne, après le bombardement du réseau de transports par les Alliés. On était à l'automne 1944 et Eichmann savait que Himmler avait donné ordre de démanteler les dispositifs d'extermination d'Auschwitz, et que le jeu était fini. À peu près à cette époque, Eichmann avait eu l'un de ses rares entretiens personnels avec Himmler, au cours duquel celui-ci lui aurait crié : « Si jusqu'à présent vous vous êtes occupé de liquider les Juifs, à partir de maintenant, parce que je l'ordonne, vous allez prendre bien soin des Juifs, être leur infirmière. Je vous rappelle que c'est moi – et ni le *Gruppenführer* Müller ni vous – qui ai fondé le RSHA en 1933 ; c'est moi qui donne les ordres ici ! » Le seul témoin à corroborer ce discours fut le très douteux M. Kurt Becher ; Eichmann nia que Himmler ait crié, mais non qu'un tel entretien ait eu lieu.

Himmler n'a pas pu prononcer ces mots-là exactement, il devait certainement savoir que le RSHA avait été fondé en 1939 et non en 1933, et pas par lui seulement mais par Heydrich, avec son aval. Cependant, il a dû se passer quelque chose d'approchant. À ce moment-là, Himmler donnait, de tous les côtés, des ordres de bien traiter les Juifs – ils étaient son « investissement le plus sûr » – et cela a dû être une expérience troublante pour Eichmann.

La dernière crise de conscience d'Eichmann commença lorsqu'on l'envoya en mission en Hongrie, en mars 1944, alors que l'armée Rouge traversait les Carpates en direction de la frontière hongroise. En 1941, la Hongrie était entrée en guerre au côté de Hitler, à seule fin d'acquérir de nouveaux territoires appartenant à ses voisines, la Slovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. Le gouvernement hongrois était ouvertement antisémite depuis longtemps et maintenant il commençait à déporter tous les Juifs apatrides des territoires nouvellement acquis. (Dans presque tous les pays, l'action antijuive visait d'abord les apatrides.) Ces mesures étaient étrangères à la Solution finale, et, de fait, elles cadraient mal avec les plans compliqués qu'on préparait alors pour « peigner l'Europe d'Ouest en Est », de sorte que l'ordre des opérations ne donnait pas la priorité à la Hongrie. La police hongroise avait refoulé les Juifs apatrides dans le territoire russe le plus proche et les autorités allemandes d'occupation locales avaient protesté contre leur arrivée ; les Hongrois avaient repris quelques milliers d'hommes valides et laissé les troupes hongroises fusiller les autres sur les indications d'unités de police allemandes. L'amiral Horthy, le dirigeant fasciste du pays, n'avait cependant pas voulu aller plus loin – sans doute subissait-il l'influence modératrice de Mussolini et du fascisme italien – et, durant les années précédentes, la Hongrie était devenue, à l'instar de l'Italie, un havre pour les Juifs, où même des réfugiés de Pologne et de Slovaquie parvenaient encore à fuir de temps en temps. Les annexions de territoire et l'entrée

au compte-gouttes de réfugiés avaient augmenté le nombre de Juifs en Hongrie, de cinq cent mille environ avant la guerre à un chiffre qu'on peut estimer à huit cent mille en 1944, quand Eichmann arriva sur les lieux.

Nous savons aujourd'hui que les trois cent mille Juifs nouvellement acquis par la Hongrie devaient leur sécurité, non à l'empressement des Hongrois à leur offrir l'asile mais au fait que les Allemands étaient réticents à démarrer une action séparée pour si peu de monde. En 1942, sous la pression du ministère allemand des Affaires étrangères (qui n'avait jamais manqué d'expliquer aux alliés de l'Allemagne que la pierre de touche de la confiance qu'elle pouvait leur accorder était leur obligeance à fournir de l'aide non pour gagner la guerre mais pour « résoudre la question juive »), la Hongrie avait proposé de livrer tous les réfugiés juifs. Le ministère était disposé à accepter cette proposition comme un pas dans la bonne direction, mais Eichmann avait élevé des objections : pour des raisons techniques, il estimait qu'il était « préférable de différer cette action jusqu'à ce que la Hongrie soit prête à y inclure les Juifs hongrois » ; il serait beaucoup trop coûteux de « mettre en marche tout le dispositif d'évacuation » pour une seule catégorie, ce qui, du coup, « ne nous ferait pas progresser d'un pas dans la direction de la solution du problème juif en Hongrie ». Maintenant, en 1944, la Hongrie était « prête » parce que, le 19 mars deux divisions de l'armée allemande avaient occupé le pays. Avec elles, le nouveau plénipotentiaire du Reich était arrivé, le Dr Edmund Veessenmayer, *Standartenführer* SS, représentant de Himmler au ministère des Affaires étrangères, ainsi que l'*Obergruppenführer* SS Otto Winkelmann, un des chefs suprêmes des SS et de la police, qui était donc sous les ordres directs de Himmler. Le troisième responsable SS était Eichmann, spécialiste de l'évacuation et de la déportation des Juifs, agissant sous les ordres de Müller et de Kaltenbrunner du RSHA. Hitler lui-même n'avait laissé subsister aucun doute quant à la signification de l'arrivée de ces trois messieurs ; dans

un entretien célèbre qu'il avait eu avec Horthy avant d'occuper son pays, il lui avait dit que « la Hongrie n'a pas encore pris les mesures nécessaires pour régler la question juive » et avait même reproché à Horthy de « n'avoir pas permis que les Juifs soient massacrés » (Hilberg).

La tâche d'Eichmann était claire. Son service tout entier déménagea à Budapest (pour sa carrière c'était une « dégringolade ») afin qu'il puisse veiller à ce que « toutes les mesures nécessaires » soient prises. Il ne soupçonnait pas ce qui allait arriver ; ce qu'il craignait le plus était une résistance éventuelle de la part des Hongrois, à laquelle il n'aurait pas pu faire face, car il n'avait pas assez d'hommes et connaissait mal les conditions locales. Il s'avéra que ces craintes étaient sans fondement. La gendarmerie hongroise était plus qu'impatiente de faire tout ce qui était nécessaire et Laszlo Endre, le nouveau secrétaire d'État chargé des affaires politiques (juives) au ministère de l'intérieur hongrois, « connaissait bien le problème juif » ; il devint un ami proche avec lequel Eichmann passait une bonne partie de son temps libre. Tout se passa « comme dans un rêve », répéta-t-il à chaque fois qu'il évoquait cet épisode ; il n'y eut pas la moindre difficulté. À moins, bien sûr, qu'on appelle difficulté certains petits décalages entre ses ordres et les désirs de ses nouveaux amis ; par exemple, probablement parce qu'à l'Est l'armée Rouge approchait, ses ordres stipulaient que le pays devait être « peigné d'Est en Ouest », ce qui signifiait que les Juifs de Budapest ne seraient pas évacués dans les premières semaines ou les premiers mois – perspective consternante pour les Hongrois, qui voulaient que leur capitale fût la première ville à être *judenrein*. (Le « rêve » d'Eichmann fut, pour les Juifs, un cauchemar inimaginable : nulle part ailleurs on ne déporta et extermina tant de gens en si peu de temps. En moins de deux mois, 147 trains transportant 434351 personnes dans des wagons de marchandises plombés, à raison de cent personnes par wagon, quittèrent le pays et les

chambres à gaz d'Auschwitz avaient grand-peine à absorber une telle multitude.)

Les difficultés surgirent d'un autre côté. Trois hommes, et non un seul, avaient ordre de contribuer à la « solution du problème juif » ; chacun appartenait à un service différent et dépendait d'une autre chaîne de commandement. Techniquement, Winkelmann était le supérieur d'Eichmann, mais les chefs suprêmes des SS et de la police n'étaient pas sous les ordres du RSHA auquel Eichmann appartenait. Et Veessenmayer, des Affaires étrangères, était indépendant des deux. Quoi qu'il en soit, Eichmann refusait d'accepter des ordres émanant des deux autres, et leur présence ne lui plaisait pas. Mais les pires ennuis vinrent d'un quatrième homme, que Himmler avait envoyé en « mission spéciale » dans le seul pays d'Europe qui abritait encore non seulement un nombre appréciable de Juifs mais encore des Juifs qui avaient conservé une position économique importante. (En Hongrie, sur un total de cent dix mille commerces et entreprises industrielles, quarante mille auraient appartenu à des Juifs.) Cet homme était l'*Obersturmbannführer*, plus tard *Standartenführer*, Kurt Becher.

Becher, aujourd'hui marchand prospère de Brême, alors vieil ennemi d'Eichmann, témoigna, si étrange que cela puisse paraître, pour la défense. Ne pouvant, pour des raisons évidentes, venir à Jérusalem, il fut interrogé en Allemagne dans sa ville natale. On dut écarter son témoignage parce qu'on lui avait montré, longtemps à l'avance, les questions auxquelles il devait répondre plus tard sous serment. Il est bien dommage, et pas seulement pour des raisons d'ordre juridique, qu'on n'ait pu mettre Eichmann en présence de Becher. Une telle confrontation aurait éclairé une autre partie du « tableau général » qui était fort pertinente, même sur le plan juridique. À en croire sa propre version, Becher était devenu SS parce que « depuis 1932 jusqu'à ce jour il avait toujours aimé faire du cheval ». Il y a trente ans en Europe ce sport était réservé aux classes supérieures. En 1934, son entraîneur l'avait persuadé

d'entrer dans le régiment de cavalerie de la SS, ce qui était alors exactement la chose à faire, pour un homme qui souhaitait participer au « mouvement » tout en maintenant son rang social. (Personne n'a jamais évoqué l'une des raisons possibles pour laquelle, dans son témoignage, Becher a insisté sur le cheval : le tribunal de Nuremberg avait exclu les *Reiter-SS*^x de sa liste d'organisations criminelles.) Pendant la guerre, Becher était en service actif au front, non dans l'armée mais dans les *Waffen-SS* où il était officier chargé des liaisons avec les commandants de l'armée. Il quitta bientôt le front pour entrer dans le bureau principal du personnel SS en tant que principal acheteur de chevaux, un travail qui lui valut à peu près toutes les décorations disponibles à l'époque.

Becher prétendit qu'on l'avait envoyé en Hongrie uniquement pour acheter vingt mille chevaux pour les SS ; c'est peu probable, car dès son arrivée, il entama une série de négociations très fructueuses avec les directeurs de grandes entreprises juives. Ses rapports avec Himmler étaient excellents, il pouvait le voir quand il le voulait. Sa « mission spéciale » était assez claire. Il devait prendre le contrôle des principales entreprises juives dans le dos du gouvernement hongrois, et en échange permettre aux propriétaires de quitter librement le pays non sans mettre la main sur des sommes considérables en devises étrangères. Sa transaction la plus importante concernait le cartel de l'acier de Manfred Weiss, une entreprise monstre de trente mille ouvriers qui produisait aussi bien des avions, des camions et des bicyclettes, que des conserves, des épingles et des aiguilles. Le résultat fut que quarante-cinq membres de la famille Weiss émigrèrent au Portugal pendant que M. Becher prenait la direction de l'entreprise. La colère s'empara d'Eichmann lorsqu'il eut vent de cette *Schweinerei* [saloperie] ; l'arrangement menaçait de compromettre ses bonnes relations avec les Hongrois qui s'attendaient naturellement à prendre possession des biens juifs confisqués sur leur propre sol. Son indignation n'était pas

sans fondement, car ces arrangements étaient contraires à la politique habituelle des nazis qui était plutôt généreuse. Contre l'aide qu'ils apportaient à la solution de la question juive dans différents pays, les Allemands ne réclamaient aucune part des biens juifs mais seulement les frais de déportation et d'extermination, et ces frais i. AzZÆ. *Régiments de cavalerie SS.* variaient considérablement selon les pays – les Slovaques étaient censés payer entre trois cents et cinq cents Reichsmarks par Juif, les Croates, trente seulement ; les Français, sept cents ; et les Belges, deux cent cinquante. (Il semble que personne n'ait jamais rien payé, sauf les Croates.) En cette dernière période de la guerre, les Allemands exigeaient des Hongrois des paiements en nature – envoi au Reich de denrées alimentaires dont la quantité était calculée d'après la quantité de nourriture qu'auraient consommée les Juifs déportés.

Mais l'affaire Weiss n'était que le commencement et, du point de vue d'Eichmann, les choses devaient tourner encore beaucoup plus mal. Becher était un homme d'affaires-né et là où Eichmann ne voyait que des tâches écrasantes d'organisation et d'administration, il voyait des occasions quasi illimitées de gagner de l'argent. Le seul obstacle sur sa route était l'étroitesse d'esprit de créatures subordonnées qui, comme Eichmann, prenaient leur travail au sérieux. Les projets de l'*Obersturmbannführer* Becher le conduisirent bientôt à coopérer étroitement aux efforts de sauvetage du Dr Rudolf Kastner (Becher doit sa liberté au témoignage que fit Kastner en sa faveur à Nuremberg. Sioniste de longue date, Kastner s'installa en Israël après la guerre, où il occupa de hautes fonctions jusqu'à ce qu'un journaliste publie un récit de sa collaboration avec les SS – ce qui lui valut un procès en diffamation de la part de Kastner. Son témoignage à Nuremberg pesa lourd contre lui ; et quand son cas fut présenté au tribunal de Jérusalem, le juge Halévi, l'un des trois juges du procès Eichmann, déclara à Kastner qu'il avait « vendu son âme au diable ». En mars 1957, peu avant que son procès ne vienne en

appel devant la Cour suprême d'Israël, Kastner fut assassiné ; aucun des assassins, semble-t-il, ne venait de Hongrie. À l'audition suivante, le verdict du tribunal de première instance fut cassé et Kastner fut complètement réhabilité.) Les arrangements que fit Becher par l'intermédiaire de Kastner étaient beaucoup plus simples que ses négociations compliquées avec les magnats industriels ; il s'agissait de fixer un prix pour la vie de chaque Juif à sauver. On se chamailla beaucoup sur les prix, et il semble qu'à un moment donné Eichmann ait participé aux discussions préliminaires. Trait caractéristique, son prix était le moins élevé, juste deux cents dollars par Juif – non, bien sûr, qu'il souhaitât sauver un plus grand nombre de Juifs, mais plutôt parce que, simplement, il n'était pas accoutumé à voir grand. On arriva enfin au prix de mille dollars par Juif et c'est ainsi qu'un groupe de 1684 Juifs, dont la famille du Dr Kastner, quitta la Hongrie, transita par le camp de Bergen-Belsen d'où ils gagnèrent enfin la Suisse. Jusqu'à la libération de la Hongrie par les Russes, tout le monde était occupé à un arrangement similaire, grâce auquel Becher et Himmler espéraient obtenir vingt millions de francs suisses de l'American Joint Distribution Committee, contre des achats de marchandises de toutes sortes, mais rien de tout cela n'aboutit.

Il est certain que Himmler approuvait entièrement les activités de Becher, et que celles-ci s'opposaient de la manière la plus tranchée possible aux anciens ordres « radicaux » qu'Eichmann recevait toujours de Müller et de Kaltenbrunner, ses supérieurs immédiats dans le RSHA. Aux yeux d'Eichmann, les gens comme Becher étaient des hommes corrompus, mais il est peu probable que la corruption fût à l'origine de sa crise de conscience, car si lui-même ne semblait pas enclin à succomber à ce genre de tentation, à cette époque, la corruption existait dans son entourage depuis des années. Bien que ce ne soit pas totalement impossible, il est difficile d'imaginer qu'il n'ait pas su que son ami et subordonné, le *Hauptsturmführer* Dieter Wisliceny, avait, dès 1942, accepté cinquante mille dollars du

Comité juif de secours de Bratislava, pour accorder un délai aux déportations de Slovaquie ; cependant, il ne pouvait ignorer le fait que Himmler, à l'automne 1942, avait essayé de vendre des visas de sortie aux Juifs slovaques, parce qu'il avait besoin de devises étrangères pour payer le recrutement d'une nouvelle division SS. Mais maintenant, en 1944, en Hongrie, c'était différent, non pas parce que Himmler était « dans les affaires », mais parce que les affaires étant devenues la politique officielle ; il ne s'agissait plus seulement de corruption.

Au départ, Eichmann essaya de jouer le jeu et de se plier aux nouvelles règles ; c'est ainsi qu'il fut mêlé aux incroyables négociations de « du sang contre des marchandises » – un million de Juifs contre dix mille camions pour l'armée allemande en déroute – dont il n'avait sûrement pas pris l'initiative. La façon dont il expliqua son rôle à Jérusalem montra bien comment, à l'époque, il s'était justifié à ses propres yeux : c'était un impératif militaire qui aurait l'avantage supplémentaire de lui donner un rôle nouveau et important dans les affaires d'émigration. Ce qu'il ne s'avoua probablement jamais à lui – même, c'est qu'avec les difficultés croissantes surgissant de tous côtés, il allait bientôt se retrouver sans travail (ce qui arriva quelques mois plus tard) à moins qu'il ne réussisse à se placer avantageusement dans la nouvelle course au pouvoir qui s'organisait autour de lui. Quand le projet d'échange échoua, comme on pouvait s'y attendre, tout le monde savait déjà que Himmler, malgré ses constantes hésitations, dues principalement à sa peur physique de Hitler qui n'était pas dénuée de fondement, avait décidé de mettre un terme à toute la Solution finale – sans plus se soucier ni des affaires ni des impératifs militaires, avec pour seule motivation les illusions qu'il avait forgées d'être celui qui, dans l'avenir, apporterait la paix à l'Allemagne. C'est à cette époque qu'apparut dans les SS une « aile modérée », composée de ceux qui étaient assez stupides pour croire qu'un assassin capable de prouver qu'il n'avait pas tué autant de personnes qu'il aurait pu

aurait un merveilleux alibi et de ceux qui étaient assez malins pour prévoir le retour à des « conditions normales », dans lesquelles l'argent et les relations redeviendraient des atouts indispensables.

Eichmann n'adhéra jamais à cette « aile modérée » et l'on peut se demander si, le cas échéant, elle l'aurait admis en son sein. Non seulement il était trop compromis, et, par ses contacts avec les responsables juifs, trop connu ; il était trop primitif pour ces « messieurs » très cultivés de la grande bourgeoisie, contre lesquels il a conçu le plus fort ressentiment jusqu'à la fin. Il était tout à fait capable d'expédier à la mort des millions de personnes, mais il était incapable d'en parler d'une manière convenable quand il n'avait pas reçu ses « règles de langage ». À Jérusalem, où il n'en avait pas sous la main, il parlait librement de « tuerie » et de « meurtre », de « crimes légalisés par l'État » ; il appelait les choses par leur nom, contrairement à l'avocat de la défense, qui, de toute évidence, considérait Eichmann comme un inférieur sur le plan social. (L'assistant de Servatius, le Dr Dieter Wechtenbruch – un disciple de Cari Schmitt qui assista aux premières semaines du procès, qui fut envoyé ensuite en Allemagne pour interroger des témoins pour la défense et réapparut dans la dernière semaine d'août – était tout à fait disposé à parler aux journalistes hors de la salle d'audience ; il paraissait choqué moins par les crimes d'Eichmann que par son manque de goût et d'éducation. « Ce menu fretin, disait-il, voyons comment nous allons pouvoir l'aider à sauter les obstacles » (*wie wir das Würstchen über die Runden bringen*). Quant à Servatius, il déclara, même avant l'ouverture du procès, que son client avait une mentalité de « facteur de l'espèce la plus commune ».) Quand Himmler devint « modéré », Eichmann se mit à saboter ses ordres autant qu'il l'osait, dans la mesure du moins où il se considérait comme « couvert » par ses supérieurs immédiats. « Comment Eichmann ose-t-il saboter les ordres de Himmler ? » – il s'agissait d'arrêter les marches forcées en automne 1944 – demanda un jour

Kastner à Wisliceny. Et la réponse fut : « Il peut sûrement produire quelque télégramme. Müller et Kaltenbrunner ont dû le couvrir. » Il est tout à fait possible qu'Eichmann ait nourri le projet confus de liquider Theresienstadt avant l'arrivée de l'armée Rouge, mais nous n'avons, à l'appui de cette hypothèse, que le témoignage douteux de Dieter Wisliceny (des mois ou peut-être des années avant la fin, ce dernier avait soigneusement mis au point un alibi aux dépens d'Eichmann et dont il gratifia le tribunal de Nuremberg, où il fut témoin à charge ; cela ne lui servit à rien, car il fut extradé en Tchécoslovaquie, poursuivi et exécuté à Prague, où il n'avait pas de relations et où son argent ne lui fut d'aucun secours). D'autres témoins affirmèrent que ce projet avait été élaboré par Rolf Günther, un des hommes d'Eichmann, et qu'il existait au contraire un ordre écrit d'Eichmann stipulant que ce ghetto reste intact. Quoi qu'il en soit, il est certain que même en avril 1945, alors que tout le monde ou presque était devenu très « modéré », Eichmann profita d'une visite que fît M. Paul Dunant, de la Croix – Rouge suisse, à Theresienstadt, pour indiquer clairement que lui, n'approuvait pas la nouvelle orientation de Himmler à l'égard des Juifs.

Le fait qu'Eichmann a toujours fait de son mieux pour rendre définitive la Solution finale n'a donc jamais été mis en discussion. La question était seulement de savoir si c'était là une preuve de son fanatisme, de sa haine sans bornes à l'égard des Juifs, et s'il mentait à la police et commettait un parjure devant le tribunal quand il prétendait avoir toujours obéi aux ordres. Les juges ne trouvèrent jamais d'autre explication, eux qui faisaient l'impossible pour comprendre l'accusé, ils le traitaient avec une considération et une humanité authentique et magnifique qu'il devait rencontrer pour la première fois de sa vie. (Le Dr Wechtenbruch déclara à des journalistes qu'Eichmann avait « grande confiance dans le juge Landau », comme si Landau était à même de démêler les choses, et il attribua cette confiance au besoin d'autorité d'Eichmann. En

tout cas, cette confiance fut manifeste pendant tout le procès et c'est peut-être la raison pour laquelle le jugement fut pour Eichmann une grosse « déception » ; il avait confondu humanité et mollesse.) Que ces trois hommes n'aient jamais réussi à le comprendre est peut-être une preuve de leur « bonté », de leur foi inébranlable et un peu démodée dans les fondements moraux de leur profession. Car la triste et inconfortable vérité est que l'attitude sans compromis adoptée par Eichmann dans les dernières années de la guerre lui était probablement dictée non par son fanatisme mais par sa conscience même, tout comme, trois ans auparavant, cette conscience lui avait dicté une conduite opposée pendant un court laps de temps. Eichmann savait que les ordres de Himmler étaient en contradiction totale avec l'ordre du Führer. Il n'avait pas besoin pour cela de faits précis, bien que de telles précisions l'eussent encouragé ;

comme l'accusation y insista devant la Cour suprême, « la position de Himmler fut complètement déconsidérée aux yeux de Hitler » quand ce dernier fut informé par Kaltenbrunner des négociations visant l'échange de Juifs contre des camions. Puis, quelques semaines seulement avant que Himmler ne stoppe l'extermination à Auschwitz, Hitler, qui de toute évidence ignorait tout des nouvelles démarches de Himmler, avait envoyé un ultimatum à Horthy, lui disant qu'il « s'attendait à ce que le gouvernement hongrois prenne dès maintenant les mesures prévues contre les Juifs de Budapest ». Quand l'ordre donné par Himmler d'arrêter l'évacuation des Juifs hongrois arriva à Budapest, Eichmann menaça, selon un télégramme de Veessenmayer, « de demander au Führer une nouvelle décision » et le jugement trouva ce télégramme plus « accablant que cent témoignages ».

Eichmann perdit la bataille contre l'« aile modérée » menée par le *Reichsführer SS* et chef de la police allemande. Sa défaite lui apparut pour la première fois lorsqu'en janvier 1945 l'*Obersturmbannführer* Kurt Becher fut promu *Standartenführer*,

promotion dont Eichmann avait rêvé pendant toute la guerre. (Sa thèse, selon laquelle il était impossible, dans son service, de monter en grade, n'est qu'à moitié juste ; on aurait pu le nommer chef du département IV-B, au lieu de lui laisser seulement le bureau IV-B-4 et il serait alors monté en grade automatiquement. À vrai dire, il est probable que, sauf sur le front, on ne laissait jamais des gens comme Eichmann, qui était parti de zéro, avancer au-delà du grade de lieutenant-colonel.) Ce mois-là, la Hongrie fut libérée, et Eichmann rappelé à Berlin. Himmler y avait nommé son ennemi Becher *Reichssonderkommissar* ¹⁵³⁴ chargé de tous les camps de concentration, et Eichmann fut transféré du bureau des « affaires juives » au bureau complètement insignifiant de la « lutte contre les Églises », dont de surcroît il ignorait tout. La rapidité de son déclin dans les derniers mois de la guerre indique de la manière la plus révélatrice à quel point Hitler avait raison, lorsqu'il déclarait, dans son bunker de Berlin, en avril 1945, qu'on ne pouvait plus compter sur les SS.

Mis en présence, à Jérusalem, de documents prouvant qu'il avait été d'une loyauté extraordinaire envers Hitler et les ordres du Führer, Eichmann tenta à plusieurs reprises d'expliquer que dans le III^e Reich « les paroles du Führer avaient force de loi » (*Führerworte haben Gesetzeskraft*), ce qui voulait dire, entre autres, que si les ordres émanaient directement de Hitler, ils n'avaient pas besoin d'être écrits. Il essaya d'expliquer que c'est pour cette raison qu'il n'avait jamais demandé d'ordre écrit de Hitler (on n'a jamais trouvé aucun document de ce genre à propos de la Solution finale ; sans doute n'y en eut – il jamais) mais qu'il avait demandé à voir un ordre écrit de Himmler. Une telle situation était certes bien étrange, et on a écrit là-dessus des bibliothèques entières de commentaires juridiques « autorisés » qui démontrent tous que les *paroles* du Führer, ses déclarations orales, étaient la loi fondamentale du pays. Dans ce cadre « légal », tout ordre contraire, dans l'esprit ou dans la lettre, à une parole prononcée

par Hitler était, par définition, illégal. La position d'Eichmann rappelait alors très désagréablement celle du soldat souvent évoqué qui, agissant dans un cadre légal normal, refuse d'exécuter des ordres qui vont à l'encontre de son expérience habituelle de cette légalité et qu'il peut donc reconnaître comme criminels. L'abondante littérature écrite sur ce sujet fonde son argumentation sur le sens souvent équivoque du mot « loi », qui, dans ce contexte, signifie parfois la loi du pays – c'est – à-dire la loi positive, posée en principe – et parfois la loi qui est censée parler d'une même voix dans le cœur de tous les hommes. Mais sur le plan pratique, les ordres doivent être « manifestement illégaux » pour qu'on désobéisse, et leur illégalité doit « être signalée comme si un drapeau noir sur lequel on pourrait lire l'avertissement : “interdit” était planté dessus », comme l'a fait remarquer le jugement. Et dans un régime criminel ce « drapeau noir » avec son « avertissement » est planté tout aussi « manifestement » sur ce qui est normalement un ordre légitime – par exemple, de ne pas tuer des innocents pour la seule raison qu'ils se trouvent être juifs – que sur un ordre criminel dans une situation normale. S'en remettre à une voix de la conscience sans équivoque – ou bien, selon les termes plus vagues encore qu'emploient les juristes, à un « sentiment général d'humanité » (Oppenheim-Lauterpacht dans *International Law*, 1952) – c'est non seulement supposer la question résolue, c'est aussi refuser délibérément d'ouvrir les yeux sur le phénomène moral, juridique et politique qui est au centre de notre siècle.

Certes, ce n'est pas uniquement la conviction que Himmler donnait maintenant des ordres « criminels » qui détermina les actions d'Eichmann. Mais l'élément personnel entrant incontestablement en ligne de compte n'était pas le fanatisme, c'était son authentique « admiration immodérée sans bornes pour Hitler » (pour reprendre les mots d'un témoin de la défense) – pour l'homme qui était passé « de caporal à chancelier du Reich ». Il serait inutile d'essayer de déterminer

ce qui comptait le plus pour lui, son admiration pour Hitler ou sa décision de demeurer un citoyen du III^e Reich obéissant à la loi alors que l'Allemagne était déjà en ruine. Ces deux mobiles entrèrent en jeu encore une fois aux derniers jours de la guerre alors qu'il était à Berlin et qu'il s'indignait violemment de voir tout le monde autour de lui avoir assez de présence d'esprit pour se combiner des faux papiers avant l'arrivée des Russes ou des Américains. Quelques semaines plus tard Eichmann aussi se mit à voyager sous un faux nom, mais à ce moment-là Hitler était mort, la « loi du pays » n'existait plus, et, comme il le fit remarquer, il n'était plus lié par son serment. Car le serment prononcé par les membres de la SS était différent du serment militaire des soldats, dans la mesure où il ne les liait qu'à Hitler, pas à l'Allemagne.

Le cas de la conscience d'Adolf Eichmann, qui est évidemment complexe sans être aucunement unique, est difficilement comparable au cas des généraux allemands, dont l'un d'entre eux comparut à Nuremberg et qui, à la question : « Comment est-il possible que vous tous, généraux honorables, ayez pu continuer à servir un assassin aussi loyalement, sans poser la moindre question ? », répondit : « Ce n'est pas à un soldat de juger son chef suprême. C'est à l'Histoire de le faire, ou à Dieu. » (C'est ainsi que s'exprima le général Alfred Jodl, qui fut pendu à Nuremberg.) Beaucoup moins intelligent et presque sans éducation, Eichmann se rendait compte au moins confusément que ce n'était pas un ordre mais une loi qui les avait tous transformés en criminels. La différence entre un ordre et la parole du Führer était que la validité de cette parole n'était pas limitée dans le temps et dans l'espace, ce qui est la caractéristique principale d'un ordre. Là est aussi la véritable raison pour laquelle l'ordre du Führer concernant la Solution finale fut suivi d'une pléthore de règles et de directives, toutes élaborées par des avocats spécialisés et des conseillers juridiques, et non par de simples administrateurs ; contrairement aux ordres ordinaires, cet ordre était considéré

comme une loi. Inutile d'ajouter que le fatras juridique qui en résulta, loin d'être seulement un symptôme de pédanterie ou de perfectionnisme, servit de la façon la plus efficace à donner une apparence de légalité à toute l'affaire.

Et de même que dans les pays civilisés, la loi suppose que la voix de la conscience dise à chacun : « Tu ne tueras point », même si l'homme a, de temps à autre, des désirs ou des penchants meurtriers, de même la loi du pays de Hitler exigeait que la voix de la conscience dise à chacun : « Tu tueras », même si les organisateurs de massacres savaient parfaitement que le meurtre va à l'encontre des désirs normaux et des penchants de la plupart des gens. Dans le III^e Reich, le mal avait perdu cet attribut par lequel la plupart des gens le reconnaissent généralement – l'attribut de la tentation. De nombreux Allemands, de nombreux nazis, peut-être l'immense majorité d'entre eux, ont dû être tentés de *ne pas* tuer, de *ne pas* voler, de *ne pas* laisser leurs voisins partir pour la mort (car ils savaient, naturellement, que les Juifs partaient à la mort, même si nombre d'entre eux ont pu ne pas en connaître les horribles détails) et de ne pas devenir les complices de ces crimes en en bénéficiant. Mais Dieu sait s'ils ont vite appris à résister à la tentation.

IX

LES DÉPORTATIONS DU REICH. L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE ET LE PROTECTORAT

Entre la conférence de Wannsee de janvier 1942, où Eichmann s'était senti comme Ponce Pilate et s'était lavé les mains en toute innocence, et l'été et l'automne 1944, où Himmler avait donné ordre d'abandonner la Solution finale dans le dos de Hitler comme si les massacres n'avaient été rien d'autre qu'une regrettable erreur, aucune question de conscience ne troubla jamais Eichmann. Son esprit était complètement mobilisé par un travail écrasant d'organisation et d'administration au beau milieu non seulement d'une guerre mondiale mais, ce qui était encore plus important pour lui, d'innombrables intrigues et conflits d'autorité entre tous les bureaux de l'État et du parti occupés à « résoudre la question juive ». Ses principaux concurrents étaient les chefs suprêmes des SS et de la police qui, placés sous les ordres directs de Himmler, avaient facilement accès à lui, et dont le rang était toujours supérieur à celui d'Eichmann. Il y avait aussi le ministère des Affaires étrangères avec son nouveau sous-secrétaire d'État, le Dr Martin Luther, protégé de Ribbentrop, qui était devenu très actif en ce qui concerne les affaires juives. (Dans une intrigue subtile, Luther essaya de se débarrasser de Ribbentrop en 1943, il échoua et fut envoyé dans un camp de concentration ; quand Luther fut remplacé au sous-secrétariat d'État, ce fut le *Legationsrat* Eberhard von Thadden, témoin de la défense au procès de Jérusalem, qui devint *Referent* pour les affaires juives.) À l'occasion, le ministère donnait des ordres de déportation qui devaient être exécutés par ses représentants à l'étranger, lesquels, pour des raisons de prestige, préféraient tra-

vailler avec les chefs suprêmes des SS et de la police plutôt qu'avec Eichmann. Il y avait encore les commandants de l'armée dans les territoires occupés de l'Est qui aimaient bien résoudre les problèmes « sur place », ce qui voulait dire fusiller ; par contre, les militaires qui se trouvaient dans les pays occidentaux étaient réticents à coopérer et à prêter leurs troupes pour rassembler et arrêter les Juifs. Il y avait enfin les *Gauleiter*, les chefs régionaux, dont chacun voulait être le premier à déclarer son territoire *judenrein* et, à l'occasion, prenaient l'initiative de commencer les procédures de déportation. Eichmann devait coordonner tous ces « efforts », mettre un peu d'ordre dans ce qu'il qualifiait de « chaos complet » dans lequel « chacun donnait ses propres ordres » et « faisait ce qui lui plaisait ». Et il réussit d'ailleurs, du moins en partie, à se donner une position clé dans le processus d'ensemble, parce que son bureau organisait les moyens de transport. Selon le Dr Rudolf Mildner, chef de la Gestapo en Haute Silésie (où se trouvait Auschwitz), plus tard chef de la police de sécurité au Danemark et qui témoigna à charge à Nuremberg, Himmler donnait les ordres de déportation par écrit à Kaltenbrunner, chef du RSHA, qui informait Müller, chef de la Gestapo, ou section IV du RSHA, qui à son tour transmettait les ordres oralement à son homologue du bureau IV-B-4, c'est-à-dire à Eichmann. Himmler donnait aussi des ordres aux chefs suprêmes régionaux des SS et de la police, et par conséquent en informait Kaltenbrunner. Ce qu'il fallait faire des déportés juifs, combien devaient être exterminés et combien épargnés pour le travail forcé, toutes ces questions étaient aussi tranchées par Himmler, et ses ordres à ce sujet étaient envoyés au WVHA de Pohl qui les communiquait à Richard Glücks, inspecteur des camps de concentration et d'extermination, qui, à son tour, les transmettait aux commandants des différents camps. L'accusation ignore ces documents soumis au procès de Nuremberg, parce qu'ils allaient à l'encontre de sa théorie des pouvoirs extraordinaires détenus par Eichmann ; la défense fit allusion aux dépositions

sous serment de Mildner, mais sans grand résultat. Après avoir « consulté Poliakov et Reitlinger », Eichmann lui-même présenta dix-sept organigrammes multicolores qui ne contribuèrent guère à une meilleure compréhension de l'inextricable appareil bureaucratique du III^e Reich, bien que sa description d'ensemble – « tout était dans un état de fluctuation perpétuelle, un flot continu » – ait semblé plausible à qui a étudié le totalitarisme et sait bien que le caractère monolithique de cette forme de gouvernement est un mythe. Il se souvenait encore vaguement que ses hommes, ses conseillers aux affaires juives dans tous les pays occupés et semi-indépendants, l'informaient de « ce qu'il était à la rigueur possible de faire », qu'il rédigeait des « rapports qui étaient par la suite rejetés ou approuvés », et que Müller donnait alors ses directives ; « dans la pratique cela pouvait signifier qu'une proposition venue de Paris ou de La Haye retournait, quinze jours plus tard, à Paris ou à La Haye sous forme d'une directive approuvée par le RSHA ». La position d'Eichmann était celle de la courroie de transmission la plus importante de l'ensemble de l'opération, car c'était toujours à lui ou à ses hommes de décider combien de Juifs pouvaient ou devaient être transportés au départ d'un endroit quelconque, et c'est par son bureau que passait la divulgation de l'ultime destination de chaque convoi, bien qu'il ne déterminât pas cette destination elle-même. Mais les problèmes de synchronisation des départs et des arrivées, les tracasseries sans fin des disputes avec les autorités chargées des chemins de fer et le ministère des Transports afin d'obtenir suffisamment de matériel roulant, les tracasseries pour établir les horaires et diriger les trains vers des centres offrant des « capacités d'absorption » suffisantes afin d'avoir assez de Juifs sous la main au moment voulu et ne « gaspiller » aucun train, pour s'assurer l'aide des autorités dans les pays occupés ou alliés afin d'effectuer les arrestations, pour suivre les règles et les directives visant les différentes catégories de Juifs, établies séparément pour chaque pays et constamment révisées – tout

cela était devenu une routine dont il avait oublié les détails longtemps avant d'être emmené à Jérusalem.

Ce qui, pour Hitler, le conspirateur unique, solitaire, de la Solution finale (jamais aucune conspiration n'a requis un si petit nombre de comploteurs et un si grand nombre d'exécutants, si tant est qu'on puisse parler de conspiration), était l'un des objectifs principaux de la guerre, sa mise en œuvre ayant la priorité sur toutes les considérations d'ordre économique ou militaire, et ce qui, pour Eichmann, était un emploi, avec sa routine quotidienne, ses hauts et ses bas, fut littéralement la fin du monde pour les Juifs. Pendant des centaines d'années, à tort ou à raison, ils avaient été habitués à comprendre leur propre histoire comme une longue histoire de souffrances, pareille à celle que le procureur avait décrite au procès dans son discours d'ouverture ; mais derrière une telle attitude, il y avait eu pendant longtemps la triomphante conviction de « *Am Yisrael Chai* », le peuple d'Israël vivra. Des individus, des familles entières de Juifs pouvaient mourir dans les pogroms, des communautés entières disparaître et cependant le peuple survivrait. Ils n'avaient jamais eu à affronter de génocide. Plus encore, la consolation séculaire ne fonctionnait plus, du moins en Europe de l'Ouest. Depuis l'Antiquité romaine, c'est-à-dire depuis le début de l'histoire européenne, les Juifs avaient appartenu, pour le meilleur ou pour le pire, dans la misère ou la splendeur, à la communauté européenne des nations ; mais au cours des cent cinquante dernières années, cela avait été surtout pour le meilleur, et les occasions de splendeur avaient été si nombreuses que cette situation était prise pour la norme en Europe centrale et occidentale. C'est ainsi que, pour une bonne partie des communautés juives, la certitude que le peuple finirait par survivre n'avait plus beaucoup de sens ; elles ne pouvaient pas plus imaginer la vie en dehors du cadre de la civilisation européenne qu'elles ne pouvaient se représenter une Europe *judenrein*.

Bien que la fin du monde ait été mise en œuvre avec une remarquable monotonie, elle prit presque autant de formes différentes qu'il y avait de pays en Europe. Cela n'étonnera pas l'historien qui connaît la genèse des nations européennes et l'émergence du système de l'État – nation, mais cela étonna beaucoup les nazis qui étaient réellement convaincus que l'antisémitisme pouvait devenir le commun dénominateur susceptible d'unir toute l'Europe. Ce fut une énorme erreur qui leur coûta cher. Plus peut-être dans la pratique que dans la théorie, il s'avéra bientôt que les antisémites étaient très différents d'un pays à l'autre. Bien qu'on ait pu facilement s'y attendre, il était encore plus agaçant que le genre « radical » allemand n'ait été totalement apprécié que par les peuples de l'Est – Ukrainiens, Estoniens, Lettons et Lituanais et dans une certaine mesure Roumains – que les nazis avaient décidé de considérer comme des hordes de barbares « sous – humains ». Particulièrement défaillantes en matière d'hostilité à l'égard des Juifs étaient les nations Scandinaves apparentées à l'Allemagne par le sang selon les nazis (Knut Hamsun et Sven Hedin étaient des exceptions).

La fin du monde commença bien sûr dans le Reich allemand qui, à l'époque, comprenait non seulement l'Allemagne mais aussi l'Autriche, la Moravie, la Bohême, le protectorat tchèque et les régions occidentales annexées de Pologne, qu'on appelait le Warthegau. C'est là qu'après le début de la guerre, des Juifs et des Polonais avaient été déportés vers l'Est, dans le cadre du premier grand projet de réinstallation à l'Est – « une errance organisée des nations », comme l'appelait le jugement du tribunal de Jérusalem – pendant que des Polonais d'origine allemande (*Volksdeutsche*) étaient expédiés vers l'Ouest, « rapatriés dans le Reich ». En sa qualité de Commissaire du Reich pour la consolidation de la nationalité allemande, Himmler chargea Heydrich de cette « émigration et évacuation » et le premier département officiel d'Eichmann dans le RSHA, le bureau IV-D-4, fut créé en janvier 1940. Bien

qu'en termes administratifs cette position s'avérât un tremplin pour son travail ultérieur au bureau IV-B-4, le travail d'Eichmann ici n'était rien de plus qu'une espèce d'apprentissage, la transition entre son ancien emploi qui consistait à faire émigrer les gens et sa prochaine tâche qui consisterait à les déporter. Ce n'est pas dans le cadre de la Solution finale qu'il organisa ses premières déportations, elles eurent lieu avant l'ordre officiel de Hitler. Connaissant la suite des événements, on peut les considérer comme des tests, comme une expérimentation en catastrophe. La première déportation, réalisée en une seule nuit, le 13 février 1940, fut celle de treize cents Juifs de Stettin. C'était la première fois qu'on déportait des Juifs allemands et Heydrich en avait donné l'ordre, sous prétexte que « l'on avait besoin d'urgence de leurs appartements, pour des raisons liées aux impératifs de l'économie de guerre ». Dans des conditions exceptionnellement atroces, on les transporta dans la région de Lublin, en Pologne. La deuxième déportation eut lieu en automne de la même année : comme je l'ai mentionné plus haut, tous les Juifs du pays de Bade et de Sarre – Palatinat – environ sept mille cinq cents hommes, femmes et enfants furent expédiés en France, dans la zone non occupée, ce qui était une espèce de gageure à ce moment-là, car rien dans l'armistice franco – allemand ne stipulait que la France de Vichy pût devenir un dépotoir pour Juifs. Eichmann en personne dut accompagner le train pour convaincre le chef de gare français à la frontière qu'il s'agissait d'un « transport militaire » allemand.

Il manquait à ces deux opérations tous les préliminaires « juridiques » qui précéderent les suivantes. Aucune loi n'avait encore été promulguée privant les Juifs de leur nationalité dès qu'ils étaient déportés du Reich, et les Juifs de Stettin n'eurent à signer qu'une seule déclaration de désistement couvrant tout ce qu'ils possédaient, au lieu de tous les formulaires que les Juifs allaient devoir remplir pour aménager la confiscation de leurs biens. Ce n'est manifestement pas l'appareil administratif que

ces premières opérations étaient censées mettre à l'épreuve. Il semble que l'objectif ait été de tester les conditions politiques générales – allait-on pouvoir faire aller les Juifs à la mort à pied, portant leurs petites valises, en pleine nuit, sans le moindre avertissement préalable ; quelle serait la réaction des voisins quand ils découvriraient les appartements vides le lendemain matin ; enfin, et surtout dans le cas des Juifs de Bade, comment un gouvernement étranger réagirait-il à l'afflux soudain de milliers de « réfugiés » juifs ? Autant que les nazis aient pu en juger, tout se passa très bien. En Allemagne, il y eut un certain nombre d'interventions en faveur de « cas d'espèce » pour le poète Alfred Mombert, par exemple, membre du cercle de Stefan George, qui fut autorisé à gagner la Suisse – mais la population dans son ensemble était manifestement d'une indifférence totale. (C'est sans doute à ce moment que Heydrich comprit à quel point il serait important de séparer de la masse anonyme les Juifs ayant des relations et qu'il décida de créer Theresienstadt et Bergen-Belsen avec l'accord de Hitler.) En France, les choses se passèrent encore mieux : le gouvernement de Vichy mit sept mille cinq cents Juifs de Bade dans le célèbre camp de concentration de Gurs. Situé au pied des Pyrénées, il avait été créé à l'origine pour l'armée républicaine espagnole et servait depuis mai 1940, à ce qu'on appelait les « *réfugiés provenant d'Allemagne* » dont la majorité était bien sûr juifs. (Quand la Solution finale fut mise en œuvre en France, tous les détenus du camp de Gurs furent expédiés à Auschwitz.) Les nazis, grands amateurs de généralisations, croyaient avoir démontré que les Juifs étaient « indésirables » partout et que tout non-Juif était un antisémite en puissance ou en fait. Pourquoi quiconque serait-il donc troublé s'ils s'attaquaient à ce problème de façon « radicale » ? À Jérusalem, toujours sous le charme de ces généralisations, Eichmann n'arrêtait pas de se plaindre qu'aucun pays n'avait été prêt à admettre les Juifs et que c'était là l'unique raison de la grande catastrophe. (Comme si tous ces États-nations d'Europe si bien organisés auraient réagi différemment à l'arrivée de n'importe quel groupe

d'étrangers qui les aurait envahis – hordes sans argent, sans passeports et incapables de parler la langue du pays !) Et cependant, à la stupéfaction renouvelée des responsables nazis, même les antisémites les plus convaincus des pays étrangers ne tenaient pas à être « conséquents » et manifestaient une tendance déplorable à reculer devant les mesures « radicales ». Un petit nombre d'entre eux l'énonça d'une manière aussi directe que ce membre de l'ambassade d'Espagne à Berlin – « Si seulement on pouvait être sûr qu'ils ne seront pas liquidés », déclara-t-il à propos des quelque six cents Juifs d'origine espagnole qui avaient reçu des passeports espagnols, quoiqu'ils n'eussent jamais mis les pieds en Espagne et que le gouvernement de Franco souhaitât vivement les voir relever de la compétence des autorités allemandes – mais la majorité pensait ainsi.

Après ces premières expériences, le rythme des déportations ralentit pour un temps, et nous avons vu qu'Eichmann employait son inactivité forcée à jouer avec son projet Madagascar. Mais en mars 1941, pendant les préparatifs de la guerre contre la Russie, Eichmann fut brusquement chargé d'une nouvelle sous-section, ou plutôt le nom de sa sous-section changea : d'Émigration et Évacuation, elle devint « Affaires juives et Évacuation ». À partir de ce moment-là, bien qu'il n'ait pas encore été informé de la Solution finale, il aurait dû se rendre compte non seulement que l'émigration était définitivement chose du passé, mais que la déportation allait prendre sa place. Mais Eichmann n'était pas homme à saisir au vol une simple allusion, et, puisque personne ne lui avait rien dit d'autre, il continua à penser en termes d'émigration. C'est ainsi que, lors d'une réunion d'octobre 1940 avec des représentants du ministère des Affaires étrangères au cours de laquelle on avait proposé de retirer leur citoyenneté à tous les Juifs allemands résidant à l'étranger, Eichmann protesta vigoureusement et affirma qu'« une telle mesure pourrait influencer les pays qui jusqu'à présent étaient encore disposés à

ouvrir leurs portes aux immigrants juifs et à leur accorder des visas d'entrée ». Il pensait toujours dans les limites étroites des lois et décrets qui se trouvaient être valables à un moment donné, et ce n'est qu'après que Hitler eut ordonné la Solution finale et que cet ordre eut été officiellement transmis à ceux qui devaient l'exécuter, qu'une avalanche de nouvelles lois antijuives s'abattit sur les Juifs du Reich. On avait décidé en même temps de donner la priorité absolue au Reich et que ses territoires devaient être *judenrein* dans les plus brefs délais ; ce qui est étonnant, c'est qu'il fallut encore près de deux ans pour y parvenir. Les mesures préliminaires, qui devaient bientôt servir de modèle à tous les autres pays, comprenaient, premièrement, l'introduction de l'étoile jaune (1^{er} septembre 1941) ; deuxièmement, une modification de la loi sur la nationalité, stipulant qu'un Juif ne pourrait pas être considéré comme allemand s'il résidait hors des frontières du Reich (là où, bien sûr, il devait être déporté) ; troisièmement, un décret selon lequel tous les biens appartenant aux Juifs allemands ayant perdu leur nationalité, seraient confisqués par le Reich (25 novembre 1941). Pour coiffer le tout, Otto Thierack, ministre de la Justice, et Himmler signèrent un accord en vertu duquel le premier abandonnait aux SS toute compétence sur les « Polonais, Russes, Juifs et Tsiganes », car « le ministère de la Justice ne pouvait apporter qu'une faible contribution à l'extermination [*sic*] de ces peuples ». (Ce langage direct, dans une lettre du ministre de la Justice datée d'octobre 1941 et adressée à Martin Bormann, chef de la chancellerie du parti, est à remarquer.) Il fallait émettre des directives légèrement différentes pour couvrir les déportations à Theresienstadt car, Theresienstadt étant situé sur le territoire du Reich, les Juifs qu'on y déportait ne devenaient pas automatiquement apatrides. Pour ces « catégories privilégiées », une vieille loi de 1933 permit au gouvernement de confisquer les biens qui avaient été employés dans des activités « hostiles à la nation et à l'État ». On recourait déjà habituellement à ce genre de

confiscation lorsqu'il s'agissait des prisonniers politiques des camps de concentration et, bien que les Juifs ne fissent pas partie de cette catégorie – en automne 1942 tous les camps de concentration d'Allemagne et d'Autriche étaient déjà *judenrein* – il ne fallut qu'une mesure de plus, promulguée en mars 1942, pour démontrer que tous les Juifs déportés étaient « hostiles à la nation et à l'État ». Les nazis prenaient leur propre législation très au sérieux, et bien qu'entre eux ils parlassent du « ghetto de Theresienstadt » ou du « ghetto des vieillards », Theresienstadt était officiellement classé camp de concentration ; les seuls qui ne le savaient pas – on ne voulait pas leur faire de la peine, puisque cette « résidence » était réservée aux « cas d'espèce » – étaient les détenus. Et pour être sûr que les Juifs qu'on envoyait là ne soupçonnent rien, on ordonna au bureau berlinois de la *Reichsvereinigung* de conclure, avec chaque déporté, un accord pour « l'acquisition d'une résidence » à Theresienstadt. Le candidat remettait tous ses biens à l'Union juive qui, en échange, lui assurerait logement, nourriture, vêtements et soins médicaux jusqu'à sa mort. Lorsque finalement les derniers responsables du *Reichsvereinigung* furent, eux aussi, envoyés à Theresienstadt, le Reich confisqua simplement les sommes considérables qui se trouvaient dans les caisses de l'Union.

Toutes les déportations de l'Ouest à l'Est étaient organisées et coordonnées par Eichmann et ses associés de la section IV-B-4 du RSHA – fait que personne ne contesta jamais au procès. Mais pour mettre les Juifs dans les trains, il avait besoin de l'aide des unités de police ordinaires ; en Allemagne, la police d'ordre gardait les trains et les escortait et à l'Est, la police de sécurité (à ne pas confondre avec le service de sécurité, ou SD, de Himmler) était postée aux terminus pour recevoir les déportés et les remettre aux autorités compétentes dans les centres de mise à mort. Le tribunal de Jérusalem reprit les définitions des « organisations criminelles » élaborées à Nuremberg ; cela signifiait qu'il ne fut jamais question de la police d'ordre ni de

la police de sécurité, bien que leur implication active dans la mise en œuvre de la Solution finale eût été largement établie à l'époque. Mais, même si on avait ajouté toutes les unités de police aux quatre organisations reconnues comme « criminelles » – le corps des chefs du parti nazi, la Gestapo, le SD et la SS – les distinctions de Nuremberg auraient encore été insuffisantes et inapplicables à la réalité du III^e Reich. Car la vérité est qu'il n'existait pas une seule organisation ou institution publique en Allemagne qui n'eût été impliquée dans des actions et transactions criminelles, du moins pendant les années de guerre.

Après qu'on eut réglé le problème agaçant des interventions personnelles par l'institution de Theresienstadt, il restait encore deux obstacles à la solution « radicale » et « finale ». Le premier était le problème des demi-Juifs, que les « radicaux » voulaient déporter avec les Juifs à part entière et que les « modérés » souhaitaient stériliser – parce que permettre de tuer les demi-Juifs, c'était perdre « cette moitié de leur sang qui est allemande », selon la formule de Stuckart à la conférence de Wannsee. (De fait, on ne fit jamais rien pour les *Mischlinge* ni pour les conjoints juifs des mariages mixtes ; selon les termes d'Eichmann, « une forêt de difficultés » les entourait et les protégeait : d'une part, les membres non juifs de la famille, d'autre part, le fait décevant que, malgré leurs promesses, les médecins nazis ne découvrirent jamais une méthode rapide de stérilisation de masse.) Le deuxième problème était la présence, en Allemagne, de quelques milliers de Juifs étrangers que l'Allemagne ne pouvait pas priver de leur nationalité en les déportant. On emprisonna quelques centaines de Juifs américains et anglais et on les garda en prévision d'échanges futurs ; mais les méthodes imaginées pour le traitement des ressortissants de pays neutres ou alliés avec l'Allemagne sont assez intéressantes pour qu'on les rappelle, d'autant qu'elles jouèrent un certain rôle dans le procès. C'est à propos de ces personnes qu'on accusa Eichmann d'avoir manifesté un zèle

immodéré, de crainte qu'un seul Juif ne lui échappe. Comme le dit Reitlinger, il partageait ce zèle, avec « les bureaucrates professionnels du ministère des Affaires étrangères [à qui] le fait que quelques Juifs puissent échapper à la torture et à la mort lente causait les pires inquiétudes » ; c'est eux qu'il devait consulter chaque fois qu'un cas de ce genre se présentait. Du point de vue d'Eichmann, la solution la plus simple et la plus logique était de déporter tous les Juifs, quelle que fût leur nationalité. Selon les directives de la conférence de Wannsee, qui se déroula à l'apogée des victoires de Hitler, la Solution finale devait être appliquée à tous les Juifs européens, dont le nombre était estimé à onze millions, sans que la nationalité ni les droits des pays neutres ou alliés à l'égard de leurs citoyens soient même mentionnés. Mais comme, même pendant les plus beaux jours de la guerre, l'Allemagne dépendait localement de la bonne volonté et partout de la coopération, on ne pouvait faire abstraction de ces petites formalités. C'est aux diplomates chevronnés des Affaires étrangères qu'il appartenait de trouver des issues dans cette singulière « forêt de difficultés » et la plus ingénieuse d'entre elles consista à utiliser les Juifs étrangers résidant sur le territoire allemand pour mettre à l'épreuve l'atmosphère générale de leurs pays d'origine. La méthode employée était simple, mais quelque peu subtile, trop subtile en tout cas pour les facultés mentales et politiques d'Eichmann. (Il y a des documents qui le prouvent ; les lettres que son département adressait aux Affaires étrangères à ce sujet étaient signées Kaltenbrunner ou Müller.) Le ministère des Affaires étrangères écrivait aux autorités des pays en question, les informant que le Reich allemand était en train de devenir *judenrein* et qu'il était donc impératif que les Juifs étrangers fussent rappelés dans leur pays d'origine s'ils ne devaient pas être inclus dans les mesures antijuives. Cet ultimatum avait aussi un sens caché. En général, les Juifs étrangers étaient des citoyens naturalisés de leurs pays respectifs, ou, pire encore, c'étaient des apatrides de fait qui avaient cependant réussi à obtenir un passeport par une méthode éminemment douteuse

qui marchait très bien tant que leurs titulaires restaient à l'étranger. C'était vrai surtout des pays d'Amérique latine, dont les consuls à l'étranger vendaient ouvertement des passeports aux Juifs ; les heureux titulaires de tels passeports avaient tous les droits, dont la protection consulaire, sauf celui de se rendre dans leur « patrie ». L'ultimatum du ministère des Affaires étrangères avait donc pour but d'inciter les gouvernements étrangers à approuver l'application de la Solution finale, du moins aux Juifs qui n'étaient leurs ressortissants que nominalement. N'était-il pas logique de croire qu'un gouvernement manifestement si peu désireux d'offrir l'asile à quelques centaines ou quelques milliers de Juifs, qui n'étaient d'ailleurs pas en mesure de s'établir dans ces pays à titre permanent, n'allait probablement pas émettre trop d'objections le jour où l'on expulserait et exterminerait l'ensemble de sa population juive ? C'était peut-être logique, mais ce n'était pas raisonnable, comme nous le verrons bientôt.

Le 30 juin 1943, bien plus tard que Hitler ne l'aurait espéré, le Reich – l'Allemagne, l'Autriche et le *Protektorat* – fut déclaré *judenrein*. Nous ne connaissons pas le nombre exact de Juifs déportés du Reich, mais nous savons que, sur les deux cent soixante-cinq mille personnes qui, d'après les statistiques allemandes, furent déportées ou étaient susceptibles de l'être en janvier 1942, très peu s'enfuirent ; quelques centaines, peut-être, au maximum quelques milliers parvinrent à se cacher et à survivre à la guerre. La meilleure illustration de la facilité avec laquelle on put tranquilliser la conscience des voisins des Juifs est l'explication officielle des déportations donnée dans une circulaire de la chancellerie du parti, émise en automne 1942 : « Il est dans la nature des choses que ces problèmes, très difficiles à certains égards, ne puissent être résolus dans l'intérêt de notre peuple et de sa sécurité permanente, que par *la dureté sans pitié* » – *rücksichtsloser Harte* (c'est moi qui souligne).

X

LES DÉPORTATIONS D'EUROPE OCCIDENTALE. FRANCE, BELGIQUE, ALLEMAGNE,

Dans l'Allemagne d'après-guerre qui a développé un véritable génie de l'euphémisme quand il s'agit de son passé nazi, la « dureté sans pitié », cette qualité tenue en si grande estime par les dirigeants du III^e Reich, est souvent qualifiée de *ungut* – absence de bonté – comme si la seule chose qui n'allait pas chez ceux qui en étaient dotés était une déplorable incapacité à agir d'après les normes définies par la charité chrétienne. Quoi qu'il en soit, les hommes envoyés à l'étranger par le service d'Eichmann en tant que « conseillers pour les affaires juives » – attachés aux missions diplomatiques ordinaires, à l'état – major militaire ou à la direction locale de la police de sécurité – étaient tous choisis parce qu'ils possédaient cette vertu au plus haut point. Au début, à l'automne et en hiver 1941-1942, ils avaient pour tâche principale d'établir des rapports satisfaisants avec les autres responsables allemands des pays concernés, notamment avec les ambassades d'Allemagne qui se trouvaient dans les pays officiellement indépendants et, dans les territoires occupés, avec les commissaires du Reich ; dans l'un et l'autre cas, des conflits de compétence surgissaient constamment à propos des affaires juives.

En juin 1942, Eichmann convoqua ses conseillers de France, de Hollande et de Belgique, afin d'élaborer des plans de déportation à partir de ces pays. Pour « peigner l'Europe d'Ouest en Est », Himmler avait ordonné que la priorité absolue fût donnée à la France, en partie parce que la *nation par excellence* avait une importance en soi et, en partie, parce que le gouvernement de Vichy avait montré une « compréhension »

véritablement extraordinaire à l'égard du problème juif et avait promulgué, de lui-même, un grand nombre de lois antijuives ; il avait même créé un Commissariat aux affaires juives spécial, dirigé tout d'abord par Xavier Vallat et, peu après, par Darquier de Pellepoix, deux antisémites notoires. En guise de concession à la marque française d'antisémitisme, intimement liée à une forte xénophobie à connotation généralement chauvine et répandue dans toutes les couches de la population, l'opération devait commencer par les Juifs étrangers ; et comme en 1942 plus de la moitié des Juifs étrangers en France étaient apatrides – réfugiés et émigrés de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie, c'est-à-dire de régions placées sous domination allemande ou qui avaient promulgué des lois antijuives avant le déclenchement de la guerre – on décida de commencer par la déportation d'environ cent mille Juifs apatrides. (À l'époque, la population juive totale du pays dépassait les trois cent mille personnes ; en 1939, avant l'arrivée des réfugiés de Belgique et de Hollande au printemps 1940, il y avait à peu près deux cent soixante-dix mille Juifs, dont cent soixante-dix mille au moins étaient étrangers ou nés à l'étranger.) Dans les plus brefs délais, cinquante mille devaient être déportés de la zone occupée et cinquante mille de la zone non occupée. C'était une entreprise de grande envergure, qui supposait non seulement l'accord du gouvernement de Vichy, mais aussi l'aide active de la police française qui devait faire en France le travail que faisait en Allemagne la police d'ordre. Au départ, on ne rencontra aucune espèce de difficulté, puisque, comme le disait Pierre Laval, chef du gouvernement de Pétain, « ces Juifs étrangers avaient toujours posé un problème en France », de sorte que « le gouvernement français se réjouissait que la nouvelle attitude de l'Allemagne à leur égard donnât à la France l'occasion de s'en débarrasser ». Il faut ajouter que Laval et Pétain pensaient que ces Juifs seraient réinstallés à l'Est ; ils ne savaient pas encore ce que signifiait le mot « réinstallation ».

Deux incidents en particulier, survenus pendant l'été 1942 quelques semaines après le commencement des opérations, attirèrent l'attention du tribunal de Jérusalem. Le premier concernait un train qui devait quitter Bordeaux le 15 juillet, mais qu'on avait dû annuler parce qu'on n'avait pu trouver que cent cinquante Juifs apatrides à Bordeaux – pas assez pour remplir le train qu'Eichmann avait eu beaucoup de mal à obtenir. Eichmann a-t-il pris ou non cet incident comme la première indication de ce que les choses n'allaient peut-être pas se passer aussi facilement que tout le monde se sentait autorisé à le croire ? Toujours est-il qu'il devint très excité, et déclara à ses subordonnés que c'était là une « question de prestige » – non, certes, aux yeux des Français mais à ceux du ministre des Transports, qui pourrait se faire de fausses idées quant à l'efficacité de son appareil – et qu'il « aurait à se demander si la France ne devrait pas être exclue complètement des opérations d'évacuation » au cas où pareil incident viendrait à se renouveler. À Jérusalem, on prit cette menace très au sérieux, comme une preuve du pouvoir d'Eichmann ; s'il le voulait, il pouvait « laisser tomber la France ». On était, en réalité, devant l'une des vantardises ridicules d'Eichmann, preuve de sa « soif de pouvoir » plus que d'une quelconque « autorité aux yeux de ses subordonnés » ; sa position lui permettait néanmoins de les menacer directement d'être délogés de leur sinécure de temps de guerre. Mais si l'incident de Bordeaux était une farce, le second incident fut à l'origine d'une des histoires les plus horribles qu'on ait racontées à Jérusalem où les histoires à vous faire dresser les cheveux sur la tête ne manquaient pas. C'était l'histoire des quatre mille enfants, séparés de leurs parents qui avaient déjà pris le chemin d'Auschwitz. On avait laissé les enfants au point de rassemblement français, le camp de concentration de Drancy et, le 10 juillet, le représentant d'Eichmann en France, le *Hauptsturmführer* Theodor Dannecker, lui téléphona pour savoir ce qu'on devait en faire. Il fallut dix jours à Eichmann pour se décider ; puis il rappela Dannecker pour lui dire que « dès que des moyens de transport

seraient à nouveau disponibles pour la région du *Generalgouvernement* [en Pologne], le transport des enfants pourrait se mettre en marche ». Le Dr Servatius fit remarquer que tout cet incident montrait qu'en réalité « ni l'accusé ni aucun membre de son service ne décidaient du choix des personnes ». Mais malheureusement, nul ne mentionna l'information donnée par Dannecker à Eichmann, à propos de la proposition faite par Laval lui-même d'inclure les enfants de moins de seize ans dans les déportations ; ce qui signifiait que tout cet épouvantable épisode ne résultait même pas d'« ordres supérieurs » mais d'un accord entre la France et l'Allemagne, négocié à l'échelon le plus élevé.

Au cours de l'été et de l'automne 1942, vingt-sept mille Juifs apatrides, dix-huit mille venant de Paris et neuf mille de la zone non occupée, furent déportés à Auschwitz. Il restait environ soixante-dix mille Juifs apatrides dans toute la France. C'est alors que les Allemands firent leur première erreur. Persuadés que les Français, tellement habitués désormais à déporter les Juifs, n'y verraient pas d'inconvénient, ils demandèrent leur accord pour inclure aussi les Juifs français, simplement pour faciliter les questions administratives. Cela provoqua une volte-face complète ; les Français se refusèrent obstinément à remettre leurs propres Juifs aux Allemands. Et Himmler, informé de la situation – non par Eichmann ni par un de ses hommes, mais par un des chefs suprêmes des SS et de la police – lâcha aussitôt du lest et promit d'épargner les Juifs français. Mais maintenant c'était trop tard. Les premières rumeurs concernant les « réinstallations » circulaient déjà en France et même si les Français antisémites, ainsi que les non – antisémites, auraient bien voulu voir les Juifs étrangers partir s'installer ailleurs, les antisémites eux-mêmes ne désiraient pas se rendre complices de meurtres de masse. C'est ainsi que les Français refusaient maintenant de franchir le pas qu'ils avaient envisagé avec empressement peu de temps auparavant, à savoir la révocation des naturalisations accordées aux Juifs

après 1927 (ou après 1933), ce qui aurait rendu susceptibles de déportation environ cinquante mille Juifs supplémentaires. Ils se mirent aussi à faire d'interminables difficultés pour la déportation des Juifs apatrides ou autres Juifs étrangers, au point qu'on dut en effet « laisser tomber » tous les plans ambitieux d'évacuation des Juifs de France. Des dizaines de milliers d'apatrides allèrent se cacher, et des milliers d'autres s'enfuirent sur la Côte d'Azur, zone française occupée par les Italiens, où les Juifs étaient en sécurité, quelles que fussent leur origine ou leur nationalité. À l'été 1943, quand l'Allemagne fut déclarée *judenrein* et alors que les Alliés venaient de débarquer en Sicile, cinquante-deux mille Juifs au maximum, et certainement moins de 20 % du total, avaient été déportés, et de ceux-là, six mille seulement avaient la nationalité française. On ne distingua même pas les prisonniers de guerre juifs internés dans les camps allemands réservés à l'armée française, pour leur faire subir le « traitement spécial ». En avril 1944, deux mois avant le débarquement des Alliés en France, il y avait encore deux cent cinquante mille Juifs dans le pays et tous ont survécu à la guerre. Il s'avéra que les nazis n'avaient ni assez d'hommes ni assez de volonté pour demeurer « durs » quand ils rencontraient une opposition résolue. Il est vrai que, même chez les membres de la Gestapo et de la SS, la dureté et la mollesse se mélangeaient, comme nous le verrons plus tard.

Lors de la réunion de juin 1942, à Berlin, le nombre de déportations immédiates qu'on avait prévu pour la Belgique et la Hollande était plutôt bas, en raison sans doute des fortes estimations pour la France. Dans un futur proche, le nombre de Juifs arrêtés et déportés ne devait pas dépasser dix mille pour la Belgique, et quinze mille pour la Hollande. Dans les deux cas, les prévisions furent ensuite sensiblement révisées à la hausse, probablement à cause des difficultés rencontrées en France. La situation de la Belgique était assez particulière. Le pays était gouverné par les autorités militaires allemandes exclusivement, et la police « n'avait pas la même influence qu'ailleurs sur les

autres services administratifs allemands », comme le signalait un rapport du gouvernement belge soumis au tribunal. (Le gouverneur de Belgique, le général Alexander von Falkenhausen, fut impliqué par la suite dans le complot de juillet 1944 contre Hitler.) Les collaborateurs autochtones n'avaient d'importance qu'en Flandre ; le mouvement fasciste, dirigé par Degrelle, avait peu d'influence parmi les Wallons francophones. La police belge ne coopérait pas avec les Allemands et on ne pouvait même pas confier les trains de déportations aux cheminots belges. Ils s'arrangeaient pour laisser des portières ouvertes, ou montaient des embuscades, pour permettre aux Juifs de s'enfuir. La population juive était assez particulière, elle aussi. Avant le déclenchement de la guerre, il y avait quatre-vingt-dix mille Juifs, dont trente mille environ étaient des réfugiés juifs allemands, et cinquante mille venaient d'autres pays d'Europe. À la fin de 1940, à peu près quarante mille Juifs avaient fui le pays, et sur les cinquante mille qui restaient il n'y avait guère plus de cinq mille citoyens belges nés en Belgique. De plus, parmi ceux qui s'étaient enfuis, se trouvaient tous les responsables juifs les plus importants, dont la plupart étaient de toute façon étrangers, de sorte que le Conseil juif n'exerçait aucune autorité sur les Juifs belges. Avec un tel « manque de compréhension » général, il n'est pas étonnant que très peu de Juifs belges furent déportés. Mais les Juifs récemment naturalisés et les apatrides – d'origine tchèque, polonaise, russe et allemande, dont un grand nombre venaient juste d'arriver – étaient faciles à reconnaître et très difficiles à cacher dans ce petit pays entièrement industrialisé. Quinze mille d'entre eux avaient été expédiés à Auschwitz avant la fin de l'année 1942 et vingt – cinq mille avaient été tués avant l'automne 1944 quand les Alliés libérèrent le pays. Eichmann avait son « conseiller » habituel en Belgique, mais il semble que ce conseiller n'ait pas été très actif dans ces opérations. C'est l'administration militaire qui s'en chargea, sur les instances pressantes du ministère des Affaires étrangères.

En Hollande, comme dans presque tous les autres pays, les déportations commencèrent par les Juifs apatrides qui, ici, étaient presque tous des réfugiés d'Allemagne que le gouvernement hollandais d'avant-guerre avait officiellement déclarés « indésirables ». Ces Juifs étrangers étaient environ trente-cinq mille, sur une population juive totale de cent quarante mille personnes. À la différence de la Belgique, la Hollande fut placée sous une administration civile et, à la différence de la France, le pays n'avait pas de gouvernement propre, dans la mesure où les ministres s'étaient enfuis à Londres avec la famille royale. Ce petit pays était ouvertement à la merci des Allemands et des SS. Le « conseiller » d'Eichmann pour la Hollande était un certain Willi Zöpf (il a récemment été arrêté en Allemagne, alors que le « conseiller » pour la France, M. Dannecker, beaucoup plus efficace, est toujours en liberté), mais il avait visiblement très peu de choses à dire et il ne pouvait pas faire plus que tenir le bureau de Berlin au courant. Les déportations, et toutes les opérations attenantes, étaient menées par l'avocat Erich Rajakowitsch, l'ancien conseiller juridique d'Eichmann à Prague et à Vienne et qui fut admis dans la SS sur la recommandation d'Eichmann. Heydrich l'avait envoyé en Hollande en avril 1941 et il était sous les ordres directs non du RSHA de Berlin mais du chef local du service de sécurité de La Haye, le Dr Wilhelm Harster qui, lui, dépendait du chef suprême des SS et de la police, *V Obergruppenführer* Hans Rauter, et de son assistant pour les affaires juives, Ferdinand aus der Fünten. (Rauter et Fünten furent condamnés à mort par un tribunal hollandais ; Rauter fut exécuté mais la sentence de Fünten fut commuée en internement à vie sur l'intervention, dit-on, d'Adenauer. Harster comparut, lui aussi, devant un tribunal hollandais ; condamné à douze ans de prison, il fut relâché en 1957 et devint fonctionnaire dans l'administration du Land de Bavière. Les autorités hollandaises envisagent actuellement des poursuites contre Rajakowitsch, qui réside, paraît-il, en Suisse ou en Italie. On doit ces détails à la publication, l'an dernier, de certains documents hollandais, et

au rapport de E. Jacob, correspondant hollandais du journal suisse, la *Basler Nationalzeitung*.) À Jérusalem, l'accusation prétendit que tous ces fonctionnaires exécutaient les ordres d'Eichmann, en partie parce qu'elle voulait exagérer à tout prix l'importance d'Eichmann, en partie parce qu'elle se perdait réellement dans le labyrinthe de la bureaucratie allemande. Mais les chefs suprêmes des SS et de la police ne recevaient d'ordres directs que de Himmler et il est bien peu probable que Rajakowitsch ait encore reçu des ordres d'Eichmann à cette époque, compte tenu en particulier de ce qui allait bientôt arriver en Hollande. Sans s'engager dans une polémique, le jugement corrigea discrètement un grand nombre d'erreurs de l'accusation – mais probablement pas toutes – et fit apparaître les rivalités constantes qui opposaient le RSHA, les chefs suprêmes des SS et de la police et les autres services – les « négociations obstinées, éternelles, interminables », comme disait Eichmann.

Les projets élaborés pour la Hollande avaient particulièrement irrité Eichmann, d'abord parce qu'il était clair que Himmler en personne l'avait remis à sa place, ensuite parce que le zèle de ces messieurs sur place lui causait de grandes difficultés pour synchroniser ses propres transports et qu'en général, cela ridiculisait le « centre de coordination » de Berlin. C'est ainsi que, dès le début, on déporta vingt mille Juifs au lieu de quinze mille et que M. Zöpf, subordonné d'Eichmann et dont le rang était aussi largement inférieur à celui des autres, fut pour ainsi dire contraint d'accélérer le rythme des déportations en 1943. La vie d'Eichmann était constamment empoisonnée par des conflits de compétence sur ces questions, et c'est en vain qu'il expliqua à qui voulait l'entendre que « ce serait contraire aux ordres du *Reichsführer* SS [Himmler], et illogique, si à ce stade on remettait encore le problème juif entre les mains d'autres autorités ». En Hollande, la dernière querelle éclata en 1944 et cette fois même Kaltenbrunner tenta d'intervenir, par passion de l'uniformité. En Hollande, des Juifs

séfarades originaires d'Espagne avaient été épargnés, alors que des Juifs de la même origine avaient été déportés de Salonique à Auschwitz. Le jugement se trompait lorsqu'il avançait l'hypothèse que le RSHA « était sorti vainqueur de cette dispute » – car, Dieu sait pourquoi, les quelque trois cent soixante-dix Juifs séfarades d'Amsterdam ne furent jamais inquiétés.

La raison pour laquelle Himmler préférait travailler en Hollande par l'intermédiaire de ses hauts responsables SS et des chefs de la police était simple. Ces hommes connaissaient bien le pays, et la population hollandaise posait des problèmes épineux. La Hollande fut le seul pays d'Europe où les étudiants se mirent en grève lorsque des professeurs juifs furent renvoyés et où une vague de grèves fut la réponse à la première déportation des Juifs dans les camps de concentration allemands – à la différence de la déportation dans les camps d'extermination, cette déportation n'était qu'une mesure punitive adoptée longtemps avant que la Solution finale n'atteignît la Hollande. (Ce fut, remarqua de Jong, une leçon pour les Allemands. Désormais « la persécution fut menée non pas avec les gourdin des sections d'assaut nazies mais [...] avec les décrets publiés dans le *Ferordeningenblad* ¹⁵³⁵ [...] obligatoirement repris dans le *Joodsche JEekblad* ¹⁵³⁶ ». On ne vit plus de rafles de police dans les rues ni de grèves de la population.) Deux facteurs qui s'avérèrent fatals pour les Juifs firent cependant échec à l'hostilité envers les mesures antijuives répandue en Hollande ainsi qu'à la relative immunité du peuple hollandais à l'égard de l'antisémitisme. Le premier facteur était l'existence d'un puissant mouvement nazi en Hollande sur lequel on pouvait compter pour remplir des tâches policières telles qu'arrêter les Juifs, les découvrir dans leurs cachettes, etc. ; le second facteur était la présence d'une tendance particulièrement forte chez les Juifs néerlandais à élever une barrière entre eux et les nouveaux arrivants, ce qui résultait sans doute de l'attitude très hostile du gouvernement

hollandais à l'égard des réfugiés d'Allemagne mais probablement aussi, comme en France, de la focalisation de l'antisémitisme hollandais sur les Juifs étrangers. Dans ces conditions, les nazis purent assez facilement créer leur Conseil juif, le *Joodsche Raad*, qui s'obstina longtemps à croire que seuls les Juifs allemands et autres Juifs étrangers seraient victimes de déportation et il fut possible aux SS de s'assurer le concours d'une police juive, en plus de la police hollandaise. Le résultat fut une catastrophe sans équivalent dans tout autre pays d'Europe occidentale ; elle ne peut se comparer qu'à l'anéantissement de la communauté juive polonaise qui se produisit dans des conditions très différentes et une situation complètement désespérée dès le départ. Certes, contrairement à ce qui se passa en Pologne, l'attitude du peuple hollandais permit à un grand nombre de Juifs de se cacher – vingt à vingt-cinq mille d'entre eux survécurent, ce qui est un chiffre très élevé pour un si petit pays – mais un nombre singulièrement élevé de Juifs passés dans la clandestinité, au moins la moitié d'entre eux, furent découverts plus tard, sans doute grâce aux efforts d'informateurs professionnels et occasionnels. En juillet 1944, cent treize mille Juifs avaient été déportés, la plupart à Sobibor, un camp situé en Pologne dans la région de Lublin, près du Bug, où il n'y eut jamais de sélection de travailleurs valides. Les trois quarts de tous les Juifs résidant en Hollande furent tués, dont les deux tiers étaient des Juifs hollandais nés en Hollande. Le dernier convoi partit à l'automne 1944, alors que des avant-gardes alliées étaient aux frontières de la Hollande. Sur les dix mille Juifs qui avaient survécu en se cachant, 75 % environ étaient des étrangers – un chiffre qui confirme la réticence des Juifs hollandais à affronter la réalité.

À la conférence de Wannsee, Martin Luther, des Affaires étrangères, mit en garde contre de grosses difficultés dans les pays Scandinaves, notamment en Norvège et au Danemark. (La Suède ne fut jamais occupée et, bien que dans la guerre la Finlande ait été au côté des pays de l'Axe, ce fut le seul pays où

les nazis n'abordèrent pour ainsi dire jamais la question juive. Il est possible que l'étonnante exception de la Finlande, où se trouvaient quelque deux mille Juifs, ait été due à la grande estime de Hitler pour les Finlandais qu'il ne voulait pas soumettre à des menaces et à un chantage humiliant.) Luther proposa de différer temporairement les évacuations à partir de la Scandinavie, et, cela allait véritablement sans dire, à partir du Danemark, car, bien qu'il ait été envahi par l'armée allemande en avril 1940 en même temps que la Norvège, ce pays avait conservé un gouvernement indépendant et il fut respecté comme un État neutre jusqu'en automne 1943. Au Danemark, il n'y avait aucun mouvement fasciste ou nazi digne de ce nom, et donc pas de collaborateurs. En Norvège par contre, les Allemands avaient réussi à trouver des soutiens enthousiastes ; c'est même Vidkun Quisling, dirigeant du parti norvégien pronazi et antisémite, qui donna son nom à ce qu'on appela par la suite les « gouvernements Quisling ». Les dix-sept mille Juifs de Norvège étaient presque tous des apatrides réfugiés d'Allemagne ; ils furent arrêtés et emprisonnés en quelques opérations éclair, en octobre et novembre 1942. Quand le bureau d'Eichmann donna l'ordre de les déporter à Auschwitz, certains des membres du gouvernement même de Quisling démissionnèrent. Cela n'étonna peut-être pas beaucoup M. Luther et les Affaires étrangères, mais ce qui était plus sérieux et certainement tout à fait inattendu fut que la Suède offrit immédiatement l'asile, parfois même la nationalité suédoise, à tous les persécutés. Ernst von Weizsäcker, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à qui la proposition fut adressée, refusa d'en discuter, mais elle fut quand même d'un grand secours. Il est toujours relativement facile de sortir clandestinement d'un pays, mais il est à peu près impossible de pénétrer sans visa dans le pays d'asile et de se soustraire aux autorités chargées de l'immigration. C'est ainsi que neuf cents personnes environ, un peu plus de la moitié de la petite communauté juive de Norvège, purent passer clandestinement en Suède.

Mais c'est au Danemark que les Allemands découvrirent à quel point les appréhensions des Affaires étrangères étaient justifiées. L'histoire des Juifs danois est *sui generis*, et le comportement du peuple et du gouvernement danois est unique dans tous les pays d'Europe – qu'ils aient été occupés, partenaires de l'Axe, neutres ou vraiment indépendants. En matière de science politique, on est tenté de conseiller la lecture obligatoire d'une telle histoire à tous les étudiants désireux d'apprendre quelque chose au sujet de l'immense potentiel de pouvoir contenu dans l'action non violente et dans la résistance à un adversaire disposant de moyens de violence nettement supérieurs. Certes, quelques autres pays européens manquaient d'une « compréhension adéquate de la question juive » et, de fait, la majorité d'entre eux étaient opposés à des solutions « radicales » et « finales ». Comme le Danemark, il s'avéra que la Suède, l'Italie et la Bulgarie étaient quasiment immunisées contre l'antisémitisme, mais, des trois pays qui se trouvaient dans la zone d'influence allemande, seuls les Danois osèrent dire ouvertement ce qu'ils pensaient du sujet à leurs maîtres allemands. L'Italie et la Bulgarie sabotèrent les ordres des Allemands et pratiquèrent la duplicité en jouant un double jeu extrêmement subtil ; ils sauvèrent leurs Juifs par un tour de force d'une ingéniosité inouïe, mais ils ne contestèrent jamais la politique en tant que telle. Ce que firent les Danois fut complètement différent. Quand les Allemands abordèrent avec une certaine précaution le sujet de l'étoile jaune, on leur dit simplement que le roi serait le premier à la porter et les fonctionnaires du gouvernement danois tinrent à faire remarquer que toute espèce de mesure antijuive aurait pour conséquence leur démission immédiate. Ce qui fut décisif dans toute cette affaire fut que les Allemands ne parvinrent même pas à introduire la distinction extrêmement importante entre les Danois d'origine juive nés au Danemark, qui étaient environ six mille quatre cents, et les mille quatre cents Juifs allemands réfugiés, qui avaient trouvé asile dans ce pays avant la guerre et que le gouvernement allemand avait déclarés apatrides. Un

tel refus a dû causer un étonnement sans fin chez les Allemands, car il paraissait complètement « illogique » qu'un gouvernement protège des gens à qui il avait catégoriquement refusé la naturalisation et même un permis de travail. (Avant la guerre, la situation juridique des réfugiés au Danemark ressemblait assez à celle la France, mais la corruption était tellement répandue dans les services administratifs de la III^e République qu'un certain nombre d'entre eux purent obtenir des papiers de naturalisation grâce à des pots-de-vin et à des « relations », de sorte que la plupart des réfugiés en France purent travailler clandestinement sans permis. Mais le Danemark, comme la Suisse, n'était pas un pays où l'on pouvait *se débrouiller**) Cependant, les Danois expliquèrent aux responsables allemands que, comme les réfugiés apatrides n'étaient plus des citoyens allemands, les nazis ne pouvaient les réclamer sans l'accord danois. Ce fut un des rares cas où le fait d'être apatride s'avéra un atout, bien que ce n'ait pas été le fait d'être apatride en tant que tel qui sauva les Juifs mais le fait que le gouvernement danois avait décidé de les protéger. Ainsi aucune des mesures préliminaires, si importantes pour la bureaucratie du meurtre, ne put être menée à bien et l'on remit les opérations à l'automne 1943.

Ce qui advint alors fut véritablement extraordinaire ; par comparaison avec ce qui se passait dans les autres pays d'Europe, tout était sens dessus dessous. En août 1943 – après l'échec de l'offensive allemande en Russie, la reddition de l'Afrika Korps en Tunisie et l'invasion de l'Italie par les Alliés – le gouvernement suédois annula un accord conclu avec l'Allemagne en 1940 qui avait autorisé les troupes allemandes à traverser le pays. Là-dessus, les ouvriers danois décidèrent qu'ils pourraient aider un peu en accélérant les choses ; des émeutes éclatèrent dans les chantiers navals danois, où les dockers refusaient de réparer les navires allemands et s'étaient mis en grève. Le commandement militaire allemand proclama l'état d'urgence et imposa la loi martiale et Himmler pensa que

c'était le bon moment pour s'attaquer à la question juive dont la « solution » attendait depuis bien trop longtemps. Ce qu'il n'avait pas prévu, c'est que – la résistance danoise mise à part – les responsables allemands qui vivaient dans le pays depuis des années n'étaient plus les mêmes. Non seulement le général von Hannecken, chef militaire de la région, refusa de mettre ses troupes à la disposition du plénipotentiaire du Reich, le Dr Werner Best, mais encore les unités mobiles SS affectées au Danemark, les *Einsatzkommandos*, protestèrent très fréquemment contre « les mesures que les services centraux leur avaient ordonné de mener à bien » – selon le témoignage de Best à Nuremberg. Et, bien que Berlin n'ait probablement jamais su à quel point, il était désormais impossible de faire confiance à Best lui-même, ce vétéran de la Gestapo, ancien conseiller juridique de Heydrich, auteur d'un ouvrage alors célèbre sur la police et qui avait travaillé pour le gouvernement militaire à Paris en donnant toute satisfaction à ses supérieurs. Cependant, il était clair dès le départ que les choses n'allaient pas bien et le service d'Eichmann envoya un de ses meilleurs hommes au Danemark – Rolf Günther que personne n'avait jamais accusé de manquer de la « dureté sans pitié » requise. Günther ne fit aucune impression sur ses collègues de Copenhague et maintenant von Hannecken refusait même de décréter que les tous Juifs se fassent enregistrer pour le travail.

Best se rendit à Berlin et obtint la promesse que tous les Juifs du Danemark, quelle que fût leur catégorie, seraient envoyés à Theresienstadt – une concession très importante du point de vue nazi. On fixa l'arrestation et le départ immédiat à la nuit du 1^{er} octobre – les bateaux étaient prêts dans le port – et comme on ne pouvait compter sur l'aide ni des Danois, ni des Juifs, ni des troupes allemandes stationnées au Danemark, on fit venir des unités de police d'Allemagne pour une traque porte-à-porte. Au dernier moment, Best leur dit qu'ils n'avaient pas le droit de faire effraction dans les appartements, parce que la police danoise serait alors susceptible d'intervenir et ils n'étaient pas

censés s'affronter aux Danois. Ils ne pourraient donc arrêter que les Juifs qui ouvriraient volontairement leurs portes. Sur un total de plus de sept mille huit cents, ils trouvèrent très exactement 477 personnes chez elles prêtes à les laisser entrer. Quelques jours avant la date fatidique, un agent de transport allemand, Georg F. Duckwitz, probablement renseigné par Best lui-même, avait révélé tout le plan à des fonctionnaires du gouvernement danois qui, à leur LOUP, s'étaient adressés à en informer les responsables de la communauté juive. Se démarquant nettement des dirigeants juifs des autres pays, ils répandirent ensuite publiquement la nouvelle dans les synagogues à l'occasion de l'office du nouvel an. Les Juifs eurent tout juste le temps de quitter leur appartement et d'aller se cacher, ce qui était extrêmement facile au Danemark, car, selon les termes employés dans le jugement, « toutes les couches du peuple danois, du roi jusqu'au simple citoyen », étaient prêtes à les recevoir.

Ils seraient peut-être restés cachés jusqu'à la fin de la guerre si les Danois n'avaient pas eu la chance d'avoir la Suède pour voisine. Il semblait raisonnable d'envoyer les Juifs en Suède et c'est ce qu'on fit, avec l'aide des bateaux de pêche danois. Le prix du transport de ceux qui n'en avaient pas les moyens – environ cent dollars par personne – était largement assumé par de riches citoyens danois ; ce fut peut-être la prouesse la plus étonnante de l'ensemble, dans la mesure où à la même époque les Juifs payaient leur propre déportation, où ceux d'entre eux qui étaient riches déboursaient une fortune pour obtenir des visas de sortie (en Hollande, en Slovaquie et plus tard en Hongrie), soit en donnant des pots-de-vin aux autorités locales, soit en négociant « légalement » avec les SS qui n'acceptaient que de l'argent comptant et qui, en Hollande, vendaient les visas cinq ou dix mille dollars par personne. Même là où les Juifs rencontraient une réelle sympathie et où les gens étaient sincèrement prêts à les aider, ils devaient payer et les pauvres n'avaient aucune chance d'en réchapper.

Il fallut une bonne partie du mois d'octobre pour que tous les Juifs traversent les cinq à vingt-cinq kilomètres de mer qui séparent le Danemark de la Suède. Les Suédois accueillirent 5919 réfugiés, dont mille au moins étaient d'origine allemande, 1310 étaient demi-juifs et 686 des non-Juifs mariés à des Juifs. (Près de la moitié des Juifs danois semblent être restés dans le pays et avoir survécu à la guerre en se cachant.) Les Juifs non-danois n'avaient jamais été aussi bien traités, ils eurent tous l'autorisation de travailler. Les quelques centaines de Juifs que la police allemande avait réussi à arrêter furent expédiés à Theresienstadt. C'étaient des vieux ou des pauvres, qui n'avaient pas été informés à temps, ou qui n'avaient pas compris le sens de l'information. Dans le ghetto, ils jouissaient de privilèges plus grands que tout autre groupe, à cause des « histoires » sans fin que des institutions et des particuliers danois faisaient à leur sujet. Quarante-huit personnes moururent, chiffre relativement bas étant donné l'âge moyen de ce groupe. Quand tout fut terminé, l'opinion mûrement réfléchie d'Eichmann fut que « pour différentes raisons, l'action contre les Juifs du Danemark avait échoué », alors que l'étrange Dr Best déclara que « l'objectif de l'opération n'était pas d'arrêter un grand nombre de Juifs mais d'en nettoyer le Danemark, et cet objectif a été atteint ».

Politiquement et psychologiquement, l'aspect le plus intéressant de cet incident est peut-être le comportement des autorités allemandes au Danemark, leur sabotage évident des ordres de Berlin. Autant que nous le sachions, c'est le seul cas où les nazis rencontrèrent une résistance locale *déclarée*, et il semble que le résultat ait été que ceux qui y furent exposés ont changé d'avis. Apparemment, eux-mêmes ne considéraient plus l'extermination d'un peuple entier comme une évidence. Ils avaient rencontré une résistance de principe, et leur « dureté » fondit comme beurre au soleil, ils furent même capables de montrer quelques timides débuts de courage authentique. À l'exception peut-être de quelques brutes à moitié démentes, le

procès de Nuremberg révéla clairement que l'idéal de « dureté » n'était qu'un mythe, une automystification dissimulant un désir brutal de conformisme à tout prix ; les accusés se chargeaient, se trahissaient les uns les autres et assuraient au monde entier qu'ils « avaient toujours été contre » ou prétendaient, comme Eichmann devait le faire, que leurs supérieurs avaient « abusé » de leurs meilleures qualités. (À Jérusalem, il accusa « ceux qui étaient au pouvoir » d'avoir abusé de son « obéissance ». « Le sujet d'un bon gouvernement a de la chance, le sujet d'un mauvais gouvernement n'en a pas. Je n'ai pas eu de chance. »). L'atmosphère avait changé et, bien que la majorité d'entre eux aient dû savoir qu'ils étaient perdus, pas un seul n'eut le cran de défendre l'idéologie nazie. Werner Best prétendit à Nuremberg qu'il avait joué un double jeu subtil, et que c'était grâce à lui que les responsables danois avaient été informés de la catastrophe imminente ; on lui opposa des documents prouvant que c'était lui qui avait proposé l'opération danoise à Berlin, mais il expliqua que cela faisait partie du jeu. Il fut extradé au Danemark et là, condamné à mort, mais il fit appel, et les résultats furent surprenants ; du fait de « nouvelles preuves », la sentence fut commuée en cinq ans de prison, dont il fut libéré peu après. D'une manière satisfaisante pour la cour danoise, il a dû être capable de prouver qu'il avait vraiment fait de son mieux.

L'Italie était le seul véritable allié de l'Allemagne en Europe, traité comme un égal et respecté comme un État souverain et indépendant. Cette alliance reposait vraisemblablement sur l'espèce d'intérêt commun le plus élevé liant ensemble deux nouvelles formes de gouvernement, sinon identiques du moins semblables, et il est vrai que Mussolini avait autrefois suscité une grande admiration dans les cercles nazis allemands. Mais au moment où la guerre éclata, et que, non sans quelques hésitations, l'Italie se joignit à l'entreprise allemande, c'était une chose du passé. Les nazis savaient très bien qu'ils avaient davantage de points communs avec la version stalinienne du

communisme qu'avec le fascisme italien, et, de son côté, Mussolini n'avait pas grande confiance en l'Allemagne, ni beaucoup d'admiration pour Hitler. Mais en Allemagne surtout, tout cela faisait partie des secrets auxquels les supérieurs avaient accès et le monde extérieur n'a jamais entièrement compris quelles différences profondes et décisives séparaient les formes de gouvernement totalitaire et fasciste. C'est dans la manière dont les deux gouvernements traitèrent la question juive que ces différences apparurent le plus clairement.

Avant le *coup d'État* de Badoglio de l'été 1943 et l'occupation de Rome et de l'Italie du Nord par les Allemands, Eichmann et ses hommes n'avaient pas le droit d'exercer leurs activités dans le pays. Ils assistaient cependant à la façon italienne de *ne pas* résoudre quoi que ce soit dans les zones occupées par les Italiens en France, en Grèce et en Yougoslavie, car les Juifs persécutés continuaient à se réfugier dans ces zones où ils étaient assurés d'un asile temporaire. À des niveaux beaucoup plus élevés que celui d'Eichmann, le sabotage italien de la Solution finale atteignait des proportions inquiétantes, principalement à cause de l'influence exercée par Mussolini sur les autres gouvernements fascistes d'Europe – sur Pétain en France, sur Horthy en Hongrie, sur Antonescu en Roumanie et même sur Franco en Espagne. Si l'Italie réussissait à s'en tirer sans massacrer ses Juifs, alors les satellites allemands pourraient essayer d'en faire autant. C'est pourquoi, quand il s'est agi des mesures antijuives, Döme Sztójay, le Premier ministre hongrois que les Allemands avaient imposé à Horthy, a toujours voulu savoir si les mêmes mesures étaient appliquées en Italie. Le chef d'Eichmann, le *Gruppenführer* Müller, écrivit à ce sujet une longue lettre au ministère des Affaires étrangères, exposant toute l'affaire mais ces messieurs des Affaires étrangères n'y pouvaient pas grand-chose, car ils se heurtaient toujours à la même résistance subtilement voilée, aux mêmes promesses et à la même incapacité à les tenir. Le sabotage était d'autant plus exaspérant qu'il s'exerçait ouvertement, d'une

façon presque comique. C'est Mussolini lui-même, ou d'autres fonctionnaires de haut rang, qui faisaient les promesses et si les généraux omettaient simplement de les tenir, Mussolini s'en excusait en leur nom, sous prétexte que « leur formation intellectuelle était différente ». Les nazis ne rencontrèrent que rarement un refus catégorique comme celui du général Roatta lorsqu'il déclara que remettre aux autorités allemandes les Juifs présents dans les territoires yougoslaves occupés par les Italiens était « incompatible avec l'honneur de l'armée italienne ».

Cela pouvait être encore bien pire quand les Italiens faisaient semblant de tenir leurs promesses. On en a eu un exemple après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord française, quand toute la France était occupée par les Allemands, sauf la zone italienne du Midi où cinquante mille Juifs environ s'étaient mis à l'abri. Sur les instances pressantes de l'Allemagne, les Italiens créèrent un « Commissariat aux affaires juives » dont la seule tâche était de recenser tous les Juifs de cette région et de les expulser de la Côte d'Azur. Vingt-deux mille Juifs environ furent arrêtés et déplacés dans l'intérieur de la zone italienne, ce qui eut pour résultat, selon Reitlinger, qu'« un millier de Juifs, des plus déshérités, étaient installés dans les meilleurs hôtels de l'Isère et de la Savoie ». C'est alors qu'Eichmann envoya Alois Rrunner, un de ses hommes les plus durs, à Nice puis à Marseille, mais à son arrivée la police française avait détruit toutes les listes de Juifs recensés. Lorsqu'en automne 1943, l'Italie déclara la guerre à l'Allemagne, l'armée allemande put enfin entrer à Nice, et Eichmann lui-même gagna la Côte d'Azur en toute hâte. C'est là qu'on lui dit – et il le crut – que dix à quinze mille Juifs se cachaient à Monaco (cette minuscule principauté de vingt-cinq mille habitants, dont le territoire « tiendrait à l'aise dans Central Park », selon le *New York Times Magazine*), ce qui lança le RSHA dans une sorte de programme de recherche. On aurait dit une blague typiquement italienne. En tout cas, les Juifs

n'étaient plus là ; ils s'étaient enfuis en Italie même, et ceux qui se cachaient encore dans les montagnes des environs purent gagner soit la Suisse, soit l'Espagne. La même chose arriva quand les Italiens durent abandonner leur zone en Yougoslavie ; les Juifs se retirèrent avec l'armée italienne et trouvèrent asile à Fiume.

Même quand l'Italie faisait les efforts les plus sérieux pour s'adapter à son puissant voisin et allié, il y avait toujours un élément de farce. Quand vers la fin des années trente, Mussolini promulgua une législation antijuive sous la pression des Allemands, il mentionna les exemptions habituelles – anciens combattants, Juifs avec de hautes décorations, etc. –, mais il ajouta une autre catégorie, à savoir les anciens membres du parti fasciste, ainsi que leurs parents, grands-parents, femmes, enfants et petits-enfants. Je ne connais pas de statistiques là – dessus, mais il est très probable que la grande majorité des Juifs italiens se trouva ainsi exemptée. Presque toutes les familles juives devaient avoir un membre au moins dans le parti fasciste, car cela se produisit à une époque où, depuis vingt ans, les Juifs, comme les autres Italiens, affluaient au mouvement fasciste, dans la mesure où les postes de la fonction publique étaient en effet réservés à ses membres. Et les quelques Juifs qui, par principe, s'étaient opposés au fascisme, principalement des communistes et des socialistes, avaient déjà quitté le pays. Même les antisémites italiens les plus convaincus paraissaient incapables de prendre la chose au sérieux et Roberto Farinacci, le chef du mouvement antisémite italien, avait une Juive pour secrétaire. Certes, ce genre de chose arrivait aussi en Allemagne ; Eichmann déclara, et il n'y a aucune raison de ne pas le croire, qu'il y avait des Juifs même chez les SS de base, mais l'origine juive d'individus comme Heydrich, Milch et d'autres était une question hautement confidentielle, connue seulement d'une poignée de gens, alors qu'en Italie on faisait les choses ouvertement et, en quelque sorte, innocemment. La clé du mystère est, évidemment, que l'Italie était effectivement un

des rares pays d'Europe où les mesures prises à l'encontre des Juifs étaient très impopulaires parce que, selon le mot de Ciano, « elles soulevaient un problème qui heureusement n'existait pas ».

L'assimilation, ce mot dont on a tant abusé, était un fait en Italie où la communauté juive comptait au maximum cinquante mille Juifs autochtones dont l'histoire remontait au temps de l'Empire romain. Il ne s'agissait pas d'une idéologie, d'une chose en laquelle on était supposé croire, comme dans tous les pays germanophones, ce n'était pas non plus un mythe, ni une automystification évidente, comme en France par exemple. Pour ne pas être surpassé en « dureté sans pitié », le fascisme italien avait essayé de débarrasser l'Italie de ses Juifs apatrides et étrangers avant le déclenchement de la guerre. Mais rien de tout cela ne fut un succès, à cause de la réticence généralisée des petits fonctionnaires italiens à devenir « durs » et quand les choses devinrent une question de vie et de mort, ils refusèrent d'abandonner cette partie de leur population juive, en alléguant le maintien de leur souveraineté ; au lieu de cela, ils les placèrent dans des camps italiens où ils furent relativement en sécurité jusqu'à l'occupation du pays par les Allemands. Il est difficile d'expliquer le comportement des Italiens en invoquant les seules conditions objectives – l'absence d'« une question juive » – car ces étrangers posaient naturellement un problème, en Italie comme dans tous les États-nations d'Europe fondés sur l'homogénéité ethnique et culturelle de leur population. Ce qui fut au Danemark l'effet d'un sens politique authentique, d'une éducation qui formait à la compréhension des exigences et des responsabilités requises par la citoyenneté et l'indépendance – « pour les Danois [...] la question juive n'était pas une question humanitaire mais une question politique » (Leni Yahil) – était, en Italie, l'effet de l'humanisme généralisé, et pour ainsi dire automatique, d'un peuple ancien et civilisé.

Et l'humanisme italien surmonta l'épreuve de la terreur qui s'abattit sur le peuple au cours des dix-huit derniers mois de la

guerre. En décembre 1943, le ministre allemand des Affaires étrangères appela officiellement Müller, le patron d'Eichmann, au secours : « Vu le manque de zèle manifesté ces derniers mois par les responsables italiens dans l'exécution des mesures antijuives recommandées par le Duce, nous, le ministère des Affaires étrangères, estimons urgent et nécessaire que cette exécution [...] soit supervisée par des responsables allemands. » C'est alors qu'on envoya de Pologne en Italie de célèbres tueurs de Juifs, comme Odilo Globocnik, responsable des camps de la mort de la région de Lublin ; même le chef de l'administration militaire n'était pas un militaire mais un ancien gouverneur de la Galicie polonaise, le *Gruppenführer* Otto Wächter. Tout cela mit un terme à la farce. Le bureau d'Eichmann envoya une circulaire à ses succursales les informant que « les mesures nécessaires » à l'encontre des « Juifs de nationalité italienne » devaient être prises sur-le-champ et que la première vague devait s'abattre sur les huit mille Juifs de Rome, qui devaient être arrêtés par des régiments de police allemande, puisqu'on ne pouvait pas faire confiance à la police italienne. Ils furent prévenus à temps, souvent par des fascistes de longue date, et sept mille s'enfuirent. Cédant comme d'habitude lorsqu'ils rencontraient de la résistance, les Allemands consentaient maintenant à ce que, même lorsqu'ils n'entraient pas dans les catégories exemptées, les Juifs italiens ne soient pas déportés, mais soient cependant concentrés dans des camps italiens ; une telle « solution » serait suffisamment « finale » pour l'Italie. En Italie du Nord, trente-cinq mille Juifs environ furent capturés et mis dans des camps de concentration près de la frontière autrichienne. Au printemps 1944, alors que l'armée Rouge occupait la Roumanie et que les Alliés étaient sur le point d'entrer dans Rome, les Allemands manquèrent à leur promesse et commencèrent à expédier les Juifs d'Italie à Auschwitz – environ soixante-dix mille personnes, dont seules six cents revinrent. Cependant, ce chiffre ne représente même pas 10 % de la totalité des Juifs qui vivaient à l'époque en Italie.

XI

LES DÉPORTATIONS DES BALKANS. YOUGOSLAVIE, BULGARIE, GRÈCE, ROUMANIE

Pour ceux qui ont suivi les arguments de l'accusation et lu le texte du jugement remaniant son « tableau général » aussi confus que semant la confusion, ce fut une surprise de constater l'absence persistante de toute référence à la nette distinction séparant les territoires de l'Est et du Sud-Est contrôlés par les nazis des États-nations d'Europe centrale et occidentale. La ceinture de populations mixtes s'étendant de la mer Baltique dans le Nord à l'Adriatique dans le Sud, qui se trouve aujourd'hui presque entièrement derrière le rideau de fer, se composait alors en partie de ce qu'on appelait les États successeurs créés par les puissances victorieuses après la Première Guerre mondiale. Un nouveau système politique fut accordé aux nombreux groupes ethniques qui avaient vécu depuis des siècles sous la domination d'empires – au Nord, l'Empire russe ; au Sud, l'Empire austro-hongrois ; au Sud-Est, l'Empire turc. Même à l'état d'ébauche, aucun de ces nouveaux États – nations ne possédait l'homogénéité ethnique des vieilles nations européennes qui avaient servi de modèle à leurs constitutions politiques. Le résultat fut que chacun de ces pays comprenait d'importants groupes ethniques violemment hostiles au gouvernement en place parce que leurs propres aspirations nationales étaient frustrées au profit de voisins à peine un peu plus nombreux. S'il était besoin de démontrer l'instabilité politique de ces nouveaux États, il suffirait de se tourner vers le cas de la Tchécoslovaquie. Quand Hitler entra à Prague en mars 1939, il fut accueilli avec enthousiasme non seulement par les *Sudetendeutschen* (Sudètes), la minorité

allemande, mais aussi par les Slovaques qu'il « libérait » en leur offrant un État « indépendant ». La même chose exactement arriva plus tard en Yougoslavie, où les Allemands traitèrent en ennemie la majorité serbe qui avait jusqu'alors gouverné le pays, et donnèrent un gouvernement national à la minorité croate. Comme il y avait, en outre, d'incessants mouvements de population dans ces régions, il n'existait de frontière ni historique ni naturelle, et celles qui avaient été établies par les traités de Trianon et de Saint-Germain étaient des plus arbitraires. De sorte que, grâce à de généreux agrandissements de leurs territoires, la Hongrie, la

XI

LES DÉPORTATIONS DES BALKANS. YOUGOSLAVIE, BULGARIE, GRÈCE, ROUMANIE

Pour ceux qui ont suivi les arguments de l'accusation et lu le texte du jugement remaniant son « tableau général » aussi confus que semant la confusion, ce fut une surprise de constater l'absence persistante de toute référence à la nette distinction séparant les territoires de l'Est et du Sud-Est contrôlés par les nazis des États-nations d'Europe centrale et occidentale. La ceinture de populations mixtes s'étendant de la mer Baltique dans le Nord à l'Adriatique dans le Sud, qui se trouve aujourd'hui presque entièrement derrière le rideau de fer, se composait alors en partie de ce qu'on appelait les États successeurs créés par les puissances victorieuses après la Première Guerre mondiale. Un nouveau système politique fut accordé aux nombreux groupes ethniques qui avaient vécu depuis des siècles sous la domination d'empires – au Nord, l'Empire russe ; au Sud, l'Empire austro-hongrois ; au Sud-Est, l'Empire turc. Même à l'état d'ébauche, aucun de ces nouveaux États – nations ne possédait l'homogénéité ethnique des vieilles nations européennes qui avaient servi de modèle à leurs constitutions politiques. Le résultat fut que chacun de ces pays comprenait d'importants groupes ethniques violemment hostiles au gouvernement en place parce que leurs propres aspirations nationales étaient frustrées au profit de voisins à peine un peu plus nombreux. S'il était besoin de démontrer l'instabilité politique de ces nouveaux États, il suffirait de se tourner vers le cas de la Tchécoslovaquie. Quand Hitler entra à Prague en mars 1939, il fut accueilli avec enthousiasme non seulement par les *Sudetendeutschen* (Sudètes), la minorité

allemande, mais aussi par les Slovaques qu'il « libérait » en leur offrant un État « indépendant ». La même chose exactement arriva plus tard en Yougoslavie, où les Allemands traitèrent en ennemie la majorité serbe qui avait jusqu'alors gouverné le pays, et donnèrent un gouvernement national à la minorité croate. Comme il y avait, en outre, d'incessants mouvements de population dans ces régions, il n'existait de frontière ni historique ni naturelle, et celles qui avaient été établies par les traités de Trianon et de Saint-Germain étaient des plus arbitraires. De sorte que, grâce à de généreux agrandissements de leurs territoires, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie se laissèrent intégrer comme partenaires de l'Axe et le statut de ressortissant national était toujours dénié aux Juifs de ces régions nouvellement annexées ; ils devenaient automatiquement apatrides et connaissaient donc le même destin que les réfugiés d'Europe occidentale – ils étaient toujours les premiers à être déportés et liquidés.

Ce qui s'effondra aussi pendant ces années fut le système compliqué des traités concernant les minorités grâce auxquels les Alliés avaient vainement espéré résoudre un problème insoluble dans le cadre politique de l'État-nation. Les Juifs formaient une minorité officiellement reconnue dans tous les États successeurs et ce statut ne leur avait pas été imposé mais il avait été obtenu à force de réclamations et de négociations conduites par leurs propres délégués à la conférence de paix de Versailles. Il y avait eu là un important tournant dans l'histoire juive, car, pour la première fois, des Juifs occidentaux ou assimilés, n'avaient pas été considérés comme les porte-parole du peuple juif tout entier. À la surprise et parfois à la consternation des « notables » juifs de culture occidentale, il apparut que la grande majorité du peuple désirait une sorte d'autonomie culturelle et sociale, bien que non politique. Le statut juridique des Juifs d'Europe orientale était celui de toute minorité, mais politiquement – ce qui allait s'avérer décisif – ils constituaient le seul groupe ethnique de la région sans

« patrie », c'est-à-dire sans territoire où ils forment la majorité de la population. Cependant ils étaient moins dispersés que leurs frères d'Europe occidentale et centrale, où, avant Hitler, appeler juif un Juif était un signe d'antisémitisme ; en Europe orientale, par contre, les Juifs étaient considérés comme un peuple distinct, par leurs amis comme par leurs ennemis. Tout cela eut de grandes conséquences sur le statut de ces Juifs de l'Est qui *étaient* assimilés, différenciant manifestement ce statut de celui des Juifs d'Europe occidentale, où l'assimilation, quelle qu'ait été sa forme, était la règle. Ce groupe nombreux de Juifs de classe moyenne, si caractéristique de l'Europe occidentale et centrale, n'existait pas à l'Est ; à sa place, on trouvait une mince couche de familles de la grande bourgeoisie appartenant en fait à la classe dirigeante et qui étaient infiniment plus assimilées – par l'argent, le baptême, les mariages mixtes – à la société non juive, que la plupart des Juifs de l'Ouest.

Les exécutants de la Solution finale rencontrèrent pour la première fois un tel état de choses en Croatie, cet État fantoche situé en Yougoslavie dont la capitale était Zagreb. Dès la troisième semaine de son existence, le gouvernement croate, dirigé par le Dr Ante Pavelic, promulgua très obligeamment une législation antijuive et lorsqu'on lui demanda ce qu'il fallait faire des quelques douzaines de Juifs croates qui se trouvaient en Allemagne, il répondit qu'il « apprécierait qu'ils fussent déportés à l'Est ». Le ministre de l'intérieur du Reich exigea que la Croatie fût *judenrein* avant février 1942, et Eichmann envoya le *Hauptsturmführer* Franz Abromeit travailler avec l'attaché de la police allemande à Zagreb. Les Croates eux-mêmes, notamment les membres du puissant mouvement fasciste oustachi, se chargèrent des déportations et les Croates payaient aux nazis trente marks par Juif déporté. En échange, ils acquéraient tous les biens des déportés. Tout cela entraînait dans le cadre du « principe territorial » officiel des Allemands, applicable dans l'ensemble des pays d'Europe, selon lequel l'État héritait des biens de tout Juif assassiné, pour peu qu'il ait

résidé à l'intérieur de ses frontières, quelle que fût sa nationalité. (Les nazis ne respectaient pas toujours ce « principe territorial » ; il y avait toutes sortes de manières de le contourner quand cela en valait la peine. Les hommes d'affaires allemands pouvaient directement acheter leurs biens aux Juifs avant qu'ils ne fussent déportés et le *Einsatzstab* Rosenberg qui, au départ, était habilité à confisquer tout ce qui avait trait aux traditions et à la culture hébraïques et judaïques au bénéfice des centres de recherches antisémites allemands, élargit bientôt le champ de ses activités afin d'y inclure des meubles de valeur et des objets d'art.) Mais on ne put se tenir à la date limite de février 1942, car les Juifs parvenaient à fuir la Croatie pour les territoires occupés par les Italiens, mais à la suite du *coup d'État* de Badoglio, Hermann Krumey, un autre homme d'Eichmann, arriva à Zagreb et, à l'automne 1943, trente mille Juifs avaient été déportés dans les centres de mise à mort.

C'est alors seulement que les Allemands s'aperçurent que le pays n'était toujours pas *judenrein*. Dans les premières lois antijuives, ils avaient remarqué un curieux paragraphe qui transformait en « Aryens d'honneur » tous les Juifs qui contribuaient à « la cause croate ». Le nombre de ces Juifs s'était bien sûr considérablement accru au cours des années qui suivirent. En d'autres termes, les Juifs très riches qui se séparaient volontairement de leurs biens étaient exemptés. Fait encore plus intéressant, le service d'espionnage des SS (dirigé par le *Sturmbannführer* [commandant] Wilhelm Hötzl, qui fut d'abord appelé comme témoin de la défense à Jérusalem, mais dont la déposition fut utilisée par l'accusation) découvrit que presque tous les membres de la clique dirigeante de Croatie, depuis le chef du gouvernement jusqu'au chef des Oustachis, étaient mariés à des femmes juives. Les mille cinq cents survivants juifs de cette région – ô ^u/_o du total, selon un rapport communiqué par le gouvernement yougoslave – appartenaient, de toute évidence, à ce groupe de Juifs exceptionnellement riches et très assimilés. Et comme on estime que les Juifs

assimilés formaient 5 % du total des masses juives de l'Est, on est tenté de conclure qu'à l'Est plus que dans le reste de l'Europe, l'assimilation offrait une meilleure chance de survie, chaque fois qu'elle était possible.

Les choses se passèrent très différemment dans le territoire voisin de Serbie où l'armée d'occupation allemande eut affaire, dès le premier jour ou presque, à une sorte de guerre de partisans comparable uniquement à celle qui se déroulait en Russie derrière le front. J'ai mentionné plus haut l'incident particulier qui établissait un rapport entre Eichmann et la liquidation des Juifs en Serbie. Le jugement reconnut que « nous n'avons pas très bien compris comment se transmettaient habituellement les directives concernant les Juifs en Serbie » et l'explication en est que le service d'Eichmann n'était pas du tout engagé dans cette région parce qu'on n'y déportait pas de Juifs. On s'occupait de l'ensemble du « problème » sur le terrain. Sous prétexte d'exécuter les otages de la guerre des partisans, l'armée fusillait tous les hommes juifs ; les femmes et les enfants étaient remis entre les mains du chef de la police de sécurité, un certain Dr Emanuel Schâfer, protégé particulier de Heydrich, qui les faisait tuer dans les camions à gaz. En août 1942, le *Staatsrat* [conseiller d'État] Harald Turner, qui dirigeait l'administration civile du gouvernement militaire, déclara fièrement que la Serbie était « le seul pays où les problèmes juif et tzigane avaient été résolus », et renvoya les camions à gaz à Berlin. Cinq mille Juifs environ rejoignirent les partisans et c'était, pour eux, la seule chance de réchapper.

Après la guerre, Schâfer comparut devant un tribunal allemand. Pour avoir tué par le gaz 6280 femmes et enfants, il fut condamné à six ans et demi de prison. Le gouverneur militaire de la région, le général Franz Böhme, se suicida, mais le *Staatsrat* Turner fut remis au gouvernement yougoslave et condamné à mort. C'est la même histoire qu'on retrouve partout et toujours : ceux qui échappèrent aux procès de

Nuremberg et qui ne furent pas extradés dans les pays où ils avaient commis leurs crimes, n'ont jamais comparu en justice, ou alors ils ont rencontré la plus grande « compréhension » possible dans les tribunaux allemands. Cela rappelle malheureusement la République de Weimar, dont la spécialité était de fermer les yeux sur l'assassinat politique lorsque l'assassin appartenait à un groupe de droite violemment antirépublicain.

Plus que tout autre pays des Balkans, la Bulgarie avait de bonnes raisons d'être reconnaissante à l'Allemagne nazie, à cause de l'agrandissement territorial considérable dont elle bénéficia aux dépens de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Grèce. Et pourtant la Bulgarie n'était pas reconnaissante et ni son gouvernement ni son peuple n'étaient assez souples pour appliquer une politique de « dureté sans pitié ». La façon dont ils traitèrent la question juive n'en est pas le seul exemple. Le Ratnizi, mouvement fasciste bulgare, n'inquiétait nullement la monarchie bulgare, car il était insignifiant numériquement et politiquement sans influence, et le Parlement demeurait une institution très respectée, qui s'entendait bien avec le roi. C'est pourquoi ils osèrent refuser de déclarer la guerre à la Russie et n'envoyèrent jamais de corps expéditionnaire de « volontaires » sur le front de l'Est, même symbolique. Mais le plus surprenant de tout, dans cette ceinture de populations mêlées où l'antisémitisme était très répandu dans tous les groupes ethniques et était devenu une politique officielle du gouvernement longtemps avant l'arrivée de Hitler, les Bulgares n'avaient aucune « compréhension du problème juif ». Certes, l'armée bulgare avait consenti à la déportation de tous les Juifs – environ quinze mille – résidant dans les territoires nouvellement annexés, soumis à un gouvernement militaire et dont la population était antisémite ; mais il est peu probable qu'ils aient su ce que signifiait réellement la « réinstallation à l'Est ». Peu auparavant, en janvier 1941, le gouvernement avait également consenti à promulguer quelques lois antijuives,

mais, d'un point de vue nazi, elles étaient tout simplement ridicules : quelque six mille hommes valides étaient mobilisés pour le travail ; tous les Juifs baptisés, quelle que fût la date de leur conversion, étaient exemptés, ce qui eut pour résultat l'explosion d'une épidémie de conversions ; cinq mille autres Juifs – sur un total de cinquante mille environ – bénéficièrent de privilèges spéciaux ; et l'on introduisit, en faveur des médecins et des hommes d'affaires juifs, un *numerus clausus* assez élevé, calculé sur le pourcentage de Juifs vivant dans les villes et non dans le pays dans son ensemble. Quand ces mesures furent appliquées, les responsables du gouvernement bulgare déclarèrent publiquement que la situation était maintenant stabilisée à la satisfaction générale. Il était clair que non seulement les nazis allaient devoir les éclairer sur les préalables nécessaires à une « solution du problème juif », mais ils allaient devoir aussi leur apprendre que la stabilité des lois était incompatible avec un mouvement totalitaire.

Les autorités allemandes ont dû soupçonner un peu que des difficultés allaient surgir. En janvier 1942, Eichmann écrivit une lettre au ministère des Affaires étrangères dans laquelle il déclarait : « Nous avons assez de moyens pour recevoir les Juifs de Bulgarie » ; il proposait qu'on en informe le gouvernement bulgare et assurait les Affaires étrangères que l'attaché de police à Sofia « s'occuperait des dispositifs techniques de la déportation ». (Cet attaché de police ne semble pas non plus avoir travaillé avec beaucoup d'ardeur, car, peu après, Eichmann envoya de Paris à Sofia l'un de ses hommes, Theodor Dannecker, en tant que « conseiller ».) Il est assez intéressant de noter que cette lettre allait directement à l'encontre des consignes qu'Eichmann avait envoyées en Serbie quelques mois plus tôt seulement, selon lesquelles les capacités de réception des Juifs n'étaient pas encore disponibles et qu'on ne pouvait même pas déporter les Juifs du Reich. On ne peut expliquer la soudaine priorité donnée à la tâche de rendre la Bulgarie *judenrein* que par les informations précises parvenues à Berlin

selon lesquelles il fallait agir sans délai si l'on voulait réaliser quoi que ce soit. Eh bien, l'ambassade d'Allemagne fit les travaux d'approche, mais six mois passèrent avant que les Bulgares ne fassent le premier pas en direction des mesures « radicales » – l'introduction de l'étoile juive. Mais, pour les nazis, même cela fut une grosse déception. Tout d'abord, selon le rapport consciencieux qu'ils en firent, l'insigne n'était qu'« une toute petite étoile » ; ensuite, la plupart des Juifs ne le portaient tout simplement pas ; enfin, ceux qui le portaient ont reçu « tellement de manifestations de sympathie de la part des populations égarées qu'en fait, ils sont fiers de leur insigne » – écrivait Walter Schellenberg, chef du service de contre-espionnage du RSHA, dans un rapport du SD transmis aux Affaires étrangères en novembre 1942. Là-dessus, le gouvernement bulgare révoqua le décret. Sur les instances pressantes des Allemands, le gouvernement bulgare se résolut finalement à expulser tous les Juifs de Sofia vers les zones rurales, mais une telle mesure ne correspondait pas du tout à ce que voulaient les Allemands, car elle dispersait les Juifs au lieu de les concentrer.

Cette expulsion marqua d'ailleurs un tournant important dans la situation générale, car la population de Sofia essaya d'empêcher les Juifs de se rendre à la gare et manifesta ensuite devant le palais royal. Les Allemands s'imaginaient que le roi Boris était le principal responsable de la mise à l'abri des Juifs de Bulgarie, et il est à peu près certain que le roi fut assassiné par des agents du service d'espionnage allemand. Mais ni la mort du monarque ni l'arrivée de Dannecker, début 1943, ne changèrent quoi que ce soit à la situation, car le Parlement et la population continuèrent manifestement de soutenir les Juifs. Dannecker réussit à obtenir un accord du Commissaire bulgare aux affaires juives selon lequel six mille « Juifs importants » seraient déportés à Treblinka ; mais aucun de ces Juifs ne quitta jamais le pays. L'accord lui-même est remarquable, car il montre que les nazis n'avaient aucun espoir d'enrôler les

responsables juifs dans leurs propres projets. Le grand rabbin de Sofia n'était pas disponible car le métropolite de Sofia, Stefan, l'avait caché après avoir déclaré publiquement que « Dieu décide du sort des Juifs, et les hommes n'ont pas le droit de les torturer ni de les persécuter » (Hilberg) – ce qui dépasse de loin tout ce que le Vatican a jamais fait. En fin de compte, il arriva en Bulgarie la même chose qu'au Danemark quelques mois plus tard – les responsables allemands locaux n'étaient plus sûrs d'eux-mêmes et n'étaient plus fiables. Ce fut le cas de l'attaché de police, membre de la SS, qui était censé rassembler les Juifs et les arrêter, et de l'ambassadeur d'Allemagne à Sofia, Adolf Beckerle qui, en juin 1943, informa les Affaires étrangères que la situation était désespérée, parce que « les Bulgares vivaient depuis trop longtemps avec des peuples comme les Arméniens, les Grecs et les Tsiganes pour apprécier le problème juif » – ce qui était évidemment absurde, puisqu'on pouvait en dire autant, *mutatis mutandis*, de tous les pays de l'Est et du Sud-est de l'Europe. C'est le même Beckerle qui informa le RSHA, sur un ton où perçait l'irritation, qu'il n'y avait plus rien à faire. Et le résultat fut que pas un seul Juif bulgare n'avait été déporté, aucun n'était mort de cause autre que naturelle, lorsque, à l'approche de l'armée Rouge en août 1944, les lois antijuives furent révoquées.

Personne, autant que je sache, n'a tenté d'expliquer le comportement du peuple bulgare qui est unique dans cette ceinture de populations mixtes. Mais cette histoire rappelle celle de Georgi Dimitrov, un communiste bulgare se trouvant par hasard en Allemagne quand les nazis prirent le pouvoir et qu'ils décidèrent d'accuser du *Reichstagsbrand*, le mystérieux incendie qui éclata le 27 février 1933 dans le parlement de Berlin. Il comparut devant la Cour suprême allemande et fut confronté à Goering qu'il interrogea comme si c'était lui qui menait le débat ; et ce fut grâce à lui que tous les accusés, sauf Van der Lubbe, durent être acquittés. Sa conduite lui valut l'admiration du monde entier, Allemagne comprise. « Il ne reste

qu'un homme en Allemagne, disait – on alors, et cet homme est bulgare. »

Occupée dans le Nord par les Allemands et dans le Sud par les Italiens, la Grèce ne posait pas de problème particulier et pouvait donc attendre son tour pour devenir *judenrein*. En février 1943, deux spécialistes d'Eichmann, les *Hauptsturmführer* Dieter Wisliceny et Alois Brunner, vinrent préparer la déportation des Juifs de Salonique où se trouvaient concentrés les deux tiers des Juifs grecs qui étaient environ cinquante – cinq mille. Tout cela était prévu « dans le cadre de la Solution finale du problème juif en Europe », selon les termes de leur ordre de mission émanant du bureau IV-B-4. En liaison étroite avec un certain *Kriegsverwaltungsral*, le Dr Max Merten, qui représentait le gouvernement militaire de la région, ils mirent en place immédiatement l'habituel Conseil juif, avec à sa tête le grand rabbin Koretz. Wisliceny, qui dirigeait le *Sonderkommando für Judenangelegenheiten* à Salonique, introduisit l'étoile jaune et fit rapidement savoir qu'aucune exemption ne serait tolérée. Le Dr Merten fit déménager tous les Juifs dans un ghetto, qu'ils allaient pouvoir quitter d'autant plus facilement qu'il se trouvait près de la gare. Les seules catégories privilégiées étaient les Juifs titulaires de passeports étrangers et, comme d'habitude, le personnel du *Judenrat* – en tout, quelques centaines de personnes au maximum qu'on expédia plus tard en transit au camp de Bergen – Belsen. Pour s'échapper, la seule issue était la fuite vers le Sud, où les Italiens refusaient de remettre les Juifs aux Allemands, comme partout ailleurs, mais la zone italienne n'allait bientôt plus être un refuge. Dans le meilleur des cas, la population grecque était indifférente et certains groupes de partisans « approuvaient » même les opérations. En deux mois, toute la communauté avait été déportée, des trains partaient presque tous les jours pour Auschwitz, transportant de deux mille à deux mille cinq cents Juifs dans des wagons de marchandises. Quand l'armée italienne s'effondra à l'automne de la même année, l'évacuation

fut rapidement complétée par celle de quelque treize mille Juifs du Sud de la Grèce, Athènes et les îles grecques comprises.

À Auschwitz, de nombreux Juifs grecs étaient employés dans ce qu'on appelait les commandos de la mort qui faisaient fonctionner les chambres à gaz et les fours crématoires et ils étaient encore vivants en 1944 quand les Juifs hongrois furent exterminés et le ghetto de Łódź liquidé. À la fin de l'été, alors que des bruits circulaient que le gazage allait bientôt cesser et les installations être démantelées, une des très rares révoltes qui eût lieu dans les camps éclata ; les commandos de la mort étaient maintenant certains qu'ils allaient être tués eux aussi. Cette révolte se solda par un désastre – il n'y eut qu'un seul survivant pour raconter l'histoire.

Il semble que l'indifférence des Grecs au sort de leurs Juifs ait plus ou moins persisté après leur libération. Sans craindre la contradiction, le Dr Merten, témoin pour la défense au procès Eichmann, prétend aujourd'hui à la fois qu'il ne savait rien et qu'il a sauvé les Juifs dont il ignorait le destin. Il retourna tranquillement en Grèce après la guerre en tant que représentant d'une agence de voyages ; il fut arrêté mais vite libéré, et autorisé à rentrer en Allemagne. Son cas est peut-être unique, dans la mesure où les criminels de guerre qui ont été jugés dans d'autres pays que l'Allemagne ont toujours été condamnés à des peines sévères. Et le témoignage pour la défense qu'il donna à Berlin en présence de représentants de la défense comme de l'accusation était unique en son genre lui aussi. Il prétendit qu'Eichmann avait été très coopératif lors d'une tentative de sauver quelque vingt mille femmes et enfants de Salonique, et que tout le mal venait de Wisliceny. Mais il déclara plus tard qu'avant de témoigner il avait été contacté par le frère d'Eichmann, avocat à Linz, et par un organisme allemand regroupant d'anciens membres de la SS. Eichmann lui-même nia tout – il n'avait jamais été à Salonique et il n'avait jamais vu le serviable Dr Merten.

Eichmann prétendit plus d'une fois que ses dons d'organisateur, la coordination des évacuations et des déportations effectuée par son service, avaient de fait aidé ses victimes ; cela avait rendu leur sort moins difficile. S'il fallait absolument que cette chose soit faite, il valait mieux qu'elle soit faite en bon ordre. Au cours du procès, personne, pas même l'avocat de la défense, n'accorda aucune attention à cette revendication qui entraînait manifestement dans la même catégorie que son affirmation obstinée et stupide selon laquelle il avait sauvé la vie à des centaines de milliers de Juifs via « l'émigration forcée ». Et cependant, à la lumière de ce qui s'est passé en Roumanie, on commence à se poser des questions. Là aussi, tout était sens dessus dessous, mais pas comme au Danemark où les hommes de la Gestapo eux-mêmes s'étaient mis à saboter les ordres de Berlin ; en Roumanie, même les SS furent interloqués et parfois terrifiés par l'horreur de ces gigantesques pogroms spontanés, à l'ancienne mode ; ils sont souvent intervenus pour sauver les Juifs de ce qui était une pure et simple boucherie, afin que les assassinats puissent avoir lieu d'une manière civilisée à leurs propres yeux.

On peut dire sans exagérer que la Roumanie était le pays le plus antisémite de l'Europe d'avant-guerre. Au xix^e siècle déjà, l'antisémitisme roumain était un fait bien établi ; au travers du traité de Berlin, les grandes puissances avaient essayé d'intervenir en 1878, afin d'obtenir du gouvernement roumain qu'il accordât la nationalité roumaine aux Juifs habitant la Roumanie – même s'ils devaient demeurer des citoyens de deuxième classe. Ce fut un échec et, à la fin de la Première Guerre mondiale, tous les Juifs roumains – à l'exception de quelques familles juives séfarades ou de quelques Juifs d'origine allemande – étaient toujours des résidents étrangers. Lors des négociations du traité de paix, il fallut toute la puissance des Alliés pour « persuader » le gouvernement roumain d'accepter un traité de minorité et d'accorder aux Juifs une citoyenneté de minorité. Une telle concession à l'opinion

mondiale fut révoquée en 1937 et 1938, lorsque leur confiance dans le pouvoir de l'Allemagne hitlérienne fit sentir aux Roumains qu'ils pouvaient prendre le risque de dénoncer les traités de minorités comme portant atteinte à leur « souveraineté », et de priver plusieurs centaines de milliers de Juifs, soit le quart environ de la population juive, de leur citoyenneté. Deux ans plus tard, en août 1940, quelques mois avant que la Roumanie n'entre en guerre aux côtés de l'Allemagne hitlérienne, le maréchal Ion Antonescu, chef de la nouvelle dictature de la Garde de fer, déclara tous les Juifs roumains apatrides, sauf les membres de quelques centaines de familles qui avaient été citoyens roumains avant les traités de paix. Le même mois, il promulgua aussi une législation antijuive, la plus sévère de toute l'Europe, Allemagne comprise. Les catégories privilégiées, les anciens combattants et les Juifs qui étaient roumains avant 1918, n'étaient que dix mille, soit à peine 1 % de l'ensemble. Hitler lui-même se rendit compte que la Roumanie risquait de surpasser l'Allemagne et en août 1941, quelques semaines après avoir donné l'ordre de procéder à la Solution finale, il se plaignit à Goebbels que « dans ces questions, un homme comme Antonescu s'y prend d'une manière bien plus radicale que nous jusqu'à présent ».

La Roumanie entra dans la guerre en février 1941 et la légion roumaine devint une force militaire avec laquelle il allait falloir compter lors de l'invasion prochaine de la Russie. Dans la seule ville d'Odessa, les soldats roumains massacrèrent soixante mille personnes. Contrairement aux gouvernements des autres pays des Balkans, le gouvernement roumain était très bien renseigné, dès le début, sur les massacres des Juifs à l'Est, et, même après que la Garde de fer eut été évincée du gouvernement à l'été 1941, les soldats roumains entamèrent un programme de massacres et de déportations « éclipsant jusqu'aux déchaînements de la Garde de fer à Bucarest » au mois de janvier – par sa pure horreur, ce programme est sans équivalent dans toute l'histoire effrayante des atrocités

(Hilberg). La déportation à la roumaine consistait à entasser cinq mille personnes dans des wagons de marchandises et à les laisser mourir de suffocation pendant que le train roulait à travers champs, sans itinéraire ni but, des journées entières ; la suite préférée consistait à exposer les cadavres dans les boucheries juives. Dans les camps de concentration roumains, institués et dirigés par les Roumains eux-mêmes, dans la mesure où la déportation à l'Est n'était pas praticable, les atrocités étaient aussi plus complexes et plus abominables que tout ce que dont nous avons connaissance en Allemagne. Lorsque Eichmann envoya à Bucarest le conseiller habituel pour les affaires juives, le *Hauptsturmführer* [capitaine] Gustav Richter, Richter l'informa qu'Antonescu souhaitait maintenant envoyer cent dix mille Juifs dans « deux forêts de l'autre côté du Bug », c'est-à-dire en territoire russe occupé par les Allemands, pour les liquider. Les Allemands furent horrifiés et chacun se mit à intervenir : les chefs militaires, le ministère des Territoires occupés de l'Est que dirigeait Rosenberg, le ministère des Affaires étrangères à Berlin, le ministre préposé à Bucarest, le baron Manfred von Killinger – ce dernier, ancien officier de la SA, ami personnel de Röhm et donc suspect aux yeux des SS, fut probablement espionné par Richter, qui le « conseillait » pour les affaires juives. À ce sujet, ils étaient cependant tous d'accord. Dans une lettre d'avril 1942, Eichmann lui-même suppliait les Affaires étrangères d'enrayer les efforts mal organisés et prématurés des Roumains « pour se débarrasser des Juifs » à ce stade ; il fallait faire comprendre aux Roumains que « l'évacuation des Juifs allemands, qui est déjà très avancée » avait priorité, et il concluait en menaçant de « faire intervenir la police de sécurité ».

Malgré leur réticence à appliquer en priorité à la Roumanie la Solution finale qui avait été prévue pour tous les pays des Balkans, les Allemands allaient devoir s'y résoudre s'ils ne voulaient pas que la situation dégénère en un chaos sanglant et, quel qu'ait été le plaisir pris par Eichmann à proférer ses

menaces de faire appel à la police de sécurité, on ne peut pas dire que celle-ci ait été vraiment entraînée pour sauver les Juifs. C'est ainsi qu'au milieu du mois d'août – alors que les Roumains avaient déjà tué près de trois cent mille de leurs Juifs sans aucune aide allemande ou presque – le ministère des Affaires étrangères conclut un accord avec Antonescu selon lequel « l'évacuation des Juifs de Roumanie serait effectuée par des unités allemandes » et Eichmann commença à négocier avec les chemins de fer allemands les wagons nécessaires au transport de deux cent mille Juifs vers les camps de la mort de Lublin. Mais maintenant, alors que tout était prêt et que ces importantes concessions avaient été accordées, les Roumains firent soudain volte-face. Une lettre du dévoué M. Richter arriva à Berlin, comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu – le maréchal Antonescu avait changé d'avis ; comme l'ambassadeur Killinger le fit savoir, le maréchal souhaitait maintenant se débarrasser des Juifs « confortablement ». Les Allemands avaient non seulement oublié que la Roumanie était un pays où le pourcentage d'assassins purs et simples était exceptionnellement élevé mais aussi que c'était le pays le plus corrompu des Balkans. Parallèlement aux massacres, un commerce florissant de vente d'exemptions avait surgi, dans lequel tous les secteurs de la bureaucratie, nationale et municipale, s'étaient allègrement engagés. Quant au gouvernement, il se spécialisait dans le prélèvement d'impôts énormes qui frappaient au hasard certains groupes, parfois des communautés entières de Juifs. Ayant découvert qu'ils pouvaient vendre les Juifs à l'étranger contre argent comptant, les Roumains se mirent à soutenir l'émigration juive avec ferveur – au prix de treize mille dollars par personne. C'est ainsi que la Roumanie devint un des rares pays d'où les Juifs pouvaient émigrer en Palestine pendant la guerre. Et à mesure que l'armée Rouge approchait, Antonescu devint encore plus « modéré », il était maintenant disposé à laisser partir les Juifs sans contrepartie.

Chose curieuse, Antonescu ne fut, à aucun moment, plus « radical » que les nazis (comme le pensait Hitler), il était simplement toujours en avance d'une étape sur ce qui se passait en Allemagne. Il avait été le premier à priver tous les Juifs de leur nationalité, et il avait commencé, ouvertement et sans vergogne, une série de massacres à grande échelle, à une époque où les nazis étaient encore occupés à tester leurs premières expériences. Il était tombé sur l'idée de vendre les Juifs plus d'un an avant que Himmler n'offrît « du sang contre des camions » et, exactement comme Himmler, il finit par tout annuler comme si ç'avait été une blague. En août 1944, la Roumanie se rendit à l'armée Rouge et Eichmann, spécialiste en matière d'évacuation, fut envoyé en hâte dans la région pour essayer de sauver quelques « Allemands ethniques », mais sans succès. Presque la moitié environ des huit cent cinquante mille Juifs de Roumanie survécurent, un grand nombre d'entre eux – plusieurs centaines de milliers – réussirent à gagner Israël. Nul ne sait combien il reste de Juifs en Roumanie aujourd'hui. Les assassins roumains furent tous dûment exécutés, et Killinger se suicida avant que les Russes n'aient pu mettre la main sur lui ; seul le *Hauptsturmführer a.D.* Richter, qui à vrai dire n'avait jamais eu l'occasion de jouer son rôle, vécut paisiblement en Allemagne jusqu'en 1961, où il se trouva être une des victimes tardives du procès d'Eichmann.

XII

LES DÉPORTATIONS D'EUROPE CENTRALE. HONGRIE ET SLOVAQUIE

Par sa Constitution, la Hongrie, dont nous avons déjà parlé à propos de la question troublante de la conscience d'Eichmann, était un royaume sans roi. Elle n'avait pas accès à la mer et ne possédait pas de flotte, ni de guerre ni marchande, mais elle était gouvernée – ou plutôt administrée au nom d'un roi inexistant – par un amiral, le régent ou *Reichsverweser*, Miklôs Horthy. Seul signe visible de monarchie, la Hongrie possédait pléthore de *Hofrate*, conseillers d'une cour inexistante. Il fut un temps où le monarque du Saint Empire romain était en même temps roi de Hongrie et plus récemment, à partir de 1806, la *kaiserlichkônigliche Monarchie* [Monarchie royale et impériale] du Danube avait été tenue en main, non sans difficulté, par les Habsbourg qui étaient empereurs (*Kaiser*) d'Autriche et rois de Hongrie. En 1918, l'Empire des Habsbourg fut démembré en un certain nombre d'États successeurs et l'Autriche était maintenant une république attendant son *Anschluss*, sa réunion avec l'Allemagne. Otto de Habsbourg était en exil et les Magyars, nationalistes féroces, ne l'auraient jamais laissé régner sur la Hongrie ; d'un autre côté, une authentique monarchie hongroise n'existait pas, même à titre de souvenir historique. Ainsi l'amiral Horthy était le seul à savoir ce qu'était la Hongrie du point de vue des formes de gouvernement déjà connues. Derrière la folie des grandeurs royales se tenait une ancienne structure féodale. Dans ces territoires accablés par la pauvreté, patrie par alliance des enfants de l'Europe, la misère des paysans sans terre y était plus grande qu'ailleurs, comme y était plus grand aussi le luxe des quelques familles

aristocratiques qui possédaient littéralement le pays. C'est cet arrière-plan de problèmes sociaux non résolus et d'arriération généralisée qui donnait à la société de Budapest sa saveur particulière, comme si les Hongrois étaient une bande d'illusionnistes qui se mentaient à eux-mêmes depuis tellement longtemps qu'ils avaient perdu jusqu'au sens de leur propre incongruité. Au début des années 30, sous l'influence du fascisme italien, un puissant mouvement fasciste était né en Hongrie, qu'on appelait les Croix fléchées, et en 1938, suivant la voie tracée par l'Italie, ils promulguèrent leurs pre-

XII

LES DÉPORTATIONS D'EUROPE CENTRALE. HONGRIE ET SLOVAQUIE

Par sa Constitution, la Hongrie, dont nous avons déjà parlé à propos de la question troublante de la conscience d'Eichmann, était un royaume sans roi. Elle n'avait pas accès à la mer et ne possédait pas de flotte, ni de guerre ni marchande, mais elle était gouvernée – ou plutôt administrée au nom d'un roi inexistant – par un amiral, le régent ou *Reichsverweser*, Miklôs Horthy. Seul signe visible de monarchie, la Hongrie possédait pléthore de *Hofrate*, conseillers d'une cour inexistante. Il fut un temps où le monarque du Saint Empire romain était en même temps roi de Hongrie et plus récemment, à partir de 1806, la *kaiserlichkônigliche Monarchie* [Monarchie royale et impériale] du Danube avait été tenue en main, non sans difficulté, par les Habsbourg qui étaient empereurs (*Kaiser*) d'Autriche et rois de Hongrie. En 1918, l'Empire des Habsbourg fut démembré en un certain nombre d'États successeurs et l'Autriche était maintenant une république attendant son *Anschluss*, sa réunion avec l'Allemagne. Otto de Habsbourg était en exil et les Magyars, nationalistes féroces, ne l'auraient jamais laissé régner sur la Hongrie ; d'un autre côté, une authentique monarchie hongroise n'existait pas, même à titre de souvenir historique. Ainsi l'amiral Horthy était le seul à savoir ce qu'était la Hongrie du point de vue des formes de gouvernement déjà connues. Derrière la folie des grandeurs royales se tenait une ancienne structure féodale. Dans ces territoires accablés par la pauvreté, patrie par alliance des enfants de l'Europe, la misère des paysans sans terre y était plus grande qu'ailleurs, comme y était plus grand aussi le luxe des quelques familles

aristocratiques qui possédaient littéralement le pays. C'est cet arrière-plan de problèmes sociaux non résolus et d'arriération généralisée qui donnait à la société de Budapest sa saveur particulière, comme si les Hongrois étaient une bande d'illusionnistes qui se mentaient à eux-mêmes depuis tellement longtemps qu'ils avaient perdu jusqu'au sens de leur propre incongruité. Au début des années 30, sous l'influence du fascisme italien, un puissant mouvement fasciste était né en Hongrie, qu'on appelait les Croix fléchées, et en 1938, suivant la voie tracée par l'Italie, ils promulguèrent leurs premières lois antijuives ; malgré la forte influence de l'Église catholique dans le pays, cette réglementation fut appliquée aux Juifs baptisés convertis après 1919 et, trois ans plus tard, on inclut même ceux qui avaient été convertis avant. Et cependant, même quand un antisémitisme sans distinction et fondé sur la race devint la politique officielle du gouvernement, onze Juifs continuaient à siéger au Sénat, et la Hongrie fut le seul pays de l'Axe à envoyer des troupes juives – cent trente mille hommes, en service auxiliaire, mais portant l'uniforme hongrois – sur le front de l'Est. Ce qui explique ces incohérences est le fait que, quelle qu'ait été leur politique officielle, les Hongrois faisaient, beaucoup plus sérieusement que les autres, la distinction entre les Juifs autochtones, et les *Ostjuden*, entre les Juifs « magyarisés » de la « Hongrie de Trianon » (créée, comme les autres États successeurs, par le traité de Trianon) et ceux des territoires récemment annexés. Le gouvernement nazi respecta la souveraineté de la Hongrie jusqu'en mars 1944, avec pour résultat que le pays devint pour les Juifs un îlot de sécurité dans un « océan de destruction ». L'armée Rouge approchant à travers les Carpates et le gouvernement hongrois cherchant désespérément à suivre l'exemple de l'Italie par la conclusion d'un armistice séparé, il est compréhensible que le gouvernement allemand ait décidé d'occuper la Hongrie, mais il est tout à fait incroyable qu'à cette phase, on en fût toujours à « l'ordre du jour de s'attaquer au problème juif » dont la « liquidation » était « le préalable à l'implication de la Hongrie

dans la guerre », selon les termes de Veessenmayer dans un rapport au ministère des Affaires étrangères de décembre 1943. Car la « liquidation » de ce « problème » supposait l'évacuation de huit cent mille Juifs, sans parler des Juifs convertis dont le nombre était estimé à cent mille ou cent cinquante mille personnes.

Quoi qu'il en soit, comme je l'ai déjà dit, la tâche revêtait une importance et une urgence telles qu'Eichmann lui-même arriva à Budapest en mars 1944, avec toute son équipe qu'il put réunir facilement, la mission ayant été accomplie partout ailleurs. Il rappela Wisliceny et Brunner de Slovaquie et de Grèce, Abromeit de Yougoslavie, Dannecker de Paris et de Bulgarie, Siegfried Seidl de son poste de commandant de Theresienstadt et, de Vienne, Hermann Krumei, qui devint son représentant en Hongrie. De Berlin, il amena les membres les plus importants de son équipe : Rolf Günther, qui avait été son principal représentant ; Franz Novak, son responsable des déportations ; et Otto Hunsche, son juriste. Ainsi le *Sondereinsatzkommando* Eichmann (le Groupe spécial d'intervention d'Eichmann) comptait une dizaine d'hommes, plus le personnel, quand il installa son quartier général à Budapest. Le soir même de leur arrivée, Eichmann et ses hommes invitèrent les dirigeants juifs à une conférence, pour les convaincre de former un Conseil juif par l'intermédiaire duquel ils pourraient communiquer leurs ordres et qui obtiendrait en retour une juridiction exclusive sur tous les Juifs de Hongrie. À pareil moment, en pareil endroit, ce tour n'était pas facile à jouer. C'était une époque où « le monde entier savait ce que le mot “déportation” signifiait en pratique », selon les termes du nonce du pape ; à Budapest, en outre, « c'était une occasion unique pour les Juifs de partager le destin des Juifs d'Europe. Nous savions parfaitement ce que faisaient les *Ein – satzgruppen*. Nous en savions plus que nécessaire sur Auschwitz », selon le témoignage du Dr Kastner à Nuremberg. Il est évident qu'il a fallu davantage que les prétendus « pouvoirs d'hypnose » d'Eichmann pour convaincre

tout le monde que les nazis allaient respecter la sacro-sainte distinction entre Juifs « magyarisés » et Juifs de l'Est ; l'automystification a dû être élevée à la hauteur d'un grand art pour que les dirigeants juifs hongrois aient pu croire à ce moment-là que « cela ne peut pas arriver ici » – « Comment peuvent-ils envoyer les Juifs de Hongrie hors de Hongrie ? » – et pour qu'ils aient pu continuer de le croire alors qu'ils rencontraient quotidiennement les démentis les plus formels dans la réalité. C'est l'une des déclarations la plus remarquablement illogique faite à la barre des témoins qui fit comprendre comment cela se produisit : les futurs membres du Comité central juif (nom du Conseil juif de Hongrie) avaient des informations en provenance de la Slovaquie voisine selon lesquelles Wisliceny, qui négociait maintenant avec eux, acceptait volontiers de l'argent, et ils savaient aussi que malgré tous les pots-de-vin, il « avait déporté tous les Juifs de Slovaquie... ». De ces renseignements, M. Freudiger conclut : « Je compris qu'il était nécessaire de trouver un moyen d'entrer en rapport avec Wisliceny. »

Le tour très habile d'Eichmann dans ces difficiles négociations fut de faire croire que lui et ses hommes étaient corrompus. Le *Hofrat* Samuel Stern, président de la communauté juive et membre du conseil privé de Horthy, fut traité avec une extrême courtoisie et il accepta de diriger le Conseil juif. Il fut rassuré, ainsi que les autres membres du Conseil, lorsqu'on lui demanda de trouver des machines à écrire et des miroirs, de la lingerie féminine et de l'eau de Cologne, des Watteau authentiques et huit pianos – même si le *Hauptsturmführer* Novak leur en rendit gracieusement sept, avec cette précision : « Mais, messieurs, je ne veux pas ouvrir un magasin de pianos, j'ai simplement envie de jouer du piano. » Eichmann lui-même visita la bibliothèque juive et le musée juif, et assura les intéressés que les mesures qu'il envisageait seraient temporaires. Et la corruption, simulée au départ, devint bientôt bien assez réelle, quoiqu'elle ne prît pas

la forme que les Juifs auraient espérée. Nulle part ailleurs les Juifs n'ont dépensé tant d'argent sans obtenir le moindre résultat. On peut citer à ce propos l'étrange M. Kastner ; « Un Juif qui tremble pour sa vie et celle de sa famille perd le sens de l'argent » (*sic* !). Cela fut confirmé à Jérusalem par le témoignage de Philip von Freudiger, dont nous avons parlé plus haut, ainsi que par celui de Joël Brand, qui représentait alors en Hongrie une organisation juive rivale, le Comité sioniste d'aide et de sauvetage. Krumey ne reçut pas moins de deux cent cinquante mille dollars de Freudiger en avril 1944, et le Comité de sauvetage paya vingt mille dollars le seul privilège de rencontrer Wisliceny et quelques membres des services de contre-espionnage de la SS. Tous ceux qui assistèrent à cette réunion reçurent un pourboire supplémentaire de mille dollars et Wisliceny remit sur le tapis le soi-disant plan Europe qu'il avait proposé en vain en 1942, selon lequel Himmler était censé épargner tous les Juifs, sauf ceux de Pologne, contre une rançon de deux à trois millions de dollars. Sur la foi de cette proposition restée longtemps en sommeil, les Juifs se mirent à payer Wisliceny par acomptes. Même l'« idéalisme » d'Eichmann succomba dans ce pays d'abondance inouïe. Bien qu'elle ne pût prouver qu'Eichmann avait tiré des profits matériels de son travail, l'accusation souligna à juste titre son niveau de vie élevé à Budapest, où il pouvait se permettre d'habiter un des meilleurs hôtels, se faisait conduire par un chauffeur dans une voiture amphibie, un cadeau inoubliable de son futur ennemi Kurt Becher, allait à la chasse, faisait du cheval et jouissait de toutes sortes de luxes qu'il n'avait jamais connus auparavant, sous la tutelle de ses nouveaux amis du gouvernement hongrois.

Mais il y avait dans le pays un groupe important de Juifs dont les dirigeants au moins n'avaient pas une telle tendance à l'automystification. Le mouvement sioniste avait toujours été particulièrement puissant en Hongrie, et il était maintenant représenté par le Comité d'aide et de sauvetage récemment créé

(le *Vaadat Ezra va Hazalali*) qui maintenait une liaison étroite avec la Palestine, et venait en aide aux réfugiés de Pologne et de Slovaquie, de Yougoslavie et de Roumanie ; ce comité était en communication constante avec l'American Joint Distribution Committee, qui finançait ses activités, et il avait aussi réussi à faire entrer, clandestinement ou légalement, quelques Juifs en Palestine. Maintenant que la catastrophe s'abattait sur leur propre pays, ils s'étaient orientés vers la confection de faux « papiers chrétiens », de faux certificats de baptême, qui facilitaient le passage dans la clandestinité. Même s'ils n'étaient pas que cela, les dirigeants sionistes savaient qu'ils étaient des hors-la – loi et ils agissaient en conséquence. Joël Brand, l'émissaire malchanceux qui, au milieu de la guerre, présenta aux Alliés la proposition de Himmler d'échanger un million de vies juives contre dix mille camions, était l'un des principaux responsables du Comité d'aide et de sauvetage et il vint à Jérusalem pour attester de ses transactions avec Eichmann, de même que Philip von Freudiger, son ancien rival en Hongrie. Alors que Freudiger, dont, incidemment, Eichmann ne se souvenait pas du tout, se rappelait de la grossièreté avec laquelle il avait été traité lors de ces rencontres, le témoignage de Brand confirmait au contraire une bonne partie de la version qu'Eichmann avait donnée de ses négociations avec les sionistes. Brand fut informé que c'était maintenant un « Allemand idéaliste » qui s'adressait à lui, « un Juif idéaliste », – deux adversaires honorables se rencontraient dans un moment de trêve des combats. Eichmann lui avait dit « Demain, peut-être, nous serons à nouveau sur le champ de bataille. » Il s'agissait bien sûr d'une horrible comédie, mais elle contribua à montrer que le faible d'Eichmann pour les phrases euphorisantes mais creuses n'était pas une pose fabriquée expressément pour le tribunal de Jérusalem. On ne peut s'empêcher de remarquer, et c'est encore plus intéressant, que, dans les rencontres avec les sionistes, ni Eichmann ni les membres de son *Sondereinsatzkommando* n'employèrent la tactique du mensonge pur qu'ils réservaient aux messieurs du

Conseil juif. Ils abandonnèrent jusqu'aux « règles de langage », appelant le plus souvent les choses par leur nom. De plus, dès qu'il était question de négocier sérieusement – sur le prix d'un visa de sortie, sur le plan Europe, sur l'échange de vies contre des camions – non seulement Eichmann mais tous les intéressés, Wisliceny, Becher, ces messieurs des services du contre-espionnage que Joël Brand retrouvait tous les matins au café se révélèrent spontanément sionistes. Tout cela s'explique, dans la mesure où le Comité d'aide et de sauvetage avait les relations internationales nécessaires pour payer plus facilement en devises étrangères, alors que les membres du Conseil juif n'avaient derrière eux que la protection plus que suspecte du régent Horthy. Il apparut aussi que les responsables sionistes en Hongrie avaient reçu des privilèges plus importants que l'exemption temporaire d'arrestation et de déportation accordée habituellement aux membres du Conseil juif. Les sionistes pouvaient aller et venir en toute liberté ou presque, ils n'étaient pas tenus de porter l'étoile jaune, ils avaient la permission de visiter des camps de concentration hongrois et, un peu plus tard, le Dr Kastner, fondateur du Comité d'aide et de sauvetage, put même voyager en Allemagne nazie.

Avec l'expérience qu'il avait acquise à Vienne, à Prague et à Berlin, l'organisation du Conseil juif était pour Eichmann une affaire de routine qui ne lui prit pas plus de quinze jours. La question était maintenant de savoir s'il pourrait s'assurer l'aide des responsables hongrois pour une opération de cette envergure. C'était, pour lui, quelque chose de nouveau. D'habitude, tout cela était pris en charge par le ministère des Affaires étrangères et ses représentants, c'est-à-dire, ici, le plénipotentiaire du Reich nouvellement affecté en Hongrie, le Dr Edmund Veessenmayer, à qui Eichmann aurait envoyé un « conseiller en affaires juives ». Eichmann lui-même n'avait manifestement aucun désir de jouer les conseillers, car ceux qui exerçaient ces fonctions n'étaient jamais que *Hauptsturmführer* ou capitaine, alors que lui était *Obers* –

turmbannführer ou lieutenant-colonel, deux grades plus haut. Son plus grand triomphe en Hongrie fut d'avoir été capable de prendre lui – même tous les contacts. Trois hommes étaient prioritairement concernés – Lászlo Endre qui, parce qu'il professait un antisémitisme que Horthy lui-même qualifiait d'« insensé », avait récemment été nommé sous-secrétaire d'État chargé des affaires politiques (juives) au ministère de l'intérieur ; Lászlo Baky, également sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur, responsable de la *Gendarmerie*, la police hongroise ; et le lieutenant-colonel de police Ferenczy, directement chargé des déportations. Avec leur aide, Eichmann pouvait être certain que tout, l'émission des indispensables décrets et la concentration des Juifs dans les provinces, serait fait « en un clin d'œil ». Une conférence spéciale eut lieu à Vienne avec les responsables des chemins de fer allemands, dans la mesure où cette affaire supposait le transport de près d'un demi-million de personnes. Ce projet fut communiqué à Hôss, commandant d'Auschwitz, par son supérieur, le général Richard Glücks du WVHA, et Hôss donna l'ordre de construire une nouvelle ligne de chemin de fer, qui permettrait de faire venir les wagons à quelques mètres seulement des fours crématoires ; l'effectif des commandos de la mort, affecté au fonctionnement des chambres à gaz, passa de 224 à 860, de sorte que tout était prêt pour l'assassinat de six mille à douze mille personnes par jour. Quand les trains commencèrent à arriver en mai 1944, on ne sélectionna que très peu d'« hommes valides » pour le travail et ce petit nombre fut affecté à l'usine de munitions de Krupp à Auschwitz (La nouvelle usine de Krupp, la *Berthawerk*, construite à Breslau, en Allemagne, prenait de la main – d'œuvre juive partout où elle en trouvait et ces hommes ont été mis dans des conditions que même celles des équipes de travail dans les camps de la mort n'ont pas dépassées.)

L'ensemble des opérations en Hongrie ne dura pas deux mois et elles furent brusquement interrompues au début de

juillet. Bien plus que toute autre phase de la catastrophe juive, elles avaient été rendues publiques, grâce aux sionistes principalement, et Horthy avait reçu un déluge de protestations émanant des pays neutres et du Vatican. Cependant, le nonce du pape crut devoir expliquer que la protestation du Vatican n'était pas fondée sur « un faux sentiment de compassion » – cette phrase pourrait servir d'épitaphe à ces hauts dignitaires de l'Église, en souvenir de ce qu'avaient produit sur leur âme l'habitude de négocier et le désir de composer avec des hommes qui prêchaient l'Évangile de la « dureté sans pitié ». En distribuant des visas d'entrée, la Suède montra la voie une fois de plus en ce qui concerne les dispositions pratiques, et la Suisse, l'Espagne et le Portugal suivirent son exemple, de sorte que trente-trois mille Juifs environ finirent par vivre à Budapest dans des locaux spéciaux, sous la protection des pays neutres. Les Alliés avaient reçu et rendu publique une liste de soixante-dix hommes qu'ils savaient être les principaux coupables et Roosevelt avait envoyé un ultimatum porteur de la menace selon laquelle « le destin de la Hongrie serait différent de celui de n'importe quelle nation civilisée [...] si l'on ne met pas un terme aux déportations ». À titre d'avertissement, Budapest fut bombardé avec une rigueur exceptionnelle, le 2 juillet. Pressé de tous côtés, Horthy donna alors l'ordre d'arrêter les déportations, et l'une des charges les plus accablantes retenues contre Eichmann fut le fait plutôt évident, qu'il n'obéit pas au « vieil imbécile », mais qu'à la mi-juillet, il déporta quinze mille autres Juifs qu'il avait sous la main dans un camp de concentration des environs de Budapest. Pour empêcher les responsables juifs d'informer Horthy, il rassembla les membres des deux corps représentatifs dans son bureau où le Dr Hunsche les retint sous différents prétextes, jusqu'à ce qu'il soit informé que le train avait quitté le territoire hongrois. À Jérusalem, Eichmann ne se souvenait absolument pas de cet épisode et bien que la conviction des juges ait été « que l'accusé se souvenait très bien de sa victoire sur Horthy », il est permis

d'en douter car, aux yeux d'Eichmann, Horthy n'était nullement une personnalité de marque.

Il semble que ce fût le dernier train à quitter la Hongrie pour Auschwitz. En août 1944, l'armée Rouge se trouvait en Roumanie où Eichmann fut envoyé poursuivre en vain sa chasse. À son retour, le gouvernement de Horthy avait rassemblé suffisamment de courage pour exiger le retrait du commando d'Eichmann et Eiciimann lui – même demanda à Berlin l'autorisation de rentrer avec ses hommes, puisque leur présence « était devenue superflue ». Mais Berlin refusa et les événements lui donnèrent raison car, à la mi-octobre, la situation changea brusquement une fois de plus. Alors que les Russes se trouvaient à cent soixante kilomètres de Budapest, les nazis réussirent à renverser le gouvernement de Horthy et à nommer Ferenc Szâlasi, le leader des Croix fléchées, chef de l'État. On ne pouvait plus envoyer de transports à Auschwitz, puisque les installations d'extermination allaient être démantelées. Par contre l'Allemagne était désespérément à court de main-d'œuvre. C'était maintenant Veessenmayer, le plénipotentiaire du Reich, qui négociait avec le ministère hongrois de l'intérieur et il obtint la permission d'expédier cinquante mille Juifs vers le Reich – des hommes entre seize et soixante ans, et des femmes de moins de quarante ans ; il ajouta à son rapport qu'Eichmann espérait pouvoir en envoyer cinquante mille autres. La pénurie de moyens de transport conduisit aux marches de novembre 1944 qui ne furent interrompues que par un ordre de Himmler. Les Juifs qu'on déplaçait ainsi avaient été arrêtés au hasard par la police hongroise, qui n'avait tenu compte ni des exemptions dont bénéficiaient maintenant de nombreux Juifs ni des limites d'âge spécifiées dans les directives du début. Les déportés étaient escortés par les hommes des Croix fléchées, qui les volaient et les traitaient avec la brutalité la plus extrême. Et ce fut la fin. Des huit cent mille Juifs de Hongrie, quelque cent soixante mille demeurèrent sans doute dans le ghetto de Budapest – la

campagne était *judenrein* – et parmi ceux-là, des dizaines de milliers furent les victimes de pogroms spontanés. Le 13 février 1945, le pays se rendit à l'armée Rouge.

Les principaux coupables hongrois des massacres furent tous jugés, condamnés à mort et exécutés. Mais, à l'exception d'Eichmann, aucun des responsables allemands n'a été condamné à plus de quelques années de prison.

Comme la Croatie, la Slovaquie était une invention du ministère allemand des Affaires étrangères. En mars 1939, avant même que les Allemands n'occupent la Tchécoslovaquie, les Slovaques étaient venus à Berlin négocier leur « indépendance » et, à l'époque, ils avaient promis à Goering qu'ils suivraient fidèlement l'Allemagne dans leur traitement de la question juive. Mais en cet hiver 1938-1939, personne n'avait encore entendu parler de la Solution finale. Ce pays minuscule, avec ses deux millions et demi de paysans pauvres et ses quatre-vingt – dix mille Juifs, était primitif, arriéré et profondément catholique. À l'époque, il était gouverné par un prêtre catholique, le père Jozef Tiso. Le mouvement fasciste même, la Garde de Hlinka, était imprégné de catholicisme, et l'antisémitisme véhément de ces fascistes cléricaux, ou de ce clergé fasciste, se distinguait, par la forme et par le fond, du racisme ultramoderne de leurs maîtres allemands. Il n'y avait qu'un antisémite moderne dans le gouvernement slovaque, c'était le bon ami d'Eichmann, Sano Mach, ministre de l'intérieur. Tous les autres étaient chrétiens ou croyaient l'être, alors que les nazis étaient, en principe, aussi antichrétiens qu'ils étaient antijuifs. Pour les Slovaques, être chrétien signifiait non seulement qu'ils se sentaient tenus d'insister sur la distinction entre Juifs baptisés et Juifs non baptisés que les nazis considéraient comme « dépassée », mais cela signifiait aussi qu'ils pensaient toute la question en termes médiévaux. Pour eux, la « solution » était d'expulser les Juifs et d'hériter de leurs biens, mais non les « exterminer » systématiquement, encore que les assassinats occasionnels ne les troublassent

nullement. Le plus grand péché des Juifs n'était pas qu'ils appartenaient à une « race » étrangère mais qu'ils étaient riches. Les Juifs de Slovaquie n'étaient pas très riches selon les normes occidentales, mais quand cinquante-deux mille d'entre eux durent déclarer leurs biens parce qu'ils possédaient plus de deux cents dollars, on découvrit que leurs fortunes réunies s'élevaient à cent mille dollars et pour les Slovaques c'était comme si chacun d'entre eux était un nouveau Crésus.

Pendant les dix-huit premiers mois de leur « indépendance », les Slovaques s'occupèrent de résoudre la question juive à leur manière. Ils remirent les grosses entreprises juives à des non-Juifs, promulguèrent quelques lois antijuives qui, pour les Allemands, avaient « pour principal défaut » l'exemption des Juifs baptisés convertis avant 1918, créèrent des ghettos pour « suivre l'exemple du *Generalgouvernement* » et mobilisèrent les Juifs pour le travail forcé. Très tôt, dès septembre 1940, on leur attribua un conseiller pour les affaires juives ; le *Hauptsturmführer* Dieter Wisliceny, naguère ami et supérieur très admiré d'Eichmann dans les services de sécurité (il appela son fils aîné Dieter) et maintenant son égal en rang, fut attaché à la légation allemande de Bratislava. Wisliceny ne se mariait pas et ne pouvait donc plus monter en grade, de sorte qu'un an plus tard Eichmann le dépassa et il devint son subordonné. Eichmann pensait que cette histoire de grade l'avait ulcéré, et que cela pourrait expliquer en partie pourquoi il avait témoigné de façon si accablante contre lui au procès de Nuremberg, et avait même proposé de le débusquer de sa cachette.

Mais cela est peu probable. Wisliceny n'était vraisemblablement préoccupé que de sauver sa propre peau, il était aussi différent d'Eichmann que possible. Il appartenait à la couche instruite de la SS, vivait entre ses livres et ses disques, se faisait appeler « baron » par les Juifs de Hongrie et, d'une manière générale, s'intéressait beaucoup plus à l'argent qu'à sa

propre carrière ; c'est ainsi qu'il fut un des premiers SS à manifester des tendances « modérées ».

Il ne se passa pas grand-chose en Slovaquie pendant ces premières années mais en mars 1942, Eichmann apparut à Bratislava pour négocier l'évacuation de vingt mille « Juifs jeunes et forts pour le travail ». Un mois plus tard, Heydrich lui-même vint rendre visite au Premier ministre, Vojtek Tuka, et le persuada de laisser tous les Juifs être réinstallés à l'Est, y compris les Juifs convertis qui avaient été épargnés jusqu'alors. En apprenant que « les Allemands n'avançaient aucune réclamation en ce qui concernait la propriété de ces Juifs, sauf le paiement de cinq cents Reichsmarks par Juif reçu », le gouvernement, dirigé par un prêtre, ne voyait aucun inconvénient à ce qu'on corrige le « principal défaut » de la distinction entre les Juifs et les chrétiens pour des raisons de religion ; au contraire, le gouvernement exigea du ministère allemand des Affaires étrangères une garantie supplémentaire que « les Juifs quittant la Slovaquie et reçus par [les Allemands] restent pour toujours dans les régions de l'Est, et ne puissent jamais revenir en Slovaquie ». Pour suivre ces négociations au plus haut niveau, Eichmann fit une seconde visite à Bratislava, celle qui coïncida avec l'assassinat de Heydrich, et, en juin 1942, cinquante-deux mille Juifs avaient été déportés par la police slovaque dans les centres de mise à mort de Pologne.

Restaient encore quelque trente-cinq mille Juifs dans le pays qui appartenaient tous aux catégories exemptées à l'origine – Juifs convertis et leurs parents, membres de certaines professions, jeunes hommes rassemblés en brigades de travail forcé, et quelques hommes d'affaires. Alors que la plupart des Juifs avaient déjà été « réinstallés », le Comité juif d'aide et de sauvetage de Bratislava, l'équivalent de l'organisme sioniste hongrois, réussit à donner un pot-de-vin à Wisiiceny qui promit d'aider à faire ralentir le rythme des déportations et qui proposa aussi ce qu'on a appelé le plan Europe dont il devait encore user un an plus tard à Budapest. Il est fort peu probable

que Wisiiceny se soit occupé d'autre chose que de ses livres, de sa musique et, naturellement, d'accepter tout ce qu'il pouvait recevoir. Mais juste à ce moment-là, le Vatican éclaira le clergé catholique sur le sens réel du mot « réinstallation ». Comme l'ambassadeur d'Allemagne, Hans Elard Ludin, en informa les Affaires étrangères à Berlin, les déportations devinrent alors très impopulaires et le gouvernement slovaque commença à insister auprès des Allemands pour obtenir la permission de visiter les centres de « réinstallation » – ce que, bien sûr, ni Wisiiceny ni Eichmann ne pouvaient accorder puisque les Juifs « réinstallés » n'étaient plus de ce monde. En décembre 1943, le Dr Edmund Veessenmayer vint à Bratislava voir le père Tiso lui-même ; c'est Hitler qui l'envoyait et il avait pour ordre de dire à Tiso de « redescendre sur terre » (*Fraktur mit ihm reden*). Tiso promit de mettre seize à dix-huit mille Juifs non convertis dans des camps de concentration et de créer un camp spécial pour les Juifs convertis, au nombre de dix mille environ, mais il refusa de les déporter. En juin 1944, Veessenmayer, devenu plénipotentiaire du Reich en Hongrie, refit une apparition à Bratislava et exigea que les Juifs qui restaient en Slovaquie fussent inclus dans les opérations hongroises. Tiso refusa une fois de plus.

En août 1944, alors que l'armée Rouge approchait, une importante révolte éclata en Slovaquie et les Allemands occupèrent le pays. À ce moment-là, Wisiiceny était en Hongrie, et il est probable qu'on ne lui faisait plus confiance. Le RSHA envoya Alois Brunner à Bratislava pour arrêter et déporter les Juifs qui restaient. Brunner commença par arrêter et déporter les responsables du Comité d'aide et de sauvetage puis, cette fois avec l'aide d'unités SS allemandes, il déporta encore douze ou quatorze mille personnes. Le 4 avril 1945, quand les Russes entrèrent dans Bratislava, il restait peut-être vingt mille Juifs qui avaient survécu à la catastrophe.

XIII

LES CAMPS DE LA MORT DE L'EST

Quand les nazis parlaient de l'Est, ils entendaient par là une immense étendue qui embrassait la Pologne, les États baltes et les territoires russes occupés. L'Est était divisé en quatre unités administratives : le Warthegau, composé des régions occidentales de Pologne, annexées au Reich, sous le *Gauleiter* Arthur Greiser ; FOstland, avec la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie et la Biélorussie, région plutôt mal définie avec Riga comme siège des autorités d'occupation ; le *Generalgou – vemement* en Pologne sous Hans Frank ; et l'Ukraine, sous Alfred Rosenberg, ministre des Territoires occupés de l'Est. Les premiers témoins à charge étaient originaires de ces pays, mais le jugement ne s'occupa d'eux qu'en dernier lieu.

Il est certain que l'accusation comme les juges avaient d'excellentes raisons de prendre ces décisions opposées. L'Est était la scène centrale de la souffrance des Juifs, l'épouvantable terminus de toutes les déportations, l'endroit d'où personne ou presque ne s'échappait jamais et où le nombre de survivants atteignit rarement les 5 %o. En outre, l'Est avait été, avant-guerre, le centre de la population juive en Europe ; plus de trois millions de Juifs vivaient en Pologne, deux cent soixante mille dans les États baltes, et l'on estime que plus de la moitié des trois millions de Juifs russes vivaient en Biélorussie, en Ukraine et en Crimée. Comme l'accusation s'intéressait surtout à la souffrance du peuple juif et aux « dimensions du génocide » dont celui – ci avait été l'objet, il était donc logique de commencer par là, et de voir ensuite jusqu'à quel point la responsabilité spécifique de cet enfer intégral pouvait être attribuée à l'accusé. L'ennui c'est que la preuve du lien entre

Eichmann et l'Est était « tenue », du fait de la destruction des fichiers de la Gestapo par les nazis, ceux de la section d'Eichmann en particulier. Un tel manque de documents a probablement fourni un prétexte tout trouvé à l'accusation pour appeler une procession sans fin de témoins afin qu'ils attestent des événements de l'Est, même si ce n'était pas vraiment la seule raison pour procéder ainsi. On laissa entendre, pendant le procès, et l'on sut par la suite (grâce au *Bulletin* spécial publié en avril 1962 par Yad Vashem, les archives israéliennes sur la période nazie) que l'accusation avait tait l'objet de fortes pressions de la part des survivants israéliens qui forment environ 20 % de la population actuelle du pays. Ils s'étaient rendus en masse, et spontanément, auprès des autorités chargées du procès ainsi qu'à Yad Vashem qui était officiellement chargé de préparer une partie de la documentation, pour proposer leur propre témoignage. On avait écarté les pires cas d'« excès d'imagination », des gens qui avaient « vu Eichmann dans différents endroits où il n'était jamais allé », mais cinquante-six « témoins-de-la-souffrance-du-peuple-juif », comme les appelaient les autorités chargées du procès, purent finalement témoigner, au lieu des quelque quinze ou vingt « témoins » prévus à l'origine ; sur les cent vingt et une audiences, vingt-trois furent entièrement consacrées « à l'arrière-plan », ce qui signifiait qu'elles n'avaient aucun lien apparent avec l'affaire. Bien que ni la défense ni les juges n'aient quasiment jamais procédé au contre-interrogatoire des témoins à charge, le jugement n'accepta aucune preuve concernant Eichmann à moins qu'elle n'ait été corroborée par ailleurs. (C'est ainsi que les juges refusèrent d'accuser Eichmann d'avoir tué un petit garçon juif en Hongrie, et d'avoir été l'instigateur de la *Kristallnacht* en Allemagne et en Autriche dont il est à peu près certain qu'il n'en savait rien à l'époque et, même à Jérusalem, il en savait beaucoup moins que le moindre étudiant bien informé sur cette période ; ils rejetèrent aussi l'accusation du meurtre des quatre-vingt-treize enfants de Lidice qui furent déportés à Lodz après l'assassinat de

Heydrich, car « les preuves qui nous ont été soumises ne nous ont pas entièrement convaincus que ces enfants ont été tués » ; ou encore la responsabilité des affreuses activités de l'Unité 1005, qui comptaient parmi les « faits les plus atroces de tout ce que l'accusation avait présenté » et dont la tâche consistait à ouvrir les fosses communes de l'Est et à se débarrasser des cadavres de manière à effacer toute trace de massacre ; le chef de cette unité était le *Standartenführer* [colonel] Paul Biobel qui, à en croire son propre témoignage à Nuremberg, prenait ses ordres de Müller, le chef de la section IV du RSHA ; on ne retint pas non plus les conditions terribles dans lesquelles les Juifs survivants des camps d'extermination avaient été évacués vers les camps de concentration allemands, en particulier Bergen-Belsen, pendant les derniers mois de la guerre.) On ne remit jamais en question l'essentiel des dépositions des « témoins » à propos des conditions dans les ghettos polonais, à propos des procédés employés dans les différents camps de la mort, à propos du travail forcé et, plus généralement, à propos des tentatives d'extermination par le travail ; dans tout ce qu'ils racontèrent, il n'y avait au contraire presque rien qu'on n'ait déjà su. Si le nom d'Eichmann était jamais prononcé, il s'agissait visiblement de preuves par ouï-dire, d'« attestations de rumeurs », sans aucune valeur juridique. Le témoignage de tous les témoins qui « l'avaient vu de leurs propres yeux » s'effondrait dès qu'une question leur était posée et le jugement conclut que « le centre de gravité de ses activités était l'intérieur du Reich lui – même, le *Protektorat*, les pays d'Europe situés à l'Ouest, au Nord, au Sud et au Sud-Est, ainsi que l'Europe centrale » – c'est-à-dire partout sauf dans l'Est. Pourquoi donc le tribunal n'a-t-il pas interrompu ces auditions, qui ont duré des semaines, voire des mois ? Dans la discussion de cette question, le jugement s'en excusait un peu et finit par donner une explication curieusement illogique : « Puisque l'accusé niait tous les chefs d'accusation », les juges n'avaient pas pu écarter « les preuves à partir de l'arrière-plan des faits ». Mais l'accusé

n'avait jamais nié les faits dont on l'accusait, il niait seulement qu'il en était responsable « au sens où l'entendait l'accusation ».

En réalité, les juges se trouvaient face à un dilemme très désagréable. Tout à fait au début du procès, le Dr Servatius avait mis en question l'impartialité des juges ; à son avis, aucun Juif n'était qualifié pour juger ceux qui avaient mis en œuvre la Solution finale et le président du tribunal avait répondu : « Nous sommes des juges de profession, nous avons l'habitude de peser les preuves qui nous sont soumises, de faire notre travail en public et d'affronter la critique publique [...]. Lorsqu'un tribunal siège, ses juges sont des êtres humains, en chair et en os, avec des sentiments et une sensibilité, mais la loi les oblige à contrôler ces sentiments et cette sensibilité. Si cela n'était pas le cas, on ne trouverait nulle part un juge pour juger une affaire criminelle susceptible d'éveiller l'horreur en lui [...]. On ne peut nier que chaque Juif est bouleversé au souvenir de l'holocauste nazi, mais tout le temps que ce procès se déroulera sous nos yeux, il sera de notre devoir de dominer notre émotion ; et ce devoir, nous l'honorerons. » Cette déclaration était suffisamment juste et équitable, à moins que le Dr Servatius n'ait voulu dire qu'il manquait aux Juifs une compréhension appropriée du problème posé par leur présence au milieu des nations du monde et qu'ils n'étaient donc pas en mesure d'en apprécier la « Solution finale ». Mais si par hasard le Dr Servatius avait éprouvé la tentation de s'appuyer sur un tel argument, l'ironie de la situation était qu'on aurait pu lui répondre que, d'après le témoignage insistant et répété de l'accusé, tout son savoir de la question juive lui était venu par la lecture des « livres fondamentaux » des auteurs juifs sionistes, Theodor Herzl et Adolf Bôhm. Qui donc était mieux qualifié pour le juger que ces trois hommes qui avaient été sionistes depuis leur prime jeunesse ?

Néanmoins ce ne fut pas par rapport à l'accusé mais par rapport aux témoins que le fait de la judéité des juges, vivant dans un pays dont un habitant sur cinq était un survivant, finit

par poser un problème aigu et troublant. M. Hausner ayant rassemblé une « multitude tragique » de gens qui avaient souffert, chacun d'eux était impatient de ne pas rater cette occasion unique, chacun étant convaincu qu'il avait droit à sa journée au tribunal. Les juges pouvaient prendre à partie le procureur, lui demander s'il était sage ou même approprié de prendre cette occasion pour « peindre des tableaux d'ensemble » et ils le firent. Mais une fois qu'un témoin se trouvait à la barre, il était très difficile de l'interrompre, d'écourter de tels témoignages, « à cause de l'honneur du témoin et à cause du sujet dont il parlait », comme disait le juge Landau. Humainement parlant, qui étaient-ils pour priver l'une ou l'autre de ces personnes de leur journée au tribunal ? Et, humainement parlant, qui aurait osé mettre en question la véracité de tel détail alors qu'ils « épanchaient leur cœur à la barre des témoins », même si ce qu'ils avaient à dire « devait être considéré comme secondaire par rapport au procès » ?

Une autre difficulté surgit. En Israël, comme dans la plupart des autres pays, toute personne qui comparaît devant un tribunal est considérée comme innocente jusqu'à preuve du contraire. Mais, dans le cas d'Eichmann, cela ne pouvait manifestement être qu'une fiction. Si on ne l'avait pas estimé coupable avant même qu'il ne parût à Jérusalem, coupable sans nul doute possible, les Israéliens n'auraient jamais osé, ni voulu, le kidnapper ; dans une lettre du 3 juin 1960 au président de l'Argentine, où il expliquait pourquoi Israël avait « formellement enfreint la loi argentine », le Premier ministre Ben Gourion écrivait que « c'était Eichmann qui a organisé le meurtre de masse [de six millions de membres de notre peuple] à une échelle gigantesque et sans précédent, à travers toute l'Europe ». Contrairement aux affaires criminelles classiques où l'arrestation peut être opérée sur la foi d'une culpabilité vraisemblable même si le doute demeure – la charge de lever le doute incombant à l'accusation au cours du procès –, l'arrestation illégale d'Eichmann pouvait être justifiée, et elle

l'était aux yeux du monde, pour la seule raison que l'issue du procès était tout à fait prévisible. Mais il apparaissait maintenant qu'on avait beaucoup exagéré son rôle dans la Solution finale – en partie à cause de sa vantardise, en partie parce que les accusés de Nuremberg et des autres procès d'après – guerre avaient essayé de se disculper à ses dépens, mais surtout, parce qu'il avait été en contact étroit avec des responsables juifs, car il était le seul responsable allemand qui fût « spécialiste des affaires juives » et de rien d'autre. L'accusation, qui fondait ses thèses sur des souffrances qui n'avaient rien d'exagéré, avait outrageusement exagéré l'exagération. C'est du moins ce qu'on pensait jusqu'au moment où la cour d'appel prononça son jugement qui stipulait : « C'est un fait que l'accusé n'avait pas du tout reçu “d'ordres de ses supérieurs”. Il était son propre supérieur et il donnait tous les ordres concernant les affaires juives. » Telle était exactement la thèse de l'accusation que les juges n'avaient pas retenue en première instance, mais que la cour d'appel reprit entièrement à son compte, alors qu'elle était stupide et dangereuse (Cette thèse s'appuyait principalement sur le témoignage du juge Michael A. Musmanno, l'auteur de *Ten Days to Die* [1950] qui avait été juge aux procès de Nuremberg et qui vint d'Amérique comme témoin à charge. M. Musmanno avait siégé aux procès des administrateurs des camps de concentration et des membres des unités mobiles de tuerie de l'Est ; alors que le nom d'Eichmann était apparu au cours des débats, il ne l'avait mentionné qu'une fois dans ses réquisitions. Il avait cependant interrogé les accusés de Nuremberg dans leur prison. Et Ribbentrop lui avait dit que Hitler aurait été très bien s'il n'était pas tombé sous l'influence d'Eichmann. Eh bien, M. Musmanno ne croyait pas tout ce qu'on lui disait, mais il croyait bel et bien que Eichmann tenait son mandat de Hitler lui-même, et que son pouvoir « s'énonçait par l'intermédiaire de Himmler et de Heydrich ». Quelques séances plus tard un autre témoin à charge se présenta, M. Gustave Gilbert, professeur de psychologie à l'Université de Long Island et auteur d'un

Nuremberg Diary [1947]. Plus prudent que le juge Musmanno, qu'il avait présenté aux accusés de Nuremberg, Gilbert déclara que « les principaux criminels de guerre nazis [...] ne tenaient pas Eichmann en haute estime à cette époque-là » et aussi que ni lui ni Musmanno, qui croyaient tous les deux qu'Eichmann était mort, ne l'avaient mentionné au cours de leurs discussions sur les crimes de guerre.) Parce qu'ils ne se laissèrent pas abuser par les exagérations du procureur et qu'ils n'avaient aucune envie de faire d'Eichmann le supérieur de Himmler et l'inspirateur de Hitler, les juges du tribunal de district se trouvaient donc en position d'avoir à défendre l'accusé. Pour déplaisante qu'elle ait été, cette tâche n'eut aucune conséquence ni sur le jugement ni sur la sentence, dans la mesure où « la responsabilité morale et légale de celui qui envoie la victime à la mort n'est, selon nous, pas moins grande, elle est peut-être même plus grande que celle de celui qui inflige la mort à la victime ».

Pour trouver une issue dans toutes ces difficultés, les juges adoptèrent un compromis. Le jugement est composé de deux parties, dont la plus importante est une refonte des arguments de l'accusation. En commençant par l'Allemagne et en finissant par l'Est, les juges indiquaient la différence fondamentale de leur approche, car cela signifiait qu'ils entendaient se concentrer sur ce qui avait été fait et non sur ce que les Juifs avaient enduré. Repoussant manifestement la thèse de l'accusation, ils dirent explicitement que des souffrances à ce point incommensurables étaient « au-delà de la compréhension humaine », qu'elles étaient l'affaire « de grands écrivains et poètes » et ne relevaient pas d'un tribunal, alors que les actes et mobiles qui en étaient la cause n'étaient au-delà ni de la compréhension ni du jugement. Ils allèrent jusqu'à déclarer qu'ils fonderaient leurs conclusions sur leur propre présentation des faits et ils auraient en effet été perdus s'ils ne s'étaient livrés à l'énorme travail que cela supposait. Pour pouvoir comprendre la position de l'accusé, ils maîtrisèrent le

dispositif bureaucratique complexe de la machinerie nazie de destruction. Contrairement au discours d'ouverture de M. Hausner, qui a déjà été publié sous forme de livre, ceux qui s'intéressent à l'histoire de cette période peuvent lire le jugement avec profit. Mais le jugement, où l'on ne trouve, heureusement, aucune trace d'éloquence de pacotille, aurait complètement infirmé les thèses du procureur si les juges n'avaient pas découvert de bonnes raisons pour attribuer à Eichmann une certaine responsabilité dans les crimes commis à l'Est, en plus du crime principal qu'il avait avoué, celui d'avoir, en pleine connaissance de cause, envoyé des gens à la mort.

Quatre points firent l'objet de discussions. Il y avait d'abord la question de la participation d'Eichmann au massacre de masse perpétré à l'Est par les *Einsatzgruppen* et mis au point par Heydrich lors d'une réunion de mars 1941 à laquelle Eichmann assistait. Cependant, puisque les commandants des *Einsatzgruppen* étaient membres de l'élite intellectuelle de la SS, alors que leurs troupes étaient composées soit de criminels, soit de soldats ordinaires incorporés dans des formations disciplinaires – personne ne pouvait se porter volontaire – Eichmann n'était donc lié à cette phase importante de la Solution finale que dans la mesure où il recevait les rapports des tueurs et avait à les résumer pour ses supérieurs. Ces rapports, tout « ultra-secrets » qu'ils fussent, étaient ronéotypés et distribués à cinquante ou soixante-dix bureaux à travers le Reich. Dans chaque bureau se trouvait quelque *Oberregierungsrat* qui résumait les rapports à l'intention d'un échelon supérieur. Le juge Musmanno témoigna en outre que Walter Schellenberg avait rédigé le brouillon de l'accord entre Heydrich et le général Walter von Brauchitsch, du Haut Commandement militaire, spécifiant que les *Einsatzgruppen* devaient jouir de toute liberté « dans l'exécution de leurs plans visant les populations civiles », c'est – à-dire le meurtre des civils. Dans une conversation à Nuremberg, Schellenberg lui aurait dit qu'Eichmann « avait contrôlé ces opérations » et les

avait même « supervisées personnellement ». « Par précaution », les juges ne voulaient pas se fonder sur les seules déclarations de Schellenberg et rejetèrent ces preuves. Schellenberg devait avoir une bien piètre opinion des juges de Nuremberg et de leur capacité à se retrouver dans le labyrinthe administratif du III^e Reich. Donc, tout ce qui restait était la preuve qu'Eichmann était bien renseigné sur ce qui se passait à l'Est, ce dont personne n'avait jamais douté, et le jugement conclut bizarrement que cette preuve était suffisante pour établir sa participation effective.

Il y avait plus d'arguments du côté du second point qui concernait la déportation des Juifs des ghettos de Pologne vers les centres de mise à mort des environs. Il était, certes, « logique » de supposer que le spécialiste des transports ait été actif dans les territoires du *Generalgouvernement*. Mais nous savons, par nombre d'autres sources, que les chefs suprêmes des SS et de la police étaient chargés des transports dans toute cette région – et cela au grand regret du *Generalgouverneur* Hans Frank qui se plaignait dans son journal d'incessantes ingérences sur ces questions sans toutefois mentionner le nom d'Eichmann. Franz Novak, le responsable chargé des transports par Eichmann et témoin de la défense, corrobora la version d'Eichmann lui-même : certes, ils avaient eu, à l'occasion, à négocier avec le directeur de *VOstbahn*, les Chemins de fer de l'Est, parce que les convois en provenance d'Europe occidentale devaient être coordonnés avec les opérations locales. (Wisliceny a donné, à Nuremberg, un bon résumé de ces transactions. Novak contactait le ministère des Transports qui, à son tour, devait obtenir le feu vert de l'armée, si les trains devaient traverser un théâtre d'opérations. L'armée ne pouvait opposer son veto à de tels transports. Ce que Wisliceny ne dit pas, et c'est peut-être plus intéressant, c'est que l'armée n'usa de son droit de veto que dans les premières années, quand les troupes allemandes prenaient l'offensive ; en 1944, l'armée n'émit aucun veto quand les déportations de Hongrie bloquaient les

voies de retraite pour toutes les armées allemandes en déroute). Mais quand, par exemple, le ghetto de Varsovie fut évacué en 1942 au rythme de cinq mille personnes par jour, Himmler lui-même mena les négociations avec les responsables des chemins de fer, et Eichmann et son équipe n'eurent jamais rien eu à faire avec eux. Le jugement se rabattit finalement sur la déposition d'un témoin au procès de Hôss, selon lequel des Juifs de la région du *Generalgouvernement* étaient arrivés à Auschwitz en même temps que des Juifs de Bialystok, ville polonaise incorporée à la province allemande de Prusse-Orientale et qui tombait donc sous la juridiction d'Eichmann. Et pourtant, même dans le Warthegau, qui faisait partie du territoire du Reich, ce n'était pas le RSHA mais le *Gauleiter* Greiser qui était chargé de l'extermination et de la déportation. Certes, Eichmann avait visité le ghetto de Łódź – le plus grand ghetto de l'Est et le dernier à être liquidé – mais ce fut encore Himmler lui-même, qui, un mois plus tard, se rendit auprès de Greiser et ordonna la liquidation de Łódź. À moins d'admettre la thèse ridicule de l'accusation selon laquelle Eichmann avait été en mesure d'inspirer les ordres de Himmler, le seul fait qu'Eichmann expédiait des Juifs à Auschwitz ne prouvait absolument pas que tous les Juifs qui arrivaient là avaient été expédiés par lui. Étant donné les vigoureuses dénégations d'Eichmann et le manque flagrant de preuve par ailleurs, les conclusions du jugement sur ce point semblent, malheureusement, relever de l' *in dubio contra rerum*.

Le troisième point à examiner est la responsabilité d'Eichmann quant à ce qui se passait dans les camps d'extermination, où il avait, selon l'accusation, joui d'une grande autorité. Que les juges aient rejeté tous les témoignages accumulés sur ce sujet montre à quel point ils étaient indépendants et équitables. Ici, leur argumentation était sans faille et montrait leur véritable compréhension de la situation dans son ensemble. Ils expliquèrent d'abord qu'il y avait deux catégories de Juifs dans les camps, ceux qu'on appelait les

« Juifs de transport » (*Transportjuden*) qui constituaient la majorité de la population et qui, même du point de vue des nazis, n'avaient jamais commis de délit ; et les « Juifs en internement de protection » (*Schutzhaftjuden*) qui avaient été envoyés dans des camps de concentration allemands parce qu'ils avaient commis un délit quelconque et qui, selon le principe totalitaire que toute la terreur du régime retombe sur les « innocents », étaient bien mieux traités que les premiers, même quand on les envoyait à l'Est pour rendre les camps de concentration du Reich *judenrein*. (C'était là, selon Mme Raja Kagan, qui donna sur Auschwitz un excellent témoignage, « le grand paradoxe d'Auschwitz. Ceux qui avaient été pris pour avoir commis un crime étaient mieux traités que les autres ». Ils n'étaient pas soumis à la sélection et, généralement, ils survivaient.) Eichmann n'avait rien à voir avec les *Schutzhaftjuden* ; mais les *Transportjuden*, sa spécialité, étaient, par définition, condamnés à mort, à l'exception des quelque 25 % d'individus particulièrement forts physiquement qu'on pouvait sélectionner pour le travail dans certains camps. Mais, dans la version présentée par le jugement, il n'était plus question de tout cela. Eichmann savait, bien sûr, que l'immense majorité de ses victimes était condamnée à mort ; mais puisque la sélection pour le travail était faite par les médecins SS sur place, et que les listes de déportés étaient généralement faites par les Conseils juifs dans leur pays d'origine ou par la police d'ordre mais jamais par Eichmann et son équipe, il n'était en vérité nullement habilité à décider qui devait mourir et qui devait vivre ; il ne pouvait même pas le savoir. La question était de savoir si Eichmann avait menti lorsqu'il avait dit : « Je n'ai jamais tué un Juif ni d'ailleurs un non-Juif [...]. Je n'ai jamais donné l'ordre de tuer un Juif ou un non-Juif. » Incapable de comprendre un auteur de meurtre de masse qui n'a jamais tué (et qui, dans cet exemple particulier, n'avait même pas le cran de tuer), l'accusation tentait inlassablement d'apporter la preuve d'un meurtre individuel. Ce qui nous mène à la quatrième et dernière question à propos de l'autorité générale

d'Eichmann dans les territoires de l'Est – la question de sa responsabilité quant aux conditions de vie dans les ghettos, l'indicible misère qu'on y a endurée et leur liquidation finale, sur quoi portaient les dépositions de la plupart des témoins. Là encore, Eichmann était pleinement informé, mais son travail n'avait rien à voir avec tout cela. L'accusation tenta laborieusement de prouver le contraire, en se fondant sur des déclarations spontanées d'Eichmann dans lesquelles il reconnaissait que, compte tenu de directives toujours changeantes, il avait eu à décider de temps à autre ce qu'il fallait faire des Juifs de nationalité étrangère pris au piège en Pologne. C'était là, disait-il, un problème « d'importance nationale », relevant du ministère des Affaires étrangères, et qui « dépassait l'horizon » des autorités locales. À l'égard de ces Juifs, il y avait deux tendances dans tous les services allemands, la tendance « radicale » qui ignorait toute distinction – un Juif était un Juif, un point c'est tout – et la tendance « modérée » qui pensait qu'il valait mieux mettre les Juifs « au frais » dans le but de les échanger. (L'idée d'échanger des Juifs semble être venue de Himmler. Après l'entrée en guerre de l'Amérique, il écrivit à Müller, en décembre 1942 : « Tous les Juifs qui ont des parents influents aux États-Unis devraient être mis dans un camp spécial [...] et rester vivants. » « Ces Juifs, ajoutait-il, sont pour nous de précieux otages. J'ai en tête un chiffre de dix mille. ») Inutile de dire qu'Eichmann était un « radical », qu'il était contre les exceptions, pour des raisons administratives autant qu'« idéalistes ». Mais lorsqu'en avril 1942, il écrivit aux Affaires étrangères qu'« à l'avenir ceux qui avaient une nationalité étrangère seraient compris dans les mesures prises par la police de sécurité à l'intérieur du ghetto de Varsovie » où l'on avait préalablement, et soigneusement, trié les Juifs titulaires de passeports étrangers, on ne peut pas dire qu'il agissait « comme décisionnaire pour le compte du RSHA » à l'Est et il est certain qu'il n'y disposait d'aucun « pouvoir d'exécution ». De tels pouvoirs ou une telle autorité pouvaient encore moins découler du fait que Heydrich ou Himmler s'étaient occasionnellement

servis de lui pour transmettre certains ordres aux commandants locaux.

Dans un sens, la réalité des faits était encore pire que le tribunal de Jérusalem ne le supposait. Selon l'argumentation du jugement, l'autorité centrale pour mettre en œuvre la Solution finale sans aucune limitation territoriale avait été attribuée à Heydrich, de sorte que Eichmann, son principal représentant dans ce domaine, était également responsable partout. Cela était assez vrai quant au cadre de la Solution finale, mais même si Heydrich, pour des raisons de coordination, avait invité à la conférence de Wannsee un représentant du *Generalgouvernement* de Hans Frank, le Dr Josef Bühler, sous-secrétaire d'État, la Solution finale ne s'appliquait pas véritablement dans les territoires occupés de l'Est, pour la simple raison qu'il n'y eut jamais d'hésitation sur le destin des Juifs qui s'y trouvaient. C'est en septembre 1939, et non en mai ou juin 1941 – date de l'ordre concernant la Solution finale – que Hitler avait décidé du massacre des Juifs polonais, ce que les juges savaient à partir du témoignage à Nuremberg d'Erwin Lahousen, membre des services de contre-espionnage allemands : « Dès septembre 1939, Hitler avait décidé du meurtre des Juifs de Pologne. » (C'est pourquoi on introduisit l'étoile juive dans le *Generalgouvernement* juste après l'occupation de ces territoires, en novembre 1939 ; alors qu'elle ne fut introduite dans le Reich allemand qu'en 1941, au moment de la Solution finale.) Les juges avaient également sous les yeux les procès-verbaux de deux réunions au début de la guerre ; la première, convoquée par Heydrich le 21 septembre 1939, rassemblait les « chefs de services et les commandants des unités mobiles de tuerie ». À cette réunion, Eichmann, qui était encore un simple *Hauptsturmführer*, représentait le Centre d'émigration juive à Berlin. La deuxième réunion, le 30 janvier 1940, concernait des « questions d'évacuation et de réinstallation ». Lors des deux réunions, on discuta du destin de toutes les populations autochtones des territoires occupés –

c'est-à-dire de la « solution » de la question polonaise autant que de la « question juive ».

Même à cette date précoce, la « solution du problème polonais » était bien avancée : le rapport indiquait qu'il ne subsistait pas plus de 3 % de la « direction politique » ; afin de « rendre ces 3 % inoffensifs », il allait falloir « les envoyer dans des camps de concentration ». Les membres de la couche moyenne de l'intelligentsia polonaise devaient être recensés et arrêtés – « enseignants, clergé, noblesse, légionnaires, officiers rappelés, etc. » – alors que les « Polonais primitifs » devaient renforcer la main-d'œuvre allemande en tant que « travailleurs migrants » et être « évacués » de chez eux. « Le but est le suivant : le Polonais doit devenir l'éternel travailleur saisonnier et migrant, il doit résider en permanence dans la région de Cracovie. » Les Juifs devaient être rassemblés dans les centres urbains et « concentrés dans des ghettos où ils peuvent facilement être contrôlés et commodément évacués plus tard ». Ces territoires de l'Est qui avaient été incorporés au Reich – ce qu'on appelait le Warthegau, la Prusse occidentale, Dantzig, la province de Poznan et la Haute Silésie – devaient être immédiatement vidés de tous les Juifs ; avec trente mille Tsiganes, ils furent convoyés dans le territoire du *Generalgouvernement* en wagons de marchandises. Enfin Himmler, en sa qualité de « commissaire du Reich pour l'affermissement de la germanité », ordonna l'évacuation d'une importante partie de la population polonaise de ces territoires nouvellement annexés au Reich. La mise en œuvre de cette « migration organisée de peuples », selon les termes du jugement, revenait à Eichmann en tant que chef de la sous-section IV-D-4 du RSHA, dont la tâche était « l'émigration et l'évacuation ». (Il est important de rappeler que cette « politique démographique négative » ne fut nullement improvisée à la suite des victoires allemandes à l'Est. Ses éléments essentiels se trouvaient déjà dans le discours secret que Hitler adressa dès novembre 1937 aux membres du Haut Commandement

allemand – d'après ce qu'on appelle le Protocole Hôssbach. Hitler avait fait remarquer qu'il rejetait toute notion de conquête de nations étrangères, qu'il voulait un « espace vide » (*volkloser Raum*) à l'Est pour y installer des Allemands. Ses auditeurs – Blomberg, Fritsch et Raeder entre autres – savaient parfaitement qu'aucun « espace vide » de ce genre n'existait, ils devaient donc savoir qu'une victoire allemande à l'Est entraînerait automatiquement l'« évacuation » de la population autochtone tout entière. Les mesures prises à l'encontre des Juifs de l'Est n'étaient pas seulement l'effet de l'antisémitisme, elles faisaient bel et bien partie d'une politique démographique générale en vertu de laquelle, si les Allemands avaient gagné la guerre, les Polonais auraient enduré le même destin que les Juifs – le génocide. Ce n'est pas simple conjecture : on contraignait déjà les Polonais résidant en Allemagne à porter un insigne distinctif sur lequel le « P » remplaçait l'étoile juive, et cette mesure était toujours, nous l'avons vu, la première mesure policière initiant le processus de destruction.)

Parmi les documents soumis au tribunal se trouvait une lettre exprès envoyée à chacun des commandants des unités mobiles de tuerie après la réunion de septembre, et elle était particulièrement intéressante. Elle concerne uniquement la « question juive dans les territoires occupés » et distingue le « but final », qui doit demeurer secret, des « mesures préliminaires » pour l'atteindre. Parmi ces dernières, le document mentionne explicitement la concentration des Juifs aux alentours des voies de chemin de fer. Chose caractéristique, la phrase « Solution finale de la question juive » n'apparaît pas ; le « but final » était probablement la destruction des Juifs polonais, ce qui n'avait manifestement rien de nouveau pour ceux qui assistèrent à la réunion ; la seule nouveauté était l'évacuation en Pologne des Juifs qui vivaient dans les provinces nouvellement annexées au Reich, car c'était effectivement un premier pas pour rendre l'Allemagne *juden – rein* et donc un premier pas dans la direction de la Solution finale.

Pour ce qui concerne Eichmann, ces documents démontraient clairement que, même à ce stade, il n'avait pour ainsi dire rien à voir avec ce qui se passait à l'Est. Là aussi, il jouait son rôle de spécialiste des « transports » et de l'« émigration » ; à l'Est on n'avait pas besoin d'un « spécialiste des affaires juives », ni de « directives » particulières et il n'y avait pas de catégories privilégiées. Même les membres des Conseils juifs étaient régulièrement exterminés quand les ghettos finissaient par être liquidés. Il n'y avait pas d'exceptions, car le sort des travailleurs esclaves n'était qu'une forme différente, plus lente, de mort. C'est pourquoi la bureaucratie juive, dont le rôle était considéré comme si important dans ces massacres administratifs que l'institution des *Jewish Councils of Elders* [« Conseils juifs des Anciens »] fut immédiatement mise en place, ne participait ni à l'arrestation ni à la concentration des Juifs. Tout cet épisode annonce la fin des fusillades sauvages de masse qui s'étaient déroulées au début à l'arrière du front. Il semble que les chefs militaires de l'armée aient protesté contre les massacres de civils, et que Heydrich soit parvenu à un accord avec le Haut Commandement allemand établissant le principe du « nettoyage une fois pour toutes » des Juifs, de l'intelligentsia polonaise, du clergé catholique et de la noblesse, mais aussi qu'en raison de l'ampleur d'une opération de « nettoyage » qui devait concerner deux millions de Juifs, on allait commencer par les concentrer dans les ghettos.

Même si les juges avaient complètement disculpé Eichmann des chefs d'accusation concernant les histoires atroces racontées et reracontées par les témoins au procès, leur verdict de culpabilité aurait été le même et Eichmann n'aurait pas échappé à la peine capitale. Le résultat aurait été le même. Mais ils auraient entièrement ruiné, et sans aucun compromis, la présentation de l'affaire par l'accusation.

XIV

PREUVES ET TÉMOINS

Fendant les dernières semaines de la guerre, la bureaucratie SS était surtout occupée à fabriquer de faux papiers d'identité et à détruire les montagnes de papier témoignant de six années d'assassinats systématiques. Mieux que d'autres, le service d'Eichmann était parvenu à brûler ses dossiers, ce qui, bien sûr, ne lui servit pas à grand-chose puisque toute sa correspondance avait été adressée à d'autres services de l'État et du parti dont les dossiers tombèrent aux mains des Alliés. Il restait plus de documents qu'il n'en fallait pour raconter l'histoire de la Solution finale, la plupart étant déjà connus depuis les procès de Nuremberg et les procès suivants. L'histoire fut confirmée par des témoins assermentés ou non, et les accusés des procès antérieurs, dont certains étaient morts depuis. (D'après l'article 15 de la loi en vertu de laquelle Eichmann était jugé, stipulant que le tribunal « peut s'écarter des règles d'administration de la preuve » à condition de « faire état des raisons qui justifient » de tels écarts, toutes ces déclarations, ainsi qu'un certain nombre de témoignages par ouï-dire, furent admis comme preuves). Aux preuves par les documents, s'ajoutaient les témoignages entendus à l'étranger dans les tribunaux allemands, autrichiens et italiens, qui émanaient de seize témoins ne pouvant se rendre à Jérusalem parce que l'avocat général avait prévenu qu'il « entendait les faire comparaître en justice en raison de leurs crimes contre le peuple juif ». Certes il avait déclaré, au cours de la première audience : « Si la défense connaît des personnes prêtes à venir témoigner, je ne m'y opposerai pas, je n'élèverai aucun obstacle », mais par la suite il refusa de leur accorder l'immunité. (Une telle immunité

dépendait entièrement du bon vouloir du gouvernement ; en vertu de la loi sur les nazis et collaborateurs des nazis, x les poursuites ne sont pas obligatoires.) Comme il était, de toute façon, hautement improbable qu'aucun de ces seize messieurs se rende jamais en Israël – sept d'entre eux étaient en prison – cette question était purement technique, mais elle revêtait une importance considérable. Elle servit à réfuter la thèse d'Israël selon laquelle un tribunal israélien était, du moins sur le plan technique, « le plus indiqué pour le procès des exécutants de la Solution finale » parce

XIV

PREUVES ET TÉMOINS

Fendant les dernières semaines de la guerre, la bureaucratie SS était surtout occupée à fabriquer de faux papiers d'identité et à détruire les montagnes de papier témoignant de six années d'assassinats systématiques. Mieux que d'autres, le service d'Eichmann était parvenu à brûler ses dossiers, ce qui, bien sûr, ne lui servit pas à grand-chose puisque toute sa correspondance avait été adressée à d'autres services de l'État et du parti dont les dossiers tombèrent aux mains des Alliés. Il restait plus de documents qu'il n'en fallait pour raconter l'histoire de la Solution finale, la plupart étant déjà connus depuis les procès de Nuremberg et les procès suivants. L'histoire fut confirmée par des témoins assermentés ou non, et les accusés des procès antérieurs, dont certains étaient morts depuis. (D'après l'article 15 de la loi en vertu de laquelle Eichmann était jugé, stipulant que le tribunal « peut s'écarter des règles d'administration de la preuve » à condition de « faire état des raisons qui justifient » de tels écarts, toutes ces déclarations, ainsi qu'un certain nombre de témoignages par ouï-dire, furent admis comme preuves). Aux preuves par les documents, s'ajoutaient les témoignages entendus à l'étranger dans les tribunaux allemands, autrichiens et italiens, qui émanaient de seize témoins ne pouvant se rendre à Jérusalem parce que l'avocat général avait prévenu qu'il « entendait les faire comparaître en justice en raison de leurs crimes contre le peuple juif ». Certes il avait déclaré, au cours de la première audience : « Si la défense connaît des personnes prêtes à venir témoigner, je ne m'y opposerai pas, je n'élèverai aucun obstacle », mais par la suite il refusa de leur accorder l'immunité. (Une telle immunité

dépendait entièrement du bon vouloir du gouvernement ; en vertu de la loi sur les nazis et collaborateurs des nazis, x les poursuites ne sont pas obligatoires.) Comme il était, de toute façon, hautement improbable qu'aucun de ces seize messieurs se rende jamais en Israël – sept d'entre eux étaient en prison – cette question était purement technique, mais elle revêtait une importance considérable. Elle servit à réfuter la thèse d'Israël selon laquelle un tribunal israélien était, du moins sur le plan technique, « le plus indiqué pour le procès des exécutants de la Solution finale » parce que les documents et les témoins y étaient « plus nombreux que dans n'importe quel autre pays » ; concernant la documentation, cette thèse était, de toute façon, discutable, dans la mesure où Yad Vashem, les Archives israéliennes, ont été fondées relativement tard et ne sont nullement supérieures aux autres archives. Il s'avéra très vite qu'Israël était le seul pays au monde où l'on ne pouvait pas entendre les témoins de la défense, et où la défense ne pouvait pas mener de contre-interrogatoire des témoins à charge qui avaient fait des dépositions lors de procès antérieurs. Et cela était d'autant plus grave que l'accusé et son avocat n'étaient pas du tout « en mesure d'obtenir les documents nécessaires à la défense ». (Contre quinze cents documents soumis par l'accusation, le Dr Servatius n'en soumit que cent dix, dont une douzaine seulement avaient été présentés par la défense d'abord et il s'agissait, pour la plupart, d'extraits des livres de Poliakov et de Reitlinger ; exception faite pour les dix-sept organigrammes dessinés par Eichmann, tout le reste avait été glané dans la masse de documents réunis par l'accusation et par la police israélienne. De toute évidence, la défense n'avait reçu que les miettes qui tombaient de la table des riches.) En réalité, la défense n'avait « ni les moyens ni le temps » de mener correctement l'affaire, elle n'avait pas à sa disposition « les archives du monde entier et les moyens dont dispose un gouvernement ». On a adressé le même reproche aux procès de Nuremberg, où l'inégalité de statut entre l'accusation et la défense était encore plus flagrante. Le handicap majeur de la

défense, à Nuremberg comme à Jérusalem, était le manque d'une équipe d'assistants spécialisés indispensables pour examiner la masse de documents et en extraire ce qui pouvait être utile au procès. Aujourd'hui encore, dix-huit ans après la guerre, ce que nous savons des immenses archives du régime nazi provient en grande partie des sélections faites à des fins d'accusation.

Nul n'était plus conscient du désavantage décisif dans lequel se trouvait la défense que le Dr Servatius qui était l'un des avocats de la défense à Nuremberg. Ce qui, manifestement, rend d'autant plus intrigante la question de savoir ce qui l'a poussé à proposer ses services. Il a répondu à cette question en disant que c'était « seulement pour des raisons d'affaires » et qu'il désirait « gagner de l'argent », mais son expérience à Nuremberg avait dû lui apprendre que la somme offerte par le gouvernement israélien – vingt mille dollars, comme il l'avait demandé lui-même – était dérisoire, même si la famille d'Eichmann résidant à Linz lui avait remis quinze mille marks de plus. Quasiment le premier jour du procès, il commença à se plaindre d'être mal payé, et peu après il déclara ouvertement qu'il espérait vendre les « Mémoires » qu'Eichmann écrirait peut-être en prison « pour les générations futures ». Si nous mettons de côté la question de la décence d'une telle transaction, ses espoirs furent déçus, car le gouvernement israélien confisqua tous les papiers écrits par Eichmann en prison. (Ils sont maintenant aux Archives nationales.) Eichmann écrivit un « livre » entre la fin du procès en août et le prononcé du jugement en décembre, et lors de l'appel, la défense le présenta à titre de « nouvelle preuve » – ce que ce livre écrit récemment n'était évidemment pas.

Quant à la position de l'accusé, le tribunal pouvait s'appuyer sur les déclarations détaillées faites à l'officier de police israélien, agrémentées de nombreuses notes manuscrites qu'il avait fournies au cours des onze mois que nécessita la préparation du procès. Ces déclarations étaient volontaires, nul

ne le contesta ; la plupart d'entre elles n'étaient même pas des réponses à des questions. On avait soumis à Eichmann mille six cents documents dont il s'avéra qu'il en avait déjà vu certains, puisque Sassen les lui avait montrés lorsqu'il l'avait interviewé en Argentine, interview que M. Hausner appelait, non sans raison, « la répétition générale ». Mais il n'avait commencé à les examiner sérieusement qu'à Jérusalem ; et lorsqu'il comparut à la barre, on se rendit bientôt compte qu'il n'avait pas perdu son temps : maintenant il savait lire un document, ce qui n'avait pas été le cas pendant l'interrogatoire de police, et il le faisait mieux que son avocat. Il apparut ensuite que le témoignage d'Eichmann au tribunal était la pièce la plus importante du procès. Son avocat l'appela à la barre le 20 juin, lors de la soixante – quinzième audience, et l'interrogea presque sans interruption pendant quatorze audiences, jusqu'au 7 juillet. Ce jour-là, pendant la quatre – vingt-huitième audience, le contre-interrogatoire de l'accusation commença et dura dix-sept autres audiences, jusqu'au 20 juillet. Il y eut quelques incidents : une fois, Eichmann menaça de « tout avouer » dans le style des procès de Moscou, et une autre fois, il se plaignit d'avoir été « grillé jusqu'à ce que le steak soit trop cuit », mais en général il était très calme et il n'était pas sérieux, quand il menaçait de ne plus répondre aux questions. Il dit au juge Halévi qu'il se « réjouissait de cette occasion de séparer la vérité des mensonges qui avaient pesé sur [lui] pendant quinze ans », et combien il était fier d'avoir fait l'objet du contre-interrogatoire le plus long qu'on eût jamais connu. Après avoir été brièvement réinterrogé par son avocat, il fut interrogé par les trois juges qui, en deux courtes audiences et demie, obtinrent plus de lui que ce que l'accusation avait pu lui arracher en dix-sept.

Eichmann comparut à la barre du 20 juin au 24 juillet, c'est-à-dire pendant trente-trois audiences et demie. On passa presque deux fois plus de temps, soixante-deux séances sur un total de cent vingt et une, à écouter les cent témoins à charge qui, pays par pays, racontèrent leurs récits d'horreurs. Leur

témoignage dura du 24 avril au 12 juin. Dans l'intervalle, la totalité du temps avait été consacrée à l'examen de documents dont la plupart étaient insérés par l'avocat général dans le compte rendu des débats qui étaient communiqués quotidiennement à la presse. Presque tous les témoins étaient des citoyens israéliens, et ils avaient été choisis parmi des centaines et des centaines de volontaires. (Quatre-vingt-dix d'entre eux étaient des survivants au sens propre du terme, c'est-à-dire qu'ils avaient survécu à la guerre, prisonniers des nazis sous une forme ou sous une autre.) Qu'il eût été plus sage de résister à toutes ces pressions (on résista jusqu'à un certain point, puisqu'on ne fit appel à aucun des témoins potentiels mentionnés dans *Minister of Death* de Quentin Reynolds, rédigé d'après le matériel fourni par deux journalistes israéliens et publié en 1960) et de chercher ceux qui ne s'étaient pas portés volontaires ! Comme pour confirmer cette thèse, l'accusation appela à la barre un écrivain, bien connu de part et d'autre de l'Atlantique sous le nom de K-Zetnik – mot d'argot signifiant détenu d'un camp de concentration – en tant qu'auteur de plusieurs ouvrages sur Auschwitz ayant trait aux bordels, aux homosexuels et autres « histoires privées ». Il commença, comme il le faisait généralement en public, par expliquer pourquoi il avait adopté ce nom. Ce n'était pas un « nom de plume », dit-il. « Je porterai ce nom jusqu'à ce que le monde prenne conscience de cette crucifixion d'une nation [...] comme jadis l'humanité s'est éveillée après la crucifixion d'un seul homme. » Il continua avec une petite excursion dans l'astrologie : l'étoile « qui influe sur notre destin comme l'étoile de cendres d'Auschwitz, est devant notre planète, elle irradie notre planète ». Et lorsqu'il en vint à « la puissance non naturelle dépassant la Nature » qui l'avait soutenu jusque-là, et que, pour la première fois, il s'était arrêté pour reprendre son souffle, même M. Hausner pensa qu'il fallait faire quelque chose à propos de ce « témoignage » et, très timidement, très poliment, il l'interrompit : « Pourrais-je éventuellement vous poser quelques questions si vous n'y voyez pas

d'inconvénient ? » Là-dessus le président du tribunal sauta sur l'occasion lui aussi : « Monsieur Dinour, *je vous en prie, je vous en prie*, écoutez-nous, M. Hausner et moi. » Pour toute réponse, le témoin, déçu et sans doute profondément blessé, s'évanouit et ne répondit plus à aucune question.

Il s'agissait, certes, d'une exception, mais si une telle exception confirmait la règle de la normalité, elle ne confirmait pas la règle de la simplicité ni celle de la capacité à raconter une histoire, sans parler de Inaptitude, rare chez un conteur, à savoir faire la distinction entre des choses qui lui sont arrivées plus de seize ans, voire plus de vingt ans auparavant, et des choses lues, entendues et imaginées par lui depuis. Ces difficultés étaient inévitables, mais comme l'accusation avait une prédilection pour des témoins plus ou moins éminents, dont beaucoup avaient déjà écrit des livres sur leur expérience et racontaient maintenant ce qu'ils avaient déjà écrit, ou dit et redit en de nombreuses occasions, cela n'aida pas à les surmonter. Dans le cadre d'une vaine tentative pour procéder par ordre chronologique, le défilé commença avec huit témoins d'Allemagne qui étaient tous assez sobres mais qui n'étaient pas des « survivants » ; anciens responsables juifs de haut niveau en Allemagne, ils étaient maintenant des personnalités de premier plan dans la vie publique israélienne, et tous avaient quitté l'Allemagne avant le début de la guerre. Vinrent ensuite cinq témoins de Prague et, tout de suite après, un seul témoin d'Autriche, pays sur lequel l'accusation avait soumis les rapports de grande valeur du défunt Dr Lôwenherz, écrits pendant et peu après la fin de la guerre. La France, la Hollande, le Danemark, la Norvège, le Luxembourg, l'Italie, la Grèce et l'URSS eurent chacun un témoin ; deux vinrent de Yougoslavie ; trois de Roumanie, trois de Slovaquie ; et treize de Hongrie. Mais la majorité des témoins, cinquante-trois, venaient de Pologne et de Lituanie, où la compétence et l'autorité d'Eichmann étaient quasiment inexistantes. (La Belgique et la Bulgarie étaient les seuls pays qui n'avaient pas de témoins.) Ils

étaient tous « témoins d'arrière-plan », ainsi que les seize hommes et femmes qui parlèrent d'Auschwitz (dix), de Treblinka (quatre), de Chelmno et de Majdanek. Il n'en alla pas de même pour ceux qui témoignèrent à propos de Theresienstadt, le ghetto des vieillards situé sur le territoire du Reich, le seul camp où le pouvoir d'Eichmann avait effectivement été considérable ; il y eut quatre témoins pour Theresienstadt et un pour le camp de Bergen-Belsen.

Vers la fin du défilé, « le droit du témoin à relater des faits sans rapport avec le procès », selon la formule utilisée par le résumé des témoignages publié dans le *Bulletin* de Yad Vashem, était si fermement établi que, lorsqu'au cours de la soixante-treizième audience, M. Hausner demanda à la cour la permission de « compléter le tableau », il ne s'agissait que d'une simple formalité ; et le juge Landau, qui, cinquante audiences plus tôt, avait protesté avec tant de vigueur contre ces « tableaux », consentit aussitôt à la comparution d'un ancien membre de la Brigade juive, la force armée des Juifs de Palestine, attachée à la huitième armée britannique pendant la guerre. Ce dernier témoin à charge, îvt. Anaron Hoter-nsnai, aujourd'hui avocat en Israël, avait eu pour tâche de coordonner toutes les recherches de survivants juifs en Europe sous les auspices de l'Aliyah Beth, l'organisation responsable de l'immigration clandestine en Palestine. Les Juifs survivants étaient dispersés parmi les quelque huit millions de personnes déplacées venant de toute l'Europe et les Alliés voulaient rapatrier le plus vite possible cette masse d'humanité flottante. L'on craignait que les Juifs, eux aussi, fussent rendus à leur pays d'origine. M. Hoter-Yishai raconta comment ses camarades et lui avaient été accueillis lorsqu'ils se présentaient en tant que membres de « la nation juive combattante » et comment il « suffisait de dessiner une étoile de David à l'encre sur un drap et de l'accrocher à un manche à balai » pour secouer tous ces gens, qui, parce qu'ils mouraient pour ainsi dire de faim, se trouvaient dans un état de dangereuse apathie. Il raconta aussi

que certains « n'avaient quitté les camps de DP pour rentrer chez eux », que pour retourner dans un autre camp, car « chez eux », c'était, par exemple, une petite ville polonaise où quinze des six mille anciens habitants juifs avaient survécu, et où quatre de ces survivants avaient été assassinés à leur retour par les Polonais. Il raconta enfin comment lui et les autres avaient essayé d'anticiper les tentatives de rapatriement des Alliés, mais qu'ils arrivaient souvent trop tard. « À Theresienstadt, il y avait trente-deux mille survivants. Au bout de quelques semaines, nous n'en avons trouvé que quatre mille. Vingt-huit mille environ étaient rentrés, ou on les avait renvoyés chez eux. Quant aux quatre mille personnes que nous avons trouvées, aucune, naturellement, ne retourna dans son pays d'origine parce qu'entre-temps on leur avait montré le chemin » – c'est-à-dire le chemin de ce qui était alors la Palestine et allait bientôt devenir Israël. Plus peut-être que tous ceux qu'on avait entendus auparavant, ce témoignage sentait la propagande et la présentation des faits prêtait effectivement à confusion. En novembre 1944, le dernier convoi de Juifs ayant quitté Theresienstadt pour Auschwitz, il ne restait environ que dix mille détenus d'origine. En février 1945, six à huit mille personnes supplémentaires arrivèrent, les conjoints juifs de mariages mixtes que les nazis avaient expédiés à Theresienstadt à un moment où l'ensemble du système de transports allemands s'était déjà effondré. Toutes les autres – environ quinze mille – avaient afflué par trains de marchandises ouverts ou à pied, en avril 1945, après que la Croix – Rouge eut pris ce camp en charge. C'étaient des survivants d'Auschwitz, des membres des brigades de travail, originaires de Pologne et de Hongrie principalement. Lorsque, le 9 mai 1945, les Russes libérèrent ce camp, de nombreux Juifs tchèques qui étaient à Theresienstadt depuis le début quittèrent le camp immédiatement et rentrèrent chez eux ; ils étaient dans leur propre pays. Après la fin de la quarantaine ordonnée par les Russes à cause des épidémies, la plupart partirent de leur propre initiative. De sorte que ceux qui se trouvaient encore là

à l'arrivée des émissaires de Palestine étaient probablement des gens qui ne pouvaient ni rentrer ni être renvoyés, pour différentes raisons – des malades, des vieux, des survivants uniques de familles entières qui ne savaient pas où aller. Et cependant M. Hoter-Yishai disait la simple vérité : ceux qui avaient survécu aux ghettos et aux camps, qui étaient sortis vivants du cauchemar de l'impuissance absolue et de l'abandon – comme si la terre entière était une jungle dont ils étaient la proie – n'avaient qu'un désir, aller là où ils ne reverraient plus jamais un non-Juif. Ils avaient besoin des émissaires du peuple juif en Palestine pour leur apprendre qu'ils pouvaient venir, légalement ou illégalement, coûte que coûte, et qu'ils seraient les bienvenus ; ils n'auraient pas besoin d'eux pour en être convaincus.

C'est ainsi que de temps en temps on se réjouissait de ce que le juge Landau eût perdu sa bataille, et la première fois, c'était à vrai dire avant que la bataille n'eût commencé. Car le premier témoin de M. Hausner n'avait pas l'air d'être un volontaire. C'était un vieil homme, il portait la traditionnelle calotte juive, était petit, très frêle, avec une barbe et des cheveux blancs clairsemés, et se tenait très droit ; dans un sens, son nom était « célèbre » et l'on comprenait pourquoi l'accusation désirait commencer son tableau par lui. C'était Zindel Grynszpan, le père de Herschel Grynszpan qui, le 7 novembre 1938, à l'âge de dix-sept ans, était allé à l'ambassade d'Allemagne à Paris et avait tiré sur le troisième secrétaire, le jeune *Legationsrat* Ernst vom Rath. Cet assassinat avait déclenché ce qu'on a appelé la *Kristallnacht* du 9 novembre, les pogroms d'Allemagne et d'Autriche qui annonçaient effectivement la Solution finale mais dont la préparation s'était déroulée sans aucune participation d'Eichmann. Les mobiles de l'acte de Grynszpan n'ont jamais été éclaircis et son frère, que l'accusation appela aussi à la barre, était visiblement très réticent à en parler. Le tribunal considérait comme acquis qu'il s'agissait d'un acte de vengeance à la suite de l'expulsion de quelque dix-sept mille

Juifs polonais, parmi lesquels se trouvait la famille Grynszpan, du territoire allemand pendant les derniers jours d'octobre 1938, mais on sait que cette explication est peu vraisemblable. Herschel Grynszpan était un psychopathe qui n'avait pas pu terminer ses études, il traînait depuis des années à Paris et à Bruxelles, et avait été expulsé de ces deux villes. Lors de son procès qui se déroula en France, son avocat avait mentionné une histoire contuse homosexuelle et les Allemands, qui obtinrent ensuite son extradition, ne lui firent jamais de procès. (Le bruit court qu'il aurait survécu à la guerre – comme pour étayer le « paradoxe d'Auschwitz » qui voulait que les Juifs ayant commis un crime fussent épargnés.) Vom Rath était une victime singulièrement inadéquate que la Gestapo surveillait pour ses opinions ouvertement antinazies et sa sympathie pour les Juifs ; l'histoire de son homosexualité fut probablement fabriquée par la Gestapo. Grynszpan était peut-être, malgré lui, l'instrument des agents de la Gestapo à Paris qui ont pu faire d'une pierre deux coups – créer un prétexte à pogrom en Allemagne et se débarrasser d'un opposant au régime nazi – sans se rendre compte qu'ils ne pouvaient pas jouer sur les deux tableaux, à la fois diffamer vom Rath en prétendant qu'il avait des rapports homosexuels illicites avec des garçons juifs, et faire de lui un martyr, victime de la « juiverie internationale ».

Quoi qu'il en soit, c'est un fait qu'à l'automne 1938 le gouvernement polonais décréta que tous les Juifs polonais résidant en Allemagne perdraient leur nationalité à partir du 29 octobre ; il possédait sans doute des renseignements selon lesquels le gouvernement allemand avait l'intention d'expulser ces Juifs en Pologne, et il voulait l'éviter. Il est fort probable que des gens comme M. Zindel Grynszpan ignoraient jusqu'à l'existence d'un tel décret. Il était arrivé jeune homme en Allemagne en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans, pour ouvrir une épicerie à Hanovre où il finit par avoir huit enfants. En 1938, quand la catastrophe l'atteignit, il vivait en Allemagne depuis

vingt-sept ans et, comme beaucoup de ses semblables, il ne s'était jamais préoccupé de changer de papiers et de faire sa demande de naturalisation. Il venait maintenant raconter son histoire, répondant scrupuleusement aux questions que lui posait le procureur ; il parla clairement, avec fermeté, sans broder sur les faits, avec un minimum de mots.

« Le 27 octobre 1938, c'était un jeudi soir, à huit heures, un policier se présenta et nous dit d'aller à la Région [commissariat de police] Onze. Il dit : "Vous allez revenir tout de suite ; n'emportez rien, seulement vos passeports."» Grynszpan y alla, avec sa famille, un fils, une fille et sa femme. En arrivant au commissariat, il aperçut « un grand nombre de gens, certains debout, d'autres assis, des gens pleuraient. Ils [les policiers] criaient : "Signez, signez, signez." [...] J'ai dû signer, ils ont tous signé. L'un de nous ne signait pas, il s'appelait, je crois, Gershon Silber, et il a dû rester debout, au coin, pendant vingt-quatre heures. Ils nous ont emmenés dans la salle de concert et [...] il y avait là des gens de toute la ville, environ six cents personnes. Nous sommes restés là jusqu'au vendredi soir, à peu près vingt-quatre heures, oui, jusqu'au vendredi soir [...]. Puis ils nous ont mis dans des cars de police, des fourgons cellulaires, vingt hommes environ par véhicule, et ils nous ont emmenés jusqu'à la gare. Les rues étaient noires de gens qui criaient : "*Juden raus* en Palestine !..." Ils nous emmenèrent en train jusqu'à Neubenschen, à la frontière germano-polonaise. Nous sommes arrivés là le matin du shabbat, à six heures du matin. Il y avait des trains de partout, de Leipzig, Cologne, Düsseldorf, Essen, Biedersfeld, Brême. En tout nous étions à peu près douze mille personnes [...]. C'était shabbat, le 29 octobre [...]. Quand nous sommes arrivés à la frontière, on nous a fouillés pour voir si quelqu'un avait de l'argent ; et ceux qui avaient plus de dix marks, on leur enlevait la différence. C'était la loi allemande, on ne pouvait pas quitter l'Allemagne avec plus de dix marks. Les Allemands disaient : "Quand vous êtes venus, vous n'en aviez pas plus, vous ne pouvez pas en emporter davantage en

partant.” » Ils durent marcher près de deux kilomètres jusqu'à la frontière polonaise, parce que les Allemands voulaient les faire entrer clandestinement en territoire polonais. « Les SS nous fouettaient, ils frappaient ceux qui traînaient en arrière et le sang coulait sur la route. Ils nous ont arraché nos valises, ils ont été extrêmement brutaux avec nous, c'était la première fois que je voyais la brutalité sauvage des Allemands. Ils nous criaient : “Courez, courez !” On m'a frappé et je suis tombé dans un fossé. Mon fils m'a aidé, il a dit : “Cours, père, cours, ou tu vas mourir !” Quand nous sommes arrivés à la frontière, qui était ouverte [...] les femmes sont passées les premières. Les Polonais n'étaient au courant de rien. Ils ont appelé un général polonais et quelques officiers qui ont examiné nos papiers, et ils ont vu que nous étions des citoyens polonais et que nous avions des passeports spéciaux. Ils ont décidé de nous laisser entrer. Ils nous ont menés dans un village de six mille habitants environ, et nous étions douze mille. Il pleuvait fort, les gens s'évanouissaient – de tous les côtés, on voyait des vieux, hommes et femmes. Nous avons beaucoup souffert. Il n'y avait rien à manger, depuis jeudi, nous n'avions pas mangé... » On les transféra à un camp militaire et on les mit « dans des écuries, parce qu'il n'y avait pas de place ailleurs [...]. Je crois que c'était le deuxième jour [en Pologne]. Le premier jour, un camion était venu de Poznan, apportant du pain, c'était alors dimanche. Et là, j'ai écrit une lettre en France [...] à mon fils : “Ne nous écris plus en Allemagne. Nous sommes maintenant à Zbaszyn.” »

Le récit de cette histoire ne dura peut-être pas plus que dix minutes et quand il fut terminé – la destruction absurde, inutile, de vingt-sept années en moins de vingt-quatre heures – on se disait bêtement : chacun, oui, chacun a droit à sa journée au tribunal. Mais c'était pour découvrir ensuite, au fur et à mesure de la succession interminable des audiences, à quel point il était difficile de raconter l'histoire, qu'il fallait – du moins hors du domaine de la transposition poétique – une pureté d'âme, une innocence de cœur et d'esprit irréfléchie et

sans complaisance que seuls les justes possèdent. Personne, avant ou après lui, n'eut l'éclatante sincérité de Zindel Grynszpan.

Il était impossible de prétendre que le témoignage de Grynszpan ait produit quoi que ce soit ressemblant, même de loin, à un « moment dramatique ». Ce moment arriva cependant quelques semaines plus tard, de façon inattendue, en plein milieu d'une tentative presque désespérée du juge Landau pour ramener à nouveau les débats sous le contrôle des procédures habituelles d'une cour d'assises. Abba Kovner, « poète et écrivain », était à la barre où il se comportait moins en témoin qui dépose qu'en homme habitué à parler en public et qui ne tolère pas d'être interrompu. Le président du tribunal lui avait demandé d'être bref, ce qui n'avait pas dû lui plaire, et M. Hausner, qui avait pris la défense de son témoin, s'était entendu dire qu'il ne pouvait pas « se plaindre de l'impatience du tribunal », ce qui, bien sûr, ne lui avait pas davantage plu. L'atmosphère était donc un peu tendue lorsque le témoin évoqua le nom d'Anton Schmidt, un *Feldwebel*, ou sergent, de l'armée allemande – ce nom n'était pas tout à fait inconnu de l'assistance, car Yad Vashem avait publié l'histoire de Schmidt dans son *Bulletin* en hébreu quelques années auparavant et quelques journaux yiddish en Amérique l'avaient reprise. Anton Schmidt avait commandé une patrouille en Pologne qui ramassait les soldats allemands égarés, coupés de leur unité. C'est ainsi qu'il avait rencontré des membres de la résistance juive, parmi lesquels M. Kovner qui en était un membre important, et il avait aidé les partisans juifs en leur fournissant des faux papiers et des camions militaires. Chose capitale, « il ne le faisait pas pour de l'argent ». Cela dura cinq mois, d'octobre 1941 à mars 1942. Anton Schmidt fut alors arrêté et exécuté. (L'accusation avait sollicité cette histoire parce que Kovner avait déclaré qu'il avait entendu le nom d'Eichmann pour la première fois dans la bouche de Schmidt ; ce dernier lui

avait dit que le bruit courait dans l'armée que c'était Eichmann qui « s'occupait de tout ».)

Ce n'était pas du tout la première fois qu'une aide extérieure du monde non Juif avait été mentionnée. Le juge Halévi avait posé la question : « Quelqu'un a-t-il aidé les Juifs ? » aussi régulièrement que l'accusation avait posé la sienne : « Pourquoi ne vous êtes-vous pas révoltés ? » Les réponses variaient et n'étaient guère concluantes – « Toute la population était contre nous », « on pouvait compter sur les doigts d'une main » les Juifs cachés par des familles chrétiennes, peut – être cinq ou six sur treize mille – mais dans l'ensemble, aussi surprenant que cela paraisse, la situation en Pologne avait été plus favorable que dans les autres pays d'Europe orientale. (J'ai déjà dit qu'il n'y avait aucun témoignage sur la Bulgarie.) Un Juif, maintenant marié à une Polonaise et vivant en Israël, raconta comment sa femme l'avait caché, ainsi que douze autres Juifs, pendant toute la durée de la guerre ; un autre avait un ami chrétien qu'il connaissait d'avant la guerre, chez qui il s'était réfugié lorsqu'il s'était enfui d'un camp, qui l'avait aidé et qui fut exécuté plus tard pour avoir aidé des Juifs. Un témoin affirma que la résistance polonaise avait fourni des armes à de nombreux Juifs et avait sauvé la vie à des milliers d'enfants juifs en les plaçant dans des familles polonaises. Les risques étaient immenses ; il y avait cette histoire d'une famille polonaise dont tous les membres avaient été exécutés de la manière la plus brutale, parce qu'elle avait adopté une petite fille juive de six ans. Mais avec Anton Schmidt, c'était la première et ce fut la dernière fois qu'une telle histoire était racontée à propos d'un Allemand, car l'unique autre épisode impliquant un Allemand n'était mentionné que dans un seul document : un officier de l'armée allemande avait indirectement aidé en sabotant des ordres de la police ; rien ne lui arriva, mais la question avait dû paraître suffisamment sérieuse pour que Himmler et Bormann l'évoquent dans leur correspondance.

Pendant les quelques minutes qu'il fallut à Kovner pour raconter l'aide qui avait été fournie par un sergent allemand, le silence régnait dans la salle du tribunal ; comme si la foule avait spontanément décidé d'observer la minute habituelle de silence à la mémoire de l'homme dont le nom était Anton Schmidt. Et pendant ces deux minutes qui furent comme un flot de lumière projeté soudain dans une obscurité impénétrable et insondable, une seule idée, claire, irréfutable, l'évidence même, s'imposait – comme tout serait différent aujourd'hui dans cette salle, en Israël, en Allemagne, dans toute l'Europe, peut – être même dans tous les pays du monde, si seulement on avait pu raconter d'autres histoires de ce genre.

Il y a, bien sûr, des explications à cette accablante rareté et elles ont été maintes fois répétées. J'en donnerai l'essentiel en citant l'un des rares récits autobiographiques sincères sur la guerre publiés en Allemagne. Peter Bamm, un médecin de l'armée allemande qui avait servi sur le front russe, raconte dans *Die unsichtbare Flagge* [*Le Drapeau invisible*, 1952] comment on assassinait les Juifs à Sébastopol. Ils étaient rassemblés par « les autres », c'est ainsi que l'auteur appelle les unités SS mobiles de tuerie, afin de les distinguer des soldats ordinaires dont le livre exalte la modération ; ils étaient ensuite placés dans une aile hermétiquement fermée de l'ancienne prison de la Guépéou attenante aux logements des officiers où se trouvait l'unité de Bamm lui-même. Puis on les faisait monter dans un camion à gaz mobile, dans lequel ils mouraient en quelques minutes, après cela le chauffeur transportait les cadavres hors de la ville et les déchargeait dans les fossés creusés par les chars. « Nous le savions. Nous n'avons rien fait. Toute personne qui aurait protesté sérieusement ou fait quelque chose contre les massacres aurait été arrêtée dans les vingt-quatre heures et aurait disparu. C'est un des raffinements des gouvernements totalitaires de ce siècle, qu'ils ne permettent pas à leurs adversaires de mourir en martyrs pour leurs idées, d'une grande mort tragique. Bon nombre d'entre nous auraient

peut-être consenti à mourir ainsi. L'État totalitaire laisse ses adversaires disparaître dans l'anonymat et le silence. Il est certain que celui qui aurait osé affronter la mort plutôt que de tolérer le crime en silence aurait sacrifié sa vie. Ce qui ne veut pas dire qu'un tel sacrifice eût été moralement dépourvu de sens. Il aurait seulement été inutile d'un point de vue pratique. Aucun de nous n'avait de convictions assez profondément enracinées pour assumer un sacrifice inutile sur le plan pratique au nom d'un principe moral supérieur. » Inutile d'ajouter que l'auteur est inconscient du fait que cette « honnêteté », dont il fait si grand cas, est vaine lorsque le « principe moral supérieur » dont il parle est absent.

Mais ce n'est pas l'inconsistance de la respectabilité qui apparaissait dans l'exemple du sergent Anton Schmidt – car, dans de telles circonstances, l'honnêteté n'est rien de plus que de la respectabilité. C'était en revanche la faille tragique de l'argumentation de Bamm elle-même, qui, à première vue, paraît si désespérément logique. Il est vrai que la domination totalitaire a cherché à instaurer ces oubliettes où faire disparaître tous les actes, bons et mauvais ; mais de même qu'étaient voués à l'échec les efforts fébriles des nazis pour effacer toute trace des massacres à partir de juin 1942 – en mettant les corps dans les fours crématoires, en les brûlant dans des fosses à ciel ouvert, en employant des explosifs, des lance-flammes et des machines à broyer les os –, de même tous leurs efforts pour faire « disparaître » leurs adversaires « dans l'anonymat et le silence » ont été vains. Les oubliettes n'existent pas. Rien d'humain n'est à ce point parfait, et il y a simplement trop de gens dans le monde pour rendre l'oubli possible. 11 restera toujours un survivant pour raconter l'histoire. Rien, donc, ne peut être « inutile sur le plan pratique », du moins pas à longue échéance. S'il y avait plus d'histoires de ce genre à raconter, cela serait d'une grande utilité pratique pour l'Allemagne d'aujourd'hui, non seulement pour son prestige à l'étranger mais aussi pour sa vie intérieure où règne une triste

confusion. Car la leçon de ces histoires est simple et à la portée de tous. Politiquement pariant, elle est que, dans des conditions de terreur, la plupart des gens s'inclineront, mais que *certaines ne s'inclineront pas* ; de même, la leçon que nous donnent les pays où l'on a envisagé la Solution finale, est que « cela a pu arriver » dans la plupart d'entre eux, mais que *cela n'est pas arrivé partout*. Humainement parlant, il n'en faut pas plus, et l'on ne peut raisonnablement pas en demander plus, pour que cette planète reste habitable pour l'humanité.

XV

LE JUGEMENT, L'APPEL, L'EXÉCUTION

Pendant les derniers mois de la guerre, Eichmann fit le pied de grue à Berlin où il n'avait strictement rien à faire. Les chefs des autres départements du RSHA passaient sans le saluer, déjeunaient tous les jours dans le bâtiment où se trouvait son bureau mais ne l'invitaient jamais à se joindre à eux. Il tuait le temps avec ses installations défensives en prévision de la « dernière bataille » de Berlin et sa tâche officielle se réduisait à des déplacements occasionnels à Theresienstadt qu'il faisait visiter aux délégués de la Croix-Rouge. C'est eux qu'il avait choisis pour soulager son âme à propos de la nouvelle « orientation humanitaire » de Himmler à l'égard des Juifs qui comprenait une détermination avouée de mettre en place des camps de concentration « sur le modèle anglais », « la prochaine fois ». En avril 1945, Eichmann eut le dernier de ses rares entretiens avec Himmler qui lui donna l'ordre de sélectionner « cent à deux cents Juifs éminents de Theresienstadt », de les transporter en Autriche et de les installer dans des hôtels, de façon à ce que Himmler puisse s'en servir comme « otages » lors de ses prochaines négociations avec Eisenhower. Apparemment, l'absurdité d'un tel mandat n'effleura jamais Eichmann ; il partit, « le cœur gros, car il fallait que j'abandonne mes installations défensives », mais il n'atteignit jamais Theresienstadt parce que toutes les routes étaient bloquées par l'armée russe qui approchait. Il échoua donc à Alt-Aussee, en Autriche, où Kaltenbrunner s'était réfugié. Kaltenbrunner ne s'intéressait pas du tout aux « Juifs éminents » de Himmler ; et ordonna à Eichmann de mettre sur pied un commando pour la guerre de partisans dans les

montagnes autrichiennes. Eichmann répondit avec le plus grand enthousiasme. « Encore une fois, c'était quelque chose qui en valait la peine, une tâche que j'appréciais. » Mais alors qu'il venait de rassembler une centaine d'hommes plus ou moins valides dont la plupart n'avaient jamais vu un fusil et qu'il avait pris possession d'un arsenal d'armes abandonnées de toutes sortes, il reçut le dernier ordre de Himmler : « Ne pas tirer sur les Anglais ni sur les Américains. » C'était la fin. Il renvoya ses hommes et donna un petit coffre-fort contenant des billets de banque et des pièces d'or à son conseiller juridique, le *„Regierungsrat“* Hunsche, en qui il avait toute confiance : « Car, me suis-je dit, Hunsche est un haut fonctionnaire, il gèrera correctement les fonds, il notera ses dépenses [...] car je croyais encore qu'un jour on nous demanderait des comptes. » L'autobiographie d'Eichmann, celle qu'il avait spontanément donnée à l'officier de police qui l'interrogeait, se terminait sur ces mots. Son récit n'avait duré que quelques jours et ne remplissait que 315 pages sur les 3564 transcrites à partir des bandes magnétiques. Il aurait aimé continuer, et il est certain qu'il raconta la suite de l'histoire à la police ; mais, pour différentes raisons, les autorités chargées du procès décidèrent d'exclure les témoignages ayant trait à l'après-guerre. Cependant on peut compléter l'histoire à partir des dépositions faites sous serment à Nuremberg, et surtout, à partir de l'indiscrétion très controversée d'un ancien fonctionnaire israélien, Moshe Pearlman, dont le livre, *The Capture of Adolf Eichmann*, fut publié à Londres un mois avant l'ouverture du procès ; M. Pearlman avait manifestement puisé ses renseignements au Bureau 06, le service de la police chargé des préparatifs du procès. (D'après la version de M. Pearlman, son livre était celui d'un simple « particulier », dans la mesure où il avait pris sa retraite de fonctionnaire trois semaines avant la capture d'Eichmann, ce qui n'est pas très convaincant, car la police israélienne était certainement au courant de l'imminence de la capture plusieurs mois avant sa retraite.) L'ouvrage provoqua une certaine gêne en Israël, non seulement parce que

M. Pearlman avait pu divulguer prématurément des renseignements sur d'importants documents de l'accusation et qu'il avait déclaré que les autorités judiciaires savaient déjà qu'on ne pourrait pas se fier au témoignage d'Eichmann, mais aussi parce qu'un récit exact de la capture d'Eichmann à Buenos Aires était bien sûr la dernière chose qu'elles auraient voulu publier.

L'histoire que raconte M. Pearlman est beaucoup moins sensationnelle que les différents bruits qui avaient servi de sources aux récits précédents. Eichmann n'avait jamais été ni au Proche-Orient ni au Moyen – Orient, il n'avait de lien avec aucun pays arabe, il n'était jamais revenu d'Argentine en Allemagne, il n'avait jamais été dans aucun autre pays d'Amérique latine, il n'avait pas été mêlé aux activités ni aux organisations nazies après-guerre. À la fin de la guerre, il avait essayé de parler une dernière fois à Kaltenbrunner qui était toujours à Alt – Aussee où il faisait des réussites, mais son ancien chef n'était pas d'humeur à le recevoir, car « pour lui, cet homme n'avait plus aucune

1. *NdE. Conseiller d'État.* chance ». (Les chances de Kaltenbrunner n'étaient pas si bonnes non plus, il fut pendu à Nuremberg.) Presque aussitôt après, Eichmann fut capturé par des soldats américains et placé dans un camp de prisonniers SS où, malgré de nombreux interrogatoires, on ne réussit pas à découvrir son identité, connue pourtant de certains de ses codétenus. Il était prudent et n'écrivait pas à sa famille, mais lui laissait croire qu'il était mort ; sa femme essaya d'obtenir un certificat de décès, mais elle échoua lorsqu'on découvrit que le seul « témoin oculaire » de la mort de son mari était son beau-frère. Elle n'avait plus d'argent, mais la famille d'Eichmann, à Linz, l'aida, ainsi que leurs trois enfants.

En novembre 1945, les procès des grands criminels de guerre s'ouvrirent à Nuremberg et le nom d'Eichmann commença à être mentionné avec une régularité alarmante. En janvier 1946, Wisliceny comparut comme témoin à charge et

livra ses preuves accablantes, après quoi Eichmann décida qu'il était préférable pour lui de disparaître. Il s'échappa du camp avec l'aide des détenus et gagna la Lüneburger Heide, une lande à quatre-vingts kilomètres au sud de Hambourg où le frère d'un de ses codétenus lui donna du travail comme ouvrier forestier. Il y resta pendant quatre ans sous le nom d'Otto Heninger et il s'y ennuya probablement à mourir. Au début de 1950, il réussit à prendre contact avec Odessa, une organisation clandestine de vétérans SS et, en mai de la même année, en passant par l'Autriche, il gagna l'Italie où un franciscain parfaitement au courant de son identité lui fournit un passeport de réfugié au nom de Richard Elément et l'envoya à Buenos Aires. Il y arriva à la mi-juillet et obtint, sans la moindre difficulté, des papiers d'identité et une carte de travail en tant que Ricardo Elément, catholique, célibataire, apatride, âgé de trente – sept ans – sept ans de moins que son âge réel.

Toujours prudent, il écrivit cependant à sa femme sans déguiser son écriture et lui dit que « l'oncle de ses enfants » était vivant. Il prit toutes sortes d'emplois étranges – représentant de commerce, blanchisseur, ouvrier dans un élevage de lapins – tous mal payés, mais à l'été 1952, il fît venir sa femme et ses enfants. (Bien qu'elle ait résidé en Autriche à cette époque, Mme Eichmann obtint pourtant un passeport allemand à Zurich et sous son vrai nom, en tant que « divorcée » d'un certain Eichmann. La façon dont elle y est parvenue reste un mystère et le dossier contenant sa demande a disparu du consulat allemand de Zurich.) Lorsqu'elle arriva en Argentine, Eichmann obtint son premier emploi stable à l'usine Mercedes-Benz de Suarez, une banlieue de Buenos Aires, d'abord comme mécanicien, plus tard comme contremaître, et, après la naissance de son quatrième fils, il se remaria avec sa femme, sous le nom de Klement, dit-on. Mais cela est peu probable, car l'enfant fut inscrit sous le nom de Ricardo Francisco (probablement en souvenir du prêtre italien) Klement *Eichmann*, et c'était là un des nombreux indices de son

identité qu'Eichmann laissa au fur et à mesure des années. Il semble cependant qu'il ait réellement dit à ses enfants qu'il était le frère d'Adolf Eichmann, mais les enfants, qui connaissaient bien leurs grands-parents et leurs oncles de Linz, devaient être assez sceptiques ; le fils aîné au moins, qui avait neuf ans la dernière fois qu'il avait vu son père, a dû le reconnaître sept ans plus tard en Argentine. De plus, Mme Eichmann ne changea jamais sa carte d'identité établie en Argentine (au nom de « Veronika Liebl de Eichmann »), et les journaux de Linz mentionnèrent Mme Eichmann parmi les survivants en 1959, lorsque la belle-mère d'Eichmann mourut, et un an plus tard après la mort de son père, ce qui apportait un démenti à toutes les histoires de divorce et de remariage. Au début de l'année 1960, quelques mois avant sa capture, Eichmann et ses fils aînés achevaient la construction d'une maison de briques assez primitive dans une des banlieues pauvres de Buenos Aires – pas d'électricité, pas d'eau courante – et toute la famille s'y installa. Ils devaient être très pauvres et Eichmann devait mener une morne existence que les enfants eux-mêmes ne compensaient pas, car ils ne manifestaient « absolument aucun intérêt pour les études, et n'essayaient même pas de développer leurs prétendus talents ».

Pour toute compensation, Eichmann n'avait que ses longues conversations avec les membres de l'importante colonie nazie, à qui il dévoila immédiatement son identité. Ce qui finit par le mener, en 1955, à l'entretien avec le journaliste hollandais Willem S. Sassen, ancien membre des *Eaffen*-SS, qui avait changé sa nationalité hollandaise contre un passeport allemand pendant la guerre et qui fut, plus tard, condamné à mort par contumace en Belgique en tant que criminel de guerre. Eichmann prit de nombreuses notes pour cet entretien qui fut enregistré puis réécrit par Sassen en enjolivant considérablement l'histoire ; on découvrit les notes écrites de la main d'Eichmann et elles furent admises comme preuves à son procès, alors que l'ensemble des déclarations ne le fut pas. La

version de Sassen parut sous une forme abrégée, en juillet 1960, dans le magazine allemand illustré *Der Stern*, puis, en novembre et décembre, dans une série d'articles de *Life*. Mais, avec le consentement évident d'Eichmann, Sassen avait proposé l'histoire à un correspondant de *Time-Life* à Buenos Aires quatre ans plus tôt, et, même s'il est vrai que le nom d'Eichmann n'y figurait pas, le contenu de ces documents ne pouvait laisser aucun doute quant à la source de l'information. À la vérité, Eichmann avait fait beaucoup d'efforts pour sortir de son anonymat, et il est assez étonnant qu'il ait fallu plusieurs années avant que les services secrets israéliens n'apprennent – en août 1959 – qu'Adolf Eichmann vivait en Argentine sous le nom de Ricardo Klement. Israël n'a jamais divulgué la source de ses informations et aujourd'hui une demi-douzaine de personnes au moins affirment avoir découvert Eichmann, alors que les « milieux bien informés » en Europe prétendent qu'on doit cette découverte au service de renseignement russe. Ce qui reste énigmatique cependant n'est pas comment on a pu découvrir la cachette d'Eichmann mais plutôt comment il se fait qu'on ne l'ait pas découverte plus tôt – à supposer, bien sûr, que les Israéliens l'aient effectivement cherchée pendant toutes ces années. Ce qui, à la lumière des faits, semble peu probable.

L'identité des ravisseurs, en revanche, ne fait aucun doute. Dès le début, Ben Gourion lui-même opposa un démenti à toutes les rumeurs de « vengeurs » privés, quand, le 25 mai 1960, il annonça à la Knesset d'Israël en liesse qu'Eichmann avait été « découvert par les services secrets israéliens ». Devant le tribunal de district et celui de la cour d'appel, le Dr Servatius tenta avec acharnement mais en vain de faire témoigner Zvi Tohar, le pilote de l'avion El-Al qui fit sortir Eichmann du pays, ainsi que Yad Shimoni, membre du personnel d'El – Al en Argentine. Lorsqu'il mentionna la déclaration de Ben Gourion, l'avocat général répliqua en disant que le Premier ministre avait « seulement admis qu'Eichmann avait été *découvert* par les services secrets » et non qu'il avait été enlevé par des agents

du gouvernement. Eh bien, il semble qu'en réalité les choses se soient passées à l'inverse : les agents des services secrets ne l'ont pas « découvert », ils l'ont seulement cueilli, après s'être assurés que leurs renseignements étaient justes. Et même tout cela n'a pas été fait de façon très habile, car Eichmann savait parfaitement qu'on le surveillait : « Je vous ai dit cela il y a plusieurs mois, je crois, quand on m'a demandé si je savais que j'avais été découvert, et je vous ai donné alors des raisons précises. [Cette partie de l'interrogatoire de police ne fut jamais remise à la presse.] [...] J'avais appris que des gens avaient fait une enquête dans mon quartier, sur les achats de biens immobiliers, et caetera, pour monter une fabrique de machines à coudre – ce qui était tout à fait impossible puisqu'il n'y avait ni eau ni électricité dans le quartier. On m'avait dit également que ces gens étaient des Juifs d'Amérique du Nord. J'aurais pu facilement disparaître, mais je ne l'ai pas fait, j'ai continué à vivre comme d'habitude et j'ai laissé les choses me rattraper. Avec mes papiers et mes références, j'aurais pu trouver un autre emploi sans la moindre difficulté. Mais je n'ai pas voulu cela. » D'autres preuves de sa volonté d'aller en Israël et de comparaître devant un tribunal furent révélées à Jérusalem. L'avocat de la défense souligna naturellement le fait qu'après tout l'accusé avait été enlevé et « amené en Israël en violation du droit international », car cela permettait à la défense de contester le droit du tribunal à l'inculper, et même si l'accusation pas plus que les juges n'ont jamais reconnu que cet enlèvement était un « acte d'État », ils ne le nièrent pas non plus. Leur argument était que la violation du droit international ne concernait que les États d'Israël et d'Argentine et non les droits de l'accusé, et que cette violation avait été « réparée » le 3 août 1960 par la déclaration conjointe des deux gouvernements, aux termes de laquelle ils avaient « résolu de considérer comme clos l'incident provoqué dans le sillage de l'action de citoyens d'Israël ayant porté atteinte aux droits fondamentaux de l'État d'Argentine ». Le tribunal décida qu'il était indifférent de savoir si ces Israéliens étaient des agents du gouvernement ou des

citoyens particuliers. Mais ni la défense ni le tribunal ne firent jamais allusion au fait que l'Argentine n'aurait pas renoncé si obligeamment à ses droits si Eichmann avait été citoyen argentin. Bien qu'il se soit déclaré de « nationalité allemande », il avait vécu là-bas sous un faux nom et s'était donc lui-même privé du droit à la protection du gouvernement, du moins en tant que Ricardo Elément (né le 23 mai 1913 à Bolzano – dans le sud du Tyrol – selon sa carte d'identité en Argentine). Et il n'invoqua jamais le douteux droit d'asile, qui de toute manière ne lui aurait été d'aucune utilité, car, bien qu'elle eût offert l'asile à de nombreux et célèbres criminels nazis, l'Argentine avait signé une convention internationale en vertu de laquelle les auteurs de crimes contre l'humanité « ne seront pas considérés comme des criminels politiques ». Tout cela ne faisait pas d'Eichmann un apatride, ne le privait pas juridiquement de sa nationalité allemande, mais la République d'Allemagne de l'Ouest profita de l'occasion pour refuser la protection qu'elle devait normalement à ses citoyens résidant à l'étranger. En d'autres termes, et en dépit des pages entières d'arguments juridiques fondés sur des précédents si nombreux qu'on finit par croire que l'enlèvement est un des modes d'arrestation les plus courants, c'est le fait qu'Eichmann soit *de facto* apatride et rien d'autre qui permit au tribunal de Jérusalem de le juger. Quoique non juriste, Eichmann aurait pu s'en rendre compte, car sa propre carrière lui avait appris qu'on pouvait faire ce qu'on voulait des apatrides ; il avait fallu que les Juifs perdent leur nationalité avant de pouvoir les exterminer. Mais il n'était pas d'humeur à peser ces subtilités, car si sa venue volontaire en Israël pour comparaître devant un tribunal israélien n'était qu'une fiction, il était vrai que tout le monde s'attendait à ce qu'il fût beaucoup plus de difficultés. En fait, il n'en fit aucune.

Le 11 mai 1960, à 18 h 30, Eichmann descendait, comme tous les soirs, de l'autobus qui le ramenait chez lui de son travail, lorsque trois hommes s'emparèrent de lui et, en moins d'une

minute, le jetèrent comme un paquet dans une voiture qui attendait et qui l'emmena dans une maison louée au préalable dans une lointaine banlieue de Buenos Aires. On ne fit usage ni de drogues, ni de cordes, ni de menottes et, comme il n'y eut aucune violence inutile, Eichmann reconnut aussitôt que c'était du travail de professionnels ; on ne lui fit aucun mal. Quand on lui demanda qui il était, il répondit aussitôt : « *Ich bin Adolf Eichmann* » et, de façon surprenante, il ajouta « Je sais que je suis entre les mains des Israéliens. » (Il expliqua par la suite qu'il avait lu dans un journal que Ben Gourion avait donné l'ordre de le trouver et de le capturer.) Pendant les huit jours que dura l'attente de l'avion d'El-Al qui devait ramener les Israéliens et leur prisonnier en Israël, Eichmann fut attaché à un lit, c'est la seule chose dont il se plaignit, et le deuxième jour de sa captivité, on lui demanda de déclarer par écrit qu'il n'avait pas d'objection à être jugé par un tribunal israélien. Bien entendu, la déclaration était préparée à l'avance et il était seulement censé la recopier. Mais, à la surprise générale, il tint à rédiger lui – même son texte. Pour cela, il se servit probablement des premières phrases du texte prérédigé, comme on peut s'en apercevoir à partir des lignes suivantes : « Je soussigné, Adolf Eichmann, déclare par la présente et de mon plein gré que ma véritable identité ayant été découverte, je comprends clairement qu'il est inutile de tenter d'échapper plus longtemps à la justice. Je déclare par la présente que je suis prêt à aller en Israël pour y être jugé par un tribunal, un tribunal compétent. Il va de soi et il est entendu que j'aurai droit à un conseil juridique [il a probablement recopié jusqu'ici] et j'essaierai de relater par écrit les faits concernant mes dernières années d'activité publique en Allemagne sans les embellir, afin que les générations futures aient une description exacte. J'affirme avoir fait cette déclaration de mon plein gré, sans qu'on m'ait fait aucune promesse et sous l'impact de nulle menace. Je désire être enfin en paix avec moi-même. Puisque je ne peux pas me rappeler tous les détails, et puisqu'il semble que je confonde les faits, je demande à être assisté par des

documents qu'on mettra à ma disposition et par des dépositions qui m'aideront dans mes efforts de recherche de la vérité. » Signé : « Adolf Eichmann, Buenos Aires, mai 1961. » (Le document, sans aucun doute authentique, a une particularité : la date ne mentionne pas le jour de sa signature. Une telle omission éveille le soupçon que cette lettre n'a pas été écrite en Argentine mais à Jérusalem, où Eichmann arriva le 22 mai. On avait moins besoin de cette lettre pour le procès, pendant lequel elle fut soumise comme preuve par l'accusation mais sans lui attacher une grande importance, que pour la première note explicative officielle adressée au gouvernement argentin par le gouvernement israélien, dûment jointe à la lettre. Servatius, qui interrogea Eichmann sur cette lettre au tribunal, ne mentionna pas le détail de la date, et Eichmann ne put pas vraiment en parler lui-même, puisque, à la première question posée par son avocat, il confirma, un peu à contre-cœur, qu'il avait fait cette déclaration sous pression, alors qu'il était attaché à un lit dans la banlieue de Buenos Aires. Le procureur, qui en savait probablement plus, ne procéda à aucun contre-interrogatoire sur ce point ; de toute évidence, moins en en parlait, mieux c'était.) Mme Eichmann avait signalé la disparition de son mari à la police argentine, mais sans révéler son identité, de sorte qu'on ne fit aucune vérification dans les gares, sur les routes, dans les aérodrômes. Les Israéliens avaient de la chance, ils n'auraient jamais pu faire sortir Eichmann du pays comme par magie dix jours après son enlèvement si la police avait vraiment été en état d'alerte.

Eichmann fournit deux raisons pour expliquer son étonnante coopération avec les autorités chargées du procès. (Même les juges qui affirmaient qu'Eichmann n'était qu'un menteur durent reconnaître leur incapacité à répondre à la question : « Pourquoi l'accusé a-t-il avoué au capitaine Less quantité de détails qui l'accusaient et pour lesquels il n'y avait pas d'autre preuve que sa propre confession, en particulier ses voyages à l'Est où il vit les atrocités de ses propres yeux ? ».) Des

années avant l'enlèvement, il avait écrit en Argentine qu'il était fatigué de son anonymat, et plus il lisait de documents le concernant, plus il devait être fatigué. La deuxième explication, qu'il donna en Israël, était plus dramatique : « Il y a environ un an et demi [c'est-à-dire au printemps 1959] quelqu'un de ma connaissance, qui venait juste de rentrer d'un voyage en Allemagne, me dit que certains jeunes Allemands souffraient d'un sentiment de culpabilité [...] et ce complexe de culpabilité devint pour moi comme un poteau indicateur, comparable, par exemple, à l'arrivée sur la lune du premier satellite contenant un être humain. Je revenais souvent là-dessus dans mes pensées qui se sont focalisées sur ce point. C'est pourquoi je n'ai pas essayé de fuir [...] en apprenant qu'un commando allait m'encercler [...]. Après toutes ces conversations sur le sentiment de culpabilité des jeunes Allemands qui m'ont fait une si profonde impression, je pensais que je n'avais plus le droit de disparaître. C'est aussi pour cette raison que j'ai proposé, par écrit, au début de cet interrogatoire [...] de me pendre en public. Je voulais faire ce que je voulais pour contribuer à l'allègement du poids de la culpabilité qui pèse sur la jeunesse allemande, car après tout, ces jeunes sont innocents, ils ne sont responsables ni des événements ni des actes de leurs pères au cours de la dernière guerre » – accessoirement et dans un autre contexte, il continuait de parler d'« une guerre à laquelle le Reich allemand avait été acculé ». Certes, il s'agissait là de bavardages creux. Qu'est-ce qui l'empêchait de retourner en Allemagne de son plein gré et de se rendre ? On lui posa cette question et il répondit qu'à son avis, les tribunaux allemands n'étaient pas encore assez « objectifs » pour juger des gens comme lui. Mais s'il préférait être jugé par un tribunal israélien – ce qu'il avouait d'une certaine manière, et ce n'était pas tout à fait impossible – il aurait pu faire perdre moins de temps au gouvernement israélien et lui épargner bien du tracasserie. Nous avons vu que ce genre de discours provoquait en lui une certaine euphorie et il conserva en effet quelque chose comme de la bonne humeur pendant toute la durée de sa détention en

Israël. Cela lui permit même d'envisager la mort avec une remarquable sérénité – « Je sais que c'est la peine de mort qui m'attend », déclara-t-il au début de l'interrogatoire de police.

Il y avait un fond de vérité dans ce bavardage creux et cette vérité apparut très clairement quand on lui posa la question de sa défense. Pour des raisons évidentes, le gouvernement israélien avait décidé d'accepter un avocat étranger et le 14 juillet 1960, six semaines après le début de l'interrogatoire de police, auquel Eichmann avait expressément consenti, il fut informé qu'il pourrait choisir entre trois avocats possibles pour organiser sa défense : le Dr Robert Servatius qui était recommandé par sa famille (Servatius avait téléphoné de l'étranger au beau-frère d'Eichmann à Linz pour proposer ses services), un autre avocat allemand résidant actuellement au Chili, et un cabinet américain d'avocats de New York qui avait contacté les autorités responsables du procès. (Seul le nom du Dr Servatius fut divulgué.) Il y avait, bien sûr, d'autres possibilités qu'Eichmann était en droit d'explorer et on lui dit à maintes reprises qu'il pouvait prendre son temps. Il n'en fit rien, mais il déclara, sur l'inspiration du moment, qu'il souhaitait retenir le Dr Servatius, puisqu'il semblait que son beau-frère le connaissait et qu'il avait aussi défendu d'autres criminels de guerre, et il insista pour signer aussitôt les papiers nécessaires. Une demi-heure après, il lui vint à l'esprit que ce procès pourrait bien prendre « des dimensions planétaires », qu'il pourrait devenir « un procès monstre », que l'accusation disposerait de plusieurs avocats, et que le seul Servatius n'arriverait jamais « à digérer tous les matériaux ». On lui rappela que, dans la lettre où il demandait à être agréé, le Dr Servatius avait écrit qu'il « dirigerait une équipe d'avocats » (ce qu'il ne fit jamais), et l'officier de police ajouta : « Nous devons supposer que le Dr Servatius ne sera pas seul. Ce serait matériellement impossible. » Mais finalement le Dr Servatius se trouva pratiquement seul la plupart du temps. Le résultat fut qu'Eichmann devint le principal assistant de son propre avocat

de la défense et, pendant toute la durée du procès, il n'écrivit pas seulement des livres pour « les générations futures », il travailla énormément.

Le 29 juin 1961, dix semaines après l'ouverture du procès le 11 avril, l'accusation conclut son réquisitoire et le Dr Servatius commença la plaidoirie de la défense ; le 14 août, au bout de cent quatorze audiences, les débats principaux prirent fin. La cour se retira ensuite pendant quatre mois et se réunit à nouveau le 11 décembre pour le prononcé du jugement. Pendant deux jours, divisés en cinq audiences, les trois juges lurent les deux cent quarante-quatre paragraphes du jugement. Ils abandonnèrent l'accusation de « conspiration », qui aurait fait d'Eichmann un des « principaux criminels de guerre », automatiquement responsable de tout ce qui avait trait à la Solution finale, mais retinrent contre lui les quinze chefs d'accusation, tout en l'acquittant de certains crimes particuliers. « Avec d'autres », il avait commis des crimes « contre le peuple juif », c'est-à-dire des crimes contre les Juifs *dans l'intention de détruire le peuple juif*, selon quatre chefs d'accusation : 1. il avait « causé la mort de millions de Juifs » ; 2. il avait placé « des millions de Juifs dans des conditions de nature à entraîner leur destruction physique » ; 3. il leur avait causé de « graves dommages, physiques et moraux » ; 4. il avait « donné l'ordre d'interdire les naissances et d'interrompre les grossesses de femmes juives » à Theresienstadt. Mais ils l'acquittèrent de toute charge similaire portant sur la période précédant août 1941, date à laquelle il fut informé de l'ordre du Führer ; dans l'exercice de ses fonctions antérieures, à Berlin, Vienne et Prague, il n'avait pas eu l'intention de « détruire le peuple juif ». Tels étaient les quatre premiers chefs d'accusation. Les huit qui suivaient avaient pour objet les « crimes contre l'humanité » – concept étrange dans le droit israélien, dans la mesure où il incluait le génocide à l'encontre des peuples non juifs (comme les Tsiganes et les Polonais), et tous les autres crimes, dont le meurtre, commis contre des Juifs ou des non-Juifs, à condition

que ces crimes n'aient pas été perpétrés dans l'intention de détruire un peuple entier. Donc, tout ce qu'Eichmann avait fait avant l'ordre du Führer et tous ses actes visant des non-Juifs étaient réunis en tant que crimes contre l'humanité, auxquels on ajouta, une seconde fois, tous ses crimes ultérieurs contre les Juifs, puisqu'ils étaient aussi des crimes ordinaires. De sorte que le cinquième chef d'accusation visait les crimes déjà énumérés dans les premier et deuxième chefs, et le sixième l'accusait d'avoir « persécuté les Juifs pour des raisons raciales, religieuses et politiques » ; le septième chef concernait « le pillage des biens [...] lié au meurtre [...] de ces Juifs » et le huitième reprenait encore tous ces actes sous le titre « crimes de guerre » puisque la plupart d'entre eux avaient été commis pendant la guerre. Du neuvième au douzième chef d'accusation, il s'agissait des crimes contre les non-Juifs : le neuvième chef l'inculpait pour avoir « expulsé de leur domicile des centaines de milliers de Polonais », le dixième pour avoir « expulsé quatorze mille Slovénes » de Yougoslavie, le onzième pour avoir déporté « des douzaines de milliers de Tsiganes » à Auschwitz. Mais le jugement estimait qu'« il n'a pas été prouvé devant nous que l'accusé savait que les Tsiganes étaient transportés pour être exterminés » – ce qui signifiait qu'en dehors du « crime contre le peuple juif », aucune charge de génocide ne fut retenue. C'était difficile à comprendre, car tout le monde savait que les Tsiganes avaient été exterminés, et Eichmann avait admis, pendant l'interrogatoire de police, qu'il était au courant : il se rappelait vaguement qu'il s'agissait là d'un ordre de Himmler, qu'il n'y avait pas de « directives » pour les Tsiganes, comme il y en avait pour les Juifs, et qu'on n'avait pas fait de « recherches » sur le « problème tsigane » – « origines, coutumes, habitudes, organisation... folklore... économie ». Son service était habilité à organiser l'« évacuation » du territoire du Reich de trente mille Tsiganes, et il ne se rappelait pas très bien les détails, parce qu'il n'y avait eu aucune intervention d'aucun côté ; mais il n'avait jamais douté que les Tsiganes, comme les Juifs, étaient déportés pour être exterminés. Il était

coupable de leur extermination exactement de la même façon qu'il était coupable de l'extermination des Juifs. Le douzième chef d'accusation concernait la déportation de quatre-vingt-treize enfants de Lidice, le village tchèque dont les habitants avaient été massacrés après l'assassinat de Heydrich ; il fut cependant acquitté à juste titre du meurtre de ces enfants. Les trois derniers chefs d'accusation l'inculpaient d'appartenance à trois des quatre organisations classées « criminelles » par les procès de Nuremberg – la SS, le SD, ou Service de sécurité, et la Gestapo ou police secrète d'État (On ne mentionna pas la quatrième organisation, le corps des dirigeants du parti national – socialiste ; car Eichmann n'avait évidemment jamais été un dirigeant du parti.) Son appartenance à ces organisations avant mai 1940 tombait sous le coup de la prescription (vingt ans) pour crimes secondaires. (La loi de 1950 en vertu de laquelle Eichmann fut jugé précise qu'il n'existe pas de prescription pour les crimes majeurs, et que l'argument de la *res judicata* n'y est pas admis – une personne peut être jugée en Israël « même si elle a déjà comparu devant un tribunal étranger, international ou national, pour le même crime ».) Tous les crimes énumérés dans les chefs d'accusation 1 à 12 étaient passibles de la peine de mort.

Il convient de rappeler qu'Eichmann avait affirmé de façon inébranlable qu'il n'était coupable que d'avoir « aidé et encouragé » l'exécution des crimes dont on l'accusait, qu'il n'avait jamais, personnellement, commis un crime manifeste. Il est rassurant que le jugement ait, d'une certaine manière, reconnu que l'accusation n'avait pas réussi à prouver le contraire. Car c'était un point important ; il touchait à l'essence même d'un tel crime, qui n'était pas un crime ordinaire, et au caractère même d'un tel criminel, qui n'était pas un criminel ordinaire ; implicitement, il prenait aussi acte de la singularité des camps de la mort où c'étaient en réalité les détenus et les victimes qui tenaient « l'instrument fatal dans leurs propres mains ». Ce que le jugement eut à dire sur ce point n'était pas

seulement exact, c'était la stricte vérité : « Considérant ses activités à la lumière de l'article 23 de notre code pénal, nous estimons qu'elles étaient essentiellement celles d'une personne sollicitant les conseils d'autrui, ou donnant à autrui des conseils et d'une personne qui en aidait d'autres ou leur permettait d'accomplir des actes criminels. » Mais « comme le crime en question est aussi énorme que complexe, qu'il supposait la participation d'un grand nombre de personnes, à différents niveaux et de différentes manières – les auteurs des plans, les organisateurs, les exécutants, chacun selon son rang – il n'y a pas grand intérêt à faire appel aux notions ordinaires de conseils donnés ou sollicités dans l'accomplissement du crime. Car ces crimes furent commis *en masse**, non seulement du point de vue du nombre des victimes, mais aussi du point de vue du nombre de ceux qui perpétrèrent le crime et, pour ce qui est du degré de responsabilité d'un de ces nombreux criminels quel qu'il soit, sa plus ou moins grande distance par rapport à celui qui tuait effectivement la victime ne veut rien dire. Au contraire, en général *le degré de responsabilité augmente à mesure qu'on s'éloigne de l'homme qui manie l'instrument fatal de ses propres mains* (les italiques sont de moi) ».

Ce qui suivit la lecture du jugement était la routine. L'accusation se leva une fois de plus pour faire un assez long discours demandant la peine de mort qui, en l'absence de circonstances atténuantes, était exécutoire, et le Dr Servatius répondit plus brièvement encore qu'aupara – vant : l'accusé avait accompli des « actes d'État », ce qui lui était arrivé pouvait, à l'avenir, arriver à n'importe qui, le monde civilisé tout entier se trouvait devant le même problème, Eichmann était « un bouc émissaire » que l'actuel gouvernement allemand avait abandonné au tribunal de Jérusalem, enfreignant ainsi le droit international, afin de se décharger de sa responsabilité. La compétence du tribunal à juger l'accusé, que le Dr Servatius n'avait jamais reconnue, ne pouvait s'analyser qu'« en vertu

d'une capacité de représentation, puisqu'il représentait les pouvoirs juridiques investis dans [un tribunal allemand] » – c'est effectivement ainsi qu'un procureur allemand avait formulé la tâche de Jérusalem. Le Dr Servatius avait déjà demandé l'acquittement de l'accusé en vertu de la prescription décrétée en Argentine, selon laquelle il ne pouvait être poursuivi pour motifs criminels après le 7 mai 1960, « très peu de temps avant son enlèvement » ; il soutenait maintenant, dans la même veine, qu'aucune peine de mort ne pouvait être prononcée, puisque la peine capitale avait été abolie sans restriction en Allemagne.

Puis vint la dernière déclaration d'Eichmann. Ses espoirs de justice avaient été déçus ; le tribunal ne l'avait pas cru, quoiqu'il eût toujours fait de son mieux pour dire la vérité. Le tribunal ne le comprenait pas : il n'avait jamais haï les Juifs, il n'avait jamais voulu le meurtre d'êtres humains. Il était coupable parce qu'il avait obéi, et l'obéissance est considérée comme une vertu. Les dirigeants nazis avaient abusé de sa vertu. Mais il n'appartenait pas à la clique dirigeante, il était une victime et seuls les dirigeants méritaient d'être punis. (Il n'alla pas aussi loin que de nombreux criminels de guerre de bas étage qui s'étaient plaints amèrement de ce qu'on leur avait dit de ne pas se préoccuper des « responsabilités » et qu'ils ne pouvaient demander des comptes à ces responsables parce que ceux-là s'étaient « enfuis » et les avaient « abandonnés » – ils s'étaient suicidés ou avaient été pendus.) « Je ne suis pas le monstre qu'on a fait de moi, dit Eichmann. Je suis victime d'une erreur. » Il n'employa pas le mot « bouc émissaire », mais reprit les propos du Dr Servatius : « Il était profondément convaincu qu'[il] devait pâtir pour les actes des autres. » Il fallut encore deux jours avant que, le vendredi 15 décembre 1961, à 9 h 30 du matin, la peine de mort soit prononcée.

Trois mois plus tard, le 22 mars 1962, les procédures de révision s'ouvrirent devant la cour d'appel, la Cour suprême d'Israël, devant cinq juges présidés par Itzhak Olshan. M.

Hausner réapparut pour l'accusation avec quatre assistants, et le Dr Servatius pour la défense sans aucun assistant. L'avocat de la défense reprit tous ses arguments concernant l'incompétence du tribunal israélien et, puisque tous ses efforts pour obtenir du gouvernement ouest-allemand qu'il entamât la procédure d'extradition avaient échoué, il demandait maintenant qu'Israël *offrît* l'extradition. Il avait apporté une nouvelle liste de témoins, mais pas un seul d'entre eux n'était en mesure de fournir de « nouvelles preuves » ou quoi que ce soit d'approchant. Sur la liste figurait le Dr Hans Globke, qu'Eichmann n'avait jamais vu de sa vie et dont il avait probablement entendu parler à Jérusalem pour la première fois et, encore plus stupéfiant, le Dr Chaïm Weizmann qui était mort depuis dix ans. La plaidoirie était un incroyable fatras, rempli d'erreurs (à un endroit, la défense présenta en guise de nouvelle preuve la traduction française d'un document que l'accusation avait déjà soumis au tribunal, à deux autres endroits, elle avait tout simplement mal lu les documents, etc.) et sa négligence contrastait nettement avec l'espèce de soin qu'elle mettait à introduire telle ou telle remarque destinée à offenser le tribunal : une fois de plus, le gaz était une « affaire médicale » ; un tribunal juif n'était pas habilité à s'occuper du sort des enfants de Lidice puisqu'ils n'étaient pas juifs ; la procédure juridique israélienne était contraire à la procédure européenne – à laquelle Eichmann avait droit, en raison de ses origines – car elle exigeait que l'accusé fournisse les preuves nécessaires à sa défense, chose que l'accusé n'avait pu faire parce que ni les témoins ni les documents pour la défense n'étaient disponibles en Israël. En somme, le procès n'avait pas été équitable et le jugement était injuste. Les débats devant la cour d'appel ne durèrent qu'une semaine, puis le tribunal se retira pour deux mois. Le 29 mai 1962, lecture fut donnée du second jugement – un peu moins volumineux que le premier, il comptait tout de même cinquante et une pages grand format, dactylographiées avec interligne simple. Apparemment il confirmait le premier jugement sur tous les points, mais, pour

une telle confirmation, les juges n'auraient pas eu besoin de deux mois et de cinquante et une pages. Sans le dire, le jugement de la cour d'appel était en réalité une révision du jugement de première instance. Le contraste avec le premier jugement était manifeste, on découvrait maintenant que « l'accusé n'avait reçu aucun "ordre supérieur". Il était son propre supérieur et il donnait tous les ordres concernant les affaires juives » ; il avait, en outre, « éclipsé, par son importance, tous ses supérieurs, y compris Müller ». Et, en réponse à l'argument évident de la défense selon lequel le sort des Juifs eût été le même si Eichmann n'avait jamais existé, les juges affirmaient maintenant que « sans le zèle fanatique et l'inextinguible soif de sang de l'accusé et de ses complices, l'idée de la Solution finale n'aurait jamais pris la forme infernale des corps fouettés et de la chair torturée de millions de Juifs ». La Cour suprême d'Israël n'avait pas seulement admis les arguments de l'accusation, elle avait adopté jusqu'à son langage.

Ce même 29 mai, Itzhak Ben Zvi, président d'Israël, reçut le recours en grâce d'Eichmann, quatre pages manuscrites, écrites « suivant les instructions de mon avocat », ainsi que des lettres de la femme et de la famille d'Eichmann à Linz. Le président reçut également des centaines de lettres et de télégrammes du monde entier, demandant la grâce ; les plus remarquables furent envoyées par la Central Conference of American Rabbis, qui représente le judaïsme réformé aux États-Unis, et par un groupe de professeurs de l'Université hébraïque de Jérusalem, avec Martin Buber à sa tête, qui s'était opposé au procès dès le début, et qui tentait maintenant de persuader Ben Gourion d'intervenir pour la grâce d'Eichmann. Le 31 mai, deux jours après que la Cour suprême eut prononcé son jugement, M. Ben Zvi rejeta tous les recours en grâce, et quelques heures plus tard, ce même jour – c'était un jeudi – peu avant minuit, Eichmann fut pendu, son corps fut incinéré et les cendres

dispersées dans la Méditerranée au – delà de la limite territoriale des eaux israéliennes.

La sentence fut exécutée avec une rapidité extraordinaire, même si l'on tient compte de ce que le jeudi soir était le dernier jour possible avant le lundi suivant, puisque le vendredi, le samedi et le dimanche sont jours fériés pour l'une ou l'autre des trois confessions du pays. L'exécution eut lieu moins de deux heures après qu'Eichmann eut pris connaissance du rejet de son recours en grâce ; il n'avait même pas eu le temps de manger un dernier repas. L'explication pourrait bien résider dans les deux tentatives de dernière minute faites par le Dr Servatius pour sauver son client – il avait déposé une demande devant un tribunal d'Allemagne de l'Ouest, destinée à contraindre le gouvernement à exiger l'extradition d'Eichmann et il avait menacé d'invoquer l'article 25 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ni le Dr Servatius ni son assistant ne se trouvaient en Israël quand l'appel d'Eichmann fut rejeté, et le gouvernement israélien voulait probablement en finir avec cette affaire, qui durait depuis deux ans, avant que la défense n'ait pu déposer une demande de renvoi de la date d'exécution.

On s'attendait à ce que la sentence de mort fût prononcée et peu de gens s'y opposèrent ; mais il en alla autrement lorsqu'on apprit que les Israéliens l'avaient déjà exécutée. Les protestations furent de courte durée, mais elles étaient nombreuses et émanaient de personnalités influentes et prestigieuses. L'argument le plus courant était que les actes d'Eichmann déflaient la possibilité d'un châtement humain, qu'il était absurde de punir de mort des crimes d'une telle ampleur – ce qui, bien sûr, était juste en un sens, à condition qu'on n'entendît pas par là que celui qui avait assassiné des millions de personnes devait, pour cette raison même, échapper au châtement. À un niveau beaucoup plus bas, on trouvait la sentence de mort « dépourvue d'imagination » et, dans la foulée, on proposait d'autres solutions où l'imagination ne

manquait pas – Eichmann « aurait dû passer le restant de ses jours à faire des travaux de force dans le désert aride du Néguev, contribuant, à la sueur de son front, à la réhabilitation des territoires de la patrie juive », punition à laquelle il n'aurait pas survécu plus d'une journée, et du reste, le désert qui s'étend dans le sud d'Israël n'est pas exactement considéré comme une colonie pénitentiaire ; ou, dans le plus pur style Madison Avenue ¹⁵³⁷, Israël aurait atteint « des hauteurs divines », il se serait élevé « au-dessus de toutes les considérations juridiques, politiques et même humaines, si compréhensibles qu'elles soient », en organisant « une cérémonie publique » « devant les caméras de télévision et la radio et en présence d'Eichmann lui-même enchaîné » où « tous ceux qui ont participé à la capture au procès et au jugement » auraient été conviés, « pour être décorés comme les héros du siècle ».

Martin Buber qualifia l'exécution d'« erreur aux dimensions historiques », car elle permettrait « à de nombreux jeunes Allemands d'échapper à leur sentiment de culpabilité » – cet argument faisait bizarrement écho aux idées d'Eichmann sur la question, bien que Buber ne sût probablement pas qu'il avait voulu se pendre en public pour alléger le fardeau de culpabilité qui pesait sur les épaules de la jeunesse allemande. (Il est étonnant que Buber, homme non seulement éminent mais aussi remarquablement intelligent, n'ait pas vu à quel point ces sentiments de culpabilité, autour desquels on a fait tant de publicité, sont nécessairement factices. Il est presque agréable de se sentir coupable quand on n'a rien fait de mal : comme c'est noble ! Mais il est plutôt difficile et certainement déprimant d'admettre une culpabilité et de se repentir. De tous les côtés et dans toutes les professions, la jeunesse allemande est entourée d'hommes qui ont des situations en vue, ou qui occupent des postes de fonctionnaires, et qui sont on ne peut plus coupables, mais qui *n'éprouvent* rien de tel. Un être humain normalement constitué réagirait à cet état de choses en s'indignant, mais il y aurait quelque risque à une telle

indignation – elle ne mettrait l'individu ni en danger de mort, ni en danger d'être mis à l'écart, mais elle serait un véritable handicap pour sa carrière. Ces jeunes gens et jeunes filles allemandes qui de temps à autre – à propos du bruit fait autour du *Journal d'Anne Frank* ou du procès Eichmann – nous gratifient de l'épanchement hystérique de leur sentiment de culpabilité, ne plient pas sous le poids du passé, de la culpabilité de leurs pères ; ils essayent plutôt de fuir des problèmes très pressants et très actuels, en se réfugiant dans une sentimentalité de bas étage.) Le professeur Buber a continué en disant qu'il n'éprouvait « pas la moindre pitié » pour Eichmann, car il ne pouvait ressentir de la pitié « que pour ceux dont je comprends les actes dans mon cœur », et il a souligné ce qu'il avait déjà dit, des années auparavant, en Allemagne – qu'il « n'avait d'humanité en commun que dans un sens formel avec ceux qui ont participé » aux actes du III^e Reich. Cette attitude altière était, bien sûr, un luxe que ceux qui eurent à juger Eichmann ne pouvaient pas se permettre, puisque c'est une humanité commune que le droit suppose précisément entre nous et ceux que nous accusons, jugeons et condamnons. Autant que je sache, Buber fut le seul philosophe à se prononcer publiquement au sujet de l'exécution d'Eichmann. (Peu avant le début du procès, Karl Jaspers avait donné une interview à la radio à Bâle qui fut publiée ensuite dans *Der Monat*, dans laquelle il défendait l'idée d'un tribunal international.) ; il était décevant de constater qu'au niveau le plus élevé, il éludait précisément le problème que posaient Eichmann et ses actes.

Ceux qui, par principe, s'opposaient inconditionnellement à la peine de mort se firent le moins entendre ; leurs arguments seraient restés valables, puisqu'ils n'auraient pas eu besoin de les préciser dans ce cas particulier. Mais ils semblent avoir pensé – avec raison, à mon avis – que ce cas n'était pas un très bon cheval de bataille.

Adolf Eichmann monta à l'échafaud avec beaucoup de dignité. Il avait demandé une bouteille de vin rouge et il en but

la moitié. Il refusa le secours du pasteur protestant, le révérend William Hull, qui lui proposa de lire la Bible avec lui : il n'avait plus que deux heures à vivre et n'avait donc « pas de temps à perdre ». Il fit calmement le trajet de cinquante mètres entre sa cellule et la chambre d'exécution, en se tenant très droit, les mains liées derrière le dos. Quand les gardiens lui attachèrent les chevilles et les genoux, il leur demanda de relâcher la corde pour qu'il puisse se tenir droit. « Je n'en ai pas besoin », dit-il quand on lui offrit la cagoule noire. Il se dominait entièrement, mieux : il était tout à fait lui-même. Rien n'aurait pu mieux le démontrer que la bêtise grotesque de ses dernières paroles. Il commença par déclarer avec insistance qu'il était un *Gottgläubiger*, exprimant ainsi, à la manière nazie, qu'il n'était pas chrétien et ne croyait pas à une vie dans l'au-delà. Puis il continua : « Dans peu de temps, messieurs, *nous nous reverrons*. C'est le destin de tous les hommes. Vive l'Allemagne, vive l'Argentine, vive l'Autriche. *Je ne les oublierai pas*. » Devant la mort, il avait trouvé les phrases toutes faites qu'on dispense dans les oraisons funèbres. Sur l'échafaud, sa mémoire lui joua un dernier tour : « euphorique », il avait oublié qu'il assistait à sa propre mort.

Comme si, en ces dernières minutes, il résumait la leçon que nous a apprise cette longue étude sur la méchanceté humaine – la leçon de la terrible, de l'indicible, de l'impensable *banalité du mal*.

ÉPILOGUE

es irrégularités et anomalies du procès de Jérusalem furent si nombreuses, si variées et d'une telle complexité juridique, que, tant au cours du procès lui-même que dans la littérature étonnamment restreinte qu'il inspira ultérieurement, elles recouvrirent les problèmes fondamentaux, moraux, politiques et même juridiques inévitablement posés par le procès. Par les déclarations du Premier ministre Ben Gourion avant le procès et par la façon dont le procureur avait conçu l'accusation, Israël lui-même continua à semer la confusion en énumérant les nombreux buts que le procès devait atteindre qui, tous, dépassaient le droit et la procédure judiciaire. Le but d'un procès est de rendre justice et rien d'autre ; les buts ultérieurs, si nobles soient – ils – « établir une histoire du régime hitlérien qui résisterait à l'épreuve de l'histoire », selon la formule utilisée par Robert G. Storey, conseiller juridique principal auprès de l'accusation à Nuremberg, à propos des buts plus élevés que les procès de Nuremberg étaient censés atteindre – ne peuvent que porter atteinte à la tâche principale du droit : peser les charges retenues contre l'accusé, rendre un jugement et infliger un juste châtiment.

Sur ce point, rien ne pouvait être plus clair et plus pertinent que le jugement du procès Eichmann, dont les deux premières parties étaient écrites pour répondre à la théorie des buts plus élevés telle qu'elle était exposée à l'intérieur comme à l'extérieur de la salle d'audience : il fallait résister à toutes les tentatives d'élargir le champ du procès, parce que le tribunal ne pouvait pas « se permettre d'être entraîné dans des domaines qui ne sont pas les siens [...] le processus judiciaire a des procédures qui lui sont propres, qui sont prescrites par la loi et ne changent pas quel que soit l'objet du procès ». De plus, le tribunal ne pouvait pas outrepasser ces limites sans encourir

« l'échec total ». Non seulement il ne dispose pas des « instruments nécessaires pour l'investigation de problèmes généraux », mais le poids que revêt l'autorité de sa parole dépend de ses limites. « Personne ne nous a fait juges » des problèmes qui dépassent le domaine de la loi, et « l'on ne doit pas attacher à notre opinion sur ces problèmes plus d'importance qu'à celle de quiconque [les a] étudiés et y a réfléchi. » Donc, la question la plus souvent posée à propos du procès Eichmann : à quoi sert – il ? ne peut avoir qu'une réponse : à rendre justice.

Trois sortes d'objections ont été faites au procès Eichmann. Il y eut, premièrement, les objections adressées aux procès de Nuremberg et reprises pour l'occasion : Eichmann était jugé en vertu d'une loi rétroactive et il comparait devant le tribunal des vainqueurs. Il y eut, deuxièmement, les objections ne s'appliquant qu'au tribunal de Jérusalem dont la compétence comme telle était mise en question ainsi que son échec à tenir compte du fait de l'enlèvement. Il y eut, enfin, les objections les plus importantes qui, parce qu'elles visaient l'accusation elle-même inculpant Eichmann de crimes « contre le peuple juif » et non « contre l'humanité », visaient par conséquent la loi en vertu de laquelle il était jugé ; et ces objections conduisaient directement à la conclusion logique que seul un tribunal international convenait pour juger ce genre de crime.

La réponse du tribunal aux premières objections était simple : les procès de Nuremberg évoqués à Jérusalem constituaient un précédent valable et, puisque la loi de 1950 sur les nazis et leurs collaborateurs était elle-même fondée sur ce précédent, on voit mal comment, siégeant en vertu d'une loi nationale, les juges auraient pu procéder autrement. Le jugement fit remarquer que « cette législation particulière est tout à fait différente de la législation habituelle des codes pénaux » et la raison de cette différence réside dans la nature des crimes dont elle traite. On pourrait ajouter que sa rétroactivité porte atteinte par la forme, mais non par le fond,

au principe *nullum crimen, nulla poena sine lege*, qui n'a de sens que s'il est appliqué aux seuls actes dont le législateur ait connaissance ; si un crime inconnu auparavant, tel le génocide, apparaît brusquement, la justice elle-même exige qu'il soit jugé en vertu d'une nouvelle loi ; dans le cas de Nuremberg, cette nouvelle loi était la Charte (l'accord de Londres de 1945), dans le cas d'Israël, c'était la loi de 1950. La question n'est pas de savoir si ces lois étaient rétroactives, puisqu'elles l'étaient nécessairement, mais si elles étaient adéquates, si, en d'autres termes, elles ne s'appliquaient qu'à des crimes inconnus jusqu'alors. Cette condition *sine qua non* de toute législation rétroactive a été sérieusement altérée par la Charte qui préconisa la création du tribunal militaire international de Nuremberg et c'est peut-être pour cette raison que la discussion sur ce problème a toujours été plutôt confuse.

La Charte accordait compétence pour trois sortes de crimes : les « crimes contre la paix », que le tribunal qualifia de « crime international suprême [...] en ce qu'il contient le mal de tous les autres crimes » ; les « crimes de guerre » et les « crimes contre l'humanité ». De ceux-là, seul le dernier, le crime contre l'humanité, était nouveau et sans précédent. La guerre d'agression est au moins aussi ancienne que la mémoire historique et elle a très souvent été dénoncée comme « criminelle » sans jamais avoir été reconnue comme telle au sens juridique du terme. (Aucune des justifications habituelles de la compétence du tribunal de Nuremberg sur cette question n'est très recommandable. Certes, Guillaume II avait été cité devant un tribunal des puissances alliées au lendemain de la Première Guerre mondiale, mais l'accusation qui pesait contre l'ancien Kaiser allemand n'était pas d'avoir fait la guerre mais d'avoir violé des traités – et particulièrement d'avoir violé la neutralité de la Belgique. Il est vrai aussi que le pacte Briand-Kellogg d'août 1928 avait exclu la guerre en tant qu'instrument de politique nationale, mais ce pacte ne contenait ni critère d'agression ni mention de sanction – en outre, le système de

sécurité que le pacte était supposé établir s'était effondré avant le début de la guerre.) De plus, l'un des pays qui jugeaient, la Russie soviétique, était accessible à l'argument du *tu quoque*. Les Russes n'avaient-ils pas impunément attaqué la Finlande et partagé la Pologne en 1939 ? D'un autre côté, les « crimes de guerre », qui avaient sûrement autant de précédents que les « crimes contre la paix », étaient couverts par le droit international. Les conventions de La Haye et de Genève avaient défini ces « violations des lois et des coutumes de la guerre » ; elles consistaient principalement en mauvais traitements infligés aux prisonniers et en actes de guerre contre les populations civiles. Il n'était donc pas nécessaire d'introduire ici une nouvelle loi rétroactive, et la grande difficulté à Nuremberg était indiscutablement que l'argument du *tu quoque* était une fois de plus applicable : la Russie, qui n'avait jamais signé la convention de La Haye (l'Italie, incidemment, ne l'avait pas ratifiée non plus), était pour le moins soupçonnée de maltraiter des prisonniers, et, d'après des enquêtes récentes, les Russes seraient responsables du meurtre de quinze mille officiers polonais dont les corps furent découverts dans la forêt de Katyn (près de Smolensk, en Russie). Pis encore, les bombardements intensifs des villes et, surtout, les bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki constituaient, de toute évidence, des crimes de guerre au sens de la convention de La Haye. Et si les bombardements des villes allemandes avaient été provoqués par l'ennemi, par les bombardements de Londres, de Coventry et de Rotterdam, on ne pouvait pas en dire autant de la bombe atomique, arme sans précédent et toute-puissante dont l'existence aurait pu être annoncée, ou même maniée, par bien d'autres moyens. Certes, la raison la plus évidente pour laquelle les violations de la convention de La Haye par les Alliés ne furent jamais discutées sur un plan juridique était que les tribunaux militaires internationaux n'avaient d'international que le nom et qu'ils étaient, de fait, les tribunaux des vainqueurs ; et l'autorité, déjà discutable de toute façon, de leur jugement, ne fut pas renforcée lorsque la coalition qui avait

gagné la guerre et entrepris de juger les vaincus éclata « avant que l'encre des jugements de Nuremberg n'ait eu le temps de sécher », pour citer Otto Kirchheimer. Mais cette très évidente raison pour laquelle aucun crime de guerre commis par les Alliés, au sens de la convention de La Haye, n'a été ni cité ni jugé, n'est pas la seule et elle n'est peut-être pas la plus puissante ; pour être juste, il faut ajouter que le tribunal de Nuremberg avait au moins prudemment évité de condamner les accusés allemands pour des crimes accessibles à l'argument du *tu quoque*. Car la vérité c'est qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale tout le monde savait que les progrès techniques réalisés dans le domaine des instruments de violence rendaient inévitable l'adoption de techniques de guerre « criminelles ». C'est précisément la distinction sur laquelle reposait la définition des crimes de guerre donnée par la convention de La Haye, entre soldats et civils, armée et population indigène, objectifs militaires et villes, qui était désormais dépassée. Dans ces conditions nouvelles, on estima donc que les crimes de guerre étaient seulement ceux qui ne répondaient à aucune nécessité militaire, ceux dont on pouvait démontrer qu'ils étaient volontairement perpétrés dans un but inhumain.

Ce facteur de brutalité gratuite était un critère valable pour déterminer ce qui, dans ces circonstances, constituait un crime de guerre. Par contre, il n'était pas valable pour le « crime contre l'humanité », mais il fut malheureusement introduit dans les définitions tâtonnantes qu'on donna de ce seul crime entièrement nouveau que la Charte définissait (à l'article 6-c) comme un « acte inhumain » – comme si ce crime, lui aussi, n'était qu'un abus criminel perpétré dans la poursuite de la guerre et de la victoire. Cependant, ce n'est pas du tout ce genre de crime bien connu qui poussa les Alliés à déclarer qu'« un des principaux buts de la guerre [était] de punir les criminels de guerre », selon les termes de Winston Churchill ; c'était, au contraire, les informations à propos d'atrocités inouïes, de

l'élimination de peuples entiers, de régions entières « nettoyées » de leurs populations autochtones, c'est-à – dire non seulement de crimes qu'« aucune notion de nécessité militaire ne pouvait justifier », mais encore de crimes qui n'avaient en réalité rien à voir avec la guerre et qui annonçaient une politique d'assassinat systématique appelée à être poursuivie en temps de paix. De fait, ni le droit international ni la législation nationale ne couvraient ce crime, qui était d'ailleurs le seul à propos duquel le *tu quoque* ne pouvait être invoqué. Et pourtant, aucun autre crime ne laissa les juges de Nuremberg plus désemparés, et ne fut laissé par eux dans une plus terrible ambiguïté. Il est bien vrai que « la Charte avait fait entrer,, par la petite porte, une nouvelle espèce de crime, le crime contre l'humanité ; et ce crime s'envola par la même porte lorsque le tribunal prononça le jugement » – selon les termes du juge français à Nuremberg, Donnedieu de Vabres, à qui nous devons l'une des meilleures analyses du procès {*Le Procès de Nuremberg*, 1947). Mais les juges furent aussi illogiques que la Charte elle-même, car bien que, selon Kirchheimer, ils aient préféré prononcer leur verdict de culpabilité « pour crimes de guerre, catégorie qui embrassait tous les crimes ordinaires classiques, et passèrent autant que possible sous silence les accusations de crimes contre l'humanité », ils dévoilèrent leurs véritables intentions quand ils en vinrent à prononcer la sentence, en réservant la peine la plus sévère, la peine capitale, à ceux qui avaient été jugés coupables des atrocités tout à fait inhabituelles qui constituaient, de fait, un « crime contre l'humanité » ou un « crime contre le statut d'être humain », comme le qualifiait très justement le procureur français François de Menthon. En condamnant à mort un certain nombre d'hommes qui n'avaient jamais été accusés d'avoir « conspiré » contre la paix, on abandonnait discrètement la notion selon laquelle l'agression est « le crime international suprême ».

Pour justifier le procès Eichmann, on a souvent soutenu qu'à Nuremberg les Juifs n'avaient été que des spectateurs, alors que le principal crime de la dernière guerre avait été perpétré contre les Juifs, et le jugement de Jérusalem ne manqua pas de faire remarquer que maintenant, et pour la première fois, la catastrophe juive « se trouvait au cœur des débats du tribunal ; et [que] c'est ce qui distinguait ce procès de ceux qui l'ont précédé », à Nuremberg et ailleurs. Mais il s'agit là, au mieux, d'une demi-vérité. C'était précisément la catastrophe juive qui avait incité en premier lieu les Alliés à concevoir le « crime contre l'humanité », car, comme l'a écrit Julius Stone, dans son *Legal Controls of International Conflict* (1954), « seul le chef d'accusation en termes de crimes contre l'humanité pouvait prendre en charge les massacres de masse des Juifs s'ils étaient citoyens allemands ». Et si le tribunal de Nuremberg n'avait pas pu rendre pleinement justice en ce qui concerne ce crime, ce n'était pas parce que les victimes étaient juives mais c'était parce que la Charte exigeait qu'il soit rattaché aux autres crimes alors qu'il avait si peu à voir avec la guerre que son exécution entraînait de fait en conflit avec la conduite de la guerre et en entravait le déroulement. Que Julius Streicher, spécialiste en matière d'obscénités antisémites, ait été le seul accusé condamné à mort exclusivement pour crime contre l'humanité, indique peut-être au mieux combien les juges de Nuremberg étaient profondément choqués par le crime perpétré contre les Juifs. Dans ce cas précis, les juges écartèrent toute autre considération.

Ce n'était pas le fait que le peuple juif se trouvait au cœur des débats qui distinguait le procès de Jérusalem des procès précédents. Sur ce point, il ressemblait au contraire aux procès qui se tinrent après la guerre en Pologne et en Hongrie, en Yougoslavie et en Grèce, en Russie soviétique et en France, bref, dans tous les pays jadis occupés par les nazis. Le tribunal militaire international de Nuremberg avait été créé pour les criminels de guerre dont les crimes ne pouvaient pas être

localisés, tous les autres furent livrés au pays où ils avaient commis leurs crimes. Seuls les « principaux criminels de guerre » avaient agi indépendamment de limites territoriales, et Eichmann n'était certainement pas de ceux-là. (C'est pour cette raison – et non, comme on l'a souvent prétendu, parce qu'il avait disparu – qu'il n'avait pas été inculpé à Nuremberg ; Martin Bormann, par exemple, avait été inculpé, jugé et condamné à mort par contumace.) Si les activités d'Eichmann s'étaient étendues sur toute l'Europe occupée, ce n'est pas parce qu'il était important au point que les limites territoriales ne l'aient pas concerné mais c'est parce que la nature de sa tâche, le rassemblement et la déportation des Juifs, lui imposait ainsi qu'à ses hommes de se déplacer ainsi sur tout le continent. C'est la dispersion territoriale des Juifs qui faisait du crime commis contre eux un crime d'importance « internationale » au sens limité, juridique, de la Charte de Nuremberg. Dès que les Juifs eurent un territoire à eux, l'État d'Israël, ils eurent évidemment autant le droit de juger les crimes commis contre leur peuple, que les Polonais de juger des crimes commis en Pologne. Les nombreuses objections élevées contre le procès de Jérusalem sur la base du principe de la compétence territoriale étaient purement légalistes et, bien que le tribunal ait consacré plusieurs séances à les discuter, toutes ces objections n'avaient en fait pas grande pertinence. Quelle que fût leur nationalité à l'époque, il ne faisait aucun doute que les Juifs avaient été tués en tant que juifs, et, bien qu'il soit vrai que les nazis avaient tué de nombreux Juifs qui avaient choisi de renier leurs origines ethniques et qui auraient peut-être préféré être tués en tant que français ou allemands, on ne pouvait rendre la justice, même dans ces cas, que si l'on tenait compte du mobile et du but des criminels.

N'était pas plus fondé, à mon avis, l'argument encore plus fréquent selon lequel des juges juifs étaient susceptibles de partialité – en particulier s'ils étaient citoyens d'un État juif, ils auraient été juges de leur propre cause. À cet égard, on voit mal

en quoi les juges juifs différaient de leurs collègues de tous les autres procès successeurs [aux procès de Nuremberg], où les juges polonais avaient prononcé des sentences sur des crimes perpétrés contre le peuple polonais, où les juges tchèques avaient jugé d'événements survenus à Prague et à Bratislava. (Dans le dernier d'une série d'articles qu'il publia dans le *Saturday Evening Post*, M. Hausner contribua involontairement à alimenter un tel argument : l'accusation, déclarait-il, avait immédiatement compris qu'Eichmann ne pourrait être défendu par un avocat israélien, parce qu'il y aurait eu conflit entre ses « devoirs professionnels » et ses « sentiments nationaux ». Eh bien, c'est précisément sur ce conflit que reposaient toutes les objections élevées contre les juges juifs, et l'argument de M. Hausner en leur faveur, selon lequel un juge peut haïr le crime tout en étant juste envers le criminel, est également valable en ce qui concerne l'avocat de la défense : l'avocat qui défend un meurtrier ne défend pas le meurtre. La vérité c'est que les pressions exercées en dehors de la salle d'audience rendaient inopportun, c'est le moins qu'on puisse dire, de confier la défense d'Eichmann à un citoyen israélien.) Enfin, l'argument selon lequel il n'existait pas d'État juif à l'époque où le crime avait été commis est certainement tellement formaliste, tellement décalé par rapport à la réalité et par rapport à l'exigence que justice soit rendue, que nous pouvons, en toute confiance, le laisser aux savantes discussions des experts. Dans l'intérêt de la justice (à ne pas confondre avec la préoccupation pour certains problèmes de procédure, importants dans leur propre domaine, mais qu'on ne doit jamais laisser prévaloir sur la justice, raison d'être principale des lois) et pour démontrer sa compétence, le tribunal n'aurait eu besoin d'invoquer ni le principe de personnalité passive – selon lequel, les victimes étant juives, seul Israël était habilité à parler en leur nom – ni le principe de la compétence universelle qui applique à Eichmann les lois applicables à la piraterie, dans la mesure où il a été un *hostis humani generis*. Ces deux théories, dont on discuta longuement tant dans la salle d'audience qu'au-dehors,

obscurcissent en fait les problèmes et empêchèrent de voir l'évidente parenté entre le procès de Jérusalem et les procès qui l'avaient précédé dans d'autres pays où des lois spéciales avaient aussi été promulguées afin de garantir le châtimement des nazis ou de leurs collaborateurs.

Malheureusement, le *passive personality principle* [principe de personnalité passive], fondé à Jérusalem sur l'opinion érudite de P. N. Drost dans *Crime of State* (1959) selon laquelle, dans certains cas, « *le forum patriae victimae* peut être compétent pour juger l'affaire », suppose que la procédure criminelle soit engagée par le gouvernement au nom des victimes dont on admet qu'elles ont le droit de se venger. C'était précisément le point de vue de l'accusation et M. Hausner commença son discours d'ouverture par ces mots : « Si je suis devant vous, juges d'Israël, dans ce tribunal, pour accuser Adolf Eichmann, je ne suis pas seul. En ce moment même, six millions de procureurs se trouvent à mes côtés. Mais, hélas, ils ne peuvent se lever pour pointer un doigt accusateur vers le box de verre et s'écrier "*J'accuse**" contre l'homme qui est assis là [...]. Leur sang implore le Ciel, mais on n'entend plus leur voix. C'est donc à moi qu'il incombe d'être leur porte-parole et de livrer, en leur nom, l'horrible accusation. » Avec une telle rhétorique, l'accusation confortait le principal argument employé contre le procès, selon lequel ces assises étaient destinées à satisfaire non les exigences de la justice mais le désir et, peut-être, le droit des victimes à la vengeance. Dans la mesure où la procédure criminelle est obligatoire et est engagée même lorsque la victime préfère oublier et pardonner, elle repose sur des lois dont l'« essence » est que « le crime n'est pas seulement commis contre la victime mais d'abord contre la communauté dont la loi a été violée » – selon un article de Telford Taylor publié dans le *New York Times Magazine*. Le malfaiteur comparaît en justice parce que son acte a perturbé et gravement mis en danger la communauté dans son ensemble et non, comme dans les affaires civiles, parce qu'il a lésé

certains individus qui ont droit à un dédommagement. Dans les affaires criminelles, le dédommagement est d'une tout autre nature ; c'est le corps politique lui-même qui doit être « dédommagé » et c'est l'ordre public dans son ensemble qui a été perturbé et doit être en quelque sorte rétabli. En d'autres termes, c'est la loi, et non le plaignant, qui doit prévaloir.

La tendance de la cour à revendiquer sa compétence en invoquant la juridiction universelle se justifiait encore moins que les efforts de l'accusation pour fonder ses arguments sur le principe de personnalité passive, car elle était en contradiction flagrante avec la conduite du procès ainsi qu'avec la loi en vertu de laquelle Eichmann était jugé. On prétendit que le principe de la juridiction universelle était applicable parce que les crimes contre l'humanité sont semblables au vieux crime de piraterie, et que leur auteur devient *hostis humani generis*, tout comme le pirate devant le droit international traditionnel. Mais Eichmann était d'abord accusé de crimes contre le peuple juif et si on l'avait capturé, acte que la théorie de la juridiction universelle était destinée à excuser, ce n'était certainement pas parce qu'il avait aussi commis des crimes contre l'humanité mais c'était uniquement à cause de son rôle dans la Solution finale du problème juif.

Cependant même si Israël avait kidnappé Eichmann en tant qu'*hostis humani generis* seulement, et non en tant qu'*hostis Judaeorum*, il eût été difficile de justifier juridiquement son arrestation. Le principe territorial – qui, en l'absence d'un code pénal international, reste le seul principe juridique valable – fait exception pour le pirate non parce qu'étant l'ennemi de tous il doit être jugé par tous, mais parce que son crime est commis en haute mer, et que la haute mer n'appartient à personne. En outre, le pirate qui « défie toutes les lois et ne reconnaît aucune espèce de drapeau » (H. Zeisel, *Britannica Book of the Year*, 1962), n'agit, par définition, que dans son propre intérêt ; il est hors la loi parce qu'il a choisi de vivre en dehors de toutes les communautés organisées et c'est pour cette

raison qu'il est devenu « l'ennemi de tous ». Mais on ne peut tout de même pas prétendre qu'Eichmann n'agissait que dans son propre intérêt ou qu'il ne reconnaissait aucune espèce de drapeau. À cet égard, la théorie de la piraterie n'a servi qu'à esquiver l'un des problèmes fondamentaux que pose ce genre de crime, à savoir qu'il a été commis, et ne pouvait être commis que sous le couvert d'une *loi* criminelle et par un *État* criminel.

L'analogie entre le génocide et la piraterie n'a rien de nouveau et il n'est donc pas inutile de rappeler que la convention sur le génocide, dont les résolutions ont été adoptées par l'assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1948, a rejeté expressément toute prétention à la juridiction universelle mais a exigé plutôt : « Les personnes accusées de génocide [...] seront jugées par un tribunal compétent des États sur le territoire desquels l'acte a été commis, ou devant le tribunal criminel international qui sera compétent. » Selon le principe établi par cette convention, qu'Israël a signée, le tribunal aurait dû tenter soit de constituer un tribunal international, soit de modifier le principe territorial de manière à le rendre applicable à Israël. Il ne fait aucun doute que l'une et l'autre possibilité s'offraient au tribunal et relevaient de sa compétence. Sans s'y attarder, la cour écarta la possibilité du recours à un tribunal international, pour des raisons que nous discuterons plus tard ; mais la raison pour laquelle on ne chercha pas à réaffirmer le principe territorial de manière pertinente était intimement liée à l'extrême réticence de tous les intéressés à défricher ce terrain vierge et à agir sans précédents – de sorte que la cour finit par justifier sa compétence en invoquant les trois principes à la fois : territorial, personne passive et juridiction universelle, comme si une revendication valable pouvait résulter de la simple addition de trois principes juridiques entièrement différents les uns des autres. Pour prétendre facilement à la compétence territoriale, il eût suffi qu'Israël explique que, pour le droit, un « territoire » est un concept juridique et politique et pas

seulement un terme géographique. Essentiellement, un territoire n'est pas tant une étendue de terrain que l'espace entre les individus d'un groupe dont les membres sont liés entre eux, à la fois séparés et protégés les uns des autres, par toutes sortes de rapports, fondés sur une langue commune, une religion, une histoire commune, des coutumes et des lois. De tels rapports ne se manifestent spatialement que dans la mesure où ils constituent eux-mêmes l'espace à l'intérieur duquel les membres d'un groupe entretiennent des rapports les uns avec les autres. Il n'y aurait jamais eu d'État d'Israël si le peuple juif n'avait créé, et maintenu, son espace relationnel propre et particulier à travers des siècles de dispersion, avant de s'approprier son ancien territoire. Cependant la cour ne releva jamais le défi du sans précédent, pas même celui du caractère sans précédent des origines de l'État d'Israël, alors qu'un tel problème intéressait les juges au plus près. Au lieu de cela, elle enterra le procès sous une montagne de précédents – pendant les séances de la première semaine du procès, qui correspondent aux cinquante-trois premiers articles du jugement – et un grand nombre d'entre eux sonnaient, du moins aux oreilles du profane, comme des sophismes pleins de subtilité.

Le procès Eichmann n'était donc en réalité ni plus ni moins que le dernier d'une longue série de procès qui suivirent les procès de Nuremberg. Et la condamnation portait dûment en appendice l'interprétation officielle de la loi de 1950 donnée par Pinhas Rosen, ministre de la Justice. Ce texte ne pouvait être plus clair ni moins ambigu : « D'autres peuples ont promulgué des lois appropriées au châtement des nazis et de leurs collaborateurs peu après la fin de la guerre, et certains même avant la fin, alors que le peuple juif [...] n'avait pas d'autorité politique pour faire comparaître les criminels nazis et leurs collaborateurs devant la justice avant la fondation de l'État. » Le procès Eichmann ne différait donc des procès successeurs [aux procès de Nuremberg] que sur un seul plan – l'accusé n'avait pas été dûment arrêté et extradé en Israël ; au contraire, on

avait enfreint la loi internationale afin de le faire comparaître devant la justice. Nous avons déjà dit qu'Israël n'a pu se permettre d'enlever impunément Eichmann que parce qu'il était *de facto* apatride, et il est compréhensible qu'en dépit des innombrables précédents cités à Jérusalem pour justifier l'enlèvement, on n'ait jamais mentionné le seul précédent pertinent, la capture en Suisse de Berthold Jakob, un journaliste juif allemand de gauche, par des agents de la Gestapo en 1935. (Les autres précédents n'étaient pas valables parce qu'ils avaient tous trait à des individus fuyant la justice et qui avaient été ramenés non seulement sur les lieux de leurs crimes, mais aussi devant un tribunal qui avait lancé, ou était habilité à lancer, un mandat d'arrêt valide – toutes conditions qu'Israël ne pouvait pas remplir.) Dans ce cas précis, Israël avait effectivement violé le principe territorial dont la signification principale réside dans le fait que la terre est habitée par de nombreux peuples et que ces peuples sont régis par des lois très différentes, de sorte que toute extension de la loi d'un territoire au-delà des frontières et des limitations de sa validité mettra immédiatement cette loi en conflit avec celle d'un autre territoire.

C'était là, malheureusement, le seul aspect sans précédent, ou presque, du procès Eichmann ; il était aussi celui qu'on serait certainement le moins en droit d'invoquer en tant que précédent valable. (Que dirions-nous si, demain, quelque État africain se met dans la tête d'envoyer ses agents dans le Mississippi pour y enlever un des responsables du mouvement ségrégationniste ? Et que répondrons-nous si un tribunal du Ghana ou du Congo cite le cas Eichmann comme précédent?) La violation du principe territorial n'était justifiée que par le caractère sans précédent du crime et par la naissance d'un État juif. Il y avait, de plus, d'importantes circonstances atténuantes du fait qu'il n'y avait pas vraiment d'autre possibilité dès lors qu'on était décidé à faire comparaître Eichmann en justice. L'Argentine battait tous les records de non-extradition de

criminels nazis ; même s'il avait existé un traité d'extradition entre Israël et l'Argentine, il est peu probable qu'une demande d'extradition eût été agréée. Il eût été presque aussi inutile de remettre Eichmann entre les mains de la police argentine pour qu'elle l'extrade en Allemagne de l'Ouest ; car le gouvernement de Bonn avait déjà essayé sans succès de faire extraditer d'Argentine quelques criminels nazis célèbres tels Karl Klingenfuss et le Dr Josef Mengele (ce dernier avait été impliqué dans les expériences médicales les plus atroces entreprises à Auschwitz, et était chargé de la « sélection »). Dans le cas d'Eichmann, une demande d'extradition eût été vaine pour une deuxième raison, puisque, selon la loi argentine, tous les crimes qui avaient un lien avec la deuxième guerre mondiale étaient prescrits, quinze ans après la fin de la guerre, sous le coup de la prescription, de sorte qu'Eichmann n'aurait pu être légalement extradité après le 7 mai 1960. En somme, la légalité n'offrait pas d'autre solution que l'enlèvement.

Ceux qui sont convaincus que la fin de la loi est la justice et rien d'autre, fermeront les yeux sur l'enlèvement, non pas parce qu'il avait des précédents mais au contraire parce qu'il était sans précédent et ne constituait pas de précédent ; c'était un acte désespéré, rendu nécessaire par les lacunes du droit international dans sa forme actuelle. Dans cette perspective, Israël n'aurait eu qu'une autre possibilité : au lieu de capturer Eichmann et de le transporter en Israël par avion, les agents israéliens auraient pu le tuer sur place, dans les rues de Buenos Aires. Au cours des débats, cette solution fut souvent évoquée et même, si bizarre que cela puisse paraître, recommandée avec le plus de ferveur par ceux que l'enlèvement avait le plus choqués. La suggestion n'était pas mauvaise, car les faits étaient indiscutables, mais ceux qui la firent oublier oublièrent que celui qui prend la loi en ses propres mains ne sert la justice que s'il est prêt à transformer la situation de sorte que la loi puisse à nouveau prévaloir et que son acte puisse être validé, du moins rétrospectivement. Deux précédents récents viennent

immédiatement à l'esprit. Il y eut le cas de Shalom Schwartzbard qui, à Paris, le 25 mai 1926, tira sur Simon Petlioura, ancien officier de l'armée ukrainienne et responsable des pogroms qui, pendant la guerre civile russe, avaient fait une centaine de milliers de victimes entre 1917 et 1920. Il y eut aussi le cas de l'Arménien Tehlirian qui, en 1921, en plein Berlin, abattit Talaat Bey, ce grand responsable de tueries au cours des pogroms de 1915 contre les Arméniens où l'on estime qu'un tiers (six cent mille) de la population arménienne de Turquie fut massacré. L'intéressant est qu'aucun des deux assassins ne se contenta d'avoir tué « son » criminel, mais que les deux se rendirent aussitôt à la police et demandèrent à être jugés. Chacun d'eux utilisa son procès et se servit de ses procédures pour montrer au monde quels crimes restés impunis avaient été perpétrés contre leur peuple. Les méthodes employées, dans le procès Schwartzbard surtout, ressemblent beaucoup à celles du procès Eichmann. On accorda la même importance à la constitution d'une immense documentation sur les crimes ; mais cette fois elle fut réunie à l'intention de la défense (par le Comité des délégations juives, dirigé par le défunt Dr Léo Motzkin, qui eut besoin d'un an et demi pour rassembler le matériel et le publia ensuite sous le titre : *Les Pogroms en Ukraine sous les gouvernements ukrainiens, 1917-1920*, 1927), et c'étaient alors l'accusé et son avocat qui parlaient au nom des victimes et qui, incidemment, allèrent jusqu'à soulever la question des « Juifs qui ne s'étaient jamais défendus » (voir la plaidoirie d'Henri Torrès dans son livre, *Le Procès des pogroms*, 1928). Les deux hommes furent acquittés ; et dans les deux cas, on estima que leur geste « signifiait que leur peuple avait enfin résolu de se défendre, d'abandonner son attitude d'abdication morale, de surmonter sa résignation devant l'injure » comme disait Georges Suarez à propos de Shalom Schwartzbard, qu'il admirait beaucoup.

Les avantages de cette solution aux problèmes juridiques qui font obstacle à la justice sont évidents. Certes, le procès est,

là aussi, un « procès-spectacle », voire un spectacle, mais le « héros », celui qui se trouve au centre de la pièce, sur qui tous les yeux sont fixés, est alors le vrai héros, cependant que le procès reste un procès, car, n'étant pas un « spectacle dont les résultats sont arrangés à l'avance », il comporte cet élément de « risque irréductible » qui, selon Kirchheimer, est un facteur indispensable à tout procès criminel. En outre, le « *J'accuse** », si indispensable du point de vue des victimes, est évidemment plus convaincant lorsqu'il sort de la bouche d'un homme qui a dû faire justice tout seul, que de celle d'un agent du gouvernement qui ne risque rien du tout. Certes, le Buenos Aires des années 60 n'offre pas les mêmes garanties ni la même publicité pour l'accusé que le Paris et le Berlin des années 20. Mais, ces considérations pratiques mises à part, il est peu probable que, dans le cas d'Eichmann, cette solution eût été justifiée et il est évident qu'elle eût été absolument injustifiée si elle avait été adoptée par les agents d'un gouvernement. Ce qui justifiait Schwartzbard et Tehlirian, c'est qu'ils étaient membres de groupes ethniques dépourvus de systèmes politique et juridique, qu'il n'y avait aucun tribunal au monde où ces groupes eussent pu appeler leurs victimes. Schwartzbard, qui mourut en 1938, plus de dix ans avant la proclamation de l'État juif, n'était ni sioniste ni nationaliste d'une manière ou d'une autre ; mais il ne fait aucun doute qu'il aurait accueilli l'État d'Israël avec enthousiasme, pour la seule raison que cela aurait permis la constitution d'un tribunal pour des crimes restés si souvent impunis. Son exigence de justice aurait été satisfaite. De sa prison de Paris, Schwartzbard adressa cette lettre à ses frères et à ses sœurs d'Odessa : « *Faites savoir dans les villes et dans les villages de Balta, Proskouro, Tzcherkass, Ouman, Jitomir [...] portez-y le message édifiant : la colère juive a tiré sa vengeance ! Le sang de l'assassin Petlioura, qui a jailli dans la ville mondiale, à Paris [...], rappellera le crime jéroce [...] commis envers le pauvre et aoanaonne peuple juijⁿ.* » En la lisant, nous n'y reconnaissons peut-être pas immédiatement le langage

employé par M. Hausner au cours du procès (celui de Samuel Schwartzbard était infiniment plus digne et plus émouvant), mais nous y retrouvons à coup sûr les sentiments et l'état d'esprit des Juifs du monde entier auxquels il voulait s'adresser.

J'ai insisté sur les ressemblances entre le procès Schwartzbard, qui s'est déroulé à Paris en 1927, et le procès Eichmann, qui s'est déroulé à Jérusalem en 1961, parce qu'ils révèlent combien Israël, et le peuple juif en général, étaient peu préparés à reconnaître un crime sans précédent dans les crimes dont on accusait Eichmann et combien, pour le peuple juif précisément, une telle reconnaissance a dû être difficile. Aux yeux des Juifs qui pensent exclusivement du point de vue de leur propre histoire, la catastrophe qui s'est abattue sur eux au temps de Hitler, au cours de laquelle le tiers du peuple juif périt, est apparue non comme le plus récent de tous les crimes, le crime sans précédent de génocide, mais, au contraire, comme le crime le plus ancien qu'ils aient connu et dont ils gardaient la mémoire. Vu les faits de l'histoire juive mais surtout, vu la compréhension que les Juifs eux-mêmes ont habituellement de cette histoire, un tel malentendu était inévitable. Il est pourtant à l'origine de tous les échecs et de toutes les imperfections du procès de Jérusalem. De ceux qui y participèrent, aucun ne parvint jamais à une claire compréhension de la véritable horreur d'Auschwitz, qui se distingue en nature de toutes les atrocités du passé, car ni l'accusation ni les juges n'y voyaient autre chose que le pogrom le plus horrible de l'histoire juive. Ils croyaient, par conséquent, qu'on pouvait passer directement du premier antisémitisme du parti nazi aux lois de Nuremberg, et que, de là, on pouvait aller à l'expulsion des Juifs du Reich et enfin jusqu'aux chambres à gaz. Et cependant, ces « crimes » étaient différents, politiquement et juridiquement, non seulement dans leur gravité mais aussi dans leur nature même.

Les lois de Nuremberg, promulguées en 1935, légalisaient la discrimination que pratiquait déjà la majorité allemande à l'encontre de la minorité juive. Selon le droit international, la

nation allemande souveraine était en droit de déclarer minorité nationale n'importe quelle couche de sa population, tant que les lois concernant cette minorité étaient conformes aux droits et aux garanties établis par les traités et les accords sur les minorités reconnus internationalement. C'est pourquoi les organismes juifs internationaux tentèrent aussitôt d'obtenir, pour cette nouvelle minorité, les mêmes droits et garanties que la conférence de Genève avait accordés aux minorités d'Europe orientale et sud-orientale. Mais, bien qu'une telle protection n'ait pas été garantie, les autres nations reconnurent généralement les lois de Nuremberg comme partie intégrante de la loi allemande, de sorte qu'il était, par exemple, impossible pour un ressortissant allemand de contracter un « mariage mixte » en Hollande. Le crime des lois de Nuremberg était un crime national ; c'était une violation des droits et des libertés nationales et constitutionnelles ; mais cela ne regardait pas la communauté des nations. En revanche, « l'émigration forcée » ou expulsion, qui devint politique officielle après 1938, concernait la communauté internationale pour la simple raison que les expulsés se présentaient aux frontières des autres pays qui étaient forcés soit d'admettre ces hôtes non invités, soit de les faire passer clandestinement dans un autre pays tout aussi peu disposé à les accepter. En d'autres termes, l'expulsion de ressortissants nationaux est déjà un délit contre l'humanité, si l'on entend seulement par « humanité » la communauté des nations. Ni le crime national que constitue la discrimination légalisée, et qui équivaut à une persécution par la loi, ni le crime international d'expulsion, n'étaient sans précédent, même dans les temps modernes. Tous les pays balkaniques avaient déjà pratiqué la discrimination légale, et il y avait eu des expulsions massives à la suite de nombreuses révolutions. C'est lorsque le régime nazi déclara que le peuple allemand non seulement ne voulait d'aucun Juif en Allemagne mais aussi qu'il désirait faire disparaître l'ensemble du peuple juif de la surface de la terre que le nouveau crime apparut, le crime contre l'humanité – au sens du crime « contre le statut d'être humain »

ou contre l'essence même de l'humanité. Bien que l'expulsion et le génocide soient tous deux des délits internationaux, ils doivent rester distincts ; le premier est un délit contre les nations sœurs, alors que le second constitue une attaque contre la diversité humaine en tant que telle, c'est-à-dire contre une caractéristique du « statut d'être humain » sans lequel les mots mêmes de « genre humain » ou d'« humanité » n'auraient plus aucun sens.

Si le tribunal de Jérusalem avait compris la distinction entre discrimination, expulsion et génocide, il aurait été clair, d'emblée, que le crime suprême auquel il était confronté, l'extermination physique du peuple juif, était un crime contre l'humanité, perpétré contre le peuple juif en tant que tel ; et que seul le choix des victimes, et non la nature du crime, pouvait découler de la longue histoire de la haine des Juifs et de l'antisémitisme. Dans la mesure où les victimes étaient juives, il convenait, il était juste qu'un tribunal juif fut juge ; mais dans la mesure où le crime était un crime contre l'humanité, il fallait un tribunal international pour que justice fût rendue. (Il est étonnant que le tribunal ait échoué à faire cette distinction, car il se trouve qu'elle avait déjà été faite par M. Rosen, l'ancien ministre de la Justice israélien, qui, en 1950 avait souligné « la différence entre cette loi – concernant les crimes contre le peuple juif – et la loi pour la prévention et le châtimement du génocide » qui avait été discutée, mais non adoptée, par le Parlement d'Israël. De toute évidence, le tribunal estimait qu'il n'avait pas le droit d'outrepasser les limites de la loi nationale, de sorte que le génocide, qui n'était pas couvert par une loi israélienne, ne pouvait pas être adéquatement pris en considération.) Parmi toutes les voix nombreuses et les plus autorisées qui élevèrent des objections au procès de Jérusalem et préconisèrent un tribunal international, une seule, celle de Karl Jaspers, déclara clairement et sans équivoque – dans une interview radiodiffusée qui eut lieu avant le début du procès et qui fut publiée par la suite dans *Der Monat* – que « le crime

contre les Juifs était aussi un crime contre l'humanité », et qu'« en conséquence, le verdict ne peut être prononcé que par un tribunal représentant l'humanité tout entière ». Jaspers proposait que le tribunal de Jérusalem, après avoir pris connaissance des faits, « renonce » au droit de prononcer un verdict et se déclare lui-même « incompetent », car la nature juridique du crime en question était encore sujette à discussion, de même que la question de savoir qui est habilité à prononcer une sentence à propos d'un crime commis sur ordre d'un gouvernement. Jaspers poursuivait en disant qu'une seule chose était certaine : « Ce crime est à la fois plus et moins qu'un assassinat ordinaire », et, s'il n'était pas non plus un « crime de guerre », il ne faisait pas de doute que « l'humanité serait sûrement détruite si des États étaient autorisés à perpétrer de tels crimes ».

La proposition de Jaspers, que personne en Israël ne prit la peine d'examiner, aurait probablement été impraticable sous cette forme, d'un point de vue purement technique. Le problème de la compétence d'un tribunal doit être résolu avant le début du procès ; une fois que le tribunal est déclaré compétent, il lui incombe de juger l'accusé. Mais ces objections de pure forme auraient pu être écartées si Jaspers avait demandé, non au tribunal mais à l'État d'Israël de renoncer au droit d'exécuter la sentence quand celle-ci serait prononcée, en raison des découvertes sans précédent qu'aurait faites le tribunal. Israël aurait pu alors avoir recours aux Nations unies et aurait démontré, preuves à l'appui, qu'une cour pénale internationale était une nécessité impérieuse, ces nouveaux crimes ayant été commis contre l'humanité dans son ensemble. Israël aurait pu ensuite faire un beau tapage, « provoquer une saine agitation » en demandant et en redemandant simplement ce qu'il devait faire de cet homme qu'il gardait prisonnier ; en revenant sans cesse à la charge, Israël aurait fait comprendre à l'opinion mondiale la nécessité d'une cour pénale internationale permanente. Ce n'est qu'en créant ainsi une

« situation embarrassante » pour les représentants de toutes les nations qu'il serait possible ^« empêcher l'humanité de se tranquilliser » et d'empêcher que « le massacre des Juifs [...] serve de modèle à des crimes futurs, qu'il ne soit peut – être que l'exemple à petite échelle et plutôt dérisoire d'un futur génocide ». Devant un tribunal qui ne représente qu'une seule nation, la monstruosité même des événements est « minimisée ».

Cet argument en faveur d'un tribunal international fut malheureusement confondu avec d'autres propositions qui reposaient sur des considérations différentes et bien moins valables. Beaucoup d'amis d'Israël, Juifs et non-Juifs, craignaient que ce procès ne nuisît au prestige d'Israël et ne suscitât dans le monde entier une réaction contre les Juifs. On pensait que les Juifs n'avaient pas le droit d'apparaître comme juges dans leur propre cause mais qu'ils devaient agir uniquement comme accusateurs ; Israël devait donc garder Eichmann prisonnier jusqu'à ce que les Nations unies créent un tribunal spécial pour le juger. Indépendamment du fait que, dans son action contre Eichmann, Israël ne faisait rien de plus que ce que tous les pays d'Europe jadis occupés par l'Allemagne faisaient depuis longtemps et que c'était la justice, et non le prestige d'Israël ou du peuple juif, qui était en cause, toutes ces propositions avaient un défaut en commun : Israël pouvait très facilement les rejeter. Elles étaient d'ailleurs assez peu réalistes, puisque l'assemblée générale des Nations unies « avait à deux reprises rejeté les propositions de création d'un tribunal criminel international permanent » (*Anti-Defamation League Bulletin*). Mais le Dr Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, fit une proposition plus réaliste, qu'on passa généralement sous silence précisément parce qu'elle *était* viable. Goldmann demandait à Ben Gourion d'instituer un tribunal international à Jérusalem, avec des juges originaires des différents pays qui avaient souffert de l'occupation nazie. Cela n'aurait pas suffi ; on n'aurait procédé qu'à une extension

des procès successeurs [aux procès de Nuremberg] sans supprimer pour autant l'inconvénient majeur que représente pour la justice le fait qu'elle soit rendue par le tribunal des vainqueurs. Mais c'eût été, sur le plan pratique, un pas dans la bonne direction.

On peut rappeler qu'Israël réagit à toutes ces propositions avec une violence inaccoutumée. Et s'il est vrai, comme Yosal Rogat l'a remarqué (dans *The Eichmann Trial and the Rule of Law [Le Procès Eichmann et l'état de droit]*, publié par le Center for the Study of Démocratie Institutions, Santa Barbara, Californie, 1962), que Ben Gourion « semblait ne pas comprendre la question quand on lui demandait “pourquoi ne pas le traduire devant un tribunal international” », il est vrai aussi que ceux qui posaient la question ne comprenaient pas que, pour Israël, le seul caractère sans précédent du procès était que pour la première fois (depuis l'an 70, quand les Romains détruisirent Jérusalem), les Juifs pouvaient juger les crimes perpétrés contre leur propre peuple, que pour la première fois ils n'avaient pas à faire appel à d'autres pour la protection et la justice ou à s'en remettre à la phraséologie éculée des droits de l'homme – ils savaient mieux que quiconque que les seuls à invoquer ces droits étaient les peuples trop faibles pour défendre leurs « droits d'Anglais » et imposer leurs propres lois. (À l'occasion de la première lecture de la loi de 1950 devant la Knesset, bien avant le procès Eichmann, M. Rosen a décrit le fait même qu'Israël avait sa propre loi en vertu de laquelle un tel procès pouvait se tenir comme l'expression d'« un changement révolutionnaire dans la situation politique du peuple juif ».) C'est sur cet arrière-plan d'expériences et d'aspirations encore très vivaces que Ben Gourion déclara : « Israël n'a pas besoin de la protection d'un tribunal international. »

En outre, la thèse selon laquelle le crime contre le peuple juif est avant tout un crime contre l'humanité, thèse sur laquelle reposaient les solides arguments en faveur d'un

tribunal international, était en contradiction flagrante avec la loi en vertu de laquelle Eichmann fut jugé. C'est pourquoi ceux qui demandaient à Israël de rendre son prisonnier auraient dû aller jusqu'au bout, et déclarer : la loi de 1950 sur le châtimement des nazis et de leurs collaborateurs n'est pas valable, elle est en contradiction avec ce qui s'est réellement passé, elle ne couvre pas les faits. Et ils auraient eu raison. Car, de même qu'un assassin est poursuivi parce qu'il a enfreint la loi de la communauté, et non parce qu'il a privé la famille Dupont de son mari, père et gagne-pain, de même, ces meurtriers de masse modernes appointés par l'État, doivent être poursuivis parce qu'ils ont violé l'ordre de l'humanité, et non parce qu'ils ont tué des millions de personnes. Pour la compréhension de ces nouveaux crimes, rien n'est plus pernicieux ou ne fait plus obstacle à l'institution d'un code pénal international susceptible de les couvrir, que l'illusion fort répandue selon laquelle le crime de meurtre et le crime de génocide sont un seul et même crime et que le second n'est donc « pas à proprement parler un crime nouveau ». Pour le génocide c'est un tout autre ordre qui est brisé et une tout autre communauté qui est violée. Et c'est bien parce que Ben Gourion savait parfaitement que, de fait, toute la discussion mettait en cause la validité de la loi israélienne qu'il finit par réagir méchamment et pas seulement avec violence aux critiques adressées à la procédure israélienne : quoi que ces « soi-disant spécialistes » aient à dire, leurs arguments n'étaient que « sophismes », inspirés par l'antisémitisme ou, s'il s'agissait de Juifs, par un complexe d'infériorité. « Que le monde entier le comprenne : nous ne renoncerons pas à notre prisonnier. »

Il faut, pour être juste, ajouter que le ton adopté pendant le procès fut tout différent. Mais je crois qu'on peut, en toute confiance, prédire que ce procès, le dernier en date des procès successeurs [aux procès de Nuremberg], ne servira pas plus que les premiers, peut-être même encore moins, de précédent valable pour les futurs procès de ce genre de crimes. Si l'on

considère que son objectif principal – poursuivre, défendre, juger et châtier Adolf Eichmann – a été atteint, cela n'est pas très important, néanmoins la possibilité subsiste, plutôt déplaisante mais difficile à nier, que des crimes similaires puissent être commis à l'avenir. Les raisons de cette sinistre éventualité sont générales autant que particulières. Il est dans la nature des choses humaines que tout acte, une fois apparu et inscrit dans le cours de l'histoire de l'humanité, demeure dans l'humanité en tant que potentialité, longtemps après que sa réalité s'est fondue dans le passé. Aucun châtiment n'a jamais eu le pouvoir d'empêcher que des crimes soient commis. Au contraire, quel que soit le châtiment, tout crime apparu une première fois a plus de chances de réapparaître qu'il n'en avait d'apparaître au départ. Les raisons particulières qui permettent d'envisager une répétition des crimes perpétrés par les nazis sont encore plus plausibles. L'effrayante coïncidence entre l'explosion démographique de notre époque et la découverte de procédés techniques qui, grâce à l'automatisation, rendront « superflue », ne serait-ce que sur le plan du travail, une grande partie de la population, rend possible de traiter cette double menace par l'utilisation d'armes nucléaires auprès desquelles les chambres à gaz de Hitler auraient l'air d'un jeu d'enfant méchant. Cela seul devrait suffire à nous faire trembler.

C'est essentiellement parce que le sans précédent peut constituer un précédent pour l'avenir que tout procès touchant aux « crimes contre l'humanité » doit être jugé selon un critère qui, aujourd'hui encore, est un « idéal ». Si le génocide est une possibilité effective pour l'avenir, alors aucun peuple au monde – et le peuple juif, en Israël ou ailleurs, moins que tout autre – ne peut être raisonnablement certain de survivre sans l'aide et la protection du droit international. La leçon tirée de la résolution d'un cas jusque-là sans précédent ne pourra être évaluée comme un succès ou un échec que si elle sert d'enseignement pour l'élaboration d'un droit pénal international. Et cette demande, adressée aux juges dans de tels

procès, ne va pas au-delà de l'objectif qui leur est fixé et n'exige pas plus que ce que l'on est en droit d'attendre. Le droit international, remarquait le juge Jackson à Nuremberg, « est le résultat de traités et d'accords conclus entre les nations, le produit des coutumes établies. Mais chaque coutume a son origine dans une action singulière [...]. Notre époque a le droit de créer ses coutumes et de conclure des accords qui constitueront à leur tour les sources d'un droit international nouveau et renforcé ». Le juge Jackson a seulement oublié d'ajouter que le droit international étant par définition inachevé, la tâche des juges dans les procès ordinaires est désormais de rendre justice sans l'aide de lois positives et explicites, voire en outrepassant les limites que leur imposent ces lois. Le juge se trouve alors dans une situation délicate et il y a de fortes chances qu'il proteste que c'est l'affaire du législateur et non la sienne, de produire 1'« action singulière » qu'on exige de lui.

Et avant de conclure au succès ou à l'échec du procès de Jérusalem, il faut bien souligner que les juges étaient fermement convaincus qu'ils n'avaient pas le droit de devenir des législateurs, qu'ils étaient tenus de mener leur action dans le cadre de la loi israélienne d'une part, et de la jurisprudence, d'autre part. Il faut admettre aussi que leurs échecs n'ont surpassé ni en nature ni en degré les échecs des procès de Nuremberg et des procès successeurs dans les autres pays européens. Au contraire, une partie de l'échec du tribunal de Jérusalem provient de son adhésion plus qu'ardente au précédent de Nuremberg chaque fois que c'était possible.

En résumé, le tribunal de Jérusalem a échoué dans la mesure où il ne s'est pas attaqué à trois questions fondamentales, pourtant bien connues et largement discutées depuis Nuremberg : le problème de l'affaiblissement de la justice lorsqu'elle est rendue par un tribunal de vainqueurs ; une définition valide du « crime contre l'humanité » ; et la

reconnaissance sans équivoque du criminel d'un nouveau type qui commet ce crime.

Sur la première question, la justice a pâti plus gravement à Jérusalem qu'à Nuremberg parce que le tribunal n'a pas admis certains témoins de la défense. Tel fut le principal défaut du procès de Jérusalem du point de vue de l'exigence traditionnelle de procès équitable. De plus, s'il était sans doute inévitable au lendemain de la guerre que justice soit faite par les vainqueurs (à l'argument du juge Jackson selon lequel « les vainqueurs doivent juger les vaincus, ou alors il faut laisser les vaincus se juger eux-mêmes » s'ajoutait le sentiment compréhensible des Alliés « qui avaient tout risqué [et] ne pouvaient admettre des pays neutres » [Donnedieu de Vabres]), seize ans plus tard, dans de tout autres circonstances, le refus d'admettre des pays neutres n'avait plus aucun sens.

Sur la deuxième question, les conclusions du tribunal de Jérusalem étaient largement supérieures à celles de Nuremberg. J'ai déjà donné la définition de la Charte de Nuremberg, selon laquelle les « crimes contre l'humanité » sont des « actes inhumains », qu'on a traduit en allemand par *Verbrechen gegen die Menschlichkeit* – comme si les nazis avaient seulement manqué de gentillesse humaine, ce qui est assurément l'euphémisme du siècle. Il est vrai que si la conduite du procès n'avait dépendu que de l'accusation, le malentendu de base aurait été encore plus grand qu'à Nuremberg. Mais le jugement refusa de laisser le caractère fondamental de ce crime être englouti dans un déluge d'atrocités, et il n'est pas tombé dans le piège de l'assimilation de ce crime aux crimes de guerre ordinaires. Ce qui, à Nuremberg, n'avait fait l'objet que d'une remarque occasionnelle et, si l'on peut dire, marginale – « les témoignages montrent que [...] les meurtres de masse et les actes de cruauté n'avaient pas été perpétrés dans le seul but d'écraser l'opposition » mais qu'« ils faisaient partie d'un plan destiné à éliminer des populations entières » – était au centre du procès de Jérusalem, pour la simple raison qu'Eichmann

était accusé d'un crime contre le peuple juif, un crime qu'aucune considération utilitaire ne pouvait expliquer ; on avait assassiné des Juifs aux quatre coins de l'Europe, pas seulement à l'Est, et leur extermination n'avait rien à voir avec un désir d'expansion territoriale « à des fins de colonisation par les Allemands ». Le grand avantage d'un procès focalisé sur le crime perpétré contre le peuple juif était de faire apparaître – assez clairement pour qu'elle soit admise dans un futur code pénal international – la différence entre les « crimes de guerre », comme fusiller des partisans et tuer des otages, et les « actes inhumains », comme « expulser et anéantir » des populations entières de manière à rendre possible la colonisation par un envahisseur. Il avait aussi l'avantage de clarifier la différence entre les « actes inhumains » (dont le mobile, quoique criminel, était connu, comme l'expansion par la colonisation) et le « crime contre l'humanité », dont le mobile et le but étaient sans précédent. Mais à aucun moment du procès et nulle part dans le jugement, le tribunal de jerusaïem n'a mentionné ne serait-ce que la possibilité que l'extermination de groupes ethniques entiers – Juifs, Polonais ou Tsiganes – soit davantage qu'un crime contre le peuple juif, le peuple polonais ou le peuple tzigane, et que l'ordre international et l'humanité tout entière en soient gravement atteints et menacés.

Cet échec était intimement lié à l'évidente incapacité rencontrée par les juges lorsqu'ils furent confrontés à la tâche qu'ils pouvaient le moins ignorer, la tâche de comprendre le criminel qu'ils étaient venus juger. Plus précisément, il n'était pas suffisant que les juges ne suivent pas l'accusation dans son erreur manifeste lorsqu'elle décrivait l'accusé comme un « pervers sadique ». Il n'aurait pas suffi non plus qu'ils franchissent un pas de plus et qu'ils montrent l'inconsistance de l'argumentation de l'accusation, quand M. Hausner prétendait juger le monstre le plus anormal que le monde ait jamais vu, et, en même temps, juger en lui « tous ceux qui lui ressemblent », voire le « mouvement nazi et l'antisémitisme en général ». Ils

savaient, bien sûr, qu'il eût été très réconfortant de croire qu'Eichmann était un monstre, même si, dans ce cas, l'accusation d'Israël contre lui s'effondrait, ou, du moins, perdait tout intérêt. Il aurait été certainement très difficile d'en appeler au monde entier et de faire venir des correspondants de presse de tous les coins du globe à seule fin d'exhiber une sorte de Barbe-Bleue derrière les barreaux. L'ennui, avec Eichmann, c'est précisément qu'il y en avait beaucoup qui lui ressemblaient et qui n'étaient ni pervers ni sadiques, qui étaient, et sont encore, terriblement et effroyablement normaux. Du point de vue de nos institutions et de nos critères moraux de jugement, cette normalité était beaucoup plus terrifiante que toutes les atrocités réunies, car elle supposait – les accusés et leurs avocats le répétèrent mille fois à Nuremberg – que ce nouveau type de criminel, tout *hostis humani generis* qu'il soit, commet des crimes dans des circonstances telles qu'il lui est pour ainsi dire impossible de savoir ou de sentir qu'il fait le mal. À cet égard, les témoignages présentés au procès Eichmann sont encore plus convaincants que les témoignages présentés aux procès des principaux criminels de guerre, car leurs allégations de bonne conscience pouvaient être plus facilement récusées, dans la mesure où elles invoquaient, pêle-mêle, et l'argument d'avoir obéi à des « ordres supérieurs » et toutes sortes de vantardises à propos de désobéissance occasionnelle. Mais, bien que la mauvaise foi des accusés ait été manifeste, la seule base à partir de laquelle il était effectivement possible de démontrer leur mauvaise conscience était le fait que les nazis, et particulièrement les organismes criminels auxquels appartenait Eichmann, avaient passé beaucoup de temps, pendant les derniers mois de la guerre, à détruire les preuves de leurs crimes. Et une telle base était plutôt fragile. Elle prouvait seulement que la loi du meurtre de masse était encore trop nouvelle pour que les autres nations acceptent de la reconnaître ; ou encore, dans le langage nazi, qu'elles avaient perdu la bataille engagée pour « libérer » l'humanité du « règne des sous – hommes » et de la domination

des Sages de Sion en particulier ; ou encore, en langage courant, elle ne prouvait rien d'autre que la reconnaissance de la défaite. Un seul d'entre eux aurait-il souffert de mauvaise conscience s'ils avaient été victorieux ?

Parmi les questions plus générales qui étaient en jeu au procès Eichmann, la première était le présupposé commun à tous les systèmes juridiques modernes selon lequel il faut avoir l'intention de faire le mal pour commettre un crime. Peut-être n'y a-t-il rien dont la jurisprudence des pays civilisés n'ait tiré plus de fierté que cette prise en considération du facteur subjectif. Quand cette intention est absente, quand, pour une raison ou une autre, fût-ce l'aliénation morale, la faculté de distinguer le bien du mal est atteinte, nous pensons qu'il n'y a pas eu crime. Nous rejetons, et considérons comme barbares, les idées selon lesquelles « un grand crime est une offense contre la nature, de sorte que la terre elle-même crie vengeance ; que le mal viole l'harmonie naturelle que seul le châtiment peut rétablir ; qu'une collectivité lésée a le devoir à l'égard de l'ordre moral de châtier le criminel » (Yosal Rogat). Et pourtant je pense pouvoir affirmer que c'est précisément sur la base de telles idées, oubliées depuis longtemps, qu'on a été conduit à traduire Eichmann en justice et qu'en réalité, elles ont fourni la suprême justification pour la peine de mort. Parce qu'il avait été impliqué et avait joué un rôle central dans une entreprise dont le but avoué était l'élimination à tout jamais de certaines « races » de la surface de la terre, il fallait l'éliminer. Et s'il est vrai qu'il faut « non seulement que justice soit faite mais que cela apparaisse », alors la justice de ce qui a été fait à Jérusalem aurait éclaté aux yeux de tous si seulement les juges avaient osé s'adresser à l'accusé à peu près en ces termes :

« Vous avez admis que le crime commis contre le peuple juif pendant la guerre était le plus grand crime de l'histoire et vous avez reconnu le rôle que vous y avez joué. Mais vous avez dit que vous n'avez jamais agi pour des raisons viles, que vous n'avez jamais eu envie de tuer qui que ce soit, que vous n'avez

jamais haï les Juifs, et cependant que vous n'auriez pas pu agir autrement et que vous ne vous êtes pas senti cou – pable. cela nous paraît aimable à croire, mais non impossible ; Bien que peu nombreuses, il existe certaines preuves contre vous en matière de motivation et de conscience qui pourraient être établies sans doute possible. Vous avez dit aussi que votre rôle dans la Solution finale était dû au hasard et que n'importe qui ou presque aurait pu prendre votre place, de sorte que, de manière potentielle, presque tous les Allemands sont également coupables. Vous entendiez par là que si tout le monde, ou presque, est coupable, alors personne ne l'est. Il est vrai qu'une telle conclusion est fort répandue, mais nous ne sommes pas désireux de vous l'accorder. Et si vous ne comprenez pas nos objections, nous recommandons à votre attention l'histoire de Sodome et Gomorrhe dans la Bible, les deux villes voisines qui furent détruites par le feu venu du Ciel parce que tous ceux qui les habitaient étaient devenus également coupables. Mais, il faut le préciser, cette histoire n'a rien à voir avec la notion actuellement en vogue de “culpabilité collective” selon laquelle les gens seraient, ou se sentiraient, coupables de choses faites en leur nom mais non par eux – de choses auxquelles ils n'ont pas participé et dont ils n'ont tiré aucun profit. En d'autres termes, devant la loi, la culpabilité et l'innocence sont des faits objectifs et même si quatre-vingts millions d'Allemands avaient fait comme vous, cela n'aurait pas été une excuse pour vous.

« Heureusement nous n'avons pas besoin d'aller jusque-là. Vous-même n'avez pas prétendu que ceux qui vivaient dans un État dont la finalité politique principale était de commettre des crimes inouïs étaient réellement coupables, mais qu'ils étaient des coupables en puissance. Et quels que soient les hasards des circonstances objectives ou subjectives qui vous ont poussé à devenir criminel, il y a un abîme entre l'actualité de ce que vous avez fait et la potentialité de ce que les autres auraient pu faire. Nous ne nous intéressons ici qu'à ce que vous avez fait et pas à l'éventualité de la nature non criminelle de votre vie intérieure

ou de vos motivations, pas plus qu'aux potentialités criminelles de ceux qui vous entouraient. Vous avez raconté votre histoire comme celle de quelqu'un qui n'a pas eu de chance, et, connaissant les circonstances, nous sommes prêts à vous accorder, jusqu'à un certain point du moins, que si vous aviez bénéficié de circonstances plus favorables, vous n'auriez probablement jamais eu à comparaître devant nous ou devant une autre cour pénale. Supposons, pour les besoins de la cause, que seule la malchance a fait de vous un instrument consentant dans l'organisation du meurtre de masse ; il reste encore le fait que vous avez exécuté, et donc soutenu activement, une politique de meurtre de masse. Car la politique et l'école maternelle ne sont pas la même chose ; en politique obéissance et soutien ne font qu'un. Et puisque vous avez soutenu et exécuté une politique qui consistait à refuser de partager la terre avec le peuple juif et les peuples d'un certain nombre d'autres nations – comme si vous et vos supérieurs aviez le droit de décider qui doit et ne doit pas habiter le monde – nous estimons qu'on ne peut attendre de personne, c'est-à-dire d'aucun membre de l'espèce humaine, qu'il veuille partager la terre avec vous. C'est pour cette raison, et pour cette raison seule, que vous devez être pendu. »

POST-SCRIPTUM

Cet ouvrage étant le *compte rendu d'un procès*, il s'appuie principalement sur la transcription des débats mise à la disposition de la presse à Jérusalem. Exception faite du discours d'ouverture de l'accusation et de la plaidoirie générale de la défense, le procès-verbal du procès n'a pas été publié, et il est relativement inaccessible. La langue de la salle d'audience était l'hébreu ; le matériel mis à la disposition de la presse se voulait « une transcription non publiée et non corrigée de la traduction simultanée » qui « ne peut être considérée comme étant parfaite sur le plan du style ni dépourvue d'erreurs linguistiques ». J'ai toujours employé la version anglaise sauf lorsque les débats se déroulaient en allemand ; j'ai pris la liberté d'utiliser ma propre traduction lorsque les propos d'origine figuraient dans la transcription allemande.

Si l'on met à part le discours introductif du procureur et le verdict final, dont la traduction a été faite en dehors de la salle d'audience, indépendamment de la traduction simultanée, aucune de ces transcriptions ne peut être considérée comme absolument digne de confiance. La seule version autorisée est le compte rendu officiel en hébreu, que je n'ai pas utilisé. Cependant tous ces documents ont été officiellement distribués aux journalistes pour leur usage professionnel et, autant que je sache, personne n'a encore signalé de divergences significatives entre le compte rendu officiel en hébreu et la traduction. La traduction simultanée en allemand était très mauvaise, mais on peut supposer que les traductions anglaise et française sont fiables.

En revanche, la fiabilité des sources est incontestable pour les documents suivants qui – à une exception près – furent aussi mis à la disposition des journalistes par les autorités de Jérusalem :

1. La transcription en allemand de l'interrogatoire d'Eichmann par la police, enregistré sur bandes magnétiques, puis dactylographié, le texte dactylographié soumis à Eichmann ayant été corrigé de sa main. Avec la transcription des débats pendant l'audience, ce texte est le document le plus important.

2. Les documents soumis au tribunal par l'accusation, ainsi que les « textes juridiques » fournis par elle.

3. Les seize dépositions faites sous serment par des témoins appelés à l'origine par la défense, quoique l'accusation ait utilisé certaines parties de leur témoignage par la suite. Ces témoins étaient : Erich von dem Bach-Zelewski, Richard Baer, Kurt Becher, Horst Grell, le dr Wilhelm Hötzel, Walter Huppenkothen, Hans Jüttner, Herbert Kappler, Hermann Krumey, Franz Novak, Alfred Josef Slawik, le Dr Max Merten, le professeur Alfred Six, le Dr Eberhard von Thadden, le Dr Edmund Veessenmayer et Otto Winkelmann.

4. Enfin, j'ai aussi eu à ma disposition un manuscrit de soixante-dix pages dactylographiées rédigé par Eichmann lui-même. Présenté comme preuve par l'accusation, admis par la cour, ce texte n'a pas été transmis à la presse. Son titre, traduit, est : « Mes observations sur "les questions juives et sur les mesures prises pour les résoudre par le gouvernement national-socialiste* du Reich allemand entre 1933 et 1945". » Ce manuscrit contient des notes rédigées par Eichmann en Argentine lorsqu'il se préparait à être interviewé par Sassen (voir bibliographie). La bibliographie ne contient que le matériel dont je me suis servie pour écrire ce livre, et non les innombrables ouvrages, articles et reportages de journaux que j'ai lus et rassemblés au cours des deux années qui se sont écoulées entre l'enlèvement d'Eichmann et son exécution. Si je regrette que cette bibliographie soit incomplète, c'est uniquement par rapport aux reportages des correspondants de presse allemands, français, anglais et américains, car leur niveau était souvent largement supérieur à la façon beaucoup plus prétentieuse dont le sujet fut traité dans les livres et les

revues ; mais combler cette lacune aurait demandé un travail bien trop considérable. Je me suis donc contentée d'ajouter à la bibliographie de cette édition revue et corrigée ceux des ouvrages et articles de revues qui, ayant paru après la publication de mon livre, contiennent plus qu'une version rebattue des thèses de l'accusation. Parmi eux se trouvent deux comptes rendus du procès dont les conclusions rejoignent les miennes de façon étonnante, ainsi qu'une étude sur les figures de proue du III^e Reich, que j'ai ajoutée maintenant à mes sources en tant que documentation à propos du contexte. Il s'agit de l'ouvrage de Robert Pendorf, *Mörder und Ermordete. Eichmann und die Judenpolitik des Dritten Reiches*, qui tient compte du rôle des Conseils juifs dans la Solution finale ; de *Strafsache 40/61* (j'ai utilisé la traduction allemande) du journaliste hollandais Harry Mulisch, le seul auteur ou presque qui ait placé la personne de l'accusé au centre de son compte rendu et dont le jugement sur Eichmann coïncide avec le mien sur certains points essentiels ; enfin, de *Das Gesicht des Dritten Reiches* de J. C. Fest, excellent recueil, publié récemment, de portraits des principaux nazis ; Fest est très bien informé et son jugement est de tout premier ordre.

Les difficultés que rencontre l'auteur d'un reportage sont très comparables à celles que soulève l'écriture d'une monographie historique. Dans les deux cas, la nature même de la recherche exige de distinguer délibérément entre les sources de première et de seconde main. Pour traiter le sujet particulier – ici, le procès lui-même – on ne doit utiliser que les sources de première main, alors qu'on fait appel aux sources de seconde main pour tout ce qui concerne le contexte historique. C'est ainsi qu'à quelques rares exceptions près, les documents que j'ai cités ont été présentés à titre de preuve au procès (auquel cas ils constituaient mes sources de première main) ou encore ils ont été tirés d'ouvrages qui font autorité sur la période en question. Comme le lecteur a pu le constater, j'ai utilisé *The Final Solution* de Gerald Reitlinger, et je me suis fondée surtout

sur *La Destruction des Juifs d'Europe* de Raul Hilberg qui a été publié après le procès et qui constitue l'analyse la plus exhaustive et la mieux documentée de la politique juive du III^e Reich.

Avant même d'être publié, le présent ouvrage a été tout à la fois le centre d'une controverse et l'objet d'une campagne organisée. Il n'est que trop normal que la campagne, menée avec toutes les méthodes éprouvées de fabrication d'images et de manipulation de l'opinion, ait bien davantage attiré l'attention que la controverse, de sorte que cette dernière a été comme submergée et noyée par le bruit artificiel fait par la campagne. Cela est devenu particulièrement clair quand un étrange mélange des deux, dans une phraséologie presque identique – comme si les critiques écrites contre le livre (et le plus souvent contre son auteur) sortaient « d'une machine à ronéotyper » (Mary McCarthy) – a voyagé d'Amérique en Angleterre puis en Europe, où le livre n'était même pas encore disponible. Et cela fut possible dans la mesure où la clameur était concentrée sur l'« image » d'un livre qui n'avait jamais été écrit et qui touchait souvent à des sujets dont je n'avais pas parlé et, qui plus est, qui ne m'étaient jamais venus à l'esprit jusqu'alors.

Le débat – si c'en était vraiment un – qui suivit n'était pas du tout dépourvu d'intérêt. Les manipulations de l'opinion ont des buts limités, dans la mesure où des intérêts bien précis les inspirent ; même si elles touchent parfois à une question véritablement intéressante, elles ne contrôlent plus leurs effets et entraînent facilement des conséquences qu'elles n'ont ni prévues ni voulues. Il s'avéra alors que l'époque du régime de Hitler, ses crimes gigantesques et sans précédent, constituait un « passé non maîtrisé » non seulement pour le peuple allemand ou pour les Juifs ou l'innocence entière, mais encore pour le monde en général qui n'avait pas oublié cette immense catastrophe survenue au cœur de l'Europe et qui avait été aussi incapable de l'affronter. De plus – et c'est peut-être ce qu'on attendait le

moins – des questions morales d'ordre général avec leurs complications et leurs complexités modernes, et dont je n'aurais jamais soupçonné qu'elles puissent, aujourd'hui encore, hanter les esprits des hommes et lourdement peser sur leurs consciences, se trouvaient brusquement placées au premier plan des préoccupations du public.

La controverse commença par attirer l'attention sur le comportement du peuple juif pendant les années de la Solution finale, remettant ainsi à l'ordre du jour la question qu'avait posée le procureur israélien, savoir si les Juifs auraient pu ou dû se défendre. J'avais écarté cette question qui me paraissait stupide et cruelle, car elle trahissait une ignorance fatale des conditions de l'époque. On en a discuté depuis jusqu'à saturation et on en a tiré les conclusions les plus incroyables. Pour expliquer un comportement qui n'a pas été le fait du seul peuple juif et qui ne peut donc pas être expliqué par des facteurs spécifiquement juifs, on a continuellement tenu à placer la célèbre construction histo – rico-sociologique de « mentalité de ghetto » (qui figure dans les manuels d'histoire en Israël et qui a surtout été adoptée par le psychologue Bruno Bettelheim aux États-Unis – malgré les protestations furieuses des représentants officiels du judaïsme américain). Les explications se sont multipliées jusqu'à ce que quelqu'un qui trouvait vraisemblablement le débat trop peu animé ait l'idée géniale d'invoquer les théories de Freud et d'attribuer au peuple juif tout entier un « désir de mort » – inconscient, naturellement. C'est cette conclusion, pour le moins inattendue, que certains critiques ont choisi de tirer à partir de l'« image » d'un livre qui avait été fabriquée par certains groupes d'intérêt, livre dans lequel j'aurais prétendu que les Juifs s'étaient assassinés eux – mêmes. Et pourquoi avais-je proféré ce mensonge, aussi monstrueux qu'improbable ? Par « haine de soi », bien sûr.

Dans la mesure où le rôle des dirigeants juifs avait été évoqué au cours du procès, et dans la mesure où j'en avais

rendu compte et l'avais commenté, il était inévitable qu'il soit aussi discuté. À mon avis, c'est là un problème grave, mais le débat n'a guère contribué à l'élucider. L'establishment juif est profondément divisé sur ce sujet, comme on peut s'en rendre compte d'après le procès récent où un certain Hirsch Birnblat, ancien chef de la police juive dans une ville polonaise, devenu chef d'orchestre de l'Opéra israélien, a d'abord été condamné en Israël à cinq ans de prison puis acquitté par la Cour suprême de Jérusalem, dont ropimon unanime acquittait indirectement les Conseils juifs en général. Mais, dans le débat, les voix les plus bruyantes étaient celles qui identifiaient le peuple juif avec ses dirigeants – aux antipodes de la nette distinction qu'on trouve dans presque tous les récits de survivants et qu'on peut résumer dans les termes employés par un ancien détenu de Theresienstadt : « Dans l'ensemble, le peuple juif s'est conduit de façon magnifique. Seuls ses dirigeants ont failli » – ou qui justifiaient les responsables juifs en énumérant les services louables qu'ils avaient rendus avant la guerre et particulièrement avant les années de la Solution finale, comme s'il n'y avait aucune différence entre aider les Juifs à émigrer et aider les nazis à les déporter.

Alors que ces questions n'étaient pas sans rapport avec le présent ouvrage, bien qu'on leur ait donné une importance exagérée, d'autres n'avaient strictement aucun rapport avec lui. On discuta passionnément, par exemple, du mouvement de résistance allemand à partir du début du régime de Hitler, ce dont je n'avais évidemment pas parlé puisque le problème de la conscience d'Eichmann et celui de son entourage ne se rapportaient qu'à l'époque de la guerre et de la Solution finale. Mais il y eut des choses encore plus extravagantes. De nombreuses personnes se mirent à débattre pour savoir si les victimes des persécutions n'étaient pas toujours plus « laides » que leurs bourreaux ; ou si quelqu'un qui n'y était pas avait le droit de « s'ériger en juge » du passé ; ou si c'étaient l'accusé ou la victime qui avaient le premier rôle dans un procès. À ce

propos, certains ont même été jusqu'à affirmer non seulement que j'avais tort de m'intéresser au genre de personne qu'était Eichmann, mais encore qu'il n'aurait pas dû être autorisé à prendre la parole – en d'autres termes, et selon toute apparence, que le procès aurait dû se dérouler sans aucune défense.

Comme cela arrive fréquemment dans les discussions qui sont menées avec de grandes démonstrations d'émotion, les intérêts très terre à terre de certains groupes, qui ne s'excitent qu'à propos de questions factuelles et qui essayent donc de déformer les faits, se sont rapidement et inextricablement trouvés mêlés aux aspirations sans frein d'intellectuels qui, eux, ne s'intéressent nullement aux faits mais les considèrent comme de simples tremplins pour leurs « idées ». Et cependant, même dans ces fausses batailles, il a souvent été possible d'apercevoir un certain sérieux, une dose d'intérêt sincère, jusque dans les contributions de gens qui se vantaient de n'avoir jamais lu le livre et promettaient de ne jamais le faire.

Par comparaison avec ces débats qui allaient tellement loin, le livre lui-même traitait d'un sujet tristement limité. Le compte rendu d'un procès ne peut traiter que des questions soulevées au cours du procès, ou qui auraient dû l'être dans l'intérêt de la justice. La situation générale du pays dans lequel ce procès se déroule doit aussi être prise en considération si elle jette quelque lumière sur la conduite du procès. Mais ce livre ne traite pas de l'histoire du plus grand désastre qui se soit jamais abattu sur le peuple juif, il n'est pas non plus une analyse du totalitarisme, ni une histoire du peuple allemand sous le III^e Reich, ni enfin et encore moins un traité théorique sur la nature du mal. Quel que soit le procès, les feux de la rampe sont concentrés sur la personne de l'accusé, homme de chair et de sang, avec son histoire individuelle, avec son ensemble toujours unique de qualités, de particularités, de schémas de comportement et de circonstances. Tous les éléments qui vont au-delà, l'histoire du peuple juif en Diaspora, celle de l'antisémitisme, le comportement du peuple allemand et

d'autres peuples, les idéologies de l'époque et l'appareil gouvernemental du III^e Reich, ne concernent le procès que dans la mesure où ils constituent le contexte dans lequel l'accusé a agi. Ce que l'accusé n'a pas connu directement, ou ce qui ne l'a pas influencé, n'a pas de place dans le procès ni, par conséquent, dans son compte rendu.

On pourrait répondre à cela que toutes les questions d'ordre général que nous soulevons involontairement dès que nous commençons à parler de ces sujets – pourquoi les Allemands ? pourquoi les Juifs ? quelle est la nature d'un pouvoir totalitaire ? – sont bien plus importantes que la question du type de crime dont on accuse un homme et celle du type d'accusé sur lequel la justice doit se prononcer ; plus importantes aussi que la question de savoir jusqu'à quel point notre système juridique actuel est capable d'affronter ce type particulier de crime et de criminel, auquel il n'a cessé d'avoir affaire depuis la Seconde Guerre mondiale. L'on pourrait soutenir que la question n'est plus celle d'un être humain particulier, d'un individu singulier qui se trouve sur le banc des accusés, mais plutôt celle du peuple allemand en général, ou de l'antisémitisme sous toutes ses formes, ou de toute l'histoire contemporaine, ou de la nature humaine et du péché originel – de telle sorte qu'en fin de compte ce serait l'espèce humaine tout entière qui se trouverait assise, invisible, à côté de l'accusé. Cette argumentation a souvent été mise en avant, en particulier par ceux qui ne se sentiront pas en paix tant qu'ils n'auront pas découvert un « Eichmann au fond de chacun de nous ». Si l'accusé est pris pour un symbole et le procès pour un prétexte à soulever des problèmes qui sont apparemment d'un intérêt plus grand que celui de l'innocence ou de la culpabilité d'une personne, alors la logique exige que nous nous inclinions devant la thèse d'Eichmann et de son avocat : il devait être cloué au pilori parce qu'il fallait un bouc émissaire non seulement pour la République fédérale allemande mais aussi pour l'ensemble des événements et ce qui les a rendus possibles

– l'antisémitisme, le gouvernement totalitaire, sans oublier l'espèce humaine et le péché originel.

Inutile de dire que si j'avais partagé ce point de vue je ne serais jamais allée à Jérusalem. L'opinion que j'ai soutenue et que je soutiens encore est que ce procès devait avoir lieu dans l'intérêt de la justice et rien de plus. Je pense également que les juges avaient tout à fait raison de souligner dans leur verdict que « l'État d'Israël a été créé et reconnu comme l'État des Juifs » et que cet État était donc habilité à juger un crime commis contre le peuple juif ; et, vu la confusion qui règne actuellement dans les milieux juridiques sur la signification et l'utilité du châtiment, je me suis réjouie que le jugement ait cité Grotius qui expliquait de son côté, en citant un auteur plus ancien, que le châtiment est nécessaire « afin de défendre l'honneur ou l'autorité de celui qui a été lésé, afin que l'absence de châtiment n'entraîne pas sa dégradation ».

Il va sans dire que l'accusé, la nature de ses actes et le procès lui – même soulèvent des problèmes d'ordre général qui dépassent ceux qui furent évoqués à Jérusalem. J'ai essayé d'en traiter certains dans l'Épilogue, qui n'est plus un simple reportage. On ne m'aurait pas étonnée en me disant que je le faisais de façon inadéquate, et j'aurais accueilli avec joie un débat sur la signification générale de l'ensemble des faits. Plus le débat se serait référé directement aux événements concrets, plus il aurait été important. Je peux très bien imaginer aussi qu'une controverse authentique aurait pu surgir à propos du sous-titre du livre ; car je n'ai parlé de la banalité du mal qu'au seul niveau des faits, en mettant en évidence un phénomène qui sautait aux yeux lors du procès. Eichmann n'était ni un Iago ni un Macbeth ; et rien n'était plus éloigné de son esprit qu'une décision, comme chez Richard III, de faire le mal par principe. Mis à part un zèle extraordinaire à s'occuper de son avancement personnel, il n'avait aucun mobile. Et un tel zèle en soi n'était nullement criminel ; il n'aurait certainement jamais assassiné son supérieur pour prendre son poste. *Simplement, il*

ne s'est jamais rendu compte de ce qu'il faisait, pour le dire de manière familière. C'est précisément ce manque d'imagination qui lui a permis de rester assis pendant des mois en face d'un Juif allemand qui menait l'interrogatoire de police, de s'épancher devant cet homme et de lui expliquer mille et une fois pourquoi il n'avait jamais dépassé le rang de lieutenant-colonel des SS et que ce n'était pas de sa faute s'il n'avait bénéficié d'aucune promotion. Il savait très bien, au départ, de quoi il s'agissait, sans tout cela, et sans sa vaine réaction au iriunai, 11 parla de la « réévaluation des valeurs préconisées par le gouvernement [nazi] ». Il n'était pas stupide. C'est la pure absence de pensée – ce qui n'est pas du tout la même chose que la stupidité – qui lui a permis de devenir un des plus grands criminels de son époque. Et si cela est « banal » et même comique, si, avec la meilleure volonté du monde, on ne parvient pas à découvrir en Eichmann la moindre profondeur diabolique ou démoniaque, on ne dit pas pour autant, loin de là, que cela est ordinaire. Il n'est certainement pas si courant que, devant la mort et surtout au pied de l'échafaud, un homme soit capable de ne penser qu'à des phrases entendues toute sa vie aux enterrements et que ces « paroles élevées » lui voilent complètement la réalité de sa propre mort. Qu'on puisse être à ce point éloigné de la réalité, à ce point dénué de pensée, que cela puisse faire plus de mal que tous les mauvais instincts réunis qui sont peut-être inhérents à l'homme – telle était effectivement la leçon qu'on pouvait apprendre à Jérusalem. Mais ce n'était qu'une leçon, ce n'était pas une explication du phénomène ni une théorie à ce sujet.

La question du genre de crime dont il s'agit vraiment ici – un crime dont, de plus, tout le monde s'accordait à dire qu'il était sans précédent – est une question apparemment plus complexe, mais elle est en fait bien plus simple que celle de l'étrange lien entre l'absence de pensée et le mal. Car, bien que valable jusqu'à un certain point, le concept de génocide, expressément introduit afin de couvrir un crime inconnu jusqu'alors, n'est pas

entièrement adéquat pour la simple raison que les massacres de peuples entiers ne sont pas sans précédent. Ils étaient courants dans l'Antiquité et des siècles de colonisation et d'impérialisme nous fournissent pléthore d'exemples de telles tentatives plus ou moins couronnées de succès. L'expression « massacres administratifs » semble davantage correspondre à ce phénomène. Elle a été introduite à propos de l'impérialisme britannique ; les Anglais ont délibérément rejeté de tels procédés pour maintenir leur pouvoir en Inde. Cette expression a l'avantage de dissiper le préjugé selon lequel des actes aussi monstrueux ne pouvaient être perpétrés qu'à l'encontre d'une nation étrangère ou d'une race différente. On sait que Hitler a commencé ses meurtres de masse en accordant une « mort miséricordieuse » aux « malades incurables », et qu'il avait l'intention de couronner son programme d'extermination par l'élimination des Allemands qui étaient « génétiquement atteints » (malades du cœur et des poumons). Mais indépendamment de tout cela, il apparaît que ce genre de meurtre peut viser n'importe quel groupe, que le principe du CHOIX dépend seulement des circonstances. Il n'est pas totalement inconcevable que, dans l'avenir pas si lointain d'une économie automatisée, les hommes pourraient être tentés d'exterminer tous ceux dont le quotient intellectuel est inférieur à un certain niveau.

À Jérusalem, ce problème n'a pas été examiné de manière adéquate parce qu'il est, de fait, très difficile de le saisir en termes juridiques. Nous avons entendu la défense protester qu'Eichmann n'avait été, après tout, qu'un « petit rouage » dans le mécanisme de la Solution finale, et l'accusation affirmer qu'elle pensait avoir découvert en Eichmann son véritable moteur. Personnellement, je n'ai pas attribué à ces deux théories plus d'importance que le tribunal lui-même, dans la mesure où toute cette théorie du petit rouage n'a aucun intérêt juridique, de sorte que la question des dimensions exactes du « rouage » nommé Eichmann n'a aucune importance. Le

tribunal reconnu dans le jugement qu'un tel crime ne pouvait être commis que par une bureaucratie gigantesque s'appuyant sur les moyens que le gouvernement mettait à sa disposition. Mais dans la mesure où ce crime reste un crime – ce qui est, bien sûr, la condition d'un procès – tous les rouages de la machine, si insignifiants soient-ils, redeviennent, dans un tribunal, des coupables, c'est-à-dire des êtres humains. Certes, l'accusé peut toujours maintenir, pour s'innocenter, qu'il a agi non en tant qu'homme mais en tant que simple fonctionnaire dont les fonctions auraient tout aussi bien pu être remplies par un autre ; c'est comme si un criminel, s'appuyait sur des statistiques – indiquant que tel nombre de crimes est commis chaque jour en tel endroit – et déclarait qu'il avait seulement accompli ce qui était statistiquement prévisible, que cet acte n'était le sien, et non celui d'un autre, que par le plus pur des hasards, puisque après tout il fallait bien que quelqu'un le commît. Certes, il importe aux sciences politiques et sociales de savoir qu'il est dans la nature même du gouvernement totalitaire, et peut-être est-ce la nature de toute bureaucratie, de transformer les hommes en fonctionnaires, en simples rouages de la machine administrative et, ainsi, de les déshumaniser. On peut longtemps discuter et avec profit du règne de Personne qui est la vérité de la forme politique connue sous le nom de bureaucratie. Il faut seulement avoir clairement à l'esprit que la justice ne peut prendre ces facteurs en considération que dans la mesure où ils constituent des circonstances du crime – de même, en cas de vol, tient-on compte de la situation économique du voleur, sans qu'elle excuse le vol, ni qu'a fortiori elle l'absolve. Il est vrai que la psychologie, la sociologie modernes, sans parler de la bureaucratie moderne, nous ont bien habitués à évacuer la responsabilité de l'acte – leur pour ses actes en les expliquant par tel ou tel facteur. Mais ces explications apparemment plus profondes des actions humaines soient justes ou pas, voilà qui est discutable. Mais ce qui est hors de discussion est qu'aucune procédure judiciaire ne serait possible sur ces bases, et qu'à l'aune de telles théories, la

justice n'est pas du tout une institution moderne, elle est même tout à fait démodée. Quand Hitler disait qu'un jour viendrait en Allemagne où la profession de juriste serait considérée comme « honteuse », il exprimait seulement, avec une cohérence extrême, son rêve d'une bureaucratie parfaite.

Pour traiter de cet ensemble de questions, la jurisprudence ne dispose, à ma connaissance, que de deux catégories, et les deux me paraissent inadéquates. Ce sont les concepts d'« actes d'État » et d'actes exécutés sur « ordre supérieur ». Telles sont du moins les seules catégories à l'aide desquelles on discute ces sujets dans ce genre de procès, généralement du côté de l'accusé. La théorie de l'acte d'État repose sur l'argument selon lequel un État souverain ne peut en juger un autre, *par in parem non habet jurisdictionem*. Mais dans la pratique, cet argument a déjà été écarté à Nuremberg ; il était hors-jeu dès le départ puisque, si on l'avait accepté, Hitler lui-même, seul vrai responsable dans tous les sens du terme, n'aurait pas pu être jugé – une telle situation aurait porté atteinte au sens le plus élémentaire de la justice. Mais un argument sans valeur sur le plan pratique n'est pas pour autant ruiné sur le plan théorique. Il ne suffit pas de dire, comme on le fait habituellement, que l'Allemagne du III^e Reich était dominée par une bande de criminels à qui l'on peut difficilement attribuer la souveraineté et la parité. Car, d'un côté, chacun sait que l'analogie avec la bande de criminels n'est valable que sur un plan tellement limité qu'elle finit par n'être pas valable du tout, et, de l'autre côté, il est incontestable que ces crimes furent commis dans le cadre d'un ordre « légal ». C'est d'ailleurs leur principale caractéristique.

Nous parviendrons peut-être à cerner le problème de plus près si nous admettons que derrière le concept d'acte d'État il y a la théorie de la *raison d'État**. Selon cette théorie, les actes de l'État, qui est responsable de la survie d'un pays et, partant, des lois qui la garantissent, ne sont pas soumis aux mêmes règles que les actes des citoyens du pays. De même que l'État de droit,

conçu pourtant afin d'éliminer la violence et la guerre de tous contre tous, a toujours besoin des instruments de la violence pour assurer sa propre existence, de même, un gouvernement peut se trouver dans l'obligation de commettre des actes qui sont généralement considérés comme des crimes afin d'assurer sa propre survie et celle de la légalité. Ce sont souvent ces raisons qu'on invoque pour justifier les guerres, mais un État peut commettre des actes criminels dans d'autres domaines que celui des relations internationales, et l'histoire des pays civilisés en connaît plus d'un exemple – l'assassinat du duc d'Enghien par Napoléon, le meurtre du dirigeant socialiste Matteotti, dont Mussolini lui-même fut probablement responsable.

La *raison d'État** fait appel à la *nécessité* – à tort ou à raison selon les cas –, et les crimes d'État commis en son nom (qui sont pleinement criminels en regard du système juridique en vigueur dans le pays où ils se produisent) sont considérés comme des mesures d'exception, des concessions faites aux exigences de la *Realpolitik* afin de préserver le pouvoir et, partant, la pérennité de l'ensemble de l'ordre légal existant. Dans un système politico-juridique normal, ces crimes constituent des exceptions à la règle et ne sont pas passibles de châtimement (ils sont *gerichtsfrei*, selon la théorie juridique allemande) parce qu'il y va de l'existence de l'État même, et qu'aucune entité politique extérieure à l'État n'a le droit de dénier à celui-ci son droit à l'existence, ni de lui prescrire la façon de la préserver. Lorsque par contre un État est fondé sur des principes criminels – c'est ce que nous avons appris de l'histoire de la politique juive du III^e Reich – c'est l'inverse qui est vrai. C'est l'acte non criminel (tel que, par exemple, l'ordre de Himmler, à la fin de l'été 1944, de mettre un terme à la déportation des Juifs) qui devient une concession à la nécessité imposée par la réalité, en l'occurrence la défaite prévisible. C'est alors que la question se pose : quelle est la nature de la souveraineté d'une telle entité ? N'a-t-elle pas violé la parité (*par in parem non habet jurisdictionem*) que lui accorde le droit

international ? *Par in parem* signifie-t-il seulement les attributs secondaires de la-souveraineté ? Ou est-ce qu'il implique également une égalité qualitative ou une similitude ? Peut-on appliquer le même principe indifféremment à un appareil gouvernemental où le crime et la violence sont des exceptions et des cas limites, et à un système politique qui légalise le crime et en fait une règle ?

C'est peut-être avec le concept d'actes accomplis sur ordre supérieur qu'apparaît de façon encore plus frappante la véritable ampleur de l'inadéquation des concepts juridiques lorsqu'ils doivent s'appliquer aux actes criminels dont tous ces procès se sont occupés. Le tribunal de Jérusalem a répondu aux arguments avancés par la défense en citant longuement les textes juridiques, tant pénaux que militaires, des pays civilisés et notamment d'Allemagne ; car sous Hitler les articles appropriés n'en avaient pas du tout été révoqués. Tous s'accordent sur un point : nul n'est tenu d'obéir à des ordres manifestement criminels. En outre, le tribunal se référa à un procès qui s'était déroulé en Israël quelques années auparavant : des soldats avaient été jugés pour avoir massacré les civils d'un village arabe frontalier, peu avant le commencement de la campagne du Sinaï. Les villageois avaient été trouvés en dehors de leur domicile à l'heure d'un couvre-feu ordonné par l'armée, dont, apparemment, ils ignoraient l'existence. Si l'on y regarde de plus près, la comparaison n'est malheureusement pas valable, pour deux raisons. Tout d'abord, nous devons rappeler que le rapport entre l'exception et la règle, d'une importance capitale pour reconnaître la nature criminelle d'un ordre exécuté par un subordonné, était inversé dans le cas des actes d'Eichmann. À partir de cet argument, on pourrait alors effectivement défendre le défaut d'obéissance d'Eichmann à certains ordres de Himmler, ou son obéissance à reculons : ils étaient manifestement des exceptions à la règle d'alors. Le jugement estima tout cela particulièrement accablant pour l'accusé, ce qui était certainement très

compréhensible, mais pas très logique. On peut s'en apercevoir facilement à partir des pertinentes conclusions des tribunaux militaires israéliens, citées par les juges à l'appui de leurs thèses. Leur contenu était le suivant : il faut désobéir à un ordre « manifestement illégal » ; l'illégalité de cet ordre « doit apparaître comme un drapeau noir planté dessus, comme un avertissement disant : interdit ». En d'autres termes, pour que le soldat le reconnaisse comme « manifestement illégal », l'ordre doit violer, par sa nature inhabituelle, les principes du système juridique qui lui est familier. Et la jurisprudence israélienne en la matière coïncide entièrement avec celle des autres pays. Certes, les législateurs qui ont employé ces termes songeaient aux cas où un officier, devenu soudain fou, ordonne à ses subordonnés de tuer un autre officier. Dans un cas de ce genre, il apparaît au cours d'un procès ordinaire que nul n'avait demandé au soldat de consulter sa conscience, ni « cette intuition de la légalité qui existe au plus profond de toute conscience humaine, même chez ceux qui ne lisent pas les textes juridiques [...] à condition que leurs yeux ne soient pas aveugles, que leur cœur ne soit ni de pierre ni corrompu ». On attend plutôt du soldat qu'il sache distinguer la règle d'une exception flagrante à la règle. Le code militaire allemand, en tout cas, déclare explicitement que la conscience ne suffit pas. Le paragraphe 48 indique : « Une action, ou un défaut d'action par omission, ne saurait échapper au châtement sous prétexte que la personne estimait que sa conscience, ou les préceptes de sa religion, lui imposaient cette conduite. » Ce qui est frappant dans le raisonnement du tribunal israélien, est que le concept d'un sens de la justice ancré au fond du cœur de chaque homme n'est envisagé que comme substitut de la familiarité avec la loi. Sa plausibilité repose sur la supposition selon laquelle la loi ne ferait qu'exprimer ce que la conscience de chacun lui dicterait de toute façon.

Si nous appliquons l'ensemble de ce raisonnement au cas Eichmann d'une manière significative, nous sommes tenus de

conclure qu'Eichmann a pleinement agi dans le cadre du type de jugement qu'on pouvait attendre de lui : il a agi selon la règle, il a examiné l'ordre qui lui était donné du point de vue de sa légalité « manifeste », c'est-à-dire de sa régularité ; il n'avait pas besoin de s'en remettre à sa « conscience » puisqu'il n'était pas de ceux qui ignorent les lois de son pays. C'était exactement le contraire.

La seconde raison pour laquelle l'argument fondé sur la comparaison s'est avéré déficient concerne l'habitude des tribunaux de considérer l'allégation d'« ordres supérieurs » comme d'importantes circonstances atténuantes et le jugement mentionna explicitement une telle habitude. Le jugement citait le cas dont j'ai déjà parlé, celui du massacre des habitants arabes de Kfar Kassem, comme étant la preuve que la juridiction israélienne ne dégage pas de toute responsabilité l'accusé qui a agi selon des « ordres supérieurs ». Et s'il est vrai que les soldats israéliens ont été inculpés de meurtre, les « ordres supérieurs » ont cependant pesé tellement lourd en faveur des « circonstances atténuantes » qu'ils ne furent condamnés qu'à des peines de prison relativement courtes. Certes, il s'agissait dans ce cas d'un acte isolé et non – comme dans le cas d'Eichmann – d'une activité s'étendant sur plusieurs années, où le crime succédait au crime. On ne pouvait cependant pas nier qu'il avait toujours agi selon des « ordres supérieurs » et si les dispositions de la loi israélienne ordinaire lui avaient été appliquées, il aurait été très difficile de prononcer la peine maximale contre lui. La vérité c'est que, dans la théorie comme dans la pratique, la loi israélienne, tout comme la juridiction d'autres pays, est obligée d'admettre que le fait des « ordres supérieurs », fussent-ils « manifestement » illégaux, peut sérieusement perturber le fonctionnement normal de la conscience d'un homme.

Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres qui démontre l'inadéquation du système juridique en vigueur et des concepts juridiques courants qui ont trait aux phénomènes de massacres

administratifs organisés par l'appareil d'État. En examinant de plus près cette question, nous remarquerons assez facilement que, dans tous ces procès, les juges ne prononçaient en réalité de jugement que sur la base des actes monstrueux. En d'autres termes, ils jugeaient en quelque sorte librement, sans s'appuyer vraiment sur les critères et les précédents juridiques qu'ils invoquaient avec plus ou moins de bonheur pour justifier leurs décisions. Cela était déjà évident à Nuremberg, où les juges avaient, d'une part, déclaré que le « crime contre la paix » était le crime le plus grave de tous ceux qu'ils étaient appelés à juger, puisqu'il incluait tous les autres, mais où, d'autre part, ils n'avaient puni de mort que les accusés ayant participé à un nouveau crime, le massacre administratif – qui constituait apparemment un délit moins grave que la conspiration contre la paix. Il serait vraiment tentant de traquer ces illogismes et d'autres semblables dans un domaine comme la jurisprudence tellement obsédée par la logique. Mais une telle enquête ne peut évidemment pas se faire ici.

Il reste cependant un problème fondamental, implicite dans tous ces procès d'après-guerre et qui doit être mentionné ici parce qu'il touche à une des questions morales cruciales et de tous les temps, celle de la nature et de la fonction du jugement humain. Dans tous ces procès où les accusés avaient commis des crimes « légaux », nous avons exigé que les êtres humains soient capables de distinguer le bien du mal même lorsqu'ils n'ont que leur propre jugement pour guide et que ce jugement se trouve être en contradiction totale avec ce qu'ils doivent tenir pour l'opinion unanime de leur entourage. Et cette question est d'autant plus grave que nous savons que les rares hommes qui ont été assez « arrogants » pour ne se fier qu'à leur jugement personnel, n'étaient pas nécessairement ceux qui ont continué à obéir aux anciennes valeurs, ni ceux qui étaient guidés par une croyance religieuse. Puisque l'ensemble de la société respectable avait d'une manière ou d'une autre succombé à Hitler, les maximes morales qui déterminent le

comportement social et les commandements de la religion – « Tu ne tueras point » – qui guident la conscience, avaient virtuellement disparu. Ces hommes rares qui étaient encore capables de distinguer le bien du mal, ne le faisaient véritablement qu'à partir de leurs propres jugements, et cela librement ; il n'y avait aucune règle à laquelle obéir, sous laquelle ils auraient pu subsumer les cas particuliers auxquels ils étaient confrontés. Ils devaient se prononcer à chaque cas à mesure qu'il se présentait, car il n'y avait pas de règle pour ce qui est sans précédent.

La controverse à propos du présent ouvrage, ou celle similaire à bien des égards à propos du *Vicaire* de Hochhuth, a montré combien les hommes de notre temps sont troublés par cette question du jugement (ou, comme on le dit souvent, par les gens qui osent « prononcer un jugement »). Ce n'est ni le nihilisme ni le cynisme qui ont été mis en lumière, comme on aurait pu s'y attendre, mais une confusion assez extraordinaire à propos de questions morales élémentaires – comme si, dans ce domaine, l'instinct était vraiment la dernière chose sur laquelle on pouvait compter à notre époque. Les nombreux et curieux sons de cloche qui ont résonné au cours de ces débats apparaissent particulièrement révélateurs. Ainsi quelques hommes de lettres américains se sont déclarés naïvement convaincus que la tentation et la coercition sont une seule et même chose, et qu'on ne pouvait demander à personne de résister à la tentation. (Si quelqu'un vous met un pistolet à l'endroit du cœur et vous ordonne de tirer sur votre meilleur ami, alors vous *devez* simplement tirer. Ou encore, comme cela a été affirmé – il y a quelques années, à propos du programme télévisé de quitte ou double qui a fait scandale où un professeur d'université avait triché – qui pourrait résister quand il y a tant d'argent à gagner?) L'argument selon lequel nous ne pouvons pas juger si nous n'étions pas présents et impliqués directement, semble convaincre tout le monde, même s'il est évident qu'on ne pourrait jamais, si c'était vrai, ni rendre la

justice ni écrire l'histoire. Par comparaison avec ces confusions, le reproche d'arrogance adressé à ceux qui exercent leur faculté de jugement est vieux comme le monde ; mais il n'en est pas juste pour autant. Même le juge qui condamne un assassin peut toujours dire en rentrant chez lui : « Ce n'est que par la grâce de Dieu que je rentre chez moi. » Les Juifs allemands ont été unanimes à condamner la vague de « mise au pas » qui a submergé le peuple allemand en 1933 et qui, d'un jour à l'autre, a transformé les Juifs en parias. Est-il envisageable qu'aucun d'entre eux ne se soit jamais demandé combien des leurs auraient fait la même chose si on le leur avait permis ? Mais est-ce une raison pour prétendre que leur condamnation d'aujourd'hui est moins juste ?

L'idée que vous-même vous auriez pu mal agir dans les mêmes circonstances peut enflammer un esprit de pardon, mais ceux qui, aujourd'hui, se réfèrent à la charité chrétienne, semblent avoir des idées fort confuses sur cette question elle aussi. C'est ainsi que nous lisons, dans la déclaration faite après la guerre par la *Evangelische Kirche in Deutschland*, l'Église protestante, ceci : « Nous affirmons devant le Dieu de miséricorde que nous avons notre part de culpabilité dans l'outrage perpétré à l'endroit des Juifs par notre peuple par omission et par silence ¹⁵³⁸ . » Il me semble plutôt qu'un chrétien ne peut être coupable devant le Dieu de *miséricorde* que s'il a rendu le mal pour le mal, et donc que les Églises auraient péché contre la miséricorde si des millions de Juifs avaient péri parce qu'ils avaient fait du mal. Mais si les Églises partagent la culpabilité de l'outrage pur et simple, comme elles le disent elles-mêmes, alors cette question relève de la compétence du seul Dieu de *justice*.

Un tel lapsus, si l'on peut dire, n'est pas un hasard. C'est la justice et non la miséricorde qui suppose le jugement, et il semble que rien ne fasse davantage l'unanimité de l'opinion publique que l'idée selon laquelle nul n'a le droit de juger un autre individu. Ce que l'opinion publique nous autorise à juger

et même à condamner, ce sont des tendances, ou des groupes entiers – plus il y en a, mieux cela vaut –, des choses tellement générales qu'on ne peut plus faire de distinctions ni citer de noms. Inutile d'ajouter que ce tabou est d'autant plus sévère qu'il s'agit de mettre en question les actes ou les paroles de personnes célèbres ou haut placées. On affirme alors, avec beaucoup de prétention, qu'il serait « superficiel » d'insister sur les détails et de désigner des individus, alors que s'exprimer en termes généraux, de telle sorte que tous les chats soient gris et que nous soyons tous coupables, est un signe de raffinement. Ainsi, quand Hochhuth accuse un seul pape – un seul homme facilement identifiable, avec son nom à lui – on lui oppose aussitôt une condamnation de la chrétienté tout entière. Il est impossible de prouver une accusation contre la chrétienté en général, avec ses deux mille ans d'histoire, et si l'on pouvait prouver quelque chose, ce serait trop horrible. Nul ne semble s'en inquiéter, tant qu'aucun *individu* n'est concerné, et il n'y a aucun risque à faire un pas de plus pour déclarer, avec Robert Weltsch : « Nul doute que les accusations les plus graves sont justifiées, mais l'accusé, c'est *Vhumanité* tout entière » (cf. *Summa injuria*, *op. cit.* C'est moi qui souligne).

Fuir le domaine des faits vérifiables et de la responsabilité personnelle, voilà ce que recouvrent aussi les innombrables théories fondées sur des présomptions imprécises, abstraites et hypothétiques – du *Zeitgeist* ¹⁵³⁹ au complexe d'Œdipe – théories tellement générales qu'elles expliquent et justifient n'importe quel acte ou événement : on n'envisage jamais d'alternative à ce qui s'est effectivement produit et personne n'aurait jamais pu agir autrement qu'il ne l'a fait. Parmi ces constructions qui « expliquent » toutes choses en obscurcissant tous les détails, on trouve des notions comme la « mentalité de ghetto » des Juifs européens ; ou la culpabilité collective du peuple allemand, tirée d'une interprétation *ad tioc* de l'histoire de ce peuple ; ou l'affirmation tout aussi absurde de l'innocence collective du peuple juif. Tous ces clichés ont ceci en commun qu'ils rendent

le jugement superflu, et qu'il n'y a aucun risque à les énoncer. Certes ceux qui ont été touchés de près par la catastrophe – les Juifs et les Allemands – hésitent, et on les comprend, à examiner de trop près le comportement des groupes et des personnes que l'ensemble de l'effondrement moral ne semblait pas, ou n'aurait pas dû, affecter – c'est-à-dire le comportement des Églises chrétiennes, les dirigeants juifs, les conjurés de la conspiration contre Hitler du 20 juillet 1944 –, une telle hésitation, fort compréhensible, ne suffit pas à expliquer la réticence évidente et universelle à prononcer des jugements en termes de responsabilité morale individuelle.

Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, s'accorderaient pour dire que la culpabilité collective n'existe pas plus que l'innocence collective et que, dans le cas contraire, aucun individu ne pourrait jamais être coupable ou innocent. Dire cela n'est évidemment pas nier l'existence d'une chose comme la responsabilité *politique*, qui est cependant relativement distincte de ce que l'individu membre du groupe a fait et ne peut donc être jugée en termes moraux, ni conduite devant un tribunal criminel. Chaque gouvernement assume la responsabilité politique des faits et méfaits du gouvernement précédent et chaque nation, des faits et méfaits de son passé. Quand Napoléon, prenant le pouvoir en France au lendemain de la Révolution, déclarait : J'assumerai la responsabilité de tout ce qu'a fait la France depuis Saint Louis jusqu'au Comité de salut public, il ne faisait qu'affirmer avec une certaine emphase l'un des principes fondamentaux de toute vie politique. Mais, d'une manière générale, cela signifie seulement que la naissance de chaque génération s'effectue au sein d'une continuité historique et que, pour cette raison, les péchés de ses pères pèsent sur elle, de même qu'elle est bénie par les actes de ses ancêtres. Or ce n'est pas ce genre de responsabilité dont nous parlons ici ; quand quelqu'un dit qu'il se *sent* coupable non de ce qu'il a fait mais des actes de son père ou de son peuple, c'est en un sens seulement métaphorique et non en un

sens personnel. (Moralement parlant, il est presque aussi mal de se sentir coupable quand on n'a rien fait de précis, que de se sentir innocent quand on est réellement coupable.) On peut très bien concevoir qu'un tribunal international se prononce un jour sur certaines responsabilités politiques des nations ; mais il est inconcevable qu'un tel tribunal soit une cour d'assises appelée à se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence d'individus.

Et le problème de la culpabilité, ou de l'innocence de l'individu, de la justice rendue à l'accusé et à la victime, sont les seules choses qui sont en jeu lors d'un procès criminel. Le procès Ulanowski ne fut pas une exception, même si, dans ce cas, le tribunal fut confronté à un crime dont on ne trouvait pas d'exemple dans les textes juridiques, et à un type de criminel qu'aucun tribunal n'avait encore jamais rencontré, du moins avant les procès de Nuremberg. Dans quelle mesure le tribunal de Jérusalem a-t-il réussi à satisfaire les exigences de la justice, telle est la seule question dont traite le présent rapport.

EICHMANN À JÉRUSALEM

CORRESPONDANCES ET DOSSIER CRITIQUE

Dans le dossier de la polémique autour *Eichmann à Jérusalem*, il fallait faire des choix. L'échange entre Gershom Scholem et Hannah Arendt occupe une place essentielle. Entre le 23 juin et le 19 octobre 1963, cinq lettres explorent un désaccord profond sur les faits, leur interprétation et la sensibilité de chacun des protagonistes vis-à-vis du judaïsme. Il s'agit de l'unique occasion où Arendt discute de son livre en privé jusqu'à épuisement des arguments. Mais voici surtout la seule controverse qu'elle accepte de voir publier, qui plus est successivement en trois langues: les deux premières lettres paraîtront en allemand par deux fois, dans le bulletin des Juifs d'origine allemande vivant en Israël (*Hitachduth Olej Merkaz Europa*, 16 août 1963) et dans la *Neue Zürcher Zeitung* (20 octobre 1963); puis en hébreu dans *Davar* (31 janvier 1964); enfin en anglais *Ams Encounter* en janvier 1964. Hannah Arendt et Gershom Scholem se sont rencontrés à Berlin en octobre 1932 et revus quelques fois, notamment à Paris durant l'été 1938, en dépit du fait que Scholem vive à Jérusalem depuis 1923. Leur amitié a gravité autour de Walter Benjamin, renforcée par une commune aversion pour Theodor Adorno en qui ils voyaient une sorte de malin génie tyrannisant celui qu'ils tentaient tous deux de protéger. La mort de Benjamin les a rendus un moment unis par les devoirs de la fidélité: Arendt avait été à ses côtés pendant les derniers jours et c'est elle qui avait annoncé sa mort à Scholem. Pendant plusieurs années ils avaient conjugué leurs efforts pour éditer ses derniers manuscrits et le faire publier en Amérique.

À New York, Arendt a en outre travaillé à la seconde édition des *Grands Courants de la mystique juive*, consacrant également au livre de Scholem un article élogieux dans *Jewtsh Frontier* (1948). Mais un texte d'elle avait déjà provoqué un échange vigoureux qui ne sera pas sans lien avec celui sur *Eichmann à Jérusalem*. « Réexamen du sionisme »: dans ce long article publié en août 1944 par le *Menorah Journal* après avoir été refusé par *Commentary*, Arendt développait une critique en règle des

dernières décisions de l'Organisation sioniste mondiale, lui reprochant notamment un tournant nationaliste symbolisé par l'attitude vis-à-vis des populations arabes de Palestine. A quoi Scholem rétorquait qu'il ne s'estimait nullement troublé par la vieille critique « progressiste » contre le sionisme. S'ajoutait surtout un point qui anticipe sur le débat de 1963: Scholem confirmait que pendant la guerre des organisations sionistes étaient prêtes à « acheter des Juifs à la Gestapo », récusant à l'avance la future critique d'Arendt contre les Conseils juifs en lui demandant s'il leur eût été à tous deux moralement interdit d'accepter de telles transactions pour sauver le cas échéant la vie de Walter Benjamin.

C'est sur cet arrière-plan qu'intervient la discussion concernant *Eichmann à Jérusalem*. Scholem retrouve chez Arendt une distance hautaine caractéristique à ses yeux des intellectuels issus de la gauche allemande, attitude qui en l'espèce provoque chez elle l'ironie là où devrait s'imposer le « tact du cœur » et la rend surtout étrangère à ce que l'on nomme « l'amour du peuple juif ». Il la voit certaine de son droit à juger, tandis qu'il lui semble impossible de le faire s'agissant d'hommes plongés dans des dilemmes tragiques qui leur furent tous deux épargnés. Il constate enfin un écart entre la « banalité du mal » avancée dans ce livre et le « mal radical » évoqué dans *Les Origines du totalitarisme*.

Arendt concède qu'elle a changé d'avis sur la question du mal, mais conteste tous les autres points. S'affirmant victime d'une campagne de manipulation de l'opinion par « l'establishment » juif d'Amérique, elle oppose à l'arrogance du jugement qui lui est prêté le fait d'être « indépendante ». Discutant des nuances entre une résistance chimérique et une collaboration acceptée s'agissant des Conseils juifs, elle maintient sa volonté de montrer que les Juifs refusent d'affronter un « passé non maîtrisé ». Quant aux sentiments, elle avoue n'éprouver d'amour pour aucun peuple, mais seulement envers les personnes.

Les correspondances avec Heinrich Blücher, Karl Jaspers et Mary McCarthy confirment tout à la fois le peu de tendresse d'Hannah Arendt pour la société israélienne qu'elle découvre durant le procès, sa certitude d'être au cœur d'un complot au moment de la polémique et le fait qu'elle ne voit dans les critiques qui lui sont opposées rien qui doive modifier son analyse. Quant à l'entretien réalisé en janvier 1964 pour une télévision américaine par Thilo Koch, il fait exception au fait qu'Arendt a refusé de s'exprimer dans les médias sur *Eichmann à Jérusalem*, elle y affirme notamment que l'on attaque un livre qu'elle n'a pas écrit, prêtant des thèses imaginaires à ce qui n'est qu'un « compte rendu ».

Le dossier de *VAufbau* du 20 décembre 1963 est important à deux titres. Parce qu'il est publié dans ce journal destiné aux réfugiés allemands auquel Arendt a collaboré pendant toute la durée de la guerre, en sorte qu'elle est blessée par le fait qu'y soient parus plusieurs textes hostiles à son livre. Sur le fond, il montre la réaction qui prévaut dans un milieu dont elle devrait être proche par la sensibilité, mais qui lui demeure largement étranger. La synthèse des critiques issues du Conseil des Juifs d'Allemagne réalisée par Hugo Hahn souligne les points les plus douloureux: outre la désignation de Léo Baeck comme «führer des Juifs», la condamnation sans appel de toute tentative de négociation et une façon de «récrire l'histoire en dictant aux persécutés la manière dont ils auraient dû se conduire». La rédaction de *VAufbau* ajoute des extraits choisis de la correspondance entre Arendt et Scholem qui tournent autour des mêmes questions, laissant ainsi voir le conflit qui les oppose sur le comportement des dirigeants juifs et le droit de les juger.

Reste enfin un long texte qui vient au secours d'Arendt, l'un des rares qui prenne publiquement sa défense au cœur de la polémique. Josef Maier et elle ont été compagnons dans les débats internes au mouvement sioniste, lorsqu'il s'agissait de plaider la participation à la guerre d'une armée juive. Sa voix est par ailleurs d'autant plus forte qu'il a dirigé *VAufbau* entre

1940 et 1948. Lui prend au sérieux l'idée selon laquelle une partie du passé juif demeure «insurmontée», cherche à montrer dans le livre des nuances volontairement ignorées et questionne la colère des institutions juives américaines. C'est à leur sujet qu'il propose une explication de ce qui n'est à ses yeux qu'un malentendu: Arendt a le tort pour ses adversaires de briser le consensus voulant que toutes les victimes sans exception aient été placées sous le signe au *Kiaauscn nascnem*: la aanctincauon uu inouï. Il conforte ainsi ce qui sera jusqu'à aujourd'hui la ligne de défense *üEichmann à Jérusalem*; la revendication d'une liberté de penser contre le conformisme.

Pierre Bouretz

CORRESPONDANCES CROISEES

HANNAH ARENDT À KARL JASPERS

[New York, le 4 octobre 1960] ¹

Très cher,

Juste un mot et la bonne nouvelle : non seulement le livre sur la bombe atomique sortira au début de janvier, mais Ashton a renoncé à toutes les coupures. Le livre est exactement comme l'original. L'éditeur a été parfait. Ashton est lent mais très bien. Il me semble que la date de publication est encore plus favorable que l'année dernière. Heinrich vous parle de mon désordre. Je ne le dois qu'à moi-même et je ne suis pas sûre de m'en sortir convenablement. Je veux me rendre au procès d'Eichmann en Israël et le *New Yorker*, une revue très connue, s'est déclaré prêt à m'y envoyer. Le problème, c'est que personne ne sait quand commencera le procès ni combien de temps il durera : et moi je me suis engagée dans une université pour avril et mai. Sans parler de toutes les autres obligations. J'espérais que le procès aurait lieu en mars ; dans ce cas je serais restée en Europe après le départ de Heinrich, j'aurais traduit mon livre sur la révolution pour riper et me serais renouée ensuite en Israël. Mais je crois qu'il va falloir y renoncer.

À bientôt et, en attendant, mille bonnes pensées pour vous deux. Votre

Hannah

Hannah Arendt / Heinrich Blücher, Correspondance 1936-1968, introduite et annotée par Lotte Kôhler, trad. Anne-Sophie Astrup, Calmann-Lévy, 1999.

Hannah Arendt/Kurt Blumenfeld, Correspondance 1933-1963, préface Martine Leibovici, trad. Jean-Luc Evard, Desclée de Brouwer, 1998.

Hannah Arendt/Karl Jaspers, Correspondance 1926-1969, rassemblée et annotée par Loette Kôhler et Hans Saner, trad. Éliane Kaufholz-Messner, éditions Payot et Rivages, 1995.

Hannah Arendt/Mary McCarthy, Correspondance 1949-1975, réunie, présentée et annotée par Carol Brightman, trad. Françoise Adelstain, Stock, 1996.

Hannah Arendt/Gershom Scholem, Fidélité et Utopie, traduit par Marguerite Delmotte et Bernard Dupuy, Calmann-Lévy, 1978.

Gershom Scholem, Briefe II, 1948-1970, Munich, Ferlag C.H. Beck, 1995. Traduction de François-Guillaume Lorrain.

KARL JASPERS À HANNAH ARENDT

Bâle, le 14 octobre 1960

Chère Hannah,

Une lettre de votre mari est toujours quelque chose d'exceptionnel, et surtout une lettre comme celle-ci.

Vous avez entrepris beaucoup de choses mais vous gardez la liberté de vous dédire éventuellement, ce qui n'est cependant pas facile. Le procès d'Eichmann ne vous fera pas plaisir. Je pense qu'il ne pourra pas se dérouler de façon satisfaisante. Je crains votre critique et pense que vous la garderez autant que possible pour vous-même.

C'est une grande surprise de savoir que mon livre sur la bombe atomique sortira en janvier. Vous pouvez imaginer ma joie, y compris du fait que toutes les coupures ont été abandonnées. Cet éditeur s'est donc finalement révélé excellent. Il a risqué beaucoup d'argent. Je souhaite le succès, pour lui comme pour moi. Le livre n'a sans doute rien perdu de son actualité.

Ma femme et moi avons passé récemment deux semaines à Heidelberg, au Schlosshotel. Elle s'est mise à la recherche de toutes les personnes estimables de l'époque nazie et s'est réjouie de l'ancienne communauté d'esprit entre elles.

Maintenant il nous reste depuis dix jours une tâche à maîtriser : les troubles auditifs ont soudain empiré et elle est presque sourde. Grâce à un appareil très puissant les conversations sont encore possibles.

Nous recherchons encore des améliorations techniques et recevons de bons conseils. Avec les appareils courants tels que lunettes acoustiques et un appareil fixé à l'oreille, elle entend malheureusement à peine, ils sont trop faibles. Les relations au monde vont inévitablement se modifier. Ma femme est

courageuse et nous pensons que c'est merveilleux de vieillir ensemble. Ma retraite arrivera au bon moment.

Avec toute ma vieille amitié et le plaisir de vous revoir bientôt. Votre

Karl Jaspers

HANNAH ARENDT À KARL JASPERS

New York, le 2 décembre 60

Très cher,

Enfin, le procès Eichmann, à l'égard duquel vous aviez dès le début exprimé des réserves, a heureusement et malheureusement bouleversé tous nos plans. Je m'étais engagée à enseigner en avril et mai et pouvais difficilement annuler, pensant d'ailleurs qu'il serait facile de concilier cet engagement avec le voyage en Israël. Mais c'est devenu tellement improbable que j'ai décidé d'avancer mes cours à janvier-février, ce qui signifie naturellement que nous ne pourrons pas venir. J'ai espéré un moment que Heinrich viendrait seul, mais il n'y tient pas, surtout parce que nous voulions nous rendre ensemble à Rome pour une semaine. Le semestre de Heinrich reprend en février et il ne sera plus libre avant le 20 juin. Mais il envisage de venir tout de suite après. Pour moi la situation se présente de telle façon que je dépends entièrement du procès. S'il devait réellement commencer le 6 mars, je devrai m'y rendre directement d'ici, sans m'arrêter à Bâle. Mais s'il devait encore être reporté, ce qui est tout à fait possible, je passerai par Zurich, m'arrêterai à Bâle, et je poursuivrai ma route. On ne sait pas combien de temps durera ce procès ; je compte en tout cas ne pas consacrer plus d'un mois à cette « plaisanterie ». S'il

devait avoir lieu en avril, je ne reviendrai sans doute pas en Amérique et attendrai Heinrich en Europe.

Si tout cela vous paraît confus c'est que je suis très malheureuse de rester si longtemps sans vous voir, et un peu aussi parce que j'ai honte de m'être laissée entraîner objectivement dans cette confusion. Car je suis naturellement obligée de me décommander de tous côtés, de changer les dates, etc. C'est assez affreux.

Et pourtant, très cher ami, je ne me pardonnerais jamais de ne pas y aller pour voir ce désastre en direct et dans toute son étrange inanité sans la médiation des mois imprimés, ivmimiez pas que j'ai qu'une l'Allemagne très tôt et combien peu j'ai vécu tout cela directement. Chicago Press m'a téléphoné il y a quelques jours. Ils veulent sortir à grands frais le livre sur la bombe atomique et m'ont invitée à prendre la parole dans la *sales conférence* ici avec leurs représentants c'est-à-dire les très importants intermédiaires du commerce du livre. Je ne sais pas si je pourrai le faire mais j'essaierai.

Je ne sais pas si, à plus de 3000 miles d'ici, vous pouvez voir combien j'ai l'oreille basse !

De tout cœur vôtre,

Hannah

KARL JASPERS À HANNAH ARENDT

Bâle, le 14.12.60

Chère Hannah,

Inutile de fournir des explications. La réorganisation de vos voyages est naturellement inévitable si vous voulez voir et

entendre vous-même ce qui se passera au procès Eichmann. Nous nous verrons six mois plus tard – puisque nous vivons toujours avec la conviction que nous serons encore de ce monde. Et puis, en été, ce sera peut-être plus agréable. Lorsque vous serez au clair sur les dates possibles je serai heureux que vous me le disiez. Nous attendons Fritz [Mayer] ¹⁵⁴⁴ , qui arrivera d'Israël nous ne savons quand. Nous aimerions naturellement éviter une « collision ».

Le procès Eichmann me paraît inquiétant parce que je crains qu'Israël, en dépit de l'objectivité avec laquelle il sera conduit, n'y fasse pas bonne figure. De même que de tels actes se situent en dehors de ce qu'on peut imaginer humainement et moralement – vous l'avez dit magnifiquement –, de même la base juridique de ce procès est problématique : il s'agit d'autre chose que de droit – et exprimer tout cela dans des catégories juridiques est une erreur. L'enlèvement en Argentine lui-même s'est fait dans l'illégalité, totalement justifié, à mon avis, mais pas par des arguments juridiques : c'est un acte politique. Il y a là tant d'aspects embarrassants !

Israël n'existait même pas lorsque les meurtres ont été perpétrés. Israël n'est pas le judaïsme. Heureusement que Goldmann contrebalance Ben Gourion ¹⁵⁴⁵ . Le judaïsme est plus que l'État d'Israël, il ne lui est pas identique. Si Israël était perdu, le peuple juif ne serait pas perdu pour autant. Israël n'a pas le droit de parler au nom du peuple juif tout entier.

Et si Eichmann déclarait : Me voici. Il peut arriver que d'habiles trappeurs s'emparent d'un aigle. Vous n'agissez ni au nom d'un droit ni au nom d'une grande politique. Aux yeux du monde et de l'histoire ainsi qu'à mes propres yeux vous voulez vous venger (ce qu'on comprend chez des êtres comme vous), ou alors vous êtes ridicules. Faites de moi ce que vous voulez. Je ne dirai plus un mot. Je ne demande aucune défense. Je sais ce que j'ai fait et je regrette simplement de n'avoir pu vous assassiner tous.

Certes, cette créature ne parlera pas ainsi car, étant donné sa nature, elle manque de classe. Mais s'il parlait ainsi, Israël serait dans une situation terrible, en dépit des cris de l'opinion publique et surtout en dépit de la colère des Juifs. L'antisémitisme mondial aurait son « martyr ».

Le procès aura probablement lieu. Ce ne sera pas un procès de droit, mais le constat des faits qu'il rappellera à la mémoire de l'humanité lui donnera son sens. Interroger des témoins historiques et accumuler des documents dans de telles dimensions et avec une telle exactitude est hors de portée de tout chercheur. Il est certainement inévitable que cela se fasse dans le cadre d'une procédure judiciaire, mais étant donné tout ce qui s'y relie, le contexte ne sera pas clair. À moins que les juges israéliens ne réussissent à organiser la chose de telle sorte que ces aspects accessoires disparaissent ? Ce serait une remarquable réussite. J'ai peur car je crains les dégâts pour Israël. Ceux-ci ne seraient évités que si les juges pouvaient développer ce comportement imprévisible, impossible à construire rationnellement, qui transcenderait la perspective juridique et convaincrerait le monde entier qu'ils sont des hommes qui pensent. Et si, de plus, la presse israélienne, du moins les grands journaux, était capable d'en faire autant. Et je crains encore que des réflexions extraordinairement intelligentes, des discussions compliquées n'aillent se perdre dans l'infini, que l'absence de simplicité n'occulte la grandeur humaine nécessaire pour traiter de tels faits. Il faudrait l'esprit des grands prophètes du passé – Amos, isaie, jeremie –, mais on ne peut iauenure ue rormouoxie juive, pas plus que de l'assimilation totale des Juifs au nationalisme moderne (ni de l'abandon des Juifs en faveur d'Israël), ni de quelque intelligence supérieure.

Je crains que ce que vous entendrez ne vous déprime et ne vous révolte. Ce serait merveilleux si je me trompais ! Mais dans tous les cas, me semble-t-il, il faudra veiller à ce que le moins d'ombre possible tombe sur Israël. Qui donc aurait

d'ailleurs le droit de juger défavorablement alors que seul un prophète le pourrait ?

Ce sera une source d'émotion pour vous, mais vous êtes toujours impatiente de voir et d'entendre tout vous-même. Je serais comme vous si je le pouvais. Le risque qu'on court soi-même n'est pas mince. Mais moi j'aurai la chance de vous écouter, d'entendre vos jugements et vos récits dans une conversation personnelle et de devenir peut-être ainsi un peu plus intelligent en la matière. J'ai pris froid pour la seconde fois cet automne (avec toutes les conséquences pénibles) et j'ai encore manqué un cours. Malgré cela l'administration me demande d'assurer même en été un cours d'une heure (le président du conseil d'administration m'a proposé de commencer à la mi-mai et de terminer à la mi-juin). Il semble qu'on veuille encore me « montrer » et aussi me faire l'amitié de me verser, pour une occupation formelle de mon poste, mon traitement pendant six mois de plus [...].

Vous m'écrivez que mon livre sur la bombe atomique doit sortir en janvier avec l'appui particulier de l'éditeur. J'en suis très heureux. Le fait que le livre paraisse maintenant en Amérique est sans doute indifférent objectivement, comme la plupart des choses qu'on écrit. Pour ma part, j'y vois – peut-être est-ce un peu fou – une secrète promesse. Ne vivons-nous pas constamment avec des chances minimales – et parfois il se produit un « miracle ». Et vous êtes invitée à parler avec les personnes qui comptent à New York ! Quelle audace ! Si vous le voulez, vous y parviendrez : convaincre, persuader doucement, faire preuve de sérieux sans pathos – et surtout : je pense que vous connaissez mieux les Américains que vous-même.

Je me suis replongé dans Max Weber après être resté longtemps sans le lire. Car je veux lui consacrer une ou deux heures de cours ¹⁵⁴⁶. C'est étrange de constater combien sont déjà loin de nous aujourd'hui les contenus et les tâches concrètes de la politique et combien nous est proche la façon de penser de cet homme. Je le vois particulièrement dans l'idée

nationale des Allemands. Dès les années vingt je disais : Max Weber a été le dernier Allemand national. Mais il avait aussi déjà dépassé ce stade.

Cordiales salutations à vous deux. Gertrud se joint à moi.

Votre Karl Jaspers

HANNAH ARENDT À KARL JASPERS

le 23 décembre 1960

Très cher,

Je laisse de côté toutes les autres questions qu'aborde votre lettre et ne réponds qu'à propos du cas Eichmann. Heinrich et moi avons longtemps discuté vos deux lettres. Mais au moment où j'écris il n'est pas à la maison ; je laisserai la lettre sur le bureau afin qu'il puisse encore protester.

Je réponds à votre première lettre – Israël pourrait ne pas faire bonne figure, etc. En ce qui concerne les fondements juridiques je ne suis pas aussi pessimiste que vous. Il est vrai qu'Eichmann a été kidnappé, littéralement privé de liberté et enlevé. Mais les Israéliens peuvent dire : 1. nous avons enlevé un homme qui avait déjà été accusé lors du premier procès du tribunal de Nuremberg. À l'époque il a échappé à l'arrestation. Le tribunal de Nuremberg traitait des cas de crimes contre l'humanité. L'homme était hors la loi – un *hostis humani generis*[^] comme l'étaient jadis les pirates ; 2. nous l'avons sorti d'Argentine parce que l'Argentine détient le record le plus mauvais d'extradition de criminels de guerre, même lorsque cette extradition a été demandée. Et cela bien que les puissances victorieuses ainsi que les Nations unies aient insisté sur le fait que les accusés de Nuremberg devaient être arrêtés et

extradés ; 3. nous n'avons pas emmené l'homme en Allemagne mais dans notre propre pays. L'Allemagne aurait pu le réclamer. Qui sait ce que nous aurions fait dans ce cas. L'homme devait se présenter au tribunal de Nuremberg, un tribunal spécial ; il n'y a pas de tribunal susceptible de reprendre cette affaire. Si les Allemands avaient estimé que leurs tribunaux habituels pouvaient prendre la succession de Nuremberg, ils auraient dû le réclamer. En l'état actuel des choses personne ne semble se soucier d'organiser un procès contre un criminel recherché. Nous le ferons donc.

En ce qui concerne cette partie de l'affaire, il me semble qu'il n'y aurait eu qu'une seule alternative à l'enlèvement. On aurait dû l'abattre en pleine rue et se livrer aussitôt à la police. Dans ce cas il y aurait également eu un procès, toute l'affaire aurait été remise sur le tapis comme aujourd'hui – mais avec un autre héros dans le rôle principal. Ceci n'est pas une alternative que j'ai imaginée. C'est ainsi qu'au début des années vingt a agi Shalom Schwartzbard ¹⁵⁴⁷, qui a abattu à Paris le principal instigateur ¹⁵⁴⁸ des pogroms en Ukraine durant la guerre civile en Russie et s'est rendu aussitôt au commissariat le plus proche. Après un procès qui a duré deux ans et où toute cette histoire a été évoquée, Schwartzbard a été acquitté. J'ai bien connu cet homme à Paris, un chic type. Mais c'était Paris, à l'époque encore au centre du monde, avec une jurisprudence à laquelle on pouvait encore faire à peu près confiance, et à laquelle était garantie la plus grande publicité. En Argentine les chances d'une telle procédure n'étaient pas précisément favorables.

Israël n'a peut-être pas le droit de parler au nom de tous les Juifs du monde. (J'aimerais bien savoir qui aurait en fait le droit de parler pour les Juifs *qua* juifs au sens politique du terme. Il est vrai que de nombreux Juifs ne veulent pas être représentés *qua* juifs, ou alors simplement sur le plan religieux. Israël n'a pas le droit de parler au nom de ceux-ci. Mais les autres ? C'est la seule instance politique que nous possédions. Elle ne me plaît pas particulièrement mais je n'y peux rien.) Israël a en tout cas

le droit de parler au nom des victimes parce que la plupart d'entre elles (300000) vivent actuellement en Israël comme citoyens. Le procès a lieu dans le pays où séjournent ceux qui sont concernés et ceux qui ont survécu par hasard. Vous dites qu'à l'époque Israël n'existait pas encore. Mais on pourrait dire que c'est pour ces victimes que la Palestine est devenue Israël. C'est le refus de Bevin ¹⁵⁴⁹ de donner aux survivants les certificats nécessaires à l'émigration qui est à l'origine de la révolte contre l'Angleterre et a incité à fonder cet État. À cela s'ajoute le fait qu'Eichmann n'était responsable que de ce qui est arrivé aux Juifs, quelle que fût leur nationalité. Si bien que d'autres questions ou compétences juridiques n'interviennent pas. Ce ne serait pas le cas, p. ex., si on avait attrapé Bormann ¹⁵⁵⁰. En ce qui concerne cet aspect de la question, je dois avouer que ce qui me trouble le plus c'est qu'Israël ne cesse d'affirmer qu'Eichmann s'était déclaré d'accord « de son plein gré » pour se rendre en Israël et se présenter à un tribunal. Il est évident que là quelque chose ne va pas. (Torture ? Simples menaces ? Dieu sait ce qu'ils ont fait.) En ce qui concerne la procédure elle-même, je partage vos craintes. Une chose est sûre : on a décidé de ne pas faire traîner la chose un an, ce qui aurait été pure folie. Mais je n'en suis pas moins mal à l'aise. Il est à peu près sûr qu'on voudra prouver certaines choses à la jeunesse israélienne et (pis) à l'opinion publique. Entre autres le fait que des Juifs qui ne sont pas israéliens se trouvent en situation de se laisser massacrer comme du bétail. De plus : que les Arabes étaient totalement d'accord avec les nazis. Il y a d'autres possibilités de fausser toute cette affaire.

Venons-en à la Cour internationale de justice, c.à.d. à la procédure d'investigation qui devrait aboutir à l'établissement de cette cour. De telles tentatives ne sont pas nouvelles et ont toujours échoué jusqu'à présent. À l'ONU à cause de la résistance de l'Assemblée générale. La seule possibilité semble être d'adjoindre à la Cour internationale de La Haye un tribunal pour *hostes humani generis*, qui serait compétent pour juger des

individus de cette sorte quelle que soit leur nationalité. Tant que ce ne sera pas ainsi, tout tribunal, conformément au droit international, est compétent – alors, pourquoi pas Israël ? Légalement, Israël ne *pourrait* même pas dire qu'il n'est pas compétent. L'argument selon lequel Israël juge pour son propre compte ne me paraît pas juste non plus. Supposons que quelque part dans le monde, du fait d'une haine générale envers l'Amérique, des Américains soient assassinés et que les assassins arrivent à New York d'une manière ou d'une autre. Un tribunal d'ici serait-il incompétent pour juger ces messieurs ? D'un point de vue juridique on appelle cela le « principe passif des nationalités » : le pays ou l'État dont font partie les victimes détient la juridiction – à la différence du principe actif des nationalités, selon lequel les Allemands auraient la juridiction, ou du principe territorial, selon lequel presque toute l'Europe aurait le droit de se charger de ces messieurs. Ne vous méprenez pas sur ce que je dis : je serais très en faveur d'une Cour internationale de justice ayant les compétences appropriées. Mais la seule raison pour laquelle il me semble qu'Israël pourrait se déclarer incompétent est qu'il a commis un enlèvement, pas parce qu'il juge pour son propre compte. Et, dans ce cas précis, cela ne me paraît pas si grave. Et une cour criminelle internationale ne pourrait d'ailleurs rien changer au fait qu'il y a eu enlèvement. Vous craigniez en réalité une intensification de l'antisémitisme. Vues d'ici, de telles craintes ne paraissent guère fondées, mais je peux me tromper. De même la « défense » d'Eichmann que vous imaginez, à savoir le fait qu'il renonce à une défense – je ne suis pas un aigle pris au piège –, ne ferait pas grande impression ici. Je pense que cela contribuerait moins à procurer un martyr à l'antisémitisme qu'à convaincre le monde entier que ces gens étaient fous, qu'ils souffraient de névroses intéressantes. Une telle attitude m'impressionnerait peut-être quelque peu – mais il se trouve que je ne suis pas d'ici. Supposons que le procès soit mené de façon parfaite. Dans ce cas, moi je craindrais d'une part qu'Eichmann ne puisse prouver qu'aucun pays ne voulait des

Juifs (donc cette sorte de propagande sioniste que souhaite Ben Gourion et que je considère comme un désastre) et, d'autre part, qu'il ne démontre dans quelles monstrueuses proportions les Juifs ont aidé à organiser leur propre anéantissement. C'est à vrai dire la vérité toute nue, mais si cette vérité n'est pas vraiment expliquée, elle pourrait susciter plus d'antisémitisme que dix enlèvements. Il est malheureusement avéré que monsieur Eichmann n'a personnellement pas touché un cheveu d'un Juif, voire que la sélection de ceux qui étaient envoyés à la mort n'a jamais été effectuée par lui et ses complices.

Vous allez penser que je cherche moi aussi à circonscrire le politique à l'aide de concepts juridiques. Et j'avoue même avoir été contaminée par les Anglo-Saxons en ce qui concerne le rôle du droit. Mais ceci mis à part, il me semble qu'il est dans la nature de ce cas que les seuls instruments dont nous disposions soient ceux de la loi pour juger et condamner ce que ni les concepts juridiques ni les catégories politiques ne permettent même de représenter de façon adéquate. C'est précisément cela qui rend le procès lui-même si excitant. La question qui se pose est celle-ci : en serait-il autrement si nous avions des lois contre les *hostes humani generis* et pas seulement contre les assassins et autres criminels de cette sorte ?

Je m'y rends cependant moi-même en tant que modeste reporter, même pas pour la presse mais pour une revue. Cela veut dire que je n'aurai aucune responsabilité concernant ce qui va se passer là. Si je tentais quelque chose maintenant, comme vous me le suggérez, les Israéliens m'excluraient probablement en tant que reporter – et avec raison. Je n'ai même pas encore eu d'écho sur la manière dont ils fonderont leur propre compétence. En tant que reporter, j'ai le droit de critiquer leurs raisons mais pas de leur faire des suggestions. Si je désirais en faire je devrais renoncer à être reporter. Mais vous pouvez voir à quel point je tiens à rester en dehors de toutes ces choses dans le fait que j'écirai pour une revue non juive. De mon point de vue, la seule chose à faire serait

d'apporter une sorte de conclusion : le cas Eichmann a montré que nous avons besoin à La Haye d'une cour chargée de ces sortes de crimes.

La brochure sur l'Allemagne ¹⁵⁵¹ est arrivée il y a deux jours. Je n'ai pas encore pu la lire. Comme je me rends dans le Nord-Ouest en janvier, j'ai dû doubler ce mois-ci mes services à Columbia et n'ai rien pu faire de sérieux. Avez-vous reçu le livre de Chicago ¹⁵⁵² ? Il se présente bien ; la date de publication est fixée à la fin janvier, les critiques auront donc le temps.

le 24.12

*Monsieur** [Heinrich Blücher] a lu et trouve que ça va à peu près. Je viens de le persuader de se faire photographier, ce que je considère comme la plus grande victoire de mon pouvoir de séduction. Si c'est à peu près bon, je vous enverrai une photo. Maintenant nous allons nous changer tous les deux – nous allons nous mettre en tenue pour aller manger une oie rôtie.

Mille bons vœux pour la nouvelle année ! Avec l'espoir que nous nous reverrons tous en bonne santé et dans une situation mondiale pas trop terrible.

Comme toujours vôtre,

Hannah

KARL JASPERS À HANNAH ARENDT

Bâle, 3.4.61

Chère Hannah,

Je vous adresse à tout hasard l'interview dont je vous ai parlé récemment. J'espère que vous ne serez pas fâchée.

Que de choses vous allez vivre en Israël ! J'ai de mauvais pressentiments, j'espère qu'ils sont erronés. On peut en général, me semble-t-il, demander beaucoup aux gens, mais pas dans une situation concrète. Je pense en tout cas qu'il ne faut pas attaquer Israël et le tribunal israélien mais faire ressortir pour chaque cas les motifs humains qui sont, malheureusement, si naturels. Ce n'est pas une raison pour les approuver. À moins qu'en fin de compte il ne s'ensuive tout de même quelque chose de grand.

Ici, le bruit court que Servatius a posé comme « condition » qu'Eichmann ne donne pas certains noms (il n'est guère probable que ce soit vrai en des termes aussi grossiers). J'ai lu quelque part qu'Israël assumait les frais du procès ; maintenant le bruit court ici que ce ne serait pas le cas. L'origine des fonds concernant Servatius ne serait pas claire. Hypothèse : des personnes menacées en Allemagne l'auraient acheté afin que leur nom ne soit pas prononcé. Je n'y crois pas. Mais si ce devait être le cas et si les juges israéliens, pour des raisons politiques, évitent que *tout* soit mis *totale*ment au jour, il faudrait donner l'alerte. Mais tout cela fait sans doute partie des sottises qui surgissent toujours lors de tels événements.

Les intentions politiques de Ben Gourion à propos de ce cas ne m'apparaissent pas encore clairement, mais elles m'inquiètent. À présent vous devez être occupée à toute heure du jour. Très intéressant en tout cas, si cela ne touchait pas le nerf du destin désormais commun à tous. C'est à vous de déceler tout cela. Moi, je ne le peux pas.

Sincères salutations de nous deux et mille bons vœux.

Votre Karl Jaspers

HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER

[Tel-Aviv] dimanche, [le 9 avril 1961] Cher chéri !

Tout s'est très bien passé ! Un vol éblouissant, c'est quand même autre chose, les avions à réaction, à Paris un hôtel confortable avec salle de bains et aujourd'hui un vol

magnifique pour ici – en passant au-dessus du plateau du Mont-Blanc, le long de la côte italienne et au-dessus de la Crète. Une vue absolument éblouissante !

Chanan [Klenbort] avec ma famille ¹⁵⁵³ à l'aéroport. J'irai le voir demain à Jérusalem. Demain soir je serai chez Kurt [Blumenfeld] et je viens de parler à Jenny [Blumenfeld], qui visiblement va mieux pour le moment. Ma petite nièce ¹⁵⁵⁴ est très jolie et mignonne. Le giron familial, quoi.

Chéri, ne me laisse pas sans nouvelles ! À Paris, les marronniers étaient en fleur ! Les lilas, les arbres fruitiers aussi, tout fleurissait en même temps !

à toi, à toi.

HANNAH ARENDT À KARL JASPERS

Jérusalem, le 13 avril 1961
Pension Reich Beit Hakerem

Très cher,

Merci pour l'interview ¹⁵⁵⁵. Je n'en dirai pas plus car je pense, me semble-t-il, être d'accord avec tout. Sauf que je crains que nous ne soyons plutôt seuls à voir les choses ainsi. Je n'ai pas non plus pu déceler ce que pense vraiment Bondy, qui habite la même pension que moi (notez, je vous prie, le changement d'adresse ! Bondy m'a procuré un bon logement ici).

Le procès : les journaux vous apprennent¹ essentiel. rauiiinaiiii, pas un aigle, plutôt un fantôme qui, en plus, est enrhumé, et qui, dans sa cage de verre, perd de minute en minute un peu de sa substance. Le juge principal – Landau –

remarquable ! Les trois juges ¹⁵⁵⁶ sont des Juifs allemands. Cette comédie avec l'hébreu, alors que tout le monde sait l'allemand et pense en allemand. Landau aime parler un bon hébreu (me dit-on) ; le procureur ¹⁵⁵⁷ en revanche, le type même du Juif de Galicie, très antipathique, fait constamment des fautes – sans doute un de ces individus qui ne savent aucune langue. La plaidoirie, artificielle, hyperlégaliste, avec de grosses erreurs, interrompue par des accès d'émotion. Surtout infiniment ennuyeux et bourré de précédents qui n'existent pas, au lieu de s'en tenir à ce cas sans précédent. Il finira par l'évoquer çà et là. Mais les aspects justes se noient dans les insignifiances. Les juges commencent déjà à s'impatiser. Peut-être Landau pourra-t-il encore prendre la chose en main. Servatius, onctueux, visqueux, habile, concis et allant droit au but, il sait ce qu'il veut. J'ai moi aussi eu des échos des rumeurs dont vous me parlez, surtout concernant Krupp ¹⁵⁵⁸ . C'est possible, bien sûr ; mais ce qui est certain, c'est que le gouvernement d'ici n'a payé que 20000 dollars, ce que Servatius trouve insuffisant.

Le point crucial : l'affaire est organisée de telle sorte que, sauf s'il se produit quelque miracle, elle peut durer jusqu'au Jugement dernier. C'est de la folie pure, chacun ici l'admet parfaitement – à l'exception des procureurs et de Ben Gourion, je suppose. Je ne sais pas ce qu'on veut vraiment et je doute d'ailleurs que quiconque ici le sache. Si le procureur continue dans ce sens, le procès pourra s'étirer sur des mois sans que des aspects essentiels de cette affaire diabolique soient vraiment mis clairement au jour. Ainsi le fait que les Juifs ont collaboré, l'organisation en général, et des choses de cette sorte. Entre-temps le pays s'est rempli d'Allemands ; le maire de Francfort vit dans la même pension que moi. Et ces mêmes Allemands, dont l'excès de zèle fait peine à voir, s'extasiaient carrément sur tout. C'est plutôt à vomir, sauf votre respect. L'un d'entre eux m'a sauté au cou, en larmes. J'ai oublié son nom.

Dans le pays, l'intérêt pour le procès a été suscité artificiellement. Une foule orientale traîne devant le tribunal

comme elle traînerait partout où il se passe quelque chose. Un nombre surprenant d'enfants de trois à dix ans. Ce que j'entends de la vraie jeunesse sonne tout autrement. Elle estime que c'est l'affaire des parents ; cela ne la concerne pas. Mais si les parents s'y intéressent, c'est légitime. Implicitement : nous avons des choses plus importantes à faire. Aujourd'hui il n'y a pas d'audience et j'ai, pour la première fois depuis New York, dormi tard. Je suis restée toute la journée à la maison, assise au soleil sur le balcon. Ce soir je rencontre des collègues américains. Et pendant le week-end je me baladerai sans doute un peu dans le pays avec ma famille [1559](#) [1560](#) . Le temps est magnifique, encore assez froid, mais le soleil brille et chauffe, le pays est plus vert que je ne l'ai jamais vu.

Ma première impression : en haut, les juges, l'élite du judaïsme allemand. En dessous, les procureurs, des Galiciens, mais toujours des Européens. Le tout organisé par une police qui n'est pas rassurante, ne parle que l'hébreu et a le type arabe ; parfois des types à l'air particulièrement brutal. Ils obéissent à n'importe quel ordre. Et aux portes, la populace orientale, comme si on était à Istanbul ou dans un autre pays semi-asiatique. Et parmi tout ce monde, très visibles à Jérusalem, les Juifs *Peies*^{2Q} et en cafetan, qui rendent la vie impossible à toutes les personnes de bon sens. Mais surtout une grande pauvreté.

Qu'avez-vous fait de la lettre de Wolff ? Je suppose que vous ne l'avez pas expédiée telle quelle parce que vous aviez l'impression d'assumer les frais engagés jusqu'à présent. Je ne crois pas qu'il y ait le moindre risque, mais je pense que vous vous êtes entendu avec Wolff au téléphone.

Pour le moment, c'est tout. Je vous écrirai dès qu'il y aura du nouveau. Ce ne sont là que des premières impressions.

De tout cœur et à bientôt.

Votre

Hannah

HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER

Le 15 avril 1961

Jérusalem

Beit Hakerem Hôtel-Pension Reich

Cher chéri,

Voilà exactement une semaine que je suis partie – j'ai l'impression que ça fait bien plus longtemps. L'hiver est froid à Jérusalem, avec un beau soleil bien chaud. L'hôtel où j'étais logée était affreux, et comme tu peux le constater, je suis partie, loin de la ville, qui est bruyante et laide, remplie d'une foule orientale comme on peut en voir au Moyen-Orient, les éléments européens sont vraiment repoussés, la balkanisation a progressé à tous égards. Tu auras pris connaissance du scandale ¹⁵⁶¹ par la presse ; ici tout le monde est dans tous ses états et on craint que cela fasse du tort à la couverture du procès. Pour ce qui est du procès : Eichmann, on dirait un fantôme, en plus il a un rhume, et dans sa boîte de verre on dirait la matérialisation d'une séance de spiritisme. Il n'est même pas inquiétant. Il ne pense qu'à une chose, ne pas perdre contenance. Le procureur général ¹⁵⁶² , avec d'innombrables assistants et entouré de livres et de revues, est un Juif galicien qui parle sans aucune ponctuation, qui ne cesse de se répéter et de se contredire, qui fait le savant comme un bon élève qui veut montrer l'étendue de ses connaissances. L'avocat de la défense ¹⁵⁶³ , un personnage huileux, habile et sans doute tout à fait corrompu, mais bien plus intelligent que le procureur général. Et au-dessus de tout ce monde, les trois juges qui trônent, tous des Juifs allemands, avec au milieu le *presiding judge*, Moshe

Landau, qui est tout à fait extraordinaire – plein d'ironie, de sarcasme et de patience aimable. Kurt [Blumenfeld] m'a promis que je ferai sa connaissance chez lui. Ça me ferait plaisir, en dehors de tout le reste. Devant le tribunal une foule de gamins juifs orientaux et de Juifs à papillotes ¹⁵⁶⁴ – se rassemblant comme pour n'importe quelle occasion sensationnelle. Le pays ne s'intéresse guère à l'affaire en fait, tout ça est artificiellement monté en épingle. Et tout ça est envahi par des Allemands dont le philosémitisme vous donne envie de vomir. C'est le cas notamment de mon voisin de table, le maire de Francfort avec sa femme qui viennent de déposer leur fils avec un de ses camarades dans un kibboutz. L'un des journalistes s'est déjà jeté à mon cou en sanglotant – en disant : nous avons fait ça, etc. Comme au théâtre. C'est aussi à vomir. Et à côté de ça, ces messieurs pleins de zèle et d'efficacité du miracle économique, qui habitent au King David et qui sont fort affables et pleins de « bonne volonté ». Je ne peux pas croire que tout ça puisse bien se terminer. La seule chose qui me console, c'est que ce n'est pas très important.

Kurt [Blumenfeld] est très vieilli. Je ne crois pas qu'il tiendra encore longtemps. Jenny (sa femme) est atteinte de leucémie, pour le moment elle va mieux. C'est encore lui le meilleur interlocuteur pour discuter. Il est en pleine forme intellectuelle. Il parle beaucoup de toi et te salue bien cordialement. Ma petite nièce ¹⁵⁶⁵ est devenue tout à fait charmante ; je suis en train de les attendre, ils ¹⁵⁶⁶ doivent venir de Tel-Aviv en voiture pour m'emmener en excursion pour deux jours. J'ai vu [Salo W.] Baron, qui viendra témoigner à la fin du mois, un témoignage général d'un point de vue historique.

Le procès va durer plusieurs mois ; je doute de pouvoir y être pour la fin. Ce serait un miracle si le jugement était rendu en août. Je vais donc dans un premier temps rester une semaine de plus que prévu, jusqu'au 8 mai, après on verra. Hier j'ai rencontré ici Fritz Lichtenstein qui t'avait tant impressionné l'autre fois avec son piano pour son kibboutz. Il est au Foreign

Service [ministère des Affaires étrangères], il n'a pas changé du tout, il est gentil et bête ; mais correct et propre, ce qui ici devient de plus en plus rare. Je suis en train de me lier avec [Thomas S.] Matthews, qui est ici pour le *Saturday Evening Post*, l'ancien rédacteur du *Time [Magazine]* qui se penche pour la première fois de sa vie sur la question juive. Il est au comble du désespoir et j'essaie en vain de lui apprendre les rudiments de la chose.

J'ai envoyé un télégramme à Lotte [Beradt] quand j'ai déménagé, parce que je n'étais pas sûre que tu recevrais mon télégramme. Chanan était très triste et très courageux pour toute cette histoire d'Irène ; je crois que Lotte [Menbortj n⁷ a pas à se taire de souci, il sera calme quoi qu'il arrive. Il continue demain sa route pour la Russie. J'attends déjà impatiemment ta première lettre, surtout des nouvelles de la petite, a-t-elle d'autres symptômes ?

Je suis très bien logée maintenant, à l'extérieur de la ville il est vrai, mais tout près de l'université, au milieu des collines, jusqu'à aujourd'hui j'avais une chambre avec salle de bains et balcon, mais il faudra que je laisse la chambre jusqu'au jour de l'indépendance ¹⁵⁶⁷, au milieu de la semaine prochaine. Ça ne fait rien. Les gens de la maison sont très pieux, mais le propriétaire, un ancien chimiste de Bohême, est très agréable, un homme sympathique et raisonnable.

À part moi, il y a aussi François Bondy qui habite à l'hôtel – et toute l'équipe de télévision américaine, les journalistes danois, etc.

La vie ici est incroyablement chère, pas seulement les taxis et les articles de luxe, mais les choses quotidiennes aussi, le savon, le dentifrice, la viande, etc. Depuis mars les professeurs des écoles secondaires sont en grève, et voilà des mois que les enfants sont à la maison et n'ont pas de cours. La lutte est inexorable, parce que c'est vraiment les choses de base qui sont en jeu. Et pourtant on peut voir aussi une certaine prospérité, surtout parmi les Juifs allemands qui ont bénéficié de la

restitution ¹⁵⁶⁸ . Pour le moment je suis du matin au soir au tribunal mais j'espère quand même que ce ne sera plus nécessaire la semaine prochaine.

Chéri, écris-moi ! Ne serait-ce qu'une ligne !

À toi,

H.

HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER

[Tel-Aviv] le 20 avr. [1961] Cher chéri !

J'attends déjà impatiemment ta première lettre et j'étais déjà bien soulagée de voir ton écriture sur une lettre qu'on avait fait suivre ici. Ici tout se passe comme prévu, *ups and downs*, avec ce fantôme dans sa boîte de verre qui écoute la bande magnétique où est enregistrée sa voix. Tu as sans doute lu qu'il aimerait lui-même être pendu en public. J'en suis restée bouche bée. Et le tout est absolument normal, indescriptiblement minable et dégoûtant. Je n'y comprends encore rien, mais j'ai le sentiment que ça va percoler d'un instant à l'autre, chez moi bien entendu. Aujourd'hui j'ai passé des heures avec le jeune assistant de Servatius, Wechtenbruch ou un nom de ce genre. Il part demain pour l'Allemagne pour tenter d'avoir des témoins et surtout pour essayer de convaincre les Allemands de demander l'extradition. C'était assez intéressant, et surtout ce qui est typique, c'est que dans l'ensemble il est bien plus sympathique que ces messieurs qui représentent la République fédérale et qui souffrent « d'israelitis » aiguë, puisque c'est ainsi qu'on voudrait appeler la récente épidémie de philosémitisme. L'affaire se transforme de plus en plus en une affaire concernant les Juifs et les Allemands, tandis que les autres

restent des spectateurs médusés ou choqués. Il y avait ici un grand défilé de chars ¹⁵⁶⁹, que j'ai regardé avec intérêt, et hier j'ai pu voir la jeunesse juive autour d'un feu de camp chanter des chansons sentimentales, exactement comme du temps de notre jeunesse, et déjà à l'époque nous détestions ça. Les parallèles sont très embarrassants ; surtout dans les détails.

Je suis à peu près bien logée, à proximité de l'université. Et sans cesse je suis prise d'assaut par des gens de toutes les époques de ma vie. Je vais régulièrement voir Kurt [Blumenfeld], que je crains de ne pas revoir. Mentalement il est alerte, mais physiquement il est vraiment en mauvais état, un vieillard. Je lui montre des photos de toi, il aimerait tant en avoir une. Tu en trouveras dans le tiroir de gauche du bureau dans le living-room, il voudrait la plus aimable. Je ne veux pas me séparer des miennes. Envoie-la-moi ou directement à lui (P.O.B. 538 Jérusalem) avec un petit mot. Ce seront les derniers, dont les tentatives d'avoir un piano t'ont tant impressionné un jour. Mais je pense te l'avoir déjà dit. La plus grande joie, ça reste toujours la petite Edna, qui est venue passer une journée ici avec moi et qui vient de rentrer chez elle. Nous sommes tellement à l'aise ensemble, comme si nous nous étions connues toute notre vie.

[...]

Par ailleurs, le *prosecutor*TM devient de plus en plus dégoûtant. Voilà qu'il nous raconte que les Juifs nous ont fait don d'Emil Ludwig ¹⁵⁷⁰ ¹⁵⁷¹ et de Kafka, en citant un autre nom encore entre les deux. Et tous ces prix Nobel, c'est à peine si on arrive à suivre. Et que Hitler est le dernier d'une série qui part de Pharaon et Aman ¹⁵⁷² ; si bien que tout le monde en a conclu que le massacre des Juifs est une occupation normale pour les non-Juifs. Une mentalité de ghetto avec des chars et une parade militaire.

Porte-toi bien, mon chéri. Aujourd'hui c'est le jour des lettres. Il faut que j'écrive à ce pauvre [Hans J.] Mbrgenthau ¹⁵⁷³

, qui est gravement amoureux (*it is very deep, sic !*). Je pense à l'instant où je serai enfin à l'aéroport de Zurich en train de t'attendre. Mais c'est encore bien loin.

À toi, à toi -

Quelle idiote ! J'oubliais le principal : Ricarda Schwerin ¹⁵⁷⁴ s'est présentée ici, en se référant à toi. Tu sais que le mari est mort. Elle est très sympathique, c'est très intéressant de voir comment vivent ici les non-Juifs. Nous sommes devenues amies. Elle a deux enfants, et elle parle avec beaucoup de charme de toi. Bref, un grand plaisir ! Et pour les mauvaises nouvelles : je ne sais toujours pas quand je pourrai partir d'ici. Demain je vais recevoir 6 (!) volumes avec les dépositions d'Eichmann, c'est vraiment inimaginable à quel point il a été prolix. L'accusation va continuer comme ça pendant encore deux mois, plus sans doute. Je veux partir le plus vite possible, mais pas au point de manquer quelque chose d'essentiel. Peut-être prendrai-je quand même l'avion le 1^{er} mai, et je reviendrai ici plus tard. Peut-être vais-je rester plus longtemps. Dès que je saurai avec certitude la date de mon vol, j'enverrai un télégramme, une fois de plus à Lotte pour être plus sûre.

HANNAH ARENDT À KARL JASPERS

Jérusalem, le 25 avril 1961

Très cher,

Tout ce qui est important, de vive voix. Ce mot simplement pour vous demander si cela vous convient que j'arrive à Bâle le 8 mai ; il se peut que ce soit un jour plus tard, je ne me suis pas encore occupée des horaires de vols.

Ici, les choses continuent à être intéressantes, parfois très impressionnantes, souvent terrifiantes. Je vois plus de gens que d'habitude, j'ai eu hier soir jusque tard dans la nuit une conversation avec Golda Meir, ministre des Affaires étrangères ; auparavant avec Rosen ¹⁵⁷⁵ , ministre de la Justice, frère d'un ami. Et, par ailleurs (mais ceci entre nous, car en principe il ne rencontre pas la presse), avec Landau, le juge principal, un homme extraordinaire ! Modeste, intelligent, très ouvert, il connaît remarquablement l'Amérique, il vous plairait aussi. Du meilleur judaïsme allemand. C'est Blumenfeld qui avait arrangé notre rencontre.

Je rentre à l'instant d'un lunch organisé par l'université. Je parlerai dans deux séminaires et rencontrerai aussi un groupe d'étudiants sélectionnés. Je m'en réjouis, naturellement. Ce week-end je vais faire un tour dans le pays avec ma famille ; il faut que je sorte un peu. J'attends nos conversations avec impatience, je ne cesse de penser, dans toute cette horreur, que vous existez et que je pourrai venir chez vous. Et aussitôt, je me sens plus calme.

Kurt Wolff m'a envoyé votre correspondance avec Panthéon. Nous allons, je pense, en sortir plus facilement que nous ne le craignons. Les Wolff veulent venir à Bâle ; ce serait vraiment très astucieux.

HUUS pULITUIS CIUIS UISUULCr Ut LUU.L.

Encore une chose : ne vaudrait-il pas mieux que j'habite cette fois à l'hôtel ? Et Erna ne pourrait-elle appeler l'hôtel où est descendu Piper ? C'est stupide, mais j'ai oublié le nom. Il y a une liaison commode et rapide avec la Austrasse. Il me semble que vous seriez plus tranquilles ainsi.

Envoyez-moi un mot ici. Je vous ai déjà dit que j'ai changé d'adresse. Je vous indiquerai par lettre ou par télégramme la semaine prochaine l'heure exacte de mon arrivée.

De tout cœur à tous deux,

Hannah

HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER

[Tel-Aviv] le 25 avril 1961

Cher chéri !

Ta lettre est enfin arrivée. Surtout, ne fais pas suivre tout mon courrier, ça coûte une fortune et ça ne sert à rien. Ne fais suivre que le *first class mail*, tout le reste n'est pas pressé, Dieu sait que ça n'urge pas, surtout les recensions. Je viens de téléphoner à Baron et je lui ai dit qu'il n'était pas obligé de t'appeler dès mon arrivée pour t'engueuler parce que je n'écrivais pas. J'étais tentée de le menacer de rentrer immédiatement à New York.

C'est très dur d'écrire d'ici, parce qu'il se passe trop de choses. Quand même, le procès est très intéressant. Il y avait par exemple aujourd'hui le père de Grynszpan ¹⁵⁷⁶, qui racontait tout simplement comment les nazis ont expédié sans crier gare sur la frontière polonaise tous les Juifs polonais (mais naturalisés allemands) avec 10,- marks en poche. Un vieux monsieur, avec la kippa des gens pieux, très simple et très direct. Aucune grandiloquence. Très impressionnant. Je me suis dit, même si au bout du compte on en reste là, le fait qu'un simple quidam, qui sinon n'en aurait jamais eu l'occasion, puisse dire en dix phrases haut et fort, sans aucun pathos, ce qui s'est passé, ça vaut le coup. Les interrogatoires d'Eichmann en 6 volumes sont très intéressants, voire comiques, mais dans l'ensemble quand même épouvantables et grotesques. Nous ne savons même pas comment les transporter.

Mais pour toi tout ça c'est sans aucun doute la *peiede* gauche habituelle ; l'affaire de Cuba est inouïe et il me semble à la

longue incroyablement dangereuse. Notre cher président ¹⁵⁷⁷ ¹⁵⁷⁸ serait-il finalement quand même un imbécile ? Et l'affaire de l'Algérie ¹⁵⁷⁹ est à désespérer. Tu sais sans doute qu'actuellement aucun avion ne peut atterrir à Orly et les journalistes français ont pris l'avion pour Zurich ou pour Genève pour essayer d'arriver à Paris par le train. Quand pars-tu pour Puerto Rico, et que devient l'encyclopédie ? Sans aucun doute un surplus de travail considérable. Écris-moi !!! Je ne sais pas encore avec certitude quand je partirai d'ici. En tout cas la semaine prochaine, probablement jeudi, vendredi ou samedi. En tout cas j'enverrai un télégramme si je modifie mon programme. J'écris tout de suite à Jaspers pour m'annoncer pour le 7 ou pour le 8. Le mieux serait que tu m'écrives là-bas (Australie 126, Bâle).

J'étais hier chez Fania Scholem ¹⁵⁸⁰ , qui a fait une soirée pour moi avec plein d'enfants de ma classe. Très amusant. J'ai fait la connaissance du frère de Martin ¹⁵⁸¹ (Rosenblüth) – il est ministre de la Justice ¹⁵⁸² . Par ailleurs je suis allée hier au cours magistral à l'université et j'y retourne lundi prochain. C'est assez intéressant. Je passe le week-end avec ma famille ¹⁵⁸³ – ma petite Edna est excessivement gentille, mais c'est sympathique de toute façon, Kâthe [Fürst] est dans ma chambre en ce moment – pour aller visiter Safed et Acco ¹⁵⁸⁴ . Ça pourrait être très beau. Pour l'instant il n'est pas question de canicule, j'ai toujours mon pull et je suis bien contente d'avoir pensé à emporter des lainages. Le soir il fait un froid de canard. Sans exagérer. Demain je vais à un lunch officiel à l'université. ôervauus, ce n est pas vraiment, nu urosz, mais wui ue memei oun assistant ¹⁵⁸⁵ est très intelligent, un élève de Cari Schmitt ¹⁵⁸⁶ . Je le reverrai peut-être une fois. Pas question bien sûr de travailler vraiment. *Tant pis*. En tout cas mon manuscrit ¹⁵⁸⁷ va être copié, et j'espère être tranquille à Munich. J'ai écrit à Piper pour qu'il s'occupe des réservations d'hôtel.

Beaucoup de gens ici te saluent bien. Surtout Blumenfeld, que je vais aller revoir de ce pas. Mais aussi Sambursky, qui est venu un jour chez nous. Je revois Ricarda Schwerin jeudi. Souvent pendant le procès je trouve que Lotte [Beradt] devrait être là. Je lui rapporte les 6 volumes d'Eichmann. Elle-même en restera comme deux ronds de flan !

Il faut que je termine. Cher chéri, prends bien soin de toi, perds du poids ! ! Ne bois pas, ou du moins bois modérément, pèse-toi ! Ne te surmène pas ! Et écris-moi !

À toi -

HANNAH ARENDT À HEINRICH BLÜCHER

[Tel-Aviv] le 26.4.61

Cher chéri,

Je viens de recevoir ta lettre de dimanche ¹⁵⁸⁸ . [...]

Je viens d'écrire à Jaspers et je m'annonce pour le 8 mai environ. Je suppose que ça va marcher. Hier j'ai été invitée avec d'autres aussi avec Golda Meir et nous nous sommes disputées jusqu'à 1 heure du matin – mais comme en fin de compte c'est bien une Américaine, ce n'est pas irréparable, à la fin nous étions presque amicales.

Les enjeux : au fond surtout la question de la constitution, de la séparation de l'Église et de l'État, de l'interdiction des mariages mixtes ou plus exactement de ces lois de Nuremberg ¹⁵⁸⁹ qui existent actuellement et qui sont en partie vraiment monstrueuses. À la fin, comme j'étais très fatiguée, mon problème se résumait à la question suivante : comment réussir à faire aller se coucher un ministre des Affaires étrangères,

quand il ou plutôt elle n'en a pas la moindre intention. Avant je suis allée voir Blumenfeld, j'y vais tous les deux jours ; et il avait invité Landau, suprême *court and presiding judge*, à dîner. C'était très agréable et amical. Mais s'il te plaît il faut que ça reste entre nous, cet homme refuse par principe de voir la presse et il n'est venu qu'à condition que je promette de ne pas divulguer la chose. Il a refusé il y a quatre ans déjà une restitution ¹⁵⁹⁰ – c'est très dur pour lui vu qu'il a trois enfants. Ça ne se fait pas quand on est juge. Il y a eu aujourd'hui un lunch officiel à l'université et lundi je vais à un séminaire de philosophie après avoir été lundi dernier à un séminaire historico-politique. Ça me fait plaisir. Pendant le week-end on va bien s'amuser. Tu liras dans les journaux les efforts de Goldmann pour un parti libéral. C'est un enfant mort-né. Ils n'ont pas de réels arrières dans le pays ; et la tactique de Goldmann qui consiste à se poser toute sa vie comme futur citoyen d'Israël est pour le moment vraiment tout à fait impossible. Il vit lui aussi dans un monde qui n'existe plus. Ça n'intéresse absolument personne. C'est un dommage, parce qu'il y aurait maintenant justement des choses à faire. Par ailleurs, le témoignage de Baron au procès était encore plus mauvais que je ne l'avais imaginé ; j'avais écrit sans être au courant de la séance de l'après-midi.

Cuba – c'est vraiment grave ! Et l'Algérie plus grave encore. Un pays sans armée – voilà ce qui en ressortira dans le meilleur des cas. Le scandale de Kennedy ne peut pas être entièrement mis sur le compte de Dulles. Mises à part toutes les informations de ses agents secrets, il n'a pas compris ce que c'était qu'une révolution et ce qu'elle signifie dans la vie d'un peuple. Et c'est de sa faute ou plus exactement de la faute des Arthur Schlesinger dont il s'est entouré. Peux-tu me découper l'article du *Rheinischer Merkur* Et demander à Lotte d'avoir l'œil pour moi ? Ce n'est pas facile ici de mettre la main sur la presse étrangère. Quand elle arrive elle est déjà partie. Et de toute façon il y a peu de journaux qui proviennent d'Allemagne.

Quand tu recevras cette lettre, probablement en même temps que ma lettre d'hier, il vaut mieux que tu écrives déjà chez Jaspers. S'il y a un quelconque changement je t'enverrai un télégramme.

À toi, à toi – H.

HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY

[New York] 20 mai 1962

Très chère Mary,

C'est bon d'avoir de tes nouvelles ; je me rends parfaitement compte à quel point tu me manques. Et félicitations pour l'appartement. Je sais très exactement où il est situé et ça me fait plaisir de penser au métro St.-Placide et de t'imaginer surgissant sur le pas d'une porte. Dépression – as-tu un bon docteur ? Les médecins français sont soit (rarement) les meilleurs des meilleurs, soit abominables. Il m'est arrivé la même chose il y a trois ans environ, à l'évidence le changement d'âge, et je ne suis pas allée voir de médecin parce que je refusais d'admettre que j'avais une dépression. Moyennant quoi elle m'a quittée – au bout de six mois environ. Mais je sais qu'il existe des produits. Et comme tu es bonne, honnête, et non pas menteuse comme moi, tu vas peut-être te laisser persuader de les essayer. Est-ce que tu travailles ? J'ai lu une interview que tu as donnée à *Paris Review*, elle m'a plu ; mais elle date probablement de plusieurs années ¹⁵⁹¹. Comment avance le roman [*Le Groupe*] ? Le prix des appartements à Paris – je connais. Bien entendu c'est le résultat du contrôle des loyers et d'une incroyable avarice, leur vice national ; n'oublie pas qu'ils ont le contrôle des loyers depuis 1914 !

J'en suis à la moitié d'Eichmann et passablement désespérée parce que je n'arrive pas à faire aussi bref que je le voulais. Je nage dans une énorme masse de matériau, essayant toujours de trouver la citation la plus parlante, et je vais devoir rédiger une seconde version (ce que d'ordinaire je déteste mais que je ne peux éviter en raison des trop nombreux documents). Il va me falloir probablement tout l'été pour finir, mais *au fond** ça m'est égal. Au contraire, je me plais à manier les faits et les choses concrètes.

Accident – je suis vraiment tout à fait bien. Pas de perruque [*sic*], pas de tonsure irrémédiable, je dois simplement attendre que les cheveux repoussent parce qu'on m'a rasé une partie de la tête. J'avais pensé à une perruque comme solution temporaire, mais ça n'a pas de sens. Je porte un foulard drapé en turban et dans quelques semaines la partie intacte de mes cheveux aura assez poussé pour couvrir celle qui repousse si bien qu'un tulle me suffira. La seule chose qui me préoccupe encore ce sont mes yeux ; un des muscles de la partie interne de l'œil a été touché et j'ai eu une sorte de vision double. Ça va beaucoup mieux maintenant et ça ne m'empêche pas (ça ne l'a d'ailleurs jamais fait) de lire ou d'écrire, mais ça évolue lentement. Je consulte plusieurs ophtalmologistes à cause du peu de confiance que m'inspire cette profession, et tous m'assurent que tout ira bien dans deux mois.

Nous venons de décider de retourner à Palenville cet été et avons déjà retenu le bungalow. Nous partirons fin juin et y resterons jusqu'en août. Je suis affamée de verdure, d'arbres, d'eau et de natation, aussi j'attends ce moment avec impatience. J'espère pouvoir finir la première mouture d'Eichmann et terminer là-bas le manuscrit. Je ne vois quasiment personne sauf Tucci ¹⁵⁹² qui m'amuse. Harold [Rosenberg ¹⁵⁹³] nous a rendu visite et a raconté des stupidités à propos d'art. (De temps à autre, il fait penser à Clem Greenberg, ce qui, bien entendu, est très injuste.) Il venait de rentrer de Berkeley, qui a été un

succès. Dieu sait que sa confiance en soi n'avait pas besoin de cet apport supplémentaire.

À part ça – rien de changé. Si ce n'est bien sûr les invitations régulières d'intellectuels à la Maison-Blanche. Une charmante histoire circule à propos de Diana Trelling ¹⁵⁹⁴ s'achetant la tenue appropriée puis, prise de doutes, appelant la Maison Blanche et décrivant sa robe en détail pour savoir si ça convenait. Mais je ne veux pas dire par là que Kennedy a tort d'inviter ces gens. Au contraire, je pense qu'il a plus ou moins raison, le seul ennui étant qu'il va corrompre tout le monde sans le vouloir.

Mary je m'inquiète un peu à propos de la grippe et de la dépression. Mets-moi un mot, pas seulement pour me rassurer. Dis-moi comment tu vas, comment vont les choses.

Très tendrement, et amitiés à Jim.

À toi,

Hannah

HANNAH ARENDT Â MARY MCCARTHY

[New York] 7 juin 1962

Très chère Mary -

Je m'apprêtais à t'écrire de toute façon quand ta lettre est arrivée. J'ai lu le texte sur Macbeth ¹⁵⁹⁵ et aussitôt après l'article sur Nabokov dans la *New Republic*. J'ai débordé d'enthousiasme, d'amour pour l'article sur Macbeth, Heinrich manifestant encore plus d'enthousiasme que moi – si possible. Tu as tout à fait, entièrement raison et tu l'as si bien exprimé ! Quand as-tu écrit cela et pourquoi ne m'en as-tu pas parlé ? C'est presque

par hasard que je l'ai vu dans Harper. (Comme tu me manques !) L'article sur Nabokov – très très bon, excellent en réalité, très ingénieux et intrigant – mais je n'ai pas lu le livre. Je vais vite me le procurer, mais n'aurai guère le temps de le lire avant Palenville. Il y a quelque chose chez N. qui me déplaît beaucoup. On dirait qu'il tient à montrer sans arrêt à quel point il est intelligent. Qu'il pense à lui-même en termes de « plus intelligent que ». Il y a quelque chose de vulgaire dans son raffinement, et je suis un peu allergique à cette sorte de vulgarité parce que je ne la connais que trop bien, que je connais tant de gens qui en sont affligés. Mais peut-être n'est-ce plus vrai dans le cas présent. Je verrai. De tous ses livres, je n'en admire vraiment qu'un seul, c'est le long essai sur Gogol.

Voilà. Le soir tombe, et Tucci vient de partir. Il peut être *insupportable*, mais aujourd'hui il a été bien. Il est très troublé que tu ne lui aies pas écrit au sujet de son roman. J'ai beaucoup aimé la première partie – jusqu'à la scène chez le tailleur. Après, j'ai trouvé que ça devenait lourd et répétitif, mais bien entendu je ne le lui ai pas dit. La première partie est plutôt bonne et vraiment très amusante. Qu'est-ce que *tu* en penses ?

Je suis toujours dans Eichmann, ai presque fini la partie portrait – du moins je l'espère. C'est beaucoup plus long que je ne le pensais – environ 80 pages. Avec un peu de chance, je ne dépasserai [pas] 160 pages. Je suis toujours contente de l'avoir fait, malgré la somme vertigineuse de travail que ça a nécessité. Mon bureau ressemble à un champ de bataille, jonché de journaux et des feuilles photocopiées de la transcription du procès.

L'Année dernière à Marienbad – je l'ai vu et trouvé très barbant. Mais vas-y, c'est intéressant du point de vue technique. Sarraute. Ça ne devrait pas être difficile. Si c'était le cas, dis-le-moi. Annchen [Anne Weil] la connaît bien ainsi qu'une autre amie à moi, Nina Gourfmkel ¹⁵⁹⁶, juive russe elle aussi. Annchen vient à Paris assez régulièrement, je crois. Peut-être Jim l'a-t-il rencontrée, dans les milieux du Marché commun. Son

nom officiel : Mme Eric Weil de Bruxelles. Si tu as le temps et que tu aimerais la rencontrer, dis-le-moi. Je crois qu'elle aimerait beaucoup te connaître – en partie par pure curiosité, en partie peut-être par une pointe de jalousie. Mais pas suffisante pour embêter quiconque !

Je suis contente qu'ils aient pendu Eichmann. Non pas que ça comptait. Mais ils se seraient rendus totalement ridicules, me semble-t-il, s'ils n'avaient pas poussé la chose jusqu'à sa seule conclusion logique. Je sais que c'est un sentiment peu répandu. Un rabbin réformé est venu réclamer la clémence et a dit de l'exécution qu'elle témoignait d'un « manque d'imagination ». N'est-ce pas merveilleux ? Je n'ai pas non plus aimé les autres suppliques, qui demandaient à Israël d'atteindre des « hauteurs divines ». Kennedy a reçu le procureur ([Gideon] Hausner) et lui a dit qu'il avait fait un « très bon boulot ». Même si c'était vrai, et Dieu sait [que] ce ne l'est pas, ce serait une façon scandaleuse de le dire.

De Gaulle – je pense que l'affaire Salan a été et est une réelle calamité ¹⁵⁹⁷. Le truc Jaspers : je vais te le faire envoyer, c'est Harcourt Brace qui l'a publié. \on pas un recueil mais ses « Grands philosophes », texte dont j'ai assuré la préparation et que [Ralph] Manheim a traduit. Je travaille maintenant au second volume. J'aime beaucoup le livre, peut-être ce que Jaspers a écrit de mieux récemment. Il est très original en ce qu'il ne s'agit pas d'une histoire de la philosophie au sens d'une histoire des « idées » [;] il les [les philosophes] extrait de l'ordre chronologique et on a l'impression d'entrer dans un immense palais où quelque part, dans un coin ou dans un autre, on les trouve tous réunis. Ils sont tous contemporains, et il parle avec eux ou contre eux, en se montrant parfois très injuste, comme s'ils étaient *ici*. Je connais le livre de Grass mais je n'ai jamais pu le finir. Certainement très difficile à traduire. À mon sens, en grande partie du déjà vu, du copiage, avec quelque chose d'*outré** mais aussi quelques très bons passages. Pauvre Jim. Je sais très bien ce que ça représente et quelle colère vous saisit de

ne pouvoir renvoyer personne. Mais comment trouvez-vous Paris tous les deux ? Je veux dire, la vie qu'on y mène.. Quand j'y suis passée l'été dernier, j'ai de nouveau pensé [que c'est] le seul endroit entièrement fait pour y vivre. Parce que c'est comme dans une maison [-] la ville entière en est une, avec beaucoup de pièces ; mais on ne s'y sent jamais exposé, on est toujours « abrité », protégé, une perception de l'espace totalement différente de celle que l'on éprouve dans toutes les autres grandes villes que je connais. Tendrement à toi,

Hannah

GERSHOM SCHOLEM À HANNAH ARENDT

Jérusalem, le 23 juin 1963

Chère Hannah,

Voilà six semaines déjà que j'ai reçu votre livre sur le procès Eichmann ¹⁵⁹⁸ ¹⁵⁹⁹ et si j'ai tardé à vous écrire, c'est que je n'avais pas eu le loisir jusqu'à présent de me livrer à son étude sérieuse. Je n'ai pas approfondi, je le dis tout de suite, la question de l'exactitude matérielle et historique de vos diverses affirmations. Cependant, à en juger d'après votre manière d'envisager les aspects du problème qui me sont familiers, je crains que votre livre ne soit pas exempt d'erreurs et de déformations. Mais je ne doute pas que d'autres critiques, et ils seront nombreux, ne s'attachent à cette question de l'exactitude matérielle et, de toute manière, celle-ci n'est pas au centre de la critique que je voudrais présenter ici.

Votre livre s'articule autour de deux pôles : les Juifs et leur comportement durant la catastrophe, et la responsabilité d'Adolf Eichmann. J'ai consacré, comme vous le savez, une

bonne partie de mon temps à réfléchir sur le cas des Juifs et j'ai étudié une importante quantité de documents sur la question. J'ai pleine conscience, comme les autres spectateurs des événements, de la complexité et du sérieux de ce problème, de la manière dont il est peu simplifiable et transparent. Je sais que certains aspects de l'histoire juive (pendant plus de quarante ans je n'ai guère eu d'autre sujet de préoccupation) dépassent notre compréhension : d'une part une application quasi démoniaque aux choses de ce monde ; d'autre part une incertitude fondamentale pour s'orienter en ce monde, incertitude qui fait contraste avec l'assurance du croyant, à laquelle, hélas, votre livre se réfère si peu. Il y a eu de la faiblesse aussi, mais une faiblesse alliée à tant d'héroïsme qu'il n'est pas facile de les démêler ; la misère et la soif du pouvoir n'en sont pas absentes. Mais ces choses ont toujours existé et il serait bien incroyable qu'elles ne se soient pas manifestées au moment de la catastrophe. Il en était ainsi en 1391 ¹⁶⁰⁰, alors que la génération de la catastrophe était à ses débuts, et il en est ainsi de notre temps. Une discussion à ce sujet est, à mon avis, légitime et inévitable, bien que je ne croie pas que notre génération soit en mesure de porter un jugement historique. Nous manquons du recul qui seul rendrait possible une forme d'objectivité, et il ne peut en être autrement. Nous ne pouvons pourtant pas laisser ces problèmes de côté. La nouvelle jeunesse d'Israël nous lance une question : pourquoi se sont-ils laissés massacrer ? Cette question me semble profondément justifiée ; et je n'y vois pas de réponse facile. À chaque moment décisif, votre livre ne parle que de la *faiblesse* de la position des Juifs dans le monde. Je suis prêt à reconnaître cette faiblesse ; mais vous en parlez avec tellement d'emphase qu'à mon sens votre exposé cesse u. CLIC uujccLii CL prcnu ucs résonances niai veinâmes, i^e prooieme est bien réel, je l'admets. Mais pourquoi votre livre laisse-t-il un sentiment si profond d'amertume et de honte, non à cause de la compilation mais à cause du compilateur ? Comment se fait-il que votre version des

événements semble si souvent s'interposer entre nous et ces événements sur lesquels, à juste titre, vous appelez notre attention avec insistance ? Pour autant que j'aie une réponse à cette question, je ne peux la taire, précisément en raison du profond respect que je vous porte ; elle touche à la racine de notre désaccord. Ce que je n'approuve pas dans votre livre, c'est l'insensibilité, le ton souvent presque sarcastique et malveillant qu'il apporte à traiter ces sujets qui touchent à notre vie en son point le plus sensible.

Il existe, dans la tradition juive, un concept difficile à définir et pourtant suffisamment concret, que nous appelons *Ahavat Israël*, « l'amour du peuple juif ». En vous, chère Hannah, comme en beaucoup d'intellectuels issus de la gauche allemande, je n'en trouve que peu de traces. Un débat comme celui que vous tentez d'instaurer dans votre livre me semble requérir – vous me pardonnerez ces expressions – les procédés les plus traditionnels, les plus circonspects, les plus exigeants possibles, précisément à cause des sentiments suscités par le sujet, la destruction du tiers de notre peuple – et je vous considère comme une fille à part entière de notre peuple – et rien d'autre. C'est ainsi que je n'éprouve guère de sympathie pour ce ton qu'exprime bien le mot anglais *flippancy* (désinvolture), que vous employez si souvent tout au long de votre livre. La manière dont vous parlez est incroyablement inappropriée.

Il est inconvenant au-delà de toute mesure pour traiter un tel sujet. Dans de telles circonstances comme celles-ci, n'y aurait-il pas eu place pour ce que je ne puis décrire que par ce modeste mot allemand, *Herzenstakt* (le tact du cœur) ? Vous pouvez vous moquer de ce mot ; mais j'espère que vous ne le ferez pas, car je parle sérieusement. Parmi les nombreux exemples sur lesquels je suis tombé dans votre livre, non sans douleur, aucun n'exprime mieux ma pensée que votre citation (extraite sans commentaire d'une source nazie !) sur le trafic, dans le ghetto de Varsovie des brassards portant l'étoile de

David, ou que la phrase concernant Léo Baeck « qui était regardé aux yeux tant des Juifs que des non-Juifs comme le “Führer juif”... ¹⁶⁰¹ ». L'usage du terme nazi dans ce contexte est suffisamment révélateur. Vous ne parlez pas, par exemple, du « chef juif », ce qui aurait été à la fois approprié et dépourvu de l'effroyable connotation du mot allemand ; vous dites précisément ce qui est le plus faux et le plus insultant. Léo Baeck, que nous avons connu tous les deux, n'a jamais été, pour quiconque à ma connaissance, un « Führer » au sens que vous insinuez. Moi aussi, j'ai lu le livre d'Adler sur Theresienstadt ¹⁶⁰² ¹⁶⁰³ . C'est un livre dont il y aurait beaucoup à dire. Mais je n'ai pas eu l'impression que l'auteur, qui parle avec une grande sévérité de gens sur lesquels j'ai entendu des rapports très différents, ait jamais parlé de Baeck de cette manière, directement ou indirectement. L'histoire des souffrances de notre peuple est certes grevée d'un certain nombre de personnages discutables qui méritent ou qui ont reçu leur juste châtiment : comment aurait-il pu en être autrement dans une tragédie qui s'est déroulée à une si terrible échelle ? Cependant, parler de tout cela sur un ton aussi inconvenant se fait au bénéfice de ces Allemands que votre livre met plus d'éloquence à condamner qu'il n'en met à déplorer le sort de votre peuple ; ce n'est pas la manière adéquate d'aborder le théâtre de cette tragédie.

Dans votre manière de traiter le problème de savoir comment les Juifs ont réagi dans ces circonstances extrêmes auxquelles ni vous ni moi n'avons été exposés, je discerne assez souvent, au lieu d'un jugement équilibré, une sorte de tendance démagogique à l'exagération. Qui d'entre nous pourrait dire aujourd'hui quelles décisions auraient dû prendre en ces circonstances les anciens de la communauté juive – quel que soit le nom que nous puissions leur donner ? Je n'ai pas fait moins de lectures que vous sur ces questions, et je n'ai pas encore de certitude ; mais votre analyse des événements ne m'assure pas que votre certitude ait de meilleurs fondements

que mon incertitude. Il y avait par exemple les *Judenräte*[^] ; parmi leurs membres certains étaient des monstres, d'autres des saints. J'ai beaucoup lu sur les deux espèces. Il y avait aussi parmi eux beaucoup de gens qui n'étaient pas différents de nous, qui ont été contraints de prendre des décisions terribles dans des circonstances que nous ne pouvons même pas reproduire ou reconstruire. Je ne sais s'ils ont eu raison ou tort. Et je n'ai pas la présomption de juger. Je n'y étais pas.

Il y eut certes à Theresienstadt, comme pourrait le confirmer quiconque y a résidé, des gens dont la conduite mérite le jugement le plus sévère. Mais, en considérant chaque cas, nous constatons que le verdict individuel varie. Pourquoi, par exemple, un de ces « personnages discutables », Paul Eppstein, a-t-il été exécuté par les nazis ? Vous n'en donnez pas la raison. Pourtant la raison est assez claire : il avait fait précisément ce que selon vous il pouvait être à même de faire sans danger sérieux – il a dit aux gens de Theresienstadt ce qui les attendait à Auschwitz. Mais vingt-quatre heures plus tard il était exécuté.

Votre thèse selon laquelle ces machinations des nazis ont servi d'une certaine manière à effacer la distinction entre les bourreaux et les victimes, thèse que vous employez pour fustiger l'accusation au procès d'Eichmann, me paraît tout à fait fausse et tendancieuse ^{1604 1605} . Dans les camps, les êtres humains étaient systématiquement dégradés, étaient, comme vous le dites, contraints à participer à leur propre extermination et à collaborer à l'exécution de leurs camarades et prisonniers. La distinction entre les bourreaux et les victimes s'en trouve-t-elle effacée ? Quelle perversité ! On nous demande, semble-t-il, d'avouer que les Juifs aussi ont eu leur « part » à ces actes de génocide. C'est là typiquement une *quatemia terminorum*[^]. J'ai lu récemment le compte rendu d'un livre écrit durant les jours de la catastrophe en la pleine conscience de ce qui se préparait, par rabbi Moshe Chaim Lau, de Piotrkow ¹⁶⁰⁶ . Ce rabbin s'est essayé à définir avec toute la précision possible le devoir des Juifs dans des situations aussi extrêmes. Une

grande partie de ce que j'ai lu sur ce livre émouvant et terrible – et il n'est pas le seul – s'accorde avec votre thèse générale (mais pas avec votre ton). Mais nulle part dans votre livre vous ne montrez clairement combien il se trouva de Juifs pour agir comme ils l'ont fait avec la pleine conscience de ce qui les attendait. Le rabbin en question est allé à Treblinka avec ses ouailles, tout en les ayant exhortées auparavant à s'enfuir, et ses ouailles en avaient fait autant à son égard. L'héroïsme des Juifs n'a pas toujours été l'héroïsme du guerrier ; et nous n'en avons pas toujours eu honte. Je ne puis réfuter ceux qui disent que les Juifs ont mérité leur sort parce qu'ils n'ont pas fait à temps les démarches voulues pour se défendre, parce qu'ils ont été lâches, etc. C'est tout récemment que je suis tombé sur cet argument dans un livre écrit par ce bon Juif antisémite qu'était Kurt Tucholsky ¹⁶⁰⁷ . Je ne puis évidemment pas m'exprimer avec l'éloquence de Kurt Tucholsky, mais je ne puis nier qu'il ait raison ; si tous les Juifs avaient fui, notamment en Palestine, un plus grand nombre d'entre eux aurait eu la vie sauve. Mais savoir si cela aurait été possible, compte tenu des circonstances spéciales de l'histoire et de la vie juives ou si cela implique une participation historique à la culpabilité du crime de Hitler, c'est une autre question.

Je ne parlerai pas de l'autre question qui est au centre de votre livre : la culpabilité ou le degré de culpabilité d'Adolf Eichmann. J'ai lu et le texte du jugement prononcé par le tribunal et la version que vous lui substituez dans votre livre. Je trouve celui du tribunal plus convaincant. Votre jugement me paraît guidé par un prodigieux *non sequitur*. Votre raisonnement s'appliquerait également aux centaines de milliers, peut-être aux millions d'êtres humains auxquels s'applique votre dernière phrase. C'est la phrase finale qui contient la raison pour laquelle Eichmann devait être pendu, car dans le reste du texte vous développez en détail votre opinion, – que je ne partage pas – selon laquelle l'accusation n'a pas entrepris de prouver ce qu'elle s'était mise en demeure de

prouver. À ce propos, je peux signaler que non seulement j'ai donné ma signature à une lettre adressée au président d'Israël et hostile à l'exécution mais que j'ai également exposé, dans un essai en hébreu, pourquoi je considérais l'exécution de la sentence – qu'Eichmann avait méritée de toute manière, y compris dans le sens de l'accusation – comme historiquement mauvaise, précisément à cause de nos relations historiques avec le peuple allemand. Je ne reproduirai pas ici ce raisonnement. Je voudrais seulement dire que votre description d'Eichmann comme un « converti au sionisme » ne peut venir que d'une personne qui a une profonde aversion pour tout ce qui touche au sionisme. Je trouve presque impossible de prendre au sérieux ces passages de votre livre. Ils en reviennent à une caricature du sionisme, et je suis obligé de conclure que c'était là votre intention. Je n'en dirai pas plus sur ce point.

Après avoir lu votre livre, je ne suis pas convaincu par votre thèse concernant la « banalité du mal », thèse qui, s'il faut en croire votre sous-titre, sous-tend tout votre raisonnement. Cette nouvelle thèse me frappe comme un slogan ; elle ne me semble assurément pas être le fruit d'une analyse profonde, du genre de celle que vous avez donnée de façon si persuasive au service d'une thèse toute différente et même contradictoire dans votre livre sur le totalitarisme. Vous n'aviez apparemment pas encore découvert à l'époque que le mal est banal. De ce « mal radical » dont votre analyse d'alors témoignait avec tant d'éloquence et d'érudition, rien ne reste que ce slogan – il devrait faire l'objet d'une recherche à un niveau sérieux, comme concept pertinent en philosophie morale ou en éthique politique. Je regrette, je le dis je crois sincèrement et sans esprit polémique, de ne pouvoir prendre plus au sérieux la thèse de votre livre. J'avais votre précédent livre en tête et j'attendais autre chose.

HANNAH ARENDT À KARL JASPERS

New York, le 20 juillet 63

Très cher,

Les jours passés en France ont été trop remplis pour que je puisse écrire et sur le bateau ma machine s'est cassée. D'abord les « affaires » – cette fois prix de la Paix ¹⁶⁰⁸. J'en ai discuté brièvement avec ma très discrète amie américaine ¹⁶⁰⁹, qui m'a dit que Dan Jacobson ¹⁶¹⁰, un écrivain juif sud-africain dont je connais le nom et apprécie beaucoup les essais, se trouvait à Londres et que nous pourrions le faire venir. Il serait le plus apte à m'informer. Nous lui avons donc téléphoné et il est venu passer une journée à Paris, bien que nous ne lui ayons rien dit au téléphone. Il donne une impression extraordinaire, absolument honnête et personnellement très concerné par de telles affaires. Je joins ses propositions à ma lettre ¹⁶¹¹. En ce qui concerne l'affaire elle-même, je suis plus convaincue que jamais que le prochain prix de la Paix devrait aller à un homme (ou une femme) qui combat pour la paix entre les races. Ici, sur le plan social, ça va mal. C'est pire que je ne le savais. La plupart des personnes de bonne volonté sont très pessimistes ; un ami juif qui est très actif dans ce domaine du côté des Noirs me disait hier : Nous sommes tous perdus. Pour ma part, je ne suis nullement aussi pessimiste. Beaucoup de choses dépendront du succès des Kennedy ^{1612 1613} avec leur *Civil Rights Bill* ⁷⁵. Cela ne résoudra pas les problèmes, bien sûr, mais cela ouvrira la voie au progrès. Si le *Bill* ne passe pas, nous pouvons nous attendre au pire ici. Il y a déjà des quartiers entiers où les Blancs ne sont plus en sécurité, et à Chicago c'est pire. Des deux côtés la populace attend une occasion pour se déchaîner. Chaque jour on peut lire dans les journaux qu'une voiture de Blancs a traversé un quartier noir en tirant sauvagement ou qu'une voiture de Noirs a traversé un quartier blanc en tirant sauvagement. Mais ce ne sont encore que des cas isolés, le pays

est grand et la police fonctionne. J'estimerais néanmoins comme par le passé que ce serait une erreur que de décerner le prix à un Américain. Seuls les Kennedy conviendraient, et comme ils sont au pouvoir il ne saurait être question d'eux. Cela ressemblerait à une ingérence directe dans la politique américaine. Et pour ce qui est des Africains du Sud, il me semble que Jacobson a raison et que Huddleston est le meilleur candidat.

Ce que j'aimerais faire maintenant c'est raconter, et je vois ton bureau et vous deux et comme tout se calme et trouve sa véritable place, de sorte qu'on peut tout dire et qu'on reçoit une réponse à toute question. Et comment pour chacun, particulièrement lorsqu'il y a divergence, il est clair qu'on tient aux mêmes critères et que les bases sont les mêmes. J'y réfléchis constamment et nous parlons très souvent de vous. Mais cela va de soi. Vous avez pris ensemble une telle place dans notre vie que c'est comme si vous déambuliez avec nous dans l'appartement.

Paris : pas réjouissant, bien que la ville fraîchement ravalée ait retrouvé sa couleur d'origine et soit plus magnifique que jamais. Les gens, dans leur prospérité, raflent tout ce qu'ils peuvent comme s'ils n'y croyaient pas, ils n'investissent pas, font tout au plus toute chose à moitié (chambre avec salle de bains mais sans WC, etc.) ; ils sont infiniment énervés et récriminent sans cesse – je suis dans un taxi, j'ai mal fermé la porte, une voiture qui passe nous le fait aimablement remarquer. Conséquence : violentes invectives, de quoi se mêle-t-il, c'est déjà la troisième fois aujourd'hui, naturellement, la portière fermait mal –, ce qui est probablement en partie la conséquence de cette folle tactique des grèves, qui fait qu'on ne sait jamais si le gaz ne va pas s'éteindre pendant qu'on prépare son dîner, ou la lumière électrique, ou, catastrophe des catastrophes, le métro est en grève, ou les aéroports ou les services douaniers... Et toutes ces grèves se produisent inopinément et ne durent pas longtemps, de sorte qu'elles ne

peuvent gêner que le public, elles ne représentent pas la moindre pression financière. Ce système semble imaginé par des fous, afin de provoquer une névrose de masse. Mon amie américaine, malgré un appartement magnifiquement aménagé, ne rêve que de la mutation de son mari ¹⁶¹⁴ car, en tant qu'étrangère et bien que parlant couramment le français, elle est traitée de telle sorte qu'elle en devient paranoïaque. Une autre vieille amie française pense que le pays est à la veille d'une guerre civile, ce que je ne crois pas. Ensuite la Provence, où tout a été merveilleux. Peut-être le plus beau de tous les beaux paysages que nous avons vus. C'est là qu'on aimerait habiter, et les gens aussi sont très différents de ceux de Paris. Ici, la prospérité a un sens et on la vit raisonnablement. Les paysans vivent enfin bien et ils l'admettent en hésitant quelque peu. Mais les fils ne restent pas au pays, ils vont à Paris dans les grandes écoles, et cette Provence encore en parfaite santé ne parvient pas à devenir vraiment vivante. Enfin Cannes et le bateau, très beau et luxueux, ce que nous avons tous deux apprécié, sans le regretter toutefois quand ce fut terminé. Une semaine suffit.

À New York l'appartement était littéralement inondé de courrier que personne n'a ouvert ni fait suivre. Presque tout concerne l'affaire Eichmann. Beaucoup de lettres intéressantes, dont quelques-unes m'ont largement éclairée sur les causes de cette agitation des milieux juifs, vraiment incompréhensible. Et l'explication en est pourtant si simple que j'aurais dû savoir. Sans le pressentir, j'ai touché à une partie du passé juif non surmontée : partout, surtout en Israël, on trouve encore d'anciens membres des Conseils juifs aux postes les plus élevés. Pis : le cas Kastner, que j'évoquais dans mon rapport, était plus sérieux que je ne le pensais : Kastner ¹⁶¹⁵, occupant un poste très élevé en Israël, avait été accusé par un journaliste de collaboration avec les nazis et il avait porté plainte pour diffamation. En première instance, Halévi (plus tard l'un des trois juges au procès Eichmann) déclara que Kastner, qui avait

travaillé en étroite collaboration avec Eichmann, « avait vendu son âme au diable » et ne conclut pas à la diffamation. Kastner fit appel et aurait dit que s'il n'obtenait pas satisfaction cette fois il « déballerait » tout à propos des relations existant à cette époque entre la Jewish Agency ¹⁶¹⁶ et les chefs de parti palestiniens. Là-dessus il a été assassiné, pas par des survivants hongrois comme je le croyais, mais par les services secrets israéliens, du moins d'après ce que l'on dit. Bref : notre situation est analogue à celle de l'Allemagne, sauf qu'il est encore plus dangereux ici d'y toucher. La campagne contre moi se poursuit violemment au niveau le plus médiocre et sur la base de pures calomnies qui affirment tout simplement le contraire de ce que j'ai écrit. La presse juive affirme que Hausner, le procureur général, serait spécialement venu en Amérique à la demande du gouvernement afin d'activer l'affaire ¹⁶¹⁷ . En ce moment, trois ou quatre grandes organisations, avec l'aide de véritables régiments d'assistants « scientifiques » et de secrétaires, s'efforcent de démontrer les erreurs que j'aurais commises. C'est très instructif de voir ce qu'on peut obtenir en manipulant l'opinion publique et combien les gens, souvent d'un haut niveau intellectuel, sont manipulables. Nombreux sont ceux parmi les Juifs mêmes qui partagent totalement leur avis, mais les choses ont tout de même pris de telles proportions (les rabbins prêchant en chaire) qu'une amie a estimé que cela ressemblait à l'affaire Dreyfus, que le clivage existait au sein même des familles ! Je suis stupéfaite, je ne m'attendais naturellement pas à de telles réactions et reconnais d'ailleurs que c'est extrêmement dangereux. (Ces gens essaient par tous les moyens de ruiner ma réputation. Ils ont passé des semaines à fouiller dans l'histoire de ma vie pour y trouver quelque chose qu'ils auraient pu me reprocher, et ils ont fini par renoncer. Et ils essaient par d'autres voies.) Si j'avais su, j'aurais sans doute pris soin de faire la même chose. Et *à la longue** il sera peut-être tout de même utile de nettoyer un peu cette fange juive.

Dans deux semaines nous partons pour Palenville, le courrier sera réexpédié de New York. Ici il fait très chaud, mais dans l'appartement nous n'en souffrons guère. Heinrich suit un pénible traitement dentaire, mais il n'a pas pour autant perdu sa bonne humeur. Il a malheureusement tendance à être pris de fureur contre les attaques à mon égard et ce qu'il pense du peuple juif n'est pas toujours ce qu'on souhaiterait. (Ceci pour rire seulement.) Écrivez bientôt pour nous dire comment vous allez, même si ce n'est qu'une ligne !

Mille vœux très chaleureux.

Votre

Hannah

HANNAH ARENDT À GERSHOM SCHOLEM

New York, 24 juillet 1963

Cher Gerhard,

J'ai trouvé votre lettre en rentrant la semaine dernière. Vous savez ce qu'il en est quand on s'est absenté pendant cinq mois. Je vous écris au premier moment de tranquillité ; ma réponse peut donc n'être pas aussi étudiée que peut-être elle le devrait.

Votre lettre contient certaines affirmations qui ne prêtent pas à controverse parce qu'elles sont tout simplement fausses. Je voudrais traiter d'abord de celles-là pour que nous puissions ensuite passer aux questions qui méritent d'être discutées.

Je ne suis pas de ces « intellectuels issus de la gauche allemande ». Vous pouviez l'ignorer, puisque nous ne nous sommes pas connus dans notre jeunesse. C'est un fait dont je ne suis pas particulièrement fière et sur lequel j'éprouve quelque

répugnance à insister, spécialement depuis que ce pays est entré dans l'époque du maccarthysme. Je n'ai pris conscience que bien tard de l'importance de Marx, parce que je ne m'intéressais dans ma jeunesse ni à l'histoire ni à la politique. S'il faut que je « sois venue de quelque part », c'est de la tradition philosophique allemande.

En ce qui concerne une autre de vos affirmations, je ne puis malheureusement pas dire que vous ne connaissiez pas les faits.

Je trouve intrigant que vous écriviez : « Je vous considère comme une fille de notre peuple, une fille à part entière et rien d'autre. » La vérité est que je n'ai jamais prétendu être autre chose, ni être autre que je ne suis et je n'en ai même jamais éprouvé la tentation. C'est comme si l'on disait que j'étais un homme et non une femme, c'est-à-dire un propos insensé. Je sais évidemment qu'il y a un « problème juif », même à ce niveau, mais ce n'a jamais été mon problème, même pas dans mon enfance. J'ai toujours considéré ma judéité comme une des données réelles et indiscutables de ma vie et je n'ai jamais souhaité changer ou désavouer des faits de ce genre. Il existe une sorte de gratitude fondamentale pour tout ce qui est comme il est ; pour tout ce qui a été *donné* et n'a pas été, ne pouvait pas être, /mi ; pour les choses qui sont *physei* et non pas *nomô*. Cette attitude est, à coup sûr, prépolitique, mais dans des circonstances exceptionnelles, comme les circonstances de la vie politique concernant les Juifs, elle est destinée à avoir aussi des conséquences politiques, même si c'est, pour ainsi dire, de façon négative. Cette attitude rend impossibles certains types de comportement, ceux-là précisément que vous avez voulu déceler dans mes réflexions. (Pour donner un autre exemple, dans sa notice nécrologique sur Kurt Blumenfeld, Ben Gourion a exprimé son regret que Blumenfeld n'ait pas jugé opportun de changer de nom quand il est venu vivre en Israël. N'est-il pas évident que Blumenfeld a agi ainsi exactement pour les mêmes raisons qui l'ont amené dans sa jeunesse à devenir sioniste?)

Ma position sur ces questions doit certainement vous être connue, et je ne puis comprendre pourquoi vous voudriez m'attribuer une étiquette qui ne m'a jamais convenu hier, et ne me convient pas non plus aujourd'hui. Venons-en au sujet. Je commencerai, à partir de ce que je viens d'établir, par ce que vous appelez l'« amour du peuple juif » ou *Ahavat Israël* (entre parenthèses, je vous serais très reconnaissante de bien vouloir me dire depuis quand ce concept a joué un rôle dans le judaïsme, quand il a été utilisé pour la première fois dans la langue et la littérature hébraïques, etc.). Vous avez tout à fait raison : je ne suis animée d'aucun « amour » de ce genre, et cela pour deux raisons : je n'ai jamais dans ma vie ni « aimé » aucun peuple, aucune collectivité – ni le peuple allemand, ni le peuple français, ni le peuple américain, ni la classe ouvrière, ni rien de tout cela. J'aime « uniquement » mes amis et la seule espèce d'amour que je connaisse et en laquelle je croie est l'amour des personnes. En second lieu, cet « amour des Juifs » me paraîtrait, comme je suis juive moi-même, plutôt suspect. Je ne peux pas m'aimer moi-même, aimer ce que je sais être une partie, un fragment de ma propre personne. Pour éclairer cela, permettez-moi de vous raconter une conversation que j'ai eue en Israël avec une personnalité politique de premier plan qui défendait l'absence de séparation, désastreuse à mes yeux, de la religion et de l'État en Israël. Ce qu'il m'a dit – je ne suis plus sûre des paroles exactes – était quelque chose comme ceci : « Vous comprendrez qu'en ce qui me concerne, en tant que socialiste, je ne crois évidemment pas en Dieu, je crois dans le peuple juif. » J'ai trouvé cette déclaration scandaleuse, et ce sentiment de scandale m'a empêchée de trouver une réplique immédiate. Mais j'aurais pu répondre : la grandeur de ce peuple est venue un jour de ce qu'il a cru en Dieu, et qu'il a cru en Lui de telle manière que sa confiance et son amour pour Lui étaient plus grands que sa crainte. Et voici qu'à présent ce peuple ne croirait plus qu'en lui-même ? Quel bien peut-il sortir de là ? – Eh bien, c'est en ce sens que je n'« aime » pas les Juifs et que je ne

« crois » pas en eux ; j'appartiens simplement à leur peuple, cela va de soi, au-delà de toute controverse ou discussion.

Nous pourrions discuter de même en termes politiques ; nous serions alors entraînés à une réflexion sur le patriotisme. Qu'il ne puisse y avoir de patriotisme sans une opposition et une critique permanentes, c'est là sans nul doute une opinion qui nous est commune. Mais je puis vous dire en outre que le mal commis par mon peuple m'afflige naturellement plus que le mal commis par d'autres peuples. La peine que j'éprouve ainsi n'est pas destinée à être proclamée même si elle commande, au plus secret de moi-même, certaines actions et certaines attitudes. De façon générale, le rôle du « cœur » en politique me paraît tout à fait contestable. Vous savez aussi bien que moi combien ceux qui rapportent simplement certains faits déplaisants sont souvent accusés de manquer d'âme, de manquer de cœur, ou de manquer de ce que vous appelez *Herzenstakt*. En d'autres termes, nous savons tous les deux combien ces émotions sont souvent utilisées pour dissimuler la vérité des faits. Je ne puis discuter ici ce qui se passe lorsque les émotions s'affichent en public et deviennent un facteur dans les affaires politiques, mais c'est un sujet important et j'ai essayé de décrire les résultats désastreux de telles pratiques dans mon *Essai sur la révolution* ¹⁶¹⁸ en discutant le rôle de la pitié dans la genèse du caractère révolutionnaire.

Il est regrettable que vous n'ayez pas lu le livre avant la campagne qui a été entreprise pour le dénaturer et qui a sa source dans l'« establishment » juif d'Israël et d'Amérique. Très peu de gens sont malheureusement capables de résister à l'influence de campagnes de ce genre. Il me semble tout à fait invraisemblable que vous ayez pu vous méprendre sur certaines affirmations sans avoir subi une telle influence. L'opinion publique, surtout quand elle a été soigneusement manipulée, comme c'est le cas ici, est une chose très puissante. Ainsi, je n'ai jamais fait d'Eichmann un « sioniste ». Si l'ironie de la phrase vous a échappé – la phrase était clairement en *oratio*

obliqua : elle rapportait les propres paroles d'Eichmann – je n'y puis vraiment rien. Je peux seulement vous assurer qu'aucun des nombreux lecteurs qui ont lu le livre avant la publication n'a jamais eu là-dessus la moindre hésitation. Ensuite, je n'ai jamais demandé pourquoi les Juifs « se sont laissés massacrer ». Au contraire, j'ai accusé Hausner d'avoir posé cette question à tous les témoins les uns après les autres. Aucun peuple, aucun groupe en Europe n'a réagi différemment sous la pression immédiate de la terreur. La question que j'ai soulevée est celle de la collaboration de fonctionnaires juifs à l'époque de la « Solution finale », et cette question est très gênante parce qu'on ne peut pas prétendre que c'étaient des traîtres (il y avait aussi des traîtres, mais là n'est pas la question). En d'autres termes, jusqu'en 1939 et même jusqu'en 1941, tout ce qu'ont fait ou n'ont pas fait les fonctionnaires juifs est compréhensible et excusable. C'est plus tard seulement que la chose devient très problématique. La question a été soulevée pendant le procès et j'avais donc le devoir de la relever. Cela constitue notre part de ce qu'on appelle le « passé non maîtrisé » et, encore que vous ayez peut-être raison d'affirmer qu'il est trop tôt pour émettre un « jugement équilibré » (en fait, j'en doute), je crois vraiment que nous ne surmonterons ce passé que si nous entreprenons de le juger en toute loyauté.

J'ai exposé clairement ma position et pourtant il est évident que vous ne l'avez pas comprise. J'ai dit que toute résistance était impossible, mais il existait au moins la possibilité de ne *faire rien*. Et pour ne faire rien, il n'était pas nécessaire d'être un saint ; il suffisait de dire : je ne suis qu'un simple Juif et je ne désire jouer aucun autre rôle. Que ces gens ou certains d'entre eux, comme vous le dites, aient mérité d'être pendus, c'est là une question tout à fait différente. Ce qui doit faire l'objet de la discussion, ce ne sont pas tant les personnes que les arguments par lesquels ils se justifient à leurs propres yeux et à ceux des autres. Ces arguments, nous sommes habilités à les juger. En outre, nous ne devons pas oublier qu'il s'agit ici de situations

qui étaient sans doute terribles, et désespérées, mais qui n'étaient pas celles des camps de concentration. Ces décisions ont été prises dans une atmosphère de terreur, mais non pas sous la pression immédiate et sous l'impact de la terreur. Ce sont là d'importantes différences de degré, que quiconque étudie le totalitarisme doit connaître et dont il doit tenir compte. Il restait à ces gens une certaine liberté limitée de décision et d'action. De même les tueurs SS conservaient, nous le savons aujourd'hui, un choix limité d'alternatives. Ils pouvaient dire : « Je désire être relevé de mes fonctions de tueur » et rien ne leur arrivait. Dès lors qu'en politique il s'agit d'hommes et non de héros ou de saints, c'est cette possibilité de « non-participation » (Kirchheimer ¹⁶¹⁹) qui est décisive pour notre jugement non à l'égard du système, mais à l'égard des individus, de leurs choix et de leurs arguments.

Et le procès Eichmann concernait un individu. Je n'ai parlé dans mon compte rendu que de ce qui a été soulevé pendant le procès lui-même. C'est pour cette raison que je ne pouvais mentionner les « saints » dont vous parlez. J'avais à me limiter aux combattants de la résistance dont le comportement, comme je l'ai dit, était d'autant plus admirable qu'il se situait dans des circonstances où la résistance avait vraiment cessé d'être possible. Il n'y avait pas de saints parmi les témoins de l'accusation, mais il y avait un homme d'une pureté totale, le vieux Grynszpan, dont j'ai rapporté le témoignage en détail. Du côté allemand, après tout, on aurait pu aussi mentionner d'autres cas que celui du sergent Schmidt. Mais j'ai dû me limiter à lui puisqu'il était le seul à être signalé dans le procès.

Que la distinction entre victimes et bourreaux fût effacée, par une volonté délibérée et calculée, dans les camps de concentration, c'est là un fait bien connu, et j'ai insisté comme d'autres sur ces aspects des méthodes totalitaires. Mais, je le répète, ce n'est pas là ce que j'entends par une participation des Juifs à la culpabilité, ou par l'écroulement total de toutes les

valeurs. Cela faisait partie du système et n'avait rien à voir avec les Juifs.

Que vous puissiez croire que mon livre est « une caricature du sionisme » serait pour moi un mystère si je ne savais que beaucoup de gens, dans les milieux sionistes, sont devenus incapables de s'ouvrir à des opinions ou à des raisonnements qui sortent des sentiers battus et qui ne concordent pas avec leur idéologie. Il y a des exceptions, et un de mes amis sionistes observait en toute innocence que le livre, et en particulier son dernier chapitre (reconnaissance de la compétence du tribunal, justification de l'enlèvement) était très pro-israélien – ce qu'il est en réalité. Ce qui vous déroute, c'est que mes arguments et ma manière d'aborder les questions sont différents de ce à quoi vous êtes habitué ; en d'autres termes, l'ennui, c'est que je suis indépendante. J'entends par là, d'une part, que je n'appartiens à aucune organisation et que je ne parle jamais qu'en mon propre nom, et, d'autre part, que j'ai grande confiance dans ce que Lessing ¹⁶²⁰ nomme *Selbstdenken*, auquel, à mon avis, ne peuvent jamais se substituer ni l'idéologie, ni l'opinion publique, ni les « convictions ». Quelles que soient vos objections quant aux résultats, vous ne les comprendrez que si vous réalisez qu'ils sont vraiment les miens et ceux de personne d'autre.

Je regrette que vous n'ayez pas exposé vos arguments contre l'exécution de la condamnation à mort. Je pense qu'en discutant cette question, nous aurions pu découvrir où se situaient nos différences les plus fondamentales. Vous dites que c'était une « erreur historique » et je trouve très gênant d'invoquer le spectre de l'Histoire dans un tel contexte. À mon avis, l'exécution n'était pas seulement justifiée politiquement et juridiquement (et ce dernier point était en fait le seul qui importât), mais il eût été tout à fait impossible de ne pas exécuter la sentence. Le seul moyen de l'éviter aurait été d'accepter la suggestion de Karl Jaspers et de remettre Eichmann aux mains des Nations unies. Personne ne le désirait

et ce n'était probablement pas réalisable ; il ne restait donc d'autre alternative que de le pendre. La grâce était hors de question, non au plan juridique – la grâce ne relève pas du système juridique – mais parce que la grâce s'applique à la personne plutôt qu'à l'acte ; la grâce ne pardonne pas le meurtre, mais gracie le meurtrier pour autant que sa personne vaut davantage que tout ce qu'il a pu faire. Ce n'était pas vrai d'Eichmann. Et épargner sa vie sans le gracier était juridiquement impossible.

En conclusion, venons-en à la seule question où vous m'avez comprise et où je suis heureuse que vous ayez touché le point capital. Vous avez tout à fait raison : j'ai changé d'avis et je ne parle plus de « mal radical ». Il y a longtemps que nous ne nous sommes plus vus, sinon nous aurions peut-être déjà parlé de ce sujet. (Entre parenthèses, je ne vois pas pourquoi vous qualifiez de rengaine ou de slogan mon expression « banalité du mal ». Personne, que je sache, n'a utilisé cette expression avant moi ; mais c'est sans importance.) À l'heure actuelle, mon avis est que le mal n'est jamais « radical », qu'il est seulement extrême, et qu'il ne possède ni profondeur ni dimension démoniaque. Il peut tout envahir et ravager le monde entier précisément parce qu'il se propage comme un champignon. Il « défie la pensée », comme je l'ai dit, parce que la pensée essaie d'atteindre à la profondeur, de toucher aux racines, et du moment qu'elle s'occupe du mal, elle est frustrée parce qu'elle ne trouve rien. C'est là sa « banalité ». Seul le bien a de la profondeur et peut être radical. Mais ce n'est pas ici le lieu d'approfondir sérieusement ces questions ; j'ai l'intention de les développer plus tard dans un contexte différent. Eichmann peut très bien demeurer le modèle concret de ce que j'ai à dire.

Vous proposez de publier votre lettre et vous me demandez si j'y vois une objection. Je ne trouve pas qu'il faille remanier la lettre pour la mettre au style indirect. La valeur de cette controverse réside dans son caractère épistolaire, notamment dans le fait qu'elle est commandée par une amitié personnelle.

Si donc vous êtes prêt à publier ma réponse en même temps que votre lettre, je n'y vois évidemment aucun obstacle.

KARL JASPERS À HANNAH. ARENDT

Bâle, 25 juillet 63

Chère Hannah,

Ta bonne lettre arrive à l'instant. Tu es vraiment tombée sans t'en rendre compte dans un guet-apens où on mène une vilaine campagne contre toi. Je commence à me faire quelques soucis. Je comprends la fureur de Heinrich. Comme tu as touché tant de personnes en ce qu'elles ont de plus sensible dans leur existence, parce qu'elle repose sur un mensonge, elles te haïssent. J'ai vu un jour le regard qu'a porté sur moi un voleur que j'avais surpris en pleine action : jamais je n'ai vu de haine aussi terrifiante. Ce que tu communique est en grande partie connu, dissimulé dans des livres. C'est ton pouvoir d'écrivain – à la manière de Lessing – de faire connaître cette chose désormais. La vérité est assassinée, comme le dit Kierkegaard à propos de Socrate et de Jésus. Bon, nous n'en sommes pas encore là et cela n'arrivera pas. Mais on t'appose une étiquette abominable qui ne te convient pas du tout. À la longue, ta nature prendra aisément le dessus et triomphera pleinement. Mais maintenant ? Je vois comme toi les effets de la « manipulation de l'opinion », les jugements superficiels de gens qui n'ont même pas lu le livre. Si un tel vacarme devait se déclencher en Allemagne à la parution du livre chez Piper, j'aimerais écrire quelque chose. Même si cela ne sert à rien, il faut se ranger publiquement de ton côté quand on a en Allemagne un nom qui compte quelque peu.

À ce propos, voici ce que m'a écrit Piper et aussi ce que je connais d'après une lettre qu'Emil Henk ¹⁶²¹, de Heidelberg, a adressée à Gertrud : Piper estimait qu'il faudrait définir avec plus de précision ce que tu entends par « résistant ». Je n'ai pas trouvé le passage dans ton livre. Nous sommes naturellement d'accord sur le fond. Comme ce sont des Allemands que cela concerne, on peut s'attendre à la même fureur que chez les Juifs. Je suppose donc que tu entends par résistant uniquement celui qui a travaillé *activement* à la chute du régime hitlérien. Il n'était pas rare qu'on rejette à cent pour cent le régime tout en souffrant quotidiennement de son fait. Une évaluation sauvage : peut-être 100000 personnes en Allemagne. C'est *relativement* très peu, mais dans l'*absolu* un bien grand nombre ; j'en connaissais de cette sorte, mes amis. De ton point de vue, n'était pas un résistant celui qui conspirait en secret et se tenait prêt à participer à quelque chose de nouveau une fois que d'autres auraient agi. Emil Henk, à Heidelberg, notre loyal ami pendant l'ère nazie, s'est joint en 1933 à des sociaux-démocrates dont il était proche, afin de maintenir une organisation. En 1933 il a été incarcéré un certain temps – à l'époque cela ne se passait encore pas trop mal, du moins à Heidelberg. Il a maintenu, sans organisation (me semble-t-il), le contact avec ses amis ; il a été l'ami de Haubach ¹⁶²², Mierendorff ¹⁶²³ et de beaucoup d'autres. Pendant la guerre je l'ai entendu évoquer bien des noms qui sont devenus célèbres par la suite. Lui-même a échappé par chance au désastre car sa participation n'a pas été découverte. C'est grâce à lui et à von der Groeben ¹⁶²⁴ que j'ai fait la connaissance de Gerstenmaier ¹⁶²⁵, d'un des frères von Trott zu Solz ¹⁶²⁶. Ils sont venus me voir, nous sommes tombés d'accord durant la conversation, mais ils n'avaient rien à me demander et n'ont rien dit de leurs projets. Ils étaient au courant de ma maladie. Haubach (qui avait soutenu chez moi une thèse assez surprenante mais témoignant de dons réels, en 1923 sans doute ¹⁶²⁷), est passé chez nous à Heidelberg peu avant son arrestation ; il nous a

donné des instructions – à Gertrud surtout –, nous a décrit clairement la situation et ses dangers (c'était fin juillet 1944), nous a dit qu'il allait partir dans le Mecklembourg pour se cacher chez un ami. Il ne l'a pas fait quand il s'est trouvé à Berlin, où on l'a convaincu que les arrestations avaient cessé. Il est mort par négligence, il n'avait pas participé à l'attentat et n'en savait rien auparavant, mais il figurait sur la liste des ministres qu'avait établie le futur nouveau gouvernement et a été accusé de connivence avec les projets concernant ce nouveau gouvernement. Haubach avait déjà été interné dans un camp de concentration en 1933, plus d'un an me semble-t-il. Lorsqu'il est passé chez moi à sa sortie, il n'a pas voulu me parler de ses expériences. Il était pris de terreur en y pensant. « Si j'en parlais, ce serait comme si je posais une bombe dans cette pièce. » Ces hommes, Haubach, Mierendorff, Henk (tous socialistes) n'ont pas eu pour première préoccupation les intérêts du socialisme et n'ont pas non plus changé d'avis lorsque la guerre a mal tourné pour l'Allemagne de Hitler. Pour eux le massacre des Juifs n'était pas le problème central. C'était pour eux un crime parmi d'autres. Henk et Haubach ne savaient rien de précis du génocide juif. Haubach savait d'expérience qu'on mourait au camp de concentration. Il ne *savait* pas que les trains transportaient les gens directement vers les chambres à gaz. Sinon il me l'aurait dit, j'en suis sûr.

Tu sais tout cela. Je peux le confirmer à l'aide de mes souvenirs. Il suffit d'être très précis lorsqu'on parle de résistants afin d'éviter tout malentendu. Emil Henk, qui n'est pas entré dans les détails avec nous, a sans doute été victime d'un tel malentendu en lisant le livre en anglais (ou le *TVezr Yorker*). Il a jugé en se fondant sur ton texte. Ces hommes – je n'oublierai jamais leurs qualités et ce qu'ils ont fait de bien pendant l'ère nazie – ont trouvé en quelque sorte le trésor de leur vie dans l'expérience partagée d'une pensée antinazie et dans le souvenir de leurs projets passifs (dans l'attente du grand jour de la chute de Hitler). La vie d'Emil Henk – qui, lui, a

totallement refusé, même après 1945, les succès politiques – tire sa substance de ce sentiment qui est le sien : j'ai fait partie des résistants. Si l'on opère des distinctions précises, leur mérite est indéniable. Mais dans le sens que tu donnes à l'activité [de résistance] ils n'ont pas combattu en « résistants », pas même Goerdeler ¹⁶²⁸ . On reconnaît largement ce qu'a de pathétique leur destin, pas leur héroïsme. Il en fut tout autrement pour un homme comme Tresckow ¹⁶²⁹ (dont j'ai déjà entendu parler par von der Groeben pendant la guerre). Il a tenté de commettre des attentats à la bombe dès avant la guerre et a estimé le risque pris le 20 juillet comme nécessaire en tant qu'expiation de la honte et du crime, pas forcément comme tentative pour sortir l'Allemagne de sa situation de guerre. Il voulait agir, même si cela aboutissait à un échec. Après l'échec il s'est donné la mort au front. Je ne connais pas d'autre cas de cette sorte, du moins pas parmi les militaires (même Beck ¹⁶³⁰ , si je me souviens bien, a longtemps exprimé des réserves à l'égard d'un assassinat de Hitler). Tous ces militaires ont été chargés en 1935 par Hitler de réarmer l'Allemagne, mais ils ne voulaient pas la guerre. Les choses sont là aussi fort complexes du fait de la diversité des motifs, mais au fond elles sont simples. Et il me semble qu'il faut reconnaître la grandeur de la volonté de sacrifier sa vie après avoir reconnu qu'on s'est simplement trompé (comme je le suppose pour Tresckow, mais je n'ai que quelques rares documents qui ne fournissent aucune preuve de sa « conversion » éventuelle).

Merci pour les suggestions impressionnantes de Dan Jacobson. Je les transmets sans mentionner de nom pour le moment. Si la réponse est favorable, on pourra demander une lettre à Jacobson. Dans ce cas je pourrai citer son nom.

Mais j'ai décidé de ne pas participer vraiment, pas même dans les petites commissions spéciales. Ma situation n'est pas claire parce que je ne peux pas participer. Je peux cependant transmettre des communications.

Combien m'inquiète ce que tu racontes de Paris, combien inquiétant le problème des Noirs que tu évoques. Pour la première fois le mot de « race » est tombé à Moscou (pas celui de « nation »), à l'occasion de reproches que les Russes font aux Chinois.

Et voici ce dont il n'y a pas grand-chose à dire, les choses « évidentes » comme tu dis, et le plus important. Nous ne sommes pas seuls en ce monde. Votre dernière visite est encore tellement présente. Notre moral est meilleur parce que nous pensons à vous et que nous pouvons nous entretenir avec vous en pensée, et avoir avec chacun de vous deux en particulier des entretiens inépuisables. La mère d'Erna ¹⁶³¹ avait beaucoup maigri. Son excellent médecin a pris l'initiative. Il a diagnostiqué un cancer du colon. Elle a été opérée. Elle est morte le second jour, l'enterrement a eu lieu hier. Erna était comme assommée, les larmes ne sont venues qu'après douze heures. Elle a pensé à tout – même à la robe noire –, n'a voulu voir personne sauf Bona ¹⁶³², et s'est rendue à Tonbach. Pour elle il ne pouvait rien arriver de pire.

Nous sommes entre de bonnes mains. Elle reviendra dans quelques jours et montrera à Medi Geitel ¹⁶³³ comment s'occuper de la maison, puis elle repartira le 8 août pour passer quatre semaines de vacances auprès de son père ¹⁶³⁴. Puis c'est Irma ¹⁶³⁵ qui viendra en vacances chez son père. Il habite avec son fils et sa belle-fille ¹⁶³⁶ et les petits-enfants dans la même maison ; il a une grave maladie cardiaque mais quand il le peut il va jeter un œil sur les provisions de bois et les machines et voit si tout est en ordre dans la menuiserie qu'il a cédée à son fils il y a des années.

L'état des oreilles et du cœur de Gertrud n'a pas changé. Mais pour le reste elle va tellement mieux qu'elle se sent de nouveau revivre. Elle est retombée, sans doute à la suite de la grippe, dans un état dépressif qui l'a accompagnée par périodes

durant toute sa vie. Elle n'en prend conscience que lorsqu'elle en sort.

Cordiales salutations à Heinrich. Passez de belles semaines à Palenville !

Votre Karl

C'est merveilleux que les gouverneurs, à l'encontre de ce qu'ils espéraient et du programme de négociations, se déclarent en principe pour la suppression de la discrimination raciale (avec trois voix contre ¹⁶³⁷) !

HANNAH ARENDT À KARL JASPERS

Palenville, le 9 août 1963

Très cher,

Je réponds à ta magnifique et longue lettre, si convaincante et encourageante à un moment pénible, car je ne peux pas prévoir quand je trouverai le temps de répondre. Une personne de New York que je connais bien ¹⁶³⁸, souffrant depuis des mois d'un sarcome lymphatique, s'est trouvée soudain dans un état critique (poumons) et il faut que je rentre tout de suite car il n'y a personne pour s'occuper d'elle – pas de famille, pas d'amis vraiment proches et intimes, personne qui puisse parler au médecin, etc. Je l'aime bien mais elle ne m'est pas particulièrement proche, ce qui ne fait que rendre toute l'histoire plus difficile. Tous les amis proches sont en Europe.

Tu as parfaitement raison, c'est vraiment comme si on était tombé dans un guet-apens, et tu peux voir où en est la loyauté dans ce combat quand tu apprends *qtfAufbau* a même refusé de publier une mise au point de moi – ce qui est tout à fait

inhabituel dans ce pays. Ce qui est typique aussi c'est que les gens qui, si je puis dire, me couvrent de boue viennent en cachette, dans la nuit et le brouillard pour ainsi dire, chez moi pour me dire d'entamer un procès, que c'est une campagne de haine, que les articles dans *Aufbau* sont « pénibles » et suscitent toutes sortes d'inquiétudes – tout cela de la part de gens qui publieront dans le prochain numéro d'*Aufbau*. D'autre part : j'ai été invitée par le rabbin ¹⁶³⁹ de l'université Columbia à parler devant des étudiants juifs ¹⁶⁴⁰. C'est en général un cercle très restreint – environ cinquante étudiants, surtout en été ! La salle prévue pour trois cents personnes en contenait cinq cents et la police a empêché plus de cinq cents personnes d'entrer de force. J'ai été aussitôt accueillie par une ovation ; j'ai parlé peu de temps, engagé une longue discussion où ont été présentées des questions écrites, seule façon de maîtriser le tout ; les questions étaient anonymes. Et pas une seule ne contenait la moindre provocation ! Ensuite, longue ovation et grosses difficultés pour quitter la salle car plus de cinquante étudiants montèrent finalement sur l'estrade pour poser encore des questions. Tout cela a été très agréable, les questions dans l'ensemble excellentes, et c'eût été encore plus agréable si cela ne s'était passé par une chaleur de 32 °C et sans air conditionné. Ou encore : une vieille connaissance, sioniste, Hadassa ^{1641 1642}, dont je n'avais pas eu de nouvelles depuis des années, m'écrit : *Corne back to us* (elle veut dire : dans la vie juive), *we need you*^{iQ2} ; très touchant et sans emphase. Et d'autres choses de cette sorte – ainsi p. ex. l'homme chargé des relations publiques ¹⁶⁴³ (un important fonctionnaire) d'une des grandes associations de synagogues d'ici, dont les rabbins prêchent contre moi, s'approche de moi pour me dire qu'il est aussi agent de conférenciers, me demande s'il peut m'organiser une tournée de conférences pour des honoraires allant de 1000 à 1500 dollars par conférence ! Il m'écrit sans la moindre hésitation sur du papier à en-tête de la Hebrew Congrégation. En d'autres termes, toute l'affaire n'est qu'une entreprise de

fonctionnaires payés et ceux-ci ne contrôlent plus guère des groupes importants du peuple juif. Il s'agit aussi de la génération plus âgée. On ne peut ignorer l'analogie avec la situation allemande.

En ce qui concerne la résistance, toi (et Piper) avez raison en disant qu'il faut que j'explique plus en détail ce que j'entends par là. Ce qui me paraît décisif c'est que ces personnes, dans leurs proclamations officielles préparées pour le cas où elles réussiraient à abattre Hitler, évoquaient les crimes nazis non seulement de manière accessoire, mais uniquement en tant que crimes perpétrés contre des Allemands, même si ces crimes les inquiétaient personnellement. Ainsi que me l'a écrit récemment un homme très sympathique faisant partie de ces milieux, ils auraient risqué de déclencher une guerre civile s'ils avaient agi autrement – ce qui est naturellement exact –, et cela montre bien qu'ils n'étaient pas prêts à courir le risque d'une guerre civile – pour des raisons nationales. De plus : Himmler était effectivement au courant de la participation du comte Helldorf [1644](#), membre des SS ; ils ne préparaient donc rien de plus qu'une sorte de révolution de palais. Or il me semble qu'il faut distinguer nettement ce mouvement de résistance, qui aboutit au 20 juillet, des anciennes entreprises antinazies des socialistes (Mierendorff), mais aussi de certains conservateurs. En 1938 tout cela était pour ainsi dire déjà de l'histoire ancienne, et en 1936 il n'existait plus guère de véritables groupes de résistance dans la population. L'activité non organisée de certains individus est une tout autre question, même s'ils faisaient partie de groupements. Ils ont souvent aidé où ils le pouvaient, en risquant vraiment leur vie, mais c'est là une question d'humanité, pas de politique. Dès qu'ils agissaient sur le terrain politique, ils estimaient ne plus devoir argumenter pour des raisons « humaines » ou « morales ». Et ce n'était pas, je le crains, une question de tactique (bien qu'ils le voient ainsi aujourd'hui) pour gagner les généraux à leur cause. À mon avis, les seules choses qui permettent de se faire une

idée ce sont les mesures et les proclamations' préparées pour le cas d'une éventuelle victoire. Ainsi Goerdeler, en accord sans aucun doute avec d'autres, ne voulait même pas dissoudre le NSDAP ! Cela aurait été antidémocratique. Si je comprends bien, le seul cas convaincant contredisant ma thèse est celui de Tresckow – dont je sais trop peu de chose. Il faudra que je m'informe. Mais ce qui caractérise politiquement ces gens en tant que groupe, c'est leur absence de principes, et celle-ci ne s'explique pas seulement par l'alliance entre socialistes et conservateurs et chrétiens convaincus – comme si les principes des uns et des autres avaient été trop hétérogènes pour permettre d'aboutir à un accord. L'explication est que la résistance au régime n'est précisément jamais devenue un principe à leurs yeux. Pour ce qui est de savoir jusqu'où allait leur information, il y a peut-être autant de réponses que d'individus. Mais en général on peut dire sans doute que la majorité d'entre eux était tellement impliquée dans le régime ou entretenait des relations si proches avec d'importants fonctionnaires qu'on peut supposer qu'ils savaient ce que tout un chacun savait, du moins sur le front de l'Est. Voulaien-ils admettre qu'ils savaient ce qu'ils savaient ? C'est là une autre question. Ce qui frappe aussi, c'est que l'extermination des Juifs polonais, par exemple, ne faisait pas partie de la « Solution finale » de l'été 1941, mais avait été décidée dès le début de la guerre. Même ceux dont les consciences ont été troublées plus tard par la « Solution finale », c'est-à-dire par le fait d'y inclure tous les Juifs, même les Juifs allemands, n'ont jamais fait la moindre objection. Chacun estimait que cela allait de soi. Ce que je veux dire, c'est que quiconque avait un rôle politique, même s'il était contre le régime, même s'il préparait en secret un attentat, était contaminé par cette épidémie, dans ses paroles et dans ses actes. Dans ce sens, la démoralisation était totale – les seules personnes qui y échappaient étaient celles qui, résolues, étaient cachées dans leurs planques. Tu les estimes à environ 100000, et je pense que c'est une estimation

juste. Si ces 100000 étaient arrivés au pouvoir après la guerre, les choses se présenteraient sans doute différemment.

Comment cela se passe-t-il chez vous ? Quelle tristesse, la mort de la mère d'Erna ! Transmettez-lui mes affectueuses pensées.

J'ai reçu une longue lettre de Dan Jacobson, je vous l'enverrai dès que j'aurai répondu. Tu peux mentionner son nom à tout moment. Il m'a aussi envoyé du matériel sur Mandela ¹⁶⁴⁵ (le Noir) et Huddleston, le missionnaire anglais, que je te fais parvenir par courrier séparé et qui est intéressant par endroits et pas facile d'accès. Je continue à penser que le prochain prix de la Paix ¹⁶⁴⁶ devrait proclamer expressément la paix entre les races.

Mille bonnes pensées pour vous deux. Heinrich va bien ; il prépare de nouveaux cours et a bon moral.

De tout cœur vôtre,

Hannah

KARL JASPERS À HANNAH ARENDT

Bâle 12.8.63

Chère Hannah,

Mais c'est magnifique : à l'université Columbia, invitée par le rabbin, une ovation de la part d'une salle comble d'étudiants juifs – j'imagine très bien tes réponses énergiques et surtout personnellement convaincantes ! Voilà que tu fais la conquête des Juifs et que tu es la meilleure des Juives. Mes craintes ont presque disparu. Contre le pouvoir de la vérité portée désormais par des centaines d'étudiants, les vieux

fonctionnaires et les vieilles personnes ne pourront rien, du moins pas à long terme. Tu vas avoir des masses de conférences à donner. Il faut que tu parachèves ta victoire. Pourvu que ce ne soit pas associé à des risques physiques ! Il faut que tu sois prudente et que tu aies un « garde du corps ». Un fils de Springer (l'éditeur) ¹⁶⁴⁷ que nous avons connu dans sa jeunesse, professeur aux États-Unis (chercheur en médecine), a été attaqué par un gangster à Chicago et a perdu, un œil. Il songe maintenant, dit-on, à rentrer en Allemagne et à entrer finalement dans la maison d'édition de son père, ce qu'il refusait de faire autrefois. Il est possible que ce ne soit qu'une idée passagère. Je te le raconte pour ce que cela signifie : craindre l'Amérique à cause de la violence physique !

Je suis heureux que tu envisages de préciser davantage ta vision de la résistance allemande. Tu sais très bien que je suis d'accord avec tes principes fondamentaux. Comme il s'agit en Allemagne d'une question pour ainsi dire vitale – ou d'un mensonge existentiel inévitable jusqu'à présent –, il importe qu'on parvienne à un maximum de clarté. Ta méthode qui consiste à partir de documents (tous ces projets concernant l'Allemagne future) est inattaquable. Tu as des bases solides.

T'avons-nous raconté l'entretien que Gertrud a eu en 1944 avec mon oncle Théo Tantzen ¹⁶⁴⁸ ? Il était dès sa jeunesse un démocrate convaincu, pas le moins du monde « nationaliste », et avait un bon discernement en politique (je me rappelle p. ex. ce qu'il disait pendant la guerre d'Espagne'; moi, je m'inquiétais à propos des communistes, mais lui resta parfaitement clair : lutter contre Franco à tout prix, même avec les communistes !). Tous deux ont donc prévu ce qui devait arriver après la guerre. Théo a développé son programme. Réponse de Gertrud : Mais tu as oublié les Juifs !

Et lui : C'est vrai, tu as raison. Première phrase de la Constitution : Tous les citoyens sont égaux en droit – ou quelque chose d'analogue. Voilà qui permet de prendre la mesure de la « faculté d'oublier », même au moment où il se trouvait devant

Gertrud. C'est typique. Les Juifs n'étaient pas d'un intérêt primordial pour la plupart des gens. Le professeur de médecine de Heidelberg ¹⁶⁴⁹, un des adversaires silencieux mais passionnés des nazis, indigné par la persécution des Juifs et apportant son aide chaque fois qu'il le pouvait, a dit à Gertrud lorsqu'elle l'a remercié en 1945 : Mais ce n'était pas à cause des Juifs, cela nous concernait tous, les Juifs ont simplement été les premiers, nous aurions suivi ; seuls les imbéciles n'ont pas vu cela. Concernant Tresckow il y a une dernière lettre et des descriptions chez Schlabrendorff et Zeller ¹⁶⁵⁰. Je ne retrouve rien dans mon désordre. On ne connaît malheureusement pas grand-chose de cet homme.

Un exemple démontrant que même sur le front de l'Est on n'était pas censé être informé nous a été donné par le fils de Radbruch ¹⁶⁵¹, qui est venu pour la dernière fois en permission en 1942. Il a été tué peu de temps après, il était sous-lieutenant. Lorsque ses parents lui ont parlé des déportations de Juifs et des assassinats de malades mentaux, il a dit : « Mais vous vous en laissez conter ! Tout cela n'est pas vrai, ça ne peut pas être vrai. » Il était sur le front en Crimée.

En évoquant le risque de guerre civile tu touches un point sensible. La guerre civile était au fond pour tous, y compris mon père, le crime politique en soi (conformément à la tradition allemande de la conception de l'histoire). Cela est apparu en 1934 lorsque mon père a dit à Gertrud : « Mais tu veux donc la guerre civile, ce serait la conséquence de tes revendications » – et elle a répondu : « Naturellement, s'il le faut – il y a tout de même des limites. » Mon père était réellement horrifié.

Lorsque tu parles de « résistance au régime qui n'est jamais devenue un principe », je pense que c'est une généralisation correcte. Pour Goerdeler et beaucoup d'autres, c'est exactement cela. Mais la seule idée qui les unissait était : le régime doit tomber – mais « comment ? » et « que faire ensuite ? » : ces questions les divisaient aussitôt.

Je n'ai jamais entendu parler d'un « programme » qui aurait rejoint nos idées.

Tu as raison lorsque tu dis que l'opposition socialiste (Mierendorff entre autres) a renoncé à toute activité minimale après 1933 : ils devinrent nécessairement spectateurs. La seule voie réelle est passée par l'armée dès 1933 et jusqu'à la fin.

La plupart des 100000 que j'ai évalués ne sont pas par nature des hommes d'action. Quels misérables geignards politiques nous avons tous été lors du « changement » après 1945 ! C'est par leur faute qu'ils n'ont pas eu le pouvoir.

Ce que Heuss a écrit en 1932 (!) sur Hitler ¹⁶⁵² et l'entretien que j'ai eu avec lui en 1934 à Badenweiler (à un moment où j'ignorais encore tout de ses couplets de journaliste admiratif rejetant ironiquement la théorie raciste), je t'en parlerai plus tard. Il ne fait *pas* partie des 100000 ! Ce doit être le cas de la majorité des politiciens allemands d'aujourd'hui. À qui la faute ? À ceux qui permettent cela, à la population, aux 100000, à la *voxpopuli*!

J'ai transmis le matériel de Dan Jacobson avec son nom. Je transmettrai également ce que tu m'enverras encore.

Grâce à ton aide, ta malheureuse amie malade ne se sentira pas seule au monde. Cette situation moderne est terrible.

Cordiales salutations pour vous deux.

Heinrich va être content que tu t'imposes en tant que voix solitaire : mobilisant la jeunesse en bonne « démagogue ». Mais cela ne mérite pas de courir des risques sérieux.

Votre Karl

GERSHOM SCHOLEM À HANNAH ARENDT

Jérusalem, le 12 août 1963

Chère Hannah,

Je crois que notre correspondance paraîtra à la fin de cette semaine à Tel-Aviv dans le supplément de la feuille d'information destinée aux Allemands vivant en Israël ¹⁶⁵³. On vous en enverra par la poste quelques numéros. Conformément à l'approbation que vous m'aviez donnée dans votre télégramme, j'ai modifié votre phrase sur Golda Meir, insérant l'expression que je vous avais proposée ¹⁶⁵⁴. J'ai supprimé la dernière phrase de votre lettre qui se rapportait à mon ouvrage sur la Kabbale. Je songe également à faire publier notre correspondance dans un journal en Europe, soit dans la *Neue Zürcher Zeitung*, dont le rédacteur en chef, à qui je montrerai nos lettres, a justement rédigé un compte rendu sur votre livre ¹⁶⁵⁵, soit dans une autre tribune qui pourrait convenir. Mais j'aimerais faire encore quelques remarques à propos de votre lettre qui, dans un sens, confirme mes propos, mais dont certains passages me laissent vraiment perplexe.

Vous dites ne pas faire partie des intellectuels issus de la gauche allemande : j'avoue ne rien comprendre à cette position qui me semble tout à fait nouvelle. Je songe en effet à ces discussions très animées que nous avons eues ensemble à Paris et qui avaient porté sur votre vie avant 1933 et ces années passées en compagnie de votre premier mari. Mais c'est moi qui dois avoir rêvé. Ma phrase concernant votre appartenance au peuple juif, et ma nette insistance sur ce fait, avaient exactement un sens inverse à celui que vous lui avez prêté. Il s'agissait pour moi d'une réplique adressée à ceux qui – et pour ne pas vous le cacher, ils sont nombreux – vous rangent parmi ces « assimilés post-sionistes », appellation récente désignant ceux qui ne s'estiment plus solidaires du peuple juif, ou plus exactement, qui aimeraient bien s'estimer tels, si d'une manière ou d'une autre, une telle chose était possible. Lorsque je vous ai écrit cette phrase, ce n'était absolument pas pour déclarer mon appartenance au groupe de ceux qui vous critiquent, mais

simplement pour manifester mon accord avec eux sur ce point particulier. Vous êtes si vite irritée et vous raidissez si facilement dès que la discussion aborde ce sujet-là (ce qui au demeurant est fort compréhensible), que vous n'avez aucun mal à nous supposer, vos adversaires mais aussi moi, victimes d'une opération de manipulation menée depuis le sommet de l'État. Vous semblez croire que je suis, moi aussi, une victime, plus ou moins innocente, d'une telle campagne. Je doute fort qu'une telle opération, dont tout de même je devrais être en mesure de savoir quelque chose, ait été « déclenchée » du côté israélien. L'exaspération que votre livre a provoquée chez un grand nombre de lecteurs se passe fort bien d'une main manipulatrice et tapie dans l'ombre, si je puis m'exprimer ainsi. Comme je crois que vous avez soulevé un problème absolument vital, tout en vous refusant cependant à vous-même le moyen d'accéder au cœur de ce problème, j'ai ici, en Israël, et au cours de nombreuses conversations, abordé cet aspect des choses que j'exprimais également dans la lettre que je vous ai adressée. Il me semble évident qu'il a pu y avoir des malentendus non « manipulés » à propos de vos différentes explications, et surtout pour celles dont vous m'avouez vous-même l'ironie qui les caractérisait. Votre ironie est si fine que d'autres que moi n'ont pas été en mesure de la saisir. J'ajouterais aussi qu'on ne peut imaginer contexte plus déplacé pour faire preuve d'ironie. Quand on a écrit sur le sionisme comme vous l'avez fait – et que vous le faites encore ainsi, dans de nombreuses pages de votre livre – comment s'étonner alors si les lecteurs ne saisissent pas l'ironie d'une phrase où il est question de la conversion d'Eichmann au sionisme. Et aujourd'hui encore, quand je relis vos phrases, j'ai bien du mal à la saisir. Votre absence de toute prise de position claire et nette vis-à-vis de ces imbécillités scandaleuses proférées par Eichmann, et de la moindre censure à l'égard de telles déclarations, alors même qu'à l'égard de certaines autorités, vous savez élever la voix de manière très directe et virulente, et sans la moindre ironie, tout cela n'offre guère les conditions favorables à une ironie aussi fine de votre

part. Je ne pense pas avoir perdu la faculté ne serait-ce que de prêter l'oreille à des opinions qui, d'entrée de jeu, ne sont pas clairement identifiables, ni même à celles auxquelles, moi le premier, tout le monde s'attend déjà. Ce qui m'incite à m'élever contre vos explications, ce n'est pas leur côté vague et ambigu, mais la dureté et la trop grande assurance de vos jugements qui, aux endroits décisifs de votre démonstration, me semblent totalement infondées. Par endroits décisifs, j'entends surtout ce que vous dites de la non-participation, que vous définissez après coup comme une issue humaine ou politique possible non pour tel individu mais pour des millions de Juifs et qu'a posteriori, vous transformez quasiment en un principe de conduite à adopter. Même en faisant table rase du reste, c'est sur ce point qu'il me demeure impossible d'être d'accord avec vous. Vous n'avez pas apporté la moindre preuve qu'une telle politique, quelle que fût son ampleur – cadre à l'intérieur duquel cette politique *nolens volens* (par exemple sous une pression extérieure) aurait dû être aussi formulée – ait jamais pu avoir une chance de devenir réelle, eu égard soit à la réaction des nazis aux premiers signes de cette politique soit aux réalités sociales et psychologiques de la communauté juive. Vos recommandations valent sur le papier, à titre de réflexion, mais ne tiennent pas le moins du monde quand on songe aux conditions dans lesquelles ces millions de Juifs auraient dû se disperser en Allemagne, en Pologne, en Lituanie, en Lettonie et en Roumanie, c'est-à-dire au milieu de peuples dont les convictions antisémites et le souhait de collaborer avec l'Allemagne ne peuvent faire l'ombre d'un doute. J'aimerais bien savoir comment vous imaginez la manière dont les Polonais ou les Lettons ou nos chers Allemands auraient accueilli et sauvé la vie à tous ces Juifs éparpillés et à la recherche, chacun de leur côté, d'un toit où dormir. Tout cela me semble complètement irréel. Au contraire, je dirais plutôt que si les Juifs avaient agi ainsi, il serait à craindre qu'aujourd'hui, on le leur en fasse le reproche. Et qu'on leur dise : pourquoi vous êtes-vous jetés précisément dans les bras de vos persécuteurs plutôt que de

n'avoir de cesse de vous organiser, ce qui peut-être aurait renforcé les chances de survie de quelques dizaines de milliers d'entre vous ? Il m'est impossible d'accepter des jugements tels que le suivant : en Pologne, les Juifs ne pouvaient connaître les Allemands qu'au vu du souvenir de leur entrée dans ce pays durant la Première Guerre mondiale, nettement plus amicale que l'attitude qu'ils avaient à subir, chaque jour depuis la création de la Pologne, de la part des Polonais. Quel sens cela a-t-il de tirer de tels plans sur la comète, comme vous le faites dans votre livre ? J'ignore ce qu'aurait dû être la « juste » politique à suivre, mais je prétends que vous l'ignorez tout autant que moi, bien que vous prétendiez le contraire. À propos de l'exécution d'Eichmann, j'ai une autre opinion, mais je sais que dans ce cas toutefois, et compte tenu des circonstances, on serait en droit, et vous y compris, de me reprocher mon irréalisme. Ce que je crois, c'est que nous avons tout intérêt à ne pas aider ainsi les Allemands à liquider leur passé, comme nous l'avons fait avec la mort d'Eichmann. Il y a eu un grand soulagement dans toute la presse allemande, et pas seulement dans celle-ci, lorsque les Israéliens ont pendu Eichmann. À présent, il est notre alibi à tous et désormais le demeurera. Cette idée me met profondément mal à l'aise. Aucun de ceux qui a signé ce texte n'a songé à la grâce mais seulement à la non-exécution de la peine.

Quant au mal et à sa banalité provoquée par la bureaucratisation (ou sa banalisation dans la bureaucratie) dont vous croyez avoir apporté la preuve, preuve toutefois dont je n'ai vu trace nulle part, nous en discuterons certainement un jour ou l'autre. Il en va peut-être ainsi, mais la philosophie doit alors le comprendre d'une autre manière. Je crois qu'Eichmann, lorsqu'il se promenait dans son uniforme de SS et qu'il se délectait de voir tout le monde trembler devant lui, n'était pas du tout ce petit monsieur banal auquel, avec ou sans ironie, vous essayez aujourd'hui de nous faire croire. J'exprime à ce sujet mon plus complet désaccord. J'ai lu assez d'interviews de

fonctionnaires nazis décrivant leur attitude devant les Juifs, *as long as the going was good*, pour me méfier de cette construction a posteriori qui aseptise les faits. Ces messieurs ont très bien profité du mal, tant qu'il y avait quelque profit à en retirer. Bien sûr, quand tout est terminé, on a une autre vision des choses. Voilà tout pour aujourd'hui. J'espère qu'un jour, vous m'écrirez vraiment à propos de mon ouvrage sur la Kabbale ¹⁶⁵⁶, où, ainsi que vous l'aurez peut-être remarqué, j'ai rassemblé beaucoup d'éléments.

Votre G.

HANNAH ARENDT A GERSHOM SCHOLEM

Le 14 septembre 1963 Cher Gerhard,

Vous voudrez bien trouver ci-joint les photocopies de mes lettres à la *Zürcher Zeitung* et à *VEncounter*. Naturellement, je suis à peu près certaine que vous allez être déçu, mais vous comprendrez aussi que, dans cette affaire, je dois faire valoir mon point de vue. Vous ne devez pas oublier qu'au cours de toute cette polémique, je n'ai fait jusqu'à ce jour aucune déclaration publique, bien que dans certaines occasions, on m'ait vraiment pressée de répondre. J'ignore encore si je vais, oui ou non, exprimer ma position, mais une chose est sûre : je ne le ferai pas avant quelques mois.

En acceptant la publication de notre correspondance, je fais donc une exception qui ne me dérange pas, tant que tout cela vise un « public juif ». Mais il en va autrement si nous nous adressons aussi à une sphère non juive. Je n'ai rien pu faire, et d'ailleurs, n'aurais sans doute rien voulu faire, contre le fait que *The Jewish establishment*, à dessein ou non, ait mal compris ou

déformé le contenu et les intentions de mon rapport sur le procès. Mais vous ne pouvez pas exiger de moi que par-dessus le marché, j'encourage également ce que je considère comme étant une déformation absurde.

Quelques remarques encore sur votre lettre du 12. Je ne sais plus ce que je vous ai raconté sur mes années passées à Paris avant 1933, mais probablement vous ai-je dit que, par l'intermédiaire de mon premier mari, j'avais rencontré toute une série de ces soi-disant « intellectuels de gauche », parmi lesquels, Bertolt Brecht, Hans Eisler et [Karl] Korsch. Mais cela ne signifie pas pour autant que j'ai appartenu à ce groupe ni surtout que je suis « issue de leurs rangs ». Avant 1933, j'ai publié deux ouvrages ainsi qu'une série d'articles et je crois que vous en connaissez la plus grande partie. Si j'avais fait partie des intellectuels de la gauche allemande, ces écrits devraient certainement pouvoir en apporter la preuve. Vous savez vous-même que tel n'est pas le cas. Quant à mon manque de cœur, et autres amabilités, vous n'attendiez sans doute pas que je vous réponde à ce sujet. Je n'ai répondu que sur cette invective adressée à mon égard et qui concernait mon « amour du peuple juif ». Je pourrais aussi répondre d'une autre manière, en évoquant le rôle que joue le « cœur » en politique. Mais je n'en ai pas le temps aujourd'hui, aussi vous demanderai-je, si votre temps le permet, de vous reporter au second chapitre de mon ouvrage sur la révolution, dans lequel je m'exprime sur ces questions-là.

Vous avez mal compris ce que je dis de la « non-participation » : elle ne vaut pas pour des millions de Juifs mais pour certains membres des Conseils juifs. Je voudrais une fois encore souligner la différence qui doit être faite lorsqu'il s'agit de juger, d'une part, les Conseils juifs et d'autre part, la masse du peuple juif. J'ai clairement établi cette différence partout dans mon livre.

Vous avez également mal compris l'expression « banalité du mal ». Il s'agit de traiter le mal comme phénomène de surface et

non de le banaliser ou de le considérer comme anodin. Au contraire. Car le plus important, c'est que des gens tout à fait ordinaires, qui n'étaient par nature ni bons ni méchants, aient pu être à l'origine d'une catastrophe si monstrueuse.

Enfin, écrire « qu'avec la mort d'Eichmann, on a aidé les Allemands à liquider leur passé » est totalement irréaliste. Et même si cela correspondait un tant soit peu à la réalité, cela ne serait pas un argument valable. On a tout de même organisé un procès à Jérusalem, et dès lors que l'on engage un procès, il faut s'en tenir aux règles du système juridique. La question était plutôt de savoir comment, par quels moyens juridiques, on allait maîtriser toutes ces choses. De quelque bord fut-elle, toute forme de considération politique ne pouvait être en l'occurrence que pernicieuse. Un procès n'est pas là pour faire l'histoire mais pour rendre le droit. Dès lors que la sentence de mort a été prononcée, la justice exigeait qu'elle fût exécutée. La seule objection formulable aurait été une opposition de principe contre la peine de mort, mais à l'époque, cette objection n'a été avancée, ni par vous ni par aucun autre, même si Buber affirme aujourd'hui que cela était une des raisons de son opposition à l'exécution d'Eichmann.

Tous mes vœux vous accompagnent dans votre voyage en Europe.

Hannah

P.S. : Vous me trouverez à New York jusqu'au 25 septembre, puis après cette date, à Chicago.

HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY

New York 16 septembre 1963

Très chère Mary,

Il y a très longtemps que j'aurais dû t'écrire, je le sais. J'ai beaucoup, beaucoup aimé *Le Groupe*, il est très différent de tes autres livres, à la fois plus bienveillant et plus triste ; on y trouve un exposé définitif de cette période, mais vue d'une très grande distance. Tu as acquis le sens de la perspective, ou plutôt : tu es parvenue à un stade si éloigné de ton ancienne vie que tout maintenant peut trouver sa juste place. Toi-même ne t'y implique plus directement. Et c'est cette qualité qui fait de ce livre, plus que d'aucun des précédents, un roman. Je n'ai pas besoin de répéter ce que tout le monde un peu cultivé dit – que c'est superbement écrit (l'équilibre interne des phrases est extraordinaire) et souvent tordant de drôlerie. J'ai aussi lu avec le plus grand plaisir la nouvelle sur l'Italie dans le *New Yorker*ⁿⁱ. C'est l'une de tes meilleures.

Pourquoi n'ai-je pas écrit plus tôt ? La vérité, c'est que je n'étais pas « en forme ». Heinrich n'était pas bien, il va beaucoup mieux à présent, travaillant comme d'habitude, etc., mais je me fais encore beaucoup de souci et suis très malheureuse de devoir aller à Chicago. (Mais, s'il te plaît, que ceci *reste entre nous*.) Cela fait vingt-huit ans que nous sommes ensemble et la vie sans lui serait impensable. Ajoute à cela l'affaire Eichmann, dont j'essaie de le tenir le plus possible à l'écart – et tu comprendras que je n'aie pas l'esprit à l'écriture. Tu sais probablement que la *PR* [*Partisan Review*] elle aussi s'est dressée contre moi avec hargne (Lionel Abel qui, de toute façon, se répand en calomnies sur mon compte et sur celui de Heinrich ¹⁶⁵⁷), d'une façon générale on peut dire que la populace – intellectuelle ou autre – a été mobilisée avec succès. Je viens d'apprendre que l'Anti-Defamation League ¹⁶⁵⁸ a adressé une lettre circulaire à tous les rabbins leur demandant de prêcher contre moi le jour du Premier de l'An. Si tout allait bien par ailleurs, je suppose que ça ne me troublerait pas outre mesure. Mais dans l'état d'inquiétude où je me trouve, je ne suis pas sûre de pouvoir garder la tête froide et de ne pas exploser.

Que de risques on prend à vouloir dire la vérité telle quelle sans enjolivures théoriques et érudites ¹⁶⁵⁹. Cet aspect de l'affaire, je dois le reconnaître, me ravit ; j'ai appris un certain nombre de choses sur la vérité et la politique. Je quitte New York la semaine prochaine. Tu pourras toujours me joindre au : Comité de réflexion sur les questions sociales [Committee on Social Thought], University of Chicago. [...]

Je suppose que tu es rentrée d'Italie à présent, et j'espère que ça s'est très bien passé. Je suis heureuse de te voir figurer sur la liste des best-sellers, et gagner tant d'argent. C'est ce qu'il te fallait, ma chérie, profite-en et sois heureuse !

Transmets mon affection à Jim. Je crois que nous nous sommes trouvés et compris à Paris, beaucoup mieux que nous ne l'avions fait auparavant.

Toute mon affection, à toi,

Hannah.

HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY

370 Riverside Drive New York 25, N.Y.

20 septembre 1963

Très chère Mary,

Nos lettres se sont croisées ¹⁶⁶⁰ et je suis désolée de t'avoir écrit à un moment de dépression. Heinrich va de nouveau bien – à peu près. Aujourd'hui je ne peux que te répéter : tu dois avoir toi aussi les oreilles qui brûlent, étant donné toutes les discussions que suscite ton livre. Hier j'ai eu une longue conversation avec Denver Lindley qui aime énormément le livre, comme tant d'autres. Que les « garçons ¹⁶⁶¹ » aient essayé

de se dresser contre toi ne me paraît que trop naturel et je pense que c'est dû davantage au fait que *Le Groupe* est un best-seller qu'à des raisons politiques. Je crois savoir qu'ils vont laisser tomber.

Après avoir reçu ta lettre, j'ai fait quelque chose que je n'aurais pas fait autrement. J'ai noté, à ton intention et à celle de Nicola, un certain nombre d'arguments contre [l'article d'Abel] ¹⁶⁶², bien que je n'aie pas l'intention de répondre pour la raison suivante : cet article se situe dans le contexte de la campagne politique, ce n'est pas de la critique et il ne s'applique donc pas vraiment à mon livre. Comme celui de [Michael] Musmanno ¹⁶⁶³, il concerne un livre qui n'a jamais été écrit. Les gens qui ont lancé la campagne politique essaient de créer une « image » qui viendrait recouvrir celle du livre. Je ne peux rien faire contre cela, non seulement pour les raisons que tu dis, mais parce qu'un individu par définition n'a pas de pouvoir alors que celui des fabricants d'image est considérable – argent, personnel, temps, relations, etc. Je maintiens avoir écrit un reportage et ne pas faire de politique, juive ou autre.

Ma rupture avec les gens de la *PR* n'est pas due au contenu de l'article d'Abel mais au choix du critique. Ce qui est en cause, le voici : a) Ils savaient qu'Abel avait déjà écrit un article contre moi [à propos de *Between Past and Future*], et par conséquent m'était hostile, b) ils ont manqué du respect le plus élémentaire à mon égard et envers mon travail en choisissant de confier la critique à quelqu'un comme Abel. Dwight leur a écrit à ce sujet une lettre furieuse et excellente.

Je pourrais ajouter que certains points du Rapport contredisent effectivement le livre sur le totalitarisme, mais que, Dieu sait pourquoi, Abel ne les a pas relevés. Ces points sont les suivants : *Premièrement* : je parle en long et en large dans « Le Totalitarisme » des « oubliettes ». À la page 212 du livre sur Eichmann je dis : « Les oubliettes n'existent pas. Rien d'humain n'est à ce point parfait, et il y a simplement trop de gens dans le monde pour rendre l'oubli possible. Il restera

toujours un survivant pour raconter l'histoire ». *Deuxièmement* : si on lit le livre avec attention, on s'aperçoit que l'idéologie a eu beaucoup moins d'influence sur Eichmann que je ne l'affirmais dans le livre sur le totalitarisme. J'ai peut-être surestimé l'impact de l'idéologie sur l'individu. Même dans le livre sur le totalitarisme, au chapitre sur « Idéologie et Terreur », je signale la curieuse perte de contenu idéologique qui affecte l'élite du mouvement. L'important, c'est le mouvement en lui-même ; l'antisémitisme par exemple perd son contenu dans la politique d'extermination, car l'extermination n'aurait pas cessé s'il n'était plus resté un seul Juif à tuer. En d'autres termes, l'extermination *per se* est plus importante que l'antisémitisme ou le racisme. *Troisièmement*, et c'est peut-être le plus important, l'expression même « Banalité du Mal » contredit celle que j'ai utilisée dans le livre sur le totalitarisme : « mal radical ». C'est là un sujet trop difficile pour que je puisse le traiter ici, mais c'est important.

Tu écris que l'on hésite à revendiquer le droit de définir mes idées. Comme je vois les choses, il n'y a pas d'« idées » dans ce Reportage, seulement des faits et quelques conclusions, lesquelles se trouvent généralement à la fin de chaque chapitre. L'Épilogue constitue la seule exception, et c'est une discussion sur l'aspect juridique de l'affaire. En d'autres termes, je dirais que toute cette fureur porte sur *des faits*, mais pas sur des théories ni des idées. L'hostilité à mon égard est une hostilité dirigée contre quelqu'un qui dit la vérité au niveau des faits, et non pas contre quelqu'un dont les idées contredisent celles communément admises.

Je pars d'ici le 25 et mon adresse sera : Quadrangle Club, University of Chicago. [...]

Ta santé m'inquiète un peu. Prends soin de toi et tâchons de nous voir bientôt.

Très tendrement à toi,

Hannah

Cette lettre a été dictée à une secrétaire soi-disant bilingue.
Son allemand est bon. Excuse-moi.

MARY McCARTHY À HANNAH ARENDT

Bocca di Magra 24 septembre 1963

Très chère Hannah,

Ta lettre vient juste de me parvenir. Je comprends pourquoi tu n'as pas envie de répondre à Abel, je me tourmente beaucoup pour toi et suis très inquiète au sujet de Heinrich. Tu ne me dis pas en quoi a consisté son malaise, et j'aimerais le savoir. La seule chose qui me rassure est que tu as senti que tu pouvais aller à Chicago. Je veux t'aider, et pas seulement en te prêtant mon oreille. Que peut-on faire dans cette histoire Eichmann, qui prend les proportions d'un pogrom ? Que tu répondes ou non (et je pense toujours que tu devrais répondre quelque part, même si ce n'est pas dans la *PR* [*Partisan Review*]), je vais envoyer quelque chose aux garçons pour publication ¹⁶⁶⁴. Mais je suis condamnée au silence jusqu'à ce que je regagne Paris, parce qu'ici personne d'entre nous n'a *Eichmann* ou *Les Origines [du totalitarisme]*. Nicola a écrit à Lionel ou plutôt, à l'occasion d'une lettre qu'il lui écrivait (ils sont amis de longue date, et je ne peux expliquer la continuation de cette amitié que par la fidélité ou l'obstination de Nicola), lui a dit qu'il avait tort de t'attaquer ainsi. En des termes très fermes, d'après Miriam. Nicola pense qu'il devrait y avoir une discussion sur les sujets soulevés par ton livre. Non sur les points « comptés » par Lionel mais sur ce que tes idées impliquent quant au rôle joué par les Conseils juifs – c'est-à-dire ce qu'il en est d'une manière générale des organisations dans la

société moderne. Il aimerait aussi savoir pourquoi selon toi le programme antisémite des nazis a échoué au Danemark, en Bulgarie et en Italie – indépendamment de la présence ou de l'absence de Conseils juifs et du simple point de vue des faits tels que tu les donnes. Existe-t-il un facteur commun susceptible d'expliquer cela ? Si un tel facteur existe, l'humanité devrait le cultiver et le sauvegarder pour de futurs cas d'urgence. Ou bien n'existe-t-il pas ? Fût-ce en partie l'effet du hasard – ici le courage personnel d'un roi, là le bon naturel et le réalisme d'un vieux peuple (les Italiens), etc. ? Et il aimerait te voir développer ta notion de base, à savoir la banalité d'Eichmann. Qu'est-ce que cela signifie ? Si ce n'est la formule naïve : « Il y a un petit Eichmann en chacun de nous », alors quoi ? Il pense être d'accord avec ce que tu dis mais n'est pas sûr de t'avoir comprise. Certes l'idée de soutenir une telle discussion dans l'atmosphère créée par Lionel et des milliers de rabbins prêcheurs a peut-être quelque chose d'irréaliste. Mais peut-être une telle discussion, menée de façon réfléchie, serait-elle la réponse nécessaire, et en un sens la seule, à ce que tu appelles la mobilisation de la populace. (Pour une quelconque raison j'hésite à écrire le mot « populace », peut-être par prudence ou parce qu'il hurle à mes oreilles, comme la populace elle-même.) Je pense à *Yâpologie de Socrate*. [...]

Chère Hannah, j'irai te voir à Chicago. Je dois faire une lecture [du *Groupe*] au Centre de poésie de New York le 10 novembre et, à ce jour, c'est la seule date fixe de mon programme. Étant donné que je vais à Madrid le 8 octobre, pour six jours de conférences sur le roman, je ne m'envolerai pour les États-Unis que le plus tard possible et prolongerai d'autant ma visite en novembre. Je pars d'ici pour Paris après-demain.

Jim, qui est venu passer une journée, t'envoie son affection. Nous avons tous les deux vécu un été difficile et éprouvant, en partie à cause de ma santé – je demeure encore fatiguée et tendue – en partie à cause de ses enfants, chez qui la tension se fait sentir également (ce qui est éprouvant même pour des nerfs

solides) et qui subissent à l'évidence les effets d'un très mauvais environnement. Avec leur mère. Chacun ici a noté la détérioration. Mais que faire ? On ne peut pas changer leur mère, et après avoir envisagé de les prendre tous avec nous (à supposer que ce soit possible soit en payant quelque chose à la mère soit par voie juridique), j'en ai conclu que c'était impossible pour moi. Pour commencer cela signifierait trouver un plus grand appartement, car avec trois enfants il faudrait avoir une nurse à demeure, sinon aussi une cuisinière, et je ne suis pas en état d'assumer cela pour le moment. Pas à Paris. Ces derniers jours j'ai pensé à une solution de compromis. Remettre l'aîné (il a onze ans) dans son pensionnat en Angleterre, après lequel il soupire et qui représente pour lui l'image de l'ordre et du bonheur, et prendre une maison (la louer) à la campagne près de Paris pour les week-ends ¹⁶⁶⁵ . Rien d'extraordinaire mais un endroit où chaque enfant pourrait avoir sa chambre et garder ses affaires, y compris celui qui serait en pension. Nous pourrions y laisser la voiture et y passer la plupart des week-ends ainsi que les vacances de Noël et de Pâques. Et peut-être même un mois l'été avant de venir ici. Cela leur donnerait une réelle stabilité et la possibilité de vivre vraiment près de leur père, qu'ils adorent ; sans compter le grand air. Les voir de cette façon nous permettrait probablement d'exercer une influence sur eux – seuls comptent actuellement pour eux le PX ¹⁶⁶⁶ , la télévision, les bandes dessinées et « combien ça t'a coûté ? ». Je n'ai pas encore parlé à Jim de cette idée et je ne sais pas ce qu'il en pensera. Mais je suis à peu près sûre qu'il sera très heureux, car les enfants pèsent terriblement sur sa conscience (bien qu'il n'en parle pas). Je voudrais lui voir l'âme en paix. Et ça ne devrait pas être très difficile de persuader son ex-femme, qui en serait ainsi débarrassée une partie du temps et pourrait économiser sur leur *nourriture* sans perdre la face. [...] Je ne me cache pas – après trois étés passés avec les enfants – que cela signifiera beaucoup de contrainte et d'efforts. Mais si je

n'interviens pas, la tension morale l'emportera sur la contrainte physique et nerveuse. Rref nous verrons.

Chère Hannah, écris-moi vite et donne-moi des nouvelles de Heinrich. Toute mon affection, je t'embrasse tendrement,

Mary P.S. Je suis contente que tu aies aimé la nouvelle du *New Yorker*. À la lecture des épreuves je n'ai pas aimé la fin.

HANNAH ARENDT À MARY MCCARTHY

The University of Chicago Chicago 37, Illinois Committee on
Social Thought 3 octobre 1963

Très chère Mary,

J'espère qu'entre-temps tu as reçu ma deuxième lettre. Comme je l'ai déjà dit, je suis désolée de t'avoir expédié la première. Heinrich va bien à présent, je me suis probablement beaucoup trop angoissée. Je vais tâcher de te répondre le plus brièvement possible. Je suis convaincue que je ne dois répondre à aucune critique individuelle. Il est probable que, au bout du compte, je donnerai non pas une réponse mais une sorte d'estimation de toute cette étrange affaire. Cela devrait se passer, me semble-t-il, une fois que toute cette fureur sera retombée, et je pense que le printemps prochain sera le bon moment. J'ai aussi l'intention d'écrire un essai sur « Vérité et Politique », qui constituerait une réponse implicite ¹⁶⁶⁷. Si tu étais ici tu comprendrais que toute cette histoire, à quelques exceptions près, n'a absolument rien à voir avec la critique ou la polémique au sens normal du terme. C'est une campagne politique, sous-tendue et dirigée dans tous ses détails par des groupes d'intérêt et des agences gouvernementales. Ce serait idiotie de ma part, mais pas de celle des autres, de négliger ce

fait. La critique vise une « image » et cette image s'est substituée au livre que j'ai écrit. À titre d'illustration : il s'est passé quelque chose de très similaire à propos de la pièce de Hochhuth, *Le Vicaire*, qui critiquait la politique du Vatican envers les Juifs durant la guerre. La pièce n'est pas bonne, mais la question que soulevait Hochhuth est très légitime : pourquoi le pape n'a-t-il jamais protesté publiquement contre la persécution puis l'extermination des Juifs ? Il en connaissait les détails, et cela, autant que je sache, personne ne l'a jamais contesté. S'efforçant de discréditer la question ainsi posée, *VOsservatore Romano* a écrit ceci : « Si la thèse de H. est exacte, alors ce ne furent ni Hitler, ni Eichmann ni les SS les responsables de tous ces crimes mais le pape Pie XII. » (Je traduis de l'allemand.) Bien entendu ceci est parfaitement absurde et H. n'a

jamais rien dit de ce genre, mais cela servait un but important : on créait une « image », qui recouvrait le véritable sujet. Ce que le Vatican essayait de faire, encore qu'il n'y soit pas totalement parvenu, c'était de substituer à la véritable question une autre parfaitement absurde, qu'il était facile de démolir. Car, bien entendu, personne ne peut prétendre qu'une prise de position publique du pape, assortie ou non d'une menace d'excommunication, aurait constitué un facteur d'extrême amplitude, en Allemagne même et surtout dans les pays sous occupation nazie.

Il s'est produit quelque chose de très semblable dans mon cas, et, dans ma dernière lettre, j'ai mentionné certaines fausses questions qui m'ont valu le blâme ou la louange. Je répète : la question de la résistance juive posée à la place de ce qui constitue le véritable sujet, à savoir le fait que les membres des Conseils juifs avaient la possibilité à titre individuel de ne pas participer. Ou bien : « Une défense d'Eichmann », que je suis censée avoir écrite, substitution du véritable sujet : quelle sorte d'homme était l'accusé et jusqu'à quel point notre système judiciaire peut-il prendre en compte ces nouveaux criminels qui ne sont pas des criminels ordinaires ? Quant aux points

soulevés par Nicola : mon livre est un rapport et par conséquent ne traite pas du pourquoi et du comment des choses. Je décris le rôle des Conseils juifs. Je n'ai jamais eu l'intention ni ne me suis donné pour tâche d'expliquer toute l'affaire – par référence à l'histoire juive ou par référence à la société moderne en général. Moi aussi j'aimerais savoir pourquoi des pays si différents les uns des autres que le Danemark, l'Italie et la Bulgarie ont sauvé leurs Juifs. Ma « notion de base » concernant la banalité d'Eichmann est beaucoup moins une notion qu'une description fidèle d'un phénomène. Je suis sûre qu'on peut tirer de nombreuses conclusions de ce phénomène, la plus générale étant celle que j'ai donnée : « la banalité du mal ». Il se peut qu'un jour j'écrive là-dessus, et j'écrirais alors sur la nature du mal, mais ç'aurait été une erreur complète de ma part de le faire dans le contexte du Rapport.

Par parenthèse, il semble que les rabbins n'aient pas l'intention d'appliquer les consignes de la lettre circulaire qu'ils ont reçue. Je voudrais te dire aussi que le mot « populace » a probablement pour moi un autre sens. Je l'utilise comme terme générique, ce qui fait qu'il ne « hurle » pas à mes oreilles.

Ta santé m'inquiète et encore plus le problème que posent les enfants. Tu as tellement tendance à en faire trop. Sois prudente.

Dis-moi quand tu seras là. Ce serait merveilleux si tu pouvais venir à Chicago. Combien de temps resteras-tu en Amérique ?

Très tendrement,

À toi,

Hannah

Je goûte tellement le luxe de disposer d'une secrétaire que je n'ai pu résister à la tentation de dicter cette lettre elle aussi. Pardonne-moi !

GERSHOM SCHOLEM À HANNAH ARENDT

Copenhague, le 19 Oct 1963 Chère Hannah,

Votre lettre ¹⁶⁶⁸ arrivée aujourd'hui m'a moins déçu que surpris. Rien dans ces lettres, et rien non plus dans votre accord donné précédemment pour une publication, ne semblait se rapporter à ce « secteur juif » dont vous ne faites état que maintenant dans votre lettre ; la preuve que vous faites bien erreur est le souhait, qui a l'air de tant vous surprendre, des deux rédacteurs de la *Neue Zürcher Zeitung* de publier immédiatement la correspondance. Vous m'indiquez que si la *Neue Zürcher Zeitung* veut procéder à la publication, vous voudriez reformuler quelques phrases rédigées à la va-vite ; c'est donc pour un motif tout à fait nouveau – comme je peux le déduire aussi de la lettre que vous adressez à Weber ^{1669 1670} – que vous essayez d'empêcher la *Neue Zürcher Zeitung* d'imprimer. Voilà ce qui me surprend : le fait que vous sembliez avoir des *second thought* ¹⁵¹. Je ne sais ce que je dois en penser, et votre lettre à M. Mander ¹⁶⁷¹ ne m'y aide pas davantage. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi maintenant qu'il s'agit de discuter, il doit y avoir une différence entre le secteur juif et le reste alors que dans votre livre, vous vous êtes adressée à l'opinion publique en général, sans faire de distinction entre Juifs et chrétiens. En opposant votre réponse à ce que vous jugez être dans ma lettre « une absurde déformation », permettant ainsi au lecteur de se faire un avis, vous « n'encouragez » pas cette « déformation », mais vous lui donnez l'éclairage de votre propre vision des choses. J'espère que vous me ferez savoir, avant mon départ d'Europe, si vous procédez aux modifications stylistiques annoncées ou si vous

décidez d'interdire toute publication ¹⁶⁷² ¹⁶⁷³ dans la *Neue Zürcher Zeitung* et dans *Ermonata*[^],

Votre G.

HANNAH ARENDT À KARL JASPERS

Chicago ¹⁶⁷⁴ , le 20 octobre 1963

Très cher,

Merci pour le Joly ; je le connaissais en tant que source des *Sages de Sion*, mais je ne l'ai jamais vraiment lu pour son contenu lui-même. Un livre étonnant ¹⁶⁷⁵ .

Je suis restée longtemps sans écrire car je n'avais que des choses désagréables à raconter. À la fin août Heinrich a eu soudain de graves troubles de la circulation, sans doute dus à une artériosclérose, et même s'il va mieux (il est de nouveau à Bard), il est indéniable que l'âge a soudain pris une réalité palpable. Le fait que j'aie été obligée de me rendre juste à ce moment à Chicago n'a rien facilité. Nous nous téléphonons énormément – mais qu'est-ce que cela ? Et ne serait-ce que pour des raisons financières, je n'aurais pu me décommander, surtout pas au dernier moment. Nous gardons tout cela secret, naturellement – ce qui veut dire entre autres qu'on ne peut parler avec personne. Alcopley, notre conseiller médical, est au courant. Il est possible qu'il essaie de te voir. C'est un homme vraiment charmant, qui nous est très dévoué [...]. Avec lui on peut parler. À cela s'ajoute le scandale Eichmann, qui a pris des proportions fantastiques. Mon succès à Columbia a été une victoire à la Pyrrhus dans la mesure où cela n'a fait qu'inciter le gouvernement israélien et les organisations juives qu'il dirige à redoubler d'efforts. C'est ainsi que pour me rendre indésirable dans le monde universitaire ils ont envoyé spécialement Ernst Simon ¹⁶⁷⁶ de Jérusalem ; il fait le tour des universités pour parler contre moi partout dans l'organisation Hillel – une organisation d'étudiants juifs dans toutes les universités et la plupart des collèges, dirigée par des rabbins. Il a fait la même chose la semaine dernière à Chicago – à coups de mensonges

incroyables et avec une extrême agressivité. Le rabbin d'ici n'était pas du tout content – mais que pouvait-il faire ? Cela lui a été imposé depuis New York, dire non lui aurait coûté son poste. Quelques jours avant le nouvel an, l'Anti-Defamation League (je ne l'ai pas vu, on me l'a rapporté) a adressé une circulaire à tous les rabbins du pays les incitant à prêcher contre moi. Ils ne l'ont pas fait, mais quand même ! Des personnes qui ont pris publiquement position en ma faveur, surtout des non-Juifs, reçoivent du matériel de propagande accompagné d'une lettre qui vient du « Premier ministre » d'Israël ¹⁶⁷⁷ . Ou encore : un des grands magazines d'ici, *Look Magazine*, a voulu faire à la fin juillet un reportage sur toute l'affaire et a proposé un reporter connu, non juif. L'éditeur, ainsi que le *New Yorker*, ont estimé que je devais accepter cette interview (répondre sous certaines conditions à des questions écrites) ; c'était une affaire parfaitement loyale. Lorsque tout fut prêt, ils avaient choisi un autre reporter, un Juif, qui n'a interviewé que des personnes qui s'étaient exprimées contre moi et m'a envoyé un questionnaire contenant uniquement des questions qui préjugeaient des réponses. J'ai commencé par répondre aux questions ; mais mon éditeur et le

New Yorker ont estimé qu'il était plus sage de ne pas jouer ce jeu. Je suis sûre que les organisations juives ont eu vent du projet de *Look* et sont intervenues. Ce ne sont là que quelques exemples, mais je pourrais les multiplier. C'est un cas classique d'assassinat moral ; la méthode est toujours la même : on affirme que j'ai dit des choses que je n'ai jamais dites afin d'empêcher qu'on apprenne ce que j'ai réellement dit. Pour le moment l'édition allemande est présentée comme terriblement dangereuse car j'aurais soi-disant disculpé les Allemands – ce qui implique que les réparations sont compromises ! Une telle campagne a un grand impact. Il y a toujours des tas de gens qui n'attendent qu'une occasion de se raccrocher à quelque chose – *pro* ou *contra* ; à cela s'ajoute le fait que quiconque, pour quelque raison que ce soit, se déclare « contre moi » a ses

chances auprès de l'Organisation. C'est ainsi que des journaux comme le *New York Times* n'ont pas été les seuls à choisir ceux que j'ai attaqués (comme Musmanno ¹⁶⁷⁸) ou qui m'ont attaquée, pour leur demander un compte rendu de mon livre, mais toutes les revues dirigées par des Juifs ou accessibles aux organisations ont fait de même. Cela peut se passer de diverses manières. Des hommes de lettres juifs, qui ne se sont jamais souciés de questions juives tout au long de leur vie, sont mis en avant en tant qu'« experts ». Ceux qui sont de mon côté écrivent des lettres en privé – personne n'ose plus s'exprimer publiquement. Et avec raison, car c'est extrêmement dangereux du fait que toute une meute très bien organisée se jette aussitôt sur quiconque ose dire quelque chose. Pour finir, chacun croit ce que tous croient – nous en avons souvent fait l'expérience. C'est la vieille histoire du gardien de la tour qui a répandu la fausse nouvelle : « Les ennemis arrivent », et qui a été le dernier à courir vers les murs pour les chasser ; elle est toujours aussi vraie.

Tu dis que c'est comme si j'étais tombée dans un guet-apens. Et c'est parfaitement vrai. Toute chose se révèle après coup un piège. Ainsi la correspondance avec Scholem ¹⁶⁷⁹ , à qui j'ai répondu en toute bonne foi – et qui s'est mis ensuite à claironner cette sordide histoire dans la *Zürcher Zeitung* et *VEncounter*. Ce qui n'a pour effet que de contaminer, me semble-t-il, les couches de la population qui n'ont pas encore été atteintes par l'épidémie du mensonge. Et tout le monde suit. Je ne peux rien faire contre cela. Scholem voulait publier *partout* et je supposais que c'était dans le *Mitteilungsblatt* de Tel-Aviv, ce qui me paraissait sans gravité. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait pour commencer, mais ensuite il a eu recours à toutes ses relations pour claironner dans toutes les directions.

Je n'ai guère de moyen d'agir, du moins rien d'efficace. Ces gens savent très bien que je ne peux porter plainte car cela me ruinerait et qu'avec leurs énormes moyens financiers et leurs organisations ils gagneraient en se jouant. Je vais prendre la

parole ici sur le campus la semaine prochaine – ce qui aura pour résultat de faire redoubler les efforts de mes adversaires. Si je voulais réfuter chaque mensonge, je ne pourrais plus faire autre chose et il me faudrait une équipe de recherche et des secrétaires. À cela s'ajoute le fait que je ne suis pas faite pour une telle entreprise. Ce n'est pas seulement une question de nerfs, ni le fait que tout cela coïncide avec les soucis que je me fais pour Heinrich et me paralyse tout simplement. Je suis incapable de m'exposer ainsi en public, ne serait-ce que parce que le dégoût que provoque en moi ce vacarme submerge tout le reste.

Je me demande en fin de compte pourquoi *Vestabishment* juif s'intéresse à ce point à cette affaire et engage des frais aussi énormes. La réponse semble bien être que les responsables juifs (Jewish Agency avant l'édification de l'Etat juif) ont bien plus de choses à se reprocher que quiconque ne le supposerait – mais je n'en connais pas grand-chose. Pour autant que je sache, il pourrait s'agir des relations entre les responsables juifs et les Conseils juifs. Cela est apparu dans le procès Kastner ¹⁶⁸⁰ et semble avoir été la raison pour laquelle Kastner a été assassiné par les services secrets israéliens après le procès et avant la procédure de révision : il avait été le négociateur le plus important avec les nazis, surtout avec Eichmann ; il parcourait toute l'Europe sans passeport juif et était reçu avec les plus grands honneurs, puis après la guerre il a occupé une position élevée en Israël, après avoir remis à Nuremberg un affidavit très positif en faveur de Becher ¹⁶⁸¹ , l'envoyé spécial de Himmler à Budapest. En Israël, il avait porté plainte pour diffamation contre un journaliste et avait perdu son procès ; il fit une demande de révision et on dit qu'il affirma que si la procédure de révision se déroulait de la même façon, il « déballerait » tout. Bon, ils ne vont pas m'assassiner car je n'ai rien à « déballer ». Ils veulent faire un exemple pour montrer ce qui arrive à celui qui se permet de s'intéresser à de telles affaires. Il est significatif aussi que des lettres de moi ou qui me

sont adressées ne passent pas par la censure israélienne : elles n'arrivent pas, tout simplement ! Ne passent que les lettres que j'adresse à des personnes dont on est sûr – université hébraïque, etc. – et à ma famille.

Un malheur ne venant jamais seul, comme chacun sait, j'ai aussi des difficultés avec Piper à cause de la traduction. Il a choisi, en accord avec moi, une Mme Granzow ¹⁶⁸², dont je ne savais pas qu'elle n'avait jamais traduit. Elle travaille à la radio de Cologne et c'est une personne agréable. J'avais dit à Piper dès le début qu'il ne pouvait être question que d'un traducteur de première classe. Ce qui était naturellement trop cher pour notre bon Piper. Maintenant nous avons le résultat : j'ai lu les trois premiers chapitres et j'ai dû les corriger complètement – un mauvais allemand et plus de fautes que de coutume. Mme Granzow a envoyé le reste à Mme Beradt à New York et il semble que cela aussi était assez impossible. J'ai demandé à Piper de prendre un autre traducteur après avoir vu les premiers chapitres, mais je l'ai laissé décider. Il a donc simplement continué. Je ne verrai le tout qu'en janvier, mais je crains que ce ne soit inutilisable.

Très cher, tu comprendras pourquoi je suis restée si longtemps sans écrire. Pourquoi t'encombrer, toi et Gertrud ? Mais il m'a semblé que puisque j'écris il faut que je dise ce qu'il en est. Je ne fais cela avec personne d'autre et je crois être à peu près capable de sauver la face. Je donne mes cours, j'ai beaucoup d'étudiants et tout se passe normalement en apparence. Pour finir, tu penses, nous pensons que la vérité verra le jour malgré tout. Mais c'est un acte de foi. Et nul ne peut dire si nous le verrons.

De tout cœur vôtre,

Hannah

KARL JASPERS À HANNAH ARENDT

Bâle 22.10.63

Chère Hannah,

Ta lettre à Scholem ¹⁶⁸³ : authentique, profonde et franche.

Tu es arrivée à un point où ceux qui te comprendront ne seront pas nombreux ; Scholem n'est sûrement pas de ceux-là. C'est d'autant mieux que tu puisses encore parler là-bas. Cela m'apparaît comme un début. La situation que tu as suscitée sans le vouloir t'invite à dire plus que tu n'aurais tendance à le faire. Pour ce qui concerne les motifs ultimes, tu préfères rester sur ta réserve, tu penses pouvoir tout placer à un niveau « objectif ».

Tu as prononcé maintenant les mots décisifs contre le « mal radical ¹⁶⁸⁴ », contre la gnose ! Tu es du côté de Kant qui dit : l'homme ne peut pas être un diable, et moi je suis avec toi. Dommage que l'expression de « mal radical » vienne de Kant ^{1685 1686} , avec un sens tout différent que même Goethe et Schiller n'ont pas compris.

Je vais enfin lire ton livre sur Eichmann afin de pouvoir en parler de manière concrète. Je sais d'avance que je suis d'accord avec toi pour tout ce qui concerne les motifs fondamentaux. Mais lorsqu'on entend des attaques, il faut savoir ce que tu as dit et comment tu l'as dit.

« *Das Mädchen aus der Fremde*¹ » : tu vis cela dans un style nouveau, pas simplement – pas par hasard. Il est bon que Heinrich soit auprès de toi – et un grand nombre d'amis aussi.

Tu te sentiras sans doute rarement à l'aise entre le front de l'attaque et celui des applaudissements. Je me réjouis – même si cela m'inquiète un peu pour ton âme cachée qui n'a vraiment pas une peau d'éléphant – de te voir sortir dans la rue et de faire plus que simplement tenir le coup. Il y a partout des individus que tu encourages ! J'en suis !

Gertrud se joint à moi avec de cordiales salutations. Elle est prise de rage lorsqu'on t'attaque.

Tous nos bons vœux pour vous deux.

Votre Karl

KARL JASPERS À HANNAH ARENDT

Bâle, 25.10.63

Chère Hannah,

Nos lettres se sont croisées. Ce que tu nous écris nous inquiète pour Heinrich. J'attends Alcopley la semaine prochaine. L'allusion qu'il avait faite n'avait rien d'inquiétant. Je suis incapable d'imaginer. Il s'agit sans aucun doute d'un signe de l'âge, qui va si mal avec vous – trop précocement. Il ne peut que modifier votre état d'esprit. J'espère que ce n'est pas plus grave. Heinrich vivra sûrement ce que ma sœur connaît depuis dix ans : les pires symptômes ont disparu alors que je croyais la fin proche. Maintenant elle se porte très bien, elle est bien plus solide que Gertrud et dit : Même dans la vieillesse les maladies sérieuses peuvent guérir ! Mais je me laisse aller à bavarder. Ce qui est difficile à maîtriser, ce qu'on ne peut neutraliser en menant une vie raisonnable, agréable, cela reste.

La persécution dont tu es l'objet est abominable. C'est certainement comme tu le décris : un terrifiant symptôme de notre situation, de la situation de l'Occident et du rôle qui y est le nôtre. Celui qui dit la vérité est exclu, à moins que personne ne l'écoute. Je suis fermement convaincu que l'« assassinat moral » ne réussira pas. Celui qui te lit est aussitôt convaincu du niveau de ta pensée, de ton sérieux et de ton honnêteté, et s'il poursuit sa lecture, par l'esprit de justice et la bonté d'une

femme qui écrit avec une telle vigueur et reste personnellement si réservée. Je ne me fais aucun souci dans ce sens. En feras-tu encore toi-même l'expérience ? Je ne peux guère en douter. Car l'ensemble de ton œuvre, dont le livre sur Eichmann n'est qu'une petite partie, est convaincant. J'ai commencé à lire le livre sur Eichmann ; il faut le lire de la première à la dernière ligne. Les deux premiers chapitres déjà me paraissent magnifiques. On ne peut pas ne pas percevoir la sincérité du ton. L'arrivée du courrier m'a interrompu. J'ai trouvé dans *Encounter* un compte rendu ¹⁶⁸⁷ (c'est plutôt Gertrud qui l'a trouvé, je le lui ai pris et j'ai lu). Le style, tel que tu nous le décris !

Ce qui apparaît là, c'est qu'un grand coup, un coup mortel a été porté. Tout en lisant ton livre, je suis amené à y réfléchir. Je ne suis pas encore près de croire que tout cela est motivé par la crainte de voir révéler des horreurs dans la fréquentation entre sionistes et nazis, dont la plupart des gens ne savent rien. Si c'était le cas, on le saurait d'ailleurs. Quelque chose a été atteint dans le « judaïsme » même. Tu mettras peut-être au jour des choses bien plus graves. Je verrai bien.

À cela s'ajoute l'organisation qui sert à manipuler l'opinion publique. Elle est efficace parce qu'elle trouve un écho. S'il en est ainsi, « les Juifs » retiendront que tu n'es pas une Juive comme ils estiment que je ne suis pas un Allemand. Cela ne leur sert à rien. Arrivera le moment que tu ne connaîtras pas : celui où les Juifs t'érigeront en Israël, comme à Spinoza, un monument, et te revendiqueront fièrement comme une des leurs, et même alors il y aura encore des Juifs, comme récemment H. Cohen et Rosenzweig ¹⁶⁸⁸, qui, remplis de haine, donneront raison à la synagogue contre le « traître », te rejeteront. Mais ce ne seront jamais « les Juifs », même si actuellement aucun Juif n'ose se ranger de ton côté.

Gertrud envisage déjà de cesser ses envois d'argent en Israël, si cet argent sert à te persécuter. Je lui réponds : Ce n'est pas ce

que veut Hannah, elle soutient l'État en dépit de tout. Et Gertrud continuera à payer.

Autre chose : *Le Vicaire*, de Hochhuth ¹⁶⁸⁹, suscite une grande agitation ici. Je te fais envoyer le livre. Il y a quelques jours j'ai eu avec lui et six autres personnes (des catholiques et des protestants, dont le prier Grüber) un entretien à la radio, en toute liberté, bien conduit par un animateur qui n'intervenait pas lui-même ¹⁶⁹⁰. Beaucoup de haine du côté catholique, par ailleurs une conversation calme. J'étais ravi de voir [en Hochhuth] un Allemand de trente ans, autodidacte (c.à.d. sans formation universitaire ni baccalauréat), s'interrogeant avec passion sur le génocide juif ; ses connaissances concrètes dépassaient celles du professeur catholique présent ¹⁶⁹¹ (histoire moderne et contemporaine), si bien qu'il l'a réduit au silence par son rappel des faits et ses questions, sans le moindre fanatisme (le dernier acte de la pièce, « Auschwitz », a pour sous-titre : « Question à Dieu ») ; malgré le niveau élevé de sa réflexion, il reste au fond naïf – en outre : il a bonne allure, rayonne d'énergie juvénile et de présence d'esprit maîtrisée. Encore un « Allemand », me suis-je dit. On le traite comme toi, sauf qu'il a *aussi* des amis. Le gouvernement fédéral a pris ses distances à son égard (pas comme Ben Gourion l'a fait indirectement envers toi).

Je t'écirai quand j'aurai lu ton livre. Sois patiente avec moi. Tout prend plus de temps.

Vous vivez désormais tous deux comme derrière une façade que vous présentez au monde. Je suis de tout cœur avec vous.

Votre Karl

Kurt Wolff a été tué dans un accident en Allemagne – nous l'avons lu dans le journal.

HANNAH ARENDT À KARL ET GERTRUD JASPERS

Chicago, le 24 novembre 1963 Très cher, ma bonne Gertrud,

Je vous écris encore sous l'emprise du choc causé par l'assassinat de Kennedy. Depuis des jours, nous sommes assis près de la radio et écoutons les informations, qui sont à la fois terrifiantes et totalement opaques. Le second assassinat, celui du suspect [1692](#) [1693](#) – dont on ne pouvait s'empêcher de penser qu'il a été arrêté par chance ou, pis, par malchance – cette atmosphère de monde interlope dont parle la radio – comme accessoirement –, le fait qu'il était très connu par la police (au mieux avec elle ?), tout cela n'a fait qu'aggraver les choses. Et pendant qu'on se livre à toutes ces suspicions – non fondées, je l'espère –, on oublie le principal : la mort de l'homme.

Heinrich, avec qui j'ai eu naturellement de nombreux échanges téléphoniques, pense qu'il avait vraiment touché au cœur des choses, ce cœur qui maintient l'équilibre partout, en politique intérieure comme en politique extérieure, et que maintenant tout risque de s'effondrer comme un château de cartes. Ici on a pu voir très nettement que les jeunes et les Noirs ont été le plus affectés.

Les serveurs de notre club, tous des étudiants, ont fondu en larmes lorsque la nouvelle nous a été donnée pendant le lunch. Je n'étais pas seule. Mary (McCarthy, dont vous m'avez si gentiment envoyé l'article de la *FAZ*^{İM} et qui est devenue célèbre du jour au lendemain) était venue de New York pour le week-end ; elle était aux États-Unis pour quelques semaines mais repart après-demain pour Paris. Nous sommes peut-être plus proches encore l'une de l'autre qu'auparavant, du fait de ces journées. Elle vient de prendre l'avion pour New York car elle veut tenter d'y fonder un comité de personnes impartiales qui exigeront qu'on procède à une véritable investigation des faits. Le Texas a déjà annoncé que pour lui le cas était réglé ; et cela, sans qu'on ait jamais rendu publiques les moindres

preuves d'une culpabilité incontestable – si tant est qu'elles existent ! Je ne peux imaginer que Bobby (Kennedy, le procureur général) ne fasse pas tout son possible pour élucider le meurtre de son frère. Mais en a-t-il encore le pouvoir aujourd'hui ?

Johnson ¹⁶⁹⁴ n'est pas un mauvais homme, mais c'est un médiocre. Habile tacticien, provincial, il ne comprend au fond pas grand-chose. Il apprendra peut-être mais il est malade, problèmes cardiaques. Il n'est qu'une solution provisoire et tout le monde ne pensera qu'aux prochaines élections. Cette affaire texane, avec ce double meurtre et les tentatives évidentes faites pour ne pas informer le public, a tout d'un événement survenu dans un État policier. L'incompétence des services de sécurité du président, qui laissent sans surveillance un immense bâtiment d'où on a une vue sur tout l'environnement, a quelque chose d'irréel.

Heinrich : il semble qu'il enseigne mieux qu'auparavant. Mary [McCarthy] est allée à Bard et m'a raconté que les yeux des étudiants se sont mis à briller lorsqu'ils ont appris que Heinrich était un de ses vieux amis : ils ont dit qu'à chaque cours il se dépassait (*he always tops himself*). Mais cela ne veut pas dire qu'il va bien. Il se plaint toujours d'une grande fatigue, d'un manque d'énergie ; les symptômes kinesthésiques ont pratiquement disparu – ils sont peut-être malgré tout d'origine neurologique. Sa tension est également redevenue normale. Il me paraît hors de doute qu'il souffre d'une véritable dépression ; Mary lui a naturellement raconté ce qu'ont dit les étudiants – il n'aime pas entendre cela. Alors il s'en va et fait un cours brillant. Je verrai, je pars mardi à New York pour quelques jours. Ici nous célébrons le *Thanksgiving* ¹⁶⁹⁵ | et cela nous vaut quelques jours de vacances. Il faudra aussi que je tente de le décider à aller chez le médecin – il refuse, mais c'est aussi parce que tout lui pèse.

L'affaire Eichmann continue allègrement. Je vais t'envoyer encore quelques comptes rendus anglais qui sont eux aussi en

partie manipulés – sans doute par Talmon ¹⁶⁹⁶ (université hébraïque) et éventuellement par Isaiah Berlin ¹⁶⁹⁷, qui est en étroite relation avec le gouvernement en Israël. J'ai parlé ici sur le campus, avec un très bon succès. Encore plus d'étudiants qu'à Columbia ; mon exposé a été enregistré car beaucoup de gens n'ont pu entrer dans la salle, et le rabbin l'a rediffusé plusieurs fois dans la maison Hillel. Le rabbin m'a dit que [Ernst] Simon était venu le lendemain matin pour s'excuser ; il n'a pas eu beaucoup de succès, les étudiants étaient assez déconcertés et dégoûtés. Le seul qui fasse de l'agitation contre moi sur le campus est naturellement Léo Strauss, et il l'aurait fait de toute façon. Curieusement, ma réputation a grandi à l'université. Et ce qui se passe actuellement à New York se produit plutôt dans des cercles plus restreints, mais là le ton est celui d'une populace déchaînée. Ce qu'il y a de sérieux dans tout cela c'est que désormais les non-Juifs sont de mon côté et qu'il n'y a pas un seul Juif qui se risque à intervenir publiquement en ma faveur, même s'il est absolument avec moi. Lowell, un poète américain très connu et un bon ami, était ici et m'a raconté tout ça. Il n'est pas juif, et pour la première fois je l'ai entendu critiquer des Juifs, alors que je le connais depuis des années.

Tu dis : « Tu as touché là quelque chose de très profond. Quelque chose a été atteint dans le judaïsme même. » C'est absolument vrai. Le consul d'Israël d'ici est venu me voir après une conférence et nous nous sommes entretenus pendant plusieurs heures. Il ne cessait de répéter : Tout ce que vous dites est vrai, naturellement ; nous le savons. Mais comment avez-vous pu, en tant que Juive, dire cela *in a hostile environment*. J'ai répliqué : Pour autant que je le sache, je ne vis pas ici dans un environnement hostile. Et lui : Vous savez bien que tout environnement non juif est hostile. Le fait que j'aie parlé de la division entre Juifs et goys est impardonnable, et le fait que je ne l'aie pas respectée l'est encore davantage. Deux choses sont redevenues virulentes à cause de Hitler et d'Auschwitz : l'ancien *odium humani generis* et la terrible peur immémoriale.

Ta lettre du 16 novembre est d'abord allée à New York et ne m'a trouvée ici que jeudi. Quand je l'ai lue, j'ai pensé : Que ferais-je sans vous deux ! Il se pourrait que le poète israélien ¹⁶⁹⁸ t'ait été envoyé pour te faire parler, ce qui n'a aucune importance. Il est sans doute chargé de faire un rapport à Simon. Il n'est pas vraiment typique. C'est parmi les plus jeunes qu'on trouve des personnes sans fanatisme. J'ai eu ici plusieurs étudiants israéliens parmi mes auditeurs, avec qui on pouvait parler et qui ont clairement laissé entendre qu'ils étaient plus ou moins de mon avis. En ce qui concerne mes « erreurs » : inévitables naturellement dans un tel livre qui ne consiste qu'en faits. Mais la Roumanie et la Bulgarie ne sont pas des erreurs. La United Restitution Organization ¹⁶⁹⁹ a donné naissance à cela par l'intermédiaire *iiAufbau*. Nous avons été plusieurs à écrire à *Aufbau* pour corriger leur erreur et *Aufbau* a refusé de publier la moindre de nos corrections ! D'ailleurs l'homme même qui envoyait des informations à *Aufbau* – je crois que c'était M. May ¹⁷⁰⁰ – m'a écrit de lui-même combien le dégoûtait la campagne de haine des frères Robinson ¹⁷⁰¹ et d'autres, et qu'une telle persécution était tout de même fort préoccupante ! Ce double langage caractérise d'ailleurs à un degré incroyable toute cette histoire. Le cynisme des fonctionnaires est inimaginable ; ils estiment que cela va de soi et ne trouvent rien à redire. Ils m'assurent de leur « admiration », surtout pour le livre sur Eichmann ! Et quand je dis : Mais comment est-ce possible ? ils répondent : Je vous en prie, vous devez comprendre... Je pourrais vous raconter un tas d'histoires de cette sorte. Mais c'est trop ennuyeux.

Je viens d'entendre à la radio qu'on a retiré à la police et aux autorités du Texas l'enquête sur le meurtre d'Oswald et que le ministère de la Justice (Robert Kennedy donc) ne considère nullement l'affaire comme « close ». Ce n'est pas encore vraiment l'assurance qu'il y aura enquête mais déjà mieux que rien du tout. Il semble que les reporters aient protesté. La presse a, Dieu merci, un réel pouvoir ici. Mais pour ce qui

concerne le Texas, je partage l'opinion que j'ai entendue partout avant-hier – que cet État doit *go where it comes from*^m.

L'émission de télévision – magnifique. Il faut que tu le fasses si tu peux l'assumer physiquement. Tu finiras par atteindre quand même le « grand nombre », et celui-ci n'est pas précisément la masse. Sincères félicitations pour avoir terminé *Nicolas de Cues*, Oui, envoie-le, je te prie, d'abord à Manheim ; il m'enverra la traduction avec le manuscrit original. Helene Wolff vient s'installer définitivement en Amérique, en janvier je pense. Elle m'a envoyé une belle lettre, très calme.

Dès que je serai rentrée à New York je vous écrirai pour vous dire comment va Heinrich. Donc à la fin de la semaine.

Qu'est-ce que les ennuis de l'âge ? De nouveaux ennuis ? Vos lettres sont tout sauf « vieilles », grand Dieu. Que c'est affreux de vivre si loin les uns des autres !

Tu ne m'as jamais dit ce qu'est devenue la nomination de Rossmann. J'aimerais tant le savoir. La remarque d'Annchen – oui, elle a sans doute raison ; au fond, il en a toujours été ainsi. Il n'y a que le contexte public où les choses sont nettement différentes. Et je suis naturellement « naïve » – pendant que j'écrivais je ne pensais à rien d'autre qu'à présenter les choses aussi correctement que possible en m'appuyant sur des faits.

En toute affection,
votre

Hannah

KARL JASPERS A HANNAH ARENDT

Bâle 13.12.63

Chère Hannah,

Tes deux lettres ont été un bienfait pour les soucis que nous nous faisons pour Heinrich. Comme je n'avais plus de nouvelles, je craignais que tu ne veuilles nous « ménager ». Ces derniers temps Alcopley ne savait rien non plus. J'ai maintenant présent à l'esprit l'impact de Heinrich, ses cours brillants et son sérieux, que sentent les étudiants. Peut-être les deux inquiétudes – pour la maladie de Heinrich et pour toi – sont-elles de telle nature que, si elles ne nous tuent pas, elles approfondissent notre activité mentale. Je te remercie pour tous les détails que tu donnes. Maintenant, quand je pense à vous, je me sens de nouveau heureux, même si je ne minimise rien. Le son de cloche du destin était nettement perceptible.

Le poète israélien (il s'appelle Rübner ou quelque chose d'approchant) est revenu me rendre visite. Nous n'avons pas tardé, bien sûr, à parler de ton livre. Ce fut un bon entretien car chacun a parlé de façon circonstanciée et personne n'a monologué. Il s'est montré ouvert, visiblement de bonne volonté, il semblait prendre confiance en moi. Il a commencé par suspendre son jugement sur ton livre. Il ne le connaissait que par des extraits d'un journal israélien. J'ai senti ses propres déceptions et ses doutes. Il est comme toi enraciné dans la tradition biblique, mais pas de la même façon. Il lui manque la fière satisfaction d'avoir trouvé une patrie. La prochaine fois il veut me parler des kibboutzim, son véritable univers, et des problèmes qui y naissent, apparemment insolubles là aussi. Cette fois il n'y a pas eu trace de fanatisme. Peut-être ai-je été injuste avec lui la dernière fois (je t'ai parlé de son regard « méchant »). Je ne crois pas qu'il restera ton ennemi, même si, une fois qu'il connaîtra mieux ton livre, il devait te réfuter vivement. Nous verrons ! J'ai bon espoir. Gertrud n'était pas présente car elle ne le voulait pas et a pu prétexter un rhume. Sa colère aurait inhibé le jeune poète (qui d'ailleurs ne prétend pas du tout être poète, c'est Ernst Simon qui l'a qualifié ainsi).

Maintenant quelque chose qui m'a rempli de tristesse : j'ai appris que Golo Mann a écrit un article très virulent contre toi (dans la *Neue Rundschau*)TM [1702](#) . J'ai commandé le numéro mais ne l'ai pas encore reçu. Ce que Rossmann m'en a écrit est si terrible que je ne sais que penser. Après avoir lu ce que Rossmann dit, je me suis couché et me suis laissé aller à de sombres visions : détruisons-nous nous-mêmes la liberté en violant la solidarité qui nous empêche d'aller trop loin même lorsque nous sommes en profond désaccord ? Y a-t-il des forces qui émergent dans nos esprits pour nous faire donner des coups à ce qui nous est le plus proche ? Existe-t-il, au lieu de cela, une solidarité des littérateurs qui (malgré toutes les injures que nous nous lançons et que nous ne prenons pas au sérieux) ressort lorsque l'un de nous écrit, non parce qu'il veut écrire et le fait peut-être brillamment et cherche du matériel à l'aide duquel il peut montrer son talent, mais parce qu'il cherche la vérité et a quelque chose à communiquer à partir du plus profond de son expérience, qui ne parle pas de lui mais se cache comme toi dans le style que les gens te reprochent : ironique, froid, sans cœur, qui sait tout, misanthrope (j'ai lu de telles choses dans quelques critiques ; je ne sais pas encore exactement ce qu'écrit Golo Mann, mais il semble qu'il aille dans la même direction) ? Excuse mon style misérable, la longue phrase grammaticalement un peu... Je pense à Ernst Mayer : nous avons eu de graves conflits mais il est resté quelque chose qui ne pouvait rompre, sans doute plutôt grâce à lui qu'à moi, je n'en peux douter – je pense à Max Weber : notre relation n'a jamais été mise à l'épreuve à ce point ; il m'arrive de douter, je pense alors à son extraordinaire aptitude à écouter, et je cesse de douter, mais je ne sais pas. Quelque chose est resté dissimulé chez lui. J'ai pensé à d'autres personnes, me retournant vers le passé. J'ai pensé : Hannah pourrait-elle un jour briser notre lien ? Nous sommes si souvent en désaccord, même pour des choses essentielles, du moins en apparence. Non, me suis – je dit, c'est exclu. Le fait même d'en douter est

inadmissible. Car un tel doute mène à la limite où *tout* craque et c'est alors la faute de celui-là même qui a douté. Tu vois, je te raconte à quel point la nouvelle concernant Golo Mann m'a touché : c'est alors que viennent les pensées extrêmes, les plus folles. Mais quelque chose s'est brisé entre Golo et moi. À de tels moments on se souvient d'autres moments du passé qui semblent être précurseurs de ce dernier incident. Cela me fait mal. Je l'aimais bien, je l'aime toujours. Derrière tout cela apparaissent les questions fondamentales : qu'en est-il en général de l'« esprit » (je trouve ici une confirmation de ma philosophie où je n'ai jamais très bien su dire ce qu'est l'esprit) ; qu'est-ce que la « création littéraire », cette activité si volontaire et efficace, qui a plus à faire avec le mensonge qu'avec la vérité. Que nous sommes faibles ! Notre force ne suffit pas pour faire prévaloir notre compréhension des choses.

Je crois que tu n'as plus besoin du vacarme pour perturber ta vie intérieure. Désormais tu sais ce qu'il en est. Et Heinrich, que je comprends très bien, devrait peut-être en rire plutôt que vouloir casser la figure à cette bande. Nous autres « hommes » possédons toujours des instincts primitifs que j'apprécie beaucoup, il est vrai, mais que je ne prends plus vraiment au sérieux. Notre fidélité se manifeste autrement.

Alcopley m'a raconté que Heinrich a inventé l'expression de « banalité du mal » et qu'il se faisait maintenant des reproches que ce soit toi qui paies ses négligences. Peut-être ce récit est-il faux ou l'ai-je faussé dans mon souvenir ? Je pense : l'idée est brillante et ferait un bon titre de livre. À savoir : ce mal-là est banal, mais pas le mal en soi. De ce point de vue, ta réponse à Scholem ne m'a pas tout à fait plu telle que tu la formules [1703](#) . Ta phrase caractérisant Eichmann recèle implicitement une définition du mal. Et il n'y aura probablement jamais de réponse satisfaisante. Dans ta lettre ta réponse m'a paru à la fois trop agressive et trop faible. Bon, si tu étais ici, nous en discuterions aussitôt vivement – et ce serait pour notre plaisir à tous deux.

Que je suis heureux de pouvoir de nouveau penser à vous comme auparavant, avec une petite différence qui vient de ce que le destin a frappé plus fort à la porte et que l'atmosphère de votre vie, en adéquation avec votre âge, est devenue plus précaire sur un terrain auquel vous ne prêtiez pas attention jusqu'alors. C'est peut-être pour cette raison que Heinrich fait de si bons cours et toi – je le suppose – également.

Cordialement,

ton Karl

LA CONTROVERSE AUTOUR D'EICHMANN À JÉRUSALEM

HUGO HAHN : ON N'EN A PAS FINI AVEC HANNAH ARENDT

Aufbau, 20 décembre 1963, traduction de l'allemand par Sylvie Courtine-Denamy, dans Rue Descartes, avril 1992.

Peu après la publication des articles d'Hannah Arendt sur le procès Eichmann dans le *New Yorker*, le Conseil des Juifs d'Allemagne, l'organisation des émigrés juifs allemands, a tenu une réunion pour protester contre la conception historique de l'auteur. Le Conseil a fait savoir qu'il préparait une série de publications destinées à faire connaître la condition des Juifs sous la domination nazie, ces recherches ayant pour but de montrer « comment les Juifs allemands ont déployé le maximum de forces tant sur le plan moral que matériel pour s'entraider et pour maintenir dans les circonstances les plus difficiles l'estime et le respect qu'ils se devaient à eux-mêmes ».

Kurt Lôwenstein, rédacteur du MB ¹⁷⁰⁵ [*Mitteilungsblatt* : Bulletin d'information], hebdomadaire des immigrés juifs allemands vivant en Israël, dans son article « Pour l'honneur et le salut » met en évidence de façon claire et déterminante des points de vue décisifs sur le comportement des Juifs à l'époque nazie. Il a à cœur avant tout de démontrer en quoi les négociations des communautés et des organisations juives avec les fonctionnaires nazis constituaient une nécessité à cette époque. Il s'oppose résolument à la thèse d'Hannah Arendt qui estime qu'il y aurait eu beaucoup moins de victimes juives si les « Conseils juifs » n'avaient pas fourni la liste des adresses nécessaires. Lôwenstein fait ensuite remarquer que le judaïsme

allemand a pu sauver grâce aux organisations de « secours et de reconstruction » près de la moitié de la population juive et l'acheminer vers un nouveau destin. Cela n'aurait pas été possible si la thèse d'Hannah Arendt, avoir abandonné les Juifs au chaos, s'était avérée.

Adolphe Leschnitzer (professeur au City College de New York) a fait une découverte qui contribue grandement à éclairer le point de vue historique d'Hannah Arendt. Dans sa contribution : « So war rabbiner Dr Léo Baeck », il démontre comment c'est une remarque incidente d'un dirigeant nazi qui a conduit à une totale méconnaissance de la figure du président du *Reichsvertretung* ¹⁷⁰⁶. Raul Hilberg rapporte dans son livre : *Die Zerstörung des europäischen Judentums (La Destruction des Juifs d'Europe)* qu'Hannah Arendt a souvent utilisé pour désigner Léo Baeck l'expression « Führer des Juifs », se référant manifestement à la signification nazie de ce terme, et reprenant la formule d'un des proches d'Eichmann. Quelques lignes plus bas, Hilberg dit que ce serait le *Hauptsturmführer* Wisliceny qui aurait utilisé cette expression. Mais on peut lire sous la plume d'Arendt : « Le Dr Léo Baeck, ancien grand rabbin de Berlin [titre que Léo Baeck n'a du reste jamais porté], qui était dénommé par les Juifs comme par les non – Juifs le Führer juif » : Hannah Arendt cède ici à une généralisation qui confine à la déformation historique. Elle s'est souvent rendue coupable de telles exagérations, ce sur quoi Ernst Simon attire particulièrement l'attention dans ce petit livre. De tels procédés ne contribuent guère à l'exigence de vérité et sont, dans le cas de Léo Baeck, particulièrement honteux.

Dans la courageuse contribution de *Hans Tramer*, secrétaire général de l'Irgun Olej Merkaz Europe, l'organisation des Juifs d'Europe centrale en Israël, les remarques sur le Dr Robert Weltsch, précédent rédacteur en chef de la *Jüdische Rundschau*, sont particulièrement révélatrices. En 1933, Weltsch a écrit un article dont le titre est devenu mondialement célèbre : « Soyez fiers de porter l'étoile jaune ! » Par ces mots, il a rendu

confiance et courage à de nombreux cœurs juifs. Par la suite, il a lui-même mis en doute la valeur de ce slogan, l'étoile jaune étant devenue plus tard le signe de reconnaissance de la déportation vers les chambres à gaz. Si Robert Weltsch, qui est à notre avis le cerveau politique le plus cultivé d'entre nous, peut se tromper, il est alors tout à fait douteux qu'Hannah Arendt ait le droit de récrire l'histoire en dictant aux persécutés la manière dont ils auraient dû se conduire.

Il est impossible de fournir une description de l'article d'*Ernst Simon* (professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem) : « Hannah Arendt ». La perspective à partir de laquelle se situe cette étude est si élevée qu'il faut la lire soi-même pour se faire une idée de la critique dans ses moindres détails. Qu'il nous suffise de dire ici que l'auteur fournit une description concrète de la situation réelle des Juifs à l'époque nazie et qu'il soumet les catégories sociologiques et politiques utilisées par Arendt à un examen approfondi. La confrontation des thèses actuelles d'Arendt à ses prises de position dans ses précédents livres est particulièrement remarquable. Ernst Simon pousse sa condamnation si loin qu'il conclut son article par ces mots : « Espérons qu'elle ne savait pas ce qu'elle faisait ».

Martin Buber a écrit une postface à la brochure dans laquelle il s'insurge contre le point de vue d'Hannah Arendt et où il entreprend de critiquer de manière détaillée sa prise de position lors du procès Eichmann.

Même si le nombre des articles sur Hannah Arendt augmente, nous semble-t-il, de manière démesurée, il s'en faut de beaucoup que la fin de ce chapitre soit écrite. Les articles de cette brochure ont essentiellement trait à la personne d'Hannah Arendt, et à son interprétation sociologique et politique. Or, nous souhaiterions en savoir davantage, Hannah Arendt a soulevé toute une série de problèmes à propos de l'attitude des Juifs vis-à-vis de leurs ennemis auxquels les matériaux allemands dont nous disposons ne permettent pas de répondre.

Cette tâche, à peine ébauchée pour l'instant, revient à la recherche hébraïque et à la littérature juive en la matière.

MARTIN BUBER : EN MÉMOIRE DE LA CATASTROPHE

À l'occasion de l'assemblée du Conseil des Juifs d'Allemagne et de l'institut Léo Baeck à Jérusalem, dont le Dr Curt C. Silberman a rendu compte à l'époque, Martin Buber a envoyé la déclaration suivante aux participants.

Mon état de santé ne me permettant pas, à mon grand regret, de participer à votre réunion et de vous dire de vive voix ce que cette journée représente pour moi, je me permets de le faire de cette manière indirecte.

Cette manière est indirecte non seulement parce que ce ne sont pas mes propres lèvres qui sont censées vous adresser mes paroles, mais aussi plus particulièrement parce que l'essentiel de ce qu'il faut dire ne correspond plus à mon sentiment d'aujourd'hui. J'ai écrit cela il y a longtemps, au moment où le monstrueux dont l'idée plane sur cette réunion aujourd'hui a commencé à émerger au grand jour. À cette époque-là, en avril 1933, j'ai écrit pour la *Jüdische Rundschau* que publiait Robert Weltsch le premier d'une série d'essais, que j'avais intitulé « Le premier ». J'y disais :

« Ça n'est pas tant ce qui nous arrive, même s'il nous saisit jusqu'à la moelle, qui est décisif ; ce qui importe, c'est la manière dont cet événement nous affecte ; c'est précisément parce que cela nous saisit jusqu'à la moelle qu'il nous transforme en profondeur. Il s'agit de montrer comment l'événement nous marque au cœur de notre être ; pour la communauté comme pour l'individu, il se présente d'abord dans la détresse la plus cruelle. Ce ne sont pas les actes des jours paisibles mais notre nature, telle que nous la révèlent ces expériences limites, qui nous confronte à cette épreuve de vérité. Notre être authentique apparaît lorsqu'il y va pour nous de notre être ; jusqu'à présent nous ne le connaissions pas.

Maintenant, nous allons commencer à le connaître, notre être va devenir conscient. »

Ce que j'écrivais alors ne vaut pas seulement, me semble-t-il, pour ce stade initial de la crise mais aussi pour son issue finale, pour la catastrophe qui a commencé à s'annoncer cinq ans et demi après et qui demeurera dans l'histoire mondiale le plus grand crime qui ait jamais été commis par un État. Lorsque nous pensons aujourd'hui à cette époque du judaïsme allemand, il nous faut avouer que notre nature s'est maintenue dans tout ce qu'elle a d'essentiel. Nous en témoignons tout particulièrement pour la direction du judaïsme allemand de l'époque qui a été critiquée ces jours-ci d'une manière injuste et sur un ton qui manquait de mesure. En ce moment de réflexion commune, il nous appartient de fournir ce témoignage.

JOSEPH MAIER ¹⁷⁰⁷ : « QU'EST-CE QU'HANNAH ARENDT A VRAIMENT DIT ? »

Quand on est en présence d'une affaire orchestrée par des intérêts, on s'en aperçoit tout de suite. Il n'est pas difficile de reconnaître une réaction sur commande et la formation d'une opinion manipulée. Cependant, beaucoup de gens qui ont pris pour la première fois connaissance du livre d'Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, alors que sévissait une campagne de dénaturation passionnée et persistante, n'en seront pas pour autant influencés.

Il est donc important qu'une opinion, libre de toute influence et de tout groupe d'intérêt, puisse s'exprimer dans ce contexte et c'est là un réquisit qui vaut en fait tout spécialement pour la presse juive où le droit à l'indépendance et simultanément au non-conformisme est encore plus important et rare qu'autrefois.

Qu'est-ce qu'Hannah Arendt a vraiment dit ? La thèse maîtresse de son livre peut se résumer en quelques phrases. L'anéantissement de six millions de Juifs représente un événement qui, parmi tous les événements stupéfiants et

effrayants de notre pauvre siècle, est si unique qu'on ne peut avoir prise sur lui à l'aide des catégories habituelles. Qui était Adolf Eichmann, le spécialiste des convois de la mort, dont le métier était précisément d'approvisionner les usines d'extermination en matière première humaine ? La réponse qui s'impose spontanément est très simple : il était le mal incarné, un monstre dont la monstruosité correspondait à la monstruosité de son crime. Mais cette réponse n'est pas satisfaisante. Eichmann ne portait pas la marque du démon. Il était l'un des nombreux instruments ordinaires et pitoyables du monstrueux projet meurtrier, un de ces nombreux bureaucrates zélés, obsédés par leur carrière, qui se préoccupaient de mener à bien la mission du Führer, non par conviction personnelle et haine passionnée, mais par arrivisme bureaucratique et pure servilité.

Ce n'est pas la radicalité, mais la banalité du mal qui se manifeste en Eichmann. Ce qui est effrayant, c'est précisément cette situation : six millions des nôtres pouvaient être anéantis de façon monstrueuse et systématique par des fonctionnaires arrivistes et zélés comme Eichmann, c'est-à-dire des individus qui ne se distinguaient pas par leurs caractéristiques positives ou négatives, et qui étaient incapables de s'exprimer autrement que dans la langue du système. Celui qui s'est engagé par écrit à approuver la croyance que les Juifs ne sont pas des hommes mais de la vermine reconnaît sans difficulté que son devoir, son « impératif catégorique », consiste à les exterminer. Ceux qui partageaient cette croyance étaient légion. L'essence du mal est incroyablement ordinaire, tout aussi ordinaire que le phénomène Adolf Eichmann.

Il s'agit effectivement là d'une thèse provocante. On peut discuter de sa véracité et de sa fécondité. Pour ma part, elle me paraît exacte. Elle est d'autant plus évidente qu'elle confirme ma propre expérience avec un autre bureaucrate ordinaire que j'ai eu l'occasion de rencontrer à Nuremberg : Rudolf Hôss, commandant d'Auschwitz. Mais le livre d'Hannah Arendt est

avant tout un compte rendu du procès et des interrogatoires de police qu'a subis Eichmann. Il ne prend en considération que ce qui s'est passé au cours du procès. Ce n'est pas un livre sur les Juifs ou sur l'histoire juive, mais un livre centré sur Adolf Eichmann. Peut-être était-il prévisible que sa thèse sur la banalité du mal soit mal comprise et mésinterprétée par beaucoup de gens. Mais, affirmer qu'il s'agit là d'une défense d'Eichmann, d'une condamnation globale du procès, d'une accusation consciente, impitoyable, dénuée de tact et sans âme contre les victimes et Dieu sait quoi encore, c'est manifestement une calomnie malveillante. Ce n'est pas un hasard si de telles affirmations ont été jusqu'à présent le fait des membres de l'establishment juif dont on ne peut s'empêcher d'avoir l'impression que, pour la plupart, ils n'ont lu ni le livre ni la série d'articles parus dans le *New Yorker* et qu'en tout cas ils n'en ont guère retenu que des bribes.

Un lecteur non prévenu parviendrait à des conclusions diamétralement opposées. Ben Gourion et Hausner avaient essentiellement l'intention de mener ce procès de manière politique et non juridique, mais il s'est révélé, dit Hannah Arendt, que Landau en a fait un procès d'action juridique. Elle ne laisse subsister aucun doute quant au fait qu'à Jérusalem il se soit agi de justice. Nulle part elle n'accuse les victimes ; au contraire, c'est ce qu'elle reproche à Hausner d'avoir fait, à travers les questions « stupides et cruelles » qu'il posait aux témoins pour des raisons politiques.

Pourquoi l'establishment est-il si en colère ? Qu'est-ce qu'il ne pardonne pas à Hannah Arendt ? Son indépendance totale, sa façon de voir les choses d'une manière et dans une langue affranchie de tout subterfuge en contrarient assurément plus d'un. Aucun establishment ne supporte l'indépendance et la critique, et l'establishment juif manifestement moins que tout autre. Le fait qu'Hannah Arendt ait osé mentionner quelque chose dans son *Rapport* sur le comportement de personnes et de peuples qu'on aurait préféré refouler, oublier, ou qu'on

aurait pu modifier au nom de l'establishment et avec son approbation, pèse de façon très lourde. Le point de vue d'Hannah Arendt selon lequel il faudrait imputer au peuple juif – qui aurait été l'instrument du mal en partie actif et en partie passif – la plus grande responsabilité de ce qui s'est passé n'a pas soulevé de protestation, pas plus que son opinion selon laquelle les peuples occidentaux qui se sont limités à un rôle d'observateur n'étaient pas exempts d'une certaine responsabilité.

Mais la question de l'attitude des victimes du monstrueux programme d'extermination est une tout autre question. Cette simple question provoque la fureur de l'establishment. Hannah Arendt rapporte qu'il s'est trouvé parmi les victimes – chez les Conseils juifs à une époque bien précise, celle de la Solution finale – des hommes qui, pour des motifs personnels, parfois bons, parfois mauvais, ont coopéré avec les meurtriers, qui leur ont servi d'hommes de main et ont ainsi contribué à leur œuvre d'extermination. C'est précisément ce que l'establishment ne veut pas admettre. Il s'entête dans une autre version ; toutes les victimes, y compris les Conseils juifs, étaient sous le signe du *Kiddusch haschem** (Sanctification du Nom). On ressent comme *Chillul haschem* (Profanation du Nom) et blâme ce qui n'était en réalité qu'un « Rapport ».

Semblables choses se produisent lorsqu'on a affaire à des hommes qui s'adressent les reproches à eux-mêmes et qui ne s'aperçoivent pas combien leur question « Qu'aurais-tu fait si tu étais devenu un membre des Conseils juifs ? » les fait pénétrer dans l'ancre du diable. La vive réaction au livre d'Hannah Arendt jette une lumière caractéristique sur un triste phénomène : il semble y avoir parmi les Juifs, comme en Allemagne, beaucoup de gens qui, bien que n'ayant jamais commis d'injustices, se sentent chargés de péchés, alors que ceux qui devraient s'adresser des reproches ont la meilleure conscience du monde.

Chez nous aussi une partie du passé est encore
« insurmontée » et doit être surmontée.

LE "CAS EICHMANN" ET LES ALLEMANDS ENTRETIEN AVEC THILO KOCH

Entretien télévisé avec Thilo Koch, enregistré le 24 janvier 1964 à New York pour la série « Panorama ». Le texte a été publié pour la première fois dans le recueil Gespräch mit Hannah Arendt, édité par Adelbert Reif Piper and Co, 1976.*

KOCH – Quelles sont les thèses que contient votre livre si controversé sur Eichmann ?

ARENDT – Ce livre ne contient à vrai dire aucune thèse. C'est un compte rendu qui se borne à exposer tous les faits dont il a été question au cours du procès de Jérusalem. Au cours des débats, aussi bien le procureur que la défense ont exposé certaines thèses dont j'ai également rendu compte et dont on a ensuite affirmé que je les avais faites miennes – ainsi par exemple de la thèse selon laquelle Eichmann n'aurait été qu'un « rouage », ou de celle selon laquelle les Juifs auraient pu opposer une résistance. Je me suis insurgée de façon explicite contre ce dernier point et, en ce qui concerne la théorie du rouage, je n'ai fait que rapporter le fait qu'Eichmann ne partageait pas l'opinion de son défenseur. Malheureusement, la controverse suscitée par ce livre tourne en grande partie autour de faits et non pas autour de thèses et d'opinions – autour de faits que l'on a travestis en théories afin de leur ôter leur caractère de faits. La personne de l'accusé occupe le centre du livre, et celui du procès.

Le débat sur la culpabilité d'Eichmann a permis de mettre au jour l'effondrement moral qui a affecté dans sa totalité le cœur de l'Europe, dans toute son effroyable réalité factuelle. On peut échapper à cette réalité de plusieurs manières très différentes : soit en la niant, soit, de manière réactive, en faisant les aveux de culpabilité pathétiques qui

Politique et pensée, Payot, 1996. Traduit par Sylvie Courtine-Denamy

1. *Cet entretien a trait au livre d'Hannah Arendt, Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal, dont l'édition allemande fut publiée en 1964 chez l'éditeur R. Piper and Co, Munich.*

n'engagent à rien et où tout ce qui est spécifique est détruit ; on peut y échapper également en invoquant une responsabilité collective du peuple allemand, ou bien encore en affirmant que ce qui s'est passé à Auschwitz ne serait que la conséquence de la haine immémoriale du Juif – le plus grand pogrom de tous les temps.

KOCH – Ce que l'on a appelé « l'indépassable passé des Juif » ne constitue donc qu'une petite part de vos pensées dans le cadre du procès de Jérusalem.

ARENDT – Puisque vous m'interrogez sur mes pensées, je me contenterais de vous répondre que « l'indépassable passé des Juifs » n'y a joué d'emblée aucun rôle. Il s'est imposé au cours du procès et j'en ai rendu compte. Les actes d'Eichmann se sont déroulés dans un contexte et non pas dans le vide : les responsables des Conseils juifs en faisaient partie de ce contexte et lui-même a évoqué en détail sa « collaboration » avec eux au cours de son interrogatoire de police à Jérusalem, et il en avait parlé auparavant au cours de l'interview qu'il avait accordée au journaliste hollandais nazi, Sassen, en Argentine.

De ce que j'en suis venue à parler de ces faits, on a conclu que j'avais prétendu fournir en quelque sorte un exposé de l'extermination du judaïsme européen, au sein duquel une place quelque peu à part doit être attribuée à l'activité des Conseils juifs. Mais je n'ai jamais voulu cela. Mon livre est le compte rendu du procès et non l'exposé de cette histoire. Celui qui écrira l'histoire de cette époque ne choisira précisément pas pour point de départ le procès Eichmann. Mais, pour en revenir à notre propos, à savoir la part de « l'indépassable passé des Juifs », je dois dire qu'en ce qui me concerne personnellement,

c'est seulement la fantastique propagande des organisations juives dirigée contre moi – et dont l'effet a retenti bien au-delà des frontières du secteur juif à proprement parler – qui m'a fait mesurer le grave problème que représente manifestement ce passé indépassable, non point tant dans la conscience du peuple que dans la conscience de cette couche de responsables juifs et de ceux que l'on a baptisés à bon droit l'« establishment juif ».

KOCH – Comment a-t-on pu arriver à cette méprise en vertu de laquelle votre livre, votre compte rendu du procès Eichmann, serait une façon indirecte d'innocenter ou de minimiser les crimes nazis ?

ARENDT – Ici, me semble-t-il, il faut distinguer deux choses différentes : tout d'abord, une déformation malveillante et, deuxièmement, une méprise authentique. Quiconque a lu mon livre ne peut pas affirmer que j'ai « innocenté » les crimes de l'époque nazie. Il en a été de même avec le livre de Hochhuth : étant donné que Hochhuth a critiqué la position de Pacelli à l'époque de la Solution finale, on a affirmé qu'il avait de ce fait innocenté Hitler et les SS et présenté Pie XII comme le vrai coupable. C'est sur la base de cette absurdité, que personne n'a soutenue d'ailleurs et qui est facile à invalider, qu'on cherche à engager la discussion. Il en va de même, au moins en partie, de la controverse autour du livre sur Eichmann. On affirme que j'aurais « innocenté » Eichmann et l'on démontre ensuite la culpabilité d'Eichmann – la plupart du temps à partir de citations tirées de mon livre ! La manipulation de l'opinion dans le monde moderne s'effectue, comme chacun sait, au moyen des méthodes de *Y image making* ¹⁷⁰⁸ : c'est-à-dire que l'on pose dans le monde certaines images qui non seulement n'ont rien à voir avec la réalité, mais qui, le plus souvent, ne servent qu'à dissimuler certaines réalités désagréables. C'est ce qui s'est produit dans le cas du livre sur Eichmann, et ce, avec un succès considérable. Une grande partie de la discussion que vous connaissez déjà, ici en Amérique, comme en Europe, ne mérite

donc même pas de réplique car elle a trait à un livre que personne n'a écrit.

Passons maintenant à la méprise authentique. Le sous-titre *Rapport sur la banalité du mal* a fait l'objet de méprises réitérées. Rien n'est plus éloigné de mon propos que de minimiser le plus grand malheur de notre siècle. Ce qui est banal n'est par conséquent, ni une bagatelle, ni quelque chose qui se produit fréquemment. Je peux trouver une pensée ou un sentiment « banal », même si personne n'en a jamais exprimé de semblable auparavant, et même si les conséquences conduisent à une catastrophe. C'est ainsi par exemple que Tocqueville a réagi au milieu du siècle dernier aux théories raciales de Gobineau qui, à l'époque, passaient encore pour tout à fait originales mais, simultanément, pour aussi « néfastes » que superficielles. La catastrophe fut lourde de conséquences. Mais était-elle pour autant *lourde de signification* ? On a essayé à plusieurs reprises, comme vous le savez, de suivre à la trace le national-socialisme en plongeant dans les profondeurs du passé spirituel de l'Allemagne, voire même de l'Europe en général. Je tiens cette tentative pour fausse et également néfaste, parce qu'elle écarte de la discussion la spécificité absolument évidente du phénomène, à savoir son incommensurabilité et son extension. Que quelque chose puisse sortir pour ainsi dire du ruisseau, sans courant profond, et gagner de la puissance sur presque tous les hommes, c'est précisément cela qui est effrayant dans le phénomène.

KOCH – C'est donc la raison pour laquelle vous estimez si important d'ôter à Eichmann et au cas Eichmann son caractère démoniaque ?

ARENDT – Je n'ai pas l'impression d'avoir ôté à Eichmann son caractère démoniaque : bien plutôt est-ce lui qui s'en est chargé et, à vrai dire, avec un tel acharnement, qu'on en arrivait à la limite du plus pur comique. J'ai simplement voulu indiquer par là ce qu'il en est du « démoniaque » lorsqu'on le considère de près.

J'ai moi-même beaucoup appris à ce sujet et je crois en tout cas qu'il est extrêmement important que d'autres en prennent également connaissance. C'est justement ce caractère soi-disant démoniaque du Mal, lequel peut encore pour cette raison se réclamer de la légende de Lucifer, l'ange déchu, qui exerce une force d'attraction si extraordinaire sur les hommes. Permettez-moi ici de vous rappeler les vers de Stefan George dans le poème « Le Coupable » : « Celui qui n'a jamais considéré sur son frère la place du coup de poignard / Combien pauvre est sa vie et faible son penser. »

C'est précisément parce que les criminels n'ont pas été mus par les mobiles mauvais et meurtriers que nous connaissons – ils ont tué non pas pour tuer, mais parce que cela faisait partie du métier – qu'il nous a été si facile de comprendre, d'invoquer les démons à propos de ce malheur et d'y découvrir une signification historique. Et, j'avoue qu'il, est plus facile d'être victime d'un diable à forme humaine ou, au sens du procureur au cours du procès Eichmann, d'une loi qui existe historiquement depuis Pharaon et Aman, que d'être la victime d'un principe métaphysique, voire d'un quelconque clown qui n'est ni un fou ni un homme particulièrement mauvais. Ce qu'aucun de nous n'arrive à surmonter dans le passé, ce n'est pas tant le nombre des victimes que précisément aussi la mesquinerie de cet assassinat collectif sans conscience de culpabilité et la médiocrité dépourvue de pensée de son prétendu idéal. « On a fait mauvais usage de notre idéalisme » – n'est – il pas rare d'entendre de nos jours de la part d'anciens nazis qui s'en étaient forgé un meilleur. Sans doute, mais quelle piètre valeur cet idéalisme n'a-t-il pas toujours eue !

KOCH – Quelle contribution, votre livre, qui paraît actuellement en Allemagne, pourrait-il apporter pour surmonter le passé des années 1933 à 1945 pour nous autres Allemands en 1964 ?

ARENDT – Là, vous m'en demandez trop. Toutefois peut-être dois-je mentionner quelque chose qui me tourmente depuis

longtemps, pratiquement depuis 1949, date à laquelle je suis revenue en Allemagne pour la première fois. D'après mon expérience, tous les Allemands qui n'ont jamais commis la moindre injustice de leur vie proclament avec beaucoup d'insistance qu'ils se sentent coupables, alors qu'il suffit de rencontrer un ancien nazi pour être confronté avec la meilleure conscience du monde qui soit et ce, même s'il n'est pas présentement en train de mentir et que sa bonne conscience ne lui sert pas de camouflage ! Dans les premières années de l'après-guerre, je m'expliquais encore ces aveux de culpabilité au sens du mot grandiose de Jaspers, prononcé juste après l'effondrement de l'Allemagne : « Vivre, telle est notre faute. » Mais entre-temps, compte tenu surtout de l'insouciance étonnante avec laquelle on s'était manifestement résigné à savoir, jusqu'à la capture d'Eichmann, que les « assassins vivent parmi nous » Sans pour autant leur intenter de procès et en leur permettant même, comme ce fut le cas à plusieurs reprises, de poursuivre tranquillement leur carrière – à coup sûr sans meurtre ni assassinat, cela va sans dire – comme si rien ou presque rien ne s'était passé ; donc, compte tenu du fait que tout cela a été mis au jour dans les dernières années, j'en suis venue à douter des déclarations de culpabilité des non-coupables. Ces déclarations ont précisément servi à plusieurs reprises à couvrir les coupables : là où tout le monde crie « nous sommes coupables », on ne peut effectivement plus découvrir le crime perpétré. Savoir si quelqu'un a participé au massacre de centaines de milliers d'individus ou bien s'il s'est borné à se taire en continuant à vivre caché devient une question de nuance sans importance. À mon avis, c'est intolérable. Et je considère comme tout aussi intolérable le récent bavardage sur l'« Eichmann au fond de nous », comme si chacun, ne serait-ce que parce qu'il est homme, recelait inéluctablement un « Eichmann » en lui. Sont également intolérables les récentes objections contre les procès des criminels nazis – préparées à l'occasion du procès Eichmann – en sorte qu'on n'aboutirait qu'à trouver des boucs émissaires au prix desquels le peuple

allemand se sentirait à nouveau collectivement innocent. Le peuple allemand doit assumer d'emblée de façon politique la responsabilité des crimes perpétrés en son nom et par les membres de la nation : ce dont doute encore à l'heure actuelle une infime minorité de gens. Mais cela n'a rien à voir avec les sentiments personnels de l'individu. Il me semble, politiquement parlant, que le peuple allemand ne sera autorisé à déclarer que cet effroyable passé est surmonté que lorsqu'il aura jugé les meurtriers qui vivent encore parmi lui sans être importunés, et lorsqu'il aura écarté toutes les charges réelles qui pèsent contre lui de façon publique et non à partir d'affaires relevant du domaine privé. Si tel n'était pas le cas, ce passé demeurerait, en dépit de tout bavardage, indépassé, à moins bien sûr que l'on n'attende que nous soyons tous morts.

BIBLIOGRAPHIES

NdE. Nous avons respecté le choix d'Hannah Nrendt de présenter sa bibliographie selon F architecture des Origines du totalitarisme. Nous avons ensuite suivi ce principe en rassemblant les références des ouvrages qu'elle a utilisés pour écrire chacun des articles que l'on trouve dans la section « Textes complémentaires » et « Correspondances et dossier critique ». Vient ensuite la bibliographie établie par Hannah Nrendt pour Eichmann à Jérusalem, suivie de celle concernant le « dossier critique ». Nous avons également repris les articles cités et l'intégralité des titres, parfois tronqués dans la bibliographie américaine, les lieux et date d'édition avec, entre crochets, les traductions en français ou les rééditions récentes en langue originale.

BIBLIOGRAPHIE DES ORIGINES DU TOTALITARISME ÉTABLIE PAR HANNAH ARENDT

L'ANTISÉMITISME

Alhaiza, Adolphe

Vérité sociologique, gouvernementale et religieuse. Succinct résumé du sociétarisme de Fourier comparé au socialisme de Marx et de la doctrine dualiste, H. Daragon, 1919.

Anchel, Robert

- *Napoléon et les Juifs*, PUF, 1928.
- « Un baron juif français au XVIII^e siècle, Liefman Calmer », *Souvenir et Science*, 1930, vol. I, p. 52-55.

[Anonyme]

Kleines Jahrbuch des Nützlichen und Angenehmen für Israeliten, 1847.

Archambault, G. H.

Article du *New York Times*, 18 août 1945 [au sujet de l'affaire Dreyfus].

Arendt, Hannah

- « Why the Crémieux Decree Was Abrogated », *Contemporary Jewish Record*, avril 1943.
- « The Jew as Pariah. A Hidden Tradition », *Jewish Social Studies*, 1944, vol. 6, n° 2 [*La Tradition cachée, le Juif comme paria*, Bourgois, 1987, rééd. Presse Pocket, 1993].
- « Organized Guilt », *Jewish Frontier*, janvier 1945.

Arland, Marcel

« L. F. Céline : Bagatelles pour un massacre », *Nouvelle Revue française*, 1^{er} février 1938, n° 293.

Aron, Robert

Histoire de Vichy. 1940-1944, Fayard, 1954.

Bainville, Jacques

La III^e République, 1870-1935, Fayard, 1936.

Baron, Salo W.

- *Die Judenfrage auf dem Wiener Kongress*, Vienne, 1920.
- *A Social and Religious History of the Jews*, New York, Columbia University Press, 1937, 3 vol.
- « The Jewish Question dans the 19th Century », *Journal of Modern History*, 1938, vol. X.
- *Modern Nationalism and Religion*, New York, Harper, 1947 [rééd. 1971].

Barrés, Maurice

- *Les Déracinés*, E. Fasquelle, 1897 [rééd. *Romans et voyages*, R. Laffont, coll. « Bouquins », 1994].

- *Scènes et doctrines du nationalisme*, F. Juven, 1902 [édition définitive Plon-Nourrit et Cie, 1925 ; rééd. Editions du Trident, 1987].

Basnage, Jacques Chrétien

L'Histoire des Juifs depuis Jésus-Christ jusqu'à présent pour servir de continuation à l'histoire de Joseph, La Haye, 1716, 15 vol.

Batault, Georges

Le Problème juif. La renaissance de l'antisémitisme, Plon, 1921.

Bauer, Bruno

Die Judenfrage, Brunswick, F. Otto, 1843 [Karl Marx, *La Question juive*, suivi de B. Bauer, *La Question juive*, UGE, 1968].

Beaurepaire, Quesnay de

Le Panama et la République, Juven, 1899.

Bédarride, Israël

Les Juifs en France, en Italie et en Espagne, recherches sur leur état depuis leur dispersion jusqu'à nos jours, sous le rapport de la législation, de la littérature et du commerce, Michel Lévy frères, 1859 ; éd. revue et corrigée, 1861.

Benjamin, René

Clemenceau dans la retraite, Plon, 1930.

Bernanos, Georges

- *La Grande Peur des bien-pensants*, Grasset, 1931.
- *Les Grands Cimetières sous la lune*, Plon, 1938.

Ouvrages repris dans *Essais et Écrits de combat*, Gallimard, La Pléiade, 1971,1.

Berndorff, Hans Rudolf

Diplomatische Unterwelt, Stuttgart, Dieck v., 1930 [*Les Dessous de la diplomatie*, Montaigne, 1932].

Bertholet, Alfred

- *Die Stellung der Israeliten und der Juden zu den Fremden*, Fribourg-en-Brisgau, J. C. B. Mohr, 1896.
- *Kulturgeschichte Israels*, Gottingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1919 [*Histoire de la civilisation d'Israël*, Payot, 1929 ; rééd. 1953].

Bismarck, Otto von

Gedanken und Erinnerungen, 1909-1921 [*Pensées et Souvenirs*, 1921 ; rééd. Calmann – Lévy, 1984].

Bloom, Herbert Ivan

The Economic Activities of the Jews of Amsterdam in the 11th and 18th Centuries, Williamsport, The Bayard Press, 1937 [rééd. New York-Londres, Kennikat P.].

Bloy, Léon

Le Salut par les Juifs, A. Demay, 1892 [repris dans *Œuvres*, Mercure de France, 1964-1970, vol. IX ; rééd. UGE, coll. « Fin de siècle », 1983].

Boehlich, Walter

Der Berliner Antisemitismusstreit, Francfort-sur-le-Main, Insel-Verlag, 1965 [rééd. 1988].

Boehmer, Heinrich

Les Jésuites, trad., introduction et notes par Gabriel Monod, A. Colin, 1910.

Boh, Felix

Der Konservatismus und die Judenfrage, Dresde, 1892.

Bondy-Dworsky

Geschichte des Juden in Boehmen, Maehren und Schlesien, Prague, 1906.

Bord, Gustave

La Franc-Maçonnerie en France des origines à 1815, Nouvelle Librairie nationale, 1908 [rééd. Genève, Slatkine, 1985].

Borne, Ludwig

- *Vber die Judenverfolgung*, 1819.
- *Für die Juden*, 1819 [rééd. Francfort-sur-le-Main, Archiv Bibliographica Judaïca, 1986].
- *Briefe aus Paris, 1830-1833*, dans *Gesammelte Schriften*, Z. Auflage, Hambourg, Hoffmann und Campe, 1835-1840 [rééd. Stuttgart, Reclam, 1997 ; *Lettres écrites ae Paris pendant les années 1830 et 1831*, Paulin, 1832].

Botzenhart, Erich

« Der politische Aufstieg des Judentums on der Emanzipation bis zur Revolution 1848 », *Forschungen zur Judenfrage*, 1938, vol. 3.

Bourget, J. M.

« La Légende du maréchal Pétain », *Revue de Paris*, 1^{er} janvier 1931.

Bourgin, Georges

« Le Problème de la fonction économique des Juifs », *Souvenir et Science*, vol. 3, n^{os} 2 (février 1932), 3 (mars 1932) et 4 (avril 1932).

Brentano, Clemens

DerPhilistervor, in undnach der Geschichte : scherzhafte Abhandlung, Berlin, Faks.-Dr., 1811 [rééd. Zurich, Manesse-Verl., 1988].

Brogan, Denis William

- *The Development of Modern France 1870-1939*, Londres, H. Hamilton, 1940 [New York, Harper and Row, 1967, éd. rév., 2 vol.].
- *The French Nation : From Napoleon to Pétain, 1814-1940*, New York, Harper, 1958 [Londres, Cassell, 1988].

Bronner, Fritz

« Georg, Ritter von Schoenerer », *Volk im Vierden*, 1939, vol. 7, n° 3.

Brueerette, Joseph

Le Comte de Montlosier et son temps (1775-1838), Aurillac, éditions U.S.H.A., 1931.

Buch, Willi

FiinfzigJahre antisemitische Bewegung : Beitrage zu Hirer Geschichte, Munich, Volksverl.,

Buchholz, Paul Friedrich

IJntersuchungen über den Geburtsadel, Berlin, 1807.

Biilow, Bernhard von

Denkwürdigkeiten, Berlin, Ullstein, 1930-1931 [*Mémoires du chancelier prince de Biilow*, Pion, 1930-1931, 4 vol.].

Biilow, Heinrich August von

Geschichte des Mels : Ursprung und Entwitcklung, Berlin, 1903.

Busch, Moritz

- « Israel und die Gojim », *Die Grenzboten*, 1879-1881.
- *Bismarck : Some Secret Pages of his History*, Londres, New York, Macmillan, 1898.

Byrnes, Robert Francis

Antisemitism in Modern France', I : The Prologue to the Dreyfus Affair, New Brunswick, Rutgers University, 1950.

Capefigue, Jean

Histoire des grandes opérations financières, banques, bourses, emprunts, compagnies industrielles, etc., Amyot, 1855-1860, 4 vol.; vol. III : *Emprunts, bourses, crédit public, grands capitalistes de P Europe*, 1814-1852, 1858.

Capéran, Louis

EAnticléricalisme et P affaire Dreyfus, 1891-1899, Toulouse, Imp. régionale, 1948 ; avant-propos de S. E. le cardinal Saliège.

Caro, Georg

Sozial – una Wirtschaftsgeschichte der Juden im Mittelalter und der Neuzeit, Leipzig, G. Fock, 1908-1920.

Caro, Joseph

« Benjamin Disraeli, Juden und Judentum », *Monatsschrift fur Geschichte und W'issenschaft des Judentums*, 1932.

« Il Caso di Alfredo Dreyfus », *Civiltà Cattolica*, 5 février 1898.

Cassel, Selig

« Geschichte der Juden », *Ersch und Gruber, Allgemeine Enzyklopadie der Wissenschaften und Künste*, 1850, section 2, vol. 27.

Céline, Louis-Ferdinand

- *Bagatelles pour un massacre*, Denoël, 1937.
- *EEcole des cadavres*, Denoël, 1938 [rééd. 1942].

Chamberlain, Houston Stewart

Die Grundlagen des neunzehntes Jahrhunderts, Munich, Bruckmann, 1900, 2 vol. [*Ea Genèse du XIX^e siècle*, Payot, 1913].

Chapman, Guy

The Dreyfus Case. A Reassessment, Londres, R. Hert-Davis, 1955 [rééd. Wesport, Greenwood Press, 1979].

Charensol, Georges

L'Affaire Dreyfus et la III^e République, Editions Kra, 1930.

Chesterton, Gilbert Keith

The Return of Don Quixote, Londres, Chatto and Windus, 1927 [*Le Retour de Don Quichotte*, Bloud et Gay, 1928].

Chevrillon, André

« Huit jours à Rennes », *La Grande Revue*, février 1900.

Clarke, Edward George

Benjamin Disraeli. The Romance of a Great Career, Londres, J. Murray, 1926.

Clemenceau, Georges

- *L'Iniquité*, P.-V. Stock, 1899 [rééd., Mémoire du Livre, 2001].
- *Vers la Réparation*, P.-V. Stock, 1899.
- *Contre la Justice*, P.-V. Stock, 1900.
- *Discours au Sénat*, 11 décembre 1906 [*Journal officiel*, 11 décembre 1906, p. 1110].

Corti, Egon Caesar, comte

The Rise of the House of Rothschild, New York, Cosmopolitan Book Corporation, 1928 [rééd. New York, Gordon Press, 1974 ; *La Maison Rothschild. I. L'Essor (1770-1830)-, IL L'Apogée : 1830-1871 et les temps nouveaux*, Payot, 1929 et 1930].

Dairnwaell, Georges-Mathieu

- *Histoire édifiante et curieuse de Rothschild 1^{er}, roi des Juifs, suivie du récit de la catastrophe du 8 juillet par un témoin oculaire* [Paris, rue Colbert], 1846.
- *Guerre aux fripons, chronique secrète de la Bourse et des chemins de fer par l'auteur de « Rothschild 1^{er}, roi des Juifs »*, 1846, 3^e éd.

Daudet, Léon

- *Souvenirs des milieux littéraires, politiques, artistiques et médicaux...*, Nouvelle Librairie nationale, 1914-1930, 9 vol.
- *Panorama de la III^e République (1870-1936)*, Gallimard, 1936.

Davidsohn, Ludwig

Beiträge zur Sozial – und Wirtschaftsgeschichte der Berliner Juden vor der Emanzipation [Berlin, Hause, 1913], 1920.

Delitzsch, Franz Julius

Sind die Juden wirklich das auserwählte Volk?, Leipzig, Centralbureau der Instituta judaica (W. Faber), 1889.

Delitzsch, Friedrich

Die grosse Tauschung, Lorch, K. Rohm, 1920-1921.

Demachy, Edouard

Les Rothschild, une famille de financiers juifs au XIX^e siècle, chez l'auteur, 1896, 2 vol.

Desachy, Paul

Répertoire de l'affaire Dreyfus, dates et documents (1894-1898), s.d. [1905].

- *Bibliographie de l'affaire Dreyfus*, E. Cornély, 1905.

Diderot, Denis

Article « Juif », *Encyclopédie*, 1765, vol. IX.

Diest-Daber, Otto von

Bismarck und Bleichroder : deutsche rechtbewußtsein und die Gleichheit vor dem Gesetze. Lebenserfahrungen aus Acten, Tagebücher und Briefen, Munich, Verl. d. Dt. Volkbl., 1897.

Dilthey, Wilhelm

Das Leben Schleiermachers, [Berlin, G. Reimer], 1870.

Dimier, Louis

Vingt ans d'Action française, Nouvelle Librairie nationale, 1926.

Disraeli, Benjamin

- *Alroy or The Prince of the Captivity*, 1833 [rééd. New York, AMS Press, 1976].
- *Comingsby or The New Generation*, New York, W. H. Colyer, 1844 ; rééd. New York, Oxford Press, 1982.

- *Tancred or The New Crusade*, Philadelphie, Carey & Hart, 1847 [Londres, Longmans-Green, 1970].
- *Lord George Bentinck. A Political Biography*, Londres, Colburn & Co., 1852 ; rééd. New Brunswick, Transaction Publishers, 1997.
- *Lothair*, Londres, Longmans-Green & Co., 1870 ; rééd. New York, AMS Press, 1976.
- *Endymion*, Londres, Longmans-Green & Co., 1881 ; rééd. New York, AMS Press, 1976.

[Dohm, Christian Wilhelm von]

Über die bürgerliche Verbesserung der Juden, Berlin-Stettin, F. Nicolai, 1781-1783 [*De la Réforme politique des Juifs*, préface et notes de Dominique Bourel, Stock, 1984].

- *Denkwürdigkeiten meiner Zeit*, Lemgo-Hanovre, Meyer & Elwing, 1814-1819.

Doubnov, Simon Markovitch

- *Véeltgeschichte des jüdischen Volkes : von seinen Uranfängen bis zur Gegenwart*, trad, du russe, Berlin, Jüdische Verlag, 1925-1929, 10 vol. [trad, partielle : *Histoire moderne du peuple Juif* Payot, 1933, 2 vol.; rééd. Le Cerf-Les Amis de S. Doubnov, 1994].
- *History of the Jews in Russia and Poland : from the Earliest Times until the Present Day*, Philadelphie, Jewish Publication Society of America, 1916-1920, 3 vol., 1918.

Drumont, Edouard

- *La France juive*, Marpon et Flammarion, 1886.
- *La Fin d'un monde, étude psychologique et sociale*, A. Savine, 1889.

- *La Dernière Bataille*, Dentu, 1890.
- *Le Testament d'un antisémite*, Flammarion, 1891.
- *De Tor, de la boue, du sang Du Panama à T anarchie*, Flammarion, 1896.
- *Les Tréteaux du succès*, Flammarion, 1900, 2 vol., I : *Figures de bronze ou statues de neige* ; II : *Les héros et les pitres*.

Dühring, Eugen Karl

Die Juaenfrage als Frage der Racenschadlichkeit fur Existenz, Bitte und Rultur der Vbiker, mit einer weltgeschichtlichen Antwort, 3. Auflage, Karlsruhe-Leipzig, 1886 [rééd. Leipzig, O. R. Reisland, 1930].

Dutrait-Crozon, Henri (pseudonyme)

Précis de l'affaire Dreyfus, Nouvelle librairie nationale, 1909 [2^e éd. 1924 ; Librairie de l'Action française, 1938 ; rééd. Editions du Trident, 1987].

Ehrenberg, Richard

Grosse Nermogen, dire Entstehung undihre Bedeutung. Die Fugger, Rotschild, Krupp..., Iéna, G. Fischer, 1902.

Eisenmenger, Johann Andreas

Entdecktes Judentum, oder gründlicher und vsahrhaffeter Bericht welchergestallt die ver – stocken Juden die Hochheilige Drey-Einigkeit... (1700), 1703 [rééd. Königsberg, 1711, Dresde, O. Brandner, 1893].

Elbogen, Ismar

- *Geschichte der Juden in Deutschland*, Berlin, Jüdische Buch-Vereinigung, 1935 [rééd. Francfort-sur-le-Main, Europäische Verlaganstalt, 1993].
- « Die Messianische Idee dans der alten jüdischen Geschichte », *Judaica* 1912, *Festschrift Hermann Cohen*.

Emden, Paul Herman

« The Story of the Vienna Creditanstalt », *Menorah Journal*, 1940, vol. 28, n° 1.

Ewald, Johann Ludwig

Ideen Uber die notige Organisation der Israeliten in christlichen Staaten, Karlsruhe, Marx, 1816 [rééd. Heidelberg, Manutius-Verl., 1999].

Fernandez, Ramon

« La Vie sociale dans l'œuvre de Marcel Proust », *Cahiers Marcel Proust*, 1927, n° 2.

Foucault, André

Un Nouvel aspect de l'Affaire Dreyfus, Fayard, « Les Œuvres libres », 1938.

Fourier, Charles

- *Théorie des quatre mouvements et des destinées...*, Leipzig [Lyon, Pelzin], 1808 [rééd. Pauvert, 1967].
- *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire...*, Bossange père, 1829 [rééd. Flammarion, coll. « Nouvelle Bibliothèque romantique », 1973].

Frank, Walter

- *Nationalismus und Demokratie im Frankreich der Dritten Republik (1871 bis 1918)* | Hambourg, Hanseatische verlagsanstalt, 1933.
- *Hofpreaiger Adolf Stoecker und die christlichsoziale Bewegung*, Berlin, R. Hobbing, 1928 [2^e éd. rev., Hambourg, Hanseatische verlagsanstalt, 1935].
- « Neue Akten zur Affäre Dreyfus », *Preussische Jahrbücher*, 1933, vol. 233.
- « Apostata. Maximilian Harden und das wilhelminische Deutschland », *Forschungen zur Judenfrage*, vol. 3, 1938.
- « Walter Rathenau und die blonde Rasse », *ibid.*, 1940, vol. 4.

- « Die Erforschung der Judenfrage. Rückblick und Ausblick », *ibid.*, 1941, vol. 5.

Frantz, Gustav Adolph Constantin

Der Nationalliberalismus und die Judenherrschaft, Munich, M. Huttler, 1874.

Freemasonry, the Highway to Hell, Londres, 1761
[*Freimaurerei, Weg zur Hoile*, trad, de l'anglais, 1 /68 ; *La Franche Maçonnerie n « est que le chemin de P enfer*, trad, de l'allemand, Francfort, 1769].

Freund, Ismar

Die Emanzipation der Juden in Preußen : unter besonderer Berücksichtigung des Gesetzes vom 11 marz 1812 ; ein Beitrag zur Rechtsgechichte der Juden in Preußen, Berlin, M. Poppelauer, 1912, 2 vol.

Fries, Jakob Friedrich

Über die Gefährdung des Wohlstandes und Charakters der Deutschen durch die Juden, Heidelberg, 1816.

Fritsch, Theodor [Thomas Frey]

- *Antisemiten-Katechismus. Ein Zusammenstellung des wichtigsten materials zum Verstandniss der Judenfrage* (1887), Leipzig, T. Fritsch, 1892.
- *Die Zionistischen Protokolle : das Programm der internationalen Geheimregierung*, avec un avant-propos et une postface de Theodor Fritsch, Leipzig, Hammer-Verl., 1924 [rééd. 1933].
- *Handbuch der Judenfrage : die wichtigsten tatsachen zur Beurteilung des judischen Nolkes* (1919/ Leipzig, Hammer-Verlag, 1935 (éd. rév.) [rééd. 1942 ; Bremen, Faks. Verl., 1991].

Froude, James Anthony

Lord Beaconsfield, New York, Harper & Brothers, 1890, Londres, S. Low-Marton – Searle & Rinnington, 1891 [rééd. New York, Books for Libraries Press, 1971].

Gentz, Friedrich von

Briefwechsel [mit Adam Müller], Stuttgart, J. G. Cotta, 1857.

Gide, André

« Les Juifs, Céline et Maritain », *Nouvelle Revue française*, n° 295, 1^{er} avril 1938.

Giraudoux, Jean

Pleins Pouvoirs, Gallimard, 1939 [rééd. dans *De « Pleins pouvoirs » à « Sans pouvoirs »*, Julliard, 1994].

Glagau, Otto

Der Börsen und Gründungsschwindel in Deutschland, Leipzig, P. Froberg, 1877.

Der Bankrott des Nationalliberalismus und die Reaktion, Berlin, Verlag von F. Luckhardt, 1878.

Goethe, Johann Wolfgang von

- « Isachar Falkenson Behr. Gedichte eines polnischen Juden », Mitau et Leipzig, *Frankfurter Gelehrte Anzeiger*, 1772.
- *Wilhelm Meister*. I : *Wilhelm Meister Lerjahre* (1795-1796), II : *Wilhelm Meister Wanderjahre, oder die Ensagenden* (1821-1829) [Gallimard, La Pléiade, 1954].

Goldberg, Isidor « Finanz – und Bankwesen », *Encyclopedia Judaica*, 1930.

Goldstein, Moritz

« Deutsch-Jüdischer Parnass », *Kunstwart*, mars 1912.

Gordon, Judah Leib *Hakitzah ami* [poème], 1863.

Graser, Johann Baptist

Das Juden turn una seine Reformen a Is Vorbedingung der vollstandigen Aufnahme der Nation in den Staatsverbana..., Bayreuth, Grau, 1828.

Grattenauer, Carl Wilhelm Friedrich

- *Über die physische und moralische Verfassung der heutigen Juden : Stimme eines Kosmopoliten* [Leipzig, VoB], 1791.
Recension dans *Allgemeine deutsche Bibliothek*, vol. 112, 1792.
- *Wider die Juden ; ein Wort der Warnungan aile unsere christliche Mitbürger*, Joh. Wilh. Schmidt, 1803.

Grau, Wilhelm

- *Die Judenfrage als Aufgabe der neuen Geschichtsforschung*, Hambourg, Hanseatische Verlaganstalt, Schriften des Reichsinstituts für Geschichte des neuen Deutschlands, 1935.
- *Wilhelm von Humboldt und das Problem der Juden*, Hambourg, Hanseatische Verlaganstalt, 1935.
- « Geschichte der Judenfrage », *Historische Zeitschrift*, 1936, vol. 153.

Greenstone, Julius Hillel

The Messiah Idea in Jewish History, Philadelphie, The Jewish Publication Society of America, vers 1906 [rééd. Westport, Greenwood Press, 1972].

Gressmann, Hugo

Der Messias, Gottingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1929.

Grim, Karl

Die Judenfrage : gegen Bruno Bauer, Darmstadt, 1844.

Grunwald, Max

- *Samuel Oppenheimer und sein Kreis* (ein Kapitel aus der Finanzgeschichte Österreichs – reichs), Vienne-Leipzig, W. Braunmüller, 1913.
- « Contribution à l'histoire des impôts et des professions des Juifs de Bohême, Moravie et Silésie depuis le XVI^e siècle », *Revue des études juives*, 1926, vol. 82, p. 439-449.

Gueneau, Louis

« La première voie ferrée de Bourgogne », *Annales de Bourgogne*, 1930, 1931.

Gumplowicz, Ludwig

Der Rassenkampf Innsbruck, Wagner'sche Univ.-Buchh., 1883
[*La Lutte des races ; recherches sociologiques*, Guillaumin, 1893].

Gurian, Waldemar

- *Die politischen und sozialen Ideen des französischen Katholizismus*, München-Gladbach, 1929.
- *Der intégrale Nationalismus in Frankreich : Charles Maurras und die Action française*, Francfort-sur-le-Main, V. Klostermann, 1931.
- « Antisemitism in Modern Germany », dans *Essays on Antisemitism*, Koppel S. Pinson éd., New York, Conference on Jewish Relations, 1946, p. 243.

Haeckel, Ernst

Lebensmysterium, 1904 [*Les Merveilles de la vie, études de philosophie biologique pour servir de compléments aux Enigmes de l'univers*, Schleicher frères, 1907].

Halévy, Daniel

« Apologie pour notre passé », *Cahiers de la quinzaine*, 10^e Cahier (Je la XI^e série [1908], 1910 [repris partiellement dans *Regards sur l'affaire Dreyfus*, Ed. de Fallois, 1994, p. 177-221].

Halperin, Rose

The American Reaction to the Dreyfus Case [diplôme],
University of Columbia, 1941.

Harden, Maximilian

- « Handler und Soldaten », *Die Zukunft*, 1898.
- « Zum Schutz der Republik », *ibid.*, juillet 1922.
- « Tönt die Glocke Grabgesang ? », *ibid.*, juillet-août 1922.
- *Köpfe*, Berlin, Erich Reiss Verlag, 1910.

Hauser, Otto

Die Rasse der Juden, 1933.

Heckscher, Eli Filip

Der Merkantilismus, G. Fischer, 1932.

Herder, Johann Gottfried

- *Briefe zur Beforderung der Humanitat*, Riga, J. F. Hartknoch, 1793-1797 [rééd. Berlin, Aufbau Verlag, 1971].
- « Über die politische Bekehrung der Juden », *Adrastea und das 18. Jahrhundert*, 1801-1803.

Herzog, Wilhelm

Der Kampf einer Republik. Die Affaire Dreyfus ; Dokumente und Tatsachen..., Zurich, Büchergilde Gutenberg, 1933.

Herzog, Wilhelm et Rehfish, Hans José (pseudonyme : René Kestner) *EAffaire Dreyfus* [pièce de théâtre en 3 actes], Albin Michel, 1931.

Hoberg, Clemens August

« Die geistigen Grundlagen des Antisemitismus im modernen Frankreich », *Forschungen zur Judenfrage*, 1940, vol. 4.

Hobson, John Atkinson

Imperialism, a Study, Edimbourg, Ballantine, Hanson & Co, 1902 [New York, J. Pott & Company, 1902] ; Londres, Constable,

1905 [2^e éd. révisée] ; Allen & Unwin, 1938 [3^e éa. entièrement refondue] ; Hyman, 1988.

Hohenlohe-Schillingsfürst, Chlodwig von
Denkmrdigkeiten derReichskanzlerzei..., Stuttgart-Berlin, Deutsche Verlags-anstalt, 1931 [rééd. Osnabrück, Biblio Verlag, 1967].

Holst, Ludolf
Das Judentum in alien dessen Teilen. Aus einem staatsmissenschaftlichen Standpunkt betrachtet, Mayence, 1821.

Humboldt, Wilhelm von

- « Gutachten », 1809, dans J. Freund, *Die Emancipation der Juden in Preussen*, Berlin, 1912, 2 vol.
- *Tagebücher*, Berlin, éd. Leitzmann, 1916-1918 [rééd. Berlin, de Gruyter, 1968, 2 vol.].
- *Wilhelm und Caroline von Humboldt in ihren Briefen*, Berlin, E. S. Mittler und Sohn, 1916-1916.

Hyamson, Albert Montefiore
A History of the Jews in England, Londres, Methuen, 1928, 2^e éd. revue et corr.

Jahn, Friedrich Ludwig
Deutsches Volkstum, Lübeck, Nienman u. Comp., 1810 [rééd. Hildesheim – New York, G. 01 ms, 1980].

Johlinger, Otto
Bismarck und die Juden, unter benutzung unveröffentlicher Quellen, Berlin, D. Reimer, 1921.

Jost, Isaak Markus
Neuere Geschichte der Israeliten von 1815 bis 1845 : mit Nachtragen und Berichtigungen zur älteren Geschichte, Berlin, Schlesinger'sche Buch-und Musikhandlung, 1846.

Karbach, Oscar

« The Founder of Modern Political Antisemitism : Georg von Schoenerer », *Jewish Social Studies*, janvier 1945, vol. 7, n° 1.

Katz, Jacob

Exclusiveness and Tolerance. Studies in Jewish-Gentile Relations in Medieval and Modern Times, New York, Schocken Books, 1961 [*Exclusion et tolérance. Chrétiens et Juifs du Moyen Age à T ère des Lumières*, Lieu commun, 1987].

Kedward, Harry Roderick

The Dreyfus Affair : Catalyst for Tensions in French Society, Londres, New York, 1963 [Londres, Longmanns, 1965].

Koch, Ludwig, S J.

« Juden », *Jesuiten-lexikon : die Gesellschaft Jesu einst und jetzt*, Paderborn, Verl. Bonifacius-Druckerei, 1934.

Koehler, Max

« Beiträge zur neueren jüdischen Wirtschaftsgeschichte. Die Juden in Halberstadt und Umgebung », *Studien zur Geschichte der Wirtschaft und Geisteskultur*, vol. 3, 1927.

Kohler, Max J.

« Some New Light on the Dreyfus Case », *Studies in Jewish Bibliography and Related Subjects in Memory of A.S. Freidus*, New York, 1929.

Krakauer, J.

Geschichte der Juden in Frankfurt a. Main, 1150-1824, 1925-1927.

Kraus, Karl

Vntergang der Welt durch schwarze Magie, Vienne-Leipzig, Verlag « Die Fackel » [19221,1925.

Krueger [Krüger], Hans Karl

Berliner Romantik und Berliner Judentum, [Bonn, Rôhrscheid], 1939.

Krug, W. Traugott

« Über das Verhältnis verschiedener Religions-parteien zum Staate und iiber die Emanzipation der Juden », *Minerva*, 1828,

vol. 148.

K.V.T.

« The Dreyfus Case : A Study of French Opinion », *The Contemporary Review*, octobre 1898, vol. 74.

Labori, Fernand

- « Le Mal politique et les partis », *La Grande Revue*, octobre-décembre 1901.
- « Notes de plaidoirie pour le procès de Rennes », *ibid.*, février 1900.

Lachapelle, Georges

Les Finances de la III^e République, Flammarion, 1937.

La Serve, Fleury

« Les Juifs à Lyon », *Revue du Lyonnais*, 1838, vol. 7.

Lazare, Bernard

- *IL Antisémitisme, son histoire et ses causes*, Chailley, 1894 [rééd. Editions 1900, 1990].
- *La Vérité sur l'affaire Dreyfus : une erreur judiciaire*, P.-V. Stock, 1897 [rééd. Editions Allia, 1993].
- *Contre l'antisémitisme : histoire d'une polémique*, P.-V. Stock, 1896 [repris dans *Juifs et antisémites*, Editions Allia, 1992, p. 91-121].
- *Job's Dungheap ; Essays on Jewish Nationalism and Social Revolution*, New York, Schocken. Books, 1948 [contient l'article « Le Nationalisme et l'émancipation juive », *JC Echo sioniste*, 20 avril 1901 auquel se réfère Hannah Arendt ; *Le Fumier de Job*, Ed. Rieder, 1928 ; rééd. Honoré Champion, 1997].

Lazaron, Morris Samuel

Seed of Abraham ; ten Jews of the Ages, New York-Londres, The Century Co., 1930.

Lepanuet, R. P. Edouard

L'Eglise de France sous la III^e République, 4 vol. Vol. III : *Les Signes avant-coureurs de la séparation. Les dernières années de Léon XIII et l'avènement de Pie X (1894-1910)*, Félix Alcan, 1930.

Lemoine, Albert

Napoléon I^{er} et les Juifs, Fayard frères, 1900.

Lestschinsky, Jacob

« Die Umwandlung und Umschichtung des jüdischen Volkes im Laufe des letz – ten Jahrhunderts », *VMtwirtschaftliches Archiv*, Kiel, 1929, vol. 30.

Lesueur, Emile

La Franc-maçonnerie artésienne au XVth siècle, E. Leroux, 1914.

Leuillot, Paul

« L'Usure judaïque en Alsace sous l'Empire et la Restauration », *Annales historiques de la Révolution française*, 1930, vol. 7.

Levaillant, I.

« La Genèse de l'antisémitisme sous la III^e République », *Revue des études juives*, 1907, vol. LUI.

Lévinas, Emmanuel « L'Autre dans Proust », *Deucalion*, 1947, n° 2.

Lewinsohn, Richard

- *Jüdische Vieltfinanz?*, Berlin, Hoffmann u. Campe, 1925.
- *Vie sie gross und reich wurden ; Lebensbilder erfolgreicher männer*, Berlin, Ullstein [1927] ; [J *la conquête de la richesse, John D. Rockefeller, les Rothschild, Alfred Nobel...*, Payot, 1928].

Liebermann von Sonnenberg, Max

Beitrage zur Geschichte der antisemitischen Bewegung vont Jahre 1880-1885 bestehend in Reden, Broschüren und Gedichten, Berlin, Selbstverl. der Hrsg., 1885.

[Lombard de Langres]

Des sociétés secrètes en Allemagne... de B assassinat de Kotzebue, etc. par Vincent Lombard de Langres, Gide fils, 1819.

Lombroso, Cesare

U Antisémitisme, V. Giard et E. Brière, coll. « Études de sociologie », 2^e éd. 1899 [éd. originale, Turin, 1894].

Lucien-Brun, Henry

La Condition des Juifs en France depuis 1789, V. Retaux, 1900 [2^e éd. revue et augmentée, 1901].

Luxemburg, Rosa

« Die sozialistische Krise dans Frankreich », *DieNeueZeit*, 1901, vol. I [« La Grise socialiste en France », dans Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France, 1898-1912*, Belfond, 1971].

Maier, Hans

« Die Antisemiten », *Deutsches Parteiwesen*, Munich, 1911, n° 2.

Maistre, Joseph de

Les Soirées ae Saint-Pétersboug ou Fntretiens sur le gouvernement temporel de la Providence..., Librairie grecque, latine et française, 1821 [rééd. Genève, Slatkine, 1993, 2 vol.].

[Malet]

Recherches politiques et historiques, qui prouvent P existence d'une secte révolutionnaire [...] par le chevalier de Malet, Gide fils, 1817.

Marburg, Fritz

Der Antisemitismus in der deutschen Republik, Vienne, Brenner, 1931.

Marcus, Jacob Rader

The Rise and Destiny of the German Jews, Cincinnati, Dept. of Synagogue and School extension of the Union of American Hebrew Congregations, 1934.

Marr, Wilhelm

Sieg des Judentums Über das Germanentum vom nicht konfessionellen Standpunkt aus betrachtet, 1873 ; 2^e édition : Berlin, 1879.

Martin du Gajd, Roger

Jean Barois, Ed. de la Nouvelle Revue française, 1913 [repris dans *Œuvres complètes*, Gallimard, La Pléiade, 1955],

Marwitz, Friedrich August Ludwig von der

- « Letztz Vorstellung der Stände des Lebusischen Kreises an den König », 1811.
- *Werke*, Berlin, Mittler, 1908.
- « Über eine Reform des Adels », 1812, *ibid.* ; « Von den Ursachen des Verfalls der preussischen Staaten », *ibid.*

Marx, Karl

« Zur Judenfrage », *Deutsch-französische Jahrbücher*, 1844 [« Sur la question juive », *Annales franco-allemandes*, 1^{re} éd. : Hermann Ewerbeck, *Qu 'est-ce que la Bible d'après la nouvelle philosophie allemande*, Lagrange & Garnier frères, 1850 ; éd. bilingue, Aubier-Montaigne, 1971].

Maurras, Charles

- *Au signe de Flore. Souvenirs de la vie politique. L'affaire Dreyfus. La fondation de l'Action française, 1898-1900*, Les Œuvres représentatives, 1931.
- *Œuvres capitales*, 1954 [rééd. Flammarion, 1973].

Mayer, Sigmund

Die Wiener Juden. Kommerz, Kultur, Politik, 1700-1900, Vienne-Berlin, R. Lôwet, 1917 [1918].

McDermot, George, C.S.P.

« Mr. Chamberlain's Foreign Policy and the Dreyfus Case », *Catholic World*, septembre 1898, vol. 67.

Mehring, Franz

Die Lessing-Legende', zur Geschichte und Kritik des preussischen Despotismus und der klassischen literatur, Berlin, Dietz, 1906.

Mendelssohn, Moses

- *Schreiben an den Herrn Diaconus Lavater zu Zurich*, Berlin, bey Friedrich Nicolai, 1770.
- *Gesammelte Schriften*, Leipzig, 1843-1845, vol. 3 [rééd. Stuttgart, F. Fromann, 1971].
- *Gesammelte Schriften*, Berlin, Akademie Verlag, 1930, vol. 7 [ibid].
- « Vorrede zur Übersetzung von Menassah ben Israel, *Rettung der Juden* », 1782. Meyer, Rudolf

Politische Gründer und die Corruption in Deutschland, Leipzig, Bidder, 1877.

Mirabeau, Honoré-Gabriel Riqueti de

Sur Moses Mendelssohn. Sur la réforme politique des Juifs et en particulier sur la révolution tentée en leur faveur, en 1753, dans la Grande-Bretagne, Londres, 1787 [rééd. EDHIS, 1968].

Mommsen, Theodor

Reden und Aufsätze, Berlin, Weidmann, 1905 [Hildesheim-New York, Olms, 1976].

Monypenny, William Flavelle et Buckle, George Earle

The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield, New York, 1929 [rééd., New York, Russell & Russell, 1968].

Morley, John

The Life of William Ewart Gladstone, Londres-New York, The MacMillan & Co, 1903.

Much, Willi

50 Jahre antisemitischer Bewegung, Munich, 1937.

Mulert, Hermann

« Antisemitismus », *Die Religion in Geschichte und Gegenwart. Handwörterbuch für Théologie und Religionwissenschaft*, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1909.

Müller, Adam

Ausgewählte Abhandlungen, Iéna, éd. J. Baxa, 1921.

Neuschâfer, Fritz Albrecht

Georg Ritter von Schoenerer, Hambourg, Philosophische Fakultât, 1935.

Nipperdey, Thomas

Die Organisation der deutschen Parteien vor 1918, Düsseldorf, Droste, 1961.

Paalzow, Christian Ludwig

Der Jude und der Christ : Gespräche über das Bürgerrecht der Juden, Übersetzt von einem Juden, Berlin, Schoene, 1803.

Paléologue, Maurice

- « L'Antisémitisme, moyen du gouvernement sous Alexandre II et Alexandre III », *Annales politiques et littéraires*, 10 juillet 1938.
- *Tagebuch des Affaire Dreyfus*, Stuttgart, 1957 [éd. originale : *Journal de l'affaire Dreyfus, 1894-1899. L'affaire Dreyfus et le Quai d'Orsay*, Plon, 1955].

Parkes, James William

The Emergence of the Jewish Problem, 1878-1939, Londres-New York, Oxford University Press, 1946.

Paulus, Heinrich Eberhard Gottlob

- *Beiträge von jüdischen und christlichen Gelehrten zur Verbesserung der Bekenner des jüdischen Glaubens*, Francfort-sur-le-Main, Hermannschen Buchhandlung, 1817 [Heidelberg, Manutius-Verl., 2001].
- *Die jüdische Nationalabsonderung nach Ursprung, Folgen und Verbesserungsmitteln : Oder Über Pflichten Rechte und Verordnungen zur Verbesserung der jüdischen Schutzbürgerschaft in Deutschland*, Heidelberg, 1831.

Péguy, Charles

- « Notre Jeunesse », *Cahiers de la quinzaine*, 1910 [rééd. Gallimard, « Folio – Essais », 1993].
- « Le Portrait de Bernard Lazare », *Cahiers de la quinzaine*, 1910, II^e série, n° 2 [repris dans *Œuvres complètes*, Gallimard, La Pléiade, 1992].

Philipp, Alfred

Die Juden und das Wirtschaftsleben : Eine antikritisch-bibliographische Studie zu Werner Sombart. « Die Juden und das Wirtschaftsleben » (1928), Strasbourg, Heitz, 1929.

Philippsohn, Ludwig

« Tageskontrolle », *Allgemeine Zeitung des Judentums*, 1839.

Picciotto, James

Sketches of Anglo-Jewish History, Londres, Trübner & Co, 1875.

Pichl, Eduard

Georg Ritter von Schoenerer, Oldenbourg i. O., Stalling, 1938 [rééd. Vienne, Deutscher Verlag für Jugend und Volk, c. 1940].

Pinner, Felix [Frank Fassland]

Deutsche Wirtschaftsführer, Charlottenburg, Verlag der Weltbühne, 1924.

Pinon, René

France et Allemagne, 1870-1913, Perrin [1912] [rééd. 1913].

Pirenne, Henri

A History of Europe from The Invasions to the XXI Century,
Londres, 1939 [*Histoire de l'Europe des invasions au XIV^e siècle*,
F. Alcan, 1936].

Praag, J. E. Van

« Marcel Proust, témoin du judaïsme déjudaïsé », *Revue juive de Geneve*, 1937, n^{os} 48-50.

Pre'cis historique sur Taffaire de Panama, 1893.

Pribram, Alfred François

Vrkunden und Akten zur Geschichte der Juden in Vienne,
Vienne, 1918.

Priebatsch, Felix

« Die Judenpolitik des fiirstlichen Absolutismus im 17. und 18. Jahrhundert », *Forschungen und Versuche zur Geschichte des Mittelalters und der Neuzeit*, 1915.

Proust, Marcel

Remembrance of Things Past, 1932-1934 [*A la recherche du temps perdu*, Gallimard, 1918-1927 ; rééd. Gallimard, Quarto, 1999].

Pulzer, Peter G. J.

The Rise of Political Anti-Semitism in Germany and Austria,
New York, Wiley, 1964 [rééd. Cambridge, Harvard University Press, 1988].

Quillard, Pierre

Le Monument Henry, listes des souscripteurs..., P.-V. Stock, 1899.

Rachel, Hugo

- *Das Berliner Wirtschaftsleben im Zeitalter des Frühkapitalismus*, Berlin, 1931.

- « Die Juden im Berliner Wirtschaftsleben zur Zeit des Merkantilismus », *Zeitschrift für die Geschichte der Juden in Deutschland*, Berlin, Philo-Verlag, vol. 2 [8 vol. 1929-1938].

Rachfahl, Felix

« Das Judentum und Die Genesis des modernen Kapitalismus », *Preussische Jahrbücher*, 1912, vol. 148.

Ramlow, Gerhard

« Ludwig von der Marwitz und die Anfänge konservativer Politik und Staatsauffassung in Preussen », *Historische Studien*, n° 185.

Rathenau, Walter

- Staat und Judentum. *Zur Kritik der Zeit*, Berlin, S. Fischer, 1912.
- *Von kommenden Dingen*, Berlin, S. Fischer, 1917 [*Où va le monde ? Considérations philosophiques sur l'organisation sociale de demain*, Payot, 1922].

Raymond, E.T. [pseudonyme de Thompson, Edvard Raymond]

Disraeli, The Mien Patriot, New York, Doran, 1925.

Reeves, John

The Rothschild. The Financial Rulers of Nations, Londres, 1887.

Rehberg, August Wilhelm von

Über den deutschen Adel, Berlin-Göttingen, Rower, 1803 [rééd. Meisenheim a. Gian, Scriptor, 1979].

Reinach, Joseph

- *Histoire de l'affaire Dreyfus*, Editions de la Revue A[^]-Fasquelle, 1901-1908, 6 vol. [7. Index général].
- « Le rôle d'Henry », *La Grande Revue*, 1900, vol. I.

[Reinach, Théodore]

Histoire sommaire de l'affaire Dreyfus par R.L.M., 1904 ; 2^e éd., Ligue des Droits de l'Homme, 1924.

[Rénault-Bécourt, Thomas]

Conspiration universelle du judaïsme, entièrement dévoilée ; dédiée à tous les souverains d'Europe, à leurs ministres, aux hommes d'Etat et généralement à toutes les classes de la société, menacée de ces perfides projets, Nancy, Imp. de F.-A. Bachot, 1835.

Riesser, Gabriel

- *Über die Stellung der Rekenner des Mosaischen Glaubens in Deutschland, an die Deutschen aller Confessionen*, Altona, Hammerich, 1831.
- *Betrachtungen über die Verhältnisse der jüdischen Untertanen in der Preussischen Monarchie*, Altona, Johann Friedrich Hammerich, 1834.

Robinson, John

Proofs of a Conspiracy against the Religions and Governments of Europe, Londres, 1797 ; trad. fr., 1798-1799.

Roth, Cecil

The Magnificent Rothschilds, Londres, R. Hale, 1939.

Ruehs [Rühs], Friedrich

- « Über die Ansprüche der Juden auf das deutsche Bürgerrecht », *Zeitschrift für neueste Geschichte der Völker und Staatenkunde*, Berlin, 1815.
- *Die Rechte des Christentums und des deutschen Volkes : verteidigt gegen die Ansprüche der Juden und ihrer Verfechter*, Berlin, Realschulbuchhandlung, 1816.

Ruppin, Arthur

Sociologie der Juden. I : Die sociale Struktur der Juden, Berlin, Jüdischer Verb, 1930.

Samter, Nathan

Judentaufen im 19. Jahrhundert. Mit besonderer Berücksichtigung Preussens dargestellt, Berlin, M. Popelauer, 1906.

Samuel, Horace B.

« The Psychology of Disraeli », *Modernities*, Londres, 1914.

Sartre, Jean-Paul

Réflexions sur la question juive, Gallimard, 1954 [rééd. Folio Essais, 1999].

Savigny, Friedrich Carl von

Beitrag zur Rechtsgeschichte im neueren Europa, Berlin, Gedruckt dans der Königlich Akademie der Wissenschaften, 1836.

Sayous, André-Emile

« Les Juifs », *Revue économique internationale*, mars 1932.

Schaeffle, A. E. Fr.

« Der "grosse Börsenkrach" des Jahres 1873 », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1874, vol. 30.

Scharff-Scharffenstein, Hermann von

Das geheime Treiben, der Einfluss und die Macht des Judentums in Frankreich seit 100 Jahren (1771-1871), Stuttgart, H. Killinger, 1872.

Schay, Rudolf

Die Juden in der deutschen Politik [Berlin], Der Heine-Bund, 1929.

Scheffer, Egon

Der Siegeszug des Leihkapitals'. Entstehung u. Bedeutung des Bankwesens für Wirtschaft u. Geist, dargestellt am Schicksale Österreich, ||cmc, Burg verl., 1924.

Scheidler, K. H.

« Judenemanzipation », *Ersch und Gruber, Allgemeine Enzyklopaedie der Wissenschaften und Künste*, 1850, 2^e section, vol. 27.

[Schlegel, Friedrich]

Eriedrich SchlegePs Philosophische Norlesungen aus den Jahren 1804-1806 : nebst Eragmenten vorzüglich philosophich-theologischen Inhalts, Bonn, Weber, 1836 [1^{re} éd. : Vienne, C. Chaumburg, 1830].

Schleiermacher, Friedrich

Briefe bei Gelegenheit der politischen theologischen Aufgabe und des Sendschreibens iüdi – scher Hausvater, 1799, dans *Werke*, 1846, section I, vol. 5 [Aalen, Scientia, 1967].

Schnee, Heinrich

Die Hofffinanz und der moderne Staat : Geschichte und System der Hoffaktoren an deutschen Fürtenhöfen im ZeitaIter des Absolutismus Berlin, Duncker & Humblot, 1953- 1955,3 vol. [1953-1967, 6 vol.]

Schneider, K. H.

« Judenemanzipation », *Ersch und Gruber, Allgemeine Enzyklopaedie der Wissenschaften und Künste*, 1850, 2^e section, vol. 27.

Schudt, Johann Jacob

Jüdische Merkwürdigkeiten Vorstelllenden was sich Curieuses und denckwürdiges in der neuen Zeiten.. Francfort-sur-le-Main-Leipzig, 1715-1717.

Schwartzkoppen, Maximilian von

Die Wahrheit über Dreyfus, aus dem nachlass herausgegeben von Bernhard Schertfeger, Berlin, Verlag für Kulturpolitik, 1930 [*Les Carnets de Schwartzkoppen. La vérité sur Taffaire Dreyfus'*, trad. A. Koyré, Rieder, 1930].

Schwertfeger, Bernhard

voir Schwarzkoppen, Maximilian von.

S.F.S.

« The Jesuits and the Dreyfus Case », *The Month*, février 1899, vol. 93.

Shohet, David Menahem

The Jewish Court in the Middle Ages : Studies in Jewish Jurisprudence According to the Talmud..., New York, Columbia University, 1931 [rééd. New York, Hermon Press, 1974].

Silbergleit, Heinrich

Die Levdikerungs – und Berufsverhältnisse der Juden im Deutschen Reich, Berlin, Akademie Verlag, 1930.

Silberner, Edmund

« Charles Fourier on the Jewish Question », *Jewish Social Studies*, octobre 1946.

Simon, Yves, René, Marie

La Grande Crise de la République française : observations sur la vie politique française de 1918 à 1938, Montréal, Éditions de L'Arbre, 1941.

Sombart, Werner

- *Die deutsche Volkswirtschaft im 19. Jahrhundert und im Anfang des 20. Jahrhunderts : Eine Einführung in der Nationalökonomie*, Berlin, 1903 [rééd. Stuttgart, 1954].
- *Die Juden und das Wirtschaftsleben*, Leipzig, 1911 [*Les Juifs et la vie économique*,
- *Die Zukunft der Juden*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1912.
- *Der Bourgeois', zur Geistesgeschichte des modernen Wirtschaftsmenschen*, Munich, Duncker & Humblot, 1913 [*Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, Payot, 1926 ; éd. révisée, 1966].
- *Studien zur Entwicklungsgeschichte des modernen Kapitalismus*, Munich, Duncker & Humblot, 1913.

Sorel, Georges

- *Réflexions sur la violence, La Grande Revue*, 1908 [rééd. Seuil, 1990].
- *La Révolution dreyfusienne*, Librairie M. Rivière, Bibliothèque du mouvement socialiste [1909], 1911 [2^e éd.].

Stahl, Friedrich Julius

Der christliche Staat und sein Verhältniss zu Deismus und Judentum..., Berlin, Dehmige, 1847.

Starr, Joshua

« Italy's Antisemites », *Jewish Social Studies*, 1939.

Steinberg, A. S.

« Die weltanschaulichen Voraussetzungen der jüdischen Geschichtsschreibung », *Dubnov-Festschrift*, 1930.

Stern, Selma

- « Die Juden dans der Handelspolitik Friedrich Wilhelms I. von Preussen », *Zeitschrift für die Geschichte der Juden in Deutschland*, vol. 5.
- *Der preussische Staat und die Juden*, Tübingen, Mohr, 1962-1971, 3 vol.
- *Jua Süß : ein Beitrag zur deutschen und jüdischen Geschichte*, Berlin, Akademie – Verlag, 1929 [rééd. Munich, Müller, 1973].
- « Die Judenfrage dans der Idéologie der Aufklärung und Romantik », *Der Morgen*, 1935, vol. II.
- *The Court Jew ; a Contribution to the History of the Period of Absolutism in Central Europe*, Philadelphie, Jewish Publication Society of America, 1950 [rééd. New Brunswick, Transaction Books, vers 1985].

Stocker, Adolf

Reden und Aufsätze, Leipzig, A. Deichert, 1913.

Strauss, Raphael

« The Jews dans the Economic Evolution of Central Europe », *Jewish Social Studies*, 1941, vol. Ill, n° 1.

Suarez, Georges z

La Vie orgueilleuse de Clemenceau, Editions de France, 1930 [nouv. éd., revue, corrigée et augmentée : *Clemenceau. Soixante années d'histoire française*, 2 vol. : I. *Dans la mêlée* | II. *Dans l'action*, Tallandier, 1932 ; rééd. P. Saurai, 1987].

Sundheimer, Paul

« Die jüdische Hochfinanz und der bayrische Staat im 18. Jahrhundert », *Finanzarchiv*, 1924, vol. 41.

Ten Boom, Willem

Entstehung des modernen Rassen-Antisemitismus (besonders dans Deutschland), Leipzig, R. König Buchdruckerei, 1928.

Thalheimer, Siegfried

Macht und Gerechtigkeit. Ein Beitrag zur Geschichte des Failes Dreyfus, Munich, Beck, 1958 [reed, *ibid.*, 1969].

Théo-Doedalus (pseudonyme)

EAngleterre juive, Israël chez John Bull ; études sur l'histoire des fils d'Israël dans la société, le négoce, la politique, l'armée, les lettres, les finances et les mœurs britanniques, Bruxelles, Vve F. Larcier, 1913.

Thibaudet, Albert

Trente ans de vie française. I. Les Idées de Charles Maurras, Editions de la *Nouvelle Revue française*, 1920.

Toussenel, Alphonse

Les Juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière, Librairie de l'école sociétaire, 1845 [rééd. Edition du Trident, 1985].

Treitschke, Heinrich von

- « Unsere Aussichten », *Preussische Lahrbücher*, 1879, vol. 44, n° 5.

- « Herr Graetz und sein Judentum », *ibid.*, n° 6.
- « Erwiderung an Mommsen », *ibid.*, 1881, vol. 46, n° 6.

Ucko, Siegfried

« Geistesgeschichtliche Grundlagen der Wissenschaft des Judentums », *Zeitschrift für die Geschichte der Juden in Deutschland*, vol. 5, n° 1.

Vacher de Lapouge, Georges

- *E Aryen, son rôle social, cours libre de science politique, professé à l'Université de Montpellier (1889-1890)*, A. Fontemoing, 1899.
- *Les Sélections sociales, cours libre de science politique, professé à l'Université de Montpellier (1889-1890)*, A. Fontemoing, 1896 [rééd. en fac-similé Les Amis de Gustave Le Bon, 1990].

Vallée, Oscar de

Les Manieurs d'argent, études historiques et morales, 1720-1857, M. Lévy frères, 1857 [rééd. C. Lévy, 1882].

Varigny, C. de

« Les Grandes Fortunes en Angleterre », *Revue des Deux Mondes*, juin 1888.

Varnhagen von Hense, Karl August

Tagebüchener, Leipzig, F. A. Brockhaus, 1861 [rééd., Berne, Lang, 1972].

Vernunft, Walfried

- « Juden und Katholiken dans Frankreich », *Nationalsozialistische Monatshefte*, octobre 1938.
- « Die Hintergründe des französischen Antisemitismus », *ibid.*, juin 1939.

Voltaire

- *Dictionnaire philosophique* (1764-1770), dans *Œuvres complètes*, 1878, vol. 9 [rééd. Imprimerie nationale, 1994].
- *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations* (1756-1769), dans *Œuvres complètes*, 1878, vol. 12.
- *Philosophie générale : métaphysique, morale et théologie*, dans *Œuvres complètes*, 1878, vol. 40.

Waetjen, Hermann

« Das Judentum und die Anfänge der modernen Kolonisation », *Vierteljahrsschrift für Sozial – und Wirtschaftsgeschichte*, vol. II.

Wagener, Hermann

- « Das Judentum und der Staat », *WagenerStaatslexikon*, 1815-1889.
- « Das Judentum in der Fremde », *ibid.*

Wawrzinek, Kurt

Die Entstehung der deutschen Antisemitenparteien, 1873-1890, Berlin, E. Ebering, 1927 [rééd. Kraus, 1965].

Weber, Eugen

Action française. Royalism and Reaction in Twentieth Century France, Stanford, 1962 [*L'Action française*, Stock, 1964, rééd. Hachette, coll. « Pluriel », 1990].

Weber, Max

- « Die Börse », *Gesammelte Aufsätze zur Soziologie und Socialpolitik*, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1924.
- *Wirtschaftsgeschichte*, 1924.
- *Parlament und Regierung im neugeordneten Deutschland, zur politischen des Beamtentums und Parteiwesens*, Munich,

Duncker & Humblot, 1918.

Weil, Bruno

EAffaire Dreyfus [trad.], Gallimard, 1930 [*Der Prozeß des Hauptmanns Dreyfus*, Berlin-Grünwald, Rothschild, 1930].

Weill, Alexandre

Rothschild und die europäischen Staaten, Stuttgart, Franck, 1844.

Weill, George

« Les Juifs et le saint-simonisme », *Revue des études juives*, 1895, vol. 31, p. 261-273.

Weinryb, S. B.

« Neuestes Wirtschaftsgeschichte der Juden dans Russland und Polen », *Historische Untersuchungen*, Berlin, 1934, vol. 12.

Zaccone, Pierre

Histoire des sociétés secrètes politiques et religieuses depuis les temps les plus reculés jusqu'« à nos jours, H. Morel, 1847-1849, 5 vol.

Zielenziger, Kurt

Die Juden in der deutschen Wirtschaft, Berlin, Welt-Verlag, Heine-Bund, 1930.

Zola, Emile

- « J'accuse », *EAurore*, 13 janvier 1898.
- *Correspondance : lettres à Maître Labori*, F. Bernouard, « Les Œuvres complètes d'Emile Zola », 1929.
- *EAffaire Dreyfus. La vérité en marche*, E. Fasquelle, 1901 [rééd. Bruxelles, Complexe, 1996].

[*Œuvres complètes*, 1966 ; *EAffaire Dreyfus, lettres et entretiens inédits* [textes réunis et présentés par Alain Pagès], CNRS éd., 1994].

Zweig, Stefan

The world of yesterday : An Autobiography, New York, Viking Press, 1943 [*Le Monde d'hier Souvenirs dun Européen*, 1948 ; nouv. trad., Belfond, 1992].

L'IMPÉRIALISME

American Friends Service Bulletin, General Relief Bulletin, mars 1943.

[Andler, Charles]

Les Origines du pangermanisme (1800 à 1888). Textes traduits de Lallemand, préface de Charles Andler, L. Conard, 1915.

Angus, H. E., éd.

« Canada and the Doctrine of Peaceful Changes », *International Studies Conference. Demographic Questions. Peaceful Changes*, 1937.

Arndt, Ernst Moritz

- *Ein Blick aus der Zeit auf die Zeit* [Francfort-sur-le-Main, Eichenberg], 1814.
- *Phantasien zur Berichtigung der Vrteile über künftige deutsche Verfassungen*, 1815.
- *Erinnerungen aus Schweden*, 1818.

Azcarate, Pablo de

« Minorities. League of Nations », dans *Encyclopaedia Britannica*, 1929.

Bangert, Otto

Gold oder Blut ; wege zur Wiedergeburt aus dem chaos, Munich, F. Eher nachf., 1927.

Barker, Ernest, Sir

- *Political Theory in England from Herbert Spencer to the Present Day*, 1915.

- *Ideas and Ideals of the British Empire*, Cambridge, The University Press, 1941.

Barnes, Leonard

Caliban in Africa. An Impression of Colour Madness, Philadelphie, 1931 [Londres, V. Gollancz Ltd, 1930].

Baron, Salo W.

Modern Nationalism and Religion, New York, Harper, 1947 [rééd. 1971].

Barrés, Maurice

Scènes et doctrines du nationalisme, 1899 ; édition définitive, Plon, 1925 [rééd. d'après l'éd. de 1902, Éd. du Trident, 1987].

Barzun, Jacques

Race. A Study in Modern Superstition, New York, Harcourt, Brace & Company, 1937 [rééd. New York, Harper & Row, vers 1965].

Bassermann, Ernst

« Nationalliberale », dans *Handbuch der Politik*, 1914, vol. 2.

Bauer, Otto

Die Nationalitätenfrage und die österreichische Sozialdemokratie, Wien, 1907 [La Question des nationalités et la social-démocratie, Guérin-Littérature/EDI-Arcantères, Montréal-Paris, 1987, 2 vol.].

Beamish, Henry Hamilton

South Africa's Kosher Press, Londres, 1937.

Becker, Paul

Carl Peters, die Wirkung der deutschen Kolonialpolitik, 1934.

Bell, Sir Hesketh

Foreign Colonial Administration in the Far East, Londres, E. Arnold & Co, 1928.

Benedict, Ruth

Race, Science and Politics, 1940 [rééd. augm. New York, The Viking Press, 1945 ; Westport, Greenwood Press, 1982].

Benians, E. A.

« The European Colonies », *Cambridge Modern History. The Latest Age*, 1934, vol. 12.

Benjamin, Walter

Vber den Begriff der Geschichte [1940], *Werke*, Francfort-sur-le-Main, 1955 [*Œuvres*, Gallimard, « Folio Essais », 2000, III, p. 427-443].

Bentwich, Norman

« South Africa. Dominion of Racial Problems », *The Political Quarterly*, 1939, vol. 10, n° 3.

Bérard, Victor

EEmpire russe et le tsarisme, Librairie Armand Colin, 1905 ; rééd. 1906.

Berdiaev, Nicolas

The Origin of Russian Communism, Londres, Geoggrey Bles, 1937 [*Les Sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, coll. « Les Essais », 1938 ; rééd. coll. « Idées », 1971].

Bergstraesser, Ludwig *Geschichte derpolitischen Parteien in Deutschland*, Mannheim, Bensheimer, 1921.

Best, Werner

Die deutsche Polizei, Darmstadt, L. C. Wittich, 1940.

Bibl, Viktor

Der Zerfall Oesterreichs, Vienne, Rikola verlag, 1922 et 1924, 2 vol.

Bluntschli, Johann Gaspar

Charakter und Geist der Politischen Parteien, Nordlingen, Beck, 1869 [rééd. Aalen, Scienta-Verl., 1970].

Bodelsen, Carl Adolph

Studies in Mid-Victorian Imperialism, Copenhagen, Gyldendal, 1924 [New York, Howard Fertig, 1968].

Bodin, Jean

Six Livres de la République, J. Du Puys, 1576 [rééd. Fayard, « Corpus des œuvres de philosophie française », 1986, 6 vol.].

Bonhard, Otto

Geschichte des alldeutschen Verbandes, Leipzig, Weicher, 1920.

Boubnoff, Nicolai V.

« Kultur und Geschichte im russischen Denken der Gegenwart », *Osteuropa : Quellen und Studien*, 1927, n° 2.

Boulainvilliers, comte Henri de

Histoire de l'Ancien Gouvernement de la France..., La Haye-Amsterdam, aux dépens de la Compagnie, 1727, 3 vol.

Braun, Robert

« Political Parties. Succession States », dans *Encyclopedia of Social Sciences*.

Brie, Friedrich

- *imperialistische Strömungen in der englischen Literatur*, Halle, M. Niemeyer, 1928.
- *Der Einfluss der Lehren Darwins auf den britischen Imperialismus*, Freiburg in baden, Speyer & Kaerner, 1927.

Brogan, Denis William

The Development of Modern France 1870-1939, 1940 [New York, Harper and Row, 1967, éd. rév., 2 vol.].

Bronner, Fritz

« Georg Ritter v. Schoenerer », *Volk im Werden*, 1939, vol. 7, n° 3.

Bruecher, Heinz

« Ernst Haeckel. Ein Wegbereiter biologischen Staatsdenkens », *Nationalsozialistische Monatshefte*, 1935, n° 69.

Brugere, Joseph

Le Comte de Montlosier et son temps (1775-1838), Aurillac, éditions U.S.H.A., 1931.

Bruun, Geoffrey,

Europe and the French Imperium, 1799-1814, New York-Londres, Harper & Brothers, 1938.

Bryce, Viscount James

Studies in History and Jurisprudence, Oxford, Clarendon Press, 1901, 2 vol. [New York, Books for Libraries Press, 1968].

Buchholz, Paul Friedrich.

Untersuchungen Uber den Geburtsadel, Berlin, 1807.

Buffon, Georges-Louis Leclerc, comte de, *Histoire Naturelle*, 1769-1789.

Burke, Edmund

Reflections on the Revolution in France (1790), Everyman's Library [*Réflexions sur la Révolution française*], suivi d'un choix de textes de Burke sur la Révolution, Hachette, coll. « Pluriel », 1989].

Burke, Edmund et lord Russell, John

Upon Party, Londres, William Pickering, 1850, 2^e éd.

Burns, Elinor

British Imperialism in Ireland, 1931.

Cambridge History of the British Empire, vol. 5 : *The Indian Empire 1858-1918*, 1932 ; vol. 8 : *South Africa*, 1936.

Carlyle, Thomas

« Occasional Discourse on the Nigger Question », dans *Critical and Miscellaneous Essays* [Philadelphie, Carey & Hart, 1848].

Carr-Saunders, Alexander Morris

World Population, Past Growth and Present Trends, Oxford, The Clarendon Press, 1936.

Carthill, Al. (pseudonyme !

The Lost Dominion, 3^e éd., Edimbourg-Londres, W. Blackwood and Sons, 1924.

Chamberlin, William Henry

The Russian Revolution, 1917-1927, New York, The Macmillan Company, 1935 [rééd. Princeton, Princeton University Press, 1987].

Cherikover, E.

« New Materials on the Pogroms in Russia at the Beginning of the Eighties », *Historische Shriftn*, Vilna, 1937, vol. 2.

Chesterton, Cecil et Belloc, Hilaire

The Party System, Londres, Latimer, 1911.

Chesterton, Gilbert Keith

The Crimes of England, Londres, C. Palmer and Hayward, 1915 [*Les Crimes de T Angleterre*, G. Crès, 1916].

Childs, Stephen Lawford

« Refugees a Permanent Problem in International Organization », dans *War is not Inevitable, Problems of Peace*, 13^e séries, publié par The International Labor Office, Londres, 1938.

Clapham, John Harold.

The Abbé Siéyès, an Essay in the Politics of the French Revolution, Londres, P. S. King, 1912.

Class, Heinrich (pseudonyme Einhart)

- *Deutsche Geschichte* [1909], Leipzig, Dieterich, 1910.
- *Zwanzig Jahre alldeutscher Arbeit und Kampfe*, Leipzig, 1910.
- (pseudonyme Daniel Frymann), *Wenn ich der Kaiser war. Politische Wahrheiten und Notwendigkeiten*, Leipzig, Dieterich, 1912.

Cleinow, Georg

Die Zukunft Polens, Leipzig, 1914 [Leipzig, F. W. Grunow, 1908].

Comte, Auguste

Discours sur l'Ensemble du Positivisme, ou exposition sommaire de la doctrine philosophique et sociale..., Mathias, Carilian-Gœury et V. Dalmont, 1848 [rééd. Flammarion, 1998].

Conditions of India, préface de Bertrand Russell, Londres, 1934.

Conrad, Joseph,

- « The Heart of Darkness », in his *The Youth and Other Tales*, 1902 [*Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1985, II].
- *Victory, an island tale...*, 1915 [*Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1989, IV].

Cooke, George Wingrove

The History of Party, from the rise of the Whig and Tory Factions, in the Reign of Charles II to Passing of the Reform Bill, 1666-1832, Londres, J. Macrone, 1836-1837, 3 vol.

Coquart, Armand

Pisarev (1840-1868) et l'idéologie du nihilisme russe, Institut d'études slaves, 1946.

Cromer, lord, Evelyn Baring

- « The Government of Subject Races », *Edinburgh Review*, janvier 1908.
- « Disraeli », *Spectator*, novembre 1912.

Crozier, John Beattie

History of Intellectual Development : on the Lines of Modern Evolution, Londres, Longmans & Green, 1897-1901, 2 vol.

Crozier, W. P.

« France and her “Black Empire” », *New Republic*, 23 janvier 1924.

Curtiss, John S.

The Protocole of Zion, New York, 1942.

Curzon, lord George Nathaniel

Problems of the Far East. Japan, Korea, China [3^e éd.], Londres-New York, Longmans & Green, 1894.

Dance, Edward Herbert

The Victorian Illusion, Londres, W. Heinemann Ltd, 1928.

Danilewski, Nikolai Yakovlevich

Russia and Europe, 1871.

Darcy, Jean

France et Angleterre, Cent années de rivalité coloniale. I : EAfrique, Perrin, 1904.

[Davidson, John]

Testament of John Davidson [1901-1902], Londres, G. Richards, 1908.

Deckert, Emil

Panlatinismus, Panslawismus und Panteutonismus in Hirer Bedeutungfür die Weltlage : ein Beitrag zur europäischen Staatenkunde, Francfort-sur-le-Main, Keller, 1914 [Vienne, 1914].

Delbrück, Hans

« Die Alideutschen », *PreussischeJahrbücher*, décembre 1913, vol. 154.

- *Ludendorffs Selbstportrat*, Berlin, Verlag für politik und Wirtschaft, 1922.

Delos, Père Joseph-Thomas

Le Problème de la civilisation. La Nation, Montréal, Éd. de l'Arbre, 1944, 2 vol.

Detweiler, E. G.

« The Rise of Modern Race Antagonism », *American Journal of Sociology*, 1932.

Dienstvorschrift für die Parteioorganisation der NSDAP, 1932.

Dilke, Sir Charles Wentworth

Greater Britain : a Record of Travel in English-speaking Countries During 1866 and 1867, Londres, Macmillan, 1869.

Dornath, J. V.

« Die Herrschaft des Panslawismus », *Preussische Jahrbücher*, Berlin, 1898, vol. 95.

Dreyfus, Robert

« La Vie et les prophéties du comte de Gobineau », *Cahiers de la quinzaine*, 1905, 6^e série, n° 16.

Dubuat-Nançay, comte Louis Gabriel

Les Origines ou l'Ancien Gouvernement de la France, de l'Allemagne et de l'Italie (1757), La Haye [Paris], Letellier, 1789.

Duesberg, Jacques

« Le Comte de Gobineau », *Revue générale*, 1939.

Duverger, Maurice

Political Parties. Their Organization and Activity in the Modern State, New York, 1959 [*Les Partis politiques*, A. Colin, 1951].

Ehrenberg, Hans et Boubnoff, Nicolai, éd.

Ostliches Christentum. Dokumente [Munich, G. H. Beck, 1923-] 1925, 2 vol.

Elemente der Staatskunst, 1809.

Emden, Paul Herman

Jews of Britain. A Series of Biographies, Londres, S. Low, Marston & Co, 1944.

Encyclopedia of Social Sciences

Erdstein, David

Le Statut juridique des minorités en Europe, thèse de doctorat, Université de Paris – Faculté de droit, A. Pedone, 1932.

Estève, Louis

Une nouvelle psychologie de l'impérialisme, Ernest Seillière, E Alcan, 1913.

Fascist Era, year XVII (The), Rome, Confederazione generale dell'Industria Italiana, 1939.

Faure, Elie

« Gobineau et le problème des races », *Europe*, 1923.

Fiala, Vaclav

« Les Partis politiques polonais », *Le Monde slave*, février 1935.

Fischel, Alfred

Der Panlawismus bis zum Weltkrieg, Stuttgart-Berlin, Cotta, 1919.

The French Colonial Empire (Information Department Papers, n° 25), The Royal Institute of International Affairs, Londres, 1941.

Froude, James Anthony

Short Studies on Great Subjects, New York, C. Scribner, 1867-1882 [1^{re}, 2^e et 3^e séries, 1868-1892].

Gagarin, Ivan S.

La Russie sera-t-elle catholique?, C. Douniol, 1856.

Galton, Sir Francis

Hereditary Genius', an Inquiry into its Laws and Consequences, Londres, Macmillan and Co, 1869 [rééd. New York, Horizon Press, 1952].

Gehrke, Achim

Die Rasse im Schrifttum, 1933.

Gelber, N. M.

« The Russian Pogroms in the Early Eighties in the Light of the Austrian Diplomatic Correspondence », *HistorischeShriftn*, Vilna, 1937, vol. 2.

Gobineau, Clément Serpeille de

« Le Gobinisme et la pensée moderne », *Europe*, 1923.

Gobineau, comte Joseph-Arthur de

- *The Inequality of Human Races*, Londres, Heinemann, 1915
[*Essai sur l'inégalité des races humaines*, Firmin-Didot frères, 1853-1855 ; rééd. *Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1982,1, vol. 1].
- « Ce qui est arrivé à la France en 1870 », *Europe*, 1923.

Goerres, Josef

Politische Schriften, Munich, 1854-1874.

Gohier, Urbain

La Race a parlé, La Renaissance du livre, 1916.

Grégoire, Abbé Henri-Baptiste

- *De la Littérature des Nègres, ou Recherches sur leurs facultés intellectuelles, leurs qualités morales...*, Maradan, 1808
[rééd. Perrin, 1990].
- *De la Noblesse de la peau ou du préjugé des blancs contre la couleur des Africains et celle de leurs descendants...*, Baudouin frères, 1826.

Gregory, Theodore

Ernst Oppenheimer and the Economic Development of Southern Africa, New York, 1962.

Grell, Hugo

« Der alldeutsche Verband, seine Geschichte, seine Bestrebungen, seine Erfolge », *Flugschriften des alldeutschen Verbandes*, Munich, 1898, n° 8.

Gqenin, E.

L'Épopée coloniale de la France, racontée par les contemporains, Librairie Larose, coll. « Les Manuels coloniaux », 1932.

Hadsel, Winifred N.

« Can Europe's Refugees Find New Homes ? », *Foreign Policy Reports*, 1943, vol. 10, n° 10.

Haeckel, Ernst

Lebenswunder, Leipzig, Kroner, 1904 [*Les Merveilles de la vie, études de philosophie biologique pour servir de compléments aux Enigmes de l'univers*, Schleicher frères, 1907].

H[^]lévy, Elie

L'Ere des Tyrannies. Études sur le socialisme et la guerre, Gallimard, « Bibliothèque des idées », 1938 [rééd. Gallimard, coll. « Tel », 1990].

Hallgarten, W.

Vorkriegsimperialismus, 1935.

Hancock, William K.

- *Survey of British Commonwealth Affairs*, Londres, 1937-1942.
- *Smuts : The Sanguine Years, 1870-1919*, New York, 1962.

Hanotaux, Gabriel

« Le Général Mangin », *Revue des Deux Mondes*, 1925, vol. 27.

Harlow, Vincent

The Character of British Imperialism [public inaugural lecture at King's College... I^{er} mars 1939], Londres-New York, Longmans, Green and Co, 1939.

Harvey, Charles H.

The Biology of British Politics, Londres, S. Sonnenschein & Co-New York, C. Scribner's Sons, 1904.

Hasse, Ernst

- « Deutsche Weltpolitik », *Flugschriften des Alldeutschen Nerbandes*, 1897, n° 5.

- *Deutsche Politik*, I. Das Deutsche Reich als nationalstaat, 2. Die Besiedelung des Deutschen Volfbodens, 3. Deutsche Grenzpolitik, 4. Die Zafunst des Deutschen Volkstums, Munich, J. F. Lehmann, 1905-1906.

Hayes, Carlton Joseph Huntley

A Generation of Materialism, 1871-1900, New York, Harper & Brothers, 1941 [New York, Harper & Row, 1963].

Hazeltine, H. D.

« Excommunication », dans *Encyclopedia of Social Sciences*.

Heinberg, John Gilbert

Comparative Major European Governments, an Introductory Study, New York, Farrar & Rinehart, 1937.

Heiden, Konrad

Der Führer : Hitler' Rise to Power, Boston, Houghton Mifflin, 1944.

Herrmann, Louis

History of the Jews in South Africa, 1935.

Hilferding, Rudolf

Das Einanzkapital, eine Studje Uber die jüngste Entwicklung des Kapitalismus, Vienne, 1910 [*Le Capital financier. Étude sur le développement recent du capitalisme*, Editions de Minuit, coll. « Arguments », 1970].

[Hitler, Adolf]

The Speeches of Hitler : avril 1922-août 1939, N. H. Baynes éd., Londres, Oxford University Press, 1942, 2 vol.

Hobbes, Thomas,

Leviathan, or the matter, forme, and power of a common-wealth, ecclesiasticall and civil, Londres, A. Crooke, 1651 ; Cambridge Edition, 1935 [*Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la République ecclésiastique et civile*, Dalloz, 1999].

Hobson, John Atkinson

- « Capitalism and Imperialism in South Africa », *Contemporary Review*, 1900.
- *Imperialism, a Study*, Edimbourg, Ballantine, Hanson & Co, 1902 [New York, J. Pott & Company, 1902] ; Londres, Constable, 1905 [2^e éd. rév.] ; Allen & Unwin, 1938 [3^e éd. entièrement rév.] ; Hyman, 1988,

Hoetzsch, Otto

Russland ; eine EinfUhrung auf Grund seiner Geschichte von 1904 bis 1912, Berlin, G. Reimer, 1913.

Hoffmann, Karl

Qlpolitik und angelsachsisches Imperium, Berlin, Ring-Verlag, 1927.

Holborn, Louise W.

« The Legal Status of Political Refugees, 1920-1938 », *American Journal of International Law*, 1938.

Holcombe, Arthur N.

« Political Parties », dans *Encyclopedia of Social Sciences*.

Hotman, François

Franco-Gallia, 1573 [rééd. Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix – Marseille, 1991].

Huebbe-Schleiden

Deutsche Colonisation, 1881.

Huxley, Thomas Henry

The Struggle for Existence in Human Society, 1888.

Ipseri, H. P.

*« vom Begriff der Partei », *Zeitschrift fUr die gesamte Staatswissenschaft*, 1940.

James, Selwyn

South of the Congo, New York, Random House, 1943.

Jahn, Friedrich Ludwig

Das Deutsches Volk stum, 1810.

Janeff, Janko

« Der Untergang des Panslawismus », *Nationalsozialistische Monatshefte*, 1937, n° 91.

Janowsky, Oscar Isaiah.

- *The Jews and Minority Rights (1898-1919)*, New York, 1933 [rééd. New York, AMS Press, 1966].
- *Nationalities and National Minorities*, New York, Macmillan, 1945.

Jermings, R. Yewdall

« Some International Aspects of the Refugee Question », *British Yearbook of International Law*, 1939.

Kabermann, Heinz

« Das internationale Flüchtlingsproblem », *Zeitschrift für Politik*, 1939, vol. 29, n° 3.

Kaehler, Siegfried, éd.

Deutscher Staat und deutsche Parteien, Munich, 1922.

Kafka, Franz

The Castle, a Novel, Londres, M. Seeker, 1930 [*Le Château*, Gallimard, 1938, trad. Alexandre Vialatte, La Pléiade, 1976].

Karbach, Oscar

« The Founder of Modern Political Antisemitism : Georg von Schoenerer », *Jewish Social Studies*, janvier 1945, vol. 7, n° 1.

Kat Angelino, Arnold Dirk Adriaan de

Colonial Policy, I : General Principles', II : The Dutch East Indies, Chicago, The University of Chicago Press, 1931.

Kehr, Eckart

Schlachtflottenbau und Parteipolitik 1894-1901 ; versuch eines querschnitts durch die innenpolitischen, sozialen und ideologischen voraussetzungen des deutschen imperialismus, Berlin, E. Ebering, 1930.

Kidd, Benjamin

Social Devolution, New York, Macmillan, 1894 [*EEvolution sociale*, Guillaumin, 1896].

Kiewiet, Cornelius W. de

A History of South Africa, Social and Economic, Oxford, Clarendon, 1941 [Londres, Oxford University Press, 1975].

Kipling, Rudyard

- « The First Sailor », in *Humorous Tales*, 1891.
- « The Tomb of His Ancestor » [1897], dans *The Day's Work*, Londres, Macmillan, 1898 [*Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1992, II].
- *Stalky and Company*, Londres, Macmillan, 1899 [*Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1992, II].
- *Kim*, 1900 [*Œuvres*, Gallimard, la Pléiade, 1996, III].

Klemm, Gustav

Allgemeine Kulturgeschichte der Menschheit, Leipzig, Druck und Verlag von B. G. Teubner, 1843-1852.

Klyuchevsky, Vasilij O.

A History of Russia, Londres, 1911-1931.

Koebner, Richard, et Schmidt, Helmut Dan

Imperialism : The Story and Significance of a Political Word, 1840-1860 [Cambridge University Press], 1964.

Koestler, Arthur

Scum of the Earth, 1941 [*La Lie de la Terre*, Chariot, 1946 ; rééd. dans Arthur Koestler, *Œuvres*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1993].

Kohn, Hans

- *Nationalism*, 1938.
- *Panslavism, its History and Ideology*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1953.

- « The Permanent Mission », *The Review of Politics*, juillet 1948.

Koyré, Alexandre

Études sur l'histoire de la pensée philosophique en Russie au XIX^e siècle, Institut français de Leningrad, vol. X, Paris, H. Champion, 1929 [rééd. Gallimard, coll. « Idées », 1963].

Kruck, Alfred

Geschichte des alldeutschen Verbandes 1890-1939, Wiesbaden, F. Steiner, 1954.

Kuhlenbeck, L.

« Rasse und Volkstum », *Flugschriften des alldeutschen Verbandes*, n° 23.

Kulischer, Eugene Michel

The Displacement of Population in Europe, Montréal, International Labor Office – Londres, P. S. King & Staples, 1943.

Kulischer, J.

Allgemeine Wirtschaftsgeschichte, 1928-1929.

Landsberg, P. L.

« Rasseniaologie », *Zeitschrift für Sozialforschung*, 1933.

Langer, William

The Diplomacy of Imperialism, 1890-1902.

Larcher, Emile

Traité élémentaire de législation algérienne (1903), A. Rousseau, 1903 [2^e éd. revue et augmentée].

Lawrence, Thomas Edward

- « France, Britain and the Arabs », *The Observer*, 1920.
- *Seven Pillars of Wisdom, a Triumph*, New York, G. H. Doran, 1926 [*Les Sept piliers de la sagesse : un triomphe*, Payot, 1936 ; Librairie générale française, 1995].

- *Letters*, éd. David Garnett, New York, 1939 [*Lettres*, Gallimard, 1948].

Lehr, Adolf

« Zwecke und Ziele des alldeutschen Verbandes », *Flugschriften des alldeutschen Verbandes*, n° 14.

Lemonon, Ernest

L'Europe et la politique britannique, 1882-1911, E Alcan, 1912.

Leutwein, Paul

Kämpfe um Africa, Lübeck, Coleman, 1936.

Levine, Louis

Pan-Slavism and European Politics, New York, 1914.

Lewis, Sir George Cornwall

An Essay on the Government of Dependencies [1841], Oxford, 1844.

Lippincott, Benjamin Evans

Victorian Critics of Democracy : Carlyle, Ruskin, Arnold, Stephen, Maine, Lecky, Minneapolis, The University of Minnesota Press, 1938.

Lloyd George, David

Memoirs of the Peace Conference, New Haven, Yale University Press, 1939, 2 vol. [New York, H. Fertig, 1972].

Lossky, Nikolaj O.

Three Chapters from the History of Polish Messianism, International Philosophical Library, Prague, 1936, vol. 2, n° 9.

Lovell, Reginald Ivan

The Struggle for South Africa, 1875-1899 ; a Study in Economic Imperialism, New York, The Macmillan Company, 1934.

Low, Sidney

« Personal Recollections of Cecil Rhodes », *Nineteenth Century*, mai 1902, vol. 51.

Ludendorff, Erich

- *Die überstaatlichen Mächte im letzten Jahre des Weltkrieges*, Leipzig, Weicher, 1927 [verl. für Ganzheitl. Forschung, 1999].
- *Die Judenmacht, ihr Wesen und Ende* Mathilde Ludendorff éd., Munich, Ludendorff Verlag, c. 1938.
- *Feldherrnworte*, Munich, Ludendorff, 1938.

Luxemburg, Rosa

Die Akkumulation des Kapitals, ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus (1913), Berlin, Vereinigung internationaler verlags-anstalten, 1923 [*Accumulation du capital : contribution à l'étude économique de l'impérialisme*, Maspero, 1969, 2 vol.].

Macartney, Carlile Aylmer

- *The Social Revolution in Austria*, Cambridge [G.-B.], The University Press, 1926.
- *National States and National Minorities*, Londres, 1934 [rééd. New York, Russell & Russell, 1968].

Mahan, Alfred Thayer

The Problem of Asia and its Effect upon International Policies, Boston, Little, Brown and Company, 1900.

Maine, Sir Henry

Popular Government, four essays [3^e éd., Londres, J. Murray], 1886 [*Essais sur le gouvernement populaire*, E. Thorin, 1887].

Mangin, Charles Marie Emmanuel

- *La Force noire*, Hachette, 1910.
- *Des Hommes et des Faits I*, Plon-Nourrit, 1923.

Mangold, Ewald Karl Benno

Frankreich und der Rassengedanke ; einepolitische Kernfrage Europas, Munich-Berlin, J. E Lehmann, 1937.

Mansergh, Nicholas

- *Britain and Ireland*, Londres-New York, Longmans, Green and Co., 1942.
- *South Africa 1960-1961, the Price of Magnanimity*, New York, Praeger, 1962.

Mareks, Erich, éd.

Lebensfragen des britischen Weltreichs, 1921.

Marx, Karl

The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte [1852], New York, International Publishing Co., 1898 [*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, dans *Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1994, vol. IV, p. 431-579].

Masaryk, Thomas Garrigue

Zur russischen Geschichts – und Religionsphilosophie, soziologische Skizzen [Iéna, Eugen Diederichs Verlag], 1913.

Mauzco, Georges

« L'Emigration, problème révolutionnaire », *Esprit*, juillet 1939, n° 82.

Maunier, René

Sociologie coloniale. 1 : *Introduction à L'étude des races*, 2 : *Psychologies des expansions*, 3 : *Les Progrès du Droit*, Domat-Montchrétien, 1932, 1936 et 1942 [rééd. 1949].

Metzer, E.

Imperialismus und Romantik, Berlin, 1908.

Micaud, Charles Antoine

The French Right and Nazi Germany 1933-1939 ; a Study of Public Opinion, Durham, Duke University Press, 1943.

Michaelis, Alfred [éd.]

Die Rechtsverhältnisse der Juden in Preussen seit dem Beginn des 19. Jahrhunderts, Berlin, L. Lamm, 1910.

Michel, P. Charles

« A Biological View of Our Foreign Policy », *Saturday Review*, Londres, février 1896.

Michell, Lewis

The Life of the Rt. Hon. Cecil John Rhodes, 1853-1902, New York-Londres, 1910.

Michels, Robert

- « Prolegomena zur Analyse des nationalen Leitgedankens », *Jahrbuch für Sociologie*, 1927, vol. 2.
- *Political Parties ; a Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy* (1915/ Glencoe, 1949 [*Les Partis politiques : Essais sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, 1914 ; rééd. 1971]).

Millin, Sarah Gertrude

Rhodes, Londres, Chatto & Windus, 1933.

Moeller van den Bruck, Arthur

Germany's Third Empire [Das Dritte Reich (1923)], Londres, Allen & Unwin, 1934 [Authorized English ed. (condensed)].

Molisch, Paul

Geschichte der deutschnationalen Bewegung in Osterreich von ihren Anfängen bis cum Zerfall der Monarchie, Iéna, G. Fischer, 1926.

Montesquieu, Ch. L. de Secondât de

Esprit des Lois, Genève, Barrillot et fils, 1748 [rééd. dans *Œuvres complètes*, Gallimard, La Pléiade, 1951, II].

Morison, Theodore

Imperial Rule in India ; being an Examination of the Principles proper to the Government of Dependencies, Londres, A. Constable & Co, 1899.

Muller, H. S.

« The Soviet Master Race Theory », *The New Leader*, 30 juillet 1949.

Multatuli (pseudonyme de Eduard Douwes Dekker)

Max Havelaar or the coffee auctions of the Dutch trading company, Edimbourg, Edmonston & Douglas, 1868.

Mussolini, Benito

- « Relativismo e fascismo », *Diuturna*, Milan, 1924.
- *Four Speeches on the Corporate State ; with an Appendix including the Labour Charter...*, Rome, « Laboremus », 1935.

Nadolny, Rudolf

Germansierung oder Slavisierung ? Eine entgegnung auf Masaryks buck Das neue Europa, Berlin, O. Stollberg, 1928.

Naumann, Friedrich

Central Europe, Londres, King, 1916 [rééd. Westport, Greenwood Press, 1971].

Neame, L. E.

The History of Apartheid, Londres, 1962.

Neesse, Gottfried

Partei und Staat, Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1936.

Nettlau, Max

Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkin, seine historische Entwicklung in den Jahren 1859-1880, Berlin, F. Kater, 192/.

Neumann, Sigmund

- *Die Stufen des preussischen Konservatismus : ein Beitrag zum Staats – und Gesellschaftsbild Deutschland im 19. Jahrhundert*, Berlin, Ebering, Historische Studien n° 190, 1930.

- *Die deutschen Parteien*, Berlin, Junker und Dünnhaupt, 1932.

Neuschäfer, Fritz Albrecht

Georg Ritter von Schoenerer, Hamburg, 1935.

Nicolson, Sir Harold George

Curzon : The Last Phase 1919-1925, a Study in Post-war Diplomacy, Boston-New York, Houghton Mifflin Company, 1934.

Nippold, Otfried

Der deutsche Chauvinismus, Stuttgart, Druck von W. Kohlhammer, 1913.

Novalis [Friedrich Hardenberg]

Neue Fragmentensammlung, 1/98 [« Les Fragments », dans *Œuvres complètes*, Gallimard^ 1975, t. 2].

Oakesmith, John

Race and Nationality, an Inquiry into the Origin and Growth of Patriotism, New York, Frederick A. Stokes Company, 1919.

Oertzen, Adolf Friedrich von

Nationalsozialismus und Kolonialfrage, Saarbrücker Druckerei und Verlag, 1935.

Oesterley, William Oscar Emil

The Evolution of the Messianic Idea, a Study in Comparative Religion, Londres, Sir I. Pitman, 1908.

Olgin, Moissaye Joseph

The Soul of the Russian Revolution, New York, H. Holt and Company, 1917.

Pearson, Karl

National Life from the Standpoint of Science..., Londres, A. and C. Black, 1901.

Peters, Carl

- « Das Deutschtum als Rasse », *Deutsche Monatsschrift*, avril 1905.
- *Die Gründung von Deutsch-Ostafrika. Kolonialpolitische Erinnerungen*, 1906.

Pichl, Eduard [Herwig] *Georg Ritter von Schoenerer*, Oldenburg-Berlin, 1938.

Pinon, René

France et Allemagne, 1870-1913, Perrin, 1912 [rééd. 1913].

Pirenne, Henri

A History of Europe from the Invasions to XVI Century, Londres, 1939 [*Histoire de l'Europe*, Alcan, 1936].

Plucknett, Theodore F. T.

« Outlawry », dans *Encyclopedia of Social Sciences*.

Pobyedonostsev, Constantin

- *U Autocratie russe. Mémoires politiques, correspondance officielle et documents inédits... 1881-1894*, 1927.
- *Reflections of a Russian Statesman*, Londres, 1898.

Preuss, Lawrence

« La Dénationalisation imposée pour des motifs politiques », *Revue internationale française du Droit des gens*, 1937, vol. 4, n^{os} 1, 2, 5.

Priestley, Herbert Ingram

France Overseas ; a Study of Modern Imperialism, New York-Londres, D. Appleton – Century Company, 1938.

Pundt, Alfred George

Arndt and the Nationalist Awakening in Germany, New York-Londres, Columbia University Press-P. S. King & Son, 1935.

Ramlow, Gerhard

Ludwig von der Marwitz und die Anfänge konservativer Politik und Staatsanschauung in Preussen, Berlin, Ebering,

Historische Studien n° 195, 1930.

Reimer, E.

Pangermanisches Deutschland, 1905.

Reismann-Grone, Theodor

« Überseepolitik oder Festlandspolitik ? », *Flugschriften des alldeutschen Verbandes*, 1905, n° 22.

Renan, Ernest

- *Histoire générale et système comparé des langues sémitiques* [1855], Michel-Lévy frères, 1863.
- *Qu'est-ce qu'une nation?*, G. Lévy, 1882. [rééd. Press Pocket, 1991], trad. anglaise dans *The Poetry of the Celtic Races, and Other Studies*, Londres, 1896.

Renner, Karl

- *Der Kampf der österreichischen Nationen unter dem Staat*, Leipzig-Vienne, F. Deuticke, 1902.
- *Oesterreichs Erneuerung. Politisch-programmatische Aufsätze*, Vienne, I. Brand & Co.,

1916-1917, 3 vol. ..

- *Das Selbstbestimmungsrecht der Nationen in besonderer anwendung auf Oesterreich*, Leipzig-Vienne, F. Deuticke, 1918.

Reventlow, Graf Ernst Zu

Judas Kampf und Niederlage in Deutschland : 150 Jahre Judenfrage, Berlin, Zeitgeschichtliche-Verlag, 1937.

Richard, Gaston

Le Conflit de P autonomie nationale et de T impérialisme, Giard & Brière, 1916.

Ripka, Hubert

Münich : Before and After ; a Fully Documented Czechoslovak Account of the Crises of September 1938 and March 1939, Londres, V. Gollancz ltd, 1939 [rééd. New York, HîFertig, 1969].

Ritter, Paul

Kolonien im deutschen Schrifttum, 1936.

Robert, Cyprien

- *Les deux panslavismes, situation actuelle des peuples slaves vis-à-vis de la Russie*, Leipzig, L. Michelsen, 1847.
- *Le Monde slave*, 1852.

Robespierre, Maximilien de

- *Œuvres*, 1840 [rééd. *Œuvres complètes*, Alcan puis PUF, 1923-1958, 9 vol.].
- *Speeches*, 1927.

Robinson, Jacob

« Staatsbürgerliche und wirtschaftliche Gleichberechtigung », *Süddeutsche Monatshefte*, juillet 1929.

Roepke, Wilhelm

« Kapitalismus und Imperialismus », *Zeitschrift für Schweizerische Statistik und Volkswirtschaft*, 1934, vol. 70.

Rohan, Henri duc de

De B Intérêt des princes et États de la Chrétienté, C. de Serey, 1638 [rééd. PUF, 1995].

Rohden, Peter Richard, éd.

Demokratie und Partei, Vienne, W. Seidel, 1932.

Rohrbach, Paul

- *Der deutsche Gedanke in der Welt*, Königstein im Taunus, K. R. Langewiesche, 1912.
- *Die alldeutsche Gefahr*, Berlin, H. R. Engelmann, 1918.

Roscher, Wilhelm

Die Grundlagen der Nationalökonomie. Ein Hand – und Lesebuch für Geschäftsmänner und Studierende [1864], 1900 [*Traité d'économie politique rurale*, Guillaumin, 1888].

Rosenkranz, Karl

Über den Begriff der politischen Partei : Rede, Königsberg, 1843.

Roucek, Joseph

The Minority Principle as a Problem of Political Science, Prague, Orbis, 1928.

Rozanov, Vassilii

Fallen Leaves, 1929 [*Feuilles tombées*, Lausanne-Paris, L'Age d'homme, 1984].

Rudlin, Walter Arthur

« Political Parties. Great Britain », dans *Encyclopedia of the Social Sciences*.

Sabine, George Holland

A History of Political Theory, Londres, 1937 [Harcourt Brace College Publ. 1989].

Samuel, Horace B.

Modernities, Londres, 1914.

Schaeffle, Albert

« Der grosse Börsenkrach des Jahres 1873 », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1874.

[Schlegel, Friedrich]

Friedrich Schlegel Philosophische Vorlesungen aus den Jahren 1804 bis 1806 : Nebst Fragmenten vorzüglich philosophisch Inhalts, C. J. H. Windischmann Hrsg, Bonn, Weber, 1836-1837.

Schmitt, Carl

- *Politische Romantik*, VHS

- *Staat, Volk, Bewegung : Die Dreigliederung der politischen Einheit*, Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1933.

Schnee, Heinrich

Nationalismus und Imperialismus, Berlin, R. Hobbing, 1928.

Schultze, Ernst

« Die Judenfrage in Südafrika », *Der Weltkampf* 1938, vol. 15, n° 178.

Schumpeter, Joseph

« Zur Soziologie der Imperialismen », *Archiv für Sozialwissenschaften und Sozialpolitik*, 1918-1919, vol. 46.

Schuyler, Robert Livingston

The Fall of the Old Colonial System. A Study in British Free Trade, 1110-1810, New York-Londres, Oxford University Press, 1945.

Schweizer Lexikon, « Friedlosigkeit », Zurich, Encyclios, 1945-1948, 7 vol.

Seeley, John Robert

The Expansion of England, 1883 [*EExpansion de T Angleterre*, Armand Colin, 1901].

Seillière, Ernest

- *La Philosophie de T impérialisme. 1 : Le Comte de Gobineau et Taryanisme historique', 2 : Appolon ou Dionysos, étude critique sur Frédéric Nietzsche et ! utilitarisme impérialiste', 3 : EImpérialisme démocratique*, F. Alcan, 1903-1906.
- *Mysticisme et domination. Essais de critique impérialiste*, F. Alcan, 1913.

Sieveking, H. J.

« Wirtschaftsgeschichte », dans *Enzyklopadie der Bechts – und Staatswissenschaften*, 1935, vol. 47.

Sieyès, Abbé Emmapuel Joseph comte de

Qu'est-ce que le Tiers État?, si, 1789 [rééd., PUF, 1982].

Sjmar, Théophile

Étude critique sur la formation de la doctrine des races au XVIII^e et son expansion au XIX^e siècle, Bruxelles [M. Lamertin, Académie royale de Belgique. Mémoires], 1922.

Simpson, John Hope

The Refugee Problem : Report of a Survey, Londres-New York, Oxford University Press (Institute of International Affairs), 1939.

Sitzungsbericht des Kongresses der organisierten nationalen Gruppen in den Staaten Europas, 1933.

Soloviev, Vladimir

Judaism and the Christian Question, 1884 [*Le Judaïsme et la question chrétienne*, Desclée de Brouwer, 1992].

Sommerland, Theo

Der deutsche Kolonialgedanke und sein Werden im 19. Jahrhundert, Halle, 1918.

Spiess, Camille

Impérialismes. La conception gobinienne de la race, sa valeur au point de vue bio-psycho – logique, E. Figuière, 1917.

Sprietsma, Cargill

We Imperialists. Notes on Ernest Seillières Philosophy of Imperialism, New York, Columbia University Press, 1931.

Stählin, Karl

- *Geschichte Russlands von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Stuttgart-Berlin, Deutsche verlagsantalt, 1923-1939 [*La Russie des origines à la naissance de Pierre le Grand*, Payot, 1946].
- « Die Entstehung des Panslawismus », *Germano-Slavica*, 1936, n° 4.

Steinberg, A.

« Die weltanschaulichen Voraussetzungen der jüdischen Geschichtsschreibung », *Dubnov Festschrift* 1930.

Stephen, Sir James Fitzjames

- *Liberty, Equality, Fraternity*, New York, H. Holt and Company [Londres, Smith Elder], 1873.
- « Foundations of the Government of India », *Nineteenth Century*, 1883, vol. 80.

Stoddard, Lothrop

The Rising Tide of Color against White World-supremacy, New York, Scribner, 1920 [*Le Flot montant des peuples de couleur contre la suprématie mondiale des blancs*, Payot, 1925].

Strieder, Jakob

« Staatliche* Finanznot und Genesis des modernen Grossunternehmertums », *Schmollers Jahrbücher*, 1920, vol. 49.

Strzygowski, Josef

Altai-Iran und Völkerwanderung ; ziergeschichtliche Untersuchungen..., Leipzig, J. C. Hinrich, 1917.

Suarès, André

La Nation contre la race, Emile-Paul frères, 1916.

Sumner, Benedict Humphrey

- *Russia and the Balkans 1870-1880*, Oxford, The Clarendon Press, 1937.
- *A Short History of Russia* [1943], New York, Harcourt Brace, 1949.

Sydacoff, Bresnitz von ..

Die panslaviistische Agitation und die südslawische Bevegung in Oesterreich-Vngarn, Berlin, 1899.

Szpotanski, Stanislaw

« Les Messies au XIX^e siècle », *Revue mondiale*, 1920.

Talleyrand, Charles Maurice de

« Essai sur les avantages à retirer des colonies nouvelles dans les circonstances présentes » (1799), *Académie des Sciences coloniales, Annales*, 1929, vol. 3.

Thierry, Augustin

Lettres sur l'histoire de la France [1827], Jouvot, 1840 (2^e éd. revue et corrigée).

Thompson, L. M.

« Afrikaner Nationalist Historiography and the Policy of Apartheid », *The Journal of African History*, 1962, vol. III, n° 1.

Thring, Lord Henry

Suggestions for Colonial Reform, 1865.

Tirpitz, Alfred von

Erinnerungen, Leipzig, K. F. Koehler, 1920 [*Mémoires du grand-amiral von Tirpitz*, Payot, 1922].

Tocqueville, Alexis de

- « Lettres de Alexis de Tocqueville et de Arthur Gobineau », *Revue des Deux Mondes*, 1907, vol. 199 [Correspondance d'Alexis de Tocqueville et d'Arthur de Gobineau, *Œuvres complètes*, Gallimard, 1959, t. IX].
- *F Ancien Régime et la Révolution*, 1856 [rééd. *Œuvres complètes*, Gallimard, 1952, t. II].

Tonsill, Ch. C.,

« Racial Theories from Herder to Hitler », *Thought*, 1940, vol. 15.

Townsend, Mary Evelyn

- *European Colonial Expansion since 1871*, Philadelphie-New York, J. B. Lippincott Company, 1941.
- *Origin of Modern German Colonialism, 1871-1885*, New York, Columbia University, 1921.

- *The Rise and Fall of Germany's Colonial Empire*, New York, The Macmillan Company, 1930.

Tramples, Kurt « Völkerbund und Völkerfreiheit », *Süddeutsche Monatshefte*, juillet 1929.

Tyler, John Ecclesfield

The Struggle for Imperial Unity (1868-1895), Londres-New York, Longmans, Green and Co., 1938.

Unwin, George

Studies in Economic History : the Collected Papers of George Unwin (éd. R. H. Tawney), Londres, Macmillan and Co., 1927.

[Vallerance, Prosper]

Le Panlatinisme. Confédération gallo-latine et celto-gauloise. Alliance fédérative de la France, la Belgique, i Angleterre,..., etc.,..., Passard, 1862.

Vichniac, Marc

« Le Statut international des apatrides », *Recueil des Cours de P Académie de Droit international*, 1933, vol. 33.

Voegelin, Eric

- *Rasse und Staat*, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1933.
- *Die Rassenidee in der deutschen Geistesgeschichte von Ray bis Carus*, Berlin, Junker und Dünnhaupt, 1933.
- « The Origins of Scientism », *Social Research*, décembre 1948.

Voelker, K.

Die religiöse Wurzel des englischen Imperialismus, Tübingen, 1924.

Vrba, Rudolf

Russland und der Panlawismus ; statistische und sozialpolitische Studien, Prague, Selbstverlag, 1913.

Wagner, Adolph

Vom Territorialstaat zur Weltmacht, Berlin, 1900.
 Weber, Ernst
Volk und Rasse. Gibt es einen deutschen Nationalstaat?, 1933.
 Webster, Charles Kingsley
 « Minorities. History », dans *Encyclopaedia Britannica*, 1929.
 Wenck, Martin
Alldeutsche Taktik, Iéna, E. Diederichs, 1917.
 Werner, Bartholomaus von
Die deutsche Kolonialfrage, 1897.
 Werner, Lothar
Der alldeutsche Verband, 1890-1918, Berlin, E. Ebering,
 « Historische Studien » n° 278, 1935.
 Wertheimer, Mildred Saiz
The Pan-German League, 1890-1914, New York, Columbia
 University, 1924.
 Westarp, Graf Kuno F. V. von
Conservative Politik im letzten Jahrzehnt des Kaiserreiches,
 1935.
 White, John S.
 « Taine on Race and Genius », *Social Research*, février 1943.
 Whiteside, Andrew G.
 « Nationaler Sozialismus in Österreich vor 1918 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, (1961).
 Williams, Basil
Cecil Rhodes, Londres, Constable and Company ltd., 1921.
 Williams, Sir John Fische « Denationalisation », *British Year
 Book of International Law*, 1927, vol. 7.
 Winkler, Wilhelm
Statistisches Handbuch der europäischen Nationalitäten,
 Vienne, W. Braumiiller, 1931.
 Wirth, Max

Geschichte der Handelskrisen [Francfort-sur-le-Main, 1858],
Francfort-sur-le-Main, Sauerländer, 1874.

Wolmar, Wolfram von

« Vom Panslawismus zum tschechisch-sowjetischen
Bündnis », *Nationalsozialistische Monatshefte*, 1938, n° 104.

Das Zeitalter des Imperialismus : 1890-1933, Berlin,
Propylaen-Verl., 1933, Propyläen Weltgeschichte, vol. 10.

Zetland, Lawrence John Lumley Dundas, marquis of *Lord
Cromer*, Londres, Hodder and Stoughton, 1932.

Ziegler, H. O.

Die moderne Nation, Tübingen, 1931.

Zimmermann, Alfred

Geschichte der deutschen Kolonialpolitik, Berlin, E. S. Mittler
und Sohn, 1914.

Zoepfl, [Gottfried]

« Kolonien und Kolonialpolitik », dans *Handwörterbuch der
Staatswissenschaften*.

LE TOTALITARISME

Je remercie la Hoover Library de Stanford, Californie, le
Centre de Documentation juive contemporaine de Paris et le
Yiddish Scientific Institute de New York de leur aimable
autorisation à consulter et citer leurs archives. Les documents
utilisés dans les Procès de Nuremberg sont cités avec leur
numéro de dossier, les autres documents sont cités avec
l'indication de leur provenance et de leur numéro d'archives.

Abel, Theodore

*Why Hitler Came into Power ; an Answer Based on the
Original Life Stories of Six Hundred of His Followers*, New York,
Prentice-Hall Inc., 1938 [rééd. Cambridge, Mass., Harvard
University Press, 1986].

Adler, Hans Günther

Theresienstadt 1941-1945 ; das Antlitz einer /wangsgemeinschaft. Geschichte, Sociologie, Psychologie, Tübingen, Mohr, 1955.

Alquen, Gunter d'

Die SS. Geschichte, Aufgabe und Organisation der Schutzstaffeln der NSDAP, Berlin, Junker und Dünnhaupt, Schriften der Hochschule für Politik, 1939.

Anweiler, Oskar

- *Die Rate-Bewegung in Russland 1905-1921,* Leyde, Brill, 1958 [*Les Soviets en Russie (1905-1921),* Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 1972].
- « Lenin und der friedliche Übergang zum Sozialismus », dans *Osteuropa*, 1956, vol. 6.

Armstrong, John Alexander

- *The Soviet Bureaucratie Elite : A Case Study of the Ukrainian Apparatus,* New York, Praeger, 1959.
- *The Politics of Totalitarianism. The Communist Party of the Soviet Union from 1934 to the Present,* New York, Random House, 1961.

Avtorkhanov, Abdurakhan

- « Social Differentiation and Contradictions in the Party », *Bulletin of the Institute for the Study of the USSR*, Munich, février 1956.
- *Stalin and the Soviet Communist Party : A Study in the Technology of Power,* New York, published for the Institute for the Study of the USSR, Praeger, 1959.
- (pseudonyme Uralov), *The Reign of Stalin,* Londres, 1953 [*Staline au pouvoir,* Les Iles d'Or, 1951].

Bakounine, Michel

- *Œuvres*, P.-V. Stock, « Bibliothèque sociologique », 1907-1908, 3 vol.
- *Gesammelte Werke*, 1921-1924 [*Œuvres complètes*, Champ libre, 1972-1982, 8 vol.].

Balabanoff, Angelica

Impressions of Lenin, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1964.

Baldwin, Roger N.

« Political Police », dans *Encyclopedia of Social Sciences*.

Bataille, Georges

- « Le Secret de Sade », *Critique*, n^{os} 15-16 et 17, août-septembre et octobre 1947 [repris dans *La Littérature et le mal*, *Œuvres complètes*, Gallimard, 1979, vol. IX].
- « Réflexions sur le bourreau et la victime », *Critique*, n^o 17, octobre 1947 [compte rendu de *Les Jours de notre mort* de David Rousset, repris dans *Œuvres complètes*, Gallimard, 1988, vol. XI].

Bauer, Raymond ; Inkeles, Alex ; Kluckhohn, Clyde

How the Soviet System Works : Cultural, Psychological and Social Themes, Cambridge, Harvard University Press, 1956.

Bayer, Ernest

Die Sk : geschichte, arbeit, zweck und organisation des Sturmabteilungen des Führers und Obersten SA-führung, Berlin, Junker und Dünnhaupt, 1938.

Bayle, François

Psychologie et éthique du national-socialisme. Étude anthropologique des dirigeants SS, PUF, 1953.

Beck, Friedrich, et Godin, W. [pseudonyme]

Russian Purge and the Extraction of Confession, Londres-New York, Hurst & Blackett, 1951.

Beckerath, Erwin von

- « Fascism », dans *Encyclopedia of Social Sciences*.
- *Wesen und Werden des faschistischen Staates*, Berlin, J. Springer, 1927.

Benn, Gottfried

Der neue Staat und die Intellektuellen, Stuttgart, Deutsche Verlag-Anstalt, 1933.

Bennecke, H.

Hitler und die Sk, Munich, G. Olzog, 1962.

Berdiaev, Nicolas

The Origin of Russian Communism, Londres, G. Blés, 1937
[*Les Sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, coll. « Les Essais », 1938 ; rééd. coll. « Idées », 1971].

Best, Werner

Die deutsche Polizei, Darmstadt, L. G. Wittich, 1940 [rééd. 1941].

Bettelheim, Bruno

- « On Dachau and Buchenwald », dans *Nazi Conspiracy and Aggression*, Office of the United States Chief of Counsel for the Prosecution of Axis Criminality, US Government, Washington, 1946, vol. VII.
- « Behavior in Extreme Situations », *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 1943, vol. 38, n° 4 [Survivre, Robert Laffont, 19/9].

Black, Cyril Edwin, éd.

Rewriting Russian History : Soviet Interpretations of Russia s Past, New York, Praeger, 1956.

Blank, Ruben

Adolf Hitler : ses aspirations, sa politique, sa propagande, et les « Protocoles des Sages de Sion » | préface Paul Milioukov, L. Beresniak, 1938.

[Boberach, Heinz, éd.]

Meldungen aus dem Reich. Auswahlaus den geheimen Lageberichten des Sicherheitsdienstes der SS, 1939-1944, Neuwied-Berlin, Luchterhand, 1965.

Bonhard, Otto

Jüdische Geld – und Weltherrschaft?, Berlin, Neudeutsche Verlags – u. Treuhand – Gesellschaft, 1926.

Borkenau, Franz

- *The Totalitarian Enemy*, Londres, Faber and Faber limited, 1940.
- *The Communist International*, Londres, Faber and Faber limited, 1938.
- « Die neue Komintern », *DerMonat*, 1949, n° 4.

Bormann, Martin

- « Relationship of National Socialism and Christianity », dans *Nazi Conspiracy and Aggression*, Office of the United States Chief of Counsel for the Prosecution of Axis Criminality, US Government, Washington, 1946, vol. VI.
- *The Bormann Letters*, éd. H. R. Trevor-Roper, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1954 [rééd. New York, AMS Press, 1981].

Boucart, Robert

Les Dessous de TIntelligence Service, Les Editions de France, coll. « Faits et Documents », 1937.

[Bouhler, Philipp, éd.]

Die Reden des Führer nach der Machtübernahme, 1940.

Bracher, Karl Dietrich

Die Auflösung der Weimarer Republik : eine Studie zum problem des Machtverfalls in der Demokratie, Stuttgart, Ring-Verlag, 1955 ; 3^e éd., Villingen, 1960.

Bracher, Karl Dietrich, Sauer, Wolfgang et Schulz, Gerhard

Die nationalsozialistische Machtergreifung : Studien zur Errichtung des totalitären Herrschaftssystems in Deutschland 1933-1934, Köln-Opladen, 1960 [Köln, Westdeutscher Verlag, 1962].

Brecht, Bertolt

Gesammelte Werke, Londres, Malik, 1938 [*Écrits sur le théâtre*, Gallimard, La Pléiade, 2000].

[Brennecke, Fritz]

The Nazi Primer : Official Handbook for Schooling the Hitler Youth, New York-Londres, Harper & Brothers, 1938.

Broszat, Martin

Der Nationalsozialismus. Weltanschauung, Programm und Wirklichkeit, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1960.

Broszat, Martin, Jacobsen, Hans-Adolf et Krausnick, Helmut
Konzentrationslager, Kommissarbefehl, Judenverfolgung, Olten/Fribourg, Walter,

Brzezinski, Zbigniew

- *Ideology and Power in Soviet Politics*, New York, Praeger, 1962.
- *The Permanent Purge. Politics in Soviet Totalitarianism*, Cambridge, Harvard University, Press, 1956 [*La Purge permanente. La politique dans le totalitarisme soviétique*, Les îles d'Or, 1958].

Buber-Neumann, Margerete

Under Two Dictators, Londres, V. Gollancz, 1949 [*Déportée en Sibérie*, La Baconnière, 1949 ; rééd. Seuil, 1986 ; *Prisonnière de Staline et Hitler. 2 : Déportée à Ravensbrück*, Seuil, 1988].

Buchheim, Hans

- « Die SS in der Verfassung des Dritten Reiches », *Nierteljahreshefte für /eitgeschichte*, avril 1955.
- *Das Dritte Reic/r. Grundlagen undpolitische Entwicklung*, Munich, Kôsel-Verlag, 1958.
- *Totalitäre Herrschaft*, Munich, Kôsel-Verlag, 1962.
- *Die SS – das Herrschaftsinstrument – Befehl und Gehorsam*, Olten, Walter, 1965 (Z. Auf., Munich, Dt. Taschenbuch-Verlag, 1989).

Bullock, Alan

Hitler, a Study in Tyranny (1952), New York, Harper & Row, 1964 [Smithmark, 1997 ; *Hitler ou les Mécanismes de la tyrannie*, Marabout, coll. « Planète », 1963].

Camus, Albert

« The Human Crisis », *Twice a Year*, 1946-1947 [« La Crise de l'homme », *Nouvelle Revue française*, Gallimard, 1996, n° 516].

Carocci, Giampiero

Storia delfascismo, Milan, Garzanti, 1959.

Carr, Edward Hallet

- *History of Soviet Russia*, New York, Macmillan, 1951.
- *Studies in Revolution* (1950), New York, 1964.

Céline, Louis-Ferdinand

- *Bagatelles pour un massacre*, Denoël, 1938.
- *LEcole des cadavres*, Denoël, 1940 [rééd. 1942].

Chamberlin, William Henry

- *Blueprint for World Conquest, as outlined 1946 by the Communist International*, introduction William H. Chamberlin, Washington-Chicago, Human Events, 1946.
- *The Russian Revolution : 1917-1921* (1935), 1965.

Childs, H. L., et Dodd, W. E., éd.

Voir Brennecke, Fritz.

Ciliga, Anton

The Russian Enigma, Londres, G. Routledge & sons, 1940 [*Au pays du grand mensonge*, Gallimard, 1938, repris dans *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Champ libre, 1977].

Clark, Evelyn A.

« Adolf Wagner. From National Economist to National Socialist », *Political Science Quarterly*, 1940, vol. 55, n° 3.

Cobban, Alfred

- *National Self-determination*, Londres-New York, Oxford University Press, 1945.
- *Dictatorship ; Its History and Theory*, New York, J. Cape, 1939 [rééd. Haskell House, 1971].

Communism in Action. A Documented Study and Analysis of Communism in Operation in the Soviet Union..., United States Government House Documents, n° 754, Washington, US Government Print Office, 1946.

Crankshaw, Edward

Gestapo, Londres, Putnam, 1956 [*Gestapo, Instrument of Tyranny*, New York, Viking Press, 1956].

Curtiss, John Selton

An Appraisal of the Protocols of Zion, New York, Columbia University Press, 1942.

Dallin, David J.

- *From Purge to Coexistence*, Chicago, H. Regnery Co, 1964.
- « Report on Russia », *The New Leader*, 8 janvier 1949.

Dallin, David J. et Nicôlaevsky, Boris I.

Forced Labor in Russia, New Haven, Yale University Press, 1947 [*Le Travail forcé en URSS*, Somogy, 1949].

Daniels, Robert

The Conscience of the Revolution : Communist Opposition in Soviet Russia, Cambridge, Harvard University Press, 1960.

The Dark Side of the Moon, préface de Thomas S. Eliot, New York, 1947 [Londres, Faber and Faber, 1946 ; Zajdlerowa Zoé, Coutouvidis Thomas, Lane, New York, Harcester Wheatshaet, 1989].

Deakin, Frederic William

The Brutal Friendship, Mussolini, Hitler and the Fall of Italian Fascism, New York, Harper & Row, 1963.

De Begnac, Yvon

Palazzo Venezia – Storia di un regime, Rome, La Rocca stampa, 1950.

Dehillotte, Pierre

Gestapo : Torganisation, Payot, 1940.

Delarue, Jacques

Histoire delà Gestapo, Fayard, 1962 [rééd. Le Grand Livre du mois, 1996].

Der Reichsfuhrer SS und Chef der deutschen Polizei, s.d.

Deutscher, Isaac

- *Stalin : a Political Biography*, Londres-New York, Oxford University Press, 1949 [*Staline*, Gallimard, 1953].
- *Trotsky*, 1 : *The Prophet Armed : Trotsky, 1879-1921* ; 2 : *The Prophet Unarmed : 1921-1929*, 3 : *The Prophet Outcast : Trotsky ; 1929-1940*, Londres-New York, Oxford University

Press, 1954, 1959, 1963, ô vol. [*Trotsky*, Julliard, 1962, 1964 et 1965, 3 vol.].

Dobb, Maurice

« Bolshevism », dans *Encyclopedia of Social Sciences*.

Dokumente der deutschen Politik und Geschichte von 1848 bis zur Gegenwart, Berlin – Munich, Giersch, 1951-1955, vol. 4.

Domarus, Max

Hitler-Reden und Proklamationen 1932-1945, Würzburg-Neustadt, Gesamtherstellung und Auslieferung-Schmidt, 1963, 2 vol.

Doob, Leonard William

« Goebbels'Principles of Propaganda », dans Katz, Daniel *et al.*, *Public Opinion and Propaganda, a Book of Readings*, New York, Dryden Press, 1954.

Drucker, Peter Ferdinand

The End of Economic Man : a Study of the New Totalitarianism, New York, The John Day & Co., 1939 [rééd. Transaction Publishers, c. 1995].

Ebenstein, William

The Nazi State, New York-Toronto, Farrar & Rinehart, 1943 [rééd. New York, Octagon Books, 1975].

Ehrenburg, Ilya

- *Memoirs : 1921-1941*, Cleveland, 1964 [*Un écrivain dans la révolution*, Gallimard, coll. « L'Air du temps », 1963].
- *The War : 1941-1945*, Cleveland, 1965 [*La Guerre en Russie*, Gallimard, coll. « L'Air du temps », 1968].

Engels, Friedrich

- *Introduction to The Communist manifesto*, 1890 [Préface au *Manifeste du parti communiste*, Editions Ivréa, 1983].

- *Die Ursprung der Familie, des Privateigentums, und, des Spates* (1884), Introduction [*UOrigfne de la famille, de la propriété privée et de T État*, Editions sociales, 1971].
- *Funeral Speech on Marx* [Highgate Cemetery, 17 mars 1883].

Erickson, John

The Soviet High Command : a Military-political History 1918-1941, New York, 1961 [rééd. Boulder, 1984].

Eyck, Erich

A History of the Weimar Republic, Cambridge, Harvard University Press, 1962-1963, 2 vol.

Fainsod, Merle

- *How Russia is Ruled* (1953), Cambridge, Havard University Press, 1963 [*Comment l'URSS est gouvernée*, Editions de Paris, 1957].
- *Smolensk under Soviet Rule*, Cambridge, Harvard University Press, 1958 [*Smolensk à T heure de Staline*, Fayard, 1967].

Fascist Era (The), Confederazione generale dell'Industria Italiana, Rome, 1939.

Feder, Ernest

« Essai sur la Psychologie de la terreur », *Synthèses*, Bruxelles, 1946.

Feder, Gottfried

Das Programm der NSDAP und seine weltanschaulichen Grundgedanken, (Nationalsozialistische Bibliothek, n° 1), Munich, E Eher nachf., 1931.

Fedotow, G. P.

« Russia and Freedom », *The Review of Politics*, janvier 1946, vol. 8, n° 1.

Fest, Joachim G.

Das Gesicht des Dritten Reiches : Profile einer totalitären Herrschaft, Munich, R. Piper, 1963 [*Les Maîtres du Troisième Reich*, Grasset, 1965].

Finer, Herman *Mussolini's Italy* (1935), New York, Grosset & Dunlap, 1965.

Fischer, Louis

- *The Soviets in World Affairs*, Londres-New York, 1930 [*Les Soviets dans les affaires mondiales*, Gallimard, « Les Documents bleus », 1938].
- *Life of Lenin*, New York, 1964 [*Lénine*, Christian Bourgois, 1966 ; rééd. UGE, 1971].

Flammery, Harry W.

« The Catholic Church and Fascism », *Free World*, septembre 1943.

Florinsky, Michael Timoty

Fascism and National Socialism. A Study of the Economic and Social Politics of the Totalitarian State, New York, Macmillan, 1936.

Forsthoff, Ernst

Der totale Staat, Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1933.

Fraenkel, Ernst

The Dual State, New York-Londres, Oxford University Press, 1941.

Frank, Hans

- *Nationalsozialistische Leitsätze für ein neues deutsches Strafrecht...*, Berlin, Deutscher Rechts-Verlag, 1935-1936, 2 vol.
- *Die Technik des Staates*, Munich, 1940 [2^e édition : Krakau [Cracovie], Burgverlag, 1942].

- (éd.) *Grundfragen der deutschen Polizei*. Bericht über die konstituierende Sitzung des Ausschusses für Polizeirecht der Akademie für Deutsche Recht, 11 octobre 1936, Hamburg, Hansatische Verlagsanstalt, 1937.
- *Recht und Verwaltung*, Munich, F. Eher, 1939.
- « Im Angesicht 1942 », *Im Angesicht des Galgens*, Munich-Grafelfing, Beck verlag, 1953.
- (éd.), *Nationalsozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, Munich, Zentralverlag der NSDAP, 1935.

Freyer, Hans -

Pallas Athene, Ethik des politischen Volkes, Iéna, 1935.

Friedrich, Carl Joachim, éd.

Totalitarianism', Proceedings of a Conference held at the American Academy of Arts and Sciences, mars 1953, Cambridge, Harvard University Press, 1954.

Friedrich Carl Joachim et Brzezinski, Zbigniew K.

Totalitarian Dictatorship and Autocracy, Cambridge, Harvard University Press, 1956.

Galtier-Boissière, Jean

The Mysteries of the French Secret Police, Londres, S. Paul, 1938 [*Histoire de la police secrète*, Le Crapouillot, 1936].

Gauweiler, Otto

Rechtseinrichtungen und Rechtsaufgaben der Bewegung, Munich, F. Eber Nachf., 1939.

Geigenmüller, Otto

Die politische Schutzhaft in nationalistischen Deutschland, 2^e éd., Würzburg, P. Schneier, 1937.

Gerth, Hans

« The Nazi Party », *American Journal of Sociology*, 1940, vol. 45.

Gide, André

Retour de T URSS, Gallimard, 1936, repris dans *Œuvres complètes. Essais critiques*, Gallimard, La Pléiade, 1999.

Giles, O. C.

The Gestapo, Oxford Pamphlets on World Affairs, 1940, n° 36.

Globke, Hans et Stuckart, Wilhelm

Kommentare zur Deutschen Rassengesetzgebung, Munich, Beck, 1936.

Goebbels, Joseph

- *Wege ins Dritte Reich. Briefe und Aufsätze für Zeitgenossen*, Munich, F. Eher nachf., 1927.
- « Der Faschismus und seine praktischen Ergebnisse », *Schriften der deutschen Hochschule für Politik*, Berlin, 1935, vol. 1.
- *Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei : eine historische Darstellung in Tagebuchblättern*, 19 aufl., Munich, F. Eher nachf., 1937.
- « Rassenfrage und Weltprogramm », *Pädagogisches Magazin*, Heft 139, 1934.
- *The Goebbels Diaries 1942-1943*, Louis P. Lochner éd., New York, Doubleday, 1948.
- *Wesen und Gestalt des Nationalsozialismus*, Berlin, Junker und Dünhaupt, 1935.

Goslar, Hans

Jüdische Weltherrschaft. Phantasiegebilde oder Wirklichkeit ? Berlin, Gabriel-Riesser – Verl., 1919.

Goul, Roman

Les Maîtres de la Tchéka, Editions de France, 1938.

Griffith, William Ellis, éd.

Communism in Europe. Continuity, Change and the Sino-Soviet Dispute, Cambridge, MIT Press, 1964.

Gross, Walter

- *Der deutsche Rassengedanke und die Welt*, Schriften der Hochschule für Politik, n° 42, Berlin, Junker und Dünnhaupt, 1939.
- « Die Rassen-und Bevölkerungspolitik im Kampf um die geschichtliche Selbstbehauptung der Völker », *Nationalsozialistische Monatshefte*, octobre 1939, n° 115.

Gruaert, Wilhelm

« Die Entwicklung des Polizeirechts in nationalsozialistischen Staat », dans *Deutsche Juristenzeitung*, 1934, 39.

Grundfragen der deutschen Polizei. Bericht über die konstituierende Sitzung des Ausschusses für Polizeirecht der Akademie für Deutsche Recht, 11 octobre 1936, 1937.

Günther, Hans F. K.

- *Rassenkunde des deutschen Volkes*, Munich, J. F. Lehmann, 1922.
- *Rassenkunde des jüdischen Volkes*, Munich, J. F. Lehmann, 1930, 2^e édition.

Gurian, Waldemar

- *Bolshevism : Theory and Practice*, New York, The Macmillan Company, 1932 [*Le Bolchevisme. Introduction historique et doctrinale*, Beauchesne et fils, 1933].
- « Antisemitism in Modern Germany », dans *Essays on Antisemitism*, Koppel S. Pinson éd., New York, Conference on Jewish Relations, 1946, p. 243.
- *Bolshevism. An Introduction to Soviet Communism*, Notre Dame, University of Notre dame Press, 1952 [rééd. 1963].

Hadamovsky, Eugen

Propaganda und nationale Macht : die Organisation der öffentlichen Meinung für die nationale Politik, Oldenburg, Gerhard Stalling, 1933.

Hafkesbrink, Hanna

Unknown Germany ; an Inner Chronicle of the First World War Based on Letters and Diaries, New Haven, Yale University Press, 1948.

Hallgarten, Georg Wolfgang F.

Hitler, Reichswehr und Industrie. Zur Geschichte der Jahre 1918-1933, Francfort-sur-le – Main, Europäische Verlagsanstalt, 1955.

Hamel, Walter

« Die Polizei im neuen Reich », *Deutsches Recht*, 1935, vol. 5.

Hammer, Hermann

« Die deutschen Ausgaben von Hitlers "Mein Kampf" », *Verteljahreshefte für Zeitgeschichte*, n° 4 (1956).

Handbuch der SA, NSDAP/Sturmabteilung, Berlin, Verb Offene Worte, 1939.

Hartshorne, Edward Yarnall

The German Universities and National Socialism, Londres, Allen & Unwin, 1937 [New York, AMS Press, 1982].

Hayek, Friedrich August von

« The Counter-Revolution of Science », *Economics*, 1941, vol. 8.

Hayes, Carlton Joseph Huntley

- *Essays on Nationalism*, New York, The Macmillan Company, 1926.
- « Remarks on "The Novelty of Totalitarianism in the History of Western Civilization" », *Symposion on the Totalitarian*

State, 1939, *Proceedings of the American Philosophical Society Philadelphia*, 1940, vol. 82.

- *A Generation of Materialism, 1871-1900*, New York-Londres, Harper & Brothers, 1941.

Hederich, Karl-Heinrich, éd.

Die Reden des Führers nach der Machtübernahme : eine Bibliographie, Berlin, Zentralverlag der NSDAP, F. Eher Nachf., 1939.

Heiden, Konrad

- *Der Führer. Hitler's Rise to Power*, Boston, Houghton Mifflin, 1944.
- *A History of National Socialism*, New York, A. A. Knopf, 1935.
- *Adolf Hitler. Das Zeitalter der Verantwortung. Eine Biographie*, Zurich, Europa Verlag, 1936, vol. 1 [Adolf Hitler, Grasset, 1937].
- *Geschichte des Nationalsozialismus. Die Karriere einer Idee*, Berlin, Rowohlt, 1932 [Histoire du national-socialisme, 1919-1934, Stock, 1934].
- *Geburt des Dritten Reiches. Die Geschichte des Nationalsozialismus bis Herbst 1933*, 2P éd., Zurich, 1934.

Hesse, Fritz

Das Spiel urn Deutschland, Munich, P. List, 1953.

Heydrich, Reinhardt

« Die Bekämpfung der Staatsfeinde », dans *Deutsches Recht*, 1936, vol. 6.

Hilberg, Raul

The Destruction of the European Jews, Chicago, Quadrangle Books, 1961 [La Destruction des Juifs d'Europe, Fayard, 1988 ; rééd. Gallimard, coll. « Folio – Histoire », 1993].

Himmler, Heinrich

- « Mannerbund auf rassischer Grundlage », *Das Schwarze Korps*, 38. Folge.
- « Die Schutzstaffel als antibolschewistische Kampforganisation », *Das Schwarze Korps*, n. 3, 1936.
- « Organization and Obligation of the SS and the Police », dans *Nationalpolitischer Lehrgang der Wehrmacht vom 5.-23 Januar 1937*. Extraits traduits dans *Nazi Conspiracy and Aggression*, Office of the United States Chief of Counsel for the Prosecution of Axis Criminality, US Government, 8 vol., Washington, US Government Print Office, 1946, vol. IV ; édition anglaise : *Secret Speech by Himmler to the German Army General Staff*, publié par The American Committee for AntiNazi Literature, 1938.
- *Grundfragen der deutschen Polizei*. Bericht fiber die konstituierende Sitzung des Ausschusses ffir Polizeirecht der Akademie fur Deutsche Recht, 11 octobre 1936, 1937, Hamburg, 1937.
- « Denkschriften Himmler fiber die Behandlung der Fremdvolkischen im Osten » (mai 1940), *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 5. Jg. (1957).
- « Die Schutzstaffel », *Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalso – zialistischen Staates*, n° 7 b.
- « Wesen und Aufgabe der SS und der Polizei », *Sammelhefte ausgewahlter Nortrage und Reden*, 1939.

Hitler, Adolf

- *Mein Kampf* 1925-1927. An unexpurgated digest, New_zYork, Political Digest Press, 1939 [*Mon Combat*, traduction

- intégrale, Nouvelles Editions latines, 1934].
- *Adolf Hitlers Reden*, Munich, Deutscher volsverlag dr. E. Boepple, 1933.
 - *Der Führer vor dem ersten Reichstag Grossdeutschlands*, 1939.
 - *Der Führer zum Kriegswinterhilfswerk*, Schriften NSV, n° 14, p. 33.
 - *The Speeches of A. Hitler, 1922-1939*, N. H. Baynes éd., Londres, Oxford University Press, 1942.
 - *kusgewahlte Reden des Führers*, Berlin, F. Eher Nachf., 1939.
 - *Der grossdeutsche Freiheitskampf Reden Hitlers vom 1.9.1939 bis 10.3.1940*, Munich, F. Eher Nachf.
 - *Hitlers Tischgesprache im Fuhrerhauptquartier, 1941-1942*, Bonn, Athenaum-Verlag, 1951 [Munich-Berlin, Herbig, 1980]. *Hitler's Table Talks*, New York, 1953 [Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1953 ; Oxford, Oxford University Press, 1988].
 - *Hitler's Secret Book*, New York, Grove Press, 1962.
 - *Der grossdeutsche Freiheitskampf – Reden Adolf Hitlers*, 3^e éd., Munich, 1943, vol. 1 et 2.

Hoche, Werner, éd.

Die Gesetzgebung des Kabinetts Hitler : die Gesetze in Reich und Preussen seit dem 30. Januar 1933..., Berlin, Valhen, 1933, vol. 1.

Hôhn, Reinhard

Rechtsgemeinschaft und Volksgemeinschaft, Hambourg, Hanseatische verlasanstalt, 1935.

Hoettl, Wilhelm

The Secret Front : The Story of Nazi Political Espionage, New York, Praeger, 1954.

[Holfeld, Johannes, éd.]

« Die nationalsozialistische Revolution », *Dokumente der deutschen Politik und Geschichte von 1848 bis zur Gegenwart*, Berlin-Munich, Giersch, 1951-1955, vol. 1.

Holldack, Heinz

Was wirklich geschah; die diplomatischen Hintergründe des deutschen Kriegspolitik. Darstellung und Dokumente, Munich, Nymphenburger Verlagshandlung, 1949.

Horneffer, Reinhold

« Das Problem der Rechtsgeltung und der Restbestand der Weimarer Verfassung », dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1938, 99.

Hoss, Rudolf

Commandant of Auschwitz ; Autobiography, Cleveland, World Pub. Co., 1960 [*Le Commandant a Auschwitz parle*, La Découverte, 1995].

Hossbach, Friedrich

Zwischen Wehrmacht und Hitler 1934-1938, Wolfenbüttel, Wolfenbütteler Verlagsanstalt, 1949.

Huber, Ernst Rudolf

« Die deutsche Polizei », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1940-1941, vol. 101.

Hudal, Bischof Alois

Die Grundlagen des Nationalsozialismus : Eine ideengeschichtliche Untersuchung, Leipzig, Günther, 1937.

Inkeles, Alex, et Bauer, Raymond A.

The Soviet Citizen : Daily Life in a Totalitarian Society, Cambridge, Harvard University Press, 1959.

Jetzinger, Franz

Hitlers Jugend. Phantasien, Lügen – und die Wahrheit, Vienne, Europa-Verlag, 1956.

Jünger, Ernst

The Storm of Steel, Londres, 1929 [*Orages d'Acier*, Payot, 1930 ; rééd. Christian Bourgois, 1991].

Keiser, Guenther

« Der jüngste Konzentrationsprozess », *Die Wirtschaffskurve*, 1938, vol. 18, n° 148.

Kennan, George F.

Russia and the West under Lenin and Stalin, Boston, Little, Brown, 1961 [*La Russie et l'Occident. Quarante années d'histoire*, Calmann-Lévy, 1962].

Kersten, Felix

Totenkopf und Treue : Heinrich Himmler ohne Uniform, Hamburg, Mòlich, 1952.

Khrouchtchev, Nikita

« The Crimes of the Stalin Era », édité et annoté par Boris Nicolaevsky, New York, The New Leader, 1956 [*Rapport secret sur Staline au XX^e congrès du PC soviétique*, Champ libre-Ivréa, 1970].

Klein, Fritz

« Zur Vorbereitung der faschistischen Diktatur durch die deutsche Grossbourgeoisie 1929-1932 », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 1953.

Kluke, Paul

« Nationalsozialistische Europaideologie », *Verteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 8. Jg, 1960.

Koch, Erich

« Sind wir Faschisten ? », dans *Arbeitertum* 1, Heft 9, 1, july 1931.

Koellreutter, Otto

- *Volk und Staat in der Weltanschauung des Nationalsozialismus*, Berlin, Pan – Verlagsgesellschaft, 1935.
- *Der deutsche Führerstaat*, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1934.

Koestler, Arthur

Scum of the Farth, 1941 [*La Lie de la terre*, Paris, Chariot, 1947 ; rééd. dans *Œuvres autobiographiques*, Paris, R. Laffont, coll. « Bouquins », 1994, p. 951-1180].

Koettgen, Arnold

« Die Gesetzmässigkeit der Verwaltung im Führerstaat », *Resichsverwaltungsblatt*, 1936.

Kogon, Eugen

The Theory and Practice of Hell, 1956 [*L'Etat SS*, La Jeune Parque, 1946 ; rééd. Seuil, coll. « Politique », 1969].

Kohn-Bramstedt, Ernst

- *Dictatorship and Political Police·, The Technique of Control by Fear*, Oxford University Press, 1945.
- *Goebbels and National Socialist Propaganda 1925-1945*, Michigan State University Press, 1965.

Koyré, Alexandre

« The Political Function of the Modern Lie », *Contemporary Jewish Record*, juin 1945 [*Réflexions sur le mensonge*, Editions Allia, 1996].

Kravchenko, Victor

I Chose Freedom. The Personal and Political Life of a Soviet Official, New York, C. Scribner's Sons, 1946 [*J'ai choisi la liberté. La vie publique et privée d'un hautfonctionnaire soviétique*, Self, 1947].

Krivitsky, Walter G.

Stalin's Secret Services, New York-Londres, Harper and Brothers, 1939 [*J'étais un agent de Staline*, Editions Coopération, 1940 ; rééd. Champ libre, 1979].

Kuhn, Karl G.

« Die Judenfrage als weltgeschichtliches Problem », dans *Forschungen zur Judenfrage*, 1939.

Lammers, Hans Heinrich, éd.

Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalsozialistischen Staates, Berlin, Spaethe u. Linde [s.d.].

Laporte, Maurice

Histoire de l'Okhrana, Payot, 1935.

Latour, Contamine de

« Le Maréchal Pétain », *Revue de Paris*, vol. 1.

Le Bon, Gustave

La Psychologie des foules, Alcan, 1895 [rééd. Retz, 1976].

Lederer, Zdenek

Ghetto Theresienstadt, Londres, E. Goldston, 1953.

Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov

- *What is to Be Done ? Burning Question of our Movement*, Little Lenin Library, 1,932 [*Que Faire ? les questions brûlantes de notre mouvement*, dans *Œuvres*, Moscou, Editions du Progrès, 1964].
- *State and Revolution*, 1917 [*L'Etat et la Révolution*, dans *Œuvres*, Moscou, Editions du Progrès, 1964].
- *Imperialism, the Last Stage of Capitalism*, 1917 [*L'Impérialisme stade suprême du capitalisme*, 1917, dans *Œuvres*, Moscou, Editions du Progrès, 1964].

Leutwein, Paul, éd.

Kämpfe um Afrika | Sechs Lebensbilder, Lübeck, C. Cloman, 1936.

Lewy, Guenter

The Catholic Church and Nazi Germany, New York, McGraw-Hill, 1964 [*L'Eglise catholique et l'Allemagne nazie*, Stock, 1964].

Ley, Robert

Der Weg zur Ordensburg. Sonderdruck des Reichsorganisationsleiters des NSDAP für das Führerhorps der Partei, seiner Gliederungen und der angeschlossenen Verbände, Berlin, Verl. d. Deutschen Arbeitsfront [1936].

Lösener, Bernhard

Die Nürnberger Gesetze über das Reichsbürgerrecht und den Schutz des deutschen Blutes..., Berlin, E. Vahlen, 1936.

Lowenthal, Richard

World Communism. The Disintegration of a Secular Faith, New York, Oxford University Press, 1964.

Lüdecke, Winfried

Behind the Scenes of Espionage. Tales of the Secret Service, Londres, G. G. Harrap & Co Ltd, 1929.

Luther, Martin

« Warum die Einsamkeit zu fliehen ? », *Erbauliche Schriften*.

Lutze, Victor

« Die Sturmabteilungen » [« Les Sections d'Assaut »], dans *Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalsozialistischen Staates*, Hans Heinrich Lammers éd. [s.d.], n° 7 a.

Luxemburg, Rosa

The Russian Revolution, and Leninism or Marxism?, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1961 [*La Révolution russe*, Librairie du Parti socialiste SFIO, 1922 ; rééd. Spartacus, 1969].

Martin, Alfred von

« Zur Soziologie der Gegenwart », *Zeitschrift für Kulturgeschichte*, vol. 27.

Marx, Karl

Capital, vol. I, part I, chap. I et V [*Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1963, 1 : *Économie*].

Massing, Paul W.

Rehearsal for Destruction ; a Study of Political Anti-Semitism in Imperial Germany, New York, Harper, 1949 [rééd. H. Fertig,

1967].

Mathias, Erich et Morsey, Rudolph, éd.

Das Ende der Parteien 1933, Düsseldorf, Droste Verlag, 1960.

Maunz, Theodor

Gestalt und Recht der Polizei, Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1943.

McKenzie, Kermit Eubank

Comintern and World Revolution 1928-1943 : the Shaping of Doctrine, Londres-New York, Columbia University Press, 1964.

Medical Trial. US against Karl Brandt *et al.* Audition du 14 mai 1947.

Micaud, Charles Antoine

The French Right and Nazi Germany 1933-1939 ; a Study of Public Opinion, Durham, Duke University Press, 1943.

Moeller van den Bruck, Arthur

Das Dritte Reich, 1923 [Germany's Third Empire, New York, 1934].

Moore, Barrington

Terror and Progress USSR. Some Sources of Change and Stability in the Soviet Dictatorship, Cambridge, Harvard University Press, 1954 {*Terreur et progrès en URSS. Étude sur les variations et la stabilité de la dictature soviétique*, éd. J. vitiano, 1956].

Moritz, Bermann

Maria-Theresa und Kaiser Joseph II, Vienne-Leipzig, 1881.

Morstein Marx, Fritz

« Totalitarian Politics », *Symposion on the Totalitarian State, 1939. Proceedings of the American Philosophical Society*, Philadelphie, 1940, vol. 82.

Mosse, George J.

The Crisis of German Ideology : Intellectual Origins of the Third Reich, New York, Grosset & Dunlap, 1964 [rééd. H. Fertig,

1998].

Muller, H. S.

« The Soviet Master Race Theory », *The New Leader*, 30 juillet 1949.

Müller, Josef

« Die Entwicklung des Rassenantisemitismus in den letzten Jahrzehnten des 19. Jahrhundert », *Historische Studien*, hefte 372, Berlin, 1940.

Mussolini, Benito

- « Relativismo et Fascismo », *Diuturna*, Milan, 1924 ; *Four Speeches on the Corporate State*, Rome, 1935 [*L'Etat corporatif*, 1937 ; rééd. Edition du Trident, 1987].
- *Opera Omnia di Benito Mussolini*. IV. *Dal Primo complotto contro Mussolini alla sua nomina a direttore dell'Avanti !*, 1911-1912, Florence, la Fenice, 1952.

Nansen, Odd

From Day to Day, Londres, 1949 [New York, Putnam's Sons, 1949].

Nazi Conspiracy and Aggression, Office of the United States Chief of Counsel for the Prosecution of Axis Criminality, US Government, Washington, US Government Print Office, 1946, 8 vol.

Nazi-Soviet Relations, 1939-1941. Documents from the Archives of the German Foreign Office..., éd. Raymond James Sontag et James Stuart Beddie, Washington, Department of State, 1948 [trad, expurgée : *La Vérité sur les rapports germano-soviétiques de 1939 à 1941*, France-Empire, 1948].

Neesse, Gottfried

- *Partei und Staat*, Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1936.

- « Die verfassungsrechtliche Gestaltung der Ein-Partei », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1938, vol. 98.

Neumann, Franz Leopold

Behemoth. The Structure and Practice of National-Socialism, Londres, V. Gollancz ltd, 1942 [*Behemoth. Structure et pratique du national-socialisme*, Payot, 1987].

Neusüss-Hunkel, Ermenhild

Die SS, Hanovre-Francfort-sur-le-Main, 1956.

Newman, Bernard

Secret Servant (1935), New York, 1936.

Nicolaevsky, Boris I.

- *Bolsheviks and Bureaucrats*, New York, 1965.
- *Power and the Soviet Elite*, New York, 1965 [*Les Dirigeants soviétique^ et la lutte pour le pouvoir*, Denoël, « Les Lettres nouvelles », 1969 ; rééd. 1975 : *À Moscou, lutttes sanglantes pour le pouvoir*, Spartacus, 1975].
- *Letter of an Old Bolshevik*, New York, 1936, repris dans *Les Dirigeants soviétiques,... op. cit.*

Nicolai, Helmut

Die rassengesetzliche Rechtslehre. Grundzüge einer nationalsozialistischen Rechtsphilosophie, Nationalsozialistische Bibliothek, hefte 39, 3. Aufl., Munich, Verlag Frz Eher nachf., 1934.

Nomad, Max

Apostles of Revolution, Boston, Little, Brown, 1939.

Olgin, Moissaye Joseph

The Soul of the Russian Revolution, New York, H. Holt and Company, 1917.

Organisationsbuch der NSDAP, Munich, F. Eher, 1936 [6^e édition : 1940].

Orlov, Aleksandr

The Secret History of Stalins Crimes, New York, Random House, 1953.

Ortega y Gasset, José

The Revolt of the Masses, New York, W. W. Norton & Company, 1932 [*La Révolte des Masses*, Stock, 1937 ; rééd. augmentée, Grasset, 1961].

Paetel, Karl Otto

- « Die SS », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, janvier 1954.
- « Der schwarze Orden. Zur Literatur über die "SS" », *Neue Politische Literatur*, 1958, 3.

Parsons, Talcott

« Some Sociological Aspects of the Fascist Movement », *Essays in Sociological Theory*, Glencoe, 1954.

Pascal, Pierre

Avvakum et les débuts du raskol. La crise religieuse au XVII^e siècle en Russie, H. Champion, Bibliothèque de l'institut français de Leningrad, 1938, t. XVIII [rééd. La Haye, Mouton et Cie, 1969].

Paulhan, Jean

« Introduction » au Marquis de Sade, *Les Infortunes de la Vertu*, Paris, 1946 [dans *Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1995].

Payne, Stanley G.

Ealange, a History of Spanish Fascism, Stanford, Stanford University Press, 1961 [*La Phalange. Histoire au fascisme espagnol*, éd. Ruedo Iberico, 1965].

Pencherlo, Alberto

« Antisemitism », dans *Encyclopedia Italiana*.

Petegroski, D. W. « Antisemitism, The Strategy of Hatred », *Antioch Review*, 1941, vol. 1, n° 3.

Pfenning, Andreas

« Gemeinschaft und Staatswissenschaft », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, vol. 96.

Poliakov, Léon

- *Bréviaire de la haine*, Calmann-Lévy, 1951 [rééd. Bruxelles, Editions Complexe, 1986].
- « The Weapon of Antisemitism », *The Third Reich*, Londres, Unesco, 1955.

Poliakov, Léon et Wulf, Josef

Das Dritte Reich und die Juden. Dokumente und Aufsätze, Berlin, Arani, 1955 [*Le III^e Reich et les Juifs*, Gallimard, coll. « Problèmes et Documents », 1959].

Poncins, Léon de

- *Les Forces secrètes de la Révolution'. F. M. – Judaïsme*, 2^e édition revue, Bossard, 1929.
- *Les Juifs Maîtres du Monde*, Bossard, 1932.
- *La Dictature des puissances occultes : La F M.*, G. Beauchesne et ses fils, 1934.
- *La Mystérieuse Internationale juive*, G. Beauchesne et ses fils, 1936.

Poncins, Léon de et Malynski, Emmanuel

La Guerre occulte, G. Beauchesne et ses fils, 1936.

Protocoles des Sages de Sion. Die Zionistischen Protokolle mit einem Vor- und Nachwort von Theodor Fritsch, Leipzig, Hammer-Verb, 1924.

Rauschning, Hermann

- *Hitler Speak ; a Series of Political Conversations with Adolf Hitler on his Real Aims*, Londres, T. Butterworth ltd, 1939 [*Hitler m'a dit ; confidences du Führer sur son plan de*

conquête du monde, éditions Coopération, 1939 ; rééd. Hachette, coll. « Pluriel », 1979].

- *The Revolution of Nihilism ; Warning to the West*, New York, Alliance Book Corporation, Longmans, Green and Co, 1939 [*La Révolution du nihilisme*, Gallimard, coll. « Problèmes et Documents », 1939 ; rééd. 1980].

Reck-Malleczewen, Friedrich Percyval

Tagebuch eines Verzweifelten, Lorch, Bürger-verl., 1947 [Francfort-sur-le-Main, Eichborn, 1994].

Reitlinger, Gerald

- *The Final Solution'. The Attempt to Exterminate the Jews of Europe, 1939-1945*, Londres, Vallentine, Mitchell, 1953 [Jason Aronson, 1987].
- *The SS, Alibi of a Nation, 1922-1945*, Londres, Heinemann, 1956 [Arms and Armour Press, 1981].

Reveille, Thomas [pseudonyme]

The Spoil of Europe. The Nazi Technique in Political and Economic Conquest, New York, W. W. Norton & Company Inc., 1941.

H. Fertig, 1969].

Ritter, Gerhard

The German Resistance. Carl Goerdelers Struggle against Tyranny, New York, Praeger, 1958 [*Tehee au dictateur. Histoire de la résistance allemande*, Plon, 1956].

Roberts, Stephen Henry

The House that Hitler Built (1938), Londres, Methuen, 1939.

Robinson, Jacob et Friedman, Philip

Guide to Jewish History under Nazi Impact [bibliographie publiée conjointement par YIVO Institute for Jewish Research et

Yad Vasnem], New York-Jérusalem, 1960.

Rocco, Alfredo

Scritti e discorsipolitici, Milan, A. Giuffré, 1938, 3 vol.

Rôhm, Ernst

- *Die Geschichte eines Hochverraters* (1928), Munich, F. Eher, 1933 [édition populaire illustrée].
- *Die Memoiren des Stabschefs Roehm*, Sarrebruck, Uranus-Verlag, 1934.
- |*Narum SA?*, Berlin, 1933.
- « SA und deutsche Révolution », *Nationalsozialistische Monatshefte*, 1933, n° 31.

Rollin, Henri

F Apocalypse de notre temps, Gallimard, 1939 [rééd. Editions Allia, 1991].

Rosenberg, Alfred

- *Die Protokolle der |Neisen von Zion und die jüdische WeltpoTitik*, Munich, Deutscher Volksverlag, 1923.
- *Der Mythos des zwanzigsten Jahrhunderts, eine Wertung der seelich-geistigen GestaltenKÿmpfle unserer /eit*, Munich, Hoheneichen-verlag, 1930 [*Le Mythe du XX^e siècle*, Editions Avallon, 1986].

Rosenberg, Arthur

- *A History of Bolshevism, from Marx to the First Five Years'Plan*, Londres, Oxford University Press, 1934 [*Histoire du bolchevisme*, Grasset, 1967].
- *Geschichte der deutschen Republik*, Karlsbad, Verlagsanstalt « Graphia », 1935.

Rousset, David

- *The Other Kingdom*, New York, Reynal & Hitchcock, 1947 [*LiUnivers concentrationnaire*, 1946].
- *Les Jours de notre mort*, Editions du Pavois, 1947 [rééd. Hachette, coll. « Pluriel », 1993].

Rush, Myron

- *Political Succession in the USSR*, New York, Columbia University Press, 1965.
- *The Rise of Khrushchev*, Washington, Public Affairs Press, 1958.

SA-Geist im Retried Norn Ringen um die Durchsetzung des deutschen Sozialismus, Munich, Oberste SA-Führung, 1938.

Salisbury, Harrison Evans

- *Moscow Journal : The End of Stalin*, Chicago, University of Chicago Press, 1961.
- *American in Russia*, New York, Harper, 1955 [*Un Américain en Russie*, Presses de la Cité, 1955].

Salvemini, Gaetano

The Fascist Dictatorship in Italy (1928), New York, H. Fertig, 1967 [*La Terreur fasciste 1922-1926*, Gallimard, coll. « Documents », 1938].

Schafer, Wolfgang

NSDAP. Entwicklung und Struktur der Staatspartei des Dritten Reiches, Hannover – Francfort-sur-le-Main [Norddeutsche Verlagsanstalt O. Goedel, 1957], 1956.

Schapiro, Leonard

- *The Communist Party of the Soviet Union*, New York, Random House, 1960 [*De Lénine à Staline. Le Parti communiste de l'Union soviétique*, Gallimard, coll. « La Suite des Temps », 1960].
- *The Government and Politics of the Soviet Union*, New York, Random House, 1965.

Schellenberg, Walter

Schellenberg Memoirs, Londres, A. Deutsch, 1956 [*Le Chef du contre-espionnage nazi parle*, Julliard, 1957].

Schemann, Ludwig

Die Rasse in den Geisteswissenschaften. Studie zur Geschichte des Rassengedankens, Munich, J. F. Lehmann, 1928-1931, 3 vol.

Scheuner, Ulrich

« Die nationale Revolution. Eine staatsrechtliche Untersuchung », *Archiv des öffentlichen Rechts* (1933-1934).

Schmitt, Carl

- *Politische Romantik* (1919), Munich, Duncker & Humblot, 1925.
- *Staat, Bewegung, Volk*, Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1934.
- « Totaler Feind, totaler Krieg, totaler Staat », *Volkerbund und Völkerrecht*, 1937, vol. 4.
- *Verfassungsrechtliche Aufsätze aus den Jahren 1924-1954. Materialien zu einer Verfassungslehre*, Berlin, Duncker und Humblot, 1958.

Schnabel, Raimund

Macht ohne Moral. Eine Dokumentation über die SS, Frankfurt-sur-le-Main, Röderer Verlag, 1957 [*Le Dossier des SS*, Perrin, 1967].

Schuman, Frederick Lewis

The Nazi Dictatorship : a Study in Social Pathology and the Politics of Fascism (1935), 2^e éd., New York, Knopf, 1936 [AMS Press, 19/2].

Schwartz, Dieter

« Angriffe auf die nationalsozialistische Weltanschauung », *Aus dem Schwarzen Korps*, 1936, n° 2.

Schwartz-Bostunisch, Gregor *Jüdischer Imperialismus*, Berlin, T. Fritsch, 1939 [5^e édition].

Seraphim, Hans-Günther

- *Das politische Tagebuch Alfred Rosenbergs aus den Jahren 1934/5 und 1939/40*, Göttingen, Musterschmidt-Verlag, 1956.
- « SS-Verfügungstruppe und Wehrmacht », dans *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, 1955, n° 5.

Seraphim, Peter Heinz

- *Das Judentum im osteuropäischen Raum*, Essen, Essener Verlagsanstalt, 1938.
- « Der Antisemitismus in Osteuropa », *Osteuropa*, février 1939, vol. 14, n° 5.

Seton-Watson, Hugh *From Lenin to Khrushchev*, New York, Praeger, 1960.

Simmel, Georg

- « Sociology of Secrecy and of Secret Societies », *The American Journal of Sociology*, 1906, vol. 11, n° 4.
- *The Sociology of Georg Simmel*, éd. et trad. K. H. Wolff, Glencoe, Free Press, 1950.

Six, Franz Alfred

Diepolitische Propaganda der NSDAP im kampf urn die Macht, Heidelberg, Winter, 1936.

Smith, Bruce

« Police », dans *Encyclopedia of Social Sciences*.

Souvarine, Boris

Stalin. A Critical Survey of Bolshevism, New York, Alliance Book Corporation, Longmans, Green & Co., 1939 [*Staline. Aperçu historique du bolchevisme*, Plon, 2^e éd., 1940 ; rééd. Ivrea, 1993].

Spengler, Oswald

The Decline of the West, New York [A. A. Knopf], 1927-1928 [*Le Déclin de l'Occident*, Gallimard, 1931 ; rééd. coll. « Bibliothèque des Idées », 1948].

Sprietsma, Cargill

We Imperialists : Notes on Ernest Seillères Philosophy of Imperialism, New York, Columbia University Press, 1931.

SS-Hauptamt-Schulungsamt

- *Wesen und Aufgabe der SS unter Polizei*, Berlin, Der Reichführer-SS.
- *Der Weg der SS*, Berlin, Der Reichführer-SS.
- *SS-Mann und Blutsfrage. Die biologischen Grundlagen und ihre sinngemässe Anwendung für die Erhaltung und Mehrung des nordischen Blutes*, Berlin, Der Reichführer-SS, Schriftenreihe für die Weltanschauliche Schulung der Ordnungspolizei, 1942.

Staline, Josef Vissarianovitch

- *Leninism*, Londres, G. Allen & Unwin, 1933, 2 vol.
- *Mastering Bolshevism*, New York, New Century Publishers, 1946.
- *History of the Communist Party of the Soviet Union (Bolshevik) : Short Course*, New York, International Publishers, 1939 [textes repris dans *Les Principes du léninisme*, Moscou, Editions en langues étrangères, 1951].

- *Die Verfassung des Sozialistischen Staates der Arbeiter und Bauern : mit Reden*, Strasbourg, Éd. Prométhée, 1937.

Starlinger, Wilhelm

Grenzen der Sowjetmacht im Spiegel einer West-Ost-Bewegungshinterpalisaden von 1945- 1954, Würzburg, Holzner-Verlag, 1955 [*Les Limites de la puissance soviétique*, SPES, 1956].

Starr, Joshua

« Italy's Antisemites », *Jewish Social Studies*, 1939.

Stein, Alexander

Adolf Hitler : Schüler der « Weisen von Zion », Karlsbad, « Graphia » Verlagsanstalt, 1936.

Stein, George H.

The Waffen SS : Hitler's Elite Guard at War, 1939-45, Ithaca, Cornell University Press, 1966 [*La Waffen SS*, Stock, 1967].

Stuckart, Wilhelm, et Globke, Hans

Reichsbürgergesetz vom 15. September; Gesetz zum Schutze des deutschen Blutes,..., Gesetz zum Schutze der Erbgesundheit des deutschen Volkes (Erbgesundheitsgesetz) [Kommentare zur deutschen Rassengesetzgebung von], vol. I, Munich-Berlin, Beck, 1936.

* 1 asca Angelo

The Rise of Italian Fascism, 1918-1922 (1938), New York, H. Fertig, 1966 [*Naissance du fascisme. L'Italie de l'Armistice à la marche sur Rome*, Gallimard, 1938 ; rééd. coll. « La Suite des Temps », 1967].

Thyssen, Fritz

I Paid Hitler, Londres, Hodder & Stoughton Ltd, 1941.

Tobias, Fritz

The Reichstag Fire, New York, Putnam, 1964.

Trevor-Roper, Hugh Roper

The Last Days of Hitler, New York, MacMillan, 1947 [*Les Derniers Jours de Hitler*, Pion, 1947].

The Nazi Primer [Voir Brennecke, Fritz].

The Trial of the Major War Criminals, Nuremberg, 1947-1948, 42 vol.

Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals, Washington, 1949- 1953, 15 vol.

Trotsky, Léon

The History of the Russian Revolution, New York, Simon and Schuster, 1932 [*Histoire de la Révolution russe*, Rieder, 1935, 4. vol.; rééd. Seuil, 1997].

Tucker, Robert C.

The Soviet Political Mind. Stalinism and Post-stalinism change, New York, Praeger, 1963 [Londres, George Allen, 1972 ; *La Politique soviétique : essais sur la pensée politique stalinienne et post-stalinienne*, Payot, 1967].

Tucker, Robert G. et Cohen, Stephen E, éd.

The Great Purge Trial, New York, Grosset & Dunlap, 1965.

Ulam, Adam Bruno

- *The Bolsheviks : The Intellectual and Political History of the Triumph of Communism in Russia*, New York, Macmillan, 1965 [*Les Bolcheviks*, Fayard, 1971].
- *The New Face of Soviet Totalitarianism*, Cambridge, Harvard University Press, 1963.

Ulmann, André

La Police, quatrième pouvoir, Aubier-Montaigne, 1935.

Vardys, V. Stanley

« How the Baltic Republics Fare in the Soviet Union », *Foreign Affairs*, avril 1966.

Vassilyev, Aleksej T.

The Ochrana : The Russian Secret Police, Londres, G. G. Harrap, 1930 [Hyperion Press, 1981].

Venturi, Franco

Roots of Revolution. A History of the Populist and Socialist Movements in Nineteenth Century Russia (1952), New York, Knopf, 1966 [*Les Intellectuels, le peuple et la révolution*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 1972, 2 vol.].

Volkmann, Erich, Elster, Alexander et Küchenhoff, Günther, éd.

Die Rechtsentwicklung der Jahre 1933 bis 1935/6, Handwörterbuch der Rechtswissenschaft, Benin-Leipzig, 1937, vol. 8.

Warmbrunn, Werner

The Dutch under German Occupation, 1940-1945, Stanford, Stanford University Press, 1963.

Weinreich, Max

Hitlers Professors ; the Part of Scholarship in Germany's Crimes against the Jewish People, New York, Yiddish Scientific Institute-Yivo, 1946 [rééd. New Haven, Yale University Press, 1999].

Weissberg, Alexander

The Accused, New York, Simon and Schuster, 1951 [*13 Accusé*, Fasquelle, 1953].

Weizmann, Chaim

Trial and Error ; the Autobiography of Chaim Weizmann, New York [Londres, H. Hamilton], 1949.

Wighton, Charles

Heydrich : Hitler's Most Evil Henchman, Philadelphie, Chilton Co., 1962.

Wirsing, Giselher

/wischeneuropa und die deutsche Zukunft, Iéna, E. Diederichs, 1932.

Wolfe, Bertram David

Three Who Made a Revolution : Lenin-Trotsky-Stalin, New York, Dial Press, 1948 [*Lénine, Trotsky, Staline*, Calmann-Lévy, 1951].

Wolfson

« Übersicht der Gliederung verbrechischer Nazi-Organisationen », *Qmgus*, décembre 1947.

Wolin, Simon, et Slusser, Robert M., éd.

The Soviet Secret Police, New York, Published for the Research Program on the USSR by F. A. Praeger, 1957.

Zielinski, T.

« L'Empereur Claude et l'idée de la domination mondiale des Juifs », *Revue universelle*, Bruxelles, 1926-1927.

DOSSIER COMPLÉMENTAIRE AUX *ORIGINES DU TOTALITARISME*

1. LES TECHNIQUES DE LA SCIENCE SOCIALE ET L'ÉTUDE DES CAMPS DE CONCENTRATION

Bettelheim, Bruno

- « On Dachau and Buchenwald », dans *Nazi Conspiracy and Aggression*, Office of the United States Chief of Counsel for the Prosecution of Axis Criminality, US Government, Washington, 1946, vol. VII, p. 824.

, « Behavior in Extreme Situations », *Journal of Abnormal and Social Psychology*, vol. 38, 1943 [*Survivre*, Robert Laffont, 1979].

Feder, Ernst

« Essai sur la Psychologie de la terreur », *Synthèses*, Bruxelles, 1946.

The Dark Side of the Moon, preface de Thomas S. Eliot, New York, 1947 [Londres, Faber and Faber, 1946 ; Zajdlerowa Zoé, Coutouvidis Thomas, Lane, New York, Harcester Wheatshaet, 1989].

[Goebbels, Joseph]

The Goebbels Diaries 1942-1943, Louis P. Lochner ed., New York, Doubleday, 1948.

Nazi Conspiracy and Aggression, Office of the United States Chief of Counsel for the Prosecution of Axis Criminality, US Government, 8 vol., Washington, US Government Print Office, 1946.

Rousset, David

The Other Kingdom, New York, Reynal & Hitchcock, 1947 [*L'Univers concentrationnaire*, 1946].

- [*Les Jours de notre mort*, Editions du Pavois, 1947 [rééd. Hachette, coll. « Pluriel », 1993].

The Trial of the Major War Criminals, Nuremberg, 1947-1948, 42 vol.

2. AUTORITÉ, TYRANNIE ET TOTALITARISME

Acton, lord John

« Conférence inaugurale sur l'étude de l'Histoire », *Essays on Freedom and Power*, New York, Noonday Press, 1955.

Arendt, Hannah

The Origins of Totalitarianism, New York, Harcourt & Brace, 1951.

148fi

Aristote

Politique.

Best, Werner

Die deutsche Polizei, Darmstadt, L. C. Wittig, 1940 [2^e édition : 1941].

Dienstvorschrift für die PO des NS DAP, 1932.

Frank, Hans

Die Technik des Staates, Munich, 1940 [2^e édition : Krakau [Cracovie], Burgverlag,

Gauweiler, Otto

Rechtseinrichtungen und Rechtsaufgaben der Bewegung, Munich, F. Eber Nachf., 1939.

Himmler, Heinrich

« Die Schutzstaffel als antibolchewistische Kampforganisation », *Schriften aus dem Schwarzen Korps*, n° 23, 1936.

[Hitler, Adolf]

Verfügungen, Anordnungen, Bekanntgaben, Martin Bormann éd., 5 vol.

Maunz, Theodor

Gestalt und Recht der Polizei, Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1943.

Nazi Conspiracy and Aggression, Office of the United States Chief of Counsel for the Prosecution of Axis Criminality, US Government, Washington, US Government Print Office, 1946, 8 vol.

Procès de Nuremberg, documents, PS 3063.

Staline, Joseph Vissarianovitch

Discours au VIII^e congrès des soviets, novembre 1936.

3. RÉFLEXIONS SUR LA RÉVOLUTION HONGROISE

Anissimov, Ivan et Silone, Ignazio

« Un dialogue perturbé », *The New Leader*, XL, 15 juillet 1957.

Djilas, Milovan

The New Class : an Analysis of the Communist System, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1957 [*La Nouvelle Classe*], trad. A. Prudhommeaux, Plon, coll. « Tribune libre », 1957].

E. M.

« Janos Kadar : un portrait », *Problems of Communism*.

Khrouchtchev, Nikita

[Interview par James Reston], *The New York Times*, 10 octobre 1957.

Koebner, Richard '

« The emergence of the Concept of Imperialism », *Cambridge Journal*, 1952.

Landy, Paul

« La Hongrie depuis la révolution », *Problems of Communism*, septembre-octobre 1957.

Lowenthal, Richard

« New Purge in Kremlin », *Problems of Communism*, septembre-octobre 1957.

Mao Zedong

On the Correct Handling of Contradictions among the People [De la juste solution des contradictions au sein au peuple], Hudson, G. F ed., *The New Leader*, XL, 9 septembre 1957.

Nations unies

Rapport du comité spécial sur la question de la Hongrie, Assemblée générale ; documents officiels : onzième session, suppl. n° 18 (A/3592), New York, 1957.

Nicolaevsky, Boris I.

« Battle in the Kremlin », *The New Leader*, XL, 29 juillet-2 septembre 1957.

The Revolt in Hungary. A Documentary Chronology of Events Rased Exclusively on Internal Broadcasts by Central and Provincial Radios : October 23-November 4, 1956, New York, Free Europe Committee, 1956.

CORRESPONDANCE BLUMENFELD-ARENDT

Blumenfeld, Kurt

Erlebte Judenfrage. Ein Nierteljahrhundert deutscher Tdonismus, Stuttgart, Deutsche Verlaganstalt, 1962.

Marx, Karl

« Debatten fiber das Holzdiebsthagesetz », *Die Rheinische Zeitung*, 1842 [« Débat sur la loi réprimant le ramassage du bois mort », *La Gazette rhénane*].

Ringelnatz, Joachim (pseudonyme de Hans Böttcher)

« Jerusalem. An ein Dientsmâdchen in StraBburg in der Uckermark », *Simplicissimus*, 18 mai 1925.

BIBLIOGRAPHIE DE EICHMANN À JÉRUSALEM
ÉTABLIE PAR HANNAH ARENDT

Adler, Hans Günther

Theresienstadt 1941-1945, das Antlitz einer Zwangsgemeinschaft. Geschichte, Soziologie, Psychologie, Tübingen, Mohr, 1955 [Herrshing, Wissen-Verla.-Ges. MbH, 1989].

American Jewish Committee

The Eichmann Case in the American Press, New York, s.d.

Anti-Defamation League

Bulletin, mars 1961.

Baade, Hans W.

« Some Legal Aspect of the Eichmann Trial », *Duke Law Journal*, 1961.

Bamm, Peter

Die unsichtbare Flagge : Eine bericht, Munich-Zurich, Droemer-Knauer, 1952.

Barkai, Meyer *The Fighting Ghettos* (1954), Philadelphie, Lippincott, 1962.

Baumann, Jürgen

« Gedanken zum Eichmann-Urteil », *Juristenzeitung*, 1963, n° 4.

Benton, Wilbourn E., Grimm, Georg, éd.

Nuremberg : German Views of the War Trial, Dallas, Southern Methodist University Press, 1955.

Bertelsen, Aage

October '43, New York, Putnam, 1954 [sur le Danemark].

Bondy, François

« Karl Jaspers zum Eichmann-Prozess », *Der Monat*, mai 1961.

Buchheim, Hans

« Die SS in der Verfassung des Dritten Reiches », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, avril 1955.

De Jong, Louis

« Jews and Non-Jews in Nazi-occupied Holland », *On the Track of Tyranny, Essays Presented by the Wiener Library*, Max Beloff éd., Londres, Publ. for the Wiener Library by Vallentine, 1960.

Dicey, Albert Venn *Introduction to the Study of the Law of the Constitution*, 9^e éd., New York, 1939.

Donnedieu de Vabres, Henri

Le Procès de Nuremberg, Montchrestien, 1947.

Le Dossier Eichmann, Centre de documentation juive contemporaine (Paris), *Le Monde juif*, n^{os} 21-22, juin 1960 [2^e éd., préface François de Menthon, Robert M.

W. Kempner, introduction Joseph Billig, Buchet-Chastel, 1960].

Drost, Pieter N.

The Crime of State. I. Humanicide : International Governmental Crime against individual Rights', 2. Genocide : United Nations Legislation on International Criminal Law, Leyde, Sythoff, 1959, 2 vol.

« Eichmann Tells His Own Damning Story », *Life*, 28 novembre et 5 décembre 1960.

Einstein, Siegfried

Eichmann, Chefbuchhalter des Todes, Francfort, 1961.

Fest, Joachim C.

Das Gesicht des Dritten Reiches : Profile einer totalitären Herrschaft, Munich, R. Piper, 1963 ; 5^e édition, 1997 [и́зъ и́зд. *Troisième Reich*, Grasset, 1965].

Finch, George A.

« The Nuremberg Trials and International Law », *American Journal for International Law*, 1947, vol. XLI.

Flender, Harold

Rescue in Denmark, New York, Holocaust Library, 1963 [Anti-Defamation League, 1983].

Frank, Hans

Die Technik des Staates, Munich, 1940 [2^e édition, Krakau [Gracovie], Burgverlag, 1942].

Globke, Hans et Stuckart, Wilhelm

Kommentare zur Deutschen Rassengesetzgebung, Munich, Beck, 1936.

Green, L. C.

« The Eichmann Case », *Modern Law Review*, Londres, 1960, vol. XXIII.

Hausner, Gideon

« Eichmann and His Trial », *Saturday Evening Post*, 3, 10 et 17 novembre 1962.

Heiber, Helmut

« Der fall Grünspan », *Nierteljahrhefte für Zeitgeschichte*, avril 1957.

Henk, Emil

Die Tragodie des 20. Juli 1944 : ein Beitrag zur politischen Norgeschichte, Heidelberg, Rausch, 1946.

Hesse Fritz

Das Spiel urn Deutschland, Munich, P. List, 1953.

Hilberg, Raul

The Destruction of the European Jews, Chicago, 1961 [*La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988 ; rééa. Gallimard, « Folio-Histoire », 1999, 2 vol.].

Hofer, Walter

Der Nationalsozialismus. Dokumente 1933-1945, Frankfurt a. Main, Fischer Verlag, 1957 ; 2^e édition 1987 [*Le National-socialisme par les textes*, Plon, 1962].

Holborn, Louise, éd.,

War and Peace Aims in the United Nations, Boston, World Peace Foundation, 1943- 1948, 2 vol.

Hoss, Rudolf

Commandant of Auschwitz, New York, 1960 [*Le Commandant d'Auschwitz parle*, Julliard, 1958 ; rééd. La Découverte, 1995].

Jager, Herbert

« Betrachtungen zum Eichmann-Prozess », *Kriminologie und Strafrechtsreform*, heft 3-4, 1962.

Jaspers, Karl

« Beispiel für das Verhängnis des Vorrangs nationalpolitischen Denkens », *Lebensfragen der deutschen Politik*, 1963.

[Kaltenbrunner, Ernst]

Spiegelbild einer Verschwörung : die Kaltenbrunner – Berichte an Bormann und Hitler über das Attentat vom 20. Juli 1944..., Stuttgart, Seewald, 1961.

[Kastner, Rezso Rudolf]

Der Kastner-Bericht über Eichmanns Menschenhandel in Ungarn, Munich, Kindler, 1961.

Kempner, Robert Max Wassili

Eichmann und Komplizen, Zurich, Europa-Verlag, 1961 [comprend les minutes complètes de la conférence de Wannsee].

Kimche, Jon et David

The Secret Roads. The « Illegal » Migration of People, 1938-1948, Londres, Seeker & Warburg, 1954.

Kirchheimer, Otto

Political Justice : The Use of Legal Procedure for Political Ends, Princeton, Princeton University Press, 1961.

Kirchhoff, Hans

« What saved the Danish Jews ? », *Peace News*, 8 novembre 1963.

Klein, Bernard

« The Judenrat », *Jewish Social Studies*, janvier 1960, vol. 22.

Knieriem, August von

The Nuremberg Trials, Chicago, Henry Regnery, 1959.

Krug, Mark M.

« Young Israelis and the Jews Abroad. A Study of Selected History Textbooks », *Comparative Éducation Review*, octobre 1963.

Lamm, Hans

- *Über der Entwicklung des deutschen Judentums im Dritten Reich*, Erlangen, 1951.
- *Des Eichmannprozess in der deutschen öffentlichen Meinung : eine Dokumentensammlung*, Francfort-sur-le-Main, Ner-Tamis-Verlag, 1961.

Lankin, Doris

The Legal System, « Israel Today » Series, n° 19, Jerusalem, 1961.

Lederer, Zdenek

Ghetto Theresienstadt, Londres, Goldston, 1953 [New York, H. Fertig, 1983].

Lehnsdorff, Hans Graf von

Ostpreussisches Tagebuch, Munich, Biederstein Verlag, 1961 [La Mort ou l'espérance. Journal d'un médecin prussien, La Table ronde, 1964].

Lévai, Eugène

Black Book on the Martyrdom of Hungarian Jews, Zurich, Central European Times Publ., 1948.

Losener, Bernhard

Die Niirnberger Gesetze, Sammlung Vahlen, Berlin, 1936, vol. XXIII.

Maschmann, Melita

Fazist, Stuttgart, 1963 [*Ma jeunesse au service du nazisme*, Pion, 1964].

Maunz, Theodor

Gestalt und Recht der Polizei, Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1943.

[Monnerey, Henri]

La Persécution des Juifs en France et dans les autres pays de l'Ouest, présentée par la France à Nuremberg. Recueil de documents publiés sous la direction de H. Monnerey ; préface René Cassin ; introduction Edgar Faure ; avant-propos Isaac Schneersohn, Editions du Centre de Documentation juive contemporaine, 1947.

Motzkin, Leo, Schechtmann, I. B., Tcherikover, Elie et Tsatskis, N., éd.

Les Pogromes en Ukraine sous les gouvernements ukrainiens 1917-1920. Aperçu historique et documents, Comité des Délégations juives, 1927.

Mulisch, Harry

Strafsache 40/61 : eine Reportage, Cologne, DuMont Schauberg, 1963.

Nazi Conspiracy and Aggression, Office of the United States Chief of Counsel for the Prosecution of Criminality, US Government, Washington, US Government Print Office, 1946, 11 vol.

Oppenheim, Lassa Francis Lawrence

International Law, 7^e éd., Hersch Lauterpacht éd., Londres, Longmans, Green, 1952.

Paechter, Henry

« The Legend of the 20th of July 1944 », *Social Research*, printemps 1962.

Pearlman, Moshe

The Capture of Adolf Eichmann, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1961 [*La Longue Chasse*, France-Empire, 1961].

Pendorf, Robert

Morder und Ermordete. Eichmann und die Judenpolitik des Dritten Reich, Hamburg, Rütten & Loening, 1961. \

Poliakov, Léon

Auschwitz, Julliard, 1964 [Gallimard-Julliard, coll. « Archives », 1973].

Poliakov, Léon et Wulf, Josef

Das Dritte Reich und die Juden : Dokumente und Aufsätze, Berlin, Arani, 1955 [*Le III^e Reich et les Juifs*, Gallimard, coll. « Problèmes et Documents », 1959].

Reck-Malleczewen, Friedrich Percyval

Tagebuch eines Verzweifelten, Lorch, Biirger-verl., 1947 [Francfort-sur-le-Main, Eichborn, 1994].

Reitlinger, Gerald

The Final Solution'. The Attempt to Exterminate the Jews of Europe, 1939-1945, Londres, Vallentine, Mitchell, 1953 [Jason Aronson, 1987].

Reynolds, Quentin ; Katz, Ephraim ; Aldouby, Zwy

Minister of Death : The Adolf Eichmann Story, New York, Viking Press, 1960.

Ritter, Gerhard

The German Resistance. Carl Goerdelers Struggle against Tyranny, New York, Praeger, 1958 [*Echec au dictateur. Histoire de la résistance allemande*, Plon, 1956].

Robinson, Jacob

« Eichmann and the Question of Jurisdiction », *Commentary*, juillet 1960.

Robinson, Jacob et Friedman, Philip

Guide to Jewish History under Nazi Impact [bibliographie publiée conjointement par YIVO Institute for Jewish Research et Yad Vashem], New York-Jérusalem, 1960.

Rogat, Yosel

The Eichmann Trial and the Rule of Law, The Center for the Study of Democratic Institute, Santa Barbara (Californie), 1961.

Romoser, George K.

- *The Crisis of Political Direction in the German Resistance to Nazism*, University of Chicago dissertation, 1958.
- « The Politics of Uncertainty : The German Resistance Movement », *Social Research*, printemps 1964.

Rothfels, Hans

German Opposition to Hitler : an Appraisal, Hinsdale, H. Regnery, 1948.

Rotkirchen, Livia

Hurban yahadut Slovakyah : teur histori vi-deut [*The Destruction of Slovak Jewry*], Jérusalem, Yad Vashem, 1961.

Rousset, David

Les Jours de notre mort, Editions du Pavois, 1947 [rééd. Hachette, coll. « Pluriel », 1993].

Schneider, Hans *Gerichtsfreie Hoheitsakte*, Tübingen, 1950.

Schramm, Percy Ernest

• « Adolf Hitler. Anatomie eines Diktators », *Hitlers Tischgespräche*, 1964.

Servatius, Robert

Verteidigung Adolf Eichmann. Plädoyer, Bad-Kreuznach, Ferd. Harrach, 1961.

Silving, Helen

« In Re Eichmann : A Dilemma of Law and Morality », *American Journal of International Law*, 1961, vol. LV.

Stone, Julius

Legal Controls in International Conflict : a Treatise on the Dynamics of Disputes – and War-Law, New York, Rinehart, 1954 [Londres, Stevens, 1954, 1959].

Strauss, Walter

« Das Reichministerium des Innern und die Judengesetzgebung. Aufzeichnungen von Bernhard Lösener », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, juillet 1961.

Strecker, Reinhard, éd.

Dr Hans Globke : Aktenauszüge, Dokumente, Hamburg, Rütten & Loening, c. 1961.

Taylor, Telford

« Large Questions in the Eichmann Case », *New York Times Magazine*, 22 janvier 1961.

The Trial of the Major War Criminals, Nuremberg, 1947-1948, 42 vol.

Torrès, Henry

Le Procès des Pogromes. Plaidoirie, suivie des témoignages, Les Editions de France, 1928.

Trial of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals, Washington, 1949- 1953, 15 vol.

Wade, E. C. S.

« Act of State in English Law », *British Year Book of International Law*, 1934.

Wechsler, Herbert

« The Issues of the Nuremberg Trials », *Principles, Politics and Fundamentals of Law*, New York, 1961.

Weisenborn, Günther

Der lautlose Aufstand : Bericht Über die Widerstandsbewegung des Deutschen Volkes 1933- 1945, Hamburg, Rowolt Verlag, 1953.

Wighton, Charles

Eidemann : His Career and Crimes, Londres, Odhams, 1961.

Woetzel, Robert K.

The Nuremberg Trials in International Law, New York, Praeger, 1960.

Wucher, Albert

Eichmanns gab es Viele : ein Dokumentarbericht über die Endlösung der Judenfrage, Munich-Zurich, Droemer, 1961.

Wulf, Josef

- *Lodz. Das letzte Ghetto auf polnischen Boden*, Bonn, Schriftenreihe des Bundeszentrale für Heimatdienst, 1962, vol. LIX.
- *Yom Leben, Kampf und Tod im Ghetto Warschau*, Schriftenreihe des Bundeszentrale für Heimatdienst, Bonn, 1960, vol. XXXII.

Yad Vashem

Bulletin, Jérusalem, avril 1961 et avril-mai 1962.

Zaborowski, Jan

Dr Hans Globke, the Good Clerk, Poznan, Zachodnia Agencja Prasowa, 1962.

Zeisel, Hans

« Eichmann, Adolf », *Britannica Book of the Year*, 1962.

**DOSSIER COMPLEMENTAIRE
À EICHMANN À JÉRUSALEM**

1. CORRESPONDANCE SCHOLEM-ARENDT

Adler, Hans Günther

Theresienstadt 1941-1945 ; das Antlitz einer Zwangsgemeinschaft. Geschichte, Sociologie, Psychologie, Tübingen, Mohr, 1955 [Herrshing, Wissen Verlages MbH, 1989].

Arendt, Hannah,

On Resolution, New York, Viking Press, 1963 [*Essai sur la résolution*, Gallimard, coll. « Les Essais », 1967 ; rééd. coll. « Tel », 1990].

Hausner, Gideon,

Justice à Jérusalem. Eichmann desant ses juges, Flammarion, 1976.

Kirchheimer, Otto

Political Justice. The use of legal Procedure for Political Ends, Princeton, Princeton University Press, 1961.

Scholem, Gershom

Ursprung und Anfänge der Kabbale, Berlin, De Gruyter, Forschungen zur Wissenschaft_zdes Judentums, 1962 [*Les Origines de la Kabbale*, Aubier-Montaigne, coll. Pardès-Études et textes de mystique juive, 1966].

2. CORRESPONDANCE JASPERS-ARENDT

Haubach, Theodor

Versuch einer Phänomenologie des ästhetischen Bewusstseins im Grundriss (thèse), Heidelberg, 1923.

Heuss, Theodor

Hitlers Weg. Eine historisch-politische Studie über den Nationalsozialismus, Stuttgart, Union deutsche verlagsgesellschaft, 1932 [Tübingen, Wunderlich, 1968].

Hochhuth, Rolf

Der Stellvertreter : ein christliche Trauerspiel, Rowohlt, 1963 [Rowohlt, 1998 ; avant – propos d'Erwin Piscator, essais de Karl Jaspers, Walter Muschg, Golo Mann. *Le Vicaire*, Seuil, 1963]

Jaspers, Karl

- *Freiheit und Wiedervereinigung*, 1960 [*Liberté et réunification. Devoirs de la politique allemande*, Gallimard, coll. « Problèmes et Documents », 1962].

- *The Future of Mankind*, Chicago, 1961 [*La Bombe atomique et l'avenir de l'homme*, trad. E. Saget, Buchet-Chastel, 1963].

Joly, Maurice

Gespräche in der Unterselt zwischen Machiavelli und Montesquieu oder der Machiavellismus im XIX. Jahrhundert, Hamburg, Meiner, 1948 [*Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu* (1869), Calmann-Lévy, coll. « Liberté de l'esprit », 1968].

Musmanno, Michael Angelo

The Eichmann Kommandos, Londres, P. Davies, 1962.

Schlabrendorff, Fabian von

Offiziere gegen Hitler (1946), Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1959 [Munich, Goldmann, 1994].

Zeller, Eberhard

Geist der Freiheit. Der zwanzigste Juli, Munich, H. Rinn, 1954.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Hannah Arendt Literary Trust,
pages 95, 96, 99, 101,105, 108, 110 (bas), 124, 125, 129, 139 ·
Gisèle Freund, page 111 · Hermann Heidegger, page 100 ·
Tomasz Kizny. Agence Vu/Gazeta, page 113 ·
Collections privées/DR,
pages 97, 102, 104, 106, 110 (haut), 114, 115, 122,126 (haut), 132,
137 ·
Droits réservés, pages 107, 118, 119, 120, 121 (haut et bas), 126
(bas).

*Achevé d'imprimer par Maury
Imprimeur 45330 Malesherbes
le 3 juillet 2013.*

*Dépôt légal : juillet 2013.
1^{er} dépôt légal dans la collection : mai 2002*

*Numéro d'imprimeur : 183102.
ISBN 978-2-07-075804-3*

Imprimé en France.
256326

1)

Hans Jonas, « Agir, connaître, penser » (1976), dans Entre le néant et l'éternité, trad. Sylvie Courtine-Denamy, Belin, 1996, p. 83. ↵

2)

*Hans Jonas, « Hannah Arendt : 1906-1975 »,
Éloge prononcé à l'occasion du service
funèbre d'Hannah Arendt au Memorial Chapel
de Riverside de New York le lundi 8 décembre
1975, ibid., p. 79-80. ↵*

3)

Hannah Krendt, « Martin Heidegger a quatre-vingts ans » (1969), dans Vies politiques, trad. E. Mda et alii, Gallimard, 1974, p. 317. ↵

4)

Allan Bloom, « Un vrai philosophe, Léo Strauss », Political Theory, novembre 1974, trad. P Manent, Commentaire, n° 1, 1978, p. 91.



5)

Voir Vie et Œuvre, p. 93-140. ↵

6)

Hannah Arendt, « Seule demeure la langue maternelle » (entretien avec Günther Gaus, octobre 1964), dans La Tradition cachée. Le Juif comme paria, trad. Sylvie Courtine-Denamy, Christian Bourgois, 1987, p. 239. ↵

7)

Ibid., *p.* 237. ↩

8)

*Hannah Arendt, « De l'humanité dans les
«sombres temps», réflexions sur Lessing »
(1959), dans Vies politiques, p. 28. ↵*

9)

Ibid., *p.* 29. ↵

10)

Ibid., p. 22. Voir Jan Patocka, « *Les Guerres du XX^e siècle et le XX^e siècle en tant que guerre* », dans *Essais hérétiques*, trad. Erika Abrams, Verdier, 1981, p. 144. ↩

11)

Ibid., *p. 23 etp. 22.* ↵

12)

Hannah Arendt, « BertoltBrecht. 1898-1956 » (1966), dansV|QS politiques,/). 206. ↵

13)

*Bertolt Brecht, « Du pauvre B. B. » (1920),
extrait de Sermons domestiques, cité par H.
Arendt, ibid., p. 201. ↵*

14)

| W | A ., $p.219$. ↵

15)

Hannah Arendt, « En souvenir de Wystan H. Auden, mort dans la nuit du 28 septembre 1973 », dans Wystan H. Auden, Essais critiques, trad. Cl. Habib, Cl. Mouchard et P. Pachet, Belin, 2000, p. 176. ↵

16)

« Bertolt Brecht », p. 197. ↩

17)

Hannah Arendt, « Isak Dinesen. 1885-1963 »
(1968), dans *Vies politiques*, t. 1, p. 129. ↩

18)

*Wystan H. Kuden ; cité dans « En souvenir
de Wystan H. Auden », p. 177. ↵*

19)

« *Hermann Broch. 1886-1951* » (1955),
dans *NIQS politiques*, /). 159. ↵

20)

« Bertolt Brecht », p. 218. ↩

21)

Hannah krendt, « *No Longer and Not Yet* », *Nation*, 14 septembre 1946, cité dans *Elisabeth Young-Bruehl*, *Hannah Arendt. Biographie*, trad. J. Roman et E. Tassin, Calmann-Lévy, 1999, p. 253. On trouvera l'original dans *Hannah krendt*, *Essays dans Understanding. 1930-1954, Uncollected and Unpublished Works of Hannah Arendt*, Jerome Kohn (ed.), New York-San Diego-Londres, Harcourt Brace, 1994. ↵

22)

Ibid., A 261-268. ↵

23)

Ibid., A 268. ↩

24)

*Wystan H. Xuden, cité en exergue de
« Bertolt Brecht », p. 192-193. ↵*

25)

*Hannah Arendt, La Crise de la culture,
trad. P. Lévy et alii, Gallimard, 1972, p. 288. ↵*

26)

Hannah Arendt, « Randall Jarrell. 1914-1965 » (1967), dans Vies politiques, /). 189. ↵

27)

« *En souvenir de Wystan H. Auden* », p.
179. ↩

28)

« *De P humanité dans de “sombres temps”* », p. 30. Arendt évoque ici *A Fable*, publié par Faulkner en 1954 : en français *Parabole*, trad. R.-N. Rimbault, Gallimard, 1958. ↵

29)

Ibid., *p. 20.* ↵

30)

Ibid., A 13. ↵

31)

Ibid., A 19. ↩

32)

Hannah Xrendt, Condition de l'homme moderne, trad. G. Fradier, préface de Paul Ricœur, Calmann-Lévy, 1983, p. 188 et p. 222. ↩

33)

« *De P humanité dans de “sombres temps”* », dans *Vies politiques*, p. 34. ↵

34)

Ibid., A 55. ↵

35)

Ibid., *p. 40.* ↵

36)

Ibid., A 18. ↩

37)

Ibid., *p.* 33. ↵

38)

Voir infra, p. 839 et suiv., le Dossier des Origines du totalitarisme », et p. 1307 et suiv., le Dossier sur Eichmann à Jérusalem. ↵

39)

Hannah Arendt, « Seule demeure la langue maternelle », La Tradition cachée. Le Juif comme paria, C. Bourgois, 1987, p. 240. ↵

40)

*On trouvera les éléments de cet échange
dans le dossier qui accompagne Eichmann à
Jérusalem. ↵*

41)

Vingt et un de ces articles sont traduits en français : dix-neuf dans Hannah Arendt, Auschwitz et Jérusalem, trad. Sylvie Courtine-Denamy, Deux temps Tierce, 1991 ; deux autres dans La Tradition cachée. On trouvera la liste complète de ces textes dans la biographie d'Elisabeth Young – Bruehl. ↵

42)

« *La “prétendue armée juive”* », dans
Auschwitz et Jérusalem, p. 38. ↵

43)

« *Le Dos au mur* » (3 juillet 1942), *ibid.*, p.

44. ↩

44)

41. Ayant toujours manipulé trois ouvrages, le lecteur français des Origines du totalitarisme doit désormais s'habituer à voir désigner comme « partie » du livre chacun des volumes familiers, le titre du troisième ayant été rectifié : « U Antisémitisme », « L'Impérialisme » et « Le Totalitarisme ». Par convention et pour faciliter cette acclimatation, il arrivera que Ton désigne l'une ou l'autre de ces parties sous cette forme. ↵

45)

« *Papier et réalité* » (10 avril 1942), dans
Auschwitz et Jérusalem, p. 32. ↵

46)

« *Nouvelles Propositions pour une entente
judéo-arabe* », *ibid.*, p. 89-90. ↵

47)

« *Pour sauver le foyer nationaljuif il en est encore temps* » ^Commentary, 5 mai 1948), dans *Hannah Nrendt, Penser l'événement, trad, sous la direction de Cl. Habib, Belin, 1989, p. 144.* ↵

48)

« *Une leçon en six coups de fusil* » (11 août 1944), dans *Auschwitz et Jérusalem*, p. 85. ↵

49)

« *Pour l'honneur et la gloire du peuple juif* »
(21 avril 1944), *ibid.*, p. 66. ↵

50)

« *Les Jours du changement* » (28 juillet 1944), *ibid.*, p. 84. ↵

51)

« *Pour l'honneur et la gloire du peuple juif* »
(21 avril 1944), *ibid.*, />. 65. ↵

52)

Ibid., A 66. ↵

53)

« *Une leçon en six coups de fusil* », *ibid.*, p.

85. ↩

54)

« *Les Jours du changement* », *ibid.*, p. 81. ↵

55)

On trouvera ce texte, où Hannah Arendt parle d'elle à la troisième personne, dans la correspondance avec Heidegger : « Ombres » (avril 1925), dans Hannah Arendt et Martin Heidegger, Lettres et autres documents, 1925-1975, trad. P. David, Gallimard, 2001, p. 26-30.

↩

56)

« *Seule demeure la langue maternelle* »,
dans *La Tradition cachée*,/). 239. ←

57)

« *Aux origines de P assimilation* » (1933),
dans *La Tradition cachée*, p. 43. ↵

58)

Cité dans Hannah Arendt, Rahel Varnhagen. La vie d'une Juive allemande à l'époque du Romantisme, trad. H. Plard, Tierce, 1986, p. 19. ↵

59)

Ibid., A 13. ↩

60)

Ibid., A 243. ↩

61)

« *T Antisémitisme* », p. 233. ↵

62)

Ibid., *p.* 293. ↵

63)

Rahel Varnhagen, *p. 15.* ↩

64)

61. « L'Aufklärung *et la question juive* »
(1932), dans *La Tradition cachée*,/). 20. ←

65)

Ibid., *p.* 22. ↵

66)

Ibid.,/ > . 21. ↵

67)

« *Bernard Lazare : le paria conscient* »,
dans *La Tradition cachée*, p. 194 et suiv. ↵

68)

« *Nous autres réfugiés* » (1943), dans *La Tradition cachée*,/). 75. ↵

69)

Voir, dans *La Tradition cachée*, la « Remarque finale » (p. 219-220) qui clôt un ensemble ouvert par le texte précisément intitulé « *La Tradition cachée* » (p. 178-182), introduction pour un recueil paru à Heidelberg en 1948 et composé d'articles consacrés à « quatre conceptions essentielles du paria » : « *Heinrich Heine : le Schlemihl et le seigneur du monde onirique* » ; « *Bernard Lazare : le paria conscient* » ; « *Charlie Chaplin : le suspect* » ; « *Franz Kafka : l'homme de bonne volonté* ». Dans l'édition française, ces textes se suivent. ↵

70)

« *Bernard Lazare : le paria conscient* »,
ibid., p. 195. ↵

71)

« *Seule demeure la langue maternelle* »,
dans *La Tradition cachée*,/). 247. ←

72)

« *Remarquefinale* », *ibid.*, p. 220. ↵

73)

*François Furet, Le Passé d'une illusion.
Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle,
Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 500. ↵*

74)

« *Il Antisémitisme* », p. 227-228. ↵

75)

Ce que semble confirmer une table des matières datée du 16 août 1946, dans La Nature du totalitarisme, trad. Michelle-Irène Brudny-de Launay, Payot, 1990, p. 181-182. ↵

76)

Ibid., # 234. ↩

77)

« *L'Impérialisme* », p. 381. ↵

78)

Ibid., A 404. ↩

79)

Ibid., A 411. ↩

80)

Ibid., A 537. ↩

81)

« *Le Totalitarisme* »[^]. 622. ↵

82)

Ibid., *p. 621 etsuiv.* ↵

83)

Ibid., A 636. ↩

84)

Ibid.,/). 665. ↵

85)

Ibid.,/). 769. ↵

86)

Ibid.,/). 815. ↵

87)

Ibid., A 819. ↩

88)

Ibid., A 834. ↩

89)

Ibid., A 808. ↩

90)

Vũ|A., p. 811. ↵

91)

« *L'Antisémitisme* », *Préface*, p. 184. ↵

92)

Voir le chapitre V de TV sur la révolution, trad. M. Chrestien, Gallimard, coll. « Tel », 1990 et La Crise de la culture, /). 11 etsuiv. ↩

93)

« *LAntisémitisme* », p. 317 et suiv. ↵

94)

Lettre du 16 novembre 1958, dans Hannah Arendt / Karl Jaspers, Correspondance 1926-1969, trad. É liane Kaufhoz-Messmer, Payot, 1995, p. 487. ↵

95)

Essai sur la révolution, *p.* 45. ↩

96)

*Voir /'Essai sur la révolution, chapitre III et
La Crise de la culture,/). 13-14. ←*

97)

*John Adams, cité dans /'Essai sur la
révolution,/, 172. ↵*

98)

« *Le Totalitarisme* », p. 619-620. ↵

99)

*Voir ces textes, respectivement datés de T
hiver 1959, avril 1968 et juin 1975, dans Penser
l'événement. ↵*

100)

« *Sur la violence* », dans *Du mensonge à la violence* (Crises of the Republic), *Essai de politique contemporaine*, traduction Guy Durand, Calmann-Lévy, Presse Pocket, 1989p. 187. ↵

101)

*Lettre à Mary McCarthy du 17 octobre 1969
dans Hannah Arendt, Mary McCarthy,
Correspondance 1949-1975, trad. Françoise
Adelstaïn, Stock, 1996, p. 358-359. ↵*

102)

« *Politique et révolution* », entretien avec
Adelbert Reif(1970), dans *Du mensonge à la*
violence, p. 218. ↵

103)

« *La Désobéissance civile* », dans Du mensonge à la violence, /). 104. ↵

104)

Lettre à Heinrich Blücher du 31 octobre 1956, dans Hannah Arendt, Heinrich Blücher; Correspondance 1936-1968, trad. Anne-Sophie Astrup, Calmann-Lévy, 1999, p. 412. ↵

105)

Voir infra, « *Réflexions sur la Révolution hongroise* », p. 919. ↩

106)

Ibid., A 899. ↩

107)

« *Rosa Luxemburg. 1871-1919* » (octobre 1966 dans la *New York Review of Books*, sous le titre « *A Heroine of the Revolution* »), dans *Vies politiques*, p. 55. ↵

108)

Ibid., *p. 51.* ↵

109)

Ibid., *p.* 67. ↵

110)

Ibid., A 64. ↵

111)

La Crise de la culture, /). 13. *René Char*,
Feuillets d'Hypnos, n° 62. ←

112)

*Lettre de Karl Jaspers à Heinrich Blücher
du 21 juillet 1952, dans Correspondance 1936-
1938, A ſſP. ↵*

113)

Lettre d'Hannah Arendt à Karl Jaspers du 6 août 1955, dans Correspondance 1926-1969, p. 370. ↩

114)

*Voir sur ce point la biographie d'Elisabeth
Young-Bruehl, p. 359 et suiv. ↩*

115)

*Lettre de Jaspers à Blücher du 21 juillet
1952, dans Correspondance 1926-1969, p. 210.*

↩

116)

Voir notamment la lettre de Jaspers à Arendt du 1 janvier 1951, ibid., p. 239. ↵

117)

En 1957, Arendt avait publié en Allemagne quatre essais sous le titre Fragwürdige Traditionsbestände im Politischen Denken der Gegenwart. Ils forment la première version de Between Past and Future, publié à New York en 1961. La seconde édition de ce livre en 1968 (traduite en français sous le titre La Crise de la culture/ ajoute deux autres textes, dont « Vérité et politique », explicitement présenté comme un complément à Eichmann à Jérusalem. ↵

118)

*On retrouvera ce motif infra, dans
« Autorité, tyrannie et totalitarisme », p. 880
etsuiv. ↩*

119)

« *Qu'est-ce que l'autorité ?* » (1959), dans *La Crise de la culture*, p. 124. ↵

120)

Ibid., A 123. ↩

121)

Voir infra, « Autorité, tyrannie et totalitarisme », p. 880. ↩

122)

« *Qu'est-ce que l'autorité ?* » (1959), dans *La Crise de la culture*,/). 126. ↵

123)

« *Qu'est-ce que la liberté 2* » (1960), dans *La Crise de la culture*, p. 186. ↵

124)

Ibid., />. 190-191. ↵

125)

Ibid., A 200. ↩

126)

Ibid., A 201. ↩

127)

Ibid., A 219. ↩

128)

« *La Tradition et l'âge moderne* » (1954),
dans *La Crise de la culture*, 34-35. ↵

129)

« *Le Concept d'histoire : antique et moderne* » (1958), *ibid.*, p. 82. ↵

130)

Ibid., A 79. ↵

131)

Ibid., A 100. ↵

132)

Ibid., A 96. ↵

133)

Ibid., A 83. ↵

134)

Ibid., A 120. ↩

135)

Condition de l'homme moderne, *p.* 279. ↩

136)

Ibid., A 309. ↩

137)

Ibid., *p. 208.* ↵

138)

Ibid., A 195. ↩

139)

Ibid., A 221. ↩

140)

Vûà., p. 222 etp. 171. ↵

141)

Paul Ricœur, préface à Condition de l'homme moderne, p. X. ↵

142)

« *Le Totalitarisme* », *préface*, p. 196. ↵

143)

Hannah Krendt, « La Nature du totalitarisme. Essai sur la compréhension » (1954), La Nature du totalitarisme,/, 73. ↵

144)

Préface à Condition de l'homme
moderne, /). VI. ↵

145)

*Cité dans « Le Totalitarisme », p. 609 et
781. ↩*

146)

*Préface à Condition de l'homme moderne,
p. vii et « Le Totalitarisme », p. 634 etp. 661.
Telle est notamment la principale critique que
fait Raymond Aron aux Origines du
totalitarisme. ↵*

147)

Voir « Agir, connaître, penser », p. 87 et suiv.



148)

On ne sait pas avec certitude si Arendt imaginait trois volumes pour La Vie de l'esprit, ou pensait inclure les parties sur le vouloir et le jugement dans un seul. Importe surtout le triptyque des catégories. Voir le 3^e volume de La Vie de l'esprit : Juger, trad. Myriam Renault dAllonnes, Le Seuil, 1991. ↵

149)

Condition de l'homme moderne, *p. 12.* ↵

150)

La Vie de l'esprit. 1 : La Pensée, *Presses
Universitaires de France*, trad. Lucienne
Lotringer, 1981, p. 22. ↵

151)

Ibid., A 103. ↩

152)

Ibid., A 21. ↩

153)

Ibid., A 19. ↩

154)

Ibid., A 21. ↵

« *Hannah Arendt on Hannah Arendt* », dans Melvyn A. Hill (ed.), *Hannah Arendt : The Recovery of the Public World*, New York, St. Martin's Press, 1979, p. 305. Ce texte reproduit une discussion organisée autour d'Arendt en novembre 1972 par la Toronto Society for the Study of Social and Political Thought. Interrogeaient Arendt à cette occasion notamment Hans Jonas, Mary McCarthy, Hans Morgenthau et C. B. Macpherson. ↵

156)

*Phrase transmise par Cicéron, à nouveau
citée dans La Vie de l'esprit. ↩*

157)

La Vie de l'esprit. 1 : La Pensée, /). 231. ↩

158)

Ibid., *p.* 228. ↩

159)

ĩ|ûà, p.235. ↵

160)

Volà, p, 237. ↵

161)

La Tempête, acte I, scène II. k rendt avait déjà cité ce texte à propos de Walter Benjamin, désigné comme « pêcheur de perles ». Noir « Walter Benjamin », dans Vies politiques, p. 291. ↩

162)

Cité dans La Vie de l'esprit. 1 : La Pensée,/).

238. ↩

163)

777. La Vie de l'esprit. 2 : Le Vouloir,
Presses Universitaires de France, 1983, p. 244.

↩

164)

Ibid., A 246. ↩

165)

*Lettre à Ludwig Greve du 20 juillet 1975,
cité dans Elisabeth Young-Bruehl, Hannah
Arendt. Biographie, p. 612. ↵*

166)

La Crise de la culture, *p. 60 etp. 115.* ↵

167)

La Vie de l'esprit. 1 : La Pensée, *p. 241.* ↵

168)

Ibid., # 242. ↩

169)

Juger, *p.* 35. ↵

170)

Cité ibid., p. 27. ↩

171)

Hannah Arendt, Considérations morales, trad. M. Ducassou et D. Maes, Payot & Rivages, 1996, p. 27. Rédigé en 1970 pour une conférence, ce texte dédié à Auden s'inscrit lui aussi dans la réflexion d Arendt consécutive au procès Eichmann et peut être considéré comme P une des ébauches de La Vie de l'esprit. ↵

172)

*Remarque d'Arendt à P American Society for
Christian Ethics, 21 janvier 1973, cité dans
Elisabeth Young-Rruehl, Hannah Arendt.
Biographie, p. 594-595. ↵*

173)

Juger, *p. 49.* ↵

174)

Eichmann à Jérusalem, *infra*,/). 1150. ↵

175)

Considérations morales, *p.* 73. ↵

176)

*Hans Jonas, « Agir, connaître, penser »,
Entre le néant et l'éternité, p. 86. ↵*

177)

Voir Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique?*, *texte établi et commenté par Ursula Lud%*, trad. Sylvie Courtine-Denamy, *Le Seuil*, 1995. ↵

178)

*Noir « Hannah Arendt on Hannah Arendt »,
p. 333 et suiv. ↩*

179)

Lettre à Kurt Blumenfeld du 31 juillet-1956,
dans Correspondance 1933-1963, p. 198. ↵

180)

« Hannah Arendt on Hannah Arendt », p. 336. On trouvera une illustration de cette posture infra, dans « Autorité, tyrannie et totalitarisme », p. 880 et suiv. ↩

181)

Eichmann à Jérusalem, *infra*, *p. 1243*. ↵

182)

Ibid., *p. 1138-1139.* ↵

183)

Ibid., />. 1138. ↵

184)

Ibid., *p. 1021 et suiv.* ↵

185)

« *Réflexions sur Little Rock* » (1959), dans
Hannah Krendt, Penser l'événement, p. 233-

248. *Sur thistoire de ce texte, voir infra,*
introduction à Eichmann à Jérusalem. ↵

186)

« *De P humanité dans de “sombres
temps”* », dans *Vies politiques*, p. 18. ↩

187)

Ces informations proviennent de la biographie d'Elisabeth Young-Bruehl, p. 261 et suiv. ↩

La bibliographie d'Elisabeth Young-Bruehl laisse apparaître sept articles, publiés entre 1946 et l'année de parution du livre. Dans cet atelier des Origines du totalitarisme, il faudra encore faire entrer « Les Techniques de la science sociale et l'étude des camps de concentration » (voir infra, p. 845), « Les Germes d'une internationale fasciste » (dans Auschwitz et Jérusalem/ « EImage de l'enfer » (ibid.) et « La Culpabilité organisée » (dans Penser l'événement/ Sur ces éléments de l'atelier des Origines, voir infra, Introduction aux « Prolongements aux Origines du totalitarisme »,/). 841 et suiv. ←

189)

Lettre cité dans la biographie, p. 264. ↩

190)

*Plan précisément daté du 16 août 1946,
reproduit dans La Nature du totalitarisme, /).
181-182. ↵*

191)

Lettre à Karl Jaspers du 4 septembre 1947,
p. 156. ↵

192)

Voir The Origins of Totalitarianism, p. VII-IX. ←

193)

Voir infra, p. 197. ↩

194)

*Voir infra, p. 896 et suiv., et Préface, supra,
p. 53 et suiv. ↵*

195)

Voir infra, p. 959. ↩

196)

Voir infra, p. 969. ↩

197)

« *Compréhension et politique* », dans *La Nature du totalitarisme*,/). 39. ↵

198)

Lettre à Mary Underwood, citée dans Elisabeth Young-Bruehl, p. 262. On pourrait reconnaître ici un thème emprunté à Walter Benjamin : plus précisément aux « Thèses sur l'histoire » demeurées inachevées à sa mort et dont iK rendt avait été la détentrice. ←

199)

« *Compréhension et politique* », p. 54-55. ↩

200)

Ibid., *p.* 56. ↵

201)

Voir Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, 1965, Gallimard, Folio, p. 284-285. On trouverait des typologies similaires dans les ouvrages américains de la même époque. Voir, par exemple, un extrait de *Totalitarian Dictatorship and Autocracy* de Carl J. Friedrich et Zbigniew Brzezinski, dans *B anthologie d'Enzo Traverso, Le Totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*, Seuil, 2001, p. 473-488.

←

202)

S'il est vrai que les deux modèles sont restés étrangers l'un à l'autre, il faut souligner le fait que Raymond Aron a consacré aux Origines du totalitarisme un long article, tout à la fois laudateur lorsqu'il salue un livre « important », réservé vis-à-vis de défauts théoriques et d'un style « parfois irritant », critique enfin devant une explication qui risque de glisser vers une contradiction : « définir un régime qui fonctionne par une essence qui implique pour ainsi dire l'impossibilité du fonctionnement ». Raymond Aron, « L'Essence du totalitarisme selon Hannah Arendt », Critique, 1954, repris dans Commentaire, février 1985, p. 416-425. ↵

203)

« *Le Totalitarisme* »[^]. 808. ↵

204)

Ibid., A 801. ↩

205)

Ibid., *p.* 627-628. ↵

206)

Ibid., A 736. ↩

207)

Ibid., A 732. ↩

208)

Ibid., A 762. ↩

209)

Ibid., A 719 *et suiv.* ↩

210)

Ibid., p. 121-122. On retrouvera cette analyse de la différence de principe entre les mouvements totalitaires et les formes classiques du despotisme dans « *Autorité, tyrannie et totalitarisme* », p. 884. ↵

211)

« *Le Totalitarisme* », p. 139. ↵

212)

21. $V\hat{u}|A., p.l51.$ ↵

213)

« *L'Impérialisme* », p. 416. ↵

214)

« *Le Totalitarisme* »[^]. 662. ↵

215)

Ibid., />. 669. ↵

216)

« *L'Impérialisme* », p. 411. ↵

217)

« *Le Totalitarisme* », p. 639. ↵

218)

Ibid., A 725. ↩

219)

Ibid., p. 817 et suiv., et « *La Nature du totalitarisme. Essai sur la compréhension* », dans *La Nature du totalitarisme*, p. 98-99. ↵

220)

Voir « *La Nature du totalitarisme* », p. 100,
et « *Le Totalitarisme* », p. 818. ↩

221)

« *Le Totalitarisme* », p. 818. ↵

222)

Ibid., *p.* 820. ↵

223)

Ibid., p. 795 *et suiv.* ↵

224)

Ibid., A 783. ↩

225)

Ibid., A 833 *et suiv.* ↩

226)

Ibid., A 806. ↩

227)

Eichmann à Jérusalem,/). 1138. ↵

228)

« *Le Totalitarisme* », p. 819. ↵

229)

Ibid.,/). 811. ↵

230)

||tâ., p.811. ↵

231)

« *EImpérialisme* », p. 381. ↵

232)

Vo|<|, p. 373. ↵

233)

Ibid., *p. 406.* ↵

234)

Ibid.,/>. 412 etp. 413. ↵

235)

Au cœur des ténèbres, *citép. 451 etp. 458*
(voir *Joseph Conrad, Œuvres, II, p. 91-92*). ↵

236)

« *L'Impérialisme* », p. 483. ↩

237)

Ibid., A 514. ↩

238)

Ibid., *p. 544.* ↵

239)

Ibid., *p.* 606. ↵

240)

Voir Préface, p. 66 et suiv. ↩

241)

« *L'Impérialisme* », p. 605. ↵

242)

Ibid., *p.* 603. ↩

243)

Ibid., A 607. ↩

244)

« *Je ne colle pas* » (I don't fit). Voir cette confidence publique d'Arendt lors d'une table ronde qui lui était consacrée, supra, *Préface*, p. 84. ↩

245)

« *EAntisémitisme* », *Préface*, p. 184. ↵

246)

*Vol*A., p.219. ↵

247)

Ibid., # 185. ↩

248)

||*t*à., *p*.220. ↵

249)

Ibid., *p.* 222. ↵

250)

Ibid., *p.* 225. ↵

251)

Ibid., A 243. ↩

252)

Ibid., A 277. ↩

Ibid., p. 220-221. Hannah Arendt synthétise ici le premier chapitre du second Livre de L'Ancien Régime et la Révolution : « Quand la noblesse possède non seulement des privilèges, mais des pouvoirs, quand elle gouverne et administre, ses droits particuliers peuvent être tout à la fois plus grands et moins aperçus... Les nobles avaient des privilèges gênants, ils possédaient des droits onéreux ; mais ils assuraient l'ordre public, distribuaient la justice, faisaient exécuter la loi, venaient au secours du faible, menaient les affaires communes. A mesure que la noblesse cesse de faire ces choses, le poids de ses privilèges paraît plus lourd, et leur existence même finit par ne plus se comprendre... La féodalité était demeurée la plus grande de toutes nos institutions civiles en cessant d'être une institution politique. Ainsi réduite, elle excitait plus de haine encore, et c'est avec vérité que l'on peut dire qu'en détruisant une partie des institutions du Moyen Age on avait rendu cent fois plus odieux ce qu'on en laissait » (Alexis de Tocqueville, Œuvres complètes, H, p. 105-106).*



254)

« *IL Antisémitisme* », p. 284. ↵

255)

Ibid., A 285. ↩

256)

Ibid., A 286. ↩

257)

Ibid., A 301. ↩

258)

Disraeli, cité ibid., p. 302. ↵

259)

7A Ibid., A 305. ↩

260)

Ibid., *p.* 308. ↵

261)

Ibid., A 311. ↩

262)

||ùà, *p. 318.* ↵

263)

Ibid., A 363. ↩

264)

84.1bid., p. 325. ↵

265)

*Lettre de Kurt Blumenfeld à Hannah Krendt
du 2 juillet 1951, voir infra, p. 954 et 956. ↩*

266)

Voir infra, Introduction à Eichmann à Jérusalem, p. 992. ↵

267)

« *Compréhension et politique* », dans *La Philosophie de l'existence*, Paris, Payot, 2000, p. 214. ↵

268)

Ibid., *p. 196.* ↩

Le plus récent exemple de cette théorie est Warrant for Génocide. The myth of the Jewish world-conspiracy and the « Protocols of the Elders of Zion », de Norman Cohn, 1966, p. 15 /Histoire d'un mythe. La « Conspiration » juive et les Protocoles des Sages de Sion, p. 17]. L'auteur part de l'idée implicite qu'il n'y a pas d'histoire juive. Pour lui, les Juifs sont « des gens qui... vivaient dispersés à travers l'Europe, de la Manche jusqu'à la Volga, et qui n'avaient de commun que d'avoir tous eu pour ancêtres des fidèles de la religion juive ». Les antisémites, au contraire, peuvent se vanter d'une ascendance directe et ininterrompue dans le temps et dans l'espace depuis le Moyen Âge, lorsque «... on apercevait dans les Juifs des agents de Satan, des adorateurs du diable, des démons sous forme humaine » (Norman Cohn, Warrant for Génocide..., 1966, p. 41 /Histoire d'un mythe..., 1967, p. 45]). La seule nuance que le savant Norman Cohn, auteur de The Pursuit of the Millenium (1957, p. 16 /Les Fanaüques de l'Apocalypse. Courants millénaristes révolutionnaires du XI^e au xvi^e siècle, avec une postface sur le xx^e siècle, 1962, p. 18, rééd. amputée de la conclusion originelle, 1982]) juge utile d'apporter à des généralisations aussi hâtives consiste à dire qu'il ne parle que de « l'antisémitisme le plus virulent, celui qui conduit aux massacres et au génocide ». Cet ouvrage essaie aussi, assez laborieusement, de prouver que « la masse de la population allemande n'a jamais fait preuve d'un antisémitisme fanatique » (Norman Cohn, The Pursuit of the Millenium, 1957, p. 211-212 ; /Les Fanatiques de l'Apocalypse..., 1962, p. 210]) et que l'extermination « fut organisée et pour la plus grande partie menée à bien par des professionnels du SD et de la SS », organisations qui « ne représentaient

absolument pas un échantillon caractéristique de la société allemande » (Norman Cohn, The Pursuit of the Millenium, 1957, p. 213 ; /Les Fanatiques de l'Apocalypse..., 1962, p. 211)). Comme on souhaiterait voir les faits concorder avec ces affirmations ! Le résultat est que l'ouvrage semble avoir été écrit il y a quarante ans par un membre, plus ingénieux que de raison, du Verein zur Bekämpfung des Antisemitismus, de triste mémoire. ↵

Citations extraites de l'ouvrage de Jacob Katz, Exclusiveness and Tolérance. Studies in Jewish-Gentile Relations in Médiéval and Modern Times, 1962 (chap. 12) /Exclusion et tolérance. Chrétiens et Juifs du Moyen Âge à l'ère des Lumières, 1987], étude absolument originale et du plus haut niveau, qui aurait dû détruire « quelques idées chères aux Juifs contemporains » comme l'annonce la couverture, mais qui ne l'a pas fait parce qu'elle a été presque totalement passée sous silence par la grande presse. Katz appartient à la jeune génération d'historiens juifs dont beaucoup enseignent à l'université de Jérusalem et publient leurs œuvres en hébreu. On se demande pourquoi ils ne sont pas plus rapidement traduits et publiés à l'étranger. Avec eux, c'en est bien fini de l'« histoire lacrymale » des Juifs contre laquelle Salo W. Baron protestait il y a presque quarante ans.

↵

271)

Il est intéressant de noter que le premier historien juif moderne, Isaak Markus Jost, qui écrivait en Allemagne au milieu du siècle dernier, céda beaucoup moins aux préjugés habituels de l'historiographie laïque juive que ses successeurs plus connus. ↵

272)

Jacob Katz, Exclusiveness and Tolérance, *p.*
196. ↵

273)

Ibid, *p.* 6. ↵

274)

Ibid, *p.* 7. ↵

275)

La seule exception est l'historien antisémite Walter Frank, chef du Reichinstitut für Geschichte des Neuen Deutschlands [Institut du Reich pour l'histoire de la nouvelle Allemagne], organisme nazi qui dirigea la publication des 9 volumes des Forschungen zur Judenfrage [Recherches sur la question juive], 1937-1944. On peut encore consulter avec profit les chapitres dus à Frank lui-même.

←

276)

NdE. « Le Juif est un homme que les autres hommes tiennent pour Juif : voilà la vérité simple dont il faut partir. » Jean-Paul Sartre, Réflexions sur la question juive, 1954, p. 83-84. ↵

277)

*NdE. L'astérisque signale les termes
employés par Arendt en français. ↵*

278)

Les chiffres sont empruntés respectivement à Leo Model, « The Politics of Private Foreign Investment » et à Kenneth M. Kauffman et Helena Stalson, « US Assistance to less Developed Countries, 1956-1965 », articles publiés l'un et l'autre dans Foreign Affairs, juillet, 1967. ↵

279)

L'article de L. Model cité ci-dessus propose (p. 641) une analyse très précieuse et très pertinente de ces problèmes. ↵

280)

Ce sont les propos tenus en 1957 par M. Dulles dans un discours à l'Université de Yale, d'après David Wise et Thomas B. Ross, The Invisible Government, 1964, p. 2. ↵

D'après Mr. Dulles, le gouvernement devait « combattre le feu par le feu », puis l'ancien patron de la CIA, avec cette franchise désarmante qui le distinguait de ses collègues des autres pays, se mit à expliquer ce qu'il voulait dire. La CIA devait, en conséquence, prendre pour modèle les Services de sécurité de l'État soviétique, qui « est davantage qu'une police secrète, davantage qu'un service de renseignement et de contre-espionnage. C'est un instrument de subversion, de manipulation et de violence, qui permet d'intervenir secrètement dans les affaires des autres pays » (c'est moi qui souligne). Cf. Allen W. Dulles, The Craft of Intelligence, 1963, p. 155.

←

282)

Cf. l'article très instructif d'Orville L. Freeman, « Malthus, Marx and the North American Breadbasket », dans Foreign Affairs, juillet 1967. ↩

Sans nul doute, le fait que le gouvernement totalitaire, malgré l'évidence de ses crimes, s'appuie sur un substrat de masses, est profondément troublant. Aussi n'est – il guère surprenant de voir spécialistes et hommes d'État souvent refuser de reconnaître un tel fait. Les premiers croient aux vertus magiques de la propagande et du lavage de cerveau, les seconds, par exemple Adenauer à maintes reprises, en nient simplement l'existence. Une publication récente de rapports secrets sur l'opinion publique en Allemagne pendant la guerre (de 1939 à 1944), émanant du service de sécurité des SS (Meldungen aus dem Reich. Auswahl aus den Geheimen Lageberichten des Sicherheitsdienstes der SS 1939-1944, 1963) est très instructive à cet égard. Elle montre d'abord que la population était remarquablement bien informée de tous les prétendus secrets (massacres de Juifs en Pologne, préparation de l'attaque contre la Russie, etc.), et ensuite « dans quelle mesure les victimes de la propagande étaient restées capables de concevoir des opinions indépendantes » (p. xviii-xix). Quoi qu'il en soit, l'important est que cela n'a nullement affaibli le soutien général dont bénéficiait le régime hitlérien. Il est bien évident que le soutien de masse apporté au totalitarisme ne s'explique ni par l'ignorance ni par le lavage de cerveau. ↵

284)

Dès le début, la recherche et la publication du matériel documentaire ont été liées à l'investigation des activités criminelles, et la sélection a généralement été faite dans le but de poursuivre les criminels de guerre. Par conséquent, on a négligé une grande quantité de matériaux du plus haut intérêt. Le livre mentionné à la note 1 est une très heureuse exception à cette règle. ↵

285)

Voir Merle Fainsod, Smolensk à l'heure de Staline, 1967 [Hannah Arendt se réfère à l'édition parue en 1958 : Smolensk under Soviet Rule, p. 210, 306, 365, etc.]. ←

286)

Ibid., *p.* 73, 93. ↵

287)

NdE. La version de 1966 de cette phrase était ainsi libellée : «... décimé la population. Elle a clairement reconnu l'intérêt national, elle a permis au pays de se développer dans la paix, d'avoir recours à la compétence des descendants des anciennes classes dirigeantes et de maintenir le niveau universitaire et professionnel. » [NdE. En 1966, Hannah Arendt sous-estimait l'ampleur de la répression et de la famine consécutives au Grand Bond en avant qui fit plusieurs dizaines de millions de morts]. ↩

288)

NdE. Les passages ajoutés pour l'édition française (1972) figurent ici entre crochets. ↵

NdE. La version de 1966 de cette phrase était ainsi libellée : « Bref, il a toujours été clair que la “pensée” de Mao Tsé-toung n'a pas suivi les voies tracées par Staline (ou, par Hitler en l'occurrence), qu'il n'était pas d'instinct un assassin et que le sentiment nationaliste, si prépondérant au sein de tous les soulèvements révolutionnaires dans les pays anciennement colonisés, fut suffisamment fort pour imposer des limites à la domination totale. » ↵

NdE. Paragraphe supprimé dans l'édition de 1972 : « D'un autre côté, après sa victoire, le parti communiste chinois s'était d'emblée voulu "international dans son organisation, universel dans sa visée idéologique, et planétaire dans ses aspirations politiques" (p. 719), c'est dire que ses caractéristiques totalitaires étaient manifestes dès le début. Ces caractéristiques ressortirent davantage avec le développement du conflit sino-soviétique, même si celui-ci pourrait bien avoir été déclenché par des problèmes nationaux plutôt qu'idéologiques. L'insistance qu'ont mise les Chinois à réhabiliter Staline et à dénoncer dans les tentatives de détotalitarisation russes une déviation "révisionniste" ne laissa pas d'inquiéter. Pour aggraver les choses, elle s'accompagna d'une politique étrangère extrêmement agressive, quoique vaine jusqu'ici, visant à infiltrer d'agents chinois tous les mouvements révolutionnaires et à remettre en vigueur le Komintern sous l'égide de Pékin. Toutes ces évolutions sont difficiles à juger pour l'heure, en partie parce que nous manquons d'information, en partie parce que tout change continuellement. À ces incertitudes liées à la nature même de la situation, nous avons hélas ajouté les handicaps que nous nous sommes nous-mêmes créés. » ↵

291)

*NdE. Phrase absente dans la version 1972 :
J'ai également ajouté les rares écrits
importants aux ouvrages concernant les
première et deuxième parties. Pour finir, pour
des raisons de commodité, la bibliographie,
comme l'ouvrage lui-même, est maintenant
divisée en trois parties. ↵*

Aux victimes, estimées de 9 à 12 millions, du premier plan quinquennal (1928- 1933), il convient d'ajouter les victimes de la grande purge : environ 3 millions d'exécutions et de 5 à 9 millions d'arrestations et de déportations. (Cf. l'importante introduction de Robert C. Tucker, « Stalin, Bukharin, and History as Conspiracy », à la nouvelle édition des minutes du procès de Moscou en 1938, The Great Purge Trial, 1963.) Mais toutes ces estimations semblent être en deçà des chiffres réels. Elles ne prennent pas en compte les exécutions en masse dont on n'a rien su jusqu'au jour où « les forces d'occupation allemandes découvrirent dans la ville de Vinnitsa une fosse commune contenant les corps de milliers de personnes exécutées en 1937 et 1938 » (Cf. John A. Armstrong, The Politics of Totalitarianism. The Communist Party of the Soviet Union from 1934 to the Present, 1961, p. 65 et suiv.). Il va sans dire que cette découverte récente fait apparaître les systèmes nazi et bolchevique, encore plus qu'auparavant, comme des variantes du même modèle. On peut voir dans quelle mesure les exécutions en masse de l'ère stalinienne sont au centre de l'opposition actuelle, par le procès de Siniavski et de Daniel, dont le New York Times Magazine a publié les passages clés le 17 avril 1966, et d'où j'ai tiré mes citations. ↵

293)

Robert C. Tucker, « Stalin, Bukharin, and History as Conspiracy », The Great Purge Trial, p. xni-xnu. ↵

été soutenu par plus de deux tiers des membres. L'anecdote, et spécialement le prétendu soutien de Boukharine par le comité central, ne semble pas très plausible ; mais même si elle est authentique, si nous considérons que cette réunion eut lieu alors que la grande purge battait déjà son plein, l'anecdote n'indique pas l'existence d'une opposition organisée, mais bien plutôt l'inverse. La vérité, comme le souligne justement Fainsod, semble être que « le mécontentement général » était fort répandu, spécialement parmi les paysans, et que jusqu'en 1928, « au début du premier plan quinquennal, les grèves... n'étaient pas rares », mais que ces « humeurs oppositionnelles ne se concrétisèrent jamais sous forme de défi organisé au régime », et que vers 1929 ou 1930 « toute alternative organisée avait disparu de la scène », à supposer qu'elle eût jamais existé auparavant. (Cf Merle Fainsod, Smolensk..., p. 449 et suiv.) ↵

295)

« L'étonnant, comme le souligne Merle Fainsod (Smolensk..., p. 38), n'est pas que le parti fût victorieux, mais qu'il ait réussi à survivre tout court. » ↵

296)

Ibid., p. 49 et suiv. *Un rapport de 1929 fait état de violentes explosions d'antisémitisme pendant une réunion ; les Komsomols « qui étaient dans l'assistance se taisaient... On en conclut qu'ils étaient tous d'accord avec les déclarations antijuives » (ibid., p. 445). ↵*

297)

Tous les rapports de 1926 font état d'un déclin significatif « des prétendues manifestations contre-révolutionnaires, déclin qui donne la mesure de la trêve provisoire que le régime avait conclue avec la paysannerie ». Comparés à ceux de 1926, les rapports de 1929-1930 « ont l'allure de communiqués émanant du front » (Merle Fainsod, Smolensk..., p. 177).

↩

298)

Ibid., *p. 252 et suiv.* ↩

299)

*Ibid., spécialement p. 240 et suiv. et 446 et
suiv. ↵*

300)

Ibid. Toutes les déclarations de ce genre sont empruntées aux rapports de la Guépéou ; voir notamment p. 248 et suiv. Mais il est caractéristique de constater que de telles remarques devinrent beaucoup moins fréquentes après 1934, début de la grande purge. ↵

301)

Ibid., *p. 130.* ↵

La littérature sur ce sujet néglige généralement cette alternative à cause de la conviction compréhensible, mais historiquement insoutenable, qu'il y eut de Lénine à Staline un développement plus ou moins régulier. Il est vrai que Staline parlait presque toujours en termes léninistes, si bien qu'il semble quelquefois que la seule différence entre les deux hommes réside dans la brutalité, ou la « folie » de Staline. Ruse délibérée ou non de la part de Staline, la vérité est que, comme Robert C. Tucker (« Stalin, Rukharin, and History as Conspiracy », The Great Purge Trial, p. xvi) l'observe à juste titre : « Staline donnait à ces vieux concepts léninistes un nouveau contenu, distinctement stalinien [...]. Principal trait distinctif : l'affirmation, on ne peut plus non léniniste, que la conspiration est la marque de l'époque présente. » ↵

303)

*Voir Merle Fainsod, Smolensk...,
notamment p. 365 et suiv. ←*

Robert C. Tucker, « Stalin, Bukharin, and History as Conspiracy », The Great Purge Trial, p. 93 et p. 71. Il est caractéristique de voir que les messages, à tous les niveaux, insistaient sur les « obligations à l'égard du camarade Staline », et non à l'égard du régime, du parti ou du pays. Rien ne souligne plus éloquemment les ressemblances des deux systèmes que ce que Ilya Ehrenbourg et d'autres intellectuels staliniens disent aujourd'hui pour s'efforcer de justifier leur passé ou simplement pour rendre compte de leurs sentiments pendant la grande purge. « Staline ne savait rien de la violence absurde exercée contre les communistes, contre l'intelligentsia soviétique », « ils le cachent à Staline », et « si seulement quelqu'un le disait à Staline », ou, finalement, le coupable n'était pas du tout Staline, mais tel ou tel chef de la police (cité dans Robert C. Tucker, « Stalin, Bukharin, and History as Conspiracy », The Great Purge Trial, p. xm). Il est superflu d'ajouter que c'est exactement ce que disaient les nazis après la défaite de l'Allemagne. ↵

305)

Robert C. Tucker, « Stalin, Bukharin, and History as Conspiracy », The Great Purge Trial, p. 166 et suiv. ↵

306)

Les mots sont tirés de l'appel d'un « élément étranger au prolétariat » en 1936 : « Je ne veux pas être un criminel sans crime » (ibid., p. 229). ↵

Un intéressant rapport de la Guépéou (1931) souligne cette nouvelle « passivité complète », cette horrible apathie que produisit la terreur aveugle s'exerçant sur des innocents. Le rapport mentionne la grande différence entre les arrestations d'ennemis du régime autrefois, lorsqu'« un homme en état d'arrestation était emmené par deux miliciens », et les arrestations massives où « un seul milicien peut conduire des groupes de gens qui marchent tranquillement sans que personne cherche à fuir » (Robert C. Tucker; « Stalin, Bukharin, and History as Conspiracy », The Great Purge Trial, p. 248). ←

308)

Ibid., *p. 135.* ↩

Ibid., p. 57-58. Pour l'atmosphère grandissante d'hystérie pure et simple dans ces dénonciations massives, voir spécialement p. 222, 229 et suiv., et l'amusante anecdote de la p. 235, où nous apprenons comment un des camarades en est venu à penser, « que le camarade Staline a adopté une attitude conciliante à l'égard du groupe trotskiste-zinoviéviste », reproche qui à l'époque signifiait au minimum l'expulsion immédiate du parti. Mais pas de chance... L'orateur suivant accusa l'homme qui avait essayé d'être plus stalinien que Staline, d'être « déloyal politiquement », sur quoi le premier « confessa » promptement son erreur. ↵

Il est étrange de voir que Merle Fainsod lui-même tire encore de telles conclusions d'une masse de preuves qui vont dans la direction opposée. Voir Smolensk..., son dernier chapitre, spécialement p. 453 et suiv. Il est encore plus étrange que cette mauvaise lecture de l'évidence des faits soit partagée par tant de spécialistes. Assurément, aucun d'entre eux ne va aussi loin dans cette subtile justification de Staline qu'Isaac Deutscher dans sa biographie, mais beaucoup soutiennent encore que « l'action impitoyable de Staline allait... vers la création d'un nouvel équilibre des forces » (John Armstrong, The Politics of Totalitarianism, p. 64) et visait à offrir « une solution brutale mais cohérente à certaines des contradictions fondamentales du mythe léniniste » (Richard Lowenthal dans son très utile World Communism. The Disintegration of a Secular Faith, 1964, p. 42). Il n'y a que peu d'exceptions à ces relents de marxisme, par exemple Richard C. Tucker (« Stalin, Bukharin, and History as Conspiracy », The Great Purge Trial, p. xxvn), qui dit sans équivoque que « le système soviétique aurait été plus fort et mieux équipé pour répondre à l'épreuve imminente de la guerre totale sans la grande purge, qui fut, en fait, une vaste opération de sabotage de la société soviétique ». Mr. Tucker pense que ceci réfute mon « image » du totalitarisme, ce qui, je crois, est un malentendu. L'instabilité est certes un préalable fonctionnel à la domination totale, laquelle est fondée sur une fiction idéologique et présuppose qu'un mouvement, par opposition à un parti, s'est emparé du pouvoir. La caractéristique de ce système est que le pouvoir réel, c'est-à-dire la force matérielle et le bien-être du pays, est constamment sacrifié au pouvoir de l'organisation, exactement comme toutes les vérités objectives sont sacrifiées aux exigences

de la cohérence idéologique. Il est évident que dans une lutte entre la force matérielle et le pouvoir de l'organisation ou entre le fait et la fiction, le deuxième terme peut avoir à souffrir, et c'est ce qui s'est passé en Russie aussi bien qu'en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais ce n'est pas une raison pour sous-estimer la puissance des mouvements totalitaires. Ce fut la terreur sécrétée par l'instabilité permanente qui contribua à organiser le système des satellites, et c'est la stabilité actuelle de la Russie soviétique, sa détotalitarisation, qui, d'une part, a grandement contribué à sa présente force matérielle, mais qui, d'autre part, lui a fait perdre le contrôle de ses satellites. ←

Voir les intéressants détails (MerleFainsod, Smolensk..., p. 345-355) concernant la campagne de 1929, qui visait à éliminer les « professeurs réactionnaires » malgré les protestations de membres du parti et de Komsomols aussi bien que des étudiants, qui ne voyaient « pas de raison de remplacer d'excellents professeurs s'ils n'appartenaient pas au parti » ; sur quoi, bien entendu, une nouvelle commission dénonça promptement « le grand nombre d'ennemis de classe parmi les étudiants ». On a toujours su qu'un des principaux objectifs de la grande purge était d'ouvrir des carrières à la jeune génération. ←

John Armstrong, The Politics of Totalitarianism, p. 319, prétend que l'importance de l'intervention du maréchal Joukov dans la lutte interne du parti a été « fortement exagérée » et soutient que Khrouchtchev « triompha sans nul besoin d'une intervention militaire », parce qu'il était « soutenu par l'appareil du parti ». Il semble que tel n'ait pas été le cas. Il est vrai, au contraire, que « beaucoup d'observateurs étrangers », à cause du soutien que l'armée apporta à Khrouchtchev contre l'appareil du parti, en vinrent à la conclusion erronée que les militaires avaient durablement accru leur puissance aux dépens du parti, comme si l'Union soviétique était sur le point de se transformer de dictature du parti en dictature de l'armée. ↵

313)

John Armstrong, The Politics of
Totalitarianism, *p.* 320. ↵

314)

Ibid, *p.* 325. ↵

315)

Ibid, *p. 339 et suiv.* ↵

316)

Voir V. Stanley Vardys, « How the Baltic Republics fare in the Soviet Union », Foreign Affairs, avril 1966. ↵

317)

*John Armstrong, The Politics of
Totalitarianism, p. 235 et suiv.* ↵

318)

MerleFainsod, Smolensk..., p. 56. ↵

319)

17. *John Armstrong*, *The Politics of Totalitarianism*, p. 236. ↵

320)

*NdE. Terme employé par les nazis
signifiant : « Nettoyé de ses Juifs ». ↵*

321)

L NdE. *En réalité, 27 septembre 1791 : la citoyenneté est accordée à tout Juif prêtant le serment civique et remplissant les conditions pour être citoyen.* ↵

Pour l'historien moderne, les droits et les libertés accordés aux Juifs de cour aux XVII^e et XVIII^e siècles peuvent apparaître simplement comme des signes précurseurs de l'égalité : les Juifs de cour pouvaient vivre où ils voulaient, avaient l'autorisation de voyager librement à l'intérieur du royaume et de porter des armes ; de plus, ils avaient droit à la protection particulière des autorités locales. En fait, ces Juifs de cour, appelés en Prusse de manière caractéristique Generalprivilegierte Juden, bénéficiaient non seulement de conditions de vie supérieures à celles des autres Juifs qui vivaient encore sous une législation restrictive quasi médiévale, mais aussi à celles de leurs voisins non juifs. Leur niveau de vie était très supérieur à celui de la bourgeoisie d'alors, et ils jouissaient de privilèges la plupart du temps supérieurs à ceux des marchands. La situation ne passa d'ailleurs pas inaperçue des contemporains. Christian Wilhelm Dohm, qui plaida tant pour l'émancipation des Juifs dans la Prusse du XVIII^e siècle, se plaignit de la pratique en vigueur depuis Frédéric – Guillaume I^{er}, qui accordait aux Juifs riches « toutes sortes de faveurs et d'aide » souvent « aux dépens des citoyens légaux [c'est-à-dire non juifs] diligents, ainsi négligés ». Denkwürdigkeiten meiner Zeit, 1814-1819, IV, p. 487. ↵

Jacob Lestschinsky, dans une des premières analyses du problème juif, montra que les Juifs n'appartenaient à aucune classe sociale, et parla de « Klasseneinschiebsel » [« classe ajoutée », au sens de « pièce rapportée »] (Weltwirtschaftliches-Archiv, 1929, vol. XXX, p. 123 et suiv.) mais ne vit de cette situation que les désavantages qu'elle comportait en Europe orientale et non les avantages évidents qu'elle présentait en Europe occidentale et centrale. ↵

324)

Il y eut par exemple en Prusse sous Frédéric II, après la guerre de Sept Ans, des efforts pour incorporer les Juifs dans une sorte de système mercantile. L'ancien Juden-reglement général de 1750 fut remplacé par un système d'autorisations régulières délivrées aux seuls habitants qui avaient investi une part considérable de leur fortune dans les nouvelles manufactures. Mais là comme partout ailleurs, ces tentatives gouvernementales échouèrent complètement. ↵

325)

avoir été les plus grands magnats mondiaux du pétrole, si Von excepte Rockefeller. Le fait est rapporté par Richard Lewinsohn, Wie sie gross und reich wurden, 1921. On peut adopter pour règle générale un jugement d'André-Émile Sayous (« Les Juifs », Revue économique internationale, mars 1932) formulé au cours de sa polémique avec Werner Sombart, pour qui les Juifs s'identifiaient au développement capitaliste : « Les Rothschild et d'autres Israélites, occupés presque exclusivement de l'émission de fonds d'État et du mouvement international des capitaux, ne cherchèrent guère à créer, selon des procédés semblables, de grandes entreprises » (p. 531).

←

L'influence des expériences mercantiles sur les phénomènes ultérieurs fut cependant immense. La France est le seul pays où Von expérimenta sérieusement le mercantilisme, avec pour résultat des manufactures prospères créées très tôt sur l'intervention de l'État. Le pays ne s'en est jamais vraiment remis. Lorsque vint l'âge de la libre entreprise, la bourgeoisie française se montra réticente face aux investissements non protégés. En revanche, l'administration, née elle aussi du mercantilisme, lui survécut. Bien que celle-ci ait perdu toutes ses fonctions productives, elle reste aujourd'hui encore plus caractéristique nationalement, et plus gênante pour son redressement, que la bourgeoisie. ←

particulièrement favorables aux Juifs : Colbert fit l'éloge de leur grande utilité pour l'État (S. W. Baron, A Social and Religious History of the Jews, 1937, vol. II : Jews and Capitalisme ; au milieu du xvii^e siècle, le Juif allemand Liefthan Calmer fut créé baron par le roi reconnaissant qui appréciait ses services et sa fidélité envers « Notre État et Notre Personne » (Robert Anchel, « Un baron juif français au xvii^e siècle : Liefthan Calmer », Souvenir et Science, 1930, p. 52-55). En Prusse, les Münzjuden [« Juifs de la monnaie »] de Frédéric II reçurent des titres et, à la fin du xvii^e siècle, 400 familles juives formaient l'un des groupes les plus riches de la population berlinoise. On trouvera l'une des meilleures descriptions de Berlin et du rôle des Juifs dans la société berlinoise dans Wilhelm Dilthey, Das Leben Schleiermachers, 1870, p. 182 et suiv. ↵

328)

Au début du xviii^e siècle, les Juifs autrichiens réussirent à faire interdire l'ouvrage d'Eisenmenger, Entdecktes Judentum [Le Judaïsme dévoilé] (1703). À la fin du siècle, Le Marchand de Venise ne pouvait être joué à Berlin qu'assorti d'un prologue d'excuses adressé au public juif (non émancipé). ↩

329)

La seule exception, mais qui n'est pas pertinente, pourrait être celle des fermiers généraux français, qui recevaient de l'État le droit de percevoir les impôts contre une somme fixe qu'ils versaient au gouvernement. Ils amassèrent leurs immenses richesses grâce à la monarchie absolue, dont ils dépendaient directement. Mais ils constituaient un groupe trop restreint et trop isolé pour être eux-mêmes économiquement influents. ←

330)

On peut juger de la force des liens entre les Juifs et le secteur économique d'État en considérant l'attitude d'hommes publics résolument antijuifs lorsqu'ils durent appliquer cette politique. Bismarck, par exemple, qui, dans sa jeunesse, avait fait quelques discours antisémites, devint, une fois chancelier du Reich, l'ami intime de Bleichröder et un fidèle protecteur des Juifs contre le mouvement antisémite du prédicateur de la Cour, Stocker. Guillaume II, aussi longtemps qu'il fut prince héritier, était, comme la noblesse prussienne, favorable à tous les mouvements antisémites des années 1880. Dès qu'il monta sur le trône, il changea complètement d'opinion et abandonna aussitôt ses protégés antisémites. ←

331)

NdE. Littéralement « Juifs de la monnaie », terme désignant les familles juives fortunées auxquelles Frédéric II, désireux d'encourager leur activité économique, accordait sa protection. ↵

Dès le xviii^e siècle, partout où des groupes juifs entiers devinrent assez riches pour être utiles à l'État, ils obtinrent des privilèges collectifs et se trouvèrent ainsi isolés, en tant que groupe, de leurs coreligionnaires moins riches, donc moins utiles, même à l'intérieur d'un même pays. Comme les Schutzjuden [Juifs sous protection] de Prusse, les Juifs de Bordeaux et de Bayonne obtinrent l'égalité des droits bien avant la Révolution française ; ils furent même invités à présenter leurs doléances et leurs suggestions, au même titre que les autres états, au moment de la convocation des États généraux, en 1787. ←

Jean Capefigue, Histoire des grandes opérations financières. III : Emprunts, bourses, crédit public, grands capitalistes de l'Europe, 1814-1852, 1858, prétend que pendant la monarchie de Juillet seuls les Juifs, et particulièrement les Rothschild, empêchèrent l'établissement d'un crédit d'État solide, fondé sur la Banque de France. Il prétend aussi que les événements de 1848 rendirent les activités des Rothschild superflues. Raphaël Strauss (« The Jews in the Économie Evolution of Central Europe », Jewish Social Studies, III, 1, 1941) observe également qu'après 1830 « le crédit public devint déjà moins aléatoire, si bien que des banques chrétiennes prirent de plus en plus ces transactions en main ». À l'encontre de ces interprétations, notons les excellentes relations entre les Rothschild et Napoléon III. Cette tendance générale de l'époque ne fait cependant aucun doute. ↵

334)

*Voir Félix Priebatsch, « Die Judenpolitik des
fürstlichen Absolutismus im 17. und
18. Jahrhundert ». ↵*

335)

Selon une anecdote rapportée fidèlement par tous ses biographes, Bismarck dit, immédiatement après la défaite française de 1871 : « Tout d'abord, il faut que Bleichröder aille à Paris, qu'il rencontre ses collègues juifs et qu'il en discute [de l'indemnité de guerre de 5 milliards de francs] avec les banquiers. » (Voir Otto Jôhlinger, Bismarck und die Juden, 1921.)

↵

Voir Walter Frank, « Walter Rathenau und die blonde Rasse », Forschungen zur Judenfrage, vol. 4, 1940. Malgré sa position officielle sous le régime nazi, Frank fut toujours assez scrupuleux quant à ses sources et à ses méthodes. Dans cet article, il cite les nécrologies consacrées à Rathenau dans Hsraelitisches Familienblatt (6 juillet 1922), Die Zeit (juin 1922), et le Berliner Tageblatt (3/mai 1922). ←

337)

Wilhelm von Humboldt, Tagebücher, 1916-1918, I, p. 475. L'article « Juif » de l'Encyclopédie, 1751-1765, vol. IX, fut probablement rédigé par Diderot : « Ainsi répandus de nos jours, [les Juifs] sont devenus des instruments par le moyen desquels les nations les plus éloignées peuvent converser et correspondre ensemble. Il en est d'eux, comme des chevilles et des clous qu'on emploie dans un grand édifice, et qui sont nécessaires pour en joindre toutes les parties. » ↵

338)

Walter Rathenau, ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar en 1921 et l'un des représentants les plus éminents de la nouvelle aspiration allemande à la démocratie, proclamait encore en 1917 ses « profondes convictions monarchistes », selon lesquelles seul un homme « initié » et non « hissé à cette dignité par les hasards d'une heureuse carrière », doit diriger le pays. Von kommenden Dingen, 1917, p. 247 /Où va le monde ? Considérations philosophiques sur l'organisation sociale de demain, 1922, p. 266]. ↵

339)

Il ne faut cependant pas oublier ce modèle bourgeois. S'il ne s'agissait que de motifs individuels et de modèles de comportement, les méthodes des Rothschild ne différaient certainement pas beaucoup de celles de leurs collègues non juifs. Par exemple, le banquier de Napoléon, Ouvrard, après avoir financé les Cent Jours, offrit ses services aux Rourbons dès leur retour. ↵

340)

John Atkinson Hobson, Imperialism : a Study, 1902 ; p. 57 de l'édition révisée de 1938.

↵

341)

Les Rothschild connaissaient parfaitement la source de leur puissance ; c'est ce que montre la règle dynastique qu'ils établirent très tôt : les filles de la famille et leurs maris étaient écartés des affaires de la maison. Les filles purent, et on les y encouragea même, après 1871, épouser des aristocrates non juifs. Les descendants mâles devaient épouser exclusivement des Juives et si possible (comme ce fut le cas en général à la première génération) des parentes. ↵

342)

NdE. Le prince électeur. ↵

343)

Voir en particulier Egon Caesar comte Corti, *The Rise of the House of Rothschild*, 1928. ↵

344)

Jean Capefigue, Histoire des grandes
opérations financières..., t. III, p. 103. ↵

345)

On n'a jamais pu savoir avec exactitude dans quelle mesure les Rothschild utilisèrent des capitaux juifs pour leurs propres transactions, ni jusqu'où s'étendait leur autorité sur les banquiers juifs. La famille n'a jamais autorisé de recherches dans ses archives. ↵

346)

James Parkes, The Emergence of the Jewish Problem, 1878-1939, 1946, analyse brièvement et objectivement ces conditions dans les chap, iv et vi. ↩

347)

Christian Wilhelm Dohm, Über die
bürgerliche Verbesserung der Juden, 1781, I,
p. 174 /De la réforme politique des Juifs,
1984]. ↩

348)

Wilhelm und Caroline von Humboldt in
ihren Briefen, 1900, V, p. 236. ↵

349)

On trouvera une excellente description de ces serviteurs de l'État qui ne différaient guère d'un pays à l'autre, dans Henri Pirenne, Histoire de l'Europe, des invasions au xvi^e siècle, 2^e éd., 1936, p. 277 : « Sans préjugé de classe, hostiles aux privilèges de la haute noblesse qui les méprise [...] ce n'est pas le roi qui parle par leur bouche, mais la royauté anonyme, supérieure à tout, courbant tout sous son pouvoir... » [H. Arendt se réfère à l'édition de 1939 de A History of Europe from the Invasions to the XVIth Century, p. 361-362]. ↵

350)

Voir Kleines Jahrbuch des Nützlichen und
Angenehmen für Israeliten, 1847. ↵

351)

Quand le gouvernement prussien soumit une nouvelle loi d'émancipation aux Vereinigte Landtage, en 1847, presque tous les membres de la haute aristocratie se prononcèrent en faveur de l'émancipation des Juifs. Voir Ismar Elbogen, Geschichte der Juden in Deutschland, 1935, p. 244. ↵

352)

C'est pour cette raison que les rois de Prusse tenaient tant au maintien strict des coutumes et des rites religieux juifs. En 1823, Frédéric-Guillaume III interdit les « moindres modernisations ». Son successeur, Frédéric-Guillaume IV, déclara ouvertement que « l'État ne doit rien faire qui puisse favoriser l'amalgame des Juifs avec le reste de la population » de son royaume. Ismar Elbogen, Geschichte der Juden in Deutschland, p. 223 et 234. ↵

353)

Dans une lettre au Kultusminister Robert von Puttkammer, d'octobre 1880. Voir également la lettre de Herbert von Bismarck, en novembre 1880, à Tiedemann. Ces deux lettres figurent dans Walter Frank, Hofprediger Adolf Stoecker und die christlich-soziale Bewegung, 1928, p. 304 et 305. ↵

354)

August Vamhagen commente une remarque de Frédéric-Guillaume IV : « On demanda au roi ce qu'il avait l'intention de faire des Juifs. Il répondit : "Je leur souhaite tout le bien possible, à tout point de vue, mais je ne veux pas qu'ils oublient qu'ils sont juifs." Ces paroles expliquent beaucoup de choses. » Tagebücher, 1861, II, p. 113. ↵

355)

celui que vous élevez, il faut que tous les hommes soient hommes ; il faut bannir de votre sein ceux qui ne le sont pas, ou qui refuseraient de le devenir » On trouvera une description de l'attitude des Juifs allemands au début du XIX^e siècle chez Isaak Markus Jost, Neuere Geschichte der Israeliten, 1815-1845, 1846, vol. X. ↵

356)

Adam Müller, dans une lettre à Metternich datée de 1815. Voir Àusgewâhlte Abhandlungen, Iéna, 1921, p. 215. ↵

357)

*NdE. « Les nôtres, les membres de notre
peuple ». ↵*

358)

Heinrich E. G. Paulus, Die jüdische Nationalabsonderung nach Ursprung, Folgen und Besserungsmitteln, 1831. ↵

359)

*Pour un tableau clair et exact de
l'antisémitisme allemand au XIX^e siècle, voir
tValdemar Gurian, « Antisemitism in Modern
Germany », Essays on Antisemitism, 1946. ↵*

360)

Le seul antisémite de gauche allemand important était Eugen Dühring qui inventa une explication naturaliste, bien qu'un peu confuse, d'une « race juive » dans Die Judenfrage als Frage der Rassenschädlichkeit für Existenz, Sitte und Kultur der Völker mit einer weltgeschichtlichen Antwort, 1886. ←

361)

4L Sur les attaques des antisémites contre Bismarck, voir Kurt Wawrzinek, Die Entstehung der deutschen Antisemitenparteien, 1873-1890 [La Formation des partis antisémites allemands], Historische Studien, cahier 168, 1927. ↵

362)

*NdE. Affaire qui se termine par le krach
boursier de 1873. ←*

363)

*Otto Glagau, Der Bankrott des
Nationalliberalismus und die Reaktion, 1878.
Der Börsen und Gründungsswindel, 1877,
du même auteur; est l'un des pamphlets
antisémites les plus importants de l'époque. ↵*

364)

Voir Kurt Wawrzinek, Die Entstehung der deutschen Antisemitenparteien, 1873- 1890. On trouvera un récit instructif de tous ces événements, en particulier ceux qui ont trait au prédicateur à la Cour Stocker, dans Walter Frank, Hofprediger Adolf Stoecker und die christlichsoziale Bewegung [Le Prédicateur à la Cour Adolf Stocker et le mouvement chrétien-social]. ↵

365)

*Le projet en fut proposé en 1886, à Kassel,
où fut fondée la Deutsche Antisemitische
Vereinigung [l'Union antisémite allemande]. ↵*

366)

*Pour un plus ample examen de ces « partis
au-dessus des partis » et de ces mouvements,
voir chap. vm. ↵*

NdE. Fondée en 1891 par les conservateurs nationalistes en réaction au traité anglo-allemand (1890) concernant à la fois le retour à l'Allemagne de l'île d'Héligoland (annexée en 1807 par la Grande-Bretagne) et l'abandon par l'Allemagne de ses protectorats en Afrique (Benadir en Somalie, Zanzibar, Ouganda...), l>Allgemeiner Deutscher Verband (Fédération générale des Allemands) prend le nom de Alldeutscher Verband en 1894. Elle publie un hebdomadaire intitulé Alldeutsche Blätter. ↵

Le premier congrès antijuif international eut lieu à Dresde en 1882. Environ 3 000 délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Russie, y participèrent. Au cours des discussions, Stocker fut battu par des éléments radicaux qui, un an plus tard, se réunirent à Chemnitz pour fonder l'Alliance antijuive universelle. On trouvera de bons comptes rendus de ces rencontres et congrès, des programmes et des discussions dans Kurt Wawrzinek, Die Entstehung der deutschen Antisemitenparteien, 1873-1890. ←

La solidarité internationale des mouvements ouvriers, pour autant qu'elle existât, n'existait qu'en Europe. Ils professaient une indifférence à la politique étrangère qui était pour eux une sorte de protection à la fois contre la participation active à la politique impérialiste de leurs pays respectifs ou à la lutte contre elle. En ce qui concerne les intérêts économiques, il était bien évident qu'en cas de chute des empires hollandais, britannique ou français, tous les habitants de la métropole en subiraient les conséquences, et pas seulement les capitalistes et les banquiers. ↵

370)

Voir chap. vrn. ↩

371)

5/. Voir Paul H. Emden, « *The Story of the Vienna Creditanstalt* », *Menorah Journal*, 28, 1, 1940. ↵

372)

Voir F. A. Neuschaefer, Georg Ritter von Schoenerer, 1935, et Eduard Pichl, Georg Ritter von Schoenerer, 1938, 6 vol. Même en 1912, alors que l'agitation de Schönerer avait depuis longtemps perdu toute signification, Z'Arbeiterzeitung de Vienne nourrissait encore pour lui une sorte de tendresse, et aurait pu reprendre à son compte le mot de Bismarck à propos de Lassalle : « Et si nous échangeons des coups de feu, nous devrions encore reconnaître, en toute justice, pendant le combat : Celui-là est un homme, les autres sont de vieilles femmes. » (Fritz Albrecht Neuschaefer, Georg Ritter von Schoenerer, p. 33.) ↵

373)

Voir Fritz Albrecht Neuschaefer, Georg Ritter von Schoenerer, p. 22 et suiv., et Eduard Pichl, Georg Ritter von Schoenerer, I, p. 236 et suiv. ↩

374)

Cité dans Eduard Pichl, Georg Ritter von
Schoenerer, /, p. 26. ↩

375)

Voir en particulier IValfried. Vernunft, « Die Hintergründe des französischen Antisemitismus », Nationalsozialistische Monatshefte, juin 1939. ↵

376)

Voir chap. iv. ↩

377)

5 7. Voir *Joseph de Maistre*, *Les Soirées de Saint-Petersbourg, septième entretien, 1821, II*, p. 55. ↩

378)

Charles Fourier, Le Nouveau Monde industriel et sociétaire, 1829 [Œuvres complètes, 1845, vol. VI, p. 421]. Sur les théories antijuives de Fourier, voir Edmund Silberner, « Charles Fourier on the Jewish Question », Jewish Social Studies, octobre 1946. ↵

379)

Voir *Le Patriote français*, n° 457, 8 novembre 1790, cité par Clemens August Hoberg, « *Die geistigen Grundlagen des Antisemitismus im modernen Frankreich* », *Forschungen zur Judenfrage*, 1940, vol. 4. ↵

380)

NdE. Le 17 mars 1808, un décret accorde au judaïsme un statut officiel. Un consistoire central (les membres sont nommés par l'Empereur le 19 octobre) coiffe sept consistoires départementaux. Le culte israélite est placé sous l'autorité conjointe du ministre des Cultes et du ministre de l'intérieur. ↵

381)

L'essai de Marx sur la question juive est trop connu pour qu'il soit besoin de le citer ici. Les lettres de Borne (1786-1837) en revanche, purement polémiques et dépourvues de tout aspect théorique, sont aujourd'hui oubliées.

Nous citons ici la 72^e lettre de Paris, datée de janvier 1832 : « Rothschild a baisé la main du pape [...]. Enfin est venu l'ordre voulu par Dieu quand il créa le monde. Un chrétien pauvre baise le pied du pape, un Juif riche lui baise la main. Si Rotchschild avait prêté à Rome à 60 % au lieu de 65 %, s'il avait pu envoyer au cardinal-camérier plus de 10000 ducats, on lui aurait permis d'embrasser le Saint-P'ere [...]. Ne serait-ce pas une grande chance pour le monde si tous les rois étaient déposés, et la famille Rothschild installée sur le trône ? » Briefe aus Paris, 1830-1833, 1835-1840. ↵

382)

ouvriers, je parle de ceux-là seulement qui n'ont sur le socialisme scientifique aucune clarté, qui ne croient faire œuvre révolutionnaire, en préludant à l'expropriation générale des capitalistes par celle des capitalistes juifs, à leurs yeux les plus représentatifs, et dont les noms sont les plus répandus dans les masses » (p. xn-xir). ←

La continuité des arguments est surprenante dans l'antisémitisme français. Comparer par exemple le tableau que trace Fourier du Juif « Iscariote », qui arrive en France avec 100000 livres de capitaux, s'établit dans une ville, où il a déjà six concurrents, écrase les maisons rivales, amasse une fortune, et retourne en Allemagne (Charles Fourier, Théorie des quatre mouvements et des destinées générales, 1808, Œuvres complètes, 1841,1, p. 233 et suiv.), avec cet autre tableau dû à Jean Giraudoux (Pleins Pouvoirs, 1939, p. 65-66) : « Sont entrés chez nous, par une infiltration dont j'ai essayé en vain de trouver le secret, des centaines de mille Askenasis, échappés des ghettos polonais ou roumains [...], qui éliminent nos compatriotes, tout en détruisant leurs usages professionnels et leurs traditions [et] échappent à toute investigation du recensement, du fisc et du travail. » ←

384)

NdE. Louis-Ferdinand Céline écrit L'École des cadavres durant l'été, à Saint – Malo. L'achevé d'imprimer date du 15 novembre et la mise en vente de l'ouvrage, du 24 novembre. Les accords de Munich ont été signés le 30 septembre 1938. ←

Voir en particulier une recension dans la Nouvelle Revue française, par Marcel Arland (février 1938), qui considère la position de Céline comme essentiellement « solide ». André Gide (« Les Juifs, Céline et Maritain », n° 295, 1^{er} avril 1938) pense que Céline, en décrivant seulement la « spécialité » juive, est parvenu à peindre non pas la réalité mais la véritable hallucination que la réalité provoque. ↵

386)

*Voir par exemple René Pinon, France et
Allemagne, 1870-1913 [1912, rééd. 1913], ↵*

387)

61. *On trouvera un examen de certains aspects du problème juif en Algérie dans notre article, « Why the Crémieux Decree was Abrogated », Contemporary Jewish Record, avril 1943. ↵*

388)

Le terme est de Stefan Zweig, appliqué à la période précédant la Première Guerre mondiale. Voir The World of Yesterday : An Autobiography, 1943 /Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen, 1948, p. 17]. ↵

389)

Pour une merveilleuse description de la situation britannique, voir Gilbert K. Chesterton, The Return of Don Quixote, qui ne parut qu'en 1927, mais qui fut « conçu et en partie écrit avant la guerre ». ↵

Bien que l'on remarque les Juifs plus que tous les autres groupes au milieu des populations homogènes des pays européens, il ne s'ensuit pas qu'ils soient menacés par la discrimination plus que d'autres groupes vivant en Amérique. En fait, jusqu'ici, ce ne sont pas les Juifs, mais les Noirs, placés dans des conditions extrêmes d'inégalité en Amérique par la nature et par l'histoire, qui ont été les victimes de la discrimination économique et sociale. Cette situation pourrait cependant changer si un mouvement politique se formait à partir de cette discrimination purement sociale. Les Juifs pourraient alors devenir tout à coup l'objet principal de la haine, pour la simple raison qu'eux seuls ont, par leur histoire et leur religion, exprimé un principe fort connu de séparation. Ce n'est pas le cas des Noirs ou des Chinois, qui courent par conséquent, politiquement, moins de danger; même s'ils diffèrent plus de la majorité de la population que les Juifs. ←

391)

Cette remarque dont la pénétration surprend est due au théologien protestant libéral Heinrich E. G. Paulus. On la trouve dans son intéressant petit pamphlet, Die jüdische Nationalabsonderung nach Ursprung, Folgen und Besserungsmitteln, 1831. Paulus, très attaqué par les auteurs juifs de son temps, se déclara en faveur d'une émancipation individuelle progressive sur la base de l'assimilation. ↵

392)

On trouve une expression de cette attitude dans l'« Opinion d'un expert », de Wilhelm von Humboldt, qui date de 1809 : « L'État ne devrait pas à proprement parler inculquer le respect des Juifs, mais il devrait abolir une manière de penser inhumaine et entachée de préjugés... » Cité dans Ismar Freund, Die Emanzipation der Juden in Preussen, 1912, II, p. 270. ↵

393)

*Johann G. Herder, « Über die politische
Bekehrung der Juden », Adrastea und das 18.
Jahrhundert, 1801-1803. ↵*

394)

Johann G. Herder, Briefe zur Beförderung
der Humanität, 1193-1191, 40^e lettre. ↩

395)

*Felix Priebatsch, « Die Judenpolitik des
fürstlichen Absolutismus im 11. und 18.
Jahrhundert », p. 646. ↵*

396)

1. *Lessing lui-même n'avait pas de telles illusions. Sa dernière lettre à Moses Mendelssohn exprimait très clairement ce qu'il voulait : « la voie la plus courte et la plus sûre vers une Europe où il n'y aura plus ni Juifs ni chrétiens ». Sur l'attitude de Lessing envers les Juifs, voir Franz Mehring, Die Lessinglegende, 1906. ↵*

397)

Voir Honoré G. Riqueti de Mirabeau, Sur Moses Mendelssohn. Sur la réforme politique des Juifs et en particulier sur la révolution tentée en leur faveur, en 1753, dans la grande Bretagne, 2^e éd., 1188. ↵

398)

*Johann G. Herder, « Über die politische
Bekehrung der Juden ». ↵*

399)

*Johann W. von Goethe, étude sur l'ouvrage
d'Isachar Falkensohn Behr; Gedichte eines
polnischen Juden Frankfurter Gelehrte
Anzeigen, 1772. ↵*

400)

Friedrich Schleiermacher, Briefe bei Gelegenheit der politisch theologischen Aufgabe und des Sendschreibens jüdischer Hausväter (1799), dans Werke, 1846, section I, vol. V, p. 44. ↵

Ce n'est pas le cas de Moses Mendelssohn, qui n'avait guère connaissance de la pensée de Herder, Goethe, Schleiermacher et autres représentants de la jeune génération. Mendelssohn fut vénéré parce qu'il était unique. Il resta fermement attaché à la religion juive, ce qui lui interdit de rompre en dernier ressort ses attaches avec le peuple juif ; ses successeurs le firent tout naturellement. Il se sentait « membre d'un peuple opprimé qui doit mendier la bienveillance et la protection de la nation dominante » (voir sa « Lettre à Lavater » : « Schreiben an den Herrn Diaconus Lavater zu Zurich », 1770, Gesammelte Schriften, 1930, vol. VII). Il n'oublia jamais que l'extraordinaire estime pour sa personne s'accompagnait d'un extraordinaire mépris pour son peuple. Comme, à la différence des Juifs de la génération suivante, il ne partageait pas ce mépris, il ne se considérait pas comme une exception. ←

La Prusse, que Lessing avait décrite comme « le pays le plus esclave d'Europe », était pour Mendelssohn « un État où l'un des princes les plus sages qui aient jamais gouverné des hommes a fait fleurir les arts et les sciences, a rendu la liberté de pensée de la nation si générale que ses effets bénéfiques se répandent jusqu'au plus humble des habitants de ses domaines ». Ce contentement plein d'humilité est touchant et étonnant si l'on considère que « le plus sage des princes » avait rendu très difficile au philosophe juif l'obtention d'une autorisation de séjourner à Berlin et, à une époque où ses Münzjuden [« Juifs de la monnaie »] jouissaient de tous les privilèges, n'avait même pas accordé à Mendelssohn le statut régulier de « Juif protégé ». Le philosophe savait qu'il serait, lui, l'ami de tout ce que l'Allemagne comptait de cultivé, soumis à la même taxe qu'un bœuf qu'on mène au marché s'il décidait un jour de rendre visite à son ami Lavater à Leipzig. Mais il n'en tira aucune conclusion politique quant à l'amélioration de telles conditions. (Voir la « Lettre à Lavater », et la préface de Herder à sa traduction de Menasseh Ben Israël, Gesammelte Schriften, 1843-1845, vol. III.) ↵

403)

NdE. Allusion à la loi de 1808 accordant aux Juifs le droit de vote aux élections municipales et celui d'être élus aux conseils municipaux. ←

404)

13. Voir *Heinrich Silbergleit*, Die
Bevölkerungs – und Berufsverhältnisse der
Juden im Deutschen Reich, 1930, vol. I. ↵

405)

Le pamphlet bien connu de Cari Wilhelm F. Grattenauer; Wider die Juden (1802), avait été précédé dès 1791 par un autre écrit, Über die physische und mora – lische Verfassung der heutigen Juden. Stimme eines Kosmopoliten, qui mettait déjà en relief l'influence grandissante des Juifs à Berlin. Ce premier pamphlet fut analysé dans Z'Allgemeine Deutsche Bibliothek, 1792, vol. CXII, mais resta cependant pratiquement inconnu. ↵

406)

Der Philister vor, in und nach der
Geschichte (1811) de Clemens Brentano fut
écrit pour la Christlich-Deutsche
Tischgesellschaft et lu devant ce célèbre cercle
d'écrivains et de patriotes fondé en 1808 pour
lutter contre Napoléon. ↵

407)

Ainsi, dans les années 1820, les Rothschild annulèrent une importante donation destinée à leur communauté d'origine de Francfort, afin de battre en brèche l'influence des réformateurs qui voulaient donner aux enfants juifs une éducation générale. Voir Isaak Markus Jost, Neuere Geschichte der Israeliten, 1846, X, p. 102. ↵

propre « nation » fut un Juif de Prague, fournisseur de l'Électeur Maurice de Saxe, au XVI^e siècle. Il demanda que tous les rabbins et chefs de communauté fussent choisis dans sa famille. (Voir Bondy-Dworsky, Geschichte der Juden in Boehmen, Maehren und Schlesien, 1906, II, p. 727.) La pratique consistant à installer des Juifs de cour à la tête de leur communauté avec des pouvoirs dictatoriaux devint la règle au xviif siècle. Elle se transforma au XIX^e siècle en gouvernement de « notables ». ↵

409)

Johann Jacob Schudt, Jüdische
Merkwürdigkeiten, 1715-1717, IV, *annexe*, p.
48. ↩

410)

Selma Stern, Jud Süß, 1929, p. 18 et suiv. ↵

411)

Johann Jakob Schudt, Jüdische
Merkwürdigkeiten, I, p. 19. ↩

412)

Christian Friedrich Ruehs définit le peuple juif dans son ensemble comme une « caste de marchands ». « Über die Ansprüche der Juden auf das deutsche Bürgerrecht », Zeitschrift für neueste Geschichte der Völker und Staatenkunde, 1815. ↵

413)

Un fait remarquable, bien que peu connu, est que l'assimilation en tant que programme conduisit beaucoup plus souvent à la conversion qu'au mariage mixte. Malheureusement, les statistiques dissimulent ce fait plutôt qu'elles ne le révèlent, parce que toutes les unions entre Juifs convertis et non convertis y sont considérées comme des mariages mixtes. Mais nous savons qu'un nombre important de familles allemandes, baptisées depuis des générations, restèrent purement juives. L'explication en est que le Juif converti quittait rarement sa famille, et encore plus rarement le milieu juif. La famille juive se montra en fait une institution plus conservatrice du groupe que la religion elle-même. ↵

414)

Ludwig Borne, Briefe aus Paris, 74^e lettre, 7
février 1832. ↵

415)

Ibid., 72^e *lettre*. ↩

21. *Le « paria conscient » (Bernard Lazare) est la seule tradition de rébellion qui se soit créée. Ces rebelles furent rarement conscients de l'existence d'une telle tradition. Voir notre article « The Jew as Pariah. A Hidden Tradition » [La Tradition cachée, le Juif comme paria, 1987], Jewish Social Studies, vol. 6, n° 2, 1944. ↵*

417)

Le fait que cette excellente formule, qui pourrait servir de devise à l'assimilation en Europe occidentale, ait été proposée par un Juif russe et ait été publiée d'abord en hébreu, ne manque pas d'ironie. Elle vient du poème en hébreu de Judah Leib Gordon, Hakitzah ami, 1863. Voir S. M. Doubnov, History of the Jews in Russia and Poland, 1918, II, p. 228 et suiv.

↵

418)

La formulation est de Karl Kraus, vers 1912. Voir Untergang der Welt durch schwarze Magie [1922], 1925. ↵

419)

L'expression vient d'un portrait de Disraeli par Sir John Skleton, en 1867. Voir William F. Monypenny et George E. Buckle, The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield, 1929, II, p. 292-293. ↵

420)

Morris S. Lazaron, Seed of Abraham, 1930,
« *Benjamin Disraeli* », p. 260 et suiv. ↵

421)

Horace B. Samuel, « The Psychology of Disraeli », Modernities, 1914. ↵

422)

James Anthony Froude termine ainsi sa biographie, Lord Beaconsfield, 1890 : « Au début de sa vie, il se fixa pour but de s'élever au-dessus de tous ses contemporains, et si extravagant te que cette ambition ait pu paraître, il remporta finalement l'enjeu pour lequel il avait si courageusement joué. » ↵

423)

Sir John Skleton, dans William F. Monypenny et George E. Buckle, The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield. ↩

424)

Dans son roman Tancred, 1847. ↵

425)

Sir John Skleton, dans William F. Monypenny et George E. Buckle, The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield. ↵

426)

Disraeli dit lui-même : « Je n'ai pas été élevé parmi ceux de ma race, on a même nourri en moi de grands préjugés contre eux. » Sur son milieu familial, voir en particulier Joseph Caro, « Benjamin Disraeli, Juden und Judentum », Monatsschrift für Geschichte und Wissenschaft des Judentums, 1932. ↵

427)

Benjamin Disraeli, Lord George Bentinck. A
Political Biography, 1852, p. 496. ↩

428)

Ibid., *p. 491.* ↵

429)

Ibid., p. 497 et suiv. ↩

430)

William F. Monypenny et George E. Buckle,
The Life of Benjamin Disraeli, Earl of
Beaconsfield, p. 1507. ↵

431)

*Horace B. Samuel, « The Psychology of
Disraeli ». ↵*

432)

William F. Monypenny et George E. Buckle,
The Life of Benjamin Disraeli, Earl of
Beaconsfield, p. 147. ↵

433)

Ibid. ↩

434)

L'article de Robert Cecil parut dans l'organe conservateur le plus autorisé, la Quarterly Review. Voir William F. Monypenny et George E. Buckle, The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield, p. 19-22. ↵

435)

Très tard, en 1874. On dit que Carlyle appela Disraeli : « un maudit Juif », « le pire des hommes qui ait jamais existé ». Voir Joseph Caro, « Benjamin Disraeli, Juden und Judentum ». ↵

436)

*Lord Salisbury, dans un article de la
Quarterly Review, 1869. ↩*

437)

E. T. Raymond, Disraeli, The Alien Patriot,
1925, p. 1. ↵

438)

Respectivement Horace R. Samuel, « The Psychology of Disraeli », et Renjamin Disraeli, Tancred, et Lord George Bentinck. ↵

439)

*Dans son roman, Coningsby, or the New
Génération, 1844.* ↵

440)

Voir Benjamin Disraeli, Lord George Bentinck, et les romans Endymion (1881) et Coningsby. ↵

441)

Sir John Skleton, dans William F. Monypenny et George E. Buckle, The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield. ↵

442)

*Horace B. Samuel, « The Psychology of
Disraeli ». ↵*

443)

William F. Monypenny et George E. Buckle,
The Life of Benjamin Disraeli, Earl of
Beaconsfield, p. 882. ↵

444)

Ibid., p. 73. *Dans une lettre à Mrs. Brydges Williams, du 21 juillet 1863.* ↩

445)

36. *Benjamin Disraeli*, Lord George
Bentinck, *p. 497.* ↵

446)

Dans son roman, Lothair, 1870. ↩

447)

Benjamin Disraeli, Lord George Bentinck.

←

William F. Monypenny et George E. Buckle, The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield, p. 1470. Cette excellente biographie apprécie correctement le triomphe de Disraeli. Après avoir cité In Memoriam, de Tennyson (chant 64), les auteurs poursuivent : « Sous un de ses aspects, le succès de Disraeli fut plus frappant et plus complet que ne le suggèrent les vers d'Alfred Tennyson. Non seulement il s'éleva jusqu'au sommet de l'échelle politique et devint le porte-parole du trône, mais il conquiert également la société. Il régna sur les dîners et ce que nous appellerions les salons de Mayfair [...] et ce triomphe social, quoi que pensent les philosophes de sa valeur intrinsèque, était certainement aussi difficile à obtenir que le triomphe politique, pour un étranger que l'on méprisait ; il lui était peut-être plus doux encore à savourer » (p. 1506). ↵

449)

William F. Monypenny et George E. Buckle,
The Life of Benjamin Disraeli, Earl of
Beaconsfield, vol. I, livre hi. ↵

450)

Yves Simon, La Grande Crise de la République française. Observations sur la vie politique des Français de 1918 à 1938, 1941, p. 20. « *L'esprit de la Révolution française a survécu de plus d'un siècle à la défaite de Napoléon [...] il a vaincu, puis s'est éteint sans que personne s'en aperçût le 11 novembre 1918. La Révolution française ? Elle se déroule sans aucun doute entre 1789 et 1918.* » ↵

Certains phénomènes psychologiques ne se manifestèrent pas de façon aussi aiguë chez les Juifs allemands et autrichiens. Cela est peut-être dû en partie à la forte emprise du mouvement sioniste sur les intellectuels juifs de ces pays. Dans les dix années qui suivirent la Première Guerre mondiale et même dans la décennie qui la précéda, le sionisme dut sa force, non pas tant à sa lucidité politique (il n'entraîna d'ailleurs pas de convictions politiques) mais à son analyse critique des réactions psychologiques et des faits sociologiques. Son influence fut surtout pédagogique et dépassa de loin le cercle relativement étroit des adhérents réels du mouvement. ←

452)

*Voir à ce sujet les intéressantes remarques
d'Emmanuel Lévinas, « U4utre dans Proust »,
Deucalion, n° 2, 1947. ↵*

Siegfried E. Van Praag, « Marcel Proust, témoin du judaïsme déjudaïsé », Revue juive de Genève, 1937, n^{os} 48, p. 338-347 ; 49, p. 388-393 ; 50, p. 446-454 ; voir p. 389. On trouve dans le film Crossfire /Feux croisés d'Edward Dmytryk, 1947], qui traite de la question juive, une curieuse coïncidence (est-ce plus qu'une coïncidence?). Le film est tiré du roman de Richard Brooks, The Brick Foxhole, dans lequel le Juif assassiné de Crossfire est un homosexuel. ←

454)

À propos du passage qui suit, voir plus particulièrement Sodome et Gomorrhe, dans ; Marcel Proust, À la recherche du temps perdu, 1999, Quarto, p. 1205-1605. ↵

455)

*Marcel Proust, Sodome et Gomorrhe, I^{re}
partie, p. 1219-1220. ↩*

456)

*Marcel Proust, Sodome et Gomorrhe, II^e
partie, chap. ni, p. 1538. ↩*

457)

Ibid. ↩

458)

Ibid., p. 1539. ↵

459)

Marcel Proust, Le Côté de Guermantes, I, p.
892. ↩

460)

Ibid. ↩

461)

Ibid., *p. 913.* ↵

462)

Marcel Proust, À l'ombre des jeunes filles en fleurs, II^e partie. Noms de pays : Le pays, p. 588. ↩

463)

Ibid. ↩

464)

Ibid., *p.* 584. ↩

465)

*Marcel Proust, Sodome et Gomorrhe, II^e
partie, chap. ni, p. 1524. ↩*

466)

*Marcel Proust, Sodome et Gomorrhe, I^{re}
partie, p. 1220. ↵*

467)

*Marcel Proust, Le Côté de Guermantes, II^e
partie, chap. n, p. 1096. ↵*

468)

Ramon Fernandez, « La Vie sociale dans l'œuvre de Proust », Cahiers Marcel Proust, n° 2, 1927, XVI. ↵

469)

« Mais c'était le moment où des suites de l'affaire Dreyfus était né un mouvement antisémite parallèle à un mouvement de pénétration plus abondant du monde par les Israélites. Les politiciens n'avaient pas eu tort en pensant que la découverte de l'erreur judiciaire porterait un coup à l'antisémitisme. Mais, provisoirement au moins, un antisémitisme mondain s'en trouvait au contraire accru et exaspéré. » Marcel Proust, Albertine disparue, p. 2037. ↵

NdE. Créée par décret le 8 juin 1871, la section de statistiques et de reconnaissances militaires, appelée également service de renseignement, est placée sous la tutelle de l'état-major. Les documents que la section analyse font l'objet de bordereaux destinés au ministère de la Guerre, au chef d'état-major, au Quai d'Orsay, et parfois au président de la République. Cette section utilise des moyens illégaux à la différence du 2^e bureau (créé officiellement en 1874) qui commande des études auprès des attachés militaires à l'étranger. De 1891 à juin 1895, la section de statistiques est dirigée par le colonel Jean Sandherr (1846-1897). Il est remplacé par le colonel Picquart (1854-1914) qui découvre la machination montée contre Alfred Dreyfus. Limogé en 1897, Picquart cède la place à un antidreyfusard forcené : le lieutenant-colonel Henry (1846-1898) qui, convaincu de faux, se suicide. En 1899, le ministre de la Guerre, le général Galliffet réorganise les Services spéciaux. La section de statistiques est directement rattachée au 2^e bureau, tandis que la Sûreté générale, dépendant du ministère de l'intérieur, se voit confier le contre-espionnage.

471)

NdE. Il s'agit en fait de la Cour de cassation. ↵

472)

L'ouvrage le plus complet et toujours indispensable sur le sujet est celui de Joseph Reinach, Histoire de l'affaire Dreyfus, 1901-1908, 7 vol. Parmi les études récentes, la plus détaillée, écrite d'un point de vue socialiste, figure celle de Wilhelm Herzog, Der Kampf einer Republik, 1933. Sa chronologie exhaustive est précieuse. La meilleure analyse politique et historique de l'Affaire est celle donnée par Denis W. Brogan dans The Development of Modern France, 1940, livres VI et VII. Pour un aperçu bref et précis de l'Affaire, voir Georges Charensol, L'Affaire Dreyfus et la III^e République, 1930. ↵

473)

*Écrit par deux officiers et publié sous le
pseudonyme d'Henri Dutrait-Crozon. ↵*

474)

L'Action française (19 juillet 1935) loua la réserve de la presse française, tout en exprimant l'opinion que « les fameux champions de la justice et de la vérité d'il y a tantôt quarante ans n'ont pas fait école ». ↵

475)

Voir G. H. Archambault dans New York Times, 18 août 1945, p. 5. ↵

476)

Excepté les journaux catholiques dont la plupart, partout dans le monde, menèrent l'agitation contre Dreyfus, et dont le cas sera discuté plus loin. En Amérique, l'opinion publique était soulevée à ce point qu'en plus des protestations il y a eu un début de boycott de l'Exposition universelle de Paris, prévue pour 1900. Sur l'effet de cette menace, voir plus loin. Pour une étude complète, voir Rose A. Halperin, The American Reaction to the Dreyfus Case, 1941. L'auteur remercie le professeur Salo W. Baron qui lui a permis d'utiliser cette étude. ↵

477)

Ainsi par exemple H. Bernhard von Bülow, chargé d'affaires allemand à Paris, écrivait le 12 septembre 1899 au chancelier Hohenlohe que « le jugement rendu à Rennes est un mélange de brutalité et de lâcheté, indice certain de barbarie » et que « la France s'exclut ainsi elle-même de la liste des nations civilisées ». Cité par Wilhelm Herzog, *Der Kampf einer Republik. Pour Bernhard von Bülow*, « pendant des années l'affaire Dreyfus fut le shibboleth des libéraux allemands : c'est d'après l'attitude des Français dans cette affaire qu'on les jugeait, eux et la situation en France ». *Denkwürdigkeiten, 1930-1931*, 4 vol., 1, p. 428 / *Mémoires du chancelier prince de Bülow, 1930-1931*, 4 vol., 1 : 1897-1902. Le Secrétariat d'État des Affaires étrangères et les premières années de chancellerie, p. 361].

←

478)

Théodore Reinach, Histoire sommaire de
l'affaire Dreyfus, 2^e éd. 1924, p. 96-97. ↵

479)

*Rapporté par Joseph Reinach, et cité par
Wilhelm Herzog, Der Kampf einer Republik, à
la date du 18 juin 1898. ↵*

480)

*IL NdE. La 1^{re} édition du Totalitarisme a été
publiée aux États-Unis en 1951. ←*

481)

Clemenceau lui-même n'y croyait plus à la fin de sa vie, comme le montre cette remarque citée par René Benjamin dans Clemenceau dans la retraite, 1930, p. 249. « Espérer ? C'est impossible ! Je ne le puis plus, moi qui ne crois plus à ce qui m'a passionné : la Démocratie. »

↵

Weygand, membre connu de l'Action française, fut dans sa jeunesse un antidreyfusard. Il cotisa au monument Henry, souscription ouverte par La Libre Parole en l'honneur de l'infortuné colonel Henry, qui paya de son suicide les faux commis pendant qu'il était à l'état-major. La liste des souscripteurs fut publiée plus tard par Pierre Quillard, l'un des rédacteurs de L'Aurore (le journal de Clemenceau), sous le titre Le Monument Henry, 1899. Quant à Pétain, il faisait partie de l'état-major du gouverneur militaire de Paris de 1895 à 1899, à un moment où on n'y tolérait que des antidreyfusards confirmés. Voir J. M. Bourget, « La Légende du maréchal Pétain », Revue de Paris, 1^{er} janvier 1931, p. 57-69. Denis W. Brogan, The Development of Modern France, I, note p. 382, observe avec pertinence : « Des cinq généraux français élevés au maréchalat à l'issue de la Première Guerre mondiale, quatre étaient, selon Mollin [officier franc-maçon ayant appartenu au cabinet du général André, ministre de la Guerre au moment de l'« affaire des fiches »], de mauvais républicains : Foch, Pétain, Lyautey et Fayolle. Le cinquième, Joffre, était sinon clérical, du moins un ami des cléricaux. » ←

483)

Le mythe selon lequel les lois antijuives de Pétain lui auraient été imposées par le Reich s'accrédita auprès de presque tous les Juifs français. Sa fausseté a été démontrée du côté français. Voir en particulier Yves Simon, La Grande Crise de la République française. ←

484)

14. Voir *Georges Bernanos*, *La Grande Peur des bien-pensants*, Édouard Drumont, 1931, p. 262 [rééd. 1971,1, p. 218]. ↵

485)

*I*Valdemar Gurian (Der integrale Nationalismus in Frankreich. Charles Maurras und die Action Française, 1931, p. 92) *établit clairement la distinction entre le mouvement monarchiste et d'autres tendances réactionnaires. Le même auteur analyse l'affaire Dreyfus dans* Die politischen und sozialen Ideen des französischen Katholizismus, 1929. ↵

486)

Sur la création de ces mythes des deux côtés, voir Daniel Halévy, « Apologie pour notre passé », Cahiers de la quinzaine, 10^e cahier de la XI^e série [1908], 1910. ↵

Une note moderne se fait entendre dans Zola, Lettre à la France (Humanité, vérité, justice. L'affaire Dreyfus), 1898, p. 11 /Œuvres complètes, 1966 ; L'Affaire Dreyfus, lettres et entretiens inédits, 1994]. « De tous côtés, on entend dire que l'idée de liberté fait banqueroute. Et, lorsque l'affaire Dreyfus s'est produite, cette haine croissante de la liberté a trouvé là une occasion extraordinaire. [...] Ne voyez-vous pas que, si l'on s'est rué sur M. Scheurer-Kestner avec cette fureur, c'est qu'il est d'une génération qui a cru à la liberté, qui a voulu la liberté ? Aujourd'hui, on hausse les épaules, on se moque : de vieilles barbes, des bonshommes démodés. » Cité par Wilhelm Herzog, Der Kampf einer Republik, 1933, à la date de 6 janvier 1898 [voir La Vérité en marche, 1965, p. 106]. ↵

Rosa Luxemburg a clairement analysé ce qu'il y avait de grotesque dans les différentes tentatives de coup d'État des années 1890. Voir son article « Die sozialis – tische Krise in Frankreich », Die Neue Zeit, 1901, vol. I [« La Crise socialiste en France », dans Rosa Luxemburg, Le Socialisme en France, 1898-1912, 1971, p. 91. Voir notamment p. 101-108].*

↵

489)

On ne sait pas encore avec certitude si le colonel Henry fabriqua le faux qui porte son nom sur l'ordre du chef d'état-major ou de sa propre initiative. De même, l'affaire de la tentative d'assassinat de maître Labori, avocat de Dreyfus, ne fut jamais complètement élucidée. Voir Émile Zola, Correspondance : lettres à Maître Labori, 1929, p. 32, note 1. ↩

490)

Voir Walter Frank, Nationalismus und Demokratie im Frankreich..., 1933, p. 273. ↵

491)

Voir Georges Suarez, La Vie orgueilleuse de Clemenceau, 1930, p. 156. ↵

492)

*D'après le témoignage de l'ancien ministre
Rouvier devant la commission d'enquête. ↵*

493)

Maurice Barrés, cité par Georges Bernanos, La Grande Peur des bien-pensants, Édouard Drumont, p. 275 [1971, p. 226], dit crûment : « On distingue qu'à chaque fois que Reinach s'est gorgé, un Cornélius Herz le pompe et le fait dégorger » /Leurs Figures, 1902]. ←

494)

Voir Walter Frank, Nationalismus und Demokratie im Frankreich..., chap. « Panama ». Voir Georges Suarez, La Vie orgueilleuse de Clemenceau, p. 155. ↩

495)

La lutte entre Reinach et Herz prête au scandale de Panama une allure de gangstérisme tout à fait inhabituelle au XIX^e siècle. Devant le chantage de Herz, Reinach alla jusqu'à engager d'anciens inspecteurs de police, et à mettre la tête de son rival à prix, pour la somme de 10000francs. Voir Georges Suarez, La Vie orgueilleuse de Clemenceau, p. 157. ←

496)

Voir /. Levillant, « *La Genèse de l'antisémitisme sous la III^e République* », *Revue des Études juives*, vol. *LIII*, 1907, p. 97.

↩

497)

*Voir Bernard Lazare, Contre
l'antisémitisme : histoire d'une polémique,
Paris, 1896. ↵*

Sur les liens entre la haute banque et le mouvement orléaniste, voir Georges Charensol, L'Affaire Dreyfus et la III^e République, 1930. L'un des porte – parole de ce puissant groupe était Arthur Meyer, directeur du Gaulois, Juif baptisé qui comptait parmi les antidreyfusards les plus virulents. Voir Georges Clemenceau, « Le Spectacle du jour », L'Iniquité, 1899, p. 163. Voir aussi certains passages du journal de Hohenlohe dans Wilhelm Herzog, Der Kampf einer Republik..., 1933, à la date du 11 juin 1898. ↩*

499)

Sur les tendances bonapartistes, voir Walter Frank, Nationalismus und Demokratie im Frankreich..., p. 419, qui s'appuie sur des documents inédits appartenant aux archives du ministère des Affaires étrangères allemand.

←

500)

Jacques Reinach était né en Allemagne ; il reçut un titre de baron italien, puis fut naturalisé français. Cornélius Herz était né en France, de parents bavarois. Émigré aux États-Unis dans sa jeunesse, il devint citoyen américain et fit fortune. Pour plus de détails, voir Denis W. Brogan, The Development of Modern France, 1941, p. 268 et suiv. Un fait est caractéristique du retrait des Juifs autochtones des charges publiques : dès que les affaires de la compagnie de Panama commencèrent à aller mal, Lévy-Crémieux, conseiller financier depuis le début du projet, fut remplacé par Reinach. Voir ibid., livre VI, chap. 2. ←

501)

Georges Lachapelle, Les Finances de la III^e République, 1937, p. 34 et suiv.: l'auteur y décrit en détail comment l'administration s'assura la haute main sur les fonds publics, et comment la commission du budget était entièrement dominée par des intérêts privés. En ce qui concerne la situation financière des parlementaires, voir Georges Bernanos : « La plupart, comme Gambetta, ne possèdent même pas de pardessus de rechange », La Grande Peur des bien-pensants, 1931, p. 192 [rééd. 1971, p. 172]. ↩

502)

Comme le fait remarquer Walter Frank (Nationalismus und Demokratie im Frankreich..., p. 321 et suiv.), la droite avait son Arthur Meyer; le boulangisme avait son Alfred Naquet, les opportunistes leur Reinach et les radicaux leur Cornélius Herz. ←

503)

C'est à ces nouveaux venus que s'applique l'accusation de Drumont : «... ces grands Juifs qui, partis de rien, arrivent à tout... Ils arrivent on ne sait d'où, ils vivent dans un mystère, ils meurent dans une conjecture... Ils ne parviennent pas, ils surgissent tout à coup... Ils ne meurent pas, ils s'écroulent brusquement dans un drame. » Les Tréteaux du succès. Les héros et les pitres, 1900, p. 237-238. ↵

504)

Voir l'excellent article anonyme K.V.T., « The Dreyfus Case : A Study of French Opinion », The Contemporary Review, vol. 74, octobre 1898. ↩

505)

Voir Rosa Luxemburg, « Die sozialistische Krise in Frankreich » ; « Ainsi, la rébellion des cadres supérieurs de l'armée provenait de leur désir de conserver leur indépendance vis-à-vis du pouvoir civil républicain, et nullement du dessein de perdre tout à fait cette indépendance avec une monarchie. » /Le Socialisme en France, 1898- 1912, 1971, p. 105.] ↵

31. *C'est sous ce titre que Maximilian Harden (un Juif allemand) décrit l'affaire Dreyfus dans Die Zukunft (1898). Walter Frank, l'historien antisémite, emploie la même formule comme titre de son chapitre sur l'affaire Dreyfus, et Bernanos observe, dans le même esprit : « A tort ou à raison, la démocratie voit dans le soldat son plus dangereux rival » (La Grande Peur des bien-pensants, 1931, p. 413 [rééd. 1971, P – 519]).* ↵

507)

Le scandale de Panama fut précédé de ce qu'on appela l'« affaire Wilson ». Le gendre du président de la République fut convaincu de trafic de distinctions et de décorations. ←

508)

Voir le R. P. Édouard Lecanuet, L'Église de France sous la III^e République, 1930, 4 vol. ; vol. III : Les Signes avant-coureurs de la séparation. Les dernières années de Léon XIII et l'avènement de Pie X (1894-1910). ↵

509)

Voir Bruno Weil, L'Affaire Dreyfus, 1930, p.
169. ↩

510)

Voir Georges Clemenceau : « L'Espagne agonise sous le joug de l'Église romaine. L'Italie succombe. Elle n'a retrouvé la vie qu'en se libérant du pape, refoulé dans le Vatican. Restent l'Autriche catholique en proie aux suprêmes convulsions, et la France de la Révolution contre qui toute l'armée papale, à l'heure présente, déploie ses bataillons », « La Croisade », dans L'Iniquité, 1899, p. 152. ↵

511)

Voir Georges Rernanos : « On ne le redira jamais assez : le clergé a été le véritable bénéficiaire du mouvement de réaction qui a suivi la chute de l'Empire et la défaite. Grâce à lui, la réaction nationale a pris, dès 1873, le caractère d'une restauration religieuse... », La Grande Peur des bien-pensants, 1931, p. 152 [rééd. 1971, p. 144]. ↵

512)

*Sur Édouard Drumont et l'origine du
« catholicisme cérébral », voir ibid., p. 127 et
suiv. [rééd., 1971, p. 127 et suiv.j. ↩*

513)

*Voir Wilhelm Herzog, Der Kampf einer
Republik, 1933, à la date du 21 janvier 1898. ←*

514)

4L Voir le R. P. Édouard Lecanuet, L'Église de France sous la III^e République, 1930, p. 182. ↩

515)

Voir note 13 p. 332. ↩

La Civiltà Cattolica, revue des jésuites, fut pendant des dizaines d'années la plus ouvertement antisémite et l'une des plus influentes des revues catholiques dans le monde entier. Elle diffusa la propagande antijuive longtemps avant que l'Italie ne devînt fasciste, et sa politique ne fut en rien cffectée par l'antichristianisme des nazis. Voir Joshua Starr, « Italy's Antisemites », Jewish Social Studies, 1939. Selon le R.P. Ludwig Koch, SJ : « De tous les ordres, c'est la Compagnie de Jésus qui, par sa règle, est le mieux protégée contre toute influence juive », Jesuiten-Lexikon, 1934, art. « Juden ». ←

517)

À l'origine, selon la convention de 1393, tous les chrétiens d'ascendance juive étaient exclus. Un décret de 1608 ordonna des recherches jusqu'à la cinquième génération ; elles furent réduites à la quatrième par l'amendement de 1923. Le général de l'ordre peut accorder des dispenses individuelles. ↵

518)

Voir Heinrich Roehmer, Les Jésuites, trad. de l'allemand, 1910, p. 284 : «... Depuis 1820 [...] il n'existe plus d'Églises nationales qui tiennent à leur individualité, et qui puissent résister aux ordres de la papauté dirigée par les jésuites ; aujourd'hui, le haut clergé a baissé pavillon devant la Curie ; maintenant, l'Église est devenue en réalité ce que le grand controversiste jésuite Rellarmin avait réclamé d'elle, une monarchie absolue, dont l'ordre peut diriger et même commander le développement, en agissant sur un seul point. » ↵

Voir Georges Clemenceau, « Le Spectacle du jour », dans L'Iniquité, 1899, p. 164 : « Rothschild, qui est l'ami de toute la noblesse antisémite dont certains membres lui ont peut-être des obligations, Rothschild, à qui on ne ferait pas dire pour dix louis son opinion sur l'affaire Dreyfus, Rothschild, qui est du parti d'Arthur Meyer lequel est plus papalin que le pape et plus "capitaliste" que le capital, Rothschild doit faire en ce moment des réflexions singulières sur la confusion de nos temps. » ↵

Sur les Juifs alsaciens, dont Dreyfus faisait partie, voir André Foucault, Un nouvel aspect de l'affaire Dreyfus, juillet 1938, p. 310 : « Installés à Paris, ils incarnaient, eux, leurs amis, leurs relations, aux yeux de la bourgeoisie juive parisienne, la raideur nationaliste, le puritanisme français, la manière distante de l'homme de bon ton à l'égard de coreligionnaires parvenus. Leur volonté de s'inféoder absolument à la coutume gauloise, de vivre en intimité avec nos vieilles familles, d'occuper les charges les plus honorables de l'État, le mépris qu'ils affichaient pour la juiverie trafiquante, pour les "pollacks" de Galicie fraîchement nationalisés, leur donnaient presque figure de traîtres à la race. Mille familles juives françaises [...] s'en étonnent avec humour : "Les Dreyfus de 1894 ? Mais, ils étaient antisémites !"» ↵

521)

Voir K.V.T. dans The Contemporary Review,
vol. 74, p. 598 ; « Par la volonté de ↵

522)

*la démocratie, tous les Français doivent être
soldats ; par la volonté de l'Église, seuls* ←

523)

*les catholiques doivent occuper les hauts
postes de commandement. » ←*

Wilhelm Herzog, *Der Kampf einer Republik*, 1933, p. 33.

34. Voir Georges Bernanos : « Alors, dégagé des hyperboles ridicules, l'antisémitisme apparaîtra ce qu'il est réellement : non pas une marotte, une vue de l'esprit, mais une grande pensée politique », *La Grande Peur des bien-pensants*, 1931, p. 131 [rééd. 1971, p. 144].

33. Voir la lettre de juillet 1894 adressée par Esterhazy à Edmond de Rothschild, citée par Joseph Reinach, *Histoire de l'affaire Dreyfus*, II, p. 93 et suiv., rappelant comment il n'hésita pas à servir de témoin au capitaine Crémieu-Foa quand celui-ci ne put trouver aucun officier chrétien. Voir Théodore Reinach, *Histoire sommaire de l'affaire Dreyfus*, 1924, p. 60 et suiv. Voir aussi Wilhelm Herzog, *Der Kampf einer Republik*, 1933, à la date de 1892 et de juin 1894, où l'on trouve énumérés en détail tous les duels d'Esterhazy et les noms de ses intermédiaires. Le dernier de ces duels eut lieu en septembre 1896, et il reçut 10000 francs. Cette générosité mal placée devait avoir plus tard des résultats gênants. Lorsque, en sécurité en Angleterre, Esterhazy fit des révélations détaillées, provoquant ainsi la révision de l'affaire, la presse antisémite l'accusa naturellement de s'être fait payer par les Juifs pour se faire condamner. On avance encore cette idée comme l'un des arguments principaux en faveur de la culpabilité de Dreyfus. ←

525)

NdE. Alfred Dreyfus (1859-1955) entra à l'École de guerre en novembre 1890. Classé 9^e à sa sortie en 1892, avec le brevet d'état-major, il devint alors stagiaire à l'état-major de l'armée, au ministère de la Guerre. Le 1^{er} octobre 1894, il fut affecté au 39^e régiment d'infanterie à Paris. Il fut arrêté le 15 novembre suivant. ↵

Wilhelm Herzog, Der Kampf einer Republik, 1933, à la date de 1892, montre abondamment comment les Rothschild commencèrent à s'adapter à la République. Assez curieusement, la politique papale de ralliement, qui est, de la part de l'Église catholique, une tentative de rapprochement, date précisément de la même année. Il n'est donc pas impossible que la politique des Rothschild ait été influencée par le clergé. Quant au prêt de 500 millions de francs à la Russie, le comte de Münster observa pertinemment : « La spéculation est morte en France [...]. Les capitalistes ne peuvent trouver aucun moyen de négocier leurs valeurs [...] et cela contribuera au succès de l'emprunt [...]. Les grands Juifs croient que s'ils peuvent gagner de l'argent, ils n'en pourront que mieux aider leurs coreligionnaires plus humbles. Le résultat, c'est que, bien que le marché français soit saturé de valeurs russes, les Français continuent à donner leurs bons francs contre de mauvais roubles. » ↵

527)

*Voir Joseph Reinach, Histoire de l'affaire
Dreyfus, I, p. 471. ↩*

528)

*Voir Wilhelm Herzog, Der Kampf einer
Republik, 1933, p. 212. ↵*

529)

Voir Max J. Kohler, « Some New Light on the Dreyfus Case », Studies in Jewish Bibliography and Related Subjects in Memory of A.S. Freidus, 1929. ↵

La famille Dreyfus, par exemple, rejeta sans examen la suggestion d'Arthur Lévy, l'écrivain, et de Lucien Lévy-Bruhl, l'universitaire, de faire circuler un manifeste auprès des personnalités les plus importantes. Au lieu de cela, elle se lança dans une série de démarches personnelles auprès de tous les hommes politiques avec lesquelles elle se trouvait en contact. Voir Henri Dutrait-Crozon, Précis de l'affaire Dreyfus, 1909, p. 57. Voir aussi André Foucault, Un nouvel aspect de l'affaire Dreyfus, 1938, p. 309 : « Et on s'étonne à distance que les Juifs français n'aient même pas, au lendemain de son arrestation, au lieu de travailler sourdement les journaux, fait retentir leur indignation en des formes adéquates, tirées de ses origines. » ↵

531)

Voir Wilhelm Herzog, Der Kampf einer Republik, à la date de décembre 1894 et de janvier 1898. Voir aussi Georges Charensol, L'Affaire Dreyfus et la III^e République, p. 79, et Charles Péguy « Le Portrait de Bernard Lazare », Cahiers de la quinzaine, II^e série, n° 2, 1910. ↵

Le retrait de Labori, qui estima que la famille Dreyfus l'avait empêché de plaider devant le tribunal de Bennes en 1899, causa un grand scandale. On en trouvera un tableau exhaustif, encore que grandement exagéré, chez Walter Frank, Nationalismus und Demokratie im Frankreich..., p. 432. Une déclaration de Labori, où apparaît toute la noblesse de son caractère, parut dans La Grande Revue en février 1900. Après ce qui était arrivé à son ami et avocat, Zola rompit toute relation avec la famille Dreyfus. Quant à Picquart, L'Écho de Paris (30 novembre 1901) rapporte qu'après Bennes, il n'eut plus aucune relation avec les Dreyfus. Devant le fait que toute la France, et même le monde entier, comprenait le sens de ces procès mieux que l'accusé et sa famille, Clemenceau avait plutôt tendance à considérer l'incident de façon humoristique. Voir Bruno Weil, L'Affaire Dreyfus, p. 307-308. ↵

533)

Voir l'article de Georges Clemenceau du 2 février 1898 : « Ainsi vont les chefs de parti, suivant moutonnement les foules qu'ils prétendent conduire », « Ceux qui parlent », L'Iniquité, p. 188. Sur la futilité d'essayer, de gagner les ouvriers par des slogans antisémites, et en particulier les tentatives de Léon Daudet, voir Louis Dimier, écrivain royaliste, Vingt ans d'Action française, 1926.

←

À ce propos, les tableaux de la société contemporaine de Joseph Reinach (Histoire de l'affaire Dreyfus, I, p. 233 et suiv.; III, p. 273) sont caractéristiques : « Les plus grandes dames s'encanaillent avec Guérin ; leur langage, qui n'exagère pas leurs pensées, ferait horreur aux amazones du Dahomey. » A rapprocher d'une notation d'un article d'André Chevrillon, « Huit jours à Rennes », La Grande Revue, en février 1900. Il relate, entre autres, l'incident suivant : « Un médecin disait devant plusieurs de mes amis, parlant de Dreyfus : “Je voudrais le torturer.” Une dame disait : “Je voudrais qu'il fût innocent, comme cela il souffrirait davantage.”» ↵

535)

Ces intellectuels comprennent, assez curieusement, Paul Valéry, qui donna 3 francs, « non sans réflexion ». ↵

536)

Joseph Reinach, Histoire de l'affaire
Dreyfus, I, p. 233. ↩

537)

Une étude de la superstition en Europe montrerait probablement que les Juifs devinrent assez tard l'objet de cette superstition typique du XIX^e siècle. Ils furent précédés par les rose-croix, les templiers, les jésuites et les francs-maçons. L'histoire du XIX^e siècle souffre de l'absence d'une telle étude. ←

538)

Voir « Il caso Dreyfus », Civiltà Cattolica, 5 février 1898. Parmi les personnages qui firent exception, le plus célèbre est le jésuite Pierre Charles, professeur à Louvain, qui dénonça les Protocoles. ↵

539)

Voir Roger Martin du Gard, Jean Barois, 1913 [rééd. 1955, p. 272 et suiv.], et Daniel Halévy, dans Cahiers de la quinzaine, 1 A cahier de la XI^e série [1908], 1910. ↩

540)

*Voir Georges Sorel, La Révolution
dreyfusienne, 2^e éd., 1911, p. 71. ↵*

541)

Vie d'Émile Duclaux *par Mme Duclaux*, p. 247, cité par Daniel Halévy, « *Apologie pour notre passé* », p. 52. ↵

542)

Le fait suivant montre à quel point les parlementaires avaient les mains liées : à peine Scheurer-Kestner, l'un des meilleurs parmi eux, vice-président du Sénat, eut-il fait connaître sa protestation contre le procès que La Libre Parole proclama que son gendre avait été compromis dans le scandale de Panama. Voir Wilhelm Herzog, Der Kampf einer Republik, à la date de novembre 1897. ↵

543)

Voir Denis W. Brogan, The Development of Modern France, livre VII, chap. i : « Il ne manquait pas de Juifs français, surtout parmi les plus riches, qui auraient désiré voir l'affaire close. » ↵

Immédiatement après qu'il eut fait ces découvertes, Picquart fut envoyé à un poste dangereux à Tunis. Il fit alors son testament, rédigea un exposé de l'affaire et en déposa un exemplaire chez son avocat. Quelques mois plus tard, quand on découvrit qu'il était encore en vie, un déluge de lettres mystérieuses s'abattit, dans lesquelles on le salissait et on l'accusait de complicité avec le « traître » Dreyfus. On le traita comme un gangster qui aurait menacé de trahir. Quand toutes ces manœuvres se montrèrent vaines, il fut arrêté, chassé de l'armée et privé de toutes ses décorations. Il supporta tout cela sereinement. [NdE. Amnistié le 27 décembre 1900, il fut réintégré dans l'armée comme général de brigade le 13 juillet 1906 et devint ministre de la Guerre le 25 octobre suivant dans le gouvernement Clemenceau. Picquart, mort en janvier 1914, eut droit à des funérailles nationales.] ↵

545)

*À ce groupe, dirigé par Péguy,
appartenaient le jeune Romain Rolland,
Georges Suarez, Georges Sorel, Daniel Halévy
et Bernard Lazare. ←*

546)

Loir Maurice Barres, Scènes et doctrines
du nationalisme, 1902. ↵

547)

Voir Yves Simon, La Grande Crise de la République française, p. 54-55. ↵

Les salles de l'université de Rennes furent saccagées après que cinq professeurs se furent déclarés favorables à la révision. Après la publication du premier article de Zola, les étudiants royalistes manifestèrent sous les fenêtres du Figaro, à la suite de quoi le journal s'abstint de publier d'autres articles de ce genre. Le directeur de La Bataille, journal dreyfusiste, fut assailli dans la rue et roué de coups. Les juges de la Cour de cassation, qui cassèrent l'arrêt de 1894, dirent tous qu'ils avaient été menacés de « voies de fait ». On pourrait multiplier les exemples. ↵

549)

Le 18 janvier 1898, il y eut des manifestations antisémites à Bordeaux, Marseille, Clermont-Ferrand, Nantes, Rouen, et Lyon. Le lendemain, des bagarres étudiantes éclatèrent à Rouen, Toulouse et Nantes. ↵

550)

L'exemple le plus scandaleux est celui du préfet de Rennes qui, lorsque la maison du professeur Victor Basch fut prise d'assaut par une foule de deux mille personnes, lui conseilla de remettre sa démission, sous le prétexte qu'il ne pouvait plus assurer sa sécurité. ←

551)

Voir Georges Bernanos, La Grande Peur des bien-pensants, 1931, p. 146 [rééd. 1971, p. 275]. ↩

552)

Sur ces théories, voir en particulier Charles Maurras, Au Signe de Flore ; Souvenirs de la vie politique ; l'affaire Dreyfus et la fondation de l'Action française, 1898-1900, 1931 ; Maurice Barrés, Scènes et doctrines du nationalisme ; Léon Daudet, Panorama de la III^e République, 1936. ↵

553)

*Voir Georges Clemenceau, « À la dérive »,
L'Iniquité, p. 158. ↩*

554)

C'est précisément cela qui déçut tant les champions de Dreyfus, en particulier le cercle gravitant autour de Péguy. La ressemblance gênante entre dreyfusards et antidreyfusards est le sujet du roman de Roger Martin du Gard, Jean Barois, 1913. ↵

555)

Georges Clemenceau, Contre la Justice,
1900, *préface*, p. v-vi. ↵

556)

*Georges Clemenceau, discours au Sénat, le
11 décembre 1906, cité par Bruno Weil,
L'Affaire Dreyfus, p. 112-113. ↩*

557)

*Voir Wilhelm Herzog, Der Kampf einer
Republik, à la date du 10 octobre 1898. ←*

558)

K.V.T., « The Dreyfus Case : A Study of French Opinion », p. 608. ↩

559)

Galliffet, ministre de la Guerre, écrivit à Waldeck-Rousseau : « N'oublions pas qu'en France la grande majorité est antisémite. Nous serons donc dans la posture suivante : d'un côté toute l'armée, la majorité des Français (je ne parle pas des députés et des sénateurs) et tous les agitateurs ; de l'autre, le ministère, les dreyfusards et l'étranger. » Joseph Reinach, Histoire de l'affaire Dreyfus, V, p. 580. ↵

La plus connue de ces tentatives est celle de Déroulède qui essaya, au moment des obsèques du président Félix Faure, en février 1899, d'inciter le général Roget à la mutinerie. Les ambassadeurs et chargés d'affaires allemands à Paris relataient de tels incidents de mois en mois. La situation est bien résumée par Maurice Barrés : « Nous avons trouvé dans Rennes notre champ de bataille, il n'y manquait que des soldats. Parlons net : des généraux. Parlons plus net : un général. Mais ce n'est pas par hasard que ce général n'existait pas », Scènes et doctrines du nationalisme, p. 4. ↵

561)

*Denis W. Brogan, dans The Development of
Modern France, va jusqu'à accuser les
assomptionnistes de toute l'agitation cléricale.*

←

562)

*K.V.T., « TheDreyfus Case : A Study ofFrench
Opinion », p. 597. ↵*

563)

« La toute première instigation de l’Affaire vint, très probablement, de Londres, où l’on s’inquiétait beaucoup de la mission Congo-Nil (1896-1898) », écrit Maurras dans L’Action française du 14 juillet 1935. La presse catholique de Londres défendait les jésuites ; voir K.F.S., « The Jesuits and the Dreyfus Case », The Month, vol. XVIII, 1899. ↵

564)

Civiltà Cattolica, 5 *février* 1898. ↵

565)

Voir l'article particulièrement caractéristique du R. P. George McDermot, C.S.P., « Mr. Chamberlain's Foreign Policy and the Dreyfus Case », dans le mensuel américain Catholic World, vol. 67, septembre 1898. ↵

566)

Voir le R. P. Édouard Lecanuet, L'Église de France sous la III^e République, p. 188. ←

567)

Voir Rose A. Halperin, The American Reaction to the Dreyfus Case, p. 59 et 77 et suiv. ↩

568)

*Bernard Lazare, Job's Dungheap, 1948
[contient « Le Nationalisme et émancipation
juive », L'Écho sioniste, 20 avril 1901 auquel se
réfère Hannah Arendt]. ↵*

569)

NdE. « Juifs de l'Est », terme utilisé par les Juifs allemands pour désigner les Juifs nouveaux venus provenant d'Europe orientale, en particulier de Russie où ils sont contraints d'habiter dans la zone de résidence fixée par le tsar. ←

Voir Fernand Labori : « Le Mal politique et les partis », La Grande Revue, octobre-décembre 1901 : « Du moment qu'à Rennes toutes les violations de la loi étaient subies, tous les crimes couverts, du moment qu'au nom de l'accusé on plaidait le doute, du moment que le condamné se désistait de son recours en révision pour obtenir sa grâce, l'affaire Dreyfus dans ce qu'elle avait de grand, de général, d'humain, était définitivement close. » Dans son article intitulé « Le Spectacle du jour », Georges Clemenceau parle des Juifs d'Alger « en faveur desquels Rothschild n'élèvera pas la moindre protestation », L'Iniquité, p. 164. ↵

571)

*NdE. Le « tapeur », qui fait de sa victime son
obligé. ↵*

572)

*Voir les articles de Georges Clemenceau,
« Le Spectacle du jour », « Et les Juifs ! », et
« Encore les Juifs », L'Iniquité, respectivement
p. 163, 350 et 373. ↩*

573)

Voir la lettre de Zola datée du 13 septembre 1899, Correspondance : lettres à Maître Labori, 1929. ↩

574)

*Voir Wilhelm Herzog, Der Kampf einer
Republik, p. 97. ↩*

575)

On trouvera la meilleure description de la position de Bernard Lazare dans Notre Jeunesse, de Charles Péguy, 1910. Le considérant comme le véritable représentant de l'intérêt des Juifs, Péguy formule ainsi les exigences de Lazare : « En somme dans l'action, dans la politique, puisqu'il en faut une, il était partisan du droit commun. Droit commun dans l'affaire Dreyfus, droit commun dans l'affaire des congrégations. Droit commun pour Dreyfus, droit commun contre les congrégations. Cela n'a l'air de rien, cela peut mener loin. Cela le mena jusqu'à l'isolement dans la mort. » Lazare fut l'un des premiers dreyfusards à protester contre la loi sur les congrégations. ←

576)

John Atkinson Hobson, Imperialism, 1905 et 1938, p. 19 : « Bien qu'on ait décidé de choisir, pour des raisons de commodité, l'année 1870 comme point de départ d'une politique consciente de l'impérialisme, il apparaîtra à tous que le mouvement n'a véritablement commencé qu'au milieu des années 80 [...] à partir de 1884 environ. » ↵

577)

2 *Sarah Gertrude Millin*, Rhodes, 1933, p.
138. ↩

578)

Ces chiffres sont cités par Carlton J. H. Hayes, A Generation of Materialism, 1871-1900, 1941, p. 237, et recouvrent la période 1871-1900. Voir également John Atkinson Hobson, Imperialism, p. 19 : « En quinze ans, l'Empire britannique s'est agrandi de quelque 6,75 millions de km², l'Allemagne de 1,8 million de km² et de 14 millions d'habitants, la France de 6,3 millions de km² et de 37 millions d'habitants. » ↵

579)

Voir Ernst Hasse, « Deutsche Weltpolitik », Flugschriften des alldeutschen Verbandes, n° 5, 1897, p. 1. ↵

580)

Dans son essai classique Qu'est-ce qu'une nation?, 1882 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise, The Poetry of the Celtic Races, and other Studies, parue en 1896], Ernest Renan insistait sur « le consentement véritable, le désir de vivre ensemble, la volonté de préserver dignement l'héritage intact qui a été transmis », comme principaux éléments qui maintiennent la cohésion des membres d'un même peuple de manière telle qu'ils forment une nation. ↵

581)

John Atkinson Hobson, Imperialism. ↵

582)

Cette mauvaise conscience née de la croyance au consentement comme base de toute organisation politique est parfaitement décrite par Harold Nicolson, Curzon : The Last Phase 1919-1925, 1934, dans son analyse de la politique britannique en Égypte : « La justification de notre présence en Égypte demeure fondée, non pas sur le droit acceptable de conquête, ou sur la force, mais sur notre propre croyance au principe du consentement. Ce principe, en 1919, n'existait sous aucune forme précise. Il a été remis en question de façon dramatique en Égypte par les violents événements de mars 1919. » ↵

583)

Pour reprendre les propres termes de lord Salisbury se réjouissant de l'échec du premier projet de Home Rule de Gladstone. Au cours des vingt années de gouvernement conservateur qui suivirent – et c'était à l'époque un gouvernement impérialiste (1885-1905) – non seulement le conflit irlandais ne fut pas réglé, mais il devint encore plus aigu. Voir également Gilbert K. Chesterton, The Crimes of England, 1915, p. 57 et suiv. ←

*Pourquoi les Tudors ne réussirent-ils pas, au début du développement national, à incorporer l'Irlande à la Grande-Bretagne de la même manière que les Valois avaient réussi à incorporer la Bretagne et la Bourgogne à la France, voilà qui demeure une énigme. Il se peut toutefois qu'un processus similaire se soit vu brutalement interrompu par le gouvernement Cromwell, qui considérait l'Irlande comme un gros gâteau à partager entre ses tenants. Quoi qu'il en soit, après la révolution de Cromwell, qui eut pour la constitution de la nation britannique une importance aussi cruciale que la Révolution française pour les Français, le Royaume-Uni avait déjà atteint le stade de maturité qui s'accompagne toujours de la perte de cette force d'assimilation et d'intégration que le corps politique de la nation ne possède que dans sa phase initiale. La suite ne fut plus, au fond, que la longue et triste histoire d'une « coercition grâce à laquelle il n'était pas indispensable que le peuple pût vivre en paix, mais qu'il pût mourir en paix » (Gilbert K. Chesterton, *The Crimes of England*, p. 60). Pour avoir un aperçu historique de la question irlandaise qui rende également compte des événements récents, on pourra comparer avec l'excellente et impartiale étude faite par Nicholas Mansergh (*Britain and Ireland*, 1942). ↵*

585)

et qu'il demeurerait citoyen anglais aussi longtemps que durerait l'Empire britannique ; et si nous dépensions le quart des sommes qui ont été englouties dans les marais de Balaclava à envoyer s'établir dans ces colonies 2 millions de nos concitoyens, cela contribuerait bien plus à développer la force essentielle du pays que toutes les guerres dans lesquelles nous nous sommes englués, d'Azincourt à Waterloo. »
Extrait de Robert Livingston Schuyler, The Fall of the Old Colonial System, 1945, p. 280-281.

←

Jan Disselboom, le célèbre écrivain sud-africain, a exprimé sans équivoque possible l'attitude des peuples du Commonwealth sur cette question : « La Grande – Bretagne ne saurait être un partenaire à part entière [que de] ceux qui sont issus de la même souche étroitement alliée [...]. Les parties de l'Empire qui ne sont pas habitées par des races dont on puisse dire cela, n'ont jamais été des partenaires à part entière. Elles ont toujours été la propriété privée du partenaire dominant [...]. Vous pouvez avoir le dominion blanc, ou bien le dominion de l'Inde, mais vous ne sauriez avoir les deux. » (Al. Carhill, The Lost Dominion, 1924.) ↵

Ernest Barker, Ideas and Ideals of the British Empire, 1941, p. 4. Voir également les excellentes remarques introductives à l'analyse des fondements de l'Empire français dans The French Colonial Empire (Information Department Papers, n° 25, publiés par le Royal Institute of International Affairs, 1941), p. 9 et suiv. « Le but est d'assimiler les peuples des colonies au peuple français, ou bien, quand la chose n'est pas possible, dans le cas de communautés plus primitives, de les "associer", de telle sorte que la différence entre la France métropole et la France d'outre-mer tende à devenir de plus en plus une différence géographique et non une différence fondamentale. » ↵

588)

Voir Gabriel Hanotaux, « Le Général Mangin », Revue des Deux Mondes, 1925, t. 27. ↩

589)

W. P. Crozier, « France and her “Black Empire”», New Republic, 23 janvier 1924. ↵

590)

David Lloyd George, Memoirs of the Peace Conference, 1939,1, p. 362 et suiv. ↵

591)

Les Pays-Bas tentèrent d'exercer la même exploitation brutale de leurs colonies des Indes néerlandaises au nom de la nation après que la défaite de Napoléon les eut restituées à une métropole hollandaise considérablement appauvrie. Contraints de devenir agriculteurs contre leur gré, les indigènes se virent ainsi réduits en esclavage au profit du gouvernement hollandais. Le Max Havelaar, de Multatuli, publié ←

pour la première fois dans les années 1860, visait le gouvernement local et non pas les services étrangers. (Voir Arnold D. A. de Kat Angelino, Colonial Policy, vol. II : The Dutch East Indies, 1931, p. 45.) Ce système devait bientôt être abandonné et les Indes néerlandaises devinrent pour un temps objet de « l'admiration de toutes les nations colonisatrices » (Sir Hesketh Bell, ancien gouverneur de l'Ouganda, du Nigéria du Nord, etc., Foreign Colonial Administration in the Far East, 1928, 1^{re} partie). Les méthodes hollandaises ressemblent beaucoup aux méthodes françaises : garantie d'un statut européen pour les indigènes dociles, introduction d'un système scolaire à l'europpéenne et autres procédés d'assimilation progressive. De ce fait, les Hollandais obtinrent le même résultat : la naissance d'un fort mouvement d'indépendance nationale chez les peuples assujettis. Dans cette étude, les impérialismes hollandais et belge ont tous deux été négligés. Le premier est un curieux mélange oscillant entre les méthodes françaises et les méthodes anglaises ; le second est l'histoire non pas du développement de la nation belge, ni même de celui de la bourgeoisie belge, mais du rôle personnel du roi des Belges, que nul gouvernement ne contrôlait et qui n'avait de liens avec aucune autre institution. Dans la forme, l'impérialisme belge et l'impérialisme hollandais sont tous deux atypiques. Au cours des années 1880, les Pays-Bas ne se sont pas agrandis, ils se sont contentés de consolider et de moderniser leurs vieilles colonies. Les atrocités sans pareilles commises au Congo belge donneraient par ailleurs une image par trop injuste de ce qui se passait en général dans les possessions d'outre-mer.

17. *Ernest Barker*, Ideas and Ideals of the British Empire, p. 69. ↵

593)

Selwyn James, South of the Congo, 1943, p.
326. ↩

594)

À propos de ces idéaux de jeunesse et de leur rôle dans l'impérialisme britannique, voir chap. vu. La manière dont ils étaient encouragés et exploités est décrite dans le roman de Kipling intitulé Stalky and Company, 1899. ↵

595)

*Ernest Barker, Ideas and Ideals of the
British Empire, p. 150. ↵*

596)

*Lord Cromer, « The Government of Subject
Baces », Edinburgh Review, janvier 1908. ↵*

597)

Ibid. ↩

Le premier érudit à avoir utilisé le terme d'impérialisme pour distinguer clairement entre l'« Empire » et le « Commonwealth » fut John. A. Hobson. Mais la différence fondamentale entre les deux avait toujours été bien connue. Le principe de « liberté coloniale », par exemple, cher à tous les hommes d'État libéraux de Grande – Bretagne d'après la Révolution américaine, ne resta en vigueur que dans la mesure où la colonie était « constituée de Britanniques ou [...] d'un pourcentage de population britannique permettant d'introduire sans risques des institutions représentatives ». Voir Robert Livingston Schuyler, The Fall of the Old Colonial System, p. 236 et suiv. Au XIX^e siècle, il faut distinguer trois types de territoires d'outre-mer à l'intérieur de l'Empire britannique : les terres de peuplement, plantations ou colonies, comme l'Australie et autres dominions ; les comptoirs commerciaux et possessions, comme l'Inde ; enfin les bases militaires, comme le cap de Bonne-Espérance, mises en place dans le but de protéger les premiers. Toutes ces possessions virent leur gouvernement et leur importance politique changer à l'ère de l'impérialisme. ←

599)

Ernest Barker, Ideas and Ideals of the
British Empire. ↵

600)

Sarah Gertrude Millin, Rhodes, p. 175. ↵

*L'origine de ce malentendu réside probablement dans l'histoire de la domination britannique en Afrique australe, et remonte au temps où les gouverneurs locaux, Cecil Rhodes et Jameson, engagèrent le « gouvernement impérial » de Londres, bien contre son gré, dans la guerre contre les Boers. En fait, Rhodes, ou plutôt Jameson, régnait en despote absolu sur un territoire trois fois grand comme l'Angleterre, et qu'on pouvait administrer « sans attendre l'assentiment pincé ou la censure polie d'un Haut-Commissaire » représentant un gouvernement impérial qui n'exerçait plus qu'un « contrôle nominal » (Reginald Ivan Lovell, *The Struggle for South Africa, 1875-1899*, 1934, p. 194.) Et ce qui se produit dans les territoires où le gouvernement britannique s'est démis de son autorité au profit d'une population européenne locale totalement privée de la limitation traditionnelle et constitutionnelle propre aux États-nations trouve sa meilleure expression dans la tragique histoire de l'Union sud-africaine depuis son indépendance, c'est-à-dire depuis le moment où le « gouvernement impérial » a cessé d'avoir le droit d'intervenir.*

←

602)

Le débat qui eut lieu à la Chambre des communes en mai 1908 entre Charles Dilke et le secrétaire aux Colonies est à cet égard très intéressant. Dilke déconseillait vivement d'accorder l'autonomie aux colonies de la Couronne, alléguant que cela aboutirait à la domination des colons blancs sur leurs travailleurs de couleur. On lui répondit que les indigènes eux aussi étaient représentés à la Chambre des communes anglaise. Voir Gottfried Zoepfl, « Kolonien und Kolonialpolitik », dans Handwörterbuch der Staatswissenschaften. ↵

603)

Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, 1932, p.
224. ↩

604)

Al. Carthill, The Lost Dominion, *p. 41-42*,
93. ↩

Dans un article intitulé « France, Britain and the Arabs » écrit pour The Observer (1920), Thomas Edward Lawrence a donné la description minutieuse d'un tel exemple de « pacification » au Proche-Orient : « Les Arabes connaissent d'abord le succès, puis les renforts britanniques arrivent en tant que force punitive. Ils se fraient un chemin [...] jusqu'à leur objectif que bombardent pendant ce temps l'artillerie, les avions et les canonnières. Finalement, on détruit peut-être un village, et le district est pacifié. Il est étrange que nous n'utilisions pas de gaz toxiques en de telles circonstances. Bombarder les maisons est une manière coûteuse de contrôler des femmes et des enfants [...]. En attaquant au gaz, on pourrait liquider proprement toute la population des districts récalcitrants ; et, comme méthode de gouvernement, cela ne serait pas plus immoral que le système actuel. » Voir ses Letters, 1939, p. 311 et suiv.

←

606)

En 1910, par ailleurs, le secrétaire aux Colonies, B. Dernburg, fut contraint de démissionner parce qu'il avait indisposé les colons en protégeant les indigènes. Voir Mary E. Townsend, The Rise and Fall of Germany's Colonial Empire, 1930, et Paul Leutwein, Kämpfe um Afrika, 1936. ↵

607)

*Propos tenus par Léon Cayia, qui fut
gouverneur général de Madagascar et ami de
Pétain. ↵*

608)

*À ce sujet et sur ce qui suit, voir le chap. n
de la I^{re} partie. ↵*

Il est intéressant de noter que les premiers observateurs des événements impérialistes insistent tous énormément sur l'élément juif, alors que les ouvrages plus récents le mentionnent à peine. Parce qu'elle donne des faits une observation parfaitement digne de foi et une analyse très honnête, il convient à cet égard d'accorder à l'étude de John Atkinson Hobson une attention particulière. Dans le premier essai qu'il écrivit à ce sujet, « Capitalism and Imperialism in South Africa » (Contemporary Review, 1900), il disait : « La plupart des financiers étaient des Juifs, car les Juifs sont les financiers par excellence, et que, tout en étant de langue anglaise, ils sont pour la plupart d'origine continentale [...]. Ils sont allés là-bas (au Transvaal) pour faire fortune et ceux qui étaient arrivés les premiers et qui avaient particulièrement bien réussi ont pour la plupart plié bagages, laissant leurs crocs économiques plantés dans la carcasse de leur proie. Ils se sont agrippés au Rand [...] comme ils sont prêts à le faire en n'importe quel point du globe [...]. Ce sont essentiellement des spéculateurs financiers, qui ne tirent pas leurs gains des véritables fruits de l'industrie, ni même de l'industrie d'autrui, mais de la fondation, de la promotion et de la manipulation des entreprises. » Pourtant, dans l'étude ultérieure de John Atkinson Hobson, Imperialism, les Juifs ne sont même plus mentionnés ; entre-temps, il était devenu évident que leur influence et leur rôle avaient été momentanés et somme toute assez superficiels. Sur le rôle des financiers juifs en Afrique du Sud, voir le chap. vu. ←

610)

*Lorsqu'elles ne renvoient pas à une note,
toutes les citations qui suivent sont tirées du
Léviathan [1651]. ↩*

611)

La coïncidence de cette identification avec la prétention totalitaire d'abolir la contradiction entre intérêts individuels et intérêts publics est significative [voir III^e partie : Le Totalitarisme/. Toutefois, il ne faut pas négliger le fait que Hobbes souhaitait par-dessus tout protéger les intérêts privés sous le prétexte que, bien compris, ceux-ci représentaient également les intérêts du corps politique, tandis que le totalitarisme proclame au contraire la non-existence de l'individualité.

←

612)

L'avènement du hasard au rang d'arbitre suprême de toutes choses dans la vie devait atteindre son apogée au XIX^e siècle. Avec lui apparut un nouveau genre littéraire, le roman, et le déclin du drame. Car le drame devenait inutile dans un monde sans action, tandis que le roman était l'expression idéale de la destinée d'êtres humains qui étaient soit les victimes de la nécessité, soit les protégés de la chance. Balzac a révélé toute la portée de ce nouveau genre et présenté les passions humaines comme le destin même de l'homme, ne contenant ni vertu ni vice, ni raison ni libre arbitre. Ce n'est que dans sa pleine maturité que le roman a pu, après avoir interprété à l'envi l'échelle tout entière des choses humaines, prêcher ce nouvel évangile où chacun se noie dans la contemplation de son propre destin, qui a joué un si grand rôle auprès des intellectuels du XIX^e siècle. Ainsi, l'artiste et l'intellectuel se sont complaisamment efforcés de tirer un trait entre eux-mêmes et les philistins, de se protéger contre l'inhumanité de la bonne ou de la mauvaise fortune, ils ont développé tous les dons de la sensibilité moderne – souffrir, comprendre, jouer un rôle prescrit – dont a si désespérément besoin la dignité humaine, qui exige de l'homme d'être au moins, à défaut d'autre chose, une victime consentante. ←

613)

La notion libérale, actuellement si populaire, de gouvernement mondial est fondée, comme toutes les notions libérales relatives au pouvoir politique, sur le même concept d'individus se soumettant à une autorité centrale qui « en impose à tous », à cette différence près que les nations ont aujourd'hui pris la place des individus. Le gouvernement mondial – c'est-à-dire des peuples différents s'accordant pour réaliser l'union massive de leur pouvoir – est voué à engloutir et à éliminer toute politique authentique. ↵

614)

Walter Benjamin, *Über den Begriff der Geschichte* (1940), 1942. *Les impérialistes eux-mêmes étaient pleinement conscients des implications de leur concept de progrès. Pour l'auteur, parfait représentant de l'administration en Inde, et qui écrivait sous le pseudonyme d'Al. Carthill : « On doit toujours éprouver quelque peine pour ces personnes qu'écrase le char triomphal du progrès »* (The Lost Dominion, p. 209). ←

« L'administration apporte le soutien le plus entier et le plus naturel en faveur d'une politique étrangère agressive ; l'aristocratie et les membres des professions libérales voient l'expansion d'un très bon œil, puisqu'elle leur offre des domaines nouveaux et toujours plus vastes pour dispenser un emploi aussi honorable que profitable à leurs fils » (John Atkinson Hobson, « Capitalism and Imperialism in South Africa »), « C'étaient avant tout [...] des professeurs et des journalistes patriotes n'ayant que faire de quelconques attaches politiques et faisant peu de cas de leurs intérêts économiques personnels » qui avaient cautionné les « poussées impérialistes à l'extérieur dans les années 1870 et 1880 » (Carlton J. H. Hayes, A Génération of Materialism, 1871-1900, p. 220).

↵

616)

À ce propos, et sur ce qui suit, voir John Atkinson Hobson, Imperialism. Dès 1905, il donne une analyse magistrale des forces et facteurs économiques moteurs de l'impérialisme aussi bien que de certaines de ses implications politiques. Lorsque cette étude, qu'il avait écrite longtemps auparavant, fut rééditée en 1938, Hobson put à juste titre déclarer dans son introduction à un texte auquel il n'avait apporté aucun remaniement, que son livre était bien la preuve « que les périls et les menaces majeurs [...] d'aujourd'hui [...] étaient tous latents et discernables dans le monde de la génération précédente... ». ↵

Le lien manifeste entre la grave crise qui eut lieu en Angleterre dans les années 1860, et sur le continent dans les années 1870, et l'impérialisme est mentionné chez Carlton J. H. Hayes, k Génération of Materialism, 1871-1900, mais en note seulement (p. 219), et chez Robert L. Schuyler, The Fall of the Old Colonial System, qui pense que « le regain d'intérêt pour l'émigration a été un facteur important dans les débuts du mouvement impérial », et que cet intérêt avait été suscité par « un grave déclin du commerce et de l'industrie britanniques » vers la fin des années 1860 (p. 280). Schuyler donne également une description assez étendue du puissant « sentiment anti-impérial du milieu de l'époque victorienne ». Malheureusement, Schuyler ne distingue pas entre le Commonwealth et l'Empire proprement dit, bien que l'analyse de la situation pré-impérialiste eût facilement pu lui suggérer cette distinction. ↵

618)

Rosa Luxemburg, Die Akkumulation des Kapitals..., 1923, p. 273. ↩

619)

Rudolf Hilferding, Das Finanzkapital..., 1910, p. 401, mentionne – sans toutefois en analyser les implications – le fait que l'impérialisme « retrouve soudain les méthodes qui ont été celles de l'accumulation originelle de la richesse capitaliste ». ←

Selon les brillantes recherches de Rosa Luxemburg sur la structure politique de l'impérialisme (Die Akkumulation des Kapitals..., p. 273 et suiv., p. 361 et suiv.), le « processus historique de l'accumulation du capital repose sur l'existence de couches sociales non capitalistes », si bien que « l'impérialisme est l'expression politique de l'accumulation du capital dans sa course pour s'emparer des restes du monde non capitaliste ». Cette dépendance fondamentale du capitalisme vis-à-vis d'un monde non capitaliste se retrouve à la base de tous les autres aspects de l'impérialisme, que l'on peut alors expliquer comme le résultat de la surépargne et de la distribution inégalitaire (John Atkinson Hobson, Impérialisme, comme le résultat de la surproduction et du besoin de nouveaux marchés qui en découle (Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1917), comme le résultat de la pénurie de matières premières (Carlton J. H. Hayes, A Génération of Materialism, 1871-1909, ou comme une exportation du capital destinée à égaliser le taux de profit national (Rudolf Hilferding, Das Finanzkapital...)). ↵

621)

Selon Rudolf Hilferding (Das Finanzkapital..., p. 409, note), de 1865 à 1898, le revenu tiré par les Britanniques de l'investissement à l'étranger fut multiplié par neuf, tandis que le revenu national n'avait que doublé. Il indique une augmentation analogue, bien que probablement moins marquée, des investissements allemands et français à l'étranger. ↵

622)

NdE. Voir L'Antisémitisme, note 42, p. 260.

←

623)

Pour la France, voir Georges Lachapelle, Les Finances de la III^e République, 1937, et Denis W. Brogan, The Development of Modern France, 1941. Pour l'Allemagne, comparer des témoignages contemporains très intéressants comme Max Wirth, Geschichte der Handelskrisen, 1874, chap. 15, et Albert Schaeffle, « Der grosse Boersenkrach des Jahres 1873 », Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, 1874, vol. 30. ↵

624)

*John Atkinson Hobson, « Capitalism and
Imperialism in South Africa ». ↵*

Voir Rudolf Hilferding, *Das Finanzkapital...*
« D'où la requête de tous les capitalistes qui ont des intérêts financiers dans les pays étrangers en faveur d'un pouvoir étatique fort [...]. Les capitaux exportés sont davantage en sécurité lorsque le pouvoir gouvernemental métropolitain régit entièrement le nouveau domaine [...]. Si possible, leurs profits doivent être garantis par l'État. Ainsi l'exportation du capital favorise —t-elle une politique impérialiste » (p. 406). « Il va de soi que l'attitude de la bourgeoisie face à l'État subit une transformation totale lorsque le pouvoir politique de l'État devient sur le marché mondial un instrument compétitif pour le capital financier. La bourgeoisie avait été hostile à l'État dans sa lutte contre le mercantilisme économique et l'absolutisme politique [...]. Du moins en théorie, la vie économique devait être totalement libre vis-à-vis d'une intervention de l'État ; l'État devait se limiter à exercer une action politique assurant la sécurité et l'instauration de l'égalité civile » (p. 423). « Son désir d'une politique expansionniste provoque toutefois un changement révolutionnaire dans la mentalité de la bourgeoisie. Elle cesse d'être pacifiste et humaniste » (p. 426). « Socialement parlant, l'expansion est une condition vitale pour la préservation d'une société capitaliste ; économiquement parlant, c'est la condition du maintien et de l'augmentation momentanés du taux de profit » (p. 470). ←

Ces motifs étaient particulièrement clairs dans l'impérialisme allemand. Parmi les premières activités de l'Alldeutscher Verband (fondé en 1891), on voit les efforts déployés pour empêcher les émigrants allemands de changer de citoyenneté ; le premier discours impérialiste de Guillaume II, prononcé à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation du Reich, comportait le passage suivant, typique : « L'empire allemand est devenu un empire mondial. Partout vivent des milliers de nos compatriotes, en de lointains endroits de la terre [...]. Messieurs, c'est votre devoir solennel de m'aider à unir cet immense empire allemand à notre pays natal. » Comparer également avec les propos de James Anthony Froude reproduits en note 10 du présent chapitre. ←

627)

Edward Herbert Dance, The Victorian Illusion, 1928, p. 164 : « IMfrique qui ne figurait ni dans l'histoire de la Saxonité ni chez les philosophes professionnels de l'histoire impériale, est devenue le berceau de l'impérialisme britannique. » ↵

628)

Tiré de Sarah Gertrude Millin, Rhodes. ↩

« C'étaient les libéraux, et non la droite parlementaire, qui soutenaient la politique navale. » Alfred von Tirpitz, Erinnerungen, 1920. Voir également Daniel Frymann (pseudonyme de Heinrich Class), Wenn ich der Kaiser wär..., 1912 : « Le véritable parti impérial, c'est le parti national libéral. » Daniel Frymann, l'une des figures de proue du chauvinisme allemand au cours de la Première Guerre mondiale, ajoute même à propos des conservateurs : « La réserve des milieux conservateurs à l'égard des doctrines raciales est également à noter. » ↵

630)

↩ *John Atkinson Hobson*, *Imperialism*, p. 61,

631)

John Atkinson Hobson (Imperialism),/wi le premier à discerner l'opposition fondamentale entre l'impérialisme et le nationalisme ainsi que la tendance du nationalisme à devenir impérialiste. Il considérait l'impérialisme comme une perversion du nationalisme « dans laquelle les nations [...] transforment la rivalité saine et stimulante entre divers types nationaux en une lutte à mort entre empires concurrents » (p. 9). ↵

632)

Voir le chap. vu. ↩

633)

NdE. Front Bench : littéralement banc de devant. En Grande-Bretagne, premier banc au Parlement où siègent les membres du Shadow Cabinet, ou Cabinet fantôme, qui regroupe les ministres du parti d'opposition, face aux bancs où siègent les membres du cabinet au pouvoir.

↩

634)

John Atkinson Hobson, Imperialism, p. 146 et suiv. « Il ne fait aucun doute que le pouvoir du Cabinet par rapport à celui de la Chambre des communes s'est accru régulièrement et rapidement, et il semble continuer à le faire », notait Bryce en 1901, dans ses Studies in History and Jurisprudence, 1901,1, 177. À propos du fonctionnement du Front Bench, voir également Hilaire Belloc et Cecil Chesterton, The Party System, 1911. ↩

635)

Lord Curzon, lors de l'inauguration de la plaque commémorative érigée à la mémoire de lord Cromer. Voir Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, 1932, p. 362. ↵

636)

SirHesketh Bell, Foreign Colonial Administration in the Far East, 1^{re} partie, p. 300. Le même sentiment animait l'administration coloniale néerlandaise. « C'est la tâche la plus élevée, une tâche sans précédent, celle qui attend le fonctionnaire du service administratif de l'Inde orientale [...]. Il doit considérer comme un honneur insigne de pouvoir servir dans ses rangs [...], ce corps d'élite qui remplit la mission de la Hollande par-delà les mers. » VoirKat/Ingelino, Colonial Policy, 1931, II, p. 129. ↵

637)

Le président des Kolonialverein allemands, Hohenlohe-Langenburg, en 1884. Voir Mary E. Townsend, Origin of Modern German Colonialism, 1871-1885, 1921. ↵

638)

Tant que dura le pacte germano-russe, la propagande nazie cessa toutes ses attaques contre le « bolchevisme », mais elle n'abandonna jamais sa position raciste. ←

639)

« *Correspondance d'Alexis de Tocqueville et d'Arthur de Gobineau* », *Revue des Deux Mondes*, 1907, vol. 199, lettre du 17 novembre 1853. ↩

640)

Le meilleur exposé historique de la notion de race dans l'esprit d'une « histoire des idées » est celui d'Eric Voegelin, Rasse und Staat, 1933. ↩

641)

A propos de la kyrielle d'opinions rivales au XIX^e siècle, voir Carlton J. H. Hayes, A Génération of Materialism, 1871-1900, 1941, p. 111-122. ↵

Huxley a abandonné ses propres recherches scientifiques dès les années 1870, bien trop occupé qu'il était à jouer le rôle du « bouledogue de Darwin, aboyant et mordant les théologiens » (Carlton J. H. Hayes, A Génération of Materialism, 1871-1900, p. 126). La passion d'Ernst Haeckel pour la vulgarisation des travaux scientifiques, qui était au moins aussi grande que sa passion pour la science elle-même, a été récemment célébrée par un écrivain nazi enthousiaste, Heinz Bruecher, dans « Ernst Haeckel, Ein ITegbereiler biologischen Staatsdenkens », Nationalsozialistische Monatshefte, 1935, fascicule 69. Pour montrer ce dont les scientifiques sont capables, on pourra citer deux exemples extrêmes. L'un et l'autre étaient des chercheurs de haut niveau, qui ont écrit durant la Première Guerre mondiale. Dans son Altai, Iran und Völkerwanderung (1917), l'historien de l'art Josef Strzygowski découvrit que la race nordique se composait des Allemands, des Ukrainiens, des Arméniens, des Perses, des Hongrois, des Bulgares et des Turcs (p. 306, 307). Non contente de publier son rapport sur la découverte de la « polychesia » (défécation excessive) et de la « bro – midosis » (odeurs corporelles) dans la race allemande, l'Académie de Médecine de Paris proposa encore de procéder à des analyses d'urine pour détecter les espions allemands ; on avait « découvert » que l'urine allemande contenait 20 % de nitrogène non urique, contre 15 % pour les autres races. Voir Jacques Barzun, Race. A Study in Modern Superstition, 1937, p. 239. ←

qui en faisaient le point de départ de leurs investigations. On en trouve un exemple typique avec Paul Broca, anthropologue français renommé du milieu du siècle dernier, dont la naïve hypothèse affirmait que « le cerveau a quelque chose à voir avec la race et que mesurer la forme du crâne est la meilleure méthode pour évaluer le contenu du cerveau » (cité d'après Jacques Barzun, *Race. A Study in Modern Superstition*, p. 162). Il est évident que, si elle ne s'appuie pas sur une conception de la nature de l'homme, une telle affirmation est tout simplement ridicule. Les philologues du début du XIX^e siècle utilisaient le concept d'« aryanisme » ; c'est pourquoi pratiquement tous les spécialistes du racisme les ont comptés au nombre des propagandistes, voire des inventeurs de la pensée raciale, ils sont pourtant aussi innocents que possible. Lorsqu'ils franchirent les limites de la recherche pure, c'est parce qu'ils voulaient inclure dans la même fraternité culturelle autant de nations que faire se pouvait. Citons Ernest Seillière, *La Philosophie de l'impérialisme*, 1903-1906, 4 vol. : « Ce fut alors une sorte d'enivrement : la civilisation moderne crut avoir retrouvé ses titres de famille, égarés durant de longs siècles, et l'aryanisme naquit, unissant dans une même fraternité toutes les nations dont la langue présentait quelques affinités sanscrites. » (Le Comte de Gobineau et l'aryanisme historique, introduction, 1.1, p. xxxv.) Autrement dit, ces hommes restaient dans la tradition humaniste du XVIII^e siècle et partageaient son enthousiasme pour les peuples étrangers et les cultures exotiques. ←

On tient parfois François Hotman, l'auteur de Franco-Gallia, au xvf siècle, pour l'un des précurseurs des doctrines raciales du xvne siècle, ainsi Ernest Seillière, La Philosophie de l'impérialisme. À juste titre, Théophile Simar a protesté contre cette erreur : « Hotman apparaît non pas comme le chantre des Teutons, mais comme le défenseur du peuple qui était opprimé par la monarchie » (Étude critique sur la formation de la doctrine des races au xvm^e et son expansion au xix^e siècle, 1922, p. 20). ↵

645)

Histoire de l'Ancien Gouvernement de la
France, 1727, 1.1, p. 33. ↩

646)

C'est Montesquieu, De l'Esprit des Lois, 1748, XXX, chap. x, qui affirme que l'histoire du comte de Boulainvilliers était destinée à agir comme arme politique contre le Tiers État. ←*

647)

Louis Gabriel Dubuat-Nançay, Les Origines
de l'Ancien Gouvernement de la France, de
l'Allemagne et de l'Italie [1737], 1789. ↵

648)

Ernest Seillière, La Philosophie de
l'impérialisme, *I*, *p. xxxii.* ←

649)

Loir René Maunier, Sociologie coloniale,
1936, t. ///Psychologies des expansions, p. 113.

↵

650)

Même en exil, Montlosier gardait des rapports étroits avec le chef de la police française, Fouché, qui l'aida à améliorer sa triste condition financière de réfugié. Plus tard, il fut agent secret de Napoléon dans la société française. Voir Joseph Brugerette, Le Comte de Montlosier et son temps, 1931, et Théophile Simar, Étude critique sur la formation de la doctrine des races..., p. 71. ↵

651)

Qu'est-ce que le Tiers État?, 1789, *publié peu de temps avant que n'éclate la Révolution. Citation tirée de J. H. Clapham, The Abbé Sieyès : An Essay in the Politics of the French Révolution, 1912, p. 62.* ↵

652)

« *L'aryanisme historique est parti du féodalisme au XVIII^e siècle, [et] s'est appuyé sur le germanisme au XIX^e siècle...* », note Ernest Seillière, *La Philosophie de l'impérialisme*, p. 11. ↵

653)

Augustin Thierry, Lettres sur l'histoire de
France, 1840. ↩

654)

C'est le cas, par exemple, dans le Philosophische Vorlesungen aus den Jahren 1804 bis 1806 (1837), II, p. 357 de Friedrich Schlegel. Il en va de même d'Ernst Moritz Arndt. Voir Alfred G. Pundt, Arndt and the National Awakening in Germany, 1935, p. 116 et suiv. Fichte lui-même, ce bouc émissaire n° 1 du monde contemporain en ce qui concerne la pensée raciale allemande, n'a pour ainsi dire jamais dépassé les limites du nationalisme. ↵

655)

Josef Goerres, Rheinischer Merkur, 1814, n°
25. ↩

656)

Ernst Moritz Arndt, Phantasien zur
Berichtigung der Urteile über künftige
deutsche Verfassungen, 1815. ↵

« Les animaux de souche mêlée n'ont aucun pouvoir géniteur réel ; de meme, les peuples hybrides n'essaient aucune tradition folklorique de leur propre fait [...]. L'ancêtre de l'humanité est mort, la race originelle est éteinte. C'est pourquoi chaque peuple qui meurt est un malheur pour l'humanité [...]. La noblesse humaine ne peut pas s'exprimer dans un seul et unique peuple. » (Friedrich Ludwig Jahn, Das Deutsches Volkstum (1810) [1928]). Le même exemple est donné par Goerres qui, en dépit de sa définition naturaliste du peuple (« tous les membres sont unis par un lien de sang commun »), suit un principe véritablement nationaliste lorsqu'il déclare : « Aucune branche n'a le droit de dominer l'autre » (Friedrich Ludwig Jahn, Das Deutsches Volkstum,). ↵

658)

Ein Blick aus der Zeit auf die Zeit, 1814.
Traduction tirée d'Alfred G. Pundt, Arndt and
the National Awakening in Germany. ↵

659)

« Ce n'est que lorsque l'Autriche et la Prusse furent tombées après un vain combat que j'ai réellement commencé à aimer l'Allemagne [...]. Comme l'Allemagne a succombé à la conquête et à l'assujettissement, elle est devenue pour moi une et indissoluble », écrit Ernst M. Arndt dans son Erinnerungen aus Schweden : eine Weihnachtgabe, 1818, p. 82. Traduction empruntée à Alfred G. Pundt, Arndt and the National Awakening in Germany, p. 151. ↵

660)

Novalis, Neue Fragmentensammlung
(1798), Schriften, 1929, t. II, p. 335. ↵

661)

À propos de *Tattitude romantique en Allemagne*, voir Carl Schmitt, *Politische Romantik*, 1925. ↵

662)

Mussolini, « Relativismo e Fascismo », Diuturna, 1924. Traduction empruntée à Franz Neumann, Behemoth, 1942, p. 462, 463. ↵

663)

NdE. Roman d'apprentissage. ↩

664)

Voir le très intéressant pamphlet contre la noblesse écrit par un auteur libéral, Paul Friedrich Buchholz, intitulé Untersuchungen über den Geburtsadel, 1807, p. 68 : « La vraie noblesse [...] ne peut pas se donner ou se reprendre ; car, tels le pouvoir et le génie, elle se développe d'elle-même et existe en elle-même. » ←

665)

Clemens Maria Brentano, Der Philister vor,
in und nach der Geschichte, 1811. ↵

666)

« *Entwurfeines Friedenspaktes.* » Gerhard Ramlow, Ludwig von der Marwitz und die Anfänge konservativer Politik und Staatsanachauung in Preussen, 1930, p. 92. ↵

667)

Voir Sigmund Neumann, Die Stufen des preussischen Konservatismus..., 1930, en particulier les p. 48, 51, 64, 82. À propos d'Adam Mueller; voir Elemente der Staatskunst, 1809. ↵

668)

Comte Joseph-Arthur de Gobineau, Essai sur l'inégalité des races humaines [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise : The Inequality of Human Races, 1915]. ↩

669)

Voir Robert Dreyfus, « La Vie et les prophéties du comte de Gobineau », Cahiers de la quinzaine, 1905, 6^e série, cahier 16, p. 56. ↩

670)

Essai sur l'inégalité des races humaines, i.
II, livre *il*⁷, p. 445, et l'article « *Ce qui est arrivé
à la France en 1870* », Europe, 1923. ↵

671)

Jacques Duesberg, « Le Comte de Gobineau », Revue générale, 1939. ↵

672)

Voir le numéro de la revue française Europe, n° 9, 1923, consacré à la mémoire de Gobineau, et plus particulièrement l'article de Clément Serpeille de Gobineau, « Le Gobinisme et la pensée moderne ». « Toutefois ce n'est qu'[... j en pleine guerre que /Essai sur les races m'apparut comme dominé par une thèse féconde, et seule capable d'expliquer certains phénomènes qui se déroulaient sous nos yeux [...]. J'ai eu la surprise de constater que mon opinion était presque unanimement partagée. Après la guerre, je remarquai que pour presque tous les hommes des jeunes générations, l'œuvre de Gobineau fut une révélation. » ↵

673)

*Arthur Joseph de Gobineau, Essai, t. II, livre
ir, note 29 et pages précédentes. « Le mot
“patrie” [...] ne nous est vraiment revenu que
lorsque les couches gallo-romaines ont relevé
la tête et joué un rôle dans la politique. C'est
avec leur triomphe que le patriotisme a
recommencé à être une vertu. » ↵*

674)

Voir Ernest Seillière, *La Philosophie de l'impérialisme, t. I : Le Comte de Gobineau et l'aryanisme historique*, p. 131 : « *Tandis que l'Allemagne est à peine germanique dans l'Essai, en revanche l'Angleterre l'est au plus haut degré [...]. Il changera d'avis sans doute, mais sous l'influence du succès.* » Il est intéressant de noter que Seillière, qui à l'occasion de ses recherches devint un adhérent fervent du gobinisme – « le climat intellectuel auquel les poumons du XX^e siècle devront probablement s'adapter » –, voyait dans le succès une raison parfaitement suffisante pour le soudain revirement de Gobineau. ↵

675)

On pourrait multiplier les exemples. La citation est tirée de Camille Spiess, Impérialismes. La conception gobinienne de la race, 1917. ↩

676)

À propos de l'attitude de Taine, voir John S. White, « Taine on Race and Genius », Social Research, février 1943. ↩

677)

Selon Gobineau, les Sémites étaient une race blanche hybride abâtardie par un mélange avec des Noirs. À propos de Renan, voir Histoire générale et système comparé des langues sémitiques, 1863, l^{re} partie, p. 4,503 eipassim. On trouve la même distinction dans ses Langues sémitiques, I, p. 15. ↵

678)

Ce qu'a très bien rendu Jacques Rarzun,
Race. A Study in Modern Superstition. ←

679)

Ce surprenant gentleman n'est autre que l'historien et écrivain bien connu Élie Faure, « Gobineau et le problème des races », Europe, n° 9, 1923. ↵

680)

Edmund Burke, Réflexions sur la Révolution de France [H. Arendt se réfère à la 1^{re} édition parue en anglais en 1790 : Reflections on the Révolution in France, p. 8].

←

681)

Sir James F. Stephen, Liberty, Equality, Fraternity, 1873, p. 254. À propos de lord Beaconsfield, voir Benjamin Disraeli, Lord George Bentinck, 1853, p. 184. ↵

682)

Les récits de voyages du xviii^e siècle abondent en échos significatifs, en dépit de leur modération, de ce profond ahurissement. Voltaire y voyait un phénomène assez important pour mériter une note spéciale dans son Dictionnaire philosophique (art. « Homme ») : « Nous avons vu ailleurs combien ce globe porte de races d'hommes différentes, et à quel point le premier nègre et le premier blanc qui se rencontrèrent durent être étonnés l'un de l'autre. » ↵

683)

Buffon, Histoire naturelle..., 1769-1789. ↩

684)

*Lettre d'Alexis de Tocqueville à Arthur de
Gobineau, du mai 1852. ↵*

685)

Gustav Klemm, Allgemeine
Kulturgeschichte der Menschheit, 1843-1852.

↵

686)

Al. Carthill, *The Lost Dominion*, 1924, p.
158. ↩

687)

Voir Friedrich Brie, Imperialistische
Strömungen in der englischen Literatur,
1928. ↵

688)

Voir par exemple Otto Bangert, Gold oder Blut ; wege zur wiedergeburt aus dem chaos, 1927. « C'est pourquoi une civilisation peut être éternelle », p. 17. ↵

689)

Ernst Haeckel, Lebenswunder, 1904, p. 128
et suiv. ↩

Près d'un siècle avant que l'évolutionnisme ne revête le manteau de la science, des voix s'étaient déjà élevées pour mettre le monde en garde contre les conséquences inhérentes à une folie qui, à l'époque, ne dépassait guère le stade de la pure imagination. Voltaire avait joué plus d'une fois avec les opinions évolutionnistes ; à cet égard, voir plus particulièrement « Philosophie générale : Métaphysique, Morale et Théologie », Œuvres complètes, 1785, t. 40, p. 16 et suiv. Dans son Dictionnaire philosophique, article « Chaîne des êtres créés », il écrivait : « L'imagination se complaît d'abord à voir le passage imperceptible de la matière brute à la matière organisée, des plantes aux zoophytes, de ces zoophytes aux animaux, de ceux-ci à l'homme, de l'homme aux génies, de ces génies revêtus d'un petit corps aérien à des substances immatérielles ; et [...] à Dieu même [...]. Mais le plus parfait des génies créés par l'Être suprême peut-il devenir Dieu ? N'y a-t-il pas l'infini entre Dieu et lui ? [...] N'y a-t-il pas visiblement un vide entre le singe et l'homme ? » ↵

Carlton J. H. Hayes, *A Generation of Materialism, 1871-1900*, p. 11. Hayes insiste à juste titre sur la forte adhésion à la morale pratique de ces premiers matérialistes. Il explique « ce curieux divorce entre la morale et les croyances [par] ce que, par la suite, les sociologues ont décrit comme un effet de retardement » (p. 130). Cette explication recèle toutefois certaines faiblesses si l'on se souvient que d'autres matérialistes, tels Haeckel en Allemagne ou Vacher de Lapouge en France, avaient délaissé le calme de l'étude et de la recherche pour se lancer dans des activités de propagande ; que, d'autre part, certains de leurs contemporains qui n'étaient pas imprégnés de leurs doctrines matérialistes, comme Barres et Cie en France, furent des adeptes fort positifs de la brutalité perverse qui balaya la France au cours de l'affaire Dreyfus. La soudaine dégradation de la morale dans le monde occidental semble moins due au développement autonome de certaines « idées » qu'à une série d'événements politiques nouveaux et à de nouveaux problèmes socio-politiques qui venaient s'abattre sur une humanité décontenancée, en pleine confusion.

↵

692)

[Hereditary Genius...] ; titre du livre de Francis Galton, publié en 1869 [1891], qui connut un immense succès et qui déclencha dans les décennies suivantes tout un flot de littérature portant sur le même sujet. ↵

« *A Biological View of Our Foreign Policy* »
[« *Vues biologiques de notre politique étrangère* »] fut publié par P. Charles Michel dans la *Saturday Review*, février 1896. Les travaux de ce type les plus importants sont : Thomas Huxley, *The Struggle for Existence in Human Society*, 1888. Sa thèse principale : la chute des civilisations n'est inéluctable que dans la mesure où le taux de natalité n'est pas contrôlé. Benjamin Kidd, *Social Evolution*, 1894. John Beattie Crozier, *History of Intellectual Development in the Lines of Modern Evolution*, 1897-1901. Karl Pearson (*National Life from the Standpoint of Science*, 1901), professeur d'eugénisme à l'université de Londres, fut l'un des premiers à décrire le progrès comme une sorte de monstre impersonnel qui dévore tout ce qui se trouve sur son chemin. Charles H. Harvey (*The Biology of British Politics*, 1904) affirme qu'en pratiquant un contrôle strict de la « lutte pour la vie » au sein de la nation, celle-ci a toutes chances de devenir la plus puissante dans l'inévitable lutte avec les autres peuples pour le droit à l'existence. ↵

694)

Voir plus particulièrement Karl Pearson, National Life... Mais Francis Galton avait déjà déclaré : « Je voudrais insister sur le fait que l'amélioration des dons naturels des générations futures de la race humaine dépend déjà très largement de nous. » (Hereditary Genius ; an Inquiry into its Laws and Consequences, 1891, p. xxvi.) ↵

695)

Testament of John Davidson, *1908*. ↵

696)

Carl Adolph Bodelsen, Studies in Mid-Victorian Imperialism, 1924, p. 22 et suiv. ↵

697)

Edward H. Dance, The Victorian Illusion, 1928. « L'impérialisme a commencé avec un livre [...] Greater Britain de Charles Dilke. » ↵

698)

« *Two Lectures an South Africa* », Short
Studies on Great Subjects, 1867-1882. ↵

699)

Carl Adolph Bodelsen, Studies in Mid-Victorian Imperialism, *p. 199*. ↵

700)

Dans son Discours sur l'ensemble du positivisme, 1848, p. 384 et suiv. ↩

701)

« Nous devrions exercer pouvoir et influence en Asie ; et par voie de conséquence en Europe occidentale » (William F. Monypenny et George E. Buckle, *The Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield*, 1929, t. II, p. 210). Mais « si jamais l'Europe, par manque de clairvoyance, tombe dans une situation d'infériorité et d'épuisement, l'Angleterre sera toujours assurée d'un illustre futur » (ibid., 1.1, livre I, chap. 2). Car « l'Angleterre n'est plus une simple puissance européenne [...] en réalité, elle est bien plus une puissance asiatique qu'une puissance européenne » (ibid., t. II, p. 201). ↵

702)

Edmund Burke, Réflexions sur la Révolution de France [H. Arendt se réfère à la 1^{re} édition parue en 1790 : Reflections on the Revolution in France, p. 42A3] : « Le pouvoir de la Chambre des communes [...] est grand, certes ; et puisse-t-elle savoir préserver sa grandeur [...] et elle le fera aussi longtemps qu'elle pourra empêcher le briseur de loi de l'Inde de devenir le faiseur de loi de l'Angleterre. » ↵

703)

Sir James F. Stephen, Liberty, Equality, Fraternity, 1873, p. 253, fi passim ; voir également ses « Foundations of the Government of India », 1883, The Nineteenth Century, LXXX. ↵

704)

*Sur le racisme de Disraeli, voir supra,
« IXlntisémitisme », chap. m. ↩*

705)

Joseph Conrad, Au cœur des ténèbres [H. Arendt se réfère à « Heart of Darkness », Youth and Other Tales, 1902] : cette nouvelle est l'ouvrage qui peut le mieux nous éclairer sur la véritable expérience de la race en Afrique. ↵

706)

Tiré de Carlton J. H. Hayes, A Génération of Materialism, 1941, p. 338. Il existe un cas encore pire, c'est celui, bien sûr, de Léopold II de Belgique, responsable des pages les plus noires de l'histoire de l'Afrique. « Il n'y avait qu'un seul homme que l'on pût accuser des exactions qui, de 20 à 40 millions en 1890, ont réduit la population du Congo à 8500000 individus en 1911 : Léopold II » Voir Selwyn James, South of the Congo, 1943, p. 305. ↵

707)

Voir la description du « système indien de gouvernement à l'aide de rapports » d'Al. Carthill, dans The Lost Dominion, 1924, p. 70.

←

Il faut se souvenir que la colonisation de l'Amérique et de l'Australie s'est accompagnée de périodes, relativement courtes, de cruelle liquidation dues à la faiblesse numérique des indigènes, tandis que « pour ce qui est de la genèse de la société moderne sud-africaine, le territoire situé au-delà des limites du Cap n'était pas la terre nue qui s'étendait devant le pionnier australien. C'était déjà un territoire peuplé, peuplé par une importante population bantoue ». Voir Cornélius W. de Kiewiet, A History of South Africa, Social and Économie, 1941, p. 59. ↵

709)

« Jusqu'en 1884, le gouvernement britannique souhaita toujours diminuer son autorité et son influence en Afrique du Sud »
(Cornelius W. de Kiewiet, A History of South Africa, Social and Économie, p. 114.) ↵

709a)

« Le tableau ci-dessous, qui rend compte de l'immigration britannique vers et de l'émigration hors de l'Afrique du Sud entre 1924 et 1928, montre que les Anglais avaient davantage tendance à quitter le pays que d'autres immigrants et qu'à une seule exception près, chaque année a vu un plus grand nombre de Britanniques quitter le pays qu'y entrer :

<i>Année</i>	<i>Immigration britannique</i>	<i>Immigration totale</i>	<i>Émigration britannique</i>	<i>Émigration totale</i>
<i>1924</i>	<i>3 724</i>	<i>5 265</i>	<i>5 275</i>	<i>5 857</i>
<i>1925</i>	<i>2 400</i>	<i>5 426</i>	<i>4 019</i>	<i>4 483</i>
<i>1926</i>	<i>4 094</i>	<i>6 575</i>	<i>3 512</i>	<i>3 799</i>
<i>1927</i>	<i>3 681</i>	<i>6 595</i>	<i>3 717</i>	<i>3 988</i>
<i>1928</i>	<i>3 285</i>	<i>7 050</i>	<i>3 409</i>	<i>4 127</i>
<i>Total</i>	<i>17 184</i>	<i>30 911</i>	<i>19 932</i>	<i>22 254</i>

Ces chiffres sont tirés de Leonard Barnes, Caliban in Africa. An Impression of Colour Madness, 1941, p. 59, note. ↵

710)

James A. Froude, « Leaves from a South African Journal » (1874), Short Studies on Great Subjects, 1867-1882, vol. IV. ↵

711)

Ibid. ↩

712)

*Tiré de Paul Ritter, Kolonien im deutschen
Schriftum, 1936, préface.* ↵

713)

Lord Selbourne en 1907 : « Les Blancs d'Afrique du Sud se sont engagés sur un chemin que peu de nations ont suivi avant eux, et il ne s'en trouve pour ainsi dire pas une qui ait réussi. » Voir Cornélius W. de Kiewiet, A History of South Africa, Social and Économie, chap. 6. ↵

714)

*IL Voir surtout le chap. ni de Cornélius W.
de Kiewiet, A History of South Africa, Social
and Économie. ↵*

715)

« Les esclaves et les Hottentots ont provoqué ensemble des changements considérables dans la pensée et les coutumes des colons, car le climat et la géographie n'ont pas été seuls à former les caractères distinctes de la race boer. Les esclaves et la sécheresse, les Hottentots et l'isolement, la main-d'œuvre bon marché et la terre se sont combinés pour créer les institutions et les coutumes de la société sud-africaine. Les fils et les filles qui sont nés de ces hardis Hollandais et huguenots ont appris à mépriser le travail de la terre et tout travail pénible et à y voir la fonction d'une race d'esclaves. » (Cornélius W. de Kiewiet, A History of South Africa, Social and Économie, p. 21.) ↵

716)

Voir Selwyn James, South of the Congo, p.
28. ↩

717)

« L'histoire véridique de la colonisation sud-africaine raconte le développement, non pas d'un peuplement d'Européens, mais d'une société totalement nouvelle et unique, composée de races, de couleurs et d'éléments différents, modelée par des conflits d'hérédité raciale et par des frictions entre groupes sociaux inégaux. » (Cornélius W. de Kiewiet, A History of South Africa, Social and Économie, p. 19.) ↵

718)

Ibid. ↩

719)

« *La société des Boers était rebelle, mais elle n'était pas révolutionnaire.* » (Cornélius W. de Kiewiet, *A History of South Africa, Social and Économie*, p. 58.) ↵

« Peu d'efforts étaient faits pour élever le niveau de vie ou augmenter les chances de la classe des esclaves et des domestiques. De la sorte, la richesse limitée de la colonie devint le privilège de sa population blanche [...]. Ainsi l'Afrique du Sud apprit – elle très tôt qu'un groupe conscient de ce qu'il est peut échapper au pire sort d'une vie sur une terre pauvre et stérile en faisant des distinctions de race et de couleur les arguments d'une discrimination sociale et économique. » (Ibid., p. 22.) ↵

Ce qu'il faut bien voir, c'est qu'aux Antilles, par exemple, « une proportion d'esclaves aussi importante que celle qui existait au Cap aurait été un signe de richesse et de prospérité », tandis que « au Cap l'esclavage était le signe d'une économie stagnante [...] dont le labeur était gaspillé et exploité sans aucune efficacité » (ibid.). C'est précisément cette situation qui conduisit Leonard Barnes (Caliban in Africa..., p. 107) et beaucoup d'autres observateurs à conclure : « Ainsi l'Afrique du Sud est-elle un pays étranger, non seulement en ce sens que sa position est absolument non britannique, mais aussi dans le sens beaucoup plus radical où sa raison d'être, en tant que tentative d'instauration d'une société structurée, est précisément en contradiction avec les principes sur lesquels les États de la chrétienté sont fondés. » ↵

722)

Ce qui correspondait à 160000 individus au moins. Cornélius W. de Kieiviet (A History of South Africa, Social and Économie, p. 181) estimait que le nombre des Blancs pauvres en 1943 s'élevait à 500000, ce qui correspondait à 20 % environ de la population blanche. ←

723)

« Les Blancs pauvres de la population Afrikaner, qui vivent au même niveau de subsistance que les Bantous, sont essentiellement le résultat de l'incapacité des Boers ou de leur refus obstiné à apprendre l'agronomie. Comme le Bantou, le Boer se plaît à errer d'une région à l'autre, cultivant le sol jusqu'à ce qu'il perde sa fertilité, chassant le gibier sauvage jusqu'à ce qu'il cesse d'exister. »
(Ibid.) ←

724)

« Leur race était leur titre de supériorité sur les indigènes, et effectuer un travail manuel allait à l'encontre de la dignité que leur conférait leur race [.. J. Cette aversion dégénéra, chez ceux qui étaient le plus démoralisés, en une revendication à la charité en tant que droit. » (Ibid., p. 216.) ↵

725)

L'Église réformée hollandaise a été le cheval de bataille des Boers contre l'influence des missionnaires chrétiens du Cap. En 1944, ils ont cependant franchi un pas de plus et adopté « sans le moindre désaccord » une motion interdisant le mariage entre Boers et citoyens de langue anglaise (d'après le Times du Cap, éditorial du 18 juillet 1944. Tiré de New Africa, Council on African Affairs, bulletin mensuel, octobre 1944). ↵

726)

Cornélius W. deKiewiet (A History of South Africa, Social and Économie, p. 181) mentionne « la doctrine de la supériorité raciale qui avait été déduite de la Bible et renforcée par l'interprétation populaire que le XIX^e siècle avait plaquée sur les théories de Darwin ». ↵

727)

« Le Dieu de l'Ancien Testament a toujours été pour eux un personnage national, presque autant qu'il l'est pour les Juifs [...]. Je me rappelle une scène mémorable dans un club du Cap, où un fier Anglais, qui dînait par hasard en compagnie de trois ou quatre Hollandais, s'avisa de remarquer que le Christ était un non-Européen et que, juridiquement parlant, il eût été un immigrant proscrit dans l'Union sud-africaine. Les Hollandais furent tellement saisis par cette remarque qu'ils faillirent en tomber de leurs chaises. » (Leonard Barnes, Caliban in Africa..., p. 33.) ↵

728)

« Pour le Boer la ségrégation et la dégradation des indigènes sont un commandement de Dieu, et c'est un péché et un blasphème de prétendre le contraire. »
(Norman Bentwich, « *South Africa. Dominion of Bacial Problems* », *Political Quarterly*, 1939, vol. 10, n° 3.) ↵

729)

*« À ce jour, le missionnaire est pour le Boer
le traître fondamental, le Blanc qui ↵*

730)

prend la défense des Noirs contre les Blancs » (Sarah Gertrude Millin, Rhodes, p. 38).

21. *« Parce qu'ils avaient peu d'activité artistique, encore moins d'architecture, et aucune littérature, ils n'avaient que leurs fermes, leurs bibles et leur sang pour marquer leur profonde différence face à l'indigène et à l'uitlander » (Cornélius W. de Kiewiet, A History of South Africa, Social and Économie, p. 121). ↵*

« Le véritable Vortrekker [NdT. Nom donné aux Boers qui quittaient leurs fermes et s'enfonçaient vers le nord en chariot, étape (trek) par étape, pour y vivre en nomades] haïssait l'idée même d'une limite. Lorsque le gouvernement britannique insista pour que la colonie et les fermes qui en faisaient partie reçoivent des limites fixes, il se sentit spolié de quelque chose [...]. Il valait sûrement mieux s'enfuir de l'autre côté de la frontière, là où il y avait de l'eau et des terres à prendre, et pas de gouvernement britannique pour rejeter les lois sur le vagabondage et où l'on ne pouvait pas traîner les Blancs devant les tribunaux pour y répondre des plaintes de leurs serviteurs » (Cornélius IL de Kiewiet, *A History of South Africa, Social and Économie*, p. 54-55). « Le Grand Trek, mouvement unique dans l'histoire de la colonisation » (ibid., p. 58) « marquait l'échec de la politique visant à un peuplement plus intensif. La pratique selon laquelle il fallait la surface de toute une commune canadienne pour établir dix familles s'étendit à toute l'Afrique du Sud. Elle rendait à tout jamais impossible la ségrégation des races blanche et noire dans des zones de peuplement distinctes [...]. En plaçant les Boers hors de l'atteinte de la loi britannique, le Grand Trek leur permit d'établir des relations "correctes" avec la population indigène » (ibid., p. 56). « Dans les années qui suivirent, le Grand Trek devint plus qu'une contestation ; il devait devenir une rébellion contre l'administration britannique, et la pierre angulaire du racisme anglo-boer du XX^e siècle » (Selivyn James, *South of the Congo*, p. 28). ↵

732)

En 1939, la population totale de l'Union sud-africaine s'élevait à 9500000 habitants, dont 7000000 étaient des indigènes et 2500000 des Européens. Parmi ces derniers, 1250000 étaient des Boers, un tiers environ des Britanniques, et 100000 des Juifs. Voir Norman Bentwich, « South Africa... ». ↵

733)

James A. Froude, Short Studies on Great
Subjects, *p.* 375. ↵

734)

Cornelius W. deKiewiet, A History of South Africa, Social and Économie, *p. 119.* ↵

735)

James A. Froude, Short Studies on Great
Subjects, *p. 400.* ↵

736)

Cornelius W. de Kieiviet, A History of South
Africa, Social and Économie, *p. 119.* ↵

737)

« Ce qu'une abondance de pluie et d'herbe était au mouton de Nouvelle-Zélande, ce qu'une profusion de pâturages peu coûteux était à la laine australienne, ce que les acres de prairie fertile étaient au blé canadien, la main-d'œuvre indigène bon marché l'était aux mines et aux entreprises industrielles de l'Afrique du Sud » (ibid., p. 96). ↵

738)

James A. Froude, Short Studies on Great
Subjects. ↵

739)

« Les mines d'or sont le “sang vital” de l'Union [...] la moitié de la population gagnait directement ou indirectement sa vie dans l'industrie minière de l'or; et [...] le gouvernement tirait directement ou indirectement la moitié de ses revenus des mines d'or » (Cornelius W. de Kieiviet, A History of South Africa, Social and Économie, p. 155). ↵

740)

Voir Paul H. Emden, Jews of Britain, A Series of Biographies, 1944, chap.: « From Cairo to the Cape ». ↵

Cornelius W. de Kiewiet (A History of South Africa, Social and Economic, p. 138-139) mentionne toutefois un autre « concours de circonstances » : « Toute tentative de la part du gouvernement britannique d'obtenir des concessions ou des réformes du gouvernement du Transvaal a irrémédiablement fait de lui l'agent des magnats de l'industrie minière [...]. La Grande-Bretagne a – que cela ait été compris clairement ou non à Downing Street – donné son soutien aux investissements financiers et miniers. » ↵

« L'attitude indécise et évasive des politiciens britanniques de la génération qui a précédé la guerre des Boers pourrait être en grande partie imputée à l'hésitation du gouvernement britannique entre ses obligations envers les indigènes et celles à l'égard des communautés de Blancs [...]. Mais, aujourd'hui, la guerre des Boers le contraint à prendre une décision sur la question indigène. Aux termes du traité de paix, le gouvernement britannique a promis qu'il ne serait fait aucune tentative pour modifier le statut politique des indigènes avant qu'un gouvernement autonome n'ait été garanti aux ex-Bépubliques. En prenant cette décision historique, le gouvernement britannique a abandonné sa politique humanitaire et permis aux leaders boers de remporter une victoire éclatante dans des négociations de paix qui scellaient leur défaite militaire. La Grande-Bretagne a renoncé à ses efforts en vue d'exercer un contrôle sur les relations essentielles entre Blancs et Noirs. Downing Street s'est résigné aux frontières » (Cornélius W. de Kiewiet, A History of South Africa, Social and Économie, p. 143-144). ↵

743)

« Il existe [...] une notion complètement erronée selon laquelle les Afrikaners et la population de langue anglaise d'Afrique du Sud s'opposeraient encore sur la manière de traiter les indigènes. Au contraire, c'est l'une des seules choses sur lesquelles ils sont tout à fait d'accord » (Selwyn James, South of the Congo, p. 47). ↵

Ce que l'on doit essentiellement aux méthodes d'Alfred Beit, qui était arrivé en 1875 en vue d'acheter des diamants pour une firme de Hambourg. « Jusqu'à là, seuls les spéculateurs avaient pris des actions dans les aventures minières [...]. La méthode de Beit attira à son tour le véritable investisseur » (Paul H. Emden, Jews of B r i l a i n). ↵

À cet égard, Barnato adopta une attitude très caractéristique quand il fut question de la fusion de ses affaires avec le groupe de Rhodes. « Pour Barnato, fusionner n'était rien d'autre qu'une transaction financière dans laquelle il espérait gagner de l'argent [...]. C'est pourquoi il désirait que l'entreprise n'ait rien à voir avec la politique. Or Rhodes n'était pas uniquement un homme d'affaires... » Ce qui montre combien Barnato se trompait quand il pensait que s'il avait « reçu l'éducation de Cecil Rhodes, il n'y aurait pas eu de Cecil Rhodes » (Paul H. Emden, Jews of BritainJ. ◀

746)

Cf. chap. v, note 34. ↵

747)

D'un point de vue économique, l'augmentation des profits tirés de l'investissement à l'étranger et une relative diminution des profits du commerce extérieur caractérisent l'impérialisme. En 1889, on estimait que l'ensemble du commerce extérieur et colonial de la Grande-Bretagne lui avait apporté un revenu de 18 millions de livres seulement, tandis que durant la même année les profits tirés de l'investissement à l'étranger s'élevaient à 90 ou 100 millions de livres. Voir John A. Hobson, Imperialism, 1938, p. 53 et suiv. Il est évident que l'investissement exigeait une politique d'exploitation beaucoup plus consciente et à beaucoup plus long terme que le simple commerce. ↵

748)

Les premiers colons juifs à s'installer en Afrique du Sud au cours du xviii^e siècle et de la première partie du XIX^e siècle étaient des aventuriers ; après le milieu du siècle, ils furent suivis par des commerçants et des marchands, dont les plus importants se tournèrent vers des activités comme la pêche, la chasse au phoque et à la baleine (les frères De Pass) et l'ostréiculture (la famille Mosenthal). Plus tard, ils furent pratiquement contraints d'entrer dans les industries du diamant de Kimberley où ils n'atteignirent toutefois jamais l'importance de Barnato et de Beit. ↵

749)

Ernst Schultze, « Die Judenfrage in Südafrika », Der Weltkampf, octobre 1938, vol. 13, n° 178. ↵

750)

Barnato vendit ses parts à Rhodes afin d'être introduit dans le club de Kimberley. « Il ne s'agit pas d'une simple transaction financière, aurait dit Rhodes à Barnato, je me propose défaire de vous un gentleman. » Barnato se plut à vivre en gentleman pendant huit ans, après quoi il se suicida. Voir Sarah Gertrude Millin, Rhodes, p. 14, 85. ↵

751)

« Le chemin d'un Juif – en l'occurrence celui d'Alfred Beit venant de Hambourg – à un autre est un chemin facile. Rhodes est allé voir lord Rothschild en Angleterre et lord Rothschild lui a donné son appui. » (Ibid.) ↵

752)

Paul H. Emden, Jews of Britain... ↩

« En temps de paix, l'Afrique du Sud concentrait tout son potentiel industriel sur la production d'or. L'investisseur moyen plaçait son argent dans l'or parce que celui – ci offrait les profits les plus rapides et les plus importants. Mais l'Afrique du Sud possède également d'énormes gisements de minerai de fer, de cuivre, d'amiante, de manganèse, d'étain, de plomb, de platine, de chrome, de mica et de graphite. Ceux-ci, de même que les mines de charbon et l'ensemble des usines qui produisaient les biens de consommation, étaient considérés comme industries "secondaires". L'intérêt du public à investir dans celles-ci était limité. Et le développement de ces industries secondaires était découragé par les compagnies minières, ainsi que, dans une large mesure, par le gouvernement » (Selwyn James, *South of the Congo*, p. 333). ◀

754)

Selwyn James, South of the Congo, p. 111-112. « Le gouvernement pensait que c'était un exemple à suivre pour les patrons du secteur privé [...] et l'opinion publique contraignit bientôt nombre de patrons à modifier leur politique de l'emploi. » ↵

755)

NdE. Color Bar Bill : littéralement « barrière de couleur », loi (1926) réservant les postes qualifiés aux Blancs. ↩

756)

B. Ibid., *p. 108.* ↵

757)

Là encore, on peut observer une nette différence entre les premiers colons et les financiers jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Saul Salomon par exemple, favorable aux Noirs et membre du Parlement du Cap, venait d'une famille qui s'était établie en Afrique du Sud au début du XIX^e siècle. Paul H. Emden, Jews of Britain... ↵

Entre 1924 et 1950, 12319 Juifs vinrent s'installer en Afrique du Sud, tandis que 461 seulement quittaient le pays. Ces chiffres sont extrêmement frappants si l'on pense que durant cette même période, et déduction faite des émigrants, l'immigration totale s'élevait à 12241 personnes (voir Ernst Schultze, « Die Judenfrage in Südafrika »). Si l'on compare ces chiffres avec le tableau de l'immigration de la note 6 du présent chapitre, il en ressort que les Juifs constituèrent en gros un tiers de l'immigration totale en Afrique du Sud pendant les années 20 et qu'à la différence de toutes les autres catégories ȳütlanders, ils s'y installèrent, eux, de façon permanente ; pour ce qui est de l'émigration annuelle, ils représentent alors un pourcentage qui n'atteint même pas 2 %. ←

« Les leaders nationalistes afrikaners les plus enragés ont déploré le fait qu'il y ait 102 000 Juifs dans l'Union ; ils sont pour la plupart employés de bureau, industriels, ou membres des professions libérales. Les Juifs ont été pour beaucoup dans la mise en œuvre des industries secondaires en Afrique du Sud – c'est-à-dire des industries qui ne sont pas l'extraction de l'or et du diamant –, se concentrant essentiellement sur la fabrication de vêtements et de meubles » (Selwyn James, South of the Congo..., p. 46). ↵

760)

Ibid., *p.* 67-68.

- ↩

761)

Au cours du x ni 1^e siècle, on fit venir plus de 100000 coolies indiens dans les plantations de sucre du Natal. Ils furent suivis par une main-d'œuvre chinoise employée dans les mines et qui représentait environ 55 000 personnes en 1907. En 1910, le gouvernement britannique ordonna le rapatriement de tous les mineurs chinois, et en 1913 il interdit toute immigration venant de l'Inde ou de toute autre partie de l'Asie. En 1931, les Asiatiques étaient encore 142000 dans l'Union, et traités comme les indigènes. (Éoir également Ernst Schultze, « Die Judenfrage in Südafrika ».) ↵

762)

Leonard Bames, Caliban in Africa..., p. 13.

←

763)

Cornélius W. de Kiewiet, A History of South
Africa, Social and Économie, *p. 13.* ↵

« Lorsque les économistes ont déclaré qu'augmenter les salaires était une forme de libéralité, et que protéger les travailleurs était contraire à l'économie, on leur a répondu que le sacrifice en valait la peine si les éléments infortunés de la population blanche parvenaient au bout du compte à affronter la vie moderne d'un pas plus assuré [...]. Mais l'Afrique du Sud n'est pas le seul pays où la voix des économistes conventionnels se perd dans le désert depuis la fin de la Grande Guerre [...]. Pour cette génération qui a vu l'Angleterre abandonner le libre-échange, l'Amérique rejeter l'étalon-or, le III^e Reich embrasser l'autarcie [...], l'obstination de l'Afrique du Sud à vouloir une vie économique organisée de manière à assurer la position dominante de la race blanche n'est pas réellement déplacée »
(Cornélius W. de Kiewiet, *A History of South Africa, Social and Économie*, p. 224 et 245). ↵

765)

Rudyard Kipling, « The First Sailor » [« Le Premier Navigateur »], Humorous Tales, 1891.

↩

766)

*Rudyard Kipling, « La Tombe de ses
ancêtres », La Tâche quotidienne [H. Arendt* ↵

767)

*se réfère à l'édition parue en 1898 de « The
Tombs of his Ancestor », The Day's Work/. ←*

768)

Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, 1932, p.
16. ↩

769)

Lord Cromer, « The Government of Subject Races » [« Le Gouvernement des races assujetties »], Edinburgh Review, janvier 1908. ↵

770)

Lord Curzon, lors de l'inauguration de la plaque commémorative à la mémoire de lord Cromer. Voir Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, p. 362. ↩

771)

61. *Tiré d'un long poème de lord Cromer.*
Loir Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, p. 17-
18. ↵

772)

*Dans une lettre écrite par lord Cromer en
1882, ibid., p. 87. ↵*

773)

Lord Cromer, « The Government of Subject Races » [« Le Gouvernement des races assujetties »]. ↵

774)

La corruption « était peut-être l'institution la plus humaine dans le réseau de barbelés de l'ordre russe ». Moissaye J. Olgin, The Soûl of the Russian Révolution, 1917. ↵

775)

Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, p. 89. ↩

776)

Dans une lettre écrite par Cromer en 1884,
ibid., p. 111. ↩

777)

*Dans une lettre à lord Granville, membre du
parti libéral, en 1883, ibid., p. 219. ↩*

778)

Dans une lettre à lord Rosebery en 1886,
ibid., p. 134. ↩

779)

Ibid, *p.* 352. ↵

780)

Dans une lettre à lord Rosebery, en 1893,
ibid, p. 204-205. ↵

781)

Dans une lettre à lord Rosebery en 1893,
ibid, p. 192. ↩

782)

*Dans un discours prononcé par Cromer
devant le Parlement après 1904, ibid, p. 311. ↵*

783)

Au cours des négociations et de la mise au point du modèle administratif prévu pour l'annexion du Soudan, Cromer insista sur la nécessité de maintenir toute l'affaire en dehors de la sphère d'influence des Français ; s'il agit ainsi, ce n'était pas tant pour assurer à l'Angleterre le monopole de l'Afrique que parce qu'il avait « la plus profonde défiance à l'égard de la valeur de leur système administratif appliqué aux races assujetties » (tiré d'une lettre à Salisbury, en 1899, ibid., p. 248). ↵

784)

Rhodes rédigea six testaments (le premier était déjà prêt en 1811), dont chacun mentionne cette « société secrète ». On en trouvera des passages plus complets dans Basil Williams, Cecil Rhodes, 1921, et Sarah Gertrude Millin, Rhodes, p. 128 et 331. ←

785)

On sait que la « société secrète » de Rhodes est devenue la très respectable Rhodes Scholarship Association, dans laquelle, aujourd'hui encore, non seulement des Anglais mais également les membres de toutes les « races nordiques », comme les Allemands, les Scandinaves et les Américains, sont admis. ↵

786)

Basil Williams, Cecil Rhodes, p. 51. ↩

787)

Sarah Gertrude Millin, Rhodes, p. 92. ↵

788)

Lord Cromer, « The Government of Subject Races » [« Le Gouvernement des races assujetties »]. ↵

789)

Dans une lettre de lord Cromer à lord Rosebery en 1886. Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, p. 134. ↵

« Le système indien de gouvernement à l'aide de rapports était [...] suspect [en Angleterre]. Il n'y avait pas de jugements par jury en Inde et les juges étaient tous des serviteurs à la solde de la Couronne, bien souvent révocables à volonté [...]. Les hommes de loi les plus pointilleux éprouvaient un certain malaise face au succès de l'expérience indienne. "Si, disaient-ils, le despotisme et la bureaucratie fonctionnent si bien en Inde, ne risque-t-on pas un jour ou l'autre de s'en servir pour introduire un système plus ou moins analogue ici?" Le gouvernement de l'Inde, en tout cas, ne savait que trop bien qu'il aurait à justifier son existence et sa politique devant l'opinion publique anglaise, et il n'ignorait pas que l'opinion publique ne tolérerait jamais l'oppression. » (Al. Carhill, The Lost Dominion, p. 70 et 41-42.) ↵

791)

Harold Nicolson, dans son Lord Curzon : The Last Phase, 1919-1925, a Study in Post-War Diplomacy, 1934, rapporte l'histoire suivante : « Derrière les lignes, dans les Flandres, se trouvait une grande brasserie dont les simples soldats utilisaient les cuves pour se baigner au retour des tranchées. On amena Curzon assister à ce spectacle dantesque. Il observa avec intérêt ces centaines d'individus nus folâtrant dans la vapeur d'eau. "Mon Dieu !, fit-il, jamais je n'aurais pensé que les classes inférieures avaient la peau si blanche." Curzon niait l'authenticité de cette anecdote, qu'il aimait cependant. » (p. 47-48.) ←

792)

Al. Carthill, *The Lost Dominion*, p. 88. ↵

793)

Thomas Edward Lawrence, Les Sept Piliers de la Sagesse (Seven Pillars of Wisdom, 1^{re} éd. 1926), introduction qui fut supprimée dans l'édition suivante sur les conseils de George Bernard Shaw. Voir Thomas Edward Lawrence, Letters, 1939, p. 262 et suiv. ←

794)

Dans une lettre écrite en 1918, ibid., p. 244.

←

795)

Thomas Edward Lawrence, Les Sept Piliers
de la Sagesse, *chap. i.* ↵

796)

Ibid. ↩

797)

L'anecdote suivante donne une idée de l'ambiguïté et de la difficulté que cet effort dut impliquer : « Thomas Edward Lawrence avait accepté une invitation à dîner au Claridge et d'assister ensuite à une soirée chez Mrs. Harry Lindsay. Il ne se montra pas au dîner mais apparut à la soirée vêtu en arabe. » Cela se passait en 1919. Letters, p. 272, note 1. ↵

798)

Thomas Edward Lawrence, Les Sept Piliers
de la Sagesse, *chap. i.* ↵

799)

Thomas Edward Lawrence écrivait en 1929 : « Quiconque aurait progressé aussi vite que moi [...] et aurait vu les dessous du sommet du monde aussi bien que moi pourrait facilement en perdre ses aspirations, et trouver fastidieux les motifs ordinaires de l'action, qui l'avaient poussé jusqu'à ce qu'il atteigne le sommet. Je n'étais ni le roi ni le Premier ministre, mais je les avais fabriqués, ou en avais fait mes jouets, et après cela il ne restait plus grand-chose, dans cette perspective, que j'eusse pu faire » (Letters, p. 653'). ↵

800)

Letters, p. 244, 447, 450. Comparer en particulier la lettre de 1918 (p. 244) aux deux lettres adressées à George Bernard Shaw, l'une en 1923 (p. 447), l'autre en 1928 (p. 616). ↩

801)

George Bernard Shaw, qui demandait à Thomas Edward Lawrence, en 1928, « Quel jeu jouez-vous réellement ? », émettait l'hypothèse que son rôle dans l'armée ou sa demande d'emploi comme veilleur de nuit (pour lequel il pouvait « fournir de bonnes références ») ne fussent pas authentiques. ↵

802)

Thomas Edward Lawrence, Letters, p. 264.

←

803)

Ibid, *en 1930*, p. 693. ↩

804)

Ibid, *en 1924*, p. 456. ↵

805)

Ibid, Letters, *p.* 693. ↩

806)

Thomas Edward Lawrence, Les Sept Piliers
de la Sagesse, *chap. i.* ↵

807)

Sarah Gertrude Millin, Rhodes, p. 15. ↵

808)

*Ainsi que le déclara Sir Thomas Watt,
citoyen sud-africain d'origine anglaise.*

*Voir Leonard Barnes, Caliban in Africa..., p.
230. ↵*

Hitler écrivit dans Mein Kampf : «[À Vienne], j'ai posé les rudiments d'une conception du monde en général et d'une forme de réflexion politique en particulier que j'ai dû plus tard développer en détail, mais qui, par la suite, ne devaient plus jamais m'abandonner » (p. 129)... Staline revint aux slogans panslavistes au cours de la dernière guerre. Le congrès panslaviste de 1945, à Sofia, qui avait été réuni par les Russes à la suite de leur victoire, adopta une résolution proclamant que ce n'était « pas seulement une nécessité politique internationale que de déclarer le russe sa langue de communication en général, ainsi que la langue officielle de tous les pays slaves, mais une nécessité morale ». (Voir Aufbau, avril 1945.) Peu auparavant, la radio bulgare avait diffusé un message du métropolite Stefan, vicaire du Saint Synode bulgare, dans lequel celui-ci appelait le peuple russe « à se rappeler sa mission messianique » et où il prédisait la proche « unité du peuple slave » (voir Politics, janvier 1945). ←

810)

On trouvera une présentation et une analyse complètes des slavophiles chez Alexandre Koyré, La Philosophie et le problème national en Russie au début du xix^e siècle, 1929. ↵

811)

J. *Ernst Hasse*, Deutsche Politik, *fasc. 4* : Die Zukunft des deutschen Volkstums, 1907, p. 132. ↵

812)

Ernst Hasse, Deutsche Politik, fasc. 3 : Deutsche Grenzpolitik, p. 167-168. Les théories géopolitiques de ce type abondaient parmi les allemands, membres de la Ligue pangermaniste. Ils comparaient toujours les besoins géopolitiques de l'Allemagne à ceux de la Russie. Les pangermanistes autrichiens ne firent jamais – et le phénomène est caractéristique – semblable parallèle. ↵

813)

*L'écrivain slavophile Nikolaj Danilewski, dont le *Russia and Europe* (1871) devint l'ouvrage-type du panslavisme, faisait l'éloge des « capacités politiques » des Russes pour leur « gigantesque État millénaire qui continue à croître et dont la puissance ne s'étend pas, comme le fait la puissance européenne, dans un sens colonial, mais demeure toujours concentrée sur son noyau, Moscou ». Voir Karl Stahlin, *La Russie des origines à la naissance de Pierre le Grand* [H. Arendt se réfère à l'édition allemande : *Geschichte Russlands von den Anfängen bis zur Gegenwart*, 5 vol., IV/1, p. 274]. ↵*

814)

La citation est de Julius Slowackji, journaliste polonais qui a écrit dans les années 1840. Voir N. O. Lossky, Three Chapters from the History of Polish Messianism, 1936, II, p. 9. Le panslavisme, premier de tous ces mouvements en « isme » (voir Otto Hoetzsch, Russland, eine Einführung auf Grund, 1913, p. 439), a exposé ces théories géopolitiques près de quarante ans avant que le pangermanisme ne commence à « penser en termes continentaux ». Le contraste entre la puissance maritime de l'Angleterre et la puissance continentale était si manifeste qu'il serait vain de chercher à y voir des influences. ↵

815)

*Theodor Reismann-Grone, « Überseepolitik
oder Festlandspolitik ? », Flugschriften des
alldeutschen Verbandes, 1905, n° 22, p. 17. ↵*

Ernst Hasse, membre de la Ligue pangermaniste, proposait de traiter certaines nationalités (Polonais, Tchèques, Juifs, Italiens, etc.) de la manière dont l'impérialisme colonial traitait les indigènes sur les continents non européens. Voir Deutsche Politik, fasc. / : Das Deutsche Reich als Nationalstaat, 1905, p. 62. C'est la différence capitale entre la Ligue pangermaniste, fondée en 1886, et des sociétés coloniales plus anciennes, telle la Central-Verein fur Handelsgeographie (fondée en 1863). On trouvera une description très fidèle des activités de la Ligue pangermaniste chez Mildred ↵

818)

Wertheimer, The Pan-German League,
1890-1914, 1924. ↵

819)

Emil Deckert, Panlatinismus,
Panslawismus und Panteutonismus in ihrer
Bedeutung für die politische Weltlage', 1914,
p. 4. ↩

Avant la Première Guerre mondiale, déjà, les pangermanistes parlaient de la distinction entre Staatsfremde, population d'origine germanique qui se trouvait vivre sous l'autorité d'un autre pays, et Volksfremde, population d'origine non germanique qui se trouvait vivre en Allemagne. Voir Daniel Frymann (pseudonyme de Heinrich Class), Wenn ich der Kaiser wâr. Politische Wahrheiten und Notwendigkeiten, 1912. Lorsque l'Autriche fut englobée dans le III^e Reich, Hitler s'adressa à la population allemande d'Autriche avec des slogans typiquement pangermanistes : « Où que nous soyons nés, leur dit-il, nous sommes tous les fils du peuple allemand. » The Speeches of Adolf Hitler : April 1922-August 1939, vol. 1, 1942, II, p. 1408. ↵

824)

Tomas G. Masaryk, Zur russischen Geschichts – und Religionsphilosophie (1913), décrit le « nationalisme zoologique » des slavophiles depuis Nikolaj Danilewski (Russia and Europe, p. 257). Otto Bonhard, historien officiel de la Ligue pangermaniste, affirmait qu'il existait un rapport très étroit entre son idéologie et le racisme de Gobineau et de H. S. Chamberlain. Voir Geschichte des alldeutschen Verbandes, 1920, p. 95. ↵

Friedrich Naumann, Central Europe (1916), est l'une des exceptions : il voulait substituer aux innombrables nationalités d'Europe un seul « peuple économique » uni (Wirtschaftsvolk) placé sous l'égide de l'Allemagne. Bien que son livre ait été un best – seller pendant toute la durée de la Première Guerre mondiale, il n'a influencé que le parti social-démocrate autrichien ; voir Karl Renner, Österreichs Erneuerung. Politisch-programmatische Aufsätze, 1916, p. 37 et suiv. ↵

826)

« Avant la Première Guerre, du moins, l'intérêt des grands partis pour les affaires étrangères avait été complètement éclipsé par celui qu'ils portaient aux questions intérieures. L'attitude de la Ligue pangermaniste est différente et c'est un avantage indubitable pour sa propagande » (Martin IVenck, Alldeutsche Taktik, 1917). ↵

827)

Voir Paul Molisch, *Geschichte der deutschnationalen Bewegung in Österreich...*, 1926, p. 90 : il est de fait « que le corps étudiant ne se contente absolument pas de refléter la constellation politique générale ; au contraire, nombre d'opinions pangermanistes de poids sont nées du corps étudiant et, de là, ont trouvé leur voie vers la politique générale ». ↵

828)

On trouvera des renseignements précieux sur l'appartenance sociale des membres de la Ligue pangermaniste, ses responsables locaux et son état-major chez Mildred S. Pertheimer; The Pan-German League. Voir également Lothar Wemer; Der alldeutsche Verband. 1890-1918, Historische Studien. n° 278, 1935, et Gottfried Nippold, Der deutsche Chauvinismus, 1913, p. 179 et suiv. ↵

829)

Cité d'après Hans Kohn, « The Permanent Mission », The Review of Politics, juillet 1948.

↵

830)

*Nikolaj Danilewski (Russia and Europe)
englobait dans un futur empire russe tous les
Balkans, la Turquie, la Hongrie, la
Tchécoslovaquie, la Galicie, ainsi que l'Istrie
avec Trieste. ↵*

831)

Le slavophile Konstantin S. Aksakov, qui écrivait au milieu du XIX^e siècle, prenait le nom officiel de « Sainte Russie » absolument au pied de la lettre, ainsi que le firent par la suite les panslavistes. Voir Tomas G. Masaryk, Zur russischen Geschichts – und Religionsphilosophie..., p. 234 et suiv. On trouve un exemple parfaitement caractéristique de la vague absurdité du pangermanisme chez Moeller van den Bruck, qui proclame dans son Germany's Third Empire (1934) : « Il n'y a qu'Un seul Empire, tout comme il n'y a qu'Une seule Église. Tout ce qui par ailleurs en revendique le titre peut être un État, une communauté ou une secte. Il n'existe que l'Empire » (p. 263). ↵

832)

Georg Cleinoiv, Die Zukunft Pôlens, 1914,
II, p. 93 et suiv. ↵

Au cours de la guerre de Crimée (1853-1856), Michael Pagodin, folkloriste et philologue russe, écrivit au tsar une lettre dans laquelle il disait des peuples slaves qu'ils étaient les seuls alliés, puissants et sûrs, de la Russie (Karl Stahlin, Geschichte Russlands..., p. 35) ; peu de temps après, le général Nikolai Mouraviev-Amoursky, « l'un des grands bâtisseurs d'empire russes », appelait de ses vœux « la libération des Slaves de l'Autriche et de la Turquie » (Hans Kohn, « The Permanent Mission ») ; et dès 1870, on vit paraître un pamphlet militaire demandant la « destruction de l'Autriche comme l'une des conditions nécessaires en vue d'une fédération panslave » (voir Karl Stahlin, Geschichte Russlands..., p. 282). ↵

834)

Voir Otto Bonhard, Geschichte des alldeutschen Verbandes, p. 58 et suiv., et Hugo Grell, « Der alldeutsche Verband, seine Geschichte, seine Bestrebungen, seine Erfolge », Flugschriften des alldeutschen Verbandes, 1898, n° 8. ←

835)

*Selon le programme pangermaniste
autrichien de 1913, tiré d'Eduard Pichl
(Herwig), Georg Ritter von Schoenerer, 1938, 6
vol., t. VI, p. 375. ↵*

Lorsque dans son admiration pour Bismarck, Schönerer déclara en 1876 que « l'Autriche en tant que grande puissance devait cesser d'exister » (Eduard Pichl, Georg Ritter von Schoenerer, t.I, p. 90), Bismarck réfléchit et dit à ses admirateurs autrichiens qu'« une Autriche puissante était une nécessité vitale pour l'Allemagne ». Voir F. A. Neuschafer, Georg Ritter von Schoenerer, 1935. L'attitude des tsars envers le panslavisme fut bien plus équivoque parce que la conception panslave de l'État impliquait une puissante adhésion populaire à un gouvernement despotique. Cependant, même dans un contexte aussi tentant, le tsar refusa de soutenir les exigences expansionnistes des slavophiles et de leurs successeurs. Voir Karl Stahlin, Geschichte Russlands..., p. 30 et suiv. ←

837)

*Voir supra le chap. n de « 1
Antisémitisme ». ↩*

838)

Eduard Pichl, Georg Ritter von Schoenerer, t.I, p. 26. La traduction est tirée de l'excellent article d'Oscar Karbach, « *The Founder of Modern Political Antisemitism : Georg von Schoenerer* », *Jewish Social Studies*, vol. 7, n° 1, janvier 1945. ↵

839)

Vassilij Rozanov, *Fallen Leaves*, 1929, p.
163-164. ↵

840)

*Voir Carlile A. Macartney, National States
and National Minorities, 1934, p. 432 et suiv.*

↵

841)

Karl Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1898 : The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte (1852)]. ↩

842)

Voir le Père Joseph-Thomas Delos, Le Problème de la civilisation. La Nation, 1944, remarquable ouvrage sur ce sujet. ↵

843)

Voir le duc Henri de Rohan, De l'intérêt des Princes et États de la Chrétienté, 1638, dédié au cardinal de Richelieu. ↵

844)

L'analyse du principe de souveraineté faite par Jean Bodin (Six Livres de la République, 1576) demeure l'une des plus révélatrices. On trouvera chez George Holland Sabine, A History of Political Theory, 1937, un bon exposé et une bonne analyse des principales théories de Bodin. ↵

Dans ce contexte, on comprendra l'intérêt des propositions socialistes de Karl Renner et d'Otto Bauer à propos de l'Autriche, visant à séparer entièrement la nation – malade de sa base territoriale et à en faire une sorte de statut personnel ; ce qui correspondait, bien entendu, à une situation dans laquelle les groupes ethniques étaient dispersés à travers tout l'empire sans pour autant perdre leur caractère national. Voir Otto Bauer, Die Nationalitätenfrage und die österreichische Sozialdemokratie, 1907, à propos du principe personnel (par opposition au principe territorial), p. 332 et suiv. et 353 et suiv. « Le principe personnel veut organiser les nations non en corps territoriaux mais en simples associations de personnes. » ↵

846)

Eduard Pichl, Georg Ritter von Schoenerer,
t.1, p. 152. ↩

Pas un seul mouvement annexionniste à part entière n'a jamais pu se développer en dehors de ces conditions. Le panlatinisme était un abus de langage pour désigner les quelques tentatives avortées faites par les nations latines pour réaliser une sorte d'alliance face au danger allemand, et le messianisme polonais lui-même n'a jamais revendiqué davantage que ce qui, à un moment donné, aurait pu se concevoir comme territoire sous domination polonaise. Voir également Ernst Deckert, Panlatinismus, Panslawismus und Panteutonismus..., qui déclarait en 1914 « que le panlatinisme n'a pas cessé de décliner; et que le nationalisme et la conscience d'État sont devenus plus forts et ont gardé là un plus grand potentiel que partout ailleurs en Europe » (p. 7). ↵

Nicolas Berdiaev, Les Sources et le sens du communisme russe, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1937, The Origin of Russian Communism, p. 102]. Konstantin S. Aksakov déclarait le peuple russe le « seul peuple chrétien de la terre » en 1855 (voir Hans Ehrenberg et Nikolai V. Boubnov, Östliches Christentum. Dokumente, vol. I, p. 92 et suiv.), et le poète Fédor I. Tioutchev proclamait au même moment que « le peuple russe était chrétien non seulement du fait de l'orthodoxie de sa foi mais de par quelque chose de plus intime. Il est chrétien de par cette faculté de renoncement et de sacrifice qui est le fondement de sa nature morale ». Cité d'après Hans Kohn, « The Permanent Mission ». ↵

849)

Selon Tchaadaïev, dont les Philosophical Letters, 1829-1831, ont constitué la première tentative systématique visant à concevoir l'histoire mondiale comme centrée autour du peuple russe. Voir Hans Ehrenberg et Nikolai V. Bounov, Ôstliches Christentum, 1.1, p. 5 et suiv. ↩

850)

*Discours du 30 janvier 1945, tel qu'il a été
rapporté dans le New York Times du 31
janvier. ↵*

851)

Ce sont les propres mots de Luc, archevêque de Tambov, tels qu'ils ont été cités dans The Journal of the Moscow Patriarchate, n° 2, 1944. ↵

852)

Ce qu'avait déjà reconnu un jésuite russe, le prince Ivan S. Gagarine, dans son pamphlet La Russie sera-t-elle catholique ? (1856) où il attaquait les slavophiles parce qu'« ils veulent instaurer l'uniformité religieuse, politique et nationale la plus complète. Dans leur politique étrangère, ils veulent amalgamer tous les chrétiens orthodoxes quelle que soit leur nationalité, et tous les Slaves quelle que soit leur religion, dans un vaste empire slave et orthodoxe ». (Tiré de Hans Kohn, « The Permanent Mission ».)

¿Y a ↵

853)

« On reconnaîtra que l'homme n'a d'autre destin en ce monde que celui de travailler à la destruction de sa personnalité et à son remplacement par une existence sociale et impersonnelle. » Tchaadaïev, Philosophical Letters, 1829-1831, tiré de Hans Ehrenberg et Nikolai V. Boubnov, Ostliches Christentum, p. 60. ↵

854)

Le passage suivant, emprunté à Daniel Frymann (pseudonyme de Heinrich Class), Wenn ich des Kaiser wâr..., p. 186, est caractéristique : « Nous connaissons notre propre peuple, ses qualités comme ses défauts, mais le genre humain, nous ne le connaissons pas et nous refusons de nous y intéresser ou d'avoir le moindre enthousiasme pour lui. Où commence-t-il, où finit-il, celui que nous sommes supposés aimer parce qu'il fait partie du genre humain ? Le décadent ou quasi bestial paysan russe du mir, le nègre d'Afrique de l'est, le métis du Sud-Ouest africain allemand, ou encore ces insupportables Juifs de Galicie et de Roumanie sont-ils tous des membres du genre humain ? On peut croire en la solidarité du peuple germanique – tous ceux qui sont en dehors de cette sphère ne nous intéressent pas. » ↵

855)

les prairies d'Europe. Un esprit d'industrie à grande échelle et d'organisation supranationale s'est emparé de la politique. On pense, comme dirait Cecil Rhodes, "en termes de continents". » Ces quelques phrases furent citées dans un nombre incalculable d'articles et de pamphlets de l'époque. ↵

856)

Les nouvelles théories génétiques de la Russie soviétique sont à cet égard fort intéressantes. La transmission des caractères acquis implique clairement que les populations vivant dans des conditions défavorables transmettent le patrimoine héréditaire le plus pauvre et vice versa. « En un mot, il devrait y avoir un maître inné et des races assujetties. » Voir H. S. Muller, « The Soviet Master Race Theory », The New Leader, 30 juillet 1949. ←

857)

L'article de Georgui P. Fedotov, « Russia and Freedom », publié dans The Review of Politics, vol. VIII, n° 1, janvier 1946, est un véritable chef-d'œuvre de chronique historique ; il retrace pour l'essentiel toute l'histoire de la Russie. ←

858)

Nicolas Berdiaev, Les Sources et le sens du communisme russe, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1937, The Origin of Russian Communism, p. 29]. ↵

859)

Konstantin S. Aksakov, dans Hans Ehrenberg et Nikolai V. Boubnov, Ôstliches Christentum, p. 97. ↵

Voir par exemple Schönerer, qui reprochait au Verfassungspartei autrichien de continuer à subordonner les intérêts nationaux aux intérêts de l'État (Eduard Pichl, Georg Ritter von Schoenerer, 1.1, p. 151). Voir également les passages caractéristiques dans le Judas Kampf und Niederlage in Deutschland : 150 Jahre Judenfrage (1937, p. 39 et suiv.) de Graf Ernst zu Beventlow. Beventlow voyait dans le national-socialisme la réalisation du pangermanisme à cause de son refus d'« idolâtrer » l'État, qui n'est que l'un des rouages de la vie du peuple. ↵

861)

Ernst Hasse, « Deutsche Weltpolitik », Flugschriften des alldeutschen Verbandes, 1897, n° 5, et Deutsche Politik, 1 : Das Deutsche Reich als Nationalstaat, 1905, p. 50.

↩

862)

Mildred S. Wertheimer, The Pan-German
League, *p. 209.* ↵

863)

Vassilij Rozanov, *Fallen Leaves*, p. 56-57. ↵

864)

*Oscar Karbach, « The Founder of Modern
Political Antisemitism : Georg von
Schoenerer ». ↵*

865)

Louis Levine, Pan-Slavism and European Politics, 1914, décrit le passage de Tan – cienne génération Slavophile au nouveau mouvement panslaviste. ↵

866)

*Oscar Karbach, « The Founder of Modern
Political Antisemitism : Georg von
Schoenerer ». ↵*

867)

À l'origine, le programme de Linz, qui demeura le programme des pangerma – nistes d'Autriche, ne comportait pas le paragraphe sur les Juifs ; en 1882, on trouvait même trois Juifs au comité de rédaction. Le paragraphe juif fut ajouté en 1885. Voir Oscar Karbach, « The Founder of Modern Political Antisemitism : Georg von Schoenerer ». ↵

868)

Otto Bonhard, Geschichte des alldeutschen
Verbandes, p. 45. ↩

869)

Ainsi que l'a dit le socialiste Otto Bauer (Die Nationalitätenfrage und die österreichische Sozialdemokratie, p. 573), qui n'était certainement pas antisémite. ↩

870)

L'essai d'A. Sternberg, « Die weltanschaulichen Voraussetzungen der jüdischen Geschichtsschreibung » (Dubnov Festschrift), 1930, est très révélateur quant à l'autointerprétation des Juifs : « Si l'on [...] accepte le concept de vie tel qu'il s'exprime dans l'histoire juive [...] alors la question de l'Etat perd de son importance, quelle que soit la réponse que l'on puisse y apporter. » ↵

871)

La profonde similitude entre tous ces concepts apparaît dans le rapprochement suivant, auquel pourraient s'ajouter bien d'autres exemples : A. Steinberg, « Diewel – tanschaulchen Loraussetzungen der jüdischen Geschichtsschreibung », dit des Juifs : leur histoire se situe en dehors de toutes les lois historiques habituelles ; Tchaadaïev déclare les Russes peuple d'exception. Nicolas Berdiaev (Les Sources et le sens du communisme russe, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1937, The Origin of Russian Communism, p. 135]) affirmait carrément : « Le messianisme russe est apparenté au messianisme juif. » ↵

872)

Voir l'antisémite Ernst Reventlow, Judas Kampf und Niederlage in Deutschland, mais également le philosophe russe pro-sémite Vladimir Soloviev, Judaism and the Christian Question (1884) : « Entre les deux nations religieuses, les Russes et les Polonais, l'histoire a introduit un troisième peuple religieux, les Juifs. » Voir Hans Ehrenberg et Nikolai V. Roubnov, Östliches Christentum, p. 314 et suiv. Voir également Georg Cleinoiv, Die Zukunft Polens, p. 44 et suiv. ↵

873)

Voir John S. Curtiss, The Protocols of Zion, 1942. ↩

874)

Voir Nicolas Berdiaev, *Les Sources et le sens du communisme russe*, 1938 [*H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1937, The Origin of Russian Communism, p. 5*] :
« Dans le royaume moscovite, la religion et la nationalité se sont développées de concert, ainsi qu'elles l'ont fait dans la conscience de l'ancien peuple hébreu. Et tout comme la conscience messianique était un attribut du judaïsme, elle a aussi été un attribut de l'orthodoxie russe. » ↵

875)

On verra dans le passage suivant, dû à Léon Bloy, un exemple surprenant – mais qui n'est pas, heureusement, caractéristique du nationalisme français – de la folie qui animait tout le débat : « La France est tellement la première des nations que toutes les autres, quelles qu'elles soient, doivent se sentir honorées d'être autorisées à manger le pain de ses chiens. Si seulement la France est heureuse, alors le reste du monde peut être satisfait même s'il doit payer pour le bonheur de la France le prix de l'esclavage et de la destruction. Mais si la France souffre, alors Dieu lui-même souffre, le terrible Dieu [...]. C'est aussi absolu et aussi inévitable que le secret de la prédestination. » Cité d'après Rudolf Nadolny, Germanisierung oder Slavisierung ? Eine entgegnung auf Masaryks buch das Neue Europe, 1928, p. 55. ↵

875a)

Voir Émile Larcher, Traité élémentaire de législation algérienne, 1903, vol. II, p. 150-152 : « Toutes les colonies françaises sont gouvernées par le régime des décrets. » ↵

Voir plus spécialement dans Franz Kafka, Le Château (1938) [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise, The Castle, 1930] la magnifique histoire des Barnabé, qui se lit comme un étrange pastiche de la littérature russe. Les membres de la famille vivent sous le coup d'un sortilège, traités comme des lépreux au point qu'ils finissent par se sentir tels, pour la simple raison que l'une de leurs ravissantes filles a autrefois osé repousser les avances indécentes d'un fonctionnaire important. Les simples villageois, contrôlés jusque dans le plus petit détail, et asservis jusque dans leur pensée aux volontés de leurs tout-puissants fonctionnaires ont compris depuis longtemps que, pour eux, avoir raison ou avoir tort est purement une question de « fatalité » à laquelle ils ne peuvent rien changer. Ce n'est pas, comme le croit naïvement K., l'auteur d'une lettre obscène, qui est dénoncé, mais le destinataire qui finit par être marqué et souillé. C'est ce que veulent dire les villageois lorsqu'ils parlent de leur « fatalité ». Pour K., « c'est injuste et monstrueux, mais il est le seul du village à exprimer cette opinion ». ↵

877)

La déification des hasards fait évidemment office de rationalisation pour tous les peuples qui ne sont pas maîtres de leur propre destinée. Voir par exemple A. Steinberg, « Die weltanschaulichen Voraussetzungen der jüdischen Geschichtsschreibung » : « Car c'est le Hasard qui est devenu décisif pour la structure de l'histoire juive. Un Hasard [...], dans le langage de la religion, cela s'appelle la Providence » (p. 34). ↵

878)

Un écrivain russe a dit un jour que le panslavisme « engendre une haine implacable de l'Occident, un culte morbide de tout ce qui est russe ; [...] la rédemption de l'univers est encore possible, mais elle ne peut se produire que par l'intermédiaire de la Russie [...]. Les panslavistes, qui voient partout des ennemis de leurs idées, persécutent tous ceux qui ne sont pas de leur avis... » (Victor Bérard, L'Empire russe et le tsarisme, 1905). Voir également Nikolaï V. Boubnov, « Kultur und Geschichte im rus – sischen Denken der Gegenwart », Osteuropa : Quellen und Studien, n° 2, 1927.

←

Hans Ehrenberg et Nikolaï V. Boubnov, Ôstliches Christentum, le soulignent dans l'épilogue : les idées de Kirejevski, de Chomiakov, de Leontiev « sont peut-être mortes pour la Russie d'après la révolution. Mais maintenant elles se sont répandues dans toute l'Europe et aujourd'hui, à Sofia, à Constantinople, à Berlin, à Paris, à Londres, elles sont vivantes. Les Russes, et plus précisément les disciples de ces auteurs, [...] publient des livres et éditent des revues qui sont lus dans tous les pays européens ; à travers eux, ces idées – les idées de leurs pères spirituels – s'expriment. L'esprit russe est devenu européen » (p. 354). ↵

880)

À propos de la bureaucratisation des appareils des partis, l'ouvrage classique demeure celui de Robert Michels, Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise : Political Parties ; a Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy/. ↵

881)

*Karl Stâhlin, « Die Entstehung des
Panslawismus », Germano-Slavica, 1936. ↵*

882)

Selon Mikhaïl N. Katkov : « Tout pouvoir tire sa source de Dieu ; néanmoins, le tsar de Russie a été investi d'une signification particulière qui le distingue de tous les autres dirigeants du monde [...]. Il est le successeur des Césars de l'Empire d'Orient, [...] eux qui ont créé le symbole même de la Foi du Christ [...]. C'est là que réside le mystère de la profonde différence entre la Russie et toutes les autres nations du monde. » Tiré de Salo W. Raron, Modern Nationalism and Religion, 1947. ↵

883)

Pour Constantin Pobiedonostsev, dans ses Reflections of a Russian Statesman, 1898, « le pouvoir n'existe pas pour lui-même exclusivement, mais pour l'amour de Dieu. C'est un culte auquel les hommes sont voués. C'est de là que proviennent l'infinie, la terrible force du pouvoir et son infini et terrible fardeau » (p. 254). Ou encore : « La loi devient un traquenard non seulement pour le peuple, mais [...] pour les autorités mêmes qui œuvrent à son administration [...] si à chaque pas l'exécuteur de la loi rencontre dans cette loi même des prescriptions restrictives [...] alors toute autorité se perd dans le doute, elle est affaiblie par la loi [...] et broyée par la peur des responsabilités » (p. 88). ←

au sens le plus élevé du mot, c'est le pouvoir suprême en action... » Moissaye J. Olgin, The Soûl of the Russian Révolution, 1917, p. 57. Plus rationnelle dans sa forme, on trouve aussi la théorie selon laquelle « des garanties juridiques étaient nécessaires dans les États fondés sur la conquête et menacés par la lutte des classes et des races ; ces garanties étaient superflues dans une Russie qui alliait l'harmonie des classes à l'amitié des races » (Hans Kohn, « The Permanent Mission »). Bien que dans le pangermanisme, l'idolâtrie du pouvoir ait joué un rôle moins déterminant, il y eut toujours une certaine tendance à l'illégalité qui transparaît par exemple très clairement chez Daniel Frymann, Wenn ich der Kaiser wär..., lequel proposait dès 1912 l'introduction de cette « détention protectrice » (Sicherheitshaft), à savoir l'arrestation sans raison légale, dont les nazis se sont alors servis pour remplir les camps de concentration. ↵

Il existe évidemment une similitude frappante entre l'organisation de la foule française au moment de l'affaire Dreyfus (voir supra, «[^]Antisémitisme », p. 355) et les groupes russes des pogroms comme les Cent-Noirs – dans lesquels se rassemblaient les « rebuts les plus sauvages et les moins cultivés de la vieille Russie et qui restaient en rapport avec la majorité de l'épiscopat orthodoxe » (Fedotov) – ou la Ligue du peuple russe avec ses escadrons de combat secrets, recrutés parmi les agents les plus immondes de la police, payés par le gouvernement et menés par des intellectuels. Voir E. Cherikover, « New Materials on the Pogroms in Russia at the Beginning of the Eighties », Historische Shriftn, vol. 2, p. 463 ; et N. M. Gelber, « The Russian Pogroms in the Éarly Eighties in the Light of the Austrian Diplomatie Correspondence », ibid. ↵

886)

Le Père Joseph-Thomas Delos, Le Problème
de la civilisation. La Nation. ↵

Ainsi que le président des Kolonialverein allemands le proclama en 1884. Voir Mary E. Toivnsend, Origin of Modern German Colonialism : 1871-1885, 1921. La Ligue pangermaniste n'a jamais cessé d'affirmer qu'elle se situait « au-dessus des partis ; ce fut et cela demeure une condition vitale pour la Ligue » (Otto Bonhard, Geschichte des alldeutschen VerbandesJ. Le premier véritable parti à s'être voulu davantage qu'un parti, un « parti impérial », fut le parti national-libéral allemand, dont le leader était Ernst Bassermann (Daniel Frymann, Wenn ich der Kaiser wâr...). En Russie, les panslavistes n'eurent qu'à prétendre ne représenter rien de plus qu'un soutien populaire au gouvernement pour se trouver à l'écart de toute compétition avec les partis ; car le gouvernement, en tant que « pouvoir suprême en action [...] ne saurait se concevoir comme apparenté aux partis ». Ainsi parlait Mikhaïl N. Katkov, proche collaborateur journalistique de Constantin Pobiedonostsev. Voir Moissaye J. Olgin, The Soul of the Russian Révolution, p. 57. ↵

888)

Cela demeurerait manifestement le but des premiers groupes « au-dessus des partis », au nombre desquels on doit compter la Ligue pangermaniste jusqu'en 1918. « Situés en dehors de tous partis politiques organisés, nous sommes en mesure de suivre notre voie, une voie purement nationale. Nous ne demandons pas : êtes-vous conservateur ? êtes-vous libéral?!!! La nation allemande est le point de rencontre où tous les partis peuvent faire cause commune. » Adolf Lehr, « Zivecke und Ziele des all – deutschen Verbandes », Flugschriften des alldeutschen Verbandes, n° 14. Traduction tirée de Mildred S. I Tertheimer, The Pan-German League..., p. 110. ↵

889)

Cari Schmitt, Staat, Bewegung, Volk : Die Dreigliederung der politischen Einheit (1933), parle du « monopole de la politique » qu'avait acquis l'État au cours des xvif et xviif siècles.

↵

890)

Mildred S. I Terlheimer, The Pan-German League..., décrit assez fidèlement la situation lorsqu'il dit : « Prétendre qu'il existait avant la guerre un lien vital entre la Ligue pangermaniste et le gouvernement impérial est totalement irrationnel. » Par ailleurs, il est parfaitement vrai que la politique allemande au cours de la Première Guerre mondiale a été influencée de façon décisive par les pangermanistes, étant donné que le corps des officiers supérieurs était devenu pangermaniste. Voir Hans Delbrück, Ludendorffs Selbstporträt, 1922. Comparer également son premier article sur ce sujet, « Die Alldeutschen », Preussische Jahrbücher, n° 154, décembre 1913. ↵

891)

Sigmund Neumann, Die deutschen
Parteien, 1932, p. 99. ↵

892)

Arthur Moeller van den Bruck, Das Dritte Reich, 1923, p. ni-nii, décrit ainsi la situation : « Lorsque la guerre mondiale se fut terminée par une défaite [...] nous rencontrâmes partout des Allemands qui se disaient en dehors de tous les partis, qui parlaient de “se libérer des partis”, qui essayaient de trouver un point de vue “au-dessus des partis” [...]. Une totale absence de respect pour les Parlements [...] qui n'ont jamais la moindre idée de ce qui se passe réellement dans le pays [...] s'est déjà répandue très largement parmi la population. » ↵

893)

Le mécontentement des Britanniques à l'égard du système du Front Bench n'a rien à voir avec ce sentiment antiparlementaire, les Britanniques étant, dans ce cas précis, opposés à tout ce qui empêche le Parlement de fonctionner correctement. ←

894)

Le système de partis britannique, le plus ancien de tous, « n'a commencé à prendre forme [...] que lorsque les affaires de l'État eurent cessé d'être la prérogative exclusive de la Couronne... », c'est-à-dire après 1688. « Le rôle historique du roi a toujours été de représenter la nation en tant qu'unité face à la lutte factieuse des partis. » Voir l'article « Political Parties » 3 : « Great Britain » de Walter Arthur Rudlin, Encyclopedia of the Social Sciences. ←

895)

Dans The History of Party, 1836, la première histoire du parti, George W. Cooke le décrit (dans sa préface) comme un système selon lequel « deux groupes d'hommes d'État [...] gouvernent chacun leur tour un puissant empire ». ↵

La meilleure analyse de la nature du système continental des partis est celle que donne le juriste suisse Johann Caspar Bluntschli, Charakter und Geist der politischen Parteien, 1869. Il dit : « Il est exact qu'un parti n'est que l'une des composantes d'un tout plus important, et jamais ce tout lui-même [...]. Il ne doit jamais s'identifier avec le tout, le peuple ou l'État [...] ; en conséquence, un parti peut combattre d'autres partis, mais il ne doit jamais les ignorer et, d'ordinaire, ne pas chercher à les détruire. Aucun parti ne peut exister seul » (p. 3). La même idée s'exprime chez Karl Rosenkranz, philosophe allemand de l'école hégélienne, dont le livre sur les partis parut avant que les partis n'existent en Allemagne : Über den Begriff der politischen Partei : Rede (1843) : « Le parti est une partialité consciente » (p. 9) ! ↵

898)

Voir John Gilbert Heinberg, Comparative Major European Governments, 1937, chap. vu et vm. « En Angleterre, un seul parti politique a généralement la majorité à la Chambre des communes, et les leaders du parti sont membres du cabinet [...]. En France, aucun parti politique n'a jamais, dans la pratique, la majorité des sièges de la Chambre des députés, et par conséquent le Conseil des ministres est composé par les leaders d'un certain nombre de groupes de partis » (p. 138). ↵

901)

Voir l'introduction de Demokratie und Partei, édité par Peter R. Rohden, 1932 : « La caractéristique distinctive des partis allemands est [...] que tous les groupes parlementaires sont résignés à ne pas représenter la volonté générale ı.J. C'est pourquoi les partis ont été si embarrassés lorsque la révolution de Novembre les a conduits au pouvoir. Chacun d'eux était organisé de telle manière qu'il ne pouvait exprimer que des revendications partielles, c'est-à-dire que chacun comptait toujours sur l'existence d'autres partis représentant d'autres intérêts partiels et trouvait ainsi une limite naturelle à ses propres ambitions » (p. 13-14). ↵*

Le système continental des partis est très récent. À l'exception des partis français, qui remontent à la Révolution française, aucun pays européen n'a connu de représentation parlementaire avant 1848. Les partis sont apparus dans la foulée des factions qui s'étaient formées au sein du Parlement. En Suède, le parti social-démocrate a été le premier à présenter (en 1889) un programme dûment formulé (Encyclopedia of Social Sciences). À propos de l'Allemagne, voir Ludwig Bergstraesser, Geschichte der politischen Parteien in Deutschland, 1921. Tous les partis se fondaient ouvertement sur la protection d'intérêts ; ainsi le parti conservateur allemand se développa —t-il à partir de l'« Association pour la protection des intérêts de la grosse propriété foncière » fondée en 1848. Ces intérêts, toutefois, n'étaient pas nécessairement économiques. Les partis néerlandais, par exemple, se sont constitués « sur les deux questions qui dominent si largement la politique néerlandaise — l'élargissement du droit de vote et la subvention de l'éducation privée, d'ailleurs essentiellement confessionnelle » (Walter Arthur Rudlin, « Political Parties » 3 : « Great Britain », Encyclopedia of the Social Sciences). ↵

903)

Définition du parti d'Edmund Burke : « Le parti est un corps d'hommes unis pour défendre, par leurs efforts conjugués, l'intérêt national, en vertu d'un principe particulier sur lequel ils sont tous d'accord » (Edmund Burke et lord John Russell, Upon Party, 2^e éd., 18)0).

←

904)

Arthur N. Holcombe (Encyclopedia of the Social Sciences) a souligné à juste titre le fait que dans le système bipartite, les principes des deux partis « tendent à être les mêmes. S'ils n'avaient pas été les mêmes en substance, se soumettre au vainqueur eût été intolérable pour le vaincu ». ↩

905)

Edmund Burke, Upon Party : « Ils croyaient impossible que des hommes pussent agir efficacement s'ils n'agissaient pas de concert ; impossible que des hommes pussent agir s'ils n'agissaient pas en toute confiance ; impossible que des hommes pussent agir en toute confiance s'ils n'étaient pas liés par des opinions communes, des sympathies communes et des intérêts communs. » ↵

Au sujet du, concept de citoyen (Staatsbürger) pour l'Europe centrale par opposition au membre d'un parti, voir Johann Caspar Bluntschli, *Charakter und Geist der politischen Parteien* ; « Les partis ne sont pas des institutions d'État, ni des membres de l'appareil d'État, mais des associations sociales libres dont la formation repose sur un ensemble de membres fluctuant et uni par une conviction précise en vue d'une action politique commune. » La différence entre l'intérêt de l'État et l'intérêt d'un parti est soulignée à tout propos : « Le parti ne doit jamais se placer au-dessus de l'État, il ne doit jamais faire passer ses intérêts de parti au-dessus de l'intérêt de l'État » (p. 9 et 10). Edmund Burke, au contraire, combat l'idée selon laquelle les intérêts du parti ou l'appartenance au parti font de l'homme un plus mauvais citoyen. « Les commonwealths sont faits de familles ; les commonwealths de partis aussi ; et l'on pourrait tout aussi bien affirmer que nos amitiés et nos liens du sang naturels tendent inévitablement à faire des hommes de mauvais citoyens à l'instar de ceux qui affirment que nos attaches avec notre parti affaiblissent celles qui nous lient à notre pays » (Upon Party). Lord Bussell (ibid.) fait même un pas de plus lorsqu'il déclare que le plus important des bienfaits des partis c'est « qu'ils donnent une substance aux opinions fumeuses des politiciens, et qu'ils les attachent à des principes stables et durables. » ↵

907)

Comparer à cette attitude le fait très éloquent qu'en Grande-Bretagne, Ramsay MacDonald ne put jamais faire oublier sa « trahison » envers le parti travailliste. En Allemagne, l'esprit de devoir civique exigeait de ceux qui appartenaient à la fonction publique de se placer au-dessus des partis. Pour vaincre cet esprit d'obéissance civique hérité de la vieille Prusse, les nazis affirmèrent la primauté du parti, parce qu'ils voulaient arriver à la dictature. Goebbels demandait explicitement : « Tout membre du parti qui devient fonctionnaire d'État doit avant tout rester un national – socialiste [...] et coopérer étroitement avec l'administration du parti » (tiré de Gottfried Neesse, Partei und Staat, 1936, p. 28). ↵

Comme le Kolonialverein, le Centralverein für Handelsgeographie, le Flottenverein, ou même la Ligue pangermaniste, qui jusqu'à la Première Guerre mondiale n'avait jamais eu le moindre contact avec les milieux d'affaires. Voir Mildred S. Wertheimer; The Pan-German League, p. 73. Les Nationalliberalen constituaient bien sûr l'exemple typique de cette attitude « au-dessus des partis » de la bourgeoisie ; voir supra, note 73, p. 338. ←

909)

Erich Ludendorff, Die überstaatlichen
Mächte im letzten Jahre des Weltkrieges, 1927.
Voir également *Feldherrnworte*, 1938, 2 vol.;
1.I, p. 43, SS ; t. II, p. 80. ←

Le but primordial de l'État corporatiste était « de corriger et de neutraliser la situation qu'avait engendrée la révolution industrielle du XIX^e siècle en dissociant dans l'industrie le capital et la main-d'œuvre, donnant naissance, d'un côté à une classe capitaliste composée des employeurs de main-d'œuvre, de l'autre à une vaste classe de non-possédants, le prolétariat industriel. La juxtaposition de ces classes aboutissait inéluctablement à une confrontation de leurs intérêts contradictoires » (The Fascist Era [Year XVII], publié par la Confederazione Generale dell'Industria Italiana, 1939, chap. m). ←

911)

« Si l'État doit vraiment représenter la nation, le peuple qui constitue la nation doit être une partie de l'État. Comment garantir cela ? La réponse des fascistes consiste à organiser le peuple en groupes selon les activités respectives de chacun, des groupes qui, sous l'action de leurs leaders [...], s'élèvent par degrés comme dans une pyramide à la base de laquelle il y aurait les masses, et, au sommet, l'État. Pas de groupe extérieur à l'État, pas de groupe contre l'État, rien que des groupes au sein de l'État [...] qui [...] est la nation rendue structurée » (ibid.). ↵

912)

Sur les relations entre parti et État dans les pays totalitaires, et en particulier l'intégration du parti fasciste dans l'État italien, voir Franz Neumann, Behemoth, 1942, chap. 1. ↵

913)

Voir le remarquable exposé sur les relations entre parti et mouvement dans le Dienstvorschrift für die Parteiorganisation der NSDAP, 1932, p. 11 et suiv., ainsi que celui de Werner Best, dans Die deutsche Polizei, 1941, p. 107, qui va dans le même sens : « C'est la tâche du parti [...] de maintenir la cohésion du mouvement et de lui apporter un soutien et une direction. » ↵

914)

Dans son discours du 14 novembre 1933, Mussolini défend sa dictature de parti unique avec des arguments qui sont monnaie courante dans tous les États-nations en temps de guerre : un parti politique unique est indispensable pour « que la discipline politique puisse exister [...] et que le lien créé par un sort commun puisse unir tout le monde au-dessus des intérêts contradictoires » (Benito Mussolini, Four Speeches on the Corporate State, 1933). ↵

L'anecdote suivante, que l'on doit à Nicolas Berdiaev, mérite d'être rapportée : « Un jeune Soviétique qui était allé en France [...] fut interrogé sur l'impression que la France lui avait laissée. Il répondit : "Il n'y a pas de liberté dans ce pays." [...] Le jeune homme expliqua son idée de la liberté : [...] La soi-disant liberté française était un de ces types de liberté qui laissent les choses inchangées ; chaque jour ressemblait aux précédents ; [...] aussi le jeune homme venu de Russie s'était-il ennuyé en France » (Les Sources et le sens du communisme russe, 1951 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1937, The Origin of Russian Communism, p. 182-183]). ↵

916)

L'hostilité des Autrichiens envers l'État se retrouvait aussi parfois parmi les pan – germanistes allemands, surtout lorsqu'ils se trouvaient être des Auslandsdeutsche, comme Moeller van den Bruck. ↵

917)

Hitler traduisait parfaitement la situation lorsque, à l'occasion des élections de 1932, il déclara : « Contre le national-socialisme, il n'est en Allemagne que des majorités négatives » (tiré de Konrad Heiden, Der Führer, 1944, p. 564). ↵

918)

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, au moins 10 % de la population de la France était d'origine étrangère et non naturalisée. Les mines du Nord employaient principalement des Polonais et des Belges, l'agriculture dans le Midi, des Espagnols et des Italiens. Voir A. M. Carr-Saunders, World Population, 1936, p. 145-158. ↩

919)

« Depuis 1918, aucun des États successeurs n'a produit [...] un seul parti capable d'englober plus qu'une seule race, une seule religion, une seule classe sociale ou une seule région. L'unique exception est le parti communiste de Tchécoslovaquie » (Encyclopedia of the Social Sciences). ↵

920)

Voir Karl Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte [H. Arendt se réfère à Védition anglaise parue en 1898 : The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte (1852)]. ↩

921)

Carl Schmitt, Staat, Bewegung, Volk..., p.
31. ↩

922)

*Vaclav Fiala, « Les Partis politiques
polonais », Le Monde slave, février 1933. ↵*

923)

Voir l'analyse approfondie de Charles A. Micaud, The French Right and Nazi Germany, 1933-1939, /973. ↵

924)

L'exemple le plus fameux fut la division du parti socialiste français, en 1938, lorsque la faction de Blum se retrouva en minorité face au groupe pro-munichois de Déat, lors du congrès socialiste du département de la Seine. ↵

925)

Le parti socialiste allemand avait subi une transformation caractéristique entre le début du siècle et 1933. Avant la Première Guerre mondiale, il n'y avait que 10 % de ses membres qui n'appartenaient pas à la classe ouvrière, tandis que 25 % de ses voix venaient des classes moyennes. Pourtant, en 1930, les ouvriers ne représentaient que 60 % de ses membres environ, alors qu'il trouvait au moins 40 % de ses voix dans les classes moyennes. Voir Sigmund Neumann, Die deutschen Parteien, p. 28 et suiv. ↵

926)

NdE. Le 12 septembre 1932, les communistes présentent une motion de défiance envers le chancelier von Papen, motion à laquelle se rallient les nationaux-socialistes : le Reistag est dissout. Cette alliance trouve un prolongement lors de la grève des transports de Berlin initiée par les communistes qui veulent déstabiliser les sociaux-démocrates : les nazis apportent leur soutien aux grévistes. ←

927)

Carl Schmitt, Staat, Bewegung, Volk... ↵

928)

Par S. Lawford Childs, « Refugees, a Permanent Problem in International Organization », War is not Inevitable, Problems of Peace, 13^e serie, 1938. ↵

La précoce persécution des Juifs par les nazis doit être comprise comme la tentative de répandre l'antisémitisme parmi « ces peuples qui sont disposés à témoigner de l'amitié aux Juifs, en particulier les démocraties occidentales », bien plus que comme un effort pour se débarrasser des Juifs. La circulaire du ministère des Affaires étrangères communiquée à toutes les autorités allemandes à l'étranger peu après les pogroms de novembre 1938 proclamait : « Le seul mouvement d'émigration de 100000 Juifs a déjà suffi à attirer l'attention de nombreux pays sur le danger juif [...]. L'Allemagne a à cœur de poursuivre la dispersion de la juiverie [...] l'affluence des Juifs dans toutes les parties du monde suscite l'opposition de la population d'origine et représente ainsi la meilleure des propagandes pour la politique juive de l'Allemagne [...]. Plus pauvre et donc plus lourd sera l'émigrant juif pour le pays qui l'absorbe, plus vive sera la réaction du pays. » Voir NæzÀ Conspiracy and Aggression, 1946, t. VI, p, 87 et suiv. ◀

930)

*Kurt Tramples, « Polkerbund und
Volkerfreiheit », Süddeutsche Monatshefte, 26
juillet 1929. ↵*

931)

La lutte des Slovaques contre le gouvernement « tchèque » à Prague se termina par l'indépendance de la Slovaquie, sous la protection de Hitler; la Constitution yougoslave de 1921 fut « admise » au Parlement malgré l'opposition de tous les représentants croates et Slovènes. Pour un bon résumé de l'histoire yougoslave entre les deux guerres, voir Das Zeitalter des Imperialismus, 1933, vol. 10, p. 471 et suiv. ←

932)

Mussolini avait parfaitement raison lorsqu'il écrivit, après la crise de Munich : « Si la Tchécoslovaquie se retrouve aujourd'hui dans ce que l'on pourrait appeler une "situation délicate", c'est parce qu'elle n'était pas uniquement la Tchécoslovaquie, mais la Tchéco-Germano-Polono-Magyar-Ruthéno-Roumano-Slovaquie... » (Tiré de Hubert Ripka, Munich : Before and After, a Fully Documented Czechoslovak Account of the Crises of September 1938 and March 1939, 1939, p. 117.) ↵

Otto Bauer a été le premier à créer ce terme ; voir Oic Nationalitätenfrage und die österreichische Sozialdemokratie. La conscience historique a joué un grand rôle dans la formation de la conscience nationale. L'émancipation des nations vis-à-vis d'une domination dynastique, la nouvelle suzeraineté d'une aristocratie internationale se sont accompagnées de l'émancipation de la littérature vis-à-vis du langage « international » des érudits (d'abord le latin, plus tard le français) et du développement de langues nationales à partir des idiomes populaires. Il semblait que les peuples dont la langue se prêtait à la littérature eussent atteint leur maturité per definitionem. C'est pourquoi les mouvements de libération des nationalités d'Europe orientale ont débuté par une sorte de renaissance philologique (les résultats ont été tantôt grotesques, tantôt fructueux) ayant pour rôle politique de prouver qu'un peuple qui possédait une littérature et une histoire en propre avait droit à la souveraineté nationale.

←

934)

Bien entendu, il ne s'agissait pas toujours d'une alternative aussi nette. Jusqu'ici, personne ne s'est soucié de chercher les similitudes caractéristiques entre l'exploitation coloniale et celle des minorités. Seul Jacob Bobinson, « Staatsbürgerliche und wirtschaftliche Gleichberechtigung », Süddeutsche Monatshefte, 26 juillet 1929, ↵

935)

remarque en passant : « Un curieux protectionnisme économique apparut, qui n'était pas dirigé contre les autres pays, mais contre certains groupes de la population. Curieusement, on pouvait observer en Europe centrale certaines des méthodes de l'exploitation coloniale. » ↵

On a estimé qu'avant 1914, il y avait environ 100 millions d'individus dont les aspirations nationales n'étaient pas satisfaites (voir Charles Kingsley Webster, « Minorities : History », Encyclopedia Britannica, 1929). La population des minorités était estimée à environ 25 à 30 millions de personnes (Pablo de Azcarate, « Minorities, League of Nations », ibidj. En Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, la situation réelle était bien pire. Dans la première, le « peuple d'État » tchèque constituait, avec 7200000 personnes, environ 50 % de la population, et dans la seconde les 5 millions de Serbes ne représentaient que 42 % de la population totale. Voir Wilhelm Winkler, Statistisches Handbuch der europäischen Nationalitäten, 1931 ; Otto Junghann, National Minorities in Europe, 1932. Kurt Tramples, « Völkerbund und Volkeifreiheit », donne des chiffres légèrement différents. ↵

937)

Pablo de Azcarate, « Minorities, League of Nations » ; « Les traités ne contiennent aucune stipulation quant aux “devoirs” des minorités envers les États dont elles font partie. Toutefois, en 1922, la troisième assemblée ordinaire de la SDN[...] a adopté [...] des résolutions concernant les “devoirs des minorités”... » ↵

À cet égard, les délégués français et britanniques parlaient un langage parfaitement clair. Ainsi Briand disait-il : « Le processus que nous devrions viser, ce n'est pas la disparition sur les minorités, mais une sorte d'assimilation... » Et Sir Austen Chamberlain, le représentant britannique, déclarait même que « l'objet des traités des minorités était [...] de garantir [...] ces mesures de protection et de justice qui les prépareraient peu à peu à se fondre dans la communauté nationale à laquelle ils appartenaient » (Carlile Aylmer Macartney, *National States and National Minorities*, 1934, p. 276, 277). ↵

Il est vrai que certains hommes d'État tchèques, les leaders des mouvements nationaux les plus libéraux et les plus démocratiques, avaient caressé le rêve de faire de la République tchécoslovaque une sorte de Suisse. La raison pour laquelle même Benes ne tenta jamais sérieusement de trouver une solution de ce genre à ses écrasants problèmes de nationalités tenait à ce que la Suisse n'était pas un modèle que l'on pût imiter; mais bien plutôt une exception particulièrement heureuse qui prouvait au demeurant une règle établie. Les États récemment établis ne se sentaient pas assez sûrs pour abandonner un appareil d'État centralisé et ils ne pouvaient pas créer du jour au lendemain ces petits corps de communes et de cantons responsables de leur propre administration et dont les pouvoirs extrêmement étendus constituent la base du système confédéral suisse. ←

Notamment Wilson, qui s'était ardemment battu pour obtenir des « droits raciaux, religieux et linguistiques aux minorités », mais qui craignait que des « droits nationaux » ne se révèlent d'autant plus nocifs que les groupes minoritaires ainsi marqués comme corps constitués à part deviendraient de ce fait « susceptibles de se montrer “jaloux et d'attaquer”» (Oscar J. Janowsky, The Jews and Minority Rights, 1931, p. 351). Carlile Aylmer Macartney (National States and National Minorities, p. 4) décrit la situation et le « travail prudent de la commission internationale des Affaires étrangères » qui s'était si bien employée à éviter le terme « national ». ←

941)

Le terme est de Carlile Aylmer Macartney,
passim. ↩

942)

« Le résultat du règlement de la paix fit que chaque État de la ceinture de populations mêlées [...] se voyait désormais comme un État national. Or ils avaient les faits contre eux [...]. Pas un de ces États n'était en fait uni-national, tout comme il n'y avait, par ailleurs, aucune nation dont les membres vécussent dans un seul et même État » (Ibid., p. 210). ↵

13. En 1933, le président du Congrès souligna expressément : « Une chose est certaine : nous ne réunissons pas nos congrès uniquement en tant que membres de minorités abstraites, chacun de nous appartient corps et âme à un peuple spécifique, son propre peuple, et se sent lié au destin de ce peuple pour le meilleur et pour le pire. Aussi chacun de nous est-il ici, si j'ose dire, en tant qu'allemand pur sang, ou juif pur sang, en tant que hongrois pur sang ou ukrainien pur sang. » Voir Sitzungsbericht des Kongresses der organisierten nationalen Gruppen in den Staaten Europas, 1933, p. 8. ←

Les premières minorités sont apparues lorsque le principe protestant de la liberté de conscience est venu marquer la fin du principe du cuius regio ejus religio. Le congrès de Vienne de 1815 avait déjà pris certaines mesures destinées à garantir certains droits aux populations en Russie, en Prusse et en Autriche, droits qui n'étaient certes pas uniquement « religieux » ; il est toutefois caractéristique que tous les traités ultérieurs – le protocole qui garantit l'indépendance de la Grèce en 1830, celui qui garantit l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie en 1856, et le congrès de Berlin de 1878, notamment consacré à la Roumanie – ne parlent pas de minorités « nationales », mais de minorités « religieuses », auxquelles on a accordé des droits « civiques » mais non « politiques ». ↵

945)

De Mello Franco, représentant du Brésil au conseil de la Société des Nations, a posé le problème en termes parfaitement clairs : « Il me semble manifeste que ceux qui ont conçu ce système de protection n'ont jamais souhaité créer à l'intérieur de certains États un groupe d'habitants qui se considéreraient en permanence comme étrangers à l'organisation générale du pays » (Carlile Aylmer Macartney, National States and National Minorities, p. 277). ↵

« Le régime de protection des minorités a été conçu pour offrir un remède dans les cas où un règlement territorial était inévitablement imparfait du point de vue de la nationalité » (Joseph Roucek, The Minority Principle as a Problem of Political Science, 1928, p. 29). Malheureusement, cette imperfection du règlement territorial était une erreur non seulement pour l'établissement des minorités, mais aussi pour la mise en place des États successeurs eux-mêmes, étant donné qu'il n'existait dans cette région aucun territoire que plusieurs nationalités ne pussent revendiquer.

←

947)

On peut trouver un témoignage quasi symbolique de ce changement d'attitude dans les déclarations d'Eduard Benes, président de la Tchécoslovaquie, seul pays qui, après la Première Guerre mondiale, se soit soumis de bonne grâce aux exigences des traités sur les minorités. Peu après le début de la Seconde Guerre mondiale, Benes » commença à défendre le principe du déplacement de populations, ce qui devait aboutir à l'expulsion de la minorité allemande et à l'arrivée d'une nouvelle catégorie dans la masse croissante des personnes déplacées. À propos de l'attitude de Benes, voir Oscar I. Janovitsky, Nationalities and National Minorities, 1945, p. 136 et suiv.

←

où la personne naturalisée cessait de nourrir un attachement authentique envers son pays d'adoption. Toute personne ainsi dénaturalisée devenait apatride. Au cours de la guerre, les principaux États européens ont estimé nécessaire d'apporter certains amendements à leurs lois sur la nationalité afin de se donner le pouvoir d'annuler la naturalisation » (John Hope Simpson, *The Refugee Problem*, 1939, p. 231). La classe des apatrides créée par la révocation de leur naturalisation était très peu étendue, elle établissait néanmoins un précédent commode si bien que, pendant l'entre-deux – guerres, les citoyens naturalisés ont été en règle générale la première fraction de la population à devenir apatride. L'annulation massive des naturalisations, du type de celle que l'Allemagne nazie a introduite en 1933 à l'encontre de tous les Allemands d'origine juive naturalisés, précéda généralement la dénationalisation des citoyens de naissance dans les catégories analogues, et l'introduction de lois permettant de procéder à la dénaturalisation par simple décret, comme le firent la Belgique et certaines démocraties occidentales dans les années 30, et précéda généralement une véritable dénaturalisation de masse ; on en trouve un bon exemple dans l'action du gouvernement grec à l'égard des réfugiés arméniens : sur 45000 réfugiés arméniens, 1000 furent naturalisés entre 1923 et 1928. Après 1928, la loi qui aurait permis de naturaliser tous les réfugiés de moins de 22 ans fut suspendue, et en 1936 toutes les naturalisations furent annulées par le gouvernement (ibid., p. 41). ←

*Vingt-cinq ans après que le régime soviétique eut refoulé 1,5 million de Russes, on estimait qu'au moins 350 à 450000 d'entre eux étaient toujours apatrides – ce qui représente un énorme pourcentage si l'on considère que toute une génération s'était écoulée depuis la première émigration, qu'une proportion considérable d'entre eux avait quitté le continent, et qu'une autre part importante avait obtenu la citoyenneté par mariage en divers pays. (Voir John Hope Simpson, *The Refugee Problem*, p. 559 ; Eugene M. Kulischer, *The Displacement of Population in Europe*, 1943 ; Ivinjfred N. Hadsel, « *Can Europe's Refugees Find New Homes ?* », *Foreign Policy Reports*, août 1943, vol. 10, n° 10.) Il est vrai que les États-Unis ont placé les immigrants apatrides sur un pied d'égalité complet avec les autres étrangers, mais cela n'a pu se faire que parce que ce pays, terre d'immigration par excellence* a toujours considéré les nouveaux venus comme ses futurs citoyens, quelles qu'aient été leurs allégeances nationales antérieures. ←*

950)

L'American Friends Service Bulletin (mars 1943) publie le rapport complexe d'un de ses correspondants qui s'est trouvé face au problème d'« un homme qui est né à Berlin, Allemagne, mais qui est d'origine polonaise par ses parents et qui se trouve par conséquent [...] apatride, se déclare de nationalité ukrainienne et que le gouvernement russe réclame pour le rapatrier et l'envoyer servir dans l'armée Rouge ». ↵

951)

Lawrence Preuss, « La Dénationalisation imposée pour des motifs politiques », Revue internationale française du droit des gens, 1937, vol. 4, n^{os} 1, 2, 3. ↵

952)

La loi italienne de 1926 contre l'« émigration abusive » semblait annoncer des mesures de dénaturalisation contre les réfugiés antifascistes ; après 1929 toutefois, la politique de dénaturalisation fut abandonnée et des organisations fascistes furent mises sur pied à l'étranger. Sur les 40000 membres de l'Unione Popolare Italiana en France, au moins 10000 étaient d'authentiques réfugiés antifascistes, mais seuls 3 000 d'entre eux se trouvaient sans passeport. Voir John Hope Simpson, The Refugee Problem, p. 122 et suiv. ←

La première loi de ce type a été une mesure de guerre prise par la France en 1915 et qui ne s'appliquait qu'aux citoyens naturalisés d'origine ennemie qui avaient gardé leur nationalité d'origine ; le Portugal est allé beaucoup plus loin en promulguant en 1916 un décret dénaturalisant automatiquement toute personne née de père allemand. En 1922, la Belgique se dota d'une loi annulant la naturalisation des personnes qui avaient commis des actes antinationaux au cours de la guerre, loi qu'elle conforta en 1934 par un nouveau décret qui, avec cette manière vague, typique de l'époque, parlait des personnes « manquant gravement à leurs devoirs de citoyens belges ». En Italie, depuis 1926, pouvait être dénaturalisée toute personne qui ne « méritait pas la citoyenneté italienne » ou qui représentait une menace pour l'ordre social. En 1926 et 1928 respectivement, l'Égypte et la Turquie promulguèrent des lois en vertu desquelles pouvaient être dénaturalisés tous ceux qui menaçaient l'ordre social. La France menaçait de dénaturaliser tous ceux de ses nouveaux citoyens qui commettaient des actes contraires aux intérêts de la France (1927). En 1933, l'Autriche pouvait retirer la nationalité autrichienne à tous ceux de ses citoyens qui avaient servi à l'étranger ou qui avaient participé à une action hostile à l'Autriche. Enfin l'Allemagne, en 1933, suivait de près les divers décrets russes apparus depuis 1921 en établissant que la nationalité allemande pouvait être retirée arbitrairement à toute personne « résidant à l'étranger ». ↩*

954)

Cette citation est tirée d'un arrêté de ZHauptsturmführer Dannecker daté du 10 mars 1943 et se référant à la « déportation de 5000 Juifs de France, contingent 1942 ». Le document (du Centre de documentation juive de Paris) fait partie des Documents de Nuremberg, n° RF. 1216. Les Juifs bulgares furent l'objet de semblables arrêtés. Cf ibid. le mémorandum de L. R. Wagner s'y référant, daté du 3 avril 1943, document NG 4180. ←

Stephen Lauford Childs (« *Refugees a Permanent Problem in International Organization* ») déplore que le pacte de la SDN n'ait prévu « aucune charte en faveur des réfugiés politiques, aucune compensation en faveur des exilés ». La dernière tentative en date faite par les Nations unies pour obtenir, au moins pour un petit groupe d'apatrides – les fameux « apatrides de jure » –, un meilleur statut juridique, n'aura été qu'un simple geste, officiellement destiné à réunir les représentants d'au moins 20 pays, mais avec la garantie implicite que leur participation à cette conférence n'entraînerait de leur part aucune obligation. En dépit de ces restrictions, il demeure extrêmement douteux que cette conférence se tienne. Voir l'article du New York Times du 17 octobre 1954, p. 9. ↵

956)

pour pouvoir régler les problèmes nouveaux. Du fait qu'elle refusait de regarder la nouvelle situation en face, elle s'englua dans des fonctions dont s'acquittaient mille fois mieux les innombrables organisations caritatives que les réfugiés avaient organisées eux-mêmes avec l'aide de leurs compatriotes. Si les Droits de l'homme devenaient l'objet d'un organisme caritatif particulièrement inefficace, le concept de Droits de l'homme ne pouvait qu'en être encore un peu plus discrédité. ↵

Les efforts multiples et répétés des hommes de loi visant à simplifier le problème en établissant une différence entre l'apatride et le réfugié – garantir par exemple « que le statut de l'apatride est caractérisé par le fait qu'il ne possède pas de nationalité, tandis que celui du réfugié est déterminé par sa perte de toute protection diplomatique » (John Hope Simpson, The Refugee Problem, p. 232) – ont toujours été déjoués par le fait que « dans la pratique, les réfugiés sont tous des apatrides » (ibid., p. 4). ↵

C'est à R. Yeivdall Jermings (« Some International Aspects of the Refugee Question », British Yearbook of International Law, 1939) que nous devons la présentation la plus ironique de cette attente générale : « Le statut d'un réfugié n'est évidemment pas un statut permanent. L'idée est qu'il se débarrasse de ce statut le plus vite possible, soit par rapatriement soit par naturalisation dans le pays d'accueil. » ↵

959)

Seuls les Russes, qui constituaient à tous égards l'aristocratie de la population apatride, et les Arméniens, qui étaient assimilés au statut russe, ont de tout temps été reconnus officiellement comme « apatrides », placés sous la protection du bureau Nansen de la SDN, et munis de papiers leur permettent de voyager.

←

Stephen Lauford Childs, « *Refugees a Permanent Problem in International Organization* ». Cet effort désespéré pour faire au plus vite venait de ce que tous les gouvernements craignaient que même le plus petit geste positif « pût encourager les pays à se débarrasser de leurs indésirables et pousser nombre d'entre eux à émigrer, alors qu'autrement ils resteraient dans leurs pays même en cas de grave dénuement juridique » (Louise W. Holbom, « *The Legal Status of Political Refugees, 1920-1938* », *American Journal of International Law*, 1938). Voir également Georges Mauco (dans *Esprit*, 7^e année, n° 82, juillet 1939, p. 590) : « Assimiler les réfugiés allemands au statut d'autres réfugiés dont le sort avait été réglé par le bureau Nansen aurait naturellement été la solution la plus simple et la meilleure pour les réfugiés allemands eux-mêmes. Mais les gouvernements ne voulaient pas étendre les privilèges déjà accordés à une nouvelle catégorie de réfugiés dont le nombre menaçait au demeurant d'augmenter indéfiniment. » ↵

961)

JJ. Aux 600000 Juifs d'Allemagne et d'Autriche qui étaient en 1938 des apatrides en puissance, il faut ajouter les Juifs de Roumanie (le président de la commission fédérale roumaine aux minorités, le professeur Dragomir, venait d'annoncer au monde la révision imminente de la citoyenneté de tous les Juifs roumains) et de Pologne (le ministre des Affaires étrangères, Beck, avait déclaré officiellement que la Pologne comptait un million de Juifs de trop). Voir John Hope Simpson, *The Refugee Problem*, p. 235. ↵

*Il est difficile de dire ce qui l'emportait, des hésitations des États-nations à naturaliser les réfugiés (la pratique de la naturalisation devenait de plus en plus courante à mesure que les réfugiés arrivaient) ou des hésitations des réfugiés à accepter une autre citoyenneté. Dans les pays qui comptaient des populations minoritaires, comme la Pologne, les réfugiés (russes et ukrainiens) avaient nettement tendance à s'assimiler aux minorités sans toutefois demander la citoyenneté polonaise (voir John Hope Simpson, *The Refugee Problem*, p. 364). Le comportement des réfugiés russes est absolument caractéristique. Le passeport Nansen décrivait son titulaire comme, « personne d'origine russe* », parce que « nul n'aurait osé dire à l'émigré russe qu'il était sans nationalité ou de nationalité douteuse ». (Voir Marc Vichniac, « *Le Statut international des apatrides* », Recueil des cours de l'académie de droit international, vol. 33, 1933.) La tentative de munir tous les apatrides de cartes d'identité uniformes fut vivement critiquée par les titulaires du passeport Nansen, qui affirmaient que leur passeport était « la preuve que leur statut étranger était juridiquement reconnu ». (Voir R. Yewdall Jermings, « *Some International Aspects...* ») Avant la déclaration de guerre, les réfugiés d'Allemagne, même eux, n'avaient pas la moindre envie de se confondre avec la masse des apatrides ; ils préféraient le terme de « réfugié provenant d'Allemagne* », dans lequel subsistaient au moins des traces de nationalité. Les plaintes des pays européens quant à la difficulté d'assimiler les réfugiés sont moins convaincantes que les déclarations des pays d'outre-mer, qui conviennent avec les premiers que « de toutes les classes d'immigrants européens, les moins faciles à assimiler sont les Européens du sud, de l'est et*

du centre ». (Voir « *Canada and the Doctrine of Peaceful Changes* », publié par H. F. Angus, International Studies Conférence : Démographie Questions : Peaceful Changes, 1937, p. 75-76.) ↵

963)

*R. Yewdall Jermings, « Some International
Aspects... »* ↵

964)

La circulaire du 7 mai 1938 émise par les autorités hollandaises considérait expressément tout réfugié comme « étranger indésirable », et définissait le réfugié comme un « étranger qui a quitté son pays sous la pression des circonstances ». Voir « L'Émigration, problème révolutionnaire », Esprit, n° 82, juillet 1939, p. 602. ↵

Lawrence Preuss (« La Dénationalisation imposée pour des motifs politiques ») décrit l'illégalité comme suit : « L'acte illégal initial du gouvernement qui dénationalise [...] place le pays qui expulse dans une position de transgresseur du droit international, parce que ses autorités violent les lois du pays vers lequel l'apatride est expulsé. A son tour, ce pays ne peut plus s'en débarrasser [...] si ce n'est en violant [...] les lois d'un troisième pays [L'apatride se trouve dans l'alternative suivante] : ou bien il viole la loi du pays dans lequel il réside [...] ou bien il viole la loi du pays vers lequel il est expulsé. » Sir John Fischer Williams (« Dénationalisation », British Year Book of International Law, vol. 7, 1927) conclut de cette situation que la dénationalisation est contraire au droit international ; en 1930, pourtant, lors de la conférence de La Haye pour la codification du droit international, il ne s'est trouvé que le gouvernement finlandais pour soutenir que « la perte de nationalité [...] ne devrait jamais constituer une punition [...] ni être prononcée dans le but de se débarrasser d'une personne indésirable en l'expulsant ». ←

« La réelle difficulté d'accueillir un réfugié, c'est que s'il tourne mal [...] il n'existe aucun moyen de s'en débarrasser » : parvenu à cette triste conclusion, Stephen Lawford Childs (« Refugees a Permanent Problem in International Organization ») proposait des « centres de transit » vers lesquels le [s] réfugié [s] pourrait être renvoyé même de l'étranger; ce qui, autrement dit, tiendrait lieu de pays natal pour les besoins de la déportation. ↵

967)

Il se produisit au Proche-Orient deux exemples de naturalisation massive exceptionnels : le premier est celui des réfugiés grecs en provenance de Turquie que le gouvernement grec naturalisa en bloc en 1922 parce qu'il s'agissait en fait de rapatrier une minorité grecque et non pas d'accueillir des citoyens étrangers ; le second intervint en faveur des réfugiés arméniens venus de Turquie et cantonnés en Syrie, au Liban et dans d'autres pays anciennement turcs, c'est-à-dire une population avec laquelle, quelques années plus tôt, le Proche-Orient partageait une citoyenneté commune. ↵*

Lorsqu'une vague de réfugiés rencontrait des membres de leur propre nationalité déjà établis dans le pays où ils immigraient – comme cela se produisit pour les Arméniens et les Italiens en France, par exemple, et pour les Juifs dans tous les pays du monde – on constatait une certaine régression de l'assimilation des premiers arrivés. Car il n'était possible de mobiliser leur aide et leur solidarité qu'en faisant appel à la nationalité d'origine qu'ils partageaient avec les nouveaux venus. Cet argument présentait un intérêt direct pour les pays qui étaient submergés de réfugiés et qui ne pouvaient ou ne voulaient pas leur accorder une aide directe ou le droit au travail. Dans tous ces cas, les sentiments nationaux du groupe le plus ancien se révélaient être « l'un des facteurs primordiaux pour la réussite de l'établissement des réfugiés » (John Hope Simpson, The Refugee Problem, p. 45-46), mais en faisant appel à cette conscience et à cette solidarité nationales, les pays d'accueil accroissaient naturellement le nombre des étrangers non assimilés. Pour prendre un cas particulièrement intéressant, il a suffi de 10000 réfugiés italiens pour reculer indéfiniment l'assimilation de près de 1 million d'immigrants italiens en France. ←

969)

Le gouvernement français, et après lui certains pays occidentaux, introduisit pendant les années 30 un nombre croissant de restrictions concernant les citoyens naturalisés : ils étaient éliminés de certaines professions jusqu'à 10 ans après leur naturalisation, ils n'avaient pas de droits politiques, etc. ↵

970)

John Hope Simpson, The Refugee Problem,
p. 289. ↵

971)

En termes clairs, cette sentence prononcée contre lui sera moins grave qu'un ordre d'expulsion, l'annulation de son permis de travail ou un décret l'expédiant dans un camp d'internement. Un Américano-Japonais de la côte ouest qui se serait trouvé en prison lorsque l'armée avait ordonné l'internement de tous les Américains d'ascendance japonaise n'aurait pas été contraint de liquider ses biens à n'importe quel prix ; il serait resté en droit là où il était, armé d'un avocat pour s'occuper de ses intérêts ; et s'il avait eu la chance d'être condamné à une longue peine, il aurait pu retourner en toute légalité comme en toute tranquillité à ses affaires et à son métier d'avant, fussent-ils ceux d'un voleur professionnel. Sa peine d'emprisonnement lui garantissait les droits constitutionnels que rien d'autre – ni protestations de loyauté ni appel – n'aurait pu lui obtenir une fois sa citoyenneté devenue douteuse. ↵

972)

Le fait que le même principe de formation d'une élite a souvent fonctionné dans les camps de concentration totalitaires où l'« aristocratie » se composait d'une majorité de criminels et de quelques « génies », c'est-à-dire d'amuseurs et d'artistes, montre à quel point les positions sociales de ces groupes sont liées. ←

973)

En France, par exemple, il allait de soi qu'un ordre d'expulsion émanant de la police était beaucoup plus sérieux que s'il était « simplement » lancé par le ministère de l'intérieur, et que le ministère de l'intérieur ne pouvait annuler une expulsion ordonnée par la police que dans de très rares cas, alors que l'inverse n'était souvent qu'une simple affaire de corruption. D'après la Constitution, la police n'en est pas moins placée sous l'autorité du ministère de l'intérieur. ↵

En février 1938, le Reich et le ministère prussien de l'intérieur présentèrent un « projet de loi concernant l'acquisition et la perte de la nationalité allemande » qui allait bien plus loin que la législation de Nuremberg. Ce projet de loi stipulait que tous les enfants de « Juifs, Juifs de sang mêlé ou autres personnes de sang étranger » (qui de toute manière ne pouvaient en aucun cas devenir citoyens du Reich) n'avaient plus droit à la nationalité eux non plus, « même si le père possède la nationalité allemande de naissance ». Ces mesures ne s'appliquaient pas uniquement à la législation antijuive, ainsi que le montre clairement l'opinion exprimée le 19 juillet 1939 par le ministre de la Justice, qui suggère que « les mots de Juif et de Juif de sang mêlé soient autant que possible absents de la loi, pour être remplacés par “personnes de sang étranger” ou “personnes de sang non allemand ou non germanique [nicht atverwandt]”». La préparation de cette extraordinaire expansion de la population apatride dans l'Allemagne nazie a un aspect assez intéressant en ce qui concerne les enfants trouvés, qui sont explicitement considérés comme apatrides, à moins que « l'on puisse procéder à des recherches sur leurs caractéristiques raciales ». Le principe selon lequel tout individu naît avec des droits inaliénables garantis par sa nationalité est ici complètement renversé : tout individu naît sans droits, autrement dit apatride, à moins que l'on n'en arrive ultérieurement à une conclusion différente. On pourra consulter le dossier original relatif à ce projet de législation, y compris les opinions de tous les ministères et du Haut Commandement de la Wehrmacht, dans les archives du Yiddish Scientific Institute de New York (G 75). ←

975)

Sur le rôle des Juifs dans la formulation des traités sur les minorités, voir Carlile Aylmer Macartney, National States and National Minorities, p. 4, 213, 281 et passim ; David Erdstein, Le Statut juridique des minorités en Europe, 1932, p. 11 et suiv.; Oscar J. Janowsky, Nationalities and National Minorities. ↵

Cette théorie n'était absolument pas le fait de la seule Allemagne nazie, bien que seul un auteur nazi ait osé l'exprimer : « Il est vrai que la question des réfugiés continuera d'exister même lorsqu'il n'y aura plus de question juive ; mais étant donné que les Juifs représentent un pourcentage si élevé parmi les réfugiés, la question des réfugiés s'en trouvera considérablement simplifiée » (Heinz Kabermann, « Das internationale Flüchtlingsproblem », Zeitschrift für Politik, fasc. 3, 1939). ↵

977)

Il y eut des exemples pathétiques de cette confiance totale dans les droits nationaux : ainsi, avant la Seconde Guerre mondiale, lorsque près des trois quarts de la minorité allemande du Tyrol italien acceptèrent de quitter leurs maisons pour aller se réinstaller en Allemagne ; ainsi le rapatriement volontaire d'un îlot allemand de Slovénie qui existait depuis le XIV^e siècle, ou encore, tout de suite après la guerre, les réfugiés juifs d'un camp de personnes déplacées italien qui repoussèrent la proposition du gouvernement italien de les naturaliser en bloc. Au regard des expériences vécues par les peuples européens entre les deux guerres, ce serait une grave erreur d'interpréter simplement cette attitude comme un exemple de plus du fanatisme du sentiment national ; les gens ne se sentaient plus sûrs de leurs droits élémentaires si ceux-ci n'étaient pas protégés par un gouvernement auquel ils appartenaient de naissance. Voir Eugene M. Kulischer, The Displacement of Population in Europe, 1943. ↵

978)

Les quelques chances de réintégration offertes aux nouveaux émigrants reposaient essentiellement sur leur nationalité : les réfugiés espagnols, par exemple, furent relativement bien accueillis au Mexique. Au début des années 20, les États-Unis adoptèrent un système de quotas selon lequel toute nationalité déjà représentée dans le pays recevait pour ainsi dire le droit d'accueillir une certaine proportion de ses anciens compatriotes selon son importance numérique dans la population totale. ←

979)

Le danger qu'il peut y avoir à être innocent du point de vue du gouvernement persécuteur est devenu très clair lorsque, pendant la dernière guerre, le gouvernement américain a offert le droit d'asile à tous les réfugiés allemands qui se trouvaient sous le coup du paragraphe sur l'extradition contenue dans l'armistice franco-allemand. La condition était bien entendu que le postulant réussisse à prouver qu'il avait agi contre le régime nazi. La proportion de réfugiés allemands capables de satisfaire à cette condition était infime, et, chose curieuse, ils n'étaient pas le groupe le plus menacé. ↵

Même dans les conditions de la terreur totalitaire, les camps de concentration ont parfois été le seul endroit où existaient encore quelques traces de liberté de pensée et d'expression. Voir David Rousset, Les Jours de notre mort, 1947, passim, à propos de la liberté d'expression à Buchenwald, et Anton Ciliga, Au pays du grand mensonge, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1940 : The Russian Enigma, 1940, p. 200], à propos des « îlots de liberté », de « la liberté de pensée » qui régnaient dans certains lieux de détention soviétiques. ↵

981)

Edmund Burke, Réflexions sur la Révolution de France [H. Arendt se réfère à l'édition parue en 1790 : Reflections on the Revolution in France/. ↵

982)

*Maximilien Robespierre, discours du 24
avril 1793 [H. Arendt se réfère à une édition
anglaise des discours parue en 1927,
Speeches/. ↵*

983)

Introduction de E. J. Payne à Edmund Burke,
Réflexions sur la Révolution de France. ←

Cette expulsion moderne hors de l'humanité a des conséquences beaucoup plus radicales que la coutume de la proscription dans l'Antiquité et au Moyen Âge. La proscription, qui était sans doute le « sort le plus terrible que la loi primitive pût infliger » et qui plaçait la vie du proscrit à la merci de tous ceux qu'il rencontrait, a disparu avec l'établissement d'un système efficace de mise en application de la loi et a finalement été remplacée par des traités d'extradition entre nations. La proscription était à l'origine un substitut aux forces de police, destiné à forcer les criminels à se rendre. Le haut Moyen Âge semble avoir eu conscience du danger impliqué par la « mort civile ». Dans l'Empire romain finissant, l'excommunication signifiait la mort religieuse, mais laissait à la personne qui avait perdu son appartenance à l'Église une liberté totale à tous autres égards. La mort civile et la mort religieuse ne sont devenues identiques qu'à l'époque mérovingienne, et l'excommunication devint alors « limitée dans la pratique courante au retrait momentané ou à la suspension de droits communautaires qui pouvaient se recouvrer ». Voir les articles « Proscription » et « Excommunication » dans l'Encyclopedia of the Social Sciences. Voir également l'article « Friedlosigkeit » dans le Schweizer Lexikon.



985)

dont la plupart appartenaient à la « société ». Il est complètement faux de croire que les succès de Hitler étaient dus à ses « pouvoirs defascination » ; doté de ces seules qualités, il n'aurait jamais été plus qu'une célébrité de salon. ↵

986)

*Voir de Carlton J. H. Hayes les éclairantes
« Remarks on “The Novelty of Totalitarianism
in the History of Western Civilization”»,
Symposion on the Totalitarian State, 1939,
Proceedings of the American Philosophical
Society, vol. 82,1940. ↵*

987)

Ce fut en effet « la première révolution importante de l'histoire qui fut accomplie en appliquant la législation en vigueur au moment de la prise du pouvoir » (Hans Frank, Recht und Verwaltung, 1939, p. 8). ↵

La meilleure étude sur Hitler et sur sa carrière est la nouvelle biographie d'Alan Bullock, Hitler, a Study in Tyranny, 1952. Dans la tradition britannique des biographies politiques, elle fait un usage méticuleux de toutes les sources disponibles et brosse un tableau d'ensemble de l'atmosphère politique de l'époque. Pour les détails, cette publication a supplanté les excellents livres de Konrad Heiden – surtout Der Führer : Hitler's Rise to Power, 1944 – mais ceux-ci demeurent importants pour l'interprétation générale des événements. Pour la carrière de Staline, Boris Souvarine, Stalin : A Critical Survey of Bolshevism, 1939 /Staline. Aperçu historique du bolché – visme, 1935], est toujours un classique. Isaac Deutscher, Stalin : A Political Biography, 1949 ^Staline, 1953], est indispensable pour sa riche documentation et pour ses aperçus pénétrants sur les luttes internes du parti bolchevique ; le livre souffre d'une interprétation qui compare Staline à Cromwell, Napoléon et Bobespierre. ↵

989)

Franz Borkenau, The Totalitarian Enemy,
1940, p. 231. ↵

990)

Citation empruntée à l'édition allemande des Protocoles des Sages de Sion. Die Zionistischen Protokolle mit einem Vor – und Nachwort von Theodor Fritsch, 1924, p. 29. ↵

Il s'agit d'une spécialité de la variété russe du totalitarisme. Dès les premiers procès d'ingénieurs étrangers en Union soviétique, des sympathies communistes étaient utilisées comme argument pour l'auto-accusation : « Si vous êtes favorable au gouvernement soviétique, comme vous prétendez l'être, prouvez-le par vos actions ; le gouvernement a besoin de votre confession. » Rapporté par Anton Ciliga, Au pays du grand mensonge, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise publiée en 1940 : The Russian Enigma, p. 153]. Trotski donna une justification théorique de cette conduite : «... On ne peut avoir raison qu'avec et par le parti, car l'histoire n'a pas créé d'autres voies pour réaliser sa raison. Les Anglais ont un dicton historique : "Right or wrong, my country." [...] Nous sommes bien plus fondés historiquement à dire : qu'il ait tort ou raison en certaines questions partielles concrètes, c'est mon parti » [les citations sont extraites de l'édition française d'origine (rééd. 1993) : Staline. Aperçu historique du bolchévisme, p. 316]. Inversement, il fallut juger à huis clos les officiers de l'armée Rouge qui n'appartenaient pas au mouvement. ←

L'écrivain nazi Andréas Pfenning rejette explicitement l'idée que les SA combattaient pour un « idéal » ou étaient animés par une « expérience idéaliste ». Leur « expérience fondamentale prenait naissance au cours du combat », « Gemeinschaft und Staatswissenschaft », Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, vol. 96. Traduction établie d'après Ernst Fraenkel, The Dual State, 1941. D'après l'abondante littérature éditée sous forme de brochures par le principal centre d'endoctrinement des SS (SS Hauptamt-Schulungsamt), il est bien évident que le mot « idéalisme » a été soigneusement évité. On exigeait des SS non de l'idéalisme, mais « une profonde cohérence logique sur tous les points d'idéologie, et la poursuite impitoyable du combat politique » (Werner Rest, Die deutsche Polizei, 1941, p. 99). ↵

À cet égard, l'Allemagne de l'après-guerre offre beaucoup d'exemples éclairants. Il était déjà étonnant que les soldats noirs américains ne fussent nullement reçus avec hostilité, en dépit de l'endoctrinement racial massif entrepris par les nazis. De façon également surprenante, « la Waffen-SS, aux derniers jours de la résistance allemande, ne combattit pas, "jusqu'au dernier homme"», et cette unité spéciale de combat, « après les sacrifices énormes des années précédentes, qui proportionnellement dépassaient de beaucoup les pertes de la Wehrmacht, se conduisit pendant les dernières semaines comme n'importe quelle unité composée de civils, et s'inclina devant le caractère désespéré de la situation » (Karl O. Paetel, « Die SS », Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, janvier 1954). ↵

994)

Les régimes d'Europe de l'Est gouvernent pour le bénéfice de Moscou et se conduisent en agents du Komintem ; ils représentent une extension du mouvement totalitaire dirigé par Moscou, et non des développements nationaux. La seule exception semble être Tito en Yougoslavie, qui a peut-être rompu avec Moscou parce qu'il a compris que les méthodes totalitaires d'inspiration russe lui coûteraient une part substantielle de la population yougoslave. ↵

995)

Ce qui prouve que la dictature fasciste est de nature non totalitaire, c'est que les condamnations politiques y furent très peu nombreuses et relativement légères. Pendant les années, particulièrement actives, qui vont de 1926 à 1932, les tribunaux spéciaux prononcèrent sept condamnations à mort, 237 condamnations à dix ans de prison ou plus, 1360 à moins de dix ans, et beaucoup plus de sentences d'exil ; 12 000 personnes furent arrêtées et déclarées innocentes, procédure totalement inconcevable sous la terreur nazie ou bolchevique. Voir Ernst Kohn-Bramstedt, Dictatorship and Political Police : The Technique of Control by Fear, 1943, p. 31 et suiv. ↩

995a)

Les théoriciens nazis ont toujours emphatiquement souligné que « l'«État éthique» de Mussolini et l'«État idéologique» (Weltanschauungsstaat) de Hitler ne peuvent être mis sur le même plan » (Gottfried Neesse, « Die verfassungsrechtliche Gestaltung der Ein-Partei », Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, 1938, vol. 98). A propos de la différence entre fascisme et national-socialisme, Goebbels soutient : «[le fascisme] n'a [...] rien à voir avec le national-socialisme. Tandis que ce dernier va jusqu'aux racines, le fascisme n'est que superficiel » (The Goebbels Diaries 1942-1943, 1948, p. 71). «[Le Duce] n'est pas un révolutionnaire comme le Führer ou Staline. Il est si attaché à son peuple italien qu'il n'a pas les qualités du révolutionnaire et du rebelle de dimension mondiale » (Ibid., p. 468). Himmler exprima la même opinion dans un discours prononcé en 1943 devant une assemblée réunissant des officiers supérieurs : « Le fascisme et le national-socialisme sont fondamentalement différents [...] il n'y a absolument aucune comparaison entre eux en tant que mouvements spirituels et idéologiques. » Voir Ernst Kohn-Bramstedt, Dictatorship and Political Police..., 1945, annexe A. Dès le début des années 20, Hitler reconnut l'affinité entre les mouvements nazi et communiste : « Dans notre mouvement se rejoignent les deux extrêmes : les communistes venus de la gauche, et les officiers et les étudiants venus de la droite. Les uns et autres ont toujours été les éléments les plus actifs [...]. Les communistes étaient les idéalistes du socialisme... » Voir Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, p. 147. Rohm, le chef des SA, ne faisait que répéter une opinion répandue lorsqu'il écrivait, à la fin des années 20 : « Il y a beaucoup de choses entre les communistes et nous, mais nous respectons la sincérité de leur

conviction et leur volonté de se sacrifier pour leur propre cause, ce qui nous unit à eux » (Ernst Rohm, *Die Geschichte eines Hochverrâters*, 1933, p. 273). Durant la dernière guerre, les nazis reconnaissaient les Russes comme leurs égaux plus volontiers que n'importe quelle autre nation. Hitler, parlant en mai 1943 devant une conférence réunissant des Reichsleiter et des Gauleiter, « commença par dire que dans la présente guerre, la bourgeoisie et les États révolutionnaires se faisaient face. Il nous a été facile de mettre hors de combat les États bourgeois, car ils nous étaient très inférieurs du point de vue de leur éducation et de leur coniportement. Les pays qui possèdent une idéologie ont plus de tranchant que les États bourgeois [...]. [À l'Est] nous avons rencontré un ennemi qui, lui aussi, patronne une idéologie, même si elle est mauvaise... » (The Goebbels Diaries 1942-1943, 1948, p. 355). Ce jugement se fondait sur des considérations idéologiques et non militaires. Gottfried Neesse, *Partei und Staadt*, 1936, a donné la version officielle de la lutte du mouvement pour le pouvoir : « Pour nous, le front uni du système s'étend du parti national du peuple allemand [c'est-à – dire de l'extrême droite] aux sociaux-démocrates. Le parti communiste était un ennemi extérieur au système. Par conséquent, pendant les premiers mois de 1933, alors que le sort du système était déjà réglé, il nous fallait encore livrer une bataille décisive contre le parti communiste » (p. 76). ←

995b)

Hitlers Tischgespräche, 1951, p. 113. *Nous y trouvons aussi de nombreux exemples qui montrent que, contrairement à certaines légendes de l'après-guerre, Hitler n'eut jamais l'intention de défendre « l'Occident » contre le bolchevisme, mais resta toujours prêt à s'allier aux « Rouges » pour la destruction de l'Occident, même au plus fort de la lutte contre la Russie soviétique. Voir particulièrement p. 95, 108, 113 et suiv., 158, 385. ←*

996)

Nous savons aujourd'hui qu' Staline fut averti à maintes reprises de l'attaque imminente de Hitler contre l'Union soviétique. Même lorsque l'attaché militaire soviétique à Berlin l'informa du jour de l'attaque nazie, Staline refusa de croire que Hitler violerait le pacte. (Voir le « discours de Khrouchtchev sur Staline », texte diffusé par le Département d'État, New York Times, 5 juin 1956.) ↵

997)

Ce qu'illustre l'information suivante, rapportée par Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 549 : « D'après W. Krivitsky, informé à l'excellente source confidentielle de la Guépéou, "au lieu des 171 millions d'habitants escomptés pour 1937, on en a trouvé moins de 145 millions ; il manque donc à l'UBSS près de 30 millions d'individus". » Et il faut se rappeler que ceci se produisit après la dékoulakisation, qui avait coûté près de 8 millions de vies humaines. Voir Communism in Action, 1946, p. 140. ←

de la population toutes les familles qui comportent des cas de maladies cardiaques ou pulmonaires, l'étape suivante du programme étant bien sûr leur liquidation physique. Cette mesure et d'autres projets pour une Allemagne victorieuse figurent dans une circulaire adressée aux chefs de district (Kreisleiter) de Hesse-Nassau ; ils se présentent comme le compte rendu d'une discussion ayant lieu au quartier général du Führer sur les mesures qui devraient être adoptées « avant [...] et après l'achèvement victorieux de la guerre ». Voir le choix de documents dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VII, p. 175. De même, il était question de promulguer une « législation globale des étrangers » qui légaliserait et étendrait l'« autorité institutionnelle » de la police, c'est-à-dire à expédier dans des camps de concentration des gens innocents de tout délit. (Voir Paul Werner, « SS-Standartenführer », Deutsches Jugendrecht, n° 4, 1944.) Pour cette « politique négative des populations », qui a décidément les mêmes objectifs que les purges bolcheviques, il est important de se rappeler qu'« il ne saurait y avoir d'arrêt de ce processus de sélection » (Heinrich Himmler, « Die Schutzstaffel », Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalsozialistischen Staates, n° 7 b). « La lutte du Führer et de son parti était une sélection jusqu'ici non réalisée [...]. Cette sélection et cette lutte furent ostensiblement accomplies le 30 janvier 1933 [...]. Le Führer et sa vieille garde savaient que la lutte véritable ne faisait que commencer » (Robert Ley, Der Weg zur Ordensburg... [1936]). ↵

999)

Franz Borkenau décrit correctement la situation : « Les communistes ne remportaient qu'un succès très modeste lorsqu'ils essayaient de gagner de l'influence parmi les masses de la classe ouvrière ; par conséquent, leur base de masse, s'ils en avaient une, était de plus en plus éloignée du prolétariat » (« Die neue Komintern », Der Monat, 1949, n° 4). ↵

1000)

William Ebenstein, *The Nazi State, 1943*, p.
247. ↩

1001)

Selon les mots de Maxime Gorki. Voir Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 258. ↵

1002)

*Discours de Heinrich Himmler sur
« L'organisation et les obligations des SS et de
la police », publié dans National-politischer
Lehrgang der Wehrmacht von 15-23, janvier
1937. Cité dans Nazi Conspiracy and
Aggression, 1946, vol. IV, p. 616 et suiv. ↵*

1003)

Gustave Le Bon, La Psychologie des foules, 1895, mentionne le désintérêt de soi particulier aux masses. Voir chap. n, § 5. ↩

1004)

Dès avant Hitler, les fondateurs du parti nazi en parlaient à l'occasion comme d'un « parti de gauche ». Cf. aussi l'incident qui se produisit après les élections législatives de 1932 : « Gregor Strasser montra avec amertume à son Chef qu'avant les élections, les nationaux-socialistes du Reichstag auraient pu former une majorité avec le Centre ; désormais, cette possibilité avait disparu, les deux partis représentant moins de la moitié du Parlement ; [...] Mais avec les communistes, ils constituaient toujours une majorité, répliqua Hitler ; personne ne peut gouverner contre nous. » (Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, p. 94 et 495.) ↵

1005)

Carlton J. H. Hayes, « Remarks on “The Novelty of Totalitarianism in the History of Western Civilization”», qui ne fait pas de distinction entre la populace et les masses, pense que les dictateurs totalitaires « étaient issus des masses plutôt que des classes ». ↵

1006)

Telle est la théorie centrale de Konrad Heiden, dont les analyses du mouvement nazi restent remarquables. « Des décombres des classes mortes surgit la nouvelle classe des intellectuels, et à sa tête marchent les plus impitoyables, ceux qui ont le moins à perdre, donc les plus forts : une armée de bohèmes ; pour qui la guerre est un pays et la guerre civile une patrie » (Der Führer..., p. 100). ↵

L'accord secret entre le général Schleicher et Rôhm, le chef des SA, visait à placer toutes les formations paramilitaires sous le contrôle de la Reichswehr; ce qui aurait immédiatement gonflé ses effectifs de millions d'hommes. Ceci aurait inévitablement conduit à une dictature militaire. En juin 1934, Hitler liquida Rôhm et Schleicher. Les premières négociations furent conduites avec l'assentiment de Hitler, qui se servit des relations de Rôhm avec la Reichswehr pour tromper les milieux militaires sur ses intentions. En avril 1932, Rôhm témoigna, au cours d'un procès intenté à Hitler, que le statut militaire des SA était parfaitement admis par la Reichswehr. (Pour les documents sur le plan Rôhm-Schleicher, voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. V, p. 456 et suiv. Voir aussi Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, p. 450.) Rôhm lui-même rapporte fièrement ses négociations avec Schleicher, qui, selon lui, commencèrent en 1931. Schleicher avait promis de mettre les SA sous le commandement d'officiers de la Reichswehr en cas d'urgence. (Voir Die Memoiren des Stabschefs Rôhm, 1934, p. 170.) Le caractère militariste des SA, dû à Rôhm et constamment combattu par Hitler, continua d'inspirer leur vocabulaire jusqu'à la liquidation de Rôhm. À la différence des SS, les SA ont toujours prétendu être « les représentants de la volonté militaire de l'Allemagne » et, pour eux, le III^e Reich était une « communauté militaire [reposant sur] deux piliers : le parti et la Wehrmacht » (voir Handbuch der SA, 1939, et Victor Lutze, « Die Sturmabteilungen » [« Les Sections d'Assaut »], dans Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalsozialistischen Staates, n° 7 a). ←

1008)

*L'autobiographie de Rôhm, en particulier,
est un véritable classique de ce genre de
littérature. ↵*

1009)

Il est bien connu que les fractions antistaliniennes ont fondé leurs critiques sur cette formule marxiste et ne Vont jamais dépassée. Les « purges » répétées de la bureaucratie soviétique, qui ont équivalu à sa liquidation en tant que classe, ne les ont jamais empêchées de voir en elle la classe dominante et régnante de l'Union soviétique. Voici l'appréciation de Christian Rakovski, écrivant en 1930 de son exil sibérien : « Sous nos yeux s'est formée et se forme encore une grande classe de dirigeants qui a ses subdivisions intérieures, qui s'accroît par voie de cooptation calculée, par nominations directes ou indirectes [...]. L'élément qui unit cette classe originale est une forme, originale aussi, de propriété privée, à savoir le pouvoir d'État » (cité dans Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 469). Cette analyse est tout à fait exacte pour l'ère préstalinienne. Sur le développement des relations entre le parti et les soviets, qui est d'une importance décisive pour le cours de la révolution d'Octobre, voir Isaac Deutsch, The Prophet Armed : Trotsky, 1879-1921, 1954. ↵

1010)

En 1927, 90 %o des membres des soviets de village et 75 %o de leurs présidents n'appartenaient pas au parti ; les comités exécutifs des districts comprenaient 50 %o de membres du parti, tandis qu'au comité central, la proportion passait à 75 %o. Voir l'article « Bolchevisme » par Maurice Dobb dans /Encyclopedia of Social Sciences. Arthur Rosenberg, A History of Bolshevism, 1934, chap. n, montre en détail comment les membres de base du parti détruisirent le système des soviets de l'intérieur, en votant « conformément aux instructions qu'ils recevaient des dirigeants du parti ». ↵

1011)

Ces chiffres sont tirés du livre de Victor Kravchenko, J'ai choisi la liberté. La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique, 1947 [H. Arendt se réfère à l'édition américaine parue en 1946,1 Chose Freedom. The Personal and Political Life of a Soviet Official, p. 278 et 303 (p. 412 de l'édition française)]. Il s'agit bien entendu d'une source très discutable. Mais puisque, dans le cas de la Russie soviétique, nous ne pouvons avoir recours qu'à des sources discutables, autrement dit, nous devons nous appuyer entièrement sur des dépêches de presse, des estimations ou des reportages très divers. Tout ce que nous pouvons faire est donc d'utiliser toute information qui semble au moins posséder un degré élevé de probabilité. Certains historiens pensent apparemment que la méthode inverse, consistant à utiliser exclusivement tout document fourni par le gouvernement russe, est plus sûre, mais tel n'est pas le cas. Ce sont précisément les documents officiels qui ne sont que propagande. ←

1012)

Dans son rapport au XVI^e congrès [de 1930], Staline dénonça les déviations comme le « reflet » de la résistance des classes paysanne et petite-bourgeoise au sein du parti. (Voir Staline, Leninism, 1933, vol. II, chap. m.) Devant cette attaque, l'opposition était singulièrement désarmée, car elle aussi, et spécialement Trotski, était « toujours attentive] à découvrir une lutte de classes derrière toute lutte de cliques » (Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 375). ↵

1013)

Victor Kravchenko, J'ai choisi la liberté..., 1947, p. 260 [H. Arendt se réfère à l'édition américaine parue en 1946,1 Chose Freedom..., p. 187]. ↩

1014)

52. *Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993],*
p. 411. ↵

1015)

Le mot d'ordre des SS, tel qu'il a été formulé par Himmler lui-même, commence par les mots : « Il n'y a pas de tâche qui existe pour elle-même. » Voir Gunter d'Alquen, Die SS Geschichte, Aufgabe und Organisation der Schutzstaffeln der NSDAP, 1939. Les brochures diffusées par les SS pour leur seule consommation intérieure soulignent à maintes reprises « la nécessité absolue de comprendre la futilité de tout ce qui a une fin propre » (voir Der Reichsführer SS und Chef der deutschen Polizei, s.d., « réservé à l'usage interne de la police »). ↵

1016)

La pratique est attestée par des documents multiples. Walter Krivitsky, dans son livre In Stalin's Secret Service, 1939 ¿J'étais un agent de Staline, 1940] en attribue l'origine à Staline lui-même. ↵

1017)

55. *Hitler déclara dans Mein Kampf (première éd. allemande, 2 vol., 1925 et 1927) qu'il valait mieux avoir un programme démodé que de permettre la discussion d'un programme (livre II, chap. v). Il devait bientôt proclamer publiquement : « Une fois que nous aurons pris le pouvoir, le programme viendra de lui-même [...]. Il faut d'abord une vague de propagande d'une ampleur inconcevable. C'est une action politique qui n'aurait pas grand-chose à voir avec les autres problèmes du moment. » Voir Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, p. 203. ↵*

1018)

Boris Souvarine, à tort selon nous, suggère que Lénine avait déjà aboli le rôle du programme du parti : « Rien ne montre mieux l'inexistence d'un bolchevisme plus ou moins conséquent en dehors du cerveau de Lénine. Tout Bolchevik livré à lui-même s'écarterait de la "ligne" propre à sa fraction [...] car la solidarité liait les hommes par leur tempérament et sous l'ascendant personnel de Lénine plus que par les idées » (Staline... [rééd. 1993], p. 95). ↵

1019)

Le programme de Gottfried Feder pour le parti nazi, avec ses fameux 25 points, a joué un rôle plus important dans la littérature écrite sur le mouvement que dans le mouvement lui-même. ↵

1020)

L'effet de ce mot d'ordre, formulé par Himmler lui-même, est difficile à rendre. Sa forme allemande : « Meine Ehre heisst Treue » indique un dévouement et une obéissance absolue qui dépassent la signification de la simple discipline ou de la fidélité personnelle. Les traductions de documents allemands, dans Nazi Conspiracy and Aggression, constituent une source indispensable, mais sont malheureusement très inégales ; le mot d'ordre SS y est rendu par : « Mon honneur veut dire fidélité » (vol. V, p. 346). ←

1021)

Mussolini fut probablement le premier leader de parti à rejeter sciemment un programme précis et à le remplacer par les seuls principes issus de l'inspiration et de l'action du chef. Derrière ce choix, il y avait l'idée que l'immédiateté du moment, élément principal de l'inspiration, ne pourrait qu'être entravée par un programme de parti. Mieux que les « mythes » de Sorel, c'est l'« actualisme » de Gentile qui a exprimé la philosophie du fascisme italien. Cf. aussi l'article « Fascism », Encyclopedia of the Social Sciences. Le programme de 1921 fut formulé alors que le mouvement existait depuis deux ans. Il contenait, essentiellement, sa philosophie nationaliste. ←

1022)

Ernst Bayer, Die SA, 1938. Cité dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 783. ↩

1023)

Pour la première fois dans Le Politique de Platon, 305, où l'action est interprétée en termes d'archein et de pratein – ordonner le début d'une action, et exécuter cet ordre. ←

1024)

Hitlers Tischgespräche, 1951, p. 198. ↩

1025)

Adolf Hitler, Mein Kampf, livre I, chap. xi. Voir également, par exemple, Dieter Schwarz, « Angriffe auf die nationalsozialistische Weltanschauung », Aus dem Schwarzen Korps, n° 2, 1936, qui répond à l'objection évidente que les nazis ont continué à parler d'une « lutte » après leur accession au pouvoir : « Le national-socialisme en tant qu'idéologie (Weltanschauung) n'abandonnera pas la lutte avant que [...] le mode de vie de chaque Allemand ait été modelé par ses valeurs fondamentales, et que celles-ci se réalisent chaque jour à nouveau. » ↵

1026)

*Voir la réaction de Hitler lorsque éclata la
Première Guerre mondiale, réaction décrite
dans Mein Kampf, livre I, chap. v. ↩*

1027)

Voir le recueil de documents sur la « chronique intime de la Première Guerre mondiale » par Hannah Ilafkesbrink, Unknown Germany, 1948, p. 43, 45, 81. La très grande valeur de ce recueil pour les impondérables de l'atmosphère historique rend d'autant plus déplorable l'absence d'études similaires pour la France, l'Angleterre et l'Italie. ↵

1028)

Ibid., *p. 20-21.* ↵

1029)

processus, l'aboutissement montre la valeur du sang [..]. La guerre, cependant, est une circonstance exceptionnelle, et il fallait trouver un moyen de faire une sélection en temps de paix » (Heinrich Himmler, « Die Schutzstaffel », Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalsozialistischen StaatesJ. ↵

1030)

Voir, par exemple, Ernst Jünger, Orages d'Acier, 1930 [H. Arendt cite l'édition anglaise parue en 1929 : The Storm of Steel/. ↵

1031)

Hannah Hafkesbrink, Unknown Germany,
1948, p. 156, 157. ↵

1032)

que Allemagne succombait. “Notre tâche est d'assurer le succès de notre mouvement”» (p. 167) – succès qui dépendait alors de l'échec du combat dans la Ruhr. ↵

1033)

Hannah Hafkesbrink, *Unknown Germany*,
1948, p. 156-157. ↵

1034)

Ce sentiment était déjà largement répandu pendant la guerre, lorsque Rudolf Binding écrivait : «[Cette guerre] ne doit pas être comparée à une campagne, où un chef mesure sa volonté contre celle d'un autre. Mais dans cette Guerre, les deux adversaires gisent à terre, et seule la Guerre obtient ce qu'elle veut. » (Hannah Hqfkesbrink, Unknown Germany, 1948, p. 67). ↵

1035)

Bakounine dans une lettre écrite le 7 février 1870. Voir Max Nomad, Apostles of Révolution, 1939, p. 180. ↩

1036)



Le Catéchisme du révolutionnaire fut écrit soit par Bakounine lui-même, soit par son disciple Netchaïev. Pour la question de sa paternité et pour une traduction intégrale, voir Max Nomad, Apostles of Révolution, 1939, p. 227 et suiv. En tout cas, le « système de mépris complet pour tous les principes de la simple honnêteté dans l'attitude [du révolutionnaire] envers les êtres humains est entré dans l'histoire révolutionnaire russe sous le nom de "Netchaïevtchina"» (Apostles of Révolution, [NdE. Selon les historiens actuels, il n'existe pas de preuves déterminantes permettant d'attribuer le Catéchisme du révolutionnaire à Bakounine. Michael Confino considère Netchaïev comme son auteur probable (Violence dans la violence. Le débat - Bakounine-Netchaïev, 1973).] ←

1038)



1039)



1040)



1041)



1042)



1043)



1044)



1045)



1046)

Au premier rang de ces théoriciens de l'impérialisme figure Ernest Seillière : Mysticisme et domination : essais de critique impérialiste, 1913. Voir également Cargill Sprietsma, We Imperialists. Notes on Ernest Seillière's Philosophy of Imperialism, 1931 ; Gabriel Monod dans La Revue historique, janvier 1912 ; et Louis Estève : Une nouvelle psychologie de l'impérialisme : Ernest Seillière, 1913. ↵

En France, depuis 1930, le marquis de Sade est devenu l'un des auteurs favoris de l'avant-garde littéraire. Jean Paulhan, dans son Introduction à une nouvelle édition des Infortunes de la vertu, 1946, remarque : « Je me demande, quand je vois tant d'écrivains, de nos jours, si consciemment appliqués à refuser l'artifice et le jeu littéraire au profit d'un événement indicible [...], et tout occupés à rechercher le sublime dans l'infâme, le grand dans le subversif [...], je me demande si notre littérature moderne, dans sa part qui nous semble la plus vivante – la plus agressive en tout cas – ne se trouve pas tout entière tournée vers le passé, et très précisément déterminée par Sade... » Voir aussi Georges Bataille, « Le Secret de Sade », Critique, n^{os} 15-16, 17, 1947.



1048)

[Joseph Goebbels,]The Goebbels Diaries...,
1948, p. 139. ↵

1049)

Les théories artistiques du Bauhaus étaient caractéristiques à cet égard. Voir aussi les remarques de Bertolt Brecht sur le théâtre, dans Gesammelte Werke, 1938. ↵

1050)

Le texte de Rôhm qui suit caractérise le sentiment de presque toute la jeune génération et pas seulement d'une élite : « Règne du pharisaïsme et de l'hypocrisie. Ce sont les traits les plus évidents de la société d'aujourd'hui [...]. Rien ne saurait être plus mensonger que la soi-disant morale de la société. » Ces garçons « se perdent dans le monde philistin de la morale bourgeoise double, et ne savent plus comment distinguer entre la vérité et l'erreur » (Die Geschichte eines Hochverrâters, p. 267 et 269). L'homosexualité de ces milieux était elle aussi – au moins en partie – une expression de protestation contre la société. ↵

1051)

NdE. « D'abord la bouffe, ensuite la morale ». ↩

1052)

Le rôle de la Weltanschauung [« vision du monde »] dans la formation du mouvement nazi a été souligné à maintes reprises par Hitler lui-même. Dans Mein Kampf, il est intéressant de noter qu'il prétend avoir compris la nécessité de fonder un parti sur une Weltanschauung, grâce à la supériorité des partis marxistes (livre II, chap. i : Weltanschauung et parti). ↵

1053)

Nicolas Berdiaev, Les Sources et le sens du communisme russe, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1937 : The Origin of Russian Communism, p. 124-125]. ↵

Il y a, par exemple, la curieuse intervention de Wilhelm Kube, commissaire général à Minsk [Biélorussie], et l'un des plus anciens membres du parti qui, en 1941, c'est-à-dire au début des massacres de masse, écrivait à son chef : « Je ne suis certainement pas un mou, et je suis prêt à aider à résoudre la question juive, mais les gens qui ont été élevés dans notre culture sont, après tout, différents des hordes bestiales locales. Devrons-nous assigner la tâche de les massacrer aux Litvaniens et aux Lettons, qui sont méprisés même par la population indigène ? Je ne le pourrais pas. Je vous demande des instructions précises pour régler la question de la façon la plus humaine, pour le prestige de notre Reich et de notre parti. » Cette lettre a été publiée dans Max Weinreich, Hitler's Professors, 1946, p. 153-154. L'intervention de Kube fut vite rejetée ; cependant, la tentative presque identique de Werner Best, plénipotentiaire du Reich au Danemark, et nazi notoire, pour sauver les vies des Juifs danois, fut plus heureuse. Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. V, p. 2. De même, Alfred Rosenberg, qui avait prêché l'infériorité des peuples slaves, ne s'était jamais rendu compte que ses théories pourraient un jour signifier leur liquidation. Chargé de l'administration de l'Ukraine, il écrivit des rapports indignés sur les conditions qui régnaient pendant l'automne 1942, non sans avoir tenté auparavant d'obtenir une intervention directe de Hitler. Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. III, p. 83 et suiv., et vol. IV, p. 62. Il y a bien sûr quelques exceptions à cette règle. L'homme qui sauva Paris de la destruction était le général von Choltitz qui, cependant, « craignait toujours d'être privé de son commandement pour ne pas avoir exécuté les ordres », alors même qu'il savait que « la guerre était perdue depuis des

années ». Aurait-il eu le courage de résister à l'ordre « de faire de Paris un amas de ruines » sans l'appui énergique de l'ambassadeur Otto Abetz, un nazi de longue date ? Cela semble douteux, d'après son propre témoignage lors du procès d'Abetz à Paris. Voir le New York Times du 21 juillet 1949. ←

1055)

Un Anglais, Stephen H. Roberts, décrit Himmler comme « un homme d'une exquise courtoisie, qui s'intéresse encore aux choses simples de la vie. Il n'a rien de la pose de ces nazis qui agissent comme des demi-dieux [...]. Nul homme ne ressemble moins à sa fonction que ce dictateur policier de l'Allemagne, et je suis persuadé que personne, parmi les gens que j'ai rencontrés dans ce pays, n'est plus normal que lui... » (The House that Hitler Built, 1939, p. 89-90). Cela rappelle curieusement la remarque de la mère de Staline, qui, selon la propagande bolchevique, disait de lui : « Un fils exemplaire. J'en souhaite à tous un pareil. » (Boris Souvarine, Staline... [rééd'1993], p. 538.)

←

1056)

La remarque fut faite par Robert Ley. Voir Ernst Kohn-Bramstedt, Dictatorship and Political Police..., 1945, p. 178. ↵

La politique bolchevique, étonnamment cohérente à cet égard, est bien connue et se passe d'autres commentaires. Picasso, pour prendre l'exemple le plus célèbre, n'est guère apprécié en Russie, bien qu'il soit devenu communiste. Il est possible que le brusque revirement d'André Gide après avoir vu la réalité bolchevique (Retour de l'URSS) en 1936 ait définitivement convaincu Staline de l'inutilité des créateurs, même comme compagnons de route. La politique nazie fut la même, à ceci près qu'elle n'alla pas jusqu'à tuer leurs talents de premier ordre. Il serait intéressant d'étudier en détail les carrières des intellectuels allemands, relativement peu nombreux, qui allèrent au-delà de la simple coopération, et proposèrent leurs services parce qu'ils étaient des nazis convaincus (Max Weinreich, Hitler's Professors, la seule étude existante, est une source de confusion, parce qu'elle ne fait pas de distinction entre les universitaires qui adoptèrent le credo nazi et ceux qui durent leur carrière exclusivement au régime, qu'il passe sous silence la carrière antérieure des intellectuels en question, et place ainsi des hommes de grande valeur dans la même catégorie que les illuminés). Un cas extrêmement intéressant est celui du juriste Cari Schmitt, dont les ingénieuses théories sur la fin de la démocratie et du gouvernement légal se lisent encore avec profit ; dès le milieu des années 30, il fut remplacé par la variété purement nazie de théoriciens politiques et juridiques, comme Hans Frank, le futur responsable du Generalgouvernement de Pologne, Gottfried Neesse et Reinhard Höhn. Le dernier à tomber en disgrâce fut l'historien Walter Frank, antisémite convaincu et membre du parti nazi avant son accession au pouvoir qui, en 1933, devint directeur du nouveau Reichsinstitut für Geschichte des Neuen

Deutschlands, avec sa fameuse Forschungsabteilung Judenfrage, et éditeur des 9 volumes de Forschungen zur Judenfrage (1937-1944). Au début des années 40, Walter Frank dut céder sa place et son influence au tristement célèbre Alfred Rosenberg, dont le livre Der Mythos des 20. Jahrhunderts [1930] ne manifeste certainement aucune aspiration à l'« érudition ». On se méfia de Walter Frank uniquement parce qu'il n'était pas un charlatan. Ce que ni l'élite ni la populace, qui « embrassèrent » le national-socialisme avec tant de ferveur, ne pouvaient comprendre, c'est qu'« on ne peut embrasser cet Ordre [...] par accident. Au-dessus et au-delà du désir de servir, se trouve l'implacable nécessité de la sélection, qui ne connaît ni circonstances atténuantes ni pitié » (Der Weg der SS, diffusé par le SS Hauptamt-Schulungsamt, s.d., p. 4). En d'autres termes, pour sélectionner leurs candidats, les nazis entendaient prendre leurs propres décisions, indépendamment de l'« accident » d'opinions, quelles qu'elles soient. Il semble qu'il en allait de même de la sélection des Rolcheviks pour la police secrète. Friedrich Reck et W. Godin rapportent, dans Russian Purge and the Extraction of Confession, 1951, p. 160, que les membres du NKVD sont choisis dans les rangs du parti, sans avoir eu la moindre occasion de se porter volontaires pour cette « carrière ». ←

Voir, par exemple, Ernst Kohn-Bramstedt, Dictatorship and Political Police..., 1945, p. 164 et suiv. L'explication est que « sans la propagande, la terreur perdrait la plus grande partie de son effet psychologique, tandis que sans la terreur, la propagande n'a pas toute son efficacité » (p. 175). Ce que négligent de telles affirmations, qui tournent en rond, c'est que non seulement la propagande politique, mais toute la publicité de masse moderne contiennent un élément de menace ; que, d'un autre côté, la terreur peut être parfaitement efficace sans la propagande, aussi longtemps qu'il s'agit de la terreur politique conventionnelle de la tyrannie. C'est seulement lorsque la terreur vise à contraindre non simplement de l'extérieur, mais pour ainsi dire de l'intérieur, lorsque le régime politique veut plus que le pouvoir, que la terreur a besoin de la propagande. En ce sens, le théoricien nazi Eugen Hadamovsky a pu dire dans Propaganda und nationale Macht, 1933 : « La propagande et la violence ne sont jamais contradictoires. L'usage de la violence peut faire partie de la propagande » (p. 22). ←

1059)

chômage furent également “liquidées”», Anton Ciliga, Au pays du grand mensonge, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1940, The Russian Enigma, p. 109]. ↩

La prétendue « Opération foin » commença par un décret de Himmler, daté du 16 février 1942, « concernant [les individus] de souche allemande en Pologne » et stipulant que leurs enfants devraient être envoyés dans des familles « prêtes [à les accepter] sans réserve, par amour du bon sang qui est en eux » (document de Nuremberg R 135, photocopié par le Centre de Documentation juive contemporaine à Paris). Il semble qu'en juin 1944, la 9^e armée ait kidnappé entre 40000 et 50000 enfants et les ait envoyés en Allemagne. Un rapport sur la question, adressé au Haut Commandement de la Wehrmacht à Berlin par un nommé Brandenburg, mentionne des plans semblables pour l'Ukraine (document PS 031, publié par Léon Poliakov dans son Bréviaire de la haine, 1951, p. 317). Himmler lui-même a fait plusieurs fois allusion à ce plan. (Cf. Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. III, p. 640, qui contient des extraits du discours de Himmler à Cracovie en mars 1942 ; voir aussi les commentaires sur le discours de Himmler à Bad Schachen en 1943, dans Ernst Kohn – Bramstedt, Dictatorship and Political Police..., 1945, p. 244.) On peut voir comment ces enfants étaient sélectionnés, par des certificats médicaux établis par la deuxième section médicale de Minsk, le 10 août 1942 : « L'examen racial de Natalie Harpf née le 14 août 1922, a montré une jeune fille normalement développée, de type balte oriental, avec des traits nordiques. » « L'examen d'Arnold Cornies, né le 19 février 1930, a montré un garçon normalement développé, âgé de 12 ans de type oriental, avec des traits nordiques. » Signé : N. Wc. (Document figurant dans les archives du Yiddish Scientific Institute à New York, n° Occ E 3a-17). Sur l'extermination de l'intelligentsia

*polonaise, qui, selon Hitler, pouvait être
« liquidée sans scrupule », voir Léon Poliakov,
Bréviaire de la haine, 1951, p. 321, et le
document n° 2472. ↩*

1061)

KnrHitlers Tischgespräche, 1951. Pendant l'été 1942, il parle encore de « [flanquer] jusqu'au dernier Juif à la porte de l'Europe » (p. 115) et de réinstaller les Juifs en Sibérie ou en Afrique (p. 311) ou à Madagascar, alors qu'en réalité, il s'était déjà décidé pour la « Solution finale » avant l'invasion de la Russie, probablement en 1940, et avait donné l'ordre de mettre en œuvre les installations de gazage à l'automne 1941 (voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. II, p. 265 et suiv.; vol. III, p. 783 et suiv. Document PS 1104 ; vol. V, p. 322 et suiv. Document PS 2605). Himmler le savait dès le printemps 1941 : « Les Juifs [doivent être] exterminés jusqu'au dernier avant la fin de la guerre. C'est le désir sans équivoque et l'ordre du Führer » (dossier Kersten, Centre de Documentation juive contemporaine). ↵

1062)

À ce sujet, il y a un rapport très intéressant, daté du 16 juillet 1940, sur une discussion qui eut lieu au quartier général du Führer, en présence de Rosenberg, Lammers et Keitel. Hitler commença par affirmer les « principes de base » suivants : « Il était désormais essentiel de ne pas faire étalage de notre objectif final devant le monde entier [...]. Il ne doit pas être trop visible que [les décrets sur le maintien de l'ordre dans les territoires occupés] tendent à un règlement final. Toutes les mesures nécessaires – exécutions, nouvelles colonisations – peuvent être et seront poursuivies envers et contre tout. » Suit une discussion qui ne fait aucune allusion aux paroles de Hitler et à laquelle Hitler ne participe plus. Il est évident qu'il n'avait pas été « compris » (document L 221, Centre de Documentation juive contemporaine). ↵

1063)

Staline était convaincu que Hitler n'attaquerait pas la Russie, voir à ce sujet Isaac Deutscher, Stalin : A Political Biography, 1949, p. 454 et suiv. /Staline, 1953], en particulier la note de la p. 458 : « C'est seulement en 1948 que le président du Gosplan, le vice-président du Conseil des ministres N. Voznessenski, révéla que les plans économiques pour le troisième trimestre de 1941 avaient été établis en comptant sur la paix, et qu'un nouveau plan, adapté à la guerre, n'avait été rédigé qu'après l'ouverture des hostilités. » L'opinion de Deutscher est maintenant solidement confirmée par le rapport de Khrouchtchev sur les réactions de Staline à l'attaque allemande. Voir son « Discours sur Staline » devant le XX^e congrès, diffusé par le Département d'État, New York Times, 5 juin 1956. ↵

1064)

« L'éducation [dans les camps de concentration] consiste dans la discipline, sans aucune sorte d'instruction idéologique, car les prisonniers ont pour la plupart une âme d'esclaves » (Heinrich Himmler, dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 616 et suiv.). ↵

1065)

De toute la littérature consacrée à la propagande totalitaire, l'ouvrage d'Eugen Hadamovsky, Propaganda und nationale Macht (1933) est le plus remarquable. Sans le déclarer explicitement, il offre une interprétation pronazie avérée, intelligente, du propre exposé de Hitler sur le sujet dans « Propagande et organisation », au livre II, chap. xi de Mein Kampf. Voir également Franz Alfred Six, Die politische Propaganda der NSDAP im Kampf um die Macht, 1936, p. 21 et suiv. ↩

1066)

L'analyse de Hitler de la « Propagande de guerre » (Mein Kampf, livre I, chap. xi) met l'accent sur l'aspect commercial de la propagande, et utilise l'exemple de la publicité pour le savon. Son importance a généralement été surestimée, tandis qu'on a négligé ses idées ultérieures (et positives) sur « la propagande et l'organisation ». ↩

1067)

*NdE. Tocqueville, Souvenirs, rééd. 1964, II^e
partie, chap. 1, p. 84. ↩*

Voir l'important mémorandum de Martin Bormann sur « les rapports entre le national-socialisme et le christianisme », dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VI, p. 1036 et suiv. On trouve à plusieurs reprises des formules similaires dans les brochures rédigées par les SS pour l'« endoctrinement idéologique » de leurs cadets. « Les lois de la nature sont soumises à une volonté immuable qui ne saurait être influencée. Il est donc nécessaire de reconnaître ces lois. » (SS-Mann und Blutsfrage..., 1942). Il ne s'agit que de variantes de certaines phrases prises dans Mein Kampf, comme celle qui sert d'épigraphe à la brochure en question : « Lorsque l'homme essaie de lutter contre la logique de fer de la nature, il entre en conflit avec les principes fondamentaux auxquels il doit son existence même en tant qu'homme. » ↵

1069)

Joseph Staline, Leninism, 1933, vol. II, chap.
m. ↩

1070)

*Eric Voegelin, « The Origins of Scientism »,
Social Research, décembre 1948. ↵*

1071)

Voir Friedrich A. von Hayek, « The Counter-Revolution of Science », Economica, vol. VIII, février-mai-août 1941, p. 13. ↩

1072)

Ibid., p. 137. *La citation est tirée de la revue saint-simonienne Le Producteur [1825-1826], 1, p. 399. ↵*

1073)

Eric Voegelin, « The Origins of Scientism ».



1074)

William Ebenstein, *The Nazi State*, 1943, discutant « l'Économie de guerre permanente » du régime nazi, est presque le seul critique à avoir compris que « l'interminable discussion [...] sur la nature socialiste ou capitaliste de l'économie allemande sous le régime nazi est largement superficielle [car elle] tend à négliger le fait que le capitalisme et le socialisme sont des catégories qui se rapportent à des économies occidentales du bien-être » (p. 239). ↵

1075)

Le témoignage de Karl Brandt, l'un des médecins chargés par Hitler d'exécuter le programme d'euthanasie, est caractéristique dans ce contexte. (Medical Trial. US against Karl Brandt et al., audience du 14 mai 1947). Brandt protesta avec véhémence contre le soupçon que le projet avait été lancé pour éliminer les bouches inutiles ; il souligna que les membres du parti qui se servaient de tels arguments avaient toujours été durement réprimandés. À son avis, les mesures n'étaient dictées que par des « considérations éthiques ». Il en va de même des déportations. Les dossiers sont remplis de notes émanant des militaires et se plaignant que la déportation de millions de Juifs et de Polonais ne tienne aucun compte de toutes les « nécessités militaires et économiques ». Voir Léon Poliakov, Bréviaire de la haine, 1951, p. 321, ainsi que les documents qu'il reproduit. ↵

1076)

Le décret décisif, qui déclencha tous les meurtres de masse qui suivirent, fut signé par Hitler le 1^{er} septembre 1939 – le jour où la guerre éclata. Il concernait non seulement les aliénés (comme on le croit souvent), mais tous les « incurables ». Les fous ne furent que les premiers à être liquidés. ↵

1077)

Voir Friedrich Percyval Reck-Malleczewen,
Tagebuch eines Verzweifelten, 1947, p. 190. ↩

1078)

Hitler fondait la supériorité des mouvements idéologiques sur les partis politiques, sur le fait que les idéologies (Weltanschauungen) toujours « proclament leur infaillibilité » (Mein Kampf, livre II, chap. v, « Weltanschauung et organisation »). Les premières pages du manuel officiel de la Jeunesse hitlérienne (The Nazi Primer, 1938) soulignent en conséquence que toutes les questions de Weltanschauung, autrefois jugées « irréalistes » et « incompréhensibles », « sont devenues si claires, si simples et si définies [c'est moi qui souligne] que tout camarade peut les comprendre et coopérer à leur solution ».

←

1079)

décision de Hitler est définitive ! » Notez la différence de phraséologie. «[Staline et Trotski] : leur prétention d'être infaillibles. L'un et l'autre n'ont jamais convenu sincèrement d'une erreur », telle est à cet égard la différence décisive entre Staline et Trotski d'une part, et Lénine de l'autre. Voir Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 483. ←

1080)

Il est évident que la dialectique hégélienne fournit un merveilleux instrument pour avoir toujours raison, car elle permet d'interpréter toutes les défaites comme le commencement de la victoire. L'un des plus beaux exemples de ce genre de sophisme fut fourni après 1933, lorsque les communistes allemands, pendant près de deux ans, refusèrent d'admettre que la victoire de Hitler avait été une défaite pour le parti communiste allemand. ←

1081)

*Cité d'après J. Goebbels : The Goebbels
Diaries, 1942-1943, 1948, p. 148. ←*

1082)

Joseph Staline, *Leninism, 1933* [NdE.
Discours sur le plan quinquennal, 1931]. ↵

1083)

Dans un discours qu'il prononça en septembre 1942, alors que l'extermination des Juifs battait son plein, Hitler se référa explicitement à son discours du 30 janvier 1939 (publié en brochure sous le titre Der Führer vor dem ersten Reichstag Grossdeutschlands, 1939) et à la séance du Reichstag du 1^{er} septembre 1939, où il avait proclamé que « si la juiverie devait provoquer une guerre mondiale pour exterminer les peuples aryens d'Europe, ce ne serait pas les peuples aryens mais la juiverie qui [reste de la phrase couvert par les applaudissements]». Voir Der Führer zum Kriegswinterhilfswerk, Schriften NSV, n° 14, p. 33. ↵

1084)

*21. Dans le discours du 30 janvier 1939, p.
19, cité plus haut. ↩*

1085)

Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, souligne la « fausseté phénoménale » de Hitler; « le manque de réalité démontrable de presque toutes ses déclarations », son « indifférence aux faits qu'il ne considère pas comme d'une importance vitale » (p. 368, 374). En termes presque identiques, Khrouchtchev décrit « la répugnance de Staline à considérer les réalités de la vie » et son indifférence à « la situation réelle des affaires » (Rapport au XX^e congrès). L'opinion de Staline sur l'importance des faits s'exprime à merveille dans ses révisions périodiques de l'histoire russe. ↵

1086)

The Nazi Primer. ↵

1087)

Il est intéressant de noter que, sous Staline, les Bolcheviks accumulèrent en quelque sorte les conspirations, que la découverte d'une nouvelle ne signifiait pas qu'ils renonçaient à la précédente. La conspiration trotskiste commença vers 1930, les deux cents familles s'y ajoutèrent pendant la période de Front populaire, à partir de 1935 ; l'impérialisme britannique devint une véritable conspiration pendant l'alliance entre Staline et Hitler; les « services secrets américains » suivirent peu après la fin de la guerre ; la dernière, le cosmopolitisme juif [NdE. lors de la campagne déclenchée en URSS en 1948], ressemblait de façon évidente et troublante à la propagande nazie. ←

1088)

Voir l'autobiographie de Chaim Weizmann,
Trial and Error, 1949, p. 185. ↵

1089)

*Voir par exemple Otto Bonhard, Jüdische
Geld – und Weltherrschaft ?, 1926, p.57. ↩*

Hitler utilisait cette image pour la première fois en 1922 : « D'un côté, Moïse Kohn encourage son organisation à refuser les exigences des ouvriers, tandis qu'à l'usine, son frère Isaac invite les masses [...] à faire grève » (Hitler's Speeches, 1922-1939, 1942, p. 29). Il est à remarquer qu'aucun recueil complet des discours de Hitler n'a jamais été publié dans l'Allemagne nazie, si bien qu'on est obligé d'avoir recours à l'édition anglaise. Il ne s'agit pas d'un accident, comme on le voit par la bibliographie établie par Philipp Bouhler, Die Reden des Führers nach der Machtübernahme, 1940 : seuls les discours publics étaient reproduits textuellement dans le Völkischer Beobachter ; quant aux discours prononcés devant le FührerKorps et les autres unités du parti, on se contentait de les « signaler » dans ce journal. À aucun moment, ils ne furent destinés à la publication. ←

1091)

Les vingt-cinq points de Gottfried Feder ne contiennent que les mesures classiques réclamées par tous les groupes antisémites : expulsion des Juifs naturalisés et traitement des Juifs nationaux comme des étrangers. Chez les nazis, l'éloquence antisémite fut toujours beaucoup plus radicale que le programme. IFaldemar Gurian, « Nntisemitism in Modem Germany », Essays on Antisemitism, 1946, p. 243, souligne le manque d'originalité de l'antisémitisme nazi : « Toutes ces exigences et ces opinions ne brillaient pas par l'originalité – elles allaient de soi dans tous les milieux nationalistes ; ce qui était remarquable, c'est l'habileté démagogique et oratoire avec laquelle on les présentait. » ←

1092)

Un exemple d'antisémitisme simplement nationaliste à l'intérieur du mouvement nazi est celui de Rôhm, qui écrit : « Et ici encore, mon opinion diffère de celle du philistin national. Non pas : tout est la faute des Juifs ! Mais : c'est notre faute si le Juif peut régner aujourd'hui » (Ernst Rôhm, Die Geschichte eines Hochverrâters, 1933, p. 284). ↵

1093)

Les candidats SS devaient faire remonter leur arbre généalogique jusqu'à 1750. Les candidats aux postes de responsabilité dans le parti ne devaient répondre qu'à trois questions : 1. « Qu'avez-vous fait pour le parti ? » 2. « Etes-vous absolument sain, physiquement, mentalement, moralement ? » 3. « Votre arbre généalogique est – il en ordre ? » VoirThc Nazi Primer. Caractéristique de l'affinité des deux systèmes, le fait que l'élite et les organismes de la police bolcheviques, le NKVD, exigeaient des preuves sur les ascendants de leurs membres. Voir Friedrich Reck et W. Godin, Russian Purge and the Extraction of Confession, 1951. ↵

1094)

C'est ainsi que les tendances totalitaires du maccarthysme, aux États-Unis, étaient le plus flagrantes dans la tentative non seulement de persécuter les communistes, mais de contraindre tout citoyen à fournir la preuve qu'il n'était pas communiste. ↵

« On ne devrait pas surestimer l'influence de la presse [...] elle décroît, en général, lorsque s'accroît l'influence de l'organisation » (Eugen Hadamovsky, Propaganda und nationale Macht, 1933, p. 64). « Les journaux sont impuissants lorsqu'il s'agit de lutter contre la force agressive d'une organisation vivante » (ibid., p. 65). « Les pouvoirs établis par la seule propagande sont flottants, et peuvent disparaître rapidement, à moins que la violence d'une organisation ne soutienne la propagande » (ibid., p. 21). ↵

1096)

« Le rassemblement de masse est la meilleure forme de propagande [...] [parce que] chaque individu se sent plus assuré et plus puissant dans l'unité d'une masse » (Eugen Hadamovsky, Propaganda und nationale Macht, 1933, p. 47). « L'enthousiasme du moment devient un principe et une attitude spirituelle grâce à l'organisation, à l'entraînement systématique et à la discipline » (ibid., p. 21-22). ↵

Dans les rares occasions où Hitler s'est intéressé à cette question, il soulignait : « Incidemment, je ne suis pas le chef d'un État au sens d'un dictateur ou d'un monarque, je suis un guide du peuple allemand » (voir Ausgewählte Reden des Führers, 1939, p. 114). Hans Frank s'exprime dans le même esprit : « Le Reich national-socialiste est un régime qui n'est pas dictatorial, et encore moins arbitraire. Bien plutôt, le Reich national-socialiste repose sur la loyauté mutuelle du Führer et du peuple » (Recht und Verwaltung, 1939, p. 15). ↵

Hitler a répété maintes fois : « L'État est uniquement le moyen d'une fin. La fin est : la conservation de la race » (Ausgewählte Reden des Führers, 1939, p. 125). Il soulignait aussi que son mouvement « ne repose pas sur l'idée d'État, mais qu'il est avant tout fondé sur une Volksgemeinschaft fermée » (ibid., 1933, p. 125, et le discours devant la nouvelle génération de dirigeants politiques [Führernachwuchs], 1937, publié en annexe à Hitlers Tischgespräche, 1951, p. 446). Ceci, mutatis mutandis, est aussi au cœur du langage à double sens que constitue ce qu'on a appelé la « théorie de l'État » de Staline : « Nous sommes en faveur de l'extinction de l'État, et en même temps nous sommes pour le renforcement de la dictature du prolétariat, qui représente l'autorité la plus puissante parmi toutes les formes d'État qui ont existé jusqu'à ce jour.' Le plus grand développement possible du pouvoir de l'État, avec comme objectif la préparation des conditions du dépérissement de l'État : telle est la formule marxiste » (Joseph Staline, Leninism, op. citj. ←

1099)

Alexander Stein, Adolf Hitler, Schüler der Weisen von Zion », 1936, fut le premier à analyser, par comparaison philologique, l'identité idéologique des doctrines nazies et des Sages de Sion. Voir aussi Ruben Blank, Adolf Hitler et les « Protocoles des Sages de Sion », 1938. Le premier à reconnaître sa dette envers les doctrines des Protocoles fut Theodor Fritsch, le « patriarche » de l'antisémitisme allemand de l'après-guerre. Il écrit dans la postface de son édition des Protocoles, 1924 : « Nos futurs hommes d'État et diplomates devront apprendre des experts orientaux en infamie jusqu'à l'ABC du gouvernement, et, pour ce faire, les Protocoles sionistes offrent un excellent enseignement préparatoire. » ↵

Sur l'histoire des Protocoles, voir John S. Curtiss, An Appraisal of the Protocols of Zion, 1942. Que les Protocoles fussent un faux n'avait pas d'importance sur le plan de la propagande. Le publiciste russe Serge A. Nilus, qui en publia la deuxième édition russe en 1905, était déjà conscient du caractère douteux de ce « document », et ajoutait cette observation évidente : « Mais s'il était possible de prouver son authenticité par des documents ou des témoignages dignes de foi, s'il était possible de démasquer les personnes qui sont à la tête du complot mondial [...] alors [...] "l'iniquité secrète" pourrait être brisée... » Traduction dans John S. Curtiss. Hitler n'eut pas besoin de Nilus pour procéder au même escamotage : la meilleure preuve de leur authenticité, c'est qu'on a prouvé qu'il s'agissait d'un faux. Il ajoute l'argument de leur « plausibilité » : « Ce que de nombreux Juifs font peut-être inconsciemment s'exprime ici consciemment en toute clarté. Et c'est cela qui compte » (Mein Kampf, livre I, chap. xi). ←

1101)

[Theodor Fritsch] Die Zionistischen
Protokolle mit einem Vor-und Nachwort von
Theodor Fritsch : «[Der Juden] oberster
Grundsatz lautet : “Ailes, was dem Volke Juda
nützt, ist moralisch und ist heilig.” » ↵

1102)

« *Les empires mondiaux partent d'une base nationale, ils ont tôt fait de s'étendre bien au-delà.* » (Ausgewählte Reden des Führers). ↵

1103)

Henri Rollin, L'Apocalypse de notre temps, 1939, considère que la popularité des Protocoles ne le cède qu'à celle de la Bible (p. 40). Il souligne la ressemblance entre les Protocoles et les Monita Sécréta, originellement publiés en 1612 et encore vendus dans les rues de Paris en 1939, qui prétendent démontrer une conspiration jésuite « qui justifie toutes les infamies et toutes les utilisations de la violence [...]. Il s'agit d'une véritable campagne contre l'ordre établi » (p. 32). ↩

Toute cette littérature est bien représentée par Recherches politiques et historiques qui prouvent l'existence d'une secte révolutionnaire [...] par le Chevalier de Malet, 1817, qui cite abondamment les auteurs qui l'ont précédé. À ses yeux, les héros de la Révolution française sont les « mannequins » d'une « agence secrète* », les agents des francs-maçons. Mais la franc-maçonnerie n'est que le nom contemporain d'une « secte révolutionnaire » qui a toujours existé et dont la politique a toujours consisté à attaquer « en demeurant dans la coulisse, en manipulant les marionnettes qu'elle jugeait à propos de mettre sur la scène ». Il précise d'abord : « On croira sans doute difficilement à l'existence d'un plan formé dans l'Antiquité et toujours suivi avec la même constance : [...] les auteurs de la Révolution ne sont pas plus français qu'ils ne sont allemands, italiens, anglais, etc. Ils constituent une nation particulière, qui est née et qui a grandi dans les ténèbres, au milieu de toutes les nations civilisées, afin de les soumettre toutes à sa domination. » Pour une discussion détaillée de cette littérature, voir Émile Lesueur, La Franc-Maçonnerie artésienne au xvm^e siècle, 1914. Ces conspirations légendaires ont la vie dure, même dans des circonstances normales, comme le prouve la « littérature » antimaçonnique délirante publiée en France, qui n'est guère moins abondante que sa contrepartie antisémite. On peut trouver une sorte d'abrégé de toutes les théories qui voyaient dans la Révolution française le fruit de la conspiration de sociétés secrètes, dans Gustave Bord, La Franc – Maçonnerie en France des origines à 1815, 1908. ↵*

1105)

Philipp Bouhler, Ausgewählte Reden des Führers. Voir le procès-verbal d'une réunion du Comité SS pour les questions de main-d'œuvre (quartier général SS, Berlin, le 12 janvier 1943) : on suggéra que le mot « nation », avec ses connotations de libéralisme, devrait être éliminé comme impropre aux peuples germaniques (document 705-PS, Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. V, p. 515). ↵

1106)

Hitler's Speeches, 1942, p. 6. ↵

1107)

The Goebbels Diaries, 1942-1943, 1948, p. 377. *Cette promesse, impliquée par toute propagande antisémite de type nazi, avait été préparée par la phrase de Hitler : « C'est le Juif qui offre le plus extrême contraste avec l'Aryen » (Mein Kampf, livre I, chap. xi).* ↵

1108)

*Dossier Kersten, Centre de Documentation
juive contemporaine, Paris. ↵*

1109)

La promesse faite très tôt par Hitler (Philipp Bouhler, Ausgewählte Reden des Führer) « Je ne reconnâitrai jamais aux autres nations le même droit qu'à la nation allemande », devint la doctrine officielle : « La vision nationale-socialiste de la vie est la perception de la dissemblance des hommes » (The Nazi Primer). ↵

Par exemple, Hitler en 1923 : «Le peuple allemand est constitué d'un tiers de héros, d'un tiers de poltrons et d'un tiers de traîtres» (Hitler's Speeches, 1942, p. 76). Après la prise du pouvoir, cette tendance se donna libre cours. Voir, par exemple, Joseph Goebbels en 1934: «Qui a le droit de critiquer? Les membres du parti? Non. Le reste des Allemands? Ils devraient se considérer heureux d'être encore en vie. Ce serait un peu trop beau, si ceux qui vivent à notre merci avaient le droit de critiquer. » Cité d'après Ernst Kohn-Bramstedt, Dictatorship and Political Police..., 1945, p. 178-179. Pendant la guerre, Hitler déclara : « Je ne suis qu'un aimant qui se déplace constamment à travers la nation allemande pour en extraire l'acier. Et j'ai souvent dit que le jour viendrait où tous les Allemands de valeur seraient dans mon camp. D'ailleurs, ceux qui ne veulent pas être dans mon camp sont sans valeur » (voir [A. Hitler], Der grossdeutsche Freiheitskampf. Reden Hitlers vom 1.9.1939 bis 10.3.1940, p. 174). Dès cette époque, le sort de ceux qui « sont sans valeur » ne faisait pas de doute pour l'entourage immédiat de Hitler. Himmler exprimait le même sentiment lorsqu'il disait : « Le Führer pense en termes non pas allemands, mais germaniques » (dossier Kersten [Centre de Documentation juive contemporaine]). Mais nous savons par les Hitlers Tischgespräche (1951, p. 315 et suiv.) qu'à cette époque il se moquait déjà de la « clameur » germanique elle-même et pensait en « termes aryens ». ↵

1111)

Heinrich Himmler, dans un discours aux officiers SS, à Kharkov, en avril 1943 : « Je constituai très vite des SS germaniques dans les différents pays... » (Nazi Conspiracy and Aggression..., vol. IV, p. 572 et suiv.). Dès avant la prise du pouvoir, Hitler avait fourni une indication de cette politique non nationale (Adolf Hitlers Reden, 1933) : « Parmi la nouvelle classe des maîtres, nous admettrons certainement aussi des représentants d'autres nations, à savoir ceux qui le méritent en raison de leur participation à notre combat. » ↵

1112)

Eugen Hadamovsky, Propaganda und
nationale Macht, 1933. ↵

1113)

*Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, p. 139 :
la propagande n'est pas « l'art de répandre une
opinion parmi les masses. En fait, c'est l'art
d'emprunter une opinion aux masses ». ←*

1114)

Eugen Hadamovsky, Propaganda und nationale Macht, 1933, passim. Le terme est emprunté à Hitler, Mein Kampf (livre II, chap. xi), où Inorganisation vivante » d'un mouvement est opposée au « mécanisme mort » d'un parti bureaucratique. ←

Ce serait une grave erreur d'interpréter, les chefs totalitaires selon le concept d'« autorité charismatique » (Max Weber). Voir Hans Gerth, « The Nazi Party », dans American Journal of Sociology, 1940, vol. 45. C'est une telle méprise qui fausse la biographie de Konrad Heiden, Der Führer... Gerth décrit Hitler comme le chef charismatique d'un parti bureaucratique. Cela seul explique pour lui que « malgré les contradictions flagrantes entre les actes et les paroles, rien ne pouvait ébranler l'organisation fermement disciplinaire ». (Cette contradiction caractérisait bien davantage Staline, qui « avait soin de dire le contraire de ce qu'il fait, défaire le contraire de ce qu'il dit ». Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 369.) Pour la source de cette méprise, voir Alfred von Martin, « Zur Soziologie der Gegenwart », Zeitschrift für Kulturgeschichte, vol. 27, et Arnold Koettgen, « Die Gesetzmässigkeit der Verwaltung im Führerstaat », Reichsverwaltungsblatt, 1936. L'un et l'autre caractérisent l'État nazi comme une bureaucratie à autorité charismatique. ↵

1116)

Eugen Hadamovsky, Propaganda und nationale Macht, 1933, p. 21. Pour les objectifs totalitaires, c'est une faute de propager leur idéologie par l'enseignement ou la persuasion. Selon les mots de Robert Ley, elle ne peut être ni « enseignée » ni « apprise, » mais seulement « exercée » et « pratiquée » (voir Der Weg zur Ordensburg [1936]). ↵

1117)

Reinhard Hôhn, un des principaux théoriciens politiques nazis, interprétait ainsi cette absence de doctrine ou même d'un ensemble d'idéaux et de croyances, à l'intérieur du mouvement : « Du point de vue de la communauté du peuple, toute communauté de valeurs est destructrice » (Reichsgemeinschaft und Volksgemeinschaft, 1935, p. 83). ←

1118)

Hitler, discutant le rapport entre Weltanschauung et organisation, admet comme allant de soi que les nazis héritèrent d'autres groupes et d'autres partis l'« idée raciale » (die volkische Idee) et agirent comme s'ils en étaient les seuls représentants, parce qu'ils furent les premiers à fonder sur elle une organisation combattante et à la formuler dans un but pratique. A. Hitler, Mein Kampf, livre II, chap. v. ←

1119)

Voir Adolf Hitler, « Propagande et organisation », Mein Kampf, livre II, chap. xi.

↵

1120)

La demande impérative de Himmler « de ne pas promulguer de décret définissant le terme de “Juif” » est un cas d'espèce ; car « avec tous ces engagements stupides, nous ne ferons que nous lier les mains » (document de Nuremberg n° 626, lettre à Berger datée du 28 juillet 1942, photocopie au Centre de Documentation juive contemporaine). ↵

1121)

La formulation « la volonté du Führer est la loi suprême » se trouve dans tous les règlements officiels gouvernant la conduite du parti et des SS. La meilleure source sur le sujet est Otto Gauveiler, Rechtseinrichtungen und Rechtsaufgaben der Bewegung, 1939. ←

après qu'il eut étudié l'exemple de Hitler, qu'il permit qu'on l'appelât « chef ».) Il faut cependant admettre qu'il pouvait facilement justifier de telles méthodes en citant la théorie de Lénine, selon laquelle « l'histoire de tous les pays montre que, par ses seuls efforts, la classe ouvrière n'est capable de développer qu'une conscience syndicale » : la direction en vient donc nécessairement de l'extérieur. (Voir Lénine, What is to be done [Que faire?], publié pour la première fois en 1902, dans Collected Works, vol. IV, livre II [« The Iskra Period »].) En fait, Lénine considérait le parti communiste comme la partie « la plus progressiste » de la classe ouvrière, et en même temps comme « le levier de l'organisation politique » qui « dirige toute la masse du prolétariat », c'est-à – dire comme une organisation extérieure et supérieure à la classe. (Voir William, Henry Chamberlin, The Russian Révolution, 1917-1921, 1935, II, p. 361.) Néanmoins, Lénine ne mettait pas en question la validité de la démocratie interne au parti, quoiqu'il eût tendance à limiter la démocratie à la classe ouvrière elle-même. ←

1123)

Adolf Hitler, Mein Kampf, livre II, chap. xi.

←

1124)

/idolf Hitler, Mein Kampf. Ce principe fut strictement appliqué dès que les nazis s'emparèrent du pouvoir. Des 7 millions de membres de la Jeunesse hitlérienne, seuls 50000 furent acceptés comme membres du parti, en 1937. Voir Gottfried Neesse, « Die veifassungrechtliche Gestaltung der Ein-Partei », Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, 1938, vol. 98, p. 678 : « Même le parti unique ne doit jamais se développer jusqu'au point d'embrasser l'ensemble de la population. Il est "total" à cause de son influence idéologique sur la nation. » ↵

1125)

Voir la distinction hitlérienne entre les « extrémistes », qui seuls étaient prêts à devenir membres du parti, et les centaines de milliers de sympathisants, qui étaient trop « poltrons » pour faire le sacrifice nécessaire. Adolf Hitler, Mein Kampf. ←

1126)

Voir Adolf Hitler : chap, sur les SA, Mein Kampf, livre II, chap, ix, 2^e partie. ←

1127)

En traduisant Verfügungstruppe, c'est-à-dire les unités spéciales des SS qui, à l'origine, étaient censées être spécialement à la disposition de Hitler, par troupes de choc, je suis la traduction de O. C. Giles, The Gestapo, 1940. ←

Pour l'organisation et l'histoire des SS, la source la plus importante est Himmler; « Wesen und Aufgabe der SS und der Polizei », Sammelhefte ausgewählter Vorträge und Reden, 1939. Pendant la guerre, lorsque les rangs de la Waffen-SS durent être remplis d'engagés en raison des pertes subies sur le front, la Waffen-SS perdit son caractère d'élite à l'intérieur des SS, à tel point que désormais la SS-Générale, c'est-à-dire le plus élevé des FührerKorps, représenta de nouveau le véritable noyau, la véritable élite du mouvement. Des documents très révélateurs sur cette dernière phase des SS se trouvent dans les archives de la Hoover Library, dossier Himmler, liasse 278. Ils montrent que les SS recrutèrent à la fois parmi les travailleurs étrangers et parmi les autochtones, en imitant délibérément les méthodes et les règles de la Légion étrangère. L'engagement des Allemands était fondé sur un ordre de Hitler (jamais publié) daté de décembre 1942, selon lequel « la classe 1925 [devrait] être affectée à la Waffen-SS » (Heinrich Himmler dans une lettre à Martin Bormann). Enrôlement et engagement se passaient soi-disant sur la base du volontariat. Ce que cela voulait dire exactement apparaît par les nombreux rapports des officiers SS chargés de ces tâches. Un rapport daté du 21 juillet 1943 décrit comment la police entoure la salle où les ouvriers français doivent être enrôlés, comment ceux-ci chantent La Marseillaise et essaient de sauter par les fenêtres. Les tentatives faites auprès de la jeunesse allemande ne furent guère plus encourageantes. Quoiqu'ils fussent soumis à une pression extraordinaire et qu'on leur dît qu'ils ne voudraient certainement pas rejoindre les "sales hordes grises" de l'armée », seuls 18 sur 220 membres de la Jeunesse

hitlérienne répondirent à l'appel (rapport du 30 avril 1943, présenté par Haüssler, chef du Centre de recrutement sud-ouest de la Waffen-SS) ; tous les autres préférèrent rejoindre la Wehrmacht. Il est possible que les pertes des SS, plus lourdes que celles de la Wehrmacht, aient pesé sur leur décision (voir Karl O. Paetel, « Die SS », Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, janvier 1954). Mais ce facteur n'aurait pas été décisif à lui seul : dès janvier 1940, Hitler avait donné l'ordre d'affecter des SA à la Waffen-SS, et les résultats pour Königsberg, d'après un rapport qui nous est parvenu, furent les suivants : 1807 SA appelés pour « service dans la police », dont 1094 ne se présentèrent pas à l'appel, 631 furent déclarés inaptes et 82 aptes au service dans les SS. ←

1129)

Eerner Best, Die deutsche Polizei, 1941, p.
99. ↩

1130)

Pourtant, ce n'était pas la faute de Hitler qui ne manquait jamais de souligner que le nom même de la SA (Sturmabteilung) indiquait qu'elle n'était qu'« une section du mouvement », au même titre que d'autres formations du parti tels que le département de la propagande, le journal, les instituts scientifiques, etc. Il essaya aussi de dissiper les illusions sur la possible valeur militaire d'une formation paramilitaire, et voulait que l'entraînement s'effectuât selon les besoins du parti et non selon les principes d'une armée. Mein Kampf, livre II, chap. ix, 2^e partie.

Les SA furent officiellement créés pour protéger les réunions nazies, tandis que la tâche des SS était à l'origine de protéger les chefs nazis.

Adolf Hitler, Mein Kampf, livre II, chap. ix, 2^e partie. ←

1131)

Ernst Bayer, Die SA, 1938. ↵

1132)

NdE. « Reichswehr noire » : organisation militaire clandestine, forte de plusieurs milliers d'hommes, qui tenta en octobre 1923 de renverser la République de Weimar. ↵

L'autobiographie de Ernst Rôhm montre clairement combien ses convictions politiques s'accordaient mal avec celles des nazis. Il désira toujours un « Soldatenstaat » et souligna toujours le « Primat des Soldaten vor dem Politiker » (Die Geschichte eines Hochverrâters, p. 349). Le passage qui suit est particulièrement révélateur de son attitude non totalitaire, ou plutôt de son incapacité même à comprendre le totalitarisme et son exigence « totale » : « Je ne vois pas pourquoi ne seraient pas compatibles les trois choses suivantes : ma loyauté envers le prince héréditaire de la maison de Jvittelsbach, héritier de la couronne de Bavière ; mon admiration pour l'intendant général de la guerre mondiale [c'est-à-dire Ludendoiff], qui incarne aujourd'hui la conscience du peuple allemand ; et ma camaraderie avec le héraut de la lutte politique, Adolf Hitler » (ibid., p. 348). Ce qui lui coûta finalement la tête est qu'après la prise du pouvoir, il rêva d'une dictature fasciste modelée sur le régime italien, dans laquelle le parti nazi «[briserait] les chaînes du parti [et] deviendrait lui-même l'État », ce que Hitler entendait justement éviter à tout prix. Voir Ernst Rôhm, Warum SA ?, discours prononcé devant le corps diplomatique, décembre 1933. À l'intérieur du parti nazi, la possibilité d'un complot des SA et de la Reichswehr contre la domination des SS et de la police ne fut apparemment jamais tout à fait oubliée. En 1942, soit huit ans après le meurtre de Rôhm et du général Schleicher, Hans Frank, responsable du Generalgouvernement en Pologne, fut soupçonné de souhaiter «[après la guerre] inaugurer le grand combat pour la justice [contre les SS], avec l'assistance des Forces armées et des SA » (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VI, p. 747). ←

1134)

Adolf Hitler, Mein Kampf, livre II, chap. xi, déclare que la propagande entreprend d'imposer une doctrine à l'ensemble du peuple, tandis que l'organisation n'incorpore qu'une proportion relativement réduite de ses membres les plus militants. Cf. aussi Gottfried Neesse, Partei und Staat, 1916. ↵

1135)

Adolf Hitler, Mein Kampf, livre II, chap. xi.

←

1136)

Eugen Hadamovsky, Propaganda und nationale Macht, 1933, p. 28. ↵

1137)

Les unités Totenkopf des SS obéissaient aux règles suivantes : 1. Aucune brigade n'effectue son service dans son district d'origine. 2. Toutes les unités doivent être relevées au bout de trois semaines de service. 3. Les membres ne doivent jamais se promener seuls dans la rue, ni arborer leurs insignes Totenkopf en public. Voir Secret Speech by Himmler to the German Army General Staff, 1938 (en fait, le discours fut prononcé en 1937, voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 616, qui n'en donne que des extraits). ←

1138)

Heinrich Himmler, « Die Schutzstaffel als antibolschewistische Kampforganisa – tion », Aus dem Schwarzen Korps, n° 3, 1936, déclara publiquement : « Je sais qu'il y a en Allemagne des gens que la vue de ce manteau noir rend malades. Nous le comprenons et nous ne nous attendons pas à être aimés par trop de gens. »

←

Dans ses discours aux SS, Himmler mettait toujours l'accent sur les crimes déjà commis, en en soulignant la gravité. À propos de la liquidation des Juifs, par exemple, il déclarait : « Je veux aussi vous parler en toute franchise de ce très grave problème. Entre nous, nous devrions y faire allusion en toute franchise, mais nous n'en parlerons jamais en public. » Sur la liquidation de l'intelligentsia polonaise : «... il faut que vous appreniez ceci mais aussi que vous l'oubliiez immédiatement... » (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, respectivement p. 558 et 553). [Joseph Goebbels], The Goebbels Diaries..., 1948, p. 266, note dans la même veine : « Sur la question juive, spécialement, nous avons adopté une position d'où il n'y a pas d'échappatoire. [...] L'expérience enseigne qu'un mouvement et un peuple qui ont brûlé leurs vaisseaux combattent avec une détermination beaucoup plus grande que ceux qui peuvent encore battre en retraite. » ↵

Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 532. La façon dont les mouvements totalitaires ont gardé le secret absolu sur la vie privée de leurs chefs (Hitler et Staline) contraste avec la publicité que recherchent toutes les démocraties, en faisant étalage de la vie privée de leurs présidents, rois, Premiers ministres, etc. en public. Les méthodes totalitaires ne permettent pas d'identification fondée sur la conviction : même le plus haut placé d'entre nous est simplement humain. Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 22-23, cite les clichés les plus souvent utilisés pour décrire Staline : « Staline, l'hôte mystérieux du Kremlin » ; « Staline, personnalité impénétrable » ; « Staline, Sphinx du communisme » ; « Staline, énigme » ; « Mystère insoluble », etc. ↵

1141)

« S'il [Trotski] avait décidé de faire un coup d'État militaire, il aurait peut-être battu les triumvirs. Mais il quitta son poste sans la moindre tentative pour rallier à lui l'armée qu'il avait créée et dirigée pendant sept ans » (Isaac Deutscher, Staline, 1953, p. 238 [H. Arendt se réfère à l'édition parue en 1949, p. 297]). ↵

1142)

Sous Trotski, le commissariat à la Guerre « passait pour une institution exemplaire », et on faisait appel à Trotski chaque fois que le désordre régnait dans d'autres commissariats. Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 257-258. ←

1143)

Les circonstances qui entourèrent la mort de Staline semblent contredire l'infaillibilité de ces méthodes. Il est possible que Staline qui, avant sa mort, projetait sans aucun doute une nouvelle purge générale, ait été assassiné par quelqu'un de son entourage mais, en dépit de nombreuses preuves indirectes, il est impossible de l'affirmer ←

1144)

Ainsi, pour le meurtre de Potempa, en 1932, Hitler envoya un câble aux SA qui l'avaient assassiné pour les couvrir, quoiqu'il n'y fût vraisemblablement pour rien. L'important était d'établir un principe d'identification, ou, dans le langage nazi, « la loyauté mutuelle du Chef et du peuple » sur laquelle « repose le Reich » (Hans Frank, Recht und Verwaltung, 1939). ←

1145)

« En revanche, un des traits distinctifs de Staline [...] est de rejeter systématiquement ses propres méfaits et forfaits, comme ses erreurs politiques [...] sur ceux dont il poursuit le discrédit et la perte » (Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993] p. 538). Il est évident qu'un chef totalitaire peut choisir librement celui dont il veut qu'il personnifie ses propres erreurs, puisque tous les actes accomplis par les sous-chefs sont censés être inspirés par lui, si bien que n'importe qui peut être contraint de jouer le rôle d'imposteur. ←

*en augmenter la vitesse – demeure soigneusement caché. Voir, par exemple, de l'amiral Erich Raeder, « Mes rapports avec Adolf Hitler et avec le parti », Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VIII, p. 707 et suiv. : « Lorsque filtraient des informations ou des rumeurs sur des mesures radicales prises par le parti et la Gestapo, on pouvait, d'après la conduite du Führer, en venir à la conclusion que de telles mesures n'émanaient pas de lui personnellement [...]. Au fil des années, j'arrivai progressivement à la conclusion que le Führer lui-même penchait toujours vers la solution la plus radicale, sans le dire ouvertement. » Dans la lutte interne qui précéda son ascension vers le pouvoir absolu, Staline eut toujours soin de poser à « l'homme du juste milieu » (voir Isaac Deutscher, *Stalin*, 1949, p. 295 et suiv.) ; quoiqu'il ne fût certainement pas un « homme de compromis », il n'abandonna jamais ce rôle complètement. Par exemple, lorsqu'en 1936 un journaliste étranger l'interrogea sur l'objectif du mouvement, la révolution mondiale, il répliqua : « Nous n'avons jamais eu de tels plans et de telles intentions [...]. Il s'agit d'un malentendu [...] comique, ou plutôt tragi-comique » (Ibid., p. 422). ↵*

Voir Alexandre Koyré, « *The Political Function of the Modern Lie* », *Contemporary Jewish Record*, juin 1945. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, livre II, chap. ix, discute longuement les avantages et les inconvénients des sociétés secrètes comme modèles pour les mouvements totalitaires. Ses considérations le conduisirent en fait à la conclusion de Koyré, c'est-à-dire à adopter les principes des sociétés secrètes sans la dissimulation, et à les établir « au grand jour ». Avant la prise du pouvoir, les nazis ne gardaient vraiment le secret sur presque rien. Ce n'est que pendant la guerre, lorsque le régime fut complètement totalitarisé et que la direction du parti se trouva entourée de tous côtés par la hiérarchie militaire, de laquelle elle dépendait pour la conduite de la guerre, que les formations d'élite reçurent l'ordre sans équivoque de garder le secret absolu sur tout ce qui concernait les « solutions finales » – c'est-à-dire les déportations et les exterminations de masse. C'est à la même époque que Hitler commença à agir comme le chef d'une bande de conspirateurs, non sans annoncer et répandre la chose personnellement et explicitement. Pendant une discussion avec le Haut Commandement, en mai 1939, Hitler posa les règles suivantes, que l'on dirait copiées d'un manuel d'une société secrète : « 1. N'informer personne qui n'en ait besoin. 2. Personne ne doit en savoir plus que de besoin. 3. Que personne ne sache plus tôt qu'il n'est besoin » (cité dans Heinz Holldack, *Was wirklich geschah*, 1949, p. 378). ←

1148)

Mon analyse suit de près Georg Simmel, « Sociology of Secrecy and of Secret Societies », The American Journal of Sociology, vol. 11, n° 4, janvier 1906, qui forme le chap. v de sa Soziologie, 1908, dont des extraits ont été traduits par Kurt H. Wolff sous le titre The Sociology of Georg Simmel, 1950. ↵

1149)

« Précisément parce que les échelons inférieurs de la société constituent une transition qui sert de lien avec le centre réel du secret, ils provoquent une compression progressive de la sphère de répulsion qui entoure ce centre, ce qui assure une protection plus efficace que ne le ferait une distinction radicale entre l'extérieur et l'intérieur » (Georg Simmel cité dans Kurt H. Wolff, The Sociology of Georg Simmel, 1950, p. 489). ↵

Les termes de « frères jurés », « camarades jurés », « communauté jurée », etc., sont répétés ad nauseam à travers la littérature nazie parce qu'ils recourent au romantisme juvénile, fréquent dans les mouvements de jeunesse allemands. C'est surtout Himmler qui leur donna une signification plus précise, les introduisit dans le « mot d'ordre central » des SS (« Ainsi, nous formons les rangs et nous avançons vers un avenir lointain, suivant les lois intangibles d'un ordre national-socialiste d'hommes du Nord, et comme une communauté jurée de leurs tribus [Sippen] », voir Gunter d'Alquen, Die SS..., 1939) et leur donna le sens explicite d'« hostilité absolue » à tous les autres (voir Georg Simmel cité dans Kurt H. Wolff, The Sociology of Georg Simmel, 1950, p. 489) : « Lorsque la masse de l'humanité, 1 ou 1,5 milliard d'hommes [sic !], sera alignée contre nous, le peuple germanique... » Voir le discours de Himmler lors de la réunion des généraux de brigade SS à Posen, le 4 octobre 1943, Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 558. ←

Georg Simmel cité dans Kurt H. Wolff, The Sociology of Georg Simmel, 1950, p. 490. Comme tant d'autres, ce principe fut adopté par les nazis après qu'ils eurent soigneusement réfléchi aux implications des Protocoles des Sages de Sion. Hitler déclara dès 1922 : «[Les messieurs de la droite] n'ont jamais compris qu'il n'est pas nécessaire d'être un ennemi des Juifs pour être traîné un jour [...] à l'échafaud [...] il est bien suffisant [...] de ne pas être Juif ; cela vous garantit l'échafaud » (Hitler's Speeches, 1942, p. 12). A l'époque, personne ne pouvait deviner le sens réel de cette forme particulière de propagande : un jour, il ne sera pas nécessaire d'être notre ennemi pour être traîné à l'échafaud ; il sera bien suffisant d'être Juif, ou, enfin de compte, d'appartenir à quelque autre peuple, pour être déclaré « inapte racialement » par quelque commission sanitaire. Himmler croyait et prêchait que toute la SS était fondée sur le principe que « nous devons agir avec honnêteté, loyauté et camaraderie envers nos frères de sang et personne d'autre » (dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 558). ↵

1152)

Voir Kurt H. Wolff, The Sociology of George Simmel, 1950, p. 480-481. ↩

1153)

*Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993] p.
281, reprend une formule de Boukharine. ↵*

1154)

Ibid., p. 115, remarque : « Lui en imposaient toujours les gens d'une réelle "affaire". La politique, il la considérait comme une "affaire" qu'il faut savoir "faire" et "parfaire". » ↵

Dans les luttes internes des années 30, « les collaborateurs de la Guépéou étaient presque sans exception des adversaires fanatiques de la droite et des partisans de Staline. Les différents services de la Guépéou étaient alors les bastions de la faction stalinienne » (Anton Ciliga, Au pays du grand mensonge, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1940, The Russian Enigma, p. 48]). Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 257, rappelle que Staline avait continué « son activité policière commencée pendant la guerre civile » et représenté le Politburo au sein de la Guépéou. ←

1156)

*Immédiatement après la guerre civile, /
izPravda déclara « que la formule : “Tout le
pouvoir aux soviets” était remplacée par :
“Tout le pouvoir aux Tchékas”. [...] La fin des
hostilités à main armée réduisit l'influence
militaire [...] mais laissait un système de
Tchéka ramifiée qui se perfectionnait sans
cesse en se simplifiant » (Boris Souvarine,
Staline... [rééd. 1991], p. 224). ↵*

1157)

NdE. La Commission panrusse extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage (en abrégé Vétchéka puis Tchéka) a été créée par décret le 7 décembre 1917. Sa direction est confiée à Feliks Dzerjinsky, membre du comité central du parti bolchevique. Bientôt, à ses pouvoirs d'investigation s'ajoutent ceux de juger, d'exécuter ou d'interner en camp de concentration. Le 6 février 1922, un décret la transforme en Direction politique de l'État (acronyme GPU), rattachée au Commissariat du peuple à l'intérieur puis en novembre 1923 en O-GPU (GPU unifié). L'OGPU, police politique, étend vite son pouvoir sur le parti. En juillet 1934, elle devient IMministration principale de la sécurité d'État (GUBG) intégrée au Commissariat à l'intérieur. La nouvelle structure contrôle désormais la milice, la police des frontières et les autres services de police, les organes d'instruction criminelle, les camps de travail (Goulag), dirigeant de fait le Commissariat du peuple à l'intérieur (NKVD) en liaison avec les plus hautes instances du parti. ↵

1158)

La Gestapo fut créée par Goering en 1933 ; Himmler fut nommé chef de la Gestapo en 1934 et commença immédiatement à en remplacer le personnel par ses SS ; à la fin de la guerre, 75 % de tous les agents de la Gestapo étaient des SS. Il faut se rappeler que les unités SS étaient particulièrement qualifiées pour ce travail puisque dès avant la prise du pouvoir, Himmler les avait organisées afin d'espionner les membres du parti (Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, p. 308). Pour l'histoire de la Gestapo, voir O. C. Giles, The Gestapo, et aussi Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. II, chap. xii. ←

1159)

Ce fut probablement une des erreurs idéologiques décisives de Rosenberg, qui perdit la faveur du Führer et dont l'influence sur le mouvement fut supplantée par celle d'hommes comme Himmler, Bormann et même Streicher, d'admettre dans son Mythe du XX^e siècle un pluralisme racial dont seuls les Juifs étaient exclus. Par là, il violait le principe selon lequel quiconque n'est pas inclus (« le peuple germanique ») est exclu (« la masse de l'humanité »). Cf. note 89. ↵

1160)

Kurt H. Wolff The Sociology of Georg Simmel, 1950, p. 492, énumère des sociétés criminelles secrètes dont les membres désignent volontairement un commandant auquel ils obéissent désormais sans objection et sans restriction. ←

1161)

Anton Ciliga, Au pays du grand mensonge, 1938 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1940, The Russian Enigma, p. 96-97]. Il décrit aussi comment, dans les années 20, même des détenus ordinaires de la prison de la Guépéou à Leningrad, condamnés à mort, se laissaient conduire à l'exécution « sans un mot, sans un cri de révolte contre le gouvernement qui les mettait à mort » (p. 183). ↵

1162)

Anton Ciliga rapporte que les membres du parti condamnés « pensaient que si ces exécutions devaient sauver la dictature bureaucratique dans son ensemble, si elles devaient calmer (ou plutôt tromper) la paysannerie en révolte, le sacrifice de leur vie n'aurait pas été vain » (ibid., p. 96-97). ↵

1163)

La conception qu'avait Goebbels du rôle de la diplomatie est caractéristique : « Il n'y a pas de doute que le mieux est de laisser les diplomates dans l'ignorance des dessous de la politique [...]. Lorsqu'on joue un rôle de conciliation, la sincérité est quelquefois l'argument le plus convaincant de la crédibilité politique » (The Goebbels Diaries..., 1948, p. 87). ↵

1164)

*Rudolf Hess dans une déclaration
radiodiffusée de 1934. Nazi Conspiracy and
Aggression, 1946, vol. I, p. 193. ↵*

1165)

Werner Best, *Die deutsche Polizei, 1941*, expliquait : « Que la volonté du gouvernement fixe les règles “justes” [...] n'est plus une question de loi, mais de destin. Car les abus réels [...] seront punis plus sûrement devant l'histoire par un destin d'infortune, de chaos et de ruine, à cause de la violation des “lois de la vie”, que par une Haute Cour de justice. » Traduction tirée de *Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. IV, p. 490. ←

1166)

Voir Victor Kravchenko, J'ai choisi la liberté. La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique, 1947, p. 561 : « Aucun communiste bon teint n'avait l'impression que le parti "mentait" lorsqu'il préconisait publiquement une politique donnée et qu'il soutenait exactement le contraire dans le privé. » [Arendt se réfère à l'édition américaine parue en 1946, I Chose Freedom. The Personal and Political Life of a Soviet Official, p. 422]. ↩

1167)

« Le national-socialiste méprise son compatriote allemand, le SA méprise les autres nationaux-socialistes, le SS méprise le SA » (Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, p. 308). ↵

1168)

Himmler sélectionna d'abord les candidats SS sur photographies. Plus tard, une commission raciale, devant laquelle le postulant devait se présenter personnellement, ratifia ou non son apparence raciale. Voir Himmler sur « l'Organisation et les obligations des SS et de la police », Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 616 et suiv. ↵

Himmler était parfaitement conscient qu'une de ses « réalisations les plus importantes et les plus durables » était d'avoir transformé le problème racial d'« un concept négatif, fondé sur un antisémitisme qui allait de soi », en « une tâche d'organisation pour le renforcement des SS ». (Der Reichsführer SS und Chef der deutschen Polizei, « pour l'usage exclusif de la police », s.d.). Ainsi, « pour la première fois, le problème racial avait été placé au centre, ou, mieux encore, était devenu le centre, allant bien au-delà du concept négatif sous-jacent à la haine naturelle pour les Juifs. L'idée révolutionnaire du Führer avait reçu le sang chaud de la vie » (Der Weg der SS. Der Reichsführer SS, SS-Hauptamt-Schulungsamt, s.d., p. 25). ↵

Dès qu'il fut nommé chef des SS en 1929, Himmler introduisit le principe de la sélection raciale et la législation du mariage, ajoutant : « Le SS sait très bien que cet ordre est d'une grande signification. Les sarcasmes, les ricanements et les malentendus ne nous touchent pas ; l'avenir nous appartient. » Cité dans Gunter d'Alquen, Die SS..., 1939. De nouveau, quatorze ans plus tard, dans son discours de Kharkov (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 572 et suiv.), Himmler rappelle à ses officiers SS : « Nous fûmes les premiers à réellement résoudre le problème du sang par l'action [...] et par problème du sang, nous n'entendons évidemment pas l'antisémitisme. L'antisémitisme, c'est la même chose que l'épouillage. Se débarrasser de poux n'est pas une question d'idéologie, mais de propreté [...]. Mais pour nous, le problème du sang nous rappelait notre propre valeur, il nous rappelait la base réelle qui donne son unité au peuple allemand. » ↵

1171)

[Heinrich Himmler], Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 616 et suiv. ↩

1172)

Heinrich Himmler dans son discours de Posen [Poznan], Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 558. ↵

1173)

Les nazis furent pleinement conscients du fait que la prise du pouvoir pouvait conduire à l'instauration de l'absolutisme. « Toutefois le national-socialisme n'a pas été le fer de lance du combat contre le libéralisme pour s'enliser dans l'absolutisme et ainsi de suite à l'infini » (WemerBest, Die deutsche Polizei, 1940, p. 20). Cette mise en garde, parmi d'innombrables autres, est dirigée contre la prétention de l'État à être absolu. ←

1174)

La théorie de Léon Trotski, affirmée pour la première fois en 1905, ne diffère évidemment pas de la stratégie révolutionnaire de tous les léninistes, aux yeux desquels « la Russie elle-même n'était que le premier domaine, le premier rempart de la révolution internationale : ses intérêts devaient être subordonnés à la stratégie supranationale du socialisme militant. Pour l'heure, cependant, les frontières autant de la Russie que du socialisme victorieux étaient les mêmes » (Isaac Deutscher, Stalin. A Political Biography, 1949, p. 243 /Staline, 1953]). ↵

L'année 1934 est significative à cause des nouveaux statuts du parti, proclamés lors du XVII^e congrès : il y est précisé que « des purges périodiques [...] doivent être opérées pour l'assainissement systématique du parti ». (Extrait d'Abdurakhan Avtorkhanov, « Social Differentiation and Contradictions in the Party », Bulletin of the Institute for the Study of the USSR, février 1956). Les purges du parti durant les premières années de la révolution russe n'ont rien à voir avec leur perversion totalitaire ultérieure en instrument d'instabilité permanente. Les premières purges étaient dirigées par des commissions de contrôle locales devant une assemblée ouverte où tout le monde, membre ou non du parti, avait accès. Celles-ci étaient conçues comme un organisme de contrôle démocratique pour lutter contre la corruption bureaucratique dans le parti et « devaient servir de substitut à de réelles élections » (Isaac Deutscher, Staline, 1949, p. 233-234 /Staline, 1953)]. On peut trouver un excellent aperçu de l'histoire des purges dans le récent article d'Avtorkhanov, qui réfute également la légende selon laquelle l'assassinat de Kirov aurait donné le signal d'une nouvelle politique. La purge générale avait commencé avant la mort de Kirov qui n'était rien de plus qu'un « prétexte commode pour lui donner plus d'ampleur ». À considérer le nombre des circonstances « inexplicables et mystérieuses » qui entourent l'assassinat de Kirov, on se doute que le « prétexte commode » fut soigneusement conçu et fabriqué par Staline en personne. Voir Nikita Khrouchtchev : « Speech on Stalin », The New York Times, 5 juin 1956 [NdE. : les travaux les plus récents réalisés à l'aide des archives soviétiques contredisent l'hypothèse d'Hanna Arendt ; voir

Alla Kirilina, L'Assassinat de Kirov. Destin
d'un stalinien, 1888-1934, 1995]. ↵

1176)

Trotsky. [...] En fouillant le passé de Trotsky, les triumvirs découvrirent la théorie de la “révolution permanente” qu’il avait formulée en 1905 [...]. [Et c’est] au cours de cette polémique que Staline arriva à sa formule [du] “socialisme dans un seul pays”... ». ↵

La liquidation de la faction Rôhm en juin 1934, fut précédée d'une courte période de stabilisation. Au début de l'année, Rudolf Diels, chef de la police politique à Berlin, pouvait rapporter que la SA ne procédait plus à des arrestations illégales (« révolutionnaires »). On menait une enquête sur les arrestations de ce type qui avaient eu lieu antérieurement. (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. V, p. 205). En avril 1934, le ministre de l'intérieur du Reich, Wilhelm Frick, un vieux membre du parti nazi, promulgua un décret qui restreignait l'exercice de la « détention protectrice » (Ibid., vol. III, p. 555) compte tenu de la « stabilisation de la situation nationale » (Voir Das Archiv, avril 1934, p. 31). Ce décret ne fut toutefois jamais rendu public (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VII, p. 1099 ; vol. II, p. 259). La police politique de Prusse avait préparé en 1933 un rapport spécial pour Hitler sur les excès des SA ; elle y suggérait que soient poursuivis les chefs de la SA dont elle citait les noms. Hitler résolut le problème en les faisant tuer sans procédures légales et en destituant tous ces officiers de police qui s'étaient opposés à la SA (Voir la déposition sous serment de Rudolf Diels, ibid., vol. V, p. 224). De cette manière, lui-même s'était prémuni complètement contre toute légalisation et toute stabilisation. Parmi les nombreux juristes qui se mirent avec enthousiasme au service de « l'idée nationale-socialiste », bien peu comprirent de quoi il retournait vraiment. De ceux-là fait partie, au premier chef, Theodor Maunz, dont l'essai Gestalt und Recht der Polizei (1943) est cité avec approbation même par ces auteurs qui, comme Paul Wemer, appartenaient à ce FührerKorps supérieur que formaient les SS.

1178)

*Robert Ley, Der Weg zur Ordensburg, 1936.
« Édition spéciale pour le FührerKorps du
parti, [...] n'est pas en vente libre. » ↵*

Heinrich Himmler, « Die Schutzstaffel », Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nazionalsozialistischen Staates, n° 7b. On retrouve cette radicalisation constante du principe de la sélection raciale dans toutes les phases de la politique nazie. Ainsi, les premiers à être exterminés furent les Juifs à part entière, puis vinrent le tour des « demi-Juifs » et des « quarts de Juifs » ; ou bien d'abord les aliénés, que devaient suivre les malades incurables, et, éventuellement, toutes les familles où il y avait un « malade incurable ». « La sélection qui ne connaît jamais de trêve » n'épargnait pas non plus les SS eux-mêmes. Un décret du Führer, daté du 19 mai 1943, ordonnait que tous les hommes liés à des étrangers par la famille, le mariage ou l'amitié, soient éliminés de l'État, du parti, de la Wehrmacht, et de l'économie ; cette mesure affecta 1200 chefs SS (voir les archives de la Hoover Library, dossier Himmler, liasse 330). ↵

les années 30, quand l'opposition des classes paysannes ne représentait plus un facteur déterminant de la situation. Khrouchtchev aussi (« Speech on Stalin », The New York Times, 5 juin 1956) remarque que « les mesures répressives extrêmes ne furent pas utilisées » contre l'opposition lors de la lutte contre les trotskistes ou les boukha – riniens, mais que « la répression contre eux ne commença » que bien après leur défaite. Sous le régime nazi, la terreur atteignit son comble pendant la guerre, quand la nation allemande était véritablement « unifiée ». Sa préparation remonte à 1936, lorsque toute résistance organisée avait disparu à l'intérieur et que Himmler proposa une extension des camps de concentration. Caractéristique de cet esprit d'oppression en l'absence de toute résistance est le discours de H. Himmler à Kharkov devant les chefs SS en 1943 : « Nous n'avons qu'une seule tâche, [...] mener le combat racial sans merci [...]. Nous ne laisserons jamais cette excellente arme, cette réputation terrible et redoutée qui nous a précédés dans les batailles de Kharkov, se flétrir ; nous ne cesserons au contraire de vouloir lui donner une nouvelle signification » (Nazi Conspiracy and Agression, vol. IV, p. 572 et suiv.). ←

1181)

Voir Theodor Maunz, Gestalt und Recht der Polizei, 1943, p. 5 et 49. Combien les nazis faisaient peu de cas des lois et des règlements qu'ils avaient eux-mêmes promulgués – et qui furent régulièrement rendus publics par Werner Hoche sous le titre Die Gesetzgebung des Kabinetts Hitler (1933 et suiv.), on peut le déduire d'une remarque faite en passant par l'un de leurs spécialistes en droit constitutionnel. Celui – ci sentit qu'en dépit de l'absence d'un nouvel ordre légal d'ensemble, une « réforme d'ensemble » s'était néanmoins produite (voir Ernst R. Huber, « Die deutsche Polizei », Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, vol. 101, 1940-1941, p. 273 et suiv.). ←

1182)

précise de cette législation secrète par laquelle l'Allemagne nazie était, en fait, gouvernée. D'après la préface, les volumes étaient « destinés au seul travail interne du parti, et ils devaient être tenus pour confidentiels ». Quatre de ces volumes, évidemment très rares et en comparaison desquels l'ouvrage de Werner Hoche (Die Gesetzgebung des Kabinetts Hitler) fait presque figure de paravent, se trouvent à la Hoover Library. ←

1183)

C'était là « l'avertissement » du Führer aux juristes en 1933, cité par Hans Frank, Nationalsozialistische Leitsätze für ein neues deutsches Strafrecht, 1936, p. 8. ↵

1184)

Isaac Deutscher, Staline, 1953, p. 300 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise parue en 1949, Stalin, p. 381]. Il y eut des tentatives antérieures pour instaurer une constitution, en 1918 et en 1924. La réforme constitutionnelle de 1944, selon laquelle certaines Républiques soviétiques devaient avoir leurs propres représentants à l'étranger et leurs propres armées, était une manœuvre tactique destinée à assurer quelques votes supplémentaires à l'Union soviétique aux Nations unies. ↵

Voir Isaac Deutscher, Stalin, 1949, p. 375 /Staline, 1953]. À lire de près le discours de Staline sur la Constitution (son rapport au VIII^e congrès extraordinaire du 25 novembre 1936), il devient évident qu'elle ne fut jamais destinée à être définitive. Staline affirmait explicitement : « Telles sont les lignes de notre Constitution à un moment historique donné. Ainsi, le projet de la nouvelle Constitution représente la totalité du chemin déjà parcouru, la totalité de l'œuvre déjà accomplie. » En d'autres termes, la Constitution datait déjà au moment où elle était proclamée, et son intérêt était purement historique. Il ne s'agit pas là d'une interprétation arbitraire : Molotov le prouve qui, dans son discours sur la Constitution, reprend le thème stalinien et souligne le caractère provisoire de toute l'affaire : « Nous n'en sommes qu'au premier stade, qu'au stade inférieur du communisme. Et même cette première phase du communisme, le socialisme, n'est pas achevée ; elle n'existe encore qu'à l'état de squelette » (voir Die Verfassung des Sozialistischen Staates der Arbeiter und Bauern, 1937, p. 42 et 84). ↵

1186)

NdE. Hannah Arendt use du mot « shapelessness » (absence de forme), que nous rendons par informité, état de ce qui est informe. ↵

1187)

« *Par opposition à l'Italie, la vie constitutionnelle allemande est donc caractérisée par une totale absence de forme* » (Franz Neumann, *Behemoth. The Structure and the Practice of National-Socialism, 1942* / *Béhémoth. Structure et pratique du national-socialisme, 1987*], *annexe, p. 521*). ↵

1188)

*Extrait de Boris Souvarine, Staline. Aperçu
historique du bolchévisme, rééd. 1993, p. 545.*

↩

1189)

Stephen H. Roberts, The House that Hitler
Built, 1939, p. 72. ↩

Le juge Robert H. Jackson, dans son discours d'ouverture au procès de Nuremberg, a fondé sa description de la structure politique de l'Allemagne nazie sur la coexistence de « deux gouvernements en Allemagne – le réel et l'apparent. Les formes de la République allemande furent maintenues un temps, et c'était là le gouvernement que l'on voyait de l'extérieur. Mais l'autorité réelle dans l'État se trouvait en dehors et au – dessus de la loi : elle résidait dans les instances dirigeantes du parti nazi » (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. I, p. 125). Voir aussi la distinction que Stephen H. Roberts (The House that Hitler Built, 1939, p. 101) fait entre le parti et un État fantôme : « Hitler avait visiblement tendance à multiplier les dédoublements de fonctions. » Ceux qui ont étudié l'Allemagne nazie semblent s'accorder pour dire que l'État ne possédait qu'une autorité fictive. Pour l'unique exception, voir Ernst Fraenkel, The Dual State, 1941 : celui-ci prétend qu'il y avait coexistence d'un « État normatif et d'un État à prérogative », vivant en perpétuelle friction en tant qu'« éléments rivaux et non complémentaires du Reich allemand ». Selon Fraenkel, l'État normatif fut maintenu par les nazis afin de protéger l'ordre capitaliste et la propriété privée ; son autorité s'étendait à toutes les questions économiques, tandis que l'État à prérogative formé par le parti détenait l'autorité suprême sur toutes les affaires politiques. ←

1191)

« Pour ces postes du pouvoir d'État qu'ils ne pouvaient pourvoir avec leurs propres hommes, les nationaux-socialistes créèrent à l'intérieur de leur propre organisation du parti, des "services fantômes" leur correspondant ; ils mirent ainsi en place un second État derrière l'Etat... » (Konrad Heiden, Der Führer..., 1944, p. 616). ↵

1192)

O. C. Giles, The Gestapo, Oxford Pamphlets on WorldAffairs, n° 36,1940, décrit le perpétuel chevauchement des services du parti et de l'État. ←

Voir, par exemple, un mémorandum caractéristique du ministre de l'intérieur Frick : celui-ci s'offensait du fait que Himmler, le chef des SS, possédât un pouvoir supérieur au sien (voir *Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. III, p. 547). Remarquables sont aussi à cet égard les notes d'Alfred Rosenberg sur un entretien qu'il eut avec Hitler en 1942 : Rosenberg n'avait jamais, avant la guerre, occupé de position officielle mais appartenait au premier cercle entourant Hitler. Maintenant qu'il était devenu ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est, il ne cessait d'être confronté aux « actions directes » d'autres plénipotentiaires (principalement des SS) qui le coiffaient parce qu'il appartenait à l'appareil visible de l'État (voir *ibid.*, vol. IV, p. 65 et suiv.). De même pour Hans Frank, responsable du Generalgouvernement en Pologne. Il n'y eut que deux cas où l'élévation à la dignité ministérielle n'entraîna aucune perte de pouvoir et de prestige : celui du ministre de la Propagande Joseph Goebbels, et du ministre de l'intérieur Himmler. En ce qui concerne Himmler, nous possédons un mémorandum, probablement de l'année 1935, qui illustre la façon simpliste et systématique dont les nazis réglaient les relations entre le parti et l'État. Ce mémorandum, émanant apparemment de l'entourage immédiat de Hitler et que l'on retrouva dans la correspondance de la Reichsadjudantur du Führer et de la Gestapo, contient un avertissement : il ne faut pas faire de Himmler le secrétaire d'État du ministère de l'intérieur car, dans ce cas, il ne pourrait plus « être un chef politique » et « deviendrait étranger au parti ». Ici aussi nous trouvons mention du principe technique qui gouverne les relations entre le parti et l'État : « Un Reichsleiter [un haut fonctionnaire du parti] ne doit pas être subordonné à un

Reichsminister [un haut fonctionnaire de l'État]. » (Le mémorandum, non daté et non signé, intitulé Die geheime Staatspolizei, se trouve dans les archives de la Hoover Library, dossier P. J. Viedemann.) ↵

1194)

Voir « Brief Report on Activities of Rosenberg's Foreign Affairs Bureau of the Party from 1933 to 1943 », dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. Ill, p. 27 et suiv. ↵

1195)

D'après un décret du Führer du 12 août 1942. Voir Verfügungen, Anordnungen, Bekanntgaben, n° A 54/42. ↵

1196)

« Derrière le gouvernement apparent il y avait un gouvernement réel », que Victor Kravchenko voyait dans « l'appareil de la police secrète » (J'ai choisi la liberté. La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique, 1947, p. 160 [H. Arendt se réfère à l'édition américaine parue en 1946, I Chose Freedom. The Personal and Political Life of a Soviet Official/). ↵

1197)

Voir Arthur Rosenberg, A History of Bolshevism, 1934, chap. xi. « Il existe en réalité deux édifices politiques en Russie, qui se dressent parallèlement : le gouvernement fantôme des soviets et le gouvernement de facto du parti bolchevique. » ↵

1198)

en était de même pour toutes les autres institutions que Staline appelait les “courroies de transmission” reliant le parti au peuple. » ↵

1199)

Arthur Rosenberg, A History of
Bolchevism. ↵

1200)

Theodor Maunz, Gestalt und Recht der
Polizei, 1943, p. 12. ↵

1201)

Le professeur Reinhard Hôhn, juriste et Obertsturmbannführer, a exprimé cette idée dans les termes suivants : « Et il y avait encore autre chose à quoi les étrangers, mais aussi les Allemands, devaient s'habituer : à savoir que la tâche de la police secrète [...] était assumée par une communauté de personnes issues du mouvement, et qui continuait d'y avoir leurs racines. L'expression de police d'État ne rend en réalité pas compte de ce fait, car il ne sera mentionné ici qu'en passant » (Grundfragen der deutschen Polizei, 11 octobre 1936, 1937, avec des contributions de Frank, Himmler et Hôhn). ↵

1202)

Une telle tentative pour délimiter les responsabilités respectives et lutter contre « l'anarchie de l'autorité » fut faite par exemple par Hans Frank à deux reprises : dans Recht und Verwaltung en 1939 et dans une adresse intitulée Technik des Staates, en 1940. Celui-ci exprime l'opinion que « les garanties légales » ne sont pas le « privilège des systèmes libéraux de gouvernement ». L'administration devrait continuer d'être, comme par le passé, gouvernée par les lois du Reich, selon l'inspiration et l'orientation que leur donnait à présent le programme du parti national-socialiste. C'est précisément parce qu'il ne voulait à aucun prix d'un nouvel ordre légal que Hitler ne reconnut jamais le programme du parti nazi. Il parlait habituellement avec mépris des membres du parti qui formulaient de telles propositions : c'étaient pour lui des gens « éternellement liés au passé », des gens qui « étaient incapables de sauter par-dessus leur ombre » (Félix Kersten, Totenkopf und Treue : Heinrich Himmler ohne Uniform, [1952]). ↵

1203)

« Les 32 Gaue [.. J ne coïncidaient pas avec les régions militaires ou administratives, ni même avec les 21 divisions de la SA, les 10 régions des SS, les 23 zones de la Jeunesse hitlérienne [...]. Ces chevauchements sont d'autant plus remarquables qu'ils n'ont aucune raison d'être » (Stephen H. Roberts, The House that Hitler Built, 1939, p. 98). ←

1204)

versé pour le sang du camarade du parti vom Rath... » Particulièrement significative est la fin du rapport, où le tribunal suprême du parti blâme tout à fait ouvertement ces méthodes : « C'est une autre question de savoir si, dans l'intérêt de la discipline, l'ordre qui est intentionnellement vague, et qui est donné, en escomptant que le destinataire reconnaîtra l'intention du donneur d'ordre et agira en conséquence, ne doit pas être relégué dans le passé. » Là aussi, il y avait des personnes qui, selon l'expression de Hitler, « étaient incapables de sauter par-dessus leur ombre » et qui insistaient sur les mesures législatives parce qu'ils ne comprenaient pas que c'était la volonté et non l'ordre du Führer qui constituait la loi suprême. Ici, la différence entre la mentalité des formations d'élite et celle des services du parti est particulièrement claire. ↵

1205)

Werner Best, Die deutsche Polizei, 1941, dit cela de la manière suivante : « Aussi longtemps que la police exécute cette volonté de la direction, elle agit dans le cadre de la loi ; si la volonté de la direction est transgressée, alors, ce n'est pas la police, mais un membre de la police qui a commis une violation. » ↵

1206)

Voir note 31. ↩

1207)

En 1933, après l'incendie du Reichstag, « les chefs de la SA avaient plus de pouvoir que les Gauleiter. Ils refusaient aussi obéissance à Goering ». Voir la déposition sous serment de Rudolf Diels dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. V, p. 224. Diels était le chef de la police politique sous Goering. ↵

1208)

Les SA s'offensèrent manifestement de ce déclassement et de cette perte de pouvoir dans la hiérarchie nazie ; ils essayèrent désespérément de sauver les apparences. Dans leurs magazines – Der SA-Mann, Das Archiv, etc. – on peut trouver, voilées ou non voilées, maintes indications de leur vaine rivalité avec les SS. Plus intéressant est le fait qu'en 1936 encore, alors que les SA avaient déjà perdu leur pouvoir, Hitler ait voulu dans un discours les rassurer : « Tout ce que vous êtes, vous l'êtes à travers moi ; tout ce que je suis, je le suis à travers vous seuls. » Voir Ernst Bayer, Die SA, 1938. Traduction extraite de Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 782. ↵

1209)

Comparer le discours d'Alfred Rosenberg de juin 1941 : « Je crois que notre tâche politique consistera à [...] organiser ces peuples en certains types de corps politiques [...] et à les dresser contre Moscou » avec le « Mémoire non daté pour l'administration des territoires occupés de l'Est » : « Avec la dissolution de l'URSS après sa défaite, aucun corps politique n'est laissé dans les territoires de l'Est et donc [...] aucune citoyenneté pour leur population » (The Trial of the Major War Criminals, Nuremberg, 1947-1948, vol. XXVI, respectivement p. 616 et 604). ↵

1210)

Hitlers Tischgespräche, 1951, p. 213. *Hitler désignait généralement par là des hauts fonctionnaires nazis qui émettaient des réserves sur le fait de tuer sans scrupule tous ceux qu'ils qualifiaient de « déchet humain [Gesox] » (voir p. 248 et passim).* ↵

1211)

Sur la diversité et le chevauchement des organisations du parti, voir Rang-und Organisationsliste der NSDAP, 1947, et Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. I, p. 178, qui distingue quatre grandes catégories : 1. Gliederungen der NSDAP, qui avait existé avant l'arrivée au pouvoir ; 2. Angeschlossene Verbände der NSDAP, englobant ces sociétés qui avaient été coordonnées ; 3. Betreute Organisationen der NSDAP et 4. Weitere nationalsozialistische Organisationen. Dans presque toutes les catégories, on trouve une organisation différente des étudiants, des femmes, des professeurs et des ouvriers. ←

1212)

La gigantesque organisation des travaux publics, dirigée par Todt puis par Albert Speer, fut créée par Hitler en dehors de toutes les hiérarchies du parti et de toutes ses (^)filiactions. Cette organisation peut avoir été utilisée contre l'autorité du parti ou même contre les organisations de la police. Il est remarquable que Speer ait pu oser faire observer à Hitler (lors d'une conférence en 1942) qu'il était impossible d'organiser la production sous l'autorité de Himmler, et qu'il soit allé jusqu'à demander que le travail forcé et les camps de concentration relèvent de sa compétence. Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. I, p. 916-917. ↵

1213)

Une société aussi anodine que le NSKK (corps national-socialiste des automobilistes fondé en 1930) se vit soudainement promue en 1933 au rang d'une formation d'élite partageant avec la SA et les SS le privilège d'être une unité indépendante qffi – liée au parti. Rien ne découla de cette promotion dans les rangs de la hiérarchie nazie ; rétrospectivement, celle-ci a l'air d'une menace inutile pour la SA et les SS. ←

1214)

Friedrich Beck et JF. Godin, Russian Purge
and the Extraction of Confession, 1951, p. 153.

↵

1215)

Ibid., p. 159 et suiv. Selon d'autres rapports, il y a des exemples différents de la multiplication chaotique des appareils policiers soviétiques, principalement des associations locales et régionales du NKVD, qui travaillent indépendamment les unes des autres et qui ont leurs pendants dans les réseaux locaux et régionaux des agents du parti. Il est naturel que nous en sachions bien moins long sur la situation en Russie que sur celle de l'Allemagne nazie, en particulier lorsqu'il s'agit des détails de l'organisation. ←

1216)

Selon le témoignage de l'un de ses anciens employés (Nazi Conspiracy and Aggression, VI, 461), c'était « une spécialité de Himmler que de confier une seule tâche à deux personnes différentes ». ↵

1217)

Dans l'adresse mentionnée ci-dessus (voir note 30), Hans Frank a montré à quel point il voulait stabiliser le mouvement. Ses nombreuses doléances en tant que responsable du Generalgouvernement en Pologne témoignent de sa totale incompréhension des tendances anti-utilitaires de la politique nazie. Il ne peut comprendre pourquoi les peuples soumis sont exterminés et non exploités. Rosenberg, aux yeux de Hitler, n'était pas racialement sûr parce qu'il désirait créer des États satellites dans les territoires conquis de l'Est et ne comprenait pas que la politique démographique de Hitler visait à dépeupler ces territoires. ↵

1218)

« La forme d'adresse "Mein Führer" est réservée au Führer seul. J'interdis par la même occasion à tous les subordonnés du N S DA P de tolérer qu'on s'adresse à eux comme "Mein Reichsleiter", etc., que ce soit verbalement ou par écrit. De préférence la forme d'adresse doit être P[artei] g[enossen] [camarade du parti] [...] ou Gauleiter, etc. » Voir Verfügungen, Anordnungen, Bekanntgaben, décret du 20 août 1934. ↵

1219)

Voir le Organisationsbuch der NSDAP. ↩

1220)

*Voir l'organigramme 14 dans Nazi
Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VIII. ↵*

1221)

*Tous les serments, dans le parti aussi bien
que dans les formations d'élite, se faisaient à la
personne d'Adolf Hitler. ↵*

1222)

Le premier pas de Himmler dans cette voie eut lieu au cours de l'automne 1944, lorsqu'il prit sur lui d'ordonner que les chambres à gaz des camps d'extermination soient démantelées et le massacre de masse arrêté. C'était là sa manière d'engager les négociations de paix avec les puissances occidentales. Il est assez intéressant que Hitler n'ait apparemment jamais été informé de ces préparatifs ; il semble que personne n'ait osé lui dire que l'un de ses principaux objectifs de guerre avait déjà été abandonné. Voir Léon Poliakov, Bréviaire de la haine, 1951, p. 232. ↩

1223)

Pour les événements qui suivirent la mort de Staline, voir Harrison E. Salisbury, American in Russia, 1955. ↵

1224)

Voir l'excellente analyse de la structure de la police nazie in Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. II, p. 250 et suiv., particulièrement p. 256. ↩

1225)

Ibid., *p.* 252. ↵

1226)

Franz Neumann (Behemoth..., p. 521 et suiv. /Béhémoth..., 1987]) se demande « si l'Allemagne peut ou non être appelée un État. C'est bien plus un gang où les chefs sont contraints de se mettre d'accord après des différends ». Les travaux de Konrad Heiden sur l'Allemagne nazie sont représentatifs de cette théorie du gouvernement exercé par une clique. Pour ce qui est de la formation des cliques autour de Hitler, The Bormann Letters, publiées par Trevor-Roper, sont tout à fait éclairantes. Dans le procès des médecins (The United States vs. Karl Brandt et al., audition du 13 mai 1947), Viktor Brack assurait que dès 1933, Bormann, agissant sans aucun doute sur les ordres de Hitler, avait commencé à mettre en place un groupe de gens qui coiffaient l'État et le parti. ←

1227)

Comparer à la contribution de l'auteur à la discussion du problème de la culpabilité allemande : « Organized Guilt », Jewish Frontier, janvier 1945. ↵

1228)

Discours du 23 novembre 1939, extrait de The Trial of the Major War Criminals, 1947-1948, vol. XXVI, p. 332. Que cette déclaration soit plus qu'une aberration hystérique due à l'occasion, c'est ce que montre le discours de Himmler (on peut en trouver la transcription sténographique dans les archives de la Hoover Library, dossier Himmler, liasse 332) à la conférence des maires de Posen, en mars 1944. « Quelles valeurs pouvons-nous attribuer aux étapes de l'histoire?, dit-il. Les valeurs de notre propre peuple [...]. La seconde chose que je voudrais dire, c'est qu'une plus grande valeur encore est la personne unique de notre Führer Adolf Hitler, [...] qui, pour la première fois depuis deux mille ans [...], fut envoyé à la race germanique comme chef suprême... » ↵

1229)

Voir les déclarations de Hitler sur la question dans Hitlers Tischgesprache, 1951, p. 253 et suiv. et 222 suiv. : le nouveau Führer devrait être élu par un « sénat » ; le principe directeur pour l'élection du Führer doit être que toute discussion entre les personnalités qui y prennent part devraient cesser tout le temps de la procédure. En trois heures, la Hehrmacht, le parti et les fonctionnaires devront à nouveau être assermentés. « Il n'avait pas d'illusion sur le fait que dans cette élection du chef suprême de l'État, il pouvait ne pas toujours y avoir une personnalité de Führer hors pair pour guider le Reich. » Mais cela ne comportait pas de dangers « tant que la machinerie elle-même fonctionnait bien ». ↵

1230)

*Un des principes directeurs pour les SS
formulé par Himmler lui-même s'énonce :
« Aucune tâche n'existe pour elle-même. » Voir
Gunter d'Alquen, Die SS..., 1939. ↵*

1231)

Voir David J. Dallin et Boris I. Nicolaevsky, Forced Labor in Russia, 1947 /Le Travail forcé en URSS, 1949], qui rapportent également que pendant la guerre, lorsque la mobilisation eut créé un problème de main-d'œuvre aigu, le taux de mortalité dans les camps de travail était d'environ 40 % par an. En général, ils estiment que le rendement d'un ouvrier dans les camps était inférieur de 50 % à celui d'un travailleur libre. ←

1232)

Thomas Reveille (The Spoil of Europe. The Nazi Technique in Political and Économie Conquest, 1941) *estime que l'Allemagne, durant la première année de la guerre, était capable de couvrir entièrement les dépenses qu'elle avait engagées pour la préparer de 1935 à 1939.* ↵

1233)

William Ebenstein, *The Nazi State, 1943*, p.
257. ↵

1234)

Ibid, *p. 270.* ↵

1235)

À l'appui de cette hypothèse viennent le fait que le décret portant condamnation de tous les malades incurables fut pris le jour où la guerre éclata, et davantage encore les déclarations de Hitler pendant la guerre, citées par Joseph Goebbels, (The Goebbels Diaries..., 1948) : « La guerre a rendu possible pour nous la solution de toute une série de problèmes qui n'auraient jamais pu être résolus en temps normal » ; peu importe comment tournera la guerre, « les Juifs seront certainement les perdants » (p. 314). ↵

La IVehrmachl essaya bien sûr à maintes et maintes reprises d'expliquer aux divers organes du parti les dangers d'une conduite de la guerre où les ordres étaient donnés sans tenir aucun compte des nécessités militaires, civiles, ou économiques (voir par exemple Léon Poliakov, Bréviaire de la haine, 1951, p. 321). Mais même des hauts fonctionnaires nazis avaient du mal à comprendre cette négligence de tous les facteurs objectifs, économiques et militaires, de la situation. On avait beau leur répéter que « les considérations économiques devraient demeurer fondamentalement à l'écart du règlement de la question juive » (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VI, p. 402), ils continuaient à se plaindre : le grand programme de construction en Pologne « n'aurait pas été interrompu si les milliers de Juifs y travaillant n'avaient pas été déportés. Maintenant l'ordre est donné que les Juifs soient écartés des projets d'armement. J'espère que cet [...] ordre sera bientôt rapporté, car alors la situation serait encore pire qu'elle n'est ». Cet espoir de Hans Frank, responsable du Generalgouvernement en Pologne, fut aussi peu comblé que ses espérances ultérieures d'une politique militaire plus judicieuse envers les Polonais et les Ukrainiens. Ses plaintes sont intéressantes (voir son Journal dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 902 et suiv.) parce que c'est exclusivement l'aspect anti-utilitaire de la politique nazie pendant la guerre qui l'effraie. « Une fois que nous aurons gagné la guerre, alors, en ce qui me concerne, on peut bien faire de la chair à pâté des Polonais et des Ukrainiens et de tous ceux qui traînent par ici... » ↵

1237)

déposition sous serment d'un ancien officier SS du camp de concentration de Neuengamme dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VII, p. 211.) Il ressort du journal de camp de Odd Nansen, From Day to Day [1947], 1949, combien la présence active de la IVe Armée se faisait sentir dans les camps de concentration. Malheureusement, il montre que ces troupes de l'armée régulière étaient au moins aussi brutales que les SS. ↵

1238)

Isaac Deutscher, Staline, 1953, p. 260 [H. Arendt se réfère à l'édition parue en 1949, Stalin..., p. 326]. Cette citation a du poids car elle vient du plus bienveillant des biographes non communistes de Staline. ↩

1239)

Les nazis se plaisaient tout particulièrement à compter en termes de millénaires. Les affirmations de Himmler selon lesquelles les SS ne s'intéressaient qu'aux « questions idéologiques dont l'importance se mesurait en termes de décennies et de siècles », et « qu'ils servaient une cause qui n'apparaît qu'une fois tous les deux mille ans », sont reprises, avec de légères variantes, tout au long du matériel d'endoctrinement fourni par la SS Hauptamt-Schulungsamt (Wesen und Aufgabe der SS und der Polizei, p. 160). Pour la version bolchevique, la meilleure référence est le programme de l'internationale communiste, tel qu'il a été formulé par Staline, dès 1928, au congrès du parti à Moscou. Particulièrement intéressante est la promotion de l'Union soviétique au rang de « base pour le mouvement mondial, de centre de la révolution internationale, de facteur le plus important de l'histoire mondiale. En URSS, le prolétariat du monde acquiert pour la première fois une patrie... » (extrait de Blueprint for World Conquest, as Outlined by the Communist International, introduction de W. H. Chamberlin, 1946, où les programmes de la III^e Internationale sont reproduits textuellement).

←

1241)

Ce changement de la devise officielle se trouve dans le Organisationsbuch der NSDAP, p. 7. ↩

Voir Konrad Heiden, *Der Führer...*, 1944, p. 722. Dans un discours qu'il tint devant les futurs dirigeants politiques à la Ordensburg Sonthofen le 23 novembre 1937, Hitler déclara : « Ce ne sont pas les tribus ridiculement petites, les pays exigus, les États ou les dynasties [...] mais seulement les races qui [peuvent] agir en conquérantes du monde. Une race, cependant, du moins au sens conscient – nous avons encore à le devenir » (voir Hitlers Tischgespräche, 1951, p. 445). En complète harmonie avec cette phraséologie nullement fortuite, se trouve un décret du 9 août 1941, où Hitler interdisait que l'on emploie à l'avenir l'expression de « race allemande » car cela conduirait au « sacrifice de l'idée de race en faveur d'un simple principe de nationalité, et à la destruction des importants préalables conceptuels de toute notre politique en matière de race et de peuple » (Verfügungen, Anordnungen, Bekanntgaben). Il est clair que le concept de race allemande aurait constitué un obstacle à la « sélection » progressive et à l'extermination des éléments indésirables dans la population allemande qui étaient, à ce moment précis, projetées dans le futur. ←

Himmler, en conséquence, « forma très tôt une SS germanique dans les divers pays » à laquelle il disait : « Nous n'attendons pas de vous que vous deveniez allemands par opportunisme. Mais nous nous attendons assurément à ce que vous subordonniez votre idéal national à cet idéal racial et historique plus vaste qu'est celui du Reich germanique » (Konrad Heiden, Der Führer..., 1944). Sa tâche future consisterait à former, grâce à la « reproduction la plus abondante », une « couche raciale supérieure » qui d'ici une vingtaine ou une trentaine d'années « représenterait la totalité de l'Europe avec sa classe dirigeante » (discours de Himmler à la réunion des généraux de brigade SS à Posen en 1943, dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 558 et suiv.). ←

1244)

Heinrich Himmler, *ibid.*, p. 572. ↵

1245)

Isaac Deutscher, Staline, 1953, p. 234 [H. Arendt se réfère à l'édition publiée en 1949, Staline..., p. 292], parle de sa remarquable « faculté de sentir tous ces courants psychologiques [...] dont il s'était fait lui-même le porte-parole » ; «... le nom même de la théorie de Trotski, “la révolution permanente”, ressemblait à un avertissement inquiétant [...] à une génération fatiguée [...]. Staline fit directement appel à l'horreur du risque et à l'incertitude qui étreignaient de nombreux Bolcheviks » (p. 233) [p. 291]. ↵

1246)

Hitler pouvait donc se permettre d'employer son cliché favori de « Juif décent » une fois qu'il eut commencé à les exterminer ; voir Hitlers Tischgespräche, 1951, p. 346 (en décembre 1941). ↵

1247)

Ainsi, Hitler, parlant aux membres du Haut Commandement (Blomberg, Fritsch, Raeder) et à des civils de haut rang (Neurath, Goering) en novembre 1937 pouvait se permettre de déclarer ouvertement qu'il avait besoin d'un espace dépeuplé et de rejeter l'idée de conquérir des peuples étrangers. Que cela menât automatiquement à une politique d'extermination desdits peuples, c'est ce dont, évidemment, aucun de ses auditeurs ne s'avisa. ↵

Cela commença par un ordre de juillet 1934, qui élevait les SS au rang d'organisation indépendante au sein du NSDAP, et se poursuivit par un décret ultra-secret d'août 1938, qui déclarait que les formations spéciales des SS, les unités Totenkopf et les Verfügungstruppen (troupes de choc) n'appartenaient ni à l'armée ni à la police ; les unités Totenkopf devaient « tirer au clair certaines tâches spéciales de nature policière » et les Verfügungstruppen « étaient une unité armée permanente exclusivement à ma disposition » (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. III, p. 459). Deux décrets ultérieurs, d'octobre 1939 et d'avril 1940, instituèrent une juridiction spéciale pour les questions générales concernant tous les membres des SS (ibid., vol. II, p. 184). Dès lors, sur toutes les brochures publiées par le service d'endoctrinement des SS figuraient des mentions telles que « à l'usage de la police exclusivement », « non destiné à la publication », « exclusivement destiné aux dirigeants et à ceux qui sont chargés de l'éducation idéologique ». Il vaudrait la peine de dresser une bibliographie de la volumineuse littérature secrète, laquelle comprend un grand nombre de mesures législatives, imprimée durant l'ère nazie. Il est assez intéressant de constater que ne figure pas dans ce type de littérature le moindre opusculé de la SA : c'est probablement la preuve la plus concluante que la SA avait cessé d'être, après 1934, une formation d'élite. ↵

1249)

*Comarier Franz Borkenau, « Die neue
Komintern », Der Monat, 1949, n° 4. ←*

1250)

Les exemples sont trop manifestes et trop nombreux pour être cités. Cette tactique ne devrait cependant pas être simplement confondue avec cet immense manque de loyauté et de sincérité dont tous les biographes de Hitler et de Staline ont fait état comme traits marquants de leur personnalité. ←

1251)

Cf. la circulaire adressée par le ministère des Affaires étrangères à toutes les autorités allemandes à l'étranger, en janvier 1939, dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VI, p. 87 et suiv. ↩

1252)

En 1940, le gouvernement nazi publia un décret avec effet rétroactif selon lequel tous les délits, de la haute trahison à l'égard du Reich aux « propos d'agitateurs nuisibles contre les personnalités dirigeantes de l'État ou du parti nazi », devraient être punis dans tous les territoires allemands occupés, qu'ils aient été le fait d'Allemands ou de nationaux de ces pays (voir O. C. Giles, The Gestapo, 1940). Pour les conséquences désastreuses de la « Siedlungspolitik » [politique de colonisation] nazie en Pologne et en Ukraine, voir The Trial of the Major War Criminals, 1947-1948, vol. XXVI et XXIX. ←

1253)

L'expression est de Victor Kravchenko, J'ai choisi la liberté..., 1947, p. 411, [H. Arendt se réfère à l'édition américaine parue en 1946,1 Chose Freedom..., p. 303] qui, décrivant la situation en Russie après la grande purge de 1936-1938, remarque : « Si un conquérant étranger avait pris possession de la machine soviétique [..] le changement n'aurait pas été complet ni plus féroce. » ↵

1254)

Hitler projetait pendant la guerre d'instituer une loi nationale sur la Santé : « Après examen national aux rayons X, le Führer doit donner une liste des personnes malades, notamment de celles qui souffrent des poumons et du cœur. Sur la base de la nouvelle loi sur la Santé du Reich [...] ces familles ne pourront plus rester parmi le public et n'ont plus le droit de procréer. Ce qu'il adviendra d'elles, des ordres ultérieurs du Führer en décideront. » On n'a pas besoin de faire preuve de beaucoup d'imagination pour deviner quels eussent été ces ordres ultérieurs. Le nombre des personnes qui n'auraient plus eu le droit de « rester parmi le public » aurait formé une portion considérable de la population allemande (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VI, p. 175). ↵

1255)

NdE. « Gouvernement kominternien » : gouvernements imposés aux pays d'Europe centrale et orientale à la faveur de l'occupation soviétique, dirigés par des militants communistes formés dans les écoles de cadres du Komintern et ayant passé, la plupart du temps, la guerre à Moscou. On trouve cependant dans ces gouvernements quelques militants demeurés, lors de l'occupation allemande, dans ces pays où ils animèrent une résistance très minoritaire. ↵

1256)

Le nombre total des morts russes en quatre années de guerre se situe selon les estimations entre 12 et 21 millions. En une seule année, Staline extermina, rien qu'en Ukraine, environ 8 millions de personnes (évaluation approximative) [NdE. Les estimations actuelles des historiens sont de 6 à 7 millions de victimes en Ukraine et de 3 millions au Kouban, au Caucase et dans la basse vallée de la Volga] ; voir Communism in Action, 1946, n° 754, p. 140-141. À la différence du régime nazi qui tenait une comptabilité plutôt rigoureuse du nombre de ses victimes, il n'existe pas de chiffres certains pour les millions de gens qui furent tués dans le système russe. Néanmoins, l'estimation suivante, citée par Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 553, a quelque poids, dans la mesure où elle provient de Walter Krivitsky, qui avait directement accès aux renseignements contenus dans les dossiers de la Guépéou. Selon ces chiffres, le recensement de 1937, dont les statisticiens soviétiques attendaient qu'il attînt 171 millions de personnes, montra qu'il n'y en avait en réalité que 145 millions. Ceci ferait apparaître un déficit démographique de 26 millions, chiffre qui n'inclut pas les pertes citées ci-dessus. ←

1257)

Isaac Deutscher, Staline, 1953, p. 207 [H. Arendt se réfère à l'édition parue en 1949, Stalin..., p. 256]. ↵

1258)

Boris Souvarine, Staline... [rééd. 1993], p. 501, rapporte ces mots de Staline au moment où la terreur battait son plein en 1937 : « Il faut enfin comprendre que de tous les capitaux précieux existant au monde, le plus précieux et décisif, c'est l'homme, ce sont les cadres. » Tous les récits montrent qu'en Russie soviétique la police secrète doit être considérée comme la véritable formation d'élite du parti. Caractéristique est le fait que dès le début des années 20 les agents du NKCD ne furent plus « recrutés sur la base du volontariat », mais choisis dans les rangs du parti. De plus, « le NKCD ne pouvait être choisi comme une carrière » (voir Friedrich Beck et W. Godin, Russian Purge..., p. 160). ←

1259)

Tiré de Konrad Heiden, Der Führer..., /944,
p. 311. ↵

1260)

Selon les récits concernant l'ultime réunion, Hitler décida de se suicider après avoir appris qu'on ne pouvait plus compter sur les troupes SS. Voir Hugh R. Trevor-Roper, The Last Days of Hitler, 1947, p. 116 et suiv. /Les Derniers Jours de Hitler, 1947]. ↩

1261)

Hitler fit de fréquents commentaires sur les relations entre l'État et le parti ; il insista toujours sur le fait que ce n'était pas l'État, mais la race, ou « la communauté unie du peuple », qui revêtait une importance capitale (Cf. le discours cité plus haut, réimprimé en guise d'annexe aux Hitlers Tischgespräche). Dans son discours au Nuremberg Parteitag [la journée du parti] de 1935, il donna de cette théorie l'expression la plus condensée « Ce n'est pas l'État qui nous commande, c'est nous qui commandons à l'État. » Il va de soi qu'en pratique de tels pouvoirs de commandement ne sont possibles que si les institutions du parti demeurent indépendantes de celles de l'État. ↵

1262)

Otto Gauweiler, Rechtseinrichtungen und Rechtsaufgaben der Bewegung, 1939, notait expressément que la position spéciale de Himmler en tant que Reichsführer SS et chef de la police allemande reposait sur le fait que l'administration de la police avait réalisé « une authentique unité du parti et de l'État », que l'on n'essaya d'atteindre nulle part ailleurs dans le gouvernement. ↵

1263)

Pendant les révoltes des paysans dans les années 20 en Russie, Vorochilov refusa, dit-on, le concours de l'armée Rouge ; cela amena la création de divisions spéciales de la Guépéou pour les expéditions punitives. Voir Anton Ciliga, Au pays – du grand mensonge, 1938 [éd. Champ libre, 1977, p. 113 de ; H. Arendt se réfère à l'édition anglaise publiée en 1940 : The Russian Enigma, p. 93]. ←

1264)

En 1933, les agents de la Gestapo à l'étranger recevaient 20 millions de marks alors que le service d'espionnage régulier de la Reichswehr devait s'accommoder d'un budget de 8 millions. Voir Pierre Dehillotte, Gestapo : l'organisation, les chefs, les agents, l'action de la Gestapo à l'étranger, 1940, p. 11. ↵

1265)

*Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946,
vol. IV, p. 616 et suiv. ←*

1266)

Voir note 63. ↩

1267)

Maurice Laporte, Histoire de l'Okhrana, 1933, appelle à juste titre la méthode de la provocation, « la première pierre » de l'édifice de la police secrète (p. 19). En Russie soviétique, la provocation, loin d'être l'arme secrète de la police secrète, a été utilisée comme méthode publique la plus largement propagée du régime pour prendre la température de l'opinion publique. La répugnance de la population à profiter des invitations qui lui sont périodiquement faites à critiquer, ou à réagir aux intermèdes « libéraux » dans le régime de la terreur, montre que de tels gestes sont compris au niveau des masses comme une provocation. La provocation est bien sûr devenue la version totalitaire des consultations électorales. ↵

1268)

Intéressantes sont à cet égard les tentatives faites par les fonctionnaires civils nazis pour réduire en Allemagne la compétence et le personnel de la Gestapo en se fondant sur le fait que la nazification du pays avait désormais été réalisée. Himmler qui, à ce moment-là (1934 environ), voulait au contraire développer les services secrets, dut en conséquence exagérer le danger venant des « ennemis de l'intérieur ». Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. II, p. 259 ; vol. V, p. 205 ; vol. III, p. 547. ←

1269)

Voir Jean Galtier-Boissière, Les Mystères de la police secrète française, 1938, p. 234. ↩

Il semble après tout que ce ne fut nullement par accident que la création de l'Okhrana inaugura en 1880 une période d'activité révolutionnaire inégalée en Russie. Afin de prouver son utilité, il fallait à l'occasion organiser des meurtres, et ses agents « servaient malgré eux les idées de ceux qu'ils dénonçaient [...]. Qu'une brochure fût distribuée par un membre de la police, ou que l'exécution d'un ministre fût organisée par un Azev, le résultat était le même » (Maurice Laporte, Histoire de l'Okhrana, p. 25). Bien plus, les exécutions plus importantes – Stolypine et von Plehve – semblent avoir été le fait de la police. Décisif pour la tradition révolutionnaire est le fait qu'en périodes de calme les membres de la police devaient « exciter les énergies et stimuler le zèle » des révolutionnaires (ibid., p. 71). Voir également Bertram D. JVolfe, Three Who made a Révolution : Lenin, Trotski, Stalin, 1948, qui appelle ce phénomène « socialisme de police ».

←

1271)

Hans Frank, qui devint plus tard responsable du Generalgouvernement en Pologne, établit une différence typique entre une personne « dangereuse pour l'État », et une personne « hostile à l'État ». La première dénomination implique une qualité objective, indépendante de la volonté et du comportement ; la police politique nazie n'est pas seulement concernée par les actes hostiles à l'État mais par « toutes les tentatives – quel que soit leur but – qui par leurs effets mettent en danger l'État ». Voir Deutsches Verwaltungsrecht, p. 420-430. Traduction extraite de Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 881 et suiv. Dans les termes de Theodor Maunz, Gestalt und Recht der Polizei, 1943, p. 44 : « En éliminant les personnes dangereuses, les mesures de sécurité [...] visent à préserver l'État d'un danger pour la communauté nationale, indépendamment de tout délit qui a pu être commis par ces personnes. [Il s'agit de] se préserver d'un danger objectif. »

←

1272)

R. Hôhn, un juriste nazi, membre des SS, dans une notice nécrologique sur Reinhardt Heydrich, qui, avant de dominer la Tchécoslovaquie, avait été l'un des plus proches collaborateurs de Himmler, dit qu'il considérait ses adversaires « non comme des individus, mais comme des porteurs de tendances mettant l'État en danger et par conséquent au ban de la communauté nationale » ; Deutsche Allgemeine Zeitung du 6 juin 1942, tiré de Ernst Kohn-Rramstedt, Dictatorship and Political Police..., 1945. ←

1273)

Dès 1941, au cours d'une réunion d'état-major au quartier général de Hitler, on proposa que soient appliquées à la population polonaise les réglementations par lesquelles on avait préparé les Juifs aux camps d'extermination : changement de nom pour ceux qui étaient d'origine allemande ; peines de mort pour les rapports sexuels entre Allemands et Polonais (Rassenschande) ; obligation de porter en Allemagne l'insigne P semblable à l'étoile jaune pour les Juifs (voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VIII, p. 237 et suiv., et le journal de Hans Frank, The Trial of the Major War Criminals, 1947-1948, vol. XXIX, p. 683). Naturellement, les Polonais commencèrent très tôt à s'inquiéter du sort qui serait le leur, une fois terminée l'extermination des Juifs (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 916). Pour les projets de Hitler concernant le peuple allemand, voir la note 80. ↵

1274)

Friedrich Beck et W. Godiri, Russian Purge..., p. 87, parlent des « caractéristiques objectives » qui entraînaient l'arrestation en URSS ; parmi elles figurait l'appartenance au NKVD (p. 153). Une intime connaissance subjective delà nécessité objective de l'arrestation et de l'aveu pouvait très facilement s'obtenir des anciens membres de la police secrète. Dans les termes d'un ex-agent du NKVD, cela donne : « Mes supérieurs me connaissent suffisamment moi et mon travail ; et si le parti et le NKVD requièrent maintenant de moi que je fasse de tels aveux, c'est qu'ils doivent avoir de bonnes raisons d'agir de la sorte. Mon devoir en tant que loyal citoyen soviétique est de ne pas me soustraire à l'aveu que l'on requiert de moi » (ibid., p. 231). ↵

1275)

Cet état de choses est bien connu en France, où les ministres vivaient dans la crainte perpétuelle des dossiers secrets de la police. Pour la situation en Russie tsa – riste, voir Maurice Laporte, Histoire de l'Okhrana, p. 22-23 : « L'Okhrana finira par exercer un pouvoir bien supérieur à celui d'autorités plus régulières [...]. L'Okhrana [...] n'informe le tsar que de ce dont elle veut bien l'informer. » ↵*

1276)

« À la différence de l'Okhrana, qui avait constitué un État dans l'État, la Guépéou est un département du gouvernement soviétique [...] et ses activités sont bien moins indépendantes » (Roger N. Baldwin, « Political Police », Encyclopedia of social sciences). ↵

1277)

Typique du concept de suspect est l'histoire suivante, rapportée par Constantin Pobiedonostsev (L'Autocratie russe : mémoires politiques, correspondance officielle et documents inédits... 1881-1894, 1927) : le général Cherevin de l'Okhrana est prié, parce que la partie adverse a engagé un avocat juif, d'intervenir en faveur d'une dame qui est sur le point de perdre un procès. Le général dit : « La nuit même j'ordonnai l'arrestation de ce maudit Juif et le gardai en détention sous le prétexte que sa personne était politiquement suspecte [...]. Après tout, pouvais-je traiter semblablement des amis et un sale Juif qui est peut-être innocent aujourd'hui mais qui était coupable hier ou le sera demain ? » ←

1278)

On peut trouver un bon exemple de la version nazie du crime possible dans Hans Frank, Deutsches Verwaltungsrecht : « Un catalogue complet des tentatives “dangereuses pour l'État” ne peut jamais être dressé car on ne peut jamais prévoir ce qui mettra en danger les dirigeants et le peuple à l'avenir » (traduction tirée de Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 881). ↵

1279)

Les méthodes criminelles de la police secrète ne sont pas, bien sûr, le monopole de la tradition française. En Autriche, par exemple, la redoutable police politique fut sous Marie-Thérèse organisée par Kaunitz à partir des cadres des soi-disant « commissaires à la chasteté » qui vivaient de la pratique du chantage. Voir Moritz Bermann, Maria-Theresa und Kaiser Joseph II, 1881. Je dois cette référence à Robert Pick. ←

1280)

Que la gigantesque organisation de la police secrète soit payée avec les profits retirés du travail forcé, c'est un fait certain ; ce qui est surprenant c'est que le budget de la police semble ne pas être entièrement couvert par ceux-ci ; Victor Kravchenko, I Chose Freedom... [J'ai choisi la liberté...], fait état de taxes spéciales, par lesquelles leNKVD imposait les citoyens condamnés qui continuaient à vivre et à travailler librement. ←

1281)

Voir Fritz Thyssen, I Paid Hitler, 1941. ↵

1282)

JbirNazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. I, p. 916-917. *L'activité économique des SS était centralisée dans un bureau des affaires économiques et administratives. Au Trésor et au fisc, les SS déclaraient leurs avoirs financiers comme « propriété du parti affectée à des projets spéciaux » (lettre du 5 mai 1943, tirée de M. Wolfson, « Übersicht der Gliederung verbrecherischer Nazi-Organisationen », Omgus, décembre 1947).* ←

1283)

Voir Ernst Kohn-Bramstedt, Dictatorship and Political Police..., 1945, p. 112. Le mobile de chantage se révèle clairement si nous considérons que cette manière d'augmenter les fonds fut toujours pratiquée par les unités locales des SS dans les localités où elles étaient stationnées ; voir Der Weg der SS, publié par la SS – Hauptamt – Schulungsamt (s.d.), p. 14. ←

1284)

19 septembre 1941 de Oswald Pohl, chef de la WVH (Wirtschafts-und Verwaltungs – Hauptamt) au commissaire du Reich pour le contrôle des prix. Il semble que toutes ces activités économiques ne se sont développées dans les camps de concentration que pendant la guerre, et sous la pression d'une pénurie aiguë de main-d'œuvre. ↵

1285)

Discours de Himmler à Posen en octobre 1943, International Military Trials, Nuremberg, 1945-1946, vol. 29, p. 146. ↵

« Bek Bulat (nom de plume d'un ancien professeur soviétique) a pu étudier les documents du NKVD du Nord-Caucase. D'après ces documents, il était clair qu'en juin 1937, lorsque la grande purge battait son plein, le gouvernement avait ordonné aux membres locaux du NKVD d'arrêter un certain pourcentage de la population [...]. Ce pourcentage variait d'une province à l'autre, atteignant 3 % dans les contrées les moins sûres. La moyenne pour l'ensemble de l'Union soviétique se situait autour de 3 %. » Rapporté par David J. Dallin, *The New Leader*, 8 juin 1949. Friedrich Beck et W. Godin (*Russian Purge...*, p. 239) en arrivent à une hypothèse légèrement différente et tout à fait plausible, selon laquelle « les arrestations étaient planifiées comme suit : les dossiers du NKVD couvraient pratiquement toute la population, et chaque individu était classé dans une catégorie. Ainsi disposait-on dans chaque ville de statistiques montrant combien d'anciens Blancs, de membres des partis d'opposition, etc., figuraient au nombre de ses habitants. Tous les documents incriminants rassemblés [...] et amoncelés grâce aux aveux des prisonniers entraient aussi dans les dossiers, et chacun avait sa carte marquée d'un signe indiquant à quel degré il était tenu pour dangereux ; ceci dépendant du nombre de documents suspects et accusateurs apparaissant à son dossier. Étant donné que les statistiques étaient régulièrement communiquées aux autorités supérieures, il était possible d'opérer à tout moment une purge, en étant pleinement au fait du nombre exact de personnes figurant dans chaque catégorie. » ←

1287)

Roger N. Baldwin, « Political Police », Encyclopedia of social sciences. ↵

113. Les cadres de la police secrète russe étaient « à la disposition personnelle » de Staline, autant que les troupes de choc SS (Verfügungstruppen) l'étaient à celle de Hitler. Toutes deux, même lorsqu'elles étaient appelées à servir aux côtés des forces armées en temps de guerre, relevaient d'une juridiction spéciale. Les « lois spéciales sur le mariage » qui servirent à établir une ségrégation entre les SS et le reste de la population, furent le premier, et le plus fondamental, des règlements que Himmler instaura lorsqu'il prit en main la réorganisation des SS. Avant même les « lois sur le mariage » de Himmler, en 1927, les SS reçurent par décret officiel l'instruction « de ne jamais participer aux discussions au cours des réunions des membres du [parti]» (Der Weg der SS). Même attitude chez les membres du NKVD, qui restent délibérément sur la réserve et qui, surtout, ne s'associent jamais aux autres sections de l'aristocratie du parti (Friedrich Beck et W. Godin, Russian Purge..., p. 163). ←

1289)

La brillante carrière de l'agent secret Roman V. Malinovski, qui finit comme député des Bolcheviks à la Douma l'illustre bien. Voir
Bertram D. Wolfe, Three Who Made a Revolution : Lenin, Trotsky, Stalin, 1948, chap. xxxi. ↵

1290)

*Tiré de Abdurakhan Avtorkhanov, The
Reign of Stalin, 1953.* ↩

1291)

The Dark Side of the Moon, *1947*. ↵

1292)

*Voir Maurice Laporte, Histoire de
l'Okhrana, p. 39. ↩*

1293)

*Friedrich Beck et W. Godin, Russian
Purge..., p. 234 et 127. ↵*

1294)

*Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946,
vol. VII, p. 84 et suiv. ↩*

1295)

The Dark Side of the Moon. ↵

1296)

« Il y avait bien peu de choses qui n'étaient pas secrètes chez les SS. Mais le plus secret concernait les pratiques des camps de concentration. Les membres de la Gestapo eux-mêmes ne furent pas admis [...] à voir les camps sans une autorisation spéciale » (Eugen Kogon, Der SS-Staat, 1946, p. 297). ↵

1297)

Friedrich Beck et W. Godin, Russian Purge..., p. 169, rapportent comment les fonctionnaires du NKFD) arrêtés « prenaient le plus grand soin de ne révéler aucun des secrets du NKFD ». ↩

1298)

Typique de cet état d'esprit est le dialogue suivant dans Dark Side of the Moon : « À supposer qu'on soit un jour sorti de Pologne, la question suivante était invariablement : “Et pour le compte de qui faisiez-vous de l'espionnage?” Un homme [...] demandait : “Mais vous aussi vous avez des visiteurs étrangers. Est-ce que vous supposez qu'ils sont tous des espions?” La réponse était : “Qu'est-ce que vous croyez ? Nous imaginez-vous assez naïfs pour ne pas en être parfaitement avertis?”» ←

1299)

David Rousset /L'Univers
concentrationnaire, 1946, p. 181]. ↩

1300)

Les nazis étaient tout à fait conscients de la protection que leur assurait le mur d'incrédulité qui entourait leur entreprise. Un rapport secret adressé à Rosenberg sur le massacre de 5000 Juifs en 1943 déclare explicitement : « Imaginez seulement que ces événements viennent à la connaissance de l'autre bord et soient exploités par lui. Il est tout à fait probable qu'une telle propagande n'aurait aucun impact pour cette seule raison qu'en entendant ou en lisant cela, les gens ne seraient pas prêts à le croire » (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. I, p. 1001). ←

1301)

Dans les Tischgespräche, Hitler répète plusieurs fois « qu'il [lutte] pour créer une situation où chaque individu sait qu'il vit et meurt pour la préservation de l'espèce » (p. 349). Voir aussi p. 347 : « Une mouche pond des millions d'œufs, qui tous périssent. Mais les mouches demeurent. » ↵

1302)

Les meilleurs récits sur les camps de concentration nazis sont : David Roussel, Les Jours de notre mort, 1947 ; Eugen Kogon, Der SS-Staat ; Bruno Bettelheim, « On Dachau and Buchenwald » (de mai 1938 à avril 1939), dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VII, p. 824 et suiv. Pour les camps de concentration soviétiques, voir l'excellent recueil des récits des survivants polonais, publié sous le titre The Dark Side of the Moon ; également David J. Dallin et Boris Nicolaevsky, Forced Labor in Russia, bien que ses récits soient parfois moins convaincants du fait qu'ils proviennent de personnalités « en vue » résolues à rédiger des manifestes et des actes d'accusation. ↵

1303)

The Dark Side of the Moon ; *l'introduction souligne également ce manque singulier de communication : « Ils enregistrent mais ne communiquent pas. »* ↵

Voir en particulier Bruno Bettelheim (« On Dachau and Buchenwald ») : « C'était comme si j'avais acquis la conviction que ces épreuves horribles et dégradantes n'arrivaient d'une certaine manière pas à "moi" en tant que sujet, mais à "moi" en tant qu'ob – jet. Cette expérience fut corroborée par les dires des autres prisonniers [...]. C'était comme si j'étais spectateur d'événements où je ne jouais qu'un rôle très vague [...]. "Ceci ne peut pas être vrai, de telles choses ne se sont tout simplement jamais produites." [...] Les prisonniers devaient se persuader eux-mêmes que tout cela était réel, que c'était bien ce qui arrivait, et non un simple cauchemar. Us n'y réussissaient jamais tout à fait. » Voir aussi David Rousset, *Les Jours de notre mort*, 1947, p. 213-214 : « Des yeux qui n'ont pas vu ne peuvent pas croire. Vous-même, avant d'être ici, aviez-vous pris au sérieux les rumeurs sur les chambres à gaz? - Non, dis-je. [...] Voilà. Eh bien, ils sont tous comme vous. Tous à Paris, à Londres, à New York, et même à Birkenau, devant les fours crématoires. – [J'y étais, moi, à Birkenau, en octobre 1942. Je les ais vus les sélectionnés] encore incroyables, cinq minutes avant de descendre dans la cave du Krématorium. » ↵

1305)

Le premier à comprendre cela fut David Rousset dans son Univers concentrationnaire [1946]. ↩

1306)

David Rousset, Les Jours de notre mort,
1947, p. 587. ↵

1307)

*Voir Georges Bataille, dans Critique, janvier
1948, p. 72. ↵*

1308)

Le livre de David Rousset contient un grand nombre de ces « aperçus » sur la « nature » humaine, principalement fondés sur la constatation qu'au bout d'un certain temps, la mentalité des détenus se distingue à peine de celle des gardiens du camp. ←

1309)

Afin d'éviter les malentendus, il convient peut-être d'ajouter qu'avec l'invention de la bombe à hydrogène toute la question de la guerre a subi un autre changement décisif Une discussion de cette question est, bien entendu, étrangère au thème de ce livre. ↵

Cela se produisit en Allemagne vers la fin de 1942, sur quoi Himmler notifia à tous les commandants des camps « de réduire à tout prix le taux de mortalité ». Car il s'avérait que sur 136000 nouveaux arrivants, 70000 étaient déjà morts en arrivant au camp, ou mouraient immédiatement après (voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, annexe II). Les derniers récits des camps de concentration en Russie soviétique confirment unanimement qu'après 1949 – c'est-à-dire du temps où Staline était encore en vie – le taux de mortalité dans les camps, qui avait atteint précédemment 60 % des détenus, fut systématiquement abaissé, probablement en raison de la pénurie de main-d'œuvre généralisée et catastrophique en Union soviétique. Cette amélioration des conditions de vie ne doit pas être confondue avec la crise de régime qui suivit la mort de Staline, laquelle, d'une manière assez caractéristique, se fit d'abord sentir dans les camps de concentration. Cf. Wilhelm Starlinger, Grenzen der Sowj etmacht..1955. ↵

1311)

Les théories courantes à propos du système concentrationnaire russe comme mesure économique destinée à fournir un appoint de main-d'œuvre bon marché se trouveraient clairement réfutées si se révélaient exacts les rapports récents concernant les amnisties de masse et la suppression des camps de concentration. Car si les camps avaient servi la réalisation d'un dessein économique important, le régime ne pourrait certainement pas se permettre de les liquider rapidement sans déclencher des conséquences graves pour le système économique tout entier. ←

1312)

En dehors des millions de gens qu'ils déportèrent vers les camps d'extermination, les nazis ne cessèrent de bâtir de nouveaux projets de colonisation – ils transportèrent des Allemands d'Allemagne ou des territoires occupés vers l'Est à des fins de colonisation. Cela constituait bien entendu un sérieux handicap pour les opérations militaires et l'exploitation économique. Pour les nombreuses controverses à ce sujet, et le perpétuel conflit entre la hiérarchie civile nazie dans les territoires occupés de l'Est et la hiérarchie SS, voir en particulier le vol. XXIX de The Trial of the Major War Criminals, 1947-1948. ↵

1313)

Bruno Bettelheim (« On Dachau and Buchenwald ») note que dans les camps, les gardiens adoptaient envers l'atmosphère d'irréalité une attitude semblable à celle des prisonniers eux-mêmes. ↵

1314)

Il n'est pas inutile de réaliser que toutes les images des camps de concentration induisent en erreur dans la mesure où elles ne montrent les camps que dans leur dernière phase, au moment où les troupes alliées y pénétrèrent. Il n'y avait pas de camps de la mort en Allemagne proprement dite, et à ce stade toute installation d'extermination avait déjà été démantelée. D'un autre côté, ce qui révolta le plus les Alliés et donna à leurs films leur caractère particulièrement horrible – la vue des squelettes ↵

1315)

humains – n'était pas du tout caractéristique des camps de concentration allemands ; l'extermination se pratiquait systématiquement par le gaz, et non par la privation de nourriture. La situation dans les camps fut une conséquence des événements qui se produisirent durant les derniers mois de la guerre : Himmler avait ordonné l'évacuation de tous les camps d'extermination de l'Est – les camps allemands se trouvèrent donc considérablement surpeuplés – et il n'était plus en mesure d'assurer le ravitaillement en Allemagne.

Que la vie dans un camp de concentration n'était qu'un processus de mort sans fin, c'est ce qu'a souligné David Rousset, Les Jours de notre mort, 1947, passim. ←

1316)

Theodor Maunz (Lestait und Recht der Polizei, /94 J, p. 30) insiste sur le fait que les criminels ne doivent jamais être envoyés dans les camps pendant le temps où ils purgent leurs peines légales. ↵

1317)

Le manque de places en prison fut tel en Russie que, dans les années 1923-1926, 36 % seulement des condamnations en justice purent être exécutées ; voir David J. Dallin et Boris Nicolaevsky, Forced Labor in Russia, p. 138 et suiv. ↵

« La Gestapo et les SS ont toujours attaché une grande importance au mélange des catégories de détenus dans les camps. Dans aucun camp, les détenus n'ont appartenu exclusivement à une catégorie » (Eugen Kogon, Der SS-Staat, p. 19). En Russie, ce fut également une habitude dès le début de mêler prisonniers politiques et criminels. Durant les dix premières années du pouvoir soviétique, les groupes politiques de gauche bénéficiaient de certains privilèges ; ce n'est que lorsque le caractère totalitaire du régime apparut pleinement « après la fin des années 20, que les politiques furent traités, même officiellement, plus mal que les vulgaires criminels » (David J. Dallin et Boris Nicolaevsky, Forced Labor in Russia, p. 177 et suiv.). ↵

1319)

Le livre de David Rousset souffre d'une surestimation de l'influence des communistes allemands, qui dominaient pendant la guerre l'administration interne de Buchenwald. ←

1320)

Voir par exemple le témoignage de Mme Buber-Neumann (l'ancienne femme du communiste allemand Heinz Neumann) qui survécut aux camps de concentration soviétiques et allemands : « Il n'y eut jamais chez les Russes [...] comme chez les nazis la moindre trace de sadisme [...]. Nos gardiens russes étaient des hommes décents et non des sadiques, mais ils remplissaient loyalement les exigences du système inhumain » (Under Two Dictators, 1949). ↵

1321)

Bruno Bettelheim (« Behavior in Extrême Situations », Journal of Abnormal and Social Psychology, vol. XXXVIII, n° 4, 1943) décrit l'estime que se portaient à eux – mêmes les criminels et les prisonniers politiques en comparaison de ceux qui n'étaient coupables de rien. Ces derniers « étaient les moins aptes à supporter le choc initial », les premiers à se désagréger. Bettelheim attribue cela à leur appartenance à la classe moyenne. ↵

1322)

David Rousset, Les Jours de notre mort,
1947, p. 71. ↵

1323)

Pour la situation dans les camps de concentration français, voir Arthur Koestler; Scum of the Earth, 1941 /La Lie de la Terre, 1946]. ↩

1324)

Eugen Kogon, Der SS-Staat, p. 6. ↵

1325)

*Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946,
vol. IV, p. 800 et suiv. ←*

1326)

Friedrich Beck et W. Godin, Russian Purge..., déclarent explicitement que « les opposants ne constituaient qu'une proportion relativement faible de la population des prisons [en Russie]» (p. 87) et qu'il n'y avait aucune espèce de lien entre « l'emprisonnement d'un homme et un quelconque délit » (p. 95). ↵

1327)

Bruno Bettelheim (« On Dachau and Buchenwald »), quand il s'interroge sur le fait que la plupart des prisonniers « s'accommodaient des valeurs de la Gestapo », souligne que « cela n'était pas le résultat de la propagande [...]. La Gestapo insistait sur le fait que, de toute façon, elle les empêcherait d'exprimer leurs sentiments » (p. 834-835). Himmler interdisait explicitement toute propagande, quelle qu'elle soit, dans les camps. « L'éducation consiste en la discipline, et non en une quelconque instruction sur une base idéologique. » « Sur l'organisation et les obligations des SS et de la police », Nationalpolitischer Lehrgang der Wehrmacht, 1937, tiré de Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 616 et suiv. ↵

1328)

David Roussel, Les Jours de notre mort,
1947, p. 464. ↵

1329)

Voir le récit de Sergei Malakhov dans David J. Dallin et Boris Nicolaevsky, Forced Labor in Russia, p. 20 et suiv. ↩

1330)

*Voir Albert Camus, « The Human Crisis »,
Twice a Year, 1947 [« La Crise de l'homme »,
NRF, 1996]. ↵*

1331)

Le livre de David Rousset, Les Jours de notre mort, 1947, consiste pour une bonne part en discussions de ce dilemme par les prisonniers. ↩

1332)

Bruno Bettelheim, « On Dachau and Buchenwald », décrit le processus par lequel les gardiens aussi bien que les prisonniers étaient « conditionnés » à la vie dans le camp et avaient peur de retourner au monde extérieur. David Rousset a donc raison d'insister sur le fait que « la victime comme le bourreau étaient ignobles ; [que] la leçon des camps, c'est la fraternité de l'abjection » (Les Jours de notre mort, 1947, p. 588). ←

1333)

Bruno Bettelheim (« On Dachau and Buchenwald ») montre comment le « souci principal des nouveaux prisonniers était de garder intacte leur personnalité », alors que le problème des vieux prisonniers était : « Comment vivre le mieux possible à l'intérieur du camp ? » ↵

1334)

David Rousset, Les Jours de notre mort, 1947, p. 390, rapporte la harangue suivante d'un SS à un professeur : « Vous avez été professeur ; mais vous ne l'êtes plus. Vous n'êtes plus un grand monsieur. Vous êtes tout petit maintenant. Tout petit. C'est moi qui suis grand ! » ↵

1335)

Eugen Kogon, Der SS-Staat, p. 6, parle de la possibilité que les camps soient maintenus comme laboratoires et champs de manœuvre pour les SS. Il donne également une bonne description de la différence entre les premiers camps administrés par les SA et les derniers dirigés par les SS. « Aucun de ces premiers camps n'a dépassé le chiffre de mille détenus. [...] La vie y défiait toute description. Les récits des rares vieux prisonniers qui ←

survécurent à ces années, concordent tous pour affirmer qu'il n'y avait pratiquement pas une seule forme de perversion qui n'ait été pratiquée par les SA. Mais tous ces actes étaient le fait de la bestialité individuelle, et le système froid, parfaitement organisé, englobant des masses humaines, n'était pas encore en place. Celui-ci fut l'œuvre des SS » (Ibid., p. 7). Ce nouveau système, avec sa mécanique, étouffait autant qu'il était humainement possible le sens de la responsabilité. Quand, par exemple, arrivait l'ordre de tuer chaque jour plusieurs centaines de prisonniers russes, on procédait à la tuerie en tirant par un trou pratiqué dans un mur, sans voir les victimes. (Voir Ernest Feder, « Essai sur la psychologie de la terreur », Synthèses, 1946.) D'un autre côté, la perversion fut artificiellement créée chez des êtres qui, autrement, eussent été normaux. David Rousset nous rapporte les paroles suivantes d'un gardien SS : « Je tape le plus souvent jusqu'à ce que j'éjacule. J'ai une femme et trois gosses à Breslau. J'étais autrefois un homme parfaitement normal. Voilà ce qu'ils ont fait de moi. Maintenant, quand ils me donnent une permission pour sortir, je ne vais plus chez moi. Je n'ose pas regarder ma femme en face » (Les Jours de notre mort, 1947, p. 273). Les documents sur l'époque hitlérienne contiennent de nombreux certificats attestant en moyenne la normalité de ceux à qui était confiée l'exécution du programme d'extermination de Hitler. On en trouve un bon recueil dans Léon Poliakov, « The lie upon of Antisemitism », publié par l'Unesco dans The Third Reich (1955). La plupart des hommes dans les unités utilisées à ces fins n'étaient pas des volontaires ; on les avait recrutés dans la police ordinaire pour ces tâches particulières. Mais même les SS aguerris trouvaient cette sorte de

devoir pire que le combat en première ligne. Dans son rapport sur une exécution massive opérée par les SS, un témoin oculaire fait un grand éloge de ce bataillon qui s'était montré tellement idéaliste qu'il fut capable de supporter « l'entière extermination sans le soutien de l'alcool ». Que l'on ait voulu éliminer toute motivation personnelle, toute passion pendant les « exterminations », et par là réduire au minimum les cruautés, c'est ce qu'atteste le fait qu'un groupe de médecins et d'ingénieurs, chargés de faire fonctionner les chambres à gaz, ne cessèrent d'y apporter des améliorations : or celles-ci n'étaient pas seulement destinées à augmenter la productivité des usines de cadavres ; elles visaient aussi à accélérer et à adoucir le processus de la mort.

Ce point est bien mis en relief dans l'œuvre de David Rousset. « Les conditions sociales de la vie dans les camps ont transformé la grande masse des détenus, qu'ils fussent allemands et déportés (quelles qu'aient été leur position sociale antérieure et leur formation [...]) en une plèbe dégénérée, entièrement soumise aux réflexes primitifs de l'instinct animal » (Les Jours de notre mort, 1947, p. 183). ←

1337)

À ce contexte appartient également l'étonnante rareté des suicides dans les camps. Les suicides avaient lieu bien plus souvent avant l'arrestation et la déportation que dans le camp lui-même. Ceci s'explique bien sûr en partie par le fait qu'on s'efforçait par tous les moyens d'empêcher les suicides, qui sont, après tout, des actes spontanés. D'après les statistiques de Buchenwald (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 800 et suiv.) il apparaît qu'à peine 0,5 % des morts sont à mettre au compte des suicides ; il n'y eut que deux suicides par an, alors que, dans le même temps, le chiffre total des morts atteignait 3516. Les récits des camps russes font état du même phénomène (cf par exemple, Wilhelm Starlinger, Grenzen der Sowjetmacht, p. 57).

←

1338)

David Rousset, Les Jours de notre mort,
1947, p. 525. ↩

1339)

Dans son éloge funèbre de Marx, Engels disait : « De même que Darwin a découvert la loi du développement de la vie organique, de même Marx a découvert la loi du développement de l'histoire humaine. » On trouve un commentaire semblable dans l'introduction d'Engels à l'édition du Manifeste communiste de 1890 et, dans son introduction à L'Origine de la famille /de la propriété privée et de l'État (1884)], il mentionne une fois de plus côte à côte « la théorie de l'évolution selon Darwin » et « la théorie de la plus-value selon Marx ». ↵

1340)

Pour le concept marxiste du travail comme « éternelle nécessité imposée par la nature, sans laquelle il ne peut y avoir de métabolisme entre l'homme et la nature, et par conséquent de vie », voir Le Capital, vol. I, part. i, chap. 1 et 5. Le passage cité est tiré du chap. 1, section 2.

↩

1341)

Discours de Staline du 28 janvier 1924 ; citation tirée de Lénine, Selected Works [Œuvres choisies], 1947, vol. 1, p. 33. Il est intéressant de remarquer que la « logique » est une des rares qualités que Nikita Khrouchtchev ait louée chez Staline dans son discours accablant du XX^e congrès [du PC US]. ↵

1342)

NdT. Désolation, par quoi nous traduisons loneliness, ne doit pas être pris au sens psychologique ; la désolation est la solitude de l'homme que le système totalitaire déracine, privé de sol. ↵

1343)

« *Du haut des monts* », Par-delà bien et mal, *Gallimard, Folio essais*, 2001, p. 210-212.

↵

1344)

« Ein solcher (sc. einsamer) Mensch folgert
immer eins aus dem andern und denkt alles
zum Argsten. » *Martin Luther*, « *fflärum die
Einsamkeit zu fliehen ?* », Erbauliche
Schriften. ↵

1345)

Saint Augustin, De Civitate Dei, livre 12, chap. 20 /La Cité de Dieu, Œuvres, II, Gallimard, La Pléiade, 2000]. ↵

1346)

Voir supra, p.195 et suiv. ↩

1347)

« En guise de conclusion », infra, p. 872. Sur l'importance de l'idée d'une gratitude envers le monde dans la pensée d'Arendt, voir supra, notre introduction : « Hannah Arendt entre passions et raison. » ↵

1348)

Ce texte est analysé dans l'introduction aux Origines, voir supra, p.145 et suiv. On trouvera également une présentation détaillée des différentes éditions du livre. ←

1349)

Raymond Aron utilisait cette notion dans deux articles de La France libre, mais n'y fait pas référence dans son compte rendu des Origines du totalitarisme. Voir Raymond Aron, « L'Avenir des religions séculières » (juillet et août 1944) et « L'Essence du totalitarisme selon Hannah Arendt » (1954), dans Commentaire, février 1985, p. 369-383 et p. 416-425. ↩

1350)

« *Autorité, tyrannie et totalitarisme* »,
infra, /). 889. ↩

1352)

« Si je devais énoncer ces horreurs dans mes propres termes, vous me prendriez pour quelqu'un d'excessif et de peu digne de foi », [déclare] le juge Robert H. Jackson, dans son discours d'ouverture aux procès de Nuremberg. Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. I, p. 140. ↵

1353)

Voir Bruno Bettelheim, « On Dachau and Buchenwald », dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VII, p. 824. ↵

1354)

Joseph Goebbels avait consigné cela dans ses Journaux en mars 1943 : « Le Führer est satisfait [...] que les Juifs aient été [...] évacués de Berlin. Il a tout à fait raison de dire que la guerre a rendu possible pour nous la solution de toute une série de problèmes qui n'auraient jamais pu être résolus en temps normal. Quoiqu'il arrive, les Juifs seront certainement les perdants dans cette guerre. » The Goebbels Diaries 1942-1943, 1948, p. 314. ←

1355)

Robert H. Jackson, Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. II, p. 3. ←

La circulaire de janvier 1939 qu'adressa le ministre des Affaires étrangères à toutes les autorités allemandes à l'étranger sur « La question juive comme élément de la politique étrangère allemande en 1938 » affirmait : « Le mouvement d'émigration qui ne concernait que 100000 Juifs environ, a d'ores et déjà suffi à éveiller l'intérêt, sinon la compréhension, dans beaucoup de pays pour le danger que représentent les Juifs. Nous pensons que la question juive deviendra un problème de politique internationale lorsque de nombreux Juifs d'Allemagne, de Pologne, de Hongrie et de Roumanie seront contraints à bouger [...]. L'Allemagne tient beaucoup à la dispersion des Juifs [...] l'influence des Juifs dans tous les coins du monde soulève l'opposition de la population locale et constitue par conséquent la meilleure propagande pour la politique allemande à l'égard des Juifs [...]. Plus les immigrants juifs seront pauvres, et donc pesants pour le pays qui les accueille, plus violente sera la réaction de ce pays. » Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VI, p. 87 et suiv. ←

1357)

*Ce projet avait été annoncé par les nazis au début de la guerre. Alfred Rosenberg, dans son discours du 1^{er} janvier 1939, déclara que les nazis exigeraient que « les peuples qui sont amicalement disposés à l'égard des Juifs, et notamment les démocraties occidentales qui ont tant d'espace [...], mettent un endroit hors de la Palestine à la disposition des Juifs pour constituer une réserve juive, bien sûr, et non un État juif ». *fb/rNazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. VI, p. 93. ↵*

Il est très intéressant de voir dans les documents nazis publiés dans Nazi Conspiracy and Aggression et The Trial of the Major War Criminals (1947-1948) combien peu de gens au sein du parti nazi avaient été préparés à la politique d'extermination. L'extermination était toujours le fait des troupes SS sur instigation de Himmler et de Hitler à l'encontre des protestations des autorités civiles et militaires. Alfred Rosenberg qui avait la charge de l'administration des territoires occupés russes, se plaignit en 1942 que les « nouveaux plénipotentiaires en chef (c'est-à-dire les SS) s'efforcent de mener des "actions directes" dans les territoires occupés de l'Est, sans s'occuper des dignitaires qui étaient payés par le Führer lui-même » (c'est-à-dire par les responsables nazis qui n'étaient pas SS) (voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 65 et suiv.). Les rapports sur les conditions régnant en Ukraine à l'automne 1942 (Nazi Conspiracy and Aggression, vol. III, p. 83 et suiv.) montrent clairement que ni la Wehrmacht ni Rosenberg n'avaient conscience des projets de dépopulation de Hitler et de Himmler. Hans Frank, chef du Generalgouvernement en Pologne, osa même dire au cours d'une réunion de la Kriegswirtschaftstabes und der Verteidigungsausschusses, alors que la plupart des partis officiels avaient été réduits au silence : « Vous connaissez le sentiment insensé d'infériorité propre aux peuples que nous avons soumis, et cela au moment même où la force de travail de ces peuples représente l'une des plus importantes puissances de notre combat pour la victoire. » The Trial of the Major War Criminals, 1947-1948, vol. XXIX, p. 672. ↵

Au cours d'une réunion au quartier général de Hitler sur les mesures à prendre à la fin de la guerre, Hitler proposa une loi sur la santé nationale : « Après un examen radiologique national, on remettra au Führer une liste des individus malades, et en particulier de ceux qui souffrent des poumons et du cœur. Sur la base de la nouvelle Loi de Santé du Reich [...] ces familles n'auront plus droit de cité et ne pourront plus procréer. Le sort de ces familles fera l'objet d'ordres ultérieurs du Führer. » (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VII, p. 175, non daté). ↵

1360)

« Imaginez un instant qu'on en vienne à apprendre l'existence de tels faits de l'autre côté et à les exploiter : il est vraisemblable qu'une telle propagande n'aurait aucun effet pour la simple raison que les gens qui entendraient parler ou qui liraient des choses à ce sujet, ne seraient pas prêts à les croire. » D'un rapport secret concernant la mort de 5000 Juifs en juin 1943, Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. I, p. 1001. ←

Notons que les protestations émanant des autorités militaires étaient moins fréquentes et moins violentes que celles des anciens membres du parti. En 1942, Hans Frank affirma de façon emphatique que la responsabilité de l'anéantissement des Juifs venait d'« en haut ». Et il poursuivait : « J'aurais pu apporter la preuve l'autre jour [...] que [l'interruption d'un vaste programme de construction] ne se serait pas produite, si les milliers de Juifs qui y travaillaient n'avaient été déportés. » En 1944 il se plaint à nouveau et ajoute : « Une fois que nous aurons gagné la guerre, on peut bien hacher menu les Polonais, les Ukrainiens et tous les autres, je m'en moque... » (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 902 et 917). Au cours d'une réunion officielle à Varsovie en janvier 1943, le secrétaire d'État Krueger formula la préoccupation des troupes d'occupation : « Les Polonais disent : une fois qu'ils auront exterminé les Juifs, ils utiliseront les mêmes méthodes pour chasser les Polonais de ce territoire et les liquider comme ils l'ont fait avec les Juifs. » Un discours de Himmler à Cracovie en mars 1942 indiquait clairement que telle était la prochaine étape (ibid., vol. IV, p. 916 et vol. III, p. 640 et suiv.). ←

1362)

Il fallut répéter à plusieurs reprises à partir de 1941 que « les considérations économiques ne devaient pas entrer en ligne de compte dans le règlement du problème [juif]». Ibid., vol. VI, p. 402. ↵

1363)

Les camps de concentration apparurent pour la première fois durant la guerre des Boers et la notion de « détention préventive » fut utilisée pour la première fois en Inde et en Afrique du Sud. ↵

En 1934, le ministre de l'intérieur du Reich, Wilhelm Frick, membre du parti de longue date, essaya de promulguer un décret « statuant que sur la base de la stabilisation de la situation nationale, et pour réduire les abus liés à la détention préventive, le Ministre du Reich a décidé d'en limiter la pratique ». Voir Nazi Conspiracy and Aggression, vol. II, p. 259, voir aussi vol. VII, p. 1099. Ce décret ne fut jamais publié et la pratique de la « détention préventive » s'intensifia beaucoup en 1934. D'après une affirmation, certifiée sous serment, de Rudolf Diels, ancien chef de la police politique à Berlin et chef de la Gestapo en 1933, la situation politique s'était complètement stabilisée en janvier 1934 (ibid., vol. V, p. 205).

↵

1365)

D'après les termes de Wilhelm, Stuckart, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, Nazi conspiracy and Aggression, 1946, vol. VIII, p. 738. ↵

1366)

Voir Heinrich Himmler, « On Organisation and Obligation of the SS and the Police » [« Sur l'organisation et les obligations des SS et de la police »], National – politischer Lehrgang der Wehrmacht vom 15-23 janvier 1937, traduction dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 616 et suiv. ↵

1366a)

Le tableau ci-dessous montre l'accroissement et le taux de mortalité du camp de Buchenwald entre 1937 et 1945. Il a été établi à partir de différentes listes qui figurent dans Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 800 et suiv.

<i>Année</i>	<i>Arrivées</i>	<i>Effectifs du camp</i>	<i>DécèsbDécèsb</i>	<i>Suicides</i>	
		<i>Maxi</i>	<i>Mini</i>		
1937	2 912	2 561	929	48	
1938	20 122a20 122a	18 105	2 633	771	11
1939	9 553	12 775	5 392	1235	3
1940	2 525	10 956	7 383	1 772	11
1941	5 896	7 911	6 785	1522	17
1942	14 111e14 111e	10 075	7 601	2 898	3
1943	42 172	37 319	11 275d11 275d	3 516	2
1944	97 866	84 505	41 240	8 644	46
1945	42 823e42 823e	86 232	21 00tf	13 056	16

Il s'agissait bien sûr essentiellement de Juifs.

Le total des décès est certainement plus important et est estimé à 50000.

Ce chiffre montre l'afflux en provenance des territoires occupés de l'Est.

La différence entre le nombre d'arrivées et les effectifs du camp ou entre les maxima et minima ne recouvre pas des libérations mais des transports vers d'autres camps ou vers des camps d'extermination.

Seulement pour les trois premiers mois de 1945.

*Effectifs du camp au moment de la
libération.*

←

1366b)

Extrait d'une lettre de décembre 1942 du Bureau général d'Administration économique à tous les commandants du camp : «... un inventaire des arrivées et des départs quotidiens dans tous les camps de concentration [...] révèle que sur les 136000 personnes arrivées, 70000 environ sont mortes. Avec un taux de mortalité aussi élevé, le nombre de prisonniers ne pourra jamais atteindre ce qu'a ordonné le Reichsführer des SS [...]. Le Reichsführer a ordonné que le taux de mortalité soit absolument réduit... » Ibid., vol. IV, annexe IL ↩

1367)

Ernest Feder, « Essai sur la psychologie de la terreur », Synthèses (1946), relate que les SS avaient donné l'ordre de tuer quotidiennement plusieurs centaines de prisonniers de guerre russes en les fusillant à travers un trou, sans voir les victimes. ←

1368)

car je sais que ceux qui ont atteint cette stature doivent dans une certaine mesure posséder le sang requis. » Il exigeait aussi des photographies des candidats, qui devaient produire un arbre généalogique remontant à 1750, n'avoir aucun membre de leur famille entaché de mauvaise réputation sur le plan politique, « se procurer par leurs propres moyens des pantalons noirs et des bottes », et enfin, comparaître en personne devant une commission raciale. ↵

1369)

à (a) permettre que les accusés disparaissent sans laisser de trace, (b) et donc qu'aucune information ne filtre sur leur sort ni sur le lieu où ils se trouvent. » Ibid., vol. I, p. 146. ↩

1370)

Sous le régime de Himmler, « toute instruction ayant un fondement idéologique » était expressément interdite. ↵

1371)

*David Rousset, L'Univers
concentrationnaire, 1946, p. 181 [H. Arendt se
réfère à l'édition parue en 1947, The Other
Kingdom/. ↵*

La spécialité de Himmler était de raisonner en termes de siècles. Il s'attendait à ce que les conséquences de la guerre ne soient effectives que plusieurs « siècles plus tard » sous la forme d'« un Empire germanique mondial » (voir son discours de Kharkov en avril 1943, Nazi Conspiracy and Aggression, 194 J, vol. IV, p. 572 et suiv.) ; lorsqu'il fut confronté à « la déplorable perte de travail » occasionnée par la mort de « dizaines et de centaines » de prisonniers, il insista sur le fait « qu'on ne regretterait pas qu'il pense en termes de générations ». (Voir son discours à l'assemblée des généraux SS en chef à Posen, octobre 1943, ibid., vol. IV, p. 558 et suiv.) On exhortait ainsi les troupes SS : « Les problèmes quotidiens ne nous intéressent pas [...] nous ne nous intéressons qu'aux questions idéologiques dont l'importance couvre des décennies, voire des siècles de telle sorte que l'homme [...] sache qu'il travaille à une grande tâche, une tâche qui se présente une fois tous les deux mille ans. » (Voir son discours de 1937.) ↵

1373)

Voir The Dark Side of the Moon, 1947, un recueil de témoignages de survivants polonais des camps de concentration soviétiques. ↵

1374)

Ce fait ressort de manière frappante de nombreux rapports publiés. Il a été tout spécialement remarqué et interprété par Bruno Bettelheim dans son « Behaviour in Extrême Situations » paru dans le Journal of Abnormal and Social Psychology, vol. XXXVIII (1943). Bettelheim parle de l'estime de soi des criminels et des prisonniers politiques, par opposition à l'absence de respect de soi de ceux qui n'avaient rien fait. Ces derniers « supportaient moins bien le choc initial » et étaient les premiers à s'effondrer. Cependant Bettelheim a tort de penser que ce phénomène est lié à l'origine petite-bourgeoise des « innocents », pour la plupart juifs à cette époque ; nous savons grâce à d'autres rapports, notamment en provenance d'Union soviétique, que les « innocents » des classes populaires s'effondraient tout aussi rapidement. ←

1375)

*Cet aspect est mis en relief par David
Rousset dans Les Jours de notre mort, 1946. ↵*

1376)

*Robert H. Jackson, dans Nazi Conspiracy
and Aggression, 1946, vol. II, p. 3. ↵*

1378)

composée de ceux qui gouvernent et de ceux qui sont gouvernés ». Il est dit : « La nature elle-même a fourni la distinction [...] [entre] les jeunes et les aînés dont elle a préparé les uns à être gouvernés et les autres à gouverner. » ↵

1379)

*La formule est de lord Acton dans sa
« conférence inaugurale sur l'étude de
l'Histoire » reproduite dans Essays on
Freedom and Power, 1955, p. 35. ↵*

1380)

Cette formule revient souvent dans la littérature nazie. Nous la citons ici d'après Heinrich Himmler : « Die Schutzstaffel als antibolchewistische Kampforganisation », Schriften aus dem Schwarzen Korps, n° 23, 1936. ←

1381)

4. *Le plus intéressant ouvrage de cette littérature est Gestalt und Recht der Polizei de Theodor Maunz (1943). Maunz appartient au très petit nombre des experts juridiques du III^e Reich qui ont pleinement réussi à se purger du « préjugé » selon lequel la notion de loi entretient certains rapports avec le concept de justice. On trouve chez lui la meilleure conceptualisation de la pratique « légale » nazie. ←*

1382)

Le discours de Staline à l'occasion de la promulgation de la Constitution soviétique de 1936 est tout à fait caractéristique à cet égard.

←

Au sujet du principe : « Der Wille des Führers ist oberstes Gesetz », voir par exemple Otto Gauveiler, Rechtseinrichtungen und Rechtsaufgaben der Bewegung, 1939, p. 10. Également Werner Best, Die deutsche Polizei, 1941, p. 21 : « Der Wille der Führung, gleich in welcher Form er zum Ausdruck gelangt [...] schafft Recht und ändert bisher geltendes Recht ab. » De nombreux documents montrent clairement qu'il pouvait exister une grande différence entre un ordre donné et la volonté du Führer. Voir par exemple le PS 3063 des Documents de Nuremberg qui rend compte des pogroms de novembre 1938 : l'ordre donné aux SA chargés des pogroms leur prescrivait simplement le port du revolver, mais le contenu implicite de cet ordre était que tout SA « devait maintenant savoir ce qu'il avait à faire [...] que le sang juif devait couler, que selon la volonté de la direction, la vie d'un Juif ne comptait pas » (les italiques et la traduction sont de nous). Un nazi digne de confiance était non pas celui qui obéissait aveuglément aux ordres de Hitler, mais celui qui était capable de discerner derrière ces ordres la « volonté » de Hitler. Il va sans dire que cette « volonté » était toujours plus draconienne que les ordres. Selon la formule de Hans Frank, Technik des Staates, 1940 : « Voici l'impératif catégorique de l'action dans le III^e Reich : agir de telle sorte que le Führer approuve ton acte s'il vient à le connaître. » ↵

1385)

Le plus fameux de ces décrets est sans doute l'ordonnance par laquelle Hitler commença la Seconde Guerre mondiale et qui, le 1^{er} septembre 1939, enjoignait « d'accorder l'euthanasie à tous les incurables ». Mais il existe un grand nombre de décrets similaires qui, à partir de 1933, avaient force de loi pour le III^e Reich sans jamais avoir été publiés. Ils furent réunis par Martin Bormann pendant la guerre, en cinq gros volumes, sous le titre Verfügungen, Anordnungen, Bekanntgaben, et portent dans la préface l'indication : « Nur für interne Parteiarbeit bestimmt und als geheim zu behandeln » [« destinés au seul travail interne du parti », et ils devaient être tenus pour confidentiels]. Un exemplaire des quatre premiers volumes se trouve aux archives de la Hoover Library, à Stanford, Californie. ←

1386)

Au sujet de ce projet pour l'après-guerre, voir les Documents de Nuremberg publiés dans le vol. VIII de Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, p. 175. ↩

1387)

Seules une description et une analyse détaillées de la structure très originale de l'organisation des mouvements totalitaires pourraient justifier l'emploi de l'image de l'oignon. Je dois renvoyer au chapitre « L'organisation totalitaire » de mon livre Les Origines du totalitarisme [voir p. 686 et suiv. de la présente édition]. ↵

1388)

La formule « Recht ist was bewegung nützt » apparaît très tôt. Voir par exemple Dienstvorschrift für PO des NSDAP, 1932, p. 38, antérieur à Zürganisationsbuch des NSDAP [1936], qui porte dans toutes ses éditions la même phrase, figurant parmi « les devoirs des membres du parti ». ↵

1389)

7. NdE. *Le 18 juin, les émeutes qui éclatèrent à Poznan au cri de : « Pain et liberté » furent réprimées sévèrement. Les procès des émeutiers qui s'ensuivirent, prolongèrent l'agitation qui se transforma à l'automne en un vaste et profond mouvement social contestant les autorités communistes. Le mouvement hongrois se déclenche en solidarité à l'« Octobre polonais ».* ↵

1390)

Selon Boris I. Nicolaevsky, dont la série de six articles intitulée « Battle in the Kremlin », The New Leader, XL (29 juillet-2 septembre 1957), constitue l'analyse la plus intelligente et la plus solide des événements qui ont suivi la mort de Staline en Russie, le « Rapport des Nations unies sur la révolution hongroise [1957] a établi que l'explosion de violence à Budapest fut le résultat d'une provocation délibérée ». Je n'en suis pas convaincue ; mais, aurait-il raison, le résultat de la provocation n'avait certainement pas été prévu et excédait de loin les intentions initiales. ←

1391)

J. *Ceux qui conservent des illusions en la matière feraient bien de lire l'échange de lettres entre Ivan Anissimov, l'éditeur de la revue soviétique Littérature étrangère, et Ignazio Silone. Cet échange eut lieu dans les derniers mois de 1956 ; il a été publié par Tempo Présente en Italie et par The New Leader, XL (15 juillet 1957) sous le titre « Un dialogue perturbé ».* ↵

1392)

Boris Nicolaevsky, « Battle in the Kremlin », produit une documentation précieuse sur « la lutte de Khrouchtchev contre la classe des gestionnaires soviétiques [...] [qui] marque un retour à un passé lointain ». À comparer avec l'article de Bichard Lowenthal, Problems of Communism, septembre-octobre 1957, intitulé « Nouvelle Purge au Kremlin », qui aboutit à la conclusion suivante : « Ce qui était au début une tendance vers plus de rationalité économique s'est transformé en une tendance vers une manifestation plus directe du pouvoir du parti dans le domaine économique. » ↵

1393)

Milovan Djilas comme beaucoup d'anciens communistes s'indigne moins de la perte de la liberté dans une dictature communiste que de la perte de l'égalité. Le fait que la bureaucratie dirigeante ait de hauts salaires, possède des manteaux de vison, des automobiles et des villas ne peut être bien sûr qu'une chose très ennuyeuse pour ceux qui ont rallié le mouvement au nom de la justice sociale. Mais tout cela ne signifie pas qu'il existe une « classe nouvelle ». Si par ailleurs il s'avérait qu'une nouvelle classe de ce genre est en train de se former en Yougoslavie, cela seul suffirait à démontrer que la dictature de Tito n'est pas totalitaire, ce qu'en vérité elle n'est pas. Cf. le livre de Djilas, The New Class, 1957 /La Nouvelle Classe, 1957]. ↵

1394)

La meilleure preuve qu'il existe une différence entre le pouvoir de Mao et celui de Staline, on la trouvera dans une comparaison des recensements démographiques de Chine et de Russie. Les résultats du dernier recensement en Chine, qui dénombre près de 600 millions de Chinois, dépassent les prévisions statistiques, alors que ceux des recensements russes sont depuis des dizaines d'années considérablement moins élevés que ne le prévoyaient les statistiques. En l'absence de chiffres sûrs concernant les pertes démographiques imputables à l'extermination, on pourrait conjecturer le nombre de ceux qui, parmi tous ces millions de gens « disparus statistiquement », sont morts assassinés en Russie. ←

Le texte complet a été publié par L'hc New Leader, XL (9 septembre 1957 ; section 2) dans un supplément, accompagné d'un commentaire précieux de G. F. Hudson. Quand on lit ce discours, on réalise vite que le titre habituel « Que cent fleurs s'épanouissent... » est tout à fait trompeur. Les principaux éléments nouveaux sur le plan théorique sont la reconnaissance de l'existence de contradictions entre les classes d'une part, entre le peuple et le gouvernement d'autre part, même dans une dictature communiste. La tonalité fortement populiste du discours est encore plus significative. Par ailleurs, sur la question de la liberté, Mao se montre parfaitement orthodoxe. Pour lui la liberté est un moyen en vue d'une fin, tout comme la démocratie ; l'une et l'autre « sont relatives, et non absolues, elles naissent et se développent dans des circonstances historiques particulières ». ←

1396)

Cf. Paul Landy, « La Hongrie depuis la révolution », Problems of Communism, septembre-octobre 1957. ↵

1397)

*Cf. le texte de l'interview de Khrouchtchev
par James Reston dans The New York Times,
10 octobre 1957. ↵*

1398)

Cette différence fondamentale ressort de la manière la plus claire des dialogues entre Occidentaux et personnes formées à l'école du totalitarisme. L'interview de Mr. Reston et la correspondance entre Silone et Anissimov (« Un dialogue perturbé ») font l'un et l'autre l'effet de leçons de choses portant sur cette particularité de la mentalité totalitaire et sa capacité terrifiante à éluder tous les vrais problèmes et à dissoudre les faits dans un bavardage idéologique. ↵

1399)

Telle est l'opinion de Boris Nicolaevsky (« Battle in the Kremlin ») qu'il étaye abondamment par une compilation et une analyse minutieuse de toute l'information disponible. ↵

1400)

L'admirable Rapport du comité spécial pour la question de Hongrie cite les propos suivants d'une jeune étudiante : « Nous pouvions manquer de pain et d'autres choses essentielles à la vie, mais nous voulions la liberté. Nous, les jeunes, nous étions particulièrement désavantagés parce que nous avons été élevés dans le mensonge. Nous devons continuellement mentir. Nous ne pouvions avoir une seule idée saine, car tout en nous était étouffé. Nous voulions la liberté de pensée » [trad.fr., p. 76]. ↵

1401)

*NdE. Eladimir Doudintsev, Not by Bread
Alone, 1957 /L'Homme ne vit pas seulement
de pain, 1959].* ↵

L'effondrement du régime hongrois a fourni un bel exemple supplémentaire de la motivation et de la technique de ces auto-accusations en rendant publique la mise en condition de Rajk pour son procès-spectacle. Radar instruisait le procès et la conversation qu'il eut avec Rajk fut enregistrée par Rakosi – vraisemblablement pour s'en servir après contre Radar – et fut diffusée lors d'une séance du comité central où Rakosi fut limogé. Voilà ce que les camarades entendirent : « Mon cher Lad, je viens te parler au nom du camarade Rakosi. Il m'a demandé de venir t'expliquer la situation. Bien sûr, nous savons tous que tu es innocent. Mais le camarade Rakosi pense que tu comprendras. Seuls des camarades de tout premier plan sont appelés à jouer de tels rôles. Il m'a demandé de te dire qu'en agissant ainsi tu rendras au mouvement communiste un service qui restera dans l'histoire. » (D'après E. M., « Janos Radar : un profil », Problems of Communism) Le mélange de flatterie grossière et d'idéologie n'est pas accidentel ; l'idéologie elle-même comporte un élément de pure vanité. ↵

1404)

NdE. AVH (Allant Védelmi Hatôsâg : Service de sécurité de l'État), d'abord AVO (Allant Védelmi Osztâfy : Division de sécurité de l'État), la police politique hongroise organisée dès la prise du pouvoir par les communistes, sous l'autorité des services secrets soviétiques, avait commis de nombreux crimes sous la direction de Laszlo Rajk puis de Péter Gabor. ←

1405)

Cet aspect est particulièrement frappant, quand on sait que les insurgés furent immédiatement rejoints par « 800 élèves-officiers de l'école militaire Petôfi. Il s'agissait surtout de fils de hauts fonctionnaires de l'administration, du parti communiste ou de l'AVH. Ils avaient joui d'une situation privilégiée à l'école militaire et avaient été endoctrinés pendant des années » (Rapport du comité spécial pour la question de Hongrie, p. 89). ↵

1406)

Le seul écrivain, autant que je sache, qui ait fait cette mise au point fut Ignazio Silone dans un article de The New Leader (XL, 21 janvier 1957). ←

1407)

C'est l'appréciation que porte le Rapport du
comité spécial pour la question de Hongrie, *p.*
9. ↩

1408)

Cf. The Revolt in Hungary ; A Documentary of Chronology of Events qui retrace le déroulement de la révolution hongroise à partir d'une compilation d'émissions diffusées par les stations de radio hongroises, officielles et non officielles. Édité par le Free Europe Comittee, s.d. ↵

1409)

Ibid. ↩

1410)

NdE. Parti fondé dans l'immédiat après-guerre, allié au parti communiste qui lui assignait comme tâche de contrebalancer l'influent parti des petits propriétaires. Le parti national paysan fut finalement dissous avant de réapparaître en 1956. ↵

1411)

Évitons les malentendus : je n'entends pas accorder une importance aussi grande aux comptes rendus et aux théories forgées par les victimes ou les témoins oculaires. La présence de la terreur paralyse et stérilise la pensée d'une manière encore plus efficace que l'action. Si on ne voit pas d'inconvénient à risquer sa vie, il est plus facile d'agir que de penser sous la pression de la terreur. Le mauvais sort jeté par la terreur sur l'esprit de l'homme ne peut être conjuré que par la liberté et non par la seule pensée. ↵

1412)

Nous disposons aujourd'hui d'une bonne synthèse sur le contexte historique dans R. Koebner, « L'Émergence du concept d'impérialisme », Cambridge Journal, 1952. ↩

1413)

Le spectacle navrant qu'a offert le monde libre, en se faisant un devoir de ne pas intervenir dans les affaires hongroises et même en tolérant une invasion militaire des troupes russes, a montré à quel point cette reconnaissance est un fait accompli. ←*

1414)

1. *Eric Voegelin*, Die autoritäre Staat [L'État autoritaire], *Vienne, Springer, 1936* ; Die Politischen Religionen, *Vienne, Bethmann-Fischer, 1938 et 1939* /Les Religions politiques, *Éditions du Cerf, 1994*]. ↵

1415)

Eric Voegelin, La Nouvelle Science du politique. Une introduction, traduit et préfacé par Sylvie Courtine-Denamy, Seuil, 2000. On trouvera un exposé synthétique de la thèse sur les religions politiques dans Eric Voegelin, « La Religion des modernes. Les mouvements gnòstiques de notre temps », trad. Françoise Manent, Commentaire, n° 41, printemps 1988, p. 318-321. ↵

1416)

Lettre du 4 mars 1951, voir p. 948. ↩

1417)

Lettre du 2 juillet 1951, voirp. 952. ↩

1419)

The Origins of Totalitarianism, 1951.
*Toutes les remarques précédentes concernant
le « livre sur l'impérialisme » de H. Arendt se
réfèrent à cet ouvrage. ↩*

1420)

La préface à la première édition des Origines est précédée d'une citation de Karl Jaspers : « Weder dem Vergangenen anheimfallen noch dem Zukünftigen. Es kommt darauf an, ganz gegenwärtig zu sein » [« Ne céder ni à la nostalgie du passé ni à celle du futur. Ce qui importe, c'est d'être pleinement dans le présent. »] ↵

1421)

Heinrich Blücher. ↩

1422)

*Les deux premiers vers du poème de
Christian Morgenstern, « Der Schnupfen ». ↵*

1423)

*Karl Marx, « Debatten über das
Holzdiebsthalgesetz », Die Rheinische Zeitung,
1842 [« Débat sur la loi réprimant le
ramassage du bois mort », La Gazette
rhénane/. ↵*

1424)

*Il s'agit sans doute du texte de Karl Barth :
« Die Kirche zwischen Ost und West [« L'Église
entre l'Est et l'Ouest »], 1949. ↵*

1426)

*Cette lettre ne figure pas dans le fonds du
Deutsches Literaturarchiv de Marbach.*

*Il est donc possible qu'elle n'ait pas été
expédiée. ←*

1427)

Le souvenir remonte forcément au séjour de Blumenfeld en Amérique (1939-1945), mais la lettre n'a pas été retrouvée. ↵

1428)

Citation non identifiée. ↩

1429)

Né à Berlin, Georg Lichtheim (1912-1973), fils du permanent sioniste et ami de K. Blumenfeld, Bichard Lichtheim, était historien, politologue et journaliste ; il publia sous différents pseudonymes. Il émigra en 1934 en Palestine, en 1946 en Grande-Bretagne. Il travailla à partir de 1933 pour Palâstina Post (l'actuel Jérusalem Post) et signa aussi des reportages sur le procès de Nuremberg. Le commentaire des Origines du totalitarisme n'a pu être retrouvé. ←

1430)

*Sur Disraeli, voir dans « B4ntisémitisme »,
« Le puissant magicien », p. 300-314 de la
présente édition. ↵*

1431)

Mémoires publiés sous le titre Erlebte
Judenfrage. Ein Vierteljahrhundert deutscher
Zionismus, 1962. ↵

1432)

Philipp Frank (1884-1966), professeur de physique et de mathématiques, émigra en 1938 aux États-Unis, où il enseigna à Harvard jusqu'en 1953. ↵

1433)

Il ne peut s'agir d'un article de K. Blumenfeld, et l'article mentionné n'a pu être identifié. ↩

1434)

Il s'agit de la New York Public Library. ↩

1435)

Voir l'essai d'Hanna Arendt, « Bernard Lazare : le paria conscient », La Tradition cachée, 1987. ↩

1436)

Voir « *L'Impérialisme* », chap. vin,
« *L'Impérialisme continental : les mouvements
annexionnistes* », p. 501-559 de la présente
édition. ↵

1437)

NdT. En latin, « l'amour du destin ». Formule en vogue dans l'Allemagne post-romantique (plusieurs occurrences chez Nietzsche par exemple), elle apparaît aussi sous la plume de H. Arendt, notamment dans le poème qu'elle adressa à Kurt Blumenfeld à l'occasion de ses 70 ans (cf. lettre du 24 mai 1954, dans Hannah Arendt, Kurt Blumenfeld, Correspondance 1933-1963, 1998, p. 131-146).

←

1438)

Joachim Bingelnatz (pseudonyme de Hans Bötticher; 1883-1934), écrivain et chansonnier. Citation extraite du poème « Jérusalem » (An ein Dienstmädchen in Straßburg in der Uckermark, dans Simplicissimus, 18 mai 1925, 1^{re} parution). ↵

1439)

NdE. Der Algemayner Yiddisher Arbeiterbund in Russland und Poyln (Union générale des ouvriers juifs de Russie et de Pologne), en abrégé Rund, fondé en septembre 1897 à Eilna. Sur ce parti, voir Henri Minezeles, Histoire générale du Bund. Un mouvement révolutionnaire juif, Austral, 1995. ←

1440)

« *Le Totalitarisme* », supra, p. 794-795. ↩

1441)

Ibid., *p. 810*. ↵

1442)

Ibid, *p. 811.* ↵

1443)

« *En guise de conclusion* », supra, p. 867. ↩

1444)

Ibid., *p.* 867. ↩

1445)

Ibid., *p.* 871. ↩

1446)

Ibid., *p.* 872. ↵

1447)

Eric Eoegelin, La Nouvelle Science du politique, traduction Sylvie Courtine-Denamy, Éditions du Seuil, 2000, p. 113. ↵

1448)

Z Lettre à la Fondation Rockefeller, 20 décembre 1960 et lettre au Vassar College, 2 janvier 1961, dans Elisabeth Young-Bruehl, p. 430. ↩

1449)

*Lettres de Karl Jaspers à Hannah Krendt
des 14 octobre et 14 décembre 1960. ↵*

1450)

Lettre d'Krendt à Jaspers du 2 décembre
1960. ↵

1451)

*Lettres de Jaspers à Krendt des 14 et 16
décembre 1960. ↵*

1452)

*Lettre d'Krendt à Jaspers du 23 décembre
1960.*

non ↩

1453)

*On retrouve cette idée développée dans
Eichmann à Jérusalem, infra, p. 1025. ↩*

1454)

*Lettres à Jaspers du 13 avril et à Blücher du
20. ↩*

1455)

Lettre à Blücher du 15 avril. ↩

1456)

IL Même lettre. ↩

1457)

Lettre à Jaspers du 25 avril. ↩

1458)

Eichmann à Jérusalem, infra,/). 1159.

OQO ←

1459)

Ibid., A 1237. ↩

1460)

Ibid., p. 1238-1240. Xrendt est par ailleurs émue par le fait que cet homme soit le père de Herschel Grynszpan, qui était allé âgé de 17 ans le 7 novembre 1938 à l'ambassade d'Allemagne pour tirer sur le troisième secrétaire. Sur les conséquences de cet acte et le mystère qui entoure la personnalité de son auteur, voir infra, p. 1237-1238. ↵

1461)

*Lettre dWrendt à Mary McCarthy du 23 juin
1964. ↵*

1462)

Note pour une conférence à l'université de Wesleyan le 11 janvier 1962, citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p. 444. ↵

1463)

*Lettre de Kurt Blumenfeld à Krendt du 10
septembre 1961. ↵*

1464)

*Lettres à Blücher des 20 avril et 6 mai
1961.* ↩

1465)

Cité dans Eichmann à Jérusalem, infra,/).
1027-1028. ↵

1466)

Voir infra, p. 1031. Krendt confirmera en privé quelques années plus tard penser que le moment de l'enlèvement d'Eichmann avait effectivement été déterminé par cette question : « Les réparations versées par l'Allemagne à Israël touchaient à leur fin » (Lettre d'Arendt à Samuel Merlin du 8 mai 1965, citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p. 447). Pour le même correspondant elle ajoute : « Vous voyez que mes pensées sont beaucoup plus noires que tout ce que vous pouviez soupçonner. » ↵

1467)

Citémf, p. 1270. La citation est complétée grâce au livre de Gideon Hausner sur le procès : Justice à Jérusalem, trad. P. Javet, préface de René Cassin, Flammarion, 1976, p. 424. Publié en 1966, ce livre est Lune des composantes de la deuxième vague de la controverse suscitée par celui d'Arendt. Au fil de ses six cents pages, on trouvera le récit de l'ensemble du procès, une présentation minutieuse des pièces et de nombreuses déclarations des différents participants : accusation, défense, témoins, Eichmann lui-même... Sur les points de droit litigieux, le procureur Hausner présente par ailleurs le débat et justifie ses choix. ↵

1468)

Voir infra, le chap. XIII, sur les camps de la mort de l'Est : « théâtre par excellence de la souffrance des Juifs », mais dont il n'est pas certain qu'ils aient relevé de la juridiction d'Eichmann. ↵

1469)

Ibid., A 1276. ↵

1470)

Ibid., p. 1073.

non ↵

1471)

Ibid., *p. 1050.* ↵

1472)

Ibid., A 1050. ↩

1473)

Ibid., A 1129. ↩

1474)

Citép. 1150. ↵

1475)

Ibid., A 1044. ↩

1476)

Ibid., *p. 1224.* ↩

1477)

Ibid., A 1262. ↩

1478)

Ibid., *p. 1295.* ↵

1479)

Ibid., p. 1132 et suiv. Arendt renvoie à ce sujet au livre de Raul Hilberg, La Destruction des Juifs d'Europe, paru en 1961 et qui sera parfois critiqué en même temps que le sien. ↵

1480)

Ibid., 1027-1028. ↵

1481)

Ibid., *p. 1138.* ↵

1482)

Ibid., *p. 1178-1182.* ↩

1483)

Ibid., *p. 1132.* ↩

1484)

Ibid., *p. 1133.* ↵

1485)

*Voir Elizabeth Young-Bruehl, p. 416 et suiv.
Xrendt commet une erreur en affirmant que
Léo Baeck avait été grand rabbin de Berlin. ↵*

1486)

Idem. *Voir aussi infra, p. 1030 sur le sens de cette formule codée du vocabulaire nazi.* ←

1487)

Ibid., p. 1139. ↵

1488)

Ibid., A 1077. ↩

1489)

Ibid., A 1139.

oon ←

1490)

« *Post-scriptum* », *ibid.*, />. 1291. ↵

Lettre de Siegfried Moses à Arendt du 7 mars 1963, citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p. 455-456. La première édition du livre de Raul Hilberg est parue à Chicago en 1961. Arendt y fait plusieurs fois allusion dans Eichmann à Jérusalem et le place dans la bibliographie, mais le traite sévèrement en privé : « Je ne sais rien de la prise de position de Hilberg en ma faveur. Il est assez bête et fou. Il fabule maintenant autour du "désir de mort » des Juifs. Son livre est vraiment remarquable, précisément parce qu'il se contente de rapporter des faits. Un chapitre plus général, une introduction historique, ne vaut pas un clou » (Lettre à Jaspers du 20 avril 1964). Voir sa traduction, à partir de l'édition profondément remaniée de 1985, La Destruction des Juifs d'Europe, trad. M.-F. de Paloméra et A. Charpentier, Paris, Fayard, 1988. Est également en cause un article de Bruno Bettelheim, « Freedom from Ghetto Thinking », dans Midstream, printemps 1962. Raul Hilberg a par la suite découvert qu'Hannah Arendt avait été à l'origine du refus de son manuscrit par les presses de l'Université de Princeton en 1959. Voir Raul Hilberg, La politique de la mémoire, Trad. M.-F. de Paloméra, Paris, Gallimard, 1996. ↵

41. On pourra se reporter à l'article le mieux informé sur la controverse autour d'Eichmann à Jérusalem : Richard I. Cohen, « *Breaking the Code : Hannah Arendt's Eichmann in Jerusalem and the Public Polemic. Myth, Memory and Historical Imagination* », dans Michael. On the History of the Jews in the Diaspora, XIII, édités par Dina Porat et Shlomo Simonsohn, Tel-Aviv, 1993, p. 29- 85. Le propos d'Ernst Simon est cité dans « *La controverse autour d'Eichmann (suite...)* », p. 25. ↩

1493)

« *La controverse autour cTEichmann* », p.
32. ↩

1494)

Voir Elizabeth Young-Bruehl, p. 462-463. ↵

1495)

Circulaire d'Arnold Forster aux antennes de l'ADL du 11 mars 1963, cité dans Peter Novick, L'Holocauste dans la vie américaine, trad. P.-E. Dauzat, Gallimard, 2001, p. 200. ↵

1496)

Voir Elizabeth Youg-Bruehl, p. 466-469. ↵

Jacob Robinson, La Tragédie juive sous la croix gammée. A la lumière du procès de Jérusalem (le récit d'Hannah Arendt et la réalité des faits), trad. L. Steinberg, Paris, Centre de documentation juive contemporaine, 1968. Rendant compte de ce livre dans la New York Review of

Books (11 novembre 1965), Walter Laqueur salue la « formidable » liste des titres et compétences de Jacob Robinson et esquisse une comparaison entre son livre et Eichmann à Jérusalem. Arendt lui répondra par le seul texte dans lequel elle revient sur la polémique : « The Formidable Dr. Robinson : A Reply to the Jewish Establishment », New York Review of Books, 20 janvier 1966. L'échange se terminera avec une lettre de Laqueur qui cherche à préserver un jugement balancé : « Miss Arendt a moins été attaquée pour ce qu'elle a dit que pour la manière dont elle l'a dit » ; « ses adversaires étaient trop souvent enclins à jeter le bébé avec l'eau du bain » (New York Review of Books, 3 février 1966). ↩

1498)

Voir Peter Novick, chap. Nil et Maurice Kriegel, « Trois mémoires de la Shoah : États-Unis, Israël, France. À propos de Peter Novick, L'Holocauste dans la vie américaine », dans Le Débat, n° 117, novembre-décembre 2001, p. 64. ↩

1499)

On trouvera le récit de cette réunion et un témoignage de l'intérieur sur la controverse dans les mémoires d'Irving Howe : A Margin of Hope. An Intellectual Autobiography, Harcourt Brace Jovanovitch Publishers, 1982, p. 270-275. ↵

1500)

Lettre citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p.
474. ↩

1501)

*Norman Fruchter, cité dans Elizabeth
Young-Bruehl, p. 473.*

nn/t ↩

1502)

Manès Sperber, « Hourban ou /'inconcevable certitude », Preuves, n° 157, mars, 1964, repris dans Manès Sperber, Être Juif, préface d'Elie Wiesel, Paris, Odile Jacob, 1994. Preuves avait également publié au moment du procès lui-même un entretien de François Bondy, qui y assistait, avec Karl Jaspers (n° 123, mai 1961). À l'occasion de la parution d'Eichmann à Jérusalem, la revue publie un long texte de Roger Paret : « Qui n'est pas Adolf Eichmann ? » (janvier 1967). Les numéros suivants laisseront place à une lettre d'Avner Less, qui a réalisé l'interrogatoire de police à Jérusalem, puis à une réponse de R. Paret.

OÙ« ↵

1503)

Voir rarticle d'Arendt en cause : « Réexamen du sionisme », dans Auschwitz et Jérusalem, p. 91-133. Ce texte de 1944 avait été refusé par Commentary, avant de paraître dans le Menorah Journal. Scholem le critique dans une longue lettre du 28 janvier 1946 (Gershom Scholem, Briefe. Band I, 1914-1947, p. 309-314). On trouvera l'échange de correspondance entre Arendt et Scholem sur Eichmann à Jérusalem dans le dossier infra, p.1313 et suiv.

nnn ←

1504)

Lettre d'Hannah Arendt à Gershom Scholem, 24 juillet 1963. Voir dans ce volume l'ensemble de cet échange, p. 1313 et suiv. ↩

1505)

Voir supra, Préface, « Hannah Arendt entre passions et raison ». ↩

1506)

Lettre du 12 août et introduction à « Le procès Eichmann : un débat avec Hannah Arendt », dans Gershom Scholem, Fidélité et utopie. Essais sur le judaïsme contemporain, Calmann-Lévy, 1978, p. 215. ↵

1507)

Norman Podhoretz, Ex-Friends. Falling out with Allen Ginsberg, Lionel and Diana Trilling, Lillian Hellman, Hannah Arendt and Norman Mailer, San Francisco, Encounter Books, 2000.

↩

1508)

Ibid., p. 139 et suiv. Voir aussi Elizabeth Young-Bruehl, p. 409 et suiv. Les « *Réflexions sur Little Rock* » paraîtront finalement dans Dissent à l'hiver 1959.

inn ? ↵

1509)

Ibid, A *161-162*. ↵

1510)

65 Ibid, 163. ↩

1511)

Norman Podhoretz, « Hannah Arendt on Eichmann : A Study in the Perversity of Brilliance », Commentary, septembre 1963, p. 201 et Ex Friends, p. 162. Etrangement au regard des certitudes d'Arendt quant à P hostilité unanime des institutions juives à son égard, la revue rappelle que Norman Podhoretz est son rédacteur en chef, mais précise que l'opinion qu'il exprime lui est personnelle et n'engage ni le magazine dans son ensemble ni les organisations qui le sponsorisent. ↵

1512)

6*t.* Ibid., *p.* 205 ; Ex Friends, /). 164. ↵

1513)

Ibid., *p. 208* ; Ex Friends, /). 166. ↵

1514)

Voir dans ce volume, Correspondances et dossier critique, p. 1313 et suiv. ←

1515)

Eichmann à Jérusalem, *infra*, *p.* 1242-1243.

a r|r/y ↵

1516)

Lettre du 18 juillet 1963 à Herr Meier-Cronemeyer; citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p. 491. ↩

1517)

Voir B entretien avec Gunter Gaus, « Seule demeure la langue maternelle » (octobre 1964), dans La Tradition cachée, p. 245. ↵

Voir « Le “cas Eichmann” et les Allemands », entretien avec Thilo Koch (24 janvier 1964) [voir dans ce volume, p. 1410 et suiv. et « Responsabilité personnelle et régime dictatorial » (conférence radiophonique prononcée à Boston le 16 mars 1964, parue dans *Listener* en août de la même année)], trad. Michelle-Irène Brudny de Launay, dans Hannah Arendt, *Penser l'événement*, Paris, Belin, 1989. D'autres textes antérieurs dans ce même volume montrent la permanence de cette préoccupation d'Arendt depuis les derniers jours de la guerre. On sent à ce sujet l'influence de Jaspers et du livre publié en 1946 qui avait fortement impressionné Arendt : *Die Schuldfrage* ; *La culpabilité allemande*, trad. Jeanne Hersch, préface de Pierre Vidal-Naquet, Paris, Minuit, 1990. ←

1519)

La Vie de l'esprit. 1. La Pensée, p. 22. *Sur l'économie de ce livre à partir de cette question, voir supra, Préface, « Hannah Arendt entre passions et raison ».* ↩

1520)

Hannah Arendt, Considérations morales, trad. M. Ducassou et D. Maes, Rivages poche, 1996, p. 26-27. Issu d'une conférence à la New School for Social Research du 30 octobre 1970, ce texte a été publié dans Social Research en 1971 (sous le titre « Thinking and Moral Considérations : A Lecture »), puis utilisé dans un recueil d'hommages à Wystan H. Auden à l'occasion de son soixante – cinquième anniversaire fFor W. H. Auden, February 21 1972, A Spécial Commémorative Edition, New York, Random House, 1972). ↵

1521)

Cité dans Peter Novick, L'Holocauste dans la vie américaine,), 202. ↩

1522)

Eichmann à Jérusalem, *infra*,/). 1138. ↵

1523)

7P. Haïm Gouri, *La Cage de verre* (Journal du procès Eichmann), trad. R. Cidor, Mbin Michel, 1964, p. 96-97 (re'éd. Editions Tirésias, 1995). Écrit par un « poètejournaliste », ce récit qui se veut tout autant subjectif çt/'Eichmann à Jérusalem se dit objectif offre un contrepoint passionnant à celui de la philosophe journaliste. ←

1524)

Sur ce sujet, voir Ilian Greilsammer, La Nouvelle Histoire d'Israël. Essai sur l'identité nationale, Gallimard, 1998, chap. VL Et Maurice Kriegel, « Un programme multiculturel pour Israël F Les nouveaux historiens », Le Débat, mars-avril 1999. ↵

1525)

*Voir Peter Novick, L'Holocauste dans la vie
américaine, 3^e partie.* ↩

1526)

NdE. Littéralement : Conseils juifs – institués par décret du Generalgouvernement (28 novembre 1939). « Toute communauté juive devait élire un Judenrat de douze membres si elle comptait moins de douze mille personnes, de vingt-quatre au-delà [...]. En Pologne comme à l'intérieur du Reich, les Judenräte se composaient pour l'essentiel de notabilités juives d'avant-guerre... » (Raul Hilberg, La Destruction des Juifs d'Europe, p. 190.) En général, un officier des Einsatzgruppen ou un fonctionnaire des autorités d'occupation convoquait l'ancien président de la communauté et lui donnait l'ordre de constituer le conseil. ←

1527)

NdE. Immerwahr signifie : toujours la vérité. ↵

1528)

NdE. Argent de passage.

NdE. Conseiller diplomatique. ↩

1529)

NdE. Reichsvereinigung der Juden in Deutschland : Union nationale des Juifs d'Allemagne, organisation qui succède en 1939 à la Fédération nationale des Juifs d'Allemagne, toutes deux présidées par Léo Baeck. ↵

1530)

NdE. Dirigeant d'une région administrative.

←

1531)

NdE. Président du gouvernement. ↩

1531a)

NdE. Dans le cadre de l'invasion de la Russie soviétique (opération Barbarossa), Hitler donna pour consigne d'éliminer « l'intelligentsia judéo-bolchévique ». Après négociations entre Heydrich, chef du Service central de Sécurité du Reich (RSHA), et le generalquartiermeister Wagner, une instruction secrète (datée du 6 juin) donna l'ordre aux unités de la Wehrmacht d'arrêter les commissaires politiques soviétiques et de les exécuter immédiatement, ces commissaires étant considérés comme de potentiels organisateurs de la résistance de l'armée Rouge. ↵

1532)

*NdE. Citation du poème « Mandalay »
(1892) de Rudyard Kipling : « Ship me
somewhere east of Suez, where the best is like
the worst... » ↵*

1533)

NdE. « Souillure de la race ». ↵

1534)

NdE. Commissaire spécial du Reich. ↩

1535)

NdE. Journal officiel. ↵

1536)

NdE. L'Hebdomadaire juif. ↩

1537)

*NdT. Dans cette avenue new-yorkaise se
trouvent les principales maisons de publicité.*

↵

1538)

Je cite le pasteur Aurel v. Juchen dans une anthologie de critiques de la pièce de Hochhuth, Summa injuria, p. 195. ↵

1539)

NdE. Esprit du temps. ↵

1540)

Ces deux lettres avaient été publiées plus tard en français dans un recueil de Scholem ^Fidélité et utopie. Essais sur le judaïsme contemporain, traduit par M. Delmotte et B. Dupuy, Calmann – Lévy, 1978). Les trois lettres suivantes sont issues de la correspondance de Scholem : Briefe, vol. II : 1948-1970, A 105-108 ; 109-110 ; 110-111. ↩

1544)

*J. Fritz Mayer était le frère de Gertrud
Jaspers. ↵*

1545)

*Nahum Goldmann (1894-1982) et David Ben
Gourion (1886-1973), voir Index. ↵*

1546)

*Dans le cadre du cours sur la philosophie
contemporaine. ↵*

1547)

Samuel Schwartzbard (1886-1938), militant révolutionnaire, assassina l'ataman Petlioura le 25 mai 1926 à Paris, rue Racine. Jugé en octobre 1927, il fut triomphalement acquitté après avoir bénéficié de l'aide des autorités soviétiques. ←

1548)

Simon Petlioura (1877-1926), ancien président de la république d'Ukraine, fut accusé d'être l'instigateur des pogroms commis durant la guerre civile. Malgré les nombreuses réfutations probantes qu'il produisit, il ne put faire reconnaître sa non – responsabilité. L'Union soviétique était par ailleurs intéressée à la disparition du leader du mouvement national ukrainien. ↵

1549)

Homme politique britannique, Ernest Bevin (1881-1951) fut secrétaire aux Affaires étrangères de 1945 à 1951. ↵

1550)

Condamné en 1924 pour un meurtre politique, Martin Bormann (1900-1945 ?) adhère au NSDAP en 1925 à sa libération. Devenu général SS, il remplace Rudolf Hess en 1941 comme chef de la chancellerie et devient l'homme de confiance de Hitler qui, en 1945, en fait son exécuteur testamentaire. Disparu en mai 1945, il est condamné à mort par contumace par le tribunal international de Nüremberg. ↵

1551)

Karl Jaspers, Freiheit und Wiedervereinigung, 1960 /Liberté et réunification. Devoirs de la politique allemande, trad. Hélène Naef et Jeanne Hersch, Gallimard, coll. « Problèmes et documents », 1962]. ↵

1552)

Karl Jaspers, The Future of Mankind, Chicago, 1961 /La Bombe atomique et l'avenir de l'homme, trad. E. Saget, Buchet-Chastel, 1963]. ↩

1553)

La famille du cousin Ernst Fürst. ↵

1554)

Edna Fürst née en 1943. ↵

1555)

L'entretien avec François Bondy (voir Index), intitulé « Karl Jaspers und Eichmann Prozess », fut diffusé le 9 avril 1961 par Radio Studio Bâle. ↵

1556)

*Outre Moshe Landau, le docteur Benjamin
Halévi et le docteur Yitzhak Raveh. ←*

1557)

Gideon Hausner (voir *Index*). ↩

1558)

Alfred Krupp von Bolhen und Halbach (1907-1967). À partir de 1943, il fut le seul propriétaire des usines Krupp. ↵

1559)

Le cousin d'Hannah Arendt : Ernst Fürst et sa femme Kate, née Lewin. ↵

1560)

« *Juifs Peies* » : *Juifs orthodoxes*. ↵

1561)

L'affaire Beer probablement. Professeur d'histoire militaire à l'Université de Jérusalem, Israel Beer (1912-1966) était membre de l'état-major israélien. Accusé en 1961 de haute trahison en tant qu'agent soviétique, il fut condamné à quinze ans de prison. ←

1562)

Voir note 17, p. 1126. ↩

1563)

Robert Servatius. ↵

1564)

« *Juifs à papillotes* » : *Juifs orthodoxes*. ↵

1565)

Edna Fürst. ↵

1566)

La famille Fürst. ↵

1567)

Au moment du départ des troupes britanniques de Palestine (fin du mandat) le Conseil national, présidé par David Ben Gourion, proclame le 14 mai 1948 l'Etat d'Israël, qui comprend les deux tiers de la Palestine. Le jour de l'indépendance est fixé au 5 Ijar du calendrier hébreu, qui repose sur une année lunaire avec des mois de différente durée. En 1961, ce jour tombe le 20 avril. ↵

1568)

Les lois votées de 1953 à 1956 en Allemagne fédérale accordaient des paiements et dédommagements aux victimes du nazisme. ↵

1569)

Sans doute en raison de la fête nationale. ↩

1570)

Gideon Hausner. ↵

1571)

Auteur de nombreuses biographies (Goethe, Napoléon, Bismarck, etc), Emil Ludwig (1881-1948) publia également des livres de facture politique après avoir rencontré et interviewé des hommes d'État tels Mussolini et Staline. ↵

1572)

*Le projet de Aman (V^e siècle avant J.-C.),
grand vizir du roi perse Xerxès, de massacrer
les Juifs, fut mis en échec par la reine Esther. ↵*

1573)

Hans J. Morgenthau (1904-1980)
politologue auteur de The Purpose of
American Politics (1960) qu'Hannah Arendt a
lu. ↵

1574)

Ricarda Schwerin, l'épouse non juive d'un Juif, originaire de Berlin, une amie de Heinrich Blücher et de Charlotte Beradt de l'époque berlinoise. ←

1575)

Militant sioniste natif de Berlin, Félix Rosenblüth (Pinhas F. Rosen, 1887-1978), homme politique israélien, fut ministre de la Justice de 1948 à 1961. ↵

1576)

Le fils de Zindel Grynszpan, Herschel, exécute le 7 novembre 1938 Ernst vom Rath, un attaché à l'ambassade allemande à Paris. Cet assassinat sert de prétexte aux nazis pour la « Nuit de cristal ». ↵

1577)

Peie : *terme yiddish pour « dégoût »*. ↩

1578)

John Fitzgerald Kennedy. ↩

1579)

En avril 1961 un putsch de généraux français échoue en Algérie. Les négociations ouvertes entre le gouvernement français et le FLN algérien aboutissent à la signature des accords d'Évian (mars 1962) accordant l'indépendance à l'Algérie. ←

1580)

*Fania Scholem, née Freud, l'épouse de
Gershom Scholem.* ↩

1581)

Militant sioniste, Martin Rosenblüth (1886-1963) émigre en Palestine en passant par Londres. Directeur de diverses organisations juives, il résidait depuis 1940 aux États-Unis.

↩

1582)

Voir note 35, p. 1333. ↩

1583)

Les Fürst. ↵

1584)

*Au nord d'Israël. Acco : nom ancien de
Saint-Jean-d'Acre. ←*

1585)

Dieter Heehtenbruch. ↵

1586)

*Professeur de droit administratif à
l'université de Berlin, Carl Schmitt (1888- 1985)
a soutenu le régime nazi dans un premier
temps. ↵*

1587)

Se réfère à Hannah Arendt, On Revolution, 1963 /Essai sur la révolution, Gallimard, coll. « Les Essais », 1967, rééd. coll, « tel », 1990]. ↵

1588)

Dans sa lettre du 23 avril 1961, Heinrich Blücher informe Hannah Arendt des développements de l'affaire de la Baie des Cochons (la tentative de débarquement des anticastristes du 17 avril) et des échos du procès Eichmann aux États-Unis. ←

1589)

En vertu des lois nationales-socialistes de 1935, le mariage de Juifs avec des personnes « de sang allemand ou apparenté » était proscrit. Hannah Arendt fait allusion à la discrimination en Israël portant sur les enfants issus de mariages mixtes entre Juifs et non-Juifs : les enfants n'étant pas de mère juive ne sont pas reconnus comme juifs. ↵

1590)

Voir note 28, p. 1330. ↩

1591)

*II s'agit de l'entretien avec Elisabeth
Niebuhr, réalisé en 1961. ↵*

1592)

Romancier, Tucci Niccolo publie en 1962
Before my Time. ↵

1593)

Collaborateur de Partisan Review, critique d'art, Harold Rosenberg (1906-1978) est l'auteur de nombreux essais dont certains ont été traduits en français (La Tradition du nouveau, Éditions de Minuit, coll. « Arguments », 1962). ←

1594)

Critique littéraire, collaboratrice fréquente de Partisan Review, avec qui McCarthy était entrée en conflit à plusieurs reprises. ↵

1595)

« *General Macbeth* », article de Mary
McCarthy paru dans Harper, juin 1962. ↵

1596)

Spécialiste de littérature russe, Nina Gourfinkel a publié Théâtre russe contemporain (1931), des traductions de Tchekhov, des essais sur Tolstoï et Gorki, ainsi que des souvenirs (Aux prises avec mon temps, 1 : Naissance d'un monde ; 2 : L'Autre patrie, Le Seuil, 1953). ↵

1597)

*Chef de Organisation armée secrète (OAS),
Salan est arrêté le 20 avril 1962. Traduit
devant la Haute Cour de justice, il est
condamné à la détention perpétuelle le 24 mai.
Il sera amnistié en 1968. ↵*

1598)

La lettre de Gershom Scholem a été traduite de Lallemand par John Mander et publiée dans Encounter, janvier 1964. Elle a été également publiée en hébreu dans le journal Davar du 31 janvier 1964. La lettre d'Hannah Arendt a été écrite en anglais. ↩

1599)

Hannah Arendt, Eichmann in Jerusalem, A Report on the Banality of Evil, New York, Viking Press, 1963. Une seconde édition, revue et augmentée, a paru en 1966. ↩

1600)

1391 'année de pogroms et de conversions en masse dans la péninsule ibérique, qui ouvre une période de crise pour la communauté juive. ↵

1601)

*Dans la seconde édition (1966), le passage
relatif à Léo Baeck a été retouché. ↩*

1602)

Hans Gunther Adler, Theresienstadt 1941-
1945..., 1955. ↵

1603)

NdT. Sur les Judenrâte voir Isaiah Trunk, Judenrat. The Jewish Councils in Eastern Europe under Nazi Occupation, New York, Collier-MacMillan, 1973. ↵

1604)

NdT. Le livre d'Hannah Arendt a suscité des ouvrages critiques. Voir, entre autres, Jacob Robinson, And the Crooked Shall be Made Straight. The Eichmann Trial, the Jewish Catastrophe, and Hannah Arendt's Narrative, New York, MacMillan, 1965 /La Tragédie juive sous la Croix gammée à la lumière du procès de Jérusalem, 1967]. Sur l'ouvrage d'Arendt, voir les articles de Pierre Vidal-Naquet, « La Banalité du mal » et de Mânes Sperber, « Le Désastre incompris », Le Monde, 13 janvier 1967, ainsi que celui de Roger Errera, « Eichmann, un procès inachevé », Critique, mars 1965. Sur les aspects psychologiques des comportements dans les situations extrêmes, voir Bruno Bettelheim, The Informed Heart. Autonomy in Mass Age, 1960 /Le Cœur conscient, 1972]. ↵

1605)

« *Un raisonnement abusif* » ; en latin dans le
texte. ↩

1606)

Né en 1893, le rabbin Moshe Chaim Lau qui se consacrait à l'éducation (création de YeshivaJ acquit une grande réputation. Auteur de nombreux articles en yiddish, il se dévoue pour défendre la communauté de Piotrkow (aujourd'hui Piotrkow Trybunalski, non loin de Łódź) contre les persécutions allemandes. Avec l'ensemble de sa communauté, il fut exterminé à Treblinka en octobre 1942. ↵

1607)

Romancier et journaliste, Kurt Tucholsky (1890-1935) collabore à la revue Die Weltbühne qui lui permet de laisser libre cours à son talent de polémiste, ce qui lui vaut la haine des milieux de droite et d'extrême droite. En 1929, il s'installe en Suède où il se suicide en 1935. ↵

En 1961, Jaspers fut invité par la fondation Balzan à participer au jury de remise du prix Balzan. Par la suite il fit partie du comité de la fondation. En 1963, celle-ci décida de donner des prix pour les causes humanitaires, de biologie, d'histoire, de mathématiques et de musique, dont le montant n'était pas loin de celui du prix Nobel. Jaspers estimait que seuls des lauréats de réputation mondiale pouvaient légitimement recevoir ce prix. Il lui paraissait surtout important que le lauréat du prix de la Paix soit digne de cette récompense. Il est possible que Jaspers en ait discuté avec Hannah Arendt pendant son séjour à Bâle en février-mars 1963. Arendt avait sans doute conseillé dès cette époque de récompenser une personnalité qui avait lutté pour l'intégration raciale (si possible en Afrique du Sud). Lorsque arrivèrent les documents de H. Arendt mentionnés infra (voir note 72), Jaspers s'était déjà fait une opinion. Il voulait proposer à la fois John F. et Robert Kennedy, uniquement pour leur combat en faveur de l'intégration raciale, il tint compte du conseil d'Arendt dans la mesure où il proposa « en seconde position » Trevor Huddleston. Le prix de la Paix fut finalement décerné à Jean XXIII. ←

1609)

Mary McCarthy. ↵

1610)

Dan Jacobson, né en 1929, écrivain sud-africain. ↵

1611)

*Bref rapport sur Trevor Huddleston
(pasteur anglican, né en 1913, qui accomplit
après la guerre un travail de missionnaire dans
les quartiers noirs d'Afrique du Sud), Alan
Paton et Nelson Mandela. ↵*

1612)

*John F. Kennedy et son frère Robert, qui
était à l'époque ministre de la Justice. ↵*

1613)

*La loi sur les Civil Rights fut votée en 1964
et celle sur les Voting Rights en 1965. ↩*

1614)

James West, né en 1914, diplomate américain. À la date de cette lettre, il était directeur de l'information à ^Organisation européenne de coopération économique à Paris. ↵

1615)

Rudolf Kastner (1906-1957), un des chefs du judaïsme hongrois pendant la Seconde Guerre mondiale. Après son assassinat il fut réhabilité par un tribunal israélien. [Voir le livre de Tom Segev, Le 7^e million. Les Israéliens et le génocide, Liana Lévi, 1993.] ↵

1616)

Fondée officiellement en 1929, l'Agence juive fut reconnue comme représentant les Juifs auprès du gouvernement de Palestine. Elle avait pour rôle de défendre leurs intérêts économiques, sociaux et autres. ⬅

1617)

*Compte rendu de la visite de G. Hausner à
New York dans le New York Times du 20 mai
1963. ↵*

1618)

On Révolution, 1963. ↵

1619)

Voir Otto Kirchheimer, Political Justice. The Use of Legal Procedure for Political Ends, Princeton, Princeton university Press, 1961. ↵

1620)

Voir l'essai d'Hannah Arendt sur Lessing,
Vies politiques, 1967 ; rééd.1997. ↵

1621)

*Fabricant, Emil Henk (1893-1969)
appartenait à un cercle de résistants sociaux –
démocrates. Gertrud Jaspers se cacha parfois
chez lui. Il prit ensuite une part importante à la
reconstruction de l'université de Heidelberg.
C'était un grand ami des Jaspers. ↵*

1622)

Social-démocrate, Theodor Haubach (1896-1945), fut jusqu'en 1933 chef de presse au département de la police. Membre du cercle de Kreisau, il fut exécuté après l'attentat du 20 juillet. Il fut un élève et un ami de Jaspers. ↵

1623)

Social-démocrate, secrétaire général du syndicat des ouvriers du transport, Carlo Mierendorff (1897-1943), fut interné de 1933 à 1938 dans un camp de concentration. Il fut tué lors d'un bombardement. ↵

1624)

*Jobst von der Groeben (psychiatre) et sa
femme Alexandra (née comtesse Schwerin),
amis de Karl Jaspers. ↵*

1625)

Théologien et homme politique, Eugen Gerstenmaier (1906-1986) fut membre de l'Église confessante durant la période nazie. Chrétien-démocrate (CDU), il présida le Bundestag de 1954 à 1969. ↵

1626)

*Werner von Trott zu Solz, frère aîné d'Adam
von Trott zu Solz. ↵*

1627)

Theodor Haubach, Versuch einer
Phänomenologie des ästhetischen
Bewusstseins im Grundriss (*thèse*),
Heidelberg, 1923. ↵

1628)

Homme politique, bourgmestre de Leipzig de 1930 à 1937, Cari Friedrich Goerdeler (1884-1945) tenta avant la guerre d'alerter les démocraties sur les dangers de la politique du III^e Reich. En relation avec le Foreign Office, il tenta de poser les bases d'une négociation de paix – l'Allemagne devant, selon lui, conserver les extensions territoriales réalisées par Hitler avant le conflit. Il participa au complot des militaires pour liquider Hitler et fut pressenti pour devenir chancelier du gouvernement provisoire projeté. Arrêté après l'échec de l'attentat du 20 juillet, il fut pendu. ↵

1629)

Henning von Tresckow (1901-1944), chef d'état-major de la II^e armée. Il se donna la mort le 21 juillet. ↵

1630)

Ludwig Beck (1880-1944), chef d'état-major de l'armée allemande, un des responsables de la conception des projets d'attentat. Il fut fusillé après l'échec du 20 juillet. ↩

1631)

Karoline Môhrle-Zeufle (1887-1963). Elle mourut le 25 juillet 1963. Jaspers a donc sans doute mis plusieurs jours à écrire cette lettre.

←

1632)

*Marie Bonadurer, née en 1905, médecin
d'Erna Môhrle et de Gertrud Jaspers. ↵*

1633)

Medi Geitel, cousine de Jaspers (dernière fille de Theodor Tantzen), était alors étudiante à Fribourg et s'occupa temporairement du ménage de la /lustrasse. ←

1634)

*Gotthill Môhrle (1882-1963), artisan
menuisier.* ↩

1635)

*Irma Môhrle, née en 1924, sœur de Erna
Môhrle. ↵*

1636)

*Willi Môhrle né en 1930, menuisier, et Irene
Môhrle-Schmelzle, née en 1931. ←*

1637)

La remarque de Jaspers semble se fonder sur une information inexacte. Lors de leur rencontre à Miami, les gouverneurs des différents États américains, n'ayant pu se mettre d'accord sur le problème des droits civiques, se prononcèrent le 23 juillet 1963, par 38 voix contre et 3 pour, sur la création d'une commission spéciale chargée de ce problème, auquel elle devrait donner toute priorité (voir supra la lettre du 20 juillet 1963, note 72 et 73, p. 1349). ↵

1638)

Maria Lôwe (1897-1 963) avait suivi une formation de bibliothécaire à Berlin ; après avoir émigré, elle fut employée à la bibliothèque des British Information Services de New York. ↵

1639)

*Albert H. Friedlander, né en 1927 à Berlin,
aux États-Unis depuis 1940. ←*

1640)

*La conférence et la discussion eurent lieu le
23 juillet 1963. ←*

1641)

Organisation sioniste américaine de femmes, fondée en 1912 pour développer l'assistance médicale en Palestine et diffuser les idées sionistes aux États-Unis. ↩

1642)

« *Reviens chez nous, nous avons besoin de toi.* » ↩

1643)

Lettre de Gunther Lawrence, directeur de l'information de l'Union of American Hebrew Congregations, du 24 juillet 1963. ↵

1644)

Chez Hannah Arendt : « Graf Heilbach ». Le fait qu'il slagit bien du comte Helldorf ressort d'un passage de l'édition allemande (p. 135) du livre sur Eichmann, qui manque dans l'édition américaine. Wolf Heinrich von Helldorf (1896-1944) fut préfet de police à Potsdam de 1933 à 1935 puis préfet de police à Berlin. Il fut exécuté après l'attentat du 20 juillet. ↵

1645)

Nelson Mandela, né en 1918, avocat et homme politique d'Afrique du Sud, combattit les lois sur l'apartheid. Il a été condamné en 1964 à la prison à vie après avoir déjà été incarcéré de nombreuses fois. Libéré en 1991, il fut élu président de la République sud-africaine en 1993. ↵

1646)

Prix de la fondation Balzan. ↵

1647)

Georg Ferdinand Springer, né en 1924, médecin et éditeur. Dans l'immédiat après-guerre il étudia d'abord à Heidelberg, puis à Bâle ; c'est sans doute à cette époque qu'il connut Jaspers. ↵

1648)

Theodor J. Tantzen (1877-1947), frère de la mère de Jaspers. De 1919 à 1923 et de 1945 à 1946, il fut Premier ministre d'Oldenbourg, puis ministre et représentant du Premier ministre d'Oldenbourg dans le premier cabinet de Basse-Saxe. ↩

1649)

*Alfred Seiffert (1883-1960). De 1942 à 1954
il fut directeur de la clinique universitaire
d'oto-rhino-laryngologie de Heidelberg. ↵*

1650)

Juriste, Fabian von Schlabrendorff (1907-1980) organisa en 1943 avec Henning von Tresckow (1901-1944) un attentat à la bombe contre l'avion de Hitler, qui échoua. Il fut condamné après l'attentat du 20 juillet mais échappa à l'exécution. Il est fait ici référence à son livre : Offiziere gegen Hitler, Francfort-sur-le-Main-Hambourg, 1959. Voir Eberhard Zeller, Geist der Freiheit. Der zwanzigste Juli, Munich, 1954. ↵

1651)

Philosophe du droit et politicien, Gustav Radbruch (1878-1949) a été un ami très proche de Jaspers. Son fils, Anselm Radbruch, fut tué à Stalingrad. ↵

1652)

Theodor Heuss, Hitlers Weg. Eine historisch-politische Studie über den Nationalsozialismus, Stuttgart, Union Dt Terl.-Ges, 1932 /Hitlers Weg : eine Schrift aus dem Jahre 1932, édition de Eberhard Jacket, Tübingen, Wunderlich, 1968]. ↵

1653)

*La correspondance parut d'abord dans le
numéro 33 de la feuille d'information du
Hitachduth Olej Merkas Europa (l'Union des
immigrés d'Europe centrale) du 16 août 1963.*

↵

1654)

Durant le procès d'Eichmann qui se déroula en Israël, Hannah Arendt avait rencontré Golda Meir, rapportant cette rencontre dans une lettre à Scholem datée du 20 juillet 1963. À la demande de Scholem, elle enleva le nom pour la version définitive et ne parla plus que d'une « personnalité politique majeure ». ↩

1655)

Wohl Werner Weber. ↵

1656)

Gershom Scholem, Ursprung und Anfänge
der Kabbala, *Berlin, De Gruyter, 1962* /Les
Origines de la Kabbale, *Aubier-Montaigne*,
1966]. ↩

1657)

Dans son numéro de mars-avril 1963, Partisan Review publia l'article de Lionel Abel intitulé : « L'Esthétique du mal : Hannah Arendt sur Eichmann et les Juifs ». Abel accusait Arendt d'avoir, sur un plan esthétique, fait d'Eichmann un personnage plaisant et des Juifs des êtres répugnants. ↵

1658)

*Ligue créée en 1913 à New York pour lutter
d'abord contre l'antisémitisme mais aussi pour
l'égalité des droits de tous les citoyens. ↵*

1659)

Arendt fait probablement allusion à ce qu'elle a écrit sur l'attitude des Conseils juifs (Judenräte) face aux autorités nazies. La résistance, reconnaissait-elle, n'aurait pas empêché l'élaboration de la politique d'extermination mais l'aurait rendue plus difficile à exécuter. ↵

1660)

Celle de McCarthy a disparu. ↩

1661)

Arendt fait allusion ici à un cercle d'intellectuels new-yorkais plus vaste que celui de la Partisan Review, à qui le terme de « garçons » s'applique souvent. ↵

1662)

*Ce texte de quatre pages, simple interligne,
figure parmi les Mary McCarthy Papers réunis
au Vassar College. ↵*

1663)

Dans cet article (« Un homme à la conscience intacte », The New York Times Book Review, 19 mai 1963), le juge Michael Musmanno accusait Arendt de prendre la défense de la Gestapo et de calomnier les victimes juives. ←

1664)

Ceci devint une réfutation en douze pages de l'article d'Abel, intitulée « A cor et à cri », publiée dans Partisan Review, janvier-février 1964. ↩

1665)

Dans les cinq années qui suivront, les West loueront successivement deux maisons de ce type. ↵

1666)

*NdT. Magasin hors douane, dans les
ambassades et les organismes internationaux.*

↵

1667)

Publié dans le New Yorker du 25 février 1967, ce texte a été repris dans le volume Between Past and Future [« Vérité et politique », La Crise de la culture, Gallimard, folio, 1996, p. 289-336]. ↵

1668)

*Lettre du 14 septembre 1963, voir supra, p.
1374. ↩*

1669)

La lettre adressée à Wemer Weber, alors rédacteur en chef du supplément de la Neue Zürcher Zeitung, n'a pu être retrouvée. ↵

1670)

En anglais dans le texte. ↵

1671)

Éditeur de la revue Encounter. ↵

1672)

La correspondance parut en allemand le 20 octobre 1963 dans la Neue Zürcher Zeitung, en hébreu le 31 janvier 1964 dans Davar, et en anglais dans Encounter (22, 124, 1964, p. 51-53). ↵

1673)

Journal israélien. ↩

1674)

Dans une lettre à Gertrud Jaspers du 28 novembre 1962, Hannah Arendt annonçait à ses amis qu'elle avait accepté un poste à l'Université de Chicago pour un trimestre. ↵

1675)

Républicain, Maurice Joly (1829-1878) publia son pamphlet contre le Second Empire Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu en 1869 à Bruxelles (éd. Mertens) [rééd. Calmann-Lévy, coll. « Liberté de l'Esprit », 1968]. Une édition allemande (Maurice Joly, Gesprâche in der Unterwelt zwischen Machiavelli und Montesquieu oder der Machiavellismus im 19. Jahrhundert avait été publiée en 1948 chez Meiner à Hambourg). Les Protocoles des Sages de Sion, faux fabriqué pour le compte de l'Okhrana, la police secrète tsariste, au début du siècle, reprenait des formulations de Joly. Voir, sur ce livre central dans l'histoire de l'antisémitisme, Pierre-André Taguieff, Le Protocole des Sages de Sion. I : Introduction à l'étude des Protocoles et ses usages dans le siècle ; II : Études et documents, Berg international, 1992, 2 vol. ←

1676)

Ernst A. Simon, né en 1899, pédagogue, depuis 1928 professeur de sciences de l'éducation à l'université hébraïque de Jérusalem. ←

1677)

À cette époque, David Ben Gourion. ↩

1678)

Concernant les attaques d'Hannah Arendt contre Michael Angelo Musmanno, voir supra, Eichmann à Jérusalem, p. 1221 et suiv. Musmanno a, de son côté, publié plusieurs textes contre Arendt. Voir Die Kontroverse. Hannah Arendt, Eichmann und die Juden, Munich, Nymphenburger Verlagshandlung, 1964, p. 14 et suiv. et 85 et suiv. ←

1679)

La correspondance parut d'abord à Tel-Aviv dans Mitteilungsblatt, n° 33, 16 août 1963, puis dans la Neue Zürcher Zeitung du 20 octobre 1963, voir ci-dessus. Elle fut réimprimée dans Die Kontroverse. Hannah Arendt, Eichmann und die Juden, 1964, p. 207 et suiv. ←

1680)

Voir la lettre d'Hannah Arendt du 20 juillet 1963, supra, p. 1348. ↩

1681)

*Kurt Becher, voir le chap, vm de Eichmann
à Jérusalem et Index. ↵*

1682)

*Brigitte Granzow, née en 1926, rédactrice
au Westdeutscher Rundfunk, à Cologne. La
traduction fut acceptée par Hannah Arendt. ↵*

1683)

Voir supra la lettre d'Hannah Arendt à Gershom Scholem, datée du 24 juillet 1963, p. 1353. ↩

1684)

Voir l'avant-dernier paragraphe de la lettre d'Hannah Arendt à Scholem : « À l'heure actuelle, mon avis est que le mal n'est jamais "radical", qu'il est seulement extrême, et qu'il ne possède ni profondeur ni dimension démoniaque. Il peut tout envahir et ravager le monde entier précisément parce qu'il se propage comme un champignon. Il "défie la pensée", comme je l'ai dit, parce que la pensée essaye d'atteindre à la profondeur, de toucher aux racines, et du moment qu'elle s'occupe du mal, elle est frustrée parce qu'elle ne trouve rien. C'est là sa "banalité". Seul le bien a de la profondeur et peut être radical. » [Voir la lettre du 24 juillet 1963, supra, p. 1358.] ↵

1685)

Voir Emmanuel Kant, première partie de Religion innerhalb der Grenzen der blossen Vernunft [1793 [La Religion dans les limites de la simple raison]) Kant y définit le « mal radical » en tant que renversement des relations entre devoir et inclination. ←

1686)

« La jeune fille étrangère », référence au poème de Schiller qui porte le même titre. Cette citation se réfère sans doute à la description que fit d'elle-même Hannah Arendt lors d'un séjour chez Jaspers, car elle aimait se dénommer ainsi. Voir sa lettre à Heidegger du 9 février 1955 : « Je me sens ce que je suis effectivement, la jeune fille étrangère. » ↵

1687)

John Gross, « Arendt on Eichmann », Encounter, novembre 1963. ↵

1688)

Hermann Cohen (1842-1918), philosophe fondateur de l'École de Marburg. Franz Rosenzweig (1886-1929), philosophe partisan d'une philosophie existentialiste juive. Jaspers se réfère aux écrits suivants : F. Rosenzweig, « Einleitung in die Akademieausgabe der jüdischen Schriften Hermann Cohens » et « Über den Vortrag Hermann Cohens "Das Verhältnis Spinozas zum Judentum" », dans Rosenzweig, Kleinere Schriften, Berlin, Schocken, 1937, p. 299-350 et 351-353. ↵

1689)

Rolf Hochhuth, né en 1931, écrivain, ami de Jaspers et de sa femme. La lettre se réfère à ce qui suit : le 24 septembre 1963, Le Vicaire de Hochhuth fut joué au théâtre municipal de Bâle. La représentation déclencha à travers toute la ville une discussion sur le rôle de Pie XII et de l'Église catholique pendant les persécutions des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale et sur la manière dont Hochhuth présenta ces rôles. En octobre la Radio Studio de Bâle enregistra l'entretien interconfessionnel évoqué dans cette lettre et le diffusa le 10 novembre. Concernant la participation de Jaspers, cf. Basler Stadtbuch, 1965, p. 212-216. ↩

1690)

*L'animateur de l'entretien était le
politologue Arnold Künzli, qui vivait à Bâle. ↵*

1691)

*Rudolf Morsey, né en 1927, depuis 1970
professeur d'histoire moderne et
contemporaine. ↵*

1692)

Lee Harvey Oswald fut abattu le 24 novembre 1963 par Jack Ruby à la porte de la prison de Dallas. ↩

1693)

« *Sabina Lietzmann, le bas bleu n° 1 de l'Amérique* », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 16 septembre 1963. ↵

1694)

Lyndon B. Johnson (1908-1973), vice-président sous John F. Kennedy, président des États-Unis après l'assassinat de ce dernier. ↵

1695)

Thanksgiving Day,/éie *nationale célébrée le*
dernier jeudi de novembre. ↵

1696)

Né en 1916, Jacob L. Talmon, historien juif d'origine polonaise, fait des études en Palestine et en France. En 1940, il se réfugie en Angleterre. Il poursuit ses recherches à la London School of Économies et obtient, en 1943, son doctorat en philosophie. En 1944, il devient assistant du secrétaire des Affaires étrangères du Comité palestinien. Démissionnant en 1947, il bénéficie d'une bourse pour la recherche du Fonds Israël Zangwill qui lui permet d'écrire The Origins of Totalitarian Democracy /Les Origines de la démocratie totalitaire, Calmann-Lévy, coll. « liberté de l'Esprit », 1966]. À partir de 1960, il est professeur à l'université hébraïque de Jérusalem. ↵

1697)

Né à Riga, Isaiah Berlin (1909-1997) émigre avec sa famille en Angleterre en 1921. Diplômé d'Oxford en littérature classique, en politique, en philosophie et économie au début des années 1930, il commence une carrière dans la diplomatie, notamment à l'ambassade britannique à Washington pendant la guerre puis à Moscou en 1945, avant de devenir professeur. À partir de 1957, il enseigne la sociologie et la théorie politique au Wolfson College d'Oxford. Ses nombreux essais sur Tolstoï, Herzen, Marx, Churchill, sur l'identité juive, la liberté et le libéralisme lui confèrent une réputation internationale. Certains ont été traduits en français : Les Penseurs russes (Albin Michel, 1984), À contre courant : essais sur l'histoire des idées (idem, 1988), Le Bois tordu de l'humanité : romantisme, nationalisme et totalitarisme (idem, 1992). Il présida l'Académie britannique. ↵

1698)

*Tubja Rübner que Karl Jaspers a rencontré
en novembre 1963. ←*

1699)

*Organisation créée en 1941 pour la défense
des Juifs pauvres réclamant des réparations à
l'Allemagne. ↵*

1700)

*Kurt May, directeur de la United Restitution
Organization, qui avait son siège à Francfort.*

↩

1701)

Il s'agit des frères Jacob et Nehemiah Robinson, qui ont tous deux rédigé des articles contre le livre sur Eichmann ; voir Die Kontroverse. Hannah Arendt, Eichmann und die Juden, 1964, p. 223-232. ↵

1702)

Golo Mann, « Hannah Arendt und der Eichmann-Prozess », Neue Rundschau, n° 4, 1964, p. 626-634. ↵

1703)

*Voir supra la lettre de Karl Jaspers à
Hannah Arendt, 22 octobre 1963. ↩*

1705)

*Abréviation pour Mitteilungsblatt der
Irgun Olê Merka Eropa, hebdomadaire
d'information de l'Organisation des
immigrants d'Europe centrale, fondé à Tel-Aviv
en 1933. ↵*

1706)

Le rabbin Léo Baeck, l'un des responsables de la communauté juive de Berlin, avait pris la tête du Reichsvereinigung contrôlé par les nazis, instance qui avait succédé au Reichsvertretung sous contrôle exclusivement juif, dissous en 1939 (cf. Elisabeth Young – Bruehl, Hannah Arendt, Anthropos, 1986, p. 475.). ↩

1707)

NdT. Né en 1911 à Leipzig, Joseph Maier a émigré aux États-Unis en 1933. Il enseigne la philosophie à Rutger University (New Jersey) depuis 1947. De 1940 à 1948, il a été l'éditeur J'Aufbau. Le 11 mars 1942, Hannah Arendt et lui fondèrent « Le Groupe de la jeunesse juive » (Die jungjüdische Gruppe) qui tint ses réunions jusqu'en juin 1942. En mai 1942, tous deux suivirent la conférence du Biltmore pour Aufbau. ←

1708)

En américain dans le texte. ↩

1801)

Z lettre à la Fondation Rockefeller, 20 décembre 1960 et lettre au Vassar College, 2 janvier 1961, dans Elisabeth Young-Bruehl, p. 430. ↩

1803)

*Lettres de Karl Jaspers à Hannah Arendt
des 14 octobre et 14 décembre 1960. ↵*

1804)

Lettre d'Arendt à Jaspers du 2 décembre
1960. ↩

1805)

*Lettres de Jaspers à Arendt des 14 et 16
décembre 1960.* ↵

1806)

*Lettre d'Arendt à Jaspers du 23 décembre
1960.* ↩

1807)

*On retrouve cette idée développée dans
Eichmann à Jérusalem, infra, p. 1025. ↩*

1808)

*Lettres à Jaspers du 13 avril et à Blücher du
20. ↩*

1809)

Lettre à Blücher du 15 avril. ↩

1810)

Même lettre. ↩

1811)

Lettre à Jaspers du 25 avril. ↩

1812)

Eichmann à Jérusalem, *infra*, p.1159. ↩

1813)

Ibid., A 1237. ↩

1814)

Ibid., p. 1238-1240. Arendt est par ailleurs émue par le fait que cet homme soit le père de Herschel Grynszpan, qui étau allé âgé de 17 ans le 7 novembre 1938 à l'ambassade d'Allemagne pour tirer sur le troisième secrétaire. Sur les conséquences de cet acte et le mystère qui entoure la personnalité de son auteur, voir *infra*, p. 1237-1238. ↵

1815)

*LeHre d'Arendt à Mary McCarthy du 23 juin
1964. ↵*

1816)

Note pour une conférence à l'université de Wesleyan le 11 janvier 1962, citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p. 444. ↵

1817)

*Lettre de Kurt Blumenfeld à Arendt du 10
septembre 1961. ↩*

1818)

Lettres à Blücher des 20 avril et 6 mai
1961. ↵

1819)

Cité dans Eichmann à Jérusalem, infra,/.
1027-1028. ↵

1820)

Voor infra, p. 1031. Arendt confirmera en privé quelques années plus tard penser que le moment de L'enlèvement d'Eichmann avait effectivement été déterminé par cette question : « Les réparations versées par l'Allemagne à Israël touchaient à leur fin » (Lettre d'Arendt à Samuel Merlin du 8 mai 1965, citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p. 447). Pour le même correspondant elle ajoute : « Vous voyez que mes pensées sont beaucoup plus noires que tout ce que vous pouviez soupçonner. » ↵

1821)

Cité infra, p. 1270, La citation est complétée grâce au livre de Gideon Hausner sur le procès : Justice à Jérusalem, trad. P. Javet, préface de René Cassin, Flammarion, 1976, p. 424. Publié en 1966, ce livre est l'une des composantes de la deuxième vague de la controverse suscitée par celui d'Arendt. Au fil de ses six cents pages, on trouvera le récit de l'ensemble du procès, une présentation minutieuse des pièces et de nombreuses déclarations des différents participants : accusation, défense, témoins, Eichmann lui-même... Sur les points de droit litigieux, le procureur Hausner présente par ailleurs le débat et justifie ses choix. ↵

1822)

Voir infra, le chap, XIII, sur les camps de la mort de l'Est : « théâtre par excellence de la souffrance des Juifs », mais dont il n'est pas certain qu'ils aient relevé de la juridiction d'T.ichmann. ↵

1823)

Ibid., A 1276. ↩

1824)

Ibid., *p. 1073*.

non ↵

1825)

Ibid., *p. 1050.* ↩

1826)

Ibid., A 1050. ↩

1827)

Ibid., A 1129. ↩

1828)

Citép. 1150. ↩

1829)

Ibid., A 1044. ↩

1830)

Ibid., *p. 1224.* ↩

1831)

Ibid., A 1262. ↩

1832)

Ibid., *p. 1295.* ↵

1833)

Tljd., p. 1132 et suit Arendt renvoie à ce sujet au livre de Raul Hibbrrg, La Destruction des Juifs d'Europe, paru rn 1961 et qui sera parfois critiqué rn même temps que le sien.

a«« ←

1834)

55. Ibid., /. 1027-1028. ↵

1835)

Ibid., *p. 1138.* ↩

1836)

Ibid., *p. 1178-1182.* ↵

1837)

Ibid., *p. 1132.* ↵

1838)

*Voir Elizabeth Young-Brueh, p. 416 et suiv.
Arendt commet une erreur en affirmant que
Léo Baeck avait été grand rabbin de Berlin. ↵*

1839)

oon ←

1840)

« *Post-scriptum* », *ibid.*, />. 1291. ↵

1841)

Lettre de Segfried Moses à Arendt du 7 mars 1963, citée dans Elrcadceth Young-Bruehl, p. 455-456. La première édition du livre de Raul Hilberg est parue à Chicago en 1961. Arendt y fait plusieurs fois allusion dans Eichmann à Jérusalem et le place dans la bibliographie, mais le traite sévèrement en privé : « Je ne sais rien de la prise de position de Hilberg en ma faveur. Il est assez bête et fou. Il fabule maintenant autour du « désir de mort » des Juifs, Son livre est vraiment remarquable, précisément parce qu'il se contente de rapporter des faits. Un chapitre plus général, une introduction historique, ne vaut pas un clou » (Lettre à Jaspers du 20 avril 1964). Voir sa traduction, à partir de l'édition profondément remaniée de 1985, La Destruction des Juifs d'Europe, trad. M.-F. de Paloméra et A. Charpentier, Paris, Fayard, 1988. Est également en cause un article de Bruno Betulheim, « Freedom from Ghetto » ↵

1842)

Thinking », dans *Midstream*, printemps 1962. Raul Hilberg a par la suite découvert qu'Hannah Arendt avait été à l'origine du refus de son manuscrit par les presses de l'Université de Princeton en 1959. Voir Raul Hilberg, *La politique de la mémoire*, Trad. M.-F. de Paloméra, Paris, Gallimard, 1996. 41. On pourra se reporter à l'article le mieux informé sur la controverse autour d'"Eichmann à Jérusalem : Richard I. Cohen, « Breaking the Code : Hannah Arendt's Eichmann in Jerusalem and the Public Polemic. Myth, Memory and Historical Imagination », dans Michael. On the History of the Jews in the Diaspora, XIII, édités par Dina Porat et Shlomo Simonsohn, Tel-Aviv, 1993, p. 2985. Le propos d'Ernst Simon est cité dans « La controverse autour d'Eichmann (suite...) », p. 25. ↵

1843)

« *La controverse autour d'Eichmann* », p.
32. ↩

1844)

Voir Elizabeth Young-Bruehl, p. 462-463. ↵

1845)

Circulaire d'Arnold Forster aux antennes de l'ADL du 11 mars 1963, cité dans Peter Novick, L'Holocauste dans la vie américaine, trad. P.-E. Dauzat, Gallimard, 2001, p. 200. ↵

1846)

Voir Elizabeth Youg-Bruehl, p. 466-469. ↩

1847)

Jacob Robinson, La Tragédie juive sous la croix gammée. A la lumière du procès de Jérusalem (le récit d'Hannah Arendt et la réalité des faits), trad. L. Steinberg, Paris, Centre de documentation juive contemporaine, 1968. Rendant compte de ce livre dans la New York Review of

nno ↵

1848)

Books '11 novembre 1965), Walter Laqueur salue la « formidable » liste des titres et compétences de Jacob Robinson et esquisse une comparaison entre son livre et Eichmann à Jérusalem. Arendt lui répondra par le seul texte dans lequel elle revient sur la polémique : « The Formidable Dr. Robinson : A Reply to the Jewish Establishment », New York Review of Books, 20 janvier 1966. l'échange se terminera avec une lettre de Laqueur qui cherche à préserver 'un jugement balancé : « Miss Arendt a moins été attaquée pour ce qu'elle a dit que pour la manière dont elle l'a dit » ; « ses adversaires étaient trop souvent enclins à jeter le bébé avec l'eau du bain » (New York Review of Books, 3 février 1966). ↩

1849)

Voir Peter Novick, chap. vii et Maurice Kriegel, « Trois mémoires de la Shoah : États-Unis, Israël, France. À propos de Peter Novick L'Holocauste dans la vie américaine », dans Le D^ac n° 117, novtmbre-décembre 2001, p. 64. ↵

1850)

On trouvera le récit de cette réunion et un témoignage de l'intérieur sur la controverse dans les mémoires d'Irving Howe : A Margin of Hope. An Intellectual Autobiography, Harcourt Brace Jovanovitch Publishers.. 1982, p. 270-275. ↵

1851)

Lettre citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p.
474. ↩

1852)

*Norman Fruchter. cité dans Elizabeth
Young-Bruehl, p. 473.*

nna ↩

1853)

Maries Sprrbrr, « Hourban ou /inconcevable certitude », Preuves, n° 157. mars, 1964, repris dans *Manès Sperbrr*, Être Jmf, préface d'gMe Wùsrl, Paris, Od' de Jaaïï, I⁹⁹⁴. Preuves avili Salement publié au moment du procès, lui-même un entretien de François Bondy, qui y assistait, avec Karl Jaspers (n° I²³, maⁱ 1⁹⁶¹). À l'occasion de la parution ç" Fuctimann à Jérusa^lem, la revue {ruldù un l'ong texte de Ro^ger Paret : « Quⁱ n'estpas Adolf^Etdimann ? » (janvur¹⁹⁶⁷). Les numéros suivants laisseront place à une lettre d'Avner Lr^{ss}, qui a réalisé l'interrogatoire de police à Jérusalem, puis à une réponse de R. Paret.

OOR ←

1854)

*Voir l'article d'Arendt en cause : • Réexamen du sionisme**; dans Auschwitz et Jérusalem, p. 91-133 : Ce texte de 1944 avait été refusé par Commentary, avant de paraître dans le Menorah Journal. Scholem le critique dans une longue lettre du 28 janvier 1946 (Gershom Scholem, Briefe. Band I, 1914-1947, p. 309-314). On trouvera l'échange de correspondance entre Arendt et Scholem sur Eichmann à Jérusalem dans le dossier infra, p.1313 et suiv.

nnn ←

1855)

Lettre d'Hannah Arendt à Gershom Scholem, 24 juillet 1963. Voir dans ce volume l'ensemble de cet échange, p. 1313 et suiv. ↩

1856)

Voir supra, Préface, « Hannah Arendt entre passions et raison ». ↩

1857)

Lettre du 12 août et introduction à « Le procès Eichmann : un débat avec Hannah Arendt », dans Gershom Scholem, Fidélité et utopie. Essais sur le judaïsme contemporain, Calmann-Lévy, 1978, p. 215. ↵

1858)

Norman Podhoretz, Ex-Friends. Falling out with Allen Ginsberg ;, Lionel and Diana Trilling, Lillian Hellman, Hannah Arendt and Norman Mailer, San Francisco, Encounter Books, 2000. ↵

1859)

*Ibid., p. 139 et suiv. Voir aussi Eti ;: a^bith
Young-Bruehl, p. 409 et suiv.. Les « Réflexions
sur Little Rock » paraîtront finalimunt dans
Dissent à l'hnur 1959.*

mn ? ↵

1860)

Ibid., A. *161-162*. ↵

1861)

65 Ibid., 163. ↵

1862)

Norman Podhoretz,, « Hannah Arendt on Eichmann : A Study in the Perversity of Brilliance », Commentary, septembre 1963, p. 201 et Ex Friends, p. 162. Etrangement au regard des certitudes d'Arendt quant à l'hostilité unanime des institutions juives à son égard, la revue rappelle que Norman Podhoretz est son rédacteur en chef, mais précise que l'opinion qu'il exprime lui est personnelle et n'engage ni le magazine dans son ensemble ni les organisations qui le sponsorisent. ↵

1863)

6*t.* Ibid., *p.* 205 ; Ex Friends, /). 164. ↵

1864)

Ibid. *p*, 208 ; Ex Friends, /). 166. ↵

1865)

72 : *Lettre du 18 juillet 1963 à Herr Mliir-Cronimeyr; citée dans Elizabeth Young-Bruehl, p. 491.* ↩

1866)

Voir l'entretien avec Gunter Gaus, « Seule demeure la langue maternelle » (octobre 1964), dans La Tradition cachée, p. 245. ↵

1867)

Voir « Le "cas Eichmann " et les Allemands », entretien avec Thilo Koch (24 janvier 1964) [voir dans ce volume, p. 1410 et suiv. e « Responsabilité personnelle et régime dictatorial » (conférence radiophonique prononcée à Boston le 16 mars 1964 : parue dans *Listener* en août de la même année)], trad. Michelle-Irène Brudny de Launay, dans Hannah Arendt, *Penser l'événement*, Paris, Belin, 1989. D'autres textes antérieurs dans ce même volume montrent la permanence de cette préoccupation d'Arendt depuis les derniers jours de la guerre. On sent à ce sujet l'influence de Jaspers et du livre publié en 1946 qui avait fortement impressionné Arendt : *Die Schuldfrage ; La culpabilité allemande*, trad : Jeanne Hersch, préface de Pierre Vidal-Naquet, Paris, Minuit, 1990. ←

1868)

La Vie de l'esprit. 1. La Pensée, p. 22. *Sur l'économie de ce livre à partir de cette question, voir supra, Préface, « Hannah Arendt entre passions et raison ».* ↩

1869)

Hannah Arendt, Considérations morales, trad. M. Ducassou et D. Mars, Rivages poche, 1996, p. 26-27. Issu d'une conférence à la New School for Social Research du 30 octobre 1970, ce texte a été publié dans Social Research en 1971 (sous le titre « Thinking and Moral Considerations : A future »), puis utilisé dans un recueil d'hommages à W. H. Auden à l'occasion de son soixante – cinquième anniversaire (For W. H. Auden, February 21 1972, A Special Commemorative Edition, New York, Random House, 1972). ↵

1870)

Cité dans Peter Novick, L'Holocauste dans la vie américaine,), 202. ↵

1871)

Eichmann à Jérusalem, *infra*,/). 1138. ↵